CORPS UNIVERSEL
DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
CONTENANT UN
RECUEIL
DES
TRAITEZ
D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,
DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, de Protection & de Garantie, de toutes les Conventions, Transactions, Pactes, Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en EUROPE, depuis le Regne de l'Empereur CHARLEMAGNE jusques à présent;

AVEC

LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;

les Sentences Arbitrales & Souveraines dans les Causes importantes; les Déclarations de Guerre, les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Testamens, Donations, Renonciations, & Protestations; les Investitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, sous quelque nom qu'on les désigne, qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

Le tout tiré en partie des Archives de la TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, *& en partie de celles de quelques autres Princes & Etats; comme aussi des Protocolles de quelques Grands Ministres; des Manuscrits; de la Bibliotheque Royale de* BERLIN; *des meilleures Collections, qui ont déja paru tant en* ALLEMAGNE, *qu'en* FRANCE, *en* ANGLETERRE, *en* HOLLANDE, *& ailleurs; sur tout, des Actes de* RYMER; *& enfin les plus estimés, soit en Histoire, en Politique, ou en Droit;*

PAR

MR. J. DU MONT, *BARON DE CARELS-CROON,*

ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTE IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

TOME VII. PARTIE II.

A AMSTERDAM,

Chez P. BRUNEL, R. ET J. WETSTEIN, ET G. SMITH, HENRI WAESBERGE, ET Z. CHATELAIN.

A LA HAYE,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

MDCCXXXI.

Digitized by Google

Digitized by Google

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES PIECES

CONTENUES

Dans la II. Partie du VII. Tome.

ANNO 1680. 1. Mai. *Additions au Traité de Paix entre les* PROVINCES-UNIES *&* *la Ville d'*ALGER, *fait au Mois d'Avril 1679. lesdites Additions concluës le 1. Mai 1680.* 1

8. Mai. *Traité entre la* SUEDE *&* *le* DANNEMARC *sur le Passage du* Zund *&* *du* Belt. *Fait par l'Entremise du Roi de* FRANCE, *à Coppenhague le huitiéme Mai 1680.* 2

10. Juin. *Fœdus defensivum inter* CAROLUM II. *Regem Hispaniarum, &* CAROLUM II. *Regem Magnæ Britanniæ, cujus pro fundamento Fœdera 30. Augusti 1673. inter præfatum Regem Hispaniarum & Ordines Generales* UNITI BELGII, *nec non 31. Martii 1678. inter eosdem Ordines & Regem Britannicum inita, ponuntur, omniaque ad nuperrime restitutam Pacem Generalem sartam tectam servandam constituuntur. Actum in Arce Regia Windesoriensi die 10. Junii 1680.* 2

Sept. *Capitulation ou Traité de bonne Intelligence, de Navigation & de Commerce, entre* MAHOMET IV. *Sultan & Empereur des Turcs & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *contenant les Privileges, accordés à tous leurs Sujets Habitans, pour leurs Personnes, Vaisseaux & Marchandises, également comme aux François & Anglois. Donné à Constantinople, au commencement du Mois de Ramasan 1091.* 4

21. Oct. *Recès conclu* sub spe Ratificationis *entre les Commissaires de* LEOPOLD *Empereur des Romains & ceux de* MAXIMILIEN EMANUEL *Electeur de Baviere, avec l'intervention d'un Mandataire de* JEAN FRANCOIS, *Comte de Prysing comme interessé dans l'affaire, par lequel tous les Differents survenus au sujet des Droits, Jurisdictions & des Limites des Seigneuries de Kuffstein & d'Aschau sont accordés & terminés. A Kuffstein le 21. Octobre 1680.* 9

[illegible] Dec. *Protestation de* JEAN GEORGE III. *Electeur de Saxe contre certains Chefs compris dans l'Accord General Hereditaire conclu par l'Electeur* JEAN GEORGE II. *son Pere, avec ses Freres l'an 1657. au sujet des Appels, du Droit de la Guerre & de la Paix, de la Publication des Loix du Païs, & de divers autres Droits qui appartiennent à la Superiorité Territoriale, delivrée aux Deputez Provinciaux assemblés à Meissen. Faite au Château de Ortenbourg à Budissin le [illegible] Decembre 1680.* 11

Instrumentum Pacis ad viginti annos prorogatæ inter Sacram Cæsaream Regiamque Majestatem LEOPOLDUM *&* MEHEMETUM IV. *Han, Turcarum Sultanum. Actum Constantinopoli Anno 1681.* 12 ANNO 1681.

Acte de Foi & Hommage rendu au Roi de France LOUIS XIV. *par le Comte de* LINANGE, *pour les Terres & Seigneuries de* Stadeck *& de* Landsberg, *faisant partie de la Comté de* Veldentz, *relevant de l'Eglise de Verdun. Du 28. Avril 1681.* 13 28. Avril.

Capitulationi ò reciproche Conventioni che si stabiliscono frà la Maestà del RE CHRISTIANISSIMO *& l'Altezza Serenissima del Signor Duca di* MANTOUA, *da osservarsi inviolabilmente con buona fede e ciò inherendo a i Trattati gia maneggiati nella Corte di Mantoua, che si stringono per finale stabilimento nel presente Concerto.* 13 20. Août. 16. Sept.

Articles proposez par les Preteurs, Consuls & Magistrats de la Ville de STRASBOURG, *& accordez pour la reduction de ladite Ville à l'obeïssance du Roi de France* LOUIS XIV. *le 30. Septembre 1681.* 15 30. Sept.

Fœdus inter CAROLUM XI. *Regem Sueciæ & Ordines Generales* FOEDERATI BELGII, *pro firma conservatione & Guarantia Pacis Neomagensis, immo & Monasteriensis, contra quoscunque Violatores earum. Actum Hagæ-Comitis die 30. Septembris 10. Octobris 1681.* 15 30. Sept. 10. Octob.

Constitution de CHARLES XI. *Roi de Suede pour la Reduction de tous les Biens alienez de la Couronne 1682.* 17 1682.

Articles & Conditions de Paix traitez par l'Ordre exprès de très-haut, très-puissant, très-excellent & très-invincible Prince LOUIS XIV. *par la grace de Dieu Empereur de France & Roi de Navarre, avec les Ambassadeurs de très-haut, très-excellent, très-puissant & très-invincible Prince* MULEY ISMAEL, *Empereur de Maroc, Roi de Fez & de Sus. Fait à St. Germain en Laye, le 29. Janvier 1682. Avec les* Formulaires du Passeport *dont les Vaisseaux François devront être munis, & du* Certificat *du Consul de la Nation Françoise à Salé.* 18 29. Janv.

Declaratio DD. Ordinum FOEDERATI BELGII *Generalium qua Accessionem* LEOPOLDI *Cæsaris ad Tractatum Guarantiæ die 30. Septembris 10. Octobris inter ipsos & Regem* Sueciæ *initum acceptant, se obligantes ad omnia suæ Cæsareæ Majestati præstandum, quæ in prædicto Tracta-* 28. Fevr.

ANNO 1682.

Tractatu continentur. Actum Hagæ-Comitis die 28. Februarii 1682. 19

10. Avril. Articles de Paix & de Commerce entre le Serenissime & très-puissant Prince CHARLES II. par la grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Defenseur de la Foi Chrêtienne, & les tres-Illustres Seigneurs, les Bassa, Dey, Aga & Gouverneurs de la fameuse Ville d'ALGER en Barbarie, conclus par Arthur Herbert, Ecuyer, Admiral de la Flotte de Sa Majesté sur la Mediterranée, le 10. jour d'Avril vieux style 1682. & le 11. de la Lune d'Avril de l'an de l'Hegire 1094. Avec un double Formulaire des Passeports dont les Navires devront être munis. Et un Article separé touchant ce même Formulaire, fait le 5. Mars de l'an de Notre Seigneur J. C. 1682. & le 17. jour de la Lune Moelout de l'année de l'Hegire 1094. 20

2. Mai. Acte par lequel l'ESPAGNE entre dans le Traité de Garantie, conclu le 30. Sept. 10. Octob. 1681. entre la Couronne de SUEDE & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES. A la Haye le 2. Mai 1682. 22

10. Juin. Traité de Laxembourg, entre LEOPOLD Empereur des Romains d'une part & les Cercles Confederez de FRANCONIE & du HAUT RHYN citerieur, avec quelques autres Etats de l'Empire d'autre part, pour la defense de l'Empire contre toutes sortes d'Hostilités, de violence & d'irruptions, pour le maintien des deux Paix de Munster & de Nimegue, & pour s'opposer efficacement à toutes sortes de Contraventions & Invasions faites ou à faire, comme aussi aux injustes demandes & Pretensions qui ont été formées contre l'Empire & contre ses Membres, du 10. Juin 1682. Avec la Declaration de l'Electeur de BRANDEBOURG sur ce sujet. 25

12. Sept. Recès conclu entre JEAN GEORGE III. Electeur de Saxe & ADOLPHE Duc de Saxe-Weissenfels sur l'Accord Hereditaire du 22. Avril 1657. par lequel d'un Consentement mutuel ledit Accord est éclairci en divers Points, & les Doutes survenus à cette occasion expliquez & resolus, à Dresde le 12. Septembre 1682. 26

14. Sept. Confœderatio inter Regiam Majestatem DANIÆ, Serenissimum Electorem BRANDENBURGICUM & Episcopum MONASTERIENSEM ad promovendam Pacem, avertendam novum Belli calamitatem inter IMPERATOREM, IMPERIUM & Regem GALLIÆ, Defensionemque mutuam. Datum die 14. Sept. 1682. 36

12. Octob. Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur & CHARLES XI. Roi de Suede. Fait à Stokholme le 12. Octobre 1682. 37

1683. Points stipulez par la Ville Imperiale de FRANCFORT, pour sa plus grande sûreté dans son Accession à l'Alliance des Cercles du RHYN & de FRANCONIE. 39

Traité entre MAHOMET IV. Empereur des Turcs & le Comte EMERIC TEKELI. Fait en 1683. 40

3. Janv. Conclusion unanimement prise & passée en Loi par les Conseillers du Roi de Suede & par tous les Ordres du Royaume, dans la Diéte Generale de Stokholme, commencée en 1682. & finie le 3. Janvier 1683. Par laquelle la COURONNE DE SUEDE est declarée Hereditaire en faveur des Mâles, & à leur defaut en faveur des Femelles. On y approuve sans exception la Forme de Gouvernement proposée & signée par le Roi le 29. Novemb. 1682. on y declare mauvais & infidelles Sujets ceux qui se sont opposez au Testament de CHARLES GUSTAVE & qui ont voulu le restraindre. On y accorde au Roi la Puissance de faire les Loix, de constituer aux Reines leurs Dotes, de donner les Fiefs de la Couronne & de reprendre les choses données. On y approuve la Grande Commission, & la Commission des Liquidations, & on y fait des Reglements pour le maintien & l'entretien des Troupes. Avec la Declaration desdits Conseillers & Etats sur l'affaire du Testament dudit Roi CHARLES GUSTAVE du 19. Decembre 1683. Leur Assurance & Declaration touchant la Dote de la Reine du 29. Novembre. Et enfin leur Declaration touchant les Droits du Roi à l'égard des Loix Provinciales du 22. Nov. 1682. 40

ANNO 1683.

10. Janv. Convention pour trois ans, entre JEAN GEORGE III. Electeur de Saxe & ALBERT ANTOINE, CHRISTIAN GUILLAUME & ANTOINE GUNTHER, Comtes de Schwartzbourg, par laquelle l'Electeur promet de les garantir en cas de Guerre de tous Quartiers & Passages de Troupes, & de toutes Exactions Militaires, comme aussi de fournir pour eux les quotes ou contingents qui pourroient survenir à leur charge tant en Hommes qu'en argent, moyennant la Somme de 22. mille Ecus par an qu'ils promettent de lui payer. A Leipsich le 10. Janvier 1683. 50

14. Janv. Traité conclu entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD & le Serenissime Prince ERNEST AUGUSTE Evêque d'Osnabrug Duc de Brunswic-Lunebourg, en conformité & en execution des Resolutions Salutaires de l'Empereur & de l'Empire, pour la defense de la Patrie & pour y conserver par ce moyen la Paix & la seureté, selon la teneur des Traitez de Westphalie & de Nimegue. A Hanover le 14. Janvier 1683. Avec la Ratification du Prince Evêque d'Osnabrug. A Hanover le 20. Janvier 1683. 51

26. Janv. Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur des Romains, & MAXIMILIEN EMANUEL Electeur de Baviere pour la defense de l'Empire & pour celle de leurs Royaumes, Etats & Seigneuries qui y sont situez. Fait le 26. Janvier 1683. 54

6. Fevr. Convention particuliere concluë entre LEOPOLD Empereur, CHARLES II. Roi d'Espagne, CHARLES XI. Roi de Suede & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, le 6. Fevrier 1683. 55

18. Mars. Specialis Conventio inter Romanorum Imperatorem LEOPOLDUM, CAROLUM II. Hispaniæ, & CAROLUM XI. Sueciæ Reges, atque Dominos Ordines Gene-

Digitized by Google

ANNO 1683. *Generales* UNITI BELGII *de mediis necessariis ad conservationem Fœderis primo inter Coronam Suecicam & dictos Ordines Generales Hagæ-Comitum* ⅓. *Decembris* 1681. *initi, & post Accessione Sacræ Cæsareæ Majestatis & Coronæ Hispanicæ corroborati. Hagæ-Comitum* 18. *Martii* 1683. *Cum* Ratificatione *Cæsarea hujus Conventionis. Viennæ* 17. *Maii* 1683. *Quam sequuntur* Articuli secreti *inter eosdem de auxiliis sibi invicem mittendis. Hagæ-Comitum die* . . . *Februarii* 1683. 57

25. Mars. *Reversales Serenissimi Regis Poloniæ* JOHANNIS III. *quod Actus Homagii in Investitura Ducatus Curlandiæ à Duce* FRIDERICO CASIMIRO *per Legatos accepta, receptæ alias consuetudini & solemnitati Infeudationis præjudicare haud debeat. Datæ Varsaviæ die* 25. *Martii Anno* 1683. 59

28. Mars. *Traité d'Alliance entre* MAXIMILIEN EMANUEL *Electeur de Baviere & le louable* CERCLE DE BAVIERE *d'une part, & le Louable* CERCLE DE WESTPHALIE *d'autre part, pour le maintien de la Paix de Westphalie & de Nimegue, & pour la defense de leurs Terres, Pays & Sujets. Fait le* 28. *Mars* 1683. 60

31. Mars. *Fœdus perpetuum offensivum & defensivum inter Serenissimos* LEOPOLDUM *Imperatorem Romanorum Hungariæ & Bohemiæ Regem &* JOHANNEM III. *Regem & Regnum Poloniæ, Magnumque Ducatum Lithuaniæ initum Varsaviæ* 31. *Martii* 1683. *Cum* Ratificatione *Suæ Cæsareæ Majestatis. Datum in Arce Laxiburgi die* 2. *Maji* 1683. 62

26. Mai. *Traité de Paix, de Navigation & de Commerce entre* MULEY ISMAEL *Empereur de Maroc d'une part & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, avec Son Altesse le Prince* d'ORANGE *d'autre part. Ratifié à la Haye de la part de leurs Hautes Puissances le* 26. *Mai* 1683. *& par l'Empereur de Maroc le* 10. *du Ramadan* 1095. 64

30. Juin. *Declaration &c. Revers de* CHARLES *Land-Grave de Hesse-Cassel, par lequel il s'engage & promet à* ERNEST *Land-Grave de Hesse-Rheinfels, de defendre sa Forteresse de* Rheinfels *contre toute violence ennemie; de le maintenir dans les Droits qui lui appartiennent en vertu des Traitez sur le Bas Comté de Catzenelnbogen, & lui fournir à cet effet un certain nombre des Troupes à ses propres depens. A Cassel le* 30. *Juin* 1683. 70

19. Octob. *Convention faite entre le Marquis de* Feuquieres *& le Marquis de* Los Balbazes, *pour la liberté de la Pesche & de la Navigation dans la Riviere de Bidassoa, en faveur des Sujets de* LOUIS XIV. *Roi de France & de* CHARLES II. *Roi d'Espagne avec toutes sortes de Vaisseaux sans distinction. A Madrid le* 19. *Octobre* 1683. 71

1684. 5. Mars. *Fœdus Offensivum & Defensivum inter Cæsaream Majestatem* LEOPOLDUM, *Regem Poloniæ* JOHANNEM SOBIESKI, *& Rempublicam* VENETAM *contra* TURCAM *ejusque Adhærentes. Initum in Arce Licensi die* 5. *Martii* 1684. ibid.

ANNO 1684.

9. Avril. *Contract de Mariage de* VICTOR AMEDÉE *Duc de Savoye, avec la Princesse* ANNE, *Fille du Prince* PHILIPPE, *Duc d'Orleans Frere unique de* LOUIS XIV. *Roi de France. Fait & passé à Versailles le* 9. *Avril* 1684. 72

23. Avril. *Traité fait du consentement du très-Puissant Empereur de* FRANCE, *entre nous les très-Illustres Bacha, Divan & Milice* d'ALGER *& le Sieur* DENIS DUSAULT, *auquel nous avons donné permission de s'aller établir au Bastion de France en Barbarie. Du* 23. *Avril* 1684. 74

25. Avril. *Articles de la Paix accordée par le Chevalier de* Tourville *au nom du Roi de France* LOUIS XIV. *au Bacha, Dey, Divan & Milice* d'ALGER, *Signez le* 25. *Avril* 1684. *Avec le Formulaire des* Passeports *dont les Vaisseaux François seront porteurs & du* Certificat *du Consul de la Nation Françoise à Alger.* 75

5. Mai. *Traité de Paix, de Navigation & de Commerce entre* MULEY ISMAEL, *Monarque renommé, Roi d'Arabie & de Tranquie, Empereur de Maroc d'une part & les Hauts & Puissants Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *du Païs-Bas d'autre part. Traduit premierement de l'Arabe en Espagnol, & ensuite de l'Espagnol en Hollandois. Exhibé le* 5. *Mai* 1684. 77

15. Mai. *Declaration de Guerre du Roi de France* LOUIS XIV. *contre les* GENOIS *du* 15. *Mai* 1684. 79

20. Juin. JOANNIS III. *Regis Poloniæ Reversales erga* FRIDERICUM CASIMIRUM *Ducem Curlandiæ, quod Copiæ auxiliares contra Turcas per eum extra Pacta & debitum, voluntarie hoc anno suppeditandæ, nullatenus in consequentiam trahi debeant. Dat. Javoraviæ in Russia die* 20. *Junii* 1684. ibid.

29. Juin. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France & les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, pour procurer la Trêve entre la France & l'Espagne. Fait à la Haye le* 29. *Juin* 1684. ibid.

15. Août. *Traité de Trêve pour vingt ans entre* LEOPOLD *Empereur, &* LOUIS XIV. *Roi de France; fait à Ratisbonne le* 15. *Août* 1684. 81

15. Août. *Tractatus Induciarum vicennalium, inter* CAROLUM *Hispaniarum Regem Catholicum ab una, &* LUDOVICUM *Christianissimum Galliæ Regem ab altera parte. Ratisbonæ* 15. *Augusti* 1684. *Cum* Ratificatione *Regis Catholici, nec non Articulo separato.* 83

4. Nov. *Acte de Garantie du Traité de Trêve, entre la* FRANCE *& l'*EMPIRE, *donné par Monsieur l'Electeur de* BRANDEBOURG, *du* 4. *Novembre* 1684. 85

29. Dec. *Traité ou Contract entre* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg &* JEAN GEORGE *Prince d'Anhalt, par lequel l'Electeur vend à* ce

Anno 1684. *ce Prince le Village de* Belleben, *situé dans le Territoire de Magdebourg, avec sa Jurisdiction Feodale, & de haute & basse Justice & toutes ses Dependances, pour le prix & Somme de* 14400. *Richsdalers, renonçant même en faveur dudit Prince & de tous ses Successeurs au Domaine direct sur ledit Village, & à toute petition de Fief, Services Feodaux, Hommages & autres Droits & charges, à la reserve d'une Somme de* 250. *Richsdalers que les Sujets dudit lieu de* Belleben *seront obligés d'aporter tous les ans à la Caisse de Magdebourg pour leur Quote des Collectes Provinciales. Fait à Potsdam le* 29. *Decembre* 1684. 85

1685. 9. Janv. *Declaration de* LOUIS XIV. *Roi de France donnée à Versailles le* 9. *Janvier* 1685. *en faveur des Hollandois Sujets des Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *pour habiter & commercer en France, sans être reputez Aubains, conformement à l'Article X. du Traité de Nimegue du* 10. *Août* 1678. *Registrée en Parlement le* 13. *dudit Mois de Janvier* 1685. 87

12. Fevr. *Articles accordez par le Roi de France* LOUIS XIV. *à la Republique de* GENES *le* 12. *Fevrier* 1685. ibid.

— *Harangue du* Doge de Genes *au Roi, prononcée à Versailles le* 5. *Mai* 1685. 89

18. Fevr. *Concordat entre* JEAN GEORGE III. *Electeur de Saxe d'une part, &* ANNE *Abbesse de Quedlinbourg & avec l'Abbaïe même d'autre part; par lequel on convient de la maniere dont se doit rendre l'hommage à l'Electeur par les Sujets de l'Abbaïe à chaque changement de Magistrat, & des autres Droits prétendus par Son Altesse Electorale, comme Seigneur Feodal, sur les Chasses annuelles, Pêches, Coupes de Bois & Dîmes; comme aussi de la Collation des Hauts Fiefs, Police, Reglemens Ecclesiastiques, Levées & Logements de Troupes étrangeres, que ladite Dame Abbesse ne pourra accorder sans son consentement: de la repartition des Tributs, des Jugemens Forenses, & de plusieurs autres Interêts, en sorte que la Transaction du* 17. *Août* 1574. *demeure en sa force & vigueur. Fait à Quedlinbourg le* 18. *Fevrier, jour & Fête de Ste. Concorde* 1685. 91

11/21. Mai. *Union & Pacte Hereditaire fait & conclu entre* CHARLES *Electeur Palatin &* PHILIPPE GUILLAUME *Duc de Neubourg, portant entre autres choses, que si l'Electeur vient à mourir sans Enfans mâles, ce sera ledit Duc* PHILIPPE GUILLAUME *qui devra lui succeder dans l'Electorat Palatin du Rhin, & dans toutes les Terres, Domaines & Seigneuries qui en dependent. A Hall en Suabe le* 11/21. *Mai* 1685. 98

23. Mai. *Recès conclu entre* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg, &* GEORGE GUILLAUME *Duc de Brunswig-Lunebourg pour le retablissement du Commerce sur l'Elbe, à Lentzen le* 23. *Mai* 1685. 101

29. Juin. *Articles & conditions de Paix accordez par nous Comte d'Estrées, Maréchal de France & Vice-Admiral es Mers du Ponant, & Commandant de l'Armée Navale de très-Puissant, très-Excellent & très-Invincible Prince* LOUIS XIV. *par la grace de Dieu Empereur de France & Roi de Navarre, aux très-Illustres Dey, Bey, Divan & Milice du Royaume de* TRIPOLI *en Barbarie. Du* 29. *Juin* 1685. 105

Anno 1685.

Juin ou Juillet. *Declaration de* JAQUES *Duc de* MONMOUTH *& des Nobles Seigneurs & autres presentement armés, pour la Defence & la conservation de la Religion Protestante & celle des Loix, Droits & Privileges d'Angleterre, contre l'infraction qui en a été faite, & pour l'affranchissement de la Tyrannie & usurpation perpetrée dans ce Royaume par* JAQUES *Duc* d'YORCK. *Donnée au Mois de Juin ou de Juillet de* 1685. 108

17. Août. *Traité de Renouvellement d'Alliance entre* JAQUES II. *Roi de la Grande Bretagne & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas. Fait à Windsor, le* 17. *Août* 1685. 110

23. Août. *Traité d'Accommodement entre* FREDERIC GUILLAUME, *Electeur de Brandebourg & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas touchant des restans des Subsides dûs à S. A. E. en vertu des Traitez des années* 1672. & 1674. *comme aussi à l'égard des Dommages soufferts par son Païs de Cléves pendant la derniere Guerre contre la France & contre la Suede & autres Chefs de Pretention, sur quoi on s'accorde à la Somme de* 440. *mille Rixdalders, payables par Termes. Fait à la Haye le* 23. *Août* 1685. 111

30. Août. *Traité de cent ans, fait pour le renouvellement des Capitulations & Articles de Paix & confirmation d'icelle, accordez & arrêtez par nous Maréchal* d'Estrées, *& Commandant l'Armée Navale en Levant de très-Excellent, très-Puissant & très-Invincible Prince* LOUIS XIV. *par la grace de Dieu Empereur de France & Roi de Navarre, au nom de l'Empereur son Maître aux Très-Illustres Bacha, Dey, Divan, autres Puissances & Milice de la Vile & Royaume de* TUNIS *le* 30. *Août* 1685. 114

Octob. *Edit de* LOUIS XIV. *Roi de France, qui revoque l'*Edit de Nantes, *& tout ce qui s'est fait en consequence & defend l'Exercice public de la* RELIGION *nommée pretendue* REFORMÉE *dans son Royaume. Donné à Fontainebleau au Mois d'Octobre* 1685. 117

6. Octob. *Traité d'Accord entre les* huit *louables* CANTONS HELVETIQUES, *Possesseurs du Comté de* Baden *d'une part, & l'Evêque & Prince de* CONSTANCE *d'autre part, touchant les Droits & Jurisdictions des Bailliages de* Klingnau *&* Zurzach. *A Bade en Ergouw le* 6. *Octobre* 1685. 118

10. Dec. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France & le Roi de* SIAM, *fait entre Monsieur le Chevalier de* Chaumont, *Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté Tres-Chrétienne & Monsieur* Constance Phaulkon, *deputé avec ample Pouvoir de Sa Majesté de Siam, pour accorder en son Roial nom des Privileges aux Missionnaires*

ANNO 1685. *naires Apostoliques dans tous ses Royaumes en la maniere suivante. Fait à Louvo le* 10. *Decembre* 1685. 120

27. Dec. *Reces du louable Cercle de* FRANCONIE *touchant les Troupes à envoyer au secours de Sa Majesté Imperiale contre les Turcs, à Nuremberg le* 27. *Decembre* 1685. 120

1686. $\frac{1}{11}$ Janv. *Convention ou Acte de Renouvellement des Traitez faits entre* CHARLES XI. *Roi de Suede & les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, du* $\frac{1}{11}$ *Janvier* 1686. 122

20. Fev. *Tractatus novi Foederis defensivi inter* CAROLUM XI. *Sueciæ Regem, &* FRIDERICUM WILHELMUM *Electorem Brandenburgicum per eorum Plenipotentiarios, pro conservatione & tutela utriusque Ditionum ad* 10. *annos & ultrà initus. Actum Berolini die* 10. *Februarii anno* 1686. *Accedunt* Articuli Secreti *in puncto afflictæ Religionis Evangelicæ Pacisque in Polonia conservandæ, nec non Ratificationis commutandæ, inter eosdem ut supra conclusi.* 123

14. Avril. *Articles par extrait du Traité d'Alliance offensive conclu entre* JEAN & PIERRE *Czars de Moscovie d'une part, &* JEAN *Roi de Pologne d'autre part, contre les Turcs, le* 14. *d'Avril* 1686. 125

17. Avril. *Articles de Paix & de Commerce entre le Serenissime & très-puissant Prince* JACQUES II. *par la grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Defenseur de la Foi Chrêtienne &c. & les Très-Illustres Seigneurs le* Douletli *Bassa, Aga & Gouverneur de la fameuse Ville & Royaume d'*ALGER *en Barbarie: Ratifié & confirmé par le Chevalier* Guillaume Soame *Baronnet, Ambassadeur de Sa Majesté vers le Grand Seigneur le* 5. *Avril* 1686. *vieux Style.* 126

7. Mai. *Foedus defensivum inter Sacram Cæsaream Majestatem* LEOPOLDUM I. & FRIDERICUM WILHELMUM *Electorem Brandenburgicum, in conservationem Imperii, Paciscentiumque Ditionum, nec non in defensionem Successionis Palatinæ Electoralis, contra putativas Prætensiones Ducis Aurelianensis. Coloniæ ad Spream die* 7. *Maii* 1686. 127

26. Juin. *Prolongation pour deux ans, du Traité d'Alliance conclu auparavant entre les Illustres Cercles de* BAVIERE & *de* FRANCONIE *pour leur commune defense & sureté. A Augsbourg le* 26. *Juin* 1686. 129

28. Juin. *Tractatus inter* LEOPOLDUM *Cæsarem Augustissimum & Hungariæ Regem, &* MICHAELEM APAFFI *Principem, Statusque & Ordines* Transylvaniæ, *de Defensione, Præsidio atque Statu civili & politico Principatus. Datum Viennæ die* 28. *Junii* 1686. 130

28. Juin. 9. Juill. *Ligue d'Augsbourg, concluë pour trois ans & au delà entre l'*EMPEREUR, *le Roi d'*ESPAGNE, *comme Duc de Bourgogne, la Couronne de* SUEDE *pour les Provinces qu'elle possede dans l'Empire, l'Electeur de* BAVIERE, *les Cercles de* BAVIERE, *de* FRANCONIE & *de* SUABE, *les Ducs de* SAXE & *autres Princes de l'Empire par delà le Rhin, pour le maintien de la Treve concluë à Ratisbonne entre l'*EMPIRE & *la* FRANCE, *pour la conservation de la Paix & de la Tranquilité dans tout l'Empire, & pour la defense reciproque des Droits, Interêts & Regales desdites Parties. A Augsbourg le* 29. *Juin,* 9. *Juillet* 1686. 131. 133.

ANNO 1686. $\frac{4}{14}$ Juillet. *Protestation du Comte Palatin de* VELDENZ *contre la Succession de* PHILIPPE GUILLAUME *Comte Palatin du Rhin dans les Etats Electoraux, donnée au Directoire de Mayence le* $\frac{4}{14}$ *Juillet* 1686. 139

2. Octob. *Traité de Paix & de Commerce entre le Serenissime & très Puissant Prince* JAQUES II. *Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Defenseur de la Foi &c. & les très-Excellens Seigneurs les Gouverneurs de la noble Ville & Royaume de* TUNIS, Hadge Bectash, Hogia *Dey*, Mahomet *Bey*, & Ibrahim *Aga du Divan & Milice de la Ville & Royaume, par lequel les anciens Traités de l'an* 1662. & *de l'an* 167$\frac{2}{3}$. *sont confirmez & renouvellez par* Thomas Godwin *Ecuyer, Agent & Consul de Sa Majesté le* 2. *Octobre* 1686. 140.

$\frac{1}{11}$. Octob. *Declaration du Roi de* Dannemarc *en faveur de la Ville de* HAMBOURG, *portant qu'il lui rend ses bonnes graces, avec promesse de lui restituer ses Navires & Marchandises, & de la rétablir dans toute la liberté du Commerce tant par Terre que par Eau, & dans tous les avantages contenus dans le Recès de Pinnenberg, à condition qu'elle l'observera de son côté, qu'elle évacuera les Domaines Royaux & en fera sortir les auxiliaires. Donné à Gottorp le* $\frac{1}{11}$ *Octobre* 1686. 141

16. Nov. *Traité de Neutralité conclu à Londres le* 16. *Novembre* 1686. *entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* JAQUES II. *Roi d'Angleterre, touchant les Païs des deux Rois en Amerique.* 141

14. Dec. *Transaction entre les Princes Curateurs du Prince d'*OETTINGEN *d'une part, & le College Imperial des* COMTES DE SUABE, *sur la translation de la Maison de* OETTINGEN *dans le College des Princes, & l'exemption des contributions qu'elle devoit au College des Comtes. Faite le* 14. *Decembre* 1686. 143

1687. 4. Janv. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* CHARLES II. *Roi d'Espagne, sur les Pôteaux plantés à la vûe du Château de Namur. Signé à Philippeville le* 4. *Janvier* 1687. 144

7. Fevr. *Traité entre le Serenissime & très-Puissant Prince* JAQUES II. *Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Defenseur de la Foi &c. Et les Très-illustres Seigneurs* ISMAEL Bascha, BRAHEM *Dey*, JOSEPH *Bey*, HASSAN CALLIGEE *Admiral, Aga du Divan de la Ville & Royaume de* TRIPOLI, *pour le renouvellement & confirmation de la Paix concluë le* 1. *de Mai* 1676. *Fait à Tripoli au nom de Sa Majesté par le Consul* Daniel Ledington *le* 7. *Fevrier* 1685. 144

25. Mai. 4. Juin. *Recès conclu entre les Deputez du Cercle de* SUABE *d'une part, & ceux de la* HAUTE & BASSE *Autriche d'autre part, pour le Transport des Troupes au-*

Digitized by Google

ANNO 1687.

auxiliaires qui doivent être envoyées à Sa Majesté Imperiale. A Ulme le 25. Mai 4. Juin 1687. 145

22. Juill. *Accord entre* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg, &* JEAN ADOLPHE *Duc de Saxe-Weissenfels, par lequel son Altesse Electorale renonce au Domaine direct pretendu par elle sur les trois Seigneuries de* Querfurth, Juterboch *&* Dahme, *& specialement aux Droits qu'elle pouvoit tirer à cet égard de la Paix faite à Prague en 1635. & du Recès particulier de la même année, comme aussi du Recès de Tradition de l'an 1638. reconnoissant lesdites Seigneuries pour veritables Fiefs immediats de l'Empire, appartenants avec leurs Territoires incontestablement à la Serenissime Maison Ducale de Saxe-Weissenfels; en échange de quoi le Duc cede & transporte au Serenissime Electeur le Baillage & Ville de* Burg. *Fait à Cologne sur la Sprée le 22. Juillet 1687. Avec la* Confirmation *de l'Empereur* LEOPOLD *sur ce Traité. A Vienne le 10. Mars 1688.* 146

11. Sept. *Transactio inter* PHILIPPUM WILHELMUM *Electorem Palatinum & Ducissam* AURELIANENSEM, *in puncto Hæreditatis Allodialis. Actum Heidelbergæ 11. die Septembris 1687. Cum* Ratificatione *Ducis & Ducissæ Aurelianensis. Data 31. Januarii 1688.* 148

27. Octob. *Tractatus inter* CAROLUM *Ducem Lotharingiæ, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Locumtenentem Generalem, & Principem* MICHAELEM APAFFY *Statusque Transylvaniæ de hybernandis & sustentandis Militibus Cæsareis penes Balasfalva positis, die 27. Octobris 1687.* 149

4. Nov. *Lettre écrite par Monsr.* FAGEL, *Pensionnaire de Hollande, à Monsr.* JAQUES STEWART, *Avocat, pour l'informer des Sentimens de leurs Altesses Royales, Monsieur le Prince & Madame la Princesse d'*ORANGE; *sur l'abolition du Test & des Loix Penales. Traduite de l'Anglois. En date du 4. Novembre 1687.* 151

20. Dec. *Arrest du Conseil d'Estat du Roi de France* LOUIS XIV. *qui ordonne conformement à l'Article 20. du Traité d'Alliance fait avec les* CANTONS SUISSES, *que les Marchands desdits Cantons pourront transporter hors du Royaume l'Or & l'Argent monnoié qu'ils auront reçu pour le prix des Marchandises qu'ils auront apportées. Du 20. Decembre 1687.* 154

1688. *Manifeste du Comte de* TEKELI, *Chef des Mecontens de Hongrie, publié au commencement de l'année 1688.* 154

9. Mai. *Declaratio Principis ac trium Nationum* TRANSYLVANIÆ, *de recessu eorum à Protectione Turcica, & felici reversione ad Regem Hungariæ, à quo fatorum invidia & ambitiosis nonnullorum ausibus segregati fuerant, cum amplexione paternæ Protectionis Augustissimi* LEOPOLDI, *Romanorum Imperatoris & Hungariæ Regis hæreditarii, nec non ejusdem Successoris Regis* JOSEPHI, *pro ipsis & omni Posteritate Regni Transylvaniæ. Actum in Civitate Cibinensi die 9. Maii 1688.* 155

ANNO 1688.

Traité d'Alliance entre les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, &* FREDERIC III. *Electeur de Brandebourg, par lequel celui du 26. Fevrier 8. Mars 1678. est renouvellé, avec l'Article separé de la même Date. Fait à Cologne sur la Sprée le 30. Juin 1688.* 156 — 30. Juin.

Traité Preliminaire entre les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, &* CHISTIAN V. *Roi de Dannemarc, portant que pour terminer par un heureux & final Accommodement les diferens qui durent depuis longtems entr'eux, & qui s'augmentent de jour en jour, au sujet de leurs Interêts de Navigation & de Commerce, Sa Majesté & Leurs Hautes Puissances envoyeront leurs Ministres à Hambourg, pour y travailler ensemble audit Accommodement final, sous la Mediation de l'Electeur de Brandebourg, & que cependant le Commerce continuera provisionellement entre leurs Sujets & Habitans, sur le pied des Traitez des années 1645. 1647. 1666. & 1669. pendant deux ans &c. Fait à Berlin le 6. Juillet 1688. avec les* Plein-Pouvoirs *de part & d'autre.* 157 — 6. Juill.

Declaration de l'Empereur LEOPOLD I. *pour la confirmation & l'Extension des anciens Privileges de la* NOBLESSE *de* Franconie, *touchant l'Exemption, l'Execution, le Droit de Collecte, l'Immunité des Impositions, & le Droit de Retrait, à Vienne le 21. Juillet 1688.* 162 — 21. Juill.

Diplome de l'Empereur LEOPOLD *pour la Confirmation des Privileges accordés à la* NOBLESSE IMMEDIATE *de* FRANCONIE, *par l'Empereur* RUDOLPHE II. *en 1609. par l'Empereur* FERDINAND II. *en 1626. & par l'Empereur* FERDINAND III. *en 1652. touchant le Droit de Retrait, avec extension du Terme à trois ans. A Vienne le 21. Juillet 1688.* 164 — 21. Juill.

Lettre de LOUIS XIV. *Roi de France à Monsieur le Cardinal d'*ESTRE'ES, *au sujet de la Franchise des Quartiers à Rome, & de l'Election du Prince* CLEMENT DE BAVIERE, *pour Electeur de Cologne, laquelle peut être considerée comme un Manifeste contre le* PAPE *& contre l'*EMPEREUR. *Ecrite à Versailles le 6. Septembre 1688.* 167 — 6. Sept.

Conventio inter CAROLUM XI. *Regem Sueciæ & Præpotentes Ordines Generales* UNITI-BELGII, *de & pro sex Legionibus Militum à Sua Majestate præfatis Ordinibus mittendis. Holmiæ die 12. Septembris 1688.* 169 — 12. Sept.

Memoire des Raisons, qui ont obligé le Roi de France LOUIS XIV. *à reprendre les Armes, & qui doivent persuader toute la Chrêtienté des sinceres Intentions de Sa Majesté pour l'affermissement de la tranquilité publique, à Versailles le 24. Septembre 1688.* 170 — 24. Sept.

Actes contenant les Protestations solennelles publiées au sujet des pretendues Nullités insoutenables, faites en Cour de Rome, dans la Confirmation de l'Election du Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT — 13. Octob.

Duc

Digitized by Google

ANNO 1688. *Duc de Baviere &c. Afin de les rendre notoires au Clergé & au Peuple de l'Archevêché de Cologne. Fait à Bonn au Palais Electoral le 13. d'Octobre 1688.* 173

18. Octob. *Reponse de* LEOPOLD *Empereur aux Raisons publiées par* LOUIS XIV. *Roi de France pour lesquelles il a repris les Armes. Faite à Vienne le* 18. *Octobre.* 1688. 175

Octobre. *Memoire des* PROTESTANS ANGLOIS *presenté à leurs Altesses Monseigneur le Prince & Madame la Princesse d'*ORANGE. *Publié au Mois d'Octobre* 1688. 179

10. Octob. *Declaration de* GUILLAUME HENRI *Prince d'*ORANGE *& depuis Roi de la* GRANDE BRETAGNE III. *du nom, pour justifier sa Descente à main armée dans le Royaume. Il y publie que c'est pour la conservation de la Religion Protestante, & pour le retablissement des Loix & des Libertés de l'Angleterre, de l'Ecosse & de l'Irlande. Donné à la Haye le* 10. *Octobre* 1688. *Avec des* Lettres adhortatoires *aux Officiers & Gens de Mer de la Flotte Angloise & aux Officiers & Soldats de l'Armée de Terre sur le même sujet, & le* Formulaire *d'une Priere pour l'heureux succès de cette Expedition.* 198

—— *La même Declaration plus étenduë & fortifiée d'un plus grand nombre de motifs, causes & raisons. Du même jour* 10. *Octobre* 1688. *avec une* Addition, *par laquelle le Prince proteste de nouveau que son Dessein ne tend qu'à rétablir & rafermir les Loix & Libertés de la Nation Angloise & nullement à conquerir le Royaume. Donnée à la Haye le* 24. *Octobre* 1688. 201

—— *Resolution des Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *portant les Raisons qui les ont obligées de secourir de Vaisseaux & de Troupes* GUILLAUME HENRI *Prince d'Orange passant en Angleterre en personne du* 28. *Octobre* 1688. 205

17. Octob. *Articles & Conditions auxquelles* ANSELME FRANCOIS *Electeur & Archevêque de Mayence remet la Ville & Citadelle de* Mayence *au Marquis de* Bouflers *General de l'Armée du Roi Très-Chrêtien. Fait au Camp devant Mayence le* 17. *d'Octobre* 1688. *Avec la* Ratification *de Sa Majesté donnée à Fontainebleau le* 21. *d'Octobre* 1688. 207

24. Octob. *Testament de* CHRISTIAN *Duc de Saxe-Mersebourg, par lequel entr'autres dispositions, le Droit d'ainesse est introduit entre ses quatre Fils. Fait à Mersebourg le* 24. *Octobre* 1688. *Avec la* Confirmation *de l'Empereur* LEOPOLD *sur ce Testament. A Vienne le* 7. *Janvier* 1689. 208

16. Nov. *Declaration de Guerre de* LOUIS XIV. *Roi de France contre les* HOLLANDOIS *du* 16. *Novembre* 1688. 212

11. Dec. *Declaration des* SEIGNEURS SPIRITUELS & TEMPORELS *des Villes de Londres & Westminster & Lieux circonvoisins, assemblez à Guildhal le* 11. *Decembre* 1688. ibid.

1689. 9. Mars. *Declaration de Guerre & Placard de leurs Hautes Puissances des* PROVINCES-UNIES, *contenant une defense à tous les Habitans de ces Païs, & concernant la Navigation & le Commerce des Puissances Neutres aux Ports de France, aussi bien que les Marchandises de Contrebande, les Assurances des Vaisseaux & des Denrées, appartenantes aux Sujets du Roi de France.* 213

ANNO 1689.

20. Mars. *Traité entre l'Electeur de* BRANDEBOURG *& le* Marquis *de* CASTANAGA, *Gouverneur General du Païs-Bas Espagnol, pour quelques Troupes. Avec la* Ratification *du Marquis de* CASTANAGA. *Du* 20. *Mars* 1689. 220

15. Avril. *Declaration de Guerre de* LOUIS XIV. *Roi de France contre les* ESPAGNOLS *du* 15. *Avril* 1689. 221

29. Avril. *Traité entre* GUILLAUME III. & MARIE *Roi & Reine d'Angleterre, & les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, touchant l'Armement par Mer du* 29. *Avril* 1689. 222

1. Mai. *Contrat de Mariage entre* ALBERT *Duc de Saxe-Cobourg, &* ELISABETH SUSANNE *née Comtesse de Kempinsky son Epouse d'autre part; par lequel entr'autres choses il lui assigne pour Douaire le Bailliage de* Neustadt, *avec le Bailliage incorporé du Monastere de* Monchroda *& la Jurisdiction de* Sonneberg *avec toutes leurs appartenances, Droits de Patronage &c. A Cobourg le* 1. *de Mai* 1689. *Avec le Consentement des Serenissimes Princes ses Freres, du* 5. *Juillet* 1690. 223

3. Mai. *Declaration de Guerre, faite par Don* FRANCISCO ANTONIO DE ACURTO, *Marquis de* CASTANAGA, *Chevalier de l'Ordre d'Alcantara, Lieutenant Gouverneur & Capitaine General des Païs-Bas & pour le Roi d'*ESPAGNE, *contre la* FRANCE. *A Bruxelles le* 3. *Mai* 1689. 226

4. Mai. *Alliance defensive entre Sa Majesté Imperiale* LEOPOLD *& sa Serenité Electorale* MAXIMILIEN EMANUEL *Duc de Baviere, par laquelle l'Electeur s'oblige sous certaines Conditions à fournir* 8000. *Hommes à sadite Majesté Imperiale. A Vienne le* 4. *Mai* 1689. *Avec les* Ratifications *de l'une & de l'autre part. A Vienne le* 5. *Mai* 1689. 227

7. Mai. *Traité de Neutralité entre* LOUIS XIV. *Roi très-Chrêtien de France d'une part, & le Louable Corps* HELVETIQUE *d'autre part, contenant, que de la part de la France il ne sera pris aucun Passage par la Suisse, & que les Louables Cantons ne l'accorderont aussi à nulle autre Puissance étrangere. Fait à Bade en Argouw le* 7. *Mai* 1689. 228

12. Mai. *Fœdus defensivum & offensivum* (Magnum Fœdus *postea dictum) inter* LEOPOLDUM *Romanorum Imperatorem & Dominos Ordines* FOEDERATARUM BELGII PROVINCIARUM *Generales initum; quo perpendentes periculi communis, per novissimam Invasionem Gallicam Reipublicæ Christianæ impendentis magnitudinem ac lubricam Gallorum in observandis Tractatibus fidem, de efficacioribus mediis simul tam reducendæ quàm conservandæ Pacis conveniunt; sesque invicem obstringunt ad Bellum Terra Marique contra*

Digitized by Google

ANNO 1689. *contra Regem Galliæ conjunctis viribus gerendum, donec Pax Westphalica & Pyrenæa vindicata sit. Actum Viennæ die* 12. *Maii* 1689. *Cum* Articulo Separato *de Successione Hispanica in Augustissimam Domum Austriacam contre Gallos unitis armis si opus fuerit vindicanda. Actum eodem loco & die* 12. *Maii* 1689. 229

17. Mai. *Declaration de Guerre de* GUILLAUME III. *& de* MARIE, *Roi & Reine de la Grande Bretagne contre le Roi des* FRANCOIS *du* 17. *Mai* 1689. 230

20. Juin. *Traité d'Accommodement & de Transaction entre Sa Majesté le Roi de* DANNEMARCK *& Son Altesse Serenissime le Duc de* HOLSTEIN-SLESWIG *sur leurs anciens differens, par lequel Sadite Majesté restitue & cede à Sadite Altesse Serenissime la Terre de* Gottesgabe, *& degage de toute Hypotheque le Bailliage de* Trittau, *comme aussi ceux de* Steinhorst, Tremes-Buttel *& l'Isle de* Fehmeren, *reservé seulement la Satisfaction & le Consentement du Serenissime Prince* GEORGE *son Frere. A Altena le* 20. *Juin* 1689.

Revers donné par les Ministres Electoraux de SAXE *& de* BRANDEBOUG *au Serenissime Duc de* HOLSTEIN-GOTTORP, *portant que les Bailliager engagés de* Fehmeren, Tremsbuttel *&* Steinhorst *doivent être pleinement restitués. Altena le* [illegible] *Juin* 1689. 233

Revers donné aux Ministres de HOLSTEIN GOTTORP, *par le Ministre de L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCIES-UNIES *des Païs-Bas, portant que les Bailliages de* Fehmeren, Tremsbuttel *&* Steinhorst *doivent être entierement restituez au Serenissime Duc de Holstein Gottorp. Altena le* [illegible] *Juin* 1689. ibid.

Acte par lequel Son Altesse Royale le Prince GEORGE DE DANNEMARCK *cede & transporte au Serenissime Duc de* HOLSTEIN GOTTORP *l'Isle de* Fehmeren *& les Bailliages de* Tremsbuttel *&* Steinhorst. *Faite à Hamptoncourt le* 9. *Juillet* 1689. ibid.

Garantie de l'Empereur LEOPOLD *sur le Traité d'Altena. Donnée à Augsbourg le* 26. *Octobre* 1689. 234

5. Juillet. *Alliance renouvellée entre* LEOPOLD I. *Empereur des Romains & le Louable* CERCLE DE FRANCONIE, *par laquelle Sa Majesté Imperiale reçoit ledit Cercle en sa Protection & speciale Garantie, promettant de le defendre contre toute injuste violence; en échange de quoi le Cercle s'oblige à lui fournir un certain nombre de Troupes Auxiliaires, avec un certain subside en argent. A Vienne le* 5. *Juillet* 1689. ibid.

Août. *Traité d'amitié & d'Alliance entre* GUILLAUME III. *Roi de la Grande Bretagne & Messieurs les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *du Mois d'Août* 1689. 236

15. Août. *Traité d'Alliance entre* GUILLAUME III. *Roi de la Grande Bretagne, &* CHRETIEN V. *Roi de Dannemarc, du* 15. *Août* 1689. 237

ANNO 1689. 11/21. Août. *Traité & Convention entre* GUILLAUME III. *Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour l'Union & le Concert de leurs armes contre la France, & principalement pour interdire toute sorte de Commerce ou Trafic avec les Sujets du Roi T. C. non seulement de la part de l'Angleterre & des* PROVINCES-UNIES, *mais aussi de la part des Sujets des autres Rois, Princes ou Etats. A Witteball le* 11/21. *d'Août* 1689. 238

24. Sept. *Traité de Paix pour cent ans entre* LOUIS XIV. *Empereur de France, Roi de Navarre & le Pacha, Dey, Divan & Milice de la Ville & Roiaume d'*ALGER. *Fait à Alger le* 24. *Septembre* 1689. 239

20. Dec. *Accessio* GUILIELMI III. *Regis Magnæ Britanniæ ad* Fœdus Magnum *inter* LEOPOLDUM *Cæsarem & Dominos Ordines* FOEDERATI BELGII *Generales* 12. *Maii* 1689. *initum. Datum in Palatio Regio de Hamptoncourt* 20. *Decembris* 1689. 241

1690. 1/11. Janv. *Traité entre* GEORGE GUILLAUME *Duc de Brunswic-Lunebourg & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, pour la continuation du service des Troupes de Son Altesse Serenissime en Hollande jusqu'au dernier jour d'Avril* 1691. *Fait à Zell le* 1/11. *Janvier* 1690. 242

Raisons qui ont obligé le Roi de France LOUIS XIV. *à envoyer une armée en* SAVOYE, *publiées en* 1690. 244

16. Janv. *Recès de* Leipsich, *conclu entre les Serenissimes Electeurs de* SAXE *& de* BRANDEBOURG *& toute la Serenissime Maison de* BRUNSWIC-LUNEBOURG, *touchant l'amelioration de la Monnoye. A Leipsich le* 16. *Janvier* 1690. 245

24. Janv. *Capitulation Imperiale de* JOSEPH *Roi des Romains, contenant les Articles, selon lesquels il promet de gouverner l'Empire. A Augsbourg le* 24. *Janvier* 1690. 247

3. Juin. *Traité conclu entre* CHARLES II. *Roi d'Espagne &* VICTOR AMEDÉE *Duc de Savoye. Fait à Milan le* 3. *Juin* 1690. 265

4. Juin. *Traité d'Alliance entre* LEOPOLD *Empereur &* VICTOR AMEDÉE II. *Duc de Savoye, fait à Turin* 1610. 266

6. Juin. *Accessio* CAROLI II. *Hispaniarum Regis ad* FOEDUS MAGNUM, LEOPOLDO *Cæsare paciscente. Viennæ die* 6. *Junii* 1690. *cum* Ratihabitione *præfati* LEOPOLDI *Augustissimi. Dat. Viennæ* 17. *Junii* 1690. 267

6. Sept. *Traité entre* FRIDERIC III. *Electeur de Brandebourg, & le Marquis de* CASTANAGA *comme Gouverneur General des Païs-Bas Espagnols, par lequel S. A. E. promet de ne faire ni Paix ni Treves avec la France, que de concert avec les Hauts-Alliez & de maintenir son Armée aux Païs-Bas, en deça du Rhyn & de la Moselle, au nombre de vingt mille hommes, moyennant quoi elle jouïra d'un subside de quarante mille Patacons par Mois, & des Quartiers que l'Empereur lui avoit assignez auparavant. Fait au Camp de Lunig le* 6. *Septembre* 1690. 269

Trattato

Digitized by Google

ANNO 1690.

19. Octob. *Trattato di Cambio e ranzone de' Prigioneri di guerra fatti e che si faranno dalle Truppe de S. M.* CHRISTIANISSIMA, *& da quelle che compongono l'Armata di S. A. R. di* SAVOIA *e de Suoi Alleati tanto di quà che di là da Monti. Fatto in Vigone li* 19. *Ottobre* 1690. 270

20. Octob. *Traité entre Sa Majesté le Roi de la* GRANDE BRETAGNE, *Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *d'une part, S. A. R. le Duc de* SAVOYE *d'autre part, pour son Accession dans la Grande Alliance, Fait à la Haye le* 20. *Octobre* 1690. *Avec la* Ratification *de S. A. R. à Turin le* 20. *Novembre* 1690. 272

26. Nov. / 6. Dec. *Recès conclu entre les Commissaires* IMPERIAUX *de Guerre & les Deputez du* CERCLE DE FRANCONIE *pour le Reglement des Quartiers d'Hyver qui doivent être donnés aux Troupes & des Rations de leur Subsistance. A Nurenberg le* 15 Nov./6 Dec. 1690. 275

29. Dec. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas pour l'échange & rançon des Prisonniers de Guerre du* 29. *Decembre* 1690. 277

1691. *Pacta Dotalitia inter Serenissimum Principem* JACOBUM, JOANNIS III. *Poloniæ Regis Filium natu majorem & Dominam* HEDWIGAM ELISABETHAM, PHILIPPI GUILIELMI *Electoris Palatini Rheni Filiam, quo Serenissimus Elector in Dotem Suæ Filiæ centum millia Florenorum Rhenensium præfato Regi & ejus Filio se soluturum promitit: Et è contra hic Serenissimæ suæ Sponsæ in contra-Dotem tantundem, atque alia centum millia titulo Doni nuptialis constituit. Actum Anno* 1691. 282

4. Mai. *Accessio* ANSELMI FRANCISCI *Electoris Moguntini ad* Fœdus Magnum *inter* LEOPOLDUM *Imperatorem Romanorum & Ordines* FOEDERATI BELGII *Generales, contra Regem* GALLIÆ *die* 12. *Maii* 1689. *initum. Die* 4. *Maii* 1691. 284

14. Mai. *Traité d'Alliance entre les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *d'une part, &* RODOLPHE AUGUSTE & ANTOINE ULRIC *Ducs de Brunswic-Lunebourg Wolfembuttel, avec stipulation du nombre de Troupes que lesdits Princes seront obligés de tenir au service de L. H. P. à la Solde de la Republique. Fait à la Haye le* 14. *Mai* 1691. *Avec un* Article Separé *du même jour, concernant une augmentation de six Compagnies desdites Troupes que le Roi de la Grande Bretagne prend à sa charge.* ibid.

15. Mai. *Declaration de Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *pour la Continuation du subside promis à Son Altesse Royale de* SAVOYE *le* 10. *Mai* 1691. *à la Haye.* 288

29. Mai. / 8. Juin. *Recès d'Association entre les deux Cercles de* FRANCONIE *& de* SUABE, *par lequel ils se prometent une reciproque & fidelle Assistance en tout cas de necessité contre les injustes Aggressions de ceux qui pourroient les attaquer. A Nuremberg le* 29 Mai/8 Juin 1691. 289

ANNO 1691.

26. Juin. *Traité entre Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, & S. E. le Marquis de* GASTANAGA, *Gouverneur du Païs-Bas Espagnol pour les Contributions. Fait à Bruxelles le* 26. *Juin* 1691. 291

16/26. Juin. *Traité Provisionel entre* GUILLAUME III. *Roi de la Grande Bretagne,* CHRISTIAN V. *Roi de Dannemarc, & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, touchant la Navigation & le Commerce de leurs Sujets, soit en France, soit ailleurs. Fait à Coppenhague* 16/26. *Juin* 1691. *Avec* six Articles *d'Amplification & d'explication sur une Declaration ou Ordonnance du Roi de Dannemarc touchant la Navigation & le Commerce de ses Sujets en France. A Coppenhague le* 2/12. *Decembre* 1691. *s'ensuit* l'Ordonnance *même du* 19. *Mai* 1691. *Comme aussi la* Formule *des Serments que devront faire les Proprietaires des Vaisseaux & des Marchandises, & les Maîtres de Navires; la Formule des Passeports & la Specification des Marchandises de contrebande.* 292

12. Juill. *Recès de Partage entre* GUILLAUME ERNEST & JEAN ERNEST *Ducs de Saxe-Weimar d'une part, &* JEAN GEORGE *Duc de Saxe-Eisenach d'autre part. Ils y partagent en deux Portions la Principauté de* JENA *qui leur est échue, à la reserve de quelques Domaines qu'ils retiennent en commun. Fait au Château de Wilhelmsbourg le* 12. *Juillet* 1691. 297

22. Octob. *Traité entre Sa Majesté* BRITANNIQUE, GUILLAUME III. *& les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *au sujet des Vaisseaux pris & repris. Fait à Withall le* 22. *d'Octobre* 1691. 301

17/27. Nov. *Recès entre* JEAN GEORGE IV. *Electeur de Saxe & le Louable Cercle de* SUABE, *portant que Son Altesse Electorale fournira la moitié de son Armée au Cercle de* Franconie, *& les deux tiers de l'autre moitié audit Cercle de* Suabe, *pour la defense de l'un & de l'autre contre les insultes des Ennemis pendant l'Hyver; en échange dequoi les Princes & Etats dudit Cercle payeront* 150. *mille florins en argent auxdites Troupes, & leur fourniront huit livres de foin & sept livres d'avoine pour chaque Cheval par jour. Fait à Ulme le* 17/27. *Novembre* 1691. 302

1692. 3. Janv. *Traité entre le Roi de France,* LOUIS XIV. *& la Ville & Republique de* BERNE. *Fait par Messire* Michel Amelot, *Chevalier, Marquis de Gournay, Ambassadeur de Sa Majesté en Suisse, à Soleure le* 3. *Janvier* 1692. 304

22. Mars. *Recès de Vienne, entre* LEOPOLD *Empereur des Romains d'une part, & les Ducs de Brunswic-Lunebourg* GEORGE GUILLAUME & ERNEST AUGUSTE *d'autre part, par lequel Sa Majesté Imperiale leur promet la Dignité Electorale pour le Duc* ERNEST AUGUSTE *& pour ses Descendans mâles; en consideration de quoi ce Prince s'en-*

ANNO 1692. *s'engage d'entretenir* 6000. *hommes à ses dépens dans la Guerre contre le Turc, pendant deux ans, & de lui fournir outre cela un subside de cinq cens mille Ecus pour la même Guerre. A Vienne le* 22. *de Mars* 1692. 306

—— *Pacte d'Union perpétuelle entre la Maison Archi-Ducale d'*AUTRICHE, *& la Maison Electorale de* BRUNSWIC-LUNEBOURG, *par laquelle, outre le secours reciproquement promis dans tous les cas de necessité, la Maison Electorale de Brunswick s'engage à procurer autant qu'Elle pourra à la Couronne de Bohême l'entiere Restitution de l'Exercice de ses Droits Electoraux, & à donner toûjours sa Voix au Prince ainé de la Maison Archi-Ducale d'Autriche pour l'Election d'un Empereur des Romains. Fait à Vienne le* 22. *Mars* 1692. *Avec un* Article Separé *par lequel l'Electeur* ERNEST AUGUSTE *promet d'accorder aux Catholiques de Hannover & de Cell la liberté d'y bâtir des Eglises & des Ecoles. A Vienne le* 22. *Mars* 1692. 308

—— 2. Mai. *Cartel ou Traité pour l'Echange & la Rançon des Prisonniers de Guerre, fait & conclu entre les Plenipotentiaires de* LEOPOLD *Empereur des Romains d'une part, & ceux de* LOUIS XIV. *Roi de France d'autre part, y compris aussi les Cercles de* FRANCONIE *& de* SUABE, *& le Duc de* WIRTEMBERG. *On y convient specifiquement de la somme que chaque Officier & Soldat prisonnier devra payer pour sa rançon. A Basle le* 2. *Mai* 1692. 310

—— 30. Juin. *Articles & Conditions auxquelles* GUILLAUME III. *Roi de la Grande Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas prenent à leur service un Corps de sept mille neuf cents & quarante neuf hommes de Son Altesse Serenissime le Duc de* BRUNSWIC-LUNEBOURG HANNOVER. *Fait à l'Armée près de Melle le* 30. *Juin* 1692. *Avec un* Article secret *& considerable touchant l'Evêché d'*Osnabrug, *du même jour.* 316

—— 18. Juillet. *Traité de Paix entre* MULEY ISMAEL *Empereur de Maroc & les Hauts & Puissants Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *par lequel le Traité de l'an* 1684. *est tenu pour confirmé & de nouveau ratifié. Fait à la Haye le* 18. *Juillet* 1692. 319

—— 31. Octob. *Traité entre* CHARLES II. *Roi d'Espagne,* GUILLAUME III. *Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour la Jonction de leurs Flottes dans la Mediterranée. A la Haye le* 31. *Octobre* 1692. *Avec les* Articles Separés *du même jour, mois & an.* 320

—— 1693. 2. Fevr. *Traité entre l'Empereur* LEOPOLD I. *&* JEAN GEORGE IV. *Electeur de Saxe, traduit de l'Allemand. Fait à Dresde le* 2. *Fevrier* 1693. *Avec l'*Article Separé *du Roi d'Angleterre, & des Etats Généraux, en Latin* Original. *Fait à Dresde, le* 2. *Mars* 1693. 321

—— $\frac{1}{11}$. Fev. *Union de Ratisbonne, faite & concluë entre les Evêques de* MUNSTER, *de* BAMBERG *& d'*AICHSTADT, *les Ducs de* SAXE-GOTHA, ALTENBOURG, *&* COBOURG; *le Marcgrave de* BRANDEBOURG-CULMBACH, *le Duc de* BRUNSWIC-WOLFFEMBUTTEL, *le Roi de* DANNEMARC *comme Duc de* HOLSTEIN, *toute la Maison de* HESSE *&* LOUIS GUILLAUME *Marc-Grave de Bade, pour le Renouvellement & affermissement de l'Union des Princes de l'an* 1662. *On s'y promet un concours unanime & une assistance reciproque pour le maintien du Droit de suffrage qui appartient aux Princes dans les affaires de l'Empire par l'Article VIII. de l'Instrument de la Paix, & qui a été reçu en Pragmatique Sanction par le Recès de l'Empire de Ratisbonne; comme aussi pour l'Abolition & redressement des choses qui ont été inserées dans la Capitulation Leopoldine au prejudice de leurs Droits de Guerre, de Paix & d'Alliance, de faire des Loix, & de proscrire les Etats desobeïssants chacun en son propre Territoire. Ils s'y obligent en particulier à ne jamais admettre le neuvieme Electorat de Hanover & à s'y opposer en commun de toutes leurs forces. A Ratisbonne le* $\frac{1}{11}$. *Fevrier* 1693. 323

—— 17. Mars. *Traité entre* CHARLES XI. *Roi de Suede &* CHRETIEN V. *Roi de Dannemarc. Fait à Stokholme le* 17. *Mars* 1693. 325

—— $\frac{11}{21}$. Juill. *Declaration de* FREDERIC GUILLAUME *Duc de Mecklenbourg-Swerin à* FRIDERIC III. *Electeur de Brandebourg, portant que lors que les Etats Provinciaux du Duché de Mecklenbourg, & des Principautés de Swerin & de Ratzebourg lui feront l'hommage qui lui est dû, il aura soin de les avertir de l'hommage de Succession éventuelle qui fut fait en* 1442. *par les Etats Provinciaux de Meklenbourg, ils devront reconnoitre l'Electeur & Marcgrave de Brandebourg alors regnant pour leur vrai & legitime Seigneur Hereditaire; Son Altesse Serenissime renouvelle en outre de sa part les Reversaux passés l'an* 1442. *entre les deux Maisons de Brandebourg & de Mecklenbourg, & les étend aux Principautés de Swerin & de Ratzebourg, avec Promesse de ne faire aucun Traité avec qui que ce soit, au prejudice de la Succession eventuelle de Brandebourg, se reservant au reste à lui & à ses Successeurs Ducs de Meklenbourg la libre disposition de ses autres Droits, aux Duchesses Douairieres leur Subsistance, & aux Filles leur Alimentation & Dotation. A Swerin le* $\frac{11}{21}$. *Juillet* 1693. 327

—— *Declaration reciproque de* FREDERIC III. *Electeur de Brandebourg, à* FREDERIC GUILLAUME *Duc de Meklenbourg-Swerin, portant, que Son Altesse Electorale est contente de celle qu'il lui a faite & qu'elle n'entend pas que son Droit de succeder aux Duchez, Territoires & Droits de Meklenbourg, puisse ou doive leur porter quelque prejudice; S. A. E. y promet de plus d'accomplir toutes les Conditions, stipulées par le Serenissime Duc; Elle renouvelle de sa part les Reversaux passés l'an* 1442. *entre la Maison de Brandebourg & celle*

ANNO 1693. & celle de Meklenbourg, & les étend aux Principautés de Swerin & de Ratzebourg: Enfin elle promet toute l'assistance possible au Serenissime Duc & aux Siens, pour la conservation & la tranquillité de Sa Maison dans ses affaires qui se trouveront fondées sur le Droit Provincial. A Potsdam le 13/23. Juillet 1693. 328

26. Juill. Traité par lequel les Etats de TOURNAY & du TOURNAYSIS se soumettent aux Contributions exigées par le Roi CATHOLIQUE & par L. H. P. les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas. Fait au Camp d'Erquelmer le 26. Juillet 1693. 329

9. Octob. Traité entre CHRETIEN V. Roi de Dannemarc & la Maison de BRUNSWIC-LUNEBOURG pour la demolition de Ratzebourg. Fait le 9. Octobre 1693. 330

9. Nov. Traité entre le Duc de LONGUEVILLE en qualité de Comte de NEUFCHATEL & de VALLENGIN, & le Canton de LUCERNE, par lequel ledit Canton le reçoit en sa Combourgeoisie, avec les Villes, Châteaux & Hommes du Comté, promettant de le secourir & defendre contre toute violence. Fait le Lundi le 9. de Novembre 1693. 330

14/24. Nov. Conventio inter CAROLUM XI. Regem Sueciæ & præpotentes Ordines Generales UNITI BELGII, super Navibus Mercatoriis Suecicis per Naves dictorum Ordinum Belgicas abductis, damnisque iisdem illatis, facta Holmiæ die 14/24. Novembris 1663. 332

1694. Declaratio Electoris Coloniensis JOSEPHI CLEMENTIS, quod pecuniæ subsidiariæ sibi præsenti Bello ab ORDINIBUS suppeditatæ nullatenus quoad futurum in consequentiam trahi debeant. Datum Bonnæ 1694. 332

8. Mars. Acte de la Mise en possession & Investiture de la Souveraineté de NEUFCHATEL & de VALENGIN, adjugée à Son Altesse Serenissime MARIE D'ORLEANS, Duchesse de Nemours, par les Etats de Neufchatel le 8. Mars 1694. 333

1. Juin. Traité entre GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas d'une part, & RUDOLPHE AUGUSTE & ANTOINE ULRIC, Ducs de Brunswic-Wolffembuttel d'autre part, portant Accession du Roi d'Angleterre à l'Alliance faite le 14. Mai 1691. entre L. H. P. & lesdits Princes, comme aussi de nouveaux engagemens d'amitié & même de Garantie de part & d'autre. Sa Majesté & L. H. P. acceptent aussi de leurs Altesses deux mille Hommes en service, au dessus des 3000. qu'ils avoient deja. Fait à la Haye le 21. Mai 1694. Avec un Article separé, qui degage le Roi d'Angleterre d'une partie de ses obligations à Breda le 1. Juin 1694. 337

23. Mai. 2. Juin. Traité entre LEOPOLD Empereur des Romains, & FREDERIC AUGUSTE, alors Electeur de Saxe, & maintenant aussi Roi de Pologne, par lequel le Traité conclu à Dresde le 20. Fevrier 1693. entre Sa Majesté Imperiale & le défunt Electeur de Saxe JEAN GEORGE IV. est confirmé, avec Promesse de la part de l'Electeur moderne d'acceder sous certaines conditions, au Traité de la Grande Alliance, & de mettre en liberté le Maréchal de Camp Schoning. A Dresde le 23. Mai 2. Juin 1694. Avec un Article separé, par lequel le Serenissime Electeur s'engage d'apuyer par son sufrage & par ses Offices la readmission de la Couronne de Boheme dans le College Electoral, de la même Date. 339

ANNO 1694. 16. Avril. Accord entre les Ducs de Saxe-Weimar JEAN ERNEST & GUILLAUME ERNEST, Freres pour le redressement des Griefs du plus jeune des deux dans la communauté de leur Regence; A quelle fin on convient qu'il pourra y établir un Conseiller de sa part, comme aussi au Consistoire; & qu'il exercera seul la Jurisdiction haute & basse dans les lieux qui lui sont échus de la Succession paternelle, quoique jusqu'à present elle eût été tenue en commun. Fait dans le Château de Wilhelmsbourg à Weimar le 16. Août 1694. 341

24. Août. Traité de Commerce & de bonne Correspondance entre la Frontiere de BAYONNE & Païs de LABOURT, & la Province de GUIPUSCOA d'Espagne. Fait dans l'Isle des Faisans sur la Riviere de Bidassoa le 24. du mois d'Août 1694. Avec la Ratification du Roi T. C. Donné à Versailles le 8. jour de Septembre 1694. 342

7. Sept. Traité entre CHRISTIAN V. Roi de Dannemarc, & CHRISTIAN ALBERT Duc de Holstein-Gottorp, par lequel Sa Majesté Danoise cede pour trois ans à Son Altesse Serenissime de Holstein un Regiment de Dragons, dont elle pourra se servir tant pour sa propre defense, que pour celle de leurs Duchez communs de Sleswich & Holstein. A Coppenhague le 7. Septembre 1694. 345

19. Nov. Declaratio Electoris Coloniensis JOSEPHI CLEMENTIS, quod pecuniæ Subsidiariæ præsenti Bello ab ORDINIBUS sibi suppeditatæ, nullatenus in consequentiam contra Libertates & Privilegia eorum trahi debeant. Data Bonnæ Anno 1694. Die 19. Novembris. 347

1695. 18. Mars. Traité fait entre LEOPOLD Empereur, GUILLAUME III. Roi d'Angleterre & les PROVINCES-UNIES d'une part, & l'Evêque de MUNSTER d'autre, à la Haye le 18. Mars 1695. 347

14/24. Mars. Union de Francfort entre l'Evêque de MUNSTER, les Ducs de SAXE-COBOURG & GOTHA, le Margrave de BRANDEBOURG-CULMBACH, le Duc de BRUNSWIC-WOLFFEMBUTTEL, les Margraves de BADE-DOURLACH & BADE, le Roi de DANNEMARC, le Duc de HOLSTEIN & le Duc de WIRTEMBERG, par laquelle ils se promettent d'agir conjunctis animis & consiliis pour la conservation de leurs Dignités & honneurs de Princes de l'Empire, & d'insister auprès de l'Empereur pour empêcher ou retarder l'Introduction du neuvieme Electorat.

ANNO 1695.

torat. A Francfort sur le Meyn le 4/14. *Mars* 1695. 351

8 Août. *Renouvellement de la part des* PROVINCES-UNIES *de l'Alliance conclue en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur & lesdites* PROVINCES-UNIES *& leurs Alliez. Fait à la Haye le* 8. *Août* 1695. *Avec la* Ratification *des Etats Generaux, donnée le* 6. *Octobre* 1695. 353

16. Août. *Renouvellement de la part de* FREDERIC CHRETIEN, *Evêque de Munster, de l'Alliance faite en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur & les* PROVINCES-UNIES *& leurs Alliez. Fait à Munster le* 16. *Août* 1695. ibid.

8/18. Août. *Renouvellement de la part d'*ERNEST AUGUSTE *Duc de Brunswic & de Lunebourg, Electeur, de l'Alliance faite en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur & les* PROVINCES-UNIES *& leurs Alliez. Fait à Limbourg le* 18. *Août* 1695. 354

22. Août. *Renouvellement de la part de* MAXIMILIEN EMANUEL, *Electeur, Duc de Baviere, de l'Alliance faite en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur & les* PROVINCES-UNIES *& leurs Alliez. Fait au Camp de Namur le* 22. *Août* 1695. 355

17/27. Août. *Renouvellement de la part de* FREDERIC III. *Electeur de Brandebourg, de l'Alliance faite en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas & leurs Alliez. Fait à Cologne sur la Sprée le* 27. *Août* 1695. 356

1. Sept. *Renouvellement de la part de* CHARLES II. *Roi d'Espagne, de l'Alliance faite en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas & leurs Alliez. Fait à Madrid le* 1. *de Septembre* 1695. 357

12. Sept. *Acte par lequel* LEOPOLD *Empereur renouvelle son Alliance concluë en* 1689. *avec les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, & leurs Alliez. Fait à Ebersdorff le* 12. *Septembre* 1695. ibid.

13. Sept. *Renouvellement de la part d'*ELEONOR, *Reine Douairiere de Pologne & Duchesse Douairiere de Lorraine, de l'Alliance faite en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas & leurs Alliez. Fait à Inspruck, le* 13. *Septembre* 1695. 358

21. Sept. *Renouvellement de la part de* VICTOR AME' II. *Duc de Savoye, de l'Alliance faite en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas & leurs Alliez. Fait à Turin, le* 21. *Septembre* 1695. 359

12/22. Sept. *Renouvellement de la part de* GEORGE GUILLAUME *Duc de Brunswic-Lunebourg-Zell, de l'Alliance faite en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas & leurs Alliez. Fait à Ebsdorf le* 22. *Septembre* 1695. 360

18. Octob. *Accord moyenné par* ALBERT *Duc de Saxe-Cobourg, entre* JEAN ERNEST *Duc de Saxe-Saalfeld &* FRIDERIC *Duc de Saxe-Gotha, pour un Supplement de Partage Hereditaire en faveur du premier; A quelle fin, une somme de* 5642. *Florins de Misnie lui seront annuellement assignés sur la Chambre d'Altenbourg, outre certaines Reserves Camerales & Provinciales & certains* Steurers *ou Accises qui lui sont cedés. A Saalfeld le* 18. *Octobre* 1695. 361

Testament de GUILLAUME III. *Roi de la Grande Bretagne & Prince d'Orange. Fait à la Haye le* 18. *d'Octobre* 1695. *& ouvert au même lieu le* 8. *de Mai* 1702. 363 — 18. Octob.

Renouvellement de la part de GUILLAUME III. *Roi de la Grande Bretagne de l'Alliance concluë en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, & leurs Alliez. Fait à Burford, le* 7. *Novembre* 1695. ibid. — 7. Nov.

Traité d'assistance mutuelle entre ERNEST AUGUSTE *Electeur de Brunswick-Lunebourg, d'une part, &* FRIDERIC *Duc de Holstein-Gottorp pour lui & pour le Roi de Suede d'autre part, par lequel S. A. E. promettant au Serenissime Duc de procurer autant qu'il pourra la conservation de ses Droits & de sa Souveraineté, & de le secourir même en cas de besoin d'un certain nombre des Troupes, S. A. S. s'engage en échange d'assister pareillement S. A. E. de toutes ses forces, en cas qu'elle vint à être attaquée dans ses Etats, & d'appuyer ses Interêts dans l'affaire de l'Electorat & de la Succession de Saxe-Lawenbourg. Fait au Mois de Fevrier* 1696. 364 — 1696. Fevr.

Declaratio LEOPOLDI *Romanorum Imperatoris super admissione Principum & Statuum inclyti* Circuli Franconici *in Fœdus inter dictum Imperatorem & Ordines* Generales UNITI BELGII *Viennæ anno* 1689. *initum atque Hagæ Comitis die* 8. *Augusti* 1695. *renovatum. Datum Viennæ* 30. *Martii* 1696. 365 — 30. Mars.

Renouvellement de la part du Prince JOSEPH CLEMENT *de Baviere, Electeur de Cologne, de l'Alliance concluë en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur & les* PROVINCES-UNIES. *Fait le* 30. *Mars* 1696. 366 — 30. Mars.

Convention entre GUILLAUME III. *Roi de la Grande Bretagne & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas d'une part, & le Duc de* SLESWIG-HOLSTEIN-GOTTORP *de l'autre. Fait à la Haye le* 14. *Mai* 1696. ibid. — 14. Mai.

Acte par lequel le Cercle de FRANCONIE *donne Plein-pouvoir à Son Envoyé, d'entrer dans l'Alliance concluë en* 1689. *& renouvellée depuis entre* LEOPOLD *Empereur & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas & leurs Alliez. Fait le* 23. *Mai* 1696. 367 — 13/23. Mai.

Accessio Circuli SUEVICI *ad Magnum Fœdus inter Romanorum Imperatorem* LEOPOLDUM *& Generales* UNITI BELGII *Ordines, Anno* 1689. *sancitum, & Anno* 1695. *die* 8. *Augusti renovatum. Datum* 8/18. *Julii* 1696. ibid. — 8/18. Juill.

Traité de Paix entre LOUIS XIV. *Roi de France &* VICTOR AMEDE'E II. *Duc de Savoye, par lequel Son Altesse Royale se departant de tous les Engagemens qu'elle avoit avec les Hauts Alliez contre* — 29. Août.

la

ANNO 1696.

la France, Sa Majesté lui promet la Restitution non seulement de tout ce qu'elle avoit pris & occupé sur elle pendant la Guerre, mais aussi de la Ville de Pignerol & de son Teritoire, après qu'on en aura detruit toutes les Fortifications. On y convient aussi du Mariage de LOUIS, *Duc de Bourgogne, Petit-fils de Sa Majesté avec* MARIE ADELAIDE *Princesse de Savoye &c: A Turin le 29. d'Août 1696. Avec les* Ratifications *du Roi Très-Chrêtien & de S. A. R. la premiere donnée à Versailles le 7. Septembre 1696. & l'autre à Turin le 30. d'Août 1696.* 368

Acte de la Restitution des Païs & Etats de Savoye faite par LOUIS XIV. *Roi de France à* VICTOR AME' II. *Duc de Savoye en vertu de leur Traité de Paix. Du 28. Septembre 1696.* 371

15. Sept. *Contract de Mariage entre* LOUIS *Duc de Bourgogne, Fils ainé de Monseigneur le* DAUPHIN *de France &* MARIE ADELAIDE *Princesse de Savoye, Fille ainée de S. A. R. Monseigneur le Duc de Savoye; fait & passé à Turin le 15. Septembre 1696. Avec les* Ratifications *du Roi T. C. de Monseigneur le Dauphin & de Monseigneur le Duc de Bourgogne.* ibid.

7. Octob. *Traité entre Sa Majesté Imperiale* LEOPOLD *& Sa Majesté Catholique* CHARLES II. *d'une part, & S. A. R.* VICTOR AME' II. *Duc de Savoye d'autre part, pour une suspension d'armes en Italie entre leursdites Majestés & la Couronne de France. A Vigevano le 7. Octobre 1696. Avec l'*Article Separé *& les* Ratifications *de toutes les Parties.* 375

1697. *Traité d'Accommodement entre* AUGUSTE *Roi de Pologne & Electeur de Saxe, &* FREDERIC III. *Electeur de Brandebourg, par lequel les Bailliages de* Lauenbourg, Sevenbergue & Gersdorf, *comme aussi l'Avocatie Hereditaire dedans & dehors la Ville de* Quedlinbourg *sont cedez par Sa Majesté audit Electeur, en vertu de l'Instrument de Paix d'Osnabrug, & comme lui ayant été assignés avec la Principauté de Halberstadt par Sa Majesté Imperiale, en Equivalent de la Partie de Pomeranie cedée à la Couronne de Suede. En échange de quoi neanmoins l'Electeur promet au Roi de lui payer une somme de 300000. Dalers. Fait l'an 1697.* 376

$\frac{13}{23}$ Janv. *Recès d'Association conclu entre les six Cercles de l'Empire*, ELECTORAL DU RHIN, *de* FRANCONIE, *de* BAVIERE, *de* SUABE, *du* HAUT-RHIN *& de* WESTPHALIE, *pour un Armement perpetuel destiné en tems de Guerre à la Defense de l'Empire; & particulierement des six Cercles contre toute Invasion ennemie & en tems de Paix au maintien de la Tranquilité publique contre tous ceux qui la voudroient troubler. A Francfort le $\frac{13}{23}$ Janvier 1697.* 377

20. Sept. *Traité de Paix entre* LOUIS XIV. *Roi de France & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas. Fait à Ryswyk le 20. Septembre 1697. Avec l'*Article Separé, *touchant le terme accordé à l'Empereur & à l'Empire, pour accepter les Conditions de Paix stipulées pour eux. Du même jour 20. Septembre 1697. Et les* Plein-pouvoirs *&* Ratifications *de part & d'autre.* 381

ANNO 1697.

20. Sept. *Traité de Commerce, de Navigation & de Marine entre* LOUIS XIV. *Roi de France & les Seigneurs Estats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *Fait à Ryswyk le 20. Septembre 1697. Avec l'*Article Separé *touchant l'exemption du Droit des cinquante sous par Tonneau qui se leve en France sur tous les Navires étrangers. Fait le même jour 20. Septembre 1697. Comme aussi les* Plein-pouvoirs *& les* Ratifications *de part & d'autre.* 386

Acte ou Article separé touchant la liberté reciproque de la Pêche du Harang *& de tous autres Poissons, entre les Sujets de Sa Majesté T. C. & de Leurs Hautes Puissance. Au Château de Ryswyck le 9. Octobre 1697.* 394

Ordonnance des Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES *pour la publication de leur Paix avec le Roi de* France, *marquant les Lieux & les Tems auxquels elle doit commencer. Fait à la Haye le 15. Octobre 1697.* 395

Protestation faite au nom du Comte d'EGMONT *pour la conservation de ses Droits sur le Duché de Gueldres, Seigneurie de Malines, Comtés d'Egmont, de Zutphen, de Meurs, de Hornes & autres Terres & Païs possedés par le* ROI CATHOLIQUE, *par les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *& par l'Evêque & Prince de* LIE'GE. *A Ryswyck le 7. Octobre 1697.* 396

Protestatio Principis FRISIÆ ORIENTALIS *adversus Inclusionem Civitatis* EMBDENSIS *in Tractatu Pacis inter* REGEM GALLIÆ *& Ordines Generales* FOEDERATI BELGII, *initæ. Dat. Hagæ Comitis 4. Mensis Novembris 1697.* 397

Resolution des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, *portant, qu'ils ne peuvent recevoir l'Inclusion du* PAPE *comprise entre celles du Roi T. C. sinon en qualité de Prince Seculier. A la Haye le 8. Janvier 1698.* 398

Protestation faite au nom des Seigneurs Etats de GUELDRE *& de* ZUTPHEN *contre celle du Comte* d'EGMONT, *au sujet de ses Pretensions. A la Haye le 30. Janvier 1698.* 399

20. Sept. *Tractatus Pacis inter* LUDOVICUM XIV. *Regem Galliæ &* GUILIELMUM III. *Regem Magnæ Britanniæ, quò omnes Regiones, Arces, Insulæ & Terræ durante hoc Bello hinc inde avulsæ restituuntur: Principatus vero Arausionensis, juxta tenorem Articuli separati Pacis Noviomagensis, Regi Britannico revertitur; ac reliquæ prætensiones tam circa Loca in Sinu Hudsonis sita, quàm ratione Capitulationis ab Anglis Anno 1695. factæ, uti & limitum Terrarum, Judicio Commissariorum utriusque Partis nominandorum remittuntur. Rex porro Christianissimus promittit suum honorem oppignorando, quod nec directe nec indirecte alicui aut aliquibus ex Inimicis prædicti Regis Ma-*

ANNO 1697. *Magnæ Britanniæ auxilium dabit nec administrabit, nec quoquomodo Conspirationibus aut Machinationibus contra prædictum Regem ubivis locorum excitatis vel excitandis favebit. Actum in Ædibus Ryswicensibus die 20 Septembris 1697. Cum* Articulo Separato, *de Termino ad Pacem accipiendam Sacræ Cæsareæ Majestati Imperioque concesso, eodem die & anno* 1697. 399

— *Ratification du Roi T. C. sur le Traité de Paix conclu entre S. M. & le Roi de la Grande Bretagne. A Fontainebleau le* 3. *d'Octobre* 1697. 403

— *Extrait du Protocole de la Mediation, tenu au Château de Ryswyck le* 1/11. *Septembre* 1697. *touchant une Pension de* 50. *mille Livres Sterling, promise par* GUILLAUME *Roi de la Grande Bretagne pour la Reine* MARIE D'ESTE. 403

— *Promesse de* GUILLAUME III. *Roi de la Grande Bretagne au sujet de la Paix faite par le Roi T. C. avec le Roi* CATHOLIQUE *& avec les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *portant, qu'il en procurera la Ratification, mais que s'il ne pouvoit pas l'obtenir, celle qu'il a faite avec le Roi T. C. aura neanmoins son plein & entier effet. Fait à Loo le* 21. *Sepembre n. st.* 1697. 404

— *Derogation à l'Article X. du Traité de Paix entre la* FRANCE *&* l'ANGLETERRE *touchant la Cessation des Hostilités par Mer, laquelle sera censée avoir commencé ou dû commencer du jour de la Signature. Fait en double à Ryswyck le* 1/11. *Octobre* 1697. 404

— *Ordonnance de* LOUIS XIV. *Roi de France pour la Publication & Observation de la Paix conclue entre lui &* GUILLAUME *III. Roi de la Grande Bretagne. A Fontainebleau le* 21. *Octobre* 1697. 404

— *Inclusio in Tractatu Pacis per Regem* MAGNÆ BRITANNIÆ *facta pro* REGE HISPANICO, FOEDERATO BELGIO *& tredecim* CANTONIBUS HELVETICIS. *Dat. Hagæ Comitis* 18. *Novembris. st. n.* 1697. 404

— *Autre Inclusion du Roi de* FRANCE *dans sa Paix avec le Roi de la* GRANDE BRETAGNE, *où le nom du* Pape *est obmis, & dont M.* Williamson *Ambassadeur de Sa Majesté Britannique fut enfin content. Donné à Versailles le* 17 *Mars* 1698. 405

— *Acte de la Protestation faite au tems de la Paix de Riswyck par le Sieur* Bouret, *au nom de* MARIE D'ORLEANS *Duchesse de Nemours, pour la conservation de ses Droits sur la* Principauté d'Orange, *sur le Marquisat de* Rothelin, *& sur plusieurs autres Terres & Seigneurs. Fait à la Haye le* 7. *&* 8. *Novembre* 1697. 405

20. Sept. *Traité de Paix entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* CHARLES II. *Roi d'Espagne, par lequel toutes les Conquêtes, occupations & Reunions faites par Sa Majesté T. C. sur Sa Majesté Catholique, tant en Espagne qu'aux Païs-Bas depuis la Paix de Nimegue sont restitués à la reserve de* 82. *Villes, Bourgs & Lieux specifiés dans une Liste Separeé. Le Roi T. C. y promet aussi, de remettre la Ville de* Dinant *à l'Evêque, & à sa Recommandation le Roi Catholique rendra l'Isle de* Ponza *au Duc de Parme. Fait à Ryswyck le* 20. *Septembre* 1697. *Avec les* Plein-Pouvoirs *& les* Ratifications *des deux Rois. Comme aussi* l'Article separé *pour le Terme laissé à l'Empereur & à l'Empire, avec les Ratifications: Item* la Liste & Declaration *des Reunions ou occupations faites par Sa Majesté T. C. dans les Provinces Catholiques du Païs-Bas, depuis la Paix de Nimegue. Et* la Liste *d'exception des Lieux reservez par la France.* 408

— *Protestatio nomine* CAROLI *Ducis de la Tremouille pro conservatione sui Juris prætensi ad Regnum Neapolitanum. Actum in Palatio Ryswyck dicto, die* 28. *Septembris* 1697. 419

— *Protestation faite au tems de la Paix de Ryswyck de la part de* FREDERIC *Duc de Luxembourg pour la conservation de ses Pretentions sur le Duché de Luxembourg. A Ryswyck le* 7. *Octobre* 1697. 420

— *Promesse de* MAXIMILIEN *Electeur de Baviere comme Gouverneur General des Païs-Bas Espagnols, pour le payement d'une somme de* 472 *mille Patacons, & d'une autre de* 200 *mille Patacons duës à* FREDERIC III. *Electeur de Brandebourg. Faite à Loo le* 20. *Octobre* 1697. *avec* la Garantie *de* GUILLAUME *III. Roi de la Grande Bretagne du* 20. *Octobre* 1697. *& celle des Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *pour le même effet.* 420

23. Sept. *Cessatio armorum inter* LEOPOLDUM *Romanorum Imperatorem &* LUDOVICUM *XIV. Galliæ Regem in Arce Ryswicensi die* 21. *Septembris* 1697. *cum* Consensu *Legatorum Imperii Electorum, Principum & Statuum, Hagæ Comitum in eorum Consessu die* 23. *Septembris* 1697. 421.

30. Octob. *Tractatus Pacis inter* LEOPOLDUM *Romanorum Imperatorem & Imperium Romano-Germanicum ab una, &* LUDOVICUM *XIV. Regem Galliæ ab altera partibus: quô Pace Westphalica & Neomagensi pro basi & fundamento positis, Cæsari, Imperio, Augustissimæ Domui Austriacæ & omnibus Statibus Imperii quævis tam durante Bello, quàm Unionum seu Reunionum nomine Loca & Jura occupata restitui debent. Urbs vero* Argentinensis *& quidquid ad eam in sinistra Rheni parte pertinet, Regi Christianissimo ceditur. Munimenta in Regione Hunningæ in dextera Ripa & in Insula Rheni exstructa nec non Munimenta Fort-Louis, Trarbach, Montroyal, Kuyburg & Ebernburg destructioni & demolitioni mandantur. Conventum est insuper Articulo* XXVIII. *de Restitutione Ducis Lotharingiæ in liberam & plenariam Possessionem eorum Statuum, Locorum & Bonorum, quæ Patruus ejus Dux Carolus anno* 1670. *possidebat, exceptis mutationibus Articulis sequentibus explanatis. Actum in Palatio Rys-*

Anno 1697.

Ryswicensi die 30. Octobris 1697. Cum Articulo Separato, prætensionem inter Electorem Palatinum & Ducissam Aurelianensem controversam concernente, eodem dato 30. Octobris 1697. Sequuntur Ratificationes utriusque Partis. 431

Extrait du Protocolle de la Mediation, portant, que les Ambassadeurs de FRANCE en signant la Paix avec ceux de l'EMPEREUR & de l'EMPIRE ont accordé un terme de six semaines à ceux qui n'ont pas voulu signer, à la fin duquel ils seront obligés de se declarer. A Ryswyck le [illegible] Octobre 1697. 432

Autre Extrait du Protocolle de la Mediation, concernant le Terme accordé par les Ambassadeurs de FRANCE, aux Ministres des Princes PROTESTANS de l'Empire pour accepter la Paix prête à signer. Le 30. Octobre 1697. 432

Declaratio Plenipotentiariorum WIRTEMBERGICORUM, de subscriptione Pacis, nec non de spatio sex septimanarum concesso, cujus Beneficium acceptant sibique reservant. Datum Hagæ-Comitis [illegible] Octobris 1697. 432

Declaratio J. C. NORFF Deputati Plenipotentarii Serenissimi Electoris Coloniensis & Principis Leodiensis, quod licet Pacem Cæsaream & Imperii cum Rege Christianissimo subscripserit, ipse tamen non intendit eam approbare in puncto Derelictionis Jurium ad Ecclesiam LEODIENSEM, in Ducatum BULLIONENSEM pertinentium. Actum Ryswici 30. Octobris 1697. 433

Declaratio Causarum, ob quas Legati & Plenipotentiarii Serenissimorum Electorum & Principum Imperii PROTESTANTIUM noluerunt subscribere Pacem Imperialem cum Gallia factam. Datum Hagæ Comitis 25. Octobris 4. Novembris 1697. 434

Protestatio Legatorum Suecicorum, quod exitus Pacis Ryswicensis illi Osnabrugensi minime respondens, Regi suo non debeat imputari, præsertim in rebus Ecclesiasticis, Majestatem suam ut Sponsorem tangentibus. Datum in Palatio Ryswicensi die [illegible] Octobris 1697. 435

Protestatio Comitis BALLIANI Nuncii extraordinarii Ducis MANTUÆ contra Pacem Ryswicensem, quod videlicet quidquid in ea conclusum vel decretum fuerit, quod Juribus ejusdem Ducis contrariari posset, nullius præjudicii fuisse & esse deberet ipsi Domino Duci. Acta & Dominis Legatis Mediatoribus consignata die 4. Novembris 1697. Cum Certificatione ejusdem Legationis Secretarii Baronis à FRIESSENDORFF 4. Novembris 1697. 436

Protestatio nomine Ducis BRUNSWICO-LUNEBURGICI ex Linea GUELPHERBYTANA contra Pacem Ryswicensem, pro conservatione Juris sui in duas Præbendas Ecclesiæ Argentoratensis, juxta tenorem Instrumenti Pacis Westphalicæ. Actum Hagæ Comitis 4. Novembris 1679. 436

Arrêt du Conseil Souverain d'Alsace séant à Brisac, rendu par defaut en faveur du Chapitre de Strasbourg contre les Princes de la Maison Ducale de Brunswich-Lunebourg-Wolfembuttel, & contre le Prince CHARLES GUSTAVE de Bade-Dourlach, par lequel les dits Princes sont depossedez de la moitié du Village de Lampertsheim & de la Maison communement nommée Broudershof, avec tous les Droits y appartenants. Donné à la Ville neuve de Brisac le 11. Juillet 1687. 436

Declaratio Plenipotentiariorum Dominorum Comitum SCAMNI WETTERAVICI, de modo & sensu, quo subscripserunt Pacem Imperialem, nimirum sub spe ratifieri. Datum Hagæ Comitum 25 Octobris, 4. Novembris 1697. 437

Inclusio Cæsarea in favorem Regis CATHOLICI, Regis MAGNÆ BRITANNIÆ & Ordinum FOEDERATI BELGII, in Pace cum Rege Christianissimo sancita. Datum in Palatio Ryswicensi 9. Novembris 1697. 437

Ulterior Inclusio Cæsarea in favorem summi PONTIFICIS, cæterorum Principum ITALIÆ & Regis LUSITANIÆ. Exhibita Hagæ Comitum die 14. Decembris 1697. 438

Reservatio per Legatos & Plenipotentiarios nonnullorum Electorum & Principum Imperii apud Legationem Mediatoriam consignata, pro Conservatione Jurium ad ipsos in Tractatibus Pacificatoriis juxta Stylum Imperii pertinentium. Datum Hagæ Comitis die [illegible] Novembris 1697. 438

Inclusion du Roi de FRANCE dans le Traité de Paix avec l'Empereur & l'Empire en faveur de ses Amis & Alliez, à Versailles le 15. Novembre 1697. 438

Autre semblable Inclusion du Roi de FRANCE dans Sa Paix avec le Roi de la Grande Bretagne. A Versailles le 15 Novembre 1697. 439

Extrait du Protocole de la Mediation au sujet de la NOBLESSE IMMEDIATE de l'EMPIRE, qui n'a pas été expressement nommée dans le Traité de Paix. A la Haye le 6. Decembre 1697. 439

Protestation Generale des Ambassadeurs de FRANCE contre toutes les Protestations qui pourroient avoir été faites avant ou après la Conclusion de la Paix. A Ryswyck le 13. Decembre 1697. 439 — 13. Dec.

Renovatio & Confirmatio Fœderum inter SUECIÆ Coronam & Rempublicam BATAVAM, ad mutuam defensionem & communis Securitatis Conservationem initorum. Holmiæ [illegible] Febr. 1698. 439 — 1698. [illegible] Fevr.

Conventio inter Reges ANGLIÆ & SUECIÆ & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales FOEDERATI BELGII, de ineundo Fœdere defensivo triplici & renovandis Fœderibus inter altememoratos Reges antea initis, Hagæ Comitum die [illegible] Maji 1698. 440 — [illegible] Mai.

Traité d'une Ligue defensive entre LOUIS XIV. Roi de France & CHARLES XII. Roi de Suede. Fait à Stokholm le 9 Juillet 1698. 441 — 9. Juill.

Premier Traité de Partage pour la succession d'Espagne, fait & conclu entre LOUIS XIV. Roi de France, GUILLAUME — 11. Octob.

Anno 1698. ME III. *Roi de la Grande Bretagne, les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas; par lequel les Royaumes de Naples & de Sicile, les Etats de la Côte de Toscane, le Marquisat de Final, & la Province de Guipuscoa sont destinés à* LOUIS *Dauphin de France, la Couronne d'Espagne, avec les Indes & les Païs-Bas au Prince* JOSEPH FERDINAND, *Fils aîné de l'Electeur de Baviere, & le Duché de Milan au Prince* CHARLES, *Archiduc d'Autriche. A la Haye le* 11. *d'Octobre* 1698. *Avec les* Articles Secrets, *portant entr'autres, que l'Electeur de Baviere pourra succeder au Prince son Fils en la Succession d'Espagne. A la Haye ledit jour* 11. *d'Octobre* 1698. *& avec les Pleinpouvoirs du Dauphin, l'Autorisation & la Ratification du Roi T. C.* 442

25. Dec. *Instrumentum Turcicum Armistitii ad duos annos inter* MUSTAPHA HAN, *Turcarum Sultanum, &* PETRUM ALEXIOVICIUM, *Magnum Czarum atque totius Russiæ Autocratorem initi. Anno Hegiræ* 1110. 446

— *Instrumentum Moscoviticum ejusdem Armistitii ad duos annos inter* PETRUM ALEXIOVICIUM *Magnum Czarum, totius Russiæ Autocratorem &* MUSTAPHA HAN *Turcarum Sultanum initi, per Mediationem* WILHELMI III. *Regis Magnæ Britanniæ & Ordinum Generalium* FOEDERATI BELGII, *sub spe, quod interim vetus Amicitia, sive per Pacem perpetuam, sive per Inducias coalescat & renovetur. Actum in Congressu Carlowitzii die* 25. *Decembris Anno Nativitatis Christi* 1698. 447

1699. 26. Janv. *Instrumentum Cæsareum Pacis ad viginti quinque annos inter* LEOPOLDUM *Imperatorem Augustissimum, &* MUSTAPHA HAN *Turcarum Sultanum initæ,* GUILIELMO III. *Rege Britannico & Ordinibus* FOEDERATI BELGII *Generalibus mediantibus; in Congressu Carlowitzii in Sirmio die* 26 *Januarii* 1699. *Cum Cæsarea Plenipotentia. Datum Viennæ* 23. *Junii* 1698. 448

26. Janv. *Instrumentum Pacis inter* AUGUSTUM II. *Regem & Rempublicam Poloniæ ab una, &* MUSTAPHA HAN *Turcarum Sultanum ab altera parte initæ, per Mediationem* WILHELMI III. *Magnæ Britanniæ Regis & Dominorum Ordinum* FOEDERATI BELGII, *Generalium. In Congressu Carlowizii in Sirmio sub Tentorio celebrato die* 26. *Januarii* 1699. *Cum Plenipotentia Regis Poloniæ. Datum die* 5. *Septembris* 1698. 451

— *Instrumentum Turcicum Pacis inter* MUSTAPHA HAN, *Turcarum Sultanum & Serenissimam Rempublicam* VENETAM *initæ, non quidem Legato Veneto agente & paciscente, sed Legatis Cæsareis & Polonis Negotium sibi assumentibus, sub spe præfatæ Reipublicæ Acceptationis, ad quod certum temporis spatium datur & præfigitur. Actum in Congressu Carlowitii die* 24. *Mensis Reciep, Anno Hegiræ* 1110. 453

— *Instrumentum Cæsareum & Polonicum Pacis inter* MUSTAPHA HAN, *Turcarum Sultanum & Serenissimam Rempublicam* VENETAM *stabiliendæ & servandæ, quò ob defectum Legati Veneti, se excusantis, Legati Cæsarei & Poloni Rerum Venetorum satagunt, ac nomine Serenissimæ Reipublicæ Conditiones Pacis ineunt, relictio eidem certo temporis spatio, ad eas acceptandum vel rejiciendum. Actum in Congressu Carlovitii in Sirmio die* 26. *Januarii* 1699. *Cum* Approbatione *& Subscriptione Mediatorum. Sequitur* Acceptatio *& Ratificatio Reipublicæ Venetæ, Data in Ducali Palatio die* 7. *Februarii* 1699. 458 Anno 1689.

Pacte de Succession entre les Serenissimes Princes Ducs de Saxe, ALBERT *de* Cobourg, BERNARD *de* Meinungen HENRI *de* Romhild, CHRISTIAN *d'*Eisenberg, ERNEST *de* Hildburghausen, JEAN ERNEST *de* Saalfeld, & FREDERIC *de* Gotha, *par lequel le Duc de Gotha declare, qu'en cas de vacance de la Principauté de Cobourg il cedera au Duc de Meinungen la Portion qui lui en devroit revenir, moyennant une compensation en argent ou en Revenus, ce que feront aussi les Ducs de Rombild, d'Eisenberg, de Hildburghausen & de Saalfeld; en consideration de quoi aussi le Duc de Gotha stipule, que si les Domaines de Rombild & d'Eisenberg viennent vacans, les Portions des autres lui seront cedées, moyennant une semblable compensation en argent ou en revenus. Fait à Cobourg le* 6. *Avril* 1699. 460 6. Avril.

Declaration & Asseurance donnée au nom de FRIDERIC *Duc de Saxe-Gotha à* CHRISTIAN *Duc de Saxe-Eisenberg, portant qu'il n'empêche point qu'en cas d'extinction de la Ligne de Gotha, le Duc d'Eisenberg & le Duc de Saalfeld puissent avoir la Principauté d'Altenbourg & que l'Ordre ou Rang personnel soit accordé audit* CHRISTIAN *Duc d'Eisenberg, après lui Duc de Gotha &c; Faite à Eisenberg le* 21 *Juin* 1699. *Avec la* Ratification *de* FRIDERIC *Duc de Gotha, faite à Friedenstein le* 27. *Juin* 1699. 461 —

Tarif arresté entre les Commissaires du Roi de FRANCE *& le Commissaire des Seigneurs Etats-Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, en execution de l'article* XII. *du Traité de Commerce, conclu à Ryswyck le* 20 *Septembre* 1697. *Contenant les Droits qui seront payez tant aux Entrées du Royaume, sur les Denrées & Marchandises du crû, pêche & fabrique des Sujets des Etats Generaux, qu'aux Entrées des Provinces Unies sur les Denrées & Marchandises du crû & fabrique de France. A Paris le* 29. *Mai* 1699. *Avec les* Ratifications *de part & d'autre, & l'Acte pour l'execution du Tarif.* 462 29. Mai.

Transaction Principale entre JEAN ADOLPHE *Comte de Bentheim-Tecklenbourg, &* GUILLAUME MAURICE *Comte de Solms-Tecklenbourg touchant le Comté de* Tecklenbourg *& la Seigneurie de* Rheda. *Fait à Lengerich le* 11. *Juillet* 1699. *Avec un* Recès *particulier fait* 11. Juill.

ANNO 1699. fait au même lieu & le même jour: Comme aussi une Transaction finale faite à Braunfels le 14. Sept. 1699. Un Recès d'élucidation fait au même lieu le 1. Decembre 1699. Et la RATIFICATION de la Chambre Imperiale de Justice du 4. Decembre 1699. 465

18. Août. Convention entre les Commissaires de LEOPOLD Empereur des Romains, & de MUSTAPHA II. Sultan des Turcs pour le Reglement des Limites conformement à la Paix de Carlowitz. Au Camp de Brod le 18. d'Août 1699. 469

10. Nov. Recès entre BERNARD Duc de Saxe-Meinungen, ERNEST Duc de Saxe-Hildburghausen, & JEAN ERNEST Duc de Saxe-Salfeld, sur la Succession du feu Duc de Saxe-Cobourg. Le premier y réconnoit les deux autres pour legitimes & indubitables Compossesseurs; & ils s'y reservent le Droit, d'en revenir à une ulterieure Convention, selon l'exigence de leurs affaires & nommement à un partage de ladite Succession. Fait à Cobourg le 18. Novembre 1699. 470

3. Dec. Traité entre LOUIS XIV. Roi T. C. de France, & CHARLES II. Roi Catholique des Espagnes, pour le reglement des Limites, & l'échange de quelques Lieux, en execution du Traité de Ryswick. A l'Ille le 3. Decembre 1699. ibid.

Dec. Acte de Reservation de Droit, touchant le Harang, donné par Mr. NIEUPOORT, Commissaire de L. H. P. au Marquis de TORCI, Ministre & Secretaire d'Etat du Roi T. C. dans le tems de l'échange des Ratifications. 473

12. Dec. Tractatus inter AUGUSTUM II. Regem Poloniæ nomine suo atque totius Regni & Magni Ducatus Lithuaniæ ab una, & FREDERICUM III. Electorem Brandenburgensem ab altera parte, de Retraditione per dictum Electorem ad Coronam Polonicam Civitatis Elbingæ, & solutione per dictam Coronam Serenissimo Electori 300. millium Thalerorum in vim reluitionis Hypothecæ Elbingensis, sub certis conditionibus ibidem stipulatis. Varsoviæ die 12. Mensis Decembris 1699. Cum Regis AUGUSTI Ratificatione, data Dresdæ die 9. Januarii 1700. 474

1700. 13—23. Janv. Fœdus inter GUILIELMUM III. Magnæ Britanniæ Regem, CAROLUM XII. Sueciæ Regem & Ordines Generales UNITI BELGII cum Articulis separatis secretis. Hagæ-Comitum die 13—23. Januarii Ann. 1700. 475

13. Mars. Second Traité de Partage pour la Succession d'Espagne, fait & conclu entre LOUIS XIV. Roi de France, GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES du Païs-Bas; par lequel les Royaumes de Naples & de Sicile, les Places situées sur la Côte de Toscane avec les Isles, le Marquisat de Final & la Province de Guipuscoa, sont destinés à LOUIS Dauphin de France, avec les Duchez de Lorraine & de Bar; le Duché de Milan à LEOPOLD JOSEPH CHARLES Duc de Lorraine, en échange de ses Etats; & la Couronne d'Espagne avec les Indes & les Païs-Bas au Serenissime Archi-Duc CHARLES, second Fils de l'Empereur LEOPOLD. A Londres le 13. Mars N. S. & à la Haye le 25. du même Mois 1700. 477

ANNO 1700. 18. Juill. Articles Preliminaires, conclus à Oldesloob le 18. Juillet 1700. pour procurer la Paix entre Sa Majesté DANOISE & Son Altesse Serenissime de HOLSTEIN-GOTTORP. 479

18. Août. Traité de Paix entre FREDERIC IV. Roi de Dannemarc, & FREDERIC Duc de Holstein-Gottorp, par la Mediation de Sa Majesté Imperiale & des Serenissimes Electeurs de Saxe & de Brandebourg. Les anciennes inimitiés y sont deposées. Et l'on y convient de tout ce qui regarde la commune Regence & defense de l'Exercice du droit des Armes & des Forteresses; l'Evêché de Lubeck, la compensation des dommages, les Impositions &c. A Travendahl le 18. d'Août 1700. 480

Six Articles Separés du precedent Traité; le premier touchant la seureté du Duc de HOLSTEIN-PLOEN; le second pour la sortie des Troupes Suedoises hors du Dannemarc; le troisieme pour l'Hypotheque des 260. mille Rixdalers, promis par le IX. Art. du Traité; le quatriéme en faveur de la Ville de LUBECK, & de sa Superiorité sur certains Lieux; le cinquiéme touchant une Pretension du Roi de Dannemarc de 120. mille Ecus, sur l'EVESCHE' DE LUBECK; & le sixiéme touchant la demolition demandée du Fort de l'Elbe, nommé Hittler-Schanz. 482

Acte pour la Garantie du XIII. Article du Traité de Travendal. A Segeberg le 13. d'Août 1700. 483

Lettres d'Hypotheque, données par FREDERIC IV. Roi de Dannemarc au Serenissime Duc de HOLSTEIN-GOTTORP sur la Terre de Brettstett, autrement Norgensbarde, pour seureté des 260. mille Ecus promis par la Paix de Travendahl. Données à Coldingen le 26. Août 1700. 484

Recès particulier conclu entre FREDERIC IV. Roi de Dannemarc, & FREDERIC Duc de HOLSTEIN-GOTTORP, touchant le payement des 260. mille Ecus promis par la Paix de Travendal, sur quoi Sa Majesté Danoise fait quelques stipulations. Hambourg le 12. Juillet 1700. ibid.

2. & 5. Octob. Testamento cerrado de D. CARLOS II. Rey Catolico de España, por el quel declara FELIPE Duque de Anjou en su Successor universal de todos los Estados de la Corona de España assi en España misma como en Italia, en los Payses Baxos en las Indias, y en todos los Derechos que de ellos dependen; dexando à la Casa de Austria por sodisfation de sus Derechos & razones, la esperanza de poder casar una de sus Arci-Duquessas con el dicho Duque de Anjou. Haze despues quantidad de Legados pios, y estabeleze una Junta provisional, que govierne asta la llegada del Successor, y ordena en favor de la Reyna su Esposa che non solo sele paghe su dote entera, pero que a mas gozera durante su vida de los alimentos de quatro cientos mil Ducados al año, y que todas las joyas que no se hallaron

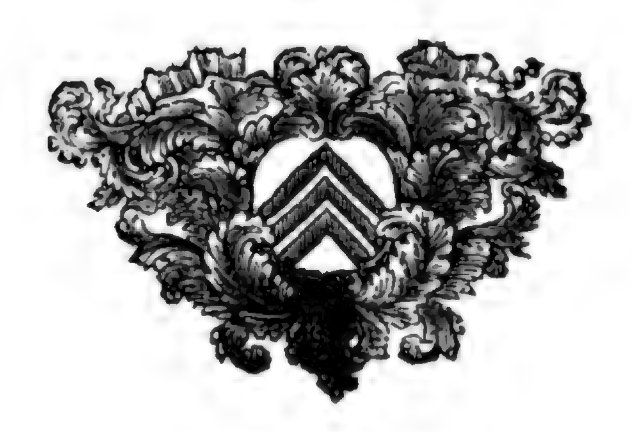
ANNO 1700.

ran vinculadas le feron entregadas y le apartiendran en proprietad. Fecho en Madrid a dos de Octobre 1700. *Con un* Codicilo *que contiene entre otras cosas que si la Reyna lo quisiesso, podra passar al Governo de uno de los Reynos de Italia, o de Flander. En Madrid a* 5. *de Octobre* 1700. 485

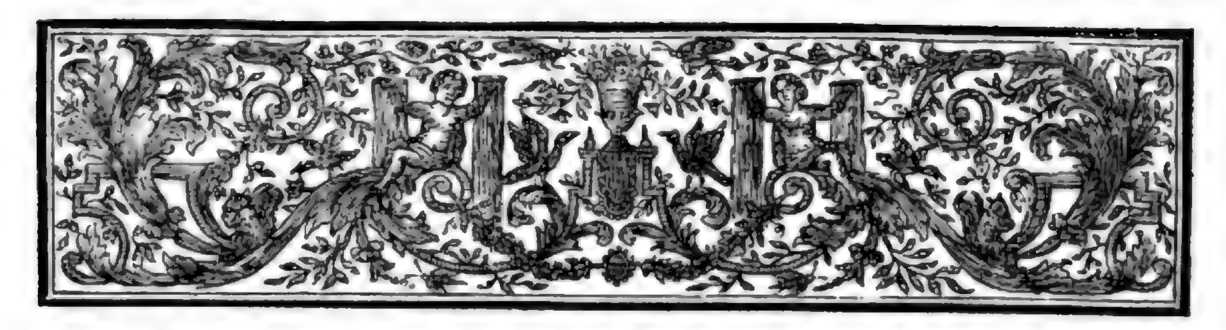
23. Nov. *Recès d'Association entre les Cercles de* FRANCONIE *& de* SUABE *pour leur commune seureté & conservation. A Heydenheim le* 23. *Novembre* 1700. 493

ANNO 1700. Decemb. *Lettres Patentes de* LOUIS XIV. *Roi de France & de Navarre, pour conserver à* PHILIPPE *Duc d'Anjou son Petit-Fils & tous ses Descendans Mâles, les Droits entiers de leur naissance & particulierement celui de pouvoir succeder à leur tour à la Couronne de France, nonobstant leur élevation à celle d'Espagne & leur residence actuelle hors du Royaume. Données à Versailles au Mois de Decembre* 1700. 494

FIN DE LA TABLE DE LA II. PARTIE DU VII. TOME.



CORPS



CORPS DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
OU
RECUEIL
DES
TRAITEZ D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,
DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe, depuis CHARLEMAGNE jusques à present.

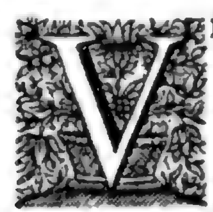
ANNO 1680.

1. Mai.

DES PROVINCES-UNIES ET ALGER.

I.

Addio au Traité de Paix entre les PROVINCES-UNIES *&* *la Ville* D'ALGER, *fait au mois d'Avril*, 1679. *lesdites Additions concluës le* 1. *Mai*, 1680. [Recueil des Traitez faits entre les PROVINCES-UNIES & divers Etats]



VEu que le premier & le vingtiéme Articles de ce Traité, après avoir été ratifié & ſigné, n'ont point été obſervés en tous leurs points, il eſt depuis convenu, que la Paix ſuſmentionnée commencera du jour que le Navire de Guerre deſdits Seigneurs Etats avec le preſent a donné fonds à la Rade d'Alger, à ſçavoir des le vingt-deuxiéme jour d'Avril ſelon le Stile nouveau de l'Année preſente mil-ſix cents quatre-vingt; Et en ſuite tout ce qui ſera pris depuis ledit jour incluſivement, ſera reſtitué de bonne foi.

Pour l'éclairciſſement de l'Article douſiéme touchant le Point de la diminution des Droits deus à la Maiſon Royale d'Alger, comme auſſi d'autres frais, qui ſe payent à l'occaſion du rachat des Eſclaves, il eſt convenu, que les Eſclaves étants Sujets & Habitans deſdits Seigneurs Etats, après leur affranchiſſement, payeront à ladite Maiſon en tout la Somme de trente-neuf & trois quarts Piece de huit, ſans plus rien, ni ſans être tenu à payer d'autres Droits de quelque nom qu'ils puiſſent être: En outre ſi quelque Eſclave ou Eſclaves de toutes ſortes de Nations étant rachetés par le Conſul ou autres Miniſtres deſdits Seigneurs Etats, euſſent à s'embarquer pour leur Tranſport ſur un Vaiſſeau François, Anglois, ou d'autres Nations, ils ne ſeront nullement tenus de paſſer un Acte d'obligation devant les Miniſtres deſdites Nations, de quelque authorité qu'ils fuſſent, ains leur ayant payé les Patentes de Santé, ils partiront librement ſans aucun empeſchement.

Il eſt encore convenu que tout l'Argent que leſdits Seigneurs Etats, ou leurs Sujets envoyeront à Alger, pour être employé au rachat de leurs Eſclaves, ne payera point de Droits à ladite Maiſon Royale, ains il en ſera exempt tout à fait.

Nuls Patrons d'Alger ne pourront leurs Eſclaves, étants Sujets & Habitans deſdits Seigneurs Etats, vendre à d'autres Nations, ni les tranſporter ailleurs pour y être vendus.

Ainſi confirmé, ſigné, & ſcellé en preſence de Dieu, le premier jour de May l'An de grace mil ſix cens quatre-vingt, étant ſur la fin de la Lune Rabia Elouel, en l'Année mil nonante & un de Hegira.

Etoit ſigné,

(L.S.) THOMAS HEES.
(L.S.) JACOB DE PAZ.
(L.S.) . . . .
(L.S.) . . . .
(L.S.) . . . .
(L.S.) . . . .

ANNO 1680.

II. Trai-

ANNO 1680.

28. Mai.

SUEDE ET DANNEMARC.

II.

Traité entre la SUEDE *& le* DANNEMARC, *sur le Passage du* Zund *& du* Belt. *Fait par l'entremise du Roi de* FRANCE, *à Coppenhague le huitiéme Mai*, 1680. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

POur ce qui regarde les diférends nez à l'occasion du Passage du Zund & du Belt, le tres-haut & tres-puissant Prince LOUIS XIV. Roi de France & de Navarre, meû d'un loüable dessein d'augmenter la bonne intelligence, qui a déja été retablie entre leurs Majestez, auroit en consequence du septiéme Article du Traité de Fontainebleau, nommé son Conseiller & Commissaire deputé le Sieur de la Piquetiere, pour assister en son nom aux Conférences, qui se tiendroient sur ce sujet, & terminer à l'amiable toutes les difficultez, qui s'y pourroient rencontrer, lequel y aiant employé son entremise avec toute la diligence possible, nous sommes convenus de ce qui suit.

Prémierement. Il a été accordé, que les noms des participans doivent être exprimez dans tous les Passeports Suedois, qui seront montrez au Bureau de la Douane du Roi de Dannemarc, au Zund & au Belt, pour être exempts desdites Douanes.

II. Les participans, qui seront presens lorsque les Passeports s'expedieront, affirmeront par serment convenable devant le Magistrat des Lieux, la part qu'ils auront dans un Vaisseau, & les absens envoieront leur serment par écrit, ou le feront faire par leurs Procureurs aians pouvoir d'eux.

III. Il est aussi convenu, que les Personnes de Qualité, qui ne sont point Marchands, & qui se trouveront interessées dans un Vaisseau, seront exemptes de prêter ledit serment, mais que neanmoins elles donneront leur declaration & leur revers par écrit, au lieu dudit serment.

IV. On n'accordera point de Passeport à aucun étranger, sous quelque nom que ce puisse être, mais seulement aux veritables Sujets du Roi de Suede, qui demeurent & sont habituez en Suede, ou dans les Provinces, qui en dépendent, entre lesquels seront compris les Ministres Suedois qui se trouveront dans les Païs étrangers pour les affaires publiques, & non ceux qui y vivent en Bourgeois, & y trafiquent.

V. Si quelqu'un, sous quelque pretexte que ce soit, entreprend d'y contrevenir, & en peut être convaincu, en cas qu'il soit pris dans les Royaumes & Païs de leurs Majestez, il sera puni selon les Loix de chaque Royaume, & son Vaisseau & effets, ou la part qu'il se trouvera y avoir, sujets à confiscation.

VI. Si quelqu'un desdits participans dans an & jour, qui est le tems que chaque Passeport doit être renouvellé, veut ceder ou vendre la part qu'il a dans un Vaisseau à quelqu'un, qui n'a pas la franchise Suedoise, il doit aussi-tôt le faire savoir au Magistrat, qui a expedié le Passeport; faute dequoi il sera sujet à la peine ci-dessus mentionnée, pour la part qui le touche.

VII. Et pour plus grande seureté, quand on renouvellera les Passeports, les nouveaux participans seulement, & non les anciens, prêteront le serment en la maniere ci-dessus dite.

VIII. Les Certifications touchant les Biens des Suedois, & Marchandises qui entreront dans le Royaume & Provinces qui en dépendent, ou qui en sortiront, ne seront point expediées en blanc par le Magistrat, ou celui qui commande dans le lieu de la part du Roi de Suede, & ne seront accordées à aucun autre qu'aux veritables Sujets Suedois, & habituez dans le Royaume, savoir après le serment ou revers susmentionné dûement fait, que les Biens & Marchandises, qui sont exprimées dans les Certifications, sont pour leur propre compte, & leur apartiennent à eux seuls; & le tout doit être écrit d'une seule main, sur les lieux, où les Certifications s'expedient, excepté le nom du Vaisseau & du Maître de Navire, ou Schipre, & soussigné du Secretaire, ou de celui, qui sera en sa place, sur peine de confiscation, si quelque chose se passe autrement: comme aussi les Secretaires seront déposez de leurs charges, s'ils font au contraire de ce qui est dit ci-dessus.

IX. Et afin que les Certifications ne puissent être expediées en blanc, on y exprimera seulement combien de tonneaux, quaisses, ou ballots, sans specifier les Marchandises, qui seront dedans: & si au passage du Zund & du Belt, on trouve plus de ballots, tonneaux, ou quaisses, qu'il n'en aura été marqué dans la Certification, alors on en devra payer la Douane; mais s'il s'en trouve moins, cela ne prejudiciera point au Marchand.

ANNO 1680.

X. Les Maîtres des Navires Suedois, & des autres Nations, seront obligez dans vingt-quatre heures après leur arrivée au Zund ou Belt, de se rendre à la chambre de la Douane desdits lieux, & d'y montrer leurs Passeports, à moins qu'ils n'en fussent empêchez par le mauvais tems, ou tempête, ensorte que personne ne pût aller ausdits Vaisseaux, ni en venir; ce qui s'entend aussi des Vaisseaux étrangers portans des Marchandises qui appartiennent aux Suedois.

XI. Et quand quelque Vaisseau aura été long-tems dans son voiage, & qu'on pourra voir à son Passeport qu'il est Suedois, & qu'il a passé le Zund la même année, en ce cas son Passeport vaudra, & il ne lui sera point necessaire d'en avoir d'autre. Ce qui ne s'entendra pourtant pas des Vaisseaux, qui seront partis directement du Duché de Breme, de Halland, Gotenbourg, ou Mastrand pour un voiage de long cours, & ensuite passeront le Zund & le Belt.

XII. Quand les Passeports & Certifications auront été dressés selon le formulaire des Traitez, les Officiers des Douanes du Zund & du Belt, expedieront les Vaisseaux Suedois incessamment, & sans aucun retardement, sous quelque pretexte que ce soit.

XIII. Les Vaisseaux Suedois qui viennent de la Mer du Levant, seront expediez en la maniere accoûtumée au Zund & au Belt, pendant trois mois après la Ratification du present Traité; & ceux qui viennent de la Mer d'Occident jusqu'à la fin de la presente année; après quoi de part & d'autre on se reglera sur le present Traité.

XIV. En cas qu'à l'avenir une des deux Parties eût à se plaindre de quelque contravention audit Traité, on l'ajustera à l'amiable & de bonne foi, ensorte que les Sujets de leurs Majestez soient satisfaits sur les pretentions qu'ils pourront avoir avec justice.

XV. Le present Traité sera ratifié dans trois semaines, ou plûtôt si faire se peut.

Fait à Coppenhague le huitiéme Mai 1680.

Signé par

M. JEAN GULLENSTIERN, *Senateur de Suede;*
Et Messieurs ALLEFELD, *Chancelier de Dannemark*,
Et le Comte ANTOINE D'OLDEMBOURG,
Et le Baron JULL, *Conseillers privez.*

III.

10. Juin.

Fœdus defensivum inter CAROLUM II. *Regem Hispaniarum &* CAROLUM II. *Regem Magnæ Britanniæ, cujus pro fundamento, Fœdera* 30. *Augusti* 1673. *inter præfatum Regem Hispaniarum & Ordines Generales* UNITI BELGII, *nec non* 31. *Martii* 1678. *inter eosdem Ordines & Regem Britannicum inita, ponuntur, omniaque ad nuperrime restitutam Pacem Generalem sartam tectam servandam constituuntur. Actum in Arce Regia Windesoriensi die* 10. *Junii* 1680. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

QUandoquidem Serenissimus & Potentissimus Princeps, Magnæ Britanniæ Rex, universæ Europæ testatum dedit, quanto zelo, quantoque affectu, dum Mediatoris munere, in Congressu Neomagi habito, fungebatur ad reducendam Orbi Christiano Pacem, operam navavit, quæ Deo favente ad felicem exitum perducta est, quumque Majestati Suæ semper in animo fuerit, pari studio tranquillitatis publicæ conservationi prospicere, cui nihil magis conducere potest, quàm ut arcta Defensionis Fœdera cum iis omnibus Principibus, Statibusque quorum interest, ut restituta Pax Generalis sarta tecta servetur, ineantur, præcipuè verò cum Serenissimo & Potentissimo Principe

ANNO 1680.

cipe Hispaniarum Rege Catholico, cui cum Majestate Sua constans intercessit amicitia, quam & Majestas Sua, prout sese obtulerit occasio, indies augere cupit, quumque Rex Catholicus pariter declaraverit, nihil ipsi magis cordi esse, quàm media, rationesque amplecti quæ ad tam justum tamque laudabile consilium conducere possint, Serenissimique duo Reges animo perpendentes Fœdera Defensiva, scilicet illud quod $\frac{10}{30}$. Mensis Augusti 1673. initum inter Hispaniarum Regem & Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum & illud quod 31. Mensis Martii 1678. inter Magnæ Britanniæ Regem & præfatos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum conclusum est, tanquam solida fundamenta ad Pacem Generalem conservandam, & Ditiones hinc inde suas defendendas, consultum & visum est præfatis Serenissimis Regibus par Defensionis & Unionis Fœdus invicem inire, eò præcipuè consilio, ut tanti momenti Confœderatio, Europæ Pacem securiorem reddat. In quem finem Magnæ Britanniæ Rex Commissarios & Plenipotentiarios suos nominavit & constituit, Robertum Comitem de Sunderland Primariorum Status Secretariorum unum, Laurentium Hyde Armigerum, Thesaurarii sui primum Commissarium, Leolinum Jenkins Equitem auratum primariorum Statûs Secretariorum alterum, & Sydneum Godolphin Armigerum, à Sanctiori & Intimiori suo Consilio omnes, uti & Rex Hispaniarum Dominum Petrum de Ronquillo Legatum suum in Aula Britannica, qui quidem Commissarii sufficientibus ad id instructi Mandatis convenerunt in Articulos sequentes.

I. Pax sit perpetua inter Regem Magnæ Britanniæ ex una, & Hispaniarum Regem Catholicum ex alterâ parte, ut & inter ipsorum Successores & Regna, Ditiones & Terras ad alterutrum spectantes, eorumque hinc inde Subditos, nec non sincera, firma & perpetua Amicitia & bona Correspondentia tàm Mari quàm Terra, & ubivis Locorum tàm extra quàm intra Europam.

II. Erit prætereà inter prædictos Serenissimos Reges, eorumque Successores, Regna, Ditiones, & Terras ad ipsos spectantes, arctius Defensionis, & Unionis Fœdus, ad se invicem tuendos & conservandos in possessione earum omnium Ditionum, Urbium, Locorum, & Regionum ad ipsos spectantium, nec non in fruitione eorum omnium Jurium, Immunitatum & Libertatum, Navigationis, Commercii & aliorum quorumcunque, cujuscunque demum generis sint, tàm Mari quàm Terrâ, quibus jam gaudent, vel de jure communi gaudere debent, & quibus jam potiuntur, aut imposterùm potientur, ex vi quorumcunque Tractatuum, Pacis, Amicitiæ, aut Neutralitatis, olim initorum (& eorum omnium Jurium quæ Tractatu Neomagi nuper inito comprehensa existunt) aut dehinc ineundorum conjunctim & de communi consilio, cum aliis Regibus, Rebuspublicis, Principibus & Civitatibus, illud verò omne intra Europæ duntaxat limites.

III. Atque ita pollicentur mutuoque sese obstringunt prædicti Serenissimi Reges, manutentione sua præstare, & vindicare non solum eos omnes Tractatus, quos vel jam inierunt cum aliis Regibus, Rebuspublicis, Principibus & Statibus (qui antè extraditionem Ratificationum invicem communicabuntur) verùm eos etiam omnes, quos conjunctìm, & de communi consilio imposterùm inire poterunt, nec non se mutuo tueri, auxiliari & conservare in possessione Ditionum, Terrarum, Urbium, & Locorum, quæ jam spectant, aut imposterùm spectabunt, tàm ad Serenissimæ Magnæ Britanniæ Regem, ejusque Successores Reges, quàm ad Serenissimum Hispaniarum Regem, ejusque Successores Reges juxta præfatos Tractatus, aut alio quocunque modo, quacunque demum Europæ parte dictæ Ditiones, Terræ, Urbes & Loca sita sint, adeò ùt, si contigerit dictos Serenissimos Reges vel eorum Successores Reges, aut alterutrum eorum invadi, aut quocunque demum modo turbari in possessione aut fruitione Ditionum, Locorum, Regionum, Urbiumque, Jurium, Immunitatum, & Libertatum, Navigationis, Commercii, aut aliorum quorumcunque, cujuscunque demum generis sint, tàm Mari, quàm Terrâ, quæ jam possident, aut quibus fruuntur, vel de jure communi, aut juxta Tractatus jam initos, aut imposterùm modo supradicto ineundos, gaudere & frui debent; prædicti Reges ea de re rogati, & alter ab altero requisiti omnem operam conjunctim adhibebunt, ut Hostilitas, aut turbatio cesset, & ut Damna & Injuriæ, quæ alterutri Confœderatorum illata fuerint, resarciantur.

IV. Sin verò illa Aggressio aut Turbatio in apertum Bellum proruperit, Confœderatorum ille, qui aggressus non fuerit, intra tres Menses à prima Requisitionis die, Confœderati illius, qui jam Bello implicitus fuerit, numerandos, in aperti Belli Societatem se jungere tenebitur, quo tempore labente per Legatos suos aliosve Ministros omnem operam adhibebit, ut inter Aggressorem sivè Invasorem, & Partem læsam seu invasam, Pax æquis conditionibus redintegretur; Intereà verò temporis Confœderato læso auxilium subministrabit octo mille Peditum, probè armatorum, qui in tales Legiones & Centurias redigentur, nec non iis Tribunis, aliisque Præfectis, quibus visum fuerit, subjicientur, dictumque auxilium subministrabit, & propriis sumptibus in usum læsi seu invasi Confœderati sustentabit, per totum illud tempus, quo juxta hunc Tractatum in aperti Belli Societatem venire non tenebitur; liberumque erit Confœderato læso seu invaso, prædictum auxilium vel totum Militibus, vel totum Pecuniâ, Navibus, Armis, apparatu bellico aut aliis rebus in Belli usum necessariis recipere, singulis mille Peditibus pretio decem mille Florenorum (quorum unus viginti Stuyveris monetæ Brabantiæ constabit) pro quolibet Mense æstimandis, juxta cursum Cambii Londini vel Antwerpiæ, duodecim Mensibus quovis anno numerandis, initio autem cujusvis Mensis solutio æqualibus portionibus præstabitur Londini vel Antwerpiæ respectivè; sin autem dictum auxilium vel totum vel ex parte apparatu bellico, Navibus aut aliis rebus in Belli usum necessariis subministretur; Is Confœderatorum, cui auxilium submittetur, petere & accipere illud tenebitur, in illius Ditionibus, qui auxilium præstare debet, ea habitâ ratione, si Confœderato, cui suppetiæ sunt mittendæ, placuerit subveniri, ex parte Equitibus aut Dimachis (vulgò *Dragoner*) ad adimplendum numerum dictorum octo mille Peditum, vel talem eorundem partem, quam Pars læsa, seu invasa requirere fortè poterit, unusquisque Eques sivè Dimachus tribus Peditibus æqualis censebitur, cùm verò totum auxilium Militibus subministrabitur, dicti Milites ejus voluntatem respicere, & Mandatis obtemperare tenebuntur ad quem missi sunt, quo scilicet, proùt consultiùs visum fuerit, adhibeantur; in Exercitu servituri, aut in Obsidionibus, & Custodiis Civitatum, & ubique aliter, proùt rerum necessitas & utilitas postulabit, eâ tamen Lege, ut licitum non sit, Centurias singulas prorsus à se invicem distrahere & segregare, sed ut ad minimùm ducenti aut trecenti Milites ex unaquaque Legione militent sub iisdem Insignibus; cùm verò constiterit, rebus sic urgentibus, necesse esse datarum & promissarum Copiarum numerum augeri, Serenissimi Reges eâ de re inter se convenient, elapsis verò dictis tribus Mensibus, optio erit penès Confœderatum, qui invasus seu læsus fuerit, iisdem auxiliis diutiùs frui, si temporis & rerum suarum habitâ ratione, id ex re suâ magis esse judicaverit, quàm Confœderatum suum in aperti Belli Societatem trahere.

V. Stabilitâ hunc in modum & promissâ mutuâ Fœderatione, cùm alterutrum Confœderatorum invadi aut turbari contigerit, & idem Bellum inire cogetur, alter Confœderatorum Bellum adversus Aggressorem sive Invasorem suscipere pariter tenebitur, & omnes vires, Copiasque suas, tàm Mari quàm Terrâ adhibere, easdemque læsi seu turbati Confœderati Copiis adjungere ad communem Hostem in Pacis honestæ, securæ & æquæ Conditiones cum ambobus Confœderatis, impellendum.

VI. Hoc verò casu emergente, Serenissimorum Regum Copiæ Bellum gerent conjunctim aut seorsim, proùt magis particularis hâc de re fiet inter ipsos tum temporis Conventio, consilia insuper inibunt, & eadem sibi invicem communicabunt, quibus potissimùm modis communis ipsorum Hostis Bello urgeri aut premi possit, idque vel per viam diversionis (ùt vulgò dicunt) vel alio quocunque modo, cum nempe in finem, ut sicut prædictum est, Pacem quantociùs amplecti cogatur.

VII. Et quamvìs hujusce Tractatûs obligatio proùt sub finem Articuli secundi statutum est, inter Europæ limites circumscribitur, id tamen ita intelligendum est, uti, si Serenissimum Magnæ Britanniæ Regem, aut Serenissimum Hispaniarum Regem dehinc invadi, aut quocunque demùm modo turbari contigerit, in possessione aut fruitione Ditionum, Locorum, Regionum,

ANNO 1680.

num, Urbiumque, Jurium, Libertatum, & Immunitatum, Navigationis, Commercii, aut aliorum quorumcunque, cujuscunque demum generis sint, tàm Mari quàm Terrâ, quibus jam gaudent & fruuntur, aut frui & gaudere debent, etiam extra Europam, & in quacunque Mundi Regione, de Jure communi, aut juxta Tractatus jam initos aut imposterùm, modo supradicto ineundos, Serenissimi Reges ea de re rogati & invicem requisiti, omnem omnino operam & studium adhibebunt, quò ejusmodi hostilitas, aut molestia cesset, & ut Damna, & Injuriæ, quæ alterutri Confœderatorum illata fuerint, resarciantur; Quod si verò viâ amicabili id intra quatuor Menses effectum dare nequeant, atque ille Confœderatorum, qui sic invasus aut turbatus fuerit extra Europam, quacunque Mundi Regione sit, Arma sua adversùs Turbatorem sivè Invasorem intra Europam adhibere cogitur, ut ad æquam Pacem amplectendam redigatur, ille Confœderatorum, qui invasus aut turbatus non fuerit, prædictum auxilium alteri, qui invasus aut turbatus est, subministrare tenebitur, posteàque in aperti Belli Societatem adversùs Turbatorem seu Invasorem erumpere, eodem planè modo ac si invasio seu molestia intra Europæ Limites contigisset.

VIII. Erupto semel inter Confœderatos juxta hunc Tractatum Bello in facultate alterutrius Confœderatorum non erit, suspensionem quampiam Armorum inire se inter Hostemque, nisi conjunctim & de communi consensu.

IX. Casu quo verò eveniente, ut de Pace aut Treugâ sivè Induciis quorundam annorum Tractatus proponatur, cum incipere non poterit alteruter Confœderatorum sine alterutrius participatione, & nisi Pars, quæ paciscendi animum habet, alteri Parti eodem quo sibi tempore procuret facultatem, & Salvos-conductus necessarios solitosque, quibus freta Ministros ad locum Tractatui destinatum tuto mittere possit, & nisi successivè, & de tempore in tempus communicet ea omnia, de quibus in dicto de Treugâ Paceque Tractatu agatur: neuter verò Confœderatorum in conclusionem prædictæ Pacis aut Treugæ consentire poterit, nisi Confœderato simul comprehenso, eodemque, si ita voluerit, restituto in possessione Ditionum, Terrarum, & Locorum, quin etiam omnium Jurium & Immunitatum, quibus ante Bellum utebatur, & gaudebat, tum etiam nisi obtentis & concessis suo Confœderato à communi Hoste iis Juribus, Immunitatibus, Exemptionibus, & Prærogativis, quos sibi ipsi paciscitur, nisi aliter inter ipsos convenerit.

X. Quò verò omni meliori modo prospiciatur, ne sincerum illud Serenissimorum Regum studium, ad stabiliendam per præsentem Tractatum inter ipsos, eorumque hinc inde Ditiones & Subditos, arctiorem Amicitiam & Unionem, cuicunque demùm mutationi sit obnoxium, non solùm conventum est haud licere tam Serenissimo Magnæ Britanniæ Regi, quam Serenissimo Regi Hispaniarum, ullam omnino Conventionem huic contrariam deinceps inire, verùm etiam nullum quidem Tractatum, nisi altero Confœderatorum, si ita voluerit, eodem comprehenso, & omnibus satis in tempore communicatis, ut de dictâ comprehensione consilium suum declaret.

XI. Cumque præcipuus hujusce Fœderis scopus sit, ut publica tranquillitas & restaurata Orbi Christiano Pax illæsa & inviolata maneat, rogabitur Serenissimus Romanorum Imperator, ut & alii Reges, Principes, & Status rogabuntur, eas cum ambobus Fœderatis rationes & consilia inire, quæ ad tam salutarem finem conducere maximè possunt, præsertim verò omnis opera hinc inde dabitur, ut Tractatus Neomagi nuper initi (quibus Orbi Christiano quies reddita est) in pleno vigore maneant & conserventur.

XII. Tractatus Pacis & Amicitiæ Anno 1667. inter Serenissimos Reges Madriti initus, itidemque alter Tractatus pro stabilienda inter Magnæ Britanniæ & Hispaniarum Regna, Pace &c. in America, Madriti pariter Anno 1670. initus, ut & alii omnes Tractatus & Pacta inter Serenissimos Reges conventa, in singulis eorum Articulis sincerè observabuntur, & tam Serenissimi Reges, quàm eorum hinc inde subditi, omnibus rebus, quæ in eisdem contentæ sunt, quà publicas, quà privatas res spectant, liberè & cum effectu gaudebunt & fruentur.

XIII. Fœdus hoc usque ad $\frac{1}{11}$ diem Mensis Augusti Anno 1693. durabit, & vigebit, & ante illius temporis decursum convenient inter se dicti Serenissimi Reges de ulteriori ejusdem in publicum commodum prorogatione, & intra duos Menses, à die subscriptionis numerandos hinc inde ratihabebitur.

Actum in Arce Regiâ Windesoriensi decimo die Mensis Junii, Anno Domini 1680.

(L.S.) SUNDERLAND. (L.S.) DON PEDRO DE RONQUILLO.
(L.S.) L. HYDE.
(L.S.) L. JENKINS.
(L.S.) S. GODOLPHIN.

Articulus separatus.

CONventum & conclusum est præsenti Articulo separato, quod si DD. Ordinibus Generalibus Fœderatarum Belgii Provinciarum consultum visumque fuerit, Copiarum numerum Articulis 4. & 7. Tractatûs inter Regem Hispaniarum & Ipsos 30mo die Mensis Augusti Anno 1673. initi, memoratarum, classe seu viribus maritimis adaugere, Serenissimus Magnæ Britanniæ Rex pollicetur, se quoque parem Navium Bellicarum numerum Serenissimo Hispaniarum Regi in auxilium missurum præter Copias illas, de quibus 4. & 7. Articulis hujusce Tractatûs mutuò conventum est.

Actum in Arce Regia Windesoriensi 10. die Mensis Junii Anno Domini 1680.

(L.S.) SUNDERLAND. (L.S.) DON PEDRO DE RONQUILLO.
(L.S.) L. HYDE.
(L.S.) L. JENKINS.
(L.S.) GODOLPHIN.

IV.

Verbond of Tractaet van Vriendschap, Navigatie en Commercie, tusschen Sultan MAHOMET de IV. Turksche Keiser en de Heeren Staten Generael der VEREENIGDE PROVINTIEN, gesloten tot Constantinopelen in September 1680. [*Tiré des Archives de L. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies.* Sept.

C'est-à-dire,

Capitulation ou Traité de bonne intelligence, de Navigation, & de Commerce, entre MAHOMET IV. *Sultan & Empereur des Turcs & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *contenant les Privileges accordés à tous leurs Sujets & Habitans, pour leurs Personnes, Vaisseaux, & Marchandises également comme aux François & Anglois. Donné à Constantinople, au commencement du Mois de Ramasan* 1091.

Inden Name van den Hogen ende Alderverhevensten God, want het is recht ende behorelyk eerst synen Name aan te roepen.

NAdemael den tegenwoordigen aldergoedertierensten ende hoogsten Heere Koninck, mildadigsten, ende alderheyligsten gever, sonder eenige gelykenisse, suiver in magt, ende van onrechtvaerdigheyd, wiens kragt van alle Eeuwigheyd bestaet, ende goetheyd tot alle Eeuwigheden sal duren, by ons blyft, ende den alderheldersten Son der Prophetie, ende van de geleernte het alder klaerste teyken der Heerlykheyd van den Sodiacq, den Voorganger van het Heyr der Propheten, d'eerste der Heyligen, die op den rechten wegh gaen, beminde van God, Middelaer der Sondaren in den dag des Oordeels, Muhamed Mustapha (op wien zy de rust

Anno 1680. en Vreede van den hogen God) naer syne menichvuldige Miraculeuse segeningen, vrient van de uitverkorene syne oprchte naevolgers (het welbehagen der hogen God zy over haer allen, en alle Vrienden Gods, die by den rechten wegh blyven, ende heylige alle de Secreten van die geenen, die de reynigheyd, en geluckzaligheyd beitten, tot den dach des Oordeels toe, met de heylige Zielen van hare medemackers) met ons is.

Hier naer volght de Teykeninge van den Keyser, vervat in een gouden Strick behelsende dese Woorden;

Sultaan Muhamed Ghan, Soon van Sultaen Ibrahim Ghan altyd Vermeerder.

Ben ik een Coning van de Magtigste Coningen, een van alle die heerschappyen voeren, een schenker der Croonen van de grootste Coningen die de hoogste Tronen besitten; Een verdelger van de ongelovige Keyserlyke lusthoven, ende een verbreker van derselver aldermagtigste huysen; schrickelyk te Water, ende te Lande, een Schaduwe Gods op de vaste Aertryken, ende op de heylige plaetsen, mitsgaders een waerachtige volmaght van God op der Aerden, Dienaer van de heerlykste en geluckigste Landen, en Steeden der gebenedyde twee Tempelen, Beschermer ende Rechter van 't gebenedyde Jerusalem, ende van 't hoogste Coninklyke Hoff, ende de heerlyke Stad Constantinopolen, (bemint by alle Princen, ende bevryt zy van alle quaet) ende van het welbewaerde Adrianopolen, ende van het beschermde Brussa, van Grieken-landt, ende Temiswar, ende van de Landen van Bossina, van Buda, van Segitwar, van Egri, van Kanisce, van Semendra, van Belgraed, ende van Lantschappen in Anatolia, van Caramanie, ende van geheel Arabien, van de suyvere Sitplaetse Damasco huyse des Vreedes, ende van de onvergelykelyke ende voornaemste Stad Cairo, van 't geluckige Yemen, van Etiopien, van Adem, ende desselfs Landschappen, van Babilonien, van Basra, van Lachsa, van Suwackien, van Senan, van Aleppo, van Sulkadrie, van de Stad Soul, van Adena, van Tarsus, van Adalia, van Scio, van Diarbeckir, van Celder, ende van de Amadische Landen, van 't geheele Kiurdistan, van Kars, ende Arsroam, ende van Jurziustan, van Caffa, van Inslewe, ende van de Quartieren der Tartarische Valeyen, van de Westerlyke Landen, ende huysen des Oorloghs, Tunis, Tripoli, ende Algiers, mitsgaders derselver Landen, van Transilvanien, Moldavien, Wallachien, ende meer andere groote ende kleyne Steeden, uyt de vyantlyke huysen door de schrickelyke Magt ende kragt van onse Keyserlyke ende Coninklyke Majesteyt, met de hulpe van God, den Conink der overwinninge, omvat, overwonnen, ende tot ons getroken, Keyser van alle d'aan een gebondene Ryken, Provintien, Zeen, ende Landen; Croondraeger van Verhevene vaste Sitplaetse, ende een Rechtvaerdigh Keyser van de Witte ende Swarte Zeen, ende van soo veel Ryken, Eylanden, ende passagien, en van soo meenichmael honderd duysend Soldaten, mitsgaders een schuyl-plaetse van Doorluchtige geslagten, een mede hulpende, ende handreijkende Keyser, begunstigt met continueele Gratien van den waerachtige Muhamettaansche gelove, Sultaan Muhamed Ghan Soon van Sultaan Ibrahim Ghan, Soon van Sultaan Achmed Ghan, Soon van Sultaan Muhamed Ghan, Soon van Sultaan Murad Ghan, Soon van Sultaan Selim Ghan, Soon van Sultaan Soliman Ghan, Soon van Sultaan Baiasid Ghan, Soon van Sultaan Muhamed Ghanum, God den aldergoedertierensten Coninck zy haer genadich, Heere ende Patroon van het geluckige Paert der Monarchyen, aan onse omgrypende Cracht ende Macht bevestight, synde alle de vier bewoonde gedeelten, ende seven Climaten des Werelts aan desselfs hooft stuck alleen verknoght, en door den rechtvaerdigen, grooten onvergelykelyken, ende indubitablen Heere, vol ontelbare genaden, een Wyck ende toevlucht van Doorluchtige Coningen, bestierder van de hooge geluckige Trone, ende vaste Drumpel van voorspoet, ende eeuwige verblyff plaets van groote, geleerde, ende goede personagien voor desen, ten tyde dat het geluck was by onsen groot Vader Sultaan Achmed Ghan, Saliger, Bermhartiger, ende glorieuser Memorie, die in het binnenste van het Paradys syn woonplaetse heeft, is van wegen de voornaemste Grooten onder de Princen der Christelijke Religie, Bemiddelaers onder de Machtigste van den Gelove van Jesus, Beslichters van de negotien van alle de Nazareensche Natien, Patroonen van Onderdanen, eere, ende voorsigtigheyd, Heeren van Macht ende beleefheyd, de Generale Staten, ende Rechteren van hare onderdanige Provincien, als Gelderlandt, Hollandt, Zeelandt, Utrecht, Vrieslandt, Overyssel, Groningen, ende Groningerlandt, en van soo veel onderwurpene Coninckryken in de Oost-Indische Landen (: wiens eynde geluckig zy:) eenen brief versegelt met sinceriteyt door den hoog Ed: van de Wetten des Messias Cornelio Haga, haeren geloofwaerdigen Ambassadeur (: welckers minnelijkheyd altijd vermeerdere:) aan sijne Majesteyt gekomen, ende deselve brief gelesen, ende geexamineert wesende, behelsde versoek van oprechte Vrindschap ende genegentheyd met alle bedenckelijke gedachten uyt het diepste des harten te houden, ende daer beneffens, dat syn Schepen van Vyandlijke Natien Turcxe Slaven hebbende gevonden, deselve met alle civiliteyt naer haere Landen hadden gesonden, dienvolgende, dat hare Schepen, en Volckeren, ook in eeniger tijden in onse beschermde Coninkrijken komende geenige moeijte ofte quellinge mogten werden aangedaen, ende gelyckerwijs onse hooge Troone met Vrankrijk ende Engelandt vereenigt is, dat de Coopluyden, Personen ende Dragluyden van de plaetsen haer onderwurpen, in onse beschermde Rijcken in rust ende vreede met haere goederen komende, gaende, en handelende in conformité van de aan haer verleende Vriendelijke ende Excellenten Verbont-brief van sijne Majesteyt, ende dessels heylige gehoorsaemde bevelen, hebben de hooggedagten vrindelijk versogt het selve aan haren kant meede mogte werden vergunt, ende alle het geene verders geschreven ende begeert was, by monde aan het hooge rustbedde vol geluk overgelevert ende bekent gemaekt sijnde, is derselver begeerten ofte versoek aangenomen, ende heeft haren Ambassadeur t'aangesicht gevreven aan den Keyserlijken Stegel-reep, op dat den opgemelten Cornelio Haga, gelijk de andere Ambassadeurs aan onse geluckige Trone den dienst van 't Ambassaetschap soude exerceeren, en geboden omme in de havens van onse beschermde Rycken Consuls te stellen, en terselver tijde met de hooggedagte Heeren de Nederlandsche Generale Staten, diergelijke geluckigen Verbond-brieff, en Accoort, gepasseert wesende, heeft den meergemelten Ambassadeur (: wiens eynde voorspoedig zy:) deselve in onsen rechtvaerdigen Divan gebracht, ende daer benevens versogt, dat ten respecte van de oprechte ende sincere Vrindschap by haer ende mijnen grooten Oom Sultaan Murad Ghan, die in den Heere rust, onderhouden, uit deselve Verbont-brieff eenige Articulen mogten werden gerooyt, ende de plaetsen met andere Pointen ingevult, soo heeft sijne Hoge Voorspoedige Majesteyt die minnelijke begeerte buyten dessels schade, seer gaeren ingewilligt, tot welken eynde in voegen voorz. alsdoen eene nieuwe Keyserlijken Verbont-brieff is vergunt; dewelke jegenwoordig by den uitsteek ende onder de Grooten van den Gelove des Messias Justinus Colyer Ordinaris aanwesende Ambassadeur van hooggedagten Heeren Staten Generael, aan mijn geluckige Trone gepresenteert wesende, met versoek, dat in de plaetse van deselve, achtervolgens d'oprechte Vrindschap ende suyvere genegentheyd met ons gehouden, eene nieuwe Keyserlijke Verbont-brieff mogte werden vergunt, is dessels versoek volgens het oude Verbont, by onse voorspoedige Majesteijt in diervoegen seer gaaren aangenomen ende geapprobeert, tot welken eynde wy nu by desen Keyserlijken verbontbrieff sodanig hebben geordonneert.

I. Dat men van de Daelders ende het Gout waermede de voorsz: Nederlandsche Coopluyden komende gaen handelen, en in onse beschermde Rijken sullen brengen, geen Toll sal mogen afnemen, ende dat de Beilerbeys, Rechter, Thesauriers, Munt-Meesters, nogte de opsienders, haer dien aangaende eenige quellinge sullen hebben aantedoen, ofte haer eenige moeyelykheden veroorsaken met te seggen: wy willen van uw Daelders Aspers slaen.

II. Ende soo eenige Nederlandsche Coopluyden haer in vyantlyke Schepen komen t'inbarqueren, haere eygen affaires doende, genomen werden, sullen deselve geen Slaven gemaekt, nogte haer goed niet prys verklaert werden, met het seggen dat sy op een vyan-

ANNO 1680.

vyandlyk Schip gevonden zijn, nademael sy haere saken doende met de vuyligheyd der Roofschepen niet bemoeyen, ende daerom sal haer goed niet genomen, nog sy tot geen Slaven gemaekt mogen werden.

III. Ende innegevalle een Christen Schip met Victalie geladen uit mijne beschermde Ryk varende, genomen werd, soo sullen evenwel de Nederlanders die daer in souden mogen werden gevonden, met d'andere tot geen Slaven gemaekt werden.

IV. Ende gelijk de Franse Keysers van outs met onse geluckige Trone in Vrientschap bennen geweest, ende daer tegens nooyt iets hebben ondernomen, is ten tijde van mijn Groot-Vader Sultaan Selim Ghan Saliger versogt, omme verboden goederen als Cattoenen, Cattoenen Garen, ende Corduanen te mogen kopen, ende daer toe uitgegeven wesende eene heylige ordre, is ten tijde van mijn Grootvader Sultaan Muhamed Ghan Saliger tot onderhoudinge van de oprechte Vrindschap mede toegestaen aen haer voor haere gelden, Was, ende Huyden te geven, sonder dat haer het selve mogte werden belet, is het selve in den Keyserlyken verbondbrieff geinsereet geworden, heeft hoogst gedagten Sultaan Achmed Ghan, die in het licht rust, het selve mede geconfirmeert ende het geene voorsz. is van wegens de Nederlanders aan onse geluckige Trone onder oprechte ende suyvere Vriendschap mede versocht sijnde, is het gemelte ook in sijne geluckige tijden aan desselfs verheven rust-bedde te kennen gegeven, ende daer op alle hare Vriendelyke begeerten voor goet geapprobeert werdende, is haer toegestaen omme voor haer geld, gelijk aan de Franschen, Cattoenen, Cattoenen Garen, Corduanen, Was ende Huyden werden gegeven, ende niemant het selve mogende beletten, nog sig daer mede bemoeyen, is tot achtervolgens eene Keyserlyke Licentie uitgegeven, ende het voorschrevene in haeren verbontbrieff verklaert staende, het bovenstaende in voegen als hier voren, nogmaels geconfirmeert.

V. Ende soo sy door contrarie weder niet naer haer Land, ofte dese quartieren konnende gaen, ofte komen, sullen sy in de havens van mijne beschermde Ryken mogen in lopen, kopende, ende verkopende, in haere particuliere affaires niet mogen werden gemolesteert.

VI. Ende soo tusschen de Nederlanders questie ontstonden, dat daer door verschillen van Doodslagen, ende Moorden wierden veroorsaekt, soo sullen die saken door hare Ambassadeurs, ende de Consuls (: agtervolgens haere Wetten, ende Costuymen:) gesien en gedecideert werden; sonder dat de Rechters ofte Gouverneurs haer eeniger maten daer mede sullen mogen bemoeyen.

VII. Ende soo ymant ietwes heeft te pretenderen van de Consuls, die gestelt sijn wegens de affaires der Coopluyden, sullen deselve Consuls daer over niet mogen gevangen, nogte hare huysen versegelt werden, maer die Rechts-pleginge tegens de Consuls ende Dragluyden sullen voor mijne geluckige Trone gehoort werden.

VIII. Ende soo tegens de Articulen in desen gemelt van te voren, ofte hier naer Commandementen quamen te verschynen, sal men aan deselve altoos geen gehoor geven, maer deselvige Articulen volgens den inhoud van den Verbont-brieff stand doen grypen.

IX. Ende soo een ondersaet van de Nederlanden quame te sterven, sullen sijne goederen ende effecten tegens den teneur van mynen Verbont-brief by de Fiscaels, met het seggen, dat het goederen sonder eygenaers sijn, ofte onder andere pretexten, niet mogen werden gemolesteert, nogte haer daer mede hebben te bemoeyen.

X. Ende alle heylige beveelen die aan de Nederlandsche Natie werden gegeven, sullen ten profyte, ende voordeel van de voorsz. Natie in kragtige termen werden ingestelt, op dat de Curateurs, ofte die van den Gerechte, van haer Recht der Curateelen niet mogen afeyschen.

XI. De Ambassadeurs ende Consuls sullen volgens het oud gebruyk haer laten bedienen van soodanige persoonen tot Tolken, ende Janitsars, als haer believen ende wel gevallen sal, sonder dat niemant van de Janitsars, ofte andere die sy in haren dienst niet begeren, met haeren dienst sullen bemoeyen.

XII. Ende in de huysen van hare Woonsteden, voor haer, ende haer Volck genoegsaemlijk most persende, ende daer van Wyn makende sal niemant haer het selve mogen beletten, waer over de Slavige Janitsaren, ofte andere hy sy wie hy wil, ofte soude mogen sijn, van haer niets sullen mogen pretenderen, ofte met gewelt daer over eenig ongelyk aandoen.

ANNO 1680.

XIII. Ende van de goederen die de Coopluyden met permissie van de hooggedagten uit haere Landen voeren, ende weder daer nae toebrengen, soo wel in Aleppo, Alexandrien, ende andere plaetsen, sal drie van het honderd voor Tol werden betaeld, ende geen meer; ende sullen haere Coopmanschappen niet boven de waerde mogen werden geestimeert.

XIV. Ende alderhande soorte van Coopluyden t'sy Nederlanders, ofte van wat andere Natien deselve souden mogen sijn, sullen gehouden sijn van alle soodanige goederen als deselve op Nederlandsche Schepen laden, ende daer mede bekomen ende versenden, van waer het selve soude mogen sijn (daer Tol volgens gebruyk van genomen werd) het Ambassaet ende Consulaet-Recht, dat by de Staten Generael van de Nederlanden, daer toe door Usanse verordonneert is, aan haer Ambassadeur, ende Consuls hebben te betalen; waer tegens niemant sig sal mogen opposeren.

XV. Ende van de goederen die sy uit haere Schepen lossen, sullen sy alleenlyk den Toll hebben te betalen, maer van de effecten die daer in blyven, omme tot Constantinopolen ofte eenige andere Havens te brengen, sal men geen Tol mogen af vorderen. Ende het brengen van deselve naer een andere plaets, sal haer niet belet werden; Ende de nieuwe Impositie van Cassabie, Rest, Baz, ende Jasackulli, sal by haer niet werden betaelt.

XVI. Ende als hare Schepen vertrecken, sal men daer van geen meer als drie honderd Aspers voor Salemetlyk ofte Ancoraggie-Gelt mogen af eysschen.

XVII. De Rovers van Algiers in de Nederlandsche Havens lopende, sal haer Cortosie werden aangedaen, ook Cruyt, Loot, Seylen, ende andere Oorlogs behoeften, (van noden hebbende) werden gegeven; Dog innegevalle die Rovers Nederlandsche Coopluyden komen te ontmoeten, sullen sy de selve tot geen Slaven maken, nogte hare goederen niet mogen confisqueren, ofte verspreyden, want die sacke tegens myne souvraine wille is; ende soo eenige van de Nederlandsche Ondersaten in diervoegen tot Slaven wierden gemaekt, sullen sy verlost, ende desselfs effecten aan haer wedergegeven werden.

XVIII. Ende by aldien deselve Corsairen eenige quade feyten bedryven, sullen de hooggemelde het selve by Missive ons te kennen geven, ende die Gouverneur in welkers tyd het sal geschieden, sal daer over afgeset, ende de geconfisqueerde goederen en effecten by hem vergoet ende de Slaven die sy gemaekt sullen hebben, bevryt werden, ende soo sy mijne heylige bevelen niet komen te obedieeren, soo sullen deselvige Rovers naer de Nederlanden gaende, binnen haere Casteelen mede niet werden ontfangen, ende waer 't schoon, dat sy haer qualyk tracteerden, soo sal daer door aan dit Verbont geen inbreuk gegeven werden; sullende de klagten, ende lamentatien in desen by ons voor aangenaem aangenomen werden.

XIX. Ende aan alle de Princen der Princen, Rechters, Princen, ende Tollenaren van de Havens in myne beschermde Coninckryken, sullen de beveelen van myne heerelykheyd werden toegesonden, omme te weten, dat dit ons Hoogmaghtig gebod in deser manieren is uitgegeven, dat soo lange van wegen de hooggemelten, dese Capitulen van Verbont in suyvere opregte Vriendschap, gelyk het behoord, werden onderhouden, soo sal van desen kant ook aan hare effecten ende goederen, nochte Coopmanschappen, met desselfs Gallionen, ofte andere Schepen, ook mede derselver inhebbent Volck, mitsgaders goederen ende koopmanschappen te Water, ofte te Lande met haere lastbeesten komende, geene de minste molestie werden aangedaen; ende men sal haer, in hare affaires ende winsten laten bewerden.

XX. Ende alle de Slaven die tot nu toe in onse beschermde Coninckryken werden gevonden, sullen vrygelaten werden, ende haeren Prys sal men niet van de Nederlanders, maer van die geenen, die deselve genomen hebben, afeysschen

XXI.

ANNO 1680.

XXI. Ende soo de Inwoonders van Nederlant met licentie, van de Turcxe Schepen Victalie kopen ende daer mede naer haere Landen gaende, ende niet naer die van de Vyanden (naer den ontfang) Turcxe Schepen incontreeren, sullen hare Schepen niet genomen, nogte haere inhebbende Volckeren tot geen Slaven gemaeckt mogen werden, ende diergelyke Slaven van de Nederlandse vindende, sullen met de restitutie van haer goet wederomme in Vryheyd werden gestelt.

XXII. Ende soo de koopluyden van Vyandlyke Natien in de Nederlandsche Schepen Coopmanschappen komen te laden, sullen deselve onder pretext, dat het Vyantlyk goederen sijn, de minste molestie niet werden aangedaen, ende soo sy nae onse beschermde Ryken, ofte andere plaetsen in haren Coophandel komen, ofte van daer gaen, by occasie van ongelyck in Slaverny quamen te vervallen, diergelyke sullen verlost werden.

XXIII. Welke voorsz. Schepen in onse beschermde Rycken, onder Vreede ende seekerheit komende, ende gaende, op Zee door Storm benauwt werdende, sal het Volck van onse particuliere Schepen, soo wel als andere, in cas van nootsakelykheyt, haer alle nodige hulp verreyken, ende haer voor dessels geld met eenig Victualie willende voorsien, sal niemant het selve mogen beletten, nogte haer daer over eenige molestie aan doen.

XXIV. De Nederlandsche Koopluyden, Drageluyden, ende andere Personen, die te Water ofte te Lande in onse beschermde Rycken komen handelen, ende negotieren, naer dat sy volgens gewoonte ende gebruyk d'imposten hebben betaeld, sullen in 't komen ende gaen, van de Zeevarende Schippers, ende Capiteynen der Schepen ofte Galeyen, ofte andere, nogte van 't Crygs-Volk niet gemolesteert werden, nogte de Rechters sullen haer genige overlast ofte verhinderinge mogen aan doen; ende sy, haer Volk, goet, ofte last-beesten sullen geene het minste leet onderwurpen sijn.

XXV. Ende innegevalle haere Schepen van een overharde Wind, door de Zee aan 't Land wierden gesmeeten, sullen de Princen, Rechters ende andere, haer alle mogelyke hulpe doen, ende alle de geberghde effecten, ende Coopmanschappen aan haer wederom consegneren, sonder dat de Fiscaels haer daer meede sullen mogen bemoeyen.

XXVI. Ende soo ymant van de Nederlanders verschult waere, sal den schult van den schuldenaer geeyst, en genomen werden, maer ymant anders daer voor geen borg gebleven zynde, sal daer over niet aangetast, ofte den schult van hem geeyst werden.

XXVII. Ende ingevalle ymant quame te sterven, sullen alle syne goederen ende effecten aan die geenen, die hy by Testament tot erfgenaem sal hebben verklaert, werden gegeven; ende sonder uytterste wille komende t'overlyden, sullen deselve goederen ende effecten, met goedvinden van den Ambassadeur ofte de Consuls, aan sijn Compagnon werden geconsigneert, waer inne niemant anders sigh sal hebben te steeken.

XXVIII. Ende soo de onderwurpene ingesetenen Nederlandsche Coopluyden, Consuls en Draghluyden in onse beschermde Ryken, wegens Handel, Coopmanschap, borghtocht, ofte andere rechtsvorderinge voorvallende, voor den Rechter gaende, omme deselve te doen registreeren, ofte daer van Hogiet nemen, ende daer naer dien aangaende questie onstaende, sal men het Hogiet, ende het Register nae sien, ende ingevolge van derselver inhouden sententieren; Edog van dese twee geene vindende, ende dat sy evenwel door ymant voor 't Gerecht geroepen wierden, omme iets van haer te bekomen, sullen sodanige recht-plegingе niet mogen werden aangehoort, ten respecte dat van geen Rechters Hogiet werd vertoont, nochte in het Register niet aangeteekent en werd bevonden, want tegens de heyligen Rechten sal niemant ongelyk werden aangedaen.

XXIX. Ende soo ymant van deselve verschult was, ende door quade actien sig quame te absenteren, soo sal niemant die voor hem geen borgh gebleven is daer voor werden aangetast.

XXX. Ende soo eenige Personen met valsheyt ofte bedroch mochte seggen, ghy hebt ons gevloekt ofte gelastert, omme haer daer meede eenigh geld af te persen, sullen hare klagten niet mogen werden gehoort, nogte onder dat pretext, tegens het heylige Recht haer eenige molestien mogen aandoen, maer men sal diergelyke saken vernietigen.

XXXI. Ende soo na desen d'Onderdanen van Nederlandt in Slaverny vervielen, ende by derselver Ambassadeur ofte Consuls geeyscht wierden, ende bewesen werd, van haer Land te sijn, sal men deselve na sig nemen ende aan de Nederlanders geven.

XXXII. Van de Onderdanen der selver die in onse beschermde Ryken wonen, hy zy getrouwt ofte ongetrouwt, Negotie dryvende, sal geen Garaz gevordert werden; gelyk mede de Consuls ende Dragluyden, die in dienst van de Ambassadeurs sijn, van Garaz, Cassabie, ende andere Keyserlyke beswaernissen, volgens oud gebruyk, vry ende except sullen sijn.

XXXIII. Ende soo sy in Cairo, Alexandrien, Aleppo, Tripoli di Soria, in de Scalen van Saida, Cipro, ende in 't Westerlyke Algiers, Tunis, Tripoli, ook in Morea, Smirna, Scio, ende andere Havens van myne beschermde Rycken, haere Consuls doen veranderen, ende in derselver plaetse, tot dien dienst andere bequame personen verordonneren, ende derwaerts senden, sal niemant haer het selve mogen beletten.

XXXIV. Ende tegens het begeeren der Koopluyden sal niemant haer eenige waeren op willende dringen, dieswegen genige force mogen aandoen.

XXXV. Ende soo yemant met een Nederlander verschil is hebbende, voor den Rechter gaet, ende den Nederlantschen Drageman daer by niet present wesende, sal den Rechter sijne pretensie niet mogen aanhoren, dog by aldien de sake van nootdringende gewigte is, soo sal men hem ophouden, tot dat den Draegman komt, mits dat ook de Nederlanders, met het seggen, onsen Draegman is niet present, geene uitvlugten sullen hebben te soeken, dat de saeke daer door opgehouden werd.

XXXVI. Ende soo de Roof-Schepen ofte Roeybarcken ymant van de Nederlanders tot Slaven gemaekt, ende naer Grieken-Landt ofte Asien gevoert hadden, ende hem aldaer komen te verkopen, soo sal daer nae sterke ondersoekinge geschieden, ende diergelyke in wiens handen deselve werden gevonden, sullen vry syn; ende soo den voorz. Slaef Turcx geworden waere, sal sijn Patroon te kennen moeten geven, van wie hy hem heeft gekregen, ende sal sijn Geld by den Verkoper werden gerestitueert, ende die geenen daer by hy gevonden sal sijn, sal hem vry moeten maken, ende los laten henen gaen.

XXXVII. De Schepen, Galeyen ofte Armaden uit myne beschermde Ryken in Zee steekende, aldaer Nederlantse Schepen ontmoeten, sullen malkanderen Vrindschap bewysen, sonder den anderen geenige schaede ofte verlies aan te doen; ende soo sy in Zee ofte in de Havens geene presenten met haere vrye wille begeeren te geven, soo sal men haer nogtans geen Scheeps Gereetschap, ofte goet, nogte jongens, ofte eenige andere saken met gewelt ofte force mogen afnemen, ofte haer daerom eenige overlast nogte quellinge aan doen.

XXXVIII. Ende alle het geene in de vergunde Keyserlyke Verbont-Brieven van Vrankryk, ende Engelandt is toegestaen, beneffens alle saken soo wel ten reguarde van goederen als anders, wert nogmaels op het Recht van de Nederlanders geconfirmeert; ende invoegen als het selve by die Keyserlyke Verbintenissen is verleent, sal het selve soo wel in 't reguarde van Coopmanschappen als andere affaires even gelyk sijn effect hebben, ende dese myne hoge Keyserlyken Verbont-brief, ende heylige Wet sal niemant tegenstaen, ofte haer daer over eenige moeyten mogen aandoen.

XXXIX. Haere Gallioenen ende Schepen gereet leggende om te vertrekken, eens in Constantinopolen, ende andermael voor de Casteelen van de Dardenellen besocht wesende, sullen mogen weggaan, ende tegens myne Keyserlyken Verbont-brief in Galipoli niet gevisiteert werden, veel min sal men haer om die oorsaeke eenig Geld afnemen, nogte in eeniger wyse leet aandoen.

XL. Haere Gallioenen ende Schepen die in de Havens van onse beschermde Ryken Coopmanschappen laden, ende daer van den vollen Tol betaelt hebbende, sal niemant, omme van haer Geld af te persen, mogen visiteren, ofte onder dat pretext moeyelykheden aandoen.

XLI. Ende in Aleppo ofte andere onser beschermde

ANNO 1680. de Rycken Syd, ofte andere waeren kopende, naer dat sy den Toll daer van sullen hebben betaelt, met haere Schepen tot Ciprus, ofte in andere Havens komende, aldaer eenige Koopmanschappen uit lossen, niet om te verkopen, maer omme deselve door nootsaekelykheyd in een ander Schip te laden, ofte wel om voor eenige dagen in een Magazyn te leggen, sal niemant, om dat sy haere goederen gelost hebben, haer eenige moeyelykheden aandoen, nogte onder dat pretext eenig Geld afnemen, ende tegens desen mynen Verbont-brief sullen de Rechters, nogte Justiciers, ofte andere Keyserlyke Officieren geene de minste overlast aandoen.

XLII. De Gallioenen ende Schepen van de Nederlandsche Onderdanen sullen in Cipro ofte andere Havens van onse beschermde Ryken, voor haer Geld soo veel sout als het haer belieft, mogen kopen, tot soodanigen Prys, als de Turken dat volgens den taxt selfs aannemen; ende het selve ladende, sal niemant haer daer over eenig moeyelykheden mogen aandoen, nogh meer als den ordinarissen Prys van haer mogen afnemen.

XLIII. Ende gelyk de Schepen in het Eyland Ciprus tot ballast sout innemen, overmits het selve sout niet en is van sulken waerdigheyd als ander, ende voor yder Karre daer van maer komen te betalen een en 't seventig Aspers; soo sullen de Nederlandsche Gallioenen, ende Scheepen daer komende, ende van dat sout kopende, ende het selve in haere Schepen in plaets van ballast ladende, ook volgens 't out gebruyk voor een en 't seventigh Aspers, ende geen meer, yder Karre kunnen kopen, om dese sake sullen de Rechters, nogte de Tollenaers, ofte andere Keyserlyke Officieren haer geene de minste molestie mogen aandoen.

XLIV. Ende in onse beschermde Ryken, Loot, Tin, Yser, Stael, ende andere Crameryen brengende, sal niemant haer daer over eenige molestie aandoen, ende gelyk in mynen Keyserlyken Verbont-brief geschreven is, sal daer van maer drie ten honderd voor Tol werden genomen, sonder meer te mogen pretenderen, ofte dat onder dat pretext van Tol haer eenige vordere ongelegentheyd sal werden aangedaen.

XLV. Ende soo in de Gallioenen ende Schepen van de Nederlanders tot Damiata, Alexandria, ofte andere Havens, by de Turcken, met haere vrye wille Coopmanschappen, ofte goederen werden geladen, omme na Constantinopolen ofte andere onse beschermde Ryken te brengen, sal niemant mogen beletten; ende om dat deselve in Nederlandsche Schepen geladen sijn, sal men daer van geen meer als andere Turcken gewoon sijn voor Toll te betalen, mogen afnemen.

XLVI. Haere Gallioenen ende Schepen in wat Havens dat deselve souden mogen wesen, haeren vollen Toll, ingevolge van den Keyserlyken Verbont-brief betalende, sullen genige diensten mogen werden opgedrongen.

XLVII. Ende soo ymant van haere Coopluyden met Coopmanschappen komende, Turcx wierde, sullen de goederen, ende Contanten, die hy van de Coopluyden van sijn Land heeft gekregen, met kennisse van den Ambassadeur, ofte de Consuls hem afgenomen, ende aan sijne Representanten gegeven werden, omme deselve haere eygenaers toe te senden, sonder dat ymants Recht op hem blyve, waer tegen de Justiciers, Rechters, ofte yemant anders haer niet sullen mogen opposeren.

XLVIII. Ende soo yemant tegens de Heylige Rechten, aan een Nederlander seyde, ghy zyt Turcx geworden, om hem daer meede eenig Geld af te persen, ofte moeyelykheden aan te doen, dat sal niet valideren, maer soo hy voor een Draegman, met sijne vrye wille komt te seggen, ik ben Turcx geworden, dat is seer wel, dog tot de komste van den Draegman toe, sal niemant hem mogen molesteren, ende sy sullen haeren Draegman sonder uytstel daer by doen komen.

XLIX. De inkomende goederen van de Gallioenen ofte Schepen der Nederlandsche Ondersaten by de Estimateurs die in den Toll sijn (omme te strappazzeeren) boven de waerde geestimeert werdende, soo sal den Tol soo veel de selve komt te importeeren, goederen moeten aannemen, ende geen Gelt mogen vorderen.

L. Ende soo haere Gallioenen ofte Schepen uitlopende omme te vechten, met die geenen die geen Vreede met onse geluckige Trone en hebben, ende slaende, de Schepen van haere Vyanden komen te nemen, in wat Plaetse, en Havens, ofte Porten van onse beschermde Ryken sy daer mede (met haere vrye wille) sullen in lopen, ofte door Storm inkomen, sal niemant haer eenige moeyte mogen aandoen, ende aldaer alle nootsakelyke provisie voor haer Gelt mogen kopen, sonder dat ymant dat sal beletten. ANNO 1680.

LI. Ende soo de Onderdanen van de Nederlandsche Plaetsen in rust ende vreede Jerusalem willen besigtigen, sullen in 't gaen, ende komen geen molestie aangedaen werden, ende de Priesters van de Kerke, (Kamame genaemt) ofte andere, sullen onder pretext van te seggen, gy zyt van de Luteriaensche Religie, haer geene moeyte ofte ongelyk mogen aandoen; maer ter contrarie de nootsakelyke plaetsen laeten besigtigen.

LII. Haere Gallioenen ofte Schepen in onse beschermde Ryken komende, sullende bewaert, ende beschermt werden, ende in rust en vreede wederomme mogen weg gaen.

LIII. Ende innegevalle haere goederen, ofte Koopmanschappen mogten verstrooyt ofte gestolen wesen, sal men om haer verloren goet ofte Volk weder te vinden, ende voor den dag te brengen, alle mogelyke devoiren, en naerstigheden aanwenden, ende sal den handadiger van dat werk, hy sy wie hy wil, naer syne verdienste werden gestraft.

LIV. Ende van derselver Ambassadeurs, Consuls Dragluydens, ofte haer Volckx kleederen, Eet-ende Drink-waeren, die sy met haere penningen doen komen, sal men altoos geen Toll, Barz, Rest nogte Cassabie-Gelt mogen eysschen, sullende de Gouverneurs, Commandeurs, Admiralen, myne Slaven, Rechters, Opsienders, Tollenaers, Lant-ende Zee-Capiteynen, ook Vrywillige, mitsgaders alle het Volck van myne beschermde Ryken, dese oprechte ende sincere Verbont-brief met sijne intentie doen achtervolgen, sonder ietwes daer tegens in te willigen, sodanig, dat die geene, die tegens ons hoog magtig gebod sig sal opposeren, voor schelmsche, ende ongehoorsame benden sullen werden gehouden, ende sonder tyd ofte uytstel aan haer te geven, naer merite, andere ten exempel werden gestraft.

LV. De Nederlandsche Coopluyden, ofte ander Volck, met haere gekogte goederen negotierende, en nae Trapasonda, Caffa ofte andere Plaetsen in de Swarte Zee, ofte Havens van onse beschermde Ryken brengende, ofte van daer over Land door den Revier Ten, na Hasack, Moscovien, ende de Russische Landen willende gaen, ende van die Quartieren wederom in onse beschermde Ryken Koopmanschappen brengen, omme te handelen, sal die Negotie haer niet mogen werden verboden, ende van haere goederen geen meer (in gevolge ende conform dese Verbont-brief) als drie ten honderd voor Toll mogen werden genomen.

LVI. Ende soo haere Schepen door contrarie Wind per Constantinopolen komende in Caffa, ofte de Plaetsen daer ontrent quamen te vervallen, ofte met haere vrye wille daer nae toe gingen; ende volgens haere Intentie haere Waren niet konden verkopen, sal niemant deselve Goederen met gewelt mogen lossen, ofte nae sig nemen, nogte de Gallioenen, ofte Schepen, die in die Quartieren komen, geenige molestie mogen aandoen, ende in de vreesagtige ofte periculeuse Plaetsen sullen de Regenten haere Schepen, ende derselver inhebbende Volckeren, en Koopmanschappen beschermen, ende soodanig doen bewaeren, dat haer geene Schade nogte Verlies overen kome, en haere nootsakelyke Provisie van de Plaetsen daer deselve gevonden werd, met betuiginge van Vrindschap, voor haer Gelt doen hebben; Ende soo sy tot de Ladinge van hare Goederen, Karre ofte Turcx Vaertuig begeerden te huuren (soo deselve van te voren niet genomen syn) sal niemant dat mogen beletten; ende van de Goederen die sy van die Quartieren naar Constantinopolen brengen; soo sy deselve om te verkopen onderwegen niet en lossen, sal, tot datse in Constantinopolen komen, geen Tol werden genomen, maer alhier gearriveert synde, sal van haere geloste effecten Tol genomen werden, ende haer in rust en vreede laten negotieren, maer van de ongeloste Waren sal geen Tol genomen werden; Edog in Constantinopolen sal van deselve Coopmanschappen geen meer als drie ten hondert werden gevordert, in con-

ANNO 1680. conformité van dit Verbond. Ende soo lange sy met opregte suyverheyd des gemoets haer Woord stant doen houden, soo neme ik ook hare Vrindschap aan, belovende, ende sweerende by den Alderhoogsten Goedertieren God, die Hemel ende Aerde geschapen heeft, vol van oneyndelyke Genade, ende buyten de welke geen anderen en is, en by de heylige Zielen van myne souvraine alder-Doorlugtigste Grootvaders, die den hogen God in syne euwige Glorie wil verligten, dat van onsen kant tegens dit Verbont, ende Verdragh, ofte tegens dese Verleninge niets sal werden gedaen; tot welken eynde dese myne geluckige Keyserlyke Verbontbrieff, met syne heylige Inhouden sal werden onderhouden, dat een yder soo voor waeragtig moet weten, ende aan dit heylige teeken Geloof geven; Geschreven in den beginne van de heylige Maent Ramasan Anno 1091. In onse beschermde verblyff-Plaetse Constantinopolen.

V.

21. Oct. **Recess zwischen Ihrer Käyserlichen Majestät Leopold und Ihr Churfürstlichen Durchleucht in Bäyern Maximilian Emanuel/ durch die darzu benannte Commissarios mit und neben des Herrn Grafens von Preysing Johann Franzens/ als mit-interessirten/ Gewalthabers/ biß auff aller- und gnädigste Ratification geschlossen/ wodurch die zwischen der Herrschafft Kuffstein und der Herrschafft Aschau wegen der Pidmarchen und Confinien/ Hohen und Nidern Obrigkeiten und andern Recht- und Gerechtigkeiten entstandene Spänn und Irrungen geschlichtet und beygeleget werden. Kuffstein den 21. Octobr. 1680.** [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Recès conclu, sub Spe Ratificationis, *entre les Commissaires de* LEOPOLD *Empereur des Romains & ceux de* MAXIMILIEN EMANUEL *Electeur de Baviere, avec l'intervention d'un Mandataire de* JEAN FRANÇOIS *Comte de Prysing comme interessé dans l'Affaire, par lequel toutes les Differents survenus au sujet des Droits, Jurisdictions & Limites des Seigneuries de Kuffstein & d'Aschaw sont accordés & terminés. A Kuffstein le 21. d'Octobre 1680.*

Zu wissen/ als sich nach deme in Anno 1670. Zwischen dem Allerdurchleuchtigsten Großmächtigsten und Unüberwindlichsten Fürsten und Herrn/ Herrn Leopold des Nahmens den Ersten/ erwehlten Römischen Käyser/ zu Hungarn und Böhmen König/ Ertz-Hertzogen zu Oesterreich/ Hertzogen zu Burgund/ Gefürsten Graffen zu Tyroll und Görtz an einem/ dann dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Ferdinand Maria in Obern und Niedern-Bayrn/ auch der Obern-Pfaltz Hertzogen/ Pfaltz-Graffen bey Rhein/ des Heiligen Römischen Reichs Ertztruckfessen/ und Churfürsten/ Land-graffen zu Leichtenberg/ Hochseeligsten Angedenckens/ am andern Theil wegen der Granitzen beeder dero Fürstenthumber Tyroll und Beyern aufgerichteten Haubt-Vertrag/ auch würckliche Spän und Irrungen zwischen der Herrschafft Kueffstein und der Herrschafft Aschau/ so wohl der Land Pidmarchen und Confinien/ auch der Hohen und Niedern Obrigkeiten/ als der bederseitlich darinn gesessenen Unterthanen habender Wuhn und Waids: Plumb-besuch/ holtzschlags/ und anderer Recht- und Gerechtigkeiten halber eraignet und zugetragen/ indeme die derentwegen noch in Anno 1541. und 1555. aufgerichtete Verträg ein und andern Theils in ungleichen Verstand auffgenohmen und interpretirt werden wollen/ und nun ob-allerhöchst-gedachte Keyserliche Majestät/ wie auch der Durchleuchtigste Fürst und Herr Herr Maximilian Emanuel in Ober- und Niedern-Beyern auch der Obern-Pfaltz Hertzog/ Pfaltz-Graff bey Rhein/ des Heiligen Römischen Reichs Ertztrucksaß und Churfürst/ Land-Graff zu Leuchtenberg &c. auff inständig und unterthänigstes Anhalten und Bitten Seiner Churfürstlichen Durchleucht Landsassen/ des Hochwohlgebohrnen Herrn/ Herrn Maximilian Johann Frantz/ des Heiligen Römischen Reichs Graffen von Preising/ Frey-Herrn auff alten Preysing/ in Ober- und Niedern-Beyern/ dan des Fürstlichen Hochstiffts Freising Erbschencken/ Herrn der Herrschafft Aschaw/ Cranwinckel/ Sällhueben/ Fornach und Stoltzenberg/ der Churfürstlichen Durchleucht in Beyern Cammer-Rath und Obristen Hofmarschallens/ dan Gemeiner Hochlöblichen Landschafft in Beyern mit-Verordneten Oberlandes/ für gut angesehen und sich gnädigst entschlossen/ sothane Differentien in der Güte beylegen zulassen/ zu solchem Ende auch dero bederseitliche Räthe und Commissarii an die Spennige-Orth abzuordnen und dahin zubewaltigen/ nicht allein den erforderlichen Augenschein hierüber einzunemben/ die etwa abkommene Marchungen an die alte verglichene Orth zu setzen/ die schadhaffte repariren/ zumahlen/ wo Noth/ auch noch andere newe Untermarchungen an gelegenen Orthen auffrichten/ oder legen zu lassen/ und so wohl die sich darbey ereignete Difficultäten/ als zwischen beederseitlichen Unterthanen erhobene Differentien/ auff aller und gnädigste: auch Graff-Preisingische Ratification zu vergleichen. Allermassen von seiten Ihrer Römischen Käyserlichen Majestät dero Räth und O. O. Reichs-Vice-Cantzler auch O. O. Hoff-Cammer-Rath/ Herr Johann Peter Pader von Paderskirch zu Streitenegg/ des Heiligen Römischen Reichs Ritter/ und Herr Johann Päris von Wolffsthurn/ Pfanndts-Inhabere der Herrschafft Rottenburg am Inn/ ex parte Seiner Churfürstlichen Durchleucht aber dero respective Hoff- und Visitation, und Hoffkammer Speyerische Räthe/ Herr Wolffgang Reichmeyer/ und Herr Johann Paul Millawer/ hierzu pro Commissariis angesehen worden/ welche dann mit Zuziehung gewisser beederseitlichen Beambten und nachgesetzten Obrigkeiten/ absonderlich obgemelten Graffen von Preising/ und dessen darbey verlirend Herrschafftlichen Interesse wegen hierzu abgeordneten Gewalthabers Johann Steffan Zieglers J. V. Licentiatus, der Churfürstlichen Durchleucht in Beyern Rath und Verwalteren der Herrschafft Aschaw/ auch verschiedenen Unterthanen/ sich ad loca controversa zu mehrmahlen begeben/ die Beschaffenheit der strittigen Gemarckten fleißig considerirt/ nach dem Buchstablichen Inhalt der obangezogenen beden Verträgen gehalten und erwogen/ auch darüber anderer dienlicher Orthen die behuefige Information eingenomben/ darauf hin theils abkommene Marckstein gesetzt/ theils deren repariren/ theils newe aufrichten lassen/ nit weniger gewisser noch zu setzen habender Untermarcken halber sich vereinparet/ zumahlen nach gehaltenen unterschidlichen Conferentzen die Eingangs angeregte Spennigkeiten und Differentzien auf dero aller- und gnädigster Herrn Principalen/ und Committenten aller- und gnädigste Ratification, nachfolgender massen verglichen.

Nemblichen und dieweilen nach Außweiß des Vertrags de anno 1555. der also genante Berg Praitenstein für ein Haubt-Gränitz-marck verglichen und berufft/ auch darauf hin damahls ein dreyeggete Land-Granitz-Marck-Saulen/ so die drey Herrschaften und Gerichte Kuefstein/ Marckwardstein und Aschaw von einander gescheidet/ aufgerichtet/ die aber dermahlen schadhaft befunden worden/ als hat man in Beysein der herozu auch beschriebenen Chur-Beyrischen Beambten der Herrschaften und Pfleg-Gerichts Marquardstein und Aschaw ein dreyeggete newe Land-Granitz-Saulen an die alte Stell volgender Gestalten aufgericht/ daß das Tyrolische darin eingehaute Wapen auß dem Mittelpunct solcher Marck-Saulen zwischen der Rudelspurg und daran ligenden Alben wäre/ wie auch der Alben Loinhm/ hingegen den Gepürg Keyser genant auf 12½. Uhr Mittag/ das Chur-Beyerische hinab auf das Dorff Ettenhausen auf 4½. Uhr morgens/ und das Gräflich Preisingische gegen der Alben Ober-Kayser/ auf 9. Uhr gegen mitter-Nacht sambt eingehauter Jahr-Zahl 1679. zeigen thut/ und ist zu weiterer Nachricht ober dem Tyrolischen Wapen der Buchstab K. die Herrschaft Kuefstein/ auf dem Chur-Beyerischen der Buchstab M. das Pfleg-Gericht Marquard-stein

stein und auf dem Gräflich-Preisingischen der Buchstab A. die Herrschaft und das Gericht Aschaw bedeutend eingehaut worden.

Von dannen gehet/ nach besag obgemelten allegirten Vertrag de anno 1555. das weitere Land-Gräniz-Marck schin und schnur gerad auf $5\frac{1}{2}$. Uhr gegen Abent herab über den Moßperg und durch den Necker-Wald auf die Alben Kettenpach zu/ dem angeheng derselben stehenden anderen Land-Gräniz-Marckstein/ welcher auf eine von rothen Marbel außgehauten dreyeggete Saulen und darin die Jahrzahl 1555. eingehaut ist/ und zeiget das Tyrolische Wappen dem Berg Compaß nach/ auf $2\frac{1}{2}$. Uhr gegen Abent/ das Chur-Bayrische auf 6. Uhr morgen/ und das alte Freyhbergische auf 10. Uhr gegen Mitternacht und dem Lauben-Bach zu/ zumahlen aber die Land-Gräniz-Marck-Saulen in etwas schadhaftig/ als hat man sich allerseits dahin verglichen/ daß mit Gelegenheit/ der zwischen dem Praittenstein und diesem also genanten Nettseitenstein veranlaster setzung ainiger Untermarckung/ auch dieselbige reparirt werden sollen.

Von diesem andern Marckstein ist das weitere Marck durch die Alben Kettenpach der jetzigen Lichten nach/ hinauf bis auf die mitte des Gsengstains/ allwo zwischen denen höchsten zweyen Stein-Köpfen/ an statt des zerschlagenen/ ein neuer Marckstein mit eingehauten beeden Käyserlichen Tyrolischen und Beyerische/ dann das Gräfflich Preißingischen Wappen sambt der Jahrzahl 1679. solcher Gestalten zu setzen vereinpart worden/ daß das Tyrolische gegen der Alben Kettenpach/ das Bayerische gegen Aschaw/ und das Preißingische gegen den Sagranng zu zeigen thuen sollen.

Und obzwar nach Inhalt mehr angeregten Vertrags de anno 1541. von diesem das nechste Marck der Schoßstein beruffen wird/ zumahlen aber in demselbigen deutlichen nichts exprimirt/ ob die gerade Lini von diesem zu jenem gezogen/ oder mit viel mehr von einem zu dem andern das Marck/ der Berg-Regel nach/ genohmen werden solle. Als ist die erleuter- und respective Vergleichung dahin und der Gestalt beschehen/ daß von erst bedeuten Gesenng bis auf den Schoßstein die Liechten/ allermassen sich selbe anietzten befinden/ den gesenng und gehilz geschrögs nach herab bis an des Kollstatt Gatterles unter Saulen/ und von dar die gerade Lini biß hinauf die höchste Höhe des Schloßsteins das rechte Lant-Gräniz- und Gericht-Marckstein/ auch zu mehrerer richtigstellung ainige unter- oder mittel-marchen an bequembisten Orthen mit Einhawung der Buchstaben K. und A. die Herrschafft und Land-Gericht Kueffstein/ auch die Herrschafft und Land-Gericht Aschaw anzeigende/ sambt der Jahrzahl 1679. gesetzet werden sollen/ doch denen dabey mit Wuhn und Waid/ Plumb-besuch/ und holtzschlag beederseitlichen Unterthanen an Iren diß-Orthig habenden Recht- und Gerechtigkeit/ nach Außweis der hierunten einkommenen General Reservatori-Clausel/ unnachtheilig.

Ingleichen soll auf den höchsten Kopf des erst-obgedachten Schößsteins ain viereggeter Marckstein mit beeder Landfürstlichen/ und dem Gräfflich Preißingischen Wappen/ dern das Käyserliche Tyrollische gegen Kuffstein/ das Chur-Beyerische gegen der Herrschafft und Gericht Aschaw/ und das Grafflich Preisingische gegen den negst darunter ausser des Schössers Etz-Zaun stehenden Marckstein mit der Jahrzahl 1679. zeigen thut/ gesetzet werden.

Von diesem gleicher Gestalt der geraden Lini nach auf 7. Uhr gegen Mitternacht/ zu negst ausser des Schossers Etz-Zauns hat man sich abermahls eines newen Marcksteins vergliechen/ und ist derselbige der gestalten gesetzet worden/ daß das Tyrollische Wappen gegen des Schössers Gut und Pawrecht/ das Beyerische gegen den Sachrann/ und das Gräflich-Praißingische auf $7\frac{1}{2}$. Uhr gegen Mitternacht/ zu den hernachfolgenden Marckstein beym Pächl zu Hueb/ zeigen thuet.

Von dannen wiederumb der geraden Lini nach auf $7\frac{1}{2}$. Uhr gegen Mitternacht/ hinüber zu der Landstrassen/ und bemelten Pächl zu Hueb/ allwo hin gleicher gestalt/ ein neuer dreyeggeter schwartz Marbelsteinerer Haubt-Graniz-Stein zusetzen vergliechen/ und also würcklich gesetzt worden/ daß das Tyrollische Wappen auf $7\frac{1}{2}$. Uhr Abends/ das Chur-Beyerische gegen Schweiberern und dem Ysitzen stein auf 10. Uhr gegen Mitternacht/ das Gräflich Freisingische aber gegen den Schoßstein auf 7. Uhr gegen Mittag zu zeigen thut.

Und wann dann ferners dick-angeregter Vertrag de anno 1541. abermahlen an sich deutlich nicht begreiffet/ wie von dem Pächl zu Hueb oder auch gen Reiglenaw/ ein Marck zu den anderen aintweders der geraden Lini nach/ oder auf andere Weiß genehmen werden solle.

So hat man sich weiters umb künfftiger besserer Richtigkeit willen dahin verglichen/ daß von erstgedachter dreyeggeter newgesetzten schwartzen Marbelsteinen Landmarck-Saulen gleichfals der geraden Lini nach etwas geschröggs hinauf auf 11. Uhr gegen Mitternacht bis auf des Tyrolischen Schmittelpergers untern Haußzeg gegen Sachranng/ ein newer Marckstein sambt der Jahrzahl 1679. auf solche Weiß gesetzt werden solle/ daß das Tyrollische gegen Kueffstein/ das Chur-Beyerische gegen Sachranng und Aschaw/ und das Gräflich-Preißingische Wappen gegen den Reuchenawer Gut zue zuzeigen thäte. Allermassen/ weilen dermahlen kein solcher Landmarckstein bey der Stell wäre/ ein Pfal allda geschlagen/ und das nechst daran stehende Kerschpämbel mit einem eingehauten Creutz gemerckt worden.

Von dar wiederumb hinauf zu des Oberen Reichenawer Obern Haußzegg/ auch der geraden Lini nach auf neun Uhr gegen Mitternacht/ allwo ebenermassen ein newer Marckstein mit offt-bedeuter Jahrzahl und Wappen auf solchem Formb gesetzt worden/ daß das Käyserlich-Tyrollische gegen den Gut zu Lochgruben/ das Chur-Bäyerische gegen den Sachranng/ und das Gräfflich-Preißingische gegen den Obersteiner-Hauß/ der geraden Lini nach/ auf $10\frac{1}{2}$. Uhr gegen Mitternacht zu zeigen und sich befinden thuen.

Und obzwar/ volgends nach Laute offt angeregten Vertrags de anno 1541. das ferner Marck da mit oben ehegemelten Steiners Herrstatt zuzugehen hette/ so ist doch auß gewissen vorkommenen Ursachen/ die weitere Abredt und Vergleichung dahin beschehen/ daß von erst jetzt bedeuten new gesetzten Marckstein zu Reichenaw der geraden Lini nach auf $10\frac{1}{2}$. Uhr gegen Mitternacht/ nechst ausser sein des Steiners Hauß in des unteren Wald/ gleich an den Zaun/ wiederumben ein dreyeggeter Marckstein gesetzt worden/ an welchem das Käyserliche Tyrollische Wappen gegen der Graffen Gschwend/ das Chur-Bäyerische gegen den grunen Wald/ und das Gräfliche/ Preißingische gegen der Reichenaw zu zeigen thun.

Nach deme aber bey so gezogenen graden Lini einige in die Oesterreichische Schnittelberger Egg und Steiner Güter gehörige Grund und Poden in das Chur-Beyerische Territorium und respective in das Aschawer Gericht/ und es aber eine gleichmässige Bewandnus mit dem Gericht Ober-Reichenaw und so genanten Gräniz-Hüber Gut also und der gestalten hat/ daß auch gewisse in selbige gehörige Gründ in das Tyrollische Territorium eingemarckt wurden/ so ist ferners beliebt/ und verglichen/ daß die Verabhandlung der in ein und andern Behausung sich begebender der Hoch und Niedern Jurisdictions-Fähl/ es seyen Inventuren/ Einsätz/ Vertrag/ Ubergaben/ Keuff/ Drisch/ Wex/ oder wie sich auf ein und anderen Fähl die Handlung begeben und zutragen möchte/ keines Fahls außgenohmen/ jedes Orths Obrigkeiten gebühren und zustendig: auch nechst specificirte Verhandlung sich auf die/ als rechte Pertinentien darzu gehörige Bau- und Feld-Grund/ auch setzen und Haimbholtzeren verstanden sein sollen/ als viel aber die auf solchen in das ein oder andere Territorium durch die Vermarckung gekommenen Grunden sich in das künfftig zutragender Frevel/ es seye selbe gleich der Hohen oder Niederen Jurisdiction anheim/ anbelangend/ solle es hiemit der gestalt gehalten werden/ daß dieselbe durch jene Obrigkeit/ in deren Territorio oder Gericht-zwang selbige sich ereignet/ abgehandlet/ gebüst und gerechtfertigt werden/ und also in allen übrigen Fällen durch die anjetzo verglichene Land-Gräniz Vermarckung alle Hoch- und Niedere Obrigkeiten gegen einander gescheiden/ und vergliechen seyn sollen/ jedoch nach Andeutung der hierunten annotirten General-Reservatori Clausul.

Von diesem jetzt letzt gemelten newer verglichenen Marckstein solle auch der geraden Lini nach das weitere Marck gehen auf die höchste Höhe des spitzen Steins/ allwo an gelegenen Orthen ainiges Creutz sambt denen Buchstaben T. B. K. und A. auch der Jahrzahl 1679. einzuhawen/ und von selbigen den gerad und auch aller Höhe nach/ hin biß zu Ende der Alben Leithen/ und zu Anfang der Alben Feichten/ allwo widerumb ein newer Marckstein gesetzt/ oder alda selbsten ein Gränizmarck-Zeichen an gelegenen Orth/ mit Exprimirung beeder Landes-Fürstliche Tyrollische und Beyern: dan des Graflich-Preißingische Wappen/ sambt der Jahrzahl 1679. eingehaut werden solle.

Von dannen durch und aber jetzt gemelte Alben Feichten auf 2. Uhr gegen morgen/ schin und schnur gerad zu den Marckstein auf der Zinnen gen Clausen/ allwo sich

zwar

Anno 1680. zwar ein vierecggeter Marckstein / so aber allein mit den Oesterreichischen und Freybergischen Wappen sambt der Jahrzahl 1554. bezeichnet / das Chur-Beyerisch aber gar nicht eingehauter befinden thut / dahero die beliebige Veranlassung dahin beschehen / daß erstlich an statt des Oesterreischen / das gewohnliche Tyrollsche auf 5. Uhr gegen Abend zeigen thuet / dan das Chur-Beyerische gegen hernach gemelten Landmarck Märb / so auf 11½. Uhr gegen Mitternacht zuzeigt / und an statt des Freybergischen das Gräflich-Preißingische auf 5. Uhr gegen Morgen eingehaut werden sollen.

Folgens von diesem jetzt besagten Marckstein auf 11½. Uhr gegen Mitternacht abermahlen schin und schnur gerad hinab durch die Alben Clausen zu vorgedachten Landmarck auf den Märb / welches etwas sichtbar und erkantlichers einzurichten / und das Tyrollische an statt des dermahlen sich allda befindenden unsichtbaren Oesterreischen Wappens einzuhawen / auch das Chur-Beyerische allda ebenermassen mehrmahls befindlich gewesen. Desgleichen das Gräflich-Preißingische an statt des Freybergischen einzuhawen seyn wird.

So dann von diesem also new einzurichten habenden Landmarck wiederumben schin und schnur gerad / jedoch etwas schrägs durch die abseiten jetzt beschriebner Alben-Clausen hinab zu der Rotten laiten / allwo biß dato zwar drey Landmarck-Saulen gestanden / unter denen hievorigen Verträgen also benandt / anjetzo aber auß allerseits beliebt erheblichen Ursachen / samentlich außgehoben / und in den Mittelpuncten zwischen derselben / ein newe dreyeggete Landmarck-Saulen mit der Jahrzahl 1679. solcher Gestalt gesetzt worden / daß das Tyrollsche Wappen von Mittelpuncten solcher Saulen gegen der Alben Vorderwissen und den Truckenpach auf 2½. Uhr gegen Abend / das Chur-Beyerische gegen der Hohen Risen / auf 10. Uhr gegen Mitternacht / und das Gräflich-Preißingische gegen der Alben Aperg / auf 6. Uhr Morgens / desgleichen ein Egg von diesem Marckstein schin und schnur gerad / auch etwas geschrogs auf 11½. Uhr gegen Mittag und erstgemelten Landmarck Märb zuzeigen thuen.

Wormit dann die samentliche Land- und Gränitz auch respectivè Gericht-Marckungen der Käyserlichen Tyrollschen Herrschafft und Land-Gerichts Kuefsstein gegen der en Chur-Beyerischen Territorio gelegenen Herrschafft / und Gericht Aschaw vereinpart / außgezeigt und verglichen / auch respectivè beede Eingangs allegirte Granitz-Verträg de anno 1541. und 1555. declarirt und erleutert.

Im übrigen aber es bey denenselben und in allen anderen darin enthaltenen und nicht immutirten Punctis sein gänßlich und ungeendertes Verbleiben haben / die Oeffnungen auch beiderseits darnach eingericht und respectivè verendert / zumahlen die solcher Gestalt new gesetzte / so wohl Haubt-Gränitz und Gerichts-Marckungen / als die noch zu vergleichen bevorstehende Mittelmarck (derentwegen man sich auf künfftiges frühe Jahr einer gewissen Zusammentrettung zu vereinbaren und derentwegen mit einander zu correspondiren hat) dahin gleichfals zu verstehen seyn sollen.

Jedoch solle gegenwertige Erleuterung des Vertrags de anno 1541. und die respectivè vergliechene newe Gränitz- und Gerichts-Vermarchung / weder beeden Lands-Fürstlichen Herrschafften in ander Weg an Ihren zuständigen und hergebrachten Landes-Fürstlichen Obrigkeiten und Regalien / Steuern / Zinsen und dergleichen à Jure Territorii dependirenden Gerechtigkeiten / noch auch beeden Land- und Herrschaffts-Gerichten Kuefsstein und Aschaw an ihren hergebrachten Jagdbarkeit / Fischerey und andere dergleichen oben ungemelten Juribus, wie auch sonsten an jedweden hierin specificè nit benanten / seine Recht- und Gerechtigkeiten an Wuhn- und Weid / Plum-besuch oder Holtzschlag / auch andern dergleichen Gerechtsamen per expressum vorbehalten seyn und verbleiben.

Und damit sollen alle und jede dieser Land-Granitzen halber zwischen beeder ob aller- und höchstgedachten Lands-Fürstlichen Herrschafften / auch der Innhaber der Herrschafft und Gerichts Aschaw entstandene und obgeschwebte Spenn- und Irrungen aufgehebt / auch hingelegt sein und verbleiben / zumahlen die alte Oeffnungen nach dem Inhalt gegenwertiger newer Vergleichung eingerichtet / daß die alte hie entgegen in solch anders verglichenen new erleuterten Puncten cassirt: mit hin die also abgeredte Landt-Gränitz- und Gerichts-Marchungen jedesmahls zum fünfften Jahr durch die beederseits nachgesetzten Beambten und Obrigkeiten / oder wer sonsten von ein oder andern Theil hierzu angesehen / und benandt werden möchte / in dero Octav Egidi übergangen und besichtiget / die befindliche geringe Mengel auf leichten Unkosten reparirt / verbessert / die grössere aber / sonderheitlich an denen Haubt-Granitz-marchen an seine allerseitliche gehörte berichtet / wie nit weniger über den Erfund und Verrichtung der Erstern und gleicher Gestalt / wo hin es sich gebührt / alle Beschaffenheit berichtlich hinterbracht werden.

Zu Urkund und mehrer Bestettigung dessen alles haben Eingangs-benante Commissarii mit und neben dem Gräflich-Preißzingischen Gewalthaber und Verwalter zu Aschaw / bis auf einlangende aller- und gnädigste Ratification, gegenwertigen Recess eygenhendig unterschrieben / und mit den angebornen Adelichen und gewohnlichen Petschafften gefertigt / So beschehen zu Kuefstein den ein und zwantzigsten Tag Monats Octobris im ein tausend sex hundert und achtzigsten Jahr.

(L.S.) (L.S.)

VI.

Protestation Churfürst Johann Georgs des III. zu Sachsen / wieder einige / in dem / zwischen dero Herrn Vattern seeligen / und seinen Herren Brüdern Anno 1657. auffgerichten Haubt-Vergleich / begrieffene Puncta, und vornehmlich / wegen der Appellation, Juris Belli & Pacis, Publication der Landes-Ordnungen / und anderer vom Jure sublimis Territorii dependirenden Gerechtsamen / übergeben der versambleten Landschaffts-Deputirten zu Meißen. Geben aufm Schloß Ortenburg zu Budißin den [illegible] Decembris 1680. [illegible] Dec. **[Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Absatz II. pag. 630.]**

C'est-à-dire;

Protestation de Jean George III. *Electeur de Saxe contre certains Chefs compris dans l'Accord General Hereditaire conclu par l'Electeur* Jean George II. *son Pere, avec ses Freres l'an 1657. au sujet des Appels, du Droit de la Guerre & de la Paix, de la Publication des Loix du Païs, & de divers autres Droits qui appartiennent à la Superiorité Territoriale, délivrée aux Deputés Provinciaux assemblés à Meissen. Faite au Château de Ortenbourg à Budissin le* [illegible] *Decembre 1680.*

Von GOttes Gnaden Wir Johann George der Dritte / Hertzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Marschall und Chur-Fürst / Landgraf in Thüringen / Marggraf zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Lausitz / Burggraf zu Magdeburg / Graf zu der Marck und Ravensberg / Herr zu Ravenstein / rc. Uhrkunden und bekennen hiermit: Demnach Wir unlängst / nach Absterben unsers in GOtt ruhenden Herrn Vaters / des Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen des Andern / Hertzogs zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des H. Röm. Reichs Ertz-Marschallens und Churfürstens / Landgrafens in Thüringen / Marggrafens zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Lausitz / Burggrafens zu Magdeburg / Grafens zu der Marck und Ravensberg / Herrns zu Ravenstein / rc. die Landes-Regierung mit GOtt angetreten / und darbey fast befrembdlich wahrgenommen / welchergestalt unsers in GOtt ruhenden Groß-Herrn Vatters Gnad. im Jahr 1652. auffgerichtetes Testament / ingleichen der von unsers auch Höchstseeligsten Herrn Vaters Gnaden / mit Dero Herren Brüdern Ld. Ld. Ld. Anno 1657. auffgerichtete Haupt-Vergleich / in vielen Stücken der hierbey geführten Intention, auch in unserm Chur-

ANNO 1680.

Hause hergebrachten Juri Primogenituræ, und Provisioni Majorum, ja öffters unserm Chur-Fürstl. hohen Respect gantz zu wieder erkläret/ die von höchstgedacht unsers Herrn Vaters Gnaden/ und dessen Posterität bedungene so genannte Reservata entweder gäntzlich in Zweiffel gezogen/ oder doch dergestalt eingeschränckt und limitiret werden wollen/ daß selbige hierdurch gantz unnütz und unbrauchbahr gemachet/ auch einiger fruchtbarlicher Effect davon künfftig weiter nicht zu verspühren seyn würde; Gestalt denn nicht unbekannt/ was in puncto Appellationis, beym Jure Belli & Pacis, mit Publication der abgefaßten Ordnungen in Policey- und Kirchen-Sachen/ und andern vom Jure sublimi Territorii & Superioritatis, auch der Landes-Fürstl. hohen Bothmäßigkeit dependirende hohen Gerechtsamen vorgegangen.

Allermassen wir nun zwar noch zur Zeit von besagtem Groß-Väterlichem Testament/ und freundbrüderlichen Haupt-Vergleich gäntzlichen abzuweichen/ oder beydes auffzuheben nicht gemeinet; Also sind wir auch/ ehe und bevor man sich unter einander nothdürfftig vernommen/ und eines gewissen vereiniget/ und dadurch denen bißherigen/ wiewohl meistentheils ohne Noth gemachten dubiis gründlich abgeholffen/ solche zuagnosciren nicht gesonnen; Immassen wir dieses dannenhero unserer Herrn Vettern Ld. Ld. Ld. vermittelst freund-vetterlicher in copia beygefügter/ an dieselbe abgefertigter Schreiben/ zu erkennen zu geben/ und uns dißfalls mit gnugsamer Protestation zu verwahren/ genüßiget worden/ haben auch ferner der Nothdurfft zu seyn erachtet/ dieses alles unserer getreuen Landschafft von Ritterschafft und Städten/ wissend zu machen/ auch unsere hierunter tragende gnädigste Intention und Gemüths-Meynung in Gnaden zu erkennen zu geben/ und die allbereit ergangene Protestation auch gegen die anwesende Deputirten von Ritterschafft und Städten/ als welche vorietzo das gantze Corpus einer getreuen Landschafft repræsentiren/ wiederfahren zu lassen.

Und lassen diesem nach gegen Sie/ Krafft dieses/ hiermit ausdrücklich protestiren/ daß/ wenn gleich ein oder das andere/ woraus quocunque modo eine Agnitio oder Approbatio mehr berührten Groß-Väterlichen Testaments/ und freund-brüderlichen Haupt-Vergleichs/ erzwungen und geschlossen werden könte/ entweder an unserer/ oder unserer Herrn Vettern Ld. Ld. Ld. Seiten/ oder auch bey der getreuen Landschafft mit unserer Einwilligung vorgehen möchte/ solches jedennoch nicht dahin angesehen/ verstanden oder gedeutet seyn soll. Immittelst aber wollen wir vor uns das Jus sublime Territorii & Superioritatis und die Landes-Fürstliche hohe Bothmässigket ausdrücklich in Krafft dieses bedungen/ eine gesamte getreue Landschafft/ und insonderheit die unter unserer Herrn Vettern Ld. Ld. Ld. bißhero angesessene Unterthanen/ ihrer dißfalls obliegenden schweren Pflicht gegen uns/ alles Ernstes erinnert und angemahnet haben/ daß sie sich derselben allenthalben gemäß erzeigen/ auch darwieder in keine Wege handlen sollen; Wie wir dann ferner unsers Herrn Vetters/ Hertzog Johann Adolphs Ld. Unterthanen nachdrücklich verwarnen/ daß/ ehe und bevor wegen der vorhabenden Erbhuldigung ein gewisses abgehandelt und geschlossen/ sie selbige/ bey Vermeidung unserer Ungnade/ nicht leisten sollen.

Alldieweil wir auch die etwa ergangene Veräusserung und Ubergabe der Schrifftsäßigen Ritterschafft in denen Bezircken der Aembter Weissenfelß/ Freyburgk/ Dölitzsch/ Bitterfeld und Zörbig/ und was sonsten dergleichen/ oder in andern Dingen vorgangen/ durchaus nicht und keine Wege billigen/ und vor genehm halten können; So wird einer getreuen Landschafft auch solches hiermit kund gethan/ absonderlich denen Weissenfelsischen und Freyburgischen Schrifft-Sassen/ sich in fernere Pflicht nicht einzulassen/ nachdrücklich untersaget.

Wie wir nun unsers Befugnisses halber uns dißfalls zu verwahren vor nöthig erachtet; Also haben wir diese Protestation vor die Hand genommen/ mit Unterschrifft und Siegel vollzogen/ durch unsern geheimen Rath und Cantzler/ Heinrich Gebhardten von Miltitz/ zu Burckersdorff/ &c. den wir hierzu absonderlich bevollmächtiget/ vor denen zu Meissen versamleten Landschaffts-Deputirten übergeben/ und daß durch einen darzu erforderten Notarium ein Instrument zu etwa nöthig habender Bescheinigung auffgerichtet werden möge/ Verfügung gethan; So geschehen auf unserm Schloß Ortenburg zu Budißin/ den 20/ 30. Decembris, 1680.

(L.S.) Johann George/ Chur-Fürst.

ANNO 1681.

VII.

Instrumentum Pacis ad viginti annos prorogatæ inter Sacram Cæsaream Regiamque Majestatem LEOPOLDUM, *&* MEHEMET IV. *Han Turcarum Sultanum. Actum Constantinopoli Anno* 1681. [Tirée de la Chancelerie Imperiale Aulique de Guerre.]

POsteaquam Serenissimus, Potentissimus atque Invictissimus Princeps ac Dominus, Dominus Dominus LEOPOLDUS Dei gratia Electus Romanorum semper Augustus, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ & Sclavoniæ Rex, Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtembergæ, Superioris & Inferioris Silesiæ, Marchio Moraviæ, utriusque Lusatiæ, Landgravius Alsatiæ, Comes Tyrolis & Goriziæ, Dominus meus Clementissimus, ad Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum Sultan Mehemet Han, Turcarum Asiæ & Græciæ Imperatorem, me Residentem suum Georgium Christophorum de Kuniz, mutuæ Amicitiæ & Vicinitatis ergo & simul prolongandæ Pacis, Authoritate & Plenipotentia instructum Residentem benignissime ablegavit, atque ex termino prioris Ratificationis non nisi tres anni supersint, ideò alii viginti anni adjuncti sunt, ut à dato præsentium Pacis hujus ab utraque Parte stabiliti sint anni viginti tres. Cum Excellentissimus Dominus supremus Vezirius ex sua absoluta Plenipotentia, Sigillo solito & Subscriptione munitum Instrumentum horum Tractatuum juxta consuetudinem in Lingua Turcica mihi Cæsareo Residenti tradiderit; Ego vicissim pro more veteri Latino Idiomate Instrumentum horum Tractatuum juxta Articulos sequentes Sigillo & Subscriptione mea roboratum, ad Ratificationem tamen Augustissimi Imperatoris Domini mei Clementissimi, prædicto Excellentissimo Domino Vezirio exhibui.

I. QUandoquidem contra Pacem Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo quarto in Castris Turcicis ad Pagum Vasuar locatis conclusam injuriâ temporum multæ res contigerunt, quæ Rempublicam turbare potuissent, necessarium est, ut dicta Pax de novo roboretur, & ad rectam viam reducatur. Itaque hæc sancta Pax ad Vasuar conclusa & stabilita salva permaneat, æque terminata aliis viginti annis duret & observetur.

II. Pagi qui contra Pacificationem impediti sunt à solutione Tributorum, legitimis Dominis suis juxta censum antiquum solvant absque impedimento; qui verò clàm ex metu aut vi & coacte dedititii sunt facti, eliberentur, & non amplius molestentur.

III. Quia per totam Hungariam à Subditis Tributum Turcis pendentibus contra illorum Superiores, quibus Tributum solvere coguntur, multæ lamentationes inferuntur, quòd nimirùm ad præstanda Tributa insolita ipsos compellant, idcircò conclusum est, ùt imposterùm ab auctione Tributi abstineant, census Pagorum non augeant, & si auxerint, rursus diminuant, antiqua solutione, ante Bellum Turcicum consueta, contenti maneant, & injurias atque calamitates tollant.

IV. Ut Arces invadere & occupare, nec clàm, nec palàm, nec aliqua practica sit licitum, neque tentando illas sub quovis prætextu occupare, nec ab ulla parte homines in Captivitatem ducere, nec receptaculum aut fomentum dare malis hominibus, maxime Rebellibus aut Inimicis utriusque Cæsaris.

V. Ut Arces in suis antiquis locis liceat cuilibet Parti reparare & fortificare, de novo autem Castra & Castella ædificare, haud liceat.

VI. Ut duo Comitatus Sacræ Cæsareæ Majestatis Zathmar & Zabolch, prouti etiam cæteri Comitatus Regni & Provinciæ Suæ Majestatis cum suis Statibus, Subditis, Civitatibus, Arcibus, Palankis & Pagis, cæterisque omnibus Appartinentiis in specie, liberis Haydonibus ad Suam Majestatem Cæsaream ab antiquo spectantibus, cum illorum Oppidis & Castellis nullo modo, & sub nullo penitus prætextu molestentur à Turcis, vel ipsismet Transilvanis, sive ab illorum Principe, aut à quovis alio, Tributis aut Contributionibus, sublata omni tali Prætensione, quæ hactenus fuit, & imposterum nil amplius petatur, tollaturque omnis hucus;

ANNO 1681. usque contra hunc Articulum facta subjugatio, & imposterum strictè observetur.

VII. Omnia in Transylvania in antiquo tranquillo statu permaneant, & quando Principatum vacare contigerit, ut Status Transylvaniæ, secundum illorum antiquas Imperiales Capitulationes libere Principem inter se eligere possint, & fruantur omnimode antiqua Libertate, Prærogativis & Jurisdictionibus.

VIII. Tandem cum Experientia docuerit, quod Principes Transilvaniæ per hostiles & sinistras actiones mutuam amborum Potentissimorum Imperatorum concordiam sæpius interrumpere attentaverint, quin contra ipsos Potentissimos Imperatores excursiones & injusta Arma movere præsumserint, uterque Serenissimus Imperator seriò curabit, ut ad Pacis vinculum eò firmiùs nectendum, omnis futuræ disceptationis occasio præscindatur, dicti Principes postpositis quibuscunque insolentiis, in quiete vivant, & Loca alia, præsertim verò Cassoviam & Comitatus Hungariæ Superioris, signanter supra nominatus Zathmar & Zabolch imperturbatos, & ab omni gravamine liberos relinquant.

IX. Religiosi, Jesuitæ, Monachi & Sacerdotes Religionis Catholicæ Romanæ, qui in Locis Turcicis habitant, non affligentur neque vexabuntur injustè, sed conservabuntur, juxta Capitulationes & Decreta Portæ obtenta, neque permittetur ut sint molestati.

X. Omnes & singulæ ad sanctam Pacem spectantes Conclusiones, earundemque Articuli, videlicet Situatorokienses, Viennenses, Comaronienses, Giarmathienses, Srönienses, Constantinopolitani & Vasuarienses, qui antehac facti & conclusi sunt, jamque aliter additi & renovati non sunt, in omnibus partibus, clausulis & punctis permaneant, sancteque & inviolabiliter utrinque observentur.

XI. Conclusum est, ut hæc alma Pax in solatium Subditorum & publicum gaudium per solemnes Legationes & Diplomata confirmetur, & afferent utriusque Potentissimi Imperatoris Legati in signum Amicitiæ reciproca spontanea & æquivalentia munera, fiatque permutatio Legatorum juxta morem hactenus observatum in loco & modo consueto.

Super his undecim Articulis duo ejusdem Instrumenta Pacis Idiomate Latino & Turcico confecta, atque à dictis Plenipotentiariis interim subscripta, Sigillis corroborata, & secundum consuetudinem permutata sunt, ita ut Latinum in manibus dicti Illustrissimi & Excellentissimi supremi Vezirii manserit, Turcicum vero dicto Domino Residenti traditum, & ad Aulam Cæsaream transmissum est.

VIII.

28. Avril. FRANCE ET LINANGE.

Acte de Foi & Hommage rendu au Roi de France LOUIS XIV. *par le Comte de* LINANGE *pour les Terres & Seigneuries de* Stadeck *& de* Landsberg, *faisant partie de la Comté de Veldens, relevant de l'Eglise de Verdun. Du vingt-huitiéme Avril* 1681. [FREDER. LEONARD. Tom. VI.]

Extrait des Registres de la Chambre Royale établie à Metz.

CE jour Emich Comte de Linange, tant pour lui que pour Elizabeth Chrétienne Princesse Palatine de Deux-Ponts son Epouse; Jean Philippe Comte d'Isembourg & de Budingue, & Charlotte Amelie aussi Princesse de Deux-Ponts son Epouse: Se sont presentez à la Chambre, en execution de la Declaration du Roi du dix-septiéme Octobre dernier, & publication d'icelle, par Thierry Cajot fondé de Procuration speciale, lequel entré en ladite Chambre sans baudrier, ceinture, épée ni eperons, precedé du Greffier & du premier Huissier, se seroit approché de Monsieur Bazin, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maistre des Requestes ordinaire de son Hostel, Intendant de la Justice, Police & Finance en la Generalité de Metz, l'un des Commissaires de ladite Chambre, & y Présidant; estant à genoux sur un carreau, les mains jointes, lecture faite du Memoire par lui donné; contenant à quel Titre ils possedent leurs Fiefs, a fait pour eux leurs foy & hommage dûs à Sa Majesté à raison des Terres & Seigneuries de Stadek & de Lansberg, faisans partie du Comté de Veldens, relevant de l'Eglise de Verdun: Sur lesquelles Terres & Seigneuries les deniers dotaux desdites Dames sont assignez, a promis foy, loyauté & service à Sadite Majesté envers & contre tous, & se comporter comme bons & fidels Vassaux, lesquels sont tenus faire envers leur Souverain Seigneur; ausquels foy, hommage & serment de fidelité, ils ont esté receus sous le droit du Roi & l'autruy, à la charge de donner en la Chambre leur aveu & dénombrement dans quarante jours suivant l'Ordonnance, de payer les Droits & Devoirs à Sa Majesté, si aucuns sont dûs, dont a esté octroyé Acte. Fait à Metz en la Chambre Royale, le 28. Avril 1681.

Collationné, & signé,

TAGNIER.

LOUIS par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre: Au Juge Royal de Sierck ou son Lieutenant, Substitut de nostre Procureur General, Receveurs des Domaines, ou leurs Commis, Salut. Sçavoir faisons, à la relation de nos amez & feaux les Commissaires de la Chambre Royale, par Nous établie en nostre Ville de Metz, que nostre bon amé Emich Comte de Linange, tant pour luy que pour Elizabeth Chrétienne Princesse Palatine de Deux-Ponts son Epouse; Jean Philippe Comte d'Isembourg & de Budingue, & Charlotte Amelie aussi Princesse de Deux-Ponts son Epouse, ont cejourd'hui fait en nostredite Chambre, en execution de nostre Declaration du dix-septiéme Octobre dernier, par Thierry Cajot, fondé de Procuration speciale, les foi & hommage qu'ils estoient tenus nous rendre; à raison des Terres & Seigneuries de Stadeck & de Lansberg, faisans partie du Comté de Veldens, relevant de l'Eglise de Verdun, sur lesquelles Terres & Seigneuries les deniers dotaux desdites Dames sont assignez, icelles mouvans de Nous; ausquels foy, hommage & serment de fidelité, lesdits Sieurs Comtes de Linange & d'Isembourg, & les Dames leurs Epouses ont esté receus, comme il paroit par l'Acte cy-attaché sous le contrescel de nostre Chancelerie, aux charges ordinaires, & de donner leur aveu & dénombrement dans quarante jours suivant l'Ordonnance. Si mandons & ordonnons à chacun de vous en droit soy, comme à luy appartiendra, que si pour cause desdits foy & hommage non faits, ou autres empêchemens, lesdites Terres & Seigneuries sont ou estoient mises en nostre main, ou autrement empêchées, vous mettiez ou fassiez mettre incontinent & sans délay par provision, lesdits Sieurs Comtes de Linange & d'Isembourg, & les Dames leurs Epouses, en pleine & entiere jouissance, & des honneurs, Droits, Fruits, Profits, & Revenus d'icelles, comme ils en ont joüi ou deu joüir cy-devant, pourveu que dans les quarante jours portez par l'Ordonnance, ils baillent en nostredite Chambre leur aveu & dénombrement en bonne & dûë forme, fassent & payent les autres devoirs & droits, si aucuns sont dûs, & qu'il n'y ait aucune chose contre nos Droits & Domaines, ou autres causes raisonnables d'empêchemens; desquelles en ce cas vous donnerez avis à nôtre Procureur General. Donné à Metz en nostredite Chambre le vingt-huitiéme jour d'Avril l'an de grace 1681. & de nôtre Regne le trente-huitiéme. Par la Chambre.

Signé,

BREVOT.

IX.

20. Aoust. 16. Sept.

Capitulationi ò reciproche Conventioni che si stabiliscono frà la Maestà del RE CHRISTIANISSIMO *& l'Altezza Serenissima del Signor Duca di* MANTOVA *da osservarsi inviolabilmente con buona fede, e ciò inherendo a i Trattati già maneggiati nella Corte di Mantova, che si stringono per finale stabilimento nel presente Concerto.* [Simple Copie manuscritte.]

ANNO 1681.

HAvendo il Sereniſſimo Duca di Mantoua per manifeſtare al mondo la ſtima, che hà ſempre fatto della gratia di Sua Maeſtà Cattolica & Auguſtiſſima Cæſarea d'Auſtria, procurato di fare penetrare per mezzo di molti ſuoi Miniſtri inviati alla Maeſtà Ceſarea e Cattolica, l'effettuamento della per auvanti maneggiata Permuta della Provincia del Monferrato, e Ragioni ſopra di eſſa, con il Cremoneſe, mà volendoſi detta Maeſtà ritenere la Fortezza di Pizzighitone, ſtimata chiave del Cremoneſe, & a cui non aſſentendo la Sereniſſima Altezza Sua, ſi è riſolta nelli ultimi maneggi di rilaſciare alla Maeſtà Cattolica oltre il Monferrato li groſſiſſimi crediti, che tiene con eſſa Maeſtà, non per altro fine, che per eſſere il Monferrato diviſo dal rimanente de ſuoi Stati, e che non poteva eſſere difeſo dà S. A. dall' armi ſtraniere, come ricercava il biſogno, alla quale Offerta ne meno aſſentendo la Maeſtà Sua, causò il diſcioglimento totale di detti Trattati, ſenza concluſione alcuna; La onde nelli ſeguenti tempi eſſendo ſtimolato dalla Francia con minaccie di paſſare hoſtilmente all' acquiſto del Monferrato, & havendo ricercato da Sua Maeſtà Cattolica la ſodisfattione de' ſudetti groſſiſſimi crediti, e ſoccorſi all' Imperatore, & a tutti li Prencipi d'Italia, per metterſi a valida difeſa per la cauſa commune, dalli quali non havendo potuto ottennere coſa veruna, & eſſendo vicina à ſuoi Stati l'Armata di Sua Maeſtà Chriſtianiſſima, alla quale non havendo forze dà opporſi, & per isfuggire le rovine che la medema minacciava a ſuoi Stati, è ſtato sforzato per minor male di paſſar in colleganza con la ſudetta Maeſtà, & per le Trattationi maneggiate dalli Miniſtri di Sua Maeſtà Chriſtianiſſima nella Corte di Mantoua di conchiudere con Sua Maeſtà una * . . . .

* Il manque ici quelque choſe.

I. Che mancando S. A. ſenza legitimi heredi, dopo la ſua morte, laſcia, & aliena in ogni più valida forma la Provincia di Monferrato e Ragioni ſopra di eſſo alla Maeſtà Chriſtianiſſima in perpetuo.

II. Che l'Altezza Sua cede alla Maeſtà Chriſtianiſſima tutte & ciaſchedune ſue Ragioni ſopra la Città di Novara, Mortara e Valenza, e ſuoi Territorii, Villaggi, Caſtelli, Giuriſdittioni, & ogn'altra coſa da quelle dipendenti, ſenza ritenere parte alcuna di quelle.

III. Che ricercando Sua Maeſtà per hoſtaggio, e pegno delle coſe che nelli preſenti Capitoli ſi ſtabiliſcono, la Cittadella di Caſale, condeſcenderà L'A. S. à dargliela, con conditione però che ſii eſtratto tutto il Cannone, Moſchetti, Spade & altre armi, e munitioni di qualſivoglia ſorte dell Arſenale di detta Piazza, come pure l'Artiglieria che ſi ritrova al preſente ſopra le mura di eſſa, le quali tutte coſe con il Preſidio, che ſi ritrova, dourà eſſere condotto dal Governatore dove li ſarà da Sua Altezza ordinato.

IV. Che in Permuta di detto Monferrato Sua Maeſtà Chriſtianiſſima darà à Sua Altezza il Prencipato di Retel, con li Ducati di Umena e Carlevilla nella Francia in ogni più valida forma, e che poſſi liberamente diſponere à ſua voglia, & anco venendo il caſo, inveſtire in detti Prencipati che à lui piacerà come di coſa propria.

V. Che Sua Maeſtà Chriſtianiſſima in ogni miglior modo, & in riguardo delle infraſcritte coſe che farà Sua Altezza in Servitio di Sua Maeſtà, gli conſegnerà la Patente di Generaliſſimo delle ſue Armate in Italia con tutte le preminenze, Honori, Gratie, e Privileggi, che ſi ſogliono dare alli Generaliſſimi di Sua Maeſtà Chriſtianiſſima & farà ſomminiſtrare alla perſona di Sua Altezza le convenienti Meſate, cioè à ragione di quello ſi è ſtabilito con altri Prencipi in ſimil caſo, & conforme l'intelligenza ſtabilita à parte, & ciò s'oſſerva per il tempo, che s'impiegarà Sua Altezza in ſervizio di Sua Maeſtà.

VI. Che per l'oſtaggio, che concederà à Sua Maeſtà della Cittadella di Caſale ſi dara a Sua Altezza 50000. dopie, e per la rinuntia di tutte le ſue Ragioni ſopra la Città di Mortara, Novara, e Valenza 200000. dopie, che li ſaranno contate nella forma ſeguente, cioè 50000. auvanti, & 200000. dopo la conſegna della Cittadella di Caſale.

VII. Che ſaranno dati per l'auvenire à Sua Altezza tutti quelli honori, immunità, & privileggi, che ſogliano darſi alli Principi di Sangue, & Duchi e Pari di Francia.

VIII. Che acquiſtandoſi con l'armi di Sua Maeſtà da Sua Altezza lo Stato di Milano, la Città di Cremona, Giaradada, e ſuo Territorio, Caſtelli, Villaggi e Patronanze, & ogn'altra Giuriſdittione da quelle dipendenti, debbino reſtare à Sua Altezza e Succeſſori, & il rimanente di detto Stato reſti à Sua Maeſtà per le ſue ragioni, che intende havere ſopra di eſſo.

ANNO 1681.

IX. Che dopo cambiato il preſente Trattato Sua Maeſtà non poſſa ingerirſi punto nella Città di Caſale ne meno nelle altre Città, Terre, Luoghi del Monferrato, ſue rendite, Sudditi, Giudicature, Abbatie, Caſtellanie, Villaggi, e giuriſditioni di qualſi voglia ſorte, niuna eccettuata, le quali coſe tutte reſtare debbano à libera diſpoſitione di Sua Altezza, di modo che reſti contenta Sua Maeſtà della Cittadella ſola, mentre che rimaneſſe Sua Altezza ſenza heredi, *ut ſupra*.

X. Che in detta Cittadella non poſſa eſſervi poſto da Sua Maeſtà di preſidio piu di 4000. perſone, cioè 1000. Cavalli, e 3000. Fanti.

XI. Che Sua Altezza non poſſa mantenere in piedi ſtante la detta Unione meno di 4000. Fanti e 2000. Cavalli.

XII. Che le Truppe le quali ſaranno mantenute da Sua Maeſtà in Italia à Guerra guerregiata non poſſino eſſer meno di 30000. trà Fanteria, e Cavalleria, acciò che aggiunte alle ſudette Truppe di Sua Altezza ſiano habili à qualſivoglia Impreſa, e in beneficio di Sua Maeſtà e di Sua Altezza contro quei Prencipi, che contro il Rè di Francia e il Duca di Mantoua ſi ſaranno dichiarati, ò che per l'auvenire ſi dichiaranno.

XIII. Che Sua Maeſtà e ſuoi, o altri Prencipi del Sangue non poſſino contravenire alli ſopradetti Capitoli, e contravenendo in uno, ò vero in parte de medeſimi, s'intenda eſſere libera Sua Altezza dalli Trattati con Sua Maeſtà come ſe fatti non foſſero, e in conſeguenza poſſi appigliarſi à qualſivoglia altro partito che più li ſarà avantaggioſo.

XIV. Che debba Sua Maeſtà reintegrare Sua Altezza di quanto poteſſe perdere in Italia in qualcunque caſo, e ſotto qualſivoglia preteſto de ſuoi Stati, come di rendite, e giuriſditioni dopo la preſente dichiaratione, e queſta reintegratione debba ſeguire con altretanti Stati nella Francia quando non ſene acquiſtaſſe per ragione di Guerra, ò altri titoli.

XV. Che à Contemplatione di tutto ciò ſia tenuta Sua Altezza, come ſin adeſſo in parola di Prencipe ſi obliga, & promette à Sua Maeſtà, che dopo ſotto ſcritta queſta Capitulatione venendo occaſione di dichiararſi, ſi dichiarera con atti poſitivi, e paleſi in Liga offenſiva, e defenſiva con le armi di Sua Maeſtà, inſieme con quelle di Sua Altezza, la ſudetta Piazza de Armi & ſudetti contro quelli, alli quali ſarà dichiarata la Guerra, à quelli, che verrano opporſi all'armi loro. Di più impiegarà tutte le forze che le ſaranno conſegnate e le ſue proprie in quelle operationi, che ſaranno ſtimate neceſſarie per opprimere li tentativi di quelli, che procureranno opporſi alle giuſtiſſime ragioni ſopra quelli Stati, che ſi procurera acquiſtare tanto la Sua Maeſtà quanto dà Sua Altezza per le loro giuſtiſſime ragioni che hanno ſopra di eſſi, obligandoſi ſpecificamente e ſubito dopo eſſervi firmato il preſente Trattato, à non permettere, che da ſuoi Stati, Piazze, e Sudditi ſotto qualſivoglia preteſto ſi contribuiſca coſa, benche minima, toccante à viveri, munitioni, ò qualſi ſia altra ſomminiſtratione alli Nemici, non permettendo loro, ne meno comodità di paſſagio per il Po, Carri, Barche, o Cavalcature, di maniera che neſſuno d'eſſi Nemici goda la minima aggievolezza, al qual effetto farà Sua Altezza le opportune gride e farà procedere con tutto rigore contro li contravenienti.

XVI. All' incontro Sua Maeſtà promette in parola di Rè, & in corriſpondenza delle obligationi, che fà Sua Altezza, di farlo ſodisfare pienamente di tutti li crediti, che hà con la Spagna, di difendere con le ſue armi Reali li ſuoi Stati dà qualcunque Prencipe il quale penſaſſe invaderli, & occuparli, anzi d'impegnarſi nella ricupera di quelli che nel prejudicio di Sua Altezza hora vengono da altri Prencipi uſurpati.

XVII. Che il preſente Trattato poi dourà durare ſin ad una Pace generale, o particulare d'Italia, promettendo Sua Maeſtà di non conchiudere mai coſ' alcuna ſenza l'incluſione particolare di Sua Altezza, dovendo il preſente Trattato eſſere regiſtrato nelle Corti di Parigi, & nella Camera del Senato di Mantova. Tutto ciò tanto Sua Maeſtà quanto Sua Altezza promettono d'oſſervare realmente & dà eſſeguirſi immediate doppo le ſottoſcrittioni del Rè di Francia e Duca di Mantova,

e

ANNO 1681. e perciò ambedue hanno firmato i presenti Capitoli, e fatti sigillare con loro Sigilli.

LOUIS.
(L.S.)

Data in S. Germano in Laya
16. Sept. 1681.

FERDINANDO CARLO Duca.
(L.S.)

Data in Mantoua
20. Agosto 1681.

X.

30. Sept. FRANCE ET STRASBOURG. *Articles proposez par les Preteurs, Consuls & Magistrat de la Ville de* STRASBOURG, *& accordez pour la reduction de ladite Ville à l'obeïssance du Roi de France* LOUIS XIV. *le* 30. *Septembre* 1681. [FREDER. LEONARD. Tom. VI. d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XII. pag. 276. en Allemand, & dans le *Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 997. en Latin & en Allemand.]

NOUS *François Michel le Tellier, Marquis de Louvois, Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, & Joseph de Ponts, Baron de Monclar, Lieutenant General des Armées du Roi, Commandant pour Sa Majesté en Alsace, avons en vertu du Pouvoir à nous accordé par Sa Majesté, pour recevoir la Ville de Strasbourg à son obeïssance, mis les Apostilles cy-dessus, dont nous promettons fournir la Ratification de Sa Majesté, & la remettre au Magistrat de Strasbourg, entre cy & dix-jours.*

LA Ville de Strasbourg, à l'exemple de Monsieur l'Evesque de Strasbourg, le Comte de Hanau, Seigneur de Flekenstein, & de la Noblesse de la Basse Alsace, reconnoist Sa Majesté Tres-Chrestienne pour son Souverain Seigneur & Protecteur.

Le Roy reçoit la Ville & toutes ses Dépendances en Sa Royale protection.

II. Sa Majesté confirmera tous les anciens Privileges, Droits, Statuts, & Coûtumes de la Ville de Strasbourg, tant Ecclesiastiques que Politiques, conformément au Traité de Paix de Westphalie confirmé par celuy de Nimegue.

Accordé.

III. Sa Majesté laissera le libre exercice de la Religion comme il a esté depuis l'année 1624. jusques à present, avec toutes les Eglises & Escoles, & ne permettra, à qui que ce soit, d'y faire des pretensions, ni aux Biens Ecclesiastiques, Fondations & Convents; à sçavoir l'Abbaye Saint Etienne, le Chapitre de Saint Thomas, Saint Marc, Saint Guillaume, aux Tous-Saints, & tous les autres compris & non-compris; mais les conservera à perpetuité à la Ville & ses Habitans.

Accordé, pour joüir de tout ce qui regarde les biens Ecclesiastiques, suivant qu'il est prescrit par le Traité de Munster, à la reserve du Corps de l'Eglise de Nostre-Dame, appellée autrement le Dome, qui sera rendu aux Catholiques; Sa Majesté trouvant bon neanmoins qu'ils puissent se servir des cloches de ladite Eglise, pour tous les usages cy-devant pratiquez, hors pour sonner leurs prieres.

IV. Sa Majesté veut laisser le Magistrat dans le present état avec tous ses Droits, & libre élection de leur College, nommément celuy de Treize, Quinze, Vingt & un, Grand & Petit Senat, des Eschevins, des Officiers de la Ville & Chancelerie, des Convents Ecclesiastiques, l'Université avec tous leurs Docteurs, Professeurs, & Estudians en quelque qualité qu'ils soient, le College, les Tribus & Maistrises, tous comme ils se trouvent à present, avec la Jurisdiction Civile & Criminelle.

Accordé, à la reserve que pour les causes qui excederont mille livres de France en capital, on en pourra appeller au Conseil de Brisac, sans neanmoins que l'Appel suspende l'execution du Jugement, qui aura esté rendu par le Magistrat, s'il n'est pas question de plus de deux mille livres de France. ANNO 1681.

V. Sa Majesté accorde aussi à la Ville que tous les Revenus, Droits, Peages, Pontenages, & Commerce, avec la Doüane soient conservez en toute liberté & joüissances, comme elle les a eûs jusques à present, avec la libre disposition de la Pfenningthurn, & la monnoye, des Magasins de Canons, Munitions, Armes, tant de ceux qui se trouvent dans l'Arsenal, qu'aux remparts & maisons de la Bourgeoisie, des Magasins de Bleds, Vins, Bois, Charbons, Suif, & tous les autres, les cloches; comme aussi les Archives, Documens, & papiers de quelque nature qu'ils soient.

Accordé, à la reserve des Canons, Munitions de Guerre & Armes des Magazins publics, qui seront au pouvoir des Officiers de Sa Majesté, & à l'égard des Armes appartenantes aux particuliers, elles seront remises dans l'Hostel de Ville en une salle, dont le Magistrat aura la Clef.

VI. Toute la Bourgeoisie demeurera exempte de toutes Contributions & autres Payemens. Sa Majesté laissant à la Ville tous les Imposts ordinaires & extraordinaires pour sa conservation.

Accordé.

VII. Sa Majesté laissera à la Ville & Citoyens de Strasbourg, la libre joüissance du Pont du Rhein, de toutes leurs Villes, Bourgs, Villages, Maisons champestres, & Terres qui leur appartiennent, & fera la grace à la Ville de luy octroyer des Lettres de Répit contre ses Creanciers, tant dans l'Empire que dehors.

Accordé.

VIII. Sa Majesté accorde aussi Amnistie de tout le passé, tant au public, qu'à tous les particuliers, sans aucune exception: & y fera comprendre le Prince Palatin de Veldentz, le Comte de Nassau, le Resident de Sa Majesté Imperiale, tous les Hostels, le Bruderhoff avec ses Officiers, Maisons & Appartenances.

Accordé.

IX. Il sera permis à la Ville de faire bastir des Cazernes, pour y loger les Troupes qui y seront en garnison.

Accordé.

X. Les Troupes du Roi entreront aujourd'huy 30. Septembre 1681. dans la Ville à quatre heures après midy. Fait à Illkirch ce 30. Septembre 1681.

Signé,

DE LOUVOIS.

JOSEPH DE PONTS BARON DE MONTCLAR.

JEAN GEORGE DE ZETLITZ ESCUYER ET PRÉTEUR.

DOMINIQUE DIETRICH,

JOAN LEONARD FROREISEN,

JOHANN PHILIPPE SCHMIDT,

DANIEL RICHSHOFFER,

JONAS STORR,

J. JOACHIM FRANTZ,

CHRISTOFFLE GUNZER.

XI.

Fœdus inter CAROLUM XI. *Regem Sueciæ & Ordines Generales* FOEDERATI BELGII *pro firma conservatione & Guarantia Pacis Neomagensis, immo & Monasteriensis, contra quoscunque Violatores earum. Actum Hagæ Comitis die* 30. *Septembris* 10. *Octobris* 1681. [Simple Copie, mais plus sûre, & plus entiere que celle qui se voit dans la premiere Edition de ce Grand Recueil. Tom. IV. pag. 751.] 30. Sept. / 10. Oct.

Quan-

ANNO 1681.

QUandoquidem divinâ favente gratiâ, nuperâ Pacis Conventione longè desideratissima quies Orbi est reddita Christiano, atque nihil æquè cuivis Regi aut Principi Statuive Christiano cordi esse aut possit aut debeat, quam ut funestissimæ istæ devastationes, sanguinisque effusiones, quas Belli flamma perpetuò secum trahit, id quod vel maximè Bello proximo compertum habebatur, omnibus piis & efficacibus consiliis & mediis avertantur.

Proinde Serenissimus & Potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus Carolus Undecimus, Dei gratiâ, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ, & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ & Wismariæ, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux &c. atque Celsi & Præpotentes Domini Ordines Fœderatarum Belgii Provinciarum Generales id ipsum reputantes, animoque expendentes tot Terras ac Regiones ex recentibus miseriis, Bellique calamitatibus adhuc anhelantes, tum quanto labore & difficultate Pax isthæc non absque singulari divini Numinis auspicio Orbi conciliata fuit, animitus voventes, ut eadem Pax sarta tecta maneat, ac per incrementa mutui consensus & sinceræ Amicitiæ inter omnes & singulos Principes & Status, qui eandem inivęrunt, magis magisque stabiliatur & confirmetur, etiam atque etiam officii sui esse existimarunt, quantum quidem in ipsis fuerit, eò conferre id omne, quod ad consequendum finem adeò salutarem & Christianum conducere possit, atque de eodem non secus ac de propria utriusque securitate pacisci & convenire, &c. eâ propter per ritè constitutos utrinque Plenipotentiarios, à parte quidem Sacræ Regiæ Majestatis per Ablegatum ejusdem Extraordinarium, Dominum Nicolaum Guldenstolpo, Hæreditarium de Jacoila & Segerstad, & à parte Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium per Dominos Walraven de Heckereux, Dominum de Nettelhorst, Comitatus Zutphaniæ Satrapam, Danielem de Wyngaarden, Liberum Baronem de Wyngaarden, Rubwek, Benthuysen, Dominum de Werckendam, Soetermeer, Moermont, in Renesse, Zuytland & Norville, Gasparum Fagel, Consiliarium Pensionarium & Custodem magni Sigilli, Dominorum Ordinum Hollandiæ & West-Frisiæ, Aggerumque Rhenolandiæ, Chomarcham, Johannem de Mauregnault, Jacobum de Dinter, Civitatis Ultrajectensis Exconsulem, Lubbertum Lyklama à Nyeholt, Grietmannum de Stellingwerf Osteynde, Henricum Krue, Civitatis Swollensis Consulem, & Johannem van Borck, in Lappersum & Wirdum Nobilem Toparchum, ad Consessum nostrum nomine Dominorum Ordinum Gelriæ, Hollandiæ & West-Frisiæ, Zelandiæ, Ultrajecti, Frisiæ, Transisulaniæ & Civitatis Groningæ & Omlandorum respectivè Deputatos, hocce Instrumento in modum sequentem conventum est.

ART. I. Sincerè & solenniter sese invicem alt. memorat. Sacra Regia Majestas & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales adstringunt, non solummodo ad quamvis efficacissimam operam pro mutua tranquillitate & securitate juxta Pacta Conventa antehac inita, sed & quod ad communem Orbis Christiani quietem in Pace nupera Neomagensi de Anno 1678. & 1679. fundatum, quæ ipsa etiam ex Pace Osnabrugensi & Monasteriensi de Anno 1648. cujus quidem Sacra Regia Majestas Sueciæ ex primis & principalibus Guarantiis est, sua tenet fundamenta, sibi utrinque pollicentur, & promittunt sese fideliter, sedulò, omnique industriâ rationem Consiliorum suorum eò directuros, mutuamque curam & operam conjunctim adhibituros, ut dicti Tractatus Pacis Osnabrugensis in pleno vigore secundum eorum genuinum sensum maneant & ritè observentur, omnesque ejus infractiones seu violationes præveniantur & evitentur; Controversiæ verò omnes quæ circa sensum genuinum eorundem oriri poterint, amicè dirimantur.

II. Si verò, quod DEUS clementer avertat, acciderit, ut violatione dictorum Pacis Tractatuum novum Belli incendium inter Principes & Status, qui eos inierunt, aut aliquot ex iis, exoriatur, eo casu alte memorata Regia Sua Majestas Sueciæ & Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales omnem operam, omnemque industriam, ubicunque hoc ex re communi creditum fuerit, adhibituri sunt, ut amicis officiis Partes dissentientes sibi invicem concilientur, ignisque ille infaustus in ipso ortu suffocetur.

III. Nihilominus etiam altè memorata Regia Sua Majestas & Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales sine morâ inter sese sollicitè collaturi & deliberaturi sunt de eo, quod si amica officia successu caruerint, à se vel seorsim vel conjuncta opera communium Amicorum & Fœderatorum aliorumque Pacis amantium Principum & Statuum agi possit efficaciùs, ad eum, apud quem benigniora media nihil efficere potuerunt, fortioribus efficacioribusque rationibus ad id, quod æquum & justum est, inducendum. Inque hunc finem quàm promptissimè collaturi & conventuri sunt de adhibenda Terrâ marique tali Militum manu, qualem periculi magnitudo exiget, qualisque pro ratione temporis, Regionum & Locorum maximo cum fructu adhibere poterit.

IV. Et quoniam Christianum adeò propositum, sine omni partium studio communem tranquillitatem inter Christianos Principes, Tractatusque ad eam stabiliendam servandi, ab omnibus Christianis & Pacem amantibus approbatum iri præsumitur, idque pollicere & exigere videtur, ut & apud alios Christianos, Pacemque amantes Principes & Status animô æque sincerô piôque zelô hoc propositum excipiatur suscipiaturque ad firmam solidamque tranquillitatem in Orbe Christiano eò pleniùs perfectiusque procurandam tuendamque, omnibus ideòque Principibus & Statibus Christianis, & maxime iis, inter quos dicti Tractatus Monasteriensis, Osnabrugensis & Neomagensis initi sunt, liberum esto, ut in eandem hanc Conventionem & Pacta transeant.

V. Quod si autem præter omnem opinionem contigerit, ut aliquis, quicunque etiam ille sit, hoc amicum & ab omni partium studio alienum piumque propositum circa conservationem communis tranquillitatis contra veram intentionem altè memorat. Regiæ Suæ Majestatis Sueciæ, & Celsorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium, in sinistram & iniquam partem acceperit, adeò, ut hoc nomine utrosque vel alterutrum eorundem vi aut Bello aggrediatur aut prosequatur, tenebuntur altè memoratæ Partes utræque mutuum promptumque invicem ad primam requisitionem auxilium Terrâ vel Mari, & quibuscunque modis ac mediis conducibilibus & efficacibus fideliter ad vim omnem propulsandam præstare, Regnaque Provincias, Terras, Jura, & Privilegia Terrâ, Marique utrinque omnibus viribus mutuò tueri, neque ab isto auxilio alterutri priùs licebit desistere, quam Parti læsæ, aut Bello impetitæ restituta fuerit (si id desideraverit) Possessio Terrarum, Urbium & Locorum, nec non Jurium, Privilegiorum, & Immunitatum, quibus gaudebat, antequam dicta vis aut Bellum illi illatum esset, tenebitur prætereà unaquæque Pars Contrahentium eadem Jura, Privilegia, Immunitates, Exemptiones & Prærogativas alteri stipulari, quas sibi stipulatura est, nisi altè memoratis Contrahentibus aliter visum fuerit.

VI. Pacta hæc Conventa non tantum non derogabunt Pactis & Conventionibus istis, quas Contrahentes jam antè inter se inierunt, in quantum hisce repugnare non reperientur, sed & eas magis magisque corroborabunt & confirmabunt in communem Christiani Orbis & utriusque Regnorum, Terrarum & Ditionum utilitatem & commodum.

VII. Durabit hoc Fœdus inter Sacram Regiam Majestatem & Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales per subsequentes viginti annos à tempore Ratificationum computandos, quibus ad finem vergentibus maturè pro re nata ulteriùs de prolongatione conveniatur; Liberum autem esto iis Regibus, Principibus & Statibus, qui huic Fœderi accedere voluerint, ut eum annorum numerum pro se quisque præfigat, proùt rebus suis conveniens esse duxerit.

Ratificationes etiam utrinque intra sex Septimanarum spatium à signatura Instrumenti hujus mutuò Holmiæ extradentur; & omnia & singula hisce Pactis Conventis contenta, sincerâ ac religiosâ fide ab utraque Parte integrè observabuntur. In quorum majorem fidem & robur utriusque Partis Plenipotentiarii manibus ac Sigillis propriis Instrumentum hocce firmarunt & muniverunt, Hagæ Comitis $\frac{\text{Sept.}}{\text{Oct.}}$ Anno 1681.

XII.

ANNO 1682.

XII.

Constitution Ihro Königlichen Majestät in Schweden CAROLI XI. über und wegen der Reduction der veralienirten Königlichen Cron-Güter. 1682. [LONDORPII *Acta Publica* Part. XI. Cap. 223. pag. 436. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans *Relationis Historiar.* Francofurt. Contin. Autumnal. pag. 67.]

C'est-à-dire.

Constitution de CHARLES XI. *Roi de Suede, pour la Reduction de tous les Biens aliénés de la Couronne.* 1682.

SOllen alle die von denen vorigen Königen / in auffsteigender Linie / ewig verschenckte Güter / so gleich durch die von Seiner Majestät darzu Verordnete und Gevollmächtigte exactè auffgezeichnet werden / und soll ein jeder Donatarius innerhalb eines gewissen ihme vorgeschriebenen termins, seine exceptiones, oder was er sonsten einzuwenden hat / schrifftlich beyzubringen schuldig seyn. Diesem nach verordnen wir für uns und unsere nachkommende Schwedische Könige / daß keine Güter allodialiter, oder auff ewige Zeiten sollen und mögen weggeschencket werden / da aber der ein oder der ander König solches thut, so hat der ihm in der Cron folgende Successor Macht / solches auffzuheben / und zu annulliren, damit ein jeder König seine auffrichtige und getreue Unterthanen / gleich andern seinen Vorfahren / beneficiren könne / die Unterthanen auch selbst / sowol unter deß einen als des andern Königs Regierung der Obrigkeitlichen Gnade geniessen / sich deren meritiret machen / und nach Ehr und Tugend streben mögen.

2. Wann jemand etwas der Cron-Güter / welche ihm allodialiter geschencket worden seynd / einem oder dem andern verkaufft hat / so soll der Verkauffer dasjenige / was er redlicher weise von ihm erkaufft hat / zu liefern schuldig seyn / so daß der Kauffer sein von einem andern erkaufftes Gut ohngehindert / und ewig in Ruh besitzen und behalten möge / der Verkauffer aber soll den König und die Cron in allweg schadloß halten.

3. Lebet Seine Königliche Majestät der Züversicht / es werde ein jeder / so da prætendiret, bey dero Vorfahren Zeiten einige Güter von der Cron durch Kauff / Donation oder Tausch bekommen zu haben / seine Brieffe und Documenta in dem Königl. Reductions-Collegio eingegeben haben. Solte aber diesem nicht nachgelebet seyn / so wird ihme hiemit ein gewisser termin, worinnen man examiniren möge / mit was Recht er solche Güter besitze und innen habe / gesetzet. Solte jemand durch Feuers-Noth / Krieg oder andern unvermuthlichen Fall / seine Documenta und Brieffe vermisset und verlohren haben / so wollen Ihro Königliche Majestät gnädigst gestatten / daß er auß dem Königl. Archivo oder Cantzley unverfälschte Copias, da sie darinnen gefunden werden / abhohlen / oder durch andere recht-mässige Beweiß seine Gerechtigkeit defendiren möge.

4. Nachdem auch Seine Königl. Majest. so wohl als dero Vorfahren / der Schweden Könige / befunden / daß gewisse Land-Güter / so wol zu der Cron eigener Bequemlichkeit / als auch der Miliz, der Admiralität / der Bergwercke / und anderer nothwendiger Unterhaltung verbotten / und inalienable geschätzet seyn / als meinen und erklären Ihre Königliche Majestät nicht allein selbige für solche / welche von dero Vorfahren von dieser Natur seynd geschätzet / sondern auch die / welche ihrer eignen Beschaffenheit halber / allezeit von der Cron inseparable gehalten werden. Und seynd dieselbe 1. Königliche Schlösser / sie seyn entweder bey Königl. Residentz-Gräntz-und Haupt-Vestungen gelegen / oder sonsten in vorigen Zeiten von Königen gebraucht und auffgerichtet. 2. Die jenige Wiesen / welche an bequemen Orten liegen / und können bewiesen werden / daß sie unter des Königs Stall und und Fourage von alters her gehörig gewesen / und gebraucht worden / nachmals aber unter gewissen Prætext davon abalieniret seynd. 3. Der Cron uhralte Haupt-Fischerey in den grossen Strömen. 4. Der Cron alte eygenthümliche Gehäge / mit denen darzu gehörigen und davon unzertrennlichen Gelegenheiten / als auch die Kohlen / Erde und Eigenthumb / samt der Heydreuter und Holtz-Förster Wohnungen dienlich. 5. Die Güter und Gelegenheit / so da zu der Städte Academien, Gymnasien, Hospitalien / Schulen und Kirchen / Priester und Küster Unterhalt seynd fundiret und gestifftet / und hernachmals von Privat-Persohnen dem / wozu sie anfangs gewiedmet gewesen / entzogen worden. 6. Alle Güter oder Erbe / so den Ambtleuthen / oder sonsten einigen Justiz-Bedienten / eigentlich von Alters hero gewiedmet seyn. 7. Erbe / so zur Factorey und Schloß-Bauung / und dergleichen allgemeinen. und dem Reich höchstnützlichen Wercken seynd verordnet worden. 8. Post-Bauen / Krüge und Gast-Höffe / welche von den allgemeinen / und der Cron Unkosten / bey deren Heer-Strassen die Berichtung und Gast-Geberey desto besser zu unterhalten seynd / gebauet worden / sollen auch der Kron wieder anheim fallen. 9. Die zu der Admiralität und deren Unterhaltung vorhin nöthig erkandte Orter. 10. Gleicher weise die zur Admiralität nothwendig befunden / oder noch ins künfftig befindende Steur-Manns-Höffe. 11. Bergwercke seynd vor allen Dingen unter der Cron nothwendigste Güter zu rechnen / wie weit sich aber selbige erstrecken sollen / ist theils von uhralter Observanz, theils auß den Bergwercken ihren selbst-ständigen Wesen gnugsam bekand. 12. Absonderlich seynd die grosse Messinge / Salpeter-und Pulver-auch andere allgemeine Bergwercke / sampt denen / so zu Beforderung gewisser Handwercke / auff der Cron Kosten / und mit sonderlichen Privilegien auffgerichtet seynd / der Cron nicht zu entziehen / vielweniger können deren Grechtigkeiten einigen Particular-und Privat-Persohnen / zu ihrem Nutz und Einkunfft gelassen werden. 13. Die Königliche Geträydt-und andere eigenthumliche Mühlen / welche in des Reichs Städten / oder deren Schlösser und Vestungen / so nahe gelegen / daß die entweder innerhalb der Freyheits-Mühlen liegen / oder sonsten ihrer Gelegenheit halber / nicht zu entbehren seynd / sollen denen Königliche Meyerhöfen / welche dergleichen Mühlen unter andern ihren Gerechtigkeiten vor alters gehabt / wiederum heimfallen. 14. Weilen das Schloß und Land Schwartzschö / sampt denen darzu gehörenden Eylanden / wegen deren sonderbahren bequemen Gegend / zu des Königs Hoff-haltung und Lust allezeit frey erkandt / so scheinet auch / daß die Oerther und Gelegenheiten / welche in selbigen Lehen von der Cron an privat-Persohnen verschencket werden / billich / wie andere Gütter / der Kron wieder anheimb fallen müssen. 15. Reale und gelegene Gräntz-und andere Vestungen / welche zu deß Reichs Sicherheit und defension von vorigen Konigen auffer-bauet worden seynd. 16. Alle Hammer-Schätzung / Strom-Gerechtigkeit / grosse und kleine Zölle / und andere Gerechtigkeiten / welche von denen Reichs Städten / so da immediatè unter der Cron / auffgebauet / und von alters hero darzu gehöret haben / auch expressè zu deß Königs und Reichs sonderlichen Einkünfften verordnet seynd / sollen dieselbe noch weiter dabey bleiben / und im Fall einige davon verschencket worden / solche der Cron wieder eingeraumt werden.

5. Welche von diesen obgemelten Oerthern / bloß auß Königl. Milde und Güte seynd verschencket worden / es seye dann / daß das Gut mit grossen Unkosten und baarem Geld mercklich verbessert worden / so soll sothane Verbesserung durch theils Adeliche / theils andere ehrliche Männer æstimiret, und denen Eygenthümern deß falls satisfaction gegeben werden.

6. Wann jemand von einem Bauern von denen Gütern / welche er in vorbenandten Orthen geschencket bekommen / etwas erkauffet hat / so soll er beweisen / was er darfür außgeleget / solches soll ihm restituiret, und guth gethan werden.

7. Behalten Ihre Königl. Maj. die freye Wahl derjenigen Güter / so von der Cron seithero Anno 1632. an obbemelden verbottenen Oerthern seynd erkauffet worden / wieder einzulösen / doch soll der Kauffer und von dem es getauschet worden / wieder bezahlen / oder mit gebührender Wieder-vergeltung versehen werden / ehe und bevor er die Güter abtritt.

8. Auch eygenen Ihre Kön. Majest. gewissen Städten und Oerthern Freyheits-Meylen zu: als Upsal / Nyköping / Alvestra / Amberg / Lynköping / Calmar / Jönköping / und andern / eine Meyle: Aber Abo und Wyburg zwo Meylen / und erklären selbige von eben der Eygenschafft / als die übrigen unentbährlichen Oerther.

9. Die verbottene Provintzen / oder darinnen gelegene / und

ANNO 1682.

und schon zu unterschiedlichen Zeiten public declarirte Güter / gehören gleicher Weise ewiglich zu deß Reiches nothwendigen Behuff unverruckt zu bleiben / über die andern aber wollen Ihre Majestät nach einer jeden Provintz Eygenschafft und Natur zu disponiren und zu verordnen in alle Weg ihr vorbehalten haben.

10. Wollen Ihre Königliche Majestät gnädigste Vorsorge tragen / daß hierüber gewisse Land-Bücher auffgerichtet werden / welche nun / und zu ewigen Zeiten unverändert bleiben / und zu dem Nutzen / wozu sie destiniret, und außersehen seynd / unverrucket beybehalten werden sollen.

11. Was die Güter betrifft / welche ausserhalb deren unentbährlichen und verbottenen Oerthen gelegen seynd / und annoch Donations-Weise unter dem Adel beruhen / wollen Ihre Königl. Maj. hierüber eine richtige Specification verfassen lassen / damit sie darauß ersehen möge / wie weit ihr / und ihres Reichs-Zustand erleiden könne / daß sie unter deren Donatarien Händen bleiben / und desto besser von einer jeden Donation Natur und Eygenschafft Wissenschafft haben mögen. Drittens / wie weit einer oder der ander / vermittelst dessen getreuen Diensten / liebe und unterthänigen Eyffer von Sr. Majestät mögte beneficirt werden / da sie dann eines jeden Beschaffenheit / und der Sachen umbständen nach / darüber disponiren wollen.

XIII.

29. Janv. FRANCE ET MAROC.

(a) *Articles & Conditions de Paix traitez par l'ordre exprés de tres-haut, tres-puissant, tres-excellent & tres-invincible Prince* LOUIS XIV. *par la Grace de Dieu Empereur de France & Roi de Navarre, avec les Ambassadeurs de tres-haut, tres-excellent, tres-puissant & très-invincible Prince* MULEY ISMAEL, *Empereur de Maroc, Roi de Fez & de Sus. Fait à Saint Germain en Laye le vingt-neuviéme Janvier* 1682. *Avec les* FORMULAIRES *du* PASSEPORT *dont les Vaisseaux François devront être munis; Et du* CERTIFICAT *du Consul de la Nation Françoise à Salé.* [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

I. TOus Actes d'Hostilité cesseront à l'avenir entre les Armées de Terre & de Mer, & les Vaisseaux & Sujets de l'Empereur de France, & ceux de l'Empereur de Maroc Roi de Fez & de Sus.

II. A l'avenir il y aura Paix entre l'Empereur de France & ses Sujets, & l'Empereur de Maroc, Roi de Fez & de Sus, & les siens: & pourront lesdits Sujets reciproquement faire leur commerce dans les deux Empires, Royaumes & Pays, & naviguer en toute liberté sans en pouvoir estre empêchez pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce soit.

III. Les Vaisseaux armez en guerre dans les Ports de l'Empereur de Maroc, rencontrans en Mer les Vaisseaux & Bâtimens navigans sous l'Etendart de France, & les Passeports de l'Admiral de France, conformes à la copie qui sera transcrite en fin du present Traité, les laisseront en toute liberté continuer leur voyage sans les arrester ni donner aucun empêchement, ains leur donneront tout le secours & assistance dont ils pourront avoir besoin: & reciproquement les Vaisseaux François en useront de même à l'égard des Vaisseaux des Sujets de l'Empereur de Maroc, qui seront porteurs des Certificats du Consul François qui sera établi à Salé, desquels Certificats la copie sera pareillement transcrite en fin du present Traité.

IV. Les Vaisseaux de Guerre & Marchands des deux Nations, seront receus reciproquement dans les Ports & Rades, tant de la domination de l'Empereur de France, que de celle de l'Empereur de Maroc, & il leur sera donné toute sorte de secours pour les Navires, & pour les Equipages & Passages en cas de besoin. Comme aussi il leur sera fourni des vivres, agrez, & generalement toutes autres choses necessaires, en les payant aux prix ordinaires & accoûtumez, dans les lieux où ils auront relâché.

(a) L'Original de ce Traité contient le même Titre de mot à mot qui se voit ici [DUM.]

ANNO 1682.

V. S'il arrivoit que quelque Vaisseau marchand François étant dans l'un des Ports ou Rades de la domination de l'Empereur de Maroc, fust attaqué par des Vaisseaux de guerre Ennemis, mesmes par ceux d'Alger & de Tunis, & des autres Ports de la Coste d'Afrique, ils seront deffendus & protegez par le Canon des Châteaux & Forteresses, & il leur sera donné un temps suffisant pour sortir & s'eloigner desdits Ports & Rades, pendant lequel seront retenus lesdits Vaisseaux Ennemis, sans qu'il leur soit permis de les poursuivre: Et la mesme chose s'executera de la part de l'Empereur de France, à condition toutefois que les Vaisseaux armez en Guerre par l'Empereur de Maroc ou ses Sujets, ne pourront faire des prises dans l'étenduë de six lieuës des Costes de France.

VI. Tous les François pris par les Ennemis de l'Empereur de France, qui seront conduits dans tous les Ports & les Terres de la domination de l'Empereur de Maroc, seront mis aussi-tost en liberté sans pouvoir estre retenus Esclaves, mesme en cas que les Vaisseaux d'Alger, Tunis, Tripoly, & autres qui sont ou pourront estre en Guerre avec l'Empereur de France, missent à terre des Esclaves François, ledit Empereur de Maroc donnera dès à present ordre à tous ses Gouverneurs de retenir lesdits Esclaves & de travailler à les faire racheter par le Consul François au meilleur prix qui se pourra; & pareille chose se pratiquera en France à l'égard des Sujets de l'Empereur de Maroc.

VII. Tous les Esclaves François qui sont à present dans l'étenduë des Terres de la domination dudit Empereur de Maroc, pourront estre racheptez moyennant trois cens livres piece, sans que ceux qui s'en servent à present puissent en demander un plus grand prix; ce qui sera pareillement observé à l'égard des Esclaves Sujets dudit Empereur de Maroc qui pourroient estre en France. Et comme par le projet de Tréve fait entre le Sieur de la Barre & l'Alcayde Omar, ledit Alcayde est convenu par le Billet signé de sa main, remis és mains dudit Sieur de la Barre, qu'il seroit restitué le mesme nombre de François Esclaves qu'il y avoit de Maures sur le Vaisseau du nommé Aly Baudy, lesdits Ambassadeurs asseurent qu'aussi-tost que ledit Empereur de Maroc leur Maistre aura connoissance de la verité du Billet donné par ledit Alcayde, il fera restituer le nombre de soixante-cinq François, pour avec vingt que ledit Alcayde a fait restituer, faire le nombre de quatre-vingt cinq, pour l'équivalent du mesme nombre de Maures qui ont esté restituez par ledit Sieur de la Barre.

VIII. Les Etrangers passagers trouvez sur les Vaisseaux François, ni pareillement les François pris sur les Vaisseaux Etrangers, ne pourront estre faits Esclaves sous quelque pretexte que ce puisse estre, quand mesme le Vaisseau sur lequel ils auroient esté pris se seroit deffendu. Ce qui aura pareillement lieu à l'égard des Etrangers trouvez sur les Vaisseaux de Maroc, & des Sujets dudit Empereur de Maroc sur des Vaisseaux Etrangers.

IX. Si quelque Vaisseau François se perdoit sur les Costes de la dépendance de l'Empereur de Maroc, soit qu'il fust poursuivi par les Ennemis, ou forcé par le mauvais tems, il sera secouru de tout ce dont il aura besoin pour estre remis en Mer, ou pour recouvrer les Marchandises de son chargement, en payant le travail des journées de ceux qui auront esté employez, sans qu'il puisse estre exigé aucun droit ni tribut pour les Marchandises qui seront mises à Terre, à moins qu'elles ne soient venduës dans les Ports de la domination dudit Empereur.

X. Tous Marchands François qui aborderont aux Ports ou Costes de Maroc ou Fez, pourront mettre en Terre leurs Marchandises, vendre & achepter librement sans payer autre chose que ce qu'ont accoûtumé de payer les Sujets dudit Empereur de Maroc, & il en sera usé de la mesme maniere dans les Ports de la Domination de l'Empereur de France, & en cas que lesdits Marchands ne missent leurs Marchandises à terre que par entrepos, ils pourront les rembarquer sans payer aucuns Droits.

XI. Il ne sera donné aucun secours ni protection contre les François aux Vaisseaux de Tripoly, Alger, Tunis, ni ceux qui auront armé sous leur commission: Et sera led. Empereur de Maroc deffenses expresses à tous

ANNO 1682. tous ses Sujets d'armer sous commission d'aucun Prince ou Estat Ennemi de la Couronne de France. Comme aussi empeschera que ceux contre lesquels ledit Empereur de France est en Guerre, puissent armer dans ses Ports pour courre sur ses Sujets.

XII. Pourra ledit Empereur de France mettre un Consul à Salé, Tetouan, ou en tel autre lieu qu'il trouvera bon, pour assister les Marchands François dans tous leurs besoins: & pourra ledit Consul exercer en liberté dans sa Maison la Religion Chrestienne, tant pour luy que pour tous les Chrestiens qui y voudront assister. Comme aussi pourront les Sujets dudit Empereur de Maroc qui viendront en France, faire dans leur Maison l'exercice de leur Religion: & aura ledit Consul tout pouvoir & jurisdiction dans les differens qui pourront naistre entre les François, sans que les Juges dudit Empereur de Maroc en puissent prendre aucune connoissance.

XIII. S'il arrivoit quelque different avec un François & un Maure, ils ne pourront estre jugez par les Juges ordinaires, mais bien par le Conseil dudit Empereur de Maroc, ou du Commandant pour lui dans les Ports où lesdits differens arriveront.

XIV. Ne sera ledit Consul tenu de payer aucune debte pour les Marchands François, s'il n'y est obligé par écrit: & seront les effets des François qui mourront audit Pays remis és mains dudit Consul pour en disposer au profit des François, ou autres ausquels ils appartiendront. Et la mesme chose sera observée à l'égard des Sujets de l'Empereur de Maroc qui voudroient s'établir en France.

XV. Jouïra ledit Consul de l'exemption de tous droits pour les provisions, vivres & Marchandises necessaires à sa Maison.

XVI. Tout François qui aura frapé un Maure ne pourra estre puni qu'aprés avoir fait appeller ledit Consul pour deffendre la cause du François; & en cas que ledit François se sauve, ne pourra ledit Consul en estre responsable.

XVII. S'il arrive quelque contravention au present Traité, il ne sera fait aucun acte d'hostilité qu'aprés un déni formel de justice.

XVIII. Si quelque Corsaire de France, ou du Royaume de Maroc, fait tort aux Vaisseaux François, ou Maures qu'il trouvera en Mer, il en sera puni & les Armateurs responsables.

XIX. Si le present Traité de Paix conclu entre l'Empereur de France & celui de Maroc, venoit à être rompu, ce qu'à Dieu ne plaise, tous les Marchands François qui seront dans l'étenduë des Terres de la domination dudit Empereur de Maroc, pourront se retirer par tout où bon leur semblera, sans qu'ils puissent estre arrestez pendant le temps de trois mois.

XX. Les Articles cy-dessus seront ratifiez & confirmez par l'Empereur de France & celuy de Maroc, pour estre observez par leurs Sujets pendant le temps de six ans; & afin que personne n'en pretende cause d'ignorance, seront leus, publiez & affichez par tout où besoin sera. Fait & arresté à Saint Germain en Laye, ce vingt-neuviéme jour de Janvier, 1682.

Signé,

COLBERT DE SEIGNELAY.

COLBERT DE CROISSY.

Passeport dont les Vaisseaux François seront porteurs.

LOuis, Comte de Vermandois, Admiral de France, A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que Nous avons donné Congé & Passeport à Maistre de nommé du Port de ou environ, estant de present au Port & Havre de de s'en aller à chargé de & armé de aprés que visitation d aura esté bien & deuëment faite. En témoin dequoy Nous avons fait mettre nostre Seing & le Seel de nos Armes à ces Presentes, & icelles fait contresigner par le Secretaire General de la Marine. A Paris le jour d mil six cens quatre-vingt

Signé,

LOUIS, Comte de Vermandois, Admiral de France.

Et plus bas:

Par Monseigneur, LE FOUIN.

Et scellé.

Certificat du Sieur Consul de la Nation Françoise à Salé.

NOus Consul de la Nation Françoise à Salé, Certifions à tous qu'il appartiendra que le nommé commandé par du port de ou environ, estant de present au Port & Havre appartient aux Sujets de l'Empereur de Maroc, & est armé de En témoin de quoy Nous avons signé le present Certificat & apposé le Seel de nos Armes. Fait à Salé le jour d mil six cens quatre-vingt.

XIV.

Accessio Romanorum Imperatoris LEOPOLDI *ad Fœdus inter* CAROLUM XI. *Sueciæ Regem, & Ordines* FOEDERATI BELGII *Generales Anno* 1681. *initum. Datum* 28. *Februarii* 1682. 28. Fev.

* *Voyez-la ci-devant sous le* 30. *Septembre.* 10. *Octobre* 1681. *pag.* 15.

XV.

Declaratio DD. Ordinum FOEDERATI BELGII *Generalium, quâ Accessionem* LEOPOLDI *Cæsaris ad Tractatum Guarantiæ die* 30. *Septembris* 10. *Octobris* 1681. *inter ipsos & Regem* SUECIÆ *initum acceptant, se obligantes ad omnia sua Cæsarea Majestati præstandum, quæ in prædicto Tractatu continentur. Actum Hagæ Comitis die* 28. *Februarii* 1682. [Copie Manuscrite & sûre.] 28. Fev.

ORDINES Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum notum testatumque facimus omnibus & singulis quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, quod cum Majestati suæ Cæsareæ placuerit Conventionem inter Regiam suam Majestatem Sueciæ & Nos 30 Sept. / 10 Oct. anno 1681. initam pro se approbare, accessione suâ roborare, & per Ministrum suum nomine suo Cæsareo subscribere & Majestatem suam ad omnia obligare quæ in dicta Conventione posita, ac si hic de verbo ad verbum inserta essent, cum expressa tamen declaratione, uti sua Majestas Cæsarea se obstringit in omnibus supradictis erga Coronam Sueciæ & Rempublicam Nostram, ita eadem Corona & Respublica Nostra conjunctim & unà per se obligentur vicissim ad præstandum suæ Majestati Cæsareæ omnia quæ in prædicta Conventione continentur, ac si cum illa ab initio pacta & conventa fuissent, propereaque Declarationem in validissima forma circa tempus Ratificationis à sua Majestate Cæsarea secuturæ extradent. Nos itaque exhibitâ nobis prædictâ suæ Majestatis Cæsareæ Ratificatione, hisce expressè declaramus, & nos obligamus ad præstandum suæ Majestati Cæsareæ omnia quæ in prædicta Conventione continentur, ac si cum illa ab initio pacta & conventa fuissent, & uti sua Majestas Cæsarea se obstrinxit in omnibus supradictis erga Rempublicam nostram. In cujus rei fidem hasce Sigillo nostro muniri, & per Consessus nostri Præsidem signari curavimus, ut & per Graphiarium nostrum subscribi jussimus

ANNO 1682. mus. Actum Hagæ Comitis die vigesimo octavo Februarii anno 1682.

DE WEEDE. Vt.

Ad mandatum altè mènior. Dominorum Ordinum Generalium.

H. FAGEL.

XVI.

10. Avril. L'ANGLETERRE ET ALGER.

Articles de Paix, & de Commerce, entre le Serenissime & très-puissant Prince CHARLES II. *par la Grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Defenseur de la Foi Chrétienne &c. Et les tres-Illustres Seigneurs, les Bassa, Dey, Aga, & Gouverneurs de la Fameuse Ville & Royaume d'*ALGER *en Barbarie, conclus par* Arthurt Herber, *Escuyer, Admiral de la Flotte de Sa Majesté, sur la Mediterranée, le* 10. *jour d'Avril vieux style* 1682. *& le* 11. *de la Lune d'Avril de l'an de l'Hegire* (1) 1094. Avec *un double Formulaire des* PASSEPORTS *dont les Navires devront être munis.* Et *un Article separé touchant ce même Formulaire, fait le* 5. *Mars de l'an de Notre Seigneur* J. C. 1682. *& le* 17. *Jour de la Lune Moelout de l'Année de l'Hegire* 1094. [Manuscrit, d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XII. pag. 463. en Allemand.]

I. EN premier lieu, il a esté accordé & conclu que d'aujourd'hui en avant, il y aura une vraye, ferme, & inviolable Paix, entre le Serenissime Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande, Deffenseur de la Foi Chrêtienne &c. & les tres-Illustres Seigneurs le Bassa, le Dey, l'Aga, & les Gouverneurs de la Ville & Royaume d'Alger, & entre tous les Etats & Sujets de part & d'autre, & que les Navires, ni autres Vaisseaux, les Sujets, ni les Peuples de part & d'autre, ne feront doresnavant aucun mal, tort, ou injure, les uns aux autres, ni de fait ni de parolle; mais se traiteront l'un l'autre avec tout le respect & toute l'amitié possible.

II. Que tous Navires ou autres Vaisseaux appartenans audit Roi de la Grande Bretagne, ou à ses Sujets pourront en toute seureté entrer dans le Port d'Alger, ou en quelqu'autre Port que ce soit de ce Roiaume, pour y acheter, & vendre en payant les Doüanes accoûtumées de dix pour cent, ainsi que par le passé, pour les Marchandises qu'ils vendront; & à l'égard de celles qu'ils ne vendront pas, ils pourront les remporter à bord de leurs Navires, sans payer aucuns Droits, & qu'ils en pourront partir librement, quand il leur plaira, sans aucun retardement, ni empêchement quelconque, & à l'égard des Marchandises de Contrebande, comme de la Poudre à Canon, du Soufre, du fer, des planches, & de toute sorte de Bois de Charpente propre pour bastir des Navires, des Cordages, de la Poix, du Godron, des Fusils, & autres Equipages de Guerre, les Sujets de sadite Majesté ne payeront aucuns Droits pour iceux, à ceux d'Alger.

III. Que tous Navires & autres Vaisseaux, soit qu'ils appartiennent audit Roi de la Grande Bretagne, ou à ses Sujets, ou qu'ils appartiennent au Roiaume & aux Peuples d'Alger, pourront passer librement les Mers & trafiquer, sans aucune visitation, empêchement, ni molestation de part & d'autre, & que toutes personnes, ou Passagers, de quelque Pais qu'ils soient, & tout l'argent monnoyé, Denrées, Marchandises & meubles, à quelque Nation, ou Peuples, qu'ils puissent appartenir, étant à bord desdits Navires ou Vaisseaux, seront entierement libres, & ne pourront être arrestez, pris, ni pillez, ni recevoir aucun dommage ni molestation quelconque de l'une ou l'autre Partie.

IV. Que les Navires de Guerre ni les autres Vaisseaux d'Alger rencontrant des Navires marchands ou autres Vaisseaux des Sujets de sadite Majesté, qui ne seront pas sur les Mers appartenantes aux Domaines de Sa Majesté, pourront envoyer à bord une simple Chaloupe avec deux hommes, outre le nombre ordinaire de Rameurs, & il n'y aura que ces deux hommes qui entreront dans les Navires marchands ou autres Vaisseaux, sans la permission expresse du Commandant du Vaisseau, & qu'après qu'on leur aura fait apparoir du Passeport, signé & scellé du Seigneur Grand-Admiral d'Angleterre & d'Irlande, ou de celui du Seigneur Grand-Admiral d'Ecosse, pour lesdits Roiaumes respectivement, ou qui seront sous les seings & Sceaux des Commissaires deputez pour exercer la charge de Seigneur Grand-Admiral d'aucun desdits Roiaumes; ladite Chaloupe sera tenüe de s'en retourner incontinent, & le Navire ou Vaisseau marchand, poursuivra librement son Voyage: & au cas que durant l'espace de quinze mois, à compter du jour de la conclusion du présent Traité, ledit Commandant du Navire, ou Vaisseau marchand ne produisit pas un tel Passeport, néantmoins, si la plus grande partie des Matelots dudit Navire, ou Vaisseau se trouve être composée des Sujets dudit Roi de la Grande Bretagne, ladite Chaloupe ne laissera pas de s'en retourner, & ledit Navire ou Vaisseau marchand pourra de même poursuivre librement son voyage, mais après lesdits quinze mois, tous Navires ou autres Vaisseaux marchands appartenans aux Sujets de sadite Majesté seront obligez de representer de tels Passeports ainsi que dit est, & si quelques Navires de Guerre, ou autres Vaisseaux de sadite Majesté rencontrent des Navires, ou Vaisseaux d'Alger; au cas que les Commandans de ces Navires, ou Vaisseaux d'Alger, representent des Passeports expediez par les Gouverneurs en chef d'Alger, avec un Certificat du Consul Anglois qui y sera établi, ou s'ils n'ont pas de tels Passeports, ou Certificats, néantmoins si durant l'espace de quinze mois, à compter du jour de la conclusion du présent Traité, la plus grande partie de l'Equipage des Navires d'Alger, se trouve composée de Turcs, de Mores ou d'Esclaves d'Alger, ledit Navire, ou Vaisseau d'Alger, pourra continuer librement sa route, mais après lesdits quinze mois, tous Navires ou autres Vaisseaux d'Alger, seront tenus de representer de tels Passeports & Certificats, ainsi que dit est.

V. Que les Commandans, ni autres personnes d'aucun Navire, ou Vaisseau d'Alger, ne pourront enlever de dessus aucun Navire, ou Vaisseau des Sujets de sadite Majesté, quelques personnes que ce soit, pour les porter en quelque lieu que ce soit, pour y être examinées, ni pour quelque autre pretexte que ce soit, & ne pourront user de torture, ni d'aucune violence envers aucune personne, de quelque Nation, ou qualité qu'elle soit, étant à bord d'aucun Navire, ou Vaisseau des Sujets de Sa Majesté, sous quelque pretexte que ce soit.

VI. Arrivant que des Navires appartenant audit Roi de la Grande Bretagne, ou à aucun des Sujets de Sa Majesté fassent naufrage, en aucun endroit des Costes du Domaine d'Alger, ils ne pourront être reputez, ni declarez de bonne prise, & ce qui sera sauvé, ne pourra être saisi, ni les hommes qui y seront, ne pourront être faits Esclaves: mais tous les Sujets d'Alger seront tenus de faire leurs efforts pour en sauver les hommes & les biens qui seront dessus.

VII. Qu'aucun Navire, ni autre Vaisseau d'Alger, ne pourra avoir permission d'être employé pour aller à Salé, ni en aucune autre Place ennemie dudit Roi de la Grande Bretagne, pour y servir de Corsaires, ou d'Escumeurs de Mer, contre les Sujets de sadite Majesté.

VIII. Qu'aucun des Navires, ni autres plus petits Vaisseaux d'Alger, ne pourront croiser près, ni à la veuë de Tanger, ni des autres Rades, Havres, Ports, Villes, ni Places de Sa Majesté, ni en quelque maniere que ce soit, en troubler la Paix & le Commerce.

IX. Que si quelque Navire ou Vaisseau de Tunis, Tri-

(1) La Date de ce Traité & celle de l'Article separé qui le suit sont corrompues & incompatibles. L'an de l'Hegire 1094. ne repond pas non plus à l'an de Notre Seigneur 1682. Mais bien à l'an 1683. La Copie Allemande du *Theatrum Europæum* corrige cette double erreur, en datant le Traité principal de l'an de Notre Seigneur 1682. & de l'Hegire 1093. L'Article separé y manque, mais du moment que la premiere Date est trouvée, l'autre suit de lui-même, elle doit être de l'an de Notre Seigneur 1683. & de l'Hegire 1094. [DUM.]

ANNO 1682.

Tripoli, ou de quelqu'autre Place, améne aucuns Navires, Vaisseaux, Hommes, ou Biens appartenans à aucuns des Sujets de Sadite Majesté, dans le Port d'Alger, ou en quelqu'autre Havre, ou Place, de ce Royaume-là, les Gouverneurs qui y seront, ne pourront pas permettre qu'ils soient vendus dans l'étenduë du Domaine d'Alger.

X. Que si quelques uns des Navires de Guerre dudit Roi de la Grande Bretagne arrivent en Alger, ou en quelqu'autre Port, ou Place de ce Royaume-là, avec quelque prise, ils la pourront vendre librement; ou en disposer autrement, comme il leur plaira, sans y être troublez par qui que ce soit: & que lesdits Navires de Guerre de Sa Majesté ne seront point tenus de payer aucuns droits de Doüane, en quelque maniere que ce soit, & que s'ils ont besoin de provisions, de vivres, ou de quelqu'autre chose, ils les pourront acheter librement aux prix courans du Marché.

XI. Lors que quelques uns des Navires de Guerre de Sa Majesté paroistront devant Alger, on fera aussitôt faire un cry public sur l'advis qui en sera donné par le Consul Anglois, ou par les Commandans de ces Navires, aux Gouverneurs en Chef d'Alger, pour resserrer les Captifs Chrêtiens; & si aprés cela, quelques Chrêtiens que ce soit trouvent moien de se sauver à bord de quelqu'un de ces Navires de Guerre, on ne pourra pas les redemander, ni ledit Consul, ni le Capitaine du Vaisseau, ni aucun autre des Sujets de Sa Majesté, ne seront pas obligez de payer aucune chose pour lesdits Chrêtiens.

XII. Que du moment que la Ratification du présent Traité par le Roi de la Grande Bretagne sera delivrée aux Gouverneurs en Chef d'Alger, aucuns Sujets de sadite Majesté ne pourront être achetez, ni vendus, ni faits Esclaves, en aucun endroit du Roiaume d'Alger, sous quelque pretexte que ce soit. Et ledit Roi de la Grande Bretagne ne sera point tenu en vertu du présent Traité de Paix de racheter aucuns de ses Sujets qui sont présentement en Esclavage, ou qui pourroient être faits Esclaves avant ladite Ratification. Mais il dépendra absolument de Sa Majesté, ou des Parens & amis des personnes qui seront en Esclavage, de racheter de tems en tems, sans aucune limitation, ni restriction, ceux qu'ils jugeront à propos, & en tel nombre qu'il leur plaira, aprés être demeurez d'accord avec leurs Patrons ou Maistres du prix de leur rachapt, au plus raisonnable marché, que faire se pourra, sans obliger lesdits Patrons, ou Maîtres d'en mettre aucun en liberté contre leur gré, soit qu'ils soient Esclaves sur le Beylicque, ou sur les Galeres, ou qu'ils appartiennent au Bassa, Dey, Gouverneur, Aga, ou à quelques autres personnes que ce soit. Et tous les Esclaves qui se trouveront être Sujets de Sa Majesté joüiront aprés qu'ils auront esté rachetez, de l'advantage & du benefice des diminutions de Droits deubs à la Maison Royalle, & des autres frais, en payant des sommes aussi raisonnables qu'aucuns Eclaves des autres Nations payent ordinairement quand ils sont rachetés.

XIII. Arrivant que quelques Sujets dudit Roi de la Grande Bretagne viennent à deceder en Alger, ou en aucun endroit de son Territoire, les Gouverneurs, Juges, ni autres Officiers à Alger, ne pourront pas faire saisir ses biens ni son argent monnoyé, & il ne leur sera pas permis d'en faire perquisition, mais lesdits biens & argent seront mis entre les mains & en la possession des personnes que le deffunct aura instituez ses Heritiers par son Testament, au cas qu'ils se trouvent sur le lieu, où le Testateur sera décedé: mais au cas que les Heritiers n'y soient pas, les Executeurs dudit Testament, deüement establis par le deffunt, aprés avoir fait Inventaire de tous les Biens & de tout l'argent par lui laissez au jour de son decès, les prendront en leur garde sans aucun empêchement, & prendront le soin de les faire remettre par quelque voye seure, entre les mains des vrays & legitimes Heritiers du deffunct, & au cas que quelques Sujets de sadite Majesté viennent à décéder sans avoir fait aucun Testament, le Consul Anglois se mettra en possession de ses Biens & de son argent, aprés en avoir fait l'Inventaire pour être conservez aux Heritiers & Parens du deffunct.

XIV. Que les Sujets de Sa Majesté qui sont Marchands, demeurans & trafiquans en la Ville & Royaume d'Alger, ne seront tenus d'acheter aucunes Marchandises contre leur gré, mais qu'il leur sera libre d'acheter telles Marchandises que bon leur semblera, & que les Capitaines ou Commandans des Navires ou Vaisseaux appartenans aux Sujets de sadite Majesté ne pourront être obligez à embarquer contre leur gré, aucunes Marchandises, pour les porter, ou pour faire Voyage en aucune Place où ils n'auroient pas envie d'aller. Et le Consul Anglois ni aucun autre Sujet dudit Roi, ne seront tenus de payer les debtes d'aucun autre Sujet de Sa Majesté, à moins qu'ils n'en fussent devenus cautions par un Acte public.

XV. Que les Sujets de sadite Majesté, demeurans en Alger, ou dans ses Territoires, ne seront point sujets à aucune autre jurisdiction, en matiere de differens qu'à celle du Dey, ou du Divan, à moins que ces differens n'arrivent entr'eux mesmes, auquel cas ils seront tenus de s'en rapporter au Consul seul, pour les décider.

XVI. Arrivant que quelque Sujet de sadite Majesté estant en quelque endroit que ce soit du Royaume d'Alger, vienne à frapper, blesser, ou tuër un Turc, ou un More, au cas qu'il soit pris, il sera puni de la mesme maniere, mais non pas plus severement qu'un Turc, qui aura commis pareil crime, le devra être, mais s'il arrive qu'il se sauve, le Consul Anglois ni aucun autre des Sujets de sadite Majesté n'en pourront estre en aucune façon troublez ni recherchez.

XVII. Que le Consul Anglois qui est à present, ou sera en quelque temps que ce soit ci-aprés, demeurant en Alger, y sera en tout temps en pleine & entiere liberté, & seureté de sa Personne & Biens, & il lui sera permis de choisir son Dragoman ou Courtier & d'aller librement à bord de quelque Navire que ce soit, qui sera à la Rade, aussi souvent & en tel temps qu'il lui plaira, & joüira de la liberté d'aller à la Campagne, & qu'on lui accordera un lieu, dans lequel il pourra faire ses prieres, sans que personne lui puisse faire aucune injure ni de parolles ni de fait.

XVIII. Que non seulement pendant la durée de la presente Paix & Amitié; mais encore, au cas qu'il arrivast quelque Rupture ou Guerre ci-aprés, entre ledit Roi de la Grande Bretagne & le Royaume d'Alger, le susdit Consul Anglois, & tous les autres Sujets de sadite Majesté, demeurans dans le Royaume d'Alger, auront tousjours & en tout temps, tant en Paix qu'en Guerre, pleine & entiere liberté d'en sortir, & d'aller en leur propre Pays, ou tel autre qu'il leur plaira, sur tel Navire ou Vaisseau de la Nation qu'ils adviseront bon estre, & de transporter avec eux, tous leurs Biens, Marchandises, Familles & serviteurs, quoi que nez dans le Pays, sans aucun obstacle, ni empêchement.

XIX. Qu'aucun Sujet de sadite Majesté, estant Passager pour aller en quelque Port que ce soit, ou en sortir avec son bagage, ne pourra en aucune façon estre molesté ni inquieté, quoi qu'il fût à bord de quelque Navire, ou Vaisseau d'une Nation ennemie d'Alger: de la même maniere qu'aucun Passager d'Alger, estant à bord de quelque Navire ou Vaisseau d'une Nation ennemie du Roi de la Grande Bretagne, ne pourra être en aucune façon molesté soit en sa personne ou en ses Biens, qu'il pourroit avoir embarquez sur ledit Navire ou Vaisseau.

XX. Que toutefois & quantes que quelque Navire de Guerre du Roi de la Grande Bretagne, portant le Pavillon de Sa Majesté au haut du grand Mast, paroistra devant Alger, & viendra mouiller l'anchre à la Rade, immediatement aprés que le Consul, ou quelque Officier du Navire en aura donné avis au Dey, & au Gouvernement d'Alger, pour marque de l'honneur & respect qu'ils portent à Sa Majesté ils feront faire une salve de vingt-une volées de canon, des Châteaux & Forts de la Ville, & le Navire rendra un salut de pareil nombre.

XXI. Qu'immediatement aprés que les presens Articles auront esté signez & scellez par le Bassa, Dey, Aga, & les Gouverneurs d'Alger, toutes injures & dommages soufferts de part & d'autre seront entierement oubliez, sans s'en ressentir, & la presente Paix demeurera & durera en sa pleine & entiere force & vertu pour jamais. Et à l'égard de toutes les depredations & dommages qui seront faits, ou commis de part ou d'autre ensuite, avant qu'on puisse donner advis de la presente Paix, on en fera incontinent pleine & entiere satisfaction, & tout ce qui se trouvera encore en nature, ou espece, sera rendu & restitué sur le champ.

XXII. Arrivant cy-aprés que quelque chose soit faite

ANNO 1682. faite, ou commise, contre, & au prejudice du present Traité, par les Sujets de l'une ou l'autre Partie, ledit Traité ne laissera pas de subsister en sa pleine force & vertu: & de telles Contraventions ne causeront pas la Rupture de la presente Paix, Amitié, & bonne correspondance; mais la Partie à qui on aura fait tort, demandera amiablement satisfaction prompte, pour lesdites Contraventions, avant qu'il soit permis de rompre la Paix, & si la faute est commise par quelques Sujets particuliers de l'une ou l'autre Partie, il n'y aura qu'eux qui seront punis comme infracteurs de la Paix, & perturbateurs du repos public, & nostre foi sera nôtre foi, & nostre parole sera nostre parole.

Confirmé & scellé en la presence de Dieu tout-puissant le dixiéme jour d'Avril de l'an de nostre Seigneur Jesus-Christ 1682. & le onziéme jour de la Lune d'Avril de l'an de l'Hegire * 1094.

* Lisez 1093.

(L.S.) (L.S.) (L.S.)

COmme le dixiéme jour d'Avril 1682. il y a eu un Traité de Paix conclu entre le Serenissime Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande, Deffenseur de la Foy Chrêtienne, &c. Et les tres-Illustres Seigneurs le Bassa, Dey, Aga, & les Gouverneurs de la Ville & Royaume d'Alger, auquel Traité, on a annexé un Formulaire de Passeports, pour les Navires appartenans aux Sujets dudit Roi de la Grande-Bretagne, il a esté conclu & expressement declaré par ces presentes, que ledit Formulaire, annexé audit Traité, ne faisant pas partie d'icelui, les Seigneurs Grands Admiraux, ou Commissaires de l'Admirauté des Etats de sadite Majesté sont en pleine & entiere liberté en donnant lesdits Passeports, de se servir du Formulaire de parolles annexé à ces presentes, qui seront bonnes, & suffisantes à toutes intentions & dispositions.

Confirmé & scellé en la presence de Dieu tout-puissant le cinquiéme jour de Mars l'an de nôtre Seigneur Jesus-Christ * 1682. qui est le dix-septiéme jour de la Lune Moolout, de l'année de l'Hegire 1094.

* Lisez 1683.

(L.S.) (L.S.) (L.S.)

Formulaire du Passeport.

LAissez le Navire - - - - - - - - - - - - - - - - - passer avec sa Compagnie, Passagers, Denrées & Marchandises, sans aucun obstacle, empeschement, saisie, ou molestation, ledit Navire m'apparoissant (ou à nous) par bon témoignage appartenir aux Sujets du Roi nostre Souverain Seigneur, & non pas à des Etrangers: donné sous mon seing (ou nos seings) & le Sçeau de mon (ou nôtre) Bureau de l'Admiral a . . . . le . . . jour de . . . . de l'an de nôtre Seigneur mil six cent quatre-vingt

A toutes personnes que ces presentes peuvent concerner.

Par le Commandement de

Remarques.

QUe la derniere Commission de l'Amirauté d'Angleterre étant finie, & l'Administration des affaires d'icelle, (& particulierement celle de signer les Passeports) ayant passé dans les propres mains Royales de Sa Majesté, le Formulaire du Passeport cy-dessus mentionné, a reçeu les changemens suivans, sçavoir.

Jacques second, par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, d'Ecosse, France, & Irlande, Deffenseur de la foy, &c. A toutes personnes qu'il appartiendra, salut; laissez le Navire

(*place du Sçeau*)

passer avec sa Compagnie, Passagers, Denrées & Marchandises sans aucun obstacle, empeschement, saisie ou molestation, ledit Navire nous apparoissant par bon témoignage, appartenir à nos Sujets & non pas à un étranger. Donné sous nostre Seing manuël, & sous le Sçeau de nostre Admirauté, en nostre Admirauté, en nôtre Cour de . . . ce . . . jour de . . . de l'an de nostre Seigneur mil six cent quatre-vingt

JACQUES R.

Par Commandement de Sa Majesté

S. PEPYS.

XVII.

2. Mai. *Acte par lequel* L'ESPAGNE *entre dans le Traité de Garantie conclu le* 30. *Sept.* 10. *Octobre* 1681. *entre la Couronne de* SUEDE, *& les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *A la Haye le* 2. *Mai* 1682. [Tiré des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du tems du Roi CHARLES II.]

TOUT le monde est pleinement persuadé du penchant que Sa Majesté Catholique a toûjours eu pour le repos de la Chrêtienté, & des demarches qu'elle a faites à son desavantage pour conserver la tranquillité publique qui sembloit devoir être rétablie par la derniere Paix conclue à Nimegue, bien qu'elle ait été si contraire aux Interêts de Sa Majesté, & quoi qu'il ne soit pas besoin d'autres preuves de la sincere intention avec laquelle Sa Majesté tâchera de solliciter un bien aussi necessaire que celui de la Paix, qu'elle a jusqu'à present observée avec autant d'exactitude que de préjudice. Néanmoins pour une plus grande Confirmation dudit Traité Don Balthasar de Fuen Mayor, Chevalier de l'Ordre de St. Jacques, Gentilhomme de la bouche du Roi, de son Conseil, & son Envoié Extraordinaire auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies, se trouvant autorisé dûement & en bonne forme pour conclure tous les Traitez qui aboutiront à la fin loüable que Sa Majesté s'est proposée de procurer une tranquillité commune & générale, veut bien prendre part à un ouvrage si saint & faire connoître qu'il n'a eu que la même vûe que celle du Traité de Garantie de la Paix de Nimegue, de Munster & d'Osnabrug, conclu depuis peu à la Haye le 30. Sept./10. Oct. de l'an 1681. entre le Roi de Suede & les Etats Généraux des Provinces-Unies, lequel a été depuis pleinement ratifié par les deux hautes Parties mentionnées, & pareillement signé & ratifié par Sa Majesté Imperiale: Et ainsi Don Balthasar de Fuen Mayor, en vertu du Pleinpouvoir ci-joint, s'oblige au nom de Sa Majesté à tout ce qui est contenu dans ledit Traité de Garantie, tout de même que s'il y avoit été inseré mot à mot, mais avec cette expresse déclaration que de la même maniere que Sa Majesté Catholique s'oblige à tout ce que contient ledit Traité de Garantie à l'égard de Sa Majesté Imperiale, de Sa Majesté Suedoise & des Etats Généraux des Provinces-Unies, ainsi Sa Majesté Imperiale, Sa Majesté Suedoise & les Etats Généraux, tous ensemble & chacun en particulier, s'obligeront respectivement envers Sa Majesté Catholique pour tout ce qui est compris dans ledit Traité de Garantie, comme s'il avoit été arrêté & contracté dès le commencement avec elle; & que lorsque la Ratification de cet Acte sera delivrée de la part de Sa Majesté, on donnera au soussigné une semblable Ratification de la part de Sa Majesté Imperiale, & de Sa Majesté Suedoise & des Etats Généraux. C'est pourquoi Don Balthasar de Fuen Mayor, signe cet Acte & y fait apposer le Cachet de ses armes, reservant seulement à Sa Majesté Catholique la faculté de ratifier cet Acte dans l'espace de huit Semaines, & de limiter le tems que cette Convention devra durer. Fait à la Haye le 2. Mai 1682.

XVIII.

10. Juin. Larenburgische Allianz zwischen Ihro Käyserliche Majestät Leopoldo an einem / und des Heiligen Römischen Reichs hierzu verallürten getreuen /

Fränck.

ANNO 1682.

Fränck- und Ober-Rheinischen Creyßen disseits Rhein / samt einigen anderen Ständen am andern Theil geschlossen / zur Defension des Reichs gegen allen feindlichen gewaltthätigen Vor- und Einbruch / Abstellung aller Contraventionen wider den Münster- und Nimegischen Frieden / Abwendung aller Gewaltsamen Invasionen / Turbationen / und widerrechtlichen Zumuthungen vom Reich und dessen Ständen &c. Geben den 10. Junii 1682. Nebst der Chur-Brandenburgischen Declaration darüber gethan. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. pag. 475. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORPII *Acta Publica*, Tom. XI. pag. 430.]

C'est-à-dire;

Traité de Laxembourg entre LEOPOLD *Empereur des Romains d'une part, & les Cercles confederés de* FRANCONIE *& du* HAUT RHYN *citerieur, avec quelques autres Etats de l'Empire d'autre part, pour la défense de l'Empire contre toutes sortes d'Hostilités, de Violences, & d'Irruptions, pour le maintien des deux Paix de Munster & de Nimegue, & pour s'opposer efficacement à toutes sortes de Contraventions, & Invasions faites ou à faire, comme aussi aux injustes Demandes & Pretentions qui ont été formées contre l'Empire & contre ses Membres. Du* 10. *Juin* 1682. Avec *la* DECLARATION *de l'Electeur de* BRANDEBOURG *sur ce sujet.*

Kund und zu wissen sey hiermit jedermänniglich: Nachdem bey jetztmahligen geschwinden und gefährlichen Conjuncturen beobachtet worden / wie die zur Conservation des gemeinen Reichs-Ruhestands und Friedens / auf der noch wehrenden allgemeinen Reichs-Versammlung zu Regenspurg intendirende theils noch abhandelnde heilsame Reichs-Verfassunge mehr Zeit / um dieselbe zur Execution und Würcklichkeit einzurichten / erfordere / als die andringende Gefahr und dero eusersten Gegenwehr gestatten wollen; daß dannenhero zu solcher unverschieblichen Defension und bis ermelte allgemeine Reichs-Verfassunge zu ihrer vollkommenen Richtig- und Würcklichkeit gebracht werde / im Nahmen Ihrer Käyserl. Majestät als des Heil. Reichs Oberhaupt durch dero darzu gnädigste deputirte geheimbde Räthe an einem / und dann dero und des Heiligen Reichs hierzu veralliirten getreuen Fränck- und Ober-Rheinischen Creyssen disseit Rheins / samt einiger andern / zu denenselben stossenden Reichs-Ständen / durch Ihre an Käyserl. Hoff abgeordnete Accreditirte und Gevollmächtigte anders Theils / nachfolgendes schliesslich verabredet / beliebet und recessirt worden.

1. Daß zwischen allerhöchstgedachter Ihrer Käyserlichen Majestät und ermelten beyden Fränck- und Ober-Rheins. Creysen disseit Rheins und denen mitunirten Reichs-Ständen / hiermit eine Particular-Zusammensetzung dergestalt geschlossen seyn solle / daß / wann das Haupt-Werck vorermeldter Reichs-Verfassung zum Stand kommen würde / alsdann dieses darauf / denen ausfallenden Reichs-Conclusis nach / eingerichtet werde / wann dasselbe aber ins stecken gerathen solte / gleichwohl diese Particular Zusammensetzung einen als den andern Weg ihren vollen Effect haben und gewinnen solle.

2. Welche 2do dermahln noch anderst kein Ziel und Absehen habe / als die Defension des Reichs gegen allen feindlichen gewaltthätigen Vor- und Einbruch / so jedoch in ihrer Nachsetzung und auf den Fall / da zu keinem sichern und reputirlichen Frieden anders zu gelangen stünde / hiernächst auch dahin ausgehen könte / daß mittels derselben der Friede im Reich nach Innhalt der Münster- und Nimegischen Tractaten aufrecht erhalten / die Contraventiones abgestellet / und die beschehene gewaltsame Invasiones, Turbationes, und wiederrechtliche Zumuthungen von dem Reiche und dessen Ständen mit Nachdruck abgewendet / und wohl auch über den beschehenen Attentaten zulängliche Reparation erstattet werde.

3. Daß solche Defensions-Verfassung und Particular Zusammensetzung Ihro Käyserlichen Majestät mit denen sich hierzu einfindenden Reichs-Ständen / in drey verschiedene Arméen oder Feldläger am Ober-Rhein herab biß nach Philippsburg am Mittlern / ferners herab biß nacher Coblentz / und am Untern Rhein vollends hinab biß zu denen Reichs-Gräntzen dergestalt abzutheilen seyn / daß doch allenfalls nach erheischender Noth oder des Lauffs der Kriegs-Operationen / eine der andern / unter Ihro Käyserlichen Majestät Haupt-Direction und Ober-Commando, und nach dem von denen Ständen zu bestellen habenden Kriegs-Rath mit gutbefunden allgemeinen Concert die hülffliche Hand zu biethen / zu succurriren / und bestens beyzustehen / noch sich dessen ein oder ander Theil einiges Weges zu entschütten habe.

4. Daß die Formirung der Ober-von itztgedachten dreyen Arméen Ihro Käyserliche Majestät übernehmen / und Ihro Curfl. Durchl. zu Bayern dahin werden behandeln lassen / daß auch sie darzu so wohl mit ihren eigenen als des Bayerischen Creyses Verfassungs-Völckern concurriren / und also gegen den Ober-Rhein / ohne die zu denen Besatzungen erforderende Mannschafft ein Corpo wenigstens von 30000. Mann in Bereitschafft gestellet werde.

5. Massen dan / Ihro Käyserliche Majestät 5to. zu solchem Ende itzo schon zu ihren vorhin in dero Ober- und Vorder-Oesterreichischen Landen stehenden Mannschafft von eilfftausend und etliche hundert zu Roß und Fuß / noch fünff tausend zu Fuß anmarchiren lassen / denen gleich darauff auch andere acht tausend und so viel hundert zu Roß und Fuß folgen / und also allein am Käys. Volck über die Garnison biß in zwantzig tausend Mann gegen dem Ober-Rhein im Feld stehen werden.

6. Zu dem sechsten / daß auch Ihre noch ferners obhandene Werb- und Recrutirung zum Vollstand der resolvirten Armatur von 63000. Mann continuiren.

7. Auch 7mo. den behörigen Anstalt machen lassen / damit nicht allein die Verpflegungs-Mittel und nöthiges Proviant vorhanden seyn / sondern auch die bereits daraussen stehende Käyserliche Artollerie mit zugehörigem Zeug und Ammunition zum Gebrauch beweglich gemacht werde.

8. Welchem nach Sie auch 8vo. um so mehr alles Ernstes darob seyn werden / daß gegen solche richtige Bezahl- und Verpflegung die militarische Disciplin aufs genau- und schärffste observiret / auch zu leichterer Fort- und Auskommung aller übriger Troß und Bagage von ihren Völckern geschaffet und abgehalten bleibe / zumahln aber auch denen Officirern vom Obersten biß zum Untersten nicht nach ihrem Herkommen / sondern nach der Bedienungs-Stelle / die Anzahl von mitnehmenden Leuten und Rossen passiret werde.

9. So werden auch 9. Ihro Käyserliche Majestät so wohl zu Verstärckung dieser Particular-Zusammensetzung / als auch zu fördersamster Formirung der dritten zum Unter-Rhein destinirten Armée mit des Herrn Chur-Fürsten zu Sachsen und Herrn Hertzogen zu Hannover Durchl. Durchl. nach dem Fuß gegenwärtiger Haupt-Abredung die obhandene Tractaten fortsetzen und möglich zum Schluß befördern lassen / damit Ihro Churfl. Durchl. mit Ihrer zu Feld stellenden Mannschafft auff fernere Ihro Käyserliche Majestät Anweisung zum Anzug und Operation in Bereitschafft stehen / gedachten Herrn Hertzogs Durchl. aber auch in Ihro Käyserliche Majestät Nahmen noch einige andere Reichs-Stände zu sich behandele / mit denenselben ein Corpo von 20000. oder mehr Tausend zusammen bringe / und gedachte untere Station ehest zu beziehen / auch bey erforderender Noth der Obern und Mitlern Armée reciprocirlich beyzustehen und zu succurriren fertig halte.

10. So viel aber 10. die Formirung der Mitlern Armée belanget / welche die Reichs-Defension von Philippsburg hinab biß nach Coblentz zu beobachten hat / gleichwie obgedachte beede Fränckf. und Ober-Rheins. Creysse / samt denen Alliirten und unirten Ständen und Reichs-Ritterschafften / übernehmen / ein Corpo von 17. biß 18000. Mann / so zu Roß als zu Fuß aufzubringen / und zu der abzielenden Reichs-Defension samt

der

ANNO 1682. der darzu gehörigen und proportionirten Feld-Artillerie in Bereitschafft zu halten. Also erklären sich auch Jhro Käyserliche Majestät allergnädigst/ daß zu Verstärck- und mehrerer Animirung desselben/ Sie von ihren auf den Böhmischen Gräntzen haltenden Völckern 3000. Mann zu Roß völlig an Cuirassirern/ oder dritten Theils an Dragonern/ nach Jhrer Käyserlichen Majestät dißfalls allergnädigsten Belieben/ oder denenjenigen Obristen (die Sie so fort benennen werden) dergestalt beordren wollen/ daß so bald bey erfordernder Noth der Zusammenziehung/ sie auf Beruffung des bey ermelter mittlern Armée commandirenden Generals (als worzu Jhre Käyserliche Majestät den zu Regenspurgk vorgeschlagenen Herrn Grafen Georg Friedrich von Waldeck vor ihren General Feld-Marschall gnädigst ernennen und sich gefallen lassen) alsobald und ohne weiters Zurückschen in die Crayße anmarchiren/ sich unter ietztgedachten Herrn Feld-Marschalln Commando stellen und darunter beständig verbleiben und operiren sollen/ es sey dann Sache/ daß auf vorgehendes Concert zwischen Jhro Käyserliche Majestät und denen unirten Ständen befunden würde/ daß gedachte 3000. Reuter bey solchem mittlern Corpore nicht/ wohl aber zu Jhro Käyserlichen Majestät anderwärtiger Defension hochnöthig wären.

11. Und wie dann 11. Jhro Käyserliche Majestät vorermelte 3000. Mann/ auch währender Zeit/ da dieselbe mit ermelter mittlern Armée conjungirt seyn wird/ aus ihren eigenen Mitteln verpflegen/ mit Proviant und solchem zulänglichen Sold versehen zu lassen/ übernommen/ daß sie so wol in Marchen als Stand-Quartieren (so in blossem Tach und Fach zu bestehen haben) und Lägern/ gleichwie die unirte Miliz, neben dem Brodt auch das glatt- und rauche Futter/ mit baarem Pfennig bezahlen können/ also und da ermelte 3000. zu Roß mit und neben der unirten Stände Völckern ausser deren Landen stehen und operiren solten/ wird es auch ermelter Verpflegung halber billich mit jenen/ als mit diesen zu halten seyn.

12. Gleich nun auch Jhro Käyserliche Majestät zu gnädigstem Gefallen gereichet/ daß mehrermelte allürte Creyße und Stände die völlige Verpfleg- und unterhaltung dieser mittlern Armée von 17000. biß 18000. Mann/ und deren Zugehör auf den Fuß der durchgehends zu reichen habender 130. Römer-Monate gestellet haben; Also/ und da alle Nothdurfft genugsamlich damit kan bestritten werden/ befinden Jhro Käyserliche Majestät nicht allein billig zu seyn/ daß sie von Reichs wegen zu keinem fernern Beytrag zur Kriegs-Cassa anders gezogen werden/ es wäre dann Sache/ daß das gesamte Reich neben allgemeiner Einwilligung ermelter 130. Römer-Monate noch ein mehrers zu denen neben-Reichs-Nothdurfften beyzutragen resolvirte/ sondern sie versichern auch und assecuriren hiermit/ daß Sie bey Entricht- und Præstirung alles obigen/ mehrermeldte Fränck- und Ober-Rheinische Creyße disseit Rheins samt denen darzu concurrirenden beyder Creyße Ritterschafften/ wie auch die unter selbiger Allianz begriffene Westerwäldische Stände/ als das Fürstliche Hauß Nassau und Gräfl. Häuser Sayn und Wiedt/ item die darzu stossende Sachsen-Weymarische Häuser mit einigen fernern Einquartierungen und andern Lasten nicht belegen noch beschweren werden; Jedoch aber mit dem ausdrücklichen Vorbehalt/ daß ohne Käyserl. Vorwissen und Einwilligung kein Reichs-Stand zu ermeldter Allianz mehr angenommen werde/ damit der ohnentbehrliche Quartierstand dadurch nicht aufgehoben/ und mithin diese Befreyung impossibilitiret werde.

13. Wie dann auch/ wann bey dieser Defension oder auch künfftig etwa ausbrechender Kriegs-Ruptur die March und Remarche obgedachter uniirter Stände Landen berühren solten/ der marchirende Soldat die geniessende Victualien und Fütterey solchergestalt in allewege wird zu bezahlen haben/ wie es zwischen ihnen Allürten selbst eventualiter abgeredet/ und beliebt worden/ nemlich die Mund-Portion für 2. Pfund Brodt täglich zwey Creutzer/ für ein Maß Getränck 2. Creutzer/ für 1. Pfund Fleisch 2. Creutzer/ auf ein Pferd für 6. Pfund Haser 3. Creutzer, und für Heu und Stroh oder das Graß dafür 2. Creutzer gerechnet.

14. So befinden auch Jhro Käyserliche Majestät denen Operationen dieser mittlern Armée zum anständigsten zu seyn/ daß wie das gantze Defensions-Werck unter ihrer Ober-Direction und Commando dergestalt zu stehen hat/ daß die Haupt-Concertirung für den gantzen Feldzug/ vor deßen antretung an Jhrem Kayserlichen Hof/ oder wo sie es für gut befinden/ mit der Generalität und unirten Ständen/ der Incidentien aber und Particular-Operationen auch zwischen ermeldter Generalität dem Käyserl. zu der Armée verordneten Kriegs-Rath und der Stände verglichenen Kriegs-Räthen geschehe; Also im übrigen auch die Disposition mit dieser Armée denen unirten Ständen (als von welchen sie dependiret) heimgestellet bleibe; und sollen zwar bey obgedachten bestellendem Kriegs-Rath in den die allgemeine Operationes und Anliegen der gesamten Armée betreffenden Vorfallenheiten dem Käyserl. Hof neben seinem letztern Voto, die Conclusa secundum majora zulassen/ die andere Particular-Angelegenheiten aber/ so die unirte Stände und deren Armée alleinig betreffen/ deren Kriegs-Räthe auch separatim zu beobachten/ fug haben.

15. Wie dann auch 15. wann ein oder ander hierunter begriffener Creyß und anderer stand denen Allianz-Puncten und Præstationen kein genügen thun solte/ daß solcher vom Creyß oder gesamter Union wegen/ durch execution darzu angehalten werde.

16. Und ferners auch 16. wann diese Armée nach erfolgender Noth oder sonst nach Erheischung des Krieges-Laufs/ denen andern Ober- und Unter-Arméen die Hand zu biethen/ oder beyzustehen hätte/ denen Uniirten bevorbleibe/ in dem Posto so viel Volcks zur Lands-Sicherheit zu behalten/ daß es einem Corpo volanti oder Einfall der nechsten feindlichen Guarnison begegnen und widerstehen könne.

17. Wie Jhro Käyserliche Majestät obermelter massen an Jhro nichts werden erwinden lassen/ damit auch die dritte Armée am Untern Rhein zum Stande gerichtet werde/ also und damit biß dahin das gesamte Reich und in particulari diese unirte Creyße und Stände der feindlichen Invasion ohne Wiederstand nicht offen stehen bleiben/ solle diese Mittlere Armée bey anbrechender Noth (wann auch ermeltes dritte Corpus wieder Verhoffen noch nicht im Stande seyn solte) die Defension in ihrem Posto so gut als möglich anzutreten/ oder auch sich der obern Armée, wie obbemelt/ mit allerseitigem Gutbefinden/ zu conjungiren und zu operiren (welches reciprocè zu verstehen ist) nicht unterlassen.

18. Erbiethen sich Jhr. Käyserl. Majestät so wol wegen der Ober-Armée, als diejenigen Stände/ so ihre Völcker unter diese mittlere Armée und deren Commando stellen/ dieselbe weder im Sommer noch Winter zurück zu fordern/ sondern dieselbe allezeit in denen Stand-Quartieren zu recroutiren und zu bezahlen/ damit die nöthige Kriegs-Operationes und des Reichs Dienst nicht gehemmet/ noch interrumpiret werde.

19. Wann Haupt-Belägerungen solten vorgenommen werden/ wollen Jhro Käyserl. Maj. die benachbarte Stände zu Beyschaffung des schweren Geschützes zu vermögen/ an ihrem Käyserlichen Officio nichts erwinden laßen.

20. Wann der Friede erfolgen oder sonsten Tractaten vor dem Krieg gemachet werden solten/ wird reciprocè dahin zu trachten seyn/ daß dasjenige dabey restituiret werde/ was etwa ein oder dem andern Theil bey währenden neuen Krieg oder auch dieser Armatur halber/ möchte seyn abgenommen worden.

21. Gleichwie die Obligation dieser Abrede und Zusammensetzung reciprocè zu verstehen/ als werden Jhro Käyserliche Majestät darob seyn/ daß bey der untern Armée auch alles auf den Fuß und Consonanz gegenwärtiger Verabredung gestellet werde; Und weiln mehr höchstgedachte Jhro Käyserliche Majestät diese Zusammensetzung ihres Orts biß zu Erlangung eines beständigen Ruhestandes zu continuiren gemeynet seyn/ derentwegen aber anfangs ermelte Herren Gevollmächtigte und Accreditirte beständig vorgeben/ daß der unirten Stände Verabredung dißfalls allein auf drey Jahr gestellt sey. Als haben auch letztbemeldte Herren Gevollmächtigte und Accreditirte vernommen/ ermelte Käyserliche Intention denen unirten Ständen bey ihrer Zurück-kunfft vorzubringen/ und deren schrifftliche Erklärung darüber unverlängt einzuschicken.

Zu dessen mehrern Uhrkund und biß darüber von denen allerhöchst- und hohen Herren Principalen selbsten die Ratificationes (worzu dann zwey Monathe von heut dato beliebet worden!) erfolget und ausgewechselt worden/ sind dieses Recesses zwey gleich-lautende Exemplaria verfertigt/ von anfangs ermelten Herren Deputirten und Gevollmächtigten unterschrieben und bezeichnet worden.

Geben zu Laxenburg den 10den Junii Anno 1682.

(L.S.) J. A. F. zu Schwartzenburg.
(L.S.) Hermann M. zu Baden.
(L.S.) J. Hocher.

(L.S.) Leopold Wilhelm/ Graf zu Königsegk.
(L.S.) Georg Fritz/ Graf zu Waldeck.
(L.S.) Wolff Philipp von Schrottenberg.

Chur-

Chur-Brandenburgische Declaration über diese Laxenburgische Allianz.

Jhro Churfürstlichen Durchl. zu Brandenburg seyn jüngsthin beygefügte Abschrifft einer gewissen bey Anwesenheit des Herrn Grafen von Waldeck zu Wien/ zwischen Jhrer Käyserlichen Majestät und einigen Reichs-Craysen und Ständen den 10. Junii geschlossene Bündniß communicirt / welches höchstgedachte Jhre Curfürstl. Durchl. so wohl ratione modi als scopi, überaus bedencklich / und dergestalt beschaffen finden / daß sie darzu still zu schweigen / gantz nicht rathsam / sondern vielmehr der äusersten Nothwendigkeit erachten / so wohl das gemeine Reichs-Interesse, als Jhre auch einiger mit Jhro in vertraulicher Correspondenz begriffenen Churfürsten / Fürsten und Ständen Sicherheit und Wolfart dabey auffs sorglichste zu beobachten / Die gantze Bündnüß seye nirgends anderst hingerichtet / als die Ruptur mit der benachbarten Cron Franckreich / auch ohne Erwartung einigen Reichs-Schlusses / zu befördern.

Es sey zwar an deme / und hätten Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg es zum öfftern contestirt / daß sie die von gedachter Kron bißhero vorgenommene / so genandte Reuniones, Incorporationes verschiedener zum Reich gehöriger Oerter / und insonderheit die Occupation der Stadt Straßburg ungern gesehen / auch niemalen davor gehalten / daß solche mit denen Frieden-Schlüßen zu Münster und Nimwegen conciliirt werden könten. Nachdem allen es aber am Tage / was gestalt wegen rechter und eigentlicher Explication des Münsterischen Friedens bereits für vielen Jahren zwischen dem Reich / und der Cron Franckreich / Jrrungen und Mißverständ erwachsen / zu deren gütlichen Abhandlung ein gewisses Arbitrium beederseits beliebet worden / welches aber nachgehends durch den eingefallenen Krieg unterbrochen / u. ohne Krafft geblieben / so wäre zu wündschen / daß die Käyserliche Gesandtschafft zu Nimwegen bey den Tractaten auffs neue wiederum restablirt und reintegrirt / oder die fürgewesene Dubia und streitige Sache dergestalt / und mit solchen klaren Worten abgethan und verhandelt hätte / daß man sich hernachmahls dieser neuen Unruhe und Strittigkeiten nicht zu besorgen gehabt / Es wäre aber solches gutes Tempo, und eine so nöthige Sache / leyder / mit unwiederbringlichen Schaden des lieben Vatterlands / und zu dessen fast unauslöschlichen Schimpff / verabsäumet / und hätte gemeldte Gesandschafft lieber einen ungewissen / zweiffelhafftigen und schädlichen Frieden / ohn eintzige Nothwenigkeit / ja wider Jhrer Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg und andern wohl intentionirten Rath und Erinnern / und wider die so wohl auff dem Reichs-Tag gemachte Schlüßze / als auffgerichtete klare Verbündnüßze eingehen / als die gerechte Reichs-Waffen / welche der Allerhöchste fast aller Orten und Enden mit gewündschten Successen segnete / zu Erlangung eines ehrlichen und sichern Friedens continuiren wollen. Was für Unglück Chur-Fürstl. Durchlauchtigkeit zu Brandenburg und andern getreuen Ständen daraus zugewachsen / solches sey am Tage / an Seiten Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg öffters vorgestellet / und nicht nöthig zu wiederhohlen.

Daß man aber durch dergleichen neue Bündnüssen das gute / und wegen vorigen Drangsalen noch seufftzende Vaterland / wieder so vieler getreuen Churfürsten / Fürsten und Ständen wohlmeynendes Einrathen / und aller ihrer gethanen Remonstrationen ungeachtet / aufs neue in einen so gefährlichen Krieg impliciren wollen / solches könten Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg so wenig gut heissen / als Sie dafür hielten / daß dero Mit-Stände / und insonderheit die Nieder-Rheinische / der Gefahr am nechsten gesessene Herren Churfürsten / damit einig seyn würden / als in dero Landen die Armeen so fort zu Anfang geführt / darinn sedes belli und die Einquartierung stabilirt werden solle. Jm gantzen fœdere sey von keinen gütlichen Mitteln / oder zum Frieden zielenden Wegen / das geringste Wort zu finden / sondern alles auf Krieg und Extremitäten gerichtet / und welches das allerunleydentlichste / würde der gantze Rhein-Strom in drey Theil abgetheilet / und denen Käyserl. und Alliirten Exercitibus und Soldatesque, wider alle Rechte / Reichs-Constitutiones, Instrumenta Pacis und Vincula, damit ein Stand dem andern verwandt / und gegen die Treu / die man einander als membra unius Corporis aut Reipublicæ schuldig / assigniret / ohne / daß man Jhr. Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg und höchstgemeldten dero Herren Mit-Churfürsten / wie auch andern bey dieser Sache zum höchsten interessirten Ständen einmahl ein Wort darvon gegönnet / und viel anderer nachdencklicher und præjudicirlicher in gedachter Bündniß enthaltener Händel zu geschweigen / so wäre unerhört / und ein solches Attentatum, daran wohl vor dem noch niemand gedacht / daß ein Graff und einer von Adel / im Namen anderthalb Creyses / ihme die dem gesambten Reich und allen Ständen conjunctim zustehende Jura und Potestät arrogiren / sich an dessen Stelle erheben und setzen / es vertreten / dessen Defension übernehmen / es zum Reichs-Krieg veranlassen / Frieden machen / und unerachtet / daß zu Regenspurg auf dem Reichs-Tag die materia securitatis & defensionis publicæ in förmliche Consultation kommen / und darinn unterschiedliche Gutachten der Käyserl. Majestät zugefertiget worden / dennoch ein Graff und einer von Adel sich so vergessen / und wie der Art. 2. und 3. redet / die Defension des Reichs gegen aller Feinden schädlichem gewalthätigen Vor- und Einbruch zu paciren / und auff sich zu transferiren / daß mittelst solcher Defensions- und Particular-Zusammensetzung der Friede im Reich / nach dem Münster- und Nimwegischen Tractaten erhalten / die Contraventiones abgestellt / die geschehene gewaltsame Invasiones, Turbationes, von dem Reich und dessen Ständen abgewendet / und wohl auch über den beschehenen Attentaten zulängliche Reparation erstattet werde. Es wären dieses Sachen und Jura, so vor das gesambte Reich gehörten / und stehe in dem Instrumento Pacis austrücklich / daß si bellum decernendum, tributa indicenda, pax aut fœdera facienda, & alia ejusmodi publica negotia peragenda fuerint, solches auff keine andere Weiß / nisi de comitiali liberoque omnium Imperii Statuum Suffragio & Consensu geschehen könne. Man habe auch diese gewisse Nachricht / daß ein frembder König ersucht / und mit demselben tractiert werde / daß er mit einer Armee ins Reich komme / dem unter andern Conditionen gute Quartier darin offerit sind / und mangele es dem Verlaut nach / gleichsam an nichts mehr / so die Uberkunfft dieser frembden Völcker bißher removirt / als an den zu derer Transportirung nötigen Geldern / um deren Bezahlung man sich an einem und andern Ort bemühete.

Bey diesen sich ereygnenden über die massen weit aussehenden Dingen / daraus des Römischen Reichs gäntzliche Zerrüttung oder gäntzliche Verwüstung und Ruin nicht ohn Ursach zu besorgen / hätten Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg dero gehorsamsten Gesandtschafft zu Regenspurg gnädigsten Befehl ertheilet / mit derjenigen Herren Churfürsten und Fürsten Gesandten / welche die Friedliebende Consilia dergleichen gefährlichen / und zur Ruptur oder neuem blutigen verderblichen Krieg abzielenden / oder solche gar mit sich führenden Desseinen / vorziehen / vertraulichst aus dieser Sache zu communiciren / und dero vernünfftige Gedancken / und ihnen beyfallende zureichende Expedientia zu vernehmen / auch den Umständen nach / wider solches höchstschädliche / dem Instrumento Pacis, auch Juribus, Libertati & Securitati Statuum & Imperii ungemässes Beginnen in publico zu protestiren / die gefährliche Consequentien sothaner Bündnüssen und Vorhaben zu remonstriren / und dabey zu bedingen / daß man in specie dem darinn indigitirten eygenwöhlichen Quartier-Wesen keine statt zu geben / sondern solches als rem injustam & in Instrumento Pacis & Sanctionibus Imperii, nec non Capitulatione Cæsarea expresse prohibitam, mit aller Macht und Hülffe / wie es dann die Reichs / Natürliche / und Völcker-Rechte von selbst mit sich bringen / ja gebieten / möglichst abzukehren / auch zugleich das Arbitrium Pacis & belli dem gantzen Reich zu vindiciren / nicht aber einigen wenigen Ständen zu abandonniren; Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg zweifselten keines Weges / es würden andere wohl intentionirte Stände dero hiesige Gesandschafft hierinnen nachdrücklich secundiren / und bey einer so hoch importirender Occasion und Frangente so wohl des Reichs gemeine Ruhe / Sicherheit und Consistenz, als mithin ihre eygene Wohlfarth und Interesse gebührend beobachten. Wobey dann auch der von dem Türcken antrohendem würcklich ausgebrochenen Gefahr nicht zu vergessen / welche das Reich zu Stabilirung der innerlichen Vertraulichkeit und Ruhe / nicht aber zu dergleichen Trennung und Extremitäten billich bewegen solte.

Schließlich ominiren die sich von dem Reich und denen Comitiis universalibus separirte Alliirte / von ihrem Inten-

ANNO 1682. intendirten neuen Krieg wenig Gewinn/ und Eroberung Land und Leute/ indem sie Art. XX. allein disponiren/ und ihre Verwahrung darauff einrichten/ wie dahin zu trachten sey/ daß das jenige restituiret werde/ was etwa einem oder dem andern/ theils bey währenden neuen Krieg/ oder auch dieser Armatur halben/ möchte seyn abgenommen worden. Wann sie den Frieden cultiviren/ behalten sie integre, was sie jetzo besitzen/ welches nützlicher und gewisser scheinet/ als etwas davon verlieren/ und zu sorgen/ wie dessen Restitution wieder zu erlangen.

XIX.

12. Sept. **Elucidations-Recess zwischen Churfürst Johann Georg dem Dritten/ und Adolph Hertzog zu Sachsen-Weissenfelss/ über den de dato 22. Aprilis 1657ten Jahrs auffgerichteten Erb-Vertrag beschehen. Wodurch derselbe in ein und andern Punctis weiters erleutert/ die darüber erwachsene Dubia, und widrige Interpretationes erkläret werden. Geschehen zu Dreßden den 12ten Septembris Anno 1682. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Absatz II. pag. 646.]**

C'est-à-dire,

Recès entre JEAN GEORGE III. *Electeur de Saxe, &* ADOLPHE *Duc de Saxe-Weissenfels, sur l'Accord Héréditaire du 22. Avril 1657. par lequel d'un consentement mutuel, ledit Accord est éclairci en divers Points, & les Doutes survenus à cette occasion expliqués, & resolus. A Dresde le 12. Septembre 1682.*

IM Nahmen der Heiligen Dreyfaltigkeit/ sey hiermit kund und zu wissen: Demnach der Weyland Durchleuchtige Churfürst und Herr/ Herr Johann Georg der Erste/ Hertzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Marschall und Churfürst/ Landgraf in Thüringen/ Marggraf zu Meissen/ auch Ober-und Nieder-Lausitz/ Burggraf zu Magdeburg/ Graf zu der Marck und Ravensberg/ Herr zum Ravenstein/ bey seinem tödtlichen Hintritt/ein untern dato den 20. Julii des 1652. Jahres aufgerichtetes Testament hinterlassen/und darinnen Dero damahligen Chur-Printzen und Erstgebohrnen Herrn Sohn/ den auch Durchleuchtigen Fürsten und Herrn/ Herrn Johann Georgen den Andern/ Hertzogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Marschalln und Churfürsten/ Landgrafen in Thüringen/ Marggrafen zu Meissen/ auch Ober-und Nieder-Lausitz/ Burggrafen zu Magdeburg/ gefürsteten Grafen zu Henneberg/ Grafen zu der Marck/ Ravensberg und Barby/ Herrn zum Ravenstein/ in dem gantzen Churfürstenthum und allen darzu gebrachten Landen und Marggrafsthümern/ auch Graf- und Herrschafften/ so wohl allen Landen und Leuten/ auch anderen/ so Seine Churfürstliche Durchleucht damahls gehabt/oder künfftig durch GOttes Seegen nochmahls erlangen und überkommen möchten/ zu ihren rechten wahren Universal-Erben eingesetzt/ darneben aber auch/ wie Seiner Churfürstlichen Durchleucht jüngere drey Herren Söhne/ die Hochwürdigsten/ Hochwürdigen/ Durchläuchtigsten Fürsten und Herren/ Herr Augustus, Herr Christian/ und Herr Moritz/ rc. mit gewissen Deputaten/ titulo institutionis honorabili, und nach des Juris Primogenituræ, und anderer Fürstlichen Häuser Gewonheit/ und darinnen specificirten Landes-Portionen/ abgefunden werden/ solten/ Verordnung gethan/ und aber an einem Theil Seine Churfürstliche Durchleucht Hertzog Johann Georg der Andere/ davor gehalten/ daß durch diese des Herrn Vatters Disposition Ihr ein mehrers/ als Sie/ vermöge des Juris Primogenituræ, auch nach Anleitung der Provisionis Majorum, und dieses Churfürstlichen Hauses Herkommen gemäß/ denen 3. jüngeren Herren Brüdern schuldig gewesen/ aufferleget werden wollen/ andern Theils höchstgedachter Herren Brüdere Fürstliche Fürstliche Fürstliche Durchleucht Durchleucht Durchleucht einige Puncte darinnen anders/ als Churfürstliche Durchleucht/ auslegen wollen/ auch hieraus so wohl sonsten allerhand Mißverständnisse zu besorgen gewesen; So haben Churfürstliche Durchleucht bey vorberührten väterlichen Testamente also schlechter Dinge es bewenden zu lassen/ angestanden/ und darauf allerseits Churfürstliche und Fürstliche Fürstliche Fürstliche Durchleucht Durchleucht vermöge eines untern dato den 22. April. 1657. auffgerichteten Vertrags/ so der Freund-Brüderliche Haupt-Vergleich genennet wird/ wie es allenthalben zu halten/ sich Freund-brüderlich zu vergleichen/ vor gut befunden/ bey welchem Vergleich aber nachgehends wahrgenohmen worden/ daß er hin und wieder ziemlich dunckel/ wie denn auch darneben mit der Zeit aus demselben unterschiedliche ungleiche/ und der an beeden Theilen geführeten Intention, auch denen Fundamentis Domus zuwiderlauffende Interpretationes erwachsen wollen/ also/ daß nicht alleine noch bey Lebzeiten der jüngsthin verstorbenen Churfürstlichen Durchleucht Hertzog Johann Georg des Andern/ Lobwürdigsten Andenckens/ hierüber vielfältige Differentien sich hervor gethan/ sondern auch der Durchleuchtige Fürst und Herr/ Herr Johann Georg der Dritte/ Hertzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Marschall und Churfürst/ Landgraf in Thüringen/ Marggraf zu Meissen/ auch Ober-und Nieder-Lausitz/ Burggraf zu Magdeburg/ Gefürsteter Graf zu Henneberg/ Graf zu der Marck/ Ravensberg und Barby/ Herr zum Ravenstein/ als itzo regierender Chur-Fürst und Landes-Herr/ bald beym Antritt Seiner Churfürstlichen Durchleucht Löblichen Regierung/ solchen Vergleich bloßhin/ oder ehe und bevor derselbe gnugsam elucidiret/ und von widrigen Interpretationibus gäntzlich befreyet/ zu agnosciren Bedencken gehabt/ vielmehr am 7. Jan. des abgewichenen 1681. Jahres mit einer zu Meissen von der damahls daselbst angestellten Landtags-Deputation dißfalls eingewandten Protestation sich nochdürfftig darwider verwahret/ dieses auch Dero Fürstlichen Herren Vettern zu Weissenfelß/ Merseburg und Zeitz/ und zwart jedem besonders/ darneben aber zugleich ihre rühmliche Inclination zu gütlicher Hinlegung aller dannenhero besorgenden Streitigkeit/ in Schrifften Freund-vetterlich zu erkennen gegeben. Alldieweil nun hierauf der Durchläuchtigste Fürst und Herr/ Herr Johann Adolph/ Hertzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ Landgraf in Thüringen/ Marggraf zu Meissen/ auch Ober-und Nieder-Lausitz/ Gefürsteter Graf zu Henneberg/ Graf zu der Marck/ Ravensberg und Barby/ Herr zum Ravenstein/ als des Herrn Administratoris des Primat-und Ertz-Stiffts Magdeburg/ Hertzogs Augusti Fürstliche Durchleucht Primogenitus, und Erstgebohrner Herr Sohn und Successor, solch Erbiethen mit Freund-vetterlichen Danck acceptiret/ auch zu Bezeugung Dero gleichmäßigen Intention gegen Ihre Chur-Fürstliche Durchleucht sich Freund-vetterlich heraus gelassen/ was massen Sie sich dißfalls in einige Weiterung zu setzen nicht gemeynet/ sondern vielmehr mit Ihro Churfürstliche Durchleucht sich hierüber allenthalben zu vernehmen/ und daß denen gemachten Dubiis und daraus erwachsenden oder ferner besorgenden Irrungen auf einmahl abgeholffen werden möchte/ höchlich Verlangen trügen; So haben mehr höchsterwehnte Seine Churfürstliche Durchleucht Ihr solches wohl gefallen lassen/ und hinwiederumb Seine Fürstliche Durchleucht aller Freund-vetterlichen Liebe/ Zuneigung und Affection, auch wie Sie ihres Orts etwas/ so der Billigkeit und denen Rechten zuwider/ hierunter nicht intendiren/ noch Seiner Fürstlichen Durchleucht das geringste/ so Derselben gehörig/ zu entziehen gesonnen/ versichert. Worauf Ihre Chur-und Fürstliche Durchleucht Durchleucht durch Ihre absonderliche zu solchem Ende niedergesetzte Geheimbde-und andere Räthe/ dieses Werck/ seiner Wichtigkeit nach/ mit allen Fleiß genau untersuchen lassen/ und sich nach gepflogenen reiffen Rath/ vor sich/ Ihre Erben und Nachkommen/ folgender Gestalt verglichen:

1. Und zwar anfänglich hat sich befunden/ daß/ vermöge angezogenen untern dato den 22. April. Anno 1657. auffgerichteten Freund-brüderlichen Haupt-Vergleichs/ Seiner Fürstlichen Durchleucht nunmehro in GOtt ruhenden Herrn Vatters/ Hertzogs Augusti, postulirten Administratoris des Primat und Ertz-Stiffts Magdeburg Fürstliche Durchleucht Christmildesten Andenckens/ die

ANNO 1682.

die Schlösser / Städte und Aembter Sachsenburg / Eckersberge / Wibra / Freyburg / Sangerhausen / Langensaltza / Weissensee / Sittichenbach / Heldrungen / Wendelstein und Weissenfelß / benebenst der Ambtsässigen Ritterschafft / und denen in dem Amte Sachsenburg bezirckten Schrifftsassen / ingleichen das Ambt und Stadt Thomasbrucke / Röblingen / Laucha / Michaeln und Kindelbrück / wie nicht weniger die in Thüringen befindlichen Klöster und Stiffter Beutitz / Langendorff / Weissenfelß / Reinsdorff / Bernroda / Cölleda / Kloster und Stifft Saltz / Kaltenborn / Rohrbach / Zingst und St. Ulrich / so viel Ihrer Churfürstlichen Durchleucht Hertzog Johann Georgen dem Ersten / Christmildesten Andenckens / daran zuständig gewesen / dann ferner die vier Magdeburgischen eximirten respective Herrschafften / Aembter und Städte / Querfurt / Gütterbock / Dahma und Burg / erblichen zukommen.

2. Dieses alles nun verbleibet Seiner Fürstlichen Durchleucht und zwar / wie es Deroselben in GOtt ruhender Herr Vatter / inhalts des Freund-brüderlichen Haupt-Vergleichs / überkommen / und in nachfolgenden erläutert / mit der angefügten fernern Erklärung / daß nach denselben Ihrer Fürstlichen Durchleucht die zu dem Chur-Hauß Sachsen gehörige Lehen-Briefe / Schrifften / Acta und Documenta, so weit Sie daran interessiret / zu Dero Bedürffniß jedesmahl aus dem Churfürstlichen Archivo communiciret / und auf Begehren Copien in beglaubter Form davon ertheilet werden sollen. Insonderheit und nachdem die höchstseelige Churfürstliche Durchleucht Hertzog Johann Georg der Andere / das gehabte Jus Superioritatis und Reservata über die so genannte vier Magdeburgischen eximirten respective Herrschafften / Aemter und Städte / Querfurth / Gütterbock / Dahma und Burg / wie ingleichen über die drey Herrschafften und Aembter / Heldrungen / Wendelstein und Sittichenbach / vermöge eines untern dato Leipzig den 17. Febr. 1663. auffgerichteten Vertrags / resigniret / solche Orte hierauff in formam & statum eines absonderlichen Fürstenthums gesetzet worden; So hat es darbey / wie auch bey dem dißfalls zu Torgau untern dato den 12. Maji 1681. auffgerichteten Vergleich / nochmahls sein Bewenden. Und wiewohl Ihre Churfürstliche Durchleucht unter dero Wildbahn / so Ihre Fürstliche Durchleucht zuständig / bloß die Jagten in denen Aembteren / und nicht auf denen Schrifftsässigen Güteren / verstanden / so ist es doch auf gepflogene Handlung dahin verglichen worden / daß auch auf solchen Seiner Fürstlichen Durchleucht dieselben erblich und dergestalt verbleiben sollen / daß keine neue Gehege gemachet / denen Schriftsassen / welchen die Hohe-Mittel-oder Nieder-Jagten zugehören / hierdurch kein Eintrag geschehen / auch da hierüber einige Streitigkeiten entstünden / dieselben vor Churfürstliche Durchleucht ausgetragen werden sollen.

3. Ebenfalls sollen Ihre Fürstliche Durchleucht an allen von Römischen Kaysern / Königen und sonsten verschriebenen Lehens-und anderen Anwartungen / ingleichen an denen Gold-Bergwercken / so sich deren in diesem Churfürstenthum / Stiffteren und Landen durch GOttes Segen ereignen möchten / so wohl an denen Jülichischen / Preussischen / Pommerischen und Frantzösischen Sachen / vermöge mehrerwehnten Freund-brüderlichen Haupt-Vergleichs / ihren Antheil und Recht haben und behalten.

4. Gleichwie aber im Thüringischen Ihrer Fürstlichen Durchleucht ein mehrers / als in vorhergehenden N. 1. specificiret / nicht zustehet; Also verbleiben Ihro Churfürstlichen Durchleucht alle darinnen befindliche Balleyen / Compturereyen / sambt deren Pertinentien / alle und jede Grafen / Herren / auch Graf-und Herrschafften / so wohl Schrifftsässige Ritterschafft / ingleichen alle Schrifftsässige Orte / wie nicht weniger die so genannten neuen Schrifftsassen in denen Aembteren Weissenfelß und Freyburg / welche / bey Churfürst Johann Georgen des Ersten / Christmildesten Andencken / Absterben / die Schrifftsässigkeit allbereit gehabt / benebenst denen ihnen vererbten Dörfferen / so entweder auf Schrifftsässigkeit ausdrücklich gesetzet / oder solche sonsten zu Recht beständig herbracht / sambt deren Zugehörungen / (welcher allerseits halben es sonderlich bey angezogenen zu Torgau am 12. Maji 1681. aufgerichteten Vertrag nochmahls bewendet /) wie auch das Ambt und Voigtey Treffurth / Schul-Pforta / sambt denen darzu gehörigen Dorffschafften / die Stadt Tennstädt / ingleichen die Erbschutz-Gerechtigkeit bey denen Städten Erfurth / Mühl-und Nordhausen / die peinliche Gerichts-Voigtey in itztgedachter Stadt Nordhausen / die Gleits-Gerechtigkeit vor S. Johann und Andreas Thore bey der Stadt Erfurth / und die Catholische Geistlichkeit in Erfurth / so weit solche in dem Thüringischen

Creysse begriffen / beneben denenjenigen / was Ihr in der Graffschaft Mannßfeld und in Thüringen / inhalts der zwischen Churfürst Augusto und dem Stiffte Halberstadt Montags nach Severi den 26. Octobr. 1573. auffgerichteten Wechselschreibungen / und mit dem Ertz-Stifft und dem Capitul zu Magdeburg ergangenen Permutation-Abschieds / de dato den 1. Jan. 1579. und sonsten in gedachter Graffschaft Manßfeld gebühret; So viel aber die Dörffer Auerstädt / Nieder-Topffstädt / den Comptur-Hof zu Weissensee / den Morungischen Rittersitz / oder das Hauß zu Sangerhausen / Valentin Melchior von Hausen Rittersitz / oder Wohnhauß zu Schönstädt / das hiebevorn Garmannische / ietzo Heinrich Christophs von Hopffgarten Guth zu Grossen-Gettern / das Guth und Dorff Ober-Reussen / die Wüstungen Bücht und Tündhausen / wie auch Schönwerda betrifft / (dessen letztern halber es doch bey denen dißfalls ergangenen Urtheilen / wie auch wegen Nieder-Topfstädt bey der hiebevor beliebten und angeordneten Commission verbleibet /) wird solches alles auf weiters Vernehmen außgestellet / und inmittelst biß zur Erörterung in vorigen Stande / auch der Steuer wegen / auf Maß und Weise / wie unten beym 40. Punct N. 1. mehreres enthalten / gelassen.

5. Jedoch sollen bey denen Dorffschafften / so hiebevorn zu denen Ihro Fürstlichen Durchleucht zuständigen Aemteren gehörig gewesen / und davon veräussert worden / alle bey vorgegangener Alienation und Vererbung ermeldten Aembteren vorbehaltene Jura, worunter aber das Jus Superioritatis in keinerley wege zu verstehen / nochmahls verbleiben; Auch da in Thüringen an dero Schrifftsässigen Ritterschafft ein oder ander Lehen-Guth über kurtz oder lang / durch Absterben des letzten Besitzers ohne eheliche Leibes-Lehens-Erben / oder Mit-belehnten / apert, und Ihro Churfürstlichen Durchleucht heimfällig würde / wollen Dieselbe / inhalts des offtberührten Freund-brüderlichen Vergleichs / Ihro Fürstlichen Durchleucht und Ihren Leibes-Lehens-Erben solche verledigte Lehen-Güther in dem Stande / wie sie sich alsdenn befinden / eignen und leihen / doch daß Sie sich keines Lehens anmassen / es sey denn / auf ereignete warhaffte Apertur, Ihr die Possess gegeben / oder das Guth in Lehen gereichet / oder auch / da die Apertur zweifelhafftig / und sich ein Contradictor angebe / darüber denen Lehens-Rechten gemäß ordentlich erkennet. Es sollen aber Churfürstlicher Durchleucht ante aperturam die Hände nicht gebunden seyn / Consense zu ertheilen / in die Alienationes der Lehen-Güther / und bey Erhandlung derselben / in Benennung neuer Mitbelehnten zu verwilligen / ausser wenn ein Lehen auf den letzten Possessore bestünde / da Ihre Churfürstliche Durchleucht Ihr doch gleichwohl in die Leibgedinge und Ehe-Stifftungen / wie auch zu Besserung des Lehens auffgenommene Schulden zu consentiren / allerdings vorbehalten / wie Ihr denn auch alle andere Rechte / so deroselben Vorfahren gehabt / ohne Eintrag sich zu gebrauchen / in alle Wege frey und offen verbleiben / und soll hiermit keine Abusiva, vielweniger simultanea Investitura gemeynet / dieses auch bloß auf der Schrifftsässigen Ritterschafft Güther / nicht aber auf Graf-und Herrschaften / Balleyen und Compturereyen verstanden / noch hierdurch der Ritterschaft an ihren habenden Privilegiis und Gerechtigkeiten / insonderheit / wo bey einer Familie gewisse Pacta gentilitia verhanden / oder von Hertzog Johann Georgen des Ersten / Churfürstliche Durchleucht / und dero Vorfahren / einem gantzen Geschlecht oder absonderlichen Personen gnädigste Concessiones super Facultate testandi de Feudis, vel de iisdem inter vivos disponendi, oder eine Expectantz auf ein Schrifftsässiges Ritter-Guth ertheilet worden / daran kein Eintrag geschehen / sondern dieselbigen allerdings und allenthalben in ihrem Vigore, Kräfften und Würden verbleiben; Da auch ein Lehens-Fall an Ihre Fürstliche Durchleucht oder deroselben Successores käme / sollen Dieselbigen von dem angefallenen Lehen die schuldige Ritter-Dienste zu leisten / die Lehen auf gehörige Fälle zu suchen / und alles andere / was vorige Besitzere davon zu thun schuldig gewesen / unweigerlich zu præstiren / insonderheit die verconsentirte Schulden / stillschweigende Unterpfände / Ausstattung der Töchtere / Leib-Gedinge / und andere Onera Feudalia zu agnosciren / und hierinnen niemanden gefähren zu lassen / verbunden seyn.

6. Hiernechst soll diese Freund-Vetterliche Vergleichung Ihro Fürstlichen Durchleucht Aemteren / Städten und übrigen Orten / wie auch der darunter begriffenen Amt-und Schrifftsässigen Ritterschafft nicht weniger / als denen Churfürstlichen Vasallen und Unterthanen / an ihren er-

ANNO 1682.

erlangten Privilegiis, Immunitäten / Reversalien / Lehen / gesambter Hand / Anwartung / Rechten und Gerechtigkeiten / auch redlichen Gewohnheiten unschädlichen seyn / und ein Jeder derselben darbey geruhig gelassen werden / auch ein Ort gegen den andern sich seiner Befreyung / Gerade / Heer-Geräthe / Abzugs-Gelder / des Brauens / Maltzens / Schenckens / Handels / Handwercker / Zölle / Ungelder / Jagten / Hüthungen / Trifften in Höltzern / Feldern und Auen / wie sie solches zu Zeiten Hertzog Johann Georg des Ersten Churfürstliche Durchleucht Absterben / oder auch nach der Zeit rechtmässig und beständig hergebracht / nochmahls unhinderlich gebrauchen. Und gleichwie vornehmlich wider die wahre / in Gottes Wort gegründete Religion, welche in diesen Landen / durch sonderbahre Göttliche Güte und Gnade / biss dato rein und lauter erhalten worden / Vermöge des Ossnabrückischen Frieden-Schlusses / ohne dem einige Aenderung nicht vorzunehmen / sondern vielmehr die Unterthanen von Seiner Churfürstlichen Durchleucht und Dero Posterität darbey zu schützen; Also erklähren auch Ihre Churfürstliche Durchleucht und Fürstliche Durchleucht vor Ihro Personen und Nachkommen sich ferner hiermit / dass Sie ebenmässig ihres Theils bey solcher wahren Christlichen Religion, wie selbe in GOttes Wort / denen Prophetischen / Apostolischen Schrifften / gegründet / auch in der ungeänderten Augspurgischen Confession, Apologia, Schmalkaldischen Articulen / grossen und kleinen Catechismo Lutheri und Formula Concordiæ verfasset / biss an Deroselben Lebens-Schluss / feste beharren / weniger einiges / auch nur Privat-Exercitii einer widrigen Religion sich anmassen wollen.

7. Ferner behalten Ihro Churfürstliche Durchleucht Ihr die Ritterdienste / der Unterthanen Folge / vermittelst eines Mediat-Auffgeboths / und was desswegen / wie auch in dem Punct der Land-Täge-Verwilligungen / beym Jure Belli & Pacis, und sonst mit mehreren in nachfolgenden verglichen worden / bevor / wie denn gleichfalls Ihro Fürstlichen Durchleucht Aemter / Städte und übrige Unterthanen alle andere Præstationes, womit Seiner Churfürstlichen Durchleucht wie auch dem Lande und insonderheit denen piis causis sie beständig verhafftet / nochmahls unweigerlich zu leisten haben. Und sollen diesem nach auch die Besoldungen der Professorum auff denen Universitäten / Leipzig und Wittenberg / Stipendia, Legata und andere Stifftungen vor die Communitäten / Land-Schulen / Pfarr-Witben oder sonsten ad pias causas, und was mehr von einem und dem anderen Ort von langen Zeiten her abzustatten gewesen / bey dem Herkommen bleiben / die Intraden darzu aus den Aemteren / Klösteren / und anderen Gütheren / worauf sie hafften / samt denen aufgeschwollenen Resten / richtig abgeführet werden / in specie sollen die in das Amt Langen-Saltza gehörige Dorffschafften Flarchheim und Grossen-Getteren / nebenst denen Voigteyen / das Churfürstliche Sächsische Kuicka in Haynich / die Landwehre genannt / und das Grentz-Hauss / wieder in guten tüchtigen Stand zu setzen / und selbige hinführo darinnen zu erhalten / die benöthigten Dienste / worzu sie von Alters her verbunden / leisten. Es wollen auch Ihre Fürstliche Durchleucht die Reichs- und Creyss-Anlagen / Römer-Züge / und was zur Cammer-Gerichts-Unterhaltung nöthig / dafern hierzu von der Landschafft die Nothdurfft nicht absonderlich bewilliget wird / pro rata tragen / wegen der Gesandschafts-Spesen aber verbleibet es bey dem / was Anno 1663. den 17. Febr. zu Leipzig verglichen werden; Gleichfalls wollen Seine Fürstliche Durchleucht die unbezahlten Kauffgelder / und andere Capitalia, so aus einem oder dem anderen Amte / Kloster / Stiffte und Guthe / insonderheit auff denen Aemteren / Heldrungen / Sittichenbach und Wendelstein / annoch unabgeführet stehen / ohne Zuthuung Ihrer Churfürstlichen Durchleucht / abtragen / die darüber ausgestellte Churfürstliche Brieffe und Siegel einlösen / und in die Churfürstliche Renth-Cammer einliefern / vornehmlich auch die Wendelsteinische Commission mit denen Witzlebischen und Hesserischen Erben nach Mögligkeit förderlich zu Ende bringen / und die Interessenten / so weit solches nicht bereits geschehen / befriedigen / so wohl denen Beschwerungen / wegen der Schule Rossleben / abhelffen. Nachdem auch erinnert worden / dass von dem Amte Heldrungen die Steuern zur Graffschafft Mansfeldt Churfürstlich-Sächsischer Hoheit zu entrichten / und disfalls an Reichs- und Creyss-Steuern / Cammer-Gerichts-Zielern / Contributionen / March- und Einquartirung-Kosten / ein grosser Rückstand auffgelauffen; Ferner das Geussainische Holtz / welches Ihre Fürstliche Durchleucht voritzo in Besitz und Gebrauch haben / Seiner Churfürstlichen Durchleucht zuständig / an Seiten Ihre Fürstliche Durchleucht aber / dass es an nothdürfftiger Information mangele / vorgeschützet worden; So wollen Ihre Chur- und Fürstliche Durchleucht Durchleucht so wohl desswegen / als derer Ihro Churfürstlichen Durchleucht höchstseeligen Herrn Vaters Churfürstliche Durchleucht in dem Freund-brüderlichen Haupt-Vergleich vorbehaltenen alten Resta halber / so wohl und was die Churfürstliche Renth-Cammer an Ihre Fürstliche Durchleucht und dero Aemter / ingleichen an Dero Beamte und Einnehmere / derer biss zur Tradition der von Monat Majo 1657. reservirten Rechnungen und Resta halber / so wohl in denen Städten wegen der biss Anno 1650. bewilligten Soldaten-Contribution, auch anderer Orten prætendiret / auf das förderlichste gewisse Deputirte niedersetzen / welche es genau untersuchen / nach Befinden Berechnungen vornehmen / und in Richtigkeit bringen sollen.

ANNO 1682.

8. Behalten Ihre Churfürstliche Durchleucht nochmahls in denen obbemelten No. 1. verzeichneten Aemteren / Städten und übrigen Orten / (ausgenommen das Fürstenthum Querfurth / und darzu geschlagene Herrschaften und Aemter Heldrungen / Wendelstein und Sittichenbach / welches / wie albereit erwehnet / in seinem Zustand gelassen wird /) das Jus sublime Territorii & Superioritatis, samt allen davon dependirenden Befugnüssen / Rechten und Gerechtigkeiten / so wohl in Ecclesiasticis, als Secularibus. Jedoch verbleiben Ihro Fürstlichen Durchleucht die dererselben / vermöge des Freund-brüderlichen Haupt-Vergleichs / zukommende Landes-Fürstliche Jura, so in demselben und folgenden klährlich enthalten / specificiret / auch weiter erklähret und erleutert / worunter aber das Jus moratoria & veniam ætatis concedendi, welcher halber biss anhero absonderlich gezweifelt werden wollen / nicht mit begriffen. Gestalt dann in dessen Betrachtung / und damit Ihre Churfürstliche Durchleucht dieser Reservaten und Jurium halber gnugsam versichert seyn mögen / zugleich abgehandelt und beschlossen worden / dass nicht allein voritzo Ihre Churfürstliche Durchleucht und künfftig Dero Nachkommen in der Regierung / so offt ein Fall und Veränderung / welches doch GOtt auff viel lange Jahr verhüten wolle / sich begiebet / Seiner Fürstlichen Durchleucht erwehnte sämtliche Vasallen und Unterthanen / nach der zu Ende dieses Vergleichs sub lit. A. beschriebenen Mass und Weise / auch beygefügten Eydes-Notul, die Erbhuldigung absonderlich leisten / sondern auch hinführo / bey Auffnehmung neuer Vasallen und Unterthanen in denen Aemteren / Städten und sonsten / dieselben nach der Notul sub lit. B. in Pflicht genommen werden sollen / jedoch ist im übrigen diese Huldigung und Pflichtleistung Ihro Fürstl. Durchleucht hohen Respect, auch der unterthänigsten Treue und Gehorsam / womit deroselben die Unterthanen verbunden / gantz unnachtheilig.

9. Was diesem nach die Jura Superioritatis in Ecclesiasticis anlanget / behalten Seine Churfürstliche Durchleucht in oberzehlten Aemteren / Städten und übrigen Orten / jedoch unbeschadet derer Ihrer Fürstlichen Durchleucht nach vorhergehenden §. und aus dem Freund-brüderlichen Haupt-Vergleich disfalls gehöriger und in folgenden specificirter und erleuterten Jurium, das Jus Episcopale. Und wie in Ihrer Fürstlichen Durchleucht Landes-Portion in Schul- und Kirchen-Sachen / auch in Adiaphoris nichts zu veränderen; Also sollen Ihre Churfürstliche Durchleucht und Dero Nachkommen an der Chur / zu Erhaltung derer disfalls und sonsten / als Capiti Familiæ, gebührenden Respects, bey allen darinnen befindlichen Kirchen / nach der verglichenen sub lit. C. beygefügten Notul, mit ausgedruckten Nahmen / in das gemeine Kirchen-Gebeth eingeschlossen / auch wenn ein Churfürst / nach GOttes heiligem Willen / diese Zeitligkeit gesegnet / und dannenhero ein allgemeines Land-Trauren anzuordnen nöthig / solches in itzt berührter Ihro Fürstlichen Durchleucht Landes-Portion, nach beschehener Notification, auff deroselben oder Dero Nachkommen Verfügungen / die gantze Zeit über / da es von denen Churfürstlichen Unterthanen gehalten wird / ebenfalls gehalten werden.

10. Krafft dieses Juris Episcopalis stehet auch Ihro Churfürstlichen Durchleucht alleine zu / Synodos und Visitationes generales auszuschreiben / Fast- Buss- und Beth- auch Fest-Tage / Veränderungen der Kirchen-Gebethe / durch das gantze Land anzuordnen / wie auch das Jus dispensandi in gradibus prohibitis, die Conferirung derer in die Leipzigische und Wittenbergische Stipendiaten-Cassa gehörigen Stipendien / dann die Inspection und

Di-

ANNO 1682.

Direction über solche Cassen ; Es wollen auch Ihre Fürstliche Durchleucht was aus Ihren Aemteren dahin zu entrichten / obberührter massen / zu rechter Zeit gehörig abgeben / so wohl die biß anhero auffgelauffene Resta abtragen lassen. Und damit bey diesen Juribus, wie es hierunter zu halten / hinführo keine Beschwerligkeit sich ereignen möge / hat man sich hierüber / wie hernach beschrieben / vereiniget.

11. Wenn diesem nach vor gut befunden wird / eine General-Visitation anzuordnen / soll mit Ihro Fürstlichen Durchleucht daraus zeitig communiciret / solches auff einem allgemeinen Landtag vorgetragen / darbey die Instructiones, und wie die hierzu erforderten Unkosten auffzubringen / verglichen / so dann das Ausschreiben / in Seiner Churfürstlichen Durchleucht Nahmen / aus dem Churfürstlichen Kirchen-Rathe ausgefertiget / die Expedition selbst von Seiner Churfürstlichen Durchleucht hierzu Deputirten vorgenommen / und nachdem es der Zustand erheischt / eingerichtet / die darbey benöthigten Verordnungen in Ihro Churfürstlichen Durchleucht und Fürstlichen Durchleucht Nahmen abgefasset / auch so dann die gehaltenen Protocolla und Acta, worvon durch Seine Fürstliche Durchleucht / so offt Sie deren benöthiget / die Communication nicht zu versagen / bey ermeldten Churfürstlichen Kirchen-Rathe eingeschicket und verwahrlich beygeleget / von daraus das General-Visitation-Decret, wenn man ebenfalls auff einem allgemeinen Landtage sich hierüber vereiniget / in Ihro Churfürstlichen Durchleucht Nahmen / auf Maß und Weise / wie unten No. 35. von Publication derer übrigen Landes-Ordnungen verglichen / publiciret werden ; Jedoch sollen Ihre Fürstliche Durchleucht Räthe oder Deputirte zu diesen Visitationen in dero Landes-Portion iedesmahl dergestalt gezogen werden / daß Sie denenselben mit beywohnen / auch da in einem und dem andern Gebrechen vorfielen / solche anzeigen / hierdurch deren Abstellung beförderen / so wohl sonsten nöthige und Ihro Fürstlichen Durchleucht Unterthanen ersprießliche Erinnerungen thun mögen.

12. Wann Fast-Buß-und Beth-Tage / ingleichen Danck-und andere Feste / auch Veränderungen der Kirchen-Gebethe / durch das gantze Land anzuordnen / wollen Ihre Churfürstliche Durchleucht Seiner Fürstlichen Durchleucht zeitig hiervon Nachricht ertheilen / und das Ausschreiben communiciren / welche ferner vermittelst des Leipzigischen Consistorii an dero Superintendenten bey nen Ihrigen die Gebühr / nach der Notul sub lit D. verfügen wollen / und soll es iedesmahl bey dem von Ihrer Churfürstlichen Durchleucht gesetzten Tage allerdings verbleiben / und an dessen statt kein anderer substituiret werden.

13. Betreffende das Jus dispensandi, soll es also damit gehalten werden / daß / wenn Ihro Fürstlichen Durchleucht Unterthanen Dispensation in gradibus prohibitis zu suchen gemeinet / dieselben bey dem Churfürstlichen Kirchen-Rath zu Dreßden sich deßwegen gebührend anmelden / und da dieser / nach reiffer der Sachen Uberlegung / die Dispensation verwilliget / soll Er solches Ihro Fürstlichen Durchleucht nach der beygefügten Notul sub lit. E. gebührend eröffnen / welche denn deßhalber entweder immediatè oder durch das Consistorium zu Leipzig an den Superintendenten / unter dessen Inspection die Persohnen / so die Dispensation erhalten / gesessen / fernere Verordnung zu ertheilen haben. Trüge sichs aber zu / daß ohne des Churfürstlichen Kirchen-Raths und Ober-Consistorii Vorwissen / Heurathen der in verbothenen Grad einander verwandten Personen vollzogen werden wolten / soll das Consistorium zu Leipzig solches bey dem Pfarrer oder Superintendenten / dessen Inspection ermeldte Personen untergeben / in Ihre Chur-und Fürstlichen Durchleucht Durchleucht Nahmen inhibiren / und da dessen ungeachtet / oder unerwartet der Inhibition, mit der Copulation verfahren würde / berührten Superintendenten oder Pfarrer mit der Remotion oder sonst gebührend bestraffen ; Extra casum derer Heurathen in verbothenen Grad, mögen Ihro Fürstliche Durchleucht des Juris dispensandi sich selbst gebrauchen / doch daß Sie solches anders nicht / als mittelst des Consistorii zu Leipzig exerciren.

14. Die übrigen Actus Juris Episcopalis, von denen im Freund-brüderlichen Haupt-Vergleich und diesem Recess etwas Gewisses ausdrücklich nicht versehen / und welche das Consistorium zu Leipzig biß anhero nicht in Ubung gehabt / verbleiben dem Churfürstlichen Kirchen-Rath alleine / welcher denn deswegen in Seiner Churfürstlichen Durchleucht Nahmen an das Consistorium zu Leipzig Verfügung zu thun / dieses aber in Ihre Chur-fürstlich-und Fürstlichen Durchleucht Durchleucht Nahmen ferner zu verordnen hätte. Sonsten aber behalten Ihre Fürstliche Durchleucht das Jus Patronatus, wo Sie solches hergebracht / so hat auch dieselbe das Jus vocandi Doctores Ecclesiasticos und Superintendentes, eosdem sustentandi & visitandi, so wohl Local-Synodos, der Kirchen-Ordnung gemäß / durch berührte dero Superintendenten anzustellen. Dann ferner ist Sie wegen Erhaltung der Gottes-Kästen und Hospitalien / richtiger Auszahlung der Stipendiorum, welche von dero Aembteren und Städten abzustatten / und nicht in derer Universitäten Stipendiaten-Cassen gehörig / wie auch der Provision der Pfarr-Wittiben halber / durch Dero zur Regierung verordnete Räthe / mit Zuziehung Geistlicher Personen / Verordnung zu thun berechtiget / doch wollen Ihre Fürstliche Durchleucht an besagter Regierung ein mehrers / als itzt benennet / nicht vor sich zu ziehen / Verfügung thun / dem Leipzigischen Consistorio aber stehet hierinnen / wegen der Kirchen Einkommen / und dessen Beschaffenheit nachzufragen / und Anordnung zu machen / frey / und sollen alle Superintendenten und Pastores, auch andere Kirchen-und Schul-Diener so wohl / als die übrigen Priester / zuförderst bey gedachtem Consistorio examiniret und confirmiret / auch auf die Churfürstliche Geistliche reservirten Jura und diesen Vergleich / nach denen Notuln sub lit. F. & G. mit verpflichtet werden / ehe und bevor sie dergleichen Confirmationes erhalten / seyn sie ihr Ambt anzutretten nicht befugt.

15. Alle und jede Causæ Ecclesiasticæ, so sich zwischen Ihro Fürstlichen Durchleucht Unterthanen enthalten / oder in dero Aembteren und Städten und anderen Orten vorkommen / sollen nirgends als vor dem Consistorio zu Leipzig tractiret / und dergestalt durch solches die Jurisdictio Ecclesiastica alleine exerciret / demselben auch der starcke Lauff gelassen werden / und weder durch Rescripta, noch sonsten / einiger Einhalt geschehen ; gestalt dann Ihre Fürstliche Durchleucht Regierung / wenn etwas / so cognitionis Ecclesiasticæ ist / an sie gebracht würde / selbiges alsofort an ermeldtes Consistorium zu verweisen hat.

16. Dieses Leipzigische Consistorium soll / vermöge des Freundbrüderlichen Haupt-Vergleichs / in der Gemeinschafft bleiben / jedesmahl zum wenigsten mit vier gewissenhafften / gelehrten und geschickten Männeren / als zweyen Theologis und zwey Doctoribus Juris, wozu bey jeder begebenden Vacantz das Collegium drey tüchtige und gnugsam-qualificirte Subjecta zu denominiren hat / besetzet / dieselben mit dem Juramento Religionis beleget / Ihro Chur-und Fürstlichen Durchleucht Durchleucht wie auch beederseits Nachkommen / pflichtbar gemachet / und dahin adstringiret werden / daß sie ihres Ambtes jederzeit getreulich warten / auch da deswegen von Ihro Fürstlichen Durchleucht in denen dero Unterthanen angehenden / vor ihnen anhängigen / oder sonsten vor Sie gehörigen Sachen Befehl ergienge / solchen gebührend in acht nehmen / Ihre Urtheil / Abschiede und Anordnungen in göttlichen und weltlichen Rechten / insonderheit auch denen Landes-und Kirchen-Ordnungen / so wohl ziemlichen Gewohnheiten / gründen / die ihnen vorkommende Sachen schleunig expediren / und männiglich unpartheyische Justitz wiederfahren lassen ; In übrigen verbleibet es / so viel Ihre Chur-und Fürstliche Durchleucht betrifft / bey der Verfassung solchen Consistorii, wie Sie in dem Freundbrüderlichen Haupt-Vergleich beliebet / nochmahls allenthalben / es soll auch darbey / so bald Ihre Churfürstliche Durchleucht mit Dero Herren Vettern zu Merseburg und Zeitz Fürstliche Fürstliche Durchleucht Durchleucht sich eines Gewissen verglichen / eine Visitation mit Zuziehung Ihrer Fürstlichen Durchleucht Deputirten angestellet / und denenselben eine nach itzigen Zustand eingerichte Instruction von Ihro Churfürstlichen Durchleucht auch Fürstlichen Durchleucht ausgefertiget und ertheilet werden ; Und sollen die Verordnungen an Ihro Fürstlichen Durchleucht Superintendenten und Pfarrern / auch Aemter / Städte und übrige Orthe in Ihrer Fürstlichen Durchleucht Nahmen alleine ergehen. Gleichergestalt verbleibet es wegen der Universität zu Leipzig / mit Vorbehalt der Protestation gegen die übrigen Fürstlichen Herren Vettern / bey dem Freund-brüderlichen Haupt-Vergleich und gegenwärtigen Zustand / jedoch behalten Ihre Churfürstliche Durchleucht die Regalien und Jurisdiction darüber / ingleichen über den Statum Academicum, wie auch quoad disciplinam die Disposition und Direction alleine ; wenn aber neue Leges und Statuta, so die Verfassung an sich selbst angehen / nöthig wären / wollen Ihre Churfürstliche Durchleucht zuförderst mit Ihro Fürstlichen Durchleucht hiervon communiciren / auch wenn man sich hierüber

ANNO 1682. eines Gewissen vereiniget/ solche Leges zugleich in Ihrer Fürstlichen Durchleucht Nahmen mit publiciren lassen.

17. Die Bothmässigkeit über die in Jhro Fürstlichen Durchleucht Aemteren und Städten/ oder anderen Orten/ befindliche Geistliche Persohnen/ soll durch das Leipzigische Consistorium alleine ausgeübet werden/ Sie auch in personalibus nirgend anders/ als daselbst zu stehen/ oder Recht zu leiden/ schuldig seyn/ da Sie aber ein Verbrechen/ so die Inquisition nach sich ziehet/ begangen hätten/ soll ermeldtes Consistorium solche Inquisition wider sie anordnen/ und durch einen Beamten/ oder andern Gerichts-Herrn Jhro Fürstlichen Durchleucht verführen lassen. Wann nun rechtliche Erkändtnüs eingeholet/ und etwas Peinliches erkandt würde/ soll Jhro Fürstlichen Durchleucht das Consistorium es so fort berichten/ und so dann von Deroselben/ wie im Process ferner zu verfahren/ verordnet werden.

18. Derer Superintendenten/ Pastorn/ Pfarrern/ Schulbedienten und anderer Geistlichen Persohnen Remotiones, Suspensiones, und geringere Straffen/ hat das Consistorium zu Leipzig alleine zu vollstrecken.

19. Wenn Geistliche Persohnen iemand von Jhro Fürstlichen Durchleucht Unterthan enbelangen wollen/ sollen sie ihre Klage/ nach Gelegenheit der Sachen und der Beklagten/ vor dero Amtschösseren/ Räthen in Städten und übrigen Gerichts-Herrn in der Fürstlichen Regierung oder in dem gesamten Ober-Hoff-Gerichte zu Leipzig anstellen/ wie sie denn auch in actionibus realibus vor der Obrigkeit/ worunter das Stück guth/ weßwegen geklaget wird/ gelegen/ zu stehen schuldig seyn.

20. Da in denen Sachen/ so vor dem Leipzigischen Consistorio anhängig/ die Partheyen durch dessen Urtheil und Abschiede oder Verordnungen graviret würden/ soll dem beschwerten Theil/ davon an Seine Churfürstliche Durchleucht zu appelliren/ nachgelassen/ auch dem Churfürstlichen Kirchen-Rath zu Dreßden/ ob gleich an denselben die Appellationes nicht ergehen/ und also extra casum Appellationis nach Befindung Bericht zu erforderen/ und im Nahmen Seiner Churfürstlichen Durchleucht Anordnung zu machen/ unbenommen seyn/ jedoch/ daß wenn dergleichen Anordnungen das gantze Land und dergestalt auch Seiner Churfürstlichen Durchleucht Unterthanen betreffen/ mit Deroselben zuförderst hieraus communiciret werden.

21. Wenn bey dem Leipzigischen Consistorio eine gewisse Schuld ausgeklaget/ und von demselben Executoriales an Ihrer Fürstlichen Durchleucht Aemter/ Räthe und Städte/ oder andere Gerichts-Herren ertheilet werden/ sollen dieselben/ bey Straffe der säumigen Executorn, die Execution zu verrichten schuldig seyn/ die Hülffs-Vollstreckung auch weder durch Rescripta, noch in andere Wege gehemmet werden.

22. Wiewohl auch in dem offt angezogenen Freundbrüderlichen Haupt-Vergleich unter anderen enthalten/ daß wenn die damahls paciscirenden Churfürstliche Herren Gebrüdere befinden möchten/ daß durch die Gemeinschafft des Leipzigischen Consistorii, der fürgesetzte Christliche Zweck nicht zu erreichen seyn wolte/ denenselben das auß dem Väterlichen Testament erlangte und sonst habende Recht ausdrücklich reserviret/ und vorbehalten seyn solte/ und man nach Uberlegung der Umstände ermessen/ daß hierdurch die geführte Intention zu erhalten; So erklähren Jhre Fürstliche Durchleucht sich hiermit/ daß Sie einige Trennung von viel besagten Consistorio, oder ein absonderlich Geistlich Gerichte zu formiren/ weiter nicht begehren/ sondern es allenthalben in dem Stande/ wie es in vorhergehenden abgeredet/ lassen wollen/ gestalt Jhre Churfürstliche Durchleucht auch ein anders weder des Heiligen Römischen Reichs Herkommen/ Religion und Prophan-Frieden/ weder denen Landes-Verfassungen gemäß erachten/ und dahero nicht einräumen noch gestatten konten/ hingegen Jhre Fürstliche Durchleucht und dero Nachkommen bey dem/ was dißfalls abgehandelt und verglichen/ unverändert und unbeeinträchtiget iederzeit billig zu lassen.

25. So viel die Secularia betrifft/ haben zuförderst Jhre Churfürstliche Durchleucht alleine die sämtliche Lande/ worunter auch die Jhro Fürstlichen Durchleucht unterthänige Aemter/ Städte und übrige Orte in Thüringen begriffen/ bey dem Reiche zu vertreten; Das Jus mittendi Legatos, Reichs-Creyß-Probation-und Deputation-Täge/ so wohl alle andere dergleichen Convente zu besuchen und zu beschicken/ darüber verbleibet derselben das Jus Belli & Pacis, wie durch das gantze Land/ also auch in itzt bemelter Seiner Fürstlichen Durchleucht zuständigen Portion, nebenst denen darzu gehörigen Bündnüssen/ Werbungen/ Sammel-und Musterplätzen/ Einquartirung/ Oeffnungen/ Collecten/ Contributionen/ Zuwerbung/ Unterhaltung/ Abdanckung der Soldatesca, jedoch alles nach Proportion und Billigkeit; Jngleichen das Auffgeboth an Ritter-und Mannschafften/ zu Musterungen/ Feld-Zügen/ oder in Bereitschafft zu seyn/ alleine nur daß dieses Auffgeboth mediatè verrichtet/ die Einquartirung zu rechter Zeit notificiret/ die oberwehnte Proportion möglichst inacht genommen/ und zu Beförderung billigmässiger und richtiger Einlogirung des Seiner Fürstlichen Durchleucht Landes-Portion in Thüringen zukommenden Contingents, nebenst denen daselbst befindlichen von Churfürstlicher Durchleucht verordneten Land- und anderen Commissarien/ mit Vorbehalt der Direction und Disposition, auch die Fürstliche Commissarii und Beamte admittiret/ und die ausgelassenen Ordonnantzen/ so wohl der Disciplin, als sonsten/ iedesmahl beobachtet werden. Wenn Seine Churfürstliche Durchleucht auff ergangene Reichs-und Creyß-Schlüsse/ sich in Krieges-Verfassungen stellen wollen/ bleibet solches in dero Disposition, nach denen Reichs-Satzungen/ Erb-Verbrüderungen/ und Erb-Vereinigung/ doch daß es einer getreuen Landschafft auff einem allgemeinen Land- und Ausschuß-Tage proponiret/ und über dem Modo, die hierzu bedürffende Mittel auffzubringen/ deliberiret/ auch damit, wie sonsten bey Landtägen abgeredet/ gehalten werden; Dafferne aber Seine Churfürstliche Durchleucht sich vor sich selbst in eine Verfassung zu stellen genöthiget werden/ soll zuvor mit Jhro Fürstlichen Durchleucht communiciret/ auff einem allgemeinen Land-oder Ausschuß-Tag die Ursachen proponiret/ und wie ebenmässig zu dem Bedürffnüß zu gelangen/ berathschlaget/ auch im übrigen dem Brüderlichen Haupt-Vergleich/ so weit es nur practicirlich/ nachgelebet werden; In unvermutheten und geschwinden Uberfällen aber mögen Ihre Fürstliche Durchleucht der ihr zukommenden Mannschafft und Folge sich gebrauchen/ jedoch daß dieses alsbald Jhro Churfürstlichen Durchleucht berichtet/ und dero habenden Juri Belli nicht zu nahe getreten werde. Da auch eine Aufforderung geschiehet/ wollen Jhre Fürstliche Durchleucht von denen Jhro zugehörigen Güthern/ darauff Ritterdienste hafften/ die Ritterpferde ungesäumbt Jhro Churfürstlichen Durchleucht zuschicken. ANNO 1682.

24. Wenn in Kriegs-und Friedens-Zeiten zu des Landes Wohlfarth ein Landtag auszuschreiben/ oder ein Ausschuß zu versamblen nöthig befunden wird/ wollen Churfürstliche Durchleucht solches Jhro Fürstlichen Durchleucht nebenst denen Ursachen zu erkennen geben/ auch zugleich Zeit und Ort benennen/ und sollen so dann Jhre Fürstliche Durchleucht Dero Unterthanen auferlegen/ auf bestimte Zeit und Ort/ dem üblichen Herkommen nach/ bey dem angesetzten Land-und Ausschuß-Tage zu erscheinen/ und nebenst Seiner Churfürstlichen Durchleucht Unterthanen die Landes-Nothdurfft bedencken/ und beschliessen zu helffen; was nun auf solchem Land-und Ausschuß-Tage bewilliget/ und dißfalls beschlossen/ das soll nach Anleitung des Steuer-Vergleichs und Instruction an einem Orte/ wie am andern/ aus der Ober-Einnahme ausgeschrieben werden/ Es wollen auch Jhre Fürstliche Durchleucht Dero Räthe zu denen Land-oder Ausschuß-Tägen schicken/ und soll denenselben die Proposition ehe und bevor Sie an die Landschafft geschicket/ communiciret werden/ darbey dann/ wie auch dem übrigen Vorbringen/ da Jhre Fürstliche Durchleucht Unterthanen interessiret/ Sie ihre Erinnerung bey Churfürstlicher Durchleucht oder dero Geheimbten Rath/ nicht aber bey der Landschafft thun können/ Und ob zwar Jhre Fürstliche Durchleucht in ihrer und ihrer Unterthanen eigenen Angelegenheiten dieselben nach Befindung zu convociren unbenommen; So sollen doch solche Convocationes denen von Churfürstlicher Durchleucht angestellten Land-und Ausschuß-Tägen nicht hinderlich seyn/ auch wenn beede auf eine Zeit angesetzet würden/ die von Churfürstlicher Durchleucht angestellten Landes-Versamlungen vor Jhro Fürstlichen Durchleucht Convocationen in alle Wege den Vorzug behalten.

25. Was auf allgemeinen Land-oder Ausschußtägen eine getreue Landschafft an Land-und Tranck-Steuern/ dann vor die Miliz und Unterhaltung der Guarnisonen zu denen Vestungs-Gebäuden/ Bezahlung Churfürstlicher bis auf den 6. Octobr. 1657. angewachsenen Cammer-Schulden/ zu Gesandschafften und dergleichen/ verwilliget/ hierzu soll von Jhro Fürstlichen Durchleucht Unterthanen/ der ihnen zukommende Antheil unweigerlich beygetragen/ auch in die Obersteuer-Einnahme/ oder wohin sonsten

Anno 1682.

sonsten die Abstattung/ vermöge der Landtags-Handlung/ iedesmahl gehörig/ ohne Abzug geliefert werden/ wenn eine getreue Landschafft zu Tilgung der besagten Churfürstlichen Cammer-Schulden ein Gewisses verwilliget / so verbleibet solches/ Innhaltes des Freund-brüderlichen Haupt-Vergleichs/ Seiner Churfürstlichen Durchleucht alleine/ da aber zur Cammer-Hülffe und Estats-Unterhaltung etwas verwilliget würde/ haben Ihre Fürstliche Durchleucht dero Landes-Portion-Contingent zu erheben und vor sich zu behalten / daferne die Ritterschafft von denen Ritterpferden/ etwas als ein Præsent, Donativ, oder unter einem andern Nahmen zu des Landes Bedürfftnüß / und demselben zum besten / oder zur Miliz beyzutragen sich anheischig gemachet / wird solches eintzig und alleine dazu/ worzu es angesehen/ billig verwendet ; Sonsten aber / und wenn das Præsent oder Donativ Churfürstlicher Durchleucht offeriret wird / ist der Unterscheid zu halten / ob die Verwilligung zur unterthänigsten Bezeugung gegen einen zu erst in die Regierung tretenden Churfürsten/ oder ausdrücklichen an statt der Ritterdienste/ und damit die Vasallen auf gewisse Zeit mit der Aufforderung verschonet bleiben/ auch sonst auf gewisse maße die Ritter-Dienste zu redimiren / oder zu einer Cammer-Hülffe geschehen / und zwar haben auf den ersten und andern Fall / Seine Churfürstliche Durchleucht und dero Nachkommen an der Regierung / solchen Præsents oder Donativs sich allein anzumassen/ aufm letztern Fall aber mögen Ihre Fürstliche Durchleucht das jenige / so dero Vasallen hierzu contribuiren/ vor sich einheben/ und behalten/ doch daß es bey der iedesmahl beliebten Einnahme durch richtige Belege zugerechnet werde / Jedoch wollen Ihre Churfürstliche Durchleucht aus Freund-vetterlicher Affection vor dißmahl ohne Consequens geschehen lassen / daß Seine Fürstliche Durchleucht das Contingent, so erwehnte dero Vasallen zu dem bey jüngst gehaltenen allgemeinen Landtage verwilligten Præsent entrichten/ an sich nehmen/ und solches berührter massen bey itzo verordneter Einnahme gehörig eingerechnet werde/ In übrigen sollen die beschehenen Verwilligungen obgesetzter massen an Ihre Fürstlichen Durchleucht Unterthanen/ nach der Art und Weise/ wie es in dem Anno 1661. aufgerichteten Steuer-Vergleich und Instruction abgehandelt/ aus der Ober-Steuer-Einnahme / und nicht von Ihro Fürstlichen Durchleucht/ ausgeschrieben werden / wie es dann auch sonsten wegen des gantzen Steuerwesens zwischen Ihro Churfürstlichen und Fürstlichen Durchleucht Durchleucht bey itzt angezogenem Steuer-Vergleich und Instruction nochmahls sein Bewenden hat;

26. Daferne bey Ihro Fürstlichen Durchleucht Unterthanen eine gantze Stadt/ oder ein gantzes Dorff/ wegen mercklicher Abnahme der Nahrung oder erlittenen Mißwachs/ Brand-und-Wetter-Schaden / das völlige ihnen zukommende Quantum , so Sie zu denen Quatembern und Pfenningen/ oder was sonsten in Zukunfft vor ein Modus collectandi beliebet werden möchte/ zu entrichten haben/ abzuführen nicht vermögen würden/ und dannenhero solches moderiret werden müste/ soll die Moderation oder Erlassung nicht bey Fürstl. Durchl. Cammer/ sondern eintzig und allein / innassen mit denen Churfürstlichen Unterthanen es eben also gehalten wird/ bey der Ober-Steuer-Einnahme geschehen/ oder widrigen Falls das volle Quantum, in Entstehung gütlicher Abstattunge/ durch militarische Execution eingetrieben werden/ und wollen Ihr. Fürstl. Durchl. dero Unterthanen/ ausser was dieselben an Ambts-und Erblichen Gefällen zu entrichten haben/ oder auf denen Land-und Ausschuß-Tägen verwilliget /ein mehrers nicht abfordern/ auch die Verfügung thun/ daß die Einnahme der Verwilligung und ermeldte Ambts-und Erblichen Gefälle nicht confundiret werden mögen.

27. Nachdem auch nicht alleine Ihr. Churf. Durchl. allerseits Raths-Collegia, dem gantzen Lande und dergestalt zugleich Ihr. Fürstl. Durchl. Unterthanen zum besten/ und vor deren Conservation viel beschwerliche Mühe und Arbeit übernehmen müssen / sondern auch höchstgedachte Ihr. Fürstl. Durchl. an dem Ober-Hoffgerichte zu Leipzig und dem Consistorio daselbst/ auf verglichene Maße/ in Gemeinschafft stehen/ und die in beeden solchen Collegiis befindlichen Assessores ihre Besoldung aus der Fleisch-Steuer-Cassa erhalten ; So erklähren Ihre Fürstl. Durchl. sich hiermit/ daß von dem in ihrer Landes-Portion gefälligen Fleisch-Pfenning/ so lange solcher von der Landschafft verwilliget wird/ Sie hinführo jährlich 800. Fl. in die Fleisch-Steuer-Cassa entrichten lassen wollen/ Jedoch lassen Ihr. Churfl. Durchl. gewisser und bewegender Ursachen halber geschehen/ daß diese Verwilligung über Fürstl. Durchl. auf iedes Jahr nur 400. Fl. beytragen/ und dennoch dero Assessores bey gedachtem Ober-Hoffgerichte und Consistorio aus berührter Fleisch-Steuer-Cassa besoldet werden mögen.

Anno 1682.

28. Wenn wegen derer Landes-Grentzen/ an welchen Ihro Fürstl. Durchl. Aembter/ Städte und übrige Orte gelegen / mit denen benachbarten sich Strittigkeiten über Grund und Boden/ und so weit dabey Ihr. Fürstl. Durchl. interessiret/ ereignen/ sollen solche von Churfl. und Fürstl. Durchl. nach vorher gegangener Freund-vetterlichen Communication, zugleich ausgetragen werden.

29. Wenn seine Churfl. Durchl. Personen/ so zu oder von derselben reisen/ und Ihr. Fürstl. Durchl. Landes-Portion berühren/ begleiten lassen wollen/ soll solches auf dero Kosten/ und die Auslösung/ wo müglich/ in Wirtshäusern geschehen/ wenn sie aber auf Ihr. Fürstl. Durchl. Häusern logiren wollen/ soll dieselbe zuvor darumb ersuchet werden/ In fall einer durch diese Lande reisete/ so zu Ihrer Churfl. Durchl. nicht will/ noch von derselben kommet/ sondern bey Sr. Fürstl. Durchl. sich angiebet/ den sollen dieselben auf ihre Kosten begleiten zu lassen/ wohl befugt seyn; wer nun die Begleitung verrichtet/ dem wird auch die Annehmung verstattet/ Jedoch beederseits Gräntz-Gerechtigkeit unschädlich. In übrigen stehen die öffentlichen Heer-und Landes-Strassen/ so durch Ihr. Fürstl. Durchl. Aembter/ Städte und übrigen Orte gehen/ nebenst dem/ was nach Anleitung derer Reichs-Satzungen und anderer Rechte iedesmahl dabey zu verordnen/ Churfl. Durchl. alleine zu/ Nachdem aber Ihr. Fürstl. Durchl. die Zoll-und Gleits-Gelder/ so in dero Städten und Aembtern entrichtet worden/ erheben/ so soll dieselbe die reisenden Kauff-und Handels-Leuthe auf dero Kosten begleiten/ nicht alleine berührte Strassen/ so weit ihre Bothmäßigkeit sich erstrecket/ zu iederzeit in gutem Zustande unterhalten/ ingleichen daran seyn/ daß sie von Strassen-Räubern und anderm losen Gesinde befreyet bleiben/ sondern auch ermeldte Zölle und Gleithe/ wider das bey Churfürsten Johann Georgen des Ersten Absterben übliche Herkommen/ nicht erhöhen/ wo Sie hiebevor nicht gewesen/ dergleichen nicht anrichten/ die gewöhnlichen Fußstrassen nicht verändern/ sondern vielmehr die Fuhrleuthe/ solche genau zu halten/ anweisen/ auch die Ausländischen Kauff-und Krahm-Waaren/ den Wein/ Saltz/ Victualien/ Consumtiones und alles anders / wie es Nahmen hat/ es mögen die Fuhrleuthe Frachtbriefe haben oder nicht/ wenn Sie in Ihr. Fürstl. Durchl. zuständigen Orten nicht würcklich niedergeleget/ und abgeladen werden/ mit keinen Accisen oder andern dergleichen Abgaben belegen / sondern überall frey durchgehen lassen/ was aber in Ihr. Fürstl. Durchl. Landes-Portion zu iedes Orths Nothdurfft abgeladen/ oder nieder geleget wird/ und nicht ein bloßer Durchgang ist/ davon haben Sie diese Accisen/ so lange solche stehen/ billich zu erheben/ doch daß Sie hierbey sich einiger Stapel nicht anmassen/ wiewohl auch Sr. Churfl. Durchl. sich gnugsam fundiret erachten/ daß alle Beygleithe/ so in dero Vasallen und Unterthanen Gerichten zu befinden/ Ihr alleine zugehörig: So verwilligen Sie doch hiermit/ daß Sr. Fürstl. Durchlaucht. von itzt besagten Beygeleithen diejenige/ welche sie und dero in GOtt ruhender Herr Vater seither Anno 1657. biß dato in stetem Nutz und Gebrauch gehabt/ erblich behalten/ bey denenselben aber nur eine Taffel/ worauff bloß die Worte: Beygeleithe des Ambts N. und kein Wappen zu befinden/ auch anders nicht/ als mit Vorwissen und mit Zuziehung des iedesmahls verordneten Ambtmanns zu Tennstädt/ an die Gleits-Häuser anschlagen lassen/ so wohl sich dannenhero einiger Jurisdiction, in keine Wege anmassen/ auch die Strassen an solchen Orten / so weit es Herkommens / bessern und unterhalten sollen / betreffende aber das so genandte Sachsenburgische Beygeleithe zu Kirchheiligen / Dieweil man an Churfl. Durchl. Seiten davor gehalten/ daß solches neuerlich und dem Ambte Tennstädt zu mercklichem Nachtheil angerichtet / auch alsofort zu gnüglicher Information nicht zu gelangen/ so soll dieser Punct vorietzo ausgesetzet/ und durch die bey No. 7. beliebte Deputation untersuchet/ auch wie es in Zukunfft darmit zu halten/ erörtert werden / Es mögen auch Ihre Fürstliche Durchleucht keinem frembden Kriegs-Volck / es sey viel oder wenig/ Geleite geben / und Durchzug verstatten/ sondern da iemand dergleichen begehren wird/ wollen Sie solches alsofort an Ihr. Churf. Durchleucht Freund-vetterlich bringen/ und auf dero erfolgte Verordnung/ wenn es dieselbe vergönnen/ soll so wohl in diesem Fall / als wenn Seiner Churf. Durchl. eigene Völcker marschiren/ die

ANNO 1682.

die Durchführung von denen Ihrigen verrichtet/ Jedoch dabey Ihr. Fürstl. Durchl. Commissarii admittiret werden/ gleichwohl die Disposition sambt dem Directorio denen Churf. alleine bleiben.

30. Wenn entweder durch Ihr. Churfl. Durchl. oder auch Dero Fürstl. Durchl. und beederseits Unterthanen Gerichte/ Gefangene zu führen seyn/ soll hiermit/ nach Anleitung des §. 44. der Erledigung der Landes-Gebrechen de Anno 1661. tit. von Justitien-Sachen/ es gehalten werden/ und hierdurch Ihr. Churf. Durchl. und Fürstl. Durchl. auch dero Vasallen und Unterthanen an ihrer Jurisdiction nichts nachtheiliges geschehen;

31. Wenn einem Delinquenten unter Seiner Churf. Durchl. oder dero Vasallen und Unterthanen Jurisdiction, die Landes-Verweisung mit oder ohne Staupenschlag zuerkandt worden/ soll derselbe die gantzen Lande/ und also auch Ihr. Fürstl. Durchl. Landes-Portion zu räumen schuldig seyn/ wie denn ebenmässig im Gegentheil/ wenn einer in Sr. Furstl. Durchl. oder dero Vasallen und Unterthanen Gerichten verbrochen hätte/ und mit der Landes-Verweisung beleget würde/ derselbe gleichergestalt in dem gantzen Lande/ und also auch nicht in denen Churf. Gerichten geduldet werden solle;

32. Das Jus aggratiandi, wie auch alle Bona caduca, so in Furstl. Durchl. Landes-Portion sich itzo oder künfftig finden möchten/ verbleiben deroselben nebenst der hohen Wildphan und Jagten/ in dero Aembteren/ da sie nicht einem andern zustehen/ alleine;

33. Es mögen ferner Ihr. Furstl. Durchl. dero Unterthanen gewisse Privilegia, so weit es nicht in Præjudicium tertii gerichet/ auch ohne Abbruch der allgemeinen Gesetze des Landes und dessen Verfassungen/ so wohl ohne Eintrag Ihr. Churfürstliche Durchleucht hohen Jurium geschehen kan/ ingleichen Zunfft und Innungen aufrichten und confirmiren/ doch daß solches ohne Nachtheil der freyen Commerciorum geschehe/ auch Seiner Churfürstlichen Durchleucht Unterthanen und dan Lande nicht schädlich sey/ wie es dan Ihre Churfürstliche Durchleucht reciprocè gegen Ihre Fürstliche Durchleucht Unterthanen auch also halten wollen.

34. Wenn Churfürstliche Durchleucht allgemeine Landes-Gesetze und Ordnungen/ in Geist- und Weltlichen Sachen zu publiciren/ nöthig oder nützlich befinden/ wollen sie solches mit Ihro Fürstlichen Durchleucht communiciren/ dero Erinnerung und Bedencken darüber vernehmen/ und bey einem Landtage proponiren/ was nun so dann abgehandelt und beschlossen wird/ das soll in Ihrer Churfürstlichen Durchleucht Nahmen abgefasset verbleiben/ jedoch aber in Ihro Fürstl. Durchleucht Landes-Portion von deroselben publiciret/ und zu Wercke gerichtet werden/ Daferne auch gewisse das gantze Lande angehende Fälle vorkämen/ da Ihre Churfürstliche Durchleucht sonderliche Mandata in Ecclesiasticis oder Secularibus, in Militaribus oder Civilibus, in Müntz-Sachen oder dergleichen/ dem Herkommen nach/ auszufertigen genöthiget würden/ soll die Publication solcher Mandatorum in Ihro Fürstlichen Durchleucht Landes-Portion in Ihro Churfürstlichen Durchleucht Nahmen/ jedoch mediatè und von Ihro Fürstlichen Durchleucht auff diese Maße geschehen/ daß zwar Ihre Fürstliche Durchleucht zu solchem Behuff/ ein gewisses Patent, nach der Notul sub lit. H. fertigen/ demselben aber das Mandat ingrossiren lassen möge.

35. Bey der/ Vermöge des Freund-brüderlichen Haupt-Vergleichs von Seiner Fürstlichen Durchleucht in GOTT ruhenden Herrn Vaters Fürstlichen Durchleucht aufgerichteten Regierung lassen es Seine Churfürstliche Durchleucht nochmahls bewenden; Es soll aber diese Regierung weiter als ad passum Jurisdictionis, und auff die Ihro Fürstlichen Durchleucht in dem Freund-brüderlichen Haupt- und diesem Vergleich zukommende Rechte und Actus, sich nicht erstrecken/ noch verstanden werden/ selbige auch mit dem Ober-Hoffgerichte zu Leipzig concurrentem Jurisdictionem haben/ und dem Kläger frey stehen/ seine Sache vor der Fürstlichen Regierung/ oder dem Ober-Hoffgerichte anhängig zu machen/ da auch iemand durch die bey besagter Regierung publicirte Urtheil und Abschiede/ oder gethane Verordnung und ertheilte Resolutiones graviret würde/ Soll demselben an Seine Churfürstliche Durchleucht hiervon zu appelliren frey stehen/ Sie die Regierung aber hierauff behörige Apostolos zu ertheilen/ und solche in die Churfürstliche Landes-Regierung iedesmahl und ohne Unterscheid/ benebenst denen ergangenen völligen Actis in originali einzuschicken/ pendente Appellatione mit ferneren Verfahren in Ruhe zu stehen/ und der an Sie in Appellations-Sachen ergangenen Inhibition oder anderen Verordnungen allerdings sich gemäß zu bezeigen schuldig/ keinesweges aber die Appellationes vor sich abzuschlagen/ oder in Leuterung oder Ober-Leuterungen zu verwandelen/ noch durch Strauff-Geboth oder in andere Wege die Partheyen davon abzuhalten/ befugt seyn/ do hingegen Ihre Churfürstliche Durchleucht die Verordnungen thun wollen/ daß die Gravamina derer eingewandten Appellationen genau untersuchet/ und da sie unerheblich/ oder die Causa nicht appellabilis, selbige nicht angenommen/ die Resolutiones auch aufs möglichste befördert werden sollen/ da auch iemand in Jagd-Cammer- und dergleichen Sachen/ so nicht bey der Regierung/ sonderen in anderen Expeditionibus tractiret werden/ und dennoch den Passum Juris & Justitiæ betreffen/ durch die dißfalls ergangenen Bescheide/ Verordnungen/ oder Resolutiones, ob sie gleich in Ihro Fürstlichen Durchleucht Nahmen ausgefertiget/ graviret würde/ soll demselben auch hiervon zu appelliren frey und nachgelassen seyn.

ANNO 1682.

36. So viel die Ober-Hoffgerichte betrifft/ soll es bey dessen Verfassung/ wie dieselbe in dem Freund-brüderlichen Haupt-Vergleich abgeredet/ was Ihro Fürstliche Durchleucht anlanget/ nochmahls sein Bewenden haben.

37. Dieses Ober-Hoffgerichts starcker Lauff aber soll/ Innhalts der Ober-Hoffgerichts-Ordnung/ in keine wege gehemmet werden/ wie denn ebenmäßig auf seine ertheilte Executoriales die Hülffe ohne alle Hinderung zu vollstrecken.

38. Das Appellation-Gerichte bleibet wie vorhin/ also gleichfals hinführo Ihro Churfürstlichen Durchleucht alleine/ gleichwohl wollen Sie die Verfügung thun/ daß/ wenn mit dem Appellation-Rath/ welcher hiebevor auf des Herrn Administratoris des Ertz-Stiffts Magdeburg Fürstliche Durchleucht seeligen Andenckens Recommendation ins Collegium genommen/ einige Veränderung vorgehen möchte/ zu Ersetzung dieser Vacanz drey tüchtige Subjecta aus Seiner Fürstlichen Durchleucht Räthen und Vasallen denominiret/ ins künfftige aber und bey ereigneten ferneren Fällen/ bey denen Denominationibus zu dieser Stelle Wechselsweise auf Seiner Chur- und Fürstlichen Durchleucht Vasallen und Räthe das Absehen genommen werden soll/ doch seynd diejenigen/ welche hierzu eligiret und bestättiget/ Ihre Chur-Fürstlichen Durchleucht alleine und zum Judicio pflichtbar zu machen.

39. Nachdem auch Ihre Chur- und Fürstlichen Durchleucht Durchleucht Unterthanen und Vasallen in Thüringen ziemlich unter einander gemenget/ und hierüber gewisse Præstationes reciprocè zu leisten schuldig/ so sollen selbige von iedem Theil darzu gebührend angewiesen/ und insonderheit/ zu Verhütung allerhand Unordnung/ es folgender Gestalt gehalten werden/ 1. die Schrifftsassen/ als welche unter Churfürstlichen Durchleucht allein verbleiben/ sollen deroselben und dem Ober-Hoffgerichte zu Leipzig ratione Jurisdictionis alleine unterworffen seyn/ die Lehen bey Churfürstlicher Durchleucht suchen/ die Steuer und andere Præstationes deroselben bestalten Creyß-Steuer-Einnehmeren abtragen/ und mit denen Ritter-Diensten/ Aufgeboth und Folge Ihr. Churfl. Durchl. unmittelbahr verwandt verbleiben/ jedoch/ da sich Schrifftsassen finden möchten/ welche von Anno 1657. bis 1660. mit ihren und ihrer Unterthanen Steuer bey denen Aembteren unverrückt blieben/ und nicht zur Creyß-Einnahme kommen/ solche biß bey der im Torgauischen Recess de Anno 1681. beliebten Commission (dahin auch dasjenige/ was wegen der von denen an die Schrifftsassen vererbten Dorffschafften vorbehaltenen Steuern annoch zu erörteren/ aussgesetzet wird/) ein anders verglichen/ mit denen Steuern bey denen Aembteren gelassen werden/ Hingegen sollen 2. die Ambtsassen/ welche Ihro Fürstlichen Durchleucht zukommen/ deroselben Jurisdiction unterworffen seyn/ in den Aembteren stehen/ von dannen wie auch die Unterthanen in Städten/ so wohl andere von denen Räthen des Orths/ an gedachtes Ober-Hoffgerichte/ oder Ihre Fürstliche Durchleucht Regierung/ und von solcher weiter an Churfürstlichen Durchleucht zu appelliren befugt seyn/ die Lehen in angeregter Fürstlichen Regierung suchen/ die Steueren und andere Præstationes in die Aembter/ von dannen sie sambt der Aembter Unterthanen Steueren/ ferner an gehörige Orte zu lieferen/ entrichten/ die Auffwartung nebenst der Ambts-Folge Ihro Fürstlichen Durchleucht/ die Ritterdienste aber so wohl zu Krieges-Zeiten als Musterungen Ihrer Churfürstlichen Durchleucht leisten. Hätte 3. ein Schrifftsasse zugleich ein Fohrwercke/ Dorff oder andere Stücke/ so ambtsäßig/ so sollen von dergleichen Stücken die Lehen/ da sie nicht

anders

ANNO 1682.

anders wohin gehörig / bey Jhr. Fürstlichen Durchleucht gesuchet / die Steuern davon in die Aembter entrichtet / der Besitzere auch in actionibus realibus, welche solcher ambtsäßigen Stücke halber angestellet werden / weiter aber nicht / bey dem Ambte zustehen schuldig seyn. 4. Hätte auch ein Schrifftsasse in seinem Schrifftsäßigen Guthe oder Dorffe nur die Erb-Gerichte / das Ambt aber darüber die Ober-Gerichte / so soll der Schrifftsasse die Fälle / so in die Erbgerichte / vermöge der Landes-Ordnung / und iedes Orts beständig hergebrachter Gewohnheit gehören / richten / das Ambt aber in denen Fällen / welche in die Ober-Gerichte zu ziehen / Richter verbleiben. Wenn 5. die Schrifftsassen entweder vor sich / oder wegen Jhrer Unterthanen / an Zinßen / Pächten / oder dergleichen Gefällen / in die Aembter etwas zu entrichten schuldig / darbey soll es / und wo die Execution denen Aembtern reserviret worden / nochmahls billich bewenden / iedoch daraus keine Ambtsäßigkeit erzwungen werden / wie denn auch hingegen / wenn die Schrifftsäßige Ritterschafft und Städte / so Pächte / Zinßen und Frohnen unter den Aembtern haben / bey solchen ihren Juribus billig ruhig verbleiben / und ist ein Richter dem andern zu Eintreibung solcher Gefälle hülffliche Hand zu leisten schuldig. Woferne 6. ein Amtsasse zugleich die gesambte Hand an einem Schrifftsäßigen Gut hat / soll er selbiger bey Churfürstliche Durchleucht Folge zu leisten verbunden seyn / in actionibus realibus vor dem Ambte / darunter Er mit seinem Guthe gehöret / in actionibus personalibus aber / dem Kläger frey gelassen seyn / ob Er ihn vor ermeltem Ambte / oder dem Ober-Hoffgerichte zu Leipzig / oder bey Sr. Churfürstlichen Durchleucht belangen wolle / es wäre denn / daß die Sache die Schrifftsäßige Mitbelehnschafft / und was von derselben herrühret / betreffe / und in Curia feudali zu tractiren wäre / da Sie anderswo / als vor Churfürstliche Durchleucht nicht anhängig gemachet werden möchte. Da 7. ein Schrifftsasse Mitbelehnschafft an einem Ambtsäßigen Guthe hätte / soll Er zwar der gesambten Hand bey Jhre Fürstlichen Durchleucht Folge leisten / deswegen aber vor keinen Amtsassen / ehe der Fall an ihn kommet / gehalten werden / sondern in personalibus & realibus alleine vor Churfürstlicher Durchleucht oder in dem Ober-Hoffgerichte zu Leipzig belanget werden / es wäre denn / daß es die gesambte Hand dem Ambtsäßigen Guthe / und was von demselben herrühret / concernirte / auff diesen Fall / muß Er vor Jhro Fürstlichen Durchleucht von welcher Er die gesambt Hand empfangen hat / billich antworten.

Wenn sich 8. zwischen Jhr. Chur- und Fürstl. Durchl. Durchl. Unterthanen / Jrrungen in Gräntz-Sachen zutrügen / oder es wolte einer nicht gestehen / daß Er ein Ambtsasse wäre / oder es würde ihm auch gleich von Fürstl. Seite selbst die Schrifftsäßigkeit strittig gemacht / sollen von beederseits Chur- und Fürstlichen Durchleucht Durchl. gewisse Commissarii verordnet / diese Sache in summarische Verhör gezogen / der Augenschein nach Gelegenheit eingenommen / und alsobald ein Decretum darüber ertheilet / oder im Fall sich die Commissarii, der Weissung halber / nicht vergleichen könten / die Acta in die Dicasteria dieser Lande nach rechtlichem Erkäntnüß verschicket / dem beschwerten Theil eine Appellation an Churfürstliche Durchleucht / wie auch eine Leuterung so wohl in prima, als appellationis instantia vorbehalten / der Schrifft- oder Ambtsasse in dem Standt / darinnen Er befunden wird / unterdessen gelassen / und die Suchung der Lehen so lange salvo ipsius Jure suspendiret werden.

40. Da zwischen Jhr. Churfl. und Fürstliche Durchleucht. Durchleucht oder dero Nachkommen sich in Zukunfft / welches doch GOtt in Gnaden verhüten wolle / einige Differentien ereignen würden / sollen beederseits Räthe zusammen geschicket / diese Mißverständte beredet / und durch gütliche Vergleichung beygeleget / oder nach dem zwischen Churfürst Moritzen und dessen Herrn Brudern Churfürst Augusto, Christ-löblichen Gedächtnüß / am 8. Augusti 1547. beliebten und veranlasseten modo erörtert werden.

41. Trüge sichs auch zu / daß Jhre Fürstliche Durchleucht / welche doch GOtt bey langem Leben fristen wolle / oder einer dero Nachkommen / diese Zeitligkeit gesegnet / und unmündige Söhne hinterliesse / so soll Jhr. Churf. Durchl. oder dero Successoribus an der Chur die administration in Sr. Fürstlichen Durchleucht oder dero Successoris nachgelassenen Landes-Portion alleine / im übrigen aber das Jus agnationis bey seinen Kräfften verbleiben / und ist ausser dem Jhr. Fürstl. Durchleucht durch Testament oder andere Verordnung zu disponiren unbenommen / Und weil durch gegenwärtigen Receß der offt angezogene Freund-brüderliche Haupt-Vergleich nothdürfftig und dergestalt erleutert und erklähret / daß hierdurch allem fernern besorglichen Zweiffel und Zwistigkeiten verhoffentlich gäntzlich abgeholffen; Als wollen Jhre Churfürstliche Durchleucht die Eingangs erwehnte Protestation, so weit dieselbe Jhre Fürstl. Durchl. angehet / krafft dieses gäntzlich cassiret und auffgehoben / auch daß durch diesen Vergleich dem Juri Primogenituræ nichts derogiret seyn / sondern dasselbe in seinem vigore gelassen werden solle / bedungen haben.

Zu Uhrkund haben Sr. Chur- und Fürstl. Durchleucht Durchleucht diesen Vergleich eigenhändig unterschrieben / und mit dero Churfürstlichen und Fürstlichen Siegeln bekräfftiget. So geschehen zu Dreßden den 12. Septembr. nach CHristi unsers HERRN und Seeligmachers Geburth / ein tausend sechs hundert und zwey und achtzigsten Jahre.

(S.L.) Johann George Churfürst.

(S.L.) Johann Adolph Hertzog zu Sachsen.

A.

Auff was Maß und Weiße bey der allgemeinen Huldigung / so Seiner Churfürstlichen Durchleucht auf dero hohen Reservata und Jura von Jhro Fürstlichen Durchleucht sämbtl. Vasallen und Unterthanen zu leisten / zu verfahren.

DEmnach im vorherstehenden Vergleich unter andern / und zwar beym 8ten No. abgehandelt worden / daß Jhro Churfürstliche Durchleucht und dero Nachkommen in dero Regierung auff dero hohen Reservata und Jura von Sr. Fürstlichen Durchleucht sämbtlichen Vasallen und Unterthanen die Huldigung absonderlich geleistet / auch wie hierbey zu verfahren / verglichen werden solte; So hat man sich nach unterschiedenen hierüber gepflogenen Conferencen dißfalls dahin vereiniget / daß Seiner Fürstliche Durchleucht wenn mit Churfürstlicher Durchleucht dieselbe des Tages halber sich zuvorhero Freund-vetterlich vernommen / auff das förderlichste die Huldigung an dero Vasallen und sämbtliche Unterthanen / so wohl wegen Jhr. Churfl. Durchl. als vor sich / nach der unten sub n. 1. beliebten Notul ausschreiben soll / da denn Jhro Churfl. Durchl. einen gewissen / iedoch sine charactere Legati deputirten gevollmächtigten Commissarium an den Orth / wo die Huldigung eingenommen wird / abschicken wollen / welcher bey Sr. Fürstl. Durchl. vermittelst eines Freund-vetterlichen Creditivs sich zu legitimiren hat / auff den Tag der Huldigung selbsten nun / soll zuforderst / auch ehe und bevor Jhr. Fürstl. Durchl. vor sich die Huldigung einnehmen / von deroselben die Ritterschafft oder andere Besitzere der Adelichen Güther desjenigen Bezircks / woselbsten die Huldigung geschicht / und dann die darinnen befindlichen Räthe der Städte an einen gewissen Orth beschieden / darauff an dieselben vom berührten Churfl. Commissario, vor welchen ein absonderlich erhabener Platz zu bereiten / auch ein Stuhl mit Lehnen zu setzen / der Vorträg sub n. 2. gethan / und ferner hierauff die Huldigung nach der Notul sub n. 3. so durch einen Secretarium abzulesen / und zwar von denen von der Ritterschafft / vermittelst eines Handgelöbnüß / von denen Räthen in Städten aber / auch deren Angehörigen / durch würckliche Pflicht geleistet / und wenn dieser actus gäntzlich vollbracht / in übrigen von allerseits Bürgern in Städten / auch Ambts-Unterthanen / zwar ohne beyseyn mehr ermelten Churfl. Commissarii, iedoch nach der formul sub n. 4. der Huldigungs-Eyd abgeleget / und von Seiten Jhro Fürstlichen Durchleucht bey dem Vortrage besagte Bürger und Unterthanen der hohen Churfl. Reservaten deutlich erinnert werden. Gleichwie aber die vorher beschriebene Maß und Weiße bloß voritzo / und bey gegenwärtigem Fall / da nach des Allerhöchsten GOttes

ANNO 1682.

tes unerforschlichem Rath und Willen / so wohl Sr. Churfürstlichen Durchleucht Hertzog Johann Georg des Andern / lobwürdigsten Andenckens / als Sr. Fürstlichen in GOTT ruhenden Herrn Vaters Fürstlichen Durchleucht fast zu einer Zeit diese Welt gesegnet / practicirlich und beliebet: also bedingen Ihr. Churfürstliche Durchleucht dero Successoren hiermit / daß dieselben / wenn sie auff künfftig begebende Fälle in die Regierung treten / die Huldigung von Sr. Fürstlichen Durchleucht Vasallen und Unterthanen / ungeachtet bey Ihr. Fürstlichen Durchleucht Nachkommen dergleichen nicht eingenommen wird / absonderlich vor sich zu fordern befugt / ermelte Vasallen und Unterthanen auch solche also dann auf Ihrer Fürstlichen Durchleucht oder dero Nachkommen Ausschreiben zu leisten schuldig und verbunden seyn sollen; daferne aber an Seiten Ihro Fürstlichen Durchleucht oder dero Nachkommen ein Todes-Fall sich begebe / hingegen dem zu der Zeit regierenden Churfürsten allbereits einmahl gehuldiget / haben so dann Ihro Fürstlichen Durchleucht Nachkommen die Huldigung vor sich / iedoch unbeschadet / auch mit Erinnerung derer Churfl. hohen Reservaten / alleine einzunehmen.

No. I.

Johann Adolph.

Demnach wir zu Einnehmung der gewöhnlichen Landes-Huldigung / mit Göttlicher Verleihung / den N. anberaumet / darbey denn auch zugleich des Herrn Churfürsten zu Sachsen / Unsers freundlichen Geliebten und Hochgeehrten Herrn Vetters und Gevatters / uns die gewöhnliche Pflicht auf dero hohe Reservata geleistet werden soll; Als befehlen wir dir hier-durch gnädig / du wollest den N. vorher zu N. einkommen und dich gefast halten / des folgenden voranberaumbten Tages solche Huldigung / dem Herkommen nach / gehorsamlich abzustatten / auch dich davon nichts / als Leibes Unpäßligkeit abhalten lassen / daran geschicht ꝛc. Datum &c.

No. II.

Demnach / als nach tödtlichem Hintritt des weyland Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen des Ersten / Hertzogs zu Sachsen / Jülich / Cleve und Bergk / des Heiligen Römischen Reichs Ertzmarschalln und Churfürsten / Landgraffens in Thüringen / Marggraffens zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Lausitz / Burggraffens zu Magdeburg / Graffens zu der Marck und Ravensberg / Herrns zum Ravenstein ꝛc. Vermöge des zwischen Sr. Churfürstlichen Durchleucht hinterlassenen Herren Söhnen / dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen dem Andern / des Heil. Röm. Reichs Ertzmarschalln und Churfürsten / tot. tit. dann denen Hochwürdigsten Durchl. Fürsten und Herren / Herrn Augusto, Herrn Christian und Herrn Moritzen / allerseits Hertzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Bergk / postulirten Administratorn derern Primat- und Ertz- auch Stiffter Magdeburgk / Merseburgk / und Naumburgk ꝛc. Landgraffen in Thüringen / Marggraffen zu Meißzen / auch Ober- und Nieder-Lausitz / gefürsteten Graffen zu Henneberg / Graffen zu der Marck / Ravensberg und Barby / Herren zum Ravenstein / unterm dato den 22. April. Anno 1657. aufgerichteten Freund-brüderlichen Haupt-Vergleichs / höchstgedachten Hertzog Augusti Fürstliche Durchleucht eine gewisse Landes-Portion, und mit derselben auch gegenwärtige Stadt / Ambt ꝛc. zukommen / und zwar von Sr. Churfürstlichen Durchleucht Herrn Johann Georgen dem Andern / die Unterthanen der Pflicht auff gewisse Maße erlassen / darneben aber die deroselben zugestandene besondere hohe Reservata und Jura vorbehalten worden / auch ihr und eure Vorfahren damahls in höchstermeldter Sr. Churfürstlichen Durchleucht Pflicht dißfalls verblieben / so wohl die Erbhuldigung deroselben zugleich mit darauff geleistet / und nunmehro nach des grossen Gottes unerforschlichem Rath und heiligem Willen es sich begeben / daß in abgewichenem 1680. Jahre nicht allein mehr höchst-besagte Hertzog Johann Georg des Andern Churfürstliche Durchleucht / sondern auch des Herrn Administratoris des Primat- und Ertz-Stiffts Magdeburgk ꝛc. Fürstliche Durchleucht diese Zeitligkeit gesegnet / und dannenhero die Nothdurfft erheischet / daß beederseits Ihro Chur- und Fürstlichen Durchleucht Durchleucht hohen Herren Successoren / nehmlich / denen Durchlauchtigsten Fürsten und Herren / Herrn Johann Georgen dem Dritten / des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Marschallen und Chur-Fürsten ꝛc. auch Burggraffen zu Magdeburgk ꝛc. und dann Herrn Johann Adolphen / beeden Hertzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / Landgraffen in Thüringen / Marggraffen zu Meißzen / auch Ober- und Nieder-Lausitz / gefürsteten Graffen zu Henneberg / Graffen zu der Marck / Ravensberg und Barby / Herren zum Ravenstein / ꝛc. und zwar eines iedes Ihrer Churfl. und Fürstliche Durchleucht Durchl. zu dero Rechten / vermöge eines unterm dato den 12. Septembr. des 1682sten Jahres getroffenen Vertrags ihr insgesambt anderweit pflichtbar gemachet werden sollen: Als ist diesemnach von höchstermelter Herrn Hertzog Johann Adolphs Fürstlichen Durchleucht heutiger Tag zu der Pflicht-Leistung / so Sr. Churfürstlichen Durchleucht zugleich geschehen soll / anberaumet worden / und wie Ihro Churfürstliche Durchleucht in Gnaden vermercken / daß dem an Euch ergangenen Fürstl. Ausschreiben zu schuldigster Folge / hier an gegenwärtigem Orthe ihr euch gehorsamst eingefunden; also werdet ihr hiermit sambt und sonderlich ernstlich vermahnet / daß offt höchstgedachter Sr. Churfürstlichen Durchleucht / auf oben angezeigte hohe Reservata und Jura ihr iedes-mahl / berührtem Freund-vetterlichen Vergleich gemäß / euch unterthänigst / getreu / holdt und gehorsam erweiset / und alles dasjenige thut und verrichtet / worzu euch der Eydt / welcher euch anietzo vorgehalten werden wird / verbindet / jedoch bescheidentlich und also / daß solches in übrigen unbeschadet der euch obliegenden Pflicht / wormit euers gnädigsten Fürsten und Herrn / Herrn Johann Adolphs Fürstlichen Durchleucht ihr verwand / geschehe / die S. Churfürstliche Durchleucht geleistete Huldigung auch der unterthänigsten Treue / devotion und Gehorsam / womit S. Fürstlichen Durchleucht ihr verhafftet / gantz unnachtheilig sey.

ANNO 1682.

No. III.

Huldigungs-Eydt.

Ihr sollet geloben und schwören / daß ihr dem Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen dem Dritten / Hertzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Bergk / des Heil. Röm. Reichs Ertz-Marschalln und Churfürsten / Landgrafen in Thüringen / Marckgrafen zu Meißzen / auch Ober- und Nieder-Lausitz / Burggraffen zu Magdeburg / gefürsteten Graffen zu Henneberg / Grafen zu der Marck / Ravensberg und Barby / Herrn zum Ravenstein / ꝛc. wie auch S. Churfl. Durchl. Nachkommen in der Regierung / wegen der euch anitzo angezeigten hohen Reservaten und Gerechtsame / Inhalts des zwischen S. Churfürstlichen Durchleucht und des auch Durchleucht. Fürstens und Herrn / Herrn Johann Adolphs Fürstlichen Durchleucht untern dato den 12. Septembr. des 1682. Jahres aufgerichteten Elucidations-Vergleichs / ihr iederzeit wollet treu / hold / und gehorsam / auch nicht in dem Rath / vielweniger bey der That seyn / da wider S. Churfürstliche Durchleucht gehandelt und gerathschlaget wird / deroselben / wie auch dero Nachkommen / Frommen / Ehr und Nutzen fördern / Schaden warnen und meiden / nach euerm besten Vermögen / insonderheit / da ihr erführet / daß etwas Ihro Churfl. Durchl. an Leib / Ehre / Würden und Stande zugegen / und Nachtheil / oder ihre Chur- und Fürstenthümer / Herrschafften / Landen und Leuthen zu Abbruch / von iemanden wolte vorgenommen werden / solches offenbahren / und diß durch euch oder die eurigen treulich verhüten / auch von Person wißzentlich nichts vornehmen / das Ihro Churfl. Durchl. zu Schaden / oder Nachtheil kommen möchte / und Ihro Churfl. Durchl. mehr berührtem Verleiche gemäß / schuldige Dienste / Pflicht und Gehorsam / auch allen darinnen begriffenen Puncten unverbrüchliche Folge leisten / und sonsten alles andere zu thun / halten und lassen / was euch hierunter von Gottes / auch Gewohnheit und Rechtswegen zu thun und zu lassen gebühret / gantz treulich und ohne Gefährde.

Eydt

Mit auffgehobenen Fingern.

Alles was mir ietzo deutlich vorgelesen ist / welches ich denn auch wohl vernommen / das will ich stet / fest / und unverbrüchlich / auch getreulich und ohne Gefährde halten; So wahr mir GOtt helffe / durch JEsum Christum seinen Sohn / unsern Herrn.

No. IV.

Notul,

Nach welcher S. Churfürstlichen Durchleucht auff dero

hohen

Anno 1682.

hohen Reservata und Jura von Ihr. Fürstl. Durchl. sämbtlichen Bürgern und Städten, auch Ambts-und andern Unterthanen, die allgemeine Huldigungs-Pflicht zu leisten.

Hier ist der gantze Huldigungs-Eydt, welcher Ihro Fürstlichen Durchleucht geschworen wird, zu præmittiren, und bey Ende desselben folgendes zu annectiren:

Nachdem auch absonderlich dem Durchl. Fürsten und Herrn, Herrn Johann Georgen dem Dritten, Hertzogen zu Sachsen, Jülich, Cleve und Berg, des Heil. Röm. Reichs Ertz-Marschalln und Churfürsten, Landgraffen in in Thüringen, Marggraffen zu Meissen, auch Ober-und Nieder-Lausitz, Burggraffen zu Magdeburg, gefürsteten Graffen zu Henneberg, Graffen zu der Marck, Ravensberg und Barby, Herrn zum Ravenstein rc. in Er. Fürstl. Durchl. Landes-Portion besondere hohe Reservata und Jura zustehen; Als sollet Ihr gleichfalls geloben und schwören, daß S. Churfürstl. Durchl. ihr deßwegen, Innhalts des unterm dato den 12. Septembr. des 1682 Jahres zwischen Ihr. Chur-und Fürstlichen Durchleucht aufgerichteten Vertrags, iedesmahl gehorsam, treu und gewärtig seyn, auch alle dasjenige, was euch hierunter oblieget, treulich und unnachläßlich thun und lassen wollet.

Eydt

Mit auffgehobenen Fingern.

Alles was mir ietzo deutlich vorgesaget, und vorgelesen worden ist, welches ich denn auch wohl vernommen, das will ich stet, fest und unverbrüchlich, auch getreulich und ohne Gefährde halten; So wahr mir GOtt helffe, durch JEsum Christum, seinen Sohn, unsern HErrn.

B.

Notul

Der Particular-Huldigung, nach welcher die neuen Vasallen und Unterthanen in S. Fürstl. Durchl. Aembtern und Städten künfftig iedesmahl in Pflicht zu nehmen: Anfänglich ist der vollständige Eyd, wie selbiger an iedem Orthe gewöhnlich, zu præmittiren, und denn denselben beym Schluß nachfolgendes beyzufügen:

Nachdem auch absonderlich dem Durchl. Fürsten und Herrn, Herrn Johann Georgen dem Dritten, Hertzogen zu Sachsen, Jülich, Cleve und Berg, des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Marschalln und Churfürsten tot. tit. meinem auch gnädigsten Herrn, in S. Fürstl. Durchl. Landes-Portion besondere hohe Reservata und Jura zustehen; Als gelobe und schwöre hiermit gleichfalls, daß S. Churfl. Durchl. und dero Nachkommen, ich deswegen, Inhalts des unterm dato den 12. Sept. des 1682sten Jahres zwischen Ihr. Chur-und Fürstliche Durchleucht auffgerichteten Vertrags, iedesmahl gehorsamb, treu und gewärtig seyn, auch alle dasjenige, was mir hierunter oblieget, treulich und unnachläßig thun und leisten wolle, So wahr mir GOtt helffe rc. rc.

C.

Notul

Des allgemeinen Kirchen-Gebeths.

Wollest auch der weltlichen Obrigkeit, dem Römischen Käyser, allen Christl. Königen, Fürsten und Herren, vornehmlich dem Haupte des Chur-und Fürstl. Hauses Sachsen, Ihr. Churfl. Durchl. zu Sachsen rc. Hertzog Johann Georgen dem Dritten, unserm gnädigsten Churfürsten und Herrn, insonderheit aber rc. rc.

D.

Notul.

Nach welcher die wegen angeordneter Fast-Beth-und Buß-Tage ergangene Churfürstl. Ausschreiben in S. Fürstl. Durchl. Landes-portion zu publiciren:

Von GOttes Gnaden Wir Johann Adolph, tot. tit. thun hiermit männiglich kundt und zu wissen, demnach der Durchl. Fürst und Herr, Herr Johann Georg der Dritte, tot. tit. in Betrachtung der gegenwärtigen gefährlichen und weit aussehenden Zeiten einen, 2. oder 3. allgemeine Buß-Fast-und Beth-Tage in diesem ietztlauffenden Jahre, und zwar auff den (ponatur dies) ausgeschrieben, und halten zu lassen, mit GOtt entschlossen, auch darbey, daß 1) den Tag vorher, mit dem Einläuten, dann an dem Fast-Tage selbst und mit Anzahl der Predigten, wie an einem der höchsten Fest-Tage, es gehalten, 2) aller Handel und Gewerbe, auch Wochen-Arbeit, alle üppiche Lust, wie die Nahmen haben mag, diesen gantzen Tag allerdings unterlassen werden, auch zu desto mehrerer Andachts-Beförderung und Bezeigung eines recht demüthigen Geistes gegen GOtt männiglich (ausgenommen Schwache, Schwangere, Wöchnerin, Kinder und Krancken,) sich gutwillig alles Essens und Trinckens, biß nach geendigtem Gottesdienst, und deme es möglich, bis gegen Abend, nach Arth der alten Kirche, damit der Leib auch hierbey seine Casteyung empfinde, und der Geist desto freyer mit GOTT dem HErrn in Bethen und Singen handeln möge, enthalten, 3) dann mit dem Nieder-Knien beym Vater Unser, mit der Litany und denen Buß-Gesängen ebenmäßig bey voriger instruction es verbleiben, ferner bey solchen Buß-Tagen folgende (ponatur die in Churfl. Ausschreiben verzeichnete Texte) gebrauchet werden sollen, Verordnung gethan, auch dieses alles Uns Freund-Vetterlich zu erkennen gegeben, und diesen nach es hierunter allenthalben in Unserer Landes-Portion ebenmäßig also zu halten, Als befehlen wir hiermit gnädigst, daß die unsrigen dieser Verordnung in allen und ieden gehorsamblich nachkommen, und darwider in keinerley Wege handeln sollen rc. Datum &c.

Der Titul dergleichen Anordnungen kan seyn: des Durchl. Herrn Johann Adolphs, tot. tit. Anordnung, daß die von S. Churfürstlichen Durchleucht zu S. Hertzog Johann Georg dem Dritten auff dieses Jahr ausgeschriebene Fast-Beth-und Buß-Tage, auch in S. Fürstlichen Durchl. Landes-Portion gehalten werden sollen rc. rc.

E.

Formular,

Nach welchem der Churfl. Kirchen-Rath bey vorgehenden Dispensationibus, in casibus prohibitis, S. Fürstl. Durchl. zu schreiben hat, nebenst einer Notul des Dispensation-Scheins, so denen Persohnen, so die Dispensation erhalten, von ietztbesagtem Kirchen-Rathe zu ertheilen.

P. P.

Gnädigster Fürst und Herr,

Bey des Durchl. unsers gnädigsten Chur-Fürsten und Herrn Kirchen-Rathe haben N. N. zu N. N welche einander N. N. mit Bluth-Freundschafft (Schwägerschaft) (in grad.) verwandt, und gnädigste Dispensation und Verstattung einander zu ehlichen, unterthänigst und demüthigst angesuchet; Es ist auch daselbst solch Suchen gebührend überleget, und nachdem befunden, daß dergleichen Ehe zwar wohl in der Ehe-Ordnung dieser Lande, nicht aber den Göttlichen Rechten verbothen, aus diesen und andern bewegenden Ursachen Supplicanten die Heyrath, vermittelst vorhergehenden Auffgeboths und Priesterlichen Einsegnung, zu vollziehen gegen leidtliche Dispensation gebührend bewilliget, und ein besonderer Schein unter des Kirchen-Raths-und Ober-Consistorii Insiegel ausgestellet worden, damit nun obgemelte in E. Fürstl. Durchl. Ambte N. (Stadt N.) wohnhaffte Persohnen dessen, was ihnen der Ehe halber verstattet, und so viel desto würcklicher fähig werden mögen; So haben E. Fürstl. Durchl., nach Anleitung des Chur-und Fürstl. am 12. Septembr. des 1682. Jahres getroffenen Freundvetterlichen Erleuterungs-Recess, wir solches, und was auf der Supplicanten Ansuchen allhier verordnet, gehorsambst hinterbringen sollen, nicht zweiffelnde, E. Fürstl. Durchl. in Gnaden ihr gefallen lassen werden, zu verfügen, daß die proclamation und copulation oben besagter Persohnen, der Kirchen-Ordnung gemäß, ergehen möge, und E. Fürstl. Durchl. sind wir zu andächtigem Gebeth und gehorsamen unterthänigsten Diensten iederzeit willigst und geflissen, Datum Dreßden rc.

E. Fürstl. Durchl. rc. rc. rc.

Verordnete Præsident und Räthe des Churfl. S. Kirchen-Raths-und Ober-Consistorii allhier.

Der Durchl. Churfürst zu S. und Burggraf zu Magdeburg rc. hat vermittelst des Kirchen-Raths auff N. N. zu

Anno 1682. zu N. unterthänigstes Suppliciren gnädigst verstatten/ und dispensiren lassen/ daß besagter N. N. mit N. N. welche in grad der Bluthsfreundschafft (Schwägerschafft) verwandt/ in Ehegelöbnüß sich eingelassen/ auch nach erhaltener Verordnung an den Superintendenten zu N. deswegen bey S. Fürstl. Durchl. zu Weissenfelß Er sich gebührend anzumelden/ der Kirchen-Ordnung gemäß/ öffentlich proclamiret/ und hernach copuliret werden möge/ worüber unter S. Churfürstlichen Durchleucht Kirchen-Raths-und Ober-Consistorii Insiegel ihm dieser Schein ausgestellet worden; So geschehen zu Dreßden am N. des Jahres.

F.

Eydes-Notul,

Nach welcher die Superintendenten zu vereyden.

Ihr sollet geloben und schwören/ daß ihr dem Durchl. Fürsten und Herrn/ Herrn Johann Adolphen/ Hertzogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ Landgrafen in Thüringen/ Marggraffen zu Meißen/ auch Ober-und Nieder-Lausitz/ gefürsteten Graffen zu Henneberg/ Graffen zu der Marck/ Ravensberg und Barby/ Herrn zu Ravenstein/ Unserm gnädigsten Herrn/ vermöge eurer Vocation und Ambts/ insonderheit auch S. Churfürstlichen Durchleucht. zu Sachsen/ Hertzog Johann Georg dem Dritten/ unserm gnädigsten Herrn/ auf die deroselben in S. Fürstl. Durchl. Landes-Portion zustehenden hohen Reservaten und Gerechtigkeiten/ Inhalts des zwischen Ihr. Churfl. Durchl. und Fürstl. Durchl. unterm dato Dreßden den 12 Septembr. des 1682sten Jahres auffgerichteten Vertrags/ getreu/ hold und gewärtig seyn wollet/ bey der reinen Lehr und Christl. Bekändnüß dieser Lande/ wie dieselbe in der ersten ungeänderten Augspurgischen Confession begriffen/ und im Christl. Concordien-Buche repetiret und erklähret/ und wider alle Verfälschung verwahret ist/ beständig und ohne einig falsch verbleiben und verharren/ darwider nichts heimlich und öffentlich practiciren/ auch da ihr vermercket/ daß solches andere thun wollen/ dasselbe nicht verhalten/ sondern höchstgedachter Ihr. Churfl. Durchl. und Fürstl. Durchl. ohne Scheu alsobald offenbahren/ da auch GOTT verhängen möchte/ das Er doch gnädig abwenden wolle/ daß ihr euch selbst durch Menschen-Witz und Wahn von solcher reinen Lehre und Erkäntnüß Gottes/ entweder zu den Papisten/ Calvinisten/ und andern offt bemelter reinen Confession widrigen Secten abwenden würdet/ solches wollet Ihro Churfl. Durchl. und Fürstl. Durchl. alsobald/ vermöge eures geleisteten Eydes/ ungescheuet anmelden/ und dero fernern Verordnung und Resolution erwarten/ ingleichen/ daß ihr wollet alle zur Superintendentur gehörige und alle fürfallende Sachen getreulich und fleissig nach euern besten Verstande und Vermögen bedencken und verrichten/ eines mehrern als euch zukommet/ sonderlich aber einigen Eingriffs in berührte Churfl. hohe Geistliche reservirte Jura, euch nicht anmassen/ auch da dergleichen von andern geschehen/ oder euch ein widriges zugemuthet werden wolte/ solches ungesäumbt/ wie auch die in euerer Inspection vorkommende geistliche Sachen/ vermöge des angezogenen Vertrags/ in das Consistorium zu Leipzig gebührend berichten/ und dessen Verordnung darauff erwarten/ auch dahin sehen/ damit in der euch und euerer Inspection anvertrauten Kirchen/ keine Neuerung in Glaubens-Sachen/ so unserer reinen Evangelischen Lehre zuwider lauffet/ auf die Bahn gebracht werde/ und daß ihr überdiß wollet befördern/ was dem seeligmachenden Wort unserer Christlichen einhelligen Bekäntnüß und Erbarkeit gemäß ist/ auch zu Heiligung und Ausbreitung der hohen Göttlichen Majestät/ Nahmen und Worts/ und denn zu Fortpflantzung und Erhaltung Gottesfurcht/ euserlichen Zucht/ Friede/ Ruhe und Einigkeit in der Kirchen und gantzen Gemeine gereichen/ frucht bar-nütz-und dienlich seyn mag/ und solches umb keinen eigenen Nutz/ Ehrgeitz/ oder eigenen Willen/ thun oder lassen/ sondern alles dasjenige in acht nehmen wollet/ was einem gewissenhafften und treuen Superintendenten und Pastorn wohl anstehet und gebühret/ auch Ihr. Churfl. und Fürstl. Durchl. Durchl. zustehende Gerechtsame erfordern/ und solches alles getreulich und ohne Gefährde.

Eydt/

Alles/ was ich N. N. geredet und gelobet habe/ wie mir das mit unterschiedlichen Worten und Puncten vorgelesen und vorgesaget ist/ das will ich stet/ fest und unverbrüchlich/ auch getreulich halten/ als mir GOtt helffe/ durch JEsum Christum seinen Sohn/ unsern HErrn. Anno 1682.

G.

Eydes-Notul,

Nach welcher die Pfarrer/ so nicht Superintendenten sind/ zu vereyden.

Ihr sollet geloben und schwören/ daß ihr dem Durchl. Fürsten und Herrn/ Herrn Johann Adolphen/ Hertzogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ Landgraffen in Thüringen/ Marggraffen zu Meißen/ auch Ober-und Nieder-Lausitz/ gefürsteten Graffen zu Henneberg/ Graffen zu der Marck/ Ravensberg und Barby/ Herrn zum Ravenstein/ Unserm gnädigsten Herrn/ vermöge euerer Vocation und Ambts/ insonderheit auch S. Churfl. Durchl. zu Sachsen/ Hertzog Johann Georg dem Dritten/ &c. Unserm gnädigsten Herrn/ auf die deroselben in Sr. Fürstl. Durchl. Landes-Portion zustehenden hohen Reservaten und Gerechtigkeiten/ Inhalts des zwischen S. Chur-und Fürstl. Durchl. Durchl. unterm dato den 12. Septemb. des 1682sten Jahres aufgerichteten Vertrags/ getreu und gewärtig seyn wollet/ bey der reinen Lehre und Christlichem Bekäntnüß dieser Lande/ wie dieselbe in der ersten ungeänderten Augspurgischen Confession begriffen/ und im Christlichen Concordien-Buche repetiret und erklähret/ und wider alle Verfälschung verwahret ist/ beständig ohne einigen falsche verbleiben/ und verharren/ darwider nichts heimlich oder öffentlich practiciren/ auch wo ihr vermercket/ daß solches andere thun wollen/ dasselbe nicht verhalten/ sondern ohne Scheu alsobald offenbahren/ da auch GOtt verhängen möchte/ das er doch gnädig abwenden wolle/ daß ihr euch selbsten durch Menschen-Witz und Wahn/ von solcher reinen Lehre und Erkäntnüß Gottes/ entweder zu den Papisten/ Calvinisten/ oder andern obbemeldter reinen Confession widrigen Secten abwenden würdet/ solches Ihr. Churfl. und Fürstl. Durchl. Durchl. alsbald/ vermöge eures geleisteten Eydes/ ungescheuet anmelden/ und Ihr. Churfl. und Fürstl. Durchl. Durchl. fernern Verordnung und Resolution erwarten wollet/ und solches alles treulich und ohne Gefährde.

Eydt/

Alles was Ich N. N. geredet und gelobet habe/ wie mir das mit unterschiedlichen Worten und Puncten vorgelesen und vorgesaget ist/ das will ich stet/ fest/ und unverbrüchlich auch getreulich halten/ als mir GOTT helffe/ durch JESUM Christum seinen Sohn/ unsern HErrn.

H.

Notul

Des Publication-Patents, welchem die Churfürstliche Mandata zu ingrossiren.

Von Gottes Gnaden/ Wir Johann Adolph tot. tit. thun hiermit kund und zu wissen/ demnach der Durchlauchtigste Fürst und Herr/ Herr Johann Georg der Dritte tot. tit. wegen (inseratur generaliter causa vel occasio mandati,) vermittelst eines öffentlichen Mandats, welches nachfolgenden wörtlichen Inhalts ist/ (inseratur mandatum integrum) Verordnung zu thun/ der Nothdurfft erachtet/ uns auch solches Freund-Vetterlich zu erkennen gegeben/ und dannenhero dasselbe in Unser Landes-Portion ebenmässig zu publiciren/ und zu Werck zu richten; Als befehlen wir hiermit Unsern &c. Daß sie iezt angeregtem Mandat allenthalben sich gemäß bezeugen sollen &c.

XX.

* *Confœderatio inter Regiam Majestatem* DANIÆ, *Serenissimum Electorem* BRANDENBURGICUM *&* *Episcopum* MONASTERIENSEM, *ad promovendam Pacem, avertendam novam Belli* ca- 14. Sept.

* Ce Traité est le même qu'on avoit publié en François dans la premiere Edition de ce Recueil, Tom. IV. pag. 478. sous le mois de *Mars* 1682. Mais cette Date est fautive, & celle qu'on donne ici est la veritable.

ANNO 1682.

calamitatem inter IMPERATOREM, IMPERIUM, *& Regem* GALLIÆ, *Defensionemque mutuam. Datum die* 14. *Septemb.* 1682. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

I. SIt Amicitia vera & intima inter Dominos Confœderatos, interque illorum Ministros, in Comitiis Imperialibus & Circularibus, aliisque omnibus Conventibus, tàm Ordinariis quàm Extraordinariis, omnia sincerè & integrè agantur & communicato consilio fiant.

II. Nemini Interessentium Confœderatorum licebit posthac aliud Fœdus inire, quod in aliorum præjudicium vel detrimentum directè vel indirectè vergere possit, & si cuidam Confœderatorum novum aliquod Fœdus ab uno ac altero offeratur, tenebitur ille Confœderatos reliquos hujus certiores reddere, eosque si voluerint pangendo novo Fœderi includere.

III. Confœderati promittunt, se communi operâ consilium Pacis ita promoturos, eoque unanimi studio laboraturos, ut pro avertenda nova Belli calamitate inter Imperatorem, Imperium & Regem Galliæ secundum oblatas per Legatos Galliæ conditiones, aliasvè quibus res controversa amicabiliter transigi potest, stabiliatur, si unus Confœderatorum in suo Territorio, suisque Juribus turbetur, invadatur, hospitationibus militaribus, aliisque exactionibus contra Instrumenta Pacis, Imperiique Constitutiones opprimatur, vel in alio evidenti periculo versetur, reliqui Confœderati tenebuntur ipsi quantociùs fieri potest, determinato auxilio succurrere.

IV. Militis illius subsidiarii numerus ita est definitus, ut à Rege Daniæ 1400. ab Electore Brandenburgico. 2400. & à Domino Episcopo Monasteriensi. 1200. pro mutuis suppetiis mitti debeant, cujus quarta pars in Equitatu semper consistet, ingravescente malo, vel periculo Confœderati copias has duplo, triplo & quadruplo necessitatis tempore adaugebunt.

V. Si Bellum absque Imperii solemnitate, & universali consulto ab uno vel altero contra Regem Franciæ moveatur, Confœderati suppetias illas, ad quas pro rata Ditionum suarum, Imperio alias tenerentur, non præstabunt, ne inde rumpenti vires accrescant, si verò ejusmodi Bellum unanimi Imperii concluso solemniter decernatur, Confœderati Declarationibus & oblatis suis super hoc casu alibi jam in eventum factis constanter inhærebunt.

VI. Fœderationi huic quoad Regem Daniæ Ducatus Holsatiæ, & Comitatus Oldenburg, quoad Electorem, & Episcopum verò, omnis illorum Ditio cis Albim cum Episcopatu Hildesheimbiensi includatur.

VII. Miles auxiliarius à mittentibus aletur, nec inde recedet, nisi requirenti Pax & Securitas restituatur, acceptæque Injuriæ reparatio facta sit.

VIII. Fœdus hoc tres annos durabit, & integrum erit omnibus, eodem bonæ Pacis studio flagrantibus, quandocunque voluerint, accedere.

IX. Ratificationum commutatio intra 6. septimanas fiat. Separato & secreto Articulo in favorem Episcopi cautum est, si Regi Daniæ, vel Electori Brandenburgico ob præstationem auxilii, ad quod uni, vel alteri Principi vigore Fœderum initorum tenentur, periculum immineat, vel Arma à quoquam inferantur, aut etiam illi ipsi Bello quendam impetere, è re sua putent, quod Dominus Episcopus in utroque casu & quamdiu inter Confœderatos alia Conventio facta non fuerit, à mittendo quidem auxilio immunis, ad neutralitatem tamen observandam obstrictus esse, & id curare debet, ne per illum, illiusve Subditos Confœderatis, eorumque rebus directè, vel per indirectum noxa, vel detrimentum inferatur, aut eorum Hostibus suppetiæ ferantur. Datum 14. Septemb. 1682.

XXI.

12. Oct.

L'EMPEREUR, ET LA SUEDE.

Traité d'Alliance entre LEOPOLD *Empereur, &* CHARLES XI. *Roi de Suéde. Fait à Stockholme le* 12. *Octobre*, 1682. [Traduction Françoise du Mercure Hollandois de 1682. pag. 244. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XII. pag. 429. en Allemand; dans LUNIG *Teutsches Reichs-Archiv.* Part. Spec. Abtheil. I. pag. 480. en, François & dans LONDORPII *Acta publica* Tom. XI. pag. 442. en Allemand par Extrait.]

ANNO 1682.

COmme ainsi soit que les discordes & desunions s'augmentent dans l'Empire d'Allemagne & aux Royaumes voisins, le Tres-Illustre & Tres-Puissant Seigneur, le Sieur LEOPOLD éleu Empereur Romain toujours Auguste, Roi de l'Allemagne, de Hongrie, Boheme, Dalmatie, Croatie, Esclavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, Stirie, Carinthie, Carniole, Marquis de Moravie, Duc de Luxembourg, de la Silesie Superieure & Inferieure, Wirthemberg & de Tecke, Prince du Pays de Suabe, Comte de Habspurg, Tirol, Ferret, Kyburgh, & Goritie, Land-Grave de l'Alsace, Marquis du St. Empire Romain, Bourgrave, & de la Lusace Superieure & Inferieure, Seigneur du Marquisat d'Esclavonie, Portas, Nudis, & des Salines; & le Tres-Illustre & Tres-Puissant Prince & Seigneur, le Sieur CHARLES Roi de Suéde, des Gots & des Vandales, Grand Prince de Finlandie, Duc de Scanie, Esthonie, Livonie, Carelie, Breme, Verden, Stetin, Pomeranie, Cassubie, & de Vandalie, Prince de Rugen, Seigneur d'Ingrie & de Wismar, Comte Palatin du Rhin & de Baviere, Duc de Juliers, Cleves, & Bergue; ont trouvé bon tant pour conserver le Repos Public & pour leur propre seureté, que pour noüer entre eux une plus ferme Amitié, de faire une Alliance défensive. C'est pourquoy après que les Ministres Imperiaux, & le Sieur Comte Gabriel Oxenstern Ambassadeur & Plenipotentiaire Roial de Suéde, assemblés à Vienne, ont eu porté bien avant quelques Articles & Conditions, l'on a eu soin de faire entreprendre cet Ouvrage par celui que Sa Majesté Imperiale a trouvé bon (pour y mettre la derniere main) d'envoyer à Sa Majesté Roiale en qualité de Plenipotentiaire; à sçavoir l'Illustre Seigneur Michel Wenceslaus François, Comte du St. Empire en Atthen, Baron de Goldsburg & Murtette, Seigneur de Grulick, Mittelwald, Schoonfeld, Wolfersdorf. Durn, Krut, & Theyhowits, Chancelier de la Comté Roiale auprès de Sa Majesté Imperiale, & Premier Capitaine de la Forteresse de Glatens. Et afin que cette Negociation que l'on avoit commencée, peut être conduite à la fin que l'on se proposoit, par des soins reciproques, Sa Majesté Roiale a estabi Commissaires & Plenipotentiaires, l'Illustre, l'Excellent, & Genereux Seigneur, le Sieur Benoit Oxenstern, Comte de Norshem, & Vasa, Baron de Mothroy & Lindholm, Seigneur de Kispurcen & Kattila, Conseiller de Sa Majesté Roiale de Suéde, Chancelier des Academies d'Aboen, & Premier Legislateur d'Ingriso & Ketholmi; le Sieur Eduard Ehrensteen, Hereditaire de Forsbygan & Barkertorp, President du haut Tribunal Roial de Wismar, & le Sieur François Joël Ornsted, Hereditaire & Seigneur de Schottorp, Kreusenhoff & Hasgard, Chancelier de la Cour de Sa Majesté Roiale; lesquels aiant resumé les affaires qui avoient esté entamées à Vienne, avec les Sieurs Ambassadeurs Imperiaux mentionnez cy-dessus, après que les Lettres de Pouvoir ou de Pleinpouvoir ont esté approuvées de part & d'autre, & après avoir conferé ensemble, sont convenus des Articles suivants & ont stipulé au nom de leurs Illustres Seigneurs & Principaux, qu'ils seroient observés inviolablement.

I. Qu'il y aura une Paix ferme, & un lien inviolable d'Amitié entre Sa Majesté Imperiale & la Maison d'Autriche d'une part, & Sa Majesté Royale & le Royaume de Suéde de l'autre, que l'on employera de costé & d'autre tout ce qui pourra tourner au bien & profit des deux Parties & que l'on previendra soigneusement tous les perils & dommages dont les Roiaumes, Provinces, & Seigneuries de l'un & de l'autre pourroient être menacés, par une communication amiable & faite à tems, ou par quelque autre moyen convenable.

II. Que le but de cette Alliance defensive sera de conserver le Repos Public & la seureté mutuelle, & ce sur le pied qu'elle a esté establie par la Paix de Westphalie l'An 1648. & les Traitez de Nimégue des années 1678. & 1679.

III. Que partant les Alliez s'obligent reciproquement d'emploier tout ce que leurs forces & leur de-

 voir

ANNO 1682.

voir pourront permettre, & d'adresser les Resolutions de leur Conseil à ce que les Traitez de Westphalie & de Nimegue susdits puissent être tellement maintenus en leur pleine & entiere vigueur, que leur vray sens en puisse être pleinement satisfait en tous & chacun de leurs points.

IV. Mais s'il arrivoit qu'il se levast quelque different à cause de l'ambiguité du sens des Traitez susdits, ou que l'on vinst à entreprendre quelque chose au contraire, ou tout autrement que ne porte leur contenu, les Alliez s'obligent en ce cas d'user de toutes sortes de devoirs, & d'employer tous les moyens possibles pour assoupir le mal, d'abord qu'il commencera à naistre; mais si cela n'est pas assez fort pour produire l'effet que l'on se propose, les Alliez susdits seront tenus d'agir contre les Aggresseurs de la Confederation, par Conseils & avec Forces, selon l'exigence de la chose, & la grandeur du peril.

V. Sous Conditions reciproques de deffence & de secours, les Alliez seront tenus de secourir & deffendre les Provinces, Pays & Seigneuries les uns des autres, qui sont specifiez ci-dessus, avec tous leurs Droits & Prerogatives, en cas qu'ils soient attaquez par les Armes ennemies; à sçavoir du costé de l'Empereur les Provinces & Seigneuries que Sa Majesté Imperiale possede paisiblement dans l'Empire depuis les Traitez de Munster & de Nimégue, le Royaume de Boheme, avec les Provinces qui lui ont esté incorporées; & par même raison du costé du Roi de Suéde; les Provinces & Seigneuries qui lui ont esté assujetties en vertu des mêmes Instruments de Paix, jusques à la Province de Scanie inclusivement.

VI. Auquel effet il faudra que pour la deffence mutuelle des Seigneuries susdites, en cas qu'elles soient troublées en quelque maniere que ce soit, l'on tienne prest dans les Provinces des Alliez un Camp de 11000. Hommes armez, dont le tiers sera de Cavallerie & le reste de Gens de pied.

VII. Il faudra que Sa Majesté Imperiale & le Roi de Suéde contribuent 3000. Hommes au nombre susdit de Gens de Guerre, lesquels seront menez sur les Lieux où la Partie qui en aura besoin les jugera necessaires, selon la conjuncture du tems & la grandeur du peril.

VIII. Mais si la necessité & le peril requeroient une plus grande quantité de Monde, il faudra en traiter & convenir expressément entre lesdits hauts Alliez.

IX. Mais en cas qu'il parust que quelqu'un menaçast de la Guerre l'un des Alliez, ou que quelque infraction ouverte fist naistre du peril; l'autre exhortera la Partie offençante, par ses Ministres & Ambassadeurs, à se deporter de toute Violence & Voye de fait, & ostera les pierres d'achopement qui pourroient empescher l'Accommodement de la Querelle. Toutesfois si l'on ne pouvoit rien effectuer par là, ou que l'Aggresseur ne voulust pas escouter cette exhortation amiable, il faudra proceder contre lui par Armes & Conseils communs, & le poursuivre de telle sorte, qu'il soit reduit à la reparation des dommages, & à offrir d'honnestes Conditions de Paix; au contentement & satisfaction de l'offensé.

X. Mais afin que chacun des Alliez puisse avoir du tems à suffisance pour assembler le nombre susdit de Gens de Guerre sur le Lieu assigné, celui qui en sera requis livrera ses Troupes où le Requerant voudra les avoir, dans trois Mois après la requisition, en cas qu'il ne puisse le faire plûtôt, à la charge toutesfois que suivant le Contenu de l'Instrument de Paix, Sa Majesté Imperiale pourvoira au libre Passage des Soldats Suedois, par les Terres des autres Estats de l'Empire, en vertu des Constitutions Imperiales.

XI. Pour ce qui concerne les moindres Instrumens de Guerre, & autres Equipages militaires, chacun des Alliez aura soin de les fournir à ses Troupes, mais pour ce qui est des Machines de plus grand volume, ce sera à la Partie requerante de les contribuer.

XII. Les Troupes de tous les deux Alliez, lesquelles en vertu de la Confederation, l'on aura envoyées pour secourir, combattront au proffit du Requerant, tant qu'elles demeureront dans ses Terres, ou qu'elles seront employées ailleurs à ses affaires, mais en cas qu'elles prestent leur secours dans les Villes ou Forteresses de l'un des Alliez, il faudra qu'elles fassent aussi le Serment Militaire au même Requerant, & tous les autres obeïront tant que l'Expedition durera, au General que le Requerant susdit aura constitué sur la Milice avec Pouvoir absolu; de sorte pourtant que tous les deux Generaux tant du Requis que du Requerant auront la mesme dignité & Caractere, & que le General des Troupes Auxiliaires assistera tousiours au Conseil de Guerre, & sera participant d'une maniere speciale des expeditions que l'on entreprendra.

ANNO 1682.

XIII. En cas qu'il arrive que dans le temps que l'on demande les Troupes Auxiliaires à un des Alliez, il soit attaqué par Guerre dans son propre Pays, il ne sera pas obligé de satisfaire à ce present Accord, ni à fournir les Troupes Auxiliaires au nombre mentionné ci-dessus; laquelle invasion il faudra entendre ne se pouvoir appliquer à un leger & premier effort d'une infestation ennemie, mais seulement à une invasion qui apporte comme une impossibilité morale d'envoyer ses Troupes ailleurs, pour en avoir besoin dans son propre Pays. Au reste le Requis fournira à ses Troupes Auxiliaires les Frais, la Solde, & les Equipages necessaires de Guerre, tant que l'Expedition durera; mais les Logements & Services comme on veut les appeller, leur seront fournis par la Partie requerante, en la même maniere qu'elle les donne à ses propres Soldats.

XIV. Si l'un des Alliez gaigne quelques Places sur les Pays Ennemis par l'heureux succés de ses Armes, & qu'il la tienne en son pouvoir durant l'expedition, il ne pourra la rendre aux Ennemis sans le consentement de l'autre Allié, mais l'estat de la Religion & des Eglises y demeurera en son entier, sans y rien changer sous quelque pretexte & en quelque tems que ce puisse être. On laissera aussi le libre exercice de la Religion aux Troupes Militaires de l'Armée, sans leur donner aucun empêchement; & pour ce qui est des Butins que l'on fera sur l'Ennemi, & de ce que l'on prendra pour la subsistance des Soldats, cela leur sera distribué à proportion du nombre, entre les Limites des Pays des deux Alliez; Mais on gardera les principaux Prisonniers, pour en faire des échanges, ou quelque autre proffit de Guerre.

XV. La Partie requerante fera en sorte que les choses necessaires pour l'entretien des Soldats ne viennent pas à manquer, tant qu'ils se trouveront dans ses Places; mais qu'ils puissent les avoir à juste prix dans les Villes voisines, craignant que faute des choses necessaires ils ne soient contraints de deserter, & de se jetter dans les Troupes Ennemies.

XVI. L'on tiendra les Soldats en une bonne Discipline, & on en fera une Justice rigoureuse, tant dedans que hors des Pays des Alliez, de peur que ne punissant pas leurs dissolutions, elles ne tournent à la ruine des Sujets, & ne causent le defaut des choses necessaires pour la subsistance de la Milice.

XVII. Sa Majesté Imperiale pourvoira autant qu'il sera en elle, que Sa Majesté Royale de Suede ait la liberté de conduire ses Soldats par tout dans l'Empire, & d'y acheter toutes sortes d'Armes & de Chevaux, suivant les Constitutions de l'Empire, mais ce pouvoir sera dénié aux Ennemis des deux Alliez.

XVIII. Les deux Alliez promettent aussi que tant que cette Alliance durera, ils ne feront avec personne, sans le consentement mutuel de l'un & de l'autre, aucune Paix, ni Cessation d'Armes, ni Traité, qui soit contraire à la presente Convention, ou qui la destruise en aucune maniere; & comme la presente Alliance a esté contractée par amour de la Paix & du repos public, & pour la seureté des deux Parties, les autres Roys & Princes par la conjonction desquels la tranquillité de l'Empire se puisse asseurer, & qui desireront d'être compris specialement dans cette Alliance, y seront admis du consentement des deux Alliez.

XIX. Cependant l'on reçoit dans la presente Alliance & la Garantie qui en émane, le Duc de Holstein-Gottorp le Sieur Chrêtien Albert, avec ses Domaines de Sleeswyck & Holsteyn, & leurs Majestez Imperiale, & Royale de Suede stipulent de le vouloir proteger & deffendre dans ses Droits & Prerogatives, suivant les Traitez de Westphalie & de Nimégue, affermis par cet Instrument d'Alliance, & les Conventions de Rothschild & Hasnen, en la maniere que le Sieur Duc susdit les a possedez devant les Troubles de la derniere Guerre. Sa Majesté Imperiale procurera par la presente que ledit Sieur Duc joüisse de cela même, suivant les Conclusions du Cercle de la Saxe Infe-

ANNO 1682. ferieure, prises depuis peu à son avantage, & que reciproquement le Sieur Duc accomplira avec exactitude tout ce qu'il promit alors au Cercle de Saxe pour la conservation, le bien, & tranquillité de l'Empire Romain, & qu'aux occasions il aidera les Alliez de toute sa puissance.

XX. Cette Alliance durera & sera observée estroitement par les Alliez en toute & chaque chose à part, l'espace de dix Ans, lesquels escoulez l'on traitera de sa Prolongation du consentement des deux Parties, ce qui sera conclu dans deux mois, ou d'autant plûtôt qu'il se pourra. Pour asseurance de quoy & afin de donner plus de vigueur à la verité & la bonne foy, Nous les Deputez & Plenipotentiaires susdits avons signé cet Instrument & en avons eschangé reciproquement deux Exemplaires de même contenu, signez de nos Seings. Fait à Stockholm le 12. du Mois d'Octobre de l'Année Mil six cents quatre-vingts deux.

(L.S.) BENOIT OXENSTIERNA. (L.S.) FRANÇOIS JOEL ORNSTED.
(L.S.) EDUARD EHRENSTEIN.

XXII.

22. Nov. **Erklärung der Stände und Räthe des Königreichs Schweden/ belangend des Königs Gerechtsame in den Provincial-Gesetzen. Geben den 22. Novemb. 1682.**

C'est-à-dire,

Declaration des Conseillers & Etats du Royaume de Suede, touchant les Droits du ROI, *à l'égard des Loix Provinciales. Du 22. Novembre 1682.*

* *Voyez-la cy-après sous le 3. Janvier 1683.*

XXIII.

29. Nov. **Versicherung der Räthe und Stände des Königreichs Schweden/ angehend der Königin Leibgeding. Geben den 29. Novemb. 1682.**

C'est-à-dire,

Assurance & Declaration des Conseillers & Etats du Royaume de Suede, touchant la Dot de la REINE. *Du 29. Novemb. 1682.*

* *Voyez-la ci-après sous le 3. Janvier 1683.*

XXIV.

1683. **Puncta, welche des Heiligen Römischen Reichs-Stadt Franckfurth bey der zu Erhaltung dero mehreren Sicherheit beschehenen Zutrettung zu der Rhein- und Fränckischen Creyß-Alliantz sich bedungen.** [LONDORPII *Acta Publica* Tom. XI. pag. 537.]

C'est-à-dire,

Points stipulés par la Ville Imperiale de FRANCFORT *pour sa plus grande sûreté, dans son Accession à l'Alliance des Cercles du* RHYN *& de* FRANCONIE. ANNO 1683.

ERstlich wolten Burgermeister und Rath die schon in ihrer Stadt habende Guarnison, von eygen geworbener Mannschafft/ und noch ferner etliche hundert Mann zu ihrer und gemeiner Stadt mehrer Sicherheit werben/ und dieselbe auß ihren Mittelen erhalten/ solche ihre bey Handen habende/ und noch weiter anwerbende Mannschafft auch sampt und sonders/ zu der Stadt Defension beständig/ und dergestalt darinnen behalten/ daß sie einige auß derselben folgen zu lassen/ nicht verbunden seyn solten.

Solte aber Zweytens/ auff eine Ruptur, oder anscheinende Gefahr / über die selbst zu wegen gebrachte Mannschafft / von den uniirten Völckeren wenig oder viel/ zu ihrer Stadt Defension einzunehmen/ von ihnen selbst für nöthig erachtet werden / so solte dieselbe auß der nächstgelegenen Militz genommen/ und ungesäumt abgefolgt werden/ und auff ihr Begehren und ernstes Ansuchen/ die in der Nachbarschafft stehende Völcker/ von Compagnien zu Compagnien in die Stadt zu marchiren gehalten seyn/ sothane Mannschafft aber / sampt hohen und nidrigen Officiereren/ niemand außgenommen/ Burgermeister und Rath vor allen Dingen mit Handgelöbnus/ an statt würcklichen Eydesleistung versprechen/ darauffhin ihrem zeitlichen Commandanten also und dergestalt untergeben werden/ daß sie/ gleich ihrer eygenen geworbenen Mannschafft/ auff ihre und der ihrigen Befelchshaber jeweilige Verordnung allenthalben / wo es der Stadt Defension erfordert/ sich willig gebrauchen lassen/ und in keinem widersetzen / auch ausser derer nöthigen Defension, keinem eintzigen/ hohen oder niedrigen Standes/ viel weniger Benachbarten/ einige Hostilitäten oder Feindseligkeiten bezeugen solten noch wolten. Wann auch sie über kurtz oder lang solcher Auxiliar-Mannschafft ferner nicht bedürffen würden / und dieselben abmarchiren lassen wolten / solten sie gehalten seyn/ unverzüglich/ mit guter Ordre, ohne Hinterlassung einiger Schulden/ deme nachzukommen; immittelst aber in Zeit ihrer Abwesenheit in scharpffer Disciplin zu leben / und der Stadt alle Insolentien/ Verbrechen und Ubertrettungen/ Kriegs-Gebrauch nach zu bestraffen/ mithin in Civilibus & Criminalibus zu cognosciren und exequiren vorbehalten seyn.

Damit aber sothane gute Ordre und Kriegs-Disciplin gehalten werden möge / so solte derer Sold auß der Unions-Cassa (ohne eintzig der Stadt Zuthun/ Kosten oder Beschwärden/) ordentlich gereichet/ von Monat zu Monaten bezahlet/ und von derselben (der die Logirung einig und ohne Eintrag verbleiben solte/) oder den Bürgeren und Einwohneren ein mehrers nicht als das Obdach/ und der Gebrauch Feuer und Liechts gefordert und angemuthet werden.

Wann auch Drittens die Nothdurfft erforderen/ und die Stadt in Gefahr gerathen würde / solte von dem gantz uniirten Corpore derselben unverzüglich succurriret/ und/ nach erforderten Nothdurfft/ auff der Union Kosten gerettet werden/ dergleichen auch an diese Stadt eine besondere Anforderung nicht geschehen.

Obwohl aber Vierdtens/ Burgermeister und Räth gehoffet hätten / in Ansehung obiger/ und vieler anderer extraordinar-Spesen und Außgaben/ für Munition, Proviant, Anordnung der jungen Mannschafft/ wie auch der sehr kostbaren Fortification, und deß hohen Matricular-Anschlags/ bevorab an der 130. Römer-Monat beschehenen Multiplication, mit fernerem Geld-beytragen verschonet zu bleiben / damit der Stadt noch übriger Nervus, Kräfften und Vermögen zu der Defension desto besser und nachtrücklicher angewendet werden möchte; So hätten sie jedannoch / zu Bezeugung ihres getreuen Patriotischen Gemüths/ und daß sie sich auff das äusserste angreiffen/ und nichts / was zu Behuff deß gemeinen Bestens dienet/ unterlassen wolten / und endlich auff Käyserlicher Gesandtschafft bewegliches Zusprechen/ dahin sich ferner erklärt / daß sie noch über dieses alles / so wohl wegen der gemeinen Reichs-Verfassung / als dieser Particular-Zusammensetzung/ Monatlich für alles ein tausend Gülden ad Cassam, von dato dieser Beytrettung leisten/ zu weiteren aber gar nicht/ weder pro præterito, oder sonsten vor/ noch nach einiger Ruptur gehalten seyn wolten.

So viel aber zum Fünfften den Terminum ad quem dieser Particular-Beytrettung betrifft/ obwohlen Burgermeister und Rath wünschen mögen/ gleich wie in anderen

Fäl-

ANNO 1683. Fällen/ also auch hierinnen der höchstlöblichen Käyserlichen Gesandtschafft innständigen Ansuchen zu weichen; hätte man jedoch/ in Erwegung vieler miteinlauffender particulier-Umbständen/ sich weiter nicht/ als auff ein Jahr/ von dato dieser Erklärung/oder da die Bestättigung deß lieben Friedens indessen erfolgen solte/ verbinden können/ mit Contestation und Versicherung/ wan indessen der liebe Frieden/ oder Festsetzung der allgemeinen Securität auff dem Reichs-Convent zu Regenspurg nicht erfolgen solte/ sie sich ferner dißfalls erklären wolten/ wie es die Treue gegen Ihro Käyserliche Majestät/ und das allgemeine Interesse, wie auch ihrer Stadt Conservation von ihnen ferner erfordern würde.

XXV.

TURC ET TEKELI. *Traité entre* MAHOMET IV. *Empereur des Turcs, & le Comte* EMERIC TEKELI. *Fait en* 1683. [Traduction Françoise du Mercure Hollandois, de 1683. pag. 157.]

I. QUe le Comte Emmeric Tekely de Ritzmark, de l'illustre Maison du Prince Gabriel Bethleem sera installé Roi de Hongrie, & qu'au cas qu'il vienne à mourir, le Grand Seigneur prendra la Reine son Epouse en sa protection tant pour sa Personne que pour ses Biens.

II. Qu'aprés le mort du Comte Tekely & de ses Enfans les Hongrois choisiront tel Roi qu'il leur plaira, pourveu qu'ils en donnent connoissance à la Porte Ottomanne.

III. Que le present que les Hongrois ont promis de donner à la Porte Ottomanne ne pourra jamais être rehaussé en quelque maniere que ce soit.

IV. Qu'ils pourront jouir entierement de leurs Privileges, Libertez, Immunitez & Franchises, sans que jamais on les leur diminue.

V. Que par les Turcs ils seront protegez contre tous leurs Ennemis, quels qu'ils puissent être.

VI. Que les Turcs observeront religieusement & inviolablement les Conditions de Paix faites à St. Gothard avec les Allemands, autant qu'elles concernent la Hongrie.

VII. Que les Jesuites comme perturbateurs du Repos public seront chassez de la Hongrie & n'y seront jamais plus receus, & que l'on procedera avec rigueur contre ceux qui oseront parler à la Porte de leur establissement, ou les favoriser.

VIII. Que les Tributs des Places qui seront rendues ne seront jamais augmentez, mais ce qu'ils ont contribué aux Turcs & aux Hongrois jusques à ce tems ci demeurera perpetuellement au même estat.

IX. Que les Thresoriers de la Hongrie auront le passage libre par toutes les Terres de la Domination Ottomanne.

X. Et que quand ils apporteront à la Porte le present d'honneur qui lui a esté promis, ou y viendront pour quelque autre affaire, ils y seront receus magnifiquement.

XI. Et que finalement comme il a esté dit ci-dessus le present de 40000. Escus annuels ne pourra jamais être augmenté.

XXVI.

3. Janv. **Der Königlichen Majestät und des Königreichs Schweden Räthe und der sämbtlichen Stände Schluß/ so einhelliglich von denselben gemacht/ bewilligt/ und verabscheidet worden auff den allgemeinen Reichs-Tag in Stockholm/ welcher auff das Jahr 1682. angefangen/ und den 3. Janv. 1683. geschlossen worden/ wodurch das Königreich Schweden nicht nur vor ein Mannlich/ sondern Weiblich Erb-Königreich erkläret/ die vom König entworffene und Anno 1682. den 29. Novemb. unterschriebene und besiegelte Regierungs-Form gäntzlich approbirt/ die so Königs Caroli Gustavi Testament beyseit gesetzt und perstringirt/ vor ungetreue Unterthanen erklart/ dem König freye Macht gelassen/ der Königin ein Leibgeding nach seinem Belieben zu machen/ Lehen-Güter zu verschencken/ die Verschenckte zu reduciren/ die grosse Commission und Liquidations-Commission approbirt/ dem König freygestellt Gesetze zu machen/ und die Erhaltung der Armeen regulirt wird. Nebst der Räthe und Stände Erklärungen über Königs Caroli Gustavi Testament den 19. Decemb. 1683. Derselben Versicherung wegen der Königin Leibgeding. Sub 29. Nov. 1682. Und fernerer derselben Erklärung belangend des Königs Gerechtsame in Provincial-Gesetzen. De 22. Novemb. 1682.** [DIARII *Europ.* Contin. XLIII. Append. pag. 124. d'où cette Pièce est tirée, qui se trouve aussi dans *le Theatrum Europæum*, Tom. XII. pag. 124. mais seulement en abregé.] ANNO 1683.

C'est-à-dire.

Conclusion unanimement prise & passée en Loi par les Conseillers du Roi de Suéde, & par tous les Ordres du Royaume, dans la Diéte Generale de Stockholme commencée en 1682. *& finie le* 3. *Janvier* 1683. *Par laquelle la* COURONNE DE SUEDE *est declarée Héréditaire en faveur des Mâles, & à leur defaut en faveur des Femelles. On y approuve sans exception la Forme de Gouvernement proposée & signée par le Roi le* 29. *Novemb.* 1682. *On y declare mauvais & infidelles Sujets ceux qui se sont opposés au Testament de* CHARLES GUSTAVE, *& qui ont voulu le restraindre. On y accorde au Roi la Puissance de faire les Loix, de constituer aux Reines leurs Dotes, de donner les Fiefs de la Couronne, & de reprendre les Choses données. On y approuve la Grande Commission, & la Commission des Liquidations; & on y fait des Reglements, pour le maintien & l'entretien des Troupes. Avec la* DECLARATION *desdits Conseillers & Estats sur l'Affaire du Testament dudit Roi* CHARLES GUSTAVE *du* 19. *Decembre* 1683. *Leur* ASSURANCE *&* DECLARATION *touchant la Dote de la Reine, du* 29. *Novembr.* Et enfin *leur* DECLARATION *touchant les Droits du Roi, à l'égard des Loix Provinciales; du* 22. *Novembre* 1682.

WIr Unterschriebene Dero Königlichen Majestät Räthe und sämtliche Stände/ Grafen/ Frey-Herren/ Bischoffe/ Ritterschafft/ und Kriegs-Befehlighabere/ der gemeine Mann/ so auff diesem bestimten und gehaltenen Reichs-Tage seynd beruffen/ und versamnlet gewesen/ so wohl für Uns selbst/ als Gevollmächtigte von unserem daheimb gebliebenen Mit-Brüderen/ thun kund/ daß nachdem der Großmächtigste Hochgebohrne Fürst und Herr/ Herr Carl/ der Schweden/ Gothen und Wenden König/ Groß-Fürst zu Finnland/ Hertzog in Schonen/ Esthland/ Liefland/ Carelen/ Brehmen/ Vehrden/ Stettin/ Pommern/ Cassuben und Wenden/ Fürst zu Rügen/ Herr über Ingermanland und Wißmar/ wie auch Pfaltzgraff am Rhein/ in

Anno 1683.

in Bayeren/ zu Jülich/ Cleve und Bergen Hertzog rc. Unser Allergnädigster König und Herr/ aus sonderlicher und grosser Königlicher Vorsorge und zu des Reichs/ als unsers lieben Vatterlandes/ wie auch zu derer Einwohner und Unterthanen Wohlfahrt und Sicherheit/absonderlich bey gegenwertigen gefährlichen und weit aussehenden Zeiten für gut und rathsam befunden/ Uns im Nahmen and von wegen sämtlicher Reichs-Stände bey ein ander zu beruffen und dabey insonderheit Uns berichten lassen/ in was vor einen Zustand unser liebes Vatterland itzo stehe/ so wohl in-als ausserhalb Reichs/ und was seither des letzteren Reichs-Tags zu des Reichs Sicherheit und Beybehaltung des lieben Friedens gethan und verrichtet worden sey/ da dann auch Jhro Majestät bey solcher Gelegenheit allergnädigst uns ausführliche Nachricht ertheilen zu lassen haben geruhen wollen/ auf welchem Fusz die Sachen mit den Auszländischen Puissancen auf Jhr. Majest. Seithen stehen/ und dabeneben unseren unterthänigsten Bedencken und Gutachten gnädigst anheim gestellt/ wie das Werck fernerhin in stetswehrenden Stande erhalten/ und der Ruhe und Sicherheit des Vatterlandes geholffen und gerathen werden möge; als haben Wir Hochstgedachter Jhrer Königlichen Majestät ergangenem gnädigen Aufbott-und Beruff zu Folge/ uns so gerne und willig in aller Unterthänigkeit einstellen wollen/ als unser vornehmste und gröste Vergnügung darinnen beruhet/ dasz wir in unserem unterthänigen Gehorsam und Devotion Jhrer Königlichen Majestät allemahl unauszsetzlich bezeugen mögen/ da wir uns dann fürnehmlich und insonderheit höchlich erfreuet haben über die grosse Gnade und den mildreichen Seegen/ womit der Allmächtige Jhrer Königlichen Majestät höchstrühmliche Vorsorge/ wie auch dero heilsame Rathschläge solcher Gestalt beglückseeligen wollen/dasz man innerhalb des Reichs-Gräntzen sowohl/ als in denen darunter liegenden Provintzen/ seither dasz die letztere grosse Kriegs-Gluth gedämpfft und auszgelescht worden/ und noch bisz auff diesen Tag Fried und Ruhe habe geniessen können/weszwegen wir dem gütigen und barmhertzigen GOTT für eine so grosse Wohlthat innig-und hertzlichen Danck sagen/ wie dann auch danebenst mit unterthänigster Devotion und schuldigsten Ruhm erkennen/ die grosse unverdrossene Sorgfältigkeit/ womit Jhro Königliche Majestät dero Reiches/ unsers lieben Vatterlandes und aller Dero getreuen Unterthanen allgemeine Wohlfarth sich zu Hertzen gehen/ und angelegen seyn lassen/ in dem dasz sie nicht allein vermittels Gottes gnädigen Beystands durch Dero höchstpreiszwürdige Tapfferkeit/ auch mit in Gefahrsetzung Dero eignen Hohen Königlichen Persohn/ einen reputirlichen Frieden erworben und zu wege gebracht haben/ sondern auch der Zeit/ die von denen sämbtlichen Ständen bey nechstvorhergehenden Reichs-Tage Jhr. Kön. Majestät und Dero gnädigsten Gutachten anheim gestellte fernere Vorsorge für das jenige/ was Jhr. Königliche Majestät wurden erkennen und gutbefinden können/ dasz es zu des Reichs Wohlfarth gereichen möchte/dermassen höchstrühmlich sehen und hervor leuchten lassen/ dasz bey diesem verwirrten und unruhigen Auszsehen/wornach sich die Sachen an allen Orthen eine Zeithero angelassen haben/ dennoch unserem lieben Vatterlande bisz auf diesen Tag nichts widrig-noch anstöszliches wiederfahren ist. Bitten und ersuchen dahero Jhro Königliche Majestät allerunterthänigst/ Sie wolle geruhen/ in Dero unverdrossener Vorsorge noch ferner hin fortzufahren/ und Jhro das Werck nicht zu beschwehrlich und mühsam fallen lassen/ von Hertzen wünschend/dasz der Allerhöchste Jhro Königliche Majestät löbliche Maxime und auf Fried und Ruh zielende Intention und Meynung durch seine kräfftige Leitung und Regierung zu einem erwünschten Fortgang und Ende beforderen/ Jhro Königliche Rath-und Anschläge auch zu des lieben Vatterlandes Ruhe und Sicherheit/und zu Jhr. Königl. Majestät eignem unsterblichen Ruhm dirigiren und stärcken wolle. Wobey wir dann auch wahrnehmen/ dasz unsere unterthänigste Pflicht und Treue erheische und fordere/ mit allerunterthänigster Bereitwilligkeit dem gnädigen zuversichtlichen Vertrauen/ so Jhr. Königliche Majestät zu uns tragen/ wiederumb zu begegnen/ und nach unserem höchsten Vermögen die schwehre Last und Bürde/ womit Jhr. Königliche Majestät zu Schutz und Beschirmung des Reichs/ wie auch unser aller Sicherheit beschwehret und beladen seynd/ unterstützen zu helffen. Dannenhero wir auch das/ was von Jhro Königlichen Majestät uns ist vorgestellet worden/ und was wir sonst zu Jhr. Königlichen Majestät und des Reichs Wohlfarth zu gereichen erachtet/ auffs allerfleissigste bey uns wohlmeynend überleget/ und mit einander endlichen einhelliglichen darinnen verabscheidet und beschlossen/ auf Arth und Weise/ wie folget:

1. Gleich wie die vergangene Zeiten darthun und auszweisen/ was beydes für Ungelegenheit und Unruhe die streitige und uneinige Wahl eines Königs verursachet/ und zuwege gebracht hat/ dabenebenst auch in was Ruh und Sicherheit hinwiderumb das Reich durch die Erbfolge/ die in unserem lieben Vatterlande befestiget/und durch unterschiedliche Erb-Vereinigungen verneuert und bekräfftiget worden/ versetzet ist: Also und gleicher Gestalt/ nachdem der Allerhöchste/ nebenst derer Schwedischen Königin grossen Tugenden und Tapfferheit/ auch die Schwedische Cron und Scepter auff Jhro Königliche Majestät unsern itzo regierenden allergnädigsten König stammen und erblich fallen lassen; Zudem auch Jhr. Königliche Majestät nicht allein mit einem mit allen Tugenden begabten Königlichen Gemahl als unserer gnädigsten Königin/ sondern auch Dero Königliche Ehe (davor dem Allerhöchsten sey gedancket) mit Leibes-Erben/zur Bevestigung Jhr. Königlichen Majestät Throns/ uns sämbtlich und dem gantzen Reiche zu einem unauszsprechlichen Trost und Wonne gesegnet: Wir auch anbey betrachten/ wie zwar/ was Jhr. Königl. Majestät Männliche eheliche Nachkommen und Leibes-Erben anlanget/ vermittelst derer vormahls abgefasten Verordnungen/ Vereinigungen und Schlüsse so klärlichen auszgedrucket/ und kräfftiglich bevestiget ist/ dasz keiner/ wofern Er nicht für einen abgesagten Feind des Königlichen Hauses will angesehen seyn/ sich wird unterstehen können/ und erkühnen dürffen/ das geringste von dieser Gewiszheit in Zweifel zu ziehen; wegen der Erb-Gerechtigkeit aber für das Fräuliche Geschlecht von Jhr. Königlichen Majestät Familie bey Dero seeligen Herrn Vatters/ Glorwürdigsten Andenckens/ Wahl und Antretung zum Regiment nicht so klärlich verordnet worden ist/ und wir von wegen der unterthänigen Devotion und Liebe/ die wir gegen Jhro Königlichen Majestät tragen/ wie auch in Erwegung/ dasz Dero Hochgedachter und Höchstseeligster Herr Vater des Vatterlandes-Gräntzen nicht allein kräfftiglichen beschützet und dieselbe mercklich erweitert/ sondern auch Jhr. Königl. Majestät selbsten/ durch Hülffe des Allerhöchsten/ das Reich aus den Händen so vieler und hefftiger Feinde gerissen/ und selbiges errettet/ gleichfalls auch die Gloire, Ehre und Ruhm des Schwedischen Nahmens bekräfftiget haben/ wie auch nebst Erwegung der Ruh und Sicherheit des Reichs befinden/ dasz Jhr. Königliche Majestät Erben die Privilegia und Freyheiten gebühren/ die in der Anno 1604. abgefasten Erbvereinigung enthalten/ und seitdem in Anno 1627. gehaltenem Reichs-Tage/ anlangend die Königliche Töchter/ näher und eigentlicher erklähret und ferner bekräfftiget seynd: Haben wir dahero nebst dem/ dasz wir uns verpflichtet haben/ wie wir uns auch hiemit von neuem verpflichten/ Jhr. Königliche Majestät Männliche Ehe-Erben/und keine andere Erben noch nach-Erben/für des Reichs Schweden rechtmäszige Erb-Könige und Fürsten/ und diesem zu folge Jhr. Königliche Hoheit Printz Carln/ für des Reichs itzigen rechten und nächsten Erben zu erkennen: so haben wir auch auf den Fall/dasz wann es dem Allerhöchsten also gefallen solte/ Hochgedachte Jhro Königliche Hoheit von hinnen zu forderen (den der Allerhöchste noch lange Zeit fristen und erhalten wollen) ehe Er zu der Regierung gelanget/oder aber einige Männliche Erben nachlässet/ und Jhr. Königliche Majestät mitler Zeit kein ander Männlicher Erbe bescheret wird/ und solcher Gestalt alle Königliche Leibes-Erben abgiengen/ welches Gott in Gnaden abwenden wolle/ gelobet und versprochen/ wie dann auch solches hiemit aufs kräfftigste geschichet/ fur Uns und unsere Nachkommen/ dasz wir Jhr. Königliche Majestät und keines andern Fräuliche Leibes-Erben für rechte Erben des Reichs annehmen und erkennen wollen und sollen/ so dasz niemand soll noch mag in Ermanglung der Männlichen/ Jhr. Königliche Majestät Fräulichen Erben die Successions-Gerechtigkeit zum Reiche nach diesem streitig oder zweifelhafftig machen/ sondern wir wollen und sollen mit unseren Nachkommen selbige Königliche Fräuliche Erben bey allen Königlichen Gerechtsamen handhaben/ vermöge obgemeldter Nordköpingischer Erb-Vereinigung und Verpflichtung/ als welche gar nicht widerstrebet noch entgegen ist; zumahlen auch/ weil uns wegen der Devotion, die wir zu Jhr. Königliche Majestät und deroselben Königlichen Kinderen und Nachkommen tragen/ nichts angenehmers und sichers seyn kan/ als dasz sie bey des Reichs Gewaltsam und Würde fest und

ANNO 1683.

sicher seyn und verbleiben mögen / so lange als jemand davon am Leben seyn wird.

II. Weilen auch Ihr. Königliche Majestät als ein Christlich- und Gottfürchtiger König und Herr / bey Erwegung Ihrer Sterblichkeit / mit sonderbahrer Königlichen Vorsorge und Gnade die unterthänigste Erinnerung / so die Reichs-Stände bey dem jüngsten Reichs-Tag Anno 1680. zu thun sich erkühnet und unterstanden / auf und angenommen haben / und nun ferner sich höchlich angelegen seyn lassen / daß die Regierung und Administration des Reichs nach Dero tödtlichen Hintritt / da solcher bey Ihro Königlichen Hoheit / Ihr. Königl. Majestät Herrn Sohns / Printz Carls / jungen und unmündigen Jahren einfallen solte / nicht in einige Confusion und Unrichtigkeit gerathen möchte: und also auff einen solchen Fall und Begebenheit Dero für das Reich Schweden unser libes Vatterland wohlgemeinte Gedancken geworffen / und dahero die von Ihro wohlverfaste gnädigste Disposition und Regierungs-Form uns gnädigst vorstellen lassen / wie selbige den 29. Novembr. jüngst verflossenen Jahrs ist unterschrieben und besiegelt worden / und also für ein Gesetz und Regierungs-Constitution unverbrüchlich gehalten und in acht genommen werden soll und muß / daferne etwas unvermuthliches und menschliches von Gott dem Allmächtigen (warumb wir dannoch den Allerhöchsten anflehen / daß Er noch lange damit verziehen wolle) Ihr. Königliche Majestät widerfahren und zustossen solte; als sagen wir derselben unterthänigst-demüthigsten Danck wegen einer so gnädigen und hohen Sorgfalt für das Königliche Hauß / des Reichs Ruhe und Sicherheit / wie auch für derer aller Ihr. Majestät von Gott anvertrauten Untersassen beständige Wohlfarth / welches alles dann Ihr. Königliche Majestät nicht anders / als zu Dero ewigwährenden Ruhm gereichen kan / indem daß sie nicht allein bey Dero Lebens-Zeiten mit einem so unaußsprechlichen Fleiß und Wachsamkeit das Reich und dero Land und Leuthe regieren / sondern auch über das mit einer so wohlbedachten Vorsichtigkeit allem Unwesen und Confusion ins künfftige vorzukommen suchen; wie wir dann auch alle insgesambt und ein jeder unter uns obbesagte Regierung-Form uns für eine gewisse Regul und Richtschnur vorstellen / und auf vor erregtem Fall für eine unveränderliche rechtmässige Constitution annehmen / auch derselben gehorsamlich nachleben und folgen / und nimmermehr davon / als etwa vor dem geschehen seyn möchte / abweichen wollen und sollen. Und dafern jemand / hoch oder niedrig von den Ständen in Schweden / oder jemand / so da im Reiche Schweden oder dessen einverleibten Provintzen wohnet / und gesessen ist / oder sonsten mit Pflicht und Gehorsam verbunden ist / sich etwa erkühnen solte / oben gedachter Disposition auf einigerley Weise sich zu widersetzen / und dargegen ichtes heimlich oder offentlich zu handelen und vorzunehmen / derselbe soll von Uns / allen unseren Mitbrüderen und Nachkommen / für einen Feind der allgemeinen Ruhe und Sicherheit und als der seine Pflicht gegen die Obrigkeit vergessen hat / geachtet und gehalten / wie auch als ein Verräther und von dem Vatterland abgesondertes Glied angesehen / und da er einer solchen Turbation, Muthwillen oder Ubertretung bezüchtiget und überwiesen wird / ohne alle Gnade als einer / der dem König ungetreu ist / abgestrafft werden.

III. Gleich wie auch Ihr. Königliche Majestät wegen Dero angebohrner Liebe zu Dero Höchstseeligen Herrn Vatter / Glorwürdigsten Andenckens / und auch wegen der Devotion, damit Ihr. Königliche Majestät desselben glorieuse uns Preißwürdige Actiones behertzigen und betrachten / und als sämbtliche Ständen zu unserem unterthänigen Bedencken anheim zu stellen geruhen wollen / was etwa Anno 1660. so wohl in Gottenburg / als hier in Stockholm auff dem damahls gehaltenen Reichs-Tagen vorgelauffen ist / belangend mehr Höchstgedachten seel. Königliche Majestät zu des Reichs Wohlfarth und Sicherheit wohlgemeintes und rechtmäßig gemachtes Testament / und die wieder höchstbemelte Ihr. Königl. Majestät geführte schwäre und unbedachtsame Reden und Calumnien: also haben wir / vermittelst einer sonderbahren Acte von 19. Decembr. verwichenen 1682. Jahrs darüber unsere unterthänige Erklährung verfasset / und selbige Ihre Königlichen Majestät in aller Unterthänigkeit zugestellet / wie wir dann auch für uns und unsere Nachkommen diese unsere Erklärung zu ewigen Zeiten hiermit und vermittelst dieses allgemeinen Reichs-Tags-Beschlusses / gleich als dieselbige von Wort zu Wort hier eingeführt / befestigen und bekräfftigen; Und zufolge den oder die / so da nach Inhalt erwehnter unser Acte und Erklährung schuldig befunden würden / beydes ihme zu ewiger Schimpf und Spott / wie auch andern zu einer Warnung / für ungetreue Unterthanen erklären. Wir annulliren und vernichten auch hiemit die in Anno 1660. gehaltene Protocolla zusambt allen selbige Sachen angehenden Acten / und erklären solche für ungültig.

ANNO 1683.

IV. Alldieweilen wir Uns auch von Hertzen darüber erfreuen / daß Gott der Allmächtige Ihr. Königliche Majestät mit einem so hochbegabten und mit so selten und ungemeinen Königlichen Qualitäten wohlgezierten Gemahl und Königin gnädiglichen gesegnet hat / indem daß nicht allein Ihre Königliche Majestät Herkommen und Geschlechte von Hohen und in der Welt wohlbekandten Königlichen Blut entsprossen / sondern auch Ihr. Königl. Majestät selbst eigene hohe und rühmliche Meriten sich im Reiche so weit außgebreitet / und kundbar worden / daß sie aller getreuer Unterthanen Hertzen mit sonderbahrem Wohlgefallen eingenommen / und gegen Ihr. Königliche Majestät selbige zu aller unterthäniger Devotion und Ehrerbietung verbunden haben; Und weilen dahero nun auch Seine Königliche Majestät der König Ihr. Königliche Majestät dero Gemahlinn mit sothanen Liebs-Zeichen begegnen wollen / daß sie auf Dero Sterbens-Fall (den der gütige Gott noch lange in Gnaden abwenden wolle) deroselben ein dero hohem Stande und Königlichem Würde gemässiges Leibgedinge und Unterhalt nebst anderen Einkommen beyzulegen und zu verschreiben belieben wollen: So stehet solches alles in Ihr. Königl. Majestät freyen Macht und Disposition, wie wir uns dann auch höchlich darüber erfreuen / und ein innerliches Wohlgefallen darob haben / und verbleiben also allerdings bey der Versicherung und Verpflichtung / die wir für Uns und unsere Mitbrüder und Nachkommen den 6. Nov. jüngst hingelegten Jahrs darüber außgefertigt und unterschrieben haben; welche unsere unterzeichnete Verschreibung wir auch gleichfals hiermit noch weiters bekräfftigen und befestigen / anbey wünschende / daß der Allerhöchste / der Beyde Ihr. Königl. Königl. Majestät Majestät auß seiner sonderbahren Göttlichen Providentz und Versicherung zusammen gefüget hat / Ihr. Majestät Majestät lange und wohl beyeinander leben lassen / und sie mit allen Königlichen Glückseligkeiten bekrönen wolle.

V. Demnach auch Ihre Königliche Majestät derer sämbtlichen Stände unterthänigen Uberlegung heimzustellen in Gnaden geruhen wollen / wie das vierte Capitul in dem Titul von Königlichen Rechten / in dem Provincial-Gesetze solle verstanden werden / und wie weit Krafft besagten Capituls Ihr. Königl. Majestät berechtiget seynd / die Lehn zu geben / auch wie weit nach dem 5. §. selbigen Capituls / bey grossem Mangel und unvermeidlichen nöthigen Außgaben Ihr. Königl. Majestät entweder mit oder ohne der Stände ins gemein / eines Standes besonders / oder eines jeden Donatarii, Consens und Bewilligung / selbige Lehen mit Recht wieder zu nehmen / und darmit zu des Vatterlands Nutz und Besten zu disponiren / Macht und Gewalt haben; Als seynd wir einhelliglich bey der Erklärung verblieben / daß Ihr. Königl. Majestät als unser vollmündiger König Macht und Gewalt habe / die Lehen zu geben / und der Cron-Güter unter einem oder anderen Nahmen und Titul von grösserem oder kleinerem Quanto. Donations-Weise an Dero getreue Unterthanen über zu lassen; wie dan auch / daß gleichwie das Lehn-geben in Ihr. Königl. Majestät Macht und Gewalt stehet / ebenfals auch Ihr. Königl. Majestät Gewalt haben / es mögen allodialiter, oder auf andere Conditiones und Bedinge verlehnte Güter seyn / dieselbige zu widerruffen / und zu des Vatterlands Nutz und Besten darüber zu disponiren / allerdinges wie diese unsere Erklährung von uns sämbtlichen ausführlichen in jüngstergangenen 22. Novembr. in einer sonderbahren Acte, verfasset / unterschrieben / und Ihrer Königlichen Majestät in Unterthänigkeit überreichet ist. Confirmiren also hiemit nicht allein noch ferner bemeldte unsere unterthänige Erklärung / vermittelst welcher alle auf diesen Reichstag / voraus wegen der Reduction der Güter / sowohl in denen Provincien / als sonsten / und von dem primo acquirente vorgehabte Deliberationes und projectirte Bewilligungen / unter Ihr. Königl. Majestät eigener Hohen Macht und Disposition erkant und declariret seynd / sondern weil auch Ihr. Königliche Majestät darüber einen gewissen Schluß einem jeden zur Nachricht / und dann auch belangend die Güter und dero Widerruffung unter die Cron ein neues Reductions-Placat vom 9. Decembr. jüngsterlebten Jahrs haben außgehen / und dero Ständen communiciren lassen; Als bleibet es ebenfalls auch fest und unverrückt dabey und gebühret uns die Sorgfalt / die Ihr. Kö-

Anno 1683. Königliche Majestät für die Wohlfarth seines Reichs hierinnen haben verspühren lassen / mit unterthänigster Dancknehmigkeit stets zu erkennen / und derselben eingedenck zu seyn. Es lebete dannoch anbey die Ritterschafft und der Adel / zusambt denen Kriegs-Officieren in der unterthänigen zuversichtlichen Hoffnung / Ihr. Königliche Majestät werden diejenigen insonderheit mit Gnaden und Königlicher Huld und Milde ansehen / und ihrer eingedenck seyn / die Ihr. Königl. Majestät befinden / und erachten können / daß sie sowohl durch deren Vorfahren / als ihre eigene merckliche Dienste / wie auch Capacität / Treue und Liebe zu Ihr. Königl. Majestät auch Dero Königlichen Familie / Ihr. Königl. Majestät sich entweder albereit würdig gemacht haben / oder inskünfftige noch sich derselben würdig machen können.

VI. Nachdem wir auch unterrichtet worden seynd / welcher Gestalt die Commission, die bey jüngsten Reichs-Tage von denen sämbtlichen Ständen verordnet / und darauff von Ihr. Königl. Majestät authorisirt ward / die Administration und Verwaltung der Mitel / währender Zeit Ihr. Königl. Majestät Minorennität / zu untersuchen / mit allen behörigen Fleiß und Billichkeit ist fortgesetzt und vollbracht worden / so können wir nicht anderst dann contestiren und bezeugen / wie lieb und angenehm es uns sey / daß ein so schweres und mühsames Werck / als diese Commission gewesen / zu einem rechtmässigen Ende und Außgang gediehen ist; weswegen wir Uns ebenmässig gegen Ihr. Königl. Majestät für Dero hohe Sorgfalt zum unterthänigsten bedancken / daß sie dieses hohe Werck zu einem endlichen Schluß zu verhelffen / Ihr gnädigst haben angelegen seyn lassen. Und wie derer Stände Deputirte grosse Mühe / Arbeit und Ungemach darunter gehabt und außgestanden haben / so verdienen sie auch deßfalls billich und mit allem Recht / nicht allein bey denen Ständen Danck und Ruhm / sondern werden auch von Uns für sich und Ihre Nachkommen darüber vergewissert und versichert / daß was vorerwehnte derer sämbtlichen Stände bevollmächtigte Commissarii gethan / verrichtet und geurtheilt haben / Wir und Unsere Nachkommen für solches alles als ein Mann stehen sollen / so daß sie / Ihre Kinder und Nachkommen / weder jetzt noch ins künfftig bey wasserley Veränderung der Zeiten es seyn möge / einigen Haß / Verfolgung und Verweiß von denen Ständen sämbtlichen / oder von einem Stand insonderheit / oder von einem Glied in einigem Stande zu befürchten haben sollen: Welches wir ebenmässig auf gleiche Krafft / Art und Weise von der Commission wollen verstanden haben / so Anno 1675. auf dem Reichs-Tag zu Upsal verordnet ward / beruffen uns auch / anlangend die Execution von obgedachten außgesprochenen Sententzen / auf Unseren / auf Ihr. Königliche Majestät geheimen Aufftrag und Proposition gegebene unterthänige Antwort / welche wir hiermit durch gegenwärtigen Reichs-Schluß bekräfftigen und befestigen.

VII. Gegen die Respective Herren / so auf den letzt vorgehenden Reichs-Tage verordnet worden / das neue Reductions-Werck zu verrichten / befinden wir Uns zu gleichmässigen Danck verbunden / wegen der grossen vielfältigen Beschwehrung und langwierigen und mühesahmen Arbeit / die sie gehabt und verrichtet haben: Dagegen seynd wir Ihnen verpflichtet / daß wir für Ihre gehabte Mühe / Beschwehr und Ungemach / sie selbsten und alle Ihre Nachkommen / jetzt und ins künfftige / der Ihnen bey vorigen Reichs-Tag ertheilten Versicherung gemäß / von aller Ansprache freysprechen und erkennen.

VIII. Gleichfalls können wir auch nicht vergessen noch unterlassen / Ihr. Königl. Majestät allen unterthänigen Danck zu opffern für die zu des Reichs Nutzen und Besten eingerichte Liquidations-Commission, durch derer Arbeit und genaue Untersuchung dem Reiche mercklicher Nutzen entstanden / und die Schuld der Cron vermindert worden ist; daher wir verursacht seynd / ferner in Unterthänigkeit anzuhalten und Ihr. Königl. Majestät anzusuchen / daß was annoch von vorgedachter Liquidations-Commission unverrichtet und unliquidiret seyn möchte / darmit auf solche Art und Weise / und nach denselbigen Regulen / wie bißher liquidirt ist / möge fortgefahren werden.

IX. Nachdemmahlen auch Ihr. Königl. Majestät ist veranlasset worden / derer Stände unterthäniges Bedencken hierüber zu nehmen / wie weit nemlich Höchstgedachter Ihr. Königliche Majestät zuständig sey / zu Dero Reichs-Regierung und Administration gewisse Constitutiones, Reglemente, Placate und Verordnungen zu machen / und wie weit einer könne befuget seyn / zu begehren / daß nochmahls solle überleget werden / was vorhin von Ihr. Königl. Majestät gemachet und beliebet worden ist; Dahero weil wir Uns hierüber solcher Gestalt außgelassen haben / wie unsere Erklährung vom 16. Novembr. jüngst verflossenen 1682. Jahrs außweiset: Als bekräfftigen und confirmiren wir dasselbige hiermit / und wollen / daß solches allen und jeden zu einem vollkomnlichen und unwidersprechlichen Nachricht dienen solle / allermassen niemand unter Uns ist / der nicht mit schuldiger Devotion sich zu entsinnen und zu erinneren weiß / daß eine sothane Macht und Gewalt Ihr. Königl. Majestät als einem regierenden Könige / vermög der Schwedischen beschriebenen Gesetze / eigne und gebühre / und daß / wie Ihr. Königl. Majestät gerechtsame vermögen zu gebieten / also auch den Unterthanen obliege zu gehorsamen.

X. Gleichwie nun dasjenige / was wir auf oberwehnte Art und Weise declarirt / bewilligt / beliebet und beschlossen / und Uns deßhalb vereiniget haben / von Uns aus einem freyen Willen und wolbedachten Rath / wie auch nach reifflichem Uberlegen zu Ihr. Königl. Majestät und des Reichs Sicherheit / wie auch Uns allen sambt unseren lieben Vatterlande zu Nutz und Gute gethan und abgehandelt worden: Also soll all solches jetzt und inskünfftig vest und beständig bleiben; Und sollen dahero wir / unsere Mitbrüder und Nachkommen verpflichtet und verbunden seyn / dasselbe zu bewerckstelligen / zu vollführen / zu verantworten / zu vertretten / und zu handhaben / gestalt dann auch der jenige / der hierwider einige Einreden thun solte / oder darwider sich verbrechen / und heimlich oder öffentlich etwas darwider vornehmen wolte / für einen Meyneidigen und als einer / der der Ihme obliegenden Gehorsambs / Pflicht und Schuldigkeit gegen Gott / dem König und dem Vatterlande vergessen / gehalten / und deswegen ernstlich abgestraffet werden soll.

XI. Was sonsten das jenige / so zu des Vatterlandes Schutz und Schirm / wie auch zu unvermeidlicher Unterstützung des Reichs-Nothdurfft erfordert wird / anlanget / so haben Wir von der Ritterschafft und Adel / nebenst den Kriegs-Befehlshaberen den grossen Geldmangel / worinnen sich das Reich befindet / in unterthänige schuldige Behertzigung genommen / und deßwegen auf einige erkläckliche Weise denselbigen nach Möglichkeit zu stopffen getrachtet. Wiewohl der Ritterschafft und des Adels jetziger Zustand und Gelegenheit in ein und andere Weise sehr verschwächet ist / so setzen wir dannoch solche unsere Ungelegenheit gerne beyseits / und suchen nach eussersten Vermögen und Möglichkeit das allgemeine Beste zu unterstützen / und dahero haben wir auff ein gantzes Jahr bey friedlichem Zustande darzu gewilliget / daß von allen Chargen / Diensten und Characteren im gantzen Reich der Zehende Pfenning außgegeben werde / welches solcher Gestalt soll verstanden werden / daß ein jeder / sowohl militar als civil Persohnen / die eine Charge, Caracter oder Titul von einigem Dienst / Er bekleide selbigen würcklich oder nicht / Er sey auf dem Stat geführt oder nicht / er sey jemahls vorhin auf einem Stat aufgeführet gewesen oder nicht / derselbe soll in Proportion wegen seines Caracters / Diensts und Charge an Ihr. Königl. Majestät und die Cron den zehenden Pfenning erlegen / von dem Lohn / der einem solchen Dienst und Character auff dem Stat zuerkandt und beygeleget worden. Alldieweilen auch die allgemeine Wolfarth / Fried und Ruh dem Geringen sowohl als dem Vornehmen im Reiche zu Frommen und Sicherheit gereichet / als ist es billich / daß ein jeder seinen Antheil zu dessen Beybehaltung gebe und darreiche / welcher Ursache halber Wir dann auch hierzu bewilliget haben / daß alle der Ritterschafft und des Adels / wie auch der Kriegsbefehlighaberen bediente / Dienstbothen / Knechte und Gesinde / beydes auf dem Lande und in den Städten / keiner außgenommen / ohne der unter 15. und über 60. Jahr / sollen bey dieser Bewilligung solcher Gestalt angesehen werden / daß ein Bedienter / der 60. Thaler Kupffer-Müntz / und darüber zu Lohn hat / giebet von seinem Lohn jeden 10. Pfenning; gleicher Gestalt die Weibes-Persohnen / die da 30. Thaler Kupffer-Geld haben / geben ingleichen den 10. Pfenning davon. Ein Knechte aber / der wenig oder gar keinen Lohn hat / gibt 2. Thaler Silber-Müntz / und eine Magd 1. Thaler Silber-Müntz / und weil der Herr und Haußwirth für seine Bedienten / Knechte oder Gesinde diese Einwilligung bezahlet / so soll der Herr und Haußwirth Macht haben / selbiges zu seiner Bezahlung von deren Lohn hinwieder zu kürtzen. Diejenigen Persohnen / so da unter einen gewissen Stand nicht eigentlich gehören / als da seyn Arrendatores, Inspectores und dergleichen mehr / sollen ebenmässig

ANNO 1683.

mässig nach selbiger Proportion so für sich / als für ihre Bediente geschätzet werden. Ingleichen erachten wir von der Ritterschafft / und von Adel / sambt den Kriegs-Befehlhaberen nöthig zu seyn / dasz ein jeder richtige Verzeichnüsze von allen seinen Volck auffsetze / an welchen Ort sie sich auffhalten / und gesessen seyn möchten / dieselbige unterschreibe / und an die Gouverneurs übergebe / darinnen der Bedienten un Gesinde Nahmen / und was sie zu Lohn haben / richtig angezeichnet werden musz; solte sich jemand so unrichtig erzeigen / dasz Er eine Persohn / von welcher Contribution musz gegeben werden / verhelen wolte / selbiger soll desnwegen zweyfach bezahlen. Diese Specificationes und Verzeichnüssen / sollen in Schweden den nächstkünfftigen 1. Martii, in Finnland aber bisz den 1. Mai endlich und unausszsetzlichen eingeliefert werden. Unter dieser Bewilligung wird ingleichen der Adelichen Bauren-Gesinde verstanden / als die in diesem Fall gleich denen Frey- und Kron-Bauren angesehen werden. Was die Frey- und Kron-Bauren auf diesem Reichs-Tag an Ihre Königliche Majestät zu geben / auf sich genommen haben / davon bewilligen wir / dasz unsere Bauren die Helffte geben sollen / und soll sowohl dieses / als was von Ihrem Gesinde erleget wird / auf unserem Antheil der Contribution berechnet werden. Uber dieses nimt die Ritterschafft und der Adel / nebst denen Kriegs-Befehlhabern auf sich / allermassen bereits oben vermeldet ist / auf seines Jahrs-Frist bey friedlich und ruhigen Zustande / dasz ein jeder gantzer Bauer-Hof 7. Thaler Silber-Müntz ausmachen solle / auf gleiche Art und Weise / wie es in dem Anno 1680. gehaltenem Reichs-Tage-Beschlusz auszgedruckt stehet / so dasz 2. halbe / oder 4. Viertheile für einen gantzen Hoff / und in Finnland ein so genanntes Gardesmanthal gegen einen gantzen Hof in Schweden berechnet wird. Und im Fall jemand solte gefunden werden / der bisz auf den vorgesetzten Termin diese 5. Thaler Silber-Müntz nicht richtig auszzahlet / so soll Er dieselbe zur Straf zweyfach bezahlen / so dasz Er an statt 5. 10. Thaler Silber-Müntz erlegen musz: Und soll in des Gouverneurs-Gewalt stehen / so viel von den Renthen oder Intraden des Gutes für Ihr. Königl. Majestät und die Cron zu sequestriren / als zur Bezahlung der Bewilligung selber / und der Straffe vonnöthen ist. Diese Bewilligung solle so wohl von Wittiben / als Pupillen und unmündigen Kinderen erlegt werden. Hat auch jemand sein Gut an einem anderen verpfändet / so leget der / der die Hypothec besitzet / die 5. Thaler Silber-Müntz so lange ausz / hat aber hinwieder seinen Regress an den Eygenthümer. Von dieser Contribution der 5. Thaler Silber-Müntz befreyen wir unsere rechte Adeliche Sitze und Vorwercke / nebst denen / so nach dem Placat von Anno 1638. oder der neulichst verfertigten Verordnung innerhalb deren Bezirck / Grentzen und Gebiethe zu liegen befunden werden / Item, die wüste Höffe / Leibgedings-Höffe / die in perpetuum, und auf ewig vermitelt und zur Freyheit auf und angenommen seynd. Diese Bewilligung soll in Schweden / Finnland / Halland / Blecking / Bahuslehn allerdings gleich so wohl von Allodial-als Feudal-Güthern auszgeleget werden. Von denen Cron-Renthen / die an Privat-Leuthen verpfändet seynd / soll der vierte Pfenning gegeben werden. Von fruchtbahren Capitalien / Schiff-Parten und Compagnien für itzo behaltener gewissen Interesse und Gemeinen / soll ingleichen der vierte Pfenning gegeben werden: von denen Zinsen der fruchtsahmen Capitalien / die bey Ihro Königliche Majestät und der Cron stehen / soll der vierte Pfenning abgeschrieben werden / so fern nun jemand sein Capital verschweiget und verheelet / und dasjenige nicht richtig erleget / was von solchem für jetzo befindlichen Gewinn und behaltenen Interesse soll abgegeben werden / derselbe soll zur Straffe des gantzen Jahrs Interesse verlüstig seyn / dafern er schuldig befunden und dessen überwiesen wird. Und sollen alle oben erwehnte Verwilligungen so in Schweden als in Finnland / Ost- und West-Gothen / gegen die Zeit und den Tag auszgefertiget werden / als wie in unserer überlieferten unterthänigsten Antwort / auf Ihro Königl. Majestät gnädigste Proposition angesetzet und angeführet ist. So nehmen wir alle diese vorhergehende Bewilligungen / wie bereits gesagt / in friedlichen Zustande nur allein für einmahl an / welche in diesem 1683. Jahre auf vorgesetzte Termine sollen erleget werden; Solte aber Gott das Land mit Krieg straffen / so wollen wir alle diese von uns gemachte Bewilligungen gedoppelt oder zweyfach / aber nur allein für einmahl auszgeben / und dieses jetztwährende 1683. auff die vorgesetzte Termine auszzahlen. Wobey wir in der gewissen unterthänigen Zuversicht leben / dasz / was wir solcher Gestalt nach unserem geringen Vermögen thun / Ihr. Königl. Majestät in Gnaden auf- und annehmen. Vermuthen auch danebεn / dasz diese unsere Bewilligung nimmer zu einiger Nachfolge und Exempel gezogen / oder uns in unseren Privilegien zu einigen Præjuditz und Nachtheil gereichen werde.

XII. Und gleichwie aller Ihr. Königl. Majestät getreuer Untersassen unterthänigste Pflicht und Schuldigkeit ist / Ihr. Königl. Majestät und des gemeinen bestes Wohlfahrt zu beförderen / in welcher Consideration und Betrachtung wir von der Ritterschafft und dem Adel / sambt denen Kriegs-Befehlhaberen / diese schwäre Contribution in Unterthänigkeit auff Uns genommen haben: Also kan man auch nicht weniger von dem Bergwercks-Gebiethe / und denen / so Bergwercke haben / vermuthen / als dasz sie als getreue und willige Untersassen diese schwere Zeiten behertzigen / so dasz so wohl dasz Bergwercks-Gebiethe insgemein / als ein jedes Werck insonderheit / Ihre Liebe zu Ihr. Königl. Majestät und dem lieben Vatterland sehen und dahero sich willig finden lassen werden / wann Ihr. Königl. Majestät durch dero darzu verordnete Commissarien mit Ihnen hierüber werden handelen lassen: Was aber Ihre Bediente / Gesinde / Bewercks- und Arbeits- wie auch Tagwercks-Leuthe anlanget / so können selbige nicht mehr frey seyn und verschonet werden / zumahlen auch / im Fall das Bergwercks-Gebiethe / und die Wercke sich dessen entziehen solten / solcher Gestalt ein grosses dardurch wurde entzogen werden.

XIII. Gleicher Gestalt ist auch dieses beliebet worden / dasz der Edelman / der in seiner eigener Grube Ertz brechen / und selber Eysen davon verfertigen lasset / besage des 25. Puncts von der Ritterschafft und Adels-Privilegien / nur allein den 30. Theil an Ihr. Königl. Majestät und die Cron von solcher Verfertigung / derjenige aber / der das Ertz von anderen an sich kauffet und erhandelt / ein jedes zehendes Schiffpfund von seinem verfertigten Eysen geben solle / selbiger sey einer von Adel oder nicht; nachdem auch anerwogen / dasz alle Gruben vor ein Regale gehalten werden / und dahero nach Inhalt der Privilegien / der Edelman von dem / was Er selber verfertigen lässet / den 30ten Theil zur Recognition zu geben gehalten ist / als musz auch der jenige / der einen hohen Ofen hat bauen lassen / und selber keine Gruben hat / sich unter selbiger Condition nicht schützen können. Und wiewohl der Edel-Leuthe Eisene Hütten und Schmiede / vermöge der Privilegien / bis anhero keine Abgifft an Ihr. Königl. Majestät gegeben haben / so hat dannoch die Ritterschafft und der Adel anitzo darzu bewilliget / dasz nach diesem zu allen Zeiten der Edel-Leuthe Schmiede-Hütten / von denen verfertigten Eisen die Helffte geben sollen gegen dem / was etwa die anderen so nicht von Ihr. Königl. Majestät / zu geben gehalten seynd. Gleichermassen ist beliebet worden und beschlossen / dasz eben sowohl nach diesem zu allen Zeiten von den Land-Güteren / so in den Schären liegen / die Haubt-Rente / die an Fischen auszgegeben wird / für eine Rüstungs-Persel seyn solle / worvon eine jede Tonne zu 3. Thaler Silber-Müntz nach der Aufftrüstungs-Ordinance berechnet wird.

XIV. Alldieweilen auch Ihro Königliche Majestät von wegen der berühmlichen Sorgfältigkeit / die Sie für des Reichs Schutz und Schirm tragen / darauf bedacht gewesen / wie die Reichs-Milice beydes zu Rosz und zu Fusz solcher Gestalt eingerichtet werden möge / dasz dieselbe in Stande seyn könne / umb dem feindlichen Anfall mit Nachdruck entgegen zu gehen; Als ist dem Zufolge Ihr. Königl. Majestät hohe Vorsorge / dasz gleich wie die Regimenter zu Rosz / beydes in Ansehung der Officier / und derer die die Rüstung halten / vermittelst des Wiederruffs oder der Revocation der Milice-Höffe in den Stand gesetzet seynd / dasz vermuthlich nichts weiter daran wird zu verbesseren stehen; Also auch gleichermassen die Regimenter zu Fusse auff eine gewisse Anzahl eingerichtet werden möchten / nachdem der Abgang in dem letzten Krieg completiret und ersetzet worden ist; Dahero nun auch / nachdem es Ihr. Königl. Majestät gnädigst gefallen hat / zu unserer unterthänigen Uberlegung zu stellen die grosse Beschwerlichkeiten / so vor diesem nahe auff einander gefolgte Auszschreibungen allemahl mit sich geführet / und der Ursachen halber zugelassen und vergönnet / andere Mittel und Wege zu erdencken / wodurch die Milice zu Fusz zu einer Anzahl gebracht / und bey einigem Abgang bey ihrer vollen Zahl erhalten werden könne; Als haben wir von der Ritterschafft und dem Adel nebst den Kriegs-Befehlhaberen / dieses in so viel genauers bedencken genommen / als diese Ihr. Königliche Majestät gnä-

Anno 1683. gnädige Vorsorge zu unserer eigenen Ruhe und Sicherheit gereichet / und dahero unterthänigst darein bewilliget / dasz nach diesem ein jedes Regiment / nach dem Auffsatz und zu der Anzahl / als in unserer unterthänigsten Antwort auf Ihr. Konigliche Majestät Proposition vermeldet ist / über Schweden und Finnland eingerichtet werden möge / und umb fürs erste den Abgang zu ersetzen / der durch den jüngsten Krieg ist verursachet worden / so bewilligen wir in eine solche Ausschreibung / wie nechst vergangenes Jahr nach den Köpfen ist gehalten worden; von welcher Ausschreibung wir aber befreyen / nach Inhalt der Privilegien / unsere rechte Adeliche Sitz / Vorwercke / und Meyer-Höfe / zugleich mit denen Höfen / die Vermöge des Anno 1638. publicirten Placats und der jüngst gemachten Verordnung / so innerhalb derselben Gräntz-Steinen liegen / wie auch die wüsten Höfe / die noch nicht mit Renten belegte Katener oder Hauszlinge / samt den Dieneren / so auff alle halbe Jahr genommen werden / nebst allen nothwendigen Handwercks- und Schutz-Leuthen / wie auch die zur Freyheit angenommene Höfe / die über 60. und unter 15. Jahren ebenmässig von der Decimation oder Auszschreibung frey erkant. Und wiewohl unserer Bedienten Höfe / die ihnen wegen gethaner Diensten auff Lebzeiten verliehen und gegeben seynd / bisher / Krafft der Privilegien / für der Decimation und Rottirung frey gewesen / so wollen wir von der Ritterschafft und Adel / sambt den Kriegs-Befehlhaberen dannoch nach diesem solche unserer Bedienten Höfe nicht hiervon entziehen / sondern sollen dieselbige allemahl mit in die Decimation oder Rottirung kommen. Doch solcher Gestalt und mit dem Vorbehalt / dasz wenn die Ausschreibung nach den Köpffen geschichet / bleibet der Bediente für seine Persohn zwar frey / aber alle seine Leuthe männliches Geschlechts werden decimirt oder rottirt. Geschiehet aber die Ausschreibung nach Anzahl der Höfe / so stehet auch der Hof mit in der Rotte / zu Erleg- und Bezahlung des Soldaten-Geldes / doch also / dasz kein Lands-Knecht von demselbigen Hofe genommen werden möge. Mit der bedienten Wittwen soll es ebener Gestalt gehabten werden. Es wird auch hierbey unterthänigst erinnert / wegen des Miszbrauchs / der so wohl von den Ständen / als anderen Unadelichen Persohnen / mit Verheelung und Entziehung des Volcks verübet wird / wie auch wegen der Dorffschafften / so da wider ihre rechte Eygenschafft unter des Bergwercks-Gebiethe und Bohts-Leuthe Haltung gezogen werden / so dasz solches alles / nebst deme / was sonsten in den vorigen Reichs-Schlüssen vermeldet stehet / genau untersuchet und redressiret werden möge; wie denn auch hiermit Ansuchung gethan wird / dasz die Cron-Vögte nicht mehr als 2. Knechte für die Rottirung und Decimation frey erkennen mögen / und dasz alle Unadeliche beydes mit Rente belegte Katner und Hauszlinge rottirt werden mögen / der Bergwercke Factoreyen / des Jägerey-Staats / der Jälmarschlüsse und der Salpeter-Siedere / wollen ebenfalls auch Ihr. Königl. Majestät solcher Gestalt eingedenck seyn / dasz ihnen wegen des Miszbrauchs / so darbey verübet wird / eine gewisse Anzahl von Leuthen verordnet werden / die sie behalten mögen. Und weil wir befinden / dasz des Reichs Wohlfarth und Nutzen so wohl als unsere eigene Sicherheit erheische / dasz eine gewisse und beständige Milice eingerichtet werde / solcher Gestalt / dasz ein jedes Regiment zu der gewissen Anzahl gebracht / gleich wie es oben bereits vermeldet ist / als es in unserer unterthänigen Antwort specificirt sey / und dasz selbige Zahl auch immer beständig bey Macht erhalten werden möge: Und es sich gleichwohl begeben könte / dasz die vorgesetzte Summe durch einigerley Zufall abgehen kan / wir auch dabey gnugsam erwegen / mit was Beschwehr Reichs-Tage gehalten werden / und dasz die Stände nicht allemahl in solcher Eyl / als es die Nothwendigkeit etwa erforderen möchte / zusammen kommen können. Als stellen wir unterthänigst in Ihr. Königl. Majestät eigenen gnädigen Gefallen und Belieben / sobald einiger Abgang beschiehet / minder oder mehr / alsdann Ausschreibung zu Ersetzung und Ergäntzung der Regimenter zu halten / ohne dasz die Stände desfalls zu einem Reichs-Tage beruffen werden müssen: worbey wir dannoch vermuthen / und auch unterthänigst bitten / dasz / wann der Abgang weniger ist / alsdann auch die Ausschreibung nicht öffter geschehen möge / als es die Nothwendigkeit erfordert / und dasz die Ausschreibung bey friedlichen Zeiten nach Anzahl der Höfe 15. Adeliche gegen 10. Frey-Bauren-Höfe gehalten werden. Ist aber der Abgang mercklich grosz / entweder durch Krieg oder sonsten andere todes-fälle: so halten wir von der Ritterschafft und Adel sambt den Kriegs-Befehlhaberen dafür / dasz die Ergäntz- und Erfüllung in solchem Fall am füglichsten nach dem Anno 1632. gemachten Reichs-Tags-Beschlusz verrichtet werden könne / welches dannoch zu Ihr Königl. Majestät gnädigsten Gefallen nur blosz / als ein Project und Entwurff hier erwehnet wird. So auch einige Province oder auch einzele Persohnen eine gewisse und beständige Anzahl Soldaten zu halten willens seyn solten / so wird hiermit in Unterthänigkeit Ansuchung gethan / dasz Ihr. Königliche Majestät solches / doch unter leidliche Conditiones, zulassen und admittiren wollen. Anno 1683.

XV. Nachdem es auch nicht minder zu der Ritterschafft und des Adels / wie auch derer Kriegs-Befehlhabere und des gemeinen bestes Nutzen gereichet / dasz der Lands-Knecht conservirt und wohl erhalten werde. Als wollen wir von der Ritterschafft / dem Adel und den Kriegs-Befehlhaberen solcher Gestalt verordnen / und unter Uns gesetzt haben / dasz 4. Adeliche gegen 2. Freye-Bauer-Höfe sich vergleichen / für den Lands-Knecht eine Stube mit einem Vorhause und einen Stall zu bauen / dabenebenst auch demselben einen Kohl-Garten zu ordnen / und jährlich ein Fuder Heu und ein Stieg Stroh zu geben. Der ihm aber kein Stroh noch Heu geben will / selbiger musz ihm so viel ungebautes Land zu theilen / davon Er durch dessen Bau und Bearbeitung etwa ein Fuder Heu und ein Stieg Stroh haben mag / doch soll es in des Eigenthumers von dem Adelichen Bauer-Hofe eignen willkührlichen Gefallen stehen / welches Er von diesen beyden verordnen wolle. Des Sommers bedienet der Lands-Knecht sich des Dorfes Viehweyde für eine und zwo Kühe und etliche Schaafe / so weit als die Beschaffenheit des Lands-Orths es leyden und zulassen will. Wollen die Häuser nicht zureichen / so die 4. Adeliche und 2. Frey-Bauren-Höfe aufbauen / so vermuthen wir von der Ritterschafft / dem Adel / und den Kriegs-Befehlhaberen in aller Unterthänigkeit / dasz Ihr. Königl. Majestät das / was noch fehlet / werden ersetzen / und entweder auff die Communen oder gemeinen Oerther / da es sich will thun lassen / und ohne des Königes und des Ambts Schaden und Nachtheil geschehen kan / für sie Wohn-Plätze aussehen lassen / die das Ambt in solchem Fall auffbauen müste / oder auch auf die reducirte und heimgefallene Adeliche / oder andere Ihr. Königl. Majestät Höffe ihnen etwas zum Wohn-Platz zutheilen lassen; ist also zu vermuthen / dasz wann der Lands-Knecht erwehnter massen sein Hausz und gewisse Wohn-Stelle hat / und auch den Antheil / den Ihr. Königl. Majestät Ihm etwa anschlagen werden / darzu bekombt / er alsdann wohl werde können zurecht kommen / als der mit arbeiten den übrigen Unterhalt leichtlich verdienen kan. Wird der Lands-Knecht zu Feld commandirt / entweder in Lande oder ausserhalb des Reichs-Gräntzen / so soll derselbige bey seiner Heimkunfft nicht berechtiget seyn für die Zeit / welche Er weg gewesen ist / den geringsten Entgeld wegen der Häuser / des Heu oder Strohes zu forderen / noch die geringste Forderung deszfalls zu thun: wie es dann auch dem Land-Knecht nicht verstattet und zugelassen wird / dasz Er einen anderen Anwohner an seine Stelle setze / selbige Wohn-Stätte zu gebrauchen / nutzen und besitzen; hat er aber Weib und Kinder / so mag sie es zu ihrem Nutzen gebrauchen / wann sie zu Hausze sitzen bleibet / und so lange der Mann lebet. Stirbet der Lands-Knecht / so soll die Wittbe oder die Kinder zu der Wohn-Stelle kein Recht nach einige Bezahlung und Entgelds wegen angewandter Unkosten und Verbesserung oder Melioration zu gewarten haben / angesehen / dasz dieselbe Wohn-Stelle so fort einem anderen in des abgegangnen Stelle angeschlagen werden musz: und damit der Lands-Knecht das Haus nicht möge verderben / und durch Unachtsamkeit und Verwahrlosung verrotten lassen / so soll dem Eigenthummer frey stehen / selber auffsehen und acht darauff zu haben. Begehet der Lands-Knecht einige Eigenthätigkeiten / führet ein böses und unordentliches Leben / mit Schlägereyen und anderen ungebührlichen Dingen / pochet dem Bauern Bier und Brandewein ab rc. so ersuchen wir von der Ritterschafft / dem Adel / und den Kriegs-Befehlhaberen / dasz Ihr. Königl. Majestät geruhen wollen / zu befehlen / zu vergönnen / und zuzulassen / dasz Gouverneure solches alsofort aufnehmen / und auff gebührende Art und Weise richten und abstraffen mögen / massen es beydes lange Zeit und Unkosten erforderen würde / die Sachen fürs ordentliche Gericht zu ziehen: Es wird ingleichen dem Lands-Knecht allerdings verbothen / Bau- und Brenn-Holtz zu hauen / Laub abzubrechen / Fischerey zu gebrauchen / Vögel und Wild zu schiessen / Dohnen zu stellen / Kohlen zu brennen / Wald zu fällen und abzubrennen / oder dergleichen zu thun. Brand-

ANNO 1683.

Holtz geneust Er / da Wald ist von Windfall / zur Nothdurfft / ohne Nachtheil des Eigenthumers / da aber kein Brand-Holtz ist / so musz Er sich nach Nothdurfft mit selbiger Gelegenheit / wie die andere Bauren an selbigen Orte vergnügen und zu frieden geben. Nachdem nun auch von der Ritterschafft / dem Adel und den Kriegs-Befehlhabern / aus unterthänigster Devotion, wie auch umb unsere Begierde und Eyffer zu beweisen Ihr. Königl. Majestät gnädigstes Gefallen gehorsambst zu vollbringen / und auch zum Dienst des Vatterlandes / dieses auff uns genommen haben / wie beschwehrlich es uns gleich fallet: So vorbehalten wir uns darbey / dasz man dieses nicht ins künfftige durch einigerley Veränderung der Zeiten zum Nachtheil und Eintrag in unser rechtmässig erhaltnes Eigenthum / Privilegien und Freyheiten gereichen / viel weniger / dasz obgedachte Häuser und Wohn-Plätze der Lands-Knechte jemahls nach dem Nahmen / Platz oder Beschreibung in der Crone Land-Bücher auffgeführet werden sollen / oder unter einigerley Titul / Prætext und Vorwand jemahlen von dem Adelichen Bauren-Hoff selbsten abgesondert werden; sondern solches soll allezeit in des Edelmanns freyen Willen und Disposition nach zwischen ihnen genommener Abrede / und als es ihnen bequem und gelegen fället / diese Wohn-Häuser der Lands-Knechte auff die eine oder andere Stelle stehen zu haben.

XVI. Wir von der Reichs-Clerisey seynd ingleichen als getreue Untersassen darauff bedacht gewesen / welcher Gestalt nothwendige Mittel zur Hand geschaffet werden könten / damit nicht das Regiement wesen aus Mangel dessen stürtzen und Schaden leiden möchte / worbey wir nicht eben warnehmen / was ein jeder unter uns von dem Seinigen zusetzen musz / nur allein / dasz das gemeine Beste dadurch geholffen und erhalten werden möge. Wie gerne wir aber uns befleissigen / gute und bequeme Hulffe und Auszwege zur würcklichen Beförderung unsers ergebnen und schuldigsten Willens zu erfinden / so spühren wir dannoch die Unvermögenheit bey unserem Stande / uns im Wege zu liegen / dasz wir das Reich nicht so kräfftig und nachdrücklich / als dessen Nothdurfft erfordert / und unser unterthänigster Wille wünschet und verlanget / zu unterstützen nicht vermögen. Nichts destoweniger / weil wir gnugsam kennen und wissen / dasz zu nothwendiger Unterstütz- und Erhaltung des Reichs / wie auch zu zeitigen Widerstand aller hereinbrechenden Gefahr / bereitwillige Hülff und Mittel erfordert werden: als haben wir uns bereitwillig wollen erfinden lassen nach unseren Vermögen etwas darzu herbey zu schaffen / als die wir von unserem Eygenthum nichtes so lieb haben / das nicht mit freudigem Gemüthe solle angewendet werden / um den lieben Frieden zu befestigen und beyzubehalten / und das Vatterland bey langwieriger Sicherheit und Wohlstande zu erhalten / und haben wir dahero ausz unterthänigster Pflicht und schuldigen Gehorsam nachfolgende Bewilligungen gemacht und eingegangen (1) dasz Bischoffe / Superintendenten und Pastores in den Städten zu des Reichs jetziger allgemeiner Nothdurfft den fünfften Pfenning von ihrem Unterhalt hergeben / den sie von Ihr. Königl. Majestät und der Crone geniessen / selbiger bestehe in Geträyde oder Geld / da alsdann das Geträyde an Gelde nach der Cron-Werdirung 9. Marck Silber-Müntze für die Tonne berechnet wird / welches solcher Gestalt soll verstanden werden / dasz sie bey einfallender Kriegs-Noth / die der Allmächtige in Gnaden abwenden wolle / auff ein Jahr die gantze Bewilligung hergeben / doch auf 2. Termine, wie die eingeliefferte Verzeichnus besaget; solte aber der liebe Gott das Land mit solcher Straf gnädig verschonen / ausfertigen sie alsdann nur die Helffte als den 10. Pfenning / allerdings wie der Reichs-Adel / und die Bürgerschafft / welchen 10. Pfenning sie dan auff die in obbesagter Verzeichnus angesetzte Termine erlegen wollen: die Pastores in Stockholm und denen andern Städten / die Unterhalts-Getreyde oder Geld geniessen / geben gleicher Gestalt zu Kriegs-Zeiten jeden 5. Pfenning oder Tonne davon ab: sonsten aber den Zehenden / wie die Bischöffe und Superintendenten. Und über dieses contribuiren die Pastores, so wohl die / so da von der Crone kein Lohn zugeordnet ist / nach dem Auffsatz / als in einen absonderlichen Verzeichnus zu finden ist / welche Bewilligung ebner massen auff zwo Zeiten erleget werden soll; Wie auch die Pastores in dem Bergwercks-Gebiethe / die da vor diesem sothaner Contribution nicht unterworffen gewesen seynd. 2. Die Pastores auff dem Lande geloben und versprechen von 64. wolgebauten und besessenen gantzen Höfen (zween halbe und 4. viertheile

ANNO 1683.

für einen gantzen Hof gemachet) 12. und einen halben Thaler Silber-Müntze in Friedens-Zeiten auszzugeben / welches bey einfallender Kriegs-Noth einmahl widerholet wird. Und wiewohl die Bewilligung grösser ist / als sie vor dem gewesen; so vermercken wir dannoch wohl / dasz dieselbe gegen dem Uns vor Augen gestellten Mangel bey weitem nicht zulangen will; dannenhero seynd wir verursachet worden / obberregte Bewilligung ebenfalls auff die jenige zu extendiren und auszzustrecken / die aus unserem Stande sonsten pflegen exempt und frey zu seyn / als da seyn Professores auf Academien / sambt denen darunter so wohl auch unter die Thum-Kirchen und Consistoria sortirende Bedienten; Lectores auff Gymnasien / Rectores und Conrectores an den Schulen / welche von ihrem Lohn jeden zehenden Pfenning geben sollen. Die Capellane oder Diaconi und Küster beydes in den Städten und auf dem Lande / contribuiren nach einer absonderlichen überlieferten Verzeichnus; damit auch diese zu des Reichs Besten bewilligte Zubusse desto erklecklicher werden möge / so soll gleichfalls von dem Lohn / den unser Gesinde von uns zu empfangen hat / etwas zu des Reichs Schutz und Defension hergegeben werden; Nemlich für einen Dienst-Knecht 2. Thaler Silber-Müntz / und für eine Magd 1. Thaler Silber-Müntz / welche Gelder um die Zeit / als wie in offt erwehnter eingelieferten Verzeichnus vermeldet ist / benebenst einer richtigen und unterschriebnen Specification der Dienstbothen / auszgeliefert / und hernach von ihrem Lohn abgezogen werden sollen: worbey dann wir auch / das Alter der Dienstbothen belangend / es solcher Gestalt wollen verstanden haben / als wie es die Ritterschafft und der Adel wegen Ihrer Bediente beliebet. Und wofern ein Krieg entstehen solte / so wollen wir diese auf die Dienstbothen gelegte Bewilligung wiederholen / und zwar um die Zeit / als vorgedachte Verzeichnus enthält / auszahlen; Auch sollen alle diejenige / so ausz unserem Stande fruchtbahre Capitalien haben / jeden vierten Pfenning von der Zinse und dem Gewinn hergeben / welches in Kriegs-Zeiten reiterirt und wiederholet werden sol. Weil nun dieses ein Eventual Kriegs-Beysteuer ist / so machet Ihr. Königliche Majestät Gnade uns gnugsam versichert / dasz wann der liebe Gott Krieg und Unruh in Gnaden abwendet / wir alsdan mit dieser bewilligten Beysteuer auff den After- oder andere Termin verschonet bleiben. So wird ebenfalls auch anbey demüthigste Ansuchung gethan / dasz die Oerter / so durch die jüngstbrennende Kriegs-Flamme seynd verheeret und auszgeplündert / durch schwäre Durchzüge / und sonsten allerhand Unfälle verarmet / oder durch Miszwachs und Brand entmittelt seyn / welche alle auff ein besonders Register nebenst ihrem Zustande angezeichnet gefunden werden / mit obbemeldter Bewilligung verschonet werden mögen. Ingleichen auch / da einer oder der andere seyn möchte / so man nun nicht eben zu nennen weisz / dem es unmöglich fallen möchte / dieses alles zu leisten / und solches mit gnugsamen Beweisz bey dem Gouverneur oder Landes-Haubtman und denen Bischoffen darthun und bezeugen kan / dasz selbiger alsdan auch in gleichmässige Consideration kommen möge. Arme Wittben und Wäysen aber vermuthen wir unterthänigst / dasz solcher vermöge Kön. Mild und Gnade gäntzlich excipirt werden. Hierbey leben wir auch sonsten in der unterthänigsten Zuversicht / dasz gleichwie obberegte Bewilligung grosz ist / und sich weit über die vorige erstreckt: Also auch Ihr. Königl. Majestät nicht allein unsere unterthänige Bereitwilligkeit / die wir hierunter gehorsamst beweisen / mit Königl. Gnade auf und annehmen: sondern auch diese unsere Bewilligung nimmer weiter zu einiger Nachfolge werde gezogen werden / oder Uns an unsere Freyheit- und Gerechtigkeiten zu einigem Præjuditz / Schaden und Nachtheil gereichen.

XVII. Wir von der Bürgerschafft haben ebenfalls auch in Betrachtung dessen alles / was zu des Vatterlandes Schutz und Schirm / auch unumbgänglicher Ersetz- und Ergäntzung anderer Reichs-Nothdurfft erfordert wird / aus unterthäniger Devotion nicht allein Uns zu der gewöhnlichen einfachen Haltung der Booths-Leuthe / willig erkläret / sonderen / wofern (welches Gott in Gnaden abwenden wolle) das Reich in einige Gefahr des Kriegs und Unruhe gerathen solte / bewilligen auch die gewöhnliche Verdoppelung einmahl des Jahrs zu untergehen und anzunehmen / doch solcher Gestalt / dasz die Completir- und Ergäntzung der abgegangnen Mannschafft nicht eher dann das hernach folgende Jahr geschehen möge / und mit dem unterthänigsten Vorbehalt / dasz so bald der liebe Friede wieder verliehen würde / wir alsdann für solche Verdoppelung verschonet und befreyet seyn mögen / und dasz

ANNO 1683. daß die jenige welche umb Geld an statt der Boths-Leuthe in Unterthänigkeit accordirt haben/ nicht auff andere Weise/ dann als ihre erhaltene Contracte es mitgeben/ considerirt werden mögen.

XVIII. Und wiewohl wir/ wann wir die Schwürigkeit erwegen/die wir von dem jüngst hingelegten Krieg und seit dem darauff erfolgtem Beschwehr noch empfinden/ Ursache haben könten in Unterthänigkeit zu Ihr. Königl. Majestät um Verschonung einiger Auflage und Außgabe zu flehen/ gleichwohl aber/ umb noch weiter unsere unterthänige und getreue Ergebenheit zu bezeigen/ wollen wir zu des Vatterlandes Wohlfarth / auch Schutz und Schirm unser geringes Vermögen ungespähret lassen; haben also dem zu folge/nach Art und gewöhnlicher Proportion einer jeden Stadt/in Unterthänigkeit eine solche Bewilligung gemacht/als in von Uns unterthänigst übergebner Repartitions-Verzeichnus verfasset ist : Welche Bewilligung wir auch ebenfalls auff die Zeiten/ wie in unserer unterthänigsten Antwort auff Ihr. Königl. Majestät gnädigste Proposition zu sehen/ dieses Jahr erlegen und bezahlen wollen: ferner wollen wir uns auch / im Fall dem Reich (welches der grundgütige Gott gnädiglich abwehren wolle) einige Ungelegenheit von Krieg und Unfriede zustossen wolte/ der Verdoppelung der ietzt gemachten Bewilligung nicht mehr/ als die andere Stände/ entziehen/ sondern alles thun/ was uns möglich ist/ und zu Ihr. Königl. Majestät und des Reichs-Diensten unser äusserstes auffsetzen : worbey dann unser unterthänigstes Begehren und Ersuchen ist/ daß der Magistrat in denen Städten mit dem Ober-Stadthalter in Stockholm/ und denen Gouverneuren und Land-Haubt-Leuthen an anderen Orthen authorisirt und bevollmächtige werden mögen/ daß sie nebenst einigen von derer Bürgerschafft/ die hierzu am tüchtigsten und dienstlichsten befunden wurden: einem jeden/ der da in der Stadt handelt und wandelt/ oder etwas eigenthümliches daselbsten hat/ wie sie auch vorhin immer mögen verschonet gewesen seyn/ und unter ihrer Jurisdiction sortiren (solcher Gestalt/ daß dieselbige nicht unter der Ritterschafft und dem Adel oder Clerisey gehören/ und unter den Privilegien und Freyheiten begriffen seynd / und keine Bürgerliche Nahrung gebrauchen) ihnen auffzuerlegen/ so viel als man ermessen könte/ daß ein jeder zu ertragen vermöchte/ und daß derer Dienstbothen in gleicher Consideration mit den anderen von der Bürgerschafft kommen mögen; welches man in Unterthänigkeit begehret/ daß es imgleichen auch von den frembden Expediteurs, so da continuirlich in den Städten sich auffhalten/ und daselbsten ihren Handel treiben/ verstanden werde/ wie auch die jenige/ die sich einiger Ursachen halber Frey-Brieffe ausgewürcket haben/ oder inskünfftige auswürcken könten/ hiervon nicht eximirt seyn/ sondern zugleich mit denen anderen des Reichs Nothdurfft zu Hülffe kommen mögen.

XIX. Ferner auch / umb so viel mehr unsere unterthänige Gewogenheit zu bezeugen/ Ihr. Königl. Majestät nach äussersten Vermögen unter die Arme zu greiffen/ und das gemeine Beste beförderen zu helffen; so haben wir ungeachter aller Ungelegenheit / in Unterthänigkeit versprochen und verwilliget / für ein Jahr den 4ten Pfenning aller behaltenen Zinsen und Gewinsten von allen fruchtbahren Capitalien / Schifffarthen und Compagnien zu geben/ so da in Kriegs-Zeiten reiterirt / und wiederholet werden soll / worunter auch auff erwehnte Art und Weise die Capitalien verstanden werden / die wir bey Ihr. Königl. Majestät und Crone von gleicher Beschaffenheit stehen haben/ so daß von den für solche Zeit behöriger Interessen der vierte Pfenning deducirt und abgeschrieben werden möge.

XX. Uber diese vorhergehende Verwilligung haben auch wir Bürgermeister und Räthe in den Städten/ umb noch ferner unsere unterthänigste Begierde zu weisen/ Ihr. Königl. Majestät und dem Reich nach unserm wenigen Vermögen zur Sublevation und Hülffe zu kommen/ gleichwie die Ritterschafft und Adel/ den zehenden Pfenning von eines jeden Lohn/ der uns von Ihr. Königlichen Majestät in Gnaden gestanden wird / herzugeben: Und wollen auch ebner massen von dem Lohn/ den unsere Dienstbotten von uns zu heben haben/ des Reichs Nothdurfft zur Beysteur für einen Knecht/ der 60. Thaler bekomt / und eine Magd/ die 30. Thaler hat/ den 10. Pfenning davon geben: für einen Knecht aber / der weniger oder gar keinen Lohn hat/ 2. Thaler/ auch für eine Magd 1. Thaler Silber-Müntz/ doch werden hierbey diejenige außgenommen / die unter 15. und über 60. Jahre seynd; und ist der Haußwirth/ der diese Bewilligung für sein Gesinde ausgiebt/ berechtiget/ solches von ihren Lohn zu seiner Wieder-Bezahlung abzukürtzen. ANNO 1683. Die Kauffmans-Gesellen und andere Bediente/ die über 60. Thaler zu geniessen haben/ geben auch den 10. Pfenning dem Vatterland zum Dienste von dem/ was ihnen versprochen und zugesagt ist; Ebenfalls müssen auch die Handwercks-Gesellen/ die in den Städten zu finden seynd/ von ihrem Verdienst ein jeder für sich 2. Thaler Silber-Müntze geben. Welches alles mit Reiteration und Wiederholung in Kriegs-Zeiten soll verstanden werden.

XXI. Wir von der Gemeine erwegen ebner massen/ wie nothwendig es bey diesen weit-aussehenden Conjuncturen und an aller Orthen nachdencklichen grossen Kriegs-Verfassungen/ daß die Krieges-Macht des Reichs verstärcket werde/ damit/ nebst kräfftigen Beystand des Allerhöchsten/ vermittelst Ihr. Königl. Majestät Tapfferkeit/ die Defension des Reichs und die Sicherheit unser aller durch dieses Mittel wohl versehen werden/ und wir desto gewisser / lange und unverrückt den lieben Frieden zu Gute geniessen mögen/ dahero haben wir nicht allein befunden/ daß mehrere Ausschreibungen zu Ergäntzung der Regimenter vonnöhten seyen/ sondern auch danebenst wohl und genau miteinander überleget / wie man bey Zeiten darauff bedacht und bereit seyn möge/ würcklich und mit einem kräfftigen Nachdruck zeitlich alle schädliche Machinationes und entstehendes Unheil zu hinderen und zu dämpffen; zu welchem Ende wir dann vor allen Dingen hoch nöthig achten / eine starcke Mannschafft immer in Bereitschafft zu haben/ und darmit also mehr und fast kräfftiger/ als jemals vorhin geschehen ist/ Ihr. Königl. Majestät und des Reichs Sicherheit zu unterstützen/ welches wir von der Gemeine in Upland/ Ost-Gottland/ Südermannland/ Westmanland und Nercke / als die bishero der Ausschreibung unterworffen gewesen seynd/ nach unserer unterthänigen Pflicht/ wie auch nach Anleitung Ihr. Königl. Majestät gnädigster Proposition, bey uns wohl bedacht / überlegt und endlich dabey bestehen blieben/ daß wir die Herbeyschaffung und Haltung einer gewissen Anzahl Lands-Knechte über uns zu nehmen gewillet seyn/ eben wie andere Provinzien im Reich/ nemblich Ost- und West-Dahleren/ Wärmeland/ Helsingland/ Medelpad/ Gestrickland / Wester-Nordland und Wyburgs-Lehen im Groß-Fürstenthum Finnland / allbereit vor Uns gethan haben / welches wir dann auch umb Ihr. Königl. Majestät Regimenter zu Fuß in denen Provinzien bey Macht/ und also ein jedes Regiment bey der Anzahl beständig zu erhalten/ als wie wir in unserer an Ihr. Königl. Majestät in Unterthänigkeit eingelieferten Antwort außgedrucket haben/ anjetzo nun nach Anzahl der Höffe entgegen nehmen wollen/ und zwar solcher Gestalt/ daß zwey gantze Höffe beydes von den Frey- und Kron-Bauren ohne Unterscheid einen Lands-Knecht verschaffen/ unterhalten/ und auff alle unvermuthliche Fälle in steter Bereitschafft haben sollen/ allerdings folgends des von denen hierzu verordneten Ihr. Königliche Majestät hochbetrauten Räthen neulich mit Uns geschlossenen Contracts/ dargegen/ so lange dieses von Uns versprochene verantwortlicher massen præstirt und gehalten wird/ wir/ unsere Kinder und Gesinde/ so zu des Hofes Bau und Erhaltung/ wie auch Ergäntzung des Abgangs von der Mannschafft nothwendig etwa vonnöthen seyn könte / für die Ausschreibung und alle daran hangende Beschwehr/ was Nahmen selbige immer haben mögen / als auch Verdoppelung und gewaltsame Werbungen jetzt und in zukünfftigen Zeiten gäntzlich franc und frey seyn sollen. Und damit zu dieser allgemeinen Defension des Reichs die Last für jeden auff allen widrigen Fall und Unglück / absonderlich bey Krieges-Zeiten/ erträglicher/ und Ihr. Königl. Majestät Regimenter allezeit bey ihrer gewissen Anzahl unterhalten werden mögen / so bitten wir unterthänigst/ daß die Anwohner auff alle reducirte und donirte Güter / die bishero der Unterschreibung unterworffen gewesen / vermöge Ihr. Königl. Majestät gnädigsten Versprechen / bey Einrichtung der Theilung uns hierinnen zur Sublevation und Erleichterung verordnet/ und daß alle Stands-Persohnen/ ausserhalb dem Adel/ so da bißher die Ausschreibung theils untergangen/ theils zu weilen sich derer entzogen/ jetzo aber zu Unterhaltung einer gewissen Anzahl Kriegs-Knechte/ in Ansehung ihrer Höffe billich angehalten werden können/ ohne Einwendung einiges Privilegii in diesem Stücke der Gemeine gleich gemacht werden mögen/ welches zur Sublevation und Linderung der Gemeine / in Haltung der Kriegs-Knechte/ gereichen würde.

XXII. Wir von der Gemeine/ so der Ausschreibung annoch unterworffen seynd / nemlich West-Gottland/ Schmaland / Ostbotten und das Groß-Fürstenthum Finn-

ANNO 1683. Finnland (Wyburg-Lehen außgenommen / so neulicher Zeit die Haltung einer gewissen Anzahl Kriegs-Knecht gleichfalls angenommen hat) befinden gleicher Gestalt / wie nothwendig es seye zur Sicherheit und Beschirmung des Reichs eine starcke Mannschafft auff solche Weise herbey zu schaffen. Dannenhero wir auch die Ausschreibung die bey jüngstem Reichs-Tage Anno 1680 mit der Condition ist bewilliget worden / daß dieselbe nach jedem zehenden Hoff dieses jetzige 1683. Jahr solte verrichtet werden / in so weit zu veränderen / daß selbige nach den Zehenden von der Mannschafft geschehen möge / bey denen allein / welche der Ausschreibung noch unterworffen / nicht aber bey denen jenigen / so da der Haltung der Reuter / Booths-Leuthe / oder einer gewissen Anzahl der Kriegs-Knechte ietzo untergeben seynd; Und daß die Adeliche mit den Cron- und Frey-Bauren in Kriegs-Läufften gleich rottiret werden: worbey alle die jenige / so über 60. und unter 15. Jahre nebenst den Hauß-Armen oder Allmoseneren und gebrechlichen mit der Rottirung verschonet werden; Dargegen müssen alle Mißbräuche / so bey denen Ritter-Sitzen / mit unbefügter Beschützung unterschiedlicher Leuthe unter dem Vorwand / daß selbige unter dem Edelman innerhalb den Gräntzen seines Ritterlichen Sitzes gehören und gesessen seynd / wie auch von den Städten und anderen Unadelichen Persohnen / mit Verheelung und Annehmung des Volcks verübt werden / sambt dem / daß einige Kirchspiele und Dorffschafften gegen ihre Natur und Eygenschafft unter die Bootmanshaltung und das Bergwercks Gebiethe gezogen werden / und dergleichen Unfüge mehr genau und eigentlich untersuchet und redressirt werden. Und im Fall Ihr. Königl. Majestät Regimenter auch solcher Gestalt noch nicht zu ihrer gewissen Anzahl completirt werden / so bewilligen wir eine dergleichen Ausschreibung von einem jeden zehenden Mann für das 1684te und dan so ferner / wie es die Beschaffenheit der Zeiten und des Reichs Nothdurfft / entweder nach Anzahl der Mannschafft oder Höfe erforderen mögen / und Ihr. Königl. Majestät nach eigenem gnädigen Gefallen / vermittelst dero offene Brieffe an die behörigen Oerter gebiethen und kund thun lassen / besonders wan die Kriegs-Noth am härtisten ist / und die Zeit / in Ansehung dieser Provinzien alleine das West-Gotland und Schmaland / und dan wegen Entlegenheit des Groß-Fürstenthumbs Finnlands und Ostbothes / bloß umb die Ausschreibung zu bewilligen / keine allgemeine Zusammenkunfft der Stände leyden kan; welche aber / so offt sie beschiehet / wir Uns vollkömmlich vorbehalten haben / inskünfftige / wie allemahl vorhin / derselben Reiche / gleich wie die andere Stände mit beyzuwohnen / und daselbsten unsere freye Stimme ebenmässig zu haben. Was aber die Ausschreibungen für sich belanget / so bleibet es fest darbey / als oben gemeldet / wie auch der ausgeschriebenen Kriegs-Knechte Wohnungen und Unterhalt von ihrer Rotte / hat es sein Verbleibens bey der Hochlöblichen Reichs-Ritterschafft Erklärung / so daß die Ausschreibungen nach dieser Zeit über alle die jenige / die denselbigen noch unterworffen seynd / wie auch die Cron- und Frey-Bauren in der Provintz West-Gotland / Schmaland / Ostboten / und dem Groß-Fürstenthum Finnland (außgenommen Wyburgs Lehen / so bereits sich verbunden hat / eine gewisse und beständige Anzahl Kriegs-Knechte stets zu halten) allezeit ins künfftige als ein Regale oder ein Ihr. Königl. Majestät alleine zugehöriges verbleiben / und daß sie also nach dero eigenen gnädigen Willen / als die Ausschreibung etwa mit der Zeit unumgänglich vonnöthen seyn und erfordert werden könten / dieselbe allen Untersassen an bemeldten Oerteren von Frey-Cron- und Adelichen Bauren mit gleichem Rechte stets auffkündigen und aufflegen mögen / und auff den Reichs-Tage oder allgemeinen Versamlungen der Stände nicht absonderlich deßfalls handlen und tractiren lassen dürffen; doch aber wir auß dem Groß-Fürstenthumb Finnland Uns hiermit unterthänigst vorbehalten haben / ferner hin / da es unsere zu Hauß sich befindende Mit-Brüder sonsten gut befinden würden / umb die gnädige Permission und Vergönnung anzuhalten / daß wir auff selbige Art und Weise / als Wyburgs-Lehen schon gethan hat / eine gewisse und beständige Anzahl Kriegs-Knechte zu halten annehmen mögen: Warumb auch West-Gottland / Schmaland und Ostbote ebenmässig in Unterthänigkeit suppliciren / wofern es sich mit der Zeit würde thuen lassen / und sie es lieber als die Ausschreibung begehren und verlangen würden; Es sollen aber die kleine Wohn-Stellen / die zu der Kriegs-Knechte Unterhalt entweder denen / die eine gewisse und beständige Anzahl Kriegs-Knechte zu halten auff sich genommen / oder von denen / die der Ausschreibung noch unterworffen seynd / angeordnet werden / von den Bauer-Höfen nicht abgesondert / oder unter einigem Titul durch die Land-Bücher für Milice-Höffe mit der Zeit gerechnet werden / sondern nach Inhalt Ihr. Königl. Majestät vor dem publicirter Placate, angehend die Theilung eines Frey-Bauern Gutes oder Hofes / zu allen Zeiten bey ihren rechten Höfen unabgesondert verbleiben. ANNO 1683.

XXIII. Und damit Ihr. Königl. Majestät bey aller widrigen und feindlichen Begebenheit desto besser mögen unterstützet werden / so haben wir einhelliglich beschlossen und bewilliget / wie wir dann die sämptliche Gemeine in Schweden und darunter wegende Provinzien / wie auch im Groß-Fürstenthum Finnland hiermit beschliessen und bewilligen zu einer Kriegs-Beysteuer (ohne die annoch bey Uns stehende Crönungs-Steuer / welche wir in jetzt bevorstehende Lichtmesse erlegen sollen) nemlich daß wir für einen jeden Knecht / der über 15. Jahr alt ist / 1. Thaler / deßgleichen auch für eine Magd / die über 15. Jahr alt ist und bey Uns dienet / einen halben Thaler Silber-Müntz auff den in unser unterthänigen übergeliefferten Schrifft angesetzten Termin außlegen wollen. Ferner bewilligen wir auch zu einer Kriegs-Steuer 2. Thaler Silber-Müntz von jedem gantzen Hofe / (zwey halben und 4. viertheils Höffe gegen einen gantzen gerechnet) welches wir umb die in obgedachter unser Schrifft ebenfals ernannte Zeit Ihr. Königl. Majestät bezahlen wollen. Hierbey aber werden unsere eigene Söhn und Töchter / so bey Uns zu Hause seyn / unter dieser Dienst-Bothen-Steuer nicht mit verstanden und gemeinet / als welche in Ansehung / daß wir für sie das gewöhnliche Kopffgeld außzgeben müssen / davon gäntzlich mögen befreyet werden. Und im Fall Krieg / (welches doch Gott in Gnaden abwenden wolle) entstehen solte / versprechen wir diese oberwehnte Kriegs-Steur noch einmahl zu verneueren / doch solcher Gestalt / daß wir nicht mehr als die Helffte von dem Dienstbothen Gelde / welches wir umb die in oberwehnter unser Schrifft specificirte Zeit versprochen haben / außgeben / nemlich 6. Marck Kupffer-Geld für einen Knecht / und 3. Marck Kupffer-Geld für eine Magd; die 2. Thaler aber für einen jeden Hof / müssen umb den in unserer mehr erwehnten Schrifft specificirten Termin deß 1683. Jahres alsdann ohne Abgang bezahlet werden. Und bitten hienebenst unterthänigst / das die Häußlinge / so dazu arbeiten vermögen / und ander dergleichen lediges Gesinde ebenfalls belegt werden und nicht frey bleiben mögen / damit sie nicht Gelegenheit und Ursache haben mögen / sich aus dem Dienst zu ziehen / indem daß sie solcher Gestalt es besser als die Dienstbothen haben würden. Wofern uns aber nichts feindliches solte zugemuthet werden; so leben wir der unterthänigsten Zuversicht / vermöge Ihr. Königl. Majestät gnädigsten Versprechens / daß wir mit dieser letzteren und verneuerten Außgabe verschonet / und gäntzlich darvon befreyet verbleiben werden; wie auch daß die Bewilligung weder auff die Dienstbothen oder andere Weise zu einer Folg und Exempel gezogen werde. Welches zum kräfftigsten und unterthänigsten hiemit zu unser und unser Nachkommen Sicherheit wollen bedungen haben. Ihr. Königl. Majestät bitten wir unterthänigst / daß sie diese Bewilligung / die Verstärckung der Regimenter zu Fuß / vermittelst starcker Ausschreibungen an vorernandten Orten / wie auch in denen anderen Provinzien nach Inhalt unserer Contracte / mit derer beständigen Unterhaltung bey ihrer gewissen Zahl betreffend / und dann auch die richtige Erlegung der Kriegs-Steuer auf verabredete und verschriebene Termine auff- und anzunehmen in Gnaden geruhen wollen / als die wir so willig und ergeben / als schüldig und pflichtig seynd / Leib und Leben / samt allem / was in unserem Vermögen stehet / zu Ihr. Königl. Majestät und des Vatterlandes Schutz und Schirm gerne zu wagen und daran zu setzen. Daß wir nun dieses alles / als vor ermeld stehet / insgesambt und sonders für Uns / und im Nahmen unser so wohl ab- als anwesenden Mitbrüder auff diesem in jüngst verflossenem 1682ten Jahre angefangenen / und in diesen instehenden Jahr geendigten Reichs-Tage einhelliglich gut befunden / beschlossen / und Uns darüber vollkomlich vereiniget haben / und als getreue und rechtsinnige Unterthanen demselben getreu und festiglich nachkommen wollen und sollen: So haben wir hierunter geschriebene Dero Königl. Majestät Räthe und Stände dieses mit unseren eigenen Händen unterschrieben / und unsere eigene / wie auch unser Städt und Aempter Insiegel wohlwissentlich hierunter setzen lassen.

So gegeben und geschrieben in Stockholm den 3. Tag des Monats Januarii im Jahr nach Christi Geburt / ein tausend sechs hundert und drey und achtzig.

Dero

ANNO 1683.

Dero Königlichen Majestät Räthe / und derer sämbtlichen Stände Erklährung / betreffend höchstseeligster Königl. Majestät Caroli Gustavi Testament.

ANNO 1683.

Wir Unterschriebene Ihr. Königl. Majestät Räthe und Stände / Grafen / Frey-Herren / Bischöffe / Ritterschafft und Adel / Priesterschafft / Kriegs-Befehlhabere / Bürgerschafft und gantze Gemeinde / so auff jeztwährenden Reichs-Tage beruffen und versamlet seynd / thun hiermit kund und zuwissen / daß nachdem Ihro Königl. Majestät in Gnaden beliebet / uns allen vorzustellen / welcher Gestalt in denen Anno 1660. verlesenen Protocollen sich befinden solle / daß einige mit schwären Expressionen und Calumnien Ihr. Königliche Majestät hochseeligen Herrn Vatter / Glorwürdigsten Andenckens / wegen zu des Reichs-Wohlfarth und Sicherheit wohlgemeinten und den Gesetzen gemäß gemachten Testaments / unverantwortlicher Weise angegriffen haben / nemlich daß Hochgemeldte hochseelige Königliche Majestät darinnen gegen dero Eydt / wider die Gesetze und Dero eigene Versicherung gehandelt: weßwegen Ihr. Königl. Majestät verursachet / uns sämbtlich in Gnaden anzubefehlen / daß wir uns erklähren / und mit unseren unterthänigsten Bedencken einkommen möchten / ob dieselbe als ehrliche Patrioten geredet haben. Gleichwie wir nun höchst beklagen / daß durch eines oder anderen Proposition und calumnieuse Reden / gegen einen so Höchstpreiß würdigsten König / nach dessen seeligen Absterben / und bey dessen Ruhe im Grab / solches so allerdings unverantwortlich vorgelauffen seyn solle / daß Ihr. Königl. Majestät seynd verursachet worden / nicht allein darnach inquiriren zu lassen / sonderen auch die befundene schwere Calumnien und Vorwürffe / der Stände unterthänigstem Bedencken anheim zu stellen; wir auch darneben gnugsam vermercken können / die angeborne Liebe / so Ihr. Königl. Majestät zu Dero Herrn Vatter / und desselben glorieusen Actionen tragen / und anbey behertzigen / daß unsere unterthänige Devotion und Pflicht von uns erforderen / nicht allein unseren unterthänigen Gehorsamb gegen Ihr. Königl. Majestät als unseren jetzt regierenden König und Herrn / zu bezeugen / sonderen auch stets unseren zu höchstseelige Königl. Majestät tragenden Respect und Ehren-Gedächtnus zu beweisen / als die wir nicht allein in Dero Leben hertzlich geliebet und geehret / sonderen auch nach Dero tödtlichen Hintritt höchst gerühmet und beklaget; so gebühret und geziemet uns dahero nicht auff andere Weise hierüber zu erklären / als daß die jenige Persohnen / wes Stands / Conditions und Würden sie auch seyn mögen / die solche harte und unverantwortliche Reden und Calumnien gegen Höchstseeligste Königliche Majestät geführet und außgestossen haben / und solcher Gestalt Authores und Rädleins-Führer zu solchen ungebührlichen Expressionibus gewesen / nicht anders angesehen werden können / als für solche die Gottes Wort / Eydt und den unterthänigsten Respect (so sie einem so grossen und ruhmwürdigen König schuldig gewesen) vergessen / und daß sie deßwegen nicht als ehrliche und redliche Patrioten geredet haben / woran wir übrige Ihr. Königl. Majestät Räthe und Stände ins gemein und insonderheit keinen Part oder Antheil nehmen / sondern solches zu ihrer Verantwortung lassen / die auf obgemeldte Weise schuldig befunden werden können; und sollen dieselbigen ihnen selbsten zum ewigen Spott und Hohn / anderen aber zu Warnung und Exempel / vor Ungetreue declarirt werden. Nechst diesem erklähren wir auch / daß nicht allein gemeldte Protocollen / zugleich mit allen Acten / so diese Sache angehen / allerdings annullirt werden / gleich wie sie auch hiermit gäntzlich annullirt und ungültig gemacht werden / sonderen auch derjenige / wer sich hernachmahls unterstehen solte / hierauff eine Ansprach zu machen / oder auch so vermessen seyn / und sich erkühnen / gegen unseren allergnädigsten König und dessen Actiones oder Dispositiones etwas zu reden / derselbe gehalten werden solle / als der da gegen seinen Eyd / Treu und Pflicht gehandelt hat. Zu mehrer Bestättung / daß wir Uns solcher Gestalt vor Uns und Unsere zu Hauß seyende Mitbrüderen und Nachkommen erkläret haben; als haben wir nachgeschriebene Ihr. Königl. Majestät Räthe und Stände unserer und der anderen wegen / dieses unterschrieben / und wohlwissentlich unsere und unserer Städte und Aembter Insiegel darunter drucken lassen. Geschehen auff dem Königlichen Schloß zu Stockholm den 19. Decembr. 1683.

Dero Königlichen Majestät Räthe und derer Stände Versicherung / Angehend Ihr. Majestät der Königin Leibgeding und Unterhalt.

Wir Nachgeschriebene Dero Königl. Majestät Räthe und Stände / Graffen / Frey-Herren / Bischöffe / Ritterschafft und Adel / Priesterschafft / Kriegs-Befehlichhabere / Burgerschafft und sämtliche Gemeine / die zu diesem in Stockholm nunmehro wohl überstandenen Reichs-Tage seynd beruffen und versamlet gewesen / beydes für uns selbsten / und auch als Gevollmächtigte von unseren an ihrem Orthe zu Hause sich befindenden Mitbrüderen; thun kund / daß nachdem der Großmächtigste T. pl. Carl der XI. der Schweden / Gothen und Wenden König ꝛc. unser allergnädigster König und Herr / in Erwegung der zeitlichen Dinge vergänglichkeit / auff allen tödtlichen Fall (den wir von Hertzen wünschen / daß der allgewaltige Gott und Herr noch lange für Seine Königl. Majestät darmit verziehen wolle) Ihr. Königl. Majestät Dero Hertzliebsten Gemahl / die Großmächtigste Fürstin und Frau / Frau Ulrica Eleonora / der Schweden / Gothen und Wenden Königin ꝛc. Erb-Princessin zu Dännemarck / Norwegen / der Gothen und Wenden ꝛc. unsere allergnädigste Königin / auff ihren Unterhalt / und die Einkünffte und Gelegenheiten / die Seine Königliche Majestät beliebet und gefallen hat / auß hertzlicher Liebe und Affection Ihr. Königl. Majestät beyzulegen und zu verschreiben / von den sämbtlichen Ständen haben wollen versicheren lassen / und zu dem Ende gnädigst von uns begehret / daß wir eine solche Versicherung für Uns und Unsere Nachkommen geben und hinterlassen wollen: Dannenhero / weil höchstbemeldter Ihr. Königl. Majestät Gnade zu uns allen / wie auch dero grosse Verdienste gegen das Reich / so wohl als unser schuldigster Respect und Danckbarkeit erforderet / beydes in diesem und allen anderen Dingen unsere unterthänigste Willigkeit und Gehorsamb darzu thun und beweisen / wie dann auch umb dem nachzukommen / worzu Wir Ihr. Königl. Majestät unserer allergnädigsten Königin ihrer eignen hohen Persohn wegen verpflichtet und verbunden seynd / als verobligiren und verpflichten wir Uns / Unsere Mitbrüder und Nachkommen / bey ehrlicher Leuthe Treue und Glauben / hiemit auffs beste und kräfftigste / als geschehen kan / daß die jenige Disposition, die Ihr. Königl. Majestät unser allergnädigsten Königin zu Ihr. Königl. Majestät Unterhalt / nebst anderen Einkünfften und Gelegenheiten zu machen / und schrifftlichen verfassen zu lassen / für gut befunden haben / von uns und erimeldten Mitbrüderen und Nachkommen unverbrüchlich gehalten / in acht genommen und vollbracht / auch in keinerley Weiß und Wege / weder jetzt noch ins künfftig übertretten werden solle. Zu mehrer Vergewisserung haben wir nachgeschriebene Ihro Königlichen Majestät Räthe und Stände unser und der anderen wegen dieses eigenhändig unterschrieben / und wohlwissentlich unsere wie auch unserer Städte und Aembter Insiegel darunter drucken lassen. So geschehen auff dem Schloß zu Stockholm den 17. Novembr. 1682.

Anno 1683. **Dero Königlichen Majestät Räthe und der Stände Erklärung: betreffend das 4. Capitel in dem Titulo oder Rubrica von des Königs Gerechtsame in den Provincial-Gesetzen.** Anno 1683.

WIr unterschriebene Ihr. Königliche Majestät Räthe und sämbtliche Stände / die auff diesem allgemeinen Reichs-Tag hier in Stockholm seynd versamlet gewesen / thun kund / daß / nachdem Ihr. Königl. Majestät durch die Ihro so wohl von der Ritterschafft und dem Adel / als Priesterschafft / Bürgerschafft und Gemeine überliefferte Schrifften / seynd veranlast worden / Dero Stände unterthänigste Meynung gnädigst einzuholen / wie und welcher Gestalt das 4te Capitul von des Königs Gerechtsam in denen Provincial-Gesetzen von ihnen verstanden werde ; Und dan ferner / wie weit Krafft besagten Capituls Ihr. Königl. Majestät berechtiget seyn / das Lehen zu geben / auch wie weit nach dem 5. §. selbigen Capituls bey des Reichs grossen Drangsahlen und unvermeydlicher Nothdurfft Ihr. Königl. Majestät Macht und Gewalt haben / solches entweder mit-oder ohne der Stände insgemein / eines Standes besonders / oder eines jeden Donatarii Consens und Bewilligung mit Recht wieder zu nehmen / und damit zu des Vatterlandes Nutz und Besten zu disponiren ? Als haben wir unserer unterthänigst obliegenden Schuldigkeit Zufolge solches gantz genau und eigentlich überleget / und solcher Gestalt unsere unterthänige Gedancken und Meynung hierüber eröffnen sollen / daß wir es für gantz ungereimbt halten / von anderer Meynung und Gedancken zu seyn / als daß Ihr. Königl. Majestät als unser vollmündiger König Macht und Gewalt habe / das Lehn zu geben / und die Cron-Güter unter einem oder anderen Nahmen / Titul und Condition . Donations-weiß an dero getreue Untersassen überzulassen. Gleich wie nun das Lehn-geben in Ihr. Königl. Majestät Macht und Gewalt stehet / also halten wir auch ebenmässig dafür / daß sie gleichfals Gewalt haben / es mögen allodialiter oder auff andere Conditiones und Bedingen verlehnte Güter seyn / dieselbige mit allem Recht zu wiederruffen / und bey des Reichs grossen Drangsahlen und unvermeydlicher Nothdurfft darüber zu des Vatterlandes Nutzen und Besten zu disponiren / und daß weder die Stände ins gemein / oder einiger Stand insonderheit / vielweniger einiger Donatarius, hierinnen zu reden / zu wiedersprechen / oder einzuwilligen haben / sonderen daß solches alleine von Ihr. Königl. Majestät als unsers allergnädigsten Königs und Herrn gnädigsten Belieben und Gefallen dependire; Und können jemands Privilegien oder Privat-Nutzen dasselbe im geringsten nicht hinderen / zumahlen solches nicht mehr gelten kan und muß / als des Königs Gerechtsame und des Reichs allgemeine Wohlfarth ; Es ist aber hierbey unser unterthänigstes Begehren und Ersuchen / daß die Cronen-Güter und unbewegliches Eigenthumb allodialiter und zu ewigen Zeiten nicht verschencket werden mögen / welches wir dennoch Ihr. Königl. Majestät Gutdüncken unterthänig anheimbstellen. Zu mehrer Bevestigung / daß wir uns solcher Gestalt / als oben vermeldet ist / und von uns / auch unseren anheimisch seyenden Mitbrüderen und Nachkommen unverbrüchlich soll in acht genommen werden / erklähret haben; So haben wir Nachgeschriebene Ihr. Königl. Majestät Räthe und Stände / unseren und der anderen wegen / dieses eigenhändig unterschrieben und wohlwissentlich unsere / wie auch unserer Städte und Aembter Insiegel darunter setzen lassen. Geschehen auffm Königlichen Schloß in Stockholm den 22. Nov. 1682.

XXVII.

10. Janv. **Vergleich im Nahmen Johann Georgs des Dritten Churfürsts zu Sachsen / und denen Graffen zu Schwartzburg / Albrecht Anton / Christian Wilhelm / und Anton Guntherrn / wegen præstirung einiges von denen Grafen Reichs-Contingents / auff 3. Jahr getroffen. Worinn Ihro Churfürstliche Durchleucht versprechen / die benante Graffen währenden gefährlichen Laufften von allen Einquartirungen / Durchzügen / und Exactionen zu garantiren / auch / wann eine Bewilligung an Volck oder Geld auff Reichs-oder Creyß-Völcker beschehete / solche / statt ihrer zu stellen und zuzahlen. Dahingegen aber obbesagte Herren Graffen Ihro Durchleucht jährlich zwey und zwantzig tausend Thaler zu erlegen sich verpflichten. Geschehen zu Leipzig den 10ten Janu. 1683.** [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Absatz II. pag. 659.]

C'est-à-dire.

Convention pour trois ans, entre JEAN GEORGE III. *Electeur de Saxe, &* ALBERT ANTHOINE, CHRISTIAN GUILLAUME, *&* ANTHOINE GUNTHER *Comtes de Schwartzbourg; par laquelle l'Electeur promet de les garantir en cas de Guerre de tous Quartiers, & Passages de Troupes, & de toutes exactions Militaires, comme aussi de fournir pour eux les Quotes ou Contingents qui pourroient survenir à leur charge tant en hommes qu'en argent, moyennant la somme de 22. mille écus par an qu'ils prometent de lui payer. A Leipsich le 10. Janvier 1683.*

ZU wissen / Nachdem dem Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen dem Dritten / Hertzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heil. Röm. Reichs Ertz-Marschalln und Churfürsten / Landgrafen in Thüringen / Marggrafen zu Meissen / auch Ober-und Nieder-Laußitz / Burggraffen zu Magdeburg / gefürsteten Grafen zu Henneberg / Grafen zu der Marck / Ravensberg und Barby / Herrn zu Ravenstein ꝛc. die sämbtlichen Herren Grafen zu Schwartzburg / als Herr Albrecht Anthon / Herr Christian Wilhelm / und Herr Anthon Günther / Gevettere und Gebrüdere / der Vier-Grafen des Reichs ꝛc. unterthänigst zu erkennen gegeben / was massen sie die gegenwärtige gefährliche Conjuncturen / da alle Stände des Reichs in Verfassung stehen / angesehen / auch wie bey so bewandten Läufften sie mit Beytrag oder würcklicher Bequartirung nicht wohl verschonet bleiben dörfften / reifflich erwogen / und darneben zu Verhütung dessen mit Sr. Churfürstl. Durchl. zu Sachsen wegen eines Beytrags sich zu vergleichen gemeinet wären / eröffnet / auch zugleich ein und andere Veranlassung zu solchem Ende gethan; Als haben mehr höchstermelte S. Churf. Durchl. zu Bezeigung dero dem Gräfl. Hauß Schwartzburg zutragenden Churfürstl. Gnade / das Suchen und Vertrauen desto eher gnädigst angenommen / eine Zusammenschickung nach Leipzig beliebet / und ihrer Seiten dero Ober-Hoff-Marschallen / würcklichen geheimen Rathe ꝛc. ingleichen dero Cammer-Directoren / Herrn Friedrich Adolphen von Haugwitz zu Spremberg ꝛc. und Herrn Christoff Dietrich Bosen zu Franckleben und Mölbis / ꝛc. die Herren Grafen aber ihres Theils / den Cantzler zu Sondershausen / Herrn Gustav Christian Happen / Com. Palat. Cæsar. dahin abgefertiget / welche denn nach producirter Legitimation zur Conferenz geschritten / und nach angewandter fleissiger Unterredung / folgendes behandelt und verglichen:

1. Versprechen Ihro Churfürstl. Durchl. zu Sachsen ꝛc. die Herren Grafen zu Schwartzburg / und derer Graf-

und

Anno 1683.

und Herrschafften / so lange diese Tractaten stehen / von aller Einquartierung / Durchzügen / Samuel-Plätzen und Exactionen zu garantiren / da es nöthig / zu ihrer und der Graffschafft Bedeckung einige Troupes in selbige einrücken zu lassen / jedoch / daß von ihnen / ausser dem blossen Obdach / nichts gefordert / sondern der Officier und Soldat vor sein Geld zu leben gehalten werden / dahero auch derer Herren Grafen Erinnerungen von dem commandirenden Officier jedesmahl gerne angenommen / und der Beschwerde / da sich einige ereignete / abgeholffen werden soll.

2. Würde währenden Vergleichs einige Verwilligung am Volck und Gelde auf Reichs-oder Creyß-Völcker geschehen / wollen Churfl. Durchl. zu Sachsen rc. das denen Herren Grafen nach der Matricul, oder sonsten gemachte repartition zukommende Contingent der Mannschafft / auf ihr unterthänigstes Erinnern / jedesmahl vor sie stellen / und ohne derselben Zuthun bezahlen. Solte auch / welches GOTT gnädiglich verhüte /

3. Die Contagion in solcher Zeit bey der Graffschafft der gestalt überhand nehmen / daß gantze Städte oder der gröste Theil eines Amts zur Abgabe gantz untüchtig gemacht würde / und auch die Herren Grafen vor sich daraus nichts erheben könten / auf den Fall wollen ihro Churfürstl. Durchl. solches in Consideration ziehen / und sich mit der moderation dermassen bezeigen / daß dero gnädigste Zuneigung und Mitleiden / in billigmäßiger moderation zu spühren seyn solle / und weiln

4. Die Aembter Heringen und Kelbra jederzeit mit Thüringen nach proportion die Einquartierung tragen müssen / so hat es dabey nochmahls sein Bewenden. Jedoch wollen Ihro Churfürstl. Durchl. an dero Creyß-Haupt-und Ambtmann jedesmahl die billigmäßige Gleichheit hierinnen zu beobachten / Befehl ertheilen / und der geklagten Ungleichheit abhelffen.

5. Hingegen versprechen die Herren Grafen zu Schwartzburg S. Churfürstl. Durchl. / so lange dieser Tractat stehet / jährlich zwey und zwantzig tausend Thaler zu bezahlen / den 1sten Febr. nechst künfftig zum Anfang zu setzen / zu Ende desselben Monaths die Zahlung an 1833. Thaler 8. Gr. zu liefern / auch also Monathlich damit zu continuiren / worzu denn Ihro Churfürstl. Durchlaucht, denen Herren Grafen / wenn dero Unterthanen und Vasallen säumig wären / durch militarische Execution an die Hand zu gehen / gnädigst erböthig.

6. Soll dieser Vergleich von gedachtem 1. Febr. nechst künfftig anzurechnen seyn / und drey Jahr / nehmlich bis zum 1. Febr. 1686. continuiren / es wäre denn / daß durch des Allerhöchsten Gnade binnen dieser Zeit mit der Cron Franckreich der Friede erfolgte / und der Friede geschlossen würde / auff welchen Fall diese Abgandlung und reciprocirliche præstation, so dann zugleich ipso facto cessiret. Alles getreulich und sonder Gefehrde.

Zu Uhrkund haben die Churfürstl. Sächs. auch Gräfl. Schwartzburgische anwesende Abgeordnete / biß auff ihrer resp. Durchlauchtigsten gnädigst-und gnädigen Herren Principalen Ratification, diesen Vergleich unterschrieben / und mit ihren Adelichen angebohrnen auch gewöhnlichen Petschafften bekräfftiget. Und ist jedem Theil ein Exemplar ausgestellet worden. Geschehen zu Leipzig den 10. Jan. 1683.

(L.S.) Friedrich Adolph von Haugwitz.

(L.S.) Christogh Dietrich Bose.

(L.S.) Gustav Christian Happe.

XXVIII.

14. Janv. **Receß zwischen Ihro Käyserliche Majestät Leopold, und Seiner Fürstlichen Durchleucht Ernest August Bischoff zu Oßnabrügg / und Hertzog zu Braunschweig-Lüneburg auffgerichtet / damit die Intendirte heylsame Reichs-Verfassung zur würcklichkeit gebracht / mittelst dessen der Friede im Reich nach Innhalt der Münsterischen und Nimwegischen Tractaten auffrecht erhalten / und alle Glieder rc. Hanover den 14. Januarii 1683. Nebst des Hertzogs Ratification vom 20. Jenner 1683.** [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

Anno 1683.

C'est-à-dire,

Traité conclu entre Sa Majesté Imperiale Leopold *& le Serenissime Prince* Ernest Auguste *Evêque d'Osnabrug Duc de Brunsvic-Lunebourg, en conformité & en execution des Resolutions salutaires de l'Empereur & de l'Empire, pour la defense de la Patrie, & pour y conserver par ce moyen la Paix & la seureté selon la Teneur des Traités de Westphalie & de Nimegue. A Hanover le 14. Janvier 1683.* Avec la Ratification *du Prince, Evêque d'Osnabrug. A Hanover le 20. Janvier 1683.*

VOn Gottes Gnaden Wir Ernst August / Bischoff zu Oßnabrügg / Hertzog zu Braunschweig und Lüneburg rc. Urkünden hiemit und bekennen; Demnach zwischen dem Allerdurchleuchtigsten / Großmächtigsten / und unüberwindlichsten Fürsten und Herrn Herrn Leopold / Erwehlten Römischen Käyser / zu allen Zeiten Mehrern des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böheim / Dalmatien / Croatien und Slavonien König / Ertz-Hertzogen zu Oesterreich / Hertzogen zu Burgund / Brabant / Steyer / Cärnthen / Crain / Lützenburg / Würtemberg / Ober-und Nieder-Schlesien / Fürsten zu Schwaben / Marggraffen des Heiligen Römischen Reichs / zu Burgau / Mähren / Ober-und Nider-Laußnitz / Gefürsteten Graffen zu Habspurg / Tyrol / Pfirt / Kyburg / und Görtz / Landgraffen in Elsaß / Herrn auff der Windischen Marck / zu Portenau und Salins rc. und Uns / zu des allgemeinen Reichs Sicherheit / Wohlfarth und Defension, insonderheit zu auffrecht-Erhaltung des Westphalisch / und darauff gegründeten Niemegischen Friedens / durch beyderseits darzu bevollmächtigte Ministros abgeredet und geschlossen worden / allermassen der darüber errichtete Receß von Wort zu Wort lautet / wie folget.

Zuwissen seye hiemit / nachdem die Römische Käyser-auch zu Hungarn / und Böheim Königliche Majestät in sorgfältiger allergnädigster Erwegung des gefährlichen Gemeinen Zustands / zu auffrecht-Haltung des Westphälischen / und darauff gegründeten Niemmegischen Teutschen Friedens / auß Reichs-Väterlicher Liebe und Vorsorg / gut zu seyn erachtet / sich gegen alle androhende Gefahr und Vorbruch / sintemahlen die zu Regenspurg bewilligte allgemeine Reichs-Verfassung zu gehöriger Würcklichkeit noch nicht gelanget ist / mit einigen Ständen im Reich / welche zur gemeinen Defension vor anderen allschon gefast / und in Bereitschafft stehen (doch ohne hierdurch denen künfftigen allgemeinen Reichs-Conclusis zu derogiren) zusammen zusetzen; und dan / nach gepflogener Communication befunden haben / daß der Hochwürdigste / Durchleuchtigste Fürst und Herr / Herr Ernst Augustus Bischoff zu Oßnabrugg / Hertzog zu Braunschweig und Lüneburg rc. in treu-eifferiger Patriotischer Hochstrühmlicher Wohlmeinung zu solcher Käyserlicher gnädigsten Intention zu concurriren allerdings geneigt / bereit / und erbietig seye; daß demnach zwischen Allerhöchstgedachter Römischer Käyserlichen Majestät und höchstermanter Ihrer Durchleucht von beyderseits darzu Bevollmächtigten Gesandten solche Zusammensetzung abgehandelt und verglichen seye / wie folget:

I. Solle der Zweck dieser Zusammensetzung seyn / damit die von der Käyserlichen Majestät und dem Reich vorlängst intendirte heilsame Reichs-Verfassung bey gegenwärtigen gefährlichen und geschwinden Läufften / auff Eingangs besagte Maß / endlich zur Execution und Würcklichkeit gebracht / und mittelst dessen der Friede im Reich / nach Inhalt des Münsterischen / und darauff fundirten Niemmegischen Tractats / auffrecht erhalten / die Contraventiones abgestellet / und alle thätliche Neuerungen / Evacuationes, Invasiones, Turbationes, Gewalt / und widerrechtliche Zumuthungen von dem Reich / dessen Ständen und Gliederen mit Nachtruck abgewendet / dieselbe hingegen bey der wohlhergebrachten Teutschen Libertät / Rechten und Gerechtigkeiten / in Fried / Ruh / und Sicherheit manuteniret werden können und mögen.

II.

II. Zu welchem Zwecke an Ihre Durchleucht inclusivè Ihres zu einer Reichs-Armée von sechtzig tausend Mann zustellen habenden Contingents / ein Corpo von zehen tausend Mann / als sieben tausend zu Fuß / und drey tausend zu Pferd / die Dragoner darunter begriffen / oder aber sechs tausend zu Fuß / drey tausend zu Pferd / und fünff hundert Dragoner / alles Geworbenen / guten und wohlgerüsteten Volcks / inclusivè der prima Plana, ohnverzüglich der gestalt zustellen annehmen / wie in dem hernach folgenden vierzehenden Articul determinirt.

III. Und damit dieses Corpo so viel und so bald möglich verstärcket / und eine zimliche Armée, wo möglich / wenigstens von zwantzig tausend Mann daraus formirt werden könne / wollen zwar Ihre Durchleucht sich eussersist bemühen / ohne sich doch zu dem Effect zu obligiren / nicht allein die übrige Glieder Dero Durchleuchtigsten Hauses / daß Sie Ihr und anderer Reichs-Ständ / etwa übernehmendes Contingent in der Reichs-Verfassung mit Ihrer Käyserlichen Majestät gnädigster Verwilligung diesem Corpo an Mannschafft ohnverweilet beyfügen mögen / sondern auch noch einige andere Mit-Stände / daß Sie gleichsals Ihr Contingent zu solchem Corpo stossen lassen / zu disponiren. Es wollen aber Ihre Käyserliche Majestät zu solchem Ende / und zu mehrer dessen Facilitirung / damit es förmlich unter dero allerhöchsten Authorität und Nahmen gebührend beschehe / an die Stände / so darzu in Vorschlag kommen / allergnädigste Requisitoriales ertheilen / und Ihres Allerhöchsten Orts es dahin / damit auch andere Stände mehr zu dergleichen sich verstehen mögen / dirigiren.

IV. Zu diesem gantzen Corpore wollen Ihr. Durchl. den General-Staab / und in Ihrem absonderlichen Corpo der zehen tausent Mann / auch die Regimenter alles mit guten erfahrnen / Ihrer Käyserlichen Majestät und dem Reich sowohl / als Ihrer Durchleucht getreue Officiers fourniren / auch die zu gedachtem Ihrem Corpo der zehen tausend Mann benöthigte Feld-Artillerie mit allem Zubehör hergeben / massen auch die associirende Stände ihren conjungirten Trouppen die proportionirte Artillerie, und deren Zubehör beyzufügen zu des Reichs-Diensten sich nicht entbrechen werden.

V. Mit diesem Corpo verbinden sich Ihre Durchl. zu dem in dem ersten Articul ausgedrucktem Ende / und also an solchen Orten zu agiren / allwo / und wie die Kriegs-Operationes zuführen / von denen sämbtlichen commandirenden Häubteren zu Anfang der Campagne contestirt / und darauff nothwendig allzeit von Ihrer Käyserlichen Majestät approbirt / und gut befunden werden solle; massen das gantze Werck unter Ihrer Käyserlichen Majestät Direction stehet; doch daß Ihrer Durchleucht Corpo, wan es die Kriegs-Raison nicht anders erforderet / am unteren Rhein- oder Mosel-Strohm gelassen werden solle / sie auch Ihre unterhabende Mannschafft einiger ausländischen Cron oder Potentz zu Hülff zuführen / oder zuschicken so wenig obligirt / als befugt und bemächtigt seyn sollen; Es seye dan das letztere mit Vorwissen oder Gut-befinden Ihrer Käyserlichen Majestät / oder daß des Gemeinen Weesens Beste einem in der nähe stehenden Alliirten / bey einer vorhabenden Importanten impresa, oder andringenden Gefährlichkeit zu succurriren erforderte / und die Zeit nicht erlitte / Ihrer Käyserlichen Majestät Approbation darüber einzuholen.

VI. Wollen Ihre Durchleucht zu keiner Zeit obligirt seyn / Ihre eigene Völcker eines anderen Commando zu untergeben oder zu theilen; Sonderen es sollen sowohl die Trouppen / welche Ihre Käyserliche Majestät aus den Ihrigen darzu zustossen / allergnädigst gut finden möchten / als die jenige / welche ein oder andere Stände / zufolge des dritten Articuls hinzufügen werden / unter Ihrer Durchleucht Commando stehen.

VII. Ihrer Käyserlichen Majestät stehet bevor / dieselbe Völcker / wan sie sich auff Ihrer Durchleucht Landen / wie auch alle Jahr bey angehendem Veldzug aus den Quartiren moviren / musteren zulassen / dabey einen Ministrum zuhalten / welcher mit zum Kriegs-Rath gezogen werden / und über die vornehmende Operationes, nach Dero Käyserlichen Intention mit consultiren / doch Ihrer Durchleucht da / und so lang Sie mit diesem Corpo absonderlich agiren / das Votum decisivum (in so weit dasselbe auff den Effect des gemachten Haubt-Contracts collimirt) allein vorbehalten seyn solle. Wan aber sich eine schleunige Occasion zu Behuff der gemeinen Sach etwas Gutes auszurichten / zeigen würde / und die Zeit nicht erleyden wolte / mit den übrigen Commandirenden Häubteren daraus zu communiciren / solchen falls hat es nicht die Meynung / daß Ihrer Durchleucht alsdan die Hände dergestalt gebunden seyn sollen / daß Sie solche Gelegenheit / in so weit dieselbe auff das ziel des gemachten Haubt-Concerts absiehet / aus Handen sollen gehen lassen müssen.

VIII. Dafern aber Ihrer Durchleucht unterhabendes Corpo zu der Käyserlichen oder anderer Reichs-Armeen stossen solte / bleibt Ihrer Durchleucht zwar das Commando darüber einen Weg als den anderen / es wäre dan / daß Käyserliche Völcker mit darunter begriffen / welche im Fall der Conjunction, so lang dieselbe währet / zur Käyserlichen Haubt-Armée billich gehören / es müssen aber unter denen sämtlichen commandirenden Häubteren mit gutem Vertrauen und Harmonie in ordentlichen Kriegs-Rath / die Kriegs-Actiones concertirt / und folglich geführet werden.

IX. Ihre Käyserliche Majestät wollen bey denen Ständen / so nach Ertrag Ihres Reichs-Contingents Ihre Völcker auff deroselben gut finden / und Requisition unter Ihrer Durchleucht Corpo und Commando stellen / daran seyn / daß Sie Ihre Officiers und Gemeine / damit scharffe Ordre und Disciplin gehalten werden könne / richtig bezahlen / auch Ihre Trouppen / weder im Sommer noch Winter zurück forderen / sonderen dieselbe allzeit unter Ihrer Durchleucht Commando, an denen Oertheren auch recroutiren und zahlen lassen / wo die Kriegs-Raison es erheischet / und des Vatterlands Dienst und Bestes erfordert / auff daß die Kriegs-Operationes nicht gehemmet werden mögen.

X. Wan Haubtbelagerungen sollen vorgenommen werden / wollen Ihre Käyserliche Majestät die Benachbahrte Stände zu Beyschaffung und Darreichung des schwähren Geschützes / wie auch das gesamte Reich / daß die Belägerungs-Kosten / mittelst einer absonderlichen Anlage / beygebracht werden mögen / allergnädigst requiriren / zumahlen von Ihrer Durchleucht Dero Behuff ein mehrers / als dero Reichs-Quota nicht erwartet werden kan / noch solle.

XI. Dahingegen sollen die mit diesem Corpo recuperirende Oerther dem oder denen jenigen Ständen unter Ihrer Käyserlichen Majestät und des Reichs Oberbottmässigkeit restituirt werden / welchen dieselben vorhin zugehöret / und entzogen seynd / jedoch mit diesem Verstand / daß unter Käyserlicher Majestät allergnädigster Genehmhaltung die Restitutio nicht ehe zu geschehen / bis die Ratio Belli es zulassen könne.

XII. Wan dieses Corpo von einem Orth im Reich zum anderen marchiren solte / ist der Durchzug nach denen Reichs-Constitutionibus, und der Kriegs-Raison einzurichten / auch ausser dem Obdach / und Rauch-Futter das geringste / wie es Nahmen haben mögte / nicht zu prætendiren / weniger zu exigiren / gleichwohl aber auch derselbe / unter Ihrer Käyserlichen Majestät allerhöchsten Authorität / allenthalben frey / offen / und ungehindert / doch ohnnachtheilig zu verstatten.

XIII. Herentgegen haben Ihre Käyserliche Majestät umb Ihre Durchleucht in Dero guten Intention zu stärcken / so wohl zu einiger Erstattung der verschossenen Werb- und zeithero angewandter Unterhaltungs-Kosten / als künfftig zu Sublevation der Monatlichen Verpflegung des Corpo der zehen tausend Mann mit aller Zugehör desselben allergnädigst zugesagt und versprochen / daß Sie Ihro Jährlichs und alle Jahr / so lang dieser Tractat währet bey denjenigen Ständen / welche Ihre Mannschafft selbst nicht gestellet / * eine ergebige Summe assigniren / Dero Käyserliche Anweisungs- und Requisitions-Schreiben aber nicht ausantworten lassen wollen / bis die Kriegs-Actiones, es seye defensivè oder offensivè würcklich anfangen werden.

XIV. Damit aber solche Zeit abzuwarten / und inzwischen die Last des Unterhalts allein zutragen / Ihrer Durchleucht nicht zu schwer fallen möge / versprechen Ihre Käyserliche Majestät allergnädigst hiemit / daß Sie deroselben für erst zum Subsidio solcher Zuwartung auff drey Monath von der Ratification dieses Tractats anzurechnen fünfftzig tausend Reichsthaler ex proprio reichen / und zwar die Helffte so fort bey der Ratification dieses Tractats / die andere Helffte aber sechs Wochen hernach auszahlen lassen wollen. Dagegen Ihre Durchleucht sich obligiren so fort von Zeit der Ratification anzu-

* Assigniren wollen 700000. Reichsthaler / und zwar der gestalt / daß Sie davon ieden Monath 58333. Reichsthaler 30. Creutzer zu erheben haben sollen / massen die von Ihrer Käyserlichen Majestät zu dem Ende benante Stände hieneben in einer absonderlichen mit unterschriebenen Designation lit. A. specificirt.

ANNO 1683. anzurechnen / für erst sieben tausend Mann/ nemblich fünff tausend zu Fuß/ und zwey tausend zu Pferd/ zu Marche parat zu halten / und das Supplementum zu den obbesagten zehen tausend Mann/ gleich nach Ablauff sechs Wochen/ nach solcher Marche gleichfalls zustellen/ dafern nun in der Zeit der drey Monath die Sachen noch nicht in solchen Zustand kommen/ daß die Marche Ihrer Durchleucht Völcker mit Ablauff der drey Monath zu Werck zurichten/ wollen Ihre Käyserliche Majestät Ihre Durchleucht zeitig vor deren Endigung/ der Zuwartung halber mit weiterer Satisfaction, nach Proportion vorgemelter fünffzig tausend Reichsthaler versehen/ Ihre Durchleucht hingegen mit Parat-Haltung der sieben tausend Mann für erst / und in der Obligation das Supplementum zu zehen tausend Mann/ gleich nach Ablauff der sechs Wochen nach der Marche zustellen/ continuiren. Sobald es aber zur würcklicher Movirung kommen solte/ * nimt der Effect der in vorgehenden Articul bedeuter Käyserlichen Anweisung und Requisitions-Schreiben seinen würcklichen Anfang.

XV. Und übernehmen Ihre Käyserliche Majestät zu solcher Abstattung nicht allein die assignirende Stände gnädigst zu vermögen / sonderen übergeben auch Ihrer Durchleucht die freye Execution auff das gesamte assignirende Quantum , und so lang sich / Vermög dieses Tractats / ein Nachstand erfinden wird. Ihre Käyserliche Majestät wollen sich zwar nicht versehen / daß einiger Abgang an dem assignirten Beytrag sich finden werde/ gestalt Sie umb Ihre Durchleucht dessen würcklich habhafft zu machen/ Dero Authorität nachdrücklich zu interponiren/ und alles zuthun erbietig und bereit seynd / was Ihr Hochstes Käyserliches Ampt disfalls mit sich bringet/ dafern jedoch solcher Gestalt das intendirte Quantum nicht zureichig seyn / sonderen ein Abgang sich zeigen wurde / den Ihre Käyserliche Majestät durch Dero Authorität nicht remediren können / wollen sie dafür nicht einstehen/ noch zur Indemnisation oder Satisfaction verbunden seyn/ dagegen auch solchen falls Ihre Durchleucht das volle Quantum der zehen tausend Mann zu unterhalten nicht obligirt seyn / sonderen Ihro bevorstehen solle/ selbige nach Proportion des abgehenden Beytrags zu reduciren.

XVI. So reserviren auch Ihre Käyserliche Majestät dabey per expressum, daß in der assignirenden Stände/ Landen/ die Residentzen/ Vestungen/ Schlösser/ Stätte/ und dergleichen bewehrte Oerther/ doch daß Sie sich zu dem assignirten Beytrag gutwillig bequemen/ von Einquartirungen frey/ und zu völliger Disposition der possedirenden Standen und Herrschafften/ und ein jeder deren bey dem gebührendem Respect, absonderlich aber auch die Religion/ und deren Exercitium, Geistliche Güter/ und sonst alles nach denen Friedens-Instrumenten in salvo erhalten/ und in statu quo ohnperturbirt gelassen werden.

XVII. Dahingegen versprechen Ihre Durchleucht/ daß Sie Dero Trouppen / ohne jemands Beschwehr selbst bezahlen/ Winter und Sommer unterhalten / auch auf Dero eigene Kosten iedesmahl recrutiren/ auch so wohl im Feld/ als auff Marchen, auch in Stätten/ und Dörfferen / wo sie/ der Kriegs-Raison nach/ verleget werden möchten/ für Ihr bahres Gelt zehren/ ausser dem blossen Obdach und rauch futter (worunter das Fouragiren/ wan die Trouppen im Feld stehen/ der Unumgänglichkeit nach/ mit begriffen) von niemanden ohne Bezahlung etwas prætendiren/ jedweder Lands-Herr aber willig seyn solle/ auf Requisition , die Lebens-Nothdurfft für Menschen und Pferd umb billigen Kauff / und wo möglich umb einen durchgehends im Reich anordnenden gleichen Preis und Taxa anschaffen zulassen. ANNO 1683.

XVIII. Zum wenigsten aber wollen Ihre Durchleucht für diese zehen tausend Mann/ noch unter einigem Prætext von Ihrer Käyserlichen Majestät oder den Reichs-Ständen und Gliederen einige weitere Anlagen/ Quartier/ oder sonsten etwas/ wie es Nahmen haben möchte / forderen.

XIX. So wollen Ihre Durchleucht auch der Ihro assignirende Stände mit diesem Corpo, so viel möglich/ und so gut als Ihre eigene Lande / gegen Gewalt zu defendiren / verbunden seyn.

XX. Wan einige Contributiones ex hostico mit diesem Corpo solten behauptet werden/ seynd Ihre Käyserliche Majestät zufriden/ daß dieselbe Ihrer Durchleucht ohne Ringerung Ihrer Assignationen/ und denen so Ihre Trouppen mit Ihro conjungiren lassen/ nach Proportion verbleiben.

XXI. Dafern Ihre Durchleucht mit Spanien/ Engelland/ oder Holland / oder sonst jemanden ein diesem nicht zuwider lauffendes Fœdus, zu des Gemeinen und mithin des Reichs Besten Beförderung treffen / und zu dessen Vollziehung noch ein ander Corpo formiren würde/ solle Ihro solches frey stehen/ und von Käyserlicher Majestät darin keine Hinderung gethan werden : Wofern aber höchstgedachte Ihre Durchleucht das in diesem Fœdere versprochenes Corpo von zehen tausend Mann gantz/ oder halb denen Reichs-Allürten ausser Teutschland zuführen wolten; soll darüber in alle Weeg vorhero Ihrer Käyserlichen Majestät Consens, und Einwilligung erfordert werden. Und falls Ihre Käyserliche Majestät denselben ertheilen würden/ cessiren die von Ihrer Käyserlichen Majestät Ihrer Durchleucht ertheilten Assignationes, nach Proportion der ausführenden Trouppen ; Es seye dann/ daß es anders verglichen werde. *

XXII. Dahingegen bleiben auch Ihre Durchleucht verbunden/ wan es Ihre Käyserliche Majestät oder des Vatterlands Noth oder Dienst erforderten / das Corpo wiederumb auff dem Teutschen Boden zuführen.

XXIII. Ihre Durchleucht seynd gantz willig/ und erbietig/ so wohl auff diesem Deputations-als Reichs-Creis- und anderer Conventen/ mit Ihrer Käyserlichen Majestät zum Besten des Reichs anzihlenden heylsamen Intentionen über alle Occurrentien verträuliche Communication pflegen/ und mit deroselben die Vota und Meynungen concertiren zulassen.

XXIV. Wan es zur würcklichen Kriegs-Action und Ruptur wird kommen seyn / solle kein Theil ohne des anderen Bewilligung/ auch Restitution dessen/ das ein oder anderer / da Gott vor seye / an Land und Leuthen bey dem Krieg verliehren möchte/ Fried oder Stillstand machen/ noch ohne des anderen Participation sich darüber in Tractaten einlassen / und damit Ihrer Durchleucht durch Ihre Ministros zu concurriren auf keinerley Weiß schwer gemacht werden möge ; So wollen Ihre Käyserliche Majestät die allergnädigste Verordnung ihren Ambassadeurs mitgeben/ daß Sie bey Ihnen / oder sonsten keinen solchen Unterscheid vorgehen lassen sollen/ so Ihrer Durchleucht Dignität nachtheilig seyn solle könne.

XXV. Wofern auch Ihre Durchleucht/ aus was Ursachen/ und unter was Prætext es geschehen möchte/ in dero eigenen Landen angegriffen werden / oder auch die Creiß/ worin dieselbe gelegen/ oder die von Ihrer Käyserlichen Majestät Ihrer Durchleucht assignirte Stände in Gefährlichkeit gerathen solten/ erklähren Ihre Käyserliche Majestät sich dahin/ daß Ihre Durchleucht solchen falls nicht allein einen Theil Ihrer Trouppen/ oder auch das gantze Corpo der zehen tausend Mann / zu deren Defension dahin abführen mögen/ sonderen wollen auch deroselben nach aller Möglichkeit/ so wohl selbst assistiren/ als möglichst befürderen/ daß es durch andere/ so directè als durch Diversion geschehe; Dahingegen Ihre Durchleucht auch Ihrer Käyserlichen Majestät im fall sie attaquirt werden möchten / gleichfalls mit Ihrem Corpo der zehen tausend Mann nach Proportion der Gefahr/ so lang Ihre Durchleucht obgedachter Assignationen ge-

* Nehmen die Assignationes auff die jährliche 700000. Reichsthaler oder 58333. Reichsthaler 30. Creutzer monatlich ihren Anfang / und damit Ihr. Durchleucht wegen des vorgethanen Vorschusses auch einiger Erstattung sich zu erfreuen haben mögen/ so sollen/ nach des Reichs-Beruhigung oder Frieden/ die obgemelter massen ertheilende Assignationes auff so viel Stände / als monatlich 21500. Reichsthaler austragen/ noch 6. Monat währen/ und zu solchem Behueff nebst denen Assignationen die Anweisungs-und Requisitions-Schreiben an so viel Stände/ nach Inhalt der auch mit unterschriebenen Designation lit. B. von welchen monatlich 16000. Reichsthaler erfolgen können/ überantworten lassen/ und sollen selbige bis zu erfolgender würcklicher Movirung der Völcker aus Ihrer Durchleucht Landen/ lauffen und bezahlt werden. Falls aber Ihre Käyserliche Majestät noch nicht gut befinden/ diese Interims-Assignation nach Ablauff der vorgemelten 3. Monathen in Effect zusetzen/ wollen Sie Ihre Durchleucht zu 16000. Reichsthaler so viel aus der grösseren als zu Complirung berührter Summe nöthig/ zugethan werden.

* Was aber Ihrer Durchl. zu Recuperirung des Vorschusses auff 6. Monath nach dem Frieden Art. 14. accordiret / solches solle derselben einen Weg als den anderen allerdings zustatten kommen/ und bevorstehen/ und zu exequiren erlaubt seyn.

ANNO 1683. müssen/ getreulichst und unverkürtzlich zur Hand stehen/ und unter die Arm greiffen wollen.

XXVI. Dieser Tractat solle dauren/ und beyderseits verbündlich seyn/ biß der ietz dem Reich gleichsam androhende Krieg geendiget/ oder dardurch / oder sonsten der Teutsche Fried/ nach Innhalt und wahren Verstand des Westphälischen/ und darauff gegründeten Nimmegischen Tractats auff Maaß und Weiß / wie es von von Ihrer Käyserlichen Majestät und dem Reich wird verglichen werden/ versichert, und also die in Articulo primo exprimirte Zweck dieser Zusammensetzung durch Gottes Gnad würcklich erreichet seyn wird. Gestalt dan Ihre Käyserliche Majestät allergnädigst verwilliget / daß bis dahin auch die Verbindlichkeit dieses Tractats sich auf Ihrer Durchleucht Posterität und Succession an der Regierung erstrecken solle.

XXVII. Die Ratificationes dieses Tractats sollen zu Wienn innerhalb vier Wochen gegen einander ausgewechselt werden.

Dessen zu Urkund seynd zwey gleichlautende Exemplaria darüber verfertiget / von denen hierzu Deputirten so wohl Käyserlichen Herrn Commissarien/ als mehr höchstbesagter Ihrer Durchleucht Gevollmächtigtem unterschrieben und bezeichnet worden. Actum Wienn den viertzehenden Januarii Anno sechszehenhundert drey und achtzig.

(L.S.) J. P. Focher Frey-Herr.

(L.S.) Leopold Wilhelm Graff zu Königsegg.

(L.S.) Frey-Herr von Falckenhayn.

Daß wir demnach verinserirten Recess in allen seinen Puncten und Clausulen/ und dessen gantzen Begriff bestättigt/ genehm halten und ratificirt haben; Thun das selbe auch hiemit dergestalt/ und also/ daß wir dem jenigen/ was wir/ Krafft desselben zu præstiren/ und zu thun übernehmen/ allerdings geleben und nachkommen wollen/ alles getreulich und ohne Gefehrde. Urkundlich haben wir diese Ratification mit unserem Handzeichen und neben getruckten Insigel befestiget. So geschehen in unser Residentz-Statt Hannover den zwantzigsten Tag Januarii Anno sechszehen hundert drey und achtzig.

(L.S.) Ernst August.

XXIX.

26. Janv. **Defensiv-Alliantz zwischen Ihro Römischen Käyserliche Majestät Leopold, und Ihro Churfürstliche Durchleucht zu Bayeren Maximilian Emanuel, zu des Heiligen Römischen Reichs/ und darinnen situirter eigener respective Königreiche/ Landen und Herrschafften nützlichster Beschützung geschlossen den 26. Jenner 1683.** [LONDORPII *Acta Publica*, Tom. XI. Libr. XII. pag. 536.]

C'est-à-dire.

Traité d'Alliance entre LEOPOLD *Empereur des Romains,* & MAXIMILIEN EMANUEL *Electeur de Baviere, pour la defense de l'Empire, & pour celle de leurs Royaumes, Etats, & Seigneuries qui y sont situés. Fait le 26. Janvier 1683.*

DEmnach bekand/ in was gefährlichen Stand das H. Röm. Reich/ und respective die gantze Christenheit/ wegen der antringenden Türcken- und anderen Gefahr vertire, und dahero die höchste Noth erfordere/ daß sich Haupt und Glieder zu gemeinsamen Conferentien auff das getreueste miteinander wahrnehmen / und alle Kräffte zusammen setzen;

So haben Ih. Kayserl. Majest. und Churfl. Durchl. folgendes Fœdus Defensivum zu keines Menschen Offension, sondern einig und allein zu deß Römischen Reichs/ und darinnen situirter eygener respective Königreichen/ Landen und Herrschafften nützlichster Defension geschlossen/ also daß ANNO 1683.

I. Diese Verbindung kein anders Ziel und Ende haben solle/ als daß man beyderseits deß Römischen Reichs Ruhe und Welstand/ neben dem Westphälischen und Nimwegischen Frieden erhalten/ dann die allgemeine Reichs-Verfassung nach Inhalt der ergangenen/ oder noch ergehenden Reichs-Schlüsse/ auff alle Weise befordern/ und indessen/ biß ermeldte Reichs-Verfassung in seinen Stand und Perfection kompt/ mit und sampt andern jetzigen und künfftigen Alliirten frembden Gewalt und Einbruch möglichst verhindern helffen.

II. Zu dem Ende fördersi dahin zu sehen/ auch aller Fleiß und Eyfer anzuwenden ist/ daß die Friedens-Tractaten mit der Kron Franckreich zu Regenspurg continuirt/ und dabey solche Conditiones erhalten werden/ welche billich/ und obgemeldtem Westphäl. und Nimwegischen Frieden gemäß seyn.

III. Im Fall aber die im nächst-vorhergehenden Puncten erwehnte Conditiones wider alles Verhoffen nicht zu erhalten wären/ sondern von der Kron Franckreich die so genannte Reuniones, præjudicirliche Attentata und Usurpationes im Röm. Reich vorgenommen werden wolten/ haben Ihro Kays. Maj. und Churfürstl. Durchl. sampt andern Alliirten conjunctis viribus möglichst darob zu seyn/ daß bemeldter Gewalt abgetrieben/ und ein jeder bey seiner Gerechtsame und Possession gelassen werde; Deßwegen

IV. Ihre Kayserl. Majestat in Dero Ober- und Nieder-Oesterreichischen Landen/ über die in Böhmen stehende Völcker dermahln/ und biß die Türcken-Gefahr vergeht/ auch 15000. Mann/ als zwey drittel zu Fuß/ und ein drittel zu Pferd/ mit allen und jeden nothwendigen Kriegs-Requisiten dergestalt beständig unterhalten wolte/ daß hiervon 5000. Mann in die Besatzungen gelegt werden/ die übrigen 10000. Mann aber im Feld verblaiben/ welche sämptlich mit und neben Ihro Churfürstl. Durchleucht eygenen und andern Alliirten Völckern das liebe Vatterland Teutscher Nation, und darinnen gelegene eygene Lande/ Graf- und Herrschafften/ wider alle Invasiones und Violentien möglichst bedecken/ schützen und schirmen sollen.

V. So fern aber Gott die Türcken-Gefahr abwenden/ und immittelst der Reichs-Frieden wider alles bessers Verhoffen nicht stabilirt seyn würde/ obligirten sich Ih. Kayserliche Majestät/ über oberwehnte 15000. Mann noch ein anders considerables Corpus zu verstandenem Ende der gemeinsamen Defension ins Reich zu schicken/ und biß zu dessen nicht stabilirten Frieden zu unterhalten.

VI. Dabey absonderlich bedungen worden/ daß Ih. Kayserliche Majestät Sr. Churfürstl. Durchl. Lande/ Graf- und Herrschafften nicht allein mit keinen Quartieren, oder andern Exactionen, wie es Namen haben möge/ jemahls beschwären/ noch andere beschwären lassen/ sondern noch darzu mit denen Durchzügen/ so viel es immer möglich/ zu verschohnen.

Da aber erstgemeldte Durchzüge unvermeidlich/ und nicht zu evitiren wären/ dieselbige solcher Gestalt wahrnehmen lassen wollen/ daß der kürtzeste Weg durch die Chur-Bayerische Lande und Herrschafften genommen/ alles fleissig bezahlt/ und scharffe Disciplin gehalten/ auch in allem denen Reichs-Constitutionibus hierinnen nachgelebt werde.

Im übrigen Ih. Kayserl. Maj. Sr. Churfürstl. Durchl. alle erweißliche Excessen und Schaden/ welche nicht etwa auß Noth und Unumbgänglichkeit der marchirenden Völcker geschehen/ zu refundiren/ dargegen auch Ih. Churfürstl. Durchl. Ihre Kayserl. Majestät ein gleichmässiges durchgehends versprechen.

VII. Obligiren sich Ih. Churfürstl. Durchleucht mit 8000. Mann/ als 5000. zu Fuß/ und 3000. zu Pferd/ mit Einschluß der Dragoner/ ausser die Creyß-Völcker/ sampt allen darzu gehörigen Requisiten parat zu stehen/ damit sie sich auff dem oben im dritten Articul gesetzten und ereygneten Fall/ mit denen Kayserlichen und andern Alliirten Völckern defensivè würcklich conjungiren könne.

VIII. Jedoch solle Ih. Churfürstl. Durchl. das Commando über dero Völcker allezeit verbleiben/ also zwar/ daß wann schon die Conjunctur würcklich erfolgt seyn wird/ die Kayserlichen Generals und Officiers dannoch über die Chur-Bayer. Völcker keine Gewalt oder Commando haben/ sondern mit und neben denen conjungirten Al-

ANNO 1683.

Alliirten gesambter Hand deliberiren/ und was nach Gestaltsame der Conjuncturen zu thun oder zu lassen/ zu rathschlagen/ derowegen auch eine gemeinsame Abrede geschehen solle. Indessen ist

IX. Beyderseits beliebet worden/ dasz allezeit der jenige/ in dessen Landen die Kriegs-Operation geschicht/ das Directorium cum Voto Decisivo, wann die Vota paria seyn/ haben solle.

X. Auch dasz Se. Churfürstl. Durchl. befugt seyn solle/ dero Völcker von dem Corpo zu eygener Defension zu deputiren/ wann sich der Feind vertheilte/ und theils Völcker in die Chur-Bayerische/ theils aber in andere Lande abmarchiren lassen würde; dabey die Kays. jedesmahl nach aller Möglichkeit getreulich assistiren/ und den Feind ausz denen Churfl. Landen und Herrschafften abtreiben helffen/ welches Detachement und Assistentz reciprocè zum Behuff der Oesterreichischen Lande geschehen solle.

XI. Damit aber dieser Succurs und Assistentz den Betrångten nicht beschwårlich falle/ soll von dem Succurrenten alles/ ausser desz Obdachs und der rauchen Fütterung/ umb billichen Werth treulich bezahlt/ im übrigen aller erweiszliche Kosten und Schaden/ inmassen im 6. Articul gemeldet/ refundirt werden. Wie dann auch

XII. Auff alle Weise zu præcaviren/ dasz andere Reichs-Stände mit Durchzügen/ Einquartierung und andern Pressuren, wider die Reichs-Constitutionen und Executions-Ordnung nicht gravirt, sondern denselben fleissig nachgelebt werde.

XIII. Soll von keinem Theil wider dieses Fœdus ichtwas præjudicirliches gehandelt/ noch einiger Friede/ Stillstand der Waffen/ oder Krieg/ ohne desz andern Wissen und Willen tractirt, viel weniger geschlossen werden/ sondern allein communi consensu, wie es unter sociis belli & Pacis gebräuchlich/ geschehen/ und sich ein jeder angelegen seyn lassen/desz andern Nutzen zu befördern/ und den Schaden zu wenden; nicht weniger über alle Vorfallenheiten vertreulich und zeitlich zu communiciren/ damit die nothwendigen Consilia conjunctim tempestivè geschöpfft und exequirt werden mögen; Und obwol

XIV. Dieses Fœdus alleinig auff Ihro Kayserlichen Majeståt und Churfürstl. Durchl. eingerichtet ist/ und dahero anderer Alliirten Consens nicht vonnöthen hat; nachdemmahln aber dasselbe sich zugleich auff andere Ih. Kayserl. Maj. Alliirte Status im Röm. Reich berufft/ und die hohe Noth erfordert/ dasz diese Alliirte insgesampt in eine rechte Harmonie gebracht/ auch mit Gemüth und Waffen wol vereinbart/ und concatenirt werden/ damit sie auff den im 3. Articul gesetzten Fall/ eines feindlichen Einbruchs/ getreu und patriotisch einander succurriren.

So erbieten sich Ih. Kayserl. Maj. Dero höchste Authorität dahin zu interponiren/ dasz hiernächstens zwischen allen unirten Reichs-Ständen ein gemeines Concerto, wann und welcher Gestalt zu operiren/ geschlossen/ und die reciprocirliche Assistentz recht stabilirt werde/ worzu auch Ih. Churfl. Durchleucht nach Möglichkeit concurriren wollen.

Alles getreulich und ohne Gefährde. Dessen zu wahrer Urkund ist dieses Fœdus Defensivum von Ih. Kays. Maj. und Churfl. Durchl. auff nächstfolgendes Jahr von dato an geschlossen/ eygenhändig unterzeichnet/ und mit dem Kays. und Churfl. Signet corroborirt worden/ den 26. Januarii, 1682.

XXX.

6. Fevr.

L'EMPEREUR, L'ESPAGNE, LA SUEDE, ET LES PROVINCES-UNIES.

Convention particuliére concluë entre LEOPOLD *Empereur*, CHARLES II. *Roi d'Espagne*, CHARLES XI. *Roi de Suede & les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas le 6. Février* 1683. [Manuscrit.]

APrès que la Convention faite sous les auspices de Dieu, entre le Roi de Suede, & les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas le 30. Sept./10. Oct. 1681. pour leur seureté mutuelle, la Convention de la Paix de Westphalie & de celle de Nimegue, s'est trouvée augmentée & fortifiée par l'accession de S. M. I. & du Roi d'Espagne à ladite Convention, qui concourant unanimement au pieux & salutaire dessein unique but de ladite Convention, qui est de faire ensorte que la Paix soit ferme & durable, en empêchant autant qu'il sera possible que la tranquilité dont la Chrêtienté jouït presentement ne soit jamais troublée, & que les fondemens sur lesquels lesdits Traitez ont été faits ne puissent pas être ébranlez; & comme dans l'Article troisiéme de la même Convention, il a été convenu entre les Parties contractantes des moyens pour faire réussir avec plus de succez le dessein de conserver la Paix à la Chrêtienté, & de detourner les insultes qui pourroient troubler leur seureté & donner atteinte à leurs droits contre le contenu desdits Traitez, estimant encore qu'il étoit necessaire suivant les regles d'une raisonnable & juste prevoyance de regler de bonne heure quelque chose de certain pour assurer leur Alliance, & les secours necessaires pour ce sujet, crainte que le mal ne prevint le remede & que les projets formez pour la conservation de la Paix, & pour l'union reciproque des Parties ne vinssent trop tard, & sans fruit, ou ne fussent rendus plus difficiles, pour ces causes Sa Majesté Imperiale, les susdits Rois & lesdits Etats Generaux se sont obligez, & engagé pour cette même fin par le moyen de leurs Plenipotentiaires à ce deputez ainsi qu'il est expliqué par les Articles suivans.

ANNO 1683.

I. Les Parties contractantes se fourniront les uns aux autres à la premiere requisition qui leur en sera faite, & sans aucun délay, un secours reciproque de 6000. hommes de pied munis des armes necessaires, commandez par leurs propres Officiers, & 12. Vaisseaux de Guerre equippez & fournis de toutes les choses necessaires tant pour les Matelots, que pour les Soldats, & generallement tout ce qui concerne un armement naval, en sorte que celui qui sera requis de fournir les susdits secours sera obligé de les donner à celuy qui les lui demandera.

II. Les Vaisseaux de Guerre qui seront fournis seront, savoir 2. du premier Rang, 4 du second, 4 du 3 & 2 du 4 ensorte que ceux du premier rang soient de plus de 80. pieces de Canon, ceux du second au-dessous jusques à 70. ceux du 3. depuis 70. au-dessous jusques à 60. & enfin ceux du 4. depuis 60. jusqu'à 38.

III. Ceux qui en seront requis envoyeront ces secours à leurs depens & les entretiendront de même, tant que celuy qui les aura demandés le souhaitera ou en pourra avoir besoin pour parvenir au but que l'on s'est proposé, c'est-à-dire que toutes choses soient remises dans leur premier état suivant la teneur des susdits Traitez.

IV. Celui qui aura requis ces secours fera trouver dans les lieux où ils feront quelque sejour tout ce qui est necessaire pour la conservation des Soldats, en prendra le même soin que si c'étoient les siens propres, & leur fera fournir pour de l'argent toutes les choses dont ils auront besoin.

V. Il sera libre à celui qui requerra ce secours de le prendre en son entier en Infanterie ou la 3. partie & moins encore, mais non pas de demander un plus grand nombre de Cavaliers & Dragons, & en ce cas on comptera pour un Cavalier ou Dragon 3. Fantassins.

VI. Celui qui demandera ce secours s'en servira comme bon lui semblera, ou pour la defense de ses Etats, ou pour attaquer l'Ennemi, suivant que la necessité l'exigera conformement à l'esprit du présent Traité.

VII. Que si le feu de la Guerre s'augmentoit, ce qu'à Dieu ne plaise, & que ledit secours ne fut pas suffisant pour repousser la force par la force, & rétablir la Paix, on doublera pour lors & même on triplera, le nombre des Troupes de Terre, suivant que les Conféderez le jugeront plus, ou moins necessaire, & l'on observera ce qui est porté par l'Article 5. de la susdite Convention.

VIII. Que si celui qui seroit requis de fournir ce secours étoit lui même engagé dans la Guerre, ou que deux ou même un plus grand nombre des Parties contractantes se trouvassent attaquées en même temps; alors il faudra agir suivant la pluralité des avis des Conféderez, & faire ce qui sera par Eux jugé plus convenable pour le bien de la cause commune, ou même en ce cas l'Article precedent aura lieu; la même chose s'observera, si l'un des Conféderez, ayant fourni le secours à un autre, apres en avoir été requis, venoit lui-même à être menacé d'hostilité ou d'invasion.

IX.

ANNO 1683.

IX. Mais celui qui en haine de la presente Convention, osera attaquer soit directement ou indirectement quelqu'un des Confederez ou l'inquieter en façon quelconque, sera reputé pour Ennemi commun, ainsi qu'il est porté par l'Article 5. de la susdite Convention, & sera poursuivi comme tel par toutes sortes de voyes, jusques à ce qu'il se soit desisté de son injuste entreprise, & qu'il ait donné des assurances bonnes & valables pour l'avenir.

X. On ne pretend point par le présent Accord ôter aux Confederez le pouvoir de se servir des voyes portées par le 1. & 2. Article de ladite Convention pour terminer à l'amiable les differens au sujet de la Paix de Westphalie & de celle de Nimegue, & quoi qu'il soit convenu entr'eux que lesdits secours seront fournis à la premiere Instance de celui qui les demandera & sans délai, néanmoins il sera libre à ceux qui en seront requis de satisfaire à cet engagement de la maniere qu'ils croiront la meilleure.

XI. Que si tous les Confederez ou même quelques-uns d'eux en particulier veulent faire entre Eux quelque nouvelle Convention concernant celle-cy, ils se la communiqueront reciproquement.

XII. Et comme par ledit Article 4. de la Convention il est permis en general à tous les Princes & Etats Chrêtiens, & à ceux en particulier qui ont d'abord été compris dans les Traitez de Westphalie & de Nimégue, d'entrer dans ladite Convention qui n'a pour but que la conservation de la Paix, de même aussi les susdites Parties contractantes pour faire d'autant plus connoître que le present Accord ne tend qu'à perpetuer la Paix & non pas à faire prejudice à qui que ce soit, ce qui seroit contraire au contenu desdits Traitez de Paix, ont voulu repeter ici la même chose & declarer, que ceux qui par amour pour la Paix voudront entrer dans la presente Convention, ils y trouveront pour Eux la même seureté & les mêmes secours. Ainsi s'il arrive que quelque Electeur, Prince ou Etat de l'Empire desire d'entrer dans la presente Alliance dans la veüe d'affermir cette seureté reciproque, il lui sera libre de donner tel nombre de Troupes qu'il lui plaira, & que ses forces lui pourront permettre, & les susdits Confederez s'engagent de lui fournir le double du secours qu'il leur aura donné, pourveuque ce double n'excede point le nombre de 6000. hommes de pied, & ledit Electeur, Prince, ou Etat qui se joindra à la presente Union joüira de tout ce que lesdits Confederez ont stipulé pour leur seureté dans la precedente & dans la presente Convention, les autres Princes & Etats Chrétiens, quels qu'ils soient, joüiront aussi de cette seureté mutuelle, pourvû qu'ils entrent incessamment dans la presente Union & qu'ils conviennnent avec les Parties contractantes des moyens & des conditions ausquelles ils y pourront être admis; on ne recevra aucun Prince, ou Etat dans la presente Convention, que du sçeu & du consentement unanime de tous les Confederez, de même qu'un chacun des Princes ou Etats qui seront reçûs, seront censez engagez également avec un chacun desdits Confederez en particulier.

XIII. La presente Union durera entre les susdits Confederez ainsi que la premiere & generale Convention, l'espace de 20. années vers la fin desquelles ils pourront la renouveller s'ils le trouvent à propos; de même il sera libre à ceux qui y entreront dans la suite de fixer le temps de la durée de leur engagement à tel nombre d'années qu'ils jugeront à propos, les Ratifications de la presente Convention délivrées de part & d'autre ici à la Haye dans l'espace de six semaines du jour de la signature, En foi dequoy les susdits Plenipotentiaires ont signé chacun en particulier le present Traité & y ont fait apposer le cachet de leurs armes, & chaque Partie en sera trois copies pour en donner une à chacun des Confederez. Fait à la Haye le 6. Février 1683.

Articles separez de la Convention ici dessus.

I. COmme par la Convention particuliere concluë ce jourd'huy 6. Février entre S. M. I. les Rois d'Espagne & de Suede, & Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, il est porté que le secours reciproque que les Confederez se donneront les uns aux autres sera de six mille hommes de pied & de douze Vaisseaux de Guerre, les susdits Confederez ont jugé à propos d'y aporter par la presente Declaration les restrictions suivantes, savoir, que comme les Etats & Pays de la domination de Sa Majesté Imperiale sont fort éloignez des Ports de Mer & que pour cette raison Elle n'entretient point d'Armée navalle, S. M. I. ne sera pas obligée de fournir ledit secours de douze Vaisseaux & ne pourra pas aussi le demander, ladite obligation de fournir des Vaisseaux & des Troupes suivant la teneur des 1. 2. 3. 4. 5. & 6. Articles de ladite Transaction n'aura lieu qu'entre les Rois d'Espagne & de Suede & les Etats Generaux, mais celle de fournir des Troupes suivant le 1. 2. 3. 4. 5. & 6. Articles de la même Transaction restera seulement entre S. M. I. les Rois d'Espagne & de Suede & les Etats Generaux dans toute sa force & vigueur.

ANNO 1683.

II. Et comme entre chacun des susdits Rois en particulier & les Etats Generaux il y a des Traitez d'Alliance defensive qui portent pareillement obligation de fournir de certains secours, il est expressément marqué par le present Article qu'il sera libre aux susdits Rois d'Espagne & de Suede d'exiger ces secours, soit en vertu de la susdite Convention particuliere ou en vertu desdits anciens Traitez qui sont entr'eux, selon qu'ils trouveront plus à propos, ensorte cependant que si en vertu desdits precedents Traitez on a exigé des secours plus considerables que ceux qui sont portez dans ladite Convention, & que ces secours ayent été accordez à la requisition de celui qui les aura demandé, il ne sera plus permis à ce dernier d'exiger ceux qui sont portez par ladite Convention, & celui qui en sera requis, sera censé avoir entierement satisfait à tous ses engagemens, en donnant en vertu des anciens Traitez un nombre plus considerable de Troupes que celui qui est stipulé dans ladite Convention particuliere. Mais si les secours convenus par lesdits anciens Traitez sont moindres que ceux qui sont portez par ladite Convention, il sera libre d'exiger le nombre de Troupes porté par ladite Convention, en sorte cependant que celui qui aura fourni ce secours ne sera point tenu de fournir celui qui se trouvera marqué dans les anciens Traitez, de maniere que les Parties contractantes qui demanderont le secours le plus considerable, soit en vertu des anciens Traitez ou en vertu de ladite Transaction, ne pourront plus en exiger d'autre, & ceux qui en auront été requis seront en donnant le plus grand nombre libres & exempts de fournir le plus petit, soit qu'il soit specifié dans les precedents Traitez ou dans la Convention, & le plus petit nombre sera toûjours censé enfermé & compris dans le plus grand.

Laquelle regle sera appliquée à tous les Articles des Traitez particuliers faits cy-devant entre S. M. I. & le Roi de Suede, & aussi à ceux de la presente Transaction.

III. Il a aussi été convenu entre les Rois d'Espagne & de Suede & les Etats Generaux que lors qu'il s'agira de demander & de fournir entr'eux le nombre de Vaisseaux de guerre porté par ladite Transaction le Roi de Suede & les Etats Generaux exigeront & fourniront s'ils en sont requis, ledit nombre de Vaisseaux en espece, ainsi qu'il est porté par la Convention, & lesdits Vaisseaux équippez & armez comme il faut & en état d'agir & de combatre; mais si S. M. Catholique venoit à être obligée de fournir le même nombre de Vaisseaux, il sera au choix du Roi de Suede & des Etats Generaux d'exiger lesdits Vaisseaux en espece, c'est-à-dire des Vaisseaux effectifs equippez, armez & en état d'agir, & de combatre, ou de demander de l'argent comptant à la place, ensorte que la solde des Capitaines, des Soldats & des Matelots & tous les autres frais à faire pour l'armement & pour la reparation des Vaisseaux & les dommages qu'il y a à souffrir lorsqu'ils viennent à se perdre seront comptez & estimez sur le pied de la Convention de l'année 1677. faite entre Dom Emanuel François de Lyra Envoyé Extraordinaire de S. M. Catholique & les Deputez des Colleges des Amirautez des Provinces Unies, & ainsi pour chaqu'un des Capitaines, Soldats & Matelots qui sont necessaires pour equiper & armer un Vaisseau S. M. Catholique payera ou fera payer en son nom sans aucun délai cinquante quatre florins monnoye de Hollande par mois, savoir à Hambourg pour le Roi de Suede & à Amsterdam pour Messieurs les Etats Generaux, & fera payer entierement tout le dommage que les Vaisseaux auront souffert soit dans un Combat, soit par tempeste ou qui seront peris par quelque autre accident; pour cet effet afin de regler quel-

ANNO 1683.

quelque chose de certain sur ce sujet, lesdits Vaisseaux seront visitez avant leur sortie des Ports, & on fera un Inventaire des choses qui dependent desdits Vaisseaux, afin que l'estimation s'en puisse faire en suite suivant cet Inventaire par des gens du métier, & en presence du Ministre de S. M. Catholique requis pour cet effet, ou de telle autre personne qu'elle aura commis pour cela.

IV. Enfin parce que les Accords faits entre S. M. Catholique & les Etats Generaux le 30. Août de l'année 1673. & les Resolutions prises & données en consequence desdits Accords subsistent encore, S. M. C. & Messieurs les Etats Generaux ont voulu reciproquement se declarer au sujet de cette nouvelle & particuliere Convention, que bien que par cette même Convention particuliere les secours mutuels que les Confederez doivent se donner les uns aux autres soient exprimez en general & ne soient point limitez; néanmoins pour ce qui regarde S. M. Catholique & Messieurs les Etats Generaux en particulier, leur intention n'est point que ladite Convention particuliere adjoûte, diminue, ou change rien à ce qui a été reglé par lesdits anciens Accords qui sont entr'eux, mais qu'elle les engage seulement à fournir les douze Vaisseaux de Guerre suivant la maniere prescripte, & qu'elle regle aussi la maniere dont lesdits secours qui seront stipulez soit en vertu desdits anciens Accords ou de la susdite Convention particuliere, doivent être fournis, quant au reste, les susdits anciens Traités demeureront dans toute leur force & vigueur & serviront en cas de besoin de regle pour les secours que S. M. Catholique & Messieurs les Etats Generaux auront à se donner reciproquement.

V. Mais comme certaines choses qui avoient été exprimées dans la susdite Convention particuliere ont été par ces Articles separez, changées, restraintes ou déduites avec plus de circonstances, dans le dessein seulement d'énoncer plus clairement la maniere dont elles doivent être executées par les susdits Confederez pendant le temps que durera cette Convention, aussi n'a-t-on pretendu par ces mêmes Articles separez deroger en façon quelconque à ceux des Articles de ladite Convention ausquels on n'a point apporté d'éclaircissement, & beaucoup moins encore deroger à ladite Convention. Mais toutes & chacunes des choses y specifiées seront observées de bonne foi & executées reciproquement entre les susdits Confederez & on fera en sorte d'avoir la Ratification de ces Articles separés ensemble avec celle de ladite Convention particuliere, de laquelle les presents Articles separez seront censez être des Parties essentielles. Fait à la Haye le 6. Févrirer, 1683.

W. *Baron de* HECKEREN.
D. *van* WYNGAERDEN.
GASP. FAGEL.
JOAN BECKER.
E. *de* WEEDE.
E. A. *Baro de* PALLANDT.

XXXI.

18. Mars.

Specialis Conventio inter Romanorum Imperatorem LEOPOLDUM, CAROLUM II. *Hispaniæ*, *&* CAROLUM XI. *Sueciæ Reges, atque Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, de mediis necessariis ad Conservationem Fœderis primò inter Coronam Suecicam, & dictos Ordines Generales Hagæ Comitum* $\frac{10}{20}$. *Decembris* 1681. *initi, & post accessione Sacræ Cæsareæ Majestatis & Coronæ Hispanicæ corroborati. Hagæ Comitum* 18. *Martii* 1683. *Cum* RATIFICATIONE *Cæsarea hujus Conventionis. Viennæ* 17. *Maji* 1683. *Quam sequuntur* ARTICULI SECRETI *inter Eosdem de auxiliis sibi invicem mittendis. Hagæ Comitum die Februarii* 1683. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

NOs Leopoldus, Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, & Wurtembergæ, Comes Tyrolis & Goritiæ, Notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest aut quomodolibet interesse poterit. Quòd cùm ad majorem nuper inter Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum Carolum, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem &c. Fratrem, Consanguineum, & Amicum Nostrum Charissimum; atque charissimos nostros Amicos Generales Fœderati Belgii Status, pro mutua Securitate ac Pacis Westphalicæ & Neomagensis conservatione Hagæ Comitum $\frac{30. Sept.}{10. Oct.}$ Anni 1681. initæ, ac postmodum Nostrâ, & Serenissimi ac Potentissimi Hispaniarum, Indiarumque Regis Catholici, Archiducis Austriæ, Ducis Burgundiæ &c. Domini Nepotis, Affinis, & Fratris nostri charissimi Accessione roboratæ Conventionis efficaciam & effectum, necessarium visum fuerit, ut de mediis ad eum finem obtinendum quàm maximè conducibilibus transigeretur, eaque, quæ hinc inde præstanda sunt, speciatim determinarentur; atque inter Nostrum Consiliarium Hagæ Comitum Residentem, Ordinis Sancti Mauritii Equitem, & Fidelem nostrum Dilectum Joannem Cramprich de Cronenfeld; nec non supra memoratorum Charissimorum nostrorum Amicorum Generalium Fœderati Belgii Statuum ad id Deputatos Ministros ac Plenipotentiarios convenerit tenore sequenti.

POsteaquam Conventio inter Sacram Regiam Majestatem Sueciæ & Celsitudinem DD. Ordinum Generalium Fœderati Belgii die $\frac{30. Sept.}{10. Oct.}$ Anni 1681. pro mutua securitate ac Pacis Westphalicæ & Neomagensis Conservatione sub auspicio Divini Numinis inita, ea ulteriùs acceperit incrementa, ut Sacra Cæsarea Majestas atque insuper Sacra Regia Majestas Hispaniæ eandem accessione suâ roborarint, concurrentes unanimiter in pio isto & salutari proposito, quod dictæ Conventioni unicè pro scopo est, ut Pax sarta tecta maneat, & quies Orbi Christiano parta denuò quantum possibile fuerit, diutissimè non profligetur, nec ejusdem Fundamenta dictis Pacis Tractatibus contenta temerè convellantur; Proinde cùm in Art. III. memoratæ Conventionis inter altè memoratos Contrahentes transactum sit, ut pro obtinendo majore cum successu Christiano illo & pacifico instituto, avertendisque Insultibus, quibus Jura, securitasvè altè memoratorum Paciscentium in prænominatis Pactis fundata infestari, aut quovis modo turbari possint, de mediis ad hunc finem obtinendum maximè efficacibus, altè memorati Paciscentes quantociùs cogitent, ac ipsa quoque sana, providáque ratio exigat, ut certi quid in tempore statuatur, quo mutua fides & opis stet innixa, ne remedium à malo præveniatur, feraque & infructuosa aut magis difficilia præstandæ mutuò fidei Pacisque conservandæ consilia reddantur; Hinc est, quod Sacra Cæsarea Majestas, atque altè memorati Reges, & DD. Ordines Generales hoc Pacto sese invicem pro laudato scopo obtinendo & conservando per Plenipotentiarios ad id ritè constitutos devinxerunt, prout in Articulis sequentibus exstat expressum.

I. Sit auxilium mutuum Partibus contrahentibus invicem ad primam requisitionem statim & immediatè præstandum sex mille Peditum sub suis Officialibus in Turmas distributorum, armisque necessariis instructorum, & duodecim Navium bellicarum pariter necessariis omnibus, quà Nautas & Milites, alioque navali apparatu instructarum, ita videlicet, ut singuli requisiti præfixum hunc numerum requirenti præstare teneantur.

II. Navium bellicarum hæc series erit, ut duæ sint primi Ordinis, quatuor secundi, quatuor item tertii, & duæ denique quarti, videlicet ut Naves primi Ordinis sint Tormentorum ultra octoginta, secundi autem infra, usque ad septuaginta, tertii verò inde ad sexaginta, & quarti demum inde ad sex & triginta Tormenta.

III. Requisiti suis impensis dicta auxilia mittent, eaque sustinebunt usque quamdiu requirens iis pro præfato scopo restitutæ, secundùm tenorem nuncupatorum Pactorum, causæ, si ita omnino declaraverit, opus habuerit.

ANNO 1683.

IV. Requirens autem curam horum auxiliorum in Hospitationibus, aliisque, quæ ad conservandum Militem pertinent, non secus ac de proprio Milite habere tenebitur, & omnino efficere, ut necessaria iis pro pecunia suppetant.

V. Liberum requirenti esto, vel totum hunc numerum Militiæ pedestris postulare, vel partem tertiam, aut minus, si libuerit, non verò ultrà in Equitatu aut Dimachis, quos Dragones vocant, atque tunc tres Pedites pro uno Equite vel Dimacho numerandi sunt.

VI. Requirens pro suo libitu, prouti res secundùm hæc Pacta postulaverit, dictis auxiliis in sui, Ditionumque suarum defensionem aut Hostis persecutionem utatur.

VII. Si verò, quod Deus clementer avertat, Belli Flamma invaluerit, & vires præsentes ad vim propulsandam, Pacemque vindicandam non suffecerint, tum duplicandus erit numerus Militiæ terrestris, aut triplicandus, prouti necessitas Confœderatis visa fuerit requirere, sed & observabitur pariter id, quod Articulo quinto prænominatæ Conventionis dispositum est.

VIII. Quòd si verò requisitus ipse Bello impetitus fuerit, aut unus pluresve simul ex paciscentibus Partibus hostiles patiantur Invasiones, tum ibi agendum, ubi ex dictamine, & pluralitate Confœderatorum magis è re communi necessarium videbitur, vel etiam tali casu Articulus præcedens locum habebit; Par ratio ejus esto, qui jam auxilia alteri Confœderatorum ad requisitionem miserit, si ipsum aliquis invasione minatus fuerit.

IX. At ille qui aliquem Confœderatorum occasione horum Pactorum per directum aut indirectum aggredi, aut quovis modo turbare vel impedire ausus fuerit, pro communi Hoste, vi Articuli quinti prænominatæ Conventionis, censendus erit, atque pro tali donec is ab iniquo suo instituto planè abstineat, debitamque ejus pro futuro fidem & securitatem præstet, modis omnibus persequendus.

X. Hisce autem non præscindatur Confœderatis via Articuli primi & secundi Conventionis sæpe nuncupatæ expressa, amicabilibus mediis dissidia circa Pacem Westphalicam & Neomagensem exorta componendi, quam nihilominùs (etsi prædicta auxilia ad primam requirentis instantiam, quòd omninò inter Fœderatos conventum est, præstari teneantur) quovis meliori modo Requisitis experiri liberum esto.

XI. Quod si alia aliqua Conventa inter sese Confœderati simul aut aliqui eorum inire voluerint, hæc Pacta concernentia, fiet id cum communicatione mutua.

XII. Veluti etiam in Articulo quarto sæpedictæ Conventionis liberum quibuslibet Principibus ac Statibus Christianis relictum est, huic pro Pacis conservatione initæ Conventioni accedere, & iis quidem sigillatim, qui Pace Westphalicâ ac Neomagensi primario comprehenduntur, ita pro testificando ulterius pacifico hoc, inque nullius præjudicium contra prædicta Pacta fundamentalia vergente instituto, altè memorati Paciscentes & Confœderati idem adhuc repetere voluêre, idque adeò, ùt insimul eorum, qui ex eodem Pacis studio huic Transactioni accedere voluerint, securitati mutuæque opi hoc modo prospectum sit, ut si ex Statibus Germaniæ Elector aliquis aut Princeps, Statusve huic mutuæ securitatis prospectioni adjungi voluerint, liberum ipsis erit, cum numerum Militum, quem eis placuerit, & facultas permiserit, exhibere, obstringuntque sese altè memorati Paciscentes duplum eisdem pro numero, quem illi posuerint, præstare; modo summam sex millium Peditum id duplum non excedat, gaudebitque præterea accedens Elector, Princeps & Status omnibus iis, quæ priore & præsenti Conventioni Confœderati invicem pro mutua securitate stipulati sunt; Alii quoque Principes & Status Christiani quicunque eandem mutui auxilii fidem experientur, dummodo quamprimum sese hisce Pactis adjunxerint, atque de modo & ratione cum Partibus paciscentibus convenerint; omnis verò cujuslibet accessio fiet scitu & consensu communi alte memoratorum Paciscentium & Fœderatorum, quemadmodum etiam quivis accedens uni & alteri Confœderatorum æqualiter omnino tenebitur.

XIII. Tempus durationis hujus specialis Conventionis esto inter altè memoratos Paciscentes ad normam sæpedictæ Conventionis primariæ & generalis 20. annorum, renoveturque circa eorundem elapsum, si ita visum fuerit; aliis verò, qui accesserint, pari modo relictum esto, quem quisque pro se voluerit annorum numerum præfigere; Ratificationes hujus Conventionis specialis ex unâ & alterâ parte intra spatium sex septimanarum à die Subscriptionis hic Hagæ Comitis extradentur. In quorum robur & fidem supradicti Plenipotentiarii Subscriptionibus & Sigillis suis, quisque pro sua parte hæcce muniverunt, & singulæ Partes tria Exemplaria hujus Conventionis expediri curabunt, unum pro quolibet Confœderatorum. Quod actum Hagæ Comitis die 18. Martii Anni 1683.

ANNO 1683.

(L.S.) JOANNES CRAMPRICH DE CRONENFELD &c. Sacræ Cæsareæ Majestatis Plenipotentiarius.

Idcircò cum hæc omnia & singula per Consiliarium nostrum supradictum gesta, peracta, & conventa sint, nos eadem omnia & singula approbamus, ratificamus, & confirmamus, rataque & firma esse, virtute præsentium declaramus, simulque verbo Imperatorio promittimus, nos omnes & singulos supra descriptos Articulos firmiter & constanter servaturos, nec ut iisdem ulla ratione contraveniatur permissuros; In cujus rei fidem hasce manu nostra subscriptas Sigilli nostri Cæsarei appressione muniri jussimus. Dabantur in Civitate nostra Viennæ die 17. Maii Anno 1683. Regnorum nostrorum Romani vigesimo quinto, Hungarici vigesimo octavo, Bohemici verò vigesimo septimo.

LEOPOLDUS.

(L.S.)

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

JOAN GEORGIUS KOCH.

(1) *Articuli separati*

HUjus Conventionis specialis inter Sacram Cæsaream Majestatem Suasque Regias Majestates Hispaniæ & Sueciæ & Celsitudines Ordinum Generalium initæ. Hagæ Comitis 1683. Mense Februar.

I. Quoniam in speciali Conventione inter Suam Cæsaream Majestatem, suasque Regias Majestates atque Ordines Generales Fœderati Belgii hac die videlicet 6. Februar. transactum est, ut mutua auxilia sex millibus Peditum & duodecim Navibus Bellicis constent, id ipsum hac subsequente Declaratione mutuo alte memoratorum Paciscentium consensu ita limitatum est, ut cum Sacræ Cæsareæ Majestatis Ditiones à Portubus Maris longiùs dissitæ sint, proptereaque illa Classes Navales non sustentet, proinde Navium præstatio in auxiliis ratione Suæ Cæsareæ Majestatis petendis dandisque plane cessabit, manebitque tantum ista præstandarum Navium & Militum obligatio secundum tenorem 1. 2. 3. 4. 5. & 6. dictæ Transactionis inter alte nuncupatos Reges & Dominos Ordines Generales, in pleno vigore; at vero illa præstandorum Militum tantum obligatio secundum Art. 1. 2. 3. 4. 5. & 6. dictæ Transactionis inter alte memoratas Cæsareas Regiasque Majestates & Dominos Ordines Generales esto itidem in pleno robore & vigore.

II. Cum etiam inter utrosque Reges separatim atque Ordines Fœderati Belgii Pacta-conventa antehac in mutuam defensionem inita existant, quibus certa pariter auxilia expressa continentur; proinde hoc Articulo cavetur, ut alte memoratis Regibus & Ordinibus Generalibus liberum sit, ea auxilia sive vi dictorum Pactorum priorum, sive vi hujus dictæ Transactionis exigere, quemadmodum eis visum fuerit, ita tamen, ut si ex dictis Pactis-conventis prioribus major auxiliorum numerus petitus; & ad requisitionem petentis concessus fuerit, quam qui præfata hac concessione continetur, petenti integrum non erit etiam exigere numerum hac Transactione præfinitum, sed requisitus præstando dictorum Pactorum priorum majorem numerum, quam hac dicta Transactione promissum est, omninò liberabitur, mittendo dictum majorem numerum,

(1) Ces Articles separés ne s'étant point trouvés dans le Manuscrit de la Registrature d'Estat, on les ajoute icy, tels qu'on les voit dans la premiere Edition de ce Grand Recueil Tome IV. pag. 755. [DUM.]

ANNO 1683.

rum, si verò dictis Pactis prioribus minor auxiliorum numerus præfinitus sit, quam hac Transactione, liberum paciscentibus vi hujus Transactionis erit, petere numerum hac Transactione præfinitum, sic tamen, ut is qui numerum hac Transactione præfinitum præstiterit, non teneatur præstare numerum prioribus Pactis præfinitum, ita ut Partes paciscentes petentes majorem auxiliorum numerum, sive vi priorum Pactorum, sive vi hujus dictæ Transactionis minorem numerum, insuper petere non possint, & requisiti numerum majorem præstando semper liberi & immunes erunt à præstatione minoris numeri sivè dictis Pactis sivè dicta Transactione præfiniti, atque minor numerus semper majori inclusus & comprehensus censebitur, quod hoc Articulo inter alte-memoratos compaciscentes conventum est: idem intelligatur in omnibus cautum ratione Pactorum inter Suam Majestatem Cæsaream & Suam Regiam Majestatem Sueciæ antehac separatim & præsenti Transactione initorum.

III. Cautum præterea erit inter Suas Regias Majestates & Dominos Ordines Generales, ut quando Navium bellicarum numerus præfinitus dicta Transactione petendus præstandusque venerit, Rex quidem Sueciæ & Ordines Generales easdem Naves, si quando dictæ Naves ab ipsis petentur, præstabunt in specie id, est, quemadmodum dicta Transactione expressum est, in Navibus ipsis, prout decet, ad agendum & pugnandum instructis & armatis, præstare teneantur; at verò si quando Sua Regia Majestas Catholica ex sua parte easdem Naves præstare tenebitur, Suæ Regiæ Majestati Sueciæ & Dominis Ordinibus Generalibus liberum erit, eas exigere, vel in specie, id est in Navibus ipsis, prout decet ad agendum & pugnandum instructis & armatis, vel eorundem loco pecuniam paratam, ita ut stipendia in Duces, Milites & Nautas aliaque omnia ad armandas & reparandas Naves expensa & damnum amittendarum Navium computentur & æstimentur, quemadmodum in Conventione Anno 1677. inter Dominum Manuelem Franciscum de Lyra S. R. M. C. Ablegatum Extraordinarium & Deputatos Collegiorum rebus maritimis in Unito Belgio præfectorum factum fuit, adeoque pro singulis Ducibus, Militibus & Nautis, quibus una quæque earundem Navium ad agendum pugnandumque armata & instructa esse debet, 54. Floreni Monetæ gravioris Hollandicæ Hamburgi, respectu Suæ Regiæ Majestatis Sueciæ, vel Amstelodami, respectu Ordinum Generalium, singulis Mensibus à Sua Regia Majestate Catholica aut ejus nomine in solidum absque omni mora integerrime persolvantur, & etiam in solidum resarciatur omne damnum earum Navium, quæ in pugna navali aut actu ipso, aut alioquin quæ vi tempestatis aut simili casu fortuito perire poterunt, in quam rem ut certi quid definiri possit, dictæ Naves ante egressum earum inspicientur & Inventarium earum rerum quæ ad easdem Naves spectant, conficietur, ut earundem æstimatio secundum illud Inventarium à peritis in arte fieri queat, ad id requisito Suæ Regiæ Majestatis Catholicæ præsente Ministro, vel eo cui id à Regia Majestate Catholica mandatum erit.

IV. Hinc denique quoniam inter Suam Regiam Majestatem Catholicam Hispaniæ & Celsitudines Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Pacta-conventa Anno 1673. die 30. Augusti, inita, datæque in consequens istorum Pactorum Resolutiones existunt; proinde Sua Regia Majestas & Domini Ordines Generales hoc Articulo ita sese ad invicem ratione hujus novæ & specialis Conventionis declarare voluerunt, quod etiamsi in hac speciali Conventione mutua auxilia absque limitatione inter Confœderatos posita sint, nihil tamen quantum ad Suam Regiam Majestatem & Dominos Ordines Generales inter sese tantummodo vel addet, vel minuet, aut innovabit hæc specialis Conventio ex iis, quæ prædictis Pactis & Anteactis mutuo transacta sunt, nisi quod ad duodecim Navium bellicarum numerum sibi invicem præstandum sese modo præscripto obstringant & declarent, quemadmodum auxilia vi dictæ specialis Conventionis, & dictæ Transactionis petenda veniant præstanda; quoad cætera verò sint, maneantque prædicta Pacta & Anteacta in pleno & immutato vigore, & casu existente pro norma auxiliorum inter Suam Regiam Majestatem & Dominos Ordines Generales, plane & omnimode, ut antehac, inserviant.

V. Quemadmodum verò Articulis hisce separatis aliqua in præfata Transactione & Conventione speciali expresse immutata & restricta, aut pluribus circumstantiis declarata sunt, eo tantummodo fine, ut de modo & ratione executionis inter alte memoratos Paciscentes tantò clariùs & expeditiùs omni & toto tempore durationis ejusdem constet; Ita hisce nihil planè reliquis Articulis sæpe dictæ Conventionis, qui explicati aut declarati non sunt, multò minùs vi & robori ipsius Conventionis quicquam ullo Pacto derogatum existimabitur, sed omnia & singula integra optimaque fide observabuntur, & mutuo inter alte memoratos Paciscentes & Confœderatos exequentur, atque procurabitur horum Articulorum separatorum Ratificatio una cum Ratificatione ipsius Conventionis specialis, censebunturque hi Articuli tanquam partes essentiales istius vel ejusdem Conventionis. Actum Hagæ Comitis die Februar. 1683.

(L. S.) W. BARO DE HECKEREN.
(L. S.) D. VAN WYNGARDEN.
(L. S.) CASPAR FAGEL.
(L. S.) JOHAN BECKER.
(L. S.) E. DE WEEDE.
(L. S.) E. A. BARO VAN PALLANT.

XXXII.

Reversales Serenissimi Regis Poloniæ JOHANNIS III. *quod Actus Homagii in Investitura Ducatus Curlandiæ à Duce* FRIDERICO CASIMIRO *per Legatos acceptâ, receptæ alias consuetudini & solemnitati Infeudationis præjudicare haud debeat. Data Varsaviæ die* 25. *Martii Anno* 1683. [CHWALKOWSKI *Jus Publicum Regni Poloniæ.* Pag. 389.] 25. Mars.

JOannes Tertius Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Masoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolensciæ, Severiæ Cerniechoviæque. Significamus præsentibus Literis nostris, quorum interest universis & singulis: Misisse ad Nos pro Termino recipiendæ investituræ assignato Illustrissimum Principem Dominum Fridericum Casimirum in Livonia, Curlandiæ & Semi-Galliæ Ducem, Legatos suos Generosos Christophorum Henricum, Liberum Baronem de Puttkammer, supremum Ducatus Sui Præfectum, & Dietericum ab Altenbokum, Supremum suum Marschalcum, Supremosque Consiliarios Ducatus sui Curlandiæ, & quoniam Nos in hoc actu Homagii, more veterum Investiturarum Regalia indutos, Coronaque homagiali redimitos esse, certæ non permiserunt Legalitates, declarandum censuimus, declaramusque hisce Literis Nostris, quod Actus hic nihil receptæ consuetudini & solennitati Infeudationis ex pacto & providentia præjudicare, nec pro exemplo aut præjudicato in futuris, DEO dante, Homagiis reputari poterit. In cujus rei fidem præsentes manu Nostra subscriptas, Sigillis Regni & M. D. Lithuaniæ communiri jussimus. Datum Varsaviæ die 25. Mensis Martii Anno Domini M. DCLXXXIII. Regni Nostri IX. Anno.

(L. S.)	(L. S.)
Majoris Regni.	Minoris M. D. Litt.
CHRISTOPHORUS TARANOWSKI, *Cracoviens. Varsaviens. Canonicus, Sacræ Regiæ Majestatis Secretarius.*	HOLOWNIA, *Sacræ Regiæ Majestatis Secretarius.*

XXXIII.

Defensiv-Allianß zwischen Ihro Churfürstliche Durchleucht von Bayeren Maximilian Emanuel, und dem Löblichen Bayerischen Crayß an einem; dann dem Löblichen Fränckischen Crayß am 28. Mars.

ANNO 1683.

am anderen Theil / zu Beybehaltung des Westphälischen und Nimwegischen Friedens / und Beschützung allerseits Land und Leuth geschlossen den 28. Martii 1683. [LONDORPII *Acta Publica* Parte XI. Libr. XII. Cap. 163. pag. 545.]

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance entre MAXIMILIEN EMANUEL *Electeur de Baviere, & le louable Cercle de Baviere d'une part, & le louable Cercle de Westphalie d'autre part, pour le maintien de la Paix de Westphalie & de Nimegue, & pour la defense de leurs Terres, Païs & Sujets. Fait le* 28. *Mars* 1683.

Kund und zu wissen; Nachdeme die nunmehro über diß Jahr miteinander in Verbündnuß gestandene löbl. Fränck-Sächsisch-Ober-Rhein-und Westerwaldige Crayß-Fürsten und Stände / die dem gemeinen Vatterland je länger je mehr antrohende Gefährlichkeiten sorgfältig erwogen / und zu fester stabilirung so wol ihrer eygenen Land und Leut / als deß gesambten H. Reichs / und zumahlen der benachbarten Crayse Sicherheit / für gut und nöthig erachtet / verschiedene in Waffen stehende hohe Reichs-Stände / und vor andern auch den Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Maximilian Emanuel / etc. (tot. Tit.) zum Beytritt und mehrerer Verstärckung ihrer unter sich fest gestellten Conjunction, in Krafft der iteratis vicibus also ergangener Reichs-Schlüsse / und darauff würcklich erlassener Ersuch-Schreiben zu inviriren. Als haben Se. Churfürstl. Durchl. dero dem lieben Vatterland und gemeinen Reichs-Wesen preißwürdigst zutragenden in mehr Wege actualiter contestirt- und höchst-rühmlich erwiesenen Patriotischen Eyfer / Sorg und Vigilanß nach / die vor Augen stehende Gefahr nicht minder zu Gemüth / und so fort den heylsamen Schluß gefasset / die sonst im Müntz-Wesen von alters her correspondirende löbl. Fränck. Bayer. und Schwäb. Crayse in engere Verständnuß / und eine mutuelle Defensions-Union zu setzen. Und dieses zwar gleich der von Eingangs gedachten Allürten genommenen Abred / zu niemands Offension, Beschwär- oder Beleidigung / sondern allein zu Handhabung der beeden Münster- und Nimwegischen Friedens-Schlüsse / und darauß resultirenden gemeiner Reichs-Ruhe und Sicherheit / auch Abwendung aller irregulirten Marchen, Winter-Quartier / und was dergleichen Beschwärnussen mehr seyn. Allermassen hierauff ferner erfolgt / daß höchst-ernannte Se. Churfürstl. Durchl. zu Fortsetz- und Bewerckstelligung dieser nicht minder höchstpreißlich / als Reichs- und gemeinnütziger intention, die beede Fränck. und Schwäbische Crayß gegen den 28. Martii 7. April auff anhero in deß H. Reichs Stadt Augspurg zu dem End einzuladen beliebt / daß eine Defensiv-Allianß allerseits abgeredt und fest gestellet werden möge.

Zu Einfolg dessen nun / und zumahliger Contestation ihres vor höchstgedachter Ih. Churfürstl. Durchl. zutragenden hohen respects, haben deß Fränckischen Crayß eben damahls / als das Churfl. invitation-Schreiben eingelangt / in deß Heiligen Reichs Stadt Nürnberg / bey einem allgemeinen Convent versamblet gewesene Fürsten und Stände den Schluß per unanimia genommen / den solcher massen veranlasten Augspurger Correspondentß-Tag / vermittelst einer Gesandtschafft / auß der ordinari Collegial-Deputation besuchen / und diese Conjunctions-Tractaten unter deß Allerhöchsten Vätterlicher Handleitung und Beystand antretten zu lassen.

Und obwohlen man gäntzlich verhoffet / es würde von Seiten deß löbl. Schwäb. Crayses die resolution dahin gleichfalls conformiter angehen / so haben sich jedoch die vom Hochfürstlichen Außschreib-Ampt / und einig anderer Fürsten und Stände wegen erschienene Räthe und Abgesandte / auff die Enge deß obgemeldten Termins, und den vorher anzustellen habenden allgemeinen Crayß Convent, worzu wegen weitschlichtiger der Fürsten und Stände Entsessenheit / Zeit und Raum vonnöthen / bezogen / und ist einfolglich von ihnen ausser der aller Möglichkeit nach zu befördern versprochener allgemeinen Crayß-Versamblung / für dißmahl zu keinem Abschluß zu gelangen gewesen / dahingegen zwischen mehr-höchsternenter Ihr. Churfürstl. Durchl. und dem löbl. Bayerischen an einem: dann dem löbl. Fränckischen Crayß am andern Theil / und zwar / so viel diesen an und vor sich selbsten betrifft / positivè, im Namen und von wegen dessen mit-Allürter aber sub indubia spe rati, præviis utrinque Legitimationibus, nachgesetzte Abrede genommen / und beederseits fest gestellt worden.

3. Solle diese Defensions-Allianß / biß auff erfolgende allgemeine stabilir- und Einrichtung deß Puncti publ. securitatis Imperii, zu keines Menschen Beleidigung / in- oder ausserhalb Reichs / noch zu Erregung einiger motuum, sondern zu alleinig obverstandener Beybehaltung deß Westphäl. und Nimwegischen Friedens / und Beschützung allerseits Land und Leute / wider alle / den obigen Friedens-Instrumenten und Reichs-Satzungen zugegen lauffende Vergewaltigungen / teutsch / redlich unterhalten / und biß zu festgesetzter allgemeiner Reichs-Sicherheit beständig continuirt und fortgepflantzt werden. Zu welchem Ende man

2. Uber alle bedenckliche / und in das Objectum dieser Verbündnuß einlauffende Vorfallenheiten miteinander vertreulich zu correspondiren / einer deß andern Nutzen / und die gemeine Sicherheit auffrichtig zu befördern / bey Reichs- und Crayß-Versamblungen / und sonst in alle andere Wege / dem Publico zum besten / einmüthige Consilia zu führen / und die Conservation deß erwünschten Ruhe- und Friedens-Stands im Heil. Reich nach Möglichkeit zu suchen hätte.

3. Wann gegen Verhoffen ein oder anderer Theil von denen Allürten, auff was Weiß oder Prætext es seyn und geschehen möchte / wider die öffters berührte beede Friedens-Instrumenta betrangt / oder von dergleichen bevorstehender und zulässiger Betrangnuß sichere Kundschafft erhalten würde / solle der Betrangte oder Gefahr-leidende die übrige Allürte Theil zu Hülff ruffen / und diese schuldig seyn / jenem mit rechtschaffener / nach Gestalt der Noth / viel oder wenig geworbener Mannschafft / an Ort und Enden / wo es die Noth erfordert / ohne Außflüchte / unweigerlich und eylfertigst beyzuspringen / auch von solcher Hülffleistung nicht abzustehen / biß der beleidigte Theil die behörige Ret- und Vergnügung würcklich erhalten / mit dem fernern Beding / daß

4. Der zu Hülff kommende Theil seine Auxiliar-Völcker mit der Monatlichen Gage zu versehen / und von dem Hülff-brauchenden Theil für dieselbe Brod und glatt Futter gegen paare Bezahlung / in leidentlichem und zwar solchen Preiß zu verschaffen / wie es dieser für seine eygene Soldaten zahle / dahingegen das benöthigte rauhe Futter und Graß ohne Entgelt zu folgen schuldig seyn solle.

5. Die schwäre Artillerie, und darzu gehörige Munition fournirt der ruffende Theil auff seine Kosten / die Munition aber für die Mannschafft und Regiments-Stücke / solle denen Auxiliar-Völckern von dem beyspringenden Theil mit auffgegeben werden. Nicht weniger ist

6. Der march von beeden Theilen zeitlich abzureden / und nach dem absonderlich darüber zu verfertig habenden March-Reglement ohne unnöthige Umbschweiff / und mit bester Ordre also vorzunehmen und zu verrichten / daß der marchirende Soldat in guter Disciplin erhalten / mit der Lebens-Nothdurfft aber gegen erschwingliche Zahlung von dem Territorial-Herren / durch dessen Land man ihn führet / verpflegt werde.

7. Bey erfolgender Conjunction der Trouppen bleibt die Justiß und das particular-Commando jedem commandirenden Officier über die seinige / die General-Direction aber im Feld kommet demjenigen Allürten zu / welchem die Hülff geschicket wird / der doch mit der Auxiliar-Völcker Generalen und commandirenden hohen Officiern / so wol auch denen bestellten Kriegs-Räthen Kriegs-Rath zu halten / und ausser deme nichts Hauptsächliches vorzunehmen / respectivè schuldig und befugt seyn solle.

8. Im Fall der zu Hülff geruffene auch feindlich angegriffen und überzogen würde / kan und mag er seine Trouppen zur eygenen Defension behalten / und die bereits abmarchirte wider zurück fordern / ingleichem solle

9. Jedem Theil bevorstehen / über fernerweite Accession zu dieser Defensions-Allianß mit mehr andern zu handeln / von dessen Erfolg aber denen übrigen Allürten förderliche Communication und Nachricht zu ertheilen stünde / allermassen nun der Fränckische Crayß mit und neben

ANNO 1683.

neben seinen im Eingang specificirten Allürten, ohne dasjenige/ was Ihro Hochfürstl. Durchl. zu Braunschweig-Lüneburg-Hannover/ in Krafft deß bereits geschlossenen/ und nur auff der beederseitigen Expedition und Vollziehung beruhenden Fœderis, besonders stellet/ gegen 20000. Mann auff den Beinen/ und sampt dem würcklich formirten General-Staab die Artillerie-Compagnie- und Previant-Wägen/ so wol auch alle übrige darzu gehörige Nothdurfften fertig/ und zum march parat hat/ so/ daß die allerseitige Regimenter und Trouppen bey folgender Conjunction in formam justi exercitus coalesciren können; Also übernehmen

10. Ihre Churfürstl. Durchl. zu Bayern auch ein dergleichen besonders/ oder dero gnädigsten Belieben nach stärckeres Corpus mit allen Requisitis belli, nebenst denen Allürten auß dem löblichen Bayerischen/ und dem auch löbl. Schwäbischen Crayß/ oder so dieser letztgemeldte nicht universaliter zu gewinnen/ mit denen übrigen wolgesinnten Fürsten und Ständen/ (worunter mit denselben fernere Handlung zu pflegen/ Sr. Churfürstl. Drl. überlassen worden/) zu dienst der Alliantz/ und Erhaltung gemeiner Sicherheit zu stellen/ und zu unterhalten/ und damit die Ort gegen den Obern-Rhein zu beobachten/ mit dem beederseits verbindlich genommenen Verlaß/ daß diese Corpora an Ort und Enden/ wo es der feindliche Vör-und Einbruch erfordern/ und ratio belli an Hand geben wird/ divisim, und zwar jedes unter seiner Generalität besonder agiren/ in casum indigentiæ aber/ und so die feindliche Macht zu groß/ oder dafern ein Corpus Schaden und Abfall genommen hätte/ die Conjunction alsdann nach dem Concert, dessen man sich einmüthig zu vergleichen/ beschehen/ und also conjunctim agiret werden solle;

Wie und wann aber die beederseitige Armeen in casum hostilis & actualis rupturæ zusammen geführet/ und so fort der Operation im Feld der würckliche Anfang gegeben werden solle/ dahin hat man sich auff Maaß und Weise verglichen/ wie in dem letzten Fränckischen zu Nürnberg beschlossenen Recess Puncto 8. weitläufftig und umbständig versehen/ Gestalten derselbe deßwegen hieher per expressum wiederholet wird/ von Worten zu Worten also lautend: Der 8. unter den Deliberandis hauptsächlichste Punct ist zu genau- und sorgfältiger Uberlegung gezogen/ und befunden worden/ daß/ nachdem bey mehrangeregtem Würtzburg. Correspondentz-Convent Art. 10. 11. & 12. der Schluß dahin angezielet/ daß die Conjunction der Alliirten Völcker auff dem Fall eines feindlichen Uberzugs ehender nicht beschehen solle/ es seye dann wenigstens die mit Ih. Kayserl. Majestät recessirte Obere Armee Ihres allerhöchsten Orts zu stellen habende 3000. Curassirer und Dragoner bey der Hand/ alsdann erst die dißseitig Alliirte Waffen gegen die Gefahr an-und zur würcklichen Operation ins Feld geführt werden sollen/ ein solches andere besorglichen dahin auffnehmen und verstehen möchten/ ob hätten sich auff so recessirte Weise weder die hohe Alliirte unter sich selbst der mutuellen Assistentz/ noch weniger aber andere deß H. Reichs getreue Mitglieder in casum invasionis hostilis, von denselben der Reichs-Ordnung mässigen Hülffleistung zu getrösten/ wann sich zumahlen der Fall so ergeben möchte/ daß Ih. Kayserl. Maj. wegen etwan bevorstehenden schwären Türcken-Kriegs/ die Obere Armee nicht formiren könten/ sondern bemüssiget würden/ Ihre gantze Macht in Ungarn zu ziehen/ da sich dann inmittels ferner ereygnen dörffte/ daß von einer benachbarten Potentz ein oder mehr getreue Reichs-Mit-Stände gewaltsam angegriffen/ und damit die gemeine Reichs-Ruhe zerstöret würde; Allermassen nun Ih. Kayserl. Maj. bey solchen Ihro ungleich vorkommenen Verstand/ von denen hohen Allürten durch Dero Kayserl. Gesandten/ Herrn Grafen von Hohenlohe Excell. allergnädigst desideriren zu lassen bewogen worden/ daß dieser Passus, nach der Compaciscenten, bey Auffnehmung deß Alliantz-Wercks geführter eygentlicher intention und Meynung erläutert werden möge; Also hat man sich von allgemeinen Convents-und der Sächsisch-Ober-Rhein-und Westerwaldischen Mit-Allürten wegen anderwärts verglichen/ und den Casum Conjunctionis folgender massen fest gesetzet: und zwar solle es nach wie vor bey deme allerdings verbleiben/ daß/ gleich wie diese Alliantz zu Beybehaltung deß allgemeinen Ruhestands/ und Handhabung der beeden Münster-und Nimwegischen Frieden-Schlüsse/ dann Abwendung von der Allürten Landen aller Quartier, irregulirter march, und anderer dergleichen Kriegs-Belästigungen/ so Ihnen insgesampt/ oder einem besonders zustossen/ oder zugefügt werden könten/ mithin zu seiner alleinigen Defension, und zu keines Menschen offension oder invasion das Absehen anfangs gehabt/ und annoch gantz unveränderlich hat; also man wie vormahls lediglich darbey zu bestehen/ sich und seine Alliirte wider unbillichen Gewalt/ und hingegen bey der Teutschen Freyheit/ denen Reichs-Constitutionen und Juribus Statuum zu schützen; niemands aber zur Collision oder Ruptur die geringste Anlaß zu geben/ sondern vielmehr zu den bevorstehenden Friedens-Tractaten, so wol bey denen Reichs-Comitiis zu Regenspurg/ als sonst auff alle andere thunliche Weise und Wege/ das seinige zu contribuiren/ auch alle zu gütlicher Hinlegung bißheriger Differentien und Zwistigkeiten/ mit herentgegiger Beybehaltung guter Wolverständnus diensame und außreichliche Mittel/ obernannten Instrumentis Pacis gemäß/ zu ergreiffen vorzukehren/ gefolglich ehender nicht/ als da man durch feindliche Aggression darzu vermüssiget und getrungen/ benebenst auch versichert seyn würde/ daß nicht minder andere in armis stehende mächtige Stände/ welche sich mit dißseitigen hohen Allürten/ einer mutuellen Assistentz allbereits verglichen/ oder noch vergleichen möchten/ zur Hülffleistung/ und mit-Operation resolvirt/ und dahin allschon in Bereitschafft/ und zum anmarch fertig und willig stehen/ mit denen Bunds-Völckern auß der Allürten Landen ins Feld zu rucken/ per unanimia geschlossen/ unter dem weitern Verlaß/ daß/ wann die hohe Allürte ins gesambt/ oder einer auß Ihnen/ wider die in denen Bündnüß-Recessen bedingte Assistentz-fälle/ im Reich mit Kriegs-Macht urplötzlich angegriffen/ oder solcher Gestalt angegriffen zu werden vergewissert würde/ es geschehe nun unter dem Prætext, oder mit militarischer Hand exequirenden Reunionen, oder auff andere Weg/ ingleichem/ da vor Augen stünde/ daß ein benachbarter mächtiger Staat eine grosse Kriegs-Macht zusammen ziehe/ sich damit ins Reich zu gehen anlasse/ folglich die Gefahr zum feindlichen Uberfall obhanden seye/ alsdann die postirung dieses Crayß Völcker/ nach deß Hochfürstl. Crayß-Obristen-Ampts/ mit Zuziehung einiger auß den Mitteln der Kriegs-Räthe an Hand gegebenen Assignato, unverzüglich und solcher massen veranstaltet werden solle/ daß selbe in Zeit von zweymahl 24. Stunden innerhalb deß Crayses zusammen geführt/ und so fort die Vivres gesambter Alliantz conjungirt; dennach dieselbe an Ort und End/ wo sie am sichersten und füglichsten von denselben abzuwenden/ auff Verordnung der Allürten gesambten Hochfürstl. Directorien, und respectivè Außschreib-Aempter/ (von denen gleichwol denen Herren Mit-Ständen hernacher Creyß-herkommliche Nachricht zu geben) dann der hohen Generalität (dero die Völcker auff sothanen Fall zusammen zu ziehen/ von gesambten Crayß wegen nothdürfftige und zulängliche Authorität/ unter dem zu ihrer hohen Prudentz und behöriger incumbentz gestellten guten Antrauen hiemit gegeben wird/) so wol auch mit Vorwissen und Zuthun der Kriegs-Räthe/ in solcher Eyl/ als man es allerseits nöthig zu seyn ermessen wird/ gestellt/ auch andere die mit dißseitigen hohen Allürten in ebenmässiger Defensiv-Bündnuß stehen/ zu einen gleichförmigen anerinnert/ und vermocht/ also mit gesambter Hand/ nach deme am Kays. Hof so wohllen auch im Feld der Operation halber künfftig zu vergleichen stehenden Concerto agirt, und die compactirte Assistentz und Guarantien unitis Consiliis & viribus einander mutuò præstirt werden solle.

Als man nun hierbey auff die Frage gekommen/ wie weit diese Friedens-Guarantie ihre Würckung haben/ und mit was extension selbige geleistet werden solle? Hat man sich

11. Dahin vereinbahret/ daß alle frembde/ ausser den zweyen Friedens-Instrumenten waltende/ und extravagante Casus außgeschlossen/ was hingegen aber durch erst-gemeldte Friedens-Schlüsse ehedessen seine Maaß und Ordnung erlanget/ und de præsenti oder in futurum durch Gewaltsame Hand angefochten wird/ in solcher Guarantie lediglich und allein begriffen seyn solle. Und nachdeme die ad exemplum Cæs. Maj. an Seiten der Fränck. Sächs. Ober-Rhein- und Westerwaldischen Allürten beschehene Accession, zur Span. Schwed. und Staatischen Association vorgekommen/ hat man Churfürstl. Bayerischen Theils/ unter hierzu verspürter guter inclination, sich hierinnen also zu erklären und zu bezeugen vernehmen lassen/ daß die gesampte Allürte Ihrer Churfürstl. Durchl. sonderbare Begierde zu deß gemeinen Wesens Besten/ hierinnen auch im Werck zuerkennen haben würden.

Wegen der von Fränckisch- und Mit-Allürten Seiten ehedessen verglichenen Trouppen/ hat man sich

12. Auch dahin verstanden/ daß eben dergleichen Reglement Cur-Bayer. und Schwäbischen Theils conformiter

ANNO 1683. miter observirt/ namentlich aber auff eine portion täglich 2. Pfund Brod à 2. Kr. 1. Maaß Getranck à 2. Kr. 1. Pfund Fleisch à 2. Kr. und auff ein Pferd 6. Pfund Habern à 3. Kr. gefolget/ und zwar dieses sowohlen bey den marchen als denen Stand-Quartieren solcher massen gehalten werden solle;

Ratione Termini ad quem, und wie lang diese Allianz dauren solle/ ist der Vergleich

13. Darauff herkommen/ daß dieselbe auff 3. Jahr gestellet/ und gleichwol denen Compaciscenten die Hand offen bleiben solle/ sothanen Terminum bey immittelst erfolgenden sichern Frieden/ oder anhaltender Gefahr zu engern/ oder nach allerseitigen auff beederley Fällen gesetzten Gutbefinden/ weiters zu extendiren/ Inzwischen aber und biß dahin solle dieses vinculum mutuum fest stehen/ und von niemand in particulari auffgelöst/ auch keine Tractaten mit dem einmahl declarirten Feind singulariter & divisim, sondern mit und von gesambter Hand unter allen Allirten Theilen miteinander auffgenommen; also diese Defensions-Verbindung in allem sanctè & inviolabiliter gehalten werden.

XXXIV.

31. Mars. *Fœdus perpetuum offensivum & defensivum inter Serenissimos* LEOPOLDUM *Imperatorem Romanorum Hungariæ & Bohemiæ Regem*, *&* JOANNEM III. *Regem & Regnum Poloniæ magnumque Ducatum Lithuaniæ; initum Warsaviæ 31. Martii 1683. Cum* RATIFICATIONE *Suæ Cæsareæ Majestatis. Datum in Arce Laxiburgi die 2. Maji 1683.* [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

NOs Leopoldus divinâ favente Clementiâ electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ Rex, Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, &c. Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wirtembergæ, & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portûs Naonis & Salinarum.

Notum testatumque facimus tenore præsentium, Quòd cum quotidiana experientiâ compertum habeatur, Potentiam Ottomannicam vel ideò Christianitati gravem, atque indies proficere, quòd in commune minimè consultum, nec ullis ad propulsandum commune periculum, Armorum Societatibus & Fœderibus provisum sit: in præsens quoque ea per universas in Europa Turcicas Ditiones, ipsamque Asiam Belli fiant præparamenta, quæ non nisi Populis Christianis, potissimum autem nostro Hungariæ, vicinoque Poloniæ Regnis possunt esse nociva, unde nec aliter plena eorum securitas consequenda videatur, quam si ad invicem ab immanissimi Hostis aggressione prospiciatur, ablataque totis viribus recuperentur, stimulante præsertim ad id Paterna Universalis Pastoris Innocentii XI. sollicitudine, quâ tam aliquot ab Annis pro Sacrosanctæ Fidei & Religionis Zelo, pro tot Populorum Salute & Christiani Nominis Gloria Sacrum Fœdus ineundum efficacissimis institit adhortationibus. Quapropter perpendentes simul ipsam Turcarum perfidiam, quæ necdum elapso Induciarum decursu, suscepta Subditorum nostrorum tumultuantium Protectione, Regno nostro inhiat, Polonia quoque Pacis paulò antè conclusæ infractionem sentiat, & denique successivè omnibus universale discrimen immineat, ordinavimus & constituimus Plenipotentiarios nostros, Illustrem & Magnificos nostros Sacrique Imperii fideles dilectos Carolum Ferdinandum Comitem à Waldstein Baronem in Zuigan, Munchengraz, Leutschin, & majore Augez, nostrum Consiliarium, Arcanum Camerarium, & Augustissimæ Imperatricis Viduæ Eleonoræ Dominæ Matris nostræ amantissimæ supremum Aulæ Præfectum, Aurei Velleris Equitem, Legatum, & Joannem Christophorum Zierwski Liberum Baronem de Zierwa in Hennerstorff, Geltendorff & minore Schatkau Consiliarium & Ablegatum nostrum, pridem in Polonia versantem, quibus vigore Literarum nostrarum Plenipotentialium secunda Mensis Januarii præsentis millesimi sexcentesimi octuagesimi tertii Anni datarum, plenam & integram Facultatem ac Potestatem concessimus, dedimus & tribuimus, ut nostro & Successorum nostrorum Regum Hungariæ & Bohemiæ, ac Archi-Ducum Austriæ nomine, cum Serenissimo & Potentissimo Principe Domino Joanne Tertio Rege Poloniæ, magno Duce Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Massoviæ, Samogitiæ, Kioviæ, Volhyniæ, Livoniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Smolensciæ, Severiæ Zerniechque, Ordinibusque Regni Poloniæ, & Magni Ducatus Lithuaniæ, Fœdus offensivum & defensivum simultanee, vel si alteruter eorum impeditus, absens, vel non valens fuerit, seorsivè tractare, perficere & concludere possint ac valeant. Et illi quidem per frequentiores cum Serenissimi, & Potentissimi Poloniæ Regis, Ordinumque Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ deputatis ad id Commissariis Varsoviæ in loco Comitiorum Regni Generalium habitas Conferentias, post invocatum divini nominis auxilium, præviâque matura deliberatione, in mutuas Fœderum Leges convenerunt, eò quò sequitur modò, videlicet.

Notum sit universis & singulis quorum interest, & quomodolibet interesse poterit: Quòd cùm inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Leopoldum electum Romanorum Imperatorem semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ Regem, Archi-Ducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ & Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Lucemburgiæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wirtembergæ, & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitem Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravium Alsatiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii Bourgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominum Marchiæ Sclavonicæ, Portûs Naonis & Salinarum ex una; & Serenissimum ac Potentissimum Principem & Dominum Dominum Joannem Tertium Poloniæ Regem, Magnum Ducem Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Massoviæ, Samogitiæ, Volhyniæ, Livoniæ, Kioviæ, Podoliæ, Podlachiæ, Smolensco, Severiæ, Zernechoviæque, Regnum ac Rempublicam Polonam Magnumque Ducatum Lithuaniæ ex altera parte de arctiore Amicitia, Correspondentia & Fœdere inter se pro mutua Regnorum, Provinciarum & Ditionum suarum Defensione ac Securitate ineundo, ab aliquot retrò annis actum, nunc verò metuendum sit, ne vicina in Hungaria mala longiùs serpant, & cumprimis altissimè memoratarum Suarum Majestatum Regna & Ditiones corripiant; Idcircò utrinque placuit, inceptum tam salutare opus per certos ad id concludendum specialiter deputatos Ministros reordiri, maturare ac perficere. Congressi itaque utrinque legitimè constituti Plenipotentiarii, nempe ex parte Sacræ Cæsareæ Majestatis Illustrissimus & Excellentissimus Dominus Dominus Carolus Ferdinandus Comes à Waldstein Baro in Zuigan, Munchengraz, Leutschin, & majore Augez, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius, Arcanus Camerarius, & Augustissimæ Imperatricis Viduæ Eleonoræ supremus Aulæ Præfectus, Aurei Velleris Eques, Legatus, & Dominus Joannes Christophorus Zierwsky Liber Baro de Zierwa in Hennersdorff, Geltendorff, & minore Schatkau, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius & Ablegatus; Ex parte verò Sacræ Regiæ Majestatis Poloniæ & Magni Ducis Lithuaniæ, Regni ac Reipublicæ Poloniæ, Magnique Ducatûs Lithuaniæ Deputati, Reverendissimi, Excellentissimi & Illustrissimi, Illustres magnifici & generosi Domini, Domini Joannes Matachouski Episcopus Cracoviensis, Nicolaus Stephanus Pac, Episcopus Vilnensis, Michael Radiecousky Episcopus Princeps Varmen. & Saml. Sacri Romani Imperii Princeps, Stanislaus Wituricky, Episcopus Lucconiensis & Prestensis, Casimirus Opalinsky Episcopus Culmensis, & Pomeraniæ, Stanislaus Woiensky Episcopus Camencensis, Andreas Potocky Castellanus Cracoviensis, Felicianus Potocki Palatinus Cracoviensis, Christophorus Gzymutousky Palatinus Posnan. Casimirus Sapieha Palatinus Vilnensis supremus, Exercituum Magni Ducatus Lithuaniæ Dux, Michael Dux Zartorisky Palatinus Sandomiriensis, Martinus de Kojietsko Oginsky Palatinus Trocensis, Stanislaus Joannes Jablonousky Palatinus & Generalis Terrarum Russiæ, Exercituum Regni Poloniæ supremus Dux, Nicolaus à Granou Sienscausky Palatinus Volhiniæ, Campidux Exer-

Exercituum Regni, Martinus in Zamosca Zamoyski Palatinus Lublinensis, Joannes de Kozielsko Oginsky Palatinus Potocensis Campidux Magni-Dux Lithuaniæ, Joannes Antonius Chrapovicky Palatinus Vitepsensis, Franciscus Pielenski Palatinus Marieburgensis, Uladislaus Donhoff Palatinus Pomeraniæ, Martinus Kytsky Castellanus Leopoliensis, Generalis Artileriæ Regni Præfectus, Stanislaus Carolus Luzecky Castellanus Podlachiæ, Otto Felcersamb Castellanus Livoniæ, Stanislaus Lubomirski Supremus Regni Marschalius, Joannes Wielopotoski Supremus Regni Cancellarius, Joannes Grimsky Procancellarius Regni, Dominicus Nicolaus Dux Razivilly Procancellarius Magni Duc. Lithuaniæ, Benedictus Sapieha Thesaurarius Supremus Magni Duc. Lithuaniæ. Lubomirsky Eques Melitensis Marechallus Curiæ Regni, Andreas Zaluski Magnus Regni Secretarius nominatus Episcopus Kyoviensis Suæ Regiæ Majestatis Cancellarius, Christophorus Gninsky Regni Referendarius Abbas Wygrouecens. Raphael Comes in Leszno Vexillifer Regni Comitiorum Regni Generalium Marechallus, Franciscus in Zakliczin Jordan Pincerna Regni, Capitaneus Dobeinens. ex Provincia minoris Poloniæ Deputatus, Joannes Krasinsky in Krasne, Referendarius Regni Capitaneus Varaviensis ex Provincia Majoris Poloniæ Deputatus. Franciscus Sapieha supremus Præfectus Stabuli. Magni Duc. Lithuaniæ ex Magno Duc. Lithuaniæ Deputatus, Josephus Stuszka Vexillifer Magni Duc. Lithuaniæ Deputatus; ex Equestri Ordine Andreas Joannes à Zydow Zydocosky Vice-Capitaneus & Judex Castren. Cracoviens. Martinus Olszousky Capitaneus Wiedunens. Martinus Zaphic de Szpanou Succamerarius Vicoviens. Deputatus de Minori Polonia, Casimirus Sapicha Capitaneus Prestensis, Stephanus Zahorouski Capitaneus Wlodimiriensis Deputatus de Minori Polonia, Alexander Pregiemsky Vexillifer Callisliensis, Hieronimus Kuropatricky Judex Terrestris Leopoliensis Deputatus ex Majori Polonia, Melchior Gurousky Pocillator Posnanensis, Hyacinthus Kostworousky Vexillifer Livensis, Jacobus Willkorazky Judex Surrogatus Castrensis Wschovensis, Seraphinus Stembocky Venator Juniuladislaviensis, Eustachius Grothus Capitaneus Raygrodensis. Post Plenipotentiarum Tabulis utrinque ritè commutatas in mutuas Fœderis arctioris offensivi & defensivi Conditiones, Leges & Articulos ut sequitur convenit.

In nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis.

SIt inter Serenissimos & Potentissimos Principes Dominum Leopoldum divinâ favente Clementiâ Imperatorem semper Augustum, ejusque Regnorum Hungariæ ac Bohemiæ, nec non Archiducatus Austriæ & cæterarum Suæ Majestatis Provinciarum Hæreditariarum Successores ab una; & Dominum Joannem tertium Dei gratia Poloniæ Regem, Magnum Ducem Lithuaniæ, Regnum Poloniæ, Magnumque Ducatum Lithuaniæ à parte altera, illa animorum & Armorum Societas, quæ utriusque Majestatis Regna & Provincias ut vicinitate mutua, ita communione periculorum Belli Othomannici conjunctas, & in eis Sacrosanctæ Fidei cultum tot periculorum salutem, non solum ab ulteriori immanissimi Hostis aggressione, in tuto conservare, verùm etiam recuperatas ab utrinque ablatas firma & stabili Pace valeat beare.

Et hæc verò erant motiva, quæ Sacram Regiam Poloniæ Majestatem & Rempublicam ad Fœderis hujus necessitatem induxere, utpote eam, quæ vicina ut propria considerans pericula, conclusam antè aliquot Annos cum Turcis Pacem multis infractionibus læsam, nec diu duraturam bene præviderat, maximè verò dum Paterna universalis Pastoris Innocentii undecimi sollicitudo, aliquot ab Annis Regiæ Majestatis magnanimitatem Statuumque Regni Pietatem, ad Sacrum hocce Bellum ferventissimis, ardentissimis, & creberrimis Adhortationibus ac Favoribus Subsidiorum promissis sollicitare non destiterit.

Sit ergò inter altememoratas Majestates earumque in Throno Successores, Regna & Provincias offensivi & defensivi Belli Societas. Prima ad gloriosam & stabilem cum Hoste communi utriusque Partis Pacificationem duratura. Altera ad ejusdem Pacis perennem Conservationem perpetuum permansura.

Quò autem majori robore & indissociabili vinculo solidetur tam sacrum piumque opus, utraque Pars communem Patrem Pontificem Maximum Sacræ hujus Societatis Protectorem, Manutentorem, ac in virtute Guarantiæ Evictorem, suis cum Successoribus maximis Pontificibus venerabunda assumit, minimè dubia, Sanctitatem suam id facturam, ut neutram Partem pœniteat Paternis ardentissimisque Suæ Sanctitatis adhortationibus pronas dedisse aures, & filialem submisisse promptitudinem.

Obligant se identidem tam Sacra Cæsarea Majestas, quam Sacra Regia Majestas Poloniæ, unà cum Regni & Magni Ducatus Lithuaniæ Ordinibus sub onere Juramenti propriarum manuum præsentis Tractatûs Subscriptione, omnique alio vinculo, quod firma & indissolubilia Principum & Populorum solet reddere Fœdera, initam hanc præsentem Belli Societatem sacrosanctè inviolabiliter in omnibus Punctis, Clausulis, Articulis, per se & Successores suos conservaturos.

Quod ut majorem habeat vigorem ac Religionem, ipsum Juramenti Sacramentum Eminentissimi Cardinales, nominatim Eminentissimus Pio, & Eminentissimus Barberini, uti earumdem Gentium Protectores & Repræsentantes, intrà decursum binorum mensium, in manibus suæ Sanctitatis in eam Juramenti formam, quæ seorsivo Articulo pacta est, & in hoc Tractatu ab utrinque subscripta habetur, nomine Suarum Majestatum tanquam Principalium suorum corporaliter præstabunt. Itidem Sua Majestas Cæsarea Prætensiones ex Tractatu tempore Belli Suecici, occasione Subsidiorum facto, resultantes annihilat; de hisque Sacram Regiam Majestatem & Rempublicam totaliter quietat, nominatim verò Diploma ex Senatûs Consilio emanatum de Electione nullum declarat; Eidem renuntiat, Regnoque Poloniæ & ejus liberis suffragiis restituit, & Hypothecam si quæ est, Inscriptiones & Prætensiones ad salis fodinas Vicliceses integrè remittit in perpetuum, & annihilat. Vicissim Sacra Regia Majestas & Respublica Poloniæ ex supradicto Tractatu resultantes Obligationes omnes vel Prætensiones in perpetuum solvit & annihilat: ut his ab utrinque sublatis in perpetuum Prætensionibus, omnes præsens Conjunctio excludat Scrupulos & Confidentiæ obices. In Societate itaque Belli offensivi permanentes Partes nullo modo ex prætextu seorsivè, etiamsi opima, votiva, & maximè favorabilis alterutri illarum esset oblata, acceptabunt Pacem, nisi simul & semel in eandem utraque Pars consenserit, eandemque acceptaverit.

Hæc Belli Societas erit inter Serenissimum & Potentissimum Imperatorem, quâ est Hungariæ & Bohemiæ Rex, Archidux Austriæ, tum aliarum Provinciarum Dominus ac Hæres. Ità ut Suæ Majestatis in Hæreditaria Regna & Provincias Successores teneantur ad hoc Fœdus, & iisdem Punctis, Clausulis, ligamentis obligentur: Ad quod Sacra Regia Majestas Poloniæ ejusque in Throno Successores, Regnum Poloniæ, magnusque Ducatus Lithuaniæ viceversa obligantur.

Eadem Belli Societas limitatur solius Belli Turcici necessitate, nec ad aliud quodvis Bellum ullo prorsus colore & prætextu extendi unquam poterit.

Declarat itaque Sacra Cæsarea Majestas vigore præsentis Societatis sexaginta millia Hominum ad Bellum in Hungaria gerendum, quo numero comprehenduntur viginti millia Subsidiorum Cæsareæ Majestatis Amicorum Principum, & Legiones in Præsidiis fortalitiorum in Italia permanentes.

Declarat vicissim Sacra Regia Majestas, Regnum Poloniæ, & Magnus Ducatus Lithuaniæ Bello gerendo competentes quadraginta millium Exercitus Vires durante eodem Bello alituras.

Casu verò, quò Viennensi vel Cracoviensi Urbi obsidio immineat, eo tempore utraque Cæsarea & Regia Majestas actualem Armorum suorum Conjunctionem, mutuò & ad invicem sibi adpromiserunt, Exercitibusque integris Pars Partem pro liberanda illa Urbe, quæ Caput & Metropolis est, juvabit, & propulsandam obsidionem curabit. Idem utraque Pars factura, quoties bellico auxilio assistendi sibi mutuò integris viribus vel earum parte necessitas postulaverit. Quo fine intimiorisque Communicationis ergo Residentes ab utrinque Officiales Belli gnari, specialiter ad id selecti circà Partes ad invicem manebunt.

Alias per diversionem Bellum geri debet, videlicet Sacra Cæsarea Majestas Regno Hungariæ Fortalitiisque ejus vindicandis, Sacra verò Regia Majestas Poloniæ, Cameneco, & Podoliæ ac Ukraniæ vindicandis incumbent. Bello acquisita sivè rehabita ex ablatis pro Jure, quibus antea pertinebant, Partibus cedent.

Quo-

ANNO 1683.

Quoniam verò Bellum præ foribus jam adest, Executio autem Comitiorum in Contributionibus præstendis tàm citò haberi nequit. Tum Sacra Cæsarea Majestas duodecim centenis millibus Florenorum Polonicalium currentis in Regno Monetæ Regno Poloniæ & Magno Ducatui Lithuaniæ succurrit pro primis & præsentaneis Belli expensis, idque in continenti post Subscriptionem præsentis Tractatûs: Cujus summæ refusionem nunquam à Republica prætendet. A Sanctissimo nihilominus Pontifice ejusdem omnimodam sibi fieri compensationem curare liberum erit.

Promittit insuper Sacra Cæsarea Majestas præsentis Tractatûs vigore, quam efficacissima apud Regem Catholicum sine mora interponenda officia pro extradendis decimis per Ditiones Suæ Majestatis Italicas, videlicet tàm in Regno Neapolitano, quàm in Statu Mediolanensi, quàm primùm eas Sanctitas Sua imposuerit. Quarum decimarum Subsidium usque ad honestam Pacem duraturum soli Regno Poloniæ applicabitur, nullatenus Sacra Cæsarea Majestate pro suis impensis eadem dividi prætendente vel impediente.

Cum autem ad hancce Societatem non solum invitandi sunt Christiani Principes, sed & ultrò se offerentes admittendi; Ideò utraque Pars se obligat pro posse invitaturam ad eam Amicos & Fœderatos Principes; Ità tamen ut utriusque Partis Consonus accedat assensus, quoties aliquis Principum admittendus erit; nominatim utraque Pars Serenissimos Moschorum Zaros omni cura ad hanc Societatem invitabunt, flectentque. In quantum verò utriusque Partis consensu contingeret, alterutram Majestatem in Castris fore præsentem, eo casu generalis Gubernatio penes præsentem foret.

Quod quidem Fœdus antiquis inter eosdem Serenissimos Principes, Regnaque ac Dominia eorum compactis, & limitaneis Granitierum Commissionibus nullum præjudicium adferre debet; imò perpetuum illis robur addit & præstat.

Juramenti verò supramemorati ab utraque Parte in manibus summi Pontificis per Eminentissimos Cardinales, Protectores & Repræsentantes præstandi talis debet esse tenor.

Ego N. N. Serenissimi & Potentissimi Principis Leopoldi I. Imperatoris semper Augusti, quà est Hungariæ & Bohemiæ Rex & Archidux Austriæ, aliarumque Provinciarum Hæres, uti Principalis mei speciali Mandato ad id instructus, ejusque Majestatis in Regna & Provincias Hæreditarias Successorum nomine sanctè juro.

Vel Ego N. N. Serenissimi & Potentissimi Principis Domini Joannis Tertii Regis Poloniæ, & Magni Ducis Lithuaniæ, Principalis mei, ejusque in Throno Successorum, Regum Poloniæ & Magnorum Ducum Lithuaniæ, Universæque Reipublicæ Polonæ & Magni Ducatus Lithuaniæ, quorum specialibus Mandatis ad id instructus sum, nomine sanctè juro.

Quia Fœdus offensivum & defensivum contrà immanissimum Christiani nominis Hostem, inter altememoratas Majestates initum & Varsaviæ die trigesima prima Mensis Martii Anno currenti millesimo sexcentesimo octuagesimo tertio, per earumdem Majestatum Plenipotentiarios conclusum, & manuum Subscriptione munitum, & ab iisdem altememoratis Majestatibus ratum, gratum, acceptatum, ac propriarum manuum Subscriptione firmatum, in omnibus ejus Punctis, Pactis, Clausulis, Articulis ac Ligamentis bona fide juxtà tenorem verborum, & genuinam eorum significationem Serenissimus & Potentissimus Princeps Leopoldus primus, Imperator semper Augustus, ut Hungariæ & Bohemiæ Rex & Archidux Austriæ observabit, tenebit & adimplebit. Ejusque Majestatis Successores Hungariæ & Bohemiæ Reges, Archiduces Austriæ observabunt, tenebunt & adimplebunt.

ANNO 1683.

Vel Serenissimus & Potentissimus Princeps Joannes III. Poloniæ Rex, Magnus Dux Lithuaniæ ejusque Majestatis in Throno Successores Reges Poloniæ & Magni Duces Lithuaniæ, ac Universi Regni, & Magni Ducatus Lithuaniæ Status ac Ordines, observabunt, tenebunt & adimplebunt.

Neque de hoc Absolutionem petent, nec oblatam suscipient, sic me Deus adjuvet & hæc sancta Dei Evangelia.

In quorum fidem, nomine Serenissimorum suorum Principalium, eorumdem Literis Plenipotentiariis mediantibus, Nos Legatus & Ablegatus Augustissimæ Cæsareæ Majestatis Extraordinarii ac Sacræ Regiæ Majestatis Regni & Magni Ducatus Lithuaniæ ex Senatorio & Equestri Ordine Deputati Commissarii manibus propriis subscribimus & Sigillis munimus. Quod & Sacræ & Serenissimæ altememoratæ Majestates, Domini nostri Clementissimi, uti Principales in spatio unius Mensis præstabunt. Actum Warsoviæ sub celebratione Generalium Comitiorum Regni, die trigesima prima Mensis Martii Anno Domini millesimo sexcentesimo octuagesimo tertio.

CAROLUS Comes de Waldstein,

JOANNES CHRISTOPHORUS Liber Baro de Zierova Zierouski.

Quem quidem Tractatum nobis relectum cum omnibus suis Articulis, Punctis & Clausulis confirmavimus, ratihabuimus & approbavimus: Quemadmodum illum per præsentes confirmamus, ratihabemus & approbamus. Promittentes in verbo Imperiali, Regio, & Archiducali, ac pro nobis Hæredibus & Successoribus nostris, Regibus Hungariæ & Bohemiæ, ac Archiducibus Austriæ firmiter spondentes, omnia & singula juxtà Conventionem præinsertam per Plenipotentiarios nostros tractata & conclusa, integrè, strictè, & inviolabiliter observanda. Harum Fide & Testimonio Literarum, Subscriptione manûs nostræ ac Sigilli nostri Cæsarei appensione expeditarum. Quæ dabantur in Arce nostra Laxiburgi die secunda mensis Maji Anno Domini millesimo sexcentesimo octuagesimo tertio, Regnorum nostrorum Romani vigesimo quinto, Hungarici 28. Bohemici verò vigesimo septimo.

LEOPOLDUS.

(Locus Sigilli in pixide argentea deaurata filo aureo appensa contenti, cerâ verò rubrâ expressi.)

LEOPOLDUS GUILHELMUS Comes in Konigsegg.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

JOANNES PROBST.

XXXV.

26. Mai. LES PROVINCES-UNIES ET MAROC.

Tractaet van Vreede en Koophandel gesloten tusschen MULEY ISMAEL, *Keiser van Marocco, en de Heeren Staten Generael der* VEREENIGDE PROVINTIEN, *neffens syne Hoogheit den Heere Prince van* ORANGE *in den Hage 26. May 1683. en geratificeert door den Keiser van Marocco in Augusti 1684.* [Recueil de divers Traitez faits entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, & les autres Princes & Etats.]

XXXV.

Traité de Paix, de Navigation, & de Commerce, entre MULEY ISMAEL, Empereur de Maroc d'une part, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, avec son Altesse le Prince d'ORANGE d'autre part. Ratifié à la Haye de la part de Leurs Hautes Puissances le 26. Mai 1683. & par l'Empereur de Maroc le 10. du Ramadan 1095.

26. Mai. LES PROVINCES-UNIES ET MAROC.

De

Les

ANNO 1683.

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden: Allen den genen die desen sullen sien ofte hooren lesen, Salut. *Doen te weten*: Dat tusschen sijne Majesteyt Muley Ismaël, Keyser van Marocco, Koningh van Fez, Tafilet, Garbe, ende Africa ter eenre; ende Ons ende sijne Hoogheyt den Heere Prince van Orange, ter andere zyde; is geslooten ende opgerecht het Tractaet van Vrede ende van Commercie, volgende hier naer van woorde te woorde geinsereert.

I. IS vast gestelt ende besloten, datter in het toekomende tusschen sijne Majesteyt Muley Ismaël, Keyser van Marocco, Koningh van Fez, Tafilet, Garbe ende Africa ter eenre, ende de Hoogh Mog. Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, ende sijne Hoogheyt den Heere Prince van Orange, ter andere zyde, sal zyn eene goede, vaste ende onverbreeckelijcke Vrede, de welcke haer aenvangh sal nemen van den dagh af dat de Ratificatie van het tegenwoordige Tractaet van wegen de hooghgemelte Heeren Staten Generael, in handen van sijne Majesteyt Muley Ismaël sal zyn gekomen en overgelevert, sullende alle Acten van hostiliteyt van die tydt af van wederzyden cesseren ende ophouden, werdende het tegenwoordige Tractaet door hooghst-gedachte syne Majesteyt Muley Ismaël, van nu af aen in alle en jegelijcke sijne deelen ende Articulen behoorlijck geapprobeert, geratificeert, ende geconfirmeert.

II. De Schepen of andere Vaertuygen van de hooghgemelte Heeren Staten Generael, of die van hare Onderdanen ende Inwoonders soo Christenen als Joden, sullen altoos hebben een vrye intrede binnen de Reeden ende Havens van hoogst-gemelte syne Majesteyt, ofte in andere Plaetsen van des selfs Koninckrycken, soo om aldaer op Anckers, soo langh als 't haer belieft, te blyven, als om in alle vryheyt te negotieren, koopen ende verkoopen, midts betalende Tollen voor de Koopmanschappen die verkocht sullen werden sonder meer, onder wat Naem, Titul, ofte pretext het soude mogen wesen; doch de gene die niet verkocht sullen werden, sullen in alle vryheydt werden te rugge gebracht ende herscheept, sonder eenige Rechten ofte Impositien daer van te betalen, en sullen mogen vertrecken als 't haer belieft, sonder eenige ophoudinge ofte verhinderinge; ende aengaende de Waren van Contrebande, als Bus-poeder, Sulpher, Deelen, ende allerhande Scheeps-Timmerhout, Tou-werck, Pick, Teer, Roers, ende andere saecken tot den Oorlogh dienende, sullen de Inwoonders van de gemelte Vereenighde Nederlanden niet gehouden zyn eenigh recht aen hooghst-gedachte syne Majesteyt te betalen.

III. De Schepen ofte Vaertuygen, soo die van hooghst-gemelte syne Majesteyt ofte van des selfs Onderdanen, als die van Hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, ofte van yemandt van hare Onderdanen, sullen de Zee mogen bevaren ende negotieren, sonder de een door de ander te werden gevisiteert, opgehouden ofte gemolesteert, oock sullen alle Personen en Passagiers, van wat Landschap ofte Natie de selve mogen zyn, met alle haer Geldt, Goederen, Koopmanschappen ende Meublen, in eenige van de boven-gemelte Schepen bevonden werdende, t'eenemael vry zyn, ende van geen van beyde zyden mogen werden gearresteert, aengehouden, berooft, ofte eenigsints beschadight.

IV. De Oorlogh-Schepen van hooghst-gedachte syne Majesteyt, ofte andere Vaertuygen ontmoetende in de volle Zee, en buyten de Plaetsen dependerende van de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, sullen aen boort van de gemelde Schepen der Vereenighde Nederlanden mogen senden hare Sloep, alleen met twee Mannen, de welcke in de gemelte Sloep sullen treden behalven de Roeyers, en sal vervolgens geen meerder getal van Volck, als die twee Mannen in eenig Koopvaerdye-ofte ander Schip, sonder permissie van den Capiteyn ofte Schipper mogen overgaen, de welcke haer een behoorlyck Pasport getoont hebbende, sal de voorsz. Sloep gehouden zyn aenstonts te vertrecken, en sal het gemelte Koopvaerdy-Schip syne reyse, sonder eenigen hinder ofte belet vervolgen, en-

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies, à tous ceux qui ces presentes verront ou entendront lire, Salut. Sçavoir faisons, Qu'entre Sa Majesté Muley Ismael Empereur de Maroc, Roi de Fez, Tafilet & Garbe & Afrique d'une part, & Nous & son Altesse le Seigneur Prince d'Orange d'autre part, a été conclu & dressé le Traité de Paix & de Commerce inseré ci-aprés mot pour mot.

I. EST arrêté & conclu, qu'à l'avenir, il y aura entre Sa Majesté Muley Ismael, Empereur de Maroc, Roi de Fez, Tafilet, Garbe & Afrique d'une part & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, & son Altesse le Seigneur Prince d'Orange d'autre part, une bonne ferme & inviolable Paix, qui aura son commencement du jour que la Ratification du present Traité faite de la part des susdits Seigneurs Etats Généraux, sera livrée entre les mains de Sa Majesté Muley Ismael; Et dès ce jour cesseront tous Actes d'hostilité de part & d'autre, ledit present Traité étant dès à present comme pour lors approuvé, ratifié & confirmé dans tous & un chacun ses Points & Articles.

II. Les Vaisseaux & autres Batimens des susdits Seigneurs Etats Generaux, ou ceux de leurs Sujets & Habitans tant Chrêtiens que Juifs auront toûjours une libre entrée dans les Rades & Ports de sadite Majesté, ou dans les autres Places de ses Royaumes, pour y demeurer à l'ancre aussi long-tems qu'il leur plaira, comme pour y negocier, vendre & achetter en toute liberté, en payant les Droits pour les Marchandises qui seront venduës, sans plus, sous quelque nom, titre, ou pretexte que ce puisse être; mais celles qui ne seront pas venduës, pourront être rembarquées & emmenées en toute liberté, sans en payer aucun droit ou imposition, & pourront partir quand bon leur semblera, sans aucun retardement ni empêchement; Et à l'égard des Marchandises de contrebande, comme Poudre à canon, Salpêtre, Planches, & toutes sortes de bois à construire des Vaisseaux, Cordage, Goudron, Poix, Fusils & autres choses servant à la Guerre, les Habitans des susdites Provinces-Unies ne seront tenus d'en payer aucun droit à sa susdite Majesté.

III. Les Batimens, & Vaisseaux marchands, tant ceux de sadite Majesté ou de ses Sujets, que ceux des susdits Seigneurs Etats Generaux ou de quelqu'un de leurs Sujets, pourront tenir la Mer & négocier, sans être visitez de l'un l'autre, ni retenus ni molestez, aussi toutes personnes & passagers de quelques Provinces ou Nation qu'ils puissent être, en quelqu'un desdits Vaisseaux qu'ils puissent se trouver, seront entierement libres avec leur argent, denrées, Marchandises & meubles, & ne pourront être arrêtez de part, ni d'autre, ni retenus, pillez, ni endommagez en aucune maniere.

IV. Les Vaisseaux de guerre de sadite Majesté, ou autres Bâtimens marchands, rencontrans en pleine Mer & hors des lieux dependans des susdits Seigneurs Etats Generaux quelque Vaisseau marchand ou autres des Sujets des susdits Seigneurs Etats Generaux, pourront envoyer leur Chaloupe, à bord desdits Vaisseaux des Provinces-Unies, seulement avec deux hommes qui entreront dans ladite Chaloupe excepté les Rameurs, & il ne pourra passer dans aucun Vaisseau marchand ou autre Bâtiment, plus grand nombre que lesdits deux hommes, sans permission du Capitaine, ou Maître du Bâtiment, lequel leur ayant montré un Passeport convenable, ladite Chaloupe sera obligée de se retirer aussi-tost; & ledit Vaisseau marchand continuera son voyage, sans aucun empêchement, ou obstacle; Et reciproquement au cas que quel-

ANNO 1683.

ende reciproquelyck in ghevalle eenigh Schip ofte Schepen van hoogst-gedachte syne Majesteyt, ende den Capiteyn van een van de voorsz. Schepen hebbende verthoont een behoorlyck Paspoort door ordre van hooghst-gemelte syne Majesteyt onderteeckent, nevens een Certificatie van de Consul van de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, die als dan tot Salée ofte anders sal resideren, soo sal het gemelte Schip ofte Vaertuygh syne reyse vryelijck mogen vervolgen.

V. Geen Capiteyn ofte ander Persoon van eenigh Schip ofte Vaertuygh van hooghst-gedachte syne Majesteyt sal vermogen te lichten uyt eenigh Schip, de Onderdanen van hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, toebehoorende eenigh Persoon ofte Personen, wie het oock soude mogen wesen, om elders heen te vervoeren ofte doen vervoeren, en om aldaer te werden ge-examineert, ofte onder hoedanigh pretext het soude mogen wesen, veel min sal het haer geoorloft zyn de torture ofte eenigh ander geweldt te exerceren tegens eenige Personen, van wat Natie ofte conditie de selve soude mogen zyn, de welcke in eenige Schepen, de Onderdanen van haer Ho. Mo. toebehoorende gescheept sullen wesen, onder wat pretext of voorwendingen het oock soude mogen wesen.

VI. Ingevalle eenige Scheepen ofte Vaertuygen van hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, of van yemandt van hare Onderdanen en Inwoonders op de Kusten van hooghst-gedachte syne Majesteyt komen te stranden, sullen voorsz. Scheepen met hare Gereetschappen en toebehooren, Goederen en Ladinge niet werden gheconfisqueert, noch 't Volck tot Slaven gemaeckt; maer sullen ter contrarie alle de Onderdanen van hooghst-gedachte syne Majesteyt gehouden wesen alle mogelycke devoiren aen te wenden, om het Volck ende de Goederen te bergen.

VII. Geen Ingesetenen van syne Majesteyt, ofte van hoogh-gedachte Heeren Staten Generael sullen mogen Commissie nemen van eenige andere Potentaten of Princen, om met Schepen haer toebehorende, ofte oock met Schepen van andere te infesteren, ofte eenige moyelyckheydt toe te brengen aen de Ingesetenen van deselve syne Majesteyt, ofte van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael respective.

VIII. Geen Schepen van hooghst-gedachte syne Majesteyt, het zy groot ofte klein, sullen mogen kruyssen ofte op beuyt varen ontrent de Reeden, Havenen, Steden en Plaetsen, staende onder het Gebiedt van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael.

IX. De Vyanden van syne Majesteyt, ofte van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael, sullen in de Havenen van syne Majesteyt, ofte van de Heeren Staten Generael respective, niet mogen opbrengen eenige Prysen, op de voorsz. Ingesetenen gemaeckt, ofte hare Schepen, Goederen, ofte Persoonen aldaer verhandelen ofte verkoopen.

X. In gevalle eenige Oorlogh-Schepen van de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, in de Havens van hoog-gedachte syne Majesteyt met eenige Prinsen quamen in te vallen, sullen sy de voorsz. Prinsen in alle vryheydt aldaer mogen verkopen, ofte daer van na haer goetduncken disponeren, sonder door yemandt te werden gemolesteert, wie het oock soude mogen zyn; daer en boven sullen de Oorlogh-Schepen van de hoogh-gemelte Heeren Staten niet gehouden zyn, eenighe Rechten ofte Gabellen te betalen, maer ter contrarie in gevalle haer eenige Vivres mochten ontbreecken, sullen sy alle het gene sy van nooden sullen hebben, vryelyck voor couranten prys moghen kopen.

XI. Soo haest als eenigh Oorlogh-Schip van hooghghemelte Heeren Staten Generael, in eenige van de Havens van hoogst-gedachte syne Majesteyt sal arriveren; ende dat den Consul der Vereenighde Nederlanden, ofte den Capiteyn van 't gemelte Schip, aen de Gouverneurs van de voorsz plaetsen daer van kennisse sal hebben gegeven, sal het selve werden gepubliceert, op dat een yder syne Slaven beware; doch in gevalle des niet tegenstaende eenige Slave quam te eschapperen, ofte dat'er vermoeden was dat yemandt ge-eschappeert mochte wesen, sullen de voorseyde Gouverneurs niet toelaten dat ter dier oorsaecke eenige insolentie tegens den voornoemden Consul ofte eenig ander Onderdaen van de Vereenigde Nederlanden

quelque Vaisseau, ou autre Bâtiment marchand des susdits Seigneurs Etats Generaux, viennent à rencontrer quelque Vaisseau ou Vaisseaux de sa susdite Majesté, & un Capitaine d'un d'iceux Vaisseaux ayant montré Passeport convenable signé par ordre de sadite Majesté, ensemble un Certificat du Consul des susdits Seigneurs Etats Generaux, qui residera pour lors à Salé ou autrement, alors le susdit Bâtiment ou Vaisseau marchand pourra poursuivre librement son voyage.

ANNO 1683.

V. Aucun Capitaine ou autre personne de quelque Vaisseau ou Bâtiment marchand de sa susdite Majesté, ne pourra enlever d'aucun Vaisseau, aucune personne ou personnes apartenants aux Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, quelles qu'elles soient, pour les amener ou faire amener ailleurs, & pour y être examinez, ou sous quelque pretexte que ce puisse être; bien moins sera-t-il permis d'exercer la torture ou question, ou autre violence contre aucune personne de quelque Nation ou condition que ce puisse être, qui seront sur les bords de quelques Vaisseaux apartenans aux Sujets de leurs Hautes Puissances, sous quelque pretexte ou allegation que ce puisse être.

VI. Au cas que quelques Bâtimens ou Vaisseaux marchands des susdits Seigneurs Etats Generaux, ou de quelqu'un de leurs Sujets ou Habitans viennent à echouer sur les côtes de sadite Majesté, lesdits Vaisseaux, ni leurs dependances, Marchandises & charges ne seront confisquez, ni l'Equipage fait esclave, mais seront au contraire tous Sujets de sadite Majesté tenus d'employer tous les devoirs possibles pour sauver l'Equipage & les Marchandises.

VII. Aucun Sujet de Sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux, ne pourront prendre de Commission de quelque autre Potentat ou Prince pour infester ou molester avec leurs Vaisseaux à eux appartenans ou autres les Sujets de sa susdite Majesté ou des susdits Seigneurs Etats Generaux respectivement.

VIII. Aucuns Vaisseaux de sa susdite Majesté, soit grands ou petits, ne pourront croiser ou pirater és environs des Côtes, Havres, Villes & Places de la Domination desdits Seigneurs Etats Generaux.

IX. Les Ennemis de Sa Majesté, ou des susdits Seigneurs ne pourront amener dans les Havres de sadite Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux aucune prise faite sur lesdits Sujets ou y vendre & trafiquer leurs Vaisseaux, Marchandises & Personnes.

X. Au cas que quelque Vaisseau de guerre des susdits Seigneurs Etats Generaux vienne à tomber dans les Ports de sa susdite Majesté avec quelque prise, ils les y pourront vendre en toute liberté, ou en disposer selon que bon leur semblera sans être molestez de personne, qui que ce puisse être; de plus les Vaisseaux de Guerre desdits Seigneurs Etats Generaux ne seront point tenus de payer quelque Droit ou Gabelle, mais au contraire, s'il leur manquoit quelques vivres, ils pourront acheter librement ce dont ils auront besoin, au prix courant.

XI. Aussitôt que quelque Vaisseau de Guerre des susdits Seigneurs Etats Generaux sera arrivé dans quelqu'un des Havres de sadite Majesté; Et que le Consul des Provinces-Unies, ou le Capitaine du susdit Vaisseau en aura donné connoissance au Gouverneur de la susdite Place, cela sera publié, afin que chacun garde ses Esclaves; mais s'il arrivoit que nonobstant cela quelque Esclave vint à s'échaper, ou qu'on soupçonnât qu'il en seroit échapé quelqu'un, le susdit Gouverneur ne souffrira pas que pour ce sujet il soit commis aucune insolence contre le susdit Consul ou contre d'autres Sujets des Provinces-Unies; mais

den werde gepleeght; maer sullen aen de Meesters van soodanigen Slave ofte Slaven belasten dat sy de selve met alle discretie van den Capiteyn ofte Commandeur, by wie sy haer souden mogen heben gesalveert, afvorderen; en in gevalle dien Officier sulcks stantvastelyck ontkende, of dat men daer geen volkomen kennisse van hadde, sal den Meester of Meesters gehouden zyn, volkomen geloof aen de woorden van den voornoemden Officier te geven, sonder daer over den Consul ofte de voornoemde Onderdanen in eenigerhande manieren te mogen molesteren, niet te min indien het seker was, dat soodanigh Officier de waerheidt van de sake quam te verbergen, sullen de voornoemde Gouverneurs van weghen hooghst-gedachte syne Majesteyt als dan den voornoemden Consul versoecken daer over aen de Staten Generael te schryven, op dat satisfactie sonder uytstel aen de Meesters van soodanighe ge-eschappeerde Slaven gegeven werde.

XII. Van den dagh af dat de Ratificatie van het tegenwoordig Tractaet van wegen die Heeren Staten Generael aen meer hoogst-gedachte syne Mejesteyt sal zyn over gegeven en ge-extradeert, sullen geene Onderdanen of Inwoonders der Vereenighde Nederlanden, soo Joden als Christenen, binnen alle de Koningrycken van hooghst-gedachte syne Majesteyt tot Slaven gemaeckt mogen werden, onder wat pretext het soude mogen wesen; daer en boven sullen de hoogh-gedachte Heeren Staten Generael, uyt krachte van dit Tractaet, geensints gehouden zyn, eenige van hare Onderdanen ofte Inwoonders, zynde tegenwoordigh in Slavernye, of die voor het uytwisselen van gemelte Ratificatie daer toe souden mogen komen te vervallen, vry te kopen, maer sal het absolut van hare vrye wille dependeren sonder eenige limitatie ofte restrictie van tydt, hare mededogentheydt in 't werck te stellen, ende soodanige, ende soo veel t'allen tyden als het haer goet duncken sal, te verlossen, midts conditie van over den prys van haer rantsoen met hare Meesters op de redelijckste manier te accorderen, sonder dat men haer sal mogen constringeren eenige tegens haer danck te lossen, het zy van de Slaven van de Galeyen, Gouverneur, Alcaydes, ofte wie het oock soude mogen zyn, toebehooren, niet goedt vindende om veele reedenen te stipuleren, dat de Meesters gehouden soude zyn hare Slaven, zynde haer eygen Goedt, voor den prys van haren eersten inkoop te moeten af-staen, nochte dat oock de hoogh-gemelte Heeren Staten gehouden sullen zijn, soodanige aen te nemen, als men haer met geweldt soude willen doen lossen; belovende meer hooghst-ghedachte syne Majesteyt sijn Authoriteyt in dese saecke te sullen employeren, om beyde de Parthyen te vreden te stellen; ende is vervolgens geaccordeert, dat alle de Slaven, zynde Onderdanen en Inwoonders van die hoogh gemelte Heeren Staten Generael, ter occasie van hare lossinge, sullen genieten het Proffijt ende de Emolumenten van den afslag ofte verminderinghe der Rechten die syne Majesteyt toekomen, ghelijck oock van de andere Onkosten, midts voor de selve betalende soo redelijcken Prijs als eenige Slaven van andere Natien, ten opsichte van hare lossinge, het zy naer den gesloten Vrede, ofte by wegen van Aelmoessen zyn ghewoon te betalen; wel-verstaende, dat soodanige Slaven, Inwoonders der Vereenigde Nederlanden, die dit Emolument sullen willen genieten, door de Commissarissen of andere Ministers van den Staet der Vereenighde Nederlanden, die naer desen biennen de Rijcken van hoogst-gedachte syne Majesteyt souden mogen komen, sullen moeten werden gelost, sullende andere Slaven, Inwoonderen van de hoogh-gemelte Provincien, die dat Voordeel der gemelte Rechten niet sullen willen genieten, haer Vryheyt door andere Persoonen, soo sy te rade sullen werden, mogen procureren; de voornoemde Commissarisen ofte andere publijcque Ministers, die naer desen van wegen de hoogh-gemelte Vereenighde Nederlanden, in de Rycken van hoogst-gemelte Syne Majesteyt souden mogen werden aengestelt, sullen de Vryheit ende Macht hebben van voor haer, ofte hare Secretarissen, Contracten, ende Accorden te doen passeren opene Brieven ende andere Depeches in haer Naem te verleenen, ende verders te doen alle 't gunt de lossinge en het vertrek der geloste Slaven van nooden sal zyn, sonder dat yemandt, wie het oock soude mogen wesen, sich daer tegen sal mogen stellen, of de geloste Slaven molesteren; wyders sullen de voorsz Ministers met al-

mais il sera enjoint aux Maîtres d'un tel Esclave ou Esclaves, qu'ils les redemandent avec toute discretion au Capitaine ou Commandant auprès de qui ils pourroient s'être sauvez; Et au cas que l'Officier le denie constamment, & que l'on n'en ait point de connoissance certaine, le Maître ou les Maîtres seront tenus d'ajouter une foi entiere à la parolle du susdit Officier, sans pour cette occasion pouvoir molester le Consul ou les susdits Sujets en aucune maniere; Neanmoins s'il étoit certain, que tel Officier vint à cacher la verité, lesdits Gouverneurs de la part de Sa Majesté demanderont au Consul qu'il en écrive aux Etats Generaux, afin qu'il soit donné sans délai satisfaction aux Maîtres de tels Esclaves qui se seroient échapez.

XII. Du jour que la Ratification du présent Traité aura été fournie à sadite Majesté de la part desdits Seigneurs Etats Generaux, aucun Sujet ou Habitant des Provinces-Unies, tant Juifs que Chrétiens, ne pourront être faits Esclaves dans tous les Roiaumes de sadite Majesté, sous quelque pretexte que ce puisse être. De plus les susdits Seigneurs Etats Generaux, en vertu de ce Traité ne seront nullement tenus de racheter aucuns Sujets ou Habitans qui sont presentement Esclaves ou qui pourroient l'être faits avant l'Echange des susdites Ratifications; mais il dependra absolument de leur franche volonté, sans aucune limitation ni restriction de tems, de mettre leur compassion en effect & ainsi de les racheter dans le tems qu'ils le jugeront à propos. A condition de convenir avec leur Maître d'un prix raisonnable pour leur rançon, sans qu'on les puisse contraindre d'en delivrer aucun malgré eux, soit des Esclaves des Galeres, Gouverneur, Alcayde, ou à qui qu'ils puissent apartenir; ne trouvant pas à propos pour plusieurs raisons de stipuler, que les Maîtres soient obligez de se deffaire de leurs Esclaves, étant leur propre bien, pour le prix de leur premier achapt; ni que les susdits Seigneurs Etats seront obligez de les prendre, si on les leur vouloit faire racheter de force. Promettant sa Susdite Majesté d'employer son Authorité en cette affaire, pour que les deux Parties soient satisfaites: & est ensuite accordé que tous les Esclaves, étant Sujets & Habitans desdits Seigneurs Etats Generaux, à l'occasion de leur rachapt, jouïront du Profit & des Emolumens du rabais & diminution des Droits qui appartiennent à Sa Majesté, comme aussi des autres frais, en payant pour iceux un prix aussi raisonnable qu'aucun Esclave d'autres Nations à l'égard de leur rachapt, comme on a coûtume de les payer, soit après la Paix concluë, soit par maniere d'Aumône. Bien entendu que tels Esclaves, Habitans des Provinces-Unies, qui voudront jouïr de cet Avantage, devront être rachetez par les Commissaires ou autres Ministres de l'Etat des Provinces-Unies, qui ci-après viendront dans les Etats de Sa susdite Majesté. Et les autres Esclaves, Habitans des susdites Provinces qui ne voudront pas jouïr de l'avantage des susdits Droits, pourront procurer leur Liberté par d'autres Personnes, s'ils le jugent à propos. Les susdits Commissaires, ou autres Ministres publics, qui seront ci-après établis de la part desdites Provinces-Unies, dans les Roiaumes de Sa susdite Majesté auront la Liberté & le Pouvoir de faire par devant eux ou par devant leurs Secretaires passer tous Contracts, Accords, Lettres Patentes, & autres Depêches en leur nom, & faire en outre tous ce qui est necessaire pour le rachapt & retour des Esclaves qui seront delivrez, sans que personne, qui que ce puisse être, puisse s'y opposer, ou molester les Esclaves rachetez. En outre les susdits Ministres pourront faire & passer par devant eux toute sorte d'Instrumens & Contracts au proffit d'au-

ANNO 1683.

soo veel Authoriteyt, als eenige Ministers van andere Princen of Potentaten vermogen te maken, en voor haer te doen passeren allerhande Instrumenten en Contracten ten behoeve van andere Christen Natien, oock mogen verleenen Paspoorten sonder contradictie van yemandt.

XIII. Indien het gebeurde dat eenige Onderdanen van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael binnen eenige van de Plaetsen ofte Steden van hooghst-gedachte syne Majesteyt quam te overlyden, sullen des selfs Goederen of Penningen door de Gouverneurs, Rechters, ofte andere Officieren van wegen hooghst-gedachte Syne Majesteyt niet mogen werden aengeslagen; selfs en sal niemandt van de gemelte Gouverneurs ofte andere Officieren daer van kennisse mogen nemen, ofte daer omtrent eenige de minste recherche werden gedaen, maer sullen sodanige Goederen en Penningen werden aengevaert by die geene, die den Overleden tot sijn Erfgenaem ofte Erfgenaemen by Testament sal hebben geinstitueert, In gevalle de selve ter plaetse van den Overleden mochten wesen; ende indien de Erfgenamen aldaer niet present souden mogen zijn, sal den Executeur van 't selve Testament door den Overleden behoorlijck geinstitueert, naer dat hy een perfecten Inventaris van alle de nagelatene Goederen en Penningen ter goeder trouwen sal hebben gemaeckt, de selve sonder eenigh belet in sijn bewaringe nemen; ende sal besorgen dat alles in handen van de ware ende wettige Erfgenamen door veylige wegen gesteldt werde; maer indien yemant van de voornoemde Onderdanen, sonder Testament quam te overlyden, sal den Consul der hoog-gemelte Vereenighde Nederlanden sodanige Goederen en Penningen onder een behoorlijcke Inventaris aenvaerden, om de selve aen de naeste Vrunden en Erfgenamen der Overleden ter handt te stellen.

XIV. De Koopluyden soo Christen als Joden van hoogh-gemelte Vereenighde Nederlanden, de welke haer binnen eenige van de Steden van hoogst-gedachte Syne Majesteyt bevinden, sullen geensints gehouden zijn Goederen tegen haer danck te kopen, maer sal altijdt tot haer keure staen sodanige te kopen, als sy oordeelen sullen haer dienstigh te zijn; van gelijcken sal geen Capiteyn ofte Schipper van de hoogh-gemelte Provincien gehouden zijn eenige Goederen tegens sijn danck in te laden, om de selve te vervoeren, ofte om een Reyse te doen naer eenige Plaetsen daer hy niet soude willen varen; oock sal den Consul van hooggemelte Provincien niet gehouden zyn eenige Schulden van een ander Onderdaen van de selve Provincien te betalen, ten ware dat ten dien oorsaeke eenige Borgtocht, ofte Cautie by publijcque Acten gestelt ware.

XV. De Onderdanen, soo Christenen als Joden, van hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, sullen in cas van Pleydoyen of Processen in de Rijcken van hoogst-gedachte Syne Majesteyt niet gehouden zijn sich te submitteren onder eenige Juridictie van de Landen, maer indien'er waren eenige questien, soo Civile als Criminele, tusschen die van de Natie van de Vereenighde Provincien alleen, in welcken gevallen sy niet gehouden sullen wesen te compareren voor een andere Rechter als voor haren Consul, dewelcke sal hebben volkomen Authoriteyt om te termineren alle differenten, soo in 't Civil als in 't Crimineel, als Dootslagen, Quetzuren, en andere Delicten, en te procederen volgens de Instructie en Ordre van de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael.

XVI. In gevalle eenigh Onderdaen van de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael sich bevindende in de Rijcken van hooghst-gedachte Syne Majesteyt een Moor quam te beledigen, te quetsen, of neder te leggen, sal hy op de selve wyse en niet strenger als een Moor werden gestraft, indien hy diergelijcke Misdaden begaen hadde; doch by soo verre hy quam te escappeeren, sal den Consul noch eenige andere Onderdanen van de gemelte Heeren Staten daerom niet mogen werden geinquieteert noch gemolesteert.

XVII. Den voorn. Consul van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael in de Rijcken van hoogst-gedachte Syne Majesteyt sal aldaer woonen in alle vryheyt en veyligheydt, soo ten aensien van sijn Persoon, als van sijne Goederen; en sal hy vermogen sijn Tolck en Makelaer te verkiesen, oock te gaen aen boort van alle Schepen, in de Havenen en op de Reeden ten An

tres Nations Chrêtiennes, comme les autres Ministres des autres Princes & Potentats & même accorder des Passeports sans contradiction de personne.

XIII. S'il arrive que quelqu'un des Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux vienne à mourir dans quelqu'une des Places ou Villes de Sadite Majesté, ses Effects & Deniers ne seront point saisis par les Gouverneurs, Juges ou autres Officiers de la part de Sadite Majesté, même nul desdits Gouverneurs ou autres Officiers n'en pourront prendre connoissance ou en faire aucune recherche, mais tels Effects & Deniers seront mis és mains de ceux que le deffunt aura institué à cet effect par son Testament, au cas qu'ils soient dans les Lieux où ledit deffunt sera decedé, & si les Heritiers ne sont pas presens au lieu, l'Executeur testamentaire que le deffunt aura institué, aprés qu'il aura fait un Inventaire fidele desdits Marchandises & Deniers les prendra en sa garde; & aura soin qu'ils puissent par voyes sures être mis és mains de l'Heritier legitime. Mais si quelqu'un desdits Héritiers vient à décéder ab intestat, le Consul des susdites Provinces-Unies, prendra lesdites Marchandises & Deniers en la garde, sous un Inventaire convenable, pour être restituez aux plus proches Parens & Héritiers du deffunct.

XIV. Les Marchands tant Chrêtiens que Juifs desdites Provinces-Unies, qui se trouvent dans quelqu'une des Villes de Sadite Majesté, ne seront point obligez à acheter des Marchandises contre leur gré; mais il sera toûjours à leurs choix d'en achetter de telles qu'ils trouveront leur être utiles, semblablement, aucun Capitaine ou Maître de Vaisseau des susdites Provinces, ne sera obligé de charger aucune Marchandise malgré soi pour la transporter, ou de faire un Voyage, en quelque Place où il ne voudroit pas aller. Aucun Consul desdites Provinces ne sera pas non plus tenu de payer les dettes d'un autre sujet desdittes Provinces, à moins que dans cette occasion il ne se fut rendu Caution ou Repondant par quelque Acte public.

XV. Les Sujets, tant Chrêtiens que Juifs, des susdits Seigneurs Etats Generaux, ne seront pas tenus, en cas de Plaidoirie ou Procez, dans les Etats de Sa susdite Majesté, de se soumettre à la Jurisdiction de ces Païs; mais s'il arrive quelque different, soit Civil ou Criminel, entre ceux de ladite Nation des Provinces-Unies seuls, en ce cas ils ne seront pas obligez de comparoir par devant un autre Juge que leur Consul, qui aura entiere Authorité, de terminer tous les differens tant au Civil qu'au Criminel, comme Meurtre, Blessures & autres Delicts, & de proceder suivant l'Instruction & Ordre des susdits Seigneurs Etats Generaux.

XVI. Au cas que quelques Sujets des susdits Etats Generaux se trouvant dans les Etats de Sadite Majesté, vinssent à faire tort à un More, le blesser, ou le tuer, il sera puni de la même maniere, & non plus rigoureusement qu'un More qui auroit commis la même Faute ou Delict; Mais s'il venoit à s'echapper, le Consul ni aucun autre Sujet des susdits Seigneurs Etats Generaux n'en pourront pas à cette occasion être inquietez ni molestez.

XVII. Le susdit Consul desdits Seigneurs Etats Generaux étant dans les Etats de Sa susdite Majesté, y pourra vivre en toute liberté & sureté, tant à l'égard de sa Personne que de ses effects, & il pourra choisir son Truchement & son Courtier, & aller à bord de tous Vaisseaux, qui seront dans les Havres &

ANNO 1683.

ANNO 1683.

Ancker leggende, soo menighmael als 't hem believen sal, als oock door het Landt te reysen, daer en boven sal het hem vry staen, en gepermitteert zijn publijcquelijck in sijn Huys te doen oeffenen en exerceren de Christelijcke Gereformeerde Religie, sonder eenige vexatie of molestatie, het zy met woorden of met werken, van wie het oock soude mogen zijn.

XVIII. Is mede geaccordeert en geconvenieert, dat niet alleen geduyrende de continuatie van Vrede en Vrundtschap, maer oock in cas van eenige interruptie of rupture van de selve, tusschen hoogst-gedachte sijne Majesteyt en hoog gemelte Heeren Staten Generael den Consul en andere Onderdanen van meer hoog-gemelte Heeren Staten Generael, in de Rijcken van hoogst gemelte Syne Majesteyt woonende, te weten soo wel in tijdt van Oorlogh als van Vrede, sullen hebben volkomen vryheyt, om sich na haer eygen of andere Landen te begeven, met soodanige Schepen, van wat Natie het zy, als 't haer goetduncken sal, ende hare Goederen, Familien, en Dienaers met haer te nemen, sonder dat haer daer omtrent eenige hindernisse magh werden toegebracht.

XIX. Geen Onderdanen van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael, 't zy Jood of Christen, zijnde Passagier, gaende of komende met sijn Bagagie van ofte na eenige Havenen, sal mogen werden gemolesteert, schoon soodanigen Passagier in een Vyandlijck Schip van die van hoogst-gemelte Syne Majesteyt was; van gelijcken sal geen Passagier van hoogst-gedachte Syne Majesteyt, zijnde in een Vyandtlijck Schip van de hoog-gemelte Heeren Staten in syn Persoon of Goederen, die hy in 't gemelte Schip geladen sal hebben, mogen werden gemolesteert.

XX. Soo haest als de Ratificatie van 't gemelte Tractaet van wegen hoog-gemelte Heeren Staten Generael, aen handen van hoogst-gedachte Syne Majesteyt sal zijn overgegeven, sullen alle Injurien ende Schaden ten wederzyden geleden, in een eeuwige vergetentheyt gestelt en gehouden werden, en sullen allerhande Hostiliteyten en violentien ten wederzyden cesseren, en sal dese Vrede in haer volkomen kracht en vigeur blyven, en voor altijdt continueren; en in Gevalle na den dag, dat de voorsz Ratificatie in handen van hooghst-gedachte Syne Majesteyt gestelt sal zyn, eenige Prinsen ofte Schaden ten wederzyden quamen voor te vallen, voor dat de Vrede aen yder der Onderdanen bekent was, sal daer van een prompte satisfactie gegeven werden.

XXI. In gevalle dat by inadvertentie of andersints eenige Contraventien in het tegenwoordige Tractaet van wegen hoogst-gedachte Syne Majesteyt, ofte van de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael voorvielen; soo sal echter de voorsz. Vrede in volle vigeur blyven, sonder dat men daerom tot Rupture van de voorsz. Vrede, Vrundschap, ende goede Correspondentie sal komen; maer sal die beledighde Parthye een prompte Reparatie van soodanige Contraventie in der minne vorderen, alvorens tot de Wapenen te komen; ende in gevalle sulcks by eenige particuliere Onderdanen mocht by-komen, sullen sy als Infracteurs van Vrede, en Verstoorders van de gemeene Ruste, sonder eenige conniventie, daer over werden gestraft.

Soo ist, Dat wy het voorsz. Tractaet ende yeder Articul van dien hebben geaggreert, geapprobeert ende geratificeert, gelijck Wy het selve aggreeren, approbeeren, ende ratificeren mits desen, belovende ter goeder trouwe ende oprechtelijcken, het selve onverbrekelijcken te onderhouden ende naer te komen, ende te doen onderhouden ende naer te komen, ende niet te gedogen dat het selve by yemanden, directelijcken ofte indirectelijcken, gekrenckt ofte verbroken werde, onder wat pretext het oock soude mogen wesen: Ten oirkonde hebben Wy desen met Ons Groot-Zegel doen bekrachtigen, ende door den Presiderende in Onse Vergaderinge laten parapheren, ende door Onsen Griffier doen teekenen. Aldus gedaen in Onse Vergaderinge, in den Hage den ses en twintighsten Mey sesthien hondert drie en tachtigh.

De Ratificatie over dit Tractaet, ten ansien van Syne Keyserlijcke Majesteyt van Marocco, is geteeckent op den thienden Ramadan, in 't Jaer 1095. *het welcke naer Onse reekeninge is den . . . Augusti* 1684. *volgens ende in confor-*

& à la Rade, & ce aussi souvent qu'il lui plaira, comme aussi de voyager par le Païs. Outre cela il lui sera loisible & permis de faire publiquement dans sa Maison l'Exercice de la Religion Reformée sans aucune vexation ou moleste, soit de parolles ou de fait, de qui que ce puisse être.

XVIII. Est aussi accordé & convenu que non seulement, pendant la continuation de Paix & Amitié, mais même en cas de quelque interruption & rupture d'icelles, entre Sa susdite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux, le Consul, & autres Sujets des susdits Seigneurs Etats Generaux, qui sont demeurans dans les Etats de Sadite Majesté, sçavoir tant en tems de Guerre qu'en tems de Paix, auront entiere liberté de se transporter dans leur propre Païs ou dans d'autres avec des Vaisseaux de quelque Nation, que ce soit, quand bon leur semblera & d'emmener avec eux leurs effects, Familles & Serviteurs, sans qu'on leur puisse à cet égard aporter aucun empêchement.

XIX. Aucuns Sujets des susdits Seigneurs Etats Generaux, soit Juifs ou Chrêtiens, étant Passagers, allant ou venant dans ou de quelques Havres, ne pourront être molestez, encore que ces Passagers fussent dans quelque Vaisseau ennemi de Sadite Majesté; semblablement aucun Passager de Sa susdite Majesté; étant dans un Vaisseau ennemi desdits Seigneurs Etats Generaux ne pourra être molesté dans sa Personne ou effects qu'il aura sur ledit Vaisseau.

XX. Aussitôt que la Ratification du susdit Traité de la part desdits Seigneurs Etats Generaux aura été delivrée à Sa susdite Majesté, toutes les Injures, & les Dommages soufferts de part & d'autre seront mis en un perpetuel oubli, & cesseront d'un & d'autre côté toute sorte d'Hostilité & violences, & demeurera cette Paix en sa parfaite force & vigueur, & continuera à toûjours. Et au cas qu'après le jour que ladite Ratification aura été mise és mains de Sadite Majesté, il se fit quelque prise, ou que quelque Dommage vint à être souffert de part ou d'autre, avant que la Paix vienne à la Connoissance d'un chacun des Sujets, il en sera fait une prompte satisfaction.

XXI. Au cas que par inadvertance ou autrement il se fit quelque Contravention au present Traité de la part de Sadite Majesté, ou de celle des susdits Seigneurs Etats Generaux, ladite Paix demeurera neantmoins en son entiere vigueur, sans que pour ce on en vienne à la Rupture de ladite Paix, Amitié & bonne Correspondance; mais la Partie lezée demandera une prompte Reparation à l'amiable, avant que d'en venir aux Armes; Et au cas que ce soit quelque Sujet particulier qui l'ait fait; il sera puni sans aucune connivence, comme Infracteur de Paix & Perturbateur du Repos public.

C'est pourquoi, Nous avons ledit Traité & chaque Article d'icelui agréé, aprouvé, & ratifié, comme nous l'agreons, aprouvons & ratifions par ces presentes, promettant en bonne foi & sincerement de l'entretenir & observer, le faire entretenir & observer inviolablement, & ne permettrons qu'il y soit donné atteinte & qu'il soit enfreint par qui que ce soit directement ou indirectement, sous quelque pretexte que ce puisse être. En témoin de quoi Nous avons confirmé ces presentes de nôtre grand Seau, & fait icelles parapher par le President de nôtre Assemblée, & fait signer par nôtre Greffier. Ainsi fait en nôtre Assemblée à la Haye le vingt sixiéme May mil six cent quatre-vingt & trois.

La Ratification de ce Traité à l'égard de Sa Majesté Imperiale de Maroc, a été signée le 10. de Ramadan l'an 1095. qui suivant nôtre computation est . . . . . d'Août 1684. suivant & en con-

ANNO 1683. *formité van de Missive van hoogst-gedachte syne Keyserlijcke Majesteyt, nevens het voorsz. Tractate aen haer Hoogh-Mog overgesonden, ende in de secrete Notulen van den vijfthienden December 1684. vermelt.*

conformité de la Lettre Missive de Sa susdite Majesté Imperiale, & qui a été envoyée avec ledit Traité à leurs Hautes Puissances, & mentionnée dans les Notules Secretes du 15. Decemb. 1684. ANNO 1683.

XXXVI.

30. Juin. Declaration und Revers Carl Land-Graffs zu Hessen-Cassel / an dero Herrn Vettern Ernst zu Hessen-Rheinfelß wegen der Vestung Rheinfelß außgestellet; Worinn sich derselbe zu Beschützung so wohl dero an besagter Vestung / und der Niedern Graffschafft Catzenelenbogen / sich reservirten Jurium, als auch zu Handhabung derer hieran Hertzog Ernsten / besage denen zwischen Ihnen errichteten Verträgen / zustehenden Gerechtsamen / anerbiethet / Jenem einen gewissen Capitain mit einer Compagnie von hundert Köpffen zu zuschicken. Geschehen Cassel den 30. Junii. 1683. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz VIII. pag. 927. d'où l'on à tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les *Actes* & Memoires de la Paix d'*Utrecht*, Tom. VI. pag. 975. en François.]

C'est-à-dire,

Declaration & Revers de CHARLES *Land-Grave de Hesse-Cassel, par lequel il s'engage & promet à* ERNEST *Land-Grave de Hesse-Rhynfelds de defendre sa Forteresse de Rhynfelds contre toute Violence Ennemie; de le maintenir dans les Droits qui lui apartiennent en vertu des Traitez sur le Bas-Comté de Catzenelnbogen, & lui fournir à cet effect un certain nombre de Troupes à ses propres dépens. A Cassel le 30. Juin 1683.*

Kund und zu wissen sey / nachdeme einige zeithero der Zustand im Römischen Reich / sonderlich am Rheinstrohm / und angräntzenden Landen / sich solcher Gestalt veranlasset / daß nicht ohnzeitig ein und ander ohngemach / sonderlich aber zu besorgen stehet / daß die Vestung Rheinfelß in der Nieder-Grafschafft Catzen-Ellenbogn / hierunter Gefahr leiden möchte; Und aber wir / als der regierende Fürst zu Hessen / die billige Vorsorge tragen / damit nicht allein unsere in besagter Nieder-Grafschaft reservirte Jura ohngekränckt gelassen / sonderen auch unsers Frl. vielgeliebten Vetteren und Gevatteren / Herrn Landgraf Ernstens zu Hessen Liebden / bey deme durch die Verträge Ihro zustehende Gerechtsam / desto baß geschützt und gehandhabet werden mögen; Daß wir demnach zu solchem Ende zu nöthiger Sicherheit / uns aller möglichen Assistentz / in specie auch dahin erbothen haben / daß wir Seiner Liebden mit einer unter einem gewissen ihr anständigen Capitain und Officier stehender Compagnie von ein hundert Köpffen zu Fuß / auch einigen Constablen / Feuerwercken und Minireren / und zwar auf unseren selbstigen Kosten / auf den Bedürffungs-Fall / umb sich damit nebst seiner Liebden eigenen Besatzung / gegen alle besorgende feindliche Gewalt desto besser haben zu defendiren / assistiren und zu statten kommen wollen; damit aber Seiner unsers Frl. geliebten Vetteren und Gevatteren Liebden / deßfalls ausser allen ihnen etwas vorgebildeten Nachdencken und Verdacht gesetzet und verhindert werden mögen; So versprechen wir hiemit bey Fürstlicher Parole / gantz festiglich / falls hochgedachten unsers Frl. vielgeliebten Herrn Vetteren und Gevatteren / Herrn Landgraf Ernstens zu Hessen Liebden bey gegenwärtig gefährlichen Conjuncturen / von ihnen selbsten vor nöthig achten werden / einige Assistentz-Völcker von uns / zu desto besserer und nothwendiger Verthätigung zu begehren / und diese unsere deßhalber in die Nieder-Grafschafft schickende Völcker auf dero Residentz-Schloß und Vestung Rheinfelß an sich zu ziehen, daß solches in keinerley Weise und Wege deroselben / gegen den klaren Innhalt des jenigen / was sonsten in dem von $\frac{1}{11}$. Januarii 1654. zu Regenspurg getroffenen / und von Käyserlicher Majestät / und dem der Zeit daselbst ergangenen Reichs-Schluß / confirmirten Vertrag enthalten ist / im geringsten weder per directum noch per indirectum zu praejudiciren / angesehen seyn könne noch solle / sonderen auch über das / daß wir dasjenige / was in berührtem Vertrag / der Oeffnung halber / gemeldet / und dem regierenden Hause reservirt sich befindet / Seiner Liebden zu Nachtheil im geringsten nicht ohngleich deuten / noch zu wider Seiner Herrn Landgraf Ernsts Liebden oder auch Dero selbst eigenen haltenden Guarnisonen / verstehen und ausgeben wollen; Uber das versprechen und versicheren wir ebenfalls aufs beste und bündigste / als geschehen soll und kan; Gleichwie bey mehr Hochgedachten unsers Frl. vielgeliebten Vetteren und Gevatteren Herrn Landgraf Ernsts zu Hessen Liebden selbst eigenen Willen und Wohlgefallen / ermessen und gut befinden / es iederzeit bloß und alleine stehen soll / diese unsere ihro eintzig und allein zur Assistenz geschickte Völckeren einzu..hmen / und dero selbst eigener Commodität und Gefallen nach zu logiren / und auf die Posten und Wachten zu stellen / daß also auch gleichfalls bey Ihro iederzeit alleine und lediglich stehen sollen / solche / wann es Ihro gefallen wird / anderswo in der Stadt / oder allda aufs Land zu verlegen / und gleich uns die Ursachen dessen zu verständigen; mitler Zeit aber / und so lange solche unsere zur Assistenz geschickte Officier und Mannschafft in der Nieder-Grafschafft Catzenelenbogen in oder ausser der Vestung sich befinden / so sollen solche unter Unsers Vetteren und Gevattern / Herrn Landgraf Ernsts zu Hessen Liebden / Ihrem und denen zeitigen Commendanten absoluten Commando und Jurisdiction stehen / auch eben deßwegen vorher / und vor der Ennahme auf Rheinfelß / die Officirer so wohl / als die gemeine Knechte / was es vor eine Gelegenheit damit habe / durch Jemand von uns darzu expresse Deputirten verständiget werden / und an Eyds statt dem Hessen-Rheinfeldischen Commendanten Handgelöbniß deßfalls iedesmahl leisten / auch bey Heller und Pfenning alles dasjenige was erheischender Nothdurfft nach / aus dem Magazin / oder sonst zu ihrem nöthigen Unterhalt wird gereicht worden seyn / bezahlen / auch im Fall einer Belägerung / pro exercitio Religionis mit demjenigen Orte oder Zimmer auf dem Schloß Rheinfelß befriediget seyn sollen / welcher Ihnen darzu bequemlich von offt hochbesagten Unsers Vetteren und Gevatteren Liebden / oder dero Commendanten deßfalls wird angewiesen werden; Gestalten sie auch im übrigen und so lange sie zu solcher Assistenz daselbsten liegen / sein Herrn Landgraf Ernst zu Hessen Liebden / dero Commendanten / oder sonst darzu Deputirte Ordre und Befehlich / gleich ihre selbst eigene Officier und Soldaten thun müssen / sich gehalten sollen; alles treulich und ohne Gefährde / massen wir dann zu mehrer Versicherung dessen allen / diese Declaration und Revers mit Unseren selbst eigenen Händen freywillig und wohlbedächtlich unterschrieben / und mit Beydrückung unsers Fürstlichen Insiegels bekräfftiget; So geschehen Cassel den 30. Junii 1683.

Carl.

(L.S.)

XXXVII.

ANNO 1683.

19. Oct.

FRANCE ET ESPAGNE.

XXXVII.

Convention faite entre le Marquis de Feuquieres, *& le Marquis de* Los Balbazes, *pour la liberté de la Pesche, & de la Navigation dans la Riviere de Bidassoa, en faveur des Sujets de* LOUIS XIV. *Roi de France & de* CHARLES II. *Roi d'Espagne, avec toutes sortes de Vaisseaux, sans distinction. A Madrid le 19. Octobre 1683.* [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

LE Roi Tres-Chrêtien, & le Roi Catholique, aiant un desir sincere d'observer religieusement de part & d'autre la Tréve, qui a esté concluë l'année passée entre les deux Couronnes, & d'éloigner de bonne foi tout ce qui pourroit en interrompre la durée; Sa Majesté Tres-Chrêtienne declare provisionnellement que son intention est, que pendant le temps de la presente Tréve les Sujets du Roi Catholique, tant de Fontarabie que des autres lieux, puissent librement naviger & pêcher, avec toutes sortes de Batimens à quille ou sans quille dans la Riviere de Bidassoa, son Emboucheure & Rade du Figuier, & en tous autres lieux de la Mer éloignés, ou proche d'Andaye: avec defenses cependant de passer avec gens armez qui puissent donner du soupçon à ladite Place, sans une permission expresse du Gouverneur d'Andaye, ainsi qu'il se pratique à l'égard de toutes les Places de Guerre, sans neanmoins que sous le pretexte de cette défense, ou pour quelque autre que ce puisse être, ledit Gouverneur d'Andaye, ni aucun autre Officier ou Sujet de Sa Majesté Tres-Chrêtienne, puisse visiter ou faire visiter les Bastimens Espagnols, ou d'aucune autre construction appartenans aux Sujets du Roi Catholique, ni pareillement, que le Gouverneur de Fontarabie, ni aucun autre Officier ou Sujet du Roi Catholique, puisse sous quelque pretexte que ce soit visiter ou faire visiter aucuns Bastimens François ou d'aucune autre construction appartenant aux Sujets de Sa Majesté Tres-Chrêtienne. Et afin que le present Acte puisse avoir son plein & entier effet, Sa Majesté Tres-Chrêtienne donnera ordre au Commandant d'Andaye, aux Officiers & Soldats qui seront en garnison dans le Fort, & generalement à tous les Habitans & Bourgeois dudit lieu & autres des environs, & aux Commandans de toutes sortes de Vaisseaux & Bastimens, de n'apporter aucun trouble ni empêchement aux Sujets de Sa Majesté Catholique dans ladite pêche & navigation, sous peine de desobeissance: Et en cas de contravention, elle fera proceder rigoureusement contre les coupables comme perturbateurs du repos public, lequel leurs Majestés veulent maintenir. Et pour faire observer ledit ordre avec plus d'exactitude, sadite Majesté Tres-Chrêtienne enjoindra à tous ses Commandans du Fort d'Andaye, & autres lieux, comme aussi aux Commandans de toutes sortes de Vaisseaux, & à tous autres ses Officiers & Sujets, de faire executer, & d'executer ponctuellement le contenu ci-dessus, & en cas de contravention, de proceder contre les perturbateurs, & contre ceux qui auroient la hardiesse d'entreprendre quelque Acte d'hostilité contre les Sujets de Sa Majesté Catholique, & contre la teneur de cet acte reciproque; Lequel demeurera ferme & établi en la maniere ci-dessus, à commencer d'aujourdhui jour de la date d'icelui sans préjudice des droits & raisons des deux Couronnes.

Et Sa Majesté Catholique de sa part, declare aussi provisionnellement, que son intention est que pendant le tems de la presente Tréve, les Sujets du Roi Tres-Chrêtien, tant d'Andaye que des autres lieux, puissent librement naviger & pêcher avec toutes sortes de Bastimens à quille, & sans quille, dans la Riviere de Bidassoa, son Emboucheure & Rade du Figuier, & en tous autres lieux de la Mer, éloignés ou proches de Fontarabie, avec défenses cependant de passer avec gens armez, qui puissent donner du soupçon à ladite Place, sans une permission expresse du Gouverneur de Fontarabie, ainsi qu'il se pratique à l'égard de toutes les Places de Guerre; sans néanmoins que sous le pretexte de cette défense, ou sous quelque autre que ce puisse être, ledit Gouverneur de Fontarabie, ni aucun autre Officier ou Sujet de Sa Majesté Catholique, puisse visiter ou faire visiter les Bastimens François, ou d'aucune autre construction appartenans aux Sujets de Sa Majesté Tres-Chrêtienne, ni pareillement que le Gouverneur d'Andaye, ni aucun autre Officier ou Sujet de Sa Majesté Tres-Chrestienne, puisse sous quelque pretexte que ce soit visiter ou faire visiter aucuns Bastimens Espagnols, ou d'aucune autre construction appartenans aux Sujets de Sa Majesté Catholique. Et afin que le present Acte puisse avoir son plein & entier effet, Sa Majesté Catholique donnera ordre au Commandant de Fontarabie, aux Officiers & Soldats qui seront en Garnison dans le Fort du Figuier, & generalement à tous les Habitans & Bourgeois dudit lieu, & autres des environs, & aux Commandans de toutes sortes de Vaisseaux & Bâtimens, de n'apporter aucun trouble ni empêchement aux Sujets de Sa Majesté Tres-Chrêtienne, dans ladite pesche & navigation sous peine de desobeissance; Et en cas de contravention elle fera proceder rigoureusement contre les coupables, comme perturbateurs du repos public, lequel leurs Majestés veulent maintenir: & pour faire observer ledit ordre avec plus d'exactitude, sadite Majesté Catholique enjoindra à tous ses Commandans de Fontarabie, du Fort du Figuier, & autres lieux, comme aussi aux Commandans de toutes sortes de Vaisseaux, & à tous autres ses Officiers & Sujets, de faire executer ponctuellement le contenu ci-dessus: & en cas de contravention, de proceder contre les perturbateurs, & contre ceux qui auroient la hardiesse d'entreprendre quelque acte d'hostilité contre les Sujets de Sa Majesté Tres-Chrêtienne, & contre la teneur de cet Acte reciproque, lequel demeurera ferme & établi, en la maniere ci-dessus, à commencer d'aujourdhui jour de la date d'icelui, sans préjudice des droits & raisons des deux Couronnes. Fait à Madrid le dix-neuviéme Octobre mil six cens quatre vingts-trois. Signé pour le Roi mon Maître, ISAAC DE PAS, Marquis de FEUQUIERES, Ambassadeur Extraordinaire du Roi Tres-Chrêtien.

ANNO 1683.

XXXVIII.

19. Dec.

des Königreichs Schweden Räthe und Stände Erklärung über Königs Caroli Gustavi Testament, geben zu Stokholm den 19. Decemb. 1683.

C'est-à-dire,

Declaration des Conseillers & Etats du Royaume de Suede sur l'Affaire du Testament du Roi CHARLES GUSTAVE. *A Stockholm le 19. Decembre 1683.*

* *Voyez-la cy-devant sous le 3. Janvier de la même Année 1683. pag. 49.*

XXXIX.

1684.

5. Mars.

Fœdus Offensivum & Defensivum Inter Cæsaream Majestatem LEOPOLDUM, *Regem Poloniæ* JOANNEM SOBIESKI *& Rempublicam* VENETAM *contrà* TURCAM *Ejusque Adherentes. Initum in Arce Licensi die 5. Martii 1684.* [Copie Manuscrite & sûre.]

In Nomine Sanctissimæ Trinitatis.

I. SIT inter Serenissimos Principes Dominum Leopoldum Divinâ favente clementiâ Imperatorem semper Augustum, & Dominum Joannem tertium Dei gratia Poloniæ Regem horumque in throno Successores, Regna & Provincias, & Serenissimam Rempublicam Venetam ejusque Successores, Status, & Provincias Offensivi, & Defensivi Belli Societas, prima ad gloriosam, & stabilem cum hoste communi omnium trium Partium pacificationem duratura; altera ad ejusdem Pacis perennem conservationem in perpetuum permansura.

II. Quo

ANNO 1684.

II. Quo autem majore robore & indissociabili vinculo solidetur tam sacrum piumque Opus, Confœderatæ Partes communem Patrem Pontificem Maximum Sacræ hujus Societatis Protectorem, Manutentorem, ac in virtute Guarantiæ Evictorem, suis cum Successoribus Maximis Pontificibus venerabunda assumunt, minimè dubia Sanctitatem suam id facturam, ut nullam earum pœniteat paternis ardentissimisque Suæ Sanctitatis adhortationibus pronas dedisse aures & filialem submisisse promptitudinem.

III. Obligant se identidem tam Sacra Cæsarea Majestas, quam Sacra Regia Majestas Poloniæ unà cum Regni & Magni Ducatus Lithuaniæ Ordinibus, & Serenissima Respublica Veneta, sub onere Juramenti inferius inserendi, omnique alio vinculo, quod firma, & indissolubilia Principum, & Populorum solet reddere Fœdera, ad initam præsentem belli Societatem sacrosanctè, inviolabiliter in omnibus Punctis, Clausulis, Articulis per se, & Successores suos conservandam.

IV. Quod ut majorem habeat vigorem ac Religionem, ipsum Juramenti Sacramentum, Eminentissimi Domini Cardinales, nominatim Eminentiss. Pio, & Eminentiss. Barbarini, & Eminentiss. Ottoboni, duo primi Germaniæ & Poloniæ Gentium Protectores, Tertius vero Venetorum Cardinalium Senior quà Repræsentantes intra decursum binorum mensium in manibus Suæ Sanctitatis in eam Juramenti formam, quæ seorsivo Articulo pacta est, nomine suarum Majestatum & Serenissimæ Reipublicæ Venetæ tanquam Principalium suorum corporaliter præstabunt.

V. In Societate itaque Belli offensivi permanentes, Partes nullo modo & prætextu seorsivè, etiamsi optima votiva, & maximè favorabilis alterutri illarum esset oblata, acceptabunt Pacem nisi simul & semel in eandem omnes tres consenserint eandemque acceptaverint.

VI. Hæc Belli Societas erit inter Serenissimum, & Potentissimum Imperatorem, quà est Hungariæ & Bohemiæ Rex Archidux Austriæ, tum aliarum Provinciarum Dominus, ac Heres, ita ut Suæ Majestatis in hereditaria Regna, & Provincias, Successores teneantur ad hoc Fœdus, & iisdem Punctis, Clausulis, Ligamentis obligentur, ad quod Sacra Regia Majestas Poloniæ, ejusque in throno Successores Regnum Poloniæ, Magnusque Ducatus Lithuaniæ, uti & Serenissima Respublica Veneta, ejusque Successores, Status, & Provinciæ vice versa obligantur.

VII. Eadem Belli Societas limitatur solius Belli Turcici necessitate, nec ad aliud quodvis Bellum ullo prorsus colore & prætextu extendi unquam poterit.

VIII. Declarant itaque Sacra Cæsarea Majestas, & Sacra Regia Majestas Poloniæ una cum Ordinibus Regni, & Magni Ducatus Lithuaniæ, se validissimis Exercitibus omni apparatu bellico instructis, & Serenissima Respublica Veneta potentissima maritima classe, & terrestribus in Dalmatia Copiis, adeòque omnes tres Partes majoribus quibus possunt viribus, hoc bellum usque ad ejus, juvante Deo, gloriosum finem, & communem pacem bona fide gesturos.

IX. Casu verò, quo unius, aut alterius Partis Confœderatæ Status ita periclitarentur, & ab hoste premerentur, ut omnino ad eorum liberationem submissione auxiliarium Confœderatorum, suarum Copiarum opus esset; promittunt sibi Domini Confœderati actualem pro possibilitate armorum suorum conjunctionem.

X. Idem semper facturi, quoties ex bellico Consilio assistendi sibi mutuò integris viribus, vel earum parte necessitas postulaverit; Quo fine intimiorisque communicationis ergo, Residentes à Dominis Confœderatis Officiales Belli gnari, specialiter ad id selecti circa Partes ad invicem manebunt, & ad Consilium bellicum admittentur.

XI. Alias per diversionem Bellum geri debet, videlicet Sacra Cæsarea Majestas Regno Hungariæ, Fortalitiis ejus vindicandis; Sacra vero Regia Majestas Poloniæ Cameneco & Podoliæ, ac Ukrainæ vindicandis incumbent. idem faciet Serenissima Respublica ad vindicanda & recuperanda ab Hoste ea quæ perdidit. Bello acquisita, sivè rehabita ex ablatis, pro jure quibus antea pertinebant Partibus cedent.

XII. Ut autem expeditiones militares semper ad communem rei benè gerendæ scopum tantò melius instituantur, deliberabitur de illis statim post ratificatum hoc Fœdus & quotannis maturè inter Dominos Confœderatos, illæque, quantum possibile erit, & rerum circumstantiæ permittent, ita instituentur, uti inter Confœderatos è re communi conventum fuerit.

XIII. Cùm autem ad hanc Societatem non solum invitandi sunt Christiani Principes, sed & ultrò se offerentes admittendi, ideo Domini Confœderati se obligant pro posse invitaturos ad eam Amicos & Fœderatos Principes, ita tamen, ut omnium consonus accedat assensus, quoties aliquis Principum admittendus erit, nominatim Serenissimos Moschorum Czaros omni cura ad hanc Societatem invitabunt flectentque.

XIV. Quod quidem Fœdus antiquis inter eosdem Serenis. Principes Regnaque, ac Dominia eorum, & Serenissimam Rempublicam Venetam, ejusque Status & Dominia compactatis, & limitaneis Commissionibus nullum præjudicium adferre debet, imò perpetuum illis robur addit & præstat.

XV. Hoc Fœdus triplex in nullo deroget illi, quod inter Sacram Cæsaream Majestatem & Regiam Majestatem, Regnumque Poloniæ, & Magnum Ducatum Lithuaniæ seorsim præcedente anno ictum est, sed unum, non minùs quam alterum respectivè in omnibus Articulis, Punctis, & Clausulis in suo robore sanctum & inviolabile maneat.

XVI. Diplomata Ratificationum hujus Confœderationis Domini Commissarii & Legati Plenipotentiarii mutuò in Aula Cæsarea intra Mensis spatium, vel citius commutabunt.

In quorum fidem nomine Aug. Suæ Majestatis Cæsareæ, & Serenissimæ Regiæ Majestatis Poloniæ, Magni Ducis Lithuaniæ, uti etiam Serenissimæ Reipublicæ Venetæ Literis Plenipotentiarum mediantibus: Nos Commissarii Cæsarei Plenipotentiarii, & nos Legati Plenipotentiarii, Regius & Venetus, manibus propriis hæc subscripsimus, & Sigillis munivimus.

Actum in Arce Licensi die 5. Mensis Martii Domini millesimo sexcentesimo octogesimo quarto.

XL.

Contract de Mariage, de VICTOR AMEDÉE, *Duc de Savoie, avec la Princesse* ANNE, *Fille du Prince* PHILIPPES, *Duc d'Orleans, Frere Unique de* LOUIS XIV. *Roi de France. Fait & passé à Versailles le* 9. *Avril* 1684. [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

9. Avril. FRANCE ET SAVOYE.

AU nom de Dieu le Createur. Soit notoire à tous, que tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, conserve toûjours un sincere desir de donner en toutes occasions à tres-haut & tres-puissant Prince Victor Amedée, Duc de Savoie, les témoignages d'estime que Sa Majesté fait de sa personne, de l'affection & tendresse qu'elle a pour lui, & de la singuliere consideration qu'elle fait de sa Maison, non seulement par tant d'Alliances reciproques si souvent contractées depuis plusieurs siecles, entre la Maison de France & celle de Savoie; mais aussi à cause du constant attachement que tres-haute & tres-puissante Princesse Marie Jeanne Baptiste de Savoie, Mere dudit Seigneur Duc, a fait paroître pendant le temps de sa Regence aux interests de Sa Majesté, & qu'elle a si bien inspiré audit Seigneur son Fils, que Sa Majesté ne peut douter qu'il ne continuë dans les mesmes sentimens. C'est aussi pour estreindre de plus en plus cette union & parfaite liaison, & pour la perpetuer à la gloire de Dieu, à l'avantage du nom Chrestien, & au commun bien des Peuples & Estats qui sont soumis à l'obeïssance de Sa Majesté & dudit Seigneur Duc, que Sa Majesté a eu bien agreable la demande que ledit Seigneur Duc lui a fait faire par son Ambassadeur, de tres-haute & tres-puissant Princesse Anne, Niece de Sa Majesté, & Fille de tres-haut & tres-puissant Prince Philippes, Fils de France, Frere Unique de Sa Majesté, Duc d'Orleans; & de deffunte tres-haute & tres-puissante Princesse Henriette Anne d'Angleterre, ci-devant Epouse & Compagne dudit Seigneur Duc d'Orleans: Et comme Sa Majesté a pour cette Princesse toute la tendresse & l'affection que meritent les grandes & aimables qualitez qu'elle possede, Sa Majesté a cru ne pouvoir mieux procurer l'avantage & le contentement reciproque de deux personnes qui ont l'honneur de le tou-

ANNO 1684.

toucher d'une parenté si proche, qu'en les unissant par le Mariage.

C'est dans cette veuë qu'elle auroit nommé des Commissaires, pour conjointement avec celui dudit Seigneur Duc de Savoie, convenir des Articles & conditions necessaires pour parvenir à l'accomplissement de ce Mariage, suivant le consentement qu'en a donné nostre Mere sainte Eglise, en levant l'empêchement que les degrez de parenté dont madite Damoiselle & ledit Seigneur Duc s'attouchent, y pouvoient apporter. Lesquels Articles & conditions auroient esté signez & arrestez suivant les Pouvoirs respectifs desdits Commissaires, & depuis ratifiez par ledit Seigneur Duc de Savoie.

C'est par ces mesmes motifs qu'en presence, & du consentement & vouloir de tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; de tres-haut & tres-puissant Prince Philippes, Fils de France, Frere Unique de Sa Majesté, Duc d'Orleans; de tres-haute & tres-puissante Princesse Elisabeth Charlotte, Comtesse Palatine du Rhin, Duchesse de Baviere, à present Epouse & Compagne dudit Seigneur Duc d'Orleans: & en presence aussi de tres-haut & tres-excellent Prince Loüis Dauphin de France; de tres-haute & tres-excellente Princesse Marie Anne Chrêtienne de Baviere, Epouse & Compagne de mondit Seigneur le Dauphin; de tres-haut & puissant Prince Philippes d'Orleans, Duc de Chartres; de tres-haute & puissante Princesse Elisabeth Charlotte d'Orleans; de tres-haute & puissante Princesse Anne Marie Loüise d'Orleans, Duchesse de Montpensier, Souveraine de Dombes; tres-haute & puissante Princesse Marguerite Loüise d'Orleans, Grande Duchesse de Toscane; tres-haute & puissante Princesse Isabelle d'Orleans, Duchesse de Guise; tres-haut & puissant Prince Henri Jules de Bourbon, Duc d'Anguien, Grand Maitre de la Maison du Roi; tres-haute & puissante Princesse Anne Palatine de Baviere, Duchesse d'Anguien; tres-haut & puissant Prince Loüis Armand de Bourbon, Prince de Conti; tres-haute & puissante Princesse Marie Anne de Bourbon, Legitimée de France, Princesse de Conti; tres-haut & puissant Prince François Loüis de Bourbon, Prince de la Roche sur-Yon; tres-haute & puissante Princesse Marie Therese de Bourbon; tres-haut & puissant Prince Louis Auguste de Bourbon, Duc du Maine, Legitimé de France, Colonel General des Suisses; tres-haute & puissante Princesse Loüise Françoise de Bourbon, Legitimée de France; tres-haute & puissante Princesse Charlotte Seguier, Veuve de tres-haut & puissant Prince Henri de Bourbon, Legitimé de France, Duc de Verneuil, d'une part. Et de tres-haut & puissant Seigneur Messire Thomas Felix Ferrero, Marquis della Marmora, Comte de Chiavoix, Seigneur de Buriane, Bertin & Pralorme, Chevalier de l'Ordre de l'Annonciade, Gouverneur & Lieutenant General du Duché d'Aouste, Ville & Province d'Ivrée, Ministre du Conseil d'Etat & Ambassadeur de tres-haut & tres-puissant Victor Amedée, Duc de Savoie, muni de son Plein-pouvoir, d'autre part. Les Conventions & Traité de Mariage entre madite Damoiselle & ledit Seigneur Duc de Savoie, ont esté accordez & arrestez ainsi qu'il ensuit.

I. C'est à sçavoir, que Sa Majesté promet de donner en nom & loi de Mariage, madite Damoiselle Anne d'Orleans sa Niece, à ce presente & consentante, sous l'autorité & consentement de mondit Seigneur le Duc d'Orleans, son tres-honoré Seigneur, Pere & Tuteur, à mondit Seigneur Victor Amedée, Duc de Savoie, suivant les Constitutions de l'Eglise Catholique Apostolique & Romaine. Comme aussi ledit Sieur Ambassadeur promet au nom dudit Seigneur Duc, de prendre madite Damoiselle Anne d'Orleans, à Femme & Epouse, pour être ledit Mariage solennisé en face de sainte Eglise, le plûtôt que faire se pourra, par paroles de present en la Cour de Sa Majesté, par celui qui sera chargé de la procuration dudit Seigneur Duc de Savoie.

II. En faveur duquel Mariage Sa Majesté a donné & constitué à madite Damoiselle d'Orleans sa Niece, la somme de neuf cens mil livres, laquelle somme sera composée de celle de dix-neuf mil deux cens quatre-vingt cinq Jacobus & trois quarts monnoye d'Angleterre, faisans monnoye de France deux cens soixante dix mil livres, & interests d'icelle, qui est encore duë par le Roi de la Grande Bretagne, pour la moitié qui appartient à madite Damoiselle; pour être lesdits interêts exigez du jour seulement du decez de ladite Dame Duchesse d'Orleans. Et comme ladite somme de deux cens soixante-dix mil livres avec les susdits interests, ne pourra faire celle de neuf cens mille livres tournois, Sa Majesté promet de faire paier de ses propres deniers la somme entiere de neuf cens mil livres; Sçavoir trois cens mil livres contant, trois cens mil livres dans le dernier de Juin, & les autres trois cens mil livres dans le dernier Septembre prochain: desquelles sommes & paiemens le Roi demeurera garant; & dont moiennant ladite garantie, & les paiemens aux termes susdits, ledit Sieur Ambassadeur se tiendra pour content, & en quittera Sa Majesté & tous autres.

III. Et moiennant ladite constitution dotale faite par Sa Majesté, madite Damoiselle future Epouse, sous l'autorité de mondit Seigneur le Duc d'Orleans, son tres-honoré Seigneur, Pere & Tuteur, & d'abondant autorisée en tant que besoin seroit dudit Seigneur futur Epoux, a renoncé & renonce par ces presentes, à ladite somme de deux cens soixante-dix mil livres, & ausdits interests deûs par le Roi de la Grande Bretagne, au profit de Sa Majesté, & à tous autres Droits successifs à elle écheus par le decez de feuë Madame Henriette Anne d'Angleterre, sa tres-honorée Dame & Mere.

IV. Et de plus mondit Seigneur le Duc d'Orleans donne à madite Damoiselle sa Fille, la somme de trois cens mil livres; Sçavoir, soixante mil livres en bagues & joiaux, & deux cens quarante mil livres à prendre sur les interêts qui lui appartiennent de la Dot de feuë madite Dame Henriette Anne d'Angleterre, sa tres-honorée Dame & Mere, deûs par le Roi de la Grande Bretagne.

V. Moiennant quoi madite Damoiselle future Epouse, du consentement & agréement de Sa Majesté, & autorisée comme dessus, a renoncé & renonce à tous Droits successifs paternels, & autres qui lui pourroient écheoir.

VI. Lesdites sommes de neuf cens mil livres d'une part & de trois cens mil livres d'autre, demeureront propres à madite Damoiselle; & aux siens de son costé & ligne: & sera ladite constitution dotalle assurée & assignée, comme dés-à-present ledit Sieur Ambassadeur en vertu de la procuration dudit Seigneur futur Epoux, l'assure & assigne sur tous & un chacun les Biens & Etats dudit Seigneur Duc, & specialement sur la Ville & Province de Bielle, dont madite Damoiselle future Epouse & ses Enfans, pourront entrer & se mettre en possession dés l'instant de la dissolution dudit Mariage, & prendre à leur profit les fruits & revenus de ladite Ville & Province, jusqu'à la restitution entiere & parfaite de ladite somme de neuf cens mil livres d'une part, & trois cens mil livres d'autre, & sans diminution d'icelles.

VII. Ledit Seigneur futur Epoux donnera à madite Damoiselle future Epouse des bagues & joiaux jusques à la valeur de six vingt mil livres, lesquels avec ceux qui seront portez par madite Damoiselle future Epouse, lui demeureront aussi propres, & aux siens de son costé & ligne.

VIII. Donnera ledit Seigneur futur Epoux à madite Damoiselle future Epouse, entretenement pour son état & maison, tel qu'à sa qualité & condition peut appartenir, & icelui assignera sur rentes & revenus assurez au contentement de madite Damoiselle future Epouse, jusqu'à la somme de cent mil livres par an.

IX. Ledit Seigneur futur Epoux a doüé & doüe madite Damoiselle future Epouse pour Doüaire prefix de la somme de quarante mil livres par chacun an, à icelui avoir & prendre sur la Ville de Saintia & son Mandement, avec Pouvoir de nommer aux Offices, Benefices, & autres Droits & Prerogatives appartenans ausdites Terres, qui n'entreront dans l'évaluation de ladite somme de quarante mil livres: & si les revenus de ladite Terre ne montent à ladite somme, ce qui s'en deffaudra sera fourni & remplacé sur d'autres Terres & Seigneuries de proche en proche; duquel Doüaire madite Damoiselle future Epouse demeurera saisie du jour du deceds dudit Seigneur futur Epoux, sans qu'elle soit tenuë d'en faire demande en Justice.

X. Et en outre a esté accordé que madite Damoiselle future Epouse aura pour habitation une Maison meublée

ANNO 1684.

blée convenablement à sa qualité & dignité, le tout sans diminution dudit Doüaire.

XI. Arrivant la dissolution dudit Mariage par le predeceds dudit Seigneur futur Epoux, sera loisible à madite Damoiselle future Epouse de demeurer dans les Etats de Savoie, ou de retourner en France: & en l'un & en l'autre cas elle reprendra ladite constitution dotalle, & ses bagues & joiaux, ensemble tout ce qui lui sera écheu pendant ledit futur Mariage par succession, donation ou autrement, & jouira desdits Doüaire, habitation & de l'ameublement d'icelle, le tout franchement & quittement, sans être tenuë d'aucunes dettes encore qu'elle se fust obligée, dont les Heritiers & Successeurs dudit Seigneur futur Epoux seront tenus de l'acquiter & indemniser, & faire ensorte qu'elle ne soit point recherchée ni inquietée pour cê regard.

XII. Et en cas de predeceds de ladite future Epouse, ses Enfans reprendront pareillement, & pourront faire porter en France ladite constitution dotalle, bagues & joiaux, & tout ce qui lui sera écheu pendant ledit Mariage, & aussi franc & quitte de toutes dettes.

XIII. Et avenant le predeceds de madite Damoiselle future Epouse sans Enfans, ses Heritiers & aians cause, & ceux au profit desquels elle aura disposé de ses Biens, pourront faire repasser en France les bagues & joiaux de madite Damoiselle future Epouse, ensemble tout ce qui lui sera avenu & echeu pendant & constant ledit Mariage, par succession, donation ou autrement, mesme les deux tiers tant de ladite somme de neuf cens mil livres, que de ce qui sera receu de celle de trois cens mil livres, constituée aussi en Dot par mondit Seigneur le Duc d'Orleans.

XIV. Sera madite Damoiselle future Epouse conduite aux frais de Sa Majesté comme il convient à une personne de sa qualité, jusques aux frontieres du Païs dudit Seigneur futur Epoux au tems qu'il sera avisé, où madite Damoiselle future Epouse sera pareillement accueillie & receuë de la part dudit Seigneur futur Epoux comme il appartient.

XV. Et à tout ce que dessus entretenir, garder, observer & accomplir, se sont les Parties obligées & obligent avec tous & chacuns leurs Biens meubles & immeubles, presens & à venir, sans jamais y contrevenir; promettant ledit Sieur Marquis Ferrero, Ambassadeur dudit Seigneur Duc de Savoie audit nom & en vertu de ses Pouvoirs & Procurations, de faire les presentes ratifier & approuver par ledit Seigneur Duc, & en fournir les Lettres de Ratification en bonne & deuë forme dans le tems de deux mois, à compter du jour & datte des presentes, renonçant reciproquement lesdites Parties à toutes Ordonnances, Loix, Coûtumes & choses à ce contraires, & ont signé de leurs propres mains le present Contrat, duquel l'Original est demeuré pardevers Nous, pour en vertu d'icelui en délivrer les Expeditions necessaires en la forme ordinaire. Fait & passé dans le Château de Versailles le 9. jour du mois d'Avril 1684. pardevant Nous Conseillers Secretaires d'Etat, & des Commandemens & Finances de Sa Majesté.

Signé,

COLBERT, & COLBERT.

XLI.

23. Avril
FRANCE ET ALGER.

Traité fait du consentement du Tres-puissant Empereur de FRANCE; *entre Nous les tres-illustres Bacha, Divan & Milice* D'ALGER, *&* *le Sieur* DENIS DUSAULT, *auquel nous avons donné permission de s'aller établir au Bastion de France en Barbarie. Du vingt-troisiéme Avril* 1684. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

I. NOus declarons ledit Dusault Proprietaire incommutable des Places du Bastion de France, la Calle, Cap de Rose, Bonne, Staros, le Collo, Bougie, Gigery, & autres en dépendantes; excluant dés à present & à toûjours toute autre personne d'y pretendre, ni de faire aucun Commerce sans son aveu & permission expresse.

II. Il est deffendu à tous Capitaines de nos Vaisseaux, Galeres & autres Bâtimens de donner aucun empêchement, ni faire aucunes visites à tous ceux qui iront audit Bastion ou Places en dépendantes, ayant Patente de l'Admiral de France, & au retour celle du Gouverneur dudit Bastion, ni aux Batteaux qui seront employez à la Pesche du Corail; & arrivant que l'on y contrevienne, seront lesdits Bâtimens & Gens, Argent & Marchandises relâchez, à la requisition de l'Agent dudit Dusault en cette Ville.

III. Et attendu que ledit Bastion, la Calle & Cap de Rose sont fort délabrez & abandonnez, il luy est permis de les reparer & remettre en leur premier état, & de prendre sur les lieux tout ce qui lui sera necessaire pour cela: Et d'autant qu'un Moulin à vent ne suffit pas pour faire les farines necessaires à la subsistance des Places, parce que le vent de la terre manque souvent, Nous permettons audit Dusault de faire bâtir un Moulin sur chacun des Montets dudit Bastion & de la Calle, lesquels il fera enceindre d'une muraille pour empêcher les insultes que les Mores du Pays y pourroient faire.

IV. Arrivant quelque Different ou Guerre entre les Mores, qui empêche ledit Dusault d'avoir du bled pour nourrir les gens qui seront dans lesdits Places, il luy sera permis d'en prendre à Bonne ou autres lieux de ce Pays, en payant au prix courant, & d'en envoyer tous les ans deux Barques en France pour la nourriture des femmes & enfans de ceux qui seront à son service pour ladite Pêche du Corail & Negoce.

V. Il sera payé au Cayd de Bonne trois mille Pataques par an, en six payemens égaux, & le premier commencera en même temps que celuy d'Alger: Toutes reconnoissances aux Chefs seront payées comme du temps du Sieur Sanson, cessant toutes les introductions faites depuis, & ne pourra ledit Cayd ni autre, aller audit Bastion sans l'ordre de nostre Divan.

VI. Il ne payera audit Bonne aucun Droit d'entrée ni de sortie. Défendons à tous les Habitans de vendre à autre qu'audit Dusault, cires, cuirs, laines, suif, ni autres Marchandises, non plus que les cuirs des Agas des Ouantis, qu'il payera comme du temps de Sanson, ni les cuirs qui resteront aprés la provision de ladite Ville, à peine de confiscation au profit de nostre Doüane. Ses Batteaux pourront charger des Courcoussons, & autres provisions pour les Habitans des Places. Pourra y tenir un Prestre pour y dire la sainte Messe, ainsi qu'audit Bastion, la Calle & Cap de Rose; changer ses Agens & Commis, & generalement faire toutes les choses comme du temps de Sanson.

VII. Est permis audit Dusault de faire pêcher le Corail au Bastion, la Calle, Cap de Rose, Bonne, le Collo, Gigery & Bougie, sans qu'on luy puisse donner aucun empêchement; mais luy sera donné ayde & assistance, & fourni les vivres & autres choses dont il aura besoin, en les payant au prix courant.

VIII. Le Cayd du Collo prendra pour tous droits dix pour cent, pour l'argent que ledit Dusault envoyera audit lieu, pour acheter les cuirs & les cires dépendantes du Bey de Constantine, moyennant quoy est expressement deffendu audit Cayd de prendre aucun autre Droit, & à tous les Marchands qui apporteront à vendre des cires de les falsifier ni les vendre, non plus que les cuirs & autres Marchandises à aucuns Mores ni Chrestiens, mais seulement audit Dusault, d'autant que cela est contre la bonne foy & nostre parole: & y contrevenant seront les Marchandises confisquées au profit de nostre Douanne. Ordonnant par exprés audit Cayd & à l'Aga dudit Collo, de tenir la main à l'execution du present Article, à peine d'en répondre en cas de plainte du contraire de la part dudit Dusault.

IX. L'Argent & Corail qui sera envoyé à Alger pour payer les Lysmes & Tributs, ne seront sujets à aucuns Droits, non plus que ce qui sera envoyé en cette Ville pour la subsistance de son Agent, lequel il sera permis audit Dusault de changer quand il le trouvera à propos. Et est deffendu à tous ses Agens & Commis d'emprunter de l'argent pour quelque cause que ce puisse estre.

X. Que si par malheur il arrivoit quelque different qui causast rupture de Paix avec l'Empereur de France, ce que Dieu ne veuille, ledit Dusault ne sera point inquieté ni recherché dans son establissement, n'entendant

ANNO 1684. dant point mesler une cause particuliere avec la generale, ni les affaires d'Estat avec le Negoce, qui s'introduit & s'exerce de bonne foi, mais sera ledit Dusault comme nostre Fermier & nostre bon Amy, maintenu en paisible possession & jouissance dudit Bastion & Places dependantes, attendu le grand avantage qui en revient à la Paye des Soldats, & à tous les Habitans de ce Royaume.

XI. Promet ledit Dusault d'envoyer tous les ans deux Barques en cette Ville pour y faire Negoce, lesquelles il pourra ensuite envoyer charger au Bastion & à la Calle, & autres lieux de la Coste, sans qu'on le puisse contraindre à prendre des cuirs, ni des cires des fonduës ni autres Marchandises contre sa volonté.

XII. Et sur la connoissance que nous avons que la desunion & mes-intelligence des Associez qui ont precédé le present Traité a causé plusieurs desordres, & que les Lysmes & Tributs n'ont pas esté payées à nostre Douanne, ni au Cayd de Bonne, aux termes portez par nostre Ottoman, Nous deffendons audit Dusault d'admettre personne dans sa Societé, sans nostre consentement exprés: & pour cet effet deffendons aussi à toutes personnes d'aller dans lesdites Places que du consentement dudit Dusault.

XIII. Moyennant ladite Permission & Privilege, que Nous accordons audit Dusault & aux siens, le deffendons à tous autres sans son consentement; à la charge de payer à nostre Divan trente-quatre mille doubles d'or par chacune année, en six payemens égaux, qui se feront de deux mois en deux mois, au moyen de quoy nous promettons de maintenir ledit Dusault & les siens, en paisible possession & jouïssance dudit Bastion, & Places en dépendantes.

XIV. Et voulant aucunement reconnoitre les peines & soins, voyages & dépenses que ledit Sieur Dusault a faits pour parvenir à la Paix que nous avons concluë ce jourd'huy par sa Mediation avec l'Empereur de France, & dont il reste encore chargé de l'execution d'icelle, Nous luy accordons par ces Presentes deux années de franchise, sans payer aucune Lysme à nostre Divan & Bey de Constantine, ni au Cayd du Collo, mentionné au present Traité, lesquelles commenceront au premier Aoust prochain, dont nous le déchargeons dés-à-present, & promettons l'en faire décharger par ledit Bey de Constantine & ledit Cayd du Collo; & lesdites deux années passées ledit Dusault payera lesdites Lysmes à l'ordinaire à nostre Divan, Bey & Cayd, aux termes portez par le present Traité. Fait double, & publié en la Maison du Roy, le Divan assemblé, où étoient les tres-illustres Ismaël Bacha; Agy, Husson, Dey Gouverneur, le Mufti, le Cady des Turcs & celuy des Mores, l'Aga de la Milice, & les Gens de la Loy, de Justice, & de Guerre, le vingt-troisiéme jour d'Avril 1684. & de l'Egire le huitiéme de la Lune de Giumazelevel 1095. Nostre foy est foy, nostre parole est parole, avec les Seings & Tapis du Bacha & du Dey.

Signé,

DUSAULT.

XLII.

25. Avril FRANCE ET ALGER.

Articles de la Paix accordée par le Chevalier de Tourville au nom du Roi de France LOUIS XIV. *au Bacha, Dey, Divan, & Milice* D'ALGER. *Signez le vingt-cinquieme Avril,* 1684. Avec *le Formulaire des* PASSEPORTS *dont les Vaisseaux François seront porteurs, & du* CERTIFICAT *du Consul de la Nation Françoise à Alger.* [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

I. LEs Capitulations faites & accordées entre l'Empereur de France & le Grand-Seigneur, ou leurs Predecesseurs, ou celles qui seront accordées de nouveau par l'Ambassadeur de France, envoyé exprés à la Porte, pour la Paix & repos de leurs Etats, seront exactement & sincerement gardées & observées, sans que de part & d'autre il y soit contrevenu, directement ou indirectement.

II. Toutes courses & actes d'hostilité, tant par Mer que par Terre, cesseront à l'avenir entre les Vaisseaux & Sujets de l'Empereur de France, & les Armateurs particuliers de ladite Ville & Royaume d'Alger.

III. A l'avenir il y aura Paix entre l'Empereur de France, & les tres-illustres Bacha, Dey, Divan & Milice de ladite Ville & Roiaume d'Alger, & leurs Sujets, & ils pourront reciproquement faire leur Commerce dans les deux Roiaumes, & naviguer en toute seureté, sans en pouvoir estre empêchez pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce soit.

IV. Et pour parvenir à ladite Paix, il a esté convenu de part & d'autre, de la restitution de tous les François detenus Esclaves dans le Roiaume & domination d'Alger, & de ceux du Corps de la Milice dudit Royaume qui sont sur les Galeres de France, suivant les Rolles qui en seront fournis; le Sieur Dusault, Gouverneur du Bastion de France, se chargeant en son nom d'amener lesdits Esclaves du Corps de ladite Milice, par des Bastimens exprés; & le Divan & Puissances d'Alger, de rendre tous les Esclaves François dans le moment dudit échange; & dés à present toutes les Prises qui seront faites depuis le jour de la conclusion du present Traité, seront renduës reciproquement de part & d'autre, sans qu'on puisse, sous quelque pretexte que ce soit, retenir aucuns Bâtimens, argent, Marchandises, ou robes, ni les Gens trouvez sur lesdites Prises.

V. Les Vaisseaux armez en Guerre à Alger, ou dans les autres Ports du Royaume, rencontrant en Mer les Vaisseaux & Bâtimens navigeant sous l'Estendart de France, & les Passeports de Monseigneur l'Admiral, conformes à la Copie qui sera transcrite en fin du Traité, les laisseront en toute liberté continuer leur voyage, sans les arrester, ni donner aucun empêchement, ains leur donneront tout le secours & assistance dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux Personnes dans la Chaloupe, outre le nombre des Matelots necessaires pour la conduite, & de donner ordre qu'il n'entre aucun autre que lesdites deux Personnes dans lesdits Vaisseaux, sans la permission expresse du Commandant: Et reciproquement les Vaisseaux François en useront de même à l'égard des Vaisseaux appartenans aux Armateurs particuliers de ladite Ville & Royaume d'Alger, qui seront porteurs des Certificats du Consul François qui est étably en ladite Ville, desquels Certificats la Copie sera pareillement jointe en fin du present Traité.

VI. Les Vaisseaux de Guerre & marchands, tant de France que d'Alger, seront receus reciproquement dans les Ports & Rades des deux Royaumes, & il leur sera donné toute sorte de secours pour les Navires & pour les Equipages, en cas de besoin; Comme aussi il leur sera fourni des vivres, agrez, & generalement toutes autres choses necessaires, en les payant au prix ordinaire & accoûtumé, dans les lieux où ils auront relâché.

VII. S'il arrivoit que quelques Marchands François étant à la Rade d'Alger, ou à quelqu'un des autres Ports de ce Roiaume, fussent attaquez par des Vaisseaux de Guerre Ennemis sous le Canon des Forteresses, ils seront défendus & protegez par lesdits Châteaux, & le Commandant obligera lesdits Vaisseaux Ennemis de donner un temps suffisant pour sortir & s'éloigner desdits Ports & Rades, pendant lequel seront retenus lesdits Vaisseaux Ennemis, sans qu'il leur soit permis de les poursuivre: & la même chose s'executera de la part de l'Empereur de France, à condition toutesfois que les Vaisseaux armez en Guerre à Alger, & dans les autres Ports du Royaume, ne pourront faire des prises dans l'étenduë de dix lieuës des Costes de France.

VIII. Tous les François pris par les Ennemis de l'Empereur de France, qui seront conduits à Alger, & autres Ports dudit Royaume, seront mis aussi-tost en liberté, sans pouvoir estre retenus Esclaves, même en cas que les Vaisseaux de Tripoli, Tunis, & autres qui pourront estre en Guerre avec l'Empereur de France, missent à terre des Esclaves François.

IX. Lesdits Bacha, Dey, Divan, & Milice de la Ville & Royaume d'Alger, donneront dés à present ordre à tous leurs Gouverneurs de retenir lesdits Esclaves, & de travailler à les faire racheter par le Consul François, au meilleur prix qu'il se pourra: Et pareille chose se pratiquera en France à l'égard des Habitans dudit Royaume d'Alger.

ANNO 1684.

X. Tous les Esclaves François, de quelque qualité & condition qu'ils soient, qui sont à present dans l'étenduë dudit Royaume d'Alger, qui ont esté pris, non seulement depuis le 18. Octobre 1681. mais même depuis le Traité fait entre l'Empereur de France, & le Bacha, Dey, Divan, & Milice d'Alger, au mois de Fevrier 1670. seront mis dans une pleine & entiere liberté, sans aucune rançon; & pour cet effet il sera permis au Commissaire que ledit Chevalier de Tourville choisira, de se transporter avec un Officier commis par le Gouvernement de ladite Ville, dans tous les Bagnes, & autres lieux où sont retenus lesdits François, pour prendre une Liste exacte de leurs noms, sur laquelle ils seront mis en liberté: & en cas que par mégarde ou autrement il en fut oublié quelques-uns, ils seront restituez aussi-tost qu'ils seront demandez, encore que ce fut long-temps aprés le present Traité, attendu qu'il n'y aura point de prescription sur cet Article.

XI. Et à l'égard des François qui ont esté pris avant ledit Traité de 1670. a esté convenu qu'ils seront tous rachetez, en payant trois cens livres pour la rançon de chacun, quelque somme qu'ils ayent esté payez par leurs Patrons.

XII. Les Estrangers passagers trouvez sur les Vaisseaux François, ni pareillement les François pris sur les Vaisseaux estrangers, ne pourront estre faits Esclaves sous quelque pretexte que ce puisse estre, quand même les Vaisseaux sur lesquels ils auroient été pris se seroient deffendus; Ce qui aura pareillement lieu à l'égard des Estrangers passagers trouvez sur les Vaisseaux de ladite Ville & Royaume d'Alger, & des Sujets dudit Royaume, sur des Vaisseaux estrangers.

XIII. Si quelque Vaisseau François se perdoit sur les Costes de la dépendence du Royaume d'Alger, soit qu'il soit poursuivi par les Ennemis, ou forcé par le mauvais tems, il sera secouru de tout ce dont il aura besoin pour estre remis en Mer, & pour recouvrer les Marchandises de son chargement, en payant le travail des journées de ceux qui y auront esté employez, sans qu'il puisse estre exigé aucun Droit ni Tribut pour les Marchandises qui seront mises à terre, à moins qu'elles ne soient venduës dans les Ports dudit Royaume.

XIV. Tous les Marchands François qui aborderont aux Ports ou Costes du Royaume d'Alger, pourront mettre à Terre leurs Marchandises, vendre & acheter librement, sans payer autre chose que ce qu'ont accoûtumé de payer les Habitans dudit Royaume: Et il en sera usé de la même maniere dans les Ports de la Domination de l'Empereur de France; & en cas que lesdits Marchands ne missent leurs Marchandises que par entrepos, ils pourront les rembarquer sans payer aucuns Droits.

XV. Il ne sera donné aucun secours ni protection contre les François, aux Corsaires de Barbarie qui seront en guerre avec eux, ni à ceux qui auront armé sous leur Commission: Et feront lesdits Bacha, Dey, Divan & Milice d'Alger, deffense à tous leurs Sujets d'armer sous Commission d'aucun Prince ou Estat Ennemi de la Couronne de France. Comme aussi empêcheront que ceux contre lesquels ledit Empereur de France est en guerre, puissent armer dans leurs Ports pour courre sur ses Sujets.

XVI. Les François ne pourront estre contraints pour quelque cause ou sous quelque pretexte que ce puisse estre, à charger sur les Vaisseaux aucune chose contre leur volonté, ni faire aucun voyage aux lieux où ils n'auront pas dessein d'aller.

XVII. Pourra ledit Empereur de France continuer l'établissement d'un Consul à Alger, pour assister les Marchands François dans tous les besoins; & pourra ledit Consul exercer en liberté dans sa Maison la Religion Chrestienne, tant pour lui que pour tous les Chrestiens qui y voudront assister. Comme aussi pourront les Turcs de ladite Ville & Royaume d'Alger, qui viendront en France, faire dans leur Maison l'exercice de leur Religion. Et aura ledit Consul la préeminence sur les autres Consuls, & tout Pouvoir & Jurisdiction dans les Differends qui pourront naistre entre les François, sans que les Juges de ladite Ville d'Alger, en puissent prendre aucune connoissance.

XVIII. Il sera permis audit Consul de choisir son Drogman & son Courtier, & d'aller librement à bord des Vaisseaux qui seront en Rade, toutefois & quantes qu'il luy plaira.

XIX. S'il arrive quelque Differend entre un François & un Turc ou More, ils ne pourront être jugez par les Juges ordinaires, mais bien par le Conseil desdits Bacha, Dey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume, ou par le Commandant dans les Ports où les Differends arriveront.

XX. Ne sera ledit Consul tenu de payer aucune dette pour les Marchands François, s'il n'y est obligé par écrit: & seront les effets des François qui mourront audit Pays, remis és mains dudit Consul, pour en disposer au profit des François, ou autres ausquels ils appartiendront, & la même chose sera observée à l'égard des Turcs, dudit Royaume d'Alger, qui voudront s'établir en France.

XXI. Joüira ledit Consul de l'exemption de tous Droits pour les provisions, vivres & marchandises necessaires à sa maison.

XXII. Tout François qui aura frappé un Turc ou More, ne pourra estre puni qu'apres avoir fait appeller ledit Consul pour deffendre la cause dudit François; & en cas que le François se sauve, ne pourra ledit Consul en estre responsable.

XXIII. S'il arrive quelque contravention au present Traité, il ne sera fait aucun Acte d'hostilité, qu'apres un déni formel de Justice.

XXIV. Et pour faciliter l'établissement du Commerce, & le rendre ferme & stable, les tres-illustres Bacha, Dey, Divan & Milice d'Alger envoyeront quand ils l'estimeront à propos une personne de qualité d'entre eux resider à Marseille, pour entendre sur les lieux les plaintes qui pourroient arriver sur les Contraventions au present Traité, auquel sera fait en ladite Ville toute sorte de bon traitement.

XXV. Si quelque Corsaire de France ou dudit Royaume d'Alger fait tort aux Vaisseaux François ou à des Corsaires de ladite Ville qu'il trouvera en Mer, il en sera puny, & les Armateurs responsables.

XXVI. Si les Vaisseaux d'Alger qui sont presentement en Mer avoient pris quelques Bastimens François, ils seront rendus aussi-tost qu'ils seront arrivez en ladite Ville, avec toutes les Marchandises, effets, argent comptant, & robes des équipages, & il en sera usé de même, si les Bastimens François avoient pris quelque Bastiment de ladite Ville d'Alger.

XXVII. Toutes les fois qu'un Vaisseau de Guerre de l'Empereur de France viendra moüiller devant la Rade d'Alger, aussi-tost que le Consul en aura averty le Gouverneur, ledit Vaisseau de Guerre sera salué, à proportion de la marque de commandement qu'il portera, par les Chasteaux & Forts de la Ville, & d'un plus grand nombre de coups de canon que ceux de toutes les autres Nations, & il rendra coup pour coup; bien entendu que la même chose se pratiquera dans la rencontre desdits Vaisseaux de Guerre à la Mer.

XXVIII. Si le present Traité de Paix conclu entre ledit Sieur Chevalier de Tourville pour l'Empereur de France, & les Bacha, Dey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume d'Alger venoit à être rompu, ce qu'à Dieu ne plaise, tous les Marchands François qui seront dans l'étenduë dudit Royaume, pourront se retirer par tout où bon leur semblera, sans qu'ils puissent estre arrestez pendant le tems de trois mois.

XXIX. Les Articles cy-dessus seront ratifiez & confirmez par l'Empereur de France, & les Bacha, Dey, Divan & Milice d'Alger, pour estre observez par leurs Sujets pendant le temps de cent ans; & afin que personne n'en pretende cause d'ignorance, seront publiez & affichez par tout où besoin sera.

Passeports dont les Vaisseaux François seront porteurs.

LOuis Alexandre, Comte de Toulouze, Admiral de France; A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que nous avons donné congé & passeport à Maistre du Vaisseau nommé du port de de s'en aller à chargé de & armé de aprés que visitation de aura esté bien & deuëment faite. En témoin dequoy Nous avons fait mettre nostre Seing & le Scel de

Anno 1684. de nos Armes à ces presentes, & icelles fait contresigner par le Secretaire de la Marine. A Paris, le jour de mil six cens quatre-vingt

Signé,

Louis Alexandre, Comte de Toulouze Admiral de France.

Et plus bas:

Par Monseigneur,

Lefouin

Et scellé.

Certificats du Sieur Consul de la Nation Françoise à Alger.

Nous Consul de la Nation Françoise à Alger, Certifions à tous qu'il appartiendra, que le Vaisseau nommé commandé par du port de ou environ, étant de present au Port & Havre de appartient aux Sujets du Royaume d'Alger, & est armé de En témoin de quoy Nous avons signé le present Certificat, & appoîé le Scel de nos Armes. Fait à Alger, le jour de mil six cens quatre-vingt

Signé,

Fait & publié en la Maison du Roy à Alger, le Divan assemblé, où estoient tres-illustres & magnifiques Seigneurs Ismaël Pacha, Hagdi Hussein, Dey Gouverneur, l'Aga de la Milice, le Mufty, les deux Cadis, les Gens de Loy & de Justice, & toute la Victorieuse Milice: En presence des Sieurs Hayet, Conseiller du Roy en ses Conseils, Commissaire General des Armées Navalles de Sa Majesté, en lieu & place de Monsieur le Chevalier de Tourville; Dusault Proprietaire du Bastion, & de la Croix, Secretaire Interprete de Sa Majesté és Langues Orientales. qui a lû le present Traité audit Divan le jour de la publication de la Paix, huitiéme de la Lune Giumazelevel, l'an de l'Egire 1095. qui est le vingt-cinquiéme Avril 1684. Nostre foy est foy, & nostre parole est parole, avec le Seing & Sceau du Bacha.

Signé,

Le Chevalier de Tourville.

Et plus bas:

Par Monseigneur, Sicard.

XLIII.

5. Mai. *Tractaet van Vreede, Navigatie, ende Commercie, tusschen* Muley Ismael, *Monarch beroemt, Koning van Arabia en Tranquia, Keiser van Marocco ter eenre, ende de Hoog: Mog. Heeren Staten Generael der* Vereenigde Nederlanden *ter andere zyde gemaackt. Getranslateert eerst uyt d'Arabische taal in 't Spaansche, en dan uyt het Spaansche in 't Nederduytsch. Exhibitum * den 5. Mai 1684.* [Tiré des Archives de L. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies.]

C'est-à-dire,

Traité de Paix, de Navigation, & de Commerce, entre Muley Ismael, Monarque renommé, Roi d'Arabie & de Tranquie, Empereur de Maroc d'une part, & les Hauts & Puissants Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas d'autre part. Traduit premierement de l'Arabe en Espagnol, & en suite de l'Espagnol en Hollandois. Exhibé le 5. Mai 1684. Anno 1684.

* Quatre diferentes Dates se trouvent en ce Traité, & la principale, celle de la Signature en Hollande y manque.
La Premiere Date du 13. du Mois DulJaja 1093. est une Date de l'Hegire, suivant le stile des Arabes, qui se raporte au Mois de Novembre 1682.
La Seconde Date du 28. du Mois Jyar de l'an de la Creation 5444. apartient à la Periode Judaïque, & se raporte au Mois d'Avril ou de Mai 1684.
La Troisieme du 4. Mai 1684. est celle de la Traduction faite de la Langue Espagnole en Langue Hollandoise.
Et la Quatrieme du 5. Mai 1684. est celle du jour que le Traité fut presenté & lu en l'Assemblée de L. H. P. [D U M.]

Tractaat met den Keyser van Marocco, uyt het Spaansch vertaalt, getranslateert uyt de Arabische Taal,

Inden naeme van de Almogenden ende Genadigen Godt,

(Zegel)

Godt sy geloost.

Notitie van de Accorden van de Vreede, waer door de Vreede ende die gerustheyt sal volgen tusschen den Monarch beroemt, met den Swaarde van de æstimatie en glory gewapent, den glorieusen Koningh van Arabia en Tranquia, onsen Meester, Heer van de getrouwe verweerder van de Moorsdom, Oorloger over de saken van den Heer der Werelden, verheven in geestimeerden Edeldom, adquirerende redemtie Mulay Ismael, aen wien den souverainen Godt helpe en conservere sijn possessie (Croon) continuerende daer inne syne successie, tot den dagh van den finalen Oordeel. Ende tusschen de Mogende (kragtigen) Duytsche Staten, ende den Prince van Oragne.

I. Eerste Accord, van den dagh af dat het adjustement sal sijn geeffectueert, ende dat voor den Coningh onsen Heere, die God helpe, securiteyt sal sijn rakende de poincten van de Vreede, sal tusschen hem ende U sijn (wesen) perfecte geheele Vreede, ampele getrouwigheyt ende stercke (vaste) verseeckeringe van wedersyden tot gerustheyt van de Koopluyden, ende tot genoegen van de vreesende.

II. Alle de Schepen van de Staten ende hun Vasallen, het sy Christenen of Jooden vermogen in te komen, wanneer sy sullen begeeren (gelieven) in de Havens, die onder het Gebiet staan van den Koningh onsen Heer, die Godt helpe, en vermogen daer in te blyven soo veel tyds, als sy sullen willen (gelieven) en daer uyt vertrecken als sy sullen willen (gelieven) ende kopen en verkopen, in het gantsch (geheel) Gebiedt (Dominium) van onsen Coningh, voor haar reeckeninge en carge (risico) mits betalende de ordinaris gerechtigheydt, als van oudts, de tiende van in en uytgaen, ende van haer niet anders sal werden geeyscht, ende de koopmanschap die van het Schip niet sal werden geloft, 't sy om dat sy hun reeckeninge niet en vinden, ofte om andere reden en begeerte van den eygenaer, ende dat hy die in sijn Land wil brengen, sal hy dat mogen doen, sonder dat het selve hem iets sal kosten, ende indien in Moorenland eenige van de Vasallen van de Staten mochten wesen met syn familie, die wilde vertrecken ende naar syn Land gaen, sal het selve mogen doen, met syn gantsche familie, ende kinderen ende met het geene hy sal begeeren, weynig of veel, sonder dat sig ymant daer tegens sal opposeren nog quaad doen. En de goederen van Contrabanden, als Plancken, Zeyldoeck, Touwen, Balcken, ende ter Zee dienende dingen, ende vervolgens Oorlogs gereetschap, als Buscruyt, Salpeter, vuur Roers en Degens, alles is vry van de gerechtigheden, ende alle de Hollandsche Koopluyden syn vry (en liber) in alle Havens van onsen Coningh, die God helpe, en syn land augmentere.

III. Soo de Schepen van onsen Coningh, die God helpe, ofte Schepen van sijn Vasallen in 't Gebiet, ende van alle die geene, die onder syn door God verheven Vlagge staan, in Zee rescontreren met Schepen van de Staten ofte van haer Vasallen, en Gebiet, ofte van de Koopluyden, Christenen, ofte Jooden, niet sullen werden gemolesteert met de minste moleste, nogte ongenoegen, nog de goederen te visiteren nog eenig dilay in 't bevorderen van hunne reyse te veroorsaken; En indien in eenig Schip eenig Passagier mogte zyn van de een ofte andere Natie, is gecomprehendeert in de Accorden van de Vreede soo en als selfs de eygenaers van de Schepen, en de securiteyt van sijn persoon en goet sonder eenige oppositie.

 IV. Soo

ANNO 1683.

IV. Soo eenig Schip van den Coningh onsen Heer, die God helpe, ofte van sijn Vasallen, eenig Schip van de Staten of haer Vasallen rescontreerde, ende willende malkanderen preyen, sal een Man in een Boot met Matroosen gaan, ende vernemen, ende den Capiteyn (Schipper) sijn Passeport toonende, sal daer tegens geen replicq sijn, ende willende de Man van de Boot op het Schip gaen, sal hy dat alleen moeten doen, ende insgelyx toonende den Araiz (Capitain) aen 't Hollandsche Schip geschrifte by den Consul geteykent, die synent wegen certificeert, sal daer over oock geen replicque syn, en yder een sal syn voyage vervolgen, waer naer toe hy sal begeren.

V. Soo een Schip vande Koningh, onsen Heer, die God helpe, rescontreert met Schepen van de Staten, of haer Vasallen, ende dat daer in een persoon sal werden gevonden van haer of andere Natie, dat hy uyt syn Schip niet sal behoeven te vertrecken, en op een ander te gaen.

VI. Of het gebeurde dat eenig Schip van de Staten ofte haere Vasallen en Koopluyden, op een droogte quam te geraken, in een Haven van den Coningh onsen Heer, sal in sodanigen vrydom (securiteyt) syn, als hy in Zee is (of was) hebbende, ende is den Gouverneur van die Haven gehouden met die van het vast geraakte Schip de Goederen te bergen, ende alles te bekomen wat daer sal syn, sonder hem te verlaten, op dat het niet verloren sal gaen, oock sal het van die van de Haven niet werden gemolesteert.

VII. Soo eenig Schip van den Coningh onsen Heer, ofte van syn Vasallen uyt een Haven quam die van syn Gebiet niet en is, rescontrerende met eenigh Schip van de Staten, ofte van haer Vasallen, ende siende dat het in battaillie met syn Vyand is, sal hem defenderen.

VIII. Dat geen Schip te kaap varende van den Koningh onsen Heer, ofte van syn Dominium (Gebiedt) sal vermogen te naderen de Landen ofte Havens van de Staten en haer Gebiet (Dominium.)

IX. Soo een Kaper, die niet en is onder het Gebiedt van den Coningh onsen Heer die God helpe, een Duytsch Schip van de Staten of van haer Vasallen sal hebben genomen, ende in een van de Havens van den Coninck onsen Heer sal komen, den Gouverneur van de Haven sal niet toestaen dat het daer werde verkoft, ende selfs niet in die Haven yets van de prys te lossen.

X. Soo een Kaper vande Staten, ofte van haer Gebiet, een prys van andere Christenen, waer mede sy Oorlogh hebben, ende daer meede quam in een Haven vande Coningh onsen Heer, ofte van syn Gebiedt, sal deselve Kaper vermogen sodanige prys verkopen, soo als hy sal begeeren, sonder datter oppositie sal werden gedaen, en sal in de Haven soo langh mogen blyven als hy sal willen, sonder te betalen Anckergeldt, nogh andere Regten die Koopvaerdy-Schepen gewoon syn te betalen, ende indien sy Victualie van doen hadde, sal men die aen hem geven à pris courant.

XI. Soo eenige Kaper van de Staten buyten de Haven op de Rhee arriveert, is den Capiteyn of Consul verobligeert den Gouverneur van die Haven te adverteren, op dat die geene die een Christen Slaaf is hebbende, deselve beware, ende indien hy daer naer quam te vlugten, sal hy van de Consul, ofte van andere Duytsche Koopluyden die in onse Landen resideren niets hebben te pretenderen, ten ware datter apparente suspitie mogte wesen, dat den Capiteyn deelachtigh aen het delict was, in sulcken geval sal den tegenwoordigen Consul aan de Staten schryven, en haer van de saecken Notificatie geven, op dat sy te weeg mogen brengen, dat den eygenaer van de Slaaf, niet komt te verliesen.

XII. Van dien dagh af dat de Vreede sal syn geeffectueert, sal geen Christen of Jood vande Vasallen van de Duytsche Staten Slaaf konnen werden gemaakt, in het gantsch (geheel) Gebiedt van den Coningh onsen Heer, die God conserveere, ende vervolgens syn de Staten niet gehoude te lossen de Duytsche Slaven, die voor date van de Vreede tot Slaven syn gemaeckt, schoon het een Slaaf vande Coningh ofte syn bende mogte wesen, ten waere sy goedwillig een expresse persoon wilden senden, omme die te lossen, ende die geene die door syn middel sullen werden gelost, sal het regt van uytgaen en kosten werden gemodereert, maer die gene die door middel van particuliere sullen werden gelost, sullen de gewoonlycke Regten in 't geheel betalen, ende alle de Gedeputeerden en persoonen, die met saken van de Staten sullen komen, sullen werden ontfangen geestimeert ende gerespecteert, ende sal met haer werden gehandelt, soo als wy gewoon syn te doen met andere, met dewelcke wy in Vreede syn.

ANNO 1683.

XIII. Soo eenig Duytsch of Joods Koopman in het Gebiedt van de Konigh onsen Heer die God helpe, komt te sterven, naer latende eenig goedt of geldt, indien den overleden Erfgenaemen heeft, sal alles voor hen wesen, ende soo hy Testament gemaakt heeft, sal het (selve) werden geobserveert, soo als hy sal ordonneren, ende soo hy geen Testament heeft gemaeckt, soo sal dan alles blyven ter bewind van de Consul ende een ander Duytsch Koopman, van die geene die ter Plaatse resideren; Ende sy sullen Notitie nemen van 't geene hy heeft naergelaten, ende het sal onder haer blyven gedepositeert, tot dat die geen sal komen, die het naer Regten sal competeren, ende den Gouverneur van de Plaats sal sigh hier mede niet hebben te bemoeyen, nog geen ander persoon meer, als die hier boven syn genoemt.

XIV. De Duytsche of Joodsche Koopluyden, Vasallen van de Staat, sullen niet werden geconstringeert, koopmanschappen aen te nemen, tot meerder prys als de selve waerdig sullen syn, veel min sullen sy werden gedwongen koopmanschappen te ontfangen, die haer niet sullen dienen, tot minder prys, en vervolgens sal men haer niet dwingen op Schepen te varen, die haer niet dienstig sullen wesen, oock sal den Consul nogh eenig Duytsch Koopman gehouden syn voor een ander te betalen, ten waere sy Cautionarissen geregtelyck waren gebleven.

XV. Wanneer questie sal ontstaen tusschen Duytsche, Christenen of Jooden, en andere, sullen sy voor het Gericht gaen dat by den Coningh onsen Heer, die God conservere, aengestelt is, ende soo de Questie tusschen hun luyden selfs sal wesen, sal de Consul dat jugeren, naer style onder haer gebruyckelyck.

XVI. Soo een Christen of Jood van de Vasallen van de Staaten een Moor quam te injurieren met woorden of met slaan, sal hy werden gejugeert als of hy een Moor was, en insgelycks soo den Moor de Duytsche injurieert.

XVII. Den Consul die by de Staaten sal wesen gestelt, residerende in de Landen van 't Gebied van den Koninck onsen Heere, die God beware, syn huys sal werden gerespecteert, ende daer sal niemant mogen inkomen, als die geene die hy sal begeeren ende volkomen liberteit hebben, om syn Religie te observeren, ende wanneer hy in 't veld sal willen gaen wandelen, sal hy dat mogen doen, als hy sal begeeren, ende met wie hy sal willen, sonder dat sigh ymant tegens hem sal opposeren, ende insgelyx sal hy vermogen buyten de haven te gaen, om met eenig Duytsch Schip te spreken, sonder dat hem dat sal werden verbooden.

XVIII. Soo een saecke quam te gebeuren, dat daer door de Vreede wierde gebroocken, de Duytsche koopluyden, en den Consul sullen blyven in sodanigen Securiteit en Vreede, als van te vooren, en soo sy naar hun Landen wilden vertrecken met haer Goederen en Kinderen, sullen sy dat mogen doen, sonder dat yemant tegens haer sal opposeren.

XIX. Soo eenig Duitschman, Vasal van de Staten op een Schip varende van andere Volckeren, die met den Konig onsen Heer, in geen Vreede syn, den selven Duytscher blyft onder de Accorden van de Vreede, ende sal die genieten, ende vervolgens oock wanneer een Moor, Vasal van onsen Coningh in een Schip van de Vyanden van de Staten sal werden gevonden.

XX. Wanneer de Vreede sal syn geadjusteert in voegen als dese vooren staende Accorden, ende dat de Coningh onsen Heer, die God beware, deselve sal voltrocken ende geratificeert hebben, van die uyre af, sullen ophouden de violentien en vyandschappen, die tusschen beyde Partyen syn geweest, ende sullen voorgekomen syn de droefheden ende onlusten, ende daer sal een perfecte Vreede syn, ende een permanent ende continueel Verdragh tusschen beyden syden, ende by aldien naer dese Ratificatie eenigh Schip mogte werden genomen, door gebreck van kennis, van wederzyden, sal het selve geheelyck werden gerestitueert, in handen van den eygenaer.

XXI. Soo een Vasal van wedersyden eenigh Delict quam te doen, sal wel gestraft werden, ende de Vreede sal in haer vigeur blyven, sonder eenige alteratie.

Alle dese Accorden hier boven vermeldt, die de Vreede binden, ende de gerustigheyt perfectionneren, staan wy toe (consenteren) ende het verbant werd gedaen

ANNO 1684. daen met onſe ordre en wetenſchap ende met kennis van onſe Vaſallen tuſſchen ons, ende met ons genoegen, behagen, en verſtant, ende wy hebben geſegelt met onſen bekenden zegel.

De bovengeſeyde Accorden ſullen geen aenvang nemen, voor dat het Preſent, daer over wy met den Conſul en Koopluyden hebben getracteert, aengekomen ſal ſyn, ende alles aengekomen ſynde, ſal het Verdragh ende Vreede werden voltrocken (naergekomen) geſchreven den 13. van Duljaja 1093. jaren. (lager ſtont) Ick Jacob Saportas Rabinor van de Joodſche, Portugeeſche ende Spaanſche Natie, hebbe wel ende getrouwelyck gedaen de Tranſlatie van de bovenſtaende Articulen van de Vreede, gemaeckt tuſſchen den Keyſer en Koningh, ende de Hoog Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, in Amſterdam den 28. der maand Jary 5444. jaren, naer de ſcheppinge der Werelt, en was geteyckent, JACOB SAPORTA.

Ick David Torres verklare de bovenſtaande Tranſlatie uyt de Spaanſche Tale getrouwelyck vertaalt te hebben, in 's Hage den 4. May 1684. (was geteekent.)

DAVID TORRES.

XLIV.

15. Mai. FRANCE ET GENES. *Declaration de Guerre du Roi de France* LOUIS XIV. *contre les* GENOIS, *du* 15. *May* 1684. [FREDER. LEONARD. Tom. VI.]

De par le Roi.

SA Majeſté voulant empeſcher la Continuation du Commerce que les Genois font, tant dans la Mer Mediterranée que dans l'Ocean, & que tous les effets qui ſe trouveront à eux appartenans ſoient ſaiſis & arreſtez. Sa Majeſté enjoint aux Officiers Commandans ſes Vaiſſeaux de Guerre, & à tous ſes Sujets de leur courre ſus par tout où ils les pourront rencontrer, & d'arreſter & prendre tous les Baſtimens Genois qu'ils trouveront en Mer, & de les amener dans les Ports du Roiaume, pour y eſtre confiſquez: Voulant Sa Majeſté que les Equipages qui ſe trouveront deſſus, ſoient remis dans les Priſons les plus prochaines des lieux où ils auront eſté arreſtez. Veut en outre Sadite Majeſté, que les Officiers de l'Admirauté faſſent ſaiſir & arreſter tous les Vaiſſeaux appartenans auſdits Genois qui ſe trouveront dans leſdits Ports, enſemble les Marchandiſes & effets dont ils ſeront chargez, pour eſtre pareillement confiſquez. Mande & ordonne Sa Majeſté à Monſieur le Comte de Toulouze, Admiral de France, aux Vice-Admiraux, Lieutenans Generaux, Intendans, Chefs, d'Eſcadres, Commiſſaires Generaux, & Capitaines de Marine, de tenir la main à l'execution de la preſente Ordonnance, & auſdits Officiers de l'Admirauté de la faire lire, publier & enregiſtrer, à ce qu'aucun n'en ignore. Fait au Camp de Tulin le 15. jour de May 1684.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas;

COLBERT.

XLV.

20. Juin. JOANNIS III. *Regis Poloniæ Reverſales erga* FRIDERICUM CASIMIRUM *Ducem Curlandiæ, quod Copiæ auxiliares contra Turcas, per eum extra Pacta & debitum, voluntariè hoc anno ſuppeditandæ, nullatenus in conſequentiam trahi debeant, dat. Javoroviæ in Ruſſia die* 20. *Junii* 1684. [CHWALKOWSKI *Jus publicum Regni Poloniæ* pag. 586.]

JOannes Tertius Dei Gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, Samogitiæ, Livoniæ, Volhyniæ, Kyoviæ, Podoliæ, Podlachiæ, Smolenſciæ, Severiæ, Germechoviæque. Significamus præſentibus Litteris noſtris, quorum intereſt univerſis & ſingulis. Qua ratione pertinax Orientis potentia, quæ funeſtam Hungariæ cladem, totique Chriſtianitati ruinam & interitum minabatur, nos invitaverit cum Regni Ordinibus ea conſilia inire, quæ avertendi hujus interitus prodeſſe poſſent. Cum vero ſe opponendi tam ingenti potentiæ ægrè ſufficeret una manus, communeque periculum commune auxilium requireret, requiſivimus ab Illuſtriſſimo Principe Domino Friderico Caſimiro in Livonia, Curlandiæ & Semigalliæ Duce, ut cum Nobilitate ſua certa nobis auxilia ferret: non defuit ad propoſitiones generoſi Gielgud Notarii Magni Ducatus Lithuaniæ Aulici noſtri ore & in ſcriptis factas, clementiſſimis poſtulatis noſtris Illuſtritas ſua cum tota ſua Nobilitate Curlandicâ, Semigallicâ & Piltenſi, dum certum numerum Militum optimè munitorum cum ſuſtentatione unius anni computandi à menſe Septembre præterlapſi anni ad Caſtra noſtra mittere Litteris ſuis promiſit. Nos hanc declarationem non ſolummodo benevolo affectu amplectimur, verum etiam pro nobis & Sereniſſimis Succeſſoribus noſtris, totaque Republica ex Senatus conſilio, verbo noſtro Regio cavemus, quod promptitudo iſta, quam Illuſtritas ſua & Ordo equeſtris extra Pacta, quibus ad Vaſallagium & ſervitia intra fines Ducatus ſolummodo præſtanda obligatur, in mittendo Milite declaravit, & juxta declarationem præſtabit, Pactis conventis nihil derogare, nec quocumque tempore pro imponendo vel exigendo aliquo Pactis & Aſſecurationibus minus conformi onere à quoquam in ſequelam & præjudicium trahi debeat, quin potius omnia ſua Privilegia, Pacta, Immunitates, ac Libertates ſartas tectaſque conſervamus, Illuſtritatemque ſuam cum univerſo Ordine equeſtri, ſeu Nobilitate Ducatus & Diſtrictus Piltenſis, ab hocce ex propenſa voluntate in præſenti Reipublicæ periculo promptiſſimo, ac omni Pactis minus conformi onere poſt hac liberos & immunes eſſe, nec quidquam extra Pactorum tenorem exigi, aut imponi debere Verbo noſtro Regio pro nobis & Sereniſſimis Succeſſoribus noſtris promittimus & cavemus. In cujus rei fidem præſentes manu noſtra ſubſcriptas Sigillo Regni & M. D. Lithuaniæ communiri juſſimus. Datum Javoroviæ in Ruſſia die 20. menſis Junii Anno 1684. Regni Noſtri XI.

JOANNES Rex.

(L. S.)	(L. S.)
Minoris Regni	*Majoris M. D. Litt.*
STANISLAUS SZETNKA, *Pocillator Viſnens, Regens Regni Cancelleriæ.*	ALEXANDER JANOWSKI. *TheſaurariusStarodubovient. Regiæ Majeſt. Secret.*

XLVI.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France & les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-bas pour procurer la Trêve entre la France & l'Eſpagne. Fait à la Haye le* 29 *Juin* 1684. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 1006. en Latin, en Allemand, & en Hollandois, & en François, que l'on a ſuivi ici. Cette Pièce ſe trouve auſſi dans le Recueil de FREDER. LEONARD. Tom. V. dans LONDORPII *Acta publica*, Tom. XII. pag. 57 en Allemand & en abregé, dans *Anhang zu des Europiſchen Herolds vier Haupt handlungen* pag. 1641. & dans le *Theatrum Europæ* Tom. XII. pag. 723 en Allemand.] 29. Juin. LA FRANCE ET LES PROVINCES-UNIES.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut: Comme notre bien-Aimé & Féal, Conſeiller en notre Conſeil d'Etat, le Sieur de Meſmes, Chevalier, Comte d'Avaux, notre Ambaſſadeur extraordinaire en Hollande, en vertu du Pouvoir que Nous lui avions donné, auroit conclu, arreſté,

ANNO 1684.

arresté, & signé à la Haye le 29. de Juin dernier, avec les Sieurs Daniel de Wyngaarden, Baron de Wyngaarden, Rubroeck, Benthuysen, Seigneur de Werkendam, Soetermeer, Moermont, in Renesse, Quydland, & Noortwelle Deputé de la part de l'Ordre de la Noblesse dans l'Assembléo de Hollande, & de Westfrise, Haut-Bailly & Dykgrave de la Ville & du Pays de Woerden, Heemraad de Delfland, Curateur de l'Université de Leyden; Jacob Hop Conseiller Pensionnaire de la ville d'Amsterdam; Everard de Weede Seigneur de Dykvelt, Ratoles, &c. prémier Conseiller des Etats de la Province d'Utrecht, & President dans leur Assemblée, Dykgrave de la Riviere de Lecq; Siouk Gerold de Burmania Grietman de Wymbritseradeel; Gysbert Cuper Bourgmestre de la ville de Deventer, & Antoine Gerlacius, Deputez respectifs à l'Assemblée des Sieurs Etats Generaux, de la part des Etats de Hollande & de Westfrise, Utrecht, Frise, Overyssel & Groningue, pareillement munis de Pleinpouvoirs, le Traité dont la teneur s'ensuit.

AU nom de Dieu le Createur; A tous presens & à venir, soit notoire. Que comme tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi tres-Chrestien de France & de Navarre, n'a rien eu de plus à cœur que de faire cesser tous les Differends qui alloient troubler le repos de l'Europe & de donner par ce moyen une seconde fois la Paix à la Chrétienté; Sa Majesté n'a rien obmis de tout ce qui pouvoit en faciliter le retablissement, même depuis la Declaration de Guerre qui lui a été faite par le Roi Catholique: Et comme Sa Majesté Tres-Chrétienne a été informée, que les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies témoignoient un tres-grand desir de contribuer de tout leur pouvoir à un œuvre si salutaire, Elle leur a ouvert les expediens qu'Elle a jugé de plus propres pour eteindre le feu de la Guerre qui commençoit à s'allumer dans leur Voisinage, & qui mettoit non seulement toute leur Frontiere dans un danger inévitable, mais qui étoit encore sur le point d'embraser tout le reste de l'Europe; Et afin que ces differends, dont les suites alloient être si funestes à la Chrétienté, pûssent être plus promptement terminez, Sa Majesté a donné plein Pouvoir au Sieur de Mesmes, Chevalier, Comte d'Avaux, Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat, & son Ambassadeur Extraordinaire à la Haye, pour arrêter, conclure, & signer avec les Seigneurs Etats Generaux ou avec leurs Deputez, pareillement munis de Pleins-pouvoirs, les Articles qui seront jugez necessaires pour parvenir à un prompt Accommodement avec l'Espagne; & lesdits Seigneurs Etats Generaux recevant avec une extrême satisfaction les témoignages que sa Majesté Tres-Chrétienne leur a si souvent donné de son affection, & répondant de leur part avec une entiere confiance au desir sincere que Sa Majesté a de rétablir la Paix dans toute l'Europe, & d'asseurer particulierement le repos de leur Frontiere, ont examiné avec application les Offres que Sa Majesté a bien voulu faire pour arriver à une fin si heureuse. Et après en avoir murement deliberé, ils ont jugé qu'on ne pouvoit prendre d'expediens plus prompts, plus faciles, ni plus convenables pour arrêter incessamment le cours de la Guerre, que celui que Sa Majesté Tres-Chrétienne a offert d'une Tréve de vingt années, laquelle pouvant faire cesser dès à cette heure les suites fâcheuses des differends qui sont survenus entre Sa Majesté Tres-Chrétienne & Sa Majesté Catholique, donnera lieu dans la suite de les terminer entierement par une bonne & solide Paix, C'est pourquoi ils ont nommé les Sieurs Daniel de Wyngaarden, Baron de Wyngaarden, Rubroek, Benthuysen, Seigneur de Werkendam, Soetermeer, Moermont, in Renesse, Quydland & Noortwelle, Deputez de la part de l'Ordre de la Noblesse dans l'Assemblée de Hollande & de Westfrise, Haut-Bailly & Dikgrave de la Ville & du Pays de Woerden, Heemraad de Delfland, Curateur de l'Université de Leyden; Jacob Hop Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam: Everald de Weede Seigneur de Dykvelt, Ratoles, &c. premier Conseiller des Etats de la Province d'Utrecht, & President dans leur Assemblée, Dikgrave de la Riviere de Lecq; Siouk Gerold de Burmania Grietman, de Wymbritseradeel; GysbertCuper Bourgmestre de la Ville de Deventer, & Antoine Gerlacius, Deputez respectifs à l'Assemblée desdits Sieurs Etats Généraux de la part des Etats de Hollande & de Westfrise, Utrecht, Frise, Overyssel, & de Groningue, pour arrêter, conclure, & signer les Articles dont on conviendroit avec ledit Sieur Comte d'Avaux Ambassadeur Extraordinaire de sa Majesté Tres-Chrétienne, pour parvenir à un bon & prompt Accommodement; & le dit Sieur Ambassadeur du Roi Tres-Chrétien, & lesdits Sieurs Deputez des Etats Généraux des Provinces-Unies, après une reciproque communication de leurs pleins Pouvoirs respectifs, ont accordé, conclu & arrêté les Articles qui suivent.

ANNO 1684.

I. EN consequence des Offres, que ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien a faites pour le rétablissement de la Paix, lesdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies s'obligent envers Sa Majesté Tres-Chrétienne, d'employer toutes sortes de bons offices, pour faire accepter audit Seigneur Roi Catholique ladite Tréve de vingt-années, à compter du jour de la signature de la presente Convention, pendant laquelle Tréve cesseront de part & d'autre tous actes d'hostilité, de quelque nature qu'ils soient, entre ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien, & ledit Seigneur Roi Catholique, tant par Mer & autres Eaux, que par Terre, en tous leurs Royaumes, Pays, Terres, Provinces & Seigneuries. Et toutes choses seront rétablies de part & d'autre, au même état où elles ont été mises par le Traité de Nimégue; à la reserve de ce qui sera autrement reglé dans les Articles suivans, touchant la possession, en laquelle lesdits Seigneurs Rois Tres-Chrétien & Catholique demeureront reciproquement pendant ladite Tréve de vingt-années.

II. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien demeurera saisi, & joüira effectivement pendant ladite Tréve, sans pouvoir être inquieté ni troublé sous quelque raison ou pretexte que ce puisse être, de la Ville de Luxembourg & de sa Prévoté, ou des quatorze à quinze Villages ou Hameaux qui sont de sa dépendance, de Beaumont, & des trois ou quatre Villages qui restent de sa dépendance, de Bouvines qui n'en a aucun, & de Chimay avec les douze ou quinze Villages qui en dépendent.

III. Si dans six semaines, à compter du jour de la signature de la presente Convention, le Roi Catholique fait délivrer un Acte de Ratification en bonne & deuë forme, par lequel Sa Majesté Catholique agrée & ratifie les Articles contenus dans la presente Convention, & consent à la Tréve de vingt-années, aux conditions qui y sont énoncées, Sa Majesté Tres-Chrétienne, aussitôt que lesdites Ratifications auront été échangées, restituera au Roi Catholique les Villes de Courtray & de Dixmude, après qu'Elle en aura fait abattre les murailles & fortifications, & rendra pareillement les dépendances desdites deux Villes.

IV. Sa Majesté Tres-Chrétienne restituera aussi à Sa Majesté Catholique, aprés l'échange desdites Ratifications, tous les lieux que ses Armes peuvent avoir occupé, & generalement tout ce dont elle s'est mise en possession, depuis le vingtiéme d'Aoust mil six cens quatre-vingt trois, à l'exception des Villes de Luxembourg, Beaumont, Bouvines, & Chimay, qu'elle retiendra avec leurs dependances, en la maniere qu'il a été stipulé par le second Article de la presente Convention. Sa Majesté Tres-Chrétienne, & sa Majesté Catholique demeurant au surplus dans le même état de possession, auquel elles étoient, lors de la levée du blocus de Luxembourg, sans toutefois qu'en vertu de ladite possession, ou de celle des autres Villes & Places qui demeureront pendant cette Tréve, soit à la France, soit à l'Espagne, il puisse être meu aucune prétention, ni fait aucune réunion de part ni d'autre, ni contre lesdits Seigneurs Etats Généraux, sous pretexte de dépendance ou autres Droits, quelques noms qu'ils puissent avoir.

V. Sa Majesté Tres-Chretienne sera pareillement obligée, après l'échange desdites Ratifications d'Espagne, de retirer entierement ses Troupes de dessus les Etats de la domination du Roi Catholique, en quelque endroit qu'ils soient situez. Comme aussi le Roi Catholique ne commettra plus aucun acte d'hostilité; & sera tenu d'observer de son côté pour le rétablissement du repos & de la bonne correspondance entre les Sujets desdits Seigneurs Rois Tres-Chrétien & Catholique, les mêmes choses ausquelles Sa Majesté Tres-Chetienne s'engage par la presente Convention.

VI. Que si sur ce fondement que lesdits Seigneurs Rois

ANNO 1684. Rois demeureront pendant ladite Tréve, en la possession où leurs Majestez Tres-Chretienne & Catholique étoient lors de la levée du blocus de Luxembourg, (à la reserve des Places susmentionnées, qui demeureront à Sa Majesté Tres-Chrétienne,) il se trouvoit quelques lieux, dont le tems de la possession, ou l'étenduë fut contestée, la decision en sera remise au Roi de la Grande-Bretagne, à la charge néanmoins que lesdits Seigneurs Rois ne seront plus receus à former aucune plainte sur ce sujet, trois mois après l'échange des Ratifications d'Espagne de la presente Convention.

VII. La levée des contributions sera continuée de part & d'autre pour tout ce qui restera à écheoir jusqu'au jour de l'échange des Ratifications d'Espagne de la presente Convention, & les Arrerages qui resteront deus, lors du susdit échange desdites Ratifications, seront payez dans l'espace de trois mois après le terme susdit, & aucune exécution ne se pourra faire pour raison de ce, pendant ledit tems, contre les Communautés redevables, pourveu qu'elles aient donné bonne & valable Caution resseante dans une Ville de la domination ou possession de celui desdits Seigneurs Rois, à qui lesdites Contributions seront duës: & en cas que quelques differends vinssent à naître à l'égard desdites Contributions, on ne s'en pourra procurer aucune satisfaction par voye de fait, mais cette contestation sera terminée à l'amiable, & si cela ne se peut, on s'en remettra à l'Arbitrage du Roi de la Grande Bretagne.

VIII. Sa Majesté Tres-Chretienne s'engage de faire cesser dès à present tous actes d'hostilité dans les Païs-bas, contre les Villes & les lieux apartenans à la Couronne d'Espagne, même dans le plat Païs, si les Espagnols s'en abstiennent; & lesdits Seigneurs Etats Généraux s'engagent de ne rien entreprendre contre les Places appartenantes à sa Majesté Tres-Chretienne, ni contre ses Troupes.

IX. Et si ledit Seigneur Roi Catholique n'accepte pas la susdite Tréve aux conditions stipulées, & que dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la signature de la presente Convention, Sa Majesté Catholique n'en fournisse pas un Acte de Retification en bonne & deuë forme, lesdits Seigneurs Etats Généraux s'obligent en ce cas de retirer immediatement après ledit tems de six semaines, toutes leurs Troupes des Païs-bas Espagnols, & de ne donner, tant que la presente Guerre durera, aucune assistance à la Couronne d'Espagne, directement ni indirectement, & tant que les differens qui existent presentement ne seront pas terminez, & ils s'engagent aussi de ne commettre aucun acte d'hostilité contre les Troupes, Païs, & Sujets de Sa Majesté, ni contre ses Alliez; Et Sa Majesté Tres-Chrétienne s'oblige reciproquement de n'attaquer ni de s'emparer d'aucune autre Place des Païs-bas, même de n'y pouvoir faire la Guerre dans le plat Païs, si les Espagnols s'en abstiennent, Sa Majesté se reservant la liberté de porter ses Armes dans les Etats du Roi Catholique, par tout ailleurs que dans lesdits Païs-bas, jusqu'à ce que la Paix soit rétablie entre lesdits Seigneurs Rois Tres-Chrétien & Catholique.

X. Et en cas que la Guerre venant à se continuer entre lesdits Seigneurs Rois Tres-Chrétien & Catholique, Sa Majesté Tres-Chrétienne fist des Conquêtes sur la Couronne d'Espagne, Sadite Majesté promet que quelque succès que ses Armes pussent avoir ailleurs, Elle n'acceptera point d'équivalent dans les Païs-bas Espagnols des Conquêtes qu'elle fera pendant la presente Guerre, & qu'Elle ne s'emparera point non plus pendant ledit tems d'aucune desdites Places desdits Païs-bas, soit par revolte, échange, cession volontaire, ou par quelqu'autre voye que ce soit.

XI. Sa Majesté s'oblige pareillement de donner encore un mois à la Diette de Ratisbonne, à compter du jour que la presente Convention sera signée, pour convenir d'une Tréve avec la France, & Sadite Majesté s'engage de ne pouvoir pendant ledit mois augmenter les conditions, qu'Elle a fait proposer, & qu'Elle y a fait reiterer depuis quelques mois.

XII. Sa Majesté Tres-Chretienne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies consentent, que le Roi de la Grande-Bretagne, & generalement tous les Princes qui voudront bien entrer dans un pareil engagement, puissent donner à Sa Majesté Tres-Chretienne & ausdits Seigneurs Etats Généraux leurs promesses & obligations de Garantie de l'exécution de ce qui est contenu dans la presente Convention. Comme aussi Sadite Majesté Tres-Chretienne, & les Etats Généraux consentent que pareils Actes de Garantie soient donnez à Sa Majesté Catholique, si elle accepte ladite Tréve. ANNO 1684.

XIII. On est convenu, & il a été déclaré, qu'on ne pretend rien innover aux Traitez faits à Nimégue, entre ledit Seigneur Roi Tres-Chretien, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & que lesdits Traitez demeureront dans leur entiere force & vigueur.

XIV. Le present Traité sera ratifié & approuvé par ledit Seigneur Roi, & par lesdits Seigneurs Etats Généraux; & les Lettres de Ratification de l'un & de l'autre, seront délivrées en bonne & deuë forme dans trois semaines, ou plûtôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foy de quoi, Nous Ambassadeur susdit de sa Majesté & Deputez susdits des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons esdits noms, signé ces presentes de nos seins ordinaires, & à icelles fait apposer les cachets de nos armes. Fait à la Haye le vingt-neuviéme jour de Juin mil six cent, quatre-vingt quatre. *Signé*, DE MESMES Comte d'Avaux, avec le cachet de ses armes. D. VAN WYNGAARDEN, Hop, de Weede, Burmania, Gisb. Cuper, A GERLACIUS, aussi avec les cachets de leurs armes.

XLVII.

Traité de Tréve pour vingt ans entre LEOPOLD *Empereur*, & LOUIS XIV. *Roi de France*; *fait à Ratisbonne, le* 15 *Août*, 1684. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 1039. & en François, d'où l'on a tiré cette Piéce qui se trouve aussi dans FREDER. LEONARD. Tom. V. dans LUNIG *Teutsches Reich. Archiv.* Part. Gen. pag. 1863 en Latin & en Allemand; dans JAC. BERN. MUETZ, *Representatio Majestatis Imperatoriæ* Part. II. Cap. VIII pag. 378. en Latin; dans *Anhang an des Europ. Heralds* vier Haupt-handlungen, pag. 184 en Latin, dans le *Theatrum Europ.* Tom. XII. pag 630 en Allemand; dans *Relationis Hist. Francofurt.* Contin. vernal pag. 93. en Allemand & dans HERM. FRANC. FRID. Baronis ab ANDLERN *Corpus Constitutionum Imp.* Tom. I. in Append. pag. 104 en Latin & en Allemand.] 15. Août. L'EMPEREUR ET LA FRANCE.

IN nomine & ad honorem Sacro-Sanctæ Trinitatis Dei Patris, Filii, & Spiritus Sancti. Notum sit universis & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse potest, cùm pro complanandis differentiis, quæ circa executionem Pacis Noviomagi Geldrorum V. Februarii Anno MDCLXXIX. inter Serenissimum atque Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum LEOPOLDUM I. Electum Romanorum Imperatorem semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ Regem, Archi-Ducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgiæ, Superioris ac inferioris Silesiæ, Wurtembergæ & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitem Habspurgi, Tyrolis, Kyburgi, & Goritiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominum Marchiæ Sclavonicæ, &c. Sacrumque Romanum Imperium, ex unâ; & Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum LUDOVICUM XIV. Franciæ &c. Regem Christianissimum, ex altera parte conclusæ, intercesserunt, stabiliendâque tam dictâ Noviomagensi, quàm anteriore Westphalicâ Pace, amicabilis ulterior Tractatus Francofurti ad Mœnum institutus quidem fuerit, sed ad exitum perduci non potuerit; E re autem communi esse visum fit, eundem non Ratisbonæ resumere, quo tranquillitati & securitati non tantùm Sacri Romani Imperii, sed etiam totius Christianitatis, maximè nunc periclitantis, vel per Pacem vel Armistitium consulatur; Quòd ad hunc tam salutarem finem obtinendum, altè-memoratæ Sacræ Cæsareæ Majestatis ad Imperii Comitia Commissarii, veluti Plenipotentiarii constituti & electi fuerint, ut juxta

ANNO 1684. juxta Conclusum Comitiale XIII. Mensis Januarii, anni proximè præterlapsi, Sacrâ Cæsareâ Majestate approbante, factum, & Sacræ Cæsareæ Majestatis, ac Sacri Romani Imperii nomine tractent, concludantque: Ex parte verò altè memoratæ Sacræ Christianissimæ Suæ Regiæ Majestatis ad hoc Negotium tractandum & terminandum, deputatus sit infra nominatus Plenipotentiarius Regius. Hi ergo utrinque constituti Plenipotentiarii, convento tempore & loco comparentes, in mutuas Armistitii sive Induciarum Leges consenserunt, & convenerunt, tenore sequente.

I. Sacra Cæsarea Majestas & Imperium consentiunt in Armistitium viginti Annorum à die Ratihabitionis computandorum, idque amplectuntur iis ipsis Induciarum Conditionibus ex parte Sacræ Christianissimæ Majestatis per ejusdem Plenipotentiarium apud Imperii Comitia existentem, hoc in Loco antehac oblatis eo modo, quo in subsequentibus Articulis pleniùs declarantur.

II. Cùm hujus Armistitii Basis & Fundamentum sint Pacis Westphalicæ & Neomagensis Instrumenta, eadem in suo vigore remaneant, eum in modum, ac si hisce Tabulis verbotenus inserta essent.

III. Juxta hoc ita receptum Armistitium sit vera sinceraque Amicitia, mutua bonaque Correspondentia inter Sacram Cæsaream Majestatem & totum Imperium ex una; & Sacram Christianissimam Majestatem ex alterâ, partibus, adeò ùt nulla ex nunc specie Juris, aut via facti, nullis Hostilitatibus, Reunionibus, Vindicationibusque, nullo etiam recuperandorum Jurium prætextu; nullius ve alterius rei causâ, directè vel indirectè turbari queat.

IV. Ideò durante hoc viginti Annorum Armistitio, Sacra Christianissima Majestas permaneat in libera quietaque possessione Civitatis Argentinensis, cum Fortalitio Kehl, aliisque Munimentis inter Urbem dictumque Fortalitium sitis & constitutis, Rhenoque adjacentibus, ut & omnium quarumcunque Ditionum & Locorum, quæ usque ad primum Augusti MDCLXXXI. vigore Sententiarum Tribunalium Metensis, Brisacensis, ut & Vesontini in Imperio occupata sunt.

V. Exerceat quoque Sacra Christianissima Majestas in iis Locis ita retentis, liberè & absque ullius Contradictione Jura Superioritatis, supremique Dominii, neque licitum sit cuiquam, altè dictam Sacram Christianissimam Majestatem, in ipso Jurium suorum exercitio ullo modo turbare.

VI. Restituet verò Sacra Christianissima Majestas Imperio omnia illa Loca, quorum possessionem post primam Augusti MDCLXXXI. sibi vindicaverit, idque absque ulla reservatione, adeò ùt nihil quicquam in iis Locis ita restitutis, durantibus Induciis, sivè retinere, sivè ullâ ratione prætendere possit, aut debeat; Exceptis tamen semper Urbe Argentinensi & omnibus Fortalitiis ad istam spectantibus, de quibus Articulo IV. præcedenti conventum est. Si quid verò sine Authoritate dictorum Tribunalium Metensis & Brisacensis ut & Vesontini, quod aliunde ad Regem Christianissimum non pertineret, ante primum Augusti MDCLXXXI. tantùm nudâ & simplici viâ facti occupatum esset, id quoque Sacra Christianissima Majestas restituet.

VII. Si quid etiam in unius vel alterius Partis Territorio ad alteram Partem vel ejusdem Subditos pertinens, per modum Repressaliorum arrestatum fuerit, utrinque relaxabitur.

VIII. Rex Christianissimus relinquit Dominos Proprietarios eorumque legitimos Hæredes, Successores, ac quoslibet, qui eidem Juramentum fidelitatis sivè per se, sivè per alium, nempe Procuratorem, præstiterunt, in suo Statu & plenaria perceptione Fructuum ad Loca reunita propriè & non ad Superioritatem spectantium, ut & exercitio in Ecclesiasticis & Politicis, prout Instrumentis Pacis Monasteriensis & Noviomagensis dispositum est. Restituet non minùs supra dicto modo eos, qui adhuc Juramentum Fidelitatis præstabunt, sivè in contumacia antehac fuerint, sivè non, & si quæ hactenus in contrarium facta fuêre, in pristinum statum non minùs reponantur; ac ipsis & quibuscunque Locorum reunitorum Incolis, ubicunque morantibus, liberum sit, sua Bona pro libitu, vel per se, vel per alios administrare aut alienare.

IX. Concedit quoque Sacra Christianissima Majestas omnium Locorum reunitorum, sivè vindicatorum Incolis, tàm Catholicam Fidem profitentibus, quàm Confessioni Augustanæ, aut Reformatæ (uti vocantur,) Religioni addictis, liberum Religionis Exercitium, liberrimamque fruitionem atque dispositionem omnium Bonorum, Decimarum, redituumque omnis generis, tàm eorum, qui ad sustentandos Ecclesiarum Rectores, Pastores, Præceptores, ac Administros, quàm ad ipsa eorum Templa, Scholas, ædesque pertinent, cunctorumque aliorum, quocunque nomine veniant, nullis exceptis. ANNO 1684.

X. Et quo Induciæ istæ eò magis servari possint neque ullis casibus obnoxiæ sint, statim post hunc Tractatum ratihabitum utrinque nominabuntur, instituenturque Commissarii ad limites Imperium inter & Galliam juxta supra denotatam possessionem, designandos, ponendosque, ubi necesse fuerit, finium Terminos, ita ut exinde nulla oriri queat Controversia in detrimentum Armistitii hoc Tractatu conclusi: Qui Commissarii inter se in id quoque allaborabunt, ut si quid ex alterutra parte desit, vel promissæ Restitutioni, vel aliàs executioni præsentis Conventionis, id plenum effectum sortiatur.

XI. Pacis Tractatus (quibus finitis hoc Armistitium cum omnibus suis hic positis Conditionibus cessat:) confestim inchoentur, & tempus atque locus hic determinetur.

XII. Sacra Christianissima Regia Majestas renunciat ad tempus harum induciarum omnibus & quibuscunque Prætensionibus in Imperium ejusque Status, Membra & Appertinentes, ac in specie cunctis Appertinentiis, Dependentiis, Connexis, Protectionibus, ita dictis Reunionibus, & qui prætextus quocunque modo excogitari poterunt. Renuntiant vicissim ad idem tempus Induciarum Imperator & Imperium supremo Dominio, omnique Juri Superioritatis & Protectionis, vel alteri cuicunque quæ ipsis in Regiones, Urbes aliaque Loca reunita aliàs competebant, aut competere poterant.

XIII. Durante hoc Armistitio libera sint Commercia inter utriusque Partis Subditos, ita ut Mercatorum aliorumque alterutrius Nationis peregrinantium, tàm Personis, quàm rebus apud alteram reciprocè plena securitas, & ubi opus fuerit, favor & auxilium concedatur, neque unquam Justitia & Protectio denegetur.

XIV. Quod Disceptationes Civiles, sive Processus judiciarios attinet, si inter Subditos ejusdem supremi Domini orta lis est, aut imposterum oritur, coram Tribunalibus ab eodem Domino, aut constitutis, aut approbatis, se invicem conveniant; si verò inter Subditos diversorum supremorum Dominorum contentio nascitur, aut jam existit, Jus commune observetur, ut Actor sequatur forum rei.

XV. In hoc Armistitii Tractatu præter Partes hic transigentes, Imperatorem & Imperium ab unâ, & Regem Christianissimum ab altera Parte, adeoque Sacræ Cæsareæ Majestatis Regna & Provincias Hæreditarias omnes, quas possidet, ut & omnes Imperii Electoratus, Archi-Episcopatus, Episcopatus, Abbatias, Præposituras, Ducatus, Principatus, Marchionatus, Landgraviatus, Ballivias, Commendas, Comitatus, Baronatus, Dynastias, Civitates liberas, Nobilitatem immediatam, Vasallos & Appertinentes, in quacunque Regione in & extra Germaniam sitæ sint, nullo excepto, omnes Circulos, omnes & singulos Imperii Status, Regiones, Provincias, Territoria, Dominia, ubicunque sita sint, comprehendantur Pacis Westphalicæ Consortes, & etiam Rex Catholicus, cum omnibus suis Regnis & Ditionibus.

XVI. Super executione & observatione hujus Armistitii contra quamcunque Turbationem sive directam sive indirectam, omnis & qualiscunque generalis Guarantia inter Partes transigentes reciprocè & mutuò præstabitur, & jam promittitur, ad eamque aliæ quoque exteræ Christianæ Potentiæ omnes generaliter & recipientur & invitari poterunt.

XVII. Præstabunt similiter hanc reciprocam & communem Guarantiam Sacra Cæsarea Majestas & Imperium super illo Armistitio, quod juxtà Conditiones inter Galliæ Hispaniæque Coronas, à Sacra Majestate Christianissima propositas, & à Sacra Cæsarea Majestate nomine Regis Catholici acceptatas conclusum, simul atque dicti Armistitii Tractatus Ratificationes permutatæ fuerint, & in eum finem majoremque efficaciam censebitur dictus Tractatus cum Catholico Rege tanquam in hunc Imperii Tractatum de verbo ad verbum insertus esset.

XVIII. Reservat sibi utraque Pars intra tres ab hujus Tractatus Ratificatione subsequentes menses, suos ulteriùs includendos ex communi consensu nominare.

XIX.

ANNO 1684.

XIX. Denique Dubia & Disceptationes super hoc Armistitii Recessu, aut aliàs deinceps forsitan oriundæ, non viâ facti, aut armorum, directè vel indirectè, nec per se, nec per alios, sed amicabiliter secundùm Instrumenti Pacis Westphalicæ tenorem, componantur & tollantur.

XX. Inducias hasce hoc modo factas promittit utraque Pars in forma debita solitaque ratihabitum, solemniaque desuper Ratihabitionum Instrumenta, intra spatium unius mensis, à die Subscriptionis computandum, reciprocè ritèque commutatum iri.

In quorum fidem roburque præsentes manu nostrâ subscripsimus, ac Sigilla nostra apposuimus. Actum Ratisbonæ die XV. Mensis Augusti, Anno MDCLXXXIV.

(L.S.) MARQUARDUS Episcopus & Princeps Eystettensis.

(L.S.) LUDOVICUS VERJUS Comes de CRECY.

(L.S.) FRANCISCUS MATTHIAS MAY.

Ratificatio Cæsarea data Viennæ die 18. Augusti Anno 1684. [JACOBI BERNHARDI MULTZ Repræsentatio Majestatis Imperatoriæ. Part. II. Cap. VIII. pag. 378.]

NOs Leopoldus Divinâ favente Clementia Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wurtembergæ & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habspurgi, Tyrolis, Kyburgi & Goritiæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum &c.

Notum testatumque facimus omnibus & singulis præsentes Literas inspecturis, lecturis vel legi audituris, aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit. Postquam salubre visum est, semper, & ob flagrans hoc tempore atrox cum immanibus Turcis Bellum, maximè necessarium, sancita communi concordia, quietem & tranquillitatem in Christiano Orbe sartam tectamque servari: Ratisbonæ in Sacri Imperii universalibus Comitiis instituto Tractatu, Divina favente Clementia factum esse, ut per nostras ad dicta Comitia Commissarios & Plenipotentiarios, Induciæ mutuæ ad viginti annorum spatium inirentur, intereà verò de stabilienda universali solida Pace ageretur: Adeoque vicennales hæ Induciæ conclusæ demùm & ad Ratificationem nostram perfectæ sint, forma, modo & tenore sequenti.

Fiat Insertio.

CUm igitur hæc omnia & singula per nostros Plenipotentiarios supra nominatos, nostro præscitu, Jussu & Mandato, hunc ad modum, prout hic inserta & descripta leguntur, gesta, peracta & conventa sint: Nos eadem omnia & singula, præhabita matura & diligenti consideratione ex certa nostra Scientia approbamus, ratificamus & confirmamus, rataque & firma esse ac fore virtute præsentium declaramus, simulque Verbo Imperiali promittimus, pro Nobis, Nostrisque Successoribus & Imperio Romano (cujus Status Ratisbonæ modo per Deputatos congregati, vigore Conclusi Comitialis, decima tertia mensis Januarii, Anni proximè perlapsi, Nobis approbantibus & ratihabentibus facti hoc Vicennale Armistitium pariter acceptant & ratificant). nos omnes & singulos supra descriptos Articulos & quicquid tota hac Induciarum Conventione continetur, firmiter, constanter ac inviolabiliter servaturos, atque executioni mandaturos, nullaque ratione vel per nos, vel per alios ullo unquam tempore contraventuros, aut ut per alios contraveniatur passuros, quomodocunque id fieri possit, omni dolo & fraude exclusis. In horum omnium Testimonium & Fidem Sigillum nostrum Cæsareum majus huic Diplomati manu nostra subscripto appendi fecimus. Datum in Civitate nostra Viennæ, die 28. mensis Augusti Anno Domini 1684. Regnorum Nostrorum Romani 27mo. Hungarici 30mo. Bohemici vero 28vo.

ANNO 1684.

LEOPOLDUS.

Ratificatio Regis Christianissimi [JAC. BERNH. MULTZ loco citato.]

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, salut! Comme nostre cher & bien aimé Comte de Crecy, Plenipotentiaire à la Diete de l'Empire, en vertu du plein Pouvoir que nous luy en aurions donné, auroit conclu & arresté, & signé le quinziéme du present mois d'Aoust, en la Ville de Ratisbonne, avec les Commissaires de nostre tres cher & tres aimé Frere l'Empereur à la dite Diete establis Plenipotentiaires, pour traitter & conclure, au nom de nostre dit Frere, & dudit Empire, en vertu de la Conclusion de ladite Diete du 13. Janvier de l'année derniere, approuvée par nostre dit Frere, le Traitté de Treve, dont la Teneur s'ensuit.

Fiat Insertio.

NOus ayant agreable le susdit Traitté en tous, & un chacun des Points & Articles, qui y sont contenus & declarez, avons iceux acceptez, approuvez, ratifiez, & confirmez; acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, garder & observer inviolablement, sans aller ny venir au contraire, directement ou indirectement. En temoing dequoy nous avons signé ces presentes de nostre main & à icelles fait apposer nostre Seel. Donné à Versailles, le 28. jour d'Août, l'an de Grace 1684. & de nostre Regne le quarante deuxiesme.

LOUIS.

XLVIII.

Tractatus Induciarum vicennalium, inter CAROLUM *Hispaniarum Regem Catholicum ab una, &* LUDOVICUM *Christianissimum Galliæ Regem ab altera parte. Ratisbonæ* 15. *Augusti* 1684. *Cum* RATIFICATIONE *Regis Catholici.* Nec non (1) *Articulo separato.* [Sur l'Imprimé à Bruxelles apud *Joann. Theodorum Anth. Velpium* Typographum Regis 1684. in 4. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 1051. en Latin & en Allemand, & dans le Recueil de *Leonard* Tom. IV. en François; dans FRANC. FRID. Baronis ab ANDLERN *Corpus Constit. Imp.* Tom. I. in Append. pag. 109. en Latin; dans *Anhang zu des Europeischen* Herolds &c. pag. 1337. en Latin. & dans LONDORPII *Acta publica* Tom. XII. pag. 130. en Latin.] 15. Août.

DON CARLOS, por la Gracia de Dios, Rey de las Españas &c. Por quanto se hallava antecedentemente el Serenissimo Señor Emperador mi Tio con poder y amplia facultad, para tratar, aceptar, y concluir en mi nombre qualesquiera Tratados de Paz, ô Tregua con el Rey Christianissimo que hallase convenir, ô bien visto le fuese, y haviendole sostituido, en vertud de la Clausula que tenia para ello, en sus Ministros residentes en el Congreso de Ratisbona, se ha estipulado y ajustado entre ellos, y el del Rey Christianissimo, que assi mismo se hallava authorizado, y con Plenipotencia para este fin, el Tratado de Tregua por veinte años, cuya Copia en Lengua Latina es del tenor siguiente.

In nomine, & ad honorem Sanctissimæ Trinitatis Dei

(1) C'est du *Theatrum Pacis*, & de *Londorpius* que l'on tire l'Article separé. Il ne se trouve point dans l'Imprimé de Bruxelles, [DUM.]

ANNO 1684. Dei Patris, Filii, & Spiritûs sancti. Notum sit universis & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse potest. Cum Serenissimus ac Potentissimus Princeps, & Dominus, Dominus Carolus Secundus Hispaniarum & Indiarum &c. Rex Catholicus &c. malis & periculis Christianitatis commotus, quæ ipsi iterato & vehementer, tàm ipsius Summi Pontificis, quàm Imperatoris nomine repræsentata sunt, ut & Serenissimus ac Potentissimus Princeps & Dominus Dominus Ludovicus Decimus-quartus Rex Franciæ, & Christianissimus, ex constanti conservandæ inter Christianos Pacis desiderio, & etiam crebris, & instantibus Summi Pontificis adhortationibus permotus, decreverint illud Bellum, quod inter ipsos jam ardebat, sollicitè pro communi Subditorum, totiusque Christianitatis, jam aliundè nimis afflictæ bono, quàm primùm vel per Pacem, vel per Inducias extinguere, ideò cùm jam dudum Sacra Majestas Christianissima sua Mandata Ministris suis, tum variis locis, cum hic etiam Ratisbonæ ad negotium tractandum dederit, cum iis, qui ad id conficiendum, à Rege Catholico sufficienti Mandato muniti essent; è re sua quoque judicavit Sacra Majestas Catholica, cum videret se à locis Tractatuum nimium remotam, Sacram Cæsaream Majestatem requisivisse, ùt in eò peragendo partes suas suscipere, & ex ejus Ministris aliquos seligere vellet, quibus rem totam committeret. Quare sæpiùs altè memorata Sacra Sua Cæsarea Majestas, tàm proficuo, & utili negocio, in bonum universæ Christianitatis celerem manum applicatura, suos ad Comitia Ratisbonensia Deputatos, Cæsareos Commissarios delegavit & substituit, ad Armistitii Tractatum loco, & vice suâ pro Rege Catholico, cum Regis Franciæ Christianissimi infrà nominato Ministro Plenipotentiario ineundum, qui etiam Armistitium mutuò concluserunt & subsignaverunt juxtà Conditiones sequentes.

I. Juxtà Conditiones à Rege Christianissimo oblatas pro Pacis restauratione, Rex Catholicus amplectitur vicennales Inducias à die Subscriptionis hujus Tractatus computandas, quibus durantibus cessent utrimque tàm Terra, quàm Mari, aliisque Aquis omnes Hostilitates in omnibus Regnis & Dominiis, in & extrà Europam, tàm cis, quàm trans Lineam, omniaque restituantur hinc indè in eum statum, in quem Pace Neomagensi fuêre constituta, exceptis tamen illis, de quibus sequentibus Articulis ratione possessionis fuerit conventum, quâ Reges Catholicus, & Christianissimus durantibus Induciis vicennalibus reciprocè gaudebunt.

II. Rex Christianissimus retinebit & fruetur, durantibus hisce Induciis, quiete, & sine molestia, quacumque de causa, aut prætextu fieri possit, Civitate Luxemburgo, ejusque Præfecturâ aut quatuordecim, vel quindecim Pagis, vel Villis ab ea dependentibus, sicut etiam Beaumont & tribus, aut quatuor Pagis qui de ejusdem Dependentia supersunt, item Bovines sine Dependentiis, Chimay cum duodecim vel quindecim Pagis dependentibus.

III. Quàm primùm post editum Instrumentum Ratihabitionis in debita forma, qua Regia Catholica Majestas acceptabit, ac ratihabitura est ea quæ hujus Conventionis Articulis continentur, Regia Christianissima Majestas, Regiæ Catholicæ Majestati restituet Oppida Cortracum, & Dixmudam cum utrimque Dependentiis posteaquam illorum muri dejecti, & Munimenta solo fuerint æquata.

IV. Restituet etiam Regia Christianissima Majestas post factam Ratihabitionis permutationem, omnia Loca quæ Armis illius fuêre occupata, & generaliter omne illud, cujus possessionem post vigesimam Augusti, Anno millesimo, sexcentesimo, octogesimo tertio apprehendit, exceptis Civitatibus Luxemburgo, Beaumont, Bovines, & Chimay, quas cum suis Dependentiis, eò modò retinebit, quò superiùs Articulo secundo hujus Conventionis stipulatum fuit. Manebunt de cætero Regia Catholica Majestas, & Regia Christianissima Majestas in eadem possessione ac statu, quo tempore solutæ primæ Blocadæ, sive *Blocus* (ut vocant) Oppidi Luxemburgensis fuêre constitutæ, ità tamen ut ratione talis possessionis, vel aliarum Civitatum aut Locorum, quæ durantibus hisce Induciis in unius vel alterius Partium potestate remanebunt, nullatenus liceat quidquam hinc indè prætendere, ullasvè facere Reuniones.

V. Tenebitur etiam Regia Christianissima Majestas post editam ex parte Hispaniæ Ratihabitionem Copias suas ex Dominiis Regiæ Catholicæ Majestatis revocare, ubicumque Locorum sita sint, vicissim etiam Rex Catholicus ab omni Actu Hostilitatis abstinebit, etiamque ex parte sua pro Restauratione tranquillitatis publicæ & mutuæ Amicitiæ inter Subditos utriusque Regis Catholici, & Christianissimi eadem servabit, ad quæ Regia Christianissima Majestas sese præsenti hac Conventione obstringit. ANNO 1684.

VI. Et si ex hoc Fundamento, quod uterque Rex durantibus hisce Induciis, in ea possessione manere debeat, in qua utraque Majestas Catholica & Christianissima, tempore primæ solutæ Blocadæ, sive *Blocus* (ut vocant) Oppidi Luxemburgensis fuêre constitutæ, exceptis tamen Locis quæ in Regiæ Christianissimæ Majestatis potestate remanebunt, aliqua Loca extarent, de quorum extensione, sive de tempore possessionis lis foret, illius decisio Regi Magnæ Britanniæ deferenda, ita tamen, ut supra memorati Reges super hoc nihil ulteriùs queri possint post trium mensium spatium à die ratihabiti Tractatus elapsum.

VII. Continuabuntur insuper ex utraque Parte exactiones Contributionum quæ solvendæ restabunt, ad diem usque commutatarum Ratificationum, eæque quæ hoc modo tempore Commutationis adhuc debebuntur, exsolventur intra spatium trium mensium à supradicto termino computandorum, nullaque propterea fieri poterit executio intra id tempus contra Communitates debitrices, dummodo sufficientem præstiterint cautionem in Urbe, intra illius altè memoratorum Regum, ad quem dictæ Contributiones pertinebunt, Dominium sita; Si verò aliquæ orientur Controversiæ, sive Difficultates, intuitu istarum Contributionum, nulli Partium licitum sit sibi viâ facti satisfacere, sed contentiones istæ terminentur amicabiliter, & si istud fieri nequit, ad Arbitrium Regis Magnæ Britanniæ remittentur.

VIII. Rex Christianissimus promittit ab omnibus Hostilitatibus ex nunc in Belgio contra Civitates, & Loca ad Coronam Hispaniæ pertinentia, etiam agris, sive *Plat Pays*, cessatum iri, sicut etiam ex parte Hispaniæ vicissim abstinendum erit.

IX. Nihil hinc inde quoad Tractatus Noviomagenses inter Reges Catholicum & Christianissimum innovetur, verum ii per omnia in suo vigore salvi maneant, nisi tamen quatenus Articulo primo superiùs reservatum fuit.

X. Sacra Cæsarea Majestas tàm pro se, quàm nomine Regis Catholici, ut & Sacra Christianissima Majestas consentiunt, ut universum Imperium, Rex Magnæ Britanniæ, Confoederatarum Provinciarum Ordines, & denique omnes Reges, Principes, Respublicæ, ac Status, qui hanc Obligationem in se suscipere volent, utrimque promittant se pro restauranda & assecuranda bona Fide, ac universi Orbis Christiani Tranquillitate horum Pactorum Guarantiam in se suscepturos.

XI. Inducias hasce hoc modo factas promittit Sacra Cæsarea Majestas à Rege Catholico, sicut & vicissim Christianissima Sua Majestas, in debita forma solitaque ratihabitum, solemniaque desuper Ratihabitionum Instrumenta intra spatium sex septimanarum: vel citiùs si fieri poterit, à die Subscriptionis computandum, vel hic, vel in Aula Christianissimi Regis reciprocè, riteque commutatum iri.

In fidem, roburque horum omnium quæ superiùs descripta, ac nomine Sacræ Cæsareæ Majestatis pro Rege Catholico ex una, & nomine Sacræ Christianissimæ Majestatis ex altera partibus tractata & conclusa fuerunt, nos Infrascripti præsentes propria manu subscripsimus ac sigillavimus. Actum Ratisbonæ die decimâ quintâ Mensis Augusti, Anno millesimo, sexcentesimo octogesimo quarto.

(L.S.) AMADEUS *Comes de* WINDISGRATZ

(L.S.) LUDOVICUS VERJUS *Comes de* CRECY

(L.S.) FRANCISCUS MATHIAS MAY.

Y Haviendose visto, y examinado este Tratado, heresuelto aprobarle, y ratificarle, como en vertud de la presente le apruebo, y ratifico en la mejor, y mas amplia forma que puedo, prometiendo en fee y palabra Real de cumplirle enteramente, como en el se contiene; Para lo qual mandè despachar la presente firmada de mi mano, sellada con mi Sello secreto, y refrendada de mi Infrascripto Secretario de Estado; Dada en Madrid à diez, y siete de Septembre de mil seiscientos y ochenta y quatro. YO EL REY
Don CRISPIN GONZALES BOTELLO.

(L. S.)

Arti-

Anno 1684.

Articulus separatus.

CONventum insuper est per hunc Articulum separatum, ut, quò illa toti Orbi Christiano adeo necessaria atque exoptata Tranquillitas, securior atque firmior existat, quòd etiam omnes Principes & Respublicæ Italiæ, Tractatui hodie, inter Catholicam Majestatem, & Christianissimam Majestatem conclusо, includantur, quod etiam pro Genuensibus locum habebit, ita tamen ut etiamsi Christianissima Majestas tantummodò promittat, nec Urbem Genuam, neque ullum alium Locum munitum (Gallicè, *Place*) ad illam pertinentem, aut circumvallare, aut obsidione capere, aut alio modo sibi acquirere, nihilominus alioquin facultatem sibi reservet, desideratam Satisfactionem de Genuensibus persequendi. Cujus Articuli Ratihabitio, una cum Ratificatione ipsius Tractatus exhibenda erit. Si autem Catholica Majestas Articuli hujus separati Ratihabitionem eodem tempore non suppeditaverit, totus Articulus pro omisso & nullo habebitur.

In fidem roburque ejus, quod Articulo hoc separato descriptum, ac nomine Sacræ Cæsareæ Majestatis pro Rege Catholico ex una & nomine Sacræ Christianissimæ Majestatis ex altera, partibus, tractatum & conclusum fuit; nos infrascripti propria manu subscripsimus, ac Sigilla nostra apposuimus. Actum Ratisbonæ die 15. Augusti 1684.

XLIX.

Acte de Garantie du Traité de Trêve entre la FRANCE *& l'*EMPIRE *donné par Monsieur l'Electeur de* BRANDEBOURG, *du 4. Novembre* 1684. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

NOus FREDERIC GUILLAUME, par la grace de Dieu Margrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Prince Electeur du S. Empire, Duc de Prusse, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergues, Stetin, Pomeranie, des Cassubes, Wandales & en Silesie, de Crosne & Carnovie, Burgrave de Norimberg, Prince de Halberstadt, Minde & Cammin, Comte de la Marche & Ravensberg, Seigneur de Ravenstein, Lauenbourg & Butau. Faisons sçavoir à tous ceux à qui il appartiendra; comme en consequence de l'Article 16. du Traité conclu entre l'Empereur & l'Empire d'une part, & le Roi Tres-Chrétien de l'autre, dont les Ratifications auroient esté echangées de toutes parts, le quinziéme Septembre, Sa Majesté Tres-Chrétienne nous auroit requis de lui donner un Acte de Garantie, nous nous y sommes portez d'autant plus volontiers, que nous avons toûjours contribué par nos soins, & par tout ce qui a pû dependre de Nous, à l'Accommodement d'une affaire de si grande importance: & que d'ailleurs nous nous y trouvons obligez generalement par le susdit Article, avec toutes les autres Parties contractantes. C'est pour ce que nous avons promis & promettons par ce present Acte à Sa Majesté Tres-Chrétienne, nôtre Garantie pour l'execution & l'observation de ce Traité, contre toutes sortes de Troubles qu'on pourroit apporter au contraire, directement ou indirectement, ainsi que Sa Majesté nous a promis reciproquement de son costé la même Garantie par un Acte special & autentique, & de vouloir observer ledit Traité inviolablement sans y contrevenir en aucune façon; les Traitez d'Alliance & d'Amitié entre Sa Majesté Tres-Chrétienne & Nous, demeurans dans leur vigueur, & devant être executez de bonne foi avec une entiere exactitude de part & d'autre. En foi de quoi Nous avons signé la presente Declaration de nôtre main, & à icelle fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Cologne sur la Sprée, le 4. Novembre 1484.

Signé,

FRIDERIC GUILLAUME Electeur.

L.

29. Dec. Kauff-Brieff zwischen Churfürst Fridrich Wilhelm zu Brandenburg/ und Fürst Johann Georg zu Anhalt/ über das Dorff Belleben auffgerichtet; Worinn Jener diesem das Dorff mit allen Zugehörungen/ Lehens-Gerechtigkeiten/ Ober- und Unteren-Gerichten vor vierzehen tausend vier hundert Thaler verkauffet/ und anbey sich des Lehen-Rechts und directi Dominii begiebet/ wie nicht weniger dessen Successores von Suchung des Lehens/ Abstattung des Lehen-Diensts/ Erb-Huldigung/ und allen anderen Landes-Beschwerungen befreyet/ Jedoch daß die Unterthanen zu den Lands-Angelegenheiten in die Magdeburgische Cassam jährlich 250. Thaler lieferen sollen. Geschehen in Potsdam den 29ten Decembris 1684. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Absatz III. pag. 177.]

Anno 1684.

C'est-à-dire,

Traité, ou Contrat entre FREDERIC *Electeur de Brandebourg, &* JEAN GEORGE *Prince d'Anhalt, par lequel l'Electeur vend à ce Prince le Village de* Belleben, *situé dans le Territoire de Magdebourg, avec sa Jurisdiction Feodale, & de haute & basse Justice, & toutes ses Dependances, pour le prix & somme de* 14. *mille* 400. *Richsdalers, renonçant même en faveur dudit Prince & de tous ses Successeurs au Domaine direct sur ledit Village, & à toute petition de Fief, Services feodaux, Hommages, & autres Droits & charges, à la reserve d'une somme de* 250. *Richsdalers que les Sujets dudit lieu de Belleben seront obligés d'apporter tous les ans à la Caisse de Magdebourg pour leur Quote des Collectes Provinciales. Fait à Potsdam le* 29. *Decembre* 1684.

ZU wissen sey hiermit iedermänniglich/ daß zwischen dem Durchlauchtigsten/ Groß-mächtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Friederich Wilhelm/ Marggrafen zu Brandenburg/ des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Cämmerer und Churfürsten/ in Preussen/ zu Magdeburg/ Jülich/ Cleve/ Berge/ Stettin/ Pommern/ der Cassuben und Wenden/ auch in Schlesien zu Crossen und Jägerndorff Hertzogen/ Burggraffen zu Nürnberg/ Fürsten zu Halberstadt/ Minden und Camin/ Grafen zu der Marck und Ravensberg/ Herrn zu Ravenstein/ und der Lande Lauenburg und Bütau/ rc. an einem: und dem Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Johann Georgen/ Fürsten zu Anhalt/ Grafen zu Ascanien/ Herrn zu Zerbst und Bernburg/ Seiner Churfürstl. Durchl. verordneten Stadthaltern der Chur und Marck Brandenburg/ auch General-Feld-Marschalln/ am andern Theile/ ein zu Recht beständiger und unwiederrufflicher Erb-Kauff abgeredet und geschlossen worden; Es verkauffen nehmlich höchstgemeldte Se. Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg/ rc. das durch den Todes-Fall Ihres gewesenen Vasallen/ Ludewig Werners von Lochau/ zu Zeit/ an Sie erledigte/ und im Hertzogthum Magdeburg gelegene Dorff Belleben/ mit allen darzu gehörenden Unterthanen/ Ländereyen/ Lehns-Gerechtigkeit/ Spann- und Handt-Diensten/ Ober- und Unter-Gerichten/ in dem Dorff und auff dem Felde/ dem Jure Patronatus oder Kirchen-Lehen/ Jagten/ Holtzungen/ Gärten/ Büschen/ Wiesen/ Teichen/ Wassern/ Mühlen/ Zehenden/ Erb-Zinsen/ Schencke/ Bäckerey/ Rauchhünern/ Gänsen und allen übrigen Pertinentien/ Recht und Gerechtigkeiten/ wie es die von Lochau/ und hiebevor die von Krosigk gehabt/ besessen/ genutzet und gebrauchet/ oder nutzen und gebrauchen können und sollen/ Seiner Fürstl. Durchl. zu Anhalt/ und und vor vierzehentausend vierhundert Thaler behandelte Kauff-Summa,

Anno 1684.

ma, dergestalt und also / daß so fort bey Ubergebung des Dorffes Belleben / fünff tausend Thaler / und noch fünff tausend Thaler auf Ostern 1685. gegen Quittung bahr an die Magdeburgische Cammer zu Wieder-Einlösung des Ambtes Staßfurth bezahlet / die übrige vier tausend vier hundert Thaler aber, und zwar davon zwey tausend Thaler / als ein Legatum, von dem in Preussen verstorbenen Hertzog zu Croy / und die übrige zweytausend vier hundert Thaler neben dem Interesse, welche Se. Fürstl. Durchl. zu Anhalt aus der Churfürstl. Africanischen Compagnie zu fordern haben / compensando vergnüget werden sollen.

Wie nun Se. Fürstl. Durchl. zu Anhalt / &c. als Käuffer / die Summa der fünff tausent Thaler bey tradirung des Dorffes Belleben / und hiernach auf Ostern 1685. noch fünf tausent Thaler gegen Quittung bahr zu bezahlen / und wegen der übrigen vier tausent vierhundert Thaler Legatorum, und aus der Africanischen Compagnie Ihro competirenden Gelder / die in Händen habende Documenta und respective Cession auszustellen versprochen; Also haben Seine Churfürstl. Durchl. Dero Magdeburgischen Regierung und Cammer gnädigst befohlen / die Ubergabe sothanes Dorffes cum pertinentiis gegen dem Empfang der Gelder / wie obstehet / sofort gebührend ins Werck zu richten / und Seine Fürstl. Durchl. zu Anhaldt in eine geruhige Possession zu setzen / und über diesen Kauff-Contract steiff und fest zu halten. Nachdem auch des Fürsten zu Anhaldt Fürstl. Durchl. nicht wenig bedencklich gefallen / wegen dieses eintzigen Dorffes (so sie doch titulo oneroso erlanget,) zu Lehens-oder Erbhuldigungs-Schuldigkeit sich zu verbinden / Lehens-oder andere Servitia zu præstiren / auf denen Magdeburgischen Landtägen gleich andern Vasallis oder Unterthanen zu erscheinen / dem Hertzogthumb Magdeburg sich subjeckt zu machen / und vor dessen Regierung zu stehen; So haben Se. Churfürstl. Durchl. in Consideration, daß 1.) kein Ritterpferdt auf diesem Dorffe mehr hafftet / auch daß 2.) das Kauff-Pretium deshalben gesteigert worden / und 3.) die Pferde und Handt-Dienste der Unterthanen dieses Dorffes (welche doch den meisten Nutzen bringen sollen / und in dem Anschlag ziemlich hoch anlauffen) zu keinem dero andern Aembter / wegen der Entlegenheit füglich gebrauchet werden können / dero an dem Dorffe Belleben habenden Lehn-Rechts und directi Dominii sich Kraft dieses wolbedächtlich begeben / und daneben sich beständig dahin erklähret / daß des Fürsten zu Anhalt Fürstl. Durchl. dero Fürstliche Erben und andere singulares Successores (wann dieselbe Fürstmässigen Standes sindt) nicht allein von Suchung und würcklichen Empfang des Lehns / Abstattung der Lehens-Pflicht / auch davon dependirenden Ritter-oder Lehens-Diensten / sondern auch von Erb-Huldigung / Personal-Subjection, Kopf-Gelde / Accise und allen andern Landes-Beschwerungen / sie haben Nahmen / wie sie wollen / von nun an gäntzlich befreyet / auch auf denen Magdeburgischen Landtagen zu erscheinen oder vor der Magdeburgischen Regierung zu stehen / keines weges schuldig und gehalten seyn sollen; die Unterthanen des Dorffes Belleben aber / bleiben noch ferner und zu allen Zeiten in denen Pflichten / womit Se. Churfürstl. Durchl. sie durch die Erb-Huldigung schon verwandt seint / oder gegen die künfftige Hertzoge zu Magdeburg sich verbinden werden / Und soll deroselben der Eydt der Treue und des Gehorsambs / welchen Sie hiernechst des Fürsten von Anhalt Fürstl. Durchl. und dero Mitbeschriebenen / alß Gerichts-und Lehns-Herrn zu leisten haben / jetzo oder in künfftigen Zeiten nicht abbrüchig oder nachtheilig seyn. Was das Jus Collectandi anbelanget / haben S. Churfürstliche Durchl. (nachdem Sie gründliche Nachricht eingezogen / daß die Unterthanen des Dorffes Belleben / wann dieselbe in dem hohen Ansatze / worinn Sie ietzo sich befinden / ferner also stehen bleiben solten / mit der Zeit vollents / wie ein guter Theil schon gethan / entweichen / und ihre Dienst-Güther zum grössesten Schaden des Lehens-und Gerichts-Herren liegen lassen würden) mit des Fürsten von Anhalt Fürstlichen Durchl. sich verglichen / daß von Schliessung dieses Kauffes an / und in künfftigen Zeiten / ermeldte Unterthanen zu den Landes-Angelegenheiten in die Magdeburgische Landschafts-Cassa, oder wohin es sonst verlanget würde / in termino Weynachten / auf einmahl und in einer Summa Jährlich zweyhundert funffzig Thaler liefern / und dagegen von allen Anlagen / Kopff-Gelden / Accisen / Contribution, Hufen-Gelde / Einquartierung / Servis-Geldern / oder was ausser diesen genennet werden mag / allerding exempt seyn / und der modus solche 250. Thaler zu exigiren / des Fürsten von Anhalt Fürstl. Durchl. und dero Mitbeschriebenen freygelassen / auch darwieder keine provocation an Seine Churfürstl. Durchl. oder dero Magdeburg. Regierung und Landschaft / oder wo es sonst von nöthen / von Sr. Churfürstl. Durchl. ernstlicher Befehl sofort ertheilet werden soll. Solten nun unvermeidliche Durch-Marche sich ereignen / und diese die Unterthanen zu Belleben mit betreffen / so sollen sie dabey nicht mehr / alß andere umbliegende Magdeburgische Dorffer beschweret / noch durch Still-Lager / oder andere militarische Executiones zum Abtrag der Ordinar-Gefällen untüchtig gemachet werden; Würden aber diese Unterthanen durch Krieg oder andere ungewöhnliche Unglücks-Fälle (welche der höchste GOtt in Gnaden abwenden wolle) dergestalt in Abnehmen gerathen / daß das vorher verglichene quantum der 250. Thaler ohn total-Ruin von ihnen gar nicht erhoben werden könte; So wollen Se. Churfürstl. Durchl. und nachkommende Hertzoge zu Magdeburg auf diesem quanto so genau nicht bestehen / sondern bis zu erfolgenden bessern Zeiten mit einem billigmässigen und erträglichem quanto sich jährlich vergnügen lassen; Weil auch bey denen Gerichten es sich offtermahls zuzutragen pfleget / daß zancksüchtige Leuthe oder deren Advocati ihre Sache in Weitläufftigkeit zu ziehen / und ihr Gegentheil dadurch um so viel länger auffzuhalten / des sonst heilsamen beneficii Appellationis sich mißbrauchen; So haben Seine Churfürstliche Durchl. aus wohlbedachtem Rath / vor sich und deren nachkommende Hertzoge zu Magdeburg / hiemit und Kraft dieses verwilliget / daß denen Unterthanen zu Belleben weder in Criminalibus noch Civilibus (da in diesem die Haupt-Summe zweyhundert Thaler nicht erreichet) von denen Gerichten daselbst zu appelliren / oder per viam nullitatis zu provociren gestattet werden solle; Es wäre dann jemanden / so viel die Criminalia belanget / die Todes-Straffe zuerkannt / auf welchem Fall Sr. Churfürstl. Durchl. oder dero nachkommenden Hertzogen zu Magdeburg / als Landes-Herren / das Jus aggratiandi billig verbleibet / da aber die Summa appellabilis wäre / und die Sache per appellationem oder querelam nullitatis an die Magdeburgische Regierung gebührend devolviret würde; So wollen Seine Churfürstliche Durchl. die eventual-Verordnung an dero Magdeburgische Regierung so fort nach vollzogenen diesen Kauff / ergehen lassen / daß die Inhibitoriales oder Compulsoriales oder andere Rescripta nicht immediatè an des Fürsten von Anhalt Fürstl. Durchl. oder dero Mitbeschriebene / sondern an den Beambten oder Gerichts-Verwalter / welcher den Procefs dirigiret hat / gerichtet / und denselben zu Belleben oder Zeitz insinuiret werden; Welches dann auch auff dem Fall / wann des Fürsten von Anhalt Fürstl. Durchl. und dero Mitbeschriebene von jemandt über kurtz oder lang actione reali oder hypothecaria wegen des in Magdeburgischer Hoheit gelegenen Hauses Zeitz / und dessen pertinentien belanget werden möchten / zu extendiren / daß nemlich die Magdeburgische Regierung die darauff ergehende Citationes, Rescripta, Monitoria und dergleichen Gerichtliche Verordnungen / an obgedachte Beambte oder Gerichts-Verwalter richte / auch in derselben Persen die Sentenz absasse / jedoch die endliche Execution (damit die Sententiæ nicht inanes seyn) auf benöthigten Fall und nach Gelegenheit der Sache entweder in die fructus oder substantiam des Hauses Zeitz / vollenstrecken lassen; Solte aber der Ausspruch wegen des Dorffes Belleben und dessen pertinentien herrühren; So wollen Se. Churfürstl. Durchl. und dero nachfolgende Hertzoge zu Magdeburg intuitu der zu leistenden schuldigen Gewehr / so fort selbst durch dero Magdeburgische Cammer in das Mittel treten / und ohn einige des Klag-Libel's Communication an des Fürsten zu Anhalt Fürstl. Durchl. und dero mitbeschriebene Beambten / entweder den Kläger in Güte Klagloß stellen / oder den Procefs mit demselben antreten / und was erkannt wird / præstiren / auch weil schon ietzo die hinterlassene Lochauische Geschwister die alimentation und dotation aus Belleben prætendiret haben / solche Anstalt machen / daß dieselben abgefunden werden / und sie allem fernern Anspruch noch vor Außzahlung des gäntzlichen Kauff-Geldes zu Recht beständiger massen renunciren: Würde dann ferner der in dem Dorffe Belleben wohnende von Laue mit richtigen Documentis nicht erweisen können / daß sein inhabendes Guth mit austrücklichen Lehn-Herrlichem Consensu von den Spann-Diensten / Zehenden und andern præstandis befreyet / sonder nur durch dero von Lochau Privat-Concession und Handlung von einem und dem andern onere reali enthoben worden; So wollen Se. Churfürstl. Durchl. deßhalben keinen Procefs ge-

ANNO 1684. gestatten / sondern geschehen lassen / daß dieses Guth wiederumb ad corpus serviens so fort gezogen / und folglich die Dienste und Zehenden in vorigen Stand wiederumb gesetzet werden; Als auch des Fürsten von Anhalt Fürstl. Durchl. den schlechten Zustandt der jetzigen Einwohner in Belleben und dabey fürgestellet / daß denenselben wegen des erlittenen Mißwachses undt Abstattung anderer præstandorum, die nach Absterben des zuletzt verstorbenen von Lochau schuldige Lehn-Gelder / und was ihnen wegen der in diesem Jahre nicht würcklich geleisteten Dienste angesonnen werden möchte / zu bezahlen unmöglich fallen würde / So haben Se. Churfürstl. Durchl. diese Lehn- und Dienst-Gelder / und was sie sonst etwa annoch schuldig seyn / gnädigst fallen lassen / also / daß sie die Bellebischen Unterthanen vor dero Magdeburgischen Cammer nicht weiter darumb angemahnet oder besprochen werden sollen. So viel das Jus Patronatus und davon dependirende Befugnüß betrifft / so wird dasselbe / wie bald im Eingang dieses Kauff-Brieffes schon erwehnet ist / des Fürsten zu Anhalt Fürstl. Durchl. zugleich mit verkauffet / und versprechen Seiner Churfürstliche Durchl. vor sich und dero nachkommende Hertzoge zu Magdeburg / so wohl dasselbe / als andere in diesem Kauff mit begriffene pertinentien / und was daneben in einem und anderm Stücke absonderlich bewilliget und zugestanden worden / kräfftigst zu gewähren / und weder dero Magdeburgische Regierung und Cammer / noch auch dero Landschafft einige Contraventiones dawieder zu gestatten. Alles bey Churfürstl. Worten / Treue und guten Glauben / dessen zu mehrer Bekräfftigung haben beyderseits hohe Herren Contrahenten denen exceptionibus doli mali, listiger Uberredungen / Verletzung über die Helffte / und aller anderen / welche zur Vernichtung dieses Kauffes ersonnen / oder hervor gesuchet werden möchten / sich beständigst begeben / und diesen in duplo gefertigten Kauf-Brief eigenhändig unterschrieben / auch mit dero Cammer-Secreten bedrücket / Wobey dann schliesslich Se. Churfürstl. Durchl. vor sich und dero nachkommende Hertzoge zu Magdeburg sich noch absonderlich dahin erklähret / daß / wann Fürst Johann Georgens zu Anhalt Fürstl. Durchl. dieses erkauffte Guth Belleben / samt seinen erlangten Befreyungen / und das in Handlung habende Hauß Zeitz und dessen pertinentien an einen dero Herren Vettern / Fürsten zu Anhalt / weiter zu versetzen / zu übergeben oder zu verkauffen sich entschliessen solten / Sie darinn consentiren / und die künfftige Besitzere bey geruhigen Posseß aller in dem Kauff-Brieff beschriebenen Gerechtigkeiten und Befreyungen lassen / manuteniren und schützen wollen. So geschehen in Potsdam den Neun und Zwantzigsten Decembris des Eintausendt Sechshundert Vier und achtzigsten Jahres.

(L.S.) Friedrich Chur-Printz.

(L.S.) Johann George F. z. Anhalt.

LI.

1685. 9. Janv. FRANCE ET LES PROVINCES-UNIES.

Déclaration de LOUIS XIV. *Roi de France donnée à Versailles, le 9. Janvier 1685. en faveur des Hollandois Sujets des Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *pour habiter & commercer en France, sans être reputez Aubains, conformément à l'Article X. du Traité de Nimégue, du 10. Août 1678. Registrée en Parlement le 13. dudit mois de Janvier 1685.* [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

LOuis par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A nos amez & feaux les Gens tenans nostre Cour de Parlement à Paris; Salut. Sur les avis qui Nous ont esté donnez de divers Procez intentez en differentes Jurisdictions, sur ce qu'on n'y est pas informé de ce qui est porté par le X. Article du Traité de Commerce fait à Nimégue le dixiéme Aoust mil six cens soixante-dix-huit, par nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires, avec ceux des Estats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & par Nous approuvé & ratifié le 18. dudit mois, duquel Article la teneur ensuit. Les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux ne seront point reputez Aubains en France, & ainsi seront exempts de la Loy d'Aubaine, & pourront disposer de leurs biens par Testament, Donation ou autrement, & leurs Heritiers Sujets desdits Estats demeurans tant en France qu'ailleurs, recueillir leurs successions même *ab intestato*, encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité, sans que l'effet de cette Concession leur puisse être contesté ou empêché sous pretexte de quelque Droit ou Prérogatives des Provinces, Villes ou Personnes privées; pourront pareillement sans lesdites Lettres de Naturalité s'établir en toute liberté les Sujets desdits Seigneurs Etats en toutes les Villes du Roiaume, pour y faire leur Commerce & Trafic, sans pourtant y pouvoir acquerir aucuns Droits de Bourgeoisie, si ce n'est qu'ils eussent obtenu Lettres de Naturalité de Sa Majesté en bonne forme, & seront generalement traitez ceux des Provinces-Unies en tout & par tout, autant favorablement que les Sujets propres & naturels de Sa Majesté, & particulierement ne pourront estre compris aux Taxes qui pourront estre faites sur les Etrangers, & sera tout ce contenu au present Article observé au regard des Sujets du Roi dans les Païs de l'obeïssance desdits Seigneurs Etats; Et voulant faire cesser lesdites contentions en rendant ledit Article public. A ces causes Nous vous mandons & ordonnons par ces Presentes signées de nôtre main, que ledit Article X. ci-dessus dudit Traité, vous ayez à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelui entretenir & faire entretenir, garder & observer, sans y contrevenir, ni souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit; Car tel est nôtre plaisir. Donné à Versailles le neufiéme jour de Janvier, l'an de grace 1685. & de nôtre Regne le quarante deuxiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roi, COLBERT.

Et scellé du grand Seau de cire jaune.

Registrées, oüy & ce requerant le Procureur General du Roi, pour être executées, selon leur forme & teneur, & Copies collationnées envoyées dans les Baillages, Senechaussées & Sieges du Ressort, pour y être pareillement publiées & enregistrées; Enjoint d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans trois mois, suivant l'Arrest de ce jour. A Paris en Parlement, le treiziéme jour de Janvier mil six cens quatre-vingt-cinq.

Signé,

DONGOIS.

LII.

12. Fevr. FRANCE ET GENES.

Articles accordez par le Roi de France LOUIS XIV. *à la République de* GENES, *le 12. Fevrier, 1685.* [FREDER. LEONARD. Tom. V. d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans le *Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 1060. en Latin, François & Allemand; dans LONDORPII *Acta publica.* Tom. XII. pag. 160, en Allemand; dans *Anhang zu des Europæischen Herolds 4. Haubthandlungen*, pag. 1661; & dans *Relationis Historic. Francofurt.* Continuat. Vernal. pag. 51. en Allemand.]

LOuis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme nôtre amé & féal Conseiller en tous nos Conseils, Président à Mortier en nôtre Cour de Parlement de Paris, Secretaire d'Etat & de nos Commandemens & Finances, le Sieur Colbert, Chevalier, Marquis de Croissi, en vertu du Pleinpouvoir que nous lui en avions donné, auroit conclu, arrêté & signé le 12. Fevrier dernier, avec le Sieur Marquis de Marini Envoyé Extraordinaire de la République de Genes, pareillement muni de Plein-pouvoir de ladite République, les Articles

ANNO 1685. ticles par Nous accordez à ladite République, dont la teneur ensuit.

LE Roi ayant rétably le repos de toute l'Europe par les Traitez de Tréve signez à Ratisbonne le 15. Aoust dernier; & Sa Majesté se voyant dans une pleine & entiere liberté de prendre contre la République de Genes telles résolutions, qu'Elle auroit estimé être les plus convenables à Sa Gloire & à sa Justice, Elle a neanmoins bien voulu, en considération de Sa Sainteté, dont les soins infatigables pour la conservation de la tranquillité publique ne peuvent être assez estimez, préférer les voyes de douceur à celles de la force de ses armes; & sur les asseurances qui ont esté données à Sa Majesté par le Sieur Archevêque Ranuzzi, Evêque de Fano, Nonce Extraordinaire de Sa Sainteté, de l'entiére résignation desdits Genois aux conditions qu'Elle leur a demandé, & du Pouvoir qu'ils ont envoyé au Sieur Marquis de Marini Envoyé Extraordinaire de la République de Genes auprés de Sa Majesté, pour les accepter en leur nom, & en convenir avec celui qu'il plairoit à Sa Majesté commettre pour en dresser & signer les Articles; Elle auroit autorisé à cet effet le Sieur Colbert, Chevalier, Marquis de Croissi, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, Secretaire d'Estat & des Commandemens de Sa Majesté; lequel, en vertu du Pouvoir qui sera ci-aprés inseré, auroit avec le Sieur de Marini autorisé par la République de Genes, en vertu de la Lettre des Duc, Gouverneurs & Procureurs de ladite République, signée Girolamo de Mari, & C. Mascardi, & dattée du 29. Janvier 1685. qui sera ci-aprés transcrite, arrêté, conclu, & signé, les Articles suivans.

I. Que le Doge à present en charge, & quatre Senateurs aussi en charge, se rendront dans la fin du mois de Mars prochain, ou au plus tard dans le dixiéme d'Avril, en la Ville de Marseille, ou autre Ville du Roiaume; d'où ils s'achemineront au lieu où Sa Majesté sera; & lors qu'ils seront admis à son audience, revêtus de leurs habits de ceremonie, ledit Doge portant la parole, témoignera au nom de la Republique de Genes l'extreme regret qu'elle a d'avoir déplû à Sa Majesté, & se servira dans son discours des expressions les plus soûmises, les plus respectueuses, & qui marquent le mieux le desir sincere qu'elle a de meriter à l'avenir la bienveillance de Sa Majesté, & de se la conserver soigneusement.

II. Le Doge & les quatre Senateurs rentreront, à leur retour à Genes, dans l'exercice de leurs charges & dignitez, sans qu'il en puisse être mis d'autres à leurs places pendant leur absence. Ni lors qu'ils seront retournez, sinon aprés que le tems ordinaire de leur gouvernement sera expiré.

III. La Republique de Genes congediera dans le tems d'un mois toutes les Troupes Espagnoles qu'elle a introduites dans les Villes, Places & Pays dépendans dudit Etat, & renonce dés-à-present en vertu de ce Traité, à toutes Ligues & Associations qu'elle pourroit avoir faites depuis le premier Janvier 1683.

IV. Lesdits Genois reduiront aussi dans le même temps leurs Galeres au même nombre qu'ils avoient il y a trois ans, & pour cet effet desarmeront celles qu'ils ont fait équiper depuis.

V. Sa Majesté ayant demandé que la Republique de Genes dedommageât tous les François, non seulement de ce qui leur a été pris & enlevé, tant dans la Ville de Genes, que dans les Païs qui en dépendent; mais aussi de toutes les Prises qui ont été faites sur eux par les Vaisseaux & autres Bâtimens armez ou autorisez par lesdits Genois, suivant l'Etat qui en seroit dressé & fourny dans trois mois: & ladite Republique ayant offert de rendre aux Sujets de Sa Majesté tout ce qu'elle a pû retirer des effets qui leur appartiennent, Sa Majesté acceptant ledit Offre, & suivant les mouvemens de sa pieté, a bien voulu se contenter, qu'au lieu des autres dédommagemens cy-dessus dits, ladite Republique s'obligeât, comme elle fait par cet Article, de contribuer à la reparation des Eglises & lieux sacrez, qui ont été ruinez ou endommagez par les Bombes, que le refus de donner à Sa Majesté une juste satisfaction, a attiré indistinctement sur ladite Ville, toute la somme d'argent que nôtre Saint Pere le Pape estimera convenable, Sa Majesté remettant aussi à sa Sainteté de regler le temps dans lequel lesdites reparations devront être faites.

VI. Le Comte de Fiesque ayant imploré la protection de Sa Majesté sur les anciennes pretentions de sa Maison contre ladite Republique, Sa Majesté a desiré qu'il fût payé presentement audit Comte de Fiesque la somme de cent mille écus, monnoye de France; & comme ladite Republique a voulu encore témoigner en cela sa deference pour Sa Majesté, & meriter d'autant plus l'honneur de ses bonnes graces, elle s'est obligée par ce seul motif, & non autrement, de payer dans deux mois audit Comte de Fiesque ladite somme de cent mille écus sans prejudice des raisons qu'elle pretend avoir contre ledit Comte de Fiesque & sa Maison, qui ne pourront recevoir aucune atteinte par ledit payement; & en consideration de la promptitude avec laquelle ladite Republique satisfait en cela à la volonté du Roi, Sa Majesté promet qu'elle n'appuiera point de la force de ses armes, ni d'aucune voye de fait, les pretentions dudit Comte & de la Maison de Fiesque, Sa Majesté voulant qu'elles ne puissent être poursuivies que par les voyes de Droit; & comme l'intention de Sa Majesté est que le payement cy-dessus dit ne soit fait que par provision & sans prejudice des raisons des Parties, aussi elle declare que ledit Comte de Fiesque, ses Hoirs & ayans cause, poursuivans leurs Droits & Actions en Justice, comme il a été dit, ladite Republique puisse compenser sur ce qui pourroit leur être ajugé, ladite somme de cent mille écus, que ledit Comte de Fiesque aura reçûë en vertu dudit Traité.

VII. Sa Majesté étant contente des satisfactions cy-dessus dites, & voulant bien rendre l'honneur de ses bonnes graces à la République de Genes, Elle sera bien aise aussi de faire au Doge, & aux Senateurs, tout le favorable accüeil qui leur puisse marquer sa bonté & le retour de sa bienveillance Royale; & aprés qu'ils se seront acquitez des fonctions pour lesquelles ils se doivent rendre auprés de Sa Majesté, ils pourront s'en retourner à Genes, pour y exercer leurs charges, ainsi qu'il est convenu par l'Article deuxiéme dudit Traité: Sa Majesté declarant qu'il ne leur sera fait de sa part aucune autre demande, ni imposé d'autres conditions, que celles qui sont exprimées & établies par le present Traité.

VIII. Tous Actes d'hostilité cesseront, sçavoir par Terre dés le jour de la signature du Traité, & par Mer dans un mois, à commencer dudit jour: Et s'il y a quelques Sujets du Roi detenus dans les prisons, Galeres ou Vaisseaux de Genes & autres lieux, ils seront incessamment élargis; Sa Majesté voulant bien aussi faire mettre en liberté tous les Genois qui pourroient être retenus, soit dans ses prisons ou dans ses Galeres, Vaisseaux & autres lieux.

IX. Le present Traité sera ratifié incessamment par ladite Republique de Genes, & les Ratifications échangées avec celles de Sa Majesté, au plustard dans trois semaines. En foi dequoy nous avons signé les susdits Articles, & à iceux fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Versailles le douziéme jour de Fevrier mil six cent quatre-vingt-cinq.

Signé,

A. RANUZZI, *Archevêque, Evêque de Fano, Nonce Apostolique.* — COLBERT DE CROISSY.
PAOLO DE MARINI.

Pouvoir du Roi.

LE Roi ayant été informé par le Sieur Evêque de Fano Nonce Extraordinaire de sa Sainteté, que non seulement la Republique de Genes avoit pris la resolution d'accepter les conditions qui luy ont été imposées par Sa Majesté, pour tâcher par cette soûmission à rentrer dans ses bonnes graces; Mais mesmes qu'elle avoit envoyé un Pleinpouvoir au Sieur de Marini, pour en signer en son nom les Articles avec telles personnes qu'il plairoit à Sa Majesté commettre: Sa Majesté a pour cet effet autorisé de sa part, comme elle autorise par ces presentes, le Sieur Colbert, Chevalier, Marquis de Croissy, Conseiller en tous ses Conseils, Président à Mortier en sa Cour de Parlement à Paris, Secretaire d'Estat de Sa Majesté & de ses Commandemens & Finances, auquel Elle a donné Plein-pouvoir, Commission & Mandement special d'accepter, conclure, & signer en son nom avec ledit Sieur de Marini les Articles dont ils seront convenus; Promettant sadite Majesté en foy & parole de Roi,

ANNO 1685. Roi, d'accomplir & d'executer ponctuellement, & avoir agreable, & tenir ferme & stable à toûjours tout ce que ledit Sieur de Croissy aura promis & signé en vertu du present Pouvoir; Comme aussi d'en fournir sa Ratification en bonne forme dans le temps qu'il aura été convenu. En témoignage de quoy Nous avons signé ces Presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre Scel secret. A Versailles, le neuviéme jour de Fevrier 1685.

Signé,

LOUIS,

Et plus-bas,

PHELYPEAUX.

Pouvoir de la Republique de Genes.

Duce, Governatori, e Procuratori della Republica di Genova.

Molt' illustre nostro Gentilhuomo. Dalle vostre Lettere, e dalle Relationi havute di quanto ha rappresentato al Pontefice Monsignor Noncio Ranucci, si raccoglie, che le domandate sodisfattioni della Maestà Christianissima alla Republica consistono in una Missione d'ossequio del Serenissimo Doge, e quattro Togati; che si disarmino le quattro Galee novamente armate; che la Republica si riduca al stato di Neutralità, che professava per il passato verso le due Corone di Francia, e di Spagna; che si paghino cento mila scudi bianchi al Conte da Fiesco, per saldo d'ogni pretensione di quella Casa, e che si restituischino alli Francesi, che dimoravano in Genova il mese di Maggio passato, i Beni à loro tolti: il che si suppone ristretto à quella parte che è riuscito alla Republica di recuperare. Et si come Sua Maestà Christianissima, per mezzo del Signore di Croissy, si era compiaciuta di far significare à Monsignor Noncio, che sarebbe contenta di dette conditioni, e che non domandarebbe cosa alcuna di vantaggio, così si spera che mediante gl'ufficii del Pontefice, e della Maestà Britannica, sia per radolcire dette Domande, con dare al mondo un nuovo contrasegno della sua impareggiabile generosità verso di una Republica, che non ambisce cosa maggiore, che il restabilimento nella sua Regia Gratia. Mà niente di meno desiderosi di far spiccare gli atti della nostra somma veneratione, vi damo facoltà di poter trattare e concludere sopra l'enonciate Domande, & à questo fine doverete novamente procurare gl'ufficii del Pontefice, e della Maestà Britannica, si per conservare il rispetto dovuto à detti due Prencipi, che con singolare benignità si sono interposti in detto Affare, come per il grado di stima, e per gradimento in che sono appresso di Sua Maestà Christianissima, doverete significare questi riverentissimi sentimenti à Monsignor Nuncio, affinche si compiaccia di rappresentarli al Signor de Croissy, e di accompagnarli con espressioni proprie della sua efficacia & atte à rendersi maggiormente graditi da Sua Maestà Christianissima; E riuscendovi di concludere l'Aggiustamento, sarà vostra incombenza, che resti posto in iscritto cio che doura fare la Republica con parole chiare & incapaci di equivochi, e con tale spiegatione, che con detto Aggiustamento resti posto fine à tutte le pretentioni di Sua Maestà Christianissima, Nostro Signore vi guardi. Genova il dì 29. Gennaro 1685.

Et ont signé.

GIROLAMO DE MARI. CARLO MASCARDI.

Ratification du Roi.

NOUS ayant agreables les susdits Articles, en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons par ces presentes signées de nôtre main, & le tout promettons, en foy & parole de Roi, garder & observer inviolablement, sans aller ni venir au contraire directement ou indirectement, en quelque sorte ou maniere que ce soit: En témoin dequoy Nous avons fait mettre nôtre Scel à cesdites presentes. Donné à Versailles le troisiéme jour de Mars, l'an de Grace mil six cens quatre-vingt cinq, & de nôtre Regne le quarante-deux.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

COLBERT.

Ratification de la Republique de Genes.

Duce, Governatori, e Procuratori della Republica di Genova.

Essendosi compiacciuto il Rè Christianissimo di restituirci alla sua Regia Grazia, medianti i Capitoli sottoscritti à Versaglia li 12. del corrente mese di Febraro da Monsignor Arcivescovo Ranucci, Vescovo di Fano, e Nonzio extraordinario Apostolico, e dal Signor Marchese Colbert di Croissy Secretario di Stato di detta Maestà, & a nome della medesima; e per Noi dal Gentilhuomo Paolo de Marini nostro Inviato straordinario appresso di detta Maestà, del tenore come segue.

Havendo il Rè ristabilito, &c.

Noi non havendo maggior premura, che di godere il favore della Regia benevolenza di detta Maestà, valendoci dell' autorità confertaci dal nostro minor Consiglio, sotto il dì venti trè del corrente mese di Febraro, accettiamo, ratifichiamo, e comproviamo gli Articoli sopra detti, e promettiamo l'osservanza de medesimi. In testimonio del che sarà la presente sottoscritta da uno de i nostri Collega, e dall'infrascritto nostro Secretario, & firmata col nostro solito Sigillo; Date in Genova nel Real Palazzo, il dì 25. Febraro 1685.

Signé,

GIROLAMO de MARI, Senatore Deputato.

CARLO MASCARDI.

(a) *Discorso fatto à Sua Maestà Christianissima dal Doge di Genova nella prima Udienza.* [LONDORPII Acta Publica, Tom. XII. pag. 182. en Allemand.]

SIRE,

La mia Republica hà sempre hauuto frà le Massime più radicate del suo Governo, quella principalmente di segnalarsi nella somma veneratione a questa gran Corona

Harangue du Doge de Genes au Roi, prononcée à Versailles le 5. Mai, 1685.

SIRE,

La principale Maxime d'Etat, de la Republique de Gennes a toujours été de se signaler par une profonde veneration pour cette grande Couronne, que Vôtre Ma-

(a) Cette Piéce étant une des conditions de la Paix on a crû ne devoir pas l'omettre.

ANNO 1685.

na, che tramessa alla Maestà Vostra da suoi Augusti Progenitori hà Ella elevata ad un si alto grado di potenza e di gloria, con imprese tanto prodigiose & inudite, che la fama, solita in ogni altro soggetto d'ingrandire, non sarà bastevole, ancora con diminuire, à renderle credibili alla posterità.

Prerogative così sublimi, che obligando qualunque Stato à rimirarle & ammirarle con profondissimo ossequio, hanno particolarmente indotto la mia Republica à distinguersi sopra d'ogni altro nel professarle, in modo che'l Mondo tutto dovesse restarne evidentemente persuaso; nè vi è accidente, che li sia mai occorso di aprendere nè più funesto nè più fatale di quello che veramente potesse offendere la Maestà Vostra. Non posso dunque adequatamente spiegare l'istesso cordoglio cagionato alla medesima di haver hauuto la minima cosa, che hà dispiaciuto alla Maestà Vostra. Benche si lusinghi essere ciò arrivato per pura sua disgratia, vorrebbe nondimeno, che tutto quello che può essere succeduto di poca sodisfattione della Maestà Vostra, fosse à qual si voglia prezzo scancellato, non solo dalla sua memoria, mà da quella di tutti gli huomini. Non è Ella capace di sollevarsi da così immensa afflittione, fin che non si veda reintegrata nella preggiatissima Gratia di Vostra Maestà, che per esser fatta degna di conseguirla averta Vostra Maestà che li sforzi delle sue più intente applicationi, s'impiegheranno non solo per procurarne una perpetua conservatione, ma per habilitarsi à meritarne ogni maggior accrescimento.

In ordine à che non satisfacendosi di qual si sia espressione più propria, e più ossequiosa, ha voluto valersi di inusitate e singolarissime forme, inviandole il Doge con questi quattro Senatori, sperando che da tante speciali dimostrationi debba la Maestà Vostra rimanere pienamente appagata della altissima stima che fa la mia Republica della sua Regia benevolenza.

Quanto à me, Sire, riconosco per mia grandissima fortuna l'honore di esporre questi vivissimi e divotissimi sentimenti, & à maggiore segno mi preggio di comparire alla presenza d'un si gran Monarca, che invittissimo per il suo valore, & riveritissimo per la sua impareggiabile magnanimità e grandezza, come hà sormontati tutti gli altri de passati secoli, così assicura la medesima sorte alla sua Regia Prosapia. Con si felice augurio è somma fiducia, che la Maestà Vostra, per far sempre più comprendere all'universo la singolarità dell' animo suo generosissimo, si compiacerà di riguardare queste dimostrationi tanto divote e douute, come parti non meno della sincerità del mio cuore, che de gli animi di questi Signori Senatori e Cittadini della mia Republica, che attendono con impatienza i contrasegni, che la Maestà Vostra si degnerà volerle dare del suo benigno gradimento.

Majesté tient de ses Augustes Ancêtres, & qu'Elle a portée au suprême degré de la gloire & de la puissance, par des exploits si prodigieux, que la Renommée, qui a coûtume d'exagerer en tout autre sujet, ne pourra pas même, en les diminuant, les rendre croïables à la posterité.

Tandis que tous les Etats sont occupez à regarder avec admiration des prérogatives si sublimes, les Genois ont voulu se distinguer de tous les autres Potentats, en la maniere de témoigner leur respect à Vôtre Majesté, afin que tout le monde en fut évidemment persuadé, ne leur étant jamais rien arrivé de plus funeste, que le malheur d'avoir pû lui déplaire en la moindre chose. Et bien qu'ils n'en attribuent la cause qu'à leur infortune, ils voudroient néanmoins que tout ce qui a pû donner sujet à Vôtre Majesté, d'être peu contente d'Eux, fut à quelque prix que ce fût éfacé, non seulement de sa memoire, mais aussi de celle de tous les hommes: Et rien n'est capable de les consoler dans une si grande affliction, que l'esperance de se voir parfaitement rétablis dans l'honneur des bonnes graces de Vôtre Majesté, dont ils s'éforceront, avec toute l'aplication de leur esprit, de meriter non seulement la conservation à jamais, mais encore l'augmentation de plus en plus.

C'est dans cette vûë, Sire, que ma Republique ne se contentant pas d'emploier les expressions les plus respectueuses, s'est fait un plaisir d'envoier son Duc avec ces quatre Senateurs à Vôtre Majesté, pour lui montrer, par cette soûmission extraordinaire & sans exemple, l'estime infinie, qu'elle fait de sa bienveillance Roiale.

Quant à ma personne, Sire, je compte pour un bonheur extrême l'honneur que j'ai de paroitre en la presence d'un si grand Roi, d'un Roi, dis-je, qui aiant surpassé tous ceux des siécles passez en valeur, en generosité, & en puissance, assure encore le même sort à ses Descendans. Un si heureux augure me fait esperer, que Vôtre Majesté, pour rendre tout l'Univers témoin de cette grandeur d'ame, qui lui est si particuliere, voudra bien regarder les tres-humbles protestations que je lui fais, comme les plus vifs, & les plus sinceres sentimens de mon cœur, & de celui de ces quatre Senateurs, mes Concitoiens, qui attendent, comme moi, avec impatience les marques, que Vôtre Majesté daignera nous donner de son agrément.

LIII.

18. Fevr. Concordien-Recess zwischen der Frauen Anna Dorothea Abbtissin und dem Stifft Quedlinburg eines / und Johann Georg dem III. Churfürst zu Sachsen anderen Theils / wodurch sie sich wegen der Formul der von den neuen Quedlinburgischen Unterthanen beym Jährlichen Rath-wechsel an Chur-Sachsen zuleistenden Erbhuldigung / wegen der Chur-Sächsischer Seits prætendirter Lehen-Stück an Wild-Bahn / Holtzung / Fischerey und Zehenden / item wegen der hohen Lehen-Verschreibung / Stiffts-Rechnungen / Policey- Kirchen-Ordnungen / der ohne Chur-Sächsischen Consens im Stifft nicht zuzulassenden frembden Werb- und Einquartirungen / Repartition der Anlagen / des Stiffts-Haubtmanns / Gerichts-Sachen / Heer-Geräthe und vielen anderen Dingen vergleichen / und zwar so wird es in den wichtigsten Stücken bey dem Vertrag de anno 1574. sub 17. Augusti gelassen. Geben Quedlinburg den 18. Febr. am S. Concordiæ Tag 1685. [Deductio, daß ein Abbtißin zu Quedlinburg von Anfang der Fundation biß hieher ein immediater Reichs-Stand gewesen / in Beylagen sub Num. 51. apud LUNIG in Grundveste Europæischer Potentzen Gerechtsamen Part. I. Cap. IV. Absatz II. pag. 805. ubi remittit ad suum Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheilung V. pag. 894.]

C'est

ANNO 1685.

C'est-à-dire,

Concordat entre JEAN GEORGE III. *Electeur de Saxe d'une part, &* ANNE *Abbesse de Quedlinburg avec l'Abbaye même d'autre part; par lequel on convient de la maniere dont se doit rendre l'hommage à l'Electeur par les Sujets de l'Abbaye à chaque changement de Magistrat, & des autres Droits pretendus par son Altesse Electorale comme Seigneur Feodal, sur les Chasses annuelles, Peches, Coupes de bois, & Dimes; comme aussi de la Collation des Hauts Fiefs, Police, Reglements Ecclesiastiques, Levées & Logements de Troupes Etrangeres, que ladite Dame Abbesse ne pourra accorder sans son Consentement; de la Repartition des Tributs, des Jugements Forenses, & de plusieurs autres Interests, en sorte que la Transaction du 17. Août 1574. demeure en sa force & vigueur. Fait à Quedlinbourg le 18. Fevrier jour & Feste de Ste Concorde 1685.*

DEmnach sich zwischen dem Churfürstlichen und Fürstlichen Hause Sachsen an einem/ und denen jeweiligen Abbatissinnen und Capitul-Gemeine zu Quedlinburg am anderen Theil/ von langen Jahren her viel Spän und Irrungen enthalten/ welche zwar durch die sub dato Quedlinburg Donnerstages nach Laurentii Anno 1539. und 17. Aug. 1574. auch andere getroffene Verträge/ etlicher massen beygeleget/ aber nicht so gäntzlich hinweg geräumet/ noch verhütet werden können/ dasz sich nicht von Zeit zu Zeiten allerhand neue Gebrechen herfür gethan/ und nach und nach gehäuffet. Dahero der Weyland Durchläuchtige Fürst und Herr/ Herr Johann Georg der Andere/ Hertzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Marschall und Churfürst/ Landgraf in Thüringen/ Marggraf zu Meissen/ auch Ober- und Nieder-Lausitz/ Burggraf zu Magdeburg/ Gefürsteter Graf zu Henneberg/ Graf zu der Marck/ Ravensberg und Barby/ Herr zu Ravenstein 2c. Christmildester Gedächtnis/ Anlasz ergriffen/ solche durch Seiner Churfürstlichen Durchleucht zu Einnehmung der Huldigung des Orts gehabte Gesandte und sonst nothdürftig untersuchen/ mit denen auf Seiten des Stifts dazu verordneten Räthen überlegen/ und zum Theil bereits in Annis 1659. 1670. 1671. und 1672. zu einiger Abrede bringen lassen. Welche Handlunge der auch Durchlauchtigste Fürst und Herr/ Herr Johann Georg der Dritte/ Hertzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Marschall und Churfürst/ Landgraf in Thüringen/ Marggraf zu Meisen/ auch Ober- und Nieder-Lausitz/ Burggraf zu Magdeburg/ Gefürsteter Graf zu Henneberg/ Graf zu der Marck/ Ravensberg und Barby/ Herr zu Ravenstein 2c. nicht allein mit der Hochwürdigen und Durchlauchtigen Fürstin und Frauen/ Frauen Annen Sophien/ Land-Gräfin zu Hessen/ Fürstin zu Hirschfeld/ des Käyserlichen freyen Weltlichen Stiffts Quedlinburg Abbatissin/ Gräfin zu Catzenellenbogen/ Dietz/ Ziegenhein/ Nidda/ Schauenburg/ Ysenburg und Büdingen 2c. Christmilden Andenckens/ mittels einer zu Dreszden im Monat Decemb. des verwichenen 1682sten Jahres veranlasseten Conferentz/ sonderen auch nach jetzgedachter Frau Abbatissin seither erfolgten Hochseligen Ableben/ und mehr anderweit allhier mit der auch Hochwürdigsten und Durchlauchtigsten Fürstin und Frauen/ Frauen Annen Dorotheen/ Hertzogin zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ Landgräfin in Thüringen/ Marckgräfin zu Meissen/ des Käyserlichen freyen weltlichen Stiffts Quedlinburg Abbatissin/ Gefürsteten Gräfin zu Henneberg/ Gräfin zu der Marck und Ravensberg/ Frau zu Ravenstein 2c. und dem Capittel durch Endes benannte zu Hochgedachter Frau Abbatissin Introduction und Einnehmunge der gesamt Huldigung anhero verordnete Gesandte reassumiren lassen.

Als ist es hierdurch mit göttlicher Gnade so weit gebracht/ dasz endlich alles/ was bisz dahin in Irrunge geschwebet/ nachfolgender Gestalt in Guten verglichen/ und erörtert worden.

I. Huldigung.

Nemlich so viel Erstlich die Erb-Huldigunge anbetrifft/ nachdem ein Churfürst zu Sachsen nicht nur für sich allein bey Antretunge des Churfürstlichen Regiments/ nach der Notul Lit. A. sonderen auch Inhalts des obangezogen Vertrags de Anno 1574. nebst und mit einer neu erwehlten Abtissin/ bey deren Introduction die Huldigunge von sämptlichen Stiffts-Unterthanen nach der Notul Lit. B. einzunehmen hat/ solche gesambt-Huldigung auch beym jährlichen Raths-Wechsel von denen neuen Unterthanen abzulegen ist. Uber welchen letzteren sich der Formul halber einiger Miszverstand bisher ereugen wollen/ so hat man sich verglichen/ dasz die Notul Lit. B. (welche nebst der sub lit. A. umb künfftiger mehrer Richtigkeit willen diesem Recess am Ende mit beygefüget) auch bey obbedeuteten Fall/ da die neuen Unterthanen zu vereyden/ behalten/ und es also bey angezogenen beyden Formulen unverändert gelassen werden solle.

2. Ermanglende Lehnstücke an Wild-Bahn/ Holtzung/ Fischerey und Zehenden.

Wiewohl sich auch hiernechst zum anderen befunden/ dasz Ihrer Churfl. Durchleucht nicht nur die in Erb-Voigteyl. Ihr und Dero Chur- und Fürstliche Vorfahren vom Stifft ertheilten Lehn-Brieffen austrücklich mit begriffene Wildbahn/ Holtzung und Fischereyen/ sondern auch die meisten darinnen benandten Zehenden ermangelen/ und dahero deren Verschaff- und Gewehrung beym Stifft begehret worden; So haben Ihro Churfürstliche Durchleucht sich dennoch/ zu Bezeigung dero geneigten Willens/ Freund-Vetterlich erklähret/ wegen besagter Wildbahn/ Holtzung/ und Fischerey weder in der Abbatissin Fürstliche Durchleucht noch in das Stifft ferner zu setzen/ seynd auch zu frieden/ das Hochgedachte Abtissin/ wie bishero in Jagd-Sachen/ und was zu deren Conservation und Abschaffung fürgehender Jagd-Eingriffe nöthig und dienlich/ verordnen/ und deszwegen pfänden lassen/ auch mit Einliefferung solcher Pfände in die Erb-Voigtey verschonet werden mögen/ iedoch das was extranei von dergleichen Stücken usurpiren/ hierunter nicht verstanden/ sondern Ihrer Churfürstliche Durchleucht und dem Hause Sachsen die deshalber zukommende Befugnüsz verbehalten/ auch das Stifft hierinnen/ nach allen Kräfften mit demselben umbzutretten/ verbunden bleibe/ imgleichen die gedachter massen nachgelassene Einliefferung der Pfände in die Voigtey nicht weiter noch auf andere Pignorationes in Fischerey- Feld- und dergleichen Sachen/ weniger aber auff einige dabey etwa fürgehende Gerichts-fälle oder Violation der Gräntzen und Jurisdiction extendiret/ und zur Consequenz wieder Ihro Churfürstliche Durchleucht Erb-Voigtey und deroselben zum Nachtheil allegiret werde/ wie dann Ihro Churfürstliche Durchleucht auch der verliehenen Zehnten halber durch dero Stiffts-Hauptmann/ oder sonst Erkundigunge einziehen/ und die Nothdurfft weiter beobachten lassen wollen.

3. Hohe Lehn-Verschreibung.

So hat es auch drittens wegen Verschreibunge hoher Lehns-Angefälle/ dasz dergleichen anders nicht/ dann mit Ihr. Churfürstliche Durchleucht und Dero Nachkommen Vorwissen geschehen solte/ beym fünfften Punct des Vertrages de Anno 1574. sein nochmahliges Verbleiben/ und soll einem Churfürsten zu Sachsen 2c. aus denen Stifftischen Lehn-Büchern und Registraturen auf Begehren die diszfalls benöthigte Nachricht ertheilet werden.

4. Stiffts-Rechnung.

Allermassen auch viertens Ihro Churfürstliche Durchleucht in Krafft dero hohen Erbvoigteylichen Ambts befugt/ zu zusehen und darfür zu seyn/ dasz das Stifft nicht in Abnehmen gerathe/ dahero Sie nach Inhalt des sechsten Puncts des Vertrages de Anno 1574. berechtiget/ denen jährlichen Rechnungen/ so einer Abtissin von der darzu bestellten Persohn in Beyseyn des Capittuls abgeleget wird/ jemand der Ihrigen/ jedoch solcher Gestalt zu zuordnen/ dasz derselben an dero Regiment kein Eintrag oder Verhinderunge zugefüget werde. Also soll hinfort der Stifft-Hauptmann nicht allein zu gedachten Rechnungen Krafft dieses/ und ohne ferner special Vollmacht jederzeit gezogen/ sonderen Ihm auch nach Befindung dem Stifft zum Besten wieder den Rechnungs-

ANNO 1685. Führer gehörige Anmerckungen zu machen / und nothdürfftige Erinnerunge dabey zu thun / frey verbleiben.

5. Policey und andere Ordnung.

Und weil fünfftens wegen Communication der Policey-Jagt-Schiess-Fischerey-und andere einer Abtissin zu machen zukommenden Ordnungen / gleichfalls Irrungen entstanden ; So sollen dieselben revidiret / und was die Churfürstliche Jura, zumahlen wegen der Bussen / und dasz denselben kein Eintrag geschehe / betrifft / dabey gehörig beobachtet / und hernachmahls ohne Noth und gleichmässige Communication nicht geändert werden.

6. Kirchen-Ordnunge.

Gestalt denn sechsten bey der Kirchen-Ordnung das jenige / so disfalls im 3ten Punct des Vertrags 1574. versehen und ausgesetzt / in acht genommen / und dahero die bisherige mit ehisten gleichfalls revidiret / nach Gelegenheit / und wo darinnen Discrepantz von dero Churfürstlichen Kirchen-Ordnunge anzutreffen / Veränderung fürgenommen / und so dann mit der Publication in der Frau Abbatissin Nahmen gebührender massen verfahren werden solle.

7. Raths-Wechsel und Aufführung.

Nachdem auch siebendes Herkommens / dasz jährlich am Sonntage Quasimodogeniti ein neuer Rath aufgeführet werde / so soll es auch inskünfftige regulariter und ordinarie darbey verbleiben / und allenthalben nach bishero gebräuchlicher Art und Form gehalten ; Wann aber solche Aufführung wegen etwa vorfallender erhebliche Hindernisse zu verschieben / so doch in Zukunft zu Vermeidung vieler Inconvenientien und Unordnungen ausser sonderbahrer Noth möglichster massen zu verhüten / so soll der Abbatissin Fürstliche Durchleucht hierzu einen anderen Tag ansetzen / und sich mit dem Stifts-Hauptmann darüber vernehmen ; Jedoch zu Zeiten / wann die Impedimenta sich etwas lange verziehen möchten / die sonst gebräuchliche minus solenne Aufführ-und Bestättigung statt finden.

8. Frembde Werb-und Einquartierungen.

Achtens / weil Ihre Churfürstliche Durchleucht das Jus Armorum & Præsidii, samt was dem allenthalben nach Recht und Gewohnheit anhängig / im Stifft zustehet / so soll darinne ohne deren Consens und Verordnunge keinerley Werb-oder Einquartierunge / ausser was des Stiffts Creyss-Contingent betrift / welches doch ohne öffentlichen Trommelschlag zu richten / verstattet noch geduldet / sonderen auf gepflogene Communication mit der Abbatissin Fürstliche Durchleucht vom Stiffts-Hauptmann unverlängt abgeschaft und aufgehoben werden.

9. Wachten und Anstalten in den Thoren.

Wiewohl auch neundtens / die ordentliche Thorwache zu Quedlinburg bey Friedens-Zeiten dem Rath daselbst noch ferner nebst denen Schlüsselen / welche von der Abbatissin Fürstliche Durchleucht Ihnen zu dem Ende zugestellet werden / zu lassen / so soll doch bey ereugnender Contagion-Gefahr derselbe sich keiner Anstalt in den Thoren / ohne oder wider des anwesenden Hauptmanns Instruction und Ordre, unterfangen / dieser aber mit der Abbatissin Fürstliche Durchleucht sich jederzeit daraus vernehmen / derselben auch die Thorzettel richtig einliefferen lassen / wie denn nicht weniger der Pässe halber gute Correspondenz zu pflegen / und dem Rath nicht nachzusehen / dasz er dergleichen jemand anders / als denen Bürgeren / wo kein Verdacht obhanden / ertheile. In Krieges-läufften aber und bey Sedis Vacantien verbleibet alle zu Beschütz-Verwahr-und Versicherunge des gantzen Stifts dienliche Disposition Ihr. Churf. Durchleucht lediglich anheim gestellet.

10. Repartition der Wacht-Gelder und anderer extraordinar Anlagen.

ANNO 1685.

Und wie zehndtens in gemein aller Steuren und Anlagen halber im vierdten Punct des Vertrages de Anno 1547. die Versehunge gemacht / dasz solche / ausser der Reichs-und Creys-Contributionen (in welchen dann Ihro Churfürstliche Durchleucht der Frau Abbatissin Fürstliche Durchleucht weder in deren Proposition noch Anlegunge und Peræquation einigen Eintrag zu thun begehren) durch einen Churfürsten und Abbatissin zugleich denen Stiffts-Unterthanen zu proponiren / zu handelen und anzulegen / welches denn nicht unbillig auch von darzu gehörigen modo collectandi, Revision und Peræquation der Catastrorum zuverstehen / also soll dergleichen auch bey vorfallender Aufbringunge der Wacht-Gelder / wo es deren bedürftig / observiret / die Einnehmer conjunctim darzu bestellet / verpflichtet / und von Ihnen die Rechnung abgenommen werden.

11. Exemtion der also genannten Freyen betreffend.

Und weil zum Eilfften etliche Persohnen im Westendorf hiebevor von einigen Abbatissinnen unter anderen auch von denen Wachten befreyet seyn wollen / worüber einige Beschwerde entstanden / und inskünfftige weiter besorget worden. So hat man sich verglichen / dasz zwar diejenigen / so dergleichen Freyheit bisher erhalten / und verificiren können / dabey / was die Bewachung des Stifts-Hauses anbetrift / dem Herkommen nach / bey währenden Sedis Vacantien / wie auch bey Pest-Zeiten noch ferner gelassen / aber in Kriegs-läufften / wie auch bey der Ordinar-Stadt-Wacht / so Reyhe umb von Hausz zu Hausz gehet / wegen darin habender bürgerlichen Häuser sich keiner Exemtion anzumassen haben sollen. Und wollen auch der Abbatissin Fürstliche Durchleucht durch dergleichen Befreyungen der übrigen Gemeine zu keiner Beschwehr Anlas geben.

12. Grentz-Sachen.

Allermassen auch zum Zwölfften das Jus finium und dero Landes-Grentzen / samt deren Bezieh-und Erörterung mit denen Benachbarten und anhängiger Setz-und Bezeichnunge der Grentz-Steine / mit denen Chur-Schwerdteren Ihrer Churfürstlichen Durchleucht zuständig ist. Also wollen Sie hierunter mit Zuziehung der Abtissin Fürstliche Durchleucht verfahren / und dieselbe bey dergleichen vorfallenden Dingen mit dero habenden Erinnerungen gebührend in acht nehmen lassen.

13. Neue Oehlmühle belangend.

Was zum Dreyzehnden die vor etlichen Jahren ausserhalb der Stadt neue erbauete Oehlmühle anbetrifft / ist zu Abkommung fernerer Weitläufftigkeit verglichen / dasz der darauf geschlagene Erbzins von Zeit der Ratification dieses Vergleichs an zwischen Ihr. Churf. Durchleucht und der Abbatissin Fürstliche Durchleucht getheilet werden / und also dieselbe ohne weiteren Widerspruch in ihrem Stande und Gange verbleiben solle.

14. Weyden-Zinsz.

Gestalt auch zum vierzehnden schon vorlängst dergleichen Theilung des Zinses von den gesteckten Weyden beliebet / und hiermit nochmahls wiederholet wird / also soll diese Theilung auch retro von allen disfalls bis dato uneingebrachten Resten verstanden werden.

15. Concessiones der Schencken und Häuser vor den Thoren.

Und weil zum 15. so wohl an Seiten der Abtissin Fürstliche Durchleucht als des Raths / die bisher ertheilten Concessionen neuer Schenck-und anderer Häuser vor den Thoren aufzubauen oder anzurichten / der Stadt nicht zu-

ANNO 1685. zuträglich / auch zu allerhand Unterschleiff und Unfug gereichend / erachtet werden will ; So sollen dieselben mit ehesten zu beyden Theilen untersuchet / und nach Befinden die Richtigkeit befördert / auch der Erbzinß der verbleibenden neuen Schencken unter die Erbvoigtey und Abtey Schösserey getheilet werden.

16. Vom Stiffts-Hauptmann und dessen Leuten.

Gleichwie es auch sechzehendens mit Bestellunge des Hauptmannes beym Herkommen / und daß Ihre Churfürstliche Durchleucht allein das Subjectum hiezu nach dero Beliebunge zu verordnen / und anzunehmen haben / denselben aber darauf nebst der gewöhnlichen Notification zum Handgelöbniß an jedesmahlige Abtißin weisen / sein Bewenden hat ; Also ist derselbe nebst den Seinen von Stifftischer Bothmässigkeit billig eximiret ; und hat sein Forum für Churfürstlicher Durchleucht Regierunge oder Hoff-Gericht / die Bedienten aber so in seinem Lohn stehen / sollen nach vorher gegangener gebührenden Anzeige und Requisition, in Criminal-Fällen und Civil-Klagen für die Churfürstliche Voigtey gestellet / im Fall es aber abgesessene Persohnen betreffe / soll die Sache / wohin sie nach Unterscheid der Voigtey-oder Civil-Fälle gehörig / verwiesen / die Coërcitio auch in gemeinen Unfug und Disciplin-Sachen von dem Hauptmanne selbst gebührend beobachtet werden.

17. Hauptmanney-Wohnunge.

Und weil derselbe zum 17den im Stiffts-Hause seine ordentliche Wohnunge hat / solche aber für jetzo sehr ziemlich eingegangen / und fast unbrauchbar / auch Alters halber ohne gäntzliche Niederreiß-und Erhebunge eines neuen Gebäudes nicht wohl wieder anzurichten ; Als stehet mit der Zeit dahin zu dencken / und auf fernere Erweg-und gesamter Entschliessunge / ob sich hierzu / im Fall sonst kein Mittel dazu zu finden / bey denen Stifts-Unterthanen einer gutwilligen Beysteuer und Anlage zu erholen / und soll unterdessen des Hauptmanns anderweiter Auffenthalt zu keiner Consequentz gezogen werden.

18. Halberstädtische Land-Gutsche.

Was zum 18. die vor etlichen Jahren im Stifft gegen Halberstadt angelegte Land-Gutsche anbetrifft / so mag zwar dieselbe ferner in ihrem Gange bleiben / doch daß der Churfürstlich-Sächsischen des Orts durchgehenden Post hiemit keine Hinderniß zugezogen werde.

19. Jüden-und Hausierer Schutz.

So sollen auch Neunzehndens förderhin im Stifft keine Jüden und Hausierer zu Vermeidunge der daher besorgten Querelen recipiret noch geduldet werden.

20. Von der für caduc eingezogenen halben Hufe vor Ditfurt.

Nicht weniger und zum 20sten hat es wegen der von der Hauptmanney für etlichen Jahren für caduc und heimb gestorben eingezogenen halben Hufe vor Ditfurt / weil sich befunden / daß selbige für dergleichen nicht zu achten / bey bereits beschehener Restitution sein Bewenden / und sollen die Emolumenta Juris Fisci in-und ausserhalb der Stadt / so wohl in Civil-als Criminal-Fällen / wo die Confiscatio Bonorum statt hat / gleich getheilet werden.

21. Ableitung des Buden-Strohms.

Auch soll zum 21sten wegen der von Stifftischer Seiten beschehener Abstechunge des Buden-Strohms vom Hauptmann ehistes mit Zuziehunge allerseits Interessenten der Augenschein eingenommen / die Bewandniß / wo die Durchgrabunge eigentlich geschehen / ob und wer darüber beständig zu klagen / oder die Restitution in vorigen Stand begehre / und wie groß der Schade oder daraus besorgende Gefahr sey ? gründlich untersuchet / das Werck in gedachter Interessenten Gegenwart in richtigen Abriß gebracht / und so dann ferner die Gebühr verfüget / oder da nöthig / an Churfürstliche Durchleucht unterthänigster Bericht erstattet werden. ANNO 1685.

22. Gerichts-Sachen.

Was hiernechst ferner und zum 22sten die Irrungen über den Gerichts-Sachen anbetrifft / so ist zwar in denen Verträgen die Versehunge gethan / auch sonst unstreitig / daß einem Churfürsten zu Sachsen die Ober-Gerichte im Stift Quedlinburg zustehen / nachdem aber in der Voigtey-Belehnunge / so viel solche Churfürstliche Ober-Gerichte belanget / unterschiedliche Clöster und Güter / nemlich das Closter St. Wiperti / das Closter aufm Müntzenberge / zwey besetzte Teiche über Ditfurth und bey Gersdorf / das Vorwerck im Westendorf / und der Pröbstin und Sammlungs-Vorwerck auch im Westendorffe / vier Höfe in der Alten Stadt Quedlinburg / auch der Pröbstin Hoff allda / dergestalt ausgenommen / daß solche frey / und in die Voigtey nicht gezogen werden / sondern wo sich in den gemelten Clösteren / Vorwercken oder Höfen etwa begebe / daß durch die Ober-Gerichte strafwürdige wären / ein Churfürst zu Sachsen und dessen Voigtey Verwesere sich darinnen / als sich das gegen freye Güter und Höfe gebühret / und von Alters Herkommen / halten und beweisen solle / welches dann von Stiftischer Seite nicht allein auf alle und jegliche der Abtey anhörige Persohnen und Bediente / und denselben eigenthümlich zuständige Oerter an Häuseren und Güthern / in-und ausserhalb der Stadt und Dörfferen erstrecket / sondern die Befreyhunge auch dahin / als ob einer Abtißin hierdurch eine Cognition über denen bey denselben sich zutragenden Ober-Gerichtsfällen biß auf Vollstreckunge der Execution mit zugeleget wäre / gezogen / hingegen aber Churfürstlichen theils solche Exemtion allein auf die in ermelter Belehnunge ausdrücklich benahmte und specificirte Oerter / auch sonst weiter nicht / als vom Einfall und Apprehension derer Delinquenten / und daß sich dißfalls nach dem Herkommen und Gebrauch dergleichen freyen Oerter zu bezeigen / verstanden worden. So hat man sich hierunter endlich solcher gestalt vereiniget / und Churfürstliche Durchleucht zu Bezeigunge dero geneigten Willens geschehen lassen / daß zwar unter obiger massen excipirten Clösteren / Vorwercken und Höfen / förderhin auch das Stifts-Hauß (jedoch ausgeschlossen die Hauptmanney-Wohnunge daselbst / wann der Stifts-Hauptmann solche würcklich bewohnet / oder auch ausser diesen Fall / des Orts / den er zu seinen Expeditionen daselbst gebrauchet) mit gerechnet / sonsten aber die angezogene Exemptionen weder auf einige ander im Lehnbrieffe nicht ausdrücklich specificirte und benannte Oerter / und zumahl auf keinerley Feldgüter / noch auf einige Stifts-oder Abteyl. Bediente Miet-Leute / sie haben Nahmen wie sie wollen / gezogen / so wohl blosser Dinge von unmittelbahren Einfall / und nur dahin verstanden und angedeutet werden solle / daß dem Stift die daselbst betretene oder befindliche Delinquenten (jedesmahl unweigerlich und unverzüglich) in Hafft und Versicherunge bringen zu lassen / und über dieses sich so wenig einiger / ob gleich nur summarischen Cognition anzumehmen / verstattet sey / darauf auch dasselbe sich zur Ausliefferung an die Churfürstliche Erbvoigtey alsofort / und ohne einigen Uffenthalt / Kosten oder andere Weitläufftigkeit bequeme / hingegen wollen Ihro Churfürstliche Durchleucht nicht allein durch dero Hauptmann in gemein gute Obsicht halten lassen / damit aller besorgten Passion sattsam fürgebauet / mit der Captur zur Ungebühr und ohne gnugsame Indicia nicht verfahren / und kein Excels bey Vermeydunge unausbleiblicher Straffe dabey verübet werde / sonderen auch / wann der Casus, wie zwar nicht zu vermuthen / Adeliche Mannes-oder Weibes-in würcklichen Diensten begriffene Persohnen und Räthe betreffen möchte / alsdann gedachten Hauptmann Krafft dieses Vertrages die Sache in der Hauptmanney / jedoch mit Zuziehunge der Erbvoigtey Gerichte fürnehmen / Inquisition verführen und dirigiren / mit Einholunge rechtlichen Erkäntnisses verfahren / wie nicht weniger / daß eine Persohn von Stiftischer Seite adjungiret werde / darbey mit sitze / und ihre Erinnerungen thue / geschehen / sie damit nothdürfftig und genüglich hören / und beobachten / auch wo es verlanget wird / solche ihre Erinnerungen und Nothdurfft ad Acta bringen / mit verschicken /

ANNO 1685.

schicken/ und bevorab mit der Captur wider dergleichen ausserhalb obgedachter besagten Oerter wohnenden Persohnen/ mit besonderer Behutsamkeit/ und anders nicht/ als auf vorhergehenden unterthänigsten Bericht an Churfürstl. Durchleucht und erfolgte Resolution, es wäre dann scheinbahres Periculum in mora, und ein atrox delictum vorhanden/ verfahren lassen/ gestalt auch die Captur in der Hauptmannes-Wohnunge aufm Stiffts-Hause auf dem Fall/ da ein Hauptmann/ so hieselbsten wohnet/ oder auch ausser dem/ in den von Ihm ausgezogenen Orthe/ nicht durch den Voigtey-Knecht geschehen/ sonderen vom Hauptmann angeordnet/ und derselbe hierzu Krafft dieses Vertrages den Stifftes-Vogt jedesmahl gebrauchen soll/ nicht weniger wird im übrigen denen Westendörfischen/ Neuewegischen und Ditfurtischen Gerichten die Angreiff- und Einziehunge der Delinquenten/ jedoch daß die Erbvoigtey/ wo Periculum in mora die Concurrentz habe/ und die Prævention stat finde/ auch daß die Ausliefferunge ebenmässig in loco consueto und unverzüglich/ wie oben bedungen/ erfolge/ gegönnet.

Von Aufheb- und Besichtigung der Todten.

Sonst will und soll sich auch ins gemein das Stifft nichts annassen/ was denen Rechten und Herkommen nach zu den Erbvoigteylichen Ober-Gerichten gehörig/ als da seynd Aufheb- und Besichtigunge der Todten (jedoch daß hierunter nicht also fort für einen Eingriff und straffmäßig geachtet werde/ wann etwa einige in Lebens-Gefahr gerathende Persohn annoch gerettet werden will/) ingleichen Verstattung der justificirten Ubelthäter zur Sepultur (doch unbenommen/ was in solchem Fall circa locum & ritus aus dem Stifts Consistorio verordnet werden mag) ferner die Cognition und Bestraffunge grober und abscheulicher GOttslästerunge und dergleichen Fluchens (und zwar hinwiederum unbeschadet der Kirchen-Censur, so ebenmässig ermeldten Stifts-Consistorio in dergleichen und anderen Fällen/ zu verfügen anheim verbleibet/) wie auch des Haußfriede-Bruchs/ so zu Rechte dafür bestehet/ und daß in Fällen/ wo daran gezweifelt wird/ über der competentia fori. auf der Stifts-Regierunge Einwenden und Verfügungen ihrer Nothdurfft zu denen Actis, rechtlich Erkäntnis von der Erb-Voigtey eingeholet/ und denselben nachgegangen werde.

Von Exemtion der Geistlichkeit und Schulen

Eben so wenig seynd die Geistlichkeit und Schulen für exemt von denen Erbvoigteylichen Ober-Gerichten/ in Sachen/ so dahin gehörig/ zu halten/ doch wollen Ihro Churfürstliche Durchleucht durch den Hauptmann/ daß/ wie ins gemein die Obergerichte und Inquisitiones nicht mißzubrauchen/ also zumal gegen Geistliche und Schul-Verwandte mit gebührender Circumspection und Glimpf verfahren werde/ die Voigtey sich auch keinerley Verfügungen oder Cognition in Sachen dero Predigten und Ambts-Verrichtungen betreffend/ anmasse/ genaue Obsicht führen lassen.

So wollen auch Ihro Churfürstliche Durchleucht zu Bezeigung dero Freund-Vetterlich geneigten Willens gegen der Abbatissin Fürstliche Durchleucht und dem Geistlichen Stande zu Ehren/ Verordnunge thun/ daß/ wenn hinführo dergleichen Persohnen in Voigtey-Sachen Zeugniß abzustatten haben/ dem Superintendenten solches jedesmahl zu vernehmen gegeben/ die Zeugen durch Ihn erfordert/ und die Abhörung in dessen Beyseyn auf der Superintendur durch den Syndicum und der Voigtey Actuarium verrichtet werden soll/ jedoch/ daß die Sache hierdurch nicht aufgehalten/ sonderen/ wofern dabey vorsetzlich Verzögerung fürgehen wolte/ mit Aufnehmunge des Zeugnisses bey der Erbvoigtey/ gleichwie in delictis und zum Obergerichten gehörigen Fällen/ an sich selbsten einen Weg als den anderen jederzeit unmittelbar verfahren/ und obgedachter massen keine Exemtion verstattet werden solle.

Vom Heer-Geräthe.

Und ob wohl sonst den Sächsischen Rechten nach das Heergeräthe den Ober-Gerichten gehörig/ so hat man sich dennoch wegen zweiffelhaft erfundener Observantz hierunter verglichen/ daß solches zu Westendorf/ Ditfurth/ in denen Hospitalien und auf dem Müntzenberge dem Stift abgefolget werden/ aber in denen beyden Städten/ wie auch auf dem Neuenwege und sonsten der Churfürstlichen Voigtey zukommen solle.

So mögen zwar auch die darüber in der Stadt fürgehende Donationes und Contractus, sowohl die Leg- und Taxirung desselben/ (so gleichwol in Fällen/ da es der Voigtey zuständig/ in Beyseyn des Stadtvoigts/ und nach der Voigteylichen Observantz/ wo selbige nicht lieber durchgehend fürgeschlagener und beliebter massen zu behaupten/ geschehen muß) beym Stift verbleiben/ man versiehet sich aber/ es werde dasselbe nicht nachsehen/ daß solch der Voigtey gehöriges Heergeräthe durch unzeitige Persuasiones und Unternehmungen derselben schwer gemachet/ und per indirectum entzogen werde. Gleichwie es auch im übrigen wegen der Bussen/ so von Braun/ Blau und anderen Fällen zu den Erbgerichten in der Stadt gehörig/ so denn der Hülffen halber/ so der Abtey-Richter und Schulde und Gülde zu Häuseren und stehenden Güteren in der Stadt zu thun/ und sonsten allenthalben beym dritten und folgenden Puncten des Vertrages de 1539. sowohl auch beym 7den Punct des Vergleichs de 1574. und Inhalt der Voigteylichen Belehnunge sein Bewenden hat. Also haben Ihro Churfürstliche Durchleucht der Abtissin Fürstliche Durchlauchtigkeit Verlangen so weit gefüget/ daß ob wohl sonsten nach Churfürstlich Sächsischen Rechten die Fornication oder gemeine Hurerey-Fälle/ worauf keine Verehligung folget/ für die Ober-Gerichte gehörig/ dennoch auch solche in Ansehunge der angezogenen Observantz/ hinkünftig bey den Stifftischen Gerichten gelassen/ und daselbst bestraffet werden mögen.

Jurisdiction über die Müller.

So bleibet zwar auch die Cognition und Bestraffunge derer in denen unter des Stiffts-Erbgerichten belegenen Mühlen fürgehende Ober-Gerichts-Fälle/ und zu dieser gehörigen über 4. ggr. sich belauffenden Deuben nicht unbillig nach wie vor der Erbvoigtey/ welche auch daselbst mit Citation und Apprehension der Delinquenten unmittelbar verfahren mag. Was aber die Aufrichtunge und Publication der Mühl-Ordnunge anbelanget/ so soll das Stift zwar dabey gelassen/ dieselbe aber chistes revidiret/ auch das Churfürstliche Interesse und sonderlich daß den Bussen kein Eintrag geschehe/ dabey gebührend in acht genommen werden.

Von der Steinbrücker Mühle.

Inmassen denn Ihr. Churfürstliche Durchleucht der Abbatissin Fürstliche Durchleucht auch über die in der Stadt liegende Steinbrücker-Mühle die Erbgerichte/ so weit dergleichen dem Stift/ Inhalts der Verträge und dem Herkommen nach/ sonst gestanden werden/ aus Freund-Vetterlich-geneigten Willen/ doch dergestalt überlassen/ daß das Jus exigendi der jährlichen auf Michaelis von dem darauf hafftenden ableglichen Capital fälligen 60. Thaler Zinses der Voigtey unverändert verbleiben solle.

Es ist aber hierbey wegen Abschlagung des Wassers abgeredet worden/ daß bey allen Mühlen/ wenn etwas daran zu bauen/ Gleichheit gehalten/ gedachte Abschlagung bey Zeiten üblicher massen notificiret/ die Graben zu rechter Zeit geräumet/ geklagte unzuläßige Ableitung des Wassers aus der Buden in gemachte Gräben/ nebst denen mit Ruin des Strohms neuerlich angemaßten Fischereyen/ nach beschehener Erkundigunge/ nicht weiter zugelassen/ auch die Voigtey an ihren Gerichten/ welche derselben bey dergleichen zuständig oder hergebracht/ deßwegen in loco mehrer Erkundigunge einzuziehen/ nicht gehindert werden soll.

Von Connexität der Sachen.

Wenn Sachen fürfallen/ so zwar ihrer Natur nach für die Stifftische Gerichte gehöreten/ aber von Hauptsachen/ so vor der Voigtey anhängig oder erörtert/ dependiren/ oder mit denselben verknüpfft/ und nicht davon

zu

Anno 1685. zu separiren seynd / so werden dieselben den Rechten nach nicht unbillich auch für ermelter Voigtey angenommen und erlediget. Wo aber Zweiffel fürfiele / ob auch dergleichen Connexität / so das Forum der Voigtey fundire / verhanden / so soll daselbst bey einem Dicasterio rechtlich Erkäntniß / mit Beobachtunge der Stifftischen Nothdurfft / wie oben / eingeholet / und denselben nachgegangen werden.

Von Stifftischen Anordnungen in Voigtey-Sachen.

Nebst dem / und weil im übrigen die Erbvoigtey-Verwaltung ihre dependenz, Direction und Appellation Instantz allein von Churfl. Durchl. zu Sachsen / und dero verordneten Hauptmanney hat. So ist es dabey allerdings zu lassen / und selbige hierinnen nicht zu turbiren / noch die Citation der Bürger und Unterthanen in Voigteyl. Fällen einiger massen zu verhindern / sondern wofern einige ungebührliche Bezeugunge / oder übels Verfahren wider dieselbe anzugeben seyn möchte / es bey der Hauptmanney anzubringen / oder auch allenfalls Ihro Churfürstl. Durchl. selbst um remedirung anzulangen / jedoch hat der Stadt-voigt auf Befragen von ein oder andern zweiffelhafftigen Falle bescheidentliche Nachricht zu ertheilen / auch der Abbatißin Fürstl. Durchl. den Verträgen und Herkommen nach die Pflicht abzulegen.

Und ob gleich der Abtey unbenommen / in anhängigen Sachen für der Voigtey dero mit einlauffendes Interesse nach Gelegenheit interveniendo beobachten zu lassen / womit sie auch denen Rechten nach jedesmahl zu hören / so soll doch der Procefs dadurch nicht aufgehalten / noch der Voigtey verwehret seyn / bey verspührten Verschleiff in contumaciam zu verfahren / und die Sachen durch rechtlich Erkäntniß / wofern sie der Wichtigkeit / oder sonsten den Rechten gemäß / zu erörtern.

Von Consensen über Feld-Gütern.

Wiewohl auch abangezogener Massen / nach Inhalt der Verträge / die Erbgericht ausserhalb der Städt / und in allen Feldern / nebst allem / was von ermelten Erbgerichten dependiret / der Erbvoigtey allein zuständig seyn und bleiben / dahero auch nicht nur dieselbe weder an denen allda fürfallenden Besichtig- und Ausmessungen durch die Feldschöppen / mit unzuläßigen und wider sie solcher ihrer Amtsverrichtungen halber keines weges anzunehmen stehenden Belangungen ex L. diffamari, nach Ansetzunge der Mahlsteine / und sonst zu hindern und zu einträchtigen / sondern nicht unbillig auch die Ertheilunge der Consense über Verpfändung derer Feld- und anderer Güther ausserhalb der Stadt / ob schon dieselbe dem Stifft zu Lehn rühren / den Sächsischen Rechten nach für gedachter Voigtey gehörig; So haben Ihro Churfürstl. Durchl. doch um des angezogenen Herkommens willen und zu Stifftung guten Vernehmens bewilliget / daß Consense über Feldgüther / benebst der Erbvoigtey auch von der Stiffts Regierung / (jedoch keines weges durch das Amt und Untergerichte) mögen ertheilet / und von gleichen Kräfften mit denen Voigteylichen nach Unterscheid der Zeit und Alters geachtet werden / jedoch daß dieses der Voigtey ohn alle præjudiß und keines weges dahin gedeutet werde / ob würde dem Stifft einerley Jurisdiction in den Feldern hierdurch eingeraumet und gestanden. Damit auch die Güther hierdurch nicht also hoch beschwehret / und die Glaubiger gefähret werden; So sollen beyde Judicia bey vorgehender Anmeldunge sich vernehmen / und ein ander mit Nachricht / wie hoch ein jedes bereits consentiret habe / an die Hand gehen / auch ausser dergleichen Notification, weßwegen doch die Impetranten mit keiner besondern Gebühr zu beschweren / kein Consens gültig gehalten / hergegen aber auch nach nunmehro verglichenen Dinweder über bißheriger / sowohl von der Stiffts Regierunge / als Stadt- oder Ambts-Gerichten / ertheilten / noch künfftiger von besagter Stiffts Regierunge zu ertheilen stehender Consense Gültigkeit bey erwachsenden Concursibus, und sonst einig disputat verstattet werden. Wann auch Aecker verkauffet und für der Erb-Vogtey angezeiget / von den Contrahenten aber auf Befragen nicht angegeben würde / wenn sie zu Erben-Zinß giengen; So soll sich gedachte Erb-Voigtey keinen Zinß eigenmächtig darauff zuschreiben / sondern zuvor mit der Abtey Schösserey communiciren / und derselben und andern Stiffts Prælaturen / wann sie das Ihrige suchen / auff Anmelden hülffliche Handbietung leisten. Anno 1685.

Von Actionen, so von Feld-Gütern herrühren.

Was hiernechst die Actiones anbetrifft / welche wegen einiger Feld-Händel und Güther wider Bürger und Unterthanen / die für Ihre Person in Civilibus unter das Stifft gehören, angestellet werden / so sollen beydes die Actiones mere Reales, als von den Mixtis das Judicium finium regundorum, so wohl auch Actio ex retractu Legali, benebst denen Actionibus ex delictis, so ausserhalb der Stadt verübet / sambt deren Bestraffunge / der Erb-Voigtey allein verbleiben.

Wegen der Personal- und übrigen vermengten Ansprüche aber / so von Feld-Güthern herrühren / in Ansehunge / daß beyde Theile hierunter ein Herkommen für sich gehabt / die Concurrenz und prævention statt finden / und jetzt gedachte prævention von der Zeit insinuirten schrifftlich- oder beschehenen mündlichen Citation gerechnet.

Auch wenn solche Actiones für den Stiffts-Gerichten fürkommen / der Chur-Sächsische Procefs und Rechte / nebst denen in der Haupt-manney und Erb-Voigtey hergebrachten Feld-Gebräuchen in acht genommen / und nach Gelegenheit der Sachen Wichtigkeit mit Verschickung der Acten in Chur-Sächsische Collegia verfahren werden.

Wie es dann auch in casu connexitatis & continentiæ, auf Masse und Weise wie oben erwehnet zu halten / und soll in übrigen von der Erb-Voigtey den Stifftischen-Gerichten mit hülfflicher Hand und Execution der Judicatorum in Sachen / so vor dieselbe von Rechtswegen gehören / auf ziemende Requisition und gegen Ablegunge der von Parthey schuldigen Gebühr / nicht entstanden werden.

23. Grentz-Mahle der Abteylichen Stadt-Gerichten.

Weil auch zum 23sten / sowohl voriger als jetziger Abbatißin Fürstl. Durchl. über unterschiedliche zu Grentz-Mahlen der Gerichte / umb und an die Stadt gesetzte oder erneuerte Seulen / und daß hierdurch die Stifftische Gerichte innerhalb der Stadtmauern und Thore wolten beschlossen / auch der Abtey eingenthümliche Felder und Aecker ausserhalb der Stadt mit unter die Voigteyl. Civil Jurisdiction gezogen werden / sich beschweret; So haben Ihro Churfürstl. Durchl. damit Sie umb so viel mehr erweisen möchten / daß Sie die Stiffts Gerechtsame keines weges zu schmälern / sondern vielmehr zu schützen und zuvermehren geneigt / sich gegen der Frau Abtißin Fürstl. Durchl. hierunter dergestalt heraus gelassen / wie in beygefügter Beschreibung Lit. C. ausführlich enthalten / welches auch auf Seiten des Stiffts acceptiret / und dagegen hiermit die Erklärunge gethan worden / daß auf den Ihnen dergestalt verbleibenden Briel und anderen Plätzen am Müntzenberge und sonst / gleichwie Ihro Churfürstl. Durchl. ausserhalb der Stadt-Gerichte zu thun nicht gemeinet / keine neue Wohn-Häuser erbauet / weniger neue Schencken und dergleichen concediret / oder wohl gar neue Vorstädte angeleget werden sollen.

24. Ditfurter Feld-Gebrechen und Halß-Eisen.

Was zum 24sten die Beschwerunge wider den Richter zu Ditfurt anbetrifft / so ist man darinnen einig / und hat sich das Stifft erklaret / und eingeräumet / daß demselben nicht zukomme / einige Feld-Händel und Gebrechen in cognition zu ziehen / und der Voigtey darinnen Eintrag zu thun / auch daß der Pranger oder Halß-Eisen vor der Schencke allda nicht zu solchen Behuf / sondern allein / wann in Consistorial- und vor das Stifft gehörigen Civil-Sachen darauf erkant wird / zu gebrauchen. Man will aber Chur-Fürstl. Seite geschehen lassen / daß selbe geringe Fälle / so Huht / Trifft und Weyde betreffen / jedoch höher nicht / als biß 5. Mgl. oder 3. Meißnische gl. 4. Pf. bestraffen möge / und daß daraus keine Gerichtsbarkeit gemachet / noch der Voigtey gewehret werde /

ANNO 1685.

de/ in Sachen/ so ein mehrers importiren/ Verfügung zu thun/ an dieselbige auch sich diejenigen wenden mogen/ welche sich durch des Richters Straffe etwa graviret befinden möchten/ wie denn auch diejenigen Gärten/ so innerhalb Dorf-Zäune und Graben gelegen/ mit zum Dorffe zu rechnen. Ferner soll derselbe die fürkommende Gerichts-Fälle/ so unstreitig für die Voigtey gehören/ also fort dahin/ und nicht erst dem Stift/ was aber seinem Bedüncken nach etwa zweiffelhaft/ darnechst und zugleich auch dem Stift/ damit sich darüber freundlich untereinander vernommen werden könne/ anzeigen. Wie dann der Voigtey auch unbenommen/ neben ihm des Raths Förstern/ so lange sie den Pacht/ oder Verwaltunge haben/ oder bey erfolgter Aenderunge/ einem andern aus dem Dorffe die Mit-obsicht und Anzeige gedachter Voigtey-Fälle nebst denen Pfändungen aufzutragen.

25. Neuweger Voigtey-Gerichte.

Zum 25sten wegen des Churfürstl. Voigtey-Gerichts/ so jährlich auf dem Neuenwege gehalten wird/ hat es dabey sein Verbleiben/ dasz solches/ wie hergebracht/ allein in Churfürstl. Durchl. hohen Nahmen/ und ohne sonderliche Noth und erhebliche Hündernüsz nicht anderst/ als unter blossem Himmel gehöret werde. In obberührtem Fall aber will man auf Seiten des Stifts/ deme solches ohne præjudiz, und consequenz seyn soll/ geschehen lassen/ dasz es auf behöriges Anmelden in Gülderhause/ wenn es wiederum erbauet seyn wird/ gehalten werde; Und ob wohl für solchen nicht nur Voigteyl. sondern auch allerhand andere fürkommende Fälle erörtert werden mögen; So bleibet es dennoch wegen der Straffen beym Herkommen/ und wil das Stift hierinnen sich nichts annassen/ auch die ehemahls abgenommene Voigtey-Register/ wann solche noch verhanden/ restituiren lassen/ und weil die also genante 6. Mann oder Geschworne/ welche von der Voigtey verordnet und bestätiget werden/ allerdings zu solchen Gericht in specie verpflichtet seyn müssen; Als soll die Voigtey dasselbe nach der verglichenen Notul Lit. D. bewerckstelligen/ und daran vom Stiffte nicht gehindert werden.

26. Fluhr-Buch.

Dasz zum 26sten ein neu Feld- und Fluhr-Buch aufgerichtet und verfertiget werde/ hat man Stifftischer Seiten selbst vor nützlich und nöthig erachtet/ und sich dahero erkläret/ der Voigtey daran nicht allein nicht hinderlich zu seyn/ sondern vielmehr alle Beförderunge diszfalls beyzutragen.

27. Scheiben-Schiessen.

Wenn zum 27sten ein Scheiben-Schiessen auf der Clers-Wiese zu halten/ sollen die Schützen diszfalls bey der Frau Abbatiszin Fürstl. Durchl. sich geziemend anmelden/ jedoch das Schiessen ander gestalt nicht/ als mit Vorbewust und Begrüssunge des Stifts-Hauptmannes/ wie Herkommens/ anstellen und vornehmen.

28. Vieh-Marckt.

Und verbleibet es zum 28sten bey dem von Anno 1614. biszher gehaltenen Viehemarckt nicht unbillig.

29. Raths-Gebrechen.

Als auch zum 29. etliche Gebrechen zwischen der Abbatiszin Fürstl. Durchl. und dem Rathe sich ereugnet/ deren gütliche Erörterunge Ihro Churfürstl. Durchl. als des Stifts Schutz-Fürst sich nicht unbillig mit angelegen seyn laszen. Als sind dieselbe nicht minder für die Hand genommen/ und folgender Gestalt erlediget worden; Nemlich es haben sich I. Fürstl. Durchl. erkläret/ den Rath wider dasjenige/ so im Decreto de 20. 1584. bewilliget und verordnet/ nicht zu beschweren/ und demnach gemeine und geringfügige Sachen per signaturam noch ferner an sie zu verweisen.

Von Execution in liquiden Sachen.

Wie nicht weniger/ dasz sie in klaren und liquiden Schulden/ so der Beklagte pure und ohne exception gestehet/ durch bürgerlichen Gehorsam verfahren möchten/ zugestatten/ sie auch in Handhab- und Beobachtung der ihnen anvertraueten Policey-Ordnung nicht zu hindern sondern vielmehr nachdrücklich zu schützen/ auch wider einkommende Beschwerungen jedesmahl mit ihrem unterthänigsten Bericht nothdürfftig zu hören/ und nicht also fort in Process mit denen Verbrechern zu impliciren/ noch der Geistligkeit und andern exemtion daran zu gestatten/ so wohl über der verhandenen Cantzley-Sportul-Taxa unausgesetzet halten zu lassen/ jedoch dasz der Rath obiges alles nicht miszbrauche/ die Partheyen zu Geständnissen und Vergleich nicht zwinge/ auch in angeregten Policey-Sachen Legaliter und ohne Partheyligkeit verfahre/ und diszfalls in allewege der Stiffts-Regierunge Direction und Erkäntnisse unterworffen bleibe/ dessen sich derselbe auch gebührend beschieden/ und in Unterthänigkeit erkläret.

Von Consens über Häuser und Güther in der Stadt.

Dieweil aber im übrigen der Rath auch einer Jurisdictionis contentiosæ und Consens-Ertheilunge über die Häuser und Güther in der Stadt berechtiget seyn wollen/ und sich diszfalls auf eine neue præscription und litispendentz für dem Käyserl. Cammer-Gericht zu Speyer bezogen/ woran aber das Stift demselben nichts eingeräumet/ so bleibet dieser Punct bisz zu künftiger Vergleich- oder Ausführung ausgestellet.

Anschlagung fremder Patente.

Hiernechst/ und weil der Rath Patenta, so ihnen von benachbarten Orten zugeschicket werden/ biszher angeschlagen/ so wird er zwar dabey/ jedoch mit Unterschied/ dasz er sich in bedencklichen Sachen behörigen Orts zuvor Bescheides erhohle/ nicht unbillig/ so wohl als bey geziemender Convocation der Bürger zu nothdürftiger und zuläszliger Unterredunge/ (nicht aber zu Musterunge und Folge/ welches Ihre Churfürstl. Durchl. alleine zuständig/ noch sonst zu unnützen Sachen) gelassen. Nicht weniger bleibet es auch bey denjenigen/ so wegen des Wetendörffer Gersten-Bier-Verkauffs im Vertrage de anno 1539. §. pen. dasz nehmlich gedachte Einwohner Gersten-Bier zu brauen/ auch Kannenweise/ nicht aber bey grossen und kleinen Fassen/ zu verkauffen Macht haben sollen/ klärlich disponiret/ jedoch wenn in der Stadt Mangel oder Gebrechen deszwegen verfiele/ und es ohne dem ausser dem Stift geholet werden müste/ dasz so dann sie des Biers im Westendorffe auch in grossen Gefässen zu hohlen/ es soll aber zugleich nöthige Vorsorge getragen werden/ dasz in der Stadt das Brauen zu rechter Zeit getrieben/ und das Brau-Werck in gutem Stande erhalten werde.

Raths-Rechnungen.

Und weil der Rath im übrigen den biszherigen Verzug mit Einsendung der Rechnunge entschuldiget/ hergegen/ dasz solche künfftig richtiger/ und obangezogenen Decret de 1584. gemäsz/ gethan werden soll/ dann auch sich erkläret/ über der behörigen Länge der Scheite im Ramberger Holtze/ und dasz solche nicht verkürtzet/ noch mit Schliesz- und Eröffnunge solches Geholtzes Ungleichheit fürgehe/ sondern die gewöhnliche Zeit durchgehends beobachtet werde/ nachdrücklich zu halten/ auch dasselbe ihnen selbst und gemeiner Stadt/ wie nicht weniger dem gantzen Stifft zum besten/ anders nicht/ als pfleglich zu nutzen und zu gebrauchen/ und zu dem Ende das also genante Porcken oder Abschelen der Rinde von den Eichen hinfürder abzustellen. So hat es auch diszfalls sein Bewenden und Richtigkeit/ und wird/ wie demselben allenthalben nachgelebet werde/ nebst der Abbatiszin Fürstl. Durchl. vom Stifts-Hauptmann billig mit Inspection geführet/ und da nöthig von diesem unterthäniger Bericht erstattet. Jmgleichen sollen die Holtz-Förster conjunctim in Pflicht

ge-

genommen/ und eine richtige Holtz-Ordnung aufgerichtet und publiciret werden.

Saltz-Factorey.

Ferner und nachdem der vorigen Abtißin Fürstl. Durchl. bey letzter Contagion einige provisional-Anstalt und Factorey wegen des Saltzes gemachet/ worüber der Rath Beschwerde führen wollen/ nunmehr aber solche nach GOtt Lob cessirender Pest-Gefahr wieder aufgehoben/ und hinweg gefallen/ als hat es dabey sein Bewenden/ und soll gemeine Stadt bey der freyen Zufuhr des Saltzes gelassen werden.

Wie nun hiermit allerseits bißhero bewuste Irrungen und Gebrechen/ entweder gäntzlich und zu Grunde abgethan/ oder doch auf solchen Fuß gesetzet/ daß an deren endlicher und völliger Erörterunge nicht zu zweiffeln/ auch hierauf nunmehro der Abtißin Fürstl. Durchl. und das Capitul sich erkläret/ den wegen der neuen Oehlmühle und aller andern streitigen Puncten fürm Käyserlichen Cammer-Gerichte zu Speyer/ und dem Käyserl. Reichs-Hoff-Rath hiebevor angestellten Proceß zu renunciren/ und wie solches geschehen/ Ihr Churfürstl. Durchl. binnen dreyen Monathen dato beglaubte Uhrkunde einzusenden/ gestalt es im übrigen bey denen alten Verträgen/ von Einganges angezogenen datis des 1539. und 1574sten Jahrs/ auff Masse und Weise/ wie solche gegenwärtig in ein und andern erläutert und deutlicher erkläret/ auch sonst allenthalben in ihren Puncten und Clausulen sein nochmahliges Bewenden hat; Also sind dessen zu Uhrkund dieser Verträge zweye gleiches Lautes aufgerichtet/ und durch höchstgedachter Ihr. Churfl. Durchl. zu Sachsen hiezu accreditirte Gesandte und Räthe/ Carl Augusten von Neitschitz auf Borthen und Mannichswalda/ Hoff-und Justitien-Rath/ und Lic. Salomon Zapfsen auf Trautschen/ auch Hoff-und Justitien, so wohl zu den Grentz-und Cammer-Gerichts Sachen bestalten Rath/ ꝛc. neben hochgedachter Frau Abtissin und Capituls allhier zu Quedlinburg/ in vim Consensus Capitularis, für sich und dero Capituls-Gemeine/ auch gesambte Nachkommen am Stifft/ mit dero respective angebohrnen und gewöhnlichen Insiegeln auch Stiffts Abteyl. und Capituls-Secret bedrucket/ und mit eigenen Händen unterschrieben. So geschehen zu Quedlinburg am 18. Februar. als am Tage Concordiæ nach Christi Unsers Erlösers und Seligmachers Geburth/ im Tausend Sechshundert und Fünff und Achtzigsten Jahre.

(L.S.)

Carl Augustus von Neitschitz. mpr.

(L.S.)

Salomon Zapfe. mpr.

(Abtey-Siegel.)

Von GOttes Gnaden Anna Dorothea/ Hertzogin zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ Landgräfin in Thüringen/ Marggräfin zu Meissen/ des Käyserl. freyen weltlichen Stiffts Quedlinburg Abtissin/ ꝛc.

t. t. **Anna Dorothea/ H. zu S. Abtißin.**

(Capituls Siegel.)

Eleonora Sophia/ G. z. S. U. H. Dec.
Maria Magdalena/ G. z. S. U. H. Can.

A.

Ich schwere/ daß ich dem Durchl. Fürsten und Herrn/ Herrn N. N. Hertzogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ des Heil. Römischen Reichs Ertz-Marschaln und Churfürsten/ tot. tit. Meinem gnädigsten Fürsten und Herrn/ und deroselben allerseits männlichen Leibes-Lehns-Erben/ als Landes-Fürsten/ und Erbvoigten zu Quedlinb. getreu/ hold/ gewärtig und gehorsam seyn/ Ihr Churfl. Durchl. Ehre und Nutz/ nach meinem besten Vermögen fördern/ Schaden warnen und vorkommen helffen. Wann sichs auch also nach Gottes Willen zutrüge/ daß Ihro Churfürstliche Durchl. und deroselben männliche Leibes-Lehens-Erben nicht mehr am Leben/ (das doch GOtt gnädiglich lange friste) daß ich mich alsdenn mit solchen Pflichten an denjenigen/ auf welcher in den Häusern Sachsen und Hessen/ vermöge J. Chur-und Fürstl. Durchl. allerseits Verbrüderunge sämbtl. Belehnunge und aufgerichteter Verträge/ die Succession und Folge kommen und fallen wird/ halten will/ gantz getreulich und sonder Gefehrde/ als mir GOtt helffe/ und sein heilig Wort!

B.

Wir geloben und schweren/ daß wir sollen und wollen der Hochwürdigen Fürstin und Frauen/ Frauen N. N. gebohrnen N. N. des Käyserl. freyen weltl. Stiffts Quedlinburg Abtißin/ tot. tit. so wohl dem Capitul sede vacante, und ordentlichen Nachfolgerinnen/ getreu/ hold/ gewärtig und gehorsam seyn/ Ihr. Fürstl. Durchl. und des Stiffts Quedlinburg Ehre/ Nutz/ und Bestes werben/ Schaden warnen/ und nach unserm besten Vermögen verhüten. Wir schweren auch/ daß wir dem Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn N. N. Hertzogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ des Heil. Römischen Reichs Ertz-Marschalln und Churfürsten/ tot. tit. Unsern gnädigsten Herrn/ Ihrer Churfürstl. Durchl. männlichen Leibs-und Lehns-Erben als Erbvoigten zu Quedlinburg/ getreu/ hold/ gewärtig und gehorsam seyn/ Ihr Churfürstl. Durchl. Ehre und Nutzen/ nach unserm besten Vermögen/ fördern/ und Schaden warnen und vorkommen helffen. Wann sichs auch nach dem Willen GOttes also zutrüge/ daß Ihro Churfürstl. Durchl. und dero männliche Leibes-Lehns-Erben nicht mehr am Leben (das GOtt lange friste/) daß wir uns alsdenn mit solchen Pflichten an denjenigen/ auf welchen in den Häusern Sachsen und Hessen/ vermöge Ihr Churfürstl. Durchl. allerseits Erb-Verbrüderung sämbtl. Belehnung und aufgerichteter Verträge/ die succession kommen und fallen wird/ halten wollen.

Wir sollen und wollen auch der Ebtißin Ihr Fürstl. Durchl. Nachkommen und dem Capitul sede vac. hochgedachtem Chur-und Fürsten/ auch Ihrer Chur-und Fürstl. Durchl. Erben und Mitbelehnten Sachsen und Hessen/ auf die Fälle/ wie oben/ alles thun/ wie getreue Unterthanen gegen Ihren Landes-Fürsten/ Erb-Frauen/ Erbvoigten und Obrigkeit von GOttes/ Gewohnheit und Rechtes wegen zu thun schuldig/ alles treulich und ohne Gefehrde. So wahr als uns GOtt helffe/ und sein heiliges Wort!

C.

Die Gräntzmahl der Abteyl. Stadt-Gerichte zu Quedlinburg sind dato nachfolgender gestalt verglichen worden/ daß solche vorm Wichthore stehenden Pfahl No. 1. ihren Anfang nehmen/ dann zwischen dem Westendorff und Müntzenberge in Fahrwege herunter nach dem alten Topfe zu auf den daselbst stehenden Pfahl No. 2. Hernach gerade hinter den Gärten des alten Topfes hin nach der Stadtmaur zu auf den Pfahl N. 3. Förder an der Graben Mauer herab/ (mit Ausschliessung der daran liegenden Aecker) biß zu der Fräulein Decanißin Garten an den Pfahl No. 4. Folgends um solchen Garten und dem auswärtigen Gröperthor/ allwo der Pfal No. 5. Von dannen um die Gröpermühle neben den Mühlrädern hin (mit Ausschliessung des Mühlen-Gartens) auf dem Mühlen-Damm hinauf über die Schleusen nach der Clers-Zugbrücke zum Pfahl N. 6. Folgens auf dem Mühlen-Damm hinauf über die Schleusen nach der Clers-Zugbrücke zum Pfahl N. 7. und also am Neustädter-Graben fort zum Pfahl bey den Grundzapffen N. 8. bis ans Oehringerthor zum Pfahl No. 9. Von demselben am Wassergraben hinauf bis an den Pfahl gegen der Pulverhütte No. 10. Weiter am Stadtgraben fort zu dem vorm Plöckenthore stehenden Pfahl No. 11. (daß die Gärten zur lincken Hand ausgeschlossen bleiben) von daselbst durch die Pischen Gasse nach dem Pfahl No. 12. neben Cämmerer Schullen Garten/ förder über den Seiler-Platz nach dem Pfahl No. 13. und weiter durch das Seiler gäßlein zu dem fürm Neuwegerthor stehenden Pfahl No. 14. Von hier an den Pfahl No. 15. auf die Neuweger-Brücke/ von welcher die inwendig des wilden Budenstrohms nach einander gesetzte Pfähle No 16. 17. 18. 19. 20. bis zu den disseits des grossen Wehrs gegen über der Sandgruben unter der Altenburg stehenden Pfahle No. 21. Dann jenseit des Mühlgrabens wieder herunter hinter den Capellengarten hin/ gegen die Zügelhütte zum Pfahl No. 22. Von dar hinter der Zügelhütte und Wiperti Kirche zum Pfahl No. 23. Folgends an dem Kirch-Damme im Wege herunter zum Pfahl ausserhalb der Münsch-

ANNO 1685. Münchs-Mühle No. 24. und wiederum zum Pfahl No. 1. gehen sollen.

Was ferner von den Erbvoigteylichen Erb-Gerichten im Felde eximirten Müntzenberg betrifft / so soll solche exemtion hiemit nachfolgender Gestalt vermahlet seyn / daß der Anfang von dem unter gedachten Müntzenberge neben dem Fahrwege der Münchsmühle gegen über stehenden Pfahl No. 1. am Berge herunter in Wege an der Vorwercks Wohrt herunter hin nach den Pfahle vor dem Altentopff No. 2. Weiter den Weg hin um das Vorwerck herum (mit Ausschliessunge der über den Weg herüber liegenden Vorwercks-Aecker) zum Pfahl Lit. A. und unter dem Zwarg-und Bleichberge zum Pfahl Lit. B. (mit Ausschliessunge des Ackers.) Folgends zum Pfahl vor dem Strohthal Lit. C. und durch gedachtes Strohthal hin auf dem Vorwerge heran zwischen dem Stroh-und Müntzen-Berge zur Lincken und der Closter-Breite zur Rechten auf den Pfahl Lit. D. wiederum zum Pfahl No. 1. wie oben / zugehe.

Signatum Quedlinburg am Tage Concordiæ den 18. Febr. des 1685. Jahres.

D.

Ich N. N. schwere zu GOtt / daß ich dem mir anvertrauten Ammt eines Geschwornen auf dem Neuenwege getreulich und redlich vorstehen / bey dem gehegten Gerichte und sonsten / Niemand zur Ungebühr beschweren / einen jeden / wes Standes oder Vermögens der sey / nothdürfftig hören / ihm gleich durchgehends Recht wiederfahren lassen / und von diesen allen mich weder Liebe / Neid / Gabe / Geschenck / Freundschafft / noch ichtwas anders abhalten lassen / auch die Strassen treulich benehmen will. So wahr mir GOtt helffe.

Carl Augustus von Neitschitz. mppr.
Salomon Zapfe. mppr.

Anna Dorathea H. z. S. Abbatissin.
Eleonora Sophia G. z. S. U. H. Dec.
Maria Magdalena G. z. S. U. H. Can.

LIV.

12/22. Mai. **Erb-Vereinigung und Vergleich zwischen Ihro Churfürstliche Durchleucht von der Pfaltz / Carl eines / und Ihro Hochfürstliche Durchleucht Philipp Wilhelm / Hertzogen zu Neuburg andern Theils / wegen der nach toedtlichen Abgang ohne Hinterlassung Männlicher Ehelicher Leibes-Erben Ihro Churfürstlichen Durchleucht auff Ihro Hochfürstliche Durchleucht fallender Succession in dem Churfürstenthum der Pfaltzgraffschafft am Rhein und denen darzu gehörigen Fürstenthümeren und Landen. Schwäbischen-Hall den 12/22. May 1685.** [LONDORPII *Acta Publica* Parte XII. Libr. XIII. Cap. 85. pag. 218. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans THUCELIUS *in Actis publicis S. Rom. Imp.* Part. II. pag. 116. dans *Relationis Histor. Francof.* Contin. Vernal. Anno 1685. pag. 40. & dans JOANNIS GEORGII KULPIS in Severino Monzambano *Commentationes* Cap. II. §. V. pag. 257.]

C'est-à-dire,

Union & Pacte Héréditaire fait & conclu entre CHARLES *Electeur Palatin &* PHILIPPE GUILLAUME *Duc de Neubourg, portant entre autres choses que si l'Electeur vient à mourir sans enfans mâles, ce sera ledit Duc* PHILIPPE GUILLAUME *qui devra lui succeder dans l'Electorat Palatin du Rhyn, & dans toutes les Terres, Domaines & Seigneuries qui en dependent. A Hall en Suabe le 12/22. Mai 1685.* ANNO 1685.

Nachdem zwischen denen Durchläuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Carl / Pfaltzgrafen bey Rhein / des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Schatzmeistern und Churfürsten / Hertzogen in Bayeren / &c. Und Herrn Philip Wilhelm / Pfaltzgrafen bey Rhein / in Bayeren / zu Gülich / Cleve und Berge Hertzogen / Grafen zu Veldentz / Sponheim / der Marck / Ravensberg und Mörß / Herren zu Ravenstein / &c. Zu des gesamten Chur-Fürstlichen und Fürstlichen Hauses Pfaltz beständigen Wohlfahrt und Aufnehmen eine Zeithero gewisse Tractaten durch Schrifftwechselung gepflogen / und so weit gebracht worden / daß man in dem Haupt-Werck miteinander einig / auch ein Recess darüber projectiret worden; Und es solchem nach darauf beruhet hat / daß die dabey hin und wieder nach-beschehene Erinnerungen / mittelst Zusammenschickung beyderseits gevollmächtigter Ministrorum und Räthen / vollends mit einander verglichen / und der Recess selbsten / biß auf unserer gnädigsten Herrn Principalen Ratification und Vollziehung / gezeichnet werde: Und dann darauf Wir unterschriebene Churfürstliche Pfältzische / wie auch Hochfürstliche Pfaltz-Neuburgische Ministri und Räthe / von unseren beyderseits gnädigsten Herrn anhero geschicket worden / um dieses hochwichtige Werck / vorgedachter massen zu vollziehen / zu welchem Ende Wir unsere gehörige Vollmachten gegeneinander ausgewechselt / darauf denn / in Unserer beyder hoher gnädigster Herren / Herren Principalen Nahmen projectirten Recess selbsten von Punct zu Punct durchgangen / und nach reiffer der Sachen Uberlegung / solchen von Wort zu Wort dergestalt verglichen / wie hernach folget:

Wir Carl von Gottes Gnaden / Pfaltzgraf bey Rhein / des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Schatzmeister und Churfürst / Hertzog in Bäyern / &c. Und Wir Philip Wilhelm / von Gottes Gnaden / Pfaltzgraf bey Rhein / in Bayern / zu Gülich / Cleve und Berge Hertzog / Graf zu Veldentz / Sponheim / der Marck / Ravensberg und Mörß / Herr zu Ravenstein / &c. Thun kund und bekennen hiermit / Nachdem Wir uns wohl bedächtlich erinnert der güldenen Bull / Römischer Kayserlichen und Königlichen Decreten und Satzungen / auch derer von Unseren löblichen Vorfahren Pfaltzgrafen / und respective Churfürsten / Christseligen Gedächtniß / vor etlichen hundert Jahren / und hernach aufgerichteten Pactorum Gentilitiorum, und darinnen enthaltener stattlicher Fürsehungen / damit sie nicht allein die / von GOtt ihnen anvertraute Churfürstenthum und Fürstenthümer / Lande / Leuthe und deren Zugehör / bey ihren Ehren / Würden / und aufnehmender Wohlfahrt erhalten / sonderen auch solches alles fürter also beysammen und unzertrennet / und auf ihre nechst-gebuhrtete Erben und Nachkommen devolviren und kommen lassen möchten; Dem zu Folge solche Churfürstenthum und Fürstenthümer der Pfaltzgraffschafft am Rhein / samt deren Zugehör / nach tödtlichen Hintritt Weyland Otto Heinrichs / Pfaltzgrafen und Churfürstens / ohne Hinterlassung eheleiblicher Leibes-Erben / auf Weyland Friedrichen den Dritten / Pfaltzgrafen und Churfürsten / und dann fürter in absteigender Linie auf Uns / Pfaltzgrafen Carl / Churfürsten / ausser dem jenigen / so unserem Churhause / laut Westphälischen Friedens / auff gewisse Weise und Reservation abgangen / gestammet seynd: Und dann Wir Pfaltzgraff Carl Churfürst / und Wir Pfaltzgraff Philip Wilhelm / Uns gleichermassen schuldig erkennen obgedachte Römische Käyserliche und Königliche Ordnungen / wie auch von Unseren löblichen Vorfahren auffgerichteten Erb-und Altvätterlichen Vertragen und anderen dero heilsamen Fürsehungen / zu mehreren Auffnehmen und Wohlfahrt unsers Chur-Fürstlichen und Fürstlichen Hauses der Pfaltzgrafen bey Rhein getreuen Fleisses nachzuleben; Allermassen dann Wir ein solches seit Unserer geführten Regierung nach aller Möglichkeit gethan / und hinfüro mit Göttlichen Beystand zu thun gemeynet seynd; Auch Wir Pfaltzgraf Carl / Chur-Fürst / solchem nach ferner bey Uns erwogen / daß obschon Wir / durch Gottes Gnade / bey gesunden Leibes-Kräfften Uns annoch befinden / gleichwohl bißhero mit Ehelichen Leibes-Erben von GOtt dem Allmächtigen nicht gesegnet seynd / mithin nach GOttes heili-

Anno 1685.

heiligen Willen es sich begeben möchte / daß Wir / als der einige noch lebende Pfaltzgraff von der itzigen Chur-Linie / ohne eheliche männliche Leibes-Erben mit Tode abgiengen. Als haben auff solchen in Gottes Handen stehenden Fall / Wir Pfaltzgraf Carl Churfürst / und Wir Pfaltzgraf Philip Wilhelm / vor Uns / Unsere Erben und Nachkommen / zu Stet- und Vesthaltung obangezogener güldenen Bulle / Römisch-Kayserlichen und Königlichen Decreten und Satzungen / auch Unserer löblichen Vorfahren Disposition und Ordnungen / um dieses Churfürstliche Hauß der Pfaltz / samt dessen Landen / Leuthen und Angehörigen / bey seiner Reputation, Ehren / Hoheiten / Rechten und Gerechtigkeiten / auff künfftige Zeiten und Unsere Nachkommen zu erhalten / und allen bey dergleichen Veränderungs-Fällen sich offt ereignenden höchstschädlichen Mißverstandnissen und Uneinigkeiten / so viel an Uns ist / vorzukommen / dahingegen es ferner dahin zu richten / damit von dem Churhause Pfaltz / dem Heiligen Römischen Reich / zu gemeiner Wohlfahrt unsers geliebten Vatterlandes / so viel stattlicher gedienet werden möge / Uns mit gutem Vorbedacht / und gnugsamer hin und wieder geschehener Uberlegung / auch mittels zusammengeschickter beyderseits gevollmächtigter Ministrorum und Räthen gepflogener Abrede / in folgenden Puncten Freundvetterlich vereiniget / und darüber verglichen.

I. Daß auff Unsers / Pfaltzgrafen Carl Chur-Fürstens / in Gottes heiligem Willen stehenden tödtlichen Abgang ohne Verlassung Eheleiblicher Manns-Erben / oder da Wir dergleichen hinterliessen / selbige / oder dero Eheleibliche Männliche Descendenten / ohne fernere legitime Succession an Eheleiblichen Mannes-Erben / mit Tode abgehen solten / solchenfalls Wir Pfaltzgraf Philip Wilhelm / oder aber / da Wir alsdann nach Göttlicher Schickung nicht mehr bey Leben seyn würden / Unser Pfaltzgraff Philip Wilhelms ältester Sohn / der ein Lay ist / und dessen Eheleibliche Mannes-Erben / oder da dieser ebenfalls keine dergleichen hinterliesse / ein anderer aus Unseren Söhnen / so Ihme in der Regierung und Layen-Stande nachgefolget / (massen in allen solchem Successio Ordinis secundum Pacta Familiæ in Unseren Linien observiret werden solle) vermög der güldenen Bulle / auch Römischen Kayserlichen und Koniglichen Satzungen / Decreten und Ordnungen / wie auch Unserer löblichen Vorfahren Pfaltzgrafen und respectivè Chur-Fürsten Erb-Vereinigungen / deren im Westphälischen Friedens-Schluß geschehener Confirmation und erfolgeter Kayserlicher Mit-Belehnungen / das Chur-Fürstenthum der Pfaltzgraffschafft am Rhein / und darzu zugehörige Fürstenthümer / Lande / Leuthe und Angehörige / wie die zur selbigen Zeit gefunden / oder von Uns Pfaltzgraff Carl Chur-Fürsten verlassen worden / samt ihren Dignitäten / Würden / Hoheiten / und Ertz-Schatzmeister-Amt / auch allen ihren Ein- und Zugehörungen / wie das alles von Unseren Vor-Elteren / Pfaltzgrafen / Chur-Fürsten / biß auf den dreyßigjährigen Krieg ingehabt und besessen / auch durch gemeldten Anno 1684. zu Münster und Oßnabrügk auffgerichteten Friedens-Schluß Weyland Unsers Herrn Vattern Gnaden Pfaltzgrafen Carl Ludwigen Churfürsten / Christseligen Gedächtnus / restituiret worden / und auf Uns kommen ist / nichts / ausser deme / worinne in gegenwärtigem Recess außdrücklich disponiret ist / ausgenommen / als zu selbiger Zeit ankommender regierender Churfürst / und wahrer / rechter / ungezweifelter Erb und Pfaltzgraf / Carl Churfürst hiemit die Versicherung thun / daß / gleich wie Wir währender Unserer Regierung bekantlich Unsere Land und Leuthe in besseren Stand und Aufnehmen zu bringen / mit grosser Sorgfalt / Mühe / und Kosten Uns nicht wenig angelegen seyn lassen / also auch solches noch ferner thun / und mit Unserem Willen einige Dismembration oder Alienation der zur Chur gewidmeter Güter nicht verhängen noch gestatten / viel weniger selbsten vornehmen werden.

II. Demnach in dem Westphälischen Frieden-Schluß ausdrücklich versehen / wie es insgemein zwischen denen Evangelisch-Reformirten / auch Evangelisch-Lutherischen / und denen Catholischen in dem Punct der Religion / absonderlich aber in der Churfürstlichen Pfaltz zu halten; Als versprechen Wir Pfaltzgraf Philip Wilhelm / vor Uns / Unsere Erben und Nachkommen / daß auff obgemeldten Fall Wir die Evangelisch-Reformirt- und Evangelisch-Lutherische Religion in dem Stande / wie obgedachter Westphälischer Friedens-Schluß durchgehends / absonderlich Art. IV. specialiter mit sich bringet / und in der Chur-Pfaltz und darzu gehörigen Fürstenthumben / Landen und Bottmässigkeiten / gäntzlich lassen die Bedienten / Unterthanen und Angehörige bey solcher Religion und ihrer Gewissens-Freyheit schützen / alle Evangelisch-Reformirte / und Evangelisch-Lutherische Pfarrer und Schul-Diener / in Städten und auf dem Lande die Zeit ihres Lebens bey ihren Bedienungen ruhig lassen / und der abgehenden Stellen mit tüchtigen Subjectis von gedachter Religion jedesmahl ersetzen wollen; So viel auch den zu Handhabung der Evangelisch-Reformirten und Evangelisch-Lutherischen Kirchen und Schulen / angeordneten Kirchen-Rath / desgleichen die zu Unterhaltung der Pfarrer und Schuldiener / wie auch verfügender Reparation der Kirchen / Pfarrer- und Schul-Häuser / und übriger Administration derer zu obigem Gebrauch gewidmeter Geistlichen Kirchen-Güter und Gefälle / auch Stifftungen / angeordnete Verwaltung / und daß selbige also / wie diese beyde Corpora mit respectivè Geist- und Weltlichen Kirchen-Räthen / Verwalteren und Zugeordneten auf sich begebenden offtgemeldten Successions-Fall / bestellet seyn werden / ungeändert und ruhig zu lassen / auch die erledigte Stellen mit Evangelisch-Reformirter Religion zugethanen Persohnen / der Chur-Pfältzischen itzigen Kirchen- und Kirchen-Raths-Ordnungen und Verwaltungs-Instruction gemäß zu ersetzen. Ferner auch die Inspectores und Pfarrer über Kirchen und Schulen / wie vorhin / deßgleichen die zur Verwaltung gehörige Geistliche Kirchen-Güter und Gefälle / auch Stifftungen / und deren Administration, sammt darauf bestellten Bedienten / sammt und sonders / wie ingleichen die jenigen Geistlichen Gefälle / so bey der Chur-Pfältzischen Rent-Cammer absonderlich verwaltet / oder was selbige aus ihren Gefällen denen Geistlichen / zu deren Unterhalt zu reichen schuldig / und auch bißhero darzu angewiesen worden / belanget / versprechen Wir Pfaltzgraf Philip Wilhelm gleichfals es dergestalten darbey verbleiben zu lassen / und zu handhaben / wie es obvermeldter massen der Inhalt des Instrumenti Pacis erfordert / und mit sich bringet.

III. Ferner so geloben und versprechen Wir Pfaltzgraff Philip Willhelm / vor Uns und Unsere Erben / daß Wir auf obgemeldten Fall alle hochgedachten Herrn Chur-Fürsten Carls Liebden angeordnete Cantzeley-Collegia, als der Geheimde / wie auch Regierungs- und Hoffgerichts- ingleichen bey dero Lehen- und Rent-Cammer bestellte Räthe und Secretarien / auch andere zu gedachten Raths-Collegiis gehörige Bediente und Cantzeley-Verwandten / wie nicht weniger die Ober- und Unter-Beamten und Bedienten in Städten und auff dem Lande / so auff entstehenden obgemeldten Fall sich würcklich in Diensten befinden werden / bey ihren Bedienungen und Bestallungen ungeendert lassen wollen / daferne jedoch nicht etwa einige derselben durch Untreu und Ubelverhalten zu unumgänglicher Veränderung befugte Ursache geben werden; Welche Beschuldigungen Wir vorhero wohl untersuchen lassen / die Beklagte gnugsam hören / und gegen die Justiz nichts verhengen wollen.

Wann auch auf gemeldten Fall / gedachten Räthen und Bedienten / wie auch sonsten durchgehends allen anderen hochgedachten des Herrn Chur-Fürstens Ld. Dieneren einiger Rückstand an ihren Besoldungen gebühren solte / denselben wollen Wir fürderlich abtragen lassen.

Was anlanget die Ersetzung der Vacantien / so in itztgemelten Bedienungen / auf sich begebenden Successions-Fall / hiernechst erscheinen möchten / da hat es zuforderst mit dem Kirchen-Rath und Verwaltung / sammt darzu gehörigen / bey Kirchen und Schulen bedienten Persohnen / als in einer Geistlichen Sache / bey dem vorhergehenden zweyten Punct sein ungeändertes Bewenden: Betreffend aber die / offtgemeldten falls / bey weltlicher Administration und Landes-Regierung / wie auch in denen Aemptern erfolgende Vacantien und deren Ersetzung / haben Wir Pfaltzgraf Carl Churfürst / und Wir Pfaltzgraf Philip Wilhelm / vor Uns / Unsere Erben und Nachkommen / Uns dahin verglichen / daß die Geheimbde- Regierungs- Hoffgerichts- und Rent-Cammer-Raths-Collegia, wie auch darzugehörige hohe Ministri, Räthe / Cantzley-Verwandte / und andere Bediente nach Nothdurfft der weltlichen Landes-Regierung jederzeit sollen bestellet seyn und bleiben / und daß bey erfolgenden Vacantien (dann wegen derer / so sich begebenden Fall in Officiis befinden / hat es / wie obgemeldet / sein Bewenden) es dergestalt gehalten werden / daß kein Theil derer in dem Instrumento Pacis zugelassenen Religionen darvon excludiret seyn / noch sich deswegen wider den Frieden-Schluß beschweret befinden / sonderen selbiger ebenfalls mit darzu gezogen werden solle. Ebener massen soll es bey Wiederersetzung derer auff dem Lande abgehenden Ober-Beampten observiret werden: Auch sollen die Evangelisch-Reformirte und Evangelisch-Lutherische / so wohl zu denen Ober-Amtmans-

Anno 1685.

als zu Land-Schreiber-Bedienungen / auf obgemeldte Weise mit gezogen werden; Was anbelanget die Unter-Beamten / und andere geringere Land-Bedienungen / sollen ebenfalls die Evangelisch-Reformirte und Evangelisch-Lutherische tüchtige Persohnen zu Wiederstellung in dergleichen Dienste / auf obige Weise mitgenommen werden: Übrigens wollen Wir Pfaltzgraf Philip Wilhelm / und Unsere Erben und Nachkommen / die Unserige Catholische Religions-Verwandten dergestalten / vermittels ihrer Bestallungen / einschräncken und verbinden lassen / dass die Evangelisch-Reformirte und Evangelisch-Lutherische Bedienten und Unterthanen sich der Religion halber von ihnen das geringste Widrige nicht zu besorgen haben / sonderen bey dem jenigen / was in diesem Vergleich enthalten / beständig und ungekränckt gelassen werden sollen.

IV. Demnach auch Unser Carls Pfaltzgrafen Churfürstens löbliche in GOTT ruhende Vorfahren / Pfaltzgrafen Churfürsten / aus Christlichem Eyver in ihren Landen die Schulen / insonderheit aber das General Studium und Universität / in Ihrer Residentz-Stadt Heydelberg / zu GOttes Ehre / und Aufnehmen der studirenden Jugend / löblich fundiret / dieser Universität gewisse Statuta und Ordnungen vorgeschrieben / auch mit stattlichen Privilegien / Freyheiten / und zu ihrem Unterhalt nöthigen Einkommen sie begabet / und hernacher aus erheblichen Ursachen solches gebessert und gemehret haben; Und dann von Unsers Pfaltzgrafen Carl Churfürstens Herrn Vattern Gnaden nach der Chur-Pfältzischen / vermöge Westphälischen Frieden-Schluss / erfolgten Restitution, gedachte Universität mit ihren Statutis, Privilegiis und Einkommen wieder aufgerichtet / und mit gelehrten und qualificirten Professoribus in allen Facultäten bestellet / auch von Uns seit währender Unserer Churfürstlichen Regierung in solchem guten Stande erhalten worden / und wir solches ferner zu thun gemeynet seynd; Als geloben und versprechen Wir Pfaltzgraf Philip Wilhelm / vor Uns / Unsere Erben und Nachkommen / hiemit ferner / auf mehrgedachten Successions-Fall besagte Universität / und deroselben fürgesetzte Persohnen in allen Facultäten / samt allen ihren Glideren und Collegiis, als dem Contubernio, Domo Dionysiana, Collegio Principis & Sapientiæ, und was sonsten zur Universität gehörig / bey ihren obgemeldten Statuten / Privilegien / Freyheiten / Einkommen / Rechten und Gerechtigkeiten / wie nicht weniger die in Städten und auf dem Lande angeordnete Gymnasien und Schulen / samt denen darzu verordneten und incorporirten Häuseren / Güteren / Gefällen und Einkommen / wie auch allen Zugehörungen / Rechten und Gerechtigkeiten / wie solche alle Nahmen haben mögen / gebührender Weise zu schützen / und zu handhaben / auch die Professores, Rectores und Præceptores, wie in beyden vorhergehenden Articulis gemeldet worden / auf darin gemeldten Fall / gleichfalls bey ihren Bedienungen ungehindert zu lassen.

Was die Wiederersetzung der abgehenden Stellen bey der Universität anlanget / so hat es zwar mit der Theologischen Facultät / als welche von dem obigen zweyten Punct dieses Vergleichs mit dependiret / und darunter begriffen / dergestalten sein Bewenden / dass nemblich die bey dieser Facultät abgehende Stellen / jederzeit allein mit Evangelisch-Reformirter Religion zugethanen tüchtigen Subjectis, denen Statuten der Universität gemäss / zu ersetzen: Jugleichen hat es wegen Wiederersetzung der Rectoren und Præceptoren bey denen Gymnasiis und Schulen / bey der Disposition des vorhergehenden zweyten Articulis sein ungeendertes Bewenden.

Was aber die andere Facultäten bey der Universität betrifft / als die Juristische / Mediticinische und Philosophische / solle in selbigen / auf den Fall erledigter Stellen / jederzeit alternativè, als einmahl durch ein Evangelisch-Reformirt- oder Evangelisch-Lutherisches / und das andere mahl durch ein Catholisches tüchtiges Subjectum, und so fort alternando, nach vorhergehender / denen Statuten der Universität gemässen Præsentation, die Ersetz- und Wiederbestellung geschehen.

Wegen der Adelich- und Ritterlichen Exercitien-Meister hat es die Meynung / dass beyderseits / so wohl Evangelische als Catholische nach ihrer in denen Exercitiis erlangten Perfection zuzulassen / und keiner von offtgemeldten beyden Religionen auszzuschliessen.

V. Und demnach zwischen Weyland Unsers Carl Chur-Fürsten Pfaltz-Grafens Herrn Vattern Christselige Gedächtniss / und Unser hochgeehrten Frau Mutter Gnaden / und dann ferner zwischen uns und unserer hertzgeliebten Gemahlin Lbd. in denen aufgerichteten Ehpacten / gewisse Wittums-Vorsorge / nach dem Herkommen bey diesem und anderen Churfürstlichen und Fürstlichen Häuseren seynd verglichen / selbige auch hernach von uns / aus bewegenden wohlbefugten Ursachen vermehret und gebessert / wie ingleichen mit der verwittibten Frau Hertzogin zu Simmern Lbd. wegen dero eine Zeitlang streittig gewesenen Wittumben Unterhalts / unlängst ein gewisser Vergleich getroffen; So dann denen von unsers Herrn Vatters Gn. hinterlassenen sämtlichen Raugräflichen Kinderen ein gewisses Deputat zu ihren Unterhalt / laut darüber auffgerichteten Recess, von uns verordnet worden; Als geloben und versprechen wir Pfaltz-Graf Philipp Wilhelm vor uns / unsere Erben und Nachkommen / dass wir denen desswegen aufgerichteten respectivè Churfürstliche Withums-Verschreib- und Vermehrungen / auch Simmerischen Withumsvergleich / und Raugräflichen Alimentations-Recess, wie selbige unseren Gevollmächtigten / bey dem Schluss dieses Vergleichs in Originali seynd vorgewiesen / und in beglaubter Abschrifft zugestellet worden / alles ihres Inhalts vestiglich wollen nachkommen / und darwider in keine Wege handelen / noch dass solches durch andere geschehe / gestatten noch verhengen.

Imgleichen versprechen Wir Pfaltzgraf Philip Wilhelm / vor uns und unsere Erben / dass auff offtgedachten Successions-Fall / da des Herrn Churfürsten Carls Lbd. ohne Eheleibliche Mannes-Erben mit Tode abgehen solten / wir alle bey dero Churhause sich befindende Allodialia, so weit solches dem Herkommen und Pactis Gentilitiis, auch Kayserlichen Mitbelehnungen gemäss / deroselben Allodial Erben / oder welchem des Herrn Chur-Fürsten Lbd. etwas darvon durch ein Testament oder sonsten verschaffen möchte / ohne Verwegerung und Auffenthalt wollen absolgen und überlieferen lassen.

Und nach dem uns Pfaltzgraf Carl Chur-Fürsten / und unserem Churhause / aus dem Westphälischen Friedens-Schluss und nach dessen Disposition verschiedene ansehnliche restituenda Ecclesiastica und Politica, samt andern hohen Rechten und Gerechtigkeiten annoch kundbarlich gebühren / welche zwar unsers Christseeligen Herrn Vatteren Gnaden so wohl bey dem Kayserlichen Hofe / als bey vorigem und noch währendem Reichstage gesuchet haben / uns aber bisshero de facto immer vorenthalten worden: Als versprechen Wir Pfaltzgraf Philip Wilhelm / dass wir / als in einer / unsers Fürstlichen Hauses Interesse mit angehenden so wichtigen und rechtmässigen Sache / so wohl am Kayserlichen Hofe und bey der Reichs-Versammlung / als sonsten dienlicher Orten alle mögliche Officia mit anwenden wollen / damit gedachte restituenda fordersamst wieder zur Chur-Pfaltz gebracht / und darbey erhalten werden mögen.

VI. Demnach auch ferner unser Pfaltzgrafen Carls Churfürsten Vorfahren / Pfaltzgrafen Churfürsten / wie auch wir selbsten unterschiedliche Privilegia und Concessiones, Begnadigungen und Freyheiten / denen in der Chur-Pfaltz gelegenen Städten und Communen / absonderlich in Religions-Sachen / Bestellungen der Kirchen und Schulen / in Vocation ihrer Pfarrer und Schuldiener / und sonsten / wie auch einigen Privatis, insonderheit wohlmeritirten Räthen und Dieneren / aus bewegenden erheblichen Ursachen und dergestallten ertheilet / dass dadurch denen Reichs-Fundamental-Gesetzen und Pactis Familiæ nicht zu nahe getretten worden; Als geloben und versprechen Wir Pfaltzgraf Philip Wilhelm / vor uns / unsere Erben und Nachkommen / dass wir alle sothane denen Städten / Communen und Privatis ertheilte Privilegia, Concessiones, Begnadigungen / Freyheiten und Donationen / wie auch diejenige / so Wir Pfaltzgraf Carl Chur-Fürst noch ins künfftige / aus bewegenden erheblichen Ursachen mit erstverstandener Restriction auf die Reichs-Fundamental-Gesetze und Pacta Familiæ, auch unsere bey dem ersten Punct gethane Versicherung / und also / dass ein Successor an der Chur sich darüber zu beschweren keine Befügniss haben wird / ertheilen möchten / nach dem tenor, derer darüber ausgefertigter Instrumenten allerdinges vor genehm halten wollen.

Wir Pfaltzgraff Philip Wilhelm versprechen auch ferner für uns und unsere Erben / dass wir die von des Herrn Churfürsten Carls Lbd. Zeit dero führenden Regierung bey der Cantzley und im gantzen Lande bestätigte Alte- wie auch selbstgemachte Neue- oder ins künfftige ferner machende Verordnungen und Regierungs-Anstallten / in so weit selbige ebenfalls / wie wir Churfürst und Pfaltzgraff Carl hiermit versicheren / der güldenen Bull / dem Westphälischen Frieden-Schluss / denen Pactis Familiæ, auf Masse und Weise / wie selbige in itztgedachtem Westphälischen Friedenschluss bestätiget / auch des Hauses Herkommen / und dessen beständigen Wohlfahrt / nicht

zuwider

ANNO 1685.

zuwieder seynd / vielweniger fürtershin zuwieder seyn sollen / alles ihres Inhalts vor genehm halten / beobachten und bestätigen / absonderlich auch die Unterthanen und Angehörige im gantzen Chur-Fürstenthum und angehörigen Landen / in denen gemeinen Anlagen / oder sonsten / gegen das Herkommen und über Vermögen nicht beschweren wollen.

Wobey wir Pfaltzgraf Carl Chur-Fürst uns jedoch außdrücklich bedingen / daß diese Vereinigung und Vergleich einig und allein / wie obgemeldt / dahin zu verstehen / und vor gültig zu erkennen seyn solle / wann wir / so in Gottes heiligen Händen stehet / ohne Eheleibliche Manns-Erben verfallen / oder deren legitime Descendentes ohne Eheleibliche Mannes-Erben mit Tode abgehen solten.

Schließlichen / so haben wir Pfaltzgraff Carl Chur-Fürst / und wir Pfaltzgraff Philip Wilhelm vor uns / unsere Erben und Nachkommen / auch deren / so sie minderjährig seyn solten / Administratoren und Vormündeeren / bey unseren Churfürstlichen und Fürstlichen Würden / Ehren und Treuen / an eines rechten leiblichen Eydes Statt / je einer dem anderen wohlbedächtlich zugesaget und versprochen / versprechen auch einander hiermit und in Krafft dieses Vergleichs / daß wir alles das jenige / so in dieser Erbvereinigung und Vergleich enthalten / in allen Articulen und Clausulen steht / vest und unverbrüchlich wollen halten / und treulich vollenziehen / darwider nimmermehr in einige Weise handelen / noch daß es von anderen geschehe / verhengen oder gestatten wollen.

Wir Pfaltzgraff Carl Chur-Fürst / und Wir Pfaltzgraff Philip Wilhelm vor uns / unsere Erben und Nachkommen verzeihen und begeben uns auch alles und jedes / das hierwieder von jemand / wer der seye / jemals gehandelt / tractiret und fürgenommen wäre / oder noch werden möchte / darzu aller Einreden / Geist- und Weltlicher / gegenwärtiger und zukünfftiger Behelff und Exceptionen in- und ausserhalb Rechtens / auch aller Absolution, Dispensation. Restitution in integrum, und dergleichen Mittel / wie die immer Schein und Nahmen haben / oder von wem die her gelangen / und der Kayserlichen güldenen Bull / denen Reichs-Constitutionen / Decreten / Ordnungen und Fürsehungen unserer Vorfahren / auch absonderlich dieser unserer Vereinigung und Vergleich zum Abbruch oder zuwider seynd / oder verstanden werden möchten / uns derselben selbsten / noch unsere Erben und Nachkomnen nimmermehr anzunehmen / zu erlangen / fürzuwenden / noch zu gebrauchen in keine Wege.

Ferner haben wir uns freundlich dahin verglichen / daß wir zu desto mehrer Vesthaltung dieses Vergleichs bey dem Aller-Durchläuchtigsten und Großmächtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Leopoldo, Römischen Kaysern / zu allen Zeiten Mehreren des Reichs / rc. rc. Unserem allergnädigsten Kayser und Herrn / bittlich ansuchen wollen / diesen Vergleich durch Dero Kayserliche Confirmation zu bestätigen / in tröstlicher Zuversicht / solches bey allerhöchstgedachter Ihrer Kayserlichen Majestät unweigerlich zu erhalten.

Und ob wohl wir Pfaltzgraff Carl Chur-Fürst / und wir Pfaltzgraf Philip Wilhelm gegeneinander das Freundvetterliche veste Vertrauen haben / daß wir diesem auffgerichteten Vergleich und Erbvereinigung beyderseits unverbrüchlich nachkomnen / und dargegen in keine Wege handelen werden; Auch wir Pfaltzgraff Philip Wilhelm / auff begebenden Fall zu unseren Erben und Nachkommen uns eines gleichmäßigen versehen / und selbige dahin treulich anweisen wollen; Darneben auch wir beyderseits der unterthänigsten Zuversicht seynd / daß die jetztregierende Kayserliche Majestät über dero Confirmation dieses Vergleichs kräfftig halten werde; Damit jedoch sothaner Vergleich bey erfolgenden offtgemeldten Fall / als eine beständige / auff den Grund der Reichs-Satzung und Pactorum Familiæ geschehene immerwährende Erbvereinigung des Churhauses Pfaltz / nicht nur in unseren / Pfaltzgraff Philip Wilhelm lebezeiten / sonderen auch bey unseren Erben und Nachkommen desto b:ständiger, und unverbrüchlicher gehalten werde; So haben wir Pfaltzgraff Carl Churfürst / und Wir Pfaltzgraff Philip Wilhelm uns verglichen / diese Verbindung denen sämptlichen Garanten des Westphälischen Frieden-Schlusses / gleich hiermit geschiehet zu unterwerffen.

Zu wahrer Urkund dessen haben wir Pfaltzgraff Carl Chur-Fürst / und wir Pfaltzgraff Philip Wilhelm / zwey gleichlautende Exemplaria verfertigen lassen / deren eines Wir Pfaltzgraff Carl Churfürst / und das andere Wir Pfaltzgraff Philip Wilhelm neben unserem ältesten Sohne Pfaltzgraff Johann Wilhelm eigenhändig unterschrieben / mit unseren Chur-Fürstlichen und Fürstlichen Insigelen bekräfftiget / und jeder Theil solches sein gefertigtes Exemplar außwechselen und extradiren lassen. Datum Heydelberg / den 5. (15.) Junii 1685.

Als bekennen Wir unterschriebene Churfürstliche Pfältzische / wie auch Hoch-Fürstliche Pfaltz-Neuburgische Ministri und Räthe / daß dieser Recess in allen seinen Puncten von Wort zu Wort dergestallten / wie selbiger allhie inseriret ist / von uns also verglichen / und darbey versprochen worden / daß selbiger von unseren gnädigsten Herren Principalen ehest möglichst / und längst innerhalb vier Wochen Zeit / werde außgefertiget und vollenzogen / auch die Original Exemplarien durch beyderseits abschickende Secretarios in hiesiger Reichs-Stadt / darüber man sich des eigentlichen Tages halber durch Correspondentz-Briefe noch vorhero zeitlich zu vergleichen / gegeneinander / Zug um Zug außgewechselt werden. Zu Urkund dessen ist dieses in Duplo gefertiget / von uns Chur-Pfältzischen und Hoch-Fürstlichen Pfaltz-Neuburgischen Ministris eigenhändig unterzeichnet / unsere angebohrne und gewöhnliche Pittschafft hervor gedruckt / und von jedem Theil ein Exempel zu Handen genommen worden. So geschehen Schwäbischen Hall / den 12. (22.) May. 1685.

(L.S.) Wolff Dieterich von / Graf Frantz Ernst / Castel.

(L.S.) Graf Fugger.

(L.S.) Johann Ludwig Langhans.

(L.S.) J. F. Ursch auf Matzen.

LV.

Recess zwischen Churfürst Fridrich Wilhelm zu Brandenburg / und Georg Wilhelm Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg durch beyderseits Räthe / wegen retablirung des auff dem Elb-Strohm in grossen Abgang gerathenen Commercii auffgerichtet zu Lentzen den 23. May Anno 1685. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Absatz IV. pag. 345.] 23. Mai.

C'est-à-dire,

Recès conclu entre FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg, &* GEORGE GUILLAUME *Duc de Brunswich-Lunebourg, pour le retablissement du Commerce sur l'Elbe à Lentzen le 23. Mai* 1685.

ZU wissen. Als die tägliche Erfahrung nun geraume Jahre hero mehr als zu viel zu offenen Tage geleget / was gestalten das Commercium auf dem Elb-Strohm / so wohl wegen der hin und wieder eingeschlichenen Mißbräuche / als auch bey theils Zoll-Stäten vorgegangenen Bedruckungen nicht allein in grossen Abgang und Verminderung gerathen / sondern auch zu besorgen gewesen / daß wenn nicht in Zeiten annoch Hand angeleget / und nachdrückliche Remedirung geschaffet werden solte / dasselbe denen sämtlichen hohen Interessenten auch dem Publico selbsten zum höchsten Schaden und Nachtheil endlich gar zerfallen / und sich von dem Elb-Strohm gäntzlich abziehen auch die noch wenig übrige commercirende / wie mit vielen anderen geschehen / demselben ferner nicht nachkommen / sonderen dasselbe gar niederzulegen genöthiget werden dörfften. Und denn die Durchlauchtigsten Fürsten und Herren / Herr Friedrich Wilhelm Marggraff zu Brandenburg / des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Cämmerer und Chur-Fürst rc. rc. und Herr Georg Wilhelm / Hertzog zu Braunschweig und Lüneburg rc. solches alles nicht allein reifflich bey sich überleget / sonderen auch daneben in Erwegung gezogen / daß ob zwar unter denen sämbtlichen hohen Herren Interessenten zu Restaurirung dieses gemeinnutzigen Wercks von Jahren zu Jahren verschiedene mühsahme

ANNO 1685.

Taggefahrten und Conferentien angestellet und gehalten/ auch noch in Anno 1672. vermittels damahls auffgerichteten Recesses ein und andere dienliche Abrede genommen/ und wie dem Commercio hinwieder auffzuhelffen und die Mißbräuche gäntzlich abzustellen man allerseits schlüssig worden. Solches alles dennoch bishero uneffectuirt gelassen / und in vorgedachter Bedrückung continuiret worden/ dabey denn ferner zu befahren / daß weilen die Execution jetzt gedachten Recesses de Anno 72. bey vielen beruhet / solche durchgehends um so viel weniger von selbsten erfolgen möchte / wenn nicht mit mehrerem Ernst und Nachdruck zu einem so heilsamen und gemeinnützigen Wercke geschritten/ demselben selbsten nachgegangen / und bey anderen dasselbe zu gleichmäßigen Zweck befordert werden solte; daß demnach höchstermelte Ihr. Churfürstliche und Fürstliche Durchleucht Durchleucht Ihre sorgfältige Gedancken darauff zu richten und dero beyderseits Räthe und Ministros zu solchem Ende mit gehörigen Befehl und Instruction zusammen zu schicken/ und wie nicht allein mehr berührter Recess dermahlen zum würcklichen Effect gebracht/ sonderen auch was sonst zu Auffnahm des Commercii gut und nöthig befunden werden möchte/ befordert/ in fleissige Deliberation ziehen/ und darüber einen Schluß ergreiffen zu lassen bewogen worden. Worauff denn bey der allhier zu Lentzen auff den 24. April angestelleten Conferenz die Sache zur Hand genommen/ und durch Verleihung Göttlicher Gnade so weit vor itzo verfahren worden/ daß man nach Anleitung vorgedachten Recesses gewisse Puncten abgeredet/ und sich darüber / jedoch bis zur Ratification beyderseits hohen Chur- und Fürstlichen Herren Principalen/ verglichen/ wie folget:

Erstlichen ist dasjenige/ was in mehrgedachten Recesse de Anno 72. zum Fundament geleget/ nemlich daß die ein und anderen Orts eigenmächtig erhöhete Rollen auff den alten Fuß/ wie Sie vor dem Kriegs-Wesen gewesen/ reducirt und eingerichtet/ dieselbe durch den Druck publiciret/ und bey jeder Zollstete angehänget werden sollen/ billig auch allhie zum Principio und Grund des gantzen Wercks gesetzet/ und dahero verabredet worden/ daß man beyderseits demselben nicht allein der Gebühr nachkommen/ sonderen daß auch von denen übrigen bey dem Elb-Commercio interessirten Ständen ein gleichmäßiges jetzt angezogenen Recesse gemäß geschehen/ und also dermahlen gäntzliche Remedirung geschaffet werden möge/ man sich möglichster massen angelegen seyn lassen wolle. Und damit man hiezu um so viel besser gelangen/ und das gantze Werck so wohl denen Zoll-Bedienten als auch Kauff- und Handels-Leuthen auch Schiffern zu einer beständigen Nachricht auff einen richtigen Fuß setzen möchte / hat man zuforders der Nothdurfft befunden / daß weiler aus der Ungleichheit und Veränderung der Gebinde an Fässeren/ Ballen/ Packen/ Kisten und dergleichen/ als welche nicht in einem Stande geblieben / sonderen der Kauffmann dieselbe eine Zeithero grösser als für Alters zu machen gesuchet/ an mehren theils Zöllen Anlaß genommen worden/ das alte Zoll-Geld zu erhöhen/ darunter ein gewisses durchgehendes Reglement, wornach sich so wohl die Zoll-Bedienten als auch Kauffmann und Schiffer zuverläßig möchten achten / und allen Unterschleiff/ auch ferner eigenmächtigen Steiger- und Erhöhungen vorgebogen werden könne/ getroffen werden möge/ Allermassen dann auch dasselbe nach fleissiger Untersuchung und mit Zuzieh- und Vernehmung beederseits Zoll-Bedienten/ auch vorgangener Vernehmung der Kauffleute und Schiffer/ nach Anweisung der Beylage sub A. ausgeworffen/ und das Project der künfftigen Zoll-Rolle sich dessen hinkünfftig bey allen Erb-Zöllen als eines gewissen unstreitigen Models zu bedienen/ durchgehends darnach eingerichtet worden. Wobey man sich denn auch eines gewissen Maas-Stabs/ und zwart nach Hamburgischen Fuß/ dessen sich alle Zoll-Bedienten bey der Visitation zu gebrauchen/ und nach selbigem die Gebinde jedesmahl zu mensuriren und zu examiniren haben/ so fort verglichen / jedoch daß bey denen Visitationen auf etliche wenige Zoll/ dem Commercio zum besten so genau nicht gesehen werde / wie die zugleich verglichene Visitations-Ordnung mit mehreren besagen wird. Wegen des Gewichts aber ist in Vorschlag kommen/ daß bey denjenigen Güteren/ wobey keine Taxa befindlich / nach Einhalt beederseits Zoll-Rollen 280. Pfund zu einem Schiff-Pfund gerechnet / bey denen Güteren aber wo Taxa befindlich/ 300. Pfund zum Schiff-Pfund passiret werden könten.

2. Was zum 2.) den Punct der Reduction und Einrichtung einer jeglichen Zoll-Rollen auf den alten Fuß/ wie sie nemblich für dem Krieges-Wesen gewesen/ betrifft/ seynd von denen Chur-Brandenburgischen Herren Abgesandten die Lentzische / gleichwie hingegen von denen Fürstlichen Lüneburgischen die Hitzackersche/ Schnackenburgsche und Bleckische alte Rollen produciret / und einander fürgeleget / auch darauf aus selbigen allerseits das Quantum von allen und jeden darinn befindlichen Zollbahren Wahren extrahiret / und der künfftig publicirenden Zoll-Rollen eingetragen / dasjenige was über solch Quantum nach und nach für Auffsätze geschehen seyn mögen / weggethan / und also vorgedachte Rollen auff solchen Fuß wie sie fürm Kriegeswesen gewesen / nach Ausweiß der Beylage B. allerdings gesetzet / und also dem Recess de Anno 1672. desfalls gehöriges Genügen geleistet worden / massen denn dieselbe gleichfalls nach Einhalt besagten Recesses, wenn es auch bey anderen Interessenten zu solchem Stande gebracht seyn wird / hiernechst durch den Druck publiciret / an jeglicher Zoll-Stete affigiret / und der Zoll darnach genommen/ von den Zoll-Bedienten aber weiter nicht gegangen / sonderen sich allerdings darnach gerichtet / dem Schiffer auch jedesmahls nach dem Fundament der Zoll-Rollen und deren Ertrag in allen und jeglichen Wahren / und zwart in seiner Gegenwart die Ausrechnung klar und deutlich gemachet / und für Augen geleget / die jenige Zoll-Bedienten aber so dagegen handelen / mit scharffer Bestraffung angesehen werden sollen. Ob nun zwart so viel die übrige Ihr. Chur-Fürstlichen Durchleucht wie auch in specie die Magdeburgische und Adeliche Elb-Zölle betrifft / zu wünschen gewesen / daß dieselbe vorjetzo gleichmäßig eingerichtet werden können. Nach dem jedoch diese Rollen so fort nicht bey der Hand gewesen / so ist solches ausgestellet / und haben die Chur-Brandenburgischen Herren Abgesandten sich erkläret / daß gleich wie mehr höchstgedachte Ihro Chur-Fürstliche Durchleucht dem zerfallenen Commercio aufzuhelffen / auch Ihres hohen Orts dasjenige / was zu Erreichung eines so heilsamen gemeinnützigen Zwecks erspriesslich / zu beforderen gantz geneigt und intentionirt / es also auch daran nicht ermangelen solle / sonderen mehr höchstgedachte Ihro Churfürstliche Durchleucht alles Ernstes die gnädigste Verfügung thun werden / daß all solcher Zölle halben die künfftig publicirende Rollen nach dem Fuß der alten gleichfalls mit dem ehesten eingerichtet / bey künfftig etwa weiter erfolgenden Zusammenkunfft solche nebst denen alten produciret / und auch hierinnfalls mehrerwehnten Recess ein sattsahmes Genügen geleistet werde.

3. Ob denn zwart so viel die Maas des Getreydes betrifft / in dem Anno 72. getroffenen Recesse versehen / daß hinkünfftig nach Berenburger Maas verzollet genommen werden solle / Nachdem man jedoch nach fleissiger Untersuchung und Uberlegung des Wercks befunden / daß solche Veränderung allerhand Confusion und Beschwerlichkeit causiret / und an statt besserer Richtigkeit mehrere Difficultäten dahero zu gewarten seyn möchten / zumahlen da von Kauffleuten und Schifferen bishero nicht anders als Magdeburgisch Maas geladen und versühret / dieselbe auch denen alten Zoll-Rollen nicht ungemäß ; So hat man davor gehalten / daß der leichteste und sicherste Weg seyn würde / wenn die Magdeburger Maasse allerwegen beybehalten / und der gebührende alte Zoll darnach genommen / jedoch damit dem fast darnieder liegenden Commercio einiger massen wieder aufgeholffen / einige Remission durchgehends verwilliget werden möge / wie nun zu solchem Ende in Vorschlag kommen / ob man den 20sten oder 15den Wispel jedesmahl an allerhand Getreyde frey geben wolle / auch dem Calculo nach befunden / daß wenn der 15de Wispel nachgegeben werden solte / es auf allen Zöllen von 1000. Wispel Roggen Magdeburger Masse 28. Rthr. 3. gr. hingegen bey Freygebung des 20sten 21. Rthr. 2. gr. 3. pf. Weitzen der 15de Wispel 36. Rthr. 1. gr. der 20ste Wispel 27. Rthr. 9. pf. Gersten / dem Roggen gleich / dem Schiffer Vortheil bringen / und also unter anderen auch durch dieses Mittel das Commercium eine Erleichterung zu gewarten haben würde ; So ist dieser Punct zu beederseits Herren Principalen gnädigster Erklährung und Resolution verstellet worden. Was aber die so genandte Korn-Verneuerung / Schiff-Zoll / Schiff-Geleite und Floß-Zoll betrifft / so ist zwart solches alles so wohl bey dem Chur-Fürst-Lentzischen / als den Fürstlichen Lüneburgischen Zöllen der Chur- und Fürstlichen Cammer berechnet / auch befunden worden / daß solches nach Inhalt des Protocolli de Anno 1672. der Schiffer eigenem Geständniß nach / von langen Jahren hergebracht / gleichwie aber solches an einigen anderen Zöllen mißbrauchet / auch so wohl auf

Anno 1685.

auf der Nieder-als Auffahrt Schiff-Zoll unbefreyt genommen seyn soll / und dahero dergleichen ungebührliche Aufflag umb so viel weniger zu gedulden / so wird nicht allein dahin zu sehen seyn / dasz ein und anderen Orts hierunter keine ungebührliche Exactiones vorgehen / und dadurch das Commercium beschweret werden möge / sonderen ist auch zu desto mehreren Sublevirung des Commercii zu beederseits Chur-und Fürstlichen Durchleucht Durchleucht eigenen Entschliessung verstellet worden/ ob sie bey ietztbesagten Zöllen in solchen Stücken zum wenigsten einige Moderation gnädigst belieben und determiniren wollen.

4. Was den 4ten Punct des Recesses de Anno 1672. nemblich dasz die Einnahme der Zölle ehrlichen und gewissenhafften Leuten anvertrauet / und wie nach demselben von ihnen weiter verfahren werden solle / betrifft / so hat es dabey billig sein Bewenden / und ist von ieglicher Zoll-Herrschafft dahin mit allem Fleisz zu sehen / da sich aber bey ein oder anderen Zoll ein anders zu tage legen / und aus befugten Uhrsachen gegen ein oder anderen Zoll-Bedienten Klage geführet werden solte / soll darüber so fort gehöriges und ernstliches Einsehen getragen und Remedirung geschaffet werden ; So kan auch dem Schiffer um besserer Richtigkeit willen / wenn er nach dem Fusz der Zoll-Rollen der Gebühr verzollet / eine General-Quitung der beschehenen richtigen Verzollung halber gegeben werden.

5. Dieweilen es auch bey dem im Reich gegenwärtiglich obschwebenden verderblichen Zustand des Müntzwesens beschwerlich / ja fast unerschwinglich gefallen / zu Behueff der Zoll-Gelder banco oder Species Rthr. aufzubringen und dadurch auch das Commercium nicht wenig beschweret zu seyn befunden / auch darüber von vielen Jahren her geklaget worden ; So haben sich höchstgedachte Jhro Churfürstliche und Fürstliche Durchleucht Durchleucht denen commercirenden zum besten gnädigst dahin erklähret und entschlossen / dasz hinkünfftig und so fort dieses vorhabende Werck zum Stande bey denen übrigen Interessenten würde gesetzt seyn / jedesmahl ein Drittel an gangbahrer Müntze / die übrigen ⅔. aber an Species bey denen Zollstädten soll genommen / der Schiffer oder Kauffmann aber darüber nicht beschweret werden / wiewohl die Chur-Brandenburgischen Herren Abgesandten hierunter und in favorem Commercii noch etwas weiter zu gehen instruiret gewesen.

6. Was wegen der denen Schifferen und Schiff-Knechten zustehenden geringen Sachen / und was dieselben insonderheit an benötigten Unterhalt mit sich führen / in auch erwehntem Recess de Anno 1672. disponiret / solchem wird billig nachzugehen / jedoch aber dieses dabey zu beobachten seyn / dasz um besserer Richtigkeit Willen / und zu Verhütung aller Unterschleiffe / die Angabe nicht mündlich / sonderen mit denen übrigen zollbahren Wahren schrifftlichen geschehe / wie die projectirte Visitations-Ordnung mit mehrerm besagen wird.

7. So behält es auch bey dem in gedachtem Recesse folgendem §. und was wegen unbilliger Auf halt-und Beschwerung der Schiffer darinn mit mehrerm verordnet / billig sein Bewenden / weiln aber die Ertheilung der Stunden-Zettel verschiedener Uhrsachen halber / absonderlich aber weil öffters Wind und Wetter auch andere unabwendliche Zufälle / Hinderung und Auffenthalt wieder Willen und Vermuthen causiren / nicht practicabel noch zulänglich befunden worden ; So ist beliebet / dasz dieselben dem Schiffer / wenn er sie begehret / jedoch ohne Entgeld zwar ertheilet / und die Uhrsachen des etwa vorgegangenen Auffenthaltes darinn exprimiret werden können ; Es soll aber allen und jeglichen Zoll-Bedienten ernstlich injungiret werden / keinen beflissigen und verzögerlichen Auffenthalt / bey Vermeidung unausbleiblicher Bestraffung / fürgehen zu lassen / sondern den Schiffer so fort und schleunig als es möglich abzufertigen / auch unter verschiedenen zu gleicher Zeit etwa anlandenden Schiffern den Unterscheid zu halten / dasz derjenige / welcher zu erst anleget / auch zu erst und für andern ohne reflexion der Persohn expediret werde. Es wäre denn dasz zugleich beladene Schiffe so auffwärts gehen / und niederwärts fahrende concurrirten / welchen falls die aufgehende in Ansehung des alsdenn etwa habenden guten Windes für den andern befördert werden können.

8. Ob denn zwart so viel der Zoll-Bedienten Accidentien betrifft / dasselbe an vorbenandten Chur-Brandenburgischen und Fürstlichen Lüneburgischen Zöllen reguliret / Nachdem man jedoch in weiterer Untersuchung / und auf eingereichte Specification befunden / dasz folgende Stücke / dem bisherigen Herkommen nach / wie vorgegeben worden / erhoben werden / und zwar / dasz erstlich wegen des Nahmens Verneurung / dem Zöllner 4. dem Gegenschreiber aber 2. Rthr. 2.) wegen der Schiff-Verneurung eben so viel / denn und 3.) für die Speisung dem Zöllner ein Rthr. und 4.) für Schreibgebühr dem Schreiber nach advenant einige Groschen gegeben werden ; So soll zwar so viel diese beede letztere Posten betrifft / es dabey sein Verbleiben haben / nemlich dasz der Tisch-Rthr. auch für Schreib-Gebühr doch nicht über 4. gr. gegeben werden mögen / es soll aber kein Zwang oder ungebührlicher Auffenthalt dabey vorgehen. Was aber die beeden erstere Posten betrift / weiln solche einiger Orten / dem Vorgeben nach / von Alters hergebracht ; So ist zu Chur-und Fürstlichen Durchl. Durchl. eigenen Resolution verstellet / ob sie denen Zoll-Bedienten solch Accidens ferner gönnen / oder aber an dessen Statt zu desto mehrerer Sublevirung der Commercien und Verhütung Unterschleiffs und ungebührlicher Bedrückung ihnen einige Zulage thun wollen / allenfalls aber / wo an ein oder andern Zoll mehr als ein Zöllner und ein Zoll-Gegenschreiber wäre / sollen sie doch ein mehres zu nehmen nicht befugt seyn / als wenn nur einer da wäre.

Anno 1685.

9. Was ferner in dem Recess de Anno 1672. wegen gäntzlicher Abschaffung dessen / was unter dem Titul Commendanten Geld ein-oder andern Ort etwa erhoben seyn mag / wie nicht weniger auch.

10. Wegen Verpachtung der Zölle disponiret und verordnet / solches lassen höchstgedachte Jhro Chur-und Fürstl. Durchl. Durchl. Jhres hohen Orts sich um so viel mehr gefallen / als das erste der Billigkeit zuwieder / das andere aber nicht anders als zu Bedruckung der trafiquirenden und Nachtheil des Commercii zu gereichen erachtet werden kan / nicht zweifflend / wie in allen übrigen / also auch hierinn andere Stände dem Commercio zum besten sich allerdings conform bezeigen werden.

11. Was das zu Domitz geraume Jahre hero erhobene / und von denen Schifffahrenden erpreszete so genandte Bawm-Geld betrifft ; so will man zwar nicht vermuhten / dasz dergleichen ungebührliche Exactiones bis noch fürgehen sollen / dieweiln aber denen Schiffern nicht allerwegen richtige Rechnung dessen / was Sie von denen führenden Wahren zu verzollen haben / wie doch billig seyn solte / fürgeleget wird / dieselbe auch wie die biszherige Klagte geben / offtmahls nicht wissen können / wofür ein und anders gefordert und gegeben werden musz / indem an etzlichen Zollen alles überhaubt / und ein mehres als die Waaren austragen können / gefodert wird / offt höchsternandte Jhre Chur-und Fürstl. Durchl. Durchl. auch nicht gemeinet / ihre Unterthanen mit dergleichen Aufflagen ferner beschweren / noch das Commercium bedrücken zu lassen ; So sollen beyderseits trafiquirende Unterthanen dessen bedeutet / auf dem wiedrigen unverhofften Fall aber / ihnen zu Wiedererlangung dergleichen ungebührlicher Aufflagen / Rechts-hülffliche Hand und Nachdruck gebohten / auch conjunctim dahin gesehen werden / dasz es gäntzlich abgestellet / und die commercirende über die Gebühr nicht beschweret werden.

12. Wozu denn auch 12.) gehörig / was in offt allegirten Recess de Anno 1672. wegen harten Tractaments / Arrestirung Schiff und Güter / und abgezwungenen Reversen mit mehrern enthalten / maszen denn / wie eine jegliche Zoll-Herrschafft dahin von selbst bedacht seyn wird / dasz dergleichen hartes Verfahren / dem Commercio zu Nachtheil und Hinderung nicht möge getrieben werden ; also ist hingegen zu Beförderung des Commercii und Schifffahrt für billig befunden worden / dasz wenn ja aus erheblichen Uhrsachen jeweiln ein Schif angehalten werden müste / daszelbe wenn der Schiffer entweder tüchtige Caution stellen / oder so viel an Waaren / als die an ihn habende Prætension möchte seyn können / bey der Zollstadt niedergeleget würde / der Schifffahrt zum besten das Schiff fortgelassen werden könne.

13. Was dann den in mehr erwehnten Recessu folgenden Punct der also genanten Licenten zu Lenten betrift / gleich wie mehr höchstermelte Jhr Chur-und Fürstl. Durchl. Durchl. sich gnädigst erinnert / dasz bey verschiedenen des Elb-Commercii halber gehabten Tagefahrten derselben Erwehnung geschehen / und so wol von denen am Zollwesen interessirten Ständen / als auch denen commercirenden deshalb inständige Ansuchung gethan worden ; also haben dieselbe dero zu Restaurirung besagten nun fast gäntzlich darnieder liegenden Commercii tragende Begierde / auch in diesen Puncten zu erkennen geben wollen / und sich dahin gnädigst erklähret / dasz Sie zu desto besserer Erreichung des vorgesetzten heilsahmen Zwecks / die Helffte derselben durchgehends fallen lassen

wol-

Anno 1685.

wolten/ der gäntzlichen Zuversicht/ daß so wol in Ansehung des von Jhro Churfürstl. Durchl. dem gesambten Commercio zum besten geführten kostbahren Grabens/ und beständiger Unterhaltung so vieler darauf befindlichen Schleussen/ als auch daß ein grosser Theil der Waaren aus dero Churfürstenthum und Landen darauf geführet/ folglich allen und jeden Interessenten zum besten auff die Elbe gebracht/ und dero Zoll-Intraden dadurch nicht wenig vermehret würden/ denn auch daß dieselbe zu desto mehrer Erleichterung der Commercien das zehnte Stück in allen und jeglichen Waaren/ dero eigenen/ das zwantzigste aber andern frembden Unterthanen von Zoll und Licenten biß jetzt gäntzlich frey und unverzollet passiren lassen/ und also hierinn schon ein grosses thäten/ oft höchstgedachter Jhr Churfürstl. Durchl. ein mehrers nicht zugemuthet werden könte/ sondern aus angeführten und andern Ursachen und Gründen/ wodurch Sr. Churfürstl. Durchl. die Erhebung dieser also genanten Licenten zur Genüge zu behaupten gedencken/ auch gerne gönnen würden. Nachdeme aber von denen Fürstl. Braunschweig-Lüneburgischen Herrn Abgesandten dagegen angeführet worden/ daß ob zwart dero Gnädigsten Herren Durchl. Jhr. Chur-Fürstl. Durchl. gerne alle Satisfaction gönneten/ auch Jhres Orts was dazu gereichen könte/ zu befordern geneigt; dieweiln jedoch aus dem allerseits gefasseten und fest gestelleten Principio, daß man es allerwegen auf die alten Zoll-Rollen/ und also auf den Fuß/ wie es vor dem Kriege gewesen/ allerdings setzen und reduciren wolte/ keinen andern Schluß machen können/ als daß höchsternandte Jhro Churfürstl. Durchl. besagte Licenten gäntzlich fallen zu lassen entschlossen/ und zwar um so viel mehr/ weiln durch Beforderung mehreren Vertriebs/ sonderlich daß aus der Menge der überschiffenden Waaren die Ersetzung solchen Abgangs überflüssig zu hoffen/ und dero Unterthanen Bestes mercklich würde befordert werden/ dann auch weiln man die Intention führete/ bey andern Ständen es in gleichmässige Wege/ nehmlich der Reduction der Zoll-Rollen auf den alten Fueß/ wie sie fürm Kriegewesen gewesen/ zu richten/ den fürgesetzten Zweck aber/ wenn ihnen solche Einwendung bevorbleiben solte/ nicht würde erreichen/ oder höchst gedachte Jhre Durchl. für sich darunter etwas reserviren können/ dahero man auch zu Jhro Churfürstl. Durchl. Weltbekandten Generosität die Hoffnung getragen/ Sie aus solchen und andern Ursachen dem Publico zum besten eine solche Resolution fassen würden/ wodurch man die gute Intention zu erreichen Gelegenheit haben könte/ zumaln das gantze Werck davon dependiret/ und man denn beyderseits zu einem mehrern sich voritzo nicht instruiret befunden; so ist davon weiter zu referiren übernommen/ und dieser Punct bis etwa zu weiterer desfalls veranlassender Zusammenkunfft oder Communication ausgesetzet worden.

14. Betreffend ferner in Recessu wegen der Stadt Magdeburg enthaltenen Puncts/ weiln nach Anleitung des 2. Articuls Jhr. Churfürstl. Durchl. nebst anderen dero Zöllen auch desfalls die Nothdurfft zu verfügen/ und das Werck in gehörigen Stand einrichten/ und folglich davon Communication thun zu lassen gnädigst gewillet/ so behält es damit biß dahin sein Verbleiben.

Wan auch in dickbesagten Recess de Anno 1672. einige Gravamina wieder die Stadt Hamburg berühret/ derer auch bey dieser Conferenz noch mehrere vorbracht/ sonderlich aber von denen Braunschweig-Lüneburgischen Herren Abgesandten verschiedene/ und unter andern in specie angeführet worden/ welcher gestalt das Commercium daselbsten in viele Wege gedrücket/ und nebst andern/ insonderheit denen Lüneburgischen Unterthanen allerley Hinderung gemachet/ und dadurch das freye Commercium nicht wenig gehemmet würde/ in deme unter andern zu tage liege/ daß/ da man frembden mit frembden zu handeln nicht zulassen wolte/ und dahero durch beflissenes langes Aufhalten und kostbahres hie-ligen der Schiffer denen Waaren gleichsam nach eigenen Belieben ein Pretium gesetzet/ und dadurch das freye Commercium nicht wenig bedrücket würde/ und da endlich durch dergleichen Verfahren der Schiffer sein etwa habendes Getreyde anderwerts zu schiffen/ und wol gar wieder weg zu fahren genöthiget würde/ man auch dieses ihm nicht frey gestatten wolle/ sondern ihn zuforderst nöthigen/ solch Getreyde nach erlegtem so genanten Baum-Zoll zuforders aufzusoldern/ und mit schweren Kosten und Verlust ufn Boden tragen zu lassen/ denn wieder da ab/ und zu Schiffe zu bringen. Und wann er endlich nach solchen kostbahren Umführungen wieder abfahren dörffte/ zuforders einen schweren Zoll und zwar für den Wispel biß zu 1½. Rthr. erlegen müste. Wie nun ein frembder Commercirender durch dergleichen langes stilliegen/ kostbahre Unterhaltung des Schiff-Volcks/ Verspildung der Zeit/ durch Verschleppung der Frucht/ auch dergleichen Lager-Maas-Zoll-und andere Ungelder nicht anders als weit zurück geworffen/ oder gar ruiniret würde/ und also dergleichen billig abgestellet werden müste; also werde auch darinn gegen die Lüneburgischen insonderheit mit ungebührlicher Bedrückung verfahren/ daß ihnen wenn Sie ja etwas an Getreyde verkaufft oder loßgeschlagen/ oder auch dergleichen von oben hohlen wolten/ Stück-Güter aufwerts zu befrachten nicht gestattet werden wolte/ wodurch denn die Freyheit des Commercii abermal nicht wenig bedrücket würde/ denn auch/ daß diejenige/ so sich der freyen Schiffahrt nach der See bedienen/ unter dem Prætext eines so genanten Tonnen-und Baaken-Geldes mit ungebührlichen Zoll/ auch Anhaltung/ oder auch wel gar Betrohung beleget würden/ dergleichen auch andere mehre Gravamina aber/ wenn sie nicht abgethan werden solten/ leicht zur Weitläufftigkeit ausschlagen/ und das Commercium, weilen Jhro Durchleucht dero Unterthanen also wider alle Rechte und Billigkeit ferner graviren zu lassen nicht gemeinet/ auch zu anderer Herrschafften Nachtheil und Schaden leicht einige Hemm-und Hinderung erleiden könte/ wie man nun davor gehalten/ daß die Intention geführet würde/ auch der Billigkeit und Rechten gemäß sey/ daß bey allen am Elb-Strohm interessirten Ständen die ungebührliche und wieder die alten Rollen lauffende Aufsätze/ Beschwerden und Exactiones abgethan/ und wieder Recht und Billigkeit niemand beschwert werden solle/ die Chur-Brandenburgische Herren Abgesandten zwar dieserwegen in specie nichts in instruction gehabt/ diese Gravamina auch ihnen so eigentlicht nicht bekant seyn; So halten sie dennoch vor billig/ daß darauff hinkünfftig Reflexion mit zu nehmen und dahin zu sehen/ daß was denen alten Rollen/ rechtmässigen Privilegiis und denen Rechten/ auch der Freyheit der Commercien nicht gemäs/ nachdrücklich abgestellet/ und auch dadurch die von Jhro Chur-und Fürstl. Durchl. Durchl. bey dem gantzen gemeinnützigen Wercke führende löbliche Intention erreichet werden möge/ wie denn auch dahin gesehen werden möge/ daß was wegen des auf den Niederbaum zu Hamburg gesetzten Zoll-Schreibers in offtberührten Recess §. 18. enthalten/ beobachtet/ und auch dadurch das Commercium nicht gedrückt/ insonderheit aber/ weil gegen die Wrackmeister zu Hamburg wegen Auswerffung des so genannten Wrack-Guts grosse Beschwerde geführet wird/ daß auch darüber gehöriges Ziel und Maas gesetzet werden möge.

16. Was übrigens die im Recess de Anno 1672. §. 19. enthaltene Puncte der Visitation-Confiscation-und Certification-Zettel betrifft/ so lässet man es zwar allerdings dabey bewenden/ dieweiln aber denen Certifications-Zeteln/ ob zwar Reflexion darauf genommen werden kan/ allein nicht vollkömmlich zu trauen/ und es daher auf die schrifftliche Angabe der Schiffer und Visitation der Zoll-Bedienten ankombt/ so wird es auch dabey billig gelassen/ jedoch aber auch dahin zu sehen/ daß bey der Visitation die Zoll-Bediente keine unnötige Scrupel machen/ jedoch aber auch/ was dem Zoll-Recht gemäß/ beobachten mögen/ damit sie aber sich um so viel mehr in ihren Schrancken zu halten/ auch der Kauff-und Schiffmann/ wornach Sie sich zu achten/ wissen mögen/ ist gut befunden worden/ eine Visitation-Ordnung/ wie die Beylage sub C. ausweiset/ zu projectiren/ und solche hiernechst nach erfolgender Approbation der hohen Herren Principalen und beschehenen Communication mit anderen Interessenten einzuführen/ allermaßen denn auch

17. Nach Jnhalt derselben und mehrgemeldten Recesses die Neben-Zettel und mündliches Ansagen/ zu Verhütung Unterschleiffs/ weiter nicht zugelassen/ denen Schiffern aber an Deck-Streck-und Lauff-Dielen/ wie gedachte Ordnung gleichfalls mit mehren ergiebet/ jedesmahl ein gewisses Zoll-frey passiret werden soll.

18. Dieweiln auch einige Waaren fast gäntzlich von dem Elb-Strohm abkommen/ und dahero nach Anleitung des Recesses Jhro Chur-Fürstl. Durchl. bewogen worden/ in Anno 1672. bereits in Vorschlag zu bringen/ ob nicht von deren einigen/ als Tuch/ so niederwärts kömpt/ Kupffer/ Wolle und Wachs auf etliche Jahre an dem Ordinairi-Zoll eine erkleckliche Remission beliebet werden möchte; So hat man zu Wiederauffhelffung des Commercii sich dahin entschlossen/ daß man von

ANNO 1685. von besagten vier Speciebus auf drey Jahr lang die Helffte des Zolls nur nehmen lassen wolle. Und weiln auch noch andere Species, so theils gäntzlich von der Elbe abkommen/ oder doch davon abkommen dürfften/ als Amedum, Blech/ Bley/ Eysen/ Holtz/ Limonien/ Oehl/ Pottasche/ Teer/ Trahn und Wein; So hat man die Resolution darüber zu der hohen Herren Principalen Erklehrung verstellet.

19. Ob zwart wegen der Frey-Pässe von den Braunschweig-Zellischen Herren Abgesandten vorgeschlagen worden/ ob man sich dem Commercio zum besten derselben nach dem in Anno 1672. bereits geschehenen Vorschlage auf einige Zeit begeben wolle/ nachdem jedoch die Chur-Fürstl. Herren Abgesandten zu vernehmen gegeben/ daß Ihro Chur-Fürstl. Durchl. Intention dahin nicht gerichtet sey/ von denen Reichs-Constitutionibus abzuweichen/ es alles bey dem Herkommen in diesem Passu gelassen/ jedoch daß alle dabey fürfallende Abusus abgestellet werden mögen.

20. Gleichwie auch über die ietzt-mentionirte in offt allegirten Recess de Anno 72. enthaltene und solcher gestalt abgeredete/ zu Abhelffung des Commercii angesehene Puncten/ man darinn einig/ wie noch ferner das Commercium befördert/ und im besten Flor mit der Zeit gebracht werden möge/ also will man auch beyderseits Unterthanen in freyem Handel und Wandel in beederseits Herrschafften Landen alle gute Beförderung erweisen/ und Sie daran nicht hindern lassen/ sonderlich aber wollen es Ihro Chur-Fürstl. Durchl. bey Magdeburg und sonsten dahin richten/ daß denen Lüneburgischen Unterthanen zu Magdeburg Getreyde zu kauffen und abzuhohlen/ und sonsten beederseits freyen Handel und Wandel zu treiben nicht verwehret werden möge/ wie solches in dem Anno 1672. zu Hamburg aufgerichtetem Recess enthalten.

21. So ist auch ferner in Vorschlag kommen/ daß weiln die nechst des Ufers des Elb-Strohms stehende Bäume/ durch die Gewalt des Wassers jeweil pflegen ausgerissen/ und in dasselbe versencket zu werden/ dadurch die Schiffahrt gefährlich/ und die Schifffahrende mit ihren Schiffen leicht in Schaden gebracht werden können/ ob nicht jegliche Herrschafft solche am Ufer stehende Bäume auf eine gewisse Distanz abhauen zu lassen/ und man dadurch dergleichen Gefahr und Kosten die Bäume wieder heraus zu bringen/ zu verhüten hätte.

22. Wie nicht weniger auch/ ob bey jeglichem Geleit untersuchet werden möchte/ was für schädliche Oerter sich hin und wieder befinden/ damit sich die Schiffahrende um so viel mehr davor hüten/ und in acht nehmen könten.

23. Denn auch/ ob an statt der bey jeglichem Schiffe die Elbe abwärts gebrauchende kostbare Vorflößer/ nicht bey jeglicher Zoll-Stete gewisse Leute zu verordnen/ welche um ein billiges von einer Zoll-Stete zur andern bey jedesmahl ankommenden Schiff und Floß diese Vorfliessung und Bezeichnung der schädlichen Oerter verrichten/ wodurch zugleich dem Schiffer ein ziemliches erspahret werden könte/ indeme ein Vorflößer von Magdeburg auf Hamburg in die 30. Rthr. jeweiln zu stehen kommen soll/ die an jeglicher Zollstete wohnende Leute auch des Strohms kundig seyn/ so ist solches alles ad referendum, und sich hiernechst bey fernerer Einrichtung des gantzen Wercks auch darüber vernehmen zu lassen/ auch mit andern darob zu communiciren/ übernommen worden.

24. Gleichwie nun alles so hierinn verabredet/ und von beyderseits gnädigsten Herrschafften noch weiter in denen noch zu entscheiden stehenden Puncten wird resolviret werden/ auf die Condition gestellet wird/ daß von allen und jeglichen bey dem Elb-Commercio interessirenden Herrschafften diesen in offt geregtem Recess de Anno 1672. und hierwieder gefassten Principiis auch ihres Theils nachgegangen/ und ein Genügen geschehen möge/ allermaßen denn Ihre Chur-und Fürstl. Durchl. Durchl. nicht verdacht werden können/ daß sie Ihre von GOTT Ihnen anvertrauete Unterthanen und das Commercium von den bisherigen Bedrückungen zu befreyen bedacht seyn; also wollen Sie sich auch solches bey andern interessirten Ständen allen Fleißes angelegen seyn lassen/ maßen denn

25. Ratione modi agendi dreyerley in Vorschlag kommen: 1.) Ob man von deme was von Ihr. Chur-und Fürstl. Durchl. hierunter wird geschlossen und festgestellet werden/ allen übrigen interessirten Ständen conjunctim per literas part zu geben/ und Ihre Erklährung darüber zu desideriren/ oder aber solches 2) durch eine Abschickung an Sie zu bewerckstelligen/ oder aber 3.) eine Conferenz mit ihnen sämbtlich zu veranlassen hätte/ weil nun das gantze Werck respective auf Ratification und weitere Resolution beyderseits Gnädigsten Chur-und Fürstl. Herrschafften beruhet; Also ist auch/ was sie allenfalls ratione modi agendi für nöthig befinden werden/ zu dero fernern gnädigsten Erklehrung und desfalls nöthig findenden Communication, gestalten Sachen nach/ verstellet worden. Uhrkundlich ist dieser Punctations-Recess von beyderseits Chur-und Fürstl. Ministris unterschrieben und besiegelt/ und zwey gleichlautende Exemplaria ausgefertiget worden. So geschehen Lentzen den 23. May Anno 1685.

(L. S.)	(L. S.)
Conrad Barthold Stille.	Gottf. Weise.
(S. L.)	(S. L.)
C. W. Fabricius.	Chr. Schenck von Winterstedt.

Nota. Den in diesem Recess öffters allegirten Hamburgischen Recess de Anno 1672. siehe oben in dem I. Theil dieses Tom. unter besagtem Jahr.

LVI.

Articles & conditions de Paix accordez par nous Comte d'Estrées, Maréchal de France, & Vice-Admiral és Mers du Ponant, & Commandant de l'Armée Navalle de Tres-Puissant, Tres-Excellent & Tres-Invincible Prince LOUIS XIV. *par la grace de Dieu Empereur de France, & Roi de Navarre, aux Tres-Illustres Dey, Bey, Divan & Milice du Royaume de Tripoly en Barbarie. Du 29. Juin* 1685. [FREDER. LEONARD. Tom. V. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORPII *Acta publica* Tom. XII. pag. 227. en Allemand; & dans le *Theatrum Europaeum*, Tom. XII. pag. 963. en Allemand.] 29. Juin. FRANCE ET TRIPOLI.

I. QU'ensuite & en consequence du repentir que lesdits Dey, Bey, Divan & Milice dudit Royaume de Tripoly ont témoigné & témoignent, de ce que quelques-uns de leurs Capitaines de Vaisseaux & Sujets ayent rompu la Paix faite le vingt-septiéme Novembre 1681. & du pardon qu'ils en demandent audit Empereur de France, les conditions suivantes ont été reglées.

II. Que les Capitulations faites & accordées entre l'Empereur de France & le Grand Seigneur, ou leurs Predecesseurs, ou celles qui seront accordées de nouveau par l'Ambassadeur de France envoyé exprès à la Porte seront exactement & sincerement gardées & observées, sans que de part & d'autre il y soit contrevenu, directement ni indirectement.

III. Toutes courses & actes d'Hostilité, tant par Mer que par Terre cesseront à l'avenir entre les Vaisseaux & Sujets de l'Empereur de France & les Armateurs particuliers de la Ville & Royaume de Tripoly.

IV. A l'avenir il y aura Paix entre l'Empereur de France & les tres-illustres Dey, Bey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume, & leurs Sujets; & ils pourront reciproquement faire leur Commerce dans les deux Royaumes, & naviguer en toute seureté sans en pouvoir estre empeschez pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce soit.

V. Tous les Vaisseaux Marchands, & effets appartenans aux Sujets de l'Empereur de France, qui ont esté pris & depredez par les Corsaires de ladite Ville & Royaume de Tripoly, depuis le vingt-septiéme Novembre 1681. jusqu'à present, ne se trouvant plus en nature, ains tout ayant esté partagé & dissipé par lesdits Corsaires, a été convenu avec lesdits Dey, Bey, Divan & Milice de ladite Ville & Roiaume de Tripoly, qu'ils en payeront la valeur, suivant l'estimation qui

ANNO 1685. qui en a esté faite par le Sieur Robert, Commissaire de Marine, député à cet effet par ledit Sr. Maréchal d'Estrées en sa presence, avec l'Officier choisi par le Gouvernement de ladite Ville, à la somme de cinq cent mil livres, qui font 166666. piastres, gourdes Siviiianes à soixante Sols, & 200000. Piastres moins une de celles de Tripoly, à cinquante Sols Piece, pour estre ladite Somme payée incessamment par ledit Gouvernement; Sçavoir, trois cens soixante quinze mil liv. en argent comptant, & les cent vingt-cinq mil livres restant en Bled & autres Marchandises cy-dessous expliquées, & dans le temps de six mois d'huy prochains, & finissant le dernier Decembre de la presente Année 1685. desquels 125000. Livres de France, étant évalué à 60000. Piastres de Tripoly, il sera payé dans lesdits six mois 20000. Piastres en Bled, à raison de sept Piastres le Cafis, 10000. Piastres en Orge, à trois Piastres & demy le Cafis, 6000. Piastres en Cuirs de Maroquins de Levant, & 2000. Piastres en Sené, suivant le prix courant du marché, & les 22000. Piastres restans en toutes sortes de Marchandises qui se vendront dans la Ville, au choix du Consul: & en cas que ledit Consul ne s'accommodast pas des Cuirs, Sené, & autres Marchandises qui luy seront presentées, soit à cause du prix, soit à cause de la qualité, les 30000. Piastres luy seront payées en argent comptant. Comme aussi le Divan ne pouvant fournir en nature le Bled & l'Orge cy-dessus, il en sera quitte en donnant en argent comptant les 30000. Piastres qu'ils doivent fournir en Bled & en Orge, sans toutefois aucun délay ni retardement.

VI. Les Vaisseaux armez en Guerre à Tripoly & dans les autres Ports du Royaume, rencontrant en Mer les Vaisseaux & Bâtimens navigans sous l'Estendard de France, & les Passeports de l'Admiral de France, conformes à la copie qui sera transcrite en fin du present Traité, les laisseront en toute liberté continuer leur voyage sans les arrester ni donner aucun empêchement, ains leur donneront tout le secours & assistance, dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux Personnes sans armes dans la Chaloupe, outre le nombre de Matelots necessaire pour la conduire, & de donner ordre qu'il n'entre aucune autre que lesdites deux Personnes dans ledit Vaisseau sans la permission expresse du Commandant. Et reciproquement les Vaisseaux François en useront de mesme à l'égard des Vaisseaux appartenans aux Armateurs de ladite Ville & Royaume de Tripoly, qui seront Porteurs des Certificats du Consul François qui sera établi en ladite Ville; desquels Certificats la Copie sera pareillement transcrite en fin du present Traité: & en cas que lesdits Vaisseaux Tripolins trouvassent un Vaisseau Marchand avec Pavillon de France sans Passeports, pourveu que la moitié de l'Equipage fust François, & mesme chargé pour le compte des Estrangers, lesdits Tripolins seront obligez de luy laisser faire sa route sans le troubler en rien.

VII. Les Vaisseaux de Guerre & Marchands, tant de France que de Tripoly, seront reçûs reciproquement dans les Ports & Rades des deux Royaumes, & il leur sera donné toute sorte de secours pour les Navires & pour les Equipages en cas de besoin. Comme aussi il leur sera fourni des Vivres, Agrez, & generalement toutes autres choses necessaires en les payant aux prix ordinaires & accoûtumés dans les lieux où ils auront relâché.

VIII. S'il arrivoit que quelque Vaisseau Marchand François estant à la Rade de Tripoly, ou à quelqu'un des autres Ports de ce Royaume, fust attaqué par des Vaisseaux de Guerre Ennemis sous le Canon des Forteresses, ils seront deffendus & protegez par les Châteaux, & le Commandant obligera lesdits Vaisseaux Ennemis de donner un temps suffisant pour sortir & s'éloigner desdits Ports & Rades, pendant lequel temps seront retenus lesdits Vaisseaux ennemis sans qu'il leur soit permis de les poursuivre. Et la mesme chose s'executera de la part de l'Empereur de France, à condition toutefois que les Vaisseaux armez en Guerre à Tripoly & dans les autres Ports dudit Royaume, ne pourront faire des prises dans l'étenduë de dix lieuës des Costes de France.

IX. Tous les François pris par les Ennemis de l'Empereur de France, qui seront conduits à Tripoly & autres Ports dudit Royaume, seront mis aussitôt en liberté sans pouvoir estre retenus Esclaves, mesme en cas que les Vaisseaux d'Alger, Tunis, & autres qui pourront estre en Guerre avec l'Empereur de France, missent à Terre des Esclaves François. ANNO 1685.

X. Lesdits Dey, Bey, Divan & Milice de la Ville & Royaume de Tripoly, donneront dés à present ordre à tous leurs Gouverneurs de retenir lesdits Esclaves, & de travailler à les faire racheter par le Consul François au meilleur prix qu'il se pourra; & pareille chose se pratiquera en France à l'égard des Habitans dudit Royaume de Tripoly.

XI. Tous les Esclaves François & Estrangers pris sous le Pavillon de France, de quelque qualité & condition qu'ils soient, qui sont à present dans l'étenduë du Royaume de Tripoly, & qui ont esté pris non seulement depuis le vingt-septiéme Novembre 1681. mais mesme auparavant, seront mis incessamment dans une pleine & entiere liberté, & envoyez à bord du Pavillon. Et pour cet effet il sera permis au Sieur Robert, Commissaire de la Marine, que ledit Sieur Maréchal d'Estrées a nommé, de se transporter avec un Officier commis par le Gouvernement de ladite Ville, dans tous les Baignes & autres lieux où sont retenus lesdits François, pour prendre une Liste exacte de leurs noms, sur laquelle ils seront remis, comme dit est, en liberté: & en cas que par megarde ou autrement il en fust oublié quelques-uns, ils seront restituez aussi-tost qu'ils seront demandez, encore que ce fust long-temps après le present Traité, attendu qu'il n'y aura point de prescription pour cet Article, & le Vaisseau du Patron Jean Carte de Marseille qui se trouve presentement dans leur Port, sera incessamment rendu avec ses Masts, Agrez & Canons.

XII. Attendu que le plus grand nombre desdits Esclaves François & Estrangers pris sous le Pavillon de France, se trouvent embarquez sur les Vaisseaux dudit Royaume de Tripoly, qui sont au service du Grand Seigneur, & ne peuvent par consequent estre actuellement rendus & remis aux Vaisseaux comme les autres, lesdits Dey, Bey, Divan & Milice promettent de les rendre incessamment: & pour cet effet en sera fait une Liste exacte qui sera signée desdits Dey, Bey & Divan, & pour seureté de ladite Restitution demeureront en même temps de la signature du present Traité, en ostage dix des principaux d'entr'eux dont on sera convenu conjointement, & dont les noms, surnoms & qualitez seront connus, pour estre conduits dans les Vaisseaux de l'Escadre à Toulon, où ils seront bien traitez, & demeureront jusques à l'entiere restitution desdits Esclaves, suivant ladite Liste.

XIII. Les Estrangers passagers trouvez sur les Vaisseaux François, ni pareillement les François pris sur les Vaisseaux Estrangers ne pourront estre faits Esclaves sous quelque pretexte que ce puisse estre, quand même le Vaisseau sur lequel ils auront esté pris se seroit deffendu: ce qui aura pareillement lieu à l'égard des Estrangers passagers trouvez sur les Vaisseaux de ladite Ville & Royaume de Tripoly, & des Sujets dudit Royaume sur des Vaisseaux Etrangers.

XIV. Si quelque Vaisseau se perdoit sur les Costes de la Dépendance dudit Royaume de Tripoly, soit qu'il fust poursuivi par les Ennemis, ou forcé par le mauvais temps, il sera secouru de ce dont il aura besoin pour estre remis en Mer & pour recouvrer les Marchandises de son chargement, en payant le travail des journées de ceux qui auront esté employez, sans qu'il puisse estre exigé aucun Droit ni Tribut pour les Marchandises qui seront mises à Terre, à moins qu'elles ne soient venduës dans les Ports dudit Royaume. Comme aussi tous Vaisseaux Marchands François qui y aborderont chargez de Vin & autres Marchandises, en cas qu'ils n'en trouvent pas un bon débit, pourront se retirer avec leurs Vins & autres Marchandises pour les aller vendre où bon leur semblera, sans pouvoir estre obligez pourquoy que ce puisse estre de les décharger.

XV. Tous les Marchands François qui aborderont aux Ports ou Costes du Royaume de Tripoly, ne seront obligez de porter à Terre, ni leurs Voiles ni leur Gouvernail, & pourront y mettre leurs Marchandises, vendre & acheter librement sans payer autre chose que ce qu'ont accoûtumé de payer les Habitans dudit Royaume, à condition qu'il n'excede point trois pour cent. Et il en sera usé de mesme dans les Ports de la Domination de l'Empereur de France: & en cas que lesdits Marchands ne missent leurs Marchandises à Terre que par entrepost, ils pourront les rembarquer sans aucuns Droits.

XVI. Il ne sera donné aucun Secours ni Protection con-

ANNO 1685. contre les François aux Vaisseaux de Barbarie qui seront en Guerre avec eux, ni à ceux qui auront armé sous leur Commission : & feront lesdits Dey, Bey, Divan & Milice du Royaume de Tripoly, deffenses à tous leurs Sujets d'armer sous Commission d'aucun Prince ou Etat Ennemi de la Couronne de France. Comme aussi empescheront que tous ceux contre qui l'Empereur de France est en Guerre, puissent armer dans leurs Ports, pour courre sur ses Sujets.

XVII. Les François ne pourront estre contraints pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce puisse estre, à charger sur les Vaisseaux aucune chose contre leur volonté, ni faire aucun voyage aux lieux où ils n'auront pas dessein d'aller.

XVIII. Pourra ledit Empereur de France continuer l'établissement d'un Consul à Tripoly, pour assister tous les Marchands François dans tous les besoins: & pourra ledit Consul exercer en liberté dans sa Maison la Religion Chrestienne, tant pour luy que pour tous les Chrestiens qui y voudront assister. Comme aussi pourront les Turcs de ladite Ville & Royaume de Tripoly qui viendront en France, faire dans leur Maison l'exercice de leur Religion: & aura ledit Consul la prééminence sur les autres Consuls, & tout Pouvoir & Jurisdiction dans les differends qui pourront naitre entre les François, sans que les Juges de ladite Ville de Tripoly en puissent prendre aucune connoissance: & pourra ledit Consul arborer le Pavillon de France sur sa Maison, & l'arborer sur sa Chaloupe tant qu'il luy plaira quand il ira à la Mer, la mesme chose se doit entendre pour *Derne*.

XIX. Il sera permis audit Consul de choisir son Drogman & son Courtier, & de les changer l'un & l'autre lorsqu'il le jugera à propos, & pourra aller à bord des Vaisseaux qui seront en Rades toutesfois & quand il luy plaira: & les Marchands François pourront venir en ce Port prendre du Sené & autres Marchandises pour les porter en France.

XX. S'il arrive un differend entre un François & un Turc ou Maure, ils ne pourront estre jugez par les Juges ordinaires ; mais bien par le Consul desdits Dey, Bey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume, en presence du Consul ou par le Commandant dans les Ports où lesdits differends arriveront.

XXI. Ne sera ledit Consul tenu de payer aucune debte pour les Marchands François, s'il n'y est obligé en son nom par écrit. Et seront les effets des François qui mourront audit Pays, remis és mains dudit Consul pour en disposer au profit des François, ou autres ausquels ils appartiendront : & la mesme chose sera observée à l'égard des Turcs qui viendront s'établir en France.

XXII. Jouira ledit Consul de l'exemption de tous Droits pour les Provisions, Vivres & Marchandises necessaires à sa Maison.

XXIII. Tout François qui aura frappé un Turc ou Maure ne pourra estre puni qu'après avoir fait appeller ledit Consul pour deffendre la cause dudit François, & en cas que ledit François se sauve, ne pourra ledit Consul en estre responsable. Et si un François se vouloit faire Turc, il ne pourroit estre reçeu qu'au préalable, il n'eust persisté trois fois 24. heures dans son mauvais dessein: & cependant seroit remis comme en dépost entre les mains dudit Consul.

XXIV. S'il arrive quelque contravention au present Traité, il ne sera fait aucun Acte d'Hostilité, qu'après un deny formel de Justice.

XXV. Et pour faciliter l'établissement du Commerce & le rendre ferme & stable, les Tres-illustres Dey, Bey, Divan & Milice de Tripoly, envoyeront quand ils l'estimeront à propos, une Personne de qualité d'entr'eux resider à Marseille, pour entendre sur les Lieux les Plaintes qui pourroient être faites sur les contraventions au present Traité, auquel sera fait toute sorte de bons traitemens.

XXVI. Si quelque Corsaire de France ou dudit Royaume de Tripoly, fait tort aux Vaisseaux François, ou à des Corsaires de ladite Ville qu'il trouvera en Mer, il en sera puny: & pour punition sa teste sera remise entre les mains du Consul, & les Armateurs responsables.

XXVII. Si les Vaisseaux de Tripoly qui sont presentement en Mer, avoient pris quelques Bâtimens François, depuis la prise du Vaisseau du Capitaine Neigre de Marseille, ils seront rendus sitost qu'ils seront arrivez en ladite Ville, avec toutes les Marchandises, Effets, Argent comptant & Robbes des Equipages, sans que cela puisse estre imputé sur les cinq cens mil Livres, dont il est parlé dans l'Article cinquiéme du present Traité, pour la Restitution des Effets pris sur les Marchands François. Il en sera usé de mesme si les Bâtimens François avoient pris quelque Bâtiment de ladite Ville de Tripoly. ANNO 1685.

XXVIII. Toutes les fois qu'un Vaisseau de Guerre de l'Empereur de France viendra moüiller dans la Rade de Tripoly, aussi-tost que le Consul en aura averti le Gouverneur, ledit Vaisseau de Guerre sera salué à proportion de la marque de Commandement qu'il portera, par les Châteaux & Forts de la Ville, & d'un plus grand nombre de coups de Canon que ceux de toutes les autres Nations, & il rendra coup pour coup, bien entendu que la mesme chose se pratiquera dans la rencontre desdits Vaisseaux de Guerre à la Mer.

XXIX. Si le present Traité de Paix conclu entre ledit Sieur Maréchal d'Estrées, pour ledit Empereur de France, & les Tres-Illustres Dey, Bey, Divan & Milice de la Ville & Royaume de Tripoly, venoit à être rompu, ce qu'à Dieu ne plaise, ledit Consul & tous les Marchands François qui seront dans l'étenduë dudit Royaume, pourront se retirer où bon leur semblera, sans qu'ils puissent estre arrestez pendant le temps de trois mois.

XXX. Les Articles cy-dessus seront ratifiez & confirmez par l'Empereur de France, & les Tres-Illustres Dey, Bey, Divan & Milice de la Ville & Royaume de Tripoly, pour estre observez par leurs Sujets pendant le temps de cent ans, & afin que personne n'en pretende cause d'ignorance, seront publiez & affichez par tout où besoin sera.

Fait, arresté & conclu entre ledit Sieur Maréchal d'Estrées, pour l'Empereur de France, & lesdits Tres-Illustres Dey, Bey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume de Tripoly, le 29. Juin 1685.

Passeport dont les Vaisseaux François seront porteurs.

LOUIS, Comte de Vermandois, Admiral de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que Nous avons donné Congé & Passeport à Maistre de nommé du port de ou environ, estant de present au Port & Havre de de s'en aller à chargé de & armé de après que visitation d aura esté bien & deuëment faite. En témoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre Seing & le Scel de nos Armes à ces presentes, & icelles fait contresigner par le Secretaire General de la Marine. A Paris le jour d mil six cens quatre-vingt.

Signé,

LOUIS Comte de Vermandois, Admiral de France.

Et plus bas;

Par Monseigneur, LE FOUIN.

Et scellé.

Certificat du Sieur Consul de la Nation Françoise à Tripoly.

NOus Consul de la Nation Françoise à Tripoly. Certifions à tous qu'il appartiendra, que le nommé commandé par du port de ou environ, estant de present au Port & Havre de appartient aux Sujets des Illustres Dey, Bey, Divan, & Milice de la Ville & Royaume de Tripoly, & est armé de En témoin dequoy Nous avons signé le present Certificat, & apposé le Scel de nos Armes. Fait à Tripoly le jour d mil six cens quatre-vingt

Anno 1685. Juin. ou Juillet. Monmouth et le Roi d'Angleterre.

LVII.

Declaration de Jaques *Duc de* Monmouth, *& des Nobles, Seigneurs & autres, présentement armés, pour la Defence & la conservation de la Religion Protestante, & celle des Loix, Droits & Privileges d'Angleterre, contre l'infraction qui en a esté faite; & pour l'affranchissement de la Tyrannie & usurpation perpetrée dans ce Roiaume par* Jaques *Duc* d'Yorck. *Donnée au mois de Juin ou de Juillet de* 1685. [Feuille volante imprimée.]

Quand Dieu commença à fonder les Etats & les Empires du Monde, & que les hommes choisirent certaines Loix pour y obeïr & s'y soûmettre, ce fut dans le dessein de conserver parmi les Peuples, la Paix, le bonheur & la tranquilité, & non pas en vûë d'un interêt particulier & personnel, comme pour élever ceux-ci, ou ceux-là au faîte de grandeur, & à une Souveraineté qui les rendît arbitraires du sort de leurs Peuples; mais plûtôt les Princes furent uniquement établis pour gouverner équitablement les Hommes, & maintenir les Loix des Etats qui leur étoient commis. Aussi voit-on que de tous les Gouvernemens, ceux-là ont été toûjours estimés les meilleurs, où le Souverain Magistrat est revêtu de tout le Pouvoir, & de toutes les prerogatives, qui le peuvent rendre capable, non seulement de garentir le peuple de la violence & de l'oppression, mais aussi d'augmenter son bonheur; les Constitutions & les Loix de cette premiére institution, ne leur donnant aucun Droit d'oprimer, ni de violenter les Peuples.

C'est une Prérogative glorieuse de l'Angleterre par dessus la plûpart des Nations, qu'aiant confié à son Prince tout ce qui lui étoit necessaire pour travailler à l'augmentation du bonheur des Peuples, & tout autant d'autorité qu'il en avoit besoin pour le protéger & le défendre, elle avoit néanmoins tellement borné cette autorité, qu'elle étoit indispensablement attachée aux Constitutions & aux Loix fondamentales de l'Etat, ensorte que le Prince ne pouvoit sans violer son serment, aussi-bien que les Loix, & les Régles du Gouvernement, donner aucune atteinte à ce qui avoit été premiérement établi, & il ne pouvoit pas même exercer aucun Acte d'autorité que par le Ministére des personnes ordonnées pour veiller au Gouvernement, qui devenaient criminelles & punissables, dés qu'elles manquoient à leur Devoir. De sorte que selon cette premiére institution de Gouvernement, les Prerogatives du Roi, & les Privileges des Sujets s'étoient si étroitement unis ensemble, qu'ils ne pouvoient être separés, puisque le Droit que les Peuples s'étoient reservé, ne tendoit qu'à soûtenir la grandeur & la gloire de la Couronne, & que les Prérogatives conferées au Roi, avoient uniquement pour but la protection & le repos des Sujets.

Mais comme toutes les choses du monde sont sujétes au changement, & que les Etats les mieux policés, peuvent tomber en décadence, l'Angleterre a eu le malheur d'éprouver cette vicissitude, ayant passé plusieurs fois d'un état à un autre, & vû ébranler les fondemens de ses Loix & de ses premiéres Constitutions. Mais nous voïons sur tout aujourd'hui les Colonnes de ce Gouvernement renversées, les bornes, & les limites franchies, les Loix méprisées; bref il n'y a rien qu'on n'ait osé entreprendre pour changer nôtre *Monarchie limitée* en une *Tyrannie absoluë*. Et bien que nos *Legislateurs* eussent pourvû, autant que la sagesse humaine le peut faire, à la seureté de la Religion Protestante contre les efforts du Papisme, & à celles des Privileges du Peuple, contre la Puissance despotique, on n'a pas laissé d'administrer les affaires de ce Roïaume d'une maniére si contraire aux Loix, que d'un côté nôtre Religion a reçu de vives atteintes par le complot des Papistes, & de l'autre nos Privileges nous ont été arrachés par fraude & violence, par les conseils du present *Usurpateur*, dont la vie n'a été qu'une suite continuelle de Conspirations contre la Religion Reformée, & contre les Privileges de la Nation.

On ne doutera point de cette vérité si l'on réfléchit sur l'invention dont il se servit autrefois, pour reduire en cendre la Ville de Londre; comment par ses sollicitations il nous fit entrer en Alliance avec la France, & en Guerre avec la Hollande; de quelle maniére il fomenta la Conspiration des Papistes, & quel soin il prit d'encourager les assassins du S. Edmondbury Godfrey à commettre cet horrible meurtre, afin d'étoufer par cette mort la découverte de cette Conspiration dont ce défunt avoit une parfaite connoissance: les trahisons qu'il a inventées contre les Protestans, subornant des témoins, qui par leurs parjures, ont fait perdre la vie à plusieurs innocens, nos Compatriotes & nos Freres de Religion; Comment il a loué d'exécrables canailles pour massacrer le dernier Comte d'Essex: en aïant fait écarter plusieurs dans l'espérance de tenir cachée cette noire Action; Et enfin le soin qu'il a pris pour faire proroger les Parlemens & pour les dissoudre quand ils étoient assemblés, afin d'empêcher la recherche de l'enormité de ses crimes, & s'échaper par ce moien à la justice de la Nation. Aprés avoir considéré toutes ces Actions, on peut dire qu'il n'y a point de maux, qu'on ne doive attendre pour la Religion & pour le Roïaume, si on laisse regner celui qui a envahi le Trône & usurpé le titre de Roi. Les Tyrannies qu'il a déja exercées depuis qu'il a arraché la Couronne de dessus la tête du feu Roi son frére, ne permettent plus de se flatter d'être maintenu dans la possession de ses Biens, ni de sa vie, ni de la liberté de conscience qui nous est plus chere que la vie.

Car nonobstant toutes les Loix & les Statuts établis pour la sureté de la Religion Reformée, il n'a pas seulement commencé son Usurpation, & son Régne prétendu, en se déclarant ouvertement Papiste, mais il a même fait venir grand nombre de Prêtres & de Jesuites, qui selon les Loix, sont criminels de leze Majesté dés qu'ils entrent dans le Royaume, & il leur a permis d'exercer leur Idolatrie, lui-même assistant tous les jours à la Messe, & accompagnant en public leurs plus extravagantes superstitions. De plus il a foulé aux piés les Loix concernant nos possessions, aïant violé leur autorité, & donné atteinte à nos Biens par 2. Proclamations, dont l'une éxige la Collection des Coûtumes, & l'autre, la continuation de cette partie des impôts qu'on avoit accordé au feu Roi, & qui en sa mort devoit être éteinte.

Son Usurpation & sa Tyrannie ne paroissent pas moins, en ce que pour s'y maintenir, il s'apuie d'un *extrajudicial* Jugement de 7. ou 8. Juges parjures qu'il a subornés; ce qui est une preuve certaine qu'il conspire puissamment contre nos Droits. Ainsi il n'y a point d'autres moiens de nous délivrer de cette cruelle oppression, que la force & les armes; car aïant rempli les Tribunaux de ces Juges iniques (qui sont la honte & le scandale du Barreau) & les aïant constitués pour être les Interprétes des Loix, ces gens que les Parlements ont declarés infames, & corrupteurs des Loix, par là nous sommes privés de toute espérance de trouver aucun reméde à nos maux dans la Sale de Westminster, particuliérement aujourd'hui que l'Usurpateur a entassé Cabales sur Cabales, produit de nouvelles Chartres illégitimes & contraires aux Loix, & employé plusieurs moyens pour corrompre des gens qu'il a fait assembler, & à qui il donne le nom de Parlement. Qui ne voit que par cette conduite nous ne pouvons plus trouver du secours dans ces Assemblées qui étoient le refuge de nos Ancêtres? Qui ne voit, dis-je, que ceux-là même qui devroient être les Protecteurs des Peuples & les défenseurs de leurs Priviléges contre la violence & la tyrannie, vont devenir les Ministres de la subversion de tous nos Statuts, aussi-bien que l'établissement de la puissance arbitraire, & de nôtre esclavage?

De-sorte que si nous voulons éviter la ruine totale de nôtre Religion, & la destruction de ceux qui la professent: l'établissement de la superstition, & de l'Idolatrie Papiste: Si nous ne voulons pas souffrir le renversement des Loix du Païs, l'abolition des Priviléges, & des Droits de la Nation Angloise: Si nous ne pouvons souffrir que tout ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes, soit violé, & qu'un Usurpateur tyrannise sur le Trône: Si nous haïssons l'esclavage, & que nous nous ressouvenions des généreux efforts que nos Ancêtres ont faits pour acquerir nos Libertés, n'ayant épargné pour cela ni leurs Biens, ni leurs vies: Si nous nous remettons en memoire ce que nous devons à Dieu, à nôtre Patrie, & à la posterité; si nous ne voulons pas être sourds aux cris & aux gemissemens de nos Amis opressés, nous voir, & eux & nous non seulement

ment prisonniers, depouillés & meurtris, mais même l'interêt de la Religion Protestante trahi par tout le monde, & enfin nous voir livrés à la France & à Rome. Si, dis-je, nous sommes touchés de tous ces malheurs, & que nous ayons envie de les prevenir, nous sommes obligés comme Chrêtiens de prendre les armes, tant pour témoigner nôtre Devoir envers Dieu & la Patrie, que pour satisfaire à l'attente des Nations Protestantes qui sont autour de nous. Cependant nous prenons le Ciel & la Terre à témoins que nous ne serions jamais venus à cette extremité; si la malice de nos ennemis ne nous eût ôté tous les autres moiens de remedier à ces desordres, & si les miseres que nous sentons deja, & les afflictions dont l'Eglise & l'Etat sont menacés, n'étoient plus funestes que la Guerre.

Nous declarons donc que ce n'est pour aucun interêt particulier, ou par quelque esprit de vangeance pour les maux faits en nos personnes, que nous nous sommes engagés en cette Guerre, mais uniquement pour maintenir & défendre nôtre Religion, nos Loix, & les Libertés de la Nation, & pour empêcher qu'elle ne tombe, & nous & nos Familles dans l'esclavage de l'Idolatrie Papiste. Sur ce principe donc nous protestons devant Dieu, les Anges & les hommes que nous sommes innocens de tous les maux qui accompagnent inévitablement une Guerre civile & intestine, & nous rejétons sur nos ennemis qui en sont la veritable cause, tous les meurtres, & les désolations qui en pourront résulter.

Pour toutes les raisons alléguées ci-dessus, nous declarons solennellement & devant Dieu la guerre à *Jaques Duc d'Yorck*, comme étant *Meurtrier & Assassin des innocens*, un *Papiste Usurpateur de la Couronne, un Traître à la Nation, & un Tyran du Peuple*, & nous ajoûtons que ceux qui paroitront sous ses Etendarts ne doivent point s'attendre d'être épargnés, ni que nous leur fassions aucune grace; car nous avons fortement résolu de le poursuivre à outrance avec ses adherans, jusqu'à ce que nous l'aïons réduit à subir ce que les Loix, les Constitutions & les Statuts du Royaume, aussi bien que les Loix de la nature, de l'Ecriture Sainte, & des Nations, ordonnent contre ceux qui sont ennemis de Dieu, de leur Patrie, de tous les hommes en general, & enfin de tout ce qui est vertueux, honnête & bon, promettant de ne jamais faire aucun Acommodement avec cet Ennemi.

Et quoi que nous ne puissions pas dissimuler, ni passer sous silence, que plusieurs personnes par lâcheté, avarice ou par ambition, ont donné les mains pour renverser la Religion, & aider à reduire leur Patrie sous le joug d'un dur esclavage, nous ne souhaitons pourtant pas que ceux là persistent dans leurs crimes, & continuent de travailler à la ruine de l'Etat, sous pretexte que nous avons declaré ne vouloir faire aucun quartier, car nous déclarons que ceux qui rentreront dans leur Devoir, & qui se joindront à nous pour rétablir ce qu'ils avoient aidé à perdre, joüiront du fruit de leur repentence, dont nous n'excluons personne, nôtre dessein n'étant que de nous venger de ceux qui persévéreront dans leur faute, & qui dans la presente conjoncture, auront donné du secours à *Jaq. Duc d'Yorck*, & afin que nous puissions poursuivre le glorieux dessein dans lequel nous nous sommes engagés d'une maniere qui fait connoitre la sincerité de nos intentions, & pour encourager les gens de bien à nous aider dans une si juste, & si necessaire entreprise, nous protestons encore en la presence du Seigneur qui connoit les secrets de tous les cœurs, & qui est le vengeur de la fraude & de la tromperie, que nous exposons l'unique but où nous tendons, & que pour y parvenir, nous avons resolu de sacrifier nos vies, que nous perdrons avec joie pour une si juste Cause. De plus nous déclarons que nous ne nous sommes pas mis en Campagne pour introduire aucune Monarchie, ni pour donner atteinte à aucune partie essentielle de l'ancien Gouvernement d'Angleterre, mais que nous pretendons seulement remettre les affaires en tel état, que ceux qui gouverneront, ne pourront plus à l'avenir usurper, ni enfreindre les Libertés du Peuple.

Comme nôtre Religion, qui est le plus sacré dépot, & la plus pretieuse benédiction que nous aions reçu du Ciel, se trouve ébranlée par des Loix injustes, par des Conspirations des Papistes, & qu'elle court grand risque d'être entiérement bouleversée par un Usurpateur Tyrannique & Idolatre, nous sommes fortement resolus de verser tout nôtre sang, pour conserver ce saint Depôt, à nous & à nôtre Posterité, & de ne poser point les armes qu'aprés avoir vû la Religion affermie, & en état de n'être plus attaquée. Que toutes les Loix penales contre les Protestans qui sont en quelques dissentimens, seront revoquées; qu'ils ne seront plus inquietés en leurs exercices, & qu'ils joüiront tous, des mêmes privilèges de la Nation.

Pour faire encore mieux connoître à tout le monde la pureté de nos intentions, & la juste moderation de nos desseins, nous declarons que nous n'entreprenons point cette Guerre, pour désoler & ruiner personne pour la Religion toute fausse & erronée qu'elle puisse être, de sorte que les Papistes même, pourveu qu'ils ne s'engagent pas dans les interêts de nos ennemis, pour conspirer nôtre ruine, n'auront rien à craindre de nous, n'aiant pas dessein de leur faire aucun tort, mais seulement de les empêcher de changer ou d'altérer nos Loix, & de mettre nos personnes en quelque danger pour la profession de nôtre foi, & l'exercice de nôtre culte religieux & Chrêtien.

Nous sommes aussi résolus de maintenir & défendre tous les justes Droits, & les Privilèges des Parlemens, souhaitant qu'on l'assemble tous les ans, sans qu'il puisse être prorogé, ni dissous jusqu'à ce que toutes les Requêtes soient répondüés, & qu'on ait remédié à tous les griefs particuliers.

Et d'autant que nous remarquons que la plûpart de nos misères viennent de ce qu'on a ôté des Charges de Judicature, les personnes dont l'integrité ne permettoit pas qu'on fit un mauvais usage des Loix pour favoriser le Papisme & l'autorité arbitraire, & que ces places ont été remplies de gens corrompus & mercenaires, qui étendent les Loix au-delà de la raison, & de leur veritable institution, faisant passer pour Loi ce qui sert à leur dessein. Nous avoüons sincérement que nous n'aurons point de repos que nous n'aïons reformé de tels abus, & mis de si bons ordres, qu'il ne s'en fasse plus de semblables.

Car par le ministère de ces hommes pervers qui sont assis sur les Tribunaux, & qui ne possedent leurs Charges que, *durante beneplacito*, quantité de personnes ont été condamnées à des amendes exorbitantes, sans être coupables d'aucuns crimes, ou pour de tres legéres fautes, plusieurs Statuts faits pour la sûreté des Sujets, & sur tout l'Acte *Habeas Corpus* ont été éludés & énervés à l'oppression des innocens, & fidéles Anglois. Les Lords Papistes qui furent accusés en Parlement d'une diabolique Conspiration tendant à abolir les Droits de la Chambre des Communes, & à fouler aux piés la Jurisdiction de celles des Seigneurs, ont été déchargés, & mis en liberté, & l'on a justifié l'introduction d'un Maire & des Sherifs méchans & dangereux, qui avoient été élevés à ces Dignités par fraude & violence, & ceux qui par une intégrité de conscience s'y étoient opposés, ont été injustement persecutés & punis arbitrairement. Londres, & d'autres Villes & Corporations ont été depouillées de leurs Chartres & Privilèges par des jugemens injustes, & sur des crimes supposés. Le Chevalier Armstrong a été executé sans permettre d'examiner son affaire. Le Colonel Sidney condamné à la mort sur la déposition d'un seul témoin chargé d'infamie & de crimes scandaleux. Et enfin ce fidéle & excellent homme, dernier Lord Guillaume Russel executé à mort pour des crimes supposés, qui, quand ils auroient été veritables, il n'auroit pas merité la mort selon les Loix. Sur toutes ces considerations, nous declarons donc que nôtre resolution est d'exclure à l'avenir de l'administration de la Justice, ces infames ignorans, scandaleux, & mercenaires, & que les Juges établis à leur place exerceront leurs Charges selon l'ancienne Coûtume de *quamdiu se bene gesserint*, laissant à la sagesse d'un Parlement d'établir des moiens seurs pour faire de bonnes & légitimes Elections.

Et pour ce qui regarde l'atteinte qu'on a donnée aux Droits des Villes, Villages & Communautés, en leur enlevant leurs Chartres sous prétexte de crimes, la procedure aiant été tout à fait arbitraire, illegitime & contraire aux Loix. Nous déclarons semblablement, que nous ferons tous nos efforts pour les rétablir en la forme & les mêmes Droits qu'elles possédoient avant la derniére usurpation, & que nous tenons pour nuls tous les Jugemens donnés contre elles, n'aiant aucun fondement en la Loi, non plus que la rédition de ces Chartres; qui a été faite par un Parti corrompu

Anno 1685.

& parjure qui s'est trouvé entre ces Communautés. Au contraire nous tenons & déclarons leurs anciennes Chartres bonnes & valables, & en consequence de cela, nous exhortons & encourageons tous honnêtes Bourgeois & hommes libres, de redemander les Droits & Priviléges qui appartiennent à leur Ville, & Communautés, & nous les avertissons de secoüer le joug de ces flatteurs de Cour, & instrumens de tyrannie.

Afin donc de mieux rétablir le Royaume en son premier état de liberté & de seureté nous voulons que l'Acte nommé *Corporation* & *Militia* soit revoqué & annullé. Que toutes Sentences, & Proscriptions données contre qui que ce soit sous le specieux pretexte de Conspiration, dont en dernier lieu on a chargé les Protestans, soient revoqués. Pareillement toutes les Proscriptions, Arrêts, Sentences, bannissemens, emprisonnemens, & toute autre sorte de procedures faites contre les Protestans Nonconformistes. Nous voulons aussi eriger de nouvelles Loix pour remettre l'Election des Sheriffs entre les mains des Bourgeois & les hommes libres de chaque Communauté, d'autres pour commettre la Milice aux Sheriffs & qu'il n'y en ait sur pié que celle qui sera levée & entretenuë du consentement & par l'autorité du Parlement.

Et parce que beaucoup de nos Freres tant Gentilshommes qu'autres se trouvent presentement dans les prisons de ce Roiaume, pour avoir été zélés à prendre le parti Protestant; Nous declarons toutes ces procédures injustes, & illegitimes, & qu'en cas qu'on exerce sur ces prisonniers la moindre violence, nous la vengerons rigoureusement contre ceux de nos ennemis qui tomberont entre nos mains.

Comme le Duc d'Yorck pour empêcher la recherche du meurtre commis en la personne de Darthure Comte d'Essex & pour exécuter son sanguinaire dessein avec les Papistes, pour satisfaire son ambition sans bornes, & pour usurper la Couronne, a empoisonné le Roi, il a marqué par ce crime énorme tant son ingratitude, que sa cruauté envers un Frére, qui s'est ruiné pour le proteger, & le garentir du supplice que ces crimes lui ont merité.

Nous declarons que pour cet abominable & denaturé Parricide, & autres crimes mentionnés ci-dessus, & en consequence de la resolution des Chambres du Parlement qui ont arrêté de venger la mort du Roi, quand elle lui a été arrachée par violence; nous voulons poursuivre à toute outrance Jaques Duc d'Yorck jusqu'à ce que nous l'aions reduit à subir la punition que les Loix ordonnent pour une si abominable action.

Jaques Duc de Monmouth étant comme il le doit être, extrêmement sensible à ce cruel & barbare crime perpetré en la personne du feu Roi son Pére, a formé le dessein & la resolution constante de poursuivre sans remission Jaques Duc d'Yorck comme un ennemi mortel & sanguinaire, & qu'il ne desistera pas de son entreprise qu'il n'en soit venu à bout, tant par lui même, que par l'aide de ses amis.

Et encore que Jaques Duc de Monmouth maintenant Capitaine General des forces Protestantes de ce Roiaume, qui sont assemblées en corps pour executer le dessein dont nous venons de faire le detail, ait un Droit legitime à la Couronne d'Angleterre, Ecosse, France & Irlande avec leurs dependances & Domaines, ce qu'il pretend prouver aux yeux du monde, nonobstant les moiens emploiés par le feu Roi son Pére, par des motifs purement Papistes, & à la solicitation importune du Duc d'Yorck, pour affoiblir & obscurcir ses Droits: Si est-ce neanmoins que ledit Duc de Monmouth, par generosité, de son propre mouvement, & par l'affection qu'il a pour la Nation Angloise, dont le rétablissement, le bonheur & la prosperité, lui sont infiniment plus à cœur, que tout ce qui le pourroit concerner. Il n'insiste point aujourd'hui sur son Droit & sur son Titre, remettant ses interêts entre les mains d'un Parlement legitimement assemblé qui en ordonnera selon sa sagesse. Cependant il proteste par ce qu'il y a de plus sacré, d'emploier tous les dons que Dieu lui a donnés, aidé des forces de ses Amis, pour travailler à la restauration de la Religion Reformée, & de garentir les Peuples de l'esclavage Papistique. Pour cet effet il promet de passer en loi tout ce que nous avons dit ci-dessus, afin qu'il ne soit plus au pouvoir du Prince, de priver de leurs Droits les Sujets, ni de renverser les Loix fondamentales du Gouvernement.

Comme les Nobles & les Peuples d'Ecosse sont en armes pour agir de concert avec nous, sur le même principe, nous approuvons leur zéle, & leur courage, & nous nous donnerons mutuellement du secours, pour avancer & mener à sa perfection cet excellent ouvrage dans lequel la Providence nous a engagés. Pour n'être pas trop ennuieux, nous passons maintenant sous silence le recit de toutes les autres infractions faites aux Loix du Roiaume, & toutes les dannables pratiques dont on s'est servi pour y établir le Papisme, & la Tyrannie, remettant à une autre fois à informer les Peuples de toutes Nations, des persecutions, des cruautés & des tyrannies, qui ont été exercées depuis quelques tems sur nous, & nous produirons aussi un fidéle recit des actions criantes de l'Usurpateur à qui nous avons déclaré la Guerre.

Cependant nous protestons devant Dieu & devant tous les Rois, Princes & Etats Protestans, de la justice de nôtre cause, & de la necessité qui nous a contraint à prendre les armes: ensuite dequoi nous exhortons & conjurons tous nos Freres Anglois de nous aider contre les ennemis de nôtre S. Religion, & de nôtre liberté, esperant qu'ils nous assisteront de leurs prieres, de leurs biens & de leurs personnes pour jeter bas du Trône le Tyran & l'Usurpateur Papiste. Et nous ne doutons pas aussi que nous ne soyons secourus par les Rois, les Princes & les Republiques de la Religion Reformée, qui ont du zele pour l'Evangile de Jesus-Christ, & pour leur interêt particulier. Mais sur tout nous mettons nôtre confiance & nôtre esperance sur l'Eternel des armées, au nom duquel nous allons commencer, lui recommendant nôtre affaire, & remettant entre ses mains l'événement des demelés entre nous & nos ennemis pour le jour de la bataille. *Venés donc, & soiés vaillans pour nôtre Peuple & les Villes de nôtre Dieu: & le Seigneur fasse de nous, selon que bon lui semble.*

LVIII.

(1) *Traité de Renouvellement d'Alliance entre* Jaques II. *Roi de la Grand' Bretagne, & les* Provinces-Unies *des Pays-bas. Fait à Windsor, le 17. Août* 1685. [Manuscrit, d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans *Anhang zu des Europ. Herolds* IV. Haubthandlungen pag. 1671. sous date du $\frac{7}{17}$. Augusti; dans le *Theatrum Europaeum*, Tom. XII. pag. 875. sous date $\frac{7}{17}$. Augusti; & dans Londorpii *Acta publica* Tom. XII. pag. 227. sous date du 11. Août en Allemand, & pag. 308. en Latin.]

17. Août. L'Angleterre et les Provinces-Unies.

QUum Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii significaverint, se magnopere in votis habere, ut omnes Tractatus, qui inter Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum Carolum secundum nuper Magnæ Britanniæ Regem gloriosæ memoriæ, & ipsos Dominos Ordines Generales diversis temporibus & locis (inferiùs sigillatim memorandis) conclusi fuerunt, & etiamnum subsistunt tam ad pacem & bonam intelligentiam inter Coronam Britannicam & Statum Fœderati Belgii quàm ad libertatem, frequentiam & securitatem Commercii, inter Subditos utriusque Status spectantes, continuentur, & de novo confirmentur, & in eum finem Legatos suos Extraordinarios huc miserint, Jacobum Baronem de Wassenaer & de Duyvenvoorde, Dominum de Duyvenvoorde, Voorschooten, Veur, &c. Arnoldum de Citters nuper Consiliarium in suprema Curia Hollandiæ, Zelandiæ & Westfrisiæ, & dictorum Dominorum Ordinum Generalium apud Serenissimum Regem Magnæ Britanniæ Legatum ordinarium & Everardum de Weede Dominum de Dyckvelt, Rateles &c. eosdemque Commissarios & Deputatos suos in hac parte fecerint plenaque authoritate & potestate muniverint.

Serenissimus & Potentissimus Princeps Dominus Jacobus II. Dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor & eodem desiderio affectus ad amicitiam antiquam inter prædictas duas Na-

(1) Ce Traité est en Flamand dans le Mercure Hollandois de 1635. pag. 191. Mais ce n'est pas l'Original, & ceci a été tiré d'une Copie manuscrite.

ANNO 1685.

Nationes continuandam, observandam atque etiam quibusvis Pactis & conditionibus utrinque proficuis augendam Commissarios de parte sua nominavit & constituit pari authoritate & potestate munitos prædilectos & perquam fideles Consanguineos & Consiliarios suos Laurentium Comitem de Rochester summum Angliæ Thesaurarium, Georgium Marchionem de Halifax sanctioris Concilii Regis Præsidem; Robertum Comitem de Sunderlandt, Primariorum Status Secretariorum unum & Carolum Comitem de Midleton Primariorum Status Secretariorum alterum, dicti autem Commissarii & Deputati tam ex parte Serenissimi Principis Domini Jacobi Magnæ Britanniæ Regis, quàm ex parte Dominorum Ordinum Generalium aliquoties congressi, sermonibusque de præmissis utrimque habitis, juxta authoritates & potestates sibi ab utraque parte concessas (quarum apographa in fine præsentium inseruntur) convenerunt & concluserunt.

Quod omnes & singuli Tractatus hic recensiti & nominati, videlicet:

I. Tractatus Pacis & Confœderationis conclusus $\frac{21}{31}$ Julii die Anni 1667.

II. Tractatus Navigationis & Commercii ibidem eodemque die initus.

III. Tractatus Pacis & Amicitiæ apud Westmonasterium $\frac{9}{19}$ die Februarii Anni 167$\frac{3}{4}$. conclusus.

IV. Tractatus Marinus Londini conclusus 1. Decembris 1674. una cum Declaratione quâ quidam Articuli dicti Tractatus, ut & Tractatus Marini $\frac{8}{17}$ Februarii & die 166$\frac{7}{8}$ initi plenius explicantur, conclusa Hagæ Comitis $\frac{20}{30}$ Decembris a. d. 1675.

V. Articulus ad controversias inter Communitates Anglicanam & Belgicam quæ in Indiis Orientalibus Commerciis faciunt, antevertendas vel amicabiliter componendas conclusus Londini $\frac{8}{18}$ die Martis, Anni 1674.

VI. Fœdus defensivum Londini conclusum 3. die Martii, A. 167$\frac{7}{8}$.

Omnesque & singuli Articuli in iisdem Tractatibus & eorum quibuslibet contenti deinceps in perpetuum continuentur, confirmentur, stabilesque maneant, eodem sensu ac fine, quo primitùs concepti & conclusi fuerunt, eundemque vigorem & vim inposterum habeant & obtineant quem antea habere debebant, vel habere putabantur, idque tam amplis modo & forma, prout initio concepti & conclusi fuerunt, ac si in præsentibus singuli Tractatus & Tractatuum Articuli de verbo in verbum iterati & inserti essent.

Quod altememoratus Serenissimus Dominus Rex Magnæ Britanniæ & præfati Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Unitarum Provinciarum omnia & singula Capita in omnibus & singulis Tractatibus priori Articulo recensitis & nominatis conventa & stabilita, sincerè & bona fide observabunt perque suos Subditos & Incolas observari facient, neque illis directè vel indirectè contravenient, aut à Subditis suis vel Incolis contraveniri permittent, quodque omnium & singulorum prædictorum Tractatuum confirmationem per Commissarios & Deputatos utriusque Partis jam conventam & conclusam per Literas patentes manibus suis subscriptas magnisque Sigillis utrobique sigillatas ratihabebunt & confirmabunt in sufficienti, valida & efficaci forma conceptas & exaratas, easdemque reciproce inter quatuor hebdomadas, post datum præsentium (vel citiùs, si fieri possit) tradent seu tradi facient bonâ fide realiter & cum effectu. Actum in Arce Regia Windesoriensi 17. die Augusti Anni Domini 1685.

(L. S.) ROCHESTER.	(L. S.) BARON DE WASSENAER.
(L. S.) HALIFAX.	DUYVENVOORDE.
(L. S.) SUNDERLANT.	(L. S.) ARNAUT VAN CITTERS.
(L. S.) MIDLETON.	(L. S.) DE WEEDE.

LIX.

23. Août. LES PROVINCES-UNIES ET BRANDEBOURG.

Tractaet van Overeenkomst tusschen den Heere FREDERICK WILHELM *Marckgraeff en Keurvorst van Brandenburg, en de Heeren Staten Generael der* VEREENIGDE PROVINTIEN *wegens Agterstallen. Gesloten in den Hage den* 23. *Augusti* 1685. [Mercure Hollandois de l'an 1685. pag. 131.]

ALsoo tusschen de Hoog Mog. Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden ter eenre; ende den Doorluchtightigen Furst ende Heere Fredrick Wilhelm Marckgraeff tot Brandenburgh, des heyligen Roomschen Rijck Aerts Camerheer ende Ceurfurst in Pruysen, tot Maegdenburgh, Gulick Cleve, Berg, Stettin, Pomeren, Hertogh ter andere syde, eenige differenten waeren ontstaen, ende wel particulierlijck ter saecke van pretensien by hooghgedachte syne Ceurforstelycke Doorlughtigheyt, gemaekt over en uyt de Tractaten tusschen hooghst-gemelte haer Hoog Mog. en sijn Ceurforstelijcke Doorluchtigheyt aengegaen inde Jare 1672. en 1674. ende dat die selve differenten nae ettelijcke Jaeren gedurt hebbende tot noch toe door besendigen wedersyts gedaen niet hadden konnen werden geassopieert en uyt de wegh geleyt, ende dat echter beyde de Hoogh-gedachte Parthyen niet soo geliefl saegen dan dat de selve daer over met den anderen tot Richtigheyt soude mogen komen, dat syne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt ten dien fine specialijck herrewaerts hadden afgesonden synen Werckels geheymen Staets-Raet ende Extraordinaris Envoyé den Heer Paul van Fuchs met genoeghsaeme Volmaght, ende dat haer Hoogh Mog. Heer

LIX.

Traité d'Accommodement entre FREDERICK GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-bas, touchant des restants de Subsides dus à S. A. E. en vertu des Traitez des Années 1672. & 1674. comme aussi à l'égard des Dommages souferts par son Païs de Cleves pendant la derniere Guerre contre la France & contre la Suede, & autres Chefs de Pretention, sur quoi on s'accorde à la Somme de 440. mille Rixdaelders, payables par Termes. Fait à la Haye le 23. Août 1685.

COmme, entre leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies d'une part, & le Serenissime Prince & Seigneur, le Seigneur Frederic Guillaume, Marggrave de Brandebourg, Archichambellan & Electeur du St. Empire Romain, Duc de Magdebourg, Cleves, Stetin, Pomeranie, d'autre part, il étoit survenu quelques differents, & particulierement au sujet des Prétentions de Sadite Serenité Electorale, en consequence des Traitez faits entre leurs Hautes Puissances & Sadite Serenité Electorale les années 1672. & 1674.*, & qu'après que lesdits differens ont duré quelques années, ils n'avoient pû, jusques à present, être terminez par les Deputations qui se sont faites de part & d'autre. Et que cependant lesdites deux Parties ne verroient rien de si agreable que d'en venir de part & d'autre à un Accommodement raisonnable; Que Sadite Serenité Electorale avoit envoyé de deça pour cet effect le Sieur Paul de Fuchs son Conseiller d'Etat & Privé & Envoyé Extraordinaire avec Pleinpouvoir suffisant. Et que leurs Hautes Puissances*

ANNO 1685.

Heer geerne aen haer syde wilden toe brengen alles wat soude mogen dienen om de voorsz. differenten uyt de wegh te ruymen, en daer om hadde gecommitteert de Heeren François Verboldt, Burgemeester der Stadt Nimmegen, Daniel van Wyngaerden, Roubroeck, Benthuysen Heere van Werckendam, Soetermeer, Moermont, in Renesse Suytlant en Noortwelle, Gedeputeerde wegens de Ridderschap ter Vergaderinge van de Heeren Staten van Hollant ende West-Vrieslant, Hooch Baillieu en Dyckgraeff vande Stadt ende Landen van Woerden, Heemraet van Delfflant, Curateur van de Universiteyt tot Leyden, Casper Fagel Raet-Pensionaris Bewaerder van het groot Zegel, Stadthouder vande Leenen van Hollant, ende West-Vrieslant en Hooghheemraet van Rynlant, Willem de Nassau, Heere van Oudyck, Cortgene, eerste ende representerende den Adel inde Staeten, ende Raet van het Graefschap van Zeelant; Jan Borre van Amerongen out Burgemeester der Stadt Utreght, Daniel de Block van Scheltinga, Grietman Overschottelen, Gerrit Stoot Heer tot Lingraven en Camrevelt, en Schako Gockinga respective Gedeputeerde ter Vergaderinge van de Hoog. Moog. Heeren Staeten Generael wegens de Provintien van Gelderlant, Hollant ende Westvrieslant, Zeelant, Utrecht, Vrieslant, Overyssel ende Stadt Groeningen en Ommelanden, ende aende selve gegeven Pleinpouvoir en Volmaght om met den gemelten Heer van Fuchs daer over te tracteren, handelen, ende convenieren, soo is dat de gemelte Heeren haer Hoog Mog. Gedeputeerde in de naeme ende van wegen de selve Hoog Mogende ter eenre, ende den gemelten Heer Extraordinaris Envoyé in de Naeme en van wegen sijn Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt ter andere zyde naer wedersyts geproduceerde en uytgewisselde Volmachten, verdragen, geconvenieert ende geaccordeert syn, gelyck de selve verdragen, convenieren en accorderen.

In den eersten, alsoo syn Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt voorscheenen ende noch tot den aenvangh van de jegenwoordige onderhandelinge toe hadden gesustineert dat haer Hoog Mogende schuldig ende gehouden waren aen deselve de Subsidien belooft by het Tractaet van de Jaere 1674. te betaelen tot een Maent nae dat hooghgedachte syne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt de Vreede met syn Conincklycke Majesteyt van Vranckrijck hadden gemaeckt, ende dat haer Hoog Mogende verstonden daarinnen niet gehouden te sijn, ende dat deselve de Voldoeninge van dien om onwedersegghelijcke redenen genootsaeckt waaren geweest, in het laeste van den Jaere 1676. ende het begin van den Jaere 1677. soo wel aende Heeren Ministers van sijn Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt als van andere Hooghgedachte Geallieerden op te seggen, voor soo veel de obgemelte Subsidien ende Voldoeningen van dien verder soude gaen dan met ende tot den Jaere 1676. incluys, ende dat het haer Hoogh Mogende het hielden voor haer te sijn vande uyterste nootsaeckelijckheyt, dat sijne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt sigh over de voorsz. opsegginge der voorsz Subsidien favorabelijcken verklaerden voor ende al eer met deselve te treeden tot het affhandelen van de andere pretentien by deselve sijne Ceurvoorstelijcke Doorluchtigheyt daar buyten off boven gevordert, ende daerom hooghstgemelte sijne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt van de voorsz redene wederom hadden doen informeren, soo ist dat sijne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt de voorsz redenen nader geexamineert, overwogen en in achtinge genomen hebbende de voorsz opsegginge der voorsz Subsidien wel expresselijck heeft geaggreeert en voor nootsakelijck gekent soo als syn Ceurvorstl. Doorl. die agreert ende voor nootsaeckelyck kent by deesen, beloovende voor sich selven sijne Erve ende Naekomelinge ofte Actie van hem verkrygende nae off in het toekomende deswegen geene Actie, pretentie off vorderinge te sullen doen, maeken ofte laeten geschieden directelijck ofte indirectelijck in einiger manieren, onder wat Naem, Titul of Pretext het ook souden mogen wesen.

Ende wat belangt de andere pretensien tot laste van haer Hoog-Mogende gemackt, specialyck over de schade die sijn Ceurvorstl. Doorl. in haer Clevische en andere Westfaelse Landen sijn overgekomen soo geduyrende den jongsten Oorlogh met sijn Koninecklijcke Majesteyt van Vranckrijck als oock naer dat haer Hoog

tes vouloient bien de leur côté y aporter du leur tout ce qui pouvoit servir à assoupir lesdits differens, & pour cet effect avoient commis & deputé le Sieur François Verboldt, Bourguemaitre de la Ville de Nimégue; Daniel de Wyngaerden, Roubroeck Benthuysen Seigneur de Werkendam, Soetemeer, Moermont, de Renesse, Suytlant, & Noortwelle, Deputez, de la part des Nobles en l'Assemblée des Seigneurs Etats de Hollande & de Westfrise, Grand Bailli & Dijckgrave des Villes & Païs de Woerden, Heemraet de Delfflant, Curateur de l'Université de Leyden, Caspar Fagel Conseiller Pensionaire, Garde du grand Seau, Stadthouder des Fiefs de Hollande & Westfrise, & grand Heemraat de Rynlant, Guillaume de Nassaw Seigneur d'Oudyck, Cortgene, Premier Noble & representant la Noblesse du Comté de Zelande, Jean Borre d'Amerong ancien Bourguemaitre de la Ville d'Utrecht, Daniel de Block de Scheltinga de Schottel, Gerrit Sloot Seigneur de Lingraven & Camrevelt & Schako Gockinga Deputez respectifs en l'Assemblée de leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux de la part des Provinces de Gueldres, Hollande, & West-Frise, Zeelande, Utrecht, Frise, Overyssel, & la Ville de Groningue & les Ommelandes, & donné à iceux Pleinpouvoir, pour traiter là-dessus avec le susdit Sieur Fuchs, negocier & convenir. C'est pourquoi les susdits Sieurs Deputez de leurs Hautes Puissances d'une part, & le susdit Sieur Envoyé Extraordinaire, au nom & de la part de Sadite Serenité Electorale d'autre part, après l'echange reciproque des Pleinpouvoirs, ont traité, convenu & accordé, comme ils traitent, conviennent & accordent.

Premierement. Comme Sa Serenité Electorale a soutenu ci-devant, & même jusques au commencement de la presente Negociation que leurs Hautes Puissances étoient obligées & tenuës de lui payer les Subsides promis par le Traité de l'an 1674. jusques à un mois après que Sadite Serenité Electorale avoit fait la Paix avec Sa Majesté Tres-Chrêtienne le Roi de France, & que leurs Hautes Puissances n'entendoient pas d'y être obligez, & qu'ils avoient été obligez pour les raisons repetées de declarer sur la fin de l'année 1676. & au commencement de l'année 1677. tant aux Ministres de Sa Serenité Electorale qu'à ceux des autres Alliez qu'ils ne pretendoient plus payer lesdits Subsides que jusques à l'année 1676. inclusivement; Et que leurs Hautes Puissances pensoient qu'il étoit pour eux d'une necessité absoluë que Sa Serenité Electorale se declarât favorablement sur ce renoncement touchant lesdits Subsides, avant que d'entrer en Negociation, pour accommoder les autres Pretentions que Sadite Serenité Electorale demande outre celle-là, & qu'ils avoient fait informer Sadite Serenité Electorale desdites raisons, c'est pourquoi Sadite Serenité Electorale ayant encore plus murement examiné, pesé & consideré les susdites raisons, elle a expressement agréé & reconnu pour necessaire ledit renoncement touchant lesdits Subsides, comme de fait Sadite Serenité Electorale l'aprouve & le reconnoit pour necessaire par ces presentes; promettant pour soy, ses Heritiers, Successeurs & ayant cause, de ne point à l'avenir intenter d'action, pretention ou demande à cet égard, ni de n'en point faire intenter directement ou indirectement en quelque maniere, ou sous quelque nom, titre ou pretexte que ce puisse être.

Et pour ce qui regarde les autres Pretentions, qui sont à la charge de L. H. P. specialement à l'égard du Dommage que Sa Serenité Electorale a souffert dans son Païs de Cleves & autres Païs de Westphalie, tant durant la derniere Guerre avec Sa Majesté le Roi de France, que depuis que leurs Hautes Puis-

ANNO 1685.

ANNO 1685. Hoogh-Mogende dien voorsz. Oorlogh door een Tractaet van Vreeden hadden getermineert, ende geeyndight, mitsgaders over de reparatien ende dedommagementen van veele andere ongemacken, schaeden ende ongelegentheden toegebraght ende veroorsaeckt door de rupture en Oorlogh by sijne Coninckklijcke Majesteyt van Sweeden tegens sijn Ceurvorstl. Doorl. aengevangen, als mede over pretensien gemaeckt ter saecke van het niet-betalen van Voerage-gelt aen de Troupen van sijn Ceurvoorstl. Doorl. ontrent Maesijck en elders geemployeert, en noch 4000. Rijcxdaelders en 58078. guldens, die sin Ceurvoorstl. Doorl. uyt het Tractaet van de Jaere 1672. noch was vorderende, gelijck meede voor Recruyt-gelden vande Milicie die sijn Ceurvorstl. Doorl. uyt kraghte van het voorsz. Tractaet van den Jaere 1674. op de been heeft moeten houden. En laetstel. over het Schip het Wapen van Brandenb. door de geoctroyeerde West-Indische Compagnie deser Landen, op de Custen van Africa aengehaelt, en geconfisqueert, hebben haer Hoogh-Mogende tot extinctie, ende te niet-doeninge der voorsz. mitsgaders van alle andere rechtmatige Actien ofte Pretentien, die sijn Ceurvorstl. Doorl. souden mogen hebben sustineren, of maecken ten laeste van haer Hoogh-Mogende, van wat natuyre of conditie die oock souden wesen, bedaght en onbedaght, geene ter werelt uytgesondert, (sonder dat die Particuliere expressie der voorsz. Pretensien derogeere, of eenighsints vermindere door de voorsz. generale Mortificatie en Extinctie, of dat de generale Mortificatie en Extinctie vereysse een voorgaende nader expressie van de voorsz. speciale pretensien) belooft ende haer verbonden te betaelen mits desen de somme van 440000. Rijcxdaelders, te weten, 150000. Rijcxdaelders contant, binnen den tijt van een maent naer de Ratificatie deses, alhier in den Hage of binnen de Stadt Amsterdam, in hart groff Silver-gelt ende Specien van Silveren Ducatons, Rycxdaelders of ander groff Silver-gelt van dry of twee Gulden, sonder onder 't voorsz. groff Silver-gelt te mogen reeckenen stucken van 28. stuyvers ende daer beneden, aen sijn Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt, of die geene die deselve daer toe volmachtigen sal, ende de resterende 290000. Rijcxdaelders met gelyck groff Silver-gelt in thien achter-een volgende jaeren of Termynen, het eerste jaer of Termijn, te reeckenen een jaer naer den dagh dat de voorsz. somme van 150000. Rycxdaelders contant heeft moeten werden betaelt, en soo van jaer tot jaer successive, invoegen dat den eersten Termijn contant sullende moeten werden betaelt op ofte omtrent den 23. October deses jaers 1685. den eersten vande voorsz. 10. jaerige Termijnen ter somme van 29000. Rycxdaelders sal moeten werden voldaen een jaer daar nae, te weeten op, ofte omtrent den 23. October deses jaers 1686. en soo van jaer tot jaer respectivelijck tot de finale en eyndelycke voldoeninge toe.

Ende heeft sijne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt daar meede voor sich, desselfs Erfgename, Erven ende Nakomelinge, of Actie van hem verkrygende, nu altoos en ten eeuwigen dagen gerenuntieert, soo als deselve renuntieert mits desen van alle de voorsz. hier vooren genoemde, mitsgaeders oock van alle andere Rechten, Actien en Pretentien, die sijn Ceurvorstelycke Doorluchtigheyt in eeniger maniere, hoe, en uyt wat hoofde, titul of pretext het oock soude mogen sijn, tot nu toe, ten laste van haer Ho. Mog. soude mogen hebben, eysschen, vorderen of pretenderen, niets ter werelt uytgesondert, van wat natuyre of conditie die ook soude mogen wesen, sonder dat de voorsz. particuliere expressie derogeere of vermindere aende voorsz. generale Renunciatie, of dat de voorsz. generale Renuntiatie vereyschte een meer particuliere expressie, en dat mits desen ter saecke van dien alle soo wel in 't generael als in het particulier, ende in het particulier als in het generael by sijn Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt, desselfs Successeuren, Erven ende Nakomelingen ten laste van haer Ho. Mog. geene Actie ofte Pretentie sal werden gemaeckt, gevordert of gepretendeert, onder wat Naem, Titul of Pretext het selve ook soude mogen wesen, niets ter werelt uytgesondert, directelijck of indirectelijck, in eeniger manieren.

En alsoo hier meede tusschen haer Hoogh-Mogende en syn Ceurvorstl. Doorl. een volkomen richtich-en effenheyt van alle differenten is goet gevonden en gemaeckt,

Puissances ont terminé la susdite Guerre par un Traité de Paix ensemble, à l'égard des Reparations & Dedommagemens de plusieurs autres incommoditez & Dommages causées & produites par la Rupture & Guerre de Sa Majesté le Roi de Suede contre Sa Serenité Electorale, comme aussi pour les Pretentions au sujet du deffaut de payement de l'argent du Fourage aux Troupes de Sa Serenité Electorale employées ès environs de Masyck & ailleurs, & encore 4000. Risdales & 58078. livres que Sa Serenité Electorale demandoit en vertu du Traité de l'année 1672. comme aussi pour l'argent des recrues des Troupes qu'il a fallu que Sa Serenité Electorale ait tenu sur pied en vertu du Traité susdit de l'an 1674. Et enfin à l'égard du Vaisseau les Armes de Brandebourg pris & confisqué par la Compagnie Occidentale de ces Païs, sur les côtes d'Affrique, leurs Hautes Puissances, pour l'extinction & amortissement des susdites Actions, ensemble de toutes autres justes Pretentions que Sa Serenité Electorale pourroit soutenir contre L. H. P. de quelque nature ou condition qu'elles puissent être, imaginées ou non imaginées, nulles du Monde exceptées (sans que cette particuliere expression, deroge, ou en quelque maniere diminue le susdit general amortissement & extinction, ou que l'amortissement & extinction demande une préalable expression des susdites Pretentions speciales) promettent & s'obligent par ces presentes, de payer à S. S. E. ou à celui qui sera autorisé par elle, la Somme de quatre cens quarante mille Risdales; sçavoir 150000. Risdales contant, dans le tems d'un mois après la Ratification des presentes, & ce ici à la Haye ou dans la Ville d'Amsterdam, en gros argent & especes de Ducatons, Risdales, Pieces de trois francs, ou de deux, sans compter parmi le susdit gros argent les pieces de vingthuit sous, & au dessous, & les 290000. Risdales restans en pareilles grosses piéces d'Argent en dix années ou termes consecutifs; à compter la premiere année ou terme un an aprés le jour que la susdite somme de 150000. Risdales contant, doit être payée, & ainsi successivement d'année en année; en sorte que le premier terme devra être payé comptant environ le 23. Octobre de cette année 1685; le premier terme des susdittes dix années de la somme de 29000. Risdales devra être payé un an aprés, à sçavoir environ le 23. Octobre de l'an 1686. & ainsi d'année en année respectivement, jusques à l'entiere & finale satisfaction.

Et a sa Serenité Electorale par le moyen de ce, pour elle, ses Heritiers, Successeurs ou ayant cause, dès à present & pour toujours, renoncé, comme elle renonce par ces presentes, à toutes les Pretentions & Actions mentionnées ci-dessus, ensemble à toutes autres qu'en quelque maniere & de quelque chef, titre ou pretexte que ce puisse être, sa Serenité Electorale pourroit avoir, demander, exiger ou pretendre contre leurs Hautes Puissances, nulles exceptées, de quelque nature ou condition qu'elles puissent être; sans que la susdite expression particuliere deroge ou diminue rien de la susdite generale Renonciation ni demande une plus particuliere expression. Et qu'en vertu des presentes, à l'occasion de ce que dessus, tant en general qu'en particulier, & tant en particulier qu'en general sa Serenité Electorale ni ses Heritiers & Successeurs ne pourront intenter aucune Action ou Pretention contre leurs Hautes Puissances sous quelque titre ou pretexte que ce puisse être, rien du monde excepté, directement ou indirectement, en quelque maniere que ce soit.

Et comme par ces presentes, il a été fait une Accommodement entier de tous les differens d'entre L. H. P. & sa Serenité Electorale & qu'ainsi toutes leurs

ANNO 1685.

maeckt, en dat daer meede alle Questien en Geschillen sijn gedoot, gemortificeert ende geestingeert; soo is tusschen hoochstgedachte haer Ho. Mog. en sijn Ceurvorstl. Doorl. wyders verdragen ende overeen gekomen, gelyck verdragen ende overeen gekomen wert mits desen, dat het Tractaet tusschen haer Hoogh-Mogende en sijn Ceurvorstelycke Doorluchtigheyt in den jaere 1678. wederseyts gemaeckt in sijne Poincten en Articulen, niet alleen sal werden vernieut ende geconfirmeert, soo als het vernieut ende confirmeert wert midts desen, maer dat het voorsz. Tractaet van de voorsz. jaere 1678. voor den tijt van noch 12. jaeren beginnende van de Expiratie vande eersten Termijn van 't voorschreve Tractaet, ende sulcx ande 8. Martii 1688. tot den 8. Maert 1700. sal werden gecontinueert ende geprolongeert, gelyck het gecontinueert ende geprolongeert wert mits desen, ende dat mits dien het voorsz. Tractaet sal werden gehouden soo wel voor de nogh loopende jaeren als den voorsz. geprolongeerden Termijn, van deselve kraght, waarde en efficatie als off het selve Tractaet hierinne van woort tot woort geinsereert was, sullende de Hooge Geallierden een jaer eer den voorsz. geprolongeerden tyt komt te expireren, haer Gevolmachtichden by den anderen doen komen, om als dan over de verdere Prolongatie en Extensie van dien te handelen.

Ende naedemael het niet doendelijck is, alle Gevallen in een Tractaet te begrypen, dat hooghgedaghte Parthyen in krachte van 't selve Tractaet gehouden ende geobligeert synde een des anderen beste te procureren ende bevorderen, ende dat deselve beyde daar by hooglyck syn geinteresseert, dat de jegenwoordige ruste in de Christenheyt magh werden geconserveert, en alle troublen van Oorloge en Onruste voorgekomen, soo is meede goetgevonden ende geconvenieert, gelyck geconvenieert wert mits desen, dat ingevalle, 't geene Godt genadelyck verhoede, wederom nieuwe troublen of onlusten souden mogen komen te ontstaen ofte gevreest werden, de beyde hooghstgemelte Parthyen daar over tydelyck en in vertrouwen d'een met den anderen sullen communiceren, ook aen den anderen daer over besendingen doen, om te overleggen wat tot voorkominge van dien, en tot elkanders gemeene beste, welstant ende conservatie soude konnen of behooren gedaen te werden.

Ende ten eynde ter occasie van de Scheepvaert op de Kusten van Africa ende Guinea tusschen haer Hoogh-Moogh. en sijn Ceurvorstl. Doorl. geene questien of differenten meer soude mogen ontstaen, soo is mede met den anderen geconvenieert, gelyck geconvenieert wert mits desen, dat hooghgedachte sijne Ceurvorstelycke Doorluchtigheyt ten spoedighsten desselfs Minister alhier in den Hage sal instrueren en volmaghtighen, om met eenige Heeren Gedeputeerden en Gevolmaghtighte van haer Hoogh-Mooghende te arresteren ende te beraemen een Reglement, waar door beyde de selve Compagnie by haere Rechten en Possessien mogen werden gemainteneert, en alle differenten en oneenigheden voor het toekomende geprevenieert.

De jegenwoordige Conventie sal by hoogh-gedachte Parthyen respectivelyck werden geratificeert, ende de Ratificatien van dien alhier in den Hage uytgewisselt binnen den tyt van een maent naer dato deses. Aldus gedaen, overeengekomen, en geaccordeert, en in oirkonde geteeckent in 's Gravenhage den 23. Aug. 1685.

(L.S.) FRANÇOIS VERBOLT. (L.S.) PAUL VAN FUCHS.
(L.S.) D. VAN WEINGAERDEN.
(L.S.) GASPAR FAGEL.
(L.S.) WILLEM VAN NASSAU.
(L.S.) J. B. VAN AMERONGEN.
(L.S.) D. B. VAN SCHELTINGA.
(L.S.) G. SLOOT.
(L.S.) S. GOCKINGA.

leurs questions, & debats se trouvent amortis & éteints; Il a été en outre convenu & accordé entre leursdites Hautes Puissançes & sadite Serenité Electorale, comme il est convenu & accordé par ces presentes, que le Traité d'entre leurs Hautes Puissances & sa Serenité Electorale fait en l'année 1678. ne sera pas seullement renouvellé & confirmé de part & d'autre en tous ses Points & Articles, comme il est renouvellé & confirmé par ces presentes; mais que le susdit Traité de la susdite année 1678. sera continué & prolongé, comme il est continué & prolongé par ces presentes, pour le tems de douze autres années, à commencer de l'expiration du premier terme du susdit Traité, & ainsi du 8. Mars 1688. jusques au 8. Mars 1700. Et qu'en vertu de ce que dessus le susdit Traité tant pour les années courantes, que pour ledit tems de prolongation, sera tenu & reputé de la même force & vertu, que s'il étoit inseré ici de mot à mot. Et lesdits Hauts Alliez feront un an avant l'expiration dudit tems prolongé, assembler leurs Plenipotentiaires pour traiter encore & convenir ensemble d'une autre prolongation & continuation.

Et comme il n'est pas possible de comprendre tous les cas & accidens dans un Traité, & que les susdites Parties, en vertu de ce Traité étant tenuës & obligées, de procurer & avancer le Bien l'un de l'autre, & qu'elles ont toutes les deux grand interêt que le present repos soit conservé dans la Chrêtienté, & que l'on previenne tous les troubles de la Guerre; Il a été jugé à propos & convenu, comme il est convenu par ces presentes, qu'au cas que, (ce qu'à Dieu ne plaise par sa grace) il arrivât quelques nouveaux troubles, ou que l'on en craignit quelques uns, les susdites Parties en communiqueront ensemble à tems & en confiance, & s'envoyeront des Deputez pour cet effect, afin de deliberer ce qu'il seroit expedient de faire pour les prevenir, & pour se procurer & conserver l'avantage l'un de l'autre.

Et afin qu'à l'occasion de la Navigation sur les Côtes d'Afrique & de Guinée il n'arrive plus aucune question ni different entre leurs Hautes Puissances & sa Serenité Electorale, il a été aussi convenu, comme il est convenu par ces presentes, que sadite Ser. Elect. donnera au plûtôt les Instructions necessaires à son Ministre qui est ici à la Haye, & Pleinpouvoir pour arrêter & deliberer avec quelques Deputez & Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puissances un Reglement par le moyen duquel les deux Compagnies soient maintenuës dans leur Droit & Possession, & tous differents & desunion prevenuës pour l'avenir.

La presente Convention sera ratifiée par lesdites hautes Parties, & les Ratifications d'icelle échangées dans le tems d'un mois du jour de la datte de ces presentes; Ainsi fait, convenu & accordé; En témoin de quoy signé à la Haye le 23. Août 1685.

(L.S.) FRANÇOIS VERBOLT. (L.S.) PAUL VAN FUCHS.
(L.S.) D. DE WYNGAERDEN.
(L.S.) GASPAR FAGEL.
(L.S.) GUILLAUME DE NASSAU.
(L.S.) J. B. D'AMERONGEN.
(L.S.) D. B. DE SCHELTINGA.
(L.S.) G. SLOOT.
(L.S.) S. GOCKINGA.

LX.

30. Août. FRANCE ET TUNIS.

Traité de cent ans. Fait pour le renouvellement des Capitulations & Articles de Paix, & confirmation d'icelle, accordez & arrestez par Nous Marêchal d'Estrées, & Commandant l'Armée Navalle en Levant de Tres-Excellent, Tres-Puissant & Tres-Invincible Prince LOUIS XIV. *par la grace*

ANNO 1685.

grace de Dieu Empereur de France & Roi de Navarre, au nom de l'Empereur son Maistre, aux Tres-Illustres Bacha, Dey, Divan, autres Puissances & Milice de la Ville & Royaume de TUNIS, *le trentiéme Aoust* 1685. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

I. QUe les Capitulations faites & accordées entre l'Empereur de France, & le Grand Seigneur, ou leurs Predecesseurs; ou celles qui seront accordées de nouveau par l'Ambassadeur de France, envoyé exprés à la Porte pour la Paix & repos de leurs Estats, seront exactement & sincerement gardées & observées, sans que de part & d'autre il y soit contrevenu directement ou indirectement.

II. Que toutes les prises induëment faites sur les Sujets de l'Empereur de France, ou les Sommes exigées sur eux en argent, ont esté reglées & liquidées à soixante mille écus Monnoye de France, dont la restitution, sçavoir de cinquante deux mille écus, se fera en même tems de la signature du Traité par le Dey & Divan du Roiaume de Tunis, en argent & promesses de Marchands François en bonnes formes, & payables dans les termes dont on conviendra avec eux: & comme ledit Dey & Divan representent que ledit Royaume de Tunis est partagé par les Guerres Civiles, & qu'il ne seroit pas juste que les huit mille écus exigez par Mehemet Bey sur les Sujets de l'Empereur de France, fussent payez par eux, estant leur Ennemi & en Guerre ouverte, on est demeuré d'accord que lesdits huit mille écus, interêts, dommages & frais en consequence, seront demandez audit Mehemet Bey & Aly Bey son frere, & que la restitution en sera faite par les Villes qui tiennent leur party.

III. Et parce que le Dey & Divan, suivant l'alternative de restituer en argent ou promesses, ont choisi celle d'emprunter cinquante-deux mille écus du Sieur Gautier & Associez, par le Sieur Revolat son Procureur, & lui ont cedé la joüissance & proprieté du Cap Negre pour asseurance de cette avance, pour le tems & aux conditions portées par un Traité fait de nôtre consentement & participation, entre lesdits Dey, Divan, Gautier & ses Associez, ledit Traité aura même force & vertu que celui-ci, en tous les points & Articles, comme s'ils estoient inserez ici mot à mot.

IV. Et pour empêcher à l'avenir les contraventions à la Paix, & toutes courses & pirateries, lesdits Dey & Divan feront punir exemplairement le nommé Parasoly, pour avoir pris avec beaucoup de violence & d'injustice deux Vaisseaux de Dunkerque, nommez l'un la Ville de Blois, & l'autre le Pic des Canaries, le vingt-septiéme Septembre 1682. commandant alors le Dragon d'Or.

V. Les Vaisseaux armez en Guerre à Tunis, & dans les autres Ports du Roiaume, rencontrant en Mer les Vaisseaux & Bastimens navigans sous le Pavillon de France, & les Passeports de l'Admiral de France, conformes à la Copie qui sera transcrite en fin de ce Memoire, les laisseront en toute liberté continuer leur voyage sans les arrester ni donner aucun empêchement, ains leur donneront tous les secours & assistances dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux personnes sans armes dans les Chalouppes, outre le nombre des Matelots necessaires pour la conduire, & de donner ordre qu'il n'entre aucun autre que lesdites deux personnes dans lesdits Vaisseaux, sans la permission expresse du Commandant. Et reciproquement les Vaisseaux François en useront de même à l'égard des Vaisseaux appartenans aux Armateurs particuliers de ladite Ville & Roiaume de Tunis, qui seront Porteurs des Certificats du Consul François établi en ladite Ville, desquels Certificats la Copie sera pareillement jointe à la fin dudit Memoire.

VI. Les Vaisseaux de Guerre & Marchands tant de France que de Tunis, seront receus reciproquement dans les Ports & Rades des deux Royaumes, & il leur sera donné toute sorte de secours pour les Navires & pour les Equipages en cas de besoin; Comme aussi il leur sera fourni des Vivres, Agrez, & generalement toutes autres choses necessaires, en les payant aux prix ordinaires & accoûtumez, dans les lieux où ils auront relâché, sans qu'ils soient obligez de payer pour raison de ce aucun Droit ni Ancrage.

VII. S'il arrivoit que quelque Vaisseau Marchand François étant à la Rade de Tunis, ou en quelqu'un des autres Ports du Roiaume, fût attaqué par les Vaisseaux de Guerre Ennemis d'Alger, Tripoly, Salé, ou autres, sous le Canon des Forteresses, ils seront défendus & protegez par lesdits Châteaux, & le Commandant obligera lesdits Vaisseaux Ennemis de donner un tems suffisant pour sortir, qui sera du moins de deux jours, & s'éloigner desdits Ports & Rades, pendant lequel seront retenus lesdits Vaisseaux Ennemis ou autres Bastimens de Guerre, sans qu'il leur soit permis de les poursuivre. Et la même chose s'executera de la part de l'Empereur de France, à condition toutefois que les Vaisseaux, & autres bâtimens armez en Guerre, à Tunis & dans les autres Ports dudit Roiaume pourront faire des Prises dans l'étenduë de dix lieuës des Costes de France.

VIII. Tous les François pris par les Ennemis de l'Empereur de France, qui seront conduits à Tunis, & autres Ports dudit Royaume, seront mis aussitôt en liberté, sans pouvoir être retenus Esclaves, même en cas que les Vaisseaux de Tripoly, Alger, & autres qui pourront être en Guerre avec l'Empereur de France, missent à terre des Esclaves François en quelque endroit que ce puisse être de leur Roiaume, ils seront mis en liberté.

IX. Tous les Esclaves François de quelque qualité & condition qu'ils soient, même ceux pris sur des Pavillons Estrangers & Ennemis de Tunis qui sont à present dans l'étenduë dudit Royaume, seront mis dans une pleine & entiere liberté sans aucune rançon, & seront incessamment renvoyez à bord des Vaisseaux, & aussi tous Etrangers qui ont esté pris sous Pavillon de France, & en cas qu'ils soient hors du Roiaume, on les fera incessamment revenir pour les remettre entre les mains du Consul, & pour cét effet il sera permis au Sieur Robert, Commissaire à la suite de l'Armée, que nous avons nommé, de se transporter avec un Officier commis par le Gouvernement de ladite Ville, dans tous les Bagues, & autres lieux où seront retenus lesdits François, pour prendre une Liste exacte de leurs noms, sur laquelle ils seront mis en liberté.

X. Et moiennant la restitution actuelle generalement de tout le contenu aux susdits Articles & desdits Esclaves François, les vingt-cinq de Tunis, contenus dans la Liste ci-jointe, qui ont été pris sous leur Pavillon, seront pareillement mis en liberté.

XI. Les Etrangers passagers trouvez sur les Vaisseaux François, ni pareillement les François pris sur les Vaisseaux estrangers, ne pourront estre faits Esclaves sous quelque pretexte que ce puisse estre, quand même le Vaisseau sur lequel ils auroient été pris, se seroit deffendu, ni moins leurs effets & marchandises retenus.

XII. Si quelque Vaisseau & autres Bastimens François se perdoit sur les Côtes de la dépendance du Roiaume de Tunis, soit qu'il fut poursuivi par les Vaisseaux Ennemis ou forcé par le mauvais tems, il sera secouru de tout ce dont il aura besoin pour être remis en Mer, & pour recouvrer les marchandises de son chargement, en paiant le travail des journées de ceux qui auront été employez, sans qu'il puisse être exigé aucun Droit ni Tribut pour les marchandises qui seront mises à Terre, à moins qu'elles ne soient venduës dans les Ports du Roiaume.

XIII. Les Vaisseaux Marchands François, Polacres, Barques & Tartannes portant Pavillon de France, arrivant aux Rades de Tunis & aux autres endroits du Royaume, pour charger & décharger des Marchandises, ne payeront au plus que vingt cinq Piastres de chaque Bastiment, de Droit d'ancrage, d'entrée & sortie, & cinq Piastres pour les Chiaoux & Janissaires, pourveu qu'ils servent actuellement, & pour toutes choses generalement, quelconque de cette nature.

XIV. Il sera deffendu aux Officiers des Ports & des Châteaux dépendans du Roiaume de Tunis, d'exiger aucune chose des Officiers des Vaisseaux Marchands François, & même lorsque des Bastimens toucheront à la Goulette, ou autres Ports dudit Roiaume pour y prendre des rafraichissemens, ils ne payeront aucun Droit d'ancrage.

XV. Tous les Marchands François qui aborderont aux

ANNO 1685.

aux Costes ou Ports dudit Royaume de Tunis, pourront mettre à Terre leurs Marchandises, vendre & achepter librement toutes choses, sans payer que trois pour cent tant d'entrée audit Roiaume que de sortie, même pour le Vin & Eaux de Vie, qui seront sur ce même pied que les autres Marchandises, qui est le même Droit que la Nation Françoise paye à Constantinople, Smirne, Candie, & autres lieux de la dépendance du Grand Seigneur; & ne pouvant lesdits Marchands François, Capitaines & Patrons, portant le Pavillon de France, vendre & debiter leurs Marchandises audit Royaume de Tunis, ils les pourront charger sur quel Bastiment ils jugeront à propos pour les transporter hors du Roiaume, sans qu'ils puissent être obligez d'en payer les Droits d'icelles. Il en sera usé de la même maniere dans les Ports de la Domination de l'Empereur de France: & en cas que lesdits Marchands ne missent leurs Marchandises à terre que par entrepos, ils pourront les rembarquer sans payer aucuns Droits, & ne pourront être obligez de mettre ni leurs voiles ni leur gouvernail à terre.

XVI. Il ne sera donné aucun secours ni protection contre les François aux Vaisseaux de Barbarie qui seront en Guerre avec eux, ni à ceux qui auront armé sous leur Commission: & feront lesdits Bacha, Dey & Divan, deffenses à tous leurs Sujets d'armer sous Commission d'aucun Prince ou Estat Ennemi de la Couronne de France: Comme aussi empêcheront que ceux contre lesquels ledit Empereur de France est ou sera en Guerre, puissent armer dans leurs Ports pour courir sur ses Sujets.

XVII. Les François ne pourront être contraints par quelque cause & sous quelque pretexte que ce puisse être, à charger sur leurs Vaisseaux aucune chose contre leur volonté, ni faire aucun voyage aux lieux où ils n'auront pas dessein d'aller.

XVIII. Pourra ledit Empereur de France continuer l'établissement d'un Consul à Tunis, pour assister les Marchands François dans tous les besoins: & pourra ledit Consul exercer en liberté dans sa Maison la Religion Chrestienne, tant pour lui que pour tous les Chrêtiens qui y voudront assister. Comme aussi pourront les Turcs de ladite Ville & Royaume de Tunis qui viendront en France, faire dans leurs Maisons l'exercice de leur Religion, & aura ledit Consul la prééminence sur les autres Consuls, & tout Pouvoir & Jurisdiction dans les differens qui pourront naistre entre les François, sans que les Juges de ladite Ville de Tunis en puissent prendre aucune connoissance. Comme aussi en cas qu'un François se voulut faire Turc, il ne pourra estre receu qu'il n'ait persisté trois fois vingt-quatre heures dans son dessein, & sera pendant ce tems remis comme en dépost entre les mains du Consul François.

XIX. Les Peres Capucins, & autres Religieux Missionnaires à Tunis, de quelque Nation qu'ils puissent être, seront desormais traitez & tenus comme propres Sujets de l'Empereur de France, qui les prend en sa protection, & en cette qualité ne pourront être inquietez ni en leurs personnes ni en leurs Biens, ni en leur Chapelle, mais maintenus par le Consul François comme propres & veritables Sujets de l'Empereur de France.

XX. Il sera permis audit Sieur Consul de choisir son Drogman & son Courtier, & le changer toutesfois & quantes qu'il voudra, sans être obligé à l'avenir d'en recevoir un du Dey & Divan de ladite Ville & Royaume. Comme aussi pourra faire arborer le Pavillon blanc sur sa Maison, & le porter à sa Chaloupe à la Mer allant aux Vaisseaux qui seront en Rade, où il pourra aller toutesfois & quantes qu'il lui plaira.

XXI. S'il arrive quelque different entre un François, un Turc ou Maure, ils ne pourront être jugez par les Juges ordinaires, mais bien par le Conseil desdits Dey & Divan, & en presence dudit Consul.

XXII. Ne sera tenu ledit Consul de payer aucune debte pour les Marchands François, s'il n'y est obligé en son nom & par écrit; & seront les effets des François qui mourront audit Païs, remis és mains dudit Consul, pour en disposer au profit des François ou autres, ausquels ils appartiendront: & la même chose s'observera à l'égard des Turcs dudit Royaume de Tunis qui voudront s'établir en France.

XXIII. Jouïra ledit Consul de l'exemption de tous Droits, pour les provisions, vivres & marchandises necessaires à sa Maison.

XXIV. Tout François qui aura frappé un Turc ou Maure, ne pourra être puni qu'aprés avoir fait appeller le Consul pour deffendre la cause dudit François: & en cas que ledit François se sauve, aussi bien que d'autres Chrêtiens Esclaves, sur des Bastimens portant Pavillon de France ou autres, ne pourra ledit Consul en être responsable.

XXV. S'il arrive quelques contraventions au present Traité, il ne sera fait aucun acte d'hostilité qu'aprés un déni formel de Justice.

XXVI. Si quelque Corsaire de France ou dudit Royaume de Tunis, fait tort aux Vaisseaux François ou à des Corsaires de ladite Ville qu'il trouvera en Mer, il en sera puni tres-severement, & les Armateurs responsables.

XXVII. Si le present Traité conclu entre le Mareschal d'Estrées pour l'Empereur de France, & le Bacha, Dey & Divan, & autres Puissances & Milice de la Ville & Royaume de Tunis, venoit à être rompu (ce qu'à Dieu ne plaise) le Consul & tous les Marchands François qui seront dans l'étenduë dudit Roiaume, pourront se retirer par tout où bon leur semblera, sans qu'ils puissent être arrestez pendant le tems de six mois.

XXVIII. Toutes les fois qu'un Vaisseau de l'Empereur de France viendra moüiller devant la Rade de Tunis, aussitôt que le Consul aura averti le Gouverneur, ledit Vaisseau de Guerre sera salué à proportion de la marque de Commandement qu'il portera, par les Châteaux & Forts de la Ville, & d'un plus grand nombre de coups de Canon que ceux de toutes les autres Nations, & il rendra coup pour coup, bien entendu que la même chose se pratiquera dans la rencontre desdits Vaisseaux de Guerre à la Mer.

XXIX. Et afin qu'il ne puisse arriver de surprise dans l'explication dudit Traité, il en sera affiché une Copie Françoise dans la Doüanne de Tunis, certifié dudit Consul & des Puissances dudit Royaume.

XXX. Les Articles cy-dessus seront ratifiez & confirmez par l'Empereur de France, & les Bacha, Dey, Divan, autres Puissances & Milice de la Ville & Royaume de Tunis, pour estre observez par leurs Sujets pendant le temps de cent ans. Et afin que personne n'en pretende cause d'ignorance, seront publiées & affichées par tout où besoin sera. Fait & arresté entre ledit Maréchal d'Estrées pour ledit Empereur de France d'une part; & ledit Bacha, Dey, Divan, Milice de ladite Ville & Royaume de Tunis, le trentiéme Aoust 1685.

Passeport dont les Vaisseaux François seront porteurs.

LOUIS, Comte de Vermandois, Admiral de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verrons, Salut. Sçavoir faisons, que Nous avons donné Congé & Passeport à Maistre de nommé du port de ou environ, estant de present au Port & Havre de de s'en aller à chargé de & armé de aprés que visitation d aura esté bien & deuëment faite. En témoin dequoy Nous avons fait mettre nôtre seing & le Scel de nos Armes à ces Presentes, & icelles fait contresigner par le Secretaire General de la Marine. A Paris le jour d mil six cens quatre-vingt

Signé,

LOUIS Comte de Vermandois, Admiral de France.

Et plus-bas,

Par Monseigneur, LE FOUIN.

Et scellé.

Cer-

ANNO 1685.

Certificat du Sieur Consul de la Nation Françoise à Tunis.

NOus Consul de la Nation Françoise à Tunis, Certifions à tous qu'il appartiendra, que le nommé commandé par du port de ou envrion, estant de present au Port & Havre de appartient aux Sujets des Illustres Dey, Bey, Divan, autres Puissances & Milice de la Ville & Royaume de Tunis, & est armé de

En témoin de quoy Nous avons signé le present Certificat & apposé le Scel de nos Armes. Fait à Tunis le jour d mil six cens quatrevingt

LXI.

Octob. LOUIS XIV. ET LES REFORMEZ DE FRANCE.

Edit de LOUIS XIV. *Roi de France, qui revoque l'Edit de Nantes & tout ce qui s'est fait en consequence, & défend l'Exercice public de la* RELIGION *nommée* PRETENDUE REFORMEE *dans son Royaume. Donné à Fontainebleau, au mois d'Octobre*, 1685. [BENOIST, Histoire de l'Edit de Nantes. Tom. III. Partie III. dans les Preuves. pag. 184. d'où cette Pièce a été tirée. Elle se trouve aussi dans LONDORPII *Acta Publica*, Tom. XII. pag. 240. col. 1. en Allemand.]

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous presens & à venir, Salut. Le Roi Henri le Grand nôtre Ayeul de glorieuse memoire, voulant empêcher que la Paix qu'il avoit procurée à ses Sujets, aprés les grandes pertes, qu'ils avoient souffertes par la durée des Guerres civiles & étrangeres, ne fût troublée à l'occasion de la Rel. P. R. comme il étoit arrivé sous les Regnes des Rois ses Predeceeseurs, auroit par son Edit donné à Nantes au mois d'Avril 1598. reglé la conduite qui seroit à tenir à l'égard de ceux de ladite Religion, les lieux dans lesquels ils en pourroient faire l'exercice, établi des Juges extraordinaires pour leur administrer la Justice, & enfin pourvû même par des Articles particuliers à tout ce qu'il auroit jugé necessaire pour maintenir la tranquillité dans son Royaume, & pour diminuer l'aversion qui étoit entre ceux de l'une & l'autre Religion, afin d'être plus en état de travailler, comme il avoit resolu de faire, pour reünir à l'Eglise ceux qui s'en étoient si facilement éloignez. Et comme l'intention du Roi nôtre dit Ayeul ne put être effectuée à cause de sa mort precipitée, & que l'execution dudit Edit fut même interrompuë pendant la Minorité du feu Roi nôtre tres-honoré Seigneur & Pere de glorieuse memoire, par de nouvelles entreprises desdits de la Relig. P. R. elles donnerent occasion à les priver de divers avantages qui leur avoient été accordez par ledit Edit: neanmoins le Roi nôtredit feu Seigneur & Pere usant de sa clemence ordinaire, leur accorda encore un nouvel Edit à Nîmes, au mois de Juillet 1629. au moyen duquel la tranquillité ayant de nouveau été retablie, ledit feu Roi animé du même esprit & du même zele pour la Religion que le Roi nôtredit Ayeul, avoit resolu de profiter de ce repos, pour essayer de mettre son pieux dessein à execution: mais les Guerres avec les étrangers étant survenuës peu d'années aprés, ensorte que depuis 1635. jusques à la Treve concluë en l'année 1684. avec les Princes de l'Europe, le Royaume ayant été peu de tems sans agitation, il n'a pas été possible de faire autre chose pour l'avantage de la Religion, que de diminuer le nombre des exercices de la Relig. P. R. par l'interdiction de ceux qui se sont trouvez établis au prejudice de la disposition des Edits & par la suppression des Chambres miparties, dont l'érection n'avoit été faite que par provision. Dieu ayant enfin permis que nos Peuples joüissant d'un parfait repos, & que nous-mêmes n'étant pas occupez des soins de les proteger contre nos ennemis, ayons pu profiter de cette Treve que nous avons facilitée à l'effet de donner nôtre entiere application à rechercher les moyens de parvenir au succés du dessein des Rois nosdits Ayeul & Pere, dans lequel nous sommes entrez dés nôtre avenement à la Couronne. Nous voyons presentement avec la juste reconnoissance que nous devons à Dieu, que nos soins ont eu la fin que nous nous sommes proposez, puis que la meilleure & la plus grande partie de nos Sujets de ladite Religion pretenduë Reformée ont embrassé la Catholique; & d'autant qu'au moyen de ce l'execution de l'Edit de Nantes, & de tout ce qui a été ordonné en faveur de ladite Religion pretenduë Reformée demeure inutile, nous avons jugé que nous ne pouvions rien faire de mieux, pour effacer entierement la memoire des troubles, de la confusion & des maux que le progrés de cette fausse Religion a causez dans nôtre Royaume, & qui ont donné lieu audit Edit, & à tant d'autres Edits & Declarations qui l'ont precedé, ou ont été faits en consequence, que de revoquer entierement ledit Edit de Nantes, & les Articles particuliers qui ont été accordez en suite d'icelui, & tout ce qui a été fait depuis en faveur de ladite Religion.

I. Savoir faisons, que nous pour ces causes, & autres à ce nous mouvans, & de nôtre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, avons par ce present Edit perpetuel & irrevocable, supprimé & revoqué, supprimons & revoquons l'Edit du Roi nôtredit Ayeul, donné à Nantes au mois d'Avril 1598. en toute son étenduë, ensemble les Articles particuliers arrêtez le 2. Mai ensuivant, & les Lettres patentes expediées sur iceux, & l'Edit donné à Nîmes au mois de Juillet 1629. les declarons nuls & comme non-avenus; ensemble toutes les Concessions faites tant par iceux, que par d'autres Edits, Declarations & Arrêts, aux gens de ladite R. P. Ref. de quelque nature qu'elles puissent être, lesquelles demeureront pareillement comme non-avenuës: & en consequence voulons & nous plaît, que tous les Temples de ceux de ladite R. P. R. situez dans nôtre Royaume, Païs, Terres, & Seigneuries de nôtre obeïssance, soient incessamment demolis.

II. Defendons à nosdits Sujets de la Rel. P. R. de plus s'assembler pour faire l'exercice de ladite Religion, en aucun lieu ou maison particuliere, sous quelque pretexte que ce puisse être, même d'exercices réels ou de Bailliages; quand bien lesdits exercices auroient été maintenus par des Arrêts de nôtre Conseil.

III. Defendons pareillement à tous Seigneurs de quelque condition qu'ils soient, de faire l'exercice dans leurs maisons & Fiefs, de quelque qualité que soient lesdits Fiefs, le tout à peine contre tous nosdits Sujets qui feroient ledit exercice, de confiscation de corps & de biens.

IV. Enjoignons à tous Ministres de ladite Relig. P. R. qui ne voudront pas se convertir & embrasser la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, de sortir de nôtre Royaume & Terres de nôtre obeïssance, 15. jours aprés la publication de nôtre present Edit, sans y pouvoir sejourner au delà, ni pendant ledit tems de quinzaine faire aucun Prêche, exhortation, ni autre fonction, à peine des Galeres.

V. Voulons que ceux desdits Ministres qui se convertiront, continuent à joüir leur vie durant, & leurs veuves aprés leur decés, tandis qu'elles seront en viduité, des mêmes exemptions de Tailles & logement de gens de Guerre, dont ils ont joüi pendant qu'ils faisoient la fonction de Ministres, & en outre nous ferons payer ausdits Ministres aussi leur vie durant, une Pension qui sera d'un tiers plus forte que les appointemens qu'ils touchoient en qualité de Ministres, de la moitié de laquelle Pension leurs femmes joüiront aussi aprés leur mort, tant qu'elles demeureront en viduité.

VI. Que si aucuns desdits Ministres desirent se faire Avocats, ou prendre les degrez de Docteurs ès Loix, nous voulons & entendons qu'ils soient dispensez des trois années d'étude prescrites par nos Declarations; & qu'aprés avoir subi les examens ordinaires, & par iceux être jugez capables, ils soient reçus Docteurs, en payant seulement la moitié des Droits que l'on a accoûtumé de percevoir pour cette fin en chacune Université.

VII. Defendons les Ecoles particulieres pour l'instruction des enfans de la Rel. P. R. & toutes les choses generalement quelconques, qui peuvent marquer une concession, quelle que ce puisse être, en faveur de ladite Religion.

VIII. A l'égard des enfans qui naîtront de ceux de ladite Rel. P. R. voulons qu'ils soient dorenavant batisez par les Curez des Paroisses. Enjoignons aux Peres &

ANNO 1685. & Meres de les envoyer aux Eglises à cet effet-là, à peine de cinq cens livres d'amende, & de plus grande s'il y échet; & seront ensuite les enfans élevez en la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, à quoi nous enjoignons bien expressément aux Juges des lieux de tenir la main.

IX. Et pour user de nôtre clemence envers ceux de nos Sujets de ladite Relig. P. R. qui se seront retirez de nôtre Royaume, Païs & Terres de nôtre obeïssance, avant la publication de nôtre present Edit, nous voulons & entendons, qu'en cas qu'ils y reviennent dans le tems de quatre mois du jour de lad. publication ils puissent & leur soit loisible de rentrer dans la possession de leurs Biens, & en joüir tout ainsi, & comme ils auroient pû faire s'ils y étoient toûjours demeurez; au contraire, que les Biens de ceux qui dans ce tems-là de quatre mois ne reviendront pas dans nôtre Royaume, ou Pays & Terres de nôtre obeïssance, qu'ils auroient abandonnez, demeurent & soient confisquez en consequence de nôtre Declaration du 20. d'Août dernier.

X. Faisons tres-expresses & iteratives defenses à tous nos Sujets de ladite R. P. R. de sortir, eux, leurs femmes & enfans de nôtredit Royaume, Païs & Terres de nôtre obeïssance, ni d'en transporter leurs biens & effets, sous peine pour les hommes des Galeres, & de confiscation de corps & de biens pour les femmes.

XI. Voulons & entendons, que les Declarations renduës contre les Relaps soient executées selon leur forme & teneur.

Pourront au surplus lesdits de ladite R. P. R. en attendant qu'il plaise à Dieu les éclairer comme les autres, demeurer dans les Villes & lieux de nôtre Royaume, Pays & Terres de nôtre obeïssance, & y continuer leur Commerce, & joüir de leurs biens, sans pouvoir être troublez ni empêchez, sous pretexte de ladite R. P. R. à condition, comme dit est, de ne point faire d'exercice, ni de s'assembler sous pretexte de prieres ou de culte de ladite Religion, de quelque nature qu'il soit, sous les peines ci-dessus, de corps & de biens.

Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans nos Cours de Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aides, Baillifs, Senechaux, Prevôts, & autres nos Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, & à leurs Lieutenants, que ces presentes ils fassent lire, publier & enregîtrer, même en vacations, nôtre present Edit, en leurs Cours & Jurisdictions, & icelui entretenir & faire entretenir, garder & observer de point en point sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere: Car tel est nôtre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toûjours, nous avons fait mettre nôtre Scel à cesdites presentes, Donné à Fontainebleau au mois d'Octobre, l'an de grace 1685. & de nôtre regne le 43.

Signé,

LOUIS.

Et sur le repli *visa*.

LE TELLIER.

Et à côté: Par le Roi, COLBERT.

Et scellées du grand Seau de cire verte, sur lacs de soye rouge & verte.

LXII.

6. Oct. **(1) Vergleichs-Recess zwischen der Grafschafft Baden regierenden acht alten Orthen der löblichen Eydgenossenschafft/ und Jhro Fürstliche Gnaden den Bischoff von Costantz/ wegen habender Gerechtsamen in der Vogtey und Ambt Clingnau und Zurzach. Geschehen zu Baden in Ergau den 6.** Octobris 1685. [Tiré d'une *Information de Droit* presentée à l'Empereur en 1616. de la part de l'Evêque & Prince de Constance sous le Titre de: **gründliche** Information **über des Hochstiffts Costantz** Jurisdiction **bey dessen in der Schweitz gelegenen Landschafft.** aux preuves. Chap. VII. num. 3. ANNO 1685.

C'est-à-dire,

Traité d'Accord entre les Huit *louables* CANTONS HELVETIQUES *Possesseurs du Comté de* Baden *d'une part, & l'Evêque & Prince de* CONSTANCE *d'autre part, touchant les Droits & Jurisdictions des Baillages de Klingnau & Zurzach. A Bade en Ergouw le 6. Octobre 1685.*

Zu wissen sey hiemit/ nachdeme bey vorgenommener Erneuwerung der Graffschaft Baden alten Schloß Urbarii eine Nothwendigkeit zu seyn erachtet worden/ sonderlich des Fürstlichen Costantzischen in der Graffschaft Baden gelegenen Vogtey und Amt Clingnauw und zur Sach habender Rechtsammen/eine gebührende Erläuterung und Verbesserung zu verschaffen; seynd deßwegen von den löblichen acht alten der Graffschaft Baden regierenden Orthen/ Jhr. Fürsliche Gn. zu Costantz schrifftlich ersucht worden/ jemand der Jhrigen zu dem End/ für die ob-wohlgedachten löblichen acht alter Orthen dermahlen bey einer extraordinari Tagsatzung zu Baden versammlete Herren Abgesandte zu verordnen/ um sich mit einander der vorkommenen Sachen halber zu ersprachen/und nach Befinden der Dingen/ eine/ zu vorderst zu Ablehnung der eine Zeithero obgeschwebter/ als auch und sonderheitlich zu Præcavirung aller weiters etwan zu besorgen stehender Differentzen und Mißhelligkeiten/ denen beedseitigen Beamteten dienende wegweißliche Erläuterung und Unterrichtung zu geben und zu ertheilen; Allermassen dann erfolget/ daß man beyderseits zusammen geschritten/ die vorkommene Sachen ihrer erforderten Nothdurfft nach genugsam erdauet/und schließlichen, diese hernach stehende Verkomnus mit einanderen gemacht hat.

Als nammlichen und beforderst soll es austruckenlich bey denen in annis 1451. 1520. und 1679. aufgerichteten und zusammen habenden Verträgen/ desgleichen bey allen von denen Römischen Kayseren und Königen/ von dem Bischoffen zu Costantz/ wie auch von denen löblichen acht alten der Grafschaft Baden regierenden Orthen/ ertheilten Brief und Siglen/ mit Nahmen auch der acht alten regierenden Orthen Bewilligung-Brieff/ über unterschiedliche Sachen/ und also die Mannschafft in dem Ambt Klingnauw und Zurzach den regierenden Orthen zuständig seyn/ sein beständiges und ungeändertes Verbleiben haben/ jedoch mit dieser nachfolgenden Erläuterung.

Erstlich/ daß alle und jede fräffel/ malefitzische Handlungen und Thaten/ welche sowohl einem Landvogt der Graffschaft Baaden/ als auch einem Obervogt zu Klingnauw vorkommen/ und wüssend werdent/ für das gewohnliche Gericht gezogen/ und daselbst nach Innhalt der Verträgen berechtiget werden sollen; Mit dieser Maaß und form/ wann es allein Civil-Sachen betrifft/ daß ein Ober-Vogt zu Klingnauw/ sowohl in prima als in secunda Instantia vor Gericht/ als auch vor Vogt und Rath/pflegender Appellation der Urtheil/ durchaus beysitzen möge/ hingegen aber bey solchen vor Gericht ventilirenden Civil-Sachen anwesender gegenwärtiger Land-Vogtischer Gewalthaber/ wann es an die Urtheil gehet/ abtretten solle; Bey den Gräflichen Sachen mögen beidseitige Beamtete bey Klag und Antwort und den Kundschafften sitzen/ und wann es aber zu Verfassung der Urtheil kommt/ sollen beiderseits Beamtete oder dero Anwält abtretten/ jedoch soll diß Orths die alte Formalität mit Beeydigung der Zeugen/ und protocolliren weiters observirt werden; In Malefitz-Sachen aber/ damit ein Mensch sein Ehr/ Leib und Leben verwircken möch-

(1) Il faut remarquer que ce Traité n'ayant point été ratifié, est compté pour rien de la part de Constance, aussi ne l'avoit-on produit de la part des Cantons que pour Information. [DUM.]

ANNO 1685. möchte/ solle nach Innhalt Badenburgischen Vertrags verfahren/ und alles in Beywesen beyderseits Beamteten oder dero Anwahlten/ so wohl bey Verhörung der Kundschafften/ als auch Tortur, und übrigen bey dem Gericht bißhero geübten Formalitäten/gehalten/ vorgenommen/ und observirt werden. In Scheltungs-Sachen (respectu deren es bey obangezogenen Verträgen durchaus zu verbleiben hat) wann einer über die dahin ergangene Urtheil/daß Er den Kläger entweder entschlagen/ oder aber die Zulag probiren soll/ weder das ein nach das andere thun will/ soll Er der Hohen Obrigkeit zuerkennt werden;

Anderens/ ist zu eigentlicher Nachricht/ wie sich der Richter in Hoch-und Nieder-Gerichtlichen Sachen und der Erkantnus zu verhalten habe/ gemeinlich beliebet/ hernach folgenden Extract, so aus dem zwischen den löblichen sieben regierenden Orthen des Thurgows / und den löblichen drey Städten/ Bern/ Friburg und Solothurn in anno 1555. auffgerichtetem Vertrag genommen worden/ diesem Vergleich als eine Regul und Richtschnur inseriren und einverleiben zu lassen/ mit diesem Anhang/ daß wann über obiges dem Richter je einiger Zweiffel vorfiele/ ob die Sach vor Hoch-Oberkeitlich/ oder für Nieder-Gerichtlich zu halten/ daß Er solche den beydseitigen Beamteten zu fürderlicher Besprach-und Vergleichung heimweisen solle;

Folgen hiervor angezogene Verzeichnussen der Hoch-Oberkeitlichen und Malefiz-Sachen; Und erstlichen was von Hoher Oberkeit und des Malefiz wegen/ sich in dem Thurgauw von dem Herrn Landvogt zu straffen gebühret/ laut des Vertrags der sieben Orten/ und der löblichen drey Städten de anno 1555. in welchem seynd specificirt folgende Fähl:

Alle die so den Land-Richter/ voran seine Herren und Oberen und das Land-Gericht mit Worten und Wercken schmähend.

Todtschläg.
Grosse Schwühr und Gottslästerungen.
Wann eine Persohn sich selbst entleibt; gefählt ihr Gut der Oberkeit.
Diebstahl.
Mörderey.
Ketzerey.
Hexerey.
Zaufferey.

Welcher einen falschen Eyd schweret/ oder sonst Eidbrüchig erfunden wird; deßgleichen einer der an des Gerichts-Stab lobt an Eidsstatt/ sein Fürgeben wahr seyn/ und sich ein anders befind.

Frieden mit Wercken brechen.

Item/ da einer auff den anderen auf offner freyer Reichs-Strassen wartet/ im Zorn und Fräffel und ihn verwundet.

Item/ da einer den anderen über Frieden aus seinem Haus fordert/ und sich verschuldete/ mit Wunden oder dergleichen.

Item/ welcher Frieden bricht/ mit gar oder halb auszuchten Degen/ Stein auffheben/ er werffe oder nit.

Item/ wenn Leuth oder Güter in den freyen Land-Strassen niedergeleidt/ oder daß einer solch Land-Strassen ihm selbst eignete/ die veränderte oder überfienge/ daß alles samt allen Sachen/ so darinn begangen würden/ und dem Malefiz-oder Hohen Gerichten zustehenden/ ob auch einer offne Marchen oder Lehen wissentlich änderte.

Item/ so der Land-Richter/ von Todtschlägen und anderen Sachen wegen/ die an das Land-Gericht dieneten/ Glait gebe/ und das Glait brechen wurd; doch den sieben Orthen an ihrem Glait das sie geben unschädlich.

Item/ wann einer von böser That oder Leumdens wegen landräumig wird/ gefallt der Hohen Oberkeit sein Gut.

Gleichermassen gefallt ihr auch das Gut dessen der ein Todtschlag thut/ und des Entleibten Freunden sein Leib.

Item/ so einer vom Leben zum Todt hingericht wird/ ist der Hohen Oberkeit die fahrend Haab.

Item/ die Fähl und Erbfähl von ledigen Kinderen/ doch männiglich seinen rechten Brieffen und Siglen/ so Er vor erlangt und darzu hat/ unabbrüchig; und in ganzer Summa dienet in das Malefiz. und dem Land-Richter an statt Hohen Oberkeit zu straffen/ alle böse Sachen und Thaten/ damit ein Mensch sein Ehr/ Leib und Leben verwürcken möchte/ doch in solchem den sieben Orthen vorbehalten und ausbedingt die Straff deren/ die über Verboth im Krieg lauffen/ reiten oder gehen/ da ihnen die zuständig seyn soll/ ob sie je gleichwohlen darmit verwürckt hetten. ANNO 1685.

Drittens die Ehehafftenen betreffend/ wann ins künfftig in einem oder anderen Schiffreichen Strohm einige Mülle erbauwt werden wollte/ soll die Bewilligung dessen allein der Hohen Oberkeit/ als Lands-Fürsten/ zuständig seyn; andere Eh-hafftenen aber sollen/ gleich wie bishero also auch inskünfftig/ einem jeweilenigen Herrn Bischoff zu Costantz zu verwilligen/ und zu vergeben gebühren; den Unterthanen aber welcher solche Eh-hafftenen erlanget hat/ solle von dem Ober-Vogt anbefohlen werden/ solche auch von einem jeweiligen regierenden Herrn Land-Vogt/ in Nahmen der Hohen Lands-Oberkeit confirmiren und bestättigen lassen/ so Herr Land-Vogt auch zu ertheilen schuldig seyn soll.

Viertens/ hat es auch der Abzügen halben/ in dem Ambt Klingnauw/ bey deme zu verbleiben/ daß von dem Gut/ so aus der Stadt Klingnauw fählt/ solche von denen zu Klingnauw selbst/ nach Innhalt deren Ihnen ertheilten Fürstlichen Bischöflichen auch von denen löblichen acht Orthen der Graffschaft Baden confirmirten Begnädigungen/ zu beziehen; zu Dettingen und Coblentz aber/ gedachte Abzug zu des Ambts Klingnauw Handen (aussert was Ihr Fürstliche Durchleucht denen von Dettingen zu ihrem gemeinen Nutzen zu verwenden/ aus sonderbahren Gnaden überlassen/ füraus eingenommen werden sollen; Hingegen aber solle der Abzuch zu Zurzach/ auch zu allen Zeiten/ allein den löblichen regierenden Orthen zuständig seyn und verbleiben.

Fünfftens/ mit Ertheilung der Mann-Rechten und Geburths-Brieffen/ ist es der gestalten zu halten/ daß deren Expedition in einem Brief in beyder Oberkeiten Nahmen/ bey der Cantzley der Graffschaft Baden/ nach einem mit einanderen zu vergleichen habenden Formular, zu machen/ solcher Brief aber alsdann/ sowohl von einem Herrn Land-Vogt als dem Ober-Vogt zu Klingnauw besiglet werden.

Sechstens/ wann jemand aus denen Bischoflichen Aembteren in ein andere Jurisdiction, um ein daselbst begangene Mißhandlung/ sich zu stellen und zu verantwerten begehrt wird/ solle die Stellung/ wann es um einen niedergerichtlichen Fräffel zu thun/ von einem Ober-Vogt/ wann es aber malefitzische Sachen berührt von einem Land-Vogt/ mit beyderseits freundlicher Communication geschehen;

Siebendens/ der Mandaten halben/ last man es bey dem Vertrag de anno 1679. verbleiben/ mit dieser beygefügten Erläuterung/ daß gegen die Ubertretter nach Innhalt Budenbergischen Vertrags-Gerichten zu verfahren/ und wann in solchen aus sonderem Befehl der Hohen Lands-Oberkeit ergehenden Mandaten/ etwann vorfallender Lands-Gelegenheit nach Sachen eingesetzt würden/ welche sonsten an sich selbsten allein Niedergerichtlich/ daß nichts destoweniger solchen Falls die Straaf nit einem Land-Vogt/ sonder dem Gerichts-Herrn zudienen soll.

Achtens/ wegen Befreyung des Zurzacher-Marcks/ bleibet es bey alter Ubung und Herkommen/ und wan etwan solchem Marckt zu gutem für nöthig befindende/ oder andere heylsame Ordnungen gemacht/ solle es mit Zuziehung des Herrn Ober-Vogts beschehen;

Neuntens/ wann ein Ambtmann mit einem/ er seye/ wer er wolle/ etwas zu rechten oder zu handelen hat/ so sein Ambt berührte und antreffe/ und dann derselbe den Ambmann ohne redliche Ursach steche/ haute/ schluge/ oder denselben sonsten schmählich zuredte/ der soll nach Innhalt Landenbergischen Vertrags Art. 5. gebüst/ und die Straaf unter beyden Oberkeiten gleich getheilt werden.

Zehendens/ ist des Wildbahns halben aus Freundschafft gegen einem Herrn und Bischoff zu Costantz/ in seinen in der Graffschaft Baden gelegenen Vogtheyen und Aembteren/ darmit nach Ausweiß des Thurgauwischen Vertrags/ de anno 1509. und den Badischen Abscheid de anno 1679. zu halten/ jedoch/ daß einem jeweilligen Land-Vogt zu Baden/ gleichwie einem Bischoflichen Ober-Vogt unbenommen seye/ nicht allein für sich selbst/ sonder auch durch die jenigen/ die Er hierzu bestellen würde/ weidmännisch zu jagen: Keintwederen Oberkeit aber solches jagen jemand anderen/ wer der auch seye/ Bestands-oder in ander Weis zu überlassen befügt seyn solle;

Wann

Anno 1685.

Wann nun bevorstehende Vergleichs-Puncten allerseits also beliebet &c. seynd sie mit eigenhändigen Subscriptionen und fürgestellten Pittschafften corroborirt &c. Geben und beschehen zu Baden in Ergaw den 6ten Octobr. 1685.

(L.S.) Johann Caspar Hirzel Bürgermeister.

(L.S.) Johann Caspar von Mohr.

(L.S.) Abraham Tillier / Seckelmeister.

(L.S.) Johann Heinrich Kohler / Ober-Vogt.

(L.S.) Johann Martin Schweitzer zu Bünas.

(L.S.) Johann Joseph Heinrich Frey-Herr zweyer von Evebach.

Auch im Nahmen übriger Herren Ehren-Gesandten.

LXIII.

10. Dec. France et Siam.

Traité entre Louis XIV. *Roi de France, & le Roi de* Siam, *fait entre Monsieur le Chevalier de* Chaumont, *Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté Tres-Chrestienne, & Monsieur* Constance Phaulkon, *Deputé avec ample Pouvoir de Sa Majesté de Siam, pour accorder en son Roial nom des Privilèges aux Missionnaires Apostoliques dans tous ses Roiaumes en la maniere suivante. Fait à Louvo le* 10. *Decembre* 1685. [Freder. Leonard. Tom. V.]

I. Comme ledit Sieur Ambassadeur de France, dans son Memorial supplie tres-humblement Sa Majesté de Siam, de faire publier dans toutes les Villes de son Roiaume, de la premiere, deux, trois, quatre, cinquieme, & sixiéme Classe, que les Missionaires Apostoliques pourront prescher la Loi Chrestienne, & aux Peuples de les entendre sans que les Gouverneurs y puissent mettre aucun empeschement.

Sa Majesté de Siam fera publier dans toutes les Villes de son Royaume, de la prémiére, deux, trois, quatre, cinq, & sixiéme classe, que les Missionaires Apostoliques peuvent prescher la Loi Chrêtienne, dans toutes lesdites Villes; & les Peuples les entendre, chacun suivant son inclination, sans que lesdits Gouverneurs ou autres Officiers, de quelque qualité qu'ils soient, puissent les molester, en quelque maniere que ce soit, directement ou indirectement, à condition que lesdits Missionaires prêcheront la Loy de Dieu, sans insinuer aucune nouveauté dans le cœur du Peuple, contre le Gouvernement & les Loix du Païs sous quelque pretexte que ce soit, & en cas que lesdits Missionnaires le fissent, le present Privilege sera & demeurera nul, & le Missionaire coupable, arresté & renvoyé en France, sans que jamais sous peine de la vie, il puisse remettre le pied dans le Roiaume de Siam.

II. Le Sieur Ambassadeur de France, demande que les Missionaires puissent enseigner les naturels du Païs, & les rendre capables de bien servir Sa Majesté de Siam, tant dans les affaires du Gouvernement, que dans celles de la bonne conscience, & que pour cela ils aient Pouvoir de les recevoir dans leurs Convens, & lieux de leurs habitations avec les mesmes Privileges des autres Convens, sans que personne puisse les inquieter là dessus. Sa Majesté voulant que toutes les requestes qu'on pourra presenter contr'eux sur ce sujet, soient renvoiées à un Mandarin particulier qui sera nommé à cet effet.

Sa Majesté le Roi de Siam accorde que les Missionaires Apostoliques puissent enseigner les naturels de son Roiaume, à leur volonté en quelque science que ce soit, & qu'ils puissent les recevoir dans leurs Convens, Ecoles & habitations avec les mesmes Privileges des autres Convents de Siam, sans que personne puisse les en empescher, & que lesdits Missionnaires puissent leur enseigner les Sciences, Loix, & autres études qui ne sont point contraires au Gouvernement, & aux Loix du Roiaume, & en cas qu'on decouvre ar la voix contraire de deux témoins qu'ils y aien contrevenu, le present Privilege sera & demeurera nul, le Maistre d'Ecole & Disciple seront traitez de la mesme maniere, ainsi qu'il est marqué dans le premier Article, mais au cas que lesdits Missionnaires Apostoliques se conservent dans leurs Privileges, toutes les affaires qu'ils auront seront jugées par un Mandarin que Monsieur l'Evêque presentera, & que le Roi nommera, pourvû qu'il soit capable de cet emploi.

III. Le Sieur Ambassadeur de France demande à Sa Majesté, que tous les Sujets qui se feront Chrêtiens, soient exempts les Dimanches, & jours de Festes marquez par l'Eglise de tous les services qu'ils doivent à leurs Mandarins, si ce n'est dans une necessité pressante.

Sa Majesté de Siam accorde que tous ses Sujets, qui de leur bonne volonté se feront Chrêtiens, jouissent du Privilege des Chrêtiens en la maniere demandée par le Sieur Ambassadeur; & comme il faudra juger de la necessité pressante pour éviter tous differends sur ce sujet, Sa Majesté nommera un Mandarin de son costé, & Monsieur l'Evêque nommera du sien une personne d'authorité, & ce qu'ils regleront ensemble, sera reçû & ponctuellement executé par les Parties.

IV. Le Sieur Ambassadeur de France demande à Sa Majesté le Roi de Siam, que si quelqu'un de ses Sujets Chrêtiens, par vieillesse ou infirmité est incapable de servir, il puisse être délivré du service en se presentant à un Mandarin que Sa Majesté nommera à cet effet.

S. M. de Siam accorde que si quelques-uns de ses Sujets Chrêtiens par vieillesse ou infirmité sont evidamment incapables de servir, en se presentant à un Mandarin, que Sa Majesté nommera à cet effet, ils pourront estre dispensez du service jusques à leur guerison.

V. Le Sieur Ambassadeur de France, demande encore que pour éviter les injustices, & les persecutions qu'on pourroit faire aux nouveaux Chrêtiens, Sa Majesté ait la bonté de nommer quelque Mandarin, Siamois, qualifié homme de bien, & de justice, pour entendre & juger tous lesdits procez, sans que ledit Mandarin puisse rien prendre pour le jugement des procez; ensorte que les amendes soient partagées à la fin de chaque année, partie au Mandarin & à ses Officiers, & partie aux pauvres, ce qui empeschera que ledit Mandarin ne vende la Justice.

Sa Majesté le Roi de Siam accorde que le Mandarin dont il est parlé au deuxiéme Article, soit Juge desdits procez, suivant que le demande l'Ambassadeur de France, & pour éviter toute dispute, requeste, & longueur de procez, Sa Majesté ordonne que le Mandarin aprés s'estre instruit de l'affaire demandera l'avis de l'un des Juges du Roy, avant que de passer Sentence, afin qu'on n'en puisse point appeller.

Et Sa Majesté de Siam ordonnera que tous les Articles cy dessus soient publiez par tous ses Roiaumes, ensorte que tous ses Peuples connoissent que sa Roiale volonté est, que les Missionnaires Apostoliques jouissent desdits Privileges. Fait à Louvo le dix Decembre, 1685.

Signé,

Le Ch. de Chaumont,

& par l'ordre susdit Phaulkon.

LXIV.

27. Dec.

Recess Eines Löblichen Fränckischen Crayßes über die Jhro Käyserliche Majestät wider die Türcken zuleistende Hülffe / wie auch über die Verbesserung des Müntzwesens. Nürnberg den 27. Decemb. 1685. [Londorpii *Acta Publica* Parte XII. Libr. XIII. Cap. 118. pag. 258.]

C'est-à-dire,

Recès du louable Cercle de Franconie, *touchant les*

ANNO 1685.

les Troupes à envoyer au Secours de Sa Majesté Imperiale contre les Turcs. A Nuremberg le 27. Decembre 1685.

Kundt und zu wissen: Demnach die Römische Käyserliche Majestät aus Vätterlicher Vorsorg/ so sie gegen das Heilige Römische Reich/ und die gesamte werthe Christenheit tragen/ an dieses löblichen Creyses Hochfürstliche Außschreib-Ampt/ die allergnädigste Erinnerung thun lassen/ daß Fürsten und Stände/ zu weiterem glücklichen Progress wider den Türcken/ Erbfeind Christlichen Nahmens/ ihre bißhero höchstrühmlich geleistete Hülff/ ferner continuiren/ einfolglich die in Ihrem Erb-Lande subsistirende Creyß-Trouppen forderlich recroutiret/ und mit richtiger Monathlichen Verpflegung versorgen möchten.

Als haben beede ausschreibende Fürsten &c. Herr Marquard Sebastian und Herr Christian Ernst &c. tot. tit. tot. tit. nicht unterlassen sollen/ zu Einrichtung dieses heilsam-und sehr wichtigen Wercks/ einen gemeinen Creyß-Tag anhero in des Heiligen Reichs-Stadt Nürnberg/ auf den 2. Dec. 22. Nov. außzuschreiben/ um zu deliberiren/ und zu sehen/ wie hierinn nach Römischer Kayserlicher Majestät allergnädigster Intention, die verlangte weitere Hülff und Zusammensetzung möchte zu stabiliren seyn: Allermassen der gesamten Fürsten und Stände/ Räthe und Abgesandte/ auf das abgelassene Außschreiben/ sich willig und parat, mit ihren Gehörigen/ und dem Bambergischen Directorio überreichten Gewalten/ eingefunden/ das Werck/ und was davon dependiret/ reifflich überlegt/ dann nach unterschiedlich gehaltenen Sessionen geschlossen wie folget:

1. Erstlich/ hat man zur gemeinen Reichs-Defension und Securität/ nach dem in Vorschlag gebrachten quanto der 60000. Mann (wovon diesem Creyß 4321. zufallen wollen/ sich dergestalten parat und gefast zu halten bewilliget/ daß 2. Regimenter zu Fuß/ dann ein Regiment zu Pferd gestellet werden solte/ also/ wo hiernechst bey denen Reichs-Comitien zu Regenspurg das völlige Quantum der 60000. Mann zu Roß und Fuß/ beliebet/ und von anderen löblichen Creysen das behörige Contingent auch auffgestellet wird/ man derseits sich nicht weniger damit parat halten wolle: Immittelst ist jedem Hoch-und Wohllöblichem Stande sein Antheil/ und beeder Hoch-Stiffter Bamberg und Würtzburg Concurrenz, ausgeworffen/ die hohe und niedere Officirer der 3. Regiments-Stäbe und Premier Planen (zu welchem letzteren die concurrirende Stände/ à dato dieses Recessus, den gemeinschafftlichen Unterhalt beyzutragen schuldig seyn sollen) benennet/ der Terminus zur würcklichen Stellung und instruirung der Völcker à 1. May, des nechst Gott hoffenden 1686. Jahrs præfigirt/ und dabey per expressum bedingt worden/ daß diese freywillige dem Heiligen Römischen Reich und der Christenheit zum besten beliebende Verfassung fürs künfftige keinem Stand/ an Seiner habenden matricular-Moderation nachtheilig/ noch zu einiger Consequenz oder perpetuirlicher Obligation gezogen werden solle.

2. Fürs zweyte/ ist sich vereinbahret und geschlossen worden/ weilen das Creyß-Corpo dermahlen respectu voriger Armatur etwas geringert/ auch ohne diß denen aufs eusserist enervirten Unterthanen/ nicht wohl möglich fallen will/ die bißhero getragene überschwehrte Bürde der Kriegs-Spesen/ also länger zu continuiren/ daß denen hohen Generals-Persohnen/ wie auch denen Creyß-Kriegs-Räthen/ für ihro bißhero gehabte sonderbare gute Vigilanz und vortreffliche Commando, schuldigster Danck verstattet/ und selbe dabenebenst gebührend ersuchet werden sollen/ mit der Verpflegung biß zu Endigung dieses Jahrs st. nov. für Lieb und Willen zu nehmen/ dahingegen solle bey nechst vorstehender Zusammenschickung/ mit anderen löblichen Allürten Creysen conferirt/ und dahin angetragen werden/ wie dieselbe bey anderweit vorgehender Conjunction, aus gemeinem Vertrag verpfleget werden mögen: So solle auch zu mehrer Bezeugung schuldigster Danckbarkeit/ nicht unterlassen werden/ von gesamten Creyß wegen höchstg. Herrn Generals/ so wohl bey Römischer Kayserlichen Majestät als dem gesamten Reich/ um ihrer hohen Experienz und Kriegs-Meriten willen/ zu Erlangung der zu bestellen seyender Generalität-Chargen/ bey denen künfftigen Reichs- oder Allianz-Corpo zu recommendiren/ hoffende/ dieselbe werden/ zu allem begebenden Nothfall/ ihre gute Propension, gegen dem löblichen Creyß ferner erscheinen/ und insonderheit Herrn Marggrafens zu Bayreuth Durchleucht die im löblichen Creyß verbliebene Trouppen/ nach des Heiligen Reichs Constitutionen/ auch Executions-Ordnung und ehevorigen Creyß-Schlüssen/ sich zu jeder begebenden Occasion, de meliori lassen im Commando, und anderen recommendiret seyn/ auch sonsten alles das jenige/ wie bißhero zu beobachten/ was ihro/ als Creyß-Obristen zukommt. Im übrigen hat man alle und jede/ an Seiten der Creyß-Cassa fürohin zutragende Kosten/ projectiret/ und den Calculum, was und wie viel nemlich/ an Römer-Monaten dahin abzustatten seyn möchte/ gezogen/ also daß ins künfftige bemeldter Cassa ein mehrers nicht/ dann was bloß und allein zum Staabs-Unterhalt/ und anderen unumgänglichen gemeinen extraordin. Ausgaben vonnöthen/ so dermahlen auf 6. Römer-Monat/ jedoch daß solche ad cassam quartaliter richtig abgetragen werden/ auf ein Jahr ausgeschlagen worden/ aufgerechnet/ hingegen der Soldatesca Tractament, mitsamt allen anderen einlauffenden militarischen Kosten/ an Montirung/ Recroutirung/ Roß/ Wagen/ Standarten/ Fahnen und dergleichen/ von jedem Hoch-und Wohl-löblichen Stand in particulari oder respect. in concurrenz, getragen werden sollen.

3. So hat man auch drittens per unanimia bewilliget/ daß die in Kayserlichen Erblanden stehende Fußvölcker/ nicht allein zeitlich recroutiret/ sonderen auch mit der Monathlichen Gage versehen/ und hierzu von sämmtlichen Ständen die gewisse Veranstaltung gemacht werden solle. Allein weilen bereits Nachricht eingelanget/ ob/ wann das gantze Regiment/ so dermalen in Schlesien stehet/ darum grosse Noth leiden thäte/ indeme der Quartiers-Mann der Soldatesca gar wenig zu willen/ und die geringste Beyhülff nicht leistet/ die Consumtions-Mittel für Mann und Roß daselbst auch in solcher Theurung seyn sollen/ daß in die Länge/ ohne mercklichen Ruin des Regiments nicht zu bestehen seyn würde/ als ist für nöthig geachtet worden/ an die Römische Kayserliche Majestät ein allerunterthänigstes Schreiben abgehen zu lassen/ und darinnen beweglichst zu bitten/ daß denen armen Leuten/ die so treulich mit Auffsetzung Leib und Lebens/ das ihrige gegen den grausamen Türcken gethan/ und noch zu thun bereit und willig seynd/ entweder eine Beyhülffe gedeyen/ oder wenigst die Lebens-Mittel um laidliche Bezahlung subministriret werden möchten.

4. Dann ist viertens der repartirte Calculus (was nemlich/ um die auffgenommene Credita wiederum zu bezahlen/ und des löblichen Creyses Reputation zu erhalten/ wie auch ins künfftige die Stabs-Verpflegung/ und andere unumgängliche Außlagen zu thun/ sich gebühren will) für recht und gut befunden/ mithin auch beliebet worden/ daß alle Restanten/ von dato dieses Recesses an/ innerhalb 4. Wochen/ zur Cassa eingeschicket/ oder im Verbleibungs-Fall/ aufs genaueste/ ohne Respect der Personen/ eingetrieben/ wie ingleichem dem Stück-Hauptmann Befehl ertheilet werden soll/ die Artillerie und Munition-Wägen/ Pferd und Geschirr/ quanti plurimi zu verkauffen/ und das Geld der Creyß-Cassa einzuliefferen/ dann daß zu mehrer Erspahrung der Kosten/ fürs künftige nur ein Proviant-Meister mit einem Adjuncten bestellet/ auch andere Bediente/ deren man füglich entbehren kan/ licentiret/ wie nicht weniger alle andere Spesen und Außlagen/ so viel immer möglich/ eingezogen und erspahret werden sollen.

5. Und obwohlen fünftens alle Hoch-und Wohllöbliche Stände/ durch Ihre Räth und Abgesandte die gewisse Listen ihrer noch würcklich im Quattier habender Mannschafft zu Roß und Fuß/ wie dieselbe montiret/ zu diesem Creyß-Convent hätten einschicken sollen/ damit wegen der recroutir-und dermahlen neuen Verfassung/ man darnach desto sicherer verfahren könne; So hat es doch daran meistens ermangelt/ und dermalen darauf keine gewisse Reflexion gemacht werden können/ dannenhero die gemeine Veranlassung geschehen/ daß jeder Hoch-und Wohl-löbliche Stand sich mit seinem Contingent, zu Roß und Fuß/ dergestalt gefast halten solle/ auf daß bey vorgehendem Rendezvous kein Mangel erscheinen möge. Belangend die in Kayserlichen Erblanden stehende Dragoner/ sollen selbe Ihrer Majestät in dem Stand/ wie sie sich dermahlen befinden/ præsentiret und überlassen werden; Also daß Sie mit diesem zu End lauffenden Jahr/ aus der löblichen Creyß-Verpflegung in die Kayserliche tretten sollen. Wobey Ihre Majestät allerunterthänigst zu ersuchen wäre/ über diese gewilligte Hülffe zur künfftigen Campagne, dem löblichen Creyß mit einem mehreren nit anzusetzen/ sonderen wegen seiner/ nun lange Jahr hero getragenen schweren Kriegs-Bürde zu verschonen/ wie auch bemeldten Dragoner-Staabs/ und

Anno 1685.

Dragoner-Regiments Premier-Planen Officier, nach Jhro Kayserliche Majestät allergnädigsten Gutbefinden/ beyzuhalten/ oder zu dero, anderweiten Kayserlichen Kriegs-Diensten zu employren/ jedoch wo ein oder der andere/ zumahlen die jenige/ so verheyrathet/ und im Land gesessen/ sich abforderen/ und nacher Hausz kehren wolten/ nicht aufgehalten werden möchten. Gestalten aber höchstgedachte Jhre Kayserliche Majestät solche gehörter massen zu haben/ und sich deren zu gebrauchen/ nicht verlangen/ wären selbige förderlich zu revociren/ und jedem Hoch- und Wohl-löblichem Stand die Seinige heim zu weisen.

6. Demnach 6. die Experienz mit sich gebracht/ dasz aufm Fall hervorbrechenden auswärtigen Gewalts oder feindlicher Invasion in das Reich/ nicht bald ein Creysz allein/ solchem zu wiederstehen sufficient, sonderen allwegs einer mehreren Defension und Zusammensetzung will vonnöthen seyn. Als haben Fürsten und Stände dieses löblichen Creyses für gut und nothwendig befunden/ dahin zu sehen/ wie/ nach Anleitung des Heiligen Reichs-Constitutionen und der Executions-Ordnung/ mit Jhro Kayserlichen Majestät/ dann Jhrer Churfürstlichen Durchleuchtigkeit in Bayeren/ und denen benachbarten löblichen Bayerischen/ Schwäbischen und Ober-Rheinischen Creysen/ wie auch denen Westerwaldischen Ständen/ dann denen Hochfürstlichen Sächsischen Häuseren/ und wer vormahls von denen zu allen Reichs- und Creysz-præstandis ordinarie concurrirenden Potentaten und Ständen conjungiret gewesen/ auch wer sich sonst hierzu mit einlassen wolte/ die Fortsetzung solcher Conjunction zu continuiren/ und alle dergleichen besorglichen Gewalt zeitlich vorzubiegen/ mithin Fried und Sicherheit im gantzen Römischen Reich zu erhalten seyn möchte/ zu welchem End dann sich eines gewissen Tages und Orts zu vergleichen/ und zusammen zu kommen wäre/ um dieses heilsam und sehr nothwendige Werck/ unter Römischer Kayserlicher Majestät allergnädigster Direction zu incaminiren und zu bewerckstelligen/ und zwar mit dieser Præcaution, dasz kein Mit-Alliirter Creysz-Fürst und Stand ausser seiner zuschicken habender Mannschafft/ und deren Verpflegung von anderen hohen Mit-Alliirten/ wohin auch die Casus operationis sich lencken mögen/ mit Quartieren/ Durchzügen/ Rosz-Läger/ ohne Reichs-Constitutions-mässige Bezahlung/ noch in einig andere Wege/ beschwehret werden/ sonderen dieses wohlmeynende Associations-Werck jeden und allen zu Trost und Hülff gereichen solle; Allermassen auf die/ des Kayserlichen Herrn Gesandtens Excellenz, dann dero hochansehnlichen Churfürstlichen Bayerischen Gesandtschafft zum Convent überreichte Memorialia, die disseits darüber erlassene Declarationes dahin bereits collimirt.

7. Fürs siebende/ weilen vor Ausgang des Commissarii Leinbecks-Inquisition und abgehörter Rechnung/ mit künfftigen Proviants-Verpflegung und dessen Veranstaltung/ dato noch füglich nicht ist fortzukommen: Als solle bemeldte Inquisition und Rechnungs-Verhör befördert/ die befindliche Mangels-Puncten hiernechst in pleno referiret/ und dahin gesehen werden/ ob und welcher gestalten der/ vom Herrn General Wachtmeister von Thungen recommendirte Kauffmann zu Wien/ zu künfftiger Beyschaffung des Proviants/ gegen Geniessung der Monatlichen Abzugs-Gelder/ behandelt und employret werden möge.

8. Nachdeme auch achtens das/ ein Zeithero in grosser Zerrüttung gerathenes Müntz-Wesen mit in die Deliberation kommen/ und diesem je länger je mehr einreissendem Ubel/ von einem Creysz allein zu steuren/ nicht möglich; Als ist davor gehalten worden/ Seine Hoch-Fürstliche Gnaden zu Bamberg/ der dreyen im Müntz-Wesen correspondirender Creysen Director, hätten förderlichst nacher Regenspurg/ jedoch ohne Præjudiz der gewöhnlichen Alternations-Ordnung/ einen ordinari-Probations-Tag auszzuschreiben/ allwo nicht allein mit Berath- und Antragung der drey Löblichen correspondirenden Fränckisch-Bayrisch- und Schwäbischen Creysen/ sondern auch des gantzen Reichs/ forderist aber mit Jhro Kayserlichen Majestät allergnädigster Vermittelung/ solche Media sich ergeben werden/ womit dergleichen eingerissenen Defecten und Miszbräuchen radicaliter abzuhelffen/ und das heylsame Müntz-Wesen in vorigen Stand zu richten seyn mögte. Jnmittelst aber und bisz dahin/ ist für gut angesehen und geschlossen worden/ dasz 1. keiner von denen Hoch- und Wohl-Löblichen Ständen dieses Creyses/ in Hoffnung/ dasz auch andere/ ausser denselben gesessene Benachbarte/ auf ergangene Inquisition dergleichen mit belieben werden/ das geringste mehr von dergleichen ringhaltigen auszmüntzen. 2. Alle Privat- und Hecken-Müntz-Städte eingestellt/ und allein bey denen ordinari Müntz-Städten unter denen verpflichteten Wardeinen und Müntz-Meisteren auszgeprägt. 3. Das Auszmüntzen niemand mehr auf einigerley Weisz oder Weg verpachtet werden solle; Jtem/ dasz 4. alsbalden die Verkündigung geschehen/ und dergleichen geringhaltige auszländische Sorten/ bey Verlust und Confiscation derselben/ nicht mehr in Creysz zu bringen; und dasz 5. sämmtliche Fürsten und Stände/ bey dero Mauth und Zollstätten/ darauf die fleissige Inspection verfügen/ und gegen die Verbrechere würcklich exequiren sollen.

Damit aber inzwischen/ bisz zu allgemeiner Reichs-Remedirung und Vorsehung/ die besorgliche Confusion verhütet/ auch Handel und Wandel erhalten werden möge/ sollen die im Creysz vorhandene dermahlige Drey- und Sechskreutzer/ ausser den Reussen-Plauischen und Hatzfeldischen/ wie solche biszhero an Orten und Enden gang und geb [illegible]esen/ ferner passirt, die jenige aber/ die in einem besonderen Abdruck specificiret/ wie solche die Reichsstadt Nürnberg bereits den 23. Julii nechsthin proclamiren lassen/ verruffen bleiben/ jedoch dasz zu deren gäntzlichen Verschleich- und Hinbringung/ dem armen Land- und Handelsmann zum besten/ von Zeit dieses Recesses, noch sechs Wochen verstattet/ und zugelassen/ dabenebens auch allen Fürsten und Ständen/ wo sie in ihren Landen und Gebieten ein und anderen mehrers diensam- und zulänglichen Mittels in Abkomm- der schlechten/ und Beybringung der guten Sorten/ sich gebrauchen wollen/ Jhnen solches allwegs frey verbleiben/ und unbenommen seyn solle.

9. Wie nun neuntens von geraumer Zeit her/ bey diesem löblichen Creysz zwischen dem Herrn Grafen von Dornbach/ und Freyherrn von Schönburg/ der Præcedenz halben/ sich einige Differentzien erhoben/ worauf beyde Theil in ziemlichen Schrifft-Wechsel gerathen/ und Zeithero wegen der Sachen Erörterung öffters gebetten; Als hat man/ nach reiffer Uberlegung aller hinc inde militirender rationum, per majora erkannt und geschlossen/ dasz der Vorzug im Sitzen und votiren/ bemeldtem Herrn von Schonburg zum Reichelsberg hinführo gebühren/ und sich künfftig dessen zu bedienen haben werde.

Ferner und letztens ist vor gut angesehen/ ja für hochnöthig befunden worden/ an Jhro Hochfürstliche Gnaden zu Würtzburg nochmahlen zu schreiben/ und selbe beweglichst zu ersuchen/ ob sie sich belieben lassen möchten/ dermahlen/ zu des Creyses schweren Auslagen/ den so offt sollicitirten Rest zur Cassa zu lieferen/ damit dero höchstgeehrten Herrn Vorfahrens factum præstiren zu lassen/ widrigen und unverhofften falls/ hätten sie dem löblichen Creysz nicht zu verdencken/ wann man die Sache an Jhre Kayserliche Majestät würde gelangen lassen/ und auf alle mögliche Mittel bedacht seyn/ wie man zur Sublevation der hochbeschwehrten Mit-Stände/ welche den Last biszhero gutwillig übertragen/ desselben fähig werden möchte.

Schlieszlichen ist dieser Recess zu Stand gebracht rc. den 27. Decembr, 1685.

LXV.

Convention ou Acte de Renouvellement des Traités fait entre CHARLES XI. *Roi de Suede, & les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, du $\frac{1}{11}$ Janvier, 1686.* Manuscrit.

1686. $\frac{1}{11}$ Janv.

La Suede et les Provinces-Unies.

In Nomine Sacrosanctæ & Individuæ Trinitatis, &c.

SAcra Regia Majestas Sueciæ atque Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales uniti Belgii ritè perpendentes quantum utilitatis & commodorum Parti utrique accesserit, ex Fœderibus Pactisve Conventis, quibuscum invicem ad mutuam Amicitiam atque communis securitatis tuitionem jam à multis retrò annis obstricti fuerunt, consultum igitur omninò & pernecessarium duxêre, ut filum tam salutaris vinculi omni meliori modo continuetur, adeoque id ipsum seriò effectui dare statuentes, Plenipotentiarios utrimque constituerunt, videlicet ex parte Suæ Regiæ Majestatis Ablegatum ejusdem extraordinarium Dominum Nicolaum Guldenstolpe Hæreditarium in Jackoila &

Anno 1686. & Segerstad ; & ex parte D. D. Ordinum Generalium Dominos Alexandrum Schimmelpenningh ab Oye , Dominum de Engelenburgh , Danielem de Wyngaerden, Liberum Baronem de Wyngaarden, Zubroeck, Benthuysen, Dominum de Werkendam, Soetermeer, Moermont in Renesse, Zydlant, Nordwelle, ex Equestrium Ordine in Consessu Dominorum Hollandiæ & Westfrisiæ Deputatum, Civitatis & Territorii Woerdensis Præfectum & Prætorem summum, supremi Senatus Præfecturæ Delfflandiæ Assessorem & Lycæi in Lugduno Batavo Curatorem, Gasparum Fagel Dominorum Hollandiæ & Westfrisiæ Ordinum Consiliarium, magni Sigilli & Archivorum Custodem, feudorum Præsidem & moderatorem & supremi Senatus Præfecturæ Rhenolandiæ Assessorem , Wilhelmum de Nassau, Dominum d'Odyck, Kortgene, &c. primum Nobilem, Nobiliumque Ordinum eorumque Deputatum in Dominorum Ordinum Zeelandiæ Consessu repræsentantem; Everhardum de Weede, Dominum de Dyckvelt, Rateles, & Fundi Civitatis d'Oudewater Dominum Capituli sanctæ Mariæ Ultrajecti ad Rhenum Decanum , Consiliarium primarium & Præsidem, Consessus ejusdem Provinciæ & aggerum Fluminis Lectræ Præfectum, & Prætorem summum, Johannem de Haersolte Dominum de Cranenburg , Gysbertum Cuper Civitatis Daventriensis Consulem & Antonium Gerlacium Toparcham in Westerdeel , Langewoldt ; Ordinum Gueldriæ, Hollandiæ, Zeelandiæ, Ultrajecti ad Rhenum, Frisiæ, Transysulaniæ, Groningæ & Omlandorum, in Consessu nostro respective Deputatis, qui Sermonibus de præmissis utrinque habitis juxtà Authoritates & Potestates sibi ab utraque Parte concessas, convenerunt & concluserunt : quod Tractatus inter Sacram Regiam Majestatem Sueciæ & Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, tàm quoad Confirmationem Amicitiæ, & mutuam Defensionem quam quoad Commercia, conclusi Holmiæ, primo Septembris anni millesimi, sexcentesimi quadragesimi, decimo quinto Augusti anni millesimi sexcentesimi quadragesimi quinti. Elbingæ, $\frac{1}{11}$. Septemb. Anni millesimi sexcentesimi quinquagesimi sexti, Hagæ Comitum, vigesimo octavo Julii anni millesimi sexcentesimi sexagesimi septimi, & Neomagi $\frac{1}{11}$. Octobris anni millesimi sexcentesimi septuagesimi noni renovabuntur & confirmabuntur, quemadmodum vigore præsentium renovantur, & confirmantur eodem plane modo, ac si verbotenus hic repetiti & inserti essent, promittunt porrò spondentque Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Belgii Fœderati se eosdem Tractatus sincerè & optimâ fide observaturos neque passuros quicquam, contra tenorem eorundem Tractatuum innovari aut attentari , si verò contra eorundem tenorem aliquid minùs ritè servatum aut attentatum vel in contrarium fuerit, curaturos se ut id reparetur, & ad normam & tenorem eorundem Tractatuum redigatur restituaturque.

Durabit hæc Renovatio & Confirmatio ad tempus viginti annorum, qui initium accipient à die conclusionis hujus Tractatus.

Ratihabitio hujus Tractatus ab utraque Parte expedietur & commutatio earundem Ratihabitionum fiet Holmiæ intra spatium trium mensium à die conclusionis hujus Tractatus numerandorum aut citiùs, si fieri poterit.

Actum Hagæ Comitum $\frac{1}{11}$. Januarii anni millesimi sexcentesimi octuagesimi sexti.

Cum Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsi ac Præpotentes Domini Fœderati Belgii Ordines Generales variorum quæ pepegerunt Fœderum occasione, testati sint, propensam sese voluntatem habere , ad auxilia quæ sibi invicem præstare debent augenda, numerumque eorum faciendum non modo majorem quam antea erat diversis in Pactionibus conventum , verum etiam ad Naves Bellicas bene instructas sibi invicem adjumento mittendas, cumque Domino de Guldenstolpe Majestatis suæ Ablegato Extraordinario & D. D. Ordinum Deputatis renovatio facta sit, receperunt illi ista de re similiter relaturos & rogaturos ut Sacra Regia Majestas Sueciæ ac Celsi & Præpotentes D. D. Ordines Generales circumspicere ac considerare velint, num numerus quatuor millium Peditum , quem alter alteri ex Legibus Fœderis anni millesimi sexcentesimi quadragesimi percussi, subsidio mittere tenetur, possit augeri, ita ut Regia Majestas Sua & Celsi Præpotentes D. D. Ordines Generales promitterent sponderentque sese sibi missuros invicem in auxilium sex Peditum millia & duodecim Naves Bellicas, tres primi, quatuor secundi, & quinque tertii ordinis vel magnitudinis, atque cum in finem admittere Articulum sequentem eundemque simul cum ipso Fœdere vel pactione ratum habere velint, quem cum in finem subscripsimus. Anno 1686.

Articulus Separatus.

Cum in altero Instrumento Fœderis & Pactorum prænominatorum Holmensium, prima Septembris anni millesimi sexcentesimi quadragesimi de auxiliis præstandis, ita conventum sit, ut eadem quatuor millibus Peditum constarent, id hac Conventione in tantum mutuo consensu ampliatum est, ut auxilia invicem præstanda sex millibus Peditum & duodecim Navibus Bellicis, tribus videlicet primi ordinis, quatuor secundi, & quinque tertii, necessariis omnibus bene instructis constent, & si quid ad præstationem hanc facilitandam ulteriùs conveniri poterit, id recto exigente, id bona fide utrimque agatur, intelligenda etiam hæc præstatio eum in modum, ut si ex pactis aliis inter Sacram Regiam Majestatem , & D. D. Ordines Generales intercedentibus, auxilia numerum hic præscriptum exæquantia præstita fuerunt, aut alius communis Fœderatus eundem numerum vi mutuorum Pactorum jam obtinuerit, tum nova auxilia ex hisce Pactis requiri & postulari ab alterutro Fœderatorum non poterunt, nisi pro negotiorum & rerum exigentia atque vi horum quæ de auxiliis augendis stipulata sunt, aliter conventum fuerit. Pleno autem numero hic præscripto, non præstito, residuum peti & requiri poterit, atque omninò integra fide præstari debet. Actum Hagæ Comitum $\frac{1}{11}$. Januarii, anni millesimi sexcentesimi octuagesimi sexti.

LXVI.

Tractatus novi Fœderis defensivi inter Carolum XI. *Sueciæ Regem, &* Fridericum Wilhelmum *Electorem Brandenburgicum per eorum Plenipotentiarios, pro conservatione & tutela utriusque Ditionum ad* 10. *annos & ultrà initus. Actum Berolini die* 10. *Februarii anno* 1686. *Accedunt* Articuli Secreti *in puncto afflictæ Religionis Evangelicæ , Pacisque in Polonia conservandæ, nec non Ratificationis commutandæ inter eosdem ut suprà conclusi.* [Lunig *Teutsches Reichs-Archiv.* Part. Spec. Continuat. II. Absatz III. pag. 189.] 10. Fevr.

Cum sancita olim inter Sueciæ Regem, ac Electorem Fœdera , ac conciliata iisdem arctior Amicitia exortis novissimis Bellis aliquantum fuerit interrupta, neque hactenus temporum ratio siverit, Pace quidem redintegrata, per novi Fœderis nexum intimioris confidentiæ cultum denuò stabiliri, summe memorata verò Sua Regia Majestas, ac Serenitas Sua Electoralis pro ea qua pollent prudentia reputarint secum, atque perpenderint , quàm penè nusquam non Terrarum turbulenti gliscant motus , adeòque atrocia quævis minentur , ut vix aliud quàm graves rerum vicissitudines, ac penè universalis Status publici convulsio metuenda sit; prætereaque facilè intelligi possit, diffidentiæ semina, quæ ab aliis hactenus magna cum industria impediendæ confidentiori Amicitiæ inter Suam Regiam Majestatem , ac Serenitatem Electoralem evalituræ jacta, sparsaque sunt, bono publico, atque utriusque Ditionibus summum allatura esse præjudicium, atque detrimentum; proindeque non publicæ tantum rei profuturum, sed & utriusque Status securitati, atque emolumento magnopere consultum iri, si pristina tantos inter vicinos intimioris benevolentiæ, ac strictioris Amicitiæ cultura novi Fœderis vinculo firmata reflorescat. Quocirca pro assequendo tàm præclaro, tàmque salutari scopo visum utrique fuit, Consiliariis suis, atque Ministris id negotium perficiendum committere; ita quidem, ut Sua Regia Majestas Sueciæ Ablegato suo Eberhardo à Grafenthal plenis ad id Mandatis instructo, Serenitas autem Sua Electoralis Consiliario Status sui intimo Paulo à Fuchs , itidem plena

ANNO 1686.

plena Potestate ad id munito, id muneris injunxerunt. Illi igitur institutis Congressibus & commutatis invicem Plenipotentiis ad calcem Tractatus hujus adjectis, sequentes Fœderis defensivi Leges, atque Articulos concinnarunt, concluserunt & sanxerunt.

I. Sit inter Suam Regiam Majestatem Sueciæ, ejusque Successores ab una, & Serenitatem Suam Electoralem Brandenburgicam, ejusque Successores ab altera parte sincera, firmaque Amicitia, ac fida vicinitas vi hujus defensivi Fœderis constituta ac stabilita, ab utraque parte sancte ac intemerate colenda, adeò ut Confœderatorum alter alterius commoda, atque emolumenta procuret, damna verò, atque præjudicia omni modo amoliatur, atque avertat; eoque si Parti uni compertum quidquam fuerit, quod tendat in alterius præjudicium, atque noxam, id ei bona fide communicare ne intermittat.

II. Neutri Confœderatorum fas sit Pacta inire, aut Fœdera cum aliis Statibus, quæ alteri Parti quocunque modo sivè directè sivè indirectè præjudicii quidquam, aut damni afferant, aut dissensioni alicui inter ipsos, diffidentiæque materiam, ansamque præbere queant, aut denique iis, quæ hoc Fœdere promissa, ac sancita sunt, impedimento esse possint; prout utraque Pars hoc ipso profitetur, ac declarat, nulla sibi esse Fœdera, quæ præsenti Conventioni adversentur, ac si fortè una vel altera pars Fœdus aliquod pangere è re sua duxerit, id ante conclusionem alteri Parti sincerè communicare tenebitur.

III. Quemadmodum hoc Fœdus defensivum in nullius offensionem, seu læsionem tendit, sed potiùs pro bono publico & imprimis ad conservationem, ac tutelam utriusque respectivè Regni, atque Electoratus, nec non utriusque Ditionum, Provinciarum, ac Subditorum initum est; ita eidem pro fundamento erit conservatio Pacis Westphalicæ, nec non Pacificationis postmodum anno 1679. ad S. Germanum conclusæ, atque ab utraque Paciscentium parte ratihabitæ, dabiturque à Confœderatis opera, ut dicti Tractatus absque contraventione secundum genuinum eorundem sensum serventur inviolabiliter. Quoad Armistitium Ratisbonæ novissimè inter Suam Cæsaream Majestatem & Imperium Romano-Germanicum ab una, & Coronam Galliæ altera à parte conclusum, Confœderati junctis cum Cæsare, & Imperio consiliis prospicient, quibus modis illi suus vigor constare possit.

IV. Quandoquidem etiam Confœderati utriusque summopere interest, Imperium Romano-Germanicum sartum tectum, illæsumque permanere, nec quidquam ab ejus compage, atque corpore imminui, decerpi, aut avelli; itaque se mutuo hoc Fœdere obstringunt, si Imperium Romano-Germanicum, vel etiam unus alterve ex ejusdem Statibus ab aliqua externa Potestate vi aliqua, aut Bello impetatur, aut infestetur, illos illico de eo inter se confidenter acturos & deliberaturos, quemadmodum efficaciter, ac per media adæquata vis illa externa arceri, atque averti, Romanum Imperium suos intra limites, ac fines inconcussum manere, juraque illius illibata retineri, ac unusquisque Imperii Status fidelis Juribus, Immunitatibus, ac Præeminentiis suis absque perturbatione frui possit.

V. Pari ratione cum pars magna Ditionum utriusque Fœderati sita sit in duobus Circulis Saxonicis, Superiori ac Inferiori, promittunt itidem utrinque eo curam suam conferre velle, ut Pax atque Tranquillitas utroque in Circulo Saxonico ut & in Circulo Westphalico conservetur, removeaturque omne id, quod interturbare eandem, aut destruere valeat. Quem in finem utrique animus est, Ducalem Domum Brunovico-Luneburgicam, utpote ad cujus rationes res eadem magnopere pertinet, quæque eundem habet sibi præfixum scopum, in Confœderationis hujus Societatem invitare, & adsciscere.

VI. Porrò quemadmodum dissidia inter Regem Daniæ & Ducem Slesvici atque Holsatiæ Lineæ Gottorpiensis, nunc quàm maximè ferventia, ejus sint indolis, ut turbæ inde, bellique aliquod incendium in Circulo Inferioris Saxoniæ, ejusque vicinia facile oriri possit; pollicetur atque spondet Serenitas Sua Electoralis officia sua, studiaque, ubicunque Locorum id fieri utiliter poterit, seriò, omnique conatu impensurum, atque eò collaturum, ut dissidia illa quantociùs sopiri, amicabiliterque componi possint.

VII. Imprimis verò se mutuò obstringunt Confœderati vi hujus Fœderis, si alterutri ab alio quocunque in eorum respectivè Regno & Electoratu, nec non eorundem Ditionibus ac Terris, vel denique quoad Jura sua vis, vel injuria, vel turbatio fiat, ac inferatur, aut Ditiones eorundem ac Terræ Hospitationibus, Transitu, Stativis, Militum Collectionibus, & Conquisitionibus, Contributionibus, Exactionibus commeatuum, aliarumque rerum ad adparatum Bellicum pertinentium, vel aliis oneribus, atque postulatis divexatæ, atque afflictæ fuerint, aut talia adversus eosdem parari certò constiterit, in eum casum alteri incumbet Turbatorem seriis admonitionibus, & ab ejusmodi molitionibus dehortari, & si irritum id fuerit, gravato opem ferre, atque suppetias hoc Fœdere sancitas atque promissas, & quidem intra duos menses à die requisitionis factæ, ità ut ad id tempus illæ reipsa ac in effectu præstentur.

VIII. Quò verò enatæ inter Confœderatos, nec dum complanatæ controversiæ circà limites & alia quædam negotia hujus Fœderis destinato scopo nihil obicis atque remoræ ponant, conventum est, ut de iisdem porrò amicabiliter agatur, ac utraque ex parte expediendis iis quæcunque fieri potest facilitas afferatur, quo per amicabilem compositionem vel inter ipsosmet, aut per Arbitros ad id denominatos dirimantur, nihil verò intereà cuiquam via facti durante hoc Fœdere sub quocunque prætextu tractare liceat.

IX. Includuntur & comprehenduntur hoc Fœdere Confœderatorum respectivè Regnum & Electoratus, nec non utriusque Ditiones & Provinciæ ubicunque Locorum sitæ, ita ut quocunque in Loco aggressio, aut turbatio facta fuerit, ad mutuam sibi opem ferendam teneantur. Cæterum quoad modum auxiliorum, ita placitum conventumque est, ut quamvis alterutrius Confœderatorum Ditiones extra Romanum Imperium jacentes hostili turbatione & invasione infestari contigerit, auxilia tamen à Confœderato altero mittenda atque præstanda ad Operationes Bellicas non extra Imperii limites trahantur, aut transferantur, sed ab utraque parte ad earum saltem Ditionum securitatem atque defensionem adhibeantur, quæ intra complexum Imperii Romano-Germanici continentur, & qua indè Hosti maxima clades inferri possit.

X. Jam quod ipsas attinet Copias, inter Confœderatos conventum est, ut Sua Regia Majestas Serenitati Suæ Electorali 5000. Peditum, 1000. Equitibus & 1000. Dimachis, vulgò Dragones; vicissim Sua Serenitas Electoralis Suæ Regiæ Majestati 4000. Peditum, 1500. Equitibus, & 500. Dimachis, vulgò Dragones, auxiliari vel subvenire velint.

XI. Quòd si tamen expressæ superiori Articulo suppetiæ ad propulsanda pericula læsæ Parti illata atque intentata haut sufficere censeantur, eum in casum Confœderati de augmento Copiarum ad dimidium vel duplum usque inter se paciscentur, auxiliumque ad proportionem periculi determinabunt ac metientur, eritque penes requirentem optio, utrum promissum auxilium sivè totum sivè ex parte velit exigere.

XII. Uterque Confœderatorum tenebitur stipulatas suppetias duos intra menses à die requisitionis factæ in requirentis Terras vel Ditiones, quem in Locum id desiderabitur, salva tamen distinctione nono Articulo circà utriusque Provincias extra Imperium sitas, commemorata, effective & nulla absque exceptione, contradictione, aut cunctatione, sub quocunque prætextu id fieri possit, submittere atque exhibere, citrà tamen necessitatem cum invasore rumpendi, nisi fortè in posterum aliter de hoc statutum atque conventum fuerit. Tenebitur tamen requisitus efficacia quævis interponere officia ad obtinendam Parti læsæ æquam satisfactionem. Et sivè officia illa futura sint frugifera, sivè irrita, nihilominùs requisitus adstrictus erit ad auxilia ex Pactorum formula submittenda, & ad eadem eousque continuanda, donec Pars læsa priori statui, in quo ante turbationem vel invasionem fuerat, plenariè restituatur, damnumque sarcitum, atque injuria illata debite reparata sit. Si verò requisitus, vel auxiliator ipse invasione, vel violentia aliqua obruatur, adeòque auxiliaribus Copiis ad propriam suam defensionem, atque incolumitatem tuendam sivè in totum, sivè ad partem eguerit, ad mittendas suppetias haut obligabitur.

XIII. Quæ durante hoc Fœdere observanda erunt circa Imperium militare, Jurisdictionem, rem tormentariam, & apparatum Bellicum, Alimentationem, atque commeatum & similia, de iis per speciales mox Articulos mutua inibitur Conventio, quàmprimùm hoc Fœdus ad Conclusionem & Subscriptionem fuerit perductum,

ANNO 1686. ductum, & quidem Conditionibus, quibus communiter Fœderati hisce de rebus convenire solent.

XIV. Durabit hoc Fœdus primum decem annis, atque intra eorum decursum, si id è re visum fuerit, ulterius agetur, & tractabitur. Sin autem evenerit, ut elabente, & ad finem properante dicto temporis spatio, præsenti periculo, aut Bellicis Operationibus Confœderati jam sint impliciti, continuabuntur ea, quæ ex Fœderis hujus Legibus præstanda sunt, nec omittentur, donec periculum, aut Operatio Bellica cessaverit.

XV. Instrumentum Ratificationis super hoc Tractatu tàm nomine Suæ Regiæ Majestatis quàm Serenitatis Suæ Electoralis manu subscriptum, & solenni forma utrinque expeditum intra spatium sex hebdomadum, aut citiùs si fieri poterit, à Subscriptione hujus Tractatus utrinque ritè commutabitur. In quorum fidem & securitatem majorem duo Tractatus hujus Exemplaria pari tenore confecta, nominum utrorumque nostrorum Subscriptione & Sigillorum impressione firmavimus. Actum Berolini die X. Februarii Anno 1686.

Articuli Secreti.

I. Cum majorem in modum dolendum, & ad altiorem animi sensum haut injuria revocandum sit, quod non ita pridem nonnullibi Locorum inopinatis prorsus, atque atrocibus casibus res Evangelica vehementissimè affligi, atque alterari cœperit, ingravescente indies malo, & ad ulteriora velut torrente quodam sese diffundente, quo circà Sua Regia Majestas Sueciæ, atque Serenitas Sua Electoralis Brandenburgica apud se reputantes, quantis calamitatibus, ac turbis fores pandi facilè possent, si malum latiùs serpat, ipsumque tandem Imperium Romano-Germanicum quacunque ratione involvat, communi opera, atque studio illud prævenire, atque omninò avertere summopere exoptant. Proindeque vigore hujus Articuli statuunt, atque promittunt, velle se cum Sua Cæsarea Majestate, Imperiique Statibus, ex quibus etiam Religioni Romano-Catholicæ addictos à tam funestis cœptis, atque ausis prorsus abhorrere minimè ambigunt, eas inire rationes, per quas ejusmodi perniciosis atque periculosis machinationibus, atque attentatis maturè obex ponatur; imprimis verò Imperii Romano-Germanici Statibus, atque Membris singulis, atque universis ea Religionis, atque Conscientiarum servetur atque præstetur Libertas, profanæque æque, ac Religiosæ Pacis Securitas, quæ illis ex Pacis Westphalicæ luculenta Dispositione, aliisque Imperii pragmaticis Sanctionibus competit & debetur.

II. Et quoniam amborum quoque Confœderatorum plurimum interest in vicinia, præsertim verò in Polonia Tranquillitatem Pacemque manere inconcussam, eidem conservandæ atque tuendæ communem, sedulamque operam impendent, prospecturi, quà fieri poterit, ut Regno, Reique publicæ Poloniæ, quocunque eveniente casu Jura, atque Privilegia relinquantur integra, atque illibata.

III. Quod in Fœderis Articulo nono statutum, conventumque est, nimirum auxilia ab alterutra parte præstanda, extra Romani Imperii limites non trahenda, aut transferenda esse, id etiam de Livonia atque Borussia in specie intelligi debet, scilicet si alteruter Fœderatorum in iisdem Provinciis hostilem aliquam Turbationem atque Invasionem patiatur, & de auxiliis mittendis Confœderatum requisiverit, illa Auxilia in Provincia in Imperio sita, quam requirens indicaverit, sisti, ac mitti debeant, nisi tunc temporis cum casus existet, aliter inter Confœderatos conveniat.

IV. Non tantum Articuli hi secreti, sed etiam Fœdus ipsum adhuc dum secreto habebitur, nec nisi utraque Parte consentiente communicabitur.

V. Instrumentum Ratificationis super his secretis Articulis intra tempus in Fœdere expressum, & conventum utrinque commutabitur.

LXVII.

14. Avril. *Articles* (1) *par extrait du Traité d'Alliance offensive conclu entre* JEAN & PIERRE *Czars de Moscovie d'une part, &* JEAN *Roi de Pologne d'autre part, contre les Turcs, le* 14. *d'Avril* 1686. [Histoire des Troubles de Hongrie. Tom. III. Liv. XVIII. pag. 222.] ANNO 1686.

I. QUe la Paix & l'ancienne Amitié seroient restablies entre les deux Couronnes.

II. Que les Titres des Czars & du Roy de Pologne seroient reglez pour éviter toute contestation sur ce sujet.

III. Que les Polonois cederoient aux Moscovites les Palatinats de Kiovie & de Smolensko & quelques autres Places specifiées par cet Article.

IV. Que les Cosaques des Pays cedez seroient reciproquement dechargez du serment de fidelité envers l'une ou l'autre Couronne.

V. Que les Rebelles & les Deserteurs ne recevroient aucune protection de part ni d'autre.

VI. Que les Czars payeroient quinze cens mille florins, monnoye de Pologne, en deux payemens égaux, le premier après la signature du Traité, & le deuxiéme à la prochaine Diete.

VII. Que les Places du long du Boristene depuis Kiovie jusqu'à la Riviere de Tazmin, qui passe près de Czecherin, demeureroient en l'estat qu'elles se trouvoient sans estre repeuplées ny rebasties, jusqu'au reglement des Limites, pour lequel les Ambassadeurs n'avoient point de Pouvoir.

VIII. Ces Places sont specifiées dans le present Article.

IX. Que les Catholiques, nonobstant l'opposition du Patriarche de Moscovie, auroient l'exercice libre de leur Religion dans les Fauxbourgs de Kiovie & de Smolensko.

X. Que les Czars promettoient de déclarer la guerre aux Turcs, & que dés la presente année ils attaqueroient les Tartares de Krimée, qu'ils assiegeroient les Places que les Turcs ont vers le Parowis ou Isles du Boristene, qu'ils feroient avancer par cette Riviere & par terre les Cosaques Zaporoges, & ceux du Don par le Volga contre les Tartares, qu'ils feroient aussi attaquer du costé de Casan & d'Astrachan.

XI. Que si les Turcs attaquoient Kiovie ou quelque autre Place des Moscovites, en ce cas les Polonois envoyeroient une Armée à leur secours, comme feroient aussi les Moscovites si Leopol ou quelque autre Place des Polonois estoit attaquée par les Turcs.

XII. Que les Czars donneroient avis aux Turcs de cette Alliance, & leur déclareroient aussi tost la guerre, & si la Porte offroit de satisfaire les Polonois en leur restituant les Places usurpées sur la Pologne, la Paix ne pourroit estre conclue sans le consentement de tous les Alliez.

XIII. Que les Czars s'obligeoient reciproquement à ne point faire de Paix particuliere avec les Infidelles.

XIV. Que les Czars envoyeroient des Ambassadeurs en France, en Angleterre, en Dannemarck & en Hollande, pour exhorter ces Puissances à joindre leurs forces contre les Ottomans.

XV. Que si la Paix estoit concluë d'un commun consentement avec les Turcs, & que quelqu'un des Alliez recommençast la Guerre, les autres ne seroient pas obligez à la declarer.

XVI. Que le Reglement des Limites seroit remis à la décision des Commissaires.

XVII. Qu'on nommeroit une Commission speciale pour regler les Limites & les dépendances de Kiovie.

XVIII. Que le Commerce seroit rétably de part & d'autre.

XIX. & XX. Qu'on se feroit reciproquement Justice sur les dettes des particuliers, & sur tout ce qu'ils pourroient commettre au prejudice du Traité.

XXI. Que les differens qui ne pourroient estre terminez par les Commissaires, seroient remis à la décision des Souverains.

XXII. Que la Paix & bonne correspondance seroit entretenue sur la Frontiere entre les Sujets des deux Etats.

XXIII. Que les moindres differends qui pourroient survenir, seroient reglez par les Palatins, & les autres par des Commissaires.

XXIV. Qu'on ne donneroit aucune assistance secrete aux ennemis les uns des autres, & que les Moscovites ne recevroient pas dans leurs Troupes des Polonois, ny les Polonois des Moscovites.

(1) Ces mêmes Articles ou à peu près, se trouvent au nombre de XXXI. dans la premiére Edition de Recueil de Hollande Tom. IV. pag. 520. traduits du Flamand, sur la Copie du *Mercure Hollandois* Anno 1686. pag. 244. mais ils sont icy plus étendus & plus expliqués. La date de la Copie du *Mercure Hollandois*, est du 25. Avril. Ils sont aussi en Allemand dans LONDORPIUS, *Acta publica* Tom. XII. pag. 515. [DUM.]

ANNO 1686.

XXV. Que les Czars jureroient l'observation de ce Traité en presence des Ambassadeurs de Pologne, & que le Roy de Pologne feroit le mesme serment en presence des Ambassadeurs Moscovites qui seroient envoyez à la prochaine Diette.

XXVI. Que le Traitté seroit échangé en la forme ordinaire.

XXVII. Que ceux de la suite des Ambassadeurs pourroient commercer de part & d'autre, mais que les Polonois ne pourroient au prejudice des deffenses anciennes, porter de l'eau de vie ny du Tabac en Moscovie.

XXVIII. Qu'on donneroit de part & d'autre passage libre aux Ambassadeurs.

XXIX. Que pour faciliter la communication des Nouvelles, il y auroit une Poste établie que les Polonois entretiendroient jusqu'à Cadzin sur les frontieres de Smolensko, & les Moscovites jusqu'au mesme lieu, & que les Lettres du Roy & des Czars seroient franches.

XXX. Qu'ils donneroient part de ce Traité à leurs Confederez.

XXXI. Qu'il subsisteroit quand mesme un des Princes contractans viendroit à mourir avant la Ratification à laquelle son Successeur seroit obligé.

XXXII. Que ce Traité subsisteroit quand mesme l'Acte Original seroit perdu.

XXXIII. Et qu'enfin il dureroit à perpetuité, mesme après la mort des Princes qui l'avoient conclu.

LXVIII.

11. Avril. L'ANGLETERRE ET ALGER.

Articles de Paix, & de Commerce entre le Sérénissime & très-puissant Prince JACQUES SECOND, *par la grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Defenseur de la Foi Chrêtienne, &c. & les Très-Illustres Seigneurs, le* Douletli *Bassa, Aga, & Gouverneurs de la fameuse Ville, & Royaume d'*ALGER *en Barbarie; Ratifié, & confirmé par le Chevalier* Guillaume Soame *Baronnet, Ambassadeur de Sa Majesté vers le Grand Seigneur, le 5. Avril* 1686. *Vieux Style* [Manuscrit.]

I. EN premier lieu, il a été accordé, & conclu, que du jour du present Traité, & d'oresnavant pour jamais, le Traité de Paix fait par Arthur Herbert Ecuyer, Admiral de la Flote de Sa Majesté sur la Méditerranée, sera confirmé, & inviolablement observé entre le Sérénissime Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande, Defenseur de la Foi Chrêtienne, &c. & les Très-Illustres Seigneurs le Douletli, Bassa, Aga, & les Gouverneurs de la Ville & Royaume d'Alger, & entre leurs Etats, & Sujets de part & d'autre, & que les Navires & autres Vaisseaux, les Sujets & Peuples de part & d'autre ne feront aucun dommage, offense, ni injure, de fait ni de parole, mais traiteront l'un l'autre avec tout le respect & amitié possible, & que toutes demandes, & prétentions quelconques jusqu'à ce jour d'entre les deux Parties, cesseront, & demeureront nulles.

II. Que tous les Navires, ou autres Vaisseaux appartenans audit Roi de la Grande Bretagne, ou à aucuns des Sujets de Sa Majesté, pourront entrer dans le Port d'Alger, ou en tout autre Port, ou autres Lieux de ce Royaume-là pour y acheter & vendre, en payant les Doüanes accoûtumées de dix pour cent, ainsi qu'auparavant, pour les Marchandises qu'ils y vendront: & à l'égard des Marchandises qu'ils ne vendront pas, ils pourront les reporter à bord des Navires, ou autres Vaisseaux, sans payer aucuns Droits pour icelles: & qu'ils pourront en partir toutefois & quantes qu'il leur plaira, sans aucun obstacle ou empêchement quelconque; à l'égard des Marchandises de Contrebande, comme Poudre à Canon, Souffre, Fer, Planches de toutes sortes de bois de Charpente, propres à bâtir des Navires, Cordes, Poix, Gaudron, Fusils, & autres équipages de Guerre, les Sujets de sadite Majesté ne payeront aucuns Droits pour iceux à ceux d'Alger.

III. Que tous Navires & autres Vaisseaux, tant ceux qui appartiendront au Roi de la Grande Bretagne, ou à aucuns des Sujets de Sa Majesté, que ceux qui appartiendront au Royaume, ou aux Peuples d'Alger, passeront librement les Mers, & trafiqueront sans aucune visite, empêchement, ou molestation de l'un & l'autre, & que toutes personnes, ou passagers de quelque Païs que ce soit, & tout l'argent monnoyé, Marchandises, & Meubles appartenans à quelque Peuple ou Nation que ce soit, étants à bord d'aucuns desdits Navires ou Vaisseaux; seront entierement libres, ne seront point arrêtez, pris ou pillez, & ne recevront aucun tort ou dommage quelconque de l'une ou l'autre Partie.

IV. Que les Navires de Guerre d'Alger, ou autres Vaisseaux rencontrans aucuns Navires Marchands, ou autres Vaisseaux de Sujets de sadite Majesté, n'étants pas sur aucunes des Mers dépendantes des Domaines de Sa Majesté, pourront envoyer une simple Chaloupe, avec deux hommes seulement, outre le nombre ordinaire de Rameurs, & qu'il n'y en aura pas plus qui entreront dans de tels Navires, ou Vaisseaux Marchands, sans la permission expresse du Capitaine, mais seulement les deux hommes, & qu'en produisant un Passeport signé, & scellé de Sa Majesté, ou de quelque personne que ce soit, qui sera établi pour être Seigneur Grand Admiral, ou pour exercer la Charge de Seigneur Grand Admiral pour l'Angleterre, & l'Irlande, ou de Seigneur Grand Admiral d'Ecosse, pour lesdits Royaumes respectivement, ladite Chaloupe s'en retournera incontinent, & le Navire, ou Vaisseau Marchand, navigera en même tems, & poursuivra librement son Voyage, & les Navires de Guerre, ou autres Vaisseaux de sadite Majesté rencontrans aucuns Navires, ou autres Vaisseaux d'Alger, si le Capitaine du Navire, ou Vaisseau d'Alger, represente un Passeport expédié par les Gouverneurs en Chef d'Alger, & un Certificat du Consul Anglois, qui y sera demeurant, ledit Navire, ou Vaisseau d'Alger poursuivra librement sa route.

V. Qu'aucun Capitaine, ou autre Personne d'aucun Navire ou Vaisseau d'Alger n'enlévera d'aucun Navire, ou Vaisseau des Sujets de sadite Majesté aucune Personne ou Personnes que ce soit, pour les porter quelque part que ce soit pour être examinez, ou sous quelque autre prétexte que ce soit, & n'useront d'aucune torture, ou violence envers aucune personne de quelque Nation ou qualité qu'elle soit, étant à bord d'aucun Navire, ou Vaisseau des Sujets de Sa Majesté, sous quelque prétexte que ce soit.

VI. Que les Effets d'aucun Naufrage appartenants audit Roi de la Grande Bretagne, ou à aucuns des Sujets de Sa Majesté, qui arrivera sur aucune partie des Côtes appartenantes à Alger ne pourront être déclarez ni faits de bonne prise, & que les Marchandises d'icelui ne pourront être saisies, ni les hommes faits Esclaves: mais au contraire, que tous les Sujets d'Alger feront tous leurs efforts pour sauver lesdits hommes, & leurs Biens.

VII. Qu'aucun Navire, ni aucun autre Vaisseau d'Alger n'aura permission d'être mis entre les mains de ceux de Salé, ou d'y aller, ni en aucune autre Place ennemie audit Roi de la Grande Bretagne, pour servir de Corsaires, ou d'Ecumeurs de Mer, contre les Sujets de sadite Majesté.

VIII. Qu'aucun des Navires, ou autres plus petits Vaisseaux d'Alger ne demeureront croisans prés, ou à la vûë d'aucunes des Rades, Havres, ou Ports, Villes, & Places de Sa Majesté: & ne troubleront la Paix, & le Commerce d'icelles en quelque maniere que ce soit.

IX. Que si aucun Navire, ou Vaisseau de Tunis, Tripoli, ou de Salé, ou de quelqu'autre Lieu qui en dépendra, améne aucuns Navires, Vaisseaux, hommes, ou Marchandises appartenantes à aucuns des Sujets de sadite Majesté, en Alger, ou en aucun Port ou Place de ce Royaume-là, les Gouverneurs d'iceux ne permettront point qu'ils soient vendus dans l'étenduë des Territoires d'Alger.

X. Que si aucun des Navires de Guerre dudit Roi de la Grande Bretagne entre en Alger, ou en quelque autre Port, ou Place de ce Royaume-là avec quelque Prise, il la pourra vendre librement, ou en disposer autrement comme bon leur semblera, sans être molestez par qui que ce soit, & que lesdits Navires de Guerre de Sa Majesté ne seront tenus de payer la Doüane en aucune maniere que ce soit, & que s'ils manquent de provisions de bouche, vivres, ou d'aucune autre chose, ils pourront les acheter librement au prix courant.

XI. Que

ANNO 1686.

XI. Que lors qu'aucun des Navires de Guerre de sadite Majesté paroîtra devant Alger, sur l'avis qui en sera donné par le Consul Anglois, ou par le Capitaine dudit Navire aux Gouverneurs en Chef d'Alger, on fera incontinent un cri public, pour mettre en sûreté les Captifs Chrêtiens, & si aprés cela il arrive que quelques Chrêtiens que ce soit, se sauvent à bord desdits Navires de Guerre, on ne les pourra redemander, & ledit Consul, ni le Capitaine, ni aucun autre des Sujets de Sa Majesté ne seront tenus de payer aucune chose pour lesdits Chrêtiens.

XII. Qu'aucuns Sujets de Sa Majesté de la Gr Bretagne, &c. ne pourront d'oresnavant être ache... ou vendus, ou être faits Esclaves en aucun endr... du Royaume d'Alger, sous quelque prétexte que ce soit, & Sa Majesté ne sera point tenuë, en vertu du présent Traité de Paix, de racheter aucuns de ses Sujets, qui sont présentement en Esclavage, & il dépendra absolument de Sa Majesté, ou des Parens, & Amis desdites Personnes qui seront en Esclavage, d'en racheter tels, & autant qu'ils jugeront à propos de temps en temps, sans aucune limitation ou restriction de temps, en convenant pour leur rachat avec leurs Patrons, ou Maîtres, d'un prix aussi raisonnable que faire se pourra, sans obliger lesdits Patrons, ou Maîtres, d'en mettre aucuns en liberté contre leur gré, soit qu'ils soient Esclaves du Beylicque, ou des Galeres, ou qu'ils soient de ceux qui appartiennent au Bassa, au Dey, au Gouverneur, ou à quelques autres personnes que ce soit, & tous Esclaves qui seront Sujets de Sa Majesté, jouïront de l'avantage, & du Bénéfice des diminutions des Droits dûs au Palais Royal, & des autres frais, après qu'ils auront été rachetez, en payant des sommes autant raisonnables, qu'aucuns Esclaves des autres Nations ont accoûtumé de payer quand on les rachéte.

XIII. Que s'il arrive qu'aucun Sujet dudit Roi de la Grande Bretagne vienne à décéder en Alger, ou en aucun endroit des Territoires qui en dépendent, ses Effets, ni son argent monnoyé ne pourront être saisis par les Gouverneurs, Juges, ou autres Officiers, qui ne pourront non plus en faire aucune recherche; & lesdits Effets, ou argent monnoyé, seront possédez ou reçûs, par telle personne, ou personnes que le Défunt aura institué son Heritier, ou ses Heritiers, au cas qu'elles soient sur le Lieu où le Testateur sera décédé. Et au cas que les Heritiers ne soient pas là, alors les Executeurs dudit Testament, dûëment instituez par le Défunt, après avoir fait Inventaire de tous les Effets, & argent par lui délaissez, s'en chargeront, & les garderont sans aucun empêchement, & prendront soin de les faire tenir par quelque voye sûre aux veritables & légitimes Héritiers du Décédé: & le cas arrivant qu'aucun des Sujets de sadite Majesté vînt à décéder sans avoir fait aucun Testament, le Consul Anglois se mettra en possession de ses Effets, & de son argent monnoyé, après en avoir fait Inventaire, pour les usages des Parens, & Heritiers du Défunt.

XIV. Que les Marchands demeurans & trafiquans en la Ville & Royaume d'Alger, étants Sujets de Sa Majesté ne seront point obligez à acheter aucunes Marchandises contre leur gré, & ils auront toute liberté d'acheter telles Marchandises qu'ils jugeront à propos, & aucun Capitaine ni Commandant d'aucun Navire, ou Vaisseau, appartenant aux Sujets de sadite Majesté ne sera tenu contre son gré, de charger aucunes Marchandises pour les porter, ou faire Voyage en aucune Place où il n'aura pas envie d'aller. Et le Consul Anglois, ni aucun autre Sujet dudit Roi ne seront obligez à payer les dettes d'aucun autre des Sujets de Sa Majesté, à moins que lui ou eux ne fussent devenus Cautions pour lui par un Acte public, & autentique.

XV. Que les Sujets de sadite Majesté étants en la Ville d'Alger, ou dans ses Territoires, en matiére de differens, ne seront point sujets à d'autre Jurisdiction que celle du Dey, ou Divan, si ce n'est qu'il arrive qu'ils ayent des Differens entr'eux-mêmes; auquel cas ils ne seront sujets qu'à la Décision du Consul seulement.

XVI. Que le Consul, qui est à présent, ou demeurera en quelque temps que ce soit en Alger, y sera en tout temps en parfaite & entiere liberté, & sûreté de sa personne, & Biens: & il lui sera permis de choisir son Truchement ou Courtier: & d'aller librement à bord des Navires qui seront à la Rade, aussi souvent, & en tel temps qu'il lui plaira, & aura la liberté de la Campagne: Et qu'on lui accordera un Lieu pour y faire ses Priéres: & que personne ne lui fera aucune injure de fait, ni de parole.

XVII. Que non seulement pendant la continuation du présent Traité de Paix & d'Amitié, mais pareillement s'il arrive quelque rupture à l'avenir par Guerre entre ledit Roi de la Grande Bretagne, & le Royaume d'Alger, ledit Consul Anglois, & tous autres Sujets de sadite Majesté demeurans dans le Royaume d'Alger, auront toûjours, & en tout temps, soit de Paix, soit de Guerre, une pleine & entiére liberté d'en sortir, & de se retirer en leur Païs, ou en quelque autre Païs que ce soit, sur tel Navire ou Vaisseau de telle Nation qu'ils jugeront à propos, & d'emmener avec eux tous leurs Biens, Meubles, Familles, & Serviteurs, sans aucun trouble, ni empêchement.

XVIII. Qu'aucun Sujet de sadite Majesté étant passager, arrivant ou s'en allant avec son Bagage de quelque Port que ce soit, ne pourra être molesté ni empêché, quoi qu'il fût sur un Navire ou Vaisseau ennemi du Royaume d'Alger. Comme pareillement aucun Sujet d'Alger, qui sera passager étant à bord d'un Navire, ou Vaisseau d'une Nation ennemie dudit Roi de la Grande Bretagne, ne sera en aucune maniére molesté en sa personne, ni en ses Biens qu'il pourra avoir chargez sur ledit Navire ou Vaisseau.

XIX. Que toutefois & quantes qu'aucun Navire de Guerre du Roi de la Grande Bretagne, portant le Pavillon de Sa Majesté au bout du grand Mast paroîtra devant la Ville d'Alger, & viendra moüiller à la Rade, incontinent après que l'avis en aura été donné par le Consul de sadite Majesté, ou par un Officier du Navire, au Dey, & au Gouvernement d'Alger, ils seront tenus par honneur envers Sa Majesté, de faire une salve de vingt-un coups de Canon tirez des Châteaux & Forts de la Ville, & ledit Navire rendra le Salut par le même nombre de volées de Canon.

XX. Qu'incontinent aprés la signature, & le sçeau des presens Articles par le Bassa, le Dey, l'Aga, & les Gouverneurs d'Alger, tous torts & dommages soufferts de part & d'autre seront effacez de la Memoire & mis en oubli, & le present Traité de Paix sera en sa pleine force & vertu, & continuera pour jamais; & à l'égard de toutes les depredations & Dommages qui pourront être cy-apres faits ou commis de part & d'autre, avant qu'on puisse donner avis du present Traité, on en fera incontinent reparation, & tout ce qui se trouvera encore en nature sera incessamment rendu.

XXI. Que le cas arrivant qu'il se fist ou commist quelque contravention au present Traité par les Sujets de l'une ou l'autre des Parties, cette Paix ne laissera pas de subsister en toute sa force, & cette inobservation ne causera point la rupture du present Traité d'Amitié & bonne correspondance, mais la Partie qui se sentira molestée demandera qu'on luy donne incontinent satisfaction pour lesdites contraventions, par une voye amiable, avant qu'il lui soit permis de rompre la Paix, & si la faute est commise par des Sujets particuliers de l'une ou l'autre des Parties, il n'y aura qu'eux qui seront punis, comme infracteurs de la Paix, & perturbateurs du repos public. Et nôtre Foi sera nôtre Foi, & nôtre parole sera nôtre parole.

Confirmé & scellé en la presence de Dieu tout puissant le cinquiéme jour d'Avril, l'an de nôtre Seigneur Jesus-Christ mil six cens quatre vingt six & en l'année des l'Egire mil quatre-vingt dix-sept & le vingt troisiéme jour de la Lune Gemasilavel.

(L.S.) (L.S.)

LXIX.

Fœdus defensivum inter Sacram Cæsaream Majestatem LEOPOLDUM, *&* FRIDERICUM WILHELMUM *Electorem Brandenburgicum, in Conservationem Imperii, Paciscentiumque Ditionum, nec non in Defensionem Successionis Palatinæ Electoralis, contrà putativas Prætensiones Ducis Aurelianensis. Coloniæ ad Spream die 7. Maji 1686.* [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chan- 7. Mai.

ANNO 1686.

Chancelerie de la Cour, de Sa Majesté Imperiale.]

CUm Serenissimus ac potentissimus Princeps, ac D. D. Leopoldus Electus Romanorum Imperator semper Augustus, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Wirtenbergæ & Silesiæ, Marchio Moraviæ, Comes Habspurgi, Tyrolis & Goritiæ: Serenissimus itidem Princeps ac D. D. Fridericus Guilielmus Marchio Brandeburgicus Sacri Romani Imperii Archi-Camerarius & Princeps Elector (tot. titulus) maturâ deliberatione præsentium temporum conditionem ob oculos posuerint, quæ & quanta nimirùm damna, diminutiones ac discrimina Sacro Imperio Germanico partim ex intestinis Dissidiis, Divisionibus, & sinistris intelligentiis, præcipuè verò exterorum Hostium fraudulentis insidiis periculosisvè conatibus ab aliquo tempore imminuerint, atque deinceps potissimum Successionis Electoralis Palatinæ causâ sint pertimescenda, è quibus gravissimæ in publicis convulsiones, nisi decentibus, ac idoneis mediis tempestivè præveniatur, exsurgent: altissimè memoratæ Sacræ Cæsareæ Majestati, nec non altè memorato Serenissimo Principi Electori vires, & copias Divinâ Clementiâ indultas arctiori Fœderis nexu adeò conjungere, & unire necessarium omninò visum fuit, quò tàm Sacri Imperii, omniumque ejusdem fidelium Statuum, & Membrorum, quàm utriusque Paciscentis Regnorum, Principatuum, Archi-Ducatuum, aliarumque Eorundem Provinciarum Defensioni, Auxilio, Libertati, & Quieti contra omnem imminentem internam, & exterraneam hostilem Potentiam, & quascunque Machinationes, Deo opitulante, pleniùs consulatur.

ART. I. Inprimis sit inter Sacram Cæsaream Majestatem, Ejusvè Successores & posteros Archi-Duces Austriæ ab una, atque Serenissimum Principem Electorem Brandeburgicum, Ejusque Successores & posteros Marchiones Brandeburgicos ab altera parte, tenore præsentium, & virtute hujus Fœderis defensivi, syncera, firma, vicina Amicitia, Fœdus & concordia à Paciscentibus sincerè, & sine fuco conservanda, ita, ut alter alterius commodum & utilitatem promoveat, ac quæcunque alterius Personæ, Regnis, Ditionibus, & Subditis in damnum, aut præjudicium cedere possent, avertere, & impedire studeat, statimque, ubi quid simile in notitiam venerit, sincerè adaperiat. Singulariter utriusque Partis Legatis & Ministris tàm Ratisbonæ, quàm alibi in-aut extra Sacrum Imperium in Legatione degentibus demandaretur, ut hi tàm pro Ejusdem Imperii, quàm utriusque Serenissimæ Domus emolumento, in votis & negotiis sint concordes, eaque ad conformandum inter se conferant, in casu verò, ubi præmissâ Consiliorum communicatione in unam mentem convenire non poterunt, nihilominùs absque strepitu omnia agantur.

II. Præsens defensivum Fœdus, cum tantum pro bono publico Conservationem & Propagationem Sacri Imperii, Paciscentium Regnorum, Electoratûs, Archi-Ducatuum, aliarumque Provinciarum & Subditorum intendat, pro fundamento habeat Pacem Westphalicam, nec non ultimum Ratisbonæ inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Imperium ex una: & Coronam Galliæ ex altera parte initum Armistitium: Si quidem ambo Paciscentes eò collimare se obligant, ne dictis Tractatibus contraveniatur, sed hi inviolabiliter serventur.

III. Si itaque Sacrum Imperium, ejusvè unum aut plura Membra violentiâ aliquâ, Armorum invasione, quæcunque demùm illa foret, aut sub titulo Reunionis, Dependentiarum, similibusvè prætextibus in suis Provinciis & Juribus turbari contingeret, Sacra Cæsarea Majestas & Serenissimus Princeps Elector agent inter se, & fideliter cum effectu adlaborabunt, ut per congrua Remedia omni hujusmodi violentia & hostilitate remotâ, Imperii finibus & Juribus nihil ultra dematur, sed cuivis ejusdem Status salva sint & integra Jura sua, ac Jurisdictiones ante omnia, si quid detrimenti paterentur, debitè atque integrè restituentur.

IV. Putativæ Prætensiones Ducis Aurelii nomine Conjugis suæ contra Serenissimum Principem Electorem Palatinum & Provincias ad hunc indubio Successionis Jure devolutas, quoad certas magnæ considerationis Appertinentias motæ aut movendæ, cum ejus sint naturæ, ut in publica Belli flammam erumpere possint, promittit Serenissimus Princeps Elector Brandeburgicus, ubi eundem Serenissimum Electorem Palatinum sivè in Palatinatu & pertinentibus ad Palatinatum Provinciis à proximè defuncto & moderno Principe Electore possessis, sivè in Ducatu Juliacensi, sivè aliis eidem attinentibus Ditionibus & Territoriis, Bello impeti, aut in suo Jure & legitima Possessione sub quocunque colore & titulo, vel maximè Reunionum Dependentiarum, & neglecto Juris Ordine per vim infestari contingeret, hæc omnia & singula attentata pro casu præsentis Confœderationis habenda, accipienda, Copiis auxiliaribus infrà conventis succurrendum, atque effectum in casu invasionis ab altissimè & altè-memoratis Paciscentibus Articulo sexto sibi invicem stipulatum opitulando procurandum esse, eâ tamen lege, ut Sacra Cæsarea Majestas præfatas Copias neque duplicatas, neque alibi Locorum desideret: E contra reciprocam Serenissimus Elector Brandeburgicus, si invaderetur, pro possibilitate & viribus Serenissimi Electoris Palatini sibi effectivam confidit opem & assistentiam.

V. Præcipuè autem vi hujus Fœderatorum Ligæ conventum est, si alteruter Paciscentium ab aliquo, quiscunque tandem ille futurus esset, in suis Regnis, Electoratu, Archi-Ducatibus, Territoriis & Provinciis, aut in Jure & Jurisdictione sibi competente invaderetur, infestaretur, turbareturque, aut si in-vel ex illis Tributa, Quartiria, Subarrhationes Militum, Transitus, Armilustria, Annonæ, Apparatus Bellici, aliavè Gravamina, qualitercunque nominanda, exigeret, aut exigenda comminaretur, ut alter turbatorem emphaticè, & severè dehortetur, & si nihilominùs in Gravamine continuaverit, Copias infrà conventas spatio duorum mensium à die interpositæ requisitionis sistendo opem ferat, donec sublatâ turbatione, molestiis, & gravamine, omnia in eum statum, in quo ante Invasionem extiterunt, præter Reparationem damnorum omnium restituantur, nullâ contra talem opem & assistentiam valiturâ exceptione, nisi fortè requisitus in propriis suis Ditionibus invasus ad earum Defensionem promisso auxiliari Milite indigeret, quo casu illum sistere non tenebitur.

VI. Comprehenduntur in hoc Fœdere tàm universa præsentia, quàm futura Regna, Electoratus, Archi-Ducatus, Provinciæ & Territoria, quæ Fœderati nunc possident, aut Deo dante futuri temporibus eis, earumque Hæredibus & Liberis Jure Successionis, vel alio quocunque legitimo titulo accrescent, ubicunque Locorum itaque in præmissis Ditionibus fieret invasio, ibi pateret casus Fœderis, sibique invicem Paciscentes Conventionem præstare tenerentur, cum hac tamen iterum cautela, ut devolutâ per Altissimi Providentiam aliquando ad Sacram Cæsaream Majestatem Successione Hispanica, indeque orituro generali totius Europæ motu, Serenissimus Princeps Elector Brandeburgicus Copias suas in remotas Hispaniæ, Italiæ, Indiæ oras, Belgium aut Regna & Provincias Altissimæ Majestati Cæsareæ Hæreditarias ducere non sit adstrictus, sed de modo & ratione ulteriori agendi de novo singulariter agatur.

VII. Numerum Copiarum auxiliarium quod attinet, eam utrique Paciscentium proportionem amplecti libuit, ut Sacra Cæsarea Majestas Serenissimo Principi Electori duodecim virorum millibus: nempe ter mille Equitibus, mille Desultoriis & octo mille Peditibus: Serenissimus Princeps Elector verò Suæ Sacræ Cæsareæ Majestati octo virorum millibus: nimirùm mille ducentis Equitibus, octingentis desultoriis, & sex mille Peditibus, ex utraque Parte propriis, iisque certis alendorum mediis & sumptibus, assistat, & auxilietur.

VIII. Quòd si dictæ in priori Articulo Copiæ & vires invasioni, & periculo non sufficerent, agetur inter Paciscentes de augendo quoad dimidietatem, aut etiam duplicando Milite.

IX. Circa Directionem & Præfecturas mittendarum Copiarum auxiliarium, Jurisdictionem, apparatus Bellici, sivè impedimentorum, annonæ, solutionum, servabuntur inter Confœderatos aliàs usitata, certaque subscriptò hoc Fœdere defensivo norma statuetur.

X. Præsens ita inter Paciscentes ictum Fœdus per viginti annos durabit, & hoc termino ad finem vergente de prorogatione convenietur. Quod si unà cum his annis susceptæ Expeditiones non finirentur, in ope ferenda, donec pericula cessaverint, continuandum erit.

XI.

ANNO 1686. XI. Ut quoque hoc Fœdus tantò firmiùs quâvis sinistrâ suspicione careat, nullus Contrahentium ulla Fœdera, aut Ligas, quibus alterutri directè vel indirectè noceri, ulla turbatio, aut sinistra intelligentia vel etiam hoc causari posset, quò minùs hæc Conventa ad effectum deducantur, cum aliis Principibus ineundi facultatem habeat. Verùm, si quæ ineunda forent, ante conclusionem sibi invicem syncerè communicent: Pacta verò & Fœdera, quæ Partes paciscentes inter se jam tum sancita habent, his non adversari declarantur, aut si contraria forent, veluti non sunt, eatenus illis in genere & specie plenè derogatur.

XII. Quòd si ad Bellum & casum præsentis Conventionis deveniendum esset, nulli Paciscentium sine alterius consilio & communi assensu Pacem, aut Armistitia ferire licebit.

XIII. Experientia quotidiana comprobante per propriam Quartiriorum apprehensionem magnas in Imperio excitari molestias & confusiones, visum fuit utrique Paciscentium sibi invicem ita manum præbere, ut Assignatio, & Distributio eorum pro circumstantia Bellicarum Expeditionum, ac temporis, cum præscitu & consensu Suæ Majestatis suscipiatur, & Serenissimi Principis Electoris, veluti tàm arctè Fœderati Copiæ Cæsareanis quoad hæc æquales habeantur.

XIV. Hujus Tractatus Ratificatio spatio quatuor Septimanarum, à die signaturæ hujus roborabitur, & invicem permutabitur. In quorum fidem duo Exemplaria ab utriusque Partis Deputatis, & Plenipotentiariis respectivè Ablegatis & Ministris subscripta, eorumque Sigillorum appressione roborata sunt. Coloniæ ad Spream die 7. Maji Anno 1686.

Frantz Heinrich von Freidach Gödens.
(L.S.)

Joachim Ernst von Grunschaw.
(L.S.)

Frantz von Meinders.
(L.S.)

Paul von Fuchs.
(L.S.)

Johann Friederich von Retz.
(L.S.)

LXX.

26. Juin. **Prorogation der Allianz zwischen denen Löblichen Bayrischen und Fränckischen Creysen auf 2. Jahr / zu besserer Beschütz- und Sicherheit beschehen. Augspurg den 26. Junii 1686.** [LONDORPII *Acta Publica* Parte XII. pag. 527. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 343. *sous date du 25. Juin 5. Juillet* & dans Anhang zu des Europäischen Heroldts vier Haubt-Handlungen pag. 1374.]

C'est-à-dire,

Prolongation pour deux ans, du Traité d'Alliance conclu auparavant entre les Illustres Cercles de BAVIERE, *& de* FRANCONIE *pour leur commune defense & seureté. A Augsbourg le 26. Juin 1686.*

Zu wissen. Als die Römische Kayserliche Majestät unser allergnädigster Herr / zu manutenirung des wehrten Vatterlandes Freyheit / auch Beschütz und Sicherheit dessen getreuer Creysz und Stände / sich allergnädigst gefallen lassen / die in näherer Inteligenz von einigen Jahren her gestandene Creysz und hohe Stände / Krafft deren / vom 29. Aprilis letzthin allergnädigst erlassenen Rescripts, zu Erneuer- und Festhaltung solcher gepflogenen guten Verständnus und Correspondentz / auf hieher in des Heiligen Römischen Reichs-Stadt Augspurg zu invitiren / und nebst anderen Ihrer Chur-Fürstlichen Durchleucht in Bayeren / auch die Fränck- und Schwäbische Gesandtschafft / disz Orts eingelanget / dasz man darauf derjenigen / zwischen höchstgedachter Ihrer Chur-Fürstlichen Durchleucht und selbigen / dann dem Fränck- und Schwäbischen Creysz aufgerichteter engerer / zu facilitirung der Executions-Ordnung / abzielender Verständnus / sich zeitlich und zugleich dessen erinnert / dasz der darüber genommene Termin vergangenen Monat May / erstlichmahls ausgelassen / und nun an deme seye / dieselbe unter ihnen / als nächsten Benachbarten / und von Alters hero / auch sonsten correspondirenden Ständen und Creysen / bey ohne dem noch immer obschwebenden / so sehr beschwerlichen Zeiten und Läufften / vor allen Dingen wiederum zu erneueren / und auf weitere Jahr und Zeit / vertraulich zu extendiren und fortzupflantzen; Inmassen sich dann zu solcher Extension und Prorogation auch alle Theile / und zwar die anwesende Chur-Bayerische Gesandschafft / wegen des löblichen Bayerischen Creyses / sub spe rati dahin verstanden / dasz am 28. 29. May (7. 8. Junii) 1684. einander gethane / und schrifftlich aufgestellte Declarationes und Gegen-Declarationes, ihren umständlichen Inhalt und Begriff nach / biehero würcklich wiederholet / und eine recht vertraute Correspondenz und Zusammensetzung / wieder allen Friedenstörischen Gewalt / irregulire Marche und Remarche, eigens angemaste Winter- und andere Quartier / auch anderen gegen Recht und Billichkeit streitende Zumuthungen / von dato wiederum auf 2. Jahr in Krafft dieses stabiliret / und vestgestellet seyn solle / also und dergestalt / dasz / wie man nach der hievorigen Verabredung in casum hostilis invasionis, oder Uberziehung / sie geschehe gleich von wem / aus was Ursachen / oder unter was Schein selbige wollen / deszgleichen zu Abwendung anderer Reichs-Satzungen ohngemässen Zumuthung / beeinträchtlich- oder gewaltsamen Zunöthung / mit 1000. Mann zu Pferd / und 4000. zu Fusz einander zu assistiren / allerseits zugesaget / als nunmehro von Seiten Ihrer Chur-Fürstlichen Durchleucht in Bayeren / und des löblichen Bayerischen Creyses / nach der hiernechst zu communiciren stehenden Repartition mit 1000. zu Pferd / und 4000. zu Fusz / ex parte des löblichen Fränckischen Creyses hingegen mit 1000. zu Rosz / und 3200. zu Fusz / bestehend beyde in 3. Regimenteren / als einem zu Pferd / und 2. zu Fusz / von löblichen Schwäbischen Creysz aber mit 1000. zu Pferd / und 3000. zu Fusz / so diszmahl in 4. Regimenteren bestehen / pro exigentia rerum & Casuum, die Hülffe würcklich geleistet werden solle: Allermassen dann gesamte Höchst-Hohe- und löblichen Stände dieser dreyen correspondirenden Creyse / durch Ihre hier anwesende Gesandtschafften zu Continuation solch ihres vormahligen Reichs-Executions-mässigen Vinculi, sich / obpactirter massen / also de novo mit einander verstanden / auch allerseits Ratificationes über diese nähere Verständnüs / von dato inner 9. Wochen / zu denen Fürstlichen Creysz-Ausschreib-Aemteren einzuschicken / und gegeneinander auszuwechselen zugesaget / wie sie dann von solchem allem / der hierstehenden Kayserlichen Gesandschafft / mit Contestirung gegen der allerhöchstgedachter Kayserlichen Majestät allerseits tragenden allergetreuesten Devotion, auch geziemende Nachricht gegeben; Und ob man zwar von denen nicht weniger / als der anwesenden Chur-Bayerischen- und löblichen Fränckischen Gesandschafft gern gesehen hätte / dasz an Seiten des löblichen Schwäbischen Creyses / zu dem unter Handen stehenden grösseren Conjunctions-Werck / nach dem Grund des Heiligen Reichs-Satz- und Executions-Ordnung / der Beytritt gleich diszmahlen mit geschehen wäre / immassen / und dasz der / zwischen den höchsten und hohen Bunds-Verwandten prorogirte Recess, eine gantz innocente Intention führe / in mehreren zu erkennen gegeben worden: Nachdeme jedoch Fürsten und Stände des löblichen Schwäbischen Creyses vor diszmahl hauptsächlich auf die vorige Correspondentz gesehen / und ihrer Gesandtschafft keinen weiteren Befehl ertheilet / dabeneben aber so viel contestiren und versicheren lassen / dasz ob es schon zu keiner For-

ANNO 1686. Formal-Verbündnüs/nach dem mit übrig höchst-und hohen Alliirten bevorstehenden Concert für jetzo aufkommen / sie dannoch mit selbigen Herren Potenzien und Creysen jederzeit gerne stehen / auch auf dem Nothfall sich mit denen bis daher correspondirenden hochlöblichen Creysen und Ständen / über das / so die Wohlfarth des gemeinen Vatterlandes erfordert / allemahl zeitlich und Patriotisch vernehmen wolten / zumahlen eben diese nähere Intelligenz, zwischen Hochlöblichen gedachten 3. Reichs-Creysen und Ständen insonderheit dahin angesehen / daß ein Theil wie der andere sich das Publicum jederzeit bestens angelegen seyn lassen / auch die Manutenenz der / in-und mit dem Reich aufgerichteter Instrumentorum Pacis & Armistitii zu Bestätigung der hierunter interessirten Chur-Fürsten und Stände Freyheit in Ecclesiasticis & Politicis mitbeförderen helffen solle und wolle / so hat man es bey solcher Contestation allerseits bewenden lassen / und ist / was unter übrigen hohen Alliirten Theilen weiter zum Recess kommen / an Fürsten und Stände des löblichen Creyses gebührend und umständlich zu referiren / von selbiger Gesandschafft übernommen worden. Dessen zu Urkund rc.

Datum Augspurg den 26. Junii 1686.

LXXI.

28. Juin. *Tractatus inter* LEOPOLDUM *Cæsarem Augustissimum ac Hungariæ Regem, &* MICHAELEM APAFFI *Principem, Statusque & Ordines Transylvaniæ, de Defensione, Præsidio, atque Statu civili & politico Principatus. Datum Viennæ die* 28. *Junii* 1686. [Brevissimum Compendium Principatus Transylvanici Historiæ; inter Diplomata pag. 12.]

NOtum sit quorum interest Universis. Quod postquam Sacra Cæsarea Regiaque Hungariæ & Bohemiæ Majestas, à Turcarum Sultano, Armis fœdifragè lacessita, ad Societatem Sacri Belli, inter alios, etiam Dominum Principem, Statusque & Ordines Transylvaniæ, ac Partium Hungariæ, eidem annexarum, pro Defensione communi adhortata esset, & Dominus Princeps, Status & Ordines Transylvaniæ, devotum suum erga Sacram Cæsaream Regiamque Majestatem & Rempublicam Christianam affectum animumque per expressam Legationem testati essent propositis nonnullis desideriis, de quibus conveniretur, in sequentes Articulos itum est.

I. SAcra Cæsarea Regiaque Majestas suscipit Defensionem Transylvaniæ, Partiumque Hungariæ eidem annexarum, & postulante occasione, pro ejus Defensione contra Hostem, ad requisitionem Domini Principis, & Statuum tempestivè Copias Auxiliares, mittet, quandocunque opus erit, quæ quidem, sub Jurisdictione & Imperio Militari Cæsareæ Generalitatis manent, quamdiu autem, intra Terminos Transylvaniæ commorabuntur, Sacra Cæsarea Regiaque Majestas, Directionem Armorum Domino Principi, & ejus Successoribus committet, penes quos etiam stabit, quamdiù illis opus habeant, iis verò Copiis Sua Majestas stipendia persolvet, de commeatu & annona Transylvani providebunt.

II. Quid Territorii Turcici aut Locorum Hosti eripietur, Jure Belli, sit occupantis, quicquid autem ad Transylvanos spectare dignoscetur, in ejusdem Jurisdictione manutenebitur.

III. Transylvaniam cum Partibus Hungariæ Transylvaniæ annexis, intra veros suos Terminos, Dominus Princeps & Status, eô, quô hactenùs Jure gaudent, conservent, declaratque Sacra Cæsarea Majestas, se in iis, contra Jura, Domino Principi competentia nec Telonia, nec Tricesimas, nec Præsidia, aut Fortalitia, invito Principe erigi curaturam, idem intelligatur de Debrecinio.

IV. Sacra Cæsarea Majestas, circa Bona Transylvanis Subditis restituenda, habitis necessariis Informationibus, Justitiæ & Officiorum Domini Principis, & Statuum sicut & Privilegiorum, condignam rationem habebit.

V. Neque Comitem Ladislaum Csakhi, utpote Domino Principi suspectum, Copiis suis in Confiniis Transylvaniæ, præficiet, aut adjunget, nec permittet Sua Majestas ut ab ipso Statibus Transylvaniæ damnum aliquod inferatur. ANNO 1686.

VI. Neque quatuor Religiones in Transylvania, partibusque Hungariæ Transylvaniæ annexis receptas ullo ibidem modo, tempore, & prætextu, turbare curabit, nec allaborabit in Templorum, Scholarum, Parochiarum, proventuumque & bonorum eorum occupatione, juxta Leges eorum approbatas.

VII. Libera pariter sint Jura Fœderum Domino Principi Transylvaniæ, ejusque in Principatu legitimis Successoribus, ita tamen, ut huic perpetuo Tractatui non repugnent, sed contra communes Hostes, pro utilitate Christianitatis, & inprimis Sacræ Cæsareæ Majestatis, ejusque Domus, Regnorumque & Provinciarum iciantur.

VIII. Legitimus Transylvaniæ Princeps, Dominus Michael Apaffi, nullatenus turbabitur, nec minùs ejusdem Domini Filii Michaëlis similiter Apaffi electionem jam factam, gratam ratamque habebit Majestas, post eorum verò sera (ut sperandum est) fata, libera maneat penes Transylvaniæ Status, juxta eorum Jura, Electio.

IX. Maneant etiam Titulus & Insignia Principum, more hactenus usitato, nec ea sibi Cæsarea Majestas attribuet.

X. Sacræ Cæsareæ Majestatis Subditis in Transylvaniam, & hujus vicissim Incolis, in Suæ Majestatis Regnis & Provinciis, libera Quæstus & Commerciorum sint Jura.

XI. Nunquam allaborabit Sua Majestas in Transylvania erigere Jus Patronatus, aut Sacerdotale, nec demandabit, eam materiam Statibus proponi.

XII. Transfugæ & Proditores Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis non recipientur in Ditione Transylvanica, nec hujus vicissim in Regnis & Provinciis Suæ Majestatis, idem intelligatur de Jobbagionibus aut Hominibus propriis glebæ adscriptis.

XIII. Subditi Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis in Transylvania & vicissim hi, in Regnis, Provinciisque Suæ Majestatis, causas suas in Judicio agere & prosequi libere poterunt, Procuratorumque Constitutiones & aliæ literæ Causales, in Locis & coram Personis solitis & authenticis, in ejus Territorio legitime factæ, ubique pro firmis & validis habeantur.

XIV. Tametsi pro defensione & amplificatione Rei Christianæ, statim notis viribus, libenter palàm concurrerent Dominus Princeps & Status Transylvaniæ, ne tamen intempestiva ostentatione Armorum, Turcicis & Tartaricis direptionibus exponantur, consentit Sacra Cæsarea Regiaque Majestas, ut non ante expugnationem Varadini & Temesvarini, se palàm Cæsareis Armis conjungant, sed interim Armis, commeatu & vecturis tolerabilibus, usque ad limites Transylvanicæ Ditionis, si Arma Cæsarea ad illa Fortalitia expugnanda, quæ in Partibus Hungariæ Transylvaniæ annexis à Turcis possidentur, admovebuntur, juvent, ad quod Dominus Princeps & Ordines se obligant.

XV. Neque Transylvaniam & Partes Hungariæ eidem annexas, Turcis hactenus non obligatas, Sua Cæsarea Majestas gravabit Hybernis, nisi ipsius Transylvaniæ, & contra Hostem excubandi necessitas exegerit.

XVI. Cum ad Aulam Cæsareæ Majestatis Legati Transylvanici expedientur, pro more honeste habebuntur & recipientur.

XVII. Cum Loca Turcis eripiuntur, Bona, quæ in iis ad Transylvanos spectare dignoscentur, iisdem restituentur, salvo Sacræ Cæsareæ Majestatis in iisdem Jure Superioritatis & Feudi.

XVIII. Insecuturis cum Turca Induciarum aut Pacis Tractatibus, ex parte Sacræ Cæsareæ Majestatis, juxta Capita, eo tempore exhibenda, & huic Tractatui correspondentia, includetur Transylvania, Moldavia, & Valachia, ubi etiam modis omnibus efficere conabitur Sua Majestas ut Transylvani, à Tributo ulteriùs Turcis pendendo liberentur.

XIX. Vicissim se obligant Dominus Princeps, Status & Ordines Transylvaniæ, quod non tantum honorem & commoda Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis, ejusque Domus, Regnorum & Provinciarum, ubique Locorum bona & Christiana fide, consiliis & opera promovebunt, verum etiam, quòd, pro superius stipulata Regia Defensione & Protectione, annuam recognitionem viginti quinque millium Aureorum Ducatorum, vel quinquaginta millium Thalerorum Imperialium, in speciebus, perpetuis temporibus pendent, casu

ANNO 1686. casu etiam urgentissimæ necessitatis, possibili annonæ, commeatus, vecturarum & virium subministratione assistent, & pro majori, tàm hujus Tractatus, quàm ipsius Transylvaniæ securitati, pendente hoc Bello & periculo, Sacræ Cæsareæ Majestati, sequentia duo Loca, nempe: Claudiopolim, & Fortalitium Deva eum in modum consignabunt, ut Cæsareo Præsidio, pro duabus tertiis, Transylvanico vero, pro una tertia, muniantur, cui Præsidio Cæsarea stipendia Sua Majestas persolvet, panem autem, & servitia Transylvani subministrabunt, quàmprimùm verò præsens Bellum cessaverit, ambo Loca iterum evacuabuntur & restituentur.

XX. Tractatus hic in secreto quidem servabitur, obligabit verò sub Christiana Fide tàm Sacram Cæsaream Majestatem, quam Dominum Principem & Status Transylvaniæ & utriusque Partis Hæredes & Successores in perpetuum, nec unquam Turcis etiam post factam Pacem revelabitur.

XXI. Diplomata, ratificata intra mensem, aut quò citiùs, si fieri potest, in bona & consueta forma expedita commutabuntur; in quorum omnium fidem, præsens Tractatus, tàm à Dominis Commissariis Cæsareis, hac in re deputatis quàm à Dominis Legatis Transylvanis, subscriptus quorumque Sigillis consuetis corroboratus est Viennæ 28. Junii Anno 1686.

FERDINANDUS Princeps à Dietrichstein, Mp. (L. S.)	HERMANNUS M. Badensis, Mp. (L. S.)
JOHANNES HALLER, Mp. (L. S.)	(L. S.)
MATTHIAS MILES, Mp. (L. S.)	STA Hr. Comes STRAATMAN.
	SIGISMUNDUS PERNYESYI, M. p. (L. S.)
	MICHAËL INCZEDI, Mp. (L. S.)

LXXII.

28. Juin. 9. Juill. Augspurgische Allianz/ so zwischen der Römischen Kayserlichen Majestät/ der Cron Spanien wegen Burgund/ der Cron Schweden wegen dero im Heiligen Römischen Reich gelegenen Landen/ Chur-Bayern/ denen Bayrisch-Fränckisch-Schwäbischen Craysen/ dem Hochfürstlichen Hauß Sachßen/ und denen disseiths Ober-Rheins gelegenen Fürsten und Ständen/ zu Handhabung des Armistitii Germano-Gallici, dann zu Erhaltung Ruhe und Friede-Stands im Heiligen Römischen Reich/ wie auch zur mutuellen Defension wieder alle Feindliche Beeinträchtigungen auff drey Jahr auffgerichtet worden/ den (1) 29. Junii 9. Julii 1686. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. II. pag. 337. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORPII *Acta Publica* Tom. XII. pag. 522. dans Anhang zu des Europäischen Herolds IV. Haubt-Handlungen pag. 1367.]

(1) On suit ici la Copie de Monf. *Lunig* & sa Date, qui est du 29. Juin. 9. Juillet, en quoi il s'accorde avec l'*Europäische Herold*. Celle du Continuateur de *Londorpius* est du 19. Juin, & celle de la premiere Edition du Grand Recueil de Hollande du 19. 29. Juillet. [DUM.]

C'est-à-dire,

ANNO 1686.

*Ligue d'*Ausbourg *concluë pour trois ans & au delà, entre l'*EMPEREUR, *le Roi d'*ESPAGNE *comme Duc de Bourgogne, la Couronne de* SUEDE *pour les Provinces qu'elle possede dans l'Empire, l'Electeur de* BAVIERE, *les Cercles de* BAVIERE, *de* FRANCONIE, *& de* SUABE, *les Ducs de* SAXE, *& autres Princes de l'Empire par delà le Rhyn, pour le maintien de la Treve concluë à Ratisbonne entre l'*EMPIRE, *& la* FRANCE, *pour la conservation de la Paix & de la Tranquilité dans tout l'Empire & pour la defense reciproque des Droits, Interêts & Regales desdites Parties. A Ausbourg le 29. Juin. 9. Juillet 1686.*

Kund und zu wissen/ nachdem die Röm. Käyserliche Majestät/ unser allergnädigster Käyser und Herr/ aus preißwürdigst-und Reichs-väterlicher Vorsorge für das gemeine Heil und Aufnehmen des geliebten Vaterlandes denen bißhero in engerer Correspondenz gestandenen Creysen/ auch Churfürsten/ Fürsten und Ständen/ sowohl als andern/ Jhro Käyserl. Majestät/ und dem heiligen Reich/ durch unmittelbahre Reichs-Lande und Confœderation zugethanen Potentien/ vermöge ihres untern dato den 24. Avril. nechsthin an sie erlassenen Käyserlichen Rescripts, mit mehrerm zu erkennen gegeben/ wie hoch-nothwendig es sey/ nebenst Fortsetzung des noch immerhin offenkündigen blutig-und gefährlichen Türcken-Krieges/ auf des innerlichen Ruhestandes Befestigung bestmöglichst zu reflectiren/ da bevorab der unter den mit der Cron Franckreich ohnlängst gestifteten Armistitio veranlasset-und bedingene punctus securitatis publicæ annoch in keiner Consistenz, und zu besorgen/ es dörffte die endliche Vollziehung desselben noch viel Zeit gebrauchen/ inzwischen aber bey gegenwärtig verwirrten Zeiten dem heil. Reich/ und dessen getreuen Ständen viel Widerwärtiges zustossen/ um so mehr dann die ohnumgängliche hohe Nothdurfft erfordern wolle/ daß vor höchste-hoch-und wohlgedachte Creyse und Stände aus Devotion, Liebe und Eifer gegen allerhöchsternannte Jhre Käyserl. Majestät und das gemeine Vaterland/ auch zu Behauptung ihrer selbsteigenen Sicherheit/ und deren Vertheidigung gegen allen feindlichen Gewalt/ die eine zeithero unter sich gepflogene gute Einverständniß fortsetzen/ und zu deren wieder Erneuer-auch Feststellung (die bevorab einig und allein zu Maintenirung des lieben Vaterlandes Freyheit/ Ehre und Wohlfahrt/ auch Sicherheit und Beschützung dieser getreuer Stände/ keinesweges aber zu jemandes Offension, Beleidigung oder Nachtheil abziehlen solte) einen gemeinen Correspondenz-Tag verabreden möchten/ gestaltsam mehr allerhöchstgedachte Jhre Käyserliche Majestät denselben auch ihres höchsten Orts/ vermittelst dero Käyserlichen Gesandtschafft/ zu beschicken sich allergnädigst anerklähret/ pro loco & termino Tractatuum aber diese des heil. Reichs Stadt Augspurg/ nebenst den Anfang des Monats Junii benennet/ auch die höchst-und hohe Herren Interessenten daselbst hin invitiret; die sich dann zu Erweisung ihres zu des heil. Reichs Wohlfahrt/ auch der Röm. Käyserl. Majestät allerunterthänigst zutragenden Respects, vermittelst abgeschickter Legationen (jedoch ausser der Ober-Rheinischen/ disseits Rhein gelegener/ dann der concurrirender Westerwäldischen Fürsten und Ständen/ welche verhoffentlich noch vor Endigung dieses Convents einlangen/ oder in Verbleibung dessen/ den Zutritt ausser allen Zweiffel nehmen werden) eingefunden/ ordentlich legitimiret/ und so fort die Haupt-Sache unter göttlicher Gnaden-Beystand würcklich angetreten/ darauf hin/ nach reiffer der Sachen Deliberation und Berathschlagung/ folgendes zu gemeinem Schluß herkommen lassen/ und zwar:

I. Solle eine aufrichtige Zusammensetzung/ und vertrauliche Correspondenz zwischen Jhro Käyserl. Majestät/ und dero gantzen hochlöblichen Ertz-Hause/ absonderlich auch Jhro Königliche Majestät zu Hispanien/ wegen ihres Burgundischen Reichs-Creyses/ so dann Jhro Königl. Majestät in Schweden/ wegen ihrer in verschiedenen Creysen gelegenen Reichs-Landen/ wie auch Jhre Churfürstl. Durchl. zu Bayern/ für sich/ und wegen des Bayrischen Creises/ weniger nicht dem Fränckischen Creiß/ dem völligen hochfürstl. Hause Sachsen/ dann denen Ober-Rhein-disseits Rheins gelegenen/ auch hierzu concur-

ANNO 1686.

currirenden Westerwäldischen Fürsten und Ständen seyn und verbleiben.

II. Solle diese Defension und Zusammensetzung obangezogener Ihro Käyserl. Majestät hierbey führender Intention gemäsz / bisz auf erfolgende allgemeine Stabilir- und Einrichtung des puncti publicæ securitatis Imperii, stehen / und zu niemands Beleidigung / inner- oder ausserhalb des Reichs / noch zu Erregung einiger motuum, sondern zu alleiniger Beybehaltung Teutscher Freyheit / Ruhe und Frieden-Standes / Beschützung und Sicherheit des heil. Reichs / dessen Churfürsten / Fürsten und Ständen insgemein (gestalt dann in denen nachfolgenden Articulis weiters erläutert wird) insonderheit aber der zu gegenwärtiger Conjunction würcklich eingetretenen Bunds-Genossen / oder die ins künfftig den Beytritt zu nehmen sich noch resolviren werden / mithin zur allgemeinen Guarantirung der Westphäl- Niemäg- und anderer dazu gehöriger oder darinnen gegründeter Frieden-Schlüsse / wie auch des ohnlängst zu Regenspurg mit der Cron Franckreich aufgerichteten 20. jährigen Stillstandsids / alles ihres Inhalts / in Ecclesiasticis & Politicis angesehen / und auf die Reichs-Executions-Ordnung sowohl / als andere Constitutiones Imperii, und die zu gedachtem Regenspurg circa punctum securitatis & generalis Guarantiæ, wegen Rett- und Beschützung verschiedener Reichs-Churfürsten und Stände / in so weit solche von Ihro Käyserl. Majestät / dem Reichs-üblichen stylo gemäsz / bereits allergnädigst approbiret / oder ins künfftige approbiret werden möchten / ausgefallene Reichs-Conclusa gegründet seyn.

III. Allermassen nun vermöge derselben je ein Reichs-Standt und Creysz dem andern so feindlich angegriffen / oder gegen oballegirte heilsamen Reichs-Satzungen / Frieden-Schlüsse und Stillstand beeinträchtiget / oder vergewaltiget / oder mit irregulirten Marchen / eigens angemasten Winter- oder andern Quartiren / oder sonst gegen Recht und Billigkeit streitenden Zumuthungen beschweret würde / beyzuspringen verbunden ist / also übernehmen Ihre Käyserliche Majestät Krafft ihrer als des heiligen Reichs allerhöchsten Ober-Haupts tragender Obliegenheit / alle und jede / absonderlich diejenigen getreue Reichs-Creysz- und Stände / die sich vor ietzo / oder ins künfftige zu gegenwärtiger Schutz-Verfassung einverstehen / bey den ihrigen kräfftig zu mainteniren / vorgedachte Frieden-Schlüsse / Stillestand und Reichs-Conclusa zu handhaben / Gewalt und Unrecht aber nach aller Möglichkeit zu verhüten und abzukehren. Wann sich auch einige Gefahr von ein- oder anderseitigem Angriff gegen diese oder jene Bunds-Verwandte offenbahren / und herfür thun / würcklich angedrohet / oder sonst mit scheinbahrem Grund beförchtet würde / so balden Ihre Käyserl. Majestät dessen berichtet oder gewahr würden / den zur Beleidigung sich anschickenden Theil ernstlich abzumahnen / und zugleich die sämtliche Associirte zu erinnern / sich dergestalt gefast zu halten / dasz bey weiterer Annäherung der Gefahr / und ehe dieselbe zur würcklichen Beschädigung herkomt / den bedroheten und Gefahr-leidenden Bundes-Verwandten auf dessen Begehren die nachdrucksame Hülffe geleistet werden möge; Wie dann auch in solchem Fall / noch mehrers aber / da die feindliche Invasion bereits geschehen / oder damit der Anfang gemachet wäre / aus was Ursachen / und unter was Schein oder Nahmen solches auch seyn möge / sämtliche Associations-Verwandte / insonderheit aber die nechstgesessene und die ihre Völcker zum leicht- und geschwindesten durchbringen können / Krafft dieser also genommenen Abrede / schuldig seyn sollen / ohne eintzige saumselige Zuwartung oder Entschuldigung / wie auch diese seyn / oder geschehen könte / oder möchte / auf des angegriffenen Bunds-Genossen geziemendes Begehren / die verlangte Hülffe / nach der in folgenden Articulis mehrers ausgedruckten Maasz eiligst zuzuschicken / und denselben vor weitern Gewalt retten zu helffen. Gleichwie nun

IV. Im Fall eines erfolgenden Angriffes / oder gewaltthätiger Beeinträchtigung / nebenst der / dem Beleidigten zuschickenden Hülffe / bevorstehen solle / woferne man es rathsam befinden möchte / von gesamter Alliance wegen / oder von wegen einiger Alliirten ins besondere dem feindlichen Theil durch Schreiben oder eigene Schickung von seinen Attentatis abzumahnen / und sich dahin zu bearbeiten / dasz nicht nur fernere Gewalt eingestellet / sondern auch für bereits beschehene Abnahme und erlittenen Schaden / gebührende Wieder-Erstattung / denen offtangezogenen Friedens-Schlüssen und Stillstand gemäsz geleistet werden möge; Also sollen auch in obermelten Fällen die gesamte Alliirte an einer wohlgelegenen Mahlstatt ehestens zusammen kommen / oder zusammen schicken / und daselbsten unter Ihro Käyserlichen Majestät allerhöchsten Direction, auch mit Zuziehung derer Alliirten Generalität berathschlagen und schliessen / wie den bedrängten Bundes-Genossen / im Fall zumahlen der beleidigende Theil demselben keine Restitution oder billiche Satisfaction, wie oben gedacht / leisten wolte / oder auch die gegenwärtig abgeschickte Hülffe zu Reprimirung weitern Gewalts / nicht zulänglich wäre / durch stärckere Zusammensetzung weiters ohnverlängt zu helffen / zu dem Ende dann die sämtliche Associirte alle ihre Kräffte / nachdem es die Nothdurfft erfordern / und zu dem abgezielten Zweck erspriesslich seyn wird / anwenden / und bisz zu dessen Erlangung getreulichst bey einander stehen / sich auch um einiger Ursachen willen von einander nicht trennen laszen / dabey aber auch dasjenige / so im Franck. Creysz-Abschiede de dato des 8. April. (29. Martii) zu besserer Verhütung der Motuum im Reich vorgesehen worden / in so weit es nach geänderten Conjuncturen kein neuer Umstand alteriret / möglichst beobachtet / und die gegen solchen grössern Gewalt zu verfügen habende Veranstaltungen / darnach sowohl / als denen Reichs-Satzungen insgemein angeordnet werden sollen.

ANNO 1686.

V. Wie nöthig auch sey / die Grentz-Vestungen mit gnungsamer Mannschafft / Munition, und andern zeitlich zu versehen und zu versorgen / als wodurch der geschwinde Uberfall mercklich ab- und anzuhalten / solches haben die vormahlige höchstschädliche Experientien / wann dieselbe auf ein oder andere Weise sind versäumet worden / vielfältig erwiesen / um so mehr dann die Nothdurfft / in Krafft also beliebten Schlusses / erfordern will / dasz ein jeder höchst- und hoher Alliirter seine haltbare Plätze mit aller Nothdurff in Zeiten wohl versehen / und daran keinen Mangel erscheinen lasse / von daraus fleissige Kundschafft einziehe / und alle androhende Gefahr / an die nächstgelegene Alliirte und Generalität berichte / die dann / bis zu endlicher der völligen Macht Zusammenstellung / obligirt seyn sollen / die Periclitirende zu secundiren / und so gleich die übrige hohe Bunds-Verwandte / absonderlich aber ausschreibende Fürsten / Creysz- auch andere unter denen beytretenden Bundes-Genossen angerichtete / oder noch aufzurichten habende Directoria und Creysz-Obristen-Aemter / ohnerwartet einer gemeinsamen Zusammenschickung / (die doch / wie §. 4. vermeldet / inzwischen veranlasset / zu dem Ende auch / und zu weiter allergnädigster Anordnung Ihr. Kayserl. Maj. alles schleunigst hinterbracht werden solle) inmittelst denen Generalen Befehlich geben können / alle Trouppen zusammen zu ziehen / und wo es so wohl der nothleidende Theil / als die Kriegs-Raison an sich selbst erfordern würde / sie zur nöthigen operation zu postiren. Solten aber ein- oder andere Associati de præsenti, oder die sich für künfftig zum Beytritt noch erklären werden / sonderbahr aber diejenige / deren Lande der feindlichen Uberziehung zum meisten unterworffen / und da aus selbigen Vestungen dem angreiffenden Theil gute Gelegenheit zuwachsen könte / denen übrigen Alliirten / oder auch dem gesamten Reich grossen Uberlast und Gefahr zuzufügen / diese ihre Plätze aus eigenen Kräfften zu versorgen / und zu bewahren nicht vermögen / auf solchen Fall hätten die sämtliche Bunds-Genossen die gemeine Sorge zu tragen / dasz dergleichen Vestungen von gesamter Bunds-Verfassung wegen / oder welche Alliirte es der näheren Situation oder andern billichen Ursachen wegen übernehmen solten / besetzet und mit aller Nothdurffte versehen werden mögen / doch dasz die zu vergleichen stehende Conditiones hiebey leidentlich und erträglich / und hingegen die schickende Hülffe solle so lange continuiret werden / als es der Hülffsuchende Theil verlanget / und die Nothdurfft erfordern wird / es wäre dann / dasz der oder diejenige / so selbiges Volck dargeliehen / dessen zu eigener Sicherheit hiernechst selbst bedürfftig wären / welches jedoch denen sämtlichen Alliirten und deren hohen Generalität zeitig kund gethan werden solle. Immassen darunten §. 16. weiters vorgesehen ist.

VI. Insonderheit ist zwischen höchst- und hochbesagten Associations-Verwandten auch dieses vereinbahret worden / dasz man über alle bedenckliche und in das subjectum dieser Bündnisz einlauffende Vorfallenheiten miteinander vertraulich correspondiren / einer des andern Nutzen / und die gemeine Sicherheit aufrichtig befördern / bey Reichs- und Creysz-Versammlungen / und sonst in alle andere Wege / absonderlich aber circa materiam securitatis publicæ & Guarantiæ generalis, ut & Executionem Armistitii Germano-Gallici, insgemein / auch derer dagegen zu Regenspurg fürkommenden contraventionum in Ecclesiasticis & Politicis ins besonder / einmüthige Consilia führen / und die Conservation des erwünschten Ruhe- und Friede-Standes im heil. Reich / Richtigmachung

sotha-

ANNO 1686.

sothanen puncti securitatis & Guarantiæ generalis, Execution gedachten Stillstandes/ und Abstellung angeregter Contraventionum, nach aller Mögligkeit suchen sollen. Auf die Frage aber/ wie starck diese Bunds-Armada aufgestellet/ und was für höchst- und hohe Alliirte/ als Bunds-Verwandte angenommen und erkennet werden sollen? da hat man sich mit einander dahin verstanden/ daß

1. Ihre Käyserl. Majestät nach dem Fuß der in Comitiis zu einer Reichs-Armatur eventualiter raparitirten 60000. Mann/ 16000.

2. der Burgundische Creyß 6000. (jedoch derstalt/ daß nach Inhalt des 17. Articuli des Augspurgischen Vertrags de Anno 1548. in ihrer Königl. Majestät in Hispanien Willkühr stehen solle/ dieses quantum in Volck oder Geld/ oder theils in Volck/ theils in Geld beyzutragen.)

3. Wegen der Cron Schweden im Reich habenden Landen und Provincien hat zwar dismahlen um unterschiedlicher darbey vorgekommener trifftiger Ursachen willen kein eigentliches quantum ausgeworffen werden können. Nachdemmahlen aber der Schwedische Gesandte Versicherung gethan/ daß Ihre Königl. Majestät zu diesem fœdere, erstgedachter Landen halber/ mit einem so proportionirten und sufficienten quanto concurriren/ daß darauß deroselben gute Zuneigung zu des heiligen Reichs Wohlstand und Erfüllung höchstgedachter Bunds-Verwandten heilsamer Intention in effectu zu verspühren seyn werde: Als solle bey- oder noch vor der Ratification das eigentliche quantum von gedachten Gesandten denen übrigen Confœderirten kund gemacht/ und von nun an diesen Recess für würcklich beygerucket gehalten werden.

4. Ihre Churfürstl. Durchl. zu Bayern für sich 8000. dann wegen des Bayrischen Creyses sub spe rati 2000. Mann.

5. Der Fränckische Creyß 4000. Mann.

6. Die sämmtliche Hochfürstl. Sächs. Häuser (doch exclusive Schleusingen quà Schleusingen/ und so viel davon Sachsen-Naumburg oder Zeitz zukommet/ welches sein Contingent zur Fränckischen Miliz stellet) ein Regiment zu Fuß von 1000. Mann/ mit dem Anhang/ daß weiln die höchstansehnliche Käyserl. Commission diesfalls auf noch 1000. Mann Instanz gemacht/ der dismahln noch allein anwesende Sachsen-Gothaische Gesandte aber sich nicht darzu bevollmächtiget befunden/ Er es ad referendum angenommen/ und versprochen/ daß darüber mit nechstem/ und noch vor der Ratification dieses Allianz-Recesses/ derer hohen Herren Fürstl. Principalen Erklärung einlangen solle/ alles jedoch mit der ausdrücklichen Bedingnüß/ daß hierunter nebenst denen Fränckischen/ auch ihre zum Ober-Sächsischen Creyß gehörige Lande/ und die dannenhero rührende Contingentien begriffen seyn/ und deshalben Ihre Kayserl. Majestät allergnädigst daran zu seyn geruhen/ damit das Hochfürstl. Hauß/ so lange diese Bündnüß/ und dahero entspringende Obliegenheiten währen/ mit dergleichen præstationen (jedoch mit Vorbehalt der zur Fränckischen Cassa/ wegen der selbigem Creyß afficirter Landen/ absonders und in particulari schuldiger Römer-monatl. Zahlung) anderwerts von Reichs- u. Creiß wegen verschonet bleiben möge. Endlichen

VII. Die dißseits Rheins gelegene Ober-Rheinische und concurrirende Westerwäldische Fürsten und Stände sub eadem spe rati 4000. Mann/ würcklich und mit allen Requisiten an Regiments-Stücken/ Compagnie und Proviant-Wagen stellen sollen.

VIII. Damit nun die Ausschreib-Creyß-Obristen-Aembter und Directoria, nebst der gemeinschafftlichen Generalität desto mehrers versichert seyn mögen/ daß diese Bunds-Völcker/ der Abrede gemäß/ würcklich ausgestellet/ auch in tüchtigen Leuten/ und guter Montirung bestehen: So ist ferner zu gemeinen Schluß kommen/ dieselbe in beständigem Kriegs-Exercitio unterhalten/ und jährlich auf 4. oder 6. Wochen lang/ erheischender Nothdurfft nach/ campiren zu lassen/ jedoch demjenigen Stand ohnbeschadet/ dessen Lande solches Campement betreffen wird/ hierbey aber und so viel oberregte Campementen anlanget/ hat es keine andere/ dann diese Meinung/ daß dieselbe von Seiten eines jeden Creyses/ oder gemeinschafftlichen Contingents, intrinsecè beschehen/ keineswegs aber von einem in den andern Creyß zu denen lustrationen und Exercitiis verwiesen und gezogen werden sollen. Nachdeme auch

IX. Ein solches Corpus ohne hohe und subalterne Generalität/ bey dessen künfftiger Zusammen-führung/ so wenig als ohne die darzu gehörige Artiglerie bestehen kan: So hat man von Seiten gesamter höchst- und hoher Bunds-Verwandten dafür gehalten/ daß fördrist auf Ihro Churfürstl. Durchl. zu Bayern/ so wohl wegen verschiedener anderer hohen Considerationen/ als fürnemlich wegen dero in so vielen Gelegenheiten dem Röm. Reich und gemeiner Christenheit zum besten bereits erwiesenen/ und noch gegenwärtig erweisenden Helden-Muths/ zu reflectiren/ annebenst aber Ihro Hochfürstl. Gn. zu Waldeck zum *General*-Feldmarschall/ Ih. Hochf. Drchl. zu Brandenburg-Bayreuth zum General von der Cavallerie, und zum General-Wachtmeister zu Fuß/ den General-Wachtmeister Haunß Carl von Thüngen/ (als welche insgesambt Ihre Liebe zum Vaterland/ Tapfferkeit und Kriegs-Erfahrenheit gegen den Erbfeind Christlichen Nahmens/ und in andern Begebenheiten ebenmäßig vielfältig bezeiget) von nun an benennet/ nicht zweiffelende/ dieselbe sich mit solchen Chargen/ dem publico und gemeinem Vaterland zum besten/ gutwillig und gern beladen lassen werden/ deren und der übrigen noch zu benennen habender General- und Artillerie-Stabs-Verwandten Tractament hingegen/ aus gemeiner Cassa gefolget werden solle.

X. So viel aber die Artillerie betrifft/ da ist die Verabredung dahin ergangen/ daß/ weiln dem zu Hülffrussenden Theil die Artillerie zu stellen/ allein zu schwer fallen würde/ von denen 12. Pfündigen Stücken an/ bis auf die unterste Classe, die Repartition unter denen Herren Alliirten zu machen/ und so viel die Regiments-Stück betrifft/ solche mit denen Regimentern zu stellen/ die halbe Carthaunen aber von denjenigen Creyß und Landen/ wo die operationes geschehen/ cum cæteris necessariis herzuleihen/ was aber davon auf- und zu Grund gehet/ der gemeinen Cassâ auffzurechnen/ und von daraus zu ersetzen seye.

XI. Damit nun alle diese Kosten ihren richtigen Lauff guter Ordnung/ und ohnumgänglicher Nothdurfft nach/ fortgeführet werden mögen/ so ist von gesamter Bunds-Vereinigung wegen für gut befunden und würcklich abgeschlossen worden/ in des heil. Reichs-Stadt Franckfurt eine gemeinsame Cassam aufzurichten/ welche einem wohlangesessenen zu dem Ende allen Theilen generaliter verpflichteten Wechsel-Herrn alldorten (worzu Peter Neufville in Vorschlag kommen) gegen einem/ mit ihme zu tractiren stehenden salario, anzuvertrauen/ und derselbe wegen der zu thun habender Ausgaben/ so aus der Cassa zu nehmen/ auf den deshalben für ihn auffsetzenden Bestallungs-Brieff dergestalten zu verweisen sey/ daß ihme selbigen/ um keinerley Ursachen willen zu überschreiten erlaubt seyn solle. Den modum contribuendi aber belangend/ da ist ferner verabredet worden/ daß die Unterhaltungs-Kosten des General-Stabs/ die Artillerie und andere aus der Cassa zu bestreiten stehende Spesen für ietzo ausgeworffen/ und die zulängliche Mittel hierzu/ gemeinsamlich/ in specie aber auf jedes 1000. Mann/ ein erkleckliches angeleget/ und ad Cassam monatlich oder quartaliter contribuiret/ auch dieses Werck noch vor Ratification zu Regenspurg durch der Alliirten daselbst subsistirende Gesandte vollständig ausgemacht/ und fest gestellet werden solle; Dabey jedoch die Käyserl. Commission bedungen/ daß von diesem Beytrag Ihre Käyserl. Majestät/ weilen sie solchen Falls/ nebenst denen stellenden 16000. Mann auch die zugehörige Generalitæt, Artillerie, Munition und anders/ aus eigenen Kosten zu unterhalten/ mithin auch die Spesen derjenigen Legationen/ so Ihro/ wie obgedacht/ als des Reichs allerhöchsten Oberhaupt obliegen/ allein zu tragen/ gäntzlich und allerdings exemt seyn und bleiben mögen. Von denen übrigen Gesandten aber ist es bloß ad referendum genommen/ und ferners insgemein præsupponiret und dafür gehalten worden/ daß andere Reichs-Cräyse und Stände/ so in dieser Bündnüs gegenwärtig noch nicht begriffen/ sondern erst ins künfftig beytreten/ zu besserer Haltung gebührender Gleichheit/ ihnen nicht mißfallen lassen werden/ obgedachter Proportion nach bey ihrer Eintretung/ so viel bey- oder nachzutragen/ als die schon in der Bündnüs stehende Cräyß und Stände in die Cassam erlegt haben/ und darinnen zu selbiger Zeit noch vorhanden seyn wird/ es wäre dann/ daß einiges grosses Bedencken halber/ man von gesamter Allianß wegen/ mit einem oder andern sich alsdann hierunter anders vergleichen wolte. Gleiche Meinung hat es

XII. Mit Anordnung des bey allen Kriegs-Estat ohnentbehrlichen Magazins, da dann hierbey fernerweit veranlasset worden/ daß ein jeder Cräyß und hoher Alliirter sich selbsten ein Magazin-Ort erwählen wolle/ stracks den nechsten Monat nach erfolgter Ratification eine Noth-

ANNO 1686.

durfft auff 6. Monat vor die Seinige dahin verschaffen/ und alle Jahr/ so lange diese Bündnüs währet/ verneuern lassen/ wann es aber gegen Verhoffen mitlerzeit zur ruptur kommen würde/ zwischen denen allerseits interessirten Theilen/ de Concerto geschlossen werden/ wohin das General-Magazin, nach gestalt der künfftigen Kriegs-Station, und wo sich der feindliche Vorbruch erstens ereignen möchte/ weiter zu transferiren/ gestalten diejenige Reichsstände/ die solches Magazin am füglichsten auffzunehmen hätten/ zu dem Ende hiernechst gezimend ersucht werden sollen/ unter der weiters genommenen Abrede/ dasz Frantz Adam Badon zum Ober-Commissario bestellet werden solle. Betreffend

XIII. Die Operationes an und vor sich selbsten/ so sollen dieselbe unter Ihro Käys. Maj. allerhöchsten direction, nach desjenigen hohen Alliirten/ in dessen Landen sie geschehen/ und der zu Hülff erfordert hat/ an Handgebung vorgenommen/ gleichwohln aber mit der Hülffschickenden Theilen Commendanten/ und anfordersst mit der gemeinschafftlichen Generalitæt darinnen de concerto gegangen/ und nicht einseitig/ und ohne Vorwissen und Einwilligung derselben operiret werden/ dahingegen der hülffbedürffende Theil neben dem Obdach/ das rauhe Futter und Grasz/ ohnentgeltlich/ der Hülffschickende Theil aber denen Seinigen den ordinari-Sold reichen/ und die übrige Lebens-Mittel vor Mann und Pferd auff den Anschlag zahlen und gut machen solle/ wie es dismahliger Vergleich dahin mit sich gebracht/ dasz neml. für tägliche 2. Pf. Brodt 2. Cr. für ein Masz Getränck 2. Creutzer/ für 6. Pfund Haser täglich drey Creutzer/ und für das rauhe Futter 2. Creutzer bezahlet werden solle; Es wäre dann/ dasz wegen einfallender unverhoffter Theurung oder anderer erheblichen Ursachen man billich befinden würde/ sich bey ereignendem Fall darüber anderwärtig zu vergleichen: Es verstehet sich aber diese des rauhen Futters Zahlung nur auff die Marchen/ und wann man noch ausser der Hülffsuchenden Theilen Landen ist/ befindet man sich aber würcklich darinnen/ so soll das rauhe Futter/ wie oben bereits gemeldet/ denen Hülffleistenden ohnentgelich gefolget werden.

XIV. Da es nun zum würcklichen Ab- und An-March herkommet/ sollen die Alliirte Theile die Marchroute zeitlich abreden/ und nach dem verglichenen Reglement die Marchen/ ohne unnöthige Umschweiff/ und mit solcher Ordre vornehmen/ dasz der marchirende Soldat in guter disciplin erhalten/ mit der Lebens-Nothdurfft aber gegen veraccordirte Zahlung von dem Territorial-Herrn durch dessen Lande die Route gehet/ versorget werde.

XV. Bey erfolgender Conjunction der Trouppen bleibet die Justitz und das particular-Commando jedem commandirenden Officirer über die Seinige/ so/ dasz keinem Theil hierunter einiger Eintrag beschehen/ vielmehro aber ein jeder von der hohen Generalität dabey manuteniret werden solle. Wegen der zusammenstossenden Officier aber unter sich solle es zu Verhütung schädlicher Competentien dem biszherigen üblichen Kriegs-Gebrauch nach gehalten werden.

XVI. Im Fall der zu Hülff geruffene vor- oder nach Abschickung seiner Völcker auch feindlich angegriffen und überzogen würde/ kan und mag derselbe seine Trouppen zur eigenen Defension behalten/ und die bereits abmarchirte wieder zurück fordern/ davon gleichwohln denen sämtlichen Alliirten/ wie auch der hohen Generalität also gleich Nachricht gegeben/ und von ihnen insgesambt dahin gesehen werden solle/ damit dieser Abgang/ nachdem es die Nothdurfft erfordert/ so bald und gut es immer möglich/ anderwerts ersetzet/ und beeden nothleidenden Bundsgenossen auff Beste geholffen werden möge.

XVII. Was nun über obig-specificirte höchst- und hohe Alliirte/ für weitere Churfürsten/ Fürsten und Stände/ oder gantze Creyse/ dieser Conjunction beytreten/ und sich nach Proportion obberührten Reichs-Assignati, auch ihrer Kräfften und Landen/ mit einem quanto auf obige Conditiones über kurtz oder lang einlassen wollen/ dieselbe werden nicht allein von sämtlichen Bunds-Vereinigten gantz gern eingenommen/ sondern auch für würcklich recipirt gehalten: Nur/ dasz bey Ihro Käyserl. Majestät sie sich vorhero darumb allerunterthänigst anzumelden belieben; allermassen man auch deroselben die Admission der auswärtigen Potenzien/ und die keine Status Imperii seynd/ auch mit dem Reich weder ordinariè noch extraordinariè heben und legen/ Krafft dieses allerunterthänigst überlassen/ und anheim gegeben haben will/ welche alsdann allen übrigen Alliirten so balden davon allergnädigste communcation wiederfahren zu lassen/ geruhen werden; Quoad terminum aber/ und weiln

XVIII. Allen Theilen daran gelegen/ dasz sie versichert/ wie lang man sich dieser Zusammensetzung und mutuellen Defension zu erfreuen habe; So ist von sämtlichen höchst- und hohen Alliirten beliebt und beschlossen worden/ dasz sothane Allianz (jedoch ohne Abbruch theils Alliirter unter sich bereits habender anderweiter Bündnissen/ als denen hierunter in nichts derogiret wird) die nechstfolgende drey Jahr nach einander in ihrem vigore bleiben solle. Würde nun unter solcher Zeit der punctus securitatis publicæ und Art. 16. Tractatus Armistitii versprechender generalis Guarantiæ zu seiner Consistenz gedeyen; So cessirte alsdann diese in defectum jener/ noch unrichtigen dermahlen surrogirte Verfassung: In sequiorem eventum aber/ und da intra præfatum terminum triennalem öffters ernanter punctus securitatis dennoch nicht ausgemacht werden solte/ so wird die Extension auf mehr Jahr und Zeit/ Krafft dieses reseriret und vorbehalten. Dasz nun

XIX. Unter denen Herren Allirten eine destomehr aufrichtig- und beständigere Freundschafft erhalten werde; So ist neben obigen auch in specie veranlasset/ dasz/ wann einige Forderungen/ Ansprüche oder Differentien zwischen ihnen selbst/ gegen Verhoffen/ entstünden/ selbige nicht unter dieses fœdus gezogen/ sondern entweder durch gütige Weg und Interposition der hohen Allianz-Verwandten gehoben/ oder/ da dieses nicht statt finden wolte/ per viam juris ordinariam decidirt und entschieden/ immittelst aber alle Thätligkeiten und Vergewaltigungen (wie ohne das Rechtens) gäntzlich eingestellet werden/ und bleiben sollen.

XX. Zu so kräfftiger Beybehaltung dieses Vinculi ist ferners zu Schlusz kommen/ dasz kein Theil sich mit dem declarirten Feind/ unter währender Allianz in Particular-Tractaten einlassen/ sondern wo ihme solcherley Friedens-Neutralität-Stillstandes/ oder auch andere dieser Allianz in einige Wege zuwider lauffende Handlungen zugemuthet würden/ mit denen übrigen hohen Alliirten daraus communiciren/ in effectu aber hierunter nichts vornehmen und schliessen solle/ es geschehe dan mit aller Interessirten und Allirten mutuo Consensu und allgemeiner Verwilligung.

XXI. Nachdeme auch ohne Feststellung eines gemeinsamen Articuls-Briefs bey der Kriegs-Disciplin nicht wohl fortzukommen/ und darinnen billich eine durchgehende Gleichheit zu halten; Als ist zu ebenmäszigen Schlusz gediehen/ dasz sich hierunter weiter vernommen/ ein Project entworffen/ und hohen Theilen nachrichtlich communiciret werden solte.

XXII. Schlieszlichen/ weilen aus obstehenden Articulis erhellet/ wie hoch einem jeden/ welcher in diesem Bündnisz begriffen ist/ oder ins künfftig sich in selbige begeben wird/ daran gelegen/ dasz solche kräfftiglich unterhalten und exequiret werde; So wird und soll ein jeder Bunds-Verwandter seines Orts dasselbe sich dergestalt angelegen seyn lassen/ damit er so wohl seinem Bunds-Genossen auf erforderten Nothfall abgeredeter Massen beyspringen/ als hinwiederum ihrer Hülffe/ wann er deren bedürfftig ist/ erfreulich zu geniessen haben/ nicht aber wegen eigener Versäumnisz derselben unfähig werden möge.

Zu uhrkund dessen seynd dieses Recesses sieben gleichlautende Exemplaria von denen allerseits gevollmächtigten Gesandten/ Räthen und Deputirten bisz auf der höchst- und hohen Herren Compaciscenten Ratification, welche inner den nechsten acht Wochen von dato dieses Recesses anzurechnen/ oder auch ehender/ wann es möglich/ folgen/ und zu Regenspurg ausgewechselt werden solle/ unterschrieben und gesiegelt/ auch jedem interessirten Theil derselben eines ausgeliefert worden. So geben und geschehen in Augspurg den 29. Jun. (9. Jul.) 1686.

Im Nahmen Ihro Käyserl. Majestät Ludwig Gustarb Graf von Hohenlohe.

(L.S.)

Johann Friedlieb Fh. von Seilern.

(L.S.)

Im Nahmen Ihro Königl. Majestät zu Hispanien wegen des Burgundischen Creyses.

Lud. de la Neufeforge.

(L.S.)

Im

ANNO 1686.

Im Nahmen und von wegen Ihrer Königlichen Majestät zu Schweden im heil. Römischen Reich gelegener Landen und *Provincien*/

Georg Friedrich von *Snoilsky*. (L.S.)

Im Nahmen Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Bayern für sich/ und in dermahliger Vertretung des Bayr. Creyses.

Joan Rud. Wämpel. (L.S.)

Im Nahmen des Fränckischen Creyses/ Friedrich Erdmund von Sickingen. (L.S.)

Carl Frantz Puckler/ Herr zu Grodiß. (L.S.)

H. P. Stang. (L.S.)

Johann Conrad von Schereß/ genannt Zieriß. (L.S.)

Im Nahmen des hochlöbl. sämbtl. Hauses Sachsen beeder Linien.

Veit Ludwig Göckel. (L.S.)

L'EMPIRE.

(1) *Le même Traité tel qu'il a paru en François dans la premiere Edition de ce Grand Recueil.* (2) Tom. IV. pag. 521. [Manuscrit.]

A Tous présents & à venir soit notoire, que Sa Majesté Imperiale nôtre tres-gracieux Empereur & Seigneur par une prevoyance toute loüable & paternelle pour le salut & l'avantage commun de la chere Patrie, ayant represénté tant aux Cercles unis jusqu'ici ensemble, par une étroitte correspondance, qu'aux Electeurs, Princes & Etats & aux autres Puissances attachées à Sa Majesté Imperiale & à l'Empire ou par des Etats immediats qu'ils possedent ou par Alliance en vertu d'une Lettre datée du 24. d'Avril dernier, combien il étoit necessaire en continuant la sanglante & dangereuse Guerre avec le Turc qui dure toûjours, de reflechir aussi en même tems du mieux qu'il seroit possible sur l'établissement du repos interieur, sur tout le point de la sureté publique, qui a esté stipulé en concluant la Tréve avec la France, n'ayant encore nulle consistence, & étant à craindre que pour y mettre la derniere main, il ne faille encore bien du tems, & que cependant dans les presentes conjonctures fort embroüillées, il n'arrive bien des adversités à l'Empire & à ses fidelles Etats, d'autant plus qu'il est de la necessité indispensable que lesdits Cercles & Etats par amour & zele pour Sa Majesté Imperiale & la commune Patrie, pour le maintien de leur propre seureté & pour leur propre defence contre toute hostilité continuent la bonne intelligence cultivée depuis quelque tems entr'eux, & que pour renouveller & affermir cette bonne intelligence qui doit tendre uniquement à la manutention de la liberté de la chere Patrie, & à la gloire, au salut, & à la fureté & defence de ses fideles Etats, & nullement à l'offense ou au prejudice de personne, ils ayent à convenir d'un abouchement pour cette correspondence commune, & Sa Majesté Imperiale ayant daigné declarer qu'elle y feroit trouver ses Ambassadeurs & que pour le tems & le lieu de ces Traitez elle a invité tous les Interessez à se rendre à Ausbourg vers le commencement du mois de Juin, lesquels pour témoigner leur soin touchant le salut de l'Empire & leur profond respect envers Sa Majesté Imperiale y étoient comparus par leurs Deputez envoiés & munis de Pouvoirs necessaires pour ce sujet (à l'exception toutefois des Princes & Etats du haut Rhin situez en deça & du Westerwald qui viendront sans doute encore avant la fin du Congrés, ou qui ne laisseront pas de consentir à ce qui y sera conclu & arrêté quand même ils n'y viendront pas, & les Affaires mêmes ayant esté entamées aprés y avoir imploré l'assistence divine, & toutes choses ayant esté bien meurement examinées & considerées, il y a esté arresté & conclu ce qui suit.

I. Il y aura une bonne Union & fidelle Correspondence entre Sa Majesté Imperiale; toute la Maison d'Autriche & principalement le Roi d'Espagne, touchant le Cercle de Bourgogne d'une part, & le Roi de Suede touchant les Etats qu'il a dans plusieurs Cercles de l'Empire, l'Electeur de Baviere de sa part & au nom du Cercle de Baviere, le Cercle de Franconie, l'entiere Maison des Princes de Saxe, & les Princes & Etats du haut Rhin situez en deça & du Westerwald de l'autre.

II. Cette union & mutuelle defence conformement à l'intention de Sa Majesté Imperiale subsistera jusqu'à l'entier établissement du point de la sûreté publique de l'Empire, son but ne sera point d'offenser qui que ce soit au-dedans ou déhors de l'Empire, ou de causer des troubles, mais uniquement celui de conserver la Liberté Germanique, le repos, la Paix, la defence, & la seureté de l'Empire, & des Electeurs, Princes, & Etats en general, comme il sera dit plus amplement ci-aprés; & principalement, la seureté & la defense de ceux qui sont entrez ou qui entreront encore dans cette Union en particulier & de garantir generalement les Traitez de Westphalie & de Nimégue aussi bien que la Trêve concluë à Ratisbonne pour vint ans avec la France tant à l'égard du temporel qu'à l'égard du spirituel, & aura pour fondement l'Ordonnance d'execution & toutes les autres Constitutions de l'Empire & enfin toutes les Conclusions generales faites à Ratisbonne touchant le point de la seureté publique, & de la Guarantie generale, pour la defence & le soulagement de plusieurs Electeurs, Princes & Etats, entant que ces Conclusions auront esté ou seront encore aprouvées par Sa Majesté Imperiale conformement au stile usité dans l'Empire.

III. Pour cette fin comme en vertu de ces mesmes Constitutions & Conclusions de l'Empire, chacun des Cercles & Etats de l'Empire est de lui même obligé de secourir celui d'entr'eux, qui se trouvera hostilement attaqué, offensé, ou violenté contre la teneur des Constitutions & Traités de Paix & de Tréve ci-dessus alleguez, chargé de Marches irregulieres & de Quartiers d'hyver ou inquieté par d'autres recherches ou propositions injustes ou illegitimes, Sa Majesté Imperiale en qualité de Chef suprême de l'Empire, se charge de maintenir fortement tous les Cercles & Etats de l'Empire en general & en particulier, & sur tout ceux qui sont entrez, ou qui entreront encore dans la suite du tems dans cette Union & Defence commune, de tenir la main à l'observation des Traités de Paix & de Tréve & des Resultats de l'Empire, & d'éloigner & detourner autant qu'il lui sera possible toute violence, tort & injustice, Sa Majesté Imperiale se charge aussi en cas que quelqu'un des Membres de cette Ligue se trouvât en danger apparent d'être attaqué d'un côté ou d'autre, qu'il en fût menacé tout de bon, ou qu'il y eût seulement quelque fondement plausible pour le craindre, aussi-tôt qu'elle en auroit été avertie ou qu'elle s'en seroit apperceüe elle-même, d'exhorter serieusement celui qu'elle verroit se preparer ainsi à offenser quelqu'un des Alliez, d'en quitter le dessein & d'avertir en même tems tous les Associez de se tenir prêts, de maniere qu'à l'aproche du danger, & avant qu'on en ressente les effets, on puisse donner secours à celui des Alliez, qui en sera menacé, comme pareillement, & au même cas & encore plus si l'invasion étoit déja arrivée ou au moins commencée pour quelque raison ou pretexte qu'elle le fût, tous les Associez & principalement ceux qui étant dans le voisinage pourront plus aisément & plus promptement faire passer leurs Troupes, seront obligez en vertu de ce Traité d'envoier sans aucun délai ou retardement pour quelque raison, que ce fût, à la requisition de celui des Alliez qui sera attaqué, le secours conformement aux Articles suivans, & d'aider à le guarantir d'une plus grande violence.

IV. Et comme en cas d'attaque ou de violence on se reserve la liberté conjointement avec le secours qu'on donnera à l'offencé, d'exhorter si on le juge à propos par écrit ou par envoi de la part de toute l'Alliance en general ou seulement au nom de quelques-uns des Alliés en particulier, l'Ennemi de desister de ses attentats, & de tâcher, que non seulement toute violence cesse, mais que le dommage ou le tort déja fait & souffert soit reparé conformement aux Traitez de Paix & de Tréve; ainsi tous les Alliés dans le susdit cas s'assembleront incessamment en personne ou par Députez dans un lieu propre & commode pour cela, où sous la suprême direction de Sa Majesté Imperiale & en y appellant la Generalité de l'Alliance, ils delibereront & concluront, comment, en cas que celui qui aura offencé l'un de leurs Alliez, refuse de le restituer,

ou

(1) C'est ici le Traité qui a tant fait de bruit, & dont la France, aprés la Conclusion, voulut, mais inutilement, qu'on lui en remît l'Original.

(2) Ce n'est qu'une Traduction du Latin. On en a imprimé divers fragmens mais tous imparfaits. Celui ci a été tiré de bonne part, & est le plus parfait qu'on ait pû avoir.

ANNO 1686.

ou de lui donner satisfaction, ou que le secours qu'ils auroient donné ne fût pas suffisant pour reprimer une plus grande violence, ils formeront incessamment une plus vigoureuse Assistence, pour lequel effet tous lesdits Associez emploieront toutes leurs forces conformement au besoin, & au but proposé & demeureront inviolablement unis ensemble sans se separer les uns des autres jusqu'à ce qu'ils l'ayent obtenu, en quoi on observera aussi ce qui a esté preveu & ordonné dans le Reces de Franconie du $\frac{8\ \text{Avril}}{29\ \text{Mars}}$ 1683. pour empêcher les troubles dans l'Empire autant que cela ne se trouve point alteré par les conjonctures qui ont changé depuis, & on reglera là dessus & sur les Constitutions de l'Empire les mesures qu'il faudra prendre contre une plus grande violence.

V. Et comme l'experience des tems passés a fait voir combien il est necessaire de garnir de bonne heure les Places frontieres d'hommes & de munitions, moyennant quoi les invasions impreveues peuvent être arrestées, c'est pourquoi la necessité en vertu de ce Traité veut qu'un chacun des Alliez ait soin qu'il ne manque rien dans ses Places qui sont en état de defence de tout ce qui y est necessaire, qu'il envoie de là soigneusement aux avis & y fasse la Guerre de l'œil, & qu'il donne avis du danger qu'il decouvrira à la Generalité & aux Alliez plus voisins, lesquels en attendant l'union de toutes les forces de l'Alliance seront obligez de secourir ceux qui seront en danger & d'en donner aussi-tôt part aux autres Alliez & sur tout aux Directeurs des Cercles & aux autres Directeurs établis pour cela par les Associez; afin que ces Directeurs sans attendre une Assemblée generale (qu'on ne laissera pas de convoquer selon le quatriéme Article en donnant pour cela promptement avis de tout à Sa Majesté Imperiale) puissent en attendant donner les ordres necessaires aux Generaux, assembler des Troupes, & les poster où il le faudra par raison de Guerre, & pour le service de celui des Alliez qu'on assistera, & si quelques-uns des Alliez compris dès-à-present dans cette Alliance ou qui y entreront dans la suite du tems, & sur tout ceux dont les Etats sont plus exposés aux invasions & dont les Places entre les mains de l'Ennemi seroient capables de faire bien du mal à l'Empire & aux autres Associez n'étoient point en état de pourvoir eux-mêmes lesdites Places des choses necessaires ou de les conserver, en ce cas-là tous les Associez en commun auront soin que ces Places soient munies & garnies de tout au nom de toute l'Association en general ou par quelques-uns d'entr'eux en particulier, qui pour le voisinage ou pour d'autres raisons legitimes voudront bien s'en charger, de maniere toutefois que les conditions dont on conviendra soyent tolerables, comme le secours doit être suffisant & proportionné aux lieux & Païs, & ce secours sera continué tant qu'il plaira à celui à qui on le donnera, & qu'il en sera besoin; à moins que ceux qui fourniront ce secours n'en ayent besoin eux-mêmes, de quoi il faudra toutefois donner de bonne heure avis aux Alliez & à la Generalité, ainsi qu'il sera plus amplement expliqué dans l'Article sixiéme.

VI. De plus il a esté arrêté entre les Associés qu'il y aura entr'eux une étroitte Correspondence, sur tout ce qui peut avoir raport à cette Alliance, qu'un chacun procurera l'avantage de l'autre en particulier & la seureté commune de tous en general; qu'il y aura entr'eux une unanimité de Conseils tant dans les Assemblées de l'Empire, & des Cercles que par tout ailleurs, & principalement, touchant le point de la seureté publique & de la Guarantie generale & touchant l'execution de la Tréve faite avec la France en general, & les Contraventions produites à Ratisbonne à l'égard du temporel & du spirituel en particulier, & qu'ils feront tout ce qu'ils pourront pour conserver le repos & la Paix si desirables dans l'Empire pour faire mettre la derniere main à la seureté publique, à la Guarantie generale & à l'execution de la Tréve, & pour faire remédier auxdites Contraventions.

VII. Sur la question, quelles seront les forces de l'Alliance & qui seront les Alliés, qui seront reconnus pour tels & reçûs dans la Ligue, on est convenu qu'il sera fourni premierement par Sa Majesté Imperiale 16000. hommes sur le pied de la repartition des 60000. hommes fait à la Diéte de l'Empire. 2. par le Cercle de Bourgogne 6000. de façon néantmoins, que suivant le dix-septiéme Article de la Transaction d'Ausbourg, faite en 1548. il sera libre à Sa Majesté Catholique de fournir sa quote part en hommes ou en argent ou une partie en hommes & l'autre en argent. 3. par la Suede touchant les Provinces qu'elle a dans l'Empire..... Comme pour d'importantes raisons la quote part de cette Couronne n'a pû être determinée, & que néanmoins le Ministre de Suede assûre que le Roi son Maître ne manquera pas de concourir à raison de ses Etats en Allemagne d'une maniere qu'on ne pourra douter de son inclination pour le salut de l'Empire, & pour le succés de l'intention salutaire de tous les Associez, la quote part de la Suede sera specifiée aux Alliez par ledit Ministre avant ou dans le temps même de la Ratification & sera censée d'être dès à present inserée dans le present Recès. 4. par son Altesse Electorale de Baviere pour elle 8000. & pour le Cercle de Baviere si celui-ci l'aprouve comme on espere 2000. hommes. 5. par le Cercle de Franconie 4000. 6. par les Maisons des Princes de Saxe à l'exclusion de Schleisingen & ce qui en apartient à Saxe Naumbourg ou Zeitz qui fournit son contingent à la milice de Franconie, un Regiment d'Infanterie de mille hommes avec cette addition, que la Commission Imperiale ayant insisté que ces Maisons voulussent encore fournir un autre Régiment de même nombre, & le Ministre de Saxe-Gotha, qui seul étoit encore ici n'aiant point de Pouvoir de l'accorder, ce Ministre s'est chargé d'en rendre compte, & a promis que ses Maistres se declareroient là-dessus au plûtôt, & encore avant la Ratification de ce Traité d'Alliance, néanmoins entant & avec cette condition expresse que les quotes parts que ces Maisons doivent dans le Cercle de Franconie & dans celui de la haute Saxe y doivent être comprises, & que Sa Majesté Imperiale daignera faire ensorte que la Serenissime Maison de Saxe soit dispensée de toutes ses autres obligations envers l'Empire & les Cercles, à l'exception des Mois Romains qu'elle paye à la Caisse de Franconie, tant que durera cette Ligue & les charges qui y sont annexées. 7. par les Princes & Etats du Haut Rhin & du Westerwaldt 4000. sauf leur approbation & Ratification, & qu'on y joindra les Pieces d'Artillerie, les chariots & les caissons necessaires.

VIII. Et afin que les Directeurs & la Generalité de la Ligue soient d'autant plus assurez, que ces Troupes de la Ligue se trouvent effectivement sur pied, & qu'elles sont composées d'hommes de service & en bon état, il a aussi esté conclu qu'il faut les tenir en bonne discipline & les faire camper tous les ans pendant un mois ou six semaines, néanmoins sans dommage de celui sur les Terres de qui se feront ces Campemens, bien entendu que ces Campemens se feront dans chaque Cercle audedans, & que les Troupes n'en seront point tirées pour entrer dans un autre sous pretexte d'en faire reveue aux exercices.

IX. Et comme un Corps d'Armée ne peut être sans Generaux non plus que sans Artillerie, on a jugé de la part de tous les Membres de la Ligue qu'il faut principalement reflechir sur la personne de S. A. E. de Baviere tant pour plusieurs considerations que principalement pour sa valeur heroique dont elle a déja donné & donne encore tous les jours des preuves en toute occasion, à l'Empire & à la Chrêtienté, mais on a en même tems, & dès à-present nommé pour General Feld-Mareschal de la Ligue, le Prince de Waldeck; pour General de la Cavalerie, le Marquis de Bareith; & pour General Major d'Infanterie Jean Charles de Tungen, comme ayant tous donné des preuves de leur affection pour la Patrie, & de leur valeur & experience, contre le Turc, & dans d'autres occasions, ne doutant pas qu'ils ne veuillent bien pour l'amour de la Patrie recevoir ces Charges, & on est tombé d'accord que les Appointemens comme ceux des autres Generaux qu'il faudra encore nommer & des Officiers d'Artillerie seront payés par la Caisse commune.

X. Et pour ce qui est d'Artillerie, il a été arresté que comme il seroit trop penible à celui qui demandera le secours de fournir seul toute l'Artillerie, la repartition, depuis les Pieces de douze livres jusqu'à celle du plus bas calibre en doit être faite parmi les Associez & pour ce qui est des Pieces des Regimens qu'elles seront fournies avec eux; mais pour les demi-basiliques les Cercles plus voisins, du côté où on agira, les fourniront avec tout ce qu'il faut pour cela, & ce qui en sera usé, ou ruiné, sera retabli sur le compte de la Caisse commune.

XI. Et

XI. Et afin que tous ces frais & depences puissent être faites avec ordre & selon les besoins inévitables, il a été trouvé bon & arrêté par toute la Ligue d'établir dans la Ville de Francfort une Caisse commune & de la confier à une personne bien domiciliée & engagée par serment à la Ligue (à laquelle Charge Pierre Neufville a été proposé moyennant des appointemens dont on conviendra avec lui) lequel sera obligé dans les payemens qu'il aura à faire de suivre exactement l'Etat qui lui en sera donné, sans qu'il lui soit permis d'en sortir pour quelque raison que ce soit: mais pour ce qui est de la maniere de contribuër à cette Caisse, on est convenu, qu'il sera fait un Etat de la depense pour la Generalité, pour l'Artillerie & pour des autres frais qui doivent être payez par la Caisse commune, que la somme totale qu'il faudra pour cela soit divisée en commun, parmi les Alliés à raison d'une quote part suffisante pour chaque mille hommes, que ces quotes parts soient payées à la Caisse tous les mois ou par Quartiers, & que tout cela soit reglé, & entierement arrêté à Ratisbonne par les Ministres de ceux des Alliez qui y subsistent encore avant la Ratification, sur quoy néanmoins il a esté reservé par la Commission Imperiale, que Sa Majesté Imperiale qui en fournit un Corps de 16000. hommes en fournit aussi les Generaux, l'Artillerie & les munitions necessaires pour cela, & dont le devoir est d'ailleurs, de porter seule tous les frais des Envoyez dont il est parlé ci-dessus, comme Chef de l'Empire, soit entierement exemptée & dispensée de contribuër à cette Caisse, mais cela n'a été reçû par les autres Ministres que pour en rendre compte à leurs Maistres, & on a de plus presupposé & jugé que les autres Cercles & Etats de l'Empire qui ne sont point encore compris dans cette Ligue, & y entreront à l'avenir, voudront bien pour observer une parfaite égalité, payer en y entrant conformement à l'Etat dont il est parlé ci-dessus autant qu'il se trouvera, que les autres Cercles & Etats compris dans la Ligue auront déja fourni à la Caisse, à moins que de la part de toute la Ligue on n'en voulût convenir autrement avec quelques-uns pour de bonnes raisons.

XII. Il en est de même des Magazins absolument necessaires dans tous les Etats de Guerre, surquoi il a esté conclu, que chaque Cercle & Allié se choisira lui même un lieu pour les Magazins, que dans le premier mois après la Ratification de ce Traité il y fera porter ce qu'il faut pour faire subsister ses Troupes, pendant six Mois, & qu'il le fera renouveller tous les ans, tant que durera cette Ligue, mais si contre toute attente on en venoit à une rupture, on conviendra de concert avec tous les interessez où on établira le Magazin general selon les Stations qu'on occupera, & selon l'endroit où l'hostilité commencera, pour lequel effet les Etats de l'Empire qui pourroient se charger de ce Magazin avec plus de commodité en seront dans quelque tems d'ici deuement requis, cependant on est tombé d'accord de donner à François Adam Baden la Charge de premier Commissaire.

XIII. Quant aux operations de Guerre, elles doivent se faire sous la supréme direction de Sa Majesté Imperiale, suivant l'avis de celui des Alliez, chez qui elles se feront & qui aura demandé le secours, de façon néanmoins que tout se fasse de concert avec les Commandans des Troupes auxiliaires, & sur tout avec la Generalité de la Ligue & qu'il ne s'entreprenne rien à leur insçû, & sans leur consentement, auquel cas celui qui reçoit le secours sera obligé de fournir gratuitement outre le couvert encore le fourage & l'herbe comme celui qui envoie le secours sera obligé de donner à ses Soldats la solde ordinaire, & de payer les autres vivres & denrées tant pour les hommes que pour les chevaux sur le pied de l'Accord fait à cet égard, savoir qu'il payera pour deux livres de pain un sol quatre derniers, autant pour un pot de Vin, ou de Biere, la même chose pour une livre de Viande, & pour six livres d'Avoine, par jour, & un sol quatre deniers pour le gros fourage, à moins qu'à cause d'une cherté de vivres ou pour d'autres raisons importantes on ne juge à propos d'en convenir autrement, & pour ce qui se dit du payement du gros fourage, cela ne s'entend que pour les marches, & tant qu'on est hors des Etats de celui qu'il s'agit de secourir, car aussi-tôt qu'on sera arrivé dans ses Etats, le gros fourage y sera fourni gratuitement comme il a été dit ci-dessus.

XIV. Quand on verra qu'il faudra tout de bon faire marcher & avancer les Troupes, les Alliez tomberont de bonne heure d'accord d'une route & la feront observer sans souffrir que le Soldat prenne des detours. On lui fera aussi observer la discipline, mais les vivres seront fournis au prix ci-dessus marqué par les Seigneurs des lieux qui se trouveront marqués dans la route.

XV. Les Troupes étant jointes chacun fera commander les siennes par ses Officiers, & y fera exercer la Justice, sans y estre troublé, au contraire la Generalité sera tenuë de les y maintenir, & pour ce qui regarde les Officiers entr'eux, on suivra l'usage de guerre pour eviter toute competence.

XVI. S'il arrivoit que celui qui aura été appellé au secours fût lui-même attaqué hostilement, avant ou après que ses Troupes seroient parties, il lui sera permis de garder ses Troupes ou de les rappeller pour sa propre defence, il en donnera néanmoins aussi-tôt avis aux Alliez & à la Generalité, qui songeront aux moiens d'y remedier du mieux qu'il se pourra & d'assister l'un & l'autre des Alliez.

XVII. Outre les Alliez ci-dessus specifiez s'il y a d'autres Electeurs, Princes, & Etats ou des Cercles entiers, qui veuillent se joindre à cette Union & y entrer tôt ou tard en y fournissant leurs quote parts à proportion de l'Armement de l'Empire, & des forces de leurs Etats & suivant les conditions ci-dessus alleguées, non seulement ils y seront tres-volontiers reçûs de la part de tous les Membres de la Ligue, mais ils seront même dés-à-present censez d'y être reçûs pourveu qu'ils veuillent s'adresser pour cela auparavant à Sa Majesté Imperiale, à laquelle on remet aussi l'admission des Puissances étrangeres & de ceux qui n'étant points Etats de l'Empire ne poussent point ordinairement ni même extraordinairement avec lui les mêmes interêts, laquelle voudra bien en donner aussi-tôt communication aux autres Alliez.

XVIII. Et comme il importe à un chacun de savoir & d'estre assuré du tems pendant lequel on pourra joüir de cette Union & defense mutuelle il a été trouvé bon par tous les Alliez & conclu que cette Alliance durera inviolablement pendant l'espace de trois ans consecutifs (sans prejudice toutefois des autres liaisons que quelques-uns des Alliez pourroient avoir d'ailleurs entr'eux, auxquelles on ne pretend déroger en rien par ceci) pendant lequel tems le point de la seureté publique & de la Guarantie generale promise par le 16. Art. de la Tréve venant à avoir de la consistence, cet Armement fait au defaut de celui dont il est encore incertain s'il se fera, cessera aussi-tôt, mais si au contraire dans l'espace de trois ans le même point de la seureté publique n'étoit point reglé ni achevé, les Alliez se reservent en vertu de ce Recés le pouvoir d'étendre cette Ligue au de là de trois ans.

XIX. Et afin que l'Amitié parmi les Alliez soit plus solidement établie, il a encore été arrêté outre tout ce qui est marqué ci dessus, que quand il y auroit entr'eux quelque Dispute, differend ou pretention, ces differens n'auront rien de commun & ne seront point mêlés avec cette Alliance, mais qu'ils seront vuidez par des voyes amiables & par l'interposition des Hauts Alliez, ou décidez par la voye ordinaire de la Justice & que cependant on s'abstiendra comme de raison, de toute voye de fait.

XX. Pour rendre l'Union de cette Alliance plus forte il a été de plus resolu qu'aucun des Alliez ne pourra pendant que durera cette Alliance entrer en Traité separé avec l'Ennemi declaré; mais que s'il venoit à être recherché pour une Negotiation soit de Paix, de Neutralité, de Tréve, ou de quelque autre contraire à cette Alliance, il en communiquera avec les autres Alliez, & ne fera ni n'entreprendra & ne conclura rien, si ce n'est du consentement unanime des Alliez & de tous les Interessez.

XXI. Et comme au reste il seroit difficile de faire obseaver la discipline parmi les Soldats, sans en faire un Réglement qui soit observé generalement de tous, il a été conclu, qu'on s'en expliqueroit davantage, qu'il en seroit fait un Projet, & qu'on le communiqueroit à tous les Alliez.

XXII. Finalement comme par tous les Articles précedens on peut juger, combien il importe à un chacun de ceux qui sont compris dans cette Ligue, ou qui y voudront entrer à l'avenir qu'elle soit observée & executée ponctuellement, chaque Membre de cette Ligue en particulier aura soin non seulement qu'il assiste lui-même ses Alliez, en cas de besoin, comme il est porté ci-dessus, mais qu'il puisse aussi en échange

ANNO 1686.

échange être assisté & secouru lors qu'il le voudra & qu'il ne s'en prive point lui-même à cause de sa propre negligence envers les autres.

En foi de tout ce que dessus, il a été fait sept Exemplaires semblables de ce Recès, en attendant les Ratifications des Maîtres qui seront échangées à Ratisbonne dans huit semaines à compter du jour de la date de ce Recès, ou même plûtôt si cela se peut, lesquels Exemplaires ont été signez, scellés, & distribués parmi tous les interessez. Fait & passé à Augsbourg le 7/17 Juillet 1686.

LOUIS GUSTAVE *Comte de Hohenlo*. (L. S.) JEAN FRIDERICH *Baron de Seiler*. (L. S.)

Au nom du Roi d'Espagne pour le Cercle de Bourgogne.

LOUIS DE LA NEUVEFORGE. (L. S.)

Au nom & de la part du Roi de Suede pour les Provinces qu'il a dans l'Empire.

GEORGE FRIDERIC SNOILSKY. (L. S.)

Pour l'Electeur de Baviere, & pour le Cercle de Baviere.

JEAN RUDOLPHE WAMPE. (L. S.)

Pour le Cercle de Franconie.

FRIDERIC SIGISMUND DE SIKING. (L. S.) CHARLES FRANÇOIS PUCKLER *Baron de Graditz*. (L. S.)

JEAN PAUL STANG. (L. S.) JEAN CONRAD ALIERD DE ZITWITZ. (L. S.)

Pour la Serenissime Maison de Saxe.

LOUIS GOKEL *pour Saxe Gotha*. (L. S.)

Declaration der Ober-Rhein-und Westerwäldischen Fürsten und Stände / wodurch sie die obstehende zu Augspurg auffgerichtete Bündnüs acceptiren. Geschehen Augspurg den 17. Julii 1686. [LONDORPII *Acta Publica* Tom. XII. pag. 533. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 533. & dans Anhang zu des Europæischen Heroldts IV. Haubt-Handlungen pag. 1375.]

C'est-à-dire,

Declaration des Princes & Etats du HAUT-RHYN *& du* WESTER-WALDT, *contenant leur Accession à la Ligue d'Augsbourg. A Augsbourg le 17. Juillet 1686.*

Auff die von dem höchst-ansehnlichen Kayserlichen Gesandten und Commissario Herrn Johann Friederich / Freyherrn von Seylern / geschehene Communication des am 29. Jun. 9. Jul. nechsthin in des Heiligen Reichs-Freyen Stadt Augspurg / zwischen Jhro Kayserliche Majestät und anderen hohen Creysen und Ständen auffgerichteten Recesses, erklären sich derer Ober-Rheinisch-disseits Rheins gelegener Alliirten und deren concurrirenden Wester-Wäldischen Fürsten und Ständen anhero Abgeschickte / aber gegen Verhoffen etwas zu spath eingelangte Deputirte / nechst Erstattung gebührenden schuldigen Dancks vor angeregte Communication, in Krafft dieses dahin; daß / gleich wie sie sothanen Recess in dem Hauptwerck ihrer gnädigsten und hohen Herren Principalen Intention, und obhabender Instruction conform eingerichtet befunden / sie denselben auch hiermit in ihren Nahmen dergestalt mit annehmen / und approbiren / als ob sie solchen gleich von Anfang würcklich mit vollzogen hätten / gleichwohl so viel die in solchem Recess §. 7. Jhren gnädigsten hohen Herrn Principalen sub spe rati zugeschriebene Bunds-Hülffe der 4000. Mann betrifft / mit der ausdrücklichen Verwahrung / daß sie sich zu sothanem Quanto, wegen der dabey am Tag liegenden disproportion, gegen einigen anderen Creysen und Ständen / nicht verbinden können / sondern erbiethen sich obgedacht dero gnädigste und hohe Herrn Principalen / an statt dessen / mit einem proportionirten Quanto, und zwar 2500. Mann bey dieser Allianz zu concurriren / solches Quantum auch fürs künfftige nach der Proportion zu erhöhen / wann und wie hoch besagte Creyß und Stände ihr übernommenes Quantum vermehren würden; Jm übrigen wegen weiterer Bestellung der Generalität / wie auch der gemeinen Cassa, so viel davon in obangezogenem Recess zu anderwerter Handlung ausgestellet worden / dabey sich alle fernere Nothdurfft / mit der angehenckten Versicherung / daß ihrer gnädigsten und hohen Herrn Principalen Ratification in dem im Recess darzu allerseits beliebten Termino von acht Wochen oder auch eher erfolgen solte. Dessen zu Urkund haben mehrgemelte Deputirte diese Declaration eigenhändig unterschrieben und gesiegelt. So geschehen Augspurg den 17. Jul. 1686.

(L. S.) Wilhelm von Hoff.
(L. S.) Joh. Ludwig Johannis Cantzler.
(L. S.) Nicklas Wilhelm Greddæus.

Accessions-Declaration Jhro Hochfürstlichen Durchleucht von Holstein-Gottorff zu dem Augspurgischen Allianz-Tractat. Nürnberg den 7. Sept. 1686. [LONDORPII *Acta publica* Tom. XII. pag. 541.]

C'est-à-dire,

Declaration du Serenissime Duc de HOLSTEIN GOTTORP *contenant son Accession à la Ligue d'Ausbourg à Nuremberg le 7. Sept. 1686.*

Nachdeme die zu Schleswig-Hollstein-Gottorff regierende Hoch-Fürstliche Durchleucht mein gnädigster Fürst und Herr auf geziemendes Ansuchen von der höchstansehentlichen Kayserlichen Commission, und der übrigen höchst-und hohen Herrn Alliirten Gesandtschafften bey der jüngst in Augspurg gehaltenen Versammlung / nach Jnhalt des § 17. Augspurgischen Recessus, pro recepto erkläret / und in sothane Allianz aufgenommen / nunmehr aber vermög der daselbst ertheilten Resolution bey der jetzigen Versammlung zu Nürnberg / ratione Quanti, zu ein tausend Fuß-Knechte / und wegen der übrigen præstandorum auch zureichend und vergnügt / hiermit nochmahls erkläret / und also ihrer Seits / was zu völliger Admission erfodert worden / erfüllet haben; So gehet ferner von wegen Jhrer Hoch-Fürstlichen Durchleucht meines gnädigsten Herrn / die Erklärung dahin / daß weil erwehnte Allianz zu aller und jeder Alliirten Sicherheit und Schutz wider auswärtige Gewalt angesehen / ich dieselbe auch in dero hohen Nahmen dergestalt mit annehme und approbire / als ob ich selbige gleich von Anfang mit entworffen hätte / unter dem sichern Vertrauen / es werde meinem gnädigsten Herrn und Principalen gleich allen anderen höchst und hohen Alliirten solche Bündnüs zum Schutz und Guarantie dero Hertzogthümer und Landen würcklich gedeyen / und aller daraus entspringende Nutzen und Effecten und Befugnisse würcklich zu statten kommen / mit angehängter dieser Versicherung / daß Jhre Hoch-Fürstliche Durchleucht meines gnädigsten Herrn Ratification bey

ANNO 1686. bey nechst-angestellten Convent allhier gewiß erfolgen solle/ dagegen die höchst-ansehentliche Kayserliche Commission demüthigst ersuchet wird / sie von wegen der höchst-und hohen Herrn Alliirten eine Gegen-Acte, daß Ihre Durchleucht nunmehro in die Allianz völlig aufgenommen/ und aller derselben Effecten würcklich fähig seyn sollen/ mir mitzutheilen geruhen wollen.

Nürnberg den 7. Sept. 1686.

(L.S.)

SAMUEL RACCHELIUS.

Ihro Churfürstlichen Durchleucht zu Pfaltz Accessions-Declaration zu dem Augspurgischen Allianz-Tractat. Nürnberg den 2. Sept. 1686. [LONDORPII *Acta publica.* Tom. XII. pag. 541.]

C'est-à-dire,

Declaration du Serenissime Prince Electeur PALATIN, *contenant son Accession à la Ligue d'Ausbourg à Nuremberg le 2. Sept.* 1686.

Nachdem Seine Chur-Fürstliche Durchleucht zu Pfaltz in Zeit des unlängst in des Heiligen Römischen Reichs-Stadt Augspurg gehaltenen Convent der correspondirenden löblichen Creyse nicht nur durch die dabey gegenwärtig gewesene ansehentliche Kayserliche Gesandschafft / sonderen zuforderist auch von Ihro Kayserlichen Majestät selbst zum Beytritt des alldorthin sub dato 8. Julii jüngsthin aufgerichteten Associations-Fœderis invitirt worden. Als wird im Nahmen höchstgedachter Ihrer Churfürstlichen Durchleucht zu Pfaltz hiemit declariret/ daß sie erst-verstandener Associations-Verbündnus nicht allein mit und wegen dero Hertzogthum Neuburg/ sonderen auch wegen der anderen inhabenden Chur-Fürstenthümer und Landen/ auf Art und Weise/ wie der Inhalt sothanen Fœderis, und dessen Articuli es nach sich führen/ beytretten ; Zu welchem Ende Chur-Pfältzische Durchleucht ihres Quanti halber 1000. Mann zu Fuß/ und 400. Dragoner offeriren/ in der Zuversicht/ man werde auch sie reciprocè dessen/ was sothaner Associations-Punct in sich hält/ effectivè und in der That vollkommentlich geniessen lassen ; Im übrigen werden Seine Chur-Fürstliche Durchleucht zu Pfaltz bey Abhandlung derer in dieses Werck einschlagender und nicht ausgemachter noch vestgestellter Materien sich ebenmässig vernehmen zu lassen / nicht ermanglen.

Nürnberg den 2. Sept. 1686.

(L.S.)

Johann Friderich von Kreith.

Der Kayserlichen Gesandschafft gegen-Erklährung auff die Chur-Pfältzische Accession zur Augspurgischen Allianz. Geschehen Nürnberg den 2. Sept. 1686. [LONDORPII *Acta publica* Tom. XII. pag. 541.]

C'est-à-dire,

Declaration de l'Ambassade Imperiale contenant l'acceptation de l'Accession de S. A. E. Palatine à la Ligue d'Ausbourg. Nuremberg le 2. Sept. 1686.

Nachdeme Seine Chur-Fürstliche Durchleucht zu Pfaltz in Zeit des ohnlängst in des Heiligen Römischen Reichs-Stadt Augspurg gehaltenen Convent der correspondirenden löblichen Creyse/ nicht nur durch die dabey gegenwärtig gewesene

Kayserliche hochansehentliche Gesandschafft / sonderen zuforderist auch von Ihro Kayserliche Majestät selbsten zum Beytritt des alldorten sub dato 8. Julii jüngsthin aufgerichteten Associations-Fœderis invitirt worden; Als haben Ihro Churfürstliche Durchleucht durch dero Gevollmächtigten Abgesandten und Ministrum, Herrn Johann Friderich von Kreith auf Guteneckh ꝛc. bey der Kayserlichen und anderen höchst-und hohen Herren Alliirten Gesandschafften allhier / eine schrifftliche Declaration gethan / daß sie erstverstandener Associations-Verbündnüs nicht allein mit und wegen dero Hertzogthum Neuburg/ sonderen auch wegen der anderen innhabenden Chur-Fürstenthümer und Landen/ auf Art und Weise/ wie der Inhalt sothanen Fœderis, und dessen Articuli es nach sich führen / beytretten; zu welchem Ende Chur-Pfältzische Durchl. hergegen ihres Quanti halber 1000. Mann zu Fuß / und 400. Dragoner offerirten / solchemnach declarirt hiemit die Kayserliche Gesandschafft Nahmens Kayserlicher Majestät und von sämtlichen höchst-und hohen Herren Alliirten wegen/ daß Seiner Chur-Fürstlichen Durchleucht zu Pfaltz Beytritt zu dieser löblichen Associations-Bündnüs nicht allein Kayserlicher Majestät/ sämtlich höchst-und hohen Herren Alliirten sonders lieb und angenehm seyn /sonderen sie dieselbe auf Krafft dieser von der Kayserlichen Commission im Nahmen allerseits Associirten hiemit von sich gebenden Gegen-Versicherung / in das zu Augspurg gemachte Fœdus würcklich mit eingenommen haben / nicht allein wegen dero Hertzogthum Neuburg / sonderen auch wegen anderer Chur-Fürstenthümer und Landen / auf Art und Weise / wie der Inhalt sothanen Fœderis mit sich führet / und werden Seiner Chur-Fürstlichen Durchleucht alles dessen / was sothane Associations-Bündnüs in sich hält / effectivè und in der That vollkommentlich geniessen lassen / massen gleich wie man ehestens Ihre Chur-Fürstliche Durchleucht eingehändigte Ratification über die von dero Gesandten ausgestellte Declaration erwartet / die Kayserliche Gesandschafft auch nicht ermanglen wird / die allergnädigste Ratification über diese Gegen-Versicherung ehestis zu verschaffen. So geschehen in Nürnberg den 2. Sept. Anno 1686.

(L.S.)

Ludwig Gustaph Graf von Hohenlohe.

LXXIII.

Copia der Protestations-Schrifft Pfaltz-Graffen Veldentz / wieder die Succession Philipp Wilhelms Pfaltz-Graffen am Rhein in denen Chur-Pfältzischen Landen / so dem Reichs-Convent übergegeben worden / den $\frac{4}{14}$. Julii 1686. [JOANNIS GEORGII KULPIS in Severino de Monzambano *Commentationes* Cap. II. §. V. pag. 295.]

ANNO 1686. $\frac{4}{14}$. Juillet.

C'est-à-dire,

Protestation du Comte Palatin de Veldentz, contre la Succession de PHILIPPE GUILLAUME *Comte Palatin du Rhyn dans les Etats Electoraux, donnée au Directoire de Mayence le* $\frac{4}{14}$. *Juillet* 1686.

Nachdem auff tödtliches Ableiben des Durchleuchtigsten Herrn Carls / Pfaltzgraffens bey Rhein / des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Schatzmeisters und Chur-Fürstens selbige Chur-und angehörige Landen / dem auch Durchleuchtigen Fürsten / Herrn Leopold Ludwigen / Pfaltzgraffen bey Rhein ceu proximiori gradu Jure Sanguinis zu-und angefallen / hingegen der auch Durchleuchtige Fürst / Herr Philipp Wilhelm Pfaltzgraff sich hierzu ob prioritatem Lineæ berechtigt zu seyn erachtet / und also diese zwischen Pfaltz-Neuburg / und Pfaltz-Veldentz strittige Successions-Sach ihrer hohen Bewandnüs nach / an die Römische Kayserliche Majestät erwachsen / haben dieselbe auff den Pfaltz-Vel-

ANNO 1686. Veldentzische unterthänigste Ansuchen / allergnädigst rescribirt / daß sie hierin nach des Reichs-Fundamental-Gesetzen Recht sprechen wolten / und zugleich nichts thätliches fürzunehmen / noch den Procels anderswo / als vor Ihro Majestät außzuüben / anbefohlen. Wann aber die Fürnehm- und Entscheidung dieser Sach / sich je länger je weiter verzögeren will / und unterdessen daß Pfaltz-Neuburg / die wider den Inhalt der Pfältzischen Abscheid ergriffene Possession der gesamten Landen thätlich fortsetzet / und die Chur-Sach selbst unerörtert hanget / Veldentz an Prosequirung so wohl der von Churf. Ott Heinrichs Verlassenschafft herrührenden Erbforderung / als auch durch ersthochgedachte Herrn Carls Churfürstens Ableiben / abermahl eröffneten Succession in den übrigen / der Chur nicht einverleibten Fürstenthum und Landen / gehindert und auffgehalten werden. Als befinden sich Pfaltz Veldentz Fürstliche Gn. genöthiget / wegen sothanen Auffschub und Verzögerung dero respective habende Jura Successionis und Anforderungen / con- & protestando gezienender massen / wie hiemit geschichet / zu verwahren / ein Hochlöblich Reichs-Convent inständig ersuchend / dieses nicht allein ad Protocollum zu nehmen / und deßwegen ein Attestatum zu ertheilen / sonderen auch bey der Römischen Kayserlichen Majestät unserem allergnädigsten Herrn dahin zu intercediren / damit diese rechthängige Chur-Sach / nach Anleitung der Güldenen und Pfältzischen Special-Bull / auch der in disseitiger Deduction angezogener Pfältzischen Verträg und herkommenter Observanz fürderlich entscheiden / und folgends alle übrige Anligenheiten gebührend erhoben / und unbeliebige Weiterung verhütet werden möge. Massen dieses auff empfangenen Special-Befehl / gegen einem Hochlöblichen Reichs-Convent ich unterthänigst gebührenden Fleisses abgelegt / gebeten und verricht haben will. Ewer Excellenz Hochwürden / und meine Hochgeehrte Herren dabeneben mich gehorsam und dienstlich empfehlend.

Ewer Excellenz Hochw. und meiner Hochgeehrten Herren

Dienstbeflissener
Fürstlich Pfaltz-Veldentzischer Gewalthaber.

LXXIV.

2. Octob. *Traité de Paix & de Commerce entre le Serenissime & tres Puissant Prince* JACQUES II. *Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Defenseur de la Foi, &c. & les tres Excellens Seigneurs les Gouverneurs de la noble Ville & Royaume de* TUNIS, Hadge Bectash, Hogia Dey, Mahomet Bey, & Ibrahim *Aga du Divan & Milice de la Ville & Royaume, par lequel les anciens Traités de l'an 1662. & de l'an 1675. sont confirmés & renouvellés, par* Thomas Goodwin *Ecuyer, Agent & Consul de Sa Majesté, le deuxieme jour d'Octobre 1686.* [Sur une Copie manuscripte.]

COmme il y a eu durant plusieurs années une ferme Paix & Amitié entre le Serenissime & tres-Puissant Prince Charles Second par la grace de Dieu Roi d'Angleterre, Ecosse, France & Irlande, Defenseur de la Foi Chrétienne, & les tres-Illustres Seigneurs les Gouverneurs de la noble Ville & Royaume de Tunis, ainsi qu'il est notoire par les Articles de Paix & de Commerce faits & conclus au mois d'Octobre 1662. par les tres-Excellens Seigneurs Mahomet Bassa, Mustapha Dey, Moratt Bey, & le Divan de ladite Ville de Tunis d'une part, & le Chevalier Jean Lawson d'autre part, & renouvellez & confirmez en l'an de nôtre Seigneur Jesus-Christ 1675. qui est l'an 1085. de l'Hegire par Mustapha Bassa, Hadge Mammé Dey, Morat Bey, Mahomet Hosse Bey, & le Divan de ladite Ville & Royaume de Tunis d'une part, & par le Sieur Jean Narborough Chevalier, Admiral du feu Roi sur la Mer Mediterranée d'autre part, & comme il a plû à Dieu tout-Puissant de tirer hors de ce Monde Sadite Majesté Charles Second, d'où il est arrivé que les Royaumes d'Angleterre, d'Ecosse, France, & Irlande sont justement venus par Ligne de descente conformement aux Loix à la Personne Royale de son Frere le Serenissime, & tres-Puissant Prince Jacques Second par la grace de Dieu Roi d'Angleterre, France & Irlande, Defenseur de la Foi Chrêtienne, qui regne à present; & comme les Terres de nostre obeïssance, après avoir été extremement affligées & broüillées par des Guerres Civiles sont à present (graces à Dieu tout-Puissant) retablies en tranquillité, & dans un Gouvernement stable & ferme.

Nous les tres-Excellens Seigneurs Gouverneurs d'à present de la noble Ville & Royaume de Tunis, Hadge Bectash, Hogia Dey, Mahomet Bey, & Ibrahim Aga du Divan & Milice de nostredite Ville & Royaume, avons vû, examiné, approuvé les susdits Articles de Paix, & par ces presentes, nous agréons, approuvons, ratifions & confirmons, tant pour nous, que pour tout le Corps de nôtre Milice, tous & chacuns les susdits Articles de Paix, & de Commerce, en la même forme & teneur qu'ils sont inserez & declarez dans & par lesdits Articles de Paix, promettant fermement & en bonne foi, d'observer & entretenir sincerement & inviolablement ladite Paix en tous ses Points & Articles avec Sadite Majesté Jacques Second Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande, & avec tous ses Sujets & de faire ponctuellement garder & observer tous & chacuns les Articles d'icelle, dorenavant pour jamais, par tous nos Sujets de quelque qualité & condition qu'ils soient, & si aucuns de nos Sujets violent & enfraignent aucune partie desdits Articles, ils seront punis avec la derniere severité à leur retour dans nos Domaines de Tunis.

Et à l'égard de l'argent qui est deu par le Divan, & plusieurs autres Personnes dépendantes de nos Domaines, à la Nation Angloise, suivant un compte que nous avons reçû de Thomas Goodwin, Ecuyer, Agent & Consul pour Sadite Majesté Jacques Second, Roi de la Grande Bretagne, &c. en nostredite Ville & Royaume de Tunis, nous promettons sincerement, par ces presentes, de tenir la main à ce qu'il leur soit donné entiere satisfaction dans le temps & espace de douze mois au plus tard, à commencer de la date d'icelles. Et comme nous avons depuis peu fait une diminution de sept pour cent à la Nation Françoise sur les Doüanes de toutes les Marchandises qu'ils feront venir & entrer dans nos Domaines ou les en feront sortir, ayant réduit lesdits Doüanes de dix à trois pour cent, nous promettons sincerement aussi, en la maniere susdite, qu'à l'expiration de six mois au plus tard, d'accorder la mesme diminution aux Marchands Anglois, qui trafiquent ici, & de ne prendre d'eux de là en avant que trois pour cent de Douane sur toutes les Marchandises quelconques qu'ils apporteront & feront entrer dans l'étenduë de nos Domaines ou qu'ils en feront sortir, ou bien à l'expiration des susdits six mois, sans attendre plus long-temps, nous ferons payer à la Nation Françoise leurs anciens Droits de Douane de dix pour cent, comme auparavant, & à l'execution de tout ce qui est contenu en ces presentes nous nous obligeons formellement, promettants en nostre foi de les observer inviolablement, & chaque Point d'icelles, & pour cette cause nous les avons scellées en la presence de Dieu tout-Puissant, en nôtre Hostel, dans la noble Ville de Tunis le deuxiéme jour d'Octobre 1686.

(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.)

LXXV.

Königliche Dähnische Declaration gegen die Stadt Hamburg; Wodurch derselben von Ihro Majestät gefaste Ungnade nachgelassen / die angehaltene Schiffe und Waaren restituiret / wie auch das freye Commercium zu Wasser und Land / sambt allem / was im Pinnenbergischen Recess abgeredet worden / zu gedeyen gelassen wird; Jedoch / daß die Stadt Ihro Majestät Land und Güter in vorigen Stand se- ⁝ Oct.

ANNO 1686.

ze / wie auch dem Pinnenbergischen Recess nachlebe. Geben aufm Schloß Gottorff den $\frac{8}{18}$. Octob. 1686. [JOANNIS GEORGII KULPIS in Severino de Monzambano *Commentationes* Cap. II. §. XIII. pag. 587.]

C'est-à-dire,

Declaration du Roi de DANNEMARCK *en faveur de la Ville de* HAMBOURG, *portant qu'il lui rend ses bonnes graces, avec promesse de lui restituer ses Navires & Marchandises, & de la retablir dans toute la Liberté du Commerce tant par Terre que par Eau, & dans tous les Avantages contenus dans le Recès de Pinnenberg, à condition qu'elle l'observera de son côté, qu'elle evacuera les Domaines Royaux, & en fera sortir les Troupes auxiliaires. Donné à Gottorp le* $\frac{8}{18}$. *Octobre 1686.*

Ihre Königliche Majestät zu Dennemarck / Norwegen / haben sich allerunterthänigst referiren lassen / was in denen bißher zwischen dero committirten Ministris, und denen Chur-Brandenburgischen Fürstlichen-Lüneburgischen und Hessen-Casselischen Ministris gehaltenen Conferentzien des Hamburgischen Wesens halber vorgefallen; und welcher Gestalt sie im Nahmen ihrer Herren Principalen / annoch fernere bewegliche Instantz thun / daß Ihre Königliche Majestät auß Königlicher Clemence und Gütigkeit dero Ressentiment gegen die Stadt gäntzlich fahren / und die ihren Bürgeren / Einwohneren und angehörigen zuständige von ihrer Königlichen Majestät angehaltene Schiffe / Wahren / Güter und Effecten allergnädigst relaxiren / und das freye Commercium der Stadt aller Orten wieder öffnen / auch im übrigen es bey dem Pinnenbergischen Recess ferner in Königlichen Gnaden bewenden lassen wolten. Wan nun die Stadt in einem an Ihre Königliche Majestät den 16. dieses abgelassenen Schreiben ebenfalls darum unterthänigste Ansuchung gethan / so erklären sich allerhöchstgedachte Ihro Königliche Majestät / daß zu mehrer Bezeigung ihrer Inclination gegenwärtige Irrungen zur Endschafft zubringen / und wie gern sie der Stadt Nahrung / Wohlstand und Commercien mithin auch den Ruhestand dieser Quartier befördert sehen / dero gegen die Stadt gefaste Ungnade und Indignation hiermit gäntzlich fallen / deroselben die angehaltene Schiffe / Wahren / Güter und Effecten wiederum loßgeben und restituiren / und die von der Stadt geforderte Satisfaction zu der bevorstehenden Handlung / wegen des Homagial-Puncts und übriger Streitigkeit und Gravaminum ausgesetzet / auch der Stadt nebst einer gäntzlichen Amnestie das freye Commercium zu Wasser und Land aller Orten / nach wie vor / allerdings ohngekrenckt geniessen / so dann alles das jenige was in dem Pinnenbergischen Recess deroselben zu gut und sonsten verabredet und stipuliret worden / Ihro gedeyen lassen wollen. Jedoch daß hingegen auch die Stadt in regard Ihre Königliche Majestät / dero Landen und Unterthanen / auch dero Güter und Effecten / so dann Handel und Wandel alles wieder in vorigen Stand setze / auch die Auxiliar-Völcker auß derselben dimittire / und mittelst eines nachmahligen unterthänigsten Schreibens / weil Ihre Königliche Majestät die resolvirte Deputation nicht abwarten wolten / zu vorgesetztem sich verbindlich mache / und daneben von neuem festiglich zusage und verspreche / daß sie auch ihres Orts dem Pinnenbergischen Recess und worzu sich dieselbe darinnen verbunden / in unterthänigster Devotion, ohnaußgesetzt nachleben wollen. Urkündlich unter allerhöchstgedachter ihrer Königlichen Majestät Handzeichen und vorgedrucktem Insiegel. Geben auf dero Schloß Gottorff den $\frac{8}{18}$. Octobris 1686.

Christian.

(L. S.)

K. M.

LXXVI.

ANNO 1686. 16. Nov. FRANCE ET ANGLETERRE.

Traité de Neutralité conclu à Londres le seizième Novembre 1686. entre LOUIS XIV. *Roi de France, &* JAQUES II. *Roi d'Angleterre, touchant les Pays des deux Rois en Amérique.* [FREDER. LEONARD. Tom. V. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XII. pag. 1051. en Allemand, & en abregé; & dans LONDORPII *Acta publica* Tom. XII. pag. 568. en Allemand par extrait.]

LE Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Louis XIV. Roi Tres-Chrêtien de France & de Navarre, & Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Jacques II. Roi de la Grande Bretagne, n'aiant rien plus à coeur que d'établir tous les jours de plus en plus une Amitié mutuelle entre eux, & une sincere concorde & correspondance entre les Roiaumes, Estats & Sujets de leurs Majestez; & à cet effet ayant jugé à propos de faire un Traité de Paix, bonne Correspondance & Neutralité en Amerique, pour prevenir, autant qu'il seroit possible, toutes les contestations & les differends qui pourroient naistre entre les Sujets de l'une & de l'autre Couronne dans ces Pays éloignez: Leursdites Majestez ont resolu d'envoyer de part & d'autre leurs Plenipotentiaires, pour en traiter, & en convenir: Sçavoir, Sa Majesté Tres-Chrêtienne, le Sieur Paul Barillon d'Amoncourt, Marquis de Branges, Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat, & son Ambassadeur extraordinaire: & Sadite Majesté Britannique, les Sieurs Georges, Baron de Jeffreis de Wem, Grand Chancelier d'Angleterre; Laurent Comte de Rochester, Grand Tresorier d'Angleterre; Robert Comte de Sunderland, President du Conseil Privé, & Secretaire d'Etat, Charles de Middleton aussi Secretaire d'Etat; & Sidnei, Sieur de Godolphin, tous du Conseil Privé de Sa Majesté: pour convenir, après l'échange des Lettres de Pleinpouvoir des Articles qui suivent.

I. Il a esté conclu & accordé, que du jour du present Traité il y aura entre la Nation Françoise & la Nation Angloise, une ferme Paix, Union, Concorde, & bonne Correspondance, tant sur Mer, que sur Terre, dans l'Amerique Septentrionale & Meridionale, & dans les Isles, Colonies, Forts & Villes, sans aucune distinction de lieux, scises dans les Etats de Sa Majesté Tres-Chrêtienne, & de Sa Majesté Britannique, & gouvernées par les Commandans de leursdites Majestez respectivement.

II. Qu'aucuns Vaisseaux, ou Bastimens, grands ou petits, appartenans aux Sujets de Sa Majesté Tres-Chrêtienne, ne seront équipez, ni employez dans lesdites Isles, Colonies, Forteresses, Villes & Gouvernemens des Etats de Sadite Majesté, pour attaquer les Sujets de Sa Majesté Britannique, dans les Isles, Colonies, Forteresses, Villes, & Gouvernemens de Sadite Majesté, ou pour leur faire aucun tort ni dommage. Et pareillement qu'aucuns Vaisseaux ou Bastimens, grands ou petits, appartenans aux Sujets de Sa Majesté Britannique, ne seront équipez ou employez dans les Isles, Colonies, Forteresses, Villes, & Gouvernemens de Sadite Majesté, pour attaquer les Sujets de Sa Majesté Tres-Chrêtienne dans les Isles, Colonies, Forteresses, Villes, & Gouvernemens de Sadite Majesté, ou pour leur faire aucun tort ni dommage.

III. Qu'aucuns Soldats ou Gens de Guerre, ou autres Personnes quelconques, qui habitent & demeurent dans lesdites Isles, Colonies, Forteresses, Villes, & Gouvernemens de Sa Majesté Tres-Chrêtienne, ou qui y viennent d'Europe en Garnison, n'exerceront aucun acte d'hostilité, & ne feront aucun tort ou dommage, directement ou indirectement, aux Sujets de Sa Majesté Britannique dans lesdites Isles, Colonies, Forteresses, Villes, & Gouvernemens de Sadite Majesté; & ne presteront ni donneront aucune aide, ou Secours d'hommes ou de Vivres, aux Sauvages contre qui Sa Majesté Britannique aura la Guerre. Et pareillement qu'aucuns Soldats ou Gens de Guerre, ou autres Personnes quelconques, qui habitent & demeurent dans lesdites Isles, Colonies, Forteresses, Villes, & Gouvernemens de Sa Majesté Britannique, ou qui y viennent d'Europe en Garnison, n'exerce-

ANNO 1686.

ront aucun acte d'Hostilité, & ne feront aucun tort ou dommage, directement ou indirectement, aux Sujets de Sa Majesté Tres-Chrestienne dans lesdites Isles, Colonies, Forteresses, Villes, & Gouvernemens de Sadite Majesté; & ne presteront ni donneront aucune aide, ou Secours d'hommes ou de Vivres, aux Sauvages avec qui Sa Majesté Tres-Chrétienne aura Guerre.

IV. Il a esté convenu que chacun desdits Rois aura & tiendra les Domaines, Droits & Prééminences dans les Mers, Détroits, & autres Eaux de l'Amerique, & avec la même étendue qui leur appartient de Droit, & en la même maniere qu'ils en joüissent à present.

V. Et que pour cet effet les Sujets & Habitans, Marchands, Capitaines de Vaisseaux, Pilotes & Matelots des Royaumes, Provinces & Terres de chacun desdits Rois respectivement, ne feront aucun Commerce ni Pesche dans tous les Lieux dont l'on est ou l'on sera en possession de part & d'autre dans l'Amerique. C'est à sçavoir, que les Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne ne se mesleront d'aucun Trafic, ne feront aucun Commerce, & ne pescheront point dans les Ports, Rivieres, Bayes, embouchures de Rivieres, Rades, Costes, ou autres Lieux qui sont ou seront ci-après possedez par Sa Majesté Britannique en Amerique: Et reciproquement les Sujets de Sa Majesté Britannique ne se mesleront d'aucun Trafic, ne feront aucun Commerce, & ne pescheront point dans les Ports, Rivieres, Bayes, embouchures de Rivieres, Rades, Costes, ou autres Lieux qui sont ou seront ci-après possedez par Sa Majesté Tres-Chrétienne en Amerique. Et au cas qu'aucun Vaisseau, ou Barque, soit surpris faisant Trafic, ou peschant, contre ce qui est porté par le present Traité, ledit Vaisseau, ou Barque, avec sa charge, sera confisqué, après que la preuve de la contravention aura esté legitimement faite. Il sera néanmoins permis à la Partie qui se sentira grevée par la Sentence de confiscation, de se pourvoir au Conseil d'Estat du Roi, dont les Gouverneurs ou Juges auront rendu ladite Sentence de confiscation, & d'y porter sa plainte, sans que pour cela l'execution de la Sentence soit empeschée: Bien entendu néanmoins que la liberté de la Navigation ne doit estre nullement empeschée, pourveu qu'il ne commette rien contre le veritable sens du present Traité.

VI. De plus, il a esté accordé que si les Sujets & Habitans de l'un ou de l'autre desdits Roys, & leurs Vaisseaux, soit de Guerre & publics, soit Marchands & particuliers, sont emportez par les tempestes, ou estant poursuivis par les Pirates ou par les ennemis, ou pressez par quelque autre necessité, sont contraints pour se mettre en seureté de se retirer dans les Ports, Rivieres, Bayes, embouchures de Rivieres, Rades & Costes quelconques appartenantes à l'autre Roi dans l'Amerique, ils y seront bien & amiablement reçus, protegez & favorablement traitez: qu'ils pourront, sans qu'on les empêche en quelque maniere que ce soit, s'y rafraîchir, & même acheter au prix ordinaire & raisonnable, des vivres, & toutes sortes de Provisions necessaires, ou pour la vie, ou pour radouber les Vaisseaux, & pour continuer leur route: qu'on ne les empêchera non plus en aucune maniere de sortir des Ports & Rades, mais qu'il leur sera permis de partir, & s'en aller en toute liberté quand & où il leur plaira, sans être molestez ou empêchez: qu'on ne les obligera point à se defaire de leur charge, ou à décharger & exposer en vente leurs Marchandises ou Balots: qu'aussi de leur part ils ne recevront dans leurs Vaisseaux aucunes Marchandises, & ne feront point de Pesche sous peine de confiscation desdits Vaisseaux & Marchandises, conformement à ce qui a esté convenu dans l'Article precedent. De plus a esté accordé que toutes & quantesfois que les Sujets de l'un ou de l'autre desdits Rois seront contraints, comme il a esté dit ci-dessus, d'entrer avec leurs Vaisseaux dans les Ports de l'autre Roi, ils seront obligez, en entrant, d'arborer la Banniere ou marque de leur Nation, & d'avertir de leur arrivée par trois coups de Mousquet: à faute de quoi faire, & d'envoyer une Chaloupe à Terre, ils pourront être confisquez.

VII. Pareillement si les Vaisseaux de l'un ou de l'autre desdits Rois, & de leurs Sujets & Habitans viennent à échouër, jetter en Mer leurs Marchandises, ou, ce qu'à Dieu ne plaise, faire naufrage, ou qu'il leur arrive quelque autre malheur que ce soit, on donnera aide & secours avec bonté & charité à ceux qui seront en danger, ou auront fait naufrage: il leur sera delivré des Saufsconduits, ou Passeports pour pouvoir se retirer dans leur Païs en seureté, & sans être molestez.

ANNO 1686.

VIII. Que si les Vaisseaux de l'un ou l'autre Roi qui seront contraints par quelque avanture ou cause que ce soit, comme il a esté dit, de se retirer dans les Ports de l'autre Roi, se trouvent au nombre de trois ou de quatre, & peuvent donner quelque juste cause de soupçon, ils feront aussi-tôt connoître au Gouverneur ou principal Magistrat du lieu, la cause de leur arrivée; & ne demeureront qu'autant de tems qu'ils en auront permission dudit Gouverneur ou Commandant, & ce qu'il sera juste & raisonnable, pour se pourvoir de vivres, & pour radouber & équiper leurs Vaisseaux.

IX. De plus on est convenu qu'il sera permis aux Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne, qui demeurent dans l'Isle de Saint Christophle, d'entrer dans les Rivieres de la grande Baye pour faire de l'Eau, & s'en fournir; qu'il sera aussi permis aux Sujets de Sa Majesté Britannique de prendre du Sel aux Salines dudit lieu, & de l'enlever, tant par Mer, que par Terre, sans estre inquietez, ni empêchez; pourveu néanmoins que lesdits Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne puisent de l'Eau pendant le jour seulement, & qu'aussi lesdits Sujets de Sa Majesté Britannique ne chargent du Sel dans leurs Vaisseaux ou Barques que pendant le jour: & que les Vaisseaux ou Barques de l'une & de l'autre Nation respectivement, qui viendront se fournir d'Eau ou de Sel, feront sçavoir leur arrivée en arborant la Banniere ou marque de leur Nation, & en avertiront par trois coups de Canon, ou s'ils n'ont point de Canon, par trois coups de Mousquet. Que si aucun Vaisseau de l'une ou l'autre Nation, sous pretexte de venir prendre de l'Eau ou du Sel, entreprend de trafiquer, il sera confisqué.

X. Qu'aucuns Sujets de l'une ni de l'autre Nation ne retireront les Sauvages Habitans du lieu, ou leurs Esclaves, ou les Biens que lesdits Habitans emporteront, appartenans aux Sujets de l'autre Nation; & qu'ils ne leur donneront aucune aide ni protection dans lesdits enlevemens ou pillages.

XI. Que les Commandans, Officiers & Sujets de l'un des deux Rois ne troubleront ni molesteront les Sujets de l'autre Roi dans l'établissement de leurs Colonies respectivement, ou dans leur Commerce & Navigation.

XII. Et afin de pourvoir plus pleinement à la seureté des Sujets, tant de Sa Majesté Tres-Chrétienne, que de Sa Majesté Britannique, & à ce que les Vaisseaux de Guerre, ou autres Vaisseaux armez en Guerre par des Particuliers, ne leur fassent aucun tort ni dommage, il sera défendu à tous les Capitaines de Vaisseaux, tant de Sa Majesté Tres-Chrétienne, que de Sa Majesté Britannique, & à tous leurs Sujets qui équiperont des Vaisseaux à leurs dépens; comme aussi aux Privilegiez & aux Compagnies, de faire aucun tort ou dommage à ceux de l'autre Nation, sous peine d'être punis en cas de contravention, & de plus d'être tenus à tous dommages & interêts, à quoi ils pourront être contraints, tant par saisie de leurs Biens, que par emprisonnement de leurs Personnes.

XIII. Et pour cette cause tous Capitaines des Vaisseaux armez en Guerre aux depens des Particuliers, seront dorenavant tenus, avant qu'on leur delivre des Patentes ou Commissions speciales, de donner pardevant un Juge competant, bonne & suffisante caution de Gens solvables, & qui n'auront aucune part ni interest dans ledit Vaisseau, pour la Somme de mille livres Sterlins, ou treize mille Livres; & lors qu'il y aura plus de cent cinquante Hommes, pour la Somme de deux mille livres Sterlins, ou de vingt six mille Livres: S'obligeant de satisfaire entierement à tous torts & dommages quelconques, qu'eux ou leurs Officiers, ou autres Gens estant à leur service causeront, pendant le cours de leur Navigation contre le present Traité, ou autre Traité quelconque fait entre Sa Majesté Tres-Chrétienne, & Sa Majesté Britannique; sous peine aussi de revocation, & cassation de leurs Commissions & Lettres speciales, dans lesquelles il sera toûjours fait mention qu'ils auront, comme dit est, donné caution. Et de plus, il est convenu que le Vaisseau même sera tenu de satisfaire aux torts & dommages qu'il aura causez.

XIV.

ANNO 1686.

XIV. Et d'autant que les Pirates qui courent les Mers de l'Amerique, tant Septentrionale que Meridionale, font beaucoup de tort au Commerce, & causent de grands dommages aux Sujets de l'une & de l'autre Couronne, qui trafiquent, & font Commerce dans ces Pays; il a esté accordé qu'il sera expressément enjoint aux Gouverneurs & Officiers de l'un & de l'autre desdits Rois, de ne donner en quelque maniere que ce soit aux Pirates, de quelque Nation qu'ils soient aucun Secours, aide, ni retraite dans les Ports & Rades sises dans leurs Estats respectivement; & qu'il sera expressement ordonné ausdits Gouverneurs & Officiers, de punir comme Pirates, tous ceux qui se trouveront avoir armé un ou plusieurs Vaisseaux en cours, sans Commission & autorisé legitime.

XV. Qu'aucun Sujet de l'un ou de l'autre des deux Rois, ne demandera ou prendra d'aucun Prince ou Estat que ce soit, avec qui l'autre aura Guerre, aucun Pouvoir ou Commission d'armer, & équiper en cours un ou plusieurs Navires dans l'Amerique Septentrionale ou Meridionale; & que si quelqu'un prend un tel Pouvoir ou Commission, il soit puni comme Pirate.

XVI. Que les Sujets de Sa Majesté Tres-Chrêtienne auront pleine & entiere liberté de pescher des Tortuës dans les Isles de Cayman.

XVII. Que s'il survient des contestations ou differends entre les Sujets de leursdites Majestez dans les Isles, Colonies, Forts, Villes, & Gouvernemens qui sont sous leur Domination; la Paix faite par le present Traité, ne sera pour cela ni interrompuë ni enfrainte; mais ceux qui commanderont dans les Lieux où les contestations seront arrivées, ou qui seront par eux deputez, connoîtront desdites contestations survenuës entre les Sujets de leursdites Majestez, & les regleront & decideront. Et au cas que lesdits Commandans ne puissent vuider & terminer lesdites contestations dans un an, lesdits Commandans les envoyeront au plûtôt à l'un ou à l'autre desdits Rois, pour être fait droit en la maniere qu'il sera convenu entre leursdites Majestez.

XVIII. De plus, il a esté conclu & accordé, que si jamais, ce qu'à Dieu ne plaise, il arrive quelque rupture en Europe entre lesdites Couronnes, les Garnisons, Gens de Guerre, ou Sujets quelconques de Sa Majesté Tres-Chrêtienne, estant dans les Isles, Colonies, Forts, Villes, & Gouvernemens qui sont à present ou seront ci-après sous la Domination de Sadite Majesté dans l'Amerique, n'exerceront aucun acte d'Hostilité par Mer ni par Terre, contre les Sujets de Sa Majesté Britannique qui habiteront dans quelques Colonies que ce soit de l'Amerique, ou y demeureront. Et reciproquement, audit cas de rupture en Europe, les Garnisons, Gens de Guerre, ou Sujets quelconques de Sa Majesté Britannique, estant dans les Isles, Colonies, Forts, Villes, & Gouvernemens qui sont à present ou seront ci-après sous la Domination de Sa Majesté Britannique en Amerique, n'exerceront aucun acte d'Hostilité, ni par Mer ni par Terre, contre les Sujets de Sa Majesté Tres Chrêtienne, qui habiteront dans quelques Colonies que ce soit de l'Amerique, ou y demeureront. Mais il y aura toûjours une veritable & ferme Paix & Neutralité entre lesdits Peuples de France & de la Grande Bretagne, tout de même que si ladite Rupture n'étoit point arrivée en Europe.

XIX. Il a esté reglé & accordé que le present Traité ne derogera en aucune maniere au Traité conclu entre leursdites Majestez à Breda le 21/31 jour du mois de Juillet 1667. mais que tous & chacuns les Articles & Clauses dudit Traité demeureront dans leur force & vigueur, & seront observez.

XX. Et que tous les Traitez & Articles conclus & arrêtez cy devant, en quelque tems que ce soit en Amerique, ou ailleurs, entre lesdites deux Nations, touchant l'Isle de Saint Christophle, demeureront dans leur force & vigueur, & seront observez de part & d'autre, comme ils l'ont esté ci-devant, si ce n'est en ce qui s'y trouvera de contraire au present Traité.

XXI. Enfin il a esté convenu & accordé, que le present Traité, & toutes & chacunes choses contenuës en icelui, seront ratifiées & confirmées de part & d'autre le plûtôt qu'il sera possible; & que les Ratifications seront reciproquement échangées en bonne forme de part & d'autre dans un mois, à compter de la datte du present Traité: & que dans huit mois, ou plûtôt s'il est possible, le present Traité sera publié dans tous les Royaumes, Domaines & Colonies de l'un & l'autre desdits Rois, tant en Amerique qu'ailleurs.

En foy de toutes & chacunes lesquelles choses, Nous susdits Plenipotentiaires avons soussigné de nos propres mains le present Traité, & nous y avons apposé les Sceaux de nos Armes. Fait dans le Palais Royal de Withal, le 6/16 jour de Novembre mil six cens quatre vingtsix.

Ainsi signé,

BARILLON D'AMONCOURT.
JEFFREYS.
C. ROCHESTER.
SUNDERLAND.
P. MIDLETON.
GODOLPHIN.
Avec les Sceaux.

LXXVII.

Vertrag zwischen der Hochfürstlichen Oettingischen Vormundschafft / und dem Reichs-Gräflichen Collegio in Schwaben / wegen der Fürstlichen Oettingischen Translocation und Exemption. Geschehen den 14. Decemb. 1686. [LONDORPII *Acta publica* Part. XIII. pag. 27. On trouve aussi cette Pièce dans LUNIG Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Cont. II. Abtheilung IV. Absatz XXVII. pag. 650.] 14. Dec.

C'est-à-dire,

*Transaction entre les Princes Curateurs du Prince d'*OTTINGEN *d'une part, & le College Imperial des* COMTES DE SUABE, *sur la translation de la Maison d'*OTTINGEN *dans le* COLLEGE *des Princes, & l'exemption des Contributions qu'elle devoit au College des Comtes. Faite le* 14. *Decembre* 1686.

Zu wissen: Als die Römische Käyserliche Majestät unser allergnädigster Herr / weyland Herrn Albrecht Ernsten Graffen von Oettingen zu Oettingen / Christseeligsten Andenckens die Kayserliche Gnad gethan / und dieselbe samt Dero Posterität in den Reichs-Fürsten-Stand erhoben / und aber von dem Reichs-Gräflichen Collegio in Schwaben / darinnen Ihrer Fürstlichen Durchleucht Land und Leuth / wie andere der Graffen und Herren Güther in Schwaben incorporiret gewesen / die Collegial-Beytrag de præterito sowohl als in futurum von Seiner Durchleucht wie vorhero prætendiret / von dieser aber aus verschiedenen vorgestellten Ursachen / sie dero entlediget zu seyn / gänßlich dafür gehalten worden / daß auff Interposition der Hoch-fürstlichen Oettingischen Vormundschafft die Sache mit einem löblichen Reichs-Gräflichen Collegio auff ein End dahin verglichen worden / daß hochgedachte Hochfürstliche Vormundschafft in die Gräfliche Collegial-Cassam jeßo gleich baar solle und wolle auszahlen lassen 350. fl. und dann auff wiederumb Nativitatis Mariæ Anno 1687. 350. fl. also in Summa 700. fl. und gegen dieser Erlegung / spricht das Reichs-Gräfliche Collegium in Schwaben / das Hochfürstliche Hauß Oettingen zu Oettingen auff jeßt und ewig alles Beytrags und Collegial-Forderung / die hätten Nahmen wie sie wollen / quit und ledig / wie auch daß die Introduction in den Reichs-Fürsten-Rath nicht länger suspendiret werde / Dero Orths alle vermöglichste Beytragen / jedoch daß dem Hoch-Gräflichen Hauß Oettingen-Wallerstein seiner Particular-Anspruch wegen / durch obige Loßzehlung und Introduction von keinem Theil præjudiciret / es auch im übrigen dem Reichs-Gräflichen Schwäbischen Collegio citra Præjudicium seyn solle / dessen zu Urkundt seyn dieses Vergleichs wegen

ANNO 1686.

gen 2. Originalia verfertiget / und mit hienach gesetzten Vermundschafftlichen Secret-Insiegel Seiner Hoch-Fürstlichen Durchleucht zu Brandenburg-Bayreuth / und des Herrn Administratoris und Hertzogen zu Würtemberg / so dan beyder des Reichs-Gräflichen Collegii Directoren / Sulss und Eiser-Tornenteigen bewahret werden. So geschehen den 14. Decembris 1686.

(L.S.) (L.S.)
(L.S.) (L.S.)

LXXVIII.

1687. 4. Janv. FRANCE ET ESPAGNE.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France*, & CHARLES II. *Roi d'Espagne, sur les Potteaux plantez à la veue du Château de Namur. Signé à Philippeville le quatriéme Janvier*, 1687. [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

LE Roi Catholique s'estant plaint au Roi Tres-Chrêtien, que les Potteaux que le Sieur Faultrier son Intendant dans le Haynault avoit fait planter le vingt-quatriéme Septembre dernier, sur la Montagne depuis l'Hermitage de Saint George, & plus bas vers la Riviere de Sambre, à la veuë de la Ville & Château de Namur, renfermoient l'espace de Terrain qui est entre lesdits Potteaux, & l'endroit appellé la Roche du Vieux Mur, dont ledit Seigneur Roi Catholique soûtenoit avoir eu la possession immemoriale, & l'avoir continuée jusqu'audit jour vingt-quatriéme Septembre, dont il pretendoit par consequent que ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien n'avoit pas pris possession; Sa Majesté Tres-Chrêtienne auroit répondu qu'on n'avoit jamais douté qu'Elle ne fut en possession dés le quatriéme Juillet 1681. du lieu où lesdits Potteaux avoient esté plantez, pour former une lisiere entre les deux Estats; Mais qu'Elle n'avoit pas intention de troubler la bonne Intelligence qui estoit entre les deux Couronnes, ni l'execution paisible & sincere du Traité de Tréve; qu'Elle nommeroit un Commissaire pour examiner la question, avec celui ou ceux que ledit Seigneur Roi Catholique nommeroit aussi de sa part, qu'ils s'assembleroient pour cela à Philippeville, & qu'Elle luy donneroit Pouvoir, non seulement de ceder cet espace de Terrain contentieux, s'il en avoit pris possession devant le vingt-uniéme Mars mil six cens quatre-vingt deux, mais mesme un plus grand dans l'étenduë non contestée, pour éloigner davantage sa Frontiere dudit Château de Namur, en luy laissant par ledit Seigneur Roi Catholique un équivalent. En effet dès le vingt-huitiéme Novembre mil six cens quatre-vingt six, Elle a envoyé un plein-Pouvoir audit Sieur Faultrier, lequel s'est rendu audit Philippeville le quatriéme du mois de Decembre suivant; & ledit Seigneur Roi Catholique a pareillement donné sa Commission au Sieur Tirimont, Conseiller en son Conseil d'Estat, & une autre au Sieur Martin, son Procureur General au Conseil Provincial de Namur, qui s'y sont rendus le septiéme du même mois, lesquels Sieurs Commissaires ayans travaillé depuis le huitiéme suivant, qu'ils commencerent leurs Conferences à examiner la question de la Possession dudit Lieu contentieux, & n'ayans pû convenir, ils ont suivant l'intention & consentement desdits Seigneurs Rois, pour faire cesser toute contestation, & pour maintenir l'execution dudit Traité de Tréve, en reglant la difficulté, & prevenant celles qui pourroient alterer ladite Intelligence, à l'occasion de ladite contestation, fait le Traité qui ensuit.

PREMIEREMENT. Que ledit Seigneur Roi Catholique possedera tout ainsi qu'il a pretendu avoir possedé, l'espace qui est entre lesdits Potteaux jusques à celui du Vieux Mur, & qu'il possedera aussi tout ce qu'il y a de Terrain depuis ledit Vieux Mur dans toute son étenduë, entre la Riviere de Meuse & la Sambre, tout ainsi qu'il le possedoit au temps du Traité de Paix conclu à Nimegue, jusqu'à la distance de trente toises approchant de ce qui est planté en bois de haute Futaye de la Forest de Marlagne, suivant que le tout est plus expressément marqué & designé dans la Carte figurée qui a esté levée dudit Terrain, & dont lesdits Commissaires ont chacun un double par eux paraphé, pour servir dans la suite pour l'execution du present Traité, sans de tout ledit Terrain renfermé depuis ladite distance de trente toises au devant de ladite Futaye, jusques à la ligne que formoient lesdits Potteaux, & depuis ladite Riviere de Meuse d'une part, le Bois de Liege & la Riviere de Sambre d'autre, aucune chose reserver, retenir & garder, & en consequence, ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien joüira pendant la durée de la Tréve de la Ville de Walcourt & du Village de Bioulx, leurs dépendances, circonstances & annexes (sous les restrictions néanmoins cy-après expliquées) tout ainsi que ledit Seigneur Roi Catholique les possede & en jouït actuellement, & ainsi que ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien jouït des autres Terres & Lieux, dans la joüissance desquels il a esté dit qu'il demeureroit par ledit Traité de Tréve, & comme si lesdits Lieux de Walcourt & de Bioulx avoient fait partie de ceux dont il a pris possession devant la levée du Blocus de Luxembourg, & par consequent sous les mesmes conditions dudit Traité, & encore sous celles qui suivent; c'est à sçavoir que les dépendances, circonstances & annexes desdits Lieux de Walcourt & Bioulx, ne comprennent que ce qui est limitativement contenu dans leurs Paroisses & Territoires, & tels qu'ils se trouvent actuellement enclavez dans les autres Terres, dont ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien jouït, & qui sont par consequent separez de celles de l'obeïssance de Sa Majesté Catholique, ensorte que si lesdits Walcourt & Bioulx avoient & donnoient à Sa Majesté Tres-Chrêtienne quelque Droit, comme de Fiefs, Vassaux & Mouvances, ou autres, sur les Hommes, Terres, ou Dépendances situées dans les Estats de Sadite Majesté Catholique, elles luy demeureront, pour en joüir comme Elle a fait jusques au jour du present Traité, sans que ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien puisse étendre la joüissance desdits Walcourt & Bioulx au delà des bornes de leurdit Territoire, ni comprendre à l'égard dudit Walcourt dans ladite joüissance celle du Domaine, attendu qu'il a esté vendu par ledit Seigneur Roi Catholique à l'Abbé, Religieux, & Monastere du Jardinet dans le Territoire dudit Walcourt. Et d'autant que le present Accord n'est fait qu'à l'occasion de la contestation qui a esté meuë incidemment dans l'execution dudit Traité de Tréve, il est expressément convenu que celuy-cy en fait une dépendance, tout comme s'il en avoit fait une partie dans le temps auquel ledit Traité a esté signé; & par consequent sujet aux mesmes Conditions, sans y rien changer ny innover en quelque maniere que ce puisse estre. Ce qui a été convenu, accordé & accepté par lesdits Sieurs Faultrier & Tirimont, respectivement pour lesdits Seigneurs Rois en vertu de leurs Pouvoirs, dont ils se sont aussi respectivement donné copie; lesquels dits Seigneurs Rois seront tenus, suivant la Promesse par eux faite dans lesdites Commissions & Pouvoirs par eux donnez ausdits Commissaires, de ratifier l'execution du present Traité, & de ladite Ratification en fournir & échanger respectivement l'acte valable dans deux mois. Fait double à Philippeville, le quatriéme de Janvier mil six cens quatre-vingt sept. Et ont lesdits Commissaires paraphé chacune marge au bas d'icelle, & signé à la fin, & apposé leurs Cachets.

FAULTRIER.

TIRIMONT.

LXXIX.

7. Fevr.

Traité entre le Serenissime & tres-Puissant Prince JACQUES II. *Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Defenseur de la Foi, &c. & les Tres-Illustres Seigneurs* ISMAEL Bascha, BRAHEM *Dey*, JOSEPH *Bey*, HASSAN CALLIGÉE *Admiral Aga du Divan*, *de la Ville & Royaume de* TRIPOLI, *pour le renouvellement & confirmation de la Paix conclue le 1. de Mai 1676. Fait à Tripoli au nom de Sa Majesté par le Consul* Daniel Ledington *le 7. Fevrier* 168$\frac{6}{7}$. [Sur une Copie manuscrite.]

Com-

ANNO 1687.

COmme il a plû à Sa Majesté sacrée Jaques Second Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande, &c. de faire sçavoir par les Lettres aux Gouverneurs de cette Ville & Royaume de Tripoli, que Sadite Majesté a donné Plein-Pouvoir à Nathaniel Ledington Resident ici de confirmer les Articles de Paix qui furent accordez le premier jour de Mai 1676. qui estoit le 26. jour de la Lune Zaphire, de l'an 1087. de l'Hegire, par Hallil Bassa, Mustapha Dey, & Aga du Divan d'une part, & le Chevalier Jean Narborough d'autre part, au nom de feuë Sa Majesté Charles Second de Glorieuse Mémoire, avec lequel nous avions une sincere Paix.

Pour la continuation de laquelle Amitié avec Sa Majesté Sacrée Jacques Second, qui régne à présent, Nous Ismael Bassa, Brahem Dey, Joseph Bey, Hassan Calligée Admiral, Aga du Divan, ayant revû lesdits Articles, nous les confirmons tous par ces présentes & avec ledit Consul Nathaniel Ledington en la même maniere qu'ils sont écrits: Promettans en nôtre foy par ces présentes, tant nous que tous nos Sujets d'entretenir ponctuellement pour jamais ladite Paix à présent ratifiée. Confirmé & scellé en la présence de Dieu Tout-Puissant en nôtre Château de la Ville de Tripoli, le 7. jour de Février 168⅞. Vieux Style, qui est le second jour de la Lune Herby en l'année 1098. de l'Hegire.

(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.)

LXXX.

25. Mai. / 4. Juin.

Abschied zwischen dem Löblichen Schwäbischen Creyse/ dann der Oesterreichischen Landschafft ob-und unter der Enß auffgerichtet; Worinn dieselbe wegen Transportirung der Ihro Majestät zuschickenden Hülffs-Völckeren/ sich untereinander verabreden. Actum Ulm den 25. Maji. 4. Junii. 1687. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortsetzung II. pag. 366.]

C'est-à-dire,

Recès conclu entre les Deputez du Cercle de SUABE *d'une part, & ceux de la* HAUTE & BASSE AUTRICHE *d'autre part, pour le Transport des Troupes Auxiliaires qui doivent être envoyées à Sa Majesté Imperiale. A Ulme le 25. Mai 4. Juin 1687.*

ZU wissen: Als die Römische Kayserliche Majestät/ Unser Allergnädigster Herr/ gegen Fürsten und Ständen des Löblichen Schwäbischen Creyses/ wegen der weiteren Volck-Hülff/ so auf die heurige Campagne Seiner Majestät von diesem getreuen Reichs-Creyse abermahlen zugeschickt wird/ unter anderen sich dahin allergnädigst declarirt/ daß/ wan die Cavallerie und übrige zu erwehnten Hülffs-Völckeren gehörige Pferde allhier in Ulm auf Schiff-und Flössen gebracht/ und biß nacher Vilshofen transportirt werden könten/ dieselbe alsdan zu gedachten Vilshofen von Dero treu-gehorsamsten Landschafft des Ertz-Hertzogthums Oesterreich ob-und unter der Enß auf ihren Kosten daselbst angenommen/ und fürters biß nacher Preßburg transportirt werden solten/ Fürsten und Stände dieses Creyses auch/ wie schwer es gleich gefallen/ nach Möglichkeit das Ihrige hierunter zu præstiren/ mit allem unterthänigsten Respect übernommen/ von löblich gedachter Oesterreichischer Landschafft ob-und unter der Enß aber durch eigene Schickung an diesen Convent die zeitliche Remonstration geschehen/ daß/ weilen die Chur-Bayrische und Fränckische Creyß-Völcker allererst neulich der Orten auch embarquirt und transportirt worden/ man unmöglich umb diese Zeit mit dem Fahrzeug aufzukommen vermöchte/ mit dem angehengten Erbieten/ wan man die Schiff und Flösse von daraus vollends auf Preßburg dingen würde/ dem Hoch-löblichen Schwäbischen Creyß der Ersatz wegen des Transports/ was solcher von Vilshofen aus weiter kosten möchte/ mit baarem Gelde gut zu thun.

Und man nun/ auf vergangene ungefehre Berechnung/ Examination und Untersuchung der Sachen/ beederseits für convenabel befunden/ sich hierunter eines Gewissen mit einander zu vergleichen/ zumahl der Tractat mit den Flösseren/ Creyses wegen/ auf 85. Gülden von hier biß auf Wien/ doch daß die Flösse denen Floßleuten selbst verbleiben sollen/ vorhin schon geschlossen/ und in entstehender Bausch-Handlung allein noch zu determiniren gewesen wäre/ was dann ein-oder anderem Theil an solchem Quanto zu übernehmen gebühre/ über welches sich auch Fürsten und Stände weiter nicht einlassen wollen und können; Daß man darauf für besagten Transport von Vilshofen biß nacher Wien per Bausch und überhaupt 6500. Gülden sich dergestalten mit einander verglichen/ daß solche Summ von mehr löblich gedachter Oesterreichischen Landschafft ob-und unter der Enß an Fürsten und Stände dieses Creyses durch einen richtigen Wechsel in Wien bezahlt/ und solcher Wechsel-Zettul zu Aschau oder Lintz dem Commissario Damian Wickhardt extradirt werden solle; Dahingegen übernehmen Fürsten und Stände dieses Creyses/ den völligen Transport von hier biß auf Wien an die gedingte Schiff-und Floßleute aus ihrer Cassa selbsten zu bezahlen/ haben auch im übrigen die Anstalt gemacht/ und den Flösseren zugesprochen/ daß sie/ wan ihnen von jedem Floß von Wien biß nacher Preßburg über die vom Creyß empfangende 85. Gülden noch weiter 24. Gülden aus der Oesterreichischen Landschafft-Cassa durch Händen des Schwäbischen Proviant-Commissarii zu Wien/ Matthiæ Ignatii Teynezky, würcklich bezahlt werden/ die Völcker vollends biß nacher Preßburg zu lieferen/ und das Floß selbsten denen Oesterreichischen Herren Ständen zu überlassen; Welches Erbieten der anwesende Oesterreichische Herr Deputirte auch in Krafft dieses acceptiret/ und daß über obige Summ der 6500. Gülden noch weiter an besagten Teynezky für die Flösser auf ieden Floß 24. Gülden ohne einigen Abbruch bezahlet werden sollen/ in Krafft habender Vollmacht würcklich zugesaget und versprochen/ mit dem weiteren Erbieten/ auch denjenigen Flösseren/ welche sich entschuldiget/ daß sie den Strohm von Wien biß nach Preßburg noch nie gebraucht/ und dahero die Transportirende in Gefahr zu setzen nicht übernehmen könten/ von Wien aus ohne ihren Kosten solche Adjunction zu thun/ damit auch hierunter kein Anstand oder Gefahr entstehe.

Zu Uhrkundt solcher Verhandlung seynd über gegenwärtige Abrede zwey gleichlautende Exemplaria gefertiget/ und das eine von wegen Fürsten und Stände dieses Creyses/ das andere aber wegen einer löblichen Landschafft zu Oesterreich/ durch dero Gevollmächtigten Herrn Deputirten unterschrieben und gesiegelt worden. So geschehen in Ulm den 25. Maji, 4. Junii 1687.

LXXXI.

Vergleich zwischen Ihro Churfürstliche Durchleucht Fridrich Wilhelm von Brandenburg eines/ und Ihro Hochfürstliche Durchleucht Johann Adolphen/ Hertzogen zu Sachßen-Weissenfelß anderen Theils/ wodurch Ihro Churfürstliche Durchleucht auf die drey Herschafften Querfurth/ Jüterbock und Dahme/ in specie aber dem auß dem Prager-Frieden/ und dessen Neben-Recess de Anno 1635. samt dem Calbischen Tradition-Recess de Anno 1638. prætendirten Dominio directo renunciren/ und solche hergegen als unstreitige Sächsische/ dem Fürstlichen Hauß Weissenfels/ und der Succession nach/ dem gesamten Chur-Hauß Sachsen zuständige Territorial-Stücke und immediate Reichs-Lehen 22. Juil.

Anno 1687.

erkennen; dagegen Jhro Hochfürstliche Durchleucht von Weissenfelß jenem das Ampt und Stadt Burg abtretten. Cölln an der Spree den 22. Julii 1687. Mit der darüber von Jhro Kayserlichen Majestät Leopold I. ertheilten Confirmation. Wien den 10. Martii 1688. [Londorpii *Acta publica*, Part. XIV. Libr. XV. Cap. XXIV. pag. 653.]

C'est-à-dire,

Accord entre Frederic Guillaume *Electeur de Brandebourg &* Jean Adolhe *Duc de Saxe Weissenfels, par lequel son Altesse Electorale renonce au Domaine direct pretendu par elle sur les trois Seigneuries, de* Querfurth, Juterboch, *&* Dahme, *& specialement aux Droits qu'elle pouvoit tirer à cet égard de la Paix, faite à Prague en* 1635. *& du Recès particulier de la même année, comme aussi du Reces de Tradition de l'an* 1638. *reconnoissant lesdites Seigneuries pour veritables Fiefs immédiats de l'Empire, appartenants avec leurs Territoires incontestablement à la Serenissime Maison Ducale de Saxe Weissenfels; en échange de quoi le Duc cede & transporte au Serenissime Electeur le Baillage & Ville de* Burg. *Fait à Cologne sur la Sprée le* 22. *Juillet* 1687. Avec *La* Confirmation *de l'Empereur* Leopold *sur ce Traité. A Vienne le* 10. *Mars* 1688.

WJR LEOPOLD von GOttes Gnaden/ erwehlter Römischer Käyser/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ &c. Bekennen offentlich mit diesem Brief/ und thun kund allermänniglich/ daß Uns der (Tit.) Johann Adolph/ Hertzog zu Sachsen-Weissenfels/ in Unterthänigkeit zu vernehmen geben/ wie daß Sr. Liebd. Vatter Hertzog August/ das Fürstenthum Sachsen-Querfurth/ allermassen derselbe vermög eines mit Weyl. Johann Georgen dem Andern/ Chur-Fürsten zu Sachsen/ am 27. Febr. 1663. zu Leipzig auffgerichteten Vergleichs/ solches inngehabt/ auf Sie erblich gefallen/ sich mit des Chur-Fürstens zu Brandenburg/ Marggrafen Friederich Wilhelms Liebden/ über dem/ an den dazu gehörigen vier Orten/ Querfurth/ Jüterbock/ Dahm und Burg/ in dem Prager-Frieden de Anno 1635. reservirten Dominio directo gütlich verglichen/ und letzt-ernannten Chur-Fürstens zu Brandenburg Liebden/ an ebnen ersten drey Orten/ Querfurth/ Jüterbock und Dahm/ gegen Cession der Stadt Burg/ allen Rechten/ An-und Zusprüchen kräfftiglich renunciret hätten/ wie solches alles der/ deretwegen von ihnen dazu bevollmächtigten Räthen zu Cölln an der Spree den 14. Jun. 1687. auffgerichtete/ auch durch erwelderten Chur-Fürstens zu Brandenburg Lbden/ den 22. Julii darauf ratificirte/ und Uns in beglaubter Form vorgebrachte Vergleich mit mehrerem enthältet/ auch hernach geschriben stehet/ und von Wort zu Wort also lautet:

Wir Friederich Wilhelm/ von GOttes Gnaden/ Marggraf zu Brandenburg/ des Heil. Römischen Reichs Ertz-Cämmerer und Chur-Fürst/ in Preussen/ zu Magdeburg/ Jülich/ Cleve und Berg/ Stettin/ Pommern/ der Cassuben und Wenden/ auch in Schlesien/ zu Crossen und Schwibus Hertzog/ Burggraf zu Nurnberg/ Fürst zu Halberstadt/ Minden und Camin/ Graf zu Hohen-Zollern/ der Marck und Ravensberg/ Herr zu Ravenstein/ und der Lande Lauenburg und Bütow. Thun kund und bekennen hiermit für Uns/ unsere Erben und Nachkommen/ Chur-Fürsten zu Brandenburg und Hertzoge zu Magdeburg/ auch sonst jedermänniglich/ demnach zwischen dem Durchleuchtigen/ Hochgebohrnen Fürsten/ unsern freundlichen lieben Vettern und Gevattern/ Herrn Johann Adolphen/ Hertzogen zu Sachsen/ Landgrafen in Thüringen/ Marggrafen zu Meissen/ auch Ober-und Nieder-Laußnitz/ Gefürsteten Grafen zu Henneberg/ und Grafen zu Barby/ an einem/ und Uns ander Seits/ wegen des/ Krafft des Prager Friedens/ und dessen Neben-Recess de Anno 1635. über die vier eximirte respective Herrschafften/ Aemter und Städte/ Querfurth/ Jüterbock/ Dahm und Burg/ dem damaligen Ertz-Stifft/ und nunmehrigen Hertzogthum Magdeburg/ reservirten Dominii directi, durch beederseits dazu bevollmächtigte Räthe und Ministros ein gewisser Vergleich sub dato Cölln an der Spree den 14. Junii jüngsthin getroffen/ schrifftlich abgefasset/ auch unterschrieben und versiegelt worden/ welcher von Wort zu Wort also lautet:

Zu wissen/ nachdem auf hochseliges Absterben des Weyland Hochwürdigsten/ Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Augusti, postulirten Administratoris des Primat-und Ertz-Stiffts Magdeburg/ Hertzogs zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ Land-Grafens in Thüringen/ Marggrafens zu Meissen/ auch Ober-und Nieder-Laußnitz/ und Grafens zu der Marck/ Ravensberg und Barby/ Herrns zu Ravenstein/ zu Folge des Osnabrückischen Frieden-Schlusses/ erwieldtes Ertz-Stifft in Qualität eines Hertzogthums an den Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Friederich Wilhelm/ Marggrafen zu Brandenburg/ des Heil. Röm. Reichs Ertz-Cämmerer und Chur-Fürsten/ in Preussen/ zu Magdeburg/ Jülich/ Cleve und Berg/ Stettin/ Pommern/ der Cassuben und Wenden/ auch in Schlesien/ zu Crossen und Schwibus Hertzogen/ Burggrafen zu Nürnberg/ Fürsten zu Halberstadt/ Minden und Camin/ Grafen zu Hohenzollern/ der Marck und Ravensberg/ Herrn zu Ravenstein/ und der Lande Lauenburg und Büttau/ erblich gefallen/ und aber wegen der/ durch den Prager-Frieden/ und dessen Neben-Recess de Anno 1635. davon eximirten respective Herrschafft/ Aemter und Städte/ Querfurth/ Jüterbock/ Dahma und Burg/ zwischen höchst-meldter Sr. Chur-Fürstl. Durchl. und dem auch Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Johann Adolph/ Hertzogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ Land-Grafen in Thüringen/ Marggrafen zu Meissen/ auch Ober-und Nieder-Lausnitz/ Grafen zu der Marck/ Ravensberg und Barby/ Herrn zu Ravenstein/ rc. über den/ darauf in besagtem Prager-Frieden reservirten Dominio directo Streitigkeit entstanden/ deßwegen auch vielerley Weiterung zu befahren gewesen/ darauf der Durchlauchtigste Fürst und Herr/ Herr Johann George der Dritte/ Hertzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ des Heil. Röm. Reichs Ertz-Marschall und Chur-Fürst/ Land-Graf in Thüringen/ Marggraf zu Meissen/ Gefürsteter Graf zu Henneberg/ Graf zu der Mark/ Ravensberg/ und Barby/ Herr zu Ravenstein/ Dero freundbrüderliche Officia durch Schickunge und sonst unterschiedlich interponiret/ und benöthigte Remonstration gethan/ die Sache aber zur Richtigkeit nicht gebracht werden können/ daß endlich durch GOttes Gnade/ und auf allergnädigstes Ansinnen und Einrathen des Allerdurchlauchtigsten/ Großmächtigsten und Unüberwindlichsten Fürsten und Herrn/ Herrn Leopoldi, erwehlten Römischen Käisers/ zu allen Zeiten Mehrern des Reichs/ in Germanien/ zu Hungarn/ Böheim/ Dalmatien/ Croatien und Sclavonien Königes/ Ertz-Hertzogens zu Oesterreich/ Hertzogens zu Burgund/ Steyer/ Kärndten/ Crayn/ und Würtenberg/ in Ober-und Nieder-Schlesien/ Marggrafens zu Mähren/ Ober-und Nieder Laußnitz/ Gefürsteten Grafens zu Habspurg und Tyrol/ rc. Diese Streitigkeit zwischen beederseits Chur-Fürsten/ auch Verhütung oberwehnter Weiterung/ auf nachfolgende Conditiones durch die darzu beederseits deputirte und gevollmächtigte Räthe und Ministros verglichen worden.

1. Seine Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg renunciren vor sich und Dero Nachkommen an der Regierung des Hertzogthums Magdeburg/ an den drey Herrschafften/ Aemtern und Städten Querfurth/ Jüterbock und Dahme/ deren Ein-und Zugehörungen/ wie sie Hertzog Johann Adolph/ Fürstl. Durchl. zuständig/ auch dieselbe solche in Besitz und Gebrauch haben/ oder im Gebrauch und Besitz haben könten und solten/ samt der einbezirckten Ritterschafft und Unterthanen/ allen und jeden Rechten und Ansprüchen/ sie rühren her/ wo/ und mögen Namen haben/ wie sie wollen/ in specie aber dem bißher/ aus obbesagtem Prager Frieden/ und dessen Neben-Recess de Anno 1635. so wohl dem Calbischen Tradition-Recess de Anno 1638. prætendirtem Dominio directo, allen daraus fliessenden oder inferirten Effectibus, oder die/ quocunque modo daraus inferiret werden könten/ sie seynd vorjetzo gesucht oder ungesucht/ bekannt oder unbekannt/ ohn eintzigen Auszug und Verbehalt/ samt dem/ was ratione prætensæ exemtionis plene factæ und sonsten des Hertzogthums Magdeburg

we-

ANNO 1687. wegen/ einigerley Weise daran prætendiret werden könte/ eximiren selbige drey Ort de novo völlig/ und cum omni Jure, causa, & præstatione aus bemeldtem Hertzogthum/ und dessen Territorio, erklären und erkennen sie hingegen vor unstreitige Sächsische/ dem Fürstl. Haus Sachsen-Weissenfels/ und der Succession nach/ dem gesamten Chur-Hause Sachsen/ ohne Recognition von dem Hertzogthum Magdeburg/ und ohne einige/ auch ratione præteriti dahin zu thun habende Præstation an Reichs- und Creyß-Steuren/ Cammer-Zielern und andern/ sie mögen genennt werden/ wie sie wollen/ zuständige Territorial-Stücke/ und immediat-Reichs-Lehen/ cassiren/ alle dagegen stehende/ und so wohl vor als bey und nach gemeldtem Oßnabrückischen Frieden-Schluß geschehene Reservationes, Protestationes, und was Sr. Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg und Dero Successoren an der Regierung des Hertzogthums Magdeburg/ dawider zu statten kommen kan/ wollen alle/ diese drey Orte concernirende/ in ihren Archivis befindliche Uhrkunden/ Acta und Documenta des Hertzogs zu Sachsen-Weissenfels Fürstl. Durchl. extradiren und ausantworten lassen/ auch dieselben an der Käiserl. unmittelbaren und absonderlichen Investitur über Dero Fürstenthum Sachsen-Querfurth nicht hindern/ sondern solche vielmehr durch solenne Declaration bey dem Käiserl. Reichs-Hof-Rath/ und wo es sonst nöthig/ daß sie an den besagten/ als weder zu ihrem Magdeburgischen Territorio gehörigen/ noch sonsten mit einigem Vinculo Ihro verwandten Landen/ nichts zu sprechen haben/ Sr. Hertzog Johann Adolphs/ Fürstl. Durchl. die Lehen darüber gesuchter massen zu ertheilen/ in ihre vollkommene Richtigkeit und Freyheit/ so viel an ihr/ setzen.

2. Wollen Se. Chur-Fürstl. Durchl. bey der Röm. Käiserl. Majestät und dem Reich/ es dahin/ durch alle mögliche Officia, und so viel an Ihr/ vermitteln und bringen/ daß die Introduction des Sachsen-Querfurthischen Voti, gegen einen moderirten Anschlag an 76. fl. in dem Reichs-Fürsten-Rath ohne Separation von denen Fürstlichen Sächs. Häusern auch mit der im Ober-Sächs. Creyß hergebrachten Alternation, wie es am besten zu bewerckstelligen/ würcklich vollstrecket/ darneben auch ein proportionirtes Quantum an Cammer-Zielern constituiret und angenommen werden möge/ jedoch daß durch diesen Abgang das übrige matricular Quantum des Hertzogthums nicht verhöhet/ noch demselben etwas mehrers zugeschrieben werde/ ausser dem Quanto des Amts und Stadt Burg/ als welches vermittelst dieses Tractats, dem Hertzogthum wieder incorporirt wird/ und dahero auch billig dessen matricular-Quotæ zuwächset.

3. Weil auch die drey Oerter Querfurth/ Güterbock und Dame/ von dem Nieder-Sächsischen Creyse noch nicht abgeschrieben/ und gleichwohl bey dem Ober-Sächsischen mit denen Reichs-Præstationen würcklich vertretten werden/ so wollen Seine Chur-Fürstliche Durchl. zu Brandenburg die Abschreibung bemeldter Orten von dem Nieder-Sächsischen Creysse nicht weniger vermitteln und befördern helffen/ immittelst aber/ und so lang solche nicht geschehen/ den Hertzog zu Sachsen-Weissenfels/ und Sr. Durchlaucht Nachkommen bey der Exemption aus dem Nieder-Sächsischen Creyß/ so viel an ihr/ conserviren.

4. Hingegen wollen des Hertzogen zu Sachsen Weissenfels Durchl. Sr. Chur-Fürstlichen Durchl. zu Brandenburg vier Monat/ nach Außwechßlung der über diesen Vergleich ausgefertigten Ratificationen so wohl der Käyserlichen Majestät und des Reichs/ auch beeder hohen Herren Transigenten Herren Agnaten und mitbelehnten erlangter Genehmhaltung und würcklichen Benehmung der Merseburgischen auf dem Amt und Geleit zu Weissenfels versicherten Schuldforderung/ jetzo an Capital und Zinsen zusammen vier und dreyssig tausend und vier hundert zwey und fünfftzig Reichsthlr. drey und zwantzig Gr. 6. Pf. und was biß zur Tradition der Stadt Burg/ an Zinsen/ noch anlauffen wird/ so wohl gegen Verschreib- und Eigenung der zwey erst-vacirenden Major-Præbende in dem hohen Stifft zu Magdeburg und Halberstadt/ das Geleit und Richter-Amt/ und die Stadt Burg/ sammt allen darzu gehörigen pertinentien und Zubehörung/ wie auch mit allen darzu behörigen brieflichen Urkunden und Documenten/ cum onere & commodo, salvo statu Religionis, und unbeschadet der Einwohner Verfassung/ Privilegien/ Immunitäten/ Rechten und Gerechtigkeiten/ auch mit Vorbehalt der angeschwollenen Resten an Verwilligungen und Fixis, und wie sie sonst Namen haben mögen/ jedoch anderst nicht/ als daß vorher Seine Chur-Fürstliche Durchleucht in obgemeldten vier Monaten/ durch alle mögliche und dienliche Officien die Introduction des Sächsischen-Querfurtischen Voti vermiteln und bewerckstelligen helffen/ Erb- und eigenthümlich einräumen und abtreten. ANNO 1687.

5. Es wollen auch Ihro Fürstliche Durchl. und Dero Chur-Fürstliches Hauß die Expectanz an denen drey Ämptern/ Querfurth/ Juterbock und Dahme gerne gönnen/ auch selbige Ihres Orts nicht behindern.

6. Auch ferner so wohl die Käyserliche Confirmation über diesen Vergleich/ als den Chur-Fürstlichen Sächsischen der Mitbelehnschafft halber/ dazu nöthigen *Consens* nach Möglichkeit befördern.

7. Zu Urkund ist dieser Vergleich von beederseits hoher Principalen unten benahmten Räthen und Ministris vollzogen/ und zum längsten innerhalb sechs Wochen/ oder eher/ wann es möglich/ auß zuwechseln versprochen worden. So geschehen und geben zu Cölln an der Spree den 24. Jul. des 1687sten Jahrs.

(L. S.) Frantz von Meinders.
(L. S.) Paul von Fuchs.

Daß wir ob-inserirten Vergleich und Transaction in allen Puncten/ Clausuln und Articuln approbiret/ ratificiret/ und genehm gehalten haben/ thun auch solches/ ratificiren/ approbiren/ und bestätigen denselben hiemit und Krafft dieses bester und beständigster massen/ versprechen auch bey unserm Chur-Fürstl. Wort und Glauben/ alles das jenige/ was gedachter Vergleich in sich begreifft/ fest- und unverzüglich zu halten/ zu erfüllen/ und zu vollstrecken/ keines weges aber demselben/ weder selbst oder durch einige andere/ auf was Art und Weise solches auch geschehen möchte/ zu widerhandeln/ getreulich und ohne Gefährde. Des zu Uhrkund/ haben wir diese Ratification eigenhändig unterschrieben/ und mit Unserm Chur-Fürstlichem Insiegul bedrucken lassen. Gegeben zu Cölln an der Spree/ den 22. Julii/ 1687.

Friederich Wilhelm Churfürst.

UNd Uns darauf obbesagten Johann Adolphs/ Hertzogen zu Sachsen Liebden gehorsamlich angeruffen und gebetten/ daß wir sothanen inserirten Vergleich/ alles seines Innhalts zu confirmiren und zu bestättigen/ Gnädigst geruhen wolten/ und wir nun angesehen und betrachtet solch Sr. Liebden demüthige Bitte/ auch die angenehme/ ansehentliche Treu/ Nutz- und wohlersprießliche Dienste/ so weyland Dero Vor-Eltern/ Chur-Fürsten und Hertzoge zu Sachsen/ unsern Löbl. Vorfahren am Reich Römischen Käysern und Königen/ und dem Heil. Reiche mit Darstreckung Ihrer Leib und Güter in mannigfaltige weise/ unverdrossentlich erzeiget und erwiesen haben/ dergleichen Se. Libden bißhero auch geleistet/ noch täglich thut/ auch ins künfftige wohl thun kan/ mag und soll; Und haben darum mit wohlbedachtem Muth/ gutem zeitigen Rath/ und rechten Wissen/ auch nach Vernehmung beyderseitigen Interessenten Agnatorum und zu Beybehaltung und Feststellung eines guten nachbarlichen Vernehmens/ und Verhütung aller sonst/ zwischen beyderseits Chur- und Fürstl. Häusern Sachsen und Brandenburg besorgender Weiterung/ auch aus andern mehr Unser Käyserlich Gemüth bewegenden Ursachen/ erwehnten obinserirten Vergleich in allen seinen Puncten/ Articuln/ Clausuln/ und Einhaltungen gnädiglich confirmiret und bestättiget/ thun das/ confirmiren und bestättigen denselben/ auch hiermit von Römischer Käyserlicher Macht Vollkommenheit wissentlich in krafft dieses Brieffs/ und meynen/ setzen und wollen/ daß obberührter Vergleich in allen und jeden Worten/ Puncten/ Articuln/ Clausuln/ Innhalt/ Meyn- und Begreiffungen/ kräfftig und mächtig seyn/ stet/ vest/ und unverbrüchlich gehalten und vollzogen werden/ und des bemeldten Johann Adolphs/ Hertzogens zu Sachsen Liebden/ Dero Erben/ Successores und Nachkommen sich desselben erfreuen/ gebrauchen und geniessen sollen und mögen/ von allermänniglich unverhindert/ doch Uns und dem Heil. Reich/ an Unser Obrigkeit/ Gerechtigkeit/ und Ober-Lehenherrschafft/ auch sonst männiglich an seinen Rechten unvergriffen und unschädlich/ und gebieten darauf allen und jeden Chur-Fürsten ernstlich und vestiglich mit diesem Brief und wollen/ daß sie mehr gedachten Johann Adolphs/ Herzogen zu Sachsen Liebden/ Dero Erben/ Successores und Nachkommen/ an obinserirten Vergleich/ und dieser Unserer darüber ertheilten Käyserlichen Confirmation und Be-

ANNO 1687.

Bestättigung / nicht irren noch hindern / sondern sie dabey von Unsertwegen vestiglich handhaben / schützen / schirmen und allerseits desselben geruhiglich gebrauchen und geniessen / und gäntzlich dabey bleiben lassen / darwider nichts thun / handeln oder fürnehmen / weniger Seine Liebden / Dero Erben / Successores und Nachkommen / darwider beschwehren / belästigen oder betrüben / noch dergleichen jemand andern zu thun bewilligen oder verstatten / in keine weiß noch weg / als lieb einem jeden ist / Unser und des Reichs schwehre Ungnad und Straffe / und darzu die Pön von 50. Marck lötigen Goldes / die ein jeder / so offt er freventlich hierwider thäte / Uns halb in Unsere Käyserliche Cammer / und den andern halben Theil offtgedachten Johann Adolphs / Hertzogens zu Sachsen Liebden / Dero Erben / Successoren und Nachkommen unnachlässig zu bezahlen / verfallen seyn solle / zu vermeyden; Mit urkund / Wien den 10. Martii Anno 1688.

LXXXII.

11. Sept. *Transactio inter* PHILIPPUM WILHELMUM *Electorem Palatinum, & Ducissam* AURELIANENSEM, *in puncto Hæreditatis Allodialis. Actum Heidelbergæ* 11. *die Septembris* 1687. Cum RATIFICATIONE *Ducis & Ducissæ Aurelianensis. Data* 31. *Januarii* 1688. [LUNIG *Teutsches Reichs*-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 741. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORPII *Acta publica* Tom. XIII. pag. 170. dans THUCELII *Actorum Publicorum* Tom. III. pag. 209. & dans la *Continuation des Actes & Memoires de la Paix de Ryswick*. pag. 151. en François.]

PHILIPPE Fils de France, Frere unique du Roy, Duc d'Orleans, de Valois, de Chartres & de Nemours, Duc de Simmeren, Comte de Sponheim; Et ELISABETH CHARLOTTE Duchesse d'Orleans de luy autorisée à l'effet des présentes, ayant veu & examiné en Nostre Conseil le Traité fait entre le Sieur President de Morovas chargé de nos Pouvoirs, & les Sieurs Stincalfeld & Sikengen, chargés des Pouvoirs de Monsieur l'Electeur Palatin, le onzième Septembre 1687. par lequel toutes Sommes deduites & payées aux termes portés par ledit Traité, Monsieur l'Electeur Palatin a donné son Obligation de la Somme de vingt-sept mille deux cents quatre-vingt dix-huit Florins trente-quatre Creitzer, lequel Traité est ici descrit.

Postquam à morte Serenissimi Domini Electoris Palatini Caroli piè defuncti, Serenissimorum Principum, Ducis & Ducissæ Aurelianensium Regiarum Celsitudinum Dominus Plenipotentiarius ad Aulam Electoralem Palatinam missus, per aliquod temporis intervallum, rerum ad Allodialem Hæreditatem spectantium mobilium & fungibilium, per Serenitatis Suæ Electoralis Aulam & Cameram hucusque partim consumptarum, partim verò emptarum æstimationem & solutionem, tum per Memorialia tum oretenus postulavit, & tandem habitis aliquoties Conferentiis & facto in iis diligenti examine ac discussione tàm prætensionis Allodialis quàm debitorum per Cameram Electoralem solutorum & erogatorum, ad id perventum, ut hæc res in subsequentibus Articulis sigillatim designatis existens amicabiliter dirempta & composita fuerit.

Prætensio Allodialis.

	Floreni	Cruc.
In parata pecunia juxta Tabellam ex Camera traditam Inventario insertam tempore mortis Domini Electoris Caroli nimirùm 22. Mensis Maji 1685. adfuit.	26579.	57.
In vino 497. cadi 3. ohmæ 6. quadr. Inventario fuerunt inserti: de hisce deductis 6. cadis per Dominam Electricem seniorem viduam consumptis, & ad vendendum acceptâ quantitate, nec non in repletionem doliorum hucusque impensis, & in salarium promeritum datis superfuerunt 227. cadi 9. ohmæ 4. quadr. 2. mensuræ, quæ Summa juxta Taxationem ab Allodio factam insert. — —	12132.	58.
Vina Boxbergensia viliora 125. cadis, 8. Ohmis existentia faciunt secundum æstimationem in loco peractam — —	2178.	
Siliginis quantitas reperta fuit ad 1142½ moderato Salario 459½ mod. residuum in Taxationem venit —	1611.	10.
In tritico adfuerunt 79½ mod. —	198.	45.
Pisis 11½ mod. — —	22.	15.
Frumento Saracenico 159½ mod. -	213.	10.
Hordeo 130½ — —	260.	30.
In farre sive Zea 2065. mod. —	2753.	20.
Avena comprehendebat 2692½ mod. detractis detrahendis in solutionem venerunt 1705½ mod. —	1421.	6.
In ligno Heidelbergæ, Franckenthaliæ & Fridericoburgi computatis summis 1409. currus. —	1060.	6.
in Bobus 192. — —	6528.	—
Vervicibus 1452. — —	4296.	—
Agnis 211½ — —	242.	54.
In aromatibus & victualibus - -	3450.	—
In Confectionibus sive rebus conditis — — —	1000.	—
Equi ex stabulo Electorali empti fecerunt in computo 2851. fl. 30. cr. & cælum ex rubro holoserico 1500. fl. In horum pretii defalcationem antea soluti fuere 3333. fl. Restat igitur ex dictis equis —	1018.	30.
Equi ex Architecturæ domibus 90.	1444.	30.
Mobilia Heidelbergensia & Fridericoburgensia — —	6036.	44.
Tapetes, 10. de Tobia 5. de Mose & Aarone communes — —	1000.	—
In Panno Damasceno viridis coloris	49.	30.
In stanno 978½ libræ — —	326.	—
In cupro trito 46. libræ —	11.	30.
Libra aulica cum ponderibus —	34.	—
Pro rivis ad capiendum pisces trutas & fundulos, assignandis — —	60.	—
Pro ligno Dotalitii — —	188.	24.
Pro Luciis & Ciprenis — —	83.	30.
Pro Cervis & apris — —	89.	53.
Pro Rhedis & vectoriis rebus solummodo taxatis — —	594.	—
Mobilia Franckenthalensia —	110.	—
Summa Prætensionis allod.	75003.	42.

Contraria Prætensio Electoralis ex parte Allodii agnita.

	Floreni	Cruc.
Pro victu & Consumptis per Dominam Electricem viduam —	5000.	
In fœno pro Dominæ Electricis viduæ stabulo plus erogatum, quam adfuit. — — —	67.	30.
In fœno adhuc vivente Domino Electore empto — — —	194.	—
In stramine — —	44.	27.
Dimissis pueris Nobilibus aulicis datum — — —	949.	30.
Expensæ Culinariæ — —	4841.	27.
Pro victu Nobilium & aliorum usque ad 23. Maii 1685. debito —	350.	36.
Concionatori Achenbach, Secretario Eilero & Knierimio pro victu & Salario — — —	258.	—
Cellario Aulico pro vini Allodialis expensis factis. — —	107.	—
Summa	11813.	17.
Ratione sumtuum lugubrium permittuntur usque dum hæc res composita sit, in retentione permanere -	11512.	24-4.
Pro cera alba — —	331.	46-4.
Pro facibus paratis — —	20.	16.
Pro Vasallorum conscriptorum ad funerationis actum expensis —	210.	

Pro

ANNO 1687.

	Floreni	Cruc.
Pro plaustro 8. ohmis, 5. quadr. vini in excubiis & humationis actu consumpti — —	92.	12.
In avena — —	14.	50.
In foeno 3½ vehicula — —	10.	30.
Summa	12192.	2.
Summa utriusque Debiti passivi conjuncta facit — —	24005.	19.
Hac quantitate ex praecedenti summa allodialis praetensionis deducta remanet Allodio restituendum sive solvendum — —	50998.	23.
Sequentes Articuli hucusque fuerunt controversi.		
Praetendebatur ex Camera Electorali pro Dominae Electricis viduae victu ulterius — — —	750.	—
Pro plaustro 2. ohmis, 9. quadr. 3. mensuris Baccaracensis & Mosellani nec non 7. cadis 3. ohmis 1. quadr. 3. mensuris Rhenani vini, quae quantitas juxta Cellarii Aulici assertionem etiam consumpta esse debuit, & quidem pro cado prioris speciei 120. fl. de altera vero cadus aestimatus 50. fl. — —	519.	28.
Pro reliquorum allodialium Ministrorum Salario & victu — —	1156.	55.
Pro vino 1. cad. 3. quadr. —	41.	
Pro siligine 20. modii 4. mensurae -	47.	50.
Avena 52½ mod. — —	43.	36.
Foeno 5. vehiculis — —	15.	—
Pro 66. equis ex architecturis, quoniam ex dimachis venerint. —	1056.	—
Pro detractione facta in debito culinario — —	150.	40.
Pro detractione à taxatione minorum per Allodium facta — —		
Pro vestimentis lugubribus quibusdam officiariis noviter attributis —	226.	15.
In deductione pecuniae pro vestimentis ordinatae. — —	466.	48-4.
Summa debiti controversi	5699.	39.
Hac deducta à quantitate Allodialis praetensionis remanet allodio	45298.	34.
Cum de summa controversa Dominus Plenipotentiarius finiendi negotii causa in se receperit praetensioni Allodiali defalcanda 3699. fl. 39. Cr. Et Serenissimus Dominus Elector per suos Ministros declaraverit residuum 2000. fl. in se recepturum Allodio praestandum, quod supra dictae Allodii praetensionis summae iterum adjectum, facit simul —	47298.	34.

Reservato ab utraque Parte circa plus vel minus calculo in Rationum Revisione & Examine imposterum apparente.

IGitur Serenitatis Suae Electoralis Domini Deputati non solum praecedentem pro Allodio deductis erogationibus & Praetensione Electorali, ut & retenta pro vestibus lugubribus designata Quantitate usque dum haec Quaestio diremta erit, resultantem Summam 47298. Fl. 34. Cr. agnoverunt, sed etiam Jussu & Mandato altè-memorati Serenissimi Domini Electoris promiserunt, quàm primùm haecce Conventio Subscriptionibus perfecta, in Defalcationem dictae Summae ac debitam Apocham 20000. Fl. numerare, residuum 27298. Fl. 34. Cr. verò intra illud tempus, de quo facta à Domino Plenipotentiario Relatione ad Serenissimos Suos Principales & desuper obtento Mandato amicabiliter convenietur, sine ulla mora in bonis Florenis, Dimidiis, Quadrantibus & Denariis sive Grossis, Francofurti valentibus solvere, eamque Solutionem in dicto tempore sub nullo Juris vel facti praetextu vel exceptione retardare, aut cujusdam Cessione, quaeque sit, nisi Regiae Suae Celsitudines in id consenserint, utiquae in finem pollicentur, à Sua Serenitate Electorali Domino Plenipotentiario in sui certiorationem subscriptam Confessionem se extradituros. Vicissim spopondit Dominus Plenipotentiarius super hac Conventione ab altè memoratis Regiis Celsitudinibus specialem Ratihabitionem quamprimum se obtenturum, & Serenitati Suae Electorali exhibiturum. In quorum fidem infrà nominati Domini Ministri hancce Conventionem propriis manibus subsignarunt & Sigillis suis corroborarunt. Actum Heidelbergae die undecima mensis Septembr. 1687.

ANNO 1687.

STEIN CALLENFELS.
(L.S.)

FRANTZ Freyherr von Sikingen.
(L.S.)

Nous avons ratifié ledit Traité & ratifions par ces présentes signées de nostre main. Voulons quant à nous qu'il sorte son plein & entier effet, à condition neanmoins que Monsieur l'Electeur Palatin sera payer la dite Somme de vingt-sept mille deux cent quatre-vingt dix-huit Florins trente-quatre Creizer audit Sr. President de Morovas dans le quinze de Mars prochain & sans prejudice de nos Droits, Pretentions & Actions pour raison de la Succession de Monsieur l'Electeur Charles nostre Beaufrere, & Frere. En foy de quoy nous avons signé ces présentes, y fait apposer le Cachet de nos Armes & fait contresigner par nostre Conseiller & Secretaire de nos Commandemens, Maison & Finances. Donné en nostre Palais de St. Cloud le dernier jour de Janvier mil-six cent-quatre vingt-huit.

PHILIPPE.

Elisabeth Charlotte.
(L.S.) Terrat. (L.S.)

Der Hertzogin von Orleans Deputirten / Herrn Præsident von Morovas Quittung über das jenige / was Er vermöge vorstehenden Vergleichs empfangen / de Anno 1688.

QUod à Camera Aulica Electorali Palatina residuum pretii, pro emtis Mobilibus & Consumtibilibus in calculum deductis, vigore Conventionis specialis, undecima Septembris 1687. desuper utrinque initae, Serenissimi Ducis Aurelianensis Regiae Celsitudini debiti viginti septem millia, ducentos nonaginta-octo Florenorum, triginta quatuor Cruc. in summa adhuc complectens, mihi infrà nominato ejusdem Regiae Celsitudinis Plenipotentiario, praevia Serenissimi Domini Electoris Palatini mihi supra hanc summam restantem traditae Confessionis redditione & à Regia Sua Celsitudine super praefata Conventione subsecutae Ratihabitionis originalis exhibitione, hodierno die actualiter persolutum sicque modo dictae Conventioni ex parte Electorali Palatina plenariè satisfactum fuerit, Id meae manus subscriptione & Sigilli appressione fateor & attestor. Heidelbergae prima Julii 1688.

27298. Fl. 34. Cruc.

(L.S.) *Fremyn de Morovas.*

LXXXIII.

Tractatus inter CAROLUM *Ducem Lotharingiae, Sacrae Caesareae Regiaeque Majestatis Locum-tenentem Generalem, & Principem* MICHAELEM APAFY *Statusque Transylvaniae de hybernandis & sustentandis Militibus Caesareis. Actum in Castris Caesareis penes Balasfalva positis die 27. Octobris 1687.* [Brevissimum Compendium Principatus Transylvanici Historiae, inter Diplomata pag. 15. lit. B. 27. Oct.

ANNO 1687.

POsteaquam divina Bonitas, inscrutabili Providentiæ consilio, confœderata Christianitatis Arma, in præsenti adversus Turcas & Infideles Bello, tantis, tamque fœlicibus hucusque Successibus, eum in modum cumulare dignata sit, ut non tantum de obtentis tam insignibus hactenus Victoriis gratulari sibi debeat Christianus Orbis, sed & firma fiducia appromittere possit, venisse tandem, & offerri desideratam diu à Superis occasionem, à Barbaro Ottomannæ Tyrannidis jugo, sub quo tot annis ingemuit, Christianitatem vindicandi; noluit Sacra Romanorum Imperatoria Regiaque Majestas tanto Christianitatis bono ullatenus deesse, sed intentis eum in finem Operationibus, benignissime resolvit, præsentibus utendo, futuros quoque prosperiores à Divini Numinis assistentia progressus provocare. Hinc ut salutaris ista intentio facilius & melius ad optatum finem redigi posset, consideratis & attentis gravioribus quibusvis utrimque rationibus, tandem inter Serenissimum Lotharingiæ Ducem, Suæ Cæsareæ Regiæque Majestatis Armorum Locumtenentem Generalem, ex summe dictæ Suæ Majestatis nomine, ex una; & Celsissimum Principem, nec non Inclytos Status, ac Ordines Transylvaniæ, ex altera parte, cum Dominis eorundem Ablegatis, in sequentes conventum est Conditiones, nimirum:

Capite primo.

I. COntestando magis erga Sacram Cæsaream Regiamque Majestatem & communem Christianitatis causam, fidele Devotionis suæ studium, suscipit Celsissimus Transylvaniæ Princeps partem exercitus Cæsarei, per Hyemem præsentem, in Transylvania Quartiriis, ex quo mox dicetur modo alendam & intertenendam. Quæ tam tutandæ adversus quosvis Hostes Provinciæ, quàm præcavendis tantò magis excursionibus, pro meliori securitate, per Stationes distribuetur, & cum Observatione bonæ militaris Disciplinæ, in Civitates & Arces, Cibinium, Claudiopolim, Bisztricium, Albam Juliam, Szaz Sebesi, Szasz Varos, Vasarhelly, Deva, Szamos-Vjvar, Somlyo, Motrostor, & Govis, proportionabiliter collocabitur.

II. Suppeditabunt pro hoc modo in stativis distributi Cæsarei Militis subsistentia, Celsissimus Princeps, & Ordines, in natura, per totum Hybernium, Tritici, aut farinæ Cubulos Transylvanicos, quemvis Cubulum pro quatuor metretis Transylvanicis sumendo, sexaginta sex millia. 66000.

In Carne triginta novem mille sexcentos Centenarios, pro Centum libris sumptos. 39600.

Dolia Vini septem millia, quodvis quadraginta urnis Transylvanicis constans. 7000.

Avenæ Cubulos Centum viginti millia. 120000.

Fœni dietim Centenarios octies centenos, menstruatim vigesies & quatuor mille centenarios, per sex vero menses centum & quadraginta quatuor mille Centenarios. 144000.

Straminis manipulos. 480000.

III. Quæ victualia quovis mense, provisionaliter, ad Stationes hybernantis Militis, juxta faciendam eatenus Generalis Commissariatus Bellici Repartitionem administrabuntur, & quidem statim à die Introitus Militiæ, pro ejus sustentatione, à loco aut vicinio ubi Stationes habebit necessariis Victualibus, anticipatim in Rationem summæ post modum defalcandis, provideatur. Quod vero Lignum, Salem & Lumen attinet, quivis Miles cum suo Hospite ubi habitat eorum usum communem habebit.

IV. Obligant se præterea sua Celsitudo & Inclyti Status, præter hanc naturalem Victualium præstationem, ad Subsidium pecuniarium pro toto Hybernio septies centena Florenorum millia, pro subsequentibus Terminis exsolvendum, & quidem ut Militi statim aliquid provideatur, deponent ante decimam quintam Novembris idque pro primo solutionis termino Florenorum Rhenensium Summam quinquagesies mille Imperialium, sivè septuaginta quinque millia Fl. Fl. Rhen. 75000.

Pro secundo Termino, ad primam Januarii, sexcentesimo octuagesimo octavo Anno, præstabunt centum quinquaginta millia. 150000.

Pro tertio Termino ad primam Februar. 125000.

Pro quarto Termino, ad primam Martii. 100000.

Pro quinto Termino, ad primam Aprilis. 100000.

Pro sexto Termino, ad primam Maii. 100000.

Pro septimo Termino, ad primam Junii. 50000.

V. E contra exprimitur hisce claris Terminis quæcunque tàm in pecuniaria, quàm in Victualium naturali administrationis Summa, pro hoc Hybernio, præsenti Tractatu conventa sunt, ad solam Transylvaniam, non vero Partes Hungariæ eidem annexas extendantur, utpote quæ pro hoc Hybernio Transylvaniæ nihil contribuent in Summam, nec vicissim Transylvania illis Partibus, sed separatam Hybernii habebunt dispositionem, hac tamen expressa Conditione reservata, ne hæc Quartiriorum separatio ullam Ditionis aut Jurisdictionis cujuscunque separationem inducere, aut Juribus Transylvaniæ præjudicare possit.

VI. Quibus omnibus conventis quemadmodum ex parte suæ Serenitatis neutiquam dubitatur Celsissimum Principem & Status Transylvaniæ omnimodo satisfacturos, ita vicissim ad eorum Instantias in firmamentum Cæsareæ Regiæque Protectionis, à præfato Serenissimo Lotharingiæ Duce, Suæ Cæsareæ Regiæque Majestatis nomine iisdem assecuratæ, sequentes illis Conditiones & Puncta ab iis proposita, quasi de verbo ad verbum, vigore præsentis Tractatus, conceduntur, & sancte observanda promittuntur.

Capite secundo.

I. CElsissimus Princeps Transylvaniæ; Celsissima Principissa, Dominus Junior Princeps, omnes denique qui in Urbe Cibiniensi sunt, Domini Consiliarii, Deputati, Magnates, Proceres, Nobiles, Milites nunc constituti, cum tota Familia, & Bonis eorum propter evitandam confusionem Præsidii Suæ Serenissimæ Cæsareæ Regiæque Majestatis affuturi, Cibinio egredi poterunt, & de itineris securitate sufficienter sub bona Fide Christiana assecurabuntur, ac antequam Suæ Celsitudines Cibinio egrederentur, Antiguardiæ, seu præmissæ Copiæ revocabuntur. Si qui ex Regnicolis suas Celsitudines non comitabuntur, sed aliorsum tendent, illis quoque securus passus concedetur.

II. In Hospitia suarum Celsitudinum, utriusque Celsitudinis, scilicet Principis, & Principissæ, Dominorum Consiliariorum, Deputatorum, Procerum, Magnatum, & Nobilium Domus, etiam Officialium Cibiniensium ac Senatorum Urbis, sicut & forum publicum, Hospites & Milites non ordinabuntur, ita tamen ut etiam Generali Cæsareo Commendanti, cum cœteris Præsidiariis, de honestis & sufficientibus Hospitiis provideatur, quorum Distributio Magistratus dispositioni relinquetur.

III. Quatuor receptæ Religiones in tota Transylvania, ut & Ministri Scholæ, Ecclesiæ, Parochiæ, in suis liberis Exercitiis, Cultibus, proventibus nullo modo turbabuntur, sed juxta susceptam & usitatam illorum Legem, & consuetudinem, & morem usitatum libero Cultu utentur & fruentur, neque injuriabuntur & damnificabuntur, Domus Parochiales & Professionales, Scholæ ut nullibi Locorum, ita nec Cibinii Hospitium dare tenebuntur.

IV. Moderni Principis Transylvaniæ Appaffi Senioris, ita & Junioris similiter Michaelis Appaffi, principalis Autoritas, juxta Leges Transylvaniæ Patrias conservabitur, eorumque Regimini & Jurisdictioni ac Autoritati se non immiscebunt, ita & in Comitia Regnicolarum in Proventus suarum Celsitudinum, Arcium, Civitatum, Tricesimarum, Portuum, Salis & Auri, ac Argenti fodinarum, Teloniorum proventus, nullam penitus facient Ingessionem ac Perceptionem.

V. Celsissimi Domini Principis Consiliarii, Tabulæ Assessores, Supremi & Vice-Comites, Judices Nobilium, Capitanei, Judices Regii, Civitatum ac Urbium Consules, aliique Officiales Saxonicales, ac Siculicales in suis functionibus & autoritatibus conservabuntur, Arces, Urbes in suis Legibus, Privilegiis ac Directionibus, in quæ sub nullo prætextu se miscebunt, verum Regnicolæ hactenus usitatis suis Legibus, & Libertate, Privilegiis & Canonibus illæse frui poterunt.

VI. Antiquorum, ita & moderni, & futurorum Principum Transylvaniæ Donationes, Collationes, Privilegia, Consensus, sanctè, inviolatè conservabuntur, quin deinceps manebit Autoritas etiam penes Principes Transylvaniæ conferendi, si quas penes Literas Donationa-

ANNO 1686. tionales & Collationales, & Consensuales Principum in Transylvania, Partibus Hungariæ eidem annexis Statutiones, sivè Immissiones agere volunt, in iis non impedientur.

VII. Conventus Capitulares intactè in eorum libertate & securitate relinquentur.

VIII. In Proventus Regnicolarum, Dominorum scilicet Consiliariorum, Magnatum & Nobilium, aliorumque Regnicolarum, sicut & Arcium, Civitatum, Oppidorum & Pagorum & Officialium non se immiscebunt vel sibi appropriabunt.

IX. Nullius Bona, tàm Mobilia, quàm Immobilia, ut & Frumenta & Vina aliaque Suppellectilia, Cibinii, Claudiopoli, aliisque Locis, ubi præsidia sunt, vel erunt locata, non occupabuntur, liberam concedent in suis cuicunque Dispositionem, Venditionem, vel si voluerint, ex illis Locis Exportationem, nulloque modo impedient. Loca præsidianda, vel præsidiata, ab Jurisdictione Transylvanica per Hæreditatem non eximentur, sicut & iis adjacentes Provinciæ, Civitates, Oppida, Pagi tàm in Transylvania quàm in Partibus Hungariæ eidem annexis, alioquin promissa pecunia, annona & reliqua non poterunt administrari.

X. Suis Celsitudinibus Principalibus supra memoratis, cum tota Aula sicut & cujuscunque Ordinis Regnicolis, Magnatibus & Militaribus Hominibus, Civitatensibus, Oppidanis, libera & secura, in suis Bonis & Domibus permittetur Habitatio, neque liber eorum itus vel reditus per totum Regnum impedietur.

XI. Celsissimi Principes, & Principissa, Magnates, Nobiles & Militares Homines, si in loca præsidiata, vel præsidianda, Arces, Civitates pro sui defensa ingredi voluerint, immittentur, & honeste tractabuntur nec damnificabuntur, nec injuriabuntur, de Hospitiis commodam habebunt Provisionem, præcipuè in metu Turcarum & Tartarorum, si hoc facere deberent, præsidia quoque in casu, si vis hostilis ingruat, Transylvaniam ejusque Status, mutua Fide jurejurando utrinque obligata cum Transylvanicis defendere, & conservare tenebuntur.

XII. Vani Delatores Suæ Celsitudinis, Dominorum, Magnatum & Urbium, si qui forent, non admittentur, neque Fides talibus adhibebitur, sed Suæ Celsitudini, & Dominis Consiliariis ad notitiam dabuntur, neminum ex Regnicolis prosequentur vel arrestabunt, neque uni contra alterum patrocinabuntur.

XIII. Nullius Bona, multò magis suarum Celsitudinum, aggredientur, neque Frumenta, Vina, Jumenta, Pecora, Fœnum, Stramen, nullius denique generis Suppellectilia auferri curabunt, neque Subditos cogent ad sua Servitia.

XIV. Currus, Boves, occasione Vecturarum non accipient, nec detinebunt.

XV. Indifferenter omnibus, cujuscunque Status & Conditionis, ac Præeminentiæ sint, iis perpetualis & generalis Amnistia dabitur cum bona Assecuratione, ad eorum tamen Insinuationem.

XVI. Nec in Cibinium, nec in alia Loca, supra necessitatem Præsidia imponentur.

XVII. Liber Quæstus in Transylvania, & Partibus Hungariæ eidem annexis non turbabitur, neque eorum Tricesimis, Teloniis, Juribus & Legibus se immiscebunt, neque Græci, Armenii aliique Negotiatores, in hoc Regno turbabuntur.

XVIII. In quibus Locis præsidiatis vel præsidiandis, suæ Celsitudines, vel Domini Consiliarii, Magnates Nobiles, vel Militares Homines propria habentes Hospitia, & Jurisdictiones, si qui in iis manere & subsistere voluerint, non injuriabuntur, neque ubi ipsimet erunt, neque ubi Bona sua & Familias suas reservaverint, Hospitibus aggravabuntur, nec Proventibus ii frustrabuntur.

XIX. Futuro Vere ex omnibus locis præsidiatis, & præsidiandis, Præsidia ex Quartiriis, sine omni læsione Regnicolarum educentur, neque iisdem imposterum onerabuntur; Si tamen id prægnans ratio Belli non permitteret, de hoc Sacratissima Majestas, ulterius cum Celsissimo Principe amicabiliter tractabit.

XX. Munitionibus quovis vocabulo vocitatis tàm Civitatum quàm Arcium & Castellorum, manus suas non admovebunt; nisi in casu urgentissimæ necessitatis.

XXI. Præsidiariis Magnates, Nobiles, Militares Homines & Civitatenses non inquietabuntur, & damnificabuntur, neque ad ullam gratuitam Hospitalitatem cogentur, neque fœmineo sexui vis inferetur.

XXII. Civitatenses à Provisoribus Portarum, Turrium, Propugnaculorum non excludentur, & custodia Clavium ad Locorum Portas, erit secundum Saxonum Privilegia, penes Consulem Loci præsidiati, vel præsidiandi, sed quotiescunque Commendans Officialis Cæsareus desiderabit, sine ulla mora aut difficultate Portæ claudantur & aperiantur. ANNO 1687.

XXIII. Nulli à Fidelitatibus suarum Celsitudinum Principum Transylvaniæ fascinabuntur, vel avelli intendentur, neve fides sinistræ alicui informationi de sua Celsitudine, ac de Regnicolis adhibebitur, sed à Sua Celsitudine Informatio de iis accipietur.

XXIV. Et si qui ex parte Suæ Majestatis, aut Celsissimi Principis transfugerint invicem, nullo modo recepti aut detenti restituantur, ad Turcas transmittendi licentiam pro sua excusatione habebunt.

In Szasz, Varos, Szaiz, Szebes, Bistricz, Kolosvar, Monostor, Albam Juliam, Cibinium, Devam, Vasarhelly, Tovis, Quartiria imponentur, & alia Loca si non jam præsidiata forent, ab onere Militum libera manebunt, nisi per subsecuturos Contractus aliud placeret.

Si quando inter Suam Sacram Cæsaream Regiamque Majestatem, & Turcam Pax fieret, res penes Declarationem à Sua Sacratissima Majestate, Viennæ Domino Gyulai factam maneat.

Si quando Comitia Statibus Regni per Celsissimum Principem indicentur, non impediantur.

Sicuti in Fortalitiis, & Civitatibus Annona sit disposita, à nullo impedietur, sed expectabitur Annona in rationem Militiæ, ex dispositione Celsissimi Principis.

Hinc itaque omnia & singula supra recensita Puncta eò modò placita & conventa intelliguntur, ut Celsissimus Princeps & Ordines sua ex parte quoque omnia & singula accurate observent, & adimpleant, nec quicquam directè vel indirectè, aperte vel occulte, contra Fidelitatem, aut Servitium Suæ Serenissimæ Cæsareæ Regiæque Majestatis, agant, vel agi aut machinari patiantur.

In quorum mutuam, bonam Christianam, ac sinceram Fidem duo ejusdem tenoris Instrumenta desuper confecta & nomine Serenissimæ Cæsareæ Regiæque Majestatis, supradicti Serenissimi Lotharingiæ Ducis manu propria, ac majori Sigillo, nomine verò Celsissimi Transylvaniæ Principis, Statuumque Dominorum huc ad Tractatum Ablegatorum Subscriptione, ac Sigillis munita roborataque, & utrinque extradita fuerunt. Actum in Castris Cæsareis penes Balasfalva positis die 27. Octobr. Anno 1687.

LXXXIV.

(1) *Lettre écrite par Monsr.* FAGEL *Pensionnaire de Hollande, à Monsieur* JAQUES STEWART, *Avocat; Pour l'informer des Sentimens de leurs Altesses Royales, Monsieur le Prince, & Madame la Princesse* d'ORANGE; *sur l'Abolition du Test & des Loix Penales. Traduite de l'Anglois. En date du* 4. *Novembre* 1687. [Histoire Abrégée de l'Europe. Tom. IV. pag. 103.] 4. Nov. ANGLETERRE ET ORANGE.

MONSIEUR.

JE suis fort faché, que ma mauvaise santé m'ait si long-tems empêché de répondre à vos Lettres, par lesquelles vous témoigniez souhaiter passionément de sçavoir de moi, quels étoient les Sentimens de leurs Altesses à l'égard de l'Abolition des Loix Penales, & plus particulierement celle du Test. Je vous prie d'être persuadé, que je veux vous parler à cœur ouvert & sans reserve, sur cette affaire, d'autant plus que vous dites, que vos Lettres ont été écrites de la connoissance & de l'aveu du Roy. Je vous assurerai donc prémierement très-positivement, que leurs Altesses ont souvent declaré, comme ils firent très-particuliérement au Marquis d'Albeville, Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté aux Etats, qu'ils sont de sentiment, *que l'on ne doit faire violence à aucun Chrétien*

(1) Quoi que ce ne soit pas ici un Traité, cette Lettre a une si grande influence sur les Affaires générales qu'on est persuadé que la plûpart des Lecteurs seront bien aises de la trouver ici.

ANNO 1687.

tien en sa conscience, & que l'on ne doit maltraiter personne, à cause qu'il differe de la Religion établie & dominante. C'est pourquoi ils peuvent bien consentir, que les Papistes en Angleterre, Ecosse & Irlande soient soufferts, avec la même Liberté de Religion qui leur est accordée par les Etats dans ces Provinces; dans lesquelles on ne peut pas nier qu'ils ne jouïssent d'une pleine Liberté de Conscience. Mais pour ce qui est des Non-conformistes, Leurs Altesses ne consentent pas seulement, mais approuvent de tout leur cœur qu'ils ayent une entiere Liberté pour l'Exercice de leur Religion, sans aucun Trouble ni empéchement; en sorte que personne ne puisse les inquieter le moins du monde sur ce sujet.

Et Leurs Altesses seront toûjours prêtes, quand il plaira à Sa Majesté, de leur témoigner sa volonté sur ce sujet, de declarer l'inclination qu'Elles ont à concourir à l'établissement & à la confirmation de cette Liberté, & à la maintenir & deffendre, autant qu'il sera en leur pouvoir de le faire, & selon le Stile des Traités. Elles la confirmeront en donnant de leur part la *Garantie*, dont vous me parlés dans les vôtres.

Et si Sa Majesté juge à propos outre cela, de souhaiter qu'Elles joignent aussi leurs efforts aux Siens pour l'Abolition des *Loix Penales*, Elles sont prêtes de le faire: *Pourvû que l'on conserve en leur pleine vigueur, ces Loix par lesquelles les Catholiques Romains sont exclus des deux Chambres du Parlement, & de tous Emplois publics, tant Ecclesiastiques que Civils & Militaires*: Comme aussi toutes ces autres Lois, qui confirment & assurent la Religion Protestante contre tous les attentats des Catholiques Romains.

Mais Leurs Altesses ne peuvent point consentir à l'Abolition du Test, ou de ces autres Loix Penales ci-dessus, qui tendent à assurer la Religion Protestante; vû que les Catholiques Romains n'en reçoivent aucun autre préjudice, sinon qu'ils sont exclus par elles des Parlemens, & des Emplois publics. Et que par leur moyen la Religion Protestante est à couvert des Desseins que les Papistes pourroient former contr'elle, ou contre la sureté publique; on ne peut point dire aussi, que le Test ni ces autres Loix établissent aucune rigueur contre les Papistes, à l'égard de leurs Consciences. Ce sont seulement des Précautions & des Conditions qui qualifient & rendent les Personnes capables d'être Membres du Parlement, ou de remplir quelque Office; par lesquelles il faut aussi qu'ils declarent devant Dieu & devant les Hommes, qu'ils sont de la Religion Protestante. De sorte qu'effectivement le Dessein de leur établissement n'est autre que de garantir la Religion Protestante du prejudice qu'elle pourroit recevoir de la part des Catholiques Romains.

Leurs Altesses ont cru & croyent toûjours, que l'on ne doit pas demander ou attendre d'Elles davantage: puis que par ce moyen les Catholiques Romains, & leur Posterité seront mis à couvert pour toûjours de toute peine tant en leurs Personnes & Biens, que dans l'Exercice de leur Religion; & Elles jugent que les Catholiques Romains se doivent contenter de cela, & ne pas inquieter le Royaume, sous pretexte qu'ils ne peuvent pas être receus dans le Parlement, ou être admis aux Charges; ou que l'on ne casse pas les Loix, dans lesquelles consiste principalement la seureté de la Religion Protestante; car si on faisoit ce qu'ils souhaitent, cela les mettroit en estat de la renverser facilement.

Leurs Altesses croyent aussi, que les Nonconformistes seront très contens, quand ils se verront pour toûjours à couvert du peril d'être inquietés ou maltraités pour l'Exercice libre de leur Religion, sous quelque sorte de pretexte que ce soit.

Leurs Altesses s'estant declarées si positivement sur ces sujets, je voi manifestement, qu'Elles sont bien éloignées de vouloir empêcher que l'on affranchisse les Nonconformistes de la severité des Loix Penales, puis qu'Elles sont prêtes d'employer tout leur credit & de faire tous leurs efforts pour les établir en cette Franchise: Elles n'insistent point du tout aussi, à ce que l'on refuse aux Catholiques Romains l'Exercice de leur Religion, pourvû qu'ils en usent avec modestie & sans pompe ni ostentation. Pour moi, j'ai toûjours été & suis encore fort contre tous ceux, qui veulent qu'on persecute les autres Chrétiens, parce qu'ils different de la Religion publique établie: Et j'espere avec l'aide de Dieu, que je serai toûjours de ce Sentiment-là; Car comme la Lumiere dont la Religion éclaire nos Esprits est, selon mon sentiment, un pur effet de la Misericorde de Dieu envers nous, il me semble que nous en devons remercier Dieu de toutes les Puissances de nos Ames: Et avoir pitié de ceux qui sont encore plongés dans l'Erreur, comme Dieu a eu pitié de nous, & que nous devons prier Dieu ardemment, à ce qu'il lui plaise d'amener dans le chemin de la Verité ceux qui s'en écartent, & nous servir des moyens les plus doux & les plus-agreables pour les attirer.

ANNO 1687.

Mais j'avouë, que je n'ay jamais pû comprendre, comment des Gens qui sont profession d'être Chrétiens, & qui peuvent jouïr sans peine ni facherie de l'Exercice de leur Religion, peuvent croire qu'il leur soit permis de troubler le repos d'un Royaume ou d'un Etat, & de renverser les Loix du Gouvernement, pour pouvoir entrer par ce moyen dans les Charges, sans faire difficulté de sapper & de détruire les Loix qui sont la sureté & le repos de la Religion établie.

Il est certain, que la Religion Réformée est par la Grace de Dieu & par les Loix du Pays faites par le Parlement, la Religion établie & publique des Royaumes d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande; Et que l'on a pourvû par ces Loix-là, qu'aucun ne puisse être admis soit à être Membre du Parlement, soit à quelqu'autre Emploi public, excepté ceux qui declarent ouvertement qu'ils sont de la Religion Protestante, & qu'ils ne sont pas Catholiques Romains: Et on a aussi pourvû par ces Loix, que la Religion Protestante fût à l'avenir en sureté contre toutes les entreprises que les Catholiques Romains pourroient former contr'elle: Or en toutes ces choses, je ne voi pas que ces Loix contiennent aucune rigueur contre les Personnes ou contre les Biens de ceux qui ne peuvent pas prendre ces Tests, qui ne s'accordent pas avec la Religion Catholique Romaine: Tout l'inconvenient qui leur en peut arriver, est qu'ils ne peuvent avoir de part au Gouvernement, ni aux Offices d'importance, pendant que leurs Consciences ne leur permettent pas de prendre ces Tests: Et que l'on ne souffre pas qu'ils fassent aucune chose qui soit au prejudice de la Religion Reformée. Du reste leurs Personnes & leurs Biens sont en sureté, & l'Exercice même de leur Religion leur est assuré.

Puis que, comme j'ay déja dit, Leurs Altesses sont prêtes de se joindre à Sa Majesté pour l'Abolition de ces Loix Penales par lesquelles les Hommes sont exposez aux Amendes & autres rigueurs; Je ne voi pas qu'il reste d'autre difficulté touchant l'Abolition des Loix Penales, excepté celle-cy, que quelques Gens voudroient que les Catholiques Romains fussent rendus habiles à entrer dans toutes les Charges & Emplois publics, & que par consequent les Loix qui mettent à couvert la Religion Protestante contre les Desseins des Catholiques Romains, fussent abolies. Au lieu qu'au même tems les autres ne souhaitent pas avec une moindre ardeur que ces Loix demeurent en leur pleine & entiere vertu; & croyent, que la principale sureté de la Religion établie consiste, à les conserver comme une chose sacrée & inviolable.

Il est certain, qu'il n'y a point de Royaume ni de Republique, ni aucun autre Corps ou Societé d'hommes, quelle qu'elle puisse être, qui n'ait établi des Loix pour sa sureté; par lesquelles ils pourvoient à toutes les entreprises qui se peuvent faire contre leur Repos, & qui prescrivent & marquent les Qualités qu'ils jugent nécessaires à tous ceux qui peuvent avoir de l'Employ dans ce Royaume, Etat ou Societé; & aucun ne peut pretendre, qu'on luy fasse tort, en ne l'admettant pas aux Charges, lors qu'il ne remplit pas les Conditions & Qualités qui sont requises pour cela.

On ne peut pas aussi nier, que l'on ne remarque une grande difference entre la conduite de ceux de la Religion Reformée, & celle de ceux de la Religion Romaine les uns envers les autres: Les Catholiques Romains, ne se contentant pas d'exclure les Reformés de toutes les Charges lucratives ou d'Authorité, suppriment outre cela absolument l'Exercice de cette Religion; & persécutent cruellement tous ceux qui la professent; Et ne manquent point de faire cela, par tout où ils peuvent exercer ces rigueurs sans danger. Et j'ay beaucoup de douleur que nous ayons à present devant nos yeux tant de deplorables Exemples de cette cruauté, qui est exercée en tant de Lieux differens à la fois.

C'est pourquoi je voudrois de bon cœur voir une seule raison qui puisse porter un Protestant qui aura la

ANNO 1687.

la crainte de Dieu, & qui aimera sa Religion, à consentir à l'Abolition de ces Loix, qui ont esté établies par l'Autorité du Roi & du Parlement, qui ne tendent à autre chose qu'à assurer la Religion Reformée, & à empêcher que les Papistes ne soient en état de la renverser. Ces Loix n'infligent ni amendes ni châtimens, & ne font qu'exclure les Catholiques Romains des Charges du Gouvernement; lesquels, s'ils y estoient admis, ne penseroient à autre chose qu'à augmenter leur Parti, & à acquerir plus de Credit & de Pouvoir; qui, selon ce que nous voyons arriver tous les jours, ne pourroit manquer d'être extremement dangereux à la Religion Reformée, & tourneroit à son grand desavantage: Puis qu'en tous Lieux, ceux qui sont dans les Emplois publics, favorisent naturellement la Religion de laquelle ils sont, peu ou beaucoup. Et comment me voudroit-on persuader, ou à quelqu'autre, de faire nos efforts pour porter Leurs Altesses, lesquelles Dieu a tant honorées que de les faire les Protecteurs de son Eglise, à approuver ou donner leur consentement à des choses si prejudiciables, tant à la Religion Reformée, qu'à la sureté publique. Et je ne puis, Monsieur, avec vôtre permission vous accorder ce que vous dites, que la Religion Reformée n'en recevra aucun prejudice.

Je sçai que l'on dit communément que le nombre des Catholiques Romains dans l'Angleterre & dans l'Ecosse, n'est pas considerable; & qu'ils ne possedent qu'un petit nombre de Charges importantes; quoi qu'on ne puisse nier, qu'il en va tout autrement en Irlande: Mais il faut necessairement que vous m'accordiés cecy, que s'ils sont en petit nombre, il ne seroit pas raisonnable que la Tranquillité publique fût troublée pour l'amour d'un petit nombre de Personnes, principalement lors qu'on peut leur offrir une aussi grande Grace, comme est la Liberté de l'Exercice de leur Religion: Et si leur nombre est plus grand, on en a d'autant plus de raison de les craindre.

Je croi veritablement que les Catholiques Romains, en l'état où sont les choses à présent, ne souhaiteront point extremement d'être dans les Charges & Emplois publics, & qu'ils ne feront point d'entreprises sur la Religion Reformée, tant à cause que cela est contraire aux Loix, qu'à cause des grands inconveniens que cela pourroit attirer dans un autre tems, sur leurs Personnes, ou sur leurs Biens: Cependant si les Barrieres des Loix estoient une fois rompuës, vous les verriés entrer dans le Gouvernement, & les principaux Offices & Emplois seroient mis entre leurs mains; & il ne seroit pas facile à Sa Majesté de s'opposer à eux en cela, quelque ferme qu'Elle puisse être; car ils le presseroient assurement beaucoup là-dessus, & lui representeroient la chose comme une affaire où sa Conscience seroit interessée; & quand ils seroient en possession des Emplois publics, que faudroit-il que fissent les Protestants, qui ne tireroient plus aucune Protection des Loix, & qui ne devroient gueres attendre de bons traitemens de tels Magistrats? & au contraire, les Avantages que les Catholiques Romains tireroient de leur Affranchissement des Tests & des Loix Penales, sont si evidens, que ce seroit perdre son tems, de vouloir s'amuser à les prouver. Je ne puis ni ne veux douter de la sincerité des Intentions de Sa Majesté & qu'il n'a point d'autre vuë dans cette affaire, sinon que ses Sujets puissent joüir en toutes choses des mêmes Droits & Libertés.

Mais le Sens commun, aussi bien que l'Experience de tous les Siécles, du present aussi bien que des passez, nous montrent, qu'il sera impossible aux Catholiques Romains & aux Protestans, lors qu'ils seront mélés ensemble dans les Charges publiques & dans les Emplois de vivre paisiblement ensemble, & en bonne intelligence, ils seront tres assurement jaloux les uns des autres; car les Principes & les Maximes des deux Religions sont si contraires l'une à l'autre, qu'à mon sens il seroit impossible à quelque Prince ou Roi que ce soit, d'étouffer tous les soupçons & animosités qui pourront s'elever & eclater à tous momens.

Pour ce qui est de ce que vous apprehendés, que les Nonconformistes ne seront point affranchis des Loix Penales, qui sont faites contr'eux, si l'on n'abolit pas le Test au même tems: ce sera à la verité un grand malheur pour eux; mais les Catholiques Romains en seront seuls à blamer, puis qu'ils aiment mieux qu'eux & leur Posterité gemissent toûjours sous le poids des Loix Penales, & soient exposez à la haine de toute la Nation, que de demeurer toûjours dans l'incapacité d'attenter contre la Paix, & contre la sureté de la Religion Protestante; & d'être privés de ce petit Avantage (si l'on doit l'appeller de ce nom) d'avoir part au Gouvernement & aux Emplois publics; vû qu'en tous les Lieux du Monde ç'a toûjours esté le Privilege de la Religion établie par les Loix; & en verité ces attentats des Catholiques Romains, n'en doivent être que plus suspects aux Protestans qui en doivent être d'autant plus sur leurs gardes, qu'ils voyent que les Catholiques Romains, au même tems qu'ils sont soûmis à la rigueur des Loix Penales, ne se contentent pas de n'en souffrir point d'incommodité à present, mais tâchent encore de persuader à Sa Majesté, de faire que les Protestans bon gré mal gré, détruisent cette sureté qu'ils ont pour leur Religion; & ouvrent le chemin pour introduire les Catholiques Romains dans le Gouvernement & dans les Emplois publics: Auquel cas il n'y auroit plus de Protection à esperer pour eux que celle que l'on peut attendre d'un Gouvernement Catholique Romain.

Une chose semblable ne peut donc paroître que fort injuste à leurs Altesses, qui les blameroit pour tous les inconveniens qui en pourront proceder; puis qu'Elles se sont declarées si ouvertement sur ce sujet, & cela d'une maniere si avantageuse aux Catholiques Romains mêmes; & puis qu'il ne tient qu'à ce seul Point que les Affaires ne soient ajustées; Leurs Altesses ne peuvent donner leur consentement à des choses si contraires aux Loix déja établies, & si préjudiciables à la Religion Protestante, telles que seroient l'Admission des Catholiques Romains aux Charges du Gouvernement, & aux Emplois importans, & l'Abolition de ces Loix, qui ne peuvent produire d'autre effet que d'assurer la Religion Protestante contre les entreprises des Catholiques Romains.

Vous me dites: *Que les Catholiques Romains en ces Provinces ne sont pas exclus des Emplois & des Charges importantes.* Mais vous vous trompés beaucoup en cela. Car nos Loix sont precises là-dessus, les excluant en termes exprès de toute part dans le Gouvernement, & de tous les Emplois de la Police & de la Justice. Il est vrai, que je ne connois point de Loi expresse qui les exclue des Emplois Militaires; cela auroit esté veritablement trop dur, vû que dans la premiere Fondation de nôtre Etat, ils se joignirent à nous pour la deffence de la Liberté publique, & nous rendirent de grands services pendant les Guerres; à cause de cela ils ne furent point exclus des Emplois Militaires; car la sureté publique n'étoit exposée par là à aucun danger, tant à cause que le nombre de ceux de cette Religion qui servoient en nos Troupes n'étoit pas grand, que parce que les Etats auroient pû facilement prevenir les inconveniens que cela auroit pû produire: Ce qui n'auroit pas pû se faire si aisément, si les Catholiques Romains avoient eu part dans le Gouvernement, & dans la Police, & dans la Justice de nôtre Etat.

Je suis tres-certain de cecy, & j'en pourrois donner de fort bonnes preuves, qu'il n'y a rien que leurs Altesses desirent tant, sinon que Sa Majesté puisse regner heureusement, & dans une parfaite Intelligence avec ses Sujets; & que ses Sujets, étant persuadés de l'affection paternelle de Sa Majesté envers eux, soient prêts de répondre de leur côté à sa Bonté, & de lui rendre tout le devoir & l'obeïssance possible; Mais leurs Altesses sont convaincuës en leur Conscience, que la Religion Protestante & la sureté de la Nation, seroient exposées à des dangers certains, si le Test, ou ces autres Loix Penales, desquelles j'ai déja fait souvent mention, estoient abolies; C'est pourquoy Elles n'y peuvent pas consentir, ni se joindre à Sa Majesté pour cela, car Elles croyent qu'Elles auroient un grand compte à rendre à Dieu, si la consideration de quelques Avantages presens les portoit à consentir, & à concourir à l'execution des choses, qu'ils croyent estre fort dangereuses & prejudiciables à la Religion Protestante.

Leurs Altesses ont toûjours eu pour Sa Majesté une soûmission profonde, & sont resoluës de l'avoir toûjours; car Elles s'y croyent obligées tant par les Loix de Dieu que par celles de la Nature; mais comme le sujet dont il est presentement question, ne regarde point de nouvelles Loix que l'on veüille faire, mais l'abolition totale des Loix déja établies par le Roi & par le Parlement; Elles ne voyent pas comment on peut attendre d'Elles un consentement à une telle abolition, pour laquelle Elles ont une si juste aversion, comme estant

ANNO 1687. estant une chose contraire aux Loix & aux Coûtumes de tous les Etats Chrêtiens, tant Protestans que Papistes, qui ne reçoivent personne dans le Gouvernement, ou dans les Emplois publics, que ceux qui professent la Religion publique & établie, & qui mettent peine de l'assurer contre toutes les entreprises, que l'on peut faire contr'elle.

Je ne croi pas qu'il soit necessaire de vous montrer combien leurs Altesses sont devouées à Sa Majesté; c'est une chose dont ils ont donné des preuves si réelles, que comme l'on n'en peut pas douter, il seroit inutile d'y insister: Et Elles sont resoluës de continuer toûjours dans la même soumission, respect, & affection; ou plûtôt de l'augmenter, s'il est possible. Je suis, MONSIEUR, Vôtre, &c.

Nov. 4. 1687.

LXXXV.

20. Dec. FRANCE ET SUISSES. *Arrest du Conseil d'Estat du Roi de France* LOUIS XIV. *qui ordonne conformement à l'Article* 20. *du Traité d'Alliance fait avec les Cantons* SUISSES, *que les Marchands desdits Cantons pourront transporter hors du Roiaume l'Or & l'Argent monnoié qu'ils auront receu pour le prix des Marchandises qu'ils auront apportées. Du vingtiéme Decembre* 1687. [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

Extrait des Registres du Conseil d'Estat.

LE Roi aiant par Arrest de son Conseil du 18. Novembre dernier, renouvellé les defenses faites par les anciennes Ordonnances, Arrests Reglemens, à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient de transporter ni faire sortir hors du Roiaume, Païs, Terres & Seigneuries de l'obeïssance de Sa Majesté, tant par Mer que par Terre, aucunes especes d'Or & d'Argent monnoié, Barres & Lingots, sur les peines portées par icelui: Et Sa Majesté voulant qu'il ne soit rien innové à l'Article 20. du Traité d'Alliance fait avec les Cantons des Ligues Suisses en l'Année 1658. & qu'ils puissent continuer leur commerce & le transport de l'Or & de l'Argent monnoié, qu'ils auront reçû pour le prix de leurs Marchandises, en faisant leurs declarations & prenant des Passeports, suivant & ainsi qu'il est porté par ledit Article: Oüy le rapport du Sieur le Pelletier Conseiller ordinaire au Conseil Roial, Contrôlleur General des Finances; Sa Majesté estant en son Conseil, a ordonné & ordonne conformement à l'Article vingtiéme du Traité d'Alliance fait avec les Cantons Suisses, & aux Lettres Patentes expediées sur icelui le dix-neuviéme Juillet 1658. que les Marchands desdits Cantons pourront transporter hors du Roiaume, l'Or & l'Argent monnoié qu'ils auront reçû pour le prix des Marchandises qu'ils auront apporté; qu'à cet effet il leur sera délivré des Passeports par les Sieurs Intendans & Commissaires départis dans les Provinces & Generalitez du Roiaume, sur la representation qui sera par eux faite des acquits de payement des Droits deus pour lesdites Marchandises, des acquits à caution par eux pris ou de l'Extrait des Registres des Bureaux, par lesquels ils auront fait entrer lesdites Marchandises, contenant la declaration de la quantité & qualité d'icelles, au bas desquels Extraits qui leur seront délivrez gratis ils declareront le prix qu'ils auront vendu lesdites Marchandises, & la somme qu'ils prétendent emporter en espéce hors du Roiaume. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 20. jour de Decembre, 1687.

Signé,

COLBERT.

LOuis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, Dauphin de Viennois, Comte de Valentinois & Diois, Comte de Provence, Forcalquier, & Terres Adjacentes: Au premier des Huissiers de nos Conseils; ou autre nôtre Huissier ou Sergent sur ce requis. Nous te mandons & commandons par ces presentes signées de nôtre main, que l'Arrest dont l'extrait est ci-attaché sous le Contre-scel de nôtre Chancellerie, ce jourd'hui donné en nôtre Conseil d'Etat, Nous y étant, tu signifies à tous qu'il appartiendra à ce qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance, & faits pour son entiere execution tous Actes & Exploits necessaires sans autre permission: Voulons qu'aux Copies dudit Arrest & des Presentes collationnées par l'un de nos amez & feaux Conseillers & Secretaires, foi soit ajoûtée comme aux Originaux. Car tel est nôtre plaisir. Donné à Versailles le vingtiéme jour de Decembre l'an de grace mil six cens quatre-vingt-sept, & de nôtre regne le quarante-cinquiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

par le Roi Dauphin, Comte de Provence.

Signé,

COLBERT,

Et scellé.

LXXXVI.

1688. TEKELI ET HONGRIE. *Manifeste du Comte de* TEKELI, *Chef des Mécontens de Hongrie, publié au commencement de l'année* 1688. [Mercure Historique & Politique, mois d'Avril, 1688. pag. 402.]

PEuples Hongrois, il y a long-temps que vos Ennemis & les miens font courir le bruit de ma mort, & neanmoins je respire encore, graces à Dieu, pour deffendre vôtre Liberté opprimée. Je sçais bien que c'est à regret que vous vous êtes rangés sous l'étandart de la Maison d'Autriche: il y a trop long-temps que vous la connoissez pour vous y fier, & ce qui vient encore de se passer tout nouvellement à la pretenduë election d'un Roi de Hongrie, vous fait assez voir combien vôtre vie & vôtre fortune seroient en danger, si vous étiez obligés de lui obeïr? Vous êtes contraints de dissimuler, parce que la conjoncture le demande. Mais enfin je connois vos cœurs comme je connois le mien. Je sçais que vous avez horreur de tout ce que vous faites: je sçais encore que vous haissez ceux qui vous preparent des fers, dont la charge cependant les devroit obliger de les briser. Quelle honte au Comte Esterhasi d'avoir brigué la qualité de Prince de l'Empire, comme si celle de Palatin de Hongrie n'étoit pas incomparablement plus belle? Est-ce là le prix de toutes les infames trahisons qu'il vous a faites, & faut-il qu'un homme que j'ai honoré de mon Alliance, me deshonore moi, & toute la Nation? J'aime bien mieux voir mes Biens entre les mains de mes ennemis, que d'en jouir à ce prix-là. Quelles offres ne m'a-t-on point fait pour vous abandonner? Ne m'en fait-on pas encore tous les jours, si j'étois d'humeur à le faire? Mais si Dieu a determiné que je sois malheureux, il n'est pas cependant possible que je sois coupable. Plutôt que de vous trahir, je me trahirai moi-même: j'ai tiré l'épée pour vous dés le moment que j'ai eu la force de la soûtenir: j'ai affronté mille perils pour vous garder fidelité: j'ai méprisé le fer & le poison: je suis encore exposé tous les jours à l'un & à l'autre par ma perseverance. Mais enfin je prefere une mort glorieuse à une vie infame, assuré que quelque malheureux que je puisse être, vous avoüerez que j'étois digne d'un sort plus heureux. Mais il n'est pas encore temps de se desesperer. Vous sçavez qu'un puissant Empire me protege, & qu'il est encore tout prêt de vous recevoir en sa protection. S'il a eu quelques revers de fortune, il n'est pas prêt d'être détruit pour cela Quand il auroit perdu tout ce qu'il possede en Europe, dont il est encore fort éloigné, il lui reste deux autres parties du Monde

où

ANNO 1688. où il commande. Il n'avoit pas plus de forces quand il a renversé l'Empire d'Orient: celui d'Occident n'aproche pas de sa puissance; ainsi qui ne voit qu'il n'est pas encore temps de dire comme on fait tous les jours, qu'il ne lui faut plus gueres de chose pour être abatu? Vos ennemis & les miens le savent bien dans le fonds de leur ame. C'est pour cela qu'ils se retiennent dans leurs passions, qui les portent naturellement à verser jusques à la derniere goute de nôtre sang. Ne vous souvient-il pas de celui qu'ils ont repandu de sang froid en tant de rencontres, & comment ils ont armé la main des bourreaux, quand la leur a été lasse de nous égorger? qui est celui d'entre vous qui se puisse vanter de n'avoir pas perdu un frere, un neveu, un parent, ou un ami dans cette grande effusion de sang qui se vient de faire par le General Caraffa? Qu'ont produit toutes les plaintes que vous en avez faites, quoi que vous aiez fait voir clair comme le jour que tout ce qu'il en faisoit n'étoit que pour dépoüiller la veuve & l'Orphelin? On a fait semblant de vous donner des ordres pour que la formalité de Justice fût observée: mais avez vous veu qu'ils aient eté executés? Depuis qu'il les a receus nous pouvons conter vous & moi plus de deux cens personnes qu'il a condamnés de sa seule autorité, & quand ils ont demandé à se justifier, il a répondu insolemment qu'on feroit leur Procès quand ils auroient été executés. Souffrirez-vous encore longtemps, Vaillans Hongrois, qu'on triomphe de vôtre Innocence, & si vous êtes destinés à perir, ne vaut-il pas mieux que ce soit les armes à la main, que sous le fer de vos infames bourreaux? Faites un effort pour sortir de la honteuse captivité où vous êtes: il ne vous manque que la volonté. Le pouvoir de nos ennemis n'est pas si grand que vous vous l'imaginez. Combien y a-t-il de temps que je le méprise, & si vous m'aviez assisté de toutes vos forces, en quel état nous trouverions-nous vous & moi? N'attendez pas que vous soiez encore plus bas que vous n'êtes: ils ne demandent qu'à vous abimer, afin que dans vôtre impuissance vous ployiez le cou sous le joug tirannique qu'ils vous preparent depuis tant de temps? Soliman le nouvel Empereur des Turcs vous tend la main pour vous retirer d'oppression. Un Prince de son nom a été autrefois la terreur de ceux que vous apprehendez aujourd'hui; & bien que nous ne devions pas ajoûter foi aux propheties qui viennent de ce côté-là, je ne puis m'empêcher de vous dire néanmoins, que les Turcs publient qu'ils en ont une selon laquelle leur Empire presque abatu doit devenir plus florissant que jamais sous un Prince de ce nom-là. Concourez avec moi à la faire trouver veritable, puis que vôtre salut & le mien dependent dorénavant de nôtre union avec ces peuples. Ils nous ont soûtenus depuis plusieurs années, comme nous les avons soûtenus nous-mêmes: nous avons toûjours agi de concert ensemble, pourquoi vous departir d'une maxime dont vous vous êtes si-bien trouvés? Qu'esperez-vous de la promesse de nos ennemis? Jettez les yeux sur le malheureux Prince de Transilvanie, vous verrez comment ils se sont mocqués de sa credulité? Que sert qu'il ait fait un Traité avec eux, s'ils n'en observent pas un seul Article? Mais qu'est-il necessaire que vous empruntiez un exemple étranger? Combien de fois vous-a-t-on manqué de parole, ou pour mieux dire, y a-t-il quelqu'un de vous qui se souvienne qu'on la lui ait tenuë, aprés la lui avoir donnée? On n'a cherché qu'à vous embarquer dans des Traités pour vous tromper plus facilement. Vôtre bonne foi n'a été recompensée que de la plus noire infidelité. C'est sous le nom de Paix, & d'Amnistie qu'on a cherché à vous attirer pour vous faire tomber dans le precipice. Je ne demande autre chose que de vous y faire faire reflexion, aprés cela je m'assure que vous en deviendrez plus sages.

Que si tout ce que je vous remontre ici n'est pas capable de vous toucher, considerez au moins qu'il n'y a point d'autre interêt que le vôtre qui m'oblige à vous en parler ainsi. Je puis, quand je le voudrai, faire ma Paix à des conditions qui sembleroient assez avantageuses à un homme qui auroit oublié le soin de sa Patrie. Mais puis que graces à Dieu, je n'en ai jamais perdu le souvenir depuis que j'ai l'âge de connoissance; je m'en souviendrai encore mieux presentement que j'ai tant de bons Compatriotes à venger. Vous devriez aussi-bien que moi entendre leur voix, qui nous crie que nous ne devons pas souffrir que leur sang ait été versé si injustement. Croiez-moi, ne differez pas une chose si nécessaire pour vôtre sureté, puis que l'impunité augmentera l'audace de vos ennemis, au lieu que leur punition les rendra plus reservez à entreprendre quelque chose contre vous. ANNO 1688.

LXXXVII.

Jhro Kayserlichen Majestät Leopoldi I. Confirmation deß Anno 1687. den 22. July, Zwischen Friderich Wilhelm Chur-Fürsten zu Brandenburg / und Johann Philipp Hertzogen zu Sachßen-Weissenfelß / getroffenen Vergleichs. Geben Wien den 10. Martii. 1688. 10. Mars.

C'est-à-dire,

Confirmation de l'Empereur LEOPOLD I. *sur l'Accord fait l'an* 1687. *le* 22. *Juillet entre* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg*, *&* JEAN PHILIPPE *Duc de Saxe Weissenfels. Donnée à Vienne le* 10. *Mars* 1688.

* *Voyez la ci-devant avec l'Accord sous le* 22. *Juillet* 1687.

LXXXVIII.

Declaratio Principis ac trium Nationum TRANSYLVANIÆ *de recessu eorum a Protectione Turcica, & felici reversione ad Regem Hungariæ a quo fatorum invidiâ & ambitionis nonnullorum ausibus segregati fuerant, cum amplexione paternæ Protectionis Augustissimi* LEOPOLDI *Romanorum Imperatoris, & Hungariæ Regis hereditarii, nec non ejusdem Successoris Regis* JOSEPHI, *pro ipsis & omni Posteritate Regni Transylvaniæ. Actum in Civitate Cibiniensi die* 9. *Maii* 1688. [Compend. Principatus Transylvaniæ Historiæ, inter Diplomata, pag. 21. Lit. B. B. B. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le Mercure Hollandois de l'an 1688. & dans la premiere Edition de ce Grand Recueil de Hollande Tom. IV. pag. 533. en François sur une Traduction Hollandoise.] 9. Mai.

NOs Michaël Teleki de Szek Generalis, Gregorius & Alexius de Bethlen, Ladislaus Szekelly, de Boros Jenœ, Valentinus Franz Judex Regius, Christianus Szabo Consul Cibiniensis, Celsissimi Principis Transylvaniæ Consiliarii, Nicolaus de Bethlen, Stephanus Apor de Also Torja, Petrus Alvinczi, & Johannes Sarosi Magistri Prothonotarum, Michaël Hiltich Judex Coronensis dicti Celsissimi Principis & Statuum Regni Transylvaniæ ablegati Plenipotentiarii.

Damus ad notitiam & pro memoria:

Orbis universus jure meritoque obstupescit, invidi marcescunt ad magnitudinem divinæ Clementiæ, quæ post tot cladium & innocenter effusi sanguinis immanitatem Christianorum miseria, tot Provincias & Regna à Barbarica & intoleranda servitute ad sempiternam Memoriam, & bonorum omnium consolationem vindicavit.

Non potuit amplius justum in cœlis Numen nisi dolentibus intueri oculis, rabiem & fastuositatem hostis atrocissimi & jurati totius Christianitatis, qui jam eo progressus erat potentiæ, ut formidabilis esset Orbi, vicinis exitiosus, omnium contemptor. Exsurrexit tandem in virtute dexteræ suæ Dominus Exercituum, causamque, & justissima arma Sacratissimi Ro-

ANNO 1688. Romanorum Imperatoris Dom. Dom. nostri Clementissimi, tam felicibus & gloriosis coronavit successibus, ut fractas & protritas vires, humiliatum & suppressum ipse Barbarus recognoscat & confiteatur spiritum.

Tanta sunt opera Divinitatis & admirandæ providentiæ, ut furias ipso jam successu securas ultio subito excipiat, ne vel unquam ad Christianorum extirpationem tyrannice grassantibus timor, vel spes deesset pressæ & vacillanti fortunæ.

Ingemuit à seculo, & quod excedit, sub oppressione Turcica infelix Transylvania, suoque orbata legitimo Rege atque Domino inter tot bella, clades, incendia, & intestinas, cum quibus conflictabatur, discordias, vix non ad extremum præcipitata est exitium; Manebit in æternitate temporum, Historiarum monumentis inserta fatalis Tragœdia, quam hoc regnum sub Protectione Turcica, & inter discordantes Principes sustinuit.

Redit jam ad Regem Hungariæ, à quo fatorum invidia & ambitionis nonnullorum ausibus segregatum erat, & amplectitur paternam & validissimam protectionem Augustissimi Leopoldi I. Romanorum Imperatoris, & Hungariæ Regis Hæreditarii, magni, felicis, justi, invicti, ejusdemque Successoris, moderni Serenissimi Regis Josephi (cujus vitam & thronum Deus sospitet) ex universali Statuum consensu votisque unanimibus, quæ à multo tempore ad consequendam hanc felicitatem in sinum divinæ misericordiæ effudit.

Quod igitur hactenus ab omnibus expetitum, Deo Optimo Maximo gratiosum, à præsenti momento ad successiva atque perpetua tempora felix, faustum, fortunatum, omnibusque & singulis nunc viventibus & nasciturìs notum & contestatum sit; Renunciamus virtute Plenipotentialium, & pro majori cautela in vigore confirmationalium Actorum & Conclusorum Celsissimi Principis & Statuum Regni, communi voluntate, motu spontaneo, & ex Christiano zelo Protectioni Ottomannicæ, omnibusque in futurum Correspondentiis, donorum & tributi pensionibus, & quicquid vim aut speciem alicujus communicationis cum dicta Porta, ejusdemque Clientibus, asseclis, infidelibus, aliisque Hostibus, cujuscunque generis; Sacratissimi Romanorum Imperatoris Domini Domini Nostri Clementissimi & ejusdem Successorum legitimorum & hæreditariorum, Hungariæ Regnum ostentare posset, sub pœna nota criminis Læsæ Majestatis, comperta rei veritate juxta Leges Regni Transylvaniæ infligenda. ANNO 1688.

Acceptantes è contra sincere atque bona fide altæ dictæ Suæ Majestatis Augustissimæ (sicuti jam declaratum) paternam protectionem pro nobis & omni posteritate Inclyti Regni Transylvaniæ, & ut hujus nostræ submissionis & accommodationis aliquod de facto exhibeamus Documentum, recipimus ex virtute supra memoratarum Plenipotentialium & confirmatorialium Actorum & Conclusorum Celsissimi Principis & Statuum Regni, Præsidia Augustissimi Romanorum Imperatoris in Fortalitia Kœvar, Husst, Gorgenii & Coronense (extra illa, in quibus de facto Præsidia Suæ Majestatis sunt collocata) & parati sumus arma sumere contra communem Christianitatis hostem Turcam & quoscunque, quando Sua Sacratissima Majestas nobis mandaverit, submississime supplicantes, ut Invictissimus Imperator Dominus noster Clementissimus, ex innata Sua Clementia, Libertates & Privilegia nostra, in specie vero liberum exercitium Religionis hactenus receptæ benignissime confirmare, nosque & posteritates nostras in iisdem protegere & confirmare dignetur, neque dubitamus quin Excellentissimus Dominus Generalis Comes à Karaffa demissas instantias memorati Celsissimi Principis & totius Regni apud Suam Sacratissimam Majestatem Dominum Dominum nostrum Clementissimum efficaciter sit recommendaturus, quod sicuti fiducialiter à favore Suæ Excellentiæ & hucusque contestata propensione petimus & speramus, ita prædictus Excellentissimus Dominus Generalis in Libertatibus & Privilegiis nostris nullo modo nos turbabit, interim manet in suo vigore Tractatus cum Serenissimo Duce Lotharingiæ.

In cujus rei majorem fidem atque firmitatem & ut notitia istius assecurationis nostræ Recessus à Protectione Turcica ad omnem posteritatem transeat, ideo eandem usualibus Sigillis trium Nationum Regni Transylvaniæ corroboravimus. Actum in Civitate Cibiniensi die 9. Maji A. 1688.

LXXXIX.

30. Juin. LES PROVINCES-UNIES, ET BRANDEBOURG.

Tractaet van Alliancie tusschen de Heeren Staten Generaal der VEREENIGDE NEDERLANDEN *en* FREDERIK *de* III. *Keurvorst van Brandenburg gesloten tot Coln aan de Sprée den 30. Juny 1688.* [Manuscrit.]

DE Hooghmogende Heeren Staeten Generaal der Vereenighden Nederlanden ende de Doorlughtighsten Vorst en Heere Frederic de Derde Marggrave tot Brandenburgh, des Heilige Roomschen Rychs Ertz-Cammerer en Churfursten, in Pruysen, tot Maegdenburgh, Gulick, Cleve, Berg, Stettin, Pomeren der Cassuben en Wenden, oock in Silesien, tot Crossen in Schwiebuhs, Hertogh, Burggrave tot Nuremburgh, Vorst tot Halberstadt, Minden en Camin, Graff tot Hohenzollern, der Marck, ende Ravensbergh, Heere tot Ravesteyn, ende van de Landen, Lauvenburgh ende Buttauw: overwooghen hebbende de besondere groote nuttigheyt ende avantages die haere wederseyts Landen en Onderdanen toegebraght syn door de Tractaten, ende Alliantien tusschen Hoogstged. Hoogmoogende Heeren Staeten Generaal der Vereenigde Nederlanden, ende wylen den Doorlughtigsten Vorst en Heere Heere Frederick Wilhelm, Marggrave tot Brandenburgh, des Heyligen Roomschen Rychs Ertz-Cammerer ende Churfurst, in Pruyssen, tot Maegdeburg, Gulick, Cleve, Bergh, Stettin, Pommeren, der Cassuben en Wenden, oock in Silesien, tot Crossen, ende Schwiebuhs, Hertogh, Burggrave tot Nuren-

LXXXIX.

Traité d'Alliance entre les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-bas, & FREDERIC III. Electeur de Brandebourg, par lequel celui du 26. Fevrier 8. Mars 1678. est renouvellé, avec l'Article separé de la même date. Fait à Cologne sur la Sprée le 30 Juin 1688. 30. Juin. LES PROVINCES-UNIES ET BRANDEBOURG.

LEs Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & le Serenissime Prince & Seigneur Frederic troisiéme Margrave de Brandebourg, Electeur & Archi-Chambellan du S. Empire Romain, Duc de Magdebourg, Juliers, Cleves, Berg, Stettin, Pomeranie, Cassubie, Vandalie, Silesie, Crosse, & Schwiebuhs, Duc, Burgrave de Nuremberg, Prince de Halberstadt, Minden, & Camin, Comte de Hohenzollern, de la Marck, & Ravensberg, Seigneur de Ravestein, & des Païs de Lauwenbourg, & Buttaw, ayant consideré la grande utilité & les avantages dont leurs Païs & Sujets respectifs ont joüi par les Traitez & Alliances, cy-devant faits entre leursdites Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas & le feu Serenissime Prince & Seigneur le Seigneur Frederic Guillaume Margrave de Brandebourg, Archichambellan, Electeur du S. Empire Romain, Duc en Prusse, de Magdebourg, Juliers, Cleves, Berg, Stettin, Pomeranie, Cassubie, & Vandalie, & aussi en Silesie, de Crosse, & Schwiebuhs, Duc, Bur-

ANNO 1688.

renburgh, Vorst tot Halberstadt, Minden en Camin, Graeft tot Hohenzollern, der Marck en Ravensbergh, Heere tot Ravesteyn, ende van de Landen Lauwenburgh en Buttauw, syner Churfurstelycke Doorlughtigheyt Heere Vader glorieuser Gedagtenisse, soo wel tot Bevestingh van een goet onderlingh verstandt en naebuyrlich vertrouwen als tot bevorderinge van de gemeyne Securiteyt ende Beschermingе opgerecht, ende hoe de voorsz. nuttigheyt ende avantages door de continuatie van een eensgeinde Verbintenisse niet alleen geconserveert, maer oock voor 't toekomende vermeerdert soude konnen werden, hebben derhalven dienstigh ende noodigh geaght de voorschreeve Tractaten en Alliantien te continueren ende te vernieuwen ende ten dien eynde tot haere Gevolmachtigde geconstitueert te weeten haer Hoogh-moogende den Heere Jacob Hop, Raedt en Pensionaris der Stadt Amsterdam, Gedeputeerde in haere Vergaderinge, van wegens de Provintie van Holland ende Westvriesland, tegenwoordigh haeren Extraordinaris Envoyé aen het Hof van meer-hoogstgemelte sijne Ceurfurstelycke Doorlughtigheyt, ende deze syne Ceurfurstelyke Doorluchtigheyt desselfs werckelick geheyme Raets, en Krygsraeden, oock respective Leens Directeuren, de Welgeboorne Heeren Frans van Meinders, Paul van Fuchs, ende Eberhard van Danckelman, de welcken sigh daar op te saemen gevoeght hebbende naer wedersydts geproduceerde en uytgewisselde Volmaghten, waar van de Copyen achter aen het eynde deses syn gevoeght, verdragen, geconvenieert, en geaccordeert syn in de volgende manieren.

Dat namentlyck de Tractaten en Alliantien, welke tusschen haer Hoog-Mogende ter eenre, ende syne Ceurfurstelycke Doorlughtigheyt glorieuser gedaghtenisse ter andere zyde, op den 26. Febr. ouden ofte den aghsten Maert 1678. nieuwen Styl, met het separaet Articul van dien van den selven date tot Coln aen de Sprée ende op den 23. Augusti in den Haegh zyn opgereght, sullen werden vernieuwt en geconfirmeert, gelyck deselve vernieuwt ende geconfirmeert werden by desen, even en invoegen als of de voorschreve Tractaten ende Alliantien alhier van woort tot woorde, waeren verhaelt en geinsereert.

Belooven oock verders haer Hoogh Mogende ende sijne Ceurfurstelycke Doorluchtigheyt de boven geroerde Tractaten en Alliantien oprechtelyck ende ter goeder trouwe te sullen onderhouden, ende te doen onderhouden, ende niet te sullen toelaeten dat ietwes tegens den inhoude van dien werde ondernomen ofte gepleegt, directelyck ofte indirectelyck, op wat wyse het oock soude mogen wesen, ende indien nochtans sulcks buyten vermoeden souden mogen gebeuren, te sullen besorgen, dat het selve ten spoedigsten gerepareert ende naer uytwysen vande voorsz. Tractaten gericht werde.

De jegenwoordige Conventie sal by haer Hoogh-Mogende ende syne Ceurvorstelycke Doorluchtigheyt geratificeert, ende de Actens van Ratificatie van dien sullen ten wedersyden werden uytgewisselt binnen den tydt van twee maenden, of wel eerder indien 't selve kan geschieden, te reeckenen van den dagh van de signature: gedaen tot Coln aen de Sprée den dertighsten Juny 1683.

Was geteeckent.

(L.S.) J. HOP. (L.S.) FRANTZ VAN MEINDERS.
(L.S.) PAUL VAN FUCHS.
(L.S.) EBERHARD DANCKELMAN.

Burgrave de Nuremberg; Prince de Halberstadt, Minden & Camin, Comte de Hohenzollern, de la Marck & Ravenberg, Seigneur de Ravenstein, & des Païs de Lauwenbourg & Butaw, Seigneur & Pere de Sa Serenité Electorale d'heureuse memoire; ils ont trouvé utile & necessaire non seulement de continuer & renouveller les susdits Traitez & Alliances, tant pour la confirmation d'une bonne & particuliere intelligence, voisinage & confiance, que pour l'avancement & augmentation de la sureté & protection commune; c'est pourquoy ils ont constitué pour leurs Plenipotentiaires, sçavoir leurs Hautes Puissances, le Sieur Jacob Hop, Conseiller & Pensionaire de la Ville d'Amsterdam, Deputé dans leur Assemblée de la part de la Province de Hollande & West-Frise, presentement Envoyé Extraordinaire à la Cour de la susdite Serenité Electorale; & sadite Serenité Electorale ses Conseillers privez & de Guerre & Directeur des Fiefs, les Sieurs François de Meinders, Paul de Fuchs, & Everhard de Dankelman, lesquels ayant conferé par ensemble, & s'étant entre-communiqué leurs Pleins-Pouvoirs dont la Copie est inserée à la fin des presentes, ont traitté, convenu & accordé en la maniere suivante.

C'est à sçavoir que les Traitez & Alliances qui ont été faites entre leurs Hautes Puissances d'une part, & Sa Serenité Electorale de glorieuse memoire d'autre part le 26. Fevrier vieux style ou dix-huit Mars, stile nouveau 1678. avec l'Article separé de la même datte à Cologne sur la Sprée, & à la Haye le vingt-troisiéme Août seront renouvellées & confirmées, comme elles sont renouvellées & confirmées par ces presentes de même & de la même maniere que si lesdits Traitez & Alliances étoient icy inserées & repetées mot pour mot.

Promettent aussi de plus leurs Hautes Puissances & Sa Serenité Electorale d'entretenir & d'observer lesdits Traités & Alliances de bonne foy; & de ne point permettre qu'il soit rien entrepris ni fait contre le contenu en icelles directement ou indirectement de quelque maniere que ce puisse être, & si néanmoins cela arrivoit, contre toute attente, de faire ensorte qu'il soit au plûtôt reparé conformément à la teneur desdits Traitez.

La presente Convention sera ratifiée par leurs Hautes Puissances & par Sa Serenité Electorale, & les Actes de Ratification d'icelle échangés dans le tems de deux mois, ou plutôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature: fait à Cologne sur la Sprée le trentiéme Juin, 1688.

Etoit signé,

(L.S.) J. HOP. (L.S.) FRANÇOIS DE MEINDERS.
(L.S.) PAUL DE FUCHS.
(L.S.) EBERHARD DANCKELMAN.

---

6. Juillet. DANEMARC ET LES PROVINCES-UNIES.

XC.

Preliminair Tractaet tusschen syn Koninghlyke Majesteit van Denemarken CHRISTIAN *de V. en de Heeren Staaten der* VEREENIGDE PROVINTIEN *Gesloten tot Berlyn den 6. July* 1688.

[Re-

XC.

Traité Preliminaire entre les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-bas, & CHRISTIAN V. Roi de Dannemarc, portant que pour terminer par un heureux & final

ANNO 1688.

[Recueil des Traitez faits entre les Estats Generaux des Provinces-Unies, & les autres Princes & Estats.]

nal Accommodement les diferents qui durent depuis long-tems entr'eux, & qui s'augmentent de jour en jour, au sujet de leurs Interests de Navigation & de Commerce, Sa Majesté, & leurs Hautes-Puissances envoyeront leurs Ministres à Hambourg, pour y travailler ensemble audit Accommodement final, sous la Mediation de l'Electeur de Brandebourg, & que cependant le Commerce continuera provisionellement entre leurs Sujets & Habitans, sur le pied des Traitez des années 1645. 1647. 1666. & 1669. pendant deux ans, &c. Fait à Berlin le 6. Juillet 1688. *Avec* les PLEIN-POUVOIRS de part & d'autre. ANNO 1688.

NAdemael tusschen syne Koninghlijcke Majesteyt van Denemarcken, Noorwegen, &c. ter eenre, ende de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden ter andere zyde, zedert een geruymen tydt herwaerts verscheyde differenten ende oneffenheden ghereſen zyn, over ende ter ſaecke van de Commercie ende Navigatie van de Ingheʒetenen der Vereenigde Nederlanden, op ſijn Koninghl. Majeſteyts Rycken en Landen, midsgaders in en door de Sund op de Ooſt-Zee; ende dat alhoewel de voorſz. differenten en oneffenheden tot noch toe niet alleen niet geadjuſteert hebben konnen werden, maer ter contrarie meer en meer uytgheborſten zyn, echter ſijne Koninghlycke Majeſteyt en haer Hoogh Mogende altoos hebben gheconſerveert een oprechte genegentheyt omme de ſelve ten ſpoedighſten door een minnelyck verdragh getermineert te ſien, oock om præliminairlyck te adjuſteren 't geen de bevorderingh van ſoo een goedt ende heylſaem ooghmerck eeniger maten ſoude konnen retarderen, en in dit alles krachtlyck zyn ghefecondeert door de interpoſitie en de goede officien die wylen ſijn Churfurſtel. Doorl. van Brandenburgh gl. ged., ende by continuatie ſijn jegenwoordigh regerende Churfurſtel Doorl. van Brandenburgh, als ſucceſſive Mediateuren in deſen beliefſt hebben te employeren; *Soo iſt*. Dat, om daer toe te gheraecken, ſijne Koninghlycke Majeſteyt toe deſſelfs Gevolmachtighde gelieft heeft te nomineren den Heere *Johan Hugo van Lenten*, tot Sarlhuſen, ſijne Koninghl. Majeſteyts Eſtats en Landt-Raedt, Vice-Cantzeler in het Hertoghdom Schleſwigh, ende deſſelfs Extraordinaris Envoyé aen het Hof van ſijn Churfurſtelycke Doorlughtigheydt, ende de Heeren Staten Generael den Heere *Jacob Hop*, Raedt en Penſionaris der Stadt Amſterdam, Gedeputeerde ter Vergaderinge van haer Hoogh Mog. wegens de Provincie van Holland ende Weſt-Vrieſland, ende haren Extraordinaris Envoyé aen 't Hoff van ſijn Churfurſtel. Doorl., dewelcke ſich te ſamen bevonden hebbende in de Stadt Berlyn, aldaer naer reciproque communicatie van hunne reſpective Volmachten, waer van Copien aen het eynde deſes van woorde te woorde zyn gevoeght, preliminairlyck zyn geaccordeert ende verdragen in volgende maniere.

COmme depuis aſſez longtems il eſt arrivé pluſieurs differens & mes-intelligences entre Sa Majeſté le Roi de Danemarck, Norwegue, &c. d'une part, & les Hauts & Puiſſants Seigneurs Etats Géneraux des Provinces-Unies des Pays-Bas d'autre part au ſujet & à l'occaſion du Commerce & Navigation des Habitans des Provinces-Unies des Pays-bas dans les Royaumes & Pays de ſadite Majeſté enſemble dans le Sund ſur la Mer Baltique & qu'encore que leſdits differens n'ayent non ſeulement pû être ajuſtez juſques à preſent, mais ſe ſoient au contraire augmentez de plus en plus, cependant Sa Majeſté & leurs Hautes Puiſſances ont toûjours conſervé une ſincere inclination de les terminer au plutôt par un Accommodement à l'amiable & même d'ajuſter par des Preliminaires ce qui pourroit en quelque maniere retarder un deſſein ſi bon & ſi ſalutaire, en quoy ils ont été fortement ſecondez par l'interpoſition & les bons offices de feu Sa Serenité Electorale de Brandebourg d'heureuſe memoire, & par la continuation de ceux de Sa Serenité Electorale à preſent regnante qu'elle a bien voulu employer, en qualité de Mediateur Succeſſeur. C'eſt pourquoy, & afin de parvenir à ce but, il a plû à Sa Majeſté de nommer pour ſon Plenipotentiaire le Sieur Jean Hugo de Lente de Sarlhuſen Conſeiller d'Etat de ſadite Majeſté & ſon Envoyé Extraordinaire à la Cour de Sa Serenité Electorale; & les Seigneurs Etats Generaux le Sieur Jacob Hop, Conſeiller & Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam, Depuré en l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances de la part de la Province de Hollande & Weſt-Friſe, & leur Envoyé Extraordinaire à ladite Cour de Sa Serenité Electorale, leſquels s'étant rencontrez enſemble en la Ville de Berlin, aprés s'être communiqué reciproquement leurs Plein-pouvoirs reſpectifs, dont Copie ſera inſerée mot pour mot à la fin des preſentes, ils ont convenu & accordé preliminairement, en la maniere ſuivante.

I. De plaetſe van de afhandelinge van de bovengheroerde differenten in het algemeen, ſal zyn de Stadt Hamburgh of Altena, ten welcken eynde beyde de hooge Parthyen haer Gevolmachtighden behoorlyck geinſtrueert aldaer ſullen laten vinden, omme ten dage van de uytwiſſelinge van de Ratificatien van het jegenwoordigh præliminair Tractaet aenſtondts de voorſz. Negotiatie onder de Mediatie van ſijn Churfurſtel. Doorl. by der handt te nemen en ſonder uytſtel te vervolgen.

I. Le Lieu de la Negociation ſur les differents cy-deſſus mentionnez en general, ſera la Ville de Hambourg ou Altena, auxquelles fins, leſdites deux Hautes Parties, y feront trouver leurs Plenipotentiaires duëment inſtruits pour au jour de l'échange des Ratifications du preſent Traité Preliminaire, entamer & continuer auſſi-tôt & ſans delay ladite Negociation, ſous la Mediation de ſadite Serenité Electorale.

II. En op dat inmiddels de Navigatie ende Commercie haer voortgangh mogen hebben, is verdragen ende gheconditioneert, dat by proviſie ende voor den tydt van twee eerſt-komende jaren, te reeckenen van den dagh van de uytwiſſelingh van de Ratificatien van het jegenwoordig Tractaet, en ſoo veel langer als voor de expiratie van dien tydt met gemene bewillinge ſal werden vaſtgeſtelt, de Onderdanen van ſijn Koninghl. Majeſteyt in de Vereenighde Nederlanden, ende de Ingheʒetenen der Vereenighde Nederlanden in de Ooſt-Zee, Denemarcken ende Noorwegen varende en handelende; ſullen werden getracteert, op den voet ende

II. Et afin que cependant la Navigation & le Commerce puiſſent avoir leur cours, eſt accordé & ſtipulé, que par proviſion & pour le tems des deux prochaines années à compter du jour de l'échange des Ratifications du preſent Traitté, & pour tel tems plus long, qu'il ſera arrêté d'un commun conſentement avant l'expiration du tems ſuſdit, les Sujets de Sa Majeſté navigeant & trafiquant dans les Provinces-Unies des Païs-Bas, & les Habitans des Provinces-Unies des Païs-Bas dans la Mer Baltique, Danemarc & Norwegue, ſeront traitez ſur le pied & conforme-ment

ANNO 1688. ende conform de letter van de Tractaten en Conventien tusschen sijn Majesteyt en haer Hoogh Mog. in de jaren 1645. 1647. 1666. ende 1669. respectivelyck gemaeckt, welcke Tractaten en Conventien van alsulcken kracht zullen zijn en werden gehouden, als of de selve van woorde te woorde waren gheinsereert; en is voorts wel expresselyck verdragen en geaccordeert, dat in gevalle het Tractaet ten principalen niet en soude mogen wesen geslooten, voor de expiratie van de voorsz. twee jaren, of van dien tydt welcke (aleer de selve twee jaren sullen wesen verloopen) met ghemene bewilligingh sal werden vast-ghestelt, in sulcken ghevalle wederzydts Onderdanen en Ingezetenen sullen hebben ten tydt van drie maenden, te reeckenen van den dagh af dat dit præliminair Tractaet sal wesen geexpireert, om binnen deselve drie maenden hare Effecten, Schepen of Goederen te mogen revoceeren, 't huys ontbieden of elders verzenden, sonder in het minste daer in (geduyrende de voorsz. drie maenden) verhindert, beswaert, belast of geincommodeert te worden, even als of dit præliminair Tractaet (geduyrende den voorsz. tyd van drie maenden) noch effectivelyck plaets hadde, subsisteerde ende gheobserveert moest werden.

III. Dienvolgende sal het visiteren der Schepen en Goederen den Ingezetenen der Geunieerde Provincien toebehoorende, en door de Zundt passerende, conform het 3. Articul van het Tractaet de Anno 1645. geen plaetse hebben, en omtrent de visitatien van de voorsz. Schepen die in Noorwegen, 't zy met Hout alleen, 't zy met Hout en andere Waren, of wel andere Waren alleen souden mogen worden beladen, sal precieselyck achtervolght werden het 14. en 15. Articul van het Tractaet van den jare 1647. ende het 10. Articul van dat van den jare 1666. respective.

IV. Gelyck oock de metinge van de Schepen op Noorwegen varende, gereguleert sal blyven naer het geene deswegen in den jare 1669. is geconvenieert; ende de Tollen van de Hout-lasten en andere Waren en Koopmanschappen, welcke uyt Noorwegen souden mogen werden uytgevoert, betaelt sullen werden naer het 8. en 10. Art. van het Tractaet van den jare 1666. ten ware de Onderdanen van sijn Koninghl. Majesteyt, of wel andere Natien, albereydts verkregen souden mogen hebben, of noch geduyrende de voorsz. tyd souden mogen verkrygen eenige verminderingh in voorsz. Tollen, in welcken ghevalle oock de Ingezetenen der Vereenighde Nederlanden dat voordeel, volgens het 9. Art. van het voorsz. Tractaet de Anno 1666. sullen genieten.

V. Insgelijcx sullen oock, conform het voorsz. 9. Articul, de Schepen, in de Vereenighde Nederlanden 't huys hoorende, eenige Waren of Koopmanschappen in de Rijcken van sijn Koninghl. Majesteyt brengende, 't zy dat de selve Waren en Koopmanschappen gebracht worden directelijck uyt de eerste handt, of van de Plaets daerse zijn gevallen, dan niet, geen hooger of meerder Tholl betalen als de eygen Inwoonders of Onderdanen van sijn Koninghl. Majesteyt; ende sal dienvolgende oock cesseren de vierdubbelde Tholl, gelegt op Waren en Koopmanschappen die niet uyt de eerste handt, of van de Plaetsen daerse zijn gevallen, met Nederlandtse Schepen in sijn Majesteyts Rijcken werden gebracht; gelijck mede ophouden sal het Verbod voor de Nederlandsche Schepen, om Waren of Koopmanschappen tusschen de Rijcken van sijn Majesteyt, of tusschen Provintien of Stiften in Denemarcken of Noorwegen te vervoeren; daer en boven sullen oock op het versoeck ende ter requisitie van sijn Churfurstel. Doorl. als Mediateur, ophouden de Vorrechten, Immuniteyten en Exemptien aen de soo genaemde Defensions, Exemptions en diergelijcke Schepen, soo ten respecte van de Thollen die op het inkomen en uytgaen werden betaelt, als ten opsichte van den Orizondtschen Tholl, door sijn Koninghlijcke Majesteyt geaccordeert.

VI. Dat volgens het 13. Articul van het Tractaet van den jare 1645. de Passage en Navigatie door de Zundt, als oock de Traffijcq in sijn Koninghl. Majesteyts Rijcken en Landen, vry ende onverhindert sal blijven, en dat derhalven oock op het versoeck ende ter requisitie van sijn Churfurstel. Doorl. als Mediateur

ment aux Traitez & Conventions d'entre Sa Majesté & L. H. P. és années 1645, 1647, 1666. & 1669. respectivement, lesquels Traitez & Conventions seront de même force & valeur que s'ils étoient icy inserez mot à mot: & est outre ce expressément accordé & convenu, que si le Traité ne pouvoit pas être conclu au principal avant l'expiration des susdites deux années, & du tems, qui (avant que lesdites deux années seront expirées) sera arrêté, en tel cas les Sujets & Habitans de part & d'autre auront le tems de trois mois, à compter du jour que ce Traité preliminaire aura expiré, pour pendant lesdits trois mois pouvoir reclamer leurs effets, Vaisseaux ou Marchandises, les faire revenir chez eux ou les envoyer ailleurs, sans (pendant lesdits trois mois) pouvoir en ce être empêchez, troublés, lesés, ou incommodés, comme si durant ledit tems de trois mois ce present Traité Préliminaire devoit avoir encore effectivement lieu, subsister & être observé. ANNO 1688.

III. En consequence dequoy la visite des Vaisseaux & Marchandises des Habitans des Provinces-Unies, & qui passeront par le Sond, n'aura point de lieu conformement à l'Article 3. du Traité de l'an 1645. Et à l'égard de la visite des susdits Vaisseaux qui sont chargez en Norwegue, soit avec du Bois seulement, soit avec du Bois & autres Marchandises, ou avec d'autres Marchandises seulement, seront precisément suivis les 14. & 15. Articles du Traité de l'an 1647. & le 10. Article de celui de l'an 1666. respectivement.

IV. Comme aussi la mesure des Vaisseaux qui vont en Norwegue sera reglée suivant ce qui a été convenu à cet egard en l'an 1649. & les Tols des bois chargez & autres Marchandises, lesquelles pourroient être transportées de Norwegue, seront payez suivant les 8. & 10. Articles du Traité de l'an 1666. à moins que les Sujets de Sa Majesté, ou d'autres Nations n'eussent déja obtenu ou n'obtinssent pendant le susdit tems quelque diminution desdits Peages, auquel cas les Habitans des Provinces-Unies jouïront aussi de cet avantage, conformement à l'Art. 9. du susdit Traité.

V. Semblablement les Vaisseaux conformément audit neufiéme Article, qui apartiendront aux Provinces-Unies, & qui aporteront quelques Marchandises ou denrées dans les Royaumes de Sa Majesté, soit que les mêmes Marchandises ou Denrées soient amenées directement de la premiere main, soit du Lieu où elles sont echeuës ou non, ne payeront pas de plus grands Droits que les propres Habitans & Sujets de Sa Majesté, & en consequence cesseront aussi les Tols quatre fois doubles, mis & imposez sur les Marchandises & Denrées qui viennent avec des Vaisseaux des Païs-Bas dans les Royaumes de Sa Majesté non de la premiere main ou des Lieux où elles sont écheuës, comme aussi cessera la deffence faite à l'egard des Vaisseaux des Païs-Bas, de transporter entre les Royaumes de Sa Majesté, ou entre les Provinces de Danemarc ou Norwegue. Outre ce cesseront à la requisition de Sa S. E. les Prerogatives, Immunitez, & Exemptions accordées par Sa Majesté aux Vaisseaux nommez de Defence, Exemptions, & semblables, tant à l'égard des Tols, qu'on paye à l'entrée & à la sortie, qu'à l'egard du Tol de l'Orisond.

VI. Que suivant l'Art. 13. du Traité de l'an 1645. le Passage & Navigation par le Sund, comme aussi le Trafic dans les Royaumes & Païs de Sa Majesté, sera libre & sans empêchement, c'est pourquoi aussi, sur la demande & requisition de Sa Serenité Electorale comme Mediateur cessera la deffence de

ANNO 1688. teur sal cesseren het Verbod tegen den invoer van verscheyde Waren, Manufacturen en Koopmanschappen ge-emaneert: En is wyders verdragen dat het different 't geen hier over, en over de Defensions, Exemptions en diergelijcke Schepen is ontstaen geweest, ende de redenen welcke dien-aengaende by of van wegen sijn Koninglijcke Majesteyt zyn geallegeert, sullen werden gerenvoyeert tot de Negotiatie ten Principalen (nochtans effect sorterende 't geen aengaende de voorsz. Schepen, en het voorsz. verbod by 't vijfde en het jegenwoordige Articul is geconvenieert) om als dan te sien hoe verre die saecke tot wederzijdts genoegen sal konnen werden ingheschickt.

VII. Sullen vorders, volgens het 2. Articul van het Tractaet d'Anno 1645. het 13. Articul van dat van den jare 1647. ende het 8. Articul van het Tractaet d'Anno 1666. alle by-Thollen en andere diergelijcke. lasten, wat naem die oock souden mogen hebben, die t'zedert de voorsz. Tractaten, en in præjuditie van de selve, soo in de Zundt als in Noorwegen zijn ingevoert, gantschelijck cesseren, en sal vervolgens afgeschaft moeten worden alle 't geene buyten de letter van de boven-geroerde Tractaten de Onderdanen van sijn Majesteyt in de Vereenighde Nederlanden, ende den Ingesetenen der Vereenighde Nederlanden, 't zy van hare Schepen, 't zy van hare ingelade Goederen, soude mogen wesen afgevordert; maer sal alles præcieselijck werden gereguleert naer de selve Tractaten, als Art. 2. hier boven is geseght, sonder dat aen de generale expressien aldaer gebruyckt, eenige prejudicie werdt verstaen te werden gegeven, door het geen specialijck by de volgende Articulen van dit Tractaet is verdragen ende gheconvenieert.

VIII. Tot beter naerkominge van alle 't geene voorsz. is, is verstaen, dat mede sal cesseren en ophouden de nieuwe Deensche Tholl-Rolle, by sijn Koninghl. Majesteyt op den 27. Mey 1686. gearresteert, ende voorts alle andere Ordonnantien, Verboden, Vryheden ende Exemptien, welcke tegens de voorschreve Tractaten souden mogen zijn ge-emaneert ofte aen yemandt gheconcedeert.

IX. Daer en is van de zyde van Syne Koninghlijcke Majesteyt bedongen, ende by hare Hoogh Mogende belooft, dat de selve mede gheduyrende de voorsz. tijdt van twee jaeren sullen doen cesseren het Verbodt van de Navigatie ende Commercie op het Rijck Noorwegen, mitsgaders van den invoer van de Houtwaren die in het selve Rijck zijn gevallen, ende van daer of van elders in de Vereenighde Nederlanden souden mogen werden gebracht: Gelijck mede de belastingh van twintigh guldens op het inkomen van yeder Last van de voorsz. Houtwaren, voor date van het voorsz. Verbodt tegens den invoer van dien gevordert, alles respectivelijck conform haer Hoogh Mog. successive Placaten ende Waerschouwingen van den 27. Maert, 1687. ende 17. Mart 1688.

X. Gelijck mede in voegen als vooren sal ophouden de meerder belastingh, by hare Hoogh Mogende Resolutie van den 27. Maert 1687. gesteldt op de Deensche Schepen, die in de Vereenighde Nederlanden willen laden of onthalen; sullende de voordere Beswaernissen welcke van de syde van Syne Koninghlijcke Majesteyt gesustineert souden mogen werden op de Deensche Commercie ende Navigatie in de Vereenighde Nederlanden te wesen geleght, gerenvoyeert werden tot de boven-gheroerde Negotiatie ten principalen, om als dan op den voet ende naer uytwysen van de vooren genoemde Tractaten geadjusteert en ingeschickt te werden.

XI. Het tegenwoordigh Tractaet sal by Syne Koninghlijcke Majesteyt ende by hare Hoogh Mogende werden geratificeert, ende de Acten van Ratificatie van dien sullen ten wederzyden in goede en behoorlijcke forme werden uytgewisselt binnen den tijdt van twee maenden, of wel eerder, indien het selve kan geschieden, te reeckenen van den dagh van de signature, om aenstondts naer de selve gedaene uytwisselinge, dit Tractaet preciselijck te executeren.

Tot bevestingh van 't welck, hebben Wy in den Hoofde van dit Præliminair-Tractaet genoemde Bevolmachtighden van Syne Koninghlijcke Majesteyt, ende van de Heeren Staten Generael, uyt krachte van de voorschreve Onse Pouvoirs, in haren Name het jegenwoordigh Tractaet eygenhandigh onderteyckent, ende

de faire entrer diverses Marchandises, Manufactures & Denrées. Et est en outre accordé que les differens mûs à ce sujet & sur les Deffences, exemptions & differens Vaisseaux, & les raisons qui à cet égard ont été alleguées par Sa Majesté ou de sa part, seront renvoyées à la Négociation au principal, (sortant néanmoins son effect, ce qui a été convenu à l'égard des susdits Vaisseaux, & de ladite deffence par l'Article cinquiéme & par le present) pour voir alors comment cette affaire pourra être reglée de part & d'autre à la satisfaction reciproque. ANNO 1688.

VII. Cesseront en outre entierement suivant l'Art. 2. du Traitté de l'an 1645. le 13. Art. de celui de l'an 1647. & le 8. Art. du Traitté de l'an 1666. tous les by-Tols & autres Charges semblables de quelque nom, qu'ils puissent être appellez, introduits au préjudice d'iceux, tant au Sond qu'en Norwegue, & sera consequemment aboli tout ce qui, outre le contenu des Traitez susmentionnez, pourroit avoir été demandé aux Sujets de Sa Majesté dans les Provinces-Unies des Païs-Bas & aux Habitans des Provinces-Unies, soit de leurs Vaisseaux, soit des Marchandises y chargées; mais le tout sera réglé precisément suivant les mêmes Traitez, comme il est dit icy par l'Article 2. sans qu'à l'expression generale qui y est employée soit entendu être donné aucun prejudice, par ce qui est specialement accordé & convenu par l'Article suivant de ce Traité.

VIII. Pour meilleure observation de tout ce qui est dit cy-dessus, est jugé à propos, que le nouveau Toll-Rolle arrêté par Sa Majesté le 27. May 1686. cesse & soit sursis; Et en outre toutes autres Ordonnances, Deffences, Libertez & Exemptions qui pourroient être emanées contre les susdits Traitez ou concedées à quelqu'un.

IX. D'ailleurs est stipulé de la part de Sa Majesté & promis par leurs Hautes Puissances qu'ils feront aussi cesser durant le susdit tems de deux Ans la Deffence de la Navigation & Commerce dans le Royaume de Norwegue, ensemble, du Transport des Marchandises de bois qui sont arrivez dans ledit Royaume, & qui delà ou d'ailleurs pouvoient être amenez dans les Provinces-Unies des Païs-Bas, comme aussi l'Imposition de vingt Livres sur l'entrée de chaque Last des susdites Marchandises de bois exigez contre le Transport, avant la date de ladite Deffence, le tout respectivement conformement aux Placards successifs & Avertissements de leurs Hautes Puissances des 27. Mars 1687. & 17. Mars 1688.

X. Comme aussi cesseront comme dessus toutes les autres Impositions, mises par la Resolution de leurs Hautes Puissances du 27. Mart 1687. sur les Vaisseaux Danois, qui veulent charger & decharger dans les Provinces-Unies des Païs-Bas; & les autres Impositions que Sa Majesté pourroit soûtenir avoir été mises sur le Commerce de Danemarck & Navigation dans les Provinces-Unies, seront renvoyées à la susdite Negociation au principal, pour en aprés être ajustez & reglés, sur le pied & suivant le contenu des susdits Traitez.

XI. Le present Traité sera ratifié par Sa Majesté & par leurs Hautes Puissances & les Ratifications d'icelui en bonne & deuë forme seront échangées de part & d'autre dans le tems de deux mois, ou plûtost si faire se peut, à compter du jour de la signature, pour ensuite de l'échange faite, être ledit present Traité executé précisément de part & d'autre.

Pour confirmation de quoy Nous Plenipotentiaires de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs susdits, avons en leur nom signé le present Traité de nos propres mains & confirmé

Anno 1688. ende met onse Zegelen bekrachtight. Gedaen tot Berlin den sesten July 1688. nieuwen Stijl.

Was geteekent,

(L.S.) Johan Hugo van Lenten. (L.S.) J. Hop.

Folget die Copie von der Vollmacht von Seiner Königlichen Majestät von Dennemarck / Norwegen ꝛc.

Wir Christian der Fünffte / von Gottes Gnaden König zu Dennemarck / Norwegen / der Wenden und Gothen / Hertzog zu Schleßwig / Holstein / Stormarn / und der Ditmarschen / Graff zu Oldenburg und Delmenhorst / ꝛc. Thuen kund hiemit / nachdeme zwischen Uns und dem Staat der Vereinigten Niederlanden wegen der Zöllen und Commercien / hinc inde einige Irrungen entstanden / und dan zu Hinlegung derselben gütliche Tractaten zu pflegen / vorhero aber einige Præliminar-Puncten abzureden / beederseits für gut befunden und beliebet worden / daß Wir zu solcher Præliminar-Handlung / Unsers Orths / den Wohl-Edlen unsern Estats- und Land-Rath / Vice-Cantzlern im Hertzogthum Schleßwig / jetzigen Envoyé Extraordinaire am Chur-Brandenburgischen Hoff und lieben Getreuen / Johan Hugo von Lenten / auff Sarlhausen Erbgesessen / committiret und bevollmächtiget / Thun dasselbe auch hiemit dergestalt und also / daß Er sich unter Interposition und Vermittelung des jetzo Regierenden Churfürsten zu Brandenburg Durchleucht und Ibd. mit der Staten General ebenmäßig Bevollmächtigtem Ministro in Handlung einlassen / und wegen angeregter Præliminar-Puncten etwas gewisses verabreden / schliessen und unterzeichnen möge: Bey Königlichen Worten versprechende / daß Wir dasjenige / was er solcher Gestalt handlen / thuen und schliessen werd / allerdings genehm halten und ratificiren wollen. Uhrkündlich / unter Unserem Königlichen Handzeichen und fürgedruckten Insiegel. Geben auff unser Residentz zu Koppenhagen den 26. Maji. 1688.

CHRISTIAN.
(L.S.)

T. B. von Jessen.

Volght de Copie van de Volmaght van haer Hoogh-Mogende.

De Staten Generael der Vereenighde Nederlanden. Allen den geenen die desen jegenwoordigen sullen sien ofte hooren lesen, Salut. *Doen te weten.* Dat, nademael het Syne Churfurstelijcke Doorluchtigheydt van Brandenburgh, tegenwoordigh regerende, geliest heeft te continueren in de Mediatie tot byleggingе ende assopieringe van de differenten tusschen Syne Koninghlijcke Majesteyt van Denemarcken ende desen Staet geresen; ende Wy geerne souden sien, dat de voorschreve differenten onder de voorschreve Mediatie van hoogh-ghemelte Syne Churfurstelijcke Doorluchtigheydt, hoe eerder soo beter, door een minnelijck Accommodement mochten werden gheaccommodeert ende by-gheleydt, Wy ten dien eynde goet-ghevonden hebben daer toe behoorlijck te qualificeren den Edelen, Ehrenfesten, Hoogh-geleerden, Wysen, Voorsichtighen Heer *Jacob Hop*, Raedt ende Pensionaris der Stadt Amsterdam, Gedeputeerde in Onse Vergaderinge, van wegen de Provincie van Hollandt ende West-Vrieslandt, ende Onsen Extraordinaris Envoyé aen het Hoff van meer-hoogh-gemelte Syne Churfurstelijcke Doorluchtigheydt: Ende wetende dat de selve daer toe van noode heeft Onse speciale Procuratie, volkomen Macht, Authoriteyt en Bevel, om alle Scrupulen die dien aengaende gemoveert soude moghen werden, wegh te nemen. *Soo ist*, dat Wy hem gegeven hebben, gelijck Wy hem geven in krachte deses, volkomen Macht, Authoriteyt ende speciael Bevel, om met de Gevolmachtighde Heeren Ministers of Minister van hooghst-ghedachte Syne Majesteyt, onder de Mediatie van hooghstgedachte Syne Churfurstelijcke Doorluchtig-

firmé de nos Sceaux. Fait à Berlin le sixiéme Juillet, 1688. Stile nouveau. Anno 1688.

Etoit signé,

(L.S.) Jean Hugo de Lente. (L.S.) J. Hop.

Suit la Copie du Plein-pouvoir de Sa Majesté le Roi de Danemarc & Norwegue, &c.

Nous Chrêtien cinquiéme par la grace de Dieu Roi de Danemarc, Norwegue, des Vandales & des Gots, Duc de Sleswick, Holstein, Stormarn, & Ditmarsen, Comte d'Oldenbourg & Delmenhorst, &c. sçavoir faisons par ces presentes, que comme il est arrivé depuis quelque tems quelques differens entre Nous & les Etats des Provinces-Unies des Païs-Bas au sujet de la Navigation & qu'il a été jugé à propos de les terminer par de bons Traitez & d'en regler de part & d'autre quelques Points préliminaires, c'est pourquoy nous avons a cet effect nommé nôtre fidele & amé Jean Hugue de Lente, presentement nôtre Envoyé à la Cour Electorale de Brandebourg, & nôtre Conseiller d'Etat, & Vice-Chancelier du Duché de Slefwick, & l'avons authorisé & commis, pour, sous l'Interposition & Mediation du Serenissime Electeur de Brandebourg, aujourd'huy regnant, entrer en Negociation avec le Ministre Plenipotentiaire des Etats Generaux, & travailler, conclure & signer entre eux lesdits Points preliminaires. Promettant en parole de Roi d'avoir pour agreable & de ratifier tout ce qui par lui aura été negocié, fait & conclu. En témoin dequoy nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles aposé nostre Sceau. Donné en nôtre Residence à Copenhague le 26. May 1688.

CHRISTIAN.
(L.S.)

T.B. von Jessen.

Suit la Copie du Pleinpouvoir de leurs Hautes-Puissances.

Les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas à tous ceux qui ces presentes Lettres verront ou orront salut, sçavoir faisons, que comme il a plû à Sa Serenité Electorale de Brandebourg presentement regnant, de continuer dans sa Mediation pour assoupir & terminer les differens meus entre Sa Majesté le Roi de Danemarc & cet Estat, & que nous verrions volontiers que par la susdite Mediation de Sadite Serenité Electorale les susdits differens fussent au plutôt terminez & finis, par un Accommodement amiable, Nous avons jugé à propos de nommer à cet effect le noble, savant, discret, sage & prudent Seigneur Jacob Hop, Conseiller & Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam, Deputé en nôtre Assemblée de la part de la Province de Hollande & de West-Frise, & nôtre Envoyé Extraordinaire à la Cour de Sadite Sérenité Electorale; & sçachant que pour cet effect, il a besoin de nôtre procuration speciale & de nôtre Authorité, Plein-pouvoir & Mandement pour ôter tous les scrupules qui pourroient naitre à cet égard; c'est pourquoy nous lui avons donné, comme nous lui donnons à cet égard en vertu des presentes, Pleinpouvoir, Authorité & Mandement special, pour, sous la Mediation de Sa Serenité Electorale, traitter & accorder avec le Seigneur Plenipotentiaire & Ministre de Sa susdite Majesté sur

ANNO 1688.

tigheydt, over de voorsz. Differenten ende Geschillen te tracteren ende te accorderen, de selve te adjusteren ende te nederlegghen, soo als sy onderlinge sullen oordeelen ende bevinden ten wederzyden te behooren: Belovende sinceerlijcken, oprechtelijcken ende ter goeder trouwen te sullen houden voor aengenaem, vast, bondigh ende van waerden, alle 'tgeene by ghemelten Onsen Extraordinaris Envoyé in de selve Qualiteyt sal zijn gedaen, belooft, geconsenteert ende geaccordeert, 't selve onverbreeckljjcken naer te komen, te onderhouden ende te observeren, sonder daer tegens nimmermeer yets te doen of te laten geschieden, directelijck of indirectelijck, in wat manieren het oock soude mogen wesen; ende alles te ratificeren ende approberen, ende (des noots zijnde) daer van te verleenen ende te passeren Brieven ende Instrumenten in de beste forme, tot volkomen contentement ende vergenoegen van den hooghst-gemelten Koning. Gegeven in den Hage onder Onsen grooten Zegele, Paraphure van den Heere Præsiderende in Onse Vergaderinge, ende de Signature van Onsen Griffier, den thienden Juny Anno 1688. Was geparapheert, JACOB VAN COEVERDEN, vt. Op de Plijcque stondt, *ter Ordonnantie van de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael.* Ende was geteyckent, F. FAGEL. Zijnde op 't spatium gedruckt het Cachet van hoogh gemelte haer Hoogh-Mogende op een rooden Ouwel, overdeckt met een Papieren ruyte.

sur les differens susdits, & de les ajuster & terminer, comme ils jugeront & trouveront de part & d'autre convenir. Promettant sincerement & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme, stable & valable, tout ce qui par nostre susdit Envoyé Extraordinaire aura été en ladite Qualité fait, promis, consenti & accordé, & de l'observer & entretenir inviolablement, sans jamais faire ou laisser rien faire alencontre directement ou indirectement, en quelque maniere que ce puisse être, & de ratifier & aprouver le tout, &, (si besoin est) en passer Lettres & Instrumens en bonne forme, au parfait contentement & satisfaction du susdit Roi. Donné à la Haye sous nôtre grand Sceau, Paraphe du Seigneur President en nôtre Assemblée & Signature de nôtre Greffier le 10. Juin de l'an 1688. Et paraphé JACOB DE COUVERDEN, vt. *& sur le replis étoit,* par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Generaux; *Et étoit signé* F. FAGEL, *& étoit imprimé dans l'espace le Cachet de leursdites Hautes Puissances en oublie rouge converte d'un quarreau de Papier.*

ANNO 1688.

XCI.

21. Juill.

Jhro Käyserliche Majestät LEOPOLDI I. Extension und Declaration derer Fränckischen Ritterschafft Privilegien in Puncto Exemptionis, Executionis, Juris collectandi, der Zoll-Befreyung/ des Einstands-Recht 2c. Der Ritterschafft und Adel der Sechs-Ort im Land zu Francken ertheilet. Wien den 21. Julii 1688. [LONDORPII *Acta publica* Parte XIV. Libr. XV. sub Cap. XVII. Num. I. pag. 431.]

C'est-à-dire,

Declaration de l'Empereur LEOPOLD I. *pour la Confirmation & l'Extension des anciens Privileges de la* NOBLESSE *de* Franconie, *touchant l'Exemption, l'Execution, le Droit de Collecte; l'Immunité des Impositions, & le Droit de Retrait.* A Vienne *le* 21. *Juillet* 1688.

WJr Leopold von Gottes Gnaden / erwehlter Römischer Käyser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien / zu Hungarn und Böheim / Dalmatien / Croatien und Sclavonien / 2c. König / Ertz-Hertzog zu Oesterreich / Hertzog zu Burgund / zu Braband / zu Steyer / zu Kärndten / zu Crain / zu Lützenburg / zu Würtemberg / Ober-und Nieder-Schlesien / Fürst zu Schwaben / Marggraff des Heiligen Römischen Reichs / zu Burgau / zu Mähren / Ober-und Nieder-Laußnitz / Gefürsteter Graff zu Habspurg / zu Tyrol / zu Pfierd / zu Kyburg und zu Görtz / Landgraff im Elsaß / Herr auf der Windischen Marck / zu Portenau und Salins / 2c.

Bekennen öffentlich mit diesem Brief / und thun kund allermänniglich / daß uns die Wohlgebohrne und Edle / unsere und des Reichs liebe Getreue / N. Gemeine Ritterschafft und Adel der sechs Ort im Land zu Francken / allerunterthänigst vorgetragen / wie daß dero habendes Collectations-und Executions-Recht / item / Zoll-Befreyung und darüber erlangte Käyserliche Privilegia, wie wohlgegründet / hell und klar die auch seyn / jedannoch von etlichen Höheren / auch anderen Ständen und Personen / unter mancherley Prætext und Exceptionen angefochten und eludirt werden wolten / wordurch ihrem Corpori, und einem jeden in Particulari, immer mehr und mehr Güter aus der Steuer entgiengen / und dasselbe mithin in solches Abnehmen verfalle / daß bald die gäntzliche Dissolution zu besorgen / wann nicht durch ernstes Käyserliches Einsehen denen schädlichen Exemptionibus und Executions-Verhinderungen contra morosos gesteuret würde; Uns daher um unsere allergnädigste Käyserliche Confirmation und Declaration gebetten / wordurch vorgemeldtes Ritterschafftlich Steuer-und Executions-Recht und Privilegia in vollen Kräfften erhalten / und sie die Ritterschafft darwider ferner nicht gravirt werden könte noch solte.

Gleichwie wir nun jetzt-gemeldter Reichs-Ritterschafft sowohl um uns / als unsere Glorwürdigste Vorfahrere am Reich und das gemeine Wesen erworbene stattliche Merita, und mit freywilliger Darsetzung Guts und Bluts / absonderlich bey noch währendem Türcken-Krieg erwiesene treue Dienste / in gnädigste Achtung ziehen / und daher dieselbe als unsere treue Edle Knechte bey ihrem hergebrachten wohlverdienten Stand und Vermögen möglich conserviren / auch ihnen sonsten in thunlichen Dingen zu willfahren allergnädigst geneigt seyn; Also haben wir uns dahin in Käyserlichen Gnaden erklähret / thun das auch hiemit auf vorgepflogenen reiffen Rath / mit rechtem vollkommenen Wissen / daß wir nicht allein über mehrgedachter Reichs-Ritterschafft vorhin von uns und unseren Vorfahren am Reich ertheilte Decreta, Mandata & Privilegia, als ohne das Remuneratoria, und vim contractus habentia, in specie das Mandatum sine clausula, im Jahr sechzehenhundert acht und siebentzig / festiglich halten lassen / sondern auch dieselbe ferner mit der Declaration in beständigst-und verbündlichster Form versehen haben wollen / daß wie erstgedachte Privilegia in puncto Exemptionis & Executionis von Anfangs her den Verstand gehabt / daß alle in der Ritterschafft-Matricul von alters her begriffene Güter zusammen ein Corpus constituiren / und deme keines wegs / unter was Prætext es gesucht werden möchte / entzogen und eximiret / sonderen von deren Possessoren mit der Steuer zur Ritterschafft / dem alten Herkommen gemäß / beständig vertretten werden sollen; Also auch von uns selbsten und unseren Nachkommen am Römischen Reich / Römischen Käyseren und Königen / niemand / wes Standes / Würden und Wesen der auch seye / weder jetzt noch künfftig, auch so gar ex plenitudine Cæsareæ Potestatis in einigerley Weise oder Gestalt / durch Stands-Erhöhung / Exemption oder Erection, solcher dem Ritter-Corpori einmahl afficirt gewesener Güter / in Reichs-Graff-und Herrschafften / ungeachtet des Erbietens / einen solchen Abgang bey künfftigen Ritter-Hülffen in Consideration oder Abzug zu nehmen / oder was Ursachen und Be-

Anno 1688.

Bewegnuß auch solches immer seyn möchte (derer aller und jeden wir uns und unsere Nachfahrer am Reich und unseren Ertz-Hauß hiemit auffs verbündlichste verzeihen und begeben) von denen hergebrachten Ritter-Anlagen eximiret / oder befreyet seyn oder werden solle / noch könne; Gestalten wir dergleichen dieser unser Allergnädigsten Declaration zu wiederlauffende Exemptiones, jetzt alsdan / und dan als jetzt / ex certa Scientia und eigener allergnädigsten Bewegnuß / cassirt und auffgehoben haben wollen.

Dan weilen der Chur-Fürsten und Ständen Prærogativæ, Jura & Privilegia, nach Außweiß unserer Königlichen Capitulation, des Westphälischen Frieden-Schlusses / und anderer Reichs-Abschieden / in perpetuum irrevocabiliter stabilirt und bestättiget / die Ritterschafftliche Privilegia von der Käyserlichen Supremität / als dem ersten einigen Brunnquell aller Jurisdictionalien und Regalien / mit Darsetzung Leibs und Bluts erworben / und der Ursachen von Chur-Fürsten und Ständen des Reichs selbst dem Instrumento Pacis und Unserer Käyserlichen Wahl-Capitulation zu beständiger Observanz mit einverleibet worden; Als ist auch billich und recht / daß nach gleicher Anweiß obiger Fundamental-Reichs-Gesetzen allervorderist unser Käyserliche Hoheit und Concession, solcher ewig und unwiderrufflicher Privilegien / so dan auch unser und des Reichs Interesse, ratione der freywilligen Ritter-Hülffen / ungeschmählert custodirt verbleibe / und uns oder unserer Reichs-Ritterschafft / von dem Quanto collectabili so wenig was entzogen werde / als wenig wir einigen Stand des Reichs / von dem jenigen / so derselbe tempore confectionis Matriculæ, & ab Imperatoria Majestate ipsi concessæ collectationis, unter seinem Steuer-Belag gehabt / was abzukürtzen gemeynt; Also sollen jetzt und künfftig ihro der Reichs-Ritterschafft solche Privilegia und Jura regalia, ohne Eintrag männiglichs / hohen und niedrigen Stands / zu ewigen Zeiten auffrecht erhalten / geschützt und gehandhabt werden.

Und weilen uns so auch ferner unser und des Reichs getreue Reichs-Ritterschafft in Francken / allerseits Orten / zu erkennen gegeben / daß sie in dem obgemeldten Jure Collectarum, sonderlich auch in dessen Execution gegen die saumselige Contribuenten / wobey doch manchmahl unser und des Reichs Interesse selbsten verfirt / und dan wegen der Immedietät / in Causis tam civilibus, quam criminalibus, wie nicht weniger wegen der Zoll-Befreyung und des Einstands-Rechts unleidentlich beeinträchtiget würden / da doch alle solche Jura durch die Reichs-Friedens-Schlüß und unsere Käyserliche Wahl-Capitulation in eine den Juribus Statuum gleichmässige Verbündlichkeit gesetzt worden / und uns dahero um unsere Käyserliche allergnädigste weitere Confirmation, Schutz / Schirm und Manutenenz allerunterthänigst angeruffen; Und wir nun solches alles den Rechten / der Billigkeit / und denen von uns und unsern Vorfahren mit Gut und Blut so theuer erworbenen Privilegien und Rechten gemäß erkennen; So verordnen / erklähren und befehlen wir hiermit / daß erstgedachte Privilegia, Jura, Recht und Gerechtigkeiten unser und des Heiligen Reichs Ritterschafft und Adel / aller sechs Orten in Francken / hinführo und zu ewigen Zeiten / unter keinerley Prætext oder Vorwandt / Jurisdictionis territorialis, feudalis, privilegiatæ, centenæ, loci delicti, oder anderen Einwendens keines wegs geschwächt / noch in ihrem ruhigen Besitz turbirt / weniger an ihrem wohlverdienten unmittelbahren Stand / Prærogativen / Würden und Vermögen beeinträchtiget / sonderlich in dem Einstand-Recht / in Verkauff- oder Tausch-Fällen / weder von dem Verkäuffer noch Käufferen / wie auch in vornehmender Steuer-Execution, gegen saumseelige Mit-Gliedere / unter dem nichtigen Prætext des Lehen-Herrlichen Interesse, oder als ob durch solchen transitum, licet innoxium, die Territoria violirt würden / zur Folg unsers Käyserlichen / den 24. Novembris, Anno tausend sechs hundert und acht und siebentzig / ausgelassenen Mandats sine Clausula nicht gehindert / gesperrt und beschwehret werden / noch vielweniger erstgedachtem unserem Mandato zuwieder die gravirende Ständte / sich der Vasallen in dergleichen Steuer-Sachen wider die Ritterschafft annehmen / oder wan derentwegen zwischen Herrschafften und Unterthanen Streit entstehen / die Unterthanen würcklich wider ihre Herrschafften schützen / und die Cognition vor sich und dero Lehen-Höfe ziehen können; vielmehr bedürffenden Falls / auff gebührendes Ansuchen / mit benöthigter Mannschafft und sonsten an Hand gehen sollen. Gestalten wir alle unsere und unserer löblichen Vorfahren am Reich / darüber und andere obberührte Puncten ertheilte Privilegia, utpote Regalia, in gratitudinem meritorum Castrensium collata, in vim Contractus, ac pacti perpetui, alles ihres Innhalts / cum clausula derogatoria, auf ewig und unwiderrufflich hiermit nochmahls wollen befestiget und confirmirt haben / dergestalt / daß sie / die Ritterschafft / solche ihre Privilegia und Jura, ohne Eintrag männiglich / hohen oder niederen Stands / ruhiglich geniessen / auch darbey durch ertheilte ernst- und nachdrückliche Rescripta dehortatoria, ohne Ansehen der gravirten Ständen / auffrecht erhalten / geschützt und geschirmt werden solle; Und dafern von einigen hohen oder niederen Ständen / Ihro der Reichs-Ritterschafft hierinnen durch Verkauff and Exemption der Ritterschafftlichen Güter / Hemmung der Execution oder sonsten Gewalt / Hinderung oder Eingriff und Vorenthalt geschehen thäte / ihnen bey unserem Käyserlichen Reichs-Hoff-Rath oder Cammer-Gericht zu Speyer auf ihr Klagen (darin recht und wohl à præcepto anzufangen) förderliche Process und erspriesßliche Hülff Rechtens erkannt / worinnen super Possessorio, sola facti veritate inspecta, executivè verfahren / fördersame Urtheilen gesprochen / die Ritterschafftliche in die gehabte Possess parata executione restituirt / und dabey kräfftigst conserviret / alle übrige Exceptionen und Einwürffe aber / als Feudi ante Reformationem Matriculæ Anno 1521. collati, vel Steuræ in casum aperturæ aut caducitatis reservatæ, oder anderen / wie die Nahmen haben möchten / salva interim manente Possessione, der Ritterschafft / ad Petitorium & ejusdem Definitionem verwiesen / deßhalben der Pöen-Fall biß auf zwey hundert Marck löthigen Goldes erhöhet / und halb in unsere Cammer / den anderen halben Theil aber auf gemeldte Ritterschafft in Francken unnachlässig zu bezahlen / und zu dessen würcklichen Einbringung unser und des Reichs Käyserl. Hof- oder Cammer-Gerichts-Fiscal jederzeit excitirt werden solle.

Gebieten hierauf aus Käyserlicher Majestät reiffem Rath und wohlerwogenen Wissen / allen und jeden unseren und des Heiligen Reichs Chur-Fürsten / Fürsten / Geist- und Weltlichen / Prælaten / Graffen / Freyherren / Herren / Ritteren / Knechten / Landvögten / Hauptleuten / Vitzdommen / Vogten / Pflegeren / Verweseren / Ampleuten / Land-Richteren / Schultheissen / Burgermeisteren / Richteren / Räthen / Bürgeren / Gemeinden und sonst allen anderen unseren und des Reichs Unterthanen und Getreuen / in was Würden / Stand oder Wesen die seyn / ernst- und vestiglich / nach dieser unserer reifflich überlegten gemessenen Verordnung sich gehorsamlich zu halten / dagegen nicht zu thun noch thun zu lassen / als lieb einem jeden seye / Unsere und des Reichs schwere Ungnad / und darzu eine Pöen von zwey hundert Marck löthiges Goldes / wie obstehet / zu vermeiden.

Jngleichen befehlen wir auch Unserem Reichs-Hof-Rath und Cammer-Gericht zu Speyer / daß dieselbe nicht allein die bereits anhängige Exemptions- und Executions-Process gantz förderlich vornehmen / und zu Entscheidung bringen / sonderen auch hinführo unsere und des Reichs-Ritterschafft in Francken / in causis turbatæ Possessionis vel quasi Juris collectandi & ejus executionis, wie auch Einstand und anderen Juribus, in denen bey der Ritterschaft bleibenden / oder an höhere und niedere Stände kommenden / so Lehen- als eigenthümlichen / Adelichen / oder anderen dem Corpori afficirten Güteren / die Lehen fallen als apert heim / oder werden verwürckt / oder in andere Weg das Dominium directum cum utili consolidirt / jederzeit in solchen und anderen obgemeldten Fällen / schleunigste Rechts-Hülff dergestalt fürderlich widerfahren und angedeyen lassen / daß darin à præcepto angefangen / und die Ritterschaft / mediante Summarissimo processu, sola facti veritate inspecta, ohne weitläufftige Schrifft-Wechselung / intuitu utilitatis & necessitatis publicæ, paratissima Executione plenariè cum omni causa in den gehabten Besitz restituiret, und bey sothaner Possession so lang geschützt werde / biß von den Statibus gravantibus in petitorio ein anders mit Recht erhalten seyn wird. Wir und unsere Nachkommen am Reich / und unsers Ertz-Hauses Oesterreich sollen und wollen auch hinführo zu ewigen Zeiten / bey diesen unseren hiebevor beschriebenen Gnaden und Freyheiten / Privilegien und Gerechtigkeiten / auch allen anderen Rechten / stät- und vestiglich sie unsere Ritterschafft handhaben / schützen und schirmen / auch darwider weder wenig noch viel thun / handelen noch ausgehen lassen / also daß auch von uns und Unseren Nachkommen am Reich / und unserem Ertz-Hauß Oesterreich der obberührten Gnaden und Freyheiten und Gaben / sonnst deren Extension und Declarationen / gar keine widerruffen / suspendirt / cassirt / noch vernichtet werden mag noch soll. Und ob diesen zugigen von uns und unseren Nach-

ANNO 1688.

kommen ins künfftig aus Vergessenheit und ohne Wissenheit / als auch in andere Weg etwas vorgenommen würde / so solle doch solches keine Krafft noch Macht haben / sonderen das jenige / so wieder diese unsere wohlbedächtliche Concession in einige Weg verstanden werden kan / aus Römischer Käyserlicher Macht und in Krafft dieses Brieffs / jetzt als dan / und dan als jetzt auffgehoben / cassirt und vernichtet / und demselben hiemit gäntzlich derogirt seyn und bleiben.

Mit Urkund dieses Brieffs / besiegelt mit unserem Käyserlichen anhangenden Insiegel / der geben ist in Unser Stadt Wien / den ein und zwantzigsten Tag Monats Julii / nach Christi unsers lieben Herrn nnd Seligmachers Gnadenreichen Geburth ; ein tausend sechs hundert und acht und achtzig / unserer Reiche des Römischen im ein und dreyssig- des Hungarischen im vier und dreyssig- und des Böhmischen / im zwey und dreyssigsten Jahren.

Leopold.

Vt. Leopold Wilhelm / Graff zu Königsegg.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestates proprium.

Caspar Florentz Consbruck.

21. Juillet

Jhro Käyserliche Majestät LEOPOLDI I. Renovation und Extension des vom Käyser RUDOLPHO II. im Jahr 1609. der freyen Reichs Ritterschafft in Francken ertheilten / und vom Käyser FERDINANDO II. Anno 1626. ingleichen vom Käyser FERDINANDO III. im Jahr 1652. confirmirten Privilegii in Puncto Juris Retractus, in welcher unter andern der Terminus retrahendi auf 3. Jahr lang extendiret worden. Bemeldter Ritterschafft ertheilt Wien den 21. Julii 1688. [LONDORPII *Acta Publica* Part. XIV. Libr. XV. sub Cap. XVII. num. II. pag. 433.]

C'est à-dire,

Diplome de l'Empereur LEOPOLD *pour la Confirmation des Privileges accordés à la* NOBLESSE IMMEDIATE *de* FRANCONIE *par l'Empereur* RODOLPHE II. *en* 1609. *par l'Empereur* FERDINAND II. 1626. *& par l'Empereur* FERDINAND III. *en* 1652. *touchant le Droit de Retrait, avec extension du Terme à trois ans. A Vienne le* 21. *Juillet.* 1688.

WIR LEOPOLD von GOttes Gnaden / erwehlter Römischer Käyser zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böheim / Dalmatien / Croatien und Sclavonien / rc. König / Ertz-Hertzog zu Oesterreich / Hertzog zu Burgund / zu Braband / zu Steyer / zu Kärnten / zu Crain / zu Lützenburg / zu Württemberg / Ober und Nie- Schlesien / Fürst zu Schwaben / Marggraff des Heil. Römischen Reichs / zu Burgau / zu Mähren / Ober- und Nieder-Laußnitz / Gefürsteter Graff zu Habspurg / zu Tyrol / zu Pfierd / zu Kyburg und zu Görtz / Landgraf im Elsaß / Herr auf der Windischen Marck / zu Portenau und zu Salins / &c. &c.

Bekennen und urkunden mit diesem offenen Brieff / daß uns die Wohlgebohrne und Edle / unsere und des Reichs liebe Getreue N. N. gemeine Ritterschafft und Adel der Sechs Orten im Land zu Francken / in Unterthänigkeit zu erkennen geben / welcher gestalten sie von unserm Herrn Groß-Vatter und Glorwürdigsten Vorfahrer am Reich / Käyser *Ferdinando II.* mildseligsten Andenckens / den 17. Martii Anno 1626. in Puncto des Einstands- und Auslösungs-Recht / mit einem stattlichen Begnadigungs-Brieff und Käyserlichem *Privilegio* versehen worden / von Wort zu Wort also lautend:

ANNO 1688.

WIr Ferdinand der Andere von GOttes Gnaden / erwehlter Römischer Käyser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / zu Böheim / Dalmatien / Croatien und Sclavonien / rc. König / Ertz-Herzog zu Oesterreich / Hertzog zu Burgund / zu Braband / zu Steyer / zu Kärnten / zu Crain / zu Lutzenburg / zu Würtemberg / Ober- und Nieder-Schlesien / Fürst zu Schwaben / Marggraf des Heil. Römischen Reichs / zu Burgau / zu Mähren / Ober- und Nieder-Laußnitz / Gefürsteter Graf zu Habspurg / zu Tyrol / zu Pfierd / zu Kyburg / Görtz / Land-Graf im Elsaß / Herr auf der Windischen Marck / zu Portenau und Salins / &c. &c. Bekennen öffentlich mit diesem Brieff / und thun kund allermänniglich / daß uns unsere und des Reichs liebe Getreue N. verordnete Director, Hauptleut / Räth und Ausschuß unserer und des Reichs befreyten Ritterschafft und Adel der Sechs Ort im Land zu Francken / in glaubwürdigem Schein unterthänigst fürbringen lassen / einen *Renovation*- und *Declaration*-Brieff / über ein Privilegium und Rescript der Gefreyten Fränckischen Ritterschafft / die aus ihrer Gemeinschafft und Mittel veränderte Adeliche Güter belangend / welches von Weyland unserm geliebten Herrn Vattern und Vettern Käyser Rudolphen dem Andern / höchstlöbl. Gedächtnüß sub dato Prag den eilfften Maji / Jahrs sechzehen hundert neun / ehegenannter Ritterschafft auf ihre allerunterthänigste Ansuchung gnädigst ertheilt worden / so von Worten zu Worten hernach geschrieben stehet / und also lautet:

WIr Rudolph der Andere von GOttes Gnaden / erwehlter des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böheim / Dalmatien / Croatien und Sclavonien / rc. rc. König / Ertz-Hertzog zu Oesterreich / Hertzog zu Burgund / zu Braband / zu Steyer / zu Kärnten / zu Crain / zu Lützenburg / zu Würtemberg / Ober- und Nieder-Schlesien / Fürst zu Schwaben / Marggraff des Heil. Römischen Reichs / zu Burgau / zu Mähren / Ober- und Nieder-Laußnitz / Gefürsteter Graf zu Habspurg / zu Tyrol / zu Pfierd / zu Kyburg / zu Görtz / Landgraff im Elsaß / Herr auf der Windischen Marck / zu Portenau und zu Salins / rc.

Bekennen öffentlich mit diesem Brieff / und thun kund allermänniglich / daß uns unsere und des Reichs liebe Getreuen / verordnete Director, Hauptleute / Räthe und Ausschuß von der Reichs-befreyten Ritterschafft und Adel der Sechs Ort im Land zu Francken / so seinen Anfang zu Franckfurt am Mäyn / hinüber auf den Vogels-Berg nach dem Knell / zu dem Sillings-Wald / an die Werra / dann dißseits solches Fluß an den Thüringer- und Böheimer-Wald herum / hinter dem Nordgau her / biß an das Herdfeld / und herwarts des Köchers / die Jax hinab / dem Neckar zu gegen Wimpffen / von dannen nach Aschaffenburg / und also den Mäyn hinunter / biß wieder in Franckfurt / von Alters hero hat unterthänigst vorgebracht / was massen ihr gemein Ritterliches Wesen vornemlich unter andern dahero geschwächt / und fast gantz zum Untergang gerichtet / indeme durch vieler Geschlechter entstehenden Verkauff / Verpfändungen / Cession, und Verwürckungen / insonderheit aber der Lehn-Herren und Mächtigern vielzugeschwinde Occupation, indeme sie denen von der Ritterschafft unter dem Schein des Beweisses jedes Guts Eigenschafft / wie auch der Lehen-Art und Agnaten-Ankunfft / item / der in Reisen oder Kriegen etwas über die Zeit ausbleibenden Mit-Gliedern Lebens / samt andern dergleichen zum Eingriff gerichten Ursachen ein Adelich Gut nach dem andern ohn einig vorgehende rechtliche Erkännthnuß / gewaltsamlich einziehen / und unterdessen sie in kostbare unsterbliche Procefs verleiten thäten / zudem solche Güter / wie vor Alters herkommen / nicht allein nicht wieder verlichen ; sondern noch darzu die darauf hafftende Ritterliche Anlagen ihnen vorenthalten würden / dardurch die Last so in Mangel der entzogenen Güter gedoppelt / fürders ihnen unerträglich / uns und dem Heil. Reich die Ritter-Dienst und Contributiones abgestrickt / und der alte Fränckische Adel auch allgemach in wenigen Jahren gantz und gar ausgerottet / darauf uns mehr genannte Hauptleut / Räth und Ausschuß unterthänigst angeruffen und gebeten / daß wir sie und deroselben gefreyte Adeliche Mit-Glieder zu Vorkommung jetzt angehörter und anderer mehr ihr zustehender Be-

ANNO 1688.

Beschwerden/ mit unserm Käyserlichen *Privilegio* und Freyheiten zu versehen gnädiglich geruheten; das haben Wir angesehen/ solch ihr der Ritterschafft und Adels in Francken unterthänig ziemliche Bitt/ auch die angenehmen/ getreuen/ willigen und erspriesslichen Dienste/ so nicht allein ihre Vorfordern unsern Hochgeehrten Vorfahren am Reich/ Römischen Käysern und Königen/ Lobseligster Gedächtnüsz/ sondern auch sie und ihre Adeliche Mit-Glieder/ Uns/ dem Heil. Reich/ und unserm Löbl. Ertz-Haus Oesterreich/ zumal bey gegenwärtigen wider gemeiner Christenheit Erb-Feind/ den Türcken/ so viel Jahr gewährten offenen Krieg/ insonderheit mit Führung der Renn-Fahnen/ unverdroszen erzeigt/ und bewiesen haben/ dasselbe noch täglich thun/ und hinführo nicht weniger zu thun unterthänigst erbietig seyn/ auch wohl thun können/ mögen und sollen; Und darum mit wohlbedachtem Muth/ gutem zeitigen Rath und rechtem Wissen/ vor obernannter unserer gefreyten Reichs-Ritterschafft und Adel in Francken gemeiniglich/ auch einem jeden derselben Adelichen Mit-Glieder insonderheit/ und deroselben Erben und Nachkommen/ diese sondere Gnade gethan/ und Freyheit gegeben. Thun auch solches aus Römischer Käyserlicher Macht und Vollkommenheit wissentlich/ in Krafft disz Briefs/ also und dergestalt/ dasz alle und jede unsere und des Heil. Reichs Hohe und Niedere/ Geistliche und Weltliche Stände/ von denjenigen Gütern/ so von Alters hero mit der Contribution zu der gemeinen freyen Ritterschafft in Francken vertretten worden/ und sie die Stände allbereit inhaben/ oder noch künfftig bekommen möchten/ die gebührliche Steuer und andere zu des Ritterlichen Wesens Unterhalt/ per Majora unter ihnen bewilligten Anlagen/ jedesmal auf ihr der Ritterschafft Ausschreiben/ ihren verordneten Truhen-Meistern/ ohne einige Ausflucht und Widerred/ liefferen lassen/ und davon weder Lehen oder eigen/ noch auch Geistlich oder Weltliche/ so wohl ansehnliche als gemeine Güter und Herrn-Stand-oder Ritters-Personen/ so entweder durch andere Stände erkaufft/ oder sonst überkommen/ auch die Lehen/ so entweder als apert heimfallen/ oder aber verwürckt/ oder in andere Wege alienirt werden/ gar nicht unterschieden oder ausgeschloszen seyn sollen. Uber disz/ so setzen und wollen Wir auch/ wann hinführo über kurtz oder lang/ von einem Adelichen Mit-Glied in Francken ein Adelich Gut einem hohen oder niedern Stand verkaufft werden solte/ dasz alsdann des Verkäuffers nechste Verwandten und Agnaten/ oder zum fall dieselben solches nicht zu thun begehrten/ folgends einem ander Mit-Glied aus ihr der Ritterschafft/ den Abtritt und Einstand zu thun/ ohne allermänniglichs Eintrag und Verhinderung frey und bevorstehen solle/ deszgleichen vielberührter uns und dem Reich Zugethaner ihrer der Ritterschafft Güter Possession vel quasi in instehenden obgemeldten strittigen Fällen/ auf die sich angebende nächste Erben oder Agnaten/ bisz ein anders mit ordentlichem Rechten ausgeführt/ sich erstrecken/ und ihnen ruhig gelassen werden. Da auch schon einer oder der ander/ was Würden/ Standes oder Wesens der immer seye/ zuwider dieser von uns ertheilten Freyheit/ etwa ein ander Herbringen und Gewohnheit/ oder auch einige Freyheiten/ Gerechtigkeit/ Exemption, Statut oder Ordnung fürwenden/ und sich dardurch von der obgemeldten Besteuerung zu gemeiner Ritterschafft von einem oder dem andern Gut/ wie auch des erst angezeigten Abtrieb/ Einstands und Besitz halben entschütten wolte; so wollen Wir doch/ dasz alles/ wie dasselbe Namen haben möchte/ dieser unserer Käys. Freyheit im wenigsten nichts derogiren oder benehmen/ noch auch dickbenannter Ritterschafft in Francken/ oder derselben Adel. Mit-Gliedern/ wie auch deroselben Erben und Nachkommen/ in einige Weg præjudicirlich seyn solle.

Und gebieten darauf allen und jeden Chur-Fürsten/ Geistlichen und Weltlichen Prælaten/ Grafen/ Freyen/ Herren/ Rittern/ Knechten/ Land-Vögten/ Hauptleuten/ Vitzdommen/ Vögten/ Pflegern/ Verwesern/ Amptleuten/ Schultheissen/ Burgermeistern/ Richtern/ Räthen/ Bürgern/ Gemeinden/ und sonst allen andern unsern und des Reichs Unterthanen und Getreuen/ in was Würden/ Stand oder Wesen die seyn/ ernstiglich und vestiglich mit diesem Brief/ und wollen/ dasz sie vielgedachte gefreyte Adeliche Ritterschafft in Francken/ insgemein/ auch ein jedes derselben Adeliches Mit-Glied insonderheit/ deren Erben und Nachkommen/ dieser unser ihnen mitgetheilten Freyheit und Begnadigung/ alles ihres Innhaltes freuen/ geruhiglich gebrauchen/ geniessen/ und gäntzlich darbey bleiben lassen/ sie daran nicht anfechten/ irren oder verhindern/ in keinerley Weisz noch Weg/ als lieb einem jeden seye/ unsere und des Reichs schwere Ungnad und Straff/ und darzu eine Pön/ nemlich sechzig Marck Löthiges Goldes/ zu vermeiden/ die ein jeder/ so oft er freventlich darwider thät/ Uns halb in unser und des Reichs Cammer/ und den andern halben Theil vielgedachter Ritterschafft sämtlich/ oder einem jeden Mit-Glied insonderheit/ auch allen ihren Erben und Nachkommen unnachläszlich zu bezahlen/ verfallen seyn solle/ mit Urkund disz Briefs/ besiegelt mit unserm Käyserlichen anhangenden Insiegel. Geben auf unserm Königl. Schlosz zu Prag den eilfften Maji, Anno sechzehen hundert neun.

ANNO 1688.

Rudolph.

Vt. Leopol von Strahlendorff.

Ad Mandatum &c.

Gottfried Hertel.

Und da uns darauf obbesagte Ritterschafft und Adel der sechs Ort Landes zu Francken unterthänigst angeruffen und gebetten/ dasz wir ihnen obgedachtes Käysers Rudolphs Renovation und Declaration in allen und jeden ihren Inhaltungen/ Meynungen/ und Begreiffungen/ zu erneuern/ zu confirmiren und zu bestätigen/ gnädiglich geruheten/ inmassen jüngst hievor unser auch geliebter Herr Vetter und Vatter Käyser Matthias/ Christseeligen Andenckens gleicher gestalt gethan hätte/ des haben wir angesehen solch ihre unterthänigst ziemliche Bitte/ auch die angenehmen getreuen/ nutzlichen und erspriesslichen Dienst/ so Ihre Vor-Eltern und sie/ weyland unsern Vorfahren/ dem Heil. Reich/ und unserm löblichen Hausz Oesterreich etlich Jahr unter fürgangenem offenen Krieg/ wider gemeiner Christenheit Erb-Feind den Türcken/ durch würckliche Ritter-und Reuters-Dienst/ und sonst in mehr Weg freywillig und unverdrossentlich offtmahls erzeigt und bewiesen haben/ noch täglich thun/ und hinführo nicht weniger zu thun/ sich gehorsamst anerbieten/ auch wohl thun können/ mögen/ und sollen.

Und darum mit wohlbedachtem Muth/ gutem Rath/ rechtem Wissen/ ermeldter Ritterschafft und Adel der sechs Ort Landes zu Francken obbestimmte Käysers Rudolphs des Andern Renovation und Declaration, wie vorstehet/ in allen und jeglichen ihren Puncten/ Innhaltungen/ Meynungen und Begreiffungen gnädiglich confirmirt und bestättigt/ verneuern/ confirmiren und bestättigen das alles hiemit von Römischer Käyserlicher Macht wissentlich in Krafft disz Brieffs/ was wir von Rechts-und Billigkeit wegen ihnen daran zu verneuern/ zu confirmiren und zu bestättigen haben.

Und meynen/ setzen und wollen/ dasz ob-einverleibte Renovation und Declaration, wie obgemeldt/ in allen ihren Puncten/ Clausuln und Articuln/ Innhaltungen und Meynungen gantz kräfftig und mächtig seyn/ und vorberührte befreyte Reichs-Ritterschafft und Adel der sechs Ort Landes zu Francken/ sammt und sonders/ auch derselben Erben und Nachkommen/ gäntzlich und geruhiglich darbey bleiben/ und sich des alles würcklich gebrauchen und geniessen sollen und mögen/ von allermännigklich unverhindert.

Und gebieten darauf allen und jeden Chur-Fürsten/ Fürsten/ Geist-und Weltlichen/ Prælaten, Grafen/ Freyen/ Herren/ Rittern/ Knechten/ Landvögten/ Hauptleuten/ Vitzdommen/ Vögten/ Pflegern/ Verwesern/ Amtleuten/ Schultheissen/ Burgermeistern/ Richtern/ Räthen/ Burgern/ Gemeinden/ und sonst allen andern Unsern und des Reichs Unterthanen und Getreuen/ in was Würden Stand oder Wesen die seynd/ ernstlich und vestiglich mit diesem Brieff/ und wollen/ dasz sie ernannte Ritterschafft und Adel der sechs Ort Landes zu Francken bey obbegriffenen Gnad-und Freyheiten/ auch dieser unserer Käyserlichen Confirmation und Bestättigung geruhiglich bleiben/ deren gebrauchen und geniessen lassen/ daran nicht irren oder hindern/ noch darwider tringen oder beschwehren/ noch des jemands andern zu thun gestatten/ in keine Weisz/ als lieb einem jeden seye/ unsere und Reichs schwehre Ungnade und Straff/ und darzu die Peen in obbegriffenem Privilegio bestimmt/ zu vermeyden/ die ein jeder/ so offt er freventlich hierwider thäte/ Uns halb in Unsere und des Reichs Cammer/ und den andern halben Theil mehr ernannter Ritterschafft sämbtlich/ oder einem jeden Mitglied insonderheit/ so hierwieder beleidiget würde/ auch ihren Erben und Nachkommen unnachlässig zu bezahlen verfallen seyn solle. Mit Urkund dieses Brieffs

ANNO 1688. besiegelt mit unserm Käyserlichen anhangenden Insiegel/ datirt Wien den siebenzehenden Martii, Anno sechzehen hundert und sechs und zwantzig.

Ferdinand/ 2c.

Vt. Peter Heinrich von Stralendorff.

Ad Mandatum, &c.

Johann Söldner.

WElcher Begnadigungs-Brieff hernach auch durch Unsern glorwürdigsten Vorfahren am Reich und Vattern/ Käysern Ferdinandum III. den 25. Maji, Anno sechzehen hundert zwey und fünffzig folgender Gestalt allergnädigst declarirt und extendiret worden:

WIr Ferdinand der Dritte/ von GOttes Gnaden/ erwählter Römischer Käyser/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ in Germanien/ zu Hungarn/ Böheim/ Dalmatien, Croatien und Sclavonien &c. König/ Ertzhertzog zu Oesterreich/ Hertzog zu Burgund/ zu Braband/ zu Steyer/ zu Kärnten/ zu Crain/ zu Lützenburg/ zu Würtemberg/ Ober- und Nieder-Schlesien/ Fürst zu Schwaben/ Marggraff des Heiligen Römischen Reichs/ zu Burgau/ zu Mähren/ Ober- und Nieder-Laußnitz/ Gefürsteter Graff zu Habspurg/ zu Tirol/ zu Pfierd/ zu Kyburg und zu Görtz/ Landgraf im Elsaß/ Herr auf der Windischen Marck/ zu Portenau und Salins 2c. 2c.

Bekennen öffentlich mit diesem Brieff/ und thun kund allermänniglich/ daß uns Unsere und des Reichs liebe Getreue N. verordnete Director, Hauptleut/ Räth und Außschuß Unser und des Reichs befreyten Ritterschaft und Adels/ der sechs Ort im Land zu Francken/ in glaubwürdigem Schein unterthänigst fürbringen lassen/ einen Renovation-und Declaration-Brief über ein Privilegium und Rescript der gefreyten Fränckischen Ritterschaft/ die aus ihrer Gemeinschaft und Mittel veränderte Adeliche Güter belangende/ welcher von weyland unserem geliebten Herrn Vettern Käyser Rudolphen dem andern/ hochlöblichster Gedächtnüß/ sub dato, Prag den eilften May/ Jahrs sechzehen hundert neun/ obgenannter Ritterschaft auf ihre allerunterthänigste Ansuchung gnädigst ertheilt worden/ so von Worten zu Worten hernach geschrieben stehet/ und also lautet:

WIr Rudolph der Andere/ von GOttes Gnaden erwählter Römischer Käyser/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ in Germanien/ zu Hungarn/ Böheim/ Dalmatien/ Croatien und Sclavonien 2c. König/ Ertz-Hertzog zu Oesterreich/ 2c. 2c.

Bekennen offentlich mit diesem Brieff/ und thun kund allermänniglich/ daß Uns Unsere und des Reichs liebe Getreue verordnete Director, Hauptleut/ Räthe und Außschuß von der Reichs-befreyten Ritterschaft und Adels der sechs Ort im Land zu Francken/ 2c. 2c.

Mit Urkund dieses Brieffs/ besiegelt mit unserem Käyserlichen anhangenden Insiegel/ gegeben auf unserm Königlichen Schloß zu Prag/ den eilfften Tag des Monats May/ nach Christi unsers lieben HERRN und Seeligmachers Geburth/ sechzehen hundert und im neunten/ unserer Reiche/ des Römischen im vier und dreyssigsten/ des Hungarischen im sieben und dreyssigsten/ und des Böhmischen auch im vier und dreyssigsten.

Rudolph/ 2c.

Vt. Von Stralendorff.

Ad Mandatum &c.

Gottfried Hertel.

Und Uns darauff obbesagte Ritterschaft und Adel der sechs Ort Landes zu Francken unterthänigst angeruffen und gebetten/ daß wir ihnen obgedachtes Rudolphs Renovation und Declaration in allen und jeden ihren Inhalt/ Meynungen und Begreiffungen/ immassen jüngst hievor Unser geliebter Herr Vatter/ Käyser Ferdinand der ander/ Christseelichen Andenckens/ gleicher gestalt gethan hätte/ zu erneuern/ zu confirmiren und zu bestätigen/ wie auch dasselbe noch ferner/ wie hernach folgt/ zu extendiren/ gnädiglich geruheten. ANNO 1688.

Das haben Wir angesehen solch ihr der Ritterschaft und Adels in Francken unterthänig ziemliche Bitt/ auch die angenehmen/ getreuen/ nützlichen und ersprießlichen Dienste/ so ihre Vor-Eltern und sie weyland Unsern Vorfahren/ dem Heiligen Reich/ und unserm löblichen Hauß Oesterreich etliche Jahr und unter fürgangenen offenen Kriegen wider gemeiner Christenheit Erb-Feind den Türcken/ durch würckliche Ritterschafft und Reuters-Dienst/ und sonst in mehr Weg freywillig und unverdrossentlich offtmahls erzeigt und bewiesen haben/ noch täglich thun/ und hinführo nicht weniger zu thun sich gehorsamst anbieten/ auch wohlthun können/ mögen und sollen.

Und darum mit wohlbedachtem Muth/ gutem Rath und Rechten wissen ermeldter Ritterschafft und Adel der sechs Ort Landes zu Francken obbestimmte Käyser Rudolphs des Andern Renovation und Declaration, wie vorstehet/ in allen und jeden ihren Puncten/ Innhaltungen/ Meynungen/ und Begreiffungen gnädiglich confirmirt und bestättiget/ auch dieselbe benebens extendirt und vermehrt/ thun das/ verneuern/ confirmiren/ bestätigen und extendiren/ was wir zu extendiren haben/ und meinen/ setzen/ und wollen benebens/ daß wann hinführo über kurtz oder lang von einem Adelichen Mit-Glied in Francken ein adelich Gut einem/ hohen oder niedern Stand/ verkaufft wird/ daß der/ wie auch alle andere Kauff eines jeden Orts Ritter-Hauptmannschafft/ darunter die Güter gelegen/ vorher angezeigt und denunciirt werden/ oder da solches nicht geschehe/ solcher Kauff und Verkauff null und nichtig seyn/ auch à dato der Denunciation die Jahrs-Zeit/ darinn die Widerlösung geschehen solle/ angehen und gerechnet werden solle; hätte sich aber einer oder ander wegen Enge der Zeit zu beschwehren/ stehet ihm solches gehöriger Orten zu suchen bevor/ in allem/ wie obgedacht/ von allermänniglich ungehindert.

Und gebiethen darauf allen und jeden Chur-Fürsten/ Fürsten/ Geist- und Weltlichen/ Prælaten/ Graffen/ Freyen/ Herrn/ Rittern/ Knechten/ Hauptleuten/ Landvogten/ Pflegern/ Verwesern/ Schultheissen/ Burgermeistern/ Richtern/ Räthen/ Zöllnern und Mautnern/ Burgern und Gemeinden/ und sonst allen Unsern und des Reichs Unterthanen und Getreuen/ was Würden/ Stands oder Wesens die seynd/ ernstlich und vestiglich mit diesem Brieff/ und wollen/ daß sie ernannte Ritterschaft und Adel der sechs Ort Landes in Francken/ bey obbegriffener Gnad und Freyheit/ auch dieser unserer Käyserlichen Confirmation, Bestättigung und Extension geruhiglich bleiben/ deren gebrauchen und geniessen lassen/ daran nicht irren oder hindern/ noch darwider dringen oder beschwehren/ noch das jemands andern zu thun gestatten/ in keine Weiß/ als lieb einem jeden seye Unsere und des Reichs schwehre Ungnad und Straff/ und darzu auch die Pön/ in obbegriffenem Privilegio bestimmt/ zu vermeiden/ die ein jeder/ so offt er frevventlich hierwider thäte/ uns halb in unser und des Reichs Cammer/ und den andern halben Theil mehr ernannter Ritterschaft sämtlich/ oder einem jeden Mit-Glied insonderheit/ so hier wider beleidiget würde/ auch ihren Erben und Nachkommen unnachläßlich zu bezahlen verfallen seyn solle. Mit urkund diß Brieffs/ besiegelt mit unserm Käyserlichen anhangendem Innsiegel/ der geben ist/ Wien den zwölfften Junii. Anno sechzehen hundert zwey und fünffzig/ 2c.

Ferdinand.

Ad Mandatum. &c.

Johann Söldner.

Welche beede/ bey angetrettener unserer Käyserlichen Regierung/ aus Käyserlicher Macht und vorgepflegenem Rath/ von uns allergnädigst confirmirt und bestättigt worden seynd. Ob wohlen sie Ritterschaft nun der sichern Hoffnung gelebet/ sie werden dieser höchsten Käyserlichen Befreyung erfreulichen beständigen Genuß empfinden/ zeige sich doch bey der Nachfolg/ daß bey jemehr abnehmenden Mitteln/ so wohl den Mit-Gliedern als dem Corpori unerschwing- und unmügliche Fälle/ in dem allein auf Jahr und Tag sich erstreckenden Termino retractandi, die baare Kauf-Schilling aufzubringen/ oder die bedungene Verkauffs-Conditiones zu adimpliren. Vor eins.

Zum

ANNO 1688.

Zum Andern / werde von denen Mit-Gliedern nicht nur allein das Steuer-Recht dem Corpori nicht per expressum vorbehalten / sondern wohl gar in der Güter Anschlag mit gesetzt / simulati Contractus mit Verhelung des veri emptoris aut pretii gemacht / allerhand Gratialitäten / als Kinder-Erziehung / Hof-Land-oder Kriegs-Charges mit-Eindingung / auch pro parte Tausch-Stück mit eingeworffen / einfolglich durch mächtigere Käuffer / die Posseß Ritterschaftlichen Steuer-Rechts an sich gerissen / die Gratialitäten einem wollenden Retrahenten zu hoher Geld-Summe angeschlagen / und wegen der zugeworffenen Tausch-Stücken das Jus Retrahendi gar denegirt und nicht eingestanden; der Ursachen sie uns allerunterthänigst gebetten / Terminum Retrahendi auf drey Jahr zu prolongiren / allen und jeden ihren Mit-Gliedern / bey Confiscation des Kauf-Schillings zu aufferlegen / daß sie nicht allein das Ritterschaftliche Steuer-Recht in den Verkauf-Anschlag nicht setzen / sondern solches auch samt andern der Ritterschaftlichen Commun darauf gebührenden Recht oder Gerechtigkeit / wie billig / dem Corpori ausdrücklich vorbehalten und außnehmen / so dann den Verum Emptorem, und das warhafftig bedungene Pretium bey Adelichen Ehren an Eyds statt gleich bey Denuntiation des Verkaufs demjenigen Directorio, worunter das feilschlagende Gut gelegen / eröffnen / und das geringste nicht hinterhalten sollen: Die bedungene Gratialien und die mit-Einwerffung groß oder kleiner Tausch-Stücken / wir dahin Käyserl. interpretiren und ausdeuten möchten / daß solche einem retrahirenden Ritter-Glied nicht um eines Hellers werth von dem Verkäuffer angeschlagen / weniger von dem Retrahenten bezahlt werden / die Tausch-Einwerffung aber das Einstand-Recht nicht hemmen / weniger des Einständers Conditionem duriorem machen solle / mit dem anhangenden Befehl / daß nicht der Retrahent, sondern der Verkäuffer / als dessen Gewalt oder Gewehrsame die Tausch-Stück tradirt worden / solche weder in natura oder in einem sich mit dem Käuffer zu vergleichen habenden Werth / herbey zu schaffen / oder gut zu thun schuldig und verbunden seyn solle.

Wann wir dann diese ihre allerunterthänigste Bitt vor billich erachtet / und sonsten das Ihro der Ritterschafft zum besten gemeinte Privilegium gantz krafftloß zu seyn erfunden; Als haben Wir aus Käyserl. hoher Macht / mit rechtem Wissen und seinen sonderlich hierzu bewegenden Ursachen / Krafft diß unsers Majestät Briefs / ihro unserer Reichs-Ritterschaft in Francken / erstlich den Terminum retrahendi, à die Denuntiationis Directorio factæ computando, auf drey Jahr lang dergestalt allergnädigst extendiret / daß biß zu vollkommener Verschiessung der drey Jahren / die Ritterschaft / oder deren jedes Mit-Glied / hiermit vollen Gewalt und erlangtes Recht haben solle / mit Auszahlung oder Deponirung des baaren Kauf-Schillings die Auslösung zu thun / und sich dieser Käyserl. Begnadigung zu gebrauchen / gegen welch erlegt-oder (auf den vom Käuffer beschehenden nicht-Annehmungs-Fall) deponirten Kauf-Schilling / der Käuffer so gleich schuldig seyn solle / das erkauffte Gut / dem einsprechenden Mit-Glied oder Corpori ohne fernern Aufenthalt oder Prætext (der ihme noch nicht wieder gut gemachten Austausch-Stücken / der inzwischen beschehenen Meliorationen / dieser oder jener ablangenden Ein-oder Zugehörungen) unweigerlich abzutretten / und einzuhändigen / mit denen eingeworffenen Tausch-Stücken sich an dem Verkäuffer / derselbe aber auf eine geschwohrne unpartheyische Æstimation sich halten / wie ingleichem nach abgetrettenem solch wiederlößlichem Gut die inzwischen beschehene nöthige Expensen oder Melioration-Kosten via Juris & non retentionis boni retrahendi suchen und behaupten solle; vors Erste.

Zum Zweyten thun Wir mit nochmaliger Wohlbedächtlicher Confirmation verbotenus obinserirter Käyserlicher Einstands-Vergünstigung / dieselbe dahin allergnädigst extendiren und declariren / daß nemlich jedes Ritter-Mit-Glied bey beschehendem Verkauff einiges dem Ritter-Corpori quomodocunque afficirtes Gut oder Gefäll / es seye wenig oder viel / bey Confiscation des Kauff-Schillings / verbunden seyn solle / solchen Verkauf / den verum Emptorem, oder das klare pretium, bey Adelichen Ehren / an Eydes statt / dem Directorio, worunter das Gut oder feil-geschlagene Gefäll situirt, in Zeiten anzuzeigen / und nicht nur allein das Steuer-Recht / noch andere dem Corpori inständige Recht und Gerechtigkeiten / wie die Namen haben in den Verkaufs-Anschlag keines wegs zu bringen / sondern solche dem gemeinen Ritter-Wesen / per expressum vorzubehalten / und dann interpretiren / erläutern und erklären Wir aus obangezogener Käyserl. Macht / die einbedungene Gratialien / wie die Namen haben oder bekommen mögen / samt der Tausch-Stücks Einwerffung ein vor allemal dieser Unverbündlichkeit / daß nemlich sie oder jedes insonderheit weder dem Retrahenten um einen Hellers werth Ersetzung zuziehen / noch das Einstands-oder Auslösungs-Recht schwerer machen / weniger solches gar aufheben und hintertreiben sollen / mögen / noch können / sondern sie sollen alle und jede / da nach dieser unser Käyserl. Vergünstigung der Einspruch oder Auslösung interponiret wird / intuitu Retrahentis, pro non adjectis deputirt und gehalten werden / alles und jedes unter dieser unserer neuen / und denen vorgehenden Privilegiis beygerückter Pön und Straf / welche jeder Ubertrettender halb in unsere und des Reichs Cammer / und halb dem Directorio, worunter der null-und unbindliche Contract, samt der Ubertrettung dieses unsers Käyserl. ernstlichen Gebots beschehen / unnachläßlich zu bezahlen verfallen seyn solle.

Mit Urkund dieses Brieffs / besiegelt mit unserm Käyserl. anhangenden Insiegel / der geben ist in unser Stadt Wien / den ein und zwantzigsten Tag Monats Julii, nach Christi unsers lieben HErrn und Seligmachers Gnadenreichen Geburt / Anno Sechzehen hundert acht und achtzig / unserer Reiche des Römischen im ein und dreyssigsten / des Hungarischen im vier und dreyssigsten / und des Böhmischen im zwey und dreyssigsten.

Leopold.

Vt. Leopold Wilhelm / Graf zu Königsegg.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

Caspar Florentz Consbruck.

XCII.

6. Sept. ROME. LA FRANCE ET L'EMPEREUR.

Lettre de LOUIS XIV. *Roi de France à Monsieur le Cardinal* D'ESTRE'ES, *au sujet de la Franchise des Quartiers à Rome, & de l'Election du Prince* CLEMENT DE BAVIERE *pour Electeur de Cologne, laquelle peut être considerée comme un Manifeste contre le* PAPE *& contre* L'EMPEREUR. *Ecrite à Versailles le 6. Septembre*, 1688. [Feuïlle volante imprimée.]

MOn Cousin. Quoy que j'aye toûjours cru que les preventions du Pape contre ma Couronne estoient plûtôt les effets des suggestions de mes Ennemis, que de son inclination & de son penchant naturel pour la Maison d'Autriche, néanmoins il vient de me donner des preuves si evidentes de sa partialité pour elle, & de son grand esloignement à rétablir avec moy une bonne Intelligence, qu'il ne me reste plus aucune esperance de le porter à reprendre les Sentimens de Pere commun, & à concourir avec moy à ce qui peut & doit affermir le repos de l'Europe. Il y a mesme bien de l'apparence, que la conduite que Sa Sainteté tient à present, produira bien-tost une Guerre generale dans toute la Chrestienté. Et comme la prudence ne me permet plus d'attendre de Justice de luy dans tous les differends qui peuvent avoir rapport à mes interests, je suis bien aise, pour n'avoir rien à me reprocher, que vous luy fassiez connoistre encore une fois les justes sujets qu'il me donne de ne le plus considerer, que comme un Prince engagé avec mes Ennemis; & puisque mon Ambassadeur ne peut avoir aucun accès auprès de luy, & que la dignité de Cardinal vous oblige à garder des mesures qui ne conviennent pas avec la force des verités, dont il est necessaire qu'il soit informé; vous luy ferez la lecture de cette Depesche, & vous luy en laisserez mesme l'original, qui le doit faire souvenir, que depuis son elevation à la Chaire de Saint Pierre, je n'ay rien obmis de tout ce qui le pouvoit persuader de mon respect filial pour luy, & du desir sincere que j'avois de contribuer à la gloire de son Pontificat, par toutes les mesures qu'une parfaite Intelligence entre Nous pouvoit establir pour l'augmentation de nostre Religion.

Que tous les Ordres dont j'ay chargé le feu Duc d'Es-

Anno 1688.

d'Estrées vostre Frere, ne tendoient uniquement qu'à une fin si salutaire au Bien general de la Chrestienté.

Qu'elle a fait aussi le seul sujet de vôtre envoy & de vôtre sejour auprès de Sa Sainteté.

Que c'est dans cette vuë que je vous avois permis de consentir à des temperamens sur la Regale, infiniment plus avantageux aux Eglises de mon Royaume, que ne pouvoient estre les Pretentions mal fondées de quelques Evesques, quand mesme j'y aurois acquiescé.

Que quelque satisfaction que m'ayent donné les Insinuations & les Remonstrances respectueuses que vous avez faites à Sa Sainteté, & toute la sagesse de vôtre conduite & de vos Negociations, néanmoins les preventions du Pape contre ma Couronne ont toûjours rendu inutile toute la force de vos raisons.

Que je n'ay pas laissé néanmoins, pour reduire cette affaire aux termes qui pouvoient plaire à Sa Sainteté, d'accorder aux tres-humbles prieres du Clergé de mon Royaume, par ma derniere Declaration du 24. Janvier 1682. tous les avantages dont je voulois qu'ils fussent redevables à Sa Sainteté même par le moyen du rétablissement d'une bonne Intelligence entre Elle & moy.

Que j'avois raison de croire que cet esclaircissement de mes Intentions devoit contenter Sa Sainteté, & la disposer au moins à avoir pour moi les Sentimens que la Qualité de Pere commun luy devoit inspirer.

Que cependant bien loin de trouver en Elle cette affection paternelle, qui me devoit faciliter les moyens de ramener au giron de l'Eglise tous ceux de mes Sujets qui avoient eu le malheur d'estre élevez & nourris dans l'erreur, Elle s'est opiniastrée par une dureté inflexible à refuser les Bulles à ceux que j'ay nommez aux Evêchez vacans de mon Royaume, & que j'ay reconnus les plus capables de travailler avec succez à l'Instruction & à la conversion des Heretiques. Qu'Elle a fondé son refus sur des moyens qui n'ont jamais empêché aucun Pape de pourvoir ceux que les Roys mes Predecesseurs, & moy, avons nommez en vertu du Concordat. Mais comme vous luy avez assez fait voir, & à ses Ministres, tous les inconveniens de ce refus, & que les Evêques de mon Royaume, qui ont acquis le plus de reputation dans toute la Chrétienté, ont suivi les mêmes Maximes, qui font aujourd'huy le pretexte d'une pretenduë incapacité dans ceux que la Cour où vous êtes, qualifie n'être pas d'une saine doctrine; il est inutile de rebatre toutes les raisons qui ont été si souvent dites sur ce sujet, & que vous avez si bien expliqué, qu'elles ne peuvent laisser aucun lieu aux foibles excuses & aux pretendus scrupules de Conscience, dont Sa Sainteté, & ses Ministres se sont toûjours servi pour colorer l'Injustice du retardement qu'elle apporte depuis plusieurs années à l'expedition de ses Bulles, pour des Prelats d'un Merite distingué.

Que les Catholiques anciens & nouveaux sont scandalisez de voir, que pendant que j'employe mes soins, mon autorité, & mes finances à la destruction & à l'entiere extirpation de l'heresie, non seulement je ne puis obtenir de Sa Sainteté les graces qui peuvent contribuer à l'affermissement de ce grand ouvrage, mais qu'au contraire elle se fait un point d'honneur d'oster à mon Ambassadeur les Franchises, dont ses Predecesseurs ont toûjours joui paisiblement, & qui leur ont esté confirmées par le Traité de Pise.

Qu'au lieu de se servir pour cet effet des voyes de douceur, de Negociation & d'Accommodement pratiquées en pareils cas entre Princes amis, & qui veulent observer les regles de la bienseance, il a commencé par le refus de toute Audience au Marquis de Lavardin mon Ambassadeur, dont les instructions ne tendoient qu'à restablir un bon concert entre Sa Sainteté & moi; & dans une affaire purement temporelle, il s'est servi des armes spirituelles, pour le declarer notoirement excommunié, contre l'avis mesme de ceux qui sont les plus devoués à ses sentimens, & les plus emportez contre mes interests.

Que tous les soins que vous & le Marquis de Lavardin avez pris pour luy faire connoistre, qu'on pourroit trouver des temperamens capables de concilier sa satisfaction avec la mienne, ont esté inutiles: Qu'il en a rejetté toutes les Propositions avec hauteur, faisant mesme entendre par tout, que vostre entremise, ni celle du Marquis de Lavardin, ne pouvoient jamais luy estre agreables.

Que c'est ce qui m'a enfin obligé, pour lever tous les obstacles qui pouvoient l'embarasser, de luy depescher secretement un Homme de confiance; auquel j'avois donné une Lettre de ma main en creance pour Sa Sainteté.

Qu'il s'est d'abord addressé à Casoni, & ensuite au Cardinal Cibo, auquel il a fait voir ma Lettre, en sorte que le Pape n'a pû ignorer, que je l'avois choisi pour l'informer de mes plus secretes intentions, sans vous en rien communiquer, ni à mon Ambassadeur. Que cependant toutes les diligences qu'il a pû faire n'ont servi qu'à luy faire donner une exclusion formelle, avec plus d'indignité, que s'il eust esté envoyé par le moindre Prince de la Chrestienté. Que le desplaisir de s'en revenir sans avoir executé mes Ordres l'avoit enfin obligé de se decouvrir à vous & au Marquis de Lavardin; mais que toutes vos Remonstrances par escrit & de vive voix à Sa Sainteté, sur le blasme qu'elle s'attireroit dans toute la Chrestienté, du refus si injurieux d'une Personne de confiance autorisée d'une Lettre de ma propre main, avec Ordre de ne s'expliquer qu'à Sa Sainteté mesme, sans l'interposition d'aucun Ministre, n'avoient pû rien obtenir, qu'une espece de menace de se porter bientost à de plus grandes extremitez.

Que cependant, non seulement je n'ay jamais refusé d'entendre le Nonce de Sa Sainteté, lors qu'il a eu quelque chose à me representer de sa part, mais mesme que pour marquer encore davantage mon zele & ma veneration pour le Saint Siege, je voulus bien donner plusieurs Audiences secretes dans mon Cabinet, au nommé Carlo Caveri Prestre Napolitain, du moment qu'il m'eust fait entendre qu'il avoit une Mission secrete de Sa Sainteté, & qu'elle l'avoit chargé de faire des propositions tres importantes, qui pouvoient rétablir une parfaite Intelligence entre nous, quoy qu'il n'eut en effet aucune autre marque de la confiance du Pape, que quelques Lettres de Dom Livio son Neveu, & que je luy eusse assez fait connoistre, que s'il me faisoit voir un mot de Sa Sainteté qui l'autorisat, je l'écouterois toutes les fois qu'il le desireroit. Je laisse au Pape à faire la comparaison de ce traitement, à celuy qu'il a fait à mon Envoyé, reconnu par ses Ministres, & par Sa Sainteté mesme, sur les assurances que le Cardinal Cibo luy en a du donner, & que vous luy avez confirmées.

Je suis bien persuadé, qu'il n'y auroit point d'ennemy declaré de ma Couronne, qui refusat d'écouter celui qui luy porteroit une Lettre de ma main; & je m'assure aussi qu'il n'y a point eu de Pape, & qu'il n'y en aura jamais qui se porte à une extremité si peu convenable à la qualité de Pere commun.

Mais on peut dire, que Sa Sainteté a fait paroître sa haine personnelle contre ma Couronne, & sa partialité pour la Maison d'Austriche, encore plus ouvertement, dans tout ce qui s'est passé touchant la Postulation du Cardinal de Furstemberg à la Coadjutorerie, & ensuite à l'Electorat de Cologne.

On n'auroit pas pû croire, qu'un Doien du Chapitre, qui en a si long-tems administré les plus importantes affaires avec toute la Sagesse & la bonne Conduite qui luy ont acquis l'estime de ses Confreres, qui a esté postulé à la Coadjutorerie, du consentement, tant du feu Electeur, que de tous les Chanoines, & qui est de plus honoré de la Dignité de Cardinal, n'ait pû obtenir sa Confirmation du mesme Pape qui l'en a revêtu.

Sa Sainteté assuroit par ce moien le repos de toute l'Europe, & ne donnoit aucun juste sujet de plainte à ceux qui sont les plus opposez à l'élevation dudit Cardinal, elle n'auroit pas mesme eu besoin de se servir des graces, dont la divine Providence l'a rendu le Dispensateur; il suffisoit seulement de luy accorder la permission de se démettre de l'Evêché de Strasbourg, & il n'auroit eu besoin ni de Bref d'Eligibilité, ni de Faveur, ni de Recommandation. Cependant Sa Sainteté ne s'est pas contentée de luy refuser cette Justice; mais on peut dire qu'entrant aveuglément dans tous les Interests de la Maison d'Austriche, Elle s'est dépouillée tout d'un coup de cette rigidité qui luy avoit donné jusqu'alors un si grand éloignement pour toutes les Graces, & Elle en a fait une profusion si extraordinaire, en faveur d'un jeune Prince, agé seulement de dix-sept ans, qu'il ne faut que lire le Bref qu'elle luy a accordé, pour voir qu'il ne peut avoir été dicté que par ceux qui ne reconnoissent aucune régle que celle qui convient à leurs passions & à leurs Interests, & non pas par un Pape qui s'est toûjours

fait

ANNO 1688. fait un ſcrupule de Conſcience d'accorder la moindre Grace à mes prieres.

C'eſt cependant ce Bref qui a donné la force & le mouvement à toutes les intrigues, Cabales, Corruptions & Injures, dont le Comte de Kaunitz s'eſt ſervy pour gagner trois ou quatre voix, & troubler l'union du Chapitre qui avoit paru dans la Poſtulation dudit Cardinal à la Coadjutorerie; ce qui n'a pas empeſché neantmoins, que la plus grande & la plus conſiderable partie ne ſe ſoit declarée en faveur dudit Cardinal, & ne l'ait proclamé.

C'eſt enfin cette conduite du Pape, & tout ce que je viens de vous ecrire, qui porte les affaires de l'Europe à une Guerre generale, qui donne au Prince d'Orange la hardieſſe de faire tout ce qui peut marquer un deſſein formé d'aller attaquer le Roy d'Angleterre dans ſon propre Royaume, de prendre pour pretexte d'une entrepriſe ſi hardie le maintien de la Religion Proteſtante, ou pluſtoſt l'extirpation de la Catholique, & le renverſement entier de la Monarchie: Qui donne à ſes Emiſſaires & aux Eſcrivains de Hollande l'inſolence de traitter de ſuppoſition la Naiſſance du Prince de Galles, d'exciter les Sujets du Roy de la Grande Bretagne à la revolte & ſe prevaloir de la neceſſité où me mettent la partialité du Pape & les violences de la Cour de Vienne contre le Cardinal de Furſtemberg, & la plus ſaine partie du Chapitre de Cologne, à faire avancer mes Troupes pour leur donner tout le Secours & la Protection dont ils peuvent avoir beſoin pour ſe maintenir dans leurs Droits & dans leurs Libertez.

Sa Sainteté peut bien croire auſſi, que quelque attachement que j'aye, & que j'auray toujours pour le ſaint Siege, je ne puis plus m'empeſcher de ſeparer la Qualité de Chef de l'Egliſe, de celle d'un Prince temporel, qui épouſe ouvertement les Intereſts des Ennemis de ma Couronne: Que l'obligation qu'elle m'impoſe, ne me permet plus d'attendre de ſa part aucune Juſtice ſur les differends qui me regardent: Que je ne puis plus le reconnoiſtre pour Mediateur des conteſtations qu'a fait naitre la Succeſſion Palatine entre ma Belle-ſœur & la Maiſon de Neubourg: Que je ſçauray bien faire rendre à cette Princeſſe la Juſtice qui luy eſt due, par les moyens que Dieu m'a mis en main contre les violentes uſurpations de l'Electeur Palatin: Que d'ailleurs je ne pretens pas laiſſer plus longtems le Duc de Parme mon Allié, dépouillé de ſes Eſtats de Caſtro & de Ronciglione, dans leſquels il doit eſtre reſtably, en execution de l'Article premier du Traitté de Piſe, dont je ſuis Guarant. Ainſi je veux, que pour ne laiſſer à Sa Sainteté aucun lieu de douter de la reſolution qu'elle m'a obligé de prendre, vous luy demandiez en mon nom, qu'elle faſſe inceſſamment remettre ledit Duc de Parme en poſſeſſion de ſes Etats de Caſtro & de Ronciglione, comme il eſt ſtipulé par ledit premier Article, luy declarant qu'au moindre retardement qu'elle y apportera, je feray entrer mes Troupes en Italie, pour y demeurer, juſqu'à ce que ce Prince mon Allié ſoit rentré dans la jouiſſance de ſeſdits Etats; & que je me mettray dans le même temps en poſſeſſion de la Ville d'Avignon, ſoit pour la rendre à Sa Sainteté, après l'entiere execution du Traité de Piſe, ou pour la retenir, & donner audit Duc de Parme le prix pour lequel elle a eſté engagée, en deduction des Intereſts & des Dommages qu'il pourroit ſouffrir d'une plus longue privation de ſeſdits Etats.

Que je continueray cependant à donner au Cardinal de Furſtemberg & au Chapitre de Cologne, toute la protection dont ils pourront avoir beſoin pour la manutention de leurs Droits, ſans refuſer à ma Belle-ſœur le Secours qui luy ſera neceſſaire pour le recouvrement de ce qui luy appartient de la Succeſſion des Electeurs Palatins ſes Pere & Frere.

Je m'aſſure que tous les Princes & Etats de la Chreſtienté, qui conſidereront ſans paſſion la conduite que le Pape a tenue envers moy depuis ſon élevation au Pontificat, & qui connoiſtront d'ailleurs les ſoins & les empreſſemens que j'ay toujours eus à rechercher ſon Amitié, tout ce que j'ay fait pour le bien & l'avantage de noſtre Religion, mon attachement ſincere & ma veneration pour le ſaint Siege, mon application à maintenir le repos de l'Europe, ſans me prevaloir des conjonctures favorables & de la Puiſſance que Dieu m'a miſe en main, s'étonneront plutoſt que j'aye ſouffert tant d'Injures & de mauvais traitemens de la Cour de Rome, & que j'aye laiſſé en meſme temps agrandir l'Empereur contre toutes les regles d'une bonne Politique, que de la juſte protection que je ſuis reſolu de donner à des Princes & à un Chapitre, que le Pape & l'Empereur veulent dépouiller de leurs poſſeſſions & de leurs Droits, contre toute Juſtice, & ſeulement à cauſe qu'ils les croyent reconnoiſſans des marques qu'ils ont toujours reçues de mon eſtime & de mon affection. Je ſuis meſme perſuadé que ſi le Pape fait de ſerieuſes reflexions ſur ce que je vous écris, il tombera d'accord en lui même, que ma Patience ne pouvoit aller plus loin ſans bleſſer ma reputation, & qu'il ne doit imputer qu'à ſa partialité, & aux conſeils que lui ont donné les Ennemis de ma Couronne, tous les malheurs que peut cauſer la neceſſité où il me met de faire paſſer des Troupes en Italie, & de maintenir les Droits & les Libertés du Chapitre de Cologne.

ANNO 1688.

Mais parce que je n'ay pas lieu d'eſperer que ce que je vous écris faſſe changer de ſentiment au Pape, je vous ordonne de voir aprés voſtre Audience chacun des Cardinaux, & de leur laiſſer copie de ma Lettre, afin qu'ils faſſent auſſi leurs reflexions ſur les Suites d'une Affaire ſi importante, & à laquelle le ſacré College a un ſi notable intereſt. Sur ce je prie Dieu qu'il vous ait, mon Couſin, en ſa ſainte & digne garde. Ecrit à Verſailles le 6. Septembre 1688.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

COLBERT.

XCIII.

Conventio inter CAROLUM XI. *Regem Sueciæ, & Præpotentes Ordines Generales* UNITI-BELGII, *de & pro ſex Legionibus Militum à Sua Majeſtate præfatis Ordinibus mittendis. Holmiæ die 12. Septembris* 1688. [Copie manuſcrite communiquée par un des Colonels Suedois. Elle étoit auſſi dans la premiere Edition du Grand Recueil de Hollande Tom. IV. pag. 759. mais moins exactement.] 12. Sept.

SAcræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Nos infraſcripti Senatores Aulæque Cancellarius; Celſorum quoque Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii, Ego infra ſcriptus Miniſter, in Aula Regiæ Majeſtatis Sueciæ Reſidens, declaramus teſtatumque facimus, nos vigore acceptorum Mandatorum, de certo numero Militum, à parte Sacræ Regiæ Majeſtatis ſupradictis Dominis Ordinibus Generalibus concedendo ita egiſſe & conveniſſe, prout ſequentibus Conditionum Articulis cautum & expreſſum eſt.

I. Sacra Regia Majeſtas Sueciæ promittit & recipit, ſe præbiturum Celſitudini Dom. Ordinum Generalium Fœderati Belgii ſex Legiones pedeſtris Militiæ, quarum ſingulæ duodecim Centuriis (vulgò *Compagnien*) unaquæque autem Centuria octoginta quatuor Capitibus, connumeratis Gregariis & Officialibus, conſtabunt. Ita ut dictæ ſex Legiones, comprehenſis Ordinariis Officialibus tam qui ad Legiones quam qui ad Centurias pertinent, à Regia Majeſtate conſtituendis, numerum ſexies mille quadraginta octo hominum impleant. Ex hoc numero Sacra Regia Majeſtas ſiſti curabit Gothoburgi in Suecia mille intrà quindecim dies à requiſitione, poſt peractam hujus Conventionis Ratihabitionem facta. Deinceps Stadæ vel ad optionem Dominorum Ordinum Generalium Caroloburgi in Ducatu Bremenſi bis mille quinquaginta intra menſis ſpatium, reliquos autem intra ſex Septimanas in Pomerania, ut ſic locis & temporibus præfinitis à parte Dominorum Ordinum Generalium recipi queant.

II. Viciſſim ſpondent & recipiunt Domini Ordines Generales, ſeſe hac Conventione ratihabita, confeſtim Hamburgi ſoluturos cui Regia Majeſtas hoc Negocium commiſerit, ſummam centies & octies mille octingentorum ſexaginta quatuor Thalerorum uncialium ſive Imperialium in ſpecie ſeu banco, computantes

ANNO 1688. in singula Capita tàm Officialium quàm Gregariorum octodecim Imperiales.

III. Ab eo tempore dieque quo dicta Militia exit servitio Regiæ Majestatis, transibit & recipietur eadem in servitium, Sacramentum & Stipendia Dominorum Ordinum Generalium, quæ Stipendia ab eodem Mensis die numerabuntur.

IV. Fiet etiam Impositio in Naves & Transvectio in Belgium cura & impensis Dominorum Ordinum Generalium, qui huic Militiæ Hospitationibus, Sustentationibus & Stipendiis adeoque omnibus necessariis, solitisque ea promptitudine providebunt, eoque loco eam habebunt tractabuntque domi militiæque, prout reliquæ suæ Militiæ, tali præsertim cujus conservatio imprimis ei cordi est, providere solent, sub quibus emolumentis liberum quoque Religionis exercitium comprehenditur.

V. Conventum præterea est, ut quando Domini Ordines Generales hoc Milite amplius opus non habent, eum Sacræ Regiæ Majestati vicissim offerre & si Sacra Regia Majestas eum recipere vellet, ita habitum & munitum restituere teneantur, qualem acceperant.

VI. Quod si in casu restitutionis numerus deficiat, supplebunt Domini Ordines Generales defectum octodecim Thaleris Imperialibus in specie sive banco in singula Capita numeratis.

VII. Si verò Regia Majestas declaraverit, se hoc Milite opus non habere, tum Domini Ordines Generales honesta dimissione salvoque conductu eidem prospicient, neminem autem ex hisce, sive Officialibus sive Gregariis vel remittent vel exauctorabunt, nisi stipendiis plenè solutis, tenebunturque tres menses antequam ad exauctorales & dimissiones procedunt, certiorem de ea re Sacram Majestatem facere, quo tempus habeat animum suum declarandi: post dictos autem menses si responsum nullum allatum, vel si repetitioni renunciatum à parte Sacræ Majestatis fuerit, liberum erit dictam Militiam Sacramento absolvere & dimittere.

VIII. Gaudebunt hujus Militiæ Officiales tàm inferioris quàm superioris Ordinis quandocunque in Patriam reduces fuerint, in omnibus Locis Sacræ Regiæ Majestatis subjectis, omnibus Gradibus Munerum & Titulorum prærogativis, quas vel nunc possident vel deinde in hac expeditione acquirere poterunt.

IX. Ratihabebitur hæc Conventio intra mensis spatium, statimque à Ratificatione significabunt Sacræ Regiæ Majestati Domini Ordines Generales, quo tempore Commissarios & Naves ad supra nominata Loca transmittere velint, eum in finem, ut quæ Articulo primo promissa sunt, in tempore expediri possint.

In quorum fidem hujus Conventionis bina Instrumenta confecimus, quæ nominum nostrorum Subscriptione Sigillorumque appositione firmavimus. Actum Holmiæ die 12. Septembris 1688.

BENEDICTUS OXENSTIERNA.	ERICUS LINDSCHOLD.	NICOLAUS GYLDENSTOLPE.
(L.S.)	(L.S.)	(L.S.)

C.C: Rumpf.

Ratihabitum ab Ordinibus Generalibus D[14] Octob. 1688.

Signatum

DE WEEDE.

F. FAGEL.

XCIV.

LA FRANCE ET L'EMPIRE.

(1) *Memoire des Raisons, qui ont obligé le Roy de France* LOUIS XIV. *à reprendre les Armes & qui doivent persuader toute la Chrétienté des sinceres Intentions de Sa Majesté, pour l'affermissement de la tranquilité publique, à Versailles le 24. Septembre* 1688. [Feuille volante imprimée, & FREDER. LEONARD. Tom. VI.]

(1) C'est le titre qui fut donné à ce Manifeste à la reserve des mots de, *de France Louis XIV.* qu'on y a ajoutés afin qu'on sût qui parloit.

CEux qui examineront sans passion & sans aucun autre Interest que celuy du bien public, la conduite que Sa Majesté a tenuë depuis le commencement de la Guerre de Hongrie jusqu'à present, auront une juste raison de s'estonner, qu'ayant tousjours esté bien avertie du dessein que l'Empereur a formé depuis long-tems d'attaquer la France, aussitost qu'il aura fait la Paix avec les Turcs; Elle ait differé jusqu'à cette heure à la prevenir, & que bien loin de se servir des pretextes que les regles d'une bonne Politique luy pouvoient suggerer, pour empescher l'aggrandissement de ce Prince, elle ait mesme voulu sacrifier au bien de la Paix les justes sujets qu'on luy a si souvent donnez d'employer les forces que Dieu luy a mises en main, tant pour oster à la Cour de Vienne les moyens de luy nuire, que pour arrester le cours des injustes & des violentes usurpations de l'Electeur Palatin: Faire rendre à Madame, Belle-Sœur de Sa Majesté, ce qui luy doit appartenir de la Succession de ses Pere & Frere, & dissiper de bonne heure toutes les Ligues & les preparatifs de Guerre, qui l'ont enfin forcé de porter les Armes sur les bords du Rhin, & d'attaquer les Places qui pourroient donner le plus de facilité à l'Empereur de recommencer & de soustenir la Guerre contre la France. ANNO 1688.

Tout le monde convient aujourd'huy, que le trop sincere desir que Sa Majesté avoit d'empescher qu'il n'arrivast rien qui fust capable de troubler le repos de la Chrestienté, & les preuves convainquantes qu'elle a donné de ses bonnes Intentions ont beaucoup contribué à tous les sujets de mescontentements qui ont enfin lassé sa patience.

On a vû que dans le temps qu'elle pouvoit se prevaloir de l'embaras que donnoit à l'Empereur la Guerre d'Hongrie, pour obliger la Cour de Vienne & l'Empire à luy ceder par un Traitté definitif, tous les Lieux qui avoient esté reunis à sa Couronne, en consequence des Traittez de Munster & de Nimegue, & faire cesser par ce moyen tous sujets de mes-intelligence entre Elle & l'Empire, elle avoit mieux aimé acquiescer à un Traitté de Treve ou de Suspension, que detourner par ses Armes les Princes & Etats de l'Empire de donner à l'Empereur les Secours dont il avoit besoin, pour repousser toutes les Forces de l'Empire Ottoman; & que Sa Majesté suivant les mouvemens de sa Pieté & sa Generosité, avoit preferé l'Interest general de la Chrestienté, au Bien de sa Couronne, se contentant d'obtenir provisionellement ce que la Prudence vouloit qu'elle demandât pour toujours.

On avoit assez remarqué, qu'à peine ce Traitté de Treve fut ratifié de part & d'autre, que Sa Majesté voulut bien encore donner de nouvelles marques de sa moderation; & quoy qu'elle eut appris, que les Ministres Imperiaux employoient tous leurs soins & tous leurs efforts dans la plufpart des Cours d'Allemagne, pour porter les Princes & Estats de l'Empire à entrer dans de nouvelles Ligues contre la France: Que par le Traitté fait à Ausbourg, ils avoient engagé un nombre considerable de Princes & d'Estats à souscrire cette Association; Que dans l'Assemblée de Nurenberg on s'estoit servi de toutes sortes d'Artifices & de Suppositions, pour faire entrer dans cette mesme Ligue ceux qui estoient retenus par la consideration des malheurs que pourroit causer une nouvelle Guerre, & par l'avantage que tout l'Empire trouvoit dans le maintien d'une bonne Intelligence avec Sa Majesté; & qu'enfin les Ministres de la Maison d'Austriche s'estoient clairement expliquez en plusieurs endroits, que la Guerre de Hongrie ne seroit pas plustost finie, que l'Empereur tourneroit ses Armes vers le Rhin, & que le Traitté de Trêve ne seroit pas capable d'arrester ses desseins: Neanmoins tous ces pressans motifs, qui devoient obliger dès lors Sa Majesté de porter plustost la Guerre dans les Pays & les Estats de ce Prince, que de l'attendre dans son Royaume, avoient encore cedé au desir empressé qu'elle a tousjours eu de faire tout ce qui pouvoit dependre d'Elle pour le maintien de la Paix; & Elle n'avoit point pris d'autres precautions pour garentir ses Estats de tout le mal qu'on se preparoit à leur faire, que de bien fortifier les Lieux de ses Frontieres qui pouvoient arrester les entreprises de ses Ennemis.

Tant de preuves de la sincerité de ses Intentions avoient fait oublier à la Cour de Vienne, que toutes les fois qu'on a contraint Sa Majesté de prendre les

Armes,

ANNO 1688. Armes, il a plû à Dieu de faire voir la Justice de sa cause, par les bons succez qu'elles ont eu. On s'est imaginé qu'elle prefereroit d'oresnavant la douceur du repos aux soins indispensables qu'elle est obligée de prendre pour la conservation de ses Estats; & l'esperance de trouver de grands avantages dans un renouvellement de Guerre, a porté la Cour de Vienne à rejetter avec hauteur les insinuations, mesme des Ministres du Pape, qui croyoient, avec raison, qu'il n'y avoit pas de moyen plus prompt, plus facile & plus necessaire pour establir une bonne Union & Concorde entre tous les Princes & Estats Chrestiens, que de faire un Traitté de Paix sur le mesme pied que celuy de Treve, sans rentrer dans des difficultez si souvent debatuës, & qui ne peuvent plus estre soustenues que pour exciter de nouvelles aigreurs & de nouveaux Troubles.

Mais quand mesme toutes ces demarches n'auroient pas esté suffisantes, pour faire voir clairement à Sa Majesté la resolution que la Cour de Vienne a prise de recommencer la Guerre contre la France, en pourroit-on douter, apres toutes les preuves qu'elle en a donné, tant au sujet de la Succession Palatine, qu'à l'occasion de la Postulation qui a esté faite du Cardinal de Furstemberg, premiérement à la Coadjutorerie, & depuis à l'Electorat de Cologne?

Personne n'ignore le Droit incontestable qui appartient à Madame, Belle-sœur de Sa Majesté, sur la Succession de l'Electeur Palatin Charles son Frere; on sçait que tous les Meubles, Biens allodiaux, & Fiefs Hereditaires luy sont acquis, comme à l'unique Heritiere de ses Pere & Frere; & quoique Sa Majesté fut assez portée par l'affection qu'elle a pour cette Princesse, à luy donner toute la protection dont elle avoit besoin, pour se mettre en possession des Biens meubles & immeubles de cette Succession, neantmoins les mesmes considerations qui avoient empesché Sa Majesté de faire aucun mouvement qui pust retarder la prosperité des Armes Imperiales en Hongrie, l'avoient encore obligé de preferer l'Arbitrage du Pape, quoique déja declaré partial contre la France, aux moyens plus seurs & plus prompts qu'elle avoit en main, de faire rendre à Madame, sa Belle-sœur, la Justice qui luy est duë, & bien que cet Arbitrage ne dût estre suspect qu'à Monsieur, Frere unique de Sa Majesté, neantmoins il a bien voulu y donner les mains; en sorte qu'il n'a tenu qu'à l'Electeur Palatin de terminer tous ces differens par la decision du Pape; mais quoy qu'il y ait une infinité d'exemples de semblables contestations entre les Princes & Estats de l'Empire, remises au jugement des Puissances qui n'en dependent point, cet Electeur qui a toujours travaillé à fomenter la Guerre entre la France & l'Empire, ne se contentant pas de vouloir envahir pour sa Maison les Electorats & les Dignitez Ecclesiastiques, qu'il s'efforce d'obtenir en toutes occasions par les voyes les plus violentes & les plus contraires aux Regles de l'Eglise & aux Loix & Constitutions de l'Empire, a rejetté l'Arbitrage du Pape sur cette affaire, & s'est non seulement emparé des Terres inseparablement attachées à la Dignité Electorale; mais même il s'est encore saisi sans aucune forme de Justice de tous les engagemens, Biens allodiaux, Fiefs Hereditaires, & generalement de tout ce qui appartient legitimement à Madame, Belle-sœur de Sa Majesté, à la reserve de quelques Meubles, qu'il a bien voulu abandonner, pour colorer son Injustice manifeste, & flatter la bonne foy de Monsieur, Frere unique de Sa Majesté, de l'esperance d'une plus grande Restitution.

Mais comme il a bien reconnu, qu'il ne pourroit pas soutenir long-temps son injuste usurpation contre la protection que Sa Majesté se sent obligée de donner au bon Droit de Monsieur, son Frere unique, & de Madame, sa Belle-sœur, il n'a rien obmis de ce qu'il a crû capable d'exciter entre la France & l'Empire, une Guerre qu'il a considerée comme un moyen de retenir impunement dans la confusion & le desordre qu'elle porte avec elle, des Biens qui ne luy peuvent jamais appartenir legitimement, tant que Madame, ou ses Descendans subsisteront. C'est dans cette vuë, que pendant que Sa Majesté apportoit le plus de soin à ôter tous pretextes à la Cour de Vienne de finir la Guerre de Hongrie, & que la Décadence de l'Empire Ottoman faisoit encore esperer à l'Empereur de plus grandes prosperitez, cet Electeur a redoublé ses efforts pour obliger la Cour de Vienne à faire la Paix avec les Turcs, & porter la Guerre vers le Rhin. Sa Majesté n'a pas ignoré tous les mouvemens qu'il s'est donné pour cet effet, les Ligues qu'il a formées; & enfin la Resolution qu'il a fait prendre de conclure au plustost un Accommodement avec l'Ennemy de la Chrestienté, pour attaquer la France, & surprendre la Vigilance de Sa Majesté. ANNO 1688.

Il est vray que l'Archevêché de Cologne demeurant au pouvoir d'un Prince aussi bien intentionné que l'estoit le feu Electeur, pour le maintien de la Tranquillité publique, il falloit ôter un si grand obstacle à de nouveaux Troubles: le seul expedient estoit de luy donner de gré ou de force un Coadjuteur entiérement dévoué aux Interests de la Maison d'Austriche, & il n'en pouvoit trouver aucun, dont il fut plus assuré pour l'execution de ce dessein & l'agrandissement de sa Maison, qu'un des Princes ses enfans. On peut dire aussi, qu'il n'y a rien qu'il n'ait mis en pratique pour y reussir. Mais comme ses offres & ses Promesses, appuyées de la presence du Duc de Juliers, n'ont pas eu l'effet qu'il en attendoit; les menaces dont il s'est servi contre les Chanoines, & contre l'Electeur même, ont esté si violentes & si outrées, qu'elles luy ont attiré l'indignation des uns & des autres; & de vingt-quatre voix dont le Chapitre est composé, elles en ont determiné dix-neuf à postuler le Cardinal de Furstemberg à la Coadjutorerie de l'Archevéché de Cologne, le jugeant avec raison d'autant plus capable de le bien gouverner, qu'outre l'experience qu'il y a acquise pendant la longue Administration que le feu Electeur luy en avoit confiée; sa Dignité de Doyen, son age, & ses bonnes Qualités personnelles, le font estimer & aimer de tous ceux du Chapitre qui ne sont point obligez de sacrifier leurs inclinations à d'autres Interests qu'à celuy de leur Eglise.

Cependant cette Postulation si canonique n'a pas esté capable de renverser les Projets de l'Electeur Palatin. La partialité du Pape, trop declarée pour la Maison d'Austriche, luy a donné de nouvelles esperances; & l'impossibilité de réussir pour un de ses fils, luy a fait concevoir un dessein beaucoup plus avantageux pour sa Maison. Il a crû qu'il ne falloit pas attendre, que le Cardinal de Furstemberg parvenu à cet Archevéché, & suivant les mouvemens de son affection pour la Maison de Baviere, pût faire agréer au Chapitre le Prince Clement pour son Coadjuteur, lorsqu'il auroit l'age indispensablement requis par les Canons. Rien n'estoit plus contraire aux Interests de cet Electeur, & il n'avoit garde de souffrir, que l'Electeur de Baviere fut redevable à la Recommandation de Sa Majesté & à l'Inclination dudit Cardinal; du retour de cet Electorat dans sa Maison. Mais pour rompre toutes ces mesures & assurer pour ses Enfans, ou l'Electorat de Cologne, ou celuy de Baviere, il a estimé qu'il n'y avoit pas de meilleur moyen, que de profiter de la mauvaise disposition du Pape envers Sa Majesté, & de son attachement à la Maison d'Austriche: prémiérement, pour empescher que la Postulation dudit Cardinal de Furstemberg à la Coadjutorerie, qui n'auroit pas reçu la moindre difficulté sous un Pontificat moins passionné contre la France, ne fut confirmée: & en second lieu, luy donner pour Concurrent ce même Prince, que ledit Cardinal avoit dessein d'obliger si sensiblement.

Il est vray qu'il n'y a aucune Personne raisonnable, instruite des Principes de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, qui eut pû s'imaginer, que malgré tout ce que les Conciles Oecumeniques, & en dernier lieu le Concile de Trente, ont statué touchant l'age, la Science, & les Qualitez requises & necessaires à un Evêque, le Pape qui avoit témoigné par le passé tant d'éloignement pour toutes les graces, pût se porter à declarer capable d'être élu à l'Archevêché de Cologne, un jeune Prince de dix-sept ans, & qui n'en est pas mesme Chanoine. Mais il faut avouer que ce renversement de la Discipline Ecclesiastique est bien moins avantageux à la Maison de Baviere, qu'à celle d'Austriche, & à l'Electeur Palatin; car si ce Projet reüssissoit en faveur du Prince Clement, ou il ne seroit que le Dépositaire de l'Electorat de Cologne, pour le faire passer à un Prince de Neubourg, ou s'il le vouloit retenir pour luy mesme, avant qu'il ait plû à Dieu de donner des Enfans à l'Electeur son Frere, & dans le temps qu'il expose si souvent sa vie pour le service de l'Empereur, il asseureroit à l'Electeur Palatin la Succession aux Etats de Baviere: & à la

Anno 1688. Cour de Vienne l'extinction d'une Maison qui lui a tousjours donné une forte jalousie, & que le Merite de l'Electeur qui regne à present ne diminuera pas.

Voilà le veritable motif de ce Bref concerté entre le Pape, les Ministres de la Maison d'Austriche, & ceux de l'Electeur Palatin; & comme ils ont bien jugé, que Sa Majesté ne souffriroit pas que le Cardinal de Furstemberg, postulé canoniquement à l'Archevêché de Cologne, en fut depouillé: en haine de l'application qu'il a tousjours donnée au maintien d'une bonne Intelligence entre Sa Majesté & l'Empire, ny que la plus considerable partie du Chapitre qui luy a donné ses suffrages fut privée de ses Droits par la force & la violence; ils se sont enfin determinez à faire la Paix avec le Turc, pour la rompre en mesme temps avec la France.

Mais si Sa Majesté a beaucoup de sujet de se plaindre d'un procedé si contraire à la bonne foy avec laquelle Elle a tousjours agi, pendant les plus grandes prosperitez des Armées Imperiales en Hongrie, & aux soins qu'Elle a pris d'empêcher, qu'il n'arrivat rien dans toute l'Europe qui en put arrêter le cours. Il n'y a personne, quelque passionnée qu'elle puisse être contre la France, qui ne doive avouer, que tout ce qui s'est fait depuis l'obtention de ce Bref d'Eligibilité, tant par les Ministres Imperiaux, que par ceux de l'Electeur Palatin, a dû achever de lasser la patience du Roy, & luy oter tout sujet de douter de la ferme resolution que l'Empereur a prise de luy declarer la Guerre incessamment.

C'est dans ce dessein que la Cour de Vienne a crû n'être plus obligée à garder aucunes mesures, & qu'encore que le Concordat Germanique, les Constitutions de l'Empire, & le Traité de Munster doivent rendre inviolable la liberté des Elections dans les Chapitres d'Allemagne; & que l'Article 23. du Traité de Nimegue ait dû faire cesser les Injures & les Invectives des Ministres de la Cour de Vienne contre le Cardinal de Furstemberg; neanmoins le Comte de Kaunitz, voyant bien que ny les promesses ny les menaces n'étoient pas capables d'ébranler une assez considerable partie du Chapitre de Cologne, pour faire quelque opposition à l'élevation du Cardinal de Furstemberg, & qu'il n'y avoit que ceux qui par leurs Charges & leurs Emplois étoient indispensablement obligez à suivre les mouvemens de la Cour de Vienne, qui ne voulussent pas concourir à sa Postulation, tous les autres étant pleinement persuadez, qu'ils ne pouvoient faire un plus digne choix, que de la Personne dudit Cardinal, non seulement pour le bien & l'avantage de l'Archevêché, mais aussi pour l'affermissement du repos de l'Empire, il n'y a point eu d'Injures, d'Invectives, & de calomnies, dont ce Ministre n'ait chargé ledit Cardinal, jusqu'à luy donner une exclusion formelle de la part de l'Empereur, & menacer le Chapitre de luy oter ses Privileges; enfin on peut dire, que le mepris & l'infraction manifeste des Traitez de Paix ont paru aussi clairement dans le Discours adressé au Chapitre de Cologne par ledit Comte de Kaunitz, que la moderation dudit Cardinal & son zele pour le maintien de la Tranquillité publique dans la réponse qu'il y a faite.

Mais comme toutes ces violences des Ministres de la Maison d'Austriche n'ont pas esté capables d'empêcher, que la plus grande & la plus considerable partie du Chapitre de Cologne ne soit demeurée inseparablement unie avec le Cardinal de Furstemberg, pour maintenir conjointement avec luy les Droits & les Libertez de leur Eglise, la Cour de Vienne fait ses diligences pour assembler les Troupes de la pluspart des Princes Protestans aux environs de cet Archevesché, afin de les employer à faire executer conjointement les Brefs qu'elle se flate d'obtenir de la Cour de Rome contre la disposition des Canons, des Traitez & des Constitutions de l'Empire, & elle ne se soucie pas que l'Archevesché de Cologne soit entierement desolé, & la Religion Catholique opprimée dans tous les Lieux qui en dependent, pourveu qu'elle y trouve des moyens & des facilitez d'attaquer la France, de soustenir la Guerre contre Sa Majesté aux despens des Electeurs, Princes & Estats de l'Empire, de contraindre les premiers à deferer au Roy de Hongrie la Couronne de Roy des Romains, avant l'age indispensablement requis par ces mesmes Loix & Constitutions, & enfin d'assujettir toute l'Allemagne à l'Authorité despotique de la Maison d'Autriche, en eloignant de l'Alliance & de l'Amitié du Roy ceux qui pourroient estre les fermes Defenseurs des Droits & des Libertez de leur Patrie. Anno 1688.

Ces veritez sont parfaitement connuës de Sa Majesté, & il n'y aura personne de bon sens, & bien informée de ce qui se passe dans l'Europe, qui puisse revoquer en doute la moindre circonstance de ce qui est avancé dans ce Memoire. Il seroit mesme assez inutile de rendre publiques toutes les autres preuves que Sa Majesté a euës de la resolution prise par la Maison d'Austriche, de luy faire incessamment la Guerre. Elle est bien persuadée, qu'après toutes celles qu'elle a données du trop grand desir qu'elle a tousjours eu d'affermir la Tranquillité publique, tout le Monde avouera, qu'il eust esté à souhaiter pour le bien general de la Chrestienté, que ceux qui croyent trouver leurs avantages à exciter de nouveaux Troubles, n'eussent pas eu si bonne opinion de la sincerité des Intentions de Sa Majesté, & que ce ne sera que sur eux qu'on rejettera le blasme de la necessité où ils l'ont mise, de faire marcher ses Troupes, tant pour assieger Philipsbourg, comme la Place la plus capable de faciliter à ses Ennemis l'entrée dans ses Estats, que pour se mettre en possession de Kaiserslouter, jusques à ce que l'Electeur Palatin ait restitué à Madame, Belle-Sœur de Sa Majesté, ce qui luy doit appartenir de la Succession des Electeurs ses Pere & Frere.

Mais quelque succez qu'il plaise à Dieu de donner aux Armes de Sa Majesté, elle a toûjours le même desir de faire de sa part tout ce qui pourra contribuer à l'affermissement de la Tranquillité publique: & pour cet effet elle declare, qu'il ne tiendra qu'à l'Empereur & à ses Adherans, de la rendre d'une perpetuelle durée: Sa Majesté voulant bien, que pour oster à l'avenir tout sujet de mes-intelligence entre elle & l'Empire, & ne plus laisser aucune semence de division & de renouvellement de Guerre, il soit fait un Traité de Paix definitif, aux mesmes conditions que celuy de Treve, conclu & signé à Ratisbonne le 15. Aoust 1684. bien entendu que Sa Majesté ne pourra estre troublée ny inquietée en quelque maniere que ce soit, touchant les nouvelles Fortifications qu'elle a esté obligée de faire pour la seureté de ses Etats, tant à Huningue, qu'au Fort Louïs du Rhin.

Et comme elle n'a pas entrepris le Siege de Philipsbourg pour s'ouvrir des moyens d'attaquer l'Empire, mais seulement pour fermer l'entrée de ses Etats à ceux qui voudroient exciter de nouveaux Troubles, Elle offre pour faciliter davantage le Traité de Paix, de faire demolir les Fortifications de ladite Ville de Philipsbourg, lors qu'Elle l'aura reduite à son obeissance, & la faire rendre à l'Evêque de Spire, pour en jouir de la mesme maniere que ses Predecesseurs ont fait avant que la Place fut fortifiée, sans en pouvoir rétablir les Fortifications.

Sa Majesté veut bien encore ajouter à ces offres une preuve plus considerable & plus convainquante du desir qu'elle a de restablir une bonne Correspondance avec l'Empereur & l'Empire, & de la rendre d'une longue durée; & quoy que les depenses extraordinaires qu'elle a faites pour rendre la Place de Fribourg imprenable comme elle est à present, la doivent obliger à ne la detacher jamais de sa Couronne, néanmoins pour procurer une longue Paix à toute la Chrestienté, & pour faire voir qu'elle n'a pensé qu'à fermer son Royaume & non pas à se conserver des moyens de l'agrandir, Elle veut bien aussi faire demolir les Fortifications de cette importante Place, & la rendre à l'Empereur avec ses Dependances, à condition qu'elle ne pourra jamais estre fortifiée.

Quant à l'Electorat de Cologne, Sa Majesté offre d'en retirer ses Troupes, aussitost que le Pape, soit de son pur mouvement, ou à la priere de l'Empereur, aura confirmé la postulation du Cardinal de Furstemberg; & Elle s'employera volontiers, lors que ledit Cardinal sera dans la paisible possession & jouïssance dudit Electorat, à le faire entrer avec le Chapitre dans les temperamens qui pourront estre proposés pour la satisfaction du Prince Clement & de l'Electeur de Baviere, en sorte que le repos de cet Archevêché ne puisse être troublé ni à present ni à l'avenir.

Sa Majesté veut bien aussi, pour ne laisser aucun reste ni occasion de troubles, terminer incessamment les differens qui regardent la Succession Palatine, & Elle offre pour Monsieur, son Frere unique & pour Madame sa Belle-Sœur, un desistement de toutes les Places, Terres & Païs, même des Meubles, des Ca-

ANNO 1688. Canons, & de toutes les autres choses qui leur doivent encore être restituées, moyennant un Dedommagement en argent, suivant l'estimation qui en sera faite, au plus tard dans un an, par les Commissaires qui seront nommez à cet effet: & au cas qu'ils n'en puissent convenir dans ledit temps, Sa Majesté consent, que ce qui restera de differens soit terminé par l'Arbitrage du Roi d'Angleterre & de la Republique de Venise, sans qu'on en puisse venir de part ni d'autre à aucune voye de fait.

C'est à ces conditions, beaucoup plus avantageuses à l'Empereur & à l'Empire, qu'à Sa Majesté & à sa Couronne, que la Tranquillité publique peut être rétablie & assurée pour toujours pourvû qu'elles soient acceptées dans le mois de Janvier prochain: A l'effet dequoy Sa Majesté est prête d'envoyer incessamment ses Plenipotentiaires à Ratisbonne. Mais après ce tems, Sa Majesté étant obligée de continuer des dépenses immenses; Elle ne pretend plus être tenuë à ses offres; & en cas d'un plus long retardement, ou d'un refus de les accepter, elle proteste dés à present de tous les malheurs que la Guerre pourra causer à la Chrestienté contre ceux qui l'ont forcée à reprendre les Armes, pour prevenir leurs mauvais desseins, & qui ne voudront pas profiter des expediens qu'elle propose, pour assurer incessamment une Paix durable. Fait à Versailles le 24. jour de Septembre 1688.

XCV.

13. Oct. COLOGNE. *Actes contenant les Protestations sollennelles publiées au sujet des prétenduës Nullités insoustenables, faites en Cour de Rome, dans la Confirmation de l'Election du Sérénissime Prince* JOSEPH CLEMENT *Duc de Baviere, &c. Afin de les rendre notoires au Clergé & au Peuple de l'Archevéché de Cologne. Fait à Bonn au Palais Electoral le 13. d'Octobre* 1688. [FREDERIC LEONARD. Tom. IV.]

AU Nom de Dieu, Amen. A tous ceux qui verront, liront, ou entendront lire cet Acte, soit manifestement connu & notoire: Que l'année depuis la Naissance de nostre Seigneur Jesus-Christ 1688. & la treiziéme du Pontificat de nostre tres-Saint Pere en Christ Innocent par la Divine Providence, Pape onziéme de ce Nom; Indiction onziéme, le troisiéme des Ides d'Octobre, ou le treiziéme du même mois, entre onze heures & midy: Sont personnellement comparus pardevant moy Notaire Apostolique & les Témoins après nommez: l'Eminentissime Seigneur Guillaume Egon, Cardinal de la Sainte Eglise Romaine, Landgrave de Furstemberg, postulé Archevesque & Prince Electeur de Cologne, &c. Et les autres Reverendissimes & Illustrissimes Seigneurs, Prelats & Capitulaires de l'Eglise Metropolitaine de Cologne, au nombre de huit, lesquels tant en leur nom que des autres Seigneurs absens dont ils avoient procuration; ont fait une iterative Protestation qui a esté auparavant luë publiquement en ma presence, & en celle des Témoins, reiterant leur Opposition de nullité, declaration, & reservation des remedes, suivant sa force, exigence & teneur: Repetans une precedente Protestation qu'ils avoient déja faite pardevant moy, ils y ont derechef adheré, protestant de nouveau & accusant de nullité, déclarant, se reservant les remedes convenables, & faisant les autres choses qui sont contenuës en cet Acte dans les termes suivans.

Monsieur le Notaire. Vous estes bien informé que l'Eminentissime Seigneur Cardinal Landgrave de Furstemberg qui a esté depuis peu canoniquement postulé pour Archevêque & Prince Electeur de Cologne, & les autres Seigneurs, Prelats & Capitulaires de l'Eglise Metropolitaine de Cologne, faisant la plus grande & la plus saine partie du Chapitre & qui ont postulé son Eminence, ont protesté de la nullité insoustenable de toutes les choses en general & en particulier, qui sans qu'ils ayent esté citez, entendus, ni defendus, pourroient être à l'avenir ou auroient déja esté dites, ordonnées, resoluës, ou expediées dans la Cour de Rome par nostre Saint Pere le Pape, ou par la Sacrée Congregation Consistorialle, ou par d'autres Tribunaux, au sujet de l'Election prétenduë & qui n'a jamais esté faite, du Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT, Duc de Baviere: Ainsi qu'il est plus amplement déduit dans l'Acte ou Instrument qui en a esté expedié, lequel a esté par Vous Notaire dûement signifié à l'Illustrissime Seigneur Nonce du Pape resident à Cologne, qui l'a retenu, & lequel a esté envoyé à la Cour de Rome pour y être encore insinué; dont la teneur s'ensuit; Sçavoir: ANNO 1688.

Au Nom de la Tres Sainte & individuelle Trinité. Qu'il soit notoire à tous ceux qui liront ou verront ce present Acte public, que l'année de l'Incarnation du Verbe 1688. la treziéme annee nouvellement commencée de nostre Tres-Saint Pere & Seigneur en Jesus-Christ, Innocent, par la Divine Providence Pape XI. de ce nom, Indiction onziéme, le neuviéme des Calendes d'Octobre, qui est le 23. jour de Septembre stile nouveau, entre 11. heures & midi: en la presence de moy Notaire & des Temoins après nommez qui ont esté appellez exprés: Furent presens en leur personne, l'Eminentissime Seigneur Guillaume Egon Cardinal Landgrave de Furstemberg, &c. Doyen & postulé Archevéque & Electeur de Cologne; l'Illustrissime Seigneur Philippe Evrard, Prince du Murbac, Comte de Louvenstein, Sous-Doyen, tant pour luy que pour l'Illustrissime Seigneur Herman Frideric Comte de Hohen Zolern absent pour les affaires de l'Eglise, & dont il a Procuration; l'Illustrissime Seigneur François Gobert, Comte d'Apremont & de Reckem, Evéque de Choeur, l'Illustrissime Seigneur François Adolphe Comte d'Oostfrise & de Ritberg Ecolatre, tant pour luy que pour l'Illustrissime Seigneur Alexandre Comte de Salm, le plus jeune Diacre absent, & dont il a procuration; l'Illustrissime Seigneur Ferdinand Rodolfe Comte de Furstemberg Meskirchen, le plus ancien Diacre; le Tres-Haut Seigneur François Bernard Prince de Nassau, Prevost en qualité de Tresorier; l'Illustrissime Seigneur Charles Gobert Comte d'Aspremont & de Reckem; l'Illustrissime Seigneur Ernest Dominique Comte de Manderscheit & de Falckenstein; l'Illustrissime Seigneur Maximilien-Philippe Comte de Manderscheit & de Falckenstein; le Reverendissime Seigneur Henry Mering le plus ancien Prêtre, le Reverendissime Seigneur Thomas de Quentell Official; le Reverendissime Seigneur Jean-Pierre de Quentell, grand Portesceau ou Chancelier. Lesquels ainsi présens & assemblez, firent premierement lire à haute voix une certaine Protestation solennelle, conçeuë dans les termes suivans. Monsieur le Notaire, l'Eminentissime Seigneur Cardinal Landgrave de Furstemberg, &c. qui a esté depuis peu solennellement & canoniquement postulé pour Archevéque & Prince Electeur de Cologne, & les autres Seigneurs, Prelats & Capitulaires de l'Eglise Metropolitaine de Cologne, qui composent la plus grande & la plus saine partie du Chapitre, & qui ont fait ladite Postulation; ont appris avec beaucoup d'étonnement, par des Lettres écrites de la Cour de Rome & d'ailleurs; que Nostre Saint Pere avoit renvoyé à la Congregation Consistorialle l'affaire qui concerne ladite Postulation, & la prétenduë Election du Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT, Duc de Baviere, &c. Qu'on publie avoir esté faite par quelques Capitulaires; que dans cette Congregation il avoit déja fait traitter par les Eminentissimes Seigneurs Cardinaux & par les Prelats, de la validité de cette prétenduë Election; & qu'on assuroit de plus, que de l'avis de la même Congregation il vouloit proceder à ladite Confirmation, sans que l'Eminentissime Seigneur Postulé & lesdits Seigneurs Prelats & Capitulaires ayent esté jusques icy, citez, entendus, ni défendus; & sans vouloir à l'avenir les citer, les entendre, ou les admettre à déduire & défendre leurs Droits, tant contre la prétenduë Election, qu'en faveur de la Postulation. Mais comme on n'a jamais accoûtumé, & que de Droit on ne doit confirmer de semblables prétenduës Elections faites en discorde, ni rejetter des Postulations Canoniques: qu'après que les Parties interessées ont été suffisamment entenduës, & que leurs Droits & leurs raisons ont esté meurement & contradictoirement discutez & examinez en pleine Congregation, observant les formalitez convenables aux Congregations des Cardinaux, sur tout en des affaires d'une si grande importance, & prenant l'avis du saint Tribunal de la Rote, selon qu'il a toûjours esté & est encore inviolablement observé par les Papes & par la Cour de Rome; comme l'Eminen-

Anno 1688.

minentissime Cardinal de Luca le témoigne dans sa Relation des Congregations & des Tribunaux de la Cour de Rome, Discours cinquiéme du Consistoire, nombre vingt-cinquiéme. Ainsi quoique l'Eminentissime Seigneur postulé & les Seigneurs Prelats & Capitulaires Postulans, à qui le Droit de faire une nouvelle Election Canonique appartient avec justice, au cas que la Postulation ne fut point admise, ne puissent pas se persuader, que sa Sainteté veuille avec tant de précipitation & de nullitez confirmer l'Election du Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT, qu'on soûtient n'avoir jamais esté faite, & rejetter la Postulation; ni qu'Elle ait intention, au cas que la Postulation ne fut point admise, leur ôter, sans qu'ils ayent esté citez, entendus, ni défendus, le Droit de proceder à une nouvelle Election qui leur appartient suivant les Preuves rapportées sous la Lettre A. Toutefois afin qu'on ne puisse pas dire que l'Eminentissime Seigneur Postulé, & lesdits Seigneurs Prelats & Capitulaires ayent expressément ou tacitement renoncé au Droit de dire leurs raisons ou de défendre leur interest, ou à celui de faire une Election qui leur appartient de nouveau pour cette fois, au cas que la Postulation ne fut point admise, ou qu'ils ayent approuvé le Procez fait ou à faire, sans qu'ils ayent été citez, entendus ni défendus, ou enfin qu'ils se soient fait quelque préjudice en quelque maniere que ce soit: Pour n'obmettre aucune précaution, mesme surabondante, & sans déroger au respect qu'ils doivent à Nostre Saint Pere le Pape & au saint Siege Apostolique, ils protestent solennellement, & font de mesme leur declaration de nullité, & protesteront & persisteront toûjours dans leurdite declaration, au nom d'eux douze presens & des autres absens, dont ils ont Procuration, devant vous Notaire, & devant les Témoins, de toutes les choses qui dans la Sacrée Congregation consistoriale ou ailleurs, ont jusques icy peut-estre été faites, resoluës, decretées ou expediées; ou qui à l'avenir contre leur esperance & sans qu'ils ayent esté citez, entendus ni defendus, pourroient estre faites, resoluës, decretées ou expediées, par une nullité insoustenable. Protestans en même tems, qu'ils ne prétendent par aucun Acte que ce soit qui pourroit estre fait ci-après, se desister en aucune maniere, tacitement ni expressement, de cette protestation & declaration de Nullité, mais qu'ils veulent y adherer toûjours fermement, & qu'ils tiennent toutes ces choses faites ou à faire, resoluës ou à resoudre, decretées ou à decreter, expediées ou à expedier, pour non-valables, nulles & non-avenuës. Demandans que cette Protestation & declaration de nullité soit fidelement mise en note; qu'il en soit fait & communiqué, en payant, un ou plusieurs Actes, ou Instrumens Publics, dans la forme necessaire & convenable, afin qu'on y ajoûte par tout une entiere foy, & qu'elles soient deuëment signifiées à l'Illustrissime Seigneur Nonce Apostolique resident à Cologne, comme aussi au Procureur ou Agent du Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT, demeurant à Rome ou ailleurs, & dans tous les autres lieux où il sera jugé necessaire.

Cette Protestation ainsi redigée en écrit & leuë de la maniere susdite, fut interposée pardevant moy Notaire, & exhibée pour estre mise dans mon Protocolle, par les susdits Seigneurs Prelats & Capitulaires, tant en leur nom, qu'en celui des deux absens, dont on asseuroit qu'ils avoient la procuration; & en vertu d'icelle, ils protestoient tous ensemble, solennellement, faisoient leur declaration de Nullité & les autres choses plus amplement exprimées & inserées dans ledit Acte de protestation, de toutes & chacune les choses faites ou à faire en quelque maniere que ce soit, sans qu'ils ayent esté citez, entendus, ni défendus: Me requerant moy Notaire, de prendre note de tout ce qui avoit esté ainsi fait devant moy, & les Témoins, d'en dresser un ou plusieurs Actes & de les communiquer & signifier.

Cela a esté ainsi fait à Bonn au Palais Electoral dans l'Antichambre du premier étage, l'année, sous le Pontificat, le mois, le jour & l'heure cy-devant dits, en presence de tres-Reverends & tres-honorables, Messieurs Henri Coetzen & Berchtold Lapp, respectivement Docteurs en Droit Civil, & Canon, Ecolatre & Official & Chanoines Capitulaires des Eglises Collegiales des Saints Cassien & Florent de Bonn & de saint Clement en Schwartzen-Reindorff, Témoins dignes de foy & expressement appellez & priez pour cela. Et parce que moy Jean Silmen de Paterborn Notaire Apostolique & Imperial, admis au College des Ecrivains des Archives de la Cour de Rome, immatriculé à Bonn dans la Chancellerie Electorale de Collogne, & Greffier de la Cour Archidiaconale de Bonn, ay esté présent avec les Témoins ci devant nommez, ausdites publiques lecture, interposition, protestation, Declaration de Nullité, & à toutes & chacune les autres choses, pendant qu'on les faisoit, que je les ay vû & entendu faire de cette sorte, & que j'en ay pris note: Pour ces raisons j'ay signé le présent Acte que j'en ay dressé, & qui a esté mis en grosse par un autre, à cause que j'estois legitimement occupé ailleurs, & j'y ay ajoûté pour le confirmer la marque de mon Notariat (L.P.) Jean Silmen le même Notaire que cy-dessus.

Anno 1688.

Addition sous la Lettre A. Question qui peut arriver. On demande si, au cas que la Postulation ne fut point admise, l'Illustrissime Chapitre a Droit de faire une nouvelle Election. Comme dans l'exposition du fait il a esté prouvé tres évidemment, qu'il n'y avoit aucune Election qui pût estre confirmée par le Pape, mais seulement une Postulation solennelle & Canonique, qui doit estre absolument admise pour l'evidente utilité de l'Eglise, & que les Sacrez Canons semblent considerer cette admission plutost comme une grace que comme un Acte de Justice & d'obligation; au lieu qu'une Election donne à l'élu Droit à la chose, & doit par consequent de droit être confirmée par le Pape, ainsi que Barbosa le remarque *Cap. publicato* 58. N. 13. *de Elect.* C'est pour cela qu'on demande: Sçavoir, si au cas que le Pape refusât d'admettre la Postulation, il seroit tenu d'accorder à l'Illustrissime Chapitre le Pouvoir de faire une nouvelle Election dans trois autres mois à compter du jour que la Postulation auroit esté rejettée. Pour resoudre cette question on répond, que comme l'Election, prétenduë faite par la moindre partie est nulle de Droit, tant par le défaut de la matiere que par celui de la forme essentielle, & que par consequent elle ne doit point être confirmée, par les raisons rapportées dans l'exposition du fait, & par d'autres qu'on pourra réduire en temps & lieu, s'il en est besoin; & que d'ailleurs il y a une Postulation faite d'une personne tres-digne: Il est certain, que si par un exemple nouveau jusques icy, le Pape refusoit d'admettre une pareille Postulation, il faudroit accorder à l'Illustrissime Chapitre trois autres mois pour faire une nouvelle Election à compter du jour que la Postulation auroit esté rejettée. Mandagot le prouve en termes exprés *de Elect. part.* 1. *Cap.* 2. Voicy ses Paroles. „ Comme le temps duquel il est traitté ci-dessus, ne „ court point pour ceux qui ont des empêchemens le„ gitimes, il faut examiner quels sont ces empêchemens. „ Car ce sont des empêchemens legitimes, si par ex„ emple les Chanoines ont reçû de leur Superieur dé„ fenses d'élire sans sa permission, pourveu qu'ils n'ayent „ pas esté negligens à la demander. Si tous sont ex„ communiez, suspens ou mesme interdits & qu'ils „ n'ayent point trop differé à demander la grace d'en „ estre absous & délivrez. De mesme, *Si ayant postu„ lé ou élu quelqu'un le Superieur ne veut pas leur accor„ der celui qu'ils ont postulé*, ou si celui qu'ils ont élû „ ne veut pas accepter l'Election, ou après y avoir „ consenti, renonce à son Droit, ou si l'Election est „ nulle à cause de quelque défaut caché de la person„ ne éluë, *ceux qui ont postulé*, ou élû, *pourront de „ nouveau postuler ou élire*, & le temps qui aura esté „ employé ou qui aura couru, ne sera point compris „ dans les trois ou dans les six mois, au contraire ils „ courront tout de nouveau: Il faut dire la mesme „ chose à l'égard de tout autre empêchement legiti„ me, & que de Droit, tant qu'il durera, lesdits temps „ ne courront point. Mais s'ils élisoient sciemment „ un sujet indigne, ou s'ils postuloient quelque person„ ne criminelle; alors ils ne pourront plus postuler ni „ élire pour cette fois-là, quand mesme celui qu'on „ auroit élû ne consentiroit pas à l'Election, ou re„ nonceroit à son Droit; à cause que par la disposi„ tion des Canons ils sont privez du Pouvoir d'élire. La raison de cela est, que les Chapitres des Eglises Cathedrales & Metropolitaines ne doivent jamais être privez du Pouvoir d'élire que dans les cas exprimez dans le Droit, au nombre desquels n'est pas celui de la Postulation d'une personne digne & capable, dont la Postulation n'a pas esté admise. Ainsi en ce cas on doit permettre une nouvelle Election ou Postulation,

com-

ANNO 1688.

comme l'enseigne le texte dans le Chapitre *gratum*. 2. *de Postulatione, & Vivianus in ration. & Barbosa*: & il y a un autre texte sur le sujet de l'Election, dans le Chapitre *Si Electio 26. de elect. in 6.* dans lesquels deux textes cette matiere est traittée, & quoy que le Droit d'élire soit dévolu au Pape, quand le Chapitre a élû ou postulé un sujet indigne, ou quand il a manqué à observer la forme prescrite par le Concile: Ce n'est pas la mesme chose, quand seulement une partie a manqué, comme il est arrivé dans le cas dont il s'agit, à la moindre partie du Chapitre, qui par consequent doit pour cette fois estre privée de la faculté d'élire, laquelle doit estre entierement réunie dans la plus grande partie, &c. Ainsi qu'il a esté plus amplement prouvé dans l'exposition du Droit.

Au nom du Seigneur, Amen. L'année, sous le Pontificat, l'Indiction & le mois rapportez ci-dessus & exprimez dans l'Acte de la Protestation interposée, & le troisiéme jour d'Octobre: A la requeste faite conjointement ainsi qu'il a esté dit par les susdits Eminentissime respectivement & tres-haut, & par les Illustrissimes & Reverendissimes Seigneurs: Moy Notaire soussigné, voulant signifier ladite Protestation cy-dessus inserée, avec l'addition sous la Lettre A. & l'Acte que j'en ay dressé, expedié & signé en Original; à la personne de l'Illustrissime & Reverendissime Seigneur Sebastien Antoine Tanari, Archevéque de Damas, Nonce Apostolique, avec puissance de Legat au quartier du Rhin; & au Païs de la basse Allemagne, &c. demeurant à Cologne: Je suis entré à deux heures aprés midy, dans sa demeure située dans la place du Pont vulgairement appellée Auff der Brucken, accompagné des deux Témoins cy-aprés nommez, & par moy priez à cet effet; lesquels estant ainsi presens avec moy, & ayant respectueusement demandé, & ensuite obtenu la permission d'aller trouver ledit Illustrissime & Reverendissime Seigneur Nonce Apostolique; Lequel ayant comparu en habit Ecclesiastique, & estant personnellement établi en ma presence & en celle des Témoins, dans la grande Chambre d'enhaut dont la porte regarde le Septentrion, j'ay premierement lû devant luy, & publié à voix haute & intelligible, le duplicata de cet Acte, comme aussi la Copie de la Protestation interjettée & interposée, inserée & comprise dans le même Acte, avec l'addition sous la Lettre A. & aprés avoir lû ce duplicata, je l'ay mis en lieu de Copie sur la table, pour marque d'une veritable, réelle & effective signification, & je l'y ay laissé; & ainsi en la meilleure forme & maniere que j'ay pû & dû, je l'ay notifié, intimé & fait connoitre. Ce duplicata original en lieu de Copie, ayant esté laissé & retenu; ledit Illustrissime & Reverendissime Nonce Apostolique, répondit en ces propres termes: *Je n'admets point la Protestation dont vous parlez, mais je la remets à qui il appartient.* Cela a esté ainsi fait au temps & au lieu rapportez cy-dessus, presens Jean Henry Merman, & Herman Iler, Témoins dignes de foy, à ce requis. Et comme moy Notaire cy-devant & cy-aprés signé, ay assisté à toutes & chacune les susdites choses, & que je les ay faites & vû & entendu faire: A ces causes j'ai de nouveau écrit & signé le present Acte que j'ai redigé en cette forme, j'y ay mis en estant prié la marque ordinaire de mon Notariat. (L.S.N.) Jean Silmen, Notaire Apostolique & Imperial & immatriculé.

Aprés que ladite Protestation a esté faite, l'Eminentissime Seigneur Postulé & lesdits autres Seigneurs Prelats & Capitulaires ont appris aujourd'hui par un bruit public, que Nostre Saint Pere, de l'avis de la sacrée Congregation Consistoriale, ayant rejetté la Postulation de son Eminence, &c. avoit confirmé la prétenduë Election du Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT de Baviere, &c. quoique cette Election n'existe pas, & par consequent, sans que lesdits Seigneurs Prelats & Capitulaires ayent esté citez, entendus, ni défendus, sa Sainteté leur avoit ôté de fait, & par une nullité manifeste, le Droit de faire tout de nouveau une autre Election qui leur appartient, au cas que la Postulation ne fût pas admise; que depuis en consequence de cette prétenduë Confirmation, ledit Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT, &c. avoit fait hier prendre possession par Procureur avec une pareille Nullité. Or comme l'Eminentissime Seigneur Postulé & lesdits autres Seigneurs Prelats & Capitulaires, ne veulent pas approuver cette prétenduë Confirmation, ni consentir à estre privez du Droit de faire une nouvelle Election qui leur appartient incontestablement, au cas que la Postulation ne fut point admise, ny renoncer tacitement ou expressement à leur Droit, & beaucoup moins approuver ladite prétenduë prise de possession. Pour ces raisons, ils on jugé à propos pour n'obmettre aucune sorte de précaution, de repeter devant vous Notaire & les Temoins, tant en leur nom qu'au nom des Seigneurs absens, en vertu des Procurations qu'ils en ont la susdite Declaration de Nullité: Protestant de nouveau, sauf en toutes choses, la devotion filiale & le profond respect dûs à Nostre Saint Pere le Pape, & au saint Siege Apostolique par devant vous Notaire & les Témoins, de la Nullité, tant de la prétenduë Confirmation, que de tout ce qui a esté jusques icy geré, dit, fait, decreté, resolu ou expedié, sans qu'ils ayent esté entendus ni défendus; ou de ce qui pourroit à l'avenir estre geré, dit, fait, decreté, resolu, ou expedié, sans qu'ils soient citez, entendus, ni défendus, comme aussi de la prétendue prise de possession, faite pareillement avec une nullité insoustenable: faisant une Protestation sollennelle, & Déclaration formelle de nullité, non seulement en la maniere susdite, mais en toute autre meilleure forme: déclarans qu'ils estiment, tiennent & reputent toutes ces choses pour nulles & comme non faites, & qu'ils les estimeront, tiendront & reputeront pour telles: Se reservant en outre, tous autres remedes legitimes, de Droit, pour obtenir la reparation de ces nullitez insoustenables, & qui pourront servir en quelque maniere que ce soit à la defense & à la conservation de leur Droit, pour les employer à propos, quand ils le jugeront necessaire & convenable: Vous requerant vous Notaire de prendre note de nouveau de cette Protestation confirmative, de cette assurance de nullité reiterée, Declaration & Reservation de Remedes, d'en dresser un ou plusieurs Actes publics, à qui en tous Lieux on ajouste une entiere foy, de les expedier, & de les signifier duëment à l'Illustrissime Seigneur Nonce Apostolique, residant à Cologne; au Procureur du Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT, & aux Illustrissimes & Reverendissimes Seigneurs Capitulaires qui sont à Cologne: Et enfin qu'en les affichant aux Portes de l'Eglise Metropolitaine & des autres Eglises, tant à Cologne qu'à Bonn & par tout dans l'Archevesché, vous en donniez une connoissance publique à tout le Clergé, à tout le Peuple, & à tous les Sujets du mesme Archevesché, & de dresser pareillement un ou plusieurs Exploits de ces significations, & d'en communiquer des copies en payant: Se reservant toujours la faculté de déduire à l'avenir la nullité ou les nullitez insoustenables qui ont esté commises, ou qui pourroient, peut-estre, estre encore commises. Toutes lesquelles choses ayant esté faites de la maniere cy-devant expliquée, lesdits Seigneurs comparans en leur nom & en celui des absens, m'ont requis moy Notaire, ainsi qu'il est pareillement contenu dans l'Acte cy-dessus inseré. Fait ainsi à Bonn, au temps marqué cy-dessus, dans le Palais Electoral, dans l'Antichambre du premier étage, en presence de JEAN SEVERIN, & de JEAN ADAM WESTEN. Temoins dignes de foy, appellez exprez pour cela.

Et comme moy Jean Silmen de Paterborn; Notaire public Apostolique & Imperial, créé, ordonné, & approuvé dans le College des Ecrivains des Archives de la Cour de Rome, & immatriculé à Bonn dans la Chancellerie électorale de Cologne, comme aussi Greffier de la Cour Archidiaconale de Bonn; ay esté present en personne à toutes & chacunes les choses cy-devant dites & inserées, que je les ay toutes vû & entendu faire ainsi, & que j'en ay pris notte; par ces raisons j'en ay redigé en cette forme ce present Acte public, ensuite je l'ay dressé & l'ayant redigé & fait, je l'ay signé & l'ay confirmé avec la marque ordinaire de mon Notariat en ayant esté requis (L.S.) JEAN SILMEN le mesme Notaire que cy-dessus.

XCVI.

Réponse de LEOPOLD *Empereur aux Raisons publiées par* LOUIS XIV. *Roi de France pour lesquelles il a repris les Armes. Faite a Vienne le 18. Octobre*, 1688. [Feuille volante imprimée.]

18. Oct. L'EMPIRE ET LA FRANCE.

Notum

Anno 1688.

NOtum est universo Christiano Orbi, quod, cum Pax Neomagensis paulo post ejusdem conclusionem à Corona Galliæ multifariam labefactaretur, amplissimæque Provinciæ & Regiones, contra ejusdem Pacis expressum tenorem, sub inauditis Reunionum, & Dependentiarum, aliisque prætextibus, instituta per ludibrium Metis & Brisaci figura quadam Judiciorum, in quibus Ministri Gallici Actorum simul, Testium, & Judicum partes agerent, ab Imperio Romano avellerentur; conventum tandem fit Anno millesimo sexcentesimo octuagesimo quarto, die decima quinta Augusti, inter S. Cæs. Maj. & Imperium ex una, & Serenissimum Galliarum Regem ex altera partibus, de mutua cessatione ab actibus, motibusque hostilibus quibuscunque, sancte inter ipsos servanda per annos omnino viginti, idque ad obsequium Dei, & laborantis Christianitatis securitatem, nec sine maximo Gallicæ Rei emolumento, cui pacifica interim, & imperturbabilis sextæ fere partis Provinciarum, quæ post Pacem Neomagensem Imperio Romano-Germanico supererant, usurpatio & possessio permittebatur.

Notum item, qua interea temporis religione, confidentia in verbum Regis, & interpretatione benigna suspicionum ac injuriarum, quas tum patiebatur ipsamet, tum pati se causabantur, (& sæpe quidem) à Corona Galliæ Principes, ac Status Imperii, ejusdem Armistitii conservationem sectata fuerit, steteritque fiducia Pactorum, immota ad omnia S. Cæsarea Majestas, adeo ut & vehementer mirari Subditos, Exterosque contingeret, nihil eandem vereri, quod fidei Gallicæ sua ubique paterent, latissimis finibus suis vix una alterave Legione instructis, Fœderatis ipsis in Hungaricas curas avocatis, & conterminis munitionibus suis, Philippiburgo, Constantia, & aliis neglectis pene spretisque; nimirum, ut Christi Dei cultum tueretur in dissitis longe Regionibus, quantumvis cerneret à Gallia augeri quotidie Copiarum nervum enormem, nova strui & minime necessaria Præsidia, pro ripa Rheni non sua; denique agitari passim astu manuque timenda.

Nihil fuit certè ad hanc diem, quod jure argueret Cæsarem Rex, seu arguere posset, vel tentatarum levissimè Armistitii Pactionum, ne temeratarum infractarumve quis dixerit; imo & ipsas, quas amaverat Gallia fingere sibi nonnunquam suspiciunculas, quod videlicet Cæsar in cogitatu vel voto ipso arcaniore à recto deflecteret, discussit illico S. Cæsarea Majestas, aut ad unguem purgavit, temperantia mira, quod aut parceret licitis, aut opportuna in manifesto discrimine generosè omitteret, ne videretur ullatenus si non fodisse, ne pupugisse quidem superstitiosæ Gallicanæ Politices plus nimio faciem ignem.

Et ecce tamen nunc denuo flammam illam, quam nolens volens aliquandiu texerat Aula Gallicana, ex inopinato erumpentem; Occupat Gallia Archi-Diœcesin Coloniensem, Palatinatum invadit, obsidet Philippiburgum, nullaque lege servata sive condicti Armistitii, sive antiquissimi moris, quo Reges ad Bella procedunt, Imperatorem & Imperium Romanum quasi ex diuturnis insidiis iniquissimè premit, tandemque Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio non Belli indicti, sed Belli illati jam consciis, fœdissimas in fuco verborum Literas porrigi jubet, quibus non excusat, sed prædicat audaciam illam, & injustitiam armorum, ac si ea provocantibus, non incogitantibus inferat.

Fabulatur in istis Literis, quas earundem compilator causas appellat, quibus inductus Rex sit Christianissimus ad arma adversus Cæsarem & Imperium rursus induenda, & quibus de ejusdem sincero, ut ait, stabiliendæ tranquillitatis publicæ studio Christianus Orbis convinci debeat, quod Sac. Cæsarea Majestas jam animum induxerit Bellum cum Turca in Pacem commutare, ut illud Galliarum Regi inferat.

Hoc liquere vult primo ex eo, quod statim ab Armistitio concluso, nova Fœdera sibi conciliare, & contrahere fategerit, quemadmodum id Augustæ Vindelicorum, & Norimbergæ variis artificiis, & astibus contra Gallos omnino actitatum fit.

Secundò, quod, tametsi suasum fuerit Cæsari, etiam à Ministris Pontificiis, ut vicennale Armistitium in perpetuam Pacem converti fineret, hoc tantùm Galliæ concesso, ut, quorum modo per Armistitii dispositionem potitur ad tempus, potiatur jure perpetuo per beneficium Pacis, Cæsar tamen consentire noluerit.

Tertiò, quod Serenissimus Elector Palatinus varia bona mobilia, & immobilia, quæ Aurelianensi Ducissæ ex hæreditate defunctorum Dominorum, Patris sui & Fratris debeantur, violenter invaserit, usurpaverit & hucusque, elusa diu Regis, ejusdemque Fratris patientia, contumaciter detinuerit, nixus protectione Cæsaris, quem propterea ad ineundam cum Turcis pacem, & transferenda ad Rhenum arma permoverit, variaque eum in finem Fœdera pepigerit.

Quod denique quarto, Cardinalis de Furstenberg, nomine Cæsareo, abolitorum reatuum memoria, à Legato Cæsaris pro Capitulari Consessu in medium revocata, contra SS. Canones, libertatem Capituli, & Instrumenta Pacis ab Electorali Dignitate, disertè ac palam exclusus, & in eandem turpissimis artibus, seducto ipso Pontifice, Brevique, ut vocant, Eligibilitatis obtento, cum Gentium scandalo, & excitis in Coloniensis Electoratus fines, variorum Protestantium copiis, Serenissimus Princeps Josephus Clemens ex Ducibus Bavariæ intrusus sit, ea malignissima mente, ut evitato illo per Sacerdotium, si (quod facillimum videretur futurum, ruente quotidie Serenissimo Electore Bavariæ, in pericula Martis Cæsarei) decederet hic, ut est improlis hactenus, tum & periret Familia Domui Austriacæ suspecta.

Ex quibus omnibus elucescat sole meridiano clarius, Cæsarem, insuper habita Archidiœcesis Coloniensis desolatione, & Religionis Catholicæ oppressione eo tendere, ut sumptibus ac discriminibus Electorum, Principum, ac Statuum Imperii, arma in Galliam ferantur, Diadema Romanum in caput Hungarici Regis, nempe pueri adhuc, per rapinam volvatur, totaque quanta est Allemannia, ab amico Rege avulsa, ad pedes Austriacæ tyrannidis in miserabilem fere calamitatem deprimatur; prout ea in supra allegato scripto odiosius latiusque deducta sunt.

LIbellum hunc verè infamem, sed authori suo suisque, ut legit S. Cæsarea Majestas atque in eo nec umbram rationis, sed impudentissimam potius farraginem convitiorum in sacratissimas tam suam, quam S. Pontificis personas, nec non in Serenissimum Electorem Palatinum improbè confictorum vidit, illum equidem à Suæ Majestatis Christianissimæ Regiis sensibus plane absonum, multo minùs ab eadem lectum, & approbatum, sed ab impotente sui Ministro quodem Gallico compilatum esse, facilè sibi persuadet, utpote quæ contra scientiam & conscientiam suam, more inter imperantes planè insolito, Majestatem Cæsaris tam indignè, tamque nefandis criminationibus proscindi, aut rationes suas qualescunque tam effronti stylo exarari, tantoque veneno malignissimarum interpretationum aspergi permissura non fuisset; ac proinde S. Cæsarea Majestas diu dubitavit, an illum responso dignaretur, an contemptu silentioque transmitteret? Veruntamen cum non erubescat Aula Gallicana eundem per Ministros suos tam in Aula ipsamet Cæsarea, quam Ratisbonæ in Comitiis Imperii, irreverenter evulgare, & methodum illam vix non proditoriam, qua Imperatori & Imperio, non solum omissa, quæ de Gentium jure, & mutuo sæpè conventis, requirebatur, prævia denuntiatione, aut injuriæ, si quam sibi fieri putabat, expositione, sed etiam deceptis omnibus per recentissimas duraturæ constanter amicitiæ contestationes, & insinuationes fucatas, bellum tam atrox infert, fictis hujusmodi rationibus & contumeliis justificare satagat; S. Cæsarea Majestas earum vanitatem, & immeritarum plane imputationum futilitatem Orbi demonstrandam censuit.

Ut igitur à fundamento, cui tota ratiocinatio Gallica innititur, fiat initium, statuisse videlicet Cæsarem, Pacem inire cum Turca, ut Bello Galliam petat; id sane eidem nunc haud majore veritate, quam Anno præterito Romæ in propositione à Cardinali Estresio facta, imputari potest; & quemadmodum apud incorruptos fidem non inveniet, religiosissimum Cæsarem, cœlesti suffultum auxilio, optatisque utentem successibus, neque ulla necessitate coactum, de ineunda, clam etiam Sociis, Pace cum Turca, vel cogitasse quidem, & conscientiam suam violati temere contra Ottomanos Fœderis crimine contaminare, simulque tam S. Pontificis quam Serenissimi Regis, Senatusque Polonici, & Reipublicæ Venetæ justissimas exprobra-

Anno 1688.

Anno 1688.

brationes in se concitare voluisse; Ita quam inane sit alterum, quod Suæ S. Cæs. Majestati decretum sit, bello Galliam aggredi, cum nec copiæ, nec apparatus præsto sint, immo omnes Arces, Urbes & Provinciæ, nimia, ut eventus docet, in verbum Regis fiducia, milite fere toto, commeatu, aliisque vel ad defensionem necessariis exutæ, viresque omnes in hostem Christiani nominis procul amandatæ; nemo non facilè perspiciet, qui quam vana, futiliaque sint argumenta, quibus id asserere conatur Gallia, vel obiter perpenderit.

Illa certè vix exiguæ conjecturæ vim habent, & remotissimæ quidem apud inscios rerum; apud scientes pura commenta sunt, quæ neque si vera essent, quidquam probarent. Quis enim ex eo, quod Cæsar studeat innoxiis, pro defensione sui, suorumque Fœderibus; quod recuset vicennales Inducias, non auditis interessatis, sine discussione ulla converti in talem Pacem; quod consilio suo, & suis officiis socerum Electorem sustentet, ne causam decidat Gallia; quod denique fatalem patriæ suæ Furstenbergium removeat, promoveatque Coloniæ in Antistitem summæ expectationis Principem ex Ducibus Bavariæ, de patria, & illa ipsa Archi-Episcopali Sede quam optime meritæ, consequentiam vel probabilem trahat, Cæsarem quam primum Galliæ bellum movere velle?

Porro vana omnino & futilia esse argumenta superadducta, & imprimis quidem illud, quod à Fœdere Augustæ Vindelicorum sancito desumitur, ipsamet haud dubiè agnosceret Gallia, si meminisse vellet, quæ in hanc rem à S. Cæsarea Majestate tam S. Pontifici per Literas, quam Regi Christianissimo per Ablegatum Cæsareum Comitem à Lobkoviz Anno proximè præterito, verbis scriptisque remonstrata sunt; nihil enim hoc studium Fœderis moliebatur novi, sed antiqua tantum Pacta Cæsarem inter, ac quosdam Circulos, Principes, ac Status Imperii, reficiebat ad opus præsentium temporum; nullius læsionem spectabat, sed innocentissimam duntaxat, omnique jure permissam defensionem reciprocam: prætereaque modicissimum numerum Copiarum, & virium stringebat, de quo, quod potentissima Corona Galliæ metueret, non habebat.

Miranda sane est Compilatoris oblivio, dum recordari non vult, suum ipsum Regem, quod Cæsari & Imperio nunquam jure merito succensere debuisset ante pactas Inducias, spopondisse etiam, non refragaturum se, ut post earum confectionem quovis meliori modo Imperii securitati tandem consuleretur; Imò & ipsis Induciarum Pactis disertè hoc cautum fuisse, ut qualicunque Guarantia, ut ajunt, etiam exterorum Principum firmarentur. Miranda magis ejusdemmet ignorantia, quod nihil antiquius receptum in Imperio Germanico & consonum Legibus ejus, quam ut Membra cum Capite pro conservatione totius Corporis arctissimè semper cohæreant. Miranda denique maximè arrogantia, an stoliditas? quod dum licere præsumit Regi suo, apparatus bellicos immanes in proprio Regno adornare, imo & prætextu Fœderis cum Capitularibus quibusdam Coloniensibus injustè initi, Copias in Archidiœcesin Coloniensem immittere, Imperatorem Romanum in Imperio ita nullum existimet, ut cum Imperii Principibus, & Statibus pro asserenda communis Patriæ tranquillitate convenire non possit, sine injuria Galliæ, armis vindicanda? Et tamen, quod magis est, hoc ipsum antiquum, innocens, modicum, necessarium, legitimum, & irreprehensibile Fœdus perire etiam suo in ovo permissum est, pro bono mutuæ constantiorisque concordiæ, ne umbram faceret Galliæ, si excluderetur in totum.

Ejusdem planè valoris & efficaciæ est argumentum secundum, quod videlicet renuerit Cæsar in Pacem perpetuam verti Armistitium. Si renuisset omnino sub aliis, etiam non ita Cæsare indignis, totique noxiis Imperio conditionibus, quam quas ab Aula Gallicana tum non tam proponi, quam præscribi contigit, quid illi crimini dandum? Standum erat Armistitio vicennali promisso, & eo durante tractandum de Pace, quam nunquam renuit Augustissimus, modo Pacem decoram, maturam, justam placeret Regi componere, institueretur Congressus, audirentur Partes, & quæ occurrunt maximi momenti controversiæ Jurium super attentatis à Gallia, non ante tantum, sed etiam post Armistitium, in examen revocarentur; tum vero Pacem inirent, suis cuique relictis, applausu omnium dignam & perennaturam feliciter.

Recordari poterat Rex Christianissimus, prætendente ipso & urgente, protractum fuisse Armistitium in annos omnino viginti, tum ut tempus ad discutiendas, uti par erat, discernendasque controversias suppeteret: tum ut Electores, Principes & Status Imperii tanto securius arma sua adversus Christiani nominis hostes expedirent; adeoque absque læsione Pacti, verbique Regi fieri non potuisse, ut totius vicennii spatium vix elapso abrumperet biennio, & durante adhuc Bello Turcico eo usque mentem suam mutaret, ut nihil amplius discutiendum, aut discernendum, sed sexta fere Provinciarum Imperii pars uno quasi ictu, pleno & irrevocabili jure transmittenda esset; hoc etiam Cæsar neque poterat licite, si voluisset, præstare, neque legitime præstitisset, repugnante quippe Justitiæ, & Armistitii tenore, & refragaturis haud dubie, qui se læsos putarent.

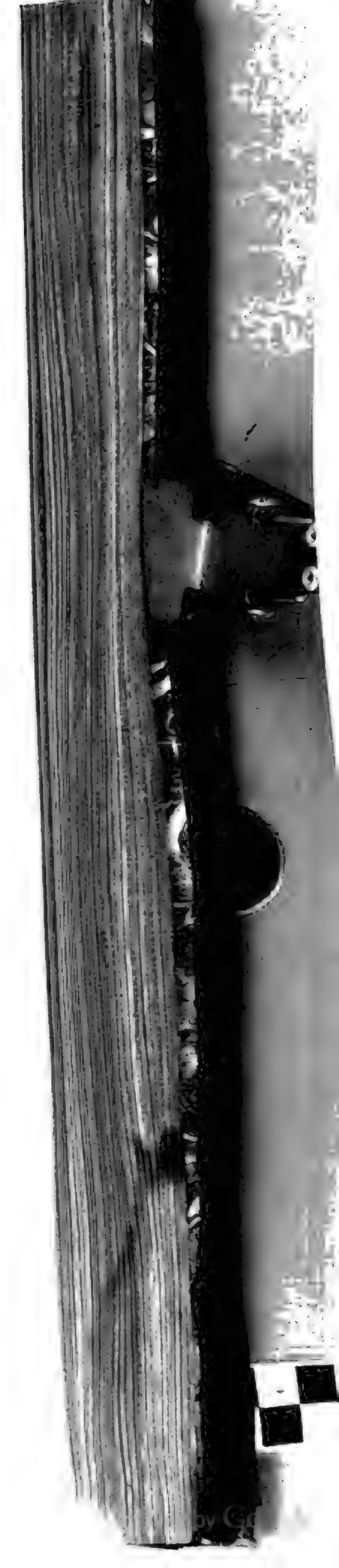
Excusavit proinde Augustissimus Cæsar, & nequid suspiciunculæ superesset, declaravit, non tantum iterato in suis ad S. Pontificem Literis, scriptoque a Comite de Lobkoviz, apud Aulam Gallicanam tum temporis commorante, Regi exhibito, servandas a se tam fixo, quam durante Bello Turcico inviolate vicennales Inducias, sed etiam, si idem & Regi placeret, id jurejurando ad manus S. Pontificis deponendo, corroborare parata fuit; Cui cum tunc acquieverit Rex, simulque obtinuerit, ut ne saltem in causam infringendi Armistitii vocari posset immanis illa, quam contra ejusdem Armistitii, uti & Pacis Westphalicæ & Neomagensis leges inceperat, ac optabat perficere, munitionum extructio, promissa iterum iterumque sinceræ amicitiæ constantia, toto vicennalis Armistitii tempore duratura; facile quivis colligit, quam frivole nunc idem prætextus obtendatur infractioni Gallicæ, & quæ demum speranda sit pacis perpetuitas, si tam futiles causæ, fallendæ fidei, evertendisque Pactionibus sufficiunt, & vix quadriennio inconcussum stare potest vicennale Armistitium.

Quod ad tertium ex successione Palatina desumptum argumentum attinet, hanc Serenissimi Electoris Palatini causam non ita suam facit Augustissimus Cæsar, ut eandem, lite nondum in judicio instructa aut decisa, tueri velit. Id tamen palam est, non invasisse Principem toto orbe nobilitate sanguinis, probitate morum, prudentia ac sapientia clarissimum, Palatinatus Ditiones, sed intrasse placide, servatis omnibus ex præscripto Legum servandis; quæ præter dubium ad Aurelianensem Ducissam spectabant hereditario jure, volens ac lubens sua ipse sponte remisit; quæ disputationi obnoxia, non cœcè prodigus sui, retinenda putavit, donec per competentem Judicem de statu jurium liquesceret.

Suscepit Aurelianensis causam Rex Galliæ, indictumque Palatino, ut decederet. Hic provocavit ad Forum; sed Forum Palatini Cæsareum; refugit vero Rex. Quid, si susciperet Cæsar hereditatis Lotharingicæ causam nuperam pro Nepote clarissimo, refugeretque a foro Regis Galliarum, dum penderetur? Num plus juris in Imperio Galliarum Regi, quam in Gallia Imperatori? Inducto postea sermone de re avocanda ad arbitrium S. Pontificis, Palatinus discrete Mediatorem admisit, quem Judicem non poterat citra offensam fori sui, & Agnatorum suorum assensum; ablegavit Romam Ministrum instructum & informatum plenissime, legavit vero neminem Aurelianensis; Monuit hunc Pontifex, sed frustra semper. Unde post moram integri fere anni dimissus tandem ab illuso Pontifice, quem Palatinus legaverat. Et tamen nupertime residens hic Viennæ Ablegatus Regius, Comes de Lusignan certissimum Cæsarem fecit, fixum suo Regi, a Mediatione S. Pontificis non recedere, licet quam nimium aversi, & adversi. Sic luditur, illuditur videlicet, dum Rex via facti in Palatinatum irruit. Hæc vera series rerum.

Quod additur de sollicitato Cæsare ab Electore Palatino ad Arma Galliæ inferenda, pactisque cum in finem Fœderibus, commentum est. Neque tam imprudens Serenissimus Elector, ut ex bello lucrum caperet, quod utcunque eventus cadat, Ditionibus suis funestissimum, & perniciosissimum futurum esset.

Superest postremum argumentum de negotio Colonienti pro extrudendo Furstenbergio & intrudendo Bavarico, tot infamibus fartum calumniis, ut vel exinde appareat, quam omni ratione, aut rationis um-



bra, ad tegendam infractionis suæ injustitiam destituta sit Gallia.

Quod egit Coloniæ Cæsar, jure egit, & Sacris Canonibus, justitiæ legibus, Imperatorioque suo, & annexæ eidem supremæ Ecclesiarum Advocatiæ muneri conformiter: Hortatus est Capitulum, ut meliorem & Ecclesiæ utiliorem eligeret, additis rationibus, cur ea qualitas in Cardinalem Furstenbergium non caderet; reatus ejusdem allegavit veteres, non aliter, quam quatenus novis cumulati, & reiterati sunt, quorum tamen memoriam dudum deposuisset Cæsar, si & Furstembergius veterem animum exuisset, nec prioribus semper machinari pejora deprehensus esset. Cæterum libertatem omnem, tam in, quam post electionem Capitularibus singulis reliquit integram; promissis aut pollicitationibus fidem eligentium non corrupit, minus vim ullam intentavit, aut adhibuit; exteras Copias haud magis in Archidiœcesis fines excivit, quam immisit proprias; sed controversia tota ad Sacram Sedem Apostolicam, velut unicè competentem in hac materia Judicem remissa, ejusdem decisionem quietissimè expectavit. Et hoc Imperator in Imperio. An idem Gallia? sed plus illi juris non tantum in Regno suo, sed in Imperio Germanico. Nihil illa sacros Canones, nihil Instrumenta Pacis, nihil libertatem suffragiorum temerabat, dum Cardinalem Furstenbergium, inconsulto & reluctante Pontifice, secretissimis primum artibus, mox & grandi pecunia Coadjutorem jubebat postulari per conjuratos in verbum suum Suffragatores plures: dum Luxemburgi Fœdus illicitum inibat, septendecim jam abhinc mensibus, spondebatque se suis sumptibus non immissuram modo, sed alituram etiam in terris Archi-Diœceseos validissimas copias, quibus prætense postulatus Coadjutor, non confirmatus, reprobatusque à Vicario Dei, & Deo invito sustentaretur: dum denique horribiles minas maximis Principibus intentabat, si accederent ipsi, si contrahiscerent, suos illa exercitus admovente unicè invigilaturos peccata ista in Apostolicam Sedem, istaque agendi temeritas; non odium ullum in Galliam, non officia Principum, non conspiratio somniata, zelum Suæ Sanctitatis constantissimæ adversum Furstenbergio fecerant, permoverantque, ut Bavaricum Principem, decoratum jam Infulis Frisingensi & Ratisponensi, adolescentem quidem, sed candidissimi pectoris speique almæ, & cujus Serenissima Domus de Ecclesia inprimis merita esset, ipsi ante habendum censeret. An hoc cum gentium scandalo? Populus Romanus dicat, qui ad fores consistorialis Concilii effusissime applausit, cum ex unanimi totius Concilii Sententia Archi-Episcopum Coloniensem futurum intellexit Josephum Clementem, innocentissimum Principem: Dicat Italia: dicat Germania: dicat etiam Anglia & Hollandia, ubi & homines ipsi nomini Papæ infensi, Papam hinc Innocentium non prius didicerunt laudare, quam docuerunt.

Lubens equidem fatebitur S. Sacra Cæsarea Majestas, gavisam se, veniente in urnam electionis Coloniensis, tanto Principe, seque libentissime ejusdem & Serenissimi Electoris Bavariæ votis obsecundasse. Factum autem quod fuerit ex improbissima & scelestissima mente, ut faciliùs periret tota familia Bavarica, Domui Austriacæ suspecta, id, quemadmodum cogitare nefanda malitia est, ita carnificum flammis merito expianda esset hujus Compilatoris audacia, imprudentia, & temeritas, qui hæc scribere, vulgare, objicere audeat Imperatoriæ Majestati. Non cogitat ejusmodi scelera, nec patrat Aula Cæsarea. An Gallicana? ipsa sciverit. Nemo id alibi fieri credet. Credent autem omnes quod res est, voluisse impudentissimum Scriptorem Gallum Domum Austriacam suspectam facere Bavaricæ, uti moris est Pseudopoliticæ Gallicanæ, per Emissarios suos venenare Aulas omnes, seminibus diffidentiarum inspersis, quo demum diviso eorum corde, omnes intereant.

Eo certissime respicit, quod, ex ingenio Galliæ, per digressionem exorbitantem conatur insusurrare Electoribus, Principibus & Statibus Imperii, studium hoc Cæsari esse, ipsorum sumptibus Bella quærere, per ruinam Archidiœcesis Coloniensis & oppressionem Religionis, Coronam Romanorum Filio adhuc puero vindicare, & Germaniam totam Gallicæ amicitiæ subductam, in servitutem redigere indecoram & miseram. Suspendere animos gestit, ne conveniant & coëant aliquando ad verum decus, communemque securitatem, fracturo facilè singulos Rege, qui præter ullum laborem propulsaretur ab omnibus; idque summopere nititur, ut ab Austriacæ potentiæ clientela & auspiciis Germaniam, quantum maximè valeat, avertat dolo & subtrahat. Sed non ita simplex est Domus Bavarica, vel rudis Natio Germanica, ut malas hujusmodi artes, difficiles tegendo, non capiat; & quemadmodum grata mente agnoscit Serenissimus Elector Bavariæ officia à requisito Cæsare Domui suæ in Electione Coloniensi commodata, ita ridebit plane pro prudentia sua, & perspicacitate ejusmodi suspicionum scintillas, quas jam dudum sulit. expertus garrulos discordiarum procos, scietque, nihil à Gallis sperandum, qui sua denique quærunt. Germanus autem, quotusquisque is est, immunis adhuc à jugo ferreo Galli, ex oppressis ipsa in Germania Populis, imo & Subditis ipsis, Nobilibus & Optimatibus Galliæ facile dispicere poterit, an sit vicinius Tyrannidi Austriacum Regimen, an Dominatus Gallicus; gaudebitque profecto Romanam Coronam non eo cadere, quo eam sæpius, & tum inprimis ostendit destinatam à spiritu suo Aula Gallicana, dum, priorum temporum morem secuta, nulla honesti, pactorum, famæ & conscientiæ ratione habita non tantum rebelles in Hungaria Subditos, Turcarum asseclas, ducibus, internuntiis, armis, pecunia, promissis fovit; sed etiam, ut fit adhuc hodiedum, ipsosmet Christiani nominis hostes, ad Bellum contra suam S. Cæs. Majestatem exstimulavit: Prout id ex variis emissariorum Gallicorum & Rebellium, aliorumque authenticis Literis, quæ in promptu sunt, manifeste probari potest.

Et hæc sunt, quæ, quantum fieri potuit, brevissimè ad contumeliosum Libellum seu Manifestum Gallicum reponere jussit S. S. Cæsarea Majestas, non ut ipsius Christianissimi Regis existimationem sugillet, utpote quem, malitiosis falsisque eorum, quibus ejusmodi turbæ in lucro sunt, suggestionibus, ad iniquam hanc infractionem inductum, neque convitia, in Sacratissimam ejusdem personam irreverenter non minus ac improbe congesta, approbaturum credit; sed ut infamiam sibi, Domuique suæ Austriacæ ab impudenti Scriptore affictam, perque Ministros Gallicos nomine Regis passim disseminatam diluat, suamque tueatur innocentiam.

Et vero ut hanc ipsam toti Christiano Orbi magis magisque testatam reddat, declarat publicè, testemque invocat omniscium Deum, nihil cogitatum à se de infractione Armistitii, sed fixum animo fuisse semper, & esse verum seriumque propositum illius sanctè servandi, si Serenissimo Regi conquiescere tandem Induciarum Pactis & declarationibus anno præterito Parisiis hinc inde reiteratis, nec novi quicquam moliri, per præpotentiæ factique vias placuerit. Quod vero ad transitum de Armistitio ad firmam ac perpetuam Pacem: in eo sese persistere, ut exhibitam sæpius promptitudinem omnem, facilitatem, & operam candidissime, ac libentissime conferat, quatenus instituta Commissione de finibus dividundis, discutiendisque variorum juribus controversis eo modo & ordine progrediatur, qui publice imperantium Majestati & Legibus super hoc compactis Imperium inter & Galliam conformis sit. Quam ob rem, si quæ apud Serenissimum Galliæ Regem, uti speratur, justi ratio est: confidit merito S. Cæsarea Majestas, fore, ut sua sponte turpissimi Scripti Gallici calumnias, & venena castiget, retrahat Arma injusta, fumantia damna resartiat, reducat omnia in statum pristinum, Serenissimum Principem Clementem, à Sua Sanctitate jamdum rite confirmatum, Electoratu & Archi-Episcopatu Coloniensi quiete gaudere sinat, causamque Palatinam ad forum competens, in quo absque omni partium studio justitiam sanctè & integre administratum iri spondet S. Cæsarea Majestas, remittat; denique Pacem, quam ait se optare, tempore, modo & ordine in Tractatu Armistitii delineatis & præscriptis, procurari permittat. Sin minus; nullam sane aliam resuscitati hujus à Gallia Belli causam interpretari potest, quam quod ei minus grata in hanc diem acciderit Divinæ providentiæ erga Domum Austriacam singularis benevolentia, & prodigiosa tutela; vel quod Augustæ ejusdem Domus enormius aliquod præconcepta opinione incrementum, & amplitudinem vereatur, ex relatis victoriis, prolatoque jam felicissime ultra Albam Græcam Imperio, vel quod repressos jam, & depressos Ottomannos per diversiones, ut nuncietur, jam promissas, erigere cupiat, ac juvare; vel denique, quod præ nimia cupiditate asserendi non

tantum

ANNO 1688. tantum sibi Jure perpetuo illud quod per mutuas Armistitii placita ad tempus concessum est, sed etiam universum Romanum Imperium sibi subjugandi, nullis se Pactorum & Conventionum vinculis obstrictum esse, eaque sibi quovis tempore pro lubitu dissolvere licere autumet. Quidquid sit, turpissimam violatæ fidei notam non evitabit gloriosissimus Gallorum Rex, & proinde protestatur Sua Sacra Cæsarea Majestas coram Deo & universo Christiano Orbe, liberum esse Regi manus suas extendere ad ignem aut ad aquam, & vel abuti felicitate præsentis potentiæ suæ, vel provocatas adversitates ab Ira omnipotentis Dei formidare in tempore: Se autem utpote adactam ad necessariam tàm suarum Provinciarum, quàm Sacri Romani Imperii Electorum, Principum, ac Statuum Defensionem, immunem & puram fore ab omni culpa, tàm secuturarum ex hoc Bello calamitatum, & effusionis Christiani sanguinis, quàm restauratæ & servatæ in Europa Superstitionis Mahometicæ, nec non perditionis tot Animarum Christianarum sub Jugo Turcico misere gementium. Jactat quidem & gloriatur Scripti exhibiti Author, probata divinitus justa Serenissimi Regis Arma, quotiescunque illa movit; qua fide, ipse ostenderit. Sacra Cæsarea Majestas induxit animum suum, ex sua dubia Conscientia id omnino præstare, ut si placuerit Deo etiam nunc Arma Gallica prosperis cumulare successibus, adoret, collaudetque arcana Dei Consilia, quippe qui & per suos Attilas flagellavit subinde ad correctionem dilectos. Sed juvat illum, in ipsis quoque humanis multo meliora sperare. Infractorem Pactorum Turcam, licet jamjam expirantium, compescuit ac profligavit Altissimus; compescet item, profligabitque aliquando Pactorum infractorem Gallum, duraturorum adhuc annos sexdecim. Viennæ 18. Octobris 1688.

XCVII.

Octob. ANGLETERRE. ET ORANGE.

(a) *Memoire des* PROTESTANS ANGLOIS *presenté à leurs Altesses Monseigneur le Prince & Madame la Princesse* D'ORANGE. *Publié au mois d'Octobre*, 1688.

VOS Altesses ne peuvent pas ignorer, que les Protestans d'Angleterre, qui sont fidelement attachez aux Principes & aux Doctrines de leur Religion, & au Gouvernement juste & legal du Royaume, sont en plusieurs manieres horriblement vexez & opprimez par les machinations & pratiques des Papistes, sous le nom & sous le pretexte de l'Autorité Royale.

Que tous les jours on exige d'eux des choses qui sont (b) contre les Loix & contre la Justice, en leurs diverses Vocations & Emplois, & lesquelles ils savent en leurs Consciences ne se pouvoir justifier ni devant Dieu ni devant les hommes, & avec cela on les y force, sans avoir aucun égard à leurs Consciences, par la crainte qu'ils ont de perdre leurs Offices & Emplois, & par plusieurs autres menaces qu'on leur fait.

Que plusieurs de leurs Libertés fondées sur l'Equité, leurs Benefices, & Moyens de Subsistence dans leurs Eglises & Colleges, leur ont été ôtés sans aucun sujet, que le bon plaisir du Roi. Et que l'on fait faire des (c) procès & des poursuites par des Commissaires établis contre les Loix, qui en (d) poursuivent un tres-grand nombre sans qu'ils soient le moins du monde coupables, ou qu'ils ayent peché contre les Loix du Royaume.

Qu'ils sont exclus & dépouillés de la libre (e) Election de leurs Magistrats & Officiers dans leurs Villes & que l'on établit sur eux de pretendus Officiers & Magistrats qui y sont fourrés ou en sont chassés selon la volonté absolue du Roi, & selon qu'on les trouve prompts à s'accommoder aux Desseins du Papisme & à les favoriser soit par ignorance soit par corruption.

Que plusieurs des Corps Politiques de leurs Villes sont declarés être dissous quand il plaira au Roi (pour donner de la terreur aux autres & les soumettre aux volontés du Roi) & que les Citoiens & Bourgeois sont par là exclus de la Franchise (f) & dépouillés de tous leurs Privileges & Libertés, s'ils ne peuvent en conscience se soumettre à des Commandemens illegaux, non authorizés par les Loix, & s'ils ne veulent

(a) On n'a rien changé à ce titre, & il est bon d'avertir, que cette Piece fut imprimée avec les Notes toute telle qu'on la donne ici.

(b) Les exemples en sont en trop grand nombre pour être icy rapportez, mais en voicy quelques uns.

1. La plûpart des Protestans sont pressez de se déclarer pour l'abolition de toutes les Loix faites pour la Reformation & pour l'etablissement de nôtre Religion.

2. Tous les Sujets sont forcés de se soûmettre à obeïr à des Juges, Sherifs, Justices de Paix, Maires, Lieutenants de Roy & autres Officiers, qui ne sont pas legitimes, & tous ceux qui étant tant soit peu revoquez en doute l'autorité de ces gens là sont menacez, vexez & poursuivis, comme le Lord Lovelace l'est à present.

3. On ordonne à tous les Sujets de souffrir que toutes leurs actions & les plus petites fautes de leurs vies soient examinées & que les secrets de leurs cœurs soient penetrez. Et que leurs plus considerables & plus inviolables interests soient commis à la discretion d'un petit nombre de Creatures du Roi, que l'on appelle *ses Commissaires pour les affaires Ecclesiastiques*, desquels la Commission est de proceder contre les Regles de nos Loix, jusqu'à oser dire même qu'ils ordonnent ainsi *nonobstant toutes les autres Loix*, & tout le Monde est forcé de donner la main à ce Pouvoir arbitraire sous peine de leurs corrections, qui s'étendent jusqu'à condamner les Gens à une prison perpetuelle.

4. On exige de tous nos Ministres sous de terribles menaces d'être les Crieurs publics du Roi, pour prôner dans les Eglises le Pouvoir du Roi à detruire tout d'un coup toute la force & l'usage de toutes les Loix penales faites depuis 400. Ans pour assurer les Droits de la Couronne, les *Libertés* & les *Proprietez* du Royaume, & la Profession de la Religion Protestante.

5. Tous les Protestans sont contraints à peine d'encourir l'indignation du Roi, de souffrir que les Droits de la Couronne, & la Liberté du Royaume attaquée par l'Autorité pretendue & par les Loix des Etrangers, tels que sont la Cour de Rome, soient publiquement niés & contestez, & que les Loix de ces Etrangers qui y sont contraires soient maintenues dans leur pleine force. Le Roi leur enjoint de violer leurs devoirs envers Dieu, envers la Couronne & le Royaume, & l'Obligation où ils sont de poursuivre en Justice ces crimes qu'ils voyent se commettre tous les jours, pour lesquels on ne peut alleguer aucune excuse valable que l'on puisse fonder sur la Liberté de Conscience.

6. Les Connestables & autres Officiers par tout le Royaume sont forcés de loger les Soldats *Irlandois*, *Anglois*, & autres mercenaires dans les maisons de leurs Voisins malgré eux, sans avoir égard aux anciennes Loix, & aux termes exprès des derniers reglemens qui le défendent.

7. Tous les Gentilshommes & Gens Privilegiés sont forcez de renoncer à la Liberté naturelle qui leur étoit aquise par les Loix, de pouvoir élire les Membres du Parlement.

8. Les Bourgeois francs des Villes sont obligés de remettre au Roi les Droits & la Possession de la Magistrature, & tous leurs anciens Usages & Privileges.

9. Toute la Nation est forcée par la crainte des supplices, de souffrir qu'on declare pour Heritier presomptif de la Couronne un enfant, qui selon les Loix du Royaume ne devoit point être reconnu, jusqu'à ce que des temoins fideles & legitimes de sa naissance eussent été decemment declarez au Royaume, qui eussent attesté que la Reyne auroit veritablement accouché de cet Enfant comme il etoit absolument necessaire en cette occasion, où tout le Monde assure que c'est un Enfant supposé. Nonobstant cela le Peuple est contraint avec confusion & douleur, de faire semblant dans les Prieres publiques de le recommander à Dieu comme leur Prince & n'ose demander qui sont les Temoins de sa naissance.

10. Plusieurs de leurs Jurés sont forcés de rechercher les crimes de leurs Voisins, quoi qu'en leurs Consciences ils les jugent innocens, comme il a paru entr'autres exemples, dans l'affaire de ceux qui exprimerent d'une maniere si innocente la joye qu'ils avoient de la Justice qui avoit été rendue aux 7. Evêques, par des feux de joye: Et plusieurs sont contraints de se soûmettre à être tirés en Justice pour avoir perdu leurs Biens, & sont condamnez pour cela à des Amendes, & quelquefois à perdre la vie, par des Jurez corrompus, & par des Nominations de Juges qui sont contraires aux Reglemens de nos Loix, en se servant de temoins & de Juges qui ne sont pas capables ou qui sont parents, ou qui ne peuvent avoir de connoissance des Faits en question, employant des Sherifs qui n'ont point prêté le serment comme les Loix le veulent, par où le cours de la Justice du Royaume est renversé, & le Gouvernement entierement bouleversé.

Tous ces exemples sont trop connus pour pouvoir être niés par nos Adversaires.

(c) Comme par exemple, l'Evêque de *Londres* qui a été suspendu. Le Docteur *Peckel* Vice-Chancelier de *Cambridge*, & Maitre de *Pembroke-Hall*. Le Docteur *Hough*, & 26. Docteurs du *College de la Magdeleine d'Oxford*, sans parler des Deniers qui ont été deposés de leurs Privileges & de leurs Revenus, & declarés incapables d'avoir aucun employ, sans avoir commis d'autre crime que de s'être toujours attachés au Droit & aux *Statuts* de leur College & à leurs sermens. La suspension de près de 200. Ministres dans le Comté de *Durham*, pour avoir refusé de lire à leur *Peuple* la Declaration du Roi qui tendoit à dispenser contre les Loix, &c.

(d) Les assignations des Commissaires Ecclesiastiques signifiées aux Chancelliers, Commissaires & Archidiacres du Diocèse, & à la plûpart des Evêques, pour les obliger à donner les Noms de tous les Ministres qui n'ont pas lû la Declaration du Roi, en quoi ils n'ont violé aucune Loi ni Ecclesiastique ni Civile.

(e) La Ville de *Londres* & toutes les autres Villes qui sont des Corporations, comme on les appelle, en sont un triste exemple, le Roi y établissant qui il lui plait, pour y prendre le Nom & exercer le Pouvoir de leurs Magistrats qu'ils elisoient autrefois.

(f) Le Roi en a usé de cette maniere à l'egard des Anciennes Villes d'*Oxford*, *Winchester*, & le bourg de *Tiverton*, & menace de faire

ANNO 1688.

tent lâchement & perfidement abandonner leurs justes Droits & Privileges au bon plaisir du Roi.

Que les suretés legales que les Rois & le Royaume assemblés en Parlement avoient établies contre les dangers qui menaçoient leur Religion & leurs Libertés, sont détruites par les Commandemens absolus du Roi, & renduës (*g*) inutiles, en vertu de son pretendu Pouvoir de dispenser de ces Loix penales, nonobstant l'interest & le Droit que ses Sujets ont à ces Loix, parce qu'elles sont le rempart & la seureté de leur Religion, de leurs Libertés & de leurs Vies; Et par cette conduite du Roi, le fondement sur lequel tous les Droits & Proprietés des Sujets sont établis, est ébranlé & sappé. Et on fait paroître une nouvelle Pretension laquelle on soutient, qui est, que les Sujets n'ont point de Droit, de Proprieté ni de seureté lors que le Roi ne le veut pas.

Que sous couleur de ce pretendu Pouvoir à dispenser des Loix, toute la seureté & la deffense que le Royaume peut esperer des Forces militaires, est entre les mains de (*h*) Gens qui en sont rendus incapables par plusieurs Loix expresses faites par les Rois & par le Royaume assemblés en Parlement, ce qui donne juste sujet de craindre beaucoup, voyant qu'on est ainsi à la mercy de Gens qui professent d'être dans la Communion de l'Eglise Romaine, laquelle fait profession ouverte d'être Ennemie mortelle des Protestans, & qui sont obligés sous peine de Damnation de chercher leur destruction, s'ils demeurent constamment attachés à la Religion Protestante.

Que contre les Loix expresses du (*i*) Royaume repetées n'agueres dans le Parlement on entretient une Armée de Papistes & de Mercenaires qui est répanduë par tout le Royaume en pleine Paix, ce qui cause une grande inquietude & terreur aux Protestans, qui sont en diverses manieres contraints de recevoir ces Soldats en leurs Maisons, qui y demeurent malgré eux, par où ils sont privés de leur repos & de toute sureté dans leurs Familles, & de la conservation de leurs voisins & amis, & des petits profits qu'ils pourroient faire chacun en leur Vocation.

Que le Roi a arrêté & deffendu l'execution des Anciennes Loix du Royaume, contre plusieurs sortes de Crimes d'Etat & autres Crimes horribles: Et que tous Statuts que l'on fait avoir été faits de tems en tems depuis 500. ans, par rapport au Pape & à ses Prêtres & à leur (*k*) pretenduë Autorité & à leurs Pratiques, sont suspendus; Quoi que l'Experience des Papistes mêmes en tous ces Siécles montrât que ces Doctrines & Pratiques étoient si méchantes & si dangereuses, qu'ils se plaignoient souvent dans le Parlement qu'ils craignoient qu'elles causassent la destruction (*l*) du Royaume.

Sa Majesté traite aussi de telle maniere les Cours de Justice dans ce qui regarde l'Administration de la Justice, que les Juges, quoi qu'ils ayent beaucoup servi aux Desseins Papistiques, sont privés de leurs Charges, Honneurs & Pensions, s'ils osent seulement permettre que les Loix absolvent ceux que le Roi vouloit voir condamner, comme on l'a vû entr'autres depuis peu, lorsqu'il a déposé le Juge *Holloway* & le Juge *Powel*, parce qu'ils avoient absous justement les sept Evêques.

Il est inutile de donner icy d'autres exemples de nostre oppression, puis qu'il est évident qu'on remuë Ciel & Terre par le secours de l'Autorité Royalle, pour renverser le premier Fondement même du Gouvernement civil de ce Royaume, en ostant au Peuple la Liberté d'élire selon les Methodes ordinaires, ceux qui le doivent representer dans le Parlement, soit pour faire de nouvelles Loix, soit pour abolir celles qui sont déja faites, si on le juge à propos pour le bien de la Patrie.

Cette illustre Monarchie a été fondée sur une Liberté egale, & le Gouvernement d'Angleterre a été en effet toujours libre (*m*) parce que les Anglois n'ont jamais reconnu d'autres Loix que celles qui ont esté faites par le Consentement libre du Peuple, & du Roy, (*n*) & on suppose en Angleterre que le consentement du Parlement pour faire abolir une Loi est comme l'Acte propre de chaque particulier.

C'est pour cela que les anciens Statuts pour assurer les Coûtumes d'Angleterre ont declaré que les Elections devoient estre libres (*o*) & que ni le Pape, ni le Roi n'en doivent pas interrompre le cours ordinaire, & même que le Roi s'est obligé de ne rien faire qui puisse oster aux Electeurs la liberté de choisir ceux qu'ils jugeront les plus propres pour estre Membres du Parlement.

Et ni le Roi, ni le Pape ne doivent pas se servir d'aucun Commandement, Promesses, Menaces, Prieres ou Sollicitations de quelque nature qu'elles puissent estre, pour oster aux Electeurs cette liberté qui leur est si necessaire, pour pouvoir choisir ceux qui defendront dans un Parlement libre le Droit du Peuple: Les Membres du Parlement, disent les Loix, doivent estre choisis librement, & les Electeurs ne doivent pas craindre de desplaire au Roi en faisant leur devoir; il ne faut pas même qu'ils ayent aucun egard à la recompense qu'on pourroit leur promettre au cas qu'ils ne se soumettent à la volonté du Prince; Il faut qu'ils soient libres & quant au tems, & quant au lieu de l'Election, ils ne doivent pas même obeir à ceux qui voudroient leur prescrire ou l'un, ou l'autre, autrement l'Election seroit nulle, & comme non faite.

Mais il n'est pas possible de vous dire ici toutes les methodes dont on se peut aviser, & qu'on a en effet employées pour renverser ce fondement de nôtre Gouvernement.

Que n'a-t-on pas fait ouvertement même & sans en faire mystere, pour détruire toutes les Coûtumes, Privileges, & toutes les Chartres de nos Villes & de nos Bourgs, qui selon l'ancienne Coutume d'Angleterre doivent choisir la plus grande partie des Membres de la Chambre Basse: Quelle sorte d'artifice n'a-t-on pas employé pour rendre par tout nos Magistrats esclaves de la volonté du Roi pour estre des Instruments propres pour avancer la Tyrannie, & le Papisme, & avec quelle severité n'a-t-on pas traité ceux qui refusoient de contribuer au dessein du Roi. La plus grande grace qu'on leur faisoit, c'étoit de donner leurs Employs à des Papistes, ou à d'autres encore plus ignorans, & plus corrompus; on fait assez qu'on a donné des detours aux Loix du monde les plus claires, pour destruire nostre Gouvernement; on menaçoit les Magistrats de la part du Roi s'ils faisoient semblant seulement de vouloir defendre leur Droit contre le Roi; On leur disoit qu'ils se ruineroient en frais, & qu'ils feroient mieux de demeurer en repos. On passoit même plus avant, & on leur faisoit connoître sans façon qu'ils ne pourroient jamais soûtenir leurs Privileges, leurs Droits, & leurs Chartres contre le Roi, puis qu'il estoit resolu de les avoir à quelque prix que ce fut, pour en user comme il le jugeroit le plus à propos; & pour les faire donner dans le piege avec plus de facilité, on leur promit de nouvelles Chartres, au cas qu'ils voulussent remettre entre les mains du Roi les vieilles, & on ne manquoit pas de leur dire au même temps, qu'on envoyeroit à l'Avocat du Roi les noms de tous ceux qui ne se soumettroient

la même chose à *Norwich*, ou quelque chose de semblable, par où il marque qu'il veut dépoüiller du bien de ses Sujets, comme s'il étoit à lui.

(*g*) Les derniers Statuts de 25. & 30. de *Car.* 2. avoient été faits expressément pour la sureté des *Protestans*, aussi bien que ceux de 5. *El.* 1. 13. *El.* 2. 23. *El.* 1. 27. *El.* 2. 1. *Jac.* 5. *Jac.* 1. & les Stat. 25. *H.* 8. 19. 20. 21. & plusieurs Anciens Statuts d'*Ed.* 1. *Ed.* 1. *Ed.* 3. *Rich.* 2. & de plusieurs autres Rois, avoient été faits pour assurer le Peuple contre les apprehensions qu'il avoit de la *Cour de Rome*, & le Roi a declaré qu'aucun de ces Statuts ne sera desormais mis en execution.

(*h*) On sait que tous les *Papistes* sont par les Stat. d'*El.* de *Jac.* & de *Car.* 2. declarés incapables de posseder aucune charge importante dans le Royaume, & qu'ils les possedent presque toutes à present.

(*i*) Voyés le *Stat. de Droit* 3. *Car.* & les derniers Statuts de *Ch.* 2. qui declarent que de repandre des Soldats dans les Provinces, & de les loger chez les Sujets, est une chose contraire aux Loix & aux Coutumes du Royaume, & on voit qu'il y eut des Requêtes presentées pour cela, & l'affaire passa au Parlement qui reconnut que c'étoit un Droit du Peuple, qu'ils ne doivent jamais être chargés de Soldats.

(*k*) Voyés la Declaration du Roi pour la *Liberté de Conscience*, elle suspend l'execution de toutes les Loix penales dans les choses Ecclesiastiques, & celles qui soutiennent que c'est crime d'Etat de pretendre que l'Autorité & les Canons du *Pape* sont au-dessus de nos Loix, ou de prendre des Dispenses de lui & de lui obeir.

(*l*) Voyez les Stat. 35. d'*Ed.* 1. 25. *Ed.* 1. 27. *Ed.* 3. 16. *Rich.* 2. 5.

(*m*) Voyez 14. *H.* 8. 12. 25. *H.* 21. On y declare que le Royaume est libre, que les Sujets ne peuvent être obligez par aucune Loi qui ne soit faite sans leur consentement, que le Roi & le Parlement representant tout le Peuple ont le Pouvoir de dispenser des Loix, quand ils le jugeront à propos.

(*n*) Voyez les Statuts 1. *Jac.* 1. 1.

(*o*) Voyez les Stat. de *Westm.* 1. 3. *Ed.* 7. On declare là le Droit commun & que le Roi s'oblige de ne point troubler les *Electeurs* dans leurs *Elections* qui doivent estre toujours libres, *Car.* 2. *Parl.* 7. *H.* 4. 15. 6. *H.* 4. 6. v.

ANNO 1688. troient pas aveuglément à tout ce qu'on leur demandoit de la part de la Cour.

Nous savons aussi qu'on suborna par tout des Juges pour condamner tous ceux qui voudroient défendre leurs Droits, & s'opposer aux *Quowarrantos*, comme les Magistrats de Londres furent resolus de faire, leur Conseil ne voulant pas rendre la Chartre de la Ville, nonobstant tous les efforts qu'on fit pour l'avoir, parce que ces Messieurs savoient fort bien qu'ils ne pouvoient pas trahir la Ville, & que le Roi ne pouvoit pas non plus depouiller ses Sujets des Privileges qui leur avoient été accordés par leur grande Chartre. Mais on cassa tous les Juges qui ne voulurent pas dissoudre ce Grand Corps Politique, qui avoit possedé ses Privileges l'espace de mille Ans & plus. On declara les Bourgeois, & tous leurs Heritiers decheus de tous leurs Droits & Privileges: c'est par ces methodes que le Roy d'aujourd'huy prenoit ses mesures sous le Regne de son Frere pour executer le dessein qui éclate si fort maintenant: on en voit maintenant les tristes effets, puisque les Villes & les Bourgs n'ont plus de Magistrats, ou n'en ont plus que dependamment de la volonté du Roy.

Mais ne voit-on pas que nostre Liberté est déja détruite, puisque ceux qui sont maintenant nos Magistrats n'osent plus proceder selon les Methodes ordinaires pour choisir les Membres du Parlement.

Le Roy luy-méme, tant par ses faveurs secrettes que par les menaces, a déja engagé la plûpart de nos Magistrats à se soumettre à tout ce qu'il voudra, & comme il avoit coûtume de parler dans son Cabinet en particulier à tous les Membres du Parlement, il fait de méme maintenant à l'égard des (p) *Electeurs* & ainsi il les oblige de renoncer à la liberté de leur suffrage en Parlement, à moins de perdre les Charges qu'il leur a données.

Tout le Monde sait les trois Questions que les Officiers de Sa Majesté proposerent aux Juges de Paix, & à tous les autres Magistrats.

Les Lieutenants des Provinces firent comparoître devant eux au nom du Roi tous ceux qui y faisoient plus de figure pour les obliger par menace, ou par flatterie à ne choisir pour Membres du Parlement que ceux qui feroient tout ce que le Roi voudroit: & on faisoit passer tous ceux qui tenoient bon pour les Droits du Peuple, pour des Gens mal affectionnés au Gouvernement.

Il n'y a gueres qu'on envoya une Commission la plus estrange du Monde dans toutes les Provinces pour obliger ceux qui ont droit de choisir les Membres du Parlement, à ne faire choix que de ceux qui consentiroient à l'abolition des Loix penales, & du Test, qui sont comme les digues qui empéchent le Papisme d'inonder l'Angleterre, & qui sont les Fondements les plus surs des Droits de la Couronne, & de la Liberté du Peuple.

Après cela peut-on doubter du dessein du Roi, qui est de détruire nos Loix, & nostre Gouvernement pour ouvrir la Porte au Papisme? Mais pour convaincre tout le Monde de la verité de ce que j'ay dit, on n'a qu'à lire la seconde Declaration du Roi pour la Liberté de (q) Conscience, où il dit nettement que personne ne doit esperer de posseder aucune Charge sous lui s'il ne veut contribuer à tous ses desseins & à finir ce qu'il a commencé: Et il declare de plus que tous ceux qui ne contribueront pas à faire casser les Loix penales, & le Test, doivent estre considerés comme de fort mechans Chrêtiens, & comme des Gens qui n'aiment pas le repos, & le bonheur de leur Païs; il adjoûte que de sa volonté absoluë il a osté à plusieurs Officiers Civils & Militaires, leurs Emplois pour s'estre monstrés peu favorables à son grand dessein.

D'où il est clair que le Roi croit qu'il ne doit pas souffrir une Election libre des Membres du Parlement, pendant qu'il y a tant de bons Protestans pour y avoir part, qui ne peuvent en conscience contribuer à achever ce qu'il a commencé: c'est à dire qui ne veulent pas permettre que le Roi, sous le pretexte d'une Liberté imaginaire de Conscience, fasse un Present au Pape des Droits de Sa Couronne, de la Liberté, & de Privileges du Royaume, pour nous faire acroire enfin que nous sommes obligez de devenir les Esclaves de l'Eglise Romaine, & de soûmettre au bon plaisir des Prestres Romains nos Contracts, nos Mariages, nos Biens, nos Dettes, nos Decimes, nostre Reputation, & nos Corps même, sous pretexte qu'on les doit mortifier par la Penitence. Voilà l'ouvrage que le Roi a commencé qui rend extremement méprisable la Couronne Imperiale d'Angleterre, au méme temps qu'il ne tend qu'à destruire la Liberté Naturelle, comme aussi tous les Privileges, & tous les Droits Civils de la Nation Angloise. ANNO 1688.

Nos Loix penales ne sont faites que pour prevenir tous ces pretextes pieux de nous priver de ce qui nous appartient par les Loix fondamentales de l'Estat & par la Nature même.

Nos Loix penales n'ont esté faites que pour punir les offences commises contre le Gouvernement Civil, & contre la Societé Humaine; & ainsi les Anglois ne peuvent pas s'en exemter à raison de leur Conscience, non plus que de celles qui defendent le larcin, ou le meurtre, au cas qu'on s'avisât de dire qu'on a pillé, ou tué selon sa Conscience.

De tout cecy il est evident que le Roi fait tous ses efforts pour empêcher que les Prestres Romains & les Papistes ne soient un jour punis comme ils le meritent, pour avoir fait tout ce qu'ils ont pû pour nous oster nostre Liberté. Il pretend que les nouveaux Colleges qu'il a erigez, les Convents des Moines, ses quatre Evêques Provinciaux, & tous ses Prestres pourront desormais se soûtenir par sa seule Autorité sans le secours des Loix; que les Canons de l'Eglise de Rome sont d'une plus grande Autorité que les Loix du Royaume, que les Protestans n'ont aucun Droit de commander, que tous leurs Biens sont confisqués aux Papistes par cela même qu'ils sont Protestans, qu'il leur est permis d'accepter des Dépences de Rome, de n'obeir pas aux Loix du Royaume que le Pape n'approuve pas; il espere enfin que ses Prêtres soûtenus de son Authorité pourront faire acroire aux Anglois qu'ils peuvent entretenir Commerce avec l'Eglise Romaine, avec le Roi de France, & avec tous les Papistes Estrangers, qui font tout ce qu'ils peuvent pour accabler & ruiner les Protestans de ce Royaume.

Sa Majesté a tellement avancé cet ouvrage, qu'elle a arrêté & empêché l'Execution des Loix penales contre tous ces grands Crimes, qui étoient estimés des Crimes Capitaux par les anciens Papistes de ce Roiaume; Et il declare que tous les Protestans qui ne voudront pas lui aider à achever cet ouvrage, ne peuvent esperer aucuns Emplois dans le Royaume, encore moins d'être Membres du Parlement. Et par là Sa Majesté entreprend de faire rouler l'Election des Membres du Parlement sur un si petit nombre de Sujets, qu'il n'y en aura pas parmi ceux que nos Loix jugent capables d'être élus, de quarante un, qui soit jugé propre pour être Membre du Parlement, de sorte que le nombre de ceux qui seront à son gré sera si petit, si l'on en excepte les Papistes; qu'il n'y aura proprement plus de Election, au cas que le Royaume subisse cette volonté arbitraire du Roi, comme il a declaré qu'il le vouloit.

Cela doit convaincre Vos Altesses, que nôtre condition est deplorable; Car il semble que nos Ennemis ne se contentent pas de vouloir abolir toutes nos Anciennes Loix Penales qui ne sont pas favorables aux nouvelles Doctrines & aux pratiques pernicieuses de l'Eglise de Rome d'aujourd'hui, lesquelles étoient autrefois en horreur même parmi nos anciens (r) Papistes Anglois, comme on le voit dans nos *Ordonnances des Loix Penales*: Mais le dessein est outre cela de détruire la forme du Gouvernement libre du Royaume, de laquelle sont procedées toutes ces Loix Penales contre l'orgueilleuse & tirannique Domination de leur Eglise, & contre l'usurpation qu'elle faisoit des Droits de la Couronne & de tout le Royaume.

Elles savent par nos Histoires & Memoires que le Parlement qui étoit libre en ce tems-là a toujours porté des plaintes contre leurs pernicieuses & insolentes pretensions, d'avoir de l'Autorité sur nos Rois, sur nos Loix, sur nos Cours de Justice & sur leurs Decisions, & contre leurs Exactions, Impositions, Fraudes & Tromperies qu'ils exerçoient envers les Peuples par leurs folles Superstitions, par lesquelles ils se rendirent maîtres du (s) tiers des revenus d'Angleterre; & arrerené

(p) Remarqués cela.
(q) Avril 27. 1688.

(r) Voyés les *Plaintes des Communes* dans le 25. *Ed.* 3. 4. provisoi, & 6. *Rich.* 2. 5. 27. *Ed.* 3.
(s) Voyés le *Rôle du Parlement.* H. 4. & H. 5.

ANNO 1688. terent une si prodigeuse quantité d'argent à Rome, qu'ils appauvrirent & ruinerent presque entierement le Royaume.

Vos Altesses n'ignorent pas aussi qu'ils ont rendu Esclaves du Pape & de ses Prêtres plusieurs des plus grands Rois d'Angleterre, qu'ils ont eu le credit d'obtenir du Roi des *Licences* & des *Pardons* pour transgresser impunément les Loix que le Parlement avoit fait pour deffendre les Droits & les Biens des Sujets, & qu'ensuite le Parlement fut obligé de faire de nouvelles Loix pour declarer que telles (t) *Licences, Dispences & Pardons* accordés par le Roi étoient nuls & de nulle valeur.

Elles savent qu'ils ont persuadé à plusieurs de nos Rois que le Pape pouvoit les absoudre de l'Obligation des Loix & des Traités, Promesses, & sermens qu'ils avoient fait à leur Royaume, (u) de maintenir leurs *grandes Chartres* & toutes leurs Loix & Libertés: Et qu'ils porterent l'un d'eux à resigner entierement le (x) Royaume entre les mains du Pape, en le tenant de luy moyennant un Tribut annuel : Et elles savent que le Peuple dans un Parlement libre declara que telles *Dispenses & Resignations* étoient nulles & de nulle valeur, & exigea avec beaucoup de justice que ces Rois renouvellassent leurs sermens au Royaume par lesquels ils s'obligeoient de maintenir leurs Libertés; & méprisa & rejetta avec indignation les pretentions du Pape (y) pour son pretendu Tribut sur le Royaume, declarant que leurs Rois n'avoient point de tel Droit patrimonial sur le Royaume qu'ils pussent l'assujettir à aucune puissance qui fût sur la Terre.

Les Papistes ne peuvent pas esperer d'imposer jusqu'à ce point à un Parlement libre, que de lui persuader qu'il faille pour une entiere Liberté de Conscience, reconnoitre les Loix & les Canons Romains d'une même Autorité que les Loix d'Angleterre, ou de souffrir que les Sujets de l'Angleterre puissent faire Profession publique de croire que leurs Personnes, leurs Mariages, & leurs Biens soient sujets à une Jurisdiction étrangere, & qu'ils dependent d'Elle dans leurs Charges, Emplois, & dans l'Exercice d'iceux, s'ils veulent être sauvés, ce qui seroit effectivement renoncer à leur sujetion à l'Angleterre, ou de leur permettre d'avoir une Union & des Liaisons étroites avec des étrangers, qui font profession ouverte d'être les Ennemis mortels de presque toutes les Nations & de se croire obligés en conscience d'en procurer la destruction & extirpation.

Ils ne peuvent pas esperer qu'un Parlement libre puisse ignorer que Jesus Christ n'a jamais rien enseigné qui tendit à détruire ou à alterer les Droits Naturels & Civils des Hommes ni des Nations, ou qu'il ait approuvé que les Sujets d'un Royaume libre puissent entretenir correspondence ou dependre de ceux qui en sont les plus grands Ennemis : C'est pourquoi ils ont resolu de renverser tous les fondemens de nôtre Gouvernement, d'ôter au Peuple l'Election libre de ses Deputés dans le Parlement, afin qu'il ne puisse plus y avoir de Parlement libre dans le Royaume, ce qui certes est une Conspiration beaucoup pire que leur Conspiration des Poudres.

Il semble qu'ils croyent qu'il faut encore pour le present observer quelque ombre & apparence d'Election pour l'Assemblée qu'ils veulent faire, en formant des Corps Politiques dans les Villes & dans les Bourgs pour nommer ou renvoyer les Gens selon qu'il plaira au Roi, & sous le pretexte specieux d'une Liberté de Conscience, par Promesses & par Menaces obliger les autres qui ont le Droit d'élire à recevoir pour leurs Deputez au Parlement ceux que le Roy leur presentera ; Mais si l'on souffre cet attentat qui est contre le premier & le plus essentiel fondement de tout nôtre Gouvernement, le Roy pourra cy-aprés avec autant de justice, de droit & de raison, appeller qui bon luy semblera de tous les Endroits du Royaume pour deliberer avec luy, & sous le pretexte des Conseils que ces Gens luy auront donné, changer nos Loix & nos Coûtumes, imposer des Taxes & changer à son plaisir le Cours de la (z) *Succession de la Couronne.*

Nous sommes obligés avec beaucoup de déplaisir de montrer à Vos Altesses, qu'ils ont déja poussé si loin leur dessein contre nôtre Gouvernement, qu'ils ont fait qu'il est impossible d'avoir un Parlement libre qui soit élu dans les formes en l'état present où se trouvent les Villes & les Bourgs, les Sherifs & les Officiers, & en la situation où sont ceux qui doivent faire les Elections; parce que la plûpart d'entr'eux ne sont plus dans cette Liberté & Indépendance dans laquelle nos Loix veulent que de telles Gens soient; ils n'y sont plus, dis-je, par les menaces que le Roy leur a faites de leur ôter leur Charges & Emplois & autres Bienfaits, s'ils n'acceptent pas pour leurs Deputés ceux qui se sont engagés indignement à donner leurs Voix pour l'abolition de nos Loix, comme le Roy le souhaite, sans écouter les Raisons que la Nation allegue pour leur manutention, & conservation, & comme je croi, sans savoir le dessein & le but des Loix qu'ils promettent d'abolir. ANNO 1688.

Il n'est plus possible à present d'avoir le consentement libre du Royaume pour faire ou pour abolir quelques Loix, sans lequel pourtant elles ne peuvent être obligatoires, jusqu'à ce que l'on rétablisse les Privileges & Libertés des Villes & des Bourgs, qui ont été ou abandonnées lâchement & perfidement, ou extorquées & ravies par force injustement, & que l'on ait fait choix de Magistrats legitimement élus pour dresser comme il faut les Ordres pour les Elections, & jusqu'à ce que la terrible Declaration du Roy soit retractée; qui declare incapables d'être Membres du Parlement, & exclut de tous Emplois ceux qui ne voudront pas contribuer au dessein qu'il a formé & qui est déja fort avancé, d'abolir toutes nos Loix Penales, dont le but est de prevenir & d'empêcher le succes des pratiques & attentats des Papistes contre les Droits de la Couronne, & contre le Royaume; Et jusqu'à ce que l'on ait absolûment renoncé à toutes les Promesses, Engagemens & Signatures, que les Ministres de Sa Majesté ont tiré par ses Ordres de ceux qui doivent élire les Membres du Parlement, par lesquels ils ont les mains liées. C'est ainsi que l'artifice & la malice des Papistes nous a ôté tous les moyens de remedier aux maux du Royaume par les Conseils libres & communs du Royaume, pendant qu'ils font incessamment tous leurs efforts pour reduire nos corps & nos ames en esclavage.

Il n'est point necessaire de faire ressouvenir vos Altesses, que ces Attentats contre nôtre Religion & nôtre Gouvernement, sont une partie de ce grand & general dessein qui fut formé & arrêté il y a plusieurs années dans les plus secrets Conseils des Princes Papistes, & conduit particulierement par les Jesuites pour extirper entierement la Religion Protestante & les Libertés des Peuples.

Nous ne ferons point mention de l'Execution qui s'est faite de ces Desseins Papistiques en plusieurs Royaumes & (a) Etats, ni la perfidie de ces Princes dans leurs Traités, Conventions & sermens, ni les Oppressions, Meurtres, & autres especes d'Injustice qui on été pratiquées par eux en Execution de leur grand & general dessein.

L'Exemple seul du Roy de France suffit pour tous les autres, parce qu'il a avoüé & declaré à tout le Monde la part qu'il avoit en ce dessein; Et en comparant les Violences, Bannissemens & Meurtres commis au même temps contre les Protestans par les autres Princes Papistes, selon leur Pouvoir, avec ce qu'il a publié du dessein qu'il en avoit formé depuis longtems, en comparant, dis-je, tout cela ensemble, nous pouvons juger justement de toute l'affaire.

Le Roy de France par son Edit (b) de 1685. a declaré qu'il *étoit entré dans ce dessein aussi tost qu'il fut parvenu à la Couronne.* Et il paroit par l'Edit (c) qui fut dressé en ce tems-là, & approuvé par son Conseil de Conscience, que tous les Edits qu'il avoit donnés &

(t) Voyez le *Stat.* 3. H. 5. *Stat.* 4. 7. H. 4. 8.

(u) Ainsi le Pape dechargea H. 3. & *Ed.* 1. du serment qu'ils avoient fait d'observer la Grande Chartre.

(x) Ce fut le Roi Jean.

(y) Voyez le *Rolo.* part. 40. *Ed.* 3. num. 8. *Rot. Claus.* 3. Ed. 1. La Chartre du Roi Jean, & son don au Pape qui estoit une Chartre tres-injuste & sans force, qui fut brulée depuis.

(z) Vous remarquerez que *Cromwel* s'attribua l'Autorité de faire assembler par Lettres diverses Personnes sans *Election*, & leur donna le nom de *Parlement* & fit divers Actes & avoit dessein de changer la Succession de la Couronne & de la faire tomber dans sa Famille, si ces Personnes qui étoient ses Creatures avoient pû convenir avec luy.

(a) C'est à dire en *France*, en *Savoye*, en *Pologne* & autres *Pais*.

(b) Cet Edit de 1685. merite d'être lu de tout veritable *Protestant.*

(c) Il faut voir par cet Edit qui a été publié, l'opinion qu'ils ont des *Protestans*, ils y sont jugés incapables d'avoir aucun Droit de pretendre aux benefices des Traités, des Promesses & des ser- [illegible] des *Papistes*.

ANNO 1688. & renouvellés en faveur des Protestans, & la reconnoissance qu'il fait dans les Regîtres du Parlement, des grands Services qu'ils luy ont rendus, & l'avancement de plusieurs d'entr'eux aux Emplois les plus considerables du Royaume tant Militaires que Civils, n'estoient que pour les flatter, afin de les mieux tromper, & il appelle Dieu à temoin des desseins & des resolutions qu'il avoit prises en ce tems-là d'abolir leur Religion peu à peu, & qu'il n'attendoit qu'une occasion favorable pour ce grand Ouvrage, comme il est appellé par nôtre Roi & par cet Edit.

Pendant ce tems qu'il faisoit si bonne mine aux Protestans & les assuroit solennellement de sa Bienveillance & qu'il le témoignoit même à quelques Princes Protestans, en les loüant de ce qu'ils lui étoient tres fideles & promettant d'observer toûjours inviolablement l'Edit de Nantes, qui étoit comme la *grande Chartre* des Protestans de France; En ce même tems, dis-je, il faisoit secretement & sourdement mille pratiques pour disposer les choses au grand œuvre, principalement en Angleterre, qui étoit regardée depuis long-tems comme le Chef de la Religion Reformée, & la Terreur du Roi de France & du Monde Papistique; il témoigna la crainte qu'il avoit de la Nation Angloise lors qu'il chassa d'une maniere barbare Sa Majesté d'aujourd'huy & le dernier Roi avec disgrace, plûtôt que de deplaire à Cromwel; C'est cette peur qui l'obligea à s'appliquer entierement à diviser & à affoiblir les Protestans d'Angleterre, & à assister secretement de ses Conseils & de son argent le dernier Roi pour augmenter & fortifier le Parti Papiste: Pour cela son cher Confesseur le Jesuite la Chaize, eut ordre d'entretenir Correspondence avec Coleman, qui étoit en ce tems là Secretaire du Roi d'aujourd'hui, & les (d) Lettres qu'il a avoüées en presence de mille Personnes, montrent que le dessein auquel ils travailloient, étoit d'exterminer la Religion Protestante sous le nom d'Heresie du Nord, & on auroit appris dix fois davantage des particularités de ce maudit dessein si toutes les dernieres Lettres de Coleman écrites depuis deux Ans & demi qui furent portées à Whitehal n'avoient pas été supprimées & dérobées à la vuë du Parlement; Cependant Coleman lorsqu'il fut examiné & jugé avoua devant tout le Monde le dessein qu'on avoit formé de renverser la Religion Protestante: Et qu'il n'étoit pas le principal Agent en cette affaire, mais un Ministre subalterne.

Il paroit par ces Lettres que l'argent du Roi de France devoit faire cet ouvrage, & les Lettres produites au Parlement par le Lord Montague d'aujourd'hui, & que le dernier Roy avoua avoir été écrites par son Ordre, prouvent que le dernier Roi vouloit bien être le Pensionaire du Roi de France moyennant cinq-cent mille Livres Sterling par An pour ne point faire assembler de Parlement; ce fut alors qu'on découvrit les progrès & l'accroissement de la Papauté, & le danger où étoit la Religion Protestante, & sur cela on forma le Test, & on se preparoit à faire d'autres Loix pour nous assurer contre les desseins du Papisme.

On sçait aussi fort bien, que dans le même tems les Conseils des Jesuites mirent en pratique toutes sortes de machinations & pratiques pour corrompre la foy & la Religion des Provinces-Unies, & pour les faire tomber sous la Domination du Roi de France, ou du moins sous sa Dépendance.

Personne n'ignore aussi, que le Roy de France & le dernier Roi d'Angleterre avoient fait un Traité ensemble pour conquerir ces Provinces & les partager entr'eux afin qu'elles ne pussent plus être en secours ni servir de refuge aux Protestans. Que Vôtre Altesse nous pardonne la hardiesse que nous prenons de lui demander, s'il n'est pas vray que sa pieté & sa fermeté en la Religion Protestante, & sa Fidelité inviolable aux Libertés de sa Patrie, furent attaquées & mises à l'épreuve par ces deux Rois, ou du moins par l'un d'eux, & s'il n'est pas vray encore que la generosité, le mépris & l'indignation avec laquelle elle receut leurs Propositions indignes, ont donné à ces Rois une aversion & haine implacable contre vôtre Altesse, dont elle a toujours depuis ressenti les effets.

Le Monde a aussi vû les effets de l'attachement qu'a eu le Roi de France à poursuivre ce même dessein en corrompant par ses Pensions, les Personnes les plus considerables du Royaume de Suede, & ceux qu'il pouvoit aussi gagner à la Cour de Brandebourg & en celles des autres Princes Protestans, pour les empêcher d'appuyer l'Interest Protestant. ANNO 1688.

Mais la plus considerable dépense étoit employée envers le feu Roi d'Angleterre & ses Ministres & Conseillers qui avoient part à toutes les pratiques & menées secretes qui se faisoient pour affoiblir la Puissance des Protestans, & pour porter à son comble la Grandeur, la Gloire, & la terreur du Roi de France; Mais cependant il n'osa pas se joindre ouvertement avec lui dans ce grand ouvrage contre la Religion Protestante, par la crainte qu'il avoit de ses Sujets, lesquels il abusoit depuis long-tems par grand nombre de Protestations solemnelles qu'il faisoit, de vouloir toûjours être fidele à leur Religion, & de la proteger aussi bien que leur Liberté.

Le Roi de France trouva par experience, que les Parlemens avoient eu le credit auprès du Roi, de rompre toutes les mesures qu'ils avoient prises ensemble pour la destruction des Provinces Unies, en le forçant à faire sa Paix avec ces Provinces en particulier, ce qui lui fit rabaisser ses ailes, & l'obligea à rechercher adroitement une Tréve; C'est pourquoi il n'osa pendant la vie du Roi mettre en execution son grand Ouvrage, duquel il déclare avoir conservé le dessein si long-tems en son cœur, qui étoit de se servir des Tourmens, des Meurtres & de toutes sortes de cruautés les plus barbares pour exterminer la Religion Reformée & ceux qui la prêchent, & d'en effacer entierement la memoire, comme ses Edicts & ses pratiques d'aujourd'huy nous marquent que c'étoit son Intention.

Le Roi de France n'osoit lever le masque, & se montrer tel qu'il étoit, c'est à dire un Loup devorant contre ses propres Sujets, jusqu'à ce que nôtre Roi d'aujourd'huy eût épousé publiquement le Dessein Papistique, lequel il avoit poursuivi long-temps avec lui en cachette, & jusqu'à ce qu'il eût commencé à violer les Libertés & la sureté des Protestans, & eut mis les Forces Militaires entre les mains des Papistes, & eut demandé le Consentement du Parlement pour faire une Loi qui l'autorizat à établir les Papistes pour Gardiens de la Religion & des Vies des Protestans, ce que le Parlement lui refusa.

Le Roi de France vit bien alors que la Nation Angloise n'étoit point en état de s'employer à secourir ses Sujets Protestans quand il voudroit les détruire, & comme parle son Edit, étant par le moyen de la Tréve hors de crainte, d'être troublé dans cet ouvrage, il s'appliqua entierement au grand Dessein, & envoya ses Dragons pour ruiner les Biens des pauvres Protestans, & pour les tourmenter en leurs Personnes avec plus de cruauté & de barbarie que l'on n'en avoit jamais exercé depuis la Creation du Monde; il se resolut pour sa gloire, comme son Clergé en parle, *de montrer qu'il étoit le premier & le plus illustre Fils de l'Eglise, & le plus grand Destructeur de l'Heresie Protestante*, ce qui étoit, comme ils lui disoient, un nom plus glorieux & plus immortel qu'aucun de ceux qu'il avoit acquis par tous ses Triomfes.

Il proposa alors ce grand Ouvrage d'Extirpation aux Nations étrangeres, à la maniere de Saul *enflammé de menaces & de tuerie*; il envoya au Duc de Savoye, & comme on se plaint à cette Cour, il fit peur à ce Prince & lui persuada de prendre cette resolution sanguinaire Antichrétienne, de forcer les Anciens Protestans des Vallées de Piémont de se faire incessamment Papistes, lesquels étant fideles à Dieu & à leur Religion, virent fondre sur eux les Troupes de ce Duc appuyées des Dragons de France, & furent tourmentés & massacrés par eux d'une maniere plus impitoyable que n'eussent été des (e) Serpens ou des Tigres, jusqu'à ce qu'ils ayent été entierement détruits & leur Pays donné aux Papistes. Cette Cour de Savoye semble avoir encore (f) honte de cette horrible méchanceté & allegue pour son Excuse, *Que le Roi de France avoit*

(d) Voyés les Lettres de Coleman imprimées & publiées par l'ordre du Parlement.

(e) Voyés la Relation qui en est imprimée.

(f) Voyés les Lettres du Dr. Burnet qui fait cela pour s'en être informé à Turin.

ANNO 1688.

avoit declaré qu'il vouloit les exterminer par ses propres forces, & s'emparer du Païs, si le Duc n'y vouloit pas contribuer.

La ruine des Protestans d'Angleterre a toûjours été regardée comme le premier Article du dessein de l'Extirpation de la Religion Protestante, c'est pourquoi tous les Conseils Papistiques, leurs ruses & leurs Artifices, leurs Conspirations, empoisonnemens & massacres, y ont été employés il y a longtems, & ils ont entierement gagné le Roi d'Angleterre pour le faire servir à ce dessein: Ils ont trouvé moyen de le joindre avec le Roi de France, afin que leurs Conseils, leurs Tresors & leurs forces étant jointes ils pussent venir à bout du complot de soûmettre l'Angleterre à l'obeïssance de leur Eglise. Il paroît en plusieurs manieres que les deux Rois suivent une même conduite & que nôtre Roi suit les mêmes Methodes, qui ont si bien reussi au Roi de France pour détruire les Protestans de son Royaume. Son premier attentat est de *renverser nôtre Gouvernement & nos Loix, & la Liberté & la nature de nos Parlements*, de même que le Roy de France a commencé en s'emparant & usurpant la souveraine & legale Autorité de France, qui residoit en l'Assemblée des Etats, de laquelle seule il tient sa Couronne. Nôtre Roi à l'imitation de son Frere de France, s'efforce de faire que toutes les Charges & la Magistrature du Royaume, qui selon les Loix de la Nation doivent dépendre du choix du Peuple, dépendent uniquement & immediatement de son bon plaisir & de sa Volonté absolue, soit que ces Emplois & Magistratures tirent leur source de nôtre *Droit Commun* ou qu'elles ayent été établies par des Statuts & des Chartres. Il s'efforce par divers artifices d'attirer à luy la disposition de tous les Droits & des Biens de la Nation, & de leurs Libertés & de leurs vies & de les faire dependre de sa pure volonté en renversant l'Ordre établi de nos Jurés, & par des Juges & par un Chancelier, qui sont tous propres pour ce dessein, & qui dépendant entierement de lui, travaillent à faire que ses Proclamations & Declarations l'emportent autant sur nos Loix en authorité, que les Edits du Roi de France l'emportent sur les Loix de Dieu, & sur celles de la Nature. Et à son exemple il entretient une armée mercenaire pour assujettir la Nation à sa volonté.

S'il peut parvenir à ses fins en cela, non seulement la forme du Gouvernement sera renversée, & la Liberté de la Religion Protestante selon toutes ses formes en Angleterre, & la Liberté de Conscience qu'il fait semblant de vouloir établir, seront renversées, ou tout au plus on n'en pourra joüir que par une faveur speciale, & il la pourra ôter aussi facilement que le Roi de France a aboli les Edits irrevocables, les Traités & les Loix de son Etat confirmées par son serment, & qui doivent être une aussi grande sureté à ces Protestans qu'aucune *Grande Chartre* que nôtre Roi nous puisse donner ou qu'aucun Acte d'Assemblée à laquelle il pourra donner le Nom de Parlement comme il en a envie, & il lui sera assez aisé dans l'Etat déplorable où il a reduit le Royaume, de faire une telle Assemblée.

Nôtre Roi suit encore l'Exemple de France, en assurant par écrit les Protestans de sa faveur & de sa bienveillance en leur promettant une Liberté de Conscience pareille à celle qu'auront ses Papistes, en elevant aux Offices & aux Emplois ceux qu'il est resolu de ruiner & de détruire, arrêtant l'Execution des Loix contre eux & leur accordant Liberté de Conscience à quelques égards, & d'avoir leurs diverses formes exterieures de Service Divin, pourvû qu'ils n'ayent aucun égard à la Conscience & qu'ils ne s'attachent point à la substance de la Religion Chrétienne qui n'inspire que Justice & droiture, & qu'ils ne fassent aucun scrupule de lui complaire, & de l'assister dans les Crimes les plus horribles qu'il commettra contre Jesus-Christ, en usurpant & violant tous les Droits & Libertés du Royaume, & en s'attribuant une autorité tyrannique pour opprimer qui il lui plaît, ce qui est un renversement absolu des premiers fondemens & Regles de la Justice & de la Société humaine & par consequent de la Religion de Jesus-Christ.

Ces choses de fait se prouvent d'elles mêmes, & montrent clairement que les horribles oppressions que fait nôtre Roi, sont les effets des Conseils du Parti Papiste, dont le Roi de France est le Chef. Que la Conjuration qui se découvre à present en Angleterre contre la veritable Religion & contre la Liberté, comprend tous les Princes & Etats Protestans de l'Europe; l'Angleterre est seulement attaquée la premiere comme le principal rempart du Nom Protestant; Si les trois Royaumes d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande peuvent être reduits sur le pied de la France dans la forme du Gouvernement & de la Religion, & que leurs forces soient unies contre tel Etat ou Prince Protestant qu'ils jugeront à propos d'attaquer separément, en tenant les autres divisés entr'eux par leurs artifices, ce qui ne leur sera pas difficile, on doit demeurer d'accord, qu'il y aura peu d'esperance que cet Etat ou ce Prince puissent long-tems subsister. ANNO 1688.

Le Roi de France semble n'être pas faché que l'on sache que leur Dessein Papistique regarde generalement tous ceux qui font profession de la Religion Protestante, quoi que plus particulierement l'Angleterre, car il a approuvé que la Harangue qu'un Evêque lui fit à Versailles en 1685. ait été publiée, par la bouche duquel tout le Clergé de ce Royaume parloit, puis qu'il l'avoit choisi pour cela; il loüe le Roi de ce qu'il détruit les Protestans de son Royaume, & demande quelle chose ils n'en peuvent point encore attendre; L'Angleterre, lui dit-il, offre presentement à vôtre Majesté une des plus glorieuses occasions qu'elle puisse desirer; Le Roi d'Angleterre par le besoin qu'il aura de vôtre secours & de l'appuy de vos Armes pour le maintenir dans la Foi Catholique, vous fera bien tôt rencontrer l'occasion de lui donner une protection entiere. Nous savons tres bien qu'avant que le Clergé de France eût fait cette Declaration par la bouche de cet Evêque, que la même tête qui avoit causé la perversion & la destruction de tant de millions de Protestans en ce Royaume, avoit en vuë la ruine de la Religion & de la Liberté d'Angleterre: Mais ce qui nous surprit, ce fût de voir cette Harangue publiée par l'Authorité du Roy de France; & que nôtre Roi souffrit que la Traduction en fut debitée si publiquement en Angleterre & parmi le Monde. Nous trouvions qu'il estoit au dessous de la Majesté d'un Roi d'Angleterre d'être bien aise que l'on declarât à ses Sujets, qu'il s'étoit mis sous la protection d'un Roi de France, sur les Ancêtres duquel & sur son Royaume, les Rois d'Angleterre avoient remporté tant de Triomphes, mais il semble que tout ce qui peut servir au Dessein general d'extirper la Religion Protestante, doit être estimé glorieux.

Il n'est point necessaire de representer à Vos Altesses que la mesme Harangue reconnoit que les Conseils Papistiques, & la Conspiration contre l'Angleterre tendent aussi à la ruine de la Religion & de la Liberté des Provinces-Unies. Cet Evesque dit au Roi, qu'il avoit entrepris la Conquête de nouveaux Etats, pour y rétablir la Prelature, le Culte Religieux, & les Autels, que la Hollande & l'Allemagne n'ont été le theatre de ses Victoires, que pour y faire triompher Jesus-Christ, & afin que les Papistes puissent fouler aux piés les Protestans & leur Religion, & il dit cela, comme il l'assure, selon le veritable Esprit de l'Eglise, & donne à entendre que les esperances qu'ils ont du succez de leur dessein contre les pauvres Protestans, sont sans bornes; car, dit-il, *que ne pourons nous point en attendre?*

Nous devons avoüer ingenuement que nous n'avons pas été assez prompts à croire cette denaturée Conspiration Papistique contre tous les Protestans, & qu'à nostre égard en particulier nous avons été abusez par les promesses que nostre Roi nous faisoit de proteger & maintenir nostre Religion, nos Loix & nostre Gouvernement, jusqu'à ce que nous les avons vûs sappées & minées, & la fusée prête à s'allumer par un Conventicule de gens corrompus & gagnés pour servir aux desseins pernicieux du Roi, que le Roi peut faire assembler, qui s'attribueront le nom de Parlement: Nous nous apperceumes bien du danger où nous étions à l'égard de la Liberté & de nostre Religion, & du Gouvernement, lors que nous vimes que Sa Majesté d'aujourd'huy declara que le feu Roi estoit Papiste; mais nous voyons qu'avec tous leurs secrets Conseils reunis, ils n'avoient pas esté capables d'empêcher que nous ne fissions quelques Loix pour la sureté des Protestans en excluant les Papistes de nos Parlements & de tous les Emplois, & nous esperions que la vie de nostre Roi ne seroit pas assez longue pour renverser par degrez com-

ANNO 1688. comme ils avoient commencé, les fondemens de nostre Gouvernement Civil, ni éteindre la belle lumiere des verités Chrétiennes, dont nous faisons profession; & nous étions assurés que Vos Altesses étoient parfaitement éclairez dans les Doctrines de la Religion Protestante, & dans toutes les Vertez Royales & Chrétiennes & dignes d'occuper le Throne du Monde le plus élevé.

C'est pourquoy nous nous exhortions les uns les autres à souffrir avec patience tous les attentats de Sa Majesté contre nos Loix & Libertés, esperans que Vos Altesses nous en delivreroient heureusement dans peu de tems à la confusion éternelle des desseins Papistiques formés contre nostre Gouvernement & nostre Religion, & pour delivrer tant de glorieux Martyrs, & Confesseurs qui gemissent dans tous les Etats de l'Europe.

Mais comme Vos Altesses étoient les plus grands objets de nos esperances temporelles; aussi la pensée qu'avoient les Papistes de la succession de Son Altesse Royale à la Couronne jointe aux vertus de Vôtre Altesse & à sa prouesse & vaillance dans la guerre, étoient un sujet de terreur & de crainte à tous les Conseils Papistiques de l'Europe, c'est pourquoi ils ont eu recours à diverses deliberations; ils ont quelquefois proposé en vertu de l'Autorité du Roi avec celle du Parlement de lier Vos Altesses sous les noms trompeurs de Liberté de Conscience & de grande Chartre, quand elles viendroient à la Couronne, de les lier, dis-je, par des conditions pareilles à celles qui furent obtenuës dans le Parlement dans les affaires de la Reyne Marie & Elizabeth, qu'ils esperoient encore de renforcer en mettant les Papistes en possession des forces & de l'Authorité du Royaume, qui seroient joints à toute la puissance du Roi de France, en sorte que Vos Altesses ne peussent être admises paisiblement au thrône, à moins que vous ne vous soumissiez aux Papistes & dépendissiez d'eux, & des Conditions qu'ils voudroient vous imposer; Mais ils trouverent beaucoup plus de difficulté qu'ils ne s'étoient imaginés au commencement, à obtenir un Parlement qui voulût se joindre à Sa Majesté dans un semblable Projet contre Vos Altesses, c'est ce qui fut cause que quelques-uns des Papistes les plus circonspects qui avoient des biens considerables, ne purent supporter la proposition d'employer la force d'une Armée mercenaire & la puissance de France pour faire violence à l'Heritiere de la Couronne, & ils proposerent que Sa Majesté devoit plûtost se servir de la force du Pouvoir paternel envers Madame la Princesse, & employer tous les argumens tirés de son propre interest, pour la porter ou à changer de sentimens pour la Religion, ou au moins à avoir des sentimens moderés à cet égard, & à la faire incliner à consentir à ce qu'ils eussent une entiere Liberté. Que si ces moyens étoient inutiles, qu'enfin Vos Altesses se laisseroient aller à donner leur consentement à la Declaration de Sa Majesté pour la Liberté de Conscience, & qu'Elles concourroient à demander avec lui au Parlement la Revocation des Loix penales, & du Test. On s'imaginoit, que l'on pourroit persuader à Vos Altesses, que les Loix dont Sa Majesté vouloit dispenser, n'étoient que deux ou trois Loix faites contre ces Protestans Nonconformistes qui s'assemblent dans leurs Conventicules, & quelques Loix faites depuis la Reformation, pour obliger seulement les Papistes par de grandes severités à aller à l'Eglise, & pour éloigner les Prêtres du Roiaume, & on esperoit que la tendresse generale de Vos Altesses envers tous les Chrétiens, & le grand penchant qu'Elles ont pour la Liberté des Consciences, les auroit portés sans un plus grand Examen à condescendre à la Requête de Sa Majesté.

On croyoit que Vos Altesses ne s'informeroient jamais des Loix Penales qui avoient été établies par les anciens Papistes, il y a plusieurs centaines d'années, contre les usurpations horribles de l'Eglise Romaine sur les Droits de la Couronne & du Royaume, par lesquelles ils avoient apauvri, reduit en esclavage, & presque ruiné le Roiaume: On croyoit aussi que Vos Altesses ne s'appercevroient point que le Roi avoit rouvert la porte pour faire revenir toutes ces méchantes pratiques de l'Eglise Romaine, & que la Revocation de ces Loix les retabliroit.

On supposoit que Vos Altesses ne savoient pas que les Loix penales contiennent quantité de Declarations des plus autentiques que l'on puisse trouver dans tous les Memoires, touchant les Droits de la Couronne d'Angleterre, la forme & Constitution de nôtre Gouvernement, & les Droits & Libertés des Sujets: ANNO 1688. Les pretensions de la Cour de Rome, son usurpation & ses abus & oppressions insupportables ayant forcé les Rois & les Parlemens à faire ces Declarations qui sont des Témoignages anciens des Droits Hereditaires des Princes & des Peuples & qui sont d'un prix inestimable.

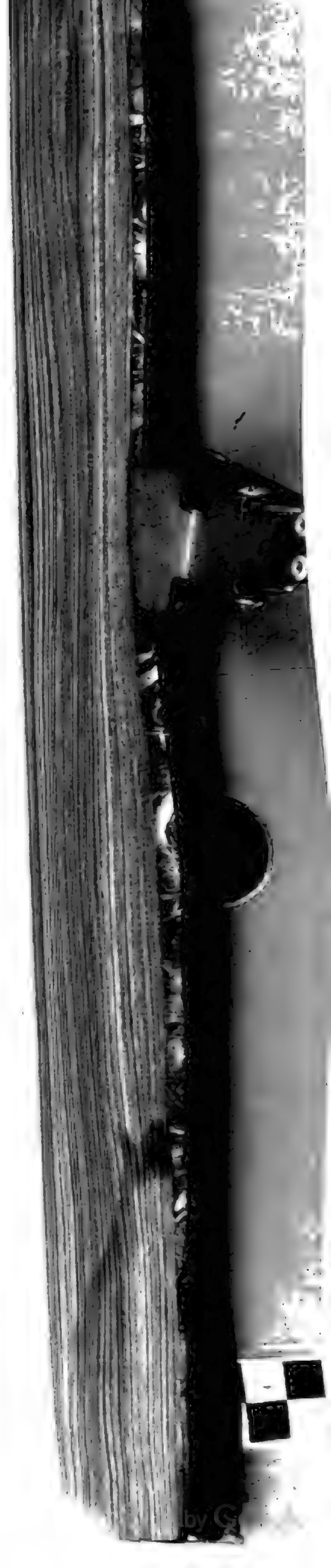
On s'imaginoit, que Vos Altesses ne penetroient point dans les consequences d'une Revocation generale des Loix penales, laquelle en confirmant la Declaration de Sa Majesté, comme il le propose, auroit été l'établissement le plus parfait & le plus absolu du Papisme que l'Eglise Romaine puisse souhaiter. Tous les Canons & les Loix de l'Eglise Romaine auroient eu alors la même force, qu'elles avoient il y a cinq cens ans, & son Autorité & Jurisdiction sur nos personnes & sur nos biens, seroient établies & approuvées par les Parlemens, tout de même qu'elles l'étoient par cy-devant. Cette partie de la *Magna Charta* même sera abolie, qui établit des peines contre ceux qui se laisseront seduire par les Prêtres pour donner leurs Terres aux Maisons Religieuses.

On s'assuroit tellement de pouvoir tromper Vos Altesses, & d'obtenir leur consentement pour l'Abolition des Loix penales, que les Prêtres faisoient courir le bruit que vous y aviez consenti, & que vous vous entendiez bien avec Sa Majesté sur cela; un méchant Jesuite avoit l'impudence d'en parler tout bas comme d'un Secret, & de dire que leur dessein general ne pouvoit manquer, puisqu'ils étoient assurés secretement que le Prince d'Orange y concourroit quand il seroit tems de se declarer.

Nous étions bien assurez de la fausseté de ces bruits, parce que quelques-uns de nous savoient les vains efforts que l'on faisoit pour cela auprés de vous par l'ordre de Sa Majesté. Et nous fûmes fort surpris quand un de nos Amis à Whitehal dit à l'un de nous vers la fin du mois d'Aoust dernier, que les bruits que l'on avoit repandus, que Vos Altesses convenoient sur ce fait avec Sa Majesté, s'étoient tout d'un coup évanoüis, & qu'il avoit oüi un murmure de gens qui disoient avec beaucoup de depit, que Vos Altesses étoient obstinées en leurs erreurs, qu'Elles vouloient gagner l'affection de l'Eglise Anglicane, & qu'ils ne vouloient plus penser à Vous, mais que Vous vous en repentiriez.

Un petit nombre d'entre nous qui conferoient souvent ensemble, conclurent que le Roi avoit changé de mesures. Mais ils ne pouvoient s'imaginer ce que l'on pourroit proposer à un Parlement au lieu du consentement d'un Successeur Protestant, pour l'obliger à revoquer les Loix Penales, selon le desir de Sa Majesté. Peu de tems aprés nous entendimes dire tout bas que la Reine étoit grosse, & les Papistes commencerent à en triompher, & les Prêtres à dire impudemment, que cela éloigneroit Son Altesse Royale de la Succession, quand même ce seroit une Fille, & affirmoient avec autant d'ignorance que d'impudence que si la Reine avoit une Fille qui fût née aprés l'avenement du Roi à la Couronne, elle devroit succeder devant une Fille née pendant qu'il n'étoit que Duc; mais il n'y avoit que les Papistes qui ajoutassent foi aux bruits de sa grossesse, & la Fable de la Requête de la Duchesse de Modene au Ciel ou dans le Purgatoire, & de Nôtre Dame de Lorette qui lui aidoit à concevoir un Fils pour l'occasion presente, portoit tous ceux qui n'étoient pas Papistes à croire que c'estoit une pure invention des Prêtres, quelque chose qui en pût arriver.

Les contes qu'on en faisoit marquoient que cette histoire étoit forgée au même coin que les Legendes, & c'étoit un sujet de risée parmi le Peuple, & propre pour les Lardons des Poetes, & pour leurs Satyres, qui étoient si communes qu'elles paroissoient à Whitehal même; & il ne faut pas douter qu'elles ne parvinssent aux oreilles de Sa Majesté & de la plûpart de sa Cour. Les Protestans les plus judicieux comprirent d'abord qu'on avoit dessein de supposer un Fils pour rabaisser la grande reputation & la puissance de Vos Altesses, tous les Protestans de l'Europe jettans avec raison leurs yeux sur Son Altesse Royale, comme étant presomptive Heritiere de la Couronne d'Angleterre, & Vostre Altesse devant être à tous égards un Chef tres-propre pour le Parti Protestant contre le dessein general des Papistes:



ANNO 1688.

Ils jugeoient que cette pratique étoit necessaire pour maintenir la gloire & la terreur du Roi de France, contre la grande reputation de Vos Altesses & la grande idée qu'on en avoit, qui s'augmentoit par l'Expectation de la Couronne d'Angleterre. Tout le monde sait, qu'il craint que Vous ne redemandiez & recouvriez vos Droits, & ne les arrachiez des mains de son injustice & de sa violence, & que vous ne soiez le Protecteur du Parti Protestant dans toute l'Europe contre ses desseins sanguinaires & tyranniques.

Il sait que si Son Altesse Royale succede à la Couronne d'Angleterre, il sera incontinent hors d'état de poursuivre ses cruels desseins contre les Protestans des autres Païs, & qu'à peine pourra-t-il même se soûtenir & continuer son triomfe sur ses miserables Sujets.

La seule Expectation où l'on a été pendant huit ou neuf mois que la Reine pourroit accoucher d'un Fils, étoit fort avantageuse aux Papistes, quand même le tour leur auroit manqué à la fin par quelque accident fâcheux; car il suspendoit pour un temps toutes les esperances que tous les Protestans avoient conceues de Vos Altesses. Cela relevoit les esperances de tous les Papistes, & les faisoit deja triompher, fortifioit les mains & les courages des Papistes Anglois pour leur faire poursuivre leur dessein avec vigueur; cela attiroit les Protestans mercenaires & servant au tems, à embrasser leur parti, & portoit plusieurs des foibles Nonconformistes à croire qu'il y auroit une Succession de Princes Papistes, & qu'ils ne devoient attendre que d'eux la Liberté de Conscience, & concluoient qu'ainsi ils devoient servir à leurs desseins.

Quand nous voyions les railleries que tout le monde faisoit sur le gros ventre de la Reyne, & les tristes pensées qu'avoient sur cela les plus judicieux, qui craignoient avec raison que pour appuyer le dessein des Papistes, on n'imposât au Royaume un Fils supposé, nous resolûmes d'observer les commencemens, le progrés, & la fin de l'imposture, autant que nous pouvions en être informez, & nous reconnumes d'abord que leurs Prêtres étoient les premiers qui répandoient cela par tout, & qui assuroient sans balancer que c'étoit une verité incontestable, & ne faisoient pas difficulté de dire que la Reine étoit grosse d'un Fils, qui ne manqueroit pas d'achever l'établissement de leur Eglise en Angleterre, aussi assurément comme s'ils avoient vû le *Fetus* parfaitement formé dans son ventre, ou plutost comme s'ils avoient été complices du dessein de la supposition d'un enfant, & qu'ils eussent eu leur part en cette conduite.

Leurs manieres de parler & de se vanter augmenterent le soupçon que nous en avions. Nous savions que cette engeance de Prêtres est capable des plus grandes méchancetés pour le service de leur Eglise, & qu'ils se sont toûjours rendus fameux en toutes sortes d'impostures & de fourberies. Ils ont une fois fabriqué un *Evangile Eternel*, comme ils l'appelloient, pour avancer les Ordres des Moines mendians; & si nous en croyons quelques uns d'entr'eux, ils ont dans les riches Convents un Pere *Titrier*, pour faire des Titres, afin d'avoir les champs de leur voisin qui touchent aux leurs, lors qu'ils en ont envie. Ces mêmes Prêtres en pareille occasion supposerent que la Reyne Marie étoit grosse, afin de produire un Heritier postiche qui auroit avancé leurs interests, & on en triomfoit autant à Rome, & on y faisoit autant de prieres solemnelles pour cet Enfant, aussi bien que dans les autres Païs Papistes, comme l'on en a fait en cette derniere occasion; mais leur dessein échoua malheureusement lors que l'on attendoit sa delivrance, & leurs joyes & leurs Oraisons s'evanouïrent en fumée.

Quelques uns de ces Prêtres furent les Agents de l'usurpation cruelle & denaturée du Roi Richard troisiéme. Un Prêtre précha à la Croix de Saint Paul, que le Roi Edouard IV. son Frere ainé, duquel le Roi Richard avoit massacré le Fils, étoit un bâtard, & non le Fils legitime de Richard Duc d'York, & que Richard étoit le veritable Fils legitime, & avoit été pendant un long-temps privé injustement de la Couronne qui lui appartenoit.

C'estoit par l'invention & par la pratique d'un Prêtre que *Lambert Simnel* Fils d'un Boulanger, s'eleva contre le Roi Henri VII. supposant qu'il étoit Comte de Warwick, & fut proclamé Roi en Yrlande, & marcha en Angleterre avec une bonne Armée pour maintenir ses pretensions. Et ce fut aussi par le conseil du même qu'une autre personne supposée, nommé *Perkin Warbeck*, fut proposé contre le même Henri VII. par Marguerite Duchesse de Bourgoigne, qui supposoit que c'étoit Richard le Fils puisné d'Edouard IV. & forma un si considerable parti en Irlande, & fut si bien receu & assisté en Ecosse, qu'il pensa emporter la Couronne. Et nous ne pouvions pas oublier l'imposture que les Jesuites ont pratiquée ces derniers temps pour procurer un Heritier à une Couronne qui est devenuë leur principal appui dans l'Europe.

ANNO 1688.

Le souvenir de ces fraudes & de plusieurs autres des Prêtres Papistes, pour changer les Successions des Couronnes, afin de servir leur Eglise, joint à l'application qu'ils faisoient paroistre de préoccuper les Esprits du Peuple de l'opinion de la grossesse de la Reyne, & que c'étoit d'un Fils, dans un temps qu'il étoit naturellement impossible de connoitre si elle étoit grosse en effet, tout cela, dis-je, mis ensemble, confirmoit le soupçon que nous avions qu'ils jouoient leur rollet, & qu'on avoit resolu de nous donner pour Prince de Galles un Enfant supposé, comme les bruits publics l'assuroient hautement.

Les Recueils & Remarques que nous avons faites depuis sur les choses qui sont arrivées pendant la grossesse supposée de la Reine, & sur son pretendu accouchement d'un Fils, nous ont rendu la chose si claire, que ce ne sont plus des soupçons que nous en avons, mais nous concluons & croyons fermement que ce pretendu Prince de Galles n'est qu'un Enfant supposé, & nous croyons qu'il est de nôtre devoir envers Vos Altesses, envers nôtre Patrie, & envers tous les Protestans, puis que cet Enfant leur est contraire à tous, de vous representer les remarques que nous avons faites sur toute l'affaire, plusieurs d'entre nous ayant été sur la fin fort prés de la Cour pendant que cette Comedie s'est jouée.

Nous demandons tres-humblement permission à Vos Altesses de leur representer, qu'avant que nous puissions avancer d'une maniere convainquante les faits particuliers, & les circonstances que nous avons observées sur ce sujet, il est necessaire que nous prouvions la verité de quelques Conclusions generales tirées des preuves & temoignages qui nous peuvent faire faire un droit jugement de ce Prince supposé, & si Vos Altesses sont plainement convaincuës de la verité de ces Conclusions, desquelles nous ne pouvons douter, elles pourront ensuite d'Elles-mêmes voir tres-clairement, sans autre enquête, qu'on ne peut pas croire, selon aucunes regles de Justice ni de Droit, que ce Prince de Galles soit né de la Reyne.

La premiere Conclusion certaine qu'il faut avoir devant les yeux est celle-cy: c'est que par les regles universelles de la Justice & de l'Equité, l'Enfant de nôtre Reine, qui devoit estre Heritier de la Couronne des trois Royaumes, & exclure l'Heritiere presomtive & les autres Princes & Princesses du Sang qui y pouvoient pretendre; cet Enfant, dis-je, devoit naistre d'une maniere à ne laisser aucun doute qu'il ne fût veritablement de la Reine, en presence d'un grand nombre de témoins non suspects, d'une Reputation sans tache, & dont on ne pût soupçonner la bonne foy, & tels que les demandoit une occasion d'une si grande importance, afin que les Preuves de cette Naissance ne peussent être raisonnablement contestées ou revoquées en doute ny en Angleterre ny dans aucun autre Etat.

Un Fils de la Reine entre au moment de sa Naissance dans les Droits de Son Altesse Royale Madame la Princesse; Elle perd par là, le Droit immediat qu'Elle a à la Couronne, & il n'y a point de Regles dans la Justice, ny dans les Droits du Gouvernement Civil qui permette à qui que ce soit d'entrer en possession d'un Droit, ou qui exclue un autre des Droits que la Loy lui donne, sans de suffisantes preuves qu'il a un Droit plus grand que l'autre.

Nos Loix d'Angleterre, & les Statuts particuliers du Royaume faits sur ce sujet, ne veulent pas qu'on entre dans le Droit legal d'un autre, & ne le font pas descendre de la volonté du Roi ou d'aucun Sujet. Ce procedé detruit absolument la Proprieté, dissout tout le Gouvernement Civil, & renverse le Droit naturel. Et lors qu'une personne entre dans le Droit d'un autre sans donner une pleine & claire justification qu'elle a de plus grands & de meilleurs Droits, c'est directement

contre

ANNO 1688.

contre les Loix eternelles de la justice que Dieu a établie parmy les hommes.

Sur ces fondemens infaillibles nous établissons nôtre Conclusion, & disons qu'il faut que ceux qui pretendent que le pretendu Prince de Galles est né de la Reine, le justifient d'une maniere si claire & si evidente qu'elle soit au dessus de toute contradiction, qu'ils y sont obligés par les Loix d'Angleterre, par celles de la Justice Civile, & du Gouvernement, & par les Loix de Dieu; & qu'avant que ses Patrons le puissent faire entrer en possession des Droits de Son Altesse Royale qui est par les Loix reconnuë l'Heritiere la plus proche de la Couronne, ils doivent justifier à l'Angleterre & à toute l'Europe qu'il est veritablement le Fils de la Reine.

C'est une Coûtume établie dans tous les Royaumes du monde qui sont Hereditaires, que quand les Princes viennent au monde, les Princes du Sang y sont presens; les principaux du Clergé & de l'Etat, les Ambassadeurs & les Ministres des Princes Etrangers s'y trouvent aussi, afin que tout le monde sache qu'ils sont Heritiers, & qu'on ne puisse contester leur Droit. Et quand on pretend à un Droit de quelque sorte qu'il soit, purement en vertu de la Naissance, ceux qui le pretendent sont obligés de prouver leur Naissance des personnes dont ils se disent Heritiers, sans quoy ils sont evincés de leurs demandes. Pour les personnes du commun il n'est pas à la verité necessaire de temoignages si expres & si clairs, & la justice ne le requiert pas. Les choses varient selon les circonstances, & ce qui pourroit suffire pour justifier la Naissance d'un particulier peut avec justice être regardé comme insuffisant pour justifier la Naissance d'un autre. Mais la naissance du pretendu Prince de Galles demandoit necessairement à cause des circonstances d'être pleinement justifiée, & par un si grand nombre de Témoins qu'on n'en pût avoir le moindre doute. Car toutes les circonstances de cette Naissance pretenduë étoient tout à fait extraordinaires.

On estoit generalement persuadé que la Reine, à cause de ses maladies & de ses infirmités, étoit hors d'etat d'avoir des enfans, qui peussent vivre. Le fameux Docteur Willis étoit de ce sentiment, & s'en étoit expliqué à l'occasion d'un Enfant que la Reine eut dans un tems qu'elle étoit encore beaucoup plus forte qu'elle n'est à present, car il disoit qu'il y avoit *mala firmata vita*, cela a été confirmé par l'experience de plusieurs années.

Il est notoire que dans tout le Royaume, quoi que le Roi & la Reine ayent pû dire pour persuader cette Grossesse, & qu'on ait ordonné des prieres pour cela, il n'y a pas eu de deux cens personnes, une qui l'ait crû.

Elle n'a pas été plus cruë dans les autres Pays Protestans qu'en Angleterre, & il a couru par tout des Ecrits qui ont publié que tout ce qu'on debitoit de la Reine n'étoit qu'un artifice des Jesuites, qui pour encourager les Catholiques, & faire des proselites, les vouloient flater de l'esperance d'un Successeur Papiste.

Il étoit de notorieté publique que dans la plûpart du Roiaume, on soupçonnoit fort le Party Papiste, d'avoir dessein de supposer un Prince de Galles.

Il y avoit encore des circonstances sur la naissance de ce Prince supposé, qui étoient d'une autre sorte, & qui n'étoient pas moins importantes. On tenoit generalement que la sureté ou le danger de la Religion Protestante, non seulement en Angleterre, mais dans tous les Royaumes & les Etats de l'Europe, dependoient de-là.

La Naissance de ce Prince ôtoit à plusieurs Princes & Princesses l'apparence qu'ils pouvoient avoir part à la Couronne, & exposoit l'Angleterre au danger d'avoir un Roi enfant, & de se voir effectivement assujettie sous la domination de Rome.

Toutes ces circonstances qui se trouvoient en la naissance du supposé Prince de Galles, étant en si grand nombre & si importantes qu'il ne s'en est peut-être jamais rencontré de semblables en la Naissance d'aucun Prince. Il est clair que dans cette occasion, le Droit Naturel, commun à toutes les Nations, & les Loix, & les Coûtumes d'Angleterre vouloient qu'on eût des Preuves incontestables que ce Prince étoit veritablement le fruit de la Reine, & que cette Naissance se fût faite d'une maniere si publique & si notoire qu'elle ne put pas laisser le moindre lieu à la defiance, & aux soupçons, & qu'elle eût assoupi & éteint tous les bruits qui s'étoient repandus prés & loin à son prejudice, & fait evanouïr tous les fâcheux prejuges qu'on en avoit eû.

La Justice, les Loix, & la Prudence demandoient necessairement des Preuves telles que nous les avons representées dans nôtre precedente Conclusion.

Il falloit le témoignage de personnes qui en eussent une certaine connoissance. Il falloit qu'il y eut des femmes presentes qui pussent attester avoir vû sortir cet enfant du ventre, qui l'eussent mis aussi-tôt entre les mains des hommes, & qui le leur eussent fait voir avec toutes les marques ordinaires d'un enfant naissant, & qui sort immediatement du ventre de sa Mere; qu'en un mot on l'eût fait voir tout nud & en l'état que se trouve un enfant au moment de sa naissance, & avec toutes les marques visibles & inseparables d'un enfant nouveau né. Circonstances qu'on observe toûjours en France en la naissance des Princes du Sang, quoi qu'éloignés de la Couronne.

Que les Témoins soient propres à témoigner de faits si importans, & dans la qualité qui réponde à la grandeur des personnes & des choses dont il est question, & des consequences qui en peuvent suivre. La lumiere de la Nature nous découvre l'équité des Loix Romaines qui veulent que le mariage & la naissance des enfans soient attestés par des témoins irreprochables & dignes de foy. La plûpart de ceux qui ont écrit sur les Loix se servent de ces termes, *Matrimonium & filiationem qui asserunt, debent probare per testes idoneos omni exceptione majores*, c'est-à-dire, que ceux qui assurent qu'un Mariage s'est fait, ou qu'un enfant en est né, le doivent faire voir par de bons témoins, & sans reproche. Il en falloit de tels en cette occasion icy, & contre qui ni les Anglois ni les Etrangers n'eussent rien à dire.

Que les témoins de l'un & l'autre Sexe ayent l'âge competent, que les femmes soient des personnes graves & modestes, dignes de foy, & propres à se concilier le respect des personnes de qualité, à qui elles sont obligées inévitablement d'exposer les ouvrages de la nature nuement & sans détour.

Il est aussi necessaire qu'elles ayent une connoissance suffisante de la grossesse des femmes, qu'elles sachent par experience & de quelle maniere les femmes se trouvent dans le moment de leur travail, & aprés quels sont aussi les symptomes & les accidens, où sont sujettes les femmes pendant le tems de leur grossesse, jusques à ce que les neuf mois soient expirés, & que le terme de leur accouchement soit venu; qu'elles sachent aussi connoître si un enfant est à terme ou non. Il faut necessairement que les témoins ayent une connoissance exacte de tout cela, ou qu'ils en ayent été pleinement instruits & informés par des personnes fideles & d'experience, que le Royaume soit assuré qu'on ne leur peut avoir imposé, & fait illusion, en leur faisant croire que le Prince pretendu est né de la Reine, quoy qu'il ne le fut pas en effet.

Les regles generales de nôtre Droit Canon portent que les Témoins doivent être des personnes connuës dans le Royaume, que leurs personnes, leur nom, leur profession, leurs employs soient connus. Nos Loix fondamentales ont ordonné que les matieres de fait soient decidées par les Jurés du Voisinage où les faits sont arrivés; que les Témoins soient connus aux Jurés, & quand on produit des témoins inconnus au Voisinage, la chose demeure suspecte, & est sujette à de grands soupçons, à moins qu'ils ne fassent clairement connoître aux Jurés, qu'ils ont plus de connoissance de la chose que ceux qui sont sur les lieux.

Les Raisons de nôtre Loy sont en cela d'une force invincible dans le cas du Prince supposé: Il est evident que les Témoins de sa naissance doivent être des personnes connuës de tout le monde, sur la connoissance, la fidelité, & la bonne foi de qui tout le Roiaume, & toute la Chrétienté puisse se reposer dans un sujet de cette importance. Il ne faut pas s'imaginer que dans cette affaire des personnes obscures & inconnuës, & dont on n'avoit jamais oui parler en ce Roiaume ni ailleurs, & particulierement des Etrangers sans nom, comme des François, Italiens ou autres, puissent être des Témoins competents. Et si on considere les Circonstances, il est evident que le témoignage pretendu doit être rejetté; & si on s'en sert, c'est un préjugé de l'injustice de leurs pretensions, veu que l'on avoit un Royaume entier, outre plusieurs personnes éminentes,

ANNO 1688. les Ministres des Princes & des Etats étrangers, desquels on pouvoit choisi facilement des Témoins non suspects, & dont le témoignage n'auroit pû estre revoqué en doute, & c'étoit une necessité de le faire d'autant plus indispensablement que le Roi & toute sa Cour savoient fort bien, que la grossesse de la Reine étoit generalement revoquée en doute, tant en Angleterre que dans les Païs étrangers.

Les Témoins de la Naissance du pretendu Prince de Galles devoient être ou des personnes considerables dans l'ordre Ecclesiastique, comme sont les Archevêques & les Evêques, ou parmi la Noblesse, comme sont les Seigneurs de la premiere Qualité en Angleterre, ou enfin il falloit qu'ils fussent des gens d'un merite extraordinaire, & qui eussent possedé les plus grandes Charges du Roiaume.

Nos Loix nous ordonnent d'examiner les Témoins en chaque cas particulier d'une maniere du monde la plus desinteressée, & sans avoir égard à personne, & veulent que nous pesions avec attention toutes les circonstances du fait, & du témoin, comme la capacité & tout ce qu'il avance pour prouver ce qu'il depose. Mais quoique nos Loix ne supposent pas que la sincerité soit indispensablement attachée à la qualité des personnes, néanmoins elles ne laissent pas d'avoir des égards encore beaucoup plus particuliers pour des personnes illustres en naissance, & considerables dans le Royaume, par la grande quantité des biens qu'elles y possedent: & en effet on doit preferer leurs témoignages aux depositions des gens d'une education basse, & à qui d'ailleurs la pauvreté impose comme une necessité absoluë de suivre aveuglément la volonté d'autrui.

Mais puis qu'on peut connoître avec la mesme facilité les circonstances, & les qualitez des tesmoins, soit qu'ils soient d'un ordre relevé, soit qu'ils ne le soient pas; c'est avec raison que nos Loix adjoutent plus de foi à ceux qui sont distinguez par leur Noblesse, & par les grandes Charges qu'on leur a confiées: c'est aussi pour cette raison qu'elles ne veulent point d'autres Témoins pour prouver un fait aussi important que l'est la naissance d'un Prince: car à moins d'en estre assuré, on pourroit toûjours douter du vray Successeur de la Couronne; on pourroit exclure le vray Heritier, & luy substituer un autre qui ne fut qu'un Heritier supposé.

Et puisque nos Loix supposent que les gens de haute Qualité ont plus d'égard que les autres à leur reputation, & plus de tendresse même pour les matieres de conscience, il ne faut pas s'étonner si on se contente d'une Protestation faite par une personne de qualité sur son honneur, au lieu qu'on exige des autres un serment positif: d'icy vient que les simples declarations des personnes de qualité de la naissance d'un Prince ont toûjours passé en Angleterre pour des preuves certaines du fait.

On peut encore adjoûter d'autres raisons pour lesquelles nos Loix nous obligent de donner plus de credit aux témoignages des personnes de qualité; c'est que les gens de qualité conversent plus souvent avec le Roi & la Reine que les gens d'une qualité inferieure.

Ces Dames du premier ordre ne gardent pas toutes les mesures que les autres garderont; elles s'approchent hardiment de la Reine en ses couches, pour être les Témoins oculaires de la naissance d'un Prince, qu'elles peuvent considerer de si prez qu'il est impossible qu'on les trompe par un enfant supposé. Et on ne doit pas s'imaginer, qu'on les puisse corrompre par argent ou autrement, pour trahir leurs propres interests, & ceux de leur Patrie en se declarant pour un Prince supposé.

On peut juger par tout ce que je viens de dire que si les témoins de la Naissance d'un Prince Anglois doivent estre d'une qualité relevée, on y devoit avoir un égard tout particulier dans la presente conjoncture des affaires, je veux dire dans le cas present d'un Prince supposé. Depuis le premier establissement de cette Monarchie on ne se vit jamais dans une necessité si pressante qu'à present, de fermer la bouche à tout le monde pour faire voir à tous les Sujets du Roi, qui ont tant de raison d'estre jaloux de ce qui s'est passé à la naissance du pretendu Prince, qu'on avoit choisi des témoins, propres pour determiner, & pour nous persuader qu'en effet le Prince d'aujourd'huy est né de la Reine. Il falloit de plus qu'il y eut eu un tel nombre de Témoins qualifiez, de la maniere que nous venons d'insinuer, qu'il eust été impossible à qui que ce soit d'entretenir la moindre pensée d'une imposture. ANNO 1688.

Si cette exactitude a été toûjours jugée necessaire à la Naissance des Princes, on a raison de s'étonner qu'on l'a negligée en cette conjoncture, ou plûtost on a tout sujet de croire qu'on l'a negligée à dessein, & pour une fin peu honnête, puis qu'on savoit assez les apprehensions qu'on avoit par tout d'une Imposture, pour exclure par là la veritable Heritiere de la Couronne.

La Cour savoit assez les qualitez des Témoins necessaires dans une affaire de cette nature, & il ne tenoit qu'à elle d'y appeller un tel nombre qu'on n'auroit pû doubter du fait, puisqu'elle ne pouvoit pas ignorer les consequences d'une conduite toute contraire.

Les anciennes Loix Romaines pour prevenir l'exclusion du veritable Heritier, quand un enfant devoit naître apres la mort de son Pere, donnoient trente jours à l'Heritier, & à tous ceux qui y pretendoient quelque interest, pour envoyer des femmes qui seroient des Témoins oculaires de la Naissance de l'Enfant, qui devoit être l'Heritier. Les interessez selon la Loi ne pouvoient envoyer que cinq femmes libres; & la femme qui devoit accoucher avoit droit d'en choisir autant: de sorte que le nombre des Témoins ne passoit pas celuy de dix, outre deux Sages-Femmes, & autant de Servantes qui n'avoient pas cette qualité.

On regardoit cette Loi dans l'Empire comme une Loi fondée sur la Nature mesme, & quoique les Loix d'Angleterre ne nous ordonnent pas d'avoir un certain nombre d'amis present à la naissance d'un enfant qui doit estre Heritier, la Coustume néanmoins nous l'ordonne, puisqu'on ne manque pas d'inviter les Interessez, & un bon nombre d'amis à la naissance d'un Heritier.

Cette pratique n'est pas une simple faveur, mais un Droit: puisque tout homme qui a quelque Droit à ce qu'un autre possede, le doit faire voir, & doit prouver le fait par un tel nombre de Témoins que la Cour de Justice n'en puisse plus douter. Mais ce nombre de Témoins doit estre plus grand ou plus petit, selon la jalousie qu'on a de la verité du fait.

Ainsi toutes nos Loix, & les Raisons sur lesquelles elles sont fondées, regardent evidemment le cas present d'un Prince supposé, puis qu'on avoit raison de soupçonner qu'on avoit dessein de nous supposer un Heritier à la Couronne, d'autant plus que le bruit en estoit repandu par tout, & qu'on n'en donna aucun avis à la Princesse interessée en cette affaire. Selon nos Coustumes dans un pareil cas on ne doit pas croire un petit nombre de Tesmoins, parce que le Roi qui pretend que l'Enfant estoit né de la Reine devoit appeller tant de Tesmoins qu'on ne pût plus doubter de la chose; je veux dire de la naissance du pretendu Prince.

Il est certain que par nostre Loy commune il faut plus de Tesmoins de la Naissance d'un Prince Heritier d'un Royaume, que d'un Sujet Heritier des biens d'un particulier. Mais pour nous faire accroire que ce pretendu Prince de Galles est veritablement né de la Reine, il nous falloit produire un plus grand nombre des Tesmoins que jamais; il falloit produire des Tesmoins interessez, & de la premiere qualité, afin qu'on put voir clairement qu'il estoit impossible que tant d'yeux se trompassent en prenant pour enfant de la Reine celuy qui ne l'estoit pas.

Je dis plus, on devoit appeller des Témoins connus des Peuples, & de differentes Provinces du Royaume, sans oublier mesme les Ministres étrangers, selon la Coustume, pour ôter toute sorte de soupçon au Peuple qui ne s'imagineroit pas que tant de gens de Qualité voudroient, ou pourroient mesme se tromper dans une matiere de fait de cette nature; disons donc sans crainte de nous tromper, puis qu'on ne peut s'imaginer pour quelle raison le Roy n'a pas appellé à la naissance du pretendu Prince de Galles un nombre suffisant de Témoins qualifiez, pour mettre la chose hors de doute, Luy qui savoit assez que le bruit estoit par tout répandu que la conception de la Reine estoit fabuleuse, disons, dis-je, qu'on ne peut avec justice obliger ni Vostre Altesse, ni les Anglois, ni les Etrangers, à croire que le pretendu Prince de Galles soit né de la Reine.

Com-

ANNO 1688. Comme la *Loi Commune* d'Angleterre nous marque les qualités des Témoins qu'on doit croire en toutes les differentes matieres de fait, elle nous decouvre aussi quels Témoins on doit rejetter : si donc ceux qu'on dit avoir esté presens à la naissance de ce pretendu Prince, ne sont pas des témoins qualifiez, & qu'on doit croire dans aucune Cour de Justice, vôtre Altesse ne doit faire aucun fond sur ce qu'ils diront du fait dont il s'agit : Et pour vous donner toute la satisfaction que vous pouvez souhaitter en cette matiere, je vous feray voir par les regles de nostre *Loi Commune* qu'on ne doit pas escouter les Témoins de la naissance du pretendu Prince de Galles.

Premierement nos Loix ne veulent pas qu'on admette dans le cas dont il est question pour témoins ceux qui ont reçû de l'argent ou aucune recompense de quelque nature qu'elle puisse estre pour aucun service rendu directement ou indirectement à la naissance de l'enfant, & si celuy qui donne son témoignage n'ose jurer qu'il n'a reçû aucune recompense pour l'obliger à parler, il est aussi-tôt consideré comme un homme gagné, & qu'on ne doit pas escouter.

Nos Loix ne veulent pas qu'on reçoive pour témoins de la naissance du pretendu Prince de Galles ceux qui esperent d'estre avancés sous lui, ou à qui on a promis des employs au cas qu'il soit receu, & reconnu pour *Prince de Galles* : ceux qui ne peuvent nous assurer par serment, qu'on ne les a pas gagné par promesse d'Emploi, ou d'autre recompence, ne sont jamais reçûs pour témoins dans aucune Cour de Justice, & on ne peut agir autrement à cet égard sans renverser à même temps le premier fondement de toute Justice, & Gouvernement civil : Il nous est aussi defendu par nos Loix de recevoir, en faveur du pretendu Prince le témoignage de ceux qui seront en danger de souffrir aucune perte en decouvrant la verité du fait ; La raison de la Loy est que ces Gens là ne sont pas *sui Juris*, c'est-à-dire ne sont pas libres, mais doivent se soumettre aveuglément à la volonté de ceux de qui leur fortune depend : on a donc sujet de croire qu'ils sont tous gagnés, & qu'ils n'agissent que par la crainte de quelque recompense.

D'où il est evident que tous ceux qui possedent des charges lucratives *durante Beneplacito*, aussi longtemps seulement que le Roi le jugera à propos, ne peuvent être reçûs pour témoins de la naissance du pretendu Prince de Galles, parce qu'on suppose qu'ils sont retenus par la crainte ou par l'esperance, & qu'ils n'osent pas dire franchement ce qu'ils en pensent.

On ne doit pas non plus selon nos Loix recevoir pour temoins ceux qui sont les ennemis jurez de la Princesse d'Orange, & de la *Religion Protestante*, parce qu'ils sont obligez par les Principes du Papisme d'exterminer ce qu'ils appellent Heresie, & parce que l'Eglise Romaine a deja declaré que l'Heresie ôte à la Princesse d'Orange, & aux Protestans tout Droit de gouverner, qu'elle suppose estre devolu aux Papistes par ce crime pretendu.

On ne peut nier que tous les Papistes ne croyent que la Princesse d'Orange est une Heretique excommuniée, & par une suite necessaire selon leurs Principes qu'elle n'a aucun Droit à la Couronne d'Angleterre ; adjoustez à cela qu'ils se croyent obligez en Conscience de faire tous leurs efforts pour empescher qu'elle ne soit quelque jour Reine d'Angleterre. Je ne diray rien en cet endroit des Papistes Anglois qui ont tous des liaisons étroites avec le Pape, comme on peut juger par le sejour de son Nonce à Londre, & neanmoins près de deux cens ans devant Henry huitiesme par les anciens Statuts du Royaume il fut declaré l'ennemi public de l'Angleterre.

On sait assez que les Papistes Anglois sont ennemis jurez de la Princesse d'Orange, & par consequent qu'ils s'opposeront tant qu'ils pourront à son Droit pour favoriser le pretendu Prince de Galles : on ne doit donc pas se servir de leur témoignage dans le fait dont il s'agit maintenant pour tromper le Peuple.

Adjoustez à cela que la *Loi Civile* s'accorde si parfaitement avec nostre *Loi Commune* pour rejetter le témoignage d'un ennemi dans la cause de l'ennemy même, qu'on ne le reçoit pas à l'Article de la mort, & après qu'on a reçû l'Eucharistie : c'est la decision de tous les Docteurs de *la Loi Civile: inimicus etiam si in articulo mortis constitutus, & accepisset Eucharistiam repellitur à Testimonio causa sui Inimici.* Je fais mention de cecy pour faire voir que non seulement les Loix d'Angleterre rejettent les Papistes, & ordonnent qu'on ne les reçoive pas comme tesmoins de la naissance du pretendu Prince contre le Droit de la Princesse d'Orange, mais que ce procedé est mesme approuvé par leurs propres Docteurs, & par des anciennes regles de la *Loi Civile*. Mais, Monseigneur, je ne fais mention icy que des Loix d'Angleterre, qui vous donnent tout Droit de prevenir les Conspirations des Papistes contre vôtre Personne. Je ne parle point en cet endroit de la sincerité des Seigneurs Catholiques en des matieres qu'il ne s'agit pas de la cause de leur Eglise à laquelle ils sont indispensablement obligez de s'attacher : Mais parce que dans le cas present il faut de necessité par leurs Principes qu'ils s'opposent au Droit de la Princesse d'Orange, nos Loix ne permettant pas qu'on les escoute : ils ne peuvent pretendre d'estre des tesmoins suffisans de la naissance de ce pretendu Prince, sans renoncer à mesme temps au point d'honneur & à toutes les Maximes d'une bonne Conscience. ANNO 1688.

Je dis plus, que selon nos Loix la Declaration du Roi & de la Reine mesme en faveur du pretendu Prince de Galles, comme étant né de la Reine, ne doit pas être acceptée quoi que nous justifions assez ce que nous disons icy par nos Loix mêmes qui ne souffrent pas que nos Rois soient témoins en aucun cas Civil, ou Criminel, neanmoins pour d'autres raisons importantes on ne doit pas se reposer sur l'*Affirmation* du Roi touchant la naissance de ce Prince supposé : il y est trop interessé, & depuis l'establissement du Gouvernement Civil, nul, ni Roi, ni Sujet ne doit estre Témoin dans sa propre cause : car si les Princes pouvoient être Témoins, ils pourroient aussi estre Juges dans leur propre cause, ce qui renverseroit le premier fondement de tout *Gouvernement Civil.*

En quoi je ne dis rien qui doive offenser Sa Majesté, je ne fais que simplement rapporter les Loix & les Coustumes d'Angleterre : Qui declarent que *l'Affirmation* de Sa Majesté sur la naissance du pretendu Prince n'a aucune force : & le Roi est obligé par son Office, & par son serment de ne point contraindre les Sujets de se fier à sa parole en ce cas, non plus que sur celle de la Reine qui est renfermée dans la sienne : Et il ne peut prier le Peuple de changer leurs anciennes Coustumes, & de substituer la *Parole*, ou *l'Assertion* de leur Prince aux Témoins jurez selon les Loix dans les matieres de la derniere importance pour le Gouvernement.

Si la simple *Affirmation* du Roi peut faire un Prince de Galles sans le concours des Témoins qualifiez selon les Loix, toute la Monarchie Angloise seroit renversée, on deviendroit esclave, & on ne seroit plus maistre de son bien : Les Loix d'Angleterre s'accordent en ce Point avec celles des autres Estats : quoique la Loy Civile ait esté faite pour establir un Gouvernement absolu, & qu'une de ces Maximes mesme étoit qu'il falloit regarder la Parole du Prince comme Loy, *Principis verbum pro Lege habendum est*, neanmoins elle ne se fist jamais sur la Parole du Prince en matieres de fait qui avoient de la liaison avec les Droits du Peuple, c'est au contraire une regle generale parmy les Docteurs de la Loi Civile, en de pareils cas, *Principi indistinctè non creditur*, on ne doit pas adjouster foi au Prince sans restriction dans les matieres de fait qui ont du rapport aux Interests des Sujets, establis par les Loix.

Mais ce qui est encore plus considerable, les savans dans cette Loy ont determiné que l'Affirmation du Roy qu'un tel est un traistre n'en est pas une preuve, *Regi fides non adhibetur si attestatur talem fuisse proditorem.* De plus s'il declare qu'il dépoüille un de ses Sujets de son bien pour de bonnes raisons, on ne le doit pas croire sans preuve, il faut qu'on l'escoute dans sa propre defence.

Les Docteurs de la Loy Civile declarent tous, que si le Roi dit quelque chose au prejudice d'un autre, on ne le doit pas croire, particulierement s'il parle pour son Interest : *Quando ex Assertione Principis ipse principaliter sentiret commodum, & Subditi incommodum, tunc ipsi Principi non creditur.*

Henry sixiéme, Empereur de la Germanie étoit bien persuadé de cette Doctrine, & de la Justice de cette Loy il y a 500 ans. Le bruit avoit couru que l'Imperatrice Constantia n'estoit plus en estat d'avoir des enfans, & qu'elle faisoit tout ce qu'elle pouvoit pour contrefaire la femme grosse. L'Empereur ne se contenta pas de declarer la verité du fait, il ne voulut pas

qu'on

ANNO 1688. qu'on le crut sur sa Parole, ni mesme l'Imperatrice *Constantia*, puisqu'il voulut qu'elle accouchât publiquement, & presques à la vûë de toutes les Dames de la Ville: L'Enfant qu'elle mit au monde fut après choisi Empereur Frederic second du nom.

S'il estoit necessaire, je ferois voir à vostre Altesse que dans l'établissement de cette Monarchie on a pourvû que les Rois ne pussent changer la Succession, ce qu'ils pourroient aisément faire, s'il falloit se tenir à la Parole des Princes sur la naissance de leurs Enfans: si donc c'est assez pour nous faire croire que ce pretendu Prince est né de la Reine que le Roy l'ait dit, la Succession seroit déja interrompuë: comme si la Succession dependoit de la volonté du Roi, & non pas des regles prescrites par les Loix.

Quand donc le Roi auroit Pouvoir de forcer le Peuple à croire sur son Témoignage la Naissance de ce Prince supposé, il est clair que selon la Justice Naturelle & les Loix d'Angleterre cela ne pourroit prejudicier à son Altesse Royale dans son Droit d'Heritiere Presomptive de la Couronne.

Nous sommes persuadez que les Jesuites & autres Fauteurs de ce Prince supposé ne manqueront pas de contester contre ces Loix, dont la force découvre & renverse leurs Impostures, & qu'ils pretendront qu'il n'est pas raisonnable de demander de Témoignage de sa Naissance, rendu par de tels témoins & de la maniere, dont ils sont icy representés, sans qu'il y ait des Catholiques Romains, mais il n'y a rien que l'on puisse opposer à la raison & à la sagesse de ces Loix, & c'est une grande preuve de leur crime, qu'ils sont si contraires aux Loix qui previennent les fraudes & les impostures, & qui demandent des preuves des Faits aussi clairs que le Soleil.

Les Gens de bien ne se plaignent jamais des Loix qui favorisent la Verité & l'équité; Ces Jesuites savent bien en leur Conscience, qu'il leur eut été plus aisé de se procurer des témoins tels que nos Loix les demandent pour la Naissance d'un Prince, si la Reine en devoit veritablement accoucher, que d'en produire de pareils à ceux qu'ils avoient apostés, qui supposeroient y avoir été presens, mais d'estre contents de cela sans voir le Fait, dont cependant ils devoient avoir été les témoins oculaires.

Il est incontestable que l'on pouvoit aussi aisément y faire trouver dix Personnes de Qualité Protestantes des deux Sexes avec quelques Ministres de Princes étrangers, comme d'y en faire trouver une Papiste, si l'on avoit voulu proceder droitement & fidelement avec la Nation, d'autant plus qu'on savoit bien que tous les Protestans de l'Europe, & point du tout les Papistes souhaitoient qu'on leur donnât satisfaction sur le gros ventre de la Reine & sur ses couches, ayant un fort soupçon que ce seroit un Prince supposé; ils savoient bien que les Amis & les Parens de son Altesse Royale auroient été aussi prompts à s'y trouver qu'aucuns Catholiques, & ils n'ignoroient pas non plus que la Coûtume, le Droit & la Justice Naturelle demandoient, qu'on donnât avis à son Altesse Royale plutôt qu'à aucun autre, du temps auquel on esperoit que la Reine accoucheroit, afin qu'elle eût envoyé quelques Nobles Matrones, selon qu'elle l'auroit jugé à propos, qui auroient toûjours été auprès de Sa Majesté, & auroient été les témoins non suspects & au dessus de toute Exception, de la naissance du Prince: ils savoient la coutume qui étoit d'appeller les Ambassadeurs pour être presens aux couches de la Reine, ce qui étoit d'autant plus necessaire que le bruit étoit grand dans les Pays Etrangers Protestans que l'on preparoit cette Imposture, & qu'il y avoit des Envoyez & des Ministres publics de quelques-uns d'eux, & entr'autres que les Hollandois avoient un Ambassadeur là, qui s'attendoit d'y être appellé: Ils savent que ces precautions qui auroient été une preuve indubitable de la Naissance que l'on pretendoit, n'auroient pas empêché que Sa Majesté n'eut eu auprès d'elle autant de Papistes des deux Sexes qu'elle auroit souhaité, & elle auroit pû se laisser gouverner aussi entierement par eux seuls, si elle l'avoit ainsi souhaité, comme si ces Témoins legitimes n'y avoient pas été presens.

Les Conseillers Papistes de Sa Majesté l'abusent, s'ils lui font acroire qu'en alleguant une inadvertance, ou oubli, ou ignorance, ils puissent contenter le Royaume, au lieu des preuves que la Coutûme & les Loix d'Angleterre exigent en ce cas: c'est une Regle dans nôtre Droit, que personne ne peut tirer avantage de son imprudence, c'est à dire de l'omission de ce qu'il devroit avoir fait; jamais on ne reçoit dans les Cours de nôtre Justice de pareilles raisons, de dire que la Partie a été ignorante, ou negligente, lors qu'elle devoit connoitre son devoir. ANNO 1688.

Nous nous assurons que Vos Altesses en lisant ceci seront convaincus de la verité de nos conclusions preliminaires, laquelle on doit toujours avoir devant les yeux pour bien juger de ce Prince de Galles supposé, & pour aviser aux mesures que Vos Altesses doivent prendre, au sujet de Leurs pretensions; Nous ne doutons point que Vos Altesses ne voyent parfaitement bien ce qu'elles peuvent demander avec justice à Sa Majesté sur ce sujet, sans manquer au respect filial.

Nous pouvons de plus representer à Vos Altesses, que de la maniere dont les choses sont, Sa Majesté ne peut pas justement exiger d'Elles, qu'elles reconnoissent ce pretendu Prince de Galles. Il seroit contraire à la Justice & à nos Loix que son Altesse Royale abandonnât son Droit d'Heritiere presomptive de la Couronne, pour le remettre à un Enfant, que l'on n'a point encore prouvé legitimement être issu de la Reine. C'est pourquoi nous allons representer à Vos Altesses une seconde Conclusion, qui est d'une certitude absolue, & sur laquelle on doit insister; c'est celle-cy.

Que ni les Loix de l'Angleterre, ni aucune Justice Naturelle ou Civile n'exigent de Vos Altesses aucune sorte de témoignages ou de preuves, pour montrer que le Prince de Galles est un Enfant supposé, ou qu'il n'est point issu de la Reyne.

Quand quelqu'un pretend être l'Enfant d'une Famille, il est lui seul chargé de le prouver par les Loix & par les Coûtumes de tous les Gouvernemens Civils, & par la Lumiere evidente de la Nature; Ces deux Regles du Droit Civil sont receües en tous Païs dans les Cours de la Justice, *qualem quis se facit, pro fundamento Intentionis suæ, talem se debet probare; & Filius qui petit Hæreditatem tanquam Filius, debet probare filiationem*; c'est à dire, si quelqu'un fonde quelque demande sur la qualité de Fils, ou sur quelqu'autre qualité ou Relation, il doit toûjours prouver ce fondement & ce titre de sa demande; si celui qui pretend avoir Droit à un Heritage en vertu de sa Naissance, ne produit pas des témoignages suffisans selon les Loix du Pays, pour prouver le degré de proximité qui est requis pour cela, ceux qui contestent son origine n'ont point besoin de témoignage, ni de preuves pour l'exclure. Le Cours du Droit & de la Justice d'Angleterre à l'égard de toutes les pretensions qui se font en vertu de la Naissance, est connu de tous les Anglois; Le Demandeur est toûjours obligé de prouver en la Declaration qu'il fait, tout ce qu'il avance de sa Naissance & Origine, & la moindre defectuosité dans ces preuves lui est fatale; & si le Defendeur apperçoit que sa Partie ne puisse prouver par des tesmoignages valables sa Descente, jamais il ne se met en peine de chercher des preuves contre lui, c'est assez pour lui qu'il nie la Descente pretenduë, de montrer l'insuffisance des Tesmoins & du tesmoignage produits pour la prouver.

Vos Altesses ne sont point obligées ni par nos Loix ni par l'Equité naturelle, d'avoir des Tesmoins pour prouver que le Prince de Galles est une Imposture, Son Altesse Royale ayant esté reconnuë pour l'Heritiere presomptive de la Couronne, à moins qu'on ne produise des témoins irreprochables, dont la Nation soit contente, qui attestent qu'il est né de la Reyne: ni Vos Altesses ni aucuns Princes & Etats ne peuvent en Justice le reconnoitre; Et son Altesse Royale doit être reputée de la Nation, & de tous les Princes & Etats comme l'Heritiere presomptive de la Couronne, au moins jusqu'à ce qu'il naisse un Prince qui soit connu & declaré; & c'est un outrage & un tort que l'on fait à Vos Altesses, au Royaume & à tout le Parti Protestant, de souffrir sans se plaindre publiquement, que ce Prince supposé prenne le Nom de Prince & d'Heritier presomptif de la Couronne.

Lors que la Ligue Papiste s'efforça pour exclure Henry IV. Ancêtre de Vos Altesses, de la Couronne de France, & qu'elle proclama pour Roi le Cardinal de Bourbon, il envoya des Agents au Pape, quoi qu'il fût encore Protestant, & à tous les Princes & Etats de la Chrêtienté, pour leur faire reconnoître qu'il étoit le veritable & legitime Heritier de cette Couronne, & la Republique de Venize, à sa grande Gloire, contesta

ANNO 1688. testa sur cela avec le Nonce du Pape, disant qu'il étoit de leur devoir de le reconnoître, parce qu'il paroissoit qu'il étoit le veritable Heritier.

A la verité son Droit étoit d'être Roi actuellement en *possession*, mais son Altesse Royale a la même raison & la mesme Justice pour maintenir son Droit à la Couronne en *Reversion*, comme parlent les Jurisconsultes, puis qu'on ne produit un autre, que l'on ne declare par tout le Monde, devoir être le legitime & immediat Heritier, après S. M. d'aujourd'huy.

Il est sans doute juste & raisonnable qu'elle soit receue à demander que l'on fasse apparoir de la Naissance de ce prétendu Heritier, si suspecte par tant de raisons, & que l'on produise à la Nation des Témoins de cela au dessus de toute exception, selon les Loix & Coutumes d'Angleterre & selon l'Equité Naturelle.

Il peut être d'une dangereuse consequence, de souffrir qu'une fausse opinion de supposé gagne & prenne pied dans le Monde avec le tems & par une negligence: mais pourtant ni le Droit ni l'Equité n'obligent. Vos Altesses sont seulement obligées de déclarer le tort qu'on leur fait & au Royaume par ce prétendu Prince, & de prendre garde qu'aucun Témoignage illegal, imparfait & frauduleux ne soit inventé & mis en avant contre vous & contre le Royaume pour appuyer ses Pretensions. Le Droit de son Altesse Royale qui est d'estre le plus proche Heritier de la Couronne après Sa Majesté à present, doit demeurer inviolable selon le Jugement de nos Loix & de tout le Royaume.

Nous ne pouvons pas douter, que tout le Monde ne voye bien par ce que nous avons établi, que le refus public que Vos Altesses feront de reconnoître ce pretendu Prince de Galles sera fondé sur de si bonnes raisons & si conformes au Droit & à la Justice, qu'on ne sauroit rien alleguer de plausible à l'encontre; c'est pourquoi nous ne voulons point rompre davantage la teste de Vos Altesses, en leur rapportant toutes les circonstances que nous avons déja remarquées, qui nous font voir non seulement qu'il n'est pas vrai semblable, mais même qu'il est incroyable qu'il soit né de la Reyne. Puisqu'il ne nous pas est possible d'envoyer à Vos Altesses des Témoins pour leur prouver en Personne toutes les circonstances que nous avons remarquées, & qu'il ne seroit pas juste aussi que Vos Altesses les receussent sans estre autorizées de Personnes connuës, & que nous ne pouvons pas sans manquer à la prudence mettre nos Noms à ce Memoire, ni mesme les Noms de nos Témoins pour les Faits, & qu'aussi la preuve des circonstances ne peut jamais prouver tellement une chose qu'on ne puisse la revoquer en doute, mais peut servir seulement à rendre la fausseté & l'imposture des Jesuites infame & plus odieuse; & que c'est l'Interest de Vos Altesses de ne se départir jamais des Principes manifestes du Droit & de la Justice, qui chargent uniquement les Fauteurs du Prince supposé de prouver qu'il est tel qu'ils pretendent & de le prouver avec toute l'evidence que l'on peut tirer d'un fait par des Témoins, en sorte que le Royaume en soit satisfait.

D'ailleurs tout le monde sait qu'entre les Papistes les Jesuites, qui en cette affaire contesteront avec le plus de chaleur contre Vos Altesses, ont la plus prodigieuse impudence de tous, pour nier les choses de fait quelque bien prouvées & averées qu'elles soient, & qu'ils seroient ravis de pouvoir trouver quelque lieu ou pretexte de disputer sur ce sujet, & de rendre les Faits tant soit peu douteux, afin d'obscurcir la Verité, & de pouvoir faire illusion au Peuple avec leurs Affirmations equivoques & leurs Sophismes impertinens sur les Témoins de Vos Altesses, si elles en produisoient.

Ces Considerations nous empécheront de rapporter plusieurs circonstances de grand poids que nous avons ramassées, qui étant prises conjointement dans leur ordre & dans leur liaison naturelle, forceroient tous les Juges désinteressés à conclure que la Reyne ne peut pas estre la Mere de ce pretendu Prince de Galles. Nous pourrions donner à Vos Altesses de grandes Preuves & fort circonstantiées pour les convaincre qu'il n'y a jamais eu ni paru aucun signe naturel & raisonnable pour faire croire que Sa Majesté avoit conçû un Enfant. Elle n'a jamais eu le premier, le plus naturel, le plus connu & commun signe de Conception; ses mois, ou ordinaires ont toûjours eu leur cours ordinaire & mal reglé comme auparavant, pendant tout le tems de sa pretenduë grossesse, elle ne cela pas qu'elle étoit dans cet état dans le Voyage qu'elle fit à Bath, & que cela lui dura quelques jours après que le Roi l'eut laissée en ce Lieu là; & tout l'Artifice dont on se pût servir après pour les cacher dans leur saison, ne servit de rien; parce que cela vint à la connoissance d'autres Personnes qui n'avoient point de part au secret & au dessein de l'imposture. ANNO 1688.

Sa Majesté n'ayant point ce signe naturel de la suppression de ses mois, par lesquels les Femmes concluent d'ordinaire qu'elles ont conceu, & sur lequel elle pût se regler pour faire bien son conte, il semble par le Discours du Roi dans le Conseil, que leurs Majestés avoient tous deux jugé à propos de publier que la Conception s'étoit faite au tems du Don fait à l'Image de Nôtre Dame de Lorete, lors que le Roi retourna trouver la Reine à Bath.

Il étoit encore trop tôt pour eux pour avoir fait provision d'un Enfant supposé, & ainsi ils pouvoient assigner quel tems il leur plairoit à sa Conception, & puis chercher un Enfant qui s'y pût accommoder, & il leur sembla que ce seroit une œuvre pie de faire de cette Conception un des Miracles de l'Image de cette Nôtre Dame, quoi qu'il arriva malheureusement après, qu'ils ne purent ajuster les tems de sa Conception & de sa Delivrance supposée, avec le cours le plus ordinaire & le plus constant de la Nature, qui est neuf mois.

Les Confidens, Donneurs d'avis & Fauteurs de cette Imposture entendant la voix de la Renommée; sur ce que le Roi avoit dit qu'il avoit un Fils qui étoit un Prince robuste & vigoureux, après qu'on eut commencé à montrer cet Enfant supposé, ces Gens, dis-je, voyans que toutes les femmes disoient en se moquant, qu'un Enfant de cette sorte venu environ à huit mois, étoit un aussi grand Miracle que la Conception de la Reine qu'on avoit debitée, & craignant que cela rendit la fiction moins croiable & n'aidât à découvrir la fraude, persuaderent à Sa Majesté de dire qu'elle s'étoit mécontée au tems de la Conception de l'Enfant, & qu'elle savoit fort bien qu'elle étoit grosse avant que de prendre les bains; par ce nouveau calcul ils crurent qu'ils pourroient affirmer, que l'Enfant étoit né à son terme, & pouvoit être fort & vigoureux, comme Sa Majesté avoit dit, & ils crurent qu'ils se tireroient aisément d'affaire en disant que les femmes se trompent souvent en leur calcul.

Mais par malheur ils avoient oublié que Sa Majesté avoit continué dans son premier calcul & l'avoit affirmé expressément plusieurs semaines après ses prétendues couches: ils avoient oublié que tout le monde avoit seu que Sa Majesté avoit ses mois en son voyage de Bath, & quatre jours que le Roi en fût parti, ce qui étoit une preuve évidente qu'il n'y avoit point alors de Conception; ils ne consideroient pas que s'il est vrai que la Reine sût qu'elle avoit conçeu, comme elle l'a dit depuis, en ce cas il ne peut y avoir de méconte, & le moindre des Medecins, qu'elle avoit à Bath lui auroit pû dire, que si elle croyoit avoir conceu comme elle le dit presentement, que les Bains auroient probablement fait perir l'Embrion.

On avoit oublié que le Roi avoit publié, tout haut de concert avec la Reine, le Miracle du tems de sa Conception, qui étoit du tout contraire au conte qu'elle fait à present, & on ne pensoit point non plus dans le Conseil d'aujourd'huy, comment on pourroit sauver l'honneur de la Reine dans les contes si contraires qu'elle faisoit du tems de sa Conception, même depuis son accouchement supposé; mais qu'est-il besoin de rapporter cela, puisque tout le monde sait assés le peu d'égard que les Confesseurs Jesuites ont pour la Verité.

La Reine ne fit paroitre aucunes de ces marques naturelles de grossesse qui paroissent dans les progrés que la nature fait dans les grossesses, aucun de ces signes qui se suivent pendant quatre mois en toutes les femmes, qui portent des enfans; aucun de ces signes ne paroissoit en Sa Majesté, il n'y avoit point d'enfleure ni d'augmentation dans la proportion ordinaire de ses tetons & on n'y vit jamais de lait, quoi qu'une Dame eut une fois l'impudence de l'affirmer; leur proportion étoit visiblement la même qu'auparavant, aux yeux de toutes celles qui en peuvent être de legitimes témoins & qui étoient d'ordinaire auprès d'elle, & pas une de ces Dames d'honneur qui étoient propres à servir de témoins ne pût jamais avoir la satisfaction de voir sortir une goute de lait de son sein, quoi qu'il y allût

de

ANNO 1688.

de l'honneur & de l'interêt de Sa Majesté de le leur montrer, & qu'elle eût dû y prendre plaisir, si elle avoit été veritablement grosse.

Nous inserames cette circonstance dans nôtre Memoire, non sans nous en divertir en nôtre Assemblée, parce qu'un de la Compagnie dit qu'il étoit à cette heure bien assuré que ni les Medecins de Sa Majesté ni les Jesuites n'étoient de bons Naturalistes, car disoit-il, ils auroient pû sans beaucoup de peine faire venir du lait dans les mammelles de la Reyne en si grande abondance, qu'elle auroit pû facilement en faire sortir quantité de lait en presence de la Princesse de Dannemark & des autres Dames Protestantes de la Cour; c'est une chose qui se peut faire, dit-il, en tous les animaux, & il nous en donna des exemples averés où l'on en avoit vû l'experience & où l'Enfant avoit teté, & pour nous divertir il offrit de nous le faire voir dans un animal, l'ayant déja éprouvé d'autre fois, & ayant tiré du lait des tetines d'une jeune bête qui n'avoit jamais eu de petits; un autre de la Compagnie dit fort plaisamment, que puis que cet artifice étoit aussi aisé à pratiquer, qu'il s'étonnoit que les Prêtres Papistes ne l'avoient point appris, puisque tout le monde savoit, qu'ils ont trouvé l'art de garder le lait de la Vierge Marie plus de 1600. ans & de le multiplier pour le disperser parmi le Peuple credule.

Nous demandons tres-humblement pardon à Vos Altesses, si nous sommes ici moins serieux, qu'un si important sujet ne le requiert; nous ne disons rien qui ne soit vrai, mais les Comedies des Prêtres Papistes qui se terminent souvent en Tragedie, nous obligent de les representer comme ils le meritent.

Il y a un autre signe & témoignage infaillible de la grossesse d'une femme, c'est le remuement sensible de l'Enfant dans le ventre: On s'attendoit que Sa Majesté l'auroit montré aux Dames avec joye; principalement aux Dames Protestantes de sa Chambre qui doutoient aussi bien que le Docteur Protestant qui étoit son Medecin alors, qu'elle fût grosse, & le témoignoient assez lors qu'elles osoient, comme elles firent quand on pretendoit que l'Enfant se remuoit dans son ventre & qu'on le publioit par tout le Royaume; ç'auroit dû être un grand plaisir à la Reyne, s'il n'y avoit point eu de tromperie, de faire voir le mouvement de l'Enfant aux Dames de sa Chambre; qui à tous égards auroient pû être témoins legitimes de cette verité envers le Royaume qui étoit justement soupçonneux sur ce sujet; elles auroient peu toucher son ventre, & par leur propre experience être des Juges competents des veritables mouvemens d'un Enfant dans le ventre, & quelques unes des Parentes de l'Heritiere présomptive pouvoient être admises à cette faveur comme nôtre Droit d'Angleterre & la prudence le vouloient, afin d'ôter tout sujet de soupçon; mais quelqu'adresse que l'on employât pour répandre au dehors que l'Enfant se bougeoit, jamais pourtant on ne daigna faire sentir son remuement à aucune de celles qui auroient pû être des Témoins competens de la grossesse.

L'autre signe le plus naturel après ceux que nous avons allegués du progrès d'une grossesse, est la distension de toutes les parties du Corps, qui environnent le sein de la Mere; car le lieu & la maniere de ce lieu que la nature a destiné pour loger l'Enfant croissant dans le ventre, sont de telle nature, qu'à proportion de l'accroissement de l'Enfant & du progrès qu'il fait, & de la quantité des liqueurs, qui sont ramassées naturellement & necessairement en ce lieu-là, à proportion, dis-je, de ces choses, toutes les autres parties qui l'environnent s'étendent par degrés & s'élargissent pour faire place; il n'y a jamais eu ni ne peut y avoir naturellement une extension qui ne soit seulement que dans le Peritoine & dans cette Elevation du ventre, pour faire place à l'Enfant; tous les Naturalistes & Anatomistes savent, que si cela étoit, aucun Enfant ne pourroit se tenir en son assiete naturelle, ni naître en vie.

Tous les Hommes & les Femmes qui ont quelquefois observé des Femmes grosses, savent que toutes les parties qui enferment la cavité s'enflent jusqu'au tems que le terme de l'accouchement approche, mais ce signe naturel & necessaire de grossesse manqua si absolument à Sa Majesté, que les habiles Spectateurs des deux Sexes qui observoient cela, s'étonnoient qu'on n'employoit point de meilleurs moyens pour faire paroître ce signe visible de l'accroissement de l'Enfant dans le ventre; Nous fumes informez par d'habiles Matrones de grande experience, qui s'attachoient avec beaucoup d'application à observer exactement Sa Majesté, que toutes les parties exterieures de son corps qui environnent le sein où est l'Enfant étoient de la même proportion qu'elles étoient en d'autres tems, excepté seulement son ventre qui étoit excessivement élevé & haut, qui la faisoit paroître comme une femme fort grosse à ceux qui la regardoient par devant; mais, disent-ils, quand nous voyions Sa Majesté se promenant, & que nous la regardions par derriere & des deux côtez, nous n'apercevions pas en elle la moindre apparence d'une Femme grosse, nous donnâmes soigneusement ordre de faire observer par d'habiles femmes la façon du Corps de Sa Majesté, en divers tems pendant la grossesse supposée & une fois entr'autres peu de tems avant ses pretenduës couches, & on nous en fit toûjours le même rapport, que nous venons de faire fidélement à Vos Altesses.

ANNO 1688.

Nous avons comparé cette circonstance avec une autre que nous avons remarqué dont nous avons eu des assurances de tems en tems pendant le tems des quatre derniers mois de la grossesse supposée de la Reine, qui sont les mois où d'ordinaire toutes les parties qui environnent le ventre enflent le plus; nous fûmes tres bien informez que pendant tout ce tems Sa Majesté contre sa coutume ordinaire, se retiroit toûjours de sa Chambre en son Cabinet ou en quelqu'autre lieu particulier avec deux ou trois Italiens, lors qu'elle changeoit de linge, & ne vouloit jamais permettre qu'aucune des Dames de sa Chambre la vit changer de linge, comme elle avoit toûjours fait.

Ces deux circonstances s'expliquoient l'une l'autre, & montroient manifestement que la forme naturelle, nuë & veritable du Corps de Sa Majesté telle qu'elle étoit alors, ne devoit pas être vuë par ceux qui n'entroient point dans le dessein de l'imposture. Les seules Personnes qui auroient été capables d'être de legitimes Témoins pour la Reine contre la renommée & l'opinion de tout le Monde, étoient toutes excluës des moyens de pouvoir voir si son ventre étoit veritablement & naturellement gros, & quelque peu d'Etrangeres sans qualité devoient savoir le secret de ce que Sa Majesté vouloit faire de ce gros ventre artificiel.

Il n'y a rien de plus clair par ces circonstances prises comme elles le doivent être toutes ensemble, qu'il n'a rien paru de cette simplicité qui accompagne toûjours la verité, dans toute la conduite de Sa Majesté, depuis le tems de sa pretenduë conception, jusques au tems de ses couches pretenduës; tout ce qui a été fait en cette affaire, a marqué ouvertement qu'il y avoit de la fraude & un dessein de cacher & supprimer les œuvres de la Nature, qui auroient dû être les plus exposées à la vuë de tout le Monde; s'il y avoit eu dans ce qu'ils avançoient quelque verité qui eût pû supporter la Lumiere, nous pouvons assurer Vos Altesses en toute verité, que dans tous les huit mois & quatre jours selon le premier calcul de la grossesse de la Reine, ou depuis le tems de son voyage de Bath selon le nouveau conte; il n'y a jamais eu dans Sa Majesté aucun de ces signes naturels & constans qui peuvent donner à un Homme ou à une Femme entenduë dans ces choses, la moindre raison de croire qu'elle avoit conçu d'un Enfant.

La continuation de cette imposture jusqu'à la fin a été proportionnée aux commencemens, dans les préparatifs faits pour les couches supposées de Sa Majesté, on n'a eu aucuns égards aux regles de l'équité naturelle ou du Droit, ou de la prudence, & on n'a gardé aucune des apparences de cette franchise & de ce procedé ouvert qui devroit avoir fait paroître qu'ils ne craignoient point que la Nation, ou le Monde sçussent la verité de tout ce qui se passeroit dans cette affaire, dans laquelle tout le Royaume & une si grande partie du Monde étoient si interessez; Si l'on avoit consulté les Coutumes & les Loix d'Angleterre, ou l'Equité naturelle dans les Circonstances des préparatifs necessaires pour l'accouchement de la Reine, le premier Conseil qu'ils auroient dû prendre auroit été d'avertir de bonne heure Vos Altesses & les autres que la Succession de la Couronne peut regarder un jour, du tems qu'Elle esperoit d'accoucher d'un Prince & du Lieu où elle feroit ses couches en ce tems là, afin que les Matrones de qualité & les autres Dames propres pour cela se fussent preparées, pour s'y trouver, & pour lui

rendre

ANNO 1688. rendre leurs services, & obvier à tous les soupçons de Fraude & d'Imposture.

Mais on ne peut pas nier, que non seulement on a manqué à en donner avis à Son Altesse Royale & à tous ses Parens, & qu'on n'en a pas averti une seule des nobles Matrones d'Angleterre, mais qu'on s'est servi de tous les artifices imaginables pour cacher le temps & le lieu où elle devoit faire ses couches pretenduës; car le Roi & la Reine publioient le tems de sa Conception supposée, d'une maniere, que ni son Altesse Royale ni aucune personne de Qualité ne pouvoit prevoir le tems naturel auquel la Comedie qui s'est joüée, devoit commencer.

Le Lieu où on vouloit que Sa Majesté accouchât étoit tenu dans une si grande incertitude, & souvent publié si diversement, tantôt que ce seroit à Richmond, quelquefois à Windsor, tantôt à Hamptoncourt, qu'aucune Personne de Qualité de leur Sexe, qui étoient ou Amies ou Parentes de l'Heritiere presomptive, ni aucun des Nobles Protestans, ne pouvoient savoir comment ni quand ils se devoient preparer à se trouver près de Sa Majesté, comme leur devoir envers leurs Majestés, envers Son Altesse Royale & envers le Royaume les y obligeoit.

De même l'on changeoit souvent le nom du Lieu, comme s'ils avoient apprehendé que la Place ne fut surprise; aussi à la fin elle prit un jour ou deux avant ses pretenduës couches & en apparence une si precipitée resolution de les faire à St. James, quoique personne ne crût que le terme fût encore près de plus de trois semaines; que l'on donna ordre de preparer les Chambres avec une telle promptitude, que quand Sa Majesté dit le Vendredi qu'elle accoucheroit le Samedi, & qu'il lui fut repondu qu'il n'étoit pas possible que les Chambres fussent prêtes, elle dit qu'elle accoucheroit donc dans la Place.

Tous les Protestans esperoient que la Princesse de Danemark y auroit l'œil de fort près pour son propre interêt, quand le tems des pretenduës couches seroit venu; Et on croyoit qu'il leur seroit impossible d'eviter qu'elle ne fût presente pour voir ce qui en viendroit. Mais on avoit donné ordre que les Medecins lui ordonnassent lors qu'elle avoit besoin de remedes astringens, d'aller aux eaux de Bath qui lâchent, afin de la tenir à quatre-vingt milles de Londres jusqu'à ce que le pretendu Prince fût né.

Quand nous apprimes que Sa Majesté avoit declaré qu'elle vouloit aller coucher au Palais de Saint James le Samedy au soir, on ne s'imagina pas que c'étoit pour mettre au jour un Prince pretendu le Dimanche. on n'en avoit pas dit le moindre mot, & on ne s'apperçut pas même d'aucuns de ces signes qui précedent d'ordinaire le tems de l'acouchement: Sa Majesté joua bien avant dans la nuit aux cartes sans qu'on remarquât alors aucune indisposition: mais nous jugeâmes bien par l'evenement, Dimanche au matin, que Sa Majesté avoit resolu d'aller coucher au Palais de Saint James le Samedy au soir, pour mettre au monde un Prince le Dimanche.

On jugea que le tems le plus propre pour executer ce dessein seroit entre les neuf & dix heures du matin quand toutes les Dames Protestantes, ou du moins la plûpart sont à l'Eglise; & on resolut à même temps que toute l'affaire seroit faite devant leur retour afin que la sage-femme Mademoiselle Labany & Mademoiselle Tourain son amie intime, qui avoient ordre de mettre au monde ce Prince supposé, pussent mieux prendre leurs mesures.

On choisit une Chambre assez propre pour nous joüer ce tour, mais non pas pour prevenir les soupçons d'un dessein formé de supposer un Prince de Galles; il y avoit une porte secrete, au dedans de la ruelle du lit par laquelle on pouvoit glisser un Enfant dans le lit de la Reine, sans que pas un de ceux qui étoient auprès de la Reine, pas même au pied de son lit, (personne n'entrant dans la ruelle) pût s'en appercevoir. Et par cette porte la Sage-Femme, Mademoiselle Labany & Mademoiselle Touraine glisserent dans le lit de la Reine tout ce qu'elles voulurent sans qu'on le pût voir.

Si on n'eut pas eu besoin de cette porte pour faire reüssir le dessein, on auroit dû la fermer d'une maniere à ne pas donner un nouveau sujet de soupçon au Peuple, qui ne manqueroit pas de s'imaginer que la chose auroit été faite par une conspiration secrete, dès aussi-tôt qu'il sauroit qu'il y avoit une telle porte dans la Chambre: mais il parut par l'évenement que cette porte étoit necessaire pour faire reüssir le dessein qu'on avoit de nous tromper, comme le savent assez les Seigneurs du Conseil qui furent appellés, non pas pour voir ce qui s'étoit passé, mais pour être vûs dans la Chambre de la Reine avec le Roi, afin que le Peuple crût qu'ils avoient été les Témoins oculaires de la naissance du pretendu Prince. La Loi civile a ordonné que lors qu'une Femme doit mettre au monde un Enfant *posthume*, qui pourroit exclurre l'Heritier presomptif, la Chambre dans laquelle elle doit accoucher n'auroit qu'une porte, & que s'il y en a plusieurs, on les tiendroit bien fermées après y avoir mis les Seaux des deux partis: & elle ordonne qu'on mette des Gardes à la porte qui est ouverte, & qu'on ne laisse entrer aucune Femme sans être foüillée, de peur qu'elle n'aporte un Enfant à la Femme qui est en couche. Et quoi que nous n'ayons aucuns Statuts exprès qui nous prescrivent ce qu'il y a à faire dans un cas de cette nature, néanmoins nôtre *Loi commune* témoigne une horreur extrême pour toute sorte de fraude en matiere d'Heritage, & veut que douze des plus habiles d'entre les voisins prennent connoissance de l'imposture, & en jugent même sur des presomptions, pour rejetter l'Heritier pretendu quand ils trouvent quelque fondement pour cela: de plus chacun selon la Loi doit se donner de garde de faire soupçonner le monde qu'il a formé le dessein de le tromper par un Heritier supposé. ANNO 1688.

Nous avons fait voir à Vos Altesses avec beaucoup de fidelité de quelle maniere Sa Majesté s'étoit preparée pour le terme prétendu de son acouchement: par tout ce procedé on voit assez qu'on avoit envie d'imposer à la Princesse Royale, & à tout le Royaume, puis qu'on ne put apprendre par aucune preparation, ou par aucun signe naturel que Sa Majesté apprehendât le danger, & les douleurs ordinaires aux Femmes en couche.

Nous n'apprenons pas même qu'on eût preparé les instrumens ordinaires des Sages-Femmes sur lesquels on place les Personnes de Qualité au tems de leurs douleurs pour leur rendre de certains services, qu'on ne peut leur rendre lorsqu'elles sont à genoux, qui est la posture ordinaire des Femmes de basse condition, & beaucoup moins encore si elles sont au lit, dont on ne se sert qu'à l'extremité, & lorsque les forces manquent à la Femme qui est en couche, à qui la posture du corps contribuë beaucoup à faciliter l'enfantement.

Pour ôter tout soupçon au Peuple il eût été à propos d'avertir les Medecins d'être prêts en cas de besoin, pour assister la Reine, mais elle ne prit pas cette précaution, comme n'ayant nulle apprehension d'aucun danger, outre que le Prince supposé parut si robuste qu'on crut pouvoir se passer de l'avis des Medecins.

On jugea par toutes ces procedures que la grossesse n'étoit qu'une feinte, & on en fut entierement convaincu par la suite; Sa Majesté étant couchée, les rideaux tirés de tous côtés, & tout ce qu'il falloit pour mettre au jour un Prince supposé étant preparé dans l'autre Chambre, elle commença à contrefaire une Femme en travail d'Enfant: aussi-tôt les Sages-femmes, Mademoiselle Labany, & Mademoiselle Tourain apporterent, par la porte qu'un avoit ouverte dans la muraille près du lit de la Reine, l'enfant & tout ce qui étoit necessaire dans une conjoncture de cette nature, ce fut alors que la Sage-Femme, & ses confidentes firent leur devoir, avec grand empressement en apparence, alentour de la Reine dans l'obscurité, desorte que personne ne pût voir ce qu'elles faisoient, elles disposerent l'Enfant le mieux qu'elles purent à dormir pour empêcher qu'il ne criât devant qu'on l'eut glissé dans le lit, & de crainte qu'il ne fut étouffé dans un lit qui étoit si bien fermé de tous côtés, on mit au jour sans delay le prétendu Prince plûtôt qu'on n'auroit pû l'esperer par le secours de nôtre Dame de Lorette, ou d'aucun autre Saint.

La Reine n'avoit aucune marque d'une femme en travail d'enfant, elle ne sentit aucune des douleurs qui ont coutûme d'augmenter peu à peu selon que les ligamens qui retiennent l'enfant se brisent plûtôt, ou plus tard, elle ne sentit aucune eruption violente, comme il arrive d'ordinaire après une grossesse de huit mois, & quatre jours, au rapport de Sa Majesté même.

Tout ce qu'on devoit contrefaire sur le champ fut

Anno 1688.

expedié dans un moment: la Sage-femme ayant donné l'enfant enveloppé dans des langes à Mademoiselle Labany, elles passerent ensemble par la porte secrete de la ruëlle du lit en grande hâte à la Chambre voisine: ce qui est une marque evidente de la feinte, autrement elles n'auroient jamais laissé Sa Majesté dans un moment si dangereux, & lorsqu'elle avoit le plus de besoin de leur secours.

Au lieu de faire voir à tout le monde que la Reine étoit en effet accouchée d'un fils, on fit toutes choses dans l'obscurité, les rideaux tirez, & sous la couverture du lit les confidentes seules, & nul autre soit homme, soit femme, furent les témoins oculaires de ce qu'on emporta du lit de la Reine par la Porte secrette de la ruëlle.

Tout le monde s'attendoit que l'enfant par ses larmes donneroit des marques, comme il arrive d'ordinaire, qu'il étoit en vie, mais plusieurs Seigneurs du Conseil qui se trouverent dans la Chambre m'ont assuré qu'on n'y entendit aucun bruit, quoique la Sage-femme ne voulut pas d'abord déclarer que ce fût un Prince.

Nous n'avons rapporté ici aucune circonstance à vos Altesses qui ne soit d'une notorieté publique, & qui ne puisse être prouvée dans toutes les Cours de Justice, où on veut agir sans partialité. Il n'est pas necessaire de vous dire, en cet endroit nos conjectures, quoique nous les ayons de fort bonnes mains, touchant ce qui se passa alentour de ce pretendu Prince dans la Chambre d'où on le porta, & en laquelle on le rapporta devant qu'on voulut le montrer aux Seigneurs du Conseil, ou qu'on eût dit que la Reine fût accouchée d'un Prince, mais nous savons certainement par les depositions de ceux qui y étoient presens que durant tout le tems de ce prétendu travail d'Enfant le Roi voulut que les Seigneurs du Conseil fussent toûjours au pied du lit de la Reine, sans néanmoins qu'ils pussent ni entendre ni voir quelque chose que ce soit qui leur pût faire croire la Naissance du prétendu Prince, d'où il faut conclurre qu'on ne les peut regarder comme des Témoins legitimes & qui soient selon les Loix d'Angleterre: néanmoins les Acteurs de cette farce eurent bien l'impudence de publier immediatement & par ordre du Roi que plusieurs Seigneurs & Dames de Qualité avoient assisté à l'accouchement de la Reine, insinuant par là par une équivocation Jesuitique que ces Seigneurs & ces Dames avoient été en effet les Témoins oculaires de la maniere que nos Loix l'ordonnent, de la Naissance d'un Prince. Et cependant on sait assurement que les seules Personnes qui étoient interessées dans l'heureux succès de cette imposture savoient ce qui se passoit dans la ruelle du lit, & que les autres qui attendoient dans la Chambre en étoient aussi peu instruits que ceux qui étoient à dix milles de là. Le Roi enfin les quitta, & se retira dans l'Anti-Chambre, où il trouva Mademoiselle Labany & ses confidentes avec l'Enfant supposé: & peu de temps après on fit dire aux Seigneurs, qu'un Prince étant né ils pouvoient s'en aller, à quoi plusieurs d'eux obeïrent. Il est inutile de dire à Vos Altesses ce qui se passa ensuite, quand on fit voir l'Enfant à ceux qui resterent: néanmoins nous nous appliquâmes avec toute la diligence imaginable à savoir toutes les particularitez du fait touchant l'accouchement de la Reine, on s'enquit avec grand soin s'il y eut en effet quelques signes auxquels on se pût fier, que la Reine eut mis un Enfant au monde, qui eût forcé le passage d'une maniere violente venant avant le tems ordinaire de la Nature, comme on nous l'avoit dit; quelques-uns de nous savent assez les suites ordinaires d'une telle violence: nous attendions donc qu'on nous informeroit de l'extrême foiblesse de la Reine après une telle fatigue, & qu'elle pourroit même être en danger de sa vie à cause de la fievre qui est ordinaire en ces occasions: nous fumes aussi curieux d'apprendre ce qu'étoit devenuë cette grande abondance de lait, dont quelques-uns nous avoient parlé long-tems même devant qu'elle en eut, nous emploiâmes des Gens pour savoir quelle Femme avoit eu l'honneur de succer les mammelles de la Reine; si l'on n'y avoit rien appliqué pour faire fuïr son lait: nous passâmes plus avant jusques à nous informer du progrès de ses purifications naturelles qui suivent l'enfantement, & de quelle maniere Sa Majesté supportoit tous les accidens de l'accouchement qui accablent quelquefois les Femmes les plus robustes: mais personne ne nous pût dire qu'on eût découvert en la Reine aucuns de ces effets qui sont toûjours ou les avant-coureurs ou les suites naturelles d'un accouchement.

Anno 1688.

Nous avons à present donné à Vos Altesses un abregé de plusieurs des circonstances que nous avons ramassées, & nous pouvons assurer devant Dieu, que nous n'y avons pu remarquer depuis le commencement jusqu'à la fin aucun caractére de bonne foi, ni de simplicité, & que tout ce qui a été fait en cette affaire depuis la pretenduë Conception de la Reine jusqu'au pretendu accouchement, a marqué un dessein profond de cacher la verité de ces operations de la nature, qu'ils étoient obligez par les Loix d'Angleterre, & pour leur propre honneur & interest de prouver au Royaume par des Témoins dignes de foi, si leurs prétentions avoient été veritables.

Ils ont fait paroître un si grand mépris pour toutes les Regles de Droit & de Justice qui s'observent en matiere de Témoins de la Naissance d'un Prince & Heritier de la Couronne, quoi qu'ils sussent que tout le Royaume soupçonnoit le dessein d'une supposition, qu'on peut dire qu'ils ont aussi marqué un grand mépris pour Vôtre Altesse & pour toute la Nation, comme s'ils ne devoient point donner de satisfaction à Vôtre Altesse Royale, & qu'elle doive recevoir un Heritier de la Couronne qui sera préferé à elle; ni au Royaume non plus en lui faisant reconnoître un Prince pour le plus prochain Successeur de la Couronne.

Le plus moderé jugement que nous en puissions faire, est de penser que le zèle aveugle d'avoir un Successeur Papiste, les a fait passer par dessus toutes les Regles de l'équité, & a étouffé & éteint toutes les affections naturelles d'un Pere envers son Enfant, pour rendre à leur Eglise un service qui est meritoire, selon leurs Principes.

Vos Altesses pourront mieux juger de toutes les circonstances cy-dessus, si elles veulent se souvenir de l'occasion & du tems auquel ils formerent d'abord ce dessein de supposer un Prince pour exclurre Son Altesse Royale de la Succession immediate de la Couronne.

Souvenez vous s'il vous plaît de ce que nous avons remarqué cy-dessus, que le voyage de Bath, & la visite renduë à la Fontaine de St. Vinifred, & le Don fait à Nôtre Dame de Lorette étoient les préparatifs pour le bruit qu'on vouloit répandre de la grossesse de la Reine, & avoient été arrêtez & résolus pour cet effet, vers la fin d'Aoust & le commencement de Septembre 1687. car en ce tems-là ils désesperoient de pouvoir vous attirer à favoriser leur conspiration Papistique.

L'Abregé des Lettres de Monsieur Steward à Monsieur Fagel, qui vient d'être imprimé, confirme tous nos Mémoires sur ce sujet.

Le Roi lui pardonna & le choisit pour tâcher de persuader à Vos Altesses de consentir à la revocation des Loix Penales & du Test, ce qui auroit été un parfait établissement du Papisme; En ses deux premieres Lettres de Juillet il essaye de persuader à Vos Altesses que le Roi étoit resolu de vous conserver vôtre Droit de Succession à la Couronne, & qu'il souhaitoit passionnement que Vos Altesses consentissent à la chose, & étoit tres fâché de voir que vous y eussiez tant d'aversion: Dans ses autres Lettres de Juillet il insistoit à ce que Vos Altesses voulussent bien écouter une Personne habile que le Roi envervoit pour vous informer de tout, & tâcher de vous attirer dans ses Sentimens, & il pressoit extrémement pour avoir une prompte réponse; il semble que leurs Conseils pour la Supposition d'un Prince avoient déja commencé.

Cette Lettre semble menacer de ce que nous voyons presentement, si Vos Altesses refusoient; il redoubloit ses assurances à celui qui devoit solliciter Vos Altesses, que si vous étiez obstinées, comme il parle, cela seroit fatal aux Nonconformistes; & sa Lettre du 5. Aoust. semble ne vous donner plus de tems pour deliberer si vous voulez voir l'établissement de la Papauté, ou demeurer fidéles à la Religion Protestante.

Il dit que si Vos Altesses faisoient ce que le Roi souhaitoit, que vous rendriez un grand service aux Protestans, & que vous obligeriez sensiblement Sa Majesté, & avanceriez vos Interests propres, plus que vous

ANNO 1688.

vous ne pouviez penser; mais que si vous ne le faisiez pas, vous verriez arriver tout le contraire.

Cela ne pouvoit avoir d'autre sens que celuy-cy, si Vos Altesses refuloient, le contraire arriveroit, & que les Papistes ne feroient aucun quartier aux Protestans; que Sa Majesté en auroit tant de ressentiment qu'il deviendroit vôtre Ennemi; & que ce seroit la perte du plus grand Interest de Vos Altesses, ce qui assurement no pouvoit signifier autre chose que l'esperance juste qu'elles ont sur les trois Royaumes.

Comme ces Lettres vous menaçoient que le Roi vous feroit perdre le plus grand des Interests de Vos Altesses, si vous le refusiez, aussi travaillerent-ils à cela bien tot après.

On sait à present que les Resolutions furent prises au mois de Septembre & d'Octobre, de publier que la Reine étoit grosse, mais auparavant qu'on le déclarât publiquement, c'est à dire au 8. d'Octobre, Monsieur Steward dit, qu'il n'en parleroit plus à Vos Altesses, mais il deplore que *Vos Altesses perdent le tems de la complaisance*: *Helas*, dit-il, quel malheur! que l'on n'entende point les Maximes de la prudence.

Puis après en Novembre il parle plus ouvertement, & dit, *qu'on avoit perdu toute esperance que Vos Altesses voulussent favoriser le dessein du Roi, & que les hommes étoient devenus aussi froids à cet égard en ce lieu-là, comme Vos Altesses étoient affirmatives ici*: Et après sa nouvelle Conference avec le Roi, il montre non seulement le chagrin que le Roi en avoit dans la Lettre, mais il dit expressément, *que la reponse de Vos Altesses avoit été trop differée, & que le Roi ne pensoit plus à cette affaire*, on ne peut donner d'autre sens raisonnable à cela, sinon que le Roi avoit pris la resolution de poursuivre son dessein par une autre voye, & le tems nous a presentement appris que le moyen qu'ils avoient arrêtez pour cela étoit de supposer un Prince pour en faire un Successeur Papiste.

Ces Lettres nous ont dévéloppé avec l'aide du tems le dessein, lorsqu'il n'étoit encore qu'en Embrion, & servent à former un Jugement de toutes les autres Circonstances que nous avons rapportées; & il ne faut pas douter que si l'on produisoit toutes ces Circonstances dans leur ordre & dans leur liaison, à des Juges desinteressez, ils jugeroient que ce seroit une Présomption aussi forte & aussi bien fondée qu'on en ait jamais vû; & dans les Procedures de nôtre Droit contre des Criminels, on a prononcé Sentence de mort contre plusieurs, sur des preuves beaucoup moins fortes, celle-ci étant aussi grande que le sujet le peut permettre.

Mais quoi que cette sorte de preuve tirée des Circonstances soit suffisante pour convaincre toutes les Personnes desinteressées, & pour prouver que ce Prince supposé n'est qu'une imposture, & que peut-être Vos Altesses savent encore plusieurs autres Circonstances de cette nature; cependant nous supplions treshumblement Vos Altesses de n'insister pas sur cela aussi fortement, comme si vous ne pouviez avoir d'autres preuves à l'égard de cet Enfant supposé.

Ce n'est point l'affaire de Vos Altesses ni de la Nation, de prouver la fausseté de la Naissance prétenduë, ni aucune Circonstance de sa Naissance, & ce seroit une chose fort préjudiciable à Vos Altesses, d'entreprendre de produire des Témoins & des preuves, & de recevoir les Ennemis de Vos Altesses à contester leur force & leur suffisance, puisqu'il n'appartient uniquement qu'à eux de produire des Témoins légitimes en tel nombre que Vos Altesses & la Nation soient convaincues de la verité de ce qu'ils avancent: Et ce seroit un outrage étrange qu'ils feroient à Vos Altesses & au Royaume de ne l'avoir pas encore fait depuis le tems, si la Reine avoit veritablement accouché d'un Prince.

Puisque c'est le grand Interest du Royaume aussi bien que celui de Vos Altesses, nous prenons d'autant plus librement la hardiesse de proposer que l'affaire soit jugée par les Loix & Usages d'Angleterre; c'est à dire que l'on presente une Requête publique au nom de Son Altesse Royale comme Heritiere Présomptive de la Couronne, & au nom de toute la Nation, à ce qu'ils declarent & publient incessamment à toute la Nation un nombre de Témoins suffisans dans un tel cas, qui soient dignes de foy, des deux Sexes, tels que les Loix d'Angleterre, & l'Equité naturelle l'exigent en pareil cas, lesquels attestent, que selon la coûtume ordinaire des deux Sexes, lorsqu'ils assistent à la Naissance des Princes, Heritiers des Couronnes, ils ont été Témoins oculaires que cet Enfant qu'on appelle le Prince de Galles, est issu naturellement du Corps de la Reine.

Il n'y a rien que de juste, de regulier, & de modeste dans cette Requête, & Vos Altesses peuvent encore demander que cela soit fait incessamment, sans délay; & ce n'est que le Droit de Vos Altesses & de la Nation, qu'aucuns de ceux qui entendent les Loix de la Justice naturelle & du Royaume d'Angleterre, ne peuvent nier. Nos Loix exigeant que l'on presente Requête contre tous ceux qui se fourrent dans les Droits & Heritages qui ne leur appartiennent pas. Il est d'une dangereuse consequence à un Heritier legitime de souffrir qu'un Heritier illegitime passe pendant un long-tems pour le legitime Heritier; c'est une Maxime reçue aussi en nôtre Droit d'Angleterre comme dans le Droit Civil, *Tacens longo tempore præsumitur consentire*; Celui qui demeure long-tems sans repondre aux pretensions injustes d'un Usurpateur, semble les approuver & y acquiescer.

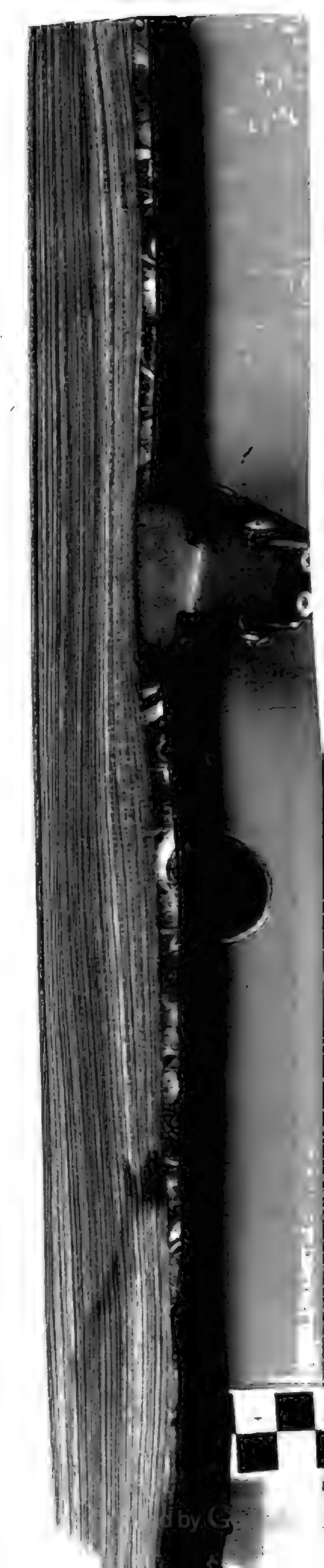
Nous demandons très-humblement pardon si nous disons librement à Vos Altesses, que nous nous sommes fort étonnés du long silence de Vos Altesses, & de ce que vous avez souffert si long-tems que le Chapelain de Son Altesse Royale fit des Prieres publiques pour ce Prince de Galles supposé. Vos Altesses ne peuvent pas souhaiter que le Dieu de la Justice & de la Verité benisse une Usurpation de vos Droits, & de ceux du Royaume, ni qu'il favorise une entreprise qui n'a été formée, quoi que l'Enfant soit innocent, que pour être un Instrument en la main des autres pour détruire la Religion Protestante, & les Pretentions de Vos Altesses à un grand Heritage, & pour renverser le meilleur de tous les Gouvernemens Civils qui soient au monde. Nous sommes persuadés que Vos Altesses sont de vrais Chrétiens, qui craignent la Majesté Eternelle, & ainsi nous esperons qu'une telle Comedie, si nous l'osons dire, ne sera point joüée plus long-tems devant ce grand Dieu qui sonde les cœurs des Princes & des Sujets.

Si Vos Altesses font cette demande cy-dessus, & que les Fauteurs du Prince supposé n'y satisfassent pas sans delay, en ce cas l'Equité naturelle & nos Loix ordonnent, que Vos Altesses exigent une retractation de tous les Ministres Publics du Roi dans tous les Royaumes & Etats Chrétiens, des fausses Nouvelles qu'ils ont publiées de la Naissance d'un Prince de Galles, & qu'ils reconnoissent le Droit immédiat de Son Altesse Royale à la Succession de la Couronne.

Quand un injuste Demandeur d'un Heritage ne peut prouver son Droit ni sa véritable origine, le Tribunal où il poursuit sa prétension, non seulement rejette & condamne ses fausses prétensions, mais déclare publiquement tous les tours & toutes les mauvaises pratiques qu'on a mis en œuvre pour appuyer la fausse prétension, & nos Loix permettent à l'Heritier qui a été inquieté, de demander satisfaction & reparation contre l'injuste Demandeur, pour l'outrage qu'il lui a fait par son faux titre: & nos Loix exigent de plus qu'il poursuive en Justice tous ceux qui ont eu part au dessein de l'outrage & de la fraude, pour les divers crimes qu'ils y ont commis.

Nous n'ignorons pas que la plûpart des Princes Papistes forment un prejugé contre nous, à l'égard des Droits que nous deffendons entant que Protestans Anglois, parce qu'ils ne connoissent ni nos Loix ni nos Libertés, & c'est pourquoi nous avons proposé ces deux demandes qui doivent être premierement faites par Vos Altesses pour l'Interêt de Son Altesse Royale & des Royaumes, afin que nous puissions les convaincre que nous avons raison selon leurs Loix & leurs Maximes de demander la Protection de Vos Altesses contre les injustes pratiques du Roi, qui nous force à nous humilier devant un Prince supposé, & qui veut renverser la Succession de la Couronne & le Gouvernement entier. Vos Altesses ayant en cela un Interêt commun avec nous, la Nature même, & nos Loix vous appellent à deffendre vôtre propre Droit & celui du Royaume, & à maintenir la Succession de la Couronne comme elle est établie par les Loix, lesquelles le Roi n'a aucun Pouvoir de changer.

Mais nous sommes aussi obligés de recourir à Vos Altesses pour leur demander leur protection contre l'horrible destruction faite par le Roi de toutes nos Loix établies pour nôtre Reformation de Religion, &



Anno 1688.

pour nôtre sureté contre les ennemis mortels de nôtre Religion, le Roi ayant declaré, qu'il entend que ces Loix ne seront plus mises en execution ; & afin que nous ne nous en puissions jamais relever, & que nous en perdions toute l'esperance, il a obligé ses Juges de le justifier en ce qu'il a fait.

Nous demandons aussi le secours de Vos Altesses contre l'usurpation qu'il a fait de tous nos Droits Civils, & de nos Libertés Fondamentales, & contre l'entiere abolition du libre Gouvernement d'Angleterre reglé par ses anciens Usages & Loix.

Vos Altesses savent fort bien que nous ne nous sommes point plaints de nos oppressions, jusqu'à ce qu'elles sont devenuës intolerables, ni n'avons cherché aucun secours hormis de Dieu seul, jusqu'à ce que nous avons vû que la Succession de Vôtre Altesse à la Couronne, & nôtre Gouvernement Civil sont en un extrême danger.

Nous sommes & avons toûjours été veritablement fideles au Roi, & n'avons jamais refusé d'obeïr à des Ordres justes, en tout ce qui pouvoit s'accommoder avec nôtre Devoir envers Dieu & envers nôtre Patrie. Nous avons souffert patiemment les injures personnelles qu'on nous faisoit en particulier; nous attribuions cela à la corruption generale des Hommes, & pensions que dans tous les Gouvernemens il se commet des abus & des injustices particulieres, que l'on doit supporter patiemment, lors que les fondemens essentiels du Gouvernement Civil & de la Justice demeurent sacrez & inviolables. La Charité Chrêtienne nous enseigne qu'il vaut mieux qu'un petit nombre souffre des injustices, que d'exposer un Etat pour leur delivrance quoi que juste, à de plus grands maux, qui ne pourroient être recompensés par la justice qu'obtiendroient ce petit nombre de particuliers. Nous savions que les Jesuites auroient pû par leurs ruses obscurcir la justice que l'on auroit pû pretendre en des cas particuliers, c'est pourquoi nous sommes demeurés dans le silence jusqu'à ce que l'Equité de nos demandes a éclaté aux yeux de tous ceux qui ne sont pas volontairement aveugles, & qui ne se sont pas laissé bander les yeux aux Jésuites & Prêtres Papistes.

Nous voyions bien que le Roi se servoit du Nom, de l'Authorité & des Prerogatives Royales pour appuyer tout ce qu'il faisoit contre les Loix, & nous n'osions demander le secours de Vos Altesses contre ces Violences, ni les prendre pour Juges, sur ce qu'il faisoit & fait tous les jours pour se justifier en alleguant la Puissance & l'Autorité des Rois d'Angleterre.

Il est tres certain, que la Noble Monarchie & le Gouvernement Anglois avoit un fondement legal, & qu'il étoit & est établi sur des Usages, Franchises & Loix particulieres à la Nation Angloise. Il a été toûjours independant de toutes les autres Puissances du monde; les Rois & les Peuples sont & ont de Droit toûjours été libres de faire des Loix qui les liassent les uns aux autres respectivement, d'un commun accord & non autrement: ils ne pouvoient jamais recevoir de Loix que d'eux mêmes, & du grand Dieu tout-puissant.

Un Roi d'Angleterre cesseroit d'agir selon l'Autorité du Roi d'Angleterre, ou bien comme Roi d'Angleterre, lors qu'il se laisseroit lier lui ou ses Sujets par d'autres Loix, Canons ou Jurisdictions, que celles qui étoient faites & volontairement receües par le commun consentement du Roi & du Parlement qui represente le Peuple.

Il est declaré dans le St. 16. R. 2. 5. Que la Couronne d'Angleterre a été en tout tems si libre, qu'elle n'a été assujettie à aucun Royaume, & qu'elle ne devoit en aucune maniere ni en aucune chose qui regarde le temporel être soumise à l'Evêque de Rome, & que les Loix & Statuts du Royaume ne pouvoient point être annullez ou affoiblis par lui, parce que ce seroit la ruine de la Souveraineté & de la Couronne du Roi, & de tout le Royaume. Les Communes prierent en ce tems le Roi de faire un examen par voye de Justice pour savoir de tous les Etats du Royaume, s'ils ne feroient pas tout leur possible pour maintenir les Droits de la Couronne & du Royaume contre le Pape, & sur cela il fut ordonné, que tous ceux qui feroient venir ou apporteroient quelques Bulles de Rome contre l'Autorité du Roi ou contre son Royaume, seroient déclarez exclus de la Protection du Roi & encourroient un *Premunire*, ce qui en ce tems-là n'étoit pas moins qu'une Permission à tout le monde de les tuer.

Les Statuts de 24. H. 8. 12. & 25. H. 8. 21. disent aussi, que le Royaume a toûjours été & est franc de toute sujettion aux Loix des Hommes, hormis à celles qui ont été faites dans le Royaume pour son avantage, ou bien qui ont été receuës de leur franche volonté par un commun consentement.

Le Roi & le Parlement depuis quatre-cens ans en ça étoient si resolus de deffendre les Droits & les Franchises de la Couronne & du Royaume contre les Canons des Papes & contre la Jurisdiction & l'Autorité qu'il pretendoit exercer, que quoi qu'ils fussent Papistes, ils ne laisserent pas de declarer par le *Stat. de* 18. *Ed.* 3. *St.* 1. *Rot. Parliament. num.* 38. que le Pape étoit l'Ennemi commun du Roi & du Royaume, & cette Déclaration n'a point été revoquée depuis, & le *Role du Parlement* 17. *Ed.* 3. *num.* 59. marque aussi la même chose, quoi que ces Statuts n'aient pas été imprimez, ils n'en ont pas moins de force pour faire regarder comme Ennemis du Royaume ceux qui ont Correspondence avec le Pape ou avec son Nonce.

Il n'a jamais été au Pouvoir d'aucun Roi d'Angleterre de ceder ou transporter à qui que ce fut les Droits de la Couronne & du Royaume, ni de faire dépendre d'aucun ses Loix & ses Jurisdictions en quelque maniere que ce soit, contre la volonté du Royaume assemblé en Parlement; cela fut reconnu il y a cinq cens ans par le R. H. en la Lettre au Pape Paschal, *Notum habeat Sanctitas vestra quod me vivente (auxiliante Deo) dignitates & usus Regni nostri Angliæ non imminuentur, & si ego (quod absit) in tanta me dejectione ponerem, Magnates mei & totus Populus Angliæ non paterentur. Que vôtre Sainteté sçache*, dit-il, *que pendant que je vivrai, avec l'aide de Dieu, les Dignitez & Usages du Royaume d'Angleterre ne seront jamais diminuez, & que quand je serois assez lâche pour y consentir, ce qu'à Dieu ne plaise, les Grands de mon Royaume & tous les Peuples d'Angleterre ne le souffriroient en aucune maniere.*

Le Roi Jean à la verité ceda indignement la Couronne & tous ses Droits au Pape Innocent III. & à ses Successeurs, & le Prêtre qui en dressa l'Acte y insera faussement que du consentement de ses Barons assemblez en un Conseil, il se soumettoit à tenir le Royaume du Pape, & encore, que c'étoit à condition d'un Tribut annuel, mais quand le Pape Gregoire II. envoya la troisiéme année du Regne d'Ed. I. pour avoir ce prétendu Tribut, ce grand Prince (a) répondit genereusement & avec justice, qu'il étoit obligé par le serment de son Couronnement, de maintenir les Coûtumes du Royaume inviolablement, & qu'il ne pouvoit rien faire en ce qui regardoit la Couronne sans l'avis de son Peuple assemblé en Parlement, qu'il appelle en cet endroit, (b) *Proceres*. Dans le 40. *Edward trois*, le Pape demanda le même Tribut, & le Roi proposa la chose au Parlement, mais ils déclarerent, que ni le Roi Jean ni aucun autre Roi n'avoit le Pouvoir de se soumettre, Lui ou le Royaume, ou le Peuple au Pape sans leur consentement dans un Parlement, & que si le Roi Jean l'avoit fait, il l'avoit fait contre son serment du Couronnement, & que si le Pape entreprenoit quelque chose sur cela contre le Roi & ses Sujets, ils lui resisteroient de tout leur pouvoir.

Le même Roi Edoüard III. avoit souffert seulement avec trop de negligence que l'Authorité du Pape eût été trop exercée dans le Royaume, contre le Statut de *Carlile* 35. *Ed.* 1. comme il paroit par le *Parlement Roll.* 17. *Ed.* 3. *num.* 59. & les Communes du Royaume assemblées en Parlement se plaignirent que les Tresors du Royaume étoient transportez à Rome, & que les secrets du Royaume étoient découverts par des Prêtres étrangers qu'ils envoyoient ici, & elles répresenterent au Roi, qu'elles ne pouvoient ni ne vouloient plus supporter ces grandes oppressions, & demanderent qu'il leur aidat à exterminer du Royaume par la force l'Autorité du Pape, & sur cela on fit plusieurs Loix Penales sévéres contre plusieurs *Pouvoirs* que le Pape s'attribuoit dans ce Royaume, *comme celle de* 25. *Ed.* 3. 27. *Ed.* 3. 1. 38. *Ed.* 3. *Stat.* 2. *ch.* 1.

(a) Voyez Rol. Clar. 5. Ed. num. 9. Shed.
(b) Voyez Coula Inst. fol. 14.

ANNO 1688.

1. lesquelles Loix nôtre Roi a déclaré, qu'elles ne seroient jamais plus mises à execution.

Ce Prince victorieux Edouard III. quoi qu'il fut Papiste, ne prétendoit point avoir une Prerogative Royale pour casser les Loix faites par les Rois & par le Parlement contre le Pape; il confesse que ce Statut, *de* 35. *Ed.* 1. fait contre l'Authorité du Pape, conservoit sa force n'étant annullé par le Parlement, & qu'à cause de cela il étoit obligé par son serment de le faire observer comme une Loi du Royaume, quoi que par sa negligence on eût tenté d'en empêcher l'execution.

Si l'on consideroit bien les effets de l'Autorité Papale en ce Royaume, selon qu'ils sont rapportez en ce 38. *Ed.* 3. 1. on verroit clairement que le Roi qui veut reduire le Royaume en cét état, trahit le devoir & la dignité de Roi; ce Statut dit, que par l'autorité que le Pape & la Cour de Rome exercent, les bonnes & anciennes Loix, Coûtumes & Franchises du Royaume étoient horriblement ternies, souillées, & renversées, la Couronne mise à bas, les tresors & les richesses du Royaume transportées ailleurs, les Habitans & Sujets du Royaume appauvris, & que la Noblesse & le Peuple souffroient beaucoup en leurs Corps & en leurs Biens; Certes on ne peut point s'imaginer que le Roi puisse avoir une Prerogative Royale pour arrêter l'execution des Loix Penales qui empêchent que le Royaume ne retombe dans un état si desesperé; ou pour donner le Pouvoir à ses Prêtres & à ses autres Emissaires Papistes d'exercer toutes leurs pratiques & méchancetez sous pretexte de liberté de Conscience, & de faire tout le mal dont ils sont capables contre ceux qui voudroient délivrer le Royaume de ses vexations.

Vos Altesses peuvent bien être assurées, que le Roi n'agit point en Roi, en autorisant des Crimes d'Etat qui sont tous les jours commis contre le Royaume, par exemple, *par le Stat.* 31. *Eliz.* 2. Ceux qui donnent ou reçoivent quelque absolution, ou qui se reunissent à Rome, par l'authorité du Pape ou de quelqu'un de ses Prêtres (ce que le Roi permet & autorise tous les jours) ceux là sont declarez traitres au Roi & au Royaume, & sans doute que des crimes d'Etat déclarez tels par un Statut, sont des Crimes capitaux & de la derniere consequence; c'est le devoir du Roi de les empêcher & de les punir, & il est directement contraire à l'office de Roi de s'attribuer le Pouvoir d'autoriser ou de permettre ces Crimes.

Il est incontestable que jamais Roi d'Angleterre n'a eu le Pouvoir de donner des Charges à des gens rendus incapables de les posseder, par plusieurs Actes positifs du Parlement faits exprés, & qui sont déclarez être faits pour la sureté du Peuple; nonobstant cela le Roi a mis la plûpart des Charges du Royaume entre les mains de telles gens.

Il est aussi certain qu'il n'a jamais été dans le Pouvoir de nos Rois de déposseder selon leur plaisir, aucuns de leurs Sujets des Biens & des Benefices qu'ils possedoient pour toute leur vie; ni de donner Commission à personne pour juger en dernier ressort ses Sujets en matieres Criminelles ou Civiles à discretion, sans avoir aucun égard aux Loix, Coûtumes & Privileges du Royaume.

Tous ces Pouvoirs que le Roi s'attribue & qu'il exerce & plusieurs autres que nous pourrions nommer à vos Altesses, ne sont point des Actes d'un veritable Roi d'Angleterre, mais sont des effets d'un Pouvoir Despotique que l'on usurpe sur les Personnes, Libertez, & Biens des Sujets, comme si lui seul étoit le Seigneur proprietaire de leurs personnes & de tous leurs interests, ou comme si le Peuple d'Angleterre tenoit tout de sa pure volonté, & qu'ils n'eussent aucune part aux benefices des Loix, Usages, & Franchises, & qu'ils ne dussent plus esperer aucune Justice.

Mais il n'y a rien en quoi le Roi marque plus le peu d'égard qu'il a à son devoir & à l'obligation où est un Roi d'Angleterre, comme fait ce Pouvoir qu'il s'attribue & qu'il exerce actuellement d'ôter aux Citez & aux Bourgs entierement tous leurs Usages, Privileges & l'Election libre de leurs Magistrats, Droits qui leur ont été confirmez expressement par la grande Charte, par plusieurs autres Loix, & qu'il prive tout le reste du Peuple de la liberté qu'ils ont de choisir selon les Statuts les Membres du Parlement; comme il a déclaré qu'il le veut & entend, & qu'il le pratique tous les jours. Car ainsi faisant l'ancien & le libre Gouvernement d'Angleterre est manifestement & absolument dissous, & les Anglois n'auront plus de Droit légal en leurs Biens, Femmes & Enfans, ni dans leurs Vies.

C'est fait de la Monarchie legale d'Angleterre, à laquelle les Loix avoient donné des Prerogatives Royales pour l'avantage commun du Roi & des Sujets qui se reconnoissoient mutuellement engagez par Serment à maintenir les Usages, les Loix & Franchises du Roiaume; & à prendre un soin continuel que les Loix fussent executées sans partialité. De la maniere dont le Roi en use, tout le monde aura un Droit égal & perpetuel à toutes choses, selon que la Volonté absoluë du Roi & les forces Papistiques en voudront disposer, & autant de tems seulement qu'il continuera dans cette même volonté avec les mêmes forces.

C'est avec des larmes de sang que dans cette oppression extrême sous laquelle nous gemissons, nous nous trouvons obligez de demander le secours de vos Altesses pour deffendre les Droits de la Couronne & du Royaume.

On ne peut point revoquer en doute le Droit que Vos Altesses ont de deffendre nôtre Monarchie Legale & nôtre Gouvernement établi sur nos anciens Usages, Loix & Franchises, de maintenir les anciennes Loix Penales faites contre les Usurpations des Papes, & nos dernieres Loix établies pour nôtre Reformation, & de conserver les Coutumes municipales & les Privileges des Villes & des Bourgs; aussi-bien que les Usages du Roiaume; Nos Usages & nos Loix ont revêtu vôtre Altesse Royale du Droit d'Heritiere presomptive de la Couronne d'Angleterre, s'il ne nait point de Prince, *Rege etiam renitente*, quoi que le Roi fasse tout son possible pour l'empêcher.

Si vous souffrez que toutes ces choses soient renversées, ou qu'elles n'ayent de force qu'autant qu'il plaira au Roi & à ses Juges, & à tous ceux qu'il établira en Autorité dans le Royaume, la Prétention & les Droits de Vôtre Altesse seront pareillement renversées; & tous ces Magistrats corrompus & son Armée Papiste seront engagez d'interest & par le Principe de leurs Consciences Idolatres à s'opposer aux prétensions de Vôtre Altesse selon les Loix & les Coûtumes d'Angleterre: il ne se trouvera en effet dans l'état auquel le Roi a reduit le Royaume, ni Magistrature ni Gouvernement auquel Vôtre Altesse Royale puisse succeder immediatement selon les Coûtumes & les Loix d'Angleterre; le Royaume ne sera qu'une multitude de gens confuse, & les plus forts pourront se rendre les maitres des autres à leur volonté.

Comme Vos Altesses ont le Droit de maintenir le Gouvernement par le grand interest qu'elles y ont, toute la Nation a aussi un Droit incontestable de demander pour eux le secours de Vos Altesses, & c'est un des principaux Devoirs que la Religion Chrétienne exige d'eux, & ce sera une des plus grandes marques de leur amour envers Dieu d'assister vos Altesses en ce juste dessein de deffendre leur Gouvernement Civil, qui a été institué de Dieu pour le maintien de la Justice dans la Societé humaine.

Les gens qui aiment leurs prochains, & leur Patrie, comme la Religion Chrétienne l'ordonne, ne doivent point souffrir par negligence ou irreligion que leur Gouvernement civil, leurs Loix, & tous leurs Droits & Interests tant pour eux que pour leur posterité soient détruits par la Fantaisie ou par la Superstition & Ambition d'aucun Homme.

Un Magistrat Souverain qui meritoit d'être obéi lorsqu'il suivoit les Loix, quoi qu'il fist quelques injustices à des Particuliers, se dépouille lui-même de cet office & de l'obeïssance qu'on doit à un Magistrat legitime, lorsqu'il exerce une Authorité qui renverse toutes les Loix.

Les Anciens Rois d'Angleterre reconnoissoient le Droit que le Peuple avoit à maintenir leur *Libre Gouvernement*, en cas que quelqu'un des Rois mêmes eut voulu honteusement abandonner les Droits de la Couronne & du Royaume: Nous avons vû la Lettre de Henri I. au Pape; & ce Grand Edouard I. dans une pareille occasion où le Pape pretendoit avoir un certain Pouvoir, non seulement écrivit au Pape sur le même sujet que Henri I. fit, mais de son consentement des Lettres furent écrites au Pape de la part des Seigneurs & de la Chambre des Communes assemblées en Parlement, dans lesquelles ils disoient au Pape, qu'ils étoient obligez par serment à deffendre leur Liberté, leurs Coûtumes & Loix anciennes, &

qu'ils

ANNO 1688. qu'ils les maintiendroient de tout leur Pouvoir, & qu'ils ne souffriroient jamais que le Roi fit quand il le voudroit, ou essayât de faire ce que le Pape souhaitoit qui étoit contraire à leurs Usages, parce que cela renverseroit les Droits de la Couronne d'Angleterre & la Dignité Royale, & tous les Statuts du Royaume, & detruiroit leurs anciennes Libertez & leurs Loix.

Puis donc que Vos Altesses ont un Droit incontestable de s'interposer entre le Roi & nous, pour vôtre interest & pour celui du Roiaume, & de maintenir nôtre ancien Gouvernement legal, & particulierement les Loix faites pour nôtre Reformation, nous les supplions tres-humblement, qu'outre les premieres demandes à l'égard du Prince supposé, Vos Altesses demandent & insistent sur ces Points icy.

Que l'ancien Gouvernement libre d'Angleterre suivant ses Usages & Loix faites & approuvées dans le Parlement soit incessamment rétabli en toutes ses parties par tout le Roiaume; c'est-à-dire, que les Droits de la Couronne & la Liberté du Roiaume soient immediatement affranchis de toutes soûmissions renduës publiquement au Pape par le Roi present, à la honte & au mépris de la Couronne d'Angleterre & du Royaume, & de toutes pretentions faites par l'Eglise Romaine, & de tous Pouvoirs ou Jurisdiction generalement quelconques pretenduës sur les Chrétiens ou sur l'Eglise d'Angleterre.

Que toutes les Loix qui subsistent encore à present contre la reception des Canons, & la Jurisdiction de Rome, & qui sont contraires à nos Usages & Loix, & contre ceux qui maintiennent ces abus, soient mises à execution, & que toutes les suspensions ou dispensations données contre ces Loix sans l'Autorité du Parlement, soient declarées nulles & de nulle valeur.

Que les anciens Usages, Libertez & Privileges de la Ville de Londres, & la forme & maniere ordinaire de son Gouvernement, soient incessamment retablis, ses Usages faisant partie *du Droit commun* d'Angleterre, & ses Libertez étant établies par la *grande Charte* & par plusieurs Actes du Parlement; que les Usages, la libre Election des Magistrats & tous les Privileges de toutes les Villes & Cours d'Angleterre confirmez par la plus grande *Charte*, & autres Loix, soient duement rétablies.

Qu'on établisse des Officiers legaux tant Civils que Militaires dans tous les Emplois de Magistrature & dans toutes les autres Charges par tout le Royaume.

Que toutes Commissions de quelque nature qu'elles puissent être, soient incessamment revoquées & declarées nulles, par lesquelles on donne Pouvoir de traiter à discretion les Personnes & les Biens des Sujets, & qui sont contraires aux Loix & Usages d'Angleterre, & en particulier la Commission pour les affaires Ecclesiastiques, avec son monstrueux *Nonobstant* toutes nos autres Loix.

Que la Liberté des Elections, qui est le fondement du Gouvernement, soit rétablie en son entier, & que tous les engagemens indignes pour élire & donner sa voix, comme le Roi le souhaite, soient revoqués & qu'on y renonce incessamment.

Que le Royaume soit remis aussi-tôt qu'il sera possible en état d'assembler un Parlement legal, dans la forme & en la maniere que les Loix l'ordonnent, par l'aide duquel le Gouvernement civil puisse être rétabli, & que la force & l'authorité arbitraire y soit entierement abolie.

Nous demandons tres-humblement pardon à Vos Altesses, si nous leur representons encore, que le tems & les accidens ont toûjours apporté des changemens dans l'usage des Loix, & qu'il en est aussi arrivé à l'égard de nos Loix Penales établies pour amener tout le monde à une Uniformité de Creance & de Culte exterieur dans la Religion; quatre de nos Parlemens consecutifs ont apperçû l'abus de ces Loix, & le mal qu'elles faisoient à plusieurs bons Chrêtiens, & ont declaré l'intention qu'ils avoient de les ôter si le Roi avoit voulu le leur permettre, & ils tâcherent d'en arrêter l'execution, & demanderent que l'on établit une liberté de Conscience comme elle est duë à des Chrêtiens.

A ces égards & à cause du renversement entier qui s'est fait depuis dans le Gouvernement, la necessité & la charité peuvent tenir lieu de Loi pour appuyer l'execution de quelques-unes de ces Loix jusqu'à ce que ces affaires soient reglées dans un Parlement. ANNO 1688.

C'est pourquoy nous supplions tres-humblement Vos Altesses de faire une chose qui est de necessité absoluë, c'est que personne ne soit troublé en ce qui regarde sa Religion, jusqu'à ce qu'un Parlement legitime ait reglé cette affaire, qui regarde leur profession de foy: tout ce qu'ils croyent & pratiquent, se termine uniquement à Dieu, & ne fait tort à aucun homme sur la terre ni en son Corps, ni en ses Biens, ni en sa reputation, & ainsi ils ne font tort qu'à eux-mêmes s'ils se trompent.

Il ne nous reste plus qu'à nous soûmettre entierement & tout ce qui est contenu en cet Ecrit à la Sagesse, & Charité de Vos Altesses, & à prier le Grand Dieu qu'il remplisse vos ames de toutes les vertus éclatantes qui peuvent orner les Thrones les plus élevés & les plus sublimes.

Monsieur, la grande idée que nous avons de vôtre merite, nous fait esperer que vous serés fidéle à rendre promptement l'incluse à Son Altesse Monsieur le Prince d'Orange, ou en son absence, à son Altesse Royale, Madame la Princesse; nous n'avons pas pû la confier à la poste, c'est pourquoy nous l'avons envoyée par un Exprés, qui sera peut-être long-tems en chemin; l'Exprés a ordre de la delivrer seulement à un de vos Domestiques; nous nous nous reposons entierement sur vous, & sommes,

MONSIEUR.

Vos tres-humbles Serviteurs.

Que vous pourrés connoître cy-aprés.

XCVIII.

Declaration de GUILLAUME HENRI *Prince* D'ORANGE *& depuis Roi de la* GRANDE BRETAGNE III. *du nom, pour justifier sa Descente à main armée dans le Royaume. Il y publie que c'est pour la conservation de la Religion Protestante, & pour le retablissement des Loix & des Libertez de l'Angleterre de l'Ecosse & de l'Irlande. Donné à la Haye le 10. Octobre 1688.* Avec *des* LETTRES *exhortatoires aux Officiers & Gens de Mer de la Flotte Angloise, & aux Officiers & Soldats de l'Armée de Terre sur le même sujet.* Et *Le* FORMULAIRE *d'une Priere pour l'heureux succez de cette Expedition.* 10. Oct.

C'Est une chose certaine & manifeste, dont tous les hommes conviennent, que la Paix publique & le bonheur d'un Etat, ou Royaume, ne peut être conservé quand les Loix, les Libertez & les Coutumes, qui y sont establies par une Puissance legitime, sont ouvertement violées & aneanties: Sur tout quand on prend à tâche de changer la Religion, & d'en introduire une autre qui est condamnée par les Loix. Cela estant, ceux qui sont immediatement les plus interessez en cette affaire, sont indispensablement obligez de prendre garde que les Loix, les Libertez & les Coûtumes, & sur tout la Religion & le Culte de Dieu qui est établi, soient maintenus & conservez. Ils doivent aussi prendre un soin effectif que les Sujets de ces Païs ou Royaumes, ne soient pas dépouillez de leur Religion & de leurs Droits Civils. Cette précaution est d'autant plus nécessaire, que la grandeur & la seureté des Roys, des Familles Royales & de tous ceux qui sont en autorité; aussi-bien que le bonheur de leurs Peuples & de leurs Sujets, depend d'une maniere toute particuliere, de l'exacte observation & du maintien de leurs Loix, de leurs Libertez & de leurs Coûtumes.

Suivant donc ce Principe, nous n'avons pû differer plus long-temps à declarer que nous voyons à nôtre grand regret, que les Conseillers, qui ont à present le principal credit auprés du Roy, se sont rendus maîtres de la Religion, des Loix & des Libertez de ces Royau-

cues,

ANNO 1688. mes, & ont assujetti tout ce qui regarde la Conscience, les Libertez & les Proprietez, à un Gouvernement Arbitraire; & cela non seulement par des voyes cachées & indirectes, mais par des façons de faire publiques & à visage découvert.

Les deplorables suites du Pouvoir Arbitraire, & des pernicieux conseils sont si connus dans l'état deplorable du Royaume d'Ecosse, que nôtre Raison & nôtre Conscience nous engagent à en avoir horreur. Quand nous considerons donc la misere où cette Nation est reduite, qui cependant a toûjours été si affectionnée à la Famille Royale, & qui a été gouvernée depuis plusieurs siecles par les Loix faites par l'autorité de leurs Rois & les Etats de leur Parlement, & leurs Coûtumes ordinaires, est reduite aujourd'huy, par les pratiques que l'on a employées pour changer la constitution legitime de la Monarchie, en un Pouvoir Despotique & Arbitraire, on voit clairement que cela s'est fait par la conduite de ces Conseillers qui exercent l'autorité, par des Declarations préméditées & formelles qu'ils publient, portant que le Roy est un Monarque absolu qui doit être obéi en toute chose *& sans reserve.* Afin d'introduire par ce moyen telle Religion qu'il leur plaira, sans se mettre en peine de reconnoitre la necessité du consentement de la Nation representée par les Etats assemblés en Parlement. Ne pouvant donc nous empêcher d'être sensiblement touchez de ces miseres nous avons pensé à un remede convenable pour satisfaire à l'attente des gens de bien, & à tous vrais Protestans. C'est la grande affaire que nous nous proposons dans cette expedition, dont l'equité paroitra à tout le monde, quand ce qui a été fait par ces mauvais Conseillers sera examiné de prés & sans prevention.

C'est donc une chose connuë que les Loix, les Privileges & les Droits du Royaume ont été enfreints au grand prejudice du Roy & du Peuple, puisque par là on a sapé les fondemens de l'Union & de la confiance. Les Procedures Arbitraires d'un Conseil privé injuste, & entreprenant contre les Loix, ne sont pas moins connuës. Car quoi qu'il soit expressément défendu par les Loix faites par l'autorité du Roy & du Parlement que la Religion Papiste ne sera point exercée dans le Royaume: Que les Prestres Missionnaires n'y seront point tolerez, & que les Enfans de pas un Seigneur ou Gentilhomme ne sera envoyé hors du Royaume pour être élevé dans des Colleges Papistes. Néanmoins ces Conseillers ont ordonné ou permis que quelques jeunes Seigneurs ayent été enlevés à leurs parents, & envoyez hors du Païs pour être instruits dans des Colleges de Jesuites. Ils ont aussi tant fait qu'il y a des Ecoles établies, gouvernées par des Prestres Papistes, & même dans la Ville capitale du Royaume.

De plus par un mépris manifeste des Loix receuës dans le Royaume, les Papistes sont introduits aux plus grandes Charges tant Civiles que Militaires, & toutes les Forteresses & les Magasins leur sont confiez. Les Droits & les Privileges des Villes Royales, qui font le tiers Etat du Parlement, & qui ont autant de Deputez que les Provinces du Royaume, sont retranchés. Il est même traversé dans la libre élection de ses Magistrats & de ses Conseils de Ville, & cela manifestement contre leurs Chartes fondées sur les Loix, & sur une possession d'un temps immemorial. Tout cela s'est fait par un pur Pouvoir Arbitraire sans donner la moindre assignation, sans aucune Procedure juridique ni Sentence.

Quoi qu'aucune Nation ne puisse subsister sans l'exercice d'une droite & entiere Justice, puisque la vie, la Liberté, l'Honneur & les Biens des hommes en dependent, néanmoins ces Conseillers ont assujetti tout cela à un Pouvoir Arbitraire & Despotique. Ils ont déposé des Juges qui suivant les Loix devoient être continuez dans leurs Charges toute leur vie, s'y gouvernant en gens de bien, à cause qu'ils n'ont pas voulu se conformer à leurs desseins, ils en ont établi d'autres en leurs places, sans avoir aucun égard à leur capacité, mais seulement parce qu'ils les croyoient plus souples. Ce qui fait bien voir que ces Conseillers tâchent de se rendre entierement maitres de la Vie, de l'Honneur & des Biens des Sujets sans s'arrêter à aucune Regle ni Loy.

Par la direction de ces mêmes Conseillers, on s'est servi d'un Pouvoir exorbitant qui impose des sujetions & requiert des sermens des Provinces entieres, sans être fondé sur aucune Loy, ni sur aucun Acte de Parlement, comme de loger des Soldats à discretion, ANNO 1688.
quoi qu'ils ayent une paye suffisante pour s'entretenir, ainsi le Royaume est doublement chargé sans qu'on lui en fasse raison: En mettant des Gentilshommes en prison sans en dire les causes, mais au contraire les contraignant de s'accuser & de témoigner contre eux-mêmes. En proposant des amandes selon leur bon plaisir. Faisant trembler & deserter diverses contrées en vertu des *Intercommoning* & *Justiciaires*, qui confisquent la Vie & le Bien. Pour la moins coupable & la plus innocente conversation qu'on puisse avoir avec ses parents, on est décheu du benefice des Loix, & par ainsi ils ont rempli de consternation la plus grande partie du Royaume, ne se servant contre quantité de personnes que des *Outlawries* & *Intercommoning*, ainsi sur des pretextes mal fondez, ils ont si generalement envelope tout le monde dans ce danger, que les Conseillers mêmes ne peuvent s'en garentir, qu'en recourant au pardon ou en se faisant excepter, pendant que le commun Peuple est abandonné à leur discretion. Ils donnoient Pouvoir aux Officiers & simples Soldats, d'exercer contre tous les Sujets qui vivoient dans une pleine Paix & tranquilité, les plus grandes barbaries du monde, comme de les destruire en les pendant, les tuant ou les noyant sans aucune forme de Procez, & sans aucune consideration d'age ni de sexe, ne voulant pas même donner le temps à quelques-uns de prier Dieu, & cela, sans aucun autre sujet, sinon qu'ils ne vouloient pas souscrire ni repondre à des demandes qu'on leur faisoit sans aucune legitime Autorité, & contre le Droit commun des hommes, qui laisse à chacun la liberté de ne point reveler le secret de sa pensée, sans parler d'une grande quantité d'autres violences & oppressions, à quoi cette pauvre Nation est exposée sans aucune assurance d'en voir la fin, & d'en être délivrez.

Ces Conseillers pour soûtenir & justifier leurs Procedures Arbitraires & Illegitimes, ont fait fabriquer une Declaration qui renverse les fondemens du Gouvernement, qui viole toutes les Loix, même les plus sacrées, rendant le Parlement tout à fait superflu, privant la Religion de toutes ses défences, & ôtant les Libertez & les Proprietez par un Pouvoir absolu qu'ils se sont attribuez, auquel on veut que l'on obeisse sans reserve, & cette sorte d'obeïssance de cœur d'un vray Chrêtien n'apartient qu'à Dieu seul, de qui les commandemens sont toûjours justes & bons.

De plus ces Conseillers ont fait leurs derniers efforts pour abolir les Loix Penales, qui excluent de toutes Charges publiques ceux qui ne sont pas de la Religion Protestante, parce qu'elles sont trop opposées à leurs desseins pour y parvenir. Ils ont donné la liberté à divers Protestans, mais une liberté qu'ils ne peuvent conserver qu'en tant qu'ils travailleront à l'abolition des Loix Penales qui sont les seules défenses de leur Religion. Outre cela les divers Protestans ont un juste sujet de se défier, lorsqu'ils se souviennent que l'on a chassé de leurs Eglises leurs Ministres par centaines, sans les avoir assignez ni accusez, & que l'on a rempli leurs places de personnes ignorantes, d'une vie scandaleuse, & qui avoient beaucoup contribué à toutes les miseres sous lesquelles ce Païs soupire depuis long-temps, les divers Protestans ont donc peu de sujet de faire fond sur leur tranquilité presente, puis qu'elle n'est fondée que sur une Proclamation qui peut être revoquée à toute heure, & qui ne leur a pas été avantageuse à la premiere ni à la seconde Publication. Sur tout s'ils considerent que quelques mois auparavant on a exercé contre eux les grandes cruautez dont nous avons parlé.

Il y a de grandes & fortes presomptions qui nous font croire que ces Conseillers pour avancer leurs pernicieux desseins, & afin de prendre leur temps de l'executer à propos pour encourager leurs complices, & pour intimider tous les bons Sujets, ils ont publié que la *Reine* avoit enfanté un *Fils*, bien que durant la pretenduë grossesse de la Reyne, & dans la maniere dont on a pratiqué cette naissance, il a paru tant de justes & de visibles fondemens de soupçon, que non seulement Nous, mais aussi tous les bons Sujets de ces trois Royaumes soupçonnent fortement que le pretendu *Prince de Galles* n'a jamais été mis au monde par la Reine, & c'est une chose sceue de tout le monde, que beaucoup de personnes ont autant douté de la grossesse de la Reine que de la naissance de

l'En-

ANNO 1688. l'Enfant, & cependant on n'a pas fais la moindre chose pour lever ces soupçons, & pour mettre fin à ces doutes.

Et comme la Princesse nôtre chere & bien-aimée Epouse, & Nous pareillement sommes tout à fait interessez en cette affaire, ayant comme tout le monde fait tel Droit à la Succession de ces Royaumes, lequel ces persones-là ont tâché d'interrompre, & de prevenir les legitimes Successeurs de la Couronne elevez par une singuliere providence de Dieu dans la vraye Religion Protestante, d'aporter quelque soulagement à ces miseres. Dans une affaire donc d'une si grande importance, nous n'avons pû nous empêcher, d'embrasser les veritables Interests de cette Nation, & de contribuer de tout nôtre pouvoir pour la défence de ses Loix & de ses Libertez, pour le maintien de la Religion Protestante dans le Royaume, comme aussi pour luy asseurer la jouïssance de tous ses Droits legitimes.

Mais afin que nôtre dessein soit si evident que personne n'en puisse douter, ni en pretendre cause d'ignorance, pour s'exemter de concourir avec nous dans un si juste dessein, entrepris pour le bien general de la Nation, Nous declarons que nôtre intention est de garentir ce Royaume de tout danger du Papisme, du Pouvoir Arbitraire à l'avenir, & pour la delivrance des miseres à quoy il est presentement exposé, de travailler à l'affermissement de cette Garentie, & de cette delivrance par l'entremise d'un Parlement, & cela sur de tres-solides fondemens à l'égard de leur Religion; & pour leurs interests temporels, de redresser le tout par des moyens convenables, & d'une maniere si efficace, qu'on ne retombera plus dans tous les malheurs susmentionnez. Voilà les vrays motifs de nôtre entreprise pour ce qui concerne cette Nation.

Les efforts donc que nous voulons faire pour la delivrance d'un Royaume oppressé, nous persuadent, qu'ils ne seront pas seulement pris en bonne part, mais qu'ils seront accompagnez d'une joye & d'une approbation universelle, & même du secours de toute la Nation. Que ceux qui ont été les instrumens pour introduire l'Esclavage dans ce Royaume feront connoitre le repentir qu'ils ont de ce qu'ils ont fait, par la grande diligence qu'ils aporteront à leur delivrance, & que ceux, qui ne nous assisteront pas de la maniere qu'ils y sont obligez à l'égard de Dieu & de l'amour de la Patrie, porteront avec justice la peine de tous les maux qui pourront s'ensuivre pour ne s'être pas acquitez de leur devoir.

Et comme nous mettons toute nôtre confiance en Dieu seul pour le succés de nos Armes, nous esperons que tous les gens de bien demanderont ardemment au Seigneur qu'il repande sa benediction sur nos desseins, afin qu'ils puissent reüssir à la gloire de son grand Nom; pour l'affermissement de l'Eglise Reformée, & pour le repos & le bien commun de ce Royaume. Donné sous nôtre Sein & sous le Seau de nos Armes à la Cour, à la Haye le 10. Octobre, 1688.

Signé,

GUILLAUME HENRI, PRINCE D'ORANGE,

Plus bas,

Par exprés commandement de son Altesse.

Signé,

C. HUYGENS.

A tous les Officiers & Gens de Mer de la Flote Angloise.

Messieurs, mes Amis.

COmme nous avons donné à nôtre Fidele & bien aimé Amiral Herbert un Plein-pouvoir, nous esperons que vous prendrez une entiere créance à tout ce qu'il vous dira de nôtre part. Nous avons fait une Declaration qui comprend les raisons que nous avons d'entreprendre cette Expedition, où vous verrez que nous n'avons point d'autre vuë que la conservation de la Religion Protestante, & le restablissement des Loix & des Libertés du Royaume d'Angleterre, puis qu'il est certain que les Papistes ont resolu la ruine entiere de nôtre Religion, dans la Grand-Bretagne, comme elle l'est en France: elle le sera de même infailliblement chez vous, si les Papistes se rendent les maistres. Nous sommes persuadez que vous avez déja aperceu, que l'on ne se sert de vous, que comme d'instrument pour soumettre vous & vôtre Patrie sous le joug du Papisme, & dans l'esclavage, par le moyen des Irlandois & des Estrangers qui se preparent à mettre la derniere main à vôtre destruction. C'est pourquoy nous esperons que Dieu vous inspirera des pensées salutaires pour faciliter vôtre delivrance; & pour vous tirer de toutes ces miseres, vous, vôtre Patrie & vôtre Religion. ANNO 1688.

Cela ne se pouvant selon l'apparence qu'en vous joignant à nous, pour nous assister, puis que nous travaillons à vôtre delivrance, & nous vous asseurons que nous n'oublierons jamais les services que vous nous rendrez en cette occasion, & nous prometons de donner des marques particulieres de nôtre faveur à tous ceux qui veulent bien la meriter de nous & de la Nation. Nous sommes sincerement Vôtre Ami bien affectionné.

GUILLAUME HENRI, PRINCE D'ORANGE.

Par ordre exprés de Son Altesse.

C. HUYGENS.

De nostre Cour de Dieren, le 29. Septemb. 1688.

Aux Officiers & Soldats de l'Armée Angloise.

Messieurs, mes Amis,

NOus avons fait connoitre avec tant de sincerité & de bonne foy dans nôtre Declaration quelle est nôtre intention touchant cette Expedition presente, que nous n'avons rien à y ajouter, aussi sommes nous asseurez qu'en cela vous ne pouvez rien souhaiter davantage de nous. Nous venons donc pour conserver vôtre Religion, pour rétablir & pour afermir vos Libertez & vos Proprietez: mais comme nous ne pouvons pas seuls executer ces choses, nous n'avons jamais douté que tous les Protestans & les bons Anglois, ne viennent & ne concourent avec nous dans le dessein de mettre ces Nations à couvert du Papisme & hors de l'Esclavage. Vous devez être tous convaincus que vous estes les instrumens dont on se sert pour reduire la Nation à la Servitude & pour ruiner la Religion Protestante. Jugez ce que vous avez à attendre quand cela sera executé, par la cassation que l'on a faite en Irlande de tous les Protestans Anglois, tant Officiers que Soldats; & par le transport que l'on a fait en Angleterre des Soldats Irlandois pour remplir vos places, il y en a des exemples si recens qu'il n'est pas besoin de vous les remettre en memoire. Vous savez aussi comment on en a usé à l'égard de quelques Officiers, vos Compagnons, pour s'être montrez fermes dans la Religion Protestante & pour les Loix d'Angleterre. Vous ne pouvez donc pas vous flater d'être mieux traitez, si vous ne contribuez à les tirer de l'extremité où ils sont reduits; car vous savez qu'ils ne tiennent point leur parole. Cela étant, nous esperons que vous ne vous laisserez pas seduire par un faux éclat de gloire, mais que vous considererez avant toutes choses, ce que vous devez à Dieu vôtre souverain Seigneur, à vôtre Patrie, à vous mêmes, à vôtre Posterité, qui sont autant de motifs, que des gens d'honneur comme vous doivent preferer à toute autre consideration & engagement quel qu'il puisse être. Nous croyons donc que vous prefererez à cela l'honneur que l'on vous ofre presentement de contribuer à la conservation des Libertez de vôtre Païs & à l'afermissement de vôtre Religion. On se souviendra toujours des services que vous rendrez en cette occasion, & nous promettons de repandre des marques singulieres de nôtre faveur sur chacun en particulier, qui seront proportionées au merite de la conduite que vous tiendrez: car nous ferons une grande distinction entre ceux qui viendront assez-tôt pour joindre leurs Armes aux nôtres, & ils

ANNO 1688. nous trouveront pour eux bien affectionné & asseuré Ami.

GUILLAUME HENRI, PRINCE D'ORANGE.

Par l'exprès commandement de Son Altesse.

C. HUYGENS.

Priere faite pour cette Expedition.

DIeu Tout-puissant, Seigneur des Armées, l'ayde & le refuge de tous ceux qui se confient en toy: Nous te suplions tres-humblement de benir & de donner un heureux succez à cette entreprise, pour la gloire de ton Nom, & pour l'avantage de ton Peuple. Que nos péchez n'allument point ta colere au point de refuser au *Prince* ton Serviteur, ta sainte benediction, mais couvre le de ta grace comme d'un bouclier. Dirige le dans tous ses Conseils, accompagne le toûjours & l'assiste dans toutes ses Actions, afin qu'il reüssisse dans ce grand dessein. Qu'il employe tout le Pouvoir que tu luy as confié à l'honneur de ton grand Nom, à l'afermissement, à l'avancement de ta vraye Religion, & pour la Paix & la felicité de ces Peuples. Benis cette Flotte, donne d'heureux succez à cette Armée. Fay nous la grace, ô Dieu Pere de Misericorde, que chacun de nous en particulier se convertisse à toy de tout son cœur. Qu'il se repente avec sincerité de toutes ses fautes passées, & s'engage sollemnellement envers toy, comme nous faisons maintenant tous ensemble de mieux vivre à l'avenir, de faire tous nos efforts, pour rendre nôtre conduite conforme au nom de Chretien Reformé, & que nôtre zele réponde à nôtre sainte Religion, & que ses principes soient la regle de nôtre vie. Exauce nous, ô Saint des Saints, fay camper tes Anges à l'entour de nous, car nous mettons toute nôtre confiance en ta protection & en ton secours, que nous te supplions bien humblement de nous accorder pour l'amour de Jesus-Christ, nôtre unique Sauveur & Redempteur. A-men.

La même Declaration plus étenduë, & fortifiée d'un plus grand nombre de motifs, causes & raisons. Du même jour 10. Octobre 1688. Avec *Une* ADDITION *par laquelle le Prince proteste de nouveau, que son dessein ne tend qu'à retablir & rafermir les Loix & Libertez de la Nation Angloise, & nullement à conquerir le Royaume. Donnée à la Haye le 24. Octobre 1688.*

C'Est une chose certaine & manifeste, dont tous les hommes conviennent, que la Paix publique & le bonheur d'un Etat ou Royaume, ne peut être conservé quand les Loix, les Libertés & les Coûtumes, qui y sont établies par une Puissance legitime, sont ouvertement violées & aneanties: Sur tout quand on prend à tâche de changer la Religion, & d'en introduire une autre qui est condamnée par les Loix. Cela estant, ceux qui sont immediatement les plus interessez en cette affaire, sont indispensablement obligez de prendre garde que les Loix, les Libertés & les Coûtumes, & sur tout la Religion & le Culte de Dieu qui est estabi, soient maintenus & conservez. Ils doivent aussi prendre un soin effectif que les Sujets de ces Païs ou Roiaumes, ne soient pas depouillez de leur Religion & de leurs Droits Civils. Cette precaution est d'autant plus necessaire, que la grandeur & la seureté des Roys, des Familles Royales & de tous ceux qui sont en Autorité; aussi-bien que le bonheur de leurs Peuples & de leurs Sujets, depend d'une maniere toute particuliere de l'exacte observation & du maintien de leurs Loix, de leurs Libertez & de leurs Coutumes.

Suivant donc ce principe, nous n'avons pû differer plus longtemps à declarer que nous voyons à nôtre grand regret, que les Conseillers, qui ont à present le principal credit auprès du Roy, se sont rendus maitres de la Religion, des Loix & des Libertez de ces Royaumes, & ont assujetti tout ce qui regarde la Conscience, les Libertez & les proprietez à un Gouvernement Arbitraire; & cela non seulement par des voyes cachées & indirectes, mais par des façons de faire publiques & à visage découvert. ANNO 1688.

Ces mauvais Conseillers pour avancer cette affaire, & la colorer d'abord de quelques pretextes plausibles, ont inventé & attribué au Roy *un Pouvoir Dispensatif*, en vertu duquel ils pretendent qu'il a Droit *de suspendre les Loix & d'en dispenser*, quoi que faites par l'autorité d'un Roy & d'un Parlement pour la sureté & le bonheur des Sujets. Par ce moyen ils ont rendu ces Loix sans effet & sans force, quoi qu'il n'y ait rien de plus certain, que comme ces Loix ne peuvent être faites que du consentement mutuel du Roi & du Parlement, parce que les Loix faites de la sorte, & sur tout celles qui establissent le repos public, le bien de la Nation, & la vie & la liberté de chaque Sujet en particulier, ne peuvent être revoquées ni suspenduës que par la même autorité d'un Roy & d'un Parlement joints ensemble.

Encore qu'un Roy puisse faire grace à un particulier du châtiment qu'il a merité, & à quoi il a été condamné, & même dans le cas *de Haute Trahison ou d'un autre crime*; on ne peut pourtant avec aucune apparence de raison, conclure de-là, que le Roy a le Pouvoir de suspendre absolument l'execution des Loix faites contre la *Haute Trahison* & *les autres crimes*; Si ce n'est qu'on veuille soutenir qu'il est revêtu d'un Pouvoir *Despotique & Arbitraire*, & que la vie, les libertez, l'honneur & les biens de ses Sujets dependent entierement de sa bonne volonté & de son bon plaisir, & qu'ils lui sont tout à fait assujetis, ce qui s'ensuit necessairement si le Roi a le Pouvoir de suspendre *l'execution des Loix*, ou *d'en dispenser*.

Ces dangereux Conseillers pour donner quelque couleur à cette estrange & execrable Maxime, ont sçû tellement conduire cette affaire qu'ils ont enfin porté des Juges à declarer que ce *Pouvoir Dispensatif est un Droit de la Couronne*; comme s'il étoit au Pouvoir de douze Juges de sacrifier au Roy les Loix, les Droits & les Libertez de toute une Nation, pour en disposer à sa fantaisie, selon son bon plaisir, & cela directement contre les Loix faites pour la sureté des Sujets. Pour obtenir cette Declaration, ces pernicieux Conseillers avoient pressenti auparavant les opinions des Juges, faisant en sorte que ceux d'entre eux qui ne pouvoient en bonne conscience, concourir à une si injuste declaration, ont été déposez & d'autres establis en leurs places. Par ces sortes de changemens faits dans les Cours de Justice, ils ont enfin obtenu cette Declaration: Mais ils ont introduit pour cela à des Charges de si grande importance ceux qui font profession publique de la Religion Papiste, quoi qu'ils soient absolument exclus de toutes ces sortes de Charges par les Loix.

Il est aussi constant & manifeste que lors que *Sa Majesté* vint à la Couronne qu'elle fut reçûë & reconnuë de tous les Sujets *d'Angleterre, d'Ecosse, & d'Irlande*, pour leur Roy, sans faire la moindre opposition, quoi qu'il fit en ce temps-là profession publique de la Religion Papiste. De son cotté il promit & jura solemnellement à son Couronnement; qu'il maintiendroit ses Sujets en la pleine jouïssance de leurs Loix & de leurs Libertez; & particulierement, qu'il conserveroit *l'Eglise Anglicane telle qu'elle est establie par les Loix.* Il est certain qu'en divers & differents temps, plusieurs Loix ont été faites, pour la conservation des Droits & des Libertez de la Religion Protestante: Et entre autre sureté il fut arrêté là, que generalement tous ceux qui seroient élevez à quelque Dignité Ecclesiastique, ou qui seroient faits Membres d'une Universté; même ceux qui seroient establis en quelque Charge Civile ou Militaire, seroient chacun obligez de declarer qu'il n'est point Papiste, mais qu'il est de la Religion Protestante, confirmant cet aveu par les Sermens *d'Allegeance, de Supremacie & du Test.* Malgré ces precautions, ces pernicieux Conseillers ont effectivement aboli & annullé toutes les Loix qui ont relation aux Charges Ecclesiastiques & Civiles.

Pour ce qui concerne les Dignitez & les Charges Ecclesiastiques, ils ont non seulement sans la moindre apparence de Droit, mais encore contre les Loix les plus expresses, erigé un Tribunal composé d'un certain nombre de personnes, à qui ils ont confié la connoissance & la direction des affaires Ecclesiastiques, & ils ont compris dans ce nombre un des Ministres d'E-

ANNO 1688.

tat de Sa Majesté, qui faisoit dés lors profession de la Religion Papiste, & qui avoit declaré en la professant, qu'il la tenoit depuis long-temps pour la seule veritable Religion.

Par tout cela on peut voir le deplorable état où la Religion Protestante est reduite, puisque les affaires de l'Eglise Anglicane sont à present entre les mains des personnes, qui ont accepté une Commission qui est directement contre la Loy, puis qu'un de leurs principaux Membres a abjuré la Religion Protestante, & a declaré qu'il étoit Papiste, & par consequent qu'il est devenu incapable d'exercer aucune Charge publique. Ces Commissaires ont jusqu'ici donné de telles Preuves de leur soumission aux instructions qui leur sont données, qu'il n'y a pas lieu de douter qu'ils ne continuent à avancer tous les desseins qui conviendront le mieux à leur parti.

Ces pernicieux Conseillers ont soin que l'on n'éléve à la Dignité Ecclesiastique, que des personnes peu zelées pour la Religion Protestante, & qui cachent cette indifference sous le pretexte specieux de *moderation*. Les mêmes Commissaires ont suspendu l'Evêque de Londres, simplement parce qu'il refusoit d'obeïr à un ordre de suspendre un digne Ministre sans l'avoir cité devant lui pour défendre sa cause, voulant qu'il fut condamné sans aucune formalité de justice.

Ils ont deposé un President du College de la Madelaine, qui avoit été eleu par les Membres de ce College, & ont ensuite déposé tous les Membres sans les attirer dans aucune Cour, qui eut pû prendre une juste connoissance du fait, & même sans avoir obtenu aucune Sentence de Juge competant contre eux. Toute la raison qu'on donna de leur demission, fut, qu'ils avoient refusé d'élire pour President, une personne qui leur étoit recommandée par les pratiques de ces pernicieux Conseillers, sans considerer que ces Membres sont en Droit, sans contredit, d'élire en toute liberté. Ils les ont cependant dépouillez de leurs possessions contre l'ordre des Loix & contre les prevoyances expresses de *Magna Charta*, qui porte que *personne ne perdra sa vie ni ses biens qu'en vertu des Loix du Païs.* Voila comme ces dangereux Conseillers ont mis à present entierement ce College entre les mains des Papistes quoy que declarés incapables de remplir aucune de ces Places, tant par les Loix du Païs, que par les Statuts du College, comme on l'a déja dit.

Ces Commissaires ont aussi cité devant eux tous les Chanceliers & les Archidiacres d'Angleterre, & ont exigé d'eux les noms des Ecclesiastiques qui ont publié la Declaration du Roi touchant la Liberté de conscience. Ils leur ont aussi demandé les noms de ceux qui n'ont pas lû cette Declaration, sans considerer que cette lecture n'étoit pas ordonnée au Clergé par leurs Evêques qui est leur forme ordinaire.

L'invalidité de ce Tribunal & l'incompetence de ces Commissaires Ecclesiastiques sont evidentes, & il paroit si clairement qu'ils ne tendent qu'à la ruine de la *Religion Protestante*, que l'honorable Pere en Dieu *Guillaume* Archevêque de Cantorbery, Primat & Metropolitain de toute l'Angleterre, considerant que cette Assemblée n'avoit été faite qu'à dessein d'opprimer les personnes qui excelloient en vertu, en Doctrine & en pieté, refusa d'y prendre seance & d'agir de concert avec eux.

Quoy qu'il y ait plusieurs Loix tres-expresses faites contre toutes sortes d'Eglises & de Chapelles pour l'exercice de la Religion Papiste, aussi bien que contre toutes sortes de Cloistres & de Convents, & de tres-particulieres contre l'Ordre *des Jesuites*. Ces mechans Conseillers ont neanmoins fait obtenir le Pouvoir de bâtir diverses Eglises & Chapelles pour l'exercice de la Religion Papiste. Ils ont aussi fait en sorte que l'on a edifié plusieurs Cloistres & Monasteres, qui sont tous erigés au mépris des Loix. Ils ne se sont pas contentés d'avoir fait en divers endroits plusieurs Colleges de Jesuites pour corrompre la jeunesse. Ils ont même élevé une personne de cette Societé à la Dignité de Conseiller du Conseil privé & de Ministre d'Etat. Ce qui fait voir bien clairement, qu'ils ne sont retenus par aucune sorte de regles ni de Loix & qu'ils n'ont pour but que d'assujettir l'honneur & les biens des Sujets, & la Religion établie, à un Pouvoir Despotique, & à un Gouvernement Arbitraire. En quoy ils sont bien servis & secourus par les Commissaires Ecclesiastiques.

Ils ont aussi employé la même methode à l'égard des affaires Civiles, car ils ont tant fait qu'on a ordonné de faire pressentir *tous les Lords-Lieutenants, les Deputez-Lieutenans, les Sherifs, les Juges de Paix*, & generalement tous ceux qui exercent quelque Charge publique, pour sçavoir, s'ils voudroient concourir avec le Roi à l'abolition du *Test & des Loix Penales*. Tous ceux dont la conscience repugnoit de s'accommoder à ce dessein ont été deposés, & on en a mis d'autres en leur place que l'on a crû de meilleure volonté & plus penchants à leur but, qui tend à l'abolition des Loix qui sont faites avec tant de prevoyance & de prudence pour la sureté de la Religion Protestante. Ils ont même introduit des Papistes de profession dans plusieurs de ces Charges, encore que les Loix les en ayent declarez incapables, & dispensé les Sujets de deferer à leurs Ordonnances.

Ils ont de plus saisi les Privileges & Chartres de la plûpart des Villes qui ont droit d'élire des Membres pour le Parlement, & ont tant fait que ces Titres leur ont été apportés par les Magistrats, qui en les livrant, ont abandonné tous leurs Droits & leurs Privileges à la discretion & au bon plaisir de ces pernicieux Conseillers, qui ont fait de nouveaux Magistrats dans ces Villes, en qui ils pussent prendre une entiere confiance; établissant des Magistrats Papistes en plusieurs endroits, quoi que les Loix les en declarent incapables.

Encore qu'aucune Nation ne puisse subsister sans l'exercice d'une bonne Justice & desinteressée, puisque la Vie, la Liberté, l'Honneur, & les Biens des hommes en dependent: Ces pernicieux Conseillers neanmoins ont tout assujetti à un Pouvoir Arbitraire & Despotique. Dans les affaires de la plus grande importance, ils ont commencé par découvrir les sentimens des Juges, & par deposer ceux qui ne s'accordoient pas à leurs intentions, en mettant d'autres en leur place, dont ils étoient plus asseurés, sans avoir aucun égard à leur capacité, ils n'ont pas même craint d'introduire des Papistes manifestes dans les Tribunaux, quoi qu'ils en fussent exclus par les Loix, & que personne n'est obligé de deferer à une Sentence renduë par de tels Juges. Ils ont porté cela si loin, qu'ils ont démis les Juges qui faisoient voir dans l'administration de la Justice, qu'ils étoient dirigez par leur conscience & non par les instructions d'autruy. En quoy il paroit qu'ils font tous leurs efforts pour se rendre entierement maîtres de la Vie, de l'Honneur & des Biens des Sujets de quelque état ou condition qu'il puisse être: Et cela, sans avoir aucun égard à l'équité des causes ni à la conscience des Juges, voulant qu'ils soient assujetis en toutes choses à leur volonté & à leur bon plaisir. Ils pretendent par là intimider le reste des Juges qui sont en Charge, & ceux qu'ils trouveront à propos de mettre à la place de ceux qu'ils deposent, & leur faire voir ce qu'ils ont à attendre, lorsqu'ils feront la moindre chose contre leur bon plaisir, & que les fautes de cette nature ne sont jamais pardonnées à qui que ce soit.

Il y a eu beaucoup de sang repandu en divers endroits de ce Royaume, par des Juges gouvernez par ces pernicieux Conseillers, & cela contre toutes les regles & les formalitez des Loix, & sans vouloir permettre aux accusez de se défendre.

Ils ont aussi reduit toutes les causes de la Justice Civile dans un état fort chancelant, remettant l'administration de la Justice entre les mains des Papistes, car quelque juste que puisse estre leur Sentence, de ce fait, que les Loix du Païs excluent les Papistes de tous les Tribunaux, & qu'ils les en ont declaré incapables; personne n'est tenu d'acquiescer à leur decision. Toutes les Sentences qu'ils rendent sont d'elles mêmes nulles & sans force, de sorte que toutes les personnes tirées en cause devant ces juges Papistes, ne doivent regarder leur pretenduë Sentence, que comme un Jugement rendu par un simple particulier sans caractere ni autorité. Les Sujets sont donc fort à plaindre, qui sont obligez de répondre devant de tels Juges, qui en toute affaire ne suivent point d'autre regle que celle qui leur est prescrite par ces pernicieux Conseillers. Comme ils leur ont fait avoir ces Charges & qu'ils les en peuvent ôter quand l'envie leur en prend, ils ne peuvent jamais être tenus pour Juges legitimes. Toutes leurs Sentences par la disposition du Droit, ne sont d'aucune force ni efficace.

Ils en ont usé de même à l'égard de toutes les Charges

ANNO 1688.

ges Militaires. Car les Loix ne se contentent pas d'exclure les Papistes de ces sortes de Charges, elles stipulent particulierement, qu'ils seront desarmez. Cependant au mépris des Loix, ils ne sont pas seulement armez, mais on les a encore élevez aux plus grands Employs de la Guerre, tant de Terre que de Mer: les Estrangers aussi-bien que les Naturels du Païs, & les Irlandois comme les Anglois. Par ces voyes ils se sont rendus maîtres des affaires de l'Eglise, du Gouvernement de la Nation, & de l'Administration de la Justice; ils les ont assujettis à un Pouvoir Despotique & Arbitraire, afin d'être en état de se maintenir & d'executer leurs damnables desseins avec le secours de l'Armée, & de mettre enfin la Nation à l'esclavage.

Les funestes effets du bouleversement de la Religion, des Loix & des Libertez établies en Angleterre paroîtront encore plus clairement si nous considerons ce qui s'est fait en Irlande. Car là, tout le Gouvernement est entre les mains des Papistes, & les Sujets de la Religion y vivent dans une crainte continuelle de ce que l'on doit attendre de la Justice du *Pouvoir Arbitraire* qui y est introduit. C'est ce qui oblige une grande partie à abandonner leurs Biens, & à sortir de ce Royaume, se souvenans du cruel massacre qui se fit en cette Isle, en 1641.

Ces mauvais Conseillers ont aussi porté le Roy à declarer en Ecosse qu'il est revêtu *du Pouvoir Absolu*, & que les Sujets sont tenus de lui obeïr sans reserve en toute chose. Sur cela il s'est effectivement attribué *un Pouvoir Arbitraire*, sur la Religion aussi bien que sur les Loix de ce Royaume-là, d'où l'on peut conjecturer ce que l'on doit attendre en Angleterre du moment qu'ils auront fait tous leurs preparatifs.

Cette longue & insupportable oppression, & le mépris manifeste des Loix, joint aux funestes suites qu'elle aura infailliblement, ont donné une forte & juste apprehension à tous les Sujets, & leur ont fait penser, pour les éviter, à de legitimes moyens, tels qu'ils sont permis à toutes Nations. Mais tout cela a été sans effet, & ces pernicieux Conseillers ont tâché de faire craindre à tout le monde de perdre la Vie, les Libertez, les Honneurs & les Biens, si on pretendoit s'opposer à ces oppressions par des Requestes, des Remontrances ou autres moyens permis par les Loix. C'est de la sorte qu'ils ont traité l'Archevêque de *Canterberi*, & d'autres Evêques, pour avoir presenté au Roi une Requeste fort soumise & tres-respectueuse. Car cet Archevêque & les Evêques n'excedoient pas le nombre permis par les Loix, & ils exposoient en peu de mots les raisons qui les empéchoient d'obeïr à l'ordre qui leur avoit été envoyé, & qui avoit été suggeré par ces pernicieux Conseillers. Par cet Ordre il leur étoit commandé d'ordonner à leurs Pasteurs, de lire dans leurs Eglises la Declaration pour *la Liberté de Conscience*, ils ont cependant été mis en prison, & ensuite tirez en Justice, comme s'ils étoient coupables d'un crime énorme. Ils n'ont pas seulement été obligez de repondre à cette procedure, mais encore de comparoitre devant des Papistes de profession, qui n'avoient point fait le Serment du *Test*, & qui par consequent avoient interest à les condamner; & pour les Juges qui avoient opiné en faveur des Evêques, ils furent deposez.

De quelque façon que l'on colore la chose, & quelque étendu que soit le Pouvoir d'un Roy, & qui exerce le plus absolument le Pouvoir Despotique & Arbitraire, il n'a jamais imputé à crime à ses Sujets d'être venus avec toute sorte de soûmission & de respect, & en petit nombre, lui remontrer qu'il leur est impossible d'obeïr à ses commandemens.

Ces mêmes Conseillers ont aussi traité en criminel un Pair du Royaume, pour avoir seulement dit, que les Sujets ne sont pas obligez d'obeïr aux Ordres d'un Juge de Paix Papiste, quoi qu'ils sachent bien que les Papistes étant exclus par les Loix de toutes sortes de Charges, personne n'est obligé de deferer à leurs jugemens. Puisque ce sont ces Loix qui assurent au Peuple la Vie, la Liberté, l'Honneur & les Biens, en les empéchant d'être soûmis à la Jurisdiction Arbitraire des Papistes, qui sont entrez contre les Loix dans les Charges Militaires & de Judicature.

Sur cela Nous & la Princesse nôtre chere & bien-aimée Epouse, avons tâché avec bien du respect de faire voir au Roy, la juste & profonde douleur que ces procedures nous causent, & même pour satisfaire au desir que Sa Majesté a fait connoitre, nous avons declaré tant de bouche, que par écrit à son Envoyé, quelle étoit nôtre pensée, à l'égard de l'abolition du *Test* & des *Loix Penales*; & cela d'une maniere qu'il y avoit lieu d'esperer que par le temperament que nous avions proposé, la Paix de ces Royaumes, & une heureuse Union entre les Sujets de toutes sortes d'opinions pourroit être affermie. Mais ces pernicieux Conseillers ont donné une interpretation si contraire à nôtre bonne intention, qu'ils se sont efforcez d'éloigner le Roi de plus en plus de nous, comme si nous avions en vûë de troubler la Tranquilité & le bonheur du Royaume.

ANNO 1688.

L'unique remede & le plus efficace à tous ces maux, seroit *la Convocation d'un Parlement*, pour défendre la Nation des méchantes pratiques de ces pernicieux Conseillers; mais la convocation d'un tel Parlement ne se doit point attendre, car ils auroient un juste sujet de craindre qu'on ne leur fit rendre compte des infractions manifestes des Loix, des conspirations & des conjurations contre la Religion Protestante, & contre la Vie & les Libertez des Sujets. C'est pourquoi ils ont tâché sous le specieux pretexte *de Liberté de Conscience*, de semer premierement la division parmi ceux de la Religion, c'est-à-dire, entre l'Eglise Anglicane & tous les divers Protestans, dont le veritable & commun interest est de se preserver de la tyrannie des Papistes, afin que s'ils se trouvoient par cet artifice engagez dans des disputes reciproques, ils pussent cependant prendre leur temps pour executer leurs Projets, tant pour ce qui regarde l'élection des Membres du Parlement, que pour agir ensuite dans le Parlement même. Car ils voyent bien que si tous les Protestans viennent à être en bonne Intelligence les uns avec les autres, & qu'ils agissent de concert à maintenir leur Religion, qu'il ne sera pas possible à ces pernicieux Conseillers, d'executer leurs mauvais desseins.

Ils ont aussi requis dans toutes les Provinces d'Angleterre, & de tous ceux qui sont en quelque Charge ou Consideration, de declarer par avance qu'ils consentiront à *l'Abolition du Test & des Loix Penales*, & qu'ils ne donneront leurs suffrages dans l'élection des Membres du Parlement, qu'à ceux qui seront dans ces mêmes sentimens. Ceux qui ne voulurent point se declarer par avance, furent démis de leurs Charges, & on en mit d'autres en leur place, dont une partie étoit Papiste, qui promirent tout ce que l'on voulût, contre les Chartres & les Privileges des Bourgs & des Villes, qui ont Droit d'élire des Membres pour le Parlement. Ils ont obtenu pour cela tous les Reglemens qu'ils ont jugé être propres & necessaires, pour s'assurer des Membres qui doivent être élus par ces *Corporations* ou *Societez*. Par ce moyen ils ont crû pouvoir éviter le châtiment qu'ils meritent, quoi qu'il soit évident que tous Actes faits par des Magistrats Papistes, ne sont de nulle valeur. Si un Parlement n'est donc pas legitime, dont les Elections & les Certificats d'Election sont faits par des Sherifs & des Maires de Ville Papistes, il n'est pas possible d'avoir un Parlement legitime, tant que l'Autorité & le Gouvernement seront en de telles mains. Suivant donc les Constitutions du Gouvernement d'Angleterre & toutes les vieilles Coûtumes, toute élection du Parlement se doit faire dans une pleine liberté, sans aucune contrainte & sans qu'il soit permis de requerir ceux qui ont Droit d'élire, pour les porter à élire ceux qu'on leur recommande, ceux mêmes qui sont librement élus, doivent opiner en toute liberté sur toutes les matieres qui leur sont proposées; ayant toûjours devant les yeux le bien commun de la Nation, & suivant en toutes affaires les mouvemens de leur Conscience.

Dans l'état present des choses le Peuple d'Angleterre ne doit pas s'attendre au remede d'un Parlement libre, ni legitimement convoqué ni élû, mais il peut voir convoquer un Parlement, où les fraudes & les violences feront les Elections, & qui ne sera composé que de Personnes dont ces pernicieux Conseillers seront asseurez, & où toutes choses seront traitées suivant leurs Ordres & leurs Interêts, sans avoir aucun égard au bien & au bonheur de la Nation. Cela se confirme, par ce que ces mêmes Personnes ont tâché de gagner les Membres du dernier Parlement, pour les faire consentir à la Revocation du *Test & des Loix Penales*, & ont tant fait que le Parlement fut cassé, voyant que par promesses ni par menaces, ils ne pouvoient

ANNO 1688. voient porter les Membres à executer leurs mauvais desseins.

Mais pour couronner leur conduite, il y a de grandes & fortes presomptions qui nous portent à croire que ces mauvais Conseillers, pour avancer leurs pernicieux desseins, & pour avoir le temps de les executer, tant pour encourager leurs complices, que pour decourager tous les bons Sujets, ont publié que la Reine étoit accouchée d'un Fils. Et comme durant cette pretenduë grossesse de la Reyne, aussi-bien que dans les Circonstances de cette Naissance, & dans les manieres dont cela a été conduit, il paroit tant de justes & visibles fondemens de soupçon, que non seulement nous, mais tous les bons Sujets de ces Royaumes, soupçonnons que le pretendu *Prince de Galles* n'a pas été mis au monde par la Reyne. Et il y en avoit beaucoup qui doutoient hautement de la grossesse de la Reine aussi-bien que de la Naissance de l'Enfant; & cependant l'on n'a fait aucune chose pour les contenter & pour mettre fin à leurs doutes.

Or comme la Princesse nôtre chere & bien-aimée Epouse & nous pareillement, avons un tres-grand interêt en cette affaire, & le Droit, à ce que chacun sait, à la Succession de la Couronne, & de plus que les Anglois en l'année 1672. lors que les Etats Generaux des *Provinces-Unies* furent attaquez par une tres-injuste Guerre, firent tous leurs efforts pour la finir, s'opposant à ceux qui avoient alors le credit à leur Cour, se mettant au hazard de perdre la faveur du Prince & leurs Charges, & qu'outre cela la Nation Angloise a toûjours temoigné une singuliere affection tant pour la Princesse, nôtre bien-aimée Epouse, que pour Nous même, Nous n'avons donc pû nous empêcher dans une affaire si importante de prendre leurs interêts, & de contribuer de tout nôtre pouvoir, à maintenir tant la Religion Protestante, que les Loix & les Libertez de ces Royaumes, & pour assurer à leurs Sujets la jouïssance de leurs legitimes Droits. Pour executer cela, Nous avons été fort instamment priez par un grand nombre de Seigneurs tant Ecclesiastiques que Seculiers, & par beaucoup de Nobles & autres Sujets de toutes conditions.

Sur cela nous avons trouvé bon de passer en Angleterre, & de prendre avec la Benediction de Dieu des forces suffisantes, pour nous defendre de la violence de ces pernicieux Conseillers; & desirant que nôtre Intention soit bien entenduë, nous avons à cette fin, fait dresser cette *Declaration*, où de la même maniere que nous avons rendu un compte veritable des raisons qui nous portent à cette entreprise, nous avons jugé à propos de faire connoitre, que cette Expedition n'est à aucune fin, que pour avoir le plûtôt que faire se pourra un libre & legitime Parlement assemblé. Que toutes les nouvelles Chartres par lesquelles les Elections des Membres du Parlement sont bornées contre l'ancienne Coûtume, soient tenuës pour nulles & d'aucune valeur. Que tous les Magistrats deposez injustement & contre les Loix rentreront dans leurs Charges. Que tous les Bourgs d'Angleterre se mettront en possession de leurs anciennes Prescriptions & Chartres. Que l'ancienne Chartre de la tres-grande & tres-celebre Ville de Londres demeurera dans toute sa force. Que les Lettres Circulaires pour l'Election des Membres du Parlement seront adressées aux Officiers, à qui il apartient de les recevoir selon les Loix & Coûtumes. Qu'il ne sera permis à personne d'élire ou d'être élû pour un Membre du Parlement, qu'il n'ait les qualitez requises par les Loix. Que les Membres du Parlement étant ainsi legitimement élûs, s'assembleront & prendront leur Seance en toute liberté. Que les deux Chambres pourront ensemble travailler à la preparation des Loix qu'elles jugeront utiles & necessaires. Qu'après une pleine & libre agitation, tant pour l'établissement que pour l'execution, touchant le *Test* & telles autres Loix, qui sont necessaires pour le maintien & la sureté de la Religion Protestante, ils pourront faire toutes les Loix capables de faire une bonne Union, tant entre l'Eglise Anglicane & les divers Protestans, que pour la defence & le repos de tous ceux, qui veulent vivre paisiblement en bons Sujets sous le Gouvernement, sans souffrir la moindre persecution au sujet de leur creance, les Papistes même n'en étant pas exceptez. Que les deux Chambres pourront aussi pourvoir à toutes les autres affaires qu'elles jugeront à propos pour la Paix, l'Honneur & le salut de la Nation, afin qu'elle ne puisse plus être jamais en danger à l'avenir de retomber sous un *Gouvernement Arbitraire*. ANNO 1688.

Nous voulons aussi raporter à ce Parlement la recherche de la Naissance du pretendu *Prince de Galles*, & tout ce qui a relation à cela, & au Droit de la Succession. Pour ce qui est de nous en particulier, Nous voulons en toutes choses aider à avancer la Paix & le Bien commun de la Nation, par les moyens qu'un libre & legitime Parlement aura determiné, puisque toute nôtre entreprise ne tend qu'à la conservation de la Religion Protestante: à mettre toutes sortes de personnes à couvert de la persecution au sujet de leur Conscience, & à affermir toute la Nation dans la libre jouïssance de tous ses Droits & Libertez sous un juste & legitime Gouvernement.

Voilà la fin que nous nous sommes proposée, en prenant les Armes en cette occasion: pour y parvenir nous tiendrons les Forces qui sont sous nôtre commandement, dans la Discipline Militaire la plus severe. Nous aurons un soin particulier que les Peuples des Provinces par où il nous faudra marcher, ne souffrent aucune incommodité de leur part; & aussi-tôt que l'état de la Nation le permettra, Nous promettons de renvoyer toutes ces Troupes Etrangeres que nous avons amenées avec nous. Nous esperons donc que tout le monde jugera favorablement de nous, & que l'on aprouvera nôtre procedé; mais pour le succès de cette entreprise, nous nous en reposons sur la Benediction de Dieu, en qui nous mettons nôtre entiere & unique confiance.

Enfin nous invitons & requerons toutes Personnes quelle qu'elle puisse être, les Pairs du Roiaume, tant Ecclesiastiques que Seculiers, tous Lords-Lieutenants, Deputez-Lieutenants, tous Nobles, Bourgeois, & Personnes des Communes, de toutes Conditions, de nous venir aider dans l'execution de nos Desseins, contre tous ceux qui voudront s'y opposer, afin que nous puissions par ce moyen prévenir tous les malheurs qui arriveront infailliblement, si la Nation demeure sous le Pouvoir Arbitraire & dans l'Esclavage; mais afin que toute la violence & tous les desordres qui ont bouleversé toute la Constitution du Gouvernement d'Angleterre, puissent être restablies dans un Parlement libre & legitime; nous sommes d'avis qu'aussitost que l'Angleterre sera mise en repos, que l'on ait à convoquer un Parlement en *Ecosse*, pour l'établissement des anciennes Constitutions de ce Royaume-là & pour les Affaires de la Religion, en telle sorte que le Peuple y puisse vivre heureux & en repos, après avoir mis fin à toutes les injustes violences que l'on y exerce depuis une longue suite d'années. Nous tâcherons aussi de mettre le Royaume d'Irlande en tel état que la Loy touchant la possession des biens nommée *Setlement*, y sera religieusement observée, & que les Interêts des Protestans & de tous les Sujets de la grande Bretagne soient mis en seureté. Nous tâcherons enfin par tous les moyens possibles de pourvoir à de tels Reglemens dans les trois Royaumes que tous les Sujets puissent vivre ensemble en une heureuse Union & bonne Correspondance: & que la Religion Protestante, la Paix, l'Honneur & la felicité de ces Nations, soient solidement établis sur des Fondemens éternels. Donné sous nôtre Seing & sous le Seau de nos armes, à la Cour à la Haye le 10. Octobre 1688.

Signé,

GUILLAUME HENRI PRINCE D'ORANGE,

Plus-bas,

Par exprès commandement de Son Altesse.

Signé,

C. HUYGENS.

Addition de Son Altesse à la précédente Declaration.

APrès avoir fait dresser & imprimer nôtre Declaration, nous avons entendu que les Extirpateurs de la Religion & les Infracteurs des Loix de ces Royaumes, sur ce qu'ils ont oüi dire de nos preparatifs,

ANNO 1688.

ratifs, pour secourir le Peuple contre eux, ont commencé de retracter une partie de leur Pouvoir Arbitraire & Despotique qu'ils s'étoient attribué, & qu'ils ont revoqué quelques-uns de leurs injustes Arrêts & Declarations. Que le Sentiment de leur crime & le peu d'assurance qu'ils prennent en leurs forces, les ont porté à presenter à la Ville de Londres une apparence de soulagement, par la suspention de leurs oppressions violentes, esperant par là mettre le Peuple en repos, & le detourner de la demande d'un restablissement asseuré de leur Religion & de leurs Loix, par le secours de nos Armes. Qu'ils ont aussi fait courir le bruit, que nous nous proposons d'envahir cet Etat, & de reduire la Nation à la Servitude, sur quoi nous avons jugé à propos d'ajoûter ce peu de mots à nôtre precedente Declaration.

Nous sommes persuadez que personne ne peut avoir des pensées assez desavantageuses de nous pour s'imaginer que nous ayons aucune autre veuë dans cette entreprise, que d'affermir la Religion, les Libertez & les Proprietez des Sujets, sur des fondemens si solides & si inébranlables, que la Nation ne puisse jamais plus à l'avenir être en danger de retomber dans les mêmes malheurs où elle est. Et comme les forces que nous avons amenées avec nous sont entierement disproportionnées aux noirs Desseins qu'on nous impute de vouloir conquerir la Nation, si nous estions capables d'une telle pensée, il suffiroit de répondre, pour nous purger de cette calomnie, que le grand nombre de Personnes de la Principale Noblesse, qui sont tous de Qualité & de Condition eminente ne le souffriroient pas, car leur integrité & leur zele pour la Religion & pour le Gouvernement d'Angleterre, sont fort connus, aussi bien que la fidelité inébranlable de leur part, pour la Couronne, & dont une Partie nous accompagne dans cette Expedition, & l'autre nous a fort sollicité de l'entreprendre. Car il n'est pas vraysemblable que ceux qui nous ont sollicitez, ni que ceux qui sont venus pour nous aider, voulussent entrer dans une si criminelle entreprise, & remporter pour fruit de leur conqueste, la perte de leurs propres & legitimes titres, qui concernent leurs Honneurs, leurs Biens & leurs Interêts.

Nous sommes aussi fort asseurez que tout le monde voit le peu de fondement que l'on doit faire sur les Promesses & les engagemens que l'on donne à present, si on considere qu'avant cela, on a eu fort peu d'égard aux Promesses les plus solemnelles. Aussi le pretendu redressement que l'on offre aujourd'huy prouve manifestement toutes les infractions du Gouvernement que nous avons touchées, & découvre les défauts qui s'y rencontrent. Car ils n'accordent rien qu'ils ne puissent revoquer quand il leur plaira, puis qu'ils se reservent leurs pretextes & leurs pretensions, pour les faire revivre en leur entier par le moyen du Pouvoir Arbitraire & Despotique, sans en faire jusqu'alors le moindre semblant. Ce qui a été la source de toutes leurs oppressions, & du renversement entier du Gouvernement. Il est aussi tres-certain qu'aucun expedient, ni satisfaction ne peut être offert que dans un Parlement, par une Declaration authentique, touchant les Droits des Sujets qui ont été violez, & non par de pretendus Actes de Grace, à quoi ils se reduisent dans l'extreme necessité de leurs affaires. Nous avons donc crû qu'il étoit necessaire de declarer, que nous voulons nous raporter de toutes choses à une Assemblée libre de la Nation, dans un Parlement legitime. Donné sous nôtre Seing, & sous le Seau de nos Armes, à la Cour, à la Haye le 24. d'Octobre 1688.

Signé,

GUILLAUME HENRY PRINCE D'ORANGE.

Et plus bas,

Par l'exprès commandement de Son Altesse.

Signé,

C. HUYGENS.

LES PROVINCES-UNIES ET ORANGE.

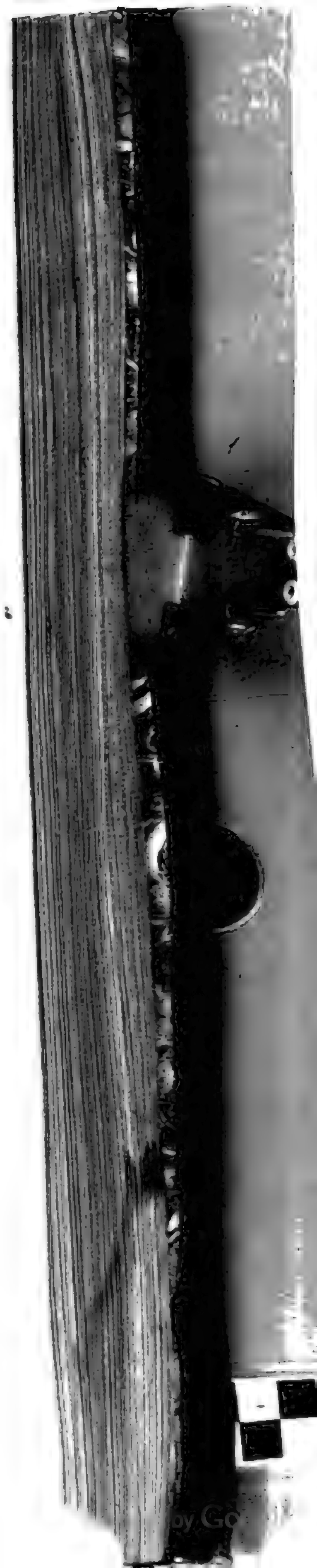
Resolutie van de Staten Generael der VEREENIGDE NEDERLANDEN, *behelsende de Reden, dewelke Haer genoodzaakt hebben, om den Prinz van Oranien* WILLEM HENDRYK *met Schepen en Krygsvolk in zyn Passagie na Engelandt t'assisteeren. Den 28. October 1688.*

IS naer voorgaende Deliberatie goedgevonden ende verstaen, dat aen alle de Ministers van den Staet buyten 's Lants kennisse sal werden gegeven van de Redenen, die haer Hoog Mogende hebben bewoogen, om Syne Hoogheydt, in Persoon naer Engelandt over gaende, met Schepen ende Militie te assisteren, met last ende ordre, om haer aen de Hoven daer de selve resideren, daer van te bedienen sulcks ende daer 't behoort; ende dat vervolgens de voorsz. Ministers sal werden aengeschreven, dat het al de wereldt kennelijck is, dat de Engelsche Natie, zedert een geruymen tijdt heeft gemurmureert ende geklaght, dat den Koningh, ongetwijffelt door den quaden raedt ende inductie van syne Ministers, empiteerde op haer Fondamentele Wetten, ende arbeyde, om door het verbreecken van de selve, ende door het invoeren van de Roomsche Catholijcque Religie, hare Vryheydt te onderdrucken, ende de Protestantsche Religie te ruineren, ende alles te brengen onder eene arbitraire Regeringe: Dat als die verkeerde ende onrechmatige conduite meer ende meer wiert aengeset, ende het gevaer van die gevreesde Onheylen grooter wierdt, ende daer door soodanige diffidentie ende aversie tegen den Koningh was verweckt, dat niet anders als een generale desordre ende confusie in dat Rijck was te wachten; Syne Hoogheydt den Heere Prince van Orange, op de menigvuldige representatien, ende het gereitereert ende ernstigh aensoeck, het welck aen Syne Hoogheydt door verscheyden Lords, ende andere Persoonen

Resolution des Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, portant les Raisons, qui les ont obligées de sécourir de Vaisseaux & de Troupes GUILLAUME HENRI Prince d'Orange, passant en Angleterre en Personne. Du 28. Octobre, 1688. [Feuille Volante imprimée.]

LES PROVINCES-UNIES ET ORANGE.

APrès une préalable Déliberation a été trouvé bon & jugé à propos, qu'il sera notifié à tous les Ministres de l'Estat qui sont hors du Païs les Raisons qui ont porté L. H. P. d'assister Son Altesse de Vaisseaux & de Troupes, dans le dessein qu'elle a de passer en Angleterre, avec Ordre & Mandement de se servir desdittes raisons dans les Cours où ils résident, ainsi qu'il apartient; Et qu'en consequence on ecrira auxdits Ministres, qu'il est notoire à tout le monde que la Nation Angloise s'est plainte depuis long-tems, que le Roy, poussé sans doute par le mauvais Conseil & par l'induction de ses Ministres, empietoit sur leurs Loix fondamentales, & travailloit par l'infraction d'icelles & l'introduction de la Religion Catholique de supprimer leurs Libertez, ruiner la Religion Protestante, & de reduire toutes choses sous un Gouvernement Arbitraire: Que si cette inique conduite venoit à être poussée plus avant, & le danger des malheurs qui en sont à craindre à s'augmenter, cela inspireroit une telle défiance & aversion contre le Roy, qu'on auroit à en attendre un desordre & une confusion generale dans le Royaume. C'est pourquoy sur la representation souventefois faite; & les prieres réiterées & pressantes adressées à Son Altesse, par divers Lords & autres Personnes de gran-



ANNO 1688.

soonen van veel consideratie in dat Koninghrijck, is gedaen, ende mede uyt insicht, dat haer Koninghlijcke Hoogheydt ende syne Hoogheydt selfs in den Welstant van dat Rijck, soo hoogh zijn geintereslieert, ende niet wel konden aensien, dat door twisten ende oneenigheden, die pericul liepen, van hoe het mochte gaen, van de Kroon te werden gesecludeert, derhalven was verplicht, om voor des selfs Welstant te vigileren, ende sorge te dragen, ende gedachten hadden opgenomen, van aen de Natie, met soo veel recht, ende op soo goede gronden, over de Regeringe haer beswarende, de behulpsame handt te bieden, ende in alle 't geene Syne Hoogheydt mogelijck soude zijn, haer te assisteren, om dat Syne Hoogheydt was gepersuadeert, dat het welvaren van den Staet, over de welke aen de selve de sorge oock is toevertrouwt, ten hooghsten daer aen was gelegen, dat het welgemelte Koningrijck mochte blyven in ruste, ende het mistrouwen tusschen den Koningh ende Natie werden wegh-genomen: Dat Syne Hoogheydt wetende, dat om in soo een importanten ende loffelijcken saken te reussteren, ende door de qualijkgeintentioneerden daer inne niet te werden belet of verhindert, noodigh was in Persoon in dat Rijck over te gaen, met het gevolge van eenig Krigs-macht, aen haer Hoog Mogende kennisse van syne genegentheydt heeft gegeven, ende haer Hoogh Mogende assistentie versocht: Dat haer Hoogh Mogende naer alles rypelijck te hebben overwooghen, ende geconsidereert dat de Koningen van Vranckrijck ende van Groot-Britannien met malkander stonden in een seer goede intelligentie ende vrundschap, soo als meermalen aen haer Hoog Mogende is verseeckert, en in een nauwe en particuliere Alliantie, ende dat haer Hoog Meg. geinformeert en gewaerschouwt zijnde, dat by hare Majesteyten de concert wierdt toegeleght ende gearbeydt, om den Staet te ontsetten van haere Geallieerden, en dat den Kooing van Vranckrijck in veele voorvallen oock heeft getoont, aen desen Staet seer ongenegen te zijn, ende derhalven te vreesen stonde, dat indien den Koningh van Groot Britannien in sijn Rijck mochte komen te bereycken syn oogmerck, ende te verkrygen de absolute macht over sijn Volck, beyde die Koningen te samen uyt interesse van Staet, ende uyt haet, ende yver tegens de Protestantsche Religie, desen Staet souden trachten over hoop te werpen, en waer het mogelijck, uyt te delgen; hebben geresolveert, Syne Hoogheydt over het ondernemen van die voorgeroerde desseynen te prysen, ende aen deselve, tot sijn assistentie eenige Schepen ende Militie, als Auxiliair, toe te staen; dat dienvolgende Syne Hoogheydt aen haer Hoogh Mogende heeft verklaert geresolveere te zijn, om onder Godes genade en gunste naer Engelandt over te gaen, niet met eenigh het minste insicht ofte intentie om dat Rijck te invaderen ofte 't onder te brengen, of om den Koningh van den Throon te stooten, veel min om sigh daer van Meester te maken, of de wettige successie te invetteren ofte te benadeelen, oock niet om de Roomsche Catholijcquen te verjagen, ofte die te vervolgen, maer eenighlijck ende alleen om de Natie te hulpe te komen, tot het herstellen van de verbroockene Wetten en Privilegien, als oock tot behoudenisse van hare Religie ende Vryheydt; ende tot dien eynde te bevorderen ende te weegh te brengen, dat een vry ende wettigh Parlement magh werden beroepen, op de maniere ende van Persoonen, by, ende naer de Wette en forme van die Regeringe gereguleert ende gequalificeert; ende dat by het selve over alles magh werden gedelibereert en vastgestelt, het geene sal werden geoordeelt noodigh te wesen, om aen de Lords, aen de Clergé, aen den Adel, ende aen het Volck te doen hebben verseeckeringe, dat hare Rechten, Wetten, ende Privilegien niet meer sullen werden gevioleert noch verbroocken: Dat haer Hoogh Mogende hopen ende vertrouwen, dat onder Godes-zegen, de rust ende eenigheydt in dat Rijck sal werden gerestablisseert, ende het selve daer door gebracht in state, om oock krachtigh te konnen concurreren tot het gemeene wel-wesen van de Christenheydt, ende tot de herstellinge en handthavinge van de Vrede, ende Tranquilliteyt in Europa: Ende sal Extract van dese haer Ho. Mogende Resolutie door den Agent Rosebom werden gesteld in handen van de alhier aenwesende uytheemsche Ministers, tot der selver naerichtinge, ende haer daer

de Consideration de ce Royaume, eu égard à l'interest que Son Altesse Royale & luy ont à la prosperité d'iceluì Royaume, & qu'ils ne pouvoient permettre que par ces differens & desunions, ils courussent risque d'être exclus de la Couronne, ledit Seigneur Prince d'Orange étant obligé de veiller au maintien d'icelle, il avoit resolu avec raison de secourir la Nation, à l'égard de ce Gouvernement qui lui est si onereux, & de l'assister en tout ce qui lui seroit possible, d'autant plus que Son Altesse étoit persuadée que la prosperité de cet Etat qui luy est aussi confié avoit un grand Interêt que le susdit Royaume demeuràt sans Troubles, & que la meffiance d'entre le Roy & la Nation vinssent à cesser. Que Son Altesse sçachant que pour réussir dans une si importante & louable affaire, & pour n'y point trouver d'obstacle de la part des mal-intentionnez il étoit necessaire qu'il passât dans ce Royaume, accompagné de quelques forces, il avoit fait connoître son affection à L. H. P. en avoit demandé leur Assistance; Que L. H. P. après avoir meurement deliberé là-dessus, & consideré, que les Rois de France & de la Grand Bretagne, étoient l'un & l'autre en très bonne Intelligence & Amitié, comme on en a assuré plusieurs fois L. H. P. & qu'il y avoit entr'eux une Alliance très étroite & particuliere, qu'aussi L. H. P. étoient informées & averties que L. M. travailloient de concert à priver cet Etat de ses Alliez, & même que le Roy de France lui avoit temoigné en plusieurs rencontres son peu d'affection, & qu'ainsi il étoit à craindre que si le Roy de la Grande Bretagne venoit à parvenir à son but, & à obtenir un Pouvoir absolu sur son Peuple, les deux Rois unis ensemble, par Interêt d'Etat, & en haine de la Religion Protestante ne tâchassent de bouleverser cet Etat, & de le detruire s'il étoit possible; Ils ont resolu de louer Son Altesse de son dessein & de lui accorder pour assistance quelques Vaisseaux & Troupes, en qualité d'Auxiliaires; Qu'en consequence Son Altesse declara à L. H. P. qu'elle est resolue, sous la grace & faveur de Dieu de passer en Angleterre, non dans la moindre veuë ou intention d'envahir ce Royaume, ou de le desoler, ou de detrôner le Roy, ni bien moins de s'en rendre le maître, ou de faire prejudice à la Succession legitime, non plus de chasser les Catholiques Romains, ou de les persecuter; mais seulement & uniquement de secourir la Nation, de retablir les Loix & Privileges qui ont été enfrains, ensemble de conserver leur Religion & Liberté; Et à cette fin de tâcher & faire en sorte, qu'un Parlement libre & legitime soit convoqué, de la maniere & de Personnes reglées & qualifiées, selon les Loix & forme du Gouvernement, & qu'il y soit deliberé & arrêté ce qui sera jugé necessaire pour la sureté des Lords, du Clergé, de la Noblesse & du Peuple, & afin que leurs Droits, Loix & Privileges ne soient plus violez ni enfrains. Que L. H. P. esperent & assurent que sous la Benediction de Dieu, le Repos & l'Union seront retablis dans ce Royaume, & qu'il sera remis par là en état de concourir efficacement au Bien general de la Chrêtienté, & au retablissement & maintien de la Paix & Tranquilité de l'Europe; Et sera un extrait de cette Resolution de L. H. P. mis par l'Agent Rosenboom és mains des Ministres Etrangers, residens icy, pour leur Instruction,

ANNO 1688.

ANNO 1688. daer van te bedienen daer ende soo het behoort. Was geparapheert,

J. v. HAERSOLTE.

Onder stondt,

Accordeert met het voorsz. Register.

Geteeckent,

H. FAGEL.

tion, & pour s'en servir comme il appartient. Etoit paraphé, ANNO 1688.

J. v. HAERSOLTE,

Et plus-bas étoit écrit,

S'accorde avec le susdit Registre,

Signé,

H. FAGEL.

XCIX.

17. Oct. *Articles & Conditions auxquelles* ANSELME FRANÇOIS *Electeur & Archevêque de Mayence remet la Ville & Citadelle de* Mayence *au Marquis de* Bouflers *General de l'Armée du Roi Tres-Chrêtien. Fait au Camp devant Mayence le* 17. *d'Octobre* 1688. *Avec la* RATIFICATION *de Sa Majesté donnée à Fontainebleau le* 21. *d'Octobre* 1688. [Feuille volante imprimée en Hollande en 1688. in 4. en François & en Hollandois.]

I. PRemierement. Que la Garnison du Roy, & celuy qui commandera dans la Ville & la Citadelle de Mayence, recevra l'Ordre & le mot de Sadite A. E. & en son absence de son Statthalter, qui sera toujours du Grand Chapitre au dit Mayence, & luy rendra le mesme respect que ses Troupes propres, sans toutefois que la Garnison, ny celuy qui la commandera, luy prestera le serment de fidelité.

II. Secondement. Que les Gens de Guerre de Son A. E. de Mayence en sortiront avec toute Liberté, Armes, Bagage, & Honneur, & seront escortés là, ou il plaira à Sadite A. E. mais au delà du Rhin.

III. Troisiemement. Que les Commissaires du Roy entreront dans l'Arsenal à Mayence, & s'en mettront en possession par Inventaire de toute l'Artillerie & Munition, & lors que la Garnison de Sa Majesté quittera ladite Place, ils rendront toute l'Artillerie, & payeront ce qui se trouvera estre consumé de ladite munition.

IV. Quatriemement. Que les Troupes du Roy, qui entreront dans la Ville & la Citadelle auront la subsistance & entretenement du Roy, tant qu'ils y seront, sans que les Bourgeois, Juifs, & autres Sujets de S. A. E. seront tenus d'y fournir quoy que ce soit, qu'en leur payant, y compris les Refugiés en la Ville, & leurs effets.

V. Cinquiemement. Que le Commerce sera libre par Terre & par Eau, passage & repassage des Bateaux & Batelers. Cours des Postes, & les Correspondences necessaires à l'entretenement & continuation dudit Commerce à tous les Habitans de sa Ville & autres Sujets, avec liberté de pouvoir sortir & entrer avec tout ce qui leur appartient sans aucun empêchement, & qu'ils seront pourveus des Passeports necessaires.

VI. Sixiemement. Que les Contributions, Tailles, & Gabelles, Peages, Imposts, & toutes les autres Rentes & Revenus de l'Archevêché, & de son Clergé, tant du premier, que du secondaire, & Religieux & Religieuses, comme aussi de toute la Noblesse, Ministres, Officiers, & tous autres Sujets de Son A. E. leur demeureront comme du passé.

VII. Septiemement. Que Son A. E. demeurera en pleine & libre fonction de sa Regence, tant pour ce qui est de l'Ecclesiastique, que Politique, comme cy-devant.

VIII. Huitiemement. Que Son A. E. aura pleine Liberté de s'en aller & revenir, quand il luy plaira.

IX. Neufiemement. Le Grand Chapitre de Mayence sera laissé dans les Honneurs, Fonctions, Prerogatives & Privileges, qui luy appartiennent, comme aussi le Clergé secondaire, & toute la Noblesse & Ministres, & Officiers, & autres Serviteurs de Son A. E. avec Liberté de pouvoir avec Femmes & Enfans, & toute leur Famille, comme aussi avec leurs effets, & tout ce qui leur appartient, aller & revenir, quand il leur plaira, & mesme, que Son A. E. & le Grand Chapitre puisse donner à leurs Officiers, Serviteurs, Sujets, & autres, qui leur appartiendront des Passeports, qu'ils auront à faire, qui seront respectés & valables à l'égard de la Generalité.

X. Dixiemement. Que les Troupes du Roy conserveront les Etats & Biens de l'Archevêché, & ceux du Grand Chapitre, & de la Noblesse, aussi bien en particulier qu'en general, du Clergé secondaire, & des Religieux & Religieuses, tant en deça qu'au delà du Rhin, & generalement tous, & qu'ils en tireront leurs Revenus & Rentes sans aucune diminution ou Impost, comme du passé.

XI. Onziemement. Que les Maisons de tout le Clergé, Religieux & Religieuses, de toute la Noblesse, Ministres, & autres Officiers de Son A. E. & du Grand Chapitre, comme aussi celles de l'Université seront exemptes de tous les Logements, qui se feront dans la Ville & Citadelle des Troupes du Roy, & que la Bourgeoisie e sera épargnée autant qu'il sera possible; Et que la Repartition & Distribution des Billets & Logements se fera conjointement avec les Officiers de la Ville à ce deputés.

XII. Douziemement. Qu'en cas que Son A. E. voudra faire quelque voyage hors de la Ville, sa Residence sera & demeurera libre de tout logement, & son Statthalter & autres Officiers, qui pendant son absence y logeront, seront favorisés & traittés honorablement pour sa conservation.

Moyennant les Articles cy-dessus mentionnés & arrestés les Clefs & Portes de la Ville & Citadelle seront mises entre les mains de Sa Majesté Tres-Chrestienne, de laquelle son Excell. Mr. le Marquis de Bouflers procurera la Ratification dans un mois de temps, ayant pour cet effet engagé sa Parole, lequel accorde les mesmes Conditions & Articles cy-dessus au Grand Chapitre, au regard de la Ville & Chateau de Bingen, pour y mettre de la Garnison Françoise, excepté, que le Commandant d'icelle ne sera pas obligé de demander le Mot du Baillif, qui y sera de la part du Grand Chapitre, lequel d'ailleurs recevra les mesmes Honneurs & traittemens mentionnés és Articles susdits, desquels on a fait expedier le double signé de part & d'autre. Fait à Mayence le dix-septieme du Mois d'Octobre mille six cents quatrevingt & huit.

Soubscritto

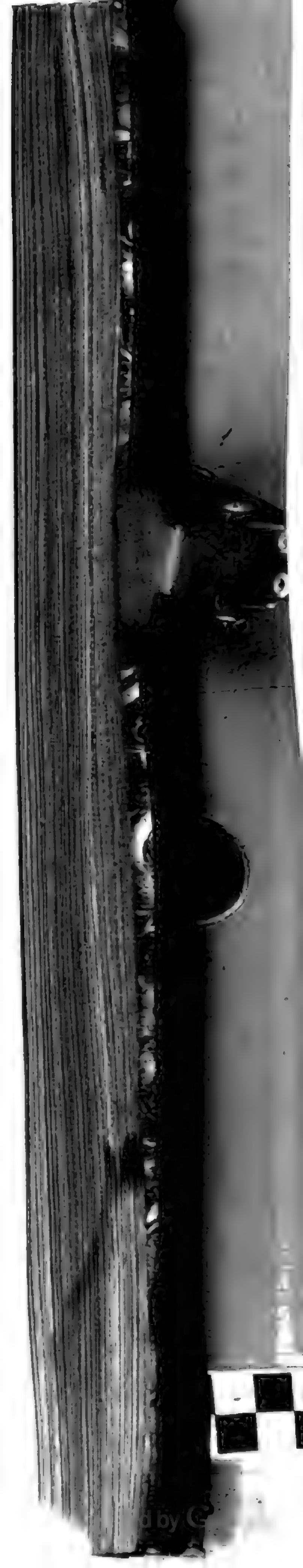
Par Son Altesse Electorale & son grand Chapitre de Mayence.

(L.S.) ANSELMUS FRANCISCUS.

(L.S.)
Capituli.

(L.S.) BOUFFLERS.

Ratif-



ANNO 1688.

Ratification du Roi Tres-Chrétien.

LE Roy ayant veu & leu exactement les Articles de l'Accord arresté en son nom par le Sr. Marquis de Boufflers l'un de ses Lieutenants Generaux en ses Armées, Commandant ses Troupes devant Mayence, & Monsieur l'Archevêque de Mayence, & Electeur du S. Empire le 17. du present Mois d'Octobre, desquels Articles Copie est cy-dessus transcripte, & ayant tous les Points contenus en iceux agreables, Sa Majesté les a approuvé, ratifié, & confirmé, approuve, ratifie, & confirme par la presente, & promet en foy & Parole de Roy de les entretenir & garder, & faire entretenir & garder, sans y contrevenir, ny permettre, que de sa part il y soit contrevenu directement, ny indirectement en aucune maniere, sous quelque pretexte, & pour quelque cause & occasion, que ce puisse être. En témoin de quoy Sa Majesté a signé la presente de sa main, à icelle fait apposer le Seel de son secret, & contre-signé par l'un de ses Conseillers d'Etat, & de ses commandements. A Fontainebleau le 21. d'Octobre 1688.

LOUIS

(L. S.)

TELLIER.

C.

24. 8O. **Testament Ihro Hoch-Fürstlichen Durchleucht Hertzogs Christiani zu Sachsen-Merseburg/ in welchem unter andern Hoch-Fürstlichen Verordnungen das Primogenitur Recht unter dessen hinterlassenen vier Herrn Herrn Söhnen eingeführet wird. Merseburg den 24. October 1688. Mit Ihro Käyserlichen Majestät LEOPOLDI I. Confirmation besagten Testaments. Wien den 7. Januar. 1689. [LONDORPII *Acta Publica* Part. XIV. Libr. XV. Cap. XXIII. num. IX. pag. 665.]**

C'est-à-dire,

Testament de CHRISTIAN *Duc de Saxe-Mersebourg, par lequel entr'autres Dispositions, le Droit d'Ainesse est introduit entre ses quatre Fils. Fait à Mersbourg le 24. Octobre 1688. Avec La* CONFIRMATION *de l'Empereur* LEOPOLD *sur ce Testament. A Vienne le 7. Janvier 1689.*

DEmnach von GOttes Gnaden/ Wir Christian/ Hertzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ Postulirter Administrator des Stiffts Merseburg rc. Uns eines Theils die vielen herrlichen Wolhthaten GOttes/ des Er uns nicht nur in Geistlichen/ sondern auch in leiblichen Dingen/ an allerhand Gemüts-Leibes-und zeitlichen Glücks-Gaben/ mildiglich und reichlich verliehen/ und denn andern Theils der Nichtigkeit und Flüchtigkeit menschlichen Lebens/ so wohl Veränderung aller weltlichen Dinge erinnert/ und dabeneben durch Göttliche Gnaden Regier- und Verleyhung dahin getrachtet/ wie wir nächst sorgfältiger Versorgung unserer durch Christi Blut und Todt erlöseten und so theuer erworbenen Seelen/ und wegen unser hinterbleibender hertzliebsten Gemahlin und Kinder/ wie nicht weniger unserer Lande und Leuten/ und was uns die grundlose Gütigkeit GOttes mehr gegeben hat/ eine solche Verordnung und Disposition hinterlassen möchten/ wodurch denselben/ so viel durch menschliche Vorsichtigkeit geschehen kan/ auffs beste prospiciret/ alles in guter Ordnung erhalten/ und was daran etwa hinderlich seyn könte/ in Zeiten noch vor unserm tödtlichen Hintritt/ welcher lediglich in der Hand GOttes stehet/ aus dem Wege geraumet werden möchte; So ist uns zwar unentfallen/ daß Wir allbereit im Jahr 1673. nach damahligem Zustande ein Testament und letzten Willen auffgerichtet; Dieweil aber nach der Zeit mancherley Veränderungen nach GOttes Willen sich zugetragen; Als haben wir bey damahliger Disposition nicht allerdings beharren können/ sondern seynd aus erheblichen Ursachen bewogen worden/ angeregtes Testament durch würckliche Abforder- und Abthuung des Originals und Concepts, krafft dieses zu cassiren/ unsern letzten Willen bey vollkommenem gutem Verstande/ nach reiffer Uberlegung dieses wichtigen Wercks/ und Erwegung des gegenwärtigen status publici & privati hiermit auffzurichten und zu beschliessen/ und zwar

Erstens/ Und vor allen Dingen befehlen Wir Unsere Seele in die getreue Hand GOttes/ seufftzen und glauben vestiglich/ daß durch das theure Erlöse-Geld JEsu Christi GOtt dem himmlischen Vatter eine völlige Bezahlung aller Schuld vor dieselbe geschehen/ und sie durch das Blut unsers allerliebsten Heylandes von allen Sünden gereiniget/ und mit dessen vollkommenener Gerechtigkeit begabet und geschmücket/ also dieselbe dabey biß an ein selig Ende/ unverrücket möge und werde erhalten/ und nach derselben in der himmlischen Glori/ Freud und Herrlichkeit/ biß zur allgemeinen Auferstehung der Todten/ in dem Schooß Abrahä auffgehoben werden/ auch so dann nach erfolgter Wiedervereinbahrung mit dem verklärten Leibe der unaussprechlichen Seelig- und Herrlichkeiten/ die GOTT seinen Außerwehlten bereitet hat/ in alle Ewigkeit/ mit allen Engeln und Heiligen GOttes geniessen. Den abgeseelten Leib aber befehlen wir der Erden/ davon er genommen ist/ und wollen/ daß er mit gewöhnlichen Fürstlichen Ceremonien und Leichen-Conduct, jedoch ohne übermässig Gepräng/ zu seiner Ruhestatt allhier/ bey unserer Schloß-Kirche/ in das daselbst angerichtete Begräbniß gebracht werde.

Zweytens. Und zweiffeln wir hiernächst vors andere nicht/ es werden unsere geliebten Söhne und Töchter allerseits/ die Zeit ihres Lebens/ ihren lieben GOtt treulich vor Augen haben/ und denselben biß an ihr seeliges Ende ehren/ lieben/ und fürchten/ also/ daß sie nicht allein bey der wahren Christlichen auf GOttes Wort allein gegründeten Lehre der ungeänderten Augspurgischen Confession, und derer darauf fundirten Librorum symbolicorum beständig verharren/ sondern auch ihr wahres Christenthum durch Gottseligkeit/ und einen Christ-Fürstlichen tugendhafften Wandel/ in hertzlicher Andacht gegen GOtt/ fleissiger Betracht- und Anhörung seines allein seeligmachenden Wortes/ öfftern würdigen Gebrauch des Hochheiligen Abendmahls/ gehorsamster kindlicher Bezeugung gegen ihre hoch- und hertzgeliebte Frau Mutter/ schuldiger Verehrung des Chur-Fürsten zu Sachsen/ als Capitis familiæ, wie auch sämmtlicher hoher Anverwandten/ guten Intelligenz mit denen Herren Erb-Verbrüderten/ und insonderheit unsers freundlich geliebten Vetters/ Herrn Hertzog Moritz Wilhelms zu Sachsen-Naumburg/ hertzlicher unnachlässiger Liebe/ und ungefärbten Brüder- und Schwesterlichen Treue gegeneinander selbsten/ und dann in vernünfftiger wohlbedachtsamen Bescheidenheit alles ihr Thun und Lassen dergestalt an Tag legen/ damit alles und jedes zuforderst dem höchsten GOtt im Himmel zu Lob und Preiß/ auch männiglich zu gutem Exempel, und ihnen selbst zu einem unsterblichen Nachruhm ausschlagen und gedeyhen möge. Allermassen wir sie sammt und sonders väterlich und ernstlich hierzu ermahnet/ und nicht allein GOttes Gnad und Beystand hertzlich angewünschet/ sondern auch in vester Zuversicht/ daß sie dieser Unserer väterlichen Vermahnung wohl und beharrlich nachkommen werden/ allen väterlichen Segen mitgetheilet haben wollen.

Nachdem nun die Einsetzung der Erben das Hauptstück und die Grund-Säule eines jeden Testaments ist/ so erinnern Wir Uns hierbey zuförderst/ wie durch des Durchleuchtigsten Fürsten/ Herrn Johann Georgen des Ersten/ Hertzogs zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ des Heil. Röm. Reichs Ertz-Marschalln und Chur-Fürsten/ Land-Grafen in Thüringen/ Marggrafen zu Meissen/ auch Ober- und Nieder-Laußnitz/ Burggrafen zu Magdeburg/ Grafen zu der Marck und Ravensberg/ Herrn zu Ravenstein/ rc. Unsers in GOtt ruhenden hochgeehrten Herrn Vatters Gnaden/ auffgerichteten letzten Willen/ und darauf erfolgte freund-brüderl. Haupt- und Erbtheilung/ Wir zum Eigenthum und Besitz/ auch respective Administration unserer Erblande/ und des Stiffts Merseburg ge-

ANNO 1688.

ANNO 1688.

gekommen/ und was deshalben in unterschiedenen Puncten verordnet/ pacificiret und verglichen worden/ insonderheit auch/ welcher gestalt weitere Theilung der Lande in vorbesagter väterlicher Disposition ausdrücklich verbonen/ und untersaget/ gestallt es dann klar und am Tage ist/ welcher massen unsere Länder dergestalt nicht zureichen/ daß ein jedweder unserer freundl. geliebten vier Söhne/ eine eigene Regierung/ oder auch nur einen Fürstlichen Staat/ an Dienern/ Beampten und anderer Nothwendigkeit führen/ weniger unsers Fürstl. Hauses Dignität/ Respect, Hoheit und Splendor, zumal da hinkünftig/ wie zu vermuthen/ allerseits mehr Fürstl. Erben erzeuget würden/ in ihrem Wesen und Integrität verbleiben/ oder es mit denselben bey solchen vielfältigen Zerreiss- und Zergliederungen unserer Lande/ und Vielheit der in Land und Leute succedirenden Herren/ als wodurch/ gleich einer Ableitung grosser Schiff-reicher Flüsse in kleine verächtliche Bäche/ nicht allein vornehme alte Häuser/ an ihrem Namen/ Reputation und Kräfften augenscheinlich geschwächet/ und herunter kommen/ sondern auch Land und Leute/ so wohl zu solcher Fürstl. Häuser selbst/ als auch des allgemeinen Wesens Schaden und Nachtheil zerrüttet and getrennet/ durch die verderbliche Assortirung Fürstl. Ansehens gänzlichen erschöpffet/ und ins Verderben gestürzet werden/ in die Länge unmöglich würde Bestand haben können; anderer unzehlbaren handgreifflichen Ungelegenheiten/ die solcher Zerspaltung eines hohen Hauses gemeiniglich zu folgen pfleget/ zu geschweigen/ um welcher willen nicht allein heut zu Tage fast im gantzen Römischen Reich Teutscher Nation das Recht der Erst-Geburt eingeführet/ sondern auch selbiges in denen vorigen undencklichen Zeiten/ von denen meisten uhr-alten Teutschen eben so wohl beobachtet/ und noch immer in auswärtigen Christl. Königreichen und Landen im Brauch gehalten/ und vor eine/ dem natürlichen Recht nicht zu wieder lauffende/ sondern vielmehr den würcklichen Beyfall der vernünfftigen Völcker/ ja eine nunmehr durchgehende Regul der Observanz in denen Fürstenthümern vor sich habende/ gantz billige/ rechtmässige und höchstnützliche Anstalt erkennet/ und darbey dieses gar nicht angesehen wird/ daß bey derselben/ gleichwie bey allen zeitlichen Dingen/ bevorab denen Lands-Regierungen/ sie seyen beschaffen/ wie sie immer wollen/ sich hier und dar ein- und andere Unvollkommenheiten und Gebrechen/ jezuweilen finden lassen/ denen jedoch/ so viel möglich/ vorgebauet/ oder dieselbe zum wenigsten gemindert werden können; Als seynd aus solchen fürdringenden tapffern Ursachen Wir nicht unbillig bewogen worden/ das Recht der Erst-Geburt/ wie solches unsers in GOtt ruhenden Herrn Vaters/ Chur-Fürst Johann Georgens des Erstens Gnaden/ vermittelst Dero von der Röm. Käiserl. Majestät unserm allergnädigsten Herrn/ confirmirten letzten Willens/ in Gradu Nepotum wohlbedächtig eingeführet/ und deme zu Folge/ bey denen Fürstl. Häusern Sachsen-Weissenfels und Naumburg zeithero beobachtet worden/ in unserm Fürstl. Hause gleichfals zu propagiren und vest zu stellen/ in welchem Vorhaben denn Wir Uns zu unsern nachgebohrnen freundlich-geliebten Söhnen/ gewiß und gnädig versehen/ es werden Dieselbe zu Beförderung des Wohlstandes und Splendors unsers Fürstlichen Hauses/ in diese unsere Disposition sich willig ergeben/ und derselben in allen Puncten und Clausuln dergestalt unverrückt mit Söhnlichem Gehorsam nachzuleben wissen/ damit es dem Allerhöchsten gefällig/ unserer Hertz-geliebten Gemahlin erfreulich/ Ihnen selbst rühmlich; auch Land und Leuten zum Trost und Auffnehmen gedeylich seyn möge.

Wir hoffen auch zu GOtt dem Allmächtigen/ er werde zu diesem Werck/ zumalen es nicht zu weltlicher Pomp und Pracht/ sondern zu desto mehrer beständigen Erhaltung unserer von seiner Allmacht Uns und denen Unserigen verlichenen Lande/ und der darinnen befindlichen reinen wahren Religion in Kirchen und Schulen/ so wohl auch Handhabung der lieben Justiz, und gedeylichen Regiments angesehen ist/ seine göttliche Gnade und Seegen verleyhen/ und dasselbe durch Krafft seines starcken Arms/ jemehr und mehr befördern/ fortpflantzen und bestätigen; setzen demnach im Namen des Allerhöchsten/ zu unserm einigen/ wahren und Universal Erben und Nachfolger am Regiment/ so wohl in denen Erb-Landen/ als zur Capacität der Administration des Stiffts Merseburg/ in Krafft E. E. Dom-Capituls also schon eventualiter erfolgter perpetuirlichen Postulation hiermit ein unsern geliebten ältesten Sohn/ Hertzog Christian/ Hertzogen zu Sachsen/ rc. und dessen Fürstl. Männliche Descendenten und Leibes-Lehn-Erben/ auffm Abgangs-Fall aber dessen und derselben/ unsern zweyten geliebten Sohn/ Herrn Augusten/ Hertzogen zu Sachsen/ rc. und dessen abstammende Fürstl. Männl. Posterität/ nach dessen und derselben Abgang aber unsern dritten geliebten Sohn/ Herrn Philippen/ Hertzogen zu Sachsen/ rc. und nach dessen/ wie auch seiner Fürstl. Männl. Descendenten Abgang/ unsern geliebten vierdten Sohn/ Herrn Heinrichen/ Hertzogen zu Sachsen/ rc. samt seinen Männlichen Descendenten/ dergestalt und also/ daß unser geliebter ältester Sohn/ oder wie derselbe nach Art der Erst-Geburt von unserer Posterität in der Succession folgen wird/ der eintzig regierende Landes-Fürst seyn seyn/ und dahero alle unsere Lande/ samt deme/ so vormals darzu gehörig/ und von neuem darzu gebracht/ und acquiriret worden ist/ an Land und Leuten/ die Wir jetzo haben und besitzen/ oder künfftig durch GOttes Segen erlangen/ und überkommen möchten/ mit allen Uns zustehenden Landes-Fürstl. Herrlichkeiten und Regalien/ wie die Namen haben/ auch Lehens- und anderen/ in solchen unsern Landen an Witthum und sonst sich begebenden An- auch Rück- und Heimfällen/ Wiederkauffs-Pfandschafften/ und insgesamt allen und jeden Intraden/ Gütern und Nutzbarkeiten/ beweg- und unbeweglichen Lehn und Erbe/ nichts davon ausgeschlossen/ imgleichen verbleibet ihm auch unsere Residenz, samt allen daselbst/ und auf andern unsern Häusern/ Schlössern und Vorwercken befindlicher Vorrath an Mobilien und Moventien/ insonderheit auch die Baarschafft/ Geschmeide und Pretiosa, Gold- und Silber-Geschirr/ Kleider-Zierrath/ Rüst- und Jagdzeug/ Restanten/ aussenstehende Schulden/ allerhand An- und Zusprüche/ samt denen Anwartungen und Erb-Fällen/ welche entweder von unserm Chur- und Fürstl. Hause/ oder von der Jülichischen Succession über kurtz oder lang kommen/ und würcklich erlanget werden möchten. Dahingegen trägt auch der Erstgebohrne als einiger regierender Herr/ alle Onera der Land und Cammer/ wie die Namen haben mögen/ gestalt Wir ihme dann hiebey insonderheit und väterlich aufferleget/ und eingebunden haben wollen/ alle unsere Handlungen/ ertheilte Privilegia, Expectantien und Begnadigungen/ und was Wir sonst verschrieben und verbrieffet/ redlich und Fürstlich zu erfüllen/ zu halten/ und darwieder nichts fürzunehmen.

4. Vierdtens/ damit aber gleichwohl unsern übrigen nachgebohrnen Söhnen/ benanntlich Hertzog August/ Hertzog Philipp/ und Hertzog Heinrichs Ldd. Ldd. Ldd. und Dero allerseits Fürstl. Nachkommen einiger/ nach Proportion unserer Lande und Fürstl. Einkünfften eingerichteter Fürstl. Unterhalt und Deputat gereichet werden möge/ wollen Wir jedwedem Derselben/ zu einem jährlichen Appannagio, per titulum honorabilem Institutionis, sechs tausend Gulden vermacht und beschieden/ auch unser bereitestes Vermögen zu einer kunfftigen Hypothec hiermit verschrieben und constituirt haben/ welche Summa ihrer jedem/ und dessen nachfolgenden Männlichen Erben/ in absteigender Linie, in die Stämme/ von unserm ältesten Sohne/ als regierenden Herrn/ unweigerlich entrichtet werden soll. Wir wollen auch/ wie und auf was Masse solch Deputat abzustatten/ und was ihnen vor eine Wohnung einzuraumen/ in einem Codicill absonderliche Vorsehung thun.

Fünfftens/ sollen mit diesem loco Legitimæ, honorabili Institutionis titulo geordneten Deputat unsere geliebte jüngere Söhne sich aller Dinges begnügen lassen/ und dabey bedencken/ daß in Ansehung oberwehnten väterlichen Testaments/ auch Chur- und Fürstl. Hauß- Vergleichs/ und anderer angeführten trifftigen Ursachen/ es sich anders nicht füge/ und dem ältesten Herrn eine grosse Last/ die Regierung zu führen/ und darzu gehörige Diener und Hoffstatt zu erhalten/ samt anderm schwehren Verlage aufm Halse liege/ weßhalben sie ihme denn weiter nichts zumuthen/ sondern sich vielmehr einer guten Menage befleissigen/ und die Ausgabe nach dieser Einnahme reguliren sollen.

Zum Sechsten/ wie nun vorbenannte unsere geliebte jüngere Söhne/ und Dero allerseits Fürstliche Nachkommen sich/ wie schon erwehnet/ zuversichtlich mit ihrem jährlichen Deputat werden vergnügen lassen/ und ihrem ältesten Herrn Bruder/ und dessen Nachkommen/ als regierendem Landes-Fürsten/ alle schuldige Liebe/ Ehre und Respect erweisen/ also versehen Wir Uns auch zu unsers ältesten Sohnes/ Hertzog Christians Liebden/ und dessen Nachkommen vestiglich/ Sie werden ihrer Herren Brüder/ und Dero Nachkommen Bestes/ dißfalls und sonsten/ nach dem bey unsern Fürstl. Häusern wohlhergebrachten Freund-brüderlichen Vertrauen und Wohlwollen/ möglichst beobachten/ massen Sie dar-

ANNO 1688.

Anno 1688.

zu hiermit nochmals treulich und väterlich ermahnet werden.

Zum Siebenden/ sollte sich's aber durch göttliche Verhängnüß zutragen/ daß von unsern dreyen letzt-benannten jüngern Herren Söhnen/ einer ohne Männliche Leibes-Erben abgienge/ fället dessen Deputat zwar Jure Successionis einzig und alleine dem regierenden Herrn anheim/ er soll aber nichts destoweniger verbunden seyn/ denen beyden übrigen/ oder ihren Männlichen Descendenten/ secundum stirpes, jedem zwey tausend Gülden zu Verbesserung obbeschriebenes Unterhalts jährlichen zu reichen. Da auch mit noch einem Deroselben dergleichen Aenderung durch göttl. Schickung ergehen sollte/ ist des noch übrigen/ oder seiner Männlichen Descendenten Appannagium abermal mit zwey tausend Gülden zu erhöhen. Uberdiß soll jedem jüngern Herrn/ zu Anschaffung nöthiger Mobilien/ als Betten/ Teppichen/ Leinen-Hültzern-Küchen-Geräthe/ und andern zwey tausend Gülden aus der Verlassenschafft gegeben/ und da/ welches GOtt in Gnaden verhüten wolle/ die Ihnen zur Residenz oder Wohnung/ jedoch ohne einige Bothmässigkeit/ bloß zur Habitation und Gebrauch/ eingeraumte Häuser oder Schlösser/ durch Krieg oder Brand ruiniret würden/ sollen solche von dem regierenden Herrn wieder erbauet/ oder ihnen andere angewiesen/ sonsten aber von jedem/ auf seine eigene Kosten/ in baulichem Wesen erhalten werden.

Nächst diesem/ und dieweil Achtens unsers vierdtens und jüngsten Sohnes Hertzog Heinrichs Ldd. noch zur Zeit sich nicht vermählet/ so sollen Ihme auf den Fall/ da solche Vermählung mit Gutbefinden des regierenden Herrn erfolget/ aus der Fürstlichen Renth-Cammer drey tausend Gülden darzu gereichet werden.

Neuntens/ würde GOtt nach seinem unerforschlichen und väterlichen/ allein weisen guten Rath und Willen/ unsern ältesten Sohn/ Hertzog Christian/ ohne Männliche Leibes-Erben von dieser Welt abfordern/ so soll die gantze Verordnung/ welche oben auf denselben/ als primogenitum gerichtet/ auff den andern/ Hertzog Augustum, und auf mit diesem sich begebenden gleichmäßigen Fall/ Hertzog Philippen/ und endlich Hertzog Heinrichen/ wie oben berühret/ hiermit wiederhohlet seyn/ und zwar mit der Herausgabe der zwey tausend Gulden/ an die andern Herren Brüder oder Dero Nachkommen/ auf die masse/ wie im vorhergehenden siebenden Punct versehen ist.

Zum zehenden/ Nachdem wir auch sorgfältig bedacht seyn/ wie unsere hertzvielgeliebteste Gemahlin/ die Durchlauchtigste Fürstin/ Frau Christiana/ Hertzogin zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ gebohrne Hertzogin zu Schleswig-Holstein/ Landgräfin in Thüringen/ Marggräfin zu Meissen/ auch Ober-und Nieder-Laußnitz/ Gefürstete Gräfin zu Henneberg/ Gräfin zu der Marck und Ravensberg/ Frau zu Ravenstein/ ꝛc. dergestalt auf den Fall unsers tödlichen Hintritts/ versorget werden möge/ daß gleichwie hochgedachte Ihre Liebden uns in unserm Fürstlichen Ehestande alle ungefärbte Liebe und Treue zu unserm höchsten Vergnügen jederzeit und unverrückt erwiesen/ also dieselbe auch unsere wohlgemeynte Gegen-Affection und Liebe/ nicht allein bey unserm Leben genossen/ sondern auch nach angeregtem tödlichen Hintritt ferner zu empfinden und zu geniessen/ auch dadurch Ihr Fürstlich Auskommen und Unterhalt ohne Mangel und Beschwehrung haben mögen; So haben wir Ihro Liebden/ nicht allein in einer absonderlichen Verschreibung/ ein Witthum/ dessen sie sich nach unserem tödlichen Hintritt zu gebrauchen/ verschaffet/ sondern verordnen auch hiemit/ daß der älteste regierende Herr/ derselben noch hierüber jährlichen aus der Renth-Cammer das jenige/ was im Codicill enthalten/ folgen lassen solle; und stellen wir Ihren Liebden lediglich anheim/ ob sie dasselbe beziehen/ oder in der Residentz bey dem regierenden Herrn verbleiben wollen.

Eilfftens/ unsere Frau Tochter/ Frau Sibyllen Marien/ vermählte Hertzogin zu Würtemberg/ auch in Schlesien/ zur Oelß-Bernstadt betreffende/ nachdem dieselbe bereits mit Fürstlicher Ausstattung von uns versehen/ so tragen wir zu derselben das Väterliche Vertrauen/ sie werde sich daran begnügen lassen/ und vermöge ihrer/ ohne dem geleisteten Verzicht und Renunciation weiter nichts von dem regierenden Herrn praetendiren/ jedoch wollen wir Ihren Liebden nächst Anwünschung Göttlichen Segens und Gedeyhens/ zum freundlichen Andencken/ hiemit fünff tausend Gulden/ aus freund-Väterlicher Affection legiret und beschieden haben/ welche unser Successor, so bald es möglich/ nach unserm sel. Absterben/ abführen und erlegen soll.

Zum Zwölfften/ und nachdem wir uns erinnern/ daß nicht allein bey unsern Aembtern hin und wieder sich schon vor längsten incorporirte nomina, sondern auch andere meliorationes an beweglichen und unbeweglichen Gütern/ sammt denen Inventarien/ so wohl Mobilien/ wie auch bey unserer Renth-Cammer/ und sonsten/ nach Abtilgung aller und jeder Passiv-Schulden/ einiger/ zuforderst durch GOttes Gnade und Segen/ und dann vermittelst ordentlicher Haußhaltung erlangter Vorrath an Baarschafft/ Silberwerck/ Getraydig/ und anders/ so wol an neuen constituirten Obligationen befinden; so haben wir auch dißfalls zu Verhütung aller Irrung und Mißverstände/ sorgfältige Verschaffung thun wollen; und sollen demnach nicht allein die hiebevor denen Aemptern incorporirte Ampts-Capitalia, inmassen sie bereits in denen Rechnungen/ und consequenter denen Anschlägen begriffen/ wie auch die zu jedwedem Ampte und Forwercken gehörige Inventarien/ so wohl zu jedwedem Hause destinirte Mobilia, dabey und insonderheit das gesammte Silber/ Kupffer/ Bettwerck und dergleichen/ zu Führung der Hofhaltung nöthige Dinge/ sondern auch die neuen constituirten nomina, samt der Baarschafft und vorhandenen gesamten Vorrath an Getraydig/ Wein und dergleichen/ auch Jagdzeug bey unserer Residentz und zu Dobrilugck/ samt der Stuterey/ und also dem regierenden Herrn/ zu Führung seines Fürstlichen Staats/ und der Regierung/ jetzo und künfftig/ wie bereits in vorhergehendem wohlbedächtig verordnet/ allein verbleiben.

Dreyzehendens/ und gleichwie wir ohne vergleichlichen Ruhm/ durch die Gnade GOttes uns in unserm Leben jederzeit beflissen/ der grossen Güte und Gnade des Höchsten/ unter andern herrlichen und viel Wohlthaten/ auch vor den bescheerten reichen Segen/ unser erkänntliches Gemüthe/ durch Erheb-und Verbesserung Kirchen und Schulen/ in hertzlicher Submission vor der hohen unbegreifflichen Majestät darzustellen; Also wollen wir solches auch bey unserm Tode nicht gäntzlich unterlassen/ und verordnen diesemnach hiemit dem Gottes-Casten allhier zu Merseburg/ welcher wegen so vielen caducitäten um ein grosses an seinen Capitalien und daherrührenden Einkünfften/ bey vorigem Kriegs-Wesen und Verwüstung der Stadt/ auch unterschiedlichen/ so wohl bißhero/ als bey damahligem Stande vorgegangenen verderblichen Brände/ gekommen/ also daß die jetzigen Einnahmen/ die ordentlichen Ausgaben nicht erreichen/ zwey tausend Thaler zu einem Capital, welches an gewisse Orte auszuleihen/ und von denen jährlichen Pensionen zu suppliren.

Zum vierzehenden/ begäbe sichs auch/ daß die Regierung unserer hinterlassenen Lande an unsers ältesten Sohns Sohn/ der nicht mündig wäre/ gelanget; so soll unser nachfolgender ander am Leben verhandener ältester Sohn/ oder des unmündigen ältester Vetter/ nebst des unmündigen Frau Mutter die Vormundschaffts-Verwaltung über sich nehmen/ und die Landes-Regierung durante tutela führen/ des Unmündigen bestes beobachten/ und ihm und dem Lande rühmlich und wohl fürstehen/ welches gleichfalls bey unserer andern jüngern Söhne Descendenten also zu observiren/ wie es solchen falls die Rechte/ und das Jus agnationis mit sich bringen/ wobey wir zugleich verordnet haben wollen/ daß unsere Nachkommen mit dem Heyrathen sich wohl fürsehen/ und ohne des Regierenden Herrn Rath/ sich nicht vermählen noch übereylen/ insonderheit auf rechtschaffene Gottesfürchtige/ und eine solche Persohn/ die keiner frembden Religion zugethan/ sehen/ auch/ so viel immer möglich/ bey dem Fürstlichen Stande verbleiben/ oder doch sich weiter nicht/ als in den Gräflichen Stand/ verenngen.

Zum fünffzehenden/ wollen wir auch/ aus hertzlicher Wohlmeinung/ diese Erinner-und Vermahnung noch hinzu thun/ daß jederzeit/ inmassen wir uns/ nächst GOtt dardurch biß dato wohl befunden/ die Collegia in ihrem Vigore möglichst-und allen Fleisses erhalten/ mit qualificirten Subjectis, wobey nicht alleine auf die Erudition und Erfahrung/ sonderen auch zugleich/ und vornemlich auf das Christenthum und Gemüth/ daß es gottsfürchtig/ redlich/ gemeinnützig/ demüthig/ friedlich/ und ins gemein Ehr-und Tugendliebend sey/ zu sehen/ besetzet/ und dargegen untüchtige/ zumahl aber der Religion wegen verdächtige/ üppige/ tückische/ eigennützige/ hochmüthige und zancksüchtige Leute/ davon gelassen/ auch angeregte Collegia in ihren pflichtmäßigen Verrichtungen nicht beeinträchtiget noch verhindert/ sonderen vielmehr wohl gehöret/ geschützet und gehandhabet/ und vornehmlich dieses genau beobachtet werde/ daß jedes bey seinen Ver-

Anno 1688.

Verrichtungen præcise verbleibe/ keines dem anderen/ noch viel weniger eintzele Persohnen/ denenselben Eingriff thun/ keine æmulation zwischen/ oder bey ihnen entstehe/ sonderen sie so wohl unter sich selbst in auffrichtigem Vertrauen und Vernehmen/ als gegeneinander in guter Correspondentz beständig und unverruckt verbleiben/ und eines dem anderen in seinen Actionibus die Hand auffrichtig und redlich biethe / worzu dann sonderlich vonnöthen / daß weder Adulatoribus noch Calumnianten freyer Zutritt verstattet/ oder ein gefährlicher Schein eines Wohlgefallens daran gegeben/ sonderen allenthalben höchstes Mißfallen und inniglicher Haß wider dergleichen Leute und Bezeigungen erwiesen / insonderheit aber kein Rath oder anderer Diener mit Ungnaden angesehen/ vielweniger bestrafft und abgeschaffet werde / er sey dan vorhero mit seiner Nothdurfft gehöret/ und demnach schuldig und straffwürdig befunden worden ;

Und dieses ist nun also unser letzter Wille/ den wir nach unserem/ GOtt gebe! Seeligen Hintritt aus dieser Welt in allen seinen Puncten und Clausulen sträcklich beobachtet wissen wollen/ worzu wir dan unsere Fürstliche Kinder samt und sonders/ nochmahls durch das von GOtt uns gegebene väterliche Recht/ und ihnen anbefohlenen kindlichen Gehorsam/ auch durch den Segen und Fluch / welchen das vierdte Gebott gehorsamen Kinderen verheisset / und denen Ungehorsamen androhet / auf das allerfesteste verbinden und beschligen/ und da auch diese unsere Verordnung nicht als ein zierlich Testament bestehen solte/ so wollen wir/ daß es als ein Codicill und Dispositio inter liberos gelte/ und seinen Effect so völlig als ein Testament haben und behalten möge. Wir ersuchen darneben die Römische Käyserliche Majestät/ unseren allergnädigsten Herrn/ hiermit allerunterthänigst/ sie wolten/ in Erwegung/ daß wir bey Auffrichtung dieses unsers letzten Willen nach dem Fundament des Chur-Fürstlichen väterlichen Testaments / und des Chur- und Fürstlichen Freund-brüderlichen Haupt-Vergleichs/ so Ihre Käyserliche Majestät allergnädigst confirmiret / und uns darauf nun zum zweytenmal beliehen/ auch unseren ältesten Sohn/ und fernere Successores beleihen werden/ verharren/ um so viel desto mehr/ die Allerhöchste und mächtigste Execution dieses unsers letzten Willens/ wan und wie es nöthig / auf sich zu nehmen / und zu dessen Vollstreckung nachdrücklich- und zulängliche Verordnung zu thun / sich allergnädigst gefallen lassen/ ingleichen ersuchen wir auch den Durchleuchtigsten Chur-Fürsten zu Sachsen/ Herrn Johann Georgen den Dritten/ und Seiner Liebden Nachfolgere an der Chur / ebenermassen/ und in gleichem Absehen/ daß wir nichts anders/ als was wir nach angezogenen Gründen/ und nach unserer väterlichen Christ-Fürstlichen Wohlmeynung thunlich erachtet/ und zu unsers Hauses Respect und Auffnehmen/ auch der Lande Wohlfarth dienet/ verordnet/ nach Dero hohem Vermögen über diesem Testament/ auf unserer geliebten Söhne gezimende Instanz, durchgehends und allenthalben zu immerwährenden Zeiten zu halten / und nicht zu gestatten/ daß demselben über kurtz oder lang / durch einigerley Wege zuwider gelebet werde.

Dessen zu wahrer Urkund/ auch steter unverbrüchlicher Haltung/ haben wir dieses alles/ wie vorstehet/ also gesetzet und verordnet / und mit unserer eigenhändigen Unterschrifft und anhangendem Fürstlichen kleinen Insiegel bekräfftiget / und solches/ wie die/ deshalber gehaltene/ und ausgestelte Registratur bezeuget/ gerichtlich insinuiret und hinterleget. So geschehen zu Merseburg/ den vier und zwantzigsten Tag des Monats Octobris, im ein tausend sechs hundert acht und achtzigsten Jahre.

Christian H. Z. Sachsen.

Käyserlich-allergnädigste Confirmation vorstehenden Testaments.

WIR LEOPOLD von GOttes Gnaden/ erwehlter Römischer Käyser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ in Germanien/ zu Hungern/ Böheim/ Dalmatien/ Croatien und Sclavonien/ rc. König/ Ertz-Hertzog in Oesterreich/ Hertzog zu Burgund / zu Braband / zu Steyer/ zu Kärnten/ zu Crain/ zu Luxemburg/ zu Würtenberg/ Ober- und Nieder-Schlesien / Fürst zu Schwaben/ Marggraff des Heiligen Römischen Reichs/ zu Burgau/ zu Mähren/ Ober- und Nieder-Lausitz/ Gefürsteter Graf zu Habspurg/ zu Tyrol/ rc. Bekennen öffentlich mit diesem Briefe/ und thun kund allermänniglichen/ daß Uns der Hochgebohrne Christian / Hertzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ postulirter Administrator des Stiffts Merseburg/ Land-Graf in Thüringen/ Marg-Graf zu Meissen/ auch Ober- und Nieder-Lausitz / unser lieber Oheim und Fürst/ mittelst eines Schreibens/ unterem dato den 5. Nov. nächst abgelegten sechzehen hundert acht und achtzigsten Jahres in Unterthänigkeit zu vernehmen geben/ was gestalten Seine Liebde nach nunmehro zuruck gelegtem drey und siebentzigsten Jahre Ihres Alters / zu Vermeydung aller etwa nach tödtlichem Ableiben unter Dero samtlichen Kinderen / Erben und Successoren befahrenden Mißverständnüssen eine väterliche Disposition, wie es mit Dero hinterlassenen Landen/ Leuten/ und Vermögen gehalten werden solle/ nach Seiner Liebden bestem Wissen und Willen/ insonderheit aber der Verfassung weyland Johann Georgens des Ersten/ Chur-Fürstens zu Sachsen / Dero Vatters Liebde auffgerichteten Testaments / darauf getroffenen Haupt-Vergleichs/ und der von Uns ertheilten Confirmation, auch erfolgten Belehnungen gemäß / vom 24. Octob. 1688. Jahres auffgesetzet/ versiegelt/ und gerichtlich beygeleget habe. Allermassen selbige nach der Uns in beglaubter Form beygebrachten Copia, von Wort zu Wort/ wie hernach geschrieben stehet/ und also lautet:

Im Nahmen der heiligen Hochgelobten Dreyeinigkeit/ rc. rc. wie vorstehet.

Und Uns darauf Eingangs gemeldte Se. Ldd. gehorsamlich angeruffen und gebetten/ über sothane Dero väterliche Disposition unseren Käyserlichen Consens und Confirmation mitzutheilen/ auch so dan/ wan sie eröffnet/ und es die Nothdurfft erforderen wird/ in höchsten Käyserlichen Gnaden darüber zu halten/ und die Execution zu übernehmen.

Wie Wir nun nicht ermangelt haben / das Werck zuforderst seiner Wichtigkeit nach / durch Niedersetzung einiger unserer hierzu absonderlich deputirten Geheimen- und Reichs-Hoff-Räthen/ in reiffe Erwegung und Deliberation ziehen zu lassen / und demnach so wohl aus deren erheblichen/ Uns beygebrachten/ als auch anderen unser Käyserlich Gemüthe darzu bewegenden Ursachen und Motiven/ auch in Ansehung der / von Seiner Ldd. Vorfahren/ und Ihro selbst/ Uns/ und dem Reich/ und unserem löblichen Ertz-Hause Oesterreich/ in viele Wege geleisteten treuen und ersprießlichen Diensten/ worinnen Sie zu continuiren des unterthänigsten Erbietens ist/ auch wohl thun kan/ mag und soll / in vorgemeldter Seiner Liebden demüthige ziemliche Bitte / mit wohlbedachtem Muth / zeitlichem Rath und rechtem Wissen/ gnädiglich gewilliget / und nicht allein in obeinverleibte Dero väterliche Disposition, unseren gnädigsten Käyserlichen Consens ertheilet/ und dieselbe confirmiret / sonderen auch darüber die Besthaltung der Execution über Uns genommen haben. Confirmiren / ratificiren und bestätigen dieselbe also hiermit aus Römischer Käyserlicher Macht Vollkommenheit/ wissentlich in Krafft dieses Briefes / was Wir daran von Rechts- und Billichkeit wegen zu confirmiren und zu bestätigen haben / sollen und mögen/ und meynen/ setzen und wollen/ daß obgeschriebene Sr. Ldd. väterliche Disposition, in allen ihren Worten/ Clausulen/ Articulen/ Meyn- Innhalt- und Begreiffungen/ stät/ vest/ und unverbrüchlich vollzogen werde. Allermassen Wir auch zu dem Ende/ wan sothane Disposition eröffnet wird / von tragenden allerhöchsten Käyserlichen Amts wegen daran seyn/ und darob vestiglich halten wollen/ auf daß dieselbe alles ihres Innhalts exequiret und vollstrecket werden solle/ jedoch Uns/ dem Heiligen Reiche/ und sonst männiglich an seinen Rechten und Gerechtigkeiten ohne Schaden und Nachtheil / und gebieten darauf allen und jeden Chur-Fürsten/ Fürsten/ Geist- und Weltlichen/ Prælaten/ Grafen/ Freyen/ Herren/ Rittern / Knechten/ Land-Voigten/ Hauptleuten/ Vitzthumen/ Voigten/ Pflegeren/ Verweseren/ Amptleuten/ Land-Richteren / Schultheissen / Burgermeisteren/ Richteren/ Räthen/ Bürgeren/ Gemeinden und sonst allen anderen / unseren und des Reichs Unterthanen und Getreuen/ was Würden / Standes oder Wesens die seyn/ ernst- und vestiglich mit diesem Brief / und wollen/ daß Sie obinserirte väterliche Disposition , und diese unsere darüber ertheilte Käyserliche Confirmation bey Würden und Kräfften bleiben/ die darbey Interessirte/ derer Erben und Nachkommen / daran nicht anfechten/ hinderen oder betrüben/ sonderen Sie dererselben geruhiglich imperturbiret/ nutzen und geniessen lassen/ darwider nicht thun/ handelen/ erkennen oder fürnehmen/ noch das jemand anderen zu thun gestatten/ als lieb einem ist unser und des Reichs schwehre Ungnade und Straffe / und darzu eine Pön von ein hundert Marck löthigen Goldes zu vermey-den/

ANNO 1688. den / die ein jeder / so offt er freventlich hierwider thut / uns halb in unsere Käyserliche Cammer / und den anderen halben Theil / mehrgedachter Sr. Ld. deren Erben und Nachkommen / oder denjenigen / so hierwider beleydiget würde / unnachlässig zu bezahlen / verfallen seyn sollen. Mit Uhrkund dieses Briefes / besiegelt mit unserem Käyserlichen anhangenden Insiegel / der geben ist in unser Stadt Wien / den 7. Tag Monats Jan nach Christi unsers lieben HErrn und Seligmachers gnadenreicher Geburt im 1689. unserer Reiche / des Römischen im 31. des Hungarischen im 34. und des Böhmischen im 33. Jahre.

Leopold.

Vt. Leopold Wilhelm / Graff zu Königsegg.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

Caspar Florentz Consbruck.

CI.

16. Nov. LA FRANCE ET LES PROVINCES-UNIES.

Déclaration de Guerre de LOUIS XIV. *Roy de France contre les* HOLLANDOIS, *du* 16. *Novembre* 1688. [FREDERIC LEONARD. Tom. VI.]

APrès tout ce que Sa Majesté a fait pour donner la Paix à l'Europe, les Places importantes qu'Elle a restituées pour parvenir au Traité conclû à Nimegue en l'année 1678. & les soins que depuis Elle a apportez, non-seulement pour l'établissement de la Tréve, mais aussi pour la faire convertir en une Paix perpetuelle; Sa Majesté avoit lieu d'esperer que les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, qui avoient témoigné tant d'empressement pour la conclusion de cette Tréve, n'en auroient pas moins pour la maintenir. Cependant Sa Majesté a eu plusieurs avis depuis quelques mois, que lesdits Etats se laissant emporter aux desirs de ceux qui n'ont d'autre intention, que de voir recommencer la Guerre dans l'Europe, faisoient des levées & armements extraordinaires, & prenoient des engagemens avec des Princes de l'Empire, pour traverser par toutes voyes, l'établissement du Cardinal de Furstemberg, dans l'Electorat de Cologne; Et Sa Majesté se trouvant obligée de soûtenir les interests de ce Cardinal, à l'élection duquel on declaroit positivement que l'on ne s'opposoit contre toutes sortes de formes, que parce qu'on le croyoit attaché aux interests de Sa Majesté. Elle fit exhorter lesdits Etats Generaux par le Comte d'Avaux son Ambassadeur, de ne point employer les forces extraordinaires qu'ils mettoient sur pied, à rien qui pust troubler le repos de l'Europe, & leur fit declarer en termes exprés, qu'Elle regarderoit ce qu'ils entreprendroient contre le Cardinal de Furstemberg, comme si c'estoit contre ses propres Etats. Sa Majesté a esté depuis informée qu'ils n'ont pas laissé de commencer à executer leur Projet, & ont fait assembler une Armée sous le Commandement du Prince de Waldeck, laquelle est actuellement jointe aux forces des Princes qui se sont liguez contre les interests du Cardinal de Furstemberg, ce que ne voulant pas dissimuler plus long-tems, Sa Majesté a resolu de declarer la Guerre, comme Elle fait par la presente, ausdits Estats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, tant par Mer que par Terre; Ordonne & enjoint pour cet effet Sa Majesté, à tous ses Sujets, Vassaux, & Serviteurs, de courre sus aux Hollandois & leur a défendu & deffend tres-expressément, d'avoir cy-aprés avec eux aucune communication, commerce ny intelligence, à peine de la vie; Et à cette fin Sa Majesté a dès à present revoqué toutes Permissions, Passeports, Sauvegardes, & Saufconduits qui pourroient avoir esté accordez par Elle ou par ses Lieutenans Generaux, & autres ses Officiers, contraires à la presente, & les a declarez & declare nuls & de nul effet & valeur; défendant à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne Sa Majesté à Monsieur l'Admiral, aux Mareschaux de France, Gouverneurs & Lieutenants Generaux pour Sa Majesté en ses Provinces & Armées, Mareschaux de Camps, Colonels, Mestres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses gens de Guerre, tant de cheval que de pied, François & Etrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la presente, ils fassent executer chacun à son égard, dans l'étenduë de leurs Pouvoirs & Jurisdiction; Car telle est la volonté de Sa Majesté, laquelle veut & entend, que la presente soit publiée & affichée en toutes les Villes, tant Maritimes, qu'autres, & en tous Ports, Havres & autres lieux de son Royaume, & Terres de son obeïssance que besoin sera, à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance. Fait à Versailles le vingt sixiéme Novembre mil six cens quatre-vingt-huit.

LOUIS;

Et plus bas,

LE TELLIER.

CII.

11. Dec. ANGLETERRE.

Déclaration des SEIGNEURS SPIRITUELS *&* TEMPORELS *des Villes de Londres & Westminster & Lieux Circonvoisins, assemblez à Guildhal, le* 11. *Decembre* 1688. [Feuille volante imprimée.]

NOus ne doutons pas que tout le Monde ne croye, que dans les grandes & dangereuses Conjonctures présentes, Nous ne nous intéressions de tout nostre cœur & avec zèle, pour la Religion Protestante, les Loix du Païs, & les Libertés & Proprietés des Sujets. Et nous esperons avec Justice, que le Roy ayant fait expedier sa Proclamation & les Lettres Circulaires, pour un Parlement Libre; Nous aurions pû demeurer en assurance dans l'attente de cette Assemblée: Mais Sa Majesté s'estant absentée (comme nous appréhendons,) dans le dessein de sortir du Royaume, par les Conseils pernicieux de Personnes mal-intentionnées pour notre Nation & Religion, nous ne pouvons, sans manquer à notre devoir, demeurer dans le silence, sous ces calamités, où le Conseil Papistique, qui a prévalu depuis si long-tems, a plongé ces Royaumes. C'est-pourquoy, Nous déliberons unanimement de Nous joindre à son Altesse le Prince d'Orange, lequel par une si grande affection qu'il a pour ces Royaumes, une dépense si grande, & tant de périls où il a exposé sa propre Personne, a entrepris par ses soins de procurer un Parlement libre, & de nous delivrer des dangers éminents de la Papauté & de l'Esclavage, avec le moins d'effusion du sang Chrestien qu'il a esté possible.

Et nous déclarons par ces Présentes, que Nous assisterons de tout notre pouvoir son Altesse, pour obtenir en toute diligence un tel Parlement, par lequel nos Loix, nos Libertés & Proprietés, seront assûrées, en particulier l'Eglise Anglicane, avec une liberté convenable aux Non-conformistes Protestans, & en général la Religion Protestante & ses interests maintenus & avancés, à la gloire de Dieu, au bonheur du Gouvernement estably dans ces Royaumes, & à l'avantage des Princes & Estats de la Chrétienté qui y ont interest.

Cependant, Nous tâcherons autant qu'il Nous sera possible, de conserver la Paix, & la Tranquilité de ces deux grandes & populeuses Villes de Londres & Westminster, & Lieux adjacents, en prenant soin de désarmer tous les Papistes, & de s'assurer de tous les Jésuites & Prestres Romains, qui s'y trouveront.

Et s'il se trouve encore quelqu'autre chose à faire, pour l'avancement des généreuses intentions de son Altesse pour le bien public, Nous serons prêts de le faire, suivant les occasions qui s'en présenteront.

W. CANT. THO. EBOR. PEMBROKE.
DORSET. MULGRAVE. THANET.
CARLISLE. CRAVEN. AILESBURY.
BURLINGTON. SUSSEX. BERKELEY.
Ro-

Anno 1688.

Rochester.	Newport.	Weymouth.
P. Winchester.	W. Asaph.	Fran. Ely.
Tho. Roffen.	Tho. Petriburg.	P. Wharton.
North and Grey.	Chandos.	Montague.
T. Jermyn.	Vauggan Carbery.	Culpeper.
Crewe.	Osolston.	

SUr ce que Sa Majesté s'est absentée secrètement ce matin, Nous les Seigneurs Spirituels & Temporels, dont les Noms sont soussignés, assemblez à Guildhal à Londres, étant convenus & ayant signé une Déclaration, intitulée, *Declaration des Seigneurs Spirituels & Temporels, des Villes de Londres & Westmunster & lieux Circonvoisins, assemblez à Guildhal. Le 11. Decemb.* 1688. Requerons le Très-Honorable le Comte de Pembroke, le Tres-Honorable le Seigneur Vicomte de Weymouth, le Tres-Révérend Pere en Dieu, le Seigneur Evêque d'Ely, & le Très-Honorable le Seigneur Culpeper, de se rendre incessamment près de son Altesse le Prince d'Orange, avec ladite Déclaration, & en même temps, faire connoistre à son Altesse, ce que Nous avons fait d'abondant à cette Assemblée. Datté à Guildhal le 11. Decemb. 1688.

NOus les Pairs de ce Royaume, estans assemblez avec quelques Seigneurs du Conseil Privé, vous ordonnons & requerons par ces Présentes, d'imprimer & publier incessamment la Declaration qu'on vous envoye cy-jointe. A la Chambre du Conseil à Whitehal le 12. de Decembre 1688.

To. Edward Jones Printer at the Savoy.

Anno 1688.

Tho Ebor.	Halifax.
Carlisle.	Ailesbury.
Nottingham.	P. Winchester.
North and Grey.	Chandos
Osolston.	Anglesey.
Kent.	Berkeley.
Sussex.	Th. Roffen.
Th. Petriburg.	Crewe.
T. Jermin.	

CIII.

Confirmation Kaysers Leopoldi über das Anno 1688. den 24. Octobre von Herzogen Christian zu Sachsen-Merseburg gemachte Testament. Geben Wien den 7. Januarii 1689. 1689. 7. Janv.

C'est-à-dire,

Confirmation de l'Empereur LEOPOLD *sur le Testament fait en 1688. le 24. d'Octobre, par* CHRISTIAN *Duc de Saxe-Merseburg. Donnée à Vienne le 7. Janvier 1689.*

* *Voyez-la cy-devant sous le 24. Octobre 1688.*

CIV.

1689. 9. Mars. Les Provinces Unies et la France.

Declaratie van Oorlogh, mitsgaders Placaet van de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der VEREENIGHDE NEDERLANDEN, *houdende Verbods tegens de Ingesetenen der selver Landen, en raeckende de Navigatie en Commercie van Neutralen op de Havenen van Vranckryck.* Als mede *de Waaren van Contrabande en Assurantien van Schepen en Goederen de Subjecten van den Coningh van Vranckryck toebehoorende.* [Feuille Volante imprimée.]

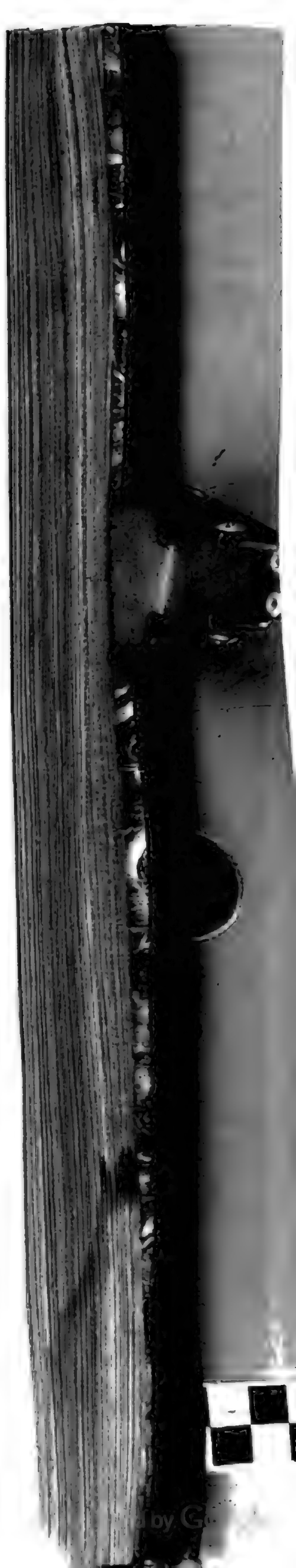
DE Staten General des Vereenighde Nederlanden. Allen den geenen die desen sullen sien ofte hooren lesen, Saluyt; *Doen te weten*: Dat Wy in den jare sesthien hondert twee en seventigh, sittende in een volkomen Ruste en Vreede, met zoodanigen sinceren vertrouwen op de Tractaten van Vreede, Vrundtschap ende Alliantie, die tusschen den Koningh van Vranckryck ende desen Staet intercedeerden, dat wy ons selven vonden gedestitueert van alle het geene tot onse defensie konde dienen, om zoo een machtigh Koningh te konnen resisteren, indien deselve ons met een Oorlogh soude willen aentasten, dewyle wy niet hebben konnen vermoeden dat den Koningh van Vranckryck de voorsz. Tractaten sonder eenige rechtverdige reden daer toe te hebben, soude hebben willen verbreecken, echter tegen alle verwachtinge door den Koningh van Vranckryck met een seer hevigen Oorlog onvoorsiens sijn aengetast gheworden, zoo verre, dat door des selfs Macht, afkomende op een weerlosen Staet, in weynigh tydt onsen Staet by na het onderste boven wierde gesmeten, ende wel licht t'eenemael t'onder-gebracht soude zyn geweest, ten ware wy onse oogen slaende op de redenen die den Koningh van Vranckryck voorgaf, hem tot den voorsz. Oorlogh te hebben bewogen; namentlyck, alleen de vermeerderinge van des selfs eere ende glorie, ons hadden laten voorstaen, dat Godt de Heere, om zoo onrechtvaerdige redenen, onse ondergangh niet en soude gedogen, dat wy daer door waren aengemoedigt om in een desperaten toestant van saecken, onder het hoogwys bestier van sijne Hoogheyt den Heere Prince van Oranien, de moet niet verlooren te geven, ende alle ex-

CIV.

Declaration de Guerre & Placard de leurs Hautes Puissances des PROVINCES-UNIES, contenant une Defense à tous les Habitans de ces Païs, & concernant la Navigation & le Commerce des Puissances Neutres aux Ports de France, aussi bien que les Marchandises de Contrebande, les Assurances des Vaisseaux & des Denrées appartenantes aux Sujets du Roi de France. 9. Mars. Les Provinces-Unies et la France.

L*Es Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, A tous ceux qui ces presentes verront ou entendront lire, salut, Sçavoir faisons; Qu'en l'année mil six cens soixante & douze, étant en pleine Paix & dans une entiere tranquilité, & que nous reposans sur les Traittés de Paix, amitié & Alliance, qui étoient entre la France & cet Etat, nous nous trouvions destituez de tout ce qui pouvoit servir à nôtre deffence & à resister à un si puissant Roi, s'il venoit à nous attaquer par une Guerre, d'autant plus qu'il ne pouvoit pas nous entrer dans l'esprit que le Roy de France eût voulu enfreindre lesdits Traittés, nonobstant toute attente nous fumes attaquez inopinement par ledit Roy de France par une Guerre si violente; que ses grandes forces reduisirent cet Etat à deux doigts de sa ruine, & l'auroient avec facilité entierement soumis, si ouvrant les yeux sur les raisons que le Roy de France disoit l'avoir porté à la susdite Guerre, sçavoir pour la seule augmentation de son honneur & sa gloire, nous ne nous fussions persuadez que le Seigneur Dieu ne permettroit pas nôtre ruine pour des motifs si injustes, Que nous étant par là excitez dans l'état desesperé de nos affaires à reprendre courage, sous la grande & sage conduitte de son Altesse le Seigneur Prince d'Orange & à nous ex-*

pe-



ANNO 1689.

extremiteyten uyt te staen, om de ware Gereformeerde Religie, de Vryheydt, ende het lieve Vaderlandt, tegens soo onrechtvaerdigh geweldt te beschermen; dat God de Heer syne genade over de Staet uytstortende, eyndelijck nae veel onnosel Bloedt was vergoten, ende onse Ingezetenen veele wrede en ongehoorde Actien van de Franschen hadden uytgestaen, geliett heeft desen Staet weder aen den anderen te verheelen, ende den voorsz. Oorlogh door een Tractaet van Vreede, Commercien, Navigatie ende Marine, in den Jare 1678. met de Koningh van Vranckryck tot Nymegen opgerecht, te doen eyndigen. Dat wy van onse zyde de voorsz. Tractaten niet alleen exactelijck en religieuselyck, gelyck het oock alsoo betaemde, hebben willen naekomen, ende sulcks aenstondts hebben afgestelt alle soodanige belastingen op de Fransche Waren, Manufacturen ende Gewassen, ende meer andere beswaringen als den Koningh van Vranckryck konde pretenderen, door ons by forme van retorsie opgestelt te zyn, tegens dē exorbitante belastinge die den Koningh van Vranckryck op de Navigatie en Commercie van desen Staet eerst hadde gelieven te heffen, om de selve t'eenemale te bederven ende te ruineren; dat wy oock alle occasien hebben vermydt ende veele verongelykinge gedissimuleert, ende om niet wederom in onmin met den Koningh van Vranckryck te vervallen, alle onse actien soodanigh hebben gereguleert, dat aen den Koningh van Vranckryck egeen rechtvaerdige redenen van misnoegen gegeven mochten worden, daer ter contrarie aen de andere zyde den Koningh van Vranckryck by publycq Edict mede wel heeft gerevoceert de exorbitante belastinge op de Navigatie ende Commercien van desen Staet geleyt, ende het selvige Edict wel in eenige poincten ende op eenige plaetsen heeft laten executeren, maer 't selve op andere Plaetsen buyten executie is gebleven; dat den Koningh van Vranckryck daer en boven van tydt tot tydt onse Navigatie ende Commercie soo binnen als buyten Europa, in alle manieren heeft ghetracht te troubleren; het nemen van Schepen en Goederen gefavoriseert, ende voor soo veel in hem is geweest, direct ende indirectelyck de voorsz. Navigatie ende Commercie t'eenemael ghesocht te bederven, selfs onse Schepen van Oorlog niet latende ongemolesteert, maer de selve met gewelt heeft gedwongen haer te laten visiteren, ende oock vyandlyck in volle Vrede heeft aengetast ende bevochten; gelyck oock den Koning van Vranckryck eyndelyck aen de Ingezetenen van desen Staet, door nieuwe belastingen en vexatien het debit van hare Manufacturen ende het provenu van hare Visscheryen in Vranckryck wederom heeft belet, ende aen de selve soodanige ongehoorde en ongeoorlofde belemmeringe, op frivole pretexten toegebracht, dat het niet mogelyck was daer mede eenige Negotie op Vranckryck te dryven, ende voorts veele en verscheyde Contraventien tegens de voorsz. Tractaten bedreven, die den Staet om gevoeghs willen heeft gedissimuleert, dat hoe menighmael daer tegens redres versocht is geweest, die instantien t'elckens met groot mespris zyn afgewesen, ende door het verweygeren van de eere, die altyds de Ministers van desen Staet in Vranckryck hadden genoten, het respect van den Staet in kleynachtinge heeft soecken te brengen; dat den Koningh van Vranckryck de schrickelyke persecutie, tegens die van de Gereformeerde Religie, in syne Rycke hebbende ondernomen, de Ingezetenen van desen Staet, die haer alleen in sijn Ryck tot het doen van de Commercie ter neder hadden ghestelt, onder deselve persecutie mede heeft begrepen, de Vrouwen van de Mannen gescheyden, de Kinders van haer Ouders, jae niet ontsien de Consuls van desen Staet op een ongehoorde ende wreede maniere te handelen, ende aen alle deselve, tegens aller Volckeren Recht, ende den expressen Text van de Tractaten, haer vertreck te weygeren, ende met alle rigeur van gevanckenisse ende anders effectivelyck te beletten: Dat Wy al kort naer het maecken van de Vrede vermerckende de ongenegentheydt van den Koning van Vranckryck tegens desen Staet, door de bewegingen by den selven Koning ontrent onse Frontieren ondernomen, genoodsaeckt zyn geweest een seer kostelycke Militie aen te houden, ende sware Esquipagien ter Zee te doen, uyt vreese van op nieuws te sullen overvallen wor-

poser à toute extremité, pour deffendre la veritable Religion Reformée, la Liberté & chere Patrie contre une violence si injuste; Dieu repandant sa benediction sur l'Etat, aprés beaucoup d'effusion de sang innocent, & que nos habitans eurent essuyé beaucoup d'actions inouies & cruelles de la part des François, il lui a plû de retablir entierement cet Etat & de faire cesser la susdite Guerre, par un Traité de Paix, de Commerce, de Navigation & de Marine, fait à Nimegue avec la France en l'année 1678. Que de nôtre côté nous avons non seulement voulu executer exactement & religieusement, & comme il convient, lesdits Traittez, en sorte qu'aussitôt nous ôtames toutes & telles impositions sur les Marchandises, Manufactures & autres du crû de France, & autres charges que le Roy de France pouvoit pretendre avoir été mises par nous par forme de retorsion à cause des impositions exorbitantes qu'il avoit plû au Roy de France de mettre lui même le premier sur la Navigation & Commerce de cet Etat pour les perdre & ruiner entierement. Que nous avons dissimulé sur beaucoup de torts qui nous ont été faits & que pour éviter toutes les occasions de tomber dans l'inimitié du Roy de France, nous avons tellement compassé toutes nos actions qu'il ne fut donné au Roy de France aucun juste sujet de mecontentement; Au lieu qu'au contraire le Roy de France de son côté a bien revoqué par Edit public les impositions exorbitantes par lui mises sur la Navigation & le Commerce de cet Etat & l'a bien fait executer en quelques endroits & en quelques points, mais en d'autres lieux l'a laissé sans execution; Que de plus le Roy de France a de tems en tems tâché en toute maniere de troubler nôtre Navigation & Commerce tant dedans que dehors de l'Europe, favorisé l'enlevement des Vaisseaux & Marchandises, & s'est efforcé tant qu'il a pû directement & indirectement de ruiner entierement lesdites Navigation & Commerce, bien loin même de permettre que nos Vaisseaux de Guerre demeurassent sans être molestez, les a contraints par violence de se laisser visiter & les a, qui plus est, attaqué & combattu hostilement en pleine Paix. Comme semblablement le Roy de France a enfin empêché aux habitans de cet Etat, par de nouvelles charges & vexations, le debit en France de leurs Manufactures & du provenu de leur pêche, & leur a aporté tant d'obstacles non permis & inouïs, sur des pretextes frivoles qu'il ne leur étoit plus possible de continuer davantage leur Negoce en France, & a en outre commis plusieurs autres Contraventions contre lesdits Traittez que l'Etat a bien voulu dissimuler par bienséance; Que le redressement en ayant été demandé plusieurs fois on a rejetté avec mépris à chaque fois les instances qui ont été faites là dessus, & par le refus de l'honneur dont les Ministres de cet Etat ont toûjours joui en France, on a tâché de rendre cet Etat méprisable. Que le Roy de France ayant entrepris une horrible persecution dans son Royaume contre ceux de la Religion Reformée, il a envelopé dans ladite persecution les habitans de cet Etat qui ne s'étoient établis dans son Royaume que pour y exercer le Commerce, ayant separé les femmes de leurs maris, les enfans de leurs Peres & Meres, jusques là qu'on a eu si peu d'égard que de traitter les Consuls de cet Etat d'une maniere cruelle & inouye, leur refusant à tous, contre le Droit des Gens & les termes exprés des Traittés, de pouvoir se retirer, les en empêchant par les rigueurs de l'emprisonnement & autres traitemens; Que peu aprés même que la Paix fut faitte, remarquant la mauvaise intention du Roy de France contre cet Etat, par les mouvements qu'il faisoit faire à ses Troupes sur nos frontieres, nous fumes necessitez d'y en tenir qui nous coûtoient beaucoup, & d'équiper une Flotte qui nous étoit fort à charge, dans la crainte d'être attaquez de nouveau, par le moyen dequoy le Roy

ANNO 1689.

ANNO 1689.

worden: daer door den Koning van Vranckryck oogenschynlyk getracht heeft de Financie van den Staet soodanig te verswacken, dat de selve in hare Commercie, Navigatie, Manufacturen, Visschereyen ende Financie zynde gheruineert, soo veel lichter overmeestert soude konnen werden: Dat den Koningh van Vranckryk somtyts wel met soete woorden ende solemnele versseeckeringen, oock door aenbiedinghe van Alliantien, Ons heeft soecken in slaep te wiegen, ende te diverteren, om onse gerustheydt ende securiteyt van andere kanten te bevorderen, maer soo haest ende soo menighmael als Wy in alle eenvoudigheydt hebben willen vigileren, om door defensive Alliantien, tot niemandts offensie streckende, de Nimmeeghsche Vrede te versseeckeren, den Koningh van Vranckryck sich daer tegens heeft geopposeert, niet tegenstaende sulcks te mogen doen by het twintigste Articul van het Tractaet van Vrede wel expresselyck was bedongen, ende selfs den Staet daer over met eenen nieuwen Oorlogh heeft gedreyght: Dat eyndelyck den Koningh van Vranckryck, contrarie de Articulen van de voorsz. Tractaten, tot mutuele securiteyt van wederzydts Ingezetenen ter neder gestelde, in volle Vrede heeft gedaen saiseren, ende in arrest nemen de Schepen, Persoonen, Goederen ende Effecten van onse goede Ingezetenen, welcke op de solemnelle publycque trouwe van de Tractaten, haer onder desselfs gebied tot dryvinge harer Commercie hebben bevonden, en voorts mede alomme in volkome Vrede heeft doen aentasten, veroveren ende opbrengen de Schepen ende Goederen van de Onderdanen deser Landen, ende de Relaxatie van alle de selve niet alleen heeft afghewesen, maer de Schippers ende Matroose mishandelt, gedreyght, geperst om haer Geloof te versaecken, in de Gevanckenisse gesmeten, ende de selve als noch daer is houdende, voorts de Schepen verkocht, alles niet tegenstaende by het vyfthiende Articul van het Tractaet van Vrede, ende het acht en dertigste van Navigatie, Commercie ende Marine geaccordeert is; dat selfs by opkomenden Oorlog, ses ende negen maenden respective, aen wederzydts Onderdanen gelaten soude werden, om hare Persoonen, Goederen ende Effecten te transporteren, oock aldaer te verkopen, sonder daer in verhindert te worden, nochto dat men binnen de voorschreven tydt der selver Persoonen ofte Goederen met eenighe Arresten soude mogen belemmeren: Dat ten laetsten daer op ghevolgt is, dat den Koning van Vranckryck heeft konnen goedtvinden, door des selfs Trouppes verscheyde Dorpen onder het Gebiedt van den Staet te doen uytplunderen ende verbranden, voor dat de publicatie van Declaratie van Oorlogh was geschiet, ofte ten schoonsten op den selvigen dagh als die tot Parys was gepubliceert, ende hier in t'minste niet en was bekent, dat desen Staet in Oorlog met Vranckryck was vervallen, ende voorts den Oorlog te verklaren tegens desen Staet, by sijn Declaratie gegeven tot Versailles den ses en twintigsten November voorleden, sonder eenige andere reden voor te wenden, als dat Wy eenige extraordinaris Wervingen ende toerustingen souden hebben gedaen, het welck Wy uyt ontwyffelbaer ende wesentlyck Recht van alle Souveraine Staten zyn vermogens te doen, ende waer van Wy aen niemant schuldig zyn eenige reeckenschap te geven, ende waer toe Wy tot desen alleen gekomen zyn, niet om den Koningh van Vranckryck eenighsints te beledigen, maer uyt een nootsaeckelycke voorsichtigheydt, om dat Wy al te wel van de desseinen van den Koningh van Vranckryck tegens desen Staet waren gheinformeert: Dat Wy ons weder buyten alle defensie souden bevinden, als de desseinen van den Koningh van Vranckryck tegens desen Staet soude uytbarsten, gelyck die door de voorschreve Declaratie van Oorlog openbaer zyn geworden, hebbende Wy oock den Koning van Vranckryck op des selfs argwaen ende dreygementen versekert, dat desen Staet haer met de Electie van een Churfurst ende Bisschop van Keulen niet soude bemoeyen; gelyck oock in der daedt noyt sal konnen aengewesen worden, sulcks geschiedt te zyn, al schoon Wy daer over geen reden of reeckenschap aen den Koning van Vranckryck hadden te geven: Maer hebben Wy willen toonen, hoe verre Wy alle occasien sochten te vermyde, die de publycke ruste soude konnen verstooren. SOO IST, dat Wy allen ende een yegelycken, voornamentlyk onse goede Onderdanen ende Ingesetenen wel hebben willen onderrechten van de voorsz. quade dessyenen ende machinatien door den Koningh van Vranck-

Roy de France a apparemment tellement voulu affoiblir les Finances de ces Etats, que ses Commerce, Navigation, Manufactures, Pêche & Finance étans ruinez il pût d'autant plus facilement s'en rendre maitre; Que le Roy de France a tâché quelquefois, par des parolles douces & des assurances solemnelles, & même par des offres d'Alliance de nous endormir & nous amuser, afin d'augmenter d'ailleurs nôtre tranquilité, & nôtre securité. Car aussi-tôt & toutes les fois qu'en toute simplicité nous avons voulu veiller, par Alliances deffencives, ne tendantes à offencer personne, à assurer la Paix de Nimegue, le Roy de France s'y est opposé, quoy que par l'Article vingtiéme dudit Traitté de Paix il étoit expressément stipulé qu'on le pourroit faire, & même, il a sur cela menacé l'Etat d'une nouvelle Guerre; Qu'enfin le Roy de France, a contre les Articles des susdits Traittez inserez pour la sureté mutuelle des habitans de l'un & de l'autre Païs fait saisir & arrêter en pleine Paix des Vaisseaux, Personnes, & Marchandises de nos bons Sujets, qui sur la foy publique & solemnelle des Traittez se sont trouvés dans les Etats de son obeissance pour y pousser leur Commerce, & de plus a partout fait attaquer prendre & emmener les Vaisseaux & Marchandises de ces Païs & n'a pas seulement refusé qu'ils fussent relâchez, mais en a mal-traitté les Batteliers & Matelots, & les a menacez & sollicitez à renoncer à leur foy, les ayant fait mettre en prison, où ils sont encore detenus, & de plus fait vendre les Vaisseaux, le tout contre l'Article quinziéme du Traitté de Paix, & Article trente huitiéme du Traitté de Commerce, Navigation & Marine, par lequel il est stipulé que Guerre arrivant il seroit accordé six & neuf mois respectivement aux Sujets de part & d'autre, pour le transport de leurs personnes, biens & effects, même pour les y vendre sans en être empêchez, sans qu'on pût dans ledit tems faire arrêt de leur personnes ou Marchandises; Qu'enfin il s'est ensuivi que le Roy de France, a, de son bon plaisir, fait piller & bruler par ses troupes plusieurs villages scituez sous l'obeissance de l'Etat, avant la Publication & Declaration de la Guerre, ou du moins le même jour qu'elle fut publiée à Paris, & lors qu'on n'avoit encore icy la moindre connoissance que cet Etat fut en rupture avec la France, & a en outre fait déclarer la Guerre contre cet Etat par sa Declaration donnée à Versailles le vingt sixiéme Novembre dernier, sans en donner d'autre raison sinon que nous avions fait quelques levées & équipement extraordinaires, ce que par le Droit incontestable & essenciel de tous les Souverains, nous sommes en Pouvoir de faire, & dont nous ne sommes obligez de rendre compte en aucune maniere à personne; à quoy nous en sommes venus non pour faire tort à la France, mais seulement par une precaution necessaire, parce que nous n'étions que trop bien informez des desseins de la France, & que nous aurions été hors de tout état de deffence lors que ses desseins seroient venus à éclatter, comme en effect ils éclatterent par diverses Déclarations publiques de Guerre; ayant même assuré le Roy de France sur ses soupçons & menaces, que cet Etat ne vouloit en nulle maniere se mêler de l'Election d'un Electeur & Evêque de Cologne, comme aussi en effect il ne sçauroit être prouvé qu'il s'en soit jamais mêlé, quoy que nous ne fussions nullement tenus de rendre à cet égard aucun compte au Roy de France, ne l'ayant aussi fait que pour montrer comment nous évitons toutes les occasions qui peuvent troubler le repos public. C'est pourquoy nous avons bien voulu instruire un chacun & sur tout nos bons Sujets & Habitans des susdits mauvais desseins & machinations que ledit Roy de France a de tems en tems effectuez

ANNO 1689.

ANNO 1689.

Vranckryck tegens desen Staet van tydt tot tydt in het werck gestelde, voorts de selve oock vermanen, aendachtelyck te overdencken het Tractement dat de selve soo in het stuck van haer Religie, Liberteyt als in haer Persoonen ende goederen te verwachten souden hebben, datse, voor soo veel de ware Gereformeerde Religie aengaet, willen gedencken aen de wreede persecutien in het stuck van Religie tegens sijn eyghen Onderdanen ondernomen; datse hare oogen willen slaen op de ontrouwe waer mede de Steden ende Plaetsen, die haer meynden op goede ende favorable conditie overgeven te hebben, werden gehandelt, en op de verwoestinge van heele Landtschappen, die de selve weder werden genootsaeckt te verlaten; die van de Roomsche Religie haere Mede-Geloofs-genooten alsoo weynigh als de andere sparende, of eenig favorabelder tractement als aen andere latende toekomen, ende sulcks dat de selve op het vertrouwen van onse rechtveerdige saecke, ende in verwachtinge van den zeghen van Godt Almachtigh, daer over met een volkomen liefde ende eendrachtigheydt ende met alle hare macht ende middelen het verlies van hare Religie ende Vryheydt, ende het verderf van hare Persoonen ende Gooderen willen helpen afweeren, gelyck Wy tot beschermingе van dit alles, ende tot de reparatie van de verongelyckingen ende schaden door onse Onderdanen soo onrechtveerdigh geleden, ghenootsaeckt werden de Wapenen mede op te vatten, ende den Oorlogh teghen den Koningh van Vranckryck te declareren, soo als Wy doen by desen: Lastende en bevelende alle onse Onderdanen, Bevel-hebberen, Officieren ende Soldaten, ende wie het verder soude aengaen, de Landen, Luyden, Ingezetenen, Onderdanen van den Koning van Vranckryck, alomme soo te Water als te Lande, vyandtlyck te vervolgen ende aen te tasten: Ende nademael Wy ten voorsz. eynde, ende wel voornamentlyck, om soo veel in Ons is, alle verdere afbreuck van die syde voor te komen, verobligeert ende gehouden zyn, naer ons vermogen, ende soo verre het buyten verongelyckinghe van onse Geallieerden, Vrunden ende Neutralen, naer het Volckeren Recht geschieden kan, hoogst-gemelte Koningh te benemen ende te verhinderen de commoditeyten en behoeften, daer mede de selve den Staet deser Landen, ende de goede Ingezetenen van dien verder af-breuck soude konnen doen. SOO IST, dat Wy goed gevonden ende noodigh geacht hebben alle de geenen die onse gehoorsaemheyt zyn onder staende, te ordonneren, ende wel scherpelyck te verbieden, oock in het vrundelyck te adverteren ende te waerschouwen alle andere Natien, met desen Staet in Verbondt, Vrundtschap ofte Neutraliteyt staende, gelyck Wy ordonneren, verbieden ende waerschouwen respective by desen.

I. Eerstelyck: Dat van nu voortaen niemand van de Ingezetenen deser Landen, hem sal hebben te vervorderen uyt dese Landen, of oock uyt eenige andere Landen, Koningrycken, Plaetsen ofte Steden, directelyck ofte indirectelyck te vervoeren na eenige Havenen, Eylanden of Plaetsen van Vranckryck, of andere onder de gehoorsaemheydt van den meerhoogh-gedachten Koning van Vranckryck, eenige Munitie van Oorloge, Vivres, ofte eenige Materialen, dienende tot uytrustinge van Schepen, hoe die genaemt, van wat sorte, qualiteyt, conditie of nature die oock soude mogen zyn, geene van de selve uytgesondert, of eenige andere Waren by Placate van den Lande verboden, of eenige Correspondentie ende gemeenschap houden met de Inwoonderen van Vranckryck voornoemt, of haer Onderhoorige, door Brieven of andersints, streckende tot nadeel van desen Staet, in eeniger manieren: Dat oock niemandt ter werelt, alhoe-wel een Vreemdelingh, ende geen Ingezeten deser Landen zynde, hem 't geene voorsz. is uyt dese Landen sal hebben te onderwinden, op poene van daer over als Vyanden van den Staet sonder eenige conniventie gestraeft te worden.

II. Ende nademael wy na de plicht van alle wettige Overigheden, als schuldigh zynde hare goede Ingezetenen ende Onderdanen met alle mogelycke middelen voor geweldt ende overlast te behoeden, ende te beschermen, niet en konnen, oock volgens het gemeyne Recht ende practycque van alle Volckeren, niet gehoude zyn te gedogen, dat den hoogstgedachten Koning of syne Subjecten van yemant ter werelt werden gesuppediteert eenige Waren van Contrabande:

tuez contre cet Etat, & les avertir en même tems de bien considerer attentivement le traittement qu'ils auroient à en attendre, tant à l'égard de leur Religion & Liberté que de leurs personnes & biens; Que pour ce qui regarde la vraye Religion reformée, ils pensent à la persecution cruelle qu'il a entrepris contre ses propres Sujets; Qu'ils jettent les yeux sur l'infidelité avec laquelle sont traittées les Villes & Places qui croyoient s'être renduës sous de bonnes & favorables conditions, & au ravage des Provinces entieres qu'ils ont été obligé eux mêmes d'abandonner, n'épargnant pas plus ceux qui dans la Religion Romaine professent avec eux une même foy que les autres, & s'ils ont à en attendre un plus favorable traittement. Et qu'en se confiant sur la justice de nôtre cause, & dans l'attente de la benediction de Dieu, ils ayent de toutes leurs forces & par tout moyen à aider à prevenir la perte de leur Religion & Liberté, & la ruine de leurs personnes & de leurs biens; ainsi que de nôtre part pour la deffence de tout ce que dessus & pour la réparation des torts & dommages que nos Sujets ont si injustement souffert nous sommes obligez de prendre les armes, & de déclarer la Guerre au Roy de France, commandant à tous nos Sujets, Commandans, Officiers, & Soldats & à tous & un chacun à qui il peut apartenir de poursuivre & attaquer par tout hostilement les Païs, Peuples, Habitans & Sujets du Roy de France, tant par Terre que par Mer. Et comme à cette susdite fin & pour autant qu'en nous est prevenir principalement tout autre dommage, sommes obligez & tenus selon nôtre pouvoir & autant qu'il se pourra sans faire tort à nos Alliez, Amis & Neutres, & selon le Droit des Gens, d'ôter & empêcher à la France les commoditez & choses necessaires par le moyen desquelles elle pourroit continuer à aporter du dommage à l'Etat de ces Païs & aux bons Habitans d'iceux; Nous avons trouvé bon & expedient d'ordonner à tous ceux qui sont sous nôtre obeïssance & de leur deffendre expressément, comme aussi d'avertir toutes les autres Nations, qui sont en Alliance, Amitié & Neutralité avec cet Etat, comme nous ordonnons, deffendons & avertissons respectivement par ces presentes.

I. Premiérement; Que dés maintenant & cy-aprés aucun des Habitans de ces Païs n'ait à entreprendre de transporter hors de ces Païs, ou même hors de quelques autre Païs, Royaumes, Places ou Villes directement ou indirectement aucune munition de guerre, vivres ou quelque chose servant à l'equipement des Vaisseaux, de quelque nom, sorte, qualité, condition ou nature que ce puisse être, rien excepté, ou quelques autres Marchandises deffenduës par les Placards du Païs, pour les mener dans quelques Havres, Iles, Villes ou Places de France ou autres de l'obeïssance du susdit Roy de France, ou d'entretenir aucune Correspondance ni communication avec les Habitans dudit Royaume de France, ou dependance, par Lettres ou autrement, tendant au prejudice de cet Etat, en quelque maniere que ce soit; Qu'aussi personne du monde, quoy qu'étranger & non habitant de ces Païs n'ait à s'ingerer de faire ce que dit est cy-dessus, sur peine d'être puni sans aucune dissimulation comme ennemi de cet Etat.

II. Et comme selon le devoir de bons Souverains legitimes, qui sont tous obligez de garentir & deffendre par tous les moyens possibles leurs bons Habitans & Sujets de violence & d'oppression, Nous ne pouvons & même selon le Droit commun & la pratique de tous les Peuples, ne sommes obligez de souffrir que personne du monde fournisse audit Roy de France ou à ses Sujets aucune Marchandise de contrebande, Nous avons

Anno 1689. de: Soo willen wy by desen allen onse Geallieerde, Vrunden ende Neutralen, ende generalyck alle Volckeren en Natien geadverteert, ende wel ernstigh versoecht ende vermaendt hebben, haer niet te willen vervorderen, geduyrende den jegenwoordigen Oorlogh tusschen desen Staet en den hooghgedachten Koning van Vranckryck opgeresen, te voeren of te transporteren uyt eenige Landen, Koninghrycken, Plaetsen ofte Steden directelyck noch indirectelyck na eenige Havenen, Steden of Plaetsen van Vranckryck of anderen onder 't Gebiedt van den meer-hooghgemelten Koning staende, eenige Waren van Contrabande, alsoo Wy gemeent zyn voor goeden Prinse, ende verbeurt te houden de voorsz. Waaren van Contrabande die contrarie dese Onse Advertentie ende Ordonnantie bevonden sullen werden geladen te zyn, om derwaerts gevoert te worden; wel verstaende dat ten aensien van Vrunden en Neutralen, alleen voor Waaren van Contrabande sullen werden gerekent alle Vuyrwercken, ende 't geene daer toe behoort; als allerhande Canon, soo groot als kleyn, Musqueten, Pistolen, ende der selver Loopen, Ballen, Morticren, Petaerden, Bomben, Granaden, Sauzysen, Peek-kranssen, Affuyten, Forquetten, Bandeliers, Kruyt, Lont, Salpeter, Kogels, soo wel Yzere als Loode, Degens, Lancen, Piecken, Hellebaerden, gewapende Dorsvlegels, Stormhoeden, Casquetten, Curassen, Schilden, Paerden, Zalen, Holsters, Pistool-loopen, Rapier-henghsels, ende alle andere Toerustingen ten gebruycke van den Oorlogh gefatsoeneert en gemaeckt.

III. Ende omme 't gunt voorsz. is des te beter met sekerheyt te beletten, ende insonderheyt te voorsien dat sulcx uyt dese Provincien onder valsche pretexten niet en kome te geschieden, en sal niemandt voortaen hier te Lande mogen laden of doen scheepen eenige van de voorsz. Waren, omme na eenige Landen, Steden of Plaetsen van de Geallieerden, Vrunden of Neutralen van desen Staet getransporteert of vervoert te worden, sonder daer toe alvooren te hebben bekomen speciael consent vande Raden ter Admiraliteyt in welckers District soodanige ladinge of inschepinge geschieden sal: Ende boven betalinge van 's Landts-gerechtigheden, te sullen hebben gestelt suffisante cautie voor tweemael de waerde van de uyt te voeren Goederen, dat die op geen andere als op der voorsz. Vrunden Rycken, Havenen, Steden en Plaetsen, ende geensints directelyck of indirectelyck op eenige Plaetsen van Vranckryck of anderen, onder het Gebiedt van den hooghgemelten Koningh zynde, sullen werden gevoert, ende gelost, ende dat binnen seeckeren tydt in het daer toe te verleenen Paspoort na de gelegentheyt ende distantie van de Plaetsen te expresseren, behoorlyck ende den Rechten ghenoegh zynde, by over te leveren Certificatien of andere genoeghsame bewysen sullen doen blycken, dat alle de voorsz. Waren in 't geheel ter plaetse daer op die verklaert en aengegeven zyn, vervoert te sullen worden, gelost ende aen Land opgeslagen sullen wesen, ofte dat by ghebreecke van dien, ende den voorsz. geexpresseerden tydt overstreecken zynde, de Cautionaris voor de voorsz. dubbelde waerde van de onuytgegevene Waaren, sulcks als die ten tyde van de te stellen cautie getauxeert ende ghewaerdeert sullen zyn, aenstonds ge-executeert te worden.

IV. Ordonneren voorts allen onsen Ingesetenen en Onderdanen, adverterende en vermanen allen onsen Geallieerden, Vrunden of Neutralen, ende generalijck alle Volckeren en Natien, willende varen naer eenige Rijcken, Landen, Steden of Plaetsen van desen Staet, Oost, West of Nordwaerts gelegen, of die van daer herwaerts aen souden willen komen, te kiesen, en te houden de ruyme Zee, alsoo Wy verstaen ende verklaren by desen, dat alle Schepen die op de Kusten van Vranckrijck of andere Landen, Eylanden en Plaetsen onder 't Gebiedt van de hooghstgemelten Koning van Vranckrijck zijnde, ende voornamentlijck binnen de Baecken en ondiepten langs de selve gelegen, gevonden sullen worden, en die alsoo niet buyten suspitie sullen zijn van tegens dese onse Ordonnantie en Advertentie yet voor te hebben, soo wanneer die in 't geheel of ten deele met eenige van de voorsz. Waaren van Contrabande geladen sullen zijn, by de Capiteynen en andere Officieren van Oorlogh, oock Commissie-vaerders deser Landen aengehaelt en op-

avons bien voulu donner avis à tous nos Alliez, Amis & Neutres & generalement à tous Peuples & Nations, & les prier instamment de ne point entreprendre, pendant tout le tems de la presente Guerre d'entre ces Etats & ledit Roy de France, de transporter d'aucuns Païs, Royaumes, Places, ou Villes aucune Marchandise de contrebande pour les conduire dans aucuns des Havres, Villes & Places de France, ou autres étant de l'obeïssance dudit Roi, étant dans l'intention de reputer pour bonne prise & confisquées les susdites Marchandises de contrebande, qui contre nôtre Avertissement & Ordonnance se trouveront chargées pour y être conduites; Bien entendu qu'à l'égard des Amis & Neutres seront seulement compris dans les Marchandises de contrebande, tous feux d'artifice, & ce qui en depend, comme toute sorte de Canon, tant grands que petits, Mousquets, Pistolets & leur assortiments, Arquebuses, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucices, Affuts, Fourchettes, Bandoulieres, Poudre, Mêche, Salpetre, Boulets, Balles de fer ou de plomb, Epées, Lances, Piques, Hallebardes, Morions, Casques, Cuirasses, Boucliers, Chevaux, Selles, Haussecous, Carabines, Fort-epées & tout autre équipage & instruments façonnés & faits pour l'usage de la Guerre.

III. Et pour tant mieux & avec d'autant plus de sureté empêcher ce que dessus, & particulierement pourvoir à ce que ce transport hors de ces Provinces ne se fasse sous de faux pretextes, personne ne pourra dorenavant charger & embarquer dans ces Païs aucune des susdites Marchandises pour être transportées & conduites en quelque Païs, Villes, ou Places des Alliez, Amis ou Etats Neutres avec cet Etat, sans au préallable en avoir obtenu un consentement special des Conseils de l'Amirauté dans le district de laquelle tel embarquement se fera. Et qu'outre le payement des Droits du Païs, on n'ait donné suffisante caution pour deux fois la valeur des Marchandises à transporter, qu'elles ne seront conduites ni dechargées en aucuns autres Royaumes, Havres, Villes & Places qu'en celles des susdits Amis, & en aucune maniere, directement ou indirectement en nulles Places de France ou autres de l'obeïssance du susdit Roi; Et que l'on fera paroître par les Certificats qui seront fournis ou autres preuves suffisantes que toutes lesdites Marchandises auront été dechargées au Païs, auquel on aura declaré qu'on les vouloit conduire, & ce dans certaintems qui sera exprimé dans les Passeports qui seront accordez à cet effect selon la situation & distance des Places; Et que faute de ce & ledit tems passé la caution pour le double de la valeur de la Marchandise declarée, sera executée pour ce à quoy elle aura été taxée & estimée, au tems de ladite prestation de caution.

IV. Ordonnons en outre à tous nos Habitans & Sujets, avertissant aussi & exhortant tous nos Alliez, Amis & Neutres & generalement tous Peuples & Nations qui voudront aller en quelques Royaumes, Païs, Villes, & Places de cet Etat, scituées à l'Est, l'Oüest ou Nord, ou ceux qui de là voudroient venir icy, de tenir la pleine Mer, entendant & declarant par ces presentes que tous les Vaisseaux qui seront trouvés sur les Côtes de France ou autres Païs, Iles & Places étant sous la Domination du susdit Roi de France, & principalement dans les Bayes & Golphes le long dudit Royaume, & qui ne seront point hors de soupçon d'avoir quelque dessein contraire à cette nôtre Ordonnance & Avertissement, mais seront chargez en tout ou en partie desdites Marchandises de contrebande, seront emmenez par les Capitaines ou autres Officiers de Guerre, ou Armateurs de ces

Païs

ANNO 1689.

opgesonden sullen worden, om daer over by de Raden ter Admiraliteyt te worden ghesententiceert, in maniere als in het tweede Articul hier vooren staet ge-expresseert, ten ware nochtans de selve Schepen aldaer gedreven en geraeckt mogten zijn door storm of andere swaren noodt, en dat het selve by d'opghemelte Raden ter Admiraliteyt uyt de circumstantien in dier voegen opgenomen ende geoordelt sal konnen worden.

V. Ende om wyders te beter alle bedrogh, het welck teghens dese Ordonnantie ende Advertentie voorgenomen soude mogen worden, voor te komen en te verhoeden: Belasten ende bevelen wy mits desen alle Schippers ende Koopluyden, Ingezetenen deser Landen zynde, ofte hunne Schepen en Goederen uyt dese Landen uytvoerende: Adverteren ende vermanen voorts alle anderen, van wat Natie die oock zyn, of van waer die komen sullen, egeen Goederen, Waaren, ofte Koopmanschappen in hare Schepen te laden of te doen laden, deselve te vervoeren, of doen vervoeren, anders dan met eenderhande Zee-Brieven, behoorlijcke Paspoorten, volkomen Certe-partyen, Cognoscementen, Vracht, Advijs ende Convoy-Brieven, ofte diergelijcke andere Bescheyden, als na de Wetten en Placaten van de Plaetsen daer de Goederen, Waren, ende Koopmanschappen ingeladen sullen zyn, tot derselver inladinghe ende vervoeringe werden gerequireert, alsoo wy voor verbeurt sullen houden, ende van nu af aen voor goeden prinse verklaren alle de Schepen, mitsgaders de ingheladen Goederen, Waren en Koopmanschappen, daer van dat meer als een Zee-Brief, Certe-parthye, dubbelde Vracht-Brieven, Cognoscementen, ofte andere Bescheyden gevonden sullen worden, mitsgaders oock alle de Schepen en Goederen, die met de voorverhaelde gerequireerde Bescheyden niet na behoren versien sullen wesen.

VI. Ten eynde oock alle de Officieren ende Bevelhebberen van Schepen van Oorloge, soo van den Staet, als van Particulieren op onse bestellinge uytgerust, verseeckert mogen zyn, dat de Schepen die sy in Zee sullen komen te rencontreren, op geene der voorsz. Havenen, Steden, ende Plaetsen van Vranckrijck, ofte anderen onder het Gebiedt, van den hooghst-ghemelten Koning van Vranckrijck staende, met eenige van de voorsz. Waren van Contrabande mogen hebben ghemunt, soo sullen de voornoemde Capiteynen in Zee alle Schepen, daer op eenige suspicie sal vallen, mogen aendoen, ende de selve afvorderen hare Zee-Brieven, Passeporten, Certe-Parthyen en Cognoscementen, tot blijck waer het Schip soude mogen t'huys behooren, waer, ende op wat plaetse de ladinge zy geschiet, waer in des selfs ladinghe bestaet, ende op wat plaetse de omladinghe sal hebben te geschieden, welcke aen haer vertoont zynde, ende bevonden wesende dat de voorsz. Schepen met geene van de voorsz. Waren van Contrabande na eenige Havenen ofte Plaetsen, onder het Gebiedt van den hooghst-ghemelten Koning van Vranckrijck zynde, hebben gemunt, sullen sy de selve vry en onverhindert laten passeren; maer soo het contrarie van dien by de selve Bescheyden, ofte andersints mochte werden bevonden, soo sullen sy de soodanige Schepen, met haer ingeladene Goederen, in goede verseeckeringhe hebben op te brengen, ende onder hare bewaringe te aenvaerden alle de Bescheyden, die in deselve Schepen bevonden, ende aen haer vertoont sullen zyn; oock het geene den Schipper ende het vorder Scheepsvolck, soo ten reguarde van haer voorhebbende Reyse, als oock aengaende de gelegentheyt van het Schip en Ladinghe, te dier tijdt sullen hebben verklaerdt, in de beste forme by geschrifte doen stellen, ende by den Schipper doen onderteeckenen, omme nevens de voorschreeve gevonden Bescheyden met het Schip ende des selfs Ladinghe, aen de Raden ter Admiraliteyt, daer den Veroveraer uytgevaren sal zyn, opgesonden en overgelevert te werden.

VII. Vorders is mede ons meyninge, dat oock alle de peynen hier vooren gestatueert, effect sorteren ende ghe-executeert worden sullen tegens onse Ingesetenen, Overtreders, het zy Koopluyden, Schippers ofte andere, wie de selve oock souden mogen wesen, met confiscatie van de Schepen ende van de ingeladen Goe-

Païs, & seront envoyez pour être jugez & sententiez par les Conseils de l'Amirauté, en la maniere qu'il est exprimé par le deuxiéme Article cy-dessus, à moins que lesdits Vaisseaux n'y eussent été poussez par la tempête ou autre danger éminent, ce qui sera consideré & jugé par ledit Conseil de l'Amirauté selon les Circonstances. ANNO 1689.

V. Et pour d'autant mieux prevenir & se garentir de toutes tromperies qu'on pourroit entreprendre contre cette Ordonnance & Avertissement; Nous chargeons & ordonnons à tous Batteliers & Marchands étant Habitans de ces Païs, ou qui partiront de ces Païs avec leurs Vaisseaux & Marchandises; Avertissons & exhortons en outre tous autres de quelque Nation qu'ils soient, ou de quelque Endroit qu'ils viennent, de ne charger ou faire charger dans leurs Vaisseaux aucuns Effects, Denrées ou Marchandises, de les transporter ou faire transporter qu'avec des Lettres de Mer uniformes, Passeports convenables, Certificats, Lettres de Connoissemens, Voiture, Avis & Convoy & autres Titres semblables, qui conformément aux Loix & Placards des Lieux, où lesdites Effects, Denrées & Marchandises auront été chargées, sont requis pour l'embarquement & Transport d'icelles, autrement nous tiendrons pour confisqués & declarons dès-à-present comme pour lors de bonne prise, tous les Vaisseaux avec les Effects, Denrées & Marchandises y chargées qui seront trouvez avoir plus d'une Lettre de Mer, doubles Lettres de Voiture, Certificats, Connoissemens ou autres Titres, ensemble tous les Vaisseaux & Marchandises qui ne seront pas convenablement pourvûës des Titres requis & cy-dessus mentionnez.

VI. Et afin que tous les Officiers & Commandans des Vaisseaux de Guerre tant de l'Etat que des particuliers équipez par nôtre Ordre, puissent être certains si les Vaisseaux qu'ils rencontreront en Mer pourroient avoir dessein d'aller en quelques-uns desdits Havres, Villes & Places de France ou autres de la Domination du susdit Roy, lesdits Capitaines pourront arrêter en Mer tous les Vaisseaux sur lesquels il y aura quelque soupçon, & leur demander leurs Lettres de Mers, Passeports, & autres Actes prouvans de quel Païs seroient lesdits Vaisseaux où & en quel Lieu la charge se fait, en quoy elle consiste; ce qui lui ayant été montré, & ayant trouvé que les susdits Vaisseaux n'étoient point destinez avec aucune Marchandise de Contrebande pour aucun Havre ou Place de la Domination dudit Roy de France, ils les laisseront passer sans aucun empêchement; Mais si le contraire de ce se trouve par les Piéces ou autrement, ils pourront emmener tels Vaisseaux en sûreté avec les Marchandises y chargées, & tenir sous leur garde toutes les Pieces, ou Titres, qu'ils auront trouvé dans le Vaisseau & qui leur auront été montrez; & feront mettre par écrit en la meilleure forme, ce que le Patron & autres Gens de l'Equipage auront declaré dans ce tems-là tant à l'égard du dessein de leur voyage que des circonstances du Vaisseau & de la Cargaison, & le feront signer par le Maître du Vaisseau, pour conjointement avec lesdits Documens & le Vaisseau & les choses y chargées être envoyez & mis en la puissance du Conseil de l'Amirauté, d'où celui qui aura fait la prise sera parti.

VII. En outre nôtre sentiment est, que toutes les peines ordonnées cy-dessus sortiront leur effect & seront executees contre nos Habitans, Infracteurs, soit Marchands, Batteliers, ou autres, quels qu'ils puissent être, par Confiscation des Vaisseaux & des Marchandises

ANNO 1689. Goederen ; ofte een gedeelte van dien, in voegen hier vooren verhaelt, ofte andersints, soo de selve niet voorhanden sullen zyn, met pecuniele boeten, ter concurrentie van de waerde van dien, elcks in hun reguard in gevalle t'haerder aenkomste in dese Landen, of oock andersints de gelegentheyt daer toe geboren zynde, sal vernomen en bewesen werden, dat sy dese onse Advertentie ende Ordonnantie in eenige Poincten sullen hebben gecontravenieert, even ghelijck of sy op 't feyt bevonden, ende by de voorsz. Schepen van Oorloge daer over uytter Zee opgebracht, ofte andersints hier te Lande by andere 's Lands-Officieren achterhaelt ende betrapt waren geworden.

VIII. Ende ten eynde door de executie van dese onse Ordonnantie ende Advertentie, geene rechtveerdige redenen van klachten mogen werden gegeven aen eenige Koningen, Republijcquen, Princen, Potentaten ofte Steden, met desen Staet in Alliantie ofte Verbondt staende, soo belasten ende bevelen wy wel expresselijck by desen alle onse Hoofden ende andere Officieren ter Zee, soo over Schepen van Oorloghe van den Staet, als over Schepen by Particulieren op onser bestellinghe ten Oorloge uytgerust, gesteldt, haer punctuelijck te reguleeren naer de Verbonden ende Tractaten by ons desen-aengaende met andere Koningen, Republijcquen, Princen, Potentaten, ende Steden albereydts gemaeckt ofte noch te maecken; ordonneren ten selven eynde onse Raden ter Admiraliteyt alle Capiteynen van Oorloge, uyt hare respective Districten uytvarende, daer van particulierlijck te adverteren ende te instrueren als naer behooren.

IX. Ende sal de Judicature over de transgressie deser onser Ordonnantie toekomen de Raden ter Admiraliteyt in welckers Districte de contraventien sullen werden ontdeckt, of wel de Capiteynen die de achterhalinge in Zee sullen komen te doen, uytgevaren sullen zyn.

X. Doch by soo verre de voornoemde Transgresseurs niet op het feyt-bevonden, maer namaels daer over gheaccuseert mochten werden, sal alsdan de kennisse daer af toekomen de Raden van de Admiraliteyt, ofte ordinaris Rechters voor den welcken de selve eerst in Recht betrocken sullen werden: Ende ten eynde alle de Officieren, midtsgaders allen anderen die den welstandt van desen Staet ter herten souden mogen gaen, ende Vyanden van de soodanige contraventien zyn, des te vlytiger souden moghen letten, dat dese Ordonnantie oock alomme ende by een yeder punctuelijck werde geobserveert, ende de Contraventeurs nae den innehouden deser, andere ten exemple gestraft: Soo sullen alle de penningen die by confiscatie als andersints, uyt dese onse Ordonnantie komen te resulteren, geappliceert werden, soo als gewoonlijck alle peynen, mulcten, ende confiscatien by Placaten van de respective Provintien deser Vereenighde Nederlanden geappliceert ende verdeylt werden; te weten een derdepart ten proffijte van den Aenhaelder ofte Aenbrenger, het zy de selve in Eedt ende Bedieninghe van het Landt soude mogen zyn of niet, een derde-part ten proffijte van den Officier die de calange en executie sal hebben ghedaen, ende het resterende derde-part ten proffijte van de gemeene sake.

XI. Maer belangende de Schepen en Goederen die by eenige Schepen van Oorloge van desen Staet, of van eenige particuliere Commissie ofte Retorsie-Vaerders in Zee achterhaelt, ende van daer ter saecke van contraventien tegens dese onse Ordonnantie ende Advertentie begaen, opgebracht, ende vervolgens door de gemelte Raden ter Admiraliteyt verbeurt, ende van goeden prinse verklaert sullen werden, daer van sal de verdeylinge geschieden, volgens die Instructie, Placaten ende Ordonnantien daer van hier bevoorens ghemaeckt ofte noch te maken.

XII. Ten eynde oock alle Schepen ende Goederen die ter oorsaecke van de contraventien teghens dese onse Ordonnantie ende Advertentie begaen, sullen werden achterhaeldt, aengehouden, ende hier te Lande opghebracht, aen handen van de ghemelde Raden behoorlijck overgelevert mogen werden; soo lasten Wy by desen wel expresselijck, dat de Aenhaelders van deselve sich precise sullen hebben te reguleren, oock alle die

dises qui y seront chargées, ou une partie d'icelles, en la maniere mentionnée cy-dessus ou autrement à la concurrence de la valeur d'icelles, chacun à son égard, au cas qu'à leur arrivée dans ces Païs, ou autrement selon l'occasion qui en naîtra, il soit prouvé qu'ils ayent contrevenu en quelque Point à ce present Avertissement & Ordonnance, & ce tout de même que s'ils avoient été trouvés sur le fait & qu'ils eussent été emmenez de la Mer par lesdits Vaisseaux de Guerre, ou autrement surpris & saisis icy au Païs par d'autres Officiers. ANNO 1689.

VIII. Et afin que par l'execution de nôtre presente Ordonnance & Avertissement, il ne soit donné aucun juste sujet de plainte à aucuns Rois, Republiques, Princes, Potentats ou Villes étant en Alliance avec cet Etat, nous mandons & ordonnons bien expressément par ces presentes à tous Commandans & Officiers de Marine établis tant sur les Vaisseaux de Guerre de cet Etat que sur des Vaisseaux équipez par des particuliers par nôtre Ordre, de se conformer ponctuellement aux Alliances & Traitez déja faits & à faire sur ce sujet avec d'autres Rois, Republiques, Princes, Potentats & Villes, ordonnans aux mêmes fins à nos Conseils de l'Amirauté d'en avertir & instruire particulierement, & comme il apartient, tous les Capitaines des Vaisseaux de Guerre qui font voile de leurs Districts respectifs.

IX. Et ce sera au Conseil de l'Amirauté dans le District duquel la Contravention aura été découverte, ou duquel les Capitaines qui les auront atteints en Mer seront partis, que le jugement de l'infraction de cette Ordonnance appartiendra.

X. Mais en cas que lesdits contrevenans ne soient pas trouvez sur le fait, mais qu'ils soient accusez dans la suite, alors la connoissance en apartiendra au Conseil de l'Amirauté ou aux Juges ordinaires pardevant lesquels ils seront d'abord citez en cause. Et afin que tous les Officiers, ensemble tous autres qui peuvent avoir à cœur la prosperité de cet Etat, & qui sont ennemis de telles contraventions, puissent aporter d'autant plus de soin que cette Ordonnance soit tant plus ponctuellement observée partout & par un chacun; & que les contrevenans, suivant le contenu des presentes soient punis pour servir d'exemple aux autres; tous les deniers qui par confiscation ou autrement resulteront de cette nôtre Ordonnance seront appliquez comme les peines, amandes & confiscations sont appliquées & partagées suivant les Placards des Provinces-Unies respectives des Païs-Bas; sçavoir un tiers au profit de celui qui les aura saisis & emmenez, soit qu'il soit sous serment, & au service du Païs ou non; un tiers au profit de l'Officier qui aura fait l'execution, & l'autre tiers restant au profit de la Republique.

XI. Mais à l'égard des Vaisseaux & Marchandises qui par quelques Vaisseaux de Guerre de cet Etat ou par quelques Armateurs particuliers auront été atrapez en Mer & en auront été emmenez pour raison de contravention à cette nôtre Ordonnance & Avertissement & auront en consequence été confisquez & declarez de bonne prise par les susdits Conseils de l'Amirauté, le partage en sera fait suivant l'Instruction, les Placards & Ordonnances déja faites ou à faire.

XII. Afin que tous les Vaisseaux & Marchandises qui pour raison de cette Contravention à cette nôtre Ordonnance & Avertissement auront été atrapez, saisis & menez en ce Païs, soient comme il apartient livrez és mains des susdits Conseils, nous enjoignons bien expressement par ces presentes, que ceux qui les auront arrêtez ayent à se regler, & fassent ensorte que tous ceux qu'il apartiendra se ré-

ANNO 1689.

die het selve aengaen mochte, doen reguleren, naer onsen Placate op den eersten December sesthien-hondert veertigh tegens 't onordentelijck plonderen ende veroveren van soodanige Schepen geëmaneert, met waerschouwinge, dat de poenen by het voorschreve Placaet gheslatueert, severelijck sullen werden ghe-executeert tegens alle die contrarie het voorsz. jets gheattenteert sullen hebben.

XIII. Ende ten eynde aen de eene zyde mach werden voorghekomen, dat de schade die by confiscatie van de voorschreve Schepen en Goederen op de Contraventeurs van dese onse Ordonnantie moet vallen, niet door middel van Assurantie en kome te redunderen, tot schade van eenige andere Ingezetenen deser Provincien, en dat aen de andere zyde de faculteyt van de Fransche Navigatie ende Commercie, soo veel doenlijck, werde besnoeyt, SOO IST, dat Wy wel expresselijck ordonneren by desen, niet alleen dat sigh niemandt van de Inghezetenen voornoemt en sal hebben te bevorderen eenighe Goederen ofte Schepen, de Subjecten van den hooghst-ghemelten Koningh van Vranckrijck toebehoorende, nochte oock eenige Schepen ende Goederen, gaende ofte bevracht naer eenighe Havenen, Steden ofte Plaetsen van Vranckrijck, ofte anderen onder 't gebiedt van den hoogstgemelten Koningh staende, ofte oock van de selve Havenen, Steden ofte Plaetsen komende, te verasseureren, directelijck ofte indirectelijck, selver, ofte door yemandt anders hier te Lande, of daer buyten, op wat maniere het selve oock soude mogen geschieden, nemaer oock het geven ende ontfangen van Renversalen, om daer door desen onsen Placate illusoir te maecken, 't zy mede directelijck ofte indirectelijck, onder wat pretext sulcks oock soude mogen geschieden, op poene dat verbeurt sal zijn ende werden soodanige Somme, als by de Asseuradeurs sal wesen versekert, ende dat het selve soo wel ten reguarde van 't doen van de Asseurantie als van het geven van Renversalen plaetse hebben ende effect sorteren sal; t'appliceeren ende te executeren als vooren. Ende sullen de Officieren die daerinne bevonden sullen worden nalatigh gheweest te zijn, daer over arbitralijck werden ghecorrigeert, oock met privatie van haere Bedieningen, ofte anders, soo als nae ghelegentheydt bevonden sal werden te behooren.

Ende ten eynde niemandt hier van eenige ignorantie naemaels kome te pretenderen, Ontbieden ende versoecken Wy de Heeren Staten, Gecommitteerde Raden, ende Gedeputeerde Staten vande respective Provincien, ende allen anderen Justicieren ende Officieren van de selve, dat sy dese onse Ordonnantie van stonden aen alomme doen verkondigen, publiceren ende affigeren in alle Plaetsen daer sulcx noodigh wesen sal, ende men gewoon is soodanige publicatie ende affixie te doen. Lasten ende bevelen voorts de Raden ter Admiraliteyt, de Advocaten-Fiscaels, midtsgaders Admiraels, Vice-Admiralen, Capiteynen, Officieren en Bevelhebberen, als mede de Commissarissen ende Commisen ter Recherche, soo in de Zee-gaten als elders, dese onse Ordonnantie te achtervolgen ende doen achtervolgen, procederende, ende doende procederen tegens de Contraventeurs van dien, sonder ooghluykinge, faveur, dissimulatie ofte verdragh, want Wy sulcx alsoo ten dienste van den Lande hebben bevonden noodigh te zijn. Aldus gedaen ende gearresteert ter Vergaderinge van de Hooh-gemelte Heeren Staten Generael, in den Hage op den negenden Maert 1689. Was geparapheert, *Johan Becker*, vt. Onderstondt, Ter Ordonnantie van de selve.

Geteeckent,

H. FAGEL.

Zijnde op 't spatium gedruckt het Cachet derselver Heeren Staten in rooden Wassche.

réglent conformement à nos Placards emanez le premier Decembre mil six cens quarante contre le Pillage desordonné de tels Vaisseaux, avec Avertissement que les peines statuées par le susdit Placard, seront severement executées contre tous ceux qui auront attenté quelque chose contre la susdite deffence.

ANNO 1689.

XIII. Et afin que d'un côté on puisse prevenir, que le dommage qui par la Confiscation des susdits Vaisseaux & Marchandises doit tomber sur les contrevenans à cette nôtre Ordonnance ne vienne pas à retomber au dommage de quelque autre Habitant de ces Provinces, & que d'un autre côté la Liberté de la Navigation & du Commerce de France, soit autant troublée qu'il est possible; Nous ordonnons bien expressément par ces presentes, non seulement qu'aucun des Habitans susdits n'entreprenne d'assurer aucunes Marchandises ou Vaisseaux appartenans à des Sujets du susdit Roy de France, ni non plus aucuns Vaisseaux ou Marchandises allans ou fretez pour quelques Havres, Villes ou Places de France, ou autres de la Domination du susdit Roy, ou même qui viendront des susdits Havres, Villes ou Places directement ou indirectement par eux-mêmes ou par d'autres Personnes, de ce Païs ou de dehors, de quelque maniere que ce puisse être, ni même donner ou recevoir des Reversales pour rendre notre present Placard illusoire, aussi directement ou indirectement de quelque maniere que ce puisse être, sur peine de Confiscation de la Somme pour laquelle l'Assurance aura été faite, & que le même effect sortira, tant à l'égard de l'Assurance qui sera faite que de la Reversale à donner, applicable & à executer comme dessus. Et les Officiers, qui en ce Point auront été trouvez faillir en seront corrigez arbitrairement, même par Demission de leurs Charges, ou autrement selon que les Circonstances l'exigeront.

Et afin que cy-aprés personne n'en pretende cause d'ignorance, mandons & requerons les Seigneurs Etats, Conseillers Deputez & les Etats Deputez de chaque Province & tous Officiers de Justice, & autres, qu'ils fassent aussitost publier & afficher cette nôtre Ordonnance, dans tous les Lieux où besoin sera, & où on a coûtume de faire telle publication & attache. Mandons & chargeons en outre, aux Conseils de l'Amirauté, Avocats Fiscaux, ensemble, les Amiraux, Vice-Amiraux, Capitaines, Officiers & Commandans, ensemble aux Commissaires & Commis des recherches tant dans les Ports de Mers, qu'ailleurs d'observer & faire observer cette nôtre Ordonnance, procedant & faisans proceder contre les contrevenants à icelles sans connivence, faveur, ni dissimulation ou suports, car nous l'avons ainsi jugé être du service du Païs. Ainsi fait & arrêté en l'Assemblée des susdits Seigneurs Etats Generaux à la Haye le neuviéme Mars 1689. Etoit paraphé Jean Becker vt, *& plus bas étoit écrit, par Ordonnance d'iceux.*

Signé,

H. FAGEL.

Et étoit imprimé sur l'espace le Cachet desdits Seigneurs Etats en cire rouge.

CV.

20. Mars. *Traité entre l'*Electeur *de* BRANDEBOURG, *&* *le* Marquis *de* CASTANAGA *Gouverneur Général du Païs-Bas Espagnol pour quelques Troupes;* Avec *la* RATIFICATION *du Marquis de* CASTANAGA. *Du 20. Mars 1689.* [Tiré des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye.]

DON

ANNO 1689.

DON Fran. Antonio de Agurto, Marques de Castanaga, Gouv. Cap. General de los Payses Baxos de S. Mageftad, &c. Porquanto entre Don Manuel Coloma, Cavallero de la Orden de Santiago, de los Consejos Real de Castilla, y Ordenes de S. Mag. y su Embiado Ex. a los Estados Generales de las Provincias-Unidas, y Monsieur de Diest del Consejo privado del Sermo. S. Elector de Brandeburg y su Embiado Ex. ad los Estados Generales, se ha combenido sobre la Infanteria y Dragones conque el Dho. S. Elector quiere reforzar la Guarnizion de la Villa de Gueldres el ajuste del tenor que se sigue en la misma lengua Francessa enque se ha Secho.

Comme on a jugé neceſſaire pour les Interêts communs dans les Conjonctures preſentes, & ſpecialement en cette vûe, que les Troupes de Meſſieurs les Etats Généraux qui ſont du côté de Santen, & Cleves, puiſſent être employées pour groſſir le Corps de l'Armée deſdits Etats en Brabant, que le Sant quartier de Gueldres, & ſpecialement la Ville de ce nom ſoit bien pourvûe de Troupes, tant pour couvrir ces Places, que pour empêcher les courſes que les Ennemis pourroient faire (comme ils ont fait déja) par ce Païs aux Terres de Sa Serenité Electorale de Brandebourg & de Meſſieurs les Etats Généraux, & que ſon Excellence Monſieur le Marquis de Caſtanaga, ne ſe trouve pas en état d'y envoyer de ſes Troupes, pour n'en dégarnir les Places qui ſont les plus expoſées du côté de la France; Sa Serenité Electorale ſuſdite a conſenti, & conſent de mettre de ſes Troupes dans ladite Ville de Gueldres ſous les Conditions ſuivantes, dont on eſt convenu entre Monſieur Don Emanuel Coloma Chevalier de l'Ordre de S. Jacques des Conſeaux de Caſtille, & Ordres Militaires de Sa Majeſté Catholique & ſon Envoyé Extraordinaire aux Etats Généraux des Provinces-Unies de la part de Sa Majeſté Catholique, & Monſieur de Dieſt du Conſeil Privé, & Envoyé Extraordinaire auxdits Etats de la part de Sa Serenité Electorale de Brandebourg, ſous l'Aprobation de leurs Maîtres, & ſpecialement de Sadite Excellence Monſieur le Marquis de Caſtanaga à cauſe du tems qui ſe perdroit en attendant les Ratifications d'Eſpagne.

I. Sa Majeſté Catholique, & de ſa part Monſieur le Marquis de Caſtanaga, fera recevoir dans la Ville de Gueldres cinq cens Fantaſſins & trois cens Dragons, avec leurs Officiers ſous le Commandement de Monſieur le Baron de Loo de Wiſſen Colonel de Sadite Serenité Electorale.

II. Toutes ces Troupes n'auront rien à prétendre pour leur ſubſiſtance, ni de la Ville, ni du Païs de Gueldres, que ſeulement le Logement, c'eſt à dire le toit, & les Services ou utenciles, qu'on leur fournira.

III. Leſdites Troupes ſeront payées, & entretenues, comme ci-devant de Sa Serenité Electorale.

IV. Sa Serenité Electorale pourra augmenter ces Troupes ſelon la Raiſon de Guerre, mais toûjours ſur le même pied, ſans charger les Habitants de Sa Majeſté Catholique, ainſi comme il eſt dit dans le deuxiéme Article ci-deſſus.

V. Mais comme Sa Majeſté Catholique n'eſt pas encore en Guerre déclarée contre la France, il eſt convenu que pendant ce tems les Troupes de Sa Serenité Electorale qui ſe trouveront dans Gueldres, ne feront aucune courſe ſur les François, ni ſur leurs Poſſeſſions, tandis qu'ils n'entrent pas eux dans les Terres de la Domination de Sa Majeſté Catholique, car alors on en uſera contre eux, comme contre des Ennemis de Sadite Majeſté Catholique, & de ſon ordre même.

VI. Et ſi la Raiſon de Guerre requeroit que Sa Serenité Electorale, ou ſon Général en voudroit tirer quelques Troupes pour couvrir le Païs de Cleves, en ce cas de beſoin on y renvoyera d'autres Troupes, qui n'auront eu aucun demêlé avec les François.

VII. Mais quand la Guerre ſera declarée entre les ſuſdites Couronnes, ſon Excellence Monſieur le Marquis de Caſtanaga ſe pourra ſervir de ces Troupes dans le Sant Païs de Gueldres, comme les Généraux de part & d'autre le trouveront à propos.

VIII. Leſdites Troupes en ſortiront dès que la Guerre ſera finie, ou quand Sa Majeſté Catholique voudra degarnir elle-même de ſes Troupes, & en donnera prealablement avis convenable. Ainſi arrêté ſous l'Approbation ci-deſſus. Fait à la Haye le 20. du mois de Mars de 1689.

D. MAN. COLOMA. JUD. GUIL. DE DIEST.

En cuya conformidad aprueho, y ratifico en el Real nombre de S. Mageftad, y por mi parte el inserto ajuste, y ofreco que le observare, y cumplire sincera, y inviolablemente, segun su forma, y tenor, como si yo propio le huviesse tratado, ajustado, y concluydo, sin Sacer sin ni consentir en ninguna manera que se saga cosa en contrario directa, ni indirectamente a que obligo toda la authoridad que tengo de S. Mageftad. En fee delo qual firmé la presente de mi mano, sellada con mi Sello, y refrendada del Infraescrito Secretario de Estado, y guerre de S. Mageftad en estos Estados. Bruselas, a 20. des Marco 1689. Estava firmado EL MARQUES DE CASTANAGA; *y mas abaxo:* D. FERNAND PEREZ DE OLMEDO: *con el sello en oblea roxa.*

ANNO 1689.

CVI.

Declaration de Guerre de LOUIS XIV. *Roi de France contre les* ESPAGNOLS *du 15. Avril 1689.* [FREDER. LEONARD. Tom. VI.]

15. Avril. LA FRANCE ET L'ESPAGNE.

LE deſir ſincere que le Roi a eu de maintenir la Trêve concluë en l'année 1684. a porté Sa Majeſté à diſſimuler la conduite qu'ont tenuë les Miniſtres d'Eſpagne dans toutes les Cours des Princes de l'Europe, où ils ne ſe ſont appliquez qu'à les exciter à prendre les Armes contre la France; Et Sa Majeſté n'a pas ignoré la part qu'ils ont euë dans la Negotiation de la Ligue d'Ausbourg; Elle a auſſi eſté informée de celle qu'a eu le Gouverneur des Païs-Bas Eſpagnols, dans l'entrepriſe que le Prince d'Orange a faite contre l'Angleterre; mais ne pouvant croire que la conduite qu'il a tenuë à cet égard, lui eût été preſcrite par le Roi ſon Maître, qui par tant de raiſons de Religion, de Sang, & de ſeureté pour tous les Rois, eſtoit obligé de s'oppoſer à une pareille uſurpation, Sa Majeſté auroit eſperé de pouvoir porter Sa Majeſté Catholique à s'unir avec Elle pour le rétabliſſement du Roi legitime en Angleterre, & la conſervation de la Religion Catholique contre l'Union des Princes Proteſtans, & au moins à garder une Neutralité exacte, ſi l'état des affaires d'Eſpagne ne permettoit pas au Roi Catholique de prendre de pareils engagemens, Sa Majeſté lui a fait faire pour cet effet differentes Propoſitions depuis le mois de Novembre dernier, leſquelles ont été bien reçûes, tandis que le ſuccez de l'entrepriſe du Prince d'Orange a paru douteux; mais ces favorables Diſpoſitions ont diſparu dès que l'on a ſçeu à Madrid le Roy d'Angleterre ſorti de ſon Royaume, & l'on n'y a plus parlé que de Guerre contre la France. Sa Majeſté a appris en même temps que l'Ambaſſadeur d'Eſpagne en Angleterre voyoit journellement le Prince d'Orange, & le ſollicitoit de faire que les Anglois declaraſſent la Guerre à la France, que le Gouverneur des Païs-Bas Eſpagnols levoit des Troupes avec empreſſement; qu'il promettoit aux Etats Generaux de les joindre aux leurs au commencement de la Campagne, & les ſollicitoit auſſi bien que le Prince d'Orange, à faire paſſer des Troupes en Flandres pour le mettre en état de faire la Guerre à la France. Tous ces avis ayant fait juger à Sa Majeſté qu'il eſtoit de ſa prudence de ſçavoir à quoi s'en tenir, Elle a donné ordre au Marquis de Rebenac, Ambaſſadeur à Madrid, de demander une réponſe poſitive aux Miniſtres du Roi Catholique, lui offrant la continuation de la Trêve, pourvû qu'il voulût s'obliger en gardant une Neutralité exacte, de ne ſecourir directement ni indirectement les Ennemis de Sa Majeſté; mais les mauvais Conſeils ayant prévalu, Sa Majeſté a eſté informée que la reſolution avoit eſté priſe de favoriſer l'Uſurpateur d'Angleterre, & de ſe joindre aux Princes Proteſtans. Sa Majeſté a appris auſſi, preſque en même temps, que les Agents du Prince d'Orange ont touché des Sommes conſiderables à Cadix, & à Madrid, que les Troupes de Hollande & de Brandebourg ſont entrées dans les principales Places des Eſpagnols en Flandres, & que le Gouverneur des Païs-Bas pour le Roi Catholique faiſoit ſolliciter les Etats Generaux de faire avancer leur Armée ſous Bruxelles. Tous ces avis joints à la réponſe que le Marquis de Rebenac a reçûë à Madrid, ne laiſſant à Sa Majeſté aucun lieu de douter que l'intention du Roi Catholique ne ſoit de ſe joindre à ſes Ennemis; Sa Majeſté a crû ne devoir pas

ANNO 1689.

pas perdre de temps à prevenir ses mauvais desseins, & a resolu de lui declarer la Guerre, tant par Mer que par Terre, comme Elle fait par la presente. Ordonne & enjoint pour cet effet, Sa Majesté, à tous ses Sujets, Vassaux & Serviteurs de courre sus aux Espagnols, & leur a défendu & défend tres-expressément, d'avoir cy-après avec eux aucune Communication, Commerce, ni Intelligence, à peine de la vie; & à cette fin, Sa Majesté a dès-à-present revoqué & revoque toutes Permissions, Passeports, Sauvegardes, & Saufconduits, qui pourroient avoir esté accordez par Elle, ou par ses Lieutenants Generaux, & autres ses Officiers contraires à la presente, & les a declaré & declare nuls, & de nul effet & valeur; défend à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne Sa Majesté à Monsieur l'Amiral, aux Maréchaux de France, Gouverneurs & Lieutenants Generaux pour Sa Majesté en ses Provinces & Armées, Maréchaux de Camp, Colonels, Mestres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses Gens de Guerre, tant de cheval que de pied, François & Estrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la presente, ils fassent executer chacun à son égard dans l'étendue de leurs Pouvoirs & Jurisdictions; Car telle est la volonté de Sa Majesté, laquelle veut & entend, que la presente soit publiée & affichée en toutes les Villes, tant Maritimes qu'autres; & en tous ses Ports, Havres & autres Lieux de son Royaume, & Terres de son obéïssance que besoin sera, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. Fait à Versailles le quinziéme Avril mil six cens quatre-vingt-neuf,

Signé,

LOUIS;

Plus-bas,

LE TELLIER.

CVII.

29. Avril. L'ANGLETERRE ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité entre GUILLAUME III. *&* MARIE *Roi & Reine d'Angleterre, & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas touchant l'Armement par Mer, du 29. Avril, 1689.* [Manuscrit.]

LE Roi & la Reine de la Grande Bretagne ayant été requis depuis plus de deux mois par Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, d'exécuter incessamment le Traité du 3. Mars 167⅞, fait entre le feu Roi Charles second & les Seigneurs Etats Generaux, parce que le cas est arrivé, que le Roi Tres-Chrêtien leur a declaré la Guerre, leursdites Majestez voulant témoigner publiquement leur sincerité & l'affection qu'elles ont toûjours eu, & auront toûjours pour lesdits Seigneurs Etats Generaux, ont non seulement trouvé juste d'executer ledit Traité suivant sa teneur, mais aussi pour leur donner de plus grandes marques de leur cordiale Amitié, & pour parvenir d'autant plûtost à une bonne Paix, elles ont jugé à propos d'augmenter d'un plus grand nombre de Vaisseaux, le secours stipulé par ledit Traité, pour cet effet & pour mieux convenir de quelle maniere on doit agir sur Mer, leursdites Majestez & lesdits Seigneurs Etats Generaux ont nommé des Commissaires, sçavoir, de la part de leurs Majestez Daniel Comte de Nottingham, l'un des premiers Secretaires d'Etat, & des Commandemens de leurs Majestez, & de leur Conseil privé, Jean Comte de Carbery en Irlande, & Baron Vaughan en Angleterre, un des Commissaires de l'Amirauté, Arthur Herbert Escuyer, premier Commissaire de l'Amirauté, & du Conseil privé de leurs Maj. & Eduart Russel, Ecuyer Thresorier des Flottes de leurs Majestés, & de leur Conseil privé: Et de la part desdits Seigneurs Etats Generaux, Messieurs Nicolas Witsen, Bourguemaistre, Conseiller & Thresorier de la Ville d'Amsterdam, Guillaume de Nassau, Baron de Cortgene, Seigneur d'Odyck, Seyst, Drybergen & Blickenburgh premier & representant la Noblesse au Conseil & l'Assemblée des Etats de Zeelande; & Everhard de Weede, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, Seigneur fondataire d'Oudewater, President de l'Assemblée des Etats de la Province d'Utrecht, & Deputez à l'Assemblée des Etats Generaux; lesquels Commissaires & Deputez après plusieurs Conferences ont arrêté, promis & accordé au nom de leurs Maj. & desdits Seigneurs Etats Generaux respectivement les Articles suivants. ANNO 1698.

I. Que leurs Majestez mettront en Mer cinquante gros Vaisseaux de Guerre, à sçavoir un du second rang, dix-sept du troisiéme & trente-deux du quatriéme rang, avec quinze Fregattes, & huict Brulots, lesquels Vaisseaux, Fregattes & Brulots auront ensemble pour Equipage dix-sept mille cent cinquante-cinq Hommes effectifs.

II. Que les Seigneurs Etats Generaux mettront en Mer de leur côté trente gros Vaisseaux de Guerre, à sçavoir huict qui seront montez de septante à quatre-vingt Canons, sept qui seront montez de soixante à septante, & quinze de cinquante à soixante Canons; outre lesquels lesdits Seigneurs Etats Generaux fourniront aussi neuf Fregattes & quatre Brulots, lesquels Vaisseaux, Fregattes & Brulots, auront ensemble pour équipage dix mille cinq cents septante & deux Hommes effectifs.

III. Que la Flotte de leurs Majestez & celle desdits Seigneurs Etats Generaux se mettront a la Mer, & se joindront ensemble en tel Lieu qui sera nommé par le Roi de la Grand Bretagne, le plûtôt que faire se pourra.

IV. Que les deux Flottes de leurs Majestez & desdits Seigneurs Etats Generaux se diviseront en trois Escadres, dont la premiere sera composée de cinquante gros Vaisseaux, six Fregattes & huit Brulots, & sera employée dans la Mer Mediterranée; la seconde sera composée de trente gros Vaisseaux, huict Fregattes & quatre Brulots, & sera employée dans la Mer d'Yrlande, & dans la Manche, à moins qu'il ne soit autrement réglé par le consentement des deux Parties; & la troisiéme de dix Fregattes lesquelles seront employées depuis le pas de Calais & Douvres, jusques à Yarmout sur la Côte d'Angleterre, & l'Ile de Walchere sur la Côte de Zelande & les deux dernieres Escadres se donneront mutuellement de l'assistance toutes les fois que l'occasion le pourra requerir.

V. Chacune desdites Escadres sera composée en partie des Vaisseaux de leurs Majestez, & en partie de ceux desdits Seigneurs Etats Generaux, en telle proportion qui puisse repondre au nombre des Vaisseaux en chaque Flotte.

VI. La premiere Escadre sera fournie en abondance de toute sorte de Provisions tant de vivres que de Guerre & navales pour un an entier; & le reste de ce que chaque Navire ne sera pas capable de porter, sera mis dans Porto Mahon en l'Ile de Minorca, ou dans Porto Perrara en celle d'Elbe, ou en tel autre lieu que l'Admiral avec le Conseil de Guerre trouvera le plus à propos: & le Roi d'Espagne & le Grand Duc de Toscane, & la Republique de Genes, seront requis de la part de leurs Majestez, & de celles des Etats Generaux de vouloir recevoir favorablement dans leurs Ports les Vaisseaux de ladite Escadre, & leur faire toute sorte de bon accueil. Et les deux autres Escadres seront aussi pourvûës de vivres & autres necessitez pour un an entier ou le temps qu'on jugera convenable pour en tirer le plus de service.

VII. Il a été accordé que chacune desdites Escadres, sera commandée pendant cette Guerre par l'Amiral ou par l'Officier commandant en chef l'Escadre de leurs Majestez, & qui s'observera aussi par les Detachemens de chaque Escadre.

VIII. Les Conseils de Guerre seront composez de tous les Officiers, qui porteront le pavillon de part & d'autre, & en nombre égal, mais toutes les fois que les suffrages seront partagez également, on y joindra tous les Capitaines des Vaisseaux, de l'une & de l'autre Flotte ou Escadre; dans tous lesquels Conseils de Guerre, l'Amiral ou le Commandant en chef de la Flotte ou de l'Escadre Angloise, sera President; & sera assis avec les Hauts Officiers & Capitaines de leurs Majestez chacun selon son rang à la droite de la Table.

Et l'Amiral ou le Commandant en Chef de la Flotte ou de l'Escadre des Etats Generaux, sera assis avec les Hauts Officiers & Capitaines desdits Etats Generaux de

ANNO 1689.

de l'autre côté de la table vis à vis de ceux de leurs Majestez ; & toutes les affaires de quelque nature qu'elles soient, dont il sera question dans les susdits Conseils de Guerre, ou qui y seront proposées seront determinées à la pluralité des suffrages & tout ce qui sera ainsi ordonné ou resolu sera executé ponctuellement, & sans aucun delay en la maniere qui sera prescrite.

IX. Lorsqu'il y aura une affaire ou procez qui ne regardera que les Officiers, Soldats, Matelots, & autres gens qui seront au service de leurs Majestez, ladite affaire ou procés sera toûjours vuidé ou determiné dans un Conseil de Guerre, qui sera composé seulement des Officiers de leurs Majestez, & pareillement lorsqu'il y aura une affaire ou procés qui ne regardera que les Officiers, Soldats ou Matelots, ou autres gens qui seront au service desdits Seigneurs Etats Generaux, ladite affaire ou procés sera toûjours vuidé ou determiné dans un Conseil de Guerre qui sera composé des Officiers desdits Seigneurs Etats Generaux.

X. Mais si l'affaire ou Procez regarde les Officiers, Soldats, Matelots ou autres Gens, de quelque qualité ou rang qu'ils soient, qui seront au service de leurs Majestez & desdits Seigneurs Etats Generaux, ou qui seront aucunement interessez l'un contre l'autre, dans ce cas-là, un Conseil de Guerre composé des Officiers des deux Flottes en la forme prescrite dans l'Art. 8. prendra connoissance de toute l'affaire, afin seulement de juger & determiner quelle partie, ou quelle personne aura été coupable, ou devra être punie ou chatiée, lequel jugement aiant été donné, le Conseil de Guerre composé des Officiers de leurs Majestez si le criminel se trouve à leur service, le fera chatier ou punir selon les Loix, Coûtumes & Instructions, établies ou observées en de semblables cas dans celle desdites deux Flottes, à qui le criminel appartiendra.

XI. Toutes les prises seront partagées, entre leurs Majestez & lesdits Seigneurs Etats Generaux à proportion du nombre des Vaisseaux dans chaque Flotte ; c'est-à-dire que de huict parties égales leurs Majestez en auront cinq, & lesdits Seigneurs Etats Generaux en auront trois parties, ce qui s'observera toûjours quand même lesdites prises auront esté faites par les Vaisseaux de leurs Majestez sans l'assistence de ceux desdits Seigneurs Etats Generaux, ou par les Vaisseaux desdits Seigneurs Etats Generaux sans l'assistence de ceux de leurs Majestez.

XII. En cas des prises faites par des Vaisseaux de Guerre, elles seront jugées par la Cour de l'Amirauté à laquelle sera sujet le Vaisseau qui aura fait la prise, soit Anglois ou Hollandois, & le provenu sera partagé suivant le contenu du precedent Article, sans que la portion qui sera delivrée à l'Amirauté qui n'en fera point le jugement soit chargée des Droits veritables pour les Officiers de part & d'autre, mais seulement des depenses necessaires.

XIII. Et si les prises se font par des Vaisseaux, de part & d'autre, joints ensemble, elles seront jugées par la Cour de l'Amirauté de laquelle dependront les Vaisseaux les plus forts en nombre de Canon qui ont fait la prise.

XIV. Que leurs Majestez ordonneront que dans toutes les Instructions aux Capitaines de leurs Vaisseaux de Guerre destinez, ou qui seront destinez pour convoyer les Vaisseaux Marchands par tout, & aussi qui iront de temps en temps aux Indes Occidentales, il soit inseré un Article, leur enjoignant tres-expressément de proteger contre les insultes ou attaques de qui que ce soit les Vaisseaux Marchands appartenans aux Sujets desdits Etats Generaux, qui suivront la même route que lesdits Vaisseaux de Guerre, & desireront de se mettre sous leur protection.

Et qu'il y sera inseré un autre Article enjoignant aussi tres-expressément ausdits Capitaines, en cas que les Plantations, Colonies ou autres Etats quelconques, que lesdits Seigneurs Etats Generaux possedent à present, ou qu'ils possederont à l'avenir dans les Indes Occidentales, ayent besoin de secours pour se defendre contre les attaques ou insultes de leurs Ennemis, qu'aussi tost qu'ils en seront requis, ils donneront toute aide & assistence pour la defense desdites Plantations, Colonies ou autres Etats contre toutes les attaques ou insultes susdites, autant que l'estat des Plantations, Colonies ou autres Estats de leurs Majestez le pourra permettre, & lesdits Seigneurs Estats Generaux ordonneront aussi que dans toutes les Instructions aux Capitaines de leurs Vaisseaux destinez ou qui seront destinez pour convoyer les Vaisseaux Marchands par tout, & aussi qui iront de temps en temps aux Indes Occidentales, il soit inseré de semblables Articles, & tres-expressément à l'égard de la protection que lesdits Capitaines donneront aux Vaisseaux Marchands appartenant à des Sujets de leurs Majestez, qu'à l'égard de l'aide & assistance qu'ils donneront pour la defense des Plantations, Colonies ou autres Estats, que leurs Majestez possedent à present, ou qu'elles possederont à l'avenir dans les Indes Occidentales, le tout dans la maniere & forme cy-dessus prescrite.

XV. Le present Traité sera ratifié par leurs Majestez, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & les Ratifications seront échangées dans l'espace de six semaines, si ce n'est qu'un Traitté d'une Alliance offensive & defensive entre leurs Majestez & lesdits Seigneurs Etats Generaux soit conclu & signé avant l'expiration de ce terme, auquel cas ce present Traité y sera compris & confirmé ; cependant lesdits Commissaires & Deputez sont convenus qu'on ne laissera pas de faire executer de part & d'autre, tous & chacun des Articles de ce Traité ponctuellement & de bonne foi de même que si les Ratifications étoient déja échangées. Fait à Whitehal ce vingt-neuviéme jour d'Avril, 1689.

A été signé,

NOTTINGHAM,
CARBERY,
RUSSEL,
N. WITSEN.
W. DE NASSAU,
DE WEEDE.

CVIII.

Heuraths-Pacta, zwischen Jhro Hoch-Fürstlichen Durchl. Hertzog Albrecht zu Sachsen-Coburg einer / und dessen Gemahlin / Fürstin Susannen Elisabethen / gebohrner Gräfin Kempinsky / andern theils / worinnen unter andern hochbesagter Fürstin das Amt Neustadt samt dem incorporirten Closter-Amt Mönchröden und dem Gerichte Sonneberg mit allen deren Pertinentien nebst dem Jure Patronatus daselbst zum Witthumb Sitz assigniret worden. Coburg den 1. Mai 1689. Mit ermeldter Hoch-Fürstlichen Durchl. Herren Herren Gebrüdern darüber ertheilten Consens. den 5. Juli 1693. [LONDORPII *Acta publica*, Part. XIV. Libr. XV. pag. 661.] 1. Mai.

C'est-à-dire,

Contrat de Mariage entre ALBERT *Duc de Saxe-Cobourg*, & ELISABETH SUSANNE *née Comtesse de Kempinsky son Epouse d'autre part ; par lequel entr'autres choses, il lui assigne pour Douaire le Bailliage de* Neustadt, *avec le Bailliage incorporé du Monastere de* Monchreden, & *la Jurisdiction de* Sonneberg, *avec toutes leurs Appartenances, Droits de Patronage &c. A Cobourg le 1. de Mai 1689.* AVEC LE CONSENTEMENT *des Serenissime Princes ses Freres. Du 5. Juillet. 1693.*

Im Namen der Heiligen / Hochgelobten und unzertheilten Dreyfaltigkeit / GOttes des Vaters / Sohns und Heiligen Geistes. Von GOttes Gnaden / Wir Albrecht / Hertzog zu Sachsen / Jülich /

ANNO 1689.

Jülich/ Cleve und Berg/ (tot. tit.) vor Uns und Unsere Erben und Nachkommen/ und Wir Susanna Elisabetha/ vermählte Hertzogin zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ ꝛc. gebohrne Gräfin Kempinsky von Schwisitz und Altenhofen/ bekennen und thun kund öffentlich mit diesem Brief/ daß nach vorhergeschicktem/ andächtigem und inbrünstigem Gebäte zu GOtt/ auch reifflich gepflogener Unterredung/ und respective Beyrath Unserer hohen Anverwandten/ zwischen Uns eine Christliche Eheliche Vermählung und Heuraths-Abrede dergestalt verglichen und beschlossen worden/ daß Wir/ Hertzog Albrecht zu Sachsen/ an einem/ und Wir Susanna Elisabetha/ gebohrne Gräfin Kempinsky von Schwisitz und Altenhoffen/ ꝛc. am andern Theil/ einander zu heiligen Ehe und ehelichem Gemahl nach Christlicher Ordnung haben/ nehmen und halten/ und beyderseits einander die Zeit Unsers Lebens/ alle eheliche Treue/ Liebe und Gutes/ wie Gottesförchtigen/ Christlichen und Fürstlichen Ehegatten wol ansiehet/ erzeigen und erweisen sollen und wollen/ und gleich wie Wir das Beylager bereits den 24. May Anno 1688. nach vorgegangener Priesterlichen Copulation, und gewöhnlichen Ceremonien/ Christlich vollzogen/ Also wollen Wir es wegen des Heuraths-Guts/ Gegenlage/ Witthums/ Morgen-Gabe/ und andern menschlichen Fälle halben abgeredet/ und beschlossener folgenden Masse gehalten haben.

1. Sollen und wollen Wir/ Susanna Elisabetha/ gebohrne Gräfin Kempinsky/ von Schwisitz und Altenhofen/ Unsers hertz- und hochgeliebten Herrn Gemahls/ Hertzog Albrechts zu Sachsen Jülich/ Cleve und Berg Liebden/ zwantzig tausend Reichsthaler/ jeden zu vier und zwantzig guten Meißnischen Groschen gerechnet/ an guter gangbahrer grober Müntze/ zum Heuraths-Gute einbringen/ vergnügen und bezahlen/ und Deroselben zu freyem Gebrauch übergeben; Ingleichem Uns mit solchem Geschmuck/ Kleidern/ Kleinodien/ Silbergeschirr/ und dergleichen versehen/ daß Wir damit Fürstlichem Stande gemäß/ und zu Sr. Lbd. Gefallen und Ehren wohl bestehen mögen. Hingegen haben

2. Wir Hertzog Albrecht zu Sachsen ꝛc. den ersten Tag nach vollbrachtem ehelichen Beylager/ Unserer freundlich geliebten Gemahlin/ Frauen Susannen Elisabethen/ vermählten Hertzogin zu Sachsen ꝛc. Gebohrner Gräfin Kempinsky ꝛc. Liebden abgeredet/ und versprochener massen eine sonderbahre Verschreibung/ deren datum stehet den 25. May 1688. auf zwey tausend Reichsthaler Haupt-Geld/ zur Morgen-Gabe/ neben einem Fürstlichen ansehnlichen Kleinod oder Præsent überreichen lassen/ welche Summa/ auf Unserm in GOttes Händen stehenden tödtlichen Abgang/ jährlich mit hundert Reichsthaler/ jeden zu 24. gutem Meißnischen Groschen gerechnet/ über das Withumb verzinset werden soll/ und mögen Ihre Liebden mit der Morgen-Gabe/ und den davon fallenden Zinsen/ als Ihrem eigenen Guthe thun und lassen/ wie Morgengabs-Recht und Gewohnheit ist; Nach Ihrem seligen Hintritt aber/ der in dem Willen des Allmächtigen stehet/ wofern sie mit Uns Hertzog Albrechten zu Sachsen/ keine Leibes-Erben/ noch der Morgengabe halber einige besondere Verordnung/ Testament und Disposition, so in Ihrem freyen Willen bestehet/ hinterlassen würde; sollen gedachte 2000. Rthlr. auf Uns oder Unsere Erben kommen und fallen; hätte aber Ihre Liebden solche Morgengabe jemanden verschaffet/ so soll unsern Hertzogs Albrechts Erben und Nachkommen/ dieselbige 2000. Thaler obiger Währung abzulösen/ zu Unsern oder Ihrem guten Gefallen vorbehalten seyn; Dabey dann ferner/ und zum

3. Abgeredet und versprochen worden/ daß Wir Hertzog Albrecht Ihrer Liebden bey Unsern Lebzeiten zum jährlichen Hand-Gelde/ Unsere gegen dieselbe tragende Liebe und geneigten Willen desto mehr zu erweisen/ jährlich vier hundert Reichsthaler/ und also jedes Quartal 100. Thaler/ und zwar/ daß wenn nach dem Beylager ein Quartal verflossen/ der Anfang damit zu machen/ reichen lassen wollen/ mit welchen Hand-Geldern Ihre Liebden für sich und zu ihrem selbst eigenen Gebrauch schalten und walten mögen/ wie Ihro gefallen wird; doch soll solch Hand-Geld auf dem Fall/ da Ihre Liebden derer Witthumbs-Einkünfften zu geniessen und zugebrauchen anfangen werden/ allerdings fallen und auffhören/ und hingegen die Morgengabs-Verzinsung anfahen/ Wir Hertzog Albrecht zu Sachsen sollen und wollen hierüber noch zum

4. Unserer vertrauten Gemahlin/ Frauen Susannen Elisabethen/ H. zu S. Lbden ihres Uns zugebrachten Heuraths Guts der 20000. Thlr. halber/ gleicher gestalt und ebenmässig mit 20000. Thlr. also verleibdingen/ daß solches Heuraths-Gut und Widerlage/ nemlich in einer Summa viertzig tausend Thlr. auf das Haus/ Amt und Stadt Neustadt an der Heiden/ samt incorporirtem Closter-Amte Mönchröden/ und Gerichte Sonneberg geschlagen/ verwiesen und versichert/ und Ihr Lbden dieselbigen mit deren Pertinentien und Zugehörungen/ als das Herrschafftliche Haus/ Stadt und Amt Neustadt/ wie nicht weniger das incorporirte Gerichte und Stadt Sonnenberg/ und Closter-Amt Mönchröden mit den Dörffern/ Renthen und Gefällen/ auch Leuten/ Höfen/ Mühlen/ Aeckern/ Wiesen/ Feldern/ Gärten/ Nieder-Jagten/ Wassern/ Teichen/ Fischereyen/ Gütern/ Renthen/ Zehenden/ Zinsen/ Gülten/ Schäffereyen/ Nutzungen und Gefällen/ Aeckern/ Höfen/ Diensten/ auch mit Gericht/ Recht/ und allen Herrlich- und Gerechtigkeiten/ in Bürgerlichen und Peinlichen Sachen/ Gebot/ Verbot/ Buß/ Brüchen/ und anderm/ was nutzen mag/ in Wassern/ Weyden/ Büschen/ Feldern/ Bergen/ Thälern/ wie das genennet werden mag/ alles nach Innhalt einer besondern Specification, zu ihrem Witthum assigniret und verordnet seyn sollen/ dergestalt/ daß Ihre Liebden/ wenn sie/ nach dem willen GOttes zum Wittben-Stande gerathen würde/ aus solchen Aemtern und deren Pertinentien jährlichen vier tausend Reichsthlr. Withums- oder Morgen-Gabe/ Abnutzung und Einkommen/ oder deductis deducendis, annoch befindlichen wahren Uberschüsse/ nach einem billigmässigen Anschlage/ soll haben/ heben und geniessen können/ da aber über alles Vermuthen solche/ oder so viel jährlich Einkommen oder Abnutzungen aus benahmten Amte nicht erhoben werden könten/ so soll solcher Mangel in andere Wege/ und aus andern Aemtern/ insonderheit aber zuvorderst aus dem Amt und Closter Sonnefeld erstattet werden. Wie Wir dann Ihre Liebden hiermit und Krafft dieses darauf versichern; Was aber

5. Die Landes-Fürstliche Hohe Obrigkeit/ und derselben anhangende hohe Regalien/ als Jus Episcopale, Kirchen- und Landes-Ordnungen/ Appellation, Adel/ Lehnschafften und Angefälle/ Landsassungen/ Folge/ Ritter-Dienste/ Reichs-Creyß- und Land Steuren/ Geleit/ Müntz-Gerechtigkeit/ auch Erb-Huldigung und Oeffnung/ und was zur Landes-Fürstl. Superiorität/ von Rechts- und Gewohnheit wegen mehr gehörig/ anlanget/ solches alles soll in diesem Withum nicht begriffen/ sondern eximiret/ und unsern Fürstl. Erben und Nachkommen reserviret und vorbehalten seyn.

6. Die Bestallung der Kirchen- und Schul-Diener in denen zu dem Withum gehörigen Orten anlangend/ so wohl das Jus Patronatus, so fern Fürstl. Herrschaft solches zustehet/ (jedoch den Superintendenten ausgenommen/ welcher von dem regierenden Fürsten selbst bestellet wird) soll Ihre Liebden künfftig auch zustehen/ und vergönnet seyn/ doch/ daß Sie tüchtige/ und der wahren ungeänderten Augspurgischen Confession zugethane Personen præsentire. Im übrigen soll alles dasjenige/ was unsers Fürstlichen Hauses Consistorial-Kirchen- und Landes-Ordnung vermag/ auch vermöge vorbehaltener Episcopalischen Rechte und Ober-Botmäßigkeit/ dißfalls wird verordnet werden/ darbey beobachtet/ und sonsten bey Verordnung der Investitur, des Withums Beampten mit darzu gezogen werden; Ingleichen sollen zum

7. Ihrer Lbden alle jetzige und künfftige Beampten/ Forst- und andere Bediente in bemeldtem Amte und Stadt Neustadt/ Stadt und Gerichte Sonneberg/ Closter-Verwaltung Mönchröden/ auch alle Unterthanen geloben und schwöhren/ daß sie Ihrer Liebden nach unserem tödtlichen Hintritt/ so dann/ als ihrer nächsten Herrschafft/ in Zeit währenden Witthums/ mit solchem Amt und Stadt Neustadt/ und darzu gehörigen Dörffern/ Forwerckern/ Höfen/ Gerichten/ Rechten/ Diensten/ Gütern/ und allen andern Gerechtigkeiten und Nutzungen/ wie vergedacht/ jedoch ausserhalb obspecificirter Landes-Obrigkeit und Regalien/ gewärtig/ auch treu/ hold und gehorsam seyn sollen/ alles mehreren Innhalts hierüber auffgerichteten Witthums-Anschlags-Verschreibung und Geheiß-Briefes; wie dann hinwiederum auch Ihrer Liebden die Unterthanen bey ihren alten wohlhergebrachten Rechten/ Frey- und Gewohnheiten lassen/ und sie darüber nicht beschwehren sollen: Unsere Hertzog Albrechts zu Sachsen/ ꝛc. Erben und Nachkommen sollen zum

8. Auch mehr hochgedachte unsere freundliche liebe Ehegemahlin/ wann Ihre Liebden zum Wittben-Stand und Besitz ihres Withums gerathen sollte/ bey solchem ihrem Withum und desselben Zugehörungen/ gegen männiglich für alle Zu- und Ansprüch inn- und ausser Rechtens vertreten/ und wie andere Land und Leute/ als es die Billigkeit/

ANNO 1689. ligkeit erfordert/ wider männiglichen beschirmen und vertheidigen; da auch zum

9. Etliche Zinsen und Nutzungen/ oder andere Stücke/ so zu dem Withum gehörig/ (wie Wir jedoch nicht vermuthen noch vermeynen/ versetzet/ oder sonst mit Pensionen und andern Bürden beschwehret wären/ sollen erwehnte Withums-Güter/ solcher und aller anderer darauf hafftender Bürden/ von Uns Hertzog Albrechten/ und von unsern Erben und Nachkommen/ entfreyet/ oder was diszfalls abgehet/ aus andern/ und dem in subsidium verschriebenen Amte Sonnenfeld ersetzet werden/ dasz es obgedachte Summ der jährlichen 4000. Thlr. Ehe-Geld/ und vorgedachten 100. Rthlr. Morgen-Gab-Zinsen erreichen solle; Es soll auch zum

10. Hochermeldter unserer Hertz-geliebten Gemahlin Liebden/ wann Sie obberührte unsere Withums-Güter nach unserem tödtlichen Abgang beziehen wird/ so viel von allerhand Nothdurfft/ auch an Früchten/ Fütterung und dergleichen/ als die Nutzungen eines gantzen Jahrs austragen/ in dem Amt gelassen werden/ oder da so viel/ als auf ein gantz Jahr zu Ihrer Lbden Hoff und Unterhaltung genugsam wäre/ nicht vorhanden/ solches alsofort nach berührtem Todes-Fall/ und vor Ihrer Liebden Einzuge aus andern Aemtern ohnfehlbar ersetzet werden/ auf dasz Ihrer Lbd. Dero Withums-Hoffhaltung damit nicht alleine wol anfangen/ sondern auch ihr Auskommen auf ein Jahr bey Handen haben mögen/ allen andern übrigen Vorrath aber an auffgeschüttetem Getreyde/ und sonsten/ soll unsern Successoren/ für sich abführen zu lassen/ vorbehalten seyn; Dazu soll auch

11. Das Haus zu mehrbesagtem Neustadt/ weil es an Gebäuden und Gemächern/ dergestalt/ dasz eine Fürstin bey ihrem Wittib-Stande darauf wol wohnen/ und einen Fürstlichen Witums Estat führen könne/ nicht beschaffen/ also von Uns Hertzog Albrechten/ und unsern Erben und Nachkommen genug bequeme Gebäude erhalten/ und hiernächst mit nothdürfftigem Haus-Rath auch also bestellet werden/ dasz Ihre Lbd. daran ihrem Stande und Hoff-Statt nach keinen Mangel haben/ doch soll/ vermöge eines Inventarii, solcher Haus-Rath erhalten/ und dermaleinst wieder also gelassen werden/ als er im Einzuge befunden und geschaffet worden; Zum

12. Das Bau-Wesen belangend/ soll alleine das geringe Flickwerck in Eingebäuden von der Fürstlichen Frau Wittib erhalten/ die Haupt- und Grund-Gebäude aber/ da sie einmal/ ohne Derselben oder der Ihrigen Verwahrlosung eingehen/ sollen unsere Successores wieder zu repariren pflichtig seyn/ alles nach mehrerem Innhalt der absonderlich auszustellen habenden Withums-Verschreibung; Es soll auch zum

13. Ihrer Lbd. bey Besitzung ihres Withums so viel Holtzung/ als Sie vor ihre Hoff-haltung zum Brauen/ Brennen/ Backen/ Waschen/ Bauen/ auch zu Fassen/ Geschirren/ und anderer Hauses-Nothdurfft bedarff/ willig und ohne Entgeld/ an bequemen Orten gereichet und gegeben werden/ doch/ dasz Sies/ wann es in dem Withum angewiesen wird/ durch ihre Frohnbare Unterthanen zu ihrem Withums-Sitz verschaffen lasse; Geschähe aber im Fall unvermeidlicher Nothdurfft die Anweisung weiter/ so soll es durch unsere Hertzog Albrechts Successores an die Withums-Gräntze geliefert/ und von dannen durch Dero Withums-Frohnbare Unterthanen abgeholet werden; Ferner sollen zum

14. Ihrer Liebden an statt der hohen Jagd/ (weilen sie sich des niedrigen Weydwercks durch die Ihrigen selbst bedienen mag) in Dero Fürstliche Küche/ jährlich zwölff Hirsche oder Stück Wild/ vier und zwantzig Rehe/ oder in Ermanglung derselben/ für zwey Rehe ein Thier/ dann zwölff Bachen oder Schweine/ ein jegliches/ wann es zu seiner Zeit am besten ist/ und zu welcher es verlanget wird/ ohne Jäger-Recht und Kosten/ in der Haut/ durch unsere Jägerey-Bedienten geschaffet werden/ und sol es der Liefferung und Zufuhr halber also gehalten werden/ wie vorher wegen des Holtzes disponiret ist; Uber dieses zum

15. Wollen und sollen Wir/ oder Unsere Erben und Nachkommen/ die Verordnung thun/ dasz es Ihrer Liebden an Auffwartung des in dem Ampts-Bezirck wohnenden oder benachbarten Schrifftsässigen Adels/ da sie Zeit Ihres Withumbs dessen bedürffig/ nicht ermangeln soll; Zum

16. Von solchem Ihrem Withumb/ es sey vor- oder nach Besitzung desselben/ sollen Ihre Liebden nichts an andere veräussern/ verpfänden oder verwenden/ noch auch andern öffnen/ oder in Schirm/ Gewalt und Einung geben/ ohne Wissen/ Willen und Erlaubung unser und unserer Erben und Successoren/ sondern alles beysammen in guter Pflege halten; Damit nun noch zum ANNO 1689.

17. Der künfftigen Fälle aber gewisse Verordnung seyn möge/ so ist ferner abgeredet und verglichen/ da Wir Hertzog Albrecht Unserer freundlich geliebten Gemahlin/ Printzessin Susannen Elisabethen tödtlichen Abgang/ welches in dem Willen GOttes stehet/ erleben würden/ und keine von uns beederseits erzeugte Erben vorhanden wären; so sollen alsdann die zwantzig tausend Thaler Heuraths-Guth/ sammt Kleidern/ Kleinodien/ Silber-Geschirr/ und was Ihre Liebden mehr eingebracht/ auch was sie erkaufft/ verehrt oder angestorben wäre/ was das seyn möchte/ doch auf ein richtiges Inventarium, und zwar die Tage unsers Lebens zu nutzen und zu gebrauchen/ innen gelassen bleiben/ auf unsern tödtlichen Hintritt aber auf unserer hertz-geliebten Gemahlin Liebden Erben/ wie die auch vel ex Testamento, vel ab Intestato seyn/ pro rata zurückfallen. Im Fall aber zum

18. Wir Hertzog Albrecht/ nach dem Willen GOttes/ vor ehegemeldter unserer Ehe-Gemahlin mit Todt abgiengen/ und Leibes-Erben mit-einander hätten und verliessen/ die noch unter Ihren mündigen Jahren oder minderjährig wären/ so sollen dieselbe/ wie im Fürstlichen Hause Sachsen herbracht/ oder sonst durch eine väterliche Disposition beständig verordnet werden möchte/ bevormündet/ und ohne Abgang des Withums unterhalten und erzogen werden/ unsere Ehe-Gemahlin aber/ als Wittib/ sich ihres Withumbs gebrauchen/ denselben beziehen/ und ihren Fürstlichen Stand und Unterhalt/ so lang sie ihren Wittib-Stand nicht verändert oder verrucket/ davon haben/ und verbleiben und folgen aller nothdürfftiger Haussrath/ wie oben allbereit berichtet/ darzu Ihre Kleider/ Kleinodien und Geschmuck/ zu ihrem Leibe gehörig/ auch Ihr Geld und Silber/ auch alle beweg- und unbewegliche Güter/ die sie erzeuget/ für sich gebracht/ ihr gegeben/ geschencket/ oder auch ihr angestorben wären/ was dessen ist/ nichts ausbeschieden; Im Fall sie aber zum

19. Ihrem Wittib-Stand verändern/ und sich wiederum anderweit verheurathen würde/ alsdenn soll das Withumb/ und was deszhalben verordnet/ auffhören und verlöschen/ und sollen unsere Erben und Nachkommen/ mehrgedachte unsere Ehe-Gemahlin mit den 20000. Thalern Heurath-Guth/ und 20000. Thalern Wiederlagen ablegen. Da aber unsere Erben die 20000. Thaler Wiederlage nicht baar erlegen/ sondern lieber verpensioniren wolten/ soll denselben solches mit tausend Thaler jährlich/ so lange Ihre Liebden im Leben sind/ zu thun frey stehen/ und Sie deren ohne ihren Schaden und Kosten/ auf bemeldtem Ampte/ oder gewissen Gütern/ oder in andere Wege/ damit sie begnüget seye/ versichert und versorget werden/ dergestalt dasz sie die Niessung solcher tausend Thaler ihr Lebenlang haben/ und dieselbe/ nach ihrem tödtlichen Abfall/ an mehrberührte unsere Leibes-Erben/ mit vielgenannter unserer Gemahlin erzeuget/ oder auch/ nach Deroselben Absterben/ forders an unsere Erben und Successores kommen und fallen. Trüge sich aber zum

20. Zu/ dasz Ihre Liebden mit Ihrem andern Ehe-Gemahl/ auch eheliche Kinder gewönne/ die nach ihrem Todte am Leben wären/ so soll das angeregte Heuraths-Guth der 20000. Thaler und was sie sonsten mehr verliesse/ auf ihre Kinder erster und anderer Ehe zugleich fallen. Da sie aber zum

21. Mit Uns Hertzog Albrechten keine Kinder erzeugete/ sich auch anderweit nicht verheurathete/ und also bey dem Withum ihr Lebenlang bleiben würde/ so solle nach ihrem tödtlichen Hintritt/ unsern Successoren/ Hertzogen zu Sachsen rc. angeregter Withum sammt dessen Zugehör- und Nutzungen wiederum zurücke gehen/ hingegen das zugebrachte Heurath-Guth/ und was sie an Kleidern/ Kleinodien/ und Silber-Geschirr hätte/ oder ihr sonst angefallen wäre/ und sie unverschafft verliesse/ Ihren Erben zustehen und bleiben/ wie bereits §. 17. ermeldet.

Und damit Wir Susanna Elisabetha/ vermählte Hertzogin zu Sachsen rc. gebohrne Gräfin Kempinsky von Schwisitz und Altenhofen rc. sammt unsern Erben bey berührter Begebung des Rückfalls der berührten Ehe-Gelder/ um so vielmehr versichert seyn/ so haben Wir Hertzog Albrecht/ vor uns/ unsere Erben und Nachkommen/ krafft dieses zugesaget und verwilliget/ dasz Ihre Liebden oder Dero Erben/ offterwehntes Withums-Ambt/ Städte/ Gericht/ und Kloster-Ampts-Verwaltung/ so viel davon nöthig/ so lange innen gelassen bleiben solle/ bisz dieselbe wegen sothaner Ehe-Gelder an Capital und Zinsen/

Ff

ANNO 1689. sen/ ihre gäntzliche Befriedigung erlanget haben/ massen solches auch der Beamten Verpflichtung mit einverleibet werden soll; Hierüber und da zum

22. Wir Hertzog Albrecht Schulden machen oder verlassen würden/ die sollen von unsern nächsten Erben/ ohne unser Gemahlin zuthun/ abgestattet/ wie auch hinwiederum die jenigen Schulden/ so Ihro Liebden in währendem ihren Witthum/ und nach Beziehung desselben machten/ und nach sich unbezahlet liessen/ von ihren Erben und Erbnehmen abgetragen und bezahlet werden.

Dessen zu wahrer Uhrkund und mehrer Gewißheit seynd dieser Heuraths-Abrede/ zwey Exemplar gleiches Innhalts verfertiget/ und nicht alleine von Uns/ Hertzog Albrechten zu Sachsen rc. und Uns Susannen Elisabethen/ gebohrner Gräfin Kempinecky/ von Schwitz und Altenhofen eigenhändig unterschrieben/ und mit unsern Innsiegeln bekräfftiget/ sondern auch von unser Hertzog Albrechts Seiten/ unsere freundlich geliebte Herren Gebrüdere/ Hertzoge zu Sachsen rc. rc. rc. zur Unterschrifft oder anderweitiger genugsamer Genehmhaltung; von unser Susannen Elisabet gebohrner Gräfin Kempinecky/von Schwitz und Altenhofen rc. Seiten aber/ unser hochgeehrter Herr Vetter und Vatter/ Herr Sigismund Christoph/ Bischoff zu Laybach/ des Heiligen Römischen Reichs Fürst und Graf von Herberstein/ dahin ersucht worden/ daß sie diese Heuraths-Pacta eigenhändig unterzeichnet/ und Ihre Fürstliche Insiegel hierunten vordrucken lassen/ so geschehen und geben/ Coburg zur Ehrenburg den ersten Monats-Tag May Anno 1689.

(L.S) Albrecht/ H. Z. S.
(L.S.) Susanna Elisabetha/ H. Z. S.
(L.S.) Sigismund Christoph/ Bischoff zu Laybach/

Consens derer sämptlichen Fürstl. Herren Gebrüdere vor sich und im Namen derer unmündigen Vettern/ Hertzogen zu Sachsen/ über vorstehende Ehebéredung/ Witthumbs- und Morgengabs-Verschreibung.

Demnach der Durchleuchtigste Fürst/ unser freundlich geliebter Bruder und Gevatter/ Herr Albrecht/ Hertzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ auch Engern und Westphalen rc. Uns sämptliche Gebrüdere/ ebenfalls Hertzoge zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ auch Engern und Westphalen rc. freundlich ersuchet/ über voranstehende Ehe-Beredung/ unsern freundlich-brüderlichen Consens, so wohl für uns/ als theils im Ober-Vormundschafftlichen Namen unserer unmündigen Vettern und Pflege-Söhne zu Gotha/ zu ertheilen/ und wir denn Sr. Liebd. darinnen zu willfahren/ kein Bedencken gefunden; Als geben und ertheilen Wir krafft dieses wissentlich und wohlbedächtlich unsern Consens und Einwilligung über berührte Eheberedung/ Witthums- und Morgengabs-Verschreibung/ in so weit die in solcher Verschreibung enthaltene Fälle/ oder sonst das Recht uns und unsere Successores verbindet/ haben Uns auch zu Uhrkund und Bekräfftigung dessen eigenhändig unterschrieben/ und Unsere Fürstliche Insiegel auffdrucken lassen; So geschehen den 5ten Juli Anno 1693.

(L.S.)

Daß Wir uns mit obigem conformiren/ haben Wir solches mit eigener Hand und Siegel richtig unterschrieben.

(L.S.) Bernhard/ H. Z. S.
(L.S.) Christian/ H. Z. S.
(L.S.) Johann Ernst/ H. Z. S.
(L.S.) Ernst/ H. Z. S.

CIX.

3. Mai. ESPAGNE ET LA FRANCE. *Declaration de Guerre, faite par Don* FRANCISCO ANTONIO DE AGURTO, *Marquis de* GASTANAGA, *Chevalier de l'Ordre d'Alcantara, Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général des Pays-Bas, &c. pour le Roi* D'ESPAGNE, *contre la* FRANCE. *A Bruxelles le 3. Mai* 1689. [Feuille volante imprimée.] ANNO 1689.

APres toutes les Paix, Traitez & Tréves si religieusement observées de la part du Roi nôtre Sire, & si legerement enfraintes, si volontairement rompuës, & si temerairement violées par la France par une infinité d'Actes, qu'il seroit superflu de rapporter, étans surabondamment connus à toute l'Europe, & que dans son ambition elle la devore toute entiere; Sa Majesté après tant de moderation, en veuë de la conservation de la tranquillité universelle, se trouve, pour comble de tant d'attentats, accueillie d'une injuste Declaration de Guerre par Sa Majesté Tres-Chrêtienne du 15. d'Avril, denuée de toutes sortes de pretextes, destituée de toutes raisons & soûtiens de Justice, & même injurieuse à la pieté de Sa Majesté, s'efforçant de faire passer pour un scandale les Alliances qu'elle pourroit avoir avec les Princes & Etats ses Voisins, qui ne pourroient tendre qu'à la glorieuse fin & la seureté du repos de la Chrêtienté, & à la grandeur reciproque de ses Estats, pendant que les Armes de France desolent inhumainement & avec des cruautez & des barbaries inouïes tous les Estats de l'Empire, sans aucun égard aux Loix de Religion, de la Guerre, & au Droit Sacré des Capitulations, & que ses Ministres emploient toutes les ruses de la Negotiation & tous autres moyens pour troubler l'Harmonie de la Chrêtienté, & attirer toutes les forces Ottomanes à la destruction de la Hongrie, & traverser au même temps la conclusion de la Paix entre Sa Majesté Imperiale, ses Hauts Alliez, & la Porte Ottomane; Et comme Sa Majesté se trouve attaquée si injustement, Voulans nous servir & employer utilement tous les moyens que nous avons, pour sa gloire, & pour la grandeur de ses Etats, & par le principe naturel d'une juste deffence, que nous esperons que Dieu benira par sa justice, & secondera les bonnes & saintes intentions de Sa Majesté, comme c'est lui qui connoit celles de tous les Rois, ainsi nous ordonnons & commandons à tous Generaux, Gouverneurs, Commandans, Chefs & autres Officiers Militaires & Soldats, tant de pied que de cheval, de quelque Nation qu'ils soient, & à tous autres Officiers, & Sujets de Sa Majesté, de s'opposer de toutes leurs forces & pouvoirs aux Sujets de France, leur courre sus, & faire contre eux tous actes d'Hostilité, tant par Mer que par Terre, comme contre Ennemis, Aggresseurs, & Infracteurs des Traitez: Ordonnons à tous Vassaux & Sujets de Sa Majesté, qui se trouvent en quelque lieu de la Domination de la France, de s'en retirer dans quinze jours de la Publication de cette Ordonnance, & de ne tenir aucune correspondence, communication, ou commerce avec les Sujets de la France sans nostre permission expresse; à peine de la vie, selon les dispositions des Loix, & Placarts.

Declarons en oultre tous les Biens, Meubles & Immeubles, Rentes, Revenus, Droits, Actions, Credits, & Effets appartenants aux Sujets de la France en ce Païs, confisquez au profit de Sa Majesté; Et ordonnons à tous François Naturels, & Sujets indifferemment de la France, qui sont en ces Pays, d'en sortir avec leurs Femmes, Enfans, & Familles dans huit jours de la Publication de la présente Ordonnance, à peine d'estre faits Prisonniers de Guerre, & tenus de bonne prise; & s'il arrivoit que quelques Vassaux de Sa Majesté vinssent à retirer, ou cacher chez eux ou ailleurs quelques Sujets de la France, ils forferont l'Amende de mille Patacons pour la premiere fois, de deux mille pour la seconde, & pour la troisiéme fois la confiscation de leurs Biens, & autre peine arbitraire selon l'exigence du cas: lesdites Amendes applicables pour la moitié au profit du Denonciateur, & pour l'autre à celui de l'Officier exploiteur. Et afin que la presente Ordonnance soit connuë d'un chacun, Nous ordonnons qu'elle soit publiée & affichée au plustost en la forme & maniere, & és lieux ordinaires, & accoutumez. Fait à Bruxelles le 3. May mil six cent quatre vingt-neuf.

Estoit paraphé

BLON. vt.

Sept.

ANNO 1689.

Signé,

EL MARQUIS DE GASTANAGA.

Plus bas estoit écrit,

Par Ordonnance de Son Excellence.

Signé,

L. A. DE CLARIS.

Et estoit cachetté du Cachet secret de Sa Majesté, en Hostie vermeille sur une Estoille de papier.

CX.

4. Mai. Alliantz zwischen Jhro Kåyserlichen Majeståt LEOPOLD I. eines/ und Jhro Churfürstliche Durchleucht zu Bayern MAXIMILIAN EMANUEL anderen Theils/ in puncto der unter gewissen Conditionibus Jhro Kåyserlichen Majeståt von Chur-Bayeren fournirenden 8000. Mann/ Wien den 4. Mai 1689. Mit beyderseithiger Ratification, sub dato Wien den 5. Mai 1689. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale, Fasc. 23.]

C'est-à-dire,

Alliance defensive entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD *&* *Sa Serenité Electorale* MAXIMILIEN EMANUEL *Duc de Baviere, par laquelle l'Electeur s'oblige sous certaines Conditions à fournir* 8000. *Hommes à Sadite Majesté Imperiale. A Vienne le* 4. *Mai* 1689. *Avec les* RATIFICATIONS *de l'une & de l'autre part. A Vienne le* 5. *Mai* 1689.

WIr Leopold von Gottes Gnaden Erwöhlter Römischer Kåyser/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ in Germanien/ zu Hungaren/ Boheimb/ Dalmatien/ Croatien und Sclavonien rc. König/ Ertz-Hertzog zu Oesterreich/ Hertzog zu Burgund/ Steyr/ Kårndten/ Crain und Würtenberg/ Graff zu Tyroll und Görtz; und wir Maximilian Emanuel von desselben Gnaden/ in Ober-und Nieder-Bayern/ auch der Obern-Pfaltz Hertzog/ Pfaltzgraff bey Rhein/ des Heiligen Römischen Reichs Ertztruchsas und Churfürst/ Landgraff zu Leuchtenberg rc. Urkunden und bekennen in Krafft dieses vor Uns und unsere Erben. Demnach Wir Kåyser Leopold/ und Wir Maximilian Emanuel/ Churfürst/ in Behertzigung des Heiligen Römischen Reichs/ und dessen getreuen Stånden schwåren Nothstandes/ eine unverbrüchliche Bündnus durch unsere beyderseits hierzu deputirte bevollmåchtigte Ministros aufrichten/ und schliessen lassen/ folgenden Inhalts.

Im Nahmen der unzertheilten Dreysaltigkeit/ Amen.

Zu wissen/ dasz auf heut dato zwischen Ihrer Kåyserlichen Majeståt einer/ und Seiner Churfürstlichen Durchleucht zu Bayern anderen theils über verschiedene durch beederseits hierzu deputirte Herren Ministros gehaltene Conferentzen eine unverbrüchliche Bündnus und Fœdus gestifftet/ und auffgerichtet seye/ auf folgende Conditiones, erstlichen lasset man es unverånderlich in allen und jeden bey denen zwischen Ihrer Kåyserlichen Majeståt und Ihrer Churfürstlichen Durchleucht Occasione der zwischen Jhro/ und Dero Frauen Gemahlinn Ertzhertzoginn Mariæ Antoniæ Durchleucht gestiffter Heyrath aufgerichtete Ehe-Verziecht-und Alliantz-Pacten vom 12. April 1685. ein vor allemahl bewenden.

II. Söllen beederseits Gesandte und Ministri aller Orthen sowohl auff dem annoch währenden Reichs-Tag zu Regenspurg/ als anderswo/ in-und ausser Reichs/ zu dessen/ und beyden hohen Håuser besten/ sowohl in votiren/ als negotiiren sich untereinander wohl verstehen/ mit einander vertråulich communiciren/ die Vota, so viel immer möglich/ zu conformiren.

III. Und damit diese Bündnus desto kråfftiger seye/ versprechen beyde allerhöchst-und höchste Theile/ dasz keiner von beyden einige Bündnus/ Alliantz oder Tractat mit einer/ oder mehr anderen Potentien/ diesem Tractat zuwieder/ zu machen/ solle befügt seyn/ so dem anderen Theil einiger massen directè oder indirectè nachtheilig und schådlich/ oder einige Miszverståndnus zwischen beyden nach sich ziehen/ oder an Erfüllung desselben/ so in denen Ehe-und Verzichts-Pacten/ oder auch in diesem Fœdere versprochen/ hinderlich seyn könte/ wie sie dan auch/ wan einig Fœdus künfftig zu machen/ darauff zu vorderist vor dem Schlusz mit einander vertråulich communiciren wollen. Die bereits habende Fœdera anbelangend/ erklåhren sich beyde Theile hiemit/ dasz darunter keines vorhanden/ so diesem zuwieder lieffe/ und da eines vorhanden wåre/ solches so weit es diesem directè oder indirectè zuwieder interpretiret werden könte/ hiermit aufgehoben/ und demselben in genere & specie auszdrucklich renuncirt seyn solle.

IV. Erbiethen Ihre Churfürstliche Durchleucht so lang gegenwärtiger Krieg allein gegen Franckreich/ und dessen Adhærenten währet/ acht tausent Mann zu Rosz und Fusz/ nemblich zwey Theil zu Fusz/ und ein Theil zu Rosz eigener geworbener wohlgeübter Manschafft alle Jahr complet ins Feld zu stellen/ dieselbe mit denen Kriegs-Stucken/ auch nöthigen Proviant/ Munition, und aller Nothdurfft zu versehen/ und darmit zu des gemeinen Feinds Abbruch/ und des lieben Vatterlandts besten zu operiren/ wo/ und wie es Ihre Kåyserliche Majeståt und die Kriegs-Raison erforderen werden.

Zu diesem Corpo der 8000. Mann/ wollen Ihre Kåyserliche Majeståt einen vierten Theil dessen/ so sie von ihrer Mannschafft ins Reich zum Veldt destiniret/ samt des Bayrischen Crayses Quanto an Manschafft stossen lassen/ auch aus eigenen/ oder anderen Völckeren so viel noch dabey fügen/ dasz es jedesmahls bey Anfang der Campagne 20000. Mann zu Rosz und Fusz constituiren solle/ und wollen Ihre Kåyserliche Majeståt dero Manschafft mit Proviant/ Munition, und anderer Nothdurfft/ auch Regiments-Stucken versehen lassen.

VI. Uber dieses Corpo sollen Ihre Churfürstliche Durchleucht unter Ihrer Kåyserlichen Majeståt Ober-Direction, allein das Commando führen/ und mit der Kåyserlichen Haubt-Armada, welche Jhro Durchleucht der Hertzog von Lothringen commandiren wird/ nicht conjungirt werden/ sonderen wan diese/ oder jenes bey ereignendem Nothfall unumbgånglich verstårcket werden müsse/ solches durch Detachementen jedesmahls geschehen/ und dieselbe alsdan dem Commando dessen/ zu welchem sie stossen/ so lange auch mit untergeben seyn sollen/ als lang sie dabey stehen bleiben.

VII. Wan einige Belågerung zu führen/ wollen Ihre Kåyserliche Majeståt die daran nechstgelegene Stånde vermögen/ darzu das nöthige gröbere Geschütz herzuleyhen.

VIII. Was durch Gottes Seegen von dem Feind erobert wird/ so jemahlen zu denen Zehen Reichs-Creysen gehört hat/ solle demjenigen restituirt werden/ dem es vorhin gehörig gewesen; wan aber etwas durch dieses Ihrer Churfürstlichen Durchleucht untergebene Corpo von dem Feind occupirt solte werden/ so nicht zu denen Zehen Reichs-Creysen gehörig gewesen/ solches solle zwischen Ihrer Kåyserlichen Majeståt und Ihrer Churfürstlichen Durchleucht ex æquo zur Helffte verbleiben/ bis solches bey erfolgenden Frieden entweders auszgetauscht/ oder behauptet wird.

IX. Versprechen Ihre Kåyserliche Majeståt loco Subsidiorum auff fünff Jahr lang/ es erfolge immittelst Fried/ oder nicht/ Jåhrlich 400000. und zwar von halb zu halben Jahren jedesmahls 200000. Fl. Rheinisch an Ihre Churfürstliche Durchleucht bahr und richtig zahlen zu lassen/ und solle der Terminus solutionis à quo vom ersten April dieses Jahrs lauffen/ da aber der/ Articulo quarto bemelte Krieg über 5. Jahren währen thåte/ wollen sie/ nach deren Verfliessung allein auff 200000. Fl. Jåhrlich verbunden seyn.

X. Hingegen versprechen Ihre Churfürstliche Durchleucht keine Winter-oder Retraichirungs-Quartier/ oder andere Contributiones, sie haben Nahmen/ wie sie wollen/ im Reich zu forderen/ noch anzunehmen/ sonderen

was

ANNO 1689. was sie also directè, oder indirectè ins künfftig geniessen möchten / Ihro von obgedachten Subsidien defalciren zu lassen: Solten aber Ihre Käyserliche Majestät nöthig erachten / neben Dero und des Creyß-Völckeren einige Mannschafft in Schwaben zu verlegen / solchen Falls wollen Ihre Käyserliche Majestät vor anderen Ihrer Churfürstlichen Durchleucht Mannschafft dazu gebrauchen / und tali casu zugeben / und cooperiren / daß von dem Crayß / doch ohne Abgang dessen / was derselbe Käyserlicher Majestät Miliz zu reichen haben wird / zu Ihrer Churfürstlichen Durchleucht Miliz Subsistenz einiges aggiuto gegeben werde / welches folgends von ebbemeldten Subsidien nicht zu defalciren.

XI. Solten aber Quartier in Hostico von der Ihrer Churfürstlichen Durchleucht Commando untergebenen Mannschafft genohmen und behauptet werden / haben sie dieselbe pro rata ihrer eigener Mannschafft unter Ihrer Käyserlichen Majestät Ober-Direction zu geniessen.

Schliesslichen / das Hosticum, so viel die Quartier anlanget / solle verstanden werden juxta factum oder statum Possessionis conclusæ Pacis Neomagensis. Zu Uhrkund dessen seynd hierüber zwey gleichlautende Exemplaria auffgerichtet / und von denen hierzu deputirten Käyserlichen und Churfürstlichen Herren gnädigste Räthen mit Handschrifft und Petschafft gefertigt / beyderseits die allergnädigste und gnädigste Ratification alsobalden beyzubringen versprochen worden. So geschehen Wien den 4. Monats Tag May im 1689. Jahr.

Ferdinand Fürst von Dietrichstein. (L.S.)	Leopold Wilhelm Graf zu Königsegg. (L.S.)	Wolff And. Graf von Ursin und Rosenberg. (L.S.)
T. A. Heur. Graf von Strattmann. (L.S.)	D. A. Graf von Kaunig. (L.S.)	
Joh. Bapt. Freyherr von Seydell. (L.S.)	Marx von Mayr. (L.S.)	

Als haben Wir Käyser Leopold / und Wir Maximilian Emanuel Churfürst obstehenden Vergleich und Bündnüs in allen ihren Puncten / Clausulen und gantzen Begriff vollkommentlich approbirt und ratificirt / versprechen auch hiemit bey unserem Käyserlichen und Churfürstlichen Wort / daß Wir denselben allerdings geleben und nachkommen wollen. Zu dessen mehrer Beständigung haben Wir diese Ratification eygenhändig unterschrieben / und unser Käyserlich auch Churfürstlich Secret-Insiegel auffdrucken lassen. Actum in unserer Käyserlichen Residentz-Stadt Wienn den 5. Monats Tag May im 1689. Jahr.

Leopold.
(L.S.)

Maximilian Churfürst.
(L.S.)

CXI.

7. Mai. Neutralitäts-Tractat zwischen dem Allerchristlichsten König in Franckreich LOUIS XIV. eines / und einer Löblichen Eydgenoßschafft anderen Theils / wodurch sich beyde Theil obligiren / als nemlich Franckreich über die Eydgenossische Lande keines weges zu passiren; die Eydgenossen aber / keine fremde Kriegs-Völcker in Ihre Lande kommen zu lassen. Baaden im Ergau den 7. May. 1689. [LONDORPII Acta publica Part. XIV. Lib. XV. sub Cap. XI. Num. VI. pag. 336. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans Europäische Staats-Cantzeley Tom. I. pag. 695.] ANNO 1689.

C'est-à-dire,

Traité de Neutralité entre LOUIS XIV. *Roi Très-Chrétien de France d'une part, & le Louable Corps* HELVETIQUE *d'autre part; contenant que de la part de la France il ne sera pris aucun Passage par la Suisse; & que les Louables Cantons ne l'accorderont aussi à nulle autre Puissance étrangere. Fait à Bade en Argaew le 7. Mai 1689.*

Nachdeme in gehaltener Tag-Satzung zu Baaden den 24. Martii und 6. April lezthin zwischen Ihro Käyserliche Majestät und Königliche Majestät durch dero Herren Ministros an einem / und der löbl. 13. und zugewandten Orthen durch derselben Herren Ehren-Gesandte an dem anderen Theil gewisse Tractaten und Articul beschlossen; von Seiten der Käyserlichen Majestät aber die ohnfehlbarlich erwartete Ratification ausgeblieben / haben bey solcher der Sachen Bewandnuß Ihro Excellentz Michael Amelot, Marquis de Guornay Ihro Königlichen Majestät Rath in ihren Räthen / Maistre des Requestes ordinaires dero Königlichen Hauses / und ordentlicher Ambassadeur in löbl. Eydgenoßschafft / an einem; so dan der löbl. 13. und zugewandten Orthen Herren Ehren-Gesandten / an dem anderen Theil sich nachfolgender massen miteinander (gleichwol auff der Königl. Majestät zu Franckreich / und wohlgesagten löbl. Orthen und zugewandte gnädigst-und gnädige Ratification) bedingt und verglichen / wie folgt:

I. Wofern die Käyserliche Majestät in diesem scheinenden Monath Majo und darauff folgendem Junio den durch ihren Ministrum unterschriebenen Tractat ratificiren möchte / daß es so dann bey demselben Tractat seinen völligen Bestand und Verbleiben / buchstäblichem Inhalt nach haben soll.

II. Falls aber solche Ratification inner bemeldter Zeit nicht einfolgen würde / bemeldter Tractat krafftloß werden / gefallen und auffgehoben seyn soll.

III. Es versicheren / versprechen und verpflichten die Königliche Allerchristlichste Majestät / zu Bezeugung ihrer wahren Begierd zu dem Eydgenossischen Ruhstand / mit ihren Armeen und Kriegs-Volck über die Eydgenossische Land keines wegs zu passiren / vielweniger sich zu postiren / auch keine Völcker in das Fricktal / also die gantze Landschafft zwischen dem Rhein und den Eydgenossischen Landen gelegen / eintretten zu lassen / desgleichen die Stadt Rheinfelden und Lauffenburg diesen Krieg hindurch nicht zu belegen oder einzunehmen.

Hingegen haben aber die Herren Ehren-Gesandte in guten Treuen und aller Auffrichtigkeit zugesagt und versprochen / daß Ihre Herren und Oberen auch diesen Krieg hindurch keine Kriegs-Völcker / wem die immer zuständig seyn möchten / in ihre Land und Botmässigkeit kommen / sich darinnen postiren / oder darüber passiren lassen / sonderen allen den jenigen / welche sich dessen über alle gütlich und vergeblich angewendete Mittel unterfangen würden / mit allem Gewalt widersetzen / solche als Feinde ab- und zuruck treiben sollen.

5. Demnach auch bereits etliche Monath her eine Anzahl Eydgenossische Mannschafft zu Augst und dort herum oberhalb Basel gelegen / um die Päß allda zu verwahren / und hochgemeldte Ihro Excellentz der Herr Frantzösische Ambassadeur von denen löblichen und zugewandten Orthen verlangt / daß zu bedeuter Mannschafft noch 750. Mann zu gleichem End an das Ort verleget werden / so bereits willfahret und vollzogen / ist von den löblichen Orthen weiters nothwendig erachtet worden / daß solche Mannschafft / so sich dißmahl alldorten in 1500. Man starck befindet / mit anderer einer Anzahl von 1500. Man alsobald nach ausgewechselten beyderseitigen Ratificationen von den löblichen Orthen verstärckt werden sollen / mit gleichem Befehl die Päß allda / wie oben vermeldt ist / wider männiglich / wer der auch seyn möchte / zu beschirmen und gesperret zu halten. In dem ausdrücklichen Verstand / daß obgedachte 750. Man / und dan auch die jetzgemeldte 1500. Man / die dahin kommen sollen / von Ihro Königlichen Majestät auff den Fuß von 5. Rthlr. in specie monathlich sammt denen gewohnten Gratificationen / nemlich / daß allweg

9. Man

Anno 1689

9. Man für 10. passiert und bezahlt werden / auch dero Sold / wan sie vom Hauß ausziehen / seinen Anfang nehmen / und ein halber Monath-Sold vorgeschossen werden soll / und zu denselben 750. Man Proviantirung in die Stadt Basel über die 700. Säck / welche ohne das aus den Frantzösischen Landen dahin kommen / wochentlich noch 200. Säck Frucht aus dem Elsaß gegen gebührender Bezahlung gefolget ; Und da die anderen 1500. Mann auch dahin verlegt seyn werden / daß solche Völcker darvor ihr nothwendig Brod und Nahrung haben mögen auff gleiche gebührende Bezahlung.

6. Ihro Königliche Majestät wird für den Estat-Major der 750. Man / so dato in ihrem Sold seyn / 200. Francken monathlich bezahlen lassen / da aber selbige biß auff die 3000. Man verstärckt wird seyn worden / sie sich nach Gestalt und Vermehrung der Anzahl der Gebühr gemäß solchen Estats halber sich finden lassen.

7. Es sollen auch die Eydgenössische Völcker / sie seyen wenig oder viel an der Anzahl / von niemand als ihren eigenen Officieren Commando dependiren / und von diesen ehrlich und in Treu gemustert werden.

8. Und im Fall die Gefahr sich also vermehrte / daß diese Mannschafft den Paß zu beschirmen nicht gnugsam wäre / werden die Herren Eydgenossen solche Versehung thun / wie sie schon hievor resolvirt haben.

9. Ihro Königliche Majestät thut sich erklären / daß bey allen Stillständen und Friedens-Schlüssen / die selbige ins künfftig eingehen und machen möchten / die löbliche Ort und obgedachte zugewandte in solche zu schliessen und mit zu begreiffen / laut und Inhalt des klaren Buchstabens der mit Seiner Majestät habenden Bündnuß.

10. Seynd Ihro Excellentz und die Herren Ehren-Gesandten einig werden / daß die Königliche Ratification dieses Tractats / ingleichem der löblichen Orthen und zugewandten Ratificationen biß auff den 20. dito zu Solothurn gegeneinander ausgewechselt werden soll.

Zu urkund dessen haben gedachte Ihre Excellentz Herr Michael Ameloc Ambassadeur von Franckreich diesen Tractat durch Herrn Pilet Secretaire seiner Ambassade gemacht unterschreiben / und gleicher gestalten haben die Herren Ehren-Gesandten (ausser denen vom löblichen Ort von Zürch / die es ledig ad referendum genommen) durch Hauptmann Johann Carl Schindlern Secretaire der allgemeinen Tag-Satzung / und der Graffschafft Baaden / solchen auch unterschreiben lassen. Beschehen in der Stadt Baaden im Ergau den 7. May 1689.

CXII.

12. Mai. L'Empereur et les Provinces Unies.

Fœdus defensivum & offensivum, (Magnum Fœdus *postea dictum*) *inter* LEOPOLDUM *Romanorum Imperatorem & Dominos Ordines* FOEDERATARUM BELGII PROVINCIARUM *Generales, initum; quo perpendentes periculi communis, per novissimam Invasionem Gallicam Reipublicæ Christianæ impendentis magnitudinem, ac lubricam Gallorum in observandis Tractatibus fidem, de efficacioribus medis simul tam reducendæ quàm conservandæ Pacis conveniunt; sesèque invicem obstringunt, ad Bellum Terra Marique contra Regem Galliæ conjunctis viribus gerendum, donec Pax Westphalica & Pyrenæa vindicata sit. Actum Viennæ die 12. Maji 1689.* Cum ARTICULO SEPARATO *de Successione Hispanica, in Augustissimam Domum Austriacam contra Gallos unitis Armis, si opus fuerit, vindicanda. Actum eodem Loco & die 12. Maji 1689.* [Copie tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du tems du Roi CHARLES II.]

NOtum testatumque sit, quod tametsi Fœdus illud quod paucis abhinc annis Sacram Cæsaream Majestatem inter & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii Hagæ-Comitum, in mutuam Defensionem sancitum est, in suo adhucdum vigore permaneat; nihilominùs tàm Sacra Cæsarea Majestas quàm dicti Domini Ordines Generales, perpendentes communis periculi post novissimam Invasionem Gallicam Reipublicæ Christianæ impendentis magnitudinem, ac lubricam Gallorum in observandis Tractatibus fidem, necessarium judicaverint prædicti Fœderis Leges veteremque conjunctionem arctioribus firmioribusque vinculis roborare, & de efficacioribus simul tam reducendæ quàm conservandæ Pacis & Securitatis publicæ mediis rationes inire, eàque propter per utrinque ad id constitutos Plenipotentiarios à parte quidem Sacræ Cæsareæ Majestatis per ejusdem Consiliarios Status intimos Dominum Leopoldum Gulielmum Comitem in Koningsec, Sacri Romani Imperii Procancellarium, aurei Velleris Equitem; & Dominum Theodorum Althetum Henricum, Comitem à Straatman, Cancellarium Aulicum: & à parte Celsorum ac Præpotentum Dominorum Ordinum Generalium per Dominum Jacobum Hop, Civitatis Amstelodamensis Consiliarium & Syndicum nec non in Consessu eorundem Dominorum Ordinum Generalium, nomine Hollandiæ & Westfrisiæ Deputatum, commutatis hinc inde Plenipotentiarum Tabulis, conventum sit tenore sequenti.

Anno 1689.

I. Sit maneatque semper inter Sacram Cæsaream Majestatem & Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii constans, perpetua & inviolabilis Amicitia & Correspondentia, teneaturque alter alterius commoda sedulò promovere, damna verò & incommoda pro posse avertere.

II. Et cùm Rex Galliæ tàm Sacram Cæsaream Majestatem quàm Dominos Ordines Generales Uniti Belgii absque ulla legitima causa seu prætextu, gravissimo juxtà ac iniquissimo Bello nuperrimè adortus sit, sit eo durante inter Partes contrahentes non tantum defensivum sed & offensivum Fœdus, vi cujus ambæ omnibus viribus contra prædictum Galliæ Regem Terra Marique ejusdemque Fœderatos, qui quidem ad exhortationes cum in finem interponendas sese ab eodem sejungere noluerint, hostiliter agant, de Operationibus Bellicis in communis Hostis perniciem, sivè conjunctim sivè separatim utiliùs instituendis Consilia identidem communicent.

III. Neutri Partium fas sit ab hoc contra Galliam Bello recedere, aut cum illa illiusve Adhærentibus ullam Conventionem aut Tractatum de Pace vel Armistitio sub quocumque demùm prætextu seorsim instituere, nisi volente & concurrente altera Parte.

IV. Nullatenùs verò Pax ineatur, priusquàm Pax Westphalica, Osnabrugensis & Monasteriensis, nec non Pyrenæa communibus viribus, juvante Deo, vindicetur, & omnia juxta earundem tenorem in Ecclesiasticis & Politicis in pristinum statum restituta sint.

V. Institutis autem communi consensu Pacis aut Armistitii Tractatibus, communicabuntur hinc inde bonâ fide ea quæ agentur, nec una Pars sine alterius consensu & satisfactione quidquam concludet.

VI. Postquàm præsens Bellum communi consensu finitum, & Pax conclusa fuerit, maneat inter Sacram Cæsaream Majestatem & ejusdem Hæredes & Successores, nec non Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii contra sæpiùs memoratam Coronam Galliæ, & ejusdem Adhærentes Fœdus perpetuum defensivum, vi cujus Partes contrahentes omnem operam dabunt, ut Pax ineunda constanter perpetuóque duret.

VII. Quòd si verò contingeret, ut Corona Galliæ iterum unam alteramve Partem contrahentem aut utramque contra eandem Pacem impeteret, quocumque id tempore fiat, tenebuntur hæ sibi vicissim eodem quo nunc modo, Terra Marique, omnibus viribus fideliter assistere, & quamcumque Hostilitatem & Violentiam propulsare, neque eo desistere donec omnia in pristinum statum, juxta prædictæ Pacis normam redintegrata sint, & Parti læsæ satisfactum fuerit.

VIII. Porrò tàm Sacra Cæsarea Majestas omnia Jura Dominorum Ordinum Generalium, quàm hi vicissim Jura Sacræ Cæsareæ Majestatis contra Coronam Galliæ & ejusdem Adhærentes omni tempore, omnibusque Mediis & Viribus tueantur & defendant, neque etiam sibi invicem in iis ullum præjudicium afferant.

IX. Si quæ inter ipsos Contrahentes ratione quorundem limitaneorum Bonorum controversiæ sint, aut in futurum exoriantur, eæ per amicabilem Commissionem aut deputandos ab utraque Parte Ministros, omni viâ facti penitùs exclusâ, amicabiliter discutiantur componanturque, neque in iis intereà temporis quicquam innovetur.

X. Ad præsentis Fœderis Societatem invitentur ex parte Sacræ Cæsareæ Majestatis Corona Hispaniæ, &

ANNO 1689.

à Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii Corona Angliæ, & admittantur ad illud pariter omnes utriusque Partis Fœderati, quibus eidem accedere visum fuerit: includitur etiam huic Fœderi Serenissimus Lotharingiæ Dux, conferentque Confœderati omnem operam, consilia & vires, ut & ipse in suos avitos Ducatus, Ditiones, Status, & Jura plenariè restituatur.

XI. Rati-habebitur hoc Fœdus ab utraque Parte intra spatium quatuor Septimanarum, vel citiùs si fieri potest.

In quorum omnium Certitudinem ac majus Fidei & Sinceritatis robur bina ejusdem tenoris Instrumenta desuper confecta, & à Contrahentium Plenipotentiariis subscripta, signataque reciprocè commutata sunt. Actum Viennæ 12. Maji 1689.

(L.S.) LEOPOLDUS GUILLELMUS Comes in Konigseg.

(L.S.) T. A. HENR. Comes de STRAATMAN.

(L.S.) J. HOP.

Articulus Separatus.

POstquam ex parte Galliæ in variis Locis & Aulis palàm divulgatum est, quod non obstante Renunciatione solemnissima, Successionem in Monarchiam Hispanicam, casu quo Rex Catholicus sine prole legitima è vivis decederet, pro Delphino indesinenter prætendat Vi & Armis asserendam, nec obscurè etiam collimet, ut prædictus Delphinus in Regem Romanorum evehatur: Domini Status Generales Fœderati Belgii maturè considerantes quantam Status publici collisionem & quantum præjudicium publicæ rei & Tranquillitati tàm una quàm altera Prætensio afferre possit, promittunt hisce separatis Articulis, non minùs ac si Fœderi principali verbo tenus inserti essent, valituris; Primo, casu quo modernus Hispaniarum Rex è vita decederet, non relictis legitimis descendentibus, (quem casum Deus clementer avertere velit) se Cæsaream Majestatem ejusve Hæredes ad Successionem ejusdem Domini legitimè competentem in Monarchiam Hispanicam, & ejus Regna, Provincias, Ditiones & Jura earundem adipiscendam & asserendam, quin etiam possessionem contra Gallos ejusque Adhærentes qui se huic Successioni directè vel indirectè opponere vellent, omnibus viribus adjutaturos, & in contrarium attentantium vim vi repulsuros.

Deinde etiam apud Dominos Principes Electores Imperii, Fœderatos suos omnia studia & officia collaturos, ut quantò citiùs Serenissimus Hungariæ Rex Josephus, Sacræ Regiæ Majestatis Primogenitus in Regem Romanorum eligatur, & si ex parte Galliæ hæc Electio minis aut armis impediretur, se pro eadem tuenda & avertenda omnibus pariter viribus Sacræ Cæsareæ Majestati opem laturos.

Invitabitur ad horum etiam Articulorum Societatem Corona Angliæ. Actum Viennæ 12. Maji 1689.

T. A. HENRICUS Comes DE STRAATMAN.

J. HOP.

CXIII.

17. Mai. ANGLETERRE ET LA FRANCE.

Declaration de Guerre, de GUILLAUME III. *& de* MARIE, *Roi & Reine de la Grand' Bretagne, contre le Roi des* FRANÇOIS, *du 17. Mai*, 1689. [MERCURE HISTORIQ. Tom. IV. pag. 519.]

GUILLAUME ROI.

COmme il a plû à Dieu de se servir de nous pour être les heureux instrumens de la délivrance de ces Nations des grands & éminents dangers ausquels elles étoient exposées; & de nous placer sur le Thrône de ces Royaumes, nous nous croyons obligez de faire nôtre possible, pour procurer le bien de nos Peuples, qui ne sauroient jamais être en sureté, qu'en prévenant les malheurs dont ils sont menacés par les Ennemis de dehors.

ANNO 1689.

Lorsque nous considerons le grand nombre d'injustes moiens dont le Roi des François s'est servi depuis quelques années, pour satisfaire son ambition; qu'il n'a pas seulement envahi les Etats de l'Empereur & de l'Empire à présent en Amitié avec nous, désolant des Provinces entieres, & ruinant leurs Habitans par ses Armées; mais qu'il a déclaré la Guerre à nos Alliez sans y être provoqué, violant manifestement par là, les Traitez confirmez par la Garantie de la Couronne d'Angleterre; nous ne saurions moins faire que de nous joindre à nos Alliez, pour nous opposer aux desseins du Roi des François, que nous regardons comme le Perturbateur de la Paix & l'ennemi commun de la Chrêtienté.

Mais outre les engagemens dans lesquels nous sommes entrez par les Traitez faits avec nos Alliez, qui justifient suffisamment nôtre prise d'Armes en ce temps-ci, puisqu'ils nous ont requis de le faire; les Injustices qui nous ont été faites & à nos Sujets par le Roi des François, sans aucune Reparation, sont telles & en si grand nombre, que bien que depuis quelques années, on n'en ait pris aucune connoissance, pour des raisons connuës de tout le Monde, nous ne voulons pas pourtant les laisser passer, sans faire publiquement connoître le juste ressentiment que nous avons de ces outrages.

Il n'y a pas fort long-temps que les François prenoient des Permissions du Gouverneur Anglois de Terre-neuve, pour pêcher dans les Mers de cette côte, & qu'ils paioient un Tribut pour cette Permission, comme une Reconnoissance du Droit que la seule Couronne d'Angleterre a sur cette Isle. Et néanmoins, les François ont depuis peu si fort empieté sur nôtre dite Isle, & sur le Commerce & la pêche de nos Sujets, que leurs actions ont ressemblé plûtôt à une invasion d'Ennemis, qu'à des Procedures d'Amis, qui ne jouïssent de l'avantage de ce Négoce que par Permission.

Mais que le Roi des François ait envahi nos Isles Caribes, qu'il se soit emparé par force de nos Terres dans la Province du Nouvel Yorc & de la Baye de Hudson, qu'il se soit rendu Maître de nos Forts, qu'il ait brûlé les Maisons de nos Sujets, & enrichi son Peuple du Pillage de leurs Biens & de leurs Marchandises, qu'il ait retenu quelques-uns de nos Sujets dans des cachots, qu'il en ait fait massacrer d'autres, & exposer le reste en Mer sur un petit Vaisseau, sans nourriture & sans les autres choses necessaires à la vie; ce sont des actions indignes d'Ennemis qui n'ont pas renoncé à l'Humanité. Néanmoins il étoit si éloigné de se declarer tel, qu'en même temps, il faisoit négotier ici en Angleterre par ses Ministres, un Traitté de Neutralité & de bonne Correspondance en Amérique.

Le procedé de ce Roi contre nos Sujets en Europe, est si notoire, qu'il n'est point nécessaire de nous étendre là-dessus. Les Commissions qu'il a données aux Armateurs François pour se saisir des Navires des Anglois, la deffense qu'il a faite d'aporter, dans son Royaume, la plûpart des Manufactures & des Denrées d'Angleterre, & les Droits exhorbitans qu'il a imposez sur les autres, nonobstant le grand avantage que lui & la Nation Françoise tirent de leur Négoce avec cette Ile, sont des marques évidentes du dessein qu'il avoit de ruiner le Commerce, & par consequent la Navigation des Anglois, d'où dépendent en grande partie le bien & la seureté de cette Nation.

Le Droit du Pavillon attaché à la Couronne d'Angleterre, a été disputé par ses Ordres; ce qui viole la Souveraineté que nous avons sur les Mers Britanniques, que nos Predecesseurs ont de tout temps maintenuë, & que nous avons aussi resolu de maintenir pour l'Honneur de nôtre Couronne, & de la Nation Angloise.

Mais ce qui nous touche plus sensiblement, c'est la maniere si indigne d'un Chrêtien dont il a persecuté plusieurs de nos Sujets Protestans en France, pour le fait de la Religion, contre le Droit des Gens & les Traitez exprès; les contraignant par des cruautez aussi étranges qu'extraordinaires, à abjurer leur Religion, emprisonnant des Maîtres & des Matelots de nos Vaisseaux Marchands, en faisant condamner d'autres aux Galéres, sous pretexte qu'il y avoit dans leurs Navires

ANNO 1689. vires quelques-uns de ses malheureux Sujets Protestans, ou de leurs Effets. Enfin chacun sait que pour comble d'outrages, il s'est efforcé, depuis quelques années, par ses instigations & ses Promesses de Secours, de renverser le Gouvernement d'Angleterre: que présentement, il fait tout son possible pour ruiner nos bons & fideles Sujets de nôtre Royaume d'Irlande, par des voyes ouvertes de violence, & par l'invasion actuelle de ce Royaume.

Etant donc obligez de prendre les Armes, & esperant que Dieu favorisera nos justes entreprises, nous avons trouvé à propos de déclarer, & déclarons par la présente, la Guerre au Roi des François, & que nous la lui ferons vigoureusement par Mer & par Terre, conjointement avec nos Alliez, puisqu'il l'a si injustement commencée; étant assurez que nos Sujets concourront de bon cœur avec nous, & nous aideront de même à soutenir une si bonne cause. Mandons & ordonnons par la présente Déclaration, au Général de nos Armées, à nos Commissaires pour executer la Charge de Grand Amiral, aux Gouverneurs de nos Provinces, de nos Forts & Garnisons, & à tous autres nos Officiers & Soldats tant par Mer que par Terre, de commencer & d'exercer tous Actes d'Hostilité contre le Roi des François, ses Vassaux & ses Sujets, & de s'opposer à leurs entreprises. Voulons encore que tous nos Sujets prennent connoissance de la presente Déclaration, & leur défendons expressément d'avoir ou d'entretenir ci-après aucune Correspondence ou Communication avec le Roi des François ou avec ses Sujets. Et comme il y a dans nos Royaumes plusieurs Sujets du Roi des François, Nous déclarons & donnons nôtre Parole Royale, que tous ceux de la Nation Françoise qui se comporteront, comme ils doivent, envers nous, & qui n'auront aucune Correspondence avec nos Ennemis, seront en sureté pour leurs Personnes & pour leurs Biens, & exempts de toute molestation & de tout trouble, de quelque sorte qu'il soit. Donné en nôtre Cour à Hampton-Court, le 17. Mai 1689. & de nôtre Regne le premier.

CXIV.

20. Juin. Beylegung und Vergleich zwischen Jhro Königlichen Majestät von Dännemarck/ und Jhro Hochfürstlichen Durchleucht von Holstein-Schleßwig über die zwischen Jhnen lang geschwebten Differentien/ wodurch Höchstgedachte Königliche Majestät an den Durchleuchtigen Hertzogen restituirt und cedirt das Gut Gottes-Gabe/ ingleichen/ nebst Begebung der Hypotheck und Anspruchs auff das Ambt Trittau/ Jhro Hochfürstlichen Durchleucht solches wieder einraumt/ wie nicht weniger die Jnsul Fehmern und Aembter Trembsbüttel und Steinhorst/ mit der Hohen Mediation Versprechen/ Jhro Königlichen Hoheit Printz Georgens/ Jhro Majestät Herrn Bruders/ Consens wegen dieser letzteren zu verschaffen. Altona den 20. Junii 1689. [Manuscrit, d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz II. 10. pag. 223. aussi en Allemand & en François: & dans *Relationis Histor. Francofurt.* Continuat. vernalis anni 1689. pag. 68.]

CXIV.

Traité d'Accommodement & de Transaction entre Sa Majesté le Roi de DANNEMARCK & son Altesse Serenissime le Duc de HOLSTEIN-SLESWIG sur leurs anciens Differents, par lequel Sadite Majesté restitue & cede à Sadite Altesse Ser. la Terre de *Gottes-Gabe*, & degage de toute Hypotheque le Bailliage de *Trittau* comme aussi ceux de *Steinhorst*, *Tremes-Buttel*, & l'*Isle de Fehmeren*, reservé seulement la Satisfaction & le Consentement du Serenissime Prince GEORGE son Frere. A Altena le 20. Juin 1689.

Kund und zu wissen sey hiemit jedermänniglichen/ was massen die zwischen Jhro Königliche Majestät zu Dennemarck Norwegen/ rc. und des Herrn Hertzogens zu Schleßwig-Holstein Fürstliche Durchleucht eine zeithero sich enthaltene schwere Differentien/ durch sorgfältige Vermittelung Jhro Käyserlichen Majestät/ auch der Herrn Churfürsten zu Sachsen und Brandenburg Durchleucht auff folgende Art beständig verglichen und beygeleget worden.

I. Soll eine generale Amnestie und ewige Vergessenheit alles desjenigen seyn und bleiben/ so bishero von beyden Theilen/auch deren Ministris, Unterthanen und Angehörigen vorgenommen oder geschehen seyn mag/ und dahero niemand derselben/ beyderseits/ mit einiger Verantwortung/entgelt oder Schaden deshalben beladen werden; da hingegen eine ewige unzertrennliche Freundschafft und Vereinigung zwischen Jhro Königliche Majestät zu Dennemarck Norwegen/ rc. Dero Erben und Successoren

A Tous soit notoire comme quoi les Differens difficiles survenus depuis quelque tems entre Sa Majesté le Roi de Danemarc, Norwegue, &c. & Son Altesse Sérénissime le Duc de Slefwick-Holstein, ont été pleinement accommodez, & ôtez, moyennant l'intervention de Sa Majesté Impériale, & de leurs Altesses Electorales de Saxe & de Brandebourg, de la maniere qui suit.

I. Il y aura Amnistie générale & oubli perpetuel de tout ce qui s'est passé de part & d'autre, & entre leurs Ministres, Sujets & Dépendans, de sorte que personne n'en sera plus responsable ni inquieté en aucune maniére: & qu'au contraire une Amitié reciproque & Union parfaite soit retablie & affermie entre Sadite Majesté Royale & Sadite Altesse Sérénissime,

ANNO 1689.

soren in der Regierung / und Jhro Fürstliche Durchleucht zu Schleswig-Holstein / und Dero Nachfolgeren / hiemit wiederumb erneuert und fest gestellet seyn.

II. Restituiren Jhro Konigliche Majestät zu Dennemarck / Norwegen / ꝛc. des Herrn Hertzogen Durchleucht in alle dero Lande und Güther / in specie das Guth Gottes-Gabe / ihre Souverainität / Regalien / Jura Collectarum, Fœderum, Vestungen zu bauen und zu besitzen / und sonsten / in summa, in alle die Jura, Hochheiten / Rechten und Gerechtigkeiten / wie sie dieselbe vor und nach dem Westphalischen und Nordischen Frieden / bis zu Anno 1675. gehabt und besessen / auch was Jhro Fürstliche Durchleucht nach dem Fontaineblauischen Frieden zukommen kan / welche Friedens-Schlüsse dan hiemit nochmahlen confirmiret werden. Jmgleichen Dero Bediente und Angehörige in ihre Güter und Capitalia.

III. Als auch Jhr Hochfürstliche Durchleucht in dero Postulatis unter anderen desideriret / daß Jhro Königliche Majestät die Insul Fehmeren / sampt den Aempteren Steinhorst / Tremsbüttel und Trittow / von der darauff hafftenden Hypoteck und Schuld-Forderung liberiren / und Jhro Fürstlichen Durchleucht absque ullo onere restituiren möchten. So wollen Jhr Königliche Majestät zu mehrer Bezeugung dero auffrichtigen Freund-schwägerlichen Affection und Gewogenheit gegen des Herrn Hertzogen Durchleucht sich der Hypoteck und Anspruchs / so sie auff das Ampt Trittow haben / begeben / und solches Jhr Fürstliche Durchleucht zugleich mit dero anderen Landen wieder einräumen. Was aber die respective Insul und Aempter / Fehmeren / Tremsbuttel und Steinhorst anbelanget / weil selbige nicht in Jhro Königliche Majestät / sonderen in dero Herrn Brudern / Printz Georgen zu Dennemarck / Königliche Hochheit Handen seynd / hat die höchste und hohe Mediation, zu desto besserer Fest-stellung und bey-Behaltung des Ruhestandes in Norden / und diesem Nieder-Sächsischen Crayß / woran dem Publico so viel gelegen / auff sich genommen / die Mittel zu verschaffen und bey zu bringen / Seine Königliche Hochheit / wegen der darauf habenden Pfand-Summe, ohne Jhro Königlichen Majestät zuthun und Nachtheil / zu contentiren und zu befriedigen / auch hochbesagter Jhro Königlichen Hochheit Consens zu verschaffen / damit gemelte Insul und Aempter sothaner Gestalt an Seine Fürstliche Durchleucht ebenfals frey und ohne entgelt / auch Schuld-und Pfand-frey restituiret werden mögen.

IV. Dahingegen renunciren Jhro Hochfürstliche Durchleucht allen An-und Zusprüchen / so sie nicht alleine auff Jhro Königliche Majestät (umb willen dieselbe dero Lander einige zeitlang innen gehabt / besessen und genossen) machen konten oder möchten; sonderen lassen auch deßwegen die jenige Processe, so Sie am Käyserlichen Reichs-Hoff-Raht wieder das Fürstliche Haus Plön erhoben / schwinden und fallen.

V. So viel die Unionen / Pacta Familiæ, und andere bis zu Anno 1675. aufgerichtete Vertrage / wie auch die Communion angehet / bleibet es bey dem biß dahin üblichen Herkommen / und dem buchstablichen Einhalt des Westphälischen / Nordischen und Fontainiblauischen Friedens. Auch bleiben alle rückständige Cammer-Intraden und Contributionen Königlicher Seiten allerdings unexigiret.

VI. Die übrige Gravamina werden ad amicabilem compositionem, in Entstehung der Güte / ad Viam Juris verwiesen / und soll kein Theil wieder obiges alles via facti etwas unternehmen.

VII. Die Ratificationes über diesen Vergleich / sollen innerhalb 14. Tagen à dato der Unterschrifft allhier in Altona außgewechselt / auch alsobald darauf / und längstens innerhalb 8. Tagen darnach / die Restitution ohnfehlbahr würcklich bewerckstelliget werden.

Zu wahrer Uhrkund dessen / seynd zwey gleichlautende Exemplaria außgefertiget / unterschrieben und besiegelt / auch beyden Theilen behändigt worden. Geschehen zu Altona / den 20. Junii 1689.

sime, & entre leurs Héritiers & Successeurs à perpetuité. ANNO 1689.

II. Sa Majesté le Roi de Danemarc Norwegue, &c. restitue au Sérénissime Duc de Slefwick-Holstein tous les Pays & Biens, & specialement la Terre de Gottes-Gabe, *avec la Souveraineté, les Regales, & les Droits de faire des Collectes & des Alliances, de bâtir & de posseder des Forteresses, & généralement tous les autres Droits, Préeminences, & Prerogatives autant & de la maniére, que Sadite Altesse Sérénissime en étoit en possession devant & après les Traitez de Westphalie & au Nord, jusqu'à l'an 1675. avec tout ce qui pourroit encore appartenir à Son Altesse en vertu du Traité de Fontainebleau, & à cette fin on confirme de nouveau tous ces Traitez. Sa Majesté restitue pareillement aux Ministres & Sujets de Son Altesse tous leurs Biens & tous leurs Capitaux.*

III. Comme le Sérénissime Duc insiste aussi par ses demandes à ce qu'il plaise à Sa Majesté Royale de décharger l'Isle de Fehmeren & les Bailliages de Steinhorst, Tremesbuttel & Trittau de l'Hypothéque & Pretension y attachées, & de les lui rendre ainsi sans aucune charge, Sa Majesté, pour montrer son affection sincere & une Amitié de Beau-frere envers le Sérénissime Duc, veut bien quitter l'Hypothéque & les Prétensions qu'Elle a sur le Bailliage de Trittau, & rendre ce Bien conjointement avec les autres Pays à Sadite Altesse: Mais pour ce qui est de l'Isle de Fehmeren & des Bailliages de Tremesbuttel & Steinhorst, comme ces Biens ne sont pas dans les mains du Roi, mais dans celles de son Frere Son Altesse Royale le Prince George de Danemarc, les Sérénissimes Médiateurs voulant affermir d'autant plus le Repos du Nord & de ce Cercle de la Basse-Saxe, où le Public a tant d'interêt, se sont chargez de procurer ou fournir les moyens, sans que cela coutât rien à Sa Majesté Danoise, pour contenter Son Altesse Royale ledit Prince de Danemarc, comme aussi d'obtenir le consentement de ce dernier Prince, afin que ladite Isle & lesdits Bailliages puissent pareillement être restituez au Sérénissime Duc de Sleswick-Holstein en proprieté, & comme déchargez de toute Prétension & Hypotheque.

IV. En échange de quoi Son Altesse Sérénissime renonce non seulement à toute Prétension & Demande, qu'Elle pourroit former contre Sa Majesté Danoise, sur ce que celle-ci étoit depuis quelque tems en possession & joüissance des Pays de Son Altesse: mais Elle desiste aussi des poursuites du Procès qu'Elle avoit intenté devant le Conseil Imperial Aulique contre la Sérénissime Maison de Holstein-Plöen.

V. Touchant les Unions, Pactes de Famille, & autres Conventions faites jusqu'à l'an 1675. comme aussi touchant la Communauté, on se tiendra à la coutume y pratiquée, & à la lettre des Traitez de Westphalie, du Nord, & de Fontainebleau: & de la part de Sa Majesté Danoise on n'exigera jamais les Rentes de la Chambre de Finances & les Contributions, dont on lui puisse être en arriere dans lesdits Pays.

VI. Quant aux autres Griefs, on en traitera à l'amiable, ou par voye de Justice ordinaire, en cas qu'on n'en pût convenir par composition, & on s'abstiendra de part & d'autre de toute Contravention de ceci, & de la voye de fait.

VII. On échangera les Ratifications de ce Traité ici à Altena en 14. jours à compter de la date de la signature, & immédiatement après, ou en huit jours au plus tard, on fera effectivement & immanquablement la susdite Restitution.

En foi de quoi ont été dressez deux Exemplaires de la même teneur de ce Traité, qui ont été signez, munis des Seaux, & donnez aux deux Parties. Fait à Altena le 20. de Juin 1689.

Re

ANNO 1689. Revers und Versicherung von den Churfürstl. Sächsischen und Brandenburgischen Abgesandten an des Hertzog von Holstein Gottorff Durchl. bey Schliessung des Altonaischen Friedens ausgefertigt / deß Innhalts / daß die Pfand-Insul und Aembter Fehmern/Trembßbuttel und Steinhorst Ihro Durchl. totaliter sollen restituirt werden. Altona den $\frac{20}{30}$. Junii 1689. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. vierter Abtheil. Absatz. X. num. CI. pag. 225.]

C'est à-dire,

Revers donné par les Ministres Electoraux de SAXE *& de* BRANDEBOURG, *au Serenissime Duc de* HOLSTEIN GOTTORP, *portant que les Bailliages engagés de* Fehmeren, Trembsbuttel, *&* Steinhorst, *lui doivent estre pleinement restitués. Altena le $\frac{20}{30}$. Juin 1689.*

Zu wissen/ demnach bey vorgehabtem Schluß hiesiger langwieriger Tractaten zwischen Dero zu Dännemarck und Norwegen Königlichen Majestät und des Herrn Hertzogs zu Holstein-Gottorff Fürstl. Durchl. es wegen gesuchter wieder-Einräumung der hiebevor verschriebenen Pfand-Insul und Aembter Femern/ Tremsbüttel und Steinhorst / an Seiten der Königl. Dänischen Ministrorum solche Difficultäten gegeben/ daß sie aus Mangel bedürfftiger Instruction den Tractat zu signiren angestanden/ die Fürstliche Hollsteinische Gottorffische Ministri aber von der total-Restitution nicht abstehen/ noch den projectirten Receß anders unterzeichnen wollen/ als daß ihres gnädigsten Herren Durchleucht auch wegen obgedachter Insul und Aemter völlig versichert/ daß zu facilitirung dieses hoch-importanten Wercks/ Namens unserer gnädigsten Herren/ der Churfürsten zu Sachsen und Brandenburg Churfürstliche Durchleucht Durchleucht beneben st übrigen zu diesen Tractaten bevollmächtigten Ministris über uns genommen und versprochen/ in solche Wege es zu richten und zu verschaffen/ daß Ihro Fürstlichen Durchleucht dem Herren Hertzogen zu Hollstein-Gottorff/ obgedachte Insul und Aemter Femmern/ Tremsbüttel und Steinhorst/ nach dem Verlauff der Executions-Zeit mit und neben dero andern Landen zugleich ohne einige Beschwerde und Entgeld/ Schuld-und Pfandfrey/ totaliter restituirt und eingeräumet werden sollen/ massen hochgedachte Ihre Churfürstl. Durchl. Durchl. nebst Ihro Kaiserl. Majestät auch dero zu Groß-Britannien Königlichen Majestät und die Hochmogende Herren General Staaten der Vereinigten Niederlanden dabey zu höchstgedachter Ihro Fürstl. Durchl. völligen Restitution nachdrücklich concurriren/ und zulängliche Mittel/ selbige würcklich und dergestalt/ daß des Herren Hertzogen Durchl. zum völlig-ruhigen Besitz u. Genuß der besagten Insuln und Pfand-Aembter/ wann auch gleich des Printzens Consens intra terminum nicht erfolgen solte/ gelangen/ und selbige ebenfals propria autoritate alsdann ergreiffen mögen/ zur Hand nehmen/ auch davon nicht ehender/ biß solches würcklich beschaffet/ und/ dafern solches intra terminum nicht zu Werck gerichtet werden könte/ des Herren Hertzogen Durchleucht wegen sothanen Verzugs indemnisiret worden/ desistiren noch ablassen werden/ wie dann Ihro Churfürstl. Durchl. Durchl. mit obbenanuten Puissances endlich vor diese Forderung stehen/ und des Printzen Georgen Hoheit zuvergnügen über sich nehmen/ damit solchergestalt die von des Herren Hertzogen Durchl. an Ihre Königliche Majestät und des Printzen Georgens/ Hoheit gegebene Obligationes nach der Zahlung extradiret und gäntzlich cassiret und auffgehoben seyn und bleiben mögen. Signat. Altona den 20. [10] Junii 1689.

Revers So der Hochmögenden General Staaten Minister bey den Zwischen der Cron-Dännemarck / und dem Fürstl. Hauß Holstein Gottorff sub eodem dato & loco geschlossenen Tractaten an die Fürstliche Gottorffische Ministros herausgegeben / deß lauts / daß die Pfand-Insul und Aembter Fehmern / Trembsbuttel und Steinhorst Ihro Durchl. dem Hertzog zu Holstein-Gottorff totaliter restituiret werden sollen Altona den $\frac{20}{30}$. Junii 1689. [Copie communiquée par un Ministre de Dannemark.] ANNO 1689.

C'est-à-dire,

Revers donné aux Ministres de HOLSTEIN GOTTORP, *par le Ministre de L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Pas, portant que les Bailliages de* Fehmeren, Trembsbuttel, *&* Steinhorst *doivent être entierement restitués au Serenissime Duc de Holstein Gottorp. Altona le $\frac{20}{30}$. Juin 1689.*

Zu Wissen. Demnach bey vorgehabten Schluß hiesiger langwürigen Tractaten/ zwischen dero zu Dennemarck-Norwegen etc. Königl. Majestät und des H. Hertzogen von Hollstein-Gottorff Fürstlichen Durchleucht es wegen gesuchter wiedereinraumung der hiebevor verschriebenen Pfandt-Insul und Aembter / Fehmern / Trembs-büttel undt Steinhorst/ an seiten der Königlichen Dänischen Ministrorum. solche difficultät gegeben/ daß sie auß mangel bedürfftiger Instruction den Tractat zu signiren angestanden/ die Fürstl. Hollstein-Gottorffische Ministri aber von der totalen Restitution nicht abstehen/ noch den projectirten Recess anders unterzeichnen wollen/ alß daß Ihres Gnädigsten Herren Durchl. auch obgedachter Insul undt Aembter völlig versichert; daß zu facilitirung dieses hoch importanten werckes/ nahmens Ihrer Königl. Majestät zu Groß-Britannien undt Hochmögenden der HH. General-Staaten der Vereinigten Niederlanden/ nebenst übrigen zu diesen Tractaten bevollmächtigten Ministris, über mich genommen undt versprochen/ in solche wege es zu richten und zu verschaffen/ daß Ihr. Fürstl. Durchleucht dem Hertzogen zu Holstein-Gottorff obgedachte Insul und Aemter/ Fehmern/ Trembs-büttel und Steinhorst/ nach dem verlauff der Executions-zeit/ mit undt neben dero anderen Landen/ zugleich/ ohne einige dero beschwerde undt entgelt/ schuldt-und pfandt-frey/ totaliter restituiret und eingeraumet werden sollen: maßen Hochstged. Ihr. Königliche Majestät und auch ermelte Herrn General-Staaten/ nebst Ihro Käiserl. Majestät undt beide Herren Commediatores Churst. Churst. Durchl. Durchl. dabey zu Höchstgedachter Ihr. Fürstl. Durchl. völligen Restitution nachdrücklich concurriren undt zulängliche mittel/ selbige würcklich und derogestalt/daß des H Hertzogen Durchl. zu völligen ruhigen besitz und genuß der besagten Insul und Pfandt-Aembter/ wan auch gleich des Printzen Georgen zu Dennemarck Hochheiten Consens intra terminum nicht erfolgen solte/ gelangen/ undt selbige ebenfals propria authoritate alsdan ergreiffen mögen/ zur hand nehmen/ auch davon nicht ehender/ bis solches würcklich beschaffet/ und dafern solches intra terminum nicht zu wercke gerichtet werde könte/ des Herrn Hertzogen Durchl. wegen sothanen verzug indemnisiret worden/ desistiren noch ablassen werden: Wie dan Ihr. Königliche Majestät undt Ihre Hochm. nebst obgenanten Puissancen endlich vor diese forderung stehen/ und des Printzen Georgen Hochheit zu vergnügen über sich nehmen/ damit solcher gestalt/ die von des H. Hertzogen Durchl. an Ihre Majestät und des Printzen Georgen Hochheit gegebene Obligationes nach der zahlung extradiret und gäntlich cassiret undt auffgehaben seyn und bleiben mögen. Altona den $\frac{20}{30}$. Junii. 1689.

O. V. HEEMSKERCK.

Acte par lequel Son Altesse Royale le Prince GEORGE DE DANNEMARCK, *cede & transporte au Serenissime Duc de* HOLSTEIN GOTTORP

ANNO 1689.

TORP, *l'Isle de* Fehmern, *& les Bailliages de* Trembsbuttel *&* Steinhorst. *Faite à Hamptoncourt le 9. Juillet* 1689. [Copie Manuscrite, communiquée par un Ministre de Dannemarck.]

SON Altesse Royale Monseigneur le Prince George de Dannemarc a eu communication du contenu du III. Article du Traité d'Altena, par lequel la Mediation se charge de fournir les moyens pour contenter Son Altesse Royale de la somme capitale pour laquelle l'Isle de Fehmern & les deux Bailliages de Tremsbuttel & Steinhorst ont été mises en hypotheque, au remboursement de laquelle somme Sa Majesté le Roi de Dannemarc ne doit pas être obligé de contribuer aucune chose, la Mediation promettant de procurer le consentement de Son Altesse Royale, afin que ladite Isle avec lesdits deux Bailliages soient restitués de ladite maniere à Son Altesse Mr. le Duc de Holstein Gottorp, degagés de toute prétention, dette ou Hypotheque, que Son Altesse Royale y pourroit avoir.

Son Altesse Royale fortement persuadée qu'il est de la derniere importance au public dans la presente Conjoncture, que par l'entiere Execution du Traité d'Altena la Paix soit affermie dans le Nord, aprouve tout ce qui a été stipulé dans ledit troisieme Article, pour ce qui la regarde, & quoi qu'elle avoit eu raison de ne se defaire pas de ses Hypotheques, avant que la Mediation lui ait fait avoir la satisfaction promise, si est-ce que pour faciliter une affaire de si grande conséquence, elle se repose entierement sur la parole de la Mediation, & à la requisition de Sa Majesté le Roi d'Angleterre, elle a consenti, comme en vertu de ces presentes elle consent que Monsieur le Duc de Holstein Gottorp r'entre d'abord dans la possession de l'Isle de Fehmern & des deux Bailliages de Tremsbuttel & de Steinhorst, qu'elle lui rend libre de toute sorte d'engagement de dette, ou d'hypotheque, l'acquitant des trois-cens mille écus pour lesquels lesdites Terres sont engagées. En foi de quoi Son Altesse Royale a bien voulu signer ceci de sa main & de son Sceau. Fait à Hamptoncourt le 9. Juillet 1689.

GEORGE.
(L.S.)

Ihro Kayserlichen Majestät LEOPOLDI Guarantie über den vorhergehenden Altonaischen Tractat. Augspurg den 24. October 1689. [LUNIG Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Cont. II. Vierter Abtheilung X. Absatz pag. 226. num. CIV.]

C'est-à-dire,

Garantie de l'Empereur LEOPOLD *sur le Traité d'Altena. Donnée à Ausbourg le 26. Octobre 1689.*

WIr Leopold von GOttes Gnaden / erwehlter Römischer Käyser / zu allen Zeitten Mehrer des Reichs &c. &c. bekennen mit diesem Brieff und thun kund allermänniglichen; Demnach wir / so wohl aus eigener Käyserl. Sorgfalt / als auf gebührendes Ansuchen Churfürsten / Fürsten und Stände des Reichs uns von Anfang her / mit unermüdetem Fleiß angelegen seyn lassen / damit die vor einigen Jahren zwischen dem (Tit.) König in Dennemarck / und dem (Tit.) Hertzog zu Hollstein-Gottorff entstandene schwere Mißhelligkeiten in der Güte verglichen und beygelegt werden möchten / zu dem Ende auch uns / auf belieben hochgedachten Königs in Dennemarck / und des Hertzogen zu Hollstein-Gottorff &c. &c. mit Zuziehung der beyden Chur-Fürsten zu Sachsen und Brandenburg &c. &c. der Mediation unterzogen / und es endlich / durch göttliche Gnade und Beystand / auch kräfftige Mitwürckung / nicht allein jetztgedachter beyder Churfürsten &c. &c. sondern auch anderer des allgemeinen Ruhestandes liebenden Königen / Fürsten und Potentien / dahin gebracht / daß zwischen beyder Theilen gevollmächtigten Ministris, unterm 20. (30) Jun. nechsthin zu Altona, ein gewisser Tractat verglichen / geschlossen / unterschrieben / und nachgehends von beyderseits Principalen ratificirt worden. Und wir nun umb Ubernehmung der Guarantie, zu mehrerer Befestigung sothanen Vergleichs / und der darob dependirenden innerlichen Ruhe und Sicherheit / belanget worden / auch uns erinnern / welchergestalt wir uns vor Schliessung der Tractaten gegen beyde Theile anerbiethig gemacht / daß wir demnach die Præstirung sothaner Guarantie über jetztgemeldten Tractat übernommen / übernehmen auch dieselbe hiemit also und dergestalt / daß wir obberührten Vergleich / in allen seinen Puncten / Clausuln / Inhalt / Meinund Begreiffungen / kräfftiglich guarantiren / und handhaben / und darwider nichts geschehen lassen / sondern da von einem oder andern / wider Vermuthen / dargegen / oder gegen diejenige / welche denselben befördern geholffen / deswegen über kurtz oder lang / etwas vorgenommen werden wolte / wir alsdann dem Parti læsæ, gegen dem Ubertreter / und Turbatorem nachdrucklich und mit Macht assistiren und beyspringen / auch sonsten nichts unterlassen wollen / was zu beständiger Beybehaltung sothanen Vergleichs / und des dadurch in Norden stabilirten Ruhestands / gedeyen kan; der ungezweiffelten Zuversicht / daß auch die übrige / so bey diesen Tractaten / durch ihre Vermittelung und Officia concurrirt / und dabey interessirt seyn / auf solchen unverhoffenden Fall ein gleichmässiges præstiren / und uns darunter die hülffliche Hand biethen werden. Urkund dessen / von uns eigenhändig unterschriebenen / u. mit Unserm Kayserl. Secret-Insiegel betruckten Brieffs: So geschehen zu Augspurg / den 26. Octobre 1689.

LEOPOLD.

Vt. Sebastian Wunibaldt Erb-Truchses, Graff zu Zeil.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis.

C. F Consbruck.

CXV.

5. Juillet.

Erneurte Allianz zwischen Ihro Kayserlichen Majestät Leopold I. und dem Löblichen Fränckischen Crayß / wodurch Ihro Kayserlichen Majestät bemeldten Crayß in Ihre Protection und Special Guarantie nehmen und wider allen unbilligen Gewalt zu schützen versprechen / der Crayß hingegen eine gewisse Anzahl Trouppen und Geld zu fourniren sich obligiret. Wien den 5. Junii. 1689. [LONDORPII *Acta Publica* Part. XIV. Libr. XV. sub Cap. VII. num. V. pag. 312. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæ*. Tom. XIII. pag. 670.]

C'est-à-dire,

Alliance renouvellée entre LEOPOLD I. *Empereur des Romains, & le Louable* CERCLE DE FRANCONIE, *par laquelle Sa Majesté Imperiale reçoit ledit Cercle en sa Protection & speciale Garantie, prometant de le defendre contre toute injuste violence. En échange dequoi le Cercle s'oblige à lui fournir un certain nombre de Troupes Auxiliaires, avec un certain Subside en argent. A Vienne le 5. Juillet 1689.*

Nach-

Anno 1689.

NAchdeme der löbl. Fränckis. Cräyß / bey gegenwärtigem Nothstand und Frantzös. theils friedbrüchiger Weise abgedrungenen allgemeinen Reichs-Krieg / bey Ihro Käyserlichen Majestät allerunterthänigst angesuchet / die ehedessen mit deroselben zu Laxenburg und Augspurg auffgerichtete Bündnüsse auf gewisse masse / auch auff die jetzige gefährlichen Conjuncturen zu extendiren / mit dem allerunterthänigsten Erbiethen / in eine ansehnliche Armatur sich zu setzen / und selbige auß eigenen Mitteln zu unterhalten / wann man dagegen von allen Winter-Quartieren / Belegung und weitern Præstationen / befreyet seyn würde / die Campagne unter der Käyserl. Generalität Ober-Commando und Anführung wider den declarirten Feind operiren zu lassen. Worauff zwar Ihre Käyserliche Majestät so schrifft- als mündtlich / auch durch dero geheimbde Ministros, mit mehrerm allergnädigst bezeuget haben / daß sothane Aliantz-Erneurung und auff gegenwärtige geschwinde Zeiten und Läuffte einrichtende Bündnüß Ihro allerding angenehm seye; Ein groß Bedencken aber allein in deme / daß durch den langwührigen bestrittenen schweren Türcken-Krieg / die Geld-Mittel erschöpffet / und nun zu Schutz- und Rettung des Heiligen Römischen Reichs abermahlen unerschwingliche grosse Kosten erfordert würden / auch in Ansehung des Cräyses gegen den Rhein nahe gelegener Situation und der Ungewißheit des Krieges-Lauffs / eine gantz versicherte Befreyung (so geneigt erbietig man auch sey / es ohne die äusserste Noth keines weges geschehen solle /) von Käyserl. Winter-Quartieren zu versprechen; Dannenhero Ihre Käyserliche Majestät allergnädigst verlangeten / daß Fürsten und Stände des Fränckis. Cräyses ihre auf den Beinen allbereit habende Zahl Regimenter / angebottener massen unterhalten / und zur Käyserl. Armee stossen / über diß aber auch jedes Jahr mit einer ergiebigen baaren Geld-Summa / ihnen selbsten und dem gesambten Vatterland zum besten / sich angreiffen / und selbe auf gewisse Ziehl in die Käyserl. General-Kriegs-Commissariat-Cassen einschicken / oder allen unverhofften Falls / bey erfolgender Einlogirung Kayserlicher Völcker und deren Natural-Verpflegung / die Abrechnung stellen möchten; Als ist endlichen der Schluß zwischen denen hierzu Deputirten Käyserl. Geheimen Räthen an einem / und denn des Löbl. Fränckischen Cräises an dem Käyserl. Hoff accordirten Abgesandten andern Theils / auff nachfolgende Weise verabredet und beliebet worden:

1. Nehmen Ihro Käyserliche Majestät den Fränckischen Cräyß samt und sonders mit allen incorporirten Fürsten und Ständen / Landen und Leuten / bey diesem gefährlichen Reichs-Stande sowol wieder äusserlich / als innerlichen Gewalt / Uberzug und Betrangnuß / auch alle wiederrechtliche Zumuthung / wie die Nahmen haben mögen / in Dero Käyserliche Macht-Schutz / Protection und Particular Garantie, und wollen keines weges gedulten noch nachsehen / daß jemand es seye Freund oder Feind / van Käyserl. oder andern Trouppen / unter was Schein und Vorwand es auch seyn möchte / erwehntem Cräyse das allergeringste wieder Gebühr abfordere / oder mit Winter-Quartieren / Still-Lägern / Stand-Quartieren / unnöthigen irregulirten Durch-Zügen / Streiffereyen / unzuläßigen Vergewaltigungen / so der Billigkeit / denen Reichs-Constitutionen und diesem Tractat zu wieder lauffen thäte / Beschwerlichkeit und Beläſtigung verursache / und wollen Ihre Käyserliche Majestat die allergnädigste Verordnung ergehen lassen / daß dieser Tractat und garantirter Alliantz-Schluß unverlängt an die übrige Reichs-Cräyse und gesamte armirte Chur- und Fürsten zur Nachricht kund gemacht werde.

2. Versicheren Ihre Käyserliche Majestät an Dero nachgesetztes General Kriegs-Commissariat die gemessene Ordre ergehen zu lassen / diesen Recess in allen seinen Articulen und Clausulen zu halten / und den löbl. Cräyß hierwieder nicht zu beschweren / noch zu beleidigen.

3. Lassen Ihre Käyserliche Majestät sich auch pro conditione speciali gefallen / wann Fürsten und Stände von außländischen Feinden oder einheimischen Statibus hostiliter angefochten werden wolten / ihnen gleichfalls / neben denen drey Cräyß-Regimentern / und soviel Käyserlichen Völcker / als hier zu nöthig / mit absonderlicher Zuziehung der beeden Würtzburgischen Regimenter / allen wiedrigen Gewalt damit abhalten zu helffen / neben der General- und Special-Protection zum nachdrucksamen Beystand zu erscheinen.

4. Da aber unumbgänglich eine wiedrige Kriegs-Beschaffenheit allem bösen Anschein zu entgehen erfordern solte / den Rhein zurück und herüber zu passiren / so ist allenfals verabredet worden / daß auff solchen Fall von denen Käyserlichen Regimenteren / theils zu Fuß und theils zu Pferd / doch nicht mehr in den Fränckischen Cräyß verleget werden sollen als 6. Regimenter / doch solche mehr zu verstärcken um disseit Rhein überwintern zu lassen / wird sich der Fränckische Cräyß nicht entgegen seyn lassen / noch einem und anderm Regiment das Dach und Fach / ohne Abzug des verwilligten Quanti herzugeben.

5. Gleichwie hingegen Fürsten und Stände des Fränckischen Kräyses die allergnädigste Käyserliche Verwilligung der Alliantz-Erneuerung und deren Extension, auch für das gantze Reich tragende hohe Vorsorge und Schutz mit allerunterthänigstem Danck erkennen; Also versprechen sie hiermit förderlichsten / alle Dero 3. Regimenter in dem bißherigen Completen Stand noch ferner zu erhalten / und in allen Feld-Zügen unter Ihre Käyserlichen Majestät Armee mit agiren zu lassen / auch dieselbe / nebst der obhabenden Kräyß-Pflicht / mit Abschwörung des Juraments an Ihre Käyserliche Majestät und Dero Generalität Dispensation anweisen und untergeben / doch daß sie auch in allen denen Käyserlichen Völckeren zugehenden Vortheilen und Emolumenten gleich consideriret werden / auch dem Cräyß allezeit eigenthumlich verbleiben / und denen Obristen die Jurisdiction über die Völcker gebühren soll.

6. Hingegen verbindet sich der Cräyß / weilen Ihre Käyserliche Majestät verwilliget / für die 3. Regimenter alle Feld-Züge das Commiß-Brod auß Dero Proviant-Ambt und Magazin verabfolgen zu lagen / in rechtmäßig-zulänglicher Quantität an Korn oder Mehl zeitlichen zu ersetzen / auch auff erforderten Fall jedesmahl ergiebiege Quantität dessen zu anticipiren.

7. Hat man bedungen / daß die 3. Regimenter jedesmal über Winter / daferne sie nicht mit einigem Vortheil in hostico verbleiben konnen / zurück in den Cräyß zu ihren Ständen und angehörigen andern Orten verleget und einlogiret werden sollen.

8. Weilen aber auch bekandt / mit was schweren und zweyfachen Kriegs-Kosten Ihro Käyserliche Majestät der Zeit beladen / so erkläret sich der Cräyß / Ihro Käyserlichen Majestät und dem gemeinen Reichs-Wesen zu Diensten / mit einen Vorschuß auff 3. Jahr nach ein ander mit 507060. fl. jährlich an Handen zu gehen / und baar entweder an die Käyserlichen Kriegs-Cassa abzustatten / oder / da es die unumgängliche Noth je nicht anders leiden wolte / gegen andere Natural-Außzahlung und Kosten abzurechnen.

9. Jedoch aber anderst nicht / als in gewissen Zahl-Fristen zu erlegen; dahero sie erbiethig seynd / damit den Anfang zu machen / bey Eingang künfftigen Monaths Novembr. mit 100000. fl. zu Ende künfftigen Jenners mit 200000. fl. wiederum zu Ende Martii mit 100000. und endlichen mit dem Rest der Verwilligung bey dem Auffbruch der Militz auß denen Quartieren beyhalten / wobey auch außdrücklich zum Schluß kommen ist /

10. Daß die künfftige verabfassende Ordonnantzen mit allen Clausulen und Articulen auff das genaueste beobachtet / und deren Inhalt / soviel als von Wort zu Worten / krafft gegenwärtigen Tractats / als eine unverbrüchliche abgeredte Condition diesem Recess eingetragen seyn solle. Und soll

11. Sein unveränderliches Verbleiben haben / daß der Cräyß über diese 507060. fl. nicht im geringsten angegriffen noch beschweret werden solle; Auch von Käyserlichen Quartieren in Ansehung der angedeuteten Geldgaben / gantz und gar befreyet seyn: Auff dem Fall aber einer nothwendigen Einquartirung etlicher Käyserlichen Völcker / ist abgehandelt worden / daß dieselbe

12. Zwar im Cräyß repartirt / doch aber solcher Gestalt auß einander verleget werden sollen / daß ausser des blossen Obdachs / Lagerstätt / Holtz und Licht / so gut es der Quartiers-Mann vor sich selbst hat / und der Mußquetirer monatlich vor dieses 20. Kreutzer / der Reuter 30. Kreutzer zuzahlen häte / das übrige aber von dem gemeinen Soldaten / nach seinem Belieben und baaren Pfenning erkauffet werden solle.

13. Oder da man verlangen würde / daß neben dem Obdach von dem Quartiers-Mann dem Soldaten / es seye zu Roß oder Fuß / auch täglich 2. Pfund Brod sollen gereichet werden / so wären davon monathlich 45. Kreutzer / als vor das mit Holtz / Licht und Lagerstatt begleitete Obdach und Brod vor einen Fußgänger 1. fl. 5. Kreutzer / vor den Reuter 1. fl. 15. Kreutzer abzuziehen.

14. Dafern aber einige Regimenter in dem Cräyß auff dem Land gar außeinander verleget und repartiret / so hätte

ANNO 1689. te man wie in denen Käyserl. Erblanden gebräuchlich vor ihre Mund-Portionen 3. fl. vor die Pferd-Portion auch 3. fl. monatlich abzurechnen.

15. Es wird aber annoch bedungen / wann etwan durch Mißwachs / oder andere Unfälle / die Victualien / das Geträyd und glatte Futter / auff hohen Werth kriegen thäte / dasselbige nach dem landläuffigen Preiß auff dem Marck angeschlagen werden soll.

16. Damit aber in ein- und andern ein richtiges Reglement wegen der Anzahl der Mund- und Pferd-Portionen / der Ober- und Nieder-Officirer Verpflegung bey denen Regiments-Stäben und Prima planen gesetzet / und aller

17. Mißbrauch verhütet bleibe / so sollen sowohl die Hohe- als Niedere-Officirer weder vor sich noch ihre Knechte noch auch Bagage-Pferd von dem Quartiers-Mann im geringsten nichts / als das blosse Obdach prætendiren / sondern sollen allein von ihrem auß der Käyserlichen Kriegs-Cassa zu empfangen habenden Tractament und Portionen zu leben schuldig seyn; wann aber über solche Ordonnantz etwas erpresset werden solte / so ist Abzug an dero angeführeten Geld-Verwilligung zunehmen.

18. Hat das General Commissariat für die Proviant- und Artellerie auch Munition-Bediente / Knechte und deren Mund- und Pferd-Portionen und Unterhalt / die Nothdurfft zu verschaffen.

19. Ist vor gut angesehen worden / zu männigliches Nachricht die rechtmäßige Regiments Stäbe und Prima Planen / Pferd-Portionen in eine Tabell einzuverleiben / ausser welcher Specification bey denen Repartirungen gar nichts an Kost und Fütterung ohne baare Bezahlung gefolget noch gestanden werden solle.

20. Da aber der leidige Fall einer unvermeidentlichen Einquartierung sich ereignen würde / wollen Ihre Käyserliche Majestät allergnädigst verordnen / daß von der Generalität ein solches zeitlich angekündiget / und vor dem würcklichen Einzug von dem General Commissariat mit des Crayß Deputirten / wegen Emlogie- und Repartirung / die unumgängliche Abrede genommen / und alles auff das genaueste bey denen Zahl-Fristen abgezogen werden solle.

21. Darbey es denn sein Verbleiben haben / und weder Fürsten noch Stände oder dero Beamten und Unterthanen in einige particular Tractaten / Accord und Vergleich einzulassen / nicht verstattet werden solle.

22. Soll in allem gute Disciplin gehalten / und alle Excessen / Unordnungen / auch Vergewaltigungen der Unterthanen / nach dem schärffesten Kriegs-Recht abgestraffet werden.

23. Soll ein jeder sowohl Hoch- als Niederer Kriegs-Officirer und sämtliche Soldatesca zu Roß und Fuß / die treue Disposition, in Repartir- Einthal- und Verwechselung der Quartieren denen Fürsten und Ständen / denen die Städte / Marck-Flecken und Dörffer zugehören / überlassen / und ihnen darinnen keines weges vorgreiffen / sondern die Quartiere / wie solche der Stand anweiset / beziehen / sich mit deme / was verglichener massen assigniret wird / vergnügen / und keine weitere Exactiones vornehmen / widrigen Falls denjenigen / so sich betreten lassen / an seiner Gage es abgezogen werden solle.

24. Wird allen Officirern untersaget / daß zu denen Recrouten und Werbungen keine würckliche Haußgesessene und Unterthanen gezogen / und da ein- oder anderer hintergangen und vergewaltiget werden / solle Er / auff Begehren / so bald ohne Entgelt gefolget werden.

25. Bedingen sich Fürsten und Stände wegen der in den Crayß geschehenen Marsch- und Remarschen / so sie ohne rechtmäßige Bezahlung unmöglich länger ertragen können / daß gleichwie Ihro Käyserliche Majestät in Dero Erb-Königreichen und Landen dergleichen Durchzugs-Kosten an denen Verwilligungen abzuziehen gestatten / also auch fürterhin von primo künfftigen Novembris an / die im Crayß darauff gehende sehr nahmhaffte Consumptionen solcher gestalten gleichfals zu decourtiren / wie in denen Laxenburgischen und anderen Tractaten herkommen ist / zu mehrer Uhrkund rc. rc. Wien den 5. Julii 1689.

Août.

L'ANGLETERRE ET LES PROVINCES UNIES.

CXVI.

Traité d'Amitié, & d'Alliance entre GUILLAUME III. *Roi de la Grande Bretagne & Messieurs les Estats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *du mois d'Août*, 1689. [Manuscrit.] ANNO 1689.

IL y aura à l'avenir entre le Roi de la Grande Bretagne & ses Successeurs Rois de la Grande Bretagne & leurs Royaumes d'une part, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas d'autre, & leurs Etats, Terres, & Sujets reciproquement une sincere, ferme, & perpetuelle Amitié, & bonne correspondance, tant par Mer que par Terre, en tout & par tout, tant dehors que dedans l'Europe.

Et pour mieux assurer cette Amitié & bonne correspondance & ôter toutes les difficultés, qui pourroient naître entre les deux Parties, sous quelque prétexte que ce soit, il est arrêté & convenu entre ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne; & lesdits Seigneurs Etats Generaux, que tous les Traités de Paix, d'Amitié, d'Alliance, Confédération, Commerce, & de Marine, ci-dessous nommez & mentionnés seront approuvés & confirmez de part & d'autre, à sçavoir le Traité de Paix & de Confederation, conclu à Breda le $\frac{21}{31}$ Juillet 1667.

Le Traité de Navigation & de Commerce conclu en même tems & lieu.

Le Traité de Paix & d'Amitié conclu à West-Monster le $\frac{9}{19}$ Février $167\frac{3}{4}$.

Le Traité de Marine conclu à Londres le 10. d'Octobre 1679. avec une Declaration expliquant plusieurs Articles dudit Traité de Marine du 17. Février $166\frac{7}{8}$ conclu à la Haye le $\frac{20}{30}$ Decembre 1675.

Article pour prevenir ou composer les Disputes qui pourroient arriver entre les Compagnies des Indes Orientales d'Angleterre & de Hollande, conclu à Londres le $\frac{8}{18}$ Mars $167\frac{4}{5}$.

La Ligue défensive concluë à Londres le 3. jour de Mars $167\frac{7}{8}$.

Le Traité de Concert pour les Flottes d'Angleterre & d'Hollande conclu le 29. d'Avril 1689.

Le Traité pour défendre le Commerce avec la France conclu le $\frac{12}{22}$ d'Aoust 1689.

Comme lesdits Traités, & tous & chacuns les Articles d'iceux sont effectivement approuvez & confirmez par ce présent Traité & demeureront en leur premiere force & vigueur, comme s'ils y étoient inserez de mot à mot, entant qu'ils ne contredisent ni dérogent les uns aux autres, ou au present Traité; de telle maniere que les points & matieres stipulées par un Traité plus nouveau seront accomplies dans le tems dont il sera convenu, sans avoir égard à un Traité plus ancien. De plus il y aura entre Sa Majesté & ses Successeurs, & les Seigneurs Etats Generaux, leurs Sujets & Inhabitans reciproquement, une Alliance étroite & fidéle Confédération, pour se maintenir & conserver mutuellement l'un & l'autre, en la tranquillité, Paix, Amitié & Neutralité par Mer & par Terre, & en la possession de tous les Droits, Franchises, & Libertez, dont ils jouissent, ou ont Droit de jouïr, ou qu'ils leur seront aquis, ou qu'ils s'aquerront par des Traités de Paix, d'Amitié, & de Neutralité, qui ont été faits ci-devant, ou qui seront faits ci-aprés conjointement & de concert avec d'autres Rois, Republiques, & Villes, le tout pourtant dans l'étenduë de l'Europe seulement, & ainsi, ils promettent & s'obligent de garantir reciproquement non seulement tous les Traitez que Sa Majesté ou ses Prédécesseurs & lesdits Seigneurs Etats Generaux, ont déja fait avec d'autres Rois, Republiques, Princes & Etats, lesquels seront exhibez de part & d'autre avant l'échange de Ratification, mais aussi tous ceux qu'ils pourront faire ci-aprés de consentement & de commun concert, & de se défendre, s'assister, & conserver mutuellement dans la possession des Terres, Villes, & Places, qui appartiennent présentement & appartiendront ci-apres tant à Sa Majesté & ses Successeurs les Rois de la Grande Bretagne qu'auxdits Seigneurs Etats Généraux, lesdits Traitez, en quelque endroit que les Terres, Villes & Places soient situées, qu'en cas que en tout ce que dessus Sa Majesté & lesdits Etats Généraux, viennent à être troublez ou attaquez par quelque hostilité ou Guerre ouverte, par qui ou sous quelque pretexte que ce puisse être, auquel cas on se gouvernera de part & d'autre selon ce qui est ci-dessus stipulé dans les Traitez susdits conclus le 3. Mars $167\frac{7}{8}$.

Et comme ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & lesdits Seigneurs Etats sont présentement en Guerre

ANNO 1689. Guerre contre le Roi T. C. & que lesdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & Etats Généraux, se trouvent dans une obligation reciproque de s'entr'aider & défendre, de maintenir & de conserver reciproquement leurs Païs & Sujets dans leurs possessions, immunitez & Libertez, de Navigation & de Commerce, & autres Droits quelconques, tant par Mer que par Terre, envers & contre tous Rois, Princes & Etats, & particulierement contre ledit Roi, & afin de pouvoir mieux parvenir à une Paix juste & raisonnable, qui pourroit établir le repos & la tranquillité de l'Europe, il est convenu entre lesdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & lesdits Seigneurs Etats, qu'il ne pourra être fait par aucun desdits Alliez aucune suspension d'Armes, Tréve, ou Paix avec ledit Roi T. C. ni avec un autre Roi, Prince, & Etat, par lequel l'un ou l'autre desdits Alliez seroit troublé ou attaqué, que conjointement ou d'un commun consentement.

Et comme ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & lesdits Seigneurs Etats Généraux sont déja entrez dans un Traité de concert, pour faire agir leurs forces pendant cette année, contre ledit Roi T. C. il est arrêté & accordé, qu'ils conviendront au plutôt d'autres Articles & stipulations, pour le dénombrement, & l'emploi de leurs Troupes & Vaisseaux de guerre de telle maniere qu'il sera trouvé le plus à propos pour agir, avec d'autant plus de succés, contre l'Ennemi commun.

De plus il est convenu entre ledit Seigneur Roi & lesdits Etats, que si après que la Paix aura été faite avec le Roi T. C. conjointement & d'un commun consentement, comme il est stipulé ci-dessus, & que par après l'une ou l'autre Partie vienne à être attaquée derechef par le Roi T. C. le cas écheant, le Traité d'Alliance & de Garantie, conclu à Westmunster le 3. de Mars de l'an 1673 entre l'Angleterre & lesdits Seigneurs Etats, qui est aussi approuvé & confirmé par le présent Traité, subsistera alors en toute son étendue & sera executé dans tous ses Points, & Articles; comme si même ou semblable Traité avoit été fait de nouveau ou depuis la conclusion de la Paix, avec ledit Roi T. C. avec cette variation seulement, que la Guerre arrivant au cas mentionné dans l'Article de ce Traité, aucun desdits Alliez, ne pourra faire aucune suspension d'armes avec ledit Roi T. C. ni autre attaquant, que conjointement ou d'un commun consentement. En ce present Traité seront compris tous les Rois, Princes & Etats, qui voudront y entrer avant l'échange de Ratification, ou six mois aprés du consentement commun desdits Roi & Etats.

Le present Traité sera approuvé & sera ratifié par ledit Seigneur Roi & lesdits Seigneurs Etats Généraux, & les Lettres de Ratification seront delivrées de l'un & l'autre côté en bonne & deüe forme, dans le terme de six semaines ou plutost, s'il se peut. En foi de quoi nous Ambassadeurs, &c. en vertu de nos Pouvoirs respectifs avons signé les présentes & apposé le cachet de nos Armes, à Withal au mois d'Aoust 1689.

CXVII.

15. Août. L'ANGLETERRE ET DANEMARC. *Traité d'Alliance entre* GUILLAUME III. *Roi de la Grand Bretagne &* CHRETIEN V. *Roi de Dannemarc, du 15. Aoust* 1689. (Manuscrit.)

(a) IL sera notoire à un chacun que le Roi de Danemarc & le Roi de la Grand-Bretagne Guillaume III. sont convenus & ont accordé par l'intervention de leurs Ministres de faire une Alliance ferme & stable pour leur sureté mutuelle, & pour cet effet en ont passé préalablement les Articles suivans.

I. Le Roi de Danemarc & de Norvégue promet au Roi de la Grand-Bretagne de lui donner 7000. hommes de ses vieilles Troupes aguerries, armes & bagages pourvues de toutes choses necessaires pour combatre, savoir 6000. hommes de pié & 1000. Chevaux, y compris leurs Généraux & Officiers & de les faire conduire en Angleterre, en Ecosse ou Irlande à la volonté du Roi d'Angleterre, après la Ratification du Traité, sous l'escorte de six Vaisseaux de Guerre montez les quatre premiers de 300. hommes chacun & 40. piéces de Canon, les deux autres de 250. hommes & de 30. piéces de Canon, étans pourveus de vivres & de munitions necessaires, tant pour faire le trajet, que pour combattre. ANNO 1689.

(a) Ce n'est ici apparemment qu'une Traduction.

II. Lesdites Troupes avec leurs Généraux & Officiers seront obligées, de prêter le serment de fidelité au Roi de la Grand-Bretagne pendant tout le tems, qu'elles combatront sous son Etendart, & elles seront obligées d'être sous ses enseignes tout autant de tems qu'il sera enveloppé dans la présente Guerre, bien entendu cependant, que si le Roi de Danemarc avoit la Guerre chez lui, ou que quelque Prince ou Etat la lui declarât, le Roi de la Grand-Bretagne sera obligé de lui renvoyer lesdites Troupes à sa réquisition, le plus promtement qu'il se pourra, & ce dans le terme de trois mois tout au plus, à ses propres dépens, & de le secourir lui-même tant par Mer que par Terre.

III. Qu'il sera permis au Roi de la Grand-Bretagne de se servir de ces Troupes, comme des siennes propres, tant que la Guerre le requerra, & qu'il ne les séparera pas, sans une necessité évidente.

IV. En suite il a été convenu, que lesdites Trouppes obeïront au Commandement du Duc de Schomberg, ou à tel autre Général, que le Roi de la Grand-Bretagne leur ordonnera d'obeïr, auquel lesdites Troupes se joindront, & que les Généraux & Officiers de Danemarc assisteront au Conseil de Guerre, toutes les fois que quelque expédition le requerra, & donneront leurs Avis comme les Officiers propres du Roi de la Grand-Bretagne.

V. L'administration de la Justice se fera parmi les Trouppes du Roi de Danemarc de même qu'elle se fait dans son Païs, selon les Articles de Guerre & les Droits de Danemarc, sous le Commandement pourtant du Duc de Schomberg, ou tel autre qu'il plaira au Roi de la Grand-Bretagne de donner au Conseil Général.

VI. Toutesfois, comme le transport de ces Troupes ne se pourra faire sans beaucoup de frais & de dépens, le Roi de la Grand-Bretagne promet au Roi de Danemarc la somme de 240. mille ecus, si elles sont obligées de passer en Angleterre ou en Ecosse, mais si le Roi de la Grand-Bretagne veut absolument que ce transport se fasse en quelque Port d'Irlande il donnera 350. mille écus, savoir la moitié de cette somme, après la Ratification du présent Traité, l'autre moitié, lors que lesdites Troupes seront arrivées au Port destiné & que l'argent sera compté à Hambourg en bonne & valable monnoye; pour l'effet de quoi on baillera de bons & valables Répondants.

VII. Ensuite le Roi de la Grand-Bretagne promet aux Généraux, Officiers, & Soldats, qui seront envoyez par le Roi de Danemarc, pareils gages & payes, qu'il donne à ses Généraux, Officiers, & Soldats, tout autant de tems qu'ils seront dans son service & qu'ils seront en tout égaux aux Anglois, lors qu'ils combatront dans son Royaume, & en cas qu'ils soient obligés de combatre ailleurs, ils se contenteront de la paye d'Allemagne ou de Hollande, leur paye commencera le jour que lesdites Troupes arriveront au Port destiné, duquel tems le Roi de Danemarc ne sera point tenu de tout le dommage & de toute la diminution, qui arrivera auxdites Troupes après leur arrivée audit Port; & tous les frais tomberont sur le Roi de la Grand-Bretagne de quelque nature qu'ils puissent être, pour cet effet on prendra des Commissaires de part & d'autre, comme on est accoutumé en Angleterre, qui les compteront devant & après, sans aucune diminution.

VIII. La Guerre étant finie, le Roi de Danemarc voulant ravoir ses Troupes, le Roi de la Grand-Bretagne sera tenu de les lui rendre dans trois mois tout au plus, après en avoir reçu la signification, & il sera tenu de les lui renvoyer en pareil nombre qu'il les aura prises; & s'il n'y a pas lieu de les renvoyer effectivement, le Roi de la Grand-Bretagne sera obligé de paier au Roi de Danemarc pour chaque Soldat 18. escus, & pour chaque Cavalier 60. ecus; Pour ce qui regarde le retour des Troupes en Danemarc les deux Rois conviendront de cela entr'eux, lors qu'ils passeront le Traité d'une ferme Alliance.

IX. Enfin lesdits Rois, sont convenus & accordez entr'eux de commencer leur étroite Alliance, aussi-tôt à la Ratification dudit Traité, qui doit être

faite

ANNO 1689. faite dans un mois ou plûtôt, & ils tâcheront par toutes sortes de moyens, & travailleront incessamment & sans interruption, de parvenir à leur but, & à leur fin.

Ausquelles choses ci-dessus mentionnées les Parties ont donné créance par leur seings & leurs Seaux, & ainsi l'ont juré & promis. Fait le 15. d'Aoust 1689.

CXVIII.

[illegible] Août. *Traité & Convention entre* GUILLAUME III. *Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Estats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour l'Union & le Concert de leurs Armes contre la France, & principalement pour interdire toute sorte de Commerce ou Trafic avec les Sujets du Roi T. C. non seulement de la part de l'Angleterre & des* PROVINCES-UNIES, *mais aussi de la part des Sujets des autres Rois, Princes, ou Estats.* A Wittehall *le* [illegible] *d'Aoust* 1689. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale. Fasc. 23.]

D'Autant que le Roi Tres-Chrétien a declaré la Guerre aux Estats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, & autres Alliez du Roi de la Grande Bretagne, & que le Roi de la Grande Bretagne l'ayant declarée au Roi T. C. il importe audit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & auxdits Seigneurs Estats Generaux, de faire le plus de dommage qu'il sera possible, à l'Ennemi commun, pour le reduire à une Paix juste & raisonnable, & à des conditions qui pourront retablir le repos & la tranquilité de la Chretienté, & comme pour cela, il est necessaire qu'on employe toutes ses forces & particulierement qu'on fasse en sorte, que tout Commerce & Trafficq avec les Sujets dudit Roi T. C. soit effectivement rompu & interdit, pour ôter audit Roi & à ses Sujets, les moyens de fournir à une Guerre, qui pourra autrement par sa durée estre tres nuisible, & causer une grande effusion de sang Chrestien, & Sadite Majesté de la Grande Bretagne & lesdits Seigneurs Estats Generaux ayant pour mieux y parvenir ordonné à leurs Flottes de faire voile vers les Costes de France, & de bloquer tous les Ports, Havres & Rades dudit Roi T. C.

I. Il est conclu & arresté entre Sadite Majesté de la Grande Bretagne, & lesdits Seigneurs Estats Generaux, qu'il ne sera pas permis aux Sujets dudit Roi, ni desdits Estats avec leurs propres Vaisseaux, ni avec les Vaisseaux d'aucun autre Royaume, Païs ou Estat, de trafiquer, ni de faire aucun Commerce avec les Sujets du Roi T. C. en maniere quelconque, ni ne pourront emmener dans les Ports au Païs dudit Seigneur Roi, ou desdits Seigneurs Estats, ni dans aucun autre Païs, les Marchandises & Denrées des Païs & Terres de l'obeïssance du Roi T. C. ni amener auxdits Païs & Terres aucunes Marchandises ou Denrées quelconques sur peine de Confiscation desdites Marchandises & Denrées, & des Vaisseaux qui y seront employés.

II. Et comme plusieurs Rois, Princes & Estats de la Chretienté sont desja en Guerre contre le Roi T. C. & qu'ils ont desja defendu, ou defendront dans peu, tout Commerce avec la France, il est convenu entre Sadite Majesté de la Grande Bretagne, & lesdits Seigneurs Estats Generaux, que si pendant cette Guerre, les Sujets d'aucun autre Roi, Prince ou Estat, entreprendront de trafiquer, ou de faire aucun Commerce avec les Sujets du Roi T. C. ou si leurs Vaisseaux & Batiments seront rencontrés, faisant voile vers les Ports, Havres, ou Rades, de l'obeïssance dudit Roi T. C. sous un soupçon apparent de vouloir trafiquer avec les Sujets dudit Roi, comme cy-dessus, & si les Vaisseaux appartenants aux Sujets d'aucun autre Roi, Prince, ou Estat, seront trouvés en quelque Endroit que ce soit, chargés des Marchandises ou Denrées pour la France, ou pour les Sujets du Roi Tres-Chrétien, ils seront pris & saisis par les Capitaines des Vaisseaux de Guerre, Armateurs, ou autres Sujets dudit Seigneur Roi de la Grand Bretagne & desdits Seigneurs Estats, & seront reputés de bonne prise par les Juges competans. ANNO 1689.

III. Il est conclu & arresté que ledit Seigneur Roi de la Grand Bretagne & lesdits Seigneurs Estats notifieront au plustost ce Traité & Accord à tous les Rois, Princes & Estats de l'Europe, qui ne sont pas en Guerre contre la France, & que lesdits Rois, Princes & Estats soient en même tems informés, que si leurs Vaisseaux, ou Batiments de leurs Sujets, sortis en Mer avant cette Notification, seront trouvés faisant voile vers les Ports, Havres, ou Rades de l'obeïssance du Roi T. C. ils seront obligés par les Vaisseaux dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & desdits Seigneurs Estats de rebrousser chemin incessamment, & que si les Vaisseaux ou Batiments desdits Rois, Princes ou Estats, ou de leurs Sujets seront rencontrés, faisant voile desdits Ports, chargés des Marchandises ou Denrées de France, lesdits Vaisseaux & Batiments seront obligés de s'en retourner auxdits Ports, & d'y laisser lesdites Marchandises & Denrées, à peine de Confiscation, & qu'en cas que les Vaisseaux ou Batiments desdits Rois, Princes, & Estats, ou de leurs Sujets, sortis en Mer après ladite Notification, seront trouvés faisant voile vers les Ports, Havres, ou Rades de l'obeïssance du Roi T. C. ou des Ports dudit Roi, ils seront saisis & confisqués avec leurs Marchandises & Denrées comme de bonne prise, & quant aux Princes & Alliez, qui sont desja en Guerre contre la France, il est aussi arresté & convenu que Notification leur sera donnée au plustost de ce que dessus, & qu'ils soyent en même tems priés de vouloir concourir à des moyens si necessaires à l'Interest commun & de donner & faire executer des Ordres qui tendent à la même fin.

Ce present Traité sera ratifié par Sa Majesté & lesdits Seigneurs Estats Generaux, & les Ratifications seront échangées, dans l'espace de six semaines, si ce n'est qu'un Traité d'une Alliance offensive & defensive entre Sa Majesté & lesdits Seigneurs Estats Generaux soit conclû & signé avant l'expiration de ce terme, auquel cas, ce present Traité y sera compris & confirmé. Cependant il est arresté, & convenu qu'on ne laissera pas de faire executer de part & d'autre, tous & chacun les Articles de ce Traité, ponctuellement & de bonne foi, de même que si les Ratifications étoient desja echangées. Fait à Wittehal le [illegible] jour d'Août 1689.

Erat signé,

(L.S.) CARMARTHEN P.
(L.S.) HALIFAX C. P. S.
(L.S.) SHREWSBURY.
(L.S.) NOTTINGHAM.
(L.S.) T. WARTON.

(L.S.) A SCHIMMELPENNINO van der OYE.
(L.S.) N. WITZEN.
(L.S.) W. DE NASSAU.
(L.S.) ARNAUT VAN CITTERS.
(L.S.) E. DE WEEDE.

(1) *Article separé.*

IL a été convenu de part & d'autre que Notification sera donnée au plûtôt de ce qui est contenu dans ce Traité, non seulement aux Ministres des Roys, Princes, & Etats interessés qui se trouveront auprès de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Généraux, mais aussi à ceux qui sont aux Cours Etrangeres auprès des Roys, Princes, & Etats respectivement; & de plus, il a été arrêté qu'en cas que l'une ou l'autre Partie vint à être incommodée ou troublée à cause de l'Execution du present Traité ou d'aucun Article d'icelui, Sa Majesté Britannique, & les Hauts & Puissants Seigneurs Etats promettent & s'obligent de se garantir l'une l'autre à cet égard.

(1) Cet Article ne se trouve pas dans la Copie qu'on tient de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale. [D v m.]

CXIX.

ANNO 1689.
24. Sept.
FRANCE ET ALGER.

CXIX.

Traité de Paix pour cent ans entre LOUIS XIV. *Empereur de France, Roi de Navarre, & le Pacha, Dey, Divan & Milice de la Ville & Roiaume* D'ALGER. *Fait à Alger le 24. Septembre* 1689. [FREDERIC LEONARD. Tom. V.]

L'An mil six cens quatre-vingt-neuf, & le dix-neuviéme jour du mois de Septembre; du Regne de Tres-Chrétien, Tres-Puissant & Tres-Invincible Prince LOUIS XIV. du nom par la grace de Dieu Empereur de France & Roi de Navarre. Le Sieur Guillaume Marcel Commissaire des Armées Navales envoyé par Monseigneur le Marquis de Seignelai Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté Imperiale, en consequence des Lettres écrites par le Tres Illustre & Tres-Magnifique Seigneur, Hussein Pacha, Dey, Divan, & Milice de la Ville & Roiaume d'Alger à M. Girardin de Vauvré, Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant General de la Marine de Levant, par lesquelles ils auroient témoigné qu'il leur feroit plaisir de s'entremettre pour le rétablissement de l'ancienne Amitié, & bonne Correspondance qui étoit autrefois entre les Sujets de Sa Majesté Imperiale & le Gouvernement de ladite Ville & Royaume d'Alger, se seroit presenté dans ladite Ville, où aprés avoir rendu sa Lettre de créance, & avoir conferé plusieurs fois avec le susd. Pacha Dey, il auroit esté resolu de part & d'autre de rétablir, & même de conserver & maintenir à l'avenir une bonne Paix, & pour cet effet seroient convenus des Articles qui suivent.

Prémierement; Les Capitulations faites & accordées entre l'Empereur de France & le Grand Seigneur ou leurs Predecesseurs, ou celles qui seront accordées de nouveau par l'Ambassadeur de France, envoyé exprès à la Porte pour la Paix & Repos de leurs Etats, seront exactement & sincerement gardées & observées, sans que de part & d'autre il y soit contrevenu, directement ou indirectement.

II. Toutes courses & actes d'Hostilité tant par Mer que par Terre cesseront à l'avenir entre les Vaisseaux & les Sujets de l'Empereur de France, & les Armateurs particuliers de la Ville & Royaume d'Alger.

III. A l'avenir il y aura Paix entre l'Empereur de France & les Tres-Illustres Pacha, Dey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume d'Alger, & leurs Sujets, & ils pourront reciproquement faire leur Commerce dans les deux Royaumes, & naviger en toute sureté, sans en pouvoir estre empêchez pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce soit.

IV. Et pour parvenir à ladite Paix, il a esté convenu d'un libre rachapt de part & d'autre pour tous les Esclaves sans distinction au prix qui sera réglé par le Pacha, & le Consul de l'Empereur de France, exceptant néanmoins ledit Pacha, les deux équipages de Mamet Oia, & Amet Seguiere dont il pourra retirer la Milice; sçavoir les Turcs à cent cinquante écus pour chacun, & les Maures cent, ayant promis ledit Pacha de donner un pareil nombre d'Esclaves François au même prix.

V. Ledit Pacha, Dey, Divan, & Milice d'Alger feront crier publiquement trois jours aprés la publication du présent Traité, que tous les Patrons qui auront des Esclaves François dans la Ville ou à la Campagne, les laissent venir librement & en toute diligence en la Maison du Consul pour prendre leurs noms seulement.

VI. Les Bâtimens François arrestez dans le Port d'Alger contre la bonne foi, seront rendus avec tous leurs Agrez, Canons, Armes, Munitions, Marchandises, Effets & Equipages ou la juste valeur, suivant la Liquidation qui en sera faite par le Sieur Mercadier, Consul de la Nation Françoise, moiennant quoi l'Empereur de France consentira à la Restitution du Vaisseau le Soleil, & des deux Caravelles, le Peroquet & le Dragon prises par les Vaisseaux de Sa Majesté avec leurs Agrez, Canons, Effets & Equipages.

VII. Les Vaisseaux armez en Guerre à Alger, & dans les autres Ports du Royaume rencontrant en Mer les Vaisseaux & Bâtimens navigans sous l'Etendart de France, & Passeports de l'Amiral, conformes à la copie qui sera transcrite à la fin du present Article, les laisseront en toute liberté continuer leur Voyage sans les arrêter, ni donner aucun empêchement, ains leur donneront tout le secours & assistance dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux Personnes dans la Chalouppe, outre le nombre des Matelots necessaire pour la conduire, & de donner Ordre qu'il n'en entre aucun autre, que lesdites deux Personnes dans lesdits Vaisseaux, sans la Permission expresse du Commandant, & reciproquement les Vaisseaux François en useront à l'égard des Vaisseaux appartenans aux Armateurs particuliers de ladite Ville & Royaume d'Alger qui seront Porteurs de Certificats du Consul François établi dans ladite Ville, desquels Certificats suit ci-aprés la Copie.

ANNO 1689.

Passeport dont les Vaisseaux François seront Porteurs.

LOuis Alexandre de Bourbon, Comte de Toulouse, Amiral de France. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront. Salut; sçavoir faisons que nous avons donné Congé & Passeport à Me de nommé du port de de s'en aller à chargé de & armé de aprés que Visitation de aura esté bien & deuëment faite, en témoin dequoi nous avons fait mettre nôtre Sein & le Scel de nos armes à ces presentes, & icelles fait contresigner par le Secretaire General de la Marine, a Paris le mil six cent quatre-vingt-

Signé,

L. AL. DE BOURBON Comte de TOULOUIS
Amiral de France;

Et plus bas,

Par Monseigneur
Et scellé.
DE VALINCOURT.

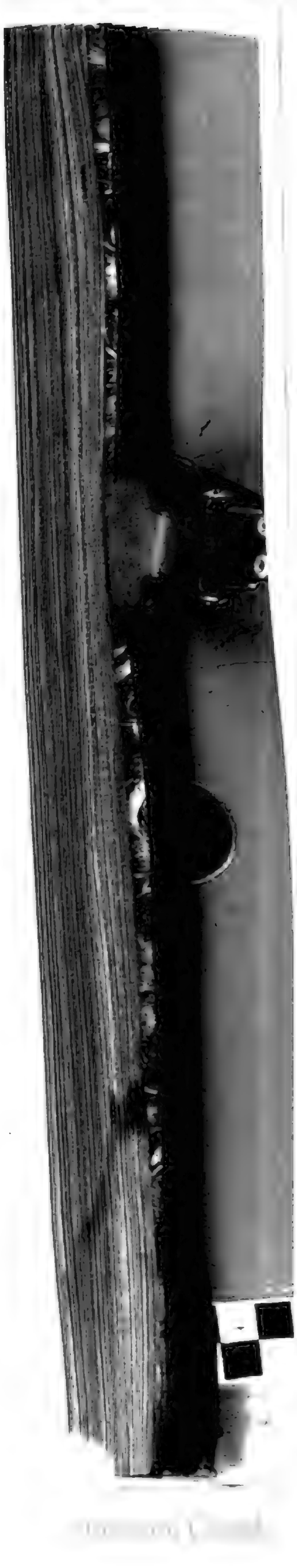
Certificat du Sr. Consul de la Nation Françoise à Alger.

NOUS Consul de la Nation Françoise à Alger, certifions à tous qu'il appartiendra que le nommé commandé par du port de ou environ, estant à present au Port & Havre de est armé de appartenant aux Sujets du Royaume d'Alger: En témoin dequoi nous avons signé le present Certificat & apposé le Scel de nos armes. Fait à Alger le jour de mil six cent quatre-vingt. Signé Consul.

VIII. Les Vaisseaux de Guerre & Marchands tant de France que d'Alger seront receus reciproquement dans les Ports & Rades des deux Royaumes, & il leur sera donné toute sorte de secours pour les Navires, & les Equipages en cas de besoin, comme aussi il leur sera fourni des Vivres & Agrez, & generalement toutes autres choses necessaires en les payant aux prix ordinaires & accoûtumez dans les Lieux où ils auront relâché.

IX. S'il arrivoit que quelque Vaisseau Marchand François étant à la Rade d'Alger, ou à quelqu'un des autres Ports de ce Royaume, fut attaqué par des Vaisseaux de Guerre ennemis sous le Canon des Forteresses, il sera defendu & protegé par lesdits Vaisseaux, & le Commandant obligera lesdits Vaisseaux Ennemis de donner un temps suffisant pour sortir, & s'éloigner desdits Ports & Rades, pendant lequel seront retenus lesdits Vaisseaux Ennemis, sans qu'il leur soit permis de les poursuivre, & la même chose s'executera de la part de l'Empereur de France, à condition toutes fois que les Vaisseaux armez en Guerre à Alger, & dans les autres Ports du Royaume, ne pourront faire des prises dans l'étenduë de dix lieuës des côtes de France.

X. Il a esté consenti de la part de l'Empereur de France qu'en cas que dans le nombre des Turcs qui seront achetez dans la suite pour servir sur ses Galeres, il s'en trouve quelqu'un du corps de la Milice d'Alger: Il leur sera libre aprés en avoir justifié par devant le Consul de France, dont ils rapporteront le Certificat, de se rachepter au prix dont ils convien-
dront



Anno 1689.

dront avec l'Intendant desdites Galeres, & les Ordres necessaires pour leur Liberté seront donnez aussi-tôt que le paiement en aura esté fait entre les mains du Tresorier General desdites Galeres.

XI. Tous les François pris par les Ennemis de l'Empereur de France qui seront conduits à Alger & autres Ports dudit Royaume seront mis aussi-tôt en Liberté, sans pouvoir estre retenus Esclaves, même en cas que les Vaisseaux de Tripoli, Tunis & autres qui pourront estre en Guerre avec l'Empereur de France, missent à Terre des Esclaves François, lesdits Pacha, Dey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume d'Alger, donneront dès-à-present Ordre à tous leurs Gouverneurs de retenir lesdits Esclaves, & de travailler à les faire rachepter par le Consul François au meilleur prix qu'il se pourra, & pareille chose se pratiquera en France, à l'égard des Habitans dudit Roiaume d'Alger.

XII. Et à l'égard des François qui ont esté pris avant & depuis ledit Traité de 1681. jusques à la Rupture, a esté convenu qu'ils seront tous racheptez, en paiant trois cent livres pour la rançon d'un chacun, quelques Sommes qui aient esté paiées par leurs Patrons.

XIII. Les Estrangers Passagers trouvez sur les Vaisseaux François, ni pareillement les François pris sur des Vaisseaux Estrangers, ne pourront estre faits Esclaves ni retenus sous quelque pretexte que ce puisse estre, quand même les Vaisseaux sur lesquels ils auront esté pris se seroient défendus, à moins qu'ils ne se trouvent actuellement engagez en qualité de Matelots ou de Soldats sur des Vaisseaux ennemis, & qu'ils soient pris les Armes à la main.

XIV. Si quelque Vaisseau François se perdoit sur les côtes de la dependance du Royaume d'Alger, soit qu'il soit poursuivi par les Ennemis, ou forcé par le mauvais temps, il sera secouru de tout ce dont il aura besoin pour estre remis en Mer, & pour recouvrer les Marchandises de son chargement en paiant les journées de ceux qui auront esté employez, sans qu'on puisse exiger aucun Droit ni Tribut pour les Marchandises qui seront mises à Terre, à moins qu'elles ne soient venduës dans les Ports dudit Royaume.

XV. Tous les Marchands François qui aborderont aux Ports ou Côtes du Roiaume d'Alger, pourront mettre à Terre toutes leurs Marchandises, vendre & achepter librement sans payer autre chose que ce qu'ont accoûtumé de payer les Habitans dudit Royaume, & il en sera usé de la même maniere dans les Ports de la Domination de France, & en cas que lesdits Marchands ne missent leurs Marchandises à Terre que par entrepôt, ils pourront les rembarquer sans paier aucuns Droits.

XVI. Les Bacha, Dey, Divan & Milice d'Alger, ne permettront sous quelque pretexte que ce soit à aucuns Corsaires de Barbarie, avec lesquels l'Empereur de France pourra estre en Guerre, d'armer dans les Ports de la Domination d'Alger, ny d'y amener, ni vendre les prises qu'ils auroient faites sur lesdits François, comme aussi ils feront défenses à tous leurs Sujets, d'armer sous commission d'aucun Prince ennemi de la Couronne de France.

XVII. Les François ne pourront estre contraints pour quelque pretexte que ce puisse estre, à charger sur leurs Vaisseaux aucune chose contre leur volonté, ni faire aucun Voiage, où ils n'auront pas dessein d'aller.

XVIII. Pourra ledit Empereur de France continuer l'établissement d'un Consul à Alger pour assister les Marchands François dans tous leurs besoins, & pourra ledit Consul exercer en liberté dans sa Maison la Religion Chrétienne, tant pour lui que pour tous les Chrétiens qui y voudront assister, comme aussi pourront les Turcs de ladite Ville & Roiaume d'Alger, qui viendront en France, faire dans leurs Maisons l'Exercice de leur Religion, & aura ledit Consul la préeminence sur les autres Consuls, & tout Pouvoir & Jurisdiction dans les differens qui pourront naître entre les François, sans que les Juges de ladite Ville d'Alger en puissent prendre aucune connoissance.

XIX. Si un François vouloit se faire Turc, il n'y pourra estre reçû qu'au préalable il n'ait persisté trois fois vingt-quatre heures dans cette resolution, pendant lequel temps il sera mis en dépôt entre les mains du Consul.

XX. Il sera permis audit Consul de choisir son Drogman, & son Courtier, & d'aller librement à bord des Vaisseaux qui seront en Rade toutes fois & quantes qu'il lui plaira, & aussi de choisir une maison où il jugera à propos en paiant, & d'avoir deux Janissaires à sa porte qu'il pourra changer quand il voudra.

XXI. S'il arrive quelque different entre un François & un Turc, ou Maure, ils ne pourront estre jugez par les Juges ordinaires, mais bien par le Conseil desdits Pacha, Dey, Divan, ou par le Commandant dans les Ports où les differends arriveront.

XXII. Ne sera ledit Consul tenu de paier aucune dette pour les Marchands François, s'il n'y est obligé par écrit, & seront les effets des François qui mourront audit Païs, remis ès mains dudit Consul pour en disposer au profit des François, ou autres ausquels ils appartiendront, & la même chose sera observée à l'égard des Turcs dudit Roiaume d'Alger, qui viendront s'établir en France.

XXIII. Jouïra ledit Consul de l'exemption de tous Droits pour les Provisions, Vivres & Marchandises necessaires à sa Maison.

XXIV. Tout François qui aura frappé un Turc ou Maure ne pourra estre puni qu'après avoir fait appeller ledit Consul pour défendre la cause dudit François, & en cas que ledit François se sauve, ne pourra ledit Consul en estre responsable.

XXV. Le Pere de la Mission qui fait la fonction de Vicaire Apostolique à Alger, pourra avec son Confrere assister les Esclaves qui sont dans ledit Roiaume, même dans les Baignes des Pacha & Dey, & seront les Missionaires de quelque Nation qu'ils puissent estre regardez comme Sujets de l'Empereur de France, qui les prend en sa protection, & en cette qualité ne pourront en aucune maniere estre inquietez, mais maintenus & secourus par le Consul comme François.

XXVI. S'il arrive quelque Contravention au present Traité, il ne sera fait aucun acte d'Hostilité qu'après un deni formel de Justice, & pour faciliter l'établissement du Commerce, & le rendre ferme & stable, les Tres-Illustres, Pacha, Dey, Divan & Milice d'Alger envoieront quand ils l'estimeront à propos une Personne de Qualité d'entr'eux resider à Marseille pour entendre sur les Lieux les plaintes qui pourroient arriver sur les Contraventions au present Traité, auquel il sera fait en ladite Ville toute sorte de bon traitement.

XXVII. Si quelque Corsaire de France ou dudit Roiaume d'Alger fait tort aux Vaisseaux François, ou des Corsaires de ladite Ville qu'il trouvera en Mer, il en sera puni, & tous les Armateurs responsables.

XXVIII. Si les Vaisseaux d'Alger qui sont presentement en Mer avoient pris quelques Bâtimens François passé le 14. jour du mois d'Octobre prochain, ils seront rendus aussi-tôt qu'ils seront arrivez en ladite Ville, avec toutes les Marchandises, effets, argent comptant, & rôles des équipages, & il en sera usé de même si les Bâtimens François avoient pris quelques Bâtimens de ladite Ville d'Alger.

XXIX. Toutes les fois qu'un Vaisseau de Guerre de l'Empereur de France viendra moüiller devant la Rade d'Alger aussi-tôt que le Consul en aura averti le Gouverneur, ledit Gouverneur sera salué à proportion de la marque de Commandement qu'il portera par les Châteaux & Forts de la Ville; & d'un plus grand nombre de coups de canon que ceux de toutes les autres Nations, & il rendra coup pour coup, bien entendu que la même chose se pratiquera dans la rencontre desdits Vaisseaux de Guerre à la Mer.

XXX. Si le present Traité de Paix conclu entre le Sieur Marcel pour l'Empereur de France, & les Pacha, Dey, Divan & Milice de la Ville & Roiaume d'Alger venoit à estre rompu, (ce qu'à Dieu ne plaise) tous les Marchands François qui seront dans l'étenduë dudit Roiaume pourront se retirer avec tous leurs effets, par tout où bon leur semblera, sans qu'ils puissent estre arrêtez pendant le temps de trois mois.

XXXI. Les Articles ci-dessus seront ratifiez & confirmez par l'Empereur de France, & les Pacha, Dey, Divan & Milice de la Ville & Royaume d'Alger pour estre observez par leurs Sujets pendant le temps de cent ans, & afin que personne n'en pretende cause d'ignorance, seront publiez & affichez par tout où besoin sera.

Fait & arresté avec ledit Sieur Marcel pour ledit Empereur de France d'une part; & lesdits Pacha, Dey,

ANNO 1689. Dey, Divan, & Milice de la Ville & Royaume d'Alger de l'autre, le 24 jour du mois de Septembre 1689.

CXX.

20. Dec. *Accessio* GUILIELMI III. *Regis Magnæ Britanniæ ad Fœdus magnum inter* LEOPOLDUM *Cæsarem, & Dominos Ordines* FOEDERATI BELGII *Generales* 12. *Maji* 1689. *initum. Datum in Palatio Regio de Hamptoncourt* (1) 20. *Decembris* 1689. [Copie manuscrite.]

GUILLIELMUS Tertius Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, omnibus & singulis ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Tractatus quidam Amicitiæ & arctioris Fœderis inter Serenissimum, Potentissimum, & Invictissimum Principem & Dominum D. Leopoldum, Divinâ Clementia favente Electum Romanorum Imperatorem semper Augustum, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ &c. Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, & Wurtembergæ, Comitem Tyrolis; Et Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii Provinciarum initus & conclusus sit Viennæ 12. Maji proximè præteriti per Leopoldum Guillielmum Comitem in Königseg Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium, Aurei Velleris Equitem, & Theod. Althetum Henricum Comitem à Straatman, Cancellarium Aulicum, Suæ Cæsareæ Majestatis Plenipotentiarios, & Consiliarios Status intimos à parte Suæ Cæsareæ Majestatis, & per Jacobum Hop Civitatis Amstelodamensis Consiliarium, & Syndicum, nec non in Consessu Dominorum Ordinum Generalium nomine Hollandiæ & Westfrisiæ Deputatum à parte Dominorum Ordinum Generalium, cujus Tractatus tenor sequitur.

Fiat insertio.

Quumque Domini Ordines Generales per Legatos suos Extraordinarios virtute Art. X. Nos in prædicti Fœderis Societatem invitaverunt; Nos quibus nihil magis cordi est quàm eas omnes Rationes amplecti quæ necessariæ, maximeque utiles sint, tàm reducendæ quàm conservandæ Paci, & Securitati publicæ, eò etiam lubentiùs eidem accedimus, quò Testimonium hoc præbeamus sinceri nostri affectus & Amicitiæ erga Suam Cæsaream Majestatem dictosque Ordines Generales: Sciatis, quod nos perlecto maturèque considerato prædicto Tractatu eumdem laudavimus, approbavimus, gratum, acceptum, ratumque habuimus. Sicut per Præsentes pro nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris laudamus, approbamus, gratum, acceptum, ratumque habemus unà cum omnibus & singulis ejusdem Articulis, spondentes & in verbo Regis promittentes, Nos prædictum Tractatum sanctè & inviolabiliter observaturos, & adimpleturos, nec eidem in ullo Articulo contraventuros, aut quantum in nobis erit contraveniri passuros, proviso semper quòd Sua Cæsarea Majestas & Ordines Generales præd. Nos in eundem Tractatum admittant, & Instrumenta necessaria optimâ formâ respectivè confecta nobis exhibeant tradantque. In cujus rei majorem fidem & Testimonium hasce Litteras manu nostra signatas Magno Angliæ Sigillo communiri fecimus. Quæ dabantur in Palatio nostro de Hamptoncourt, Die 20. Decemb. 1689.

Dominorum Ordinum UNITI BELGII *Generalium Litera, quibus Accessionem Regis Magnæ Britanniæ gratam & ratam habent. Actum in eorum Consessu, die* 20. *Decembris* 1689. [Copie manuscrite & sûre.]

(1) Cette Date est assurément corrompuë. On ne peut la concilier avec celle de l'acceptation de leurs Hautes-Puissances, qui suit, ni avec celle de Sa Majesté Imperiale. A cela près la Copie est bonne. Je ne saurois dire precisément d'où elle m'est venuë, mais si je ne me trompe c'est des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye. [DUM.]

ORDINES Generales Unitarum Belgii Provinciarum omnibus & singulis quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, Salutem. Notum testatumque facimus. Quandoquidem inter Sacram Suam Cæsaream Majestatem & Nos, Viennæ die 12. mensis Maji hujus anni, Tractatus arctioris Amicitiæ & Fœderis per Plenipotentiarios & Deputatos ab utraque Parte ritè constitutos, initus, conclusus & signatus sit, modo & tenore sequentibus. ANNO 1689.

Fiat insertio.

Cumque Serenissimo & Potentissimo Principi ac Domino Domino Guillielmo tertio Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hyberniæ Regi, Fidei Defensori &c. per Legatos nostros Extraordinarios virtute Art. X. in Societatem dicti Tractatus invitato, visum fuerit, eidem Tractatui accedere, eundemque accessione sua corroborare, atque se & Hæredes, & Successores suos ad observantiam dicti Tractatus & singulorum ejus Articulorum obstringere, & propterea à parte Regiæ Suæ Majestatis Instrumentum debita forma confectum sit, ea conditione, quòd tàm Sacra Sua Cæsarea Majestas quàm nos altè memorati Regiam Suam Majestatem in dictum Tractatum admittant, atque itidem Instrumenta ad eam rem necessaria conficiant, & extradant. Nos itaque declarare voluimus, sicut declaramus per Præsentes, Nos accessionem altè memorati Regiæ Suæ Majestatis in Societatem dicti Tractatus arctioris Amicitiæ & Fœderis, gratam, acceptam & ratam habere, spondentes, & promittentes, nos dictum Tractatum per omnes & singulos ejus Articulos sanctè & inviolabiliter observaturos & adimpleturos, nec iisdem Articulis eorumve cuipiam contraventuros aut contravenire passuros, atque ad omnia & singula quæ in dicto Tractatu ejusque Articulis contenta sunt, religiosè præstanda hisce nos altè memorati Regiæ Suæ Majestati omni meliori modo obligamus, & obstringimus. In quorum fidem hoc Instrumentum majori nostro Sigillo muniri & per Consessus nostri Præsidem signari curavimus, ut & per Graphiarium nostrum subscribi jussimus. Actum in Consessu nostro die 20. Decemb. 1689.

LEOPOLDI *Romanorum Imperatoris Literæ, quibus Accessionem Regis Magnæ Britanniæ laudat & admittit. Datum Augustæ Vindelicorum Die* 23. *Decembris* 1689. [Copie manuscrite & sûre.]

LEOPOLDUS Divinâ favente Clementiâ electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, &c. Marchio Moraviæ, Dux Luxemb. ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wirtembergæ & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habspurgi, Tirolis, Ferretis, Kyburgi, & Goritiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portûs Naonis, & Salinarum.

Notum testatumque facimus omnibus & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse potest; Quod cum Charissimi Amici & Fœderati nostri Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum, vi Art. X. arctioris Fœderis nos inter, & illos in Urbe nostra Viennæ die 12. Maji nuperi per Deputatos ad id utrinque Ministros Plenipotentiarios conclusi, & postmodum ab utraque parte ratihabiti Serenissimum Principem Dominum Wilhelmum tertium Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hyberniæ Regem, ad ejus Fœderis Societatem invitarint, & prædictus Serenissimus Rex eidem se accedere, illudque ratum, & gratum habere, & sese ad ejusdem inviolabilem observationem obligari velle declararit, confecto, & exhibito desuper Instrumento quod est sequentis tenoris.

Fiat insertio Fœderis.

Nos præmemoratam invitationem Serenissimi Regis Angliæ, Franciæ & Hiberniæ à Fœderatis Ordinibus Generalibus factam approbaverimus, & Promissionem,

ANNO 1689.

nem, quâ nobis se præfata sua Serenitas ad præstationem omnium in eo Fœdere contentorum obligat, acceptaverimus, eandemque reciprocè ad ejus Fœderis Societatem admiserimus, quemadmodum hisce approbamus, acceptamus, & admittimus, & sæpe mem. suam Seren. hujus Fœderis participem facimus. Adstringentes nos reciprocè verbo nostro Imperiali, Regio, & Archiducali erga eamdem ad præstanda ea omnia quæ in dicto Fœderis Tractatu contenta sunt, ac si cum eadem sua Serenitate ab initio tractata fuissent.

In cujus rei fidem & majus robur hoc Instrumentum manu nostra subscriptum Sigilli nostri Cæsarei appensione muniri jussimus. Quod dabatur in nostra & Sacri Imperii Civitate Augustæ Vindelicorum die 23. Decemb. 1689. Reg. nostrorum. Rom. 32. Hungariæ 35. Bohemici 34.

Signatum erat.

LEOPOLDUS.

vt. LEOPOLDUS GUILIELMUS Comes in KÖNIGSEG.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

CASPARUS FLORENTIUS CONSBRUGH.

CXXI.

1690. $\frac{5}{15}$ Janv. LES PROVINCES-UNIES ET BRUNSWIC.

Tractaet tusschen GEORG WILHELM *Hartog van Brunswyk-Luneburg en de Heeren Staten Generael der* VEREENIGDE PROVINTIEN. *Gesloten tot Zell den* 15. *Jan.* 1690. [Manuscrit.]

ALsoo Sijne Furstelijcke Doorlughtigheydt Heer Georg Wilhelm, Hertogh tot Bronswijck en Lunebourg door den Vryheer van Heekeren Extraordinaris Envoyé van de Hoog-Moogende Heeren Staeten Generael der Vereenighde Neederlanden is aengesoght worden, om desselfs Troupen die in gevolg de Conventie van den $\frac{1}{11}$ Augusti 1688. in dienst van den Staet gestaen hebben, daer in te laten continueeren, soo heeft Syne Hoog-Furstelijcke Doorlughtigheydt geneegen zijnde Haer Hoog-Mogende hier in te believen, geresolveert, deselve Troupes tot den laesten dagh van de Maent van April 1691. in dienst van den Staet te laeten verblyven, ten waere der generale Vreede eerder moghte worden getroffen, in welcke gevalle het Haere Hoog-Mogende sal vry staen, de selve Troupes oock eerder wederom te rugge te konnen senden, mits dat sijne Furstelijcke Doorlughtigheydt twee Maenden van te vooren daer van worden gewaerschout om de noodige Ordres te stellen, tot weeder aenneeminge van deselve, soo hem sulcks moghte gelieven.

II. Dese voorgemelde Troupes bestaen uyt een Regiment Paerden van 4. Compagnien, die elck met tien Ruyters door Sijne Vorstelijcke Doorlughtigheydt syn versterckt geworden, om teegens de Ruyterie van den Staadt egaelen dienst te konnen doen, welcke by Haer Hoog-Moogende als d'andere Troupes sullen betaelt werden, het Regiment Dragonders van 4. Compagnien blyft als van den beginne geweest is, de vier Bataillons te voet elck van vyf Compagnien zijn te swack om teegens de Regimenten van den Staat dienst te doen.

Waeromme Sijne Vorstelijcke Doorlughtigheydt sigh reserveert de Vryheydt in plaetze van dese vier Bataillons van vyf Compagnien drye te geeven, elck van seeven Compagnien, onder die Conditien noghtans, dat men sal behouden, ten naeste by het selve antal van Manschap soo die tegenwoordigh is, en dat het *tantum* in de soldie oock niet, ofte weynigh sal differeeren en hooger loopen als het nu betaald word, en dat ondertusschen de Bataillons soo lang zy op den teegenwoordigen voet sijn, nae proportie van hare force en sterckte, soo int reguard van de Officieren als Manschap dienst sullen doen tegens de Regimenten van den Staat.

III. En dewyle daer over de betaelinge van eenige Hoofden ende andere Officieren disputen zyn geweest, soo neemen Haere Hoog-Mogende aen, de selve hooge

CXXI.

Traité entre GEORGE GUILLAUME Duc de Brunswic-Lunebourg & les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-bas, pour la Continuation du service des Troupes de son Altesse Serenissime en Hollande, jusqu'au dernier jour d'Avril 1691. Fait à Zell le $\frac{5}{15}$ Janvier 1690.

1690. $\frac{5}{15}$ Janv. LES PROVINCES-UNIES ET BRUNSWIC.

COmme le Prince Serenissime le Seigneur George Guillaume Duc de Brunswick & de Lunebourg a été requis par le Baron de Heekeren Envoyé Extraordinaire de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, pour laisser continuer au service de l'Etat les Troupes qui y ont été en conséquence de la Convention du $\frac{1}{11}$ Aoust 1688. ledit Prince Serenissime ayant du penchant à complaire en ce à Leurs Hautes Puissances a resolu de laisser demeurer lesdites Troupes au service de l'Etat jusques au dernier jour du mois d'Avril 1691. à moins que la Paix generale ne vint à se conclure plûtôt, auquel cas, il sera libre à L. H. P. de pouvoir renvoyer lesdites Troupes & même plûtôt, pourvû que ledit Prince Serenissime en soit averti deux mois auparavant, pour mettre les Ordres necessaires à les reprendre si cela lui agrée.

II. Les Troupes susmentionnées consistent en un Regiment de Cavalerie de quatre Compagnies, qui ont été renforcées chacune de dix Cavaliers par ledit Prince Serenissime, pour pouvoir faire le même service que la Cavalerie de l'Etat, lesquelles seront payées par leurs Hautes Puissances comme les autres Troupes, le Regiment de Dragons de quatre Compagnies demeure comme il a été au commencement; les quatre Bataillons d'Infanterie chacun de cinq Compagnies sont trop foibles pour faire le service avec les Regimens de l'Etat.

C'est pourquoy ledit Prince Serenissime se reserve la liberté, au lieu de ces quatre Bataillons de cinq Compagnies, d'en donner trois chacun de sept Compagnies; sous cette condition neantmoins, qu'on les entretiendra tout au moins au même nombre d'hommes qu'ils sont à present, & que le total de la solde ne differera point ou peu & ne montera guere plus haut que ce qu'on paye presentement, & que cependant les Bataillons tant qu'ils seront sur le pied d'à present feront le service avec les Regimens de l'Etat à proportion de leurs forces, tant au regard des Officiers que des Hommes.

III. Et comme il y a eu dispute sur le payement de quelques principaux Officiers & autres, leurs Hautes Puissances se chargent de payer lesdits grands Regimens

ANNO 1690. ge Regiments en over-Officieren tot Vendrigh en Corneth toe te betaelen, ingevalle daer oock soodanige Officieren worden gevonden en by den Staat onder de Militie, en by eenige van de Regimenten, die in den voorleeden Jaere by Haere Hoog-Mogende van eenige andere Princen zyn overgenoomen, ten waere het haere Hoog-Moogende moghte aengenamer zyn, om het *tantum*, dat tegenwoordigh maendelyck voor de mindere Officieren word gegeeven, met vyf a ses hondert Rixdaelders te verhoogen, waer toe sijn Vorstelycke Doorlughtigheydt Commissaris sal geauthoriseert zyn, om sulcks in den Haegh af te doen.

IV. Voorts sullen deese Troupes van sijne Vorstelycke Doorlughtigheydt soo Officieren als Gemeinen Soldaten sulcken Ordinaris als Extraordinaris Tractament genieten en betaelt worden als de eygene Militie van den Staat, blyvende gerepartieert op de Comptoiren van de Provintie van Holland daer deselve tot nogh toe opgestaen hebben.

V. En sullen deese Troupes in 't Velt zynde niet in verscheyde Leegers ofte Campementen worden gesepareert, maer soo veel doenlyck te samen gehouden ende sonder permissie van sijne Vorstelycke Doorlughtigh. onder geen vremden Commande gegeven en altydt deselve ordres en discipline onderworpen wesen, als die eygene Militie van den Staat in de Garnisoenen, sullende deselve aen de naeburige Plaetzen, en soo nae by den anderen worden geleght, soo veel eenighsints s'Lants dienst sal konnen lyden.

VI. Ingevallen het soude komen voor te vallen in eene occasie ofte rencontre van Oorlogh de voorsz. Trouppes een merckelyck verlies quamen te doen, soo sullen aen de selve Recruyt-gelden worden gegeven op die selve maniere als aen andere Trouppes van den Staet sal geschieden, en sullen de selve Trouppes in 't lossen van gevangens getracteert worden, als de Militie van den Staat.

VII. En sullen alle Deserteurs waer de selve onder 't Gebiedt en Jurisdictie van de Vereenighde-Neederlanden, ofte by der selver Armées oock worden aengetroffen aen de Officieren van de Regimenten van sijne Voorstelycke Doorlughtigheydt weederom worden uytgeleevert en ter handt gestelt buyten kosten en als sulcks tusschen der Geallieerden Trouppes in 't gebruyck is.

VIII. Indien het moghte koomen te gebeuren, dat tegens het Doorlughtige Huys Brunswick-Luneborgh ytwes feytelycks wierde ondernomen ofte dat daer in de Neder-Saxischen Creytz eenige Oorlogs beweeginge mochten voorvallen, waer door deses Doorlughtighsten Huyses Landen met een evident peryckel mochten worden gedreygt, soo sal het sijne Vorstelycke Doorlughtigheydt vry staen, de gemelde Trouppes weederom te herroepen, en sulcks selfs oock voor den boven-gedaghten tydt van den laesten April 1691.

IX. Doch ingevalle haere Hoogh Mogende mochten verlanghen om dese syne Vorstelycke Doorluchtigheyts Troupen langer als den voorschreven Termin van April 1691. in haeren Dienst te laten continueren, soo verklaert syne Vorstelycke Doorluchtigheyt, niet ongenegen te weesen, buyten eenige nieuwen beswaer, om den Staet daer in gevalligh te syn, en op de voet van dese Conventie: als daerom tydelyck sal worden aengesoght, en als sulcks eenighsints de convenientie van syne Officiers en van den tydt sal toelaten.

X. Wanneer de gemelte Troupes weederom te rugge naer Huys marcheren, en uyt den Dienst van den Staat sullen worden geremitteert, soo sal men de selve voor heen af betaelen van alle haer Besoldingen, Ordinaris en Extraordinaris Tractementen, Waagen-Gelderen, en voorts al 't geen men moghte aen haar schuldigh zyn, tot dat sy des Staets Frontieren quitteeren, en daar en boven aen de selve by haeren Afmarsch noch geven een maendt Soldye, om daer meede in de Landen van syne Vorstelycke Doorluchtigheyt te konnen retourneren.

XI. En sal dit Tractaet syn effect sorteren van die tydt aen, dat het voorgaende van den $\frac{8}{18}$ Augusti geexpireert is, en de Ratificatie van dese Conventie, soo ras

mens & Officiers de surplus, jusques aux Cornettes & Enseignes, au cas qu'il s'y trouve de tels Officiers & entre la Milice de l'Etat & parmi quelques uns des Regimens que L. H. P. reçurent l'année derniere de quelques autres Princes. A moins que L. H. P. ne trouvassent plus à propos d'augmenter le tantum *donné presentement par mois pour les moindres Officiers, de cinq à six cens Risdales, sur quoy le Prince Serenissime autorisera son Commissaire, pour regler cela à la Haye.*

ANNO 1690.

IV. En outre ces Trouppes dudit Prince Serenissime tant Officiers que simples Soldats jouïront des Gages tant ordinaires qu'extraordinaires, & seront payez comme les propres Troupes de l'Etat demeurant repartis sur les Comptoirs de la Province de Hollande, comme elles l'ont été jusques à present.

V. Et lesdites Troupes étant en Campagne, ne seront pas separées en diverses Armées ou Campemens, mais seront autant qu'il sera possible tenuës en un corps, & ne passeront point sous le commandement étranger sans la permission dudit Prince Serenissime, & seront toujours soumises au même ordre & discipline que les propres Troupes de l'Etat, & seront mises en Garnison dans les Places les plus voisines & aussi près les unes des autres que le service de l'Etat pourra le permettre.

VI. Au cas qu'il arrivât que dans quelque occasion ou rencontre de Guerre, lesdites Troupes vinssent à faire une perte considerable, il sera donné aux recruës le même argent, & de la même maniere que cela se fera à l'égard des Troupes de l'Etat, & lesdites Troupes quant au relâchement des Prisonniers, seront traittées comme celles de l'Etat.

VII. Et les Deserteurs, quand même ils seroient pris dans les Païs de l'obeïssance & Juridiction des Provinces-Unies des Païs-Bas, ou dans leurs Armées, seront rendus aux Officiers des Regimens dudit Serenissime Prince, & remis entre leurs mains sans frais, & de la même maniere qu'il en est usé à cét égard parmi les Troupes des Alliez.

VIII. S'il arrivoit qu'il fut entrepris & attenté quelque chose par voye de fait contre la Serenissime Maison de Bronswick-Lunebourg, ou qu'il survint quelque mouvement de Guerre dans le Cercle de la Basse Saxe, par où les Païs de la ditte Serenissime Maison seroient menacée d'un peril évident, il sera en la liberté dudit Prince Serenissime de rapeller lesdites Troupes, & même avant le tems cy-dessus du dernier Avril 1691.

IX. Mais en cas que leurs Hautes Puissances desirassent de retenir lesdites Troupes dudit Prince Serenissime plus long-tems à leur service que jusques au terme susdit d'Avril 1691. ledit Prince Serenissime declare qu'il est disposé à complaire à l'Etat en cela, à moins qu'il n'arrivât quelque chose de nouveau, & ce sur le pied de cette Convention & en étant requis à tems, & que la chose soit convenable au tems & à ses Officiers.

X. Quand lesdites Troupes retourneront chez elles, & seront congediées du service de l'Etat, on leur payera auparavant toute la solde, Gages ordinaires & extraordinaires, argent de Chariots, & enfin tout ce qui pourra leur être encore dû jusques au moment qu'elles quitteront les frontieres de l'Etat, & leur sera encore donné outre ce un mois au tems de leur depart, pour pouvoir par ce moyen retourner dans les Païs dudit Prince Serenissime.

XI. Et sortira ce Traitté son effect du tems que le precedent du 18. Aoust 1688. est expiré. Et seront les Ratifications de cette Convention echangées icy à Zell

ANNO 1690. ras doenlyck hier tot Cell ofte in den Haagh worden uytgewisselt, en is voorts de selve Conventie en dit naerder Accord door wederseyts daer toe Gevolmachtighde ondergeschreven ende besegelt. Actum Zelle 15 Januarii 1690.

Zell ou à la Haye, le plûtôt qu'il se pourra, & ladite Convention & plus exprès Accord a été signé & scellé par les Plenipotentaires respectifs. Fait à Zell le 15. Janvier 1690. ANNO 1690.

CXXII.

FRANCE ET SAVOYE.

Raisons qui ont obligé le Roy de France LOUIS XIV. *à envoyer une Armée en* SAVOYE, publiées en 1690. [FREDERIC LEONARD. Tom. IV.]

IL n'y a personne à present qui puisse douter des mauvais desseins que Monsieur le Duc de Savoye a formez depuis quelque temps avec les Ennemis de la France, tant pour exciter des troubles dans le Dauphiné, que pour oster au Roy les moyens de secourir les Places que Sa Majesté possede en Italie, & qui sont seules capables d'empêcher que la Maison d'Austriche ne s'empare de toute cette grande partie de l'Europe, qui a toûjours fait le principal objet de son ambition.

Cependant comme il a paru quelques Ecrits, même sous le nom du Duc de Savoye, qui tendent à faire croire qu'il n'a pris la resolution d'embrasser le parti des Ennemis de la France, que parce qu'il y a esté forcé par l'entrée dans ses Etats des Troupes de Sa Majesté, commandées par le Sieur de Catinat; il est bon de faire connoître à ceux qui s'interessent le plus à la conservation du repos de l'Italie, le peu de solidité du prétexte que ce Prince a pris pour le troubler, & le peu de sincerité qu'il y a eu dans toute la conduite qu'il a tenuë avec Sa Majesté. Mais pour ne pas repasser sur tous les sujets de mécontentemens qu'il lui a donnez depuis long-temps, & qu'Elle a bien voulu dissimuler, dans l'esperance qu'Elle a toûjours euë qu'il feroit de plus serieuses reflexions sur toutes les raisons qui le devoient obliger à préferer l'amitié de Sa Majesté aux vaines esperances dont les Ennemis de sa Couronne le pouvoient flatter, il suffira de rapporter ici les dernieres preuves que ce Prince a données de ses mauvaises intentions depuis les mois de Septembre & Octobre dernier jusqu'à present.

C'est en effet au commencement desdits mois, que Sa Majesté fut avertie que le Prince d'Orange recevoit souvent des Lettres du Duc de Savoie, & qu'il se traitoit quelque chose entre ces Princes contre les interests de la France. On vit aussi dans le même temps des effets de cette bonne intelligence; Car Sa Majesté ayant fait marcher des Troupes à Pignerol, pour faire attaquer les Seditieux qui s'étoient établis dans la Vallée de S. Martin, les Officiers du Roy commencerent à s'appercevoir que ceux de Monsieur de Savoie ménageoient les Rebelles, vulgairement appellez Barbetz, & trouvoient des difficultez à tout ce qu'on leur proposoit pour les attaquer.

Sa Majesté sçut quelque temps après, que le Duc de Savoye avoit promis au Comte de Fuensalida d'empêcher que ces Barbetz ne fussent détruits: Et vers le commencement du mois de Janvier, Elle fut informée qu'en Angleterre & en Hollande, on projettoit de faire vers le mois d'Aoust prochain, une Diversion considerable du costé de la Bresse & du Dauphiné: Que l'on comptoit pour cela que les Troupes du Milanois, celles du Duc de Savoye, tout ce que l'on pourroit ramasser de Barbetz du costé de Wirtemberg, & de François sortis de France pour la Religion, entreroit en Dauphiné: & que l'on essaieroit de faire soûlever les Nouveaux Convertis, par le moien des Ministres que l'on envoieroit en France.

Les notions confuses que le Roi avoit de ce Projet, ont esté éclaircies & confirmées depuis par les dépositions de plusieurs Ministres & Predicans qui ont esté pris en Languedoc: & Sa Majesté a appris ensuite que le Marquis de Parelle faisoit passer aux Barbetz des Gens qui les venoient trouver du côté du Lac de Geneve, & qu'aprés qu'ils avoient parlé au Duc de Savoye, on les faisoit retourner d'où ils étoient venus avec de grandes précautions. Enfin Sa Majesté receut des avis certains du Traité que le Duc de Savoye faisoit par le moyen de l'Abbé Grimani, avec l'Empereur, qui pour mettre en execution ce qu'il avoit projetté pour l'attaque du Dauphiné, lui promettoit en faveur de ses Ambassadeurs le même traitement que ceux des Testes Couronnées reçoivent à la Cour de l'Empereur, moiennant une somme considerable, que Sa Majesté Imperiale devoit employer à fortifier de Troupes Allemandes celles qui devoient attaquer le Dauphiné, & toutes ensemble avec celles d'Espagne & de Savoye, devoient après la conqueste du Dauphiné assûrée, estre employées à remetre Geneve sous l'obeïssance du Duc de Savoye.

Tous ces Projets & Traitez estans parfaitement connus à Sa Majesté, Elle a estimé de sa prudence de prévenir les maux que la mauvaise foi du Duc de Savoye vouloit causer à son Royaume. C'est dans cette veuë, qu'Elle a fait entrer une Armée en Piedmont, sous le commandement du Sieur de Catinat, lequel a eu ordre de faire sçavoir au Duc de Savoye, que Sa Majesté qui estoit informée des engagemens qu'il avoit pris avec ses Ennemis, ne pouvoit s'empêcher de s'en ressentir s'il ne lui envoyoit toutes ses Troupes, & ne lui remettoit des Places qui pussent assûrer Sa Majesté qu'il n'entreprendroit plus rien contre ses interests en faveur de ses Ennemis; & pour cela ledit Sieur de Catinat demanda Verruë & la Citadelle de Turin, dans lesquelles le Roi tiendroit Garnison Françoise, qui ne seroit point à charge au Duc de Savoye, & qui demeureroit jusqu'à la Paix generale.

Après cette Declaration de la part de Sa Majesté, Monsieur le Duc de Savoye écrivit au Roi une Lettre le vingtiéme du mois de Mai, par laquelle essaiant de justifier à Sa Majesté ses bonnes intentions, il promet positivement au Roy de remettre la Citadelle de Turin & Verruë; mais il supplie Sa Majesté que ce soit par un Traité, & en même temps il lui demande en grace de se contenter d'une autre Place que la Citadelle de Turin, à cause qu'il faisoit sa residence dans la Ville.

Sa Majesté ayant trouvé bon d'envoyer un Pouvoir audit Sieur de Catinat de recevoir ces Places, & d'en promettre la restitution à la Paix generale, & que le Pape & la Republique de Venise fussent Garands de la parole de Sa Majesté; le Duc de Savoye a jugé à propos de manquer à la sienne, & de préferer l'execution de ses premiers Projets, au repos que celle de sa parole auroit procuré à ses Etats.

Enfin ce Prince ayant témoigné d'autant plus d'éloignement à satisfaire aux justes demandes de Sa Majesté, qu'il étoit déja si fortement lié avec ses Ennemis, qu'il ne se croyoit plus en pouvoir de s'en détacher, Elle est persuadée que tous les Princes & Etats qui n'ont point encore pris de parti, approuveront la resolution qu'Elle a prise de fortifier considerablement l'Armée qu'Elle a presentement en Piedmont, pour ôter à ce Prince les moiens d'executer ses desseins. Et néanmoins pour faire voir qu'elle a toûjours desiré & qu'Elle desire encore sincerement le maintien du repos de l'Italie, Elle declare qu'Elle fera revenir son Armée commandée par ledit Sieur de Catinat, soit que le Duc de Savoye remette à Sa Majesté la garde de la Citadelle de Turin & de la Place de Verruë, soit que ce Prince ayant trop de repugnance à faire entrer des Troupes Françoises dans la Citadelle de Turin, aime mieux donner à Sa Majesté pour assurance de sa bonne foy Verruë, Carmagnolle & Suze dans le Piémont, avec Montmelian dans la Savoye, pour lui estre rendus après la Paix, & sur la Garantie du Pape & de la Republique de Venise. Mais ce qui ne doit laisser aux Princes & Etats d'Italie, aucun lieu de douter de la sincerité des intentions de Sa Majesté pour le maintien de leur repos, & leur faire voir qu'Elle ne veut faire agir ses Armes

[illegible] alliez, estre employées à [illegible] Conservation [illegible] du Duc de Savoye.

Tous ces Projets & Traitez estant présentez à Sa Majesté, Elle a [illegible] les [illegible] que [illegible] du Duc [illegible] ses Estats à son Royaume. C'est [illegible] qu'Elle a fait entrer une Armée en Piemont, [illegible] le commandement du Sieur de Catinat, [illegible] de faire [illegible] au Duc de Savoye [illegible] Majesté [illegible] informée [illegible] avec ses Ennemis, [illegible] de s'en ressentir s'il ne la renvoya [illegible] pas, & ne luy remettre des Places [illegible] Sa Majesté qu'il n'entreprendroit pas [illegible] ses interests en faveur de ses Ennemis, [illegible] ledit Sieur de Catinat [illegible] Citadelle de Turin, dans laquelle le [illegible] Garnison Françoise, qui ne sera [illegible] Duc de Savoye, & qui demeurera [illegible] [illegible].

Après cette Declaration de la part de [illegible] Monsieur le Duc de Savoye [illegible] le [illegible] de [illegible] de publier à Sa Majesté [illegible] au Roy de [illegible] Turin & Verrue; [illegible] Sa Majesté [illegible] par ce Traité, & [illegible] de [illegible] Citadelle de Turin, [illegible] dans la Ville.

Sa Majesté [illegible] ledit Sieur de Catinat [illegible] Pape & la Republique de Venise [illegible] de Sa Majesté, le Duc de Savoye [illegible] de [illegible] à la Terre, & de [illegible] de ses premiers [illegible] le [illegible] à ses Estats.

Enfin ce Prince [illegible] [illegible]

---

de Sa Majesté jusqu'à la conclusion de la Paix. Et la seconde, que l'Empereur & le Roi Catholique s'obligeront de ne rien entreprendre en Italie, ni contre les Places qui sont au Pouvoir de Sa Majesté, ni contre aucun Prince ou Etat qui voudra conserver la Neutralité: & que le Pape, la Republique de Venise & le Grand Duc, se rendront Garands de cette Convention.

Sa Majesté s'asseure que si ces offres ne sont point acceptées, au moins Elle aura fait voir à tous les Princes d'Italie, qui desirent le maintien de leur repos, qu'il n'a pas tenu à Elle qu'ils n'ayent détourné de leur voisinage les malheurs de la Guerre, & qu'ils n'en doivent imputer le blâme qu'au dessein qu'ont les Espagnols d'y engager tous les Etats de l'Europe.

CXXIII.

16. Janv. **Leipziger Recess zwischen Ihro Churfürstl. Durchleucht zu Sachsen und Brandenburg / wie auch dem gesambten Hoch-Fürstlichen Hause Braunschweig-Lüneburg in puncto der Müntz-Verbesserung auffgericht. Leipzig den 16. Januar. 1690. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. I. Absatz. II. pag. 235. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XIII. pag. 1189.]**

C'est-à-dire,

Recès de Leipsich conclu entre les Serenissimes Electeurs de SAXE *&* *de* BRANDEBOURG *& toute la Serenissime Maison de* BRUNSWIC-LUNEBOURG, *touchant l'amelioration de la Monnoye. A Leipsich le 16. Janvier 1690.*

[illegible] Veränderung zum sorgfältigsten zu Gemüth gezogen / eine abermahlige Zusammenkunfft in der Stadt Leipzig beliebet / und allerseits Räthe und Ministri auf den 10. jetztlauffenden Monats Januarii zusammen geschicket werden / so ist darauf die Sache in dem Nahmen des Höchsten / nach hinc inde ausgewechselten Vollmachten / in fleißige Deliberation gezogen / und folgende Abrede und Schluß / jedoch biß zur Ratification allerseits hoher Herren Principalen / getroffen werden.

Man hätte nun wohl allerseits nichts liebers sehen und wünschen mögen / als alsofort zu einer Ausmüntzung nach der alten Reichs-Ordnung / oder doch wenigstens nach dem Zinnischen Fuß / zu schreiten / und solchen als eine durchgehende Interims-Richtschnur aller schlagenden Sorten einzuführen / und zum Effect zu bringen; Weil aber vor der Hand solches allerdings nicht practicable, indem das gute Geld in hin und wieder versteckten Hecken eingewechselt und verschmoltzen / das Silber durch die gar zu geringhaltige Sorten in hohern Werth bezahlt / und dadurch dasselbe Zeithero angestiegen / und noch täglich ansteiget / auch keine Verringerung zu hoffen / so lange auf solche verderbene Weise continuiret / und vorberührte schlechte Sorten überall in Cours nicht nach dem Valore intrinseco, sondern nach dem externo judiciret / und à 2. pro Cento gegen gute Gelder (so jedoch in Effectu 20. biß 30. pro Cento besser) consideriret / und dadurch die Heckmüntzer nur fomentiret werden / und dann bey so gestalten Sachen unmöglich erfallen / von einem extremo so fort zum andern zu kommen; So hat man zu evitirung grössern Unheils / und nachdrücklichster Verbesser- und rectificirung des Müntzwesens den Weg einiger massen zu bahnen / wie wohl ohne allen Abbruch und praejudiz derer deßfalls ergangenen Reichs- und Creyß-Schlüsse / das nechste und beste Mittel zu seyn erachtet / sich eines gewissen interims-remedii zu bedienen; Solchemnach ist.

1. Allerseits beliebt und fest gestellet worden / daß eine jede Marck 1. ½ und ¼. Stücken auf 12. Thlr. ausgemüntzet / und aus vielen erheblichen Ursachen biß nechstkünfftigen Michaelis damit continuiret / immittelst aber von keinem derer hohen Herren Correspondirenden weiter herunter gegangen werden soll / da man denn um selbige Zeit wieder zusammen zu kommen / und einen verhoffenden nähern und bessern Müntz-Fuß fest zu stellen / die Abrede genommen.

2. Was die in aller Herren Compaciscenten Landen [illegible]

Anno 1690.

zulängliches surrogatum vorhero angeschaffet/ dannenhero die geringhaltige zu fournirung des Handels auch der Wechsel-Zahlung immer in Cours prævaliret/ und hergegen die wenige gute Sorten denen Heckemüntzen nur pro pabulo gedienet; So werden allerseits hohe Herren Compaciscenten mit der beliebten Ausmüntzung nicht säumig seyn/ und das surrogatum anschaffen/ auch darbey alsofort ihren derenfalls ergangenen Verbot-Edictis mit Ernst nachsetzen/ Es wollen auch

4. Allerseits hohe Herren Compaciscenten in ihren Landen das zu ihrem Behuff passirende Silber mit keinem Zoll/ Accise und dergleichen Impositionen/ sie haben Nahmen/ wie sie wollen/ belegen/ sondern auf alle Weise die Wohlfeilheit des Silbers helffen faciliciren/ und befördern/ Damit nun

5. Dieser der hohen correspondirenden Churfürstlichen und Fürstl. Häuser/ bey gegenwärtigen zerrütteten Müntz-Zustand führende aufrichtige Intention/ auch bey denen anderen Ständen dieser beyder Ober- und Nieder-Sächsischen Creysse/ eine gute Nachfolge haben möge; So ist nöthig befunden worden/ weil die Cron Schweden bißhero in dieser materia pro publico gute Intention geführet/ dieselbe zu invitiren/ daß sie diesem löbl. Vorhaben beytreten/ auf Ihre Stetinische Creys-Müntz-Städte gleichmäßige Ordre stellen/ auch darüber/ dero im Nieder-Sächsischen Creiß mitführenden Creiß-ausschreib-Amt nach/ mit Hand anhalten/ und ferner alle Beförderung darzu erweisen mögen/ massen dann auch mit Sachsen-Gotha darüber zu gleichem Ende förderliche Communication gepflogen werden solle.

6. Daß auch diejenigen Stände im Ober- und Nieder-Sächsischen Creyß/ so bißhero wider die Reichs- und Creiß-Schlüsse ausser denen Creiß-Müntz-Städten gemüntzet/ abstiniren mögen; So ist zu solchem Ende geschlossen worden/ zuforderst an alle und jegliche Stände beyder Creisse gewisse Schreiben abgehen zu lassen/ und ihnen nicht allein diesen unter mehrhöchstgedachten correspondirenden Churfürstl. und Fürstl. Häuser getroffenen Schluß/ sondern auch die genommene unveränderliche Resolution zu intimiren/ daß sie nicht allein a dato von allen und jeden Ausmüntzungen auf ihren Hecken-Müntz-Städten abstehen/ und da ein oder der andere mit dem Müntz-Regal berechtigter Stand zu Behuff seiner Land und Leute einige quantität Gelder ausmüntzen lassen wolte/ derselbe das darzu benöthigte Silber auf eine der ordentlichen Creiß-Müntz-Städte schicken/ und daselbst gegen Erlegung des Müntzer-Lohns die Ausmüntzung verlangen/ sondern auch zu solchem Ende die bey solchen Hecken-Müntzen verhandene Stöck und Eisen/ zusamt denen Rüstungen selbst/ destruiren und aufheben/ oder dieselben zu der Creiß-Müntz-Stadt einsenden soll/ mit der angehengten ausdrücklichen Commination/ daß auf verspürenden Fall/ da den Reichs- und Creiß-Schlüssen/ und dieser dißfalls getroffenen Abrede zu wieder gehandelt werden solte/ so fort ohne alles Nachsehen mit der Execution verfahren werden solle; Als dann Krafft dieses alle hohe Herren Compaciscenten sich verbinden/ daß sie stracks ohne weiteres Nachsehen solche Execution auf verspürende Renitenz, und zwar jeder in seinem Territorio allein/ ausser dem Territorio von denen ausschreibenden Fürsten/ auf erheischende Nothdurfft aber gesamter Hand vollstrecken lassen wollen/ welche Execution dann auch wider die Lieferanten/ deren Anhang/ auch Müntz-Meister und Arbeiter an dergleichen Neben-Müntze/ extendiret/ und die Verbrecher nach Befinden an Leib/ Gut und Leben gestraft werden sollen/ wie dann auch/ wann ein oder andern derer hohen Herren Compaciscenten dergleichen Casus, darüber eine solche Execution zu verhängen/ kund werden solte/ sie darüber zu obbesagten Ende und schleuniger Vollstreckung sothaner Execution/ fleißige und vertrauliche Communication jederzeit pflegen wollen.

7. Damit auch Müntz-Meister und Wardeins ihr Officium der Gebühr verrichten/ und von denenjenigen/ was dem Reichs-Creiß- und gegenwärtigen Schluß gemäß ist/ nicht absetzen mögen; So hat man dienlich befunden/ daß alle und jede Müntz-Meister und Wardeins von allerseits hoher Herren Compaciscenten hierzu deputirten Commissarien specialiter vereydet werden sollen/ dergestalt/ da einer oder der ander sich unterstehen würde/ diesem allen zu wider zu leben/ derselbe ipso facto vor infam gehalten/ und über das mit unnachläßlicher ernstlicher Bestrafung angesehen werden solle/ massen auch die hohe Herren correspondirende Chutfürsten und Fürstl. Häuser/ auch ihres Theils demselben nicht allein nachzukommen/ und keinen Müntz-Meister noch Wardein/ der nicht solcher gestalt auch in specie auf diesen jetzigen Schluß in würckliche Pflicht genommen/ zu der geringsten Arbeit zu lassen/ sondern auch/ daß solches bey anderen Ständen/ so mit Creiß-Müntz-Städten versehen/ gleichfalls geschehe/ darüber nachdrücklich zu halten/ sich verpflichten.

Anno 1690.

8. Denen General-Wardeins soll ihre gebührende Autorität und Macht gelassen/ und sie/ wenn dem entgegen gehandelt werden solte/ dabey gehandhabet/ hingegen dieselbe auch zu Beobachtung ihres Officii ernstlich angehalten/ und damit sie auch über diesen Schluß gebührende Obacht haben mögen/ ihnen so fort davon Communication gethan/ und da sie im Creyse etwa/ so diesem Schluß zuwider/ etwas vernehmen/ und in Erfahrung bringen möchten/ so sollen sie dasselbe/ es sey auch von wem es wolle/ an die Creiß-ausschreibende Fürsten/ auch jedes Ortes hoher Obrigkeit anzuzeigen gehalten seyn.

9. Ob auch wohl in denen Reichs- und Creiß-Schlüssen zu aller Gnüge versehen/ wie nach mit denen Goldschmieden/ Trath-Ziehern/ Silber-Arbeitern und dergleichen/ welche gute Reichs-Sorten in den Tiegel werffen und verschmöltzen/ wie nicht weniger mit denen jenigen/ so verbothenen Wucher mit Einwechseln und Ausführung guter und richtiger und hingegen mit Einführung und Verwechselung schlimmer und geringhaltiger/ auch wohl gar verruffener Sorten treiben/ und dardurch zur Confusion und Unwesen grossen Anlaß geben/ zuverfahren; So wird zwar eine jegliche Obrigkeit in ihrem Lande auch diesem Gebrechen zu steuern/ und mit allem Ernst- und Schärffe darüber zu halten ohnedem bedacht seyn; Es haben aber die sämtliche hohe Herren Compaciscenten auch disfals beliebt/ solches nicht allein dem dieserhalben auszulassenden Edict ausdrücklich zu inseriren/ sondern auch darüber mit allem Ernst/ und zwar nach Befindung des Verbrechens/ mit der Confiscation/ auch Leib- und Lebens-Straf zu halten/ und dahin zu sehen/ daß/ wann anderwerts dergleichen verbotener Unterschleiff geschehen solte/ daß auch derselbige zu gehöriger Anthung gezogen werden möge/ welchem alles dasjenige/ was eine hohe Obrigkeit der andern wird advertiren/ zu gemeinsamen Nutzen gedeyen/ auch dem anzeigenden Privato quarta gelassen/ und sein Nahme verschwiegen werden solle.

10. Weiln auch hin und wieder um schändlichen Wucher und Gewinn von einigen Müntz-Meistern die Jahr-Zahlen verrucket/ auch wohl gar falsche Bilder auf die Müntze gepräget/ und dadurch nicht allein jedermänniglich durch ein hochstrafbares Falsum hintergangen/ sonderen auch die Zerrüttung und Confusion des Müntz-Wesens dadurch mit befördert wird; So ist abgeredet worden/ daß/ wenn dergleichen einer (welcher es entweder vorhero gethan/ oder auch noch thun möchte/) betreten werden solte/ derselbe mit Confiscation seiner Haab und Güter/ auch wohl am Leben/ andern zum Abscheu und Exempel/ ohne alles Nachsehen und Gnade abgestrafet/ zugleich demjenigen Privato, welcher einen solchen Falsarium kund machen würde/ von denen confiscirenden Gütern quarta pars ohnfehlbar zugewendet/ und sein Nahme auf Begehren gleichfalls verschwiegen werden/ auch dieses/ damit es nicht unbekannt seyn möge/ denen künfftigen auszulassenden Edicten einverleibet werden soll.

11. Damit auch die Kauff-Leuthe und andere von Silber- und Gold-Lieferung auf die Neben- und Hecken-Müntzen desto mehr abgeschrecket werden mögen; So wollen allerseits hohe Herren Compaciscenten hinkünfftig die Contraventores nicht allein mit öffentlicher infamie belegen/ sondern auch des Landes verweisen/ an nebst das attrapirte Silber confisciren/ und solches denen abzufassenden Edictis inseriren lassen.

12. Wegen der Scheide-Müntze hat man sich auch insgesambt verbunden/ daß ein jeglicher der Compaciscirenden hohen Herren solch Ziel und Maaß hinkünfftig halten/ und gehörige Verordnung in der That stellen solle/ damit die benachbarte Lande damit nicht beschwehret werden mögen.

13. Ubrigens ist von diesem Schluß nicht allein dem Reichs-Convent zu Regenspurg durch eine jegliche Gesandschafft part zu thun/ daß sie unter sich so wohl eine vertraute Correspondenz in dieser Materie führen/ als auch durch allerseits dienliche Officia das Werck bey andern Gesandten alda zu Ergreiffung einer dermahlen ernstlichen Resolution zu befördern/ sondern auch an Ihre Käyserliche Majestät selbsten von deme hohen Herren Principalen allerunterthänigste Communication zu thun/ und dieselbe der Gebür ersuchen/ daß höchstgedachte Ihre Käyserliche Majestät dahin zu bringen/ damit sie de-

re

ANNO 1690. ro Orten doch solcher dißfalls führenden guten intention allergnädigst beytreten / und es endlich auch bey anderen in die Wege dermahlen richten mögen / damit vor erst der voraugenschwebenden Kipperey möglichst gesteuert / Land und Leut aus dem verderblichen Unwesen gerissen / gutes Geld hinwieder beygebracht / und das Reich aus der üblen Nachrede und blame, darinnen es bey denen Exteris allzeit stehet / dermahln gebracht / und endlich der unsägliche Schade mit Nachdruck abgewendet werden möge.

14. So hat man auch an ein und andere wohl intentionirte vermögende Stände anderer Creyse / auch denen vornehmsten Handels-Städten durch particulier-Communication Nachricht zu geben / um bey ihnen noch desto mehr einen Beytritt und Conformität zu veranlassen / auch was in ein und andern für Antworten erfolget / und sonsten in dieser materie passiret / und zu weiterer Beförderung des Wercks nöthig seyn möchte / jederzeit fleissige Communication zu pflegen.

15. Massen denn auch ferner die Abrede dahin genommen / mit der angefangenen und zu solchem heilsamen Zweck angesehenen Communication / und Zusammensetzung ohnausgesetzt zu continuiren / und das gantze Werck endlich auf rechten Reichsmässigen Fuß hinwieder zu bringen / und damit obiges alles mit desto mehrern promtitudine und Verständnüs dirigiret und beobachtet werden möge; So wollen allerseits hohe Herren Compaciscenten einigen dero Ministrorum gemessenen Befehl und Instruction ertheilen / über denen Vorfallenheiten / modo & mediis unter einander fleissig und vertraulich zu correspondiren / und mit gemeinen Concert die Nothdurfft ungesäumt aller Ends zu verfügen. Dessen alles zu wahrer Uhrkund und gehöriger Festhaltung ist dieser Recess abgefasset / von allerseits zusammen geschickten Räthen und Ministris, jedoch zu Ratification dero allerseits hohen Herren Principalen / als welche binnen denen nechsten dreyen Wochen hinc inde per literas kund gethan werden soll / unterschrieben und vollzogen / und jeglichem Theil ein Exemplar zugestellet worden. Geschehen Leipzig den 15. Jan. 1690.

Weiln die Hochfl. Braunschweig-Lüneburgl. Herren Ministri obbeschriebenen Recess darum zu unterschreiben difficultiren / weiln sie von ihrer gnädigsten Herrschafft ratione des beliebten Interims-Müntz-Fusses zu 12. Thlr. noch zur Zeit nicht genugsam instruiret / übrigens aber in allen Puncten mit Chur-Sachsen und Chur-Brandenburg einig seyn; Als haben obgedachte Hochfl. Herren Ministri diesen Recess auf verbedungene Ratification unterschrieben. So geschehen Leipzig den 16. Jan. 1690.

Ludwig Gebhard Freyherr von Hoymb. (L.S.)

Dodo Freyherr von Kniphausen. (L.S.)

CXXIV.

24. Janv. **Wahl-Capitulation Ihro Römisch-Königlichen Majestät Josephi, Worinn die Articulen enthalten / wornach dieselbe das Römische Reich zu verwalten versprochen. Augspurg den 24. Januarii 1690.** [*Christoph.* ZIEGLERN *Wahl Capitulationes* pag. 306. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORPII *Acta Publica* Tom. XVII. pag. 1. dans VITRIARII *Institut. Juris Publici* in Append. pag. 1. dans FRAN. FRID. Baron AB ANDLERN *Corpus Constitut. Imperial.* Tom. I. pag. 15. inter Wahl Capitulationes, dans le *Theatrum Europæ.* Tom. XIII. pag. 1140. dans *Leges Fundamentales Sac. Rom. Imperii* pag. 659. dans HEISS *Histoire de l'Empire* Tom. V. pag. 375. en François, & dans LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. General. pag. 810.] ANNO 1690.

C'est-à-dire,

Capitulation Imperiale de JOSEPH *Roi des Romains, contenant les Articles, selon lesquels il promet de gouverner l'Empire. A Ausbourg le 24. Janvier 1690.*

Eingang

WIr Joseph, von GOttes Gnaden / erwählter Röm. König / zu allen Zeiten Mehrer deß Reichs / in Germanien / zu Ungarn / Dalmatien / Croatien und Sclavonien König / Ertz-Hertzog zu Oesterreich / Hertzog zu Burgund / Steyer / Cärnten / Crain und Würtenberg / Graff zu Habsburg / Tyrol und Görtz / rc. bekennen offentlich mit diesem Brieff / und thun kund männiglich / als Wir aus Schickung GOttes des Allmächtigen / durch die / aus bewegenden trifftigen Motiven und Ursachen / vorgenommene ordentliche Wahl / der Hochwürdigen und Durchläuchtigen / Anselm Frantzen / zu Maynß: Johann Hugo / zu Trier: Joseph Clemens / zu Cölln: Ertz-Bischoffen: Maximilian Emanuelen / in Ober- und Nieder-Bayern / auch der Ober-Pfaltz Hertzogen / Pfaltzgraffen bey Rhein / rc. Philipp Wilhelmen / Pfaltzgraffen bey Rhein / Hertzogen in Bayern; Wie nicht weniger an statt und von wegen des Allerdurchleuchtigsten Röm. Kaysers Leopoldi I. als Königs in Böhmen / Unsers gnädigen Herren Vatters Majestät: dann der auch Durchleuchtigen Johann Georgen / des Dritten / Hertzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve / und Berg / Burggraffen zu Magdeburg rc. und Friederichen des Dritten / Marggraffen zu Brandenburg / und Burggraffen zu Nürnberg / rc. respective aller des Heil. Röm. Reichs durch Germanien / Gallien und Italien / Ertz-Cantzlern / und Ertz-Schencken / Ertz-Truchsessen / Ertz-Marschallen / Ertz-Cämmerern und Ertz-Schatzmeistern / Unsers gnädigen Herren Vattern / lieben Neven / Oheimben und Churfürsten / respective Ihrer Majestät und Ld. Ld. bevollmächtigen Bottschafften / Frantz Ulrich / Graffen Kinsky von Kunitz und Zettaw / Herren uff Chumatz ob der Zeitlinaz Nicoln / Edlen Panner und Freyherrn von Gersdorff / zu Baruth / Hennensdorff / Brettung / Haußwald / Jorckel / Buchwald / Kreckwitz / und Beutelsdorff; und Sylvestern Jacob / von Danckelmann / zu Ehr und Würden deß Römischen Königlichen Nahmens und Gewalts erhaben / erhöhet und gesetzt seynd / deren Wir Uns auch GOtt zu Lob / dem Heiligen Römischen Reich zu Ehren / und um der Christenheit und Teutscher Nation, auch gemeinen Nutzens willen beladen. Daß Wir Uns demnach aus freyem / und hierzu gegebenen Vätterlichen / auch gnädigen Willen / mit Denselben Unsern respective gnädigen Herrn Vattern / und lieben Neven / Oheimben und Churfürsten / vor sich und sämtliche Fürsten und Stände des Heil. Röm. Reichs / Geding- und Pacts-Weiß / dieser nachfolgenden Articulen vereiniget / verglichen / angenommen und zugesagt haben: Alles wissentlich und in Krafft dieses Brieffs.

Diese Wahl-Capitulation ist in XLIX.
Artickeln verabfasset.

Der I. Artickel.

Der König (1) will die Römische Kirch und Päbstliche Heiligkeit / als derselben Advocat, schützen / (2) im Römischen Reich die Einigkeit pflantzen / und ohne Ansehung der Personen die Gerechtigkeit handhaben; jedoch daß (3) die Protestirende Churfürsten / so viel diesen und XVIII. Artickel gegenwärtiger Obligation betrifft / den König nicht damit verbinden / noch selbsten darein willigen / und (4) die gedachte Advocatie dem Religion- und Prophan-

Frie-

Anno 1690.

Frieden zu Præjudiz, nicht allegiret werde.

I. Zum Ersten/ daß Wir in Zeit solcher Unserer Königlichen Würden/ Ambt und Regierung/ die Christenheit und den Stuhl zu Rom. auch Päbstliche Heiligkeit/ und Christliche Kirchen/ als derselben Advocat, in gutem treulichen Schutz und Schirm halten: darzu insonderheit in dem Heiligen Reich Frieden/ Recht und Einigkeit pflantzen/ auffrichten und versilgen sollen und wollen/ damit sie ihren gebührlichen Gang/ den Armen wie den Reichen/ ohne Unterscheid der Personen/ Stand/ Würden und Religion/ auch in Sachen Unser und Unsers Hauses eigenes Interesse betreffend/ gewinnen/ und haben/ auch behalten/ und derselben Ordnungen/ Freyheiten und alten löblichen Herkommen nach/ verrichtet werden solle: Gleichwol so viel diesen/ wie auch den nachfolgenden 18ten Artickel gegenwärtiger Obligation, auch sollen und wollen Wir bey Unserm Heil. Vatter rc. belanget/ haben vorgemeldte Unsere liebe Oheimb die zwey Churfürsten zu Sachsen und Brandenburg/ sich ausdrücklich gegen Uns erkläret/ was da von dem Stuhl zu Rom/ und Päbstlicher Heiligkeit vor Meldung geschicht/ daß Ihro Ldd. Ldd. vor sich und Ihre Religions-Verwandte/ darin nicht willigen/ noch Uns damit verbunden haben; noch erst gedachte Advocatia, dem Religion-und Prophan-auch zu Münster- und Oßnabrück uffgerichteten Frieden zu Præjudiz angezogen und gebraucht/ sondern demselbigen gleicher Schutz gehalten und geleistet werden solle: Wie Wir Ihnen den zweyen Churfürsten dann auch solches Krafft dieses/ versprechen/ und Uns hiemit darzu verbinden.

Der II. Artickel.

Der König (1) soll alle des Reichs Ordnungen/ und besonders den zu Münster und Oßnabrück (doch den/ der Cron Franckreich darinnen enthaltenen Vortheil/ wegen deß im Heil. Reich verübten Frieden-Bruchs/ außgenommen) auffgerichten allgemeinen Reichs-Friedenschluß/ und darinnen bestätigten Religions-Frieden/ als ein immerwährend Band zwischen Haupt und Gliedern/ handhaben/ (2) daß an Orthen/ davon das Instrumentum Pacis disponiret/ in Ecclesiasticis & Politicis, sub quocunque prætextu, oder ungleicher Außlegung desselben/ noch wider die/ dem Reichs-Abschied An. 1555. einverleibte Executions-Ordnung/ directè noch indirectè, gehandelt werde/ nicht gestatten: Die Ordnungen (3) und Gesetze so viel solche dem in erstgedachtem zu Augspurg 1555. auffgerichten Reichs-Abschied und Frieden-schluß nicht zuwider/ erneuern und confirmiren/ (4) solche mit der Reichs-Stände Hülffe/ in begebenden Fall verbessern: (5) wider diesen Friedenschluß in offentlichen Druck nichts kommen lassen/ sondern sowohl wider die Authores als Complices ernstlich verfahren: (6) alle dargegen eingewandte protestationes und contradictiones verwerffen/ und (7) nicht verhengen/ daß in Erkennung der Processen/ censir-und confiscirung der Bücher/ der Bücher-Commissarius zu Franckfurt/ dem einen Theil mehr/ als dem andern favorisire.

II. Wir sollen und wollen auch die Güldene Bull/ mit der in dem zu Münster und Oßnabrück auffgerichteten allgemeinen Reichs-Friedenschluß (der gleichwol/ als viel zu Vortheil der Cron Franckreich darinn enthalten/ wegen des von jetzt besagter Cron/ wider das Heil. Röm. Reich verübten Friedenbruchs/ nunmehr zerfallen/ und ferners nicht mehr verbündlich ist) auff den achten Electoratum enthaltener Extension, nach Inhalt erstberührten Friedenschlusses/ den Frieden in Religion- und Prophansachen/ den Land-Frieden/ samt der Handhabung desselben/ wie auff dem zu Augspurg im Jahr 1555. gehaltenen Reichstag auffgerichtet/ angenommen/ verabschiedet und verbessert/ auch in denen darauff erfolgten Reichs-Abschieden wiederholt und confirmirt worden/ sonderlich aber obgemeldten Münster-und Oßnabrückischen Friedenschluß und Nürnbergischen Executions-Recess, wie auch insonderheit alles das jenige/ was bey vorigem Reichstag zu Regenspurg verabschiedet und geschlossen worden/ und bey noch währendem und künfftigen Reichstägen ferner für gut befunden und geschlossen werden möchte/ gleich wäre es dieser Capitulation von Worten zu Worten einverleibt/ stät/ fest/ und unverbrüchlich halten/ handhaben/ und darwider niemand beschweren/ auch nicht gestatten/ daß an einigen Orten/ von welchen das Instrumentum pacis disponirt/ in Ecclesiasticis & Politicis, sub quocunque prætextu, oder ungleicher Auslegung desselben/ dargegen/ oder wider die im Reichs-Abschied An. 1555. einverleibte Executions-Ordnung/ directè, vel indirectè gehandelt werde/ deßgleichen sollen und wollen Wir auch andere des H. Röm. Reichs Ordnungen und Gesetze/ so viel die in dem obgemeldten angenommenen im 1555. Jahr zu Augspurg auffgerichtet/ und mehr erwehntem Friedenschluß nicht zuwider seynd/ confirmiren/ erneuren/ und dieselbe mit Rath und Consens Unser/ und des Heil. Reichs Churfürsten/ Fürsten und anderer Ständen/ wie das des Reichs Gelegenheit zu jederzeit erfordern wird/ bessern/ zumalen auch die jenige/ so sich gegen jetzt vermeldten Friedenschluß/ und darinn bestätigten Religions-Frieden/ als ein immerwährendes Band zwischen Haupt und Gliedern/ unter sich selbsten zu schreiben/ oder etwas in öffentlichen Druck heraus zu geben/ (als dadurch nur Auffruhr/ Zwietracht/ Mißtrauen/ und Zanck im Reich angerichtet wird) unternehmen würden oder solten/ gebührend abstraffen/ die Schrifften und Abtruck cassiren/ und gegen die Authores sowol/ als Complices, wie erst gemeld/ mit Ernst verfahren/ auch alle wider den Frieden-Schluß eingewendete Protestationes & Contradictiones, sie haben Nahmen wie sie wollen/ und rühren woher sie wollen/ nach besag erstgenandten Friedenschlusses/ verwerffen und vernichten; auch weder Unserm Reichs-Hoff-Rath/ noch dem Bücher-Commissario zu Franckfurt am Mayn/ verstatten/ daß jener uff des Fiscals oder eines andern Angeben/ in Erkennung der Processen/ und dieser in censir-und confiscirung der Bücher/ einem Theil mehr/ als dem andern favorisire.

Der III. Artickel.

Will der König (1) alle Stände im Heil. Römischen Reich/ bey ihren Hoheiten/ Gerechtigkeiten rc. fürnemlich auch die Weltliche Churfürsten/ bey ihrem primogenitur-Recht bleiben lassen/ (2) keinen der Sessionem & Votum hat/ davon suspendiren/ (3) denenselben ihre Regalia, Privilegia &c. bestättigen/ (4) Die vor oder im dreißig-jährigen Krieg ertheilte/ hernach aber im Friedenschluß nicht gut-geheissene/ annulliren: (5) keinem seine Unterthanen von der Bottmässigkeit/ Steuern rc. befreyen: (6) Denen Land-Ständen/ mit Ausschliessung des Landes-Herren/ die Disposition über die Steuer/ noch daß sie Conventen anstellen/ und sich des Beytrags entschlagen/ nicht gestatten/ (7) auch im Fall dieselbe oder die Unterthanen beym Reichs-Hof-Rath oder Cammer-Gericht

Anno 1690.

richt derwegen etwas zu suchen/ sich würden gelüsten lassen/ solche so leicht nicht anhören/ sondern à limine judicii zur schuldigen parition an ihre Landes-Herren anweisen/ und (8) alle sub & obreptitiè diszfalls erhaltene Privilegia &c. auch beym Reichs-Hof-Rath oder Cammer-Gericht ertheilte Processus, Mandata &c. vor null und nichtig erklären.

III. Und zum dritten sollen und wollen Wir in alle Wege die Teutsche Nation/ das Heil. Röm. Reich/ und die Churfürsten/ als dessen förderste Glieder/ und des Heil. Röm. Reichs Grund-Säulen/ insonderheit auch die weltliche Chur-Häuser/ bey ihrem Primogenitur-Recht/ und ohne dasselbe wider die Gebühr restringiren zu lassen/ nach Inhalt der Güldenen Bull/ sonderlich des 13. Articuls/ wie auch andere Fürsten/ Prälaten/ Grafen/ Herren/ und Stände/ sambt der ohnmittelbaren freyen Reichs-Ritterschafft/ bey ihren Hoheiten/ geist-und weltlichen Würden/ Gerechtigkeiten/ Macht und Gewalt/ auch sonsten jedan nach seinem Stand und Wesen/ verbleiben lassen; ohne Unsern und männigliches Eintrag und Verhinderung/ und ohne der Churfürsten/ Fürsten/ und Ständen vorhergehende Einrath-und Bewilligung/ keinen Reichs-Stand/ der Sessionem & Votum in den Reichs-Collegiis hergebracht hat, davon suspendiren/ oder ausschliessen; darzu den Ständen sambt erstgedachter Reichs-Ritterschafft ihre Regalia, und Obrigkeiten/ Freyheiten/ Privilegien/ Pfandschafften und Gerechtigkeiten/ auch Gebräuch und gute Gewohnheiten/ so sie biszhero gehabt haben/ oder in Ubung gewesen seynd/ zu Wasser und zu Lande/ auff gebührendes Ansuchen/ ohne einige Weigerung/ und Auffenthalt/ in guter beständiger Form/ confirmiren und bestättigen/ sie auch darbey/ als erwählter Römischer König handhaben/ schützen und schirmen/ und niemanden einig Privilegium darwider ertheilen; und da einige vor-oder bey vorgewesenem dreyssigjährigen Krieg darwider ertheilt worden wären/ so im Friedenschlusz nicht gut geheissen/ oder approbirt worden/ dieselbe gäntzlich cassiren und annulliren/ auch hiermit cassirt und annullirt haben; und keinen Churfürsten und Stand/ die ohnmittelbare Reichs-Ritterschafft mit begriffen/ seine Landsassen/ ihme mit-oder ohnmittelbar unterworffene Unterthanen/ und mit Lands-Fürstlichen auch andern Pflichten zugethane Eingesessene/ und zum Land gehörige/ von deren Botmässigkeit/ und Jurisdiction, wie auch wegen Lands-Fürstlicher hoher Obrigkeit/ und sonsten rechtmässig hergebrachten respectivè Steuren/ Zehenden/ und andern gemeinen Bürden und Schuldigkeiten/ weder unter dem prætext der Lehen-Herrschafft/ noch einigem andern Schein eximiren und befreyen/ noch andern solches gestatten; auch nicht gutheissen/ noch zugeben/ dasz die Land-Stände die Disposition über die Land-Steuer/ deren Empfang/ Ausgab/ und Rechnungs-Recessirung/ mit Ausschliessung des Land-Herren/ privativè vor-und an sich ziehen/ oder in dergleichen und andern Sachen/ ohne der Lands-Fürsten Vorwissen und Bewilligung/ Conventen anstellen und halten/ oder wider des jüngsten Reichs-Abschieds ausdrückliche Verordnung/ sich des Beytrags/ womit jedes Churfürsten/ Fürsten/ und Stands Landsassen/ und Unterthanen/ zu Besetz-und Erhaltung deren einem und andern Reichsstand zugehöriger nöthiger Vestungen/ Plätzen/ und Garnisonen/ wie auch zu Unsers und des H. Reichs Cammer-Gerichts Unterhalt/ an Hand zu gehen schuldig seynd/ zur Ungebühr entschlagen. Auff den Fall auch jemand von den Land-Ständen oder Unterthanen wider dieses oder andere obberührte Sachen bey Uns oder Unserm Reichs-Hof-Rath/ oder erstbemeldten Cammer-Gericht etwas anzubringen/ oder zu suchen/ sich gelüsten lassen würde/ wollen Wir daran seyn/ und darauff halten/ dasz ein solcher nicht leichtlich gehört/ sondern à limine judicii ab-und zu schuldiger parition an seinen Lands-Fürsten und Herren gewiesen werde: Gestalten Wir dann auch alle und jede dagegen/ und sonsten contra jus tertii, und ehe derselbige darüber vernommen/ hiebevor sub-& obreptitiè erhaltene Privilegia, & Exemptiones, sambt allen derselben Clausulen/ Declarationen/ und Bestättigungen/ wie auch alle darauff und denen Reichs-Satzungen zuwider an Unserm Käyserl. Reichs-Hof-Rath/ oder Cammer-Gericht/ wider die Landsfürsten und Obrigkeiten/ ohne derofelben vorhero schrifftlich begehrten und vernommenen Bericht/ ertheilete Processus, Mandata & Decreta prævia summaria causæ cognitione, vor null und nichtig erklären/ und dieselbe cassiren und aufheben sollen und wollen.

Anno 1690.

Der IV. Artickel.

Der König (1) soll dem Hertzog von Savoyen/ so fern er sich denen Reichs-Constitution-und Lehen-Rechten gemäß bezeigen und verhalten wird/ die Belehnung des Montferrats ertheilen/ (2) ingleichen beym König in Spanien/ daß dem Hertzogen auch die Stadt Trino ohne Entgeld restituiret/ (3) der Hertzog von Mantua/ daß er sich hinfüro alles exercitii jurisdictionis &c. im Montferratischen enthalte/ würcklich angehalten/ und (4) mehrgedachter Hertzog von Savoyen/ in denen in Italien habenden Vicariats-Gerechtigkeiten beschützet werde/ verschaffen/ welches (5) jedoch alles auff die Condition, falls er sich denen publicirten Inhibitoriis und Avocatoriis gemäß bezeigen wird/ gestellet ist.

IV. Insonderheit aber sollen und wollen Wir dem Hertzogen zu Savoya/ durch die Person seines rechtmässigen Gewalthabern/ die/ in dem zu Münster und Osznabrück aufgerichten Instrumento Pacis §. Cæsar. Maj. &c. frey und unbedingt/ neben andern versprochene Belehnung des Montferrats/ auff die Form und Weisz/ wie sie von weyland Röm. Käy. Majestät Ferdinando II. Victori Amadeo, ertheilt worden/ so bald Wir nach angetrettener Unserer Käys. Regierung/ hierum gebührend ersucht und angelangt werden/ denen Reichs-Constitutionen und Lehen-Rechten gemäsz/ zumahl ohne Anfang einiger ungewöhnlicher general-oder special-reservatori salvatori-oder dergleichen Clausul, samt übrigen allen/ was in gedachtem Instrumento Pacis, und deme darum confirmirten Tractatu Cherascensi, dem Hausz Savoya mehrers zu guten verordnet und zugesagt worden/ erfolgen lassen/ und ihme darzu durch Unser Käys. Ampt executivè verhelffen/ auch deren keines unter einigem Schein/ Ursach oder Fürwand/ sonderlich auch die Belehnung des Montferrats wegen der von dem König in Franckreich dem Hertzogen zu Mantua schuldiger und noch nicht bezahlter 494000. Cronen, worvon der §. ut autem omnium &c. disponirt/ und das Hausz Savoya allerdings davon befreyt/ im geringsten verschieben oder auffhalten; benebens Unsere Käyserliche Authorität bey dem König in Hispanien kräfftiglich anwenden/ dasz derselbe dem Hertzogen von Savoya die Stadt Trino unverzüglich/ gäntzlich und ohne Entgeld restituiren thue; dem Hertzogen von Mantua aber von Käys. Macht und Gewalts wegen/ alsbald ernstlich befehlen/ auch Ihne durch gehörige Mittel würcklich dahin anhalten/ in einem vorgesetzten kurtzen peremptorischen termin, sich alles Exercitii jurisdictionis daselbst und an anderen in dem Montserrat gelegenen/ und dem Hausz Savoya durch die Reichs-und vorhergegangene Friedens-Handlungen zuerkennten Orthen/ zu entschlagen/ damit der Hertzog van Savoya seiner ihme in denselbigen zuständiger jurisdiction gebührend und ruhiglich geniessen möge; wie Wir dann nicht wenigers darob seyn/ und durch Ausfertigung ernstlicher Pœnal-Mandaten verfügen wollen/ dasz weder Er der Hertzog von Mantua und seine Nachkommen/ noch auch jemand anderer für sich/ oder von Ihrentwegen fürterhin demjenigen/ was wegen des Montserrats/ für das Hausz Savoya/ in dem öffters angezogenen Friedenschlusz/ und dieser Unserer Capitulation begriffen/ auff einigerley Weis und Weg/ im geringsten etwas zu contraveniren/ und zu wider zu handlen/ sich unterstehen: So thun Wir auch dasjenige/ was das Churfl. Collegium unter dato dem 4. Jun. in längst verwichenem 1658. Jahr an Ihne/ wegen annullir-und Auffhebung desz dem Hausz Savoya zu Nachtheil/ untersangenen Käys. und Reichs-Vicariats und Generalats in Italien/ geschrieben/ hiermit allerdings einwilligen und bestättigen/ dergestalt/ dasz Wir ob desselben Begriff festig-

ANNO 1690.

festiglich halten / und die Hertzogen von Savoya bey Ihrer in Italien habenden Vicariats-Gerechtigkeit und Privilegien gebührend schützen und handhaben wollen / welches alles jedoch auf die Condition gestellet wird / wann sich der Hertzog von Savoyen denen von Ihrer Käyserl. Majestät / von Reichs wegen publicirten Inhibitoriis und Avocatoriis gemäß bezeigen und verhalten wird.

Der V. Artickel.

Der König (1) soll die prætendirte Præcedentz außländischer Potentzen Gesandten / für den Churfürstlichen Gesandten / ins künfftig nicht gestatten: jedoch (2) wann außländisch-gekrönter Könige 2c. Bottschafften vorhanden / diese jenen vorgehen / diese aber vor allen anderen außwärtigen Republiquen und Fürsten in Persohn / jenen folgen mögen: (3) auch nicht zugeben / daß Ihre Bottschafften bey publicis Conventibus mit bewehrter Guardi / zu Pferd oder zu Fuß auffziehen / noch gestatten / daß Sie sich heimlich oder offentlich in die Reichs-Sachen mengen: (4) daß denen Churfürsten Ihre Prærogativa erhalten / und (5) bey allen Reichs-Solennitäten / daß denen Graffen und Herren / die im Reich Sessionem & Votum haben / vor allen anderen / und zwar / gleich nach dem Fürsten-Stand / die Præcedentz gelassen werde / die Versehung thun.

V. Nachdemalen sich auch eine Zeitlang zugetragen / daß außländischer Potentaten / Fürsten / Republiquen Gesandte / und zwar diese unter dem Nahmen und Vorwand / als wären die Republiquen vor gekrönte Häupter / und also den Würden gleich zu achten / an denen Käyserlichen und Königlichen Höffen und Capellen / die Præcedentz vor den Churfürstlichen Gesandten prætendiren wollen; So sollen und wollen Wir ins künfftig solches weiter nicht gestatten; wäre es aber Sach / daß neben den Churfürstlichen Gesandten / der recht titulirter- und gekrönter regierender außländischer Königen / Königlichen Wittiben / oder Pupillen (denen die Regierung / so bald Sie Ihr gebührendes Alter erreichet / zu führen zustehet / und immittelst in der Tutel oder Curatel begriffen seynd) Bottschaffter zugleich vorhanden wären / so mögen und sollen zwar Dieselbe den Churfürstlichen Gesandten / Diese aber allen anderen außwärtiger Republiquen Gesandten / und auch denen Fürsten in Persohn ohne Unterscheid vorgehen; was auch darwieder hiebevor per Decreta, und absonderlich 1636. oder sonst vorgenommen / oder verordnet / förderst abgestellet und krafftloß seyn solle: Wie Wir dann auch zu Verhütung allerhand Simultäten / und der darauß entstehender gefährlicher Weiterungen / nicht gestatten wollen / daß außländischer Königen und Republiquen Bottschafften / weder an Unserem Hoff noch bey Reichs-Deputations-Collegial oder anderen publicis Conventibus, mit bewehrter Guarde zu Pferd oder zu Fuß / auff der Gassen und Strassen auffziehen und erscheinen mögen / vielweniger zulassen / daß sich einige frembde Bottschafften heimlich oder öffentlich / in die Reichssachen / so ihre Principales nicht angehen / sondern vor Churfürsten und Stände allein gehörig / einmischen. Auch sollen und wollen Wir im übrigen die Vorsehung thun / daß denen Churfürsten selbst / Ihre von Alters hergebrachte / und sonst gebührende Würde und Prærogativen erhalten / und darwider von frembder Regenten / und Republiquen Gesandten / oder anderen an Unserem Käyserlichen und Königlichen Hoff / oder wo es sich sonst begeben könte / nichts nachtheiliges / oder neuerliches vorgenommen oder gestattet werde. So sollen auch bey Käyserlichen oder Königlichen Crönungen / und anderen Reichs-Solennitäten / den immediat-Reichs-Graffen und Herrn / die im Reich Sessionem & Votum haben / vor anderen außz- und inländischen Graffen und Herren / wie auch Käyserlichen Cammer-Herren und Räthen / und zwar gleich nach dem Fürsten-Stand / in dessen Reichs-Rath Sie erstgedachtes Votum & Sessionem hergebracht / deßwegen ihnen auch billig / wie bey den Consultationibus, oneribus, und Beschwerlichkeiten / also auch solchen Actibus solennibus, nechst denen Fürsten die Stelle gebühret / die Præcedentz gelassen / und ebenmässig / ausser solcher Reichs-Festivitäten / am Käyserlichen Hoff mit denjenigen / so nicht in würcklichen Käyserlichen Diensten begriffen / observirt werden.

ANNO 1690.

Der VI. Artickel.

Will (1) der König geschehen lassen / daß die Churfürsten in Ihren Angelegenheiten / je zu Zeiten mögen zusammen kommen / (2) dergleichen Congreß nicht verhinderen / sonderen gnädig auffnehmen: (3) der Churfürsten gemein- und Rheinische Vereinigung confirmiren: (4) allen anderen Reichs- und Craiß-Ständen die Collegiale Zusammenkunfft gleichfalls nicht verwehren / und (5) Ihre vor diesem unter Ihnen gemachte Uniones und auffgerichtete Erb-Verbrüderungen approbiren.

VI. Wir lassen auch zu / daß die sieben Churfürsten je zu Zeiten / vermög der Güldenen Bull und Observanz, nach Gelegenheit und Zustand des Heiligen Reichs / zu Ihrer Nothdurfft / auch so sie beschwerliches Obliegen haben / zusammen kommen mögen / dasselbe zu bedencken und zu berathschlagen / das Wir auch nicht verhinderen / noch irren / und derohalben keine Ungenad / oder Widerwillen gegen Ihnen sämbtlich / oder sonderlich schöpffen und empfangen / sonderen Uns in deme und anderen der Güldenen Bull gemäß / gnädiglich und unverweißlich halten sollen und wollen. Gestalt Wir dann auch der Churfürsten gemeine- und sonderbare Rheinische Verein / als welche beede ohne das mit Genehmhaltung und Approbation der vorigen Käyser rühmlich auffgerichtet / sowohl in diesem / als anderen darinnen begriffenen Puncten / und was darüber noch weiters die Herren Churfürsten allerseits untereinander gut befinden und vergleichen möchten / auch Unsers Theils / approbiren und confirmiren thun; soll auch denen anderen Reichs- und Crayß-Ständen unverwehrt seyn / so es die Noth und Ihr Interesse erfordert / circulariter und collegialiter / ohngehindert männigliches / zusammen zu kommen / und Dero Angelegenheiten zu beobachten: Wie Wir dann auch die vor diesem unter Ihnen / denen Reichs-Constitutionibus gemäß gemachte Uniones, gleicher gestalt / zuförderist aber die unter den Churfürsten / Fürsten und Ständen auffgerichte Erb-Verbrüderungen hiemit confirmiren und approbiren.

Der VII. Artickel.

Soll (1) der König alle gehässige Bündnisse und Empörungen / der Unteren wider die Oberen abschaffen / (2) denen Ständen / daß Sie Ihre Landesfürstliche Jura wider die Unterthanen manuteniren / und mit der benachbarten Stände Assistenz, solche zum Gehorsam bringen zulassen: und übrigens (3) daß die vor Gericht schwebende Streittigkeiten schleunigst entschieden werden mögen / verschaffen.

VII. Wir sollen und wollen auch alle unziemliche hässige Bündnüssen / Verstrickungen / und Zusammenthun der Landsassen / Unterthanen / gemeinen Volcks / und anderer /

ANNO 1690. derer / was Stands oder Würden die seyn / ingleichen die Empörung und Auffruhr / und ungebührliche Gewalt / so gegen den Churfürsten / Fürsten und anderen / (die unmittelbahre Reichs-Ritterschafft mitbegriffen) vorgenommen / und die hinführo geschehen möchten / auffheben / abschaffen / und mit Ihrer der Churfürsten / Fürsten und anderer Stände Rath und Hülff daran seyn / daß solches / wie es sich gebühret und billig ist / in künfftige Zeit verbotten und vorkommen / keines wegs aber darzu / durch Ertheilung unzeitiger Processen / Commissionen / Rescripten / Mandaten und übereilung / Anlaß gegeben werde: Massen dann auch Churfürsten / Fürsten und Ständen zugelassen und erlaubt seyn soll / sich nach Verordnung der Reichs-Constitutionen bey Ihren hergebrachten und habenden Fürstlichen Juribus, und mit Assistenz der benachbarten Stände wider Ihre Unterthanen zu manuteniren / und sie zum Gehorsam zu bringen; da aber die Streittigkeiten vor dem Richter mit Recht befangen wären / sollen solche auffs schleunigst außgeführt und entschieden werden.

Der VIII. Artickel.

Soll (1) der König die Protectiones außwärtiger Potentaten über mediat-Städt und Landschafften abschaffen / oder wenigstens in die Schrancken ihrer ersteren Concessionen reduciren / damit (2) des Römischen Reichs sämtliche Stände bey gleicher Administration der Justiz in Religion-und Prophan-Sachen / und des Reichs alleinigem Schutz / nach allen Reichs-Ordnungen erhalten / die (3) darwider eine Zeit hero verübte Mißbräuche und auß der angemasten Brabandischen Güldenen Bull / hergerührte Evocations-Processe auffgehoben / (4) der zehen im Elsaß vereinigten Reichs-Städte immedietät / dem Reich einverleibet bleiben / und (5) die mediat-Fürstenthümer und Lande von außwärtigen Völckeren / mit Einquartierungen und anderen Kriegs-Ungelegenheiten / nicht ferner beschweret werden mögen.

VIII. Als auch in Veranlassung deren von Weyland denen vorgewesenen Römischen Königen und Käyseren / etlichen außwärtigen / von des Heiligen Reichs Jurisdiction eximirten Fürsten und Potentaten über immediat- und mediat-Städte und Stände vor Alters gegebenen / oder von Ihnen selbst erworbenen und angenommenen / oder sonsten usurpirten Schutz-und Schirm-Brieff / indeme sie sich deren jeweilen auch wieder ihre eigene Lands-Obrigkeit in Civil-und Justiz-Sachen / des Heiligen Reichs-Satzungen zuwider / bedienet / nicht geringe Weiterunge und Zerstörungen gemeinen Lands-Friedens entstanden / dardurch dann des Heiligen Reichs Jurisdiction, Authorität und Hoheit mercklich geschwächet / dieselbe auch mit Entziehung ansehnlicher Glieder / gar intervertiret worden: Als sollen und wollen Wir zu Abwendung obverstandener gefährlicher und gemeiner Tranquilität des Heiligen Römischen Reichs schädlicher Zergliederung und Mißstand / dergleichen Protection und Schirmbrieff über mittelbahre Städte und Landschafften / den Gewälten und Potentaten / so Unseren und des Heiligen Reichs Zwang und Jurisdiction wie gemeld / nicht unterworffen / nicht allein nicht ertheilen / noch solche zu suchen / und anzunehmen gestatten / noch auch die so von vorigen Römischen Käyseren in etwan anderwertender Sachen und Zeiten / Stand und Consideration, ertheilet / und von mediat-Ständen auffgenommen worden / durch Rescripta, oder andere Weiß confirmiren / sonderen vielmehr darob und daran seyn / damit vermittels Unserer Interposition, oder durch andere erlaubte Mittel und Weg / oberwehnte von vorigen Käyseren oblauts gegebene oder angenommene Protection, auffgekündet und abgethan / oder wenigst in die Schrancken ihrer ersten Käyserlichen oder Königlichen Concessionen / wo die vorhanden / ohne einige fernere deren Extension und Außdehnung reducirt; also männiglich forthin in Unserem / und des Heiligen Reichs alleinigen Schutz und Verthädigung gelassen / und Churfürsten / Fürsten und Ständen / des Heiligen Reichs / sambt der ohnmittelbahren Reichs-Ritterschafft / und allerseits angehörigen Unterthanen / ohne Imploration in- und außwärtigen Anhangs und Assistentz / bey gleichem Schutz und Administration der Justiz in Religion-und Prophan-Sachen / den Reichs-Satz-und Cammer-Gerichts-Ordnungen / Münster-und Oßnabrückischen Friedenschluß / und darauff gegründeten Executions-Edictis, arctiori modo exequendi, und Nürnbergischen Executions-Receß, wie auch nechst vorigem Reichs-Abschied gemäß / erhalten / die hierwider eine Zeit hero verübte Mißbräuch / da zum öffteren die Rechtfertigung von ihren ordentlichen Richteren des Reichs ab- und nach Holland / Braband und andere außländische Potentaten gezogen werden / und die unter denselben aus der angemasten Brabandischen Güldenen Bull / zu unterschiedlicher Churfürsten / Fürsten / und Ständen / mercklichen Nachtheil herrührende Evocations-Processen gäntzlich auffgehebt / wie auch das Anno 1594. bey damahligem Reichstag verglichenes Gutachten vollenzogen / und denen durch gedachte Brabandische Bull gravirten Ständen / auff erforderten Nothfall / durch das Jus retorsionis, kräfftige Hülffe geleistet werde / so dann die zehen vereinte Reichs-Städte im Elsaß / Krafft Instrumenti Pacis unter dem Heiligen Römischen Reich / gleich wie andere immediat-Stände einverleibt bleiben. Und nachdemmahlen auch verschiedene immediat-Fürstenthumen / Stifft-Graff- und Herrschafften / ohne einiges Recht und Befügnüß / durch außwärtige Völcker / noch immerhin mit Einquartirungen / und anderen Kriegs-Ungelegenheiten / höchst beschwehrt werden / und dahero des so theuer erworbenen Friedenschlusses / in nichts geniessen mögen / vielmehr dem Reich entzogen und gleichsam zu mediat-Ständen gemacht werden wollen: Als versprechen Wir nicht allein durch eiferige Interposition die Abstellung zu beförderen / sonderen auch vermög der Reichs-Constitutionen bey denen nechst angesessenen Crayß-Ständen die Vorsehung zu thun / daß ermeldten ohnmittelbahren Stifft-Graff- und Herrschafften kräfftiglich assistirt / und sie bey ihrer zustehender Immedietät per omnia gelassen werden / bey welchem allen Wir Churfürsten / Fürsten und Stände / ingleichen die freye Reichs-Ritterschafft / sambt deren allerseits Land / Leuth und Unterthanen / nach Vermögen schützen / manuteniren und handhaben / und darwieder in keinerley Weiß beschwehren lassen wollen.

Der IX. Artickel.

Der König (1) soll mit außwärtigen Potentaten und Republiquen / einige Confœderation, Protection, Mediation, und Garantie, sub quocunque prætextu vel colore, denen mediat-Unterthanen auffzurichten nicht verstatten / und (2) das darwider vorgenommene / mit der im vorhergehenden 8. Artickel ermeldter Restriction abstellen / auch wieder die beharrliche Contraventores, ernstlich verfahren.

IX. Und weilen auch in der That verspüret worden / daß die auswärtige Gewält sich in Reichs-Sachen / und sonderlich die / so zwischen Reichs-Ständen und ihren Unterthanen obschweben / unter dem Prætext der Hansee-Bündnüssen und anderen dergleichen Vorwandt / einzumischen / zusammen zu kommen / und dero Angelegenheiten zu beobachten / zumalen die vor diesem unter ihnen auffgerichtete Uniones, gleicher gestalt zu confirmiren und zu approbiren / sich unterstehen / das Instrumentum Pacis aber allein Churfürsten und Ständen Confœderationes und Verbündnüssen / worunter insonderheit die begriffen / welche zu des Reichs besten und gemeiner Lands-Defension, auch mehr bequemer Verrichtung der Craiß-Verfassungen auffgerichtet werden / einzugehen erlaubt /

Anno 1690.

laubt / und denen Unterthanen dergleichen nicht zugibt / sonderen deroselben hierüber erhaltene Privilegia und Indulta cassirt und auffhebt. Als wollen Wir nicht allein durch Abmahnungs-Schreiben solchem weit ausschenden Vornehmen begegnen / und nicht gestatten / daß der Güldenen Bull dem Friedenschluß und denen Reichs-Constitutionen zuwieder / einige Mediat-Unterthanen mit auswärtigen Potentaten und Republiquen / oder anderwärtigen Reichs-Ständen / oder dero Land-Ständen und Unterthanen einige Confœderation, Protection, Mediation, und Guarantie sub quocunque prætextu vel colore, eingehen oder auffrichten mögen / und was darwider vorgenommen / ohnverzüglich / jedoch mit der im vorgehenden 8. Articul vermeldter Restriction, abstellen / sonderen auch gegen die beharrliche Contraventores, insonderheit aber die jenige / welche sich wieder ihre Lands-Obrigkeit an frembde Gewalt hencken / und deroselben Hülff / indigenat und Schutz würcklich begehren / annehmen / gebrauchen / darbey zu bestehen sich unterfangen / und solchen unziemlichen Handlungen auff vorgehende Erinnerung nicht renunciiren / vermög der Rechten und Reichs-Constitutionen ernstlich verfahren / und auff den Nothdurfftsfall die ereignende Thätlichkeiten und Invasiones, durch gehörige Gegenmittel / den Reichs-Constitutionibus gemäß / abkehren.

Der X. Artickel.

Der König (1) soll ohne der Churfürsten und Stände Bewilligung / und zwar auff einer Collegial-Zusammenkunfft / mit frembden Nationen keine Bündnüß in des Reichs Händelen machen; doch daß (2) ihme wegen seiner selbst eignen Lande / nach Inhalt des Instrumenti Pacis, und unbeschädigt des Reichs / dergleichen zu schliessen / nicht weniger (3) auch anderen Ständen / so wohl unter sich / als mit außwärtigen / auff erst beschriebene Weise / zu ihrer Defension und Sicherheit auffzurichten / unbenommen bleibet.

X. Wir sollen und wollen auch für Uns selbst / als erwählter Römischer König / in des Reichs-Händlen keine Verbündnüß oder Einigung mit frembden Nationen noch sonsten im Reich machen / Wir haben dann zuvorhero der Churfürsten / Fürsten und Stände Bewilligung hierzu erlanget: Da aber publica salus & utilitas eine mehrere Beschleunigung erforderte / da sollen und wollen Wir dann der sieben Churfürsten sämtliche Einwilligung zu gelegener Zeit und Mahlstatt / und zwar auff einer Collegial-Zusammenkunfft / und nicht durch absonderliche Erklärungen / biß man zu einer gemeinen Reichs-Versammlung kommen kan / wie sonsten in allen anderen des Reichs Sicherheit concernirenden Sachen / also auch in dieser erlangen. Wann Wir auch ins künfftig Unserer eigenen Landen halber / Bündnüß machen würden / so solle solches anderer gestalt nicht geschehen / als unbeschädigt des Reichs / und nach Inhalt des Instrumenti Pacis: So viel aber die Stände des Reichs ingemein belangt / soll denenselben allen und jeden das Recht der Bündnüß unter sich / und mit außwärtigen zu ihrer Defension, Conservation, Sicherheit und Wohlfahrt zu machen / dergestalt frey bleiben / daß solche Bündnüß nicht wider den regierenden Römischen Käyser / noch wider den allgemeinen Landfrieden und Münsterischen Friedenschluß seye / und daß dieses alles nach laut desselben / und ohnverletzt des Eyds beschehen / wormit ein jeder Stand dem Römischen Käyser und dem Heiligen Reich / verwandt ist / daß auch die von frembden Potentaten begehrende Hülff / also und nicht anderst begehrt werde / noch gethan seye / dann daß dadurch dem Reich kein Gefahr zuwachsen möge.

Der XI. Artickel.

Anno 1690.

(1) Soll der König jedwederem Reichs-Stand zu dem jenigen / was ihme ohne Recht mit Gewalt abgedrungen worden / auch (2) was demselben nach dem Münster- und Oßnabrückischen Frieden ꝛc. annoch vorenthalten wird / ohne Unterscheid der Religion / verhelffen / und (3) ohne einige Verhinderung dabey handhaben und schützen.

XI. Was auch die Zeit hero einem Churfürsten / Fürsten / Prälaten / Grafen / Herren und anderen / oder dero Voreltern und Vorfahren / Geistlich- oder Weltlichen Stands / ohne Recht gewaltiglich genommen oder abgedrungen / oder Inhalt des beschlossenen Münster- und Oßnabrückischen Friedens / Executions-Edict arctioris modi exequendi, und Nürnbergischen Executions-Recess zu restituiren / rückständig ist / und annoch vorenthalten wird / sollen und wollen Wir der Billichkeit nach / idermänniglich zu dem Seinigen ohne Unterscheid der Religion verhelffen; auch das jenig / so Wir selbsten vermög jetzt gedachten Friedenschlusses / und darauff zu Nürnberg und sonsten auffgerichter Edictorum, und arctioris modi exequendi zu restituiren schuldig / einem jedwedern / so bald und ohne einige Verweigerung vollkommentlich restituiren; bey solchem auch / so viel er Recht hat / schützen und schirmen / ohne alle Verhinderung / Auffhal- oder Versaumnuß.

Der XII. Artickel.

Soll (1) der König ohne Wissen sämtlicher Churfürsten vom Reich nichts veräusseren / (2) mit der Stände Rath das davon gekommene wieder herzu bringen / und die Ergänzung der Reichs-Crayse beförderen: (3) wegen der dem Reich zuständig- und in Italia veräusserten Lehen / Erkundigung einziehen: (4) alles mit Hülff und Beystand der Reichs-Stände vor- und an die Hand nehmen: (5) dem Ritterlichen Johanniter-Orden zu denen inn- und ausserhalb des Reichs entzogenen Güteren wieder verhelffen / und wo er (6) selbsten dem Reich etwas zuständiges innen hätte / will er es auff der Churfürsten Verlangen ohne Verzug wieder zustellen.

XII. Zudeme und insonderheit sollen und wollen Wir vom Heiligen Römischen Reich und dessen Zugehörungen nicht allein ohne Wissen / Willen und Zulassen bemeldter Churfürsten / sämtlich nichts hingeben / verschreiben / verpfänden / versetzen / noch in andere Weg veräusseren oder beschweren; sonderen Uns auffs höchste bearbeiten / und allen möglichsten Fleiß und Ernst fürwenden / das jenige / so darvon kommen / als verfallene Fürstenthum / Herrschafften und andere / auch confiscirte und ohnconfiscirte merckliche Güter / die zum Theil in anderer frembden Nationen Händen ungebührlicher Weiß gewachsen / zum förderlichsten wiederum darzu zu bringen / zuzueignen / und darbey bleiben zu lassen / nicht weniger die Ergäntzung und Rectification der gesamten zehen Reichs-Craisen und Matricul, zu beförderen; Vornemlich auch / dieweilen vorkommen / daß etliche ansehnliche dem Reich angehörige Herrschafften und Lehen in Italien und sonsten veräussert worden seyn sollen / eigentliche Nachforschung derentwegen anzustellen / wie es mit solchen Alienationen bewandt / und die eingeholte Bericht zur Churfürstlichen Mayntzischen Cantzley / und solches zu der übrigen Churfürsten Wissenschafft zu bringen / inner Jahresfrist / nach Unserer angetrettenen Königlichen Regierung anzurechnen / ohnfehlbarlich einzuschicken / auch in diesem und obigem allen mit Rath / Hülff und Beystand der sieben Churfürsten allein / oder nach Gelegenheit der Sachen / auch an-

dere

ANNO 1690.

derer Fürsten und Ständen / jederzeit an die Hand zu nehmen / was durch Uns und Sie vor rathsam / nützlich und gut angesehen und verglichen seyn wird. Weilen auch dem Ritterlichen Johanniter-Orden in-und ausserhalb des Reichs / insonderheit bey den hiebevorigen achtzig-jährigen Niederländischen Kriegen / gantz ohnverschuld anschnliche Güter entzogen und bißhero vorenthalten worden / so wollen Wir solche Restitution durch gütliche Mittel zu beförderen Uns angelegen seyn lassen; Und ob Wir selbst oder die unsere etwas / so dem Heiligen Römischen Reich zuständig / und nicht verliehen / noch mit einem rechtmäßigen Titul bekommen wäre oder würde / einhätten / das sollen und wollen Wir bey Unseren schuldigen und gethanen Pflichten / demselben Reich ohn Verzug / auff Ihr der Churfürsten gesinnen / wieder zu handen wenden.

Der XIII. Artickel.

Der König (1) will mit denen benachbarten Gewälten friedlich leben / und ohne der Reichs-Stände Bewilligung keinen Krieg anfahen / noch einig Kriegsvolck ins Reich führen lassen: (2) wan ein frembdes Kriegsvolck in oder durchs Reich / es gehöre weme es wolle / gleich schon wolte geführet werden / solches mit Ernst abschaffen / und Gewalt mit Gewalt vertreiben: jedoch daß (3) wan er von des Reichs wegen / oder das Reich bekrieget würde / er sich dargegen aller Hülffe / wiewohl ohne Anlegung neuer / noch Renovirung zerfallener Vestungen / bedienen möge; und (4) ohne Einwilligung sämtlicher Reichs-Stände keinen Frieden schliessen / insonderheit aber bey dessen Erfolg daran seyn / daß zu Consolation der bedruckten Stände / alles vom Feind occupirte oder geänderte / nach des Reichs Fundamental-Gesetzen wiederum in den alten Stand restituiret werde.

XIII. Wir sollen und wollen auch Uns darzu in Zeit bemeldter Unserer Regierung gegen den benachbarten und anstossenden Christlichen Gewälten friedlich halten / kein Gezänck / Vehde / noch Krieg / in-und ausserhalb des Reichs / von desselben wegen / unter keinerley Vorwandt / wie der auch seye / ohne der Churfürsten / Fürsten und Ständen / oder zum wenigsten der sämtlichen Churfürsten Vorwissen / Rath und Einwilligung / anfangen oder vornehmen / noch ohne jetzt gedachten Consens, einiges Kriegsvolck ins Reich führen oder führen lassen. Da auch von einem oder mehr Ständen des Reichs / oder auch frembden Regenten dergleichen vorgenommen / und ein frembdes Kriegsvolck in oder durch das Reich / weme sie auch gehören / unter was Schein und Vorwand es immer seyn möchte / geführet würde / dasselbe wollen Wir mit Ernst abschaffen / Gewalt mit Gewalt hintertreiben / und den beleydigten Ständen Unsere Käyserliche Hülff / Handbiet-und Rettungs-Mittel kräfftiglich wiederfahren / und nach Inhalt der Reichs-Satz-und Executions-Ordnung gedeyen lassen: Wo Wir aber von des Reichs wegen / oder das Heilige Reich angegriffen und bekriegt würden / alsdenn mögen Wir Uns aller Hülff gebrauchen: jedoch sollen und wollen Wir weder in währendem solchen Krieg / noch auch sonsten in der Churfürsten / Fürsten und Ständen Landen und Gebiet / keine Vestungen von neuem anlegen oder bauen / noch auch zerfallene oder alte wiederum erneueren / viel weniger anderen solches gestatten oder zulassen / auch keinen Stand mit Einquartirung wieder die Reichs-Constitutiones, belegen; Wir sollen und wollen auch keinen Frieden / ohne Churfürsten / Fürsten und Ständen Zuthuung und Einwilligung schliessen / und insonderheit bey dessen Erfolg / ernstlich daran seyn / damit das vom Feind im Reich occupirte / oder in Ecclesiasticis & Politicis geänderte / zu der betrübten Ständen und deren Unterthanen Consolation, in den alten / denen Reichs-Fundamental-Gesetzen und Frieden-schlüssen gemässen Stand / restituiret werde.

Der XIV. Artickel.

Der König (1) will die Reichs-Stände nicht selbsten vergewaltigen / noch solches andern zu thun verhengen: sondern (2) im Fall einer fürzunehmenden Forderung / zu Verhütung aller Reichs-Unruhe / die Sach zu gebührlichem Recht kommen / und (3) wan die Stände dessen erböthig seyn / ihnen keine Gewalt anthun lassen.

XIV. Wir sollen und wollen auch die Churfürsten / Fürsten und Prälaten / Graffen / Herren und andere Stände des Reichs / ingleichen die unmittelbahre Reichs-Ritterschafft / nicht selbst vergewaltigen / solches auch nicht schaffen / noch anderen zu thun verhängen; sonderen wo Wir oder jemand anders / zu ihnen allen / oder einem insonderheit zu sprechen oder einige Forderung vorzunehmen hätten / dieselbe sollen Wir sambt und sonders / Auffruhr / Zwietracht und andere Unthat im Heiligen Reich zu verhüten / oder Fried und Einigkeit zu halten / vor die ordentliche Gerichte / nach Außweisung der Reichs-Abschiede / Cammer-Gerichts-Executions-Ordnung / und zu Münster und Oßnabrück auffgerichten Frieden-Schluß / auch zu Nürnberg darauff erfolgten Editten / zu Verhör-und gebührlichen Rechten stellen / und kommen lassen / und mit nichten gestatten / daß Sie in denen oder anderen Sachen / in was Schein und unter was Nahme es geschehen möchte / darinn sie ordentlich recht leyden mögen und dessen uhrbietig seynd / mit Raub / Nahm / Brand / Pfandungen / Vehden / Kriegen / neuerlichen Exactionen und Anlagen / oder anderer Gestalt beschädigt / angegriffen / überfallen oder beschwehrt werden.

Der XV. Artickel.

Der König (1) soll ohne der Stände Bewilligung deß Reichs Völcker nicht ausser dem Reich führen: (2) wegen überhäuffter frembder Werbungen / damit sich das Reich nicht gar an Mannschafft emblösse / auff dem Reichstag gute Vorsehung thun / (3) daß in erlaubten Fällen die Reichs-Stände mit Musterplätzen / Durchfuhr / Einquartierung &c. nicht beschweret werden / verfügen lassen, nicht minder (4) daß jemand im Reich vor andere / als solches selbsten und dessen Bundsgenossen / werbe / oder sich werben lasse / verbiethen: (5) wider diejenige / so bey einem in Comitiis Imperii declarirten oder wissentlichen Reichs-Feinde und dessen Helffers-Helffern / Kriegsdienste annehmen / mit aller Schärffe verfahren: jedoch (6) denen Reichs-Ingesessenen / die sich sonsten bey Außwärtigen / wen es nicht wider das Reich oder dessen Stände angesehen / in Kriegsdienste zu begeben gewillet / unverbotten.

XV. Wir gereden und versprechen auch / wann ins künfftige auff vorgehabten Rath mit den sieben Churfürsten / und deren darauff gefolgter Bewilligung und Consens, die Nothdurfft erforderen würde / daß Wir zu des Reichs-Defension, einige Kriegsvölcker werben solten / dieselbe ohne Churfürsten / Fürsten und Stände Vorwissen und Bewilligung / ausserhalb des Reichs nicht führen / sonderen zu desselben Defension und Rettung der beträngten Ständen gebrauchen und anwenden zu lassen; damit dann auch das Römische Reich / als welches bey vorigen Kriegen an Mannschafft mercklich abgenommen / nicht noch weiters durch die frembde Werbungen entblößt und öd gemacht werde / solle darwider auff dem Reichs-Tag alle gute Vorsehung geschehen / und wollen Wir Uns die Vollziehung solcher ausfallenden allgemeinen

Reichsschlüsse mit Ernst angelegen seyn lassen. Da auch von Uns/ oder anderen einiges Volck im Reich/ oder in Unserem eigenen Land/ zu außländischer / Uns und dem Reich wohlzugethaner/ zumahlen mit Uns allirten Potentaten Diensten geworben / wollen Wir die Verfügung thun / daß die Churfürsten/ Fürsten und Stände des Reichs sambt allen dessen Angehörigen/ bey obbemeldter Werbung/ mit Versamblung/ Durchfuhr / Einquartierungen/ Muster-Plätzen oder sonsten in einige andere Weg wider die Reichs-Constitutiones, Instrumentum Pacis, und absonderlich den Reichs-Abschied de Anno 1570. nicht beschwehrt / oder darwider von Uns oder anderen verfahren werden ꝛc. Wir wollen hingegen auch auff begebende Fäll / alles Ernsts verbiethen / und in keine Weiß gestatten / daß im Heiligen Römischen Reich jemand vor ein anderen / wer der auch seye / als das Vatterland und dessen jederzeitliche Bunds-Genossen werbe / oder sich werben lasse; und da einer oder anderer hierin mißhandlen/ und bey einem in Comitiis Imperii declarirten / oder sonst wissentlichen Reichs-Feind ; oder dessen Bunds-Genossen / und Helffers-Helfferen / Kriegs-Dienst annehmen würde / wollen Wir wider denselben als des Reichs-Feind mit Confiscirung aller seiner Haab und Güther / auch sonsten nach Anleitung der Executions- und anderer Reichs-Ordnung / auch gemeiner Rechten mit aller Schärffe verfahren / dergestalten / daß selbiger auch an seinen Erb- und Lehnschafften / Anwartungen und Rechten / auch Haab und Güteren / Aempteren und Dignitäten / oder auch / da man ihn erdappet / an Leib und Leben / die abwesende Ungehorsame aber in ihrer Bildniß abgestrafft / ihnen und ihren Descendenten ihre Stamm- und sonsten erhaltene Wappen ferner zu führen / nicht gestattet / noch weniger sie vor Stifft- und Rittermässig jemahls mehr gehalten / sonderen ingemein aller Ehren unfähig erklärt werden sollen. Es soll jedoch auch keinem Reichs-Stand oder Eingesessenen verbotten seyn / sich bey Außwärtigen in Kriegs-Diensten zubegeben und einzulassen / da es nicht wider das Reich / oder einen Stand desselben / angesehen.

Der XVI. Artickel.

Der König (1) soll des Reichs-Stände mit Reichs-Tägen / Aufflagen / Steuern ꝛc. nicht beschweren: (2) die Steueren ꝛc. in zugelassenen Fällen / nach Außweisung des Münsterischen Friedenschlusses und anderst nicht / ansetzen: ohne der Churfürsten Consens, keinen Reichs-Tag ausser dem Reich außschreiben / (4) die verwilligte Steuern zu keinem anderen End / als worzu sie gewilliget / anwenden: (5) Niemanden seinen Antheil daran verringeren / oder nachlassen: weniger (6) daß ein Reichs-Stand von Außwärtigen davon eximiret werde / verstatten.

XVI. Deßgleichen sollen und wollen Wir die Churfürsten / und andere des Heiligen Römischen Reichs-Stände / mit den Reichstägen / Cantzley-Geld / Nachreisen / Aufflagen und Steuren / unnothdürfftiglich nicht beladen / noch beschweren / auch in zugelassenen nothdürfftigen unverzüglichen Fällen die Steuer-Aufflagen anderst nicht / als nach Außweisung berührten Friedenschlusses ansetzen noch außschreiben; und sonderlich keinen Reichs-Tag ausserhalb des Reichs Teutscher Nation / auch ehe und bevor Wir darzu umb der sieben Churfürsten Consens und Verwilligung / durch sonderbare Schickung / angehalten / und Uns mit denselben sowohl der Zeit als Mahlstatt verglichen / oder Sie von selbsten / des Reichs Anliegenheit halber Uns darum unterthänigst angelanget und erinnert / vornehmen oder außschreiben; auch die von dem Reich und desselben Ständen eingewilligte Steuer und Hülffen zu keinem anderen End / als darzu / sie gewilliget worden / und anderen Reichs-Lasten anwenden / noch jemand seinen gebührenden Antheil an den bewilligten Reichs-Hülffen / anderen zum Nachtheil / nachlassen oder verringeren / weniger gestatten / daß ein Reichs-Stand von Außwärtigen eximirt werde.

Der XVII. Artickel.

Soll (1) der König die Stände und Ihrer allerseits Unterthanen / zu rechtlich- oder gütlichen Tagleistungen ausserhalb des Reichs nicht erfordern: (2) dieselbe und einen jeden besonders bey seiner Immedietät / Freyheit / dem Jure Austregarum &c. bleiben lassen: (3) alle bißher dargegen beschehene Contraventiones &c. auffheben: (4) Die Mißbräuche des Rothweilisch-Weingartisch- und anderer Land-Gerichte in Schwaben abstellen; die Stände dargegen (5) bey ihren darwider erlangten Exemptions-Privilegien schützen und schirmen: daß (6) in denen / die Landes-Fürstliche Obrigkeit betreffenden Sachen / ad nudam Instantiam Subditorum, Mandata cum & sine clausula, künfftighin nicht / zuvor die interessirten Stände vernommen / ertheilet werden / nicht verstatten; und (7) im widrigen Fall die Landes-Fürstliche Obrigkeiten dergleichen Mandatis parition zu leisten keines Weges schuldig seyn sollen.

XVII. Auch sollen und wollen Wir die Churfürsten / Fürsten / Prälaten / Grafen / Herren und andere Stände des Reichs / ingleichem die ohnmittelbare Reichs-Ritterschafft und deren allerseits Unterthanen im Reich mit rechtlichen oder gütlichen Tagleistungen / ausserhalb Teutscher Nation / und von ihren ordentlichen Richteren nicht dringen / erforderen und vorbescheiden / sonderen sie alle und jede vornemlich im Reich / laut der Güldenen Bull / wie auch des Heiligen Reichs und Cammer-Gerichts-Ordnung / und andere Gesetz vermögen / bevorab auch jeden bey seiner Immedietät / Privilegiis de non appellando & evocando, *Electionis fori*, dem *Jure Austregarum*, bey der ersteren Instantz und deren ordentlichen ohnmittelbahren Richteren / mit Auffheb- und Vernichtung aller deren bißhero dargegen / unter was Schein und Verwand es seyn möge / beschehener Contraventionen / ergangenen Rescripten / Inhibitorien und Befelchen / bleiben / und keinen mit Commissionen / Mandaten und anderen Verordnungen darwider beschweren / noch auch durch den Reichs-Hoff-Rath und Cammer-Gericht / oder sonsten auff keinerley Weiß eingreiffen / *in specie* aber bey Erkennung der Commissionen / die Verordnung des Instrumenti Pacis Articulo 5. §. in Conventibus Deputatorum 51. genau beobachten lassen. Als auch von Churfürsten / Fürsten und Ständen schon von langem hero / sowohl wieder das Käyserliche Hof-Gericht zu Rothweil / als das Weingartische und andere Land-Gericht in Schwaben allerhand grosse Beschwerungen vorkommen / auf unterschiedlichen hiebevorigen Reichs-Conventen angebracht und geklagt / dahero auch im Friedenschluß deren Abolition halber allbereit Veranlassung geschehen ; So wollen Wir immittels / biß solchen der Stände Beschwerden würcklich aus dem Grund abgeholffen / und von der Abolition erstberührter Hof- und Land-Gerichten auff dem gegenwärtigen Reichs-Tag ein gewisses statuiret werde / ohnfehlbarlich daran seyn / daß die eine Zeit hero wieder die alte Hof- und Land-Gerichts-Ordnung extendirte Ehehaffts-Fäll abgethan / und die darbey sich befindliche Excessus und Abusus, zu welcher Erkundigung Wir ohninteressirte Reichs-Ständ ehist deputiren / und solches an die Chur-Mayntzische Cantzley / umb daß von dannen denen übrigen des Heiligen Römischen Reichs Churfürsten / Fürsten und Ständen davon Nachricht gegeben werden moge / notificiren wollen / förderlichst auffgehebt; sonderlich aber Churfürsten / Fürsten und Stände bey ihren darwider erlangten Exemptions-Privilegien / ohneracht solche cassirt zu seyn vorgewendet werden möchte / handgehabt werden / und nechst deme jedem gravirten freystehen soll / von mehrerwehnten Hoff- und Land-Gerichten / entweder ad Aulam Cæsaream, oder an das Käyserliche und des Reichs Cammer-Gericht / ohne einige Unsere Widerred / oder Hinderung zu appelliren. In alle Weg aber wollen Wir der Chur-

fürsten

fürsten und ihrer Unterthanen / auch anderer von Alters hergebrachte Exemption von vorberührten Rothweilischen und anderen Gerichten / bey ihren Kräfften erhalten / und sie darwider nicht turbiren noch beschweren lassen; Und dieweilen auch vorkommen / daß in Sachen hoher Lands-Fürstlicher Obrigkeit und Regalien / als in specie Juris Collectarum, Sequelæ, und dergleichen / zu verschiedenen malen ad nudam Instantiam Subditorum, ehe und bevor Churfürsten / Fürsten und Stände darüber gebührend gehört / Mandata cum & sine clausula ertheilt worden. Als wollen Wir verfügen / daß in solchen Fällen dem letzteren Reichs-Abschied gemäß die interessirte Churfürsten / Fürsten und Stände / vorhin vernommen werden / bey dessen Hinterbleibung aber ihnen verstattet und zugelassen seyn solle / solchen Mandatis keine Parition zu leisten.

Der XVIII. Artickel.

Soll (1) der König beym Pabst sein bestes Vermögen anwenden / damit von demselben wider die Concordata Principum nicht ferners gehandelt: (2) eines jeden Ertz-und Bischoffen oder Dohm-Capitels besondere Privilegia, Statuta und Gewohnheiten gehalten / und darwider nichts vorgenommen: (3) die Ertz-und Bischöffe im Reich / auff die von ihren Unterthanen erhobene Klagen / unverhörter Sache mit Monitoriis, Interdictis, Commirationibus oder Declarationibus Censurarum, nicht übereylet noch beschweret: (4) Die ad Nuntios Apostolicos oder gar ad Curiam Romanam ziehen wollende Causæ Civiles, daß solches nicht geschehe / ernstlich verbotten: (5) die Causæ sæculares ab Ecclesiasticis rechtlich distinguiret / und die darunter vorkommende zweiffelhaffte Fälle / durch gütliche Handlungen erlediget werden mögen / jedoch (6) alles was in diesem Articul begriffen / denen Augspurgischen Confessions-Verwandten / die Reformirten mit eingeschlossen / ohne Nachtheil und Schaden.

XVIII. Auch sollen und wollen Wir bey Unserem Heiligen Vatter dem Bapst und Stuhl zu Rom / Unser bestes Vermögen anwenden / daß von demselben wider die Concordata Principum, und die zwischen der Kirchen / Päbstliche Heiligkeit oder dem Stuhl zu Rom / und der Teutschen Nation auffgerichtete Verträge / wie auch eines jeden Ertz-und Bischoffen / oder der Dohm-Capitulen absonderliche Privilegia und rechtmässig hergebrachte Statuta und Gewohnheiten / durch ohnformliche Gratien / Rescripten / Provisionen / Annaten / der Stiffte Mannigfältigung / und Erhöhung der Officien im Römischen Hoff / auch Reservationen / Dispensationen / und absonderlich Resignationen / dann darauff unternehmende Collation, all solcher Præbenden / Prælaturen / Dignitäten und Officien (welche sonsten per obitum ad curiam Romanam nicht devolviret werden / sonderen jederzeit / ohneracht in welchem Monat sie auch ledig und vacirend werden / denen Ertz-und Bischoffen / auch Capitulen und anderen Collatoren heimbfallen) wie weniger nicht per Coadjutorias Prælaturarum Electivarum & Præbendarum, *Judicatur super statu nobilitatis*, oder in andere Weg / zu Abbruch der Stiffts-Geistlichkeit und anders wieder gegebene Freyheit und erlangte Rechten / darzu zu Nachtheil des Juris Patronatus, und der Lehen-Herren in keine Weiß nicht gehandelt; noch auch die Ertz-und Bischoffe im Reich / wan wieder dieselbe von denen ihnen untergebenen Geist-oder Weltlichen etwan geklagt werden solte / ohne vorherige gnugsame Information über der Sachen Verlauff und Beschaffenheit / (welche damit keine sub-& obreptio contra acti veritatem Platz finden möchten / in partibus einzuholen) auch ohnangehörter Verantwortung des Beklagten / wan zumahlen derselbe Authoritate pastorali zu Verbesserung und Vermehrung des Gottesdiensts / auch zu Conservation und mehrerem Auffnehmen der Kirchen / wider die ungehorsame und übele Haußhalter verfahren hätte / mit Monitoriis, Interdictis, und Comminationibus oder Declarationibus censurarum übereilet / oder beschwehrt werden möchten / sonderen wollen solches alles mit der Churfürsten / Fürsten / und anderen Ständen Rath kräfftigst abwenden und vorkommen / auch darob und daran seyn / daß die vorgemeldte Concordata Principum, und auffgerichtete Verträge / auch Privilegia, Statuta und Freyheiten gehalten / gehandhabet / und denenselben vestiglich gelebet und nachgekommen; jedoch was vor Beschwehrungen darinn gefunden / daß dieselbe / vermög deßhalben gehabter Handlung zu Augspurg in dem 1530. Jahr / bey gehaltenem Reichs-Tag abgeschafft / und hinfürter dergleichen / ohne Bewilligung der Churfürsten nicht zugelassen werde: Gleicher gestalt wollen Wir / wann es sich etwan begebe / daß die Causæ civiles von ihrem ordentlichen Gericht im Heiligen Reich ab-und ausser dasselbe ad Nuncios Apostolicos, und wohl gar ad Curiam Romanam gezogen würden / solches abschaffen / vernichten / und ernstlich verbieten / auch Unseren Käyserlichen Fiscalen / so wohl bey Unseren Käyserlichen Reichs-Hoff-Rath als Cammer-Gericht anbefehlen / wieder diejenige / so wohl Partheyen / als Advocaten / Procuratoren und Notarien / die sich hinführo dergleichen anmassen / und darinn einiger gestalt gebrauchen lassen würden / mit behöriger Anklag / von Ambts wegen zu verfahren / damit die Ubertretter / demnächst gebührend angesehen und bestrafft werden mögten: Und weilen vorberührter Civil-Sachen willen / zwischen Unseren und des Reichs höchsten Gerichten / so dan denen Apostolischen Nunciaturen mehrmahlige Streit und Irrungen entstanden / indeme so ein als anderen Orts / die ab der Officialen Urtheil beschehene Appellationes angenommen / Processus erkant / selbige auch durch allerhand scharpffe Mandata, zu grosser Irr-und Beschwerung der Partheyen zu behaupten gesucht worden / damit dan diesem vorkommen und aller Jurisdictions-Conflict möchte verhütet werden / so wollen Wir daran seyn / daß die Causæ Sæculares ab Ecclesiasticis rechtlich distinguirt / auch die darunter vorkommende zweiffelhaffte Fälle / durch gütliche mit dem Päbstlichen Stuhl vornehmende Handlung und Vergleich erledigt / fort der Geist-und Weltlichen Obrigkeit / einer jeden ihr Recht und Judicatur ohngestört gelassen werden möge: Doch so viel diesen Artickel betrifft / Unseren lieben Oheimben und Churfürsten zu Sachsen und Brandenburg / auch Ihren Religions-Verwandten / Fürsten und Ständen / imgleichen der ohnmittelbahren Reichs-Ritterschafft / und deren allerseits Unterthanen / und denen Augspurgischen Confessions-Verwandten / die Reformirte mit eingeschlossen / welche unter Catholischen / Geist-oder Weltlichen Obrigkeit wohnen / oder Landsassen seynd / dem Religion-und Prophan-Frieden / auch dem zu Münster und Oßnabrück auffgerichteten Friedenschluß / und was deme anhängig / wie obgemeldt / ohnabbrüchig und ohne Consequenz, Nachtheil und Schaden.

Der XIX. Artickel.

Soll (1) der König die Policey-Ordnungen halten und die Commercia beförderen: (2) mit der Reichs-Stände Rath / der Kauff-Gewerbs-Leuth grosse Gesellschafften / die des Reichs Einwohneren / mit ihren Waaren / viel Schaden zugefügt / gar abschaffen: niemanden (3) einig Privilegium uff Monopolia ertheilen: und wann (4) des Reichs Manufacturen / in anderwärtigen Landen verbotten würden / sich dessen Abstellung angelegen seyn lassen / oder auch desselben Landes Manufacturen ins Reich zu führen / verbiethen.

ANNO 1690.

XIX. Wir sollen und wollen auch über die Policey-Ordnungen / wie die seyn / und ferners auff den Reichs-Tägen geschlossen werden / halten / und die Commercia des Reichs nach Möglichkeit beförderen : Deßgleichen auch die grosse Gesellschafften und Kauff-gewerbs-Leuth und andere / so bißhero mit ihrem Geld regiert / ihres Willens gehandlet / und mit Wucherung und unzulässigem Vorkauff und Monopolien viel Ungeschicklichkeiten dem Reich / und dessen Inwohneren und Unterthanen mercklichen Schaden / Nachtheil und Beschwehrung zugefügt / und noch täglich einführen und gebähren thun / mit der Churfürsten / Fürsten / und anderer Ständen Rath / inmassen wie deme zubegegnen / hiebevor auch bedacht und vorgenommen / aber nicht vollstreckt worden / gar abthun; keines wegs jemanden einige Privilegia auff Monopolia ertheilen / sonderen / da auch dergleichen erhalten / dieselbe vielmehr / als den Reichs-Satz-und Ordnungen zuwider / wiederum abthun und auffheben; Wan auch geschehen solte / daß in einiger benachbarten Landen / die im Reich machende Manufacturen guter auffrichtiger Waaren / durch-oder einzuführen / verbotten würde / weilen solches der Freyheit der Commercien zuwider / so wollen Wir Uns dessen Abstellung zu befürderen / angelegen seyn lassen / im widrigen aber die Fürsehung thun / daß auch derselben Landen Manufacturen und Waaren ins Reich zu bringen / gleicher gestalt nicht zugelassen seyn solle.

Der XX. Artickel.

Soll (1) der König keinen Zoll von neuem geben / noch einigen alten / weder erhöhen noch prorogiren / ohne einhellige Einwilligung der Churfürsten und Vernehmung der benachbarten Stände: (2) diejenige / so dergleichen verlangen / biß auff eine Collegial-Versammlung zur Ruhe weisen: (3) alle die / so unterm Prætext der Niderlag oder Staffel-Gerechtigkeit sich solcher anmassen / null und nichtig erkennen / denen (4) hiedurch beschwerten Churfürsten / sich sothaner Beschwehrungen / als gut Sie können / selbsten zu entheben / frey gelassen: jedoch (5) daß denen alten Zoll-Gerechtigkeiten der Stände dieses alles ohnnachtheilig seye / und (6) alle die sothane Zölle nichtiger Weise / nach eigenem Gefallen anzustellen oder zu erhöhen sich unterfangen / durch Mandata sine clausula, oder andere rechtliche Mittel zu deren Abschaffung angehalten werden.

XX. Wir sollen und wollen auch insonderheit / dieweil die Teutsche Nation / und das Heilige Römische Reich zu Wasser und zu Land zum höchsten mit Zöllen beschwert / nun und hinfüro (jedoch ohnbeschädigt deren vor diesem von dem mehreren Theil des Churfürstlichen Collegii bewilligter / und von Unseren Vorfahren Römischen Käyseren / absonderlich denen Churfürsten des Reichs ertheilter Zoll-Concessionen / Prorogationen und Perpetuationen) keinen Zoll von neuem geben / noch einige alte erhöhen / oder prorogiren lassen / auch vor Uns selbsten keinen auffrichten / erhöhen oder prorogiren / es seyen dan die benachbarte und interessirte Ständ und dero erfordertes auch in gebührende Consideration ziehendes Gutachten / vorhero darüber vernommen / und hernacher aller und jeder sieben Churfürsten Wissen / Willen / Zulassen / und Collegial-Rath mit einhelligem Schluß / also und dergestalt / in diesem Stück vorgangen / daß keines Churfürsten Wiederred oder Dissens dargegen / sonderen alle und jede Dero Collegial-Stimmen einmüthig seyen / massen Wir dißfalls die Majora nicht attendiren / auch ohne vorgehende unanimia, zu keinem Stand bringen / und den Supplicirenden mit seinem Begehren gäntzlich hinweg und abweisen; Wie auch alle die jenige / so umb neue Zöll / es seye gleich zu Wasser oder Land / oder der alten Erhöhung / oder auch solcher Erhöhung Prorogation anhalten werden / einer Collegial-Versammlung zu erwarten / erinneren / und neben dem Churfürstlichen Collegio jedesmals dahin sehen sollen und wollen / damit durch die ertheilende neue Zöll und Concessiones andere Churfürsten / Fürsten und Stände in ihren vorhin habenden Zoll-Einkunfften keine Vergeringerung / Nachtheil oder Schaden zu leyden haben. Dieweil sichs aber zuträgt / daß zwar der Nahm des Zolls bißweilen nicht gebraucht / sonderen unter dem Mißbrauch und Prætext einer Niederlag und Staffel-Gerechtigkeit / oder sonsten von den auff-und abfahrenden Schiffen und Waaren eben so viel / als wann es ein rechter Zoll wäre / erhoben / auch der Handlung und Schiffart durch ohngebührliche und abgenöthigte Aus-und Einladen / Ausschiffen und Ausschütten des Getraids und anderer Güter / merckliche grosse Beschwer- und Verhinderung verursacht und zugefügt wird; so sollen alle und jede dergleichen / sowohl unter währendem Krieg / als vor demselben / auff allen Strömen und schiffbaren Wässeren des Reichs ohne Unterscheid neuerlich anmassende / und ohne ordentliche Verwilligung des Churfürstlichen Collegii, also ausgebrachte Concessiones, oder sonsten ein oder anderen Orts vor sich unternehmende Usurpationes, unter was Schein und Nahmen auch dieselbe erhalten worden / oder eigenes Gewalts und Willens durchzuführen gesucht werden möchten / null und nichtig seyn / dergleichen auch von Uns niemanden / von was Würden oder Stand auch der / oder dieselbe seyn / ohne oblauts des Churfürstlichen Collegii Consens und Einwilligung / ertheilt werden; auch einem jedwederen des Heiligen Reichs Churfürsten / welcher sich damit beschwert befindet / frey und bevor stehen / sich solcher Beschwerung so gut er kan / selbsten zu entheben: Doch soll den jenigen Privilegien / welche Churfürsten / Fürsten und Stände des Reichs / samt der gefreyten Reichs-Ritterschafft / von weyland denen vorgewesenen Römischen Königen oder Käyseren zur Zeit / da der Churfürsten Consens per Pacta & Capitulationes noch nicht also eingeführet / oder nöthig gewesen / rechtmässig erlangt / oder sonsten ruhiglich hergebracht / hierdurch nichts præjudicirt oder benommen / sonderen von Uns auff gebührendes Ansuchen / vermög und Krafft des obgesetzten 3. Art. confirmirt / und die Stände darbey ohne Eintrag männigliches gelassen; Alle unrechtmässige Zöll / Staffel und Niederlag aber / oder derselben Mißbrauch / da einige wären / gleich bey Antrettung Unserer Käyserlichen Regierung cassirt und abgethan / und ins künfftig derselben keine mehr ertheilt werden / es beschehe dann erstbesagter massen mit einmüthigem Collegial-Rath und Bewilligung der sieben Churfürsten; Auff den Fall auch einer oder mehr / was Stands oder Wesens der oder die wären / einigen neuen Zoll / oder eines alten Ersteigerung / oder Prorogation in ihren Chur-und Fürstenthummen / Graf-und Herrschafften und Gebieten zu Wasser und zu Land / im Auff-und Abfahren vor sich selbst / ausserhalb Unserer Vorfahren am Römischen Reich / und des Churfürstlichen Collegii Bewilligung / angestellet und auffgesetzt hätte / oder künfftiglich ohne Unserer mit obgedachten einmüthigen aller und jeder sieben Churfürsten Collegial-Consens ertheilte Begnadigung / also anstellen oder auffsetzen würden / den oder dieselbe / so bald Wir dessen vor Uns selbsten in Erfahrung kommen / oder andere Anzeig davon empfangen / sollen und wollen Wir durch Mandata sine clausula, und andere behörige nothdürfftige Rechts-Mittel / auch sonsten in all andere mögliche Weg davon abhalten / und was also vorgenommen worden / gäntzlich abthun und cassiren / auch nicht gestatten / daß hinfüro jemand de facto eigenes Vornehmens neue Zölle anstellen / für sich dieselbe erhöhen / oder sich deren gebrauchen und annehmen möge.

Der XXI. Artickel.

Der König (1) soll denen sowol ohnmittelbaren als mediat-Städten über das jenige / so sie bißher unrechtmässig hergebracht / auff auß-ein-und durchgehende frembde Waaren einen neuen Zoll / unter dem Nahmen von Accis, Umgeld / Niederlag / und andere dergleichen

Anno 1690.

chen Impoſten zulegen / nicht geſtatten: (2) Dero Fiſcal gegen dieſelbe zu verfahren anbefehlen / darneben (3) denen Reichs-Ständen ſich ſolcher Beſchwerden / ſo gut ſie können / ſelbſten zu erledigen / die Freyheit laſſen / jedoch (4) daß den ohnmittelbaren Reichs-Städten / auff die Conſumptiones ihrer Bürgerſchafften / ohne der Frembden Schaden / ichtwas zu ſchlagen / unbenommen ſeye.

XXI. Als auch vielfältig geklagt wird / daß unterſchiedliche ohnmittelbare Reichs-ſowohl / als andere mediat-Städte ſich eine zeithero gantz neuerlich unternommen / und noch de facto, auch durch Arreſten / und andere im Heiligen Römiſchen Reich verbottene eigen-gewaltige Zwangs-Mittel unterſtehen / unter ihren Thoren / oder ſonſten anderer Orten in und vor den Städten die ein-aus-und durchgehende Waaren / Geträid / Wein / Saltz / Viehe / und anders mit gewiſſen Auffſchlägen / unter dem Nahmen Accis, Umbgeld / Niederlag / Stand-und Marcktrecht / Pforten-Brücken-und Weg-Kauff-Hauß-Renthen-Pflaſter-und Cento-Geldern / und anderen dergleichen Impoſten zu beſchweren. Solches alles aber in dem Effect und Nachfolge für nichts anders als einen neuen Zoll / ja offtmals weit höher zu halten / und denen benachbarten Churfürſten / Fürſten und Ständen / deren Landen / Leuthen und Unterthanen / auch dem gemeinen Kauff-und Handelsman zu nicht geringem Schaden und Ungelegenheit gereichig / auch der Freyheit der Commerciorum, des Handels und Wandels zu Waſſer und Land / gerad und ſchnurſtracks zuwider: So wollen Wir ſo bald bey Antrettung Unſerer Käyſerlichen Regierung hierüber gewiſſe Information einziehen laſſen / auch worinnen ſolche unzuläſſige Beſchwerungen und Mißbräuch beſtehen / von denen benachbarten Churfürſten / Fürſten und Ständen Nachricht erfordern / und dan dieſelbe ohne Verzug aller Orten abſtellen und auffheben / auch gegen die Ubertretter gebührenden Ernſts einſehen thun: Ingleichen Unſerem Käyſerlichen Fiſcal gegen dieſelbe auff vorgemeldte von Uns eingezogene Information, oder auff eines oder anderen hierunter beſchehene Denunciation mit oder ohne des Denuncianten Zuthun / ſchleunigſt zu verfahren / anbefehlen; und ſolle darneben einem jeden Churfürſten / Fürſten und Stand / ingleichen der freyen Reichs-Ritterſchafft erlaubt ſeyn / ſich und die Seinigen ſolcher Beſchwerden / wie bey dem 20. Articul allſchon vermeldet / ſelbſt ſo gut er kan / zu erledigen und zu befreyen; doch den ohnmittelbaren Reichs-Städten / auff ihre angehörige Bürgerſchafften wegen der Conſumptionen / etwas / ohne Berührung / Schaden oder Nachtheil der Frembden / zu ſchlagen / ohnbenommen / auch ohne Præjudiz deſſen / ſo ſie vor den Kriegs-Jahren in rechtmäſſiger Ubung und Herbringen geweſen.

Der XXII. Artickel.

Soll (1) der König die Churfürſten / Dero Räthe / Geſandte / Bedienten und Unterthanen ꝛc. bey denen Ständen / welchen auff vorige Weiſe neue Zöll gegeben / oder die alten erhöhet worden / bey Ihrer hergebrachten Zollbefreyung ſchützen: (2) daß ſich dieſe Stände gegen die Churfürſten / durch einen verglichenen Revers, derhalben verbinden mögen / anhalten: (3) bey jedem Craiß-ausſchreibenden Fürſten wegen der Zölle / wie weit jeder Prætendent darzu berechtiget / Erkundigung einziehen / und wegen deren Abſchaffung und Reduction, mit dem Churfürſtlichen Collegio, nochmahls communiciren: (4) keinem umb neue Zoll-Begnadigung ſupplicirendem / Promotoriales an die Churfürſten ertheilen / (5) keine ungewöhnliche Exactiones an einigem ſchiffbahrem Strohm verſtatten / und (6) wenn ein in den Rhein gehender Fluß weiters Schiffreich gemacht werden könte und wolte / daß ſolches durch eines oder des anderen angelegenen Standes darauf vorgenommenen verhinderlichen Bau verwehret werde / nicht geſchehen laſſen.

Anno 1690.

XXII. Deßgleichen wollen Wir auch diejenige Stände / denen von Unſeren Vorfahren Römiſchen Käyſeren / mit Verwilligung des Reichs Churfürſten mit dieſer Maaß und Vorbehaltung / entweder neue Zöll gegeben / oder die alte erhöhet oder prorogirt worden / daß ſie mehrgedachte Churfürſten / deren Geſandte und Räthe / und deren Wittibe und Erben bey ihrem Ein-und Abzug / wie auch ihre Unterthanen / Diener / Zugewandte und andere gefreyte Perſohnen / auch derſelben Haab und Güter / mit ſolchen von neuem gegebenen / erhöheten oder prorogirten Zöllen nicht zu beſchwehren / ſonderen an allen und jeden Orthen Ihrer Fürſtenthümer und Landen mit ihren Waaren und Gütteren Zollfrey durch-paſſiren / verfahren und treiben laſſen / ſich auch ſonſten der Zoll-Erhöhungen halber / gewiſſer vorgeſchriebener maſſen verhalten / und darüber vermittels eines ſonderbahren verglichenen Revers gegen die Churfürſten kräfftiglich verbinden ſollen; die aber ſolche Revers noch nicht von ſich gegeben / mit allem Ernſt / auch bey Verluſt des concedirten Privilegii, dahin erinneren und anhalten / ſich hierin der Schuldigkeit zu bequemen / und angeregten Revers ohne längeren Verzug herauß zu geben / und den Churfürſten einzuhändigen: Denen aber / ſo künfftig obbeſchriebener maſſen neue Zöll / oder der alten Erſteigerung oder Prorogation erhalten werden / wollen Wir vor Herausgebung ſolcher Revers unſere Käyſerliche Conceſſiones keines wegs ausfertigen noch ertheilen laſſen: Damit man auch über die hin und wieder im Reich zu Waſſer und zu Land eingeführte neue Zölle / oder der alten Erhöhung / neben anderen Impoſten und Aufflagen / ob / und wie jeder Prætendent darzu berechtiget / deſto mehr beſtändige Information und Nachricht haben möge / ſo wollen Wir Uns deſſen bey jedes Crayſes ausſchreibenden Fürſten erkundigen / darüber auch eine Specification geben laſſen / und darauff der Abſchaffung und Reduction halber / mit dem Churfürſtlichen Collegio communiciren / und da jemand bey Uns umb neue Zoll-begnädig-oder Erhöhung der alten und vorerlangten Zölle / ſuppliciren und anlangen würde: ſo ſollen und wollen Wir ihme einige Vertröſtung oder Promotorial-Schreiben an die Churfürſten nicht geben noch außgehen laſſen; auch weder am Rhein / noch ſonſten einigem ſchiffbahren Strohm im Heiligen Römiſchen Reich keine armirte Schiff / Außläger / Licenten / noch andere ungewöhnliche Exactionen / oder was ſonſten zu Sperr-und Verhinderung der Commercien / vornehmlich aber den Rheiniſchen und anderen Churfürſten des Heiligen Römiſchen Reichs / zu Schaden und Schmählerung ihrer hohen Regalien gereichig / verſtatten oder zulaſſen; Derentwegen Wir dan auch nicht zugeben wollen / daß wo ein-in den Rhein gehender Fluß weiters Schiffreich gemacht werden könte und wolte / ſolches durch eines oder anderen angelegenen Stands / darauff eigennützig vorgenommenen verhinderlichen Bau verwehret werde / ſonderen es ſollen ſolche Gebäu zu Beförderung des gemeinen Weſens / wenigſt alſo eingerichtet werden / daß die Schiffe ohngehindert auff-und abkommen können / und alſo der von Gott verliehenen ſtattlichen Gelegenheit und Beneficirung der Natur ſelbſten / ein Stand weniger nicht als der andere / nach Recht und Billigkeit ſich gebrauchen möge.

Der XXIII. Artickel.

Soll (1) der König nicht geſtatten / daß die Churfürſten / wann Sie wegen neuer Zölle zu rechtlichen Anſprüchen ge-

ANNO 1690.

geriethen/ mit ordinariis Actionibus, an des Reichs-Cammer oder anderen Gerichten/ angestrengt/ sondern daß (2) solche Streit-Entscheidungen vor Ihme allein erledigt / und wo (3) dergleichen Process an gedachten Gerichten bereits anhängig gemacht/ von dar wieder avocirt werden mögen/ verschaffen.

XXIII. Und wäre es Sach / daß in solchen Fällen neuer Zölle und Auffsäz halber/ dardurch der Churfürsten Zoll geringert und geschmählert werden möchten/ die Churfürsten zu rechtlichen Ansprüchen activè oder passivè geriethen; demnach dan solche Zoll-Regal und Privilegia allein von Römischen Käyseren und Königen mit Bewilligung der sieben Churfürsten nach Außweisung des 20. Art. im Reich ertheilt und gegeben werden/ und also der darüber einfallende Streit-Entscheidung vor niemand anders/ als Uns gehörig/ sollen solche rechtliche Aussprüche vor Uns außgeführt und erledigt werden/ und kein Churfürst schuldig seyn/ sich derenthalben weder an Unserem und des Heiligen Reichs Cammer-Gericht oder anderen Gerichten mit ordinariis Actionibus anstrengen zu lassen; gestalt Wir dan hierüber bey gedachtem Cammer-Gericht gebührende Erinnerung und Verfügung zu thun/ nicht unterlassen wollen/ auch alle diejenige Process, welche an ermeldtem Käyserlichen Cammer-Gericht zwischen den vier Churfürsten am Rhein sampt oder sonderlich/ und anderen des Heiligen Reichs-Ständen oder Städten zu vorigen Zeiten bereits passivè oder activè anhängig gemacht/ darvon wiederumb ab- und an Unseren Käyserlichen Reichs-Hoffrath avociren und ziehen.

Der XXIV. Artickel.

Der König (1) will/ daß die Churfürsten mit grossen Zoll-Freyungen/ durch Förderungs-Brieff und in andere Weg über das Herkommen/ ferners beschweret werden sollen/ nicht mehr geschehen lassen/ und die zu Præjudiz (2) der Churfürsten ertheilte Exemptions-Privilegia wiederumb cassiren/ und dergleichen keine mehr ertheilen.

XXIV. Und nachdem etliche Zeit hero die Churfürsten an Dero an schiffbaren Ströhmen habenden Zöllen mit vielen und grossen Zoll-Freyungen/ über ihre Freyheit und Herkommen/ offtermals durch Beförderungs-Brieff/ auch Exemptions-Befelch/ und zu Præjudiz der Churfürsten Zoll-Gerechtigkeiten ertheilte Privilegia, und in andere Weg ersucht und beschwert worden/ das sollen und wollen Wir als unerträglich abstellen/ fürkommen/ und zumalen nicht verhängen/ noch zulassen/ fürters mehr zu üben/ noch zu geschehen; auch keine Exemptions-Privilegia mehr ertheilen/ und die so darwider unter währendem Krieg ohne des Churfürstlichen Collegii Bewilligung ertheilt worden/ cassirt/ todt und ab seyn.

Der XXV. Artickel.

Will (1) der König/ die von des Reichs-Ständen und der Ritterschafft/ wegen ihnen entzogenen Freyheiten/ Regalien ꝛc. anstellende Rechtfertigungen mit ihren Widerwärtigen/ nicht verbieten/ noch die Execution (2) der am Käyserlichen Cammer-Gericht deßwegen erkanten Urthel/ verhindern.

XXV. Ob auch einiger Churfürst/ Fürst/ oder anderer Stand/ die freye Reichs ohnmittelbahre Ritterschafft mit eingeschlossen/ seiner Regalien/ Immedietät/ Freyheiten und Privilegien/ Recht und Gerechtigkeiten halber/ daß sie ihme geschwächt/ geschmälert/ genommen/ entzogen/ bekümmert/ oder betrübet werden/ mit seinem Gegentheil und Wiederwärtigen zu gebührlichen Rechten zu kommen/ und ihn fürforderen wolte/ dasselbe/ wie auch alle andere ordentliche schwebende Rechtsfertigungen/ oder darüber am Käyserlichen Cammer-Gericht erkante Urtheil und derselben Executiones sollen und wollen Wir nicht verhinderen/ abforderen/ oder verbieten/ sonderen der Justiz ihren freyen stracken Lauff lassen.

Der XXVI. Artickel.

Der König (1) soll die Reichs-Stände/ wann ihre Vasallen die Lehen ex crimine læsæ Majestatis oder sonsten ex delicto verwürcket/ dißfalls nach ihrem Willen schalten/ die Lehen zum Käyserlichen Fisco nicht einziehen/ und (2) sie gleichmässig also mit denen Allodial-Güteren/ ohne einige Hinderung/ also gebahren lassen.

XXVI. Wir gereden und versprechen auch/ daß Wir die Churfürsten und Stände des Reichs/ ingleichem die gefreyte Reichs-Ritterschafft mit ihren angehörigen Lehen/ die seyen gelegen wo sie wollen/ wan deroselben Vasallen oder Unterthanen/ ex crimine læsæ Majestatis, oder sonsten *ex Delicto* dieselbe verwürckt hätten/ oder noch verwürcken möchten/ nach ihrem Willen schalten und walten lassen/ keines wegs aber zum Käyserlichen Fisco einziehen/ noch ihnen vorige oder andere Vasallen auffdringen; Die Allodial-Güter/ welche ex crimine læsæ Majestatis, oder sonsten *ex alio Delicto* vorgesetzter massen verwürckt seyn/ oder werden möchten/ denen mit den Juribus Fisci belehnten/ oder dieselbe sonsten durch beständiges Herbringen habenden Churfürsten/ Fürsten und Ständen/ unter welcher Obrigkeitlicher Botmässigkeit sie gelegen/ nicht entziehen/ sonderen die Lands-Obrigkeiten/ oder Dominos Territorii, mit deren Confiscirung gewähren lassen wollen.

Der XXVII. Artickel.

Der König (1) will keinen Reichs-Stand und anderen hinfüro/ ohne Verwilligung der Reichs-Churfürsten/ die des Wercks nicht theilhafftig/ auch unverhört und ohne Ursach in die Acht oder Ober-Acht erklären lassen/ sonderen (2) hierinnen nach Außweisung des Reichs-Satzungen/ gegenwärtig- und zukünfftiger Constitutionen ꝛc. verfahren: auch (3) ob die That schon gantz offenbar wäre/ dennoch ohne Zuziehung der ohninteressirten Churfürsten/ zu der würcklichen Achts-Erklärung nicht schreiten.

XXVII. Wir sollen und wollen auch fürkommen/ und keines wegs gestatten/ daß hinfüro jemand/ hohen und niedern Stands/ Churfürst/ Fürst/ Stand/ oder anderer/ ohne rechtmässige gnugsame Ursach/ auch ungehört/ und ohne Vorwissen/ Rath und Bewilligung des Heiligen Reichs Churfürsten/ welche sich des Wercks nicht theilhafftig gemacht/ in die Acht und Ober-Acht gethan/ gebracht oder erklärt; sonderen in solchem ordentlicher Process gehalten und vollzogen werde/ wie es sich nach Ausweisung des Heiligen Reichs vor auffgesetzter Satzungen/ und der im Jahr 1555. reformirten Cammer-Gerichts-Ordnung/ auch darauff erfolgter Reichs-Abschieden gebühret/ und was deßhalben bey dem künfftigen Reichstag/ wie reservirt worden/ von Churfürsten/ Fürsten und Ständen de modo & ordine weiter verglichen werden möchte. Wäre es aber Sach/ daß die That

an

ANNO 1690.

an sich selbsten gantz notori und offenbar/ der Friedbrecher auch in seinem Verbrechen beharrlich und thätlich fortführe/ obwolen es dann nicht eben eines sonderbaren Processes vonnöthen/ so wollen Wir jedoch auch in diesem Fall mit Zuziehung des Heiligen Reichs erstgemeldter massen ohninteressirter Churfürsten/ ehe und bevor Wir zu der würcklichen Achts-Erklärung schreiten/ communiciren/ und ohne deren erfolgten Rath und ausdrückliche Einwilligung/ damit nicht verfahren.

Der XXVIII. Artickel.

Soll (1) der König die Reichs-Steuer der Stände und andere Gefälle / die in besonderer Personen Hände gewachsen/ wiederum zum Reich ziehen/ und (2) daß dergleichen wider Recht und alle Billigkeit entzogen werde / nicht gestatten / woferne (3) es nicht mit rechtmässiger Bewilligung aller sieben Churfürsten geschehen wäre.

XXVIII. Und nachdem das Heilige Römische Reich fast höchlich in Abnehmen und Ringerung gekommen / so sollen und wollen Wir neben anderen die Reichs-Steuer der Städte und andere Gefällen / so in sonderer Personen Hände gewachsen und verschrieben/ wiederum zum Reich ziehen / auch eine gewisse Designation, in wessen Händen dieselbe seyn/ inner sechs Monaten den nächsten nach würcklicher Antretung Unserer Käyserlichen Regierung zur Mayntzischen Churfürstlichen Cantzley einschicken/ und nicht gestatten / daß solches dem Reich und gemeinen Nutzen wider Recht und alle Billigkeit entzogen werde; es wäre dann/ daß solches mit rechtmässiger Collegial Bewilligung aller sieben Churfürsten geschehen wäre.

Der XXIX. Artickel.

Soll (1) der König alle dem Reich heimfallende Lehen/ ohne der Churfürsten Vorwissen/ nicht wider begeben/ sondern (2) dergleichen zu Unterhaltung des Reichs und der Käyser einziehen: doch (3) denen Kayserlichen Erbländeren und sonsten männiglich an seinen Rechten unschädlich; und (4) die bey einer anderen als des Reichs-Cantzley außgefertigte Lehen-Brieff und Expectantien/ ins künfftige vor ungültig erkennen und halten.

XXIX. Wann auch Lehen dem Reich und Uns bey Zeit Unserer Regierung / durch Todfall oder Verwürckung eröffnet / und lediglich heimfallen werden / so etwas merckliches ertragen / als Fürstenthümer / Graffschafften / Städte und dergleichen / die sollen und wollen Wir ohne Vorwissen der sieben Churfürsten / ferner niemand leyhen / auch niemanden einige Expectanz , oder Anwartung darauff geben / sonderen zu Unterhaltung des Reichs / Unser und Unserer nachkommender König und Käyser / behalten / einziehen und incorporiren / doch Uns von wegen Unserer Erblanden / und sonst männiglich an seinen Rechten und Freyheiten unschädlich ; so sollen auch die Lehenbrieff und Expectantien über des Heiligen Römischen Reichs angehörige Lehen / welche bey einer anderen / als Unserer Reichs-Cantzley / und ohne Vorwissen der Herren Churfürsten / ins künfftig ertheilt und außgefertigt werden mögten / gantz ungültig seyn.

Der XXX. Artickel.

Der König (1) soll alle dem Reich inn- oder ausserhalb desselben gelegene / zugehörige Lehen auffrichtig halten und renoviren / (2) die Lehen und Lehen-Leuth wider allen unbilligen Gewalt manuteniren: (3) die selbst angehend-befindliche / ohnweigerlich empfangen / und widrigen falls (4) zu des Reichs Sicherung / denen Herren Churfürsten gebührende Revers und Recognition zustellen.

ANNO 1690.

XXX. In alle weg wollen Wir Uns angelegen seyn lassen / alle dem Römischen Reich angehörige Lehen / inn- und ausserhalb desselben gelegen / auffrichtig zu halten / und derentwegen zu verfügen / daß sie zu begebenden Fällen gebührlich empfangen / und renovirt / auch wider allen unbilligen Gewalt die Lehen und Lehen-Leuth manutenirt und gehandhabet werden; Da auch Wir deren eines oder mehr uns angehend befinden / sollen und wollen Wir daß- oder dieselbe ohnweigerlich empfangen lassen / oder / wann das nicht bequemlich geschehen könte / deßwegen denen Herren Churfürsten / zu Sicherung des Reichs gebührende Revers und Recognition zustellen.

Der XXXI. Artickel.

Soll (1) der König die Ihme heimgefallene / oder inskünfftig durch Erbschafft und sonsten zukommende Güter / welche dem Reich mit Dienstbarkeiten / Anlagen / Steueren rc. verwandt / davon nicht befreyen / (2) dieselbe bey ihren Recht- und Gerechtigkeiten in Geist- und Weltlichen Dingen schützen und schirmen: nicht minder (3) wann die Reichs-Stände in Exemption- und Steuer- auch anderen Sachen wider das Hauß Oesterreich etwas zu suchen haben / denenselben unpartheyisch-schleunige Justiz, denen Außträgen gemäß / administriren lassen.

XXXI. Auff den Fall aber zu künfftiger Zeit / Fürstenthümer / Graffschafften / Herrschafften / Affter- und Lehenschafften / Pfandschafften und andere Güter dem Heiligen Reich mit Dienstbarkeiten / Reichs-Anlagen / Steuer / und sonsten verpflichtet / dessen Jurisdiction unterwürffig und zugethan / nach Absterben dero Inhaber / Uns durch Erbschafften / oder in andere Weg heimfallen oder auffwachsen / und Wir die zu Unseren Händen behalten / oder mit Vorwissen und Bewilligung der Churfürsten / anderen zukommen lassen würden / oder da Wir dergleichen allbereit in Unseren Händen hätten / davon solle dem Heiligen Reich seine Recht und Gerechtigkeiten / Anlagen / Steuren / und andere schuldige Pflicht / wie darauff hergebracht / in dem Craiß / deme sie zuvor gehört haben / hindangesetzt aller prætendirten Exemption / geleistet / abgerichtet und erstattet; auch solche Land und Güter bey ihren Privilegien / Recht und Gerechtigkeit / in Geist- oder Weltlichen Sachen / dem Instrumento Pacis gemäß / gelassen / geschützet und geschirmet werden ; und demnach sich auch unterschiedliche Stände des Reichs nechst diesem vielfältig beklagen / daß / ohngeachtet deren in denen Reichs-Constitutionen enthaltenen Versehungen / Sie theils in Exemption-Steuer- und Anlag-Sachen / theils in Jurisdiction und anderen / gegen das Hauß Oesterreich habenden Irrungen / bißhero zu keinem rechtlichen Außtrag gelangen können; Als wollen Wir gleich bey Antretung Unserer Käyserlichen Regierung / hierinnen die unverlängte würckliche Vorsehung thun / damit sowohl in Exemption und ermeldtem Steuerwesen / deme im Jahr 1548. bey damahls gehaltenem Reichstag mit Consens und Bewilligung des Ertz Hauses Oesterreich verglichenem rechtlichen Austrag / Unsers Käyserlichen Cammer-Gerichts / als auch in anderen Sachen der Cammer-Gerichts-Ordnung / wegen der Austräg in gemein / würcklich nachgelebt / von denselben beede Theil gegeneinander

ANNO 1690.

ander in Ihren habenden Rechten und Prætensionen vernommen/ darauff auch einem jeden schleunige und ohnpartheyische Justiz administrirt werde.

Der XXXII. Artickel.

Der König (1) solle denen im Müntz-Wesen obschwebenden Beschwehrungen/ umb das Werck in ein beständiges Wesen zu stellen/ mit der Reichs-Stände Rath keinen Fleiß sparen/ zu dem Ende (2) die in Anno 1570. und 1603. und folgenden Reichs-Tägen beliebte Conformität in gute Obacht nehmen/ (3) durch die Craiß-Directores die Hecken-Müntzen abschaffen/ und die Contravenienten bestraffen/ und/ (4) was noch ferner zuträglichs auff noch währendem Reichstag/ zu Abwendung solcher lang gewährten Unrichtigkeit für gut befunden werden möchte/ sich nicht mißfallen lassen.

XXXII. Und nach dem im Reich viel Beschwehrung und Mängel der Müntz halber bißhero gewesen/ und noch seynd/ wollen Wir dieselbe zum förderlichsten mit Rath der Churfürsten/ Fürsten und Ständen des Reichs/ zuvor kommen/ und in beständige Ordnung und Wesen zu stellen allen möglichsten Fleiß fürwenden/ auch zu dem Ende diejenige Mittel/ so im Reichs-Abschied de Anno 1570 wegen der in jedem Crayß anzulegenden drey à vier Crayß-Müntz-Städten: Item wegen der in Anno 1603. und auff vorigen/ auch nachfolgenden Reichs-Tagen beliebten Conformität/ sowohl im gantzen Römischen Reich/ als auch mit denen Benachbarten/ ins besonder der dabey denen Crayß-Directoris auffgetragenen Abstraffung der Contravenienten/ und daraus resultirenden höchstnöthigen Abschaffung der Hecken-Müntzen durch Churfürsten/ Fürsten und Stände des Reichs ingemein bedacht/ in gute Obacht nehmen und beförderen helffen/ auch zumahlen nicht unterlassen/ was ferner zuträgliches/ zu Abwendung solcher langgewährten Unrichtigkeit/ auff noch währendem Reichstag vor gut befunden werden möchte.

Der XXXIII. Artickel.

Soll (1) der König ohne Consens der sieben Churfürsten mit Müntz-Freyheiten niemand begnadigen: wider die jenigen (2) so solches Regal denen verbesserten Reichs-Constitutionen zugegen mißgebraucht/ oder mißbrauchen lassen/ und sich ihrer Müntz-Gerechtigkeit also ohne fernere Erkantnuß verlustig gemacht/ (3) imgleichen die/ so es mit Bewilligung nicht erhalten/ oder sonsten rechtmässig hergebracht/ gebührend verfahren: (4) dergleichen Regalia bey denen mediat-Ständen und Städten gäntzlich cassiren/ und ihnen nicht mehr ertheilen: auch (5) den mittelbaren Ständen mit diesem oder anderem hohen Privilegio, ohne Einwilligung der Churfürsten/ nicht willfahren lassen.

XXXIII. Wir sollen und wollen auch hinführo ohne Vorwissen und absonderliche Einwilligung und Consens der sieben Churfürsten/ niemands/ weß Standes oder Wesens der seye/ mit Müntz-Freyheiten und Müntzstätten begaben und begnadigen/ auch wo Wir beständig befinden/ daß die jenige Stände/ denen solches Regal und Privilegium verliehen/ dasselbe dem Müntz-Edict und anderen zu desselben Verbesserung erfolgten Reichs-Constitutionen zugegen mißgebraucht/ oder durch andere mißbrauchen lassen/ und sich also ihrer Müntz-Gerechtigkeit/ ohne fernere Erkäntnuß verlustigt gemacht/ ihnen/ wie auch den jenigen/ so solches Regal mit Unserer Vorfahrer Römischer Käyseren und der Churfürsten Bewilligung nicht erhalten/ oder sonsten rechmässig und beständig hergebracht/ dasselbe nicht allein verbieten/ und durch die Craiß oder sonsten wieder sie gebührend verfahren lassen/ sonderen auch einen solchen privirten Stand/ ohne Vorwissen und Bewilligung der Churfürsten/ nicht restituiren: Wofern sich aber dergleichen bey mediat-Städten und anderen/ so dem Reich immediatè nicht/ sonderen Churfürsten/ Fürsten/ und anderen Reichs-Ständen unterworffen/ begebe/ alsdann soll durch deroselben Landsfürsten und Herren wider sie/ wie sichs gebühret/ verfahren/ und solche Müntz-Gerechtigkeit ihnen gäntzlich gelegt/ cassirt/ und ferners nicht ertheilt werden; massen Wir dan auch den mittelbaren Ständen mit dergleichen oder anderen hohen Privilegien/ ohne mit-Einwilligung der Churfürsten/ vielweniger zu derselben/ oder der Ständen Privilegien Behinderung oder Abbruch/ nicht willfahren wollen.

Der XXXIV. Artickel.

Der König (1) soll nicht gestatten/ daß andere als Reichs-Unterthanen bey denen Käyserlichen Post-Aemteren/ wo dergleichen in ihren Landen vorhanden/ gesetzt/ oder von dem Beytrag gemeiner Real-Beschwerden/ ausserhalb der Personal-Befreyung/ eximiret werden: (2) Den General-Erb-Reichs-Postmeister die Posten mit aller Nothdurfft zu versehen/ und die Brieffe gegen billiges/ und in offenen Druck angeschlagenes Postgeld richtig zu bestellen/ anhalten: (3) Daß das General-Ober-Reichs-Post-Amt in seinem Esse erhalten werde/ verfügen: (4) Dem General-Reichs-Postmeister vom Käyserlichen Post-Ambt kein fernerer Eingriff geschehe/ verhüten: jedoch/ daß (5) das Kayserliche Hoff-Post-Ampt bey seiner Anno 1624. erlangten Investitur in denen Erblanden/ gantz unbeeinträchtiget gelassen werde.

XXXIV. Und dennach wider die im Heiligen Römischen Reich verordnete Post nicht geringe Beschwerden geführet/ selbe auch nach Anweisung Instrumenti Pacis, auff den Reichstag außgestellt worden: so wollen Wir mit Beobachtung dessen keines wegs gestatten/ daß Churfürsten/ Fürsten und Ständen in ihren Landen und Gebieten/ wo dergleichen Käyserliche Post-Aempter verhanden und hergebracht/ solche Personen/ welche keine Reichs-Unterthanen seynd/ und deren Treu man nicht versichert ist/ angesetzt/ oder dieselbe ausserhalb der Personal-Befreyung von dem Beytrag gemeiner Real-Beschwerden eximirt und befreyt werden: Nicht weniger wollen Wir den General-Erb-Reichs-Postmeister dahin halten/ daß er seine Posten mit aller Nohtdurfft wohl versehe/ die getreue und richtige Brieff-Bestellung gegen billiges Postgeld/ so in allen Posthäuseren zu jedermans guter Nachricht in offenem Druck beständig angeschlagen seyn solle/ ohnverweißlich beförderen/ und also zu keiner ferneren Klag und Einsehen Ursach geben. Wir sollen und wollen aber zu gäntzlicher Auffhebung deren zwischen Unseren Post-Aembteren hafftenden Differentien/ in Erwegung deß vom Churfürstlichen Collegio in Anno 1641. auff dem Reichstag zu Regenspurg/ wegen des Reichs-Post-Ambts eingegebenen Gutachten/ und der in selbigem Reichs-Abschied beschehener Verordnung die beständige Verfügung thun/ daß Unser General-Obrist-Reichs-Post-Ambt in seinem Esse erhalten/ und zu dessen Schmälerung nichts vorgenommen/ verwilliget oder nachgesehen/ insonderheit aber der darmit belehnte General-Reichs-Postmeister wieder alle von Unserem Käyserlichen Hof-Post-Ambt/ jenem biß dahero im Reich beschehene/ oder noch ferner anmassende Eingriff/ und Verschliessung absonderlicher Amts-Paquetter gehandhabt/ und sowol in Beyseyn Unserer Käyserlichen Persohn und Hoffstatt/ als Abwesen/ derselbige bey ruhiger Einnehm-Bestell-und

Auß-

ANNO 1690. Außtheilung aller und jeder / vermittelst der Reichs-Posten ankommender und abgehender Brieff und Paqueter / gegen erhebendes billiges Postgeld gelassen / und was deme und gemeldtem Reichs-Abschied zuwider / auff einigerley Weiß und Weg ergangen und verlichen worden / hiemit allerdings aufgehoben seyn: Hingegen Unser Käyserlich Erbland-Hof-Post-Ambt bey seiner in Anno 1624. erlangter Investitur, und des General-Reichs-Postmeisters auf dieselbe ertheilte Revers in den Erblanden gantz unbeeinträchtiget verbleiben / und dabey geschützt werden soll.

Der XXXV. Artickel.

Der König (1) soll sich keiner Succession oder Erbschafft des Römischen Reichs anmassen; die Churfürsten (2) bey der freyen Wahl eines Römischen Königs / auch bey Lebzeiten eines Römischen Käysers / mit oder ohne dessen Consens, vorzunehmen / lassen: Die Vicarios (3) bey ihrem gesonderten Rath / Freyheit- und Gerechtigkeiten / so es zu Fällen kommt / manuteniren / (4) nicht zugeben / daß Ihre Jura von jemand bestritten werden / und (5) alles / was dißfalls wider Sie gethan oder gesucht werden dörffte / vor null und nichtig erkennen.

XXXV. Und insonderheit sollen und wollen Wir Uns keiner Succession oder Erbschafft des Römischen Reichs anmassen / unterwinden / noch unterziehen / oder darnach trachten / dieselbe auf Uns selbsten / Unsere Erben und Nachkommen / oder auf jemand anders zu wenden; sonderen die Churfürsten / Ihre Nachkommen und Erben zu jeglicher Zeit bey ihrer freyen Wahl eines Römischen Königs / nach Inhalt der Güldenen Bull / und dieselbe jedesmal / und auf allen Fall / wan Sie es vor nöthig / und zu Erhaltung der Grund-Gesetze / und dieser Capitulation, oder sonsten dem Heiligen Reich nothwendig und nützlich befinden / auch bey Lebzeiten eines Römischen Käysers / mit oder ohne dessen Consens vorzunehmen; auch die Vicarios, wie von Alters hero auf sie kommen / und dem Instrumento Pacis gemäß ist / die Güldene Bull / alte Rechten und andere Gesetz / oder Freyheiten vermögen / so es zu Fällen kommen / die Nothdurfft and Gelegenheit erfordern wird / bey ihrem gesondertem Rath in Sachen / das Heilige Reich belangend / geruhiglich bleiben / und gantz unbedrangt lassen; auch nicht nachgeben / daß die Vicariaten / und deren Jura, sambt was denselben anhängig / von jemand disputiret oder bestritten werde; wo aber darwider von jemand etwas gesucht / gethan / oder die Churfürsten in deme gedrungen würden / das doch keines wegs seyn soll / das alles soll nichtig seyn.

Der XXXVI. Artickel.

Will (1) der König die Römisch-Königliche Cron förderlichst empfangen: (2) Den zwischen Chur-Maynz und Cölln Anno 1657. der Crönung halber errichteten Vergleich confirmiren: (3) Den Crönungs-Actum diesesmal in der Stadt Augspurg celebriren lassen: und (4) seine Königliche Residentz und Hoffhaltung / es erfordere dan der Zustand ein anders / beständig in Teutschland haben und halten.

XXXVI. Wir sollen und wollen auch die Römische Königliche Cron förderlichst empfangen / und bey allem demselben das thun / so sich deßhalben gebühret; auch was zwischen beyden Churfürsten zu Mayntz und Cölln / wegen der unter ihnen der Crönung halber entstandener Irrungen bey letzterem Wahltag Anno 1657. gütlich beygelegt und verglichen worden / ebenfalls confirmirt und bestättiget haben; Der dißmahl aber den Crönungs-Actum in der Stadt Augspurg / zumahlen die Stadt Aachen wegen jetziger Kriegszeiten dazu der Zeit ohnbequem ist / celebriren und verrichten lassen; auch Unsere Königliche und Käyserliche Residentz / Anwesung und Hofhaltung im Heiligen Römischen Reich Teutscher Nation / es fordere dann der Zustand zu Zeiten ein anders / allen Gliederen / Ständen und Unterthanen desselben zu Nutzen / Ehr und gutem / beständig haben und halten. ANNO 1690.

Der XXXVII. Artickel.

Der König (1) soll allen denen bereits auffgerichteten / oder mit Rath der Reichs-Stände noch auffzurichtenden Reichs-Satz- und Ordnungen nichts zuwider außgehen: (2) Wider solche Gesetze / selbsten von niemanden nichts erlangen / weniger dessen / auß eigner Bewegnuß gegebenen / sich bedienen / (3) alles / deme zuwider außgehende / todt und ab seyn: und (4) im Fall der Noth der beschwehrten Parthey / deßhalben einen brieflichen Schein ertheilen lassen.

XXXVII. Wir wollen und sollen auch in dieser Unserer Zusag der Wahl-Capitulation der Güldenen Bull / der Reichs-Ordnung / oder wie dieselbe ins künfftig geändert und verbessert werden möchte / dem obangeregten Frieden in Religion- und Prophan-Sachen / auch dem Land-Frieden sambt der Handhabung desselben / wie auch der in Anno 1555. aufgerichten Cammer-Gerichts- neben des Reichs-Executions-Ordnung / auch mehr ermeldtem Münster- und Oßnabrückischen Frieden-Schluß / und deme zu Nürnberg Anno 1650. aufgerichten Executions-Recess, auch anderen Gesetz und Ordnungen so jetzo gemacht / oder künfftiglich durch Uns / mit der Churfürsten / Fürsten / auch anderen Ständen des Reichs / Rath und Zuthuung möchten aufgerichtet werden / zuwider / kein Rescript, Mandat oder Commission außgehen lassen / oder zu geschehen gestatten / in einige Weiß oder Weg: dergleichen auch für Uns selbsten wider solche Güldene Bull und des Reichs Freyheit / den Frieden in Religion- und Prophan-Sachen / auch Münster- und Oßnabrückischen Friedenschluß und Land-Frieden / sambt Handhabung desselben von niemand nichts erlangen / noch auch / ob Uns etwas dergleichen auß eigener Bewegnuß gegeben wäre oder würde / nicht gebrauchen / in keine Weiß; Ob aber diesen und anderen vorgemeldten Articulen und Puncten einiges zuwieder erlangt / oder außgehen würde / das alles soll Krafftloß / todt und ab seyn / immassen Wir es jetzt auch als dann / und dann als jetzt hiemit cassiren / tödten und abthun; und wo Noth / den beschwehrten Partheyen derhalben nothdürfftige Uhrkund und brieflichen Schein zu geben / und wiederfahren zu lassen schuldig seyn sollen / Argelist und Gefehrde hierinnen außgeschieden.

Der XXXVIII. Artickel.

Der König (1) solle denen Reichs-Ständen und Ihren Gesandten schleunige Audienz und Expedition ertheilen; (2) Ihnen Ihre Privilegia und Lehen-Brieffe / nach vorigem tenor unweigerlich confirmiren: (3) dieselbe über die edition der alten Pactorum familiæ, mit exhibition neuer / nicht beschwehren: und (4) in wichtigen / das Reich concernirenden Sachen / ohne der Churfürsten / als seiner innersten Räthen / auch nach Gelegenheit / der Fürsten und Ständen Raths / nichts vornehmen.

XXXVIII. Wir wollen und sollen auch allen des H. Reichs Churfürsten / und Ständen / sowohl Ihren Bottschafften und Gesandten / die von der gefreyten Reichs-Ritterschafft mit begriffen / jederzeit schleunige Audienz

Anno 1690.

und Expedition ertheilen; denenselben/ und dem Reichs-Adel/ ihre Confirmationes Privilegiorum, auch Lehen und Lehenbrieff/ nach dem vorigen Tenor, unweigerlich und aller contradiction (als welche zum rechtlichen Austrag zu verweisen) ohngehindert/ wiederfahren/ dabey auch dieselbe über Edition der alten Pactorum familiæ, mit exhibition neuer/ ein oder ander Hauß concernirender/ und von dem Lehenthum keine dependentz habender/ nicht beschweren/ viel weniger die Reichs-Belehnungen/ wegen erstgedachter Edition der Pactorum familiæ, die seyn neu oder alt/ auffhalten lassen: Wir sollen und wollen auch in wichtigen Sachen/ so das Reich betreffen/ und von hohem præjudiz, und weitem Aussehen seynd/ bald Anfangs der Churfürsten/ als Unserer innersten Räthe Gedancken vernehmen/ auch nach Gelegenheit der Sachen/ Fürsten und Ständen Rath-Bedenckens Uns gebrauchen/ und ohne dieselbe hierinn nichts vornehmen.

Der XXXIX. Artickel.

Der König (1) soll seinen Geheimen Rath/ wie auch Reichs-Hoff- und Kriegs-Rath/ mit hohen Standes- und anderen ehrlichen Personen Teutscher Nation/ die in Reichs Satzungen wohl erfahren/ und keinem aus- oder inländischen Potentaten und Stand des Reichs/ ausser Ihm mit Dienstpflichten verwandt/ bestellen: nicht weniger (2) die Käyserlichen und Reichs-Hof-Aempter/ oder sonsten andere ausser Teutschland/ mit eben dergleichen Personen besetzen: (3) diese Aempter bey ihren Würden/ Recht ꝛc. bleiben und ihnen nichts entziehen lassen: (4) Daß zwischen denen vom Ritterstand/ und denen Grafen und Herren/ in denen Raths-Collegiis, kein anderer Unterscheid/ als das Alter der angetrettenen Rathsdienste gehalten werde/ verfügen: (5) In Bestellung des Reichs-Vice-Cantzlars/ und anderer Reichs-Hof-Cantzley-Personen dem Churfürsten von Mayntz keinen Eingriff thun: (6) Alles darwider geschehene ohne consequenz, und das zukünfftige vor ungültig halten; und (7) endlichen keine andere als ohnmittelbar oder mittelbar angesessene Teutsche Fürsten/ Grafen und Herren/ beym Reichs-Hof-Rath zu Præsidenten oder Vice-Præsidenten annehmen.

XXXIX. Wir wollen auch künfftig/ bey Antrettung Unser Käyserlichen Regierung/ Unsern Geheimbden Rath/ wie auch Unsern Reichs-Hof- und Kriegs-Rath/ wann nemlich Wir des Heil. Reichs wegen in Krieg begriffen/ mit Fürsten/ Grafen/ Herren/ vom Adel und anderen ehrlichen Leuten/ vermög Instrumenti Pacis, und nicht allein aus Unsern Untersassen/ Unterthanen und Vasallen/ sondern mehrentheils aus denen/ so im Reich Teutscher Nation anderer Orten gebohren und erzogen/ darinn nach Stands-Gebühr angesessen und begütert/ der Reichs-Satzungen wohl erfahren/ gutes Namens und Herkommens/ und niemanden dann Uns/ und sonsten keinem Churfürsten/ Fürsten oder Stand des Reichs/ noch ausländischen Potentaten mit absonderlichen Dienstpflichten verwandt seynd: Ingleichem Unsere Käyserl. und des Reichs Aempter am Hof/ und die Wir sonsten in- oder ausserhalb Teutschlands zu begeben und zu besetzen haben/ als da seynd Protectio Germaniæ, und dergleichen/ mit keiner andern Nation/ dann gebohrnen Teutschen/ die nicht niedern Stands noch Wesens/ sondern namhaffte Personen/ und mehrentheils von Reichs-Fürsten/ Grafen/ Herren/ und von Adel/ oder sonsten guten tapfferen Herkommens/ besetzen/ und versehen; auch obgemeldte Aempter bey ihren Ehren/ Würden/ Gefällen/ Rechte und Gerechtigkeiten bleiben/ und denselben nichts entgehen oder entziehen lassen; sodann verfügen/ daß in Unserm Reichs-Hof-Kriegs- und andern Räthen auff den Ritter-Bäncken/ zwischen denen vom Ritterstand/ welche zu Schild und Helm/ Ritter- und Stifftmässig gebohren/ und denen Grafen und Herren/ so in denen Reichs-Collegiis kein Session oder Stimm haben/ oder von solchen Häusern entsprossen und gebohren seyn/ in der Raths-Session, dem alten Herkommen gemäß/ kein Unterscheid gehalten/ sondern ein jeder nach Ordnung der angetrettenen Rathsdiensten/ ohne einigen von Stands wegen unter denselben suchenden Vorzug/ verbleibe: Wollen auch in Bestell- und Ansetzungen Unserer Reichs-Hof-Cantzley sowol mit des Reichs Vice-Cantzlers/ als der Secretarien/ Protocollisten/ und aller anderen zu der Reichs-Hof-Cantzley gehöriger Personen/ Unserm lieben Neven dem Churfürsten zu Mayntz/ als Ertz-Cantzlern durch Germanien/ in der Ihme allein dißfalls zustehenden Disposition, unter was Vorwand es seye/ keine Eingriff oder Verhindernuß thun/ oder darinn einige Ziel oder Maaß geben. So soll auch/ was hiebevor darwider vorgangen seyn mag/ zu keiner Consequentz gezogen/ und wann ins künfftig etwas darwider gethan oder verordnet werden möchte/ vor ungültig gehalten werden; und damit hinfüro an Unserm Königl. oder Käyserl. Hof/ des Reichs Ständen/ und anderen zum Reich gehörenden/ unpartheyisch und schleunig Recht destomehrers wiederfahren und administrirt werden möge/ so wollen Wir bey benanten Reichs-Hof-Rath keinen zum Præsidenten oder Vice-Præsidenten bestellen oder verordnen/ es seye dann derselbe ein Teutscher Reichs-Fürst/ Graf oder Herr/ in denselben ohnmittelbar oder mittelbar gesessen und begütert.

Der XL. Artickel.

Soll (1) der König die neu-auffgesetzte Reichs-Hof-Raths-Ordnung vest halten: (2) über den von Chur-Mayntz verordneten Reichs-Vice-Cantzlar und Vice-Præsidenten/ mit Teutschen Standes- und der Reichs-Satzungen wohl erfahrnen Personen bestellen: (3) was hierinfalls im Instrumento Pacis der Religion halber versehen/ in Obacht nehmen: (4) ihme seine Reichs-Hof-Raths-Besoldung richtig reichen: (5) bey seiner Præcedentz und Respect erhalten: (6) von Zöllen/ Steuern/ und anderen Beschwerden befreyen: nicht weniger (7) denselben sowol/ als der Stände Agenten/ von der Landes- und anderer Gerichten Jurisdiction und Personal-Oneribus eximiren/ und (8) auch diejenigen/ welche sich anders-wohin begeben wollen/ frey/ sicher/ und ohne Entgelt/ abziehen lassen.

XL. Wir wollen auch die neu auffgesetzte und von Unsern Vorfahren glorwürdigsten Andenckens approbirte Reichs-Hof-Raths-Ordnung (es seye dann/ daß beym Reichstag ein anders verordnet werde) fest halten lassen/ unterdessen aber neben vorgedachtem Præsidenten/ wie auch von Chur-Mayntz ansetzendem Reichs-Vice-Cantzler/ und Vice Præsidenten/ Unserm Reichs-Hof-Rath/ nach besag vermeldter Reichs-Hof-Raths-Ordnung und Friedenschluß/ von Fürsten/ Grafen/ Herren/ von Adel/ und anderen der Reichs-Satzungen wohlerfahrnen geschickten Leuten/ obbedeuter maßen nicht allein aus Unseren Untersassen/ sonderen grössern theils aus denen/ so im Reich Teutscher Nation gebohren/ darinnen nach Stands-Gebühr angesessen und begütert/ ansetzen: Was auch hierinnfalls der Religion halber in Instrumento Pacis Artic. 5. §. ac proinde 54. versehen/ in Obacht nehmen; Ingleichem die ohnverlängte gewisse Verordnung thun/ damit sowol aus Unser Hoff-Cammer/ als denen bey dem Reich eingehen-Mittlen/ vor allen anderen Ausgaben/ den wircklichen bestellten Præsidenten/ Reichs-Vice-Cantzlern/ als zugleich

würck-

ANNO 1690. und etlichen Reichs-Hof-Raths-Vice-Præsidenten / und anderen Reichs-Hof-Räthen / ihre Reichs-Hof-Raths-Besoldung richtig und ohne Abgang bezahlt; Auch wegen der Reichs-Hofraths-Stelle Præcedenz und Respect deme nachgelebt werde / was in jüngster Reichs-Hof-Raths-Ordnung deßhalben versehen / und deroselben Stand gemäß ist; wie sie dann auch wegen der Zöll / Steuer / und anderer Beschwerden Befreyung / Unsern und des Reichs Cammer-Gerichts Assessorn gleich gehalten werden sollen: Und sie so vol als der Ständen Agenten von der Land- und andern Gerichten und Beambten Jurisdiction, auch so viel die Obsignation, Sperrung / Inventirung / Edition der Testamenten / Versorgung der Kinder / und dergleichen betrifft / weniger nicht von allen Personal-Oneribus, allerdings befreyet seyn; auch die jenige / so sich anders wohin begeben wollen / keines wegs auffgehalten / sondern frey / sicher / und ohngehindert / auch ohne Abzug und anderen Entgelt / oder Vorenthalt ihrer Güter / fort gelassen / und ihnen zu dem End auff Begehren gehörige Paßbrieff ertheilt werden sollen.

Der XLI. Artickel.

Der König (1) soll nicht dargegen seyn / daß durch den Churfürsten von Mayntz der Reichs-Hoff-Rath visitiret / (2) nicht gestatten / daß vom Käyserlichen Geheimbden Rath-Collegio demselben eingegriffen: (3) daß das / was einmahl in contradictorio judicio cum debita causæ cognitione, ordentlich im Reichs-Hoff-Rath geschlossen worden / von neuem / ausser beliebter Revision, nicht mehr in cognition gezogen / (4) am Käyserl. Cammer-Gericht anhängig / an den Reichs-Hoff-Rath nicht avociret: (5) Chur-Mayntz / um der Reichs-Stände Sachen / in den Chur-Fürstlichen oder gesamten Reichs-Rath zu bringen / kein Einhalt gethan / noch (6) Dessen Ertz-Cancellariat und Reichs-Directorio, Ziel und Maaß gegeben: weniger (7) ein und anderer Reichs-Stand / auß dem Geheimbden Rath / absque prævia causæ cognitione, mit Decretis beschweret werde.

LXI. Auch sollen und wollen Wir keines wegs dargegen seyn / daß der Reichs-Hoff-Rath durch den Churfürsten zu Mayntz / nach besag deß Friedenschluß visitirt werde; auch nicht gestatten / verhängen / oder zugeben / daß Unser geheimbdes Raths-Collegium sämbtlich oder sonderlich / der Reichs-Sachen / welche vor den Reichs-Hoffrath gehören / sich anmasse / darinn sich einmische / oder auff einigerley Weis dem Reichs-Hof-Rath eingreiffe / vielweniger mit Befehlen oder Decreten / wordurch die im Reichs-Hoff-Rath geschlossene Sachen auffgehoben / oder irritirt werden / beschwehre / oder irre; was auch einmahl in erstgemeldtem Unserm Reichs-Hoff-Rath / in judicio contradictorio cum debita causæ cognitione ordentlicher Weise abgehandelt und geschlossen ist / darbey soll es fürderst allerdings verbleiben / und nirgends anders / es seye dann durch den ordentlichen Weg der in offt-ermeldten Frieden-Schluß / beliebter Revision (welche jederzeit quoad processum nach besag erstgedachten Frieden-Schluß / durch unpartheyische Reichs-Hoff-Räthe / so nicht bey Verfassung der vorigen Urthel / vielweniger Referenten / oder Correferenten gewesen / außgefertiget werden soll) von neuem in Cognition gezogen / noch dessen Execution gehindert; die am Käyserlichen Cammer-Gericht aber anhängig gemachte / und noch in ohnerörterten Rechten schwebende Sachen / von dar ab- und an Unsern Reichs-Hoffrath nicht abgefordert / noch von uns auffgehoben / und dagegen inhibirt / oder sonsten auff andere Weis rescribirt / auch was dagegen vorgenommen / als null und unkräfftig / vom Cammer-Gericht gehalten; auch obgemeldtem Unserm lieben Neveu dem Churfürsten zu Mayntz / eine und andere Sachen der klagenden Ständen / (wann schon dieselbe Unsere Geheime- und Reichs-Hoffräthe betreffen) in den Churfürstlichen oder die gesambte Reichs-Räthe / ihres Arth und Eigenschafft nach zu bringen / zu proponiren und zur deliberation zu stellen / kein Einhalt gethan / noch sonsten in Dero Ertz-Cancellariat, oder Reichs-Directorio, Ziel und Maaß gegeben / auch kein Stand des Reichs in Sachen / so præviam causæ cognitionem erfordern / mit Käyserl. Decretis, aus dem geheimen Rath beschwert / noch dieselbe in judicio angezogen werden sollen. ANNO 1690.

Der XLII. Artickel.

Der König (1) soll in des Reichs Schrifften und Handlungen die Teutsch und Lateinische Sprach gebrauchen / ausser (2) denselben / wo eine andere in Ubung / mag Er sich auch einer anderen bedienen / jedoch (3) dem Reichs-Hoff-Rath und Cammer-Gericht / der Teutsch und Lateinischen unabbrüchig.

XLII. Wir wollen auch in Schrifften und Handlungen des Reichs / keine andere Zungen oder Sprach gebrauchen lassen / dann die Teutsche oder Lateinische Zungen / es wäre dann an Orthen / ausserhalb des Reichs / da gemeiniglich ein andere Sprach in Ubung wäre / und im Gebrauch stünde / jedoch in alle weg an Unserm Reichs-Hoff-Rath und Cammer-Gericht / der Teutschen und Lateinischen Sprach ohnabbrüchig.

Der XLIII. Artickel.

Der König (1) soll die Expeditiones in Gnaden- und anderen Sachen / auch die ertheilende Diplomata, über die Standes Erhöhungen / allein in der Reichs-Cantzley ausfertigen: (2) die unterm Käyserlichen Nahmen und Titul anderwärtig außgefertigte / null und nichtig erkennen: (3) denen Impetranten vor gebührender Tax Erlegung / das prædicat im Reich nicht geben: (4) denen jenigen aber / vor die aus der Reichs-Cantzley solches anderen Cantzleyen intimiret wird / ohne fernere Abfoderung der Jurium, den verwilligten Titul / bey der in denen Diplomatibus gesetzter Pœn, conferiren: jedoch daß (5) alles / was nomine Archiducali auff dergleichen Weise expediret wird / gleicher gestalt also angenommen / und (6) diese zwischen der Reichs- und Oesterreischen Hoff-Cantzley bißhero obgeschwebte Irrung mit dem Churfürsten von Mayntz abgethan werde: (7) dergleichen Dignitäten und prædicata niemanden / als denen wohlmeritirtesten / und die den affectirenden Stand / pro dignitate ausführen können / mittheilen: (8) keinen von denen neuerhöheten / dem Fürstlich- und Gräfflichen Collegio, ad Votum & Sessionem, bevor Er sich nicht mit Standt-mässigen Reichs-Güthern qualificirt / und zu einer Standes-mässigen Steuer / an einen gewissen Crayß erkläret / aufftringen; (9) dessen Dignität / zu præjudiz eines höhern Standes oder Alten Hauses / mit höhern Tituln oder Wappen-Brieffen / nicht begnadigen; und endlichen (10) in Erhebung derer unter Chur-Fürsten und Stifts

Ständen des Reichs/ begütert-gesessenen/ dem juri territoriali nichts nachtheiliges geschehen/ noch ihre Güther von der Lands-Fürstlichen jurisdiction befreyen lassen.

XLIII. Wir sollen und wollen auch in fleissige Obacht nehmen/ und verschaffen/ daß alle die Expeditiones, so in Gnaden- und anderen Sachen/ insonderheit aber Diplomata, über den Fürsten-Graffen- und Herren-Stand/ auch Nobilitationes, Palatinaten und Käyserl. Raths-Titul/ samt andern Reichs-Freyheiten/ und Privilegien/ welche Wir unter dem Titul und Nahmen eines Röm. Königs oder Käysers/ ertheilen werden/ bey keiner andern/ als der Reichs-Cantzley/ wie solches von Alters herkommen/ auch Unserer und des Heil. Röm. Reichs Hoheit gemäß ist/ geschehen; wie dann Krafft dieses alle diejenige Diplomata, so bey einer anderen/ als der Reichs-Cantzley unter Unserm Käyserl. Titul und Nahmen/ Zeit währender Unserer Käyserl. Regierung/ expedirt werden/ hiermit null und nichtig seyn/ und die Impetranten/ ehe und bevor sie auß der Reichs-Cantzley/ gegen gebührende Tax-Erlegung confirmirt und legitimirt/ dafür im Reich nicht geachtet/ noch Ihnen das Prædicat oder Titul/ gegeben werden solle; Was aber für Gnaden-Brieff/ Stands-Erhöhungen/ und andere Privilegien in Unserer Reichs-Cantzley außgefertiget/ und von darauß anderen Cantzleyen/ und sonsten wohin intimirt werden/ dieselben sollen hiemit schuldig und gehalten seyn/ gedachte intimationes nicht allein ohne allen Entgeldt/ oder Abforderung einiger neuer Tax- oder Cantzley-jurium, wie die Nahmen haben mögen/ anzunehmen/ sonderen auch denen Impetranten dem erhaltenen Stand und privilegio gemäß/ das verwilligte prædicat und Titul in denen Expeditionibus daselbsten/ ohnweigerlich zu geben/ und bey Straff darin gesetzten Pœn, nicht zu entziehen; Dahingegen auch diejenige Diplomata, welche Wir als Ertz-Hertzog zu Oesterreich/ Krafft deren bey Unserm Ertz-Hauß hergebrachten Privilegien/ wegen Stands-Erhöhung und sonsten/ ertheilen werden/ (die Wir doch nicht nomine Cæsareo, sonderen Archiducali ausfertigen lassen wollen) in Unserer Reichs-Cantzley/ auch sonsten allenthalben im Reich/ uff deren vorgangene gebührende intimation, ohne einigen Entgelt/ angenommen/ und erkennt werden sollen. Und wollen Wir/ wie diese und übrige bißherige Irrungen/ zwischen beeden Unseren Reichs- und Oesterreichischen Hoff-Cantzleyen/ abgethan und eingerichtet werden sollen/ Uns mit Unserm lieben Neven des Churfürsten zu Mayntz Ld. noch weiters verstehen und vergleichen. Deßgleichen wollen Wir bey Unserer Königl. und Käyserl. Regierung/ bey Collation Fürstl. und Gräfflichen/ auch anderer Dignitæten und Prædicaten/ vornehmlich dahin sehen/ damit auff allen Fall/ dieselbe allein denen von Uns ertheilt werden/ die es vor anderen wohlmeritirt/ im Reich gesessen/ und die Mittel haben/ den affectirenden Stand pro dignitate auszuführen/ niemand aber von den neu erhöheten Fürsten/ Graffen und Herren/ dem Fürstlichen Collegio, es seye gleich auff selbiger/ oder der Graffen Bäncken/ ad Sessionem & Votum, wider Deroselben Willen/ auffstringen/ Sie haben sich dann darzu mit Fürst-mässigen und Gräfflichen Reichs-Güthern vorhero genugsam qualificirt/ und zu einer Stands-würdigen Steuer/ in einen gewissen Crayß eingelassen/ und verbunden/ und über solches alles neben dem Churfürstlichen/ auch dasjenige Collegium oder Banck/ darin sie auffgenommen werden sollen/ vorhero gnugsam gehört worden. Wollen auch zu præjudiz oder Schmählerung eines höheren Stands/ alten Hauses oder Geschlechts/ desselben Dignitæt, Stands und üblichen Tituls/ keinen/ wer der auch seye/ mit neuen prædicaten/ höhern oder gleichen Titul- oder Wappen-Brieffen begaben/ damit nicht hierinnen die geringern Stände mit den höhern parificirt werden. Soll auch durch eines oder anderen unter Churfürsten und Ständen des Reichs gesessenen und begütherten/ zu höher Stands-Erhebung/ dem Juri Territoriali nicht nachtheilig seyn/ und die Ihm zugehörige/ und in solchen Landen gelegene Güther/ einen als den anderen Weg/ unter voriger Landsfürstlicher Jurisdiction verbleiben.

Der XLIV. Artickel.

Soll (1) der König an denen üblichen Reichs-Cantzley-Juribus und Taxen/ die zu der Cantzley-Bedienten Unterhalt gewidmet/ nichts moderiren/ weniger nachlassen: (2) die Käyserliche Begnadigungs-Diplomata, wann sie bey der Reichs-Cantzley binnen drey Monatsfrist nicht ausgelöset werden/ wieder cassiren: und (3) wider die jenigen/ welche ohne Käyserliche Verwilligung sich einiger Standes-Erhöhungen/ Nobilitationen/ Raths-Titul &c. anrühmen/ fiscaliter verfahren/ und sie zu gebührender Straff ziehen lassen. ANNO 1690.

XLIV. Weilen auch der Reichs-Cantzley Tax-Ampt/ und deren Bedienten nothwendiger Unterthalt/ durch die Nachlaß und Moderation der Tax-Gefälle/ so dann/ daß über die Käyserl. Concessiones der Privilegien/ Stands-Erhöhungen/ und anderer Gnaden/ die gewöhnliche Diplomata der Gebühr nicht ausgelöset werden/ in grosse Schmälerung und Abgang/ und dahero in tieffe Schuldenlast gerathen/ als wollen Wir/ zu dessen weiterer Verhinderung/ neben des Herren Churfürsten zu Mayntz Ld. die allein als Ertz-Cantzler dißfalls nachlassen/ und Moderation zu thun berechtigt seyn/ an den üblichen Reichs-Cantzley Juribus und Taxen nichts mehr nachgelassen und moderirt werde. Wir gereden auch/ daß denen/ so von Uns dergleichen Käyserl. Begnadigungen ins künfftig erlangen/ und innerhalb drey Monat Zeit hernach darüber ihre Diplomata bey der Reichs-Cantzley nicht redimiren und erheben/ sich der verwilligten Gnaden und Concessionen zu rühmen/ oder deren sich würcklich zu gebrauchen/ von Uns keines wegs zugegeben oder verstattet werde/ sonderen Unsere Käyserl. Begnadigungen solchenfalls nach erwehntem Termin ipso facto hinwieder gefallen/ cassirt/ und auffgehoben; und Unser Käyserl. Reichs-Fiscal wider alle/ welche ohne Unsere Käyserl. Verwilligung/ oder Unserer verordneten Palatinen/ einiger Stands-Erhöhungen/ Nobilitationen/ Raths-Tituln oder Prædicaten/ und Denominationen/ sich anrühmen/ oder selbst einige Wappen/ mit offenen oder zugethanen Helmen/ formiren/ der Gebühr zu verfahren/ und dieselbe nach gestalt des Verbrechens und der Personen zu gehöriger Straff zu ziehen/ schuldig und gehalten seyn solle.

Der XLV. Artickel.

Soll (1) der König der Churfürsten Ampts-Verweser und Erb-Aempter/ auff Reichs-Wahl- und anderen Tagen/ von den Käyserl. Hof-Aemptern nicht eingreiffen/ und ob (2) gleich wegen jener Abwesenheit ihre Stellen diese ersetzen müssen/ nicht desto minder die von solchen Verrichtungen fallende Nutzbarkeiten jenen nicht entziehen; noch (3) dem Hof-Marschall-Ampt in seinen vom Ertz-Marschall-Ampt dependirenden Ampts-Verrichtungen/ durch die Landes-Regierung oder andere/ Hinderung machen lassen.

XLV. Dieweilen Uns auch sonderlich gebührt/ des Heil. Reichs Churfürsten/ als Unsere innerste Glieder und Haupt-Säulen des Reichs/ vor männiglichen in sonderbarer hoher Consideration zu halten/ so wollen Wir die Verfügung thun/ wann Deroselben Ampts-Verweser und Erb-Aempter bey Unserm Käyserl. Hof begriffen/ daß dieselbe jederzeit/ und insonderheit/ wann/ und so offt Wir auff Reichs-Wahl- und anderen dergleichen Tagen/ Unseren Käyserl. Hof begehen/ oder Sachen vorfallen/ darzu die Erb-Aempter zu gebrauchen seynd/ in gebührendem Respect halten/ und ihnen von Unseren Hof-Aemptern keines wegs vor- oder eingreiffen; oder da je wegen Abwesenheit ihre Stellen mit berührten Unsern Hof-Aempteren jeweilen ersetzt werden solten/ wollen Wir doch/ daß ihnen den Churfürstlichen Ambts-Verwesern und Erb-Aemptern/ einen Weg als den anderen/ die von solchen Verrichtungen fallende Nutzbarkeitenronigers nicht/ als ob sie dieselbe selbsten verrichtet und bedienet/ ohnverweigerlich gefolget und gelassen/ und nicht wie biß-

her-

ANNO 1690. hero geschehen / von denen Hof-Aemptern entzogen; auch Unserm Hof-Marschall in seinen zukommenden und von dem Ertz-Marschall-Ampt dependirenden Ampts-Verrichtungen / durch Unsere Lands-Regierung oder andere / kein Eintrag oder Hinderung gemacht werde.

Der XLVI. Artickel.

Der König (1) solle sowol seinem Geheimbden / als Reichs-Hof-Rath und Cammer-Gericht / daß sie sich nach dieser Capitulation in allen Rathschlägen richten / nicht allein vorhalten / sonderen (2) solche auch ihren Dienst-Eyden / mit ausdrücklichen Worten / einverleiben lassen.

XLVI. Damit auch Unsere Geheime sowol als Reichs-Hoffräthe / wie auch Unser Käyserl. Cammer-Gericht / dieser Capitulation gebührende Wissenschafft haben / und in ihren Rathschlägen / Expeditionen / und sonsten sich darnach richten / wollen Wir ihnen dieselbe nicht allein vorhalten / sonderen auch bey Leistung ihres Ambts-und Dienst-Pflicht / ernstlich einbinden / dieselbe / so viel einem jeden gebührt / jederzeit vor Augen zu haben / und darwider weder zu thun / noch zu rathen / solches auch ihren Dienst-Eyden mit ausdrucklichen Worten einverleiben lassen.

Der XLVII. Artickel.

Soll (1) der König / als lang der Käyser lebet / oder nach dessen Tode / bevor er das achtzehende Jahr angetretten / zu præjudiz der Reichs-Vicarien / sich keiner Regierung im Röm. Reich anmassen: und (2) zu Besthaltung dieser Capitulation durch einen Revers, nochmals gegen die Churfürsten verbinden.

XLVII. Wir sollen und wollen Uns auch zu keiner Regierung oder Administration im Heil. Röm. Reich / so lang Ihre Käyserl. Majistät im Leben / oder nach Dero Tod (welchen GOtt noch lang verhüten wolle) zu præjudiz der Reichs-Vicarien / welche unmittels die Reichs-Administration führen / die Expedition aber in Unserm Namen verfügen sollen / unterziehen / biß Wir das achtzehende Jahr Unsers Alters erreicht und angefangen haben; alsdann Wir Uns durch einen Revers gegen die Churfürsten / nach Inhalt Unsers nach der Wahl gethanen Eyds / anderst nicht als wann Wir denselben von neuem wiederum abgeschworen hätten / zu Besthaltung dieser Capitulation, nochmals verbinden / und die Regierung ehender anzutretten / nicht befugt seyn sollen noch wollen.

Der XLVIII. Artickel.

Verspricht der König (1) denen Churfürsten / alles obstehende getreulich zu halten / mit einem leiblichen Eyd / und daß (2) weder Dispensation, Absolution, weder geist-noch weltlich Recht / wie es Namen haben mag / zu statten kommen solle.

XLVIII. Solches alles und jedes / wie obsteht / haben Wir obgedachter Röm. König den gedachten Churfürsten vor sich und im Namen des H. Röm. Reichs geredt / versprochen / und bey Unsern Königlichen Ehren / Würden und Worten / im Namen der Warheit zugesagt / thun dasselbe auch hiemit / und in Krafft dieses Brieffs / inmassen Wir dann das mit einem leiblichen Eyd zu GOtt und dem H. Evangelio geschworen / dasselbe stät / fest / und unverbrochen / zu halten / deme treulich nachzukommen / darwider nicht zu seyn / zu thun / noch zu schaffen gethan werde / in einige Weiß oder Weg / wie die möchten erdacht werden; Uns auch darwider einiger Behelff / oder Ausnahm / Dispensationes, Absolutiones, geist-oder weltliche Rechten / wie das Namen haben mag / nicht zu statte kommen sollen.

Der XLIX. Artickel.

Ist der Beschluß König und Käysers Josephi Wahl-Capitulation.

XLIX. Dessen zu wahrer Urkund / auch wegen Unsers geringen Alters / zu mehrer Befestigung / haben Ihre Käyserlichen Majestät uff Unser und gesambter Churfürsten gehorsames Ersuchen / so dann Wir / diesen Brieff eigenhändig unterschrieben / und Unsere grosse Insiegel anhängen / auch deren sieben gleichförmige Exemplaria machen und fertigen lassen. Geben in Unserer und des Heil. Röm. Reichs Stadt Augspurg / den 24. Monatstag Januarii, nach Christi unsers lieben Herren und Seligmachers Geburt / im Sechzehenhundert und neunzigsten / Unserer Reiche des Römischen im ersten / und des Hungarischen im dritten Jahr.

Leopold.
Joseph.

S. Leopold Wilhelm / Graff zu Königsegg.

Caspar Florentz Consbruck.

CXXV.

Traité conclu entre CHARLES II. *Roi d'Espagne & VICTOR AMEDE'E Duc de Savoye. Fait à Milan le 3. Juin* 1690. [Mercur. Historiq. de Septembre, 1690. d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europeum.* Tom. XIII. pag. 1067. en Allemand & en Abregé.] 3. Juin. ESPAGNE ET SAVOYE.

COmme il est venu une Armée Françoise en Italie, à dessein d'agir ouvertement contre l'Etat de Milan, & qu'elle s'est tenuë dans les Etats de son Altesse Royale de Savoye, en haine de l'affection qu'elle porte à Sa Majesté Imperiale, & pour contraindre ledit Duc à remetre entre les mains du Roi de France deux de ses principales Places, & une partie de ses Troupes, afin de pouvoir envahir l'Etat de Milan avec plus de facilité, * *Son Eminence* le Comte de Fuensalida qui en est Gouverneur, a trouvé à propos, pour le service de Sa Majesté Catholique le Roi son Maitre, d'offrir à sadite Altesse Royale un secours d'armes de la part de Sa Majesté, comme il a fait. De quoi son Altesse Royale ayant eu connoissance; elle a témoigné être fort sensible à l'affection d'un si Grand Roi, de l'Illustre sang duquel il tire son origine, & a envoyé pour cet effet le Comte de Brandisso à Milan, avec plein Pouvoir de traiter avec son *Eminence* le Comte de Fuensalida, sur ce qu'on jugera à propos pour la défense commune des deux Etats, savoir de celui de Milan, & de ceux de son Altesse Royale, tant par deça que par delà les Monts & Vallées, sans en excepter aucun. En conséquence de ce, *son Eminence*, le Comte de Fuensalida, au nom du Roi son Maitre, & le Comte de Brandisso au nom du Duc de Savoye, & en qualité de son Plenipotentiaire ont convenu, & conclu, arrêté, & promis reciproquement ce qui suit.

I. Qu'entre Sa Majesté Catholique Charles II. Roi d'Espagne &c. d'une part, & son Altesse Royale Victor Amedée Duc de Savoye, Prince de Piémont, & Roi de Chypre d'autre, il y aura une véritable & étroite Alliance défensive, qui sera inviolable, jusqu'à ce que les deux Parties viennent à faire la Paix d'un com-

* *Eminence*, on soupçonne que ceci est une faute de Copie, & par tout où il y a icy *Eminence* il faut lire *Excellence.* [DUM.]

Anno 1690. commun consentement, sans qu'une des Parties puisse faire aucun Traité de Paix ni de Tréve ni d'aucune autre Alliance avec la France, sans le consentement de l'autre Partie. Et Sa Majesté Catholique fera comprendre son Altesse Royale de Savoye, & entant que cela la concerne, Elle la comprend déja dans l'Alliance qu'Elle a faite avec Sa Majesté Imperiale, avec Sa Majesté Britannique le Roi Guillaume, avec leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Païs-Bas, & avec les autres Alliez, sans en excepter aucun.

II. Qu'on ne fera ni Paix, ni Tréve, à moins que ce qui pourroit être usurpé ou conquis par les armes de l'Ennemi, dans l'Etat de Milan ou dans ceux du Duc de Savoye, tant deça que par delà les Monts, soit à force ouverte, ou autrement, ne soit effectivement restitué & remis en son premier état, entre les mains de ceux à qui il aura été enlevé.

III. Les deux Parties s'obligent de s'assister mutuellement l'un l'autre des forces qu'elles ont déja ou qu'elles pourroient avoir, pour la défense des Etats de son Altesse Royale comme si chacun défendoit le sien propre.

IV. Pour l'exécution de ce que dessus le Comte de Fuensalida fera marcher incessamment son Armée, & l'entretiendra sur le pié de 3000. Cavaliers, & de 8. à 9000. Fantassins, durant la présente Guerre: laquelle Armée entrera dans le Piémont, du côté de Verceil, sous le commandement du Comte de Louvignies & d'autres Capitaines sous lui.

V. Que ladite Armée aura douze piéces de Canon, avec les munitions de Guerre nécessaires, tout aux dépens de Sa Majesté Catholique.

VI. Qu'aussi-tôt que l'Armée sera campée sous le Canon de Verceil, Son Altesse Royale y joindra quatre Regiments d'Infanterie, & deux de Dragons.

VII. Quand les Troupes seront jointes, elles marcheront vers Turin, partie par le chemin d'Ivrée, & le reste par où l'on jugera le plus à propos. Deux autres Regiments d'Infanterie & 400. Cavaliers des Troupes de Son Altesse Royale joindront ladite Armée, à moins que ladite Ville ne fut assiegée, prise, ou bloquée, & étant ainsi unies on poursuivra la route, selon que les affaires le requerront & que Son Altesse Royale le trouvera à propos.

VIII. En cas que Turin, ou une autre Place de son Altesse Royale fut assiegée, prise ou bloquée, l'Armée de Sa Majesté sera obligée de la secourir vigoureusement avec les Troupes de son Altesse Royale.

IX. En cas que l'Ennemi allat à la rencontre de nôtre Armée, Son Altesse Royale fera marcher les Troupes qu'Elle pourroit avoir, pour se joindre avec ladite Armée, s'il est possible, ou pour attaquer l'Arrieregarde de l'Ennemi.

X. Si l'Armée Ennemie marchoit vers l'Etat de Milan, Son Altesse Royale fera incontinent partir ses Troupes, pour se joindre à l'Armée Alliée pour attaquer conjointement l'Ennemi, pour la défense de l'Etat de Milan, lesdites Troupes se devant tenir unies pour la défense commune dans toutes les rencontres, lors que le besoin le requerra: à moins que l'on ne convint de les partager, soit que les Troupes de l'Ennemi se partagent, soit qu'on voulut attaquer quelques autres Troupes Françoises ou défendre quelques Places.

XI. Son Excellence aura soin de pourvoir de pain son Armée, quand elle ira en Piemont, & aussi long temps qu'elle y séjournera: mais quand l'Armée marchera plus loin qu'à Verceil, & qu'il sera nécessaire de plus de chariots qu'on n'en a ordonné pour les munitions de bouche & pour les voitures, Son Altesse Royale en fera fournir en payant comptant, à un prix raisonnable: & la même chose sera pratiquée dans l'Etat de Milan envers les Troupes de Savoye, s'il est besoin d'avoir plus de chariots, que ceux qui auront été ordonnez.

XII. Et afin qu'on puisse plus aisément livrer du pain à l'Armée de Sa Majesté Catholique en Piémont, *S. Eminence* fera porter de la farine & du blé à Verceil: & si par l'empêchement de l'Ennemi, ou par quelque accident, le blé ne pouvoit être amené au lieu où se trouvera l'Armée de Sa Majesté Catholique, Son Altesse Royale le fournira, & Elle en sera dédommagée, ce qui aura lieu au regard des Troupes de son Altesse Royale, en cas que venant dans l'Etat de Milan, on ne put les pourvoir de blé, comme dit est. Anno 1690.

XIII. Ce que dessus sera entretenu de part & d'autre, au regard des munitions de Guerre, pour le service des Troupes, pendant que l'Artillerie sera à la charge de Sa Majesté Catholique.

XIV. Le fourrage, ou l'usage du foin & de l'herbe en campagne, sera pris indifferemment de l'un & de l'autre côté, au lieu où les Troupes de Sa Majesté Catholique & de son Altesse Royale se trouveront: les unes & les autres se devant soumettre à la discipline militaire & ne commettre aucun desordre, & chacun donnera ordre de son côté aux Vivandiers d'aller à l'Armée, & d'y vendre leurs Marchandises au plus juste prix.

XV. Et parce que la presente Alliance n'est que defensive, on declare que quand l'Armée de France commencera à commettre des hostilitez dans le Milanois, ou dans les Etats de son Altesse Royale, elle se convertira alors en Alliance offensive: & en cas qu'on pût prendre Pignerol & Casal sur les François, la premiere de ces deux Villes sera remise à son Altesse Royale, & l'autre apartiendra à Sa Majesté Catholique par droit de Conquete; à la charge néanmoins que cela ne prejudiciera nullement au Droit & à la possession que son Altesse Royale a pris dans le Montferrat en vertu du Traité de Chierasco.

Et en cas qu'on vint à conquerir quelque chose sur l'Ennemi au lieu où son Altesse Royale auroit quelque Droit particulier, elle pourra être partagée par moitié, à cause que son Altesse Royale souffre grand dommage de l'Armée de France, qui se tient dans son Pays; ayant differé la marche qu'elle avoit entreprise pour faire une irruption dans le Milanois, auquel les Terres de son Altesse Royale servoient de Rempart, étant cependant opprimée par une charge inexprimable de l'Armée de l'Ennemi. Et comme le Comte de Fuensalida prend soin de l'Armée de Sa Majesté Catholique qui est entretenuë pour la delivrance & pour la defense de l'Etat de Milan; il s'oblige aussi de donner aux Troupes de son Altesse Royale des quartiers d'Hiver dans le Milanois, & de les rendre en tel état qu'elles puissent resservir commodement la Campagne prochaine, la maniere & la forme devant être concertée entre son Altesse Royale & son Eminence en personne, ou entre leurs Ministres, de même que la quantité des Troupes réglées; sadite Excellence ayant cependant le Pouvoir d'accorder, moyennant de l'Argent, pour les quartiers d'hiver, à l'exception des fourrages.

S. Eminence le Comte de Fuensalida, au nom de Sa Majesté Catholique, & le Comte de Brandisso au nom de Son Altesse Royale, ont promis & promettent d'exécuter inviolablement tout ce que dessus, & de raporter la Ratification du présent Traité de la part de leurs Souverains, savoir, le Comte de Fuensalida dans deux mois, & le Comte de Brandisso dans six semaines, ayant ce dernier remis au premier, l'original de son plein Pouvoir: Et il a été signé reciproquement deux originaux du présent Traité, lequel sera observé & entretenu aussi ponctuellement par les deux Parties, que si la Ratification en étoit déja arrivée. Fait à Milan le 3. Juin 1690.

Signé,

Le Comte de FUENSALIDA.

Le Comte CHARLES EMANUEL de Brandisso.

CXXVI.

Traité d'Alliance entre LEOPOLD *Empereur &* VICTOR AMEDE'E II. *Duc de Savoye, fait à Turin, le 4. Juin;* 1690. [Manuscrit, d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans LUNIGS *Teutsches Reichs-Archiv.* Part. Spec. Contin. I. Fortsetz. I. pag. 509. dans le *Theatrum Europæum* Tom. XIII. pag. 1066. en Allemand; & dans *Relationis Hist. Francofurth.* Contin. Vernal. pag. 36.] 4. Juin. L'Empereur et la Savoye.

Post-

ANNO 1690. POstquam Sacra Cæsarea Majest. Augustissimus Imperator Leopoldus, magna benignaque animi compassione intellexit quàm graviter Rex Galliæ Serenissimo Duci Sabaudiæ propter fidelissimum ejusdem erga Sacram Cæsaream Majestatem suam obsequium minatus sit, quodque ea ex causa exercitum suum in ejusdem Ditiones immiserit ad compellendum eum, ut duo sua principaliora Fortalitia cum duobus millibus peditum & duabus desultoriorum Equitum Legionibus dedat, præfatoque Exercitui contra Statum Mediolanensem jungat, excitatus est magnus ejusdem Cæsareæ Majestatis suæ animus ad impertiendam, tam conspicuo & egregiâ constantiâ suâ de eadem tam præclarè merito, Sacri Romani Imperii Principi Cæsaream protectionem suam, eumque in finem, Dominum Abbatem Vincentium Grimani necessariis Mandatis, unà cum facultate agendi, tractandi & conveniendi cum Celsitudine sua Regia de fœdere, quo tum Sacræ Cæsareæ Majestatis rationes, tum Serenissimi Domini Ducis securitas stabiliantur, instruere dignata est, cujus proinde intuitu prædictus Serenissimus Dominus Victorius Amadeus secundus Sabaudiæ Dux & nominatus Dominus Abbas Grimani nomine, & in conformitate accepti à Sacra Cæsarea Majestate mandati convenerunt de Articulis sequentibus.

I. Declarat Serenissimus Dux, nullum se habere Fœdus, nec Tractatum qualemcunque cum Rege Galliæ & pro bono Sacræ & Cæsareæ Majestatis & Romani Imperii emolumento, prout verum & fidelem ejus Principem decet se operaturum.

II. Adhærebit constanter & perpetuò Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio Romano uti & aliis Potentiis confœderatis.

III. Operationes bellicas composito cum Sacra Cæsarea Majestate & Fœderatis consilio instituet, omnique opera & viribus contra Galliam ejusdemque Socios aget fidelissimè.

IV. Obstringit se Serenissimus Dux, quod nullum neque Pacis, neque Induciarum Tractatum cum Gallia, ejusque Sociis sine præscitu & consensu Sacræ Cæsareæ Majestatis Imperii inibit. Vicissim Sacræ Cæsareæ Majestatis & Imperii nomine pollicetur supradictus Dominus Abbas Grimani, quod altissime memorata Sacra Cæsarea Majestas & Imperium Serenissimum Ducem perpetuo defendent tam durante hoc bello cum Gallia quàm post subsecutam cum eadem, vel Pacem vel Inducias, quibus Regalis sua Celsitudo semper includetur, idque spondet præstitum iri ex parte Suæ Cæsareæ Majestatis constituens in verbo Imperiali ad omnium, quæ supra dicta sunt, garantiam omnes nunc temporis Confœderatos, qui etiam à Sacra Cæsarea Majestate ad Fœdus hoc cum sua Regali Celsitudine specialiter ineundum, disponentur.

V. Promittit, Sacram Cæsaream Majestatem curaturam, ut Gubernator Mediolanensis, omnibus ejusdem Ducatûs viribus, dictæ suæ Celsitudini Regali assistat & præterea Classis Hispanica navalis in oris Provinciæ securitati Comitatus Nizzæ invigilet.

VI. Pollicetur similiter, quod Sacra Majestas Cæsarea omni possibili celeritate mittet 5 à. 6. millia, melioris notæ militum, conjungenda cum Serenissimo Duce, iisdemque ipsamet stipendia subministrabit, nec hyberna in Pedemontio prætendet, efficiet præterea ut Barbetti & Religionarii Gallici, uti & alia octo millia militum, qui assecurante Legato Hispanico Domino Marchione Borgomenero, in illorum auxilium destinantur, ex composito sive communicato consilio operentur & à nutibus Suæ Celsitudinis Regalis dependeant; quoad distributionem autem militum eorundem, conjunctionem & expeditiones suscipiendas Dominus Dux Sabaudiæ facilè conveniet cum Domino Gubernatore Mediolanensi, ut utrimque unanimi consilio ad commune bonum dirigantur.

VII. Sacra Cæsarea Majestas & Confœderati omnem adhibebunt operam, ut Regali Suæ Celsitudini Pinerolium, vel per Tractatus vel vi armorum restituatur, sine ullo tamen præjudicio jurium & possessionis, quæ Suæ Celsitudini in Terris Montis Ferrati vigore Tractatus Cheruscensis cessa & acquisita sunt.

VIII. Quoad reliqua, quæ hoc bello contra Galliam acquirentur, Sacra Cæsarea Majestas approbat ea, quæ cum Domino Gubernatore Mediolanensi pacta sunt.

Quæ omnia prædictus Serenissimus Sabaudiæ Dux & memoratus Dominus Abbas Grimani nomine & mandato speciali Sacræ Cæsareæ Majestatis spoponderunt, & spondent, se inviolabiliter observaturos, Dominusque Abbas se Ratificationem Sacræ Cæsareæ Majestatis in bona forma intra unius mensis spatium procuraturum, in cujus fidem bina hujus Tractatûs originalia ab utraque parte subscripta, & ab unaquaque unum asservatum est. Augustæ Taurinorum, 4. Junii, 1690. ANNO 1690.

CXXVII.

6. Juin. *Accessio* CAROLI II. *Hispaniarum Regis ad Fœdus Magnum*, LEOPOLDO *Cesare*, *paciscente*. *Viennæ die* 6. *Junii* 1690. Cum RATIHABITIONE *præfati* LEOPOLDI *Augustissimi*. *Dat. Viennæ* 17. *Junii* 1690. [Copie Authentique signée & certifiée de la propre main du Secretaire de l'Ambassade d'Espagne à Vienne.]

NOs Leopoldus Divinâ favente Clementiâ electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgæ, ac superioris & inferioris Silesiæ, Wirtembergæ, & Thekæ, Princeps Sueviæ, Comes Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, & Goritiæ, Landtgravius Alsatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac superioris & inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum &c. Notum & testatum facimus omnibus & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse potest; Quod cum vi Articuli decimi arctioris Fœderis Nos inter & charissimos Amicos, & Fœderatos nostros Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum in Urbe nostra Viennæ, die duodecimâ Maii, Anni proximè præteriti per Deputatos ad id utrinque Ministros Plenipotentiarios conclusi, postmodum ab utraque parte ratihabiti, Serenissimum ac potentissimum Principem Dominum CAROLUM secundum Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hierusalem Regem Catholicum, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Nepotem Affinem, & Fratrem nostrum charissimum, ad ejus Fœderis Societatem invitaverimus, & prædictus Serenissimus Rex eidem se accedere, illudque ratum & gratum habere, & sese ad ejusdem inviolabilem observationem obligari velle, per suum ad Aulam nostram Cæsaream Oratorem Marchionem Burgemanerii, Aurei Velleris Equitem, nec non Gallicia Proregem, ac Capitaneum Generalem declararit, qui peculiaris Mandati, & authenticæ Plenipotentiæ vigore, solenne desuper Instrumentum nomine Regio confecit, nobisque decenter exhibuit tenore sequenti.

Cùm inter suam Cæsaream Majestatem, & Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum Ordines amicitiæ & arctioris Fœderis Tractatus, in cujus Articulo decimo debere Suam Cæsaream Majestatem Suæ Catholicæ Majestatis Domini mei clementissimi, & dictos Generales Ordines Angliæ Regis inclusionem in ipso curare, conventum est, initus sit tenoris sequentis, videlicet: Notum testatumque sit, quod tametsi Fœdus illud, quod pro paucis abhinc annis Sacram Cæsaream Majestatem inter & Celsos ac Præpotentes D. D. Ordines Generales Fœderati Belgii Hagæ Comitum, in mutuam defensionem sancitum est, in suo adhucdum vigore permaneat, nihilominus tam Sacra Cæsarea Majestas, quàm dicti D. D. Ordines Generales perpendentes communis periculi post novissimam invasionem Gallicam Reipublicæ Christianæ impendentis magnitudinem, ac lubricam Gallorum in observandis Tractatibus fidem, necessarium judicaverint prædicti Fœderis leges, veteremque conjunctionem arctioribus firmioribusque vinculis roborare, & de efficacioribus simul tam reducendæ, quam conservandæ Pacis & securitatis publicæ mediis rationes inire, eaque propter per utrumque ad id constitutos Plenipotentiarios, à parte quidem Sacræ Cæsar. Majestatis per ejusdem Consiliarios Status intimos D. Leopoldum Guilielmum Comitem à Königseg, Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium, Aurei Velleris

Anno 1690. leris Equitem, & D. Theodorum Althetum Henricum Comitem à Stratman, Cancellarium Aulicum, & à parte Celsorum ac Præpotentium D. D. Ordinum Generalium per D. Jacobum Hop, Civitatis Amstelodamensis Consiliarium, & Syndicum, nec non in Consessu eorundem D. D. Ordinum Generalium nomine Hollandiæ, & Westfrisiæ Deputatum, communicatis hinc inde Plenipotentiarum tabulis conventum sit tenore sequenti.

I. Sit maneatque semper inter Sacr. Cæsaream Majestatem, & D. D. Ordines Generales Fœderati Belgii constans, perpetua & inviolabilis amicitia & correspondentia, teneaturque alter alterius commoda sedulò promovere, damna verò & incommoda pro posse avertere.

II. Et cùm Rex Galliæ tam Sacram Cæsaream Majestatem, quàm D. D. Ordines Generales Uniti Belgii absque ulla legitima causa, seu prætextu gravissimo juxta ac iniquissimo bello nuperrimè adortus sit, sit eo durante inter Partes contrahentes non tantum Defensivum, sed & Offensivum Fœdus, vi cujus ambæ omnibus viribus contra prædictum Galliæ Regem terra, marique, ejusdem Fœderatos, qui quidem ad exhortationes eum in finem interponendas sese ab eodem sejungere noluerint, hostiliter agant, deque operationibus bellicis, in communis hostis perniciem sive conjunctim sivè separatim utilius instituendis Consilia identidem communicent.

III. Neutri Partium fas sit ab hoc contra Galliam bello recedere, aut cum illa illiusque Adhærentibus ullam Conventionem, aut Tractatum de Pace, vel Armistitio sub quocumque demum prætextu seorsim instituere, nisi volente & consentiente altera Parte.

IV. Nullatenus verò Pax ineatur, priusquam Pax Westphalica Osnabrugensis, & Monasteriensis, nec non Pyrenea communibus viribus juvante Deo vindicata, & omnia juxta earundem tenorem, in Ecclesiasticis, & Politicis in pristinum statum restituta sint.

V. Institutis autem communi consensu Pacis, aut Armistitii Tractatibus communicabuntur hinc inde bonâ fide ea, quæ agentur, nec una Pars sine alterius consensu & satisfactione quicquam concludet.

VI. Postquam præsens Bellum communi consensu finitum, & Pax conclusa fuerit, maneat inter Sacr. Cæsar. Majestatem, & Ejusdem Hæredes & Successores, nec non D. D. Ordines Generales Fœderati Belgii, contra sæpius memoratam Coronam Galliæ, & ejusdem Adhærentes, Fœdus perpetuum defensivum, vi cujus Partes contrahentes omnem operam dabunt, ut Pax ineunda constanter perpetuoque duret.

VII. Quod si verò contigerit, ut Corona Galliæ iterum unam alteramque Partem contrahentem, aut utramque contra eandem Pacem impeteret, quocunque id tempore fiat, tenebuntur hæ sibi vicissim, eodem quo nunc modo, terra, marique omnibus viribus fideliter assistere, & quamcunque hostilitatem, & violentiam propulsare, neque ab eo desistere, donec omnia in pristinum statum, juxta prædictæ Pacis normam, redintegrata sint, & Parti læsæ satisfactum fuerit.

VIII. Porrò tam Sacr. Cæsarea Majestas, omnia Jura D. D. Ordinum Generalium, quàm hi vicissim Jura Sacr. Cæsar. Majest. contrà Coronam Galliæ, & ejusdem Adhærentes omni tempore, omnibusque mediis, & viribus tueantur, & defendant, neque etiam sibi invicem in iis ullum præjudicium afferant.

IX. Si quæ inter ipsos Contrahentes ratione quorundam Limitaneorum Dominiorum Controversiæ sint, aut in futurum exoriantur, eæ per amicabilem Commissionem, aut deputandos ab utraque Parte Ministros, omni via facti penitus exclusâ, amicabiliter discutiantur, componanturque, neque in iis interea temporis quicquam innovetur.

X. Ad præsentis Fœderis Societatem invitentur ex parte Sacr. Cæsar. Majestatis Corona Hispaniæ, & à D. D. Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii Corona Angliæ, & admittantur ad illud pariter omnes utriusque Partis Fœderati, quibus eidem accedere visum fuerit.

XI. Includitur etiam huic Fœderi Serenissimus Lotharingiæ Dux, conferentque Confœderati omnem operam, consilia, & vires, ut & ipse in suos avitos Ducatûs Ditiones, Status, & jura plenariè restituatur.

XII. Ratihabebitur hoc Fœdus ab utraque Parte inter spatium quatuor Septimanarum, vel citius, si fieri potest.

In quorum omnium certitudinem, ac majus fidei & sinceritatis robur, bina ejusdem tenoris Instrumenta desuper confecta, & à Contrahentium Plenipotentiariis subscripta, signataque reciprocè commutata sunt. Actum Viennæ 12. Maii A. 1689. Anno 1690.

Leopoldus Guilielmus
Comes à Königseg.
(L.S.)
T. A. Henricus Comes de
Stratman.
(L.S.)
J. Hop.
(L.S.)

Et cum Sua Sacr. Majestas Cæsar. Suam Catholicam Majestatem ad se in dicto Tractatu includendam pro conventorum, ut supra, Executione invitaverit. Ideo Serenissimus ac potentissimus D. D. Don Carolus Secundus Dei gratia Rex Catholicus, Castellæ, Legionis, Aragonum, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Navarræ, Granatæ, Tolleti, Valentiæ, Galliciæ, Majoricæ Sevilliæ, Cordubæ, Corcegæ, Murciæ, Jaen, Algarbes, Algeciræ, Gibilteræ, Insularum Canariæ, Indiarum Insularum, ac Terræ firmæ, Maris Oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcelonæ, Dominus Cantabriæ, ac Molinæ &c. Amicitiam, correspondentiam, & Fœdus pro bono Christianitatis cum altememoratis Potentiis, semper arctiora desiderans, cognoscensque, ut Christianitas contra publicam, juratamque tot Tractatuum Pacis, & Armistitiorum fidem, à Gallia nullo alio jure, quam propriæ ambitionis, ac in omnes dominandi libidinis instinctu impulsa, modo unum, modo alium iniquè ac barbarè opprimendo, ac Augustissimi Cæsaris contra infideles victoriarum progressus, injustissimo quod contra ipsum eodem tempore movit, bello, in tam grave Christianæ Reipublicæ detrimentum, impediendo, impetita, ab incendiis, calamitatibus, & ruinis, quas per tot Annorum spatium passa est, & patitur, eximatur, istam Unionem, perquam convenire atque expedire nedum justum, sed etiam perquam necessarium duxit, dicto arctiori Fœderi, à quo solo optimam firmamque Pacem, quâ quilibet Princeps, quod suum est, quiete ac pacificè frui ac possidere valeat (ad quem duntaxat finem Sua Majestas Catholica sua Arma, prout in præsenti, semper movit) Christianitas sperare potest, accedere, se jungere, atque illud amplecti, eaque propter opportuno ad ipsam, in dicto arctioris Fœderis Tractatu includendam, & ad ea omnia, quæ propterea necessaria sunt facienda, Mandato, & Plenipotentia Nos Don Carolum Emanuelem ab Este, ex Principibus Domûs Estensis, Marchionem Burgomanerii, Porletiæ, & Sanctæ Christinæ, Comitem Cortellonæ, & Vicariatus Pelgioiosi &c. Aurei Velleris Equitem, ipsius Suæ Catholicæ Majestatis à Consiliis, apud Aulam Cæsaream Oratorem, ac Galliciæ Proregem, ac Capitaneum Generalem instruxit, cujus ideo Mandati, & Plenipotentiæ vigore, Suæ Catholicæ Majestatis nomine prædictum Tractatum laudavimus, approbavimus, gratum, & ratum habuimus, ac unà cum omnibus singulisque ejus Articulis, laudamus, approbamus, gratum, acceptum, ratumque habemus, & nomine, quo supra, spondemus, ac promittimus, ipsam Suam Catholicam Majestatem dictum Tractatum sanctè & inviolabiliter observaturam, atque adimpleturam, nec eidem in ullo Articulo contraventuram, aut quantum in ipsa erit, contraveniri passuram; Hoc tamen ita, ut Sua Cæsarea Majestas, ac Generales Ordines prædicti Suam Catholicam Majestatem in ipsum admittant Tractatum, & Instrumenta necessaria optima forma respectivè confecta, ipsi Suæ Majestati Catholicæ, seu Nobis ejus nomine exhibeant, tradantque. In quorum fidem hoc Instrumentum manu nostra propria subscripsimus, proprioque nostro Sigillo munivimus. Actum Viennæ 6. Junii 1690.

D. Carolus Eman.
March. d'Este.
(L.S.)

Nos præmemoratum Serenissimum Regem ad dicti Fœ-

ANNO 1690. Fœderis Societatem admiserimus, & promissionem, qua nobis se ad præstationem omnium in eodem contentorum, per Oratorem suum obligat, acceptaverimus, quemadmodum hisce admittimus & acceptamus, & Serenitatem Suam hujus Fœderis participem facimus: Astringentes nos reciprocè verbo nostro Imperiali, Regio, & Archiducali, erga eandem ad præstanda ea omnia, quæ in dicto Fœderis Tractatu contenta sunt, ac si cum eadem Sua Serenitate ab initio tractata fuissent. In cujus rei fidem, & majus robur, hoc Instrumentum manu nostra subscriptum, Sigilli nostri Cæsarei appressione muniri jussimus; Quod dabatur in Civitate nostra Viennæ, die decima septima Mensis Junii, Anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo, Regnorum nostrorum Romani trigesimo secundo, Hungarici trigesimo quinto, Bohemici verò trigesimo quarto.

LEOPOLDUS.
(L.S.)

LEOPOLDUS GUILIELMUS
Comes in KÖNIGSEG.

Ad mandatum Sacr. Cæsar. Majestatis proprium.

CASPARUS FLORENTIUS
CONSBRUCH.

Es Copia del Original que queda en la vec. de esta Real Embaxada, Viena onze de Febrero 1691.

D. JOSEPH DE ARCE.

CXXVIII.

6. Sept. *Traité entre* FRIDERIC III. *Electeur de Brandebourg & le Marquis de* CASTANAGA, *comme Gouverneur General des Païs-Bas Espagnols, par lequel S. A. E. promet de ne faire ni Paix ni Treves avec la France, que de concert avec les Hauts Alliez, & de maintenir son Armée aux Païs-bas, en deça du Rhyn & de la Moselle, au nombre de vingt mille hommes, moyennant quoi elle jouïra d'un subside de quarante mille Patacons par Mois, & des Quartiers que l'Empereur lui avoit assignés auparavant. Fait au Camp de Lunig le 6. Septembre* 1690. [Copie Manuscrite tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du tems de CHARLES II.]

CES Païs se trouvans exposez à une devastation générale, & au peril de la perte de plusieurs Places importantes, après les accidens des Batailles Navale & de Fleurus, & ayant même sujet d'apprehender, que les François eussent fait passer une partie de leurs forces dans l'Empire pour y faire des progrès considerables si l'on ne les eût pas arrêté par deça, & que d'ailleurs le Corps qu'ils avoient destiné pour la Moselle, étoit venu se joindre à l'Armée commandée par le Duc de Luxembourg; Le Seigneur Gouverneur Général de ces Païs, au nom de Sa Majesté Catholique, aussi bien que les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, & le Seigneur Prince de Waldeck Généralissime de leur Armée, ont crû que les seuls expediens pour prévenir des suites si préjudiciables, étoient de requerir le Seigneur Electeur de Brandebourg de passer avec son Armée en deça de la Meuse, afin de s'opposer aux desseins de l'Ennemi, & donner le tems à l'Armée des Seigneurs Etats de se rétablir, & se remettre en état de lui faire tête, ainsi qu'il a été fait avec assez de succès; Mais ayant été consideré que la France continüe de maintenir ses forces principales en ces Païs, si avant qu'elles surpassent en nombre celles de Sa Majesté Catholique & desdits Etats ensemble; Il a été trouvé convenir, (tant pour éviter de retomber dans les inconveniens que l'on a prévenus jusques à present, que pour le bien général de tous les Alliez & de l'Empire) de requerir ledit Seigneur Electeur de vouloir rester avec son Armée en deça du Rhin, pour agir & tenir ses forces unies à celles de Sadite Majesté Catholique & de L. H. P., à quoi S. S. E. ayant bien voulu consentir, pour la part qu'elle prend aux Interêts de la Cause commune, & de tous les Alliez, l'on est convenu des Points & Articles suivants.

Que tant que cette Guerre durera S. S. E. n'entrera en aucun Traité de Paix, ou de Treve, ou de Neutralité avec la France, mais concourra & agira en deçà du Rhin & de la Moselle de concert avec leurs Majestés Catholique, & Britannique, & L. H. P., en tout ce qui sera trouvé convenir à la pluralité des voix pour le bien de la Cause commune.

Qu'à cet effet S. S. E. maintiendra son Armée sur le même pied, & au même nombre de vingt mil hommes, dont elle est composée à présent, & qu'elle la fera rester tant en hyver, que pendant la Campagne en deçà desdites Rivieres du Rhin & de la Moselle, pour se trouver plus en état & plus à portée pour toutes les occasions qui se pourront présenter, sans pourtant prendre quartier dans les Provinces de Gueldres, ni de Limbourg, lesquelles Sa Majesté Catholique reserve pour ses propres Troupes & son service particulier.

Que si la raison de Guerre obligeoit à renforcer les Armées du Roi Catholique, & de l'Etat, qui agiront ou seront en quartier endeça de la Meuse, S. S. E. donnera ordre à ses Généraux de donner l'assistance de Troupes, que le Seigneur Gouverneur Général de ces Païs au nom du Roi, ou le Seigneur Prince de Waldeck au nom des Seigneurs Etats Généraux, leur demanderont, & il en sera usé reciproquement de la part du Roi & de l'Etat à l'égard de S. S. E. auquel effet les Généraux de part & d'autre formeront une disposition par écrit, contenant le nombre & la forme de se donner lesdits secours reciproques.

Qu'en consideration de l'Interêt que S. S. E. souffre pour maintenir son Armée hors de son Païs & dans les endroits ci-dessus, où les monnoyes battues à ses coins ont beaucoup moindre evaluation que dans son propre Païs; Il a été convenu tant de la part dudit Roi Catholique, que de celui de la Grande Bretagne, & desdits Etats Généraux, que S. S. E. jouira, tant que la presente Guerre durera, d'une somme de quarante mil patacons, ou cent mil florins monnoye d'Hollande par mois, à payer reglément au bout de chaque mois, & à prendre & tirer en la forme suivante:

Savoir cinquante mil florins de ladite monnoye, sur les Contributions que Sa Majesté Catholique tire de la France; vingt-cinq mil florins de la part que L. H. P. tirent des mêmes Contributions, & les vingt-cinq mil florins restants à recevoir de Sa Majesté Britannique, & qu'à cette fin seront délivrées des Assignations sur les Comptoirs desdites Contributions pour lesdits septante cinq mil florins, & donnez les Actes d'assûrance necessaires. Mais en cas que les Contributions de la France vinssent à cesser, on payera néanmoins regulierement à S. S. E. les quarante mil patacons mentionnez ci-dessus, chacun selon sa quote part.

De plus, comme cette Armée sera employée contre la France, & pour la défense & sûreté des Etats de l'Empire entre la Meuse, la Moselle & le Rhin, & que par conséquent l'Empereur & l'Empire ne sont pas moins interessez dans sa conservation & subsistance que les autres Alliez, S. S. E. se trouve obligée de stipuler expressément, que le secours, quoi que mediocre, qu'elle a tiré jusques ici des Assignations de l'Empereur sur certains quartiers, demeure *in integro*, & lui soit continué sans en rien retrancher.

Que pardessus ce, ledit Seigneur Electeur jouïra de la Contribution qui lui a déja été accordée du Duché de Luxembourg & Comté de Chiny, & même Son Excellence au nom de Sa Majesté, & pour autant que lui peut toucher, consentira, si les autres Alliez en conviennent, que celle qui se pourroit tirer à l'avenir des Evêchez de Metz, Thoul & Verdun, & de la Lorraine, sera pareillement au profit de S. S. E.

Que moyennant ces avantages, S. S. E. ne formera aucune autre Prétention ulterieure à l'occasion de la presente Guerre, & n'aura aucune part dans les Contributions établies, ou à établir à la charge des Sujets de France, mais qu'au contraire elles demeureront entiérement & sans aucune reserve au profit de Sadite Ma-

jesté Catholique & desdits Seigneurs Etats, selon les Conventions faites entre eux, à la reserve de ce qui a été ci-dessus spécialement & expressément accordé à S. S. E.

Ce present Traité s'est fait entre S. S. E. d'une part, & Son Excellence le Gouverneur Général de ces Païs d'autre part, au nom de Sa Majesté Catholique, dans la confiance que Sa Majesté Imperiale l'agréera, mais à condition expresse que Sa Majesté Britannique & lesdits Seigneurs Etats Généraux, chacun d'eux entre respectivement dans les obligations avec Sadite Majesté Catholique selon la forme & maniere portée par le present Traité, en sorte que sans la concurrence desdites Puissances, Sa Majesté Catholique demeurera sans obligation.

Fait au Camp de Lennik le 6. de Sept. 1690.

CXXIX.

Oct. *Trattato di Cambio e ranzone de' Prigioneri di guerra fatti & che si faranno dalle Truppe di S. M.* Christianissima, *& da quelle che compongono l'Armata di S. A. R. di* Savoia *& de suoi Alleati tanto di quà che di là da Monti. Fatto in Vigone li 19. Ottobre 1690.* [Feuille volante imprimée à Turin pour l'usage des Troupes des S. A. R. per *Antonio Valletta* Stampatore di S. A. R. 1691.]

NOI Gio. Luiggi Evrardo Scudiere Consigliere del Rè, & Commissaro ordinario di guerra alla condotta, e buon governo del Regimento di Saulx, e Gio. Battista Luiggi Picon Signor d'Andrezel anche Consigliere del Rè, & Commissaro di guerra a nome, & per parte di S. M. Christianissima, & Noi Gio. Michel Leonardi Conte di Migliandolo, Consiglere di S. A. R. di Savoia, & Giuseppe Corasioso, parimente Consigliere della medema R. A. & Commissaro di Guerra, habbiamo convenuto per il Cambio e ransone de' Prigionieri di guerra fatti, & che si faranno dalle Truppe delle Armate & Guarniggioni di S. M. Christianissima, e da quelle di S. A. R. & de suoi Alleati l'une sopra l'altre di qual si sia Natione che possano essere, niuna eccettata, tanto di quà che di là da Monti, & habbiamo trattato in virtù dell' autorità respettivamente confertaci (la di cui copia si è scambievolmente rimessa) nel modo che segue.

Che tutti li Prigionieri fatti, o che si faranno da una parte, e dall' altra, saranno con buona fede resi subito, o al piu tardi otto giorni dopo lor prigionia per cambio di Prigionieri di simil carica, o equivalente, o altro, facendone compensa dal più al meno; o pagando la loro ransone conforme il stabilimento di sotto notato, qual si pagarà in doppie valutate a ondici lire di Francia, o quindici lire di Piemonte caduna valutata à quindici soldi di Francia.

Et acciò non vi segua contesa, o difficoltà sopra la qualità de gli Officiali d'ambe le parti, e sopra le ransoni che dovranno esser pagate per caduno d'essi, si è stimato conveniente, di notar come segue le cariche, e gradi di ciascuna delle Parti, & il prezzo della ransone d'esse.

Officiali maggiori dell' Armata di Francia, & delle sue Guarniggioni.

	Doppie
Il Generale pagarà cinquecento Doppie.	500
Un Luogotenente Generale trecento.	300
Un Marescial di Campo cento.	100
Un Brigadiere cinquanta.	50
Maggior Generale della Fanteria, o Cavalleria vinti.	20
Maggior di Brigada di Cavalleria, Fanteria, o Dragoni dieci.	10
Intendente di Giustitia, buon governo, e finanze, o dell' Armata ducento cinquanta.	250
Subdelegati della medema Intendenza cinquanta.	50
Commissaro di Guerra dieci.	10
Generale della Cavalleria in titolo d'Officio trecento.	300
Marescial Generale de Logis della Cavalleria vinti.	20
Suoi Aiutanti ciascuno quatro.	4
Marescial Generale de Logis dell' Armata dodici.	12
Aiutanti di Campo ciascuno dodici.	12
Intendente de viveri cento.	100
Tesoriere dell' Armata cento.	100
Suoi Commessi ciascuno vinti.	20
Monitioner Generale cento.	100
Ciascuno de suoi Comessi sei.	6
Gran Prevosto otto.	8
Suoi Luogotenenti tre ciascuno.	3
Procurator del Rè & Scrivano del Prevosto ciascuno una Doppia.	1
Ogni Arciero meza Doppia.	½
Ingegnieri dieci Doppie.	10
Per ciascuno de lor Aiutanti tre.	3
Capitano delle Guide & Bagalii tre Doppie.	3

Artiglieria.

Il Luogotenente Generale centocinquanta.	150
Luogotenente particulare trenta.	30
Commissaro Provinciale trenta.	30
Commissaro ordinario quattro.	4
Capitano di Minatori, di Cannonieri, & di Bombardieri come un Capitano di Fanteria.	
Minatori, Cannonieri, Bombardieri, Operarii & altri Officiali inferiori come un Soldato di Fanteria.	

Officiali dell' Armata e Guarniggioni di S. A. R. & de suoi Alleati.

Il Generale, e Mastro di Campo Generale pagaranno ciascheduno cinque cento Doppie.	500
Il Generale delle Genti d'Armi; della Cavalleria del Stato di Milano; & de Napolitani ciascuno trecento.	300
Luogotenenti Generali dell' Armata ciascuno trecento.	300
Marescial di Campo cento.	100
Luogotenenti Generali della sudetta Cavalleria ciascheduno cento.	100
Sargenti Generali di Battaglia di Cavalleria o di Fanteria cinquanta.	50
Commissari Generali della sudetta Cavalleria ciascheduno cinquanta.	50
Aiutanti del Commissaro Generale della predetta Cavalleria ciascuno dieci.	10
Forieri maggiori di detta Cavalleria ciascuno sette.	7
Luogotenenti del Generale o del Mastro di Campo Generale ciascuno trenta.	30
Per ciascuno de suoi Aiutanti dieci.	10
Aiutanti di Campo per Commissioni, tanto di S. A. R. che de Generali ciascuno dodici.	12
Il Commissaro Generale dell' Armata, & del Stato ducento cinquanta.	250
Per suo Luogotenente cinquanta.	50
Per ciascuno de suoi Subdelegati e Commissari tre.	3
Commissari di Guerra ciascuno dieci.	10
Mastro Generale cento cinquanta.	150
Il Contador Principale cento.	100
Per ogni Official del Soldo tre.	3
Il Secretaro di Guerra cento.	100
Il Secretaro di Guerra del Stato di Milano sessanta.	60
Il Secretaro della Cancellaria Secreta sessanta.	60
Intendente de viveri cento.	100
Subdelegato dell' Intendente cinquanta.	50
Tesorier Generale cento.	100
Per ciascuno de suoi Commessi quattro.	4
L'Auditor Generale cinquanta.	50
Ciascuno de suoi Luogotenenti dieci.	10
Quartiere Mastro Generale dodici.	12
Suoi Aiutanti quattro.	4
Il Prevosto Generale otto.	8
Ciascuno de suoi Luogotenenti tre.	3
Fiscale una.	1
Arcieri ciascuno meza Doppia.	½

Il

ANNO 1690.

Il Proveditor Generale cento. . . . 100
Per ciascuno de suoi Luogotenenti sei. . . 6
Monitioner Generale cento. 100
Ciascuno de suoi Commessi sei. 6
Capitano delle Guide, e Bagalii tre. . . 3

Artiglieria.

Generale dell' Artiglieria ducento. . . 200
Ciascuno de suoi Luogotenenti trenta. . . 30
Luogotenente Commandante l'Artiglieria cinquanta. 50
Maggiordomo dell' Artiglieria dodici. . . 12
Per ogni Gentilhuomo, Capitano, o Aiutante quattro. 4
Ingegnieri dieci. 10
Aiutante tre. 3
Veadore, e Contadore, ch'è una sola persona, & Intendente ciascun otto. . . . 8
Impresaro dell' Artiglieria quindici. . . . 15
Capitano de Minatori, Cannonieri, e Bombardieri come un Capitano di Fanteria.
Minatori, Cannonieri, Bombardieri, Operarii & altri Officiali inferiori come un Soldato di Fanteria.
Li Capitani delle Guardie del Corpo di S. A. R. come anche li Capitani delle Compagnie delle sue Genti d'armi pagaranno cento dieci Doppie. . 110
Li Luogotenenti di dette Compagnie settanta. 70
Li Cornetta di dette Compagnie quaranta. 40

E perciò che riguarda gli Esenti, & Marescíali di logis di dette Compagnie, li Brigadieri, Sotto-Brigadieri & altri (eccettuati li Brigadieri, & le Guardie delle quattro Compagnie della Guardia del Corpo di S. A. R.) pagheranno una mesata di lor paga.

Quanto a Brigadieri, e Guardie di dette quattro Compagnie delle Guardie del corpo di S. A. R. saranno rimandati senza riscatto con lor Casacche, e Bandogliere, come anche quelli de Generali; E caso che S. M. Christianissima habbi nella sua Armata delle Guardie del Corpo, Genti d'arme, Cavai leggieri, o Moschettieri, essi, e loro Officiali saranno trattati nell' istessa conformità.

Quanto al Regimento di Guardie di S. A. R. li Capitani, Luogotenenti, Sotto-Luogotenti, Alfieri, & altri, compresi anche li Soldati, pagaranno una mesata di lor paga. E ritrovandogli nell' Armata di S. M. Christianissima delle Compagnie del suo Regimento di Guardia, gli Ufficiali, e Soldati pagheranno l'istessa ransone come quelli di detto Regimento di S. A. R. quando anche havessero maggior paga.

Che tutti li Gentilhuomini, e Scudieri attualmente servienti, Secretari de Ministri, & Generali, Commessi di detti Secretari, Domestici, Valets de pied, Staffieri, & altri che portano la livrea, tanto di S. M. Christianissima, che di S. A. R. e de Generali, & altri Ufficiali di ambi le Armate saranno rimandati gratis; eccettuati quelli che hauranno qualche impiego nelle sudette Armate, & in quel caso pagaranno a proportione della caricha che possederanno.

Infanteria delle due Armate comprese le Militie.

Mastri di Campo, e Colonelli pagaranno per ciascuno Doppie quaranta. . . *Doppie* 40
Luogotenenti Colonelli vinticinque. . 25
Maggiori, o Sargenti Maggiori di Fanteria ciascuno otto Doppie. 8
Aiutanti Maggiori, o Aiutanti de Terzi quattro. 4
Auditori de Regimenti, & de Terzi tre. . 3
Quartier Mastri e Marescíali di logis de Regimenti quattro. 4
Forieri delle Compagnie, & gli altri Ufficiali inferiori come li Soldati.
Tamburini, Piffri, & Oboè si rimanderanno gratis.
Li Capitani otto. 8
Li Luogotenenti tre. 3
Li Sotto-Luogotenenti, & Alfieri due. . . 2
Per ogni Sargente una. . . . 1
Per ogni Soldato Scudi due.
Caporali, Lanz-Spezzate come li Soldati.

Cavalleria delle due Armate.

Mastro di Campo, e Colonello ciascuno pagarà quaranta Doppie. 40
Luogotenenti Colonelli vinticinque. . . 25
Maggiori, e Sargenti Maggiori vinti. . . 20
Aiutanti Maggiori, & Aiutanti sette. . . 7
Quartier Mastro de Regimenti sei. . . 6
Auditori sei. 6
Capitani diecíotto. 18
Luogotenenti dieci. 10
Cornette, & Alfieri otto. . . . 8
Marescíali di logis, & Sergenti cinque. . . 5
Per ogni Soldato di Cavalleria quattro scudi.
Forieri, & altri Ufficiali inferiori delle Compagnie; come li Soldati d'esse; Trombetti, e Timbalieri si rimanderanno gratis.

Dragoni delle due Armate.

Colonelli pagaranno Doppie quaranta ciascun. 40
Luogotenenti Colonelli vinticinque. . . 25
Maggiori quindeci. 15
Aiutanti Maggiori sei. 6
Capitani dodeci. 12
Luogotenenti otto. 8
Cornette, & Alfieri sei. 6
Marescíali di logis e Sargenti quattro. . . 4
Per ogni Dragone tre scudi.
Forieri, & altri Ufficiali inferiori delle Compagnie, come li Dragoni.
Tamburini & Oboè saranno rimandati gratis.

Tutti gli Ufficiali servienti agli Ospedali delle due Armate, li Capellani, Elemosinieri, Medici, Speciari, Cirurgici, Donne, Figlivoli, Servitori si rimanderanno d'ambe le Parti senza ransone.

Tutti gli Ufficiali riformati non pagaranno che per la metà d'essa Caricha nella quale sono notati essendo effettivi, overo saranno cambiati due de medemi riformati con uno effettivo.

Incontrandosi Ufficiali non specificati in questo Trattato potranno le Parti darsene scambievolmente auviso, & aggiustarsene, in maniera che ciò tra loro s'accorderà dovrà pontualmente osservarsi, & s'haurà per inserto nel presente Cartello. Et essendovi in una delle Armate qualche Carica che non si è mentionata, o tassata nell' altra, si prenderà la regola da quella che si troverà dalla più uniforme alla medema.

Tutti li Soldati di Fanteria, Cavalleria, Dragoni, le di cui ransoni si trovano eguali, hauranno per loro sussistenza, stando in prigione, una sola Ratione di pane, & li Sargenti due.

Si prohibirà d'ambe le Parti il spogliare de lor habiti li prigionieri, con espressa prohibitione di servirsi di Palle di Stagno, o d'altro Metallo, che di Piombo, come anche di Palle Ramate per le partite sul piede della più cospicua Campagna.

Tutti quelli che possederanno diverse Cariche pagaranno solo la ransone di quelle ch'eserciranno, & a proportion delle medeme saranno cambiati.

Occorrendo qualche contesa sopra la qualità del Prigioniere si aggiusterà la medema su l'Attestato che con buona fede ne spedirà il General dell' Armata, o il Governatore della Piazza di cui sarà il Prigioniere, senza che sia necessaria altra prova.

Rispetto a Voluntarii d'ambe le Parti se ne aggiustarà un Articulo separato, che si haurà per inserto in questo Trattato, come anche di ciò che si regolerà per li Ministri di Stato.

Li Prigionieri fatti sopra le Truppe dell' Imperatore, che sono al servitio di S. A. R. saranno riscattati con consimile ransone che quelli mentionati nel presente Trattato, e reciprocamente quelli che le Truppe Imperiali faranno sopra quelle di S. M. Christianissima fin esse le sudette Truppe resteranno nell' Armata di S. A. R.

Li Governatori delle Piazze d'ambe le Parti pagaranno trenta Doppie. 30
Li Luogotenenti del Rè & Commandanti venti. . . . . . *Doppie* 20
Li Maggiori quindeci. . . . 15
Li Aiutanti Maggiori otto. . . . 8

E caso che detti Governatori, Luogotenenti del Rè, e Commandanti, Maggiori, Aiutanti Maggiori habbino

no posseduto, o possedino una Carica piu rilevante, pagaranno la somma per il medemo tassata.

Non si spedirà da Generali, Commandanti delle Piazze, e Truppe alcun Passaporto per andar alla Guerra gli uni contro gli altri, che non vi siano 19. Soldati a piedi, senza il lor Capo, e quindici a Cavallo, e quelli che saranno presi con l'Armi alla mano in minor numero, saranno puniti di due mesi di rigorosa prigionia, salvo siano convinti di furto o di homicidio, nel qual caso saranno consegnati alla Giustitia per esser dalla medema castigati col rigore, che richiederà la qualità del delitto, di che se ne darà scambievolmente auviso con le ragioni che hauranno obligato di cosi fare.

Non incorreranno questa pena quelli d'una partita, che si troverà in minor numero di quello con cui si è mandata per esser stati uccisi combattendo alcuni della medema, il che si chiarirà dal Passaporto, & Attestato del Generale, Governatore, e Commandanti da cui hauranno gli ordini.

Essendovi de Soldati di Fanteria, Cavalleria, o Dragoni prigionieri feriti, o infermi a segno che restando nelle Carceri potessero correr pericolo della vita, che però si dovessero metter in Ospedali, o altri luoghi per fargli assistere, e medicare; se guarianno si pagarà per essi, oltre la somma dovuta per la loro ranzone, ciò che il Sovrano dà agli Ospedali per il trattenimento de gli infermi, il che si dichiarerà con buona fede d'ambe le Parti.

Gli Ufficiali che dell' una, e l'altra parte sopra lor parola saranno stati rilassati, dovranno ritornar, e rendersi prigioni quindici giorni doppo la Ratificatione del presente Trattato, ove non habbino ancor pagata la somma per essi dovuta del lor Riscatto, e per le spese di lor sussistenza nelle Carceri, il che potranno fare senza esser obligati a ritornarvi, & servir liberamente, subito ne hauranno la quittanza.

Sarà permesso a prigionieri d'auvisar subito loro Superiori del luogo, in cui si trovaranno detenuti; a cui effetto li Signori Governatori, e Commandanti daranno le commodità, & agevolezze convenienti.

Tutti li servienti à condur Carri d'Artiglieria, viveri, e bagaglii saranno rilasciati da una parte, e dall' altra, pagando la lor ransone come Soldati.

Tutti li Prigionieri della qualità sudetta fatti sopra le Truppe del Rè si rimanderanno otto giorni doppo la notificatione del presente Trattato, cioè a Casale quelli fatti sul Presidio di Casale; a Pinerolo quei fatti sù la Guarnigione di Pinerolo, & all' Armata quelli fatti sù l'Armata, e cosi respettivamente gli altri dalle Truppe del Rè sopra quelle che compongono l'Armata di S. A. R. si rimanderanno Presidii, e all' Armata ove servivano quando son stati presi, o pure à Torino se ivi saranno chiamati.

Si rimanderanno scambievolmente senza ransone li Trombetti, e Tamburini, salvo sian presi in partite coll' armi in mano, nel qual caso li Trombetti pagaranno come Soldati di Cavalleria, e li Tamburini come Dragoni, o Soldati di Fanteria a misura del servitio in cui saranno.

Quelli che anderanno dimandar li prigionieri, saranno rispediti frà tre giorni, e se qualche ragion di Guerra obligasse di trattenerli più longo tempo, la loro spesa sarà pagata da chi gl' haverà trattenuti.

Per quello risguarda li servitori delle dette due Armate che hauranno rubato, o rubaranno, a loro Patroni, si dichiara che si farà una esatta perquisitione, acciò si restituisca il furto, massime se sarà di Cavalli, Armi o dinari, il che si dovrà osservare con scambievole sincerità, e buona fede; E perciò sarà permesso a Prevosti delle Armate, e Piazze d'ambe le Parti d'andar con ogni sicurezza in traccia de Ladri un numero di quatro, fino a quindeci Soldati sotto la condotta di un Brigadiere, Esente, o dell' istesso Gran Prevosto, che non potranno esser arrestati, meno loro Armi, e Cavalli, purche siano provisti di buoni Ordini de Generali, Governatori, Commandanti, o Intendenti delle Armate, o Piazze di lor residenza, e potranno occorrendo condur seco il Procuratore del Rè, o Secretaro per l'Instruttione del Processo delli delinquenti, il che però s'intenderà nelli luoghi della lor respettiva giurisdittione.

Et incontrandosi in numero maggiore, o minore di quatro sino a quindeci, saranno di buona presa essi, loro Armi, e Cavalli, e sottoposti alla ransone specificata in questo Cartello.

Mediante le sovrascritte condittioni si è convenuto di rimandar tutti li prigionieri immediate doppo la Ratificatione del presente Trattato, e se ne faranno de Rolli sotto de quali si stenderanno le Ricevute de Commandanti delle Piazze, ove saranno stati rimandati, e caso che da una parte, o dall' altra il numero de detti prigionieri fosse maggiore o minore, se ne terrà conto per farne compensa in dinari contanti al fin del cambio. ANNO 1690.

Il Cartello, & presente Trattato di cambio, & ransone de prigionieri di guerra d'ambe le Parti haurà suo effetto dal giorno della data della Ratificatione, & ne sarà continuata inviolabilmente l'osservanza durante il corso di tutta questa Guerra senza alcuna intermissione.

E per maggior sicurezza del medesimo Trattato habbiamo scambievolmente promesso di farlo ratificare tanto per parte di S. M. Christianissima, che di quella di S. A. R. frà quindici giorni doppo la data d'esso, fatto in Vigone li 19. Ottobre 1690.

Sottoscritto.

L. EVRARD,
GIO. B. L. PICON D'ANDREZEL,
GIO. M. LEONARDI Conte de MIGLIANDOLO,
GIUSEPPE CORAGIOSO.

CXXX.

Traité entre Sa Majesté le Roi de la GRANDE BRETAGNE, *Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des* PROVINCES UNIES, *d'une part, S. A. R. le Duc de* SAVOYE *d'autre part, pour son Accession dans la Grande Alliance. Fait à la Haye le 20. Octobre 1690. Avec la* RATIFICATION *de S. A. R. A Turin le 20. Nov. 1690.* [Copie manuscrite communiquée par un des Ministres qui ont negocié & signé le Traité.] 20. Oct.

VICTOR Amedée II. par la grace de Dieu Duc de Savoye, Prince de Piemont, Roi de Chypre &c. Le President de la Tour étant allé à la Haye par nôtre Ordre en Qualité d'Envoyé Extraordinaire, avec un ample Pouvoir pour traiter une Alliance avec Sa Majesté B. & les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, laquelle a été conclue par le Traité signé à la Haye le 20. Octobre mil six cens quatre-vint dix dont suit la teneur.

Comme Son Altesse Royale de Savoye après s'être declarée pour la Cause commune ne desire rien plus ardemment que d'entrer dans l'Alliance du Roi de la Grande Bretagne & des Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies des Païs-Bas, & que Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes Puissances, sont portées à concourir volontiers au généreux desir d'un Prince qu'elles estiment si particulierement, leurs Plenipotentiaires ci-bas nommez après avoir conferé ensemble ont cru ne pouvoir mieux diriger cette Alliance à la plus grande Union des Puissances confederées, qu'en agregeant & associant Son Altesse Royale au Traité conclu entre Sa Majesté Imperiale & les Seigneurs Etats Généraux le 12. Mai 1689. dans lequel Sadite Majesté de la Grande Bretagne est aussi entrée, afin que comme il ne doit y avoir qu'un même esprit, & qu'un même interêt entre les Alliez, il n'y ait aussi qu'un même Traité & qu'une même Alliance qui les unisse. C'est pour parvenir à un dessein si avantageux à la Cause commune qu'ils sont convenus de faire les Declarations suivantes, en vertu de leurs Pouvoirs respectifs inserez au bas du present.

I. Mylord Dursley Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté de la Grand Bretagne & les Sieurs Walrave Baron de Heeckeren, Seigneur de Netelhorst, grand Baillif du Comté de Zutphen, Jacques Baron de Wassenaer & Duyvenvoirde, Seigneur de Duyvenvoirde, Voorskoten, Veur &c. Grand Baillif & Grand Maître des Digues de Rhinlande, du corps des Nobles

ANNO 1690. bles de la Province de Hollande & Westfrise, Antoine Heinsius Conseiller Pensionnaire, Garde-Sceau, & Intendant des Fiefs de la même Province, Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene &c. premier Noble & représentant l'Ordre de la Noblesse dans les Etats, & au Conseil du Comté de Zelande, Jean van der Does Seigneur de Bergestein, Deputé de l'Ordre de la Noblesse aux Etats d'Utrecht, Jean Abraham de Schurman Bourguemaistre d'Ylet & Deputé aux Etats de Frise, Gaspar Henri de Lemker Bourguemaistre de Campen, & Jean Viglius van Heeck Senateur de Groningue Deputé des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, agregent, associent & admettent Son Altesse Royale de Savoye au Traité qui a été conclu & signé le 12. Mai 1689. entre Sa Majesté Imperiale & les Seigneurs Etats Généraux dont la teneur s'ensuit.

Notum testatumque sit &c.

Entrant au nom du Roi de la Grande Bretagne & des Seigneurs Etats Généraux, à l'égard de Son Altesse Royale, dans tous les engagements sans aucune reserve ni exception dans lesquels ils sont entrés avec Sa Majesté Imperiale, obligeant, ainsi que par le present Acte ils s'obligent, Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes Puissances à l'entiere & inviolable observation dudit Traité, selon sa forme & teneur, envers Son Altesse Royale, comme si elles l'avoient de nouveau ici stipulé & contracté avec Sadite Altesse Royale.

II. Le Sieur de la Tour Baron de Bordeaux, Conseiller d'Etat de Son Altesse Royale, President de ses Finances en Savoye, Intendant de Sa Maison & Son Envoyé Extraordinaire, aiant vû & examiné le Traité susdit l'aprouve & le ratifie, reçoit & accepte ladite Association & Aggregation au nom de Son Altesse Royale, l'obligeant, ainsi que par le present Acte il l'oblige, à l'observer & faire inviolablement observer, aux mêmes Conditions, Garanties, & Obligations qui y sont portées, & qui auront la même force que si elles étoient ici de nouveau stipulées entre les Parties.

III. Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes Puissances voulant donner à Son Altesse Royale des marques effectives de leur affection, & de l'interêt qu'elles prennent à sa conservation, lui établissent & promettent une Assistance de trente-mille écus par mois à commencer du jour de la signature du present Traité, & à continuer durant six mois à venir, la moitié de ladite Somme pour être employée par Sadite Altesse Royale là où il conviendra le mieux pour repousser l'ennemi qui a envahi ses Etats, & laquelle moitié lui sera avancée pour cet effet presentement, & l'autre moitié pour être employée tant pour l'entretien de ses Troupes que pour fournir à celui des Vaudois, & Refugiez François qui ont été armez aux frais & par les soins de Sa Majesté Britannique, & de Leurs Hautes Puissances, de laquelle Somme de trente-mille écus par mois, le Roi de la Grande Bretagne en fournira vint-mille, & les Etats Généraux dix mille qu'ils feront regulierement & ponctuellement payer.

IV. Et comme Sa Majesté Imperiale par le Traité qu'elle a fait avec Son Altesse Royale le 4. Juin dernier, a stipulé un Article exprès touchant la Restitution de Pignerol dont la teneur s'ensuit.

Sacra Cæsarea Majestas, & Confœderati omnem adhibebunt operam, ut Regali Suæ Celsitudini Pinerolium vel per Tractatus, vel vi armorum restituatur, sine ullo tamen præjudicio Jurium, & Possessionis, quæ suæ Celsitudini in Terris Montisferrati vigore Tractatus Cherusciensis cessa & acquisita sunt.

Sa Majesté Britannique, & Leurs Hautes Puissances entrants dans toute l'étendüe de l'obligation portée par ledit Article, observeront tout son contenu & le feront executer ponctuellement.

V. Les Sieurs Plenipotentiaires susdits promettent l'entiere & inviolable observation des Articles ci-dessus & s'obligent d'en raporter les Ratifications en dûe forme dans deux mois, ou plûtôt s'il se peut. En foi dequoi ils ont signé le present Acte & à icelui apposé le Cachet de leurs armes. Fait à la Haye le vingtieme Octobre 1690.

CHARLES DE BERKELEY
Vicomte de DURSLEY
(L.S.)

Baron de WASSENAAR
DUYVENVOIRDE.
(L.S.)

A. HEINSIUS.
(L.S.)

W. DE NASSAU.
(L.S.)

J. VAN DER DOES.
(L.S.)

A. VAN SCHURMAN.
(L.S.)

H. LEMKER.
(L.S.)

VAN HEECK.
(L.S.)

Et nous étant fait lire le susdit Traité de mot à mot, nous l'avons accepté, approuvé, ratifié & confirmé en tous ses Points & Articles, comme nous l'acceptons & approuvons, ratifions & confirmons, promettans en foi & parole de Prince de le garder & observer ponctuellement, & de n'y jamais contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu, directement ni indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit; Nous reservant pourtant de faire représenter à Sa Majesté Britannique & à Leurs Hautes Puissances desdits Etats Généraux le peu de proportion du Secours qu'ils nous ont accordé avec le poids de la Guerre où nous sommes engagez, & les raisons qui doivent convier Sadite Majesté & Leurs Hautes Puissances desdits Etats Généraux à nous en établir un plus considerable durant la Guerre, esperant qu'ils y auront l'égard convenable. En foi de quoi nous avons signé la presente Ratification, fait contresigner par le Marquis de St. Thomas nôtre Ministre & premier Secretaire d'Etat, & y avons fait apposer nôtre Séel secret. A Turin le 20. Novemb. 1690.

Signé,

AME'.
(L.S.)

Et plus bas,

SAINT THOMAS.

Article secret concernant les VAUDOIS, *signé le même jour avec la* RATIFICATION *de Leurs Hautes Puissances. Fait à la Haye le 8. de Fevrier 1691. Avec les* PLEINPOUVOIRS *du Roi de la Grande Bretagne, des Seigneurs Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *& de Son A. R. de* SAVOYE, *l'un pour traiter avec le Roi d'Angleterre, l'autre pour traiter avec les Etats Généraux des Provinces-Unies.* [Copie manuscrite communiquée par le même Ministre.]

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, à tous ceux qui ces presentes verront Salut. Comme ainsi soit qu'avec le Traité d'Alliance entre Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne & nous d'une part, & Son Altesse Royale le Duc de Savoye d'autre part, fait & conclu ici à la Haye par les Ministres & Plenipotentiaires suffisamment autorisez & munis des Pleinpouvoirs le vintiéme d'Octobre de l'année passée 1690. il a été fait en même tems un Article secret dont la teneur s'ensuit.

Article secret concernant les Vaudois, fait à la Haye entre les Ministres de Sa Majesté Britannique & de Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas d'une part, & Monsieur le President de la Tour, Envoyé de Son Altesse Royale le Duc de Savoye d'autre part.

Son Altesse Royale qui a déja reçû en ses bonnes graces & remis sous sa protection Royale ses Sujets Vaudois de la Religion, & qui reçoit journellement des preuves de leur fidelité & de leur attachement à son service, déclare par le present Article qui aura la même force & vigueur que s'il étoit inseré dans le Traité

Traité ou Acte d'inclusion arrêté aujourd'hui entre le Roi de la Grande Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, d'une part, & Son Altesse Royale de l'autre, qu'aux instances & à la consideration de Sa Majesté Britannique & de Leurs Hautes Puissances elle a revoqué, comme de fait elle revoque, l'Edit decreté contre lesdits Vaudois le 31. Janvier 1686. & tous autres Edits ou Ordres quelconques donnez en execution d'icelui, les a relevez & releve de toute contravention à iceux & leur en accorde à cet éfet, entant que besoin est ou seroit, abolition entiere & pleine, sans que jamais, ni eux ni autres qui les auroient aidez ou favorisez en puissent être recherchez en général ou en particulier de quelque maniere que ce soit. Qu'elle veut que tous les prisonniers soient mis en liberté, & tous Enfans, Garçons & Filles de quelque âge & en quelque Lieu qu'ils puissent être, rendus sans payer aucuns frais ou depens, les laissant en pleine liberté de retourner avec leurs parens, & de faire Profession de leur Religion sans qu'on puisse inquieter ni rechercher eux, ni tous autres au sujet des abjurations qu'ils pourroient avoir faites. Qu'elle remet & conserve eux, leurs Enfans & posterité dans la possession de tous & chacun leurs anciens Droits, Edits, Coûtumes & Privileges, tant pour les Habitations, negoces & exercice de leur Religion, que pour toute autre chose, les rétablit & restitue dans tous leurs Biens, fonds, Maisons, Heritages, Noms, Raisons & Actions, & tous autres qui se trouveront en nature & qu'ils pourront justifier par tout genre de preuve leur appartenir avant ledit Ordre du 31. Janvier 1686. Qu'incontinent après la Ratification du principal Traité, & du present Article Son Altesse Royale fera expedier en conformité du present Article des Lettres Patentes en forme d'Edit en faveur desdits Vaudois ses Sujets & autres Gens de la Religion qui se veulent établir dans lesdites Vallées en prêtant le serment de fidelité accoûtumé comme fideles Sujets de Son Altesse Royale, lesquelles Sadite Altesse Royale fera interiner & verifier au Senat & en la Chambre des Comptes de Turin, & par tout où besoin sera. Et finalement les Ministres de Sa Majesté Britannique & de L. H. P. seront instruits & autorisez pour regler, selon les anciens Edits, Droits, & Concessions, avec les Ministres de Son A. R. le detail des choses & ce qui pourroit rester & être omis pour la seureté desdits Vaudois dans cet Article, comme aussi pour l'execution d'icelui tant à l'égard des choses concernant leur Religion, que leurs Biens, Droits & tous autres. Lesdits Sieurs Plenipotentiaires ci-mentionnés, ont promis & promettent respectivement au nom de leurs Maîtres & Principaux de faire inviolablement observer le contenu du present Article, & d'en fournir les Ratifications en bonne & dûe forme dans deux mois, ou plûtôt s'il se peut. En foi de quoi ils ont signé le present Article, & à icelui apposé le cachet de leurs armes. Fait à la Haye le 20. Octob. 1690.

Signé,

PH. DE LA TOUR.
(L.S.)

Si est-ce qu'ayant pour agreable ledit Article secret, nous l'avons approuvé & ratifié, l'agréons, approuvons, & ratifions par ces presentes, prometans en bonne foi de le garder, entretenir & observer inviolablement de Point en Point, & selon sa forme & teneur, sans aller jamais au contraire, directement ni indirectement, en quelque maniere que ce soit. En foi de quoi nous avons fait signer les presentes par le President de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre Greffier, & y apposer nôtre grand Sceau. Fait à la Haye le 8. de Fevrier de l'an 1691.

Signé,

VAN HECK.

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux.

F. FAGEL.

PLEINPOUVOIR
Du Roi de la Grande Bretagne.

GUILIELMUS III. Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor &c. Omnibus & singulis ad quos præsentes Litteras pervenerint Salutem. Quandoquidem communi consensu Fœderatorum omnium qui atrocissimis injuriis lacessiti ad Salutem publicam suamque propriam vindicandam Bello contra Regem Christianissimum constricti tenentur, necessarium visum fuerit, ut Ministri à singulis Fœderatorum deputandi Hagæ Com. in Hollandia congrederentur, ibidemque consulerent & convenirent de iis mediis & rationibus quæ Bello huic efficacissimè gerendo, quò maturiùs ad felicem exitum perducatur, salutique publicæ contra vim omnem & injurias tuendæ, Fœderique non solum conservando sed arctiùs etiam, si opus fuerit, constringendo utilissimæ essent; cumque Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii Provinciarum alios quoque Reges Principesque rogarint, ut ipsi pariter Ministros suos eodem in loco operam suam eum in finem collaturos mandarent. Nos nihil nostra ex parte deesse voluimus, quo Conventus ille quàmprimùm celebretur effectumque optatum melius consequatur. Sciatis igitur, quod nos fide, industria & in rebus gerendis dexteritate nostri Caroli Vicecomitis de Dursley prædilecti & perquam fidelis Consanguinei nostri Georgii Comitis de Berclcy Filii primogeniti, plurimum confisi eundem nominavimus, fecimus & constituimus, ac per præsentes nominamus, facimus & constituimus nostrum verum, certum & indubitatum Plenipotentiarium: Dantes eidem & concedentes omnem & omnimodam Facultatem, Potestatem & Auctoritatem, nec non Mandatum generale pariter ac speciale cum Plenipotentiariis sive Ministris nostrorum contra Christianissimum Regem Fœderatorum, Sociorumve aliorumque Regum, Principum ac Statuum, qui eadem quæ nos & Fœderati nostri Consilia amplecti parati sint, sufficiente ad hoc Potestate munitis conveniendi, & unà cum iisdem de & super rationibus mediisque quæ ad præsens Bellum, Deo adjuvante, proxima præsertim æstate feliciter gerendum, salutemque publicam & uniuscujusque procurandam, arctiusque etiam, si opus fuerit, Fœdus constringendum maximè pertinebunt, aut alia quoquomodo necessaria communi consilio videbuntur, consulendi, tractandi & concludendi, atque super iis Articulos, Litteras, & Instrumenta conficiendi & à Plenipotentiariis sive Ministris prædictis petendi & recipiendi, reliquaque omnia necessaria & oportuna præstandi perficiendique tàm amplis modo & forma ac nosmet ipsi, si interessemus, facere & præstare possemus; spondentes & in verbo Regio promittentes vi præsentium, rata ea omnia, grata & accepta omni meliori modo habituros, nec contra ipsorum aliquid aut aliqua contraventuros, quin potiùs quicquid nomine nostro promissum fuerit, sanctè & inviolabiliter observaturos & observari curaturos; In cujus rei fidem majorem & Testimonium has Litteras manu nostra Regia signatas Angliæ Sigillo communiri fecimus. Quæ dabantur in Palatio nostro de Withall. 20. Februarii 16$\frac{90}{91}$. Regni nostri secundi.

GUILIELMUS, REX.

PLEINPOUVOIR
Des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies.

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront Salut. Comme Son Altesse Royale de Savoye, s'étant declarée pour le Parti des Hauts Alliez contre la France, nous a temoigné le desir qu'elle avoit de cultiver avec nous une sincere Amitié, & d'entrer en des engagements plus particuliers pour l'avancement de la Cause commune & des Interêts reciproques; & qu'elle a autorisé le Seigneur President de la Tour Son Envoyé auprès de nous pour traiter là-dessus ainsi qu'il sera trouvé le plus convenable de part & d'autre, & que de nôtre côté nous ne sommes pas moins portés à serrer avec Son Altesse Royale les nœuds d'une Amitié indissoluble, & à nous unir fortement avec elle; c'est pourquoi nous avons nommé &

ANNO 1690.

& deputé les Sieurs Walrave de Heeckeren Baron de Netelhorst &c. Jaques Baron de Wassenaer & Duyvenvoirde &c. Antoine Heinsius Conseiller Pensionnaire de Hollande, &c. Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyck, &c. Jean Abraham de Schurman Bourguemaistre d'Ylet &c. Gaspar Henri Lemker Bourguemaître de Campen &c. Et Jean Viglius van Heeck Senateur de Groningue &c. respectivement Deputez en nôtre Assemblée de la part des Provinces de Gueldres, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, d'Overyssel, & Groningue & Ommelande, pour conferer avec ledit Sieur President de la Tour, sur les moyens qui pourront le mieux servir aux engagements, & une liaison étroite entre cet Etat & S. A. R. soit par la voye d'une nouvelle Alliance, ou bien par l'inclusion dans celles qu'on a déja faites avec Sa Majesté Imperiale, ou quelques autres Rois, Princes ou Etats, & nous avons donné comme nous donnons par ces presentes auxdits Sieurs nos Deputez ou la plus grande Partie d'iceux en cas d'absence ou quelqu'autre empêchement des autres, Pleinpouvoir & Autorité, & Mandement special à ce que de nôtre part, & en nôtre nom, ils puissent traiter, convenir, & conclure de tous les Points & Articles, qu'on trouvera bon, & convenables aux fins susdites; d'en passer des Actes en bonne & dûe forme, & d'en recevoir de même; & de faire généralement tout ce qu'ils trouveront necessaire, sans qu'ils ayent besoin pour cela de Mandement plus special; prometant sincerement & de bonne foi d'avoir pour agreable tout ce que par lesdits Sieurs nos Deputez sera convenu & signé en vertu de ces presentes, & de l'agréer & ratifier en la meilleure forme. En foi de quoi nous avons fait signer ces presentes par le President de nôtre Assemblée, & contresigner par nôtre Greffier, & y apposer nôtre Cachet. Fait à la Haye le 14. Sept. 1690.

PLEINPOUVOIR

De Son Altesse Royale de Savoye, pour traiter avec le Roi d'Angleterre.

VICTOR Amedée II. par la Grace de Dieu Duc de Savoye, Prince de Piemont, Roi de Chypre &c. La bonté avec laquelle le Roi d'Angleterre a bien voulu nous asseurer de Sa Royale Protection, nous fait esperer que Sa Majesté aura aussi agreable de nous accorder l'honneur d'entrer en Alliance avec elle. C'est pourquoi nous avons donné au President de la Tour, comme en vertu des presentes nous lui donnons, un ample Pouvoir de traiter & conclure avec Sa Majesté Britannique, ou avec celuiqui sera deputé par Sadite Majesté au Traité de Ligue, avec tels Pacts, Conditions & Promesses qu'il jugera à propos, quand même ce seroient choses telles qui exigeassent un plus ample & special Mandat que le present Pouvoir; Promettant en foi & parole de Prince d'observer inviolablement, & executer ponctuellement, tout ce que ledit President de la Tour aura traité, conclu, fait, & promis, & de le tenir toûjours pour ferme, stable, & irrevocable, & de le ratifier, comme nous le ratifions dès à present. En foi de quoi nous avons signé le present Pouvoir, fait contresigner par nôtre premier Secretaire d'Etat, & y avons fait apposer le Seel de nôtre Secret. Donné au Camp de Carignan ce 15. Juillet 1690.

Signé.
V. AMEDE'E.

PLEINPOUVOIR

De Son Altesse Royale de Savoye, pour traiter avec les Etats Généraux des Provinces-Unies.

VICTOR Amedée II. par la Grace de Dieu Duc de Savoye, Prince de Piemont, Roi de Chypre &c. La confiance que nous avons en l'Amitié des Hautes Puissances des Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, nous persuade qu'ils nous en donneront volontiers un nouveau temoignage, concourant à l'établissement d'une Union indissoluble entre nous, qui puisse contribuer à l'avantage de nos Interêts reciproques, & au bien commun de toute la Ligue. C'est pourquoi envoyant le President de la Tour vers leurs Hautes-Puissances, nous avons voulu lui donner le Pouvoir de traiter & conclure ladite Alliance; comme en vertu des presentes signées de nôtre main, nous donnons au susdit President de la Tour un ample Pouvoir de traiter & conclure avec L. H. P. des Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & avec qui sera par eux deputé au Traité de Ligue, avec tels Pacts, Conditions & Promesses qu'il jugera à propos, quand même ce seroient choses telles qui exigeassent un plus ample, & principal Mandat que le present Pouvoir; prometant en foi, & parole de Prince, d'observer inviolablement, & executer ponctuellement, tout ce que ledit President de la Tour aura traité, conclu, fait, & promis, & de le tenir toûjours pour ferme, stable, & irrevocable, & de le ratifier, comme nous le ratifions dès à present. En foi de quoi nous avons signé le present Pouvoir, fait contresigner par nôtre premier Secretaire d'Etat, & y avons fait apposer le Seel de nôtre Secret. Donné au Camp de Carignan ce 14. Juillet 1690.

VICTOR AMEDE'E.

CXXXI.

26. Nov. / 6. Dec.

Quartiers-Recess zwischen dem Kayserlichen General-Kriegs-Commissariat, dann des Fränckischen Crayses Deputirten auffgerichtet; Wodurch sich diese mit jenem wegen übernehmung der Völcker in die Winter-Quartier / dann auch der Portionen halber verglichen. Geschehen zu Nürnberg den 26. Nov. / 6. Dec. Anno 1690. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortsetzung II. pag. 368. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans FABRI Europäische Staats-Cantzley. Tom. I. pag. 417.]

C'est-à-dire,

Recès conclu entre les Commissaires IMPERIAUX *de Guerre, & les Deputez du* CERCLE DE FRANÇONIE *pour le Reglément des Quartiers d'Hyver qui doivent estre donnés aux Troupes, & des Rations de leur Subsistance. A Nuremberg le 26. Nov. / 6. Dec. 1690.*

KUnd und zu wissen sey hiermit: Nachdeme zwischen dem Kayserlichen authorisirt-und gevollmächtigten General Kriegs-Commissariat eines/ anderen Theils aber der Fürsten und Stände dieses Fränckischen Crayses Räthen und Bottschafften/ so wohl zu Ulm/ vermittelst dahin beschehener Absendung/ als in allhiesiger des Heiligen Reichs-Stadt Nürnberg/ wegen der bevorstehenden Defensions-Postirung gegen und wider den gemeinen Reichs-Feind/ dan absonderlich wegen der künfftigen Winter-Quartier/ Handlungen gepflogen worden: Als hat man sich auf folgende Weise mutuo consensu vereinbaret und verglichen: Und zwar

I. Reserviren sich Hoch-und Wohlgedachte Fürsten und Stände/ vor allen Dingen/ die zulänglich und genugsame Bedeutung von denen Kayserlichen Waffen per modum Conditionis sine qua non, und leben der versicherten Hoffnung/ Ihre Kayserliche Majestät würden bey Dero Hohen Generalität solche Anstalten allergnädigst zu verfügen geruhen/ daß beede der Gefahr am nechsten gelegene Fränck-und Schwäbische Crayse von allen feindlichen Aggressionen/ Contributionen/ Breunereyen und Landes-Verwüstungen/ so viel immer möglich/ frey und geschützt/ mithin aber capabel bleiben mögen/ die übernommene sehr schwere Winter-Quartier-und ande-

Anno 1690.

andere Præstanda ferner unabläßig fort leisten / und dem Publico das Ihrige / so lang diese feindliche Motus dauren / ohn-unterbrochen beytragen zu können / dagegen über / und auf wiedrig zwar unverhoffenden Fall leicht zu erachten stünde / daß durch feindliche Ravage hierzu alle Mittel benommen / und ob zwar auf solchen durch die Göttliche Schutz-Macht förderist zu verhüten stehenden Unglücks-Fall uns der alleinige Willen über und im Rest verbleibe / jedoch allerhöchstgedachter Ihre Kayserlichen Majestät und dem gemeinen Reichs-Wesen darmit wenig oder nichts gedienet / dem Crayß auch in talem eventum, vigore Recessus ipso facto expirantis, weiter nichts zuzumuthen seyn würde ; Krafft obgemeldter Tractaten aber ist ferner pro

II. Beederseits beliebet werden / daß der Fränckische Crayß vor dißmahlen 16000. Portions zu Roß und Fuß diesen Winter über / auf sechs Monat lang / als à prima Novembris, biß ultimam Aprilis, beedes styl. nov. nach mehrer Anzeig der sub Num. 1. beygefügten Tabell, mit seinem Unterschied zu verpflegen übernehmen solte / was dermahlen in effectiven Stand und gegenwärtig / dan was für jezo vacant und hiernechst zu recroutiren ist / mit dem beederseits weiter genommenen Verstand / daß unter sothanen 16000. Portionen / 5000. in der Station am Neckar und Rhein / (worvon des General-Commissarii Excellence 3000. Portiones aus der Kriegs-Cassa, à acht und sechs / beede Mund-und Pferd-Portionen aber zusammen / à vierzehen Gulden Rheinisch-selbst zu verpflegen / übernommen /) besag der mit Num. 2. signirten Postirungs-Tabell, und darmit auch das Neuburgische Regiment zu Fuß in Maynz und Coblentz begriffen seyn solle / die übrigen 11000. Portionen aber werden an denen drey halben Dünewaldischen / Commereisch-und Bassompierrischen Regimenteren zu Pferd / (welche auf die gegen dem Kocher / Jachs und Tauber vorliegende Fürsten und Stände zu logiren /) dan dem neu anstellenden Kayserlichen Oettingischen Regiment zu Fuß / und in einigen in vorangezogenem Schemate specificirten General-Stabs-Portionen und Recrouten zu Fuß und Pferd angewiesen. Worbey auch weiter veranlasset worden / daß die Hochfürstliche Teutsch-Meisterische / und Hochfürstl. Brandenburg-Culmbachische General-Stabs-Obristen-Hauptmanns-und Adjutanten-Portiones, sambt selbigen Recrouten / pro rata, in Dero Landen eingenommen und verpflegt ; die Dünewaltisch-und Sachsen-Weissenfelsische aber anderen Fürsten und Ständen / in dißseitiger Repartition, nach advenant zugetheilet werden sollen. So viel nun

III. Die Verpflegung quoad Generalia betrifft / so solle auf die Præsenten und Vacanten von zwey zu zweyen Monaten abgerechnet / und dißfalls gute Richtigkeit und Ordnung unterhalten / einfolglich dardurch alle Controversien und Irrungen zwischen denen Ständen und dem Ober-Commissariat evitiret werden ; Ergebe sich nun / daß ein oder ander Fürst und Stand sein ihme zu-repartirtes Recrouten-Contingent zu Roß und Fuß / oder auch endlichen an Præsenten Portionen nicht ausgehoben / sonderen einen Rest (er betreffe nun viel oder wenig /) daran / wiewohlen ohne Schuld / hätte auffwachsen lassen / so solle der oder dieselbe solchen Rest vor Endigung des Winter-Quartiers auf Maaß und Weiß zur Kayserlichen Kriegs-Cassa zahlen / wie es der Allianz-Recess mit seiner Expression an die Hand giebt / und so sollen die 16000. Portionen völlig und ohne Abgang entweder mit dem natürlichen Unterhalt / da sie eingerücket seynd / oder mit der Römer-Monatlichen baaren Zahlung satisfacirt und abgeführet werden. Anreichend pro

IV. Die Verpflegung quoad Specialia, so weiset die sub N. 3 beygefügte Ordonnance, wie und auf was Weise dieselbe geschehen / was von Seiten des Quartiermanns præstirt / und dan anderseits von der Milice observirt werden solle / darbey dieses insonderheit verabhandelt werden / daß die in denen beeden vorbenannten Stationen postirte Portiones auf Mund und Pferd Ordonnanz-mäßig verpflegt / und so ein oder anderer Stand dasselbe / wegen weiter Entlegenheit nicht selbst præstiren könte / ein solches durch gewisse hierzu bestellte Liferanten zu Werck gerichtet werden solte ; Darbey jedoch denenjenigen Ständen / die den Unterhalt ad Loca Stationis selbst verschaffen können und wollen / ihre Convenienz vorbehalten stehet / und ist über diß die Stadt Heilbron / das Ambt Moßbach / Wimpffen und Neckers-Ulm pro Termino ad quem, der Lieferungen halber / benennet worden ; und nachdeme

V. Die vorjährige Erfahrung gezeiget / daß der so hohen und niederen Officiers / als gemeiner Soldatesca Mund-Portiones auf ein ziemliches gegen und wider den Recess ersteigeret / und so fort die Stände umb ein merckliches beschweret worden / so hat man zu Verhütung all dessen dahin geschlossen / daß eine Mund-Portion vom General biß auf den gemeinen Reuter und Musquetirer täglich sechzehen Creutzer / oder monatlich mit acht Gülden Rheinisch bezahlt / die Pferd-Portion aber in natura abgeleistet werden solle / und gleichwie dem Quartiersmann die Option krafft dis überlassen wird / ob er nehmlichen / ersterwehnten determinirten Anschlag nach / den Officier und Soldaten contentiren / oder aber die natürliche Verpflegung darreichen wolle / also hat das General-Kriegs-Commissariat dareb alles Ernsts zu halten / und die etwan dargegen lauffende Excess kräfftiglich zu verhüten sich anerbietig gemacht / und den Ständen so viel eingeraumt / daß sie das auf ein mehrers erzwungene demjenigen / so excediret hat / an der lauffenden Verpflegung / da der Excess erweißlich ist / abzuziehen befugt seyn mögen. Im Fall aber in denen letzteren Monaten der Stand an denen Excedenten selbsten keinen Regress nehmen könte / so solle das Commissariat, wan der Excess, wie obstehet / liquid ist / verbunden seyn / sich solches an denen Römer-Monaten abziehen zu lassen. Den dißseitigen Abzug hingegen pro

VI. Belangend / hat man es darauf herkommen lassen / daß / gleichwie man vor die in der Postirung am Rhein-und Neckar-Strohm stehende doppelte Portiones respective vierzehen in fünffzehen Gülden zu zahlen ; als auch vor die Mund-und Pferd-Portion, ex parte der Fürsten und Stände / 8. Gülden / benanntlich für jede Mund-Portion vier / und für eine Pferd-Portion auch vier Gülden abzuziehen : Bey dem innerlichen Quartier-Wesen aber / so viel die würcklich eingezogene Portiones betrifft / drey und einen halben von der Mund-bey der Cavallerie / und bey der Infanterie drey Gülden und zwantzig Kreutzer / dan drey Gülden von der Pferd-Portion, an den Römer-Monaten zu defalziren und in Abrechung zu bringen haben solle. Obwohlen man auch

VII. In Krafft mehr angezogenen Kayserlichen Allianz-Schlusses befugt gewesen / die eigene 2. Regimenter im Crayß zu hyberniren / so wollen jedoch Fürsten und Stände / daß dieselbe / nach Gestalt jetzig-gefährlicher Aspecten / mit in die Station am Neckar-Strohm gezogen werden / geschehen lassen / wan es so wohl hierin / als in mehr anderen / dem Recess entgegen lauffenden Dingen ohne weitere præjudicirliche Consequenz seyn / und gedachten Regimenteren das ohnentbehrliche Commiss und Service von Ihrer Churfürstlichen Durchleucht zu Pfaltz ohnentgeltlich gereichet würde / und so bedinget man ferner / daß die Mannschafft / im Fall einer feindlichen Attaque aus der Defensions-Linie bestens secundirt / und zu weiteren Reichs-Diensten aufrecht erhalten werden möge. Und demnach

VIII. Dem General-Kriegs-Commissariat bereits klagbar vor-und angebracht worden / was massen der arme Landman und Unterthan / bey so vielen sehr hart und überschweren Belastung / noch absonderlich mit allerhand Fuhrwesen / Vorspan / Frohnen / Schantzen / Fouragiren und dergleichen hier und dar beschweret / und hierdurch an seinem Feldbau (woraus er jedoch des Soldatens Unterhalt und andere Kriegs-Onera ziehen muß) gravirt werden wolle / so hat sich mehr hochermanntes General-Commissariat, deme fürterhin omni possibili modo zu remediren / und die recessirte allergnädigste Kayserliche Guarantie in so weit quocunque respectu, absonderlich aber gegen die Status armatos und Potentiores, wan sich dieselbe wider Verhoffen / unterstehen sollten / an diesen Crayß einige Reichs-Abschieds ungemessene Zumuthungen / unter dem Prætext der Bedeckung / oder in andere Wege zu thun / zur Würcklichkeit zu bringen / mithin aber zu verhüten / willfährig anerboten / daß der hochlöbliche Teutsche Ritter-Orden und andere Herren Comitatus, aus der Schwäbischen Fürsten und Stände bißherigen Anmassung / mit Stations-und Winter-Quartirung ferner nicht eigenmächtig beträngt / sonderen bey der Fränckischen Crayß-Concurrentz allein gelassen werden.

Zu Urkund dessen ist gegenwärtiger Recess des Gevollmächtigten authorisirten General-Commissarii Herrn Grafens von Caraffa Excellentz eines / anderen Theils aber von des Fränckischen Crayses Ordinari Deputation wegen / unterschrieben und gesiegelt / auch jedem Theil ein Exemplar nachrichtig zugestellet worden. Signatum Nürnberg

Anno 1690. berg bey noch fürwährenden Crayß-Convent, den 26. Nov. 6. Decembr. 1690.

(L.S.) Antonio Caraffa.
(L.S.) Friedrich Edmund von Sickingen.
(L.S.) J. P. Wohlzogen / Freyherr.
(L.S.) Johann Conrad Schmid / Lic.
(L.S.) Christoph Peller / D.

CXXXII.

29. Dec. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas pour l'échange & rançon des Prisonniers de Guerre, du 29. Decembre*, 1690. [Feuille Volante imprimée.]

La France et les Provinces-Unies.

NOus Elie Guillaume de Rochon de la Peyrouse, Seigneur de la Motte, & de Chasteau vieux, Lieutenant pour le Roi au Gouvernement de Maubeuge, & Commandant pour Sa Majesté en la Ville de Thuin, & ses Dépendances au nom & de la part de Sa Majesté: Et Jacques, Baron de Wassenaer, Seigneur d'Obdam, Hensbroek, Woghmeer, Spierdijck, Zuydwijck, Kernhem, Tuikelo, Lage, &c. Noble d'Hollande, General Major de la Cavalerie de l'Estat des Provinces-Unies, Gouverneur de Willemstadt, Niervart, dit la Clundert, & des Forts en dependants, au nom & de la part de Messieurs les Estats Generaux des Provinces-Unies, sommes convenus de l'Eschange & rançon des Prisonniers de Guerre, qui ont esté & seront faits par les Troupes des Armées & Garnisons de France & des Estats Generaux, les unes sur les autres seulement, & en avons passé le present Traité en vertu des Pouvoirs, à nous donnez, en la maniere qui ensuit.

Premierement. Que tous les Prisonniers qui seront faits de part & d'autre, soit dans les Batailles, prises des Places, Combats, ou autres occasions, qu'il pourroit y avoir entre les Nations, seront rendus de bonne foy quinze jours après leur detention au plus tard par échange d'autres Prisonniers de pareil poste, ou autres, en faisant compensation du plus au moins des rançons, qui sera marqué cy-après, lesquels se payeront en monnoye de France.

Et afin qu'il n'arrive aucune contestation ni difficulté, tant pour le regard du Poste & Qualité des Officiers de part & d'autre, que des rançons qui devront estre payées par chacun d'eux, il a esté jugé à propos de specifier ci-après les Charges & Postes de chaque Party & le prix desdites rançons.

Les Generaux des Armées du Roy, Commandants en Chef & les Mareschaux de France, seront échangez contre le Capitaine General des Estats Generaux, Commandant en Chef leurs Armées, ou payeront —	50000 liv.
Capitaine General des Armées du Roi -	40000.
Les Lieutenants Generaux des Armées du Roi seront échangez contre ceux qui commandent les Armées des Etats Generaux immediatement après le General, ou payeront —	20000
Le Grand Maistre de l'Artillerie de France, contre le General d'Artillerie des Etats Generaux, ou payeront	4000
Les Mareschaux de Camp des Armées du Roi seront échangez, ou payeront —	4000
Le Colonel General de la Cavalerie sera échangé contre un General de Cavallerie ou d'Infanterie des Etats, ou payeront —	4000
Le Colonel General des Dragons sera échangé, s'il en rencontre, ou payera —	3500
Le Maistre de Camp General de la Cavallerie de France, payera — —	3500
Le Maistre de Camp General des Dragons, sera échangé, ou payera — —	3000
Le Commissaire General de la Cavallerie de France sera échangé, ou payera —	3000
Un Intendant des Armées ou Provinces contre un Deputé des Estats en campagne, ou payeront — — —	5000
Leurs Subdeleguez — —	1500
Un Lieutenant General de l'Artillerie de France sera échangé contre un Lieutenant General de l'Artillerie des Etats Generaux, ou payeront — — —	1000
Un Lieutenant General de Cavallerie ou d'Infanterie seront échangez ou payeront -	1500
Les Majors Generaux de Cavallerie ou d'Infanterie seront échangez contre les Generaux Majors, ou Commissaires Generaux de Cavallerie ou d'Infanterie, ou payeront —	800
Les Brigadiers de Cavallerie ou d'Infanterie seront échangez, ou payeront — —	600
Un Major de Brigade contre un Major de Brigade, ou payeront — —	300
Mareschal General des Logis de l'Armée contre un Quartier-Maistre General des Logis, ou payeront — — —	500
Aide du Mareschal General des Logis & du Quartier Maistre General seront échangez, ou payeront — — —	100
Aides de Camp servants près la Personne du Roi, & de Monseigneur le Dauphin —	500
Aides de Camp ou Adjutants servants près des Generaux en Chef, Lieutenants Generaux & Maréchaux de Camp seront échangez de part & d'autre, ou payeront —	300
Mareschal des Logis de la Cavallerie ou Quartier-maistre General de la Cavallerie ou Quartier-maistre General de la Cavallerie seront échangez, ou payerout — —	200
Ses Aides & Adjutants seront échangez, ou payeront — — —	100
Tresorier General de l'extraordinaire des Guerres	1500
Le premier Commis de chaque Armée —	500
Les autres moindres des Armées & Places -	50
General des Vivres sera échangé contre le Provedidor, ou payeront — —	1000
Les premiers Commis des Vivres de chaque Armée payeront — —	500
Les autres moindres Commis & Controlleurs des Vivres des Armées & Places --	50
Les Commissaires des Guerres —	100
Le Prevost General sera eschangé contre le Prevost General, ou payeront —	300
Le Procureur du Roy ou Assesseur contre le Fiscal du Conseil de Guerre, ou payeront -	250
Le Lieutenant du Prevost contre celuy des Etats, ou payeront — —	100
Le Lieutenant du Prevost contre celuy des Etats, ou payeront	100
Le Greffier de la Prevosté ou du Conseil de Guerre de part & d'autre seront échangez, ou payeront — —	80
Les autres Officiers & Soldats de la Prevosté de part & d'autre, chacun, — —	18

A la reserve neantmoins desdits Soldats & Archers qui seront employez à la recherche & poursuitte des Voleurs, Malfaicteurs, ou contrevenans aux Ordres, lesquels pourront aller en toute sureté depuis le nombre de quatre jusques à quinze, un Brigadier, Exempt, Lieutenant, ou le Grand Prevost mesme à leur teste, sans qu'ils puissent estre de bonne prise, non plus que leurs Chevaux & Armes, étant pourveus de bons Ordres des Généraux, Gouverneurs, Commandants ou Intendans des Armées ou Provinces, & pourront mener avec eux le Procureur du Roy, le Fiscal, Assesseurs & Greffier pour instruire le Proces des Malfaicteurs, si le cas le requiert, à condition qu'ils n'approcheront point de plus près de deux Lieuës les Armées ou Places Ennemies de part ou d'autre.

Et en cas qu'ils seront rencontrez au dessus ou au dessous du nombre susdit, ils seront tous de bonne prise avec leurs Armes & Chevaux, & sujets à la rançon specifiée dans le présent Cartel.

	Liv.
Le Wagemaistre General contre celuy des Estats Généraux, ou payeront — —	150
Son Lieutenant — —	80
Commissaire General des Batteaux —	150
Les Lieutenans chacun — —	50
Les Conducteurs de l'un & de l'autre chacun payeront — —	12
Un Auditeur — — —	25
Weghmaistre General ou Capitaine des Guides seront eschangez, ou payeront —	80

Son

ANNO 1690.

Son Lieutenant — — 50
Son Cornette — — — — 35
Guides à Cheval comme Cavalliers — — 20
Les Ingenieurs en Chef, & qui ont direction sur un departement, payeront — — 500
Et les autres un mois de leur appointement, ce qui sera declaré de bonne foi de part & d'autre.

Artillerie.

Lieutenant particulier ou Colonel d'Artillerie seront eschangez, ou payeront — 400
Commissaire Provincial ou Lieutenant Col. d'Artillerie seront eschangez, ou payeront — 250
Commissaire ordinaire ou Major d'Artillerie seront eschangez, ou payeront — 150
Commissaire extraordinaire, Gentilshommes d'Artillerie, Cadets ou Gardes, seront eschangez, ou payeront — — — 30
Capitaines des Bombardiers, Mineurs, Pionniers, Matelots, Charrois, Pontons & autres dependants de l'Artillerie à peu près de même Poste & Qualité seront eschangez, ou payeront — — — 50
Canonniers, Bombardiers, Mineurs, Faiseurs de feu d'Artifice, Charpentiers, Mareschaux, Pionniers, Matelots, Pontgasten, Brugmaistres & autres semblables, s'il s'en rencontre, payeront comme Soldats — — 7 liv. 10 s.

Gendarmerie.

Liv.
Le Brigadier de la Gendarmerie, — 1100
Les Capitaines des Gardes du Corps de Sa Majesté — — — 2000

Le Capitaine Lieut. des Gendarmes du Roi,
Le Capitaine Lieutenant des Chevaux Legers,
Le Capitaine Lieutenant de la Garde Escossoise } 2000
Le Capitaine Lieutenant des deux Compagnies des Mousquetaires à Cheval, — —

Le Capitaine Lieutenant des Gendarmes Anglois,
Le Capitaine Lieutenant des Compagnies des Gendarmes & Chevaux Legers de la Reine, de Monseigneur le Dauphin & de Messeigneurs les Ducs de Bourgogne, d'Anjou & de Berry,
Le Capitaine des Gardes de Monseigneur le Duc d'Orleans, — — } liv. 2000
Le Capitaine Lieutenant de ses Gendarmes & Chevaux Legers, — —
Les Lieutenants des Gardes du Corps de Sa Majesté, — —
Le Sous-Lieutenant des Gendarmes, —
Le Sous-Lieutenant des Chevaux Legers, —
Les Sous-Lieutenants des deux Compagnies des Mousquetaires du Roy, — —

Le Sous-Lieutenant de la Garde Escossoise,
Le Sous-Lieutenant de la Compagnie des Gendarmes Anglois — —
Le Sous Lieutenant des Gendarmes de la Reine & de Monseigneur le Dauphin, & de Messeigneurs les Ducs de Bourgogne, d'Anjou & de Berry, — — —
Le Sous-Lieutenant des Gendarmes de Monseigneur le Duc d'Orleans, — — } liv. 1000
Le Major de la Gendarmerie,
Les Enseignes des Gardes du Corps du Roy,
L'Enseigne & Guidon des Gendarmes, —
L'Enseigne de la Compagnie Escossoise, —

L'Enseigne & Cornette des Compagnies des Mousquetaires, — —
L'Enseigne de la Compagnie des Gendarmes Anglois — — —
L'Enseigne des Gendarmes de la Reyne, — } liv. 1000
Le Cornette des Chevaux Legers de la Garde,
Le Cornette des Chevaux Legers de la Reyne,
L'Enseigne des Gendarmes de Monseigneur le Dauphin, & de Messeigneurs les Ducs de Bourgogne, d'Anjou & de Berry, —

Le Lieutenant des Gardes de Monseigneur le Duc d'Orleans, — —
L'Enseigne de ses Gendarmes, —
Le Cornette des Chevaux Legers, —
Le Guidon des Gendarmes Escossois, —
Celuy des Gendarmes Anglois, — } liv. 600
Celuy des Gendarmes de la Reyne, —
Celuy de Monseigneur de Dauphin, de Messeigneurs les Ducs de Bourgogne, Anjou, & de Berry, & de Monseigneur le Duc d'Orleans, — — —
Le Major des Gardes du Corps, —

Et pour ce qui regarde les Exempts & Mareschaux des Logis de toutes les Compagnies cy-dessus, les Brigadiers, Sous-Brigadiers, Gardes du Corps, Gendarmes, Mousquetaires, & autres des Compagnies cy-dessus, un mois de leur Solde, ou seront eschangez s'il s'en rencontre de même Qualité & Caractere.

Et pour ce qui regarde aussi la Compagnie des Grenadiers à Cheval de la Maison du Roi, les Officiers & Grenadiers de ladite Compagnie seront eschangez, ou payeront un mois de leur Solde.

Gardes Françoises & Suisses.

Liv.
Le Colonel des Gardes Françoises, — 3000
Le Lieutenant Colonel, — — 1500
Le Major, — — — 600
Les Capitaines, — — — 300
Les Lieutenants, Aides-Majors & Sous-Lieutenants, Enseignes & autres jusqu'au Soldat compris, un mois de leur solde.
Le Prevost, Mareschal des Logis, Archers & autres de la Prevôté des Gardes Françoises, un mois de leur solde.
Le Colonel General des Suisses, — 4000
Les Colonel des Gardes Suisses, — — 3000
Les Capitaines, Lieutenants, & autres Officiers & Soldats des Gardes Suisses payeront de même que les Gardes Françoises.

Gardes du Capitaine General des Etats.

Les Officiers, Cavalliers & Soldats des Regiments & des Compagnies des Gardes, à Pied ou à Cheval seront eschangez, ou payeront un mois de leur solde.

Cavallerie.

Liv.
Maistre de Camp ou Colonel, — 400
Lieutenant Colonel, — — 250
Major, — — — — 220
Capitaine, — — — — 200
Lieutenant, — — — — 100
Aide-Major ou Adjutant, — — 75
Cornette, — — — — 75
Quartiermaistre de Regiment, — — 75
Mareschal des Logis ou Quartier-maistre de Compagnie, — — — 25
Brigadiers ou Caporaux, — — 22 l. 10 s.
Scribes & Cavaliers, — — — 20
Le Regiment des Cravattes,
Le Regiment Royal Anglois,
Le Regiment Royal Piemont,
Le Regiment du Comte de Nassau Allemand,
Lesdits Regiments seront traittez comme le reste de la Cavallerie.

Dragons.

Liv.
Colonel des Dragons, — — 350
Lieutenant-Colonel, — — 250
Major, — — — — 200
Capitaine, — — — — 150
Lieutenant, — — — — 70
Aide-Major ou Adjutant, — — 60
Cornette, — — — — 55
Mareschal des Logis, ou Quartiermaistre de Compagnie, — — — 25

Quar-

Anno 1690.

Quartier-maistre de Regiment sera eschangé, ou payera,	50
Brigadiers ou Caporaux,	20
Dragons,	18

Infanterie.

Colonel,	400
Lieutenant Colonel,	250
Major,	150
Capitaine,	100
Lieutenant,	40
Aide-Major ou Adjutant,	40
Mareichal de Logis ou Quartier-maistre de Regiment,	35
Sous-Lieutenant ou Enseigne,	25
Les Sergens,	15
Soldats,	7 l. 10 f.
Les Prevosts des Regiments de Cavallerie, Dragons ou Infanterie, seront eschangez, ou payeront,	40
Leurs Lieutenants, Greffiers ou Auditeurs de Regiments seront eschangez, ou payeront,	20

Cadets Gentilshommes.

Les Capitaines de neuf Compagnies de Cadets seront eschangez, s'il s'en rencontre de mesme Poste ou Caractere, ou payeront	150
Les Lieutenants,	80
Les Sous-Lieutenants ou Enseignes,	60
Les Sergeans,	20
Les Caporaux,	12
Les Cadets Gentilshommes,	10

Les Gouverneurs, Commandants, Lieutenant de Roy, Majors & Aide-Majors, & Capitaines des Portes, payeront un mois de leur solde, & ayant une autre Charge dont l'appointement est plus haut, payeront sur le pied de ladite Charge.

Tous Volontaires François, qui seront dans les Armées du Roy, de quelque Qualité qu'ils puissent être, s'ils sont du nombre de ceux qui font leur sejour ordinaire à la Cour, & qui n'ont point de Charges Militaires, seront eschangez de part & d'autre, ou payeront 2000. liv.

Et les Volontaires, qui seront en quelque Employ, soit dedans ou hors de l'Armée, soit au service de Sa Majesté ou de Messieurs les Estats, ou tels autres Princes étrangers, que ce puisse être, seront eschangez ou payeront ce à quoy ledit Employ par ce Cartel est reglé.

Le contenu de ces deux Articles sera observé aussi au regard des Volontaires, qui seront dans les Armées des Estats Généraux.

Les Aumoniers, Ministres, Medecins, Directeurs Généraux & particuliers, Apotiquaires, Chirurgiens & autres Officiers servans aux Hospitaux des Armées & Places de Guerre, comme aussi les Femmes de quelle Condition, qu'elles puissent être, Enfans de douze ans & au dessous, Postillons, Messagers, Domestiques & Valets seront renvoyez de part & d'autre sans rançon.

Tous ceux qui exercent differentes Charges ne payeront la rançon, que de la plus haute Charge qu'ils possedent, & à proportion d'icelle seront eschangez ou payeront leur rançon.

Tous Officiers d'Artillerie, non compris en ce Traité, ayant les mêmes noms avec les Officiers d'Infanterie, pourront sans aucune difference, être eschangez pour la même rançon.

Tous Officiers reformez ne payeront que le quart de la rançon de la Charge à laquelle ils sont mis, étant en pied.

Les Trompettes & Tambours, qui iront reclamer lesdits Prisonniers, seront renvoyez dans trois jours, & si quelque raison de Guerre oblige à les retenir davantage, leur depence sera payée par ceux qui les auront arresté.

Tous Officiers & autres, tirans Gages, non compris en ce Cartel, & tenus de suivre les Armées, pourront estre rançonnez en payant un mois de Gages, outre qu'il sera licite aux Parties de se donner advis reciproquement des Officiers, qui pourront être obmis dans ce Cartel, & d'en convenir entr'eux, après quoy ce qui aura été concerté, sera ponctuellement observé & tenu pour inseré dans ce present Traité.

Anno 1690.

S'il arrivoit quelque difficulté, touchant la Qualité ou Gages de quelques Prisonniers, elle sera levée sur le Certificat, qu'en donnera de bonne foy le General de l'Armée, ou Gouverneur de la Place d'où sera ledit Prisonnier sans qu'aucune autre preuve soit necessaire.

Il sera fait deffense de part & d'autre d'oster les Habits aux Prisonniers.

Tous Soldats, Cavalliers, Dragons & autres, dont les rançons sont égales, auront pour leur Subsistance, pendant le temps qu'ils demeureront en Prison, trois sols monnoye de France, outre la ration de Pain de Munition, par jour, & les Sergens le double.

Il a été convenu de part & d'autre, de ne contraindre aucuns Prisonniers de Guerre, de prendre parti ou de s'enroller, & pour prevenir toute contestation là dessus, on sera obligé de faire signer ceux, qui veulent entrer volontairement dans le service de celuy qui le tient Prisonnier, comme quoy il l'a fait de bonne volonté, sans y avoir été contraint ny forcé.

Tous les Officiers se pourront faire traitter ainsi qu'ils trouveront bon, & seront en état de payer.

Les Officiers de part & d'autre, qui auront été renvoyez sur leur parole, seront obligez de retourner & se rendre Prisonniers quinze jours après la Ratification de ce Traité, s'ils n'ont auparavant fait tenir leur rançon sur le pied y specifié, & ce qu'ils pourroient devoir des frais, par eux faits dans la prison pour leur Subsistence; ce qu'ils pourront faire sans être obligez de retourner, & seront libres de servir, si tôt qu'ils auront l'acquit de ceux, auxquels ils s'étoient obligez.

Quant aux mois de Solde, dont plusieurs Articles parlent, ils seront reglez de part & d'autre, selon les Appointements par mois, que donne Sa Majesté: excepté les Gouverneurs, Commandants, Lieutenants de Roy, Majors & Aide-Majors, Capitaines des Portes, Officiers, Cavalliers & Soldats des Gardes du Capitaine General des Armées de l'Estat, qui payeront suivant les appointements qu'ils reçoivent de Messieurs les Estats Généraux.

Moyennant les Conditions cy-dessus, on est convenu, de renvoyer de part & d'autre tous les Prisonniers quinze jours après la Ratification du présent Traité, en payant reciproquement ce qu'ils auront dépencé pour leur nourriture pendant le temps de leur Detention dont il sera fait état, & dans les suites de cette Guerre, il sera tres exactement observé de rendre les Prisonniers aussi-tôt qu'ils seront reclamez, en payant leur rançon, ou rendant des Prisonniers en nombre equivalent à la Charge qu'ils possedent.

Et pour faciliter toutes choses également à l'avantage des Parties, on s'en rendra compte de six mois en six mois, s'il est necessaire, en envoyant un état.

Chaque Partie fera un état des Prisonniers, qu'il renvoyera & en tirera un reçû du Commandant du Lieu, où ils auront été remis, afin qu'après l'entiere delivrance des Prisonniers, celuy des deux Parties, qui demeurera redevable à l'autre, aye soin d'y satisfaire sur le pied de la rançon cy-dessus specifiée.

Tous les Prisonniers des Troupes de Cavalerie ou Infanterie, qui sont, ou qui ont été faits depuis la Declaration de la presente Guerre, tant par Mer que par Terre, seront renvoyez de part & d'autre en satisfaisant aux Articles cy-dessus, dans les Places les plus voisines de l'obéissance de Sa Majesté, ou de Messieurs les Etats Generaux.

Il sera tres-expressement defendu de part & d'autre, de se servir de Balles d'estain, ou autre metail, que celuy de plomb, comme aussi de Balles ramées pour des Partis de Campagne.

Il ne sera delivré par les Generaux, Gouverneurs, Commandans des Places aux Troupes aucuns Passeports, pour aller à la Guerre les uns contre les autres au dessous de dix neuf hommes à Pied, quinze à Cheval, sans les Partisans; ayant été convenu, que ceux, qui auront été pris les Armes à la main au dessous dudit nombre, seront reputez Partis bleus & châtiez de deux mois d'une dure prison: & en cas qu'ils soient convaincus de vol ou de meurtre, ils seront mis entre les mains de la Justice, pour être punis suivant les Ordonnances, dequoy on se donnera

part

ANNO 1690.

part reciproquement, & des raisons qu'on aura eu de le faire.

Neanmoins cette peine ne pourra avoir lieu, lors qu'un des Partis, après avoir perdu quelques Hommes en combattant contre l'Ennemy, sera rencontré en moindre nombre, qu'il n'étoit sorti de l'Armée ou de sa Garnison, ce qui se verifiera par les Passeports & Certificats des Generaux, Gouverneurs ou Commandans, dont ils auront eu leurs Congez ou Passeports, comme aussi si quelque petite Troupe a servi d'escorte à un Officier, ce qui se pourra justifier par une semblable Attestation.

Que s'il y a des Cavaliers, Dragons, & Soldats Prisonniers qui soient blessez ou malades en danger de leur vie, s'ils demeurent dans les prisons, & qu'on soit obligé de les mettre dans les Hospitaux ou autres Lieux, pour les faire traiter ou penser, il sera payé, outre leur rançon, ce que le Roi, ou Messieurs les Etats Generaux, donnent aux Directeurs des Hospitaux, pour l'entretien des malades, ce qui sera declaré de bonne foy de part & d'autre.

Que si de part & d'autre, sous pretexte de bien traiter les Prisonniers, on les met dans des Cabarets ou Auberges à leur depens ou de leurs Capitaines, il ne sera payé pour leur dépence outre leur rançon que les trois sols de Subsistance & la Ration de Pain de Munition par jour, qu'on oblige de part & d'autre de fournir chaque jour aux Cavaliers, Cravattes, Dragons & Soldats, & le double pour les Sergens.

Que les Passeports d'Espagne auront lieu & seront respectez par les Troupes d'Hollande, de quelque Nation qu'elles puissent être, dans toute l'étenduë de la Frontiere depuis la Mer jusqu'à la Mozelle, ayant été fournis à des François qui en seront Porteurs, comme Messieurs les Intendans, leurs Subdeleguez, Receveurs de Contributions, de Confiscations, Entreprenneurs de Fourage, Directeurs & Commis des Traittes & Domaines du Roy, Courriers & Postillons, & il en sera fourni de la part de France aux Receveurs des Contributions, de Convoys, de Licents, & autres de semblables Employs ou fonctions, comme ceux nommez cy-dessus du costé de la France, si le cas le requiert, qui sont establis sur les Frontieres du Pays-Bas Espagnol de la part de Messieurs les Etats, lesquels pourront de part & d'autre aller en toute seureté dans les Villes & plat Pays de ladite Frontiere, sans néanmoins qu'ils puissent s'approcher plus près de deux Lieuës des Places de Guerre Ennemis de part & d'autre.

Aussi il sera permis aux Prisonniers d'avertir aussitost leurs Superieurs du lieu de leur detention, à quoy Messieurs les Gouverneurs ou Commandans donneront les mains, leur en facilitant le moyen.

Que les Trompettes & Tambours seront renvoyez de part & d'autre sans rançon, à moins qu'ils ne soient pris en party les Armes à la main & en ce cas les Trompettes payeront comme les Cavalliers & les Tambours comme les Soldats.

Le present Traité aura lieu & sera reciproquement bon pour toutes les Troupes tant du Roi, que de Messieurs les Estats Généraux des Provinces-Unies, qu'elles soient à leur solde ou non, de quelque Nation qu'elles puissent être, sans exception ny exclusion quelconque, qui se trouveront aux Ordres des Princes & Généraux, qui ont ou auront directement & naturellement Commandement & Authorité sur les Armées & Troupes de Sa Majesté, & de leurs Hautes Puissances, agissant de leur part & en leur nom conjoinctement ou separement en quels Lieux & Pays que ce puisse être, toutes lesquelles Troupes joüiront de part & d'autre du présent Traité, seront eschangées ou payeront rançon, comme il a été convenu dans ce Cartel, ce que Sa Majesté promet de tenir pour bon & vallable, & le fera ponctuellement observer & executer, comme Messieurs les Estats s'obligent & promettent de tenir pour bon & vallable le contenu au présent Article, & de le faire agréer, observer & executer ponctuellement aux Princes & Généraux, ainsi qu'il est dit cy-dessus.

Le présent Traité aura aussi lieu & sera executé par Sa Majesté pendant que la présente Guerre durera, non seulement pour les Troupes qui sont à la solde du Roy, & de Messieurs les Estats Généraux, de quelque Nation qu'elles soient, mais encore à l'égard de tous les Roys & Princes, qui sont presentement en Guerre contre la France, qui dans l'espace de deux mois declareront par un Acte en bonne forme, qu'ils veulent bien se conformer à ce Traité, & en promettre l'execution, soit que les Prisonniers se fassent en deça ou en delà la Mer, & Sa Majesté promet de faire executer le susdit Traité à l'égard desdits Roys, & Princes, Alliez desdits Estats Généraux, pourveu qu'entre cy & le susdit temps, lesdits Alliez des Estats Généraux, qui sont presentement en Guerre contre le Roy, promettent par un Acte en bonne forme de se conformer audit Traité, pendant que la presente Guerre durera, & aussi-tôt que les susdits Actes auront été remis au Sieur de la Motte, pour les envoyer à Sa Majesté, elle permettra aux Prisonniers des Troupes desdits Alliez, qui auront fourny leurs Promesses, de faire aussi executer le present Cartel, de s'en retourner en leur Païs, ou à leurs Troupes, en payant la rançon portée par ledit Cartel, pour la Charge, dont ils étoient pourveus, lors qu'ils ont été faits Prisonniers, & s'il se rencontroit quelque difficulté sur la difference des Charges dans les Troupes des Roys & Princes Alliez à celle de l'Estat, enoncées dans le présent Traitté, il en sera donné advis audit Sieur de la Motte, pour y apporter les remedes, dont on pourra convenir de part & d'autre.

Le contenu de l'Article cy-dessus ne pourra porter aucun préjudice ny alteration au présent Traitté à l'égard des Troupes de l'Etat.

Que le Cartel & présent Traité d'eschange & des rançons des Prisonniers de part & d'autre, aura lieu & sera bon du jour de la date de la Ratification, & sera inviolablement continué pendant le cours de cette Guerre, sans qu'il puisse être interrompu.

Et pour plus grande assurance dudit Traité, nous avons promis reciproquement, en vertu des Pouvoirs, qui nous ont été donnez, de le faire ratifier, tant de la part de Sa Majesté, que de celle de Messieurs les Estats Généraux des Provinces-Unies, dans quinze jours au plus tard de la date d'iceluy. Fait à Bouillon le vingt-neufiéme Decembre 1690.

Signé,

LA MOTTE DE LA PEYROUSE. J. B. DE WASSENAER.

Pouvoir du Roy.

LE Roy ayant été informé de la disposition, dans laquelle sont les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, de convenir d'un Traité pour l'eschange & rançon des Prisonniers de Guerre, qui ont été & seront faits tant par les Armées de Sa Majesté, que par celles qui sont à leurs solde, si Sa Majesté avoit agreable d'y entendre; & étant bien aise de contribuer de sa part au soulagement & à la Liberté desdits Prisonniers; Sa Majesté ayant une entiere satisfaction de la conduite, que Mr. de la Motte de la Peyrouse, son Lieutenant au Gouvernement de Maubeuge, a tenu dans le Traité, qu'il a fait & passé en son nom le vingtiéme Octobre dernier avec les Commissaires, deputez de la part du Roy Catholique pour un pareil Traité d'eschange & rançon des Prisonniers de Guerre, dans lequel il a donné des preuves de sa Capacité & de son experience; Sa Majesté l'a commis, ordonné & deputé pour se transporter à Bouillon, & s'y rendre vers le 2. du mois de Decembre prochain, pour y étant negotier, conclurre, arrester & signer en son nom, avec le Sr. Baron de Wassenaer d'Obdam, deputé à mesme effect par lesdites Etats Généraux, en vertu d'un Pouvoir suffisant, & qui devra être en bonne forme, un Traité general d'eschanges des Prisonniers de Guerre, qui ont été & seront faits depuis le commencement de cette Guerre, & pendant le temps qu'elle durera, par les Troupes de Sa Majesté & par celles desdits Estats Généraux, en quelque part que ce soit, où les Armées de Sa Majesté & celles des Etats Généraux ont agy & agiront cy-après, sans exception, & ce Homme pour Homme de même Poste & Qualité, & qu'en cas qu'il y eust un plus grand nombre de Prisonniers de Guerre d'une part que d'autre, le surplus, qui ne pourra être eschangé, sera mis en liberté, moyennant les payements des rançons, dont il sera convenu, le tout conformement autant qu'il se pourra au dernier Traité d'eschange & rançon, conclu & arresté le vingt & un May de l'Année 1675. pour les Prisonniers de Guerre, faits par les

ANNO 1690.

les Armes de Sa Majesté & celles desdits Estats Généraux, y adjoutant ou diminuant ce qui sera jugé à propos, & generalement faire par ledit Sr. de la Peyrouse, pour ledit Eschange & Convention des rançons, tout ce qu'il verra necessaire & à propos, Sa Majesté luy en ayant donné & donnant tout Pouvoir par la presente, promettant en foy & parole de Roi, d'avoir pour agreable, tenir ferme & stable tout ce qui aura été negotié, promis, arresté & signé de sa part par ledit Sr. de la Peyrouse, en vertu du present Pouvoir, & de le faire ponctuellement garder & observer de sa part sans difficulté; car telle est la volonté de sa Majesté. Fait à Versailles le dix-neuf Novembre.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

LE TELLIER.

Pleinpouvoir des Etats Generaux.

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, allen den genen die het aengaen magh, *Doen te weten*, dat Wy goet gevonden hebben te committeren ende te authoriseren; gelijck Wy committeren ende authoriseren by desen, den Heere Baron van Wassenaer, Heere van Obdam, Generael Major ten dienste van Onsen Staet, om uyt Onsen Naem ende van Onsentwegen, met die geene, die van wegen sijne Majesteyt den Koningh van Vranckrijck insgelijcks genoegsaem sal ofte sullen wesen geauthoriseert, te tracteren ende te convenieren over het maecken van een Cartel ofte Accord, wegens de Wisselinge ende Rantsoeneringe van wederzijdts Gevangenen van Oorlogh, soo die tegenwoordigh gevangen zyn, ofte naermaels gevangen sullen worden, met het geene daar van dependeert, beloovende ter goeder trouwe, voor goet ende van waerde te sullen houden, oock te sullen approberen ende ratificeren, alles wat door den gemelten Heere Baron van Wassenaer, Heere van Obdam, invoegen als vooren, in Onsen Name sal wesen geconvenieert ende gearresteert. Aldus gedaen onder het Cachet van den Staat, Paraphure van den Heere Præsiderende in Onse Vergaderinge, ende de signature van Onsen Griffier, in den Hage den elfden December 1690.

Was geparaphee rt,

G. SLOOT,

Onder stondt,

Ter Ordonnantie van de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael.

Geteeckent,

F. FAGEL.

Ter zyden stondt het boven-gemelte Cachet in rooden Wassche gedruckt, en met wit Papier overdeckt.

Traduction.

LEs Etats des Provinces-Unies font savoir à tous ceux qui y ont interêt, qu'on a trouvé bon d'envoyer, & envoyé est par la presente, le Sr. Baron d'Obdam, Major General au service des Etats, & par nostre Ordre, à ceux qui seront authorisez de la part de Sa Majesté, le Roi de France, pour negotier & dresser l'Accord du Cartel, touchant l'échange & rançon des Prisonniers de Guerre de part & d'autre: tant ceux qui le sont à present que ceux qui pourront l'être a l'avenir, & ce qui en depend. Promettant sincerement de tenir pour bon, & de ratifier tout ce que ledit Sr. de Wassenaer fera en nostre nom. Fait sous nostre Cachet de l'Etat, paraphé par le Sr. President dans nostre Assemblée, & signé par nostre Greffier. A la Haye le 11. Decembre 1690.

Signé,

G. SLOOT.

Et plus-bas,

Par Ordonnance de leurs Hautes Puissances,

F. FAGEL.

Au côté le Cachet cy-dessus nommé en cire rouge couvert de papier blanc.

Ratification du Roi.

LE Roy, ayant veu & leu attentivement le Traité cy-dessus transcript, fait & passé en son Nom par le Sieur de la Motte de la Peyrouse, & au nom des Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas par le Sieur Baron de Wassenaer d'Obdam, pour l'échange & rançon des Prisonniers de Guerre, qui ont esté faits depuis qu'elle est declarée, & seront faits cy-après pendant qu'elle durera, par les Troupes de France & celles desdits Etats Generaux, les uns sur les autres; & Sa Majesté ayant ledit Traité bien agreable, l'a approuvé, confirmé & ratifié, approuve, confirme & ratifie; & a promis & promet en foy & parole de Roy, de l'entretenir & faire entretenir & garder de sa part inviolablement sans y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere, ayant pour témoignage de sa volonté signé la presente de sa main, & à icelle fait apposer le Scel de son secret. A Versailles le quatriéme jour de Janvier, 1691.

Signé,

LOUIS.

Ratification des Etats Generaux.

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden; Allen den genen die desen sullen sien, *Salut: Doen te weten*, Dat Wy, gesien ende ge-examineert hebbende het Tractaet, gesloten tot Bouillon den 29. December 1690. tusschen den Heere de la Motte de la Peyrouse, als daer toe specialijck geauthoriseert van Sijne Koninecklijcke Majesteyt van Vranckrijck, en de Heer Baron van Wassenaer, Heere van Obdam, daer toe

Traduction.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies, Salut. Faisons savoir que Nous avons veu le Traité conclu à Bouillon le 29. Decembre 1690. entre le Sieur de la Motte de la Peyrouse, authorisé par Sa Majesté le Roi de France, & le Baron de Wassenaer, Sieur d'Obdam, authorisé de nostre part, pour faire l'échan-

ANNO 1690. toe van onsentwegen insgelijks geauthoriseert zijnde, over de Rantsoenen ende Verwisselinge van wederzijds Gevangenen, soo als het selve hier voren staet uytgedruckt.

Ende in achtinge genomen hebbende, dat by het laeste Articul is belooft, dat het selve Tractaet van wederzyden soude werden geratificeert binnen den tijdt van vijfthien dagen naer den voorschreven negen en twintigsten December, zijnde den dagh van de Ondertekeninge: *Soo is 't*, Dat Wy, in gevolge van dien, het voorschreve Tractaet hebben geapprobeert ende geratificeert, gelijck Wy het selve approberen ende ratificeeren mits desen, volgens sijnen teneur ende inhoude, beloovende oprechtelijck ende ter goeder trouwe dat Wy het voorsz. Tractaet, en alle de Poincten ende Articulen van dien, sullen onderhouden ende naerkomen, ende doen onderhouden ende naerkomen, by allen ende een yeder die het aengaen magh. Aldus gedaen onder het Cachet van den Staet, de Paraphure van den Heer Præsiderende in onse Vergaderinge, ende de signature van Onsen Griffier, in den Hage den elfden January, 1691.

Was geparapheert,
W. DE NASSAW.

vt. Onderstondt,
Ter Ordonnantie van de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael.

Geteeckent,
F. FAGEL.

Ter zijden stondt het boven gemelte Cachet in rooden Wassche gedruckt, ende met wit Papier overdeckt.

l'échange des Prisonniers de part & d'autre, de la maniere cy-jointe imprimée.

Et comme on a promis par le dernier Article que le Traité seroit ratifié dans le temps de quinze jours, après le 29. Decembre 1690. qui est le jour qu'il a été signé. Et ledit Traité ayant été bien & agreablement aprouvé, confirmé & ratifié, l'aprouvent, le confirment, & le ratifient suivant sa forme & teneur, promettant sincerement de tenir ledit Traité, & tous les Points & Articles qui y sont compris, & de le faire maintenir & executer. Fait sous nostre Cachet à la Haye le 11. Janvier 1691. ANNO 1690.

Signé,
W. DE NASSAW.

Plus-bas,
F. FAGEL.

CXXXIII.

1691. *Pacta Dotalitia inter Serenissimum Principem* JACOBUM, JOANNIS III. *Poloniæ Regis Filium natu majorem, & Dominam* HEDWIGEM ELISABETHAM, PHILIPPI GUILIELMI *Electoris Palatini Rheni Filiam. Quò Serenissimus Elector in Dotem Suæ Filiæ centum millia Florenorum Rhenensium, præfato Regi & ejus Filio se soluturum promittit; Et è contra Hic Serenissimæ suæ Sponsæ in contra-Dotem tantundem, atque alia centum millia titulo Doni nuptialis constituit. Actum Anno* 1691. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Absatz I. pag. 112.]

CUm Serenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus *Johannes* III. Dei gratia *Rex Poloniæ*, Magnus Lithuaniæ Dux &c. maturo consilio perpenderit, non solum se sibi & suis, sed toti Mundo, præcipuè verò Regnis à Deo sibi concreditis vivere, Populorumque præcipuè vicinorum Amicitiæ, Conservationi & Libertati inter reliqua quàm maximè convenire, ut per mutua Conjugia major sinceritatis & reciprocæ assistentiæ nexus pro stabilienda eò fortiùs Pace & Securitate communi, modo quo fieri potest sanctissimo firmetur; Ideò Serenissimum Filium suum natu majorem, Dominum Principem Jacobum hujus quidem propria sponte & enixissima voluntate eò destinavit, ut inter illum & Principis Serenissimi Domini *Philippi Guilielmi, Comitis Palatini Rheni, Sacri Romani Imperii Archi-Thesaurarii & Electoris, Bavariæ, Juliæ, Cliviæ & Montium Ducis* &c. &c. Filiam quinto genitam, Serenissimam Dominam *Hedwigem Elisabetham Amaliam*, Comitem Palatinam Rheni (tit.) Matrimonium ineatur, utpote ad saluberrimam Regiæ Poloniæ Majestatis supra fatam Intentionem eò præcipuè ex capite maximè proficuum, quòd antiquissimus *Domus Palatinæ ad Rhenum* Splendor toti Orbi adeò illucescat, ùt Serenitatis Suæ radios tàm per Consanguinitatis quàm Affinitatis Necessitudinem in omnes fere totius Europæ, Imperatoris, Regum, Principumque Familias non diffundat modo, sed & illos tot quasi novis sideribus coruscare faciat, quot proles ex affinitatibus cum hâc domo contractis conspiciuntur, vel certò sperantur in Regnis illis, quæ tanto Provinciarum luctu tamdiù antehac cum orbitate luctata sunt. Certè Serenissimus Dominus Elector veteris cum inclyta *Polonorum* Natione confidentis Amicitiæ non immemor, insuper quod ipse ex Regia *Jagellorum* stirpe antiquissima per se Sanguinis necessitudine sibi conjuncta Conjugem habuerit Serenissimam Dominam *Annam Catharinam Constantiam*, prætereà & Filius suus Tertio-genitus, Serenissimus *Carolus Philippus*, Comes Palatinus Rheni &c. &c. cum Celsissima *Radzivilliorum* Familia pari se Matrimonii Fœdere conjunxerit, tàm salutari Suæ Majestatis Intentioni eò proniores præbuit aures, quò Sedes Apostolica & Sacra Cæsarea Majestas efficacissimè interpositis suis officiis id gratissimum sibi fore contenderunt. Verùm posteaquàm Sua Serenitas Electoralis infrascripta Matrimonii Capitula æquissima censuit, Clementissimo propterea ejusdem Mandato in scripturam redacta, priùs tamen quàm ad perfectionem perduci potuere, jubente sic divino Numine pientissimè supremum obiit diem, ideò ejusdem Dominus Filius Primogenitus, Serenissimus Dominus *Johannes Guilielmus, Comes Palatinus Rheni, Sacri Romani Imperii Archi-Thesaurarius & Elector, Bavariæ, Juliæ, Cliviæ & Montium Dux* (tit.) pro sua parte & spe Consilium Sapientissimi sui Domini Parentis approbaturus, & quò non minùs ex sua sponte suum in Regiam Poloniæ Domum pro publico bono affectum testatum faceret, cœptum hunc tàm salutaribus ex causis Matrimonii Tractatum perfici voluit; Igitur quod felix faustumque sit & toti Reipublicæ Christianæ salubre, inter Regios & Electorales Deputatos, ex parte Regis quidem Dominos N. N. ex parte Serenissimi Domini Electoris vero Reverendissimum & Illustrissimum Dominum *Ferdinandum ab Trsch*, Dominum in Macen, Serenitatis Suæ Electoralis Consiliarium intimum & supremum Aulæ Cancellarium, Cameræ Præsidem & Feudorum Præpositum, Dynastam in Reichertshofen, nec non Illustrissimum Dominum *Andream Schellerer ab & in Heidersdorf*, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarium Imperialem Aulicum, nec non Serenitati Suæ Electorali à Consiliis intimis, in subsequentes Matrimonii Tractatus & Conditiones conventum est.

I. Itaque Serenissimus Dominus Elector *Johannes Gui-*

ANNO 1691.

Gilielmus spondet in legitimam Uxorem Serenissimam Dominam Principem *Elisabetham* &c. Dominam Sororem suam dilectissimam, Serenissimo Principi Poloniæ Regio Dn. *Jacobo* &c. Et vicissim Serenissimus Princeps Regius *Jacobus* præcedente Consensu Serenissimi ac Potentissimi Regis Patris sui, promittit, se ducturum in Uxorem prædictam Dominam Principem *Elisabetham*, prædicto Matrimonio consentientem, juxta Ritus Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Catholicæ, & curaturum, ut subsequenti quemadmodum infrà dicetur, Matrimonio rato, aut suis, aut Serenissimi ac Potentissimi Domini Parentis, Regis sumptibus *Neoburgo* ad *Danubium* decenter ad Suam Regiam Aulam in *Poloniam* deducatur.

II. In Dotem & titulo Dotis Serenissimæ Principi *Elisabethæ* Serenissimus Dominus Elector promittit solvere Serenissimis Dominis Regi & Filio eorumve Hæredibus & Successoribus Florenorum Rhenensium centum millia in monetâ currenti, Florenum ad sexaginta Crucigeros computando: Prædicti autem Serenis. Rex & Regius Filius in casu Dotis prædicto restituendæ pariter illam promittunt restituere pecunia numerata & dicto jam valore præfatæ Serenissimæ Dominæ Principi, aut ejusdem Hæredibus & Successoribus, omni exceptione remota, sub Obligatione Bonorum suorum præsentium & futurorum, suorum Hæredum & Successorum omni meliori modo, juxta Ritus & Leges Regni Poloniæ, imò & cum legitimo consensu Serenissimæ Dominæ Regiæ Majestatis observando.

III. E contra Serenissimi Domini Domini, Rex & Filius Regius promittunt Serenissimæ Dominæ Neo-Sponsæ centum millia Florenorum in Contradotem, & totidem, id est, alia centum millia Florenorum monetæ sæpiùs jam scriptæ, Nuptialis titulo doni constituere, prout hisce fide Regia constituunt sub Obligatione Hypothecæ & consensus respective Conjugalis & materni jam antea ratione Dotis enumerata, ita ut Dos, contra-Dos & Donum nuptiale ter centum millium Florenorum Rhenensium, ùt suprà, importent, Quorum ususfructus durante Matrimonio Serenissimo Domino Principi Regio, proprietas autem pleno Jure Conjugum superstiti, ejusque Hæredibus & Successoribus remaneat, seu fatum priùs in Regio Principe, seu Serenissima Sponsa prius contingat, (quòd quidem divinum Numen diutissimè differre dignetur) idque sivè post mortem alterutrius Conjugum liberi existant ex hoc Matrimonio, sive non, qui tamen si Dei gratia ex hoc connubio existent, Jure merito directæ & naturali illorum Successioni ad prædictas Summas præsenti Contractu derogari non potest.

IV. Serenissimus ac Potentissimus Rex, ac ejus Dominus Filius Regius durante Matrimonio providebunt Serenissimæ Dominæ Principi ejusdemque Aulico & aliàs necessario Ministerio à primo ad ultimum nullo excepto, de condigna & hujusmodi Regiis & Electoralibus Filiis & Filiabus decenti sustentatione quoad victum, amictum, salarium, aut quicquid horum necessarium erit, imò & Principibus tantæ Dignitatis & Familiæ decorum; De reliquo autem durante Matrimonio sine ullo alio Onere aut Conditione Serenissimæ Dominæ Principi ad liberrimam ejusdem dispositionem absque ulla retentæ Obligatione Rationis ex paratissimis mediis ad initium cujuscunque mensis quingentos Florenos Rhenenses, qui conficiunt uno & quolibet anno sex millia Florenorum Imperialium Rhenensium, solvi curabunt.

V. Si Cœli dispositione contingat, ut Serenissima Princeps (quod ipsa quidem vel omnino non, vel seris saltem exoptet annis fieri) dilectissimo suo Domino Sponso supervixerit, ad vidualem ejusdem sustentationem præter antea prædicta in funestum hunc casum proprietarie ipsi competentia trecenta Florenorum millia Dotis, Contra-dotis & Doni nuptialis, assignabuntur eidem à Serenissimo Rege ejusque Regio Principe, adhuc alia ducenta Florenorum millia una cum Dote, Contra-dote & Dono nuptiali in Capitali conficientia summam Florenorum quingentorum millium, monetæ Rhenensis, quam statim ac Tabulæ istæ Nuptiales conventæ & signatæ fuerint, in numerata pecunia adhuc ante Matrimonium ratum, & Abductionem Serenissimæ Dominæ Principis Neo-sponsæ Serenissimi respectivè Rex & Elector consignarunt in Principatibus certis in *Silesia*, juxta Declarationem Sacræ Cæsareæ Majestatis quàmprimùm designandis, in quibus census annuus hypothecalis quinque pro centum Serenissimis utrisque Neo-sponsis tàm diù dabitur & persolvetur, usque dum summa Capitalis communi contrahentium consensu non fuerit repetita & exsoluta; Cum ulteriori tamen utrinque acceptata Conditione, ut hæc ducenta Florenorum millia, quæ Serenissimæ Sponsæ ultra Dotem, Contra-dotem & Donum nuptiale pro viduali sustentatione adjicientur, non ut Dos, Contra-dos & Donum nuptiale proprietariè, sed usufructuariè tantum, & quidem non ultra ejusdem Viduitatem & Vitam, ad eandem pertineant, imò si vel vivere vel vidua esse desinat, proprietariè & plenissimo Jure ad Serenis. Sponsi Hæredes devolvatur, respectu cujus Summæ viginti millium designatæ viduitati & Successores & Hæredes Serenissimi Neo-sponsi regressus Sacra Cæsarea Majestas omnimodam spondebit Securitatem, ita ut eadem Summa nemini alii nisi legitimis Serenissimi Neo-sponsi Successoribus extradatur.

VI. Porrò cum annua Pensio mox in Articulo præcedenti enarratæ Summæ 500000. Florenorum ad condignam ex casibus insperatis Principibus Palatinis ex hac Domo Electorali consuetam vidualem sustentationem sufficere non possit, Serenissimus Rex & Regius ejusdem Dominus Filius singuli in solidum, cum consensu Serenissimæ Reginæ legitimè præstando, eidem hisce superaddunt, in casum & durationem viduitatis, & non aliter ac ultra, alios adhuc vigesies mille Florenos Rhenenses annui reditus, singulis annis justè & omni Exceptione remota, sine ulla aut litium aut sumptuum molestia, exsolvendos sub Hypotheca tàm generali quàm speciali, omnium bonorum tàm avitorum quàm noviter acquisitorum aut adhuc acquirendorum juxta Ritus & Leges Regni Poloniæ firmiter expedienda, ità ùt nec Generalitas Specialitati, nec Specialitas Generalitati quicquam deroget, cum ulteriori hac Declaratione, si Serenissimæ Dominæ Viduæ in supra-additis hisce vigesies mille annuis Florenis persolvendis molestia, mora, aut omninò impossibilitas modo quocunque futuris temporibus injiceretur, eidem tunc ex nunc, & nunc ex tunc libertas concedatur, vel hos annuos vigesies mille Florenos Jure exigendi, vel si malit, eorum loco dicta ducenta Florenorum millia Articulo præcedenti usufructuariè tantum sibi ad tempus Viduitatis assignata, proprietariè sibi suisque Hæredibus retinendi, ità ùt in casum non solvendorum eorum supradictorum in Polonia assignatorum 20000. Florenorum, statim ac id se velle declaraverit, ipso Jure ducentorum sæpius præfatorum millium Florenorum proprietas ad eandem ejusque Hæredes recidat, amittat tamen etiam ipso Jure omnem ulteriorem Actionem ad illos vigesies mille Florenos supra additos.

VII. Et hæ quidem pro viduali sustentatione conventæ Summæ integræ maneant Serenissimæ Dominæ Sponsæ fatorum Dispositione futuræ forsan Viduæ, etiamsi una vel plures Proles extarent, ad quarum condignam & decoram sustentationem licet ex Summis usui suo viduali servientibus præsenti Contractu necessario Serenissima Neo-sponsa non obligetur (cùm Educatio pro Dignitate tanti Sanguinis & sustentatio primariò ad Sortem Patrimonialem spectet) nihilominùs materno in Prolem affectui & pietati eâ Præcustoditione minimè derogari debere. Quemadmodum etiam liberum erit eidem tempus Viduitatis in vel extra Poloniam transigere, quâ in re nulla eidem à quopiam molestia inferatur. Si verò præeligeret, Viduitatem suam in Polonia transigere, gratis ipsi concedenda erit condigna Habitatio, decenti in omnibus & per omnia suppellectile instructa.

VIII. Quàmprimùm Pacta dotalitia utrinque inscripta & hisce Conditionibus supra enumeratis ex parte Sacræ Cæsareæ & Regiæ Poloniæ Majestatis & Serenissimi Domini Filii Regii Jacobi Neo-sponsi forma, quâ juxtà Leges Poloniæ decet, efficaciter & re ipsa satisfactum fuerit, Clementissimo Regiæ Majestatis beneplacito relinquitur, quando suos Legatos ad celebrandum juxtà Ritus Ecclesiæ Matrimonium ratum, & ipsam etiam Serenissimam Dominam Neo-sponsam in Regnum Poloniæ suis tamen sumptibus, ùt suprà, abducendam ad Serenitatis Suæ Electoralis Aulam Neoburgicam ablegare voluerit, quos ibidem Sua Serenitas Electoralis excipi, tractari & dimitti curabit pro innata sibi generositate & decenti, qua in Serenissimum Regem fertur, Reverentia.

IX. Antequam tamen ad hujus Matrimonii Celebrationem & actualem Serenissimæ Sponsæ ex Laribus fra-

ANNO 1691.

fraternis Abductionem perveniatur, eadem juratam & solennem Renunciationem faciat, eamque in publicam Scripturam redigi curet, quod aut ipsa aut ejus Descendentes Successores aut Hæredes per se vel per alios nullam unquam Hæreditatem aut Successionem ex Domo Palatina, quamdiu unus Comes Palatinus Rheni & Dux Bavariæ Masculus ex communi Stipite utriusque Domus per Lineam Masculinam descendens, in vivis existit & superest, in Bonis ad eandem pertinentibus tàm Feudalibus quàm Allodialibus, tàm Mobilibus quàm Immobilibus in-& extra Imperium ubicunque Terrarum sitis, acquisitis jam aut acquirendis, perpetuis temporibus nullo Juris aut facti prætextu prætendere, & sola sibi assignata Dote contenta, de reliquis autem omnibus extantibus Masculis Agnatis ex utraque Domo Palatina & Bavarica, semper exclusa esse velit, juxta formam in Serenissima Domo Palatina observatam, & juxta Pacta in Elocatione priorum suorum respective Augustinæ Imperatricis & Serenissimarum Reginarum *Hispaniæ* & *Lusitaniæ* nec non Principis *Parmensis* Sororum conventa.

X. Pro observantia & executione omnium & singulorum, ùt suprà, Conventorum Serenissimi D. D. D. Contrahentes obligant sese, suos Hæredes & Successores & Bona omnia præsentia & futura, etiam mobilia, omni meliori modo tàm Jure generalis quam specialis Hypothecæ, ita ut Generalitas Specialitati, nec Specialitas Generalitati detrahat.

XI. Et ut Procuratores infra scripti specialem à Serenissimis suis Dominis Contrahentibus Ratihabitionem præsentium Pactorum quàm proximè sese commutaturos promittunt, ita in horum fidem sese sequentem in modum subscripserunt & subsignarunt.

Ex parte Serenissimi Regis & Principis &c.

CXXXIV.

4. Maï. *Accessio* ANSELMI FRANCISCI *Electoris Moguntini ad Fœdus Magnum inter* LEOPOLDUM *Imperatorem Romanorum & Ordines* FOEDERATI BELGII *Generales, contra Regem* GALLIÆ, *die 12. Maii 1689. initum. Die 4. Maii 1691.* [LONDORPII *Acta publica*, Part. XIV. Lib. XV. sub Cap. X. num. X. pag. 317. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG *Teutsches Reichs-Archiv.* Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Absatz I. pag. 515.]

ANNO 1691.

NOS ANSELMUS FRANCISCUS, Dei Gratia Sanctæ *Moguntinensis* Sedis Archiepiscopus, Sacri Romani Imperii per Germaniam Archi-Cancellarius & Princeps Elector &c. Notum testatumque per præsentes Literas facimus, quandoquidem Tractatus quidam Amicitiæ & arctioris Fœderis inter Serenissimum, Potentissimum & Invictissimum Principem & Dominum, Dominum *Leopoldum*, divina favente Clementia Electum *Romanorum Imperatorem*, semper Augustum, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, & Wurtembergæ, Comitem Tyrolis &c. Nec non inter Celsos ac Præpotentes *Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum* initus & conclusus sit *Viennæ* 12. die Mensis Maji, anni *millesimi sexcentesimi octuagesimi noni* per Leopoldum Guilielmum Comitem *in Konigsegg*, Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium, Aurei Velleris Equitem, & Theodorum Althetum Henricum, Comitem à *Stratmann*, Cancellarium Aulicum, *Suæ Cæsareæ Majestatis* Plenipotentiarios & Consiliarios Status intimos, à parte *Suæ Cæsareæ Majestatis*, & per Jacobum *Hop*, Civitatis Amstelodamensis Consiliarium & Syndicum, nec non in Consessu *DD. Ordinum Generalium* nomine Hollandiæ & West-Frisiæ Deputatum, à parte Dominorum Ordinum Generalium, qui Tractatus est sequentis Tenoris:

Notum testatumque sit, quod &c.

Cumque *Suam Cæsaream Majestatem Domini Ordines Generales* rogaverint, quatenus virtute Articuli decimi, ut nos in prædicti *Fœderis societatem* invitaremur: Nos exhortationi *Cæsareæ* morem gerentes, cupientes etiam Celsis ac Præpotentibus *DD. Ordinibus Generalibus* sinceræ nostræ Amicitiæ & studii in amplectendis & promovendis iis omnibus, quæ tuendæ Causæ communi & saluti publicæ conducere possunt, evidens præbere Documentum, perlecto matureque considerato *prædicto Tractatu*, eundem laudasse, approbavisse, gratum, acceptum, ratumque habuisse, sicut & non tantum per præsentes *laudamus, approbamus, gratum, acceptum, ratumque habemus*, una cum omnibus & singulis ejusdem Articulis, verum etiam sincere spondemus, ac fide Electorali promittimus, nos Tractatum istum sancte & inviolabiliter observaturos, & adimpleturos, nec eidem ullo modo contraventuros, aut, quantum in nobis erit, contraveniri passuros. In cujus rei majorem fidem & testimonium Literas has, manu Nostra subscriptas, Sigillo majore jussimus communiri. Datum 4. Maji 1691.

CXXXV.

14. Maï. LES PROVINCES-UNIES ET BRUNSWIC-LUNEBOURG.

Tractaet van Alliantie tusschen de Heeren Staten Generael der VEREENIGDE PROVINTIEN *ter eenre, en* RUDOLPH AUGUSTUS *nefsens* ANTHONI ULRICH *Hartogen van Brunswyk-Luneburg Wolfenbuttel ter andere zyde. Gesloten in den Hage den 14. Mai 1691.* [Manuscrit.]

I. SAl tusschen de Heeren Staeten General der Vereenighde Nederlanden ter eenre, ende Haere D. D. ter anderen zyde voor altoos sijn en blyven eene bestandige Vriendschap en Correspondentie, ende sal den eenen den anderen t'allen tyden getrouwelyck met raad en daet assisteren en wederzyds interessen bevorderen, mitsgaders dan haere respective Ministers aen de Hooven van Uytheemse Princen, al-

CXXXV.

Traité d'Alliance entre les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES d'une part, & RODOLPHE AUGUSTE & ANTHOINE ULRIC Ducs de Brunswic-Lunebourg Wolfembuttel, avec stipulation du nombre de Troupes que lesdits Princes seront obligés de tenir au service de L. H. P. à la Solde de la Republique. Fait à la Haye le 14. Mai 1691. *Avec un* ARTICLE SEPARÉ du même jour concernant une augmentation de six Compagnies desdites Troupes, que le Roi de la Grande Bretagne prend à sa charge.

14. Maï. LES PROVINCES-UNIES ET BRUNSWIC-LUNEBOURG.

I. *IL y aura pour toûjours entre les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas d'une part, & LL. SS. d'autre, une constante amitié & correspondance, & s'assisteront & avanceront en tout tems les interêts les uns des autres, fidelement, de conseil & de fait, ensemble les Ministres respectifs qu'ils ont dans les Cours des Princes Etran-*

ANNO 1691.

alwaer deselve soude resideren, helpen, seconderen, ende voorts alle schaedelycke nadeel afweeren, en des met effective secoursen malkanderen byspringen, soo en in voegen, als het selve hier naer sal werden verklaert.

II. Haer D. D. en sullen in dienst van Staet van Haer Hoogh-Moogende laeten verblyven een Regiment Paerden van vier Compagnie en twee Regimenten te voet yder van vyf Compagnie geduyrende den tydt van dit tegenwoordige Tractaet.

III. Ende naerdemael by Experientie bevonden wert, dat de voorschreve drie Regimenten den gerequirerden Dienst niet kunnen doen, ten sy deselve met twee Compagnie werden versterckt, soo sullen hare D. D. den 1. Januari 1692. nogh twee Compagnie by yder van de voorsz. drie Regimenten byvoegen, ten waere sijn Majesteyt van Groot-Britannie voor den Dienst van den Staet nodigh achte dat sulcx eerder geschiede.

IV. De vacante Officiers Plaetsen sullen t'elckens by hare D. D. werden gesuppleert, præfereerende t'allen tyden die geene die van deselve bequamlyck onder de voorschreven Trouppes mochten sijn, boven andere buyten deselve Trouppes.

V. Deselve Trouppes sullen geduyrende deese Conventie niet gerappelleert, ofte te rugh geroepen mogen werden, ten sy haere D. D. in haere Steeden ende Landen mochten werden aengegrepen en aengetast ende deselve gestelt in een evident ofte inevitabel danger of pericul, als wanneer haere D. D. daer en boven door Haer Hoog-Mogende sullen moeten werden gesecoureert, als hier naer Art. 13. sal werden geseght.

VI. Haere D.D. neemen aen geduyrende deese Conventie in haere Landen op de been te houden dry duysent Man soo te Voet als te Paert, wel gereguleerde ende gedisciplineerde Trouppes.

VII. Ende in gevalle haer Hoogh-Mogende geduyrende deese Conventie door jemandt, als den Koningh van Vranckryck, waar mede de selve in den Oorlogh sijn geëngageerd, den Keyser, het Ryck ende d'andere Leden van het Doorlughtighe Huys Brunswic-Luneborg alleen uytgesondert, ofte naer het eyndigen van desen Oorlogh, ende geduyrende dese Conventie van den Koningh van Vranckryck ofte eenige anderen, syne Keyserlycke Majesteyt het Ryck ende andere Leden van het Doorlughuge Huys Brunswick ende Luneborg uytgesondert, als vooren mogten werden aengetast en aengegreepen, sullen in sulcken gevalle Haere D. D. een maent, naer dat daer toe sullen wesen versocht, ten dienste van den Staet laeten marcheeren vyftienhondert Man te Voet, ende twee hondert te Paerd, ende de selve leveren op de frontieren van den Staet, mits voor deselve by Haer Hoog-Mogende betaelt werden een march maend voor de selve Trouppes, ende die tot haeren lasten ende soldie neemen, van den tydt af, dat die op de voorschreve Frontieren sullen weesen gearriveert, nemende haere D. D. op haer al het hazard van de selve marche, uytgesondert het obtineren van vrye Passagie van Landen, waer door die sullen moeten passeren, 't geene den Staet sal moeten versorgen, sonder nochtans haere D. D. genoortsaekt sullen wesen daerom in rupture te treeden met die geene die haer Hoogh-Mog. souden mogen komen t'attaqueren.

VIII. Alle die Trouppen van Haere D. D. soo die tegenwoordig in dienst van den Staet sijn, als die volgens het voorgaende Art. in dersel ven dienst soude konnen komen, sullen geassigneert werden op de Provintie van Hollandt, ende soo omtrent die betalinge, als alle andere Saecken getracteert ende gehandelt werden, als die eygen Trouppes van Staet, ende vervolgens in allen deselve voordeelen genieten, ende in cas van verminderinge oock op de selve wyse en naer proportie van die Sterckte van Compagnie werden gerecruteert.

IX. Ende alsoo nodigh is dat die Compagnie van de voorschreven Regimenten, mits haere groote met eenige Officieren en voor alle die te Voet yder met een tweede Luytenant werde voorsien, soo sal daer over eens ter maend betaelt werden drye hondert Rixdaelders in te gaen met den 1. January 1692.

X. Die

Etrangers, en quelque endroit qu'ils puissent resider, les y seconderont, & detourneront tout ce qui pourroit leur être dommageable & nuisible; Et à cet effect se secourront les uns les autres, comme il sera declaré ci-après.

II. Leurs Serenitez laisseront demeurer au service de leurs Hautes Puissances un Regiment de Cavalerie de quatre Compagnies, & deux Regiments d'Infanterie de cinq Compagnies, pendant le tems de ce present Traité.

III. Et comme on a trouvé par experience que les susdits trois Regiments ne peuvent pas rendre le service requis, à moins qu'ils ne soient augmentez chacun de deux Compagnies, LL. SS. joindront encore le 1. Janvier 1692. à chacun desdits trois Regimens deux Compagnies, à moins que Sa Majesté de la Grand Bretagne ne jugeât nécessaire pour le service de l'Etat que cela se fit plutost.

IV. Les places vacantes des Officiers seront chaque fois remplies par LL. SS. preferant toujours ceux d'entre lesdites Troupes qui seront les plus capables, aux autres qui n'en seront pas.

V. Lesdites Troupes ne seront point rapellées durant cette Convention, à moins que LL. SS. ne fussent attaquées dans leurs Etats & Païs, & reduittes en un danger éminent ou inevitable, & alors LL. SS. devront de plus être secourues par leurs Hautes Puissances comme il sera dit ci-après en l'Article 13.

VI. LL. SS. se chargent de tenir sur pied dans leur Païs durant le tems de cette Convention trois mil hommes tant d'Infanterie que de Cavallerie, de Troupes biens reglées & bien disciplinées.

VII. Et s'il arrivoit que durant cette Convention leurs Hautes Puissances vinssent à être attaquez & assaillis par quelque autre que le Roi de France aveo qui ils sont presentement en Guerre, exceptez seulement l'Empereur, l'Empire, & les autres Membres de la Serenissime Maison de Brunswick-Lunebourg, ou qu'après cette Guerre finie & durant cette Convention, ils fussent pareillement attaquez par le Roi de France, ou quelques autres, exceptez comme dessus Sa Majesté Imperiale, l'Empire, & autres Membres de la Serenissime Maison de Brunswick & Lunebourg, LL. SS. feront marcher au service de l'Etat, un mois après qu'ils en seront requis quinze cens hommes de pied & deux cens de Cavalerie, & les livreront sur les frontieres de l'Etat, en payant par leurs Hautes Puissances un mois de Marche pour lesdites Troupes, & les prendront à leur charge & Solde, à compter du jour qu'elles seront arrivées sur les Frontieres, prenant LL. SS. sur elles tout le hazard de ladite Marche; excepté l'obtention du passage libre sur les Païs par lesquels ils devront passer; à quoy il faudra que l'Etat pourvoye, sans pourtant qu'il faille que LL. SS. entrent en rupture avec ceux que leurs Hautes Puissances pourroient venir à attaquer.

VIII. Toutes les Troupes de LL. SS. tant celles qui sont presentement au service de l'Etat que celles qui y pourroient venir suivant l'Article précédent, seront assignées sur la Province de Hollande, & seront traittées à l'égard du payement, & des autres choses, comme les propres Troupes de l'Etat, & en consequence jouiront des mêmes avantages; & en cas de diminution, elles seront recrutées de la même maniere, & à proportion de la force des Compagnies.

IX. Et comme il est necessaire que les Compagnies des susdits Regimens, & sur tout ceux d'Infanterie soient outre leurs Officiers pourvûs d'un Sous-Lieutenant ou Lieutenant en second, il sera payé pour ce une fois par mois trois cens Risdales à commencer du premier Janvier 1692.

X. Les

ANNO 1691.

X. Die voorschreven Trouppes weder te rugh naer haer Landt sullende moeten marcheeren, in gevolge van 't 5. Art. sullen deselve werden afbetaelt van alle haere achterstallige Gages, Wagen-gelden, ende het geene den Staet aen deselve soo over Recruêt in het 8. Art. gemelt, als anderlins soude mogen wesen verschuldt, tot dat die de Frontieren van den Staet sullen quiteren.

XI. Haer Hoogh-Mogende neemen aen, indien het gevaer in het 5. Art. gemelt quaem te extendeeren ende haer D. D. in haere Steeden ende Landen geattaqueert ende aangegrepen te werden, die voorschreve Troupes vryelyck te laten trecken, sonder daar omtrent eenige verhinderinge te brengen.

XII. Ende in gevalle Haere D. D. gedurend dese Conventie door iemant anders als den Koning van Vranktyck, waer mede de selve benevens het Ryck albereidts in Oorlogh syn geëngageert, of naar het eyndigen van desen Oorlogh door den Koning van Vrankryck, ofte eenige anderen mogten werden aengetaest, ende aengegrepen, sullen Haar Hoog-Mogende in sulken gevallen een maand, naer dat daer toe sullen wesen versocht, ten dienste van Hare D. D. laten marcheren drie duysent Man te Voet, ende vier hondert te Paerd, mits voor deselve by Hare D. D. betaelt werdende een march-maend voor de selve Troupen, ende die tot haren laste ende soldie nemen, van den tydt af, dat die op de Frontieren van Hare D. D. sullen wesen gearriveert, nemende Haer Hoog-Mogende alle het hasard van de selve marche, uytgesondert het obtineren van vrye passage van Landen, waer door die sullen moeten passeren, 't gene Hare D. D. sullen moeten versorgen, ofte sullen Haer Hoog-Mogende de selve betalen eens de somme van hondert twintigh duysent Guldens, tot keure van Haer Hoog-Mogende, sonder dat noghtans Haer Hoog-Mogende genootsaeckt sullen wesen daerom in rupture te treden met die gene, die Hare D. D. souden komen te attaqueren.

XIII. Edogh indien het quam te gebeuren dat de periculen soo groot waren, dat niet moghelyck was die voorsz. Troupes derwaerts te laten marcheren, ende haere D. D. te laten toekomen, dat in sulcken gevallen Haer Hoog-Mogende aen Hare D. D. sullen betalen de voorschreve hondert twintigh duysent guldens in plaats van de voorschreve Troupes.

XIV. Hare D. D. genegen wesende hare Vestinge ende Fortressen in beteren staet van defensie te brengen, ende daer toe een goede somme van penningen van noden hebbende, sullen Haer Hoog-Mogende haren Ontfanger Generael autoriseren, om onder haeren Guarantie, als ten opsichte van andere Princen geschied is, ende suffisante attestatie ende securiteyt, aen die syde van Haer D. D. te geven, op interest te lichten jegens 5. ten hondert in 't Jaer, eene somme van 't negentigh duysent Ryckxdaelders ende nogh daer en boven soo veel als die march-maend sal bedragen, des dat die voorschreve 't negentigh duysent Ryckxdaelders weder binnen den tydt van ses jaren sullen moeten werden afgelost ende gequeten, ende de march-maend op het vertreck van de Troupes afgerekent werden.

XV. Dit Tractaet sal duuren den tydt van ses jaren, naer dato van het selve, ende voor het eyndigen van die tydt met wedersyts bewillinge mogen werden vernieut ofte gecontinueert, ende sal binnen den tydt van 4. weken naer het tekenen deses geratificeert, ende die Ratification jegens den anderen alhier in den Hage uytgewisselt werden. Aldus gedaen, in den Hage den 14. May 1691.

Separate Articulen.

NAardemalen syne Majesteyt van Groot Britannien aengenomen heeft die twee Compagnien te Paerd ende 4. Compagnien te Voet in 't 3. Articul van de voorstaende Conventie gemelt, mitsgaders nogh vier Compagnien te Paard, Haren D. D. mede toebehorende, volgens voorgaande Capitulatie van den 8. Maart 1690. tot synen laste t'onderhouden, gedurende dit lopende jaer, en Hare D. D. daer en boven nogh in 't Leger van den Staet ofte daer sulks gerequireert sal werden, de selve tydt gedurende, tot haren kosten sullen onderhouden 7. Compagnien te Voet,

X. Les susdites Troupes, lors qu'elles devront retourner en leur païs seront payées en consequence du 5. Article, de tous leurs arrerages, gages, argent de Chariots, & tout ce que leur sera dû par l'Etat tant pour les Recruës mentionnées en l'Article 8. qu'autrement, jusques à ce qu'elles quittent les Frontieres de l'Etat.

XI. Leurs Hautes Puissances se chargent, si le peril mentionné au 5. Art. venoit à s'augmenter, & que LL. SS. vinssent à être attaquez & assaillis dans leur Païs, de laisser retourner lesdites Troupes, sans aporter à cet égard le moindre empêchement.

XII. Et s'il arrivoit, que durant cette Convention LL. SS. vinssent à être attaquez & insultez par quelque autre que par le Roi de France avec qui ils sont déja en Guerre, aussi bien que l'Empire; ou qu'ils vinssent à l'être aprés la fin de cette Guerre par le Roi de France ou quelques autres, leurs Hautes Puissances feront marcher au service de LL. SS. trois mil hommes d'Infanterie & quatre cens de Cavalerie, un mois aprés qu'ils en seront requis, en payant par LL. SS. un mois de marche pour lesdites Troupes, & qu'ils les prendront à leur charge & solde, dés le temps qu'elles seront arrivées sur les frontieres de LL. SS. prenant leurs Hautes Puissances sur eux tout le hazard de ladite Marche, excepté l'obtention du passage libre sur les Païs, par où lesdites Troupes devront passer, ce que LL. SS. auront soin de procurer; ou que leurs Hautes Puissances payeront une fois la somme de cent vingt mil livres, au choix de leurs Hautes Puissances, sans néanmoins que leurs Hautes Puissances soient necessitez d'entrer pour cela en rupture avec ceux qui viendront attaquer LL. SS.

XIII. Mais s'il arrivoit que le peril fut si grand, qu'il ne soit pas possible d'y faire marcher les susdites Troupes & que LL. SS. les reçoivent, qu'en ce cas leurs Hautes Puissances leur payeront les susdits cent vingt mil livres, au lieu des susdites Troupes.

XIV. LL. SS. étant portez de mettre leurs Fortifications en meilleur état de deffence, & ayant besoin pour cela d'une bonne somme d'Argent, leurs Hautes Puissances authoriseront leur Receveur General, en donnant de la part de LL. SS. une attestation & sureté suffisante, de lever sous leur Garantie, comme cela s'est fait à l'égard d'autres Princes, à cinq pour cent d'interêt par an, une somme de quatre-vint dix mil Risdales, & encore par dessus autant que ce à quoi se montera le mois de Marche; à condition que la susdite somme de quatre-vingt dix mil Risdales en principal soit rachettée & acquittée dans le temps de six années, & le mois de marche aporté en compte au depart desdites Troupes.

XV. Ce Traité durera le tems de six ans, aprés la date d'icelui; Et pourra être renouvellé ou continué avant que son tems expire, d'un commun consentement, & sera ratifié dans le temps de quatre semaines aprés la signature des presentes & lesdites Ratifications seront icy echangées à la Haye. Ainsi fait à la Haye le 14. May 1691.

Articles separés.

COmme Sa Majesté de la Grand' Bretagne s'est chargé d'entretenir pendant cette année courante les deux Compagnies de Cavalerie, & quatre Compagnies d'Infanterie mentionnées au troisiéme Article de la Convention precedente, ensemble encore quatre Compagnies de Cavalerie appartenantes aussi à LL. SS. suivant la precedente Capitulation du 8. Mars 1690. & qu'outre cela LL. SS. entretiendront encore à leurs depens dans l'Armée de l'Etat, pendant ledit tems, s'il est requis, sept Compagnies d'Infanterie

ANNO 1691.

Voet, die eerstdaags staen te werden gerecruteert, ende dienstig geaght werd, dat alle die Troupes van Hare D. D. soo die in de voorschreve Conventie, als in dit Separaet Articul syn geroert, in een ende de selve Capitulatie werden gecomprehendeert, is tusschen de gemelte Contrahenten naer voorgaende Communicatie met Hoogstgedaghte syne Majesteyt nader verdragen ende geaccordeert, dat Haer Hoog-Mogende met die expiratie van dit lopende jaer met syn Majesteyt van Groot Britanjen sodanigh sullen concerteren, dat de voorschreve vier Compagnien te Paerd ende 7. Compagnien te Voet, mede tot lasten van den Staet mogen werden gebraght, 't sy by wege van verwisselinge ofte reforme van andere Compagnien. Ende op dat die voorschreven Troupes tot voorkominge van alle inconvenienten omtrent die tydt van betalinge op eene wyse mogen werden getracteert, sullen Haer Hoog-Mogende by Hoogstgedaghte syne Majesteyt hare goede officien aenwenden, ten eynde die voorsz. Compagnien tot desselfs lasten staende, nevens die van den Staet van tydt tot tydt mogen werden betaelt, ende die voorgemelte Capitulatie naer syne forme en inhouden in alles voldaan.

II. Haer Hoog-Mogende sullen ten allen tyden, daer toe versocht wesende aen het Hoff van syne Keyserlyke Majesteyt ende waer het van effect souden mogen wesen, iterative devoiren ende instantien doen aenwenden, ten eynde het employeren van seven Compagnien van Hare Doorluchtigheden in dienst van den Staet, in het voorenstaende Articul vermelt, in plaetzen van naer den Rhyn te senden, niet mogen strecken tot eenige prejudicie van Haere D. D. Aldus gedaen, &c.

Infanterie.

Staff.

1. Colonel. - - -	393.	15
1. Luytenant-Colonel. - -	131.	5
Major. - - -	105	
Regiments Quartiermeester. -	100	
Auditeur. - - -	48	
Predikant. - - -	45	
Adjutant. - -	50	
Regiments Chirurgien. - -	60	
Regiments Tambour. - -	20	
6. Pypers a 12. 5. - -	73.	10.
Provoost. - - -	39	
16. Personen.	1065.	10

Lyff-Compagnien.

1. Capitain. - - -	150	
Capitain Luytenant. - -	45	
Vaendrick. - - -	40	
3. Sergeanten à 24. - -	72	
3. Onder Officiers à 24. 10. -	73.	10
1. Chirurgien. - - -	20	
3. Corporals à 23. - -	69.	15
1. Schryver. - - -	12	
2. Tambours 14. 5. - - -	28.	10
71. Gemeene à 12. 5. - -	869.	15
3. Jongens à 8. - - -	24	
108. Hoofde.	1661	
Hier by het surplus	100	
	1761	
Importeert over 7. Compagnien.	7	
	12327	

Cava-

rie qui doivent être recrutées au premier jour; & qu'il est jugé necessaire que toutes ces Troupes de LL. SS. tant celles mentionnées dans la susdite Convention, que dans cet Article separé soient compris dans une même Capitulation; il a été plus expressément entre lesdits Contractans, après une communication prealable, avec sadite Majesté convenu & accordé, qu'à l'expiration de cette presente année courante leurs Hautes Puissances concerteront avec sadite Majesté, que lesdites quatre Compagnies de Cavallerie & sept Compagnies d'Infanterie puissent aussi être mises à la charge de l'Etat, soit par voye d'échange ou reforme d'autres Compagnies; Et afin que les susdites Troupes, pour prevenir tous inconveniens à l'égard du tems du payement, puissent être traitées d'une même maniere, leurs Hautes Puissances tâcheront de faire ensorte par leurs bons offices auprès de Sa Majesté Britannique, afin que lesdites Compagnies, qui sont à leur charge, soient avec celles de l'Etat payées de tems en tems, & que ladite Capitulation soit executée selon sa forme & teneur.

II. Leurs Hautes Puissances employeront derechef en tout tems en étant requis, tout devoir & instance à la Cour de Sa Majesté Imperiale, & par tout où cela pourra être efficace, afin que l'employ des sept Compagnies de LL. SS. au service de l'Etat, mentionnées dans l'Article precedent, & qui doivent être envoyées dans des Places de devers le Rhin, ne tourneront à aucun prejudice de LL. SS. Ainsi fait, &c.

Infanterie.

Etat Major.

1. *Colonel.* - - -	393.	15
1. *Lieutenant-Colonel.* - -	131.	5
Major. - - -	105	
Quartier-Maître du Regiment. -	100	
Auditeur. - - -	48	
Ministre. - - -	45	
Aide Major ou Ajutant. -	50	
Chirurgien Major. - -	60	
Tambour Major. - -	20	
6. *Fiffres à* 12. 5. - -	73.	10
Prevost. - - -	39	
16. *Personnes.*	1065.	10

Compagnies des Gardes.

1. *Capitaine.* - - -	150	
Capitaine Lieutenant. - -	45	
Enseigne. - - -	40	
3. *Sergeants à* 24. - -	72	
3. *Sous-Officiers à* 24. 10 -	73.	10
1. *Chirurgien.* - - -	20	
3. *Corporaux à* 23. - -	69.	15
1. *Escrivain.* - - -	12	
2. *Tambours* 14. 5. - -	28.	10
71. *Soldats à* 12. 5. - -	869.	15
3. *Garçons à* 8. - -	24	
108. *Têtes.*	1661	
Icy joint le surplus	100	
	1761	
Montant pour sept Compagnies.	7	
	12327	

Cava-

ANNO 1691.

Cavalerie.			Cavallerie.		
Staff.			Etat Major.		
1. Colonel.	393.	15	1. *Colonel.*	393.	15
1. Luytenant Colonel.	131.	5	1. *Lieutenant-Colonel.*	131.	5
1. Major.	105		1. *Major.*	105	
1. Regiments Quartiermeester.	100		1. *Quartier-Maître du Regiment.*	100	
1. Auditeur.		48	1. *Auditeur.*		48
1. Predicant.		45	1. *Ministre.*		45
1. Adjutant.		50	1. *Aide Major.*		50
1. Regiments Chirurgien.		60	1. *Chirurgien Major.*		60
1. Paucker.		30	1. *Timbalier.*		30
1. Prevooft.		40	1. *Prevost.*		40
10. Hoofden.		1003	10. *Têtes.*		1003

Lyff-Compagnien.		Compagnies des Gardes.	
1. Ritmeester.	400	1. *Capitaine.*	400
1. Capitain-Luytenant.	180	1. *Capitaine Lieutenant.*	180
1. Cornet.	145	1. *Cornette.*	145
1. Quartier-Meester.	70	1. *Quartier-Maître.*	70
3. Corperaels à 32.	96	3. *Caporaux à 32.*	96
1. Chirurgien.	35	1. *Chirurgien.*	35
2. Trompetters à 35.	70	2. *Trompettes à 35.*	70
1. Schryver.	28	1. *Ecrivain.*	28
52. Ruyters à 28.	1456	52. *Cavaliers à 28.*	1455
1. Smith.	28	1. *Maréchal.*	28
	2508		2508
Hier by het furplus op yder Compagnie	140	*Pour furplus icy pour chaque Compagnie.*	140
	2648		2648

CXXXVI.

15. Mai. *Declaration de leurs Hautes Puissances, les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *pour la Continuation du Subside promis à son Altesse Royale de* SAVOYE *le 10. Mai 1691. en la Ville de Haye.* [Copie Manuscrite & feure.]

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies à tous ceux qui ces prefentes verront, Salut. Comme par l'Article III. du Traité conclu à la Haye le 20. Octobre dernier il a été arrêté que Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne & nous, établissions & prometions à Son Altesse Royale le Duc de Savoye une assistance de trente mille écus par mois, à commencer du jour de la signature dudit Traité, à continuer durant six mois à venir, lequel Traité nous avons ratifié & confirmé; & ayans été requis par Sadite Altesse Royale de continuer ladite assistance jusques à la fin de la prefente Guerre; Nous avons declaré & declarons par ces prefentes que nous voulons fournir à Son Altesse Royale nôtre part de ladite assistance, c'est-à-dire dix mille écus par mois, & les ferons payer de trois mois en trois mois pendant tout le tems que la prefente Guerre durera & que de part & d'autre on continuera d'agir avec toutes fes forces felon le contenu dudit Traité contre l'ennemi commun, pour être employez ainsi que dans ledit Article troisiéme il est exprimé que la derniere moitié des six mois doit être employée, lequel payement en vertu du prefent Acte commencera dès le Jour de l'expiration des six mois fufdits.

En foi de quoi nous avons fait figner les prefentes par le Prefident de nôtre Assemblée & contrefigner par nôtre Greffier & y avons fait appofer nôtre cachet. Donné à la Haye le 10. Jour de Mai 1691.

Signé,

GYSB: CUPER.
(L.S.)

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux.

F. FAGEL.

CXXXVII.

Traité entre son Altesse Electorale de BRANDEBOURG, *& son Excellence le Marquis de* CASTANAGA, *Gouverneur Général du Païs-Bas Espagnol, pour la Continuation du Service de sept Bataillons Brandebourgeois. A Bruxelles le 15. de Mai 1691.* [Copie manufcrite tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye.] 15. Mai.

SA Majesté Britannique ayant fouhaité, & fait faire instance, afin que Sa Serenité Electorale de Brandebourg voulût, non feulement continuer ici les fept Bataillons d'Infanterie qu'elle y avoit laissé depuis la derniere Campagne, enfuite du Traité du 14. d'Octobre, mais encore y joindre deux mille Chevaux pour fervir pendant cet été; Sa Serenité Electorale, confiderant le préjudice qu'elle fouffriroit par la

ANNO 1691.

la separation de son Armée, & que les fraix extraordinaires, qu'elle feroit obligée de faire pour la subsistance de ses Troupes dans un Païs, où la monnoye est fort haute, & les vivres très-chers, feroient bien considerables, y avoit rencontré quelque sujet de difficulté: Néanmoins la bonne intention en laquelle elle est de contribuer tout ce qu'elle peut pour la conservation & défense de ces Païs, & son Excellence le Seigneur Marquis de Castanaga Gouverneur Général d'iceux pour Sa Majesté Catholique, ayant fait temoigner à Sadite Serenité Electorale, comme il souhaitoit de seconder les desirs & dispositions de Sa Majesté Britannique, Sadite Serenité avoit donné Pouvoir au Sieur de Diest Seigneur de Jessinga son Conseiller d'Etat & Privé pour en traiter; Suivant quoy Sadite Excellence au nom de Sa Majesté Catholique, a fait conclure les Points & Articles ci-après déclarez.

Sa Serenité Electorale fera rendre complets les sept Bataillons d'Infanterie qui sont dans ces Païs, pour faire ensemble le nombre de quatre mille neuf cens hommes, les Officiers y compris, étans pourtant convenu qu'au regard des deux Bataillons qui ont été à Mons pendant le siege, ils auront pour se recruter trois mois à compter du jour de la reddition d'icelle Ville.

Sa Serenité Electorale joindra à cette Infanterie trois Regiments de Cavallerie de vingt trois Compagnies, & un Regiment de Dragons de sept Compagnies, qui feront ensemble deux mille cinquante hommes à Cheval, les Officiers compris.

Ce Corps sera commandé par le Veldt-Maréchal Baron de Spaen, & Sa Serenité Electorale y fera joindre d'autres Officiers Généraux & une Artillerie convenable.

Le susdit Corps ne sera pas separé sans le consentement dudit Seigneur Général, lors qu'il sera mis en Campagne. Il fera pourtant le service à la disposition de Son Excellence, ou de celui qui commandera l'Armée en Chef, & si Son Excellence trouve convenir de laisser ou envoyer une partie dans les Garnisons, ledit Général ne fera pas dificulté d'y consentir, & en usera de telle maniere, que Son Excellence n'aura pas sujet de s'en plaindre, & concourrera en toutes affaires de Guerre avec ceux de Sa Majesté, selon que son plus grand service & celui de la Cause commune pourra requerir.

Qu'en consideration du benefice que Sa Serenité Electorale fait à ces Païs, & à la Cause commune, en laissant par deça lesdits sept Bataillons d'Infanterie & deux mille Chevaux, Son Excellence a bien voulu accorder, pour l'entretien desdites Troupes, la somme de trente six mille patacons, ou écus, monnoye de banque, (y compris l'Import du Traité du 7. de Sept. dernier) par mois, à commencer du 15. du mois de Mai courant, & ainsi continuer de mois à autre jusques au 15. de Novembre qui feront six mois.

Pour assûrance du payement de ladite somme, son Excellence donnera dès à present des Assignations sur le Baron de Suasso en Hollande, qui seront par lui acceptées, & payables au 10. de Juillet prochain, 10. d'Août, 10. de Sept. 10. d'Octob. 10. de Novembre, & 10. de Decembre ensuivans.

Que parmi ledit subside Son Excellence ne sera obligée de fournir aucun pain, ou autre chose, mais au regard du fourrage, Son Excellence le fera fournir sans le decompter en aucune maniere auxdites Troupes de Sa Serenité Electorale, comme à celles du Roi, lors que la Campagne n'en donnera pas; & quand la Campagne en fournira, elles se contenteront de fourrager de même que celles de Sa Majesté, & en cas que lesdites Troupes viennent à être mises dans quelques Villes, l'on devra leur donner le logement de même qu'à celles du Roi.

Lesdites Troupes seront obligées de tenir si bon ordre que l'on n'ait aucun sujet de s'en plaindre, tant dans les Villes qu'à la Campagne, & s'il arrivoit qu'elles fissent dommage, ou prissent plus que ce qui est convenu ci-dessus, Sa Serenité Electorale en fera decompter l'Import de leurs gages, & le paiera à Son Excellence en diminution de la somme promise par le Traité.

Sadite Excellence fera donner sur ce qui reste dû à Sadite Serenité Electorale des Traitez susdits des Assignations, chacune de trente cinq mille patacons, ou écus monnoye de banque, l'une à payer le 10. de ce mois de Mai, & l'autre le 10. de Juin prochain, & S. Excellence fera payer encore en quatre termes égaux, pendant les mois de Sept. Oct. Nov. & Decembre, la somme de vingt mille patacons, & pour assûrance de ce payement, l'on donnera les Assignations, ou fonds lors que la Ratification de S. A. E. sera delivrée; moyennant quoi tous les Arrerages, tant du Traité du 2. de Sept. que de celui du 14. Octobre 1690, demeureront éteints & acquitez jusques à ce jourd'hui datte de cette.

Par le present Traité celui du 14. d'Octob. viendra à cesser, mais celui du 1. Sept. ci-dessus demeurera en sa force & vigueur. Ainsi fait & accordé sous la Ratification de Sa Serenité Electorale (qui se delivrera dans trois semaines) le 15. de Mai 1691. en la Ville de Bruxelles.

CXXXVIII.

29. Mai. / 8. Juin.

Associations-Recess zwischen beeden Fränck- und Schwäbischen Creyßen / worinn sie in allem Nothfall einander treulich beyzustehen / und alle feindliche Anfallungen abzuwenden sich gegen einander verbinden. Datum Nürnberg den 29. May. / 8. Junii. 1691. [LUNIGS Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 346.]

C'est-à-dire,

Recès d'Association entre les deux Cercles de FRANCONIE *& de* SUABE, *par lequel ils se promettent une reciproque & fidelle Assistance, en tout cas de necessité, contre les injustes Aggressions de ceux qui pourroient les attaquer. A Nuremberg le* 29. Mai. / 8. Juin. 1691.

Zu wissen: Nachdeme zwischen denen beeden löblichen Fränck- und Schwäbischen Creyßen allschon vor guter Zeit die Veranlassung beschehen / bey ietzigen vorschwebenden höchstgefährlichen Conjuncturen unter sich eine nähere Intelligenz an- und fest zu stellen / und das in denen heilsamen Reichs-Satzungen und der Executions-Ordnung gegründete Reichs-Vinculum auf ein Special-Fœdus und Association, immassen es die mehr und mehr zunehmende feindliche Gefahr in alle Wege erfordert / zu extendiren / auch darauf ferners erfolget / daß nach vorherig zwischen beederseitigen Creyß-Versamblungen zu Nürenberg und Ulm gepflogenen Correspondenz von löblichen ermelten Schwäbischen Creises wegen / eine Gesandschafft auf hieher / in erstbesagte des heiligen Reichs-Stadt Nürnberg / zu dem auch löblich versamleten Fränckischen Convent, zu vornehm- und Stabilirung der Associations-Tractaten abgeordnet worden / daß man sich beederseits mit einander verglichen und obligirt. Und zwar soll

I. Jeder Creyß des anderen Nutzen und Wohlfart beförderen / die gemeinsame Interesse mutuo secundiren / und an deme nichts unterlassen / was zu verbindlicher Cultivirung dieser Conjunction dienet. Allerforderist aber solle man einander in allen Nothfällen treulichst beystehen und die feindliche Aggressiones communibus Consiliis & Auxiliis abzuwenden / und zurück zu treiben / eussersten Fleisses und Eifers trachten: Zu Assequirung dieser heilsamen Effecten nun erkläret man sich an Seiten der löblichen Creysen

II. Dahin / daß der löbliche Fränckische Creyß ohne Hinderniß des etwan apprehendirten bievorigen Allianz-Recessus, welchen Ihre Käyserliche Majestät / Anno 1689. mit Fürsten und Ständen des Fränckischen Creyses auf gewisse Zeit errichtet / dessen völlige Relaxation man allerunterthänigst erwartet / mit Accession der beeden Würtzburgischen Regimenter / welche gleicher gestalt ohne Hinderniß des mit Ihrer Käyserlichen Majestät den 15. Dec. 1688. errichteten Recessus, zu jetziger Conjunction und Association ohne Ausnahm destinirt bleiben / und durchaus / wie die übrige Fränckischen Creyß-Trouppen Winter und Sommer mit agiren / und diesem Associations-Recess in allem geleben werden / Neun tausend

ANNO 1691.

Mann an 7. Regimenter / als 4. zu Fuß / 1. Curassirer- und 2. Dragoner-Regimenter / worunter erstbesagte zwey Hoch-Fürstliche Würtzburgische Regimenter mit begriffen / der löbliche Schwäbische Creyß aber zehen tausend Mann an 9. Regimenteren / als benantlich 5. zu Fuß / 2. zu Pferd / und 2. Dragoner / zur gemeinen Hülff und Rettung / unter dem Commando der utrinque zugehörigen abgesonderten Generalität / sambt anderen requisitis Bellicis, an Regiments-Stücken / Artillerie, Leuthen / Munition, Compagnie-Wägen / Pferden und dergleichen ꝛc. stellen / und darinnen beederseits nichts manquiren lassen sollen. Und wie diese Creyß-Trouppen / so in Corpore, so viel sich thun läst / beysammen stehen und agiren werden / unter Ihrer Römischen Käyserlichen Majestät Ober-Direction, doch mit der Maaß militiren sollen / wie Art. 11. mit mehrer Expression verabredet / von Ihro Käyserlichen Majestät / auch dem löblichen Schwäbischen Creyß in Krafft des den 27. Jan. dieses lauffenden Jahrs errichteten Recessus bereits zugestanden werden; Also bleibet

III. Jedem löblichen Creyß über seine Völcker die eigene Justiz dergestalt bevor / daß jedoch was diesfals im Reichs-Abschied de Anno 1641. geordnet / ultro citroque beobachtet werde. Das Commando aber betreffend / so stehet man beederseits nicht an / daß mit vorbehalt des / was im 12ten Punct hierunter reservirt worden / Ihro Hochfürstlichen Durchleucht dem Herrn Marggrafen zu Brandenburg-Culmbach / der Römischen Käyserlichen Majestät bestellten General über die Cavallerie, und des Fränckischen Creyses mit-ausschreibenden Fürsten und Creyß-Obristen / als dermahlen ältisten Generalen bey beederseitigen Völckeren / wenn Seine Durchleucht sich bey den conjungirten Trouppen in hoher Persohn befinden / das forderste Commando, wenn aber Seine Durchleucht absent, und Ihre Hoch-Fürstliche Durchleucht der Herr Administrator zu Würtenberg / als gleichergestalt Käyserlicher General über die Cavallerie und mit Creyß-ausschreibender Fürst zugegen seynd (welche neben Ihro Hoch-Fürstliche Gnaden zu Costantz die Direction der Schwäbischen Creyß-Miliz ex communi Concluso Circuli, und nach der im hierunten folgenden 12ten § enthaltener Käyserlichen Declaration, das Mit-Commando haben) nach derselben gemachten Disposition Ihro Hoch-Fürstlichen Durchleucht dem Herrn Marggrafen zu Baaden-Durlach / als bestellten Käyserlichen und des Schwäbischen Creyses General-Feld-Marschall Lieutenanten solches Commando deferirt werde; Wegen des Rangs aber der subalternen Generalität wird die Kriegsmanirliche Competenz vorbehalten / also / daß nach dem Alter der erlangten Charge, wo das Commando die Herren General-Wachtmeisters / Obristen oder andere hohe commandirende Officiers in gleicher Charge treffen würde / der Rang vor sie und ihre Regimenter genommen werden solle / und so fort bey allen Chargen das Fundament auf das Seniorat gesetzet / und der Rang darnach reguliret werden solle; Und obwohl

IV. Man die beederseitige Verpflegungs-Ordonnanzien auf gleiche Weise und Conformität einzurichten vor gut angesehen / so hat sich jedoch dasselbe bey gegenwärtiger Enge der Zeit nicht fügen wollen / sonderen es ist die Sache biß auf weiteren Erfolg und mehrere Überlegung diesmahl ausgestellet worden. Und wie

V. Zu obverstandener weiterer Armatur die hauptsächliche Anlaß gegeben / daß zwar Ihre Käyserliche Majestät in dem Recess, so den 27. Januarii 1691. mit dem Schwäbischen Creyse aufgerichtet worden / die Bedeckung selbigen Creyses allergnädigst übernommen / die Mouvements von Orient aber und andere Conjuncturen so viel gezeiget / daß von denen / so in der Winter-Verpflegung gestanden / fast wenig in diesen Partibus verbleiben können / also / daß beede löbliche Creyse nicht allein zu ihrer eigenen Conservation, sonderen umb des gemeinen Wesens und des Vatterlandes Wohlfart willen sich so hoch angegriffen / und dahero versichert leben / daß bey solch der beeden Creysen pro omni virium extremitate erhöheter Armatur, die sie nicht nur vor jetzt in obverstandener Anzahl / sonderen auch fürters / so lang es die Noth erfordert / beständig zu unterhalten / und fortzuführen gemeinet / niemand seyn werde / der auf die künfftige Winter-Quartier / wenn schon eine mehrere Bedeckung vonnöthen / diesen beeden Creyssen etwas mehrers zumuthen werde / immassen Ratio ipsa und die selbst-redende Unmöglichkeit den ferneren neben den jetzigen Last zu tragen ausschliesset: Also hat man weiter veranlasset / an allerhöchstged. Ihre Käyserliche Majestät zu Erreichung dieses Ziels und Zwecks / ex gremio utriusque Circuli, nechstens eine Abordnung zu thun / und hierbey alle Gebührnüssen zu beobachten / zu dem Ende dan die beederseitige Gesandschafften mit einander vertraulich zu communiciren / Ihre Negotiationes unitis Consiliis anzustellen / und sich de reliquo miteinander so zu comportiren und zu verstehen hetten / wie es der associirten Creyse Nothdurfft und Wohlfarth erfordert / der allerunterthänigsten Hoffnung gelebend / allerhöchsternant Ihre Käyserliche Majestät um so ehender hierunter allergnädigst zu condescendiren geruhen werden / als diese beede löbliche Creysse auf den äussersten Grad, und wohl über Ihre abgeschwächte Kräffte / auch weit über dasjenige / was andere Reichs-Creysse dem publico zum besten der Zeit beygetragen / sich angegriffen / und die Winter-Quartier nicht eben allein auf Francken und Schwaben bleiben müssen / obschon die unglückliche Situation dero Gegend vor anderen mit der Postirung graviren; und demnach

ANNO 1691.

VI. Der Finis dieser Conjunction kein anderer seyn soll / dan sich in eine mutuelle Defensions-Positur zu stellen / und einander wider allen feindlichen Einbruch auf eine tapffere einmüthig- und Patriotische Weise hülfflich zu erscheinen; Als solle sie im übrigen auch keine andere Incommoda nach sich führen / gestalten zu Verhütung alles dessen die Abred auch dahin specialiter ergangen / daß die Miliz von beeden Theilen / so lang sie den Sommer durch im Feld stehet / forderist mit Brod und Haber / auch dem Monath-Geld / daraus sie sich die übrige Nothdurfft zu schaffen / ordentlich verpfleget / in Verbleibung dessen aber keine Ursach und Anlaß gegeben werden möchte / daß der Soldat aus dem Abmangel der nöthigen Lebens-Mittel bemüssigt werde / die Unterthanen und Landes-Ingesessene in diesem oder jenem Creiße zu belästigen / und damit schädliche Desordres vorgehen zu lassen.

Damit aber die Consumptibilien mit denen Quartieren und Postirung hiernechst nicht vertheuert und ersteigert / sonderen im billigen Preiß erhalten werden mögen / so versprechen allerseits Herrschafften dies und jenes Creysses / alles Fleisses daran zu seyn / damit die Vivres und Fourage gegen des anderen löblichen Creysses Angehörige nicht gesteigert / sonderen denen Frembden wie den Einheimischen in gleichem Anschlag und Preiß gegen richtiger Zahlung geliefert werden mögen; Wie dan zu mehrer Erreichung dessen der Fürsten und Ständen / oder auch der hohen Creyß-Generalität abgebende Päße für die Vivres und Fourage, so viel zu Conservation der Trouppen / an die Orth der Operationen oder die Postirung eigentlich bestellet / in beeden Creyssen respectiret / und solche Consumptions-Mittel (doch daß keine eigennützige Unterschleiffe mit unterlauffen / sonderen der Fürsten und Stände nothdürfftige Anstalten für die Ihrige allein darunter begriffen seyn) Zoll- und Mauthfrey passiret werden sollen.

VII. Ferner ist sich miteinander dahin verstanden worden / daß auf denen Marchen (welche vorhero zu zeitlicher Einrichtung der unveränderlich zu vollziehen habender Route, denen Interessirten Fürsten und Ständen jedesmahlen zu notificiren) gute Ordre gehalten / und so wohl von denen Unter-Officireren / vom Wachtmeister und Feldwebel anzurechnen / als den Gemeinen / Estappenmässig gelebet / und auf eine Mund-Portion täglich 2. Pf. Brod / 1. Pf. Fleisch 1. halb Maaß Wein oder 1. Maaß Bier / des Landes Arth nach / auf die Pferde-Portion aber 6. Pf. Haber / 8. Pf. Heu und eine Nothdurfft Streh zu folgen / und dagegen für die Mund-Portion 6. Krl. für die Pferd-Portion aber 5. Krl. und also zusammen 11. Krl. Rheinisch täglich bezahlt / was aber darüber genossen oder erzwungen wird / das solle im Landläufftigen Preiß gut gethan: Hingegen was von denen höheren Officireren bis auf den Fendrich und Cornet inclusivè genossen wird / gleichergestalt / dem rechten Werth nach / vergnüget werden / doch daß die Officiers auf Ihre Ordonnanz-mäßige Knecht und Pferdt gegen obige Zahlung der Estappen mit zugeniessen haben sollen.

Solte sich aber zeigen / daß von hohen oder niederen Officireren oder Gemeinen / Excess vorgehen / und gegen diese Disposition ein oder anderseits gehandelt / oder die Bezahl- und Ersetzung difficultirt / auch von denen commandirenden Officireren / auf angebrachte Klage / gleich nicht remedirt würde; So solle der befindliche Belauff auf vorhergehenden Beweiß von Commissariats-wegen gutgethan / und denen schuldigen Theilen so viel an Sold innen behalten und abgezogen werden. Und weil

VIII. Jedem dieser beeden löblichen Creyssen daran gelegen / wie es der künfftigen Winter-Postirung wegen gehal-

Anno 1691. gehalten werden solle / bey dem allerhöchsten Orth zeitlich zu penetriren / und communi studio sich der weiteren Præstationen / so neben so ansehnlicher Verfaß- und Verpflegung der Seinigen von Francken und Schwaben ohnmöglich weiter zu gewarten / andersher zu versicheren; Als soll dasselbe durch eben die Gesandschafft / deren oben Art. 5. gedacht worden / nicht alleine zeitlich negotiiret / sonderen auch aller anderer dienlichen Orthen / conjunctis animis & viribus dahin allaboriret / und / da sich was widriges erzeigte / hierunter zeitlich zusammen gethan / und communi studio der mehrere ohnedem ohnerträgliche Last abgewendet werden. Ergäbe sich dan

IX. Daß Sedes Belli sich in den Fränckischen Creyß ziehen / oder derselbe sonst vom Feind Noth und Anstoß leiden solte / so obligirt sich der Schwäbische Creyß Krafft dieses Associations-Recesses zu ebenmässiger Assistentz / und allen anderen præstandis activis und passivis, wie sich Fränckischen theils obligirt und verbindlich gemachet worden.

X. Was sonsten die auff das Tapis gebrachte Erinnerung wegen der beederseits eingesessenen Reichs-Ritterschafft concurrentz ad incolumitatem publicam, dan die bißherige exaction, irregulirte Marchen / Reichs-Abschiedungemässe Zumuthung und dergleichen Landverderbliche Dinge betreffen thut / da sollen beede associirte Theile neben geziemender Beobachtung des ersteren / die Abstellung bey Ihrer Käyserlichen Majestät und denen Reichs-Comitien nicht allein angelegentlich suchen / sonderen sich auch dagegen / zumahlen aber in solchen Vorfallenheiten kräfftiglich schützen / und Reparationem Damnorum mit einander suchen / wan Status contra Statum sich solcherley schädlicher / und wieder die Reichs-Constitutiones lauffender Conatuum gegen besseres Verhoffen weiter anmassen solten; So viel aber die Oesterreichische und andere in dem Schwäbischen Creyß angesessene Orth betrifft / behalten Fürsten und Stände des Schwäbischen Creyses ihre befugsame auch bey dieser weiteren Verfassung sich absonderlich bevor. Und gleichwie

XI. Des Ober-Commando modificirung / und dessen respectu beeder Creysen convenabler Einrichtung / bereits Art. 2. vorläuffig gedacht werden: Also hat man für gut angesehen / den Passum concernentem des vorallegirten mit dem Käyserlichen Hoff Schwäbischer Seits auffgerichteten Recessus §. 6. umb keine weitere Ambages und Weitläuffigkeit zu machen / hiehero von Wort zu Worten zu wiederhohlen / die also lauten:

„ Hingegen seynd Fürsten und Stände des allergehorsamsten Erbiethens / zu mehrer Sicherheit sothaner „ gemeinen Defension ihre auf den Beinen habende „ Creiß-Mannschafft in completen Stand noch ferners „ zu erhalten / und so wohl diesen Winter durch / nach „ gemachtem Concert, in der Postir- und Logirung stehen / als auch künfftigen Sommer wiederumb gegen „ den Feind operiren zu lassen / solchergestalt / daß zwar „ solche Trouppen auch veriest unter dem Commando „ der en chef commandirenden hohen Käyserlichen Generalität begriffen seyn / und dahero auff ihren jetzt „ assignirten Posten die Ordre zu empfangen haben; „ Wan aber Fürsten und Stände dieses Creyses / welche „ im übrigen sich die freye Disposition über ermeldte „ Trouppen vorbehalten / entweder bey einem Creyß-Convent, oder ausser demselben / die Herren Creyß-„ ausschreibende Fürsten auff ereignete Fälle für die mehrere Defension dieses Creyses und der etwan in besonderer Gefahr stehenden Stände dero Creyß-Generalität / oder dem Commendanten solcher Regimenter / „ Special-Ordres ertheilen würden / dieselbe darwider „ nicht aufgehalten / sonderen ihnen / solcher Creyß-Ordre „ völlig zugeleben / verstattet / und weder gantz noch zum „ Theil auff auswärtige Posten / ohne Consens der Herren Creyßausschreibenden Fürsten / oder der zu dem „ Ende gnungsam bevollmächtigter Räthe / commandirt „ werden sollen.

XII. Quoad Terminum, und wie lange diese Association dauren solle / hat man sich letztlich beederseitig damit auf ein Jahr lang verbunden / und die Extension auff den weiteren Erfolg / und beeder associirender Theil künfftighin ferner weites Belieben und Gutbefinden / dan auff der beeden Creysen Fürsten und Ständen folgende Ratification, welche man beederseits zu beförderen trachten wird / ausgestellet.

Zu mehrer Uhrkund alles dessen ist gegenwärtiger Recess mutuo Consensu zu Papier gebracht / von denen 4. Bäncken des Fränckischen Creyses eines: anderen Theils aber von denen Schwäbischen Creyß-Gesandten vollenzogen und jedem Theil ein Exemplar zugestellet worden. Signatum Nürnberg den 29. May (8. Junii) 1691. Anno 1691.

CXXXIX.

Traité entre Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, & S.E. le Marquis de* GASTANAGA *Gouverneur Général du Païs-Bas Espagnol pour les Contributions. Fait à Bruxelles le 26. Juin 1691.* 26. Juin.
[Copie Manuscrite & authentique, tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye du tems du Roi CHARLES II.]

NOUS Don Francisco Antonio de Agurto Marquis de Gastanaga, Chevalier de l'Ordre d'Alcantara, Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général des Païs-Bas, &c. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme le Traité fait le vingt quatriéme d'Octobre mille six cens quatre vingt neuf entre les Deputez du Roi nôtre Sire d'une part, & les Commissaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies d'autre, à l'égard des Contributions qui se tirent de la France à l'occasion de la presente Guerre, étant venu à cesser par l'expiration du Terme; il a été fait à Bruxelles un nouvel Accord au sujet des Contributions susdites dont la teneur s'ensuit.

Le Traité fait le 24. d'Octobre 1689. entre les Deputez de Sa Majesté d'une part & ceux des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies d'autre, à l'égard des Contributions qui se tirent de la France à l'occasion de la presente Guerre, étant venu à cesser par l'expiration du Terme, l'on est convenu par nouvel Accord des Points & Articles suivans.

I. Les Contributions seront demandées par des Envois depêchez au nom de Sa Majesté, & des Etats suivant le Formulaire inseré à la fin de ce Traité.

II. Les Seigneurs Etats Généraux pourront établir en chaque Comptoir une personne de leur part, pour regir ladite Contribution, signer les Envois ou Mandemens & les Quittances, ensemble regler les exécutions conjointement avec les Intendans & Receveurs de la part de Sa Majesté, & recevoir les respectives quottes de ladite Contribution qui se partagera à mesure que les Contribuables la payeront.

III. Les Commis qui seront établis par les Etats pour intervenir en chaque Comptoir, soit que l'on les qualifie Intendans ou autrement, auront en la direction & maniement de la Contribution la même Autorité & Pouvoir que ceux de Sa Majesté, & seront exempts de logement, guet & gardes, & jouïront des mêmes Privileges dont jouïront ceux de Sa Majesté à Titre des Receveurs des Contributions.

IV. L'une des Parties ne pourra accorder des exemptions ni moderer les taxes imposées au préjudice de l'autre, ni recevoir sa quote separément, & si le cas arrivoit, la Partie qui se trouvera grevée, pourra exécuter les contribuables, pour en tirer son desinteressément, & même pourra faire exécuter en son particulier le Receveur qui aura reçû la part de l'autre.

V. Les Comptoirs seront établis à Nieupoort, Gand, Ath, Namur, & Mastricht.

VI. Bien entendu qu'à Mastricht on ne recevra que les Contributions de toutes les Terres ennemies qui sont situées audelà de la Meuse, aussi loin qu'on les pourra étendre de ce côté-là, & le Receveur s'y pourra faire payer ce qui reste dû de ces Contributions au delà de la Meuse; & toutes les autres Contributions en deçà de la Meuse qui ont été exigées ou payées à Mastricht, seront exigées & payées à Namur, où l'on recevra aussi les arrerages de tous les Païs en deçà de la Meuse.

VII. De toutes lesdites Contributions Sa Majesté profitera deux tiers, & les Seigneurs Etats Généraux l'autre tiers.

VIII. Mais il a été stipulé expressément que comme lesdits Seigneurs Etats Généraux jouïssoient de la moitié de ce qui se recevoit au Comptoir de Mastricht, ils jouïront pareillement dans le Comptoir de Namur de la même proportion pour autant que portoit ledit Comptoir de Mastricht, & afin d'éviter les difficultez de la liquidation de cet Import, l'on le tient fixe à la somme de quatre vingt mille florins.

ANNO 1691.

IX. Si toutefois dans la suite l'on trouvoit, que par prise de Place, étendue de Contribution, ou autrement, il y auroit plus de facilité ou avantage d'exiger & recevoir tout le revenu dans la Ville de Mastricht, le Comptoir y sera rétabli sur le même pied & conditions portées par les Articles 2. & 3. de la Convention du 24. d'Octobre de l'année mille six cens quatre vingt neuf.

X. Le present Traité sera pour le terme d'un an, à commencer du jour de l'expiration du précedent.

XI. La Châtellenie de Courtrai occupée par la France depuis cette Guerre, & les parties de la Province d'Hainaut, comme la Prevôté de Mons, & autres dont les François prendroient possession dans ladite Province depuis la perte de la Ville Capitale, ne seront pas comprises au present Traité; mais demeureront comme auparavant à Sa Majesté pour en tirer par elle les aides & subsides ou quotisations, sans que les Seigneurs Etats y puissent prétendre aucune part pour le terme que durera le present Traité, sans préjudice néanmoins desdits Seigneurs Etats Généraux, & sans conséquence pour l'avenir après l'expiration d'icelui.

XII. Tous les Mandemens extraordinaires que l'on fait par Represaille, Contre-represaille ou autre voie pour le desinteressement des exactions ou retorsions que l'Ennemi pourroit faire au dessus des Contributions ordinaires qui se font par un seul Envoi pour chaque année, qui commence au mois d'Avril ou de Mai, seront profitez par ceux à la charge de qui lesdits Envois extraordinaires auront été faits.

XIII. L'on se donnera toute l'assistance requise des Troupes pour l'établissement, la levée & l'execution desdites Contributions.

XIV. Les frais qui resulteront de la levée, recepte & execution desdites Contributions viendront à la charge des Parties contractantes, à proportion de la quote que chacun profite.

XV. Les Sauvegardes qui se donneront aux habitans des lieux qui payeront ladite Contribution, seront signées & respectées de part & d'autre, & le profit qui en resultera sera partagé à la même proportion que l'Envoi principal comme aussi le sol par livre.

XVI. Chacune des Parties pourra regler les gages de ses Officiers, & à cet effet tirera de chaque Comptoir la somme de deux mille & cinq cens florins.

XVII. La liquidation des Arrerages de la Contribution depuis le Traité du 24. d'Octobre 1689. sera faite promptement & le *Boni* satisfait en argent ou assignation sur la Contribution à recevoir, ensuite du present Traité.

XVIII. Les Envois que l'une ou l'autre des Parties pourroit avoir fait pour le payement de cette Contribution seront revoquez incessamment, & s'il en a été reçû, ou s'en recevoit encore quelque chose, il sera rapporté dans la masse de cette année. Fait à Bruxelles le seiziéme de Juin mil six cens nonante un, sous Ratification de part & d'autre, qui se délivrera reciproquement endeans trois semaines, & cependant le Traité sortira son effet.

ANNO 1691.

S'ensuit le Formulaire selon lequel seront depêchez les Envois.

Messire Charles Gaillard Conseiller & Commis des Domaines & Finances du Roi & Intendant de la Province de Namur, & Theodore Van den Heuvel Commis de la part des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas à la direction des Contributions au departement de Namur: Il est ordonné aux habitans de. . . . . . de payer dans le terme de. . . . . entre les mains des Receveurs des Contributions Joseph Germain & Abraham Niset la somme de. . . . . à quoi ils ont été taxez pour cette année, prenant Quittance desdits respectifs Receveurs, à peine de nullité de leur payement, & d'y être contraints par les rigueurs de la Guerre. Fait à Namur le. . . . . .

Ces Envois seront signez par l'Intendant du Roi & par le Commis ou Intendant des Etats.

En foi de quoi nous soussignez Deputez & autorisez à cet effet tant de la part de Sa Majesté Catholique que de Leurs Hautes Puissances, respectivement, avons signé ce Traité, & y avons apposé les cachets ordinaires de nos Armes.

TIRIMONT (L.S.)

E. DE WEEDE. (L.S.)

F. HULFT. (L.S.)

Après avoir fait examiner le Traité ci-dessus fait entre les Commissaires denommez de part & d'autre, & eu sur son contenu les avis qu'il convient, l'avons agréé & ratifié, comme nous l'agréons & ratifions par cette selon sa forme & teneur. En foi de quoi nous avons signé cette, & y fait apposer le cachet secret de Sa Majesté. Au Camp de Gemblours le sixiéme de Juillet 1691.

Etoit signé,

EL MARQUES DE GASTANAGA.

Plus-bas estoit écrit.

Par Ordonnance de Son Excellence.

Contre-signé,

LOUIS

ANTOINE DE CLARIS.

Pour Copie de l'Original

J. B. VANDORP.

CXL.

$\frac{11}{21}$. Juin. L'ANGLETERRE, LE DANEMARC, ET LA HOLLANDE.

Provisioneel Tractaet tusschen Zyne Koninglyke Majesteyt van Groot Britannien WILLEM DE III. *En Zyne Koninglyke Majesteyt van Denemarcken* CHRISTIAN DE V. *als ook de Heeren Staten Generaal der* VEREENIGDE PROVINTIEN *wegens de Navigatie, Coophandel hunner Onderdanen enz. Gesloten tot* Coppenhagen $\frac{11}{21}$. *Junii* 1691. [Sur une Feuille volante imprimée, partie en Hollandois, & en Allemand, avec des Traductions Françoises, partie en Latin.]

Naer

CXL.

Traité provisionnel entre GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, CHRISTIAN V. Roi de Dannemarc, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-bas, touchant la Navigation & le Commerce de leurs Sujets, soit en France, soit ailleurs. Fait à Coppenhague le $\frac{11}{21}$. Juin 1691. *Avec* SIX ARTICLES d'Amplification, & d'Explication sur une Declaration ou Ordonnance du Roi de Dannemarc touchant la Navigation & le Commerce de ses Sujets en France. A Coppenhague le . . . Decemb. 1691. S'ensuit l'ORDONNANCE même du 19. Mai 1691. Comme aussi la Formule des Serments que devront faire les Proprietaires des Vaisseaux, & des Marchandises, & les Maistres des Navires ; la Formule des Passeports, & la Specification des Marchandises de Contrebande.

$\frac{11}{21}$. Juin. L'ANGLETERRE, LE DANEMARC, ET LA HOLLANDE.

Comme

ANNO 1691.

NAer dien Sijne Koninglijcke Majesteyt van Denemarcken goedtgevonden heeft een Declaratoir of Ordonnantie te doen emaneren, waer na sijne Onderdanen omtrent de Vaert, ende het drijven van hare Commercie op Vranckrijck, haer sullen moeten reguleren en gedragen; ende het selve door Sijnen Extraordinaris Envoyé den Heer Lenthe aen haer Hoog Mogende is overgegeven, omme te konnen dienen in plaetse van eene Conventie, over de selve Vaert en Commercie tusschen hare Koninghlijcke Majesteyten van Denemarcken en Engelandt, mitsgaders haer Hoog Mogende te maecken; Soo is op 't goedtvinden van hooghstgedachte Heeren, tusschen derselver Ministers verstaen en geaccordeert, dat het voorsz. Declaratoir of Ordonnantie, tot voorkomingh van alle disputen, die naemaels daer uyt souden konnen ontstaen, sal werden geëlucideert en geamplieert met de ses navolgenden Poincten.

I. DAt voor het toekomende de Onderdanen van Syne Koninghlijcke Majesteyt van Engelandt en haer Hoog Mogende trafiquerende en varende op de Rijcken en Landen van den Koning van Denemarcken en Noorwegen, of door den Orizond in de Oost-Zee, geene Schepen, Goederen en Effecten over gepretendeerde, of by vervolg van tydt tot tydt te pretenderen schade, niet sullen mogen werden aengehouden, gearresteert of jegens deselve eenige represaille verleend, ten zy alvoorens geobserveert werden de formaliteyten, breder gemelt in 't 4. Art. van 't Tractaet de Marine, tusschen Syne Koninglijcke Majesteyt van Sweden, en den Staet der Vereenigde Nederlanden den 12. October 1679. tot Nymegen gemaeckt en gesloten *& sic vice versa* in het regard van de Onderdanen van Syne Koninglijcke Majesteyt van Denemarcken, in de Rijcken van Sijne Majesteyt van Groot Britannien, ende de Vereenigde Nederlanden.

II. Dat verder het voorsz. te doene Declaratoir of Ordonnantie van hooghstgedachte Majesteyt van Denemarcken sal werden geamplieert met de specificatie van Waren van Contrabande, dewijle deselve in geene voorgaande Tractaten tusschen Syne Majesteyt en haar Hoog Mogende opgericht, werd gevonden, en van de Deensche zyde gesustineert, dat desen Art. tot een te maacken Commercie-Tractaat behoort, soo heeft immiddels hooghstgedachte Majesteyt wel willen verklaren, dat het 13. Art. des Projects van de Deensche zyde voor heenen overgegeven, sal werden geobserveert voor den tydt van acht a negen maanden, in 't vertrouwen, dat middelertydt het voorsz. Commercie-Tractaat tot syne perfectie sal gebracht werden.

III. Dat in de Deensche Schepen geene Vyandlijcke Goederen sullen werden geladen, en die van d'eene Fransche Haven op de andere getransporteert of vervoert, maar geobligeert zijn, hunne Lading ingenomen hebbende, in dier voegen van de Steden en Plaatsen, resorterende onder het gebiedt van Syne Majesteyt van Denemarcken, heen en weder sullen mogen varen, op soodanigen wyse als by Syne Majesteyt van Zweden, voor desen aen haar Hoog Mogende is aangeboden, en alsoo de voorsz. aanbiedingh tot noch toe niet bekent is, soo heeft Syne Majesteyt in 't voorsz Articul wel willen consenteren *ad interim, ut supra*, voor den tydt van acht a negen maanden; soo nochtans, dat daar door geen prejuditie aan de Vaart van Syne Onderdanen op Neutrale plaatsen werdt gegeven.

IV. Dat de Deensche Schepen ontmoet werdende van d'Engelsche en Nederlandsche Oorlogh-schepen en Commissie-Vaarders, 't zy op de Kusten, of in volle Zee, geobserveert sal werden het 20. Articul van 't voorsz. Tractaat de Marine, tusschen de Kroon Zweden, en den Staat der Vereenighde Nederlanden opgerecht, en daar na men sich *verbo tenus* ten wederzyden sal reguleren.

V. Alsoo tot conservatie van eene goede Harmonie tusschen Hare Majesteyten van Denemarcken en Engeland, mitsgaders haar Hoog Mogende hooghnodigh is, dat alle lorrendrayereyen en fraudes, die veeltyds werden gepleeght door naturalisatie, of het nemen van Burger-brieven, by de Onderdanen van hooghstgedachte Heeren Principalen, tot groote prejuditie van de Negotie, so heeft Syne Majesteyt van Denemarcken geresolveert, dat van nu voortaen een Or-

COmme Sa Majesté le Roi de Danemarc a trouvé bon de donner une Declaration ou Ordonnance, selon laquelle ses Sujets auront à se regler & conduire à l'égard de la Navigation & de leur Commerce en France, & qu'il l'a fait donner à leurs Hautes Puissances par le Sieur Lenthe son Envoyé Extraordinaire pour servir & tenir lieu d'une Convention à l'égard desdites Navigation & Commerce d'entre leurs Majestés de Danemarc & d'Angleterre & Leurs Hautes Puissances; il a été accordé & entendu entre les Ministres desdits Seigneurs & sous leur Approbation, que lesdites Declaration & Ordonnance, pour prevenir toutes disputes qui en pourroient naître à l'avenir, seront éclaircies & amplifiées par les six Points suivants.

I. QUe pour l'avenir les Sujets de Sa Majesté le Roy d'Angleterre & de Leurs Hautes Puissances trafiquants & navigeans dans les Royaumes & Païs du Roy de Dannemarc & Norwegue ou par le Sond dans la Mer d'Est, non plus que leurs Vaisseaux, Marchandises & Effects ne pourront pas être retenus, arrêtez ni represailles être accordez contre eux pour Dommages pretendus ou qui dans la suite & de tems en tems pourroient l'être, à moins qu'au préalable ne soient observées les formalitez plus amplement mentionnées par l'Art. quatrième du Traité de Marine fait & conclu à Nimégue le 12. Octobre 1679. entre Sa Majesté le Roi de Suede, & l'Etat des Provinces-Unies des Païs-Bas, & ainsi viceversa à l'égard des Sujets de Sa Majesté le Roi de Danemarc dans les Etats de Sa Majesté de la Grand' Bretagne & des Provinces-Unies.

II. Que de plus la susdite Declaration ou Ordonnance à faire par la Susdite Majesté de Dannemarc sera amplifiée par la Specification des Marchandises de contrebande, parce qu'elle ne se trouve dans aucuns des précedens Traitez faits entre Sa Majesté, & Leurs Hautes Puissances, & qu'il est soûtenu de la part des Danois, que cet Article regarde un Traité de Commerce, c'est pourquoi sa Susdite Majesté a bien voulu declarer, que le 13. Article du Projet fourni ci-devant de la part des Danois sera observé pour le tems de huit à neuf mois, dans la confiance que cependant le susdit Traité de Commerce sera amené à sa perfection.

III. Que dans les Vaisseaux Danois il ne sera trouvé aucune Marchandise ennemie, & sera transportée des Havres de France en d'autres, mais seront obligés, leur cargaison étant faite, de les conduire des Villes & Places ressortissantes sous la Domination de Sa Majesté de Dannemarc allant & revenant, en la maniere qu'il a cy-devant été offert à leurs Hautes Puissances par Sa Majesté de Suede, & comme la susdite offre n'a pas été connuë jusques à present, Sa Majesté a bien voulu consentir au susdit Article ad interim ùt suprà, *pour le tems de huit à neuf mois, ensorte neanmoins que par là il ne sera fait aucun préjudice à la Navigation de ses Sujets pour les Places Neutres.*

IV. Que les Vaisseaux Danois étant rencontrez par les Vaisseaux de Guerre & Armateurs Anglois, soit sur les Côtes ou en pleine Mer, sera observé l'Article 20. du susdit Traitté de Marine; d'entre la Couronne de Suede & les Etats des Provinces-Unies des Païs-Bas & l'on s'y reglera mot pour mot.

V. Comme pour la conservation d'une bonne Harmonie entre leurs Majestez de Dannemarc & d'Angleterre, ensemble leurs Hautes Puissances, il est tres-necessaire que toutes les supercheries & fraudes qui souvent sont commises par les Sujets desdits Seigneurs Principaux par la naturalisation, ou obtention de Lettres de Bourgeoisie, au grand prejudice du Negoce; Sa Majesté de Dannemarc a resolu que dès-à-present pour

Anno 1691.

Ordonnantie sal doen emaneren, daar by alle Beampten en Overheden sal werden geinjungeert, soo wanneer enige vreemde versoecken genaturaliseert, en met Burger-Brieven begunstigt te werden, sig alvoorens deselve te verleenen, haar by Eede sullen reserveren, datse ten weynighsten tien jaren aan den anderen met hunne Familie in desselfs Rijcken en Landen haar Domicilium sullen blyven houden, gelijck het Syne Majesteyt van Groot Britannien, en haar Hoogh Mogende oock vry staat hare Onderdanen by hun vertreck uyt der selver Rijcken en Landen soodanig te obligeren, als Sy tot voorkominge van alle lorrendrayery en fraudes sullen vinden te behooren.

VI. Syne Majesteyt verobligeert sich by desen aan den Koning van Groot Brittannien, en aan haar Hoog Mogende, dat geene Kaperyen, of het weghnemen van eenige Schepen op Syne Stroomen, langhs Syne Kusten, of in Syne Baeyen en Havenen, aan wie het oock zyn mach, sal toe staan; maar de selve *de facto* trachten te beschermen en defenderen, veel weyniger, dat soodanige op Syne Stroomen genomen Schepen, in Sijne Havens, of op Syne Reeden sullen werden geadmitteert of geprotegeert; maar in sulcken geval besorgen, dat, die aldaar opgebracht, sullen werden gearresteert, ende de Contraventeurs van dese Syne ordre gedetineert, ter tydt toe, sy aan hoogstgedachte Majesteyt, over den schimp hem aangedaan, satisfactie sullen hebben gegeven, ende de opgebrachte Schepen aan de Eygenaars kosteloos en schadeloos aanstondts gerestitueert. Aldus gedaen tot Coppenhagen den 12/22 Junii, 1691.

pour l'avenir il sera émaner une Ordonnance par laquelle il sera enjoint à tous Officiers & Superieurs, que lors qu'un Etranger demandera d'être naturalisé & d'être pourvû de Lettres de Bourgeoisie, ils lui feront, auparavant de les accorder, preter serment qu'il demeurera & tiendra son Domicile au moins dix ans dans lesdits Royaumes & Païs avec sa Famille; comme il est libre à Sa Majesté de la Grand' Bretagne, & à leurs Hautes Puissances d'obliger leurs Sujets, à leur sortie de leurs Etats & Païs, à ce qu'ils jugeront convenir, pour prevenir toute fraude & supercherie.

VI. Sa Majesté s'oblige par ces presentes envers le Roi de la Grand' Bretagne & Leurs Hautes Puissances de ne permettre le long de ses Côtes ou dans ses Bayes, Havres ou Rivieres aucune piraterie ou enlevement d'aucuns Vaisseaux à qui que ce soit, mais deffendra & protegera les Vaisseaux qui pourroient être attaquez; bien moins permettra-t-il que tels Vaisseaux pris dans ses Rivieres soient admis dans ses Havres & Rades, ni qu'ils y soient protegez; mais en ce cas aura soin que l'on arrête ceux qui y seront amenez, & que les contrevenans à cette sienne Ordonnance, soient detenus jusques à ce qu'ils ayent donné satisfaction à Sa Majesté, & que les Vaisseaux qui auront été emmenez soient aussi-tost rendus sans frais indemnisez aux Proprietaires d'iceux. Ainsi fait à Coppenhague le 12/22 Juin 1691.

Wir Untergeschriebene verobligiren Uns hiemit im Nahmen und auff Ordre Ihro Königlichen Majestät / dass was in dero Nahmen hierin versprochen werden / heilig exequiret werden soll: Jedoch mit der Condition, dass dem ersten und vierten Articul abseiten Ihrer Königlichen Majestät von Engelland und der Staten General reciprocè gebührend nachgelebet werde.

(L.S.)

C. G. Z. Reventlow. J. Juel. T. B. V. Jessen.

Nous soussignez nous obligeons par ces presentes au nom & par Ordre de Sa Majesté que ce qui est cy-dessus promis sera saintement executé; mais neanmoins avec cette Condition que les premier & quatriéme Articles seront reciproquement executez par le Roi d'Angleterre & les Etats Generaux.

Signé,

C.G.Z. Reventlow. J. Juell. T.B.V. Jessen.

Wy ondergeschreven gesien en geexamineert hebbende de Articulen, hier boven uytgedruckt, en hoedanigh Syne Koninghlijcke Majesteyt van Denemarcken belooft deselve heyliglijck te sullen naerkomen, versprecken als vooren, dat de Heeren onse Principalen den eersten en vierden Articul, conform den vierden en twintigsten Articul, in het Tractaet met Sweden gemaeckt, mede heylighlijck sullen naerkomen en doen observeren.

Was geteeckent,

R. Moleswort.
Godert, Baron van Reede,
Vryheer tot Amerongen.

Nous soussignez ayant vû & examiné les Articles exprimez cy-dessus, & comment Sa Majesté le Roy de Danemarc promet de les observer saintement, promettons comme dessus, que nos Seigneurs Principaux observeront & feront saintement observer les premier & quatriéme Articles, conformement aux quatriéme & vingtiéme Articles du Traité de Suede.

Etoit signé,

R. Moleswort,
Godert Baron de Reede et d'Amerongue.

Articles d'Amplification & Explication.

Quandoquidem Dominus *Godardus* Liber Baro de Reede & in Amerongen, Ordinis Elephantici Eques auratus, Celsit. ac Praep. D. Ordinum Gen. Uniti Belgii Ablegatus Extraord. ad Sereniss. & Potentiss. Daniæ & Norvegiæ Regem, & post subsecutum ejus obitum ex speciali Mandato Dominus *Wilhelmus de Haren*, Dicasterii Biltani in Frisiis Præfectus, ad Comitia ejusdem Provinciæ ex Nobilium Ordine conscriptus & Octovir, Academiæ Franequeranæ Curator, è medio Consessus dictorum Dominorum Ordinum Generalium itidem Ablegatus Extraordinarius, quosdam supradictæ Conventionis Articulos elucidari & amplificari desideraverint. Nos infra nominati Serenissimi & Potentissimi Regis Daniæ Ministri & Commissarii, plena hunc in finem Autoritate muniti, in sequentes consensimus elucidationes, ita ut cum ante exhibitas & permutatas prædictæ Conventionis Ratificationum Tabulas, perfectæ & signatæ fuerint, eandem cum ipsis jam memoratæ Conventionis Articulis vim & virtutem habeant.

I. Quod Edictum seu Declaratorium ab altememorato Serenissimo & Potentissimo Rege Daniæ & Norvegiæ, die 19. mensis Maji præteriti datum, cujus

ANNO 1691.

cujus mentio fit in 2. supradictæ Conventionis Articulo, hisce Præsentibus, sub finem totidem verbis adjiciatur, & ne quispiam ex prædicti Regis Subditis ignorantiam istius prætendere possit, intra spatium 20. dierum Magistratibus cujusvis Loci per Mandatum speciale significetur.

II. Quod idem Edictum seu Declaratorium cum enumeratione Mercium prohibitarum vulgò *de Contrebande*, amplificetur, prout istæ in Art. 13. cujusdam exempli Tractatus ante hac à Serenissimis Regis Daniæ & Norvegiæ Ministris exhibiti, recensentur, addita insuper Pice liquida, vulgò *Teer*, quæ dictis Mercibus *de Contrebande* annumerabitur.

III. Quemadmodum in dictæ Conventionis Art. 3. conventum est, quod Navibus ad Serenissimi & Potentissimi Daniæ & Norvegiæ Regis Subditos pertinentibus, non liceat Merces ullas Serenissimi & Potentissimi Regis Magnæ Brittanniæ, aut Cel. & Præp. Ordinum Generalium Uniti Belgii Hostibus proprias, ex uno Portu Gallico in alium vehere & transferre: hisce Præsentibus insuper declaratur, dicti Art. verum & genuinum sensum esse, quod Navibus prædictis, nisi Mercibus omnis generis plane vacuæ fuerint, nequaquam licitum erit, ex uno Portu Gallico in alium navigare & transire, nisi eveniat ut integrum Navium istarum Onus in uno Portu divendi non possit, quo casu illis liberum erit, quod de Onere hoc superest, divendendum in alium Portum transvehere & transportare.

IV. Quod dicti 3. Art. sensus ulterior sit, ut Naves Subditorum Serenissimi & Potentissimi Regis Daniæ & Norvegiæ in Galliam navigaturæ, in Portubus Jurisdictioni Imperii Romani aut Partium Bello præsenti implicitarum, subjectis, non onerentur, sed ex Portubus Serenissimi Regis Daniæ & Norvegiæ extra Imperium, aut etiam Mari Baltico recta versus Portum destinatum in Gallia vela facere & cursum prosequi, indeque recta etiam via reverti teneantur, nec eundo vel redeundo ad Partium dictarum oras appellere, ibidem morari, earumque Portus ingredi ullo modo licebit, nisi vi tempestatis manifesta ad id fuerint coactæ, & in hoc casu, sicut Merces in Galliam vehendas ibidem non onerare, ita nec è Gallia advectas ibidem exonerare poterunt, salvo semper Serenissimi & Potentissimi Regis Daniæ & Norvegiæ Subditorum non solum in Mari Baltico, verum etiam aliis Locis Bello præsenti non implicitis Commercio; & sicut in hujus Commercii, ita quoque in Avocatoriorum Imperialium præjudicium nihil prorsus hisce præsentibus conventum esse, ubique intelligendum est.

V. Quod Sacramentum quo obstringentur dicti Serenissimi Daniæ & Norvegiæ Regis Subditi, nec non ejusdem Literæ Salvi conductus optima & maxime perspicua forma concipiantur, ita ut dolis omnibus & æquivocationibus, vero & genuino hujus Conventionis sensui contrariis, obviam eatur, & talis Juramenti prædicti forma per omnes Ditiones Serenissimi Regis Daniæ & Norvegiæ in universum observetur.

VI. Quod nullo modo Navibus Bellicis, aut aliis ad prædam instructis Hostium, Serenissimi & Potentissimi Regis Magnæ Brittanniæ & Cels. ac Præp. Ordinum Generalium Uniti Belgii licitum erit, Naves ad eorum Subditos pertinentes intra prospectum Terrarum Serenissimi Regis Daniæ & Norvegiæ, multò minùs in Ipsius Æstuariis, Portubus aut Fluviis, nec in pleno Mari quidem, si dictæ Naves ad Portus Serenissimi Regis Daniæ & Norvegiæ destinatæ fuerint, aut ex iis revertantur, capere, aut ullo modo molestare aut adoriri, easve, quomodocunque captas, earumve Merces in dicti Serenissimi Regis Portubus in totum aut ex parte divendere; & si dictæ Naves Bellicæ Navem quamcunque Nautis suis destitutam, in dictos Portus adduxerint, Serenissimi Regis Daniæ & Norvegiæ ibidem constituti Officiales eandem statim occupare, & una cum Mercibus Navi impositis (quæ integræ servabuntur) legitimis Proprietariis quamprimum restituere tenebuntur, neque unquam dictis Navibus Bellicis, aut aliis ad prædam instructis, fas esto, è dictis Serenissimi Regis Daniæ & Norvegiæ Portubus vela solvere, postquam Navis aliqua aut Navium Classis ad Serenissimi Regis Magnæ Britanniæ aut Cel. & Præp. Ordinum Generalium Uniti Belgii Subditos pertinens exinde sese Mari commiserit, nisi 24. horis prius elapsis, neque etiam anchoras tollere, aut scaphas emittere ad Naves Mercatorias Subditorum Serenissimi Regis Magnæ Britanniæ & Ordinum Generalium Uniti Belgii, quas venientes, exeuntes aut prætervehentes conspexerint, prosequendas, capiendas aut spoliandas.

VII. Quod omnes supradictæ Conventionis Art. nec non Elucidationes & Amplificationes eorum, ejusdem durationis erunt, & æqualis (quoad tempus) vigoris existimentur. In quorum omnium fidem supradicti Serenissimi ac Potentissimi Regis Daniæ & Norvegiæ Ministri & Commissarii hos Articulos manibus Sigillisque suis muniverunt ac firmarunt. Quod factum Hafniæ die . . Decemb. 1691.

GULDENLOW. (L.S.) C. G. REVENTLOW. (L.S.)
J. JUELL. (L.S.) T. B. JESSEN. (L.S.

Sequitur Edictum seu Declaratorium, de quo in Art. 1. Elucidationum mentio fit.

Christian der Fünffte von Gottes Gnaden König zu Dennemarcken / Norwegen / rc. Als Wir mit der Cron Engeland und den Staten der Vereinigten Niederlanden / eine Zeithero Handlung und Tractaten pflegen lassen / wie denen Plackereyen und Unterschleifen hinführo vorgebawet werden möge / so bey der Fahrt nach Franckreich seit währenden gegenwärtigen Kriegs-Troublen / da nehmlich an einer Seiten die Englische und Holländische Kriegs-Schiffe und Commissie-Fahrer bald unter diesem / bald unter einem anderen Prætext Unser Unterthanen nach Franckreich traffiquirende Schiffe weggenommen und auffgebracht / an der anderen Seiten / einige der Freyheit des Commercii in Transportirung verbottener Wahren zu mißbrauchen / und insonderheit Frembde unter dem Nahmen Unserer Unterthanen / sich sothanen Commercii zu prævaliren gesuchet / vorgangen / und dan allerseits für gut befunden worden / daß so lange gegenwärtige Krieg währet / und das Commercium nach Franckreich nicht generaliter frey gegeben und geöffnet wird / zu Vorkommung vor-erwehnter Plackereyen und Unterschleiffe / Wir Unsers Ohrts Unseren Cantzeleyen ernstlich anbefehlen liessen / keine Passen außzufertigen / es sey dan von denen so solche erlangen vorhero mittelst eines corporlichen Eyds dargethan und erhärtet werden / daß sie Unsere würckliche Unterthanen und Einwohnere Unser Reichen und Landen (jedoch so viel

Christian Cinquième par la grace de Dieu Roi de Danemarc & de Norwegue, &c. Comme nous avons depuis quelque tems fait traitter avec la Couronne d'Angleterre & avec l'Etat des Provinces-Unies des Pays-Bas pour empêcher toutes les supercheries & intrigues, qui se pratiquoient pendant cette Guerre dans le Commerce sur Mer, où d'une part les Vaisseaux de Guerre ou les Armateurs Anglois & Hollandois ont tantôt sous l'un, tantôt sous l'autre pretexte arrêté & pris les Vaisseaux de nos Sujets, qui trafiquoient en France, & où de l'autre part quelques-uns de nos Sujets ont abusé de leur Liberté du Negoce avec la France, en y transportant des Marchandises de Contrebande, & que des Etrangers mêmes se sont servis de cette Liberté de Negoce sous le nom de nos Sujets, il a été enfin arrêté & convenu, pour prevenir ces sortes de supercheries, que, tant que la Guerre durera, & que le Commerce avec la France ne sera pas generalement permis, d'un côté nous ordonnerions serieusement à nos Chancelleries de ne plus expedier aucun Passeport qu'à ceux, qui auront préallablement fait serment qu'ils sont effectivement Sujets & Habitans de nos Royaumes & Pays (à l'exclusion

ANNO 1691.

viel die Fahrt nach Franckreich betrifft Unsere Provintien und Staten im Römischen Reich belegen/Krafft der ergangenen Avocatorien außgeschlossen) auch Schiff und Ladung gleichsals unseren Unterthanen gehörig/ und unter derselben keine Contrabande Wahren/ wie solche in denen zwischen Uns/ der Cron Engeland/ und dem Staat der Vereinigten Niederlanden auffgerichteten Tractaten specificiret worden/ befindlich seynd / so dan Englischer und Holländischer Seiten über die außzulassende generale Befehle/ Unseren Unterthanen/ gegen Vorzeigung Unserer Königlichen Passe, in ihrer Fahrt und Navigation in keine Wege hinderlich zu fallen/ annoch einem jeden Schiffe/ so nach Franckreich zu segelen willens/ von hiesigen Englischen und Holländischen Ministris ein Schreiben gratis, und ohne auffenthalt mitgegeben/ und darinnen im Nahmen ihrer Principalen denen Commandeuren/ Außliegeren zur See und Commissie-Fahreren beeder Nationen injungiret werde/ sich an Unserer Unterthanen Schiffe/ so mit Unseren Passen vorerwehnter massen versehen/ keines Weges zu vergreiffen/ sonderen dieselbe ohne eintzige molestirung / Visitation und Auffenthalt/ nach dem Orth wohin sie destiniret/ pass-und repassiren zu lassen/ so ist hiemit Unser allergnädigster Wille / daß du hinführo Uns keinen Pass, ehe und bevor der Impetrant entweder in der Cantzeley/ oder auch vor dem Magistrat des Orths wo er wohnhafft / obspecificirten cörperlichen Eydt abgeleget / zur Unterschrifft præsentirest und außfertigest/ und da jemand / wer der auch sey/ohne dergleichen Eydtliche Deposition einen Pass verlangen solte/ ihn mit seinem Gesuch ab-und zurück weisest: Wie dan auch die die jenige so gegen ihren Eydt gehandelt zu haben/ hier nechst befunden werden mögten/ als Meyneidige an Ehr und Gut/unaußbleiblich gestraffet werden sollen. Geben auff Unserer Residentz zu Coppenhagen den 19. Maji, Anno 1691.

clusion toutesfois de nos Provinces & Villes, qui sont situées dans l'Empire, & à qui le Negoce avec la France est expressément defendu en vertu des Avocatoires de l'Empire y pubiés) & que le Vaisseau & la charge n'appartiement qu'à nos Sujets, & qu'il n'y a aucune Marchandise de Contrebande specifiée pour telle dans nos Traités faits avec la Couronne d'Angleterre & avec l'Etat des Provinces-Unies des Pays-Bas: Et que de l'autre côté la Couronne d'Angleterre & l'Etat des Provinces-Unies ordonneront non seulement en general de laisser librement naviger & trafiquer nos Sujets sur l'Exhibition de nos Passeports Roiaux, mais que leurs Ministres Residens icy donneront sans aucune taxe & sans aucun delay à chaque Vaisseau, que nos Sujets envoyent avec des Marchandises en France, une Lettre patente, par où ils defendent au nom de leurs Maîtres à tous les Commandants de Vaisseaux, Armateurs, ou Commissionaires de ne plus arrêter, resister ou empêcher un tel Vaisseau appartenant à nos Sujets & muni de nôtre Passeport, mais de le laisser librement passer & repasser dans sa route; ainsi nôtre volonté est, que vous ne depechiez, ni nous presentiez pour nôtre signature aucun Passeport, qu'après que ledit serment aura été prêté dans la Chancellerie ou devant le Magistrat du Lieu, où l'impetrant demeure, & si quelqu'un de quelque Condition qu'il puisse être, rechercheoit un Passeport sans prêter en personne ce serment, vous lui refuserez sa demande, & vous châtierez aussi exactement par confiscation & infamie, comme parjures, tous ceux qui auront contrevenu à leur serment. Fait dans nôtre Residence de Copenhague le 19. de Mai l'an 1691.

ANNO 1691.

Sequitur Specificatio Mercium prohibitarum.

ONder de Waren van Contrabande sal werden verstaen allerhande Vuyr-wercken, en toebehoorende saecken, Canon, Musquetten, Mortieren, Pedarden, Bomben, Granaten, Saucisen, Peck-kranssen, Affuyten, Fourquetten, Bandelieren, Pulver, Lont, Salpeter, Kogels, Piecken, Degens, Stormhoeden, Cuirassen, Helbaerden, korte Piecken, Paerden, Sadels, Holsters, Draegbanden, Zeyl-werck, Touw-werck, Masten, Loot, Peck, Teer, Hennip, mitsgaders die tot d'Equipagie ter Zee ende te Lande dienen, sonder eenige verdere Waren, van wat natuur die zijn, daer onder te comprehenderen.

Suit la Specification des Marchandises deffenduës.

SOus les Marchandises de Contrebande sont entenduës toute sorte de feux d'Artifice, & autres choses en dependantes, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Torches, Affuts, Fourchettes, Bandolieres, Poudres, Plomb, Salpetre, Boulets, Piques, Epées, Morions, Cuirasses, Hallebardes, Javelots, Chevaux, Haussecous, Bandriers, Voiles, Cordages, Mats, Méches, Poix, Goudrons, Chanvre, ensemble toutes choses servant à l'équipage, tant de Mer, que de Terre, sans comprendre là dessous aucune autre Marchandise, de quelque nature qu'elle soit.

Sequuntur Formulæ Juramenti & Salvi conductus, de quibus Art. 5. conventum est.

Formula Juramenti à Proprietario Navis & Oneris, cum unicus est, præstandi.

EGo A. B. verus Sacræ Regiæ Majestatis Daniæ & Norvegiæ Subditus & Civitatis Hafniensis Incola (Officialis) juratus, hoc meo solemni Juramento sancte & sincere profiteor & promitto, quæ sequuntur omnia & singula.

I. Quod Navis, cui nomen N. N. centum aut circiter lastarum capax tota & integra ad me solum, nec ad ullum alium revera pertineat.

II. Quod revera statuerim certumque habeam, supradictam Navem quæ nunc in Portu Hafniensi (aut alibi N. N. est) exinde sub ductu N. N. prædictæ Civitatis Hafniensis (aut alibi N. N.) Incolæ & Civis jurati, tanquam Navarchi, recta (in Norvegiam & exinde) Burdegalam (aut ad alia Loca) in Galliam ituram, & Burdegala (aut aliis Locis) ad dictum Portum Hafniensem, aut alium quendam ad Sacræ Regiæ Majestatis Daniæ & Norvegiæ Ditiones extra Imperium Germanicum sitas, pertinentem, recta reversuram, nec postquam ex Dania aut Norvegia solverit, usque dum eò denuò revertatur, ullum alium Locum, quam Galliam, nisi tempestate forsan coactam, petituram.

III. Quod nullam cum quovis Collusionem aut Contractum, directè vel indirectè, jam fecerim, nec durante hujus Expeditionis cursu cum ullo extraneo, aut partium Imperio Romano subjectarum, Cive aut Incola posthac facturus sim, de Navis supradictæ ejusve Mercium proprietate, ex toto aut ex parte, ad alium quemvis transferenda, ut nec etiam cum ullo Serenissimi & Potentissimi Regis Daniæ & Norvegiæ Subdito, nisi hic Subditus ad omnes præsentis Juramenti Articulos, quantum attinet rem ipsi transferendam, observandos, simili Juramento priùs obstringatur.

IV. Quod supradicta Navis jam non sit onusta, nec usque dum prædicta Expeditio absoluta fuerit, me sciente,

ANNO 1691. te, mandante, consentiente aut connivente, posthac oneretur ex toto aut ex parte Mercibus *de Contrabande* dictis, Sacræ Majestatis Daniæ & Norvegiæ Edicto die & mense dato prohibitis, aliisve ullis, quam quæ ad me solum, nullumque alium, absque omni fraude & collusione revera pertinent, quas solas, nec ullas alias in Galliam vehet, aut inde exportabit.

V. Nec ullas omnino Merces in Galliam vehet, quæ Incolis Imperio subjectis, aliisve Bello præsenti implicitis onustæ sunt, nec Merces ullas, in Gallia semel onustas, in altero Galliæ Portu, aut in Locis dictis, quæ Imperio subjiciuntur, aut Bello præsenti implicantur, in reditu, si forsan vi Tempestatis ad ejusmodi Loca appellere coacta fuerit, exonerabit.

VI. Quod nullum Mandatum aut Facultatem prædicto Navarcho aut ulli alii jam concessum, aut durante prædictæ Expeditionis cursu, concessurus sim, quid faciendi, quod cuidam ex prædictis Articulis vel minimum adversetur, nec tale quid à quovis, me sciente, aut connivente, fieri permittam.

Ita me adjuvet Deus, Istiusque Verbum Sacro-Sanctum.

Formula Juramenti à Navarcho præstandi.

EGo N. N. supradictæ Navis Navarchus, Sacræ Regiæ Majestatis Daniæ & Norvegiæ verus Subditus, & Civitatis Hafniensis Incola ac Civis juratus, hoc meo solemni Juramento sanctè profiteor & promitto, nihil, quod sciam, quod cuidam ex Articulis supradictis, adversetur jam factum esse aut posthac me sciente, mandante, connivente aut directè vel indirectè consensum præbente, factum iri.

Ita me adjuvet Deus, Istiusque Verbum Sacro-Sanctum.

Formula Juramenti, à Proprietariis, cum plures sunt, præstandi.

NOs infra nominati Sacræ Regiæ Majestatis Daniæ & Norvegiæ veri Subditi & Civitatis Hafniensis Incolæ & Cives jurati (Officiales) hoc nostro solemni Juramento, sanctè & sincerè profitemur & promittimus quæ sequuntur omnia & singula.

I. Quod Navis, cui nomen N. N. centum circiter lastarum capax, tota & integra ad nos solos revera pertineat, ut sequitur, ad A. B. ¼, ad E. F. ¼, ad G. H. ¼, & ad I. K. ¼.

II. Quod revera inter nos conclusum sit, supradictam Navem, &c.

III. Quod nullus nostrum cum quovis Collusionem aliquam aut Contractum, directè aut indirectè, jam fecerit, aut postmodum, durante hujus Expeditionis cursu facturus sit, de dicta nostra Navis aut oneris infra nominanda portione ad alium quemvis transferenda.

IV. Quod supradicta Navis jam non sit onusta, nec usque dum prædicta Expeditio perfecta fuerit, nobis aut aliquo nostrum scientibus, consentientibus, &c. quam quæ ad nos solos, absque, &c. revera pertinent, ut sequitur, ad A. B. 10. lastæ, ad L. M. 60. lastæ, & ad O. P. 30. Lastæ, cujusmodi Merces solas nec ullas alias, &c. Reliqua ut in superiori Formula mutatis mutandis, &c.

Formula Literarum Salvi conductus.

NOs Christianus Quintus, &c. Omnibus & singulis, quibus hæ Nostræ Salvi conductus Literæ exhibebuntur, notum testatumque volumus, quod Subditus Noster N. N. Civitatis Nostræ Regiæ Hafniæ Incola ac Civis juratus (Officialis Noster) humillimè Nobis exponi curaverit, Navem, cui nomen N. N. . . . Lastarum capacem, quæ nunc in Portu Hafniensi (aut alibi N. N.) est, ad se solum revera pertinere, jam vero Mercibus sibi soli propriis, Edicto Nostro Regio 1691. dato, nequaquam prohibitis, & Hafniæ, aut alibi in Regnis Nostris, uti & in Mari Baltico, aut aliis Locis præsenti Bello non implicitis (specificentur Loca) Navi supradictæ impositis, nec aliis onustam vel onerandam, recta ex dictis Locis Burdegalam (aut ad alia Loca) in Gallia ituram, & exinde Mercibus sibi etiam soli propriis, nec aliis onustam in Portum Hafniensem (aut ad alia Loca) Ditionum Nostrarum extra Imperium Germanicum, recta reversuram, istam verò Expeditionem sub ductu N. N. prædictæ Nostræ Civitatis Regiæ Hafniensis, &c. &c. Incolæ ac Civis jurati, tanquam Navarchi perficiendum esse. Quæ omnia & singula cum prædicti Subditi Nostri coram Magistratu Hafniensi (in Cancellaria Nostra) sub Juramento, juxta formam à Nobis præscriptam, asseveraverint, memoratam Navem hisce Salvi conductus Literis muniendam censuimus, &c. &c.

NOs Christianus Quintus, &c. (*tot. tit.*) quod Subditi Nostri A. B. E. F. & alii quidam Cives & Incolæ Civitatis Nostræ Regiæ Hafniensis (N. N.) humillime Nobis exponi curaverint, nec non sub Juramento coram Magistratu Hafniensi (in Cancellaria) asseveraverint, Navem, &c. ad se solos revera pertinere, jam vero Mercibus ad se solos etiam bona fide pertinentibus, &c. & exinde Mercibus similiter ad se solos pertinentibus, &c. Quæ cum &c.

CXLI.

Theilungs-Recess über das Fürstenthumb Jena/ zwischen denen Hertzogen Wilhelm Ernst/ und Johan Ernst zu Sachsen-Weimar/ dan Johan Georg Hertzog zu Sachsen-Eisenach aufgerichtet. Wodurch benantes Fürstenthumb zwischen Ihnen überhaupt vertheilet worden/ jedoch auch einige Stücke in Gemeinschafft verblieben. Geschehen Weimar zur Wilhelmsburg den 12ten Julii 1691. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Absatz II. pag. 680.]

C'est-à-dire,

Recès de Partage entre GUILLAUME ERNEST, *&* JEAN ERNEST *Ducs de Saxe-Weimar d'une part, &* JEAN GEORGE *Duc de Saxe-Eisenach d'autre part. Ils y partagent en deux Portions la Principauté de* Jena *qui leur est échüe, à la reserve de quelques Domaines qu'ils retiennent en commun. Fait au Château de Wilhelmsbourg le 12. Juillet 1691.*

VOn GOTTes Gnaden/ Wir Wilhelm Ernst/ Hertzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Bergen/ auch Engern und Westphalen/ Landgraf in Thüringen/ Marggraff zu Meissen/ gefürsteter Graf zu Henneberg/ Graf zu der Marck und Ravensberg/ Herr zum Ravenstein/ vor uns und dem Durchlauchtigen Fürsten/ Unseren freundlichen lieben Bruder/ Herrn Johann Ernsten/ Hertzogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Bergen/ auch Engeren und Westphalen rc. Und von desselben Gnaden/ Wir Johann George/ Hertzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Bergen/ auch Engeren und Westphalen/ Landgraf in Thüringen/ Marggraf zu Meissen/ gefürsteter Graf zu Henneberg/ Graf zu der Marck/ Ravensberg/ Sayn und Witgenstein/ Herr zum Ravenstein/ vor Uns/ allerseits Erben und Successoren/ Krafft dieses uhrkunden und bekennen/ Als der Allmächtige GOtt/ nach seinem unerforschlichen allein weisen Rath und Willen/ den Weyland auch Durchlauchtigen Printzen/ Unseren respectivè geliebten Vetter und Pflege-Sohn/ Herrn Johann Wilhelm/ Hertzogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Bergen/ auch Engeren und Westphalen/ Christlöblichen Andenckens/ in der besten Blüthe seiner Jugend am 4. Novembris des nechst abwichenen 1690ten Jahres/ durch einen sanfft-seeligen Todt von dieser Welt abgefordert/ und dadurch dero gantze Fürstliche Veranlassenschafft an Land und Leuten/ auch bewegs

Anno 1691.

beweglichen und unbeweglichen auf Uns devolviret worden/ So hat es sich zwar Anfangs ansehen lassen/ als wolte die Sache unter Uns zur grossen Weitläufftigkeit kommen/ bis endlich von unseren beyderseits deputirten Räthen/ am 29. Jan. dieses Jahres in Erfurth eine Præliminar-Punctation aufgerichtet/ und vermöge derselben/ durch erstgemeldte unsere Räthe die gütlichen Tractaten mit allem Ernst und Eyfer fort getrieben worden/ bis Wir endlich persöhnlich zu Weymar uff der Wilhelmsburg zusammen kommen/ und durch Gottes Gnade in den meisten und wichtigsten Puncten/ den Sonnabend vor Pfingsten/ war der 30. Maji dieses Jahres/ aus Liebe zur Einigkeit/ und Erhaltung beständigen/ guten/ Fürst-Vetterlichen Vernehmens/ ein gütlicher Vergleich unter uns getroffen/ und folgendes durch mühsame Handlung/ Conferenzen/ und Schickungen Unserer hierzu gebrauchten Geheimbden-Hoff-und Cammer-Räthe/ die übrigen noch unerörterten Puncta vermittels Göttlicher Hülffe aus dem Grunde vollend gehoben/ und das gantze Jenische Succeslions-Werck durch den Bogen/ völlig erblich/ und unwiderrufflich beygeleget und verglichen worden/ wie folget:

I. Erstlichen/ wollen wir nicht nur vor Uns bey der von unseren Hochlöblichen Vorfahren erkandten und bekandten wahren Evangelischen Lutherischen Religion, wie solche in denen Schrifften der Propheten und Apostelen/ so wohlen denen Libris Symbolicis, benahmentlich der ungeänderten Augspurgischen Confession, und darzu gehörigen Apologie, Schmalkaldischen Artickulen/ und Formula Concordiæ enthalten/ durch Gottes des H. Geistes Beystand/ allerseits standhafftig biß an unser seeliges Ende verbleiben/ auch Unsere Fürstliche Kinder/ Erben und Nachkommen/ so wohl sämtliche Land-Stände und Unterthanen darzu ermahnen und anhalten/ Kirchen und Schulen mit Christlichen treufleissigen/ exemplarischen/ solcher reinen Religion zugethanen Predigeren und Lehreren versehen/ und in unseren Fürstenthumen und Landen nichts darinnen änderen lassen; da aber durch Göttliche Verhängnüß/ Zwietracht und Irrungen in der Lehre oder Ceremonien Unserer Kirchen einschleichen wolten/ dieselben durch Gottes kräfftigen Beystand mit Zuziehung und Einrathen Unserer/ als jedes Herrn/ Consistorien/ Superintendenten/ auch wohl anderer geschickten Geistlichen/ und endlich der Theologischen Facultät Unserer gesambten Universität Jena/ dergestalt steuren/ wie solches GOttes Wort/ denen Libris Symbolicis, und unser Kirchen-Ordnung gemäß/ und bey unser glorwürdigsten Vor-Elteren Regierung in solchen Fällen gehalten worden. Im Fall aber jemand von Uns/ oder unseren Erben und Nachkommen/ das doch der grundgütige GOTT in Gnaden verhüten wolle/ von solcher wahren und ungeänderten Augspurgischen Glaubens-Bekäntnüß abtretten/ und sich zu deren Papisten/ Calvinisten/ oder anderer irrigen Lehre/ sie heisse auch wie sie wolle/ wenden würde/ soll derselbe auf keinerley Weise/ noch unter einigem Schein/ seiner neu angenommenen Religion einiges Exercitium in Kirchen und Schulen einzuführen/ Macht haben/ sonderen von dem Moment seiner vorgenommenen Aenderung an/ der Jurium Episcopalium und deren Exercitii gänßlich verlustig/ und diese hingegen uns bey der wahren Lutherischen Kirchen beständig bleibenden Brüderen und Vetteren/ oder Unseren Kinderen und Nachkommen/ darunter jedes mahl der ältiste Bruder oder Vetter von derselben Linie eintzig und alleine die Direction führen soll/ heimgefallen seyn; Würde sich aber der abgetretene durch Göttlichen Beystand wiederumb zu Unserer rechtgläubigen Kirche begeben/ und solches mit Hertzen und Munde erweisen/ hätte sich alsdenn derselbe des Exercitii der Jurium Episcopalium in seiner Landes-Portion hinwiederum zu erfreuen und anzumehmen/ jedoch daß er dasjenige/ so mittler Zeit in Ecclesiasticis und Religions-Sachen angeordnet worden/ allerdings genehm halte.

II. Zum anderen wollen Wir Uns/ so viel nur immer der Zustande und Wohlfarth der Lande es leiden will/ einerley Geist-und Weltlichen Ordnungen in Consistorial-Kirchen-und Schulen-Policey-und Justitien-Sachen gebrauchen/ darüber in unseren Landen halten/ und nichts neues verhängen/ insonderheit aber mit Fleiß daran seyn/ und bey unsers Herrn Vetters zu Gotha Lden Erinnerung thun/ damit die Casus dubii derer Chur-und Fürstlichen Sächsischen Rechten förderlichst ausgemachet/ und alsdenn unter Uns die vor etlichen Jahren schon projectirte Landes-und Gerichts-Ordnungen in Richtigkeit gebracht/ zum Druck befördert/ und unter jedes Herrn Nahmen publiciret werden mögen.

III. Weilen vors Dritte die zwey Reichs-und Creyß-Vota nunmehro getheilet werden können/ so soll hinkünfftig Weimar das Weimarische alleine/ Eisenach das Eisenachische auch alleine führen/ und jeglicher Theil und dessen Cassen die jedesmahl verwilligten Reichs-und Creyß-Hülffen zur Helffte abtragen/ und an behörige Orthe lieferen/ Jedoch wollen wir (1) uff Reichs-Creys-Deputation-und anderen dergleichen Tägen fleissig communiciren/ und so viel nur immer möglich/ gute Conformität auch in diesem Stücke halten/ nicht weniger zu mehrer Bestätigung des unauflößlichen Bandes der Einigkeit Unsers Fürstlichen Sambt-Hauses jedesmahl bey der Käyserlichen Majestät/ Unserem allergnädigsten Herrn/ die Haupt-Lehn/ nach Inhalt des letzteren Käyserlichen Lehn-Briefes/ wie auch die Mitbelchußschafften uff einmahl und gleiche Kosten suchen/ und empfangen lassen. Die Anwartungen (2) auf andere Lande und Herrschafften bleiben gemein. Ebenfals haben wir (3) nützlich befunden/ daß wir entweder alle zugleich/ oder nach Gelegenheit jedweder absonderlich die Last und Gefahr der Kriegs-Beschwerungen und Landes-Pressuren nach aller Möglichkeit/ von denen Landen/ gleich als wären sie noch gesambt und ungetheilet/ abwenden helffen/ und bey Durchzügen mit einander fleissig correspondiren/ und uns bemühen wollen/ damit die Marche des nächsten Weges durch die Lande geschehen mögen/ jedoch daß kein Theil in des anderen Lande sich einiger Disposition anmasse/ oder hierunter einen particular-Vortheil suche. Die Universität zu Jena (4) sambt dem Convictorio, Schöppen-Stuhle und Bibliothec soll unter Uns/ was die Unterhaltung/ Bestellung und Confirmation, so wohl Visitation, als die Jura Nutritorum betrifft/ ferner gemein bleiben/ Und behalten wir nochmahls Inhalts voriger Recesse bevor/ der Professoren/ als gesambter Diener/ Raths zu pflegen/ Sie uf Unsere Kosten zu beschreiben/ oder in Schrifften zu consuliren/ in Commissionibus zu gebrauchen/ und nach Befindung wohl gar in particular-Bestallung zu nehmen/ doch alles ohnbeschadet ihrer ordentlichen bey der Universität habenden Verrichtungen/ und daß solche dadurch nicht gehindert werden; Dargegen haben wir die schuldige Universität-und Hof-Gerichts-Besoldungen/ Deputata und Additiones, nebst denen Stipendien/ auch was zu denen Frey-Tischen im Convictorio gewidmet/ so uf der Jenischen Kammer biß daher gehafftet/ nebst denen anderen beständigen Oneribus in 2. gleiche Theile/ laut der hinten an diesem Receß gehängten Specification N. I. setzen lassen/ Und wollen die ohnfehlbare Verfügung thun/ daß solche von unseren Kammeren zu Weimar und Eisenach jährlich jedesmahl/ auff die gesetzten Fristen richtig abgeführet werden sollen. Das Hoff-Gerichte (5) bleibet ferner cum commodis & oneribus in bißheriger Gemeinschafft/ und soll dessen Visitation jederzeit in Unserem Nahmen mit Sachsen-Gotha verrichtet werden. Wir seynd auch (6) des Fürstlichen Erbietens/ nicht alleine dem gemeinen Hoff-Gerichte seinen richtigen Lauff ungehindert noch ferner zu lassen/ sonderen auch in unseren Regierungen/ Aembteren Städten und anderen Gerichten/ der dreyen gewöhnlichen Instantien halber/ als worauf sich unsers gesambten Chur-und Fürstlichen Hauses zu Sachsen von undencklichen Jahren her gehabtes und ohnwiedersprechlich exercirtes Jus und Privilegium de non appellando ausdrücklich gründet/ solche ernste Anstalt zu machen/ daß sich mit Fug niemand wegen protrahirter oder denegirter Justiz zu beschweren Ursach haben möge. Gleichwie nun (7) das mit Sachsen-Gotha gesambte Haupt-und Unser particulir-Archiv gemein und unter der Uffsicht der gesambten Archivarien zu Weimar verbleiben/ und jedem Fürstlichen Theile die verlangten Urkunden daraus in vidimirter Copia, oder in Originali, gegen einen Schein/ uf eines oder des anderen Theils Begehren/ billig zu verabfolgen; Also soll auch das zu Jena verhandene Archiv vermittelst einer richtigen Registratur naher Weimar in Unser particulir-Archiv transferiret und gebracht/ dasjenige aber/ so bereits im Weimarischen Archiv vorhanden/ und zu Eisenach nicht befindlich/ dahin ausgeliefert werden/ die Acta, Uhrkunden und Documenta hingegen/ so die Aembter/ Städte und andere Gerichte der Jenischen Landes-Portion betreffen/ so wohl zu der Zillbach und Fischbergischen Directorio gehören/ und vorietzo/ vermöge dieses Recessus, getheilet worden/ Sie befinden sich gleich bey der Weimarischen oder Jenischen Regierung/ Cantzeley/ Cammer oder Consistorio, sollen an jedweden Ort/ wo Sie hin gehören/ verabfolget werden. Ingleichen bleibet zum (8) das Hennebergische Gymnasium zu Schleusingen noch gemein/

wie

wie auch das Gemeinschafftliche Lehn Maßbach / mit welchem es allewege bey dem in dem Haupt-Receß de Anno 1672. befindlichen §. Nicht minder ꝛc. gelassen wird. Und obwohl zum (9) die Universität als Prælaten / mit denen hohen Juribus, wie solche in Civilibus und Criminalibus auch Consistorialibus die löblichen Vorfahren / und nach Ihnen / Unserer respectivè Groß-Herrn Vatters und Herrn Vetters Hertzog Wilhelms und Hertzog Bernhards Gnaden / bis auf des Hochseeligen Printzens Absterben / über dieselben exerciret haben oder thun können / dißmahl der Fürstlichen Eisenachischen Portion alleine zugetheilet und erblich überlassen worden; So behält sich doch Sachsen-Weimar bevor / die Universität Jena als Prælaten iedesmahl uf die Land-Täge mit zuerforderen / dahin sie auch zu folgen und solche zu besuchen schuldig seyn sollen; Es hat auch nicht die Meynung / daß durch die an Sachsen-Eisenach überlassenen hohen Jura, der Universität an Ihren Käyserlichen Privilegien / auch von unseren Hochlöblichen Vorfahren erlangten Freyheiten einigerley Weise præjudiciret / sonderen vielmehr alles dißfalls bey dem Herkommen gelassen werden solle. Die Nordhäusischen Schutz-Gelder (10) so wohl die Werra-Flösse / bleiben noch zur Zeit gemein / ingleichen auch die Bergwercke / alles Inhalts voriger Recesse.

IV. Zum Vierdten hat es auch bey dem hergebrachten Directorio Unsers Fürstlichen Hauses sein Bewenden / und wollen wir Hertzog Johann George / und unsere Fürstliche Nachkommen insonderheit die Helffte an denen zwey tausend acht und zwantzig Gülden Directorial-Gelderen jährlich uf die 4. Quartale aus Unser Eisenachischen an die Weimarische Kammer ohnfehlbar zahlen lassen.

V. Worauff Wir vors Fünffte zur würcklichen Erbsonderung der Fürstlichen Jenischen Landes-Portion, und zwar / wie Eingangs erwehnet worden / durch den Pausch und Bogen geschritten / Und seynd uns Hertzog Wilhelm Ernsten vor Uns / und Hochgedachten Unsers Herrn Bruders Lden / erb- und eigenthümlich / auch unwiederrufflich zugetheilet worden.

Das Ambt und Stadt Dornburgck samt dem Schlosse.

Ambt und Stadt Bürgel / sambt dem Ambt-Hause und Kloster / auch dem Forwerge Kniebsdorff.

Ambt Capellendorff / sambt dem Ambt-Hause.

Ambt Heußdorff / sambt dem Ambt-Hause.

Die beyden Voigteyen Magdala und Gebstädt / Büttelstädt mit dem Städtlein.

Das Dorff Döbritzschen.

Das Dorff Wiegendorff mit dem Geleit.

Die Hoheit über die Stadt Apolda / wie solche von Sachsen-Gotha abgetreten worden / iedoch daß die Universität und dero Untersassen mit keinen neuen Oneribus beschweret werde.

Die Helffte an dem Döbritzschen Gehöltze und Wehfange / sambt 278. Ackeren anderen Gehöltzes / an unterschiedenen Stücken /

Anderthalb sechzehn Theile von denen Jenischen / vier sechszehen Theilen an dem Erffurtischen Haupt-Geleite.

Die Hohe und Nieder-Jagten in dem Jehnitzsch und darzu gehörigen im Ambte Leuchtenburgck gelegenen Jagt-Revieren / Hierüber haben Wir Sachsen-Weimarischen Theils noch fünff und siebentzig Gülden / von denen Geistlichen Addition-Gelderen / so jährlich denen Priesteren im Weimarischen von Eisenach zu lieferen übernommen / wie das Verzeichnüß N. 2. bezeuget / Und ist darneben ausdrücklich bedungen worden / daß die bey Jena gelegene Städte und Dörffer in denen Aembteren Dornburg / Bürgel / Heußdorff und Capellendorff / auch Voigtey Magdala / Dorff Döbritzschen / Wiegendorff und Stadt Apolda / wie es bey Hochgedachten Unsers Groß-Herrn Vatters und Herrn Vetters Gnaden Zeiten biß dato damit gehalten worden / und die Unterthanen es hergebracht haben / Bier in die Stadt Jena ohne sonderbahre Tranckstener / oder andere neue Uflage einführen / oder dahin verabfolgen lassen mögen.

Uns Hertzog Johann Georgen bleiben ebenfalls erbeigenthümblich und unwiederrufflich /

Das Residenz-Schloß / Ambt und Stadt Jena / benebenst Burga / und der Stadt Lobeda / auch dem Schloß-Garten / Regierungs-Hause / Fürsten-Keller und Jäger-Hause / Ambt / Schloß und Stadt Allstädt sambt zugehörigen Forwergen und Schäffereyen.

Die gantze Zillbach mit Gebäuden / Gehöltzen / Waldungen / Hohen- und Nieder-Jagden / Frohnen / Rechten und Gerechtigkeiten / Teichen und Bächen / nichts davon ausgeschlossen / desgleichen auch die Hennebergischen-Schwallbungische-Hundische- und alle dero Gegend gelegene Jagden / allermassen die Hertzoge zu Weimar und der Hochseelige Printz zu Jena selbige bis daher besessen / genutzet und gebrauchet / oder nutzen und brauchen mögen / iedoch wollen Wir Hertzog Johann George dem Fürstlichen Weimarischen Theile jährlichen / und iedes Jahr besonders an schwartz Wildpret / zwey Keuler / vier Bachen / und sechs Frischlinge / ohne Pirsch- und Fange-Geld geben / und aus der Zillbach oder anderen unseren Jagden verabfolgen lassen /

Die Hoheit über die Herrschafft Remda / wie solche von Sachsen-Gotha abgetreten worden / iedoch mit der Bedingung / wie oben bey Apolda /

Das Fischbergische Directorium, darzu die zu Weimar bey der Regierung / Cantzley und Consistorio vorhandene Acta nacher Eisenach ausgeantwortet werden sollen / worbey Sachsen-Weimar sich des Fischbergischen Pachts begiebet / dafern aber solcher an Fürstlicher Eisenachischer Seiten aufgehoben werden würde; Soll solcher Sachsen-Weimar für anderen gegönnet werden / auch will Sachsen-Weimar Officia præstiren / daß der Pacht von anderen Fürstlichen Interessenten dem Fürstlichen Hause Eisenach nicht ersteigert werde /

Das Forberg Schwabsdorff wie auch } mit
Das Forwerg Döbritzschen
aller Zugehör und Gerechtigkeiten /

Dritthalb sechzehn Theile von denen Jehnischen / vier sechzehn Theile an dem Erfurtischen Haupt-Geleite /

Der halbe Görge Thäler-Hoff /

Die Chartäußer Zinsen /

Die Helffte an dem Döbritzschen Gehöltze und Wehfange sambt 278. Ackeren anderen Gehöltzes an unterschiedenen Stücken /

Die Saal-Flösze / darbey die Aussetzung und Vertrieb des Holtzes im Dornburgischen / wie auch die gewöhnliche Verwarnung der Unterthanen an dem Holtze sich nicht zu vergreiffen / bedungen / und von Sachsen-Weimar bewilliget worden / iedoch daß die Straff-Patenta auf Sachsen-Eisenachische Requisition in Sachsen-Weimarischen Nahmen ergehen / auch denen Unterthanen wegen des Holtz-Platzes billige Satisfaction von Sachsen-Eisenach gegeben werden möge.

VI. Hierauf seynd zum Sechsten alsobalden nach Vollziehung dieses Vergleichs die Resignations-Patenta gegen einander ausgestellet worden / daß nunmehro in Krafft derselben ieder Fürstliche Theil die Ihme also zugetheilete Lande / Aembter / Städte / Voigteyen und andere Stücke erb- und eigenthümblich einnehmen mag / selbige zu ewigen Zeiten unwiederrufflich mit seinen Nachkommen zu besitzen / zu geniessen und zu gebrauchen / gut Fug / Recht und Macht haben solle / und zwar alle und iede Stücke mit Ihren von Alters hergebrachten Gräntzen / Vermarckungen / Nutzungen / Ein- und Zubehörungen an Häusseren / Gebäuden / Mannschafften / Zehenden / Gülten / Renthen / Geschoß / Land- und Tranck- auch Extra-Ordinar-Steuern / Forwergen / Aeckeren / Weinwachs / Wiesen / Gehöltzen / Mühlen / Schäffereyen / Teichen / Fischereyen / jährlichen Einkommen / Gefällen / Zöllen / Gleiten / Hohen- und Nieder- auch Koppel-Jagden / Wildbahnen / hohen und Erbgerichten / Oberen- und Nieder-Obrigkeiten / Reisze / Folge und Dienst / sambt allen anderen Landes-Fürstlichen Hoheiten / Regalien / Herrlich- und Gerechtigkeiten / wie die Nahmen haben mögen / nichts / als was etwa in specie in diesem Erbvertrage gemeldet / ausgeschlossen / allermassen es von Alters her / und sonsten beständig hergebracht / gebessert und erlangt worden.

VII. Zum Siebenden die Abtrettung und Einnehmung der zugetheilten Lande / Aembter und Städte / auch anderer darzu gehörigen Stücken / geschicht zwar ietzo alsobalden / und ist also ieder Fürstliche Theil das Regiment in Geist- und Weltlichen Sachen vor sich anzutretten befugt / die Intraden / auch Land- und Tranck-Steueren aber sollen aus der Jenischen Landes-Portion biß uf nechst verwichenen Trinitatis inclusivè gemein verbleiben / darauf den die Rechnungen geschlossen / zuförderst die Diener / Begräbnüßkosten und andere dringende Schulden / wie auch von denen Extra-Ordinar Steueren / welche biß künfftig Michaëlis gemein verbleiben / die Miliz bezahlet: Was aber an Ordinar-Gefällen / Land- und Tranck-Steueren / nach abgehörten Rechnungen übrig bleibet / unter Uns in zwey gleichen Theilen vertheilet werden sollen.

VIII. Und damit vors Achte wegen der Untersassen derer von Adel und Raths zu Jena / so wohl der Landes-Hoheit / als darzu gehörigen Land-Tranck- und Extra-

ANNO 1691.

Ordinar Steueren / wie auch præsent-Gelder halber / Gleichheit gehalten werden möge / so seynd jene in der Specification N. 3. und diese N. 4. erblich / die Ritter-Pferde / aber in der Fürstlichen Jenischen Landes-Portion N. 5. einstweilen aus einander geworffen worden.

IX. Gestalt dan vors Neundte die unbeständigen Onera N. 6. specificiret und vertheilet / auch von beeden Fürstlichen Theilen verbindlich abgeredet worden / daß alle andere / auf der Fürstlichen Jehnischen Landes-Portion bißhero gestandene Onera, Schulden und Beschwehrungen / Sie haben Nahmen wie sie wollen / zu zwey gleichen Theilen übernommen / insonderheit von iedem Fürstlichen Theile / und dero Sächßischen und Fränckischen Landen / alle Reichs- und Creyß-auch andere zu des Fürstlichen Sambt-Hauses Besten / angesehene Onera, Kammer-Zieler / im Ober-Sächßischen und Fränckischen Creyssen / Besoldung des Agenten am Käyserlichen Hoffe und Cammer-Gerichts Procuratoren zu Speyer / auch Advocaten zu Dreßden in der Jülischen Sache / Fräulein-Steueren zur Helffte von nun an getragen / und bezahlet werden sollen.

X. Im Fall vors Zehende über Verhoffen / von des Hochseeligen Printzens Schwester Hertzogin zu Sachßen ꝛc. an ihren Prætensionen etwas ausgeführet / erhalten oder verglichen würde / wollen beede Fürstliche Theile dafür stehen / und ieder seine Helffte daran abzugeben schuldig seyn.

XI. Dargegen behalten wir vors Eilffte die Activ-Schulden / wie solche im Inventario specificiret / in Gemeinschafft / und sollen die hierzu gehörigen Documenta im Weimarischen Particulier-Archiv auffgehoben / vidimirte Abschrifften davon beeden Theilen gegeben / und die Sachen uf gleiche Kosten ausgeführet werden.

XII. Vors Zwölffte bleiben die Jülich- und Clevische / so wohl Lauenburgische Succeßions-Sachen gemein / und sollen auch auf gleiche Kosten geführet / und was erhalten wird / unter uns zur Helffte getheilet werden.

XIII. Ob wohl vors Dreyzehende zu wündschen / daß ietzo die Lehnschafften / Ritter-Pferde und Heimfälle derer Vasallen in denen Weimarischen / Eisenachischen und Jenischen Fürstlichen Landes-Portionen / erblich vertheilet werden könten / dieweilen aber in der Eyl unmüglich zu einem richtigen Anschlag zu gelangen / so sollen solche mit nächsten durch gewisse Commissarien untersucht / in einen richtigen Taxt gebracht und aus einander gesetzt werden / biß dahin aber sollen die Jehnischen Vasallen nach dem Ufsatze N. 7. Ihre Lehen bey denen Regierungen respectivè zu Weimar und Eisenach zu suchen / auch Recht zu nehmen und zu geben schuldig seyn / deßhalber bemeldten Vasallen gesambte Notification und Anweisungen gethan werden sollen.

XIV. So viel dan zum Vierzehenden die zu dieser Fürstlichen Erbschafft gehörige Mobilia und Moventia betrifft / so hat Sachsen-Weimar Uns Hertzog Johann George alle in dem Residenz-Schlosse zu Jena befindliche Tapeten / Spiegel / Tische / Stühle sambt darzu gehörigen Teppichten und Uberzügen / Vorhängen vor den Fensteren und Gueridons, ausgenommen / was etwa der Princeßin Charlotten Marien davon gehören möchte / ingleichen alles höltzerne Hauß-Geräthe in dem Jenischen Schlosse und in der Zillbach zum voraus Freund-vetterlich bewilliget / alles übrige an Meublen / Mobilien und Moventien / wie es immer mag Nahmen haben / insonderheit die acht Kuxe zu Illmenau / aller Jenische Jagd-Zeug und darzu gehörige Wagen in der Zillbach und anderen Orten / desgleichen das zu Jena vorhandene Floß-Holtz / sollen durch gewisse Deputirte mit ehesten nach den sämbtlichen Inventarien in zwey gleiche Theile gesetzet / und jeglichem seine Helffte gefolget werden; Was aber den uf denen Aembteren und Forwergeren vorhandenen höltzernen und anderen Haußrath belanget / wird solcher billig darbey ohne Theilung gelassen.

XV. Weilen vors Funffzehende von beeden Fürstlichen Theilen bishero aus denen Jenischen Cammer-Intraden am Gelde / Getraidig und Wein / auch aus dem Inventario an Kutschen / Pferden und dergleichen / ein und anders gehoben worden / so sollen durch gewisse hierzu Deputirte die Jenischen Cammer- und Amts-Rechnungen ehestens auffgenommen / justificiret / und was ein Theil zu viel bekommen / dem anderen wieder heraus gegeben werden.

XVI. Zu Eintreibung aller Reste / wollen Wir vors Sechzehende gewisse Persohnen verordnen / welche solche examiniren / einbringen / und ieglichem seine Helffte zu deren Cammeren oder Cassen liefferen sollen.

XVII. Damit zum Siebenzehenden bey Vertheilung der gewordenen Jenischen Mannschafft zu Roß und Fuß richtige Gleichheit gehalten werde / so seynd solche N. 8. in zwey gleiche Theile gesetzet / und werden selbige aus der Jenischen Casse bis Michaelis verpfleget / nach Michaelis aber hat ieder Fürstliche Theil die Seinigen zu versorgen und zu unterhalten.

XVIII. Nachdem vors Achtzehende die bishero mit Chur-Sachsen und Gotha gehabte Allianz nach dieser Campagne zu Ende gehet / so wollen wir dennoch feste / und mit allen Kräfften beysammen stehen / und eine unseren Landen zuträgliche Alliance zu treffen / allen möglichen Fleiß ankehren.

XIX. Und weil wir auch zum Neunzehenden befunden / daß bey vorigen Fürstlichen Landes-Theilungen aus der vorbehaltenen Peræquation allerhand Schwierigkeiten entstanden / Wir auch ietzo Uns durch den Bogen verglichen; So haben wir solche Krafft dieses gegen einander aufgehoben / und gäntzlich fallen lassen / iedoch daß / wie obgedacht / die Onera zur Helffte getragen werden.

XX. Was vors Zwantzigste Unsere in GOtt ruhende Glorwürdige Herrn Vättere / und Wir Hertzog Wilhelm Ernst / Zeit währender Jenischen Vormundschafften vor Donative, Privilegia und dergleichen gethan / darbey soll es allerdings sein Bewenden haben.

XXI. Zum Ein- und zwantzigsten wollen wir unsere Fürstenthume und Lande ohne vorhergehende Communication keinesweges mit Schulden beschwehren / vielweniger iemahls verschreiben / verpfänden / oder Wiederkauffs-Weise überlassen / am allerwenigsten aber ein und ander Stück gar davon alieniren / Jedoch haben wir uns dahin vereinbahret / wan irgend einer unter uns aus höchst dringender Noth Geld aufnehmen müste / daß Wir / der andere Theil / auf vorgangene Remonstration und Ersuchung zu solcher Geld-Auffnahme und Verpfändung Ratione dieses Anfalls bis uf sechs tausend Thaler Unseren Consens ertheilen wollen / Ausser dem / verpflichten wir uns nochmahls gegen einander allerseits dahin zu trachten / daß wir mit dem Ertrag unserer Lande wohl auskommen / frembder Geld-Auffnahme entrathen / Bürgschafft meiden / und unsere Fürstenthume / Lande und verarmte Unterthanen wieder in den Stand setzen mögen / wie sie vor denen verderblichen Krieges-Läufften in Flore gewesen.

XXII. Die Gewähr der Lande / Aembter / Städte / Güter und Jurium haben wir zum zwey und zwantzigsten einander Fürstlich versprochen und zugesaget / iedoch soll ieder Fürstliche Theil diejenigen Stücke / worauf in seiner von dieser Jenischen Landes-Succeßion erhaltenen Portion Pfandschillinge oder wiederkäufliche Kauffgelder hafften / vor sich einzulösen befugt / und der andere dißfalls einigen Beytrag zu thun nicht schuldig seyn.

XXIII. Zum drey und zwantzigsten versprechen und gereden wir / alles und iedes / so obstehet / und Uns / einen oder den anderen berühret / vor Uns / Unsere Erben und Nachkommen / bey Unseren Fürstlichen Ehren / Würden und Worten / Fürstlich / auffrichtig / und unverbrüchlich zu halten / darwider heimlich oder öffentlich nichts zu handelen / oder anderen zu verstatten. Endlichen und

XXIV. Zum vier und zwantzigsten wird auch alles dasjenige / was nach dem Todtes-Fall hochgedachtes Unsers respectivè Vetters und Pflege-Sohns Lden / bey Ergreiffung der Poßeßion, von denen Bedienten und Unterthanen vorgenommen worden / in gäntzliche Vergessenheit gestellet / und soll dessen keiner von denenselben in einige Wege mit Ungnaden entgelten.

Renunciiren demnach und zu solchem Ende allen rechtlichen Ausflüchten und Behelff / so wider diesen unseren Fürstlichen Erb-Vertrag erdacht oder erfunden werden möchten / ein vor allemahl / gäntzlich und zu Grunde aus / in specie aber / dem unterem dato des 26. Febr. Anno 1683. getroffenen Jenischen Succeßions- wie auch denen am 7. Julii 1685. und 1. Maji 1688. darauf folgenden Receßen / worinnen sich uf jenen beruffen wird / und sollen solche Receße hierdurch gäntzlich aufgehoben seyn / Jedoch soll durch diesen ietzigen Erb-Vertrag / so viel darinnen nicht ausdrücklich geändert worden / Unserer Hochseeligen Herrn Vättere aufgerichteten Verträgen de Anno 1662. und 1672. nichts benommen seyn;

Würden sich aber einige Irrungen und Differentien über den Wort-Verstand dieses Receßes wider Verhoffen hervor thun / sollen solche durch unsere beederseits Räthe untersucht / und da die Güte entstünde / nach Anleitung des Anno 1657ger Receßes abgethan werden.

Uhr-

Renunciren [illegible] rechtlichen Ausflüchten und Behelf/ [illegible] Fürstlichen Erb-Vertrag [illegible] den [illegible] aus/ in specie aber/ den [illegible] Anno 1683. [illegible] Anno 1685. und 1. [illegible] den 7. Julii 1685. und [illegible] folgenden Recessen / [illegible] Recesse [illegible] wird/ und sollen solche Recesse [illegible] gehalten seyn/ [illegible] so viel [illegible] / [illegible] de Anno 1662. und 167[illegible] seyn:

[illegible] über den [illegible] Recess [illegible] Anno 1657. [illegible] Recess [illegible] den.

tant le Pavillon comme ci-dessus; Il sera payé pour recompense du sauvement la huitiéme partie de la valeur dudit Vaisseau & de sa charge, Canon & appareil, qui sera partagée entre ledit Roi & lesdits Etats Généraux selon les proportions dont on est convenu par Traité entre lesdites Parties en cas de prises.

La recompense qui sera faite au Capitaine & Matelots du Navire de Guerre reprenans un Vaisseau ou Bâtiment, comme ci-dessus, sera tirée du prix du sauvement en telle proportion que le Roi de la Grande Bretagne trouvera à propos quand il s'agira d'un Navire de Guerre Anglois, & selon le bon plaisir des Etats Generaux, en cas que le Navire de Guerre leur appartienne, pourvû que telle recompense soit donnée par ledit Roi ou lesdits Etats des portions qui leur sont respectivement affectées de la maniere susdite.

Et afin de pouvoir mieux arriver à l'estimation des Vaisseaux susdits & de leurs charges & Canons & ap-

und sieben Pfund Hubern bew[illegible]
Geschehen zu Ulm $\frac{17.}{27.\text{Nov.}}$ 1691.
NIG Teutsches Reichs-Archiv.
Spec. Continuat. II. Abtheil. II
685.]

C'est-à-dire,

Recès entre JEAN GEORGE IV. *Elec[illegible] Saxe & le loüable Cercle de* SUABE, *que son Altesse Electorale fournira la m[illegible] son Armée au Cercle de Franconie, & [illegible] tiers de l'autre moitié audit Cercle de Suab[illegible] la defense de l'un & de l'autre contre les [illegible] des Ennemis pendant l'Hyver; en echang[illegible]*

ANNO 1691.

les Princes & Estats dudit Cercle payeront 150. mille Florins en argent auxdits Troupes, & leur fourniront huit livres de foin, & sept livres d'avoine pour chaque Cheval par jour. Fait à Ulme le $\frac{17}{27}$. *Novembre 1691.*

Zu wissen / als weyland der Durchlauchtigste Fürst und Herr / Herr Johann Georg der Dritte / Hertzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / auch Engern und Westphalen / des Heil. Röm. Reichs Ertz-Marschall und Churfürst / Landgraff in Thüringen / Marggraff zu Meissen / auch Ober-und Nieder-Laußnitz / Burggraff zu Magdeburg / gefürsteter Graff zu Henneberg / Graffe zu der Marck / Ravensberg und Barby / Herr zu Ravenstein rc. Christmildester Gedächtnüß / dorten im Julio durch eine Gesandschafft einem löblichen Fränckischen Crayß zuvernehmen gegeben / wie sie zu der / gegen den Feind aus diesem und dem Schwäbischen Crayß nothwendig formirenden / und den Winter durch starck besetzenden Postirungs-Linie / dero Chursächß. gantze Armee, wann es nöthig erachtet würde / zu Bezeugung Ihrer gegen das H. Röm. Reich / und vornemlich derer / der Gefahr am nächsten liegenden Crayse und Lande führenden auffrichtigen Patriotischen Intention, hieraussen stehen / und zu Abtreibung der Feindlichen Invasionen / auf gewisse Conditiones mit gebrauchen lassen wolten; welches dann auch des ietzt regierenden Herren Churfürsten zu Sachsen und Burggraffens zu Magdeburg Churfl. Durchl. nach denen rühmlichen Fußtapffen Ihres Glorwürdigsten Herren Vaters wiederhohlet / und dem löblichen Fränckischen Crayß die Conditiones, gegen welche höchstgedachte Ihr. Churfl. Durchlaucht. dero gesamte Trouppen hieraussen lassen wolten / noch weiter durch dero Gesandschafft vortragen / und darbey frey stehen lassen / ob der löbliche Fränckische Crayß hierunter mit dem löblichen Schwäbischen alliirten Crayß causam communem machen / und einen gemeinsamen Tractat mit Ihro Churfl. Durchl. darüber schliessen wolte; das Werck aber so schleunig simultanee nicht vollbracht werden können / und darauff erfolget / daß der löbliche Fränckische Crayß auf die Helffte der Churf. Armée certis Conditionibus geschlossen / auch wegen der anderen Helffte bey allhiesig löblichen Schwäbischen Crayß-Convent durch den zu Nürnberg gewesenen / und mit einem absonderen Churfürstl. Creditiv, auch an Fürsten und Ständten dieses Crayses legitimirten Churfl. Legations-und Appellations-Rath / Herren Christoph Dietrich Besen eine gleiche Proposition geschehen / und darüber eine und andere Conferenz gehalten worden / daß man darauff zu Beförderung des allgemeinen Vaterlandes Nutzen und Besten / so von Conservation der beeden löblichen Crayß / Francken und Schwaben grösten Theils dependiret / sich nicht weniger auf Seiten Fürsten und Stände des löblichen Schwäbischen Crayses in die Tractaten eingelassen / und nechst dem / daß Ihr. Churfl. Durchl. in Sachsen præliminariter reserviret / daß gegenwärtige Handlung dem / zwischen Käyserlichen Majestät und deroselben Glorwürdigsten Herren Vateren / Churfürsten Johann Georg dem Dritten Christmildesten Angedenckens / in Torgau geschlossenen Operations-Recess, welcher gleichwohln den löblichen Schwäbischen Crayß in keinem Stück obligiret / allerdings ohne Nachtheil seyn solle / mit höchstgedacht Ihrer Churfürstlichen Durchlaucht sich folgender maßen verglichen: und zwar

1. Versprechen Ihr. Curfürstl. Durchl. zu Bedeck- und Sicherstellung des löbl. Schwäbischen Crayses von deroselben gantzen Armee die Helffte pro Francken / von der anderen Helffte aber zwey Drittel pro Schwaben / den Winter durch / herzugeben / von welchen ietztgedachten zwey Drittheilen beständig zwey tausend Mann an oder auff denen Gräntzen des Schwäbischen Crayßes in der äußern und innern Postirungs-Linie / deren man sich förderligst zu vergleichen / und selbe zu Ende dieses Recesses mit anzuhängen / stehen / und auf des Feindes Dessein wachtsame Obacht haben / auch mit denen anderen Alliirten Trouppen fleißig communiciren / und separatim so wohl als conjunctim alle Sorge dahin anwenden sollen / damit der Feind nirgends durchbrechen / und mit Brandschatzung / Sengen und Brennen / Rauben / Plünderen und Verderben / dem löblichen Schwäbischen Crayß einigen Schaden zufügen könne / zu welchen Ende dann nicht nur die in der Postirung stehende / sonderen auch die in dem Schwäbischen Crayß sonsten verlegende Chursächsische Mannschafft / ja auch die ausserhalb des Schwäbischen Crayses stehende andere Helffte der Armee / auf den Fall der Noth / und da der Feind einbrechen wolte / zum Theil oder gantz an Ort und Ende des Schwäbischen Crayßes / wo es Ratio Belli erforderen würde / und also ohne Unterscheid der Districten / es seye oben / mitten oder unten / so schleunig / als es nöthig seyn wird / ohne einige Difficultirung anmarchiren / und dem Feind tapfferen Widerstand thun sollen; Und hat es mit dem Commando solcher Chursächsischen Trouppen diese verglichene Bewandnüß / daß die zwey tausend Mann / welche in der äußern und innern Postirungs-Linie stehen / unter Ihr Käyserlichen Majestät hieraussen en chef commandirenden General-Feld-Marschalln / Herren Graffen von Caprara, oder in dessen Abwesenheit / unter eines anderen Ihrer Käyserlichen Majestät en chef commandirenden hohen Generals-Commando die verglichene Zeit durch stehen / und die Ordres von dannen annehmen / auf den Fall eines feindlichen Mouvements aber / von dem Herren General Caprara oder sonsten en chef commandirenden Käyserlichen Herren General, an den die Chursächß. Armee vor ietzo en chef commandirenden General Wachtmeisteren / Herren Graffen von Zintzendorff / oder wer an dessen Platz zu commandiren hätte / des gesamten Auszugs halber geschrieben werden solle / da dann die sämtliche Trouppen an End und Orth / wohin es die Nothdurfft erheischen wird / von der Chursächsischen Generalität also gleich beordert / und auf solchen Fall der Conjunction, oder da man sonsten gegen den Feind zu stehen käme / diese nicht weniger / als die andere Chursächsischen Trouppen / so sich auf der Postirung befinden / obgedachter hoher Käyserlicher Generalität Ordre folgen / und unter dero Commando stehen sollen. Und ob zwar

2. Dieser Tractat vornemlich ratione temporis nur auf die 6. Winter-Monath / als vom ersten Novembr. st. nov. an bis zu Ende des Aprilis Anno 1692. gerichtet ist; So haben sich doch Ihr. Churfl. Durchl. dahin erkläret / daß wann dieselbige auf anderwärtige Tractaten mit Ihr. Käyserliche Majestät / dero Armee auff künfftige Campagne an dem Ober-Rheinstrom allenfals nicht mit agiren lassen / sonderen solche anderwerts hin destiniren würden / (darüber dann zwischen Ihr. Käyserl. Majestät und seiner Churfürstliche Durchl. sich ohne Zweiffel nächstens wird vernommen werden /) Fürsten und Ständten des löblichen Schwäbischen Crayßes nicht weniger zeitlich Nachricht darvon zu kommen lassen wolten / und wie

3. Ihro Churfl. Durchl. alles dasjenige / worzu dieselbe sich in krafft dieses Recessus verbindlich machen / und was Fürsten und Ständte des löblichen Schwäbischen Cräyßes sich nachstehender massen conditionirt / Ihres höchsten Orthes steiff und unverbrüchlich zu halten / und gleich nach Adjustirung des Recesses die passus concernentes per Extractum dero nachgesetzten Generalität und Commendanten dero Trouppen insinuiren / und darbey die nachdrückliche und gemessene Ordre ergehen lassen wollen / daß demselben durchaus nachgelebet / und darwider auff keine Weisze oder Wege gehandelt / auch niemanden darwider zu thun und zu handeln gestattet / sonderen gute Ordre und scharffe Kriegs-Disciplin gehalten / und die Justiz, ohne Ansehen der Person / ohnpartheyisch administriret werden solle / also / und da solches nicht geschehen / und an Ihro Churfl. Durchl. auf dieses Cräyses Grentzen commandirende Generalität / von wegen Fürsten und Ständen des löblichen Schwäbischen Crayßes samt oder sonders einige Klagen vorgebracht würden / so solle ohne alles Hinterbringen / gleich in continenti aller Schaden und Excess repariret / und von den bewilligenden Gelderen innen behalten / darneben aber wider die Verächter der verglichenen Ordonnantz / und dieses mit Ihrer Churfürstl. Durchl. errichteten Tractato also verfahren werden / daß Fürsten und Stände darob ein Vergnügen haben können / zu welchem Ende dann auch die zu publiciren stehende Ordonnantz / als ob sie von Wort zu Wort hier inseriret wäre / wie sie dann ein Haupt-Stück dieser Tractaten mit ist / durchaus zu achten.

Gegen so zugesagte Defension und Bedeckung nun versprechen

4. Fürsten und Stände des löblichen Schwäbischen Crayßes auf solche Churfl. Trouppen / welche zu disseitigen zwey Drittel der anderen Helffte in 7023. Mund-und 2886. Pferd-Portionen / oder 3. Regimenter Cavallerie / 2. Regimenter Infanterie / item 2. Compagnien Granatirs / und das übrige / obiger Portion nach / in dem General-Stab / Artillerie und Proviant-Amt bestehend / ausmachen / zu einem Adjuto an statt einiger Verpflegung überhaupt ein hundert und funfftzig tausend Gülden / solche in 6. monatlichen gleichen Fristen / (jedoch mit Ausnahm dessen / so hier unten in eilfftem Articul reserviret wird /

ANNO 1691.

wird/) und darvon die erste mit fünff und zwantzig tausend Gulden/ zu Eingang des bevorstehenden Monats Decembris in denen Sorten zu liefren/ die in den Schwäbischen Craysz ietzt und fürders lauffen/ ohne/ dasz man wegen dieser bewilligten Summe auf ein oder andere in Müntzwesen gemachte Veränderung zu reflectiren/ sondern wie man insgemein im Craysz das Geld einnimmt und ausgiebet/ also soll auch in Zahlung dieses versprochenen Adjuto es angenommen/ und zu Handen des darzu von Churfl. Durchl. accreditirten Commissarii allhier in Ulm bezahlet werden. Weiter und zum

5. Wollen Fürsten und Stände nebenst erst benannter Summe der ein hundert und fünffzig tausend Gülden/ auff die bey solcher angewiesenen Chursächsischen Mannschafft befindliche und passirliche Dienst-Pferde/ so wohl in der Postirung (wann dieselbe nicht ausserhalb des Craysses geschiehet/) als in denen Quartieren/ jedoch mit Exclusion der Marquetender-Pferdte und übrigen Trosz/ annoch täglich acht Pfund Heu/ ohne Entgeld liefferen/ desgleichen auf eine passirliche Pferdt-Portion sieben Pfund Habern/ gemeinen Land-Gewichts/ für welchen Habern/ jedoch auf jeden Centner ein Gülden/ fünff und viertzig Creutzer/ gegen Extradition der von jedes Orthes Officirern zu empfangen habender Quittirung bey obvermeldter Zahlung der Termin-Gelder wieder abgezogen werden sollen/ wie aber weder Habern noch Heu an auswendige Orth von diesem löblichen Schwäbischen Craysz zuliefferen/ sonderen da sich die Postirung ex ratione militari dann und wann änderen solte/ die Liefferung des rauhen und glatten Futters nach der Proportion dieses Crayszes übernommen/ und auf der Postirung stehender Mannschafft/ dannoch weiter nicht dann nacher Heilbronn zu verschaffen stehet/ von dannen es ohne Kosten des Crayszes durch das Chur-Sächsische Commissariat, an Orth und Ende/ wohin es nöthig ist/ weiter zu bringen/ von Seiten Ihr. Churfl. Durchl. versprochen worden; Also/ und da geschehen solte/ dasz wegen des Feindes Contenance die Churfl. Trouppen noch tieffer hinab rücken müsten/ dasz sie solchen rauh- und glatten Futters aus dem Heilbronner Magazin sich nicht bedienen könten; So hat iedoch der löbliche Schwäbische Craysz deswegen keine weitere Incumbenz, indem Ihr. Churfl. Durchl. zu Sachsen auf solchen Fall die Erklärung dahin thun lassen/ dasz sich alsdann Ihre Trouppen deren Magazinen/ so die Herren Francken noch tieffer angeleget/ vor das gantze Corpus bedienen würden/ also/ dasz dem löblichen Schwäbischen Craysz der Belauff darvon weiter nicht/ dann aus dem Heilbronnischen Magazin an die Fränckischen Commissarios Tausch- und Auswechselungsweise folgen zulassen. Betreffend

6. Den Service, so in Holtz/ Licht/ Saltz und Lieger-Statt bestehet/ und weder auff andere Species, noch viel weniger aber auff Hauszmanns-Kost/ Taffel-Gelder/ Discretions-oder etwas anders zu extendiren/ so geniessen die Ordonnanz-mässige Portiones/ wann sie im Quartier seynd/ solchen Service in natura, und haben dafür kein Geld zu erforderen/ auch auf die absente und vacante durchaus/ unter keinerley Nahmen/ etwas zu erheben/ noch die Herren Officirer/ wann sie commandiret seynd/ dessentwegen etwas nachzusuchen; diejenige Gemeine aber/ so in dem Craysz auszer denen Quartieren in Commando begriffen/ sollen allein an den Orth/ dahin sie commandiret worden/ und den Service in natura geniessen können/ den in dem Quartier ihme sonst zukommenden Service solcher gestalten empfangen/ dasz/ gleichwie bey anderen/ so in denen Orten/ die sich näher gegen der Postirung ziehen/ geschiehet/ also auch bey diesen commandirten in einer Hausz-Vaters Willkühr stehen soll/ das Geld dafür/ und zwar Monatlich dreyszig Creutzer/ oder so weit er es vermag/ den Service in natura zureichen/ welches ihm auch Crayszes wegen wieder ersetzet werden soll; In des Crayszes äusserster Postirungs-Linie aber/ und sonsten an keinem anderen auswendigen Orth/ haben Fürsten und Stände auff die Mannschafft/ so nach denen zwey Dritteln zu der Schwäbischen Quota und deren Proportion daselbst zu stehen kommen/ Monatlich einen Gülden zu bezahlen/ doch bleibet auch auf solchen Vor-Posten in des Hausz-Vaters Option, dem Soldaten oben benanten Service in natura, wo es seyn kan/ oder das Geld dafür zu geben/ doch dasz es im übrigen ohne alle Consequenz bleiben/ auch inclusivè, von Fähndrich oder Cornet an/ so fort alle Ober-Officirer darvon ausgeschlossen seyn/ und Zeit währenden Commando für den Service nichts forderen/ sonderen sich mit deme/ so Ihre zurück gelassene passirliche Pferdt und Knechte Ordonnantz mässig zu empfangen/ vergnügen sollen. Damit aber unter dem Nahmen des Service weder von Officirern noch Gemeinen so weniger gesucht und erpreszt werde/ so solle keinem Officirer/ er seye von Charge und Condition, wie er wolle/ in dem Quartier der Service nach seinen Portionen multipliciret werden/ sonderen derselbe hat mit der einfachen Liefferung nach denen Portionen/ die ihme seiner höchsten Charge nach gebühren/ mit Ausschlusz der übrigen/ die Er bey dem Stab/ prima Plana oder sonsten hätte/ sich gleich anderen zu vergnügen. Wie dann auch in krafft dieses Recesses, und bey der publicirenden Ordonnanz, expresse verbothen werden soll/ die Hauszmanns-Kost bey dem Quartiers-Mann auf einige Wege/ entweder mit List oder sonsten zu suchen/ zu forderen/ oder bis er unter dem Nahmen des guten Willens darzu gelanget/ dem Hauszmann und den Seinigen einigen Uberlast oder Tort zu thun; Innassen auch alle Herrschafften und Obrigkeiten den Ihrigen verbieten können und mögen/ dasz sie auch unter dem Nahmen des guten Willens dergleichen Hauszmanns-Kost dem Soldaten keinesweges geben sollen. Würden aber die Herrschafften bey möglicher Untersuchung befinden/ oder sich sonsten erzeigen/ dasz die Officirer des Orts/ wann es an dieselbe gebracht worden/ diesen und anderen Excessen entweder nicht abgeholffen/ oder erhebliche Ursachen angezeiget werden/ warumb es der Unterthan an den Officirer des Orths so gleich nicht bringen können/ und der Unterthan würde gegen seine Herrschafft so dann auf Pflicht und Eyd nehmen/ dasz wider die Ordonnanz etwas gefordert/ und in der That selbsten genossen oder empfangen worden/ so soll der Belauff dessen/ so der Unterthan hergegeben/ nach jedes Orths und des Genossenen Beschaffenheit an Geld angeschlagen/ und bey der Haupt-Summe, so monatlich fallet/ abgeschlagen/ oder da es nicht geschehen könte/ nach Disposition des eilfften Paragraphi, bey denen zwey letzten Monaten inbehalten werden. Und wie

7. Diese Defension und Bedeckung solle den Winter durch/ und bis ad finem Aprilis Stili novi währen/ und in solcher Zeit keine Chur-Sächsische Mannschafft/ so zu Beschützung des Crayszes appliciret werden kan/ an einigen anderen Ort/ weder zum Theil noch völlig weggezogen/ sonderen durch dieselbe die einmahl gemachte und angewiesene Postirungs-Linie oder Reserva beständig besetzet/ und selbige weiter nicht Landwarts ein/ als ietzt vom Anfang mit dieses Crayses Zuthun determiniret wird/ extendirt/ oder gar geändert/ sonderen dahin sorgfältig invigilirt werden solle/ dasz selbige wider den Feind behauptet/ und nirgends gebrochen werde/ also/ und da Ihre Churfürstliche Durchleucht aus etwa ietzt ohnbewusten Ursachen oder Motiven/ in noch währender erst gedachter sechs Winter-Monat Zeit/ dero Trouppen zum Theil oder gar von dem Schwäbischen Craysz abziehen wolten/ (so doch obiger Zusage nach nicht geschehen soll und wird/) so seynd Fürsten und Stände an ihr Versprechen auf keinerley Weg mehr gebunden/ sonderen behalten sich wegen des Schadens/ so aus einiger solchen Alteration entstünde/ gegen Ihro Churfürstliche Durchleucht auf solchen ohnverhofften Fall/ alle Indemnisation bevor. Im Fall es auch

8. Geschehe/ das einige dem löblichen Schwäbischen Craysz nicht angewiesene Chur-Sächsische Trouppen/ oder die gantze Armée auff auskommende feindliche Alarme, oder zu Vornehmung einiger Entreprise, wider den Feind in dem Schwäbischen Craysz einrücken müsten/ solle demselben dadurch keine weitere Beschwerde zugezogen werden/ sonderen solche Mannschafft ihre Subsistenz sich selbsten anschaffen/ doch/ dasz an Orth und Enden des Schwäbischen Crayszes/ allwo man sich zusammen ziehen müste/ Nahmens der Fürsten und Stände in Schwaben/ mit dem benöthigten Futter und Fourage/ so weit Francken selbsten mit Fuhrwerck und Liefferung nicht auslangen könte/ auff einen solchen extraordinairen Fall/ mittlerweil an Hand gegangen werden/ dessen Belauff der löbliche Fränckische Craysz/ wie Ihro Churfürstliche Durchleucht Krafft dieses dem löblichen Schwäbischen Craysz die Guarantie darüber leisten/ gleich balden nach dem damahligen wahren Werth oder in natura zu Heilbronn an Fürsten und Stände des Schwäbischen Crayszes wiederumb ersetzet werden; Wann aber auff solchen Fall ein oder anderer Stand oder Unterthan gezwungen würde/ ausser itzt gedachtem rauhen und glatten Futter auf solche Mannschafft ohne gleich baldige baare Bezahlung etwas herzugeben/ so soll es an dem versprochenen Geld-Adjuto bey der Liefferung würcklich abgezogen/ und solchem Stand für sich und die Seinige brevi manu Satisfaction gegeben werden. Was aber

9. Die Subsistenz vor Rosz und Mann auff dem

Marsch

Anno 1691.

Marsch anbelanget/ besonders/da sie in den Vor-Posten einander abzuwechselen/ welches doch nur einmahl diesen Winter geschehen soll/ so ist verglichen worden/ dasz auf eine Mund-Portion zwölff Creutzer/und auf eine Pferd-Portion sechs Creutzer/ von wegen Ihre Churfürstliche Durchlaucht bezahlet/oder bey der Geld-Liefferung abgezogen/und dafür zwey Pfund Brodt/ein Pfund Fleisch/ und ein Maasz Bier/ oder nach der Landes-Arth/ ein halb Maasz Wein auf den Mann/ und auf das Pferdt acht Pfund Heu/ und sieben Pfund Haber gegeben/ bey hoher Straff aber weiter nichts / es sey an Geld oder Victualien/ exigiret werden solle/ welches alles dan auch bey dem künfftigen Abmarsch aus diesem Craysz also zu halten. Weiter und zum

10. Haben Fürsten und Stände/welche mit dem Chur-Sächsischen so genandten Refraichier-Quartier beschwehret worden/ sich zwar vorbehalten wollen/ dasjenige/ was sie diszfals gelitten/ und auf Rosz und Mann hergeben müssen / an dem Belauff der bewilligten ein hundert und funffzig tausend Gulden wieder abzuziehen ; Nachdem aber der Chur-Sächsische Herr Abgesandte/ der genachten vielfältigen Instantien ohngehindert / wegen eingewandten expressen Befehls es nur dahin limitiret/ dasz allein/ was ein oder anderen Orts am Geld / oder in andere Wege expresz und excedirt worden / (darunter aber die nothdürfftige Natural-Verpflegung nicht zu verstehen/) auf vorgängige Liquidation entweder restituirt/ oder darauff abgerechnet/ und die prægravirte hoch-und löblichen Stände in so weit indemnisiret werden solten; So hat man zwar solches insgemein angenommen/ und im übrigen annoch auf dem bestanden/ dasz/ weilen die starcke Geld-Præstation den ersten Novembris St. n. den Anfang nimmt/ und die Fürsten und Stände die völlige Natural-Verpflegung auf Rosz und Mann in denen Stationen/ Refraichier-Quartieren/ und auf denen Marchen immittelst hergeben müssen/ dasz dan wenigst solche Præstatio vom ersten Novembris an / billigen Dingen nach/ zu Geld gerechnet/ und von gemeinen Craysses wegen bey der ersten oder folgenden Liefferung an denen Chur-Sächsischen Termin-Gelderen abgezogen werden mögen ; Indeme aber die Chur-Sächsische Gesandschafft wegen solches letzten Passes contestiret/ dasz sie darauff vor Fertigung des Recessus keine Instruction zu erhalten getraue; so hat man solchen Pass zu weiterer Handlung ausgesetzt. Und weilen

11. Fürsten und Stände dieses Crayses insgemein / wegen oben zugesagter Summe/ der ein hundert und fünffzig tausend Gulden/ keine Guarantie oder Obligation in solidum über sich nehmen/sonderen sich viel mehr verwahret haben wollen/ dasz kein Stand vor den anderen stehen solle; So ist weiter abgeredet worden/ dasz/ so an denen Termin-Gelderen einiger Orthen Mangel erschiene/ Ihre Churfürstliche Durchleucht dennoch durch Ihro Trouppen auff die Morosos eher nicht exequiren werden/ bisz der Herren Craysz-Ausschreibenden Fürsten Monitoria an die Saumseelige vorher ergangen/ wie dann auch auff solchen unumbgänglichen Fall der würcklich vornehmenden Execution, solche ohne Beschwerde der übrigen Fürsten und Stände/ und mit solcher Moderation vorzunehmen/ versprochen worden/ dasz man sich de Excessu zu beklagen nicht Ursach habe. Im übrigen/ und damit Fürsten und Stände dieses getreuen Reichs-Crayses umb so viel mehr gesichert seyn können / dasz sie umb alle Excesse, wie auch umb das/ so nach dem letzten April in den Quartieren / oder in den Marchen ferner genossen werden solte/ die baare Satisfaction erhalten/ so sollen die zwey letzte monatliche Termin an denen hundert und funffzig tausend Gulden von dem Craysz so lang zurück gehalten werden / bis die interessirende Fürsten und Stände/ und deren Unterthanen dessentwegen befriediget/ und die Chur-Sächsische Mannschafft aus dem Schwäbischen im würcklichen Abmarschiren begrieffen seyn wird.

12. Sollen weder durch die Chur-Sächsische Generalität/ noch einige Hohe oder Niedere-Officirer / Gemeine oder andere Kriegs-Bediente / die Unterthanen in den löblichen Schwäbischen Craysz-Zufuhren / Vorspan/ Schantzen oder anderen Verrichtungen beschrieben/ am allerwenigsten aber auf den Fall der billich verweigerenden Parition, durch pfändliche Arrestirung/ oder gar durch militarische Execution selbige darzu angehalten werden/ sonderen wann dergleichen etwas verlanget würde/so soll darumb entweder bey dem Fürstlichen Craysz-Ausschreib-Amt in Schwaben/ oder bey dem jenigen Stand in particulari, von dessen Unterthanen es begehret werden will/ angesuchet werden/ da dann zu ihrer Willkühr gestellet bleibet/ ob sie darinnen willfahren wollen/ oder können; Wann aber wieder besseres Vermuthen eine dergleichen Execution vorgenommen würde/ so stehet nicht allein denen Herrschafften und Unterthanen frey/ sich darwider zu setzen/ sonderen es wollen Ihre Churfürstliche Durchleucht auch solchen Conatum der Ihrigen/ absonderlich/ wan dergleichen de facto bewerckstelligt werden solte/ als einen ohnverantwortlichen Eingriff in der Fürsten und Stände Hoheiten und Gerechtigkeiten empfindlich abstraffen/ und die Satisfaction dem lædirten Theil verschaffen lassen. Und weilen

Anno 1691.

13. Die dermahlen anordnende Postirung nicht nur zur Defension der beeden löblichen Craysze / Francken und Schwaben/ sonderen zugleich zu übriger / so wohl in denenselben gelegener/ und nicht zu denen Crayszen gehörige Oerther/ absonderlich aber zu verschiedener hoch-und löblicher Reichs-Stände / der Gefahr eben so nahe / und theils näher als beeder Craysze situirter Landen/ Schutz und Rettung geschiehet/ Ihro Churfürstliche Durchleucht aber/ umb Weitläuffigkeit zu vermeiden/ mit erstgemeldten beeden löblichen Crayszen die Tractaten auf den verlangten Beytrag und Adjuto allein geschlossen/ und sich dabey erklähret / was einige andere hoch-und löbliche Stände/ oder andere Orth/ hiernechst entweder an Geld oder Naturalien / auff die Chur-Sächsische Trouppen verwilligen und hergeben/dasz solches denen beeden löblichen Crayszen durchaus zu Gute kommen/ und an dem verglichenen Adjuto defalciret werden solle/ mit der weiteren Erklärung/ dasz dieselbige diese Concurrenz bestmöglichst beförderen/ und daferne mit dem löblichen Fränckischen/ ohne Zuthun des löblichen Schwäbischen Craysses/ einige Tractaten von solchen Orten her bereits gepflogen und geschlossen wären/ oder auch Nahmens Ihre Churfürstlichen Durchleucht selbsten noch geschlossen werden solten/ den löblichen Schwäbischen Craysz pro dimidia Parte an allen dem tractirten mit participiren zu lassen/ und dasz es geschehe/ kräfftig zu cooperiren/ solche Declaration auch an Seiten des löblichen Schwäbischen Crayses also acceptiret/ und anbey von demselben noch absonderlich reservirt und bedungen worden / dasz dessen Fürsten und Stände die Concurrenz derer in diesem Craysz gelegener Ritterschafftlicher/ und anderen hin und wieder in verschiedener dieser Stände Territoriis befindlicher immediat-Orthe/ absonderlich sich vorbehalten/ angesehen ietzigen so schwerlichen Conjuncturen sich niemand/ welcher der Defension mit geniesset/ unter Allegation einiges Privilegii oder Exemtion entziehen kan noch soll; Also hat man auch dieses/ und dasz von Ihre Churfürstlichen Durchleucht in Sachsen keine Recrouten in diesem Craysz gemachet werden sollen/ dahin sie sich auch gantz deutlich erbothen/ als eine mit ausgedruckte Condition in gegenwärtigen Recess zu bringen für nöthig ermessen. Schlieszlichen und zum

14. Haben Ihre Churfürstliche Durchleucht keinen Anstand/ dasz/ gleichwie diese Tractaten unter der Allerhöchsten Authorität der Römischen Käyserlichen Majestät ihren Anfang genommen / also auch Fürsten und Stände des löblichen Schwäbischen Crayszes über den Schlusz derselben und gegenwärtigen Recess Ihrer Käyserlichen Majestät Assistenz allerunterthänigst ausbitten.

Zu Uhrkund dessen allen ist dieser Recess, deme also gleich ohnerwartet der Churfürstlichen Ratification nachgelebet werden soll/ in duplo gefertiget / und bisz auff Ihre Churfürstliche Durchleucht eigenhändige Expedition von deroselben bevollmächtigten Gesandschafft/ und denen fünff Bäncken des löblichen Schwäbischen Crayszen/ gewöhnlicher massen/ respective unterschrieben/ und mit allerseits gewöhnlichen Pittschafften corroboriret werden. Datum Ulm den 17. (27.) Novembris anno ein tausend/ sechszehen hundert/ und ein und neuntzig.

(L.S) Christoph Dietrich Bose/ der Jüngere.

(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.)

CXLIV.

Traité entre le Roi de France, Louis XIV. & *la Ville & République de* Berne. *Fait par Messire Michel Amelot, Chevalier, Marquis de Gournay, Ambassadeur de Sa Majesté en Suisse, à Soleure le troisiéme Janvier* 1692. [Freder. Leonard. Tom. IV.]

1692. 3. Janv.

Louis

ANNO 1692.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Ayant veû & examiné le Traité fait & signé en nôtre nom à Soleure le troisiéme des presens mois & an, par nôtre amé & feal Conseiller en nos Conseils, Maistre des Requestes ordinaire de nôtre Hôtel, & nôtre Ambassadeur en Suisse, le Sieur Amelot, Marquis de Gournay, d'une part: Et les Sieurs Jean Rodolphe Suiner, ancien Tresorier, & Jean Rodophe Buccher, tous deux du Conseil d'Etat, & Deputez de la Republique de Berne, d'autre; duquel Traité la teneur ensuit.

SUr les instances & representations faites au Roi, de la part de la Ville & Republique de Berne, pour payement des sommes à elle dûës, tant en principaux qu'interests, Sa Majesté desirant donner des marques de sa bienveillance à ladite Republique, & aquitter les dites dettes suivant la verification portée par le Traité signé à Arau le prémier Juin mille six cens cinquante-huit, il a été convenu entre tres-excellent Seigneur, Messire Michel Amelot, Chevalier, Marquis de Gournay, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requestes ordinaire de son Hôtel, & son Ambassadeur en Suisse, d'une part: Et Messieurs Jean Rodolphe Suiner, ancien Tresorier, & Jean Rodolphe Buccher, tous deux du Conseil d'Etat, & Deputez de la Republique de Berne d'autre, ainsi qu'il ensuit.

Les sommes dûës par la Couronne de France à la Republique de Berne ayant été ci-devant verifiées & liquidées par un Traité conclu & signé à Arau le prémier Juin 1658. ratifié par le Roi le dix neuviéme Juillet de la même année, & enregistré en la Chambre des Comptes à Paris le vint-uniéme Novembre mille six cens soixante-trois, & y ayant eû plusieurs payemens faits en conséquence pendant dix-huit années & trois mois, il s'est trouvé par le calcul nouvellement fait, que le dernier jour de Decembre mille six cens quatre-vint onze, il étoit encore deû à ladite Republique de Berne la somme de cinq cens cinquante quatre mille huit cens livres, en principaux portans interests, & la somme de quatre cens quatorze mille quatre cens soixante-deux livres en interests écheûs, & que les capitaux qui ne portoient point d'interests, dont il est parlé dans le Traité de 1658. ont été entierement éteints & aquitez au moyen des payemens susdits.

Pour la satisfaction & paiement desdites deux sommes de cinq cens cinquante-quatre mille huit cens livres en capitaux portant interests, & de quatre cens quatorze mille quatre cens soixante-deux livres, & interests écheus ledit jour dernier Decembre mille six cens quatre-vint onze, le Roi promet de faire fournir annuellement, & de quartier en quartier à ladite Republique de Berne, par les Fermiers des Salines de Franche-Comté, jusques à l'entier & parfait payement des deux sommes cy-dessus dites, & des interests qui écherront à l'avenir, la quantité de mille cinq cens bosses, & sept mille cinq cens Charges de sel; savoir la Bosse sur le pied de vint-six livres six sols tournois, & la charge sur le pied de six livres, le premier quartier commençant le premier jour de Janvier, mille six cens quatre vints douze.

Et en échange ladite Ville & Republique de Berne promet de fournir annuellement pour lesdites cinq mille cinq cens Bosses, & sept mille cinq cens charges de sel, à raison de vingt six livres six sols tournois la Bosse, & de six livres la Charge, ce qui se monte par chacun an à la somme de cent quatre-vint neuf mille trois-cens soixante-quinze livres, aux Fermiers des Salines de Franche Comté, par chaque quartier & à mesure de la délivrance dudit sel, des quittances de ladite Ville & Republique de Berne, pour la somme de cent quatre-vint neuf mille trois cens soixante-quinze livres, qui sera prémierement deduite sur les interests écheus & qui écherront, & ensuite sur les capitaux, dont l'interest diminuera à proportion des sommes, qui seront acquitées sur lesdits capitaux.

Tout le sel desdites cinq mille cinq cent Bosses, bien cuit, bien travaillé, fossoyé, non trop grossiérement grainé, & reposé six semaines dans les Etuvailles de Salins, sera rendu par lesdits Fermiers dans le Magasin à Iverdun; duquel Magasin les Fermiers ne payeront aucun loüage, & ledit sel sera delivré après avoir reposé trois semaines, au Commis ou Directeur de ladite Republique de Berne, dans ces Bosses d'égalles grandeurs & grosseurs par les fonds, & de douves d'épaisseur convenable, ensorte qu'elles soient capables de contenir seize fistins de Berne, dont la Bosse doit estre composée de mesure ordinaire, sans estre secouée, pressée ni foulée par force, & ledit sel déchargé de tous frais hors ceux du remplissage à Iverdun, qui se fera aux dépens de ladite Ville & Republique de Berne.

Le mesurage s'en fera à la corde dans ledit Magasin d'Iverdun par les Commis des Fermiers, en presence du Commis ou Directeur de ladite République de Berne, qui sera obligé, après le remplissage, de recevoir ledit sel, & d'en donner sa décharge, quand il y en aura la quantité de cent Bosses & au dessus.

Et à l'égard des sept mille cinq cens charges de sel en pain, ci-dessus dites, la charge doit être de quatre côtes, chaque côte de douze, & chaque pain de deux livres & demie poids de marc, ainsi ladite charge sera cent vingt livres dudit poids, qui devra être delivrée bien conditionnée par les Sauniers de Salins, à celui ou ceux de ladite République de Berne, qui auront ordre de le recevoir, & cette delivrance se fera de la même maniere qu'elle s'est pratiquée ci-devant envers ladite République, c'est-à-dire, déchargez de tous frais hors des Sauneries.

Ladite République de Berne promet de ne rien debiter de tout le sel hors de ses Terres, & de n'en faire aucun versement, aux conditions que lesdits Fermiers de leur côté ne feront aucune contrebande directe ni indirecte, & ne permettront qu'il s'en fasse du même sel autant qu'il sera de leur pouvoir de l'empêcher, & que les loüables Cantons, & autres lieux voisins, en useront aussi de même.

Bien entendu qu'au cas qu'il y eût quelque interruption à l'execution du present Traité de la part de Sa Majesté, la Ville & République de Berne demeurera dans ses Droits pour les sommes, qui pourroient alors leur être dûës en capitaux ou intérêts.

Bien entendu aussi, que si dans les verifications & liquidations faites il se trouvoit quelque erreur de calcul, il en sera fait réciproquement raison. Et d'autant que la verification des paiemens ci-devant faits à la République de Berne, n'a été faite sur les comptes des Tresoriers des Ligues Suisses, s'il se trouve qu'il ait été par eux payé quelque autre somme, deduction en sera faite à l'avenir.

Il a pareillement été convenu, qu'aussi-tôt que les sommes ci-dessus dites, & les intérêts, qui en pourroient écheoir pendant l'execution du present Traité, auront été entierement éteintes & aquitées, ladite Ville & République de Berne remettra entre les mains de l'Ambassadeur du Roi en Suisse, les trois Obligations des Rois Charles IX. & Henri III. mentionnées au Traité de 1658. d'où sont dérivées lesdites dettes, les autres titres des capitaux, qui ne portoient point d'intérêts, dont est aussi fait mention dans ce même Traité de mille six cens cinquante-huit, ayant été presentement rendus audit Seigneur Ambassadeur Amelot.

Et pour plus grand éclaircissement de ce que dessus, il demeurera attaché à l'original du present Traité, copie du Traité de mille six cens cinquante-huit, & copie de la liquidation presentement faite jusques au dernier Decembre mille six cens quatre-vingt onze.

Le present Traité sera ratifié par le Roi, & par la Ville & République de Berne, & les Ratifications delivrées de part & d'autre, dans six semaines, ou deux mois au plus tard.

En foi de quoi le present Traité a été signé par ledit Seigneur Amelot, & par lesdits Sieurs Deputez, & scellé de leurs cachets. Fait double à Soleure le troisime Janvier mille six cens quatre-vingt douze.

NOus, ayant agreable le susdit Traité en tout ce qu'il contient, avons icelui agréé, approuvé, & ratifié, approuvons, agréons, & ratifions par ces presentes signées de nôtre main, promettant en foi & parole de Roi, de l'entretenir, & faire garder & observer de point en point selon sa forme & teneur, sans y contrevenir, ni souffrir qu'il y soit contrevenu. Car tel est nôtre plaisir. En témoin dequoi nous avons fait mettre nôtre seel à cesdites presentes. Donné à Versailles le vingtiéme Janvier l'an de grace mille six cens quatre-

ANNO 1692.

quatre-vingt douze, & de nôtre regne le quarante-neuviéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roi,

COLBERT,

Et scellé.

Registré en la Chambre des Comptes, Ouï & ce requerant le Procureur General du Roi, pour estre executé selon sa forme & teneur, le quatriéme jour de Mars mille six cens quatre-vingt douze.

Signé,

RICHER.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Le Traité cy-attaché sous le contrescel de nôtre Chancellerie ayant été fait & passé en nôtre nom, par nôtre amé & feal Conseiller en nos Conseils, Maistre des Requestes ordinaire de nôtre Hôtel, & nôtre Ambassadeur en Suisse, le Sieur Amelot, Marquis de Gournay, d'un part: & les Sieurs Jean Rodolphe Suiner, Ancien Tresorier, & Jean Rodolphe Buccher, tous deux du Conseil d'Etat, & Deputez de la Republique de Berne, d'autre, Savoir faisons, qu'après avoir veû & examiné en nôtre Conseil ledit Traité, Nous l'avons approuvé, ratifié, & confirmé, approuvons, ratifions & confirmons par ces presentes signées de nôtre main, promettant en foi & parole de Roi de l'observer, & faire exécuter selon sa forme & teneur. Si donnons en Mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nôtre Chambre des Comptes à Paris, qu'ils ayent à l'enregistrer, & cesdites presentes, & que dorenavant a commencer du prémier jour de la presente année, ils ayent à passer & allouer en la dépense des comptes des Gardes de nôtre Tresor Royal presens & avenir, chacun en l'année de leur exercice, la somme de cent quatre-vint neuf mille trois cens soixante-quinze livres, provenant du prix de la Ferme de nos Gabelles de Franche-Comté, aussi presens & avenir, en cinq mille cinq cens Bosses, & sept mille cinq cens Charges de sel qu'ils luy fourniront par chacun an, en execution dudit Traité, & conformement à icelui. Comme aussi de passer & allouer dans la recette & dépense des comptes desdits Tresoriers des Ligues Suisses, à commencer de ladite presente année, ladite somme de cent quatre-vint neuf mille trois cens soixante-quinze livres, en rapportant aussi par eux des quittances de ladite Republique de Berne, pour ladite somme, conformement audit Traité, avec copie desdites presentes deuëment collationées pour une fois seulement, tant & si long-tems que ledit Traité durera, moyennant quoi ils en demeureront bien & valablement déchargez. Mandons aussi ausdits Gardes de nôtre Tresor Royal presens & avenir, chacun en l'année de leur exercice, de tenir nosdits Fermiers des Gabelles de Franche-Comté, quittes & déchargez de ladite somme de cent quatre-vingt neuf mille trois cens soixante-quinze livres par chacun an, tant que le Traité durera, ou de celle de quarante sept mille trois cens quarante trois livres quinze sols par chacun quartier, en leur fournissant les quittances desdits Tresoriers des Ligues Suisses. Enjoignons en outre à nosdits Fermiers des Gabelles de Franche-Comté, presens & avenir, de fournir à ladite Republique de Berne ladite quantité de sel, suivant & conformement audit Traité, sans aucun empêchement. Car tel est nôtre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre nôtre scel à cesdites presentes. Donné à Versailles le vingtiéme jour de Janvier l'an de grace mille six cens quatre-vingt douze, & de nôtre regne le quarante-neuviéme.

Signé,

LOUIS.

Et sur le repli:

Par le Roi,

COLBERT,

Et scellées du grand sceau de cire jaune sur double queuë.

Et sur le repli est écrit,

Registrées en la Chambre des Comptes, Ouï & ce requerant le Procureur General du Roi, pour estre executées selon leur forme & teneur, le quatriéme jour de Mars mille six cens quatre-vingt douze.

Signé,

GAMART.

ANNO 1692.

CXLV.

22. Mart.

Wienerischer Recess zwischen Ihro Käyserl. Majestät Leopold I. und Hertzog Georg Wilhelm und Ernst Augusten zu Braunschweig und Lüneburg / worinnen Ihro Kayserl. Majestät Hertzog Ernst Augusten und dero Descendenten männlichen Geschlechts die Chur-Würde versprechen / dargegen diese 6000. Mann auf eigne Kosten gegen den Erbfeind auf 2. Jahr zu unterhalten / wie auch 500000. Reichs-Thaler subsidien-Gelder zum Türcken-Krieg an Ihro Kayserl. Majestät auszahlen zu lassen versprechen. Geschehen Wien den 22. Martii. 1692. [LUNIG Teutsches Richs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Absatz IV. pag. 176. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XIV. pag. 313.]

C'est-à-dire,

Recès de Vienne entre LEOPOLD *Empereur des Romains d'une part, & les Ducs de Brunswic-Lunebourg* GEORGE GUILLAUME, *&* ERNEST AUGUSTE *d'autre part, par lequel Sa Majesté Imperiale leur promet la Dignité Electorale pour le Duc* ERNEST AUGUSTE, *& pour ses Descendants mâles, en consideration de quoi ce Prince s'engage d'entretenir 6000. hommes à ses Dépens dans la Guerre contre le Turc, pendant deux Ans, & de lui fournir outre cela un subside de cinq cens mille Ecus pour la même Guerre. A Vienne le 22. de Mars 1692.*

WIr Leopold von GOttes Gnaden / erwehlter Römischer Käyser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs ꝛc. Urkunden hiemit / demnach wir auf beschehenes allerunterthänigstes Ansuchen beeder regierender Gebrüder Georg Wilhelms und Ernst Augusts Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg / respectivè Postulirten zum Bischoffen zu Oßnabrück Liebden Liebden nicht allein allergnädigst uns erinnern / was wegen der Ihrem Fürstlichen Hauß zu conferirender Chur-Würde bey letztern Reichs-Tage zu Augspurg / von denen daselbst in Person zugegen gewesenen Chur-Fürsten und der abwesenden Bothschafftern und Gesandten respectivè vorgetragen / secundiret / und unserm allerhöchsten Kayserlichen Willen und Gutbefinden heimgestellet worden / sonderen auch den Splendor dieses uhralten Hauses / und die sonderbare viele und ersprießliche Dienste / welche

ermelte

ANNO 1692. ermelte beyde Hertzogen Gebrüder Liebden Liebden dem heil. Römischen Reiche Teutscher Nation, der gesamten werthen Christenheit und dem gemeinen Wesen in Krieg-und Friedens-Zeiten in unverbrüchlicher Treue mit sorgfältigsten Eyfer/ auch mehrmahliger Darsetzung ihrer eigenen Personen erwiesen/ und noch ferner zu erweisen willens seynd; nebenst verschiedenen mehr anderen dabey mit eintretenden sonderbahr-und trifftigen Bewegungs-Ursachen/ und bevorab den gegenwärtigen Zustand des werthen Vaterlandes und der Christenheit in wohlbedächtliche und reiffe Erwegung gezogen; Als haben wir zu des heil. Römischen Reichs/ und des gemeinen Wesens Nutzen und Wohlstand folgender Gestalt uns resolviret/ und mit ietztgedachten beyden Hertzogen Liebden Liebden vereinbahret:

I. Erstlich erklähren wir uns hiemit allergnädigst/und versprechen/ daß wir in Ansehung vorhin berührter/ vieler und sonderbahrer Umstände/ auch von ihrer Liebden Liebden durch den hierunter bemelten Succurs, um das heil. Römische Reich und die gesamte Christenheit/ ferner erwerbenden grossen Meriten/ zuforderst aber auch in consideration der von denen Churfürsten zu Augspurg geschehenen trifftigen Remonstrationen und Einrathungen bewürcken wollen/ daß/ nachdem des Hertzogen Georg Wilhelms Liebden sich gegen uns erkläret/ es Dero Bruder Ernst August Liebden aus freund-brüderlicher Liebe und Affection, und weiln sie keine männliche Erben haben/zu überlassen/ ietzt gedachten Hertzogen Ernst Augusts zu Braunschweig und Lüneburg Liebden für sich/ und dero Descendenten männlichen Geschlechts juxta ordinem primogenituræ die Chur-Würde wircklich erlangen/ und in die Zahl unserer und des Reichs Churfürsten auf-und angenommen werden/ gestalt wir dann darüber unser allergnädigstes Decret nicht allein ertheilet/ sonderen auch fernere Einstimmunge der Churfürsten L. L. L. L. L. L. Liebden alsofort einholen/ sodann einen gewissen Terminum zur Investitur, und förderlicher Introduction ins Churfürstliche Collegium ansetzen/ und darauf auch weiter die Approbation des gesampten Reichs bewürcken wollen.

II. Zu dieser neunten Chur sollen des Hertzogthums Braunschweig und Lüneburg Fürstenthümer/ Zelle/ Calenberg und Grubenhagen/ sampt denen darzu gehörigen Graffschafften Hoya und Dipholtz/ auch übrigen gedachten beeder Gebrüder Liebden Liebden zugehörige Lande/ Aempter/ Stücken und Pertinentien/ ewig und unzertrennlich solange eine männliche eheliche Descendentz von Sr. Liebden Hertzogen Ernst Augusto verhanden/ gehören und unter denen Landen dieser Neunten Chur sampt und sonders begriffen seyn.

III. Wie es mit den Matricular-Anschlägen/ dieser Chur-Lande und denen im Fürstlichen Collegio habenden Votis, fürohin gehalten werden solle/ bleibet auf der beyden hohen Reichs-Collegiorum Gutachten ausgestellet. Gleichwie auch Ihre Liebden Liebden verlangen/ daß/ weilen dero Lande allbereits mit grossen Matricular-Anschlägen behafftet/ es dabey verbleiben/ dabeneben auch Ihnen in dem Fürstlichen Collegio zwey Vota wegen der Fürstenthümer Zelle und Calenberg gelassen werden möchten; also seynd auch wir gnädigst geneigt/ dazu mit unseren Officiis zu concurriren.

IV. Und weiln ferner bey jeder Chur ein gewisses Reichs-Ertz-Ampt und Reichs-Insigne gewidmet ist/ so ist wegen jenes/ das Ampt des Reichs-Ertz-Pannier-Herrn/ u. zu diesem die Reichs-Fahne von uns allergnädigst beliebet worden/ dafern jedoch auf den in dem Westphälischen Friedens-Instrumento gesetzten/ und in Gottes Händen stehendem Fall/ welchen der Allerhöchste verhüten wolle/ der achte Electorat ausgehen würde/ so soll an statt des vorgedachten Ertz-Ampts und Reichs-Insignis das Ertz-Schatz-Meister-Ampt/ und das dazu gehörige Insigne diesem neunten und ältestem achten Electorat zugeeignet und gewidmet seyn.

V. Es versprechen hingegen fünfftens Ihre Liebden Liebden/ daß uns sie von Ihren alten geübten Trouppen 6000. Mann als 4500. zu Fusse/ und 1500. zu Pferde an Reutern und Dragoneren gegen den Erb-Feind zu Hülffe schicken/ dieselbe im künfftigen Majo in Hungaren stellen/ die nähesten zwey Campagnen hindurch agiren und selbige nicht nur im Felde/ sonderen auch auff dem Marche und in denen Winter-Quartieren auf eigenen Kosten unterhalten/ wie nicht weniger von Anfang der zweyten Campagne biß auf obige Anzahl wiederum recrutiren lassen wollen/ inmassen über die mehrere Particularia sothaner Hülffschickung ein besonderer Recess errichtet worden.

VI. Im Fall nach Ablauff der zweyten Campagnen der Krieg mit der Ottomannischen Pforte weiter fortgesetzet werden solte/ so wollen und sollen Ihre Liebden 2000. Mann/ und zwar in zwey Bataillonen zu Fuß/ jedes zu 800. Mann/ und in einem Regiment zu Pferde à 400. Mann gegen den Erb-Feind auf eigene Kosten biß zu Ende des Krieges agiren und jährlich recrutiren lassen. ANNO 1692.

VII. Dafern aber noch vor Ablauff der zweyten Campagne der Friede mit der Ottomannischen Pforten erfolgen solte/ wollen Ihre Liebden Liebden gedachtes Hülffs-Corps der 6000. Mann nach unser allergnädigsten Disposition und Gutbefinden im Reich gegen des Reichs-Feinde/ wie in Ungarn/ agiren lassen.

VIII. Es versprechen auch in specie des Hertzogen Ernst August Liebden ferner/ daß sie um ihren vor die Christenheit tragenden Eiffer um so mehr zu comprobiren/ uns zu Behuf gegenwärtigen schweren Türcken-Kriegs/ über und neben oberwehnter Volcks-Hülffe/ noch mit einem subsidio an Gelde von 500000. Reichs-Thaler an Hand stehen/ und zwar die erste 200000. Reichs-Thaler bey der Investitur; die andere 300000. Reichs-Thaler aber ein Jahr hernach/ an denen im Reich gäng-und gäbigen Müntz-Sorten zu Franckfurth oder Leipzig auszahlen wollen; an welchen letzten 300000. Rthl. jedoch wir so viel abkürtzen zu lassen erbietig seynd/ als die im Reich bißhero von dem Fürstlichen Hause genossene/ und ietzo abzutretten habende Assignationes künfftigen Winter austragen werden/ mit der fernern allergnädigsten Zusage/ daß wir/ nach verflossenem künfftigen Winter/ bey continuirendem Reichs-Kriege/ und wann Ihre Liebden dagegen eine proportionirliche Mannschafft unter unsere Direction stellen/ ihnen sothane Assignationes gnädigst wiederumb zukehren wollen.

IX. Immittelst aber und Zeit-währender vorgedachten zwey Campagnen oder Jahren wollen beyder Hertzogen zu Zell und Hanover Liebden Liebden an statt ihres Reichs-Contingents am Rhein/ wenigstens zwey biß drey tausend Mann/ gegen die Cron Franckreich/ unter unsers alldorten commandirenden Generalen Commando stellen/ es wäre dann/ daß mit unserm allergnädigsten Gutbefinden und vorhergegangenen Consens die gantze Macht des gesamten Fürstl. Hauses nach den Niederlanden geschicket würde; in welchem Fall (zumahl so lang Ihre Liebden Liebden keine Assignationes im Reich geniessen) das Fürstl. Hauß von absonderlicher Stellung des Contingents seiner Landen befreyet seyn soll; Inmassen dann Ihre Liebden Liebden sich hiermit erklären/ daß sie in gegenwärtigem Reichs-Kriege sich von uns dem Heil. Römische Reich nicht separiren/ sondern demselben unzertrennt, assistiren/ und diesen Krieg conjunctis viribus & consiliis, biß zu glücklichem Ende ausführen helffen wollen/ alles treulich/ ohne Gefährde.

Zu dessen Urkund haben wir diesen eigenhändig unterschriebenen Recess mit unserm Kayserlichen Secret-Insiegel bekräfftigen/ und Ihrer Liebden Liebden gegen einen von ihnen unterschriebenen gleichlautenden aushändigen lassen. So geschehen in unserer Residentz-Stadt Wien/ den 22. Martii Anno 1692. unserer Reiche/ des Römischen im vier und dreyssigsten/ des Hungarischen im sieben und dreyssigsten/ und des Böhmischen im sechs und dreyßigsten

Leopold.

Vt. Leopold Wilhelm/ Graff zu Königsegg.

Ad Mandatum S. C. M. proprium.

Caspar Florentz Conspruch.

CXLVI.

Ewiges Unions-Pactum zwischen dem Ertz-Hertzoglichen Hauße Oesterreich und dem Churfürstl. Hauße Braunschweig und Lüneburg geschlossen/ darinnen sie einander mit einer gewissen Hülffe zu succurriren/ Chur-Hannover der Cron Böheimb völlige Restitution in das Exercitium der Ihr competirenden 22. Mart.

ANNO 1692.

tirender Jurium Electoralium, mit ihren suffragiis zu secundiren/ und bey der Wahl eines Römischen Kaysers und Königs sein Suffragium keinem anderen/ als dem Primogenito der Ertz-Hertzoglichen Linie zu geben verspricht; Wien den 22. Martii 1692. Mit einem Separaten Articul/ wodurch Hertzog Ernst-Augustus von Braunschweig denen Catholischen erlaubt/ zu Hannover und Zell eine Kirche und Schule bauen zu können. Geben Wien den 22. Martii 1692. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. I. pag. 169. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XIV. pag. 317. sub Anno 1692.]

C'est-à-dire,

Pacte d'Union perpetuelle entre la Maison Archi-Ducale D'AUTRICHE *& la Maison Electorale de* BRUNSWICH-LUNEBOURG, *par laquelle outre le Secours reciproquement promis dans tous les cas de necessité, la Maison Electorale de Brunswick s'engage à procurer autant qu'elle pourra à la Couronne de Boheme l'entiere Restitution de l'Exercice de ses Droits Electoraux, & à donner toujours sa Voix au Prince Ainé de la Maison Archi-Ducale d'Autriche, pour l'Election d'un Empereur des Romains. Fait à Vienne le 22. Mars* 1692. AVEC *Un* ARTICLE SEPARÉ *par lequel l'Electeur* ERNEST AUGUSTE *promet d'accorder aux Catholiques de Hannover & de Cell la liberté d'y bâtir des Eglises & des Ecoles. A Vienne le* 22. *Mars* 1692.

WIr Leopold von Gottes Gnaden erwählter Römis. Kayser/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ Uhrkunden hiemit/ demnach wir auf allerunterthänigstes Ersuchen beeder regierenden Gebrüdere/ des Durchleuchtig-Hochgebohrnen Georg Wilhelm/ auch des Ehrwürdig-Durchleuchtig-Hochgebohrnen Ernst-August respectivè Postulirten Bischoffen zu Oßnabrück/ Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg/ unserer lieben Oheime/ Fürsten und Andächtigen/ nach reiffer Uberlegung vieler und sonders hiebey eingetretenen Umständen/ zu des Heil. Römischen Reichs Wohlstand/ auch gesamter Christenheit Nutz und Besten/ auf Hertzog Georg Wilhelms Liebden beschehene Erklärung/ nicht allein unseren allerhöchsten Kayserlichen Consens gegeben/ deß vorgedachten Hertzog Ernst Augusti Liebden vor sich und dero männlichen Descendenten die Chur-Würde zu conferiren/ sonderen auch auff eingeholete und erfolgte Einstimmung der Churfürsten L. L. L. L. L. L. Liebden die würckliche Investitur zu ertheilen/ und dabey allergnädigst versprochen/ daß wir die Approbation vom gantzen Reich darüber kräfftigst bewürcken lassen wolten/ daß demnach zwischen uns und beeder Gebrüder Liebden Liebden/ zu respectivè desto mehrer Bezeigung der allerunterthänigst- und nimmer vergeßzigen Danckbarkeit und treugehorsamster Devotion gegen uns/ auch zu mehrer Befestigung einer beständigen Union zwischen beederseits Königlichen und Ertz-Hertzoglichen und Churfürstlichen Häusern nachfolgende Puncta abgehandelt und beschlossen worden:

Erstlich soll zwischen uns/ unseren Nachfolgeren/ Erben und Nachkommen/ regierenden Königen zu Ungaren und Böhmen/ Ertz-Hertzogen zu Oesterreich an einer: und vor gedachter beeder Gebrüder Liebden Liebden und respectivè dero Descendenten Churfürsten und Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg andererseits hiermit und Krafft dieses eine aufrichtige/ beständige/ ewige und unauslöschliche Correspondentz/ Union und Zusammensetzung seyn/ also und dergestalt/ daß wir/ auch unsers freundlich-geliebten Herren Sohns/ Königs Josephs Liebden und mittels Reichs-Satzungs-mässiger Wahl/ aus unserm Ertz-Hertzoglichen Hause Oesterreich noch folgende Römische Kayser und Könige Ihre Liebden und dero Descendenten/ in besonderen Kayserl. und Königl. Hulden behalten/ es stäts wohl meynen/ sie bey allen und jeden gegenwärtig habenden/ oder künfftig erlangenden Rechten und Gerechtigkeiten/ in genere dem Jure Primogenituræ kräfftigst schützen und vertreten/ und ihres Hauses Auffnahm und Bestes beförderen wollen/ dahingegen Ihre Liebden und dero Descendenten nicht allein was in diesem ewigen Unions-Pacto enthalten/ auffrichtig præstiren und erfüllen/ sonderen auch überall in besonderer Devotion und unverbrüchlicher Treue gegen uns und obgedachte unsere Nachkommen jederzeit beständig continuiren wollen.

ANNO 1692.

2. Versprechen mehr erpelder beeder Gebrüder Liebden Liebden vor sich und dero Descendenten/ daß sie mit uns und unseren Nachkommen vor einen Mann stehen/ unser Bestes suchen/ Schaden abwarnen/ verhüten und abwenden helffen/ auch zu dem Ende/ wann sie und deren Erben und Nachkommen/ etwas in Erfahrung bringen solten/ so zu unser und unsers Hauses Præjuditz und Nachtheil angesehen oder gereichen könte/ solches so fort getreulich eröffnen/ auf Reichs- und Creyß- und anderen Conventen und Zusammenkünfften/ in und ausserhalb Reichs/ zu des gemeinen Wesens und Vaterlandes/ auch unsern Landen und Unterthanen Sicherheit/ Wohlfahrt/ Aufnahm und Besten treulich communiciren/ und mit uns/ und unserm Ertz-Hauß/ so weit es nicht wider GOtt und das Vaterland/ noch ihre oder ihres Hauses Jura (welches verhoffentlich nicht geschehen wird) conforme vota und consilia führen/ auch keine fœdera haben/ noch künfftig machen wollen/ welche an aufrichtiger und vollkommener Erfüllung dessen/ was in diesem immerwährenden Unions-Pacto enthalten und versprochen/ in einigerley Weise oder Wege hinderlich seyn möchten; Allermassen wir dann vor uns und gedachte unsere Nachkommen hinwiederum versprechen/ daß wir mit ihnen gleicher Massen für einen Mann stehen/ ihr bestes suchen/ Schaden warnen und abwenden/ mit ihnen auf Reichs- und Crayß- auch anderen Conventen und Zusammenkünfften/ zu des gemeinen Wesens und ihrer Landen Sicherheit/ Wohlfart und Aufnahm vertraulich zu communiciren/ noch auch fœdera haben noch machen wollen/ welche diesem Pacto einiger Massen verhinderlich oder entgegen seyn möchten: Diese perpetuirliche Vereinigung soll à die investituræ Electoralis ihre Kraft und Würckung haben/ und darunter begriffen/ auch eingeschlossen seyn/ das Reich/ auch die Königreiche Ungarn und Böheim/ und übrige beeden Theile ietzo zustehende und innerhalb des Teutschen Reichs belegene Fürstenthümer/ Lande und Provincien/ als auch welche ihnen hiernächst vermittelst göttlicher Schickung durch Succession, oder auf andere Art im heil. Röm. Reich Teutscher Nation zufallen möchten.

3. Daferne demnach wir/ unsere Erben und Nachkommen/ Könige zu Ungarn und Böheim/ Ertz-Hertzoge zu Oesterreich/ im Reich/ oder in den Art. præced. erwehnten Königreichen und Landen künfftig von dem Erb-Feind/ oder sonsten jemanden/ er sey wer er wolle/ feindlich angegriffen werden/ sollen ihre Liebden Liebden und dero Descendenten nicht allein jedesmahl mit zwey Bataillons zu Fuß/ jede à 800. Mann/ und ein Regiment zu Pferd à 400. Mann/ zu Hülffe kommen/ selbe auf eigene Kosten recroutiren und remontiren/ und damit so lang continuiren/ biß die Gefahr vorbey/ und der etwa uns und unsern Landen zugefügte Schaden ersetzt seyn wird/ sonderen auch/ wann es verlanget werden solte/ und man wegen billiger Conditionen sich wird vergleichen können/ noch ein grössers Corpo zu unsern und des gemeinen Wesen Diensten/ in Kriegs- und Friedens-Zeiten/ uns zu Hülffe schicken/ daferne jedoch ihre Liebden Liebden oder dero Descendenten etwan mehr an Cavallerie schicken wollen/ solle solches in dero Wahl und Belieben stehen/ und solchen Fall ein Regiment zu Pferd/ gegen drey zu Fuß/ gerechnet werden. Dafern auch ihre Liebden Liebden an statt vorgemelder 2000. Mann die Hülff mit Geld leisten wolten/ solle solches (excepto præsenti bello Turcico) in ihrer Wahl dergestalt stehen/ daß sie nach dem Fuß der Reichs-Matricul für einen Mann zu Fuß 4. und für einen Reuther 12. Gülden/ jährlich 144000. Gülden in gang- und giebiegen Sorten zahlen lassen.

4. Im Fall ihre Liebden Liebden oder respectivè dero Descendenten in einen Reichs-Krieg dero Contingent

schicken

ANNO 1692.

schicken/ oder auch in Krafft anderer etwas disßfalls errichtenden Allianzen zu beederseits Allirten Rettung und Defension Hülff leisteten/ und unsere eigene Erblande zugleich angegriffen würden/ oder in einer augenscheinlichen Gefahr eines nahen feindlichen Angriffs stünden/ oder sonsten ein Casus dieser Union sich ereignen würde/ so solle dadurch dieses obversprochene Hülffs-Quantum dieser perpetuirlichen Union nicht vergeringert/ sonderen ein als anderen Weg zu behuff dero und Ihrer Descendenten Erb-Länder unverweigerlich und unverbrüchlich præstiret werden. Im Fall aber ihre Liebden Liebden und dero Descendenten und Lande selbsten feindlich angegriffen würden/ oder in gegenwärtiger augenscheinlicher Gefahr angegriffen zu werden stünden/ so sollen dieselbe alsdann die stipulirte Hülff an Volck oder Geld zu schicken und zu præstiren nicht allein nicht schuldig noch gehalten/ sonderen auch/ wann bereits die Volcks-Hülff geschicket wäre/ dieselbe wieder zurück/ und in ihr Land zu ziehen bemächtiget seyn.

5. Wir versprechen hingegen für uns/ unsere Erben und Mitbeschriebene/ daßz im Fall ihre Liebden Liebden beederseits/ oder von ihnen einer/ oder auch dero Descendenten von jemand/ er sey/ wer er wolle/ feindlichen angegriffen werden solten/ ihnen mit 4000. als 3000. zu Fußz/ und 1000. zu Pferd/ auf eigenen Kosten zu assistiren/ selbige auch ebenmäßzig auf eigene kosten zu recroutiren/ und zu remontiren/ wie nicht weniger so lange damit zu continuiren/ bißz die Gefahr vorbey/ und der etwa ihre Liebden Liebden und dero Landen zugefügte Schaden repariret und ersetzet worden. Daferen wir aber sothane Hülff/ entweder gantz/ oder zum theil/ lieber mit Geld auf den Fußz der Reichs-Matricul à 4. fl. vor einen Mann zu Fußz/ und 12. vor einen Reuther zu rechnen/ geben/ oder an statt des Fußz-Volcks/ auf Masse und Weise/ wie Art. 4. vermeldet worden/ Reutherey stellen wollen/ stehet solches nicht weniger in unserer Wahl und Belieben; gestalten dann auch/ im Fall wir/ unsere Erben und Nachkommen/ in unsern in diesem Pacto begriffenen Landen feindlich angegriffen würden/ oder in augenscheinlich gegenwärtiger Gefahr angegriffen zu werden stünden/ wir so dann gleichfals die stipulirte Hülffe an Volck oder Geld zu schicken und zu præstiren nicht allein nicht gehalten/ sonderen auch wenn die Volcks-Hülffe albereits geschicket wäre/ dieselbe wieder zurück zu ziehen bemächtiget seyn sollen.

6. Wegen der Particularien sothaner Hülff-Schickung/ in specie wegen des Commando, der Civil-und Criminal-Jurisdiction, Zuziehung der commandirenden Officiers zu denen Kriegs-Deliberationen/ und übrigen Particularien/ solle es dergestalt gehalten werden/ wie es bey dergleichen Conjunction und Fällen Herkommens/ und es Anno 1685. mit denen von ihro Liebden Liebden geschickten/ und darnach mit denen Chur-Bayerischen Auxiliar-Völckern in Ungarn gehalten worden u. noch gehalten wird.

7. Und damit ihre Liebden Liebden derowegen uns/ wegen sothaner ihrem Hause/ und respective Descendonten/ conferirender hoher Chur-Würde tragende höchste Verbündlichkeit/ uns so mehr zu erkennen geben mögen/ so versprechen dieselbe/ daßz/ wann des jetzo regierenden Königs in Spanien Liebden ohne eheliche Descendenten/ (welches der Allerhöchste verhüten wolle) zu verfallen kommen solten/ sie auch alsdann in diesem special-casu uns und unsern Descendenten/ zu Behauptung desjenigen/ wie es uns oder denenselben alsdann rechtmäßzig zufallen wird/ mit vorgedachtem Unions-Quanto der zwey tausend Mann auf eigene Kosten/ jedoch nicht anders/ als innerhalb der zehen Crayse des Reichs und an-deren Gräntzen assistiren wollen.

8. Wann auch wir/ unsere Erben und Nachkommen/ regierende Könige zu Ungarn und Böheim/ Ertz-Hertzoge zu Oesterreich/ gnädigst gut befinden möchten/ daßz die Cron Böheim in das Exercitium der Vigore Aureæ Bullæ nicht weniger/ als denen übrigen Churfürsten competirender Jurium Electoralium völlig restituiret/ und ad deliberationes & Collegium Electorale bey Reichs- und andern Zusammenkünfften mit gezogen werden solte/ so versprechen ihre Liebden solch unser billigmäßziges Verlangen/ mit ihren Suffragiis und Votis, an Ort und Enden/ wo es die Nothdurfft erfodert/ aufs nachdrücklichste zu secundiren/ auch darauf zu halten/ daßz wie unsern Kayserl. und Königl. Repræsentanten alle Præeminentz gebühret/ auch unsern Ertz-Hertzoglichen Bothschafften und Gesandten auf den Reichs-Crayßz-und anderen Zusammenkünfften/ ein wenigst den Churfürstlichen/ gleiches Tractament gegeben werden solle.

9. Im übrigen/ gleichwie obgemelten Hertzog Ernst Augusti Liebden/ die in ihr Haußz bringende Chur-Würde zuförderst unseren Hulden und Gnaden zuschreiben/ und davor samt dero Posterität uns und unserm Ertz-Hause ewig obligirt zu seyn sich erkläret; Also haben wir auch kräfftig zugesaget und versprochen/ daßz zu Bezeugung ihro Liebden immerwährender Erkänntnissen/ und weilen sie zumahlen zu des Reichs Besten zu seyn befinden/ sie und ihre Descendenten/ künfftige Churfürsten/ so offt es zu der Wahl eines Römischen Kaysers und Königs kommen wird/ ihr Suffragium keinem anderen/ als dem Primogenito unser Ertz-Hertzoglichen Linie geben/ und dißz Versprechen sowohl/ als dißz gantze pactum Unionis perpetuæ, allemahl/ und so offt sie und ihre Descendenten die Investitur über ihre Chur-Lande empfangen/ bey deren Ertheilung renoviren/ confirmiren und bestätigen/ und verbündliche Reversales ebenmäßzig außhändigen lassen/ auch darauf jedesmahl die Investitur unweigerlich vor sich gehen zu lassen; Zu dessen Urkund haben wir dieses eigenhändig unterschrieben/ und mit unserm Insiegel bekräfftigen lassen/ in unserer Stadt Wien den 22. Mart. 1692.

Separirter Artickel/ wegen Freyheit der Catholischen Religion in den Chur-Braunschweig-Lüneburgischen Landen.

Wir Leopold von GOttes Gnaden/ erwählter Römischer Kayser zu allen Zeiten Mehrer des Reichs rc. Urkunden hiermit/ nachdem wir auch bey unserer Ertheilung der allergnädigsten Resolution in puncto der Chur-Würde wegen des freyen Catholischen Religions-Exercitii allergnädigst Erwehnung thun lassen; So haben sich des Hertzogen Ernst Augusti Liebden erkläret und versprochen/ für sich und dero Descendenten/ daßz gleichwie sie in ihren Landen bißhero keinen Gewissens-Zwang verfüget oder verstattet/ also auch derselbe künfftig in dero Landen nicht allein nicht eingeführet noch gelitten werden soll/ sondern es soll auch zu Hannover und Zell/ und zwar an dem ersten Ort von nun an/ an dem andern aber/ nach Absterben dero zu Zell regierenden Bruders/ Georg Wilhelms Liebden (welchen Fall der Allerhöchste lang verhüten wolle) denen Römisch-Catholischen eine eigene Kirche und Schule/ jedoch auf dero Kosten/ an einem gelegenen Ort/ welchen ihre Liebden oder dero Descendenten/ dazu anweisen wollen/ zugelassen/ ihnen auch ein eigener Begräbnißz-Platz in besagten Städten/ und die öffentliche Beysetzung und Begrabung ihrer Todten vergönnet/ hierunter aber keine Stifftung einiger Klöster/ oder Einnehmung geistlicher Ordens-Leute/ oder Regularium, noch auch öffentliche Procession, (ausserhalb die öffentliche Begräbnisse) es sey zu behuff der Administration des heil. Nachtmahls über die Gassen/ oder sonst/ als welche ihre Liebden aus denen uns in mehrern allerunterthänigst vorgestelleten Ursachen/ nicht zulassen zu können vermeynt/ verstanden werden. Gestalt dann auch im übrigen die duldende Römisch-Catholisch-Geistliche/ sowohl als diejenige/ welche sothaner Religion zugethan sind/ sich der in diesem Artickel beschehenen Vergünstigunge nicht mißzbrauchen/ insonderheit aber die Geistliche sich überall in gebührenden Schrancken/ fried-und schiedlich halten/ auch denen Augspurgischen Confessions-Verwandten zugethanen Parochiis in ihren emolumentis (ausser was die Jura Stolæ der Kind-Tauffen/ Copulationen/ Begräbnissen und dergleichen anbetrifft/ welche denen Catholischen Priestern allein von ihren Glaubens-Genossen zu reichen sind) keinen Abbruch thun/ viel weniger sich der Land-Fürstlichen hohen Bothmäßzigkeit und Jurisdiction in secularibus entziehen/ hingegen aber ihnen/ in ihren Glaubens-und Gewissens-Sachen/ zu ihrer geistlichen Obrigkeit/ ihrer Religions-Lehre zu folgen/ den Recurs zu nehmen frey stehen.

Wie nicht weniger selbige Freyheiten und Exceptionen/ deren der Augspurgischen Confessions-Verwandten Geistliche geniessen/ vergünstiget werden solle. Worüber man diesen Separat-Articul/ welcher nicht weniger Krafft haben/ noch anders erachtet werden solle/ als wann er dem Haupt-Receßz der perpetuirlichen Union von Wort zu Wort inseriret wäre/ aufzurichten/ und davon 2. Exemplaria zu verfertigen gut befunden/ davon eines von uns/ und das andere von Sr. Liebden und dero Erb-Printzen unterschrieben/ und mit unser beyderseits respective Insiegel bekräfftiget worden. So ge-

ANNO 1692. geschehen in unser Residentz-Stadt Wien den 22. Martii 1692.

Leopold.

Vt. Leopold Wilhelm / Graf zu Königseeg.

Ad Mandatum S. C. M. proprium.

Casp. Flor. Consbruch.

Ein anderer Separat-Articul zu dem obstehenden Unions-Pacto gehörig / worinnen Braunschweigischer Seits man allen Allianzen / welche wider das / zwischen dem Käyser und denen Herren General Staaten der Vereinigten Niederlanden errichtete Fœdus lauffen / renunciiret wird. Wien den 22. Martii 1692. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz IV. pag. 356.]

C'est-à-dire,

Autre Article separé, par lequel l'Electeur de Brunswich renonce à toute Alliance qui pourroit être contraire à celle de l'Empereur avec les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES. *A* Vienne *le* 22. *Mars* 1692.

Wir Leopold von GOttes Gnaden erwehlter Römischer Kayser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs rc. Uhrkunden hiermit / was massen Wir bey unseren unter heutigen dato ertheilten allergnädigsten Kayserlichen Resolution in puncto der Chur-Würde und der dabey zwischen Uns und der beeden Gebrüder / Hertzog Georg Wilhelm und Hertzog Ernst August zu Braunschweig-Lüneburg respective postulirten Bischoff zu Oßnabrüg Liebd. Liebd. Liebd. beschlossenen beständigen Union und Verbündnis ausdrücklich bedungen / gedachte Ihre Liebd. auch festiglich zugesagt und versprochen / daß Sie nicht allein zu gegenwärtigem wider die Cron Franckreich declarirten allgemeinen Reichs-Krieg das Reichs-Contingent von ihren Landen treulich beytragen / und von Uns und dem Reiche sich darunter nicht separiren / sonderen auch vor Empfahung der Chur-fürstlichen Investitur / dem zwischen Uns und denen General-Staaten der Vereinigten Niederlanden errichteten Fœderi öffentlich beytretten wollen / inzwischen aber und von nun an / und in Krafft dieses allen anderen Bündnissen / Pacten / Obligationen / wie die Nahmen haben möchten / im Fall sie etwa dergleichen mit ein und anderen in- oder ausländischen Potentaten hätten / welche sothanem Fœderi zuwieder lieffen / oder demselben einiger massen entgegen interpretiret werden könten / oder auch zu Formirung einer so genanten dritten Parthey oder Zertrennung der gemeinsamen Zusammensetzung und Intelligenz Anlaß geben möchten / in genere und in specie renunciiren / und dieselbe für null und nichtig achten; Gestalt darüber gegenwärtigen Separat-Articul aufzurichten / beliebet worden / den Wir eigenhändig unterschrieben und mit Unseren Käyserlichen Secret-Insiegel bekräfftigen lassen. So geschehen Wien den 22. Martii 1692.

Leopold.

Vt. Leopold Wilhelm Graff von Königseck.

Ad mandatum Sacr. Cæsar. Majestatis proprium.

C. F. CONSBRUCH.

CXLVII.

ANNO 1692. 2. Mai.

Cartell oder Tractat zwischen Ihro Käyserlichen Majestät LEOPOLD, und LUDWIG des XIV. Königs in Franckreich Gevollmächtigten / mit Einverleibung des Fränckisch- und Schwäbischen Crayses / wie auch Hertzogs von Würtemberg / wegen Außwechsel- und Ranzionirung der Gefangenen / die bereits eingebracht / und künfftighin eingebracht werden mögen / nebst Specificirung und Ansetzung der Ranzion-Gelder über jedermänniglichen Charge, Geschlossen zu Basel den 2. May 1692. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat I. Abtheilung I. Absatz I. pag. 516. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans FABRI Europäische Staats-Cantzley. Tom. I. pag. 388.]

C'est-à-dire,

Cartel ou Traité pour l'Echange & la Rançon des Prisonniers de Guerre fait & conclu entre les Plenipotentiaires de LEOPOLD *Empereur des Romains d'une part, & ceux de* LOUIS XIV. *Roi de France d'autre part; y compris aussi les Cercles de* FRANCONIE *& de* SUABE, *& le Duc de* WIRTEMBERG. *On y convient specifiquement de la Somme que chaque Officier & Soldat prisonnier devra payer pour sa rançon. A Basle le 2. Mai 1692.*

Wir Johann Frantz / des Heiligen Römischen Reichs Graf von Bronckhorst / zu Gronßfeld / Eberstein und Anhalt / Freyherr von Gatenburg und Limburg / Herr zu Hünnebell / rc. Römischer Käyserlicher Majestät Cämmerer / General Feld-Wachtmeister und Obrister über ein Käyserlich auch Schwäbisch Regiment zu Pferd / rc. und Johann Edmund Seltzer / beeder Rechten Licentiatus Römischer Käyserlicher Majestät General-Auditor-Lieutenant, im Nahmen Ihro Majestät / des Römischen Käysers rc. Und wir Petrus des Alleurs, Herr zu Alleurs, und von Pinville, auffm Meer / Gouvernator der Städte und Schlösser von Lanal, General-Wachtmeister der Armeen Ihro Majestät des Königs / Capitain, dessen Regiments der Frantzösischen Guardien und General-Inspector der Infanterie, &c. und Dionysius Bandanin, Ritter / Königlicher Rath / Ordinari-Kriegs-Commissarius, anietzo zu Landau / im Nahmen Ihro Majestät des Königs in Franckreich / rc. mit Einverleibung des löblichen Fränckisch- und Schwäbischen Crayses / auch Hertzogs zu Würtemberg / rc. Thun kund / daß von wegen der Auswechsel- und Ranzionirung der Kriegs-Gefangenen / so in gegenwärtigem Krieg schon einbracht worden / und fürohin durch die Trouppen und Guarnisonen Ihro Käyserlichen Majestät und der Allerchristlichsten Majestät / auch derjenigen / so durch den löblichen Fränckisch- und Schwäbischen Crayse / auch Hertzoge von Würtemberge / einbracht werden möchten / Wir in Krafft der habend- und einander communicirten Vollmachten tractirt und geschlossen / nachfolgenden Inhalts:

Artic. I.

Erstlich / daß alle Gefangene / so von ein- oder dem anderen Theil einbracht worden / und noch einbracht werden / es seye in Schlachten / Treffen / Eroberungen der Vestungen / Plätze / Partheyen / und anderer Gestalten / bey Trauen und Glauben / längist 14. Tage nach ihrer Gefangenschafft / durch Auswechselung der Gefangenen in gleicher Qualität der Chargen / oder anderer / mit Vergleichung der Geringeren mit den Grösseren / ihre Ranzion auf folgende vorgeschriebene Maß / in Teutscher

Müntz

Anno 1692.

Müntz und Frantzösischer Müntz / so beederseits in den Angräntzen gangbar seyn / nahmlichen den Gulden zu 60. Kr. oder 40. Sols de France, und ein Libre zu 20. Sols de France, oder 30. Kreutzer bezahlen sollen.

Und damit einigen Difficultäten oder Widerreden / wegen Qualität der Chargen und Officireren / beederseits zeitlich vorgebogen werde / welche ausgewechselt oder ranzioniret werden sollen / da man dieselbe nicht alle in Gleichheit bringen können; So hat man für rathsam befunden / eines jeden Theils Chargen / und deren Werth und Ranzionirung folgender Gestalten zu specificiren.

Artic. II.

Chargen und Officirer / so sich bey der Käyserlichen Armée und Guarnisonen / auch dem Fränckisch- und Schwäbischen Crayse / ingleichen Hertzogen zu Würtemberg / und anderen / befinden:

	Fl. oder lb.
General-Lieutenant,	25000. 50000.
General-Feld-Marchall,	15000. 30000.
General von der Cavallerie,	10000. 20000.
General-Feld-Zeugmeister /	6000. 12000.
General-Commissarius,	3000. 6000.
General-Feld-Marchall-Lieutenant,	5000. 10000.
General-Wachtmeister /	1500. 3000.
Obrister-Kriegs-Commissarius,	1000. 2000.
General-Quartiermeister /	500. 1000.
General-Proviantmeister /	300. 600.
Obrist-Kriegs-Commissarius,	150. 300.
Hof-Zahlmeister /	250. 500.
General-Kriegs-Zahlmeister /	150. 300.
Ober-Quartiermeister /	150. 300.
General-Adjutant,	150. 300.
Proviant-Obrist-Lieutenant,	150. 300.
Proviant-Director,	150. 300.
General-Quartiermeister-Lieutenant,	70. 140.
Andere Proviant-Commissarii oder Officirers /	50. 100.
General-Wagenmeister /	50. 100.
Sein Lieutenant,	30. 60.
Stabs-Quartier-Maistre,	50. 100.
Stabs-Quartier-Maistre-Lieutenant,	25. 50.
Capitain des Guides,	50. 100.

Artic. III.

Ihro Käyserlichen Majestät Leib-Guardie zu Pferd / oder Hatschierer-Compagnie /

Der Capitain,	1000. 2000.
Lieutenant,	1000. 2000.
Cornet,	500. 1000.

Die andere / so wohl Officirer als Hatschierer / zahlen einen Monat-Sold für ihre Ranzion.

Artic. IV.

Ihro Käyserliche Majestät Leib-Guardie zu Fuß / oder Trabanten:

	Fl. oder lb.
Der Capitain,	150. 300.

Der Lieutenant, andere Officirer oder Trabanten / sollen für ihre Ranzion einen Monat Sold zahlen.

Artic. V.

Cavallerie:	Fl. oder lb.
Obrister zu Pferd /	700. 1400.
Obrister Lieutenant,	300. 600.
Obrister Wachtmeister /	150. 300.
Rittmeister /	100. 200.
Regiments-Quartiermeister /	40. 80.
Regiments-Auditor,	40. 80.
Regiments-Proviant-Maistre,	15. 30.
Regiments-Wagen-Maistre,	15. 30.
Regiments-Profos,	15. 30.
Lieutenant,	40. 80.
Cornet,	30. 60.
Wachtmeister-Corporal,	14. 28.
Fourier und Musterschreiber /	14. 28.
Trompeter und Paucker /	10. 20.
Sattler / Platner / und gemeine Reuter /	7. 14.

Artic. VI.

Die Regimenter und Trouppen Land-Milice, oder Land-Ausschuß zu Pferd / Ihro Käyserlichen Majestät / beeder Craysen und Hertzoge zu Würtemberg obgedacht / so wohl Officirer und Gemeine / sollen in der Auswechsel- oder Ranzionirung / gleich mit der Cavallerie, gehalten werden.

Artic. VII.

Husaren oder Ungaren.

Die Husaren oder Ungaren / so wohl Officirer / als Gemeine / sollen auff ebene Weiß / wie die Cavallerie, tractiret werden.

Artic. VIII.

Dragoner und Croaten.

Der Obrister / Obrist-Lieutenant, Obrist-Wachtmeister und Hauptmann / sollen ihre Ranzion auff die Maß wie die Cavallerie zahlen; Die Officirer aber unter dem Hauptmann / biß an den Gemeinen / inclusivè, sollen ihre Ranzion zahlen / wie die Infanterie.

Artic. IX.

Die Regimenter oder Trouppen Land-Milice oder Ausschuß Dragoner / obgedacht Ihro Käyserlichen Majestät / beeder Fränckisch- und Schwäbischen Crayses / auch Hertzoge zu Würtemberg / so wohl Officirer als Gemeine / sollen wie die Dragoner gehalten werden.

Artic. X.

Infanterie.	Fl. oder lb.
Obrister /	600. 1200.
Obrist-Lieutenant,	300. 600.
Obrist-Wachtmeister /	120. 240.
Regiments-Quartiermeister /	30. 60.
Regiments-Auditor,	30. 60.
Regiments-Proviantmeister /	15. 30.
Regiments-Wagenmeister /	15. 30.
Regiments-Profos,	15. 30.
Capitain oder Hauptmann /	70. 140.
Lieutenant,	24. 48.
Fähnderich /	20. 40.
Sergent Feldwebel /	10. 20.
Corporal, Fourier, Musterschreiber / Trommelschläger / Pfeiffer / Fourier-Schützen und Gemeine /	4. 8.

Artic. XI.

Die Regimenter oder Trouppen Land-Militz oder Land-Ausschuß zu Fuß / Ihro Käyserlichen Majestät / beeder Fränckisch- und Schwäbischen Craysen / auch Hertzoge zu Würtemberg / obgedacht / so wohl Officirer als Gemeine / sollen wie die Infanterie tractiret werden.

Artic. XII.

Heyducken oder Talpatschen.

Die Heyducken und Talpatschen / so wohl Officirer als Gemeine / sollen wie die Infanterie gehalten werden.

Die Commissarii und andere Artollerie-Officirer / Stück-Juncker / Feurwercker / Constabler / Fuhr-Knecht / Arbeiter / Schmidt und andere Handlanger / sollen einen Monat Sold für ihre Ranzion geben.

Artic.

ANNO 1692.

Artic. XIII.

Artollerie.	Fl. oder lb.
Obrister von der Artollerie,	700. 1400.
Obrist-Lieutenant,	300. 600.
Zeug-Lieutenant,	100. 200.
Hauptmann/	70. 140.

Die Commissarii und andere Artollerie-Officirer/ Stück-Juncker/ Feuerwercker/ Constabler/ Fuhr-Knecht/ Arbeiter/ Schmidt und andere Handlanger sollen einen Monat Sold für ihre Ranzion geben.

Artic. XIV.

Ingenieur.

Alle Ingenieurs, so im Haupt bey einer Armée, Vestungen oder Plätze/ Bedienung thun/ sollen zahlen für ihre Ranzion:

	Fl. oder lb.
	75. 150.
Die andere Ingenieurs.	50. 100.
Die Entreprenneurs,	25. 50.

Artic. XV.

Minirer Compagnie.

Die Officirer und Gemeine sollen einen Monat-Sold für ihre Ranzion zahlen.

Artic. XVI.

Chargen und Officirer/ so sich bey der Königlichen Frantzösischen Armee und Guarnisonen befinden:

	lb. oder Fl.
General d'Armée, oder Mareschaux de France,	50000. 25000.
Capitaine-General,	40000. 20000.
Lieutenants-Generaux,	10000. 5000.
Grand Maistre d'Artillerie,	12000. 6000.
Mareschaux de Camp,	3000. 1500.
Colonel-General de la Cavallerie	4000. 2000.
Colonel-General des Dragons,	3000. 1500.
Mestre de Camp, General de la Cavallerie,	3000. 1500.
Mestre de Camp, General des Dragons,	2000. 1000.
Commandant de la Cavallerie,	3000. 1500.
Commissaire-General de la Cavallerie,	2000. 1000.
Intendant des Armes ou Provinces,	6000. 3000.
Leurs Subdelegués,	500. 250.
General des Princes,	600. 300.
Major General de l'Infanterie,	1000. 500.
Maréchal General des Logis,	1000. 500.
Maréchal des Logis General de la Cavallerie,	200. 100.
Major de Brigade, tant de Cavallerie, Dragons qu'Infanterie,	300. 150.
Ayde de Camp,	300. 150.
Thresorier General de l'Extraordinaire des Guerres,	500. 250.
Le Principal Commis de l'Extraordinaire des Guerres dans chaque Armée,	300. 150.
Les autres Commis de l'Extraordinaire de Guerre,	100. 50.
Brigadier de Cavallerie ou Dragons,	1800. 900.
Brigadier de l'Infanterie,	1400. 700.
Commissaire de Guerre,	300. 150.
Inspecteur de l'Infanterie, Cavallerie & Dragons,	300. 150.
Principal Commissaire des Vivres,	300. 150.
Les autres moindres Commis & Controlleurs des Vivres des Armées & Places,	100. 50.
Le Capitaine Wagenmaistre,	100. 50.
Le Capitaine des Guides,	100. 50.

Les Guides à Cheval de leur Compagnie seront traittés, comme la Cavallerie.

Artic. XVII.

ANNO 1692.

Gendarmerie.	lb. oder Fl.
Le Brigadier des Gensd'Armes.	1100. 550.
Les Capitaine des Gardes du Corps de Sa Majesté.	2000. 1000.
Le Capitain Lieutenant des Gens d'Armes,	2000. 1000.
Le Capitaine Lieutenant des Chevaux Legers,	2000. 1000.
Le Capitaine Lieutenant de la Garde Escossoise,	2000. 1000.
Le Capitaine Lieutenant de deux Comp. des Mousquetaires,	2000. 1000.
Le Capitaine Lieutenant des Gens d'Armes Anglois,	2000. 1000.
Le Capitaine Lieutenant des Gens d'Armes Flamans,	2000. 1000.
Le Capitaine Lieutenant des Compagn. des Gens d'Armes de la Reyne, de Monseigneur le Dauphin, & de Messeigneurs, les Ducs de Bourgogne, Anjou & Berry,	2000. 1000.
Le Capitaine des Gardes de Monseigneur le Duc d'Orleans,	2000. 1000.
Le Capitaine Lieutenant des Gens d'Armes,	2000. 1000.
Le Lieutenant de la Garde du Corps de Sa Majesté.	2000. 1000.
Le Sous-Lieutenant des Gens d'Armes,	2000. 1000.
Le Sous-Lieutenant des Chevaux Legers	2000. 1000.
Le Sous-Lieutenant des deux Comp. des Mousquetaires du Roy,	2000. 1000.
Le Sous-Lieutenant de la Garde Escossoise,	1000. 500.
Le Sous-Lieutenant des Gens d'Armes Anglois,	1000. 500.
Le Sous-Lieutenant des Gens d'Armes Flamans,	1000. 500.
Le Sous-Lieutenant des Gens d'Armes de la Reyne; de Monseigneur le Dauphin, & de Messeigneurs les Ducs de Bourgogne, Anjou & Berry,	1000. 500.
Le Sous-Lieutenant des Gens d'Armes de Monseigneur le Duc d'Orleans,	1000. 500.
Les Capitaines des Chevaux Legers de la Gendarmerie de la Reyne, de Monseigneur le Dauphin, de Messeigneurs le Duc de Bourgogne, Anjou & Berry, & Monseigneur le Duc d'Orleans,	1000. 560.
Le Major de la Gendarmerie	500. 250.
Le Sous-Lieutenant des Chevaux Legers de la Reyne, de Monseigneur le Dauphin, de Messeigneurs, les Ducs de Bourgogne Anjou & Berry, & de Monseigneur le Duc d'Orleans,	500. 250.
Les Enseignes des Gardes du Corps du Roy,	1000. 500.
L'Enseigne & Guidon des Gens d'Armes du Roy,	1000. 500.
L'Enseigne de la Compagnie Escossoise.	1000. 500.
L'Enseigne & Cornette des Mousquetaires du Roy,	1000. 500.
L'Enseigne de la Compagnie des Gens d'Armes Anglois,	1000. 500.
L'Enseigne des Gens d'Armes Flamans,	1000. 500.
L'Enseigne de la Compagnie des Gens d'Armes de la Reyne,	1000. 500.
Le Cornette des Chevaux Legers de la Garde du Roy,	1000. 500.
L'Enseigne des Gens d'Armes de Monseigneur le Dauphin, & de Messeigneurs, les Ducs de Bourgogne, Anjou & Berry, & de Monseigneur le Duc d'Orleans,	1000. 500.
Les Cornettes des Chevaux Legers de la Reyne, de Monseigneur le Dauphin, & de Messeigneurs, les Ducs de Bourgogne, Anjou & Berry, & de Monseigneur le Duc d'Orleans,	300. 150.
Le Major des Gardes du Corps du Roy	600. 300.
Les deux Aydes Majors des Gardes du Corps du Roy,	300. 150.

Les

Anno 1692.

Les Aydes Majors des Gardes du Corps de chaque Compagnie.	150.	75.
Le Lieutenant des Gardes de Monseigneur, le Duc d'Orleans,	600.	300.
L'Enseigne des Gardes & Gens d'Armes,	400.	200.
Le Guidon des Gens d'Armes Escossois, Anglois, Flamans, de la Reyne, de Monseigneur le Dauphin, de Messeigneurs, les Ducs de Bourgogne, Anjou & Berry, & de Monseigneur le Duc d'Orleans,	600.	300.

Und was die Exempten und Marechaux des Logis an obiger Compagnien / die Brigadiers, Sous-Brigadiers, Gardes du Corp, Gens d'Armes, Musquetairs, und andere obbemelter Compagnien / betrifft / sollen einen Monat Sold zahlen.

Die Compagnie des Granadiers à Cheval de la Maison du Roy, die Officiers und Granadiers bemelter Compagnien sollen ingleichen einen Monat-Sold zahlen.

Artic. XVIII.

Gardes Françoises & Suisses.

Le Colonel des Gardes Françoises,	3000.	1500.
Le Lieutenant Colonel,	1500.	750.
Le Major,	600.	300.
Les Capitaines,	300.	150.

Die Lieutenanten, Aydes Majors, Sous-Lieutenant Enseignes, und andere biß den Soldaten inclusivè, sollen einen Monat Sold zahlen.

Die Prevost, Lieutenant de Provost, Marechaux des Logis, Archers und andere von der Prevosté des Gardes, sollen auch einen Monat Sold zahlen.

Le Colonel General des Suisses,	4000.	2000.
Le Colonel des Gardes Suisses,	3000.	1500.

Die Capitains, Lieutenants, und andere Officirer und Soldaten von den Schweitzerischen Gardes sollen ebener Gestalten als die Frantzösische Gardes zahlen.

Artic. XIX.

Infanterie.	℔. oder Fl.	
Colonel d'Infanterie,	1200.	600.
Lieutenant-Colonel,	600.	300.
Major,	240.	120.
Capitaine,	140.	70.
Ayde-Major ou Adjutant,	60.	30.
Lieutenant,	48.	24.
Enseigne ou Sous-Lieutenant,	40.	20.
Sergeans,	20.	10.
Caporaux, Anspessades, Tambours, Fiffres, Haubois, & Soldats,	8.	4.

Die Prevosts des Regim. d'Infanterie, und die Marechaux des Logis, zahlen jeder 30. 15.
Die Lieutenant des Prevost zahlen 10. 5.
Deren Archers und Greffiers, jeder 5. 2½.

Die außländische Trouppen / so bey Franckreich Infanterie Estrangere genant werden / und die Regimenter des Provinces ou Milice, sollen so wohl Officirer als Gemeine / wie die Infanterie tractirt werden.

Artic. XX.

Cadets Gentils-hommes.

	℔. oder Fl.	
Les Capitaines des Compagnies des Cadets sollen zahlen /	150.	75.
Lieutenanten /	80.	40.
Sous-Lieutenants ou Enseignes,	60.	30.
Les Sergeans,	20.	10.
Les Caporaux & Anspessades,	12.	6.
Les Cadets Gentils-hommes,	10.	5.
Les Tambours,	8.	4.

Artic. XXI.

Cavallerie:	℔. oder Fl.	
Mestre de Camp, ou Colonel de Cavallerie,	1400.	700.
Le Lieutenant-Colonel,	900.	450.
Le Major,	300.	150.
Capitaines,	200.	100.
Lieutenants,	80.	40.
Cornette.	60.	30.
Ayde Major,	80.	40.
Marechal des Logis d'une Comp.	28.	14.
Trompette & Timbalier,	20.	10.
Brigadiers, Cavalliers, Selliers & Mareschaux,	14.	7.

Anno 1692.

Le Regiment des Cravates, le Regiment Royal Anglois, le Regiment Royal Piemont, Royal Roussillon, Royal Estranger, le Regiment du Comte de Nassau, Allemand, Rotenbourg & autres Reg. sur le Pied Estranger, sollen auff obigen Fuß / als die Frantzösische Cavallerie, so wohl Officirer / als Gemeine / tractirt werden; Ingleichen die Compagnie des Carabiniers.

Alle Frantzösische Trouppen / so wohl Officirer / als Gemeine / von dem Ban und Arrier-Ban und Milice, sollen gehalten werden gleich wie die Reuterey / wan sie zu Pferd seynd / und wie die Infanterie / wan sie zu Fuß seynd.

Artic. XXII.

Dragons.

Le Colonel, Lieutenant-Colonel, Major & Capitaines, zahlen ihre Ranzion auff die Form / wie die Cavallerie, die andere Officirer aber unter dem Hauptman / biß auff die Gemeine inclusivè, sollen ihre Ranzion zahlen / wie die Infanterie.

Artic. XXIII.

Artillerie.

	Fl. oder ℔.	
Lieutenant-General de l'Artillerie de France,	1400.	700.
Les Lieutenants ou Commandans,	500.	250.

Die Commissaires, und andere Officirer von der Artillerie, Charons, Sommiers, Bourrelliers, Conducteurs, Chartiers & Faiseurs d'Artifice, Mareschaux, Canoniers, Sollen einen Monat Sold zahlen.

Artic. XXIV.

Bombardiers & Fusiliers.

Le Colonel, Lieutenant des Bombardiers & Fusiliers, und andere Officirer und Gemeine von besagten Regimenteren / sollen gehalten werden / wie die Frantzösische Infanterie.

Artic. XXV.

Compagnie des Canoniers & Mineurs. Die Officirer und Gemeine besagter Compagnien sollen einen Monat Sold zahlen.

Artic. XXVI.

Ingenieurs.

	℔. oder Fl.	
Ingenieur General de France sollen zahlen /	300.	150.
Die Ingenieurs en chef des Armées, Villes & Provinces zahlen.	150.	75.
Alle andere Ingenieurs, so bey der Armée oder Guarnison dienen.	100.	50.
Die Entreprenneurs der Fortification zahlen /	50.	25.
Les Piqueurs & autres Employs dans les Fortifications zahlet jeder /	30.	15.

Artic. XXVII.

Die Gouverneurs, Commendanten / Lieutenants du Roy, Major, Ayde-Major, Capitaines des Ports, des Places,

ANNO 1692.

Places, ein und anderer Seiten / zahlen einen Monat ihrer Besoldung.

Und wan sie andere Chargen haben / darvon sie würcklich höhere Besoldung ziehen / so sollen sie nach der höheren zahlen; Dafern nun ein Gouverneur, Commandant, Lieutenant de Roy Major der Bestungen / in hac Qualitate keine Besoldung hätte / so solle doch die Ranzion auff die höchste Charge, so sie exerciren / gerichtet werden.

Artic. XXVIII.

Alle die jenige / so verschiedene Chargen exerciren / sollen ihre Ranzion auff die höchste Charge, so sie haben / bezahlen / und nach derselben sollen sie auch ausgewechselt werden / oder sollen auff obspecificirte Maß ihre Ranzion zahlen.

Artic. XXIX.

Alle andere Officirer / so in diesem Cartell vergessen worden seyn könten / sollen entlassen werden inner Monats-Frist / gegen Bezahlung einer monatlichen Besoldung / und wan derentwegen einige Difficultät oder Wiederrede wäre / wegen der Qualität oder Besoldung des gefangenen Officirers / so kan man sich beyderseits auff ein Attestat von Generalen der Generalen der Armée, oder Commendanten in einer Provintz / oder Gouverneur eines nächstangelegenen Platzes / rapportiren.

Artic. XXX.

Alle reformirte Officirer sollen nicht mehr als den vierdten Theil ihrer Ranzion der Chargen / so sie zuvor gehabt haben / zahlen / und sollen bey ihren Ehren / die Chargen / so sie vor ihrer Reforme gehabt / zu erklären verbunden seyn.

Artic. XXXI.

Alle Volontairs, so die Personen Ihrer Majestät Majestät im Felde und der Armée folgen / sollen nicht höher Ranzion, als 5500. Fl. zu bezahlen / angehalten werden / und wann sie bey der Armée Chargen haben / sollen sie nur à Proportion derselben zahlen.

Artic. XXXII.

Alle andere Volontairs, so bey ermeldten Armeen in Abwesenheit Ihrer Majestät Majestät dienen / sollen nur als General-Adjutant zahlen / nahmentlich 150. Fl.

Artic. XXXIII.

Die Directores und Secretarii der Käyserlichen Feld-Kriegs-Cantzley und Commissariats der Generalen und Intendanten / Secretarii der Zahlmeisteren / Regimenter Commissarien / und andere Schreiber / Geistliche Seel-Sorger / Capelläne / Postmeister / und deren Verwalter / Courrier / Postillion / Medici, Apothecker / Balbierer / Directores und andere Officirer / so bey der Armée oder Spitäleren den Krancken warten / die Kinder von 12. Jahren / sollen beyderseits ohne Ranzion wieder zurück geschicket werden / ohne / daß erlaubt seyn soll / einige deren / so in diesem Articul enthalten / auszuplündern.

Artic. XXXIV.

Was betrifft die Damen / Damoiselles, Weiber / Jungfrauen / sollen solche nicht ausgeplündert werden / weniger einige Insulte beschehen / und also gleich wieder ohne Ranzion zurück gelassen werden.

Artic. XXXV.

Der General-Auditor der Käyserlichen Armée, der General-Auditor-Lieutenant, Ambts-Actuarius und Schreiber / die General-Profosen / deren Lieutenanten und andere Officirer / so zu diesem Ambt gehören / von ein und anderer Armée, sollen gleicher gestalten ohne Ranzion zurück geschickt / und nicht ausgeplündert werden.

ANNO 1692.

Artic. XXXVI.

Die Stallmeister / Hofmeister / Kammer-Diener / Taffeldecker / Köche / und andere Diener und Knechte / so Liverey tragen / sollen ohne Ranzion beyderseits wieder zurück geschickt / und nicht ausgeplündert werden; Betreffend andere Diener und Knecht / so keine Liverey tragen / sollen / wie ein gemeiner Knecht / à 4. Fl. Ranzion zahlen.

Artic. XXXVII.

Wann ein Knecht oder Bedienter von ein und anderer Seiten / mit Pferd / Effecten / Geld oder anderen / so er gestohlen hätte / sich zu dem Feinde retirirte / solle man beyderseits verbunden seyn / auff die erste Requisition, so beschehen würde / fleissige Inquisition zu haben / bey dem Theil / wo er sich reterirt haben wird / damit man dessen Persohn und entfrembte Gut habhafft werde / und der lædirten Parthey den Dieb / samt dem Diebstahl einzuschicken.

Artic. XXXVIII.

Alle Officirer / Dragoner und Soldaten / auch andere Gefangene / so in diesem Cartell specificirt, die seyn von Qualität / wie sie wollen / so seyn oder noch gefangen werden / die Zeit durch / daß dieses Cartell gelten solle / sollen beyderseits ausgefolget / so bald selbe abgefordert worden / unter Zahlung ihrer Ranzion oder Auswechselung anderer Gefangenen / in gleicher Zahl / oder in Compensation des grösseren mit dem geringeren / mit der Charge so sie haben / und dieses längst 14. Tage nach beschehener Gefangenschafft.

Artic. XXXIX.

Zu Folge obiger Conditionen hat man verglichen / ein und anderer Seits alle Gefangene / so vorhin schon einbracht worden / inner Monats-Frist / oder ehender / wan es seyn kan / und solches die Entfernung der Oerter erleiden mag / nach Schliessung gegenwärtigen Tractats / zurück zu schicken / iedoch / daß sie vom höchsten Officirer biß an den Fändrich inclusive zuvor / was sie in Zeit ihrer Gefangenschafft verzehret / bezahlen; derentwegen eine Specification der Gefangenen auffgerichtet werden solle.

Artic. XL.

Damit also hierinnen eine Gleichheit gehalten werde / so solle man beyderseits ein ander von 6. Monat zu 6. Monat / wann es die Noth erforderte / Rechnung thun und eine Specification der Gefangenen / so von dem Tag deren Gefangenschafft gestorben / als was ausgewechselt / oder ranzioniret worden / einschicken.

Artic. XLI.

Ein ieder Theil soll allezeit eine Specification der Gefangenen / so er überschickt / mitgeben / um dargegen ein Recepisse vom Commendanten des Orts / dahin die Gefangene remittiret werden / zurück zu nehmen / damit nach deren Auswechselung der eine von beyden / so dem anderen schuldig verbleibet / Sorge tragen könne / inner 3. Wochen entweder in Geld / oder Auswechselung / auf die obbeschriebene Form / Satisfaction zu verschaffen.

Artic. XLII.

Alle gefangene Cavallerie / Infanterie / Dragoner / Militz / und andere / was Stands und Nation die seyn / so seynd / und künfftig / so lang gegenwärtiger Krieg währen wird / so wohl zu Wasser und zu Land / gefangen werden / sollen beyderseits / nach obbeschehener Gutheissung obigen Articulen / zur Armée, oder nächst und bequemist / unter Ihro Majestät Majestät Botmässigkeit gelegene Oerter und Plätz zurück geschicket werden.

Artic.

Artic. XLIII.

Die Officirer von ein und anderer Seiten / so auff ihre Parolen zurück gelassen worden / oder noch künfftig gelassen werden möchten / sollen verbunden seyn / wieder zurück zu kommen / und sich wieder in Gefangenschafft einzustellen; Es wäre dan / daß sie zuvor / nach obspecificirter Maß / ihre Ranzion oder Auswechselung und ihre Kösten / so Zeit ihrer Gefangenschafft sie gemacht / abgestattet hätten / und wan sie an gegebener Parole manquiren solten / sollen sie verbunden seyn / sich in ihre erste Gefangenschafft / oder zu der Persohn / wo sie sich obligirt gemacht hätten / 14. Tage nach der vorgesetzten Zeit / wieder einzustellen / es wäre dan / daß sie eine grosse und wichtige Ursach / Gutheissung oder Dilation, von der feindlichen Parthey hätten; Unterdessen aber sie zu Dienst und Gebrauchung des Gewehrs ohnfähig seyn / und wan sie dargegen handleten / sie für unehrlich gehalten werden sollen.

Artic. XLIV.

Betreffend die Verpflegung der gefangenen Reuter-Dragoner-Soldaten-Militz / und andere / so solle ihnen nichts / als das Proviant-Brodt allein gereichet werden / und sollen in ehrliche Oerter mit gutem Stroh / welches man von 8. zu 8. Tagen verfrischen solle / geleget werden.

Artic. XLV.

Es solle beyderseitig verboten werden / die Gefangene durchgehend auszuziehen.

Artic. XLVI.

Wann ein gefangener Reuter / Croat / Hussar / Dragoner / Soldat und Land-Ausschuß / so kranck und blessiret wäre / also / daß sie in der Gefangenschafft verbleiben müsten / und man sie in Spitäler legen müste / um sie zu curiren / so solle neben deren Ranzion, die Medicamenten und deren nöthiger Verköstungs-Speisen / nahmentlich 3½. Groschen Teutscher Müntz / und 7. Sold Frantzösischer Müntz / für jeden Tag ihrer Beschädigung oder Kranckheit gut gemacht werden; Deßwegen man ein ander authentische Act über die Zeit / in welcher die Gefangene kranck gewesen / zuschicken solle.

Artic. XLVII.

Was hergegen die Officirer betrifft / so können dieselbe sich verpflegen lassen / nach ihrem Gutdüncken / unter deren Bezahlung / iedoch wan sich ein Zwiespalt wegen eines Wirths zu indiscreter gemachter Zeche ereignete / solle solches durch die Commendanten des Orts nach der Æquität moderiret werden.

Artic. XLVIII.

Die Trompeter und Trommelschläger / so beyderseits wegen der Gefangenen / oder anderer Ursachen wegen / von ein zum anderen Theil geschickt werden / sollen inner drey Tag mit ihrer Expedition wieder zurück gelassen werden / und wan einige Kriegs-Raison erforderte / sie länger auffzuhalten / so solle denen durch dieselbe Parthey / so sie auffhaltete / für einen Trompeter des Tages einen Gulden / und für einen Trommelschläger dreyssig Creutzer gegeben werden.

Artic. XLIX.

In denen Oerteren / wohin die Salva-Guardien / so eine schrifftliche Ordre von Generalen haben / beyderseits geleget werden / solle niemand dieselben auff keinerley Weise beleidigen / wan aber der General von einer Armee selbe gar zu nahe bey seiner Armee zu seyn erachtete / so solle man beyderseits Macht haben / solche auffheben zu lassen; Hergegen die in versicherte Oerter wieder zurück zu schicken / ohne daß man ihnen einiges Leid zufüge.

Artic. L.

Obbedachte Salva-Guardien sollen im Hin- und Zurückgehung mit ihren Bauren / die sie begehret hätten / versehen mit einer schrifftlichen Ordre von Generalen / nicht auffgehalten / noch ausgeplündert werden.

Artic. LI.

Und wenn eine Partie eine Salva-Guardie mit Bauren und einer schrifftlichen Ordre von Generalen begleitet / antreffen thäte / so solle wohl die Parthey ihn eine Zeitlang auffzuhalten Macht haben / damit sie nicht entdecket werde / jedoch / daß man den Salva-Guardien noch den Bauren nichts Leids thun oder ausplünderen sölle; Dafern aber die Parthey wieder zurück gehet / und wieder in sicheren Orten ist / so solle bedachte Salva-Guardie und die Bauren wieder entlassen / und ihre Straß an Ort / so ihnen vorgeschrieben / zu gehen / gelassen werden.

Artic. LII.

Alle Marquetenter und Kauffleute zahlen ihre Ranzion, wan sie gefangen werden / für ihre Persohn / wie ein gemeiner Soldat.

Artic. LIII.

Alle Fuhr-Knecht / so bey dem Proviant-Wesen dienen / sollen ihre Ranzion, wie ein gemeiner Soldat zahlen.

Artic. LIV.

Bey allen Officireren und Soldaten / so man in einer Bataille / Treffen / Eroberungen der Vestungen gefangen bekommt / und ihnen Quartier gegeben / und sie ihre Parole engagirt / soll es unverbrüchlich gehalten werden / und so sich ergäbe / daß nach erhaltenen Quartier er durchgienge / oder seine gegebene Parole nicht haltete / so solle er für unehrlich und infam declarirt seyn / ebener massen derselbe / so Quartier gegeben hätte / und es nicht haltete.

Artic. LV.

Den Generalen / Gouvernatoren oder Commendanten der Plätz solle nicht zugelassen seyn / einigen Trouppen Paß zu ertheilen / auff Parthey gegeneinander auszugehen / wan sie unter der Zahl 19. zu Fuß / oder 15. zu Pferd ohne deren Officirer / und wan man einige mit gewehrter Hand gefangen bekäme / weniger / als obgedacht / so sollen sie als Räuber gehalten seyn / und sollen mit einer Straff zwey monatlicher harten Gefangenschafft beleget werden; Im Fall aber sie Rauberey oder Todtschlags überwiesen würden / sollen sie nach ihrer Missethat / denen Rechten nach / abgestrafft werden / dahero ein Theil dem anderen darvon / und der Ursach wegen / daß man die Straffe vorgekehret / Part geben solle.

Artic. LVI.

Welche Straffe iedoch nicht statt haben kan / wann eine Parthey im Treffen gegen dem Feind etwelche Mannschafft verlohren hätte / und demnach unter weniger Zahl / als er von der Armée oder Guarnison ausgangen / ertappet würde / welches durch ein Attestat von den Generalen oder Commendanten / von denen sie ihre Passeport haben / verificirt werden müste. Ingleichen / wan eine kleine Parthey / an statt einer Convoy, zu Convoyrung eines Officiers / oder anderes / ausgeschicket worden wäre; Ebener gestalten / wan man etwelche Fouragirer von der Armée oder Plätzen ergreiffete; welches alles durch ein beglaubtes Attestat bewähret werden müste; Jedoch / daß die zusammen gerotte Bauren / gemeiniglich Schnapphahnen / so ohne Paß der Gouverneurs / Commendanten oder Generalen / gefangen werden / für Räuber und Mauser gehalten werden sollen.

Artic. LVII.

Es ist auch beyderseits verglichen worden / daß einigen Kriegs-

ANNO 1692.

Kriegs-Gefangenen nicht erlaubt seyn solle/ sich in andere Kriegs-Dienste/ als Ihrer Majestäten/ Fürsten/ Crayss und Ständen/ so in diesem Cartell einverleibet/ oder der jenigen Churfürsten und Ständen/ so nach Ratification dieses Tractats inner zweyen Monaten sich zu diesem Cartell verstehen werden/ einzulassen; Ingleichen solle nicht gestattet seyn/ die Gefangene mit Gewalt zu zwingen/ oder sonst durch weite Entführung/ übels tractiren/ oder sonst andere Weiss/ ohne ihren freyen Willen/ zu Annehmung Kriegs-Diensten sollen verleithen/ derowegen beyderseits reciproquer Trauen und Glauben erhalten werden solle; Zu dem Ende die Gefangene/ so Dienste annehmen/ eine eigenhändige Attestation auslieffern sollen; So sie aber Schreibens unkündig/ solches beyderseits von den Auditeurs und Commissarien protocolliret werden solle.

Artic. LVIII.

Es solle beyderseits scharff bey Leib-und Lebens-Straffe verboten seyn/ sich keiner Kugeln von Zinn oder anderen Metalls/ als von Bley; ingleichen keiner vergiffter-oder Tradt-oder anders figurirten Kugelen; weniger sich einiger unter den Christen verbotten-und unzulässiger Sache/ gegen das Leben des Menschen oder Viehes zu gebrauchen.

Artic. LIX.

Denen Gefangenen solle erlaubt seyn/ also gleich ihrer Obrigkeit aus dem Ort ihrer Gefangenschafft Anzeigung zu thun/ zu welchem Ende die Gouverneurs und Commendanten ihnen Hand biethen sollen.

Artic. LX.

Wan es sich zutrüge/ dass ein Officirer gefangen würde/ dessen Ranzion in gegenwärtigem Cartell nicht reguliret wäre/ oder deretwegen man in Wiederrede gerathete/ so solle beyderseits erlaubet seyn/ sich zu vergleichen/ und was also verglichen würde/ für inserirt in gegenwärtigem Tractat gehalten werden/ nach Ausweiss einiger von den Generalen der Armée oder Commendanten der Plätze gebenden Attestaten.

Artic. LXI.

Es solle beyden Theilen zu Trost der Gefangenen/ so schon gar zu lang mit schwerer Gefangenschafft angehalten/ erlaubt seyn/ die Gefangene in Gleichheit ihrer Chargen auszutauschen/ oder in Geld ranzioniren zu lassen/ woferne beyde Theile sich vergleicheten/ und diss unerwartet der Ratification dieses Cartells.

Artic. LXII.

Gegenwärtiger Tractat solle Platz haben/ und exequirt werden/ durch Ihro Käyserliche Majestät und Königliche Majestät/ die Schwäbisch-und Fränckische Crayse/ auch Hertzoge zu Würtemberg/ für alle und iede Trouppen und Land-Volck von ein und anderer Seiten/ es seye in einer Armée, und von einer Nation oder Land/ wie es wolle/ die mögen separatim oder conjunctim agiren/ commandirt durch Ihre Majestät Majestät deren Generalen/ oder der obgedachten Alliirten. Alle diese beyderseitige Trouppen sollen in gegenwärtiges Cartell eingeschlossen seyn/ und dessen zu gaudiren haben/ und sollen ausgewechselt oder ranzionirt werden/ wie oben abgeredet und geschlossen worden. Welches alles Ihro Käyserliche Majestät versprechen für gut/ kräfftig/ gültig und ohnverbrüchlich zu halten/ zu belieben und exequiren zu lassen. Und Ihro Königliche Majestät/ auch der Fränckisch-und Schwäbischen Crayse und Hertzoge von Würtemberg ebener Massen versprechen diss alles für gut/ kräfftig/ gültig und unverbrüchlich zu halten/ zu belieben und exequiren zu lassen/ so lange als gegenwärtiger Krieg währen wird/ ohne einige Exception.

ANNO 1692.

LXIII.

Ingleichen kan dieses Cartell auch gut seyn für die Churfürsten/ Fürsten und Stände des Reichs/ welche sich à dato Ratificationis inner zweyen Monaten durch einen ordentlichen Act conformiren wollen/ dass Sie diss Cartell belieben/ und so lange gegenwärtiger Krieg währen wird/ exequiren lassen wollen/ denen dan von Ihro Königliche Majestät all dieses Cartells Puncten fläth/ genehm und unverbrüchlich gehalten und exequiret werden solle/ dafern Sie sich nur obgedacht in limitirter Zeit darzu durch ein Ihro Königliche Majestät Generalen von den Arméen/ oder nächsten Commendanten/ überschickenden Act conformiren/ und so bald diss geschehen/ beyderseits die Gefangene durch Auswechselung oder Ranzionirung/ wie im gegenwärtigen Tractat einverleibt/ ausgefolgt werden/ um sich wieder in ihr Land/ oder ihren Trouppen/ zu verfügen erlaubt seyn solle. Und so sich eine Difficultät oder Wiederrede wegen der sich zu diesem Cartell etwan conformirenden Churfürsten/ Fürst- und Ständen des Römischen Reichs/ an derer habenden Chargen wegen ereignete/ so solle denen an den Königlichen Generalen der Armée oder Commendanten der Provintien oder Plätze/ so nächst angelegen/ um solchen Difficultäten/ so viel möglich/ vorzubiegen/ und zu remediren/ zuzuschreiben/ und mit denen zu tractiren erlaubt seyn.

Artic. LXIV.

Zu mehrer Versicherung diesen Cartells/ haben wir reciproquement die Ratification dieses Tractats inner Zeit zweyen Monaten von Ihro Käyserlichen Majestät und Aller-Christlichsten Majestät/ so Sie es für genehm halten/ versprochen/ in Befindung der löblichen Fränckisch-und Schwäbischen Crayse/ auch Hertzog zu Würtemberg/ diss ohnnöthig haben zu confirmiren/ oder zu ratificiren/ da Sie sich schon durch ihre Vollmachten erklären/ sich mit dem/ was Käyserlicher Seiten geschlossen wird/ zu conformiren.

Zu Uhrkund dessen ist gegenwärtiger Tractat geschlossen/ unterzeichnet/ und mit angebohrnen Pettschafften von obgedachten Deputirten Ihro Käyserliche und Königliche Majestäten bekräfftiget worden. Geben Basel den 2. Maji/ 1692.

(L.S.) Johann Frantz/ Graf zu Gronsfeld. (L.S.) Des Alleurs.
(L.S.) Johann Edmund Selzer/ J. U. Lic. (L.S.) Bandonin.

CXLVIII.

30. Juin. L'ANGLETERRE, LES PROVINCES-UNIES ET HANOVER.

Artykelen en Voorwaerdens op dewelke sijn Koningkyke Majesteit van Groot Brittannien WILLEM DE III. *beneffens de Heeren Staaten der* VERENIGDE PROVINTIEN. *Van sijne Hoogheit den Hertog van* BRUNSWYK LUNEBURG HANOVER *eenige Troupen overnemen geaccordeert in*

CXLVIII.

30. Juin. L'ANGLETERRE, LES PROVINCES-UNIES ET HANOVER.

Articles & Conditions auxquelles GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Estats Généraux des PROVINCES-UNIES des Païs-bas prenent en service un Corps de sept mille neuf cents & quarante neuf hommes de son Altesse Serenissime le Duc de BRUNSWICH LUNEBOURG HANOVER.

ANNO 1692.

in 't Leger by Melle den 30. Juny 1692. [Manuscrit.]

VER. Fait à l'Armée près de Melle le 30. 1692. *Avec* UN ARTICLE SECRET & considerable touchant l'Evesché d'Osnabrug du même jour.

ANNO 1692.

SYn Doorluchtigheydt de Hertogh van Hanover, aen syn Majesteyt den Koningh van Groot-Brittannien, en Haer Hoog-Mogende de Staeten Generael der Vereenighde-Nederlanden, bekend gemaeckt hebbende, de begeerte die hy heeft, om de gemeene saak te assisteeren, en gepresenteerd te senden een Corps auxiliaire Trouppen; zoo is syn Majesteyt en haer Hoogh-Mogende met gemelde syn Doorluchtigheyt, omtrent de volgende Artyckelen geaccordeert.

I. Syn Doorluchtigheyt den Hertog van Hanover zal een Corps Troupen van seven duysend negenhondert en negen-en-veertig Man, de Officiers daer onder begreepen, leveren, bestaende volgens de nevensgaende Lyste in zeven Regimenten Ruyterye, yder van 6. Compagnie, een Regiment Dragonders van 6. Compagnien, een Esquadron Gardes de Corps, en ses Regimenten Voetvolck, zonder Artillery.

II. Syne Majesteyt en Haer Hoogh-Mogende sullen tot Amsterdam in 't begin van yder maand, in courant' Hollands-gelt de somme van veertigh duysent Ryxdaelders doen betaelen, te reeckenen twaelff maanden in 't Jaar, en zullen dagelyckx twee derde van de Rations brood aen die Troupen doen fourneren, geduyrende den ganschen tyt van 't Tractaet, en twee derde van de Rations van de Voeragie van de Campagne zullen genieten volgens de particuliere specificatien, die op haer arrivement sullen gegeven werden, op den voet der gemelten hier nevensgaende Lyste. En de Troupen zullen die selfde avantagien, als die van syn Majesteyt, en de Heeren Staeten Generael geduyrende den Winter in de Spaensche Nederlanden hebben wegens Logement, Servies, Vuur, en de Regimenten sullen soo dicht by malkanderen gelogeert zyn, als 't moogelyck zal wesen.

III. De betaaling van de subsidie en 't Brood sullen van den eersten dagh der loopende Maand Juny, oude styl, beginnen, behoudelyck, dat de Troupen voor 't eynde der gemelde Maend arriveren.

IV. Het sal aen syn Majesteyt en haer Hoogh Mogende staen de Monstering der Troupen te doen, wanneer zy het goed zullen bevinden.

V. Het gemelde Corps der Troupen sal gecommandeert werden door den Heer Prins van Hanover, of in syn absentie door den Generael, aen wien syn Doorluchtigheyt het commando sal geven, sullende geduyrende de Campagne niet gesepareerd, en oock geen andere Detachementen gedaen werden, dan van de generaele commandementen der gantsche Armée, by welcke het gemelde Corps sich sal bevinden: ook sal het geen andere Justitie erkennen, dan die van den Heer Hertogh van Hanover.

VI. De Heer Prins van Hanover sal de ordres naekomen van zyn Majesteyt, en in desselfs absentie, die van syn Doorluchtigheydt den Keurvorst van Beyeren, en in cas dat het gemelte Corps geconjungeert zy met een Armée, als wanneer syn Majesteyt, of syn Keurvorstelycke Doorluchtigheyt 't Woort in 't geschrifte sullen gesiooten hebben voor den tyt van hunne absentie, soo als men daer over sal accordeeren tusschen den Prins en den Marschalck Generael, commanderende en chef de Armée van syn Majesteyt, ofte de gemelde Heeren Staeten; en wanneer de gemelde Prins van 't gemelde Corps absent zal syn, soo sal de geene, die 't selve sal commanderen, de ordres ontfangen van den Commandant Generael der Armée van syne Majesteyt of die gemelde Heeren Staeten, die dan de opperste in charge sou mogen zyn. En 't sy dat de gemelde Heer Prins daer zy, of dat de Generaels alleen daer syn, soo sal echter 't geene geresolvert is, geexecuteerd werden.

VII. De gemelde Heer Prins sal in die Krygs-Raden assisteren, als oock alle de Generaels, 't elckens als de Generaels des Konings of der gemelde Staaten van 't selfde Caracter daer zullen beroepen zyn.

VIII. In

SA Serenité le Duc de Hanover ayant fait connoître à Sa Majesté le Roi de la Grand Bretagne & à leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des Provinces-Unies le desir qu'il a d'assister la cause commune, & offert un Corps auxiliaire de Troupes, Sa Majesté & leurs Hautes Puissances ont accordé avec sa susdite Serenité les Articles suivants.

I. Sa Serenité le Duc de Hanover fournira un Corps de Troupes de sept mil, neuf cens & quarante neuf hommes, les Officiers y compris, consistans, suivant la Liste cy-jointe, en sept Regimens de Cavalerie, de six Compagnies chacun, en un Regiment de Dragons, de six Compagnies, en un Esquadron de Gardes du Corps, & six Regimens de Fantassins, sans Artillerie.

II. Sa Majesté & leurs Hautes Puissances payeront à Amsterdam au commencement de chaque mois, en argent courant de Hollande la somme de quarante mil Risdales, comptant douze mois pour l'an, & feront fournir journellement deux tiers de Rations de Pain aux Troupes, pendant tout le tems de ce Traité, & jouiront de deux tiers de Rations du Fourage de la Campagne, suivant les specifications particulieres, qui seront données à leur arrivée, sur le pied de la susdite Liste cy-jointe. Et les Troupes auront le même avantage que celles de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux dans les Païs-Bas Espagnols pendant l'hiver, à l'égard du logement, service, feu, & les Regimens seront logez si prés les uns des autres qu'il sera possible.

III. Le payement des subsides & le Pain, commenceront du premier jour du mois courant de Juin vieux stile, à condition que les Troupes arriveront avant la fin du susdit mois.

IV. Il dependra de Sa Majesté & de leurs Hautes Puissances de faire la reveuë des Troupes quand bon leur semblera.

V. Le susdit Corps de Troupes sera commandé par le Seigneur Prince de Hanover, ou en son absence par le General à qui sa Serenité donnera le Commandement, ne seront pas separées pendant la Campagne, & il ne s'y fera point d'autre detachement que du Commandement general de toute l'armée auprés de laquelle le susdit Corps se trouvera, & ne reconnoîtra d'autre justice que celle du Seigneur Duc de Hanover.

VI. Le Seigneur Prince de Hanover suivra les ordres de Sa Majesté & en son absence ceux de sa Serenité l'Electeur de Baviere, & en cas que le susdit Corps fut conjoint avec une armée, quand Sa Majesté ou sa Serenité Electorale aura renfermé le mot par écrit pour le tems de leur absence, comme on accordera à cet égard entre le Prince & le Maréchal General, Commandant en Chef l'Armée de Sa Majesté ou des Seigneurs Etats. Et quand le susdit Prince sera absent dudit Corps, celui qui le commandera recevra les ordres du Commandant General de l'Armée de Sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats, qui pourroit alors être le premier en charge; & soit que ledit Prince y soit, ou qu'il n'y ait que les Generaux, sera néanmoins executé ce qui a eté resolu.

VII. Le susdit Seigneur Prince assistera dans les Conseils de Guerre, comme aussi tous les Generaux, à chaque fois que les Generaux du Roy, ou des susdits Etats du même caractere y seront appellez.

VIII. Au

ANNO 1692.

VIII. In gevalle dat tegen verwaghtinge eenige swarigheyt soude ontstaen, omtrent de investiture, of introductie, van den gemelde Heer Hartog van Hanover tot het Keurvorstendom, soo belooven syn Majesteyt en haer Hoogh-Mogende al hun vermoogen daer toe aen te wenden, dat het Keurvorstendom op den zelven geconfereerd worde, soo dra een algemeene Vreede sal gemaeckt syn.

IX. Nademael het Doorluchtigh Huys van Bronswick Lunenbourg, by nae alle syne magten, ten dienste van de gemeene Saeck, van syne Staaten verwydert, soo nemen syn Majesteyt en de Heeren Staeten Generael op sich, van de Pretendenten tot de Successie van Saxen-Lauwenbourg te obtineren, dat men de differenten sal verhandelen door de gemeene wegen van Justitie, en niet tot eenige feytelyckheyd te komen.

X. Indien het Doorluchtigh Huys soude mogen worden geattaqueert in syne Staten, wegens het Hertogdom van Lauwenbourg, of om eenige ander pretext, hoedanigh het oock sou mogen zyn, als oock in gevalle de Hertogh van Gottorff, of de Steden van Hambourg of Lubeck souden geattaquert worden, soo sal de gemelde Heer Hertogh van Hanover de vryheyd hebben, syne Troupen te rugh te treckken.

XI. Men sal met den eersten een defensive Alliantie tusschen syne Majesteyt en de Heeren Staeten Generael, ter eenre, en den Heer Hertogh van Hanover ter anderer zyde maecken, op soodanigen Conditien al men sal overeenkomen.

XII. Men sal niet gehouden zyn de Deserteurs, die sich van d'eene en d'andere kant bevinden over te leveren, wanneer de Troupen in de Nederlanden aenkomen; maar de geene die in 't vervolg zullen deserteren sullen gereclameert, en wedersyds ter goeder trouwe weder gegeven worden.

XIII. De Heer Hertogh van Hanover sal syne Guarde du Corps weer in syn Land konnen doen komen, nae het eyndigen der Campagne, zonder dat het hem in Gelt sal gekort worden, maar in dat geval sal men de twee derde van de Rations Brood en Voeragie, die men gehouden sou zyn aen de gemelde Guardes, by aldien sy bleven, te fourneren, aftrecken.

XIV. De Versorgers van vivres sullen gehouden syn aen de Hanoversche Troupen te leveren het derde van 't Brood en Voeragie 't welck ten koste van syn Doorluchtigheydt komt, in gevalle men sulcx begeert, op de selfde wys, en ten selfden pryse, als sy het aen de Regimenten van syn Majesteyt en de gemelde Heeren Staaten leveren.

XV. Syne Majesteyt en haar Hoogh-Mogende sullen in cas van eenige operatie, de Oorlogs-ammunitie aen de Hanoversche Troupen doen leveren, even als aen hunne eygene Trouppen.

XVI. Het tegenwoordigh Tractaet sal duuren, tot aen de maand April des toekomende Jaars incluys, en indien men geduurende dien tyt niet anders veraccordeert, syne Doorluchtigheyt sal syn Troupen tegens 't eynde van de gemelde Maend mogen te rugh doen trecken.

De Ratificatien sullen uytgewisselt worden binnen drie weecken, ende eerder indien het mogelyck is, en 't selve verwachtende, hebben Wy ondergeschreven, synde tot dien eynde gelast ende geauthoriseert, door syne Majesteyt en Haar Hoogh-Mogende ten eenre, en syn Doorluchtigheyt den Hertogh ter andere zyde, het bovenstaende Accord onderteeckendt, in 't Leger by Melle den 30. Juny 1692.

(L.S.) William Blathway.
(L.S.) Ed. Weeds. (L.S.) N. W. Gors.

Lyste der Troupen van den Hertog van Hanover volgens het Tractaet gestipuleert.

6. Regimenten Infantery van 773. Man	4638. Man
7. Regimenten Cavallery van 378. Man	2646.
1. Regiment Dragonders	490.
De Gardes du Corps	175.
	7949. M.

Se-

VIII. Au cas que contre toute attente il arrivât quelque difficulté, touchant l'investiture ou installation du susdit Seigneur Duc de Hanover à l'Electorat, Sa Majesté & leurs Hautes Puissances promettent de faire tout leur possible à ce que l'Electorat lui soit conferé, aussi-tôt que la Paix generale sera concluë.

IX. Comme la Serenissime Maison de Bronswick-Luneboug éloigne presque toutes ses forces de ses Etats, pour le service de la cause commune, Sa Majesté, & les Seigneurs Etats Generaux se chargent d'obtenir des Pretendans à la succession de Saxe-Lawenbourg que l'on traite sur ces differens par les voyes ordinaires de la Justice, & non pas qu'on en vienne à aucune voye de fait.

X. Si la Serenissime Maison de Lunebourg venoit à être attaquée dans ses Etats, à l'occasion du Duché de Lawenbourg, ou sous quelque autre pretexte, quel qu'il puisse être, comme semblablement si le Duc de Gottorf, ou les Villes de Hambourg ou de Lubeck fussent attaquées, le susdit Duc de Hanover aura la liberté de rappeller ses Troupes.

XI. On fera au plutôt une Alliance deffensive entre Sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux d'une part, & le Seigneur Duc de Hanover aux conditions qu'on conviendra.

XII. On ne sera pas obligé de rendre les deserteurs qui se trouveront d'un côté & de l'autre, quand les Troupes arriveront dans les Païs-Bas, mais ceux qui deserteront dans la suite, seront reclamez, & rendus de bonne foy de part & d'autre.

XIII. Le Seigneur Duc de Hanover pourra faire revenir ses Gardes du Corps en son Païs, aprés la fin de la Campagne, sans qu'on lui rabatte rien en argent, mais on rabattra en ce cas les deux tiers des Rations du Pain & de Fourage, qu'on seroit obligé de fournir ausdites Gardes si elles restoient.

XIV. Les pourvoyeurs de vivres seront tenus de fournir aux Troupes d'Hanover le tiers du Pain & du Fourage qui viennent aux frais de sa Serenité, si on le desire, de la même maniere & pour le même prix, qu'ils le fournissent aux Regiments de Sa Majesté & des susdits Seigneurs Etats.

XV. Sa Majesté & leurs Hautes Puissances feront, en cas de quelque operation, fournir les munitions de guerre aux Troupes de Hanover, comme & de même qu'à leurs propres Troupes.

XVI. Ce present Traité durera jusques au mois d'Avril de l'année prochaine inclusivement, & si pendant ce tems on ne convient point autrement, Sa Serenité pourra faire revenir ses Troupes sur la fin dudit mois.

Les Ratifications seront échangées dans le tems des trois semaines, & plutôt s'il est possible, & dans cette attente nous à ce authorisez & ayant charge de Sa Majesté & de leurs Hautes Puissances d'une part, & le Duc Serenissime d'autre, avons signé l'Accord icy dessus en l'Armée prés de Melle le 30. Juin, 1692.

(L.S.) Guillaume Blathway.
(L.S.) Ed. Weeds. (L.S.) N. W. Gors.

Liste des Troupes du Duc de Hanover, stipulées suivant le Traité.

6. Regiments d'Infanterie de 773. hommes	4638. hom.
7. Regiments de Cavalerie de 378. hom.	2646
1. Regiment de Dragons.	490
De Gardes du Corps.	175
	7949. h.

Ar-

ANNO 1692.

Secreet Artyckel.

SYne Majesteyt en Haar Hoogh-Mogende sullen alles wat sy konnen op de generale Vreede aenwenden, dat de Beurtwisselingh van 't Bisdom van Osnabrug verandert worde in een Erffelycke Successie, en sullen 't zelve van zyn Catholycke Majesteyt trachten te verwerven.

Dit Artyckel was geteeckent, en sal geratificeert worden, even als het Tractaet.

(L.S.) WILLIAM BLATHWAY.
(L.S.) E. D. WEEDE. (L.S.) N. W. GORS.

Article secret.

SA Majesté & leurs Hautes Puissances feront tout ce qu'ils pourront à la Paix generale que l'Alternative de l'Evêché d'Osnabrug soit changée en une succession héreditaire, & ils tâcheront de l'obtenir de Sa Majesté Catholique.

Cet Article étoit signé, & sera ratifié de même que le Traité.

(L.S.) GUILLAUME BLATWAY.
(L.S.) ED. WEED. (L.S.) N. W. GORS.

ANNO 1692.

CXLIX.

18. Juil. *Tractaet van Vreede tusschen* MULEY ISMAEL *Keyser van Marocco, ende de H. M. Heeren Staten Generael der* VEREENIGDE NEDERLANDEN, *door het welk het Tractaet in den Jaere 1684. gesloten, is gehouden voor geconfirmeert, en op nieuw geratificeert. Gedaan in den Haage den 18. July 1692.* [Tiré des Archives de L. H. P. les Estats Generaux des Provinces-Unies.]

ALso synen Keyserlycke Majesteit Muley Ismaël Keyzer van Marocco &c. een opregte genegentheit hebbende, omme met de Hoogh-Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden in Vreede en vrundschap te blyven leven, ende ten dien eynde op nieuws te confirmeren het Tractaet van Vreede tusschen syne Keyserl. Majesteit en haer Hoogh-Mogende in den jaere 1684. gesloten, als mede te convenieren over 't lossen van eenige Nederlantsche Slaven in 't gebied van syne Keyzerlycke Majesteit nogh gevangen sittende, om over 't een en 't ander met haer Hoogh-Mogende te spreken ende te accorderen, my ondergeschreven als synen Extraordinaris Envoyé herwaerts heeft afgesonden, SOO IST, dat haer Hoogh-Mogende aan haere zyde betuyght hebbende gelycke genegentheid om met den Keyzer van Marocco Myn Heer en Meester de Vreede te continueren, en eenige Slaven te lossen, vervolgens, naer verscheyde Conferentien door de Heeren haer Hoogh-Mogende Gedeputeerden met my gehouden, is over een gekomen on geaccordeert, dat het Tractaet van Vrede in den jaere 1684. gesloten, sal werden gehouden voor geconfirmeert, en op nieuw geratificeert; Dat voorts haer Hoogh-Mogende de Nederlandsche Slaven, die onder het gebied van Syne Keyzerlycke Majesteit nogh gevangen sitten, ofte eenige van dien sullen mogen lossen, betalende voor yder Slaaf de somme van ses hondert 't zeventigh Guldens, ofte vier hondert twintigh Guldens, ende een Moorsche Slaaf, met dien verstande, dat voor den voorschreven prys vry gelaten, en aen haer Hoogh-Mogende ofte op haere ordre overgegeven sullen werden sodanige Slaven als haer Hoogh-Mogende selfs sullen opgeven. Sullende Hooghgemelde haer Hoogh-Mogende niet genoodsaeckt wesen andere Slaven te losschen, als die sy self sullen opgeven en eysschen; Dat daer onder mede niet begrepen sullen wesen die Slaven, dewelcke naer de Vreede in den Jaere 1684, gesloten, op Zee genomen, ofte door Schipbruck ofte andersints in het gebied van den Keyzer van Marocco gekomen synde tot Slaven syn gemaeckt; maer dat deselve aenstonds sonder eenig losgeld op vrye Voeten sullen werden gestelt; Daeromme ick ondergeschreve, in den Name van Hoogstgedagte syne Keyzerlyke Majesteit belove, dat volgens dit geconvenieerde het voorsz. Tractaet van Vrede aen de zyde van syne Keyzerlyke Majesteit in allen zynen dele en yder Articul van dien opregtelyck sal werden onderhouden ende naergekomen

door

CXLIX.

Traité de Paix entre MULEY ISMAEL Empereur de Maroc & les Hauts & Puissants Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES par lequel le Traité de l'an 1684. est tenu pour confirmé, & de nouveau ratifié. Fait à la Haye le 18. Juillet 1692. 18. Juil.

D'Autant que Sa Majesté Imperiale Muley Ismaël, Empereur de Maroc &c., a un desir sincere de continuer de vivre en Paix & en Amitié avec leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & à cette fin de confirmer de nouveau le Traité de Paix conclu dans l'année 1684. entre Sa Majesté Impériale & leurs Hautes Puissances; en outre de convenir de la Rançon de quelques Esclaves Hollandois, qui sont encore prisonniers dans les Etats de Sa Majesté Impériale. Pour donc conferer & s'accorder avec L. H. P. sur l'un & sur l'autre point, Sa Majesté Impériale m'a envoyé dans ces Provinces en qualité de son Envoyé Extraordinaire. A ces Causes, leurs H. P. ayant de leur côté témoigné avoir le même desir de continuer la Paix avec l'Empereur de Maroc mon Seigneur & Maître, & en consequence de racheter quelques Esclaves; après plusieurs Conferences tenuës entre Messieurs les Députez de L. H. P. & moi, on est convenu & on a accordé, que le Traité de Paix conclu dans l'année 1684. sera tenu pour confirmé & ratifié de nouveau; Qu'ainsi L. H. P. pourront racheter les Esclaves Hollandois, qui sont encore prisonniers dans les Etats de Sa Majesté Impériale, ou quelques-uns d'eux, en payant pour chaque Esclave la somme de six cens soixante-dix Florins, ou quatre cens-vingt Florins avec un Esclave More; Bien entendu aussi que suivant le susdit prix on donnera la liberté & l'on remettra à L. H. P. ou à leur ordre tels Esclaves que L. H. P. auront specifiez & dénotez Elles-mêmes, & L. H. P. ne seront pas obligées de racheter d'autres Esclaves que ceux qu'elles nommeront & demanderont; qu'on n'y comprendra pas aussi ces Esclaves, qui après la Conclusion de la Paix de l'année 1684. ont été pris sur Mer, ou qui étant venus par naufrage ou autrement dans les Etats de l'Empereur de Maroc, y ont été faits Esclaves; mais que ceux-là seront d'abord mis en liberté sans payer aucune Rançon: C'est pourquoi je soussigné promets au Nom de Sadite Majesté Impériale que conformement à cette présente Convention, ledit Traité de Paix sera fidelement observé & executé en toutes ses parties & en chaque Article de la part de Sa Majesté Impériale par tous & chacun

que

ANNO 1692. door alle ende een iegelyck, dien het aengaen sal, gelyck oock dat geene, dat invoegen hier vooren vermeld, over de lossinge van Slaven is geaccordeert; belovende hier op de Ratificatie van syne Keyserlycke Majesteit van Marocco te sullen uytbrengen, soo haest het doenlyck is. Tot verseeckering van het welcke, desen by my is onderteekent. Gedaen in den Hage den agtienden July duysend ses hondert twee en 't negentigh.

(*Was geteekent.*) . . . .

que cela pourra concerner; de même que l'Addition ci-dessus mentionnée & accordée touchant la Rançon des Esclaves; promettant en consequence de délivrer, aussi-tôt que se pourra faire, la Ratification de Sa Majesté Impériale de Maroc. En foi dequoi, la Présente a été signée par moi. Fait à la Haye le dix-huit Juillet, de l'année mille six cens quatre-vingt-douze. ANNO 1692.

(Signé) . . . .

CL.

31. Oct. *Traité entre* CHARLES II. *Roi d'Espagne*, GUILLAUME III. *Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *pour la Jonction de leurs Flottes dans la Mediterranée. A la Haye le* 31. *Octobre* 1692. AVEC LES ARTICLES SEPARE'S *du même jour, mois, & an.* [Copie manuscrite tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du tems du Roi CHARLES II.]

COMME le Roi d'Espagne, le Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, se sont engagés mutuellement, d'employer toutes leurs forces, tant par mer, que par terre, contre le Roi de France leur Ennemi commun, soit conjointement, ou separément, afin que par là on puisse procurer une Paix ferme, & durable, & que pour cet effet ils ont jugé très-necessaire de joindre leurs forces maritimes dans la Mer Mediterrannée, il a été convenu, & accordé en la maniere suivante.

I. Premierement, le Roi d'Espagne mettra en mer dans la Mediterannée une Flote au moins composée de seize grands Vaisseaux de Guerre, 4. Brulots, & vingt-cinq Galeres, avec les autres Vaisseaux, qui doivent servir à une telle flote.

II. Lesdits Vaisseaux de Guerre seront montez de 60. pieces de Canon l'un portant l'autre, 60. bales pour chaque piece de Canon, & vint-cinq mille livres de poudre, à proportion des 60. pieces de Canon, deux garnitures de voiles, 6. gros Cables de six vingt brasses pour chaque Vaisseau, & tous les autres Agrez selon la condition des Vaisseaux.

III. Ils seront munis des vivres, pour subsister en mer dix mois de suite, & plus long-tems si la necessité le requiert.

IV. Et parce que la provision des vivres pour tout l'équipage desdits Vaisseaux, ne pourra point être chargée à la fois, l'on en fera un Magasin à Porto Mahon, Carthagene, ou quelque Lieu convenable à l'emploi de la Flote.

V. Le Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies, prometent de joindre, à ladite Flote du Roi d'Espagne, de leur part, aussi-tôt qu'il sera possible, seize Vaisseaux de Guerre de la même force, & quatre Brulots, tous garnis de toutes les necessitez de Guerre, & de bouche pour pouvoir subsister dix mois de suite, & plus si la necessité le requiert.

VI. A condition que le Roi d'Espagne les fera servir par cinq Felouques, ou Tartanes, qui suivront les ordres des Officiers Commandans du Roi de la Grande Bretagne, & des Etats Généraux.

VII. Comme aussi que l'on donnera les Magasins auxdits Officiers Commandans pour serrer leurs provisions, dont ils trouveront à propos de décharger les Vaisseaux, & de les mettre en lieu de seureté, pour s'en servir en cas de besoin, sans qu'ils soient sujets d'en payer aucun Droit d'entrée, ni de sortie.

VIII. Lesdits Officiers auront aussi la même liberté & exemption des Droits, de tout ce qu'ils acheteront, pour la subsistance de leurs Vaisseaux, & l'équipage des Matelots, & Soldats durant leur presence dans la Mer Mediterrannée aux Côtes d'Espagne, & pour leur retour en Angleterre, & Hollande.

IX. Et le cas avenant, qu'ils se devoient servir des provisons des Magasins du Roi d'Espagne, Sa Majesté donnera en vertu de cette Convention, des ordres pour leur en distribuer, à condition que l'on les payera à un prix raisonnable, ou que l'on les pourra remplacer en espece, au choix de celui qui les aura reçus.

X. Les Vaisseaux de Guerre, Galeres, & Brulots se rencontreront au rendez-vous que l'on leur donnera, sans aucune Ceremonie de salut, ou de contre-salut; ce qui sera observé tout le tems qu'ils seront joints, & ils agiront ensemble, tant par la Flote entiere, que des détachemens, de quelques Vaisseaux que l'on en fera.

XI. Et à la premiere rencontre, les Officiers Commandans se verront dans le Vaisseau du premier Officier Hollandois, pour y regler les affaires, suivant la teneur des Articles separés, qui en seront faits expressément.

XII. Tous les Vaisseaux seront commandez par les propres Officiers de chaque Nation.

XIII. Et en cas de Combat, ou par malheur de maladie, l'on recevra à terre, & l'on logera les blessés, & malades sur le pié, comme cela se pratique au Païsbas Espagnol; A quoi Sa Majesté Catholique fera donner les ordres necessaires.

En foi de quoi les Ministres desdits Rois, & les Deputez des Etats Généraux des Provinces-Unies autorisez pour cela, ont signé la presente & y fait apposer le sceau de leurs Armes. A la Haye le 31me. du mois d'Octobre 1692.

Signé,

DON FRANCISCO BERNARDO DE QUIROS.
(L.S.)

W. Baron de HEECKEREN.
(L.S.)
J. Baron de WASSENAAR DUYVENVOIRDE.
(L.S.)
A. HEINSIUS.
(L.S.)
JO. BECKER.
(L.S.)
J. VANDER DOES.
(L.S.)
M. VAN SCHELTINGA.
(L.S.)
GISB. CUPER.
(L.S.)
G. GRUYS.
(L.S.)

Je soussigné Grefier de leurs Hautes Puissances, atteste que cette Copie, aiant été collationnée, s'accorde en tout, & par tout avec son Original.

Signé,

F. FAGEL.

A R-

ANNO 1692.

ARTICLES SEPAREZ.

Les Officiers Commandans se rencontreront sans aucune Ceremonie de rang, à la premiere jonction de la Flote, au Vaisseau du premier Officier Hollandois, & concerteront entr'eux sur les ordres à observer pour faire agir la Flote contre l'ennemi, avec le plus d'aparence de succès.

Et regleront les seances au Conseil de Guerre, & pour la direction des autres afaires, qui seront de la fonction de l'Officier Commandant.

Et en cas que les Officiers des deux Rois, ne se puissent accorder qui entr'eux seroit le premier de jour, pour exercer la fonction de Commandant de la Flote, ils tireront au sort pour le decider.

Le Conseil de Guerre se composera des Officiers des trois Nations, qui tous trois (pour les premiers Officiers) pourront proposer ce qui leur semblera à propos.

Et l'Officier Commandant de la Flote, ne pourra pas refuser de convoquer le Conseil de Guerre, à la requisition d'un des premiers Officiers des trois Nations, pour déliberer sur ce qu'il trouvera necessaire de proposer.

Toutes les resolutions qui seront prises au Conseil de Guerre seront couchées en écrit, & signées par les Officiers qui ont assisté à la deliberation.

Ces Articles separez auront la même force, comme s'ils étoient inserez dans la Convention principale.

En foi de quoi les Ministres des Rois d'Espagne, & de la Grande Bretagne, & les Deputez des Etats Généraux des Provinces-Unies autorisez pour cela, ont signé lesdits Articles separez, & y fait apposer le Sceau de leurs Armes. A la Haye le 31. d'Octobre 1692.

Etoit signé,

DON FRANCISCO BERNARDO DE QUIROS.
(L.S.)

W. Baron de HEEKEREN.
(L.S.)
J. Baron de WASSENAAR DUYVENVOIRDE.
(L.S.)
A. HEINSIUS.
(L.S.)
JOHAN BECKER.
(L.S.)
J. VANDER DOES.
(L.S.)
M. VAN SCHELTINGA.
(L.S.)
GISB. CUPER.
(L.S.)
G. GRUYS.
(L.S.)

Je soussigné Grefier de Leurs Hautes Puissances, atteste que cette Copie aiant été collationnée, s'accorde en tout, & par tout avec son original.

Etoit signé,

F. FAGEL.

Articulos Separados.

Los Oficiales Commandantes se encontraran sin Ceremonia alguna de precedencia ala primera Juncion de la Flota, en el Nauio del primer Oficial Holandes, y entre elles convendran asia las Ordenes que se debran observar para las execuciones de la Flota contra el enemigo, con la mayor aparencia de Succeso.

Y regularan las sessiones en el Consejo de Guerra, y para la direccion de las demas Cosas que seran de la funccion del Oficial Commandante.

Y en caso que les Oficiales de los dos Reyes, no pudieren acordarse, quel entre ellos el primer dia, debra exercer la funccion de Commandante ala Flota, se hechara la suerte para dicisdirlo.

El Consejo de Guerra se compondra de Oficiales

de las tres Naciones que todos tres (pòr los primeros Oficiales) podran proponer, lo que les parecera aproposito.

Y el Oficial Commandante ala Flota no podra rehusar, de convocar el Consejo de Guerra ala requisicion, de uno de los primeros Oficiale de las tres Naciones, para deliberar sobre lo que hallara conveniente de proponer.

Todas las resoluciones que seran tomadas en el Consejo de Guerra, se pondran por escrito, y firmadas por los Oficiales que han asistido ala deliberacion.

Estos Articulos separados tendran la misma fuerza, como si estubiesen insertos en la Convencion principal.

En se delo qual los Ministros delles Reyes de Hespaña, y de la Grande Bretagna, y los Diputados de los Estados Generales de las Provincias Unidas autorizados para esto, han firmado los dichos Articulos separados y hecho poner el sello de sus Armas. Fatto en el Haya a 31. de Otubre 1692. estava firma do y sellado.

(L.S.) DON FRANCIS BERNARDO DE QUIROS.

(L.S.) W. Baron de HEEKEREN.
(L.S.) J. Baron de WASSENAAR DUVENVOIRDE.
(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) JOHAN BECKER.
(L.S.) J. VANDER DOES.
(L.S.) M. VAN SCHELTINGA.
(L.S) GISB. CUPER.
(L.S.) G. GRUYS.

Infrascrito Secretario de Estado de sus Altipotentias, certifica que esta Copia hauiendo sido cojetada, concuerda en todo y per todo con su Original.

Essave firmado,

FAGEL.

CLI.

*Traité entre l'*EMPEREUR, LEOPOLD I. *&* JEAN GEORGE IV. *Electeur de* SAXE, *traduit de l'Allemand. Fait à Dresde, le 2. de Fevrier 1693.* Avec *l'Article separé du Roi d'Angleterre & des Etats Généraux, en Latin Original. Fait à Dresde; le 2. Mars, 1693.* [Manuscrit.]

1693. 2. Fevr. L'EMPEREUR ET LA SAXE.

Comme ainsi soit, que pour pousser tant mieux la rude presente Guerre, & pour parvenir à une Paix glorieuse, nonobstant les préparatifs que fait l'Ennemi sur le Haut & Bas Rhin, par le moyen desquels il prétend cette année penetrer jusques au centre de l'Empire, & desoler entierement les Cercles circonvoisins, l'Empereur & Roi de Hongrie, & de Boheme, a fait proposer à sa Serenité Electorale de Saxe d'employer toutes les forces que Dieu lui a mis en main, pour le bien de la Patrie qui est en un si grand danger, aussi-bien que pour la conservation de sa propre liberté & sûreté, & de celle des autres Electeurs & Etats de l'Empire: C'est pourquoi sadite Majesté Imperiale voulant montrer dans cette dangereuse conjoncture son affection inviolable, le Sieur Adolf Wratislaus, Comte de Starenberg, Conseiller Privé de Sa Majesté Imperiale, & premier Borg-Grave du Royaume de Bohême a conjointement avec les Ministres de sa Serenité Electorale conclu & arrêté à cet égard les Points & Articles suivans.

Touchant les 400000. Risdales de Subside demandez par sa Serenité Electorale, Sa Majesté Imperiale fera dépêcher une Assignation de 100000. Risdales aux Etats du Cercle de la Haute-Saxe, & 50000. Risdales à la Ville de Francfort, à la Ratification de ce Traité, & reglera la chose de telle maniere que le payement commencera, & se fera au commencement du mois de Novembre, & que le payement entier continuera dans les mois de l'Empire: & comme semblablement les Envoyez de Sa Majesté le Roi d'Angleterre, & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas qui sont ici, par une assurance dressée à part se sont obligez, & acceptez de payer 150000. Risdales des susdits Subsides, en consequence de ce present Traité d'entre Sa Majesté Imperiale, & sa Sereni-

Ss té

ANNO 1693. té Electorale, sçavoir 100000. Risdales à la susdite Ratification, & 50000. Risdales à Leipsig le jour de S. Michel prochain, sans aucune récompense de Sa Majesté Imperiale, & qu'il s'en faudra encore 100000. Risdales pour l'entier payement de ladite somme de 400000. Risdales, sadite Majesté Imperiale stipule de payer de son propre, & de ses revenus, 50000. Risdales à la fin de cette Campagne; mais pour les autres 50000. Risdales restans, sa Serenité Electorale de Brandebourg, la Serenissime & Electorale Maison de Brunswick & Lunebourg, & le Prince de Hesse-Cassel en donnent une assûrance à sa Serenité Electorale par une Obligation faite à part, sans engagement aucun de Sa Majesté Imperiale.

Sa Serenité Electorale promet de son côté d'agir vigoureusement cette Campagne contre l'Ennemi commun avec une Armée de 12000. Combattans, & l'Artillerie en dépendante, & de se rendre pour cet effet sur la fin de Mai au lieu où se devront faire les operations; mais sa Serenité Electorale ne peut pas encore s'ouvrir, si son état futur pourra permettre d'envoyer l'hiver prochain quelques Troupes sur les Frontieres; mais comme il s'interesse fort particulierement en tout temps à la conservation de l'Empire Romain; il se déclarera si bien sur la fin de la Campagne que sa fidéle intention sera suffisamment remarquée.

Pour ce qui regarde le Commandement, de donner la Parole, ou l'Ordre, faire assembler ou convoquer un Conseil de Guerre, & ce qui en dépend, ensemble touchant le rang, soit que l'Armée se conjoigne entierement, ou une partie avec Sa Serenité Electorale, on agitera, ce qui devra être observé, & comme en cela il ne veut point perdre de son Droit, il ne desirera aussi rien qui ne soit de l'usage. Quant aux lieux où se devront faire les Operations, & ce qui sera jugé être le plus utile, on en concertera avec Sa Serenité Electorale; car comme il n'a pas pû établir de Magazin qu'en un seul Lieu, aussi lui sera-t-il difficile de s'en éloigner par trop, à moins que le Transport ne pût s'en faire par eau, & au cas que par l'assistance de Dieu tout puissant on vint à recouvrer ce que l'ennemi a en sa puissance, & que, pour cet effect, Sa Majesté Imperiale fait tout ce qu'elle peut, & contribue tout ce qui est necessaire pour un Siege, elle rendra à son Seigneur legitime la Place qui sera reprise, avec tout ce que l'ennemi y a trouvé; mais pour le surplus il sera partagé au prorata, entre les Troupes qui auront emporté la Place.

Que si les Troupes de Sa Serenité Electorale viennent à prendre des Quartiers dans les Païs ennemi & à les garder, le Subside entier ne laissera pas néanmoins d'être payé.

Et enfin promet Sa Majesté Imperiale de dépêcher les *Requisitoriales* conformement aux Constitutions de l'Empire, afin que le Passage des Troupes soit accordé, sans qu'il nuise à personne. Sa Serenité Electorale promet de sa part de donner des Ordres si precis que personne n'ait à se plaindre du moindre excez, & veut par ce moyen esperer que les Etats que cette Marche concernera, feront joüir de quelques douceurs aux pauvres Soldats.

En temoin & sureté dequoy ont été des presentes dressés deux Exemplaires signez & scellez de part & d'autre, & a été accordé & promis d'en faire échanger les Ratifications par S. M. I. & S. S. E. le plutôt que faire se pourra,

Signé,

(L.S.) ADOLPH WRATISLAW, Comte de STAREMBERG.

(L.S.) N. URIGH DE GERSDORFF.

(L.S.) H. E. KNOCK.

(L.S.) DIEDERICK BOOSE.

Article separé.

COmme Sa Serenité Electorale suivant les Subsides promis l'année 1690. a encore à pretendre un Article de 50000. Risdales consistant en décompte, comme aussi 15000. Risdales de l'année 1691. en consequence du Recès du 30. Mars dressé par le Comte de Dunewalt Maréchal de Camp, & ratifié par Sa Majesté Imperiale le 22. Avril ensuivant; Sa Majesté Imperiale fera payer à la fin de la Campagne le premier Article, pour ce qui en restera après Liquidation faite, & 150000. Risdales après la fin de la Guerre avec la France. Fait à Dresden le 2. Fevrier 1693. ANNO 1693.

(L.S.) ADOLPH WRATISLAW Comte de STAREMBERG.

(L.S.) N. Baron de GERSDORFF.

(L.S.) H. E. KNOCK.

(L.S.) DIEDERICK BOOSE.

Article separé concernant le Roi de la Grand' Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies.

COmme l'Excellent & Illustrissime Seigneur Adolfe Wratislaus Comte de Staremberg, Chevalier de la Toison d'or, Conseiller intime de Sa Majesté Imperiale & Burgrave supreme du Royaume de Boheme, auroit communiqué à Guillaume Dutton Chevalier Gentilhomme de la Chambre, Ambassadeur Extraordinaire du Roi de la Grand' Bretagne, & au Seigneur Walrave Baron de Heeckeren, Seigneur de Netelhorst Drossard du Comté de Zutphen, Deputé à l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux, un Projet de Traité à faire & conclure entre Sa Sacrée Majesté, & le Serenissime Electeur de Saxe, pour envoyer dans l'Empire contre l'Ennemi commun douze mil hommes de Troupes Saxones, avec l'Artillerie à ce requise, & leur auroit en même tems fait voir la difficulté de trouver quatre cens mille Risdales, promis dans ledit Traité à l'Electeur de Saxe; C'est pourquoy les susdits Ambassadeurs Extraordinaires, en consideration du susdit Traité d'Alliance, & par un motif d'Amitié dudit Roy & desdits Seigneurs Etats Généraux envers Sa Serenité Electorale, & afin d'aporter de la facilité à cette affaire, veullent bien fournir cent cinquante mil Risdales, en monoye commune de cette Province, promettant au nom du susdit Roy & desdits Seigneurs Etats Généraux de payer & compter de bonne foy la premiere partie de ladite Somme, sçavoir cent mil Risdales de la monnoye susdite quinze jours après la Ratification du susdit Traité, & l'autre partie, sçavoir cinquante mille Risdales à la S. Michel de cette année à Lipsic, promettant de plus Sa Susdite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Généraux de fournir la Ratification des presentes dans le tems de quatre semaines: en témoin & foy de quoy lesdits Ambassadeurs ont signé ces presentes de leurs propres mains, & les ont scellé de leurs Sceaux ordinaires, fait à Dresden le 19/9. Fevr./Mars. de l'an 1693.

(L.S.) GUILLAUME DUTTON CALT.

(L.S.) WALRAF BARON DE HEECKEREN.

Touchant les 50000. Risdales de Brandebourg, Lunebourg & Cassel.

SCavoir que pour suppléer aux 400000. Risdales lesquels Sa Sacrée Majesté a promis à Sa Serenité Electorale de Saxe, en consequence des Traités faits avec lui au sujet de la conjonction de ses Troupes avec les autres Armées de l'Empire & des Alliez, comme aussi d'assurer les 50000. Risdales qui viendront à manquer, son Excellence le Comte de Starenberg, supreme Burggrave, & Conseiller intime, de present icy, & les Ministres de Sa Serenité Electorale de Brandebourg, & des Princes de Bronswick, & de Hesse-Cassel, aussi presents, après avoir communiqué & deliberé ensemble sur ce sujet, ont declaré & promis au nom desdits Electeur & Princes Serenissimes de donner leur consentement à ladite Somme de 50000. Risdales & de garantir à Sadite Serenité Electorale de Saxe, & de faire effectivement ensorte, que six mois après la datte de la Ratification du Traité principal ladite Somme soit comptée à Bronswick, ou à Leipsic en argent courant, & ont promis à cet égard la Ratification, & agrea-

ANNO 1693. agreation desdits Serenissimes Electeurs & Princes, A Dresden le 4/14 Mars 1693.

(L.S.) SAMUEL DE CHROASKOCASKI.

(L.S.) JOBST HERMAN DE JETEN.

(L.S.) FREDERIC BARON DE KELTER.

CLII.

1/11 Fev. **Regenspurgische Union zwischen denen Bischoffen von Münster/ Bamberg/ Eychestädt / denen Hertzogen von Sachßen-Gotha/ Coburg und Altenburg/ dem Marggrafen von Brandenburg-Culmbach/ dem Hertzogen von Braunschweig-Wolffenbuttel/ dem König zu Dennemarck als Hertzogen zu Holstein/ dem gesambten Fürstlichen Hauß Hessen / Marggraff Ludwig Wilhelm zu Baaden-Baaden/ wodurch sie die Fürsten-Verein de Anno 1692. verneueren/ ferner versprechen/ das ihnen in Instrumento Pacis Art. VIII. befestigte/ und durch den Regenspurgischen Reichs-Abschied de Anno 1654. zu einem Reichs-Grund-Gesetz auffgenommene Jus Suffragii festiglich handzuhaben/ auff die Abthuung und Verbesserung dessen was in der Kayserlichen Leopoldinischen Capitulation Ihren Juribus Belli & Pacis, Fœderum, ferendarum Legum, Proscriptionis Statuum nachtheilig/ zu dringen/ vornemlich aber die Hannoverische Chur gar nicht zu zulassen/ sonderen conjunctis auxiliis sich darwieder zu setzen ꝛc. Geschehen Regenspurg den 1/11 Februarii 1693. Mit Bischoffs Marquardi Sebastiani zu Bamberg Ratification. Geben Bamberg den 2. May 1693. [LUNIGS Teutsches Richs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 357.]**

C'est-à-dire,

Union de Ratisbonne faite & conclue entre les Evêques de MUNSTER, *de* BAMBERG, *&* d'AICHSTADT, *les Ducs de* SAXE GOTHA, ALTENBOURG, *&* COBOURG; *le Marc-Grave de* BRANDEBOURG-CULMBACH, *le Duc de* BRUNSWICH-WOLFEMBUTEL, *le Roi de* DANNEMARC *comme Duc de* HOLSTEIN, *toute la Maison de* HESSE, *&* LOUIS GUILLAUME *Marc-Grave de Bade, pour le Renouvellement & Affermissement de l'Union des Princes de l'an 1662. On s'y promet un Concours unanime, & une assistance reciproque pour le maintien du Droit de suffrage qui appartient aux Princes dans les Affaires de l'Empire par l'Article VIII. de l'Instrument de la Paix, & qui a été reçu en Pragmatique Sanction par le Recès de l'Empire de Ratisbonne; comme aussi pour l'Abolition & redressement des choses qui ont été inserées dans la Capitulation Leopoldine au prejudice de leurs Droits de Guerre, de Paix & d'Alliance, de faire les Loix, & de proscrire les Etats désobeissants chacun en son propre Territoire. Ils s'y obligent en particulier à ne jamais admetre le neufvieme Electorat de Hanover, & à s'y opposer en commun de toutes leurs forces. A Ratisbonne le 1/11. Fevrier 1693.*

ANNO 1693.

VOn GOttes Gnaden Wir Marquard Sebastian, Bischoff zu Bamberg / des Heil. Römischen Reichs Fürst ꝛc. thun kund hiemit: Demnach zwischen unsern und andern hiernach vermelten bevollmächtigten Räthen/ Botschafften und Gesandten eine Verein und Zusammensetzung/ Krafft der im Heil. Röm. Reich wohl hergebrachten und in des Reichs Fundamental-Gesetzen als auch dem Westphälischen Frieden-Schluß gegründeten Freyheiten/ Privilegien und Gerechtsame/ aus Special-Befehl und Instruction verabredet und geschlossen worden.

Kund und zu wissen. Nachdeme verschiedene Fürsten und Stände des heiligen Römischen Reichs Teutscher Nation bey ietzigen aller Orten gefährlich anscheinenden Läufften der Zeiten sorgfältig beherziget und erwogen/ wasgestalten die von dero höchst-hohen und werthen Vorfahren so theuer erworbene/ durch viele Secula auf sie derivirte/ in dem Instr. Pac. Westph. auf ewig bestätigte/ auch von ihnen wohl ersessene vortreffliche Jura. Hoheit-Freyheit- und Gerechtigkeiten nach und nach bey ein und andern sich ereignenden Occasionen keinen geringen Anstoß und Kränckung empfunden/ und nun dieselbe solchen obschwebenden höchstgefährlichen Begebnissen zeitlich vorzubiegen sich im Gewissen und bey ihren Ehren verbunden erachten/ hierzu aber nichts heilsam-und zulänglichers/ dann eine allerseits einmüthige Verein und Zusammensetzung erfinden können/ bevorab da dieselbe nicht nur in den allgemeinen Reichs Grund-Gesetzen allerdings erlaubet/ sonderen auch in dem jüngsten Westphälischen Friedens-Schluß mit deutlichen Worten bestätiget/ dergleichen auch von theils ihrer hohen Herren Vorfahren in diesem noch für währendem Seculo verschiedentlich/ und zwar noch letzthin im Jahr 1662. errichtet worden/ deßgleichen ein Churfürstl. Collegium bey der ebenmäßig errichteten Verein sich wohl und stattlich zu allerseitigen Aufnehmen befunden; So haben Fürsten und Stände zu bloß-und alleiniger Beybehalt-und Maintenirung ihrer alten Teutschen Freyheit/ Hoheit/ Ehren/ Privilegien und Gerechtsamen/ auch beständigen Flor Dero Fürstenthum und Landen/ hauptsächlich aber zu des Röm. Reichs höchstem Heil und Wohlfahrt/ als dem eintzigen Grund-Zweck/ solchem Patriotischen Exempel nicht weniger nachfolgen/ und ohne jemanden weder in-noch ausserhalb Reichs dardurch zu beleidigen/ vielweniger eine Scissur und Trennung im Reich zu veranlassen/ sich vertraulich zusammen thun/ und die in Anno 1662. aufgerichtete Fürsten-Verein hiemit unter sich erneuern/ deroselben theils accediren/ und sich darauff mit fernern deren Extendir-und Erweiterung de novo gegen einander verpflichten/ verschreiben und vereinen wollen. Allermassen dann nachgenannte Fürsten und Stände des Reichs nach reifflicher durch allerseitiger zu Ende dieser Tractats unterschriebene Gesandschafften gepflogener Unterredung und Deliberation über jetzt folgende Articulos sich von neuem beständigst verpflichten/ verschreiben und vereinen.

I. Erstlich wollen Fürsten und Stände einander in guten/ wahren/ auffrechten Vertrauen und Freundschafft meinen/ haben und halten/ und in denen vorberegten ihre gemeinsahme Gerechtigkeit-Hoheiten und Würden betreffenden Sachen vertrauliche Communication untereinander pflegen/ auch die Conservation derselben sich allerseits möglichster Dinge angelegen seyn lassen.

II. Insonderheit aber und vors andere/ weil sothane der Fürsten und Stände bevorab das Jus suffragii in den Reichs-Sachen belangende Gerechtsamkeiten in dem Instr. Pac. vornemlich Art. 8. mit klahren hoch-verbindlichen Worten stattlich befestiget/ solcher Friedens-Schluß auch alles seines Inhalts durch den letzten Regenspurgl. Reichs-Abschied de Anno 1654. in Sanctionem pragmaticam, und zu einem Reichs Grund-Gesetze auffgenommen worden; So wollen Fürsten und Stände vor allen Dingen ob solchen und anderen Fundamental Reichs-Gesetzen/ und was darin denen Fürsten und Ständen zu gut verordnet/ festiglich halten/ wie auch dasjenige/ was der Fürsten-Standt hergebracht/ handhaben/ und deme zu gegen etwas vorzunehmen/ nichts verhängen noch gestatten.

III. Als aber drittens so wohl bey der im Jahr 1658. vorgangener Wahl der jetzt glorwürdigst regierender Kayserli-

ANNO 1693.

serlichen Majestät als auch der in Anno 1689. darauf erfolgter Wahl der jetzigen Röm. Königlichen Majestät nicht allein bey der darüber gepflogenen Handlung denen Fürsten und Ständen des Reichs in dem Jure belli & pacis, fœderum, ferendarum legum, proscriptionis statuum und dergleichen hohen angelegenen Gerechtigkeiten nachtheiliger Eingriff geschehen/ sonderen auch in denen Capitulationen selbst von erwehnter Regul des Frieden-Schlusses in vielen Dingen mercklich abgeschritten/ und Fürsten und Ständen durch Schmählerung sothaner Ihrer Gerechtigkeiten zu nahe getretten/ dahero dann dieselbe solchem nachtheiligen verfänglichen Beginnen zu wiedersprechen/ dargegen feyerlichst zu protestiren/ und dasz man sothane Wahl-Capitulationes, in so weit sie den Frieden-Schlusz und letztern Reichs-Abschied zu wieder lauffen/ für keine Reichs Satzungen erkennen/ noch dadurch gebunden seyn können und wollen/ sich verwahren zu lassen gemüssiget worden; So wollen Fürsten und Stände nicht allein solche eingewandte protestation und Verwahrung hiemit bekräfftiget haben/ sondern auch embsigen Fleisses sich bemühen/ dasz bey noch vorwehrendem Reichs-Tag nach Verordnung des Frieden-Schlusses und mehr beregten letztern Reichs-Abschied/ die Abhandlung einer stetswährenden Wahl-Capitulation zur Hand genommen/ zur Richtigkeit/ und darin alles dasjenige/ so vorangezogener massen denen Fürsten und Ständen zu Nachtheil und Abbruch ihres zustehenden Rechtens in jetziger Kayserl. Wahl-Capitulation enthalten/ abgethan und verbessert werden möge.

IV. Gleiche Meinung hat es auch viertens/ wann ins künfftig in allgemeinen Reichs-Sachen und Handlungen mehr berührtem Friedens-Abschied zu wieder/ ohne gesambter Churfürsten und Stände auf gemeinen Reichs-oder anderen zu solchen Sachen gewidmeten Conventen und Zusammenkünfften darüber gepflogenen Rath und beschehener Einwilligung etwas beschlossen und verordnet werden solte/ dasz nemlich Fürsten und Stände solches für keinen Reichs-Schlusz erkennen/ noch sich dadurch einiger Gestalt verbinden lassen wolten.

V. Gestalten nachdeme 5tens ohnlängst wieder alles bessere Vermuthen Fürsten und Stände zu höchster Ihrer Befremdung erfahren müssen/ dasz/ als von Seiten des Hoch-Fürstl. Hauses Braunschweig-Lüneburg-Hannover man sich nicht entgegen seyn lassen/ denen obangezogenen Reichs-Grundgesetzen und pragmatischen Sanctionen è diametro zuwieder über den Krafft des Westphäl. Friedens-Instr. auf künfftigen Fall gäntzlich und für ewig expungirten 8ten Electorat noch den 9ten zu ambiren/ und bey dem darzu gebrauchten modo agendi das Recht/ und den in dergleichen höchsten Reichs negotiis hergebrachten auch bey der Westphälischen Friedenshandlung solenniter observirten stylum des Reichs und in specie das als ein essentiales Stück darzu erforderte prævium suffragium der Fürsten und Stände schlechterdings vorbeygehen/ man ohne diese Sach vor die gesambte Reichs-Stände/ wie sich von Rechtswegen gebühret hätte/ kommen zu lassen/ solche bloszhin/ allen dawieder beschehenen kräfftigen remonstrationen ungeachtet/ vor ein Hochlöbl. Churfürstl. Collegium zu ziehen/ und darinnen auf eine gantz ungewöhnliche præcipitante weise zu verfahren sich angemasset/ und ob man wohl der allerunterthänigsten Zuversicht gewesen/ Ihre Kayserliche Majestät auf die von ein hochlöbl. Fürstl. Collegio bey deroselben mit tieffester Submission und allem geziehmenden Respect zu mehrmahlen disfals beschehene allerunterthänigste Vorstellung einige allergnädigste reflexion genommen/ und solche gegen die Reichs-fundamental-Gesetze notoriè lauffende gantz nichtige procedur keineswegs gebilliget/ vielweniger zu dergleichen Neuerung/ bevorab extra casum insuperabilis necessitatis, extremi periculi nulla alia ratione avertendi (dergleichen durch Gottes Gnade weder gegenwärtig zu sehen noch zu beförchten) von selbsten inclinirt haben würden/ noch durch jemands ambition sich auf die Gedancken führen lassen/ dasz dergleichen die Reichs-Form und Grund-Gesetze angehendes negotium ohne darüber anzustellende allgemeine Reichs-Deliberation tractirt werden könne/ dannoch wieder alle disfals sich gemachte bessere Hoffnung zur vermeintlichen Investitur Sr. Fürstl. Durchl. zu Hannover fortgeschritten und damit zum höchsten præjudiz Fürsten und Stände verfahren worden; Also befinden dieselbe sich unumgänglich genöthiget/ nach vorgesetztem Fundament dargegen miteinander Krafft dieses sich zu vereinen und zu verabreden/ dasz sie hochermelte Sr. Fürstl. Durchl. zu Hannover das Jus Electorale durchaus nicht gestehen/ noch dieselbe jemahlen vor einen Churfürsten des Reichs/ der beschehenen Declaration nullitatis zufolge/ erkennen können noch wollen/ auch da nichts destoweniger dieselbe sich solcher vermeintlich acquirirten 9ten Chur-Würde offentlich anmassen/ und sich pro tali geriren/ auch wohl gar durch auswärtiger Puissancen assistenz vi fœderis sich de facto dabey zu establiren trachten solten/ sie sich conjunctis consiliis & auxiliis dargegen setzen/ und durch unverzügliche Zusammenschickung ihrer bevollmächtigten bedacht seyn wollen/ ein zulängliches Defensiv-Concert zu formiren/ und mit Zuziehung mehrerer bey dem Instr. Pacis Westph. interessirter Stände solche kräfftige mesures nehmen/ wordurch die Violirung der Grundgesetze und das denen Fürsten und Ständen obschwebende unerträgliche Præjudiz wird abgewendet/ hingegen die Grundveste des Reichs/ dessen biszherige Form und daran hangende Harmonie und Wohlstandt defendirt und erhalten werden können/ dero Behuef auch die Hände nicht ehender sincken lassen/ bisz das denen Fürsten und Ständen des Reichs hierunter zugefügte Præjudiz wieder abgethan/ die Sachen auff den Fusz und die Norm der güldenen Bull und das Instr. Pacis Westph. gäntzlich reducirt und alles hinwiederumb in vorigen Stand gesetzt worden.

VI. Neben deme 6tens wollen Fürsten und Stände ihr Absehen dahin richten/ dasz die dero Fürstl. Herkommen und Personen zustehende Ehren/ Würden/ und was deme anhängig/ in alten hergebrachten Stand/ und durch dergleichen eine Zeithero sich den entgegen ereigneten und angemaszten Neuerungen in keine Verringerung und Abgang gerathen mögen/ einfolglich dessen so wohl bey Reichs- und andern Versammlungen/ als auch an Käyserlichen/ Königlichen Churfürstlichen und anderen dero Mit-Ständen Höfen/ und wo es sonsten die Gelegenheit mit sich bringen möchte/ über dero gewöhnlichen Stelle im Gehen und Sitzen/ Titulatur, Tractirung ihrer Gesandten und anderen Ihro gebührenden Ehren und Respecten/ und was sie diszfalls anderen Höhern und Niederen zu leisten/ festiglich und beständig halten.

VII. Weil auch 7tens beym Reichs-Convent säthero einigen Jahren/ sich mehrmahln geäusert/ dasz ein Chur-Mayntzl. Reichs-Directorium sein Directorial-Ambt in Annehm- und Anhörung derer ihm ein Nahmen eines gantzen Collegii oder dessen mehrere Stände beygebrachte Conclusorum, oder sonsten von ein und anderen eingewandten gravaminum, wider alle Rechte und Billigkeit auch hergebrachte Observanz zu nicht geringer Verkleinerung und despect der Reichs-Fürsten und Stände refusirt; also soll all dergleichen Verweiger- und Unternehmungen/ es sey auch unter was Prætext es immer wolle/ ins-künfftig keineswegs mehr geduldet/ sonderen so offt das Munus Directoriale verweigert wird/ wieder denselben und dessen Herren Principalen mit zureichenden kräfftigen Mitteln so lang verfahren werden/ bisz derselbe seinem Ambt ein Genügen geleistet/ und die thätige Verweigerung abgestellet habe.

VIII. Nicht weniger wollen 8tens Fürsten und Stände mit angelegenem Fleisz dahin sehen und trachten/ dasz die vermög alten Herbringens und Krafft Kayserl. und des Reichs Belehnungen Ihren und anderen regirenden Landes-Fürsten über eines jeglichen Unterthanen Land und Leut zustehende obrigkeitliche Gewalt und deren anhangende Jura, so weit solche dem gesambten Fürsten-Stand gemein seynd/ ohngeschmählert und ungekräncket erhalten werden/ und darunter einander treulich beystehen.

IX. Damit nun zum 9ten vorgesetztes alles zu gedeylichem Effect gebracht werden möge/ versprechen Fürsten und Stände einander hierdurch ihre zu gemeinen Reichs- und anderen Versammlungen abschickende Räthe und Gesandte dahin gemessentlich zu befehlen und anzuweisen/ dasz sie nicht allein auff diese beschehene Verabredung in ihren Votis und Handlungen ihr unverrücktes Absehen richten/ sonderen auch aus allen vorkommenden dahin einlauffenden und der Reichs-Fürsten Gerechtsame betreffenden Sachen getreulich unter einander communiciren/ und mit einmüthigem Rath und Zusammensetzung deren genaueste Beobacht- und Erhaltung sich angelegen seyn lassen/ darwieder ihres theils nichts verfängliches eingehen/ noch denselben nachsehen oder sich darunter trennen und irrig machen lassen/ sonderen da dergleichen vorgehen solte/ sich unter einander eines gleichförmigen umbständlichen Berichts/ mit Anhängung ihres unvorgreiflichen und allerdings unverbindlichen Bedenckens vereinbaren/ und jedwederer dasselbe an seinen Herren Principalen zu Erhohlung nöthigen Befehls ohnverlängt überschicken/ immittelst aber und vor Einlangung allerseits hoher Principalen resolution ihrer keiner zu Abbruch der Fürstl. Gerechtsamen einseitig verfahren solle.

X. Wann

Anno 1693.

X. Wann nun vors 10te ausserhalb Reichs-oder anderen Versammlungen merckliche der Fürsten und Ständen Gerechtsamkeiten betreffenden Sachen vorgehen/ und einer oder anderer hievon Nachricht erlangen solte/ wolten Fürsten und Stände nicht allein daraus mit einander schrifftlich vertraulich communiciren/ sonderen auch/ da es die Nothdurfft und Angelegenheit erforderen würde/ ihre vertraute Räthe an eine gelegene Mahlstatt zusammen schicken/ und was bey solcher Begebnüß zu Erhaltung der Fürsten Recht und Gerechtsamkeiten und Verhütung alles Wiedrigen/ vorzunehmen/ berathschlagen und entschliessen lassen.

XI. Von diesen unter sich verglichenen Puncten wollen zum 11ten Fürsten und Stände auch anderen Reichs-Fürsten nachrichtliche communication und Eröffnung thun/ ob sie zu schuldiger mit-Beobachtung dieser dem gesambten Fürsten-Stand so hoch angelegenen und durch den Westphälischen Frieden-Schluß so theuer bekräfftigter Jurium zu concurriren gemeint/ jedoch wann gleich andere beyzutreten anstehen solten/ nicht weniger ihres theils dabey festiglich beharren.

XII. Es behalten sich aber 12tens Fürsten und Stände bevor/ diese zu Erhaltung des Fürsten-Standes Gerechtsamkeit getroffene Abrede/ nach Gestalt und Gelegenheit der Läuffte und Sachen mit gemeinsamen Gutbefinden und Einwilligung zu änderen/ zu mehren/ oder sich ferner und enger mit einander desfalls zu setzen/ wie dann auch expresse vorbehalten ist/ daß wann nach und nach einige mehrere Fürsten und Stände aus Liebe und Patriotischen Eiffer zu auffrecht-Erhaltung ihrer unschätzbahren Gerechtsamen und Libertät zu dieser heylsamen Verein accediren wollen/ selbigen es allezeit frey und bevor bleiben; Inmittelst aber versprechen sie einander bey Fürstlichen Ehren und Würden/ obgesetzte verabredete Articul stet/ fest und unverbrüchlich zu halten/ sonder List und Gefährde.

Dessen zu uhrkund ist diese Verabredung ausgefertiget/ von nachgesetzten gevollmächtigten Räthen und Gesandten eigenhändig unterschrieben/ und mit ihren Petschafften besiegelt worden/ und hat ein jeder davon ein Exemplar zu sich genommen/ auch seines hohen Herren Principalen benöthigte Ratification darüber innerhalb 14. Tagen beyzubringen/ und gegen einander auszuwechseln versprochen/ so geschehen Regenspurg den 1. (11.) Februarii Anno 1693.

(L.S.) Von wegen Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster.
Dietrich von Plettenberg.

(L.S.) Wegen des Hochfürstl. Hauses Sachsen Coburg ex speciali Mandato.
J. C. S. V. Wendhausen.

(L.S.) Wegen des Hochfürstl. Hauses Sachsen-Gotha und Altenburg.
R. V. Schönberg.

(L.S.) Wegen Seiner Hochfürstl. Durchl. zu Brandenburg Culmbach ex speciali Mandato.
D. E. Piper.

(L.S.) Wegen des Hochfl. Braunschweig-Wolffenbüttel Hauses.
J. C. S. V. Wendhausen.

(L.S.) Wegen des gesambten Hochfürstl. Hauses Hessen rc.
Adam Albrecht von der Malsburg.

(L.S.) Wegen Ihrer Königl. Maj. zu Dennemarck Nordtwegen als Hertzogen zu Holstein salvo loco & ordine.
D. E. Piper.

Obwohlen vorgeschriebener Fürsten und hoher Potentaten pro salute & tranquillitate Imperii führende gute Gedancken aus derenselben eigenen Declarationibus zur Gnüge bekannt: so habe ich doch und aus Special-Befehl meines gnädigsten Herren Principalen annoch dieses beyrücken wollen/ daß bey Unterschrifft dieser wohlmeinenden Fürstl. Union ebenfalls anders nicht intendirt werde/ als zuforderst dermahliger von der Cron Franckreich androhender gemeiner Gefahr desto kräfftiger zu resistiren/ so dann nicht weniger die Fürstliche wohlhergebrachte Jura Gerechtsahmen (jedoch ohne eintzige Verwirrung der Reichs-Fundamental Gesetze/ mithin ohne Verletzung deren darinn begriffener Ihro Käyserl. Majestät competirender und hergebrachter allerhöchsten Rechten und authorität) contra quoscunque eorundem turbatores, in Krafft der Eyd und Pflichten/ womit man dem heil. Römischen Reich zugethan/ unanimiter zu schützen und kräfftigst zu mainteniren/ immassen dann dergestalten hiemit subsignire.

Im Nahmen Ihrer Hochfürstl. Gnaden von Bamberg.

(L.S.) Friedrich Etmund von Sickingen/ als hierzu specialiter gevollmächtigter Gesandter/ salvo loco & ordine.

Im Nahmen Ihrer Hochfürstl. Gnaden von Eychstätt.

(L.S.) Johann Rudolph Freyherr von Au/ als hierzu specialiter gevollmächtigter Gesandter/ salvo loco & ordine mit der Declaration wie Bamberg.

Im Nahmen Ihrer Hochfürstl. Durchl. Herren Ludwig Wilhelms Marggraffens zu Baaden.

(L.S.) Johan Christoph Freyherr von Greiffen/ als hierzu specialiter gevollmächtigter/ salvo loco & ordine mit der Declaration wie Bamberg.

Daß wir solche Verein und Zusammensetzung seines würcklichen Inhalts in allen Puncten/ Clausuln und Articln ratificirt/ approbirt und bestättiget/ ratificiren/ approbiren und bestättigen auch solche hiemit und in Krafft dieses/ bey Fürstl. Worten versprechende/ daß wir derselben in allen treulich nachkommen/ und in keine Weiß weder selbsten darwieder handlen/ noch daß es von denen Unserigen geschehe/ gestatten wollen. Uhrkundlich unter unseren Fürstlichen Handzeichen und fürgedruckten Insiegel/ geben in unserer Residentz-Stadt Bamberg den 2. May 1693.

Marquard Seb. E. B.

(L.S.)

CLIII.

Traité entre CHARLES XI. *Roi de Suéde*, *&* CHRETIEN V. *Roi de Dannemarc. Fait à Stockholme, le 17. Mars*, 1693. [Manuscrit.]

17. Mars. Suede et Danemarc.

QUoi que leurs Majestez les Rois de Suede, & de Danemarc eussent esperé qu'après avoir conclu le 10. de Mars 1691. un Traité pour maintenir la Navigation & le Commerce, tant d'injustes Pirateries exercées sur leurs Sujets cesseroient à la fin, Elles ont pourtant appris avec déplaisir, que nonobstant les recherches & remontrances, qu'elles ont fait faire de tems en tems auprès des Parties engagées dans la Guerre pour les faire cesser, elles sont plûtôt accrûës & augmentées, même à un Point qu'il est quasi impossible d'exprimer, les Prétextes, Artifices, Inventions, Violences, Chicanes, & Procès, qui ont été mis en usage, non-seulement contre les Vaisseaux & Biens des Sujets de L. L. M. M. mais aussi contre leurs propres Convois, au préjudice des Doüanes, & Péages de L. L. M. M. à une Diminution considerable de leurs Droits & Impôts, & au dommage irréparable de leurs Royaumes & Provinces; dont les Sujets ont souffert & perdu infiniment en leurs Personnes, Equipages, Vaisseaux, Biens, & Marchandises. C'est pourquoi L. L. M. M. ont été obligées de passer à l'accomplissement & à l'execution de leur Traité susmentionné, & de convenir & concerter du tems & des moyens y convenables, à quoi étant instruits, & autorisez par L. L. M. M. les soussignez à sçavoir de la part de Sa Majesté de Suede, (Tit.) Comte Benoît Oxenstiern, (Tit.) Comte Fabian Wrede, & (Tit.) Comte Nicolas Gillenstolpe, & de celle de Sa Majesté Danoise, (Tit.) Baron Jens Juel, ils sont convenus en vertu de leurs Plein-pouvoirs de certaines Conditions & Articles en la maniere suivante.

I. Bien que le cas des represailles dont il est fait men-

ANNO 1693. mention dans le troisiéme Article du précédent Traité ait existé il y a long-tems, en sorte que sans plus de délay on feroit en droit de le mettre en execution principalement puis que L. L. M. M. ont fait faire auprès de l'une & l'autre Partie assés à tems des requisitions necessaires pour obtenir Justice, & Satisfaction, & l'ont attenduë en vain bien au delà du terme prescrit: Cependant L. L. M. M. pour donner les marques de leur moderation & du desir qu'Elles ont de sortir d'affaire à l'amiable, veulent encore par leurs Ministres, qui sont dans les Cours Etrangeres, faire demander, mais sans delay & dans le mois d'Avril prochain, aux Puissances engagées dans la Guerre une entiere & juste Satisfaction, pour leurs Sujets, ce que chaque Ministre fera non seulement pour les Sujets de son propre Roi, mais aussi pour ceux du Roi son Allié, & ainsi la Suede pour les Sujets du Danemarc, & le Dannemarc pour ceux de Suede, qui pourroient avoir été empêchez dans leur Navigation & Commerce ou dont les Vaisseaux chargez & effets ont été amenez, arrêtez, ou pris par des Vaisseaux de Guerre ou par des Armateurs, à quoi ils joindront une Liste exacte de tous les Vaisseaux dont ils auront connoissance, en se reservant tout ce qui pourroit encore leur être inconnu, ils feront en même tems instance pour que de semblables violences cessent à l'avenir & que les Vaisseaux des Sujets de L. L. M. M. ne soient plus detournez, incommodés, amenés, mais qu'on adjoûte foy à leurs Passeports en bonne forme, declarant, que s'il se trouve contre cela des fraudes L. L. M. M. auront soin d'en faire punir les coupables d'une maniere qu'on en seroit satisfait: De plus ils donneront à connoître que L. L. M. M. ne sauroient plus souffrir, qu'on trouble sous divers pretextes, le trafic de leurs Sujets contre les Traitez & la Neutralité, & qu'on se fasse juge des causes dont il ne leur appartient pas de juger, de sorte que si elles ne veulent pas relâcher *cum omni causa*, au plûtôt & sans plus de delai les Vaisseaux encore détenus, & qui sont dans leur entier, avec tous leurs effets & payer suffisamment ceux qui sont confisquez ou échoüez, dédommager de toutes les pertes, & défendre vigoureusement à l'avenir de semblables prises, empêchemens & procedures nuisibles, & le mettre effectivement en execution; en ce cas L. L. M. M. ont résolu & se sont engagées mutuellement à se faire Justice Elles-mêmes, chacun pour ses propres Sujets, aussi-bien que pour ceux de son Allié.

II. Si la prédite Requisition n'est pas promptement suivie d'une entiere satisfaction, L. L. M. M. s'obligent de faire arrêter & saisir chacun chez soi pour le dédommagement de ses Sujets autant de Vaisseaux de la Nation dont on demande la satisfaction, qui suffiront pour suppléer ausdits dommages, & de n'en relâcher aucun, que L. L. M. M. n'ayent obtenu toutes deux la satisfaction requise.

III. Tous les frais nécessaires à la conservation des Vaisseaux arrêtez ou de leur charge seront aux dépens des Propriétaires, puis que L. L. M. M. n'ont point donné occasion à cet arrêt, on se remboursera de la même maniere pour les frais qui auront été faits en amenant les Vaisseaux, & en les arrêtant.

IV. Et afin que les intentions de L. L. M. M. ne soient eludées par quelqu'artifice, Elles feront avertir & ordonner à leurs Sujets, de côté & d'autre de ne point embarquer leurs Marchandises dans des Vaisseaux de la Puissance ou de l'Etat dont on a dessein de faire arrêter les Navires, puisque s'il s'y en trouvoit on ne les regarderoit que comme appartenantes au proprietaire du Vaisseau; il ne sera pas permis non plus aux Sujets des deux Rois d'achéter, en attendant, ou de se faire transporter de semblables Vaisseaux.

V. Nonobstant que chacune de L. L. M. M. soit en liberté de traiter pour le dédommagement de ses Sujets à part, Elles promettent & s'entre assûrent pourtant tres-constamment que, bienque quelqu'une des Puissances qui ont pris les Vaisseaux de leurs Sujets voulut satisfaire separément à l'une ou à l'autre pour sa part, Elles ne laisseront pas pour cela d'en retenir les Vaisseaux de la maniere qu'il a été dit, jusques à ce que l'autre ait aussi obtenu une entiére Satisfaction.

VI. En cas que la Puissance ou l'Etat dont les Vaisseaux pourroient être saisis ou arretez de la susdite maniere laissât écouler le tems de trois mois, depuis l'arrêt fait; sans donner une juste Satisfaction, L. L. M. M. feront sans plus de délai vendre les Vaisseaux & leurs charges à l'encan, & se rembourseront du provenu, en y continuant jusqu'à un accomplissement entier de tout ce qu'on peut prétendre pour les dommages soufferts & pour les frais faits. ANNO 1693.

VII. Et afin que les Parties qui sont en Guerre puissent voir clairement qu'on ne pense pas à favoriser l'une plus que l'autre, ou à témoigner quelque partialité, il a été trouvé bon que si après avoir donné satisfaction, elles laissent tranquillement jouir les Sujets des deux Rois de la Liberté du Commerce, il ne sera point permis que les Vaisseaux ou Biens des Sujets de ceux qui en auront agi ainsi & qui n'inquiétent plus les Sujets de L. L. M. M. mais laissent leur Commerce libre & sans empeschement, soient amenez & rendus par les Vaisseaux de Guerre ou par les Armateurs de leurs Ennemis, dans aucun des Ports des Royaumes de L. L. M. M. mais les Vaisseaux des Sujets de celui qui voudra persister dans de semblables injustices ci-dessus alleguées n'y pourront pas seulement être amenés, mais même vendus par leurs Ennemis, à moins que ce ne soient des prises faites à l'insû & sans la Permission de L. L. M. M. dans leurs propres Ports ou sur leurs Rivieres.

VIII. Et comme les Vaisseaux propres de L. L. M. M. aussi bien que ceux de leurs Sujets n'ont pas moins souffert de dommages du Roi d'Espagne que des autres Puissances qui sont envelopées dans la Guerre presente & que le Trafic des Espagnols en Europe est si peu considerable qu'on n'y sçauroit avoir recours pour se dédomager, L. L. M. M. veulent bien faire des recherches si on pourroit decouvrir de leurs effets, soit par Mer ou par Terre, ou pour cette fin faire visiter les Vaisseaux qui pourront être arrêtez pour découvrir s'ils y auroient quelque part, comme aussi accorder à leurs Sujets endommagés des Commissions pour se rendre eux mêmes justice par voye de Represailles, mais outre cela il a été convenu en même temps, que L. L. M. M. notifieront aux Alliés de l'Espagne, qu'en cas que cette Couronne ne leur donne sans delai, satisfaction, Elles s'en tiendront aux effets de ses Alliés, & cela à bon Droit, puisque non seulement ces Puissances sont engagées dans de mêmes Interets, mais qu'encore les Armateurs des unes & des autres s'entr'entendent si bien par Collusions mutuelles, que l'un pourra bien répondre pour l'autre, & c'est ce que L. L. M. M. promettent reciproquement de vouloir faire exécuter, & cela en même temps qu'on est convenu à l'égard des autres.

IX. Si quelqu'une des Parties engagées dans la Guerre venoit à prendre en mauvaise part que L. L. M. M. se sont obligées *in Casu denegatæ Justitiæ* de se procurer Justice, & voudroit augmenter une Injustice par l'autre, faisans pour cette fin detenir ou confisquer les Vaisseaux & les effets de Sujets de l'une ou de l'autre de L. L. M. M. ou bien les incommodant autrement de quelque maniere que ce fut au préjudice des Traité & du Droit de Neutralité; en ce cas L. L. M. M. ont resolu de passer de même à d'autres expédients soit par un arrêt général sur tous les Vaisseaux, défense de tout Commerce par Mer ou par Terre, ou par moyens semblables, le tout à mesure & de la façon que les autres y donneront occasion par leur propre exemple & d'une maniere qui fasse connoître à toute la Terre que ce qu'on entreprend du côté de L. L. M. M. n'est pas moins bien soutenu, que juste, & enfin si cela arrivoit, L. L. M. M. prendront cela pour *Casu fœderis defensivi*, comme du premier Traité, & se promettent mutuellement sur leur Parole & foi Royale, d'en accomplir entierement la teneur, & de n'en point desister que la Partie offensée ne soit dûement dédommagée & satisfaite.

X. L. L. M. M. n'ayant point d'autre but en tout ceci que de parvenir à ce qui est juste & équitable & de se maintenir & leurs Royaumes & Provinces dans l'état de Neutralité, mais nullement de faire tort ou injustice à qui que ce soit, Elles veulent fortement tenir la main à l'execution des Alliances qu'elles ont conclu avec d'autres Puissances ou Etats, comme aussi sur les Réglemens & Ordonnances qui pourroient être jugez necessaires pour reprimer & prévenir toute sorte de Commerce illicite ou défendu; & puisque les Païs & Provinces de L. L. M. M. qui dépendent de l'Empire sont obligez d'en observer les Constitutions & Avocatoires, L. L. M. M. ne permettront pas, que des Passeports soient accordez aux Habitans de ces Païs, pour aller & venir ou trafiquer directement avec les Païs

ANNO 1693. Païs & Villes dont les susdits Avocatoires contiennent la défense, ni qu'aucun Etranger obtienne leurs Passeports pour une telle Navigation, ou bien abuse de ceux qui sont donnez pour quelqu'autre Voyage, mais Elles feront punir tout cela par la Confiscation, chacun en son endroit: on en excepte cependant tout trafic & négoce qui se pourroit faire des Royaumes de L. L. M. M. à leurs propres Provinces ou bien réciproquement des unes aux autres, lequel L. L. M. M. faciliteront au possible.

XI. L. L. M. M. sont pareillement convenuës & ont promis de faire équiper & tenir prêts un certain nombre de Vaisseaux de Guerre pour appuyer & executer leur Traité.

XII. L'Alliance défensive de L. L. M. M. du 1. Février 1690. de même que la Convention pour le maintien du Commerce du 10. Mars 1691. dont il a été fait mention au commencement, seront ici confirmez de nouveau; les deux Traitez aussi-bien que le present, dureront & subsisteront non-seulement jusqu'au temps déterminé dans les deux premiers, à sçavoir jusques au 1. de Février 1693. mais encore jusqu'à la fin de la Guerre, dans laquelle les Puissances Maritimes sont engagées à present, en cas qu'elle se trainât au delà dudit terme: & si en attendant, il arrivoit que quelqu'une de L. L. M. M. ou toutes les deux vinssent à entrer en brouillerie, avec quelqu'autre Puissance ou Etat au sujet de ce qui est contenu dans ce Traité, alors l'obligation de se maintenir, & de s'assister mutuellement demeurera en son entier & en pleine vigueur, jusques à ce que le different soit terminé & vuidé.

XIII. On est convenu que l'échange des Ratifications de ce Traité se fera en trois semaines à compter du jour de la signature.

En foi de ce qui a été ainsi arrêté & conclu, nous avons signé le present Traité de nos propres mains, & verifié par les Sceaux de nos Armes. Fait à Stockolme, le 17. de Mars 1693.

B.O. (L.S.) F.W. (L.S.) N.C. (L.S.)

CLIV.

5. Juil. Consens derer Hertzogen zu Sachßen / Bernhards / Christians / Johann Ernests / und Ernests / über die zwischen Dero Herrn Brudern Albrechten / und dessen Gemahlin Susannam Elisabetham gebohrne Gräffin Kempiesky / Anno 1689. geschlossene Eheberedung. Geben den 5. Julii 1693.

C'est-à-dire,

Consentement de BERNHARD, CHRISTIAN, JEAN ERNEST, *&* ERNEST, *Ducs de Saxe, sur le Contract de Mariage fait en 1689. entre leur Frere* ALBERT *Duc de Saxe Coburg, & son Epouse* SUSANNE ELISABETH *Née Comtesse de Kempinsky. Donné le 5. Juillet 1693.*

* *Voyez le cy-devant avec le Contract de Mariage sous le 1. Mai 1689.*

CLV.

11. Juil. Declaration Hertzogs Fridrich Wilhelms zu Mecklenburg-Schwerin / gegen Ihro Churfürstliche Durchleucht Friedrich den III. zu Brandenburg / daß Er bey der ihm leistenden Landes-Huldigung zugleich die Land-Stände vom Hertzogthum Mecklenburg und den Fürstenthümmeren Ratzeburg und Schwerin der Eventual-Erb-Huldigung wolle erinneren lassen / welche von den Mecklenburgischen Land-Ständen Anno 1442. den Marggrafen zu Brandenburg geleistet worden; und dieses darum / damit ermelte Land-Stände wissen mögen / daß sie nach Abgang des Fürstlichen Mecklenburgischen Stammes männlichen Geschlechts den lebenden Churfürsten und Marggrafen zu Brandenburg für einen Rechtmässigen Successoren und Erb-Herrn zu erkennen haben; wobey gedachter Hertzog zugleich die zwischen beyden Häuseren Brandenburg und Mecklenburg errichtete Reversales de Anno 1442. renoviret / und auff die Fürstenthümmer Schwerin und Ratzeburg extendiret / mit niemand zu Præjuditz der Brandenburgischen Eventual-Succession zu tractiren promittirt / salvis tamen Juribus suis & Ducum Megapolitanorum, nebst stipulirung der hinterlassenden Fürstlichen Wittib zu leistenden Unterhaltung / und der unvermählten Princeßinnen Versorgung und Außstattung. Schwerin den 11. Julii 1693. [LUNIG Grundveste der Europäischen Potentzen Gerechtsamen Part. I. Cap. III. pag. 502. & LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Absatz III. pag. 278. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans l'Information vom Ursprung des Königlischen Preußischen und Marggräflichen Brandenburgischen Eventual-Successions-Rechts an den Mecklenburgischen Reichs-Lehen / in Beylagen sub Lit. CC. Append.]

C'est-à-dire,

Declaration de FREDERIC GUILLAUME *Duc de Mecklenbourg-Swerin, à* FRIDERIC III. *Electeur de Brandebourg, portant que lorsque les Estats Provinciaux du Duché de Mecklenbourg, & des Principautés de Swerin & de Ratzebourg lui feront l'hommage qui lui est dû, il aura soin des les avertir de l'hommage de Succession eventuelle qui fut fait en 1442. par les Estats Provinciaux de Mecklenbourg, aux Marckgraves de Brandebourg, afin qu'ils sachent, qu'en cas d'extinction de la Ligne Masculine da la Maison Ducale de Mecklenbourg, ils devront reconnoitre l'Electeur & Marckgrave de Brandebourg alors regnant pour leur vrai & legitime Seigneur Hereditaire; Son Altesse Serenissime renouvelle en outre de sa part les Reversaux passés l'an 1442. entre les deux Maisons de Brandebourg & de Mecklenbourg, & les étend aux Principautés de Swerin & de Ratzebourg; avec Promesse de ne faire aucun Traité avec qui que ce soit, au prejudice de la Succession eventuelle de Brandebourg, se reservant au reste à lui & à ses Successeurs Ducs de Mecklenbourg la libre Disposition de ses autres Droits, aux Duchesses Veufves leur Subsistance, & aux Filles leur*

Anno 1693.

leur Alimentation & Dotation. A Swerin le 12/22 Juillet 1693.

VOn GOttes Gnaden Wir Friederich Wilhelm/ Hertzog zu Mecklenburg/ tot. Tit. Uhrkunden und bekennen hiermit für Uns/ und Unsere Erben und Successores Hertzoge zu Mecklenburg/ dasz wir uns gegen den Durchleuchtigsten Fürsten/Herrn Friederich den Dritten/ Marggrafen zu Brandenburg/ des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Cämmereren und Churfürsten/ wegen der von Seiner Libden verlangender Erbhuldigung in den Mecklenburgischen Landen/ als auch in den beyden für Wiszmar/ Poel und Neu-Closter surrogirten Fürstenthümen Schwerin und Ratzeburg/dergestalt Freund-Vetterlich erkläret haben/ erklähren Uns auch in Krafft dieses hiermit nochmahls dahin/ dasz wir bey erfolgender Unser Landes-Huldigung nicht allein in Unseren Hertzogthum/ nach Maszgebung der Anno 1442. errichteten Reversalen sonderen auch in den beyden surrogirten Fürstenthümeren/Schwerin und Ratzeburg/zumahlen da Ihre Käyserliche Majestät dem Chur-und Marggräfflichen Hause Brandenburg allbereit die Belehnung und Confirmation der eventualen Succession auf die Mecklenburgische Lande/ auch in specie auf die Fürstenthümer Schwerin und Ratzeburg ertheilet haben/ diese Anzeige wollen thun lassen/ dasz weil wie vorgedacht/ in Anno 1442. die damahlige Mecklenburgische Land-Stände in Præsenz der Hertzogen zu Mecklenburg/ die Eventual-Erbhuldigung gethan/ Sie die Land-Stände im Hertzogthum Mecklenburg/auch in den Fürstenthümeren Schwerin und Ratzeburg dessen erinnert werden/ auf dasz Sie/ wan nach göttlicher Schickung der Fall des gäntzlichen Aussterbens des Fürstlichen Mecklenburgischen Stammes Männlichen Geschlechts sich ereuget/ wissen mögen/ an wem Sie Sich zu halten/ und wen Sie für einen rechtmässigen Successoren und Ihren Erbherren/ nemlich den als denn lebenden Churfürsten und Marggrafen zu Brandenburg/ und dessen Successoren zu agnosciren und zu erkennen haben/ darnach Sie sich zu richten.

Wir wollen auch die damahligen nehmlich in Anno 1442. zwischen dem Churfürsten und Marggrafen zu Brandenburg/und denen Hertzogen zu Mecklenburg errichtete Reversalen hiermit alles Inhalts/ gleich wären Sie wörtlich anhero gesetzet/ renoviret/ und zugleich auf Unsere beyde Fürstenthümer Schwerin und Ratzeburg in Krafft dieses extendiret haben/ ingleichen Seiner Libden das Protocol, so bey Unserem künfftigen Huldigungen wird gehalten werden/ einschicken/ damit dieselbe sehen mögen/ dasz die Notification obgeschriebener massen geschehen sey; Wir zweiffelen auch nicht/ dasz Unsere Successores an der Regierung solche Anzeige werden geschehen lassen/ solte aber über Verhoffen dieselbe nachbleiben/ so soll doch deren Unterlassung Seiner Libden an dero ohne dem gnugsam fundirten Successions-Recht zu keinem Nachtheil gereichen.

Wir erklähren Uns auch gegen Seiner Libden Freund-Vetterlich dahin/ dasz wir und Unsere Successores an der Regierung Seiner Libden und Ihrem Chur-und Marggräflichen Hause/ der obgedachten Eventualen Succession halber zum Præjudiz mit niemand Uns engagiren und tractiren wollen/ bedingen aber hiebey/ dasz Uns und Unseren Successoren/ so lange von Unserem Hause Mecklenburgische Herren im Leben seyn/ nach wie vor/ die Landes-Regierung/ freye Disposition in Unseren Hertzog-und Fürstenthümeren ohne Eintrag geruhig/ als auch dasselbe/ was Uns und Unseren Nachkommen/Hertzogen zu Mecklenburg/als Reichs-Fürsten/vermöge der Reichs-Constitutionen und des §. gaudeant: Instrumenti Pacis Osnabrugensis competiret/ unbeschrencket gelassen/ dan auch/ dasz künfftig dem letzten Landes-Herren/ Hertzogen zu Mecklenburg freye Hände bleiben/ von den Allodialibus zu testiren/oder sonsten zu disponiren/ auch die alsdan hinterlassene Fürstliche Wittwen eine oder mehr/ auch die unvermählte Princeszinnen zu versorgen/auch wan Standtmäszige Personen Sie heyrathen wollen/ dasz sie alsdan nach Ihrem Fürstlichen Stande ausgesteuret werden/ da über das Ihnen auch die Fräulein-Steuer aus dem Lande/ wie es mit den Land-Ständen verglichen/ gebühret/ und gereichet werden soll/ wie auch dasz Unseren Land-Ständen und Einwohneren/ so wohl im Hertzogthum Mecklenburg/als den beyden Fürstenthümeren/Schwerin und Ratzeburg/ Ihre Privilegia, Freyheiten/ Gerechtigkeiten und wohlhergebrachte Gewohnheiten beybehalten/ und von den Chur-Fürsten und Marggrafen/ wan dieselbe nach GOttes Willen zur Succession gelangen/ renoviret und confirmiret werden mögen. Wie dan auch wir zu Ihrer Ldd. das Freund-Vetterliche Vertrauen haben/ Sie werden und wollen Uns in Unseren/ und unsers Hauses Angelegenheiten allemahl nach Recht und Billigkeit Freund-Vetterlich assistiren.

Die Grentz-Streitigkeiten und andere Irrungen/ so zwischen dem Churfürstlichen Marggräflichen und Unserem Fürstlichen Mecklenburgischen Hause noch unentschieden/ mögen und sollen durch gütliche Wege/ indem von jedem Theile einige Räthe darzu allemahl zu deputiren/ abgethan/ oder falls in Güte es nicht zu heben/ der Weg Rechtens erwehlet und prosequiret/ deszfalls aber de facto zu verfahren/ soll nicht verstattet werden. Uhrkundlich haben wir dieses mit Unserem Fürstlichen Hand-Zeichen und Insiegel corroborirt und bestätiget/ So geschehen auf Unser Residentz und Vestung Schwerin/ den 12/22. Jul. Anno 1693.

(L.S.)

pp.

Friederich Wilhelm.

Gegen-Erklährung Ihro Churfürstlichen Durchleucht Friederich des III. zu Brandenburg/ gegen Hertzog Friederich Wilhelm zu Mecklenburg-Schwerin/ dasz Sie mit vorgehender des Hertzogs Erklärung content seyn/ auch dero Jus succedendi den Mecklenburgischen Landes-Fürstlichen Juribus nichts præjudiciren solle/ Sie auch die stipulirte Conditiones erfüllen wollen; Wobey die de Anno 1442. zwischen dem Hausz Brandenburg und Mecklenburg errichtete Reversales renovirt/ und gleichfalls auf die Fürstenthümer Schwerin und Ratzeburg extendirt/ auch hochbesagtem Hertzogen und Dero Hausz alle vermögsame Assistentz in Ihren und Ihres Hauszes und Landes-Rechts-gegründeten Angelegenheiten/ zu deren Beruhigung und Conservation verheissen wird. Zu Potsdam den 12/22 Julii 1693. [Information von Ursprung und Verfolg des Königlichen Preussischen und Marggräflichen Brandenburgischen Eventual-Successions-Rechts an Mecklenburg in Beylagen sub Lit. D.D. & apud LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Absatz III. pag. 279.]

C'est-à-dire,

Declaration reciproque de FREDERIC III. *Electeur de Brandebourg, à* FRIDERIC GUILLAUME *Duc de Mecklenbourg-Swerin, portant que Son Altesse Electorale est contente de celle qu'il lui a faite, & qu'elle n'entend pas que son Droit de succeder aux Duchés, Territoires, & Droits de Mecklenbourg, puisse ou doive leur porter quelque prejudice; S. A. E. y promet en outre d'accomplir toutes les Conditions, stipulées par le Serenissime Duc; Elle renouvelle de sa part les Reversaux passés l'an 1442. entre la Maison de Brandebourg, & celle de Mecklenbourg, & les étend aux Principautés de Swerin & de Ratzebourg: Enfin elle promet toute l'Assistance possible au Serenissime Duc & aux Siens, pour la conservation & la tranquillité de Sa Maison dans ses affaires qui se trouveront*

ANNO 1693. *veront fondées sur le Droit Provincial. A Potsdam le $\frac{11}{21}$ Juillet 1693.*

WIr Friederich der Dritte von GOttes Gnaden / Marggraff zu Brandenburg / des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Cämmerer und Churfürst / in Preussen zu Magdeburg / Cleve / Jülich / Berge / Stettin / Pommeren / der Cassuben und Wenden / auch in Schlesien zu Crossen und Schwiebusz Hertzog / Burggraff zu Nürnberg / Fürst zu Halberstadt / Minden und Camin / Graf zu Hohenzolleren / der Marck und Ravensberg / Herr zu Ravenstein / wie auch der Lande Lauenburg und Bütow / ꝛc. Uhrkunden und bekennen hiemit für Uns und Unsere Erben Successoren / Churfürsten und Marggrafen zu Brandenburg; Als der Durchlauchtige / Hochgebohrne Fürst / Unser freundlicher lieber Vetter / Herr Friedrich Wilhelm / Hertzog zu Mecklenburg / Fürst zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Graff zu Schwerin / der Lande Rostock und Stargard Herr / sich gegen Uns wegen der Erbhuldigung in dem Hertzogthum Mecklenburg / auch den surrogirten Fürstenthümeren Schwerin und Ratzeburg / in Anerinnerung der in Anno ein tausend vier hundert zwey und viertzig zwischen den Churfürstlichen und Marggräflichen und denen Fürstlichen Mecklenburgischen Häuseren errichteten Reversalen / also erklähret haben / dasz wir mit Ihrer Ldd. deszfalls Freund-Vetterlich content und der Zuversicht seynd / Ihre Ldd. und dero Erben und Successoren werden demselben versprochener massen nachkommen / dasz wir demnach / für Uns und Unsere Successoren und Nachkommen / Hertzogen zu Mecklenburg hiermit versprechen und zusagen / dasz dasselbe / was vor hochgemeldte Ihre Ldd. in dero Uns zugestellter Declaration und Erklährung sub dato Schwerin den 12. 22. Jul. dieses 1693. Jahres wegen der ungehinderten Landes-Fürstlichen Regierung und Disposition in Dero Hertzog-Fürstenthümeren und Landen und des Ihro Ldd. und Ihren Successoren / als Reichs-Fürsten / competirenden Fürsten-Rechts / vermöge der Reichs-Constitutionen und des §. Gaudeant, Instrumenti Pacis Osnabrugensis, als auch künfftig auf den Erledigungs-Fall die Testir- oder Disponirung wegen der nachlassenden Allodial-Güter / Versorgung der Fürstlichen Wittwen und Princeszinnen / auch deren Aussteuer / wan Sie Standmäszig vermählet würden / wie dan auch wegen Renovir- Confirmir- und Extendirung der Land-Stände Privilegien / Freyheiten und wohl hergebrachten Gewohnheiten / so wohl in dem Hertzogthum / als denen beeden Fürstenthümeren Schwerin und Ratzeburg / und im übrigen ausbedungen und reserviret haben / dergestalt als wan es wortlich anhero gesetzet wäre / von Uns und Unseren Successoren / denen Chur-Fürsten und Marggrafen zu Brandenburg / Ihrer Ldd. und Dero Successoren gehalten und præstiret werden soll. Wir renoviren auch die zwischen Unseren beederseitigen Vorfahren und Ahn-Herren denen Churfürsten und Marggrafen zu Brandenburg und Hertzogen zu Mecklenburg in denen alten Jahren / als in Anno 1442. errichtete Vergleiche und mutuelle Reversalen / gleich wären dieselbe wortlich anhero inseriret / und extendiren dieselbe auf die beede surrogirte Fürstenthümer Schwerin und Ratzeburg / wir versprechen auch vor Uns und Unsere Erben und Successoren die Churfürsten und Marggrafen zu Brandenburg / dasz wir Ihro Hertzog Friedrich Wilhelms Ldd. und Dero Fürstliche Hausz und Linie alle vermögsame Assistentz in- und ausserhalb Gerichts / in Ihren und Ihres Hauses und Landes Rechts-gegründeten Angelegenheiten / zu deren Beruhigung / Conservation und besten erweisen wollen / dessen zu Urkund haben wir dieses mit Unseres Nahmens Unterschrifft und Churfürstlichen Insiegel corroboriret und bestätiget. So geschehen und gegeben zu Potsdam den $\frac{11}{21}$. Jul. 1693.

Fiedrich Churfürst.

(L. S.)

E. v. Danckelmann.

CLVI.

26. Juil. *Traité par lequel les Etats de* TOURNAY *&* *de* TOURNAYSIS *se soumettent aux Contributions exigées par le Roi* CATHOLIQUE, *& par L. H. P. les Estats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas. Fait au Camp d'Esquelmes le 26. Juillet 1693.* [Pièce authentique tirée du Registre des Resolutions des Consaux de la Ville & Cité de Tournay.]

ANNO 1693.

MEssieurs les Deputez des Ecclesiastiques & Nobles des Estats & du Magistrat de Tournay pour la Banlieue & Dependance de ladite Ville, sçavoir Dom François le Grand Abbé de Saint Martin, Messire Noel Portois Abbé de Saint Nicolas Desprets, Jean Baptiste Dubois Bailly de Rûme, Jean Scorion Bailly d'Espierres, Charles Coppin Bailly de Pecq, & Robert du Jardin Conseiller Pensionnaire desdits Estats & Pierre de Cocq Juré de la Ville, estant deüement autorisez par lesdits Estats & Magistrat respectivement, ont declaré qu'ensuite de leur Pouvoir, ils sont aujourd'huy vingt-sixiéme de Juillet 1693. venus se sousmettre à la Contribution imposée de la part de Sa Majesté Catholique & des Seigneurs des Estats Generaux des Provinces-Unies depuis la Declaration de cette Guerre, jusques & y compris les Mandemens du mois de May dernier qui finiront au mois d'Avril 1694. & ayant esté recognu que toutes les Impositions faites dans toutes leurs Especes pendant le temps susdit qui est de cinq années, importent (deduit nonante neuf mille quatre cens cinquante Florins pour l'Impost des quottes des Villages qui sont par de là l'Escaut & les Lignes) la Somme *de huit cens soixante trois mille huit cens vingt-quatre Florins quinze Pattars*, sur laquelle Somme Monsieur le Comte de Bergeyck du Conseil d'Estat & Tresorier General des Domaines & Finances de Sa Majesté Catholique au Pays-bas pour la part de Sadite Majesté, & Monsieur de Sandra Receveur & Directeur des Contributions au District de Flandres pour la part des Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies, ont bien voulu faire une moderation *de cinquante mille Florins* sous l'Aggreation tant de Son Altesse Electorale de Baviere que des Seigneurs des Estats Generaux, nous Deputez susdits nous sommes obligez, comme nous nous obligeons par cette de payer la Somme restante de huit cens treize mille huit cent vingt-quatre Florins quinze Patars dans la Ville de Gand, Anvers, ou Bruxelles à notre choix aux Termes cy-après declarez, sçavoir l'Impost des trois premieres années de tous les susdits Mandemens en deux Termes par egales portions, le premier douze jours après la datte de cette Obligation & l'autre trois sepmaines après, deduction à faire de tout ce que les Communautez des deux Corps ont payé respectivement tant l'année 1689. qu'a present: Et les deux années restantes pareillement en deux Termes l'un trois mois après le dernier payement precedent, & l'autre endeans les trois mois ensuivans, sauf à augmenter ou diminuer à la susditte Somme toute erreur de fait & de calcul.

Et pour l'assurance dudit payement nous avons donné en ôtage les Personnes de Dom François le Grand Abbé de Saint Martin, Jean Baptiste du Bois Bailly de Rume, Jean Scorion Bailly d'Espierres, Laurent du Bus Lieutenant Bailly de Warcoin & - - - Bailly de Rongy pour les Estats du Tournesis & Pierre de Cocq, pour la Ville, qui volontairement ont consenti de rester pour Ostages & assurance de ladite Somme, avec faculté neantmoins de pouvoir renouveller & remplacer lesdits Ostages par d'autres Ecclesiastiques & Seculiers du Corps desdits Estats & Magistrat de la Ville en pareil nombre & de mesme Caractere, en advertissant toutesfois auparavant Monsieur le Comte de Bergeyck & des Personnes par lesquelles ils voudront remplacer ceux qui seront les premiers en Ostages, & alors il leur sera depesché les Passeports & Securité gratis pour aller & venir, & aussitot que Messieurs les Estats du Tournaisis & le Magistrat de la Ville auront donné des Securitez pour le payement de ladite Somme entiere, ou celle qui pourroit rester après les payemens faits dans les Villes d'Anvers, Gand, ou Bruxelles à leur choix, à la satisfaction toutesfois de Son Altesse Electorale, & des Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies, ils seront mis en entiere Liberté, & on leur donnera des Passeports gratis pour retourner à Tournay.

Et parmy cette Soumission & Accord de la Contribution, les Personnes tant Ecclesiastiques que Seculieres qui sont deputez & entrent dans l'Assemblée des Estats du Tournesis, leurs Huissiers, les Baillis, Greffiers,

ANNO 1693.

& Collecteurs des Communautez dudit Tournesis & aussi ceux de la Banlieue de la Ville pourront parmy Certificat du Greffier desdits Estats & de la Ville aller & tenir librement dans tout le Tournesis, plat Païs & Places de France en toutes sortes de Voitures, avec leurs Familles, Domestiques armés contre les Voleurs & Equipage, nonobstant qu'ils resideroient dans la Ville de Tournay.

Fait au Camp d'Esquelmes le vingt-sixieme du mois de Juillet mille six cent quatre vingt-treize, *signé*. François Abbé de Saint Martin, Noé Abbé de Saint Nicolas, J. B. du Bois, J. Scorion, Charles Coppin, du Jardin, P. de Cocq.

Nous soubsignez Comte de Bergeyck du Conseil d'Estat & Tresorier General des Domaines & Finances de Sa Majesté, & Abraham Sandra Receveur & Directeur des Contributions de la part des Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies, declarons d'avoir accepté, comme nous acceptons par cette l'Obligation cy-dessus en duplicat de Messieurs les Deputez des Estats de la Ville de Tournay & Tournesis pour le payement de la Contribution de cinq années de cette Guerre qui finiront au mois d'Avril 1694. Et nous leurs avons ensuitte delivré les Sauvegardes pour toutes les Communautez, par lesquelles elles sont prinses sous la Protection & Sauvegarde de Sa Majesté fait au Camp d'Esquelmes le 26. de Juillet 1693. *Signé* le Comte de BERGEYCK & ABRAHAM SANDRA.

Nous Les Estats du Bailliage de Tournay & Tournesis ayant veû & examiné le Traité cy-dessus mentionné, fait & accepté le 26. de Juillet 1693. au Camp d'Esquelmes sur l'Escault entre Monsieur le Comte de Bergeyck pour le Roy Catholique & Monsieur Abraham Sandra pour les Estats Generaux d'une part, & les Sieurs Deputez de nous Estats d'autre, au sujet de cinq années de Contributions demandez sur notre Departement, avons icelui agreé, ratifié & confirmé, agreons, ratifions & confirmons en toute sa forme & teneur. Fait en notre Assemblée du jourd'huy 28. dudit mois de Juillet 1693. tesmoin le Greffier desdits Estats soubsigné, *signé* J. DU CHAMBYE.

Nous Prevost & Jurez Mayeur & Eschevins de Tournay faisans les Consaux & Estat de ladite Ville, declarons qu'après avoir pris inspection du Traité que dessus nous le ratifions en notre esgard, & l'avons pour agreable, en foi de quoi nous l'avons fait signer de notre Greffier ce 29. Juillet 1693.

Signé,

A. L. JACQUERIE.

Après Collation faite au Registre des Resolutions de Messieurs les Consaux de la Ville & Cité de Tournay où les Actes cy-dessus se trouvent enregistrez, la presente Copie y est trouvé accorder par le Greffier Civil de ladite Ville soubsigné, son Seing cy-mis jointement le Cachet secret de la mesme Ville, le 8. Juin 1708.

(L.S.) BULFFELART.

CLVII.

DANEMARC ET BRUNSWIC-LUNEBOURG.

Traité entre CHRETIEN V. *Roi de Dannemarc, & la Maison de* BRUNSWIC-LUNEBOURG, *pour la Démolition de Ratzebourg. Fait le 9. Octobre*, 1693. [Lettres Historiques du mois de Novembre, 1693. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG *Teutsches Reichs-Archiv*. Part. Spec. V. Abtheil. IV. Absatz IV. pag. 163.]

Au nom de la Tres-sainte Trinité.

SAchênt tous presens & à venir, que les Differens survenus entre Sa Majesté le Roi de Dannemarc, de Norwege, &c. & la Serenissime Maison de Brunswick-Lunebourg, Zell, & Hanover, &c. au sujet des nouvelles Fortifications de Ratzebourg & de la nombreuse Garnison qu'on y avoit mise, ont été ajustez à l'amiable de la maniere suivante, par la Médiation de l'Empire, des Rois d'Angleterre & de Suede, de l'Electeur de Brandebourg, & de Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, qui se sont rendus Garands de ce Traité d'Accommodement.

ANNO 1693.

I. La bonne Intelligence, qu'il y a eu ci-devant entre le Roi de Dannemarc, & la Sérénissime Maison de Lunebourg sera renouvellée & rétablie, & tout ce qui s'est fait de part & d'autre au sujet de leurs differens sera entierement oublié.

II. La Serenissime Maison de Lunebourg s'engage, de faire démolir les Fortifications faites à Ratzebourg, tant interieures, qu'exterieures, de commencer cette Démolition un jour après la Ratification du Traité, & de la faire continuer avec tant de diligence, qu'elle puisse être achevée dans trois semaines pour le plus tard.

III. Cette Serenissime Maison s'oblige encore de retirer ses Troupes de Ratzebourg & de leur faire repasser l'Elbe après la Demolition des Fortifications de cette Place; mais il lui sera permis de laisser deux cens Hommes dans le Duché de Saxe-Lawenbourg.

IV. Le Roi de Dannemarc promet de son coté de faire rentrer dans ses Etats toutes ses Troupes, après la Ratification de ce Traité; tant celles qui sont devant Ratzebourg, que dans le reste du Pays de Saxe-Lawenbourg, & de leur faire entiérement évacuer ce Duché quatre jours après la Ratification du Traité, hormis deux Regimens de Cavalerie & six Bataillons, qui resteront auprès de l'Artillerie, qu'on pourra y laisser quinze jours, au cas qu'elle ne puisse être transportée plûtôt: à condition que ces deux Regimens de Cavalerie, & ces six Bataillons ne pourront exiger du Pays que le Fourage & l'utencile, Sa Majesté Danoise s'obligeant de leur fournir le Pain & les autres Vivres dont ils auront besoin. Il sera permis aux Danois d'entrer dans Ratzebourg & d'en sortir après la signature du Traité, & leur Artillerie sera retirée des Bateries, & conduite à un mille de là immediatement après la Ratification, pour y rester avec les Troupes susdites, jusques à ce qu'elle soit voiturée hors du Pays; ce qui sera, ainsi qu'il a esté déja dit, dans quinze jours au plûtard.

V. On est encore convenu, que toutes les Hostilitez de part & d'autre cesseront dès le jour que le Traité sera signé; qu'outre les Contributions mises par le Roi au mois d'Août dernier, on n'en établira point de nouvelles, & on n'exigera absolument rien du Pays. Que les Generaux des Troupes de Sa Majesté Danoise leur feront observer une exacte Discipline dans leur retraite, & feront châtier severement ceux qui pourroient entreprendre de commettre quelque desordre.

VI. Sa Majesté Danoise ne se mêlera plus en aucune maniere dans la Succession de Saxe-Lawembourg contre la Serenissime Maison de Lunebourg; & ne la troublera pas non plus dans la Succession ou joüissance de ce Pays, directement, ni indirectement; mais laissera entierement cette affaire à la decision des Arbitres ou Juges choisis à cet effet.

VII. Les Hauts Mediateurs demeureront Garands de l'execution du present Traité, dont leurs Ministres Plenipotentiaires ont promis de raporter leur Ratification dans le tems de six semaines.

CLVIII.

Tractat zwischen dem Hertzog von Longueville als Obristen Land-Herrn der Graffschafft Newenburg und Valengis, und dem Canton Lucern / wodurch dieser letztere den ersten mit denen Schlösseren und Städten bemelter Graffschafft zu seinen ewigen Burgeren aufnimbt / und dieselbe vor allen Gewalt zu schützen verspricht. Geschehen auff Montag den 9. Wintermonat nach Christi Geburt 1693. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abtheilung I. Anhangs IV. Absatz / von Schweitz. pag. 303. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LEIBNITZ *Mantissa Cod. Jur.* 9. Nov.

ANNO 1693.

Jur. Gentium Diplomat. Part. II. pag. 126.]

C'est-à-dire,

Traité entre le Duc de LONGUEVILLE *en qualité de Comte de* NEUFCHATEL *&* *de* VALLENGIN, *&* *le Canton de* LUCERNE, *par lequel ledit Canton le reçoit en sa Combourgeoisie, avec les Villes, Châteaux & Hommes du Comté, promettant de le secourir & defendre contre toute violence, Fait le Lundi 9. de Novembre 1693.*

WIr die Schultheiß/ klein und grosse Räth/ so man nennet die hundert der Statt Lucern, thun kund und wissen offentlich hiemit/ dieweilen zwischen denen Durchleuchtig und Hochgebohrnen Fürsten/ denen Herren Hertzogen von Longueville/ als Obersten Landfürsten der Graffschafft Neuwenburg und Valendis von dieser Graffschafften wegen/ under welchen Stät und Ständen löblicher Eydgnoschafft von sehr viel Jahren dahero eine nutz- und rühmliche Vereinigung und ewiges Burgerrecht gestanden; mit Nahmen aber entzwischen dem Weyland Durchleuchtig und Hochgebohrnen Fürsten und Herren Philipsen Marggrafen zu Hochberg löbseeliger Gedächtnüs/ bey Lebzeiten Marschalken zu Burgundt/ Grafen und Oberherren zur Neuwenburg/ Herren zu Rotelen und Sausenburg eines/ und unseren fromb/ und ehrenden/ lieben Regiements Vorderen anderen theils/ eine söllich Einung und ewig Burgerrecht geschlossen/ und auf St. Mariä Magdalenä Abend des funffzehenhundert und ersten Jahrs in der Stadt Lucern ordentlich verbriefet: auch nach Absterben des hochgedachten Herrn Margraffen ein solches mit Jhro Fürstliche Durchleuchten/ und nahmlichen Anno 1503. mit dessen nachgelaßnen Ehelicher Dochter der Frewlin Johanna/ in dem nechsten Jahr aber Anno 1504. darauf mit dero Eheherrn dem Herrn Ludwigen von Orleans/ nachmahligen Hertzogen zu Longeville wiederumb erneweret/ und Anno 1524. umb dessen Bestättigung entzwischen der obhochgedachten Frawen Johanna/ und Unseren lieben Voreltern nochmahlige Actus ausgewehlet/ entlichen dasselbe auch Anno 1570. von Jhre Fürstliche Durchleucht dem Herrn Leonor von Orleans Hertzogen zu Longueville und Touteville, auch Unseren in GOtt ruhenden Vorfahren erneweret und verschrieben worden/ wie es dan die deshalber gefertigte Haupt-Brief weisen/ auf welche man sich beziehet;

Deshalber und in Ansehung/ daß eine solche gute Verständnüs und Burgerrecht zu beyseitigen guten Erspriessen wohl ausgeschlagen/ und erschossen; So haben zu Erhaltung einer so alten/ und verstendigen Freund- und Nachbarschafft Jhre Fürstliche Durchleucht Herr Heinrich Juli von Bourbon, Fürst von Condé, und Fürst von Königlichem Geblüth/ Pair und Grand Maitre von Franckreich/ Hertzog von Anguien und Châteauroux &c. Jhrer Aller-Christlichsten Königlichen Majestät zu Franckreich Gubernator und Oberster Statthalter in denen Provincien Burgund und Bresse &c. als Ehren-Versieher ihrer Fürstlichen Durchleucht des Herrn Hertzogen von Longueville, Obersten Landfürsten der Graffschaft Neuwenburg und Valendys, dieweilen obhochgedachte Jhre Fürstliche Durchleucht dem Herrn Hertzogen zu Longueville und Ober-Herrn der Graffschaften Newenburg und Valendys, erleidender stets Leibs-Ohnpäßlichkeit halber/ ein solches in Persohn zu verrichten/ wie sonsten es das Herkommen mitbracht hätte/ ohnmöglich fallet/ in dero Nahmen/ und als dero ordentlicher Ehren-Verständer durch ihre hierzu mit vollkommen Gewalt versehene Abgesandte/ die Hochgedachte Wöhledle/ auch Edle/ Gestreng/ Vornehm und Weise Herren/ Herrn von Affry Gubernatoren und dero General-Statthalteren in gedachter Ober-Herrschafft/ wie auch die Herren Abraham Chambrier Altmeyer zur Valendys. Herrn Johann Heinrich Brun Herrn zu Oleirs/ Cantzleren der gesagten Ober-Herrschaft/ Herrn Jonas Hory Vogten zu Boudry. Herrn Johann Michel Bergeon Meyeren zu Newenburg/ alle vier Standts-Räth der mehrerwehnten Graffschaft Newenburg und Valendis; gedachte Vereinung und ewige Burgerrecht mit Uns wiederumb erneuweren/ und dasselbe auf hocherwehnte ihre Fürstliche Durchleucht des Herrn Hertzogen zu Longueville, dero Erben und ewigen Nachkommen in guten Trewen zu erhalten schwehren wollen/ in massen hochgedacht ihre Fürstliche Durchleucht durch gedachte mit vollkommen Gewalt versehene Abgesandte hierumben an Uns geziemmende Werbung thun lassen/ und uns sambt unseren Städt/ Land und Leuthen mit Unser freundlichen Bewilligung zu ihren/ das ist/ als ihren Vorsteher/ und in Nahmen offt hochgesagt ihrer Fürstlichen Durchleucht des Herrn Hertzogen von Longueville, und Obersten Land-Fürsten/ und Herrn zu Newenburg und Valendys, von dieser beyder Ober-Herrschafften wegen/ zu ewigen Bürgeren empfangen/ und das obangezogene ewige Burgerrecht mit Uns erneueret und bestättiget haben; Warüber auch wir die zu Anfangs ernante/ Schultheis/ klein und grosse Räth/ so man nennet die hundert der Stadt Lucern, aus gleichen/ und denen obangezogenen Grund und Ursachen hiemit würcklichen/ und in Krafft des gegenwärtigen/ das ermelte ewige Burgerrecht/ wie es die alte Burger-Brieff austrucken/ und welche hiemit in ihren Kräfften bleiben und bestättet seyn sollen/ bestättet und erneueret haben/ bestätten und erneweren auch dasselbe mit gegenwärtigem/ wie ein solches von Articul zu Articul hernach folget.

Namblichen/ und dieweilen wir in Ansehung derselben Liebe und Freundschafft obhochgedachte Jhre Fürstliche Durchleucht den Herrn Hertzog zu Longueville; als Obersten Landherrn der Graffschaft Neuwenburg und Valendis, dessen Erben und ewige Nachkommen/ mit denen Stätten/ Schlösseren Land und Leuthen der Graffschaft Neuenburg und Valendis, zu unseren ewigen Burgeren auf und angenommen/ sie auch hiemit wissentlich und in Krafft dis Brieffs zu Unseren ewigen Burgeren annehmen und empfangen/ also daß wir dieselbe/ auch dero Land und Leuth in gedachten Graffschaften Neuenburg und Valendis nun/ und hinnach zu recht/ und vor Gewalt handhaben wollen/ nach Laut und Saag Unsers Statrechtens und löblichen alten Herkommen.

So bleibet noch weiters beredt/ ob hochgedachte Jhr Fürstliche Durchleucht/ dero Erben und Nachkommen theinest unser Raths Bottschafften zu brauchen nothdürfftig/ und die erforderen würde; alsdan wir ihnen die erlauben/ und verwilligen sollen; es sollen auch wir beyde Theil/ und alle die Unseren Uns zimlicher inländischer Rechten gegen einanderen begnügen/ und was alsdan gesprochen wird/ darbey zu bleiben/ ohne weiter weigeren/ ziehen und appelliren/ fürderlich/ und ohne Verzug recht ergehen zu lassen/ und das keintweder Theil den anderen mit frembden Ausländischen Gerichten und Rechten nit bekümmeren/ fürnemmen/ noch beschwehren soll/ ausgeschlossen umb Ehe und offen Wucher.

Ob sich aber begeben würd/ daß Speen oder Widerwillen zwischen hochermelt Jhro Fürstliche Durchleucht dero Erben und Nachkommen und Uns den Schultheißen/ Räth und gemeinen Unseren Bürgeren auch ewigen Nachkommen aufferstünde: so soll doch darumb nichts unfreundliches gehandlet und fürgenommen werden/ sonderen so soll jeder Theil den anderen zu Recht und Außtrag fürforderen/ gehn Biel/ dahin dan nach der Erforderung der Theil/ so also erforderet wird/ in vierzehen Tagen den nechsten darnach kommende dem Rechten statt thun/ und daselbst jedweder Theil zween ehrbare aus dem Bezirck der Eydgnoschafft erkiesete Männer zu den Spänen setzen/ die auch loben und schwehren sollen einen Eyd zu GOtt/ und den Heyligen/ solch Irrung/ und Spänn von beyden Theilen mit Klägten und Antworten nach Nothdurfft zu hören/ und demnach zu besuchen/ ob sie die mit beyder Theilen Wüssen und Willen/ betragen und gerichten mögen/ und ob das nit beschehen mag/ so sollen sie dan das Recht in drey vierzehen Tagen den nechsten aussprechen/ wie sie das ihr Eydt und Ehre weyset/ und wie das also von ihnen gemeinlich/ oder dem mehreren Theil ausgesprochen wird/ das auch dem von Uns beyden Theilen getreulich nachgangen werden solle/ ohne alles weiter ziehen/ weigeren und appelliren.

Ob aber die zugesetzten in ihren Sprüchen oder Erkantnüssen zerfiehlend/ und sich gleich theilten/ so soll unser des Theils zugesetzter/ so zu Tagen erfordert wird/ und des die Ausspruch ist/ und aus dem anderen Theil ein gemeiner Man/ der sie zu aller Sach der schiedlichst und gleichest bedunckt/ und der das vor datum dis Brieffs nit verlobt/ noch verschwehren hat/ kiesen und nennen/ und der von dem Theil/ dem er zugehört/ daran gewiesen und gehalten werden/ sich des anzunehmen/ und bey dem Eydt sich zu verbinden/ solch Sach wie obsteht fürderlich auszurichten/ und entweder zugesetzten gesprochene Urtheil/ so ihne die besser/ und gerecht sein bedunckte/ in so viel Zeits/ als vorsteht/ volgen und gehellen soll/ und weder Theils zugesetzten Urtheil er also gehelt/ und folget/

ANNO 1693.

ANNO 1693.

get / das die auch dan die mehr seyn / und dero wie obsiecht nachgangen werden soll / ohne alles weiter weigeren und appelliren / ohne Gefehrt.

Doch so behalten wir uns hierin lauter vor / den heiligen Stuhl zu Rom / das heilig Römisch Reich als von des Reichs wegen / und alle die / mit denen wir vor datum des ersten Burger-Briefss mit Herrn Marggraffen Philippen von Hochberg aufgerichtet / in Bündnüs / Einung / oder Verschreiwung seynd / ohne Gefehrt.

Wie nun Hochgedacht ihre Fürstliche Durchleucht Herrn Heinrich Juli von Bourbon, Fürst von Conde und Fürst von Königlichen Geblüt rc. als Ehren-Vorsteher ihrer Fürstlichen Durchleucht des Herrn Hertzogen von Longueville als Obersten Land-Herrn der Grafschaft Neuenburg und Valendis, in dessen Nahmen / und von wegen als obsiehet / durch mehr wohlernante dero Herren Abgesandte dieses ewige Burgerrecht in Treuen und ohnverbrüchlich zu halten und zu erhalten / in Unser Stadt und zu Unseren Handen offentlich gelobt / versprochen und geschwohren haben / welches ihre Fürstliche Durchleucht der Herr Hertzog von Longueville auch selbst Persöhnlichen in unser Stadt wurde gelobt und geschworen haben / wan von der stäts anhaltenden Leibs-Ohnpäslichkeit ihro ein solches nit ohnmöglich gefallen wäre; alles in der Maas wie solches von Weyland Ihro Fürstliche Durchleucht dem Herrn Marggrafen Philippen von Hochberg / und anderen dero Herren Vorfahren lobseeligen Gedächtnüs von wegen dero oberwehnten Oberherrschafft zu Neuenburg und Valendis und Unseren lieben Vorderen gelobt und geschworen worden.

So haben eben gleicher gestalten auch wir die Schultheis / klein und grosse Räth der Stadt Lucern zu Handen hochgedacht Ihro Fürstlichen Durchleucht des Herrn Hertzog von Longueville, dessen Erben und ewigen Nachkommen / als Obersten Landt-Herrn der Grafschaft Neuenburg und Valendis, auch ihrer Fürstlichen Durchleucht des Herrn Fürsten von Condé so als Ehrenvorsteher wie obsiehet / dero Herren Abgesandten dem Herrn von Affry Gubernatoren und General-Statthalteren zu Neuenburg und Valendis dieses jetztbedeute Burgerrecht / väst / steht / und ohnverbrüchlich zu halten angelobt versprochen und geschworen / ohn alle Gefehrte.

Dessen dan und obgemelter Dingen aller zu wahren und vesten Urkundt wir an diesen Brieff Unserer Statt gewöhnlich Innsigel hencken / auch von Unseren Stadt-Schreiberen underzeichnet / und sintemahl wir von offt hochgedacht Ihro Fürstliche Durchleucht zu Unser und Unserer ewigen Nachkommen Handen ein anderen doch gleichen Inhaltes empfangen / deroselben zu derer / und dero Erben auch ewigen Nachkommenden Handen diesen gegenwärtigen Brieff zustellen lassen; Auf Montag den neunten Wintermonat nach Christi Unsers Herrn und Heilands Geburt Geburt gezehlt das Sechszehen hundert drey und neuntzigste Jahr.

Johann Carl Balthasar / Stattschreiber.

CLIX.

$\frac{11}{21}$ Nov. *Conventio inter* CAROLUM XI. *Regem Sueciæ, & Præpotentes Ordines Generales* UNITI BELGII, *super Navibus Mercatoriis Suecicis, per Naves dictorum Ordinum Bellicas abductis, damnisque iisdem illatis, facta Holmiæ die* $\frac{11}{21}$ *Novembris* 1663. [Simple Copie mais sûre.]

QUoniam à novissima $\frac{11}{21}$ Novembris Anni millesimi sexcentesimi nonagesimi primi initâ Conventione variæ Mercatoriæ Regni Sueciæ Naves, quorum Catalogus, & damni dati æstimatio hisce annexa sunt, ab Uniti-Belgii Fœderatarum Provinciarum Bellicis, & in prædam armatis Navibus captæ, & in earum portus abductæ fuerunt, idcircò diversis habitis colloquiis inter Dominos Comites Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Senatores, scilicet Benedictum Oxenstierna Regiæ Cancellariæ Præsidem, Fabianum Wreede, Collegiorum Cameræ Commerciorum & Metallorum Præsidem, & Nicolaum Gyldenstolpe, Regii Principis Hæreditarii Gubernatorem, ab unâ, & Dominum Walravium Baronem de Heekeren, in Consessu Celsorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium è Provinciâ Geldriæ Deputatum, Ordinarium, & Eorundem apud Regiam Majestatem Sueciæ Ministrum Plenipotentiarium, ex altera parte, hæ controversiæ via amicabili, modoque subsequenti complanatæ & assopitæ fuerunt.

ANNO 1693.

I. Naves Mercatoriæ Stadenses Margaretha, & Rolandus nuncupatæ, una cum earum onere in eo statu reddentur & restituentur, quo tempore abductionis fuerunt, vel si deteriores redditæ fuerint, fiet nihilominus Restitutio, cum refusione detrimenti; si autem reddi nequeant, earum æstimatio solvatur, ad summam quadraginta sex millium, centum & sexaginta quinque Thalerorum Imperialium, intra quatuor Menses, nomine Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, Hamburgi in Banco numerandorum; sed quoniam hæ Naves contra Avocatoria, in Imperio Germanico publicata, egisse accusantur, supra memoratis Dominis Sacræ Regiæ Majestatis Delegatis, ad seriam, enixamque prædicti Domini Baronis de Heekeren instantiam, declarare placuit; Quod altememorata Regia Majestas non tantummodo binas hasce Naves Margaretam & Rolandum, unà cum oneribus & mercimoniis suis, sed insuper cunctas ejusdem naturæ ac conditionis Naves, & Merces dictis Avocatoriis subjectas, Catalogoque supradicto comprehensas, in commodum Sacræ Regiæ Majestatis, aliis ad exemplum, Fisco suo addici curabit, quandoquidem Regiæ Majestatis voluntas atque mens sit, ut Avocatoria in ejusdem Provinciis Germanicis, juxta eorum tenorem & sensum; strictè observentur, & executioni mandentur.

II. Porrò conventum est, ut Domini Ordines Generales Uniti-Belgii, pro omnibus Prætensionibus, quæ in annexo Catalogo reperiuntur, simul & semel, Sacræ Regiæ Majestati (ut damna quæ ejusdem Subditi perpessi sunt, inde resarciantur) persolvant, intra quatuor Menses, à die hujus Transactionis computandos, Summam septuaginta sex millium Thalerorum Imperialium Hamburgi in Banco, de quâ tamen Summâ deduci poterunt Naves, earumque Onera, quæ ante dictum quatuor Mensium Terminum restituta fuerint, habitâ ratione Pretii, tempore Restitutionis, arbitrio bonorum virorum utrimque nominandorum, æstimandi; si autem præter exspectationem contingat, solutionem tardius præstari, tum usuræ à dicto Termino usque ad dimidium pro centum singulis Mensibus solventur.

III. Ad requisitionem dicti Domini Plenipotentiarii à Prætensionibus Sacræ Regiæ Majestatis excluduntur, & iis quorum interest, secundum cujusque naturam, Jus & Competentiam relinquuntur, Naves subsequentes, inter reservatas in Catalogo enumeratæ, ut sunt Onera Navis Catharinæ nuncupatæ, Onera Navis Caroli, Onera Navis Spei ex Norlandia, onera Navis Principissæ Regiæ, ut & Onera Navis Angeli Gabrielis; binæ insuper Stetinienses Naves Pauli Sloteri & Bartoli Wolff, cæteræque Naves Cervus deauratus, & Viridis Abies, vel Tilia dictæ.

Qua ratione plenariè satisfactum erit omnibus Prætensionibus, ne ullâ quidem earum reservata vel relicta, quas secundum prædictum Catalogum, Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Subditi, ex capite interrupti Commercii, ad hunc usque diem ab Ordinibus Uniti-Belgii rependendas postularunt. Cæterumque hac Conventione nullatenus intelligitur mutuis Tractatibus ullum afferri præjudicium, vel illis quidquam derogari, sed è contra confirmari eos, & corroborari.

Ratihabebitur hæc Transactio utrimque, intra spatium sex Septimanarum. In cujus rei fidem, eandem nominum nostrorum, Subscriptione & Sigillorum appositione firmavimus. Holmiæ die $\frac{11}{21}$ Novemb. 1693.

(L.S.) BENEDICTUS OXENSTIERNA.
(L.S.) FABIAN WREEDE.
(L.S. NIELS GYLDENSTOLPE.
(L.S.) DE HEEKEREN.

CLX.

Declaratio Electoris Coloniensis JOSEPHI CLEMENTIS, *quòd pecuniæ Subsidiariæ sibi præsenti Bello ab* ORDINIBUS *suppeditatæ, nullatenus quoad futurum in consequentiam trahi debeant. Datum Bonnæ* 1694. ANNO 1694.

* *Voyez cy-devant sous le* 12. *Mai* 1550. Tom. IV. P. III. p. 10.

CLXI.

ANNO 1694. 8. Mars.

CLXI.

Acte de la Mise en possession & Investiture de la Souveraineté de NEUFCHATEL *& de* VALENGIN, *adjugée à Son Altesse Serenissime* MARIE D'ORLEANS, *Duchesse de Nemours, par les Estats de Neufchatel le 8. Mars 1694.* [Sur l'imprimé à Neufchâtel par ordre du Gouvernement.]

NOUS LOUÏS GUY Bourgeois de la Ville de Neufchâtel, Conseiller d'Etat & Maire de Rochefort. Savoir faisons à tous ceux qui verront la Presente; Que par devant Nous Présidant en l'Assemblée des Trois Etats du Comté de Neufchâtel, convoquez expressément pour proceder à la Mise en possession & Investiture de la Souveraineté de Neufchâtel & de Valengin en Suisse; Sont comparus, Très-Illustre, Très-Haute & Très-Puissante Dame & Princesse, MARIE D'ORLEANS, Duchesse d'Estouteville, Comtesse de Saint Paul, Dunois, Tancarville, Gournay & autres Lieux; Veuve de Très-Haut, Très-Puissant & Serenissime Prince HENRI DE SAVOYE, Duc de Nemours & d'Aumale, Prince de Genevois, Pair de France, &c. Item Haut & Puissant Seigneur CHARLES ANTOINE LOUÏS DE VALOIS, Chevalier d'Angoulesme, premier Gentilhomme de la Chambre de Très-Illustre, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince, FRANÇOIS LOUÏS DE BOURBON, Prince de Conty, Prince du Sang, Pair de France; Agissant au Nom, & en Qualité de Procureur Général Special dudit Seigneur Prince de Conti. Et Généreux & Puissant Seigneur REINHARD, Baron de Guemminguen, Conseiller Privé & Président de Très-Illustre, Très-Haut, & Très-Puissant Prince, FRIDERIC MAGNUS, Margrave de Baden-Dourlach &c. Agissant au Nom & en Qualité d'Envoyé dudit Seigneur Margrave, comme Partie Intervenante; Depuis s'est présenté Noble & Prudent Sieur HENRY CHAMBRIER, Banneret de la Ville de Neufchatel; Agissant de la part du Petit & Grand Conseil de ladite Ville; Lequel a représenté qu'il ne pouvoit pas se dispenser de proposer par devant cette Auguste Assemblée, au Nom du Conseil & Communauté de ladite Ville. Que veu l'importance du sujet, pour lequel on avoit convoqué extraordinairement Messieurs des Trois Etats, il se voyoit obligé au Nom qu'il agissoit, de prendre garde qu'il ne se passât rien qui puisse préjudicier aux Droits de tout l'Etat, dont ils sont une partie considerable, ni à la Forme & Pratique des anciens Jugemens. Que s'agissant donc aujourd'hui de juger de la Succession de la Souveraineté de Neufchâtel & Dépendances; Il demandoit que, suivant le Droit & la Raison, & qu'en conformité de la Franchise, & Pratique observée en pareil cas dans ce Païs, & par tout ailleurs, les Sieges de Messieurs les Nobles fussent remplis & occupez par des Gens du Païs; comme aiant plus d'interêt à la conservation de l'Etat, & de ses Libertez & Privilèges que des Etrangers. Qu'il ne croyoit pas qu'il se trouve personne qui puisse douter de la Justice de sa Demande, puis qu'elle est fondée sur les Loix qui ont établi la Nature & la Constitution de l'Etat. Qu'elle s'accorde avec les Maximes les plus certaines de la bonne Politique; & en particulier, avec celle qui veut que les choses se maintiennent par les mêmes moyens, qu'elles ont été établies. Que comme le contentement des principaux Membres d'un Etat a été nécessaire pour donner la forme au Gouvernement, & qu'il est intervenu pour l'établissement des Loix Fondamentales, telles que sont entr'autres celles de la Succession; Aussi est-il requis, que ce même consentement ou suffrage intervienne pour les Cas qui la concernent. Pour ces raisons & plusieurs autres, qu'il omettoit pour ne pas entretenir l'Audience, il demandoit au Nom susdit, que le Siége de Monsieur le Baron de Grandcour, Conseiller d'Etat, qui avoit pris Séance au rang des Nobles, à cause du Fief Roset qu'il possède, fut rempli par un Juge du Païs; Que ce n'étoit pourtant pas qu'il ne fût persuadé de son intégrité, & de sa suffisance, & qu'il ne fût asseuré qu'il feroit en cette occasion tout ce que la Justice & le Bien de l'Etat demandent; Mais comme tout ce qui s'est une fois pratiqué, se tire en conséquence, il en pourroit arriver de grands inconveniens à l'avenir; & que pour les éviter il concluoit à ce que ledit Siége dudit Sieur Baron de Grandcour, fût remplacé par un Noble du Païs. Sur cela Monsieur BRUN Seigneur d'Oleires, Conseiller d'Etat, & Chancelier de cette Souveraineté, en Qualité de Procureur Général, dont il faisoit aussi la fonction, a dit que Monsieur de Grandcour étant Gentil-Homme, tenant Fief dans cét Etat; & d'ailleurs, le plus Ancien des Conseillers d'Etat qui jugent au rang de la Noblesse; Et que cela s'étant ainsi pratiqué en 1661. où Monsieur de Molondin tenoit en ladite Qualité le premier Siége de l'Etat de la Noblesse, ledit Sieur de Grandcour pouvoit & devoit garder son Siége, & juger dans cette Cause; Cependant qu'il n'empêchoit pas que Messieurs des Trois Etats ne rendissent une Declaration là-dessus, ne voyant pas qu'il y eût rien de contraire aux Droits de la Souveraineté, & de l'Etat, puis qu'en tout cas il y avoit encore un Conseiller d'Etat, pour remplir son Siége. En même temps Monsieur le Chevalier d'Angoulême a produit & fait lire la Procuration suivante. *Par-devant les Conseillers du Roi, Notaires à Paris soussignés, fût present Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince, Monseigneur* FRANÇOIS LOUÏS DE BOURBON, *Prince de Conti, Prince du Sang, Pair de France, demeurant en son Hôtel à Paris, sur le Quai de Conti, Paroisse St. André, Héritier institué de feu Très-Haut, Très-Illustre, & Très-Puissant Prince,* JEAN LOUÏS CHARLES D'ORLEANS, *son Cousin Germain, vivant Prince Souverain des Comtez de Neufchâtel & de Valengin en Suisse, & seul appellé à la possession de ses Biens, suivant son Testament du premier jour d'Octobre, mille six cens soixante-huit. Lequel a fait & constitué son Procureur Général & Special, la Généralité ne dérogeant à la Specialité, ni au contraire: Haut & Puissant Seigneur* CHARLES-ANTOINE-LOUÏS DE VALLOIS, *Chevalier d'Angoulesme, premier Gentil-Homme de la Chambre de Son Altesse Serenissime: Auquel Mondit Seigneur le Prince de Conti a donné & donne Pouvoir & Puissance de se transporter esdites Souverainetez de Neufchâtel & Valengin, & là, pour & au Nom de Mondit Seigneur, prendre possession réelle & actuelle desdites Souverainetez de Neufchâtel & Valengin, & de leurs Annexes, Circonstances, & Dependances; en requerir & prendre aussi l'Investiture, si besoin est, observer les formes en tel cas requises & necessaires, en retirer tous Actes, & généralement faire pour raison de ladite Prise en possession, & de ladite Investiture se servir de tels moyens, & en consequence d'icelle tout ce que ledit Procureur verra bon être, & comme Mondit Seigneur le Prince de Conty pourroit faire en Personne, comme aussi recuser tels Juges, donner tels consentements, faire toutes les Declarations, Protestations; se servir de toutes voyes de Droit qu'il avisera; substituer un ou plusieurs, en tout ou en partie, du Pouvoir porté en ces Présentes; si ledit Procureur presentement constitué le trouve à propos; & généralement faire comme si Mondit Seigneur le Prince de Conty étoit present en Personne. Promettant &c. Obligeant &c. Fait & passé audit Hôtel de Son Altesse Serenissime, l'An mille six cents quatre-vingts quatorze, le septiéme jour de Mars après midi; & a Son Altesse Serenissime signé la Minute des Presentes demeurée vers l'Ange, l'un des Notaires soussignez, & est ladite Minute controllée; l'Original signé* HENRI *&* L'ANGE; JEAN LE CAMUS *Chevalier, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de Son Hôtel, Lieutenant Civil de la Ville, Prévôté, & Vicomté de Paris. Nous certifions que lesdits* HENRI *&* L'ANGE *sont Notaires du Châtelet de Paris, & que foi est ajoûtée en Jugement, hors icelui, aux Actes qui sont par eux expediés. En témoin de quoi nous avons signé & fait contresigner le Présent par nôtre Secretaire, & apposer à icelui le Seau de nos Armes. A Paris, le 8. Mars 1694. Signé le* CAMUS, *& par mondit Seigneur* GAURET, *séellée en Placard.* Puis le Sieur Sartory de Geneve, Avocat dudit Sieur Chevalier d'Angoulesme a lû la Proteste qui suit. *Messieurs, Son Altesse Monseigneur* JEAN LOUÏS-CHARLES *d'Orleans, Duc de Longueville, Souverain de cet Etat, étant décedé le* 4. Février. / 25. Janvier. *dernier, après avoir institué par son Testament reçû par Prost Notaire de Lion, le 1. Octobre 1668. Son Altesse Serenissime Monseigneur le Prince de Conty son Cousin Germain son Héritier; Je me suis transporté ce jourd'huy* 8./?. *Mars, Jour des six semaines dans ce Lieu, en*

 vertu

ANNO 1694.

vertu de la Procuration, dont vous a été faite lecture, pour requerir la Mise en possession & Investiture de cette Souveraineté & Dépendances; Mais je suis obligé de dire, que ce Conseil n'a pas été convoqué dans les formes; une partie même de ceux qui le composent, s'il étoit question d'entrer dans ce detail, sont recusables; Monsieur le Gouverneur qui en est le Président né, sans la participation duquel il ne peut être convoqué ni tenu, est absent par la necessité que Son Altesse Madame de Nemours lui a imposé pour favoriser ses Interêts, quoi qu'elle ne pût le destituer, ou interdire avant qu'avoir été reconnuë Souveraine de cet Etat, quoi que le Conseil d'Etat fût obligé de le reconnoitre pour Chef; quoi qu'il eût été déliberé sous sa Présidence, à diverses fois dans ce Conseil, qu'on ne changeroit rien dans le Gouvernement jusques à ce qu'il y eût un Souverain reconnu dans les formes; & quoy que suivant le Droit, & ce qui a été pratiqué, même lors que les Princes de la Succession desquels il s'agissoit, fussent décédez en minorité, comme en 1552. Monsieur le Gouverneur ait, pendant cette espece d'interregne, seul présidé & represénté le Souverain. C'est ce qui fait que je ne puis reconnoître ce Conseil competant pour recevoir les requisitions que j'étois prêt de faire, & que sans entendre me soumettre à sa Jurisdiction, dont je proteste par exprès: Mais seulement pour conserver les Droits de Son Altesse Serenissime Monseigneur le Prince de Conty, & satisfaire à la Coûtume. Je déclare à toute cette Assemblée, que je demande la Mise en possession, & l'Investiture de cette Souveraineté & Dépendances, soit aux Trois Etats légitimement assemblés, soit à tel autre Conseil ou Tribunal à qui il convient & appartient de la donner; avec offre, que je fais à Bourse ouverte de payer les Legs, & produire mes Titres. J'espere, Messieurs, que faisans réflexion que cette Souveraineté, comme il paroitra par de solides raisons, & Titres authentiques, dont quelques-uns ont été faits avec vos Prédecesseurs, & les Illustres Cantons vos Alliez a pû être donnée à Sadite Altesse Serenissime, qu'elle lui appartient en vertu du Testament de Monseigneur JEAN LOUIS CHARLES *d'Orleans qui n'a pas été rompu par un posterieur, fait dans un temps, auquel il n'étoit pas habile à tester, ainsi qu'il paroitra par le Jugement du Procès ventilant à Paris, entre Sadite Altesse Serenissime, & Madame la Duchesse de Nemours; On n'ajugera à cette Princesse, qui a déja disposé de cette Souveraineté, aucune Possession ou Investiture provisionnelle, quand même on y mettroit cette clause que dès à present comme pour lors Son Altesse Serenissime Monseigneur le Prince de Conty est aussi reconnu Seigneur provisionel de ces Comtez après la mort de cette Princesse si elle meurt avant la decision de ce Procès; J'espere au contraire, qu'on laissera toutes choses en suspends jusques à ce que dans une Assemblée reguliere, ou par devant le Tribunal Souverain de cet Etat, il ait été décidé de quelle maniere la Contestation touchant cette Souveraineté sera instruite, & qui seront les Juges qui la decideront. Et au surplus, je continue de protester de nullité de tout ce qui a été fait, & de tout ce que l'on pourra faire au préjudice des Droits de Sadite* ALTESSE SERENISSIME, *même contre ceux qui le feront. Et les Trésoriers ou Receveurs qui délivreront des deniers, & de me pourvoir comme par raison conviendra, & de tout ce que de Droit est, & fait à protester; Je prens à Témoins tous ceux qui sont ici presents que je vous ai fait lire ma présente Protestation, & que je vous en laisse Copie par écrit, & ne reconnoissant pas ce Conseil pour Canonique, je me retire. Signé* CHARLES-ANTOINE-LOUIS DE VALLOIS, *Chevalier d'Angoulême.* D. SARTORY.

Après la lecture de cette Proteste, ledit Sieur Chevalier d'Angoulême s'est retiré avec le Sieur de Mars, Secretaire de Monseigneur le Prince de Conty, & ledit Sieur Sartory, sans ouvrir ni faire lire le susdit Testament, & sans laisser d'autres Ecrits que la Procuration & la Proteste susdites: Et comme ils se retiroient, le Sieur Brandt, Avocat de Son Altesse Serenissime, Madame la Duchesse de Nemours, leur ayant demandé s'ils ne reconnoissoient point ce Tribunal? Le Sieur de Mars a répondu qu'ils ne le reconnoissoient point. En même tems ledit Sieur Brun d'Oleires, agissant comme Procureur Général, a contreprotesté pour la nullité de cette Proteste, demandant que Messieurs des Trois Etats pourvoyent par la Déclaration qu'ils rendront sur ce sujet, à ce qu'elle ne puisse point porter de préjudice aux Droits de la Souveraineté, ni à la competence de Messieurs des Trois Etats. Ledit Sieur Banneret a aussi contreprotesté au Nom de la Ville, pour la nullité de ladite Proteste de Monsieur le Chevalier d'Angoulesme, demandant que par raport à la part & à l'interêt que ladite Ville de Neufchâtel y a, elle soit anéantie, & que Messieurs des Trois Etats pourvoyent par la Déclaration qu'ils rendront sur ce sujet, à ce qu'elle ne puisse point porter préjudice aux Droits de la Souveraineté, ni à la competence de Messieurs des Trois Etats. Puis il a réiteré son Instance à l'égard de Monsieur le Baron de Grandcour. Surquoi Messieurs Fequely & de Gayet, Envoyez du Canton de Fribourg, presens en l'Audience, ont dit qu'ils sont surpris qu'on prétende reculer Monsieur le Baron de Grandcour, & lui ôter son Siege, comme si les Bourgeois de Fribourg étoient étrangers; vû qu'ils sont Combourgeois & même Bourgeois avec cet Etat, comme il est à voir par les Traitez d'Alliances, qu'on a depuis peu renouvellez; Que cela ne s'est jamais pratiqué: Mais bien le contraire, comme il conste en pareil cas; Que ce seroit une nouveauté préjudiciable à la bonne Intelligence de deux Etats si étroitement alliez; outre qu'ayant l'honneur d'être Conseillier d'Etat, & Vassal de Son Altesse Serenissime, son Siege & son Rang ne lui peuvent pas être ôtés sans autres justes Causes de Reculation: Prians pour cet effet qu'ils lui soient maintenus, & qu'on leur donne du temps pour en donner avis à leurs Seigneurs & Superieurs; Déclarant d'ailleurs n'avoir rien à démêler avec la Ville de Neufchâtel, & protestant au cas de refus, pour la nullité de ce qui se feroit. Monsieur de Roll, Seigneur d'Emenholtz, Conseiller d'Etat, & Bourlier de la Ville & Canton de Soleurre, tant au Nom de Leurs Excellences, que du sien propre, de celui des Sieurs de Roll & Vallier ses Cousins, comme Vassaux de cette Souveraineté, a aussi représenté qu'ayant remarqué qu'on reculoit ledit Sieur Baron de Grandcour, sur le vain prétexte qu'il est Etranger, l'interêt commun qu'ils avoient à cette affaire, (puis que si Messieurs des Trois Etats le déclaroient recusable, leur Déclaration pourroit par une conséquence necessaire avoir le même effet contre lui, & les autres Vassaux) l'obligeoit de remontrer à Messieurs des Trois Etats que c'est une pure nouveauté qu'on prétend introduire à leur préjudice, & qui donne atteinte au Privilége & Droit de ceux pour qui il s'agit, & des autres Vassaux, comme Messieurs de Bonstetten de Berne, qui depuis passe deux ou trois cens ans, ont toûjours occupé les premiers Siéges de l'Etat de la Noblesse, tant aux Audiences générales qu'aux Etats: Qu'il seroit inutile de les faire convenir dans ce Tribunal pour juger des Procès des particuliers, & leur donner l'exclusion dans une Action si celébre que celle dont il s'agit, où le Droit & les Privileges de leurs Fiefs, leur donnent rang & les appellent. Que par leurs Fiefs & l'hommage qu'ils en rendent en temps requis, ils sont Feaux & Serviteurs de Son Altesse Serenissime, & non point Etrangers, quand même ils ne seroient pas Alliez autant qu'ils le sont à cet Etat. Enfin qu'ils n'ont rien à démêler avec la Ville de Neufchâtel, qui n'est pas en Droit de leur ôter un Droit qui leur appartient si legitimement, devant se contenter de son rang, sans les venir troubler dans leurs Droits dont ils ont joui de toute ancienneté. Concluant qu'une affaire de cette importance ne soit point jugée & décidée, que premierement il n'ait eu le temps d'en aviser ses Seigneurs & Superieurs; autrement il se retirera de l'Audience, suivant les Ordres qu'il en a, vû que dans cette affaire un seroit Juge & Partie; Et qu'il protestoit de nullité contre ce qui pourroit être ordonné là-dessus. Surquoi ledit Sieur Brun d'Oleires en Qualité de Procureur Général a dit, qu'il est vrai que les Vassaux de cette Souveraineté sont obligés de se trouver aux Audiences & aux Etats pour y juger quand ils en sont requis; Mais que c'est plûtôt une charge pour eux, que non pas un Droit, d'autant plus qu'en 1668. Son Altesse Serenissime Monseigneur notre Souverain Prince dernier mort, ordonna que l'Etat de la Noblesse devoit être rempli par des Nobles du Païs: Et nomma même pour cela les quatre plus Anciens Conseillers d'Etat, sans que Messieurs les Vassaux s'y soient opposés, non plus qu'en 1672. D'ailleurs que s'il falloit suivre le rang que les Vassaux tenoient aux Audiences, ceux qui prétendent juger en cette occasion n'y pourroient pas être admis; Et que ceci n'a rien de commun avec les Alliances & les Combourgeoisies entre les deux Etats. Que partant il contreprotestoit pour la nullité des Protestes desdits Sieurs Envoyez & Vassaux de Fribourg, & de Soleurre; Requerant Messieurs des Trois

ANNO 1694.

Trois Etats que par leur Declaration ils pourvoyent à ce que lesdites Protestes ne puissent point porter de préjudice aux Droits de la Souveraineté: ledit Sieur Banneret a aussi contreprotesté contre lesdites Protestes, au nom de la Ville & Communauté de Neufchâtel. Ensuite le Sieur Brandt, Avocat de Son Altesse Serenissime Madame la Duchesse de Nemours, a representé au nom de Sadite Altesse Serenissime, que les démarches qui ont été faites dans cette Audience sous le nom de Monseigneur le Prince de Conti, étant injurieuses à l'Etat, contraires aux Autoritez Souveraines, & aux Loix Fondamentales du Païs, préjudiciables à l'Ordre Judiciaire pratiqué de tous tems en pareil cas, & choquant la compétence de Messieurs des Trois Etats, qui sont les Juges ordinaires, naturels, incontestables en ces sortes d'occasions. Son Altesse Serenissime demande que tout ce qui a été dit, & généralement tout ce qui a été fait de la part dudit Seigneur Prince de Conti, tant aujourd'hui que ci-devant, soit mis au néant & déclaré nul, & comme non avenu, sans qu'à l'avenir cela puisse ni doive rien valoir, ni servir contre la competence desdits Etats du Païs, ni donner atteinte à tout ce qui a été fait, & se fera en conséquence de la Possession & de l'Investiture qui sera accordée à Son Altesse Serenissime. Concluant partant que sans prendre nul égard, & sans s'arrêter aucunement à l'incompetence proposée, ils doivent juger sur les Demandes que Son Altesse Serenissime, Madame a à faire, comme étant les Juges compétens reconnus, tant par ce qui a toûjours été pratiqué ci-devant, que par le Jugement qui en fut déja rendu l'an 1672. Après toutes ces allegations & Protestes, nous avons sur ce demandé le Droit & Jugement à Messieurs des Trois Etats; lesquels après avoir pris avis ensemble en Chambre de Consultation, au retour d'icelle; Ils ont déclaré qu'aiant entendu les Propositions qu'ont faites Messieurs les Envoyez des deux Louables Cantons de Fribourg & de Soleurre; demandans du délai au sujet des recusations qui ont été faites de la part du Conseil & Bourgeoisie de Neufchâtel. Ils ne peuvent avoir ce délai; puis que c'est aujourd'hui le Jour fatal des six semaines, sur lequel la Mise en possession & Investiture de la Souveraineté se doit demander; Sans toutefois déroger ni préjudicier aux Prérogatives des Vassaux. Cependant aiant fait réflexion sur ce qui s'est passé en 1668. & en 1672. ils trouvent que Monsieur de Diesbach de Grandcour doit s'abstenir du Jugement, se reservants de juger sur les autres Protestations & Contreprotestations, qui ont été faites, quand les Trois Etats seront pleinement revêtus. Ensuite de cette Sentence Monsieur Brun en qualité de Procureur Général, aiant appellé Monsieur Bergeon Conseiller d'Etat, & Maire de Neufchâtel, il a pris Séance en place dudit Seigneur de Grandcour; Sur cela ledit Sieur de Roll a dit que comme il auroit remarqué par cette Sentence qu'on n'a pas eû tous les égards qu'il seroit à désirer pour ses Seigneurs, & Superieurs; Il protestoit de relever leurs Droits, après qu'il y aura un Prince reconnu; Que Messieurs les Assesseurs se faisans Juges & Parties, il ne pouvoit point les reconnoitre pour Juges compétens; ains étoit obligé de se retirer. Enfin qu'il réiteroit la Proteste qu'il avoit déja faite pour la nullité de tout ce qui se passeroit; & demandoit qu'elle fût redigée par écrit. Mondit Sieur Brun en qualité de Procureur Général, après s'être étendu plus au long, sur la contreproteste qu'il a déja ci-devant faite, l'a réiterée sur l'allegué de Monsieur de Roll, & demandé qu'elle soit rédigée par écrit. Ledit Sieur Banneret lui a dit aussi qu'il ne doit pas trouver étrange que le Conseil & Communauté de Neufchâtel en usat de cette maniere. Que la Franchise de Jean Comte de Fribourg & de Neufchâtel porte, qu'il faut être du Comté pour juger de la Souveraineté; Qu'il n'y eut point d'étranger pour Juge en l'An 1672. & qu'il ne paroit point qu'il y en ait eu en 1552. Qu'il usoit du Droit commun de toutes les Nations, que les differens pour la Souveraineté soient jugez dans le Païs, & par les Etats du Païs; Que c'est un Droit des Gens, & une conclusion qui se tire si directement des Principes d'équité connus de tout le monde, & de l'interêt commun, que toutes les Nations se sont unies en ce Point sans aucun concert. Qu'ainsi étant clair que nul Prince, & nul Etat étranger n'ont Droit de juger des differens pour la Souveraineté, & que ce Droit appartient à l'Etat même, qui a interêt de conserver sa tranquilité, il resultoit de là que les Etats du Païs qui doivent juger de ces sortes de differens, doivent être composez de Gens du Païs & des Membres de cet Etat-là. Que quant au reste, ce n'étoit pas l'intention du Conseil & Communauté de Neufchâtel, au nom de laquelle il parloit, de rien faire qui pût offenser ni Messieurs de Fribourg, ni Messieurs de Soleurre, qu'au contraire ils étoient dans de parfaites dispositions de leur donner en toutes occasions des marques, des égards de la consideration, & du respect que ladite Ville, & Communauté a pour eux: Que leurs Excellences étant justes & équitables, Elle s'assuroit qu'ils ne trouveront point mauvais qu'Elle se serve de tous les moyens justes & raisonnables pour maintenir ses Droits, & empêcher qu'il ne se fasse rien au préjudice de l'Etat, dans une occasion de cette importance. Et qu'ainsi il contreprotestoit pour la nullité de la Proteste de Monsieur de Roll, demandant que sa Contreproteste soit redigée par écrit. Et après quelques Repliques de part & d'autre, ledit Sieur Bourcier de Roll, s'étant levé, il s'est retiré. Et les Sieurs Jean Frideric de Roll, & François-Joseph Vallier, Conseillers de Soleurre, qui ont aussi été appellés pour assister auxdits Etats, à cause de leurs Fiefs, se sont aussi retirés avec lui: Mais les autres Vassaux qui étoient presents sont demeurés dans la Chambre de l'Audience. Deplus ledit Sieur Banneret de la Ville de Neufchâtel a encore voulu recuser le Sieur Baltazar Vallier, Châtelain du Landeron; Mais sur l'opposition dudit Sieur Brun d'Oleires en qualité de Procureur Général, le Droit demandé à Messieurs des Trois Etats, ils ont déclaré que ledit Sieur Vallier étant Originaire de ce Païs, Bourgeois & Châtelain du Landeron, il peut juger de cette Cause. De sorte qu'il est demeuré sur son Siége. Après tous ces préliminaires, Son Altesse Serenissime, Madame la Duchesse de Nemours a fait lire le Certificat suivant. *Nous* CLAUDE CAVE', & CLAUDE COIGNARD, *Notaires Gardenottes du Roi, en la Ville & Vicomté de Rouen, Certifions à tous qu'il appartiendra, que cejourd'hui quatriéme de Fevrier, mille six cens quatre-vingt quatorze, sur le Mandat qui nous a été fait cedit Jour environ Midi, par* ANTOINE BARON *Maitre de l'Hôtel de Son Altesse Madame la Duchesse de Nemours, Nous nous sommes transportés de ladite Ville de Rouen à l'Abbaye Royale de Saint Georges, distant de ladite Ville de deux Lieues, ou environ, pour dresser nôtre Procès verbal de l'Etat de la Santé de Très-Haut, & Très-Puissant Prince, Monseigneur* JEAN-LOUÏS-CHARLES *d'Orleans, Prêtre, Duc de Longueville, que l'on nous a dit être très-malade, en ladite Abbaye, auquel lieu étant arrivés, nous avons trouvé ledit Seigneur Duc de Longueville gisant mort dans son Lit, & nous a été attesté par les Soussignez, qu'il étoit cedit Jour décedé sur le Midi, dans son appartement, étant au premier Etage dans l'enclos de ladite Abbaye, duquel present Procès verbal ledit Sieur Baron, au Nom & comme Porteur des Ordres de ladite Dame Duchesse de Nemours, presomptive Héritiere dudit feu Seigneur Duc de Longueville, a requis le present Acte desdits Notaires, qui le lui ont accordé pour valoir ce qu'il appartiendra. Ce fut fait & passé en ladite Abbaye de St. Georges sur les deux heures après Midi l'An & Jour susdit. A ce presens Dom* ABRAHAM JOURDAIN, *Ancien Religieux de ladite Abbaye; Dom* NICOLAS DU MOUSTIER, *Prieur des Religieux Réformés de la Congregation de St. Maur de ladite Abbaye; Dom* FRANÇOIS QUENET *Soûprieur; Dom* VICTOR FIXIER, *Religieux de ladite Abbaye, & Commis specialement pour avoir la conduite de Sadite Altesse Serenissime defunt; Et discrete Personne Mre.* JAQUES MAURY, *Prêtre, Curé de la Paroisse de St. Martin de Becherville, dans le détroit de laquelle ladite Abbaye est située, Mre.* NICOLAS MAURIN, *Docteur en Medecine de la Faculté de Paris, & Medecin ordinaire de la Maison de Monseigneur le Prince de Condé, & Mr.* PIERRE ROBILLARD, *Medecin Ordinaire dudit feu Seigneur Duc de Longueville qui nous ont attesté que ledit décès est arrivé cedit jour, à ladite heure de Midi. Et ont tous les susnommez signé à la Minute des presentes demeurée vers ledit* COIGNARD *Notaire. Et est ladite Minute controllée à Rouen au 2. Voll. Folio 202. V. N. 2. par* CHARLES *ce 4. Fevrier 1694. Pourquoi a été payé vingt Sols, Signé* CAVE', & COIGNARD; PIERRE *le* PESANT, *Chevalier, Seigneur de Bosquillebert, & de Pinterville, Conseiller du Roi, Lieutenant Général au Bailliage de Rouen, & President au Siége Présidial dudit lieu; Attestons à tous qu'il appartiendra que Messieurs* CLAU-

ANNO 1694. CLAUDE CAVÉ, & CLAUDE COIGNARD, *aiant délivré l'Acte ci-dessus sont Notaires Gardenottes du Roi à Roüen, y demeurant, ont été reçûs fait & prété Serment audit Bailliage, exerçant journellement & passant tous Actes & Contracts dont ici sont requis, auxquels l'on ajoute foi, tant en Justice que hors icelle. Pour verité dequoi nous avons signé le present, celui fait signer de nôtre Greffier ordinaire, & aposer le Seel Royal dudit Bailliage. Donné à Roüen, le Samedi sixiéme jour de Fevrier, mille six cens quatre vingt quatorze. Signé le* PESANT, & AUZOULT. Après la Lecture de ce Certificat, le Sieur Brandt Avocat de Madite Dame a dit, que puis que Monseigneur JEAN-LOUÏS-CHARLES d'Orleans Duc de Longueville nôtre Souverain Prince, est mort le quatriéme du Mois de Fevrier dernier Stile nouveau, & que c'est aujourd'hui le jour des six semaines après son décès sur lequel la Succession de cette Souveraineté se doit reclamer par devant Messieurs des Trois Etats, suivant la Coûtume de ce Païs, usitée en pareil cas. C'est pourquoi il demande au nom de Madite Serenissime Dame & Princesse la Mise en possession de ladite Souveraineté de Neufchâtel & de Vallangin, avec ses appartenances, dépendances & annexes; comme étant ladite Serenissime Dame & Princesse la Sœur unique & plus proche Héritiere dudit feu Seigneur & Prince JEAN-LOUÏS-CHARLES d'Orleans son Frere, vivant par la Grace de Dieu Prince Souverain desdits Neufchâtel & Vallangin. Sur cela ledit Sieur Brun d'Oleires en qualité de Procureur Général a dit, que par le Certificat que Son Altesse Serenissime Madame a fait lire & par les Lettres qu'elle a fait l'honneur d'écrire à Messieurs du Conseil d'Etat; Comme aussi par celle que Son Altesse Serenissime Monseigneur le Prince de Conti a écrit à Monsieur le Gouverneur d'Affry, & au Conseil d'Etat, paroissant que Mondit Seigneur nôtre Souverain Prince de glorieuse memoire est mort le quatriéme de Fevrier dernier, selon le nouveau stile; Et que par conséquence, c'est aujourd'hui le jour des six semaines après son Decès, sur lequel la Mise en possession, & Investiture de cette Souveraineté se doivent demander, par devant ce Tribunal, il ne s'oppose point à la demande de Son Altesse Serenissime Madame la Duchesse de Nemours; Surquoi nous avons demandé le Droit & Jugement à Messieurs des Trois Etats; Lesquels étant allez en Chambre de Consultation pour prendre avis ensemble, au retour d'icelle, ils nous ont rapporté par Sentence, qu'aiant vû par le Certificat que Son Altesse Serenissime Madame a produit, que Son Altesse Serenissime de glorieuse memoire est mort le quatriéme du mois passé selon le nouveau stile, & que c'est aujourd'hui le jour des six semaines, ils mettent ladite Dame en possession de la Souveraineté de Neufchâtel, & de Vallangin avec ses appartenances, dépendances, & annexes quelconques. Le Sieur Brandt a ensuite demandé au Nom de Madite Dame l'Investiture de la Souveraineté de Neufchâtel & de Vallangin, avec ses appartenances, dépendances & annexes, à forme de la Mise en possession que Messieurs des Trois Etats lui en ont ajugée. Sur cette demande, le Sieur Chambrier Banneret de la Ville de Neufchâtel, a protesté au Nom du Conseil & Communauté de la Ville de Neufchâtel, que quelle Sentence qui se rende elle ne puisse en aucune façon préjudicier aux Franchises, Libertez, Usances, & Coûtumes, écrites, & non écrites, ni aux Loix Fondamentales de l'Etat. Et a demandé audit Nom que ladite Proteste soit rédigée par écrit dans le Manuel des Etats. Ledit Sieur Brun d'Oleires toûjours en qualité de Procureur Général a aussi protesté que quel Jugement qui se rende, il ne puisse point porter préjudice aux Droits de la Souveraineté, & en outre il a contreprotesté autant que besoin fait, contre la Proteste de Monsieur le Banneret, demandant que toutes ses Protestes & Contreprotestes soient redigées par écrit. Sur cela est intervenu Monsieur le Baron de Guemminguen, au Nom, & en qualité d'Envoyé de Son Altesse Serenissime Monseigneur le Prince FRIDERIC-MAGNUS Margrave de Baden-Durlach &c. Lequel a fait proposer par son Avocat, qu'il prioit Messieurs des Trois-Etats de rendre un tel Jugement entre les Parties, par lequel toute alienation soit empêchée, les Loix Fondamentales & le Droit Coûtumier de cette Souveraineté, les Privileges de Messieurs les Etats, le Bien public, le Droit de succession tant de la famille de la Serenissime Maison de Baden, qu'aussi bien des autres qui pourront avoir le Droit de la Succession, selon les ouvertures, cas & évenemens qu'il plaira au Tout-puissant d'envoyer par sa Divine Providence, demeurent affermis & soient conservez; Demandant que son Instance soit enregistrée, & d'en avoir Acte. Surquoi nous avons demandé le Droit & Jugement à Messieurs des Trois Etats. Lesquels après avoir pris avis ensemble, en Chambre de Consultation, au retour d'icelle, Ils nous ont rapporté, qu'aiant redigé par écrit leur Sentence en Chambre, ils nous prioient d'en faire faire la lecture par Monsieur Brun Seigneur d'Oleires, Chancelier, ce qu'il a fait à haute voix en ces termes: *Messieurs des Trois Etats, aiant mis en considération la Loi & Coutume inviolablement observée jusques à present entre les Descendans des Princes Souverains de cet Etat, & l'Ordre de la Succession qui s'en est constamment ensuivi; Ils donnent par Sentence à Son Altesse Serenissime, Madame la Duchesse de Nemours, l'Investiture de cette Souveraineté, Appartenances & Dépendances, comme étant la Sœur unique & plus proche Héritiere de Son Altesse Serenissime Monseigneur le Duc de Longueville, nôtre Souverain Prince dernier décedé. A l'égard de la demande de la Possession, & Investiture que Monsieur le Chevalier d'Angoulesme a faite, au Nom de S. A. S. Monseigneur le Prince de Conti, en vertu d'un Testament prétendu, on n'y peut avoir aucun égard, non seulement parce qu'il n'a pas été ni ouvert ni lû; mais principalement parce que la Souveraineté ne peut être aliénée par Testament, ni autrement, suivant la nature & constitution de l'Etat, & l'usage toûjours pratiqué touchant la Succession de ce Païs. Et quant à la Protestation faite par ledit Sieur Chevalier d'Angoulesme, Messieurs des Trois Etats la mettent à néant, comme étant informe & irreguliere, faite contre la Puissance publique & les Franchises & Libertez du Païs; préjudiciable à l'Ordre Judiciaire pratiqué de tous tems, & à la Compétence & Autorité des Trois Etats, qui sont les Juges naturels & incontestables en ces sortes de cas; Ordonnant aux Trésorier, & Receveurs de Son Altesse Serenissime, de payer & délivrer suivant les Ordres de Son Altesse Serenissime Madame la Duchesse de Nemours, reconnuë Souveraine de cét Etat, moyennant quoi eux & les leurs ne pourront être recherchez ni inquietez pour ce sujet, sous quel pretexte que ce soit.* Monsieur le Baron de Guemminguen au Nom de S. A. S. Monseigneur le Marquis de Baden-Durlach aiant fait instance que l'Ecrit par lui produit à Messieurs des Trois Etats fut enregistré sur le Manuel des Etats, & qu'ensuite Acte lui en fut expedié. Mesdits Sieurs des Trois Etats ont jugé que son Instance sera enregistrée sur le Manuel des Trois Etats, & qu'Acte lui en sera expedié. Et pour ce qui est des Protestes & Contreprotestes de Monsieur le Procureur Général au Nom de la Souveraineté, & de Monsieur le Banneret, au Nom du Conseil & Communauté de la Ville de Neufchâtel. Mesdits Sieurs des Trois Etats déclarent qu'elles seront enregistrées pour servir autant que de Droit. Ensuite de cette Sentence, nous avons mis en possession & investi Sadite Altesse Serenissime Madame la Duchesse de Nemours de ladite Souveraineté de Neufchâtel & de Valangin avec ses appartenances, dépendances & annexes, par la tradition du Sceptre que nous avons déposé entre ses mains. Enfin, Son Altesse Serenissime a fait dire par le Sr. Brandt son Avocat qu'aiant entendu l'instance d'intervention que l'on venoit de faire de la part de S. A. S. Monsieur le Margrave de Baden, Elle vouloit bien croire que cette Instance n'est qu'à bonnes fins, & qu'elle ne tend point à préjudicier à ses Droits; Toutefois comme elle ignore quels Droits Monsieur le Margrave de Baden prétend avoir, & qu'elle ne fait pas l'usage qu'on voudroit faire de cette Instance dans la suite, ni quelle consequence on en prétendroit tirer, Elle ne peut du moins pour la conservation de ses Droits, & Autoritez & pour éviter toute conséquence préjudiciable à l'avenir, que de faire protester contre la susdite Instance aux fins qu'elle ne puisse nuire, ni donner aucune atteinte aux Droits de Son Altesse Serenissime, ni empêcher l'effet de la possession qu'Elle a prise, & de l'Investiture qui lui a été donnée. Et aiant demandé que sa Proteste soit aussi redigée & d'en avoir Acte, Messieurs des Trois Etats le lui ont ajugé. Ce qui a été jugé & sentencé souverainement & absolument par les Nobles, Genereux, Vertueux, & Prudens Sieurs ABRAHAM CHAMBRIER, Ancien Maire de Vallangin; JEAN JAQUES SANDOZ, Commissaire Général; JEAN DE MONTMOLLIN, Tresorier Général; & JEAN MI-

ANNO 1694.

MICHEL BERGEON, Maire de la Ville de Neufchâtel, tous quatre Conseillers d'Etat, pour l'Etat de la Noblesse. BALTAZAR VALLIER, Châtelain du Landeron; JONAS HORY, Docteur aux Loix, Conseiller d'Etat, & Châtelain de Boudry; SIMON BRUN, Capitaine & Châtelain de Tielle, Maire de Saint Blaise; & FRANÇOIS-LOUIS DU TERRAUX, Lieutenant du Vauxtravers, pour le rang des Officiers. Et pour le Tiers Etat, les Sieurs Quatre Ministraux de la Ville de Neufchâtel nommément: JEAN OSTERVALD, Seigneur de Biolley, Maître Bourgeois en Chef; JEAN JAQUES FAVARGER; Le Capitaine SAMUEL MARVAL, & JEAN PETITPIERRE, tous Quatre du Conseil Etroit de ladite Ville. En presence des Nobles Gentilshommes, Vassaux, & Officiers; des Sieurs Conseillers de la Ville de Neufchâtel; des Deputez de la Bourgeoisie de Vallangin; des Sieurs Ministres de la Classe, des Deputez de toutes les Justices & Communautez du Païs; & de plusieurs autres personnes notables, & du Peuple autant que le grand Poile en a pû contenir. Au grand Poile du Château de Neufchâtel, le huitiéme jour de Mars, l'An de grace, mille six cens quatre-vingt quatorze. Et recouruë par mesdits Sieurs des Trois Etats, à la Chancelerie le douziéme du même Mois.

ANNO 1694.

CLXII.

1. Juin. L'ANGLETERRE, LES PROVINCES-UNIES ET BRUNSWIC.

(1) *Tractaet van Alliantie tusschen zyn Koninglyke Majesteyt* WILLEM DE III. *Koning van Groot-Brittannien, en de Staeten General der* VEREENIGHDE NEEDERLANDEN *ter eenre, ende Haere Vorstelyke Doorlucht. Heere* RUDOLPHUS AUGUSTUS *en* ANTHON ULRICH *Hertogen van Brunswyk Wolfembuttel ter ander zyde, gesloten den* 1. *Junii* 1694.

CLXII.

1. Juin. L'ANGLETERRE, LES PROVINCES-UNIES ET BRUNSWIC.

Traité entre GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs Bas d'une part, & RUDOLPHE AUGUSTE, & ANTOINE ULRIC Ducs de Brunswich-Wolfembutel d'autre part, portant Accession du Roi d'Angleterre à l'Alliance faite le 14. Mai 1691. entre L. H. P. & lesdits Princes, comme aussi de nouveaux engagements d'amitié, & même de garentie de part & d'autre. Sa Majesté & L. H. P. y acceptent aussi de leurs Altesses deux mille hommes en service, au dessus des 3000. qu'ils avoient desja. Fait à la Haye le 21. Mai 1694. *Avec un* ARTICLE SEPARÉ, qui degage le Roi d'Angleterre d'une partie de ses Obligations. A Breda le 1. Juin 1694. [*sur une Copie Manuscrite.*]

I. EErstelyck is geconvenieert dat, in craghte van 't tegenwoordig nadere Tractaet, sijn Koninckiycke Majesteyt van Groot-Britannien mede intreed in 't Tractaat, van defensive Alliantie den 14. May 1691. gemaeckt, tusschen de Heeren Staeten Generael der Vereenighde Nederlanden ende haare F. F. D. D. de Heeren Hertoghen van Brunswick-Lunenburgh, ende dat het selve Tractaet by deesen werd gehouden voor geconfirmeert, ende specialyck dat haar Hoogh-Mogende Troupes in 't voorschreve Tractaet en desselfs separaet Art. gemelt, ter nombre van 5000. Man in haeren Dienst sullen behouden, geduyrende den tyt van 't voorschreeven Tractaet.

II. Dat geduyrende dit Tractaet, de Heeren Hertoghen haer met geene Koningen, Princen of Potentaten in eenige Verbintenisse of Alliantie directelyck of indirectelyck sullen inlaeten tot nadeel of tegens de Interessen van syn Koninckiycke Majesteyt van Groot-Brittannien, ende van Haar Hoog-Mogende, ofte van de Hooge Geallieerden, ende specialyck sigh niet sullen engageren, of iets ondernemen, doen of te helpen doen, om by den tegenwoordigen Oorlogh, een Vrede buyten kennisse ende goetvinden van syn Koninckiycke Majesteyt ende van Haar Hoog-Mogende te pousseren; ende dat ook syn Koninckiycke Majesteyt van Groot-Brittannien ende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, 't interest van 't Furstelycke Huys van Wolfenbuttel niet sullen verbinden of partye nemen.

III. Belooven de Heeren Hertoghen, boven de albereyts in de Nederlanden hebbende 3000. Man, nogh aen syn Majesteyt ende Haar Hoog-Mogende 2000. Man, bestaende in twee Regimenten te Voet, elck Regiment van seven Compagnien, ende elck Compagnien van 108. Man, ende een Regiment te Paardt van ses Compagnien, ende elcke Compagnien van 74. Man, ende alsoo gesamentlycke een Corps van 5000. Man

I. P*Remierement il est convenu qu'en vertu du present Traité le Seigneur Roi de la Grande-Bretagne soit aussi compris dans le Traité d'Alliance deffensive conclu le* 14. *Mai* 1691. *entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, & leurs Altesses Serenissimes les Seigneurs Ducs de Bronswick & Lunebourg, & que le Traité soit confirmé comme il est confirmé par ces presentes, & specialement que lesdits Seigneurs Etats garderont en leur service les Troupes mentionnées dans ledit Traité & Article separé d'icelui au nombre de trois mille hommes durant le terme dudit Traité.*

II. Les susdits Seigneurs Ducs n'entreront durant ce Traité en aucun engagement ni Alliance directement ni indirectement avec aucuns Rois, Princes ou Potentats, au prejudice & contre l'interêt desdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne & Etats Generaux ou de leurs Alliez, specialement ne s'engageront point, ni n'entreprendront & ne feront rien pendant la présente Guerre pour procurer une Paix, sans la connoissance & l'agréement dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & desdits Seigneurs Etats, comme d'autre part lesdits Seigneurs Roi & Etats n'entreront dans aucun engagement ni dans aucun parti qui soit contre les interêts de la Serenissime Maison de Wolffembuttel.

III. Lesdits Seigneurs Ducs promettent outre les trois mille hommes qu'ils ont déja dans les Pays-Bas au service desdits Seigneurs Etats de vouloir encore livrer & laisser dans le service & à la solde desdits Seigneurs Roi & Etats, deux mille hommes, consistant en deux Regimens d'Infanterie de sept Compagnies chacun & chaque Compagnie de cent huit hommes, & un Regiment de Cavalerie de six Compagnies, chaque Compagnie de soixante quatorze hommes, faisant ensemble un Corps de cinq mille hommes,

(1) Ce Traité fut premierement fait en Flamand entre les Provinces-Unies & les Ducs de Brunswic-Lunebourg. Ensuite aiant été été traduit en François, le Ministre du Roi de la Grand' Bretagne eut ordre de le signer à Breda, en y ajoutant l'Article separé, qui pour cette raison ne paroit ici qu'en François.

ANNO 1694.

Man in dienst ende verpleginge van syne Majesteyt ende de Heeren Staten der Vereenighde Nederlanden respective te stellen, ende soo langh laten ageren, als den tegenwoordigen Oorlogh sal duyren.

IV. Daar tegens belooven syne Koninghl. Maj. ende de Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden die hier boven staende 2000. Man gelyck haar Hoogh-Mogende die in derselver Dienst ende Verpleginge hebbende 3000. Man, ende alsoo gesamentlyck respective 5000. soodanige Verpleginge als Haar Hoogh Mogende eigene Troupes in allen deelen te laten genieten, soo dat het met de verpleginge, recruteringe, assignatien, rappel ende met alle requisiten sal gehouden werden, gelyck in den Tractaet van den 14. May 1691. is beloost, met dien verstaende, dat den Koning ende den Staet tot het doen van 't recruteren van yder Man, sullen geven, soo veel als aen hare eygene Troupes, ende dat de Heeren Hartoghen die Manschap uyt Duytsland daer voor sullen verschaffen.

V. Gelyck ook syn Koninckiycke Majesteyt ende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden tot bevorderinge eenes grondelycken vergelycks inden Vorstlyken Huyse Brunswyck Lunenburg gesamentlycke Mediatie alreeds hebben geoffereert, en die ook van de Heeren Hertoghen gesamentlyck is geaccepteert, soo beloven syn Koninckiycke Majesteyt ende de Heeren Staten Generael, de voorstellinge soodaniger Mediatie te doen bevorderen, ende als onpartydige Mediateurs craghtelyck helpen vermiddelen, dat het Furstelycke Huys Wolfenbuttel met Zel ende Hanover amiablement sal werden vergeleecken, daar en tusschen nemen syn Koninckiycke Majesteyt ende Haar Hoog-Mogende hier mede aen, het Furstelycke Huys Wolfenbuttel ingevalle het selve by syne Reghten feytelyck soude werden benadeelt, daar tegens niet alleen met goede officien by te springen, maar ook aen 't selve tegens sulcke feytelycheden eene craghtige garantie ende assistentie te presteren, gelyck als de Heeren Hertoghen beloven, geene, met de welcke sy in differenten staen soo lange dit Tractaet duyrt, met de wapenen aen te tasten, noghte dat het door anderen, om voorgeseyde differenten willen gedaen werde, te veroccasioneren.

VI. Sullen syn Koningl. Maj. ende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, by de toekomende generale Vredens Tractaten het interest van 't Furstelycke Huys Wolfenbuttel mede aen nemen, en 't selve naer 't uyterste vermogen, helpen bevorderen.

VII. Dewyle de Heeren Hertoghen tot aenwervinge ende verpleginge van de voorschreven Troupes soo wel voormaels als nu onlanghs groote onkosten, niet sonder hare incommoditeyt geemployeert hebben, soo beloven syn Koningl. Maj. van Groot Britannien ende de Heeren Staten Generael daar tegens, dat de selve het Furstelycke Huys Wolfembuttel van den tyt van de Ratificatie van desen Tractaet aen te reeckenen, jaerlyks tot dat de Vrede gemaekt ende geratificeert sal syn, sullen geven 100000. Ryksdaelders, ende daar van te betalen de helft of 50000. Ryksdaelders comptant, soo haest de Troupes souden komen op de Frontieren van den Staet, ende de wederhelfte, ofte de verdere 50000. Ryksdaelders in gelycke termynen van maend tot maend over 't gantsche jaer, ende dat synde geexpireert, de volgende jaeren, tot dat de Vreeden gemaekt ende geratificeert sal syn, alle maend een twaelfde deel van de jaerlycke beloofde 100000. Ryksdaelders.

VIII. Gelyck ook hooghgedagte syn Majesteyt ende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden sigh by desen verbinden, om ingevalle het Huys Wolfembuttel ter occasie van dit Tractaet van iemand soude werden benadeelt of geattaqueert, dat de selve ook sal werden gehouden *pro casu Fœderis*, ende vervol-

mes, à sçavoir trois mille hommes à la solde desdits Seigneurs Etats, & deux mille hommes à la solde desdits Seigneurs Roi & Etats, comme ci-dessus, lesquelles Troupes seront employées audit service, pendant tout le tems de la présente Guerre.

ANNO 1694.

IV. De l'autre côté, promettent lesdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & Etats Generaux de faire joüir lesdits deux mille hommes de telle solde & avantages en toutes les manieres dont jouïssent les propres Troupes desdits Seigneurs Etats, à quoi lesdits Seigneurs Etats s'engagent aussi à l'égard des trois mille hommes, qui sont déja à leur service, desorte qu'à l'égard de la paye, recrües, assignations, rappel & autres choses requises, il sera fait, comme il est convenu dans ledit Traité du 14. de Mai 1691. bien entendu, que lesdits Seigneurs Roi & Etats donneront autant pour la recrüe de chaque homme, qu'il sera donné aux Troupes mêmes desdits Etats & que lesdits Ducs pour cette consideration fourniront de l'Allemagne les hommes necessaires pour lesdites recrüës.

V. Et comme ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & lesdits Seigneurs Etats Generaux ont déja offert leur Mediation, pour l'avancement d'un ferme & stable accommodement entre tous les Princes de la Serenissime Maison de Bronswic-Lunebourg, que lesdits Princes ont déja acceptée, lesdits Seigneurs Roi & Etats Generaux promettent par les presentes de porter en avant ladite Mediation, & de faire sans partialité, les offices de Mediateurs, afin qu'il se fasse un Accommodement équitable entre la Maison de Wolffenbuttel & celles de Zell & Hanover: Et cependant lesdits Seigneurs Roi & Etats Generaux s'engagent qu'en cas, que ladite Serenissime Maison de Wolffembuttel reçut aucun prejudice dans ses Droits par voye de fait, non seulement d'y interposer leurs bons offices, mais aussi de l'assister de leur Garantie efficace & secours formel, comme aussi lesdits Seigneurs Ducs promettent de ne point attaquer par les armes, durant le terme de ce Traité, ceux avec lesquels ils sont en different, ni même être cause qu'ils soient attaquez par d'autres à l'occasion desdits differents.

VI. S'engagent en outre lesdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne & Etats Generaux au tems du Traité de Paix Generale futur, de contribuer de tout leur pouvoir à l'avancement & avantage des interêts de la Maison de Wolffenbuttel.

VII. Et d'autant que les Seigneurs Ducs ont fait de grosses depenses à leur grande incommodité, pour la levée & entretien des deux mille hommes susmentionnés, & qu'il est necessaire de subvenir aux efforts extraordinaires, qu'ils s'obligent de continuer à faire contre l'Ennemi commun, promettent en cette consideration, lesdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & Etats Generaux de payer tous les ans à ladite Maison de Wolffenbuttel, du jour de la Ratification du présent Traité, jusques à ce que la Paix soit faite & ratifiée, la somme de cent mille Risdalers, dont la moitié sera payée en argent comptant, aussi tôt que lesdites Troupes viendront sur les frontieres de l'Etat & l'autre moitie desdits cent mille Risdalers, chaque mois de la presente année proportionnellement, & après l'expiration d'icelle, de payer, jusques à ce que la Paix soit faite & ratifiée, une douzième partie de ladite somme de cent mille Rixdalers tous les mois des autres années.

VIII. Comme aussi lesdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne & Etats Generaux s'engagent par les presentes, qu'en cas que ladite Maison de Wolffembutel reçoive quelque prejudice, ou soit attaquée à l'occasion de ce Traité, cela sera tenu pro casu fœderis, *& con-*

ANNO 1694. volgens de Heeren Staten Generael syn verpligt, omme het hooggemelde Huys de beloofde assistentie te presteren.

Aldus gedaen ende geconvenieert tusschen de ondergeschreve gevolmaghtigde Gedeputeerden van syn Konincklycke Majesteyt van Groot-Britannien, ende Haar Hoog-Mogende ende Hare F. F. D. D. ende ten oirkonde desen geteeckent, ende sal daar over Ratificatie binnen den tydt van drie weecken of nogh eerder werden uytgewisselt ende de marche der Troupes binnen den selven tydt geschieden. Aldus gedaen ende getekent in 's Gravenhage den 21. May 1694.

Was geteeckent,

(L.S.) E. VAN ELS. (L.S.) P. DE WENDHUSEN.
(L.S.) Baron de WASSENAAR DUYVENVOORDE.
(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) W. DE NASSAU.
(L.S.) E. DE WEEDE.
(L.S.) W. VAN HAREN.
(L.S.) H. J. ROELINCK.
(L.S.) HENR. BOTTENIUS.

consequemment lesdits Seigneurs Roi & Etats seront obligés de fournir à ladite Maison l'assistence promise. ANNO 1694.

Fait & conclu par les soussignés Commissaires ayant Pleinpouvoir desdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & Etats Generaux & desdits Seigneurs Ducs de Wolffenbuttel, signé comme cy-dessus dont la Ratification sera échangée dans l'espace de trois semaines, ou plutôt, s'il se peut, & lesdites Troupes se mettront en marche incessamment; fait & signé à la Haye le 21. May, 1694.

Signé,

(L.S.) E. VAN ELS. (L.S.) P. DE WENDHUSEN.
(L.S.) Baron de WASSENAAR DUYVENVOORDE.
(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) W. DE NASSAU.
(L.S.) E. DE WEEDE.
(L.S.) W. VAN HAREN.
(L.S.) H. J. ROELINCK.
(L.S.) HENR. BOTTENIUS.

Le même Traité fut signé de la part de Sa Majesté Britannique à Breda le premier jour de Juin 1694.

(L.S.) R. WOLSELEY.
(L.S.) P. DE WENDHOUSEN.

Article separé.

COmme il est stipulé par le Traité ci-dessus signé, que Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne entre dans l'Alliance defensive concluë le * 14. May, 1694. entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies & les Serenissimes Ducs de Wolffenbuttel, il est declaré par cet Article separé qu'il ne sera pas entendu que ni ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, ni lesdits Seigneurs Ducs soient tenus au point de l'assistence actuelle, ni ne sera ledit Seigneur Roi tenu par la confirmation dudit Traité conclu le * 14. May 1694. à aucun engagement, à l'égard des trois mille hommes y mentionnez, mais seulement pour sa quote part des deux mille hommes qui par ledit Traité cy-dessus signé demeureront dans le service desdits Seigneurs Roi & Etats Generaux conjointement. Fait & signé à Breda le premier jour de Juin 1694.

* C'est une faute, lisez *le* 14. *Mai* 1691.

* lisez encore *le* 14. *Mai* 1691.

(L.S.) R. WOLSELEY. (L.S.) P. DE WENDHOUSEN.

CLXIII.

23. May. / 2. Juin.

Tractat zwischen Jhro Römische-Käyserliche Majestät Leopoldum, und Jhro Churfürstliche Durchleucht Fridrich August, nun König in Pohlen / wodurch der unterm Dato Dreßden den 20. Februarii 1693. zwischen Jhro Käyserliche Majestät und dem verstorbenen Churfürst zu Sachßen Johann Georg den IV. geschlossene Tractat confirmirt wird / Jhro Churfürstliche Durchleucht der grossen Allianß beyzutretten auff gewisse Art versprechen / und wegen der Loßlassung des Chur-Sächsischen General Feld-Marschals von Schöning tractirt wird. Dreßden den 23. Maji. / 2. Junii. 1694. Nebst einem separirten Articul, worinnen Jhrer Käyserlichen Majestät / Jhro Churfürstliche Durchleucht versprechen / die Readmission der Cron Böheimb in das Churfürstliche Collegium auff alle Weise befördern zu helffen. Sub eodem Dato. [Copie Manuscrite communiquée par un des Ministres qui ont signé le Traité.]

C'est-à-dire,

Traité entre LEOPOLD *Empereur des Romains, &* FREDERIC AUGUSTE, *alors Electeur de Saxe, & maintenant aussi Roi de Pologne, par lequel le Traité conclu à Dresde le 20. Fevrier 1693. entre Sa Majesté Imperiale & le defunt Electeur de Saxe* JEAN GEORGE IV. *est confirmé, avec Promesse de la part de l'Electeur moderne d'acceder sous certaines conditions, au Traité de la Grande Alliance, & de metre en liberté le Marechal de Camp* Schoning. *A Dresde le 23. May 2. Juin 1694. Avec un* ARTICLE SEPARE', *par lequel le Serenissime Electeur s'engage d'apuyer par son sufrage & par ses offices la readmission de la Couronne de Boheme dans le College Electoral. De la même Date.*

Anno 1694.

NAchdeme zur genüge erinnerlich / was zwischen dero Römischen Kaiserl. auch zu Hungaren undt Boheimb Königlichen Majestät / undt der in Gott ruhenden und letzlich verstorbenen Churfürstl. Durchl. zu Sachsen / vor ein Tractat unterm dato Dresden den 20. Februarii 1693. durch dero dahmals abgeschickten würcklichen geheimen Raht und Obristen Burggraven im Königreich Boheimb / Herren Adolph Wratislaum / Graffen von Sterrenberg / bey noch continuirender Reichs-beunruhigung damahls verlangten Assistenz halber / aufgerichtet worden / und dan Allerhöchst besagte Ihro Kaiserl. Majestät die dem Heyl. Römisch. Reiche von auswertiger gewalt abermahls bevorstehende grosse gefahren gegenwärtiger Churfürstl. Durchl. beweglich für zu stellen / und nach dero unermüdeten Reichs-vätterlichen sorgfalt / was zu rettung des betrangten Vatterlandes gereichen könne / sich hochstlöblich angelegen-seyn lassen / mit dem allergnädigsten gesinnen / es wollen dieselbe nach dem Exempel dero Löbl. Herren Vorfahren / ihre von Gott verliehene macht vor das nothleidende Vatterlandt ferner mit an zu wenden sich nicht entziehen / so haben Ihro Churfürstl. Durchl. zu bezeugung der gegen Ihro Kaiserl. Majestät tragende treue Devotion und Liebe zu dem wehrtem Vatterlande / dißfals bereitwillig sich finden lassen / massen dan durch den Kaiserl. an sie abgefertigten Gesandten / Reichs-Hoffraht undt Cammerherren / Herren Philip Wilhelm Freyherren von Boenenberg / und die hierzu von offt gedachter Ihrer Churfürstl. Durchl deputirte Ministros nachfolgender gestalt verglichen worden.

I. Hat es bey dem / so in obberegtem mit dem Herren Graffen von Sterrenberg auffgerichtetem Tractat / wo es nicht alhier geändert / in allem / alß wann es von wort zu wort anhero wiederhohlet wäre / sein verbleiben / und wollen Ihro Churfürstl. Durchl. die darinne versprochene 12000. man / und zugehöriger Artillerie / wie daselbst enthalten / zu stellen nicht ermangelen.

II. Gleich wie Ihro Kayserl. Majestät verlangen / daß Ihro Churfürstl. Durchl. der so genanten groszen Allianß würcklich beytretten mögten / Als wollen so wohl Ihro Kaiserl. Majestät alß auch die Cron Engelandt / und die Herren General Staaten / mit denen im nechst vorigem jahre versprochenen Assignationen und subsidien der vier hundert tausendt thaler continuiren / und da beneben Ihres höchsten orts zu denen funfzig tausendt thaleren quæstionis ein drittheil tragen / auch nicht unterlaszen / bey Engellandt und Hollandt nachtrücklich und der gestalt / das der würckliche Effect erfolge / zu insistiren / damit dieselben gleichfals zwey drittheil übernehmen mögen / welches Ihro Churfürstl. Durchl. denn also auch / wenn die præstation von Engell- undt Hollandischer seiten erfolget / accepiret / und wollen so gleich auff dem fuß / wie von dero Herren Bruders Churfürstl. Durchl. Christseel. Gedächtnüs zu Leipzig den $\frac{13}{23}$ Maji 1693. geschehen / der so genandten groszen Allianß nach beygehender Notull / bey zu tretten und zu accordiren sich hiermit erklähren.

III. Den rest der bißherigen subsidien belangende / so von Ihrer Kaiserl. Majestät ohnmittelbahr zu erstatten / weil sich deren von unterschiedenen jahren befinden / alß funffzig tausend thaler von Anno 1690. worauff etwas weniges an proviant geliefferet / von vorigem jahre aber de An. 1693. gleichfals noch rückständige funffzig tausendt thaler / welche beyde posten Ihro Kaiserl. Majest. nach endigung voriger Campagne bezahlen zu laszen durch den Herren Graffen von Sterrenberg versichert (dan was die ein hundert und funffzig tausendt thaler post pacem zu vergnügen betrift / hat es bey dem Sterrenbergischen Receß sein bewenden) so wollen Ihro Kayserl. Majestät solche zu gleich mit Ratification dieses Tractats / weil die operation darauff beruhet / zahlen / auch die assignationes auff die Ober-Sachsischen Stande und Stadt Franckfurt zu gleich ohnfehlbar einliefferen / und nach arth wie im 4ten. Articul des Graff Sterrenbergischen Tractats enthalten / nemblich daß der anfang des abtrags mit angehenden Nov. geschehen / und die sechs Winter-monaten erfolgen solle / einrichten / und die nöhtige Requisitoriales an die Reichs-Stände und Kraise / wo die durchmarchen geschehen müssen / so fort mit überschicken lassen / dergleichen denn auch zu künfftigen rückmarch Ihre Churfürstl. Durchl. nach anleitung des Graff Sterrenbergisschen Tractats im 6ten. Articul von Ihrer Kayserl. Majestät sich allerdings versehen.

IV. Das Commando betreffendt / ist zwar bekandt / daß im 3ten Articul des Graff Sterrenbergischen Recessus, der sache abhandelung auszgestellet worden. Nachdeme aber damahls das werck aus dem grunde nicht gehoben / so haben seine Churfürst. Durchl. in der Beylage sub C. dero meinung undt nöhtigen vorbehalt zu eröffnen der notturfft befunden / welche Ihro Kayserliche Majestät sich gnädigst gefallen / und Ihro Churfürst. Durchl. hier über bey der Ratification versicherung thun zu lassen / dem unterthänigsten vertrauen / und hiebevor Allergenädigst. Kayserl. eigenen überlegung nach / nicht anstehen würden.

V. Ihro Kayserl. Majest. wollen nummehro den General Feldt-Marschall von Schöning hinwieder nach Dresden erlassen / wogegen zum unterthänigsten Respect Ihrer Kayserl. Majestät Ihro Churfürstl. Durchl. versprochen / Ged. Feldt-Marschall so woll dieses jahr uber / als auch so lang dieser Krieg währet / weder in Civilibus noch Militaribus, ohne Vorwissen Ihrer Kayserliche Majestät nicht zu gebrauchen / in der gäntzligen versicherung / das Ihro Kayserl. Majest. ihme von Schöning die Aller-genadigste versprochene Freyheit der gestalt zu ertheilen geruhen werden / daß derselbe pari passu mit der Ratification dieses Tractats anhero frey und mit genugsamer sicherheit gelangen möge / massen dan Ihro Churfurst. Durchl. inzwischen dero im Lande noch stehende Armee zum march sich fertig zu halten / nach der eingelangten Ratification aber (welche alhier binnen 14. tagen / wo nicht eher aus zu wechselen) und erfolgter völliger Freylassung des oberwehnten Feldt-Marschalles anhero / dieselbe würcklich zu marchiren beorderen undt befehlen werden; was endlich auch den desiderirten Schöningischen Revers anbelanget / da wollen es zwar zu Ehren Ihro Kayserl. Majest. Ihro Churfurstl. Durchl. geschehen lassen / jedoch dabey des vertrauens sein / daß derselbe also moderiret / undt eingerichtet werden möge / daß alles salva existimatione geschehen und præstiret werden könne.

Urkundlich und zu dessen festhaltung sein hievon zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget / von beyden theilen unterschrieben und besiegelt / auch darüber Ihrer Kayserlichen Majestät und Churfürstl. Durchl. Ratificationes obgedachter massen gegen einander aus zu wechselen verglichen worden. So geschehen zu Dresden den $\frac{23 \text{ Maji}}{2 \text{ Junii}}$ 1694.

Philip Wilhelm Freyherr von Boenenburg.
(L. S.)

Herr von Gersdorff.
(L. S.)

Friederig Adolff von Haugwitz.
(L. S.)

Christoff Dieterich Boose.
(L. S.)

Christian August von Haxthausen.
(L. S.)

ARTICULUS SEPARATUS.

Demnach Ihre Kayserl. Majest. wegen der völligen Readmission der Cron Böheimb in das Churfürstl. Collegium bereits nicht allein durch den Herren Graffen von Sterrenberg auf die dahmals angebrachter massen bey in Gott ruhenden Churfurstl. Durchl. dero Consent zu ertheilen / sonderen auch vor itzo abermahlen bey jetziger Churfürstl. Durchl. durch dero Abgesandten Frey-Herren von Boenenburg absonderliche instance solches beytrits halber thun lassen / und dann Ihro Churfurstl. Durchl. in demjenigen / was Ihre Kayserl. Majest. der Cron Boheimb / und gantzen Ertzhertzoglichen Hause von Oesterreich zu unterthänigsten Ehren und besten / mehrermeldtem auffnehmen / splendeur, undt wachsthum gereichen kan / an die handt zu gehen / und solches nach möglichkeit zu beforderen / ihren gedachten Vorfahren / welche in der gleichen sich eifferig bey allen gelegenheiten erwiesen zu haben / sich genüglich informiret / und nicht nach zu geben / ja vielmehr dieselbe hierinnen zu übertreffen / gelegenheit zu haben wünschen. Als haben Ihre Churfürst. Durchl. dessen eine probe hier durch zu geben nicht anstehen wollen / sonderen versprechen / daß sie obberührte Readmission oder Reception, nicht allein Voto und Officiis secundiren / sonderen auch dero Gesandtschafft beym Reichs-Convent zu Regensburg diessfals gemessene instruction erthei-

ANNO 1694.

ertheilen / und benebens Ihrer Kaiserl. Majest. aller diensamer orten / möglich an die handt zu getzen / und davon nicht aussetzen wollen / biß der abgezielte zweck erhoben werden möge / hergegen auch zu Ihrer Kaiserl. Majest. undt daß dieselbe Ihre Churfürstl. Durchl. auff dero bekandte / und zum theil in bißherigen Conferentien specificirte particulaire angelegenheiten / zu dero Chur-Hauses conservation undt auffnehmen / Allergenädigste gewürige reflexion undt obacht zu nehmen / gnädigst werden gefallen lassen / dero absonderlich vertrauen tragen / und sich dessen gäntzlich hiemit versichert halten wollen. Signatum Dresden den $\frac{23 \text{ Maji}}{2 \text{ Junii}}$ 1694.

Philip Wilhelm Freyherr
von Boeneburg.
(L.S.)

N. Freyherr von Gerstorff.
(L.S.)

Friederich Adolph von Hauchwitz.
(L.S.)

G. Herr Knoch.
(L.S.)

Christoph Dieterich von Boose.
(L.S.)

Christian August von Harthausen.
(L.S.)

CLXIV.

16. Août. **Vergleich zwischen Hertzog Wilhelm Ernst / undt Johann Ernst zu Sachsen-Weymar Gebrüderen in puncto einiger Gravaminum, so dem jungern besagten Hertzogen bey geführter Gemeinschafftlichen Regierung begegnet: Krafft welchen demselben erlaubet wird / einen particulier-Rath zur gesambten Regierung / wie auch einen zu dem Consistorio zu bestellen / ferners auch die Ober- und Nieder-Gerichtbarkeit in denen ihme laut Vätterlicher Succession zugetheilten Aembteren von dessen älteren Herrn Bruder zugelassen wird; Geschehen Weimar zur Wilhelmsburg am 16. Aug. 1692. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Absatz II. pag. 700.]**

C'est-à-dire,

Accord entre les Ducs de Saxe-Weimar JEAN ERNEST, & GUILLAUME ERNEST *Freres, pour le redressement des Griefs du plus jenne des deux dans la communion de leur Regence; A quelle fin, on convient qu'il pourra y établir un Conseiller de sa part, comme aussi au Consistoire; & qu'il exercera seul la Jurisdiction haute & basse dans les lieux qui lui sont échus de la Succession paternelle, quoi que jusqu'à present elle eût été tenue en commun. Fait dans le Château de Wilhelmsbourg à Weimar le 16. Août 1694.*

Zu wissen sey hiermit / daß zwischen denen Durchleuchtigsten Fürsten und Herren Wilhelm Ernsten / und Herren Johann Ernsten / Gebrüderen / Hertzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Bergen / auch Engern und Westphalen etc. tot. tit. indem des Jüngeren Herren Hertzogs Durchleuchtigkeit / als ob / bey geführter Gemeinschafft / Ihro einige gravamina begegnet / sich die Jahre hero am Käyserlichen Hofe beklaget / und sowohl deßhalber / als insonderheit auf erfolgten Jenaischen Successions-Anfall / die gäntzliche Theilung der Gesamtschafft inständig gesuchet / hingegen des älteren Herren Hertzogs Durchl. Ihre Nothdurfft in puncto gravaminum nach und nach eingewendet / aber zur Vertheilung der gesamten Lande / weilen darzu noch zur Zeit keine austrägliche Fürstl. Portionen / nach dem Zustande dero Fürstl. Samt-Hauses / gemachet werden könten / sich nicht verstehen wollen / daß demnach zu Hinlegung dieser Mißhelligkeit und Stifftung beständigen Fürst-Brüderlichen Wohlvernehmens / durch Verleihung Göttlicher Gnade vermittelst derer sowohl Gesamt- als Particulier-Geheimbden und Hof-Räthen beeder Hohen Theile unter denenselben anheute folgender Vergleich getroffen worden.

Erstlich / soll des Jüngeren Herren Hertzogs Fürstl. Durchl. frey stehen / zur Fürstlichen gesammten Regierung einen Particulier-Rath / auch nach Befinden deren zwey zu bestellen / so derselben gleich denen gesambten Regierungs-Räthen beyzuwohnen / und denen Verrichtungen mit obzuliegen. So wird auch deroselben an dem Fürstl. Gesamten Ober-Consistorio einen Consistorial-Rath zu halten verstattet / und wie beederseits solche particulier-Räthe von Ihrer Durchl. in dero besondere Pflicht genommen werden / Also sollen dieselben vermittelst eines Handschlags der Gesamtschafft zur Fürstl. Regierung und Ober-Consistorio, auf erwehnter Regierung sich verpflichtet machen / welche Pflicht iedoch Ihnen keine Hinderung bringet / Ihres gnädigsten Herren besonderes Interesse, unbeschadet der Gemeinschafft-Verfassung des Hauses / zu beobachten.

Zum Anderen / ist beederseits gut befunden worden / bey der gesamten Fürstl. Cammer / nebst dem Bedürff zu denen beständigen gemeinschafftlichen Ausgaben und Schulden Tilgung / welcher so fort in ein besonderes Verzeichnüß zu bringen / eine gewisse Summa auszusetzen / davon die beständige und extraordinar-Aufwendung auf Gesandschafften / Reisen / Correspondenz, und sonst anders füglich zu bestreiten; Was aber über solche beyderley Ausgaben und Nothdurffte annoch im Bestande verbleiben möchte / unter beederseits Fürstliche Herrschafften / nach abgelegten iedesmahligen Rechnungen / in gleiche Portionen zu vertheilen / und sollen die zu denen vorberührten Nothwendigkeiten behuffige Einkünffte durch den Gesamten Cammerschreiber eingetrieben und jährlich berechnet werden / deme aber des Jüngeren Herren Hertzogs Durchl. einen Cammerschreiber oder anderen gewissen Bedienten für sich dergestalt zuordnen mögen / daß derselbe zwar Ihro / wegen dero eigenen Interesse verpflichtet / aber doch auch der Gesamtschafft bey Fürstlicher gemeiner Cammer / wie oben bey den particulier-Räthen gemeldet worden / durch einen Handschlag verbündlich gemachet werde. Hiernechst und

Zum Dritten / überlassen des älteren Herren Hertzogs Durchl. dero Jüngeren Herren Bruderen Durchl. die biß anhero in Gemeinschafft gehabte Hohe und Niedere Gerichtbarkeit / in allen denen Ihro sowohl aus dem Jenaischen Anfall / als der Fürst-väterlichen Succession zugetheilten Aembtern / Nemlich: In dem Amte Capellendorff / und der Vogtey Magdala / Ambt Heußdorff / Grossen-Brembach / Hardießleben und Bercka / einzig und allein das Ambt Weimar außgenommen / in welchem Ambte beederley Gerichtbarkeit / nach wie vor / biß zu bey der Fürstl. Theilen anderweit-beliebigen Vergleich / in der Gesamtschafft gelassen wird / jedoch sollen des Jüngeren Herren Hertzogs Durchl. den Zwang und Execution wegen dero Einkünfften und Gefällen / in solchem Ambte Weimar durch Ihren Amtschreiber oder sonst einen dergleichen Bedienten zu üben befugt seyn. Wegen der Hohen Gerichte aber in besagtem Ambte ist sich absonderlich dergestalt vereiniget / daß / wie Sr. Fürstliche Durchl. die Strassen und andere zu denen Ober-Gerichten gehörige Einkünffte / nach wie vor / gegen die darzu benöthigte Aufwendungen verbleiben; Also hinführo sowohl in diesen als auch anderen Ämteren und in gesamten Fürstenthum / damit kein Herr für den andern mit denen Peinlichen Unkosten beschweret werde / die remissiones der Verbrechere an die Orthe / wo sie delinquiret / gewöhnlicher massen geschehen / und angenommen werden sollen / auch werden die Appellationen und Beruffungen von des Jüngeren Herren Hertzogs Durchl. Aembtern / wie bißhero / also ferner eingewendet / und an der gesambten Regierung ausgeführet. Was aber die Justiz-Bediente und Beambte in erwehnten Aembtern betrifft / haben des Jüngeren Herren Hertzogs Hoch-Fürstl. Durchl. solche hinführo nach dero Gefallen zu bestellen / und in de-

ANNO 1694. ro besondere Pflicht zu nehmen/ wie auch sie Ihrer Dienste nach verschulden zu entsetzen. Jedoch/ daß dieselbige wegen der Beruffungen/ und was zur Gesamtschafft gehörig ist/ derselben an der gesamten Fürstlichen Regierung gleichfals verpflichtet werden.

Zum Fünfften/ soll hinführo/ wenn des Jüngeren Herren Hertzogs Durchl. Officianten und Bedienten an dero Hof/ in hiesiger Stadt und Ambt Weimar/ so viel verwircket/ daß sie in Verhafft zu nehmen seynd/ von dem hiesigen gesamten Ambtmann/ auf höchstgedachter Sr. Durchl. Befehl in Arrest oder zur Captur gebracht/ der Proceß aber biß zum Ende von gesambter Fürstlichen Regierung gleicher gestalt/ wie mit des regierenden Herren Hertzogs Hoff Officianten und Bedienten beschiehet/ geführet werden. So seynd auch des Jüngeren Herren Hertzogs Hoch-Fürstliche Durchl. in dero Aembteren nicht weniger befugt/ mit erwehnten dero Bedienten durch Ihre Beambte daselbst in dergleich ebener massen/ wie ietzo gemeldet/ mit Verhafftung und Außführung des Processes/ von der gesamten Regierung verfahren zu lassen.

Gleichwie nun zum Sechsten/ des Jüngeren Herren Hertzogs Durchl. bey dergestaltiger Führung der Gemeinschafft von allen Vorfallenheiten/ sowohl in profanis als Ecclesiasticis, wie auch der gemeinen Landes-Sicherheit/ und die Militaria betreffenden Sachen/ durch die nunmehrige Bestellung derer gesamten Collegiorum gehörige Nachricht und Communication erlangen; Also wollen des regierenden Herren Hertzogs Hoch-Fürstl. Durchl. wann dero Herren Bruders Hoch-Fürstl. Durchl. bey ereigenden Bestellungen zu denen/ sowohl Ober- als Unter-Militar-Chargen, auf einiger Persohnen Beförderung eine Absicht nehmen möchten/ dieselbe vor anderen in Consideration zu ziehen nicht ermangeln.

Endlich und zum Siebenden/ verbleibet es in allen übrigen/ soviel durch diesen Vergleich nicht geändert wird/ bey denen vorigen Verordnungen/ Fürst-Brüderlichen Verträgen und Herkommen des Hauses billig; Und lassen es des Jüngern Herren Hertzogs Durchl. ohne weitere Suchung der Landes-Theilung/ und mit Begebung des am Käyserlichen Hoffe erregten Processes/ bey der hergebrachten Gemeinschafftlichen Regierungs-Form allerdings verbleiben/ biß so lange sich zur Theilung hinkünfftig durch Fürstl. Succession in gesamten Hause ein anderweitiger Landes-Anfall begeben wird. Soll auch über die bißhero in Gesamtschafft beschehene Verfügungen/ wor-über sich bereits beschweret/ oder beschweret werden können/ ferner nichts gereget/ sonderen es dabey lediglich gelassen/ und alles in Vergeß gestellet seyn/ Inmassen nicht weniger an denen Ministris und Bedienten/ so einem oder anderen Theil beyräthig oder zugethan gewesen/ sowohl auch denen Ihrigen deßhalben/ wie ohne dem die Billigkeit erfordert/ das geringste nimmer geanthet werden soll.

Dessen allen zu mehrer Uhrkund und beständiger Vesthaltung/ ist dieser Vergleich von beeden Hohen Fürstl. Theilen selbst eigenhändig unterschrieben/ und mit dero Fürstl. Insiegeln bekräfftiget. So geschehen Weimar zur Wilhelmsburg/ am 16. Augusti Anno 1694.

Wilhelm Ernst/ H. zu S.
(L.S.)

Johann Ernst/ H. zu S.
(L.S.)

CLXV.

24. Août. *Traité de Commerce, & de bonne correspondance entre la Frontiere de* BAYONNE, *& Païs de* LABOURT, *& la Province de* GUIPUSCOA *d'Espagne. Fait dans l'Isle des Faisans sur la Riviere de Bidassoa le 24me. du mois d'Août.* 1694. *Avec la* RATIFICATION *du Roi T. C. Donné à Versailles le* 8. *jour de Septembre* 1694. [Imprimé à Bayonne chez Antoine Fauvet, Imprimeur du Roi Ann. 1694.]

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: Salut: Nos Chers & bien Amés les Echevins, Jurats, Conseils & Habitans de nôtre Ville de Bayonne, Manans & Habitans de nôtre Païs de Labourt, & Lieux adjacens dépendans du Gouvernement de ladite Ville: Nous ont fait rémontrer que pour éviter les actes d'hostilité qui se pourroient commettre à l'avenir sur la Frontiere dudit Païs, & de la Province de Guipuscoa à cause de la Guerre ouverte qui est entre Nous, & Nôtre très-Amé Frere le Roi d'Espagne, & établir une bonne correspondance entre les deux Frontieres pour le bien commun des Habitans dudit Gouvernement de Bayonne, & de ladite Province de Guipuscoa, ainsi qu'il a été fait en pareille occasion, es années 1653. & 1668. Il auroit été proposé de part & d'autre sous nôtre bon plaisir, aux fins de ladite correspondance & de la liberté du Commerce sur lesdites Frontieres, de renouveller le Traité fait pour ledit Commerce en l'année 1653. par nôtre Cher & bien Amé le Sieur Comte de Thoulonjon lors Gouverneur, & nôtre Lieutenant Général en ladite Ville de Bayonne, Païs de Labourt & Lieux adjacens, & Dom Diego de Cardenas Capitaine Général pour le Roi Catholique de ladite Province de Guipuscoa, confirmé & ratifié par nos Lettres Patentes de ladite année 1653. Et encore en l'année 1668. sous le nom de nôtre très Cher & bien Amé Cousin le Duc de Gramont, Pair & Maréchal de France, lors & de present Gouverneur & nôtre Lieutenant Général en ladite Ville de Bayonne, Païs de Labourt & Lieux adjacens, par autres nos Lettres Patentes du vingt-uniéme Janvier de ladite année 1668. dont les Articles s'ensuivent. ANNO 1694.

I. Premierement, il y aura un oubli général de tous les actes d'Hostilité qui ont été faits de part & d'autre, tant par Mer que par Terre, en quelque façon & maniere que ce soit, sans que pour raison de ce les uns ni les autres desdits Habitans dudit Gouvernement de Bayonne & Province de Guipuscoa puissent ci-après en être recherchés ni faire aucune demande.

II. Que si à l'avenir il se commettoit aucunes Voleries ou Pirateries dans ledit Gouvernement de Bayonne, ou dans ladite Province de Guipuscoa, soit par Mer ou par Terre, au moyen dequoi il fût apporté du trouble au present Traité, les Habitans des mêmes Gouvernement & Province, tiendront la main de bonne foi à ce que les coupables, quelque part qu'ils puissent être trouvés, soient punis comme Perturbateurs du repos Public, comme aussi à ce que ceux qui auront reçu quelque sorte de tort ou de dommage soient indemnisés.

III. Et d'autant que ce Traité se fait pour le bien commun dudit Gouvernement de Bayonne & de ladite Province de Guipuscoa, il est important pour prévenir & lever toute difficulté de faire ici expression de l'étenduë & des limites tant dudit Gouvernement de Bayonne que de ladite Province, & de remarquer que ledit Gouvernement prend son commencement du côté de la Riviere de Bidassoa par les lieux de Biriatu d'Urrugne, Hendaye, & le long de la Côte par le Port de Soccoa, & continuë par Ciboure, Saint Jean de Luz, Guetary, Bidart, Biarrits, Bayonne, Capbreton, & le Vieux Boucaut qui en fait la clôture.

IV. Et pour le regard de la Province de Guipuscoa, elle commence du côté de France par la Cité de Fontarabie, les Ports du Passage, Saint Sebastien, Orio, Zerauz, Guetary, Zumaya, Dema, & Motrico qui sont tous Ports de Mer, & du côté de la Riviere de Bidassoa sont les Jurisdictions de l'Université de Irum & d'Urançu lesquels sont à l'opposite desdits Lieux & Parroisses de Biriatu d'Urrugne, & Hendaye, & d'autant que toutes les autres Villes, Bourgs & Villages dudit Gouvernement, & de ladite Province qui sont dans la terre sont assés connûs, ils ne seront pas specifiez ici, quoi qu'ils demeurent tous compris sous les noms dudit Gouvernement de Bayonne & de ladite Province de Guipuscoa.

V. Que tous les Navires, Barques & Pinasses des Habitans dudit Gouvernement de ladite Province qui navigeront en Marchandise ne pourront être pris par aucuns des Sujets des Rois de France ou d'Espagne, pourvû qu'ils se trouvent munis de Passeports dudit Gouverneur de Bayonne, & Capitaine Général de ladite Province, étant accordé que pour obvier à tous les inconveniens, fraudes & abus qui pourroient être commis de part & d'autre, les Habitans dudit Gouvernement & de ladite Province seront tenus respective-

ANNO 1694. tivement de déclarer les Noms des Vaisseaux & des Maîtres positifs, ensemble les Ports d'iceux & le nombre des Mariniers, Canons & autres Armes défensives, & ladite déclaration faite lesdits Passeports seront expediés aux Habitans de ladite Province de Guipuscoa, par nôtre dit Cousin le Duc de Gramont & ses Successeurs audit Gouvernement, sur les Certificats qui auront été expediés par ledit Capitaine Général de Guipuscoa ou ceux qui le representeront ci-après, & reciproquement pareils Passeports seront donnés aux Habitans dudit Gouvernement de Bayonne par ledit Sieur Capitaine Général sur les Certificats dudit Gouverneur de Bayonne, tous lesquels-dits Passeports seront enregistrés aux lieux où ils seront expediés.

VI. Et d'autant que ce seroit une trop grande fatigue pour les Habitans dudit Gouvernement & de ladite Province de prendre des Passeports pour les Barques, Pinasses, & Chaloupes, qui navigeront chacun dans son détroit, & d'un Port à l'autre avec des denrées de leur Païs, du Poisson de leur Pesche, ou quelque autre sorte de Marchandise: A cette cause & pour un commun soulagement, ne seront lesdits Habitans desdits Gouvernement & Province obligés de se munir d'aucun Passeport, que lors seulement qu'ils iront en voyages lointains, ou des Ports dudit Gouvernement de Bayonne à ceux de ladite Province, & reciproquement de ceux de ladite Province à ceux dudit Gouvernement.

VII En cas qu'au préjudice du present Traité, aucuns Sujets des Rois de France & d'Espagne viennent à faire quelque prise de Vaisseaux ou Marchandises appartenans à ceux qui sont compris audit Traité, & qu'il arrive que telle prise soit conduite soit aux Ports dudit Gouvernement ou de ladite Province ou en quelqu'autre de France, Espagne ou autres de l'obeïssance de leurs Majestés Très-Chrêtienne & Catholique, les Habitans dudit Gouvernement & de ladite Province, seront respectivement obligés de faire les diligences requises & necessaires en Justice jusques en fin de cause, pour faire restituer lesdits Vaisseaux & Marchandises aux Proprietaires, si ce n'est qu'en icelles prises il y eût des Gens de Guerre, munitions & Armes autres que celles qui serviront pour la défense desdits Vaisseaux; Car cela étant lesdites Armes & munitions seront de bonne prise; Mais non lesdits Navires, ni les Marchandises qui seront esdits Navires conjointement avec les Armes & Munitions, ce qui s'entend seulement à l'égard des Navires dudit Gouvernement & de ladite Province, & non pour ceux qui seront d'autres Ports & Provinces, lesquels ne joüiront point de cette liberté; Ains se trouvans avec des Armes & Munitions, lesdites Armes & Munitions ne seront pas seulement de bonne prise; mais aussi lesdits Navires & Marchandises qui seront parmi ou avec lesdites Armes & Munitions: Davantage pourront lesdits Habitans dudit Gouvernement & de ladite Province, faire conduire chacun dans son détroit, & de quelque part que bon leur semblera, toutes sortes de Provisions & Denrées qui leur seront necessaires, comme Bleds, Avoines, Féves, Seigles, Millet, Bois, Vins, Moruës, Graisses, Raves, Sel, & generalement toutes autres sortes de Marchandises sans aucune exception, moyennant les susdits Passeports, sauf toutesfois des Armes & Munitions de Guerre, comme il vient d'être dit.

VIII. A été aussi convenu que lors que les Habitans dudit Gouvernement de ladite Province feront venir des Navires, Barques, ou Pinasses, soit vuides ou avec des Marchandises ou Provisions à quelqu'un des Ports dudit Gouvernement ou de ladite Province, tels Vaisseaux ne pourront être pris en Mer à la distance de quatre lieuës des Ports dudit Gouvernement ou de ladite Province inclusivement, quand même lesdits Vaisseaux ne seroient pas munis desdits Passeports, ni appartenans ausdits Habitans dudit Gouvernement ou de ladite Province; ce qui se doit entendre des Vaisseaux François ou Espagnols, & non de ceux des autres Nations, sur lesquels on pourra respectivement courir à la distance susdite s'ils sont ennemis de l'une ou de l'autre des Couronnes: Mais au regard des Vaisseaux dudit Gouvernement & de ladite Province qui navigeront comme dit est avec lesdits Passe-ports, ils pourront librement aller & venir dedans & dehors l'étenduë desdites quatre lieuës.

IX. Il ne sera néanmoins loisible aux Habitans dudit Gouvernement de Bayonne de faire sous prétexte du present Traité, porter ou conduire dans les Ports ni autres Lieux de ladite Province de Guipuscoa, aucune sorte de Marchandise de Contrebande; Ains demeureront les Edits & Déclarations faites sur ce sujet par le Roi d'Espagne en leur force & vigueur, pourront toutesfois lesdits Habitans dudit Gouvernement faire porter & conduire en ladite Province, tant par Terre que dans leurs Navires, Barques, Pinasses, & autres Vaisseaux, telles Denrées, Provisions & Petrécheries que bon leur semblera, & faire leurs empletes & retours, en prenant les Passe-ports ainsi qu'il a été dit ci-dessus, & semblablement les Habitans de ladite Province pourront avec leurs Navires & Barques, Pinasses & autres Vaisseaux porter leurs Denrées, soit par Terre ou par Mer, dans les Ports dudit Gouvernement, & faire leurs empletes & retours en Provisions & Petrécheries, en prenant des Passe-ports en la même maniere. ANNO 1694.

X. S'il arrivoit que les Vaisseaux dudit Gouvernement ou de ladite Province, ayans ou n'ayans point de Marchandises de Contrebande fussent obligez par l'effet du mauvais tems ou quelqu'autre accident ou cas fortuit, de relâcher en quelqu'un des Ports dudit Gouvernement ou de ladite Province, il ne pourra en ce cas leur être méffait en façon quelconque; Ains auront lesdits Vaisseaux toute liberté de continüer leurs voyages après qu'ils se seront mis en état de ce faire, sans qu'ils puissent toutesfois faire décharge d'aucune Marchandise depuis qu'ils seront ainsi en état de continuer leurs routes, & ce sous peine de confiscation.

XI. Et tout ainsi que jusques à present les Sujets des deux Rois qui ont navigé en Course ont pû faire des reprises les uns sur les autres; il a été aussi accordé que dorenavant ils pourront faire le même; comme aussi les Vaisseaux & Frégates de Course dudit Gouvernement & de ladite Province, pourront faire tous actes d'hostilité les uns contre les autres, ainsi qu'il a été pratiqué jusques à present, sans que pour raison de ce le present Traité demeure en aucune façon alteré ni violé.

XII. Et pour plus grande validité du présent Traité il sera reciproquement ratifié par leurs Majestés très-Chrétienne & Catholique & enregistrée dans les Admirautez de France, & dans celle d'Espagne, dans les terres de l'obeïssance de Sa Majesté Catholique, & cependant le Commerce & Correspondance aura cours conformément audit Traité de part & d'autre dans les limites dudit Gouvernement de Bayonne & de la Province de Guipuscoa.

Suite du Traité du Commerce & bonne Correspondance avec la Seigneurie de Biscaye.

AU nom de Dieu soit; sachent tous presens & à venir que la bonne Amitié & Correspondance aïant été de tout tems établie entre la très-Noble & très-Loyale Ville de Bayonne & Gouvernement d'icelle d'une part, & la très-Noble & très-Loyale Seigneurie de Biscaye d'autre; ensorte que nonobstant les Guerres survenuës de tems à autre entre les deux Couronnes de France & d'Espagne, les deux Rois ont eu la bonté d'accorder cette grace au sujet des deux Frontieres pour leur donner moyen de subsister par leur Commerce, ce qui fait que les Guerres, publiées entre les deux Couronnes depuis quelques années, continuant encore presentement, la Seigneurie de Biscaye s'adressa au Roi Catholique son Souverain Seigneur, & obtint de Sa Majesté la permission de faire un Traité de bonne Correspondance le seize du mois de Septembre 1693. Ce qu'ayant fait savoir au Seigneur Duc de Gramont, Pair de France, Souverain de Bidache, Sire de l'Esparre, Chevalier des Ordres du Roi, Gouverneur & Lieutenant Général pour Sa Majesté en Navarre & Bearn, Gouverneur particulier de la Citadelle de Saint Jean Pié de Port, des Ville, Citadelle & Châteaux de Bayonne, Païs Circonvoisins, & Commandant en Soule, il eut la bonté d'agir auprès du Roi très-Chrétien, & Sa Majesté luy envoya une Lettre de Cachet luy donnant pouvoir de permettre ledit Traité à ladite Ville de Bayonne & Lieux du Gouvernement, ce que ledit Seigneur ayant fait savoir à ladite Ville, il fût nommé des Députez en ladite année 1693. qui se rendirent en l'Isle des Faisans sur la riviere de Bidassoa lieu accoûtumé aux Traitez entre les deux Couronnes, lesquels ayant conferé avec les deux Députez de ladite Sei-

ANNO 1694.

Seigneurie de Biscaye, ils ne pûrent convenir ensemble des moyens pour l'exécution dudit Traité également utile & avantageux aux deux Frontieres, & cela provint de ce que la Patente concedée à ladite Seigneurie portoit exclusion des Articles cinquiéme & dixiéme des Traitez des années 1653. renouvellez en 1667. & 1675. après quoi ladite Seigneurie s'étant de nouveau adressée à Sa Majesté Catholique Elle a obtenu une Cedulle ou Patente le cinquiéme de Juillet de la presente année 1694. portant Pouvoir de renouveller ledit Traité & d'admettre les Articles cinquiéme & dixiéme, signé en Espagnol YO EL REY, ce qu'ayant fait savoir audit Seigneur Duc de Gramont il a aussi obtenu de Sa Majesté une autre Lettre de Cachet datée du seiziéme du mois de Juillet dernier, Signé LOUIS. Et plus bas PHELIPEAUX avec Pouvoir de permettre aux Habitans de Bayonne & du Gouvernement ledit Traité, & ledit Seigneur en ayant donné connoissance à Messieurs les Maire, Echevins & Jurats de ladite Ville de Bayonne, ceux-ci ont nommé pour Députez Maistre Jean de Larre Avocat en Parlement & Clerc Assesseur de ladite Ville de Bayonne & Maistre Jean François Dubrocq un desdits Sieurs Jurats, lesquels après avoir reçu les ordres dudit Seigneur Duc de Gramont par son Ordonnance du neuviéme de ce mois, signé de lui, & plus-bas par Monseigneur Lamarque, s'étant transportez au pas de Behobie, & ayant conferé par diverses fois dans l'Isle des Faisans avec Dom Juan Francisco Ayassissi Prieur de l'Université de la Case de la Contratation de la Ville de Bilbao, & Dom Simon de Mendiette Deputados de ladite Seigneurie de Biscaye à l'effet dudit Traité de bonne Correspondance, comme du Pouvoir à eux baillé par ladite Seigneurie en datte du dixiéme de ce mois signé Diego de Ousparistcha, ils ont convenu & demeuré d'accord que le Traité conclu en ladite année 1653. renouvellé en 1667. & 1675. entre la Ville de Bayonne & Païs de Labourt d'une part, & la Seigneurie de Biscaye d'autre, sera reciproquement observé de part & d'autre, & demeurera dans son entiere force & vigueur pour tout le contenu aux douze Articles, avec toutes les dépendances & circonstances comme elles y sont inserées: mais comme ces deux Frontieres ont trouvé par experience qu'il est survenu entr'elles des contestations qui ont donné lieu à des infractions à quelqu'un desdits Articles dudit Traité, & leur ont causé de grandes pertes & de grands fraix, n'ayant pas pû prévoir des difficultez qui ont été mûës dans la suite de part & d'autre, & desirant déclarer ce qui pourroit faire quelque difficulté, afin de sortir les moyens de contrevenir & rendre plus forte leur bonne amitié & Correspondance, Elles ont trouvé à propos sous le bon plaisir de leurs Rois d'ajoûter par forme d'explication à aucuns des Articles dudit Traité ce qui s'ensuit, savoir est, au regard des Articles second & septiéme desdits Traitez, que si quelque Navire ou autre Bâtiment de Bayonne & Gouvernement navigant avec les Passe-ports & Dépêches necessaires étoient pris par quelque Fregate de Sa Majesté Catholique ou de ses Sujets & menez en quelque Port d'Espagne, en ce cas ladite Seigneurie de Biscaye sera obligée, après une sommation, de faire à ses dépens les diligences judiciaires & extra-judiciaires qu'il conviendra faire jusques à obtenir Sentence definitive en toutes Justices & Tribunaux, & de restituer tel Bâtiment & Charge aux Proprietaires au cas qu'ils ne soient déclarez de bonne prise, sans que par droit de represaille ni autre prétexte que ce soit tel Bâtiment puisse être arrêté, & en cas qu'on ne donne pas satisfaction de tout ce que dessus, les Proprietaires du Navire & Cargaison auront Droit de se faire payer sur tous les biens & effets des Espagnols de ladite Province de Biscaye compris dans le present Traité soit en tems de Paix, soit en tems de Guerre, en quelque lieu de France que ce soit pardevant toutes Justices, & même par Droit de represaille en faisant estimer la valeur du Navire & Cargaison suivant le prix qu'il aura valu au lieu de son départ, au tems qu'il sera pris, & cette obligation reciproque sera faite par la Ville de Bayonne & Lieux du Gouvernement envers les Bâtimens de ladite Seigneurie de Biscaye qui seront pris & menez aux Ports de France, & en ce qui concerne l'Article huitiéme dudit Traité de mil six cens cinquante-trois qu'en expliquant icelui, s'il se trouve dans les Ports de Bayonne ou Gouvernement ou pareillement dans aucun Port de ladite Seigneurie de Biscaye des Corsaires Ennemis des deux Couronnes avec des Vaisseaux des uns ou des autres; le Gouverneur de Bayonne ou autre qui commandera & reciproquement les Alcaldes & autres personnes ayant Pouvoir & autorité dans les Ports de ladite Seigneurie de Biscaye ne laisseront sortir les Corsaires que vingt-quatre heures après que les Vaisseaux François ou Espagnols auront été sortis des Ports où ils seront dans ledit Gouvernement de Bayonne ou dans ceux de ladite Seigneurie de Biscaye, à peine de répondre des évenemens de part & d'autre, & de même pour un plus grand éclaircissement de ce que c'est que Provisions & choses commestibles, comme aussi Petrecheries, il est convenu que les Provisions & choses commestibles sont Froment, Seigle, Féve, Orge, Pois, petite Féve & toute autre sorte de Legumes, Moruë séche & verte, Chair & Graisse de Baleine, Raves, Escabetcho; Lamproyes, Sucres, Sel, Vin, Eau de Vie, Cidre, Boeuf & Vâches, Moutons, Chandelle de Suif, Bléd'inde, Lard, & autres choses commestibles, & pour ce qui est des Petrecheries qu'elles s'entendent être Bray, Goldron, Resine, Graisse de Baleine, Suif, Olonnes, Cordages de toute sorte, Chanvre, Mâture, Ancres, Noyalles à faire Voiles & autres Petrecheries, sauf & excepté des Canons, Poudre, Balles, Méche de toutes sortes d'Armes qui sont prohibées de part & d'autre: en outre les Parties ont demeuré d'accord qu'elles tâcheront d'obtenir de leurs Rois dans six semaines, à commencer dès ce jourd'hui, la Ratification du présent Traité, & que cependant en attendant cette Ratification, les Habitans de Bayonne & du Gouvernement d'icelle Ville, & pareillement ceux de la Seigneurie de Biscaye pourront commencer de faire ensemble le Commerce avec toute liberté, sans qu'il puisse leur mesarriver, quand même la Ratification seroit refusée par l'un des deux Rois sous les peines & conditions mentionnées dans l'explication ci-dessus faite par des Articles du present Traité, comme aussi est arrêté que les Habitans de Bayonne & Gouvernement d'icelle, & ceux de ladite Seigneurie de Biscaye ayant des discussions les uns contre les autres au sujet de leur Commerce, il sera permis de les poursuivre de part & d'autre en Justice de même que dans une pleine Paix: finalement promettant lesdits Sieurs Députez en consequence de leurs Pouvoirs reciproquement d'observer & de faire observer de bonne foi le contenu au present Traité, sans qu'il soit contrevenu directement ni indirectement pour quelque cause que ce puisse être & ayant les Parties déclaré que les limites, ports & lieux de ladite Seigneurie de Biscaye prend son commencement depuis la Ville de Undarroa & suit avec celle de l'Equeiho peuble de Hea Surgidero de Lanchobe peubla de Munduca Ville de Bermes, sanja de Baquir entrée de Aruveensa Ville de Plasensia, playa de Algorta Ville de Portugalette, Ville de Bilbao entrée du Conseil de Sancturce, celle du Conseil de Ziorbana & de Saint Julien de Musquis playa de Povena & les autres Jurisdictions jusques à celle de Casteres Urdialles & autres Ports, Villes & Lieux de ladite Seigneurie de la connoissance publique, & dont il n'est pas fait mention pour n'être pas fait prolixité, & seront les Pouvoirs qui ont été rapportés & exhibez de part & d'autre inserés à suite des presents pour plus grande validité. Fait & passé dans l'Isle des Faisans sur la Riviere de Bidassoa, le vingt-quatriéme du mois d'Août mil six cents quatre-vingts quatorze après midi, ainsi signés, de LARRE Député, & JEAN FRANÇOIS DU BROCQ Député.

LEsquels Articles dudit Traité, qui est ajoûté ci-devant, Nosdits Sujets du Gouvernement de Bayonne, & Païs de Labourt, Nous auroient très-humblement supplié, vouloir agréer & approuver de Nôtre part, pour leur donner moyen de gagner leur vie dans le Negoce: En quoi désirant les traiter favorablement; Savoir faisons que Nous pour ces causes & autres à ce Nous mouvans, & l'affaire mise en déliberation en Nôtre Conseil, de l'avis d'iceluy, & de Nôtre pleine Puissance & Autorité Royale: Nous avons iceux Articles, ci-devant transcrits, & tout ce qui est en suite, agréé, ratifié, & approuvé; agréons, ratifions & approuvons par ces Présentes, Signé de Nôtre Main, aux conditions y contenues: Voulons & nous plait, que le tout soit entretenu, gardé, observé & executé selon sa forme & teneur tant avec lesdits Habitans de ladite Province de Guipuscoa, que ceux de ladite Seigneurie de Biscaye, sans y être contrevenu, en aucune maniere que ce soit, & ce nonobstant toutes Déclarations,

ANNO 1694.

tions, Ordonnances, Défenses & autres choses à ce contraires, ausquelles pour ce regard seulement, Nous avons dérogé & dérogeons, par ces Présentes, à la charge toutesfois, que tous les Navires, Barques & Pinasses de nosdits Sujets desdits Païs de Labourt, & Gouvernement de Bayonne qui navigeront en Mer, sous la foi desdits Articles seront tenus de prendre sur les Certificats dudit Gouverneur de Bayonne en la forme énoncée en l'Article cinquiéme ci-dessus, les Congés & Passeports accoûtumez de nôtre Très-Cher & bien Amé Fils naturel & legitimé, le Comte de Toulouze Amiral de France, à cause de sadite Charge: Et pareillement tous Vaisseaux tant des Regnicoles que des Etrangers de payer le Droit d'Ancrage, conformément aux Ordonnances & Reglemens de la Marine. Si donnons en Mandement à Nôtre-dit Fils naturel, le Comte de Toulouze, de faire lire, publier & enregistrer les présentes ès Siéges de l'Admirauté de Bayonne & autres que besoin sera, & icelles faire garder & observer selon leur forme & teneur, sans permettre qu'il y soit contrevenu, faire faire le Procès, punir & châtier les Contrevenants, & faire réparer toutes violences & pirateries qui pourroient être faites au préjudice d'icelles. Mandons à Nôtre-dit Cousin le Duc de Gramont & autres qui lui succederont audit Gouvernement de Bayonne, comme aussi à tous Capitaines, tant de Mer que de Terre, & autres nos Sujets qu'il appartiendra chacun endroit soi, que cesdites Présentes ils entretiennent, gardent, observent & executent, fassent entretenir, garder, observer, & executer selon leur forme & teneur. Car tel est nôtre plaisir: En témoin dequoi Nous avons fait mettre nôtre Seel à cesdites Présentes. Donné à Versailles le huitiéme jour de Septembre, l'An de Grace mil six cens quatre-vingts-quatorze, & de nôtre Regne le cinquante-deuxiéme.

Signé

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roi

PHELYPEAUX.

Et scellé du Grand Sceau de Cire jaune, à queüe pendante.

CLXVI.

7. Sept. **Tractat zwischen Jhro Königliche Majestät in Dennemarck Christian den V. dann Christian Albrecht Hertzog zu Schleßwig-Holstein / wodurch Jhro Königliche Majestät an Jhro Fürstliche Durchleucht ein Regiment Dragoner auf 3. Jahr lang / so wohl zu dero eygenen Securität / als der in denen Unionen verglichenen mutuellen Assistentz und gemeiner Landes-Defension überlassen. Geschehen zu Coppenhagen den 7. Septemb. 1694.** [Copie manuscrite communiquée par un Ministre de Danemarc peu après que le Traité fut fait.]

C'est-à-dire,

Traité entre CHRISTIAN V. *Roy de Dannemarc, &* CHRISTIAN ALBERT *Duc de Holstein-Gottorp, par lequel Sa Majesté Danoise cede pour trois ans à Son Altesse Serenissime de Holstein un Regiment de Dragons, dont elle pourra se servir tant pour sa propre defense, que pour celle de leurs Duchés communs de Sleswich & Holstein. A Copenhague le 7. Septembre 1694.*

Kund und zu wissen; Nachdem Jhre Königliche Majestät zu Dennemarck-Norwegen / und Jhre Fürstliche Durchleucht zu Schleßwig-Hollstein-Gottorff bey gegenwärtigen weit aussehenden Zeiten und allerhand gefährlichen Conjuncturen nöthig und rathsam befunden / in denen Fürstenthümeren Schleßwig-Hollstein und deren incorporirten Landen auf guter Hut / und sonderlich mit einer zulänglichen wohl-exercirten Mannschafft zu Pferde und zu Fuß zur Defension wohlgedachter Hertzogthümer gefaßt und in Bereitschafft zu seyn / Jhre Fürstliche Durchleucht aber der Zeit mit Cavallerie nicht sonderlich versehen / noch selbige in zulänglicher Anzahl und kurtzer Frist anwerben lassen können / dagegen Jhre Königliche Majestät deren etliche Regimenter in Hollstein gegenwärtig auf den Beinen haben / daß mit deroselben sich Jhre Fürstliche Durchleucht wegen Uberlaß- und Ubernehmung eines Regiments Dragoner freywillig und wohlbedächtig / auch sonder einigen Abbruch oder Schmälerung Dero Fürstliche Hoheit / Rechte und Gerechtigkeiten sich vereinbaret und verglichen / wie folget:

I. Erstlich überlassen Jhre Königliche Majestät zu Dennemarck-Norwegen Jhro Fürstlichen Durchleucht auf drey Jahr lang von dem ersten Julii dieses 1694. Jahrs an zu rechnen / biß den 1. Julii 1697. ein Regiment Dragoner an Staabs-Ober-Unter-Officiers und Gemeinen / wie Jhre Königliche Majestät dasselbe itzt unterm Commando dero Obristen des Hoch- und Wohlgebohrnen Herrn Christian Detleffen Grafen zu Reventlow, in denen Hertzogthümeren stehende haben / umb sich dessen so wohl zu deren eigenen Securität und Diensten / als auch der in denen Unionen verglichenen mutuellen Assistentz und gemeiner Landes-Defension best-möglichst zu gebrauchen / als hiervon in folgenden 4. Articul ein mehrers gemeldt wird.

II. Soll dieses überlassene Regiment alsbald an dem Tage / da es Jhrer Fürstlichen Durchleucht angewiesen wird / deroselben und ihrem Fürstlichen Hause mit Eydes-Pflichten / nach dem desfalls verglichenen Formular, dahin verbunden werden / daß Staabs-Ober-Unter-Officier und Gemeine die dreyjährige Zeit über / da sie in Jhrer Fürstlichen Durchleucht Kriegsdiensten stehen / deroselben getreu und hold auch schuldig seyn sollen / unter dero Commando zu stehen / und wie in vorhergehendem Articul erwehnet / so wohl zu Jhrer Fürstlichen Durchleucht eigenen Securität und Diensten / als gemeiner Landes-Defension Jhrer Fürstlichen Durchleucht oder der dazu bestalten Generals-Persohn Ordres unweigerlich zu pariren und sich davon nichts abhalten zu lassen.

III. Wollen gleichwohl Jhre Königliche Majestät sich obbemelter Zeit halber reserviret und vorbehalten haben / sothanes überlassene Regiment bedürffenden Falls noch ehender und vor Ablauff der bedungenen dreyjährigen Zeit zurück zu ruffen und an sich zu ziehen / und wollen auch Jhr Fürstliche Durchleucht itzt gesagten fals solches innerhalb Monatsfrist nach beschehener Avocation an Jhre Königliche Majestät zurück zu lieferen bereit seyn: doch daß hergegen der von Jhrer Fürstlichen Durchleucht an das übergenommene Regiment versprochene Soldt und Unterhalt alsdan vom Tage der würcklichen Zurücklieferung cessirt und auffhöre; So dan wenn nebst iestbesagter Avocation Jhre Fürstliche Durchleucht auch umb die Unions-Hülffe requirirt würden / in dieselbe / so viel die Hülffs-Völcker zu Pferde betrifft / nicht also fort gedrungen werde; Doch wollen Jhre Fürstliche Durchleucht möglichst Beförderung thun / solchen falls mit zulänglicher Reuterey sich wieder zu versehen / umb an der verglichenen Assistentz in natura den Unionen gemäß / nichts ermangeln zu lassen.

IV. Haben Jhre Fürstliche Durchleucht sich dieser überlassenen Staabs-Ober-Unter-Officier und Gemeinen die bedungene Zeit über zu dero eigenen und dero Hauses Sicherheit Diensten und Behauptung dero Gerechtsamen / auch der beyden Hertzogthümer nöthigen Defension, obangeregter verglichener massen bestens zu gebrauchen / ordinaire aber und ohne gutbefinden Jhrer Königlichen Majestät und Jhrer Fürstlichen Durchleucht soll solches Regiment aus denen Hertzogthümeren nicht gezogen / sondern in denselben beysammen / jedoch nach denen von Jhro Fürstliche Durchleucht ihnen darinnen assignirten Quartiren vertheilet werden.

Die Administration der Justitz bey diesem Dragoner-Regiment bleibt bey dem commandirenden Obristen und nachgesetzten Officiren / welche nach denen Königlichen Dennemärckischen Kriegs-Articklen / worauf sie vormahlen ihren Eyd abgeleget / unpartheyisch zu verfahren: Doch daß

ANNO 1694.

daß in Criminal-und Bluts-Sachen / die auf Leib und Leben gehen / die abgefaste Urtheil zur Approbation, Aenderung / oder auch aggravirung an Jhro Fürstliche Durchleucht remittirt / und mit der würcklichen Execution darnach verfahren werde.

VI. Wan nach beschehener würcklichen Ubernehmung offtbesagten Regiments an Staabs-und Ober-Officiren einige abgehen / ist beederseits beliebet / daß an deren Stelle Jhre Fürstliche Durchleucht ein oder mehr von eben diesem oder einem anderen Königlichen Dänischen Regiment vor zu schlagen und zu denominiren haben sollen / umb von Jhro Königliche Majestät in solcher Charge confirmiret zu werden.

VII. Versprechen Jhro Fürstliche Durchleucht daß so sie dieses Regiments-Staabs-Ober-Unter-Officiren auch Gemeinen / die Zeit über / da sie in ihren und des Fürstlichen Hauses Eyd-Pflichten und Kriegs-Diensten stehen / eben den Sold und das Tractament reichen lassen wollen / als sie bißhero in Hollstein nach Jhrer Königlichen Majestät Ordonnance, und nach Anweisung der zu Ende hierbey gefügten Verzeignüß würcklich zu geniessen gehabt; doch dieses so lange / als die Contributionen auff gegenwärtigen Fuß ohne Moderation verbleiben.

VIII. Nach Verlauff obbesagter drey Jahren soll mehr besagtes Regiment an dem Orte / wo es übergeben und angenommen worden / mit Erlassung der an Jhro Fürstliche Durchleucht geleisteten Pflicht / und in der Anzahl / als es an Köpffen Jhro Fürstl. Durchl. gestellt worden / wieder geliefert werden; massen zu solchem Ende / und damit dieses Regiment so wohl zu Jhrer Königl. Majestät als ihrer Fürstlichen Durchlauchtigkeit beyderseitigen Vergnügen / und besten / in guter Disciplin, auch behörigen Stande erhalten / und die etwa bey Officiren und Gemeinen eingeschlichene Desordres in Zeiten redressiret werden mögen / ist ferner beliebet / daß solches jährlich einmahl zu vergleichender Zeit durch beyderseits hierzu ernennende Königliche und Fürstliche Commissarien gemustert werden solle / doch Jhro Fürstlichen Durchleucht hiemit unbenommen / dergleichen Munsterung für sich selbsten gleichfals so offt vorzunehmen und zu verrichten / als sie es nöthig finden / damit / wie vorgedacht / das Regiment jederzeit complet gehalten werden möge.

IX. Es soll auch vorgesetzten falls / wan die bedungene Jahre vorbey / das übergenommene Regiment / in Krafft obangezogenen 2. Articuls schuldig und verbunden seyn / auff Jhrer Fürstlichen Durchleucht Order / sonder einigen Auffenthalt und Exception, noch unter Vorschützung einiges andern Rechts / und an Jhro Fürstliche Durchleucht habender Forderung / die sey gegenwärtig oder zukünfftig / eigen oder cediret / aus Jhrer Fürstlichen Durchleucht Landen / und biß dahin gehabten Quartieren mit guter Ordre und ohne Hinterlassung einiger Schulden abzu marchiren / und weder beym Abzuge / noch vorher Jhr. Fürstlichen Durchleucht Unterthanen und Angehörigen auf einigerley Weise beschwerlich / sonderen mit obangeregtem gewöhnlichen Tractament allerdings vergnügt zu seyn / welches der Eyds-Formul kürtzlich zu inseriren.

Diesem allen vorgesetzter massen würcklich nachzukommen / haben Jhro Königliche Majestät und Jhre Fürstliche Durchleucht sich bey dero Königlichen und Fürstlichen Worte dazu verbunden / und seynd zu wahrer Uhrkund dessen / auf dero aller-und gnädigste Befehl zwey gleichlautende Exemplaria hierüber abgefasset / deren eins von Jhro Königlichen Majestät und das andere von Jhro Fürstlichen Durchleucht eigenhändig unterzeichnet / und mit dero respectivè Königliche und Fürstliche Jnsiegelen authentisiret / auch gegeneinander zu gleich ausgewechselt worden. So geschehen Coppenhagen den 7. Sept. Anno 1694.

CHRISTIAN.

(L.S.)

FORMULA JURAMENTI,

So im vorstehenden Tractat §. 2. angezogen worden.

Es geloben und geschweeren alle Officirer und Gemeine des von Jhro Königliche Majestät zu Dennemarck Norwegen an Jhro Hochfürstliche Durchleucht zu Schleswig-Hollstein-Gottorff auff drey Jahr lang und gewisse Conditiones überlassenen Dragoner-Regiments / daß sie dem Hochwürdigsten / Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Christian Albrechten / Erben zu Norwegen / postulirten Coadjutoren des Stiffts Lübeck / Hertzogen zu Schleßwig-Hollstein / Stormar und Ditmarschen / Grafen zu Oldenburg und Delmenhorst / obgedachte drey Jahr über / da sie in ihrer Hochfürstl. Durchleucht Kriegsdiensten stehen / getreu und redlich dienen / dero oder ihres hiezu bestallten Generals Commando und Ordre unweigerlich pariren / denen von ihnen vormahls beschwornen Kriegs-Articulen die Justitz und Kriegs-Disciplin betreffend / äussersten Vermögens nachkommen / zu Jhro Durchleucht und Dero Hertzoglichen Hauses Securität / Diensten und gemeiner Landes-Defension, in allen Begebenheiten mit Hindansetzung Leibes und Bluts / sich tapffer und mannlich erweisen / allen Verderb und Nachtheil möglichster massen abkehren und hintertreiben / ihren vorgesetzten Officiren allen Gehorsam und Respect erweisen / ihren Compagnien und Standarten in allen Occasionen hertzhafft folgen / sich nicht heimlich verbergen / sonderen sich allerweg / wie es getreuen / gehorsamen auch ehrlichen und standhafften Soldaten gebühret und oblieget / gerne und willig gebrauchen lassen; übrigens auch mit den ihnen versprochenen Sold und Tractament allerdings vergnügt / und Jhrer Hochfürstlichen Durchleucht Unterthanen darüber nicht beschwerlich seyn / und wan die bedungene 3. Jahr verflossen / oder im Fall Jhre Königliche Majestät sie auch eher / vermöge des Tractats / avociren würde / aus Jhrer Hochfürstlichen Durchleucht Landen / und denen darinnen gehabten Quartiren mit guter Order unweigerlich abmarchiren wollen.

EXTRACT

§. 7. angezogen.

Aus dem Königlichen Militair-Reglement pro Anno 94. und der gedruckten Verpflegungs-Ordonnance unter m 30. Novembr. 1686. und was nach solchen des Herrn Graff Reventlows Regiment Dragoner monathlich in 32. Tagen / auch in einem Jahr oder 365. Tagen kostet:

Der

ANNO 1694.

Der Stab.	Monatlich in 32. Tagen. Rd.	fl.	Jährlich 365. Tagen. R.	fl.
1 Obrister } ohne Compagnien.	55			
1 Obrister-Lieutenant. } ohne Compagnien.	16			
1 Major	9			
1 Auditeur, so zugleich die Regiments-Quartier-Meister Charge verrichtet	15			
1 Feldscheerer mit Gesellen	16			
1 Gewaltiger mit den Stecken-Knecht	9	32		
4 Schallmey-Blaser à 5. r.	20			
10 Der Stab	140	32		
1 Compagnie				
1 Capitain	23			
1 Lieutenant	15			
1 Sergant	7			
3 Corporals à 6 Rd.	18			8
1 Tambour	5			
8 Granadier à 5. Rd.	40			
67 Granadier à 4½. Rd.	323			40

Summa, Compagne 432.

	Monath in 32. Tagen. Rd.	St.	Jahr 365. Tagen. Rd.	fl.
492 Sechs solcher Compagnien betragen sich	2592			
über dem wird jedem Chef der Compagnie 160. Rd. jährlich gut gethan / dagegen die Compagnien stets mit Mannschafft / Montirung und Pferden complet seyn sollen; so sich auff 6. Compagnien betrifft.	84			
Zu Medicamenten und Justiz-Kosten jährlich 30. Rd. thut	2	30		
8 Hierzu der Stab	140	32		
500 Summa kostet das Regiment nach dem Reglement	2889—14		32157—$26\frac{3}{8}$	

Vorgesetzte Gage geniesset ieder folgender Gestalt:

1. Erstlich die Ober-Officier bekommen ihre Gage contant, weiter nichts mehr als frey Obdach.
2. Folgende aber bekommen monathlich in 32. Tagen.

	Lönung		Ober- und Unter-Muntirung		Zum Beschlag		Zu Hart- und Rauch-Futter		Zu Standt-Quartier		Summa	
	Rd.	fl.	Rd.	fl.	Rd.	fl.	Rd.	fl.	Rd.	fl.	Rd.	fl.
1 Sergant.	4	16		40		16	1	6½		25½	7	8
1 Croporal.	3	16		32		16	1	6½		25½	9	
1 Tambour.	2	24		24		16	1	6½		25½	5	
1 Gran.	2	16		24		16	1	6½		25½	5	
1 Gem.	2	16		24		16	1	6½		25½	4	50

CLXVII.

19. Nov. *Declaratio Electoris Coloniensis* JOSEPHI CLEMENTIS, *Quòd Pecuniæ Subsidiariæ præsenti Bello ab* ORDINIBUS *sibi suppeditatæ, nullatenus in consequentiam contra Libertates & Privilegia eorum trahi debeant. Data Bonnæ Anno* 1694. *die* 19. *Novembris.*

* *Voyez le cy-devant sous le* 12. *Mai* 1560.

1695.

L'EMPEREUR, L'ANGLETERRE, LES PROVINCES-UNIES, ET MUNSTER.

CLXVIII.

Traité fait entre LEOPOLD *Empereur*, GUILLAUME III. *Roi d'Angleterre*, *& les* PROVINCES-UNIES *d'une part*, *& l'Evêque de* MUNSTER *d'autre, à la Haye le* 18. *Mars,* 1695. [Manuscrit.]

PRimo Reverendissimus & Celsissimus Dominus Episcopus & Princeps Monasteriensis declarat se accedere, quemadmodum hoc ipso accedit Fœderi duodecimo die Maji Anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono, concluso inter Suam Cæsaream Majestatem & Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales, quod Fœdus hic verbo tenus insertum sequitur.

Notum testatumque sit, quòd, tametsi Fœdus illud quod paucis ab hinc annis Sacram Cæsaream Majestatem inter, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii Hagæ Comitum in mutuam Defensionem sancitum est, in suo adhuc dum vigore permaneat, nihilominus tàm Sacra Cæsarea Majestas, quàm dicti Domini Ordines Generales perpendentes communis periculi post novissimam Invasionem Gallicam Reipublicæ Christianæ impendentis magnitudinem, ac lubricam Gallorum in observandis Tractatibus fidem, necessarium judicaverint, prædicti Fœderis Leges veteremque Conjunctionem arctioribus firmioribusque vinculis roborare & de efficacioribus simul tàm reducendæ, quàm conservandæ Pacis & Securitatis publicæ mediis Rationes inire, eaque propter per utrin-

ANNO 1695.

utrinque ad id constitutos Plenipotentiarios, à parte quidem Sacræ Cæsareæ Majestatis per ejusdem Consiliarios Status intimos Dominum Leopoldum Guillielmum Comitem in Konigsegg, Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium, aurei Velleris Equitem, & Dominum Theodorum Althetum Henricum Comitem à Stratman, Cancellarium Aulicum, & à parte Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium per Dominum Jacobum Hop, Civitatis Amstelodamensis Consiliarium & Syndicum, nec non in Consessu eorundem Dominorum Ordinum Generalium nomine Hollandiæ & West-Frisiæ Deputatum, communicatis hinc inde Plenipotentiarum Tabulis conventum sit tenore sequenti.

I. Sit maneatque semper inter Sacram Cæsaream Majestatem & Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii constans, perpetua & inviolabilis Amicitia & Correspondentia, teneaturque alter alterius commoda sedulò promovere, damna verò & incommoda pro posse avertere.

II. Et cum Rex Galliæ, tàm Sacram Cæsaream Majestatem quàm Dominos Ordines Generales Uniti Belgii absque legitima causa seu prætextu, gravissimo juxta ac iniquissimo Bello nuperrimè adortus sit, sit eo durante inter Partes contrahentes non tantum defensivum sed & offensivum Fœdus, vi cujus ambæ omnibus Viribus contra prædictum Galliæ Regem Terra Marique ejusdemque Fœderatos, qui quidem ad Exhortationes eum in finem interponendas sese ab eodem sejungere noluerint, hostiliter agant, deque Operationibus Bellicis in communis Hostis perniciem, sivè conjunctim sivè separatim utiliùs instituendis Consilia itentidem communicent.

III. Neutri Partium fas sit, ab hoc contra Galliam Bello recedere, aut cum illa illiusve Adhærentibus ullam Conventionem aut Tractatum de Pace vel Armistitio sub quocunque demum prætextu seorsim instituere, nisi volente & concurrente altera Parte.

IV. Nullatenùs verò Pax ineatur, priusquàm Pax Westphalica Osnabrugensis & Monasteriensis, nec non Pirenæa communibus Viribus juvante Deo, vindicata, & omnia juxta earundem tenorem in Ecclesiasticis & Politicis in pristinum statum restituta sint.

V. Institutis autem communi consensu Pacis aut Armistitii Tractatibus, communicabuntur hinc inde bona fide ea quæ agentur, nec una Pars sine alterius Consensu & Satisfactione quicquam concludet.

VI. Postquam præsens Bellum communi consensu finitum, & Pax conclusa fuerit, maneat inter Sacram Cæsaream Majestatem & ejusdem Hæredes & Successores, nec non Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii contra sæpius memoratam Coronam Galliæ, & ejusdem Adhærentes Fœdus perpetuum defensivum, vi cujus Partes contrahentes omnem operam dabunt, ut Pax ineunda constanter perpetuoque duret.

VII. Quod si vero contingeret, ut Corona Galliæ iterum unam alteramve Partem contrahentem aut utramque contra eandem Pacem impeteret, quocunque id tempore fiat, tenebuntur hæ sibi vicissim eodem, quo nunc modo, Terrâ Marique omnibus Viribus fideliter assistere, & quamcumque Hostilitatem & Violentiam propulsare, neque eò desistere, donec omnia in pristinum statum, juxta prædictæ Pacis normam redintegrata sint, & Parti læsæ satisfactum fuerit.

VIII. Porrò tàm Sacra Cæsarea Majestas omnia Jura Dominorum Ordinum Generalium, quàm hi vicissim Jura Sacræ Cæsareæ Majestatis contra Coronam Galliæ & ejusdem Adhærentes omni tempore omnibusque mediis & viribus tueantur, & defendant, neque etiam sibi invicem in iis ullum præjudicium afferant.

IX. Si quæ inter ipsos Contrahentes ratione quorundam limitaneorum Dominiorum Controversiæ sint, aut in futurum exoriantur, eæ per amicabilem Commissionem aut deputandos ab utraque Parte Ministros, omni viâ facti penitus exclusa, amicabiliter discutiantur componanturque, neque in iis interea temporis quicquam innovetur.

X. Ad præsentis Fœderis Societatem invitentur ex parte Sacræ Cæsareæ Majestatis Corona Hispaniæ, & à Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii Corona Angliæ, & admittantur ad illud pariter omnes utriusque Partis Fœderati quibus eidem accedere visum fuerit, includitur etiam huic Fœderi Serenissimus Lotharingiæ Dux, conferentque Confœderati omnem operam, Consilia & Vires, ut & ipse in suos avitos Ducatus, Ditiones, Status & Jura plenariè restituatur.

XI. Ratihabebitur hoc Fœdus ab utraque Parte intra spatium quatuor septimanarum, vel citiùs si fieri potest. In quorum omnium certitudinem ac majus fidei & sinceritatis robur bina ejusdem tenoris Instrumenta desuper confecta, & à Contrahentium Plenipotentiariis subscripta signataque reciprocè commutata sunt. Actum Viennæ 12. Maii 1689.

(L. S.) LEOPOLDUS GUILLIELMUS Comes in KÖNIGSEGG.

(L. S.) T. A. HENR. Comes de STRATMAN.

(L. S.) J. HOP.

PRoinde promittunt & spondent Sacra Cæsarea Majestas, Sua Regia Majestas Magnæ Britanniæ, & Domini Ordines Generales se quæcunque in eodem Fœdere stipulata & promissa sunt, Domino Episcopo & Principi Monasteriensi præstituros, atque se omnia & singula, quæ in hoc Fœdere, & cunctis ejus Articulis continentur, sine ulla exceptione observaturos & adimpleturos, atque observari & adimpleri curaturos, haud secus ac si specialiter desuper cum Domino Episcopo contraxissent.

II. Vicissim promittit & spondet sua Celsitudo se etiam reciprocè Sacræ Cæsareæ Majestati, Sacræ Regiæ Majestati Magnæ Britanniæ, & Dominis Ordinibus Generalibus quæcunque in supra scripto Fœdere stipulata & promissa sunt, præstiturum, atque se omnia & singula, quæ in eodem Fœdere & singulis ejus Articulis comprehenduntur, sine ulla exceptione inviolabiliter observaturum & adimpleturum, & observari & adimpleri curaturum, haud secus ac si specialiter cum iisdem desuper contraxisset.

III. Ita tamen ut post finem præsentis Belli, Dominus Episcopus obstrictus non sit, durante Pace in Stipendiis habere plures Copias, quam ipse sibi convenienes esse duxerit, nisi aliter inter Partes contrahentes pacisci contigerit.

IV. Porrò cum Reverendissimo & Celsissimo Domino Episcopo & Principi Monasteriensi nihil magis cordi sit quàm ùt secundum normam præscripti Fœderis, Bellum contra Regem Galliæ ejusque Fœderatos omnibus Viribus gerat, spondet ac promittit præter & supra numerum Militum juxta Matriculam Imperii, tàm pro se, quàm pro Statibus Imperii, sibi à Sacra Cæsarea Majestate assignandis debitum, qui numerus, comprehensis iis, qui Confluentiæ in Præsidio sunt, ascendit ad tria millia trecentos Milites (pro quibus Assignationes à Sacra Cæsarea Majestate extradentur eodem modo ac annis proximè elapsis factum est, quàm primùm supradictus Miles versus castra Fœderatorum moverit) citissimè, & si fieri poterit ineunte mense Majo sub proprio Generali, versus Rhenum missurum quatuor millia Militum, hoc modo numerandos: Primò una Legio Insultoriorum sivè Dragonum, divisa in octo turmas, quæ constat annumeratis Præfectis, sivè Officialibus, sexcentis & quatuor Capitibus, 2. Una Legio Equitum, divisa in sex turmis, cujus Summa est trecentorum nonaginta sex Capitum, & 3. Quatuor Legiones Peditum, singulæ septingentorum quinquaginta, atque ita omnibus computatis, præter eos, qui Confluentiæ remanebunt, in Campum educet, sex mille trecentos sexdecim Milites, additis pro more Tormentis Campestribus, Munitionibus, cæteroque apparatu necessario, qui in exercitu requiritur, inter quæ tamen intelligenda non sunt Tormenta majora, Munitiones & Instrumenta obsidioni faciendæ necessaria, has autem Copias sua Celsitudo durante Bello suis impensis habere & alere tenebitur, easque itidem contra communem Hostem militare faciet, sub tali Sacræ Cæsareæ Majestatis Duce Supremo, & loco ad tractum Rheni Superiorem, Medium, sivè Inferiorem citrà & trans Rhenum, prout Sua Cæsarea Majestas, Sacra Regia Majestas & Domini Ordines Generales pro re nata & ratione Belli, necessarium duxerint, iis etiam non nisi finita bellica Expeditione illius anni vulgò *Campagne* & cum Sacræ Cæsareæ Majestatis Ducis scitu inde discedere vel se ab exercitu separare licebit, cæterum etiam Dominus Princeps Episcopus præfatum numerum Militum suis impensis, debite perfectum tenebit, & eorum defectum supplebit.

V. Quod si Sua Regia Majestas Magnæ Britanniæ ac

ANNO 1695.

ac Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales annuente & consentiente Sacra Cæsarea Majestate ; quantum attinet eum numerum Militum, qui uti superiùs dictum vigore Matriculæ Imperii datur, è re communi esse judicaverint, præfatum Militem sive totum cum portione Imperio debita, sive pro parte quatuor millium Mosam trajicere, vel in Belgium Ditionis Hispanicæ venire, Dominus Episcopus præfatas Copias illuc transire faciet, ita tamen ut de impensis, quæ ibidem majores erunt, quàm si ad Rhenum Copiæ manerent, pro ratione temporis, quo ibi moraturæ sunt, ex æquo & bono transigatur.

VI. Et quoniam Dominus Episcopus & Princeps Monasteriensis hæc concludendo inter cætera etiam præcipuè sibi cordi habuerit, ut communes Confœderatos magis ac magis de sincera & enixa sua voluntate eos contra Regem Galliæ in hoc Bello non solum Armis juvandi, sed insuper cum iis conferendi quæcunque gerendo præsenti Bello, adipiscendæ bonæ, firmæ & securæ Paci, & amovendis quibuscumque impedimentis & obstaculis in contrarium conducere poterunt, certiores redderet, propterea promittit expressè & se obstringit, se cum nullo Regum, Principum vel Potestatum Fœdus vel Contractum quocunque nomine facturum, qui directè vel indirectè in detrimentum causæ Fœderatorum communis vergere, vel eorum commodis contrarius esse queat ; & speciatim se nullo modo obligaturum nec quicquam tentaturum separatim vel conjunctim cum aliis, nec cuiquam consilio vel opera adfuturum ad faciendam durante præsenti Bello, Pacem ; nisi præsciis & consentientibus Sacra Cæsarea Majestate, Sua Regia Majestate Magnæ Britanniæ & Dominis Ordinibus Generalibus, multò minùs se Societati vel Parti, ut vocant tertiæ, adhæsurum vel alios in ea facienda, adjuturum, vel quicquam aliud incepturum, quod Consiliis aut Rationibus Confœderatorum sivè de gerendo amplius Bello sivè de facienda bona, firma & secura Pace, impedimento sit vel adversetur, sed è contra se sedulò Auxilium laturum & eos pro viribus suis tàm ubi de persequendis Bello Hostibus quàm ubi de stabilienda Pace agitur, adjuturum.

VII. Similiter, ac eodem intuitu promittit etiam Dominus Episcopus, se res Fœderatorum & speciatim Imperii pendente hoc Bello nullo modo turbaturum, non armaturum, non hostiliter vel via facti infestaturum quemquam, quisquis ille fuerit, aut ob quascunque controversias, & speciatim si altè memorati compaciscentes ei, præter spem persuadere nequeant, ut Officia sua conferat, quo in nono Electoratu omninò acquiescatur, in omnem eventum se in hac causa directè vel indirectè nihil hostiliter vel Armis acturum, sed è contrario intelligens tale quid ab aliis meditari vel tentandum esse, eis non modò non opem laturum, verùm multò magis eos dehortaturum & strenuè operam navaturum, quo omnes bono publico contrariæ collisiones avertantur, ac propterea se Satisfactionem à Sacra Cæsarea Majestate Principibus Imperii promissam expectaturum.

VIII. Hac spe fretus ut altememorati Dominorum Fœderatorum Officiis omni tempore prospiciatur, ne sua Celsitudo vicissim à quoquam aut sub quocunque prætextu hostiliter vel Armis aggrediatur.

IX. Quod si tamen, præter spem & opinionem contigerit, Ditiones suæ Celsitudinis re ipsa hostiliter & Armis aggressum iri à quocunque, sub quolibet prætextu & quo tempore illud fuerit, reservat ipsa sibi facultatem, Copias suas sive omnes sive aliquas, prout necessitas postulaverit, tali in casu domum revocandi.

X. Ut autem Reverendissimus & Celsissimus Dominus Episcopus & Brinceps Monasteriensis ferendo dicto auxilio & exequendæ suæ bonæ Intentioni reddatur aptior, Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ & Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales promittunt & spondent, se durante hoc Bello & usque ad Pacem conclusam & ratihabitam, hic Hagæ Comitis vel Amstelodami Domino Episcopo numeraturos & soluturos singulis mensibus, quorum duodecim in Anno sunt, summam viginti millium Thalerorum Imperialium Monetæ Hollandiæ currentis, ita ut primus mensis incipiat 15. hujus mensis Martii Stilo novo : tempore vero Ratificationis hujus Conventionis, in Defalcationem summæ promissæ illico solvatur, quantum duobus mensibus debetur, scilicet quadraginta mille Thaleri Imperiales & usque ad quindecimam mensis Maji, sub hac Conditione, quòd, durante Bello, dictæ copiæ contra communem Hostem uti suprà conventum est, realiter militabunt.

ANNO 1695.

XI. Pace conclusa, vel etiam ante Pacem conclusam, Partes contrahentes Consilia conferent ; quibus mediis Pax tuenda & conservanda atque cujusque securitati & commodis maximè prospiciendum erit.

XII. Instrumenta Ratificationis hujus Conventionis intra spatium quatuor septimanarum, vel citiùs si fieri queat, commutabuntur.

Ita actum & conclusum inter infrascriptos Plenipotentiarios & Deputatos Sacræ Cæsareæ, Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ & Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii ab una & Reverendissimi & Celsissimi Domini Episcopi & Principis Monasteriensis ab altera parte, Hagæ Comitis. Die 18. Martii Anno 1695.

(L.S.) DOMINICUS ANDREAS Comes à KAUNITS. (L.S.) CAROLUS Vice-Comes de DURSLEY. (L.S.) D. VAN ELS. (L.S.) A. G. V. SCHWARTS.

(L.S.) HENRICUS Comes de STRATMAN. (L.S.) Baro de WASSENAER. (L.S.) CONRADUS NORFF.

(L. S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) W. de NASSAUW.
(L.S.) G. van der DOES.
(L. S.) O. SMINIA.
(L.S.) A. W. BENTHEIM.
(L.S.) HENRICUS BOTHENIUS.

Articulus Separatus.

POstquam Articulo quinto Tractatus inter Suam Cæsaream Majestatem, Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ, & Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, ex una, & Dominum Episcopum & Principem Monasteriensem, ex altera parte, die decima octava Martii, anni proximè elapsi initi, conventum sit, ut illa quatuor millia Militum, quæ sua Celsitudo, vigore Articuli quarti ejusdem Tractatus, ad Rhenum Superiorem, Medium, aut Inferiorem, sistere parata est, ad Mosam aut in Belgio Hispanicæ Ditionis Exercitui suæ dictæ Majestatis Magnæ Britanniæ jungant, si Sua Majestas ac Domini Ordines Generales illud è re communi esse judicaverint, ita tamen, ut de impensis, quæ ibidem majores erunt, quàm si ad Rhenum Copiæ manerent, pro ratione temporis quo ad Mosam aut in Belgio moraturæ sunt, ex æquo & bono transigatur. Articulo hoc separato ulterius conventum est, prædictum Militem cum suis Officialibus, in futurum, ad jussum Suæ Regiæ Majestatis illico & sine ulla dilatione ad dicta sua Castra moturum, eâ Conditione, ut à primo die suæ profectionis Subsidium quinque millium Thalerorum Imperialium suæ Celsitudini promissum quinque millibus eorundem Thalerorum Imperialium sit augendum, prout præsenti Articulo augetur, utque durante ejus mansione in Belgio, aut ad Mosam, ex Armamentario Suæ Regiæ Majestatis, & Dominorum Ordinum Generalium, ei gratis extradatur illa portio panis & pabuli, quæ datur proprio illorum Militi, quæ augmentatio Subsidii quinque nimirum millium Imperialium, etiam locum habebit, & continuanda erit illis mensibus, quibus prædictus Miles in Hybernis erit, in Ditionibus suæ Celsitudinis, ut eò aptior reddatur ad supplendum defectum, durante æstiva Expeditione faciendum. Casu quo autem Sua Regia Majestas consultum duxerit, ut prædictus Miles post Hyberna, denuò ad Rhenum militet, redibit Subsidium menstruum à primo die Maji ad normam Tractatus, viginti scilicet millium Imperialium ; militabit porrò sub jussu suæ Celsitudinis Generalis, qui ut alii Generales Confœderatorum Principem, ad Consilia Bellica pariter vocabitur & summo Suæ Regiæ Majestatis, aut in Ejus absentia Ejusdem Generalissimi, cui totus Exercitus suberit, imperio obediet. Articulus hic separatus hinc inde signabitur & ratihabebitur, ejusque erit valoris & roboris, ac si de verbo ad verbum Tractatui 18. Martii proximè elapsi concluso, esset insertus,

ANNO 1695.

Hagæ-Comitis die decimo Aprilis Anni millesimi sexcentesimi nonagesimi sexti.

(L.S.) VILLERS pro Rege Magnæ Britanniæ.

(L.S.) VAN ELS. (L.S.) A. HEINSIUS. (L.S.) P. VAN HECKE. (L.S.) J. Van der DOES. (L.S.) W. V. VELZELDE. (L.S.) GOCKINGA.

Nomine Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii.

(L.S.) J. CONRADUS NORFF pro Domino Episcopo & Principe Monasteriensi.

Ratificatio suæ Celsitudinis Reverendissimi & Celsissimi Domini Episcopi & Principis Monasteriensis.

NOs Fridericus Christianus Dei gratiâ Episcopus Monasteriensis, Burgravius Strombergensis, Sacri Romani Imperii Princeps, & Dominus in Borckeloh, notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum scire interest, quod inter Sacram Cæsaream Majestatem Dominum nostrum Clementissimum, Suam Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ, ac Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii ex una: & Nos ex altera Parte, certus quidam Tractatus sivè Conventio, die vigesimâ tertiâ mensis Martii hujus currentis Anni millesimi sexcentesimi nonagesimi quinti per utriusque Partis Legatos, Plenipotentiarios & Deputatos, inita & conclusa sit modo & tenore sequenti.

Tractatus sive Conventio.

Nos igitur huic Conventioni satisfacere cupientes præinsertum Tractatum per omnia & singula approbavimus, confirmavimus & ratum habuimus, nec non Fœderi præfacto inter Suam Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales duodecimo die Maji Anni millesimi sexcentesimi octuagesimi noni inito accessimus, prout hisce approbamus, confirmamus & ratum habemus, ac dicto Fœderi hoc ipso accedimus: Promittimus præterea ac declaramus fide & verbo Principis; nos omnes & singulos suprascriptos Articulos, adeòque totam hanc Conventionem, & quævis contenta præfati Fœderis firmiter & sanctè observaturos, & adimpleturos, nullaque ratione vel per Nos vel per alios ullo unquam tempore illis contraventuros, nec ut per alios contraveniatur passuros. In cujus rei fidem & Testimonium hasce manu nostra subscriptas Sigilli nostri appensione communiri jussimus. Datum in Urbe nostra Monasteriensi die septima Mensis Aprilis Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

FRIDERICUS CHRISTIANUS.
(L.S.)

Ratificatio Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ.

GUilielmus Tertius Dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor omnibus & singulis præsentes Literas inspecturis notum testatumque facimus, quemadmodum Tractatus sivè Conventio inter Sacram Cæsaream Majestatem nosmetipsos, ac Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum ab una & Reverendissimum & Celsissimum Dominum Episcopum, & Principem Monasteriensem ab altera Parte tàm de præfati Domini Episcopi in Tractatum interioris Fœderis, inter Cæsaream Suam Majestatem & dictos Dominos Ordines Generales duodecimo nono Maji Anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono Viennæ conclusum accessione & admissione, quàm de ejusdem Copiis, durante hoc Bello, contra Hostem communem militatum educendis, per Plenipotentiarios & Ministros, utrinque ad hoc sufficienti Potestate munitos decimo octavo die Mensis Martii Anno 1695. inita & conclusa sit in formam sequentem.

ANNO 1695.

Tractatus &c.

Nos supramemoratam Conventionem in omnibus & singulis ejus Articulis approbavimus & confirmavimus ac gratam, ratam firmamque habuimus, prout per præsentes pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris eandem approbamus & confirmamus, ac gratam, fimam, ratamque habemus. Spondentes verboque Regio promittentes, nos omnia quæ in ea continentur (quantum ad nos attinet) sincerè & bona fide præstituros & observaturos. In quorum majorem fidem & robur præsentes manu nostra Regia signatas, magno nostro Angliæ Sigillo muniri fecimus. Quæ dabantur in Palatio nostro de Kensington vigesimo quinto die Mensis Martii Anno Domini 1695. Regnique nostri septimo.

GUILIELMUS Rex.
(L.S.)

Ratificatio Sacræ Cæsareæ Majestatis.

NOs Leopoldus divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, & Wirtembergæ, Comes Tyrolis, &c. notum & testatum facimus, omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse potest, quòd cum nos inter & Serenissimum Angliæ Regem Guilielmum Tertium, nec non Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum ex una, & Venerabilem Fredericum Christianum Episcopum Monasteriensem Principem devotum nobis dilectum ex altera, partibus, mense proximè superiori Hagæ-Comitis per Deputatos ad id Ministros & Plenipotentiarios quædam Conventio, seu Tractatus initus, conclususque sit, qui est tenoris sequentis.

Tractatus.

Nos prædictum Tractatum cum omnibus suis Articulis, punctis & clausulis confirmaverimus, ratihabuerimus, & approbaverimus, quemadmodum illum per præsentes confirmamus, ratihabemus, & approbamus, promittentes verbo nostro Imperiali, Regio atque Archiducali supra memorato Episcopo devotissimo Nos, quidquid ex hoc Fœdere nobis præstandum est, accuratè præstituros & adimpleturos esse. In cujus rei fidem hoc Instrumentum manu nostra subscriptum, Sigilli nostri Cæsarei appressione muniri jussimus, quod dabatur in Civitate nostra Viennæ die decima quarta Mensis Aprilis, Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto, Regnorum Nostrorum Romani trigesimo septimo, Hungarici quadragesimo, Bohemici vero vigesimo nono.

LEOPOLDUS.

Vt. AMADÆUS Comes de Windisgratz.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

G. F. CONSBRUCK.

Ratificatio Dominorum Ordinum Generalium.

ORdines Generales Unitarum Belgii Provinciarum omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, notum testatumque facimus, cùm inter Sacram Cæsaream Majestatem Magnæ Britanniæ & nos, ab una, & Reverendissimum & Celsissimum Dominum Episcopum & Principem Monasteriensem ab altera Parte Tractatus sivè Conventio die

Anno 1695. die vigesimâ tertiâ Mensis Martii hujus currentis Anni millesimi sexcentesimi nonagesimi quinti per utriusque Partis Plenipotentiarios & Deputatos inita & conclusa sit modo & tenore sequenti.

Tractatus sive Conventio.

Nos huic Conventioni satisfacere cupientes prædictum Tractatum sivè Conventionem per omnia & singula approbavimus, confirmavimus & ratum habuimus, prout approbamus, confirmamus & ratum habemus, vigore præsentium, promittimus & declaramus prætereà sincerè & bona fide, nos omnes & singulos suprascriptos Articulos, adeòque totam hanc Conventionem, & quævis in ea contenta firmiter & sanctè observaturos, & adimpleturos, nullaque ratione vel per nos, vel per alios alio unquam tempore illis contraventuros, nec ut per alios contraveniatur passuros. In quorum omnium fidem hasce Sigillo nostro majori muniri & per Confessus nostri Præsidem signari curavimus, ac per Graphiarium nostrum subscribi jussimus. Actum Hagæ-Comitum die vigesimâ quintâ Mensis Aprilis Anni millesimi sexcentesimi nonagesimi quinti.

Vt. J. van der Does.

Ad Mandatum altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium.

H. Fagel.

CLXIX.

11/21 Mars. **Franckfurtische Verein zwischen dem Bischoffen zu Münster/ denen Hertzogen zu Sachsen-Coburg und Gotha/ dem Marggrafen von Brandenburg Culmbach/ dem Hertzogen zu Braunschweig-Wolffenbuttel/ denen Marggrafen zu Baaden-Durlach und Baaden-Baaden/ dem König in Dennemarck als Hertzogen zu Holstein/ und dem Hertzog von Wurtenberg/ wodurch sie sich obligiren/ Jhro Fürstliche Ehre und Würde/ conjunctis animis & consiliis zu erhalten/ und bey der Käyserlichen Majestät um hemmung der Hannoverischen Chur anzuhalten &c. Geschehen Franckfurth am Mayn/ den 11/21 Martii 1695.** [Lunigs Teutsches Richs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 361.]

C'est-à-dire,

Union de Francfort entre l'Evêque de Munster *les Ducs de Saxe-*Cobourg *&* Gotha, *le Maregrave de* Brandebourg-Culmbach, *le Duc de* Brunswich-Wolfembutel, *les Marc-Graves de* Bade-Dourlach *&* Bade, *le Roi de* Dannemarc; *le Duc de* Holstein *& le Duc de* Wirtemberg, *par laquelle ils se prometent d'agir* conjunctis animis & consiliis *pour la conservation de leurs Dignités & honneurs de Princes de l'Empire, & d'insister auprès de l'Empereur, pour empêcher ou retarder l'Introduction du neufvieme Electorat. A Francfort sur le Meyn le 11/21 Mars 1695.*

Zu wissen: Als zwischen einigen des heil. Römischen Reichs so geist-als weltlichen Fürsten vor gut gefunden worden/ bey gegenwärtigen/ fast gefährlich-ansehenden Conjuncturen sowohl zu Beybehaltung der innerlichen Ruhe und Sicherheit/ als gemeinsahme Conservation der durch die intenirende Einführung der 9ten Chur-Würde empfindlich gekränckten Fürstlichen Jurium eine Conferenz zu Franckfurt am Mayn zu veranlassen/ über denen zu Erreichung solches so hochnöthig- als untadelichen Haupt-Zwecks dienlichen Mitteln auch vertraute Communication und Berathschlagung verschiedentlich gepflogen worden/ dasz selchem nach die anwesende unten benante Ministri Krafft der obgehabten und extradirten Vollmachten bisz auf ihrer gnädigsten Herren Principalen Ratification, unter hoffenden Access übriger hoher Herren Interessenten, folgenden Schlusz gefast und verbindlich abgeredet.

I. Obligiren sich die zu Erlangung obiger Intention correspondirende Fürsten/ Krafft dieses/ bey Fürstlichen Ehren und Würden/ conjunctis animis & consiliis dahin zu concurriren/ dasz ihnen wieder ihre Jura, Dignitæten und Ansehen nichts aufgebürdet/ noch selbige einiger massen gekräncket oder beeinträchtiget werden möchten. Zu dem Ende dann

II. Eine aufrichtige vertrauliche Communication ins künfftige unterhalten/ und damit sowohl unter denen hohen Herren Principalen selbst/ als deren beym Reichs-Convent befindlichen Ministris continuirt werden soll.

III. Gleichwie aber das vornehmste Absehen bey dieser Correspondenz dahin gerichtet/ wie nemlich dem vermittelst gesuchter Einführung der 9ten Chur-Würde dem Fürstlichen Collegio zugezogenen præjudiz in Zeiten begegnet/ und mithin des Fürstl. Collegii hohe Gerechtsahme salvirt werden möge/ also ist

IV. Der Röm. Käyserl. Majestät beywohnender Liebe zur Gerechtigkeit mit schuldigstem Danck höchstpreiszlich/ biszherigen Chur-Anmassungen selbst den Lauff zu hemmen/ und vermittelst Dero Käyserl. Declaration, die Introduction, als den vornehmsten effect der obreptirten Investitur bisz nach geschehenem Vernehmen/ und völlige Satisfacirung des Fürsten-Standes zu suspendiren/ allergnädigst geruhet: Und tragen demnach

V. Die sämbtliche Herren Correspondirende zu dero allerhöchsten æquanimität das unwanckelbahre Vertrauen/ dieselbe werden nicht allein die gantze Chur-Sache in biszherigen Stand ohnverändert bleiben/ sondern vielmehr sich allergnädigst gefallen lassen/ die quæstionem An? ob nemlich ein neunter Electorat anzurichten/ dem Reich verträglich? ad Comitia durch ein Käyserliches Commissions-Decret zu bringen/ und in denen 3en Reichs-Collegiis darüber Deliberation pflegen zu lassen. Aller massen dann

VI. Die correspondirende Fürsten es dahin nicht kommen lassen können/ dasz etwan/ gleich vormahls zu ihrer schlechten Consolation mehr geschehen/ durch eine blosse Protestation, Salvation, Assecuration oder andere schriftliche Declaration ein Expediens gemacht/ und dero uhralten Fürstlichen Stand/ Dignität/ Ehre und Ansehen neben dem circa ferendas & interpretendas Imperii Leges habenden Jure suffragii gleichsam im Zweiffel und neue Contestation gezogen werde.

VII. Dieses nun zu erhalten/ hat man vor zuträglich erachtet/ bey mehr allerhöchstgedachter Jhrer Käyserlichen Majestät deswegen glimpfliche Repræsentation zu thun/ mit dem gezienenden Ersuchen/ sich diesen modum umb so mehr allergnädigst belieben zu lassen/ als hochnöthig es ist/ dasz die bisz daher niedergelegene Reichs-Deliberationes wieder eröffnet/ und zu einmüthiger festen Zusammensetzung im Reich der Weg gebahnet werde/ und wie solches lediglich in Käyserl. Majestät Mächten und Willen beruhet; Also lassen die correspondirende Fürsten sich keine andere als diese wahre Patriotische Intention beykommen/ und können sich von dem allerhöchsten Käyserl. Ambt nichts anders versehen/ dann dasz sie vor ihre dem werthen Vaterland biszher ohne einig subsidial oder ander Interesse geleistete treue Beyhülffe auch fernerer ohngespahrt anzuwenden destinirte euserste Kräfften/ hinwieder Justiz und Protection wieder alle gefährliche Neuerung und Nachtheil in ihrer wohl-hergebrachten und mit Guth und Bluth theuer erstrittenen Libertät und Gerechtsahme erlangen/ mithin das heilige Röm. Reich in seiner Consistenz, wobey es sich von so vielen Seculis her wohl befunden/ conservirt bleiben möge.

VIII. Und nachdeme 8tens Reichs-kundig/ was vor ein considerables quantum die correspondirende Fürsten zu des geliebten Vaterlandes Hoheit/ Sicherheit und Defen-

Anno 1695.

fension beytragen/ und wie hoch sie daher vor andern interessirt und verbunden seyn/ auf zureichige Mittel zu sinnen/ wordurch dero von alters her erworbene Splendor und Dignität/ sowohl in-als ausserhalb Reichs salviret/ und die Macht des Fürstlichen Collegii ihnen nicht entzogen werde/ und zu dessen Verhütung bey allgemeinen Reichs-Versamblungen von vielen Jahren her practicirt worden/ dasz begebenden fals die in ihren gerechtsahmen periclitirende Status sich separirt/ die Reichs-Deliberationes dardurch bisz zu Erfindung abhelfflicher massen suspendirt/ auch mit denenselben wieder ihren Willen in keine Weise weiter verfahren werden; So müssen und wollen die correspondirende Fürsten diesen in conformität ergriffenen Weg noch zur Zeit/ so lang sie gleichsam quæstionem status leyden müssen/ und da per naturam keine einmüthig-und gemeinnützige Deliberationes, nisi remoto hoc impedimento zu führen seynd/ ebenmässig insistiren/ der Hoffnung/ es werde die obschwebende Difficultät durch Leistung erkleckliche Satisfaction förderlich gehoben/ und zu mehrer disharmonie per processum ad ulteriora kein Anlasz gegeben werden. Damit aber

IX. Dergleichen Enthaltung von den Reichs-Deliberationibus hinführo nicht nöthig seye; So haben sich die Herren Correspondirende von geraumen Jahren her wohl erinnert/ und begriffen/ dasz darzu die Multiplication der Opinionen/ von welcher die Reichs-Directoria öffters kaum das Conclusum finden zu können/ geklagt/ ein grosses contribuire/ und dasjenige Mittel auf einer wahren vertrauten Intelligenz und guter Præparation der Gemüther beruhe/ dannenhero man vor das zulänglichste Expediens ermessen/ dasz bey vorkommenden wichtigen Materien die jetzo und künfftig in der Correspondenz stehende geist-und weltliche Fürsten vertraulich mit einander communiciren/ und sich darüber vernehmen/ zu welchem Ende sie dann ihre Vota, so viel möglich/ durch eigene Ministros beschicken/ oder doch ihre Vollmachten anderer in der Correspondenz stehenden Fürsten Gesandschafften auftragen wollen/ wobey es doch die Meynung nicht hat/ sich von denen übrigen Glieder en des Fürstlichen Collegii zu trennen/ Collegium in Collegio gleichsam zu formiren/ oder im Fürsten-Rath etwas oligarchisches zu tentiren/ sondern dasz nach geschehener der Sachen ohnpræjudicirlicher Uberlegung mit denen übrigen Membris aufrichtige Communication gepflogen/ und ein gesammtes Fürstl. Conclusum dardurch befördert/ mithin der bey Reichs-Tägen hergebrachte modus deliberandi in der That beybehalten werde/ und lebt man darbey des gäntzlichen Vertrauens/ hierinnen umb so leichter von männiglichen Beyfall zu gewinnen/ als ansehn-und vortrefflich Ihro Käyserliche Majestät darbey interessirt/ und nicht allein nebenst der correspondirenden Fürsten getreuen Einrath/ den Zugang einer considerablen beständigen Verfassung/ ohne einige Subsidien/ Assignationes oder andere Beschwerde ihrer selbst/ oder anderer Fürsten und Stände des Reichs/ in allem Nothsfall pro publico gewinnet/ sonderen auch den so hochnöthigen punctum securitatis publicæ und dahin streckender proportionirter Reichs-Verfassung/ zu unvergleichlichem Vortheil und Aufnehmen Dero Käyserl. Authorität und des Reichs mercklich befördert; Gestalten dann hiebey

X. Ferner abgeredet und verglichen worden/ vermittelst einer Special-Convention, nach Anleitung des heil. Röm. Reichs Constitutionen und Executions-Ordnung/ solche Vorschung zu thun/ dasz zu Rettung des lieben Vaterlandes gegen dem auswärtigen Feind von Seiten der correspondirenden Fürsten/ alles in proportionirte gute Bereitschafft gestellt und erhalten/ zugleich aber auch inwendig des Reichs allerley zu Præjudiz der Fürstlichen Rechte gereichenden Zunöthigungen/ Eingriffen und Beschwehrden/ wie nicht weniger denen Land-verderblichen irregulirten Marchen/ und darüber einkommenden Lamentationen/ Klagen und dadurch einreisenden Misztrauen/ so viel möglich/ gesteuret werden möge. Wann nun solcher gestalten die correspondirende Fürsten an der Last und Unruhe des geliebten Vaterlandes grossen Theil haben/ und zu deren Ertragung nach allen eusersten Kräfften concurriren: So erfordert sowohl die natürliche Billichkeit/ als des Reichs Herkommen und kundbahre Observanz, dasz Fürsten und Stände/ vermög des ihnen ohnlaugbar zustehenden Juris Belli & Pacis, auch die zu des gemeinen Vaterlandes Erleichterung gereichende Mittel und Wege mit erfinden helffen. Dahero man

XI. Einig worden/ Ihro Käyserl. Majestät von demjenigen/ so man allhier verhandelt/ nachdrückliche apertur zu geben/ und dabey geziemende Instanz sowohl schrifftlich/ als durch eigene Abschickung (welche/ so bald man sich der abschickenden Personen und anderer Nothwendigkeiten halber gnugsam wird vernommen haben/ ihren ohneingestellten Fortgang haben soll) zu thun/ ihres allerhöchsten Orts daran zu seyn/ dasz kein voreiliger/ oder Particulier-Frieden gemacht/ sondern zu dessen Tractirung gewisse Zeit und Mahlstatt erwehlet/ und die so hoch interessirten Fürsten mit darzu gezogen/ mithin in indicendo & finiendo Bello, zu ihrer Consolation und mehrer Aufmunterung/ denen Reichs-Constitutionen gemäsz eine gleiche Waag und Maasz gehalten werden möge/ allermassen dann die gesambte correspondirende Fürsten den Verlasz genommen/ dasz sie/ wann zu Eröffnung der Friedens-Tractaten sich mehrere Apparence ereignen solte/ zeitlich vorhero zusammen schicken/ wie bey solchen Friedenshandlungen/ benebens zulänglicher Satisfaction, die Reichs-Fürstl. Hoheiten zu beobachten und zu mainteniren überlegen lassen/ auch dieselbe nach befindender Convenientz beschicken wollen.

XII. Sie seyn diesem allem nach in keinen Zweiffel/ es werde so wohl Käyserl. Majestät ob dieser ihrer wahren Patriotischen Intention ein gnädigstes Gefallen tragen/ als auch übrige vornehme Commembra des Reichs-Fürsten-Standes/ zu einmüthigem Beytritt und subscription derselben begierig seyn/ wohl erwogen/ eines theils neben dem Käyserl. höchsten Respect und Retablirung einer beständigen Vertrauligkeit zwischen Haupt und Glieder en/ die permission der Reichs-Constitutionen/ und darauf gegründeten alten und neuen Observanz, andern Theils aber die natürliche Liebe zu selbst eigener Conservation vor solche militiret/ und nicht zu vermuthen ist/ dasz ein Fürst seine wohlhergebrachte Ehren und Jura negligiren/ und deren Untergang mit eingeschlagenen Händen ansehen könne. Schlieszlich ist

XIII. Verabredet/ dasz denen übrigen in der Reichs-Matricul liegenden Fürsten und Ständen bevor und freystehen soll/ dieser Correspondenz zu accediren/ vor die allgemeine Ruhe/ Libertät und Jura mit sorgen und rathen zu helffen/ und sich deren erspriesslichen Genusses gleichfalls theilhafftig zu machen. Zu welchem Ende dann gesambte correspondiren Fürsten so wohl mittelst Ablassung angelegentlicher Invitations-Schreiben/ als auch durch besondere Schickung auff gemeinsahme Kosten/ selbige zum Accels vermögen wollen. Und wie diejenige/ welche dieser untadelichen Correspondentz beyzutreten ihrer particulier-Convenientz halber Bedencken tragen/ von dem daraus entspriesszenden gedeylichen Effect, Nutzen und Assistentz zu participiren sich von selbst entziehen zu wollen scheinen; Also versprechen hingegen die correspondirende Fürsten und Stände hiemit nochmahls bey Teutschen Fürstlichen Glauben und Ehren/ über dieser genommener Abrede mit Darstreckung aller zulänglichen Kräfften und Vermögen fest und unverbrüchlich zu halten. Gestalten dann zu mehrerer uhrkund dieselbe von nachgesetzten bevollmächtigten Ministris eigenhändig unterschrieben und besiegelt/ auch allerseits höchster Herren Principalen Ratification innerhalb 6. Wochen beyzubringen und gegen einander auszuwechseln versprochen worden. So geschehen zu Franckfurth am Mayn den 14. (24.) Martii Ao. 1695.

Von wegen Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster

(L.S.) Cochenheim.

Von wegen Ihrer Hochfürstl. Hochfürstl. Durchl. Durchl. zu Sachsen-Coburg und Sachsen-Meinungen

(L.S.) J. E. Freyherr von Wohlzogen.

Von wegen Ihrer Hochfürstl. Durchl. zu Sachsen-Gotha

(L.S.) Joh. Josz Hartmann Fischer.

Ex substitutione Sr. Hochfürstl. Durchl. zu Brandenburg-Culmbach Ministri J. C. Starcke.

(L.S.) DE Piper.

Von wegen Ih. Durchl. Durchl. zu Braunschweig-Wolffenbüttel

(L.S.) Woudeke.

Ex substitutione Sr. Hochfürstl. Durchl. zu Baaden-Durlach Ministri R. von Gemingen.

(L.S.) DE

Anno 1695.

(L.S.) DE Piper.

Ex substitutione Sr. Hochfürstl. Durchl. zu Baaden-Baaden Ministri C. F. von Plittersdorff.

(L.S.) DE Piper.

Von wegen Ihrer Königl. Majestät zu Dennemarck Norwegen/ als Hertzogen zu Hollstein 2c. salvo loco & ordine.

(L.S.) DE Piper.

Von wegen Ihrer Hochfürstl. Durchl. zu Würtenberg/ salvo loco & ordine.

(L.S.) E. Heyland.

CLXX.

8. Août. L'Empereur, et les Provinces-Unies.

Renouvellement de la part des Provinces-Unies, *de l'Alliance concluë en 1689. entre* Leopold *Empereur, & lesdites* Provinces-Unies *& leurs Alliez. Fait à la Haye, le 8. Août, 1695. Avec la* Ratification *des Etats Generaux donnée le 6. Octobre, 1695.* [Pièce authentique tirée des Registres de L. H. P. & signée de la propre main de Mr. le Greffier Fagel.]

ORdines Generales Uniti Belgii omnibus & singulis quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, notum testatumque facimus, quod cum inter Plenipotentiarios Confœderatarum Potentiarum ad Congressum hic Hagæ-Comitum institutum die octavo Augusti hujus anni millesimi sexcentesimi nonagesimi quinti conventum sit, de renovatione & confirmatione Fœderis inter Sacram Cæsaream Majestatem & Nos, duodecimo Maii anni millesimi sexcentesimi octuagesimi noni conclusi ac per accessionem aliarum Potentiarum generale facti, uti plenius liquet ex ipso Renovationis & confirmationis Instrumento, quod de verbo ad verbum hic insertum est.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii duodecimo Maii anni millesimi sexcentesimi octuagesimi noni, contra Galliam conclusum, & per accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum, in suo vigore, per omnia firmum subsistat, clarisque terminis contineat, qualiter quivis Confœderatorum, durante hoc Bello, contra communem hostem agere; & quæ circumspectio, ac modus in tractanda Pace, aut Armistitio cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dictâ Pace, in terminis Fœderis Defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas, laudabili zelo conservandæ semper hujus arctæ, constantis & inviolabilis Unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, earundem ad Congressum hic Hagæ Comitum institutum, Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re, & communi emolumento futurum, si obligationes, quæ per præmentionatum Fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam renovationem modo dicti Plenipotentiarii tanto magis proficuam ac necessariam existimarunt, quanto vel maximè interest, hunc communem hostem, non solum omni spe assequendæ intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes, aut oblationes, & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam, ac formidinem Tractatuum separatorum è medio tollere.

Ea propter sæpe dicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii vigore Mandatorum suorum & unanimi consensu, salvâ tamen Principalium suorum Ratificatione, inter se convenerunt, ante memoratum Generale Fœdus, die duodecima Maii anni millesimi sexcentesimi octuagesimi noni initum, renovare, recognoscere ac confirmare; prout hisce renovant, recognoscunt ac confirmant; Principales suos ad inviolabilem observationem universi tenoris ac omnium Punctorum, Clausularum & obligationum in modo dicto Fœdere contentarum; Obligando, non secus, quam si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem, & normam Tractatuum, Conventionum aut Actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quidquam vel detractum, vel additum volunt, quin imo omnes & singulæ ejusdem Accessiones hic renovantur, & confirmantur cum omnibus stipulationibus & promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prouti eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis Generalis aggregent, & illi, qui huc usque, in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, si quidem hæc Renovatio & confirmatio Declarationi belli ex parte Imperii Ratisbonæ die $\frac{3}{13}$. Februarii anni millesimi sexcentesimi octuagesimi noni, contra Galliam factæ plenariè conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis, ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ. Obligant se quoque supra memorati Plenipotentiarii, quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantocius, & ad plurimum respectu illorum qui longius absunt, intra duos menses procurare velint.

In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & Sigilli sui appressione signavit. Actum Hagæ Comitum die octavo Augusti anni millesimi sexcentesimi nonagesimi quinti.

Nos infra scripti Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii ad hoc specialiter Deputati hasce subscripsimus & Sigilla Nostra huic Instrumento apposuimus.

(*Signatum erat.*)

(L.S.) S. V. Wynbergen.
(L.S.) F. Baron de Reede.
(L.S.) A. Heinsius.
(L.S.) W. de Nassau.
(L.S.) J. vander Does.
(L.S.) J. Aitzema.
(L.S.) H. J. Roelinck.

Nos itaque idem Instrumentum & omnia, & singula in eodem contenta, approbasse, confirmasse & ratahabuisse; quemadmodum approbamus, confirmamus & ratahabemus, vigore præsentium, promittentes sincerè & bonâ fide, Nos quæcunque in eodem Instrumento contenta sunt, quatenus ad nos attinet, observaturos & adimpleturos, nec quicquam contra facturos vel eidem ullo modo contraventuros. In quorum fidem hasce Sigillo nostro majori muniri, per Consessus nostri Præsidem signari & per Graphiarium nostrum subscribi fecimus. Actum Hagæ Comitum die sexto Octobris anni millesimi sexcentesimi nonagesimi quinti. (*Signatum erat*) S. V. Gockinga Vt. (*inferius script. erat*) Ad Mandatum altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium (*subsignatum erat*) F. Fagel.

Exemplar hoc in omnibus convenire cum suo Originali, à quo ex filo coccineo & aureo pendebat Sigillum majus altissimè memoratorum Dominorum Ordinum Generalium cerâ rubrâ impressum, testor Eorundem Graphiarius.

F. Fagel.

CLXXI.

16. Août. L'Empereur, les Provinces-Unies et Munster.

Renouvellement de la part de Frederic Chrestien *Evêque de Munster de l'Alliance faite en 1689. entre* Leopold *Empereur,* &

ANNO 1695.

& les PROVINCES-UNIES & leurs Alliez. Fait à Munster le 16. Août 1695. [Manuscrit.]

NOs Fridericus Christianus Dei gratia Episcopus & Princeps Monasteriensis, Burggravius Strombergensis, S. Romani Imperii Princeps & Dominus in Borckeloh, notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum scire interest quod cùm Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii ad Congressum Hagæ-Comitis institutum, vi Mandatorum suorum & unanimi consensu, Ratihabitione Dominorum suorum Principalium salva, die octava mensis labentis convenerint, Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, duodecimo Maii, Anni millesimi sexcentesimi octuagesimi noni, contra Coronam Galliæ initum renovare, recognoscere & confirmare, modo ac tenore sequenti.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii 12. Maii 1689. contra Galliam conclusum, & per accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum, in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarisque terminis contineat, qualiter quivis Confœderatorum, durante hoc Bello, contra communem Hostem agere, & quæ circumspectio ac modus in tractanda Pace, aut Armistitio, cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus arctæ, ac inviolabilis Unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, earundem ad Congressum hic Hagæ-Comitum institutum Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si obligationes, quæ per præmentionatum Fœdus generale reciproce contractæ fuerunt renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiarii tantò magis proficuam ac necessariam æstimarunt, quanto vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes aut oblationes, & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam, ac formidinem Tractatuum separatorum è medio tollere.

Ea propter supradicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii, vigore Mandatorum suorum, & unanimi consensu, salva tamen Principalium suorum Ratificatione inter se convenerunt, antememoratum generale Fœdus die 12. Maii 1689. initum, renovare, recognoscere, & confirmare, prout hisce renovant, recognoscunt, & confirmant, Principales suos ad inviolabilem observantiam universi tenoris, ac omnium Punctorum, Clausularum, & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non secus quam si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatuum, Conventionum, aut Actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quidquam vel detractum vel additum volunt, quin imo omnes & singulæ ejusmodi Accessiones hic renovantur, & confirmantur, cum omnibus stipulationibus & promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout Eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur, omnes Electores, Principes, ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis generalis aggregent, & Illi, qui hucusque in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die $\frac{3}{13}$ Februarii 1689. contra Galliam factæ plenarie conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ; obligant se quoque supra memorati Plenipotentiarii, quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantocius & ad plurimum respectu Illorum, qui longius absunt, intra duos menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione, & Sigilli sui appressione signavit. Actum Hagæ-Comitum die octavâ Augusti 1695.

(L.S.) J. CONRADUS NORFF,

Pro Reverendissimo & Celsissimo Domino Episcopo & Principe Monasteriensi.

NOs supra memoratas Renovationis Tabulas ratas & gratas habuerimus, confirmaverimus, & approbaverimus, prout hisce ratihabemus, confirmamus, & approbamus, fide ac verbo Principis promittentes, omnia & singula in prædictis Tabulis Renovationis comprehensa fideliter & ritè, quantum Nos concernit, præstituros atque adimpleturos, nec passuros ut iis in minimo à nostris unquam contraveniatur. In cujus rei fidem præsentes manu nostra subscriptas Sigillo nostro communiri jussimus. Datum in Urbe nostra Monasteriensi, die decima sexta Augusti, Anno millesimo sexcentesimo, nonagesimo quinto.

FRIDERICUS CHRISTIANUS.

(L.S.) (L.S.)

Copiam hanc cum Originali suo in Congressu Plenipotentiariorum hodie exhibito per omnia concordare attestor manu propria Hagæ-Comitum die 23. Januarii 1696.

J. CONRADUS NORFF.

CLXXII.

Renouvellement de la part D'ERNEST AUGUSTE *Duc de Brunswick & de Luneburg Electeur, de l'Alliance faite en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur & les* PROVINCES-UNIES *& leurs Alliez. Fait à Linsbourg, le* 18. *Août* 1695. [Manuscrit.]

18. Août. L'EMPEREUR, LES PROVINCES-UNIES ET HANOVER.

NOs Dei Gratia Ernestus Augustus Dux Brunsvicensis & Luneburgensis S. R. I. Elector, Princeps Osnabruggensis, notum testatumque hisce facimus, quandoquidem Sacra Cæsarea Majestas nunquam satis laudato conservandæ & stringendæ magis inter omnes & singulas adversus Coronam Galliæ Fœderatas Potentias Unionis zelo mota, Earundem ad Congressum Hagæ-Comitum institutum Plenipotentiariis proponi curaverit, utilitati publicæ, haud parum consultum iri, si Fœdus illud, quod die 12. Maii 1689. inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii initum & per Accessionem aliarum deinceps Potentiarum universale & generale factum, sine mora renovaretur, quem in finem certa quædam formula in dicto Congressu concinnata & à singulis ad id specialiter legitimatis Plenipotentiariis signata est, modo & tenore sequenti.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii 12. Maii 1689. contra Galliam conclusum, & per Accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum, in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarisque terminis contineat, qualiter quivis Confœderatorum, durante hoc Bello, contra communem Hostem agere, & quæ circumspectio ac modus in tractanda Pace, aut Armistitio, cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus arctæ, ac inviolabilis Unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, Earundem ad Congressum hic Hagæ-Comitum insti-

Anno 1695.

institutum, Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si obligationes, quæ per præmentionatum Fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiarii tanto magis proficuam ac necessariam æstimarunt, quanto vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes aut oblationes & per divisionem Confœderatorum, penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam, ac formidinem Tractatuum separatorum è medio tollere.

Ea propter supradicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii, vigore Mandatorum suorum, & unanimi consensu, salvâ tamen Principalium suorum Ratificatione, inter se convenerunt, antememoratum generale Fœdus die 12. Maii 1689. initum, renovare, recognoscere & confirmare, prout hisce renovant, recognoscunt, & confirmant, Principales suos ad inviolabilem observantiam universi tenoris ac omnium Punctorum, Clausularum, & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non secus quam si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatuum, Conventionum, aut Actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quidquam vel detractum vel additum volunt, quin imo omnes & singulæ ejusmodi Accessiones hic renovantur, & confirmantur, cum omnibus stipulationibus & promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout Eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur, omnes Electores, Principes, ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis generalis aggregent & illi, qui hucusque in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die $\frac{4}{14}$ Februarii 1689. contra Galliam factæ plenarie conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ. Obligant se quoque supra memorati Plenipotentiarii, quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantocius & ad plurimum respectu Illorum, qui longius absunt, intra duos menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propria manus subscriptione, & Sigilli sui appressione signavit. Actum Hagæ-Comitum die octavâ Augusti 1695.

Nos igitur eadem ratione qua antedicto Fœderi die trigesima mensis Decembris, Anni millesimi sexcentesimi nonagesimi secundi accessimus, idque laudavimus & approbavimus, supra insertam quoque Renovationis ejus formulam laudasse & approbasse, sicuti vigore præsentium eam laudamus, approbamus, gratam, acceptam ratamque habemus, spondentes & fide ac verbo Electorali promittentes, nos illi nullo modo contraventuros, aut quantum in nobis est contraveniri passuros, sed ejus tenorem in omnibus sanctè & inviolabiliter observaturos, atque adimpleturos esse.

In quorum fidem, majusque robur præsentes Literas manu nostra subscripsimus, & sigillo nostro muniri jussimus. Dabantur Linsburgi die $\frac{1}{11}$ Augusti Anni millesimi sexcentesimi nonagesimi quinti.

(L.S.) ERNESTUS AUGUSTUS Elector.

Copiam hanc manus mea subscriptione, & sigilli mei appositione roboratam Ego infrascriptus Serenitatis suæ Electoralis Brunsvicensis & Luneburgensis Consiliarius, ejusdem ad Congressum Confœderatorum, qui est Hagæ-Comitum, Plenipotentiarius in omnibus vero Originali, quod in Congressus custodia est, convenientem illius loco exhibui.

(L.S.) Henr. Hunkeen.

CLXXIII.

Anno 1695. 22. Août. L'Empereur, les Provinces-Unies, et Baviere.

Renouvellement, de la part de Maximilien Emanuel *Electeur Duc de Baviere, de l'Alliance faite en 1689. entre* Leopold *Empereur & les* Provinces-Unies, *& leurs Alliez. Fait au Camp de Namur, le 22. Août,* 1695. (Manuscrit.)

Nos Maximilianus Emanuel Dei Gratiâ utriusque Bavariæ & Palatinatus superioris Dux, Comes Palatinus Rheni, Sacri Romani Imperii Archidapifer & Landgravius in Luchtemberg &c. Omnibus & singulis, quorum interest, hisce notum facimus ac testamur. Postquam Sacræ Cæsareæ Majestati aliisque contra Galliam Fœderatis Potentiis & Principibus è re visum fuit, ut Fœdus illud, inter dictam Sacram Cæsaream Majestatem Leopoldum primum ac Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum Viennæ die 12. Maii 1689. ab initio conclusum, cui Fœderi præter alios & Nos quoque postmodum accessimus, nostrumque desuper Instrumentum 3. Maii 1691. expediri fecimus: inter utrinque Fœderatos eum maximè in finem renovetur, tum ut præfatæ Coronæ Galliæ omnis per secretas machinationes assequendæ intentionis suæ spes præscindatur, tum ut inter ipsos Confœderatos omnis diffidentiæ & separationis occasio è medio tollatur: Quod propterea Ministrum & Consiliarium nostrum Status nobis fidelem dilectum Corbinianum de Prielmeyer de novo Hagam-Comitis ablegaverimus, eique plenam Potestatem dederimus, ut super ejusmodi renovatione Fœderis cum aliis Deputatis ac Plenipotentiariis ibi præsentibus conveniat, nec non ejusmodi renovati Fœderis Instrumentum, unum vel plura, prout hoc de necessitate visum fuerit, nostro nomine signet, quod & modo, formâ ac tenore factum fuit quo sequitur.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii 12. Maii 1689. contra Galliam conclusum, & per Accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum, in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarisque terminis contineat, qualiter quivis Confœderatorum, durante hoc Bello, contra communem Hostem agere, & quæ circumspectio ac modus in tractanda Pace, aut Armistitio, cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus arctæ, ac inviolabilis Unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, Earundem ad Congressum hic Hagæ-Comitum institutum Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si obligationes, quæ per præmentionatum Fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiarii tanto magis proficuam ac necessariam æstimarunt, quanto vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes aut oblationes & per divisionem Confœderatorum, penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam, ac formidinem Tractatuum separatorum e medio tollere.

Ea propter supradicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii, vigore Mandatorum suorum, & unanimi consensu salvâ tamen Principalium suorum Ratificatione inter se convenerunt, antememoratum generale Fœdus die 12. Maii 1689. initum, renovare, recognoscere & confirmare, prout hisce renovant, recognoscunt, & confirmant, Principales suos ad inviolabilem observationem universi tenoris ac omnium Punctorum, Clausularum, & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non secus quam si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatuum, Conventionum, aut Actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipoten-

ten-

ANNO 1695.

tentiarii nihil quidquam vel detractum vel additum volunt, quin imo omnes & singulæ ejusmodi Accessiones hic renovantur, & confirmantur, cum omnibus stipulationibus & promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout Eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur, omnes Electores, Principes, ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis generalis aggregent, & Illi, qui hucusque in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die $\frac{3}{13}$ Februarii 1689. contra Galliam factæ plenarie conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis, ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ.

Obligant se quoque supra memorati Plenipotentiarii quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantocius & ad plurimum respectu illorum qui longius absunt, inter duos menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & Sigilli sui appressione signavit. Actum Hagæ-Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

Quibus ita factis tenore præsentium declaramus Nos hujusmodi Renovationis actum, ac ipsum respectivè Fœdus per omnia & singula approbavisse, quemadmodum hisce approbamus & ratihabemus; verbo Principis promittentes, nos omnia & singula, in præfato Fœdere contenta sanctè & religiosè observaturos, impleturos, ac sic observari & impleri curaturos, neque, quantum in nobis erit, passuros, ut à quopiam, sub quocunque demum prætextu, directè vel indirectè, violentur aut infringantur. In horum omnium testimonium, & majorem fidem præsens Ratificationis Instrumentum propria manu subsignavimus, ac Sigillo nostro Electorali communiri fecimus. Actum in Castris ad Namurcum die vigesima secunda Augusti, Anni millesimi sexcentesimi nonagesimi quinti.

MAXIMILIANUS EMANUEL Elector.

plus bas,

(L.S.)

JO. PETRUS KEMPIS.

PREILMEYER PLENIPOTENT. (L.S.)

CLXXIV.

$\frac{17}{27}$ Août. L'EMPEREUR, LES PROVINCES, ET BRANDEBOURG.

Renouvellement de la part de FREDERIC III. *Electeur de Brandebourg de l'Alliance faite en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur, & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, & leurs Alliez. Fait à Cologne sur la Sprée le* 27. *Août,* 1695. [Manuscrit.]

NOs Fridericus Tertius Dei Gratiâ, Marchio Brandeburgensis, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarius & Princeps Elector Prussiæ, Magdeburgi, Cliviæ, Juliæ, Montium, Stettini, Pomeraniæ, Cassubiorum Vandalorumque, nec non in Silesia, Crosnæ Dux, Burggravius Norimbergensis, Princeps Halberstadii, Mindæ, & Camini, Comes de Hohenzolern, Marcæ & Ravensbergi, Dominus in Ravenstein, Lawenburg & Butau.

Notum facimus omnibus & singulis præsentes Literas inspecturis, lecturis vel audituris, aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit: Postquam ad firmandum & arctius stringendum vinculum, quod inter Fœderatos præsenti Bello contra Galliam intercedit, utile & è re communi visum fuerit, Fœdus, die 12. Mensis Maii anni 1689. primo inter Sacram Cæsaream Majestatem ex una, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Fœderati Belgii ex altera partibus initum, & post, Accessione aliorum Regum, Electorum, & Principum generale factum, renovare, majusque robur ei addere, eâque de re præhabita matura deliberatione inter generosum & magnificum Consiliarium nostrum Status intimum, apud prædictos Ordines & in Congressu Hagensi Ministrum Plenipotentiarium, sincerè nobis fidelem & dilectum Wolffgangum de Schmettau, nec non reliquorum Fœderatorum ibidem præsentium Ministros Plenipotentiarios conventum fuerit formâ, modo & tenore sequenti.

Quanquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Generales Fœderati Belgii die 12. Mensis Maii 1689. contra Galliam conclusum & per Accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum, in suo vigore per omnia firmum subsistat clarisque terminis contineat, qualiter quivis Confœderatorum durante hoc Bello contra communem hostem agere, & quæ circumspectio ac modus in tractanda Pace aut Armistitio cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus arctæ, constantis & inviolabilis Unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, earundem ad Congressum hic Hagæ Comitum institutum Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si obligationes quæ per præmentionatum Fœdus generale reciproce contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiarii tantò magis proficuam ac necessariam existimarunt, quanto vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes oblationesque, & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam ac formidinem Tractatuum separatorum è medio tollere.

Ea propter sæpe dicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii vigore Mandatorum suorum & unanimi consensu, salva tamen Principalium suorum Ratificatione inter se convenerunt, ante memoratum generale Fœdus die 12. Maii 1689. initum, renovare, recognoscere ac confirmare, prout hisce renovant, recognoscunt ac confirmant, Principales suos ad inviolabilem observationem universi tenoris, ac omnium Punctorum, Clausularum, & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non secus quam si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatuum, Conventionum, aut Actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quidquam vel detractum vel additum volunt, quin imo omnes & singulæ ejusmodi Accessiones hic renovantur & confirmantur cum omnibus stipulationibus, & promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout Eadem præsentibus humillime requiritur, quatenus dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis generalis aggregent, & illi, qui hucusque, in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, siquidem hæc Renovatio & confirmatio Declarationi belli ex parte Imperii Ratisbonæ die $\frac{3}{13}$ Februarii Anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono contra Galliam factæ plenarie conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ. Obligant se quoque supramemorati Plenipotentiarii, quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantocius & ad plurimum respectu illorum qui longius absunt, intra duos menses procurare velint: in cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & Sigilli sui appressione signavit. Actum Hagæ-Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

Cùm

ANNO 1695.

Cùm ergò hæc omnia & singula per supradictum Plenipotentiarium nostrum de Schmettau, jussu & Mandato nostro ita gesta, peracta & conventa sint; Nos eadem omnia & singula certâ nostrâ scientiâ approbamus, ratificamus, & confirmamus, rataque & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, simúlque verbo Electorali promittimus pro Nobis, Nostrisque & Electoratus nostri Hæredibus, Nos omnia, quæ Scripto illo continentur, firmiter, constanter & inviolabiliter servaturos, nullaque ratione vel per nos vel per alios nullo unquam tempore contraventuros, aut ut per alios contraveniatur passuros, quomodocunque id fieri poterit. In quorum omnium testimonium & fidem Sigillum nostrum Electorale huic Diplomati manu nostra subscriptum appendi fecimus. Dabantur Coloniæ ad Spream die 1⁄2 Augusti 1695.

FRIDERICUS Elector.

(*Sigillum Electorale majus huic Ratificationi appensum est.*)

E. V. DANCKELMAN.

Copiam hanc cum Originali suo, in Congressu Plenipotentiariorum hodie exhibito & illic cum cæteris Ratificationibus asservato per omnia concordare attestor manu propria, & appressione Sigilli mei. Hagæ Comitum die 23. Januarii 1696.

W. DE SMETTAU.

CLXXV.

1. Sept. L'EMPEREUR, LES PROVINCES-UNIES, ET L'ESPAGNE.

Renouvellement de la part de CHARLES II. *Roi d'Espagne de l'Alliance faite en 1689. entre* LEOPOLD *Empereur & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas & leurs Alliez. Fait à Madrid le 1. de Septembre, 1695.* [Manuscrit.]

DOn Carlos, por la gracia de Dios Rey de las Españas, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de las Indias &c. Duque de Borgoña y de Milan, Conde de Habspurg, Illandes y Tirol &c. Por quanto en Primero de Agosto pasado de este año se ha ajustado en el Haya por Don Francisco Bernardo de Quiros de mi Consejo de Castilla, mi Embaxador en las Provincias-Unidas del Pays Baxo y mi Plenipotentiario en el Congreso del Haya y todos los demas Ministros de a quel Congreso el Tratado de Renovation de la Alianza y Liga contra la Francia, que se concluyo en doze de Mayo de mil seisecentos y ochenta y nueve entre El Serenissimo y Potentissimo Emperador Rey de Romanos, de Bohemia y de Ungria, y los Altos y mui Poderosos Estados de las Provincias-Unidas del Pays-Baxo, cuyo Tratado de Renovation, en Lengua Latina es el siguiente.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii duodecima Mensis Maji anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono contra Galliam conclusum, & per Accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarisque terminis contineat, qualiter quivis Confœderatorum, durante hoc Bello, contra communem Hostem agere, & quæ circumspectio ac modus in tractanda Pace, aut Armistitio cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis defensivi persistere ac durare debeat, nihilominùs tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus arctæ, constantis & inviolabilis Unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, earundem ad Congressum hic Hagæ-Comitum institutum Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si Obligationes, quæ per præmentionatum Fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modò dicti Plenipotentiarii tantò magis proficuam & necessariam existimarunt, quantò vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ Intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes oblationesque & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verùm etiam omnem diffidentiam ac formidinem Tractatuum separatorum è medio tollere.

Ea propter sæpe dicti Fœderatarum Provinciarum Plenipotentiarii, vigore Mandatorum suorum, & unanimi consensu, salva tamen Principalium suorum Ratificatione, inter se convenerunt, antè memoratum generale Fœdus die duodecimo Maji anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono initum renovare, recognoscere, ac confirmare, prout hisce renovant, recognoscunt & confirmant, Principales suos ad inviolabilem observationem universi tenoris ac omnium Punctorum, Clausularum & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non secùs quàm si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter Partes stipulatum foret, quod tamen etiam intelligi debet, ad mentem & normam Tractatuum, Conventionum aut Actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quidquam vel detractum vel additum volunt. Quin imò omnes & singulæ ejusmodi Accessiones hic renovantur & confirmantur cum omnibus Stipulationibus & Promissis inter Confœderatos invicem contractis. Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prouti eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenùs dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari ut se huic Renovationi Fœderis generalis aggregent, & illi qui hucusque in eo comprehensi non erant, eidem quantociùs accedant, si quidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die decima quarta Februarii anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono contra Galliam factæ plenariè conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ. Obligant se quoque supramemorati Plenipotentiarii, quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantociùs & ad plurimum respectu illorum qui longiùs absunt intra duos Menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modò dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpè mentionatæ Renovationis propriæ manus Subscriptione, & Sigilli sui appressione signavit. Actum Hagæ Comitum prima Augusti anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

Y havendoze visto y examinando hé resuelto aprobarle y ratificarle en todos sus puntos; por tanto en virtud de la presente le apruevo y ratifico y en fée y palabra Real prometo cumplirle; en la forma que en el se contiene. Para lo qual mando despachor la presente firmada de mi mano, sellada con mi sello secreto y refrendada de mi infrascrito Secretario de Estado. Dada en Madrid à primero de Septiembre & mil seiscientos noventa y cinco Anos: YO EL REY. Don CRISPIN GONZALES BOTELLO. Concordat cum suo Originali, quod manus propriæ subscriptione confirmo. Hagæ Comitum vigesima tertia Januarii anno millesimo sexcentesimo nonagesimo sexto.

DON FRANCISCO BERNARDO DE QUIROS.

(L.S.)

CLXXVI.

12. Sept. L'EMPEREUR, ET LES PROVINCES-UNIES.

Acte par lequel LEOPOLD *Empereur renouvelle son Alliance concluë en 1689. avec les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, & leurs Alliez. Fait à Eberstorff le 12. Septembre, 1695.* [Manuscrit.]

LEopoldus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Croatiæ, Sclavoniæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ, ac Superioris & Inferioris Si-

ANNO 1695.

Silesiæ, Wirtembergæ, & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, & Goritiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, & Salinarum, &c.

Notum testatumque facimus vigore præsentium universis, quorum interest, quod cùm Nostri & Fœderatorum Nostrorum Plenipotentiarii Hagæ Comitis congregati, de renovanda obligatione Fœderis, quod anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono primum Nos inter & Uniti Belgii Ordines Generales percussum, deinde aliarum Potentiarum & Principum accessione auctum est, convenerint, desuperque Instrumenta reciprocè commutarint tenoris sequentis.

Quanquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii 12. Mensis Maji 1689. contra Galliam conclusum & per Accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarisque terminis contineat, qualiter quivis Confœderatorum durante hoc Bello contra communem Hostem agere, & quæ circumspectio ac modus in tractanda Pace, aut Armistitio, cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominùs tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus arctæ, constantis ac inviolabilis Unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, Earundem ad Congressum hic Hagæ-Comitum institutum Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re, & communi emolumento futurum, si Obligationes quæ per præmentionatum Fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modò dicti Plenipotentiarii tantò magis proficuam ac necessariam existimarunt, quantò vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ Intentionis suæ per consuetas perniciosas Machinationes aut oblationes, & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verùm etiam omnem diffidentiam ac formidinem Tractatuum separatorum è medio tollere.

Ea propter supra dicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii vigore Mandatorum & unanimi consensu, salva tamen Principalium Ratificatione, inter se convenerunt antememoratum generale Fœdus die 12. Maji 1689. initum renovare, recognoscere ac confirmare, prouti hisce renovant, recognoscunt & confirmant, Principales suos ad inviolabilem Observationem universi tenoris ac omnium Punctorum, Clausularum & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non secùs quàm si illud huic Instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter Partes stipulatum foret, quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatuum, Conventionum aut Actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quidquam vel detractum, vel additum volunt, quin imò omnes & singulæ ejusmodi Accessiones hic renovantur, & confirmantur cum omnibus stipulationibus & promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prouti Eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenùs dignaretur omnes Electores Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis Generalis aggregent, & illi qui hucusque in eo comprehensi non erant, eidem quantociùs accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die $\frac{1}{11}$ Februarii 1689. contra Galliam factæ plenariè conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quàm honestæ generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ.

Obligant se quoque supra memorati Plenipotentiarii quòd super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantociùs & ad plurimum respectu illorum qui longiùs absunt intra duos menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & Sigilli sui appressione signavit. Actum Hagæ Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

(L.S.) D. A. C. à KAUNITZ
Nomine Sacræ Cæsareæ Majestatis.

Nos salutarem hanc Fœderis Renovationem laudaverimus, approbaverimus & ratam habuerimus, prout hisce laudamus, approbamus & ratam habemus, universis & singulis Fœderatis nostris eandem Renovationem ratificantibus; verbo nostro Cæsareo denuò declarantes Nos ad inviolabilem dicti Fœderis omniumque Punctorum & Clausularum in eodem uti & in supra inserto Renovationis Instrumento contentarum observationem obligari, Nosque iis ex parte nostra exactè satisfacturos esse.

In cujus majorem fidem hocce Ratificationis Nostræ Instrumentum manu nostrâ subscriptum Sigillo Nostro muniri jussimus. Datum in Arce Nostra Eberstorffii die duodecima Mensis Septembris Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto, Regnorum nostrorum Romani trigesimo octavo, Hungarici quadragesimo primo, Bohemici vero trigesimo nono.

LEOPOLDUS.
(L.S.)

VI. AMADÆUS Comes de WINDISGRATZ.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

CASPARUS FLORENTINUS CONSBRUCK.

Copiam hanc cum Originali suo concordare attestor propriæ manus subscriptione & Sigilli mei appressione.

(L.S.) D. A. C. à KAUNITZ.

CLXXVII.

13. Sept. L'EMPEREUR, LES PROVINCES-UNIES, ET LORRAINE.

Renouvellement, de la part d'ELEONOR, *Reine Douairiere de Pologne, & Duchesse Douairiere de Lorraine, de l'Alliance faite en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur, & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-bas & leurs Alliez. Fait à Inspruck, le* 13. *Septembre* 1695. [Manuscrit.]

ELeonora Dei Gratia Regina Vidua Poloniæ & Ducissa Lotharingiæ & Barri &c. nata Archi-Ducissa Austriæ &c. Mater, & Tutrix charissimi Filii Nostri Serenissimi Principis Leopoldi primi eadem Dei Gratia Lotharingiæ Ducis, Marchisii, Ducis Calabriæ, Barri, Gueldriæ, Marchionis Dussiponti & Nomenii, Comitis Provinciæ, Vademontis, Albimontis, Zutphaniæ, Salmensis, & Regens, & Administratrix Corporum, Bonorum, & Statuum prædicti Filii Nostri. Omnibus & singulis præsentes visuris & inspecturis; Notum testatumque facimus, quòd cùm ad propositionem Serenissimi & Potentissimi Imperatoris Domini Fratris Nostri honoratissimi Fœdus inter Suam Majestatem & Præpotentes Ordines Generales die 12. Maji 1689. initum, & postmodum per Accessionem aliarum Potentiarum factum generale ac universale, ab eorundem Plenipotentiariis Hagæ-Comitis die octava mensis Augusti proximè elapsi renovatum fuerit, prouti Renovationis Instrumentum nostro nomine, vigore nostræ Plenipotentiæ subsignatum, ab Illustri & Magnifico Domino Dominico Sacri Romani Imperii Comite à Kaunits &c. Equite aurei Velleris, Camerario & Consiliario Cæsareo intimo, nec non Suæ Majestatis Cæsareæ Oratore ac Plenipotentiario Hagæ-Comitis existente, hic infra de verbo ad verbum descriptum insequitur.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii 12. Mensis Maji 1689. contra Galliam conclusum, & per Accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum in suo vigore per omnia firmum subsistat clarisque terminis con-

ANNO 1695.

contineat; qualiter quivis Confœderatorum durante hoc Bello, contra communem Hostem agere, & quæ circumspectio ac modus in tractanda Pace aut Armistitio cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominùs tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo, conservandæ semper hujus arctæ, constantis & inviolabilis Unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, earundem ad Congressum hic Hagæ-Comitum institutum Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si Obligationes quæ per præmentionatum Fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiarii tantò magis proficuam ac necessariam existimarunt, quantò vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ Intentionis suæ per consuetas perniciosas Machinationes oblationesque, & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam ac formidinem Tractatuum separatorum è medio tollere.

Ea propter sæpe dicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii vigore Mandatorum & unanimi consensu, salva tamen Principalium suorum Ratificatione, inter se convenerunt, ante memoratum generale Fœdus die 12. Maji 1689. initum, renovare, recognoscere, ac confirmare, prout hisce renovant, recognoscunt ac confirmant, Principales suos ad inviolabilem Observationem universi tenoris, ac omnium Punctorum, Clausularum, & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non secùs quàm si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quòd tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatuum, Conventionum, aut Actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quidquam vel detractum vel additum volunt, quin imò omnes & singulæ ejusmodi Accessiones hic renovantur & confirmantur cum omnibus Stipulationibus & promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prouti eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis generalis aggregent, & illi, qui huc usque, in eo comprehensi non erant, eidem quantociùs accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die 1/11 Februarii Anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono, contra Galliam factæ plenariè conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis ac securæ Pacis conjunctìm adipiscendæ, ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ.

Obligant se quoque supramemorati Plenipotentiarii quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantociùs & ad plurimum respectu illorum qui longiùs absunt, intra duos Menses procurare velint: in cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & Sigilli sui appressione signavit. Actum Hagæ-Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

Cumque necessarium sit, ut hoc renovati Fœderis Instrumentum ratificetur, idcircò nos pro parte nostra supradicto nomine qua Mater & Tutrix charissimi Filii nostri Serenissimi Principis Leopoldi primi Ducis Lotharingiæ & Barri, ac pro ipsius Hæredibus & Successoribus suis, idem præinsertum Fœderis renovati Instrumentum per omnia, & singula approbavimus, confirmavimus, & ratum habuimus, veluti hisce approbamus, confirmamus, & ratum habemus, promittentes insuper Nos nomine quo supra atque Hæredes & Successores dicti nostri charissimi Filii, omnia & singula in præfato renovati Fœderis Instrumento contenta divina favente gratiâ bona fide præstituros & adimpleturos, omnique ratione impedituros, ne à nostris vel aliis ullo modo violentur: In cujus rei fidem, hasce manu nostra subscriptas Sigilli nostri Reginalis appressione muniri jussimus. Datas in Aula Oenipontana die decima tertia Septembris Anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

ANNO 1695.

ELEONORA Regina.
(L.S.)

Ad Mandatum Sacræ Reginalis Majestatis proprium.

C. F. SANTER de M. &c.
à Secretis.

Copiam hanc cum Originali suo concordare attestor propriæ manus subscriptione & Sigilli mei appressione.

D. A. C. à KAUNITZ,
(L.S.)

CLXXVIII.

Renouvellement de la part de VICTOR AME' II. *de l'Alliance faite en 1689. entre* LEOPOLD *Empereur, & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas & leurs Alliez. Fait à Turin, le 21. Septembre*, 1695. [Manuscrit.]

21. Sept. L'EMPEREUR, LES PROVINCES-UNIES ET LA SAVOYE.

VIctorius Amedeus II. Dei Gratia Dux Sabaudiæ, Princeps Pedemontii, Rex Cipri &c. Cum nobis Instrumentum Renovationis Fœderis Generalis die octavo elapsi mensis Augusti Hagæ-Comitum initæ à Comite & Præside de la Tour, Nuntio nostro ibidem Extraordinario transmissum fuerit in formam sequentis tenoris.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii 12. Maji 1689. contra Galliam conclusum, & per Accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum, in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarisque terminis contineat; qualiter quivis Confœderatorum, durante hoc Bello, contra communem Hostem agere, & quæ circumspectio ac modus in tractanda Pace, aut Armistitio, cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominùs tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus arctæ, ac inviolabilis Unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, earundem ad Congressum hic Hagæ-Comitum institutum, Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si Obligationes, quæ per præmentionatum Fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modò dicti Plenipotentiarii tantò magis proficuam ac necessariam æstimarunt, quantò vel maximè interest, hunc communem Hostem non solùm omni spe assequendæ Intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes aut oblationes, & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam ac formidinem Tractatuum separatorum à medio tollere.

Ea propter supradicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii, vigore Mandatorum suorum, & unanimi consensu, salva tamen Principalium suorum Ratificatione, inter se convenerunt, antememoratum generale Fœdus die 12. Maji 1689. initum, renovare, recognoscere, & confirmare, prout hisce renovant, recognoscunt, & confirmant, Principales suos ad inviolabilem observantiam universi tenoris, ac omnium Punctorum, Clausularum, & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non secùs quàm si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quòd tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatuum, Conventionum, aut Actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quidquam vel detractum, vel additum volunt, quinimo omnes & singulæ ejusmodi Accessiones hic renovantur & confirmantur, cum omnibus Stipula-

ANNO 1695.

pulationibus & Promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prouti eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenùs dignaretur, omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis generalis aggregent, & illi qui huc usque in eo comprehensi non erant, eidem quantociùs accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die 1/4 Februarii 1689. contra Galliam factæ plenariè conformis est; nullum alium præ se ferens scopum, quàm honestæ generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ ejusque pro cujusvis Fœderatorum, ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ. Obligant se quoque supramemorati Plenipotentiarii, quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantociùs & ad plurimùm respectu illorum, qui longiùs absunt, intra duos Menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & Sigilli sui appressione signavit. Actum Hagæ-Comitum 8. Augusti 1695.

DE LA TOUR.
(L.S)

NOs viso & lecto dicto Instrumento Renovationis & Confirmationis memorati Fœderis Generalis, illud juxta sui seriem & tenorem approbamus, ratificamus, & confirmamus in omnibus suis Punctis, Clausulis & Articulis, prômittentes bona fide, & in verbo Principis, nos ratum, gratum, firmum, & stabile habere, & inviolabiliter observaturos quidquid in dicta Renovatione Fœderis promissum & conclusum fuit, nec unquam permissuros contra eam quovismodo directè vel indirectè aliquid fieri. In quorum fidem has præsentes Litteras proprio pugno firmavimus & à Marchione à sancto Thoma nostri Status Administro & à secretis primario subscribi ac Sigilli nostri secreti appensione roborari jussimus. Datum Taurini die 21. Septembris 1695.

V. AMEDEUS.

A. Sancto THOMA.
(L.S.)

Regiæ Celsitudinis Sabaudiæ Ducis Ablegatus Extraordinarius & Plenipotentiarius hocce Ratihabitionis exemplum transcribi curavit ex Autographo ad literam, & ad plenam fidem subscriptione sua Sigilloque munivit. Hagæ-Comitum die 15. Octobris 1695.

(L.S.) DE LA TOUR.

CLXXIX.

12/22 Sept. L'EMPEREUR, LES PROVINCES-UNIES, ET ZELL.

Renouvellement de la part de GEORGE GUILLAUME *Duc de Brunswic-Lunebourg Zell, de l'Alliance faite en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, & leurs Alliez. Fait à Ebsdorf le* 22. *Septembre* 1695. [Manuscrit.]

NOs Georgius Guilielmus Dei gratia Dux Brunswicensis & Luneburgensis. Notum facimus & testamur, cum de Fœderis illius arctioris, primitus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, Viennæ die 12. Mensis Maji Anni 1689. initi, posteaque ad alios quoque Reges, nec non Electores quosdam ac Principes Imperii, & nosmetipsos, qui eidem accessere, extensi, Renovatione, auspiciis ac consilio altissimè memoratæ Sacræ Cæsareæ Majestatis inter ejusdem & reliquarum Fœderatarum Potentiarum Hagæ-Comitis congregatos Plenipotentiarios & Deputatos actum, & prævia deliberatione conclusum sit, prout ex sequenti ab iis, salva Dominorum Principalium Ratificatione, in scripturam redacto Recessu patet.

Quanquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii 12. Mensis Maji 1689. contra Galliam conclusum, & per Accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarisque terminis contineat, qualiter quivis Confœderatorum durante hoc Bello, contra communem Hostem agere, & quæ circumspectio ac modus in tractanda Pace aut Armistitio cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis defensivi persistere ac durare debeat. Nihilominùs tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo, conservandæ semper hujus arctæ, constantis ac inviolabilis Unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, earundem ad Congressum hic Hagæ-Comitum institutum Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si Obligationes quæ per præmentionatum Fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

ANNO 1695.

Quam Renovationem modò dicti Plenipotentiarii tantò magis proficuam ac necessariam existimarunt, quantò vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ Intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes aut oblationes & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam ac formidinem Tractatuum separatorum è medio tollere.

Ea propter sæpe dicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii vigore Mandatorum suorum & unanimi consensu, salva tamen Principalium suorum Ratificatione, inter se convenerunt, antememoratum generale Fœdus die 12. Maji 1689. initum, renovare, recognoscere, ac confirmare, proût hisce renovant ac confirmant, Principales suos ad inviolabilem observantiam universi tenoris, ac omnium Punctorum, Clausularum, & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non secùs quàm si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatuum, Conventionum aut Actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quicquam vel detractum vel additum volunt, quin imò omnes & singulæ ejusmodi Accessiones hic renovantur & confirmantur cum omnibus Stipulationibus, & Promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, proût eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenùs dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis generalis aggregent, & illi qui hucusque in eo comprehensi non sunt, eidem quantociùs accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio, Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die 1/4 Februarii 1689. contra Galliam factæ, plenariè conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ.

Obligant se quoque supra memorati Plenipotentiarii quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantociùs, & ad plurimum respectu illorum, qui longiùs absunt, intra duos Menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpè mentionatæ Renovationis, propriæ manus subscriptione & Sigilli sui appressione signavit. Actum Hagæ-Comitum die 8. Augusti 1695.

Nos itaque hunc Recessum amore tuendæ ac promovendæ salutis publicæ & adipiscendæ universalis ac securæ Pacis studio approbasse ratumque ac gratum habere, sicuti omnia & singula in eodem contenta vigore præsentium & approbamus rataque habemus ac promittimus Nos illa sanctè & inviolabiliter adimpleturos, & quæ à Nobis, tanquam fideli Fœderato & Principe Imperii exigi possunt, optima fide præstituros esse. In cujus rei majorem fidem Literas hasce manu nostra subscripsimus & Sigillo nostro muniri curavimus. Ebsdorffii die 12/22 Mensis Septembris, Anno 1695.

GEORGIUS WILHELMUS.
(L.S.)

J. SIEGEL.
(L.S.)

CLXXX.

... confirmare, prodit hinc ...
Principales suos ad inviolabiles ...
... ac omnium Pendorum ...
... in modo dicto Foeder...
... non secus quam si illud Foeder...
... verbo ad verbum idem ...
... foret.
... etiam intelligi debet ...
... Contractuum, Conventionum ...
... quibus multi Principes ...
... accesserunt, & quibus ...
... quicquam vel detractum ...
... omnes & singulae ...
... & confirmamus ...
... & Promissis ...

... etiam necessarium judicamus ...
... Majestatem ex parte ...
... eadem praesentia ...
... omnes ...
... ut se hac ...
... & ...
... eadem ...
... & Confirmatio ...
... Ratisbonae ...
... tempore, quam ...
... Europae ...
... conservanda.
... super ...

Accord moyenné par ALBERT Duc de Saxe-Cobourg, entre JEAN ERNEST Duc de Saxe-Saalfeldt & FRIDERIC Duc de Saxe-Gotha, pour un Suplément de Partage Hereditaire en faveur du premier; A quelle fin, une Somme de 5642. Florins de Misnie, lui seront annuellement assignés sur la Chambre d'Altenbourg; outre certaines Reserves Camerales, & Provinciales, & certains Steures ou Accises qui lui sont cedés. A Saalfeld le 18. Octob. 1695.

DEmnach Herrn Hertzog Johann Ernst zu Sachsen-Saalfeldt Fürstliche Durchleucht einige Jahre her Beschwehrung geführet/ daß in dem Anno 1680. den 24. Febr. von Dero damahligen ältisten Herrn Bruders/ Hertzog Friedrichs/ zu Sachsen-Gotha Christseelige Durchleucht mit Jhro und dero Herren Brüderen zu Römhild/ Eisenberg und Hilpershausen Fürstliche Durchlauchtigkeiten errichteten Erb-Vergleich in verschiedenen Puncten sich bey dero Landes-Portion vor denen übrigen Verstoß und Abgang ereignet/ indem ein Antheil der Gefälle bey der Stadt Lehsten und denen 4. Dorffschafften/ Schaderthal/ Ober-Loquitz/ Grossen Neuendorff/ und Reichenbach/ welche Anno 1643. zu dem neu-angerichteten Ambt Zella geschlagen/ und in dem Anno 1678. gefertigten Portions-Anschlag nicht von denen Aembteren Saalfeldt und Gräffenthal abgezogen worden/ doppelt in Ansatz kommen/ benebenst die Jahr-Renthe bey der Stadt Saalfeldt sambt denen Mannsfeldischen Steuren ausser gemeldten Portions-Anschlag in Ansatz mit gebracht worden/ auch das Ambt Gräffenthal

1. Dasjenige/ was dieselbe an Land und Leuten beym Ambt/ Stadt- und Stifft Saalfeldt und denen Aembteren Gräfenthal und Zella/ inclusivè der obgedachten Jahr-Renthen und Mannsfelder Steueren/ sambt der Stadt Pößneck innen haben/ und geniessen/ auff 6500. Gülden hiemit reguliret seyn und bleiben/ und hierüber Sachsen-Saalfeldt jährlich noch 5642. Gülden Meißnisch zu Revenuen aus der Cammer zu Altenburg zu 4. Terminen/ und zwar von verflossenen Crucis an/ und also beym annahenden Quartal Luciæ zum erstenmahl den 4ten Theil zu gewarten haben solle.

2. Nicht weniger wollen deroselben Herrn Hertzogen Friedrichs zu Sachsen-Gotha Durchleucht/ wegen des durch obbesagten doppelten Anschlag in die 16. Jahr her erlittenen Abgangs und anderer insonderheit bey denen Aembteren Gräfenthal und Zella angegebenen Mängel/ auch sonst etwa aus Irthum geschehenen Nachtheiligkeiten in ihrer Landes-Portion gegen der übrigen Fürstlichen Herren Brüdere Antheile/ sowohl wegen des Steuer-Nachschusses auf die oberwehnte Cammer-Gelder/ zu Abkommung dessen allen und anderer Ansprüche/ die bißhero vor Sachsen-Gotha reserviret; an denen verwilligten Cammer-Hülffs- Landt- und Tranck-Steueren/ über den vorhin habenden dritten Theil/ überhaupt beständig und unwiederrufflich cediren/ und dergestalt überweisen/ daß Sachsen-Saalfeld/ mit deren würcklichen Geniessung/ mit Catharinæ den Anfang zu machen haben. Wegen

3. Der Bergwercke ist abgeredet/ daß man deren bessere Einricht- und Erhebung sich beyderseits angelegen seyn/ und ratione der Nutzung und Administration bey dem Anno 1682. getroffenen Recesse bewenden lassen/ und zu Vermeidung der Collisionen bey der Jurisdiction auf Maassen/ wie Zeit währender Ober-Vormundschafft geschehen/ und Herrn Hertzog Johann Ernsts Durchleucht

ANNO 1695.

hin geschehen / auch von Sachsen-Saalfeldt beliebet worden / daß Sachsen-Gotha von allen ereignenden Anfällen / so viel möglich / in Anschlag berührter Revenuen nach obgedachten Portions-Anschlage und bißherigen Theilungs-Principio, sambt deren zugehörigen Cammer-Steuern abgehen / oder durch Anschaffung anderer anständigen Landen Vergnügung thun wollen / dargegen aber solche Cammer-Gelder pro rata jedesmahl abgehen und cessiren sollen. Ratione der hohen Jurium ist zu Abthuung bißherigen / und Vorkommung künfftigen Zweiffels und Mißverstandes abgeredet / daß

7. Sachsen-Gotha die Dirigir- und Administrirung derselben / wie solche im Haupt-Receß de Anno 1680. sowohl dem publico zum Besten / als auch aus anderen erheblichen Motiven verabredet und beschrieben ist / über sich behalte / und dieselbe in Ihrer Fürstlichen Durchleucht zu Sachsen Saalfeldt Nahmen gleichsam vigore Commissionis perpetuæ, und in Vollmacht / oder wie es von Rechts wegen am beständigsten und unwiederrufflichsten geschehen kan und mag / mit verführe / von Sachsen-Saalfeldt darunter kein Eingriff geschehe / dargegen Sachsen-Gotha bey vorkommenden Fällen auf freundvetterliche Communication Verfügung und Remedirung thun / insgemein aber mit Sachsen-Saalfeldt in wichtigen gemeinschafftlichen selbige mit angehenden public-civil-und militair negotiis über denen darbey vorkommenden neuen erheblichen und bedencklichen Umbständen vertraulich communiciren / und wo es Verzug leidet / dero Gedancken vernehmen / auch auf Ihre Monita (wodurch aber ohne dringende Erheblichkeit nichts schwer gemacht oder aufgehalten werden soll) reflectiren / dann in schleunigen unverzüglichen Expeditionen von dem / was darinnen verordnet und vorgangen / sowohl was sonst besonders notables einkommet / so bald nachrichtliche Eröffnung thun wolle / und soll / was bishero an dergleichen Commandos zurück blieben / auf speciale Angebung noch verabfolget werden.

8. Weilen Herrn Hertzogs Johann Ernsts Fürstliche Durchleucht die bey Ihrer Landes-Portion vorfallende Justiz-Sachen / in denen gesambten Landes-Collegiis zu Altenburg künfftig tractiren zu lassen gemeinet seynd / auch zu dessen Behueff ein Rath bey der Regierung und dem Consistorio daselbst halten wollen / und daß die Besoldung von der Landtschafft werde mit übernommen werden / verhoffen / so lassen sich solches Vorhaben Herr Hertzog Friedrichs Durchleucht als dem Haupt-Receß gemäß / gefallen / und wollen / so viel die Besoldung betrifft / es mit geschehen lassen / auch so viel an Ihro / mit beförderen / und beede Fürstliche Theile von der Landschafft sich keines Widerspruchs versehen.

9. In Appellations-Sachen sollen ad interim, und biß zu Bestellung eines Appellation-Gerichts / die Beruffungen aus Fürstlichen Saalfeldischen Landes-Portion an die gesambte Regierung nach Altenburg ergehen / und die Ausfertigung darauf in der Cantzlar und Räthe Nahmen verfüget / auch besonderes Siegel mit dem Sächsischen Wappen ohne Umbschrifft darbey gebraucht werden / in Zukunfft aber und bey Aufrichtung des gesambten Appellation-Gerichts / wollen Herrn Hertzog Friedrichs Fürstliche Durchleucht sich nicht zugegen seyn lassen / daß dasjenige dißfalls Herrn Hertzog Johann Ernsts Durchleucht auch angedeyhen möge / was denen sämtlichen anderen hohen Interessenten darbey zukommen wird. Und

10. Wie die Cantzlar und Räthe auf Herrn Hertzog Johann Ernsts Durchleucht dem Haupt-Receß nach mit zu verpflichten / also soll es auch bey der Ober-Steuer-Einnahme daselbst geschehen / sowohl nach abgehörter Rechnung daraus die verlangeten Nachrichten zu benöthigter Information communiciret / auch da einige erhebliche und nützliche Erinnerung darbey zu thun / solche in Consideration gezogen werden / und haben Ihre Fürstliche Durchleucht die Steuer-Unter-Einnehmer jedoch mit tüchtigen und beständigen Persohnen in Ihrer Landes-Portion zu benennen und anzunehmen / deren Verpflichtung und Caution aber soll zu des gesambten Landes Besten respective bey der Regierung und beym Steur-Ober-Einnahmes-Collegio geschehen / wenn auch

11. Landt-oder Ausschuß-Täge auszuschreiben nöthig / soll von Sachsen-Gotha / nach Inhalt des Haupt-Recesses / zeitige Communication deshalber gepflogen / und die Proponenda nebst behöriger Information beygefüget / hierinnen auch im übrigen von beyden Theilen jetzt ermeltem Receß gemäß verfahren werden. Daferne sich auch

12. Ratione der Saalfeldischen Landes-Portion besondere Angelegenheiten ereigneten / die eine Landschafftliche Versamblung erforderten / so wollen Herrn Hertzog Friedrichs Durchleucht auff Freund-Vetterliche Communication darauf reflectiren / selbige nach befinden belieben / und die Ausschreibung dem Receß gemäß / verfügen; sowohl

13. Bey denen Landtags-Propositionen und Verträgen / zu Lieb und Ehren dero Herrn Vetters zu Saalfeldt Durchleucht / die Formul dahin einrichten lassen / daß deren zuforderst im Eingang Meldung gethan / und wie auf gepflogene Freund-Vetterliche Communication mit deroselben die Ausschreibung eines Landtags von Seiner Herrn Hertzog Friedrichs Durchleucht nöthig befunden / und bewerckstelliget worden / angeführet werde; Worgegen Herrn Hertzog Johann Ernsts Fürstliche Durchleucht zu Folge der Recesse die jedesmahlige Landtschafftliche Convente zu beschicken und die Geschäffte denen Landtags-Ordnungen nach / zu beförderen / mithin hierunter und sonsten die gemeine Altenburgische Landes-Verfassung / gleich von dero Herrn Bruders zu Eisenberg Durchleucht geschiehet / ununterbrochen erhalten zu helffen / ferner erböthig verbleiben / jedoch / daß bey denen Deliberationen / es werde die gesambte Landtschafft oder der Ausschuß beschrieben / die Ihrige admittiret werden / und haben Herrn Hertzog Johann Ernsts Fürstliche Durchl. die bey jedesmahligen Landes-oder Ausschuß-Tägen verwilligte Steuern alleine in Ihrer Landes-Portion auszuschreiben. Allermassen nun wie obbeschrieben / alle bißherige Irrungen / welche wegen der Erbsonderung bey beyden Fürstlichen Theilen gewaltet / beygelegt und abgethan / und es im übrigen was hierinnen nicht geändert und erläutert / bey denen Recessen de annis 1680. und 1682. sein beständiges Bewenden haben soll; also haben sich zugleich Herrn Hertzog Johann Ernsts Durchleucht vor sich / Ihre Erben und Nachkommen / gegen obbemelte Verwilligungen und Abrede / aller ferneren Ansprüche / wegen sothaner vorgegangener Erbtheilung der Fürst-Väterlichen erblich und wiederkäufflichen Lande / auch übriger Erbschafft an Mobilien / Vorräthen / Resten / Activis, Cammer-Gütheren / und anderen / wie das Nahmen haben mag / beständig und immerwährend begeben / wollen auch sofort diesen Receß beym Käyserlichen Reichs-Hoff-Rath überreichen / dessen Ratification mit auswürcken / liti & causæ hactenus motæ daselbst und beym Käyserlichen Cammer-Gericht zu Wetzlar beederseits renunciren / hingegen diesem und mehr erwehnten beyden vorigen Recessen unausgesetzt nachkommen / und darwider keine neue Schwierigkeit erregen lassen / hingegen wollen Hertzog Friedrichs Durchl. vor sich und dero Nachkommen solchen 3. Recessen nicht weniger ihres Orts nachleben / und darwider nichts verhängen / noch geschehen lassen; Und haben sich zu mehrer Fortstellung derselben / beyde Fürstliche Theile verglichen / Herrn Hertzog Albrechts zu Sachsen-Coburg / und des Herrn Land-Graffens zu Hessen-Cassel Fürstliche Durchleuchtigkeit / und dero Fürstliche Descendenten umb die Guarantie dieses und vorigen beeden Recessen zu ersuchen / massen sie dieselbe auch hiermit und Krafft dieses zu Ihren Guaranten ernennen und belieben / und da auch künfftig einige neue Irrungen ausser denen bißherigen / und was davon dependiret (als welche hiermit gantz todt und abgethan /) sich ereigneten / sollen solche vermittelst Fürstl. schrifftlicher Communication oder Zusammenschickung friedliebender Getreuen / und des Fürstlichen Hauses und dessen Verfassung kündigen Räthen / auch wohl durch persohnliche Zusammenkunfft / oder auch eusserstem Falls / wenn die Sache gar zu zweiffelhafftig / durch die in Pactis Majorum und dem Fürst-Väterlichen und respective Groß-Väterlichen Testament auf dergleichen Fälle verordnete Austräge in aller Enge und ohne Trennung des Fürstlichen Wohlvernehmens schleunigst gehoben und ausgemachet werden / jedoch daß immittelst und biß zum Austrag solcher Irrungen / alles nach jetzigen und vorigen Receß gelassen und verführet werde / sollen auch zu beyden Theilen diejenigen Bedienten / welche mit denen bißherigen Strittigkeiten zu thun gehabt / und jeder seiner Fürstlichen Herrschafft darunter schuldige Dienste geleistet / deswegen mit einiger Ungnade oder Verdrießlichkeit nicht angesehen werden / sonderen alles / was vorgegangen / gäntzlich vergessen und abgethan verbleiben / hingegen unter Herren und Dieneren auffrechtes / wahres und redlichs Wohlvernehmen unnachbleiblich unterhalten / und selbiges aus keiner Ursach ferner gemindert oder getrennet werden. Und wie nun beyde Fürstliche Durchlaucht Theile alle obige Puncte / reifflich / wohlbedächtig und mit Zuziehung beyderseitiger sämbtlicher Räthe und treuen Diener wohl erwogen / und wie obgedacht / über denenselben alle wege steiff und

fest

ANNO 1695.

ANNO 1695. fest zu halten und halten zu lassen gemeinet. Als haben Sie allen Exceptionen und Beneficien tàm in genere, quàm in specie, wie die Nahmen haben mögen / bey Fürstl. wahren Worten / Treuen und Glauben hiermit nochmahls wissentlich renunciret / und ist darüber dieser Recess in duplo verfertiget und von beyden Fürstlichen Theilen vollzogen worden / So geschehen Saalfeldt den 18. Octobr. 1695.

Johann Ernst / H. zu S. (L.S.) Friedrich / H. zu S. (L.S.)

CLXXXI.

18. Oct. *Testament de* GUILLAUME III. *Roi de la Grande Bretagne & Prince d'Orange. Fait à la Haye le* 18. *d'Octobre* 1695. *& ouvert au même Lieu le* 8. *de May* 1702. [Feuille volante imprimée à la Haye en 1702. On le trouve aussi en Allemand dans LUNIG *Teutsches Reichs-Archiv.* Part. Spec. Continuat. II. Fortsetzung II. Abtheil. IV. Absatz II. pag. 486.]

AU Nom du Seigneur, Amen. Nous Guillaume par la grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, Prince d'Orange, &c. considerant l'infirmité & la mortalité de l'homme, la certitude de la mort, & l'incertitude du tems & de l'heure d'icelle, avons trouvé à propos, & resolu, avant que de sortir de ce Val Terrestre, de nôtre libre volonté & desir, de disposer des Biens temporels qu'il a plû à Dieu de nous donner, tant Feodaux, qu'Allodiaux, en vertu de l'Octroi de Messieurs les Etats de Hollande & de Westfrise en date du 15. Juin 1673. Recommandant premierement nôtre Ame immortelle entre les mains misericordieuses de Dieu, & de nôtre Sauveur Jesus Christ, & nôtre Corps mortel à la Terre; Revoquant, cassant & annullant par ces presentes tous Testaments, Codicilles, ou autres Dispositions que nous aurions pu jamais avoir faits ou passez, ne voulant pas qu'iceux, & aucun d'eux soit suivi ou executé en aucun Point; Et ainsi disposant de nouveau, nous declarons avoir nommé & institué, comme nous nommons & instituons par ces presentes nôtre Héritier unique & universel dans tous nos Biens tant Feodaux qu'Allodiaux, que nous aurons delaissez en mourant,

(1) *Nôtre Cousin le Prince Frison de Nassau, fils ainé du Prince Casimir de Nassau, à present* Stadthouder *de Frise, reservant de lui instituer tels Tuteurs, que nous disposerons ci-après.*

De plus nous declarons de nous reserver la Puissance de pouvoir sous nôtre main & Signature privée faire tels Legs particuliers, & telles Dispositions, que nous pouvons ci-après trouver à propos, voulant & desirant, que quoiqu'ils soient écrits par nous seulement & signés de nous, ou écrits par un autre & signés de nous, ils soient de même force & valeur, que s'ils étoient specialement inserez & exprimez dans ce nôtre Testament.

Nous declarons tout ce que dessus être nôtre Testament & derniere volonté, desirant qu'il ait & sorte son plein effet, soit comme Testament, Codicille, Donation à cause de mort, ou de quelque maniere qu'il pourra le mieux avoir ou sortir son effet, nonobstant aucuns defauts ou négligence, qui pourroient y avoir été commises, ausquels nous prions que l'on supplée en la meilleure maniere que se pourra.

Nommant & instituant pour Exécuteurs de ce Testament & derniere Volonté les Etats Généraux des Provinces-Unies, les suppliant qu'il leur plaise de l'accepter, & de faire exécuter ce nôtre Testament ou derniere Volonté. En foi de quoi nous avons fait écrire ces presentes, & les avons signées de nôtre main & signature, & scélées de nôtre Cachet. A la Haye le 18. Octobre 1695.

Etoit signé

GUILLAUME ROI.

(1) Ces lignes imprimées en Italique sont écrites de la main propre de Sa Majesté de glorieuse memoire.

Le Cachet de Sa Majesté étant imprimé à côté en cire noire. ANNO 1695.

La souscription étoit ainsi:

AUjourd'hui 19. Octobre 1695, par devant Moi Adrian van Sterrevelt Notaire Public admis par la Cour de Hollande & resident à la Haye, en presence des Temoins sous-nommés, comparut *Guillaume* troisiéme par la Grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, Prince d'Orange &c. de moi Notaire connu, sain & dispos de corps, lequel exhiba à moi Notaire ce present Papier cacheté en quatre Endroits du Cachet de Sa Majesté & cousu de Soye noire, & dit que dedans étoit contenu le Testament & derniere volonté de Sa Majesté; & que Sa Majesté desiroit, qu'il sortit ainsi son effet, quand même toutes les solemnités requises pourroient n'y être pas observées.

Ce fut fait & passé à la Haye en presence des Sieurs Guillaume Comte de Portland, & Guillaume de Schuylenbourg Temoins à ce requis, lesquels avec Sa Majesté & moi Notaire ont signé ces presentes, les jour & an comme dessus.

Etoit signé,

GUILLAUME Roi,

PORTLAND,

GUILLAUME VAN SCHUYLENBOURG.

Et plus-bas,

En presence de moi, & signé

ADR. VAN STERREVELT, Notaire.

Ayant sur les quatre coins le Cachet de Sa Majesté imprimé en Cire noire.

Et plus-bas.

S'accorde avec son Principal,

Etoit signé,

D. P. VAN ASSENDELFT.

CLXXXII.

Renouvellement de la part de GUILLAUME III. *Roy de la Grand' Bretagne de l'Alliance concluë en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur, & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, & leurs Alliez. Fait à Burford, le* 7. *Novembre*, 1695. [Manuscrit.] 7. Nov. L'EMPEREUR, LES PROVINCES-UNIES, ET L'ANGLETERRE.

GUilielmus Tertius Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis præsentes Literas inspecturis, Notum testatumque facimus, quandoquidem Principibus & Potentiis in præsenti Bello contra Regem Galliæ Fœderatis visum fuerit, per ipsorum Ministros & Plenipotentiarios ad Congressum Hagæ-Comitum deputatos, Fœdus inter bonum Fratrem nostrum Serenissimum Romanorum Imperatorem & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii duodecima die Maji Anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono contra Galliam conclusum, & aliarum deinde Potentiarum Accessione generale factum, renovare & confirmare, prout renovatum & confirmatum est ex parte nostra per dilectum & fidelem consanguineum nostrum Edwardum Vice-Comitem de Villiers ad id sufficienti Potestate munitum in formam sequentem.

Quanquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii duodecimo die Maji Anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono contra Galliam conclusum & per Accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum in suo vigore per omnia firmum subsistat clarisque terminis contineat, qualiter quivis Confœderatorum durante hoc Bello contra communem Hostem agere & quæ circumspectio ac modus in tractanda Pace aut Armistitio cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna Unio,

ANNO 1695.

Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominùs tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus arctæ, constantis, ac inviolabilis Unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, earumdem ad Congressum hic Hagæ Comitum institutum, Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re, & communi emolumento futurum, si Obligationes, quæ per præmentionatum Fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiarii tantò magis proficuam ac necessariam existimarunt, quantò vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ Intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes aut oblationes & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam, ac formidinem Tractatuum separatorum è medio tollere.

Eà propter sæpè dicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii, vigore Mandatorum suorum, & unanimi consensu, salvâ tamen Principalium suorum Ratificatione, inter se convenerunt, ante memoratum Generale Fœdus die 12. Maji 1689. initum, renovare, recognoscere, ac confirmare, prouti hisce renovant, recognoscunt, & confirmant, quilibet Principalem suum ad inviolabilem observationem universi tenoris ac omnium Punctorum, Clausularum & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum, obligando, non secùs quàm si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatuum, Conventionum, aut Actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii, nihil quicquam vel detractum vel additum volunt, quin imò omnes & singulæ ejusmodi Accessiones hic renovantur, & confirmantur cum omnibus Stipulationibus & Promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prouti Eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenùs dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis Generalis aggregent, & illi qui hucusque in eo comprehensi non erant, eidem quantociùs accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die $\frac{1}{11}$. Februarii 1689. contra Galliam factæ plenariè conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quàm honestæ generalis ac securæ Pacis conjunctìm adipiscendæ, ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ.

Obligant se quoque supra memorati Plenipotentiarii quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantociùs & ad plurimum respectu illorum qui longius absunt intra duos menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & Sigilli sui appressione signavit. Actum Hagæ Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

Pro Rege Magnæ Britanniæ.

VILLIERS.

(L.S.)

Nos supramemoratam Renovationem & Confirmationem prædicti Fœderis in singulis ejus Punctis & Clausulis approbavimus & ratam firmamque habuimus, sicut per Præsentes pro nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris eandem approbamus & ratam firmamque habemus, spondentes & verbo Regio promittentes nos omnia quæ in ea continentur, (quantum ad nos attinet,) sincerè & bona fide præstituros & observaturos, in quorum majorem fidem ac robur, præsentibus Magnum Nostrum Angliæ Sigillum apponi fecimus. Dabantur in Aula Nostra Burfordiæ die sexto mensis Novembris, Anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto, Regnique vero nostri, septimo.

ANNO 1695.

GUILLIELMUS R.

Concordat cum Originali.

VILLIERS.

CLXXXIII.

Tractat zwischen Se. Churfürstl. Durchleucht Ernesto Augusto zu Braunschweig und Luneburg/ eines und Ihro Hochfürstl. Durchl. Friderico zu Schleßweig-Holstein vor sich und die Cron Schweden andern theils/ wodurch Ihro Churfürstliche Durchleucht gegen Ihro Durchl. dem Hertzogen zu Conservation dero Rechten und Souverainität nach allem Vermögen behulfflich zu seyn/ und im fall der noth mit einer specificirten Anzahl Volcks an Handen zu gehen; Ihro Durchl. der Hertzog dagegen zu gleicher Assistentz/ cooperirung der völligen Außmachung deß Electorats und Fürstenthumbs Sachßen-Lauenburg gegen Ihro Churfürstliche Durchleucht sich verbindet. Im Monat Februario aufgericht 1696. [Copie Manuscrite & sûre.] 1696. Fevr.

C'est-à-dire,

Traité d'Assistance mutuelle entre ERNEST AUGUSTE *Electeur de Brunswich-Lunebourg, d'une part, &* FRIDERIC *Duc de Holstein-Gottorp pour lui & pour le Roi de Suede d'autre part, par lequel S. A. E. promettant au Serenissime Duc de procurer autant qu'il pourra la Conservation de ses Droits & de sa Souveraineté, & de le secourir même en cas de besoin d'un certain nombre de Troupes, S. A. S. s'engage en échange d'assister pareillement S. A. E. de toutes ses forces, en cas qu'elle vint à estre attaquée dans ses Etats, & d'apuyer ses Interêts dans l'affaire de l'Electorat, & dans celle de la Succession de Saxe-Lawenbourg. Fait au Mois de Fevrier. 1696.*

VOn GOttes Gnaden Wir Ernst Augustus, Churfürst ꝛc. ꝛc. undt Wir Friederich/ Hertzog zu Schleßwig/ ꝛc. ꝛc. Als des zu Schleßwig-Hollstein anitzo regierenden Hertzogs Ldd. seithero dero angetretenen Regierung von der Crohn Dennemarck in dem Exercitio der Ihr in denen Fürstenthümern Schleswig-und Hollstein unstreitig zustehenden Souverainität durch allerhand gewaltthätige/ denen bis anhero errichteten vielen Vergleichen schnurstracks zu wider lauffende/ insenderheit aber dem letztern Altonaischen Receßz allerdings contraire Beeinträchtigungen wiederrechtlich turbiret/ undt dannenhero genothdringet worden/ nicht allein ihre zuflucht zu der Crohn Schweden zu nehmen/ undt mit selbiger eine genaue undt feste Verbundnüs und Alliantz durch dero gevollmächtigte Ministros völlig abhandlen undt schliessen zu lassen; sonderen auch anbey zuträglich befunden/ daßz auch Wir/ der Churfürst und unser Haußz nebenst der Crohn Schweden in solche Verbundnüsse treten/ und dadurch so woll die allgemeine Ruhe des Nieder-Sächsischen Kräises bey denen jetztmahligen ohne dem gefährlichen Conjuncturen/ als auch des Hertzogs Ldd. privat interesse undt beschutzung gegen die von der

Cron

ANNO 1696. Crohn Dennemarck unternommene unbefugte Attentata befordern helffen möchten. So haben Wir/ der Churfürst in dieser / als einer Unser undt Unsers Hauses selbst-eigenes interesse mit betreffenden Sache / Uns in würckliche Tractaten einzulassen / zwar keine bedencklichkeit befunden / darbey aber doch nöhtig erachtet/ daß zu mehrer undt kräfftigerer befestigung dieses Tractats Hochgedachte Crohn Schweden mit des Hertzogen zu Hollstein Ldd. zuforderst sich dahin vereinige / damit beide Theile/ so viel gegenwärtigen Tractat anbetrifft/ vor einen man stehen undt hafften / undt dennach hierauff so woll Hochgemelte Crohn als des Hertzogs Ldd. sich zu reciproquer erfüllung alles des jenigen / so Unß inhalts dieses Tractats verheissen worden / erklaret; So versprechen Wir dahero der Churfürst / rc.

I. Deß Hertzogs Ldd. zu conservation dero Rechten undt Souverainität in dero Fürstenthümern nach allen vermögen behülfflich und deren Wolfahrt als unsere selbsteigene Uns angelegen seyn zu lassen/ wie Wir dan hierzu das äusserste an zu wenden nicht ermangeln wollen.

II. Verheissen Wir zuforderst nicht allein vor Unß selbst Unß zu bearbeiten/ sondern auch unsere Hohe Bundesgenossen/ in specie Ihre Kaiserl. Majest. die Crohn Engelandt undt Herren Staaten der Vereinigten Niederlanden unvermüdeten fleisses zu vermögen/ durch Dero kräftige interposition zu bewürcken / das die zwischen der Crohn Dennemarck und des Hertzogs Ldd. biß anhero in communione gestandene Jura undt Pertinentien würcklich separiret/ getheilet/ undt dadurch alle gelegenheit zu fernern zweispalt ins künfftige præcindiret undt benommen werde: Solte aber

III. Dieser zweck nicht erreichet werden / sondern das Werck zur würcklichen Ruptur und öffentlichen Kriege gerahten; So verbinden Wir unß in solchem fall / des Hertzogs Ldd. mit 10. Esquadrons, jede zu 120. pferde/ und 6 Bataillons, jeder zu 800 man/ auff erheischender nohtdurfft undt jedesmahliges Ansuchen / innerhalb 10 Tagen auß unseren Landen zu Hulffe zukommen; Es wären den unsere Troupen bey erfolgender dieser Rupter außer Landes employret und entfernet/ in welchem fall Wir dennoch den halben theil/ als nemlich 5 Esquadrons undt 4 Battaillons in obbestimter zeit der 10 Tagen stellen/ den übrigen halben Theil aber herbey zu schaffen Uns eine frist von 6. Wochen vorbehalten wollen: und ob Wir gleich

IV. Zum Commando dieser unserer Trouppen einen General-Major, zwey Brigadiers und übrige zum General-Stab gehörige Officiers zu verordnen entschlossen; So sollen dennoch dieselbige insgesamt denen von des Hertzogen Ldd. ergehenden selbst-eignen ordres gehörige folge zu leisten/ angewiesen und befehliget/ es auch zwischen denen von allen dreyen zusammen haltenden Partheyen/ absonderlich bestelten sämtlichen hohen undt niedrigen Officieren bey würcklicher conjunction aller dreyen Trouppen des Rangs undt Commando halber dergestalt gehalten werden/ daß die niedriege denen höhern/ undt unter denen so in gleichen Rang stehen/ die jüngern denen ältern zu weichen undt zu pariren gehalten seyn: innassen wir denen unserigen schrifftliche von Uns unterschriebene Brevets und Patenten dero behuff zu handen stellen/ auch haben so wol die Crohn Schweden / als des Hertzogs Ldd. ein gleichmässiges zu bewerckstelligen/ und dadurch allen Mißverstandnüssen vor zu kommen/ zu belieben Uns versichert. Gleich auch

V. Daß der unsere Trouppen als Chef commandirender General-Major nicht allein zu allen Kriegs-deliberationen gezogen/ undt von denen zu unternehmenden Operationen vorhero advisiret werde/ sondern auch demselben/ da solche unsere Trouppen über gebühr undt mehr als andere exponiret/ undt fatigiret oder sonsten ubel gehalten würden/ sich dagegen mit bescheidenheit / ihme obliegender massen / zu setzen / und gehörige zu deren conservation dienliche remonstrationes zu thun/ jederzeit frey stehen undt zuläßig seyn solte. Was nun

VI. Die subsistance insonderheit so wol die benöhtigte fourage, als das gewöhnliche Commiss-brodt anbelanget/ so wollen des Hertzogs Ldden. solches beydes mit erforderter exactitude undt in solcher quantität fourniren / daß unserm zu dessen austheilung verordnetem Commissario ein solches von zeit zu zeit richtig eingeliefert / undt durch dessen ermangelung unsere Trouppen in keinen ruin undt verderben gerahten mögen: So viel aber

VII. Deren übrige Besold- undt Verpflegung betrifft/ sind Wir erböhtig/ hierinnen des Hertzogs Ldd. Unsere vor dero interesse tragende vorsorge würcklich zu bezeugen/ undt gegen erlegung 15000. Rhd. Monatlicher pension, so woll denen Hohen undt Niedrigen Officiren, als auch denen gemeinen unserer Trouppen/ so lange sie zur defension des Hertzogens Ldd. undt Dero Fürstenthümer gebrauchet werden möchten/ ihre Verpflegung aus unserm Kriegs-Zahl-Ambte auff dem fuß unserer Kriegs-Ordonnance durch unsern Commissarium zu reichen/ auch anbey solche scharffe Kriegs-disciplin halten zu lassen/ daß die Fürstl. Hollsteinische Unterthanen dadurch keines weges weder beleidiget noch beschädiget werden sollen. Wir wollen auch ANNO 1696.

VIII. Die Recrutirung jährlich in unseren Landen gestatten/ undt soll zu des Hertzogs Ldd. selbst-eigenen gefallen stehen/ ob dieselbe nach endigung einer jedweden Campagne dieser wegen absonderliche abhandlung pflegen/ oder aber auch sich über diesen punct völlig mit Unß vereinigen wollen/ da Wir dann im letztern fall Uns erbiethen/ gegen auszahlung 46. Rhd. vor jedes pferdt/ undt 18. Rh. für jeden Man / so woll zu Pferd als zu fus die sämtliche recrutirung zu ubernehmen/ undt auff unsere kosten verrichten zu lassen. Es werden auch

IX. Deß Hertzogen Ldd. die erforderte Kriegs-Ammunition und Pulver / Bley/ auff Dero kosten beyschaffen/ dafern aber selbe an schwerer Artillerie undt anderen Requisitis nach der handt einigen Abgang undt Mangel erleiden solten/ sindt wir erböhtig/ auch hierinnen / vermittelst billigmäßiger bezahlung/ nach aller mögligkeit auß unsern Landes-Magazinen zu assistiren. Und wollen übrigens

X. Um unß als ein getreuer Bundes-genoß zu bezeugen/ des Hertzogen Ldd. solche unsere Hülffs-Trouppen nicht allein auff so viel Campagnes als zu außführung dieses Krieges vonnöhten / krafft dieses überlassen / sondern auch Deroselben / wenn Sie/ so Gott gnädig verhüten wolle / succumbiren undt in gefahr gerahten solten / über die alhier vergleichene Manschafft in solchem unverhofften fall mit unserer sämtlichen übrigen Macht nach äussersten vermögen zu hülffe undt beystand kommen: Dahingegen versprechen Wir

XI. Der Hertzog / nechst völliger Approbation des vorherstehenden/ daß / wenn des Churfürstens Ldd. oder Dero Hauß in dero Landen feindlich angegriffen werden solte / selbiger so dann auff gleichmäßige Art undt Weise zu succurriren / undt nach allen äussersten vermögen treulichst bey zu stehen. Auch

XII. Zu gäntzlicher und völliger Außmachung des von Kaiserlichen Majestät St. Ldd. conferirten Electorats so woll anitzo als bey etwan erfolgenden Friedens Tractaten nach äussersten vermögen zu cooperiren/ nicht weniger

XIII. Seine des Curfürsten Ldd. undt Dero Hauß so woll bey Possession des Fürstenthums Sachsen-Lauenburg / auff St. Ldd. Ansuchen/ gegen jedermänniglich kräfftig erhalten zu helffen/ alß auch zu behauptung derer seiner Ldd. angeben nach selbigem an gemeldeten Fürstenthum zustehenden gantz kundtbahren Rechten/ entweder bey denen zukünftigen Friedens-Tractaten / oder bey anderweitiger der Sachen vorkommender grundlichen debattirung allen vermögsamen Beytrag zu leisten.

CLXXXIV.

Declaratio LEOPOLDI *Romanorum Imperatoris super admissione Principum & Statuum inclyti Circuli Franconici, in Fœdus inter dictum Imperatorem & Ordines Generales* UNITI BELGII *Viennæ Anno* 1689. *initum, atque Hagæ Comitis die* 8. *Augusti* 1695. *renovatum. Datum Viennæ* 30. *Martii* 1696. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continu. I. Abtheil. I. Absatz. I. pag. 643.] 30. Mars.

NOs Leopoldus Divina favente clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ &c. Rex, Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtembergæ, Comes Tyrolis &c. notum & testatum facimus omnibus & singulis quorum interest aut quomodo libet interesse potest, quod, cum Principes & Status inclyti Circuli Franconici declararint, se Fœderi, quod anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono primum nos inter & Uniti Belgii Ordines Generales percussum, deinde aliarum Poten-

ANNO 1696. tentiarum & Principum Accessione auctum est, sua etiam ex parte accedere, illudque ratum & gratum habere, & ad ejus inviolabilem observationem obligari velle; Nos præmemoratos Principes & Status ad dicti Fœderis societatem & promissionem, qua nobis se ad præstationem omnium in eodem contentorum obligant, admiserimus & acceptaverimus, quemadmodum hisce admittimus, acceptamus, Eosdemque hujus Fœderis juxta omnes & singulos Articulos participes facimus, adstringentes Nos reciprocè verbo Nostro Imperiali, Regio atque Archi-Ducali erga sæpe dictos Principes & Status, ad præstandum illis omnia, quæ in memorato Fœderis Tractatu supra tactis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii à Nobis promissa sunt, ac si simul cum suprafati Circuli Franconici Principibus & Statibus ab initio tractata & hisce Tabulis verbotenus expressa essent.

In cujus rei fidem & majus observantiæ robur hoc Instrumentum manu nostra subscriptum, Sigilli nostri Cæsarei appressione muniri jussimus. Quod dabatur in Civitate nostra Viennæ die trigesima mensis Martii anno millesimo sexcentesimo nonagesimo sexto, Regnorum Nostrorum Romani trigesimo octavo, Hungarici quadragesimo primo, Bohemici vero quadragesimo.

LEOPOLDUS &c.

(L.S.)

Vt. SEBASTIANUS WUNIBALDUS Comes à ZEYHL.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

G. F. CONSBRUCH. &c.

CLXXXV.

30. Mars. L'EMPEREUR, LES PROVINCES-UNIES ET COLOGNE. *Renouvellement de la part du Prince* JOSEPH CLEMENT *de Baviére Electeur de Cologne de l'Alliance concluë en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur*, *&* *les* PROVINCES-UNIES. *Fait le* 30. *Mars*, 1696. [Manuscrit. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans LUNIG *Teutsches Reichs-Archiv*. Part. Special. Abtheil. I. Absatz I. pag. 540.]

ORdines Generales Unitarum Belgii Provinciarum, omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, notum testatumque facimus; Quandoquidem inter Sacram Cæsaream Majestatem & Nos, Viennæ 12. Maii 1689. Tractatus arctioris Amicitiæ & Fœderis, per Plenipotentiarios & Deputatos, ab utraque Parte ritè constitutos, initus, conclusus, & signatus sit, modo & tenore sequenti.

Notum testatumque sit, quod &c.

Cumque Reverendissimo & Serenissimo Principi, ac Domino Domino Josepho Clementi Dei Gratiâ Archi-Episcopo Coloniensi, Sacri Romani Imperii Principi Electori, per Italiam Cancellario, Sedis Apostolicæ Legato nato, Episcopo & Principi Leodiensi, Postulato Ratisbonensi, Coadjutori Hildesiensi, Præposito Berchtesgadensi, utriusque Bavariæ, Superioris Palatinatus, Westphaliæ, Angariæ & Bullonii Duci, Comiti Palatino Rheni, Landgravio Luchtenbergensi, Marchioni Franchimontensi, Comiti Lossensi, Hornensi &c. Visum fuerit virtute Articuli decimi in Societatem dicti Tractatus venire, eidem accedere, eundemque accessione suâ corroborare, atque se ad observantiam hujus Tractatus, & singulorum ejus Articulorum obstringere, & propterea à parte suæ Serenitatis Electoralis Instrumentum debitâ formâ confectum sit, atque tam Sacra Cæsarea Majestas quàm Nos, Serenitatem suam Electoralem in dictum Tractatum admittendam, atque itidem Instrumenta ad eam rem necessaria conficienda esse censuerint, Nos itaque declarare voluimus, sicut declaramus per præsentes. Nos accessionem suæ Serenitatis Electoralis in Societatem præfati Tractatus arctioris Amicitiæ & Fœderis, gratam, acceptam, & ratam habere, spondentes & promittentes sincerè & bonâ fide Nos dictum Tractatum per omnes & singulos ejus Articulos sanctè & inviolabiliter observaturos & adimpleturos, nec iisdem Articulis, nec eorundem cuiquam contraventuros, aut contraveniri passuros, atque ad omnia & singula, quæ in dicto Tractatu ejusque Articulis contenta sunt, præstanda, hisce Nos suæ Serenitati Electorali omni meliori modo obligamus & obstringimus. In quorum fidem hoc Instrumentum majori nostro Sigillo muniri, & per Consessus nostri Præsidem signari curavimus, ut & per Graphiarium nostrum subscribi jussimus. Actum in Consessu nostro die trigesimâ Martii anni millesimi sexcentesimi nonagesimi sexti. ANNO 1696.

Vt. JOHAN BECKER.

Ad Mandatum altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium.

(L.S.) F. FAGEL.

CLXXXVI.

Articulus Separatus inter Imperatorem LEOPOLDUM, GUILIELMUM III. *Regem Angliæ*, *&* *D. D. Ordines* UNITI BELGII *Generales ab una*, *&* FRIDERICUM *Episcopum Monasteriensem parte ab altera*, *de conjunctione armorum*, *atque augmento subsidii Domino Episcopo*, *per Tractatum inter eos anno* 1695. *initum*, *promissi. Hagæ Comitum* 10. *Aprilis* 1696. 10. Avril.

* *Voyés le ci-devant sous le* 18. *Mars* 1695.

CLXXXVII.

Convention entre GUILLAUME III. *Roi de la Grand' Bretagne*, *&* *les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas d'une part*, *&* *le Duc de* SLESWICK-HOLSTEIN-GOTTORP *de l'autre. Fait à la Haye*, *le* 14. *Mai* 1696. (Manuscrit.) 14. Mai. L'ANGLETERRE, LES PROVINCES-UNIES ET SLESWIC-HOLSTEIN-GOTTORP.

I. SOn Altesse Sérénissime laissera au Roi de la Grand-Bretagne, & à leurs Hautes Puissances trois Regiments de Gardes à Cheval de 570. Hommes & deux Régimens d'Infanterie de 880. Hommes chacun compris les Officiers.

II. Ces Troupes se mettront en marche au commencement du mois de Mai vieux stile & ainsi aussi tôt que l'on pourra avoir connoissance de cette Convention.

III. Ces trois Régimens seront joints au Corps des Troupes que leurs Altesses Electorales & Sérénissime de Brunswic-Lunebourg ont destiné pour le service des Alliez sur le Rhin.

IV. Son Altesse Sérénissime y fournira tout ce qu'il faut pour leur entretien, pendant la Campagne, pourvu que les Troupes restent sur le Rhin; mais si le Roi & les Etats Généraux demandent de les faire marcher sur la Meuse, le pain & le fourage leur sera donné sans payer, & sans rien déduire du subside.

V. Le Contingent que S. A. Sérénissime doit à l'Empire sera compris dans ces trois Regiments.

VI. Ces Troupes ne serviront que cette Campagne, laquelle finie, elles seront renduës à son Altesse Serenissime, ou bien on conviendra après la Campagne des conditions pour la continuation dudit secours, pour une autre année, ou jusques à la fin de la Guerre, si l'on peut tomber d'accord.

VII. En cas que son Altesse Serenissime fut en danger d'être attaquée dans ses propres Etats, ou qu'il arrive des troubles de fait dans le Cercle de la Basse Saxe,

ANNO 1696.

Saxe, Elle se reserve la liberté de les rappeller, & Sa Majesté le Roi & Leurs Hautes Puissances les laisseront aller à sa requisition, en deduisant à proportion les subsides.

VIII. Sa Majesté & Leurs Hautes Puissances donneront pour cela à S. A. S. soixante & quinze mille Ecus argent comptant de Hollande, payables ici à la Haye, la moitié quand les Troupes passeront l'Elbe, là où les Commissaires du Roy & de l'Etat les pourront faire passer en revûë, & l'autre moitié le premier Septembre nouveau stile.

IX. Son Altesse Serenissime non seulement sera reçûë dans la Grande Alliance immediatement aprés la Signature du present Traité, mais encore pour la plus grande seureté de ses Etats, Elle jouïra de l'appuy, & d'une Garantie particuliere de Sa Majesté Britannique & de leurs Hautes Puissances contre tout ce qui lui sera intenté par voye de fait.

La Ratification de ce Traité sera faite en trois semaines, ou plutôt, s'il se peut. Fait à la Haye ce 14 de May 1696.

VILLIERS. J. VAN ESSE. A. G. HESPEN.
F. B. VAN REEDE.
A. HEINSIUS.
JOHAN BECKER.
DE WERDE.
AR. LEMKER.

CLXXXVIII.

23 Mai. L'EMPEREUR, LES PROVINCES-UNIES ET LA FRANCONIE.

Acte par lequel le Cercle de FRANCONIE *donne Plein-Pouvoir à son Envoyé d'entrer dans l'Alliance concluë en* 1689. *& renouvellée depuis entre* LEOPOLD *Empereur, & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-bas & leurs Alliez. Fait le* 23. *Mai*, 1696. (Manuscrit.)

NOs Lotharius Franciscus Dei Gratiâ Sacræ Sedis Moguntinæ Archi-Episcopus, Sacri Romani Imperii per Germaniam Archi-Cancellarius & Elector, Episcopus Bambergensis, & Nos Dei Gratiâ Christianus Ernestus, Marchio Brandenburgensis, Magdeburgensium in Prussia, Stetini, Pomeranorum, Cassubiorum, Vandalorum, ut & in Silesiâ, Crossensium Dux, Burggravius Norimbergensis, Princeps Halberstattensium, Mindensium, & Caminensium, Comes de Hohenzollern, S. C. M. Mareschallus Campestris, &c. Nostro & reliquorum inclyti Circuli Franconici Principum ac Statuum nomine ad id specialiter requisiti, Notum testatumque facimus, quod, cum nihil ardentius exoptemus, quam ut præsens Bellum quo Christianus Orbis affligitur, in æquam, honestam, securam, & perpetuam Pacem quantocius converti queat, atque propterea grato acceperimus animo Fœdus quoddam inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Uniti Belgii Ordines Generales, eorumque Confœderatos 12. Maii 1689. initum, & nuper Hagæ-Comitis omnium Confœderatorum Ministrorum Plenipotentiariorum solemni pactione & sancita S. R. I. Electorum, Principum, ac Statuum inibi nondum comprehensorum invitatione, ac admissione, eatenus renovatum esse, ut per futuros Tractatus, & Colloquia Pacis præmemoratus finis Partium hinc inde consensu eò facilius obtineretur, ideo pro augendo tam necessariæ Confœderationis robore eidem sincerâ fide accedere decrevimus, ac proinde confisi dexteritate, experientiâ & fide Nobilis Nobis sincerè dilecti & fidelis, respectivè Consiliarii Moguntinensis, & Bambergensis Nostri intimi, nec non Bambergensis nostræ Aulæ Mareschalli, & Satrapæ in Lichtenfels Wolffgangi Philippi à Schrottenberg, Eum nominavimus, elegimus, & constituimus Ablegatum Extraordinarium & Plenipotentiarium Nostrum, ut nostro reliquorumque præfati inclyti Circuli Franconici Principum ac Statuum nomine coram supradictis omnium & singulorum Confœderatorum Ministris Plenipotentiariis, vel ubi necessarium fuerit, nostra eorundemque desideria, ac promptam ad præmemoratam Accessionem declaret voluntatem, Tabulasque desuper, Articulos, ac conditiones ex lege & normâ in suis Instructionibus contentas cum iisdem concipiat, conficiat ac permutet, dantes & concedentes Eidem non solummodo hunc in finem, sed etiam Deliberationibus tam Ecclesiasticis, quam Politicis in negotiis vel Bellum vel Pacem, sive speciales Circuli Franconici securitates & utilitates concernentibus assistendi, desuper conferendi, agendi, concludendi, & signandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi aliaque omnia, quæ ad præfatum Accessionis, & speratum Pacis negotium pertinent faciendi, plenam Potestatem & autoritatem, cum omni Mandato ad id necessario, æquè libere, & amplè ac ipsi præsentes id faceremus, vel facere possemus, quamtumvis Mandato adhuc specialiori & expressiori, quam quod hisce præsentibus continetur, opus esse visum fuerit; promittentes præterea, & declarantes fide & verbo nostro, Nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros quæcunque per dictum nostrum reliquorumque Principum ac Statuum Circuli Franconici Ablegatum Extraordinarium & Plenipotentiarium acta, conclusa, signata, ac commutata fuerint, hisceque præsentibus nos obstringentes ad expediendum Ratificationum nostrarum Instrumenta in decenti & solenni formâ, intraque tempus prout convenerit. Actum die 13/23. Maii 1696.

LOHT. FRAN. AEMEB.
(L.S.)

CHRISTIANUS ERNESTUS MB.
(L.S.)

CLXXXIX.

11 Juillet.

Accessio Circuli SUEVICI *ad magnum Fœdus inter Romanorum Imperatorem* LEOPOLDUM, *& Generales* UNITI BELGII *Ordines Anno* 1689. *sancitum, & Anno* 1695. *die* 8. *Augusti renovatum. Datum* 1/11 *Juli* 1696. [LUNIG *Teutsches Reichs-Archiv.* Part. Special. Continuat. I. Abtheilung I. Absatz I. pag. 643.]

NOs Marquardus Rudolphus, Dei Gratia Episcopus Constantiensis &c.

Nos Eberhardus Ludovicus, Dux Würtenbergensis & Teccensis, Comes Montispeliardi, Dominus Heidenheimi &c. nostro, reliquorumque Principum ac Statuum, Inclyti Circuli Suevici nomine ad hoc specialiter requisiti, notum testatumque facimus, quandoquidem inter &c. (*sicut in aliis Accessionibus.*)

Cumque alii Reges ac Principes huic Fœderi postmodum accesserint, & propterea Sacra Cæsarea Majestas, nunquam satis laudando, conservandæ & stringendæ magis inter omnes in præsenti Bello junctas Potentias Unionis Zelo mota; earundem ad Congressum Hagæ Comitum præsentibus Plenipotentiariis proponi curaverit, utilitati publicæ haud parum consultum iri, si hoc Fœdus solenni pactione confirmaretur & cum ulteriori Clausula eatenus renovaretur, ut reliquorum Electorum Principum ac Statuum Imperii in illo nondum comprehensorum, invitatione & admissione omnino universale efficeretur, quo per futuros Tractatus fines hujus Fœderis, qui in honestæ, generalis & securæ Pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ studio ac cura consistit, tanto facilius feliciusque obtineri possit; Quemadmodum etiam superioris Anni die 8. Augusti in hanc rem certa quædam formula in dicto Congressu concinnata & signata est, sequenti tenore.

Inseratur Fœdus Renovationis de dato 8. *Aug.* 1695.

Et vero non solum Sacra Cæsarea Majestas, sed & prædicti D. D. Ordines Generales, aliique, antea memorato Fœdere comprehensi Principes, vigore Articuli X. in Renovatione Fœderis sollicitè repetiti, Associatos inter se Sacri Romani Imperii Circulos inclytos Franconiæ & Sueviæ, eorumque Principes & Status in hujus quoque Fœderis societatem & communionem omnium exinde resultantium emolumentorum invitaverint, inclytusque *Sueviæ Circulus* pro facienda isthac accessione

ANNO 1696.

ne in Conventu Generali Decretum adornaverit, cujus virtute nos Ablegatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiarios sincere nobis dilectos & fideles, Fridericum de Dürrheim, Consiliarium Status Intimum ac Pro-Cancellarium Constantiensem, & Johannem Georgium de Kulpis, Consiliarium Status Intimum, Consistoriique ac Senatus Ecclesiastici Directorem Wurtembergicum, perficiendo isthoc Accessionis negotio, Hagam Comitum miserimus, qui etiam declaratione, sponsione ac promissione sua, vi Mandatorum propterea acceptorum solenniter facta, nos reliquosque Principes & Status inclyti Circuli Suevici ad exactam omnium Articulorum in isthoc Fœdere, quatenus ab initio confectum, & postea quoque renovatum, & confirmatum est, contentorum observationem promissorumque religiosam & inviolabilem executionem obligarunt: Nos, nostro, reliquorumque Constatuum nomine, Declarationem, sponsionem ac promissionem ab Ablegatis nostris Extraordinariis factam, per præsentes hasce approbamus, acceptam & gratam, firmam quoque & ratam habemus, idque eo lubentius, quo clarius Testimonium hoc præbeamus devotissimi ac perpetui nostri, nostrorumque Constatuum, erga Sacram Cæsaream Majestatem cultus, & sinceræ erga prædictos Dominos Ordines Generales, reliquosque Fœderis Socios Amicitiæ, observantiæ atque studii. Quare mature consideratis antea laudatis, tum ipsius Fœderis, tum Renovationis ejusdem Tractatibus, eosdem denuo nostro non minus, quam reliquorum Principum & Statuum Inclyti Circuli Suevici nomine, laudamus, approbamus, gratosque, acceptos & ratos habemus, atque ita eisdem accedimus, & ad exactam observationem omnium & singulorum illic contentorum Articulorum nos, cæterosque Constatus nostros obligamus, omniumque inde provenientium commodorum & Jurium nos, Inclytumque Circulum Suevicum participes reddimus; spondentes fideque ac verbo nostro Principali promittentes, nos Tractatibus hisce nullo modo contraventuros, aut quantum in nobis est, contraveniri passuros, sed illos ipsos sancte ac inviolabiliter observaturos adimpleturosque esse, ita ut in illum finem omnia bona fide præstituri simus, quæ nobis inclytique Circuli Svevici Constatibus reliquis, tanquam Fœderis hujus Sociis incumbere possint: Cumque de cætero non dubitemus, Sacram Cæsaream Majestatem ac Celsos & Præpotentes DD. Ordines Generales Uniti Belgii curaturos, ut nobis super hac Accessione, receptionis Instrumenta necessaria exhibeantur, ita & nos in hujus rei fidem Instrumentum hoc nostro, reliquorumque nostrorum Constatuum nomine confectum manu nostra subscripsimus & Sigillo nostro secretiori communiri fecimus. Datum d. 16. (26.) Julii, 1696.

(L. S.) MARQUARD RUDOLPHUS Episcopus Constantiensis.

(L. S.) EBERHARD LUDOVICUS Dux Würtembergensis.

XCX.

29. Août. LA FRANCE ET SAVOYE.

Traité de Paix entre LOUIS XIV. *Roi de France &* VICTOR AMEDÉE II. *Duc de Savoye, par lequel Son Altesse Royale se departant de tous les Engagements qu'elle avoit avec les Hauts Alliez contre la France, Sa Majesté lui promet la Restitution non seulement de tout ce qu'elle avoit pris & occupé sur elle pendant la Guerre, mais aussi de la Ville de Pignerol & de son Territoire, après qu'on en aura detruit toutes les Fortifications. On y convient aussi du Mariage de* LOUIS *Duc de Bourgogne, Petit-fils de Sa Majesté, avec* MARIE ADELAÏDE *Princesse de Savoye &c. A Turin le 29. d'Août 1696. Avec les* RATIFICATIONS *du Roi Très-Chrêtien & de S. A. R. la premiere donnée à Versailles le 7. Sept. 1696. & l'autre à Turin le 30. d'Août 1696.* [FREDERIC LEONARD d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans les *Actes & Memoires* de la Paix de *Ryswyck*, Tom. I. pag. 196. dans LUNIGS *Teutsches Reichs-Archiv*, Part. Spec. Contin. II. Fortsetzung II. Absatz XII. pag. 152. dans FABRI *Europ. Staats-Cantzley* Tom. III. pag. 806. dans HERMAN. FRAN. FRED. BARONIS AB ANDLERN *Corpus Constit. Imperial.* Tom. I. in Append. pag. 3. en Allemand, & dans le *Theatrum Europæum.* Tom. XV. pag. 25. en Allemand.]

ANNO 1696.

LE Roi Très-Chrêtien, ayant toûjours conservé pendant le cours de cette Guerre un desir sincere de procurer le Repos de l'Italie, & Dieu ayant aussi inspiré les mêmes sentimens à Son Altesse Royale de Savoye, Sa Majesté de son côté a donné son Plein-pouvoir, Commission & Mandement, au Sieur René Sire de Froullai, Comte de Tessé Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant General de ses Armées, Colonel General des Dragons de France, Gouverneur d'Ypres, Lieutenant General pour le Roi dans les Provinces du Maine, & du Perche, & Commandant presentement pour Sa Majesté dans les Païs & Places de la Frontiere de Piémont, & S. A. R. de sa part ayant pareillement donné ses Pouvoirs, & Mandemens au Sieur Charles Victor Joseph Marquis de S. Thomas, Ministre & premier Secretaire d'Etat de Sadite A. R. lesdits Plenipotentiaires, après s'être reciproquement donné les Originaux de leurs Pleins-pouvoirs, en vertu desquels ils traitent, sont convenus des Articles suivans.

I. Qu'il y aura doresnavant pour toûjours une Paix stable & sincere entre le Roi & son Royaume, & S. A. R. Monsieur le Duc de Savoye & ses Etats, comme si elle n'avoit jamais été troublée, & le Roi reprenant les mêmes sentimens de bonté qu'il avoit auparavant pour Sadite A. R. comme elle l'en supplie, Sadite A. R. renonce par le present Traité, & se départ entierement de tout engagement pris; & de tous Traitez faits avec l'Empereur, Rois & Princes contenus sous le nom de la Ligue, & se charge d'employer tous ses soins & de faire tout ce qu'il pourra, pour obtenir desdites Puissances, au moins de l'Empereur, & Roi Catholique la Neutralité pour l'Italie, jusqu'à la Paix Generale, par un Traité particulier qui sera fait, ou au défaut dudit Traité par des Déclarations que lesdits Empereur, & Roi Catholique feront au Pape, & à la République de Venise, & qui seront en même temps suivies de la retraite de toutes les Troupes que les Alliez ont presentement en Italie, ainsi qu'il sera marqué ci-après. Au surplus pour témoignage évident du retour effectif de l'amitié du Roi pour S. A. R. Sa Majesté veut bien consentir, & promet que la Ville & Citadelle de Pignerol, Forts sainte Brigide, la Perouse, & autres Forts en dépendans seront razez & démolis quant aux seules Fortifications, aux frais du Roi, & lesdites Fortifications démolies, le tout sera remis entre les mains de S. A. R. aussi-bien que les Terres & Domaines compris sous le nom de Gouvernement de Pignerol, & qui avoit appartenu à la Maison de Savoye devant la Cession que Victor Amé premier Duc de ce nom en avoit fait au Roi Loüis XIII. Lesquelles Ville démolie, Citadelle & Forts démolis & Territoire, seront pareillement remis à S. A. R. pour les tenir en Souveraineté, & en joüir pleinement & à perpetuité, & elle & ses Successeurs à l'avenir, comme d'une chose leur appartenant en propre, au moyen de laquelle presente Cession S. A. R. s'engage, & promet tant pour lui que ses Heritiers & Successeurs & ayant cause, de ne faire rebâtir, ni rétablir aucune des susdites Fortifications, ni en faire construire de nouvelles sur, & dans l'espace des susdits Territoire, Fonds, & Rochers, ni en quelque autre Lieu que ce soit, cedé par le present Traité, suivant lequel il sera seulement loisible à S. A. R. ou aux Habitans de Pignerol de fermer ledit Pignerol d'une simple clôture de muraille non terrassée & sans Fortifications. Bien entendu qu'hormis dans ledit Territoire cedé par le present Traité, S. A. R. sera en liberté de faire construire telle Place, Places, ou Fortifications qu'elle jugera à propos, sans que le Roi le puisse aucunement trouver mauvais. Qu'en outre S. M. remettra à Sadite A. R. ses Païs, & Places conquises, Châteaux de Montmeillan, de Nice, Ville-Franche, de Suze, & autres sans exception, sans Démolition, & dans leur entier, avec la quantité de Munitions de

ANNO 1696.

de Guerre, & de Bouche, Canons & Artillerie, tout ainsi qu'elles étoient pourvûës & munies alors qu'elles sont tombées entre les mains de S. M. sans qu'il puisse être touché aux Bâtimens, Fortifications, augmentations & ameliorations faites par S. M. & après la restitution desdites Places S. A. R. pourra entretenir, & augmenter les Fortifications comme choses à lui appartenantes, sans que le Roi sur cela le puisse inquieter, ni le trouver mauvais. Bien entendu que le Roi retirera de la Ville, Citadelle & Forts de Pignerol toutes les Artilleries, Munitions de Guerre, & de Bouche, Armes, & effets amobiles de quelque nature qu'ils soient. Qu'à l'égard des Revenus de la Ville, Dépendances, & Territoire de Pignerol le Roi les remet à S. A. R. de la même forme & maniere que le Roi en joüit presentement, & les Dispositions que le Roi peut en avoir faites subsisteront de la sorte portée par leur Contract, Don, Possession ou Acquisition. Que ladite Restitution des Païs, & Places de S. A. R. & remise de Pignerol rasé & ses Dépendances comme dessus se fera ensuite de la signature du present Traité, & seulement après que les Troupes étrangeres seront effectivement sorties d'Italie, & seront arrivées, sçavoir les Allemans, Troupes de Baviere, Brandebourg, Religionnaires soldoiez par l'Angleterre, & autres Troupes Auxiliaires seront arrivez réellement en Allemagne, & les Espagnols, & autres Troupes qui sont presentement à la Solde du Roi Catholique retournées dans le Milanois, en maniere que l'Execution d'aucun des Articles, ni Restitution d'aucune Place n'aura lieu qu'après que ladite sortie des Troupes telle qu'elle vient d'être exprimée, aura été entierement accomplie, bien entendu que ladite sortie des Troupes étrangeres sera censée entierement accomplie, quoi qu'il arrivât comme cela se pourroit, que les Espagnols en retirassent quelque petit nombre d'hommes pour recruter les Corps, qui sont à leur Solde, & s'il y a quelques-unes desdites Troupes qui prennent parti, & entrent réellement dans les Etats de la République de Venise, elles seront censées être entrées en Allemagne dès qu'elles seront sur l'Etat Venitien, & remises à ladite République de Venise. Et après la Ratification du present Traité, l'on travaillera incessamment aux fourneaux necessaires pour la Démolition des susdites Ville, Citadelle, & Forts de Pignerol; mais au cas que S. A. R. jugeât à propos de continuer le secret du present Traité au delà du Terme de ladite Ratification, il est convenu pour éviter l'éclat que pourroit faire le travail desdits fourneaux, qu'on ne les commencera que quand, après le temps de ladite Ratification, S. A. R. le voudra. Laquelle Démolition se fera, & l'on y travaillera, en maniere que deux ou trois mois après la sortie des Troupes ci-dessus marquée, le tout soit remis à S. A. R. surquoi il sera loisible d'envoyer un Commissaire pour y assister, & jusques à l'execution de ce que dessus, S. M. veut bien pour la plus grande satisfaction de S. A. R. lui faire remettre lors qu'il en requerrera S. M. deux Ducs & Pairs pour rester en Otage entre les mains de Sadite A. R. qui les traitera selon la Dignité de leur rang.

II. Sa Majesté ne fera aucun Traité de Paix, ni de Trêve avec l'Empereur, ni avec le Roi Catholique que S. A. R. n'y soit comprise dans des termes convenables, & efficaces, & le present Traité sera confirmé dans celui de la Paix Generale, aussi bien que ceux de Queralque, de Munster, Pirenées, & Nimegue, tant pour quatre-cens quatre-vingt quatorze mille écus d'or qui sont mentionnez particulierement dans celui de Munster à la décharge de Son Altesse Royale, dont le Roi demeurera toûjours Garant envers Monsieur le Duc de Mantoüe, qu'en tout ce qu'ils contiennent, qui n'est point contraire au présent, qui sera irrevocable, & demeurera dans sa force & vigueur, le tout nonobstant la presente remise de Pignerol, & de ses Dependances; Et à l'égard des autres Interêts, ou Pretensions qui regardent la Maison de Savoye, S. A. R. se reserve d'en parler par Protestations, Memoires, ou Envoyés, sans que ce present Traité puisse être préjudiciable à icelles Pretensions.

III. Que le Mariage de Madame la Princesse fille de S. A. R. se traitera incessamment pour s'effectuer de bonne foi, lors qu'elle sera en âge, & que le Contract se fera lors de l'effet du présent Traité. Après la Publication duquel la Princesse sera remise entre les mains du Roi. Que dans ledit Contract de Mariage qui sera consideré comme Partie essentielle du present Traité, & dans lequel ladite Princesse fera les Renonciations accoûtumées, avec promesse de ne rien pretendre au de là de la Dote suivante sur les Etats, & Succession de S. A. R. Sadite A. R. donnera pour Dot à Madame la Princesse sa Fille deux cents mille écus d'or, pour le payement desquels S. A. R. fera une Quittance de cent mille écus, deus du reste du Mariage de Madame la Duchesse Royale, avec les Interêts écheus, & promis; & pour le restant le Roi le remet, en faveur du present Traité, S. A. R. s'obligeant d'ailleurs de donner à la Princesse sa Fille au tems de la celebration de son Mariage ce qu'on appelle en Piemontois Fardel, & en François Trousseau ou Present de nopces, & dans le Contract de Mariage sera stipulé le Doüaire que S. M. accordera suivant la coûtume de France.

IV. Que S. A. R. se departant presentement, efficacement & de bonne foi, comme elle a fait ci-dessus, de tous les engagements qu'elle peut avoir contre la France, espere aussi que S. M. y correspondra avec tous les Sentiments que S. A. R. demande & souhaite, & qu'ayant l'honneur d'appartenir de si près au Roi & s'engageant encore dans la splendeur d'une nouvelle Alliance, S. M. lui accorde, & promet sa puissante protection, dont S. A. R. lui demande le retour, & que S. M. lui rend dans toute son étenduë. Et comme S. A. R. souhaite d'entretenir une entiere Neutralité avec les Roys, Princes & Puissances, qui sont presentement ses Alliez, S. M. promet de n'exiger de S. A. R. aucune contrainte dans le desir qu'elle a de garder avec eux toutes les mesures exterieures de bienseance & libres, telles qu'il convient à un Prince Souverain, ayant chez ces Princes des Ambassadeurs & Envoyez: & retenant dans sa Cour des Ambassadeurs & Envoyez des mêmes Princes, sans que S. M. le puisse trouver mauvais, comprenant sous ledit mot de Princes l'Empereur, Roys, & Puissances de l'Europe.

V. S. M. promet, & declare que les Ambassadeurs de Savoye tant ordinaires qu'extraordinaires recevront à la Cour de France tous les honneurs sans exception, & dans toutes les circonstances que reçoivent les Ambassadeurs des Testes Couronnées, sçavoir comme le sont les Ambassadeurs des Rois, & que les Ambassadeurs tant ordinaires qu'extraordinaires de S. M. dans toutes les Cours de l'Europe sans nulle exception, pas même de celles de Rome & de Vienne, traiteront aussi lesdits Ambassadeurs tant ordinaires qu'extraordinaires, & Envoyés de Savoye, de la même maniere que ceux des Rois & Têtes Couronnées; cependant comme cette augmentation d'honneur pour le traitement des Ambassadeurs de Savoye, n'avoit jamais été établie au point que S. M. l'accorde, elle reconnoit que c'est en faveur du present Traité & du Contract de Mariage de Madame la Princesse sa Fille, & S. M. promet que cette dite augmentation aura lieu du jour que le Traité du Mariage susdit sera signé.

VI. Que le Commerce ordinaire d'Italie se fera & maintiendra comme il étoit établi avant cette Guerre du tems de Charles Emanuel second, Pere de S. A. R. & enfin, l'on observera & pratiquera en tout & par tout, entre le Royaume & toutes les Parties de l'Etat de S. M. & ceux de S. A. R. ce qui se faisoit, observoit, & pratiquoit, en tout du vivant dudit Charles Emanuel second, par le chemin de Suze, la Savoye, & le Pont-Beauvoisin & Ville Franche, chacun payant les Droits, & Doüanes de part & d'autre. Les Bâtimens François continueront de payer l'ancien Droit de Ville Franche, comme il se pratiquoit du tems de Charles Emanuel, à quoi il ne se fera aucune opposition comme l'on pourroit en avoir fait dans ce tems-là. Les Courriers, & les Ordinaires de France passeront comme auparavant par les Etats de S. A. R. & en observant les Reglemens, payeront les Droits pour les Marchandises, dont ils se seront chargés.

VII. Son Altesse Royale fera publier un Edit, par lequel elle ordonnera sous de rigoureuses peines corporelles à ceux qui habitent dans les Vallées de Luserne sous le nom de Vaudois, de n'avoir aucune communication sur le fait de la Religion, avec les Sujets du Roi, & s'obligera S. A. R. de ne point souffrir dès la date de ce Traité aucun établissement de Sujets de S. M. dans les Vallées Protestantes sous couleur de Religion, Mariage, ou d'autres raisons d'établissement, commodité, Heritage, ni autre pretexte, & qu'au-

ANNO 1696.

qu'aucun Ministre ne vienne dans l'étenduë de la Domination du Roi, sans être rigoureusement puni de peine corporelle, & qu'au surplus S. M. n'entrera dans aucune connoissance de la maniere dont S. A. R. traitera les Vaudois, à l'égard de la Religion, S. A. R. s'obligeant de ne point souffrir aucun Exercice de la Religion pretenduë Reformée dans la Ville de Pignerol, & Terres cedées, comme S. M. n'en souffre, ni n'en souffrira dans son Royaume.

VIII. Qu'il y aura de part & d'autre un perpetuel oubli & Amnistie de tout ce qui a été fait depuis le commencement de cette Guerre en quelque maniere, ou en quelque lieu que les hostilités se soient executées. Que dans cette Amnistie seront compris tous ceux qui ont servi S. M. durant la Guerre, en quelque emploi que ce puisse être, non-obstant qu'ils soient Sujets de S. A. R. en sorte qu'on ne pourra faire aucune recherche contre eux ny les inquieter dans leurs Personnes & Biens par voye de fait ou de Justice, ou pour quelque autre pretexte que ce puisse être. Il en sera de même à l'égard des Sujets du Roi qui auront servi S. A. R.

IX. Que les Benefices Ecclesiastiques pourvûs jusqu'à present par le Roi dans les Pays de S. A. R. conquis par Sa Majesté, durant l'espace du tems que Sadite Majesté en a joüi, demeureront à ceux qui en ont été pourvûs par le Roi, & par les Bulles du Pape; & qu'à l'égard des Commanderies de S. Maurice, Charges de Judicature, & Magistrature, S. A. R. n'aura aucun égard à la Nomination que le Roi en a faite pendant la possession des Etats de S. A. R. & les Provisions pour les Charges de Robbe faites par S. A. R. de ceux qui en ont abandonné les fonctions durant la Guerre demeureront fermes.

X. Qu'à l'égard des Contributions imposées sur les Terres de la Domination de S. A. R. bien qu'elles soient legitimement imposées & deues, & qu'elles se montent à des Sommes très-considerables, Sa Majesté les remet dans leur entier à S. A. R. par un effet de sa Liberalité, en maniere que du jour de la Ratification du present Traité le Roi ne pretendra ni n'exigera aucune desdites Contributions, laissant à Sadite Altesse Royale la jouïssance de ses Revenus dans tous ses Etats aussi-bien que de la Savoye, Nice, environs de Pignerol, & Suze, comme aussi Son Altesse Royale reciproquement n'exigera sur les Sujets, & Terres de la Domination du Roi aucune Contribution.

XI. Qu'à l'égard des Pretensions de Madame la Duchesse de Nemours sur S. A. R. Sa Majesté laissera entre Sadite Altesse Royale & ladite Dame de Nemours la discussion des susdites Pretensions dans la voye ordinaire de la Justice, sans s'en mêler aucunement.

XII. Qu'il sera loisible à Son Altesse Royale d'envoyer des Intendants ou Commissaires en Savoye, Comté de Nice, Marquisat de Suze, & Barcelonette, Pignerol & ses Dependances pour y regler ses Interêts; Droits, Revenus, & établir ses Douannes, & Gabelles de Sel, & autres, & lesdits Deputez seront reçûs, & autorisés dans leurs fonctions après la Ratification du present Traité, après laquelle lesdits Droits seront & apartiendront à S. A. R. sans exception ni contradiction.

XIII. Que si la Neutralité d'Italie s'acceptoit, ou que la Paix generale se fit, comme un grand nombre de Troupes seroient totalement inutiles, & à charge à S. A. R. & qu'outre les dépenses excessives pour les entretenir, c'est souvent une occasion de mesintelligence que de conserver sur pied plus de Troupes qu'il n'en faut dans un Etat, soit pour la Conservation ou pour la Dignité de Souverain, Son Altesse Royale s'oblige de n'entretenir en tems de Neutralité que six mille Hommes de Pied en deça des monts, & quinze cents au delà des monts pour les Garnisons de la Savoye, & Comté de Nice, & en tout quinze cent Chevaux ou Dragons, & cette Obligation de Son Altesse Royale n'aura lieu que jusques à la Paix generale.

Nous Plenipotentiaires susdits avons arreté & signé les presents Articles, & nous promettons, & nous obligeons de les faire ratifier & confirmer par Sa Majesté & par Son Altesse Royale, promettants aussi qu'ils seront tenus secrets religieusement jusques à la fin du mois de Septembre prochain, auquel tems, si on en sera d'autant de la même substance, & teneur, ceux-ci seront supprimés; fait à Turin le vingt-neuf d'Août mille six-cent nonante six.

ANNO 1696.

RENE' DE FROUILLAY TESSE'. DE S. THOMAS.

Ratification du ROI TRE'S-CHRETIEN *sur son Traité de Paix avec S. A. R. de Savoye. A Versailles le 7. Septembre 1696.* [FREDERIC LEONARD.]

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, salut. Ayant vû & examiné le Traité conclu & signé en nostre nom le vingt-neuviéme du mois d'Aoust dernier, dans la Ville de Turin par le Sieur René de Froullay, Comte de Tessé, Chevalier de nos Ordres, Lieutenant-General de nos Armées, Colonel-General de nos Dragons, Gouverneur de nostre Ville d'Ypres, Lieutenant-General dans nos Provinces du Maine & du Perche, & Commandant pour nostre Service dans nos Pays & Places de la Frontiere de Piedmont, en vertu du plein Pouvoir que Nous luy avions donné pour cet effet, d'une part; & le Sieur Charles Victor Joseph Marquis de Saint Thomas, Ministre & premier Secretaire d'Etat de nostre Frere le Duc de Savoye, muni pareillement du Pouvoir necessaire pour regler & convenir des Articles de Paix, & pour la Neutralité d'Italie, dont la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

NOus ayant agreable le susdit Traité en tous & un chacun les Points qui y sont contenus & declarez, avons iceluy accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & Parole de Roy, garder & observer inviolablement, sans aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, ni permettre qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoy Nous avons fait mettre à ces Presentes nostre Seel secret. Donné à Versailles le septiéme jour du mois de Septembre, l'an de grace mil six cens quatre-vingt-seize, & de nostre Regne le cinquante-quatriéme.

Ratification de S. A. R. de Savoye. [FREDERIC LEONARD.]

VIctor Amé II. par la grace de Dieu Duc de Savoye, Prince de Piedmont, Roy de Chipre, &c. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, salut. Comme le Marquis Charles Victor Joseph de Saint Thomas, nostre Ministre & premier Secretaire d'Etat, en vertu du plein Pouvoir que nous luy en avons donné, a conclu, arrêté & signé le vingt-neuvieme du mois d'Aoust dernier dans nostre Ville de Turin, avec le Sieur René Sire de Froullay, Comte de Tessé, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant-General de ses Armées, Colonel-General des Dragons de France, Gouverneur de la Ville d'Ypres, Lieutenant-General dans les Provinces du Mayne & du Perche, & Commandant pour le Service du Roy dans les Pays & Places de la Frontiere de Piedmont, muni du plein Pouvoir de Sa Majesté, les Articles de Paix, & pour la Neutralité d'Italie, desquels suit la teneur.

Le Roy Très-Chrêtien, ayant &c.

NOus ayant agreable les susdits Articles en tous & un chacun leurs Points qui y sont contenus & declarez, avons iceux accepté, approuvé, ratifié & confirmé: acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foi & Parole de Prince garder & observer inviolablement, sans aller ni venir au contraire, directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoy nous avons signé ces Presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Seel secret. Donné à Turin

ANNO 1696. Turin le trentiéme jour d'Aoust l'an de grace mil six cens quatre-vingt-seize.

Signé,

V. AME'.

Et plus-bas:

DE S. THOMAS.

(1) *Acte de la Restitution des Pays, & Estats de Savoye, faite par* LOUÏS XIV. *Roi de France à* VICTOR AME' II. *Duc de Savoye en vertu de leur Traité de Paix. Du* 28. *Septembre* 1696. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswyck. Tom. I. pag. 211.]

SAchent tous, & un chacun, que conformément au Traité de Paix fait & signé entre Sa Majesté Très-Chrétienne Louïs XIV. Roi de France & de Navarre, &c. d'une part, & Son Altesse Royale Victor Amedée II. Duc de Savoye, Prince de Piémont, Roi de Chypre, &c. il a été ordonné par Sadite Majesté Très-Chrétienne, à Monsieur Antoine Balthasar de Longecombe, Marquis de Thoy, Général Major des Armées de France, & Gouverneur de Savoye, de rendre entiérement à Son Altesse Royale, tous les Pays, Places, Châteaux, & Forteresses de toute la Savoye, à la reserve de Montmelian; d'en retirer les Troupes qui y sont, conformément aux Patentes de Sa Majesté. Pour laquelle fin Son Altesse Royale y a envoyé le Marquis Charles Thana, Capitaine de ses Gardes du Corps, Major Général de son Armée, & Gouverneur en Savoye, avec Pouvoir de recevoir au nom de Son Altesse Royale lesdits Etats & Places. C'est pourquoi le Marquis de Thoy s'étant rendu en la Chambre du Conseil de la Maison de Ville de Chambery, & y ayant fait assembler la Noblesse, les Syndics, & les Conseillers de la dite Ville, ledit Marquis de Thana y comparut aussi, & après avoir complimenté le Marquis de Thoy, ce Marquis lui remit entiérement de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne tout le Païs & toutes les Places du Duché de Savoye, à la reserve de Montmelian, conformément au Traité de Paix. Il fit cette Restitution en ces termes; *Monsieur le Marquis de Thana, conformément à l'ordre du Roi mon Maitre, & suivant le Pouvoir que vous en avez reçu de Son Altesse Royale, je remets entiérement à sadite Altesse en vôtre Personne, les Places, & toutes les Dependances des Etats de Savoye, à l'exception de Montmelian, & par consequent son Altesse Royale en peut disposer, de la même manière qu'elle a fait, avant que lesdits Etats eussent été pris par les Armes du Roi.* Sur quoi le Marquis de Thana répondit, qu'il recevoit au nom de Son Altesse Royale lesdits Pays, Places & Dépendances. Cela étant fait, le Marquis de Thoy repeta encore une fois ladite cession; après quoi il sortit de la Maison de Ville. De tout ce que dessus les Marquis de Thoy & de Thana en firent passer un Acte devant Notaires; qui fut signé, *Thoy de Piseu*: *& le Marquis de Thana. Favre des Charmettes*, Sindic, Témoin. *Perrin*, Sindic, Témoin. *Cugnet*, Sindic, Témoin. *Tonce*, Sindic, Témoin. Et moi, *Gaspard Chambet*, Notaire, & Bourgeois de Chambery, ai receu le présent Acte, de ce requis.

Signé,

G. CHAMBET, Notaire.

CXCI.

15. Sept. *Contract de Mariage entre* LOUIS *Duc de Bourgogne, Fils ainé de Monseigneur le* DAUPHIN *de France, &* MARIE ADELAIDE *Princesse de Savoye, Fille ainée de S. A. R. Monseigneur le Duc de Savoye; fait & passé à Turin le* 15. *Septembre* 1696. *Avec les* RATIFICATIONS *du Roi T. C. de Monseigneur le Dauphin, & de Monseigneur le Duc de Bourgogne.* [Sur l'Imprimé à Paris chez FRIDERIC LEONARD. Avec Permission & Privilege special du Roi ann. 1697. in 4.] ANNO 1696.

AU Nom de la Tres-Sainte Trinité, Pere, Fils & S. Esprit. Soit notoire à tous, Que comme le Tres-Haut, Tres-Puissant, & Tres-Excellent Prince Louis XIV. par la grace de Dieu Roy Tres-Chrestien, de France & de Navarre, auroit non-seulement donné des assurances solides du retour de son estime & de son affection pour le Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Victor Amé II. Duc de Savoye, par le Traité de Paix signé entre le Sieur Comte de Tessé, Chevalier des Ordres de Sa Majesté Lieutenant General dans ses Armées, Colonel General des Dragons de France, Gouverneur de la Ville d'Ypres, Lieutenant General dans la Province du Maine & du Perche, & Commandant dans les Païs & Places de la Frontiere de Piémont, Plenipotentiaire de sadite Majesté, & le Sieur Marquis de S. Thomas Ministre, & Premier Secretaire d'Estat, Plenipotentiaire dudit Tres-Haut, & Tres-Puissant Prince Duc de Savoye: Mais aussi pour luy témoigner encore davantage la singuliere consideration qu'Elle fait de sa Maison pour tant d'Alliances reciproques si souvent contractées depuis plusieurs Siecles entre la Maison de France & celle de Savoye, Sa Majesté seroit convenuë par l'Article III. dudit Traité, que le Mariage de Monseigneur le Duc de Bourgogne avec Madame la Princesse de Savoye, Fille aînée dudit Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Duc de Savoye, & de Madame Anne d'Orleans Duchesse de Savoye, se traitera incessamment, pour s'effectuer de bonne foy lors qu'ils seront en âge & que le Contrat se fera presentement; aprés quoy ladite Dame Princesse sera remise entre les mains du Roy. En execution duquel Article Sa Majesté auroit envoyé à Turin le Sieur Comte de Tessé, Chevalier de ses Ordres, Lieutenant General dans ses Armées, Colonel General des Dragons de France, Gouverneur de la Ville d'Ypres, Lieutenant General dans les Provinces du Maine & du Perche, & Commandant pour sadite Majesté dans les Païs & Places de la Frontiere de Piémont, pour stipuler & resoudre avec les Ministres de Savoye les Articles & conditions dudit Mariage entre ledit Seigneur Duc de Bourgogne, & ladite Dame Princesse de Savoye. Et en consequence ce jourd'huy quinsiéme du mois de Septembre 1696. pardevant moi Marquis de S. Thomas Ministre & Premier Secretaire d'Estat dudit Seigneur Duc de Savoye, & en presence & du consentement de Tres-Haute & Tres-Puissante Princesse Anne d'Orleans Duchesse de Savoye: & en presence de Tres-Haute, & Tres-Puissante Princesse Marie Jeanne Baptiste de Savoye, Duchesse Doüairiere de Savoye, de Tres-Haut, & Tres-Puissant Prince Emanuel Philebert Amedé de Savoye, Prince de Carignan, de Tres-Haute, & Tres-Puissante Princesse Marie Catherine d'Este Princesse de Carignan, & des Témoins cy-bas signés, ont comparu le Tres-Haut, & Tres-Puissant Prince Victor Amé II. Duc de Savoye d'une part, & ledit Sieur Comte de Tessé, en vertu des pleins Pouvoirs tant dudit Seigneur Roy Tres-Chrestien, que de Monseigneur le Dauphin & de Monseigneur le Duc de Bourgogne, en datte du premier du mois d'Aoust de l'année courante, d'autre part. Declarant ledit Seigneur Duc de Savoye, que comme il veut répondre sincerement aux sentimens de l'affection toute particuliere & de la tres-grande estime que Sa Majesté luy témoigne & à toute sa Maison, & qu'il desire aussi passionément que la mesme bonne intelligence & amitié qu'il voit avec une joye tres parfaite bien rétablie aujourd'huy entre Sa Majesté & luy, soit non seulement continuée sous le Gouvernement present, mais aussi qu'elle passe encore avec la mesme fermeté aux Successeurs & Descendans; Il juge que le moyen le plus efficace pour parvenir à cette bonne fin est de renoüer bien étroitement cette bonne intelligence & amitié par le lien de ce Mariage, dont les Articles ont esté accordez & arrestez ainsi qu'il suit.

I. Qu'avec la grace & benediction de Dieu, prealablement, obtenuë Dispense de sa Sainteté

(1) La Date manque à cette Piece. Celle-cy est tirée du Titre qu'on y voit dans les *Actes & Memoires de la Paix de Ryswyck.* [DUM.]

ANNO 1696.

té à raison de la proximité & consanguinité entre Monseigneur le Duc de Bourgogne & Madame la Princesse de Savoye, si-tost, qu'Elle aura atteint l'âge de 12. ans accomplis, ils feront celebrer leurs Epousailles & Mariage par parole de present, selon la forme & en la solennité prescrite par les Sacrez Canons & Constitutions de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine. Et se feront lesdites Epousailles & Mariage en la Cour & en presence de Sa Majesté Tres-Chrestienne, où ladite Dame Princesse de Savoye sera elevée d'une maniere convenable à sa haute Naissance. Et se fera ladite solennité des Epousailles, quand le temps de l'accomplir sera concerté & arresté entre Sa Majesté, Mondit Seigneur le Dauphin, & le Tres-Haut, & Tres-Puissant Prince Duc de Savoye & Madame la Duchesse de Savoye.

II. Ledit Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Duc de Savoye promet & demeurera obligé de donner en Dot à Madame la Princesse Marie Adelaide de Savoye sa Fille aînée, en faveur du Mariage qu'Elle contracte avec Monseigneur le Duc de Bourgogne, la somme de deux cens mil Ecus d'Or ou leur juste valeur, payable de la maniere qu'il a esté convenu à part: Comme aussi de luy donner des Pierreries & autres ornemens, ainsi qu'il sera trouvé convenable: promettant en outre de luy donner au temps de la celebration dudit Mariage son Fardel, soit Trousseau ou Present des Nôces, lequel sera estimé.

III. Sa Majesté Tres-Chrestienne s'oblige d'assurer & assurera la Dot de ladite Dame Princesse Marie Adelaide de Savoye sur bonnes Rentes & sur Fonds & Assignations valables au contentement dudit Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Duc de Savoye, ou des personnes, qu'il nommera pour cet éfet. Et Sa Majesté envoyera aussi-tost à Mondit Seigneur le Duc de Savoye les Actes de ladite Assignation de Rentes. Et en cas de dissolution de Mariage & que de Droit la restitution de Dot ait lieu, elle sera renduë en comptant à ladite Dame Princesse ou à celuy, qui aura charge ou Droit d'Elle, avec son Fardel, ses Pierreries & Joyaux, & pendant le temps qui courra, qu'on ne luy rendra point la Dot, ladite Dame Princesse, ou ses Heritiers & Successeurs joüiront des Revenus à quoy se monteront lesdits deux cens mil Ecus d'Or à raison de denier vingt, qui feront payez en vertu desdites Assignations, que Sa Majesté & ses Heritiers & Successeurs seront obligez de garantir jusqu'à la juste valeur des interests au denier vingt de ladite Dot.

IV. Sa Majesté Tres-Chrestienne donnera, pour Monseigneur le Duc de Bourgogne à ladite Dame Princesse Marie Adelaide de Savoye pour ses Bagues & Joyaux, la valeur de cinquante mil Ecus d'Or sol, lesquels & tous autres qu'Elle apportera avec soy, luy appartiendront sans dificulté comme estans Bien de son Patrimoine propres à ladite Dame Princesse, ses Heritiers & Successeurs, ou à ceux qui auront son Droit & cause.

V. Sa Majesté suivant l'ancienne & loüable coutume de la Maison de France, assignera & constituëra à ladite Dame Princesse pour son Doüaire vingt-mil Ecus d'or sol chacun an sur des Revenus & Terres dont le principal lieu aura Titre de Duché, desquels Lieux & Terres ladite Dame Princesse joüira par ses mains, & de son autorité & de celle de ses Commissaires & Officiers, & aura la Justice, comme il a toûjours esté pratiqué. Davantage à elle appartiendra la Provision de tous les Offices vacans comme ont accoutumé d'avoir les Reynes & Dauphines de France: bien entendu neantmoins que lesdits Offices ne pourront estre donnez qu'à des naturels François, comme aussi l'administration & les fermes desdites Terres conformément aux Loix & Coûtumes du Royaume de France, de laquelle susdite Assignation ladite Dame Princesse Marie Adelaide de Savoye entrera en possession & joüissance si-tost que son Doüaire aura lieu, pour en joüir toute sa vie soit qu'Elle demeure en France, ou qu'elle se retire ailleurs.

VI. Il a esté particulierement convenu que ladite Dame Princesse Marie Adelaide de Savoye feroit les Renonciations suivantes & à cet effet ledit Seigneur Duc de Savoye son Seigneur & Pere l'a habilitée & habilite & l'a dispensé de son bas âge pour prester le serment necessaire, estant mineure de douze ans & neantmoins proche d'achever l'onziéme & eü égard principalement à la grande connoissance & au jugement au dessus de son âge dont elle est doüée, derogeant ledit Seigneur Duc de Savoye à toutes les Loix, Constitutions, Edits, Decrets & Usages contraires à ladite Habilitation & Dispense avec les Derogatoires des Derogatoires, d'autant, que ladite Dame Princesse reconnoist fort bien, ainsi qu'elle l'a declaré & declare, combien avantageuse luy sera & à ses Descendans l'effectuation dudit Mariage, qui luy donne une juste esperance de parvenir au rang de Reine, & à ses Descendans de succeder à la Couronne de France, reflechissant encore que c'est principalement pour affermir la Paix, si desirée & si necessaire & son inclination genereuse la portant aussi à vouloir conserver l'éclat de la Maison de Savoye dans la personne des Princes ses Freres qu'il plaira à Dieu de luy donner, ou des autres Princes * *ses Freres mâles* quoyque plus éloignez & en Ligne collateralle & leurs Descendans mâles à l'infiny pour le repos & la tranquilité des Peuples de ladite Maison de Savoye. C'est pourquoy s'est presentement constituée ladite Dame Princesse Marie Adelaide de Savoye, en presence dudit Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Victor Ame' son Seigneur & Pere, pardevant moy Marquis de S. Thomas, Ministre & Premier Secretaire d'Estat & en presence des mêmes Témoins que dessus & de l'autorité & assistance du Sieur Marquis de Bellegarde, Grand Chancelier de Savoye, nommé & élû son Curateur pour cet Acte, laquelle de son propre mouvement & libre volonté, pour les motifs cy-dessus exprimez, & principalement pour l'affermissement de la Paix & le desir qu'Elle a de voir l'éclat de sa Maison conservé dans la personne des Princes ses Freres, & leurs Descendans mâles ou des Princes en Ligne Collaterale & leurs Descendans mâles à l'infiny, ayant esté informée par ledit Seigneur Duc de Savoye son Seigneur & Pere, que sans cette Renonciation le Mariage ne se feroit point fait, ny la Paix concluë, & en particulier par ledit Sieur Grand Chancelier, de la force, & efet de ladite Renonciation & Serment: a renoncé & renonce avec serment preste sur les Saints Evangiles entre mes mains touchez, tant par Cession, Donation entre-vifs irrevocable, & en la meilleure forme que faire se peut tant par voye abdicative, que translative pour elle, ses Enfans & Descendans, à tous les Droits, Noms, Raisons & Actions personnelles, Réelles, Mixtes, Hipotequaires, & Remedes possessoires, qui pourroient luy appartenir ou à ses Descendans, soit en qualité de ses Heritiers, ou pour des raisons propres pensées ou imprevües, aux Etats, Duchez, Principautez, Marquisats, Comtez, Seigneuries, Jurisdictions & Fiefs & leurs appartenances & dependances, possedez & appartenans, tant deçà que delà les monts, à sondit Seigneur & Pere, & qui pourroient à l'avenir luy appartenir & à la Couronne de Savoye, afin que sondit Seigneur & Pere en joüisse & ses Descendans mâles Successeurs à ladite Couronne, & leurs Descendans mâles, & à leur défaut les mâles en Ligne collateralle de ladite Maison, & leurs Descendans mâles à l'infini, en faveur desquels ladite Dame Princesse pour Elle & les siens, a cedé, remis & transporté, cede, remet & transporte tous lesdits Droits, Noms, Raisons & Actions qui luy peuvent appartenir ou à ses Heritiers & Descendans, les mettant & constituant en son propre lieu & place, avec promesse de n'y jamais contrevenir, en quelque maniere que ce soit, directement ny indirectement, de façon que ladite Dame Princesse & ses Heritiers & Descendans restent exclus à perpetuité, & censez, & considerez comme étrangers incapables de succeder ausdits Estats, Duchez, Principautez, Marquisats, Comtez, Jurisdictions, Fiefs & dépendances sans aucune exception, encore qu'il fust necessaire d'en faire une specifique & individuelle mention, & même encore qu'il n'y auroit aucune Loy, Investiture, Coustume ou autre Disposition exclusive des Femelles & de leurs Descendans par l'existance des mâles, quoyque plus éloignez & en Ligne Collaterale, ledit Seigneur Duc de Savoye son Seigneur & Pere present, stipulant & acceptant pour tous lesdits Princes, Descendans & Collateraux mâles nez & à naistre qui pourroient y avoir Droit, avec moy Ministre & premier Secretaire d'Estat, avec Declaration pourtant & Protestation que fait ledit Seigneur Duc de Savoye, en acceptant lesdites Renonciations & Cession, de ne jamais admettre que ladite Dame Princesse sa Fille aînée, & autres Princesses ses Filles & leurs Descendans puissent en aucun tems, ni en aucun cas avoir aucun Droit

* Cet endroit est fautif. Il faut sans doute lire *les autres Princes de sa Maison quoique plus éloignés.* [D U M.]

Anno 1696.

Droit de succeder aux susdits Estats de la Maison de Savoye au prejudice des mâles. En outre ladite Dame Princesse, attendu la Constitution dotale desdits deux cens mil écus d'Or comme dessus, reconnoissant d'avoir une Dote suffisante & telle qu'on a coustume de la donner aux Princesses de la Maison de Savoye, demeure entierement contente, & satisfaite dudit Seigneur son Pere, l'en a quitté & quitte ledit Seigneur Duc de Savoye present, & acceptant pour luy & pour les Princes mâles, soit en Ligne directe ou Collaterale de sa Maison, avec promesse que fait ladite Dame Princesse de ne luy en jamais rien demander, ny permettre que par autre luy en soit faite aucune demande, (a) l'aquilienne Stipulation & l'Acceptation ensuite estant deuëment intervenuës en la presente écriture, & de plus Elle a fait & fait une Renonciation abdicative & translative de tous les Droits, Noms, Raisons & Actions qui peuvent ou pourroient à l'avenir luy appartenir & à ses Heritiers, Successeurs & Descendans quoyque non heritiers, comme s'ils pouvoyent agir de leur propre chef en cas du decez de ladite Dame Princesse avant ledit Seigneur son Pere, & biens paternels, maternels, libres & allodiaux, de quelque nature, qualité & valeur qu'ils soient, sans aucune exception, soit pour cause de Dot, avantages nuptiaux, Legitime & suplément d'icelle, & Succession ab intestat, avec toutes Actions, personnelles, réelles, mixtes, hipotequaires, & Remedes possessoires. De toutes lesquelles Raisons & Actions ladite Dame Princesse s'est devestie & en a investi ledit Seigneur Duc de Savoye son Seigneur & Pere present & acceptant, pour en disposer selon son bon plaisir: Toutes lesquelles choses contenuës tant dans la narrative & dispositive des Renonciations cy-dessus, ladite Dame Princesse en l'assistance & de l'autorité dudit Sieur Grand Chancelier son Curateur, a assuré estre veritables, avec serment de nouveau presté sur les Saints Evangiles entre mes mains touchez, avec lequel elle a encore promis & promet pour elle & ses susdits Descendans, de les avoir pour agreables, de les tenir fermes & stables, & de les observer inviolablement, sans jamais y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu, sous l'obligation de tous ses biens presens & à venir, avec la Clause de Constitut, renonçant à cet éfet avec ledit serment réïteré à toutes Loix, Edits, Constitutions, Coustumes, Statuts & Dispositions à ce contraires, au benefice de la minorité d'âge, lesion énorme, & enormissime, restitution en entier, nullité de Contrat par défaut de solennité, exception de chose non dûë & sans Cause, de dol, de crainte reverentiale ou presumée absolution de serment, declarant de ne s'en vouloir servir, au cas qu'elle vint à l'obtenir, comme nulle & inefficace, & à toute autre cause & exception, tant pensées qu'imprevûës, dont il fut besoin d'en faire une expresse & individuelle mention: par le moyen desquelles ladite Dame Princesse, ses Heritiers, Successeurs, & Descendans pussent contrevenir au present Contrat, voulant que lesdites Raisons & Exceptions soient tenuës comme si elles estoient icy specialement exprimées, & qu'il y fust expressément dérogé & renoncé, & que lesdits sermens demeurent toûjours fermes & irrevocables, qu'ils prévalent à tout autre Acte qui se pourroit faire au contraire, & qu'ils suppléent à tout défaut d'âge, de solennité & autres ausquels ledit Seigneur Duc de Savoye de son autorité absoluë, a pareillement voulu suppléer & supplée, & valide lesdites Renonciations en toutes leurs parties. Et comme c'est l'intention de Sa Majesté Tres-Chrestienne que lesdites Renonciations ayent leur entier éfet, & qu'on ne puisse jamais y contrevenir: A cet éfet ledit Sieur Comte de Tessé s'est personnellement établi & constitué, lequel en la susdite qualité de Procureur, & au nom de sadite Majesté, de Monseigneur le Dauphin & de Monseigneur le Duc de Bourgogne, a promis & promet pour eux, leurs Heritiers, & Successeurs à la Couronne d'observer & faire inviolablement observer lesdites Renonciations, comme un Article essentiel du present Contrat de Mariage, de ladite Paix & de n'y jamais contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere, de les faire ratifier, de point en point par sadite Majesté, Monseigneur le Dauphin & Monseigneur le Duc de Bourgogne, & de les faire entheriner au Parlement de Paris, selon la forme acoustumée, avec toutes les Clauses necessaires, & enregistrer au Conseil d'Estat de Sa Majesté & par tout ailleurs où besoin sera, sans aucune restriction ny modification, ainsi qu'elles devront aussi estre entherinées & approuvées au Senat de Piémont. Et tout ce que dessus ledit Sieur Comte de Tessé en la susdite qualité, a promis & promet avec serment de garder, executer & observer sous l'obligation des biens presens & à venir de sadite Majesté, de Monseigneur le Dauphin, de Monseigneur le Duc de Bourgogne & de la Couronne, avec la Clause de Constitut. Le tout ainsi accordé & convenu dans ledit Traité de Paix, encore qu'il n'y soit pas specifiquement declaré, & principalement à l'égard des Descendans de ladite Dame Princesse.

VII. Sa Majesté donnera & assignera à ladite Dame Princesse Marie Adelaide de Savoye pour la depense de sa Chambre & entretennement de son état & de sa Maison, somme convenable telle qu'appartient à une Princesse d'un si haut rang, la luy assignant en la forme & maniere qu'on a accoutumé en France, & donnera Assignation pour tel entretennement.

VIII. Ledit Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Duc de Savoye fera amener ladite Dame Princesse à ses frais & dépens jusqu'au Pont de Bonvoisin avec la Dignité & appareil qu'il appartient à si grande Princesse, & elle sera receuë de mesme de la part de Sa Majesté.

IX. Qu'en cas que le Mariage se dissolve entre Mondit Seigneur le Duc de Bourgogne & ladite Dame Princesse, & qu'elle le survive, en ce cas il sera à la liberté de ladite Dame Princesse ou de demeurer en France en tel lieu qu'il lui plaira, ou de retourner en Savoye sans aucun empeschement, ou d'aller en tel autre endroit qu'elle choisira plus convenable hors de France toutes fois & quantes que bon luy semblera avec tous ses Biens, Dot, Fardel & Doüaire, Bagues & Joyaux & Vestemens, Vaisselle d'argent & tous autres Meubles & choses quellesconques avec les Officiers & Serviteurs de sa Maison, sans que pour quelque cause que ce soit on luy puisse donner aucun empeschement, ny arrester son départ directement ou indirectement, empescher la jouissance & recouvrement de lesd. Dot, Fardel & Doüaire ny autres Assignations qu'on luy auroit donné ou deub donner, & pour cet effet Sa Majesté, Monseigneur le Dauphin & Monseigneur le Duc de Bourgogne donneront audit Tres-Haut & Tres-Puissant Prince le Duc de Savoye pour ladite Dame Princesse telles Lettres de sureté, qui seront necessaires, signées de leur propre main, & scellées de leur Sceau, & dés apresent comme dés lors Sa Majesté les assure & promet pour soy & pour ses Successeurs Roys en foy & parole de Roy.

X. Ce Traité & Contrat de Mariage à esté fait avec dessein de supplier nostre Saint Pere le Pape qu'il ait agreable de l'approuver & luy donner sa benediction Apostolique comme aussi, d'en approuver les Articles & Capitulations qui en ont esté faites de part & d'autre, & ledit Sieur Comte de Tessé en ladite qualité de Procureur a promis & promet au nom de Sa Majesté, de Monseigneur le Dauphin & de Monseigneur le Duc de Bourgogne qu'ils approuveront & ratifieront de point en point le present Contrat, & qu'à cet effet ils en fourniront leurs Ratifications en bonnes & deuës formes dans un mois à compter du jour & datte dudit Contract, avec Promesse de le faire entheriner au Parlement de Paris & enregistrer au Conseil d'Estat de Sa Majesté sans restriction ny modification, ainsi qu'il devra estre aussi approuvé & entheriné au Senat de Piedmont: Promettans & s'obligeants respectivement sadite Majesté, Monseigneur le Dauphin & Monseigneur le Duc de Bourgogne sur leur foy & parolle, tant pour eux que pour leurs Heritiers & Successeurs & ledit Sieur Comte de Tessé à leur nom en vertu des Pouvoirs cy-dessus, & ledit Seigneur Duc de Savoye aussi sur sa foy & parolle, celle de Madame la Duchesse de Savoye son Epouse & de la Dame Princesse Marie Adelaide leur Fille aînée, & pour leurs Heritiers & Successeurs, de garder, accomplir & observer inviolablement les susdits Articles & Conventions, sans jamais y pouvoir contrevenir directement ny indirectement, car ainsi l'ont promis & stipulé. Desquelles Conventions j'ay fait deux Originaux dont l'un a esté remis entre les mains dudit Sieur Comte de Tessé, & l'autre est demeuré entre les miennes comme Ministre & Premier Secretaire d'Estat dudit Seigneur Duc de Savoye & Notaire de la Couronne.

(a) Laquilienne Lisez laquelle. [D U M.]

Fait

ANNO 1696.

Fait & signé à Turin ledit jour 15. de Septembre 1696.

M. ADELAIDE de Savoye.
V. AMEDE'.
ANNE.
M. J. BAPTISTE RENE' DE FROULAY-TESE'.
EMi. Fio. Amo. Di Savoia.
MARIA CATTa. d'Este Savoia.
BELLEGARDE.
ALESo. ANo. Di Hercesario Teso.
MICHEL ANTOINE Vibo Archevesque de Turin Témoin.
D. CARLOS ISST. d'Este, Testimo.
Le M. DE PIANESE, Témoin.

De St. THOMAS.

Ratification du Roi Tres-Chretien.

LOuis par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront. Salut. Ayant veû & examiné le Traité ou Contrat de Mariage de nôtre trés-Cher & bien Amé Petit-fils le Duc de Bourgogne avec nostre trés-Chere & trés-Amée Niece la Princesse de Savoye, Fille aisnée de nôtre trés-Cher, & trés-Amé Frere le Duc de Savoye qui a esté fait & conclu à Turin le 15. de ce mois par nostre Cher & bien Amé le Comte de Tessé, Chevalier de nos Ordres, nostre Lieutenant General en nos Armées, Colonel General des Dragons de France, Gouverneur de nostre Ville d'Ypres, nostre Lieutenant General au Gouvernement de nos Provinces du Mayne, & du Perche, & Commandant pour Nous dans les Pays & Places de la Frontiere de Piémont, tant en nostre nom qu'en celuy de nostre trés-Cher, & tres-Amé Fils unique le Dauphin de France, de celuy de nostredit Petit-Fils le Duc de Bourgogne son Fils aisné, muny de pleins Pouvoirs que nous luy en avions donné à cet effet d'une part, & par nostredit Frere le Duc de Savoye d'autre, dont la teneur s'ensuit.

Au Nom de la Tres-Sainte Trinité &c.

Nous ayant agreable le susdit Traité ou Contrat de Mariage en tous les Points & Articles qui y sont contenus. Avons iceluy accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces Presentes signées de nostre main, Acceptons, approuvons, ratifions & confirmons pour en estre la Celebration faite dans le temps & ainsi qu'il est porté par iceluy. Promettant en foy & parolle de Roy de l'accomplir, observer & faire observer sincerement & de bonne foy, sans aller ny souffrir qu'il soit allé directement ny indirectement au contraire, pour quelque cause & occasion que ce puisse estre. Voulons en conséquence que ledit Traité ou Contrat de Mariage soit enregistré en nostre Cour de Parlement de Paris, & par tout où besoin sera. En témoing de quoy Nous avons signé ces Presentes, & à icelles fait apposer nostre Scel secret. Donné à Versailles le 25. jour de Septembre 1696.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas;

Par le Roi

COLBERT;

Et scellé.

Ratification de Monseigneur le Dauphin du Contrat de Mariage de Monseigneur le Duc de Bourgogne.

LOuis, Dauphin de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: Salut. Ayant vu & examiné le Traité ou Contrat de Mariage de nôtre tres-Cher, & tres-Amé Fils aîné le Duc de Bourgogne, avec nôtre tres-Chere & tres-Amée Cousine la Princesse de Savoye Fille aînée de nôtre tres-Cher, & tres-Amé Frere le Duc de Savoye, qui a esté fait & conclu à Turin le quinziéme de ce mois, par nôtre Cher & bien-amé le Comte de Tessé, Chevalier des Ordres du Roy nôtre tres-Cher & tres-Honoré Seigneur & Pere, son Lieutenant General en ses Armées, & au Gouvernement de ses Provinces du Mayne & du Perche Gouverneur de la Ville d'Ypres, son Commandant dans les Pays & Places de la Frontiere de Piedmont, Colonel General des Dragons de France, muny à cet effet des Pleins-pouvoirs qui luy estoient necessaires. tant du Roy nôtredit Seigneur & Pere, que de nous & de nôtre dit Fils le Duc de Bourgogne, d'une part, & par nôtredit Frere le Duc de Savoye d'autre, dont la teneur s'ensuit.

Au Nom de la Tres-Sainte Trinité &c.

Nous, ayant agreable le susdit Traité ou Contrat de Mariage en tous les Points & Articles qui y sont contenus, avons iceluy accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces Presentes, signées de nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, pour en estre la Celebration faite dans le temps & ainsi qu'il est porté par iceluy, promettant, en foy & parole de Prince, de l'accomplir & observer sincerement & de bonne foy, sans aller directement ny indirectement au contraire, pour quelque cause & occasion que ce puisse estre. En témoin de quoy Nous avons fait mettre à ces Presentes nôtre Scel ordinaire. Fait à Versailles le vingt-cinquiéme jour de Septembre 1696.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas;

Par Monseigneur le Dauphin.

COLBERT;

Et scellé.

Ratification de Monseigneur le Duc de Bourgogne de son Contrat de Mariage.

LOuis de France, Duc de Bourgogne. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Ayant vu & examiné le Traité ou Contrat de Mariage, avec nôtre tres-Chere & tres-amée Cousine la Princesse de Savoye, Fille ainée de nôtre tres-Cher & tres-amé Frere le Duc de Savoye, qui a esté fait & conclu à Turin le quinze de ce mois, par nôtre Cher, & bien-amé le Comte de Tessé, Chevalier des Ordres du Roy nôtre tres-Cher, & tres-Honoré Seigneur & Ayeul, son Lieutenant General en ses Armées, & au Gouvernement de ses Provinces du Mayne & du Perche, Gouverneur de la Ville d'Ypres, son Commandant dans les Pays & Places de la Frontiere de Piedmont, & Colonel des Dragons de France, muny à cet effet des Pleins-pouvoirs qui luy estoient necessaires, tant du Roy nôtre dit Seigneur & Ayeul, que de nôtre tres-Cher, & tres-Honoré Pere le Dauphin de France, & de Nous, d'une part, & par nôtre dit Frere le Duc de Savoye d'autre, dont la teneur s'ensuit.

Au nom de la Tres-Sainte Trinité, &c.

Nous, ayans agreable le susdit Traité ou Contrat de Mariage en tous les Points & Articles qui y sont contenus: Avons iceluy accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces presentes, signées de nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, pour estre executé selon sa forme & teneur: Promettant, en foy & parole de Prince d'accomplir & observer sincerement & de bonne foy, sans aller directement ny indirectement au contraire, pour quelque cause ou occasion

ANNO 1696.

casion que puisse estre, en témoin dequoy Nous avons fait mettre à cesdites Presentes nôtre Scél ordinaire. Donné à Versailles le vingt cinquiéme jour de Septembre mil six cens quatre vingt-seize.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par Monseigneur le Duc de Bourgogne.

COLBERT,

Et scellé.

CXCII.

7. Oct. (1) *Traité entre Sa Majesté Imperiale* LEOPOLD, *& Sa Majesté Catholique* CHARLES II. *d'une part, & S. A. R.* VICTOR AME' II. *Duc de Savoye d'autre part, pour une suspension d'Armes en Italie, entre Leursdites Majestés & la Couronne de France. A Vigévano le* 7. *Octobre* 1696. Avec l'ARTICLE SEPARE', *& les Ratifications de toutes les Parties.* [sur l'Imprimé à Paris, chez FREDERIC LEONARD Imprimeur Ordinaire du Roi, avec Permission & Privilege. Ann. 1697. in 4.]

LOuis par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Ayant vû & examiné le Traité fait à Vigevano le septiéme du present mois, entre le Comte de Mansfeld au nom de l'Empereur, le Marquis de Leganez au nom du Roy Catholique, d'une part, & le Marquis de Saint Thomas, Ministre & premier Secretaire d'Etat, au nom de nostre Frere le Duc de Savoye, d'autre, en vertu des Pleins-pouvoirs qui leur ont esté donnez pour cet effet: & le Maréchal de Catinat, General de nos Armées, Gouverneur & nostre Lieutenant General en nostre Duché de Luxembourg & Comté de Chiny: & du Comte de Tessé, Chevalier de nos Ordres, Lieutenant Genéral de nos Armées, Colonel General des Dragons de France, Gouverneur de nostre Ville d'Ypres, Lieutenant General dans nos Provinces du Maine & du Perche, Commandant pour nostre service dans nos Pays & Places de la Frontiere de Piémont, en vertu du plein-Pouvoir que Nous leur avons donné le dix-septiéme du mois d'Aoust dernier, ayant promis en nostre nom de fournir nos Lettres de Ratification en bonne forme du Traité susdit, dont la teneur s'ensuit.

SA Majesté Imperiale & Sa Majesté Catholique, ayant daigné écouter avec bonté les instances & les representations réiterées de son Altesse Royale Monsieur le Duc de Savoye & compatissans aux malheurs que son Pays a souffert durant cette Guerre, se sont enfin disposez à agréer & approuver que son Excellence Monsieur le Comte de Mansfeld Prince de Fondi, & son Excellence Monsieur le Marquis de Leganez, munis d'un plein-Pouvoir & suffisant de leurs Majestez Imperiale & Catholique, qui seront cy bas inserez d'une part, & M. le Marquis de Saint Thomas, Ministre & premier Secretaire d'Etat de S. A. R. muni d'un ample Pouvoir de sadite A. R. qui sera aussi cy-bas inseré, d'autre, ayent pour l'effectuation de ce que dessus, convenu comme il suit.

I. Comme le principal objet est le soulagement de son Altesse Royale, & le repos qui en revient à ses Voisins, ces Messieurs se sont reciproquement obligez à S. A. R. & Elle à la Maison d'Autriche d'une part, & au Roy Tres-Chrétien de l'autre, qu'il y aura dorénavant une suspension d'Armes jusqu'à la Paix Generale, toute hostilité cessant reciproquement du jour d'aujourd'huy & par consequent on levera au plus-tard aprés demain le siege de Valence.

II. Et afin que la tranquillité de ce Pays ne soit point troublée par le sejour reciproque des deux Armées, les Parties ont reciproquement promis à S. A. R. que leurs Armées & Troupes tant propres, qu'Auxiliaires, à la reserve pourtant de celles qui sont à la solde du Roy Catholique dans l'Etat de Milan, sortiront en même temps à proportion de leur nombre, pour se retirer respectivement dans leurs Païs, au moyen de quoi l'accomplissement des offres faites à S. A. R. étant assuré pour ce chef, il est juste que la France y satisfasse entierement de son côté pour la seureté commune & le repos public, sans se conserver les moyens de le troubler par l'actuelle possession de la Citadelle de Pignerol & des Châteaux de Montmelian, & de Suze, & que tout ce que dessus exprimé, s'execute de part & d'autre dans le terme le plus court qui sera actuellement praticable. Et pour plus grande seureté qu'aucune des Parties ne contrevienne à cette Convention, & à la suspension d'armes établie jusqu'à la Paix Generale, S. A. R. du consentement des deux Parties s'oblige à s'y opposer & même à prendre les Armes contre celle qui manquera en tout ou en partie au present Traité, avec un engagement irrevocable jusqu'à la conclusion de la Paix Generale.

III. La Marche des Troupes Imperiales estant d'une grande dépense à S. M. I. & ne pouvant assigner les Quartiers d'Hyver ausdites Troupes en Allemagne, sans une trop grande incommodité, ne les tenant pas en Italie, on a conclu que les Princes d'Italie, sçavoir M. le Grand Duc de Florence. M. le Duc de Mantouë M. le Duc de Parme, M. le Duc de Modene & autres inferieurs, & la Republique de Genes devront payer conformément au repartiment fait de la somme de trois cens milles Pistoles, cent mille presentement, & deux cens mille aux termes qui seront assignez. Moyennant les dûës précautions S. M. T. C. s'oblige de ne s'ingerer directement ni indirectement en leur faveur, pour les exempter dudit payement, au contraire Elle promet de ne faire aucune opposition directement ou indirectement, aux diligences qu'ils se feront pour obliger ceux qui pourroient refuser de payer leur quotte, & afin que pour cela la Marche des Troupes Imperiales, & Auxiliaires ne soit point retardée S. A. R. & M. le Marquis de Leganez, demeurent obligez de poursuivre l'effet dudit payement effectif en toute maniere jusqu'à ce qu'il ait esté executé.

IV. Attendu la saison avancée & la distance des Puissances interessées, & attendu que pour la seureté du ponctuel accomplissement de ce que dessus, on a convenu de donner, comme chacune des Parties donnera reciproquement deux Ostages entre les mains de S. A. R. laquelle s'oblige de ne les pas remettre avant ledit Accomplissement comme elle devra faire aprés. On commencera d'executer le tout le plûtôt qu'il sera praticable, à tout quoy la Maison d'Autriche, sans que par cecy on puisse jamais entendre ni présumer qu'elle se soit separée en aucune maniere de ses Alliez, les susdits Messieurs promettent de raporter la Ratification, sçavoir son Excellence Monsieur le Prince Comte de Mansfeld, celle de S. M. I. dans un mois. Son Excellence M. le Marquis de Leganez, celle de S. M. C dans deux mois, & M. le Marquis de Saint Thomas, celle de son A. R. dans deux jours. Donné à Vigevano le septiéme Octobre 1696.

(L.S.) H. F. P. F. C. D. MANSFELD.
(L.S.) LE MARQUIS DE LEGANEZ.
(L.S.) DE SAINT THOMAS.

Nous ayant agréable le Traité susdit, & l'Article ajoûté depuis à la suite, avons iceluy accepté, approuvé, ratifié & confirmé: & par ces Presentes signées de nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons. Promettant en foy & parole de Roy de l'observer, & executer ponctuellement en tout ce qui nous regarde, sans y contrevenir ni souffrir qu'il y soit contrevenu. En temoin de quoy Nous avons fait apposer à cesdites Presentes nôtre Scel secret. Donné à Fontainebleau le vingt deuxiéme jour d'Octobre, l'an de gra-

(1) La Copie de ce Traité qui se trouve dans les *Actes & Memoires de la Paix de Ryswick*, Tom. I. pag. 213. & dans la premiere Edition de ce *Grand Recueil* de Hollande Tome IV. pag. 653. est entierement defectueuse & fautive. Le Preambule, l'Article separé, & les Ratifications y manquent. [D U M.]

Anno 1696.

grace mil six cens quatre-vingt seize, & de nôtre Regne le cinquante, quatriéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas:

Par le Roy,

Colbert.

Ratification de l'Empereur à Vienne le 29. d'Octobre 1696.

NOus Leopold par la grace de Dieu, élû Empereur des Romains, toûjours Auguste & Roy d'Allemagne d'Hongrie, Bohême, Dalmatie, Croatie & Sclavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, Brabant, Styrie, Carinthie, Carniole, Marquis de Moravie, Duc de Luxembourg & de la Silesie superieure & inferieure, Wirtemberg, & Tecke, Prince de la Suabe, Comte d'Hasburg, Tirol, Ferrete, Kiburg & Goritie, Landgrave d'Alsace, Marquis du Sacré Empire Romain, Burgovie & de la Lusace superieure & inferieure, Seigneur de la Marche Sclavonique, du Port-Naon & des Salines: Voulons faire sçavoir à tous ceux qu'il appartiendra, ou qu'il pourra en quelque maniere appartenir, qu'ayant esté fait & conclu à Vigevano le 7. d'Octobre 1696. un Traité, entre les Illustres Henry François Comte de Mansfeld, Prince de Fondi, le Marquis de Leganez Gouverneur de l'Etat de Milan, & le Marquis de Saint Thomas, comme Plenipotentiaires à ce établis respectivement à nostre nom & à celuy du Serenissime, & Tres-Puissant Roy Catholique d'Espagne, & du Serenissime Duc de Savoye pour une suspension d'Armes en Italie, & la retraite reciproque des Troupes Alliées & Etrangeres en leur Pays, de la teneur suivante.

Sa Majesté Imperiale & Sa Majesté Catholique ayant daignez, &c.

Nous avons ledit Traité approuvé, confirmé, & ratifié en tous ses Points, ainsi que par ces Presentes Nous l'approuvons, confirmons & ratifions, promettant en parole d'Empereur, d'observer & d'accomplir fermement & religieusement tout ce qui est contenu dans ledit Traité, & de ne permettre, autant qu'il dépendra de Nous, qu'il y soit contrevenu par qui que ce soit. En foy de quoy Nous avons signé ce Diplome, & à celuy fait apposer nostre Sceau Imperial. Donné dans nostre Ville de Vienne le 29. du mois d'Octobre 1696. de nos Regnes de l'Empire le 39. d'Hongrie le 42. & de Bohême le 41.

LEOPOLD.

(L. S.) V. Sebastien Wnibalde Comte de Zegh. &c.

Par le propre ordre de S. M. I. Ludzo Dolberg, de ma propre main;

Article separé avec la Ratification de l'Empereur.

NOus Leopold par la grace de Dieu élû Empereur des Romains toûjours Auguste, & Roy d'Allemagne, d'Hongrie, de Bohême, Dalmatie, Croatie, Sclavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, Stirie, Carinthie, Carniole, & Virtemberg, Comte du Tirol &c. Faisons sçavoir, qu'ayant esté convenu entre le Serenissime Duc de Savoye, & l'Illustre Henry François Comte de Mansfeld, Prince de Fondi d'un Article separé touchant les Fiefs Imperiaux, de la teneur suivante. Que cette suspension d'Armes & Neutralité jusqu'à la Paix Generale, s'étendra à toute l'Italie dans laquelle on n'innovera rien, ni par voye des Armes, ni par quelconque alteration de la legitime possession dont jouïssent aujourd'hui les Feudataires Imperiaux, & ce, ni presentement ni à l'avenir, sans le préalable consentement de S. M. I. fermes, restant neanmoins pour toûjours les Concessions faites par S. M. I. à S. A. R. le 8. Fevrier 1690. Nous avons ledit Article approuvé & ratifié, ainsi que par ces Presentes Nous l'approuvons & ratifions, promettant en parole d'Empereur, de observer sincerement tout ce qui est contenu dans ledit Article separé, & de ne pas permettre qu'il y soit contrevenu par qui que ce soit. Donné dans nostre Ville de Vienne le 31. Octobre 1696. de nos Regnes de l'Empire le 39. d'Hongrie le 42. & de Bohême le 41.

Anno 1696.

LEOPOLD.

V. Sebastien Wnibalde.
Comte de Zegh. &c.

Par le propre ordre de S. M. I. Ludzo Dolberg, de ma propre main.

CXCIII.

1697.

Vergleich zwischen König Augusto in Pohlen und Churfürsten zu Sachßen an einem/ dann Churfürst Fridrich den Dritten zu Brandenburg anderen Theils/ wegen der Aembter Lauenburg/ Sewenberg und Gersdorff/ wie auch der Erbvogtey in und ausserhalb der Stadt Quedlinburg auffgerichtet; Wodurch obbenante Aembter und die Erb-Vogtey dem Churfürsten/ mit dem/ zufolge dem Münster- und Oßnabrückischen Instrumento Pacis, von Ihro Käyserlichen Majestät zu einem Æquivalent, vor Dero an die Cron Schweden cedirte Vor-Pommerische Lande/ abgetrettenen Fürstenthum Halberstadt/ eygenthumblich verbleiben/ davor entgegen Ihrer Königlichen Majestät in Pohlen/ Seine Churfürstliche Durchleucht dreymahl hundert tausend Thaler zu zahlen versprechen. Geschehen Anno 1697. [Lunig Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Absatz III. pag. 248. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XV. pag. 411. & dans Europäische Staats-Cantzley Part. IV. pag. 447.]

C'est-à-dire,

Traité d'Accommodement entre Auguste *Roi de Pologne & Electeur de Saxe*, & Frederic III. *Electeur de Brandebourg*, *par lequel les Bailliages de* Lavenbourg, Sevenbergue, & Gersdorf, *comme aussi l'Avocatie Hereditaire dedans & dehors la Ville de* Quedlinbourg *sont cedez par Sa Majesté audit Electeur, en vertu de l'Instrument de Paix d'Osnabrug, & comme lui ayant été assignés avec la Principauté de Halberstadt par Sa Majesté Imperiale, en equivalent de la Partie Pomeranie cedée à la Couronne de Suede. En échange de quoi neanmoins l'Electeur promet au Roi de lui payer une Somme de 300000. Dalers. Fait l'an 1697.*

ZU wissen: Demnach zwischen beyden Churfürstlichen Häuseren Sachsen und Brandenburg/ nach erfolgten Münster- und Oßnabrückischen Friedens-Schlusz/ wegen der Aembter Lauenburg/ Sevenberg und Gersdorff/ mit aller ihrer Zugehör/ wie auch der

ANNO 1697. der Erb-Voigtey mit allen ihren Rechten und Gerichten in und ausserhalb der Stadt Quedlinburg / ꝛc. sich einige Differentien und Irrungen hervorgethan / woraus besorglich allerhand Weitläufftigkeiten und Mißverständnuss erwachsen könten. Als haben der Durchleuchtigste Großmächtigste Fürst und Herr / Herr Friederich Augustus König in Pohlen und Churfürst zu Sachsen / wie auch der Durchlauchtigste Großmächtigste Fürst und Herr / Herr Friedrich der Dritte / Marggraff zu Brandenburg / des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Cämmerer und Churfürst ꝛc. Zu Beybehaltung der beyderseits gegen einander hertzlich tragenden aufrechten und sonderbahren æstim, Affection und Freundschafft sich dieserhalb / nach zuvor gepflogenen reiffen Rath / wissentlich und wohlbedächtig / wie folget / zu Grund aus Freund-Vetterlich verglichen und vertragen. Nehmlich / es sollen obbenannte Aempter / Erb-Voigtey / und Güter samt allen anderen darzu gehörigen Rechten und Gerechtigkeiten an in- und ausserhalb der Stadt und Stiffts Quedlinburg / vermöge des alten Judicati, bey dem Seiner Churfürstlichen Durchl. zu Brandenburg / durch obgedachtes Instrumentum Pacis von der Römischen Käyserlichen Majestät und dem Reich zu einem Æquivalent, vor dero an die Cron Schweden abgetretene vor-Pommerische Lande cedirten Fürstenthum Halberstadt / zu ewigen Zeiten Erb- und Eigenthümlich verbleiben / ferner cediren auch höchstgedachte Ihre Königliche Majestät in Polen und Churfürstliche Durchleucht dasjenige Recht / welches sie oder dero Gottseelige Herrn Vorfahrer durch einer zeitlichen Abtissin Investitur oder sonst an- in- und ausser gedachter Stadt und Stifft Quedlinburg ehemahls acquirirt und gehabt / besessen und genutzet / oder haben / besitzen und geniessen können / sollen oder mögen / es habe Nahmen wie es wolle / nicht das geringste davon ausgeschlossen / samt der von Alters her zum Fürstenthum Halberstadt oder der davon relevirenden Graffschafft Hohenstein gehörigen Erb-Voigtey / wie auch dem Schultheisen-Ambt in der Stadt Nordhausen / und allen darzu gehörigen Rechten und Gerechtigkeiten / gleichergestalt nichts davon ausgenommen / höchstgedachter Seiner Churfürstlichen Durchleucht zu Brandenburg Erb- und Eigenthümlich. Hingegen versprechen ietzt höchstgedachte Ihr. Churfürstliche Durchleucht zu Brandenburg Seiner Königlichen Majestät in Polen und Churfürstlichen Durchleucht zu Sachsen alsobald bey erfolgender würcklichen Tradition und Ubergab / auch beschehener respective Erlaß- und Anweisung der Bedienten und Unterthanen baar und in einer unzertrennten Summa in dero Churfürstlichen Cammer zu bezahlen dreymahl hundert tausend Thaler / an gang- und giebigen ein drittel unn zwey drittel-Stücken. Nebst diesen wollen auch höchstbemelte Ihr. Königliche Majestät in Polen und Churfürstliche Durchleucht zu Sachsen samt dero Nachkommen / die dem Fürstenthum Halberstadt wieder abgetretene und eingeräumte Voigtey / Aemter und Güther / ingleichen die cedirte Rechte / und alle darzu gehörige Pertinentien / Seiner Churfürstlichen Durchleucht zu Brandenburg / so offt es nöthig / in- und ausserhalb Gerichts wieder männigliches An- und Zuspruch evinciren und gewähren / nicht weniger derofelben alle und iede / in dero Archiven verhandene / und zu dieser Erb-Voigtey gehörige Documenta, Acta, Uhrkunden und Brieffschafften / ohne etwas davon zurück zu behalten / gantz getreulich extradiren lassen / obligiren und verbinden sich auch über dieses / wan von Ihrer Churfürstlichen Durchleucht zu Brandenburg es begehrt / und vor nöthig geacht werden solte / nicht nur der Römischen Käyserlichen Majestät sonderen auch der sämtlichen Herren Agnaten / und Erbverbrüderten / wie auch der Fürstlichen Frau Abtissin zu Quedlinburg resp. Consens, Confirmation und Genehmhaltung darüber auszuwürcken / und solche seiner Churfürstlichen Durchleucht zu Brandenburg gebürlich einzulieferen / und wan höchstbemelte Seine Churfürstliche Durchleucht zu Brandenburg über lang oder kurtz / dieserhalb / von wem es auch sey / beschdet / oder mit Gewalt der Waffen angegriffen werden solten / dieselbe mit aller ihrer Macht zu vertheidigen und bey dem geruhigen Genuß der cedirten Stücke zu schützen; Alles bey dero Königl. und Churfürstlichen Worte und unter Verpfändung der Churfürstl. Land und Güteren so viel hierzu vonnöthen. Wobey schließlich beyderseits hohe Transigenten allen und ieden Ausflüchten / welche zu Aufheb- oder Schwächung dieser Transaction und Vergleichs allbereits erdacht seyn mögen / oder noch künfftig durch Menschen-Witz und Verstand ersonnen und erdacht werden können / hiemit ausdrücklich und wohlbedächtig renunciret und abgesaget / gegenwärtige Transaction und resp. Cession in duplo eigenhändig vollzogen und mit dero Königl. und Churfürstl. Insiegel bekräfftiget haben. So geschehen und gegeben zu ——— im Jahr nach Christi unsers lieben HErrn und Erlösers Geburt 1697. ANNO 1697.

Friedrich Augustus / König und Churfürst.

Christian Augustus / H. z. S.

August Beyer.

Vidim. Daß diese Copey nach fleissigen Collationiren mit dem Originali gleichlautend sey / wird hiermit attestiret.

(L. S.)

Churfürstl. Brandenburgische Geheime Cammer-Cantzley.

Nota: Dieses Documentum ist in der Europäischen Staats-Cantzley Part. IV. p. 447. also befindlich.

CXCIV.

⅔ Janv. **Associations-Recess zwischen denen Chur-Rhein-Fränck-Bayer-Schwab-Ober-Rhein- und Westphalischen Löblichen Sechs Reichs-Creisen / nicht nur zu Kriegs-Zeiten wider alle feindliche Invasiones, sondern auch damit tempore Pacis contra quosvis Turbatores & Contraventores ein Miles perpetuus zu Behuf Securitatis publicæ unterhalten werden möge. Geschehen Franckfurth am Mayn den ⅔ Januar. 1697.** [*Theatrum Europæum*, Tom. XV. pag. 226.]

C'est-à-dire,

Recès d'Association conclu entre les six Cercles de l'Empire, ELECTORAL DU RHYN, *de* FRANCONIE, *de* BAVIERE, *de* SUABE, *du* HAUT-RHYN, *& de* WESTPHALIE, *pour un Armement perpetuel destiné en tems de Guerre à la Defense de l'Empire, & particulierement des six Cercles contre toute Invasion ennemie, & en tems de Paix au maintien de la Tranquilité publique contre tous ceux qui la voudroient troubler. A Francfort le ⅔ Janvier 1697.*

Zu wissen ꝛc. Demnach der Hochwürdigste Fürst und Herr / Herr Lotharius Frantz / des Heiligen Stuhls zu Maintz Ertz-Bischoff / des Heiligen Römischen Reichs durch Germanien Ertz-Cantzler und Chur-Fürst / Bischoff zu Bamberg ꝛc. ꝛc. Theils auß eygener reiffer Erwegung dermahliger dem lieben teutschen Vatterlande höchst-gefährlich anscheinender Conjuncturen / indem die Feindliche Cron Franckreich durch den in Italien erhaltenen Particular-Frieden / zu Verstärckung ihrer Mannschafft in des Reichs-Landen / einen sehr grossen Vortheil erworben / Theils auch aus dem von verschiedenen Creysen und Ständen / in seine Chur-Fürstliche Gnaden gesetztem absonderem Vertrauen / für eine

ANNO 1697.

eine dem Publico höchst-nützliche Sache zu seyn erachtet hat / von tragenden Reichs-Ertz-Cancellariats wegen / deren dem Rhein nechst angelegenen und der Feindlichen Gefahr vor anderen exponirten Chur-Rhein-Fränck-Bayer-Schwäb-Ober-Rhein-und Westphälischen löblichen sechs Reichs-Creysen Directoria und außschreibende Herren Chur-und Fürsten / vermittelst eines nach Inhalt der Beylage sub lit. A. unterm 2. Novembris nechst vorigen Jahres abgegangenen Invitations-Schreibens / in hiesige des Heiligen Reichs Stadt Franckfurth auff den 5. des darauff gefolgten Monats Decembr. St. Nov. zu veranlassen / um sich einer mutuellen Defension und Assistence in wahrem Patriotisch-und einmüthigem Wohlvernehmen mit einander zu vereinigen und näher zu verbinden / darauff auch zu solchem Ende derenselben abgeschickte Räthe und Gevollmächtigte Gesandte zeitlich erschienen / und nach vorhergegangener gnugsamer Legitimation ihrer Persohnen / die vom Chur-Maintzischen Directorio nach laut des abschrifftlichen Beyschlusses sub Lit. B am 7ten Decembr. eröffnete Proposition angehöret / und so fort die Consultationes über die dem obgedachten Invitations-Schreiben beygelegte Proponenda sub Lit. C. in Gotts Nahmen angetreten; als ist endlichen / auff dero gnädigsten Herrn Principalen so wohl als der gesamten übrigen dieser sechs löblichen Creisen Churfürsten und Ständen verhoffende Ratification und Mitgenehmhaltung / verabredet und verglichen worden / wie hernach folget / und zwar:

Erstlichen / hat man vor allem aus einem rühmlichen Eiffer / zu Beförderung der gemeinen Wohlfarth von allem Ceremonial abstrahiret / auch expresse bedungen / daß alles sonsten ohne Præjuditz eines jeden Herrn Principalen und Creises competirenden Prærogativen / Rechten und Gerechtsamen / massen sich deswegen ad Protocollum allerseits verwahret worden / seyn und verbleiben solle. So dann

Zweytens / auff die in proponendo primo & secundo vorgestellete Quæstionem: An? Weilen zumahlen der Punctus securitatis publicæ biß anhero auff keinen zuverlässigen Fuß gesetzet worden / die in diesen versammleten sechs löblichen Creisen / in subsidium der allgemeinen Reichs-Verfassung pro communi & mutua Defensione in Vorschlag gebrachte / gewisse und sichere Associationem Armorum affirmativè einhelliglich resolviret und ferners beliebet / daß diese Alliance und Association dahin gemeynet seyn und abziehlen solle / auff daß nicht allein diesen noch fürwährenden Krieg über / das Reich und besonders wohlgemeldte sechs Creise / gegen alle feindliche Invasiones mit zusammen gesetzten Kräfften beschützet / mithin solcher beschwehrlicher Krieg rechtschaffen ausgeführet / sonderen auch tempore Pacis contra quosvis Turbatores & Contraventores ein Miles perpetuus, zu Guarantirung des künfftig anhoffenden Friedens in dem Reich / und sonderlich diesen sechs Craisen / daraus formiret und solch Vorhaben aus allerhand trifftigen Considerationibus, annoch durante hoc Bello je ehender je besser / in allen seinen Puncten verglichen und festgestellet werden möge: Und man dahero von Seiten derer sechs Craisen bey denen künfftigen Friedens-Tractaten / dieser Armatur und Reichs-Guarantie halben sichere Præcautiones nehmen / und sich möglichst dahin bewerben und bemühen solle / daß deren in dem künfftigen Instrumento Pacis vermittelst eines sonderbaren Paragraphi gedacht werde / damit solche nach derer Craisen belieben steigende oder abnehmende Armatur von niemanden mißdeutet / geeiffert oder in einen Dispút gezogen werden möge. Gleichwie man sich nun auch

Drittens / über das proponendum tertium und die darinnen vorfallende Frage: Quomodo? dahin vereiniget hat / daß (1.) alles nach dem Fuß der Executions-Ordnung und anderen üblichen Reichs-Constitutionen / in so weit sich dieselbe juxta modernum Imperii & Belli Statum appliciren lassen / reguliret / und dann (2.) wegen deß Quanti bey der itzigen Gefahr / und so lang der gegenwärtige Krieg noch dauren wird / nicht derer Craisen Matricular Fuß / sonderen die auff dem annoch währenden Reichs-Tag zu Regenspurg in Anno 1681. den 20. Augusti, durch ein förmliches Reichs-Gutachten / und die darauff den 8. Octobris besagten Jahres erfolgte Kayserliche Resolution zu einem Reichs-Schluß / mit denen darinnen exprimirten Reservationen gediehene Repartition, dergestalten beyzubehalten sey / daß das vermittelst dieser Repartition einem jeden derer sechs Craisen zukommende Simplum anitzo / und so lang der Krieg noch dauren wird / besag der Beylage sub Lit. D. tripliret / und mithin von denen sechs Craisen 60000. Mann / zu zweyen drittheilen Infanterie und einem drittheil Cavallerie gerechnet / zu Friedens-Zeiten aber wenigstens viertzig tausend Mann (jedoch nicht nach obiger Regenspurgischen Repartition, sonderen derer Craisen eigentlichem Matricular-Fuß / worüber man sich alsdann durch eine besondere Zusammenkunfft zu vergleichen /) gestellet und unterhalten werden sollen. Also ist auch / so viel

ANNO 1697.

Viertens / das Commando über die Trouppes, welche die sechs Craise auff solche Weiß zusammen bringen werden / betrifft / beliebet worden / daß wegen desselben / wan nemlich die Trouppes in denen Craisen stehen / oder wan sie ad locum Operationis zusammen geführet / und in ein Corpus formiret / ein Unterscheid zu machen sey? dan gleichwie erstern Falls einem jeden Craiß über sein Contingent, nach Inhalt der Executions-Ordnung das Commando zu exerciren / ohnbenommen bleibet: Also solle hingegen anderen Falls wegen des Ober-Commando, indem es bißhero die Experientz / zu grossem Schaden des Publici, mehr als zu viel bezeuget hat / was vor Hinderung und Nachtheil denen Kriegs-Operationen durch dessen Zertheilung zugezogen worden / dem in dem von beyden löblichen Craisen / Francken und Schwaben / mit einander errichteten Associations-Receß enthaltenen modo gefolget / die Ober-Direction sub auspiciis Cæsareis geführet / und mithin das Ober-Commando und darvon dependirende Convocation, auch militarische Disposition derer Trouppes, hoc tempore Belli denjenigen / welcher Nahmens Ihrer Käyserlichen Majestät bey der im Reich militirenden Armée, das Commando in Capite haben wird / und anitzo des Herrn Marggrafens Ludwig Wilhelmen zu Baaden / und Kayserlichen General-Lieutenants Hoch-Fürstliche Durchleucht seynd / unter gewisser mit deroselben zu vergleichen habender Capitulation, jedoch daß dadurch inmittelst die würckliche ohnverweilte Zusammenstellung derer Trouppes nicht zu hinderen / auffgetragen und überlassen werden / mit dem ferneren Vorbehalt / wan itzgedachte Ihro Hochfürstliche Durchleucht durch ohnverhofften menschlichen oder anderen Zufall / noch vor Endigung dieses Kriegs von dem Ober-Commando abkommen wurden / alsdan man sich wegen dessen Wiederbestellung auff Seiten derer sechs Craisen eines weiteren vergleichen wolle. Indem nun nach regulirtem Commando nicht minder dem Publico, und absonderlich diesen associirten sechs Craisen daran gelegen ist / daß auch die Proviantur, Kriegs-Disciplin, mutuelle Hülffleistung / Regulirung der Marches und dergleichen / recht eingerichtet werde; So hat man sich derenthalben

Fünfftens / dahin miteinander verglichen; weilen / wie obgedacht / diese gesamte Association auf den Fuß der Executions-Ordnung und übrigen Reichs-Constitutionen gegründet worden / (Krafft welcher die Hülffleistung ohnentgeltlich und auff des succurrirenden Craises alleinige Kosten geschehen solle) daß dannenhero ein jeder Craiß sein Contingent an Mannschafft und Pferden / so lang solches den Sommer durch im Felde stehet / aus seinen eigenen Mittelen mit dem Ordonnantz-mässigen Brod und Haber / so dan dem behörigen Geld und Monats-Sold / darauß der Soldat sich die übrige Nothdurfft anzuschaffen / versehen / und durch sein eigen Commissariat verpflegen und reichen lassen solle / damit nicht / in Entstehung dessen / dem Soldaten Anlaß und Ursach gegeben werde / aus Mangel der nöthigen Provision und Solds / die Unterthanen und Landes-Ingesessene / in dieß-oder jenem Craise zu belästigen / und unter dem Vorwand der Fouragirung allerhand Excesse zu verüben. Wie dan

Sechstens / zu mehrer Erlauterung / das Land-verderbliche Fouragiren auff die Früchte im Felde / denen Dörffern / Städten und Flecken / nebens dem Cantoniren und Refraichiren gäntzlich verboten seyn / das Fouragiren aber auff Graß / nicht anders als mit guter Ordnung / nach der Hohen commandirenden Generalität Anweisung geschehen solle; Und hat dahero ein jeder Craiß sich in Zeiten und insonderheit bey itziger anscheinenden Feindes-Gefahr / ohnverzüglich mit nothdürfftigen Mehl-Haber-und Heu-Magazins / in einem bequemen und der Operation nahe gelegenen Orte zu versehen / als welche richtige Anordnung der fordersten Requisiten in rebus bellicis eines ist. Damit aber auch von dannen das Proviant denen Regimenteren jederzeit ordentlich zugebracht werden möge; So hat ein jeder Craiß bey seinen Trouppes ein wohlbestelltes Proviant-Fuhrwerck zu halten / um den Lands-Unterthan mit Anschaffung ein und anderer Land-Fuhren nicht zu beschweren / welche auch auff ein und anderen sich äusserenden veritablen Nothfall

nicht

Anno 1697. nicht anders / als gegen Præstirung billig-mässiger Bezahlung zu forderen / auch nicht eigenmächtig von denen Officiers oder Commissariaten zu erpressen / sonderen von eines jeden Orts Magistrat oder denen Beamten manierlich zu suchen / und unter deroselben machender Repartition anzuschaffen seynd. Dass aber dem helffenden Craiss die Sachen desfalls nicht zu schwer fallen / so soll demselben

Siebendens / in denjenigen Craiss / dem die Hülffe zukommet / oder in denen associirenden angräntzenden / auff vorhergehende geziehmende Requisition, ein Magazins-Orth ohnentgeltlich von dem Magistrat angewiesen werden / welches jedoch ohne des Publici weitere Kosten / ohne Prætension der freyen Quartieren / oder Services vor die Commissarien / Proviant- und Magazins-Bediente / oder dass auch freye Stallung und Futter vor die Pferde und dergleichen gesuchet werde / zu verstehen ist / inmassen solches alles vor Excess zu achten / die ein jeder / woferne er allenfalls etwas hierunter erpressen oder geniessen solte / zu bezahlen hat. Hingegen man einander reciprocè versprochen / auff dass mit denen Magazins desto besser auffzukommen / die Veranstaltung zu machen / dass die Vivres und Fourage, so etwan in der Nachbarschafft / wo die Kriegs-Operationes geschehen / einzukauffen wären / gegen des anderen associirten löblichen Craises angehörigen nicht gesteigert / sonderen denen Frembden wie denen Inheimischen in gleichem billigmässigem Preiss und Anschlag gegen richtige Zahlung geliefert werden möge; und sollen alle solche in die Magazins nomine publico verordnete Nothdürfften / jedoch damit von denen Privatis keine eigennützige unterschleiffe mit unterlauffen (zu welchem Ende beglaubte Attestata, welche nach dem sub Lit. E. beygefügten Formular zu mehrer Sicherheit einzurichten / zu produciren seynd) von denen Lands-Herrschafften Zoll- und Mauthfrey passiret werden.

Achtens / versiehet sich alles diess / so von der Sommer- und Campagne-Zeit disponiret worden / auch auff den Winter / wan ex ratione Belli etwas von anderen Craiss-Trouppes in der Postirung gegen den Feind müste beybehalten werden; wiewohl sonsten / so viel möglich / dahin zu trachten / da ein jeder Craiss seine Trouppes nach geendigter Campagne, mit guter Ordnung zurück nach seinen Landen ziehen / und den Winter über bey denen darein gehörigen Churfürsten und Ständen hyberniren lassen möge / damit solcher Gestalten die Remont- und Recroutirungen / auch Anschaffung der behörigen Nothwendigkeiten / auff künfftige Campagne desto besser besorget werden können. Alldieweilen nun / bey so bewandten Dingen / ein jeder Craiss das Seinige Reichs-Constitutions-mässig pro Defensione Imperii publica gnugsam præstiret; So ist auch hingegen billig / dass denenselben weder einige freye Winter-Quartieren vor Frembde oder in solchen Craiss nicht gehörige Trouppes, noch sonsten ein anderwärtiger weiterer Kost mit Geld-Præstationen / oder wie es immer Nahmen haben mag / zugemuthet / viel weniger de facto auffgebürdet werde; Gestallten man sich dan von Seiten derer sechs Craisen dahin gegen einander verbunden / dass man / im Fall wieder besser verhoffen dergleichen Zumuthungen geschehen solten / mit Rath und That einander reciprocè assistiren / und solche Zumuthungen von dem Nothleidenden Craiss abzuwenden / mithin denselben bey seiner Reichs-Libertät zu manuteniren / auff das kräfftigste trachten solle und wolle. Und obwohlen.

Neuntens / eines jeden Craises eigener Convenientz billig anheim gestellet bleibe / wie er seine Trouppes an Officiers und Gemeinen mit dem Sold / auch Brod- und Haber-Portionen tractiren wolle; So erkennet man jedoch / dass es besser wäre / wan die Verpflegungs-Ordonnantzen in eine Conformität eingerichtet werden könten / und dass die jenige / so gleiche Dienste thun / auch gleiche Verpflegung zu geniessen hätten: Alldieweilen aber solches bey gegenwärtiger Enge der Zeit ohnmöglich ins Werck zu richten gewesen / so hat man es auff weiteren Erfolg und zu mehrerer Überlegung dissmalen ausgestellet. Damit man auch

Zehendens wissen möge / wie die mutuelle Hülffleistung / welches der vornehmste Zweck dieser Association ist / einander zu leisten; so gibt zwar darinnen die Executions-Ordnung abermalen Ziel und Mass / dass nemlichen solches Anfangs von denen nächst angräntzenden und bey anwachsender grösserer Gefahr von denen ferneren Craisen geschehen solle; zu welchem Ende gewisse nähere Verbundungen hiebevor zwischen denen so genannten correspondirenden Craisen errichtet worden; Allermassen wie die drey Obere / Francken / Bayeren und Schwaben / also auch die drey Untere / Chur-Rhein / Ober-Rhein und Westphalen / in sothaner Correspondentz annoch stehen / welche dan zuforderst einander in Casibus subitis an Hand zu gehen / wo aber / wie bey gegenwärtigem Reichs-Krieg / die Feindliche Operationes gegen das Reich hauptsächlich an einem Orth geschehen / mit gesamter Craiss-Hülffe billig an solchen Orten / und zwar jedesmahlen auff des in Capite commandirenden Generals einlangende Ordre / in tempore zu erscheinen; Jnmassen ohne dem der particular-Zufälle und Umstände / und sonderlich des erforderten Quanti halben / das meiste auff jetztgedachter in Capite commandirenden Generalität verständiges Ermessen und Gutachten / und darüber zwischen allerseitigen Interessenten treffendes Concerto, was etwa ein und anderer Orten von dieses oder jenen Craises Trouppen zu detachiren / endlichen ankommet; es wäre dan Sache / dass ein und anderer Craiss in seinen eigenen Landen von dem Feind angegriffen / oder Sedes Belli verändert würde / auff welchen warhafftigen Nothfall ein solcher Craiss sein eigenes Contingent bey sich zu behalten / oder wan es bereits bey der Haupt-Armee stehet / von dannen zu seiner eigenen Rettung nach Beschaffenheit der Gefahr gantz oder zum Theil zu avociren befugt / auch die übrige Craiss dem Nothleidenden mit ebenmässiger möglichsten Assistence an Hand zu gehen / schuldig seyn sollen. Damit aber die Hülffe mit desto verlässigerem Effect geschehe / so hat

Eilfftens ein jeder Craiss seine Trouppes beständig in completen Stande zu erhalten / und mithin die Regimenter und Compagnien zeitlich und richtig zu recroutiren / und zu remontiren / wie dan auch / und damit kein Craiss gegen den anderen widrige Gedancken zu führen oder zu præsumiren Ursach habe / ob wären die Trouppen dem betreffenden Quanto nach nicht complet, oder mit der verglichenen Zugehör nicht gnugsam versehen / man allerseits beliebet hat / dass bey würcklicher Zusammenstellung sothaner Craiss-Quantorum, durch machende Veranstaltung der in Capite commandirende hohen Generalität / entweder gleich bey Anfang der Campagne, oder so bald es wegen der Feindlichen Contenance geschehen kan / die Musterungen sothaner Craiss-Trouppen mit allerseitiger Zuordnung von dem Kriegs-Commissariat vorgenommen / und die befindende Defectus so gleich und gantz ohngesaumt durch den jenigen Craiss / bey welchen ein dergleichen Mangel erfunden würde / Alliantz-mässig ersetzet werden sollen. Wiewohlen einem jeden Craiss / so viel die Recrut- und Remontirung anbelanget / abermals dessfalls die Freyheit bleibet / ob er solche durch die Craiss-Stände Contingents-weise selbsten præstiren / oder vermitelst gewisser Tractaten die Completirung denen Officiers / welches die beede Fränck- und Schwäbische Craise bisshero mit gutem Succeß gethan / überlassen wolle. Dieweilen nun auch

Zwölfftens zu einer rechtschaffenen Gegenwehr hauptsächlich vonnöthen / dass der Soldat mit gutem tauglichen Gewehr / und das gantze Corpo mit behöriger Artillerie ausgerüstet sey / so hat ein jeder Craiss auch darauff seine fleissige Reflexion zu nehmen / und die Anstalt zu machen / dass der Militz gutes Gewehr bey welchem die Gleichheit des Calibers so viel möglich zu observiren / gegeben / und ausser denen gewöhnlichen Regiments-Stücklein zu desto mehrerer Verstärckung des Craiss-Corpo eine proportionirte Feld-Artillerie, ad exemplum des Fränck- und Schwäbischen Craises (deren jeder a zwölff- sechs- und dreypfundige / zwantzig / und beede zusammen viertzig Stücke zu ihrer Mannschafft weiter beygestellet) angeschafft / auch mit der erforderlichen Munition und zugehörigen Artillerie, Officiers / Feuerwercken / Büchsenmeisteren und übrigen Bedienten / nebens Mitführung einiges Schantzen-Gezeuges und dergleichen / befindenden Dingen nach / versehen werden möge. Und nachdeme

Dreyzehendens / so wohl zu Beförderung der Kriegs-Operationen / wegen Führung der Schiffe und anderen Brücken-Gezeugs / Anschaffung der darzu gehörigen Materialien / Schantz-Kosten und dergleichen / als bey gemeinsamen Zusammenkünfften wegen abschickender Staffetten und Couriers / auch pro re nata nomine communi verordnenden Legationen vonnöthen ist / dass man über dasjenige / so ein jeder Craiss vor sein Contingent der Mannschafft und deren erforderenden Requisiten / aus seinen eigenen Mittelen præstiret / einen gemeinsamen Fundum habe / woraus dergleichen Kosten / so diese Association in corpore concerniren / bestritten werden können: Als hat man die Quæstionem: An? affirmativè resol- Anno 1697.

ANNO 1697.

viret / ratione Quæstionis: Quomodo? aber sich ferner mit einander verabredet / daß unter dem Titul einer allgemeinen Operations-Cassæ ein solches zum Stande gebracht / und eine gewisse Summe Geldes dergestalt zusammen geschossen und darmit verfahren werden solle / wie es biß anhero bey denen löblichen Craisen Francken und Schwaben deßfalls gehalten worden: zu welchem Ende dan einem jeden Craiß in particulair zu seinem eigenen gutbefinden überlassen wird / ob er Römer-Monats-weiß / oder in numero rotundo zu rechnen / vor dieses mahl funffzig oder hundert tausend Gulden oder Thaler / in Reichs-Constitutions-mässigem guten Geld anschlagen / und darzu destiniren wolle. Wan nun die Sachen in den Stand gekommen / daß tempore Operationis ein solcher Fundus vorhanden / woraus die Nothdurfft mit Beobachtung eines jeden Craises rati genommen werden könne / so soll in solchen Fällen / die ad Militaria gehören / der in Capite commandirende hohe Herr General über solche Cassam die Disposition haben / ohne welches Decret der Cassirer nichts zu zahlen hat. Was aber bey einem versammleten Congress die Staffetten-Couriers-und Legations-Kosten betrifft / darüber hat man von Congress wegen / oder wan derselbe nicht beysammen / das Chur-Mayntzische Directorium auff Erforderungs-Fall zu disponiren. Ferner soll alle Jahr die Rechnung / was dißfalls von denen sechs Craisen außgeleget worden / in ein Corpus zusammen gebracht / und Ordnungs-mässig bey dem Congress vorlauffig examiniret / so dann bey denen particular-Craiß-Tägen abgehöret / auch deßfalls die weitere Behörde vor das künfftige verfüget werden / inzwischen hat ein jeder Craiß über sein betreffendes Contingent einen eigenen Cassirer in dem Feld und bey der in Capite commandirenden hohen Generalität zu halten / welcher wann dergleichen Gelder vonnöthen seynd / deß Craises ratum auff dero ergehende Decreta anschaffen könne. Ob aber die gantze Cassa mit sich ins Feld zu führen / oder Anfangs nur einige tausend Reichsthaler mitzunehmen / und der Rest in einem wohlverwahrten und der Operation nahe gelegenem Ort zuruck gelassen werden solle / solches wird / wie alle übrige particular-Veranstaltungen eines jeden Craises gutbefinden zwar überlassen / es sollen jedoch aber anbey die Dispositiones also gemacht werden / damit der dardurch intendirende Zweck nicht gehindert / sonderen vielmehr auff das Beste befördert werden möge. Gleichwie aber

Vierzehendens die beste Armee einem Land mehr à charge ist / als zur Defension und Nutzen gereichet / wenn bey derselben keine scharffe Manns-Zucht und Kriegs-Disciplin gehalten wird: Also solle auch darauff bey denen associirten Craiß-Trouppes, nebst leistender Satisfaction gegen den lædirten Theil / mit scharffer Straffe nach dem Tenor des Articuls-Brieffs von der Craiß-Generalität / oder wan die allerseitige Craiß-Trouppes beysammen stehen / mit Zuziehung jener / von dem in Capite commandirenden General aller Unfug abgestrafft / und mithin alles in guter Ordnung erhalten werden. Alldieweilen auch

Funffzehendens die bey dem March-Wesen bißhero vorgeloffene Excessus denen Reichs-Craisen und Ständen den grösten Schaden zugefüget; Als hat man sich dißfalls zu deren künfftigen Abstellung / und im Gegentheil Reichs-Constitutions-mässiger Einrichtung derer Marches, mit einander folgender massen verglichen: daß

1. Von denenjenigen Feldherrn / welcher Trouppes durchmarchiren sollen / vermittelst behöriger Requisitions-Schreiben zuvor umb den Durchmarch gebührend und zeitlich / nicht aber allererst / wan die Trouppes schon an oder in dem Craiß stehen / angesucht / und die Specification der durchmarchirenden Mannschafft nebst erforderlichen Brod-und Haber-Portionen beygeleget /

2. Von denen darbey interessirenden Hoch-und Löblichen Craiß-Ständen / die Route dem geradesten und ratione termini à quo & ad quem proportionirten Weg noch concertiret / und auch punctlich beobachtet /

3. Die Bezahlung der consumptibilien auff ein gewisses / vor Mann und Roß / nach Beschaffenheit der Pretiorum antecedenter und vor der würcklichen Eintrettung verglichen / auch

4. Zu Versicherung der richtigen Abstattung des Belauffs Geisel außgehändiget / oder durch Deposition einer zulänglichen Summen Geldes / oder sonsten gnugsame Caution gestellet werden solle; welches alles dan also einzurichten / daß

5. So wohl vor die Unter-Officiers / vom Wachtmeister und Feldwebel an zu rechnen / als Gemeine / die Bezahlung den vergleichenden Etappen nach geschehe / bey denen höheren Officiers aber biß den Cornet und Fendrich inclusive, das geniessende in lauffigem Preiß gut gethan werde / ausser was der hohen Officiers Ordonnantz-mässige Knechte und Pferde consumiren / welchen das Beneficium der Etappen gleichfalls zu guten kommen mag. So ist auch

ANNO 1697.

6. Wegen der Vorspann / so bey dergleichen Marches prætendirt wird / ein gewisses zu vergleichen / wo aber nichts verglichen worden / sollen auf jede Compagnie nicht mehr als höchstens zwey Wagen Vorspann / und solche auch nicht weiter / als von einem Ablösungs-Ort zu dem anderen / genommen / auff jedes hergebende Pferd aber täglich 20. Cr. bezahlet werden. Solte sich aber

7. Zeigen / daß von hohen oder niederen Officiers Excesse vorgegangen / und gegen diese Disposition ein oder anderer Seits gehandelt / oder die Bezahl-und Ersetzung difficultiret / auch von denen commandirenden Officiers auff angebrachte Klage so gleich nicht remediret worden; So soll der befindliche Belauff auff vorhergehenden Beweiß / so entweder durch Zeugen oder auch bey der Obrigkeit des Orts durch Ablegung cörperlichen Eydes geschehende Beschwerung / und des Magistrats / daß solches vollstrecket / ertheilende Attestation geschehen kan / entweder durch die gestellete Caution, oder wans nicht zulänglich wäre / durch des excedirenden Theils oder dessen Feld-Herrn verordnetes Commissariat gut gethan / und dem schuldigen Theil so viel an seinem Sold innen behalten und abgezogen werden. Nachdemmalen nun

Sechzehendens auff solche Weise das proponendum quartum auch seine Richtigkeit erlanget hat / sintemalen auß denen Præmissis allschon erhellet / wie weit die zwischen beeden löblichen Craisen Francken und Schwaben auffgerichtete Formula Associationis von denen anderen löblichen vier Craisen amplectiret worden / auch wie es mit der mutuellen Hülffleistung / und was darzu gehörig / zu halten seye. Und dan

Siebenzehendens / es bey gegenwärtigem Congressu nur darumb zu thun gewesen / daß gleich wie in dem proponendo quinto angeführet wird / die allerseitige Chur-und Fürstliche Craiß-Ausschreib-Aemter durch ihre gevollmächtigte Räthe und Botschafften sich allein præliminariter und in der Generalität über dieses Associations-Werck verglichen / und darüber einen Recess auf Ratification ihrer gnädigsten Herren Principalen und der gesamten Reichs-Ständen auffrichten / die particular-Veranstaltungen aber wegen Auffstell-und Einrichtung des Quanti (dessen man sich oberwehnter massen mit einander verglichen) der Disposition eines jeden Craises und der darinnen gehörigen Ständen nach ihrem eigenen gutbefinden und belieben überlassen werden sollen / propter summum in mora periculum aber solche particular-Veranstaltungen gar keinen Anstand leyden wollen / sondern die hohe Nothdurfft erfordert / daß von denen löblichen Craiß-Ausschreib-Aemteren nunmehro in einem jeden Craiß ohne einiges Zeit-verlichren die hinein gehörige Stände versammlet / und mit denenselben über die dißfalls bey gegenwärtigem Congressu vorgekommene und verglichene Puncten communiciret / und zulängliche Resolutiones gefast werden mögen; als werden die Chur-und Fürstliche Craiß-Außschreib-Aemter daran seyn / daß ohne einigen Anstand solche particular-Craiß-Täge würcklich außgeschrieben / darauff die Nothdurfft bedacht / auch von dem erfolgenden Schluß also gleich höchstgedachter Ihrer Churfürstlichen Gnaden zu Mayntz etc. Nachricht gegeben werde; Auff deren Einlangung Seine Churfürstliche Gnaden mit denen übrigen Craiß-Directoriis und Außschreib-Aemteren aus der Sache in Vertrauen communiciren / die Nothdurfft beobachten / und mithin das Werck so præpariren lassen werden / daß wan obgedachte Craiß-Directoria und Ausschreib-Aemter / auff höchsterwehnter Seiner Churfürstlichen Gnaden abermalige Invitation (welche noch vor Anfang der Campagne geschehen soll) hinwiederumb anhero nacher Franckfurth ihre Gevollmächtigte abschicken / alsdan dieses löbliche und höchstnöthige Associations-Werck dermalen zu seiner völligen Perfection gebracht / und die Executio dieses Schlusses in der That gezeiget werden möge.

Schließlichen ist abgeredet und einmüthiglich geschlossen worden / daß gleichwie es jederzeit die Meinung gehabt und noch hat / daß dieses Associations-Werck sub auspiciis Cæsareis außgeführet werden solle / wie dan allerhöchstgedachter Ihre Käyserlichen Majestät von Seiner Churfürstlichen Gnaden zu Mayntz etc. nicht allein gleich anfänglich und noch vor dem würcklichen Congress von denen darbey auf Seiten derer sechs Craisen führenden / wohlmeinenden patriotischen Gedancken / besage des copeylichen

ANNO 1697.

lichen Beyschlusses sub Lit. F. allerunterthänigste Nachricht gegeben / sonderen auch / als Seine Majestät in ihrem an Ihr. Churfürstliche Gnaden unterem dritten nechst vorigen Monats Decembris abgelassenen und in Copia sub Lit. G. hier beygefügtem Antwort-Schreiben / diese Versammlung und das darbey / zu des Reichs so wohl gegenwärt- als künfftiger Defension führende absehen allergnädigst approbiret / bey dem Congressu selbsten mit dero allhier subsistirenden Gesandten / des Herrn Graffens von Hohenlohe Excellenz jederzeit vertrauliche Communication gepflogen und mehr allerhöchst gedachter Ihr. Käyserlichen Majestät alschon unterem 3ten dieses nach Ausweiß der Beylage sub Lit. H. alles und jedes was biß dahin bey diesem Congress passiret / allergehorsamst hinterbracht worden; Also soll auch nunmehro Seiner Majestät mittelst des sub Lit. I. hier beygefügten Schreibens gegenwärtiger Recess allerunterthänigst übersendet / und nicht allein dieselbe / auf daß sie mit dero Käyserlichen Assistence die darinnen enthaltene gute Consilia noch ferners favorisiren / und dieser Association von wegen des löblichen Oesterreichischen Craises mit einem diesem Recessui gemässen Quanto beytretten möchten / allergehorsamst ersucht / sonderen auch die übrige löbliche Reichs-Craise / laut der sub Lit. K. bepliegenden Schreiben / zu einer gleichmässigen Accession invitiret / und denenselben nicht minder zu ihrer Nachricht dieser errichtete Associations-Recess in Copia communiciret werden; Gestalten man dan auch zu weiterer Beförderung der nöthigen Defension, so wohl an Ihr. Königliche Majestät von Engeland und die Herren General-Staaten der Vereinigten Niederlanden nach Lit. L. & M. die gegenwärtige Gefahr dieses Krieges nachrichtlich gebracht / und um Zuschickung einiger Hülffs-Völcker geziemend angesuchet / als auch an die übrige dem Reich näher verwandte Kronen / so dan an die jenige armirte Chur- und Fürsten / welche Theils in denen übrigen noch nicht accedirten mit Volck / oder auch denen associirten Craisen mit einer mehreren Armatur, als ihr betreffendes Reichs-Contingent erfordert / versehen seynd / nach Lit. N. & O. eine gleichmässige Imploration gethan hat / daß sie zu ihrer ohnsterblichen Glorie und aus rechtschaffenem Eiffer pro publico mit allen ihren Kräfften das periclitirende Vatterland dermahlen zu retten sich gefallen lassen möchten.

Zu Urkund dessen allen ist gegenwärtiger Recess sechs mahl gefertiget / von allerseits Bevollmächtigten Herren Gesandten unterschrieben und gesiegelt worden. So geschehen zu Franckfurth am Mayn den 23/13. Januar. 1697. &c. &c.

CXCV.

20. Sept.

LA FRANCE ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité de Paix entre LOUÏS XIV. *Roi de France, & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas. Fait à Ryswick le 20. Septembre 1697. Avec* L'ARTICLE SEPARÉ, *touchant le terme accordé à l'Empereur & à l'Empire, pour accepter les Conditions de Paix stipulées pour eux. Du même jour 20. Sept. 1697. Et les* PLEINSPOUVOIRS & RATIFICATIONS *de part & d'autre.* [Feuille volante imprimée à Paris, chez FRIDERIC LEONARD, avec Permission & Privilege du Roi. An. 1697. in 4. On trouve aussi cette Pièce dans les *Actes & Memoires* de la Paix de RYSWYCK. Tom. III. pag. 103. dans le *Recueil* de divers Traitez faits depuis soixante ans sec. Part. pag. 500. dans HERM. FRANC. FRID. *Baronis* AB ANDLERN *Corp. Constitut. Imperialium* Tom. I. in Append. pag. 138. en Allemand. & dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XV. pag. 199. en Allemand.]

AU nom de Dieu, & de la Très-Sainte Trinité. A tous presens & avenir soit notoire, que pendant le cours de la plus sanglante Guerre, dont l'Europe ait été affligée depuis long tems, il a plu à la divine Providence de preparer à la Chrêtienté la fin de ses maux en conservant un ardent desir de la Paix dans le cœur de Très-haut, Très-excellent, & Très-puissant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi Très-Chrêtien de France & de Navarre; Sa Majesté Très-Chrêtienne, n'ayant d'ailleurs en veue que de la rendre solide & perpetuelle par l'équité de ses Conditions; & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, souhaitans de concourir de bonne foy, & autant qu'il est en eux, au retablissement de la tranquilité publique, & de rentrer dans l'ancienne Amitie & Affection de Sa Majesté Très-Chrêtienne, ont consenti en premier lieu à reconnoître pour cet effet la Mediation de Très-haut, Très-excellent, & Très-puissant Prince Charles XI. de glorieuse memoire, par la grace de Dieu Roi de Suede, des Gots & des Vandales; mais une mort precipitée aiant traversé l'esperance que toute l'Europe avoit justement conceuë de l'heureux effet de ses Conseils, & de ses bons Offices: Sa Majesté Très-Chrêtienne, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, persistans dans la resolution d'arrêter au plûtôt l'effusion de tant de Sang Chrêtien, ont estimé ne pouvoir mieux faire que de continuer de reconnoître en la même qualité le Très-haut, Très-excellent, & Très-puissant Prince Charles XII. Roi de Suede, son Fils, & son Successeur, qui de sa part a continué aussi les mêmes soins pour l'Avancement de la Paix entre Sa Majesté Très-Chrêtienne, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, dans les Conferences qui se sont tenuës pour cet effet au Château de Ryswik, dans la Province de Hollande, entre les Ambassadeurs extraordinaires, & Plenipotentiaires nommés de part & d'autre; sçavoir de la part de Sa Majesté Très-Chrêtienne le Sieur *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, Conseiller ordinaire de Sa Majesté en son Conseil d'Estat, le Sieur *Louïs Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller ordinaire du Roi en son Conseil d'Estat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur du Boulay, les deux Eglises, de Fortisle, du Meuillet, & autres Lieux; & le Sieur *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de Callieres, de la Roche-Chellay, & de Gigny; & de la part des Seigneurs Estats Generaux, les Sieurs *Antoine Heinsius*, Conseiller Pensionaire des Estats de Hollande & de West-Frise, Garde du Grand Seau, & Surintendant des Fiefs de la même Province; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dykvelt, Rateles, & autres Lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Ste. Marie à Utrecht, Dijck-Grave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht; President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Noblesse aux Estats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputés en leur Assemblée de la part des Estats de Hollande, d'Utrecht, & de Frise; lesquels après avoir imploré l'Assistance divine, & s'être communiqué respectivement leurs pleins Pouvoirs, dont les Copies seront inserées de mot à mot à la fin du present Traité, & en avoir deuëment fait l'échange par l'intervention & l'entremise du Sieur Baron de *Lillieroot*, Ambassadeur extraordinaire, & Plenipotentiaire du Roy de Suede, qui s'est acquité de la fonction de Mediateur avec toute la prudence, toute la capacité, & toute l'equité necessaires; ils seroient convenus à la gloire de Dieu, & pour le bien de la Chrêtienté des Conditions, dont la teneur s'ensuit.

I. Il y aura à l'avenir entre Sa Majesté Très-Chrêtienne, & ses Successeurs Roys de France & de Navarre, & ses Royaumes, d'une part, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies du Païs-Bas, d'autre, une Paix bonne, ferme, fidelle & inviolable, & cesseront ensuite & seront delaissez tous Actes d'Hostilité, de quelque façon qu'ils soient, entre ledit Seigneur Roy, & lesdits Seigneurs Etats Généraux, tant par Mer, & autres Eaux, que par Terre, en tous leurs Royaumes, Pays, Terres, & Provinces & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets & Habitans de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans exception des Lieux ou des Personnes.

II. Il y aura un oubli & Amnistie generale de tout ce qui a esté commis de part & d'autre à l'occasion de la derniere Guerre, soit par ceux qui estant nez Sujets de la France & engagez au service du Roy Très-Chrêtien, par les Emplois & Biens qu'ils possedoient dans l'estenduë de la France, sont entrez & demeurez au service des Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies, ou par ceux qui estant nez Sujets

ANNO 1697.

jets desdits Seigneurs Estats Generaux, ou engagez à leur service par les Emplois & Biens qu'ils possedoient dans l'estendue des Provinces-Unies, sont entrez ou demeurez au service de Sa Majesté, Très-Chrêtienne, & les susdites Personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, sans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & seront effectivement laissez & rétablis en la possession & jouïssance paisible de tous leurs Biens, Honneurs, Dignitez, Privileges, Franchises, Droits, Exemptions, Constitutions & Libertez, sans pouvoir estre recherchez, troublez, ny inquiétez en general, ny en particulier, pour quelque cause ou pretexte que ce soit, pour raison de ce qui s'est passé depuis la naissance de la Guerre, & en consequence du present Traité, & après qu'il aura esté ratifié tant par Sa Majesté Très-Chrêtienne, que par lesdits Seigneurs Etats Généraux, leur sera permis à tous & à chacun en particulier, sans avoir besoin de Lettres d'Abolition & de Pardon, de retourner en personne dans leurs Maisons, en la jouïssance de leurs Terres, & de tous leurs autres Biens, ou d'en disposer de telle maniere que bon leur semblera.

III. Et si quelques prises se font de part & d'autre dans la Mer Baltique, ou celle du Nord depuis Terneuse jusqu'au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de St. Vincent dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Mediterranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres Endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter du jour que se fera la Publication de la Paix à Paris & à la Haye; lesdites prises & les dommages qui se feront de part ou d'autre après le terme prefix, seront portez en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

IV. Il y aura de plus entre ledit Seigneur Roy & lesdits Seigneurs Etats Généraux, & leurs Sujets & Habitans reciproquement, une sincere, ferme & perpetuelle Amitié & bonne Correspondance, tant par Mer que par Terre, en tout & par tout, tant dedans que dehors l'Europe, sans se ressentir des offenses ou dommages, qu'ils ont receus tant par le passé qu'à l'occasion desdites Guerres.

V. Et en vertu de cette Amitié & Correspondance, tant Sa Majesté que les Seigneurs Etats Generaux procureront & avanceront fidellement le Bien & la Prosperité l'un de l'autre, par tout support, aide, conseil & assistances réelles en toutes occasions & en tous tems, & ne consentiront à l'avenir à aucuns Traités ou Negotiations, qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre, mais les rompront & en donneront les avis reciproquement avec soin & sincerité aussi-tôt qu'ils en auront connoissance.

VI. Ceux sur lesquels quelques Biens ont été saisis & confisqués à l'occasion de ladite Guerre, leurs Heritiers ou ayant cause, de quelque condition ou Religion, qu'ils puissent être; jouïront d'iceux Biens & en prendront la possession de leur Autorité privée, & en vertu du present Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, nonobstant toutes Incorporations au Fisc, Engagemens, dons en faits, Sentences preparatoires ou définitives données par defaut & contumace en l'absence des Parties, & icelles non ouies, Traités, Accords & Transactions, quelques Renonciations qui ayent été mises ésdites Transactions pour exclure de partie desdits Biens ceux à qui ils doivent appartenir, & tous & chacuns Biens & Droits, qui conformement au present Traité seront restituez, ou doivent estre restituez reciproquement aux premiers Proprietaires, leurs hoirs ou ayant cause, pourront être vendus par lesdits Proprietaires, sans qu'il soit besoin d'impetrer pour ce consentement particulier, & ensuite les Proprietaires des Rentes qui de la part des Fiscs seront constitués en lieu des Biens vendus, comme aussi des Rentes & Actions, étant à la charge des Fiscs respectivement, pourront disposer de la proprieté d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres Biens.

VII. Et comme le Marquisat de Bergen op Zoom avec tous les Droits & Revenus qui en dependent, & generalement toutes les Terres & Biens appartenans à M. le Comte d'Auvergne, Collonel General de la Cavallerie Légere de France, & qui sont sous le Pouvoir desdits Seigneurs Etats Generaux des Provices-Unies, ont été saisis & confisqués à l'occasion de la Guerre, à laquelle le present Traité doit mettre une heureuse fin, il a esté accordé que ledit Sieur Comte d'Auvergne sera remis dans la possession dudit Marquisat de Bergen op Zoom, ses Appartenances & Dependances, comme aussi dans ses Droits, Actions, Privileges, Usances & Prerogatives, dont il jouïssoit lors de la Declaration de la Guerre.

ANNO 1697.

VIII. Tous les Pays, Villes, Places, Terres, Forts, Isles & Seigneuries, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe, qui pourroient avoir été pris & occupés depuis le commencement de la presente Guerre, seront restitués de part & d'autre au même état, qu'ils étoient pour les Fortifications lors de la prise, & quant aux autres Edifices, dans l'état qu'ils se trouveront, sans qu'on puisse y rien detruire ny deteriorer, sans aussi qu'on puisse pretendre aucun Dédommagement pour ce qui auroit pû estre demoli; Et nommement le Fort & Habitation de Pontichery sera rendu aux Conditions susdites à la Compagnie des Indes Orientales establie en France: Et quant à l'Artillerie qui y a esté amenée par la Compagnie des Indes Orientales des Provinces-Unies elle luy demeurera ainsi que les Munitions de Guerre & de bouche, Esclaves & tous les autres effets, pour en disposer comme il luy plaira, comme aussi des Terres, Droits & Privileges qu'elle a acquis tant du Prince que des Habitans du Pays.

IX. Tous Prisonniers de Guerre seront delivrez de part & d'autre sans distinction ou reserve & sans payer aucune rançon.

X. La levée des Contributions cessera de part & d'autre du jour de l'echange des Ratifications du present Traité de Paix, & aucuns Arrerages desdites Contributions demandées & accordées ne pourront estre exigez, mais toutes les Pretentions, qui pourroient rester sur ce sujet, sous quelque titre ou pretexte que ce soit, seront entierement annéantis de part & d'autre. Comme aussi cesseront à l'echange desdites Ratifications du present Traité toutes les Contributions de part & d'autre à l'égard des Païs des Rois Très-Chrêtien & Catholique.

XI. Pour affermir d'autant plus & faire subsister ce Traité, on est de plus convenu entre Sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux, qu'étant satisfait à ce Traité, il se fera, comme se fait cettui-cy, une Renonciation tant generale que particuliere sur toutes sortes de Pretentions, tant du tems passé, que du present, quelles qu'elles puissent estre, que l'un parti pourroit intenter contre l'autre, pour ôter à l'avenir toutes les occasions que l'on pourroit susciter & faire parvenir à de nouvelles dissentions.

XII. Les voyes de la Justice ordinaire seront ouvertes, & le cours en sera libre reciproquement; & les Sujets de part & d'autre pourront faire valoir leurs Droits, Actions & Pretentions suivant les Loix & les Statuts de chaque Païs, & y obtenir les uns contre les autres sans distinction toute la satisfaction qui leur pourra legitimement appartenir; & s'il y a eu des Lettres de Represailles accordées de part ou d'autre, soit devant ou après la Declaration de la derniere Guerre, elles demeureront revoquées & annullées, sauf aux Parties, en faveur desquelles elles auroient été accordées, à se pourvoir par les voyes ordinaires de la Justice.

XIII. Si par inadvertence ou autrement il survenoit quelque inobservation ou inconvenient au present Traité de la part de Sadite Majesté ou desdits Seigneurs Etats Généraux & leurs Successeurs, cette Paix & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la Rupture de l'Amitié, & de la bonne Correspondence. Mais on reparera promtement lesdites Contraventions; & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & châtiez.

XIV. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roy & ceux desdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, il a été accordé & convenu, qu'arrivant cy-après quelque interruption d'Amitié ou Rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toûjours donné neuf mois de tems après ladite Rupture aux Sujets de part & d'autre pour se retirer avec leurs effets & les transporter où bon leur semblera. Ce qu'il leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & Meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun em-

La levée des Contributions cessera du jour de l'échange des Ratifications de Paix, & aucuns Arrerages ... demandées & accordées ... mais toutes les Pretentions ... ce sujet, sous quelque titre ... seront entierement annulées ... aussi cesseront à l'échange ... present Traité toutes les Contri... d'autre à l'égard des Païs des Païs-Bas Catholique.

Pour affermir d'autant plus & ... on est de plus convenu entre ... Seigneurs Etats Generaux, qu'... il se fera, comme il se fait ... tant generale que particuliere ... Pretentions, tant de tems passé, ... quelles qu'elles puissent être, ... intenter contre l'autre, pour ... occasions que l'on pourroit ... à de nouvelles differens.

Les voyes de la Justice ... & le cours en ... de part & d'autre pourront ... Actions & Pretentions ... chaque Païs, & y ... sans distinction ... legitimement appartenir ... de Represailles accordées ... devant ou après la Declaration ... elles demeureront revoquées ... en faisant ...

XIX. Et de la part des Seigneurs Etats Généraux le Roi de la Grande Bretagne, & le Roi d'Espagne, & tous leurs autres Alliez, qui dans le tems de six semaines, à compter depuis l'échange des Ratifications se déclareront d'accepter la Paix, comme aussi les treize louables Cantons des Ligues Suisses, & leurs Alliez & Confederez, & particulierement en la meilleure forme & maniere, que faire se peut, les Républiques & Cantons Evangeliques, Zurig, Berne, Glaris, Bâle, Schafhouse & Appenzel, avec tous leurs Alliez & Confederez, nommément la République de Geneve, & ses Dépendances, la Ville & Comté de Neufchâtel, les Villes de S. Gall, Mulhause & Bienne; item les Ligues Grises & Dépendances, les Villes de Bremen, & d'Embden, & de plus tous Rois, Princes & Etats, Villes, & Personnes particulieres, à qui les Seigneurs Etats Généraux, sur la requisition qui leur en sera faite, accorderont d'y être compris.

XX. Ledit Seigneur Roi, & lesdits Seigneurs Etats Généraux, consentent que le Roi de Suede, comme Mediateur, & tous autres Potentats & Princes, qui voudront bien entrer en un pareil engagement, puissent donner à Sa Majesté, & ausdits Seigneurs Etats Généraux leurs Promesses & Obligations de Garantie de l'Execution de tout le contenu au present Traité.

XXI. Le present Traité sera ratifié & approuvé par le Seigneur Roi, & les Seigneurs Etats Généraux, & les Lettres de Ratification seront delivrées dans le terme de trois semaines, ou plûtôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

XXII. Et pour plus grande sûreté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit present Traité publié, verifié, & enregistré

qu'au dehors de nôtre Royaume: Pour ces causes & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & député lesdits Sieurs de *Harlay*, de *Crecy*, & de *Callieres*, commettons, ordonnons & députons par ces presentes signées de nôtre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller en ladite Ville de Delft, en qualité de nos Ambassadeurs extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer soit directement soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçûs & agréez avec les Ambassadeurs Plenipotentiaires & Ministres de nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & de leurs Alliez, tous munis de Pouvoirs suffisans, & y traitter des moyens de terminer & pacifier les differens qui causent aujourd'huy la Guerre, & pourront nos susdits Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empeschement, ou un seul, en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie, ou autre empeschement, en convenir & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même autorité que nous ferions & pourrions faire, si nous y estions presens en personne, encores qu'il y eut quelque chose qui requit un Mandement plus special non contenu en cesdites presentes; promettant en foy & Parole de Roy de tenir ferme & d'accomplir tout ce que lesdits Sieurs de *Harlay*, de *Crecy* & de *Callieres* ou par deux d'entr'eux en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empeschement, ou par un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empeschement, aura esté stipulé ...

ANNO 1697.

de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrêtienté est à present affligée; & que par les soins & la Mediation du Sereniſſime Roi de Suede le Lieu de Ryſwick a eſté agréé de toutes les Parties pour le Lieu des Conferences; Nous par ce même deſir d'arreſter, autant qu'il ſera en nous, la deſolation de tant de Provinces, & l'effuſion de tant de Sang Chreſtien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de nous, & pour cet effet deputer en ladite Aſſemblée quelques Perſonnes du Corps de la noſtre, qui ont donné pluſieurs preuves de la connoiſſance & experience qu'ils ont des affaires publiques, auſſi bien que de l'affection, qu'ils ont pour le bien de noſtre Etat: Et comme les Sieurs *Jaques Boreel*, Seigneur de Duynbeck, Weſthoven & Merreſteyn, Senateur, & Bourguemaître de la Ville d'Amſterdam, & Conſeiller Deputé de la Province d'Hollande; *Everhard de Weede*, Seigneur de Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville de Oudewater, Doyen & Eſcolatre du Chapitre Imperial de Ste. Marie à Utrecht, Dyck-Grave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, Preſident des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Nobleſſe aux Etats de Friſe, & Curateur de l'Univerſité à Franecker, Deputez en nôtre Aſſemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht, & de Friſe, ſe ſont ſignalez en pluſieurs Emplois importants pour noſtre ſervice, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & addreſſe au maniement des affaires; pour ces cauſes & autres Conſiderations à ce nous mouvants, nous avons commis, ordonné & deputé leſdits Sieurs *Boreel*, *de Weede*, & de *Haren*, commettons, ordonnons, & deputons par ces preſentes, & leur avons donné & donnons plein Pouvoir, Commiſſion, & Mandement ſpecial d'aller à Ryſwick, en qualité de nos Ambaſſadeurs extraordinaires, & Plenipotentiaires pour la Paix: Et y conferer ſoit directement, ſoit par l'entremiſe des Ambaſſadeurs Mediateurs reſpectivement receus & agréez, avec les Ambaſſadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Très-Chrêtienne & de ſes Alliez, munis des Pouvoirs ſuffiſants, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differents, qui cauſent aujourd'huy la Guerre, & pourront noſdits Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires tous trois enſemble, ou deux en cas de l'abſence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou un ſeul en l'abſence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir & ſur iceux conclure & ſigner une bonne & ſeure Paix, & generalement faire negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils eſtimeront neceſſaire, pour le ſuſdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire, ſi nous y eſtions preſents, quand même pour cela il ſeroit beſoin de Pouvoir & Mandement plus ſpecial, non contenu dans ces dites preſentes, promettant ſincerement & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme & ſtable, tout ce que par leſdits Sieurs nos Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires, ou bien par deux d'iceux, en cas de maladie, d'abſence, ou d'autre empeſchement du troiſiéme, ou par un ſeul en l'abſence des deux autres, en pareil cas de maladie ou d'autre empeſchement, aura été ſtipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le temps qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre Aſſemblée, ſous nôtre grand Seau, la paraphure du Preſident de nôtre Aſſemblée, & le Seing de nôtre Greffier, le 6. d'Avril de l'an 1697.

Eſtoit paraphé,

F. B. DE REEDE, Vt.

Sur le pli eſtoit écrit,

Par Ordonnance deſdits Seigneurs Eſtats Generaux.

Eſtoit ſigné,

F. FAGEL.

Et ſellé du grand Seau en cire rouge.

LEs Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, à tous ceux qui ces preſentes verront, Salut: Comme nous ne ſouhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrêtienté eſt à preſent affligée, & que par les Soins & la Mediation du Sereniſſime Roi de Suede le Lieu de Ryſwick a été agréé de toutes les Parties pour le Lieu des Conferences, nous par ce même deſir d'arreſter autant qu'il ſera en nous, la deſolation de tant de Provinces, & l'effuſion de tant de Sang Chrêtien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de nous, & pour cet effet, nous avons déja député cy-devant en qualité de nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en ladite Aſſemblée quelques Perſonnes du Corps de la nôtre, qui ont donné pluſieurs preuves de la connoiſſance & experience qu'ils ont des affaires publiques, auſſi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de nôtre Eſtat, à ſçavoir les Sieurs *Jaques Boreel*, Seigneur de Duynbeek, Weſthove & Merreſteyn, Senateur & Bourguemaître de la Ville d'Amſterdam, & Conſeiller Deputé de la Province d'Hollande; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Eſcolatre du Chapitre Imperial de Ste Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, Preſident des Eſtats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bild, Deputé de la part de la Nobleſſe aux Etats de Friſe, & Curateur de l'Univerſité à Franequer, Deputés en nôtre Aſſemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Friſe, & comme à preſent nous avons jugé à propos de joindre une quatriéme Perſonne à nos ſuſnommés trois Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour ce même effet, & que le Sieur *Antoine Heinſius*, Conſeiller Penſionaire des Eſtats de Hollande & de Weſt-Friſe, Garde du grand Sceau, Sur-Intendant des Fiefs, & Deputé en nôtre Aſſemblée de la part de la même Province, s'eſt ſignalé en pluſieurs Employs importants pour nôtre Service, où il a donné des marques de ſa fidelité, application & addreſſe au maniement des affaires: Pour ces cauſes & autres conſiderations à ce nous mouvants, nous avons commis, ordonné & deputé ledit Sieur *Heinſius*, commettons, ordonnons & deputons par ces preſentes, & luy avons donné & donnons plein Pouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial d'aller à Ryſwik en qualité de nôtre Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire pour la Paix, & y conferer ſoit directement, ſoit par l'entremiſe des Ambaſſadeurs Mediateurs reſpectivement receus & agréez, avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Très-Chrêtienne & de ſes Alliés, munis des Pouvoirs ſuffiſants, & y traiter des moyens de terminer, & pacifier les differents, qui cauſent aujourd'huy la Guerre, & pourra nôtre dit Ambaſſadeur & Plenipotentiaire enſemble avec leſdits Sieurs *Boreel*, *de Weede*, & de *Haren*, nos trois autres Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ou avec deux ou un ſeul d'entr'eux en cas de l'abſence des autres, par maladie ou autre empêchement, ou même ſeul en l'abſence de tous trois en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & ſur iceux conclure & ſigner une bonne & ſeure Paix: Et generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'il eſtimera neceſſaire pour le ſuſdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire ſi nous y eſtions preſents, quand même pour cela il ſeroit beſoin de Pouvoir & Mandement plus ſpecial, non contenu dans ceſdites preſentes, promettant ſincerement, & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme, & ſtable tout ce que par ledit Sieur *Heinſius*, enſemble avec nos trois autres Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires ou avec deux ou un ſeul d'entr'eux, en cas de maladie, d'abſence, ou d'autre empêchement des autres, ou même ſeul en l'abſence de tous trois en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura été ſtipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le temps qu'il aura promis en nôtre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre Aſſemblée, ſous nôtre Grand Sceau, la paraphe du Preſident de nôtre Aſſemblée, & le Seing de nôtre Greffier, le 5. d'Août de l'an 1697.

Eſtoit paraphé,

F. B. DE REEDE, Vt.

Sur le repli étoit écrit,

Par Ordonnance deſdits Seigneurs Etats Generaux.

Eſtoit ſigné,

F. FAGEL.

Et ſellé du Grand Sceau en cire rouge.

Arti-

Anno 1697.

Article separé.

OUtre ce qui a été conclu & arresté par le Traitté de Paix, fait entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roy Très-Chrêtien, & ceux des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies ce jourd'huy 20. Septembre 1697. il a été encore convenu par ce present Article separé, qui aura la même force & vertu, que s'il étoit inseré de mot à mot dans le susdit Traitté, que Sa Majesté Très-Chrêtienne accordera, comme elle accorde par ce present Article, à l'Empereur, & à l'Empire jusqu'au premier de Novembre prochain, pour accepter les Conditions de Paix, proposées en dernier lieu par Sadite Majesté Très-Chrêtienne, suivant sa Déclaration du premier jour du present mois de Septembre, si Sa Majesté Imperiale & l'Empire n'en peuvent autrement convenir avec Sadite Majesté Très-Chrêtienne, & en cas, que dans ledit tems, l'Empereur & l'Empire n'acceptent point lesdites Conditions, ou n'en conviennent pas autrement avec Sadite Majesté Très-Chrêtienne, ledit Traité de Paix sortira son plein & entier effet, & sera executé suivant sa forme & teneur, sans pouvoir y contrevenir par lesdits Seigneurs Etats Generaux, sous quelque pretexte que ce puisse être directement ou indirectement.

En foy de quoy nous Ambassadeurs de Sadite Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs avons ésdits noms signé cet Article separé de nos Seings ordinaires, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes; à Ryswik en Hollande le vingtiéme jour du mois de Septembre, 1697.

Estoit signé,

(L.S.) N. A. De Harlay Bonneuil.	(L.S.) A. Heinsius.
(L.S.) Verjus de Crecy.	(L.S.) E. de Weede.
(L.S.) De Callieres.	(L.S.) W. v. Haren.

Ensuit la Ratification de Sa Majesté Très-Chrêtienne sur le Traité de Paix & d'Amitié.

LOuïs par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut: Comme nôtre Amé & Feal Conseiller Ordinaire en nôtre Conseil d'Etat *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi; nôtre cher & bien Amé *Louïs Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, des deux Eglises de Fortisle & de Meuillet; & nôtre cher & bien Amé *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de la Roche-Chellay & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins Pouvoirs, que nous leur en avions donné, auroient conclu, arresté & signé le 20. jour de Septembre dernier, à Ryswik, avec les Sieurs *Antoine Heinsius*, Conseiller Pensionnaire des Estats d'Hollande & de West-Frise, Garde du grand Seau, & Sur-Intendant, des Fiefs de la même Province; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Ste Marie d'Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Député de la Noblesse aux Estats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputés en leur Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, pareillement munis des pleins Pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun les Points & Articles, qui y sont contenus & declarés, avons iceux tant pour nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons le tout, promettant en foy & Parole de Roy, & sous l'Obligation & Hypoteque de tous & chacuns nos Biens presens & avenir, garder & observer inviolablement sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En temoin dequoy, nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre Seel. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour d'Octobre, l'an de grace 1697. & de nôtre Regne le cinquante cinquiéme.

1697. Anno

Etoit signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roy.

Signé,

Colbert.

Ensuit la Ratification de Messeigneurs les Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, sur le Traitté de Paix & d'Amitié.

LEs Estats Generaux des Provinces-Unies du Pays-Bas, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut: Ayant veu & examiné le Traité de Paix & d'Amitié fait & conclu à Ryswik en Hollande le vingtiéme jour du mois de Septembre de la presente Année 1697. par le Sieur *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, Conseiller Ordinaire de Sa Majesté Très-Chrêtienne en son Conseil d'Estat, le Sieur *Louïs Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises, de Fortisle, du Meuillet & autres Lieux; & le Sieur *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de Callieres, de la Roche-Chellay & de Gigny, Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrêtienne à l'Assemblée de Ryswik, au nom & de la part de Sadite Majesté: Et par les Sieurs *Antoine Heinsius*, Conseiller Pensionaire des Estats de Hollande & de West-Frise, Garde du grand Seau, & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; *Everhard de Weede*; Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles & autres Lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Noblesse aux Estats de Frise, & Curateur de l'Université de Franequer, Deputez en nôtre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Ryswik, en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs plein-Pouvoirs respectifs, duquel Traité la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte, que les Lettres de Ratification seront delivrées de part & d'autre en bonne & deuë forme dans le terme de trois semaines, ou plûtôt si faire se peut, à compter du jour de la signature, nous voulant bien donner des marques de nôtre sincerité, & nous acquiter de la Parole que nos Ambassadeurs ont donné pour Nous, Nous avons agreé, approuvé & ratifié ledit Traité & un chacun des Articles d'iceluy, cy-dessus transcrits, comme nous l'agreons, approuvons & ratifions par ces presentes; promettant en bonne foy & sincerement le garder, entretenir & observer inviolablement de Point en Point, selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte ou maniere que ce soit. En foy de quoy nous avons fait signer les presentes par le Presi-

Anno 1697.

President de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre Greffier, & y apposer nôtre grand Sceau. Fait à la Haye le dixiéme Octobre 1697.

Ensuit la Ratification de Sa Majesté Très-Chrêtienne, sur l'Article separé.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront: Salut: Ayant veu & examiné l'Article separé, que nôtre Amé & Feal Conseiller Ordinaire en nôtre Conseil d'Etat *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Sieur de Bonneuil, Comte de Cely; nôtre Cher & bien Amé, *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Sr. du Boulay, des deux Eglises, de Fortisle, & du Meuillet; & nôtre Cher & bien Amé *François de Callieres*, Chevalier, Sr. de Callieres, de la Roche-Chellay & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins Pouvoirs, que nous leur en avions donné, ont conclu, arresté & signé le vingtiéme jour de Septembre dernier à Ryswick, avec les Sieurs *Antoine Heinsius*, Conseiller Pensionaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du Grand Sceau & Sur-Intendant des Fiefs; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie d'Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputez en leur Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos très Chers & grand Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, pareillement munis de pleins Pouvoirs, duquel Article separé la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant agreable le susdit Article separé en tout son contenu; avons icelui loüé, aprouvé & ratifié, loüons, approuvons & ratifions par ces presentes, signées de nôtre main, promettant en foy & parolle de Roy de l'accomplir, observer & faire observer sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause & occasion que ce puisse être. En temoin de quoy nous avons signé ces presentes & à icelles fait apposer nôtre Seel. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour d'Octobre, l'an de grace mil six cent quatre vingt dix sept, & de nôtre regne le cinquante cinquiéme.

Etoit signé,

LOUIS.

Plus bas,

Par le Roy,

Signé,

COLBERT.

Ensuit la Ratification de Messeigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, sur l'Article separé.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unis du Païs-Bas, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, *Salut*: Comme ainsi soit qu'outre le Traité de Paix & d'Amitié, fait & conclu à Ryswick en Hollande, le vingtiéme jour de Septembre de la presente année 1697. il ait été fait de même un Article separé, par le Sieur *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, Conseiller Ordinaire de Sa Majesté Très-Chrêtienne en son Conseil d'Etat; le Sieur *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller Ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises de Fortisle, du Meuillet & autres lieux; & le Sieur *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de Callieres, de la Roche-Chellay & de Gigny, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrêtienne à l'Assemblée de Ryswick, au nom & de la part de ladite Majesté; & par les Sieurs *Antoine Heinsius*, Conseiller Pensionaire de Etats de Hollande & West-Frise, Garde du grand Seau, & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province, *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, & autres Lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province, *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputez en nôtre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à la dite Assemblée de Ryswick, en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs Plein-Pouvoirs respectifs, duquel Article separé la teneur s'ensuit.

Anno 1697.

Fiat insertio.

Nous ayant pour agreable ledit Article separé l'avons agrée, approuvé & ratifié, l'agreons, approuvons & ratifions par ces presentes, de même que s'il étoit inseré dans le susdit Traité de Paix & d'Amitié, promettant de garder, entretenir & observer inviolablement, tout ce qui est contenu en iceluy, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement sous quelque pretexte que ce soit. En foy de quoy nous avons fait signer ces presentes par le President de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre Greffier, & y apposer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le dixiéme Octobre l'an 1697.

CXCVI.

Traité de Commerce, de Navigation & de Marine entre LOUIS XIV. *Roi de France & les Seigneurs Estats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *Fait à Ryswick le 20. Septembre, 1697.* Avec l'ARTICLE SEPARE', *touchant l'exemption du Droit des cinquante sous par Tonneau qui se leve en France sur tous les Navires étrangers. Fait le même jour 20. Septembre 1697. Comme aussi les* PLEIN-POUVOIRS *& les* RATIFICATIONS *de part & d'autre.*

20. Sept. La France et les Provinces-Unies.

LE Traité de Paix, qui a été conclu ce jourd'huy, entre le Roy Très-Chrêtien, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, faisant cesser tous les sujets de mécontentement, qui avoient alteré pendant quelque tems l'affection, que Sa Majesté a toûjours eüe pour leur bien & leur prosperité, suivant l'exemple des Rois ses Predecesseurs, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, rentrant aussi dans la même passion, qu'ils ont cy-devant témoigné pour la grandeur de la France, & dans les sentiments d'une sincere reconnoissance pour les obligations & les avantages considerables, qu'ils en ont cy-devant reçus, Sa Majesté ne veut rien obmettre de ce qui la peut affermir, & lesdits Etats Generaux, ne souhaittant pas moins de la perpetuer, ont estimé qu'il n'y en avoit point de meilleur & de plus asseuré moyen, que d'etablir une libre & parfaite correspondence entre les Sujets de part & d'autre, & pour cet effet regler leurs interests particuliers, en fait de Commerce, Navigation & Marine, par des Loix & Conventions les plus propres à prevenir tous les inconveniens, qui pourroient affoiblir la bonne correspondance: sadite Majesté satisfaisant au desir desdits Etats Generaux auroit ordonné le Sieur *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, Conseiller Ordinaire de Sa Majesté en son Conseil d'Etat; le Sieur *Louis*

ANNO 1697. *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller Ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises de Fortisle, du Meuillet, &c. le Sieur *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de Callieres, de la Roche-Chelly & de Gigny, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à l'Assemblée de la Negotiation de la Paix; & lesdits Seigneurs Etats Generaux les Sieurs *Antoine Heinsius*, Conseiller Pensionaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du grand Seau, & Sur-Intendant des Fiefs; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputés en leur Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, de conferer & convenir, en vertu de leurs Pouvoirs respectivement produits, & dont Copie est cy-dessus transcrite, d'un Traité de Commerce, de Navigation en la maniere qui s'ensuit.

I. Les Sujets de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, joüiront reciproquement de la même liberté au fait du Commerce & de la Navigation, dont ils ont joüi de tout temps devant cette Guerre par tous les Royaumes, Etats & Provinces de l'une & de l'autre part.

II. Et ainsi n'exerceront plus à l'avenir aucunes sortes d'hostilitez ni de violences les uns contre les autres, tant sur la Mer que sur la Terre, ou dans les Rivieres, Rades & Eaux douces, sous quelque nom & prétexte que ce soit; & aussi ne pourront les Sujets de Sa Majesté prendre aucunes Commissions pour des Armemens particuliers, ou Lettres de represailles des Princes & Etats Ennemis desdits Sieurs Etats Generaux, & moins les troubler ni endommager d'aucune sorte, en vertu de telles Commissions ou Lettres de represailles, ni même aller en course avec elles, sous peine d'être poursuivis & châtiez comme Pirates; ce qui sera réciproquement observé par les Sujets des Provinces-Unies à l'égard des Sujets de Sa Majesté; & seront à cette fin toutes & quantes fois que cela sera requis de part & d'autre dans les Terres de l'obeïssance de sadite Majesté & dans les Provinces-Unies publiées & renouvellées défenses très-expresses & très-précises, de se servir en aucune maniere de telles Commissions ou Lettres de represailles, sous la peine susmentionnée, qui sera executée severement contre les contrevenans; outre la restitution entiere, à laquelle ils seront tenus envers ceux, ausquels ils auront causé aucun dommage.

III. Et pour obvier d'autant plus à tous inconveniens, qui pourroient survenir par les prises, faites par inadvertence, ou autrement, & principalement dans les lieux éloignez, il a été convenu & accordé, si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuse en Norvegue, jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines, & de là dans la Mer Mediterranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la presente, lesdites prises & les dommages, qui se feront de part ou d'autre, après les termes prefix, seront portez en compte, & tout ce qui aura été pris, sera rendu avec compensation de tous les dommages, qui en seront provenus.

IV. Toutes Lettres de marque, & de Represailles qui pourroient avoir été ci-devant accordées, pour quelque cause que ce soit, sont déclarées nulles; & n'en pourra être ci-après donnée par l'un desdits Alliez, au préjudice des Sujets de l'autre; si ce n'est seulement en cas de manifeste déni de Justice, lequel ne pourra pas être tenu pour verifié, si la requête de celui qui demande lesdites Represailles n'est communiquée au Ministre qui se trouvera sur les Lieux de la part de l'Etat, contre les Sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre mois, ou plûtôt, s'il se peut, il puisse s'informer du contraire, ou procurer l'accomplissement de Justice qui sera dû.

ANNO 1697. V. Ne pourront aussi les particuliers Sujets de Sa Majesté être mis en action ou arrêt en leurs Personnes & Biens, pour aucune chose que Sa Majesté peut devoir, ni les particuliers Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux pour les dettes publiques desdits Etats.

VI. Les Sujets & Habitans des Païs de l'obeïssance de Sa Majesté, & desdits Seigneurs Etats Generaux vivront, converseront, & frequenteront les uns avec les autres, en toute bonne amitié & correspondance; & joüiront entre eux de la liberté de Commerce & Navigation dans l'Europe, en toutes les limites des Païs de l'un & de l'autre, de toutes sortes de Marchandises & Denrées, dont le Commerce, & le transport, n'est défendu generalement & universellement à tous tant Sujets qu'étrangers par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre.

VII. Et pour cet effet, les Sujets de Sa Majesté & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux pourront franchement, & librement frequenter avec leurs Marchandises & Navires, les Païs, Terres, Villes, Ports, Places & Rivieres de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes Personnes indistinctement, acheter, trafiquer & transporter toutes sortes de Marchandises dont l'entrée ou sortie, & Transport, ne sera défendu à tous Sujets de Sa Majesté, & desdits Seigneurs Etats Generaux; sans que cette liberté réciproque puisse être défenduë, limitée ou restrainte, par aucun Privilege, Octroy ou aucune Concession particuliere; & sans qu'il soit permis à l'un ou à l'autre de conceder, ou de faire à leurs Sujets des Immunitez, Benefices, dons gratuits ou autres avantages, par dessus ceux de l'autre ou à leur préjudice; & sans que lesdits Sujets de part & d'autre soyent tenus de payer plus grands, ou autres Droits, Charges, Gabelles ou Impositions quelconques sur leurs Personnes, Biens, Denrées, Navires ou Frets d'iceux directement ou indirectement, sous quelques noms, titre ou prétexte que ce puisse être, que ceux qui seront payez par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre.

VIII. Les Sujets des Etats Generaux ne pourront aussi être traitez autrement ou plus mal dans les Droits de contablie, d'ancrage, du sol parisis & toutes autres charges & impositions de quelque nom qu'elles puissent être appellées, soit sous le titre du Droit étranger ou autrement, sans aucune reserve ou exception, que les Sujets mêmes de Sa Majesté Trés-Chrêtienne, qui ne seront pas Bourgeois dans les lieux, où lesdits Droits se levent.

IX. Qu'à l'égard du Commerce du Levant en France, & de vingt pour cent qui se leve à cette occasion, les Sujets des Etats Generaux des Provinces-Unies joüiront aussi de la même liberté & franchise, que les Sujets du Roi Très-Chrêtien, tellement qu'il sera permis ausdits Sujets des Etats Generaux de porter des Marchandises du Levant, à Marseille & autres Places permises en France, tant par leurs propres Vaisseaux, que dans des Vaisseaux François, & que ni dans l'un ni l'autre cas lesdits Sujets des Etats Generaux ne seront assujettis audit vingt pour cent, sinon dans les cas, où les François y sont sujets, portant des Marchandises dans leurs propres Vaisseaux à Marseille, ou autres Places permises, & qu'en ceci ne pourra se faire aucun changement au préjudice des Sujets desdits Etats Generaux.

X. Il sera permis aux Sujets des Seigneurs Etats Generaux d'apporter, faire entrer & debiter en France & dans les Païs conquis, librement & sans aucun empêchement du Harang salé, sans distinction, & sans être sujets au rempacquement, & ce nonobstant tous Edits, Déclarations & Arrêts du Conseil à ce contraires, & nommément ceux des 15. Juillet, & quatorziéme Septembre mil six cens quatre vingt-sept, portant défenses d'apporter ni faire entrer dans les Ports de France aux Places conquises du Harang autrement qu'en vracq & salé du Sel de Brouage; & qui ordonnent que ledit Harang sera apporté dans les Ports de Mers en vracq dans des Barils, dont les dix-huit composeront douze de Harang pacqué, lesquels Arrêts demeureront révoquez & annullez.

XI. L'on dépêchera réciproquement à la Douane ou aux Bureaux, tant en France qu'aux Païs des Etats Ge-

ANNO 1697. Generaux également & sans aucune distinction les Sujets de l'une & de l'autre Nation, aussi-tôt qu'il sera possible, sans leur causer aucun empeschement ny retardement, quel qu'il puisse être.

XII. L'on fera un nouveau Tarif comme & suivant la convenance reciproque, dans le tems de trois mois, & cependant le Tarif de l'an 1667. sera executé par provision, & en cas, qu'on ne convienne pas dans ledit tems dudit Tarif nouveau, le Tarif de l'an 1664. aura lieu pour l'avenir.

XIII. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront toûjours les Rades, Rivieres, Ports & Havres libres & ouverts pour entrer, sortir, & demeurer à l'ancre, tant qu'il leur sera necessaire sans pouvoir être visités, à la charge néantmoins d'en user avec discretion, & de ne donner aucun sujet de jalousie, par un trop long & affecté sejour, ny autrement, aux Gouverneurs desdites Places & Ports, auxquels les Capitaines desdits Navires feront savoir la cause de leur arrivée & de leur sejour.

XIV. Les Navires de Guerre de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux & ceux de leurs Sujets qui auront été armés en Guerre, pourront en toute liberté conduire les prises qu'ils auront faites sur leurs Ennemis, où bon leur semblera, sans être obligés à aucuns Droits, soit des Sieurs Admiraux ou de l'Admirauté, ou d'aucuns autres, sans qu'aussi lesdits Navires ou lesdites prises entrans dans les Havres, ou Ports de Sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux, puissent être arrestées ou saisies, ny que les Officiers des lieux puissent prendre connoissance de la validité desdites prises, lesquelles pourront sortir & être conduites franchement & en toute liberté aux Lieux portés par les Commissions, dont les Capitaines desdits Navires de Guerre seront obligés de faire apparoir: Et au contraire ne sera donné azile ny retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux qui auront fait des prises sur les Sujets de Sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux; mais y étants entrés par necessité de tempeste ou peril de la Mer, on les fera sortir le plûtôt qu'il sera possible.

XV. Les Sujets desdits Seigneurs Estats Generaux ne seront point reputés Aubains en France, & ainsi seront exempts de la Loy d'Aubaine, & pourront disposer de leurs biens par Testament, Donation ou autrement: Et leurs Heritiers, Sujets desdits Etats demeurants tant en France, qu'ailleurs, recueillir leurs successions mêmes *ab intestat*, encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité sans que l'effet de cette Concession leur puisse être contesté, ou empêché, sous pretexte de quelque Droit ou prerogative des Provinces, Villes, ou personnes privées, pourront pareillement sans lesdites Lettres de Naturalité s'établir en toute liberté les Sujets desdits Seigneurs Etats en toutes les Villes du Roiaume, pour y faire leur Commerce & Traficq, sans pourtant y pouvoir acquerir aucun Droit de Bourgeoisie, si ce n'est, qu'ils eussent obtenu Lettres de Naturalité de Sa Majesté en bonne forme & seront generalement traités ceux des Provinces-Unies en tout & par tout autant favorablement, que les Sujets propres & Naturels de Sa Majesté, & particulierement ne pourront être compris aux taxes qui pourront être faites sur les Etrangers, & sera tout le contenu au present Article observé au regard des Sujets du Roy dans les Pays de l'obeïssance desdits Seigneurs Etats.

XVI. Les Navires chargés de l'un des Alliés, passants devant les côtes de l'autre, & relachans dans les Rades ou Ports, par tempeste ou autrement, ne seront contraints d'y decharger ou debiter leurs Marchandises, ou partie d'icelles, ny tenus d'y payer aucuns Droits, sinon lors qu'ils y dechargeront des Marchandises volontairement & de leur gré.

XVII. Les Maîtres de Navires, leurs Pilotes, Officiers & Soldats, Matelots & autres gens de Mer, les Navires mêmes, ni les Denrées & Marchandises dont ils seront chargés, ne pourront être saisis, ni arrestés, en vertu d'aucun ordre general ou particulier de qui que ce soit, ou pour quelque cause ou occasion qu'il puisse être, non pas même sous pretexte de la conservation, & défense de l'Etat, & generalement rien ne pourra être pris aux Sujets de part & d'autre, que du consentement de ceux, à qui il appartiendra, & en payant les choses, qu'on desirera d'eux, en quoy toutes fois n'est entendu de comprendre les saisies & arrests faits par ordre & authorité de la Justice, & par les voyes ordinaires, & pour loyales debtes, Contracts ou autres causes legitimes, pour raison desquelles il sera procedé par voye de Droit, selon la forme de la Justice. ANNO 1697.

XVIII. Tous les Sujets & Habitans de France & des Provinces-Unies pourront en toute seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux, & trafiquer avec leurs Marchandises, sans distinction de qui puissent être les Proprietaires d'icelles, de leurs Ports, Roiaumes & Provinces & aussi des Ports & Roiaumes des autres Etats ou Princes, vers les Places de ceux qui sont deja Ennemis declarés, tant de la France, que des Provinces-Unies ou de l'un des deux, ou qui pourroient les devenir: Comme aussi les mêmes Sujets & Habitans pourront avec la même seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux & trafiquer avec leurs Marchandises sans distinction de qui puissent être les Proprietaires d'icelles, des Lieux, Ports & Rades de ceux qui sont Ennemis de l'une & de l'autre desdites Parties, ou de l'un des deux en particulier sans contradiction ou detourbier, de qui que ce soit, non seulement à droiture desdites Places Ennemies vers un Lieu neutre, mais aussi d'une Place Ennemie à l'autre, soit qu'elles se trouvent situées sous la Jurisdiction d'un même Souverain, soit qu'elles le soyent sous des divers.

XIX. Ce Transport & ce Traficq s'estendra à toutes sortes de Marchandises, à l'exception de celles de contrebande.

XX. En ce genre de Marchandises de contrebande s'entend seulement être compris toutes sortes d'Armes à feu, & autres assortimens d'icelles, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Cercles-poissez, Affuts, Fourchettes, Bandolieres, Poudre, Meche, Salpetre, Balles, Piques, Epées, Morions, Casques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, Chevaux, Selles de Cheval, Fourreaux de Pistolets, Baudriers & autres assortimens servant à l'usage de la Guerre.

XXI. Ne seront compris dans ce genre de Marchandises de contrebande les Froments, Bleds & autres Grains, Legumes, Huiles, Vins, Sel, ni generalement tout ce qui apartient à la nourriture & sustentation de la vie, mais demeureront libres, comme autres Marchandises & Denrées, non compris en l'Article precedent, & en sera le transport permis, mêmes aux lieux ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf aux Villes & Places assiegées, blocquées ou investies.

XXII. Pour l'execution de ce que dessus, il a été accordé qu'il se fera en la maniere suivante. Que les Navires & Barques avec les Marchandises des Sujets de Sa Majesté, étant entrés en quelque Havre desdits Seigneurs Etats & voulants de là passer à ceux desdits Ennemis, seront obligés seulement de monstrer aux Officiers des Havres desdits Seigneurs Etats, d'où ils partiront, leurs Passeports, contenants la specification de la Charge de leurs Navires, attestés & marqués du Seel & Seing ordinaire & reconnus des Officiers de l'Admirauté des Lieux, d'où ils seront premierement partis, avec la declaration du Lieu, où ils seront destinés, le tout en forme ordinaire & accoûtumée, aprés laquelle exhibition de leurs Passeports en la forme susdite, ils ne pourront être inquietés ni recherchés, detenus ni retardés en leurs voyages, sous quelque pretexte que ce soit.

XXIII. Il en sera usé de même à l'égard des Navires & Barques Françoises, qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obeïssance desdits Seigneurs Estats, sans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrants, sans toutesfois vouloir debarquer & rompre leurs Charges, lesquels ne pourront être obligés de rendre compte de leur Cargaison, qu'au cas qu'il y eut soupçon qu'ils portassent aux Ennemis desdits Seigneurs Etats des Marchandises de Contrebande, comme il a été dit cy-dessus.

XXIV. Et audit cas de soupçon apparent lesdits Sujets seront obligés de montrer dans les Ports leurs Passeports en la forme cy-dessus specifiée.

XXV. Que s'ils étoient entrés dedans les Rades, ou étoient rencontrés en pleine Mer par quelques Navires desdits Seigneurs Etats, ou d'Armateurs particuliers, leurs Sujets, lesdits Navires des Provinces-Unies, pour éviter tout desordre, n'approcheront pas plus près des François que de la portée du Canon, & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires

Anno 1697.

vires ou Barques Françoises, faire entrer dedans deux ou trois Hommes seulement, à qui seront montrés les Passeports & Lettres de Mer, afin qu'il puisse apparoir non seulement de la Charge, mais aussi du Lieu de la demeure & residence, tant du Maître & Patron, que du Navire même, afin que par ces deux moyens, on puisse connoître, s'ils portent des Marchandises de contrebande, & qu'il apparoisse suffisamment, tant de la qualité dudit Navire, que de son Maistre & Patron; auxquels Passeports & Lettres de Mer se devra donner entiere foy & creance, & afin que l'on connoisse mieux la validité, & qu'elles ne puissent en aucune maniere être falsifiées & contrefaites, seront données certaines marques & contreseings de sadite Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux.

XXVI. Et en cas que dans lesdits Vaisseaux & Barques Françoises, destinés vers les Havres des Ennemis desdits Seigneurs Etats se trouve par les moyens susdits quelques Marchandises & Denrées de celles, qui sont cy-dessus declarées de Contrebande & deffenduës, elles seront dechargées, denoncées & confisquées par devant les Juges de l'Amirauté des Provinces-Unies ou autres competens, sans que pour cela le Navire & Barque, ou autres Biens, Marchandises & Denrées libres & permises, retrouvées au même Navire, puissent être en aucune façon saisies ni confisquées.

XXVII. Il a été en outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets de Sa Majesté en un Navire des Ennemis desdits Seigneurs Etats, bien que ce ne fut Marchandises de Contrebande, sera confisqué avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ni reserve, mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roi Tres-Chrêtien, encore que la Charge ou partie d'icelle fut aux Ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf les Marchandises de Contrebande, au regard desquelles on se reglera selon ce qui a été disposé aux Articles precedents, & pour éclaircissement plus particulier de cet Article il est accordé & convenu de plus, que les cas arrivants que toutes les deux Parties, ou bien l'une d'icelles, fussent engagées en Guerre, les biens appartenants aux Sujets de l'autre Partie, & chargées dans les Navires de ceux qui sont devenus Ennemis de tous les deux, ou de l'une des Parties, ne pourront être confisqués aucunement, à raison ou sous pretexte de cet embarquement dans le Navire Ennemi; & cela s'observera non seulement quand lesdites Denrées y auront été chargées devant la declaration de la Guerre: Mais même quand cela sera fait après ladite declaration; pourveu que c'ait été dans les tems & les termes qui s'ensuivent; à savoir si elles ont été chargées dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nort depuis Terneuse en Norvegue, jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre Semaines, ou au bout de ladite Manche, jusques au Cap St. Vincent, dans l'espace de six Semaines, & delà dans la Mer Mediterranée, & jusques à la Ligne dans l'espace de dix Semaines, & au delà de la Ligne, & en tous les endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la presente: Tellement que les Marchandises & biens des Sujets & Habitans chargés en ces Navires Ennemis, ne pourront être confisquées aucunement, durant les termes & dans les etenduës susnommés à raison du Navire qui est Ennemi; ains seront restitués aux Proprietaires sans aucun delay, si ce n'est qu'elles ayent été chargées après l'expiration desdits termes; & pourtant il ne sera nullement permis de transporter vers les Ports Ennemis telles Marchandises de Contrebande, que l'on pourroit trouver chargées en un tel Navire Ennemi, quoy qu'elles fussent renduës par la susdite raison. Et comme il a été reglé cy-dessus, qu'un Navire libre affranchira les Denrées y chargées, il a été en outre accordé & convenu, que cette liberté s'estendra aussi aux Personnes, qui se trouveront en un Navire libre, à tel effet, que quoy qu'elles fussent Ennemies de l'une & de l'autre des Parties, ou de l'une d'icelles, pourtant se trouvans dans le Navire libre, n'en pourront être tirées, si ce n'est qu'ils fussent Gens de Guerre, & effectivement en service desdits Ennemis.

XXVIII. Tous les Sujets & Habitans desdites Provinces-Unies jouïront reciproquement des mêmes Droits, libertés & exemptions en leurs Trafiqs & Commerce dans les Ports, Rades, Mers, & Etats de sadite Majesté, ce qui vient d'être dit, que les Sujets de Sa Majesté jouïront en ceux desdits Seigneurs Etats, & en haute Mer, se devant entendre que l'égalité sera reciproque en toute maniere de part & d'autre; & même en cas que cy-après lesdits Seigneurs fussent en Paix, Amitié & Neutralité avec Rois, Princes & Etats qui devinssent Ennemis de sadite Majesté, chacune des deux Parties devant user reciproquement des mêmes conditions & restrictions exprimées aux Articles du present Traité, qui regarde le Traficq & le Commerce.

XXIX. Et pour asseurer davantage les Sujets desdits Seigneurs Etats qu'il ne leur sera fait aucune violence par lesdits Vaisseaux de Guerre, sera fait defence à tous Capitaines des Vaisseaux du Roi, & autres Sujets de Sa Majesté de ne les molester ny endommager en aucune chose que ce soit, sur peine d'être tenus en leurs Personnes & biens des dommages & interests soufferts & à souffrir jusques à la deuë restitution & reparation.

XXX. Et pour cette cause seront doresnavant les Capitaines & Armateurs obligés chacun d'eux, avant leur partement, de bailler caution bonne & solvable par devant les Juges competens de la somme de quinze mille livres tournois, pour respondre chacun d'eux solidairement, des mal-versations, qu'ils pourroyent commettre en leurs courses; & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers au present Traité & aux Ordonnances & Edits de Sa Majesté qui seront publiés en vertu & en conformité de la disposition d'iceluy, à peine de descheance & nullité desdites Commissions & congés; ce qui sera pareillement pratiqué par les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux.

XXXI. S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François fit prise d'un Vaisseau chargé desdites Marchandises de Contrebande, comme dit est, ne pourront lesdits Capitaines faire ouvrir ny rompre les Coffres, Males, Bales, Bougettes, Tonneaux & autres Caisses, ou les transporter, vendre ou échanger, ou autrement aliener qu'elles n'ayent été descenduës en Terre en la presence des Juges de l'Amirauté & après Inventaire par eux fait desdites Marchandises trouvées dans lesdits Vaisseaux, si ce n'est que lesdites Marchandises de Contrebande ne faisant qu'une partie de la Charge, le Maître ou Patron de Navire trouvast bon & agreast de livrer lesdites Marchandises de Contrebande audit Capitaine & de poursuivre son Voyage; auquel cas, ledit Maître ou Patron ne pourra nullement être empêché de poursuivre sa route & le dessein de son Voyage.

XXXII. Sa Majesté voulant que les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux soient traitez dans tout le Païs de son obeïssance aussi favorablement, que ses propres Sujets, donnera tous les ordres necessaires pour faire que les Jugemens & Arrêts, qui seront rendus sur les prises, qui auront été faites à la Mer, soient donnez avec toute Justice & équité, par Personnes non suspectes ni interessées au fait, dont sera question: Et donnera Sa Majesté des ordres précis & efficaces, afin que tous les Arrêts, Jugemens & Ordres de Justice déja donnez & à donner, soient promptement & dûëment executez, selon leurs formes.

XXXIII. Et lors que les Ambassadeurs desdits Seigneurs Etats Generaux ou quelque autre de leurs Ministres publics, qui seront à la Cour de Sa Majesté, feront plainte desdits Jugemens, qui auront été rendus, Sa Majesté fera revoir lesdits Jugemens en son Conseil, pour examiner si les ordres & précautions contenuës au present Traité, auront été suivies & observées, & pour y faire pourvoir, selon la Raison; ce qui sera fait dans le tems de trois mois au plus; & néanmoins avant le premier Jugement ni après icelui, pendant la Revision, les biens & effets, qui seront reclamez, ne pourront être vendus, ni déchargez, si ce n'est du consentement des Parties interessées pour éviter le déperissement desdites Marchandises.

XXXIV. Quand procès sera mû en premiere & seconde instance contre ceux qui auront fait des prises en Mer, & les Interessez en icelles, & que lesdits Interessez viendront à obtenir un Jugement ou Arrêt favorable, ledit Jugement ou Arrêt aura son execution sous caution, nonobstant l'appel d'icelui, qui aura fait la prise, mais non au contraire, & ce qui est dit au present Article & aux précédens, pour faire rendre bonne & brieve Justice aux Sujets des Provinces-Unies, sur les

ANNO 1697.

les prises faites à la Mer, par les Sujets de Sa Majesté, sera entendu & pratiqué par les Seigneurs Etats Generaux, à l'égard des prises faites par leurs Sujets sur ceux de Sa Majesté.

XXXV. Sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux pourront en tout tems faire construire ou freter dans les Païs l'un de l'autre tel nombre de Navires, soit pour la Guerre ou pour le Commerce, que bon leur semblera, comme aussi acheter telle quantité de Munitions de Guerre, qu'ils auront besoin, & employeront leur autorité, à ce que lesdits marchez de Navires & achats de Munition se fassent de bonne foi & à prix raisonnable, sans que Sa Majesté ni les Seigneurs Etats Generaux puissent donner la même permission ausdits ennemis de l'un & de l'autre, en cas que lesdits ennemis fussent attaquants ou aggresseurs.

XXXVI. Arrivant que des Navires de Guerre ou des Marchands échoüent par tempête ou autre accident aux Côtes de l'un ou de l'autre Allié, lesdits Navires, Apparaux, Biens & Marchandises, & ce qui sera sauvé, ou le provenant, si lesdites choses étant perissables ont été venduës, le tout étant reclamé par des Proprietaires ou autres, ayant Charge & pouvoir d'eux, dans l'an & jour, sera restitué sans forme de Procès, en payant seulement les frais raisonnables, & ce qui sera reglé entre lesdits Alliez pour le Droit de sauvement; & en cas de contravention au present Article, Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats promettent d'employer efficacement leur autorité, pour faire châtier avec toute la severité possible ceux de leurs Sujets, qui se trouveront coupables des inhumanitez, qui ont été quelquefois commises à leur grand regret en de semblables rencontres.

XXXVII. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux ne recevront & ne souffriront, que leurs Sujets reçoivent dans nul des Païs de leur obéïssance aucuns Pirates & Forbans quels qu'ils puissent être; mais ils les feront poursuivre & punir & chasser de leurs Ports, & les Navires depredez, comme les biens pris par lesdits Pirates & Forbans, qui se trouveront en être, seront incontinent & sans forme de Procès restituez franchement aux Proprietaires, qui les reclameront.

XXXVIII. Les Habitans & Sujets de côté & d'autre, pourront par tout dans les Terres de l'obéïssance dudit Seigneur Roi & desdits Seigneurs Etats Generaux, se faire servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires & Solliciteurs, que bon leur semblera, à quoi aussi ils seront commis par les Juges ordinaires, quand il sera besoin, & que lesdits Juges en seront requis, & sera permis ausdits Sujets & Habitans de part & d'autre, de tenir dans les Lieux, où ils feront leur demeure, les Livres de leur Trafic & Correspondance, en la Langue que bon leur semblera, sans que pour ce sujet ils puissent être inquietez, ni recherchez.

XXXIX. A l'avenir aucuns Consuls ne seront admis de part & d'autre, si l'on jugeoit à propos d'envoyer des Residens, Agens, Commissaires ou autres, ils ne pourront établir leur demeure, que dans les Lieux de la Residence ordinaire de la Cour.

XL. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux ne permettront point, qu'aucun Vaisseau de Guerre, ni autre équipé pour la Commission & pour le service d'aucun Prince, Republique ou Ville, que ce soit, vienne faire aucune prise dans les Ports, Havres ou aucunes Rivieres, qui leur appartiennent, sur les Sujets de l'un ou de l'autre, & en cas que cela arrive, sadite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux employeront leur autorité & leur force, pour en faire faire la restitution ou reparation raisonnablement.

XLI. S'il survenoit par inadvertence ou autrement quelques inobservations ou contraventions au present Traité de la part de Sa Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Successeurs, il ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de la Confederation, Amitié & bonne Correspondance, mais on en reparera promptement lesdites contraventions, & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & châtiez.

XLII. Et pour mieux assûrer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, il a été accordé & convenu, qu'arrivant ci-après quelque interruption d'Amitié ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toûjours donné neuf mois de temps après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour se retirer avec leurs Effets, & les transporter où bon leur semblera. Ce qui leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & Meubles en toute liberté, sans qu'on puisse leur donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit temps de neuf mois à aucunes saisies de leurs effets, moins encore à l'arrêt de leurs Personnes.

XLIII. L'on préviendra de part & d'autre, autant qu'il sera possible, tout ce qui pourroit en aucune maniere empêcher directement ou indirectement l'execution du present Traité, & specialement de l'Article septiême, & on s'oblige aux moindres plaintes, qui se feront de quelques contraventions, de les faire incessamment reparer.

XLIV. Le present Traité de Commerce, Navigation & Marine durera vingt-cinq ans, à commencer du jour de la signature, & les Ratifications en seront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'espace de trois semaines, à compter du jour de la signature, ou plûtôt, si faire se peut.

XLV. Et pour plus grande sûreté de ce Traité de Commerce & de tous les Points & Articles, y contenus, sera ledit present Traité publié, verifié & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris, comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, verifié & enregistré par lesdits Seigneurs Etats Generaux dans les Cours & autres Places, là où on a coûtume de faire les publications, verifications & enregistremens.

Formulaire des Passeports & Lettres qui se doivent donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques, qui en sortiront suivant l'Article du present Traité.

LOuïs Comte de Thoulouse, Amiral de France, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que nous avons donné congé & permission à Maître & Conducteur du Navire, nommé de la Ville de du port de Tonneaux, ou environ, étant de present au Port & Havre de de s'en aller à chargé de après que visitation aura été faite de son Navire avant que partir fera serment devant les Officiers qui exercent la jurisdiction des causes Maritimes, comme ledit Vaisseau appartient à un ou plusieurs des Sujets de Sa Majesté, dont il sera mis Acte au bas des presentes; comme aussi de garder, & faire garder par ceux de son équipage les Ordonnances & Reglemens de la Marine, & mettre au Greffe le Roole, signé & verifié, contenant les noms & surnoms, la naissance & demeure des Hommes de son équipage, & de tous ceux qui s'embarqueront; lesquels il ne pourra embarquer sans le sçû & permission des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec son Navire, fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du present congé; & leur fera fidel rapport de ce qui sera fait & passé durant son voyage; & portera les Pavillons, Armes & Enseignes du Roi, & les nôtres, durant son voyage. En témoin de quoi nous avons fait apposer nôtre Seing & le Seel de nos Armes, à ces presentes; & icelles fait contresigner par nôtre Secretaire de la Marine à jour de mil six cens

Signé,

LOUIS, Comte de THOULOUSE.

Et plus-bas, par

Forma-

ANNO 1697.

Formulaire de l'Acte contenant le serment.

NOus de l'Amirauté de certifions que Maître du Navire nommé au Passeport ci-dessus a prêté le serment mentionné en icelui. Fait à le jour de mil six cens

Autre Formulaire des Lettres, qui se doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies, aux Navires & Barques qui en sortiront suivant l'Article susdit.

AUx Serenissimes, Très-Illustres, Très-Puissants, Honorables & Prudents Seigneurs Empereurs, Rois, Républiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs Bourguemaîtres, Eschevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers & Regens de toutes bonnes Villes & Places, tant Ecclesiastiques que Seculiers, lesquels ces presentes verront ou liront; nous Bourgmaître & Regens de la Ville de savoir faisons que Maître du Navire, comparant devant nous, a declaré de serment solemnel que le Navire nommé grand environ lastes, sur lequel maintenant il est maître, appartient aux habitans des Provinces-Unies; ainsi Dieu le vouloit aider; & comme volontiers nous verrions ledit Maître de Navire aidé dans ses justes affaires, nous vous requerons tous en general & en particulier, où le susdit Maître avec son Navire & denrées arrivera, qu'il leur plaise de recevoir benignement & traitter deüement, le souffrant sur les Droits accoûtumés des peages & frais, dans, par & auprès de vos Ports, Rivieres & Domaines, le laissans naviger, passer, frequenter & negocier là, où il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnoistrons; en temoin de quoy, nous y avons fait apposer le Seau de nôtre Ville.

En foy de quoy nous Ambassadeurs susdits de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons és dits noms signé ces presentes de nos Seings ordinaires & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. A Ryswyck le 20. jour du mois de Septembre mil six cent quatre vingt dix sept.

Etoit signé,

(L.S.) N. A. DE HARLAY BONNEUIL.	(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) VERJUS DE CRECY.	(L.S.) E. DE WEEDE.
(L.S.) DE CALLIERES.	(L.S.) W. v. HAREN.

Article separé.

OUtre ce qui a été conclu & arrêté par le Traité de Commerce, fait entre les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrêtienne, & ceux des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ce jourd'huy vingtiéme Septembre mil six cents quatre vingt dix sept, il a été encore convenu par ce present Article separé, qui aura la même force & vertu que s'il étoit inseré de mot à mot dans le susdit Traité, que l'imposition de cinquante sous par Tonneau établie en France sur les Navires des Etrangers cessera entierement à l'avenir, à l'égard des Navires des Sujets des Etats Generaux des Provinces-Unies, & ne pourra desormais estre retablie, ensorte que les Navires des Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux seront dechargez de ladite Taxe, soit que lesdits Navires aillent droit en France des Pays ou Terres desdits Seigneurs Etats Generaux, ou de quelque autre endroit que ce puisse être, soit chargés ou à vuide, soit aussi qu'ils soyent chargés pour decharger dans une ou plusieurs Places de France, ou bien qu'estant destinés pour prendre Charge aux lieux où ils auroient dessein d'aller, & n'y en trouvant pas, ils aillent en d'autres pour en avoir, soit aussi que lesdits Navires des Sujets des Seigneurs Etats Generaux sortent des Ports de France, pour s'en retourner chez eux, ou pour aller ailleurs, en quelques Lieux que ce puisse être, chargés ou vuides, soit même qu'ils ayent pris leurs charges dans une ou plusieurs Places, puis qu'il a été convenu que ny dans lesdits cas, ny dans aucun autre qui pourroit arriver, les Navires des Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux ne seront pas sujets à ladite imposition, mais qu'ils en seront & demeureront exempts tant en venant desdits Ports de France qu'en y allant, excepté seulement au cas suivant, sçavoir, quand lesdits Navires prendront des Marchandises en France, & qu'ils les transporteront d'un Port de France, en un autre Port de France, pour les y decharger, auquel cas seulement & nullement en aucun autre les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux seront obligez de payer ledit Droit comme les autres Etrangers. Le present Article separé sera ratifié & enregistré de même que le Traité de Commerce.

En foy dequoy nous Ambassadeurs de sadite Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons ésdits noms signé cet Article separé de nos Seings Ordinaires, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes; à Ryswyck en Hollande le vingtiéme jour du mois de Septembre mil six cents quatre vingt dix sept;

Etoit signé,

(L.S.) N. A. DE HARLAY BONNEUIL.	(L.S.) A. HEYNSIUS.
(L.S.) VERJUS CRECY.	(L.S.) E. DE WEEDE.
(L.S.) DE CALLIERES.	(L.S.) W. v. HAREN.

S'ensuit la teneur du Pouvoir des Ambassadeurs & Plenipotentiaires du Roy Tres-Chrêtien.

LOuïs par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, *Salut*: Comme nous ne souhaittons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrêtienté est presentement affligée, & que par les soins & la Mediation de nôtre Trescher & Tres-aimé Frere le Roy de Suede, les Villes de Delft & la Haye ont été agréées de toutes les Parties pour tenir les Conferences necessaires à cet effet; nous par ce même desir d'arrêter autant qu'il sera en nous, & par l'assistence de la Divine Providence, la desolation de tant de Province, & l'effusion de tant de sang Chrêtien, sçavoir faisons, que nous confians entierement en l'experience, la capacité & la fidelité de nôtre amé & feal le Sieur de *Harlay de Bonneuil*, Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, de nôtre bien amé le Sieur *Verjus*, Comte de Crecy, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, les deux Eglises, de Fortisle, du Meiillet & autres Lieux, & de nôtre bien Amé le Sieur *de Callieres*, de la Roche-Chellay & de Gigny, par les preuves avantageuses que nous en avons faites dans les divers Emplois importans que nous leur avons confiés, tant au dedans qu'au dehors de nôtre Royaume, pour ces causes & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & deputé lesdits Sieurs de *Harlay*, de *Crecy*, & de *Callieres*, commettons, ordonnons & deputons par ces presentes signées de nôtre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller en ladite Ville de Delft, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix & y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement receus & agrées avec les Ambassadeurs Plenipotentiaires & Ministres de nos Tres-chers & grands amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & de leurs, Alliés tous munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differens qui causent aujourd'huy la Guerre, & pourront nos susdits Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empeschement, ou un seul, en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie, ou autre empeschement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la mê-

ANNO 1697.

même autorité que nous ferions & pourrions faire, si nous y étions presens en personnes, encores qu'il y eut quelque chose qui requit un Mandement plus special non contenu en cesdites presentes; promettant en foy & parole de Roy de tenir ferme & d'accomplir tout ce que lesdits Sieurs de *Harlay*, de *Crecy*, & de *Callieres*, ou par deux d'entr'eux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empeschement, ou par un seul en l'absence de deux autres en pareil cas de maladie ou autre empeschement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir, car tel est nôtre plaisir. En temoing de quoy nous avons fait mêtre nôtre Sceel à cesdites presentes. Donné à Versailles le 25. de Février 1697. & de nôtre Regne le 54.

Etoit signé,

LOUIS.

Et sur le reply étoit écrit,

Par le Roy.

Signé,

COLBERT.

S'ensuit la teneur des Pouvoirs des Ambassadeurs & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, à tous ceux qui ces presentes verront, *Salut:* Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrêtienté est à present affligée; & que par les soins & la Mediation du Serenissime Roy de Suede le Lieu de Ryswick a été agréé de toutes les Parties pour le Lieu des Conferences; nous par ce même desir d'arrêter autant qu'il sera en nous la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrêtien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de nous, & pour cet effet deputer en ladite Assemblée quelques personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection, qu'ils ont pour le bien de nôtre Etat: Et comme les Sieurs *Jaques Boreel*, Seigneur de Duynbeek, Westhoven & Meresteyn, Senateur, & Bourgemaître de la Ville d'Amsterdam, & Conseiller Deputé de la Province d'Hollande; *Everbard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyck-Grave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université à Franeker, Deputés en nôtre assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht, & de Frise, se sont signalés en plusieurs emplois importants pour nôtre service, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & addresse au maniement des affaires; pour ces causes & autres considerations à ce nous mouvants, nous avons commis, ordonné & deputé lesdits Sieurs *Boreel*, de *Weede*, & de *Haren*, commettons, ordonnons, & deputons par ces presentes, & leur avons donné & donnons plein-Pouvoir, Commission, & Mandement special d'aller à Ryswyck, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour la Paix: Et y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréez avec les Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Chrêtienne & de ses Alliés, munis des Pouvoirs suffisants, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differents, qui causent aujourd'huy la Guerre, & pourront nos dits Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix & generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire, si nous y étions presents, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans ces dites presentes; promettant sincerement & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme & stable, tout ce que par lesdits Sieurs nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou bien par deux d'iceux, en cas de maladie, d'absence, ou d'autre empêchement du troisiéme, ou par un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou d'autre empeschement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le temps qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre Assemblée, sous nôtre grand Seau la paraphure du President de nôtre Assemblée, & le Seing de nôtre Greffier, le 6. d'Avril de l'an 1697.

Etoit paraphé,

F. B. DE REEDE. Vt.

Sur le pli étoit écrit,

Par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Generaux.

Etoit signé,

F. FAGEL.

& sellé du Grand Sceau en cire rouge.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, à tous ceux qui ces presentes verront, *Salut:* Comme nous ne souhaittons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrêtienté est à present affligée, & que par les soins & la Mediation du Serenissime Roy de Suede le lieu de Ryswick a été agréé de toutes les Parties pour le Lieu des Conferences, nous par ce même desir d'arrester, autant qu'il sera en nous, la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrêtien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de nous, & pour cet effet nous avons deja deputé cy-devant en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en ladite Assemblée quelques Personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de nôtre Etat, à sçavoir les Sieurs *Jaques Boreel*, Seigneur de Duynbeek, Westhove & Meresteyn, Senateur & Bourgmaître de la Ville d'Amsterdam, & Conseiller Deputé de la Province de Hollande; *Everbard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franequer, Deputés en nôtre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, & comme à present nous avons jugé à propos de joindre une quatriéme Personne, à nos susnommés trois Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, pour ce même effet, & que le Sieur *Antoine Heynsius*, Conseiller Pensionaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du grand Sceau, Sur-Intendant des Fiefs, & Deputé en nôtre Assemblée de la part de la même Province, s'est signalé en plusieurs Employs importans pour notre service, où il a donné des marques de sa fidelité, application & addresse au maniement des affaires, pour ces causes & autres considerations à ce nous mouvants, nous avons commis, ordonné & deputé ledit Sieur *Heynsius*, commettons, ordonnons & deputons par ces presentes, & luy avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement special d'aller à Ryswyck, en qualité de nôtre Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire pour la Paix, & y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement receus & agréez, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires

ANNO 1697.

tiaires de Sa Majesté Tres-Chrêtienne & de ses Alliés, munis des Pouvoirs suffisants; & y traitter des moyens de terminer, & pacifier les differents, qui causent aujourd'huy la Guerre, & pourra nôtre dit Ambassadeur & Plenipotentiaire ensemble avec lesdits Sieurs *Boreel*, de *Weede*, & de *Haren*, nos trois autres Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ou avec deux ou un seul d'entr'eux en cas de l'absence des autres, par maladie ou autre empêchement, ou même seul en l'absence des tous trois en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix: Et generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'il estimera necessaire pour le susdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire si nous y étions presents, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans cesdites presentes, promettant sincerement, & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme, & stable tout ce que par ledit Sieur *Heynsius*, ensemble avec nos autres Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou avec deux ou un seul d'entr'eux, en cas de maladie, d'absence, ou d'autre empêchement des autres, ou même seul en l'absence de tous trois en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratifications, dans le temps qu'il aura promis en nôtre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre Assemblée, sous nôtre Grand Sceau, la paraphure du President de nôtre Assemblée, & le seing de nôtre Greffier, le 5. d'Aoust de l'An 1697.

Etoit paraphé,

F. B. DE REEDE, Vt.

Sur le pliq étoit écrit;

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux.

Etoit signé,

F. FAGEL.

Et sellé du grand Sceau en cire rouge.

Ratification du Roi T. C. sur son Traité de Navigation & de Commerce avec les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas. A Fontainebleau le 3. d'Octobre 1697.* [Sur l'Imprimé à Paris chez FRIDERIC LEONARD. Avec Privilege du Roi. Anno 1697. in 4.]

LOuis par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre. A tous ceux, qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme nôtre amé & feal Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier, Seigneur de Bonneüil, Comte de Celi: nostre cher & bien amé Louis Verjus Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Sieur du Boulay, des deux Eglises, de Fort-Isle & du Meuillet; & nostre cher & bien amé François de Callieres, Chevalier, Seigneur de la Roche Chellay & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins-Pouvoirs que Nous leur en avions donné, auroient conclu, arresté & signé le vingtiéme jour de Septembre dernier à Riswick, avec les Sieurs Antoine Heinsius Conseiller Pensionnaire des Etats d'Hollande & de West-Frise, Garde du Grand Sceau & Surintendant des Fiefs, Everard de Weede Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolastre du Chapitre Imperial de Sainte Marie d'Utrecht, Dyck-Grave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province &c., & Guillaume de Haren, Grietman du Bildt, Deputé de la Noblesse aux Etats de Frise & Curateur de l'Université de Franeker, Deputez en leur Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, pareillement munis des Pleins-Pouvoirs; le Traité de Commerce, Navigation & Marine, dont la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

NOus ayant agreable le susdit Traité de Commerce, Navigation & Marine en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez, Avons iceux tant pour nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, sous l'Obligation & Hypoteque de tous & un chacun nos biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoy Nous avons signé ces Presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre seel. Donné à Fontainebleau, le troisiéme jour d'Octobre, l'an de grace mil six cens quatre-vingt-dix-sept, & de nostre Regne le cinquante-cinquiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas:

Par le Roy,

COLBERT.

Et scellé de cire jaune sur lacs ou cordons de soye bleuë treffez d'or, le Sceau enfermé dans une boëte d'argent: sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soûtenu par deux Anges.

S'ensuit la Ratification de Messeigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, sur le Traité de Commerce, Navigation & Marine.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront; *Salut*: Comme ainsi soit, que le vingtiéme jour de Septembre de la presente Année 1697. il a été fait & conclu à Ryswyck en Hollande un Traité de Commerce, Navigation & Marine, par le Sieur *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, Conseiller Ordinaire de Sa Majesté Tres-Chrêtienne en son Conseil d'Etat; le Sieur *Louïs Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller Ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises, de Fortisle, du Meuillet & autres Lieux; & le Sieur *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de Callieres, de la Roche Chellay & de Gigny, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Chrêtienne à l'Assemblée de Ryswyck, au nom & de la part de sadite Majesté: Et par le Sieur *Antoine Heinsius*, Conseiller Pensionaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du grand Seau, & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles & autres Lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province, & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franequer, Deputés en nôtre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Ryswyck, en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs plein-Pouvoirs respectifs, duquel Traité la teneur s'ensui-

ANNO 1697.

Fiat insertio.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte, que les Ratifications d'iceluy feront données en bonne forme, & changées de part & d'autre dans l'espace de trois semaines, ou plûtôt si faire se peut, à compter du jour de la signature, nous voulant bien donner des marques de nôtre sincerité, & nous acquiter de la Parole, que nos dits Ambassadeurs ont donné pour Nous, Nous avons agreé, approuvé & ratifié ledit Traité & un chacun des Articles d'iceluy cy-dessus transcrits, comme nous l'agreons, approuvons & ratifions par ces presentes; promettant en bonne foy & sincerement de le garder, entretenir & observer inviolablement de point en point, selon sa forme & teneur, sans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte ou maniere que ce soit. En foy de quoy avons fait signer les presentes par le President de nôtre Assemblée, contre-signer par nôtre Greffier, & y apposer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le dixiéme Octobre 1697.

S'ensuit la Ratification de Sa Majesté Tres-Chrêtienne, sur l'Article Separé.

LOuïs par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre; à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, *Salut:* Ayant veu & examiné l'Article Separé, que nôtre Amé & Feal Conseiller Ordinaire en nôtre Conseil d'Etat *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Sr. de Bonneuil, Comte de Cely; nôtre cher & bien Amé, *Louïs Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur du Boulay, des deux Eglises, de Fortisle, & Meuillet; & nôtre cher & bien Amé *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de la Roche-Chelley & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins-Pouvoirs, que nous leur en avions donné, ont conclu, arresté & signé le vingtiéme jour de Septembre dernier à Ryswyck, avec les Sieurs *Antoine Heynsius*, Conseiller Pensionaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du Grand Seau, & Sur-Intendant des Fiefs; *Everbard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie d'Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé en leur Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-Chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, pareillement munis de Plein-Pouvoir, duquel Article separé la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant agreable le susdit Article separé en tout son contenu, avons iceluy loüé, approuvé & ratifié, loüons, approuvons & ratifions par ces presentes, signées de nôtre main, promettant en foy & parole de Roy de l'accomplir, observer & faire observer sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause & occasion que ce puisse être. En temoin de quoy nous avons signé ces presentes & à icelles fait apposer nôtre Seel. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour d'Octobre, l'an de grace mil six cent quatre vingt dix sept, & de nôtre regne le cinquante cinquiéme.

Etoit signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roy,

Signé,

COLBERT.

S'ensuit la Ratification de Messeigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, sur l'Article separé.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, *Salut:* Comme ainsi soit qu'outre le Traité de Commerce, fait & conclu à Ryswyck en Hollande, le vingtiéme jour de Septembre de la presente année 1697. il ait été fait de même un Article separé, par le Sieur *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, Conseiller Ordinaire de Sa Majesté Tres-Chrêtienne en son Conseil d'Etat; le Sieur *Loüis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller Ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises, de Fortisle, du Meuillet & autres Lieux: & le Sieur *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de Callieres, de la Roche-Chellay & de Gigny, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Chrêtienne à l'Assemblée de Ryswyck, & par les Sieurs *Antoine Heynsius*, Conseiller Pensionaire des Etats de Hollande & West-Frise, Garde du grand Seau, & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; *Everbard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, & autres Lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputez en nôtre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & Frise, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Ryswyck, en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs plein-Pouvoirs respectifs, duquel Article separé la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant pour agreable ledit Article separé l'avons approuvé & ratifié, l'agréons, approuvons & ratifions par ces Presentes, de même que s'il étoit inseré dans le susdit Traité de Commerce, promettant de garder, entretenir & observer inviolablement, tout ce qui est contenu en icelui, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, sous quelque prétexte que ce soit. En foi de quoi nous avons fait signer ces presentes par le President de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre Greffier, & y apposer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le dixiéme Octobre l'an 1697.

Acte ou Article separé touchant la Liberté reciproque de la Pêche du Harang, *& de tous autres Poissons entre les Sujets de Sa Majesté T. C. & de leurs Hautes Puissances. Au Château de Ryswyck le 9. Octobre 1697.* [Sur l'imprimé à Paris, chez FRIDERIG LEONARD, avec Permission & Privilege du Roi an. 1697. in 4. Actes & Memoires de la Paix de Ryswick. Tom. III. pag. 364.]

NOus Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi Très-Chrêtien aux Conferences de la Paix générale, déclarons que le Roi nôtre Maître a consenti & accordé une Liberté entiére de la Pêche tant de Harang qu'autres poissons, de quelque nature, & en quelques Lieux & Païs que ce puisse être, à tous les Sujets des Seigneurs Etats Généraux, sans attendre les délais portez par les derniers Traitez de Paix & de Commerce, signez le 20. de Septembre à Ryswick, & qu'en conséquence de ladite Déclaration, tous Vaisseaux de Guerre de Sa Majesté, Armateurs, & autres ne pourront plus désormais prendre, rançonner, inquiéter, ou molester tous lesdits Sujets desdits Etats Généraux, qu'ils trouveront pêchant à la Mer, ou dans les Riviéres & autres Eaux, ni en allant ou revenant, & réciproquement nous Ambassadeurs Extraor-

ANNO 1697. traordinaires, & Plenipotentiaires des Etats Généraux aux Conférences de la Paix, declarons que lesdits Seigneurs Etats Généraux nos Superieurs ont consenti & accordé la même chose aux Sujets de Sa Majesté Très-Chrêtienne. En foi de quoi nous avons signé le présent Acte, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Au Château de Ryswick en Hollande, le 9. d'Octobre 1697.

Etoit signé,

DE HARLAY BONNEUIL.	A. HEINSIUS.
VERJUS DE CRECY.	E. DE WEEDE.
DE CALLIERES.	W. v. HAREN.

Ordonnance du Roi T. C. pour la Liberté du Commerce & de la Navigation en faveur des Sujets de l'Etat, des PROVINCES-UNIES, *avec defense de les y troubler sur peine de la vie. Fait à Fontainebleau, le 9. Octobre 1697.* [Actes & Memoires *de la Paix de* RYSWICK. Tom. III. pag. 457.]

SA Majesté ayant accordé ses Passeports aux Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, pour être distribuez aux Vaisseaux & Bâtimens de leurs Sujets, qui vont en Mer; Sa Majesté veut qu'ils soient reçus dans tous les Ports de Son Royaume avec une entière Liberté, & qu'ils soient traitez aussi favorablement, que ses propres Sujets. Fait Sa Majesté très-expresses inhibitions & défenses à tous ses Officiers de Marine commandans les Vaisseaux de ses Sujets armez en course, d'arrêter aucun des Vaisseaux des Sujets desdits Etats, ni leur donner aucun empêchement dans leur Navigation, à peine de la vie. Mande & ordonne Sa Majesté à Monsieur le Comte de Thoulouse Amiral de France, & aux Vice-Amiraux, Lieutenans Généraux, Intendans, Chefs d'Escadre, Capitaines, & autres Officiers de Marine de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance. Enjoint Sa Majesté aux Officiers des Siéges de l'Amirauté, de la faire lire, publier, afficher & enregîtrer, à ce qu'aucun n'en ignore, & de la faire executer de Point en Point, selon sa forme & teneur. Fait à Fontainebleau, le 9. jour d'Octobre, 1697. ANNO 1697.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

PHELYPEAUX.

Ordinantie van Haere Hoogh Moogende de Heeren Staeten Generael der VEREENIGDE NEDERLANDEN, *waerdoor sy de gesloote Vreede met de Croon Vrankryk aen haere Ingezetenen bekent maecken, benessens de Plaetsen en Termynen van 't ophouden van alle Vyandlykheden. Haag den 15. October 1697.*

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden; Allen den geenen die desen sullen sien ofte hooren lesen, *Doen te weten*: Dat tot lof en eere van God de Heere Almachtigh, welstant en bevorderinge van het Gemeene beste van dese Vereenighde Nederlanden in het generael, ende van de goede Ingesetenen van dien in het bysonder, den twintighsten September deses loopenden jaers 1697. te Ryswick in Hollandt gemaeckt en gesloten is een goede, vaste, getrouwe en onverbreecklijcke VREEDE, tusschen den Koningh van Vranckrijck ter eenre; ende Ons, ter andere zijde: Daer op wedersijds Ratificatien in behoorlijcke forma den elfden deses loopende maends October te Ryswick voornoemt zijn uytgewisselt: Dat dien volgende soo ter Zee, versche Wateren, als te Lande, in alle de Landschappen en Steden onder wedersijds ressort, sonder onderscheyt van Plaetsen, waer die gelegen zijn, mitsgaders tusschen wedersijds Volkeren en Ingesetenen, van wat staet ofte conditie die souden mogen wesen, alle Acten van hostiliteyt en vyandtschap moeten cesseren en ophouden, naer expiratie van de respective termijnen, hier onder uytgedruckt; te weten, naer expiratie van vier weecken, te reeckenen van den een en twintighsten October sestien hondert seven en tnegentigh, zijnde den dagh van de gedane Publicatie in 's Gravenhage, en sulcks naer den achthienden van de aenstaende maent November, in de Oost en Noord-Zee, van Terneuse in Noorwegen af, tot het eynde van 't Canael; en naer den tijdt van ses weecken, en sulcks naer den tweeden December eerstkomende van het eynde van het Canael tot aen de Caep Sint Vincent; en naer den tijdt van thien weecken, en sulcks naer den dertighsten van de selve maent December, van de Caep Sint Vincent in de Middelandtsche Zee, en tot aen de Linie; ende eyndelijck naer den tijdt van acht maenden, en sulcks naer den een en twintighsten Juny 1698. van en over de Linie in alle Plaetsen van de Wereldt.

Ordonnance des Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES pour la Publication de leur Paix avec le Roi de FRANCE, marquant les Lieux, & les tems auxquels elle doit commencer. Fait à la Haye le 15. Octobre 1697. [*Actes & Memoires de la Paix de Ryswick* Tom. III. pag. 458. & 460.]

LES *Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront ou entendront lire, savoir faisons, qu'à la louange & gloire de Dieu le Seigneur tout puissant & pour le bien & l'avantage de la République des Provinces-Unies des Païs-Bas en general, & des bons Habitans d'icelles en particulier. Le vingtiéme Septembre de cette présente année 1697. il a été fait à Ryswick en Hollande, une bonne, ferme, fidéle & inviolable Paix, entre le Roi de France d'une part, & Nous d'autre part. Dont les Ratifications furent de part & d'autre échangées en forme convenable à Ryswick, le onziéme de ce présent mois d'Octobre. Qu'en conséquence cesseront tant par Mer & Eaux douces, que par Terre tous Actes d'hostilitez, dans tous les Païs & Villes dépendantes du ressort de part & d'autre, sans distinction de Places, où qu'elles soient situées, ensemble entre les Peuples & Habitans d'une & d'autre part, de quelque état & condition qu'ils puissent être, & ce après l'expiration des termes respectifs exprimez ci-dessus; sçavoir après l'expiration de quatre sémaines, à compter du vingt & uniéme d'Octobre mil six cens quatre-vingt dix-sept, qui est le jour de la Publication à la Haye, & ainsi après le dix-huitiéme du mois de Novembre prochain, dans les Mers d'Est & du Nord, depuis Terneuse en Norvégne, jusqu'au bout du Canal, & après le tems de six sémaines, & ainsi après le deuxiéme Decembre prochainement venant depuis le bout du Canal, jusques au Cap Saint Vincent, & après le tems de dix sémaines, & ainsi après le treiziéme dudit mois de Decembre du Cap Saint Vincent, dans la Mer Méditerranée & jusques à la Ligne, & enfin après le tems de huit mois, & ainsi depuis le vingt & uniéme Juin 1698. depuis & par delà la Ligne dans toutes les Places du Monde.*

ANNO 1697.

Derhalven lasten en beveelen wy expresselijck mits desen allen ende een yegelijcken, soo Onderdanen en Ingesetenen van de Geunieerden Nederlandtsche Provincien, die geene die onder Onse onderdanigheit en gehoorsaemheyt zijn geseten, de voorsz. VREEDE, in conformité van de voorsz. Tractaten, onverbreeckelijck te onderhouden, sonder daer tegen yets te doen, op pœne van gestraft te werden als perturbateurs van de gemeene rutte, sonder eenige genade, faveur, verdragh ofte dissimulatie. Aldus gedaen en besslooten ter Vergaderinge van de hooghstgemelte Heere Staten Generael, in den Hage den vijfthienden October, sesthien hondert seven en tnegentigh.

Was geparapheert,

J. VAN DER WAYEN, vt.

Onder stondt,

Ter ordonnantie van de selve.

Geteeckent,

F. FAGEL.

Zijnde op 't spatium gedruckt het Cachet van haer Hoogh Mogende op een rooden Ouwel, overdeckt met een Papieren Ruyte.

C'est pourquoi mandons & enjoignons expressément par ces présentes à tous & un chacun, tant Sujets & Habitans des Provinces-Unies des Païs-Bas, que demeurans dans nôtre ressort & sous nôtre obéïssance, d'observer inviolablement ladite Paix conformément audit Traité, sans y contrevenir sur peine d'être punis comme Perturbateurs du repos public, sans aucune grace, faveur, support ni dissimulation. Ainsi fait & conclu en l'Assemblée des susdits Seigneurs Etats Généraux à la Haye le quinziéme Octobre mil six cens quatre-vingt dix-sept.

ANNO 1697.

Etoit paraphé

J. VAN DER WAYEN, vt.

Et plus bas étoit,

Par Ordonnance des mêmes.

Signé,

F. FAGEL,

Etant sur l'espace imprimé le Cachet de leurs Hautes Puissances sur une oublie rouge, couverte d'un carré de Papier.

Protestation faite, au nom du Comte D'EGMONT, *pour la Conservation de ses Droits, sur le Duché de Gueldres, Seigneurie de Malines, Comtés d'Egmont, de Zutphen, de Meurs, de Hornes, & autres Terres & Païs possedés par le Roi Catholique, par les Estats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *& par l'Evêque & Prince de* LIEGE. *A Ryswick le 7. Octobre 1697.* [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 354.]

NOUS MICHEL DE GHILLET Ecuyer, Seigneur de Feppin, &c. Envoyé & fondé des Commissions & Plein-Pouvoirs de Très-Haut, Très-Illustre, & Très-Puissant Prince, Monseigneur Procope François d'Egmont, Duc de Gueldres, &c. Comte d'Egmont, de Zutphen, Buren, Leerdam, Hornes & Meurs, Seigneur Souverain du Païs d'Arckel, des Villes & Territoire de Malines & Ijselstein, des Iles d'Ameland, & autres Seigneuries; déclarons qu'ayant présenté nosdits Plein-Pouvoirs & Commissions avec les Mémoires, Déclarations & Protestations ici joints de nouveau, à son Excellence Monsieur le Baron de Lilliéroot, Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire du Sérénissime Roi de Suéde, des Goths, Vandales, &c. Médiateur pour les présens Traitez de Paix; & qu'ayant reconnu, que toutes nos Remontrances, Requisitions, & Instances ont été & sont jusqu'à présent inefficaces & inutiles aux fins des Restitutions des Etats, Domaines, Seigneuries, & autres Droits légitimement réclamez & répetez par lesdits Actes de Déclarations & Mémoires de Mondit Seigneur le Comte d'Egmont; à ces causes, nous avons en nôtre-dite qualité, iterativement protesté, & protestons solemnellement & autant que besoin est, pour la Conservation des Droits de mondit Seigneur, contre tout ce qui peut avoir été, & pourra être reglé & conclu dans les Traitez de la présente Paix, à l'exclusion de mondit Seigneur, & au préjudice de ses Droits, Rang, Dignitez & Prérogatives; laquelle Protestation nous avons prié & dûement requis, prions & réquerons Sadite Excellence Monseigneur le Baron de Lilliéroot en Sadite Qualité de Médiateur, de recevoir & de faire insérer dans le Protocol de la Médiation, & de nous en accorder un Acte dans la meilleure forme que faire se pourra, pour valoir & servir à mondit Seigneur le Comte d'Egmont dans les tems & Lieux où il pourra en avoir besoin. Fait à Ryswick sous nôtre Signature & le Cachet de nos Armes le septiéme jour du mois d'Octobre, mille six cens quatre-vingt dix-sept.

Signé,

GHILLET,

Et à côté étoit apposé le Cachet de ses Armes en Cire rouge:

Plus-bas:

Après les Collations faites à leurs Originaux écrits en parchemin, il s'est trouvé que les présentes s'y accordent, par moi Not. Publ. resident à la Haye.

Signé,

S. FAVON Not. Publ. 1697.

S'ensuit l'Acte de Legalisation.

NOus Ecoutet, Bourguemaîtres, Echevins & Regens de la Haye en Hollande, certifions à tous qu'il appartiendra, que Samuël Favon, qui a collationné & authentiqué les Copies suscrittes, est Notaire Public, juré, créé & admis par la Cour de Hollande exerçant sa fonction de Notaire dans nôtredite Ville, par nôtre Permission, & que foi est ajoutée à tous les Actes, Contracts, Collations, Copies Autentiques & autres qui sont reçûs & faits par devant lui, tant en Justice que dehors. En foi dequoi nous avons fait séeller la présente du Seau de nôtredite Ville, & signer par nôtre Secretaire le 7. d'Octobre 1697.

Estoit signé,

ANTHONI DE VEER,

Et au bas étoit appendu le grand Séel de ladite Ville en cire verte.

S'ensuit l'Acte de Reconnoissance & Certificat de son Excellence Monsieur le Médiateur.

NOus certifions que Monsieur de Ghillet nous a mis entre les mains les Originaux des Actes, dont les

ANNO 1697.

les Copies collationnées sont contenuës dans le présent Volume, lesquels Originaux nous avons gardé, pour être inserez dans les Actes du Protocolle de la Médiation. Fait au Château de Ryswick le septiéme jour d'Octobre 1697.

Signé,

N. LILLIEROOT,

Et à côté étoit apposé le Cachet des Armes de son Excellence en cire noire.

Commission & Plein-pouvoir, donnez par Monseigneur le Comte d'Egmont, à Monsieur de Ghillet son Envoyé Extraordinaire à Ryswick.

PROCOPE FRANÇOIS D'EGMONT, par la grace de Dieu Duc de Gueldres & de Juilliers, Comte d'Egmont & de Zutphen, Baren, Leerdam, & Hornes, Seigneur Souverain du Païs d'Arckel, des Ville & Territoire de Malines & Ilelstein, des Iles d'Ameland & autres Seigneuries. Quoi que les tentatives malheureuses faites par nos Ayeux depuis plus d'un Siécle pour rentrer dans la possession des Etats & Domaines, qui leur sont retenus sans aucun Titre légitime par Sa Majesté Catholique, leurs Hautes Puissances, & l'Evêque Prince de Liége, ne nous ayent que trop appris que la raison n'est gueres écoutée si elle n'est soutenuë de la Force; nous avons crû néanmoins que la conjoncture qui se présente, pouvoit nous donner de plus justes espérances que jamais, d'obtenir la Justice qui jusques ici nous a été refusée.

Comme la plûpart des Puissances de l'Europe assemblées par leurs Plenipotentiaires à Ryswick, semblent concourir dans l'esprit d'y établir une Paix solide, nous nous sommes flattez que l'on y pourroit faire une sérieuse attention sur nos intérêts. Il est vrai que nous ne sommes pas en état aujourd'hui de troubler le Repos des Princes qui retiennent nos Etats, mais il n'est pas moins certain, que la suite des tems peut faire passer nos Droits en d'autres mains, & qu'ils pourront toûjours alors servir d'occasion à une juste Guerre, que la Sagesse des Princes & Puissances, qui travaillent aujourd'hui à la Paix, paroît demander que l'on prévienne.

Dans cette vûë & dans la connoissance particuliere que nous avons du Mérite, de la Capacité, & Affection à nôtre Service de la Personne du Sieur Michel de Ghillet Ecuyer, Seigneur de Feppin, Licentié és Droits, Conseiller, Intendant de nos Maison, Domaines & affaires, nous avons jugé à propos de constituer, députer & commettre, comme par ces présentes nous constituons, deputons & commettons pour nôtre Envoyé Extraordinaire ledit Sieur de Ghillet, auquel nous donnons Plein-pouvoir de négocier & traiter en nôtre nom avec les Ambassadeurs & Plénipotentiaires envoyez à Ryswick par les Princes & Puissances qui retiennent actuellement les Souverainetez, Domaines, Seigneuries, & autres Droits qui nous appartiennent; sçavoir avec ceux de Sa Majesté Catholique pour la Restitution de la Partie du Duché de Gueldres, de la Seigneurie de Malines, des Aides de Weert, & autres Droits dont elle jouït presentement, ou dont elle a disposé à nôtre préjudice; avec leurs Hautes Puissances, leurs Cessionaires ou Donataires, non seulement pour l'autre partie du même Duché de Gueldres, mais aussi pour les Comtez d'Egmont, de Zutphen, Meurs, leurs Dépendances, & autres Terres & Droits de l'ancien Patrimoine de nôtre Maison, dont ils jouïssent actuellement; avec leurs Vassaux & Sujets pour d'autres parties de nos Biens patrimoniaux qu'ils se sont indûëment appropriez; & enfin avec l'Evêque & Prince de Liége pour le Comté de Hornes, ses Dépendances & annexes, qu'il occupe aujourd'hui. Auquel Sieur de Ghillet nous avons donné & donnons par ces présentes Plein-pouvoir d'accorder, terminer & conclure tous différens pour raison de nos Droits avec les mêmes Princes, Puissances, leurs Cessionaires, Donataires, Vassaux & Sujets, promettant en foi & Parole de Prince, d'avoir agréable, confirmer & ratifier tout ce qui sera par lui arrêté, conclu, ou protesté, sans souffrir qu'il soit fait aucune chose en ladite Assemblée qui puisse être contraire à nos Droits, conformement aux instructions que nous lui avons données. En foi de quoi nous avons signé ces présentes de nôtre main, que nous avons fait contresigner de nôtre Secretaire, & sceller du Seau de nos Armes. Donné en nôtre Hôtel à Arras, le vingt & uniéme de Septembre mille six cens quatre-vingt dix-sept.

Signé,

Le Comte D'EGMONT,

Plus bas par son Altesse & contresigné,

J. GROMMEZ,

Au bas duquel étoit appendu le Seau de mondit Seigneur COMTE D'EGMONT, en cire rouge.

Protestatio Principis FRISIÆ ORIENTALIS *adversus Inclusionem Civitatis* EMBDENSIS *in Tractatu Pacis inter* REGEM GALLIÆ *& Ordines Generales* FOEDERATI BELGII *initæ. Dat. Hagæ Comitis 4. Mensis Novembris 1697.* [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. IV. pag. 135.]

SErenissimus Princeps & Dominus Christianus Eberhardus, Frisiæ Orientalis, Esenæ, Stedesdorpii & Witmundæ Princeps ac Dominus, postquam cognovit quod Urbs ejus Embdensis Conditionibus Pacis inter Serenissimum & Potentissimum Principem & Dominum Ludovicum XIV. Galliarum Regem Christianissimum, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii die XX. Septembris nuperi pactis, Articulo XIX. peculiari mentione tanquam socia aut particeps comprehensa sit, non potuit quin publico testatum faceret, quod isti quidem Urbi suæ Commerciorum Libertatem & communia Pacis illius commoda adeò non invideat, ut vel ipse ea non secùs ac aliorum suorum Subditorum salutem quantum potest promovere studeat, eumque in finem pro Urbe, si qua opus, & illa hoc ab eo petiisset, suo loco & tempore intercessurus fuisset.

Cum autem inscio & irrequisito se Hæreditario Provinciæ & Urbis Principe ac Domino, insertio ista facta sit, atque inde quidem Conditionis Urbis ejusdem ignari colligere aut falso persuaderi possent, liberam eam & sui Juris esse, quæ tamen, quod nec ipsa nec quisquam alius negare ausit, non nisi municipalis, homagiique Sacramento Principi suo obstricta, imo nec in Hanseaticarum saltem Civitatum Societatem unquam recepta est, cuique tantò minùs ullum Jus Fœderum competit.

Idcircò laudatus Serenissimus Princeps publica hac mihi demandata Protestatione Juribus suis in eam Urbem, ad avertendam, quam quis ex ea admissione in illa Pacta elicere velit aut possit, adversam aut sinistram interpretationem, argumentationem, aut consecutionem, solemniter omnique meliori modo cavere, simulque cuivis constare voluit, si quid in ea Urbis istius in Fœdus Gallo-Belgicum ante confectum Pacis universalis Imperii Romani Germanici, cujus Membrum est Principatus Ostfrisiæ, negotium, adoptatione præpropere aut præpostere, id nec sciente nec volente se actum esse; quin &, quòd fortassis prætenditur, Exemplum Pactorum Pacis Neomagensis inter eundem Regem Christianissimum & Dominos Ordines Fœderatos, qua Urbs illa etiam continetur, in exemplum transire, vel causæ huic inservire non posse, quoniam id quoque non solum minori Principis ætate, sed & clam Serenissimam ejus Matrem tunc temporis Tutricem & Gubernatricem, gestum est. Quamobrem nomine & jussu prædicti Serenissimi Principis, Domini mei Clementissimi, Illustrissimos & Excellentissimos Dominos Legatos Mediatores Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ, qua par est, Observantia & Reverentia majorem in modum oro & obtestor, ut Cautionem & Protestationem hanc benignè admittere, & in Acta Pacificationis referre, indeque ejusdem interpositæ Documentum & Testimonium perpetuam fidem facturum mihi concedere non graventur.

Scr. Hagæ-Com. die 4. mensis Novembris. Kal. Gregor. Anno 1697.

HENRIC. AVEMAN Serenissimi Principis Ostfris. Consiliarius intimus & Pro-Cancellarius.

ANNO 1697.

Certificatio Secretarii Legationis Mediatoriæ 4. Novembris 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick. Tom. IV. pag. 139.]

QUod Celsissimi Principis Frisiæ Orientalis Christiani Eberhardi Plenipotentiarius Dominus Henricus Aveman Declarationem quandam hodie insinuaverit, quâ protestatur contra quamcunque interpretationem, argumentationem, vel consecutionem, quæ contra Principis sui Jura ex eo poterit elici, quod Urbs Embdensis in Instrumento hujus Pacis inter Regem Christianissimum & Status Generales Fœderati Belgii conclusæ nominatim sit comprehensa, hisce attestor.

In fidem Protocolli,

C. G. FRIESENDORFF, Secretarius Legationis & Mediationis Regiæ.

ANNO 1697.

Resolutie van Haere Hoog Moogende de Heeren Staeten Generael der Vereenigde Nederlanden, dat sy den PAUS *in geen ander Qualiteyt als die van een Wereltlyk Vorst in de Vreede met Vranckryk ingesloten konnen admitteeren, in 's Gravenhaage den 8. Janu. 1698.*

ZYnde ter Vergaderinge gerepresenteert en voorgedragen, dat by het 18. Articul van 't Tractaet van Vreede tusschen Sijne Majesteyt van Vranckrijck en desen Staet, den 20. September des voorleden jaers te Ryswick gesloten ende geteyckent, is over een gekomen dat in het voorschreeve Tractaet begreepen sullen wesen, van de zijde van Hooghstgedachte Syne Majesteyt alle de geene die Syne Majesteyt soude goetvinden te noemen, binnen ses maenden, naer de uytwisselinge van de Ratificatien, en dat gevolgelijk meer Hoogstgedachte Sijne Majesteyt by Acte gepasseert te Versailles den 15. November als voorleden jaers, en alhier aen de Heeren Extraordinaris Ambassadeurs en Plenipotentiarissen van Syn Koninckkyke Majesteyt van Sweeden, als Mediateur overgelevert, ten dien eynde heeft genoemt, den Paus en alle de Prince van Italien, den Koning van Portugaal en sijne Staeten, de derthien Switzerse Cantons en hare Geallieerden, te weten den Abt ende de Stadt van Sint Gallen, de Republique van Valais, de Prince en den Staet van Neuf-chatel, de Stadt van Geneve en haer Dependentien, de Steden Mulhausen en Bienne, en de drie Ligues Grises. Is naer voorgaende deliberatie goetgevonden en verstaen, dat sal werden verklaert, soo als verklaert werd by desen, dat gelijck onder anderen alle de Prince van Italien by de voorschreeve Acte in de Vreede, van wegen Hoogstgedachte Sijne Majesteyt werden geincludeert, haar Hoogh Moogende konnen aensien, dat den Paus ook geincludeert werde, als een seculier Prins in Italien; soo als de Heeren haer Hoogh Moogende geweese Extraordinarisse Ambassadeurs en Plenipotentiarissen tot de Vreede handelinge, hebben gerapporteert, dat de Heeren Extraordinarissen Ambassadeurs en Plenipotentiarissen van sijne Koninklyke Majesteyt van Vranckrijck, aen haer hebben verklaert, ook te wesen de intentie van Hooghstgedachte Sijne Koninklijke Majesteyt by de voorschreve Acte.

Ende sal Extract van dese haer Hoog Mogentheden Resolutie door den Agent Rosenboom gestelt werden in handen van de Heeren Extraordinaris Ambassadeurs ende Plenipotentiarissen van Sijne Koninckkycke Majesteyt van Sweeden, als Mediateur, met versoek van de selve te doen insereren in haer Protocolle.

JOHAN BECKER.

Accordeert met het voorschreeve Register.

F. FAGEL.

Resolution des Estats Generaux des PROVINCES-UNIES, portant qu'ils ne peuvent recevoir l'Inclusion du PAPE comprise entre celles du Roi T. C. sinon en qualité de Prince seculier. A la Haye le 8. Janvier 1698. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick, Tom. IV. pag. 261. & 264. en Hollandois & en François.]

AYant été représenté dans l'Assemblée, que par le 18. Article du Traité de Paix, conclu & signé à Ryswick le 20. Septembre de l'année dernière entre Sa Majesté Très-Chrétienne & ces Etats, on est convenu que dans ledit Traité seroient compris de la part de Sadite Majesté, tous ceux qu'Elle trouveroit bon de nommer, dans l'espace de six mois, depuis l'échange des Ratifications, & qu'en consequence de ce, par un Acte passé à Versailles le 15. Novembre de la dernière année, & delivré ici aux Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi de Suéde, comme Médiateurs, Sadite Majesté a nommé à cet effet le Pape & tous les Princes d'Italie, le Roi de Portugal & ses Etats, les treize Cantons Suisses & leurs Alliez, savoir l'Abbé & la Ville de Saint Gall, la République de Valais, les Princes & l'Etat de Neufchâtel, la Ville de Geneve & ses Dépendances, les Villes de Mulhausen & de Bienne & les trois Ligues Grises, après une mûre délibération, il a été trouvé bon & arrêté qu'on déclareroit, comme il est declaré par ces présentes, que comme entr'autres, tous les Princes d'Italie sont par ledit Acte compris dans la Paix de la part de Sadite Majesté, leurs Hautes Puissances peuvent regarder, que le Pape y soit aussi compris en qualité de Prince séculier d'Italie, ainsi que les Sieurs ci-devant Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de leursdites Hautes Puissances pour la Négociation de la Paix, ont rapporté que les Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de France leur ont déclaré que c'étoit aussi l'intention de Sa Majesté Très-Chrétienne dans ledit Acte.

Et sera l'Extrait de cette Résolution de leurs Hautes Puissances remis par l'Agent Rosenboom entre les mains des Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires de Sa Majesté Suédoise, avec priére de le faire insérer dans leur Protocolle.

JEAN BECKER.

Accorde avec le Regitre ci-devant.

F. FAGEL.

Pro-

ANNO 1697.

Protestation faite au nom des Seigneurs Estats de GUELDRE *&* de ZUTPHEN *contre celle du Comte* D'EGMONT, *au sujet de ses Pretentions. A la Haye le* 30. *Janvier* 1698. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick, Tom. IV. pag. 276.]

NOus Gouverneur Héréditaire, Conseillers & ceux de la Chambre des Comptes dans le Duché de Gueldres, & Comté de Zutphen, pour cet effet spécialement autorisez par leurs Nobles Puissances Messieurs les Etats du Duché de Gueldres & Comté de Zutphen, en vertu d'une Résolution; savoir faisons à tous ceux, à qui il appartiendra, qu'étant informez, qu'un Monsieur Ghillet, se qualifiant Envoyé du Comte d'Egmont a entrepris de faire insinuer & enregîtrer le 17. du mois d'Octobre dernier, *in perpetuam rei Memoriam & post conclusam Pacem*, certains Mémoires, Déclarations, & Protestations touchant la prétenduë Souveraineté des Etats, Domaines, Seigneuries & autres Droits du Duché de Gueldres & Comté de Zutphen dans les Actes du Protocolle de la Médiation, par son Excellence Monsieur le Baron de Lillieroot Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire du Sérénissime Roi de Suéde, Gots & Vandales; quoi que ce Ghillet ne soit reconnu, ni légitimement reçu dans l'Assemblée des Plenipotentiaires à Ryswick, & sans qu'il ait donné la moindre connoissance, ni communication de cet Acte inouï aux Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de la part des Seigneurs Etats Généraux, qu'après que la Paix fut signée & que les susdits Mémoires, Déclarations & Protestations furent inserées dans le Protocolle de la Médiation, & qu'une Copie collationnée avec l'Original fut mise entre ses mains pour s'en servir, sans que nous ayons aucune connoissance que l'on ait fait quelque mention de cette Pretension mal fondée dans les Traitez de Munster ou ceux de Nimégue; nous avons donc trouvé à propos au nom de nos Seigneurs les Etats ci-dessus, de faire une Protestation générale & particuliere contre la forme & tout ce qui est contenu dans les Mémoires, Déclarations & Protestations de Monsieur le Comte d'Egmont touchant la prétenduë Souveraineté des Etats, Domaines, Seigneuries & autres Droits du Duché de Gueldres, & Comté de Zutphen; déclarant de la part desdits nos Seigneurs les Etats, tant à l'égard de leurs Personnes, que pour leur Postérité pour aujourd'hui & à jamais tout ce qui pourroit être écrit & inseré dans le Protocolle de la Médiation sur ce sujet, nul & invalable; sans que nous ayons voulu pour à cette heure nous engager à refuter tous les argumens & allegations compris dans ledit volume, ne contenant que des erreurs, injures, & *in facto*, & des contreveritez palpables. Requerant au nom des Etats du Duché de Gueldres & Comté de Zutphen Monsieur le Baron de Lillieroot en ladite qualité de Médiateur de recevoir & de faire inserer cette contre-Protestation dans le Protocolle de la Médiation & de nous en accorder un Acte dans la meilleure forme, que faire se pourra. En foi dequoi nous y avons fait apposer le grand Seau du Duché de Gueldres & Comté de Zutphen.

(L.S.) J. VAN ECK. Greffier. W. COCK. Secretaire.

Certificat ou Extrait du Protocolle de la Mediation de Sa Majesté le Roy de Suéde, touchant la reception de la contre-Protestation ci-dessus, tenu à la Haye le 30. *Janvier* 1698.

LEs Sieurs Jean van Essen & Sieur van Wynbergen Deputez à l'Assemblée de Messieurs les Etats Généraux ont délivré ce jourd'hui aux Actes du Protocolle de la Médiation une Contre-Protestation de la part de Messieurs les Etats de la Province de Gueldre, contre celle, qui fut insinuée de la part de Monsieur le Comte d'Egmont le 7. Octobre passé, & cela conformément à la Reservation, que Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires de Leurs Hautes Puissances avoient faite dès ce tems-là & dont il est fait mention dans le Protocolle dudit 7. jour d'Octobre. Fait comme dessus.

ANNO 1697.

(L.S.) G. FRIESENDORFF.

CXCVII.

20. Sept.

Tractatus Pacis inter LUDOVICUM XIV. *Regem Galliæ &* GUILLIELMUM III. *Regem Magnæ Britanniæ quò omnes Regiones, Arces, Insulæ & Terræ durante hoc Bello hinc inde avulsæ restituuntur; Principatus vero Arausicnensis juxta tenorem Articuli separati Pacis Noviomagensis Regi Britannico revertitur; ac reliquæ Pratensiones tàm circa Loca in Sinu Hudsoni sita, quàm ratione Capitulationis ab Anglis Anno* 1696. *factæ, uti & limitum Terrarum, Judicio Commissariorum utriusque Partis nominandorum remittuntur. Rex porrò Christianissimus promittit, suum honorem oppignorando, quòd nec directè nec indirectè alicui aut aliquibus ex Inimicis prædicti Regis Magnæ Britanniæ auxilium dabit, nec administrabit, nec quoquomodo Conspirationibus aut Machinationibus contra prædictum Regem ubivis Locorum excitatis vel excitandis favebit. Actum in Ædibus Ryswicensibus die* 20. *Septembris* 1697. *Cum Articulo separato, de Termino ad Pacem accipiendam Sacræ Cæsareæ Majestati Imperioque concesso, eodem die & Anno* 1697. [Sur l'imprimé à Paris chez FRIDERIC LEONARD, avec Permission & Privilege du Roi. en 1697. in 4. Actes & Memoires de la Paix de Ryswyck Tom. III. pag. 176. en Latin, & pag. 194. en François. Recueil de divers Traitez faits depuis 60. ans. seconde Partie pag. 542. en François. HERM. FRANC. FRIDER. Baronis ab ANDLERN Corpus Constit. Imperialium Tom. I. in App. pag. 132. en Allemand. *Theatrum Europeum* Tom. XV. pag. 195. en Allem.]

GUillielmus Tertius Dei Gratiâ Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor &c. Omnibus & singulis ad quos Literæ pervenerint: Salutem. Quandoquidem Divinâ favente Providentiâ & interveniente primum operâ Mediatoriâ Serenissimi ac Potentissimi nuper Principis Caroli undecimi, Regis Sueciæ &c. deinde Filii ac Successoris ejus Caroli duodecimi, Regis Sueciæ &c. & per Colloquia in Ædibus Nostris Ryswicensibus, de sopiendo Bello, quo Magna Pars Orbis Christiani nuper affligebatur, habita inter Nostros & Fœderatorum Nostrorum Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ab unâ, & Serenissimi ac Potentissimi Principis Ludovici Decimi quarti, Regis Christianissimi &c. Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ex altera parte, de Pace inter Nos ac dictum Regem Christianissimum, his quæ sequuntur Conditionibus conventum fuerit.

NOtum sit omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodocunque interesse poterit, quod postquam Bellum infeliciter accensum, inter Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum Guilielmum III. Dei Gratiâ Magnæ Britanniæ &c. Regem & Serenissimum ac Potentissimum Principem & Dominum Ludovicum XIV. Dei Gratiâ Regem Christianissimum &c. eò perductæ res sunt permissione Bonitatis Divinæ, ut ex utraque Parte restituendæ Pacis demùm spes affulserit, & cum dicta Sacra Majestas Magnæ Britanniæ, & Sacra Majestas Christianissima pari desiderio exoptàrint effusionem Christiani Sanguinis quàm primùm sistere, communi animo consenserunt, ut præcipuè quàm gratissimè agnoscantur indefessa studia Potentissimi, & Gloriosissimæ Memoriæ, Principis Caroli XI. Regis Sueciæ &c. sed cum spes Consiliorum & bonorum ejus officiorum, quam universa Europa meritò conceperat, inopinatâ morte

ANNO 1697.

morte præerepta fuerit, Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ, & Sacra Regia Majestas Christianissima crediderunt sese optimè facturas, si Mediatorium opus continuandum deferrent Filio, & Successori ejus Carolo XII. Regi Sueciæ &c. qui pari studio operam suam dedit ad concludendam Pacem inter Sacram Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ & Sacram Majestatem Christianissimam in Conciliis cum in finem habitis in Ædibus Ryswicensibus in Provinciâ Hollandiæ, inter Nobilissimos, Illustrissimos, & Excellentissimos Dominos Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios utrinque nominatos, à parte quidem Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ, Nobilissimum, Illustrissimum, atque Excellentissimum Dominum, Dominum Thomam Comitem Pembrochiæ, & Montgomerici, Baronem Herbert de Cardiff, privati Angliæ Sigilli Custodem, à Consiliis Regis intimis, & ex excellentissimis Justiciariis & Custodibus Regni Angliæ, Dominum Eduardum Vice-Comitem Villiers de Darford, Baronem de Hoo, Angliæ Equitem Marshallum, Majestatis Suæ ad Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum Ablegatum Extraordinarium, & ex Excellentissimis Justiciariis & Gubernatoribus Generalibus Regni Hiberniæ, Dominum Robertum Dominum de Lexington, Baronem de Everham, ex intimis Cubiculis Regis, Generosum, Majestatisque Suæ ad Serenissimum & Invictissimum Principem Romanorum Imperatorem Ablegatum Extraordinarium, & Dominum Josephum Williamson Equitem Auratum, ex Consiliis Regis intimis, & ab Archivis Status in Consessu Ordinum Regni Angliæ, sive Parliamenti Senatorem; à parte verò Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ, Nobilissimos, Illustrissimos, atque Excellentissimos Dominos, Dominum Nicolaum Augustum de Harlay Equitem, Dominum de Bonneuil, Comitem de Cely, Consiliarium Ordinarium Regis in Consilio Status, & Dominum Ludovicum de Verjus Equitem, Comitem de Crecii, Consiliarium Ordinarium Regis in Consilio, Marchionem de Treon, Baronem de Couvay, Dominum de Boulay, & duarum Ecclesiarum, de Fort Ifle, Meuillet &c. & Dominum Franciscum de Callieres, Equitem, Dominum de Callieres, de Rochechelay, & de Gigny, qui post invocatum Divini Numinis auxilium, mutuasque Plenipotentiarum Tabulas communicatas, & ritè commutatas, quorum Apographa sub finem hujus Instrumenti verbotenùs inserta sunt, interventu, & operâ Nobilissimi, Illustrissimi, & Excellentissimi Domini, Nicolai Liberi Baronis de Lilieroot, Secretarii Status Serenissimi, ac Potentissimi Regis Sueciæ, ejusdem Majestatis Legati Extraordinarii ad Celsos, ac Præpotentes Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, ad Congressum itidem Pacis Generalis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, qui munere Mediatorio pro conciliandâ Tranquillitate publicâ, procul à partium studio, sedulò, prudenter, plurimâque cum laude perfunctus est, ad Divini Numinis Gloriam, & Christianissimæ Reipublicæ salutem, in mutuas Pacis & Amicitiæ Leges convenerint tenore sequenti.

I. PAx sit universalis perpetua veraque, & sincera Amicitia, inter Serenissimum ac Potentissimum Principem Gulielmum Tertium Magnæ Britanniæ Regem, & Serenissimum ac Potentissimum Principem, Ludovicum decimum quartum, Regem Christianissimum, eorumque Hæredes & Successores, nec non utriusque Regna, Status & Subditos, eaque ita sincerè & inviolatè servetur & colatur, ut alter alterius utilitatem, honorem, ac commodum promoveat, omnique ex parte fida vicinitas, & secura Pacis atque Amicitiæ cultura revirescat in dies, atque augeatur.

II. Omnes Inimicitiæ, Hostilitates, Discordiæ & Bella, inter dictum Dominum Magnæ Britanniæ Regem, & dictum Dominum Regem Christianissimum, eorumque Subditos, cessent & aboleantur, ita ut uterque ab omni Direptione, Deprædatione, Læsione, Injuriis, ac Infestatione qualicunque, tàm Terra quàm Mari, & Aquis dulcibus, ubivis Gentium, ac maximè per omnes alterutrius Regnorum ac Ditionum tractus, Dominia, Loca, cujuscunque sint Conditionis, temperet prorsus, & abstineat.

III. Omnes offensæ, Injuriæ, Damna, quæ prædictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ ejusque Subditi, vel prædictus Dominus Rex Christianissimus ejusque Subditi, durante hoc Bello, alter ab altero pertulerint, oblivioni tradantur, ita ut nec earum, nec ullius alterius rei causâ vel prætextu, alter alteri, aut alterutrius Subditis, posthac quidquam hostilitatis, inimicitiæ, molestiæ vel impedimenti, per se vel per alios, clàm vel palàm, directè vel indirectè, specie Juris aut via facti, inferant, vel inferri faciant aut patiantur.

ANNO 1697.

IV. Et quoniam Rex Christianissimus nihil unquam in votis potiùs habuit, quàm ut fiat firma & inviolabilis Pax, promittit prædictus Rex & spondet pro se & Successoribus suis, quòd nulla omninò ratione perturbabit prædictum Dominum Regem Magnæ Britanniæ in libera Possessione Regnorum, Regionum, Terrarum aut Dominiorum, quibus in præsenti fruitur, Honorem suum idcircò oppignorans, sub fide & verbo Regis, quod nec directè nec indirectè, alicui aut aliquibus ex Inimicis prædicti Domini Regis Magnæ Britanniæ auxilium dabit, aut administrabit, nec quoquo modo favebit Conspirationibus aut Machinationibus, quas contra prædictum Regem ubivis Locorum, excitare aut meditari possunt Rebelles & Malevoli. Eum itaque ob finem spondet & promittit, quod non assistet Armis, Instrumentis Belli, Annona, Navigiis aut Pecunia, aut alio quocunque modo, quamvis Personam aut quasvis Personas, vel Mari vel Terra, qui poterunt inposterum, sub ullo prætextu turbare aut inquietare prædictum Dominum Regem Magnæ Britanniæ, in libera & plena Possessione Regnorum, Regionum, Terrarum aut Dominiorum suorum: idem quoque vicissim spondet & promittit Dominus Rex Magnæ Britanniæ se facturum & præstiturum, ergà prædictum Dominum Regem Christianissimum, & Regna, Regiones, Terras & Dominia ejus hoc itidem inviolabiliter pro se & Successoribus suis Regibus Magnæ Britanniæ.

V. Liber sit usus Navigationis & Commercii inter Subditos utriusque dictorum Dominorum, Regum; prout jam olim erat tempore Pacis & ante nuperrimi Belli Denunciationem; ita ut quivis eorum alterutrius Regna, Provincias, Emporia, Portus & Flumina, liberè cum Mercibus suis adire, ibique versari ac negociari citra molestiam possit, omnibusque Libertatibus, Immunitatibus & Privilegiis per solennes Tractatus & vetustam Consuetudinem concessis, ibidem uti & frui.

VI. Redeat & aperiatur ordinaria Dispositio Justitiæ per Regna & Dominia alterutrius Domini Regis, ita ut liberum sit omnibus utrinque Subditis allegare & obtinere Jura, Prætensiones & Actiones suas, secundum Leges, Constitutiones, & Statuta utriusque Regni.

VII. Restituet Dominus Rex Christianissimus Domino Regi Magnæ Britanniæ omnes Regiones, Insulas, Arces & Colonias ubivis Locorum sitas, quas possidebant Angli ante hujus præsentis Belli Declarationem, & vice versâ Dominus Rex Magnæ Britanniæ restituet Domino Regi Christianissimo, omnes Regiones, Insulas, Arces & Colonias ubivis Locorum sitas, quas possidebant Galli ante dictam ejusdem Belli Declarationem, atque hæc Restitutio utrinque fiat intra spatium sex mensium, aut citiùs si fieri possit. Et eum ad finem statim ab hujus Tractatus Ratihabitione alter dictorum Dominorum Regum alteri Domino Regi, aut Commissariis, ejus nomine, ad id delegatis, omnia Acta Cessionis, Instrumenta & Mandata necessaria, ritè & secundum debitam formam confecta tradat, aut tradi jubeat, ita ut effectus sequatur.

VIII. Constituentur ab utraque Parte Commissarii qui possint examinare & determinare Jura & Prætensiones, quas affert uterque Dominorum Regum, in Loca in Sinu Hudsoni sita, quorum quidem Locorum à Gallis captorum, duranti Pace præcedenti hoc præsens Bellum, ab Anglis vero recuperatorum durante præsenti Bello, Possessio Gallis ceditur vigore Articuli proximè Superioris. Capitulatio ab Anglis facta, die 5. Septembris 1696. observabitur secundum formam & tenorem suum, restituentur Mercimonia ibidem memorata: Præfectus Arcis ibidem captus Libertatem obtinebit, si illud adhuc non factum sit. Lites super executionem ejusdem Capitulationis ortæ & valor ibidem Bonorum perditorum à dictis Commissariis adjudicabuntur, & determinabuntur. Porrò dicti Commissarii immediatè post Ratihabitionem præsentis Tractatus Auctoritate sufficienti munientur definiendi Limites & Confinia Terrarum utrinque restitutarum, vigore Articuli præcedentis, commutandi quoque Terras, sicubi illud possit conducere in rem & utilitatem mutuam alterutrius Domini Regis.

Et eum ob finem dicti Commissarii nominabuntur, qui in Urbe Londini, intra spatium trium mensium proximè sequentium Ratihabitionem præsentis Tractatus

ANNO 1697.

tus convenient, & intra spatium sex mensium (post eorum primam Conventionem numerandorum) determinabunt omnes Lites, & processus qui super hac re oriri possunt. Et deinde Articuli super quos consentient Commissarii, ratihabebuntur ab alterutro Domino Rege, eandemque vim & vigorem habebunt, ac si præsenti Tractatui ad verbum inserti fuerint.

IX. Omnes Literæ, tàm Represaliarum quàm Marcæ, & contra-Marcæ, quæ hactenus quavis de causa utrinque concessæ fuerint; nullæ, cassæ & irritæ maneant, & habeantur, nec ullæ inposterum hujusmodi Literæ ab alterutro dictorum Dominorum Regum adversus alterius Subditos concedantur, nisi prius de Juris denegatione manifestè constiterit, nisi illius qui Represaliarum Literas sibi concedi petit, Libellus supplex Ministro (Regis illius nomine) contra cujus Subditos illæ Litteræ postulantur, ibidem degenti editus ac ostensus fuerit, ut is intra quatuor mensium spatium aut citiùs in contrarium inquirere possit, aut procurare, ut ex parte Rei Actori quàmprimùm satisfiat, si verò Regis illius, contra cujus Subditos Represaliæ postulantur, nullus Minister ibi degat, Represaliarum Literæ non concedantur, nisi post spatium quatuor mensium, computandorum à die quo Libellus supplex Regi contra cujus Subditos Represaliæ petuntur, aut privato ipsius Consilio, editus ac oblatus fuerit.

X. Tum ad præcidendam omnem Litis & Contentionum materiam, quæ oriri posset ex causa Restitutionis Navium, Mercium aliarumque rerum mobilium, quas in Regionibus & oris longè dissitis, post sancitam Pacem & antequam ibidem innotescat, captas & occupatas fuisse alterutra Pars ab altera conqueri posset. Omnes Naves, Merces, aliaque Bona mobilia, quæ post Subscriptionem & Publicationem præsentis Tractatus utrinque occupari poterunt, intra spatium duodecim dierum in Maribus Britannicis & Septentrionalibus, intra spatium sex Hebdomadum, à dictis Maribus Britannicis & Septentrionalibus usque ad sancti Vincentii Promontorium, tum intra spatium decem Hebdomadum ultra dictum Promontorium cis Lineam Æquinoctialem, vel Æquatorem, tàm in Oceano, in Mari Mediterraneo, quàm alibi, denique intra spatium sex mensium trans terminos prædictæ Lineæ per universum Orbem sine ulla exceptione, vel ulteriore temporis locive distinctione, ullave Restitutionis aut Compensationis ratione habenda, occupantium sint & maneant.

XI. Si verò accidat per incogitantiam aut imprudentiam, aut aliam quamlibet causam, ut quivis Subditus alterutrius prædictorum Dominorum Regum, faciat aut committat aliquid, Terra, Mari aut Aquis dulcibus, ubivis Gentium, quò minùs observetur præsens Tractatus, aut quo particularis aliquis Articulus ejusdem effectum suum non sortiatur, hæc Pax & bona Correspondentia inter prædictos Dominos Reges, non idcircò interrumpetur, aut infringetur, sed in pristino suo robore, firmitate & vigore manebit, sed Subditus iste solummodo de suo facto proprio respondebit, & pœnas persolvet, inflictas per Leges & præscripta Juris Gentium.

XII. Sin autem (quod Omen Deus Optimus Maximus avertat) sopitæ simultates inter dictos Dominos Reges aliquando renoventur & in apertum Bellum erumpant, Naves, Merces ac Bona quævis Mobilia, alterutrius Partis, quæ in Portubus atque in Ditione Partis adversæ hærere atque extare deprehendentur, Fisco ne addicantur, aut ullo incommodo afficiantur, sed Subditis alterutrius dictorum Dominorum Regum semestre spatium integrum hinc inde concedatur, quò res prædictas ac aliud quidvis ex suis Facultatibus, quò libitum erit, citra ullam molestiam, inde avehant ac transferant.

XIII. Quantum ad Principatum Arausionensem, aliasque Terras & Dominia, quæ pertinent ad prædictum Dominum Regem Magnæ Britanniæ, Articulus separatus Tractatus Neomagensis, inter Regem Christianissimum & Dominos Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum, decimo die Augusti 1678. conclusi, secundum formam & tenorem suum effectum plenum sortietur, atque ita omnes Innovationes & Immutationes resarcientur, omnia Arresta, Edicta & alia Acta, cujuscunque sint generis, absque ulla Exceptione, quæ dicto Tractatui ullo modo contraria sint, aut post Conclusionem ejusdem intervenerint, pro infectis & annihilatis habebuntur, absque omni reversione & consequentia in futurum, atque ita omnia restituentur prædicto Domino Regi eodem statu & eodem modo, quibus iis utebatur & fruebatur, prius quam de Possessione eorum dimotus esset, in tempore Belli per dictum Tractatum Neomagensem compositi, aut quibus per eundem Tractatum frui aut uti debet, & ad imponendum finem omnibus Molestiis, Litibus, Processibus & Casibus qui super hæc moveri possint, alteruter prædictus Dominorum Regum Commissarios nominabit, qui plena & summaria Potestate illa omnia componere & expedire possint: Et in quantum, per Auctoritatem Domini Regis Christianissimi Dominus Rex Magnæ Britanniæ impeditus fuerit, quòminùs frueretur Reditibus, Juribus & Commodis tàm Principatus sui Arausionensis quàm aliorum suorum Dominiorum, quæ post conclusum Tractatum Neomagensem, usque ad Declarationem præsentis Belli sub Dominatione prædicti Regis Christianissimi fuerunt, prædictus Dominus Rex Christianissimus Regi Magnæ Britanniæ restituet & restitui efficiet realiter, cum effectu & cum Interesse debito, omnes istos reditus, Jura & Commoda, secundum Declarationes & Verificationes coram dictis Commissariis faciendas.

XIV. Tractatus Pacis inter Regem Christianissimum & defunctum Electorem Brandenburgicum, ad Fanum Sancti Germani in Laye 29. die Junii 1679. conclusus, restituetur in singulis suis Articulis, & in pristino suo vigore manebit, inter Sacram Majestatem Christianissimam, & Serenissimum Electorem Brandeburgicum.

XV. Cùm maximè conducat ad Tranquillitatem publicam, ut Tractatus observetur, qui inter Sacram Majestatem Christianissimam & Celsitudinem Regalem Sabaudiæ nono die Augusti 1696. anni, conclusus erat, conventum est, ut confirmetur idem Tractatus per præsentem Articulum.

XVI. Sub hoc præsenti Pacis Tractatu comprehendentur illi qui ante Ratihabitionum permutationem, vel intra sex menses postea ab una alteraque Parte ex communi consensu nominabuntur; Interim tamen quemadmodum Serenissimus ac Potentissimus Princeps Gulielmus Rex Magnæ Britanniæ & Serenissimus ac Potentissimus Princeps, Ludovicus Rex Christianissimus, gratè agnoscunt sincera officia, ac indefessa studia quibus Serenissimus ac Potentissimus Princeps Carolus Sueciæ Rex, interpositâ sua Mediatione hoc salutare Pacificationis Opus, Divino adjuvante auxilio, ad exitum optatum promovit; ita ad testandum parem affectum communi Partium omnium consensu, sancitum & conventum est, ut altissimè memorata Sacra Regia Majestas Sueciæ cum omnibus suis Regnis, Ditionibus, Provinciis, ac Juribus huic Tractatui sit inclusa, & præsenti Pacificationi omni meliori modo comprehensa.

XVII. Denique hujus præsentis Pacti ac Fœderis solennes ac ritè confectæ Ratihabitiones intra trium Hebdomadum spatium, à die Subscriptionis computandum, vel citiùs si fieri possit, in Domo Ryswicensi in Provinciâ Hollandiæ utrinque exhibeantur, & reciprocè ritèque commutentur.

In quorum omnium & singulorum supra memoratorum fidem, majusque robur, & ad iis donandum debitum vigorem atque plenam Autoritatem, infrascripti Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, unà cum Illustrissimo & Excellentissimo Domino Legato Extraordinario Mediatore, præsens Instrumentum Pacis subscriptionibus, Sigillisque propriis muniverunt. Acta hæc sunt in Ædibus Ryswicensibus in Provinciâ Hollandiæ die 20. Mensis Septembris Anni 1697.

N. LILLIEROOT. (L.S.)	PEMBROKE. (L.S.)	DE HARLAY BONNEÜIL. (L.S.)
	VILLIERS. (L.S.)	VERJUS DE CRECY. (L.S.)
	J. WILLIAMSON. (L.S.)	N. CALLIERES. (L.S.)

Articulus separatus.

PRæter ea omnia quæ conclusa & concordata sunt per Tractatum Pacis, factum hoc præsenti die 20. Septembris anni 1697. conventum insuper est per præsentem Articulum separatum, qui eundem vigorem & effectum habebit, ac si verbo tenus in eodem Tractatu insertus fuerit, quod Rex Christianissimus pacificatur, & spondeat, sicut per præsentem Articulum pacisci-

Eee

ANNO 1697.

ciscitur & spondet, quod liberum sit Imperatori & Imperio usque ad primam diem Mensis Novembris proximè sequentis, Conditiones Pacis à Rege Christianissimo nuperrimè propositas accipere, secundum Declarationem prima die hujus præsentis mensis factam, nisi aliter conventum fuerit intra Cæsaream Majestatem & Imperium inter & Majestatem Christianissimam: & si intra præfixum tempus Majestas Cæsarea non accipiat eas Conditiones, nec alia ratione Cæsaream Majestatem & Imperium inter & Majestatem Christianissimam conventum fuerit, prædictus Tractatus effectum suum plenum sortietur & executionem debitam habebit secundum formam & tenorem suum, nec licitum erit Regi Magnæ Britanniæ vel directè vel indirectè sub qualicunque ratione aut causâ eidem Tractatui contravenire.

In quorum omnium fidem nos infrascripti Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ & Sacræ Majestatis Christianissimæ, vigore Plenipotentiarum nostrarum præsentem Articulum separatum Subscriptionibus & Sigillis propriis muniri curavimus. Actum in Ædibus Ryswicensibus in Provincia Hollandiæ 20. Mensis Septembris Anni 1697.

N. LILLIEROOT. (L.S.) PEMBROKE. (L.S.) DE HARLAY BONNEUIL. (L.S.)
VILLIERS. (L.S.) VERJUS DE CRECY. (L.S.)
J. WILLIAMSON. (L.S.) N. CALLIERES. (L.S.)

Ratihabitio data à Rege Angliæ.

NOs viso & perpenso præfato Tractatu, eundem in omnibus & singulis ejus Articulis & Clausulis approbavimus, & ratum firmumque habuimus, sicut per præsentes, pro Nobis, Hæredibus & Successoribus Nostris, eundem approbamus, & ratum firmumque habemus, spondentes verboque Regio promittentes Nos omnia quæ in eo continentur, sincerè & bona fide præstituros & observaturos. In quorum majorem fidem & robur hisce Præsentibus Magnum Nostrum Angliæ Sigillum apponi fecimus; Dabantur in Aula Nostra apud Loo in Provincia Gueldriæ die vicesimo quinto mensis Septembris Anni Domini millesimi sexcentesimi nonagesimi septimi, Regnique Nostri Noni.

GULIELMUS R.

G. BLATWAYT.

Procuratio Dominorum Legatorum & Plenipotentiariorum Regis Magnæ Britanniæ.

GUlielmus Tertius Dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus ad quos præsentes Literæ pervenerint aut ullo modo spectaverint, Salutem. Cum in præsens rerum status, eaque animorum inclinatio videatur, ut Bellum quo Magna Orbis Christiani pars jam diu graviterque affligitur, favente divinâ Providentiâ, Officioque Mediatoris bono Fratre Nostro Serenissimo ac Potentissimo Rege Sueciæ fungente, feliciter restingui posse, spes haud mediocris affulgeat: Nos qui Pacis studiosi semper fuimus, semperque erimus, nihil magis in votis habentes quàm ut Concordia æqua, sincera & diuturna inter Principes Christianos quantociùs fiat, & plurimum excolatur; Tranquillitatis publicæ recuperandæ occasionem oblatam haud gravatè amplectimur, cumque de Pacis Generalis Tractatu inter nos & Fœderatos Nostros ab una, & Regem Christianissimum ab altera Parte instituenda, à Nostris & Fœderatorum Nostrorum & Regis prædicti Ministris in Hollandia consensum sit, cumque ad tam pium & præclarum Opus perficiendum Virorum Prudentia & in rebus arduis Experientia præditorum tantoque Negotio parium operâ uti necesse sit, sciatis, quod nos Fide, Industriâ, Judicio, Prudentiaque perdilectorum & perquam fidelium Consanguineorum Nostrorum, Thomæ Comitis Pembrochiæ & Montisgommerici, Baronis Herbert de Cardiffe, &c. Privati Sigilli Nostri Angliæ Custodis, & à Consiliis nostris intimis, Edwardi Vice-Comitis de Villiers, Nostri nunc ad Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii Ablegati Extraordinarii & ad Congressum Ministrorum à Confœderatis Nostris missorum, qui Hagæ Comitum habebitur, Plenipotentiarii, perdilecti & perquam fidelis Consiliarii Nostri Roberti Domini Lexington, Baronis de Averam ex intimis Cubiculis Nostris, Generosi Nostri ad Serenissimum & Invictissimum Principem Romanorum Imperatorem Ablegati nunc Extraordinarii, atque dilecti Nobisque fidelis Josephi Williamson Equitis Aurati, Nobis à Consiliis intimis, & ab Archivis Status, in Consessu Ordinum Regni Nostri Angliæ sive Parlamenti Senatoris, plurimum confisi expertique qua pollent in rebus transigendis scientiâ usuque singulari, ex negotiis muneribusque variis, quæ domi forisque jam dudum digni gesserunt, ipsosque Thomam Comitem Pembrochiæ & Montis Gomerici, Edwardum Vice-Comitem de Villiers, Robertum Baronem de Averam & Josephum Williamson nominavimus, fecimus, constituimus, & deputavimus, & per Præsentes nominamus, facimus, constituimus & deputamus, nostros veros, certos & indubitatos Legatos Extraordinarios, Ambassiatores, Commissarios, Deputatos, Procuratores & Plenipotentiarios, dantes Eisdem & concedentes, & Eorum duobus quibusvis ægrotantibus vel utrinque alias absentibus, duobus alteris omnem & omnimodam Potestatem, Facultatem, Authoritatemque, nec non Mandatum generale pariter ac speciale (ita tamen ut generale speciali non deroget neque contra:)

vel alium quemcunque Locum ubi dictum Pacis Tractatum & Negotiationem institui ac celebrari contigerit, adeundi, ibique pro Nobis, ac nomine nostro, una cum Commissariis ac Plenipotentiariis Confœderatorum nostrorum & cum iis quos Rex Christianissimus, ex altera Parte deputaverit, congrediendi, & colloquendi cum iis pariter, quos alii quicunque Reges, Principes, Respublicæ aut liberæ Civitates sufficienti Authoritate instructos, ad dictum Pacis Tractatum miserint, ad Lites Controversiasque ex occasione hujusce Belli ortas, componendas, & plene determinandas, cumque iis de Pace firma ac stabili tractandi, conveniendi, & concludendi, idque omne quod ab iis ita conclusum conventumque fuerit, pro nobis & nomine nostro, signandi, superque conclusis Instrumenta quotquot & qualia fuerint necessaria, conficiendi, mutuoque tradendi recipiendique, dantes ulterius & concedentes Legatis nostris supradictis Potestatem Authoritatemque Literas commeatus aliasque quæscunque quæ ad securitatem Personarum, Comitum, Servorum, atque Impedimentorum eorum omnium, qui dicto Tractatui transigendo, conficiendoque operam impendent, vel ei quovis modo inserviunt, requiri posse, de tempore in tempus videantur, signandi, concedendi & exhibendi, ac generaliter ea omnia tractandi, promittendi, stipulandi, conveniendi & faciendi, quæ in & super præmissis, aut eorum quolibet quovis modo necessaria, vel quomodolibet opportuna judicaverint, in tam amplis modo & forma ac vi effectuque pari, ac nos ipsi facere possemus, si dicto Tractatui personaliter interessemus, spondentes ac in verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula quæcunque à dictis Nostris Legatis & Plenipotentiariis & Eorum duobus quibusvis ægrotantibus, vel utcunque alias absentibus, ut antedictum est, à duobus alteris, vi Præsentium transigi & concludi contigerit, grata, rata & accepta, iis prorsus modo & forma, quibus conventum erit, habituros, in quorum omnium fidem majusque robur præsentes manu nostrâ Regiâ signatas Magno Angliæ Sigillo communiri fecimus. Dabantur in Aula nostra apud Kensinghton, die decimo sexto Februarii, Anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, Regnique Nostri Nono.

GULIELMUS R.

(L.S.)
Magni Angliæ,

S'en-

ANNO 1697.

S'ensuit la teneur du Pouvoir des Ambassadeurs & Plenipotentiaires du Roi Très-Chrétien.

LOUÏS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut: Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est presentement affligée, & que par les soins & la Mediation de nôtre Très-cher & Très-aimé Frere le Roi de Suede, les Villes de Delft & la Haye ont été agréées de toutes les Parties pour les Conferences necessaires à cet effet; nous par ce même desir d'arrêter autant qu'il sera en nous, & par l'Assistance de la Divine Providence, la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de Sang Chrétien, sçavoir faisons, que nous confians entierement en l'experience, la capacité & la fidelité de nôtre amé & feal le Sieur de *Harlay de Bonneüil*, Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, de nôtre bien amé le Sieur *Verjus*, Comte de Crecy, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, les deux Eglises, de Fortisle, du Meüillet & autres Lieux, & de nôtre bien Amé le Sieur *de Callieres*, de la Roche-Chellay & de Gigny, par les preuves avantageuses que nous en avons faites dans les divers Emplois importans que nous leur avons confiez, tant au dedans qu'au dehors de nôtre Royaume, pour ces causes & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & deputé lesdits Sieurs de *Harlay*, de *Crecy*, & de *Callieres*, commettons, ordonnons & députons par ces presentes signées de nôtre main, & leur avons donné & donnons plein Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller en ladite Ville de Delft, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçûs & agréez avec les Ambassadeurs Plenipotentiaires & Ministres de nôtre Très-cher & Très-aimé Frere le Roi de la Grande Bretagne, & de ses Alliez tous munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differens qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourront nos susdits Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement, ou un seul, en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie, ou autre empêchement, en convenir & sur iceux conclure & signer une bonne & sûre Paix, & generalement faire negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même autorité que nous ferions & pourrions faire, si nous y étions presens en Personne, encore qu'il y eut quelque chose qui requit un Mandement plus special non contenu en cesdites presentes; promettant en foi & Parole de Roi de tenir ferme & d'accomplir tout ce que lesdits Sieurs de *Harlay*, de *Crecy*, & de *Callieres*, ou par deux d'entr'eux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le temps qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir, car tel est nôtre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre nôtre Seel à cesdites presentes. Donné à Versailles le 25. de Février 1697. & de nôtre Regne le 54.

Etoit signé,

LOUIS.

Et sur le repli étoit écrit,

Par le Roy,

Signé,

COLBERT.

Ratification du Roi T. C. sur le Traité de Paix conclu entre S. M. & le Roi de la Grande Bretagne. A Fontainebleau le 3. d'Octob. 1697. [Sur l'imprimé à Paris, chez FREDERIC LEONARD avec Permission & Privilege du Roi, Ann. 1697. in 4.]

LOUÏS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, salut. Comme nostre Amé & Feal Conseiller ordinaire en nostre Conseil d'Etat, Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier Sieur de Bonneüil, Comte de Celi, nostre Cher & bien Amé Louis Verjus, Chevalier Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Sieur du Boulay, des deux Eglises, de Fort Isle & du Meuillet; & nostre Cher & Bien Amé François de Callieres, Chevalier Sieur de la Rochechellay & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins Pouvoirs que Nous leur en avions donné, auroient conclu, arresté & signé le vingtiéme jour de Septembre dernier à Riswick, avec le Sieur Thomas Comte de Pembrok & de Mongommery, Baron d'Herbert & de Cardiff, Garde du Sceau Privé d'Angleterre, Conseiller ordinaire au Conseil d'Etat de nostre très-Cher & très-Amé Frere le Roy de la Grande Bretagne, & l'un des Justiciers d'Angleterre: le Sieur Edoüard Vicomte de Villiers & de Darfort, Baron de Hoo, Chevalier Maréchal d'Angleterre, & l'un des Justiciers d'Irlande, le Sieur Robert de Lexington Baron d'Evoram, Gentilhomme de la Chambre de Sa Majesté Britannique; & le Sieur Joseph Williamson, Chevalier Conseiller ordinaire de Sa Majesté Britannique en son Conseil d'Etat, & Garde des Archives de l'Etat, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nostredit Frere le Roy de la Grande Bretagne, pareillement munis de ses pleins Pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

NOus ayant agreable le susdit Traité en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez, avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & Parole de Roy, & sous l'obligation & hypoteque de tous & chacuns nos Biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoy Nous avons signé ces Presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Seel. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour d'Octobre l'an de grace mil six cens quatre-vingt-dix sept, & de nostre Regne le cinquante-cinquiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas:

Par le Roy,

COLBERT.

Et scellé de cire jaune sur lacs ou cordons de soye bleuë, tressez d'or, le Sceau enfermé dans une boëte d'argent: sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soûtenu par deux Anges.

Extrait du Protocole de la Mediation, tenu au Château de Ryswick le 12/22. Septembre 1697. touchant une Pension de 50. mille Livres Sterling promise par GUILLAUME *Roi de la Grande Bretagne pour la Reine* MARIE D'ESTE. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 173.]

MEssieurs les Ambassadeurs du Roi d'Angleterre, ont declaré que le Roi leur Maître a promis que la Pension annuelle d'environ cinquante mille Livres Sterling, ou de telle somme qu'elle se trouvera établie par Acte du Parlement, scellé du Grand Seau d'Angleterre en faveur de la Reine Marie d'Este, sera payée

ANNO 1697.

à l'avenir conformément audit Acte, & qu'ils consentent que Monsieur l'Ambassadeur Médiateur le fasse insérer dans son Protocole, & en donnera Copie Autentique à Messieurs les Ambassadeurs de France, en présence desquels, ainsi que de Messieurs les Ambassadeurs des Etats Généraux, ladite Déclaration a été faite.

(L.S.) N. LILLIEROOT.

Extrait du Protocole de la Médiation touchant la Relaxation des PROTESTANS FRANÇOIS *pris sur les Vaisseaux Anglois, & la Liberté des quatre* Ministres D'ORANGE. *Du* 10/20. *Septembre* 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 174.]

LEurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrétienne, ont déclaré que s'il se trouve que le Traité qui a été fait & signé à Breda ne soit point en François, alors ils s'engagent qu'au lieu de celui, qu'ils ont signé à présent en François, ils en fourniront un autre en Latin avant la Ratification.

Ils promettent de relâcher les Protestans François, qui ont été pris sur des Vaisseaux Anglois; comme aussi de remettre en liberté les quatre Ministres d'Orange.

Promesse de GUILLAUME III. *Roi de la Grande Bretagne au sujet du de la Paix faite par le Roi* T. C. *avec le Roi* CATHOLIQUE & *avec les Estats Generaux des* PROVINCES-UNIES *portant qu'il en procurera la Ratification, mais que s'il ne pouvoit pas l'obtenir, celle qu'il a faite avec le Roi T. C. aura neantmoins son plein & entier effect. Fait à Loo le* 21 *Sept. n. s.* 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 280.]

NOus Guillaume III. par la grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, &c. approuvons le Traité de Paix fait & signé à Ryswick le 20. Septembre 1697. entre nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, & ceux du Seigneur Roi Très-Chrétien, & nous nous obligeons en foi & Parole de Roi d'en fournir dans le tems qui y est porté la Ratification pure & simple, & en bonne forme, signée de nous & scellée du Grand Seau d'Angleterre, & comme il a été fait aussi le même jour au nom dudit Seigneur Roi Très-Chrétien, deux autres Traitez, l'un avec le Seigneur Roi Catholique, & l'autre avec les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, nous, en cas, qu'en vertu du Traité fait avec le Seigneur Roi Catholique, le Seigneur Roi Très-Chrétien, trouve bon de faire retirer ses Troupes des Païs dudit Seigneur Roi Catholique, tant en Flandres qu'en Catalogne, lors de la délivrance du présent Acte, promettons d'employer nos offices les plus efficaces pour faire fournir aussi en bonne forme les Ratifications pures & simples desdits deux Traitez, tant de la part dudit Seigneur Roi Catholique, que de la part desdits Seigneurs Etats Généraux dans le tems porté par lesdits Traitez; & si ledit Seigneur Roi Catholique y faisoit quelque difficulté à son égard, ou qu'il n'y voulut point satisfaire dans ledit tems, nous promettons encore que le Traité fait entre nosdits Ambassadeurs, & ceux du Roi Très-Chrétien n'en sortira pas moins son plein & entier effet. Et nous nous engageons aussi d'employer de même nos offices pour faire que le Traité de Ratification desdits Etats Généraux des Provinces-Unies soit pareillement executé de point en point, nonobstant le refus que pourroit faire ledit Seigneur Roi Catholique de la Ratification du sien. En foi dequoi nous avons signé de nôtre main le present Ecrit pour servir d'assûrance de nôtre part de tout ce qui y est contenu. Fait à Loo ce 21. de Septembre N. S. 1697.

(L.S.) WILLIAM R.

Derogation à l'Article X. du Traité de Paix entre la FRANCE & L'ANGLETERRE *touchant la Cessation des hostilités par Mer, laquelle sera censée avoir commencé, ou dû commencer du jour de la signature. Fait en double à Ryswick le* 1/11. *Octobre* 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 376.]

NOus Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi Très-Chrétien, & du Roi de la Grande Bretagne; Déclarons qu'encore qu'il soit porté par l'Article dixiéme du Traité de Paix signé à Ryswick le vingtiéme du mois de Septembre dernier entre leurs Majestez Très-Chrétienne & Britannique, que les délais prescrits par ledit Article ne commenceroient qu'après la signature & publication dudit Traité, néanmoins l'intention de leursdites Majestez est, que lesdits délais commencent du 20. Septembre, jour de la signature dudit Traité; en sorte que celui de douze jours, qui y est marqué pour les Mers Britannique & Septentrionale, doit être censé expiré dès le deuxiéme du présent mois, & les autres délais devant expirer à proportion. En foi dequoi nous avons signé le présent Ecrit, & à icelui fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait double à Ryswick le 1/11. d'Octobre 1697.

PEMBROCK.	DE HARLAY BONNEUIL.
VILLIERS.	VERJUS DE CRECY.
WILLIAMSON.	DE CALLIERES.

Ordonnance de LOUIS XIV. *Roi de France pour la Publication & observation de la Paix conclue entre lui, &* GUILLAUME III. *Roi de la Grande Bretagne. A Fontainebleau le* 22. *Octobre* 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 462.

ON fait à savoir à tous, qu'une bonne, ferme, stable & solide Paix, avec une amitié & réconciliation entiére & sincére, a été faite & accordée entre très-Haut, très-Excellent, & très-Puissant Prince LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre nôtre Souverain Seigneur; très-Haut, très-Excellent & très-Puissant Prince, GUILLAUME III. Roi de la Grand' Bretagne; & entre nôtredit Seigneur Roi, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, leurs Vassaux, Sujets, & Serviteurs, en tous leurs Royaumes, Païs, Terres, & Seigneuries de leur obéïssance. Que ladite Paix est générale entr'eux & leursdits Vassaux & Sujets; & qu'au moyen d'icelle, il leur est permis d'aller, venir, retourner, & séjourner en tous les lieux desdits Royaumes, Etats, & Païs, négocier & faire Commerce de Marchandises, entretenir correspondance, & avoir communication les uns avec les autres; & ce en toute liberté, franchise, & sureté, tant par Terre, que par Mer, & sur les Riviéres & autres Eaux, & tout ainsi qu'il a été & dû être fait en tems de bonne, sincere, & amiable Paix; telle que celle qu'il a plû à la divine bonté de donner ausdits Seigneurs Rois & ausdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces des Païs-Bas, & à leurs Peuples & Sujets. Et pour les y maintenir il est très-expressément défendu à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'entreprendre, attenter, ou innover au contraire, ni au préjudice d'icelle, sur peine d'être punis sévérement, comme infracteurs de Paix & perturbateurs du repos public. Fait à Fontainebleau, le 22. jour d'Octobre 1697.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

COLBERT.

Inclusio in Tractatu Pacis per Regem MAGNÆ BRITANNIÆ *facta pro Rege Hispanico*, FOEDERA-

DERATO BELGIO *&* *tredecim* CANTONIBUS HELVETICIS. *Dat. Hagæ Comitis* 18. *Novemb. Stilo novo* 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswich Tom. IV. pag. 176.]

GUilielmus Tertius Dei Gratiâ Magnæ Brittanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor. Omnibus præsentes inspecturis Salutem: quandoquidem ex Articulo decimo sexto Tractatus Pacis conclusi vigesimo die Septembris hujus præsentis Anni in Ædibus nostris Ryswycensibus inter nos & Regem Christianissimum per Legatos & Plenipotentiarios ex utraque Parte constitutos concordatum fuerit, quod in dicto Tractatu comprehenderentur illi, qui intra sex menses ex Ratihabitionum Commutatione numerandos à nobis nominati fuerint; Nos qui studio & affectu particulari colendam & Conservandam duximus Amicitiam Serenissimi & Invictissimi Imperatoris & Sacri Romani Imperii, omniumque ejus Electorum, Principum, Statuum & Civitatum, cum etiam Serenissimi & Potentissimi Regis Hispaniarum, itemque Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Unitarum Belgii Provinciarum, tredecim itidem Rerumpublicarum, & Cantonum Helveticorum, & specialibus Rerumpublicarum & Cantonum Evangelicorum, Tiguri, Bernæ, Glaronæ, Basileæ, Schaffusii & Abbatis-Cellæ, cum omnibus & singulis, quos inter sese habent respective Fœderatis, Republica scilicet & Urbe Genevatum, cum suis Dependentiis, Comitatu & Civitate Neocomensi ad Lacum, Civitatibus Sancti Galli, Mulhusii & Biennæ, atque Ligis Rhæticis seu Grisonibus cum suis Dependentiis, nec non Rerumpublicarum & Civitatum Lubecensis, Bremensis & Hamburgensis, eosdem omnes Principes, Respublicas, Status & Civitates eorumque omnium Confœderatos recipimus, & comprehendimus omni meliori modo & forma. In quorum omnium Testimonium & Fidem præsentes manu nostra Regia signatas, communi nostro Sigillo muniri jussimus. Dabantur in Aula Nostra Hagæ Comitum in Provincia Hollandiæ die decimo octavo mensis Novembris, Stilo novo 1697. Regnique nostri nono.

(L.S.) GUILIELMUS REX.

G. BLATHWAYTH.

Autre Inclusion du Roi de FRANCE *dans sa Paix avec le Roi de la* GRANDE BRETAGNE, *où le Nom du Pape est obmis, & dont M.* Williamson *Ambassadeur de Sa Majesté Britannique fut enfin content. Donné à Versailles le* 17. *Mars* 1698. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswich Tom. IV. pag. 367.]

COmme par l'Article 16. du Traité, conclu à Ryswick le vintiéme Septembre 1697. par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi, & par ceux du Roi de la Grand' Bretagne, Sa Majesté s'est reservé la liberté de comprendre dans ledit Traité, ceux qui dans l'espace de six mois après l'échange de ses Ratifications seroient nommez de part & d'autre d'un commun consentement; Elle a declaré & declare, par la présente signée de sa main, au Roi de la Grand' Bretagne qu'Elle nomme tous les Princes d'Italie, le Roi de Portugal, & ses Etats, les treize Cantons de Ligues Suisses & leurs Coalliez, savoir l'Abbé & la Ville de Saint Gall, la République de Valais, le Prince & Etat de Neuf-Châtel, la Ville de Genéve & ses dépendances, les Villes de Mulhausen & Bienne, & les trois Ligues des Grisons pour être tous compris dans ledit Traité de Paix, & jouïr par eux du bénéfice qui en peut revenir, aux conditions & avantages qui y sont spécifiés tant pour eux que pour leurs Terres, Pays & Etats, comme s'ils y étoient expressément nommez. En foi de quoi Sa Majesté a signé la présente, qui a été multipliée pour être distribuée tant au Roi d'Angleterre qu'à toutes les Parties qui y sont dénommées, pour leur sureté. Fait à Versailles le 17. jour de Mars 1698.

(L.S.) LOUIS.

COLBERT.

Acte de la Protestation faite au tems de la Paix de Ryswyck par le Sieur Bouret, *au Nom de* MARIE D'ORLEANS *Duchesse de* NEMOURS *pour la conservation de ses Droits sur la* Principauté d'Orange, *sur le Marquisat de* Rothelin *& sur plusieurs autres Terres, & Seigneuries. Fait à la Haye le* 7. *&* 8. *Novembre* 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 470.]

LE Droit de propriété de la Maison d'Orleans de Longueville sur le Marquisat de Rothelin & ses dépendances, est aisé à établir.

En l'année 1504. Jeanne de Hocquebert fille unique seule Héritiére de Philippe de Hocquebert Marquis de Rothelin, épousa Louis d'Orleans premier du Nom Duc de Longueville, auquel Elle apporta en Mariage entr'autres biens, le Marquisat de Rothelin avec ses dépendances.

Après la mort de Louïs arrivée en 1516. Jeanne de Hocquebert son Epouse fit une Donation dudit Marquisat de Rothelin à Louïs d'Orleans second du Nom Duc de Longueville, & à François d'Orleans appellé Marquis de Rothelin ses Enfans, pour en jouïr entr'eux conjointement, comme ils ont fait pendant plusieurs années.

Mais les Princes de la Maison de Baden profitant des Divisions & des Guerres qui étoient alors entre le Roi François Premier, & l'Empereur Charles-Quint, s'emparérent dudit Marquisat de Rothelin (qui est situé en la Contrée de Wisenthal près de Bâle) & ses dépendances; & Ernest de Baden s'en mit en possession de l'autorité de l'Empereur.

Depuis ce tems ils se sont conservez dans cette induë possession; quelques diligences qui ayent été faites par les Princes de la Maison de Longueville, pour se faire restituer par la Maison de Baden cet ancien Patrimoine de leurs Ancêtres.

Madame de Némours qui est seule Héritiére de la Maison d'Orleans de Longueville, espére qu'il plaira à Messieurs les Médiateurs d'entrer en connoissance de la justice de ses Droits; & de lui accorder leurs offices, pour la faire rentrer en la pleine & paisible possession dudit Marquisat de Rothelin & de ses dépendances.

JE FRANÇOIS BOURRET Envoyé de son Altesse Sérénissime madite Dame Duchesse de Némours, en vertu de son Plein-pouvoir daté à Paris le trentiéme Août dernier; me suis addressé à leurs Excellences Monsieur le Comte Bonde, & Monsieur le Baron de Lillieroot, Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Sérénissime Roi de Suéde, des Goths, des Vandales, &c. Médiateurs pour les Traitez de la Paix générale; Auxquels j'ay communiqué l'Original dudit Plein-pouvoir, & représenté les justes Droits & Prétensions de son Altesse Sérénissime, sur la Principauté d'Orange, & sur plusieurs Terres & Seigneuries situées en Franche-Comté, venant originairement de Jean de Châlons, Marie Desbaux, & Alix de Châlons; ensemble sur le Marquisat de Rothelin & ses dépendances venant de Jeanne de Hocquebert; Pour la preuve desquels j'ai remis à chacune de leurs Excellences, Copie des deux Mémoires cy-dessus & plusieurs Testamens, Arrêts, & autres Actes & Piéces justificatives desdits Droits, & les ai très-instamment prié d'en prendre connoissance, & d'accorder à son Altesse Sérénissime leur favorable Médiation, pour la faire rentrer en la pleine & paisible possession & jouïssance desdits Principauté & Biens. Fait à la Haye le vingt-uniéme Octobre mille six cent quatre vingt-dix-sept.

Signé,

BOURRET.

Réconnoissance desdits Mémoires & Déclarations.

L'An 1697. le 29. du jour du mois d'Octobre, par devant moi Samuel Favon, Notaire Public admis par la Cour de Hollande, résident à la Haye, & en présence des Témoins sous-nommez, est comparu François Bourret, Conseiller & Trésorier Général des Maison & Finances de son Altesse Sérénissime Madame la Duchesse de Némours, & son Envoyé en l'Assemblée de la Paix générale à Ryswick, à l'effet du contenu aux Mémoires cy-dessus: Lequel a declaré & reconnu avoir écrit & signé de sa main lesdits Mémoires, & en avoir delivré autant dès le vingt-uniéme du présent mois à leurs Excellences Monsieur le Comte Bonde, & Monsieur le Baron de Lillieroot, Ambassadeurs & Plénipotentiaires du Sérénissime Roi de Suede, des Goths, des Vandales, &c. Médiateurs pour les Traitez de la Paix générale, aux fins qu'il leur plût prendre connoissance des Droits de son Altesse Sérénissime, & lui accorder leur Médiation, pour la faire restituer en la pleine & paisible possession & jouissance de la Principauté d'Orange & de plusieurs Terres & Seigneuries situées en Franche Comté, qui lui appartiennent du Chef de Jean de Châlons, Marie Desbaux, & Alix de Châlons, ensemble du Marquisat de Rothelin & ses dépendances, à Elle appartenans du Chef de Jeanne de Hocquebert; Depuis lequel jour vingt-uniéme du présent mois, quelques diligences & instances qu'il ait faites auprès de leurs Excellences, il n'en a pû tirer aucune réponse favorable, quoi que leurs Excellences ayent reçû lesdits Mémoires & les Piéces justificatives des Droits de son Altesse Sérénissime: C'est pourquoi il est resolu & necessité de protester incessamment pour la conservation desdits Droits, & cependant de faire reconnoître présentement lesdits Mémoires. De laquelle reconnoissance & déclaration mondit Sieur Bourret audit nom m'a demandé Acte, & requis de vouloir garder comme personne publique & mettre au rang de mes Minutes lesdits Mémoires & Déclaration, & d'y attacher Copie de son Plein-pouvoir du trentiéme Août dernier pour y avoir recours en tout tems, à lui octroyé. Fait & passé à la Haye les jour, an, & mois que dessus, en présence de Samuel Favon le jeune Clerc, & Jean Rosier, Témoins à ce requis, lesquels ont signé avec mondit Sieur Bourret & moi Notaire en la Minute des présentes demeurée par devers moi dit Notaire. Ce que j'atteste.

Signé,

FAVON, *Notaire Public.*

Protestation pour la Conservation des Droits de son Altesse Sérénissime Madame la Duchesse de Némours, sur la Principauté d'Orange, plusieurs Terres & Seigneuries situées en Franche-Comté, le Marquisat de Rothelin, & leurs dépendances.

SACHENT TOUS & soient dûëment informez en vertu de cet Acte public, que l'an 1697. le 7. jour de Novembre environ sur les 10. heures du matin, par devant moi Samuel Favon Notaire Public, admis par la Cour de Hollande, résident à la Haye, & en présence des Témoins sousnommez, est comparu François Bourret, Conseiller & Trésorier Général des Maison & Finances de Très-haute, Très-puissante, & Sérénissime Princesse, Madame Marie d'Orleans, par la grace de Dieu, Princesse Souveraine de Neufchâtel & Vallengin en Suisse Duchesse de Némours & d'Estoutteville, Comtesse de Dunois, Saint Pol, Gournai, Tancarville, Chaumont, Dreux, & autres lieux; Envoyé & chargé du Plein-pouvoir de Son Altesse Sérénissime, daté à Paris le 30. Août dernier, dont il a été deposé Copie dûëment collationnée, mise au nombre de mes Minutes le 29. Octobre aussi dernier, & par moi fait mention dudit dépôt au pied de l'Original dudit Plein-pouvoir, qui sera transcrit tout au long à la fin du présent Acte: Lequel m'a dit & declaré qu'ayant présenté & remis dès le 21. dudit mois d'Octobre à leurs Excellences Monsieur le Comte Bonde, & Monsieur le Baron de Lillieroot, Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Sérénissime Roi de Suéde, des Goths, Vandales, &c. Médiateurs pour les Traitez de la Paix générale, sondit Plein-pouvoir, avec les Mémoires & Piéces pour établir la Justice des Droits de son Altesse Sérénissime madite Dame Duchesse de Némours sur la Principauté d'Orange, & sur les Terres Harlay, Cuisel, Varennes, le Château & Ville de Condorcey, Anceonne, Saint Laurent de la Roche, Sainte Anne sous ledit la Roche, Geninguey, Bealrepaire, Lorme, Pierrepertuis, l'Ile sous Montreal, Chavennes, l'Ile en Bresse, Viteal, & autres Terres & Seigneuries situées en la Franche-Comté; ensemble sur le Marquisat de Rothelin, scis en la contrée de Visenthal près Bâle, & leurs appartenances & dépendances. Il a fait tous ses efforts pour engager leurs Excellences Messieurs les Médiateurs à prendre connoissance desdits Droits, & à interposer leurs Offices & leur favorable Médiation, sur les demandes de son Altesse Sérénissime, à l'effet d'être restituée en la pleine & paisible possession desdits Principauté & biens: qui lui appartiennent à titre légitime, en qualité de seule Héritiére de Jean-Louis-Charles d'Orleans, Duc de Longueville son Frere, dernier mâle de la Maison de Longueville, à laquelle ils sont dévolus, sçavoir lesdits Principauté d'Orange & Biens de Franche Comté, du Chef de Marie Desbaux Princesse d'Orange, seule Héritiére de la Maison Desbaux, de Jean de Châlons, & d'Alix de Châlons leur Fille; dont son Altesse Sérénissime est issuë en droite ligne, & ce en vertu des Testamens de ladite Marie Desbaux du 22. May 1416., & de Jean de Châlons du mois d'Août 1417. Contre le Sérénissime Roi de la Grande-Bretagne Guillaume III. & tous autres qui détiennent & occupent lesdits Principauté & Biens de Franche-Comté, dont Guillaume Comte de Nassau, l'un de ses Prédécesseurs, s'étoit emparé sans Titre; & dont les Comtes de Nassau ont été condamnez de laisser la possession libre à la Maison de Longueville par trois Arrêts du Grand Conseil des 20. Novembre 1553., 27. Juillet 1556., & premier Février 1657. Et à l'égard dudit Marquisat de Rothelin & de ses dépendances, du Chef de Jeanne de Hocquebert, Fille unique & seule Héritiére de Philippe de Hocquebert Marquis de Rothelin, mariée à Louïs d'Orleans premier du nom Duc de Longueville, dont son Altesse Sérénissime est pareillement issuë en droite ligne: contre les Sérénissimes Princes de la Maison de Baden, qui détiennent & occupent ledit Marquisat de Rothelin & ses dépendances, dont Ernest de Baden, l'un de leurs Prédécesseurs, s'étoit emparé sans titre & sans aucun prétexte légitime: Mais ledit Sieur Bourret ayant reconnu, que toutes les Remontrances, Requisitions & Instances par lui faites, pour faire restituer à son Altesse Sérénissime lesdits Principauté & Biens, étoient inefficaces & inutiles, il auroit été obligé de se reduire à des protestations pour la conservation des Droits de sadite Altesse Sérénissime, & auroit dûëment prié & requis leurs Excellences Messieurs les Médiateurs de les recevoir, de les faire insérer dans le Protocole de la Médiation, & de lui en accorder Acte dans la meilleure forme que faire se pourroit, pour servir & valoir à son Altesse Sérénissime en tems & lieu; à l'effet de quoi il se seroit taansporté plusieurs fois, tant au Château de Ryswick où se tiennent les Conférences au sujet du Traité de la Paix générale, qu'en leurs Hôtels & Domiciles à la Haye, notamment les 25, 26, 27, 28, 29. & 30. d'Octobre dernier: Surquoi ayant plû à leurs Excellences de lui déclarer, & de lui donner pour réponse, qu'ils ne pouvoient pas recevoir lesdites Protestations, & les insérer dans leur Protocole, parce qu'à l'égard de la Principauté d'Orange, & desdits Biens de Franche-Comté, ledit Sieur Bourret ne s'étoit présenté qu'après l'échange des Ratifications du Traité de Paix d'entre la France & l'Angleterre, & pour ce qui est du Marquisat de Rothelin, cette matiére n'avoit point été agitée dans les présens Traitez, & il n'en étoit fait aucune mention dans les Articles de la Médiation, ce qui les mettoit hors d'état de recevoir lesdites Protestations: C'EST POURQUOI ledit Sieur Bourret, sur le refus de leurs Excellences Messieurs les Médiateurs, s'est vû obligé de recourir aux voyes de Droit, & de protester solemnellement, comme il proteste en effet par devant moi Notaire Public, & les Témoins soussnommez, en vertu dudit Plein-pouvoir, pour conserver à son Altesse Sérénissime madite Dame

Digitized by Google

Dame Duchesse de Némours, ladite Principauté d'Orange, lesdites Terres & Seigneuries situées en Franche-Comté, & ledit Marquisat de Rothelin avec toutes leurs appartenances & dépendances, & les autres Terres & Biens venans des Maisons de Châlons, Desbaux & de Hocquebert, en quelques lieux qu'ils se trouvent situez, ensemble tous les Droits de sadite Altesse Sérénissime: A ce que tous les Traitez de Paix, généraux ou particuliers, faits ou à faire, ne puissent en façon quelconque déroger, nuire, ni préjudicier à son Altesse Sérénissime, ses Hoirs ou ayans cause, présens ou à venir, directement ou indirectement: Déclarant qu'il n'a jamais aquiescé à ce qui a été fait, & pourroit être fait à l'avenir, au préjudice des Droits de son Altesse Sérénissime susmentionnez, qu'il n'a rien negligé pour la faire restituer en la pleine & paisible possession desdits Principauté & Biens, & qu'il en appelle à une conjoncture de tems plus favorable. Et en vertu de cette Protestation publique, il m'a requis en madite qualité de Notaire Public, & les Témoins y présens & soussignez, de lui en dresser & délivrer un Acte dans les termes ci-dessus, que je lui ai délivré pour servir & valoir à son Altesse Sérénissime madite Dame Duchesse de Némours ce que de raison: Duquel Acte ledit Sieur Bourret m'a pareillement requis de bailler & dénoncer des Copies à leursdites Excellences Monsieur le Comte Bonde, & Monsieur le Baron de Lillieroot, afin que ledit Acte en soit d'autant plus autentique & solemnel, & de leur réïterer les instances & les requisitions ci-devant faites à leurs Excellences par ledit Sieur Bourret, pour l'inserer dans le Protocole de leur Médiation. Fait & passé à la Haye en l'Etude de moi Notaire, en présence de Samuel Favon le jeune Clerc, & Jean Rozier, Témoins requis & priez aux fins que dessus, l'an, jour, mois & heure marquez ci-dessus; & ont ledit Sieur Bourret & les Témoins susnommez, signé avec moi Notaire, la Minute des présentes, laquelle est restée par devers moi, ce que j'atteste:

Signé,

Favon, Notaire Public.

Dénonciation faite à Messieurs les Médiateurs.

Et le huitiéme jour de Novembre audit an 1697. environ les onze heures du matin, pour satisfaire à la réquisition de mondit Sieur Bourret, Je soussigné Notaire Public admis par la Cour de Hollande, résident à la Haye, en présence des Témoins sousnommez, certifie que je me suis transporté aux Hôtels & Domiciles de Leursdites Excellences Monsieur le Comte Bonde, & Monsieur le Baron de Lillieroot, Médiateurs pour les Traitez de la Paix Générale, à la Haye, où parlant au Suisse de chacun d'eux, je leur ai baillé & dénoncé séparément autant de l'Acte ci-dessus, ensemble des Copies du Plein-pouvoir dudit Sieur Bourret en date du 30. Août dernier, & des Mémoires présentez à Leurs Excellences, reconnus par devant moidit Notaire, le 29. Octobre aussi dernier, & de l'Acte de ladite Reconnoissance, & je les ai, parlant comme dessus, requis avec le respect convenable, d'insérer lesdits Actes dans le Protocole de la Médiation: lesquelles dénonciations j'ai faites en présence de Samuel Favon le jeune Clerc, & Jean Rozier Témoins à ce requis, qui ont signé la Minute des présentes avec moi Notaire, laquelle Minute est restée par devers moi, ce que j'atteste:

Signé,

Favon, Notaire Public.

Ensuit la teneur dudit Plein-pouvoir.

Marie, par la Grace de Dieu, Princesse Souveraine de Neufchâtel & Valengin en Suisse, Duchesse de Nemours & d'Estouttevil-le, Comtesse de Dunois, S. Pol, Gournai, Tancarville, Chaumont, Dreux & autres lieux. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. La Principauté d'Orange, & les Terres de Harlay, Cuisel, Varennes, le Château & Ville de Condorcei, Anceonne, S. Laurent de la Roche, Ste Anne sous ledit la Roche, Geninguey, Beal Repaire, Lorme, Pierre Pertuis, l'Ile sous Montreal, Chavennes, Viteal, l'Ile en Bresse, & autres situées en la Franche-Comté, & le Marquisat de Rothelin, nous appartenans à titre légitime, comme seule Héritiére de la Maison d'Orleans de Longueville, en qualité de fille d'Henri d'Orleans Duc de Longueville Pair de France, Souverain de Neufchâtel & Vallengin nôtre très-honoré Seigneur & Pere, & devenuë seule Héritiére de Jean Louïs Charles d'Orleans de Longueville, Comte de Dunois, aussi Souverain de Neufchâtel & Vallengin, dernier Mâle de la Maison de Longueville: Nous avons résolu d'envoyer nôtre Député en l'Assemblée de Ryswick où se font les Conférences au sujet du Traité de la Paix Génerale, pour y représenter nos droits & interêts, à l'effet de nous conserver la Principauté d'Orange, & lesdites Terres situées en la Franche-Comté, & le Marquisat de Rothelin, comme lesdits Principauté & Biens nous étans dévolus par le décès de mesdits Seigneurs les Ducs de Longueville, ausquels lesdits Principauté & Biens de Franche-Comté appartenoient, du chef de Marie Desbaux Princesse d'Orange seule Héritiére de la Maison Desbaux, de Jean de Chalons, & d'Alix de Chalons leur fille, desquels Marie Desbaux, Jean & Alix de Chalons, nous sommes issuë en droite ligne, & mesdits Seigneurs les Ducs de Longueville nos Auteurs, ausquels lesdits Biens ont appartenu en vertu des Testamens de ladite Marie Desbaux Princesse d'Orange, du 22. May 1416. & de Jean de Chalons, du mois d'Août 1417. & en conséquence des Arrêts du Grand Conseil des 20. Novembre 1553. & 27. Juillet 1556. obtenus par mesdits Seigneurs François d'Orleans, & Leonor d'Orleans Duc de Longueville, contre Guillaume Comte de Nassau qui s'en étoit emparé sans titre, & d'un autre Arrêt obtenu par mondit Seigneur Henri d'Orleans Duc de Longueville, contre Marie Stuart Veuve de Guillaume Comte de Nassau, tant en son nom que comme Tutrice: Par tous lesquels Arrêts les Comtes de Nassau ont été condamnez, de laisser à la Maison de Longueville la possession libre de la Principauté d'Orange, & autres Biens qui ont appartenu à Jean de Chalons & Marie Desbaux: en exécution desquels Arrêts, ont été faites différentes poursuites & diligences, même és années 1682. & 1694. A ces causes sçavoir faisons, qu'ayans entiérement confiance en la personne du Sieur François Bourret nôtre Conseiller & Tresorier Général de nos Maison & Finances, nous l'avons nommé & constitué, & par ces présentes le nommons & constituons nôtre Procureur Général & special, pour se transporter en ladite Ville de Ryswick, & suivant les instructions particulieres que nous lui avons fait donner, représenter la justice de nosdits Droits, & demander que nous soyons restituée en la pleine & paisible possession desdits Principauté d'Orange & biens situez en Franche-Comté, à nous dévolus, & esquels mesdits Seigneurs Ducs de Longueville nos Auteurs ont été maintenus, & les Comtes de Nassau condamnez de leur en laisser la possession libre, qui s'en étoient emparez sans aucun prétexte légitime: Ensemble ledit Marquisat de Rothelin. Comme aussi donnons Pouvoir audit Sieur Bourret, en cas qu'il soit fait refus d'entrer en connoissance de la justice de nos Droits, & de nous comprendre dans ledit Traité, pour nous conserver lesdits Biens, de faire en nôtre nom les protestations nécessaires pour la conservation de nosdits Biens & Droits, & de tout ce qui en peut dependre, & d'en retirer des Actes dans la meilleure forme que faire se pourra; faire à cet effet toutes les diligences nécessaires, à ce que tous les Traitez de Paix généraux ou particuliers, faits ou à faire, ne puissent en façon quelconque déroger, nuire, ni préjudicier à Nous, nos Hoirs ou ayans cause, présens & à venir, directement ou indirectement. Et généralement nous donnons Pouvoir audit Sieur Bourret de faire en la Négociation de cette affaire & ce qui en dépend, tout ce qu'il jugera à propos pour en avoir & procurer le succès. Promettant d'avoir le tout pour agréable ferme & stable, comme si nous même y avions été en personne: en foi & témoignage de quoi, nous avons signé ces présentes de nôtre main, & icelles fait contresigner par l'un de nos Secretaires, & y apposer

ANNO 1697. poser le seel de nos Armes. A Paris l'an de Grace mil six cens quatre vingts dix-sept, le trentiéme jour d'Août.

Signé,

MARIE D'ORLEANS.

Et plus-bas,

par Madame.

Signé,

DE S. AMOUR.

Et scellé. La Copie du Plein-pouvoir ci-devant transcrit a été collationnée par moi Notaire soussigné sur l'Original en papier; & jointe aux Memoires signez de mondit Sieur Bourret, reconnus ce jourd'hui par devant moi dit Notaire & témoins, pour être gardée avec la Minute de l'Acte de ladite reconnoissance au nombre de mes Minutes; au pied de l'Original duquel Plein-pouvoir a été par moi fait mention dudit dépôt. Fait à la Haye le vingt neuviéme jour d'Octobre mil six cens quatrevingt dix-sept:

Signé,

BOURRET ET FAVON, Notaire Public.

Ce que j'atteste:

Signé,

FAVON, Notaire Public.

CXCVIII.

20. Sept. *Traité de Paix entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* CHARLES II. *Roi d'Espagne, par lequel toutes les Conquêtes, Occupations & Reunions faites par Sa Majesté T. C. sur Sa Majesté Catholique tant en Espagne qu'aux Païs-Bas depuis la Paix de Nimegue sont restituées, à la reserve de 82. Villes, Bourgs, & Lieux specifiés dans une Liste separée. Le Roi T. C. y promet aussi de remettre la Ville de* Dinant *à l'Evêque, & à sa Recommandation le Roi Catholique rendra l'Isle de* Ponza *au Duc de Parme. Fait à Ryswick le* 20. *Septembre* 1697. *Avec les* PLEINPOUVOIRS *& les* RATIFICATIONS *des deux Rois. Comme aussi* L'ARTICLE SEPARE' *pour le Terme laissé à l'Empereur & à l'Empire; avec les Ratifications. Item la* LISTE ET DECLARATION *des Reunions ou Occupations faites par Sa Majesté T. C. dans les Provinces Catholiques des Païs-Bas, depuis la Paix de Nimegue. Et la* LISTE *d'Exception des Lieux reservés par la France.* [Sur l'imprimé à Paris chez FREDERIC LEONARD avec Permission & Privilege du Roi Ann. 1697. On trouve aussi cette Piéce dans les *Actes & Memoires* de la Paix de RYSWYCK. Tom. III. pag. 219. dans le *Recueil* de divers Traitez faits depuis soixante ans. seconde Part. pag. 557. dans HERM. FRANC. FRID. Baronis AB ANDLERN *Corpus Constitut. Imperialium* Tom. I. in App. pag. 126. en Allemand. & dans le *Theatrum Europeum.* Tom. XV. pag. 190. en Allem.]

AU Nom de Dieu & la Très-Sainte Trinité, à tous presens & à venir, soit notoire que pendant le cours de la plus sanglante Guerre dont l'Europe ait été affligée depuis long-temps, il a plû à la divine Providence de préparer à la Chrêtienté la fin de ses maux, en conservant un ardent desir de la Paix dans les cœurs de très-haut, très-excellent & très-puissant Prince Loüis Quatorziéme, par la grace de Dieu Roi Très-Chrétien de France & de Navarre; & de Très-haut, Très-excellent & Très-puissant Prince Charles Second, Roi Catholique des Espagnes; lesquels souhaitans également de concourir de bonne foi, & autant qu'il est en eux, au rétablissement de la Tranquillité publique, & n'ayant d'ailleurs en vûë que de la rendre solide & perpetuelle, par l'équité de ses Conditions; leursdites Majestez ont unanimement consenti en premier lieu à reconnoître pour cet effet la Mediation de Très-haut, Très-excellent & Très-puissant Prince de glorieuse Memoire Charles Onziéme, par la grace de Dieu Roi de Suede, des Gots & des Vandales: mais une mort précipitée ayant traversé l'esperance que toute l'Europe avoit justement conçûë de l'heureux effet de ses Conseils, & de ses bons Offices; leursdites Majestez persistans dans la résolution d'arrêter au plûtôt l'effusion de tant de Sang Chrêtien, ont estimé ne pouvoir mieux faire que de continuer de reconnoître en la même Qualité, Très-haut, Très-excellent & Très-puissant Prince Charles Douziéme Roi de Suede son Fils & son Successeur, qui de sa part a continué aussi les mêmes soins, pour l'avancement de la Paix entre leurs Majestez Très-Chrêtienne & Catholique, dans les Conferences qui se sont tenuës pour cet effet au Château de Ryswick dans la Province de Hollande, entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires nommez de part & d'autre. Sçavoir de la part de Sa Majesté Très-Chrêtienne, le Sieur Nicolas Auguste de Harlay Chevalier, Seigneur de Bonneüil, Comte de Cely, Conseiller Ordinaire du Roi en son Conseil d'Etat; le Sieur Louis Chevalier Verjus, Comte de Crecy, Conseiller Ordinaire du Roi en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises, de Fort Isle, du Meüillet, & autres Lieux; & le Sieur François de Callieres, Chevalier, Seigneur de Callieres de la Rochechellay & de Gigny. Et de la part de Sa Majesté Catholique, le Sieur Dom Francisco Bernardo de Quiros, Chevalier de l'Ordre de Saint Jaques, Conseiller du Roi en son Conseil Royal & Supreme de Castille; & du Sieur Louis Alexandre de Scockart, Comte de Tirimont, Baron de Gaesbeke, Conseiller du Conseil Supreme d'Etat des Païs-Bas à Madrid, de ceux d'Etat, & privé dans les mêmes Païs. Lesquels après avoir imploré l'Assistance divine, & s'être communiqué respectivement leurs pleins Pouvoirs, dont les copies seront inserées de mot à mot à la fin du present Traité, & en avoir dûëment fait l'échange par l'Intervention & l'entremise du Sieur Nicolas Baron de Lilienroot, Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Suede, qui s'est acquité de sa fonction de Mediateur avec toute la prudence, toute la capacité, & toute l'équité necessaire, ils seroient convenus à la gloire de Dieu & pour le bien de la Chrêtienté des Conditions dont la teneur s'ensuit.

I. Il est convenu & accordé qu'à l'avenir il y aura bonne, ferme & durable Paix, Confédération & perpetuelle Alliance & Amitié entre les Rois Très-Chrêtien & Catholique, leurs Enfans nez & à naître, leurs Hoirs, Successeurs & Heritiers, leurs Royaumes, Etats, Païs, & Sujets; qu'ils s'entr'aimeront comme bons Freres, procurant de tout leur pouvoir le Bien, l'Honneur & la Reputation l'un de l'autre, évitant de bonne foi, & autant qu'il leur sera possible, ce qui pourroit leur causer reciproquement quelque dommage.

II. En consequence de cette Paix & bonne Union, tous Actes d'Hostilitez cesseront entre lesdits Seigneurs Rois, leurs Sujets & Vassaux, tant par Mer & autres Eaux que par Terre, & generalement en tous Lieux où la Guerre se fait par les Armes de leurs Majestez; tant entre leurs Armées qu'entre les Garnisons de leurs Places, & s'il y étoit contrevenu par la prise d'une, ou plusieurs Places soit par attaque, par surprise ou par intelligence, & même s'il se faisoit des Prisonniers ou qu'il se commît d'autres Actes d'hostilité par hazard ou autrement, la Contravention sera reparée de part & d'autre de bonne foy, sans retardement ni difficulté, restituant sans aucune diminution ce qui aura été occupé, & delivrant les Prisonniers sans rançon ni payement de dépense.

III. Tous sujets d'inimitié ou de mesintelligence demeureront éteints & abolis pour jamais. Il y aura de part & d'autre un oubli & une Amnistie perpetuelle

ANNO 1697. tuelle de tout ce qui s'est fait pendant la presente Guerre, ou à son occasion, sans qu'on puisse à l'avenir, sous aucun pretexte, directement ni indirectement, en faire aucune recherche, par voye de Justice ou autrement, sous quelque prétexte que ce soit, & leursdites Majestez, ni leurs Sujets, Serviteurs & Adherants n'en pourront témoigner de ressentiment ni en prétendre aucune sorte de reparation.

IV. Seront remises & laissées en la Possession, Domaine & Souveraineté de Sa Majesté Catholique, les Places de Gironne, Rose & Belver en l'état qu'elles ont été prises avec l'Artillerie, qui s'y est trouvée dans le même temps, & toutes les autres Villes, Places, Forts, Lieux & Châtellenies generalement quelconques, qui ont été occupez pendant cette Guerre, par les Armes de Sa Majesté Très-Chrêtienne, & depuis le Traité de Nimegue, dans la Principauté de Catalogne, ou ailleurs en Espagne, leurs Appartenances, Dépendances & annexes seront remises en l'état auquel ils se trouvent à present, sans en rien retenir, reserver, affoiblir ni deteriorer. Sera aussi remise de même au Pouvoir, Domaine & Souveraineté de Sa Majesté Catholique, la Ville de Barcelone, Fort & Fortifications en dependants avec toute l'Artillerie, en l'état auquel le tout s'est trouvé au jour de la prise, avec toutes Appartenances, Dependances & annexes.

V. La Ville & Forteresse de Luxembourg, en l'état auquel elle se trouve presentement, sans y rien demolir, changer, diminuer, affoiblir, ou deteriorer des Ouvrages, Forts & Fortifications d'icelle, avec l'Artillerie qui s'y est trouvée au temps de la prise: ensemble la Province & Duché de Luxembourg, & Comté de Chiny en toutes leurs Consistances, & tout ce qu'ils comprennent avec leurs Appartenances, Dependances & Annexes, seront rendus & remis au Pouvoir, Souveraineté, Domaine & Possession du Roi Catholique, de bonne foi, pour en joüir par ledit Seigneur Roi Catholique, tout ainsi qu'il a fait ou pû faire lors & avant le Traité de Nimegue, sans en rien retenir ni reserver, si ce n'est ce qui en a été cedé à Sa Majesté Très Chrêtienne, par le precedent Traité de Paix.

VI. La Forteresse de Charleroi sera pareillement remise au Pouvoir & sous la Souveraineté, de Sa Majesté Catholique avec sa Dependance en l'état auquel elle est à present sans y rien rompre, demolir, affoiblir ou deteriorer, de même que l'Artillerie, qui y étoit lorsqu'elle a été prise.

VII. Sera remise aussi à la Souveraineté, Domaine, & Possession de Sa Majesté Catholique la Ville de Mons Capitale de la Province de Hainaut avec ses Ouvrages & Fortifications dans l'état auquel elles se trouvent à present, sans y rien rompre, demolir, affoiblir ou deteriorer; ensemble l'Artillerie qui s'y est trouvée au temps de la prise, & la Banlieuë & Prévôté, Appartenances, & Dependances de la même Ville en toute sa consistance, ainsi que le Roi Catholique en a joüi, ou pû joüir lors & avant ledit Traité, de même que la Ville d'Ath dans l'état où elle étoit au tems de sa derniere prise, sans y rien rompre, demolir, affoiblir ni deteriorer de ses Ouvrages avec l'Artillerie qui s'y est trouvée audit jour, ensemble la Banlieuë, Châtellenie, Appartenances, Dependances, & annexes de ladite Ville, comme elles ont été cedées par le Traité de Nimégue, à la reserve des Lieux ci-après, sçavoir le Bourg d'Anthoin, Vaux, Guarrin, Ramecroix, Bethôme, Constantin, le Fief de Paradis, lesdits derniers étant des enclavemens de Tournaisis, & ledit Fief de Paradis, en tant qu'il contribuë avec le Village de Kain, Havines, Mêles, Mourcourt, Kain, le Mont de S. Audebert dit de la Trinité, Fontenoy, Maubray, Hernies, Caluelle, & Viers, avec leurs Paroisses, Appartenances & Dependances resteront, sans en rien reserver, en la Possession & Souveraineté de Sa Majesté Très-Chrêtienne, la Province de Hainaut demeurant au surplus à la Souveraineté de Sa Majesté Catholique, sans prejudice neanmoins de ce qui a été cedé à Sa Majesté Très-Chrêtienne, par les precedens Traitez.

VIII. Sera remise au Pouvoir, Domaine, Souveraineté & Possession de Sa Majesté Catholique la Ville de Courtray, dans l'état present avec l'Artillerie, qui s'y est trouvée au tems de la derniere prise; ensemble la Châtellenie de ladite Ville, Appartenances, Dependances, annexes conformement au Traité de Nimegue.

IX. Ledit Seigneur Roi Très-Chrêtien fera aussi restituer à Sa Majesté Catholique toutes les Villes, Places, Forts, Châteaux, & Postes, que ses Armées ont ou pourroient avoir occupez jusqu'au jour de la Paix, & même depuis icelle, en quelque Lieu du Monde qu'elles soient situées, comme pareillement Sadite Majesté Catholique, fera restituer à Sa Majesté Très-Chrêtienne toutes les Places, Forts, Châteaux, & Postes que ses Armées pourroient avoir occupez durant cette Guerre, jusqu'au jour de la Publication de la Paix, & en quelques Lieux qu'ils soient situez.

X. Tous les Lieux, Villes, Bourgs, Places, & Villages, que le Roi Très-Chrêtien a occupez & réunis depuis le Traité de Nimegue dans les Provinces de Luxembourg, Namur, Brabant, Flandres, Hainaut, & autres Provinces du Païs-Bas, selon la Liste desdites réunions produites de la part de Sa Majesté Catholique dans les Actes de cette Negociation, & dont Copie sera annexée au present Traité, demeureront à Sa Majesté Catholique absolument & à toûjours, à la reserve des 82. Villes, Bourgs, Lieux, & Villages contenus dans la Liste d'exception, qui en a été aussi fournie de la part de Sa Majesté Très-Chrêtienne, & qui sont par elle prétendus, pour raisons des Dépendances des Villes de Charlemont, Maubeuge, & autres cedées à Sa Majesté Très-Chrêtienne, par les Traitez d'Aix la Chapelle & de Nimegue, à l'égard desquels 82. Lieux susdits seulement dont la Liste sera pareillement annexée au present Traité, on est demeuré d'accord qu'il sera nommé incessamment après la signature du present Traité des Commissaires de part & d'autre, tant pour regler auquel des deux Rois lesdits 82. Villes, Bourgs, Lieux, ou Villages, ou aucun d'iceux devront demeurer & appartenir, que pour convenir des échanges à faire des Lieux, & Villages enclavez dans les Païs de la Domination de l'un & de l'autre, & en cas que lesdits Commissaires ne pûssent demeurer d'accord; leurs Majestez Très-Chrêtienne & Catholique en remettront la derniere Decision au Jugement des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, que lesdits Seigneurs Rois ont réciproquement consenti de prendre pour Arbitres, sans préjudice neanmoins aux Ambassadeurs Plenipotentiaires desdits Seigneurs Rois T. C. & Catholique, d'en convenir autrement entr'eux à l'amiable, & même avant la Ratification du present Traité, s'il est possible, moyennant quoi toutes difficultez tant à l'égard desdites Réunions que des limites, & Dependances, demeureront de part & d'autre entierement assoupies & terminées: en consequence cesseront toutes poursuites, Sentences, Separations, Incorporations, Commises, Decretemens, Confiscations, Reunions, Declarations, Reglemens, Edits, & tous Actes generalement quelconques données au nom & de la part de Sa Majesté Très-Chrêtienne pour raison desdites Réunions, soit par le Parlement ou Chambre établie à Mets, soit par tous autres Tribunaux de Justice, Intendant, Commises, ou Delegations contre Sa Majesté Catholique & ses Sujets, & seront revoquées & annullées à toûjours, comme s'ils n'avoient jamais été & au surplus la Generalité desdites Provinces, demeureront à Sa Majesté Catholique, à la reserve de toutes les Villes, Places, & Lieux cedez à Sa Majesté Très-Chrêtienne, par les precedens Traitez, avec les Appartenances & Dependances.

XI. Toutes les Places, Villes, Bourgs, Lieux, & Villages, Circonstances, Dependances & annexes ci-dessus remis & cedez par Sa Majesté Très-Chrêtienne, sans en rien reserver ni retenir, rentreront en la Possession de Sa Majesté Catholique, pour en joüir par elle & de toutes les Prerogatives, Avantages, Profits & Revenus, qui en dependent, avec la même étenduë, & aux mêmes Droits de Proprieté, Domaine & Souveraineté qu'elle en joüissoit avant la derniere Guerre, lors & avant le Traité d'Aix la Chapelle & de Nimegue, & tout ainsi qu'elle en a pû ou dû joüir.

XII. La Restitution desdites Places se fera de la part dudit Seigneur Roi Très-Chrêtien réellement, & de bonne foi, sans retardement ni difficulté pour quelque cause & occasion que ce soit à celui ou à ceux qui seront à ce deputez par ledit Seigneur Roi Catholique, immediatement après la Ratification du present Traité, sans rien demolir, affoiblir, diminuer ou endommager en aucune sorte dans lesdites Villes, & sans que l'on puisse pretendre ni demander aucun remboursement pour les Fortifications, Edifices publics & Bâtimens faits ausdites Places, ni pour le payement de ce

ANNO 1697.

ce qui pourroit être dû aux Soldats & Gens de Guerre, qui s'y trouveront lors de la Restitution.

XIII. Le Roi Très-Chrêtien fera retirer de toutes lesdites Places qu'il remet au Roi Catholique toute l'Artillerie que Sadite Majesté a fait apporter dans lesdites Villes, depuis qu'elles ont été prises, toutes les Poudres, Boulets, Armes, Vivres, & autres Munitions qui s'y trouveront, lors qu'elles seront remises à Sadite Majesté Catholique; & ceux que le Roi Très-Chrêtien aura commis pour cet effet, pourront se servir pendant deux mois des Chariots & des Bateaux du Païs: ils auront le Passage libre tant par Eau que par Terre pour faire emporter lesdites Munitions dans les Places de Sa Majesté Très-Chrêtienne, les plus voisines. Les Gouverneurs, Commandans, Officiers, & Magistrats des Places & Païs ainsi restituez feront donner toutes les facilitez qui dependront d'eux pour la voiture & conduite desdites Artillerie & Munitions; Pourront aussi les Officiers, Soldats, & Gens de Guerre, qui sortiront desdites Places, en retirer & emporter les Biens Meubles à eux appartenans, sans qu'il leur soit loisible d'exiger aucune chose des Habitans desdites Places, & du plat Païs, ni d'endommager les Maisons, ni d'emporter aucune chose appartenante aux Habitans.

XIV. Les Prisonniers de quelque nature & Condition qu'ils puissent être, seront mis en liberté de part & d'autre, & sans rançon, aussi-tôt après l'échange des Ratifications, en payant leur dépense, & ce qu'ils pourroient d'ailleurs legitimement devoir. Et si quelques-uns avoient été mis aux Galéres de leursdites Majestez, à l'occasion & par le malheur desdites Guerres seulement, ils seront promptement délivrez & mis en liberté, sans aucun retardement ni difficulté, pour quelque cause & occasion que ce soit, & sans qu'on leur puisse demander en ce cas aucune chose pour leur rançon ou pour leur dépense.

XV. Par le moyen de cette Paix & étroite Amitié les Sujets des deux côtez quels qu'ils soient pourront en gardant les Loix, Usages, & Coûtumes du Païs, aller, venir, demeurer, traficquer & retourner au Païs l'un de l'autre comme bons Marchands, & ainsi que bon leur semblera, tant par Terre que par Mer & autres Eaux, traiter & negocier ensemble, & seront soutenus & défendus les Sujets au Pays l'un de l'autre, comme propres Sujets, en payant raisonnablement les Droits en tous Lieux accoûtumés, & autres qui par lesdits Rois ou leurs Successeurs seront imposés.

XVI. Tous les Papiers, Lettres, Documents concernans les Païs, Terres & Seigneuries qui seront cedés & restitués auxdits Seigneurs Rois par le present Traité de Paix seront fournis & delivrés de bonne foi de part & d'autre dans trois mois, après que les Ratifications du present Traité auront été échangées en quelques Lieux que lesdits Papiers & Documents se puissent trouver, même ceux qui auront été enlevés de la Citadelle de Gand & de la Chambre des comptes de l'Isle.

XVII. Les Contributions établies, ou demandées de part & d'autre, Represailles, Envois de Fourage, Grains, Bois, Bestiaux, Ustenciles, & autres espéces d'Impositions sur les Païs de l'un & de l'autre Souverain, cesseront aussi-tôt après la Ratification du present Traité, & tous les Arrerages ou Parties qui en peuvent être deus ne pourront être reciproquement exigés, à quelque Titre & sous quelque pretexte que ce soit.

XVIII. Tous les Sujets de part & d'autre Ecclesiastiques & Séculiers, Corps, Communautés, Universités & Colleges seront rétablis tant en la jouissance des Honneurs, Dignités & Benefices dont ils étoient pourveus avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacun leurs Droits, Biens Meubles & Immeubles, Rente à rachapt dont les Capitaux demeurent en existence, & les Rentes viagéres saisies & occupées depuis ledit tems, tant à l'occasion de la Guerre, que pour avoir suivi le Parti contraire, ensemble de leurs Droits, Actions & Successions à eux survenuës, même depuis la Guerre commencée, sans toutefois pouvoir rien demander ni pretendre des Fruits & Revenus perceus & écheus pendant cette Guerre, dès le saisissement desdits biens Immeubles, Rentes & Benefices jusqu'au jour de la Publication du present Traité.

XIX. Ne pourront semblablement rien demander ni pretendre de Dettes, Effets & Meubles qui auront été confisqués avant ledit jour, sans que jamais les Creanciers de telles Dettes, & Depositaires de tels Effets, & leurs Heritiers ou ayant cause en puissent faire poursuite ni en pretendre recouvrement, lesquels rétablissements, en la forme avant dite, s'entendront en faveur de ceux qui auront suivi le Parti contraire, en sorte qu'ils rentreront par le moyen du present Traité, en la grace de leur Roi & Prince Souverain, comme aussi dans leurs Biens tels qu'ils se trouveront existans à la conclusion & signature du present Traité.

XX. Et se fera ledit retablissement des Sujets de part & d'autre, selon le contenu des Articles 21. & 22. du Traité de Nimegue, nonobstant toutes Donations, Concessions, Declarations, Confiscations, Commises, Sentences Preparatoires & Definitives, données par contumace en l'absence des Parties & icelles non oüyes, lesquelles Sentences & leurs Jugemens, demeureront nuls & de nul effet & comme non données & prononcées, avec liberté pleine & entiere ausdites Parties de revenir dans les Païs, d'où elles se sont retirées ci-devant, pour joüir en personne de leurs Biens & Meubles, Rentes & Revenus, ou d'établir leurs demeures hors desdits Païs, en tel Lieu que bon leur semblera, leur en demeurant le choix & élection, sans qu'on puisse user contre eux d'aucune contrainte, pour ce regard; & en cas qu'ils aiment mieux demeurer ailleurs, ils pourront deputer ou commettre telles Personnes non suspectes que bon leur semblera, pour le gouvernement & joüissance de leurs Biens, Rentes & Revenus; mais non au regard des Benefices requerant Residence, qui devront être personellement administrez & servis.

XXI. Les Articles 24. & 25. dudit Traité de Nimegue, concernans les Benefices seront executez, & en consequence ceux qui ont été pourvûs de Benefices par celui des deux Rois, qui au temps de la Collation possedoit les Villes & Païs où lesdits Benefices sont situez, seront maintenus en la Possession & joüissance desdits Benefices.

XXII. Les Sujets de part & d'autre auront la liberté, & entiere faculté de pouvoir vendre, changer, aliener, ou autrement disposer, tant par Acte d'entre vifs que de derniere volonté des Biens & Effets Meubles & Immeubles, qu'ils ont ou auront situez sous la Domination de l'autre Souverain, & chacun les y pourra acheter, Sujet ou non Sujet, sans que pour cette Vente, ou Achat aucun ait besoin d'Octroi, Permission ou autre Acte quelconque que ce present Traité.

XXIII. Comme il y a des Rentes affectées sur la Generalité de quelques Provinces dont une Partie est possedee par Sa Majesté Très-Chrêtienne, & l'autre par le Roi Catholique, il est convenu & accordé que chacun payera sa quote part, & seront nommez des Commissaires pour regler la Portion que chacun desdits Seigneurs Rois en devra payer.

XXIV. Les Rentes legitimement établies, ou dûës sur les Dómaines par les precedens Traitez, & du payement desquelles il apparoîtra dans les comptes rendus aux Chambres des Comptes par les Receveurs de leurs Majestez Très-Chrêtienne & Catholique avant lesdites Cessions, seront payées par leursdites Majestez aux Creanciers desdites Rentes, de quelque Domination qu'ils puissent être, François, Espagnols ou d'autre Nation sans distinction.

XXV. Et comme par le present Traité il se fait une Paix bonne & ferme tant par Mer que par Terre entre lesdits Seigneurs Rois, en tous leurs Royaumes, Païs, Terres, Provinces, & Seigneuries, & que toute Hostilité doit cesser à l'avenir, il est stipulé que si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuze en Norwegue jusqu'au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines; au bout de ladite Manche, jusqu'au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines; & de là dans la Mer Mediterranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines; au delà de la Ligne & en tous les autres Endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter du jour que se fera la Publication du present Traité, lesdites prises qui se feront de part & d'autre après le terme prefix seront rendus avec récompense de tous les Dommages qui en seront provenus.

XXVI. Il y aura en cas de Rupture, ce qu'à Dieu ne plaise, un Terme de six mois pour donner moyen aux Sujets de part & d'autre de retirer, & transporter leurs Effets & Personnes où bon leur semblera, & il leur

ANNO 1697.

leur sera permis de le faire en toute liberté, sans qu'on leur en puisse donner aucun empêchement ni proceder pendant ledit temps à aucune saisie desdits effets, & moins encor à l'arrêt de leurs Personnes.

XXVII. Les Troupes de part & d'autre, se retireront aussi-tôt après la Ratification du present Traité sur les Terres & Païs de leurs propres Souverains, & dans les Places, & Lieux qui doivent réciproquement demeurer & appartenir à leurs Majestez, après ou suivant le present Traité, sans pouvoir rester, sous quelque prétexte que ce soit, dans les Païs de l'autre Souverain, ni dans les Lieux qui lui doivent pareillement ci-après demeurer ou appartenir, & il y aura aussi-tôt après la signature de ce même Traité cessation d'Armes & d'Hostilités en tous Endroits de la Domination desdits Seigneurs Rois, tant par Mer & autres Eaux que par Terre.

XXVIII. Il a été aussi accordé que la perception des Droits, dont ledit Seigneur Roi Très-Chrétien est en possession, sur tous les Païs qu'il remet ou restitue audit Seigneur Roi Catholique, sera continuée jusqu'au jour de la Restitution actuelle des Places, dont lesdits Païs sont dependans, & que ce qui en restera dû lors de ladite Restitution sera payé de bonne foi, à ceux qui en ont pris les Fermes; comme aussi que dans le même tems les Proprietaires des Bois confisqués dans les Dependances des Places, qui doivent être remises à Sa Majesté Catholique, rentreront en la possession de leurs Biens, & de tous les Bois qui se trouveront sur le lieu : bien entendu que du jour de la signature du present Traité, toutes les coupes de Bois cesseront de part & d'autre.

XXIX. Le Traité de Nimegue, & les precedents seront executez selon leur forme & teneur, excepté dans les Points & Articles, où il y aura été ci-devant derogé, ou fait en dernier lieu quelque changement par le present Traité.

XXX. Toutes les Procedures faites & les Jugemens rendus entre particuliers par les Juges, & autres Officiers de Sa Majesté Très-Chrêtienne établis tant dans les Villes & Places dont elle a jouy en vertu du Traité d'Aix-la-Chapelle, & qu'elle a cedé depuis à Sa Majesté Catholique, que dans celles qui appartiennent au Roi Très-Chrêtien en vertu du Traité de Nimegue, ou dont il a été en possession depuis ledit Traité, & pareillement les Arrêts du Parlement de Tournai rendus pour raison des differens, & procès poursuivis par les Habitans desdites Villes & de leurs Dépendances, durant le tems qu'elles ont été sous l'obeïssance de Sa Majesté Très-Chrêtienne, auront lieu & sortiront leur plein & entier effet, comme si ledit Seigneur Roi demeuroit Seigneur & Possesseur desdites Villes & Pays, & ne pourront être lesdits Jugemens & Arrêts revoquez en doute & annullez, ni leur Execution autrement retardée ou empêchée: bien sera-t-il loisible aux Parties de se pourvoir par Revision de la Cause, & selon l'Ordre & la Disposition des Loix & des Ordonnances, demeurant cependant les Jugemens en leur force & vertu, sans prejudice de ce qui est stipulé à cet égard dans l'Article 21. du susdit Traité de Nimegue.

XXXI. La Ville & le Château de Dinant seront remis par Sa Majesté Très-Chrêtienne à l'Evêque & Prince de Liege en l'état qu'ils étoient lorsqu'ils ont été occupés par les Armes de Sa Majesté.

XXXII. Sa Majesté Très-Chrêtienne ayant témoigné souhaiter que l'Isle de Ponza qui est dans la Mer Mediterranée soit remise au Pouvoir de Monsieur le Duc de Parme, Sa Majesté Catholique en consideration des offices de Sa Majesté Très-Chrêtienne a bien voulu declarer qu'elle fera retirer les Gens de Guerre qu'elle y peut avoir, & remettre cette Isle au Pouvoir & possession de Monsieur le Duc de Parme, aussitôt après la Ratification du present Traité.

XXXIII. Comme il importe à la tranquilité publique que la Paix concluë à Turin le 29. d'Août 1696. entre Sa Majesté Très-Chrêtienne, & Son Altesse Royale de Savoye, soit aussi exactement observée, il a été trouvé bon de la confirmer & comprendre dans le present Traité, & dans tous ses Points, tels qu'ils sont contenus dans la Copie signée & séellée par les Plenipotentiaires de Savoye & qui sera jointe au present Traité, pour la Manutention duquel Traité & du present leursdites Majestés donnent à Son Altesse Royale leur Garantie.

XXXIV. Leursdites Majestez reconnoissans les offices, & les soins que le Serenissime Roi de Suede a continuellement employez pour le retablissement de la Paix, sont convenuës que Sa Majesté Suedoise, ses Royaumes & Etats seront nommément compris dans le present Traité, en la meilleure forme & maniere que faire se peut.

XXXV. En cette Paix, Alliance, & Amitié, seront compris tous ceux qui seront nommez de part & d'autre, d'un commun consentement, avant l'échange des Ratifications, dans l'espace de six mois après qu'elles auront été échangées.

XXXVI. Lesdits Seigneurs Rois Très-Chrêtien & Catholique, consentent que Sa Majesté Suedoise en qualité de Mediateur, & tous autres Rois, Princes & Républiques qui voudront entrer dans un pareil engagement, puissent donner à leurs Majestez leurs Promesses & Obligations de Garantie, pour l'execution de tout ce qui est contenu au present Traité.

XXXVII. Et pour plus grande seureté de ce Traité de Paix & de tous ses Points & Articles y contenus, sera le present Traité publié, verifié & enregistré tant au Grand Conseil, & autres Conseils, & Chambre des Comptes dudit Seigneur Roi Catholique aux Païs-Bas, qu'aux autres Conseils des Couronnes de Castille & d'Arragon, le tout suivant & en la forme contenuë au Traité de Nimegue, de l'année 1678. comme semblablement ledit Traité sera publié, verifié & enregistré en la Cour de Parlement & en tous autres Parlemens du Royaume de France & Chambre des Comptes dudit Paris: Desquelles publications & enregistremens seront remises & delivrées des Expeditions de part & d'autre, dans l'espace de trois mois après la Publication du present Traité.

XXXVIII. Lesquels Points & Articles ci-dessus énoncés, ensemble le contenu en chacun d'iceux, ont été traités, accordés, passés & stipulés, entre les susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Rois Catholique & Très-Chrêtien, au nom de leurs Majestés, lesquels Plenipotentiaires en vertu de leur Pouvoir, dont les Copies seront inserées au bas du present Traité, ont promis, & promettent sous l'obligation de tous & chacuns les Biens, & Etats, presens, & avenir des Rois leurs Maitres qu'ils seront inviolablement observés, & accomplis, de les faire ratifier purement & simplement sans y rien ajouter, & d'en fournir les Ratifications par Lettres authentiques, & scellées, où tout le present Traité sera inseré de mot à autre, dans six semaines, à commencer du jour & datte du present Traité, & plûtôt si faire se peut. En outre ont promis & promettent lesdits Plenipotentiaires ausdits noms que lesdites Lettres de Ratifications ayant été fournies, ledit Seigneur Roi Très-Chrêtien, le plûtôt qu'il pourra en presence de telle Personne, ou Personnes qu'il plaira audit Seigneur Roi Catholique deputer, jurera solemnellement sur la Croix, l'Evangile, Canons de la Messe, & sur son Honneur d'observer & accomplir pleinement & réellement & de bonne foi, tous les Articles du contenu au present Traité, & le semblable sera fait aussi le plûtôt qu'il sera possible, par ledit Seigneur Roi Catholique en presence de telle Personne, ou Personnes, qu'il plaira audit Seigneur Roi Très-Chrêtien deputer. En temoignage desquelles choses lesdits Plenipotentiaires ont souscrit le present Traité de leurs noms, & fait apposer le Cachet de leurs Armes. Fait à Ryswic, en Hollande, le vingtiéme Septembre seize cent quatre-vingt dix-sept.

Ainsi signé,
Sur l'Original.

LILLIEROOT. (L.S.)	HARLAY BONNEÜIL. (L.S.)	DON FRANCISCO B. DE QUIROS. (L.S.)
	VERJUS DE CRECY. (L.S.)	
	FRANÇOIS DE CALLIERES. (L.S.)	LE COMTE DE TIRIMONT. (L.S.)

Plein-Pouvoir de leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrêtienne.

LOüis, par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres

ANNO 1697.

tres verront, *Salut*: Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre dont la Chrêtienté est presentement affligée; & que par les soins, & la Médiation de nôtre Très-Cher, & Très-Amé Frere le Roi de Suede, les Villes de Delft & la Haye ont été agréées de toutes les Parties pour tenir les Conferences necessaires à cet effet. Nous par ce même desir d'arrêter, autant qu'il sera en nous, & par l'Assistance de la divine Providence, la Désolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de Sang Chrêtien. Sçavoir faisons, que nous confiant entierement en l'experience, la capacité, & la fidelité de nôtre bien Amé & Feal le Sieur de Harlay de Bonneuil, Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, & de nôtre bien Amé le Sieur Verjus, Comte de Crecy, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, les deux Eglises, du Meuillet & autres Lieux, comme aussi en celle de nôtre bien Amé le Sieur de Callieres, Chevalier, Sieur de la Roche-Chellay, & de Gigny, qui est actuellement dans la Ville de Delft, par les epreuves avantageuses que nous en avons faites dans les divers Emplois importans, que nous leur avons confiés, tant au dedans qu'au dehors du Royaume. *Pour ces causes*, & autres bonne Considerations, à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné, & deputé lesdits Sieurs de Harlay, de Crecy, & de Callieres; les commettons, ordonnons, & deputons, par ces presentes signées de nôtre main, & leur avons donné, & donnons Plein-Pouvoir, Commission, & Mandement special d'aller dans ladite Ville de Delft, en Qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires, & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs, Mediateurs respectivement receus, & agréés avec tous les Ambassadeurs, Plenipotentiaires & Ministres tant de nôtre Très-Cher, & Très-Amé Frere l'Empereur des Romains, que de nôtre Très-Cher, & Tres-Amé Frere & Cousin le Roi Catholique, comme aussi de nos Très-Chers, & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs Bas, & de tous les autres Princes, leurs Alliés, tous munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differents qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourront nos susdits Ambassadeurs, & Plenipotentiaires, tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre, par maladie, ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie, ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure, & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire, & negotier, promettre, & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même Autorité que nous ferions, & pourrions faire si nous y étions present en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requist un Mandement plus special non contenu en cesdites presentes. Promettant en foi, & Parole de Roi de tenir ferme, & d'accomplir tout ce que par lesdits Sieurs de Harlay, de Crecy, & de Callieres, ou par deux d'entr'eux, en cas de l'absence de l'autre, par maladie, ou autre empêchement aura été stipulé, promis, & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir, car tel est nôtre Plaisir, en temoin dequoi nous avons fait mettre nôtre Seel à ces presentes. Donné à Versailles le 25. jour de Février 1697. & de nôtre Regne le cinquante-quatre.

Signé,

LOUIS.

Et sur le repli

Par le Roi,

COLBERT.

Et scellé du grand Seau de Cire jaune.

Plenipotençia de sus Excelençias los Senores Embaxadores Extraordinarios y Plenipotençiarios de España.

DOn Carlos por la graçia de Dios Rey de les Españas, &c. Hazemos notorio, y declaramos, que como no hemos desseado nada con mas ansia que el que acabandose esta presente calamitosa Guerra se restituya quanto antes à la Christiandad una Paz igualmente prompta, y solida, y que por consiguiente reconocemos con la voluntad y afecto que es justo el piadoso, y loable cuidado que ha movido al Serenissimo, y Poderosissimo Principe, Hermanno, Primo y Amigo nuestro charissimo Senor Carlos por la misma graçia de Dios, Rey de Suezia, de la Gothia, y Vandalia, y su Principe Hereditario, Gran Principe de la Finlandia, Duque de Scania, Esthonia, Livonia, Carelia, Brema, Verda, Stetin, Pomerania, Casubia y Vandalia, Principe de la Rugia, Senor de la Ingria, y Vismaria, Conde Palatino del Rhin, Duque de Baviera, de Julia, Clivia, de los Puentes; &c. A encargarse del Officio de Medianero y querer aplicar sus diligencias en orden à restablezer la Tranquilidad publica, y para queno falte nada por nuestra parte, que pueda conducir à promover tan saludably intento, despues que hemos sido informados, que por parte de todos los Interessados se ha convenido en nombrar à Ryswick como lugar mas propio, y idoneo para tratarse en el la Negoçiaçion de la Paz general, hemos sin dilaçion nombrado, y constituido por nuestros Embaxadores Extraordinarios Plenipotençiarios (como en vigor de la presente nombramos, y constituimos) à Don Francisco Bernardo de Quiros, de nuestro Con-

Traduction du Pleinpouvoir de Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Catholique.

DOn Charles par la grace de Dieu Roi des Espagnes &c. faisons sçavoir & declarons que n'ayant rien souhaité avec plus de passion que de voir finir cette presente & funeste Guerre, & de voir au plûtôt retablir dans la Chrêtienté une Paix également prompte & solide, nous reconnoissons avec l'amour & bonne volonté qui est juste les charitables & les loüables soins qui peuvent avoir porté le Très-Serenissime & Très-Puissant Prince, nôtre Frere, Cousin, Ami, & Très-Cher Seigneur Charles par la grace de Dieu Roi de Suede, des Gots & des Vandales, Grand Prince de Finlande, Duc de Scanie, Esthonie, Livonie, Carelie, Breme, Ferden, Stetin, Pomeranie, Cassubie, & Vandalie, Prince de Rugen, Seigneur de l'Ingrie, & Vismarie, Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, de Juliers, Cleves, des Deuxponts, &c. à se charger de l'Office de Mediateur, & de vouloir appliquer tous ses devoirs pour établir la tranquillité publique, & afin qu'il ne puisse rien manquer pour ce qui nous regarde, qui puisse contribuer à une intention si salutaire, d'abord que nous avons été informez que l'on étoit convenu de la part de tous les interessez de nommer Ryswick, comme l'Endroit le plus propre & qui convient le mieux pour y traiter la Negotiation de la Paix generale, nous avons sans dilation nommé & constitué pour nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires (comme nous nommons & constituons en vertu de la presente) Don Francisco Bernardo de Quiros de nôtre

Digitized by Google

ANNO 1697.

Consejo de Castilla, y nuestro Embaxador en las Provincias Unidas del Payse Baxo, y Don Alexandro Schokart, Conde de Tirimont, de los Consejos de Estado y Pribado de nuestros Payses Baxos de Flandres para que por nuestra parte traten dicha Negoçiaçion, y teniendo entera confianza de su singular fidelidad, prudençia, y experiençia en el manejo de los negocios, les encargamos, y les mandamos expeçialmente, que con toda brevedad pasen al Village de Ryswick, y que en el juntamente, con los demas Embaxadores Plenipotençiarios de nuestros, muy altos, y muy poderosos Aliados, y con Intervencion de los officios de los Embaxadores Extraordinarios Plenipotençiarios del muy alto, y muy poderoso Principe Carlo Rey de Suezia, nuestro muy charo Hermano, ô, directamente entren en las Conferençias, y Tratados de Paz con los Embaxadores Extraordinarios Plenipotençiarios del muy alto, y muy Poderoso Principe Louys XIV. Rey Christianissimo de Francia nuestro muy charo Hermano, y Primo, que tengan Facultad legitima, y suficiente para el mismo fin; Concedemos tambien plena y entera Authoritad, y todo el poder que para ello se requiere à los dichos nuestros Embaxadores Extraordinarios Plenipotençiarios Don Francisco Bernardo de Quiros, y Conde de Tirimont à ambos juntos, y acada uno en particular en ausençia, ô indisposiçion del ôtro para entablar, concluir, y firmar, por nos, y en nuestro nombre el Tratado de Paz entre nos, y nuestros, muy altos, y muy poderosos Aliados, y el muy alto y muy poderoso Principe el Rey Christianissimo de Francia, y assi mismo para formar, expedir, y entregar todos los Instrumentos necesarios à este efecto, y assi para generalmente haser, prometer, estipular, y concluir los Actos y Declaraciones para permutar las Convençiones, y para hazer todas demas Cossas perteneçientes à la dicha Negoçiaçion de Paz con la misma livertad, y amplitud que nos otros mismos lo pudieramos hazer si nos hallasemos presentes à un en aquellos Negocios, y Actos que pareze pudieran requerir Orden mas especial, y mas expresa que la que contiene la presente; Y todo lo que nuestros dichos Embaxadores Extraordinarios Plenipotençiarios junta, ô, separadamente en la forma ya dicha hubieren hecho, y tratado, prometido, firmado, y concluido, nos lo prometemos, aseguramos y damos nuestra fee y palabra Real que todo lo ratificaremos solemnemente en la meyor forma, y modo que se pudiere, y dentro del tiempo que de comun acuerdo se haviere convenido; En feé de todo lo qual, y para su mayor fuerza damos la presente firmada de nuestra mano sellada con nuestro sello secreto, y refrendada del infraescripto Secretario de Estado; En Madrid à doze de Abril de mil seisçientos, y nuenta y siete;

Firmado;

YO EL REY.

(L.S.) DON CRISPIN GONZALEZ BOTELLO.

(Concuerda con su Original.)

nôtre Conseil de Castille & nôtre Ambassadeur aux Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, & Don Alexandre Scockart, Comte de Tirimont des Conseils d'Etat & privé des Pays-Bas de Flandre, afin qu'ils traitent cette Negotiation de nôtre part, & étant bien assurez & persuadez & ayant pleine confiance en leur fidelité, prudence & experience dans le maniement des affaires, nous les chargeons & leur commandons spécialement de se transporter, avec toute la briéveté possible au Village de Ryswick, & d'entrer dans les Conferences & Traitez de Paix, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Très-Haut & Très-Puissant Prince Louïs XIV. Roi Très-Chrêtien de France, nôtre Très-Cher Frere & Cousin, conjointement avec tous les autres Ambassadeurs Plenipotentiaires de nos Très-Hauts & Très-Puissans Alliez, & avec l'Intervention des offices des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Très-Haut & Très-Puissant Prince, Charles Roi de Suede, nôtre Très-Cher Frere, & qu'ils ayent faculté legitime & suffisante pour cette même fin, nous leur accordons aussi pleine & entiere authorité, & tout le Pouvoir qui est requis pour cet effet à nosdits Ambassadeurs Extraordinaires Plenipotentiaires Don Francisco Bernardo de Quiros & Comte de Tirimont, à tous deux ensemble, & à chacun d'eux en particulier par absence, ou indisposition de l'un ou de l'autre pour etablir, conclure & signer pour nous & en nôtre nom le Traité de Paix entre nous & nos Très-Puissans Alliés, & le Très-Haut & Très-Puissant Prince le Roi Très-Chrêtien de France, comme aussi pour former, expedier, & delivrer tous les Instrumens necessaires pour cet effet, & generalement pour faire promettre & stipuler, & conclure, les Actes & Declarations, pour échanger les Conventions, & pour faire toutes les autres choses appartenantes à ladite Negociation de Paix, avec la même Liberté & Faculté que nous pourrions faire nous même si nous étions present, même dans les Affaires & Actes qui pourroient requerir un Ordre plus special & plus expres que celui que contient le present, & nous promettons, assurons, & donnons nôtre foi, & Parole Royale que nous ratifierons solemnellement dans la meilleure forme & maniere que faire se pourra, & dans le tems, duquel on sera convenu d'un commun Accord, tout ce que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires auront fait, traité, promis, signé & conclu, ensemble ou séparément, dans la Forme déja exprimée. En foi de tout ce que dessus & pour sa plus grande force, nous donnons la presente signée de nôtre main, séellée de nôtre Sceau secret, & refferandée du Secretaire d'Etat. Souscrit, Madrid ce 12. d'Avril 1697.

Signé,

MOI LE ROI,

DON CRISPIN GONZALEZ BOTTELLO.

Concordat cum Originali.

ANNO 1697.

Ratification de Sa Majesté Très-Chrêtienne.

LOUÏS par la grace de Dieu Roi de France, & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: Salut. Comme nôtre Amé, & Féal Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier, Sieur de Bonneuil, Comte de Cely, nôtre Cher & bien Amé Louïs Verjus, Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Freon, Baron de

ANNO 1697.

de Couvay, Sieur de Boulay, des deux Eglises, de Fort-Isle, & du Meuillet, & nôtre Cher & bien Amé François de Callieres, Chevalier, Sieur de la Roche-Chellay, & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que nous leurs en avions donné, auroient conclu, arrêté & signé, le vingtiéme jour de Septembre dernier à Ryswych, avec le Sieur Don Francisco Bernardo de Quiros, Chevalier de l'Ordre de S. Jacques, Conseiller de nôtre très-cher, & très-amé Frere le Roi d'Espagne en son Conseil Royal & supreme de Castille, & le Sieur Loüis Alexandre de Scockart Comte de Tirimont Baron de Gaesbeke, du Conseil suprême d'Etat des Païs-Bas à Madrid, & de ceux d'Etat, & Privé dans les mêmes Païs, Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires de nôtre dit Frere le Roi d'Espagne, pareillement munis de ses Pleins-Pouvoirs, le Traité de Paix, dont la teneur s'ensuit.

Ici etoit inseré le Traité de Paix.

Nous ayant agreable le susdit Traité en tous & un chacun les Points & Articles qui y sont contenus, & déclarez, avons iceux tant pour nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons, en foi, & Parole de Roi, & sous l'Obligation, & Hypotheque de tous & chacuns nos Biens presens & à venir, garder, & observer inviolablement, sans jamais aller, ni venir au contraire, directement, ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin dequoi nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre scel. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour d'Octobre, l'an de Grace mil six cens quatre-vingt-dix sept, & de nôtre Regne le cinquante-cinquiéme.

Signé

LOUIS,

Par le Roi,

COLBERT.

Article separé avec l'Espagne pour le delay accordé à l'Empereur à l'Empire. Avec la Ratification du Roi T. C. [Sur l'Imprimé à Paris, chez FRIDERIC LEONARD. Avec Permission & Privileges du Roi ann. 1697. in 4.]

LOüis, par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Ayant veu & examiné l'Article separé que nôtre Amé & Feal Conseiller Ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, Nicolas Auguste de Harlay Chevalier Seigneur de Bonneuïl Comte de Cely, nôtre Cher & bien Amé Louis Verjus Chevalier Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises de Fort-Isle & du Menillet, & nôtre Cher & bien Amé François de Callieres Chevalier Seigneur de la Rochechellay & de Gigni Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs, que nous leur en avions donné; ont conclu, arresté & signé le vingtiéme jour de Septembre dernier à Ryswick avec le Sieur Don Francisco Bernardo de Quiros Chevalier de l'Ordre de Saint Jacques, Conseiller de nôtre Très-Cher & Très-Amé Frere le Roy d'Espagne en son Conseil Royal & Suprême de Castille, & le Seigneur Louis Alexandre de Schockard Comté de Tirimont, Baron de Gaesbeke, du Conseil suprême d'Etat des Pays-Bas à Madrid & de ceux d'Etat & Privé dans les mêmes Païs, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Nôtre-dit Frere le Roy d'Espagne pareillement munis de ses Pleins-Pouvoirs, duquel Article la teneur s'ensuit.

ANNO 1697.

Outre ce qui a esté conclu & arresté par le Traité de Paix, fait entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Seigneur Roy Très-Chrétien & ceux du Seigneur Roy Catholique; ce jourd'huy vingtiéme de Septembre 1697. on est encore convenu par le present Article separé qui aura la même force & vertu que s'il étoit inseré mot à mot dans ledit Traité; Que Sa Majesté Très-Chrétienne accordera, comme elle accorde par ce present Article, à l'Empereur & à l'Empire jusques au premier du mois de Novembre prochain, pour accepter les Conditions de Paix proposées en dernier lieu par Sa Majesté Très-Chrêtienne, suivant sa Declaration du premier jour du present mois de Septembre, si Sa Majesté Imperiale & l'Empire ne pouvoient en convenir d'une autre maniere avec Sa Majesté Très-Chrêtienne, & en cas que dans ledit temps l'Empereur & l'Empire n'acceptent point les Conditions susdites, ou n'en conviennent pas autrement avec Sa Majesté Très-Chrêtienne, ledit Traité de Paix sortira son plein & entier effet & sera executé selon sa forme & teneur, sans qu'il puisse y estre contrevenu par ledit Seigneur Roy Catholique, sous quelque pretexte que ce soit, directement ou indirectement; En foy de quoy nous Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrêtienne & de Sa Majesté Catholique, en vertu de Nos Pouvoirs respectifs, avons esdits noms signé cet Article separé de nos Seings ordinaires; & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes, au Château de Ryswick dans la Province d'Hollande le 20. Septembre 1697.

(L.S.) DE HARLAY BONNEUÏL. (L.S.) D. FRANC. BERN. DE QUIROS.

(L.S.) VERJUS DE CRECY.

(L.S.) DE CALLIERES. (L.S.) EL CONDE DE TIRIMONT.

NOus ayant agreable le susdit Article separé en tout son contenu, avons icelui loué, approuvé, & ratifié, louons, approuvons & ratifions par ces Presentes signées de nôtre main. Promettant en foy & Parole de Roy, de l'accomplir, observer & faire observer sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause & occasion que ce puisse estre. En témoin dequoy nous avons signé ces Presentes, & à icelles fait apposer nôtre Seel. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour d'Octobre 1697. Et de nôtre Regne le cinquante-cinquiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roy.

COLBERT.

Et scellé en cire jaune sur cordons de soye bleuë tressez d'or.

Ratification de Sa Majesté Catholique.

DOn Carlos par la grace de Dieu Roi des Espagnes &c. Don Francisco Bernardo de Quiros, de mon Conseil de Castille, & Don Louis Alexandre de Schockart, Comte de Tirimont, Baron de Gaesbeke, de mon Conseil suprême de Flandres, & de ceux d'Etat, & Privé des mêmes Pays, ayans concouru au Château de Ryswick dans la Province de Hollande, avec les Ministres du Roi Très-Chrétien mon Très-Cher & Très-Aimé Frere, & Cousin, avec les Ordres, & Pouvoirs de l'un & de l'autre, chacun pour ce qui lui touchoit pour les Traitez de la Paix, &

ANNO 1697.

& l'ayant executé en la forme & maniere contenue dans le Traité qui sera ici inseré mot à mot, dont la conclusion fut ajustée, & signée par lesdits Ministres d'une & d'autre part, le vingtiéme de Septembre de la presente année seize cens quatre-vingt dix-sept, lequel est comme s'ensuit.

Ici étoit inseré le Traité de Paix.

LEquel Traité ici écrit & inseré comme il est dit cy-dessus, m'ayant été envoyé par lesdits Don Francisco Bernardo de Quiros, & Comte de Tirimont, après l'avoir veu & examiné meurement mot à mot dans mon Conseil, j'approuve, & ratifie pour moi, mes Heritiers, & Successeurs, comme aussi pour les Vassaux, Sujets, & Habitans de tous mes Royaumes, Païs, & Seigneuries, tout le contenu en icelui, & chaque Point en particulier de ceux qu'il contient, & tiens pour bon, ferme & valable par la presente; promettant en foi & Parole de Roi, & pour tous mes Successeurs, & Heritiers, de le suivre, & accomplir inviolablement selon sa forme & teneur; & d'ordonner qu'il soit suivi, observé, & accompli, de la même maniere que si je l'avois traité en propre Personne, sans faire ni laisser faire en quelque façon que ce soit, ni permettre qu'il se fasse chose aucune au contraire, & que s'il venoit à se faire quelque Contravention au contenu dudit Traité, je la ferai reparer effectivement, sans difficulté, ni delai, châtiant, & faisant châtier les délinquents; obligeant pour l'effet de ce qui est dit ci-dessus, tous, & un chacun de mes Royaumes, Païs, & Seigneuries, de même tous mes autres biens presents, & à venir, comme aussi mes Heritiers, & Successeurs, sans rien excepter, & pour la fermeté de cette Obligation, je renonce à toutes les Loix, Coûtumes, & toutes autres choses y contraires. En témoignage de ce qui est dit ci-dessus, j'ai fait dépêcher la presente signée de ma main, scellée de mon Seel secret, & contresignée de mon Secretaire d'Etat. Donné à Madrid le huit d'Octobre seize cent quatre-vingt dix sept.

Signé,

YO EL REY.

Et au pied

Don CRISPIN GONÇALES BOTELLO.

Ratification de l'Article separé, par Sa Majesté Catholique.

DOn Carlos par la grace de Dieu Roi des Espagnes &c. Ayant été convenu au Château de Ryswick dans la Province de Hollande, entre Don Francisco Bernardo de Quiros de mon Conseil de Castille, & Don Louis Alexandre Scockart Comte de Tirimont de mon Conseil de Flandres, & de ceux d'Etat & Privé dans ces Païs-là, & les Ministres du Roi Très-Chrétien mon très-Cher, & très-Aimé Frere, & Cousin, avec des Pouvoirs reciproques, chacun pour ce qui lui touchoit, d'un Article separé qui sera ici inseré mot à mot, lequel est celui qui s'ensuit.

Ici étoit inseré l'Article separé.

Et cet Article ayant été veu & examiné, j'ai resolu de l'approuver & ratifier, comme en vertu de la presente je l'approuve & ratifie dans la meilleure & plus parfaite forme que je puis. Promettant en foi & Parole de Roi l'accomplir entierement selon son contenu, auquel effet j'ai ordonné de dépêcher la presente signée de ma main, scellée de mon Seel secret, & contre-signée de mon Secretaire d'Etat. Donné à Madrid le huit d'Octobre seize cent quatre-vingt dix-sept.

YO EL REY.

Don CRISPIN GONÇALES BOTELLO.

Liste & Declaration des Reunions ou occupations faites par Sa Majesté Très-Chrétienne dans les Provinces de Sa Majesté Catholique aux Païs-Bas, depuis le Traité de Nimegue.

Province de Luxembourg.

LA France s'est emparée de la Ville Capitale de ce Nom & de trente cinq Villages & Hameaux nommez Villages du Prevost.

Comme aussi de la Prevosté de Luxembourg composée de trois Bans de Justice, à sçavoir Kundzigh ou Clemenci, Putlange & Pettingen.

De trois Landmayries, qui sont Bettembourg, Santweiles, & Reckien, & de trois Mayries, Steinsel, Lingtgen, Schiteringen, consistantes ensemble en septante un, tant Villages, que Hameaux.

Du Château, Bourg & Seigneurie du Rodenmacheren avec vingt Villages en dependans.

Du Château & Seigneurie de Hesperange avec quatre Villages.

De Raville & ses dependances qui consistent en dix-sept Villages.

Du Château & Comté de Russy, qui contient onze Villages.

De la Seigneurie de Russy, avec cinq Villages.

Du Château & Ban de Justice de Putlange, consistant en quinze Villages.

Du Château & Seigneurie de Preisch, contenant deux Villages.

Du Château d'Agimont, avec ses deux Bourgs de Givet, & Hameaux en dépendans.

De la Seigneurie de Vilreux Walrand.

Des Terres & Seigneuries du Comté de Rochefort avec quatre Villages.

Du Château & Prevosté d'Orcymont contenant Vienne & vingt autres Villages, & dix Seigneuries y enclavées.

Des Seigneuries de Chasse Pierre, Riviere Fontenoylle, Sainte Cecile, Lesch les Maniles, Lugnon le Bertriffe, Ban d'Orio, Marpon, Dochamps, Herbeumont, le Ban de Butailles, Ban de Musson.

Du Comté de Montaigu avec treize Villages & Hameaux.

Du Chef-lieu & Prevosté de S. Marde avec seize Villages.

Du Château & Seigneurie de Lathour, Montquintin, la Vaux, Gommeri, Bassail, Rouette, & Villers la Loup.

De la Ville & Comté de Chiny, avec vingt-sept tant Villages, Hameaux que Forges.

De la Baronnie de Jamaigne, avec cinq Villages & Hameaux.

De la Seigneurie du Neufchateau, consistante en quarante six Villages, & Hameaux.

Du Bourg, Franchise & Mayrie de Remich, avec vingt quatre tant Villages que Hameaux.

Du Bancq de Justice de Mackeren le Comté, comprenant la Ville & trente quatre tant Villages que Hameaux.

De la Seigneurie de Wasser Billich.

De la Prevosté d'Echternach, contenant la Ville & trente trois tant Villages que Hameaux, distingué par quatre Mayries, à sçavoir Osweiller, Irrel, Crenhen & Bollendorff.

De la Ville & Prevosté de Biedbourg consistante en la Franchise de Dudeldorf, & trente quatre Villages.

De la Ville & Prevosté de Dickrick, qui comprend une Ville & vingt six tant Villages que Hameaux.

De la Ville & Prevosté d'Arlon consistante en la Ville & cent & vingt neuf tant Villages que Hameaux com-

ANNO 1697. composée de quinze Bans ou Mayries, sans y comprendre les Forges & Fourneaux.

De la Seigneurie du Pont des Oyes, qui contient deux Villages, Hameaux & Forges.

De la Ville, Mayrie & Prevosté de Bastoigne, consistante en la Ville & cent quarante cinq tant Villages que Hameaux composée de dix Mayries.

De la Ville, Mayrie, & Prevosté de Marche, comprenant la Ville & dix-neuf tant Villages que Hameaux.

De la Ville & Prevosté de Durbuy qui consiste en la Ville & septante six tant Villages que Hameaux divisez en quatre Cours, & en dix-neuf Seigneuries Foncieres.

Du Comté de la Roche contenant le Château, Ville & cinquante & un tant Villages que Hameaux, partagez en quatre Mayries.

De la Seigneurie de Beau Saint avec celle de Bertoigné & deux Villages en dependans.

Du Comté de Salme consistant en Château, Bourg & trente deux tant Villages que Hameaux.

Du Comté de Vianden qui comprend le Château, Ville, & quarante neuf tant Villages, que Hameaux, divisez en six Mayries, dont relevent plusieurs autres Châteaux & Terres en arriere-fiefs.

De la Terre & Seigneurie de Saint Vith consistant en une Ville & quarante sept tant Villages que Hameaux partagés en six Cours.

De la Seigneurie de Munster contenant vingt quatre tant Villages que Hameaux.

De la Seigneurie de Mont St. Jean qui consiste en quatre Villages, & Hameaux avec un ancien Château demoly.

Du Château & Seigneurie de Differtange & Solluere avec vingt trois tant Villages que Censes & Hameaux en dependans.

Du Château & Seigneurie de Bertrange.

Du Château & Seigneurie Dansembourg, avec trois Villages qui en dependent.

Du Château & Seigneurie de Hollenseiz, avec douze tant Villages que Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Marsch, avec quatorze tant Villages que Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Pitange, avec seize tant Villages que Hameaux.

De la Seigneurie de Hesperdange.

De la Seigneurie d'Arloncour avec trois Villages.

De la Seigneurie de Meissembourg avec quinze Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Fisbach avec trois Villages.

Du Château & Seigneurie de Linster ou Linsere, avec neuf Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Effinguen.

De la Seigneurie de la Rochette avec les masures d'un vieux Château & quinze Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Keringen, avec deux Villages ou Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Beaufort avec onze Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Berbourg avec onze Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Herberenne & Montpach.

Du Château & Seigneurie de Rueland avec vingt Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie d'Ouren avec six Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Clair-vaux avec quarante quatre Villages & Hameaux.

Du Château & Comté de Wiltz, avec vingt trois Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie d'Esch ou d'Aise, consistant en vingt deux Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Bourg-scheilte, avec douze Villages & Hameaux.

De la Ville, Château & Seigneurie de Neuwerbourg, avec cinquante deux Villages & Hameaux.

De la Franchise de Waswiller.

Du Château & Seigneurie de Brandebourg, avec six Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Kayll, avec trois Villages.

Du Château & Seigneurie de Falckenstein, avec trois Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Bettingen, avec neuf Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Ham, avec quatre Villages & Hameaux. ANNO 1697.

De la Seigneurie de Brouch, avec douze Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Malbergh, avec trois Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Rospoxte avec six Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Mirwart, avec vingt un Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Focan avec trois Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Rachampt, avec un Village & Hameaux.

De la Seigneurie de Ayvaille, avec huit Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Harzet, avec trois Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Baseille.

De la Seigneurie du Chesne, avec trois Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Witry, avec quatre Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie d'Usseldange, avec dix huit Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie d'Authel, avec six Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Girsch avec quinze Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Koerich, avec cinq Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Sept-Fontaines, avec dix Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Wirickringen, avec six Villages & Hameaux.

De la Terre & Seigneurie de St. Hubert, avec un Bourg & six Mayries.

De la Seigneurie de Waltingen & Lanzen.

De la Ville, Château & Seigneurie de Schleiden, avec trente six Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Cronenbourg, avec treize Villages, & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Manderscheit, avec les Villages en dependans.

Du Château & Seigneurie de Schiriflet, consistant en deux Villages & Hameaux.

De la Cour de Tommen, contenant vingt deux Villages & Hameaux.

De Haceville, qui consiste en trois Villages.

Du Château & Seigneurie de Meerstorf, avec trois Villages.

Du Château & Seigneurie de Holzembourg, avec deux Villages.

De Sterpigny.

Du Château & Seigneurie d'Apsbourg, consistant en trente quatre tant Villages que Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Sinsfeldt consistant en quatre.

De Scharffilichen douze Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Dome & Dentsbourg contenant quatre Villages & Hameaux.

De Mehret Bettenfelt.

Du Château & Seigneurie de Sohyer.

Du Ban Desclassin, qui consiste en trois Villages & Hameaux.

De Redu.

D'Esclaye.

Du Château & Seigneurie de Beaurin, consistant en cinq Villages & Hameaux, y compris Dionvaux, quoique la France l'ait annexé à la Terre d'Agimont.

De Han sur Lesse, contenant trois Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Houffalize, contenant trois Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Wibren, avec deux Villages.

De Humain.

Du Château & Seigneurie de Waha, consistant en deux Villages.

De la Seigneurie de Bande.

Du Château & Seigneurie de Soï, consistant en six Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Diverdis.

Du Château & Seigneurie de Jeneppe.

Du

ANNO 1697. Du Château & Seigneurie Dochain, consistant en six tant Villages que Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Rollet, consistant en neuf.

Du Château & Seigneurie de Mont Jardin.

Du Château & Seigneurie de Javigni, qui consiste en six.

De la Seigneurie de Mabompré.

Du Château & Seigneurie de Laval en trois.

De Villers la Loup.

De Chesnoy.

Du Château & Seigneurie de Cuette la Grande.

Du Château & Seigneurie de Soigneul S. Remy en deux.

De la Seigneurie de Ville Haimont, consistant en neuf Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Villers devant Orval.

De la Seigneurie de S. Marie.

De la Seigneurie d'Orval avec quatre Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Dorcheresse.

De Vanée qui consiste en deux Villages.

Du Château & Seigneurie de Boulogne contenant cinq.

Du Château & Seigneurie de Harbeumont consistant en sept.

Du Château & Seigneurie d'Everlange, qui consiste en neuf tant Villages que Hameaux.

De la Seigneurie de Nassoighe.

Du Château & Seigneurie de Grune.

De la Prevôté d'Estal, consistant en quatorze Villages & Hameaux, divisée en trois Mayries.

La Terre & Seigneurie de S. Hubert, consistante en six Mayries ou Feaulté, avec plusieurs Villages qui en dependent.

Namur.

LA France a occupé depuis ledit Traité de Nimegue dans la Province de Namur:

La Prevôté de Poilvache qui contient les Mayries, Bans, Terres, Villages & Hameaux suivants.

La Mayrie de Rendarche consistante és Villages,

De Lustin, Malien, Lourier, avec son Château, Sorinne la Longue, Assesse, Jassoigne, Wauremont, avec son Château.

Et és Hameaux du Château de Roncinne d'Ivoix, le Château d'Assesse, le Château d'Estroy, Corioul, Porin, d'Assesse, Brochau, Millier, les fonds de Jasloigne.

La Mayrie d'Emptines contenant les Villages d'Emptines, Emptinelle, Nattoy.

Et les Hameaux de Francesse le Gaillard, les Fontaines, Champilliou les Sarts.

La Mayrie de Falmaigne comprenant le Village

De Falmaigne, le Château de Thiry en dependant, qui est démoli & Hulsoniaux.

Ban de Lignon consistant en Villages & Hameaux

De Lignon, Chapoy, Onchipe, Ronvaux, Corbion, & Barsinable.

Ban de Soi, sçavoir le Village de Soi & Mohiville en dependant.

Terre & Baronnie de Gesves.

Les Hameaux Houyoux, les Forges, fond de Chaumont, Pourin, Preit d'Hamide, Houde, & Francesse qui dependent tous de ladite Terre de Gesves.

Villages particuliers dependans aussi de ladite Prevosté.

Oha & Reppe en dependant, Wallay, Halliot, Chatlin avec les Hameaux de Maibes & Frisée en dependans, Valin, Hour en Famine, Sorinne sur Dinant, Boisalle, Village & Château de Spontin, & les Hameaux de Durnalle, Mianoye, & Dorinne en dependant, Joesne, Filee, Hodomont avec le Hameau de Jullet en dependant, Hargnies, les deux Bourseignes, sçavoir la neuve & la vieille, Masnil, saint Blaise, Haibes, & Pondrome.

Les forêts d'Auwez, Comisse, Lache, Lerbois, petit & grand Fail, qui consistent en sept à huit cent bonniers appartenans à Sa Majesté, comme aussi quelques censes, dimes, rentes, cens, & autres revenus de son Domaine qui ont été occupez aux mois de Novembre & Decemb. 1681.

Elle s'est de plus emparée en l'an 1682. des forêts des haute & basse Arche.

Et vers le mois d'Avril 1680. du Prioré de Hastier situé sur le bord de la Meuze.

La Mayrie de Hour qui contient les Villages de Hour sous Poilvache, Iwar, Eurchaille, Jodinne, Lisoigne, Purnotte, Awaigne, & les Hameaux de Bauche, Jayolle, Futvoy, Venatte, Champalle, Hugomont, Bloimont, Montchavée, Frapeul, Fresne, Tailfer, Seignioul, & Loys, & Loyers.

La Mayrie de Bovignes qui comprend,

La Ville & Franchise dudit Bovignes, quelques maisons aux deux côtés avec la grande Cense de Metz & quinze ou seize maisons scituées à l'opposite de ladite Ville du côté de Dinant.

La Mayrie d'Anthée, consistante és Villages

D'Anthée, Haut le Vastia, Riviere, Sommiere, Melin, Marinne, & Orhaye.

Et és Hameaux de la petite Cense de Metz, Grange, Rostenne, Oheyt, Hentoir, avec son Château, Chestrevin, Vespin, Flun, Welin, & Serenne.

Baillage de Bovignes dit d'entre Sambre & Meuze qui contient les Bans, Terres, Abbayes, Châteaux, Villages, & Hameaux suivants.

Le Ban de Waulsoir contenant

Les Villages & Abbayes de Waulsoir, Lulme, Hastir, la Vaux, & Hastir par delà Gerin.

Et les Hameaux d'Ermetton sur Meuze, le Mont Ostemrée, Stair, & Ponrenne.

Le Ban d'Anthée contenant

Anthée, Mianoye, Motville & Fontaine avec son Château.

La Terre & Franchise de Biesme la Colonoise consistante és Villages de Biesme, Heveriée, Prée, Wagnies, Orest, Sart, Astache, & Gognies.

La Terre de Gerpinne qui contient le Village ou Bourg de Gerpine.

Et les trois Hameaux d'Allessage, Fromignée, & Imignée.

La Terre de Thy.

QUi consiste és Villages dudit Thy avec son Château, Sansée, Chastrer, Jourdinne, Tursinne, Feroulle.

Et és Hameaux de Maisnil, le Lievre, & Vouërie de Rabusée.

Villages particuliers dependans dudit Bailliage de Bovignes.

Flavion, Rosée, avec son Hameau de Jusenne, Biesmerée, Ermetton sur Bierre, Stavé, Steir, Mertienne, Fontenelle, partie de Châtillon Martignol, Romrée, Feppin, Bersée avec son Château, Acos avec son Château, Villers la Potterie, Joneret Fourneau, Serville, Aveloy, Arbre, Profonde-Ville, Lesves, Bioulx, Graux, Romignée, Messe, Resellc, Rosiere, & Bois de Villers.

Bailliage de Montaigle qui est composé des Villages & Hameaux suivans:

Les Masures du vieux Château de Montaigle, Fallean, Montaigle la Ville, la Forge au Montaigle, Salet, Fain, Corbay, Henemont, Warnant, Hun, Envoye, Rouillon, Fournaux, Forges, & Fonderies de Molin & Abbaye.

Mayrie de S. Gerard qui contient le

VIllage de Broigne avec le Monastere.

Les Hameaux de Maison, Gonios, Sosoye, Maredret, les Censes de Montigny, de Libinne, de Behoude & de Heraude.

ANNO 1697.

Banlieüe d'entre Sambre & Meuze.

Village de Folz, les Hameaux de Haye, Afolz, & Wepion.

Dans l'entre Sambre & Meuze & dependances de cette Province sont aussi enclavées les Forêts de haute & basse Marlaigne qui contiennent quatre mil & trois cens Bonniers & plus, les forêts de Biert & ses dependances 1590. Bonniers, les Bois de Biesme avec Halloy, & vieux Fournau, & autres annexes, cinq cent & quarante Bonniers, & des Censes, Dixmes, Cens, Rentes & divers autres Domaines, & revenus appartenans à Sadite Majesté, avec plusieurs Fiefs relevans du Château de Namur.

La France depuis le Traité de Nimegue pour occuper la Ville de Walcourt & le Village de Bioulx, (mêmes aprés le Traité de Treve) a fait planter des Potteaux au Voisinage du Château de Namur, sous pretexte qu'elle auroit étendu ses occupations avant la même Treve jusques audit Village. Pour faire ôter ces Potteaux, & mettre des Limites en arriere du côté de la Pairelle, l'on a été obligé par Traité fait à Philippe-Ville le 4. Janvier 1687, de lui laisser suivre l'occupation de ladite Ville de Walcourt, & dudit Village de Bioux, aux mêmes termes, formes, & conditions, que par ledit Traité de Treve la France est demeurée dans l'occupation de tous les Lieux qu'elle a occupés depuis le Traité de Nimegue, lequel Traité particulier fait pendant icelle audit Philippe-Ville vient à cesser par le Traité de Paix qu'on propose.

Haynaut.

La Principauté & Prevôté de Chimay, avec les Villages, Hameaux & Droits en dependans, à sçavoir.

La Ville de Chimay.
St. Remy.
Forges.
Bourlez.
Boutonville.
Bailievre.
Villiers la Tour.
Sceloigne.
Robechies.
Bauwez.
Montmignies.
Macon.
Imbrechies.
Monceau.
Salles.
Baileux.
Vielles.
Lompret.
Estroeing, la Cauchie & ses Hameaux.
Feron.
La Roulie.

La Prevôté de Beaumont avec ses appendances & dependances qui consistent en

La Ville de Beaumont.
Bersillies.
De Leval.
Thirimont.
Solre St. Gery.
Grandrieu & Fraillies.
Sivry.
Froidchapelle & Fourbechies.
Rance.
Monbliart.
Cerfontaine.
Ferieres les grandes.
Ferieres les petites.
Rosier.
Beaufort & Robechies.
Grandreng.
Rocque.
Leunies.
La Ville de Chievries.

Villages occupez.

Partie de la Bourgade d'Antoin, Fontenoy, Veron, Vaux Monbray, & Brasmanil.

Les Villages de Maulde, Pipaix, Gissignies dans Pipaix, Rocourt, Wermes, Paroisse de Wieres, Ogimont, Seigneurieul, petit Quesnoy à Pottes, Bourgeon, Paroisse de Fontenay Grammetz & Paroisse de Thieulain, partie d'Antboin reputée Terre-Franche, le Breuch à forêt, Mourcourt, Herines, Wasmes, & Lignette.

La Ville de Fontaine l'Evêque, le Village de Thiverelles, & six cent Bonniers ou environs de prairies.

Villages d'Anderlues, l'Abbaye d'Aumont & Bousfiere, avec les Fermes de Wamenrieux, Forêt, & la Cense au Bois.

Flandres.

La Ville de Renaix.
La Ville de Loo.
La Ville de Roulers.

Et les Villages de Meuregem, Watervliet, Vendeville, Templemars, Billau, & le Château de la Motte au Bois avec ses tenances.

Bois de Nieppe.
Bois d'Osthulst.

Braband.

La Terre d'Aysseau avec ses Appendances qui consistent en plusieurs Hameaux, particulierement en celui d'Oignies avec le Cloistre du même nom & une partie du Village de Monceau.

Le Ministre de Sa Majesté Catholique demande que Sa Majesté Tres-Chrêtienne se deporte de l'occupation qu'elle a faite depuis le Traité de Nimegue de toutes, & chacune des Parties cy-dessus déclarées, & autres qu'elle peut avoir occupées depuis ledit Traité, encore qu'elles ne soient pas ici portées ou specifiées, & que Sa Majesté Catholique soit remise en la réelle & actuelle possession d'icelles, comme elle l'étoit avant ledit Traité de Nimegue, le tout sans prejudice du Droit de Sa Majesté Catholique pour d'autres occupations faites par la France, dont n'a pas été fait cession au Roi très-Chrêtien par ledit Traité de Nimegue ni aucun precedent Traité.

Liste d'Exception des Lieux que les Ambassadeurs de France ont prétendu réserver.

La Ville de Chievres.
Partie de la Bourgade d'Antoin.
Fontenoy. } Dépendances d'Antoin.
Vezon. }
Vaux. }
Maubray. }
Bramenil. }
Maude.
Pipay.
Gissignies dans Pipay.
Rocour.
Wermes. Paroisse de Vieres.
Ogimont.
Seigneurieul.
Petit Quesnoy à Potes.
Bourgeon, Paroisse de Fontenoy.
Granmets.
Fermont, Paroisse de Thieulain.
Le Bréuech à forestes.
Maircourt.
Herinnes.
Wames.
Lignette.
Tiuïcelles & 600. bonniers ou environ de prairies.
Renaix.
La Ville de Loo.
La Ville de Roulers.
Le Village de Meuregem.
Le Bourg de Watervliet.
Le Village de Templemars.
Le Hameau de Wandeville.
Billau.

Le

ANNO 1697.

Le Château de la Motte au bois avec ses tenances.
Le Bois de Nieppe.
Le Bois d'Outhulst.

Dépendances de Charlemont.

AGimont.
Givet, S. Hilaire Ville.
Givets, Nôtre Dame.
Volnéche.
Felaine.
Dion le Mont.
Dion le Val.
Winenne.
Landrichamp.
Finevaux.
Feischaux.
Ferauche.
Javeingue.
Aviette.
Charneur.
Flohimont.
Fromelaine.
Felix Pret Abbaye de Filles.
Remethon sur Bierre.
Sevry.
Gauchenée.
Her.
Herlet.
Lisicourt.
Ransenne.
Mahoux.
Maison Saille.
Mainil St. Blaise.
Vireux le Wallerand.
Villersies.
Rienne.
Boursoigne la Vieille.
Boursoigne la Neuve.
Hargnies.
Hebbes.
Vaussors, Abbaye & les deux Hastires.
Ermeton sur Meuse.
Mattignol.
Romerée.
Bertée.
Festin.

Lieux dépéndants de la Prévôté de Maubeuge.

TRimont.
Bersillies, Abbaye.
Le Val sous Beaumont.
Cersontaine.
Roq sur Sambre.
Estrun.
Le Feron.
La Voulie.
Beaufort.
Aumont Abbaye.
Boissiere.

Protestatio nomine CAROLI *Ducis de la Tremouil-pro conservatione sui Juris pratensi ad Regnum Neapolitanum. Actum in Palatio Ryswick dicto die* 28. *Septembris* 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick. Tom. III. pag. 329.]

EGO JOANNES GABRIEL SANGUINIERE DE CHARANSAC, Regis Christianissimi in sua Curia præsidiali Parisiensi Senator, Plenipotentiarius Celsissimi, ac Illustrissimi Principis Caroli Hollandi Belgici de la Trimouïlle, Tarenti, ac Talemundi Principis, Tremollíæ, Thoarsy, Loduni, ac Castrieraldi Ducis, Vallis, Montisfortis, Gisnarum, Jouvessæ, ac Talisburgi Comitis, Vitrei, Malileonis & Didonnæ Baronis, Rhedonum, Baisii, Brossiæ ac Marsillei Vicecomitis, Spinæi Marchionis, Paris Franciæ ac Regis Christianissimi Ordinum Equitis torquati, nec non Nobilium Cubiculariorum Primarii.

Mortalium quotquot sunt fidem appello, & omnes ac singulos monitos volo, Testes voco, quod hâc die vigesimâ octavâ Septembris hora post meridiem quartâ me contuli ad Palatium vulgo dictum Ryswick in Hollandia situm, & sermonem dirigens ad Personam Illustrissimi & Excellentissimi Domini Nicolai Liberi Baronis Lillieroot Serenissimi Regis Sueciæ Legati Extraordinarii, & ad Tractatus Pacis universæ Mediatoris, exposui, & declaravi, me ei Libellum, cum bonâ veniâ Christianissimi Regis Domini nostri Clementissimi dedisse, quo & Instrumentis annexis, eum clare docui Jura antedicti Principis de la Trimouïlle, circa Regnum Neapolitanum, quod ipsi Principi, tanquam ex asse hæredi Carlottæ d'Aragon, causis, & Juribus, in prædicto libello allegatis, & abunde probatis, legitimè competit, ac ipsum vigore Mandati Plenipotentiæ meæ, & eo quo potui studio, tam voce quam scriptis, obsecrasse, ut æquissimæ causæ cognitionem suscipiens, præfatum Celsissimum, ac Illustrissimum Principem de la Trimouïlle, tanquam è Friderico Neapolitano, è Solio deturbato ortum, adversus Serenissimum Principem, Carolum Secundum Hispaniarum Regem, Ferdinando d'Aragon, Neapoli intruso editum, ut est Mediatorii muneris, audiret, & audiri procuraret, manifestissimoque ejus Juri, ut par erat, opitularetur; nihilominus tamen contra spem, licet Excellentissimus Dominus Mediator, dictum Libellum & Instrumenta ad causam facientia receperit, ac Mandatum Plenipotentiæ meæ, in Registris Mediationis inscribi curaverit, accidisse, ut petitioni meæ tam justæ nihil datum, officiaque mea omnia irrita, afflictæ Domus Patrocinium neglectum, & omnia juris remedia denegata fuerint. Quamobrem Ego Joannes Gabriel Sanguiniere, vi Mandati supradicti protestari coactus sum, si quid sive in præsens, sive in posterum, generalibus Pacis Pactis, hic vel alibi sancitis aut sanciendis, quocumque modo vel prætextu inseratur, quod hæreditariis prædicti Celsissimi, ac Illustrissimi Principis de la Trimouïlle, liberorum ejus, aut ab eis causam habentium Juribus, Dignitatibus, Gradibus, prærogativis, ac commodis inde pendentibus, ac nominatim, Juri, illi, ejus Liberis, aut ab eis causam habentibus circa Regnum Neapolitanum competenti, directè vel indirectè derogare queat, Muneris mihi commissi ergo, per expressum Mandatum, hæc omnia melioribus quibus potui & debui verbis. Declarans coram Deo & hominibus me nunquam acquievisse, sicut nec per iterata Mandata acquiescere potuisse, imo nihil intentatum reliquisse, ut quod attentatum fuerit, prævenirem, & vel minimum causæ mihi commissæ præjudicium amoverem, quemadmodum impræsentiarum facio, ad meliora tempora provocans, & integrum illibatumque Celsissimæ ac Illustrissimæ Domui de la Trimouïlle, jus, quibus potui vindiciis asserens, de quibus omnibus ac singulis, publicam istam apud omnes & singulos non solum præsentes, sed absentes etiam, & posteros, Protestationem, manu mea subscriptam, & Sigillo meo munitam interpono, hancque Excellentissimo Domino Lillieroot Mediatori trado, Illumque obtestor, ut in registris Mediationis hanc Protestationem registrari dignetur. Datum die & horâ supra dictis, anno millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, in dicto Palatio Ryswick.

Signatum,

SANGUINIERE.

Locus sigilli.

Hanc suprascriptam Protestationem Tabulis Protocolli Mediationis Regiæ de verbo ad verbum insertam esse attestor, in ædibus Ryswicensibus die septimâ Octobris 1697.

Signatum,

LILLIEROOT.

Locus sigilli.

Protestation faite au tems de la Paix de Ryswick de la part de FREDERIC *Duc de Luxembourg pour la conservation de ses Pretentions sur le*

ANNO 1697.

le Duché de Luxembourg. A Ryswyck le 7. Octobre 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 312.]

NOus PIERRE DE LA CLOSURE, Ecuyer de Génes fondez de la Procuration ci jointe de haut & puissant Seigneur Charles François Frideric Duc de Luxembourg, Montmorenci, & Piney, Pair, premier Baron Chrétien de France, Gouverneur & Lieutenant Général pour le Roi en la Province de Normandie, Baillif de Rouën, &c. pour réïterer les Protestations faites, lors du Traité de Nimégue, avons présenté le Mémoire ci-joint à son Excellence Monsieur le Baron de Lillieroot, Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire du Roi de Suéde, Médiateur pour la Paix, qui s'est concluë entre le Roi Très-Chrétien d'une part, & le Roi Catholique de l'autre à Ryswick le 20. du mois de Septembre dernier; & en consequence avons protesté & protestons autant que besoin est pour la conservation des Droits de mondit Seigneur le Duc de Luxembourg contenus dans le Mémoire ci-joint, contre ce qui y a été reglé au sujet dudit Duché de Luxembourg, laquelle Protestation avons prié & dûëment requis, prions & requerons son Excellence Monsieur le Baron de Lillieroot en ladite qualité de Médiateur, de recevoir & faire insérer dans le Protocole de la Médiation, pour la présente Paix, & de nous en accorder un Acte dans la meilleure forme qui se pourra, pour servir au Seigneur Duc de Luxembourg dans les occasions & autant que besoin sera. Fait à Ryswick le 7. Octobre 1697.

Signé,

LA CLOSURE, & cacheté de ses Armes.

Nous certifions à tous ceux qu'il apartiendra que Monsieur de la Closure a mis entre nos mains l'Original de la Protestation dont Copie est à l'autre côté, lequel Original nous avons gardé pour être inséré dans les Actes du Protocole de la Médiation. Fait à Ryswick le 7. Octobre 1697.

Signé,

(L.S.) N. LILLIEROOT.

Promesse de MAXIMILIEN *Electeur de Baviere, comme Gouverneur General des Païs-Bas Espagnols, pour le payement d'une somme de* 472. *mille Patacons, & d'une autre de* 200. *mille Patacons, deües à* FREDERIC III. *Electeur de Brandebourg. Faite à Loo le* 20. *Octobre* 1697. *Avec la* GARANTIE *de* GUILLAUME III. *de la Grande Bretagne du* 20. *Octobre* 1697. *Et celle des Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *pour le même effect.* [Copie tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du tems du Roi CHARLES II.

SA Serenité Electorale de Baviere ayant eu rapport du Memoire donné ce matin par Mrs. les Ministres de S. S. E. de Brandebourg touchant la sureté de la satisfaction de ce qui reste deu des subsides que de la part de S. M. ont été promis à sadite Serenité Electorale pendant le cours de cette Guerre, declare qu'il n'est pas dans la possibilité ny dans son pouvoir d'offrir au delà de ce qu'elle à deja fait, sçavoir de faire payer la somme de 472. mille Patacons, qui ensuite de la liquidation *salvo justo* estant à payer desdits, & ce des Concessions ou Subsides que les Etats des Provinces qui composent les Pays-bas Espagnols, accordent annuellement à Sa Majesté en quatre termes, & Années à raison de cent dix huit mille Patacons, par an, & de neuf mille huit cents trente trois Patacons, & un tiers par mois *salvo justo* à commencer le premier terme du premier de Novembre de l'Année 1698. suivant la repartition icy jointe, que pour la seureté de ce payement Sa Serenité Electorale de Baviere comme Gouverneur des Pays-bas fera expedier une obligation sous le grand Scel du Roy pour la reconnoissance de cette debte, & la satisfaction d'icelle aux termes cy-dessus declarés, comme celle qui a été donnée pour les quinze cents mille Florins en changeant l'Hypotheque & *causam debendi*, & sans se soumettre à l'execution Militaire, & quoy que l'on n'ait pas besoin pour la satisfaction de ladite somme des Obligations des Etats desdites Provinces, parce que ces Concessions, ou Subsides étant par eux accordés, sont entierement à la disposition de Sa Serenité Electorale de Baviere, neantmoins pour le plus grand appaisement de S. S. E. de Brandebourg, sadite Serenité Electorale de Baviere s'obligera par ladite obligation de procurer l'Obligation particuliere des Etats de chaque Province comprise dans ladite repartition, & à la reserve de celle de Brabant, à raison, que l'Obligation de cette Province rencontreroit plus de difficulté, comme Messieurs les Ministres de Sa Serenité Electorale de Brandebourg en sont bien informés: Et Sa Serenité de Baviere fera delivrer des Lettres de decharge sur les Receveurs desdites Provinces pour chaque année, avec l'extradition de l'obligation, & Sa Serenité Electorale de Baviere priera S. M. B. & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies de vouloir bien donner à Sa Serenité Electorale de Brandebourg leur Acte de guarantie de l'execution de cette obligation, & du payement; & Sa Serenité Electorale de Baviere donnera par dessus l'affectation particuliere sur les Concessions ou Subsides desdites Provinces tous les Revenus de Sa Majesté en ce Pays pour Hypotheque generale, & pour arriere-hypotheque speciale les Droits d'entrée, & sortie de Sainte Marie qui se levent presentement à Lilo, avec pouvoir de rester dans la perception desdits Droits apres la satisfaction des sommes que lesdits Seigneurs Etats Generaux ont desjà prêtées à Sa Majesté jusques à ce que Sa Serenité Electorale de Brandebourg soit pleinement satisfaite de 472. mille Patacons, *salvo justo* de cette obligation. Et quant aux 200. mille Patacons que l'on a assigné sur la quotisation de la Prevosté de Mons au mois de May 1696. & que sa Serenité Electorale de Brandenbourg a levé sur le credit desdits Seigneurs Etats Generaux l'on donnera entiere execution à ce qui a été alors convenu, & l'on livrera tous les Actes qui en resultent specialement de faire reconnoistre cette debte par la Province de Haynaut, & un ordre irrevocable au Receveur de subsides d'en payer annuellement 24. mille Patacons pour les rentes & extinction du Capital. Fait à Loo le 20. d'Octobre 1697.

Et étoit signé,

M. EMANUEL.

Repartition.

Sur le Braband. - - -	20000. Patacons
Sur Flandres - - -	40000.
Sur Gueldres - - -	15000.
Sur Limbourg - - -	15000.
Sur Luxembourg - - -	23000.
Sur Namur - - -	5000.

Aprobation & Garantie du Roi d'Angleterre.

Ayant veu & examiné l'Acte cy-dessus écrit, nous avons trouvé à propos de l'approuver quand à nous, ainsi que nous l'approuvons par la presente, prometant de tenir la main à l'execution de ce qu'y est contenu. Fait à Loo ce 20. Octobre 1697.

Etoit signé,

WILLIAM REX.

DEn Heer Raet Pensionaris Heinsius heeft ter Vergaedering voorgedragen dat de Troupes van syn K. D. van Brandenburg op subsidien van syne Majesteyt van Groot-Britannien, den Coning

ANNO 1697. ning van Spagne en desen Staet in den voorleden Oorlog aen de Mase en in de Spaense Nederlanden gedient hebbende, nae gedaene Liquidatie tot laste van hoochstgedagte Coning van Spagne, noch te pretenderen hadden een somme van 472. duysent Ryxdalders, dat syne K. D. van Beyeren als Gouverneur van de Spaense Nederlanden geen middel weetende om die somme soo promptelyck op te leggen en te betaelen, de voorschreve Trouppen aldaer waren blyven cantoneren en t'eenemael onwillig om van daer te marcheren, ten zy haer de voorschreve somme wierde voldaen, dog dat eyndelyck door tusschenkomste van hoochstgedagte syn Majesteit de Ministers van S. K. D. van Brandenburg genomen hadden contentement dat S. K. D. van Beyeren de voorschreve somme soude betaelen in 4. terminen, uyt de subsidien van de respective Provincien onder Spagne gehoorende, stellende tot generael verband alle de Domeynen van syne Catholyke Majesteit ende tot achterborge de incomende en uytgaende Regten van het Fort S. Marie, mitsdat syne Majesteit en haer Hoog-Moogende souden guarenderen de executie van dien en continueren in t'onfangen en percipieren van de voorschreve uytgaende en incomende Regten na dat alle de Capitalen by haer Hoog-Moogende daer op geligt, met de intressen van dien volcomen souden wesen voldaen, tot dat hoochstgedagte S. K. D. van Brandenburg mede volcomen soude wesen betaelt van de voorschreve 472. duysent Ryxdalders of Patacons, soo als alle t' selve breder in de Acte hier voorstaende is geexpresseert: Waer op gedelibereert synde is goet gevonden mits desen te verclaeren, dat haer Hoog-Moogende aennemen de voorschreve gerequireerde Guarantie, en hebben vervolgens haer Hoog-Moogende belooft en beloven by desen de hand te sullen houden aen de executie van t' geene inde voorschreve Acte is gemelt, en te sullen continueren in t' ontfangen en percipieren van de voorschreve uytgaende en incomende Regten van t' Fort S. Marie, nae dat alle de Capitalen by haer Hoog-Moogende off onder de selve garantie daer opgelicht met de intressen van dien volcomen sullen wesen voldaen, tot dat S. K. D. van Brandenburg mede volcomen sal wesen betaelt van de voorschreve 472. duysent Ryxdalders offte Patacons.

CXCIX.

23. Sept. *Cessatio armorum inter* LEOPOLDUM *Romanorum Imperatorem &* LUDOVICUM XIV. *Galliæ Regem in Arce Ryswicensi die 22. Septembris 1697. Cum* CONSENSU *Legatorum Imperii Electorum, Principum & Statuum Hagæ Comitum in eorum Consessu die 23. Septembris 1697.* [LUNIG *Teutsches Reichs-Archiv.* Part. General. pag. 1069. *Actes & Memoires* de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 275. en Latin & en François. *Theatrum Europæum* Tom. XV. pag. 211. en Allemand.]

NOs Sacræ Cæsareæ Majestatis & Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii ad interpositionem Excellentissimi Domini Legati Mediatoris, & ad instantiam Excellentissimorum Dominorum Legatorum trium Potestatum, quæ vigesimâ Septembris Pacem cum Rege Christianissimo concluserunt, omnino confisi, Sacram Cæsaream Majestatem & Sacram Majestatem Christianissimam hæc eadem rata habituros esse, inter nos convenimus, prout convenimus, quod plena & integra cessatio esse debeat omnium cujuscunque generis hostilitatum, quocunque nomine veniant, aut quacunque occasione seu prætextu exerceri possent, absque ulla reservatione aut Locorum exceptione, inter Exercitus, Milites, & Subditos Imperatoris, Imperii, & Regis Christianissimi, ad primam usque Novembris proximè venturi, quodque eum in finem Sacra Cæsarea Majestas, & Sacra Majestas Christianissima sine dilatione Mandata necessaria mittent supremis illarum militiæ Præfectis, aliisque, quò Conventio hæc promptiùs ab omnibus executioni detur. In quorum fidem præsentes tabulas manibus nostris subscriptas sigillis nostris munivimus. In Arce Ryswicensi 22. Septembris, 1697. ANNO 1697.

(L.S.) D. A. C. à KAUNITZ.	(L.S.) DE HARLAY BONNEUIL.
(L.S.) HEN. C. DE STRATMAN.	(L.S.) VERJUS DE CRECY.
(L.S.) J. F. B. DE SEILERN.	(L.S.) DE CALLIERES.

Consensus nomine Electorum, Principum & Statuum Imperii, per eorum Legatos adhibitus.

POstquam Sacræ Cæsareæ Majestatis & Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ Legati Extraordinarii ad interpositionem Excellentissimi Domini Legati Mediatoris & Excellentissimorum Dominorum Legatorum trium Potestatum (quæ 20. Septemb. Pacem cum Rege Christianissimo concluserunt) convenerunt, quod plena & integra omnium cujuscunque generis hostilitatum cessatio esse debeat usque ad 1. Novembris, desuperque declarationes suas 22. Septemb. in Arce Ryswicensi reciprocè ab utraque parte extradiderunt, ante illam verò Sacræ Regiæ Imperii Electorum, Principum & Statuum Legati & Plenipotentiarii consilia sua debito modo communicarunt, inque communem illam extraditam opinionem convenerunt, idcirco supra memoratorum Electorum, Principum & Statuum Legati & Plenipotentiarii Dominorum suorum Principalium nomine, qui deputationem Imperii constituunt, hisce præsentibus tabulis necesse declarare censuerunt sese Actum Armistitii ab Illustrissima & Excellentissima Legatione Cæsarea per Illustrissimum & Excellentissimum Legatum Mediatoris Illustrissimis & Excellentissimis Legatis Galliæ exhibitum, etiam nomine altè dictorum Dominorum Electorum, Principum & Statuum datum oblatumque velle, seque cum ipsis planè conformare. Actum Hagæ-Comitis die 23. Septembris 1697.

Ad Requisitionem.

(L.S.) M. FRIDERICUS Baro de SCHONBORN Legatus Moguntinensis.

CC.

Tractatus Pacis inter LEOPOLDUM *Romanorum Imperatorem & Imperium Romano-Germanicum ab una, &* LUDOVICUM XIV. *Regem Galliæ ab altera partibus; Quò, Pace Westphalica & Neomagensi pro basi & fundamento positis, Cæsari, Imperio, Augustissimæ Domui Austriacæ, & omnibus Statibus Imperii quævis tam durante Bello, quàm Unionum seu Reunionum Nomine Loca & Jura occupata, restitui debent. Urbs verò Argentinensis, & quidquid ad eam in sinistra Rheni parte pertinet, Regi Christianissimo ceditur. Munimenta in Regione Huningæ in dextera Ripa, & in Insula Rheni exstructa, nec non Munimenta Fort Louis, Trarbach, Montroyal, Kurburg, & Eberenburg, destructioni & demolitioni mandantur. Conventum est insuper Articulo XXVIII. de Restitutione Ducis Lotharingiæ in liberam & plenariam Possessionem eorum Statuum, locorum, & bonorum, quæ Patruus ejus Dux Carolus Anno 1670. possidebat, exceptis mutationibus Articulis sequentibus explanatis. Actum in Palatio Ryswicensi die 30. Octobris 1697. Cum* ARTICULO SEPARATO *prætensionem inter Electorem Palatinum & Ducissam Aurelianensem controversam concernente, eodem dato 30. Octobris 1697. Sequuntur* RATIFICATIONES *Utriusque Partis.* [Sur l'Imprimé à Paris, chez FRIDERIC LEONARD, avec Permission & Privilege du Roi An. 1697. in 4. en Latin & en 30. Oct.

ANNO 1697.

François. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les *Actes & Memoires* de la Paix de RYSWYCK. Tom. IV. pag. 13. en Latin, & pag. 59. en François; dans le *Recueil* des divers Traitez faits depuis soixante ans, seconde Partie pag. 579. en François; dans P. ANTONIO FORESTI del Mapemondo Istorico. Tom. I. pag. 505. en Italien; dans le *Theatrum Europeum* Tom. XV. pag. 211. en Allemand; dans LUNIGS *Teutsches Reichs-Archiv.* Part. General. pag. 1069. en Latin, & en Allemand; dans VITRIARIUS, à JOHAN. FRID. PFEFFINGERO *Illustratus* Lib. IV. in Append. pag. 25. dans HERM. FRANC. FRID. *Baronis* AB ANDLERN *Corp. Constitut. Imperialium* Tom. I. in Append. pag. 115. en Allemand.]

In nomine Sacrosanctæ Trinitatis, Amen.

NOtum sit omnibus & singulis, quorum interest: cùm ab aliquot jam annis ferale bellum cum multa sanguinis Christiani effusione & plurimarum Provinciarum desolatione gestum esset inter Serenissimum & Potentissimum Principem & Dominum, Dominum Leopoldum electum Romanorum Imperatorem semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgiæ, superioris & inferioris Silesiæ, Wurtembergæ & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitem Habspurgi, Tyrolis, Kyburgi & Goritiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac superioris & inferioris Lusatiæ, Dominum Marchiæ Slavonicæ, Portûs Naonis & Salinarum, &c. Sacrumque Romanum Imperium ab una: & Serenissimum atque Potentissimum Principem & Dominum, Dominum Ludovicum XIV. Franciæ & Navarræ Regem Christianissimum ab altera parte: sua Sacra Cæsarea Majestas verò & sua Sacra Regia Majestas Christianissima ad finienda quantocyùs hæc mala in perniciem rei Christianæ indies augescentia animum seriùs advertissent, factum Divinâ Bonitate esse, ut annitente Serenissimo & Potentissimo Principe & Domino, Domino Carolo XI. Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rege, Magno Principe Finlandiæ, Duce Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Principis Rugiæ, Domini Ingriæ & Wismariæ, nec non Comitis Palatini Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Duce, &c. inclytæ Memoriæ, qui mox ab exortorum motuum initio Pacem inter Christianos Principes solicitè suadere non destitit, atque dein Mediator universim receptus illam quamprimum conciliare, ad mortem usque gloriosè allaboravit, solennes ea de causa Tractatus in Palatio Riswicensi in Hollandia instituti, post ejus autem è vivis decessum pari studio succedentis in paternas pro tranquillitate publica curas Serenissimi & Potentissimi Principis & Domini, Domini Caroli XII. Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Principis Rugiæ, Domini Ingriæ & Wismariæ, nec non Comitis Palatini Rheni, Bavariæ, Juliæ, Cliviæ & Montium Ducis, &c. ad finem perducti fuerint. Comparentes quippe dicto loco utrinque legitimè constituti Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, nomine quidem Sacræ Cæsareæ Majestatis Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Dominicus Andreas S. R. I. Comes à Kaunitz, hæreditarius Dominus in Austerlitz, Hungarischbrod, Mahrischpruss & majoris Orzechan, Eques aurei Velleris, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius Status intimus, Camerarius & Sacri Imperii Pro-Cancellarius: Dominus Henricus Joannes S. R. I. Comes à Straatman & Peürbach, Dominus in Orth, Schmiding, Spatenbrun & Carlsberg, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius Imperialis Aulicus & Camerarius: & Dominus Joannes Fridericus liber & Nobilis Baro à Seilern, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius Imperialis Aulicus & in Imperii Comitiis Concomissarius Plenipotentiarius: nomine verò Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Nicolaus Augustus de Harlay, Eques, Dominus de Bonneüil, Comes de Cely, Regiæ suæ Majestatis Consiliarius in Consilio Status ordinarius: Dominus Ludovicus Verjus Eques, Consiliarius Regis ordinarius in Consilio Status, Comes de Crecy, Marchio de Freon, Baro de Couvay, Dominus in Boullay, duarum Ecclesiarum, in Fortille, & in aliis Locis: & Dominus Franciscus de Callieres, Eques, Dominus de Callieres, Rupischellæ & Gigny, interventu & operâ Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini Caroli Bonde, Comitis in Biörnöö; Domini in Hesleby, Tyreso, Töftaholm, Gräffteen, Gustafsberg & Reziiza, Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Senatoris, & supremi Dicasterii Dorpatensis in Livonia Præsidis, & Domini Nicolai Liberi Baronis de Lillieroot, Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Secretarii Statûs, atque ad Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii Legati Extraordinarii, amborum ad Pacem universalem restabiliendam Legatorum extraordinariorum & Plenipotentiariorum, qui munere Mediatorio integrè, sedulò & prudenter perfuncti sunt, præsentibus, suffragantibus & consentientibus Sacri Romani Imperii, Electorum Principum & Statuum Deputatorum Plenipotentiariis, post invocatam æterni numinis opem & commutatas ritè Mandatorum formulas ad Divini Numinis gloriam & Christianæ Reipublicæ Salutem in mutuas Pacis & Concordiæ Leges convenerunt tenore sequenti.

I. Pax sit Christiana, Universalis & perpetua, veraque Amicitia inter Sacram Cæsaream Majestatem, ejusque Successores, totum Sacrum Romanum Imperium: Regnaque & Ditiones Hæreditarias, Clientes & Subditos ab una: & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam, ejusque Successores, Clientes & Subditos ab altera parte: eaque ita sincerè servetur & colatur, ut neutra Pars in alterius perniciem vel detrimentum sub quolibet colore quicquam moliatur, aut molientibus, seu quodvis damnum inferre volentibus ullum auxilium, quocunque nomine veniat, præstare, alteriusve Subditos Rebelles, seu refractarios recipere, protegere, aut juvare quavis ratione possit, aut debeat, sed potius utraque Pars alterius utilitatem, honorem ac commodum seriò promoveat, non obstantibus, sed annullatis omnibus, in contrarium facientibus promissionibus, Tractatibus & Fœderibus quomodocunque factis aut faciendis.

II. Sit perpetua utrinque Amnestia & oblivio omnium eorum, quæ quocunque loco, modove, ultrò citroque hostiliter facta sunt, ità ut nec eorum nec illius alterius rei causâ vel prætextu alter alteri quicquam inimicitiæ aut molestiæ, directè vel indirectè, specie juris aut viâ facti uspiam inferat, aut inferri patiatur, sed omnes & singulæ hinc inde verbis, scriptis, aut factis illatæ injuriæ & violentiæ absque omni personarum, rerumve respectu ità penitus abolitæ sint, ut quicquid eo nomine alter adversus alterum prætendere possit, perpetuâ sit oblivione sepultum. Gaudeant etiam hac amnestiâ ejusque beneficio & effectu omnes & singuli utriusque Partis Vasalli ac Subditi, ita ut nemini eorum noxæ aut præjudicio sit, has vel illas partes secutum esse, quò minùs pristino, in quo ante bellum immediatè fuit, statui, quoad honores & bona plenè restituatur, reservatis tamen iis, quæ ratione Beneficiorum Ecclesiasticorum, mobilium & fructuum Articulis sequentibus speciatim definita sunt.

III. Pacis hujus basis & fundamentum sit Pax Westphalica & Neomagensis, eæque statim à commutatis Ratificationum formulis in sacris & profanis plenè executioni mandentur, & posthac sartæ tectæ conserventur, nisi quatenus nunc aliter expressè conventum fuerit.

IV. Restituentur inprimis Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio, ejusque Statibus & Membris, à Sacra Regia Majestate Christianissima quævis tam durante bello & viâ facti, quàm Unionum nomine occupata Loca & Jura, quæ extra Alsatiam sita, aut in indice Reunionum à Legatione Gallica exhibito expressa sunt, cassatis, quæ eâ de causâ à Cameris Metensi, & Vesontinâ, ut & Consilio Brisacensi edita sunt, Decretis, Arrestis, & declarationibus, omniaque in eum statum reponentur, quo ante illas occupationes, Uniones, seu Reuniones fuerunt, nullo deinceps tempore amplius turbanda seu inquietanda, Religione tamen Catho-

ANNO 1697.

Catholicâ Romanâ in locis sic restitutis in statu quo nunc est, remanente.

V. Et quamvis ex generalibus hisce regulis facilè dijudicari queat, qui & quatenus restituendi sint, nihilominus ad aliquorum instantiam, accedentibus peculiaribus rationibus, de quibusdam causis specialem mentionem fieri placuit, ita tamen, ut expresè non nominati pro omissis non habeantur, sed pari omnino cum nominatis loco sint, & eodem jure fruantur.

VI. Nominatim restituendus Dominus Elector Trevirensis & Episcopus Spirensis in Urbem Trevirensem, in statu, quo nunc est, absque ulteriore demolitione, ullave ædificiorum publicorum aut privatorum deterioratione, cum tormentis bellicis, quæ ibidem tempore postremæ occupationis reperta fuerunt; omnia quoque de occupationibus, Unionibus, & Reunionibus jam præcedenti Articulo quarto statuta, in commodum Ecclesiarum Trevirensis & Spirensis speciatim repetita censeri debent.

VII. Fruetur etiam omnibus emolumentis Pacis hujus, ejusque assertione plenissimè comprehendetur Dominus Elector Brandenburgicus, cum omnibus Ditionibus, Possessionibus, Subditis & Juribus, nominatim iis, quæ ipsi ex Tractatu 29. mensis Junii Anni 1679. inito competunt, ac si singula speciatim relata essent.

VIII. Restituentur à Rege Christianissimo Domino Electori Palatino occupatæ omnes Ditiones, sive ad illum solum pertineant, sive cum aliis communes sint, quocunque nomine veniant, speciatim verò Civitas & Præfectura Germersheimensis, illáque comprehensæ præpositura & subpræfecturæ, cum omnibus Arcibus, Urbibus, Oppidis, Pagis, Villis, fundis, feudis & juribus, prout per Pacem Westphalicam restitutæ fuerunt, omnibus etiam Documentis literariis ex Archivo, Cancellaria, Curia feudali, Camerâ Rationum, Præfecturis, aliisque Officiis Palatinis ablatis, nullo loco, re, jure, aut Documento exceptis. De juribus verò seu prætentionibus Dominæ Ducissæ Aurelianensis convenit, ut prævia restitutione supradicta res secundum formulam Compromissi à Sacra Cæsarea Majestate & Sacra Regia Majestate Christianissima tanquam Arbitris juxta Leges & Constitutiones Imperii decidatur; illis verò in sententiâ discordibus, Papæ tanquam Superarbitro decidenda deferatur. Non minùs tamen interea amicabilis compositio inter Partes tentetur, & donec res finem accipiat, annua summa ducentarum millium librarum Turonensium seu centenorum millium florenorum Rhenensium à Domino Electore Dominæ Ducissæ Aurelianensi eâ ratione & conditione solvatur, prout peculiari Articulo, ejusdem cum Pace hac vigoris, expressum est, utriusque Partis tam in possessorio, quam in petitorio, uti & Imperii jure undiquaque integro.

IX. Restituatur Serenissimo Sueciæ Regi, ut Comiti Palatino Rheni, Comiti Sponhemii & Veldenziæ, avitus Ducatus Bipontinus liber & integer cum appertinentiis & dependentiis, iisque juribus, quibus Sacræ Regiæ Majestatis prædecessores Comites Palatini & Duces Bipontini gavisi sunt, aut gaudere potuerunt, ad normam Pacis Westphalicæ: ita ut omnia sub quocunque titulo à Corona Galliæ hactenus ex toto, vel parte istius Ducatûs prætensa, occupata & reunita pleno jure ad Sacram Regiam Majestatem Sueciæ ejusque hæredes Comites Palatinos Rheni redeant. Reddantur quoque Documenta literaria, ad dictum Ducatum spectantia, unà cum tormentis bellicis, quæ tempore occupationis ibidem exstiterunt, cunctaque alia, de quibus in favorem restituendorum, præcedentibus Articulis conventum est.

X. Quantum ad Principatum Veldenziæ, & quæ sub nomine dicti Principatus aut Lautereccensis defunctus Princeps Leopoldus Ludovicus Comes Palatinus Rheni possederat, restituentur juxta §. quartum & Indicem à Legatione Gallica exhibitum, salvis cujuscunque prætendentium tam in possessorio quam petitorio juribus.

XI. Magno Ordinis Teutonici Magistro & Episcopo Wormatiensi, Domino Principi Francisco Ludovico Palatino reddentur plenè ablatæ à Gallia inclito Ordini antiquitùs dicatæ seu possessæ Commendæ, loca, reditus, & jura, frueturque dictus Ordo ratione Commendarum & Bonorum sub Dominio Gallico sitorum tam circa collationem, quàm administrationem iisdem usibus, privilegiis & immunitatibus, quibus antehac juxta Statuta & Regulas suas gavisus est, & Ordo Sancti Joannis Hierosolymitani gaudere consuevit. Locum etiam habebunt ratione Episcopatûs Wormatiensis reliquarumque Domini Principis Ecclesiarum, quæcunque Pace hac de restitutione locorum, contributionibus, aliisve conventa sunt.

XII. Reddetur Domino Electori Coloniensi tanquam Episcopo & Principi Leodiensi Castrum & Oppidum Dinantense in statu, quo tempore occupationis fuit, cum omnibus juribus & dependentiis, tormentis quoque bellicis & Documentis ibi tum repertis. Omnia porro de occupationibus, Unionibus & Reunionibus supra Articulo quarto statuta in commodum Ecclesiarum Coloniensis & Leodiensis speciatim repetita haberi debent.

XIII. Restituatur Domus Wurtembergica & nominatim Dominus Dux Georgius pro se & successoribus ratione Principatûs seu Comitatûs Mompelgardensis in eum statum, jura, prærogativas, ac in specie in eam immedietatem erga Sacrum Romanum Imperium, quâ antea gavisus est, & quâ cæteri Imperii Principes gaudent, vel gaudere debent, annullatâ penitus Vassallagii recognitione, Coronæ Galliæ Anno 1681. factâ. Fruanturque deinceps dicti Principes liberè omnibus eodem pertinentibus reditibus, tam sæcularibus, quàm Ecclesiasticis, quibus ante Pacem Neomagensem fruebantur, non minùs ac Feudis, quæ tempore detentionis Gallicæ vel aliàs iis aperta, nec ab ipsismet aliis concessa sunt, excepto Pago Baldenheim cum appertinentiis, quem Rex Christianissimus Commendatori de Chamlay Regiorum Castrorum Metatorum Generali contulit, quodque ratum manere debet, itâ tamen, ut Domino Duci Wurtembergico, velut Domino directo, ejusque successoribus homagium præstare, ab eoque Feudi hujus renovationem petere teneatur. Restituantur quoque in plenariam & liberam possessionem, tam Feudorum suorum Burgundicorum, Clereval & Passavant, quàm Dynastiarum Granges, Herricourt, Blamont, Chatelôt & Clemont, cæterarumque in Comitatu Burgundiæ & Principatu Mompelgardensi sitarum cum omnibus juribus & reditibus, eo planè modo, prout ante Pacem Neomagensem possederant, abolitis penitus iis, quæ quocunque titulo, tempore ac modo in contrarium facta vel prætensa fuerunt.

XIV. Gaudeat etiam Domus Marchica Badensis omni jure & beneficio Pacis hujus, adeoque etiam Westphalicæ & Neomagensis, inprimis verò Articulorum 4. & 5. hujus Tractatus.

XV. Restituantur eodem modo Principes & Comites Nassovienses, Hanovienses, & Leiningenses omnesque cæteri Sacri Romani Imperii Status, qui per Articulum quartum hujus Tractatûs aliosve restituendi veniunt, in omnes & singulas suas Ditiones eoque pertinentes proventus & reditus, aliaque omnia jura & beneficia, quocunque nomine insignita sint.

XVI. Cùm verò Pacis meliùs stabiliendæ ergò, placuerit Loca quædam hinc inde permutari, Sacra Cæsarea Majestas & Imperium cedunt Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ ejusque in Regno successoribus Urbem Argentinensem & quidquid ad illam civitatem, in sinistra Rheni parte pertinet, cum omni jure, proprietate & supremo Dominio, quod sibi & Romano Imperio hactenus in ea competiit, aut competere poterat, eaque omnia & singula in Regem Christianissimum ejusque Successores transferunt, itâ ut dicta Urbs cum omnibus suis appertinentiis & dependentiis in sinistra parte Rheni sitis, absque ulla reservatione cum omnimodâ jurisdictione & superioritate, supremoque Dominio à modo in perpetuum ad Regem Christianissimum ejusque Successores pertineat & Coronæ Galliæ incorporata intelligatur, absque Cæsaris, Imperii vel cujuscunque alterius contradictione: Ad cujus cessionis alienationisve majorem validitatem, Imperator & Imperium vigore præsentis Transactionis expresè derogant omnibus & singulis prædecessorum Imperatorum Sacrique Romani Imperii Decretis, Constitutionibus, Statutis & Consuetudinibus etiam juramento firmatis aut in posterum firmandis, nominatimque Capitulationi Cæsareæ, quatenus alienatio omnimoda bonorum & jurium Imperii prohibetur, quibus omnibus expresè renuntiant, dictamque Urbem unà cum Magistratibus, Officialibus, Civibus & Subditis omnibus, à vinculis & sacramentis, quibus hucusque Imperatoribus & Im-

ANNO 1697.

Imperio obstricta fuerat, exsolvunt, eamque ad subjectionem, obedientiam & fidelitatem Regi Christianissimo ejusque Successoribus præstandam remittunt, atque ità Regem Christianissimum in plena justaque proprietate, possessione & superioritate constituunt, omnibusque in eâ juribus ac prætensionibus ex nunc in perpetuum renuntiant; inque hunc finem dictam Urbem Argentinensem ab Imperii Matricula expungi placet.

XVII. Liberum tamen maneat omnibus & singulis ejus Urbis & appertinentiarum Incolis, cujuscunque conditionis sint, qui emigrare voluerint, inde domicilium aliò, quocunque libuerit, unà cum mobilibus bonis sinè ullo impedimento, detractione aut exactione, intra annum à ratihabita Pace, post quinquennium verò præstitis præstandis secundum conditiones in ejusmodi casibus illic olim usitatas transferre, immobilia verò aut vendere, aut retinere, & per se, vel per alios administrare. Eadem quoque facultas retinendi & per se, vel alios administrandi aut alienandi omnibus aliis Imperii Membris aut subditis mediatis vel immediatis maneat, qui bona, reditus, debita, actiones, vel jura in dicta Urbe, ejusque appertinentiis habent, sive semper retinuerint, sive durante Bello, aut ante illud confiscata seu adempta aliisque concessa fuerint, per Conventionem hanc restituenda, quocunque nomine veniant, aut ubicunque degant. Salva etiam sit jurisdictio Ecclesiastica iis, ad quos antiquitùs spectavit, nec eam, ejusve exercitium impedire unquàm liceat.

XVIII. Vicissim Sacra Regia Majestas Christianissima restituet cum omnibus juribus & dependentiis intra 30. dies à commutatis Ratificationum formulis Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio munimentum Kehl à se exstructum in dextra Rheni parte situm integrum. Munimentum verò de la Pille cæteraque in ipso Rheno seu Rheni Insulis exstructa intra mensem sequentem aut citiùs, si fieri poterit, sumptibus Regis Christianissimi solo planè æquabuntur, à neutra parte posthac reædificanda. Fluminis autem navigatio, aliusve usus utriusque Partis Subditis, aut qui aliàs illàc commeare, navigare aut merces transvehere volent, æquè patebit: nec quicquam ab alterutra Parte illic aut alibi unquam fiet, quo Flumen divertatur, aut ejus cursus seu navigatio aliusve usus difficilior quavis ratione reddatur, multò minùs nova telonia, portoria, aut pedagia exigentur, aut vetera augebuntur, navesve, quæ transeunt, ad unam magis quàm alteram ripam appellere, aut onera, seu merces exponere, vel recipere cogentur, sed id libero cujusque arbitrio relinqui semper debebit.

XIX. Cedit quoque Sacra Regia Majestas Christianissima Sacræ Cæsareæ Majestati & Serenissimæ Domui Austriacæ Urbem & Arcem Friburgensem, nec non Fortalitium S. Petri, Fortalitium item Stellæ nuncupatum, & quæcunque alia Munimenta ibidem aut alibi per Sylvam Hercyniam vel reliquum Brisgowiæ Districtum noviter erecta, aut restaurata, in statu, quo nunc sunt, absque ulla demolitione aut deterioratione, cum Villis Lehen, Metzhausen, & Kirchzarth, cumque omni jure, prout suæ Regiæ Majestati per Pacem Neomagensem cessa aut ab illa possessa & exercita fuerunt, uti & Archivo, omnibusque Scripturis seu Documentis literariis tempore occupationis illic repertis, sive ibi adhuc exstent, sive aliorsum translata sint, Jure Diœcesano aliisque juribus & reditibus Episcopatus Constantiensis semper salvis.

XX. Transfert similiter in Sacram Cæsaream Majestatem & Domum Austriacam Sacra Regia Majestas Christianissima Brisacum integrum in moderno statu, cum Granariis, Armamentariis, Munimentis, Vallis, Muris, Turribus, aliisque ædificiis publicis ac privatis, atque omnibus dependentiis in dextra parte Rheni sitis: iis, quæ in sinistra Rheni parte sunt, interque ea Fortalitio le Mortier dicto, Regi Christianissimo relictis. Urbs tamen, quæ nova dicitur, in eadem sinistra Rheni parte sita, uti & pons, ac munimentum Insulæ Rheni inædificatum omnino destruetur & solo æquabitur, à neutra Parte ullo tempore reædificanda. Cæterùm eadem libertas Brisaco migrandi hic repetita censebitur, quæ ratione Urbis Argentinæ conventa est.

XXI. Præfata Loca, Urbes, Castra & Fortalitia cum omni districtu, appertinentiis & dependentiis Sacræ Cæsareæ Majestati à Sacra Regia Majestate Christianissima retrocessa restituantur & tradantur absque omni reservatione, exceptione aut retentione bonâ fide & sine ulla dilatione, impedimento vel prætextu, iis, qui post ratihabitas Pacis Tabulas à Sacra Cæsarea Majestate ad id constituti & specialiter deputati fuerint, eaque de re locorum evacuandorum Præfectis, Gubernatoribus aut Officialibus Gallicis fidem fecerint, ita ut dictæ Urbes, Arces, Fortalitia & Loca cum omnibus prærogativis, utilitatibus & emolumentis ac quibuscunque ibidem comprehensis, in jus, possessionem actualem & omnimodam potestatem ac superioritatem Sacræ Cæsareæ Majestatis & Domûs Austriacæ redeant, & apud eandem perpetuis temporibus permaneant, quemadmodum antehac ad eam spectârunt, & à Sacra Regia Majestate Christianissima hactenus possessa fuêre, nihilque omnino juris aut prætensionis in Loca præfata & eorum Districtus Coronæ Galliæ remansisse, aut reservatum fuisse, intelligatur. Nec quidquam porrò exigatur pro sumptibus & expensis in munimenta aut alia ædificia publica vel privata insumptis, nec alia quacunque de causa retardetur restitutio plenaria intra triginta dies à Pace ratihabita executioni demandanda, adeo ut præsidia Gallica inde protinus abducantur, absque omni molestia, damno vel gravamine, Civibus, & Incolis, aut aliis quibuscunque Subditis Austriacis titulo debitorum aut prætensionum quarumlibet inferendo. Neque fas sit Militiæ Gallicæ in Locis evacuandis, aut aliis quibusvis ad Sacram Regiam Majestatem Christianissimam non spectantibus diutiùs commorari, hyberna, vel stationes figere, sed in proprias Coronæ Galliæ Ditiones illico commigrare teneantur.

XXII. Eadem ratione reddetur Sacræ Cæsareæ Majestati, Sacroque Romano Imperio Philippiburgum illæsum cum munimentis ei in dextra parte Rheni junctis, omnibusque tormentis bellicis, quæ tempore ultimæ occupationis ibidem exstiterunt, Episcopatûs Spirensis jure undequaque reservato, atque eo nomine Articulus quartus Instrumenti Pacis Neomagensis expressè repetitus habebitur. Munimentum verò quod in sinistra ripa ædificatum est, unà cum ponte à Rege Christianissimo post occupationem facto, destruetur.

XXIII. Curabit Rex Christianissimus suis impensis solo æquari munimenta è regione Hunningæ in dextera ripa & in Insula Rheni exstructa, fundo cum ædificiis Domui Badensi reddendo: pons quoque illic Rheno superstructus destruetur.

XXIV. Destruendum similiter Munimentum, quod in dextra parte Rheni ædificatum est, è regione Fortalitii, Fort-Louïs nuncupati, ipso Fortalitio & Insula penes Regem Christianissimum remanentibus, solum verò Munimenti destructi Domino Marchioni Badensi cum ædificiis restituendum. Destruetur etiam ea pontis pars, quæ illuc ab Insula pertingit, à neutra parte deinceps reparanda.

XXV. Demolienda præterea à Rege Christianissimo Munimenta post Pacem Neomagensem Castro Trarbacensi addita, nec non Fortalitium Montroyal ad Mosellam, à nullo posthac reædificanda, relictâ tamen in pristino statu Arce Trarbacensi & unà cum Urbe & appertinentiis prioribus possessoribus plenariè restituenda.

XXVI. Eadem quoque demoliendi ratio obtineat in Munimentis Arci Kurburgensi à Rege Christianissimo additis: post quæ destructa, Arx hæc cum integra relicta Urbe Kirn non minùs ac reliqua ad Principem Salmensem ejusque Agnatos, Rheingravios & Wildgravios spectantia Bona, nominatim etiam Principatus Salmensis, cæteraque illis reddentur, eodem omnino modo & jure possidenda, quo ea ante destitutionem possederunt, & Pace hac conventum est.

XXVII. Idem etiam de destruendis novis Munimentis Arci Eberenburgensi à Rege Christianissimo adjectis, eâque Baronibus de Sickingen cum reliquis ad illos spectantibus Bonis ab utraque parte reddendis cautum esto.

XXVIII. Cûm Dominus Dux Lotharingiæ hoc in Bello cum Sacrâ Cæsareâ Majestate conjunctus sit, & præsenti Tractatui comprehendi voluerit, restituetur pro se, Hæredibus & Successoribus suis in liberam & plenariam possessionem eorum Statuum, Locorum & Bonorum, quæ Patruus ejus Dux Carolus anno millesimo sexcentesimo septuagesimo (cûm à Christianissimi Regis armis occupata fuerunt) possidebat, exceptis tamen mutationibus, Articulis sequentibus explanandis.

XXIX.

ANNO 1697.

XXIX. Restituet inprimis Sacra Regia Majestas Christianissima Domino Duci Urbem veterem & novam Nancei cum omnibus appertinentiis, cumque tormentis bellicis, quæ in Urbe veteri tempore occupationis reperta fuerunt, eâ tamen conditione, ut integris relictis omnibus Vallis & Propugnaculis Urbis veteris, uti & portis Urbis novæ, hujus Valla & Propugnacula non minùs ac omnia utriusque Munimenta exteriora, impensis Sacræ Regiæ Majestatis solo planè æquentur, nullo deinceps tempore reparanda, nisi quòd Dominus Dux ejusve successores Urbem novam simplici & æquali muro absque angulis claudere possint, quandocunque libuerit.

XXX. Evacuabit quoque S. R. M. Christianissima Castrum Bitsch cum omnibus appertinentiis, uti & Castrum Hombourg, destructis priùs Munimentis, ampliùs non reparandis, ità tamen, ut ipsis Castris, & quæ illis juncta sunt, Oppidis nullum damnum inferatur, sed ea omnino illæsa conserventur.

XXXI. Suffragatur porrò Domino Duci omnia de Unionibus seu Reunionibus Articulo quarto statuta, ac si hic verbotenus repetita essent, ubicunque aut quomodocunque factæ seu decretæ fuerint.

XXXII. Reservat sibi verò Sacra Regia Majestas Christianissima Fortalitium Saarloüis cum dimidiâ leucâ in circuitu à Commissariis Regiis & Lotharingicis designandâ, cumque omni Superioritatis & supremi Dominii Jure perpetuò possidendum.

XXXIII. Urbs quoque & Præfectura Longwicensis unà cum suis Pertinentiis & Dependentiis cum omni Superioritate, supremo Dominio & Proprietate, maneat in perpetuum penes Dominum Regem Christianissimum ejusque Hæredes & Successores: nihilque Juris imposterum in iis prætendere possit Dominus Dux ejusque Hæredes & Successores: sed in prædictæ Urbis & Præfecturæ permutationem Sacra Regia Majestas Christianissima aliam Domino Duci cedet, in uno ex tribus Episcopatibus ejusdem amplitudinis & valoris Præfecturam, de quâ bonâ fide inter eosdem Commissarios conveniet: eâque sic cessâ, & in Dominum Ducem à Rege Christianissimo translatâ, tàm ipse Dux, quàm ipsius Hæredes & Successores fruentur in perpetuum cum omnimodis Superioritatis supremi Dominii & Proprietatis Juribus.

XXXIV. Pateat semper Regio Militi ad Loca limitanea pergenti aut inde redeunti sine obstaculo aut impedimento transitus innoxius per Ditionem Domini Ducis, præviâ tamen semper notificatione tempestivâ, & ut transiens Miles non evagetur, nec diverticula quærat, sed viâ ordinariâ & brevissimâ utatur, & iter absque morâ debitè acceleret, nullam vim, nullumque damnum Locis vel Subditis Ducis inferat, annonamque ac necessaria à Commissariis Lotharingicis subministranda paratâ pecuniâ solvat, abolitis vicissim & in potestatem Domini Ducis sinè exceptione plenè redeuntibus Viis & Locis quæ Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ per Pacem Neomagensem reservata fuerunt.

XXXV. Beneficia Ecclesiastica usque ad diem præsentis Tractatûs à Rege Christianissimo collata, penes modernos Possessores, qui ea à Sacra Majestate Regia consecuti sunt, quieta relinquantur.

XXXVI. Sancitum præterea fuit, ut omnes Processus, Sententiæ atque Decreta lata per Consilium, Judices aut alios Regiæ Majestatis Christianissimæ Officiales in Controversiis & Actionibus ad finem perductis, tàm inter Subditos Ducatûs Lotharingiæ & Barri, quàm alios, tempore, quo Rex Christianissimus hosce Status possedit, locum habeant, atque plenum integrumque suum sortiantur effectum, non secùs ac si Sacra Regia Majestas eorum Possessor mansisset, neque dictas Sententias & Decreta in dubium vocare, annullare, aut Executionem illorum retardare aut impedire integrum erit. Partibus quidem licitum erit juxta ordinem & dispositionem Legum atque Constitutionum confugere ad Revisionem Actorum, interim tamen Sententiæ suo in robore & vigore maneant.

XXXVII. Restituentur mox à ratihabitâ Pace Domino Duci, Archiva & Documenta literaria, quæ in Gazophylacio Nanceano & Barrensi, atque in utrâque Camerâ Computorum sive alibi locorum habeantur & ablata fuerunt.

XXXVIII. Poterit statim à ratihabitâ Pace Dominus Dux in Ducatus Lotharingiæ & Barri Commissarios mittere, qui rebus illius attendant, Justitiam administrent, Teloniorum, Salinarum, aliorumque Jurium curam gerant, cursum publicum disponant, cæteraque agant, quæ ad Regimen à Domino Duce eodem tempore plenè suscipiendum pertinere queant.

XXXIX. Ratione Vectigalium seu Teloniorum, eorumve Immunitatis in vecturâ salis, & lignorum, sive Terrâ, sive per Flumina, servetur status seu consuetudo anni 1670. nullâ innovatione permissâ.

XL. Maneat antiquus Usus & Libertas Commerciorum inter Lotharingiam & Ditionem Metensem, Tullensem & Virodunensem, mutuoque utriusque Partis beneficio imposterum exactè servetur.

XLI. Serventur similiter in pristino suo vigore & robore Concordata illæsa inter Christianissimos Reges & Duces Lotharingiæ inita.

XLII. Domino Duci, ejusque Fratribus post Restitutionem integrum erit Jus, quod sibi in diversis causis competere asserunt, viâ ordinariâ persequi, non obstantibus Sententiis, quæ ipsis absentibus & non auditis latæ dici possint.

XLIII. In iis, quæ hic aliter expressè conventa non sunt, observentur quoque ratione Domini Ducis ejusque Ditionum & Subditorum ea, quæ hoc Tractatu maximè §. *Restituentur utriusque Partis Vasalli, &c.* §. *Simul atque Instrumentum Pacis, &c.* & §. *& ut ad Subditos, &c.* cauta sunt, ac si hic speciatim enuntiata essent.

XLIV. Dominus Cardinalis de Furstenberg restituetur in omnia Jura, bona Feudalia ac Allodialia, Beneficia, Honores & Prærogativas, quæ Sacri Imperii Principibus & Membris competunt, tàm ratione Episcopatûs Argentoratensis à dextrâ parte Rheni, quàm Abbatiæ Staveloensis, aliasve, frueturque cum Agnatis seu Cognatis, qui illi adhæserunt, & Domesticis, plenâ amnestiâ & securitate omnium factorum dictorumque & quorumlibet contra illum illosve Decretorum, nec ipse, illiusque Hæredes, aut Agnati seu Cognati & Domestici, ob Hæreditatem defuncti Domini Electoris Maximiliani Henrici à Dominis Electoribus Coloniensi & Bavariæ, eorumque Hæredibus aut quibuscunque aliis conveniri unquàm poterunt, uti nec vicissim ex illâ Hæreditate seu ob Legata sibi relicta vel res donatas Dominus Cardinalis ejusque Agnati seu Cognati & Domestici, aut causam ab iis habentes, quicquam quovis modo à Dominis Electoribus aliisque petere debebunt, omni Jure, Prætensione seu Actione personali ac reali penitùs extinctâ. Eâdem amnestiâ & securitate gaudebunt, eodemque omnino Jure utentur ex Canonicis Coloniensibus ii, qui partes illius secuti & Canonicatibus ac Beneficiis privati fuerunt, restituenturque cum omnibus Canonicorum, Beneficiorum & Dignitatum Juribus in eum Capituli Cathedralis & Collegiatarum Ecclesiarum locum & ordinem, quo ante depositionem fuerunt, ita tamen, ut Reditibus penes modernos Possessores manentibus, hi æquè ac restituti communibus Dignitatum & Beneficiorum titulis & functione, priore tamen loco restitutis delato, fruantur, post Possessorum verò obitum aut voluntariam Resignationem, restituti soli Dignitates & reditus protinus occupent, intereà quoque pro Ordine, quem inter se habent, singuli novas Præbendas proximè vacaturas, consequantur. Hocque etiam superioribus Ecclesiasticis, ad quos res pertinet, gratum fore nullatenus dubitatur. Hæredes quoque illorum Canonicorum, qui pariter destituti durante Bello decesserunt, quorumque Bona, reditus & jura sequestrata aut Fisco addicta fuerunt, in hisce recuperandis Beneficio §. *Restituentur omnes utriusque Partis Vasalli,* . . . plenè gaudebunt eâ expressè additâ Conditione, ut Legata à Defunctis ad pias causas relicta juxta eorum Dispositionem ex censibus assignatis absque morâ solvantur.

XLV. Amnestiâ quoque comprehendantur specialiter Landgravii Hassiæ Reinfelsenses, & in eum statum, quoad Arcem Reinfels totumque Comitatum inferiorem Cattimelibocensem cum omnibus Juribus ac Dependentiis reponantur, in quo eorum Pater Landgravius Ernestus ante initium hujus Belli extitit, salvis tamen ubivis Juribus Domino Landgravio Hasso Cassellano competentibus.

XLVI. Restituentur omnes utriusque Partis Vasalli & Subditi, Ecclesiastici & Sæculares, Corpora, Universitates & Collegia Honoribus, Dignitatibus & Beneficiis, quibus ante Bellum gaudebant, uti & in omnia Jura bona, mobilia & immobilia, census quoque seu reditus, etiam qui redimi possunt, & qui vitâ terminantur (dummodo sors extincta non sit) tempore & occasione Belli occupata seu detenta, unà cum Juribus, Actio-

ANNO 1697.

Actionibus & Successionibus, quæ ipsis durante Bello evenerint, ita tamen, ut nihil ratione fructuum seu proventuum post occupationem seu detentionem ad diem usque ratihabitæ Pacis perceptorum, aut Pensionum cessarum petere possint. Similiter peti amplius non poterunt Debita, Merces & Mobilia tempore & ratione Belli Fisco addicta vel Authoritate publicâ in alios usus conversa, adeoque nec Creditores ejusmodi Debitorum, nec Domini earum Mercium aut Mobilium, eorumque Hæredes aut causam ab iis habentes, ea persequi aut restitutionem seu satisfactionem prætendere unquam debebunt. Restitutiones hæ ad eos quoque extendentur, qui partes contrarias secuti sunt, quive eo nomine suspecti fuerunt, & quibus post Pacem Neomagensem Bona, Reditus aut Jura ideò quòd alibi habitaverint, vel homagium non præstiterint, aut similes ob causas, seu prætextus ablata fuerunt, quique proinde virtute Pacis hujus in Principis sui gratiam redibunt, sicut & in pristina Jura & quævis Bona, qualia hæc tempore Conclusionis & Subscriptionis hujus Tractatûs fuerunt. Atque omnia isthæc statim à ratihabitâ Pace executioni mandabuntur, non obstantibus ullis Donationibus, Alienationibus, Concessionibus, Confiscationibus, Commissis, Impensis, Meliorationibus, Sententiis interlocutoriis & definitivis, ex contumaciâ, Partibus absentibus & non auditis, latis, quæ Sententiæ & res judicatæ nullæ erunt, & perinde habebuntur, ac si judicatæ aut pronuntiatæ non essent, plenâ libertate & integrâ manente iis omnibus in Patriam, seu ad Bona ista redeundi, utque iis non minùs ac censibus & reditibus, vel ipsi frui, aut alibi, ubicunque ipsis visum fuerit, domicilium figere seu morari possint, prout elegerint, omni violentiâ seu coactione penitus exclusâ. Tumque fas illis erit per Procuratores non suspectos Bona & reditus administrare, iisque uti frui, exceptis tamen Beneficiis Ecclesiasticis Residentiam requirentibus, quæ personaliter administrari, & obiri debebunt. Omnibus denique utriusque Partis Subditis libera facultas erit, Bona Mobilia & Immobilia, census & reditus, quæ sub alterius Ditione habent, vendendi, permutandi, alienandi & transferendi, aliterve de iis inter Vivos & per ultimam Voluntatem disponendi, ita ut quilibet, Subditus vel Extraneus, ea emere seu acquirere possit, nullâ aliâ seu ulteriori permissione Superioris requirenda præter eam, quæ hoc Articulo continetur.

XLVII. Si aliqua Beneficia Ecclesiastica mediata vel immediata, durante hoc Bello, ab unâ alterâve Parte in Terris seu Locis sibi tunc subjectis juxta primævæ Institutionis ac generalium vel particularium de iis factorum Statutorum legitimorum normam aut aliam quamvis à summo Pontifice canonicè factam Dispositionem & Provisionem capacibus collata fuerint, ea non minùs atque illa Beneficia Ecclesiastica quæ ante præsens Bellum in Locis ex hac Pace restituendis tali modo collata fuerunt, præsentibus Possessoribus relinquantur, ita ut nec in illorum Possessione vel legitima Administratione, nec in fructuum perceptione, à quocunque turbari aut impediri vel eorum nomine seu causâ præterita aut præsenti in Jus vocari, conveniri, aut quâvis ratione inquietari seu molestari unquam possint aut debeant, ut tamen ea præstent, quæ sibi ratione illorum Beneficiorum incumbunt.

XLVIII. Cum tranquillitatis publicæ intersit, ut Pax conclusa Augustæ Taurinorum 29. Augusti 1696. inter Sacram Regiam Majestatem Christianissimam & Dominum Sabaudiæ Ducem exactè observetur, illam quoque Pace hac comprehendi & confirmari placuit, ut ejusdem cum Pace hac vigoris sit & perpetuò maneat. Confirmantur prætereà singillatim, quæ Pace Westphalicâ & Neomagensi superiùs restabilitâ pro Domo Sabaudicâ cauta sunt, & hîc nominatim repetita censentur; ita tamen ut per factam Restitutionem Pinaroli ejusque Dependentiarum nullâ in parte minui aut alterari queat Obligatio, quam Sacra Regia Majestas Christianissima in se suscepit, solvendi Domino Mantuæ Duci, quadringenta nonaginta quatuor millia aureorum, in Liberationem Domini Ducis Sabaudiæ; prout in Instrumento Westphalicæ Pacis fusiùs declaratum est. Atque ut ea pleniùs & firmiùs corroborentur, omnes & singuli Principes Pacis generalis consortes, quas inter se pro majori securitate stipulantur sponsiones seu Guarantias, easdem Domino Duci Sabaudiæ præstant, & ab eo vicissim accipient.

XLIX. Redditione verò seu Restitutione quâcunque Locorum, Personarum, Rerum aut Jurium à Galliâ factâ aut faciendâ, redintegratis seu redintegrandis nihil novi Juris acquiretur. Si verò aliorum contra illos Prætensiones fuerint, hæ post factam Restitutionem, quæ proptereà nullatenus differri debet, loco convenienti proponendæ, examinandæ & decidendæ erunt.

L. Simul atque Instrumentum Pacis hujus à Dominis Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis subscriptum & signatum fuerit, cesset omnis cujuscunque generis Hostililitas ac Violentia, ædificiorumque, Vinearum & Sylvarum vastatio aut arborum cæsio: deducanturque illicò post Ratihabitiones commutatas utrinque copiæ ex Locis non munitis ad alteram partem pertinentibus. Loca verò munita ex Pace hac restituenda tradantur intrà triginta dies à ratihabita Pace, aut citiùs, si fieri poterit iis, qui præcedentibus Articulis nominati sunt, vel si expressi non fuerint, illis, qui immediate ante destitutionem in possessione fuerunt, absque ullâ Munimentorum aut Ædificiorum publicorum vel privatorum destructione, aut statûs, in quo nunc sunt, deterioratione, vel quarumvis impensarum in vel ob ea factarum repetitione, ullâve Militum aut eorum nomine vel aliâ de causâ faciendâ exactione, aut rerum ad Incolas spectantium vel ex hac Pace relinquendarum ablatione. Demolitio autem qualiscunque destruendorum, de quâ supra convenit, absque impensis & molestiâ alterius Partis, minorum quidem intra mensem, majorum verò intra duos menses, aut citiùs, si fieri poterit, plenè perficiatur. Reddantur prætereà bonâ fide statim à Ratificationibus commutatis omnia Archiva & Documenta literaria, non ea tantùm, quæ ad Loca Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio ejusque Statibus & Membris restituenda aut relinquenda pertinent, sed & omnia illa, quæ ex Camerâ & Urbe Spirensi, alibique in Imperio ablata sunt, etsi eorum mentio specialis in hac Conventione facta non sit. Captivi quoque utrinque facti ratione Belli plenæ libertati absque lytro restituantur, maximè ii, qui remis addicti aut alias ad opus publicum damnati fuerunt.

LI. Et ut ad Subditos utriusque Partis plenior Pacis fructus mox pervenire possit, convenit, ut quæcunque Contributiones Pecuniæ, Frumenti, Vini, Fœni, Lignorum, Pecudum, aut alterius nominis, licet alterutrius Subditis jam imperatæ aut per Pacta stabilitæ fuerint, uti & pabulationes omnis generis in alterutrius Ditione statim à die Ratihabitionis omnino cessent, & quod tum ex ejusmodi aliisque Contributionibus, Indictionibus aut Exactionibus residuum debebitur, penitus abolitum sit & maneat, obsides etiam ex quâcunque causâ hoc Bello dati aut abducti, sine morâ absque ære reddantur, liberéque in Patriam dimittantur.

LII. Redeant quoque mox à subscriptâ Pace Commercia inter Sacræ Cæsareæ Majestatis Imperiique & Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ, Regnique Galliæ Subditos durante Bello prohibita, in eam, quæ ante Bellum fuit, libertatem, fruanturque utrinque omnes & singuli, nominatim Urbium Imperialium & Emporiorum Hanseaticorum Cives & Incolæ Terrâ Marique plenissimâ Securitate, pristinis Juribus, Immunitatibus, Privilegiis & Emolumentis per solemnes Tractatus aut vetustam Consuetudinem obtentis, ulteriori Conventione post Pacem remissâ.

LIII. Omnia per hanc Pacem conventa valeant, ac perpetua firmitate nitantur, observenturque & executioni mandentur, non obstantibus sed abrogatis & cassatis omnibus quæ contraria credi, allegari, aut excogitari unquàm possint, etsi talia sint, ut eorum specialior seu amplior mentio fieri debeat, aut abrogatio, seu annullatio nulla seu invalida dici posse videatur.

LIV. Utrique contrahentium Parti liceat Pacem hanc ejusque Observationem Fœderibus, Munimentis in proprio solo, extra Loca tamen superiùs nominatim excepta, pro arbitrio extruendis & ampliandis, Præsidiisque & Stationibus, atque aliis mediis ad Defensionem comparatis firmare: cùm aliis quoque Regibus, Principibus & Rebuspublicis, tum inprimis Sueciæ Regi, ceu Mediatori, æquè ac virtute Pacis Westphalicæ eam asserere Sacræque Cæsareæ Majestati, Imperioque, & Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ Guarantiam præstare semper fas erit.

LV. Et cùm Sacra Cæsarea Majestas, Imperiumque, & Sacra Regia Majestas Christianissima grato animo agnoscant indefessa Studia & Officia, quæ Serenissimus Sueciæ Rex tranquillitati publicæ reducendæ impendit,

ANNO 1697.

dit, utrinque placuit, eum cum Regnis & Provinciis suis præsenti hoc Tractatu omni meliori modo nominatim comprehendi.

LVI. Porrò quoque Sacræ Cæsareæ Majestatis & Imperii nomine Pace hac comprehenduntur præter nominata jam Imperii Membra etiam reliqui Electores, Principes, Status & Membra Imperii, interquè ea sigillatim Episcopus & Episcopatus Basiliensis, cum omnibus eorum Ditionibus, Prærogativis & Juribus, tum & tredecim Helvetiorum Cantones cum eorum Fœderatis, nominatim cum Republica & Civitate Genevatum & Dependentiis, Urbe & Comitatu Neocomensi ad Lacum, Civitatibus Sancti Galli, Mulhusæ & Biennæ, tribus Ligis Rhæticis seu Grisonibus, septemdecim Valesianis & Abbate Sancti Galli.

LVII. Nomine Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ comprehenduntur pariter tredecim Cantones Helvetiæ eorumque Fœderati, & nominatim Respublica Valesianorum.

LVIII. Includentur etiam Paci omnes illi, qui ante Permutationem Ratihabitionum, vel postea intra sex menses ab una vel altera parte ex communi consensu nominabuntur.

LIX. Pacem hoc modo conclusam promittunt, Legati Cæsarei & Regii Deputatorumque Imperii Ordinum Plenipotentiarii ab Imperatore, Imperio, & Rege Christianissimo ad formam hic mutuò placitam ratihabitum & Ratificationum Instrumenta intra sex septimanarum spatium ab hodierno die computandarum, aut citiùs, si fieri queat, hic reciprocè commutatum iri.

LX. In quorum fidem roburque tàm Cæsarei quàm Regii Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, unà cum Electorum, Principum & Statuum Imperii ad hunc Actum deputatorum Plenipotentiariis Tabulas has propriis manibus subscripserunt & Sigillis suis muniverunt. Acta hæc sunt in Palatio Riswicensi in Hollandiâ trigesima die mensis Octobris, anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo.

(L.S.) D. A. C. à CAUNITZ.
(L.S.) HENR. C. DE STRATMAN.
(L.S.) J. F. L. B. à SEILERN.

(L.S.) DE HARLAY BONNEÜIL.
(L.S.) VERJUS DE CRECY.
(L.S.) DE CALLIERES.

Nomine Em. Elect. Mogunt.

(L.S.) M. FRIDERICUS Baro de Schonborn Legat.

Nomine Seren. Bavariæ Elect.

(L.S.) DE PRIELMAYER, Legatus Extraordinarius & Plenipotentiarius.

(L.S.)

(L.S.) IGNATIUS ANTONIUS OTTEN Plenipotentiarius.

(L.S.) GEORGIUS WILHELMUS MOLL, Plenipotentiarius.

Nomine Domûs Austriacæ.

(L. S.) FRANCISCUS RUDOLPHUS AB HALDEN Liber Baro de Trazberg &c.

Nomine Magni Ordinis Teutonici Magistri.

(L. S.) C. B. à LOË, Ordinis Teutonici Eques.

Nomine Celsissimi Principis & Episcopi Herbipolensis.

(L. S.) JOANNES CONRADUS PHILIPPUS IGNATIUS de Tastungen.

Nomine Eminentissimi & Celsissimi Electoris Trevirensis ut Episcopi Spirensis.

(L. S.) JOANNES HENRICUS DE KAYSERSFELD, Plenipotentiarius.

Nomine Celsissimi Principis & Episcopi Constantiensis.

(L. S.) FRIDERICUS à DURHEIM.

Nomine Reverendissimi & Celsissimi Domini Episcopi & Principis Hildesiensis.

(L. S.) CAROLUS PAULUS ZIMMERMAN, Celsitudinis suæ Cancellarius, Consiliarius intimus, & Plenipotentiarius.

Nomine Serenissimi & Reverendissimi Electoris Coloniensis tanquam Episcopi & Principis Leodiensis.

(L.S.) JOANNES CONRADUS NORFF, Deputatus Plenipotentiarius.

Nomine Reverendissimi & Celsissimi Episcopi, & Principis Monasteriensis.

(L.S.) FERDINANDUS L. B. à PLETTENBERG-EXLENHAUSEN, Ecclesiæ Cathedralis Paderb. Monast. & Hildes. respec. Decan. & Capit.

Nomine Serenissimi Electoris Palatini, ut Ducis Neoburgici.

(L. S.) JOANNES HENRICUS HETTERMAN, Plenipotentiarius.

Nomine Serenissimi Ducis Wurtenbergici.

(L. S.) JO. GEORGIUS NOBILIS DE KULPIS. S. R. Imp. Eques Consil. Status intimus & Consil. Director.

(L. S.) ANTONIUS GUNTERUS DE HESPEN, Consiliarius in Consilio Superiori & Plenipotentiarius Serenissimi Domini Ducis.

Nomine Serenissimi Principis Badæ Badensis.

(L. S.) CAROLUS FERDINANDUS DE PLITTERSDORFF, salvo alternationis ordine.

Nomine Collegii Abbatialis Sueviæ.

(L. S.) JOSEPH. ANTON. EUSEBIUS AB HALDEN, in Neidtberg L. B. de Autenriedt Plenipotentiarius.

Nomine Comitum Scamni Wetteravici.

(L. S.) CAROLUS OTTO Comes à Solms.
(L. S.) F. C. AB EDELSHEIM, Consiliarius Hanoviensis & Plenipotentiarius.

Nomine liberæ Imperialis Civitatis Coloniæ Agrippinæ.

(L. S.) HERMAN. JOSEPH BÜLLINGEN, Syndicus & Plenipotentiarius.

Nomine Civitatis Augustæ Vindelicorum.

(L.S.) JOANNES CHRISTOPHORUS à DIRHEIM, Plenipotentiarius.

Nomine Civitatis Imperialis Francofurti.

(L. S.) JOANNES JACOBUS MÜLLER, Plenipotentiarius.
(L. S.) JOANNES MELCHIOR LUCIUS, J. U. L. Syndicus & Plenipotentiarius.

Sequitur tenor Plenipotentiarum.

Plenipotentia Cæsarea.

NOS LEOPOLDUS Divinâ favente Clementiâ electus Romanorum Imperator semper Augustus,

ANNO 1697.

ftus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ &c. Marchio Moraviæ, Dux Lucenburgiæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wirtenbergæ & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, & Goritiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ, Sclavoniæ, Portûs Naonis, & Salinarum &c. Notum testatumque facimus, quòd cùm nihil ardentiùs exoptemus, quàm ut præsens Bellum, quo ab aliquot jam annis Christianus Orbis affligitur, in æquam & honestam Pacem quantociùs converti queat, atquè omnibus Partibus belligerantibus placuerit, ut Tractatus & Colloquia Pacis in Loco ab iis communi consensu eligendo instituantur; ideò quidquid in nobis est, ad comparandam tranquillitatem Orbi Christiano lubenter conferre volentes; confisi fidei, Prudentiæ, & Experientiæ nostrorum & Sacri Romani Imperii fidelium dilectorum Illustris & Magnifici nostri Consiliarii Status, Camerarii, & Sacri Imperii Pro-Cancellarii, Dominici Andreæ Comitis à Kaunitz, Hæreditarii Domini in Austerlitz, Hungarischbrod, Mahrispruss, & Majoris Orzechan, Equitis aurei Velleris: nec non Illustris & Magnifici nostri Consiliarii Imperialis Aulici, Camerarii, Henrici Joannis Comitis à Stratman, Domini in Peürbach, Orth, Schmiding, Spatenbrun, & Carlsberg: uti & Magnifici nostri Consiliarii Imperialis Aulici, & in Comitiis Imperii Concommissarii Plenipotentiarii Joannis Friderici Liberi Baronis de Seilern, &c. eos nominavimus, elegimus, & constituimus nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ad dictos Conventus & Tractatus Pacis habendos. Quibus proinde committimus & specialiter mandamus, ut se quàm primùm fieri possit, ad Locum, de quo inter Partes conventum fuerit, conferant, ibiquè Pacis colloquia, sivè directè sivè interveniente operâ hinc indè recepti Mediatoris, instituant cum Serenissimi Potentissimi & Christianissimi Principis Domini Ludovici Franciæ Regis &c. Affinis & Fratris nostri Charissimi, Legatis vel Deputatis sufficienti Mandato ad præsens Bellum terminandum, controversiasquè, quæ eò spectant, per bonam & firmam Pacem componendas munitis. Damus quoque plenam & absolutam Potestatem cum omni Authoritate & Mandato ad id necessariis, supradictis nostris Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis, sivè tribus conjunctim, sivè duobus ex illis tertio absente vel aliter impedito, aut etiam uni eorum soli & seorsim, duobus reliquis similiter absentibus vel impeditis, Pacis Tractatum pro nobis, nostroquè nomine ineundi, concludendi & signandi inter nos & prædictum Serenissimum & Potentissimum Franciæ Regem Christianissimum, omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possunt, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia, quæ ad dictum Pacis Negotium pertineant faciendi æquè liberè & amplè, ac si præsentes id facere possemus; Quantumvis Mandato adhuc specialiori, & expressiori, quàm quòd præsentibus hisce continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus prætereà & declaramus fide & verbo nostro Imperiali, acceptum & gratum, firmum quoque & ratum Nos habituros, quodcunque per dictos Legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiarios trinos conjunctim, vel binos ex illis tertio absente vel aliter impedito, unum etiam eorum solum, similiter absentibus vel impeditis duobus reliquis, actum, conclusum, signatum, extraditum & commutatum fuerit, nos adstringentes hisce Præsentibus ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata in decenti & solenni formâ intraque tempus, prout convenerit. In quorum fidem roburquè præsentes manu nostrâ subscriptas Sigillo nostro Imperatorio firmari jussimus. Datum in Civitate nostrâ Viennæ, die tertiâ mensis Februarii anno millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, Regnorum nostrorum, Romani trigesimo nono, Hungarici quadragesimo secundo, Bohemici verò quadragesimo primo.

LEOPOLDUS.

(L.S.)

Vt. SEBASTIANUS WUNIBALDUS Comes à Zeyll.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

CASPARUS FLORENTINUS CONSBRUCH.

Plenipotentia Imperii.

DEmnach des Heiligen Römischen Reichs Churfürsten/ Fürsten und Stände für rathsamb befunden/ auß dero Mittel zu erkiesen/ welche denen zwischen Ihrer Käyserlichen Majestät unserem Allergnädigsten Herrn/ und dem Reich/ auch übrigen Hohen Alliirten eines/ und der Cron Franckreich anderen Theils/ auf das Fundament des Westphälischen zu Nimwegen bestättigten Friedens veranlaßten Tractaten von Reichswegen bey zu wohnen/ und dessen Interesse mit zu beobachten hätten/ und dann auß dem Churfürstlichen Collegio Chur-Mayntz/ Chur-Bayeren/ Chur-Sachßen und Chur-Brandenburg: Auß dem Fürstlichen aber Catholischer seithen/ Oesterreich/ Saltzburg/ Hoch-und Teutsch-Meister/ Würtzburg/ Speyer/ Constantz/ Hildesheim/ Lüttig/ Münster; salvo alternationis ordine, Pfaltz Neuburg/ Baaden-Baaden/ Schwäbische Prälaten; So dan A.C. Verwandten seiths/ Magdeburg/ Schweden/ Bremen/ oder Pfaltz-Zweybrücken/ Sachßen-Coburg/ Sachßen-Gotha/ Brandenburg-Cullenbach/ Braunschweig-Zell/ Braunschweig-Wolffenbüttel/ Hessen-Cassel/ Würtenberg/ salvâ alternatione, Holstein-Glückstadt/ Anhalt/ Wetterawische Graffen: aus dem Reichs-Stättischen Catholischen Theils/ Cölln und Augspurg: und A. C. Verwandten Theils/ Franckfurth und Nürenberg darzu

LEs Electeurs, Princes, & Etats du S. Empire ayant trouvé bon de choisir quelques-uns d'entr'eux, pour veiller à leurs Intérêts, & assister de leur part aux Traitez de Paix, qui se doivent faire entre Sa Majesté Impériale, l'Empire & ses Hauts Alliez d'une part, & entre la Couronne de France de l'autre, & selon le fondement de la Paix faite ci-devant en Westphalie & confirmée ensuite à Niméque; ont député & nommé du Collége Electoral les Electeurs de Mayence, de Baviére, de Saxe, & de Brandebourg: du Collége des Princes & d'entre les Catholiques, ceux d'Autriche, de Saltsbourg, le Grand Maître de l'Ordre Teutonique, de Wirtzbourg, de Spire, Constance, Hildesheim, Liége, Munster (sauf l'ordre de leur alternative) Palatin Neubourg, Bade-Bade, & les Prelats en Suabe, & d'entre les Protestans ceux de Magdebourg, de Suéde de la part de Breme ou des Deux-Ponts, de Saxe-Cobourg, de Saxe-Gotha, de Brandebourg Culenbach, de Brunswick-Zell, de Brunswick-Wolfenbuttel, de Hesse-Cassel, de Wirtemberg (sauf leur alternative) de Holstein-Gluckstat, d'Anhalt, & les Comtes en Wetteravie: & finalement du Collége des Villes Impériales entre les Catholiques celles de Cologne & d'Ausbourg, & les Protestantes celles de Francfort & de Nu-rem-

Anno 1697.

darzu erwehlet und benennet worden; Als wird denenselben/ von gesambten Reichs-wegen/ zu obgedachtem Ende/ Krafft dieses vollkommene Gewalt ertheilet/ auff dasz sie die Ihrige mit genugsamer Vollmacht fürderhin an dem bestimbten Orth/ zu denen gemelten Tractaten schicken und abordnen/ umb daselbst mit/ und neben denen Höchst-ansehentlichen Käyserlichen Herrn Herrn Plenipotentiariis zu erscheinen/ und nach Ausweisz der ihnen diesfals ertheilten Instruction, dasjenige berathschlagen/ und juxta Stylum Imperii tractiren/ und verrichten zu helffen/ was zu Widerherbringung eines ehrlichen/ sicheren/ beständigen/ und allgemeinen Friedens dienen/ und Befürderung der quovis modo betrangten und untertruckten Reichs-Ständen und Gliederen verlangter Restitution auch recht- und billigmässiger Satisfaction, nicht weniger gemeiner Wohlfarth und Beruhigung des Vatterlands gedeyen mag. Was nun mit Ihro der Cron Franckreich durch sie/ oder in ein oder des andern Abwesenheit/ Kranckheit/ oder nicht-erscheinen durch die übrigen (doch dasz der abgehenden Vota zu observirung der parität seinem Religions-Verwandten Theil immittelst accresciren sollen) nebst Höchst-Gedachter Käyserlichen Gesandschafft/ nach Anbietung obangeregter Instruction also gehandlet/ verrichtet/ und geschlossen werden wird; Solches solle/ so wohl von der Deputirten Principalen/ als auch von den übrigen sämtlichen Reichs-Ständen/ in gewisser allerseits bestimmender und zulänglicher Zeit ratificiret/ angenohmen und ohnverbrüchlich gehalten/ auch die Deputirte Ständen deszwegen/ wie es sich in dergleichen Fällen gebühret/ jedesmahl kräfftig vertretten werden. Signatum Regenspurg den 15. Junii 1697.

(L.S.)

Churfürstliche Mayntzische Cantzley.

remberg, ausquels on donne de la part dudit Empire & en vertu de ce present Acte une pleine autorité, afin qu'ils puissent promtement envoyer leurs Ministres au lieu des Traitez, pour y assister conjointement avec les Principaux Plenipotentiaires de Sa Majesté Impériale, & en conformité de leur Instruction concourir à traiter, régler selon le stile observé dans l'Empire, & conclure tout ce qui pourra être nécessaire pour obtenir une Paix générale, sûre, honnête & perpetuelle avec le rétablissement de la tranquilité publique, comme aussi avec Restitution, & toute la Satisfaction, qui sera trouvée dûë à des Etats & Membres de l'Empire endommagez ou entierement opprimez. Ainsi on acceptera, ratifiera dans le tems convenu, & observera de la part de tout l'Empire aussi bien que des Etats Deputez tout ce que les Ministres de ceux-ci ou quelques uns d'entr'eux en cas d'absence, de maladie, ou d'empêchement des autres (où pour observer la parité les presents opineront encore pour les absents Membres de leur Religion) auront conjointement avec l'Ambassade Impériale traité, ajusté, & conclu avec la Couronne de France, & les Etats Députez, y seront, comme de raison & de coûtume toujours maintenus & puissamment soutenus. Signé à Ratisbonne le 15. de Juin 1697.

(L.S.)

La Chancelerie Electorale de Mayence.

Plein-Pouvoir de Sa Majesté Très-Chrêtienne.

Louis par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme nous ne souhaittons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrêtienté est presentement affligée, & que par les soins & la Mediation de nôtre Très-Cher, & Très-Aimé Frere le Roi de Suede, les Villes de Delft & de la Haye ont été agréées de toutes les Parties, pour tenir les Conferences necessaires à cet effet. Nous par ce même desir d'arrêter, autant qu'il sera en nous, & par l'Assistance de la divine Providence, la desolation de tant de Provinces & l'effusion de tant de Sang Chrêtien; Sçavoir faisons, que nous confians entierement en l'experience, la capacité & la fidelité de nôtre bien aimé & feal le Sieur de Harlay de Bonneüil, Conseiller Ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, & de nôtre bien aimé le Sieur Verjus, Comte de Crecy, Baron de Courcy, Seigneur du Boulay, les deux Eglises, de Menillet & autres Lieux, comme aussi en celle de nôtre bien aimé le Sieur de Callieres, Seigneur de la Roche-Chellay & de Gigny, qui est actuellement en la Ville de Delft, par les épreuves avantageuses, que nous en avons faites dans les divers Emplois importans que nous leur avons confiez, tant au dedans qu'au dehors du Royaume. Pour ces causes & autres bonnes Considerations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & deputé lesdits Sieurs de Harlay, de Crecy & de Callieres, commettons, ordonnons & deputons par ces presentes signées de nôtre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission & Mandement special, d'aller dans ladite Ville de Delft, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires, & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçûs & agréez avec tous les Ambassadeurs Plenipotentiaires & Ministres, tant de nôtre très-cher & très-aimé Frere l'Empereur des Romains, que de nôtre très-cher & très-aimé Frere & Cousin le Roi Catholique, comme aussi de nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & de tous les autres Princes leurs Alliez, tous munis de Pouvoirs suffisans, & traiter des moyens de terminer & pacifier les differents, qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourront nos susdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire, & negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même autorité que nous ferions & pourrions faire, si nous y étions presens en Personne, encore qu'il y eût quelque chose, qui requît un Mandement plus special, non contenu en cesdites presentes; promettant en foi & Parole de Roi, de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par lesdits Sieurs de Harlay, de Crecy & de Callieres, ou par deux d'entre eux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou autre empêchement aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. Car tel est nôtre plaisir, en témoin dequoi nous avons fait mettre nôtre scel à ces presentes. Donné à Versailles le vingt-cinquiéme jour de Février l'an de grace mil six cens quatre-vingt dix-sept & de nôtre Regne le cinquante-quatriéme.

Signé,

LOUIS.

Et sur le repli,

Par le Roi.

Colbert.

Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

Anno 1697.

Articulus separatus.

AD majorem Elucidationem Articuli: *Restituentur à Rege Christianissimo Domino Electori Palatino &c.* 8. Instrumenti Pacis hodie subscriptæ hic ampliùs statuere placuit, ut in proponendis & decidendis Dominæ Ducissæ Aurelianensis adversus Dominum Electorem Palatinum Prætensionibus seu Juribus hæc servetur ratio. Ubi de Loco Congressûs inter utrumque Arbitrum intra tempus Ratihabitioni Pacis præfixum convenerit, Parti utrique ille Locus significabitur, illucque intra bimestre spatium à plenaria Restitutione Domini Electoris Palatini juxta allegatum Articulum factâ numerandum Delegati Dominorum Arbitrorum mittentur. Exhibeatur tùm illic intra mensem sequentem, à Dominâ Ducissâ, integra Designatio Prætensionum, seu Petitionum adversùs Dominum Electorem, illaque intra octiduum Domino Electori communicetur. Deducantur inde & Dominorum Arbitrorum Delegatis ibidem tradantur, inter alios quatuor menses, eâdem die ab his nominandâ, utriusque Partis Fundamenta in quadruplo; ex quibus singuli Arbitri unum exemplar penes se retinebunt, tertium ad Acta communia Arbitrii reponetur, quartum verò Partibus hinc inde intra octiduum communicabitur. Respondeatur pari ratione, & Dominorum Arbitrorum Delegatis eâdem die in quadruplo exhibeatur utriusque Partis responsio, partibus rursum vice mutuâ intra octiduum extradendâ. Intra quatuor subsequentes menses ad Conclusionem causæ utrinque procedatur, & Arbitrii Sententiæ simul submittatur, atque hæc Conclusio & Submissio, Partibus ad notitiam communicetur, Actaque præsentibus Partium Procuratoribus, quod dici solet, inrotulentur. Viso dein & examinato utriusque Partis Jure intra sex menses à Dominis Arbitris eorumque Delegatis juratis in Loco Congressûs Sententia secundum Leges & Constitutiones Imperii publicè feratur, & ubi concors fuerit, executioni plenè mandetur. Sin Domini Arbitri eorumve Delegati in Sententiâ discordes fuerint, Acta Arbitrii communia intra bimestre spatium à die Sententiæ inchoandum, communibus Partium sumptibus Romam deferantur, & summo Pontifici, tanquàm Super-Arbitro exhibeantur, quò rem iterum examinandam, Delegatis neutri Partium suspectis, & juratis intra binos menses committat, hique super Actis prioribus, nulla ulteriore deductione Partibus permissâ, intra sex menses proximè secuturos, uti dictum est, juxta Leges & Constitutiones Imperii ultimam Sententiam proferant, nullo modo convellendam, sed absque ullâ mora aut contradictione à Dominis Arbitris executioni demandandam. Quod si alterutra Pars in proponendis, deducendis aut probandis Prætensionibus & Juribus moram fecerit, licebit nihilominùs alteri Parti in Terminis constitutis, qui extendi nunquàm debebunt, Jura sua deducere & exhibere, atque Arbitris æquè ac Super-Arbitro eâ quâ expressum est ratione procedere, Sententiamque juxtà exhibita Acta, & probata pronunciare & exequi. Processu tamen hoc non obstante cum ab ipsismet Partibus tùm à Dominis Arbitris via amicabilis compositionis tentetur, nihilque omittatur, quod ad terminandam amicè controversiam pertinere possit. Cum etiam Articulo Pacis jam allegato convenerit, ut donec hæc Controversia finem accipiat, annua Summa ducentarum millium librarum Turonensium, seu centenorum millium Florenorum Rhenensium, à Domino Electore Palatino, Dominæ Ducissæ Aurelianensi exsolvatur, ratione hujus Solutionis & Termini, à quo inchoare debeat, porrò specialiter conventum est, ut ista Præstatio tunc demùm incipiat, postquàm juxta tenorem dicti Articuli mentionatæ inibi Ditiones & Loca, Domino Electori plenariè restituta fuerint. Ut autem Domina Ducissa Aurelianensis de solutione præfatæ Summæ tantò securior esse possit, Dominus Elector tot ex Administratoribus seu Collectoribus Præfecturæ Germersheimensis aliorumque Locorum Palatinorum quot suffecerint, ante ratihabitam Pacem nominabit, qui eam Dominæ Ducissæ, vel ejusdem Mandatario Landaviæ singulis annis, dimidiâ parte quovis semestri solvendâ, præstandam in se suscipiant, quique si non satisfecerint, viâ Juris ordinariâ, & si ulterior necessitas urgeat, vel ab ipso Rege Christianissimo Executione Militari ad solvendum cogi possint. Fiet autem hæc Solutio eâ Lege, & Conditione, ut ea, quæ ratione dictæ annuæ præstationis Dominæ Ducissæ Aurelianensi, decisione coram Arbitris pendente soluta, cum Prætensionibus, si quæ ab Arbitris eidem adjudicarentur, compensanda, vel si nihil, aut minus illi deberi decideretur, restituenda veniant, hæcque Compensatio vel Restitutio non minùs, quàm ipsa Controversia per Sententiam arbitralem determinetur. Si verò Domina Ducissa Aurelianensis formulæ Compromissi in exhibendâ Designatione Prætensionum, Instructione causæ, & Responsione ad exhibita Palatina non satisfecerit, sed in morâ fuerit, cursus dictæ Præstationis annuæ pro isto solùm temporis spatio sistetur, ipso causæ processu juxta eandem Compromissi formulam progrediente. Acta hæc sunt in Palatio Riswicensi 30. Octobris 1697.

(L. S.) D. A. C. à Kaunitz.	(L. S.) De Harlay Bonneüil.
(L. S.) Henr. C. à Stratman.	(L. S.) Verjus de Crecy.
(L. S.) J. F. L. B. à Seilern.	(L. S.) De Callieres.

Nomine Em. Elect. Mogunt.	Nomine Seren. Bavariæ Electoris.
(L. S.) M. Fridericus Baro de Schönborn, Legat.	De Prielmeyer, Legatus Extraordinarius & Plenipotentiarius. (L. B.)

(L. S.) Ignatius Anton. Otten, Plenipotentiarius.
(L. S.) Georgius Wilhelmus Moll, Plenipotentiarius.

Nomine Domûs Austriacæ.

(L. S.) Franciscus Rudolphus ab Halden, L. B. de Trazberg.

Nomine Magni Ordinis Teutonici Magistri.

(L. S.) Carolus B. à Loë, Ordinis Teutonici Eques.

Nomine Celsissimi Principis & Episcopi Herbipolensis.

(L. S.) Joannes Conradus Philippus Ignatius de Tastungen.

Nomine Eminentissimi & Celsissimi Electoris Trevirensis ut Episcopi Spirensis.

(L. S.) Joannes Henricus de Keysersfeld, Plenipotentiarius.

Nomine Celsissimi Principis & Domini Episcopi Constantiensis.

(L. S.) Fridericus à Dürheim.

Nomine Celsissimi ac Reverendissimi Principis & Episcopi Hildesiensis.

(L. S.) Carolus Paulus Zimmerman, Celsitudinis suæ Cancellarius, Consiliarius intimus, & Plenipotentiarius.

Nomine Serenissimi & Reverendissimi Electoris Coloniensis tanquam Episcopi & Principis Leodiensis.

(L. S.) Joannes Conradus Norff, Deputatus Plenipotentiarius.

Nomine Reverendissimi & Celsissimi Episcopi & Principis Monasteriensis.

(L. S.) Ferdinandus L. B. à Plettenberg ex Lenhausen, Ecclesiæ Cathedral. Paderborn. Monast. & Hildes. respectivè Decan. & Capit.

No-

Nomine Serenissimi Electoris Palatini tanquam Ducis Neoburgici.

(L.S.) Joannes Henricus Hetterman, Plenip.

Nomine Serenissimi Marchionis Badæ Badensis.

(L.S.) Carolus Ferdinandus L. B. de Plittersdorff, salvo alternationis Ordine.

Nomine Collegii Abbatialis Sueviæ.

(L.S. Joseph. Anton. Eusebius ab Halden in Neidberf L. B. de Autenriedt. Plenip.

Nomine liberæ & Imperialis Civitatis Coloniæ Agrippinæ.

(L.S.) Herman Joseph Büllingen, Syndicus & Plenipotentiarius.

Nomine Civitatis Augustæ Vindelicorum.

(L.S.) Joannes Christophorus à Dierheim, Plenipotentiarius.

Ratificatio Cæsarea Pacis 30. Octobris 1697. Riswici conclusæ.

NOs Leopoldus (tot. tit.) notum facimus omnibus & singulis præsentes Literas inspecturis, lecturis vel legi audituris aut quomodocunque infrascriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit, postquam ad restinguendum, quod ante annos aliquot exarsit grave Bellum, Congressus in Palatio Riswicensi in Hollandia institutus fuerit, Divinâ favente Clementia factum esse, ut post multos & laboriosos Tractatus per destinatos ad id ab utraque Parte Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios Pax & Amicitia tandem conclusa sit, formâ, modo, & tenore sequenti.

(Inseratur Instrumentum.)

CUm igitur hæc omnia per nostros Legatos & Plenipotentiarios supra memoratos nostro Mandato munitos, prout hic verbotenus inserta & descripta leguntur, gesta, peracta & conventa sint, nos eadem omnia & singula præhabita matura & diligenti consideratione ex certa nostra Scientia approbamus, ratificamus & confirmamus, rataque & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo Imperiali promittimus pro nobis, nostrisque Successoribus & Imperio Romano, cujus Status Ratisbonæ congregati memoratam Pacem vigore conclusi die 26. proximè elapsi Mensis Novembris facti, & ad manus nostras transmissi approbârunt & ratam habuerunt; nos omnes & singulos supra descriptos Articulos & quidquid tota hac Pacis Conventione continetur, firmiter, constanter & inviolabiliter servaturos atque executioni mandaturos, nullâque ratione, ut vel ex nostra parte vel per alios contraveniatur, passuros, quomodocunque id fieri possit, omni dolo & fraude exclusis. In horum omnium & testimonium & fidem Sigillum nostrum Cæsareum majus huic Diplomati manu nostra subscripto appendi fecimus. Datum in Civitate nostra Viennæ septima Decembris anno millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, Regnorum nostrorum, Romani quadragesimo, Hungarici quadragesimo tertio, Bohemici verò quadragesimo secundo.

LEOPOLDUS.
(L.S.)

Vt. Sebastianus Wunibaldus Comes à Zeyhl.

Ad Mandatum Sacræ Majestatis proprium.

C. F. Consbruch.

Ratificationis Cæsareæ Pacis 30. Octobris 1697. Ryswici conclusæ separatus Articulus.

NOs Leopoldus (tit.) notum testatumque facimus, cum præter Instrumentum Pacis Nos & Imperium inter & Serenissimum & Potentissimum Regem Franciæ Christianissimum conclusæ à Nobis jam ratihabitum, etiam in Articulum sequentem conventum fuerit.

(Inseratur separatus Articulus.)

QUod Nos eum pariter ratum habuerimus & confirmaverimus, prout eum hisce confirmamus, verbo Cæsareo promittentes, Nos eundem accuratè observaturos, nec unquam permissuros esse, ut illi quâvis ratione contraveniatur. In quorum fidem Sigillum Nostrum Cæsareum Tabulis hisce manu nostra subscriptis appendi jussimus. Datum in Civitate nostra Vienna 7. Decembris anno millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, Regnorum nostrorum, Romani quadragesimo, Hungarici quadragesimo tertio, Bohemici verò quadragesimo secundo.

LEOPOLDUS.
(L.S.)

Vt. Sebastianus Wunibaldus Comes à Zeihl.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

C. F. Consbruch.

Ratification de Sa Majesté Très-Chrêtienne.

LOuis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux, qui ces presentes verront, Salut. Comme nôtre amé & feal Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier Sieur de Bonneuil Comte de Cely, nôtre Cher & Bien-amé Louis Verjus Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Freon, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, des deux Eglises, de Fortisle & de Menillet, & nôtre Cher & Bien-amé François de Callieres Chevalier Sieur de la Roche-Chellay & de Gigny nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en vertu des Pleins-pouvoirs que nous leur en avons donné, auroient conclu, arresté & signé le trentiéme Octobre dernier à Ryswick avec le Sieur Dominique André Comte de Caunitz, Seigneur Hereditaire d'Austerlitz, Hongarischbrod, Marischpruss & du grand Orzechau, Chevalier de la Toison d'or, Conseiller Secretaire & Chambellan de nôtre Tres-cher & Tres-amé Frere l'Empereur, & Vice-Chancelier de l'Empire, le Sieur Henri Jean Comte de Strattman & Peurbach, Sieur d'Orth, Smiding, Spatenbrun & Carlsberg, Conseiller Aulique & Chambellan de nôtre dit Frere l'Empereur, & le Sieur Jean Frederic libre & noble Baron de Seilern son Conseiller Aulique & Commissaire Plenipotentiaire dans les Diettes de l'Empire, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nôtre Tres-cher & Tres-aimé Frere l'Empereur & les Députés Plenipotentiaires des Electeurs Princes & Etats du Saint Empire pareillement munis des Plein-pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

Inseratur tenor Tractatus.

NOus ayant agréable le susdit Traité en tous & un chacun les Points & Articles, qui y sont contenus & declarez avons iceux tant pour nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & Parole de Roy & sous l'obligation & hypotéque de tous & chacuns nos biens presens & avenir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En temoin dequoi nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nô-

ANNO 1697. nôtre seel. Donné à Meudon le quatorziéme jour de Novembre l'an de grace mil six cens quatre-vingt dix-sept, & de nôtre Regne le cinquante cinquiéme.

Estoit signé.

LOUIS.

Par le Roy

COLBERT.

Appendebat Sigillum magnum in capsula argentea.

Ratification de l'Article separé par Sa Majesté Très-Chrétienne.

LOuis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes verront, salut. Ayant veu & examiné l'Article separé, que nôtre amé & feal Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat Nicolas Auguste de Harlay Chevalier Sieur de Bonneuil, Comte de Cely, nôtre cher & bien amé Louis Verjus Chevalier Comte de Crecy, Marquis de Freon, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, des deux Eglises, de Fortisle, & du Menillet, & nôtre cher & bien-amé François de Callieres, Chevalier Sieur de la Roche-Chellay & de Gigny, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en vertu des Pleins-pouvoirs, que nous leur en avons donné, ont conclu, arresté & signé le trentiéme Octobre dernier à Ryswick avec le Sieur Dominique André Comte de Caunitz Sieur Hereditaire d'Austerlitz, Hongarischbrod, Marischpruss & du grand Orzechau, Chevalier de la Toison d'or, Conseiller Secretaire, & Chambellan de nôtre tres-cher & tres-amé Frere l'Empereur, & Vice-Chancelier de l'Empire, le Sieur Henri Jean Comte de Straatman & Peurbach, Sieur d'Orth, Smiding, Spatenbrun, Conseiller Aulique, & Chambellan de nôtre dit Frere l'Empereur, & le Sieur Jean Frederic libre & noble Baron de Seilern son Conseiller Aulique & Commissaire Plenipotentiaire dans les Diettes de l'Empire, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nôtre tres-cher & tres-amé Frere l'Empereur, & les Deputez Plenipotentiaires des Electeurs, Princes, & Etats du Saint Empire pareillement munis de Pleins-pouvoirs, duquel Article separé la teneur s'ensuit.

Inseratur tenor Articuli separati.

NOus ayant agreable le susdit Article separé en tout son contenu, avons iceluy, approuvé, loué & ratifié, approuvons, louons & ratifions par ces presentes signées de nôtre main, promettans en foy & Parole de Roi de l'accomplir, observer, & faire observer sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il y soit jamais allé directement ni indirectement au contraire pour quelque cause & occasion, que ce puisse estre, En témoin dequoi nous avons signé ces presentes & à icelles fait apposer nôtre Seel. Donné à Versailles le onziéme jour de Novembre l'an de grace mil six cens quatre-vingt dix-sept, & de nôtre Regne le cinquante-cinquiéme.

Estoit signé,

LOUIS.

Par le Roy.

COLBERT.

Appendebat Sigillum magnum.

Extrait du Protocolle de la Mediation portant que les Ambassadeurs de FRANCE *en signant la Paix avec ceux de l'*EMPEREUR *& de l'*EMPIRE *ont accordé un terme de six semaines à ceux qui n'ont pas voulu signer, à la fin duquel ils seront obligés de se declarer. A Ryswick le* 20/30 *Octobre* 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick. Tom. IV. pag. 11.]

SUr ce qui a été rapporté par l'Ambassade Impériale à Messieurs les Ambassadeurs de France, que quelques-uns des Etats de l'Empire de la Confession d'Ausbourg ne pourroient pas, faute d'ordre, signer le Traité de Paix qu'il s'agissoit de conclure, à cause de l'Article qui regarde la Religion à la fin du §. 4. dudit Traité, Messieurs lesdits Ambassadeurs de France nous ont déclaré, que ce défaut de signature n'empêcheroit point la Conclusion de la Paix, & qu'ils consentoient que lesdits Etats refusans ne laissassent pas de jouïr du bénéfice de la cessation d'Hostilitez durant le terme de six semaines, convenu pour l'échange des Ratifications, pendant lequel tems ils seroient aussi obligez de déclarer ici où à Ratisbonne s'ils acceptent ou non toutes les Conditions dudit Traité. Et faute par eux de les accepter purement & simplement, ils declaroient que la Guerre continueroit contre les refusans, nonobstant même les Articles portez dans ledit Traité en leur faveur, qui en ce cas deviendroient caducs; la Paix au surplus demeurant réciproquement faite pour être exécutée à l'égard de tous les autres Etats de l'Empire, qui l'auroient signée & acceptée.

(L.S.) BONDE. (L.S.) LILLIEROOT.

Autre Extrait du Protocolle de la Mediation concernant le terme accordé par les Ambassadeurs de FRANCE, *aux Ministres des Princes* PROTESTANS *de l'Empire pour accepter la Paix prête à signer. Le* 30. *Octobre* 1697. Actes & Memoires de la Paix de Ryswick. Tom. IV. pag. 166.]

MEssieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Impériale étant entrez avec Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrêtienne dans le Cabinet de notre appartement, où les Conférences se sont tenuës ordinairement, & nous ayant fait prier de nous y rendre, nous ont dit, que Messieurs les Ambassadeurs de France ne vouloient accorder aucune des Conditions que Messieurs les Ministres des Etats Protestans demandoient, mais qu'à la requisition de l'Ambassade Impériale ils voudroient bien permettre que lesdits Ministres Protestans, signassent d'abord la Paix avec tous les autres *Sub spe rati*, ou bien fissent leur Déclaration de l'accepter soit à Ratisbonne ou ici, avant le terme de l'échange des Ratifications, & qu'en attendant ils jouïroient de la Paix, comme les autres qui alloient signer, ce que Messieurs les Ambassadeurs de France ont avoué en notre présence, & ils y ont ajouté ce qui est contenu dans l'extrait du présent Protocolle qui a été extradé aujourd'hui à part le 30. Octobre 1697.

Declaratio Plenipotentiariorum WIRTEMBERGICORUM, *de Subscriptione Pacis, nec non de spatio sex septimanarum recusantibus concesso, cujus Beneficium acceptant, sibique reservant. Datum Hagæ Comitis* 18/28 *Octobris* 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick, Tom. IV. pag. 107.

CUm plurimorum Sacri Romani Imperii Electorum & Principum Augustanæ Confessioni addictorum Legati & Plenipotentiarii ideo quod Excellentissima Regis Christianissimi Legatio clausulam quandam Articulo IV. Religionem concernentem, super qua non instructi fuerunt, Instrumento Pacis die 20/30 Octobris in Palatio Riswicensi signato inseri urserit, ad ejusdem Subscriptionem concurrere recusaverint, vel ut ipsi consequenter asseverarunt, non potuerint, & ne propterea publicæ tranquillitatis redintegratio in totum protraheretur, vel incertis eventibus aliis exponeretur ab Illustrissimis & Excellentissimis Legatis Cæsareis, auctoribus Illustrissimis & Excellentissimis Legatis Gallicis pro temperamento in medium allatum fuerit, ut supra dicto modo Subscriptionem recusantibus, liberum sit vel ab eadem penitus abstinere, ita tamen, ut intra spatium 6. septimanarum Ratificationi Pacis præfixum, mentem Dominorum suorum Principalium de acceptatis ejusdem Articulis declarent, vel iisdem jam tum sub spe & Conditione Ratificationis appone-re,

ANNO 1697. re, Infrascripti Serenissimi Ducis Wirtenbergici Ministri Plenipotentiarii quo suum promovendæ Pacis studium eò magis testarentur, ultimum propositionis membrum eligere, & sic præsentibus hisce Serenissimo Domino Principali suo quævis inde competentia reservare voluerunt, Illustrissimos & Excellentissimos Dominos Legatos Mediatores ea, qua par est, observantiâ requirentes, ut hanc Reservationem ad Acta recipere dignentur. Hagæ-Comitum die 30/20. Octobris 1697.

J. GEORGIUS DE KULPIS.
(L.S.)
A. G. DE HESPEN.
(L.S.)

Declaratio J. C. NORFF *Deputati Plenipotentiarii Serenissimi Electoris Coloniensis & Principis Leodiensis, quod licet Pacem Cæsaream & Imperii cum Rege Christianissimo subscripserit, ipse tamen non intendit eam approbare in puncto Derelictionis Jurium ad Ecclesiam* LEODIENSEM, *in Ducatum* BULLIONENSEM *pertinentium. Actum Ryswici* 30. *Octobris* 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswich Tom. IV. pag. 110.]

QUandoquidem Serenitas Sua Electoralis Coloniensis, ut Episcopus & Princeps Leodiensis, Deputationi sibi ab Imperio Romano, unà cum aliis Principibus & Constatibus ad restabiliendam Pacem cum Corona Galliæ, delatæ, consensit, & ad eam persungendam, Pacemque in hac Qualitate ad normam Instructionis Imperii die 1. Junii 1697. in Comitiis Ratisbonensibus conclusæ subscribendam, infra nominatum Plenipotentiarium suum delegavit, is muneris sui esse duxit præsentibus declarare, se imminentem Tractatum Pacis, non aliter nisi in supra dictâ Qualitate Delegati subscripturum, neque mentem suam esse, hac sua Subscriptione approbare Articulum 28. Pacis Neomagensis, quatenus hac Pace Ryswicensi foret confirmandus, eò quòd evidenter deroget Juri Episcopatui Leodiensi sine ulla controversia in Ducatum Bullionensem competenti, quodque dictæ Paci Neomagensi, contra expressum Mandatum Episcopi & Capituli Leodiensis insertus sit, reservando altememoratæ Suæ Serenitati & Episcopatui ulteriores Protestationes quas pro conservandis suis Juribus sibi convenire duxerit, requirendoque Excellentissimos Dominos Legatos & Plenipotentiarios illustris hujus Congressus, pro dandâ sibi benevolâ Declaratione, hanc suam Subscriptionem nullum supramemoratis Juribus Suæ Serenitatis Electoralis adferre præjudicium, sed ad perficiendam Commissionem Imperii Serenitati Suæ Electorali delatam fuisse necessariam. Actum in Palatio Ryswicensi 30. Octobris 1697.

Signatum erat.

J. C. NORFF.

Protestation du Baron de MEAN *Ambassadeur, & du Sr.* NORFF *Plenipotentiaire du Serenissime Electeur de Cologne & Prince de Liege contre la Paix de l'Empereur & de l'Empire avec la France, pour autant qu'elle confirme l'Article* 28. *de la Paix de Nimegue, au prejudice du Droit qui appartient à l'Eglise de Liege, sur le Duché de* BOUILLON. *Fait au Château de Ryswich le* 31. *Octobre* 1697. *Avec le* CERTIFICAT *du Secretaire de l'Ambassade de la Mediation sur le même sujet. A Ryswick le* 31. *Octobre* 1697.

LEs soussignez Ambassadeurs, & Plenipotentiaires de Son Altesse Serenissime Electorale de Cologne, Evêque & Prince de Liége ayant plusieurs fois, avant, pendant, & après la dictature des Préliminaires du 10. Février dernier, déclaré par ordre exprès de sadite Altesse Sérénissime Electorale de ne pas pouvoir prendre le Traité de Nimégue pour Base, & pour fondement de la Paix présente, à cause de l'Article 28. qui déroge entiérement aux Droits de son Eglise de Liége, à l'égard du Duché de Boüillon, qui y a été inséré contre les Ordres & Instructions de Son A. S. E. Maximilien Henri son Prédécesseur, & desapprouvé par les Protestations solennelles dudit Prince & du Chapitre de Liége, en date du 17. & 18. Février 1679. avant la Ratification dudit Traité comme il conste par les Actes de ladite Négociation de Nimégue, & voyant, que nonobstant toutes Instances & Répresentations jointes à celles, que Son Excellence Monsieur le Baron de Lillieroot Ambassadeur Médiateur & les autres Ambassadeurs & Plenipotentiaires des Hauts Alliez ont très souvent réïterées pendant la Négociation de la Paix en ce Congrès, on n'a sû porter leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de France de faire insérer au Traité de Paix fait avec l'Empire la Restitution du Château, Ville, & Duché de Boüillon, avec tout ce qui en dépend apartenant à ladite Eglise de Liége, si justement redemandée par Son A. S. E. après une Possession de six Siécles, confirmée par les Traitez de Cambray & de Cambresis, reconnuë par les Rois Tres-Chrétiens, & même par Sa Majesté à présent régnante, qui a offert encore pendant cette Guerre des équivalens aux Rois de Suéde, & de Dannemarc pour lesdites Ville, Château, & Duché de Boüillon, après avoir été occupez par ses Armes dans un tems, que le Pays de Liége n'étoit point en Guerre, & qui par conséquent, selon toute Justice, & raison, doivent être rendus à Son Altesse Sérénissime, & la Possession remise à l'Eglise de Liége, comme en ayant été privée par voye de fait, ils se trouvent obligez par ordre exprès de leur Prince & Maître, pour la Conservation de ses Droits, & de ceux de son Eglise de Liége, de renouveller les Reclamations & Protestations ci-devant faites, en protestant derechef contre l'Article 28. dudit Traité de Nimégue, & contre le présent Traité, pour autant, qu'il se pourroit confirmer dans ce Point, comme aussi contre la détention dudit Duché de Boüillon, qui se fait au préjudice desdits Droits incontestables de Son Altesse Sérénissime Electorale, & de l'Eglise de Liége, déclarant en même tems que ledit Traité, & la détention d'un des plus anciens Patrimoines de ladite Eglise doivent être censez nuls & de nul effet; & comme s'ils n'étoient jamais arrivez, & qu'ils ne pourront ni à présent, ni à l'avenir porter aucun préjudice aux Droits & à la Possession appartenante incontestablement à l'Evêché de Liége; n'étant point dans le Pouvoir d'aucune Puissance qu'elle quelle soit de disposer, diminuer, altérer ou compromettre en aucune maniére les Droits & la Possession de ladite Eglise sans le consentement exprès des Evêques & du Chapitre, ni à ceux-ci d'aliéner ou de mettre en doute lesdits Droits, & Possession lui appartenans, si clairement & si incontestablement; & afin qu'on ne puisse jamais prétexter aucune ignorance de cette Déclaration & Protestation, lesdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires requierent leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs Médiateurs de les vouloir faire mettre au Protocolle de la Médiation, Son Altesse Sérénissime Electorale & son Chapitre de Liége se reservant de s'en pouvoir servir en tout tems pour marque, & preuve qu'ils n'ont jamais consenti audit Article 28. ni à tous autres Traitez qui le pourroient en ce Point confirmer, nonobstant la signature que les Ministres Plenipotentiaires de Sadite Altesse Sérénissime Electorale ont été obligez de faire, comme Deputez de l'Empire du présent Traité de Ryswick, puisqu'il ne l'a signé que par l'obligation à l'Empire, qu'il a protesté contre ledit 28. Article, agréant toujours les autres Articles de ce Traité, & qu'il soit garanti par un Acte exprès, de tout le préjudice qui en pourroit jamais arriver à ladite Eglise, prétendant de s'en faire relever en tout tems, en cas de besoin, afin de pouvoir toûjours recouvrer lesdits Château, Ville & Duché de Boüillon, avec leurs Appendances & Dependances: Fait au Château de Ryswick en Hollande, ce 31. Octobre 1697.

L. B. MEAN. (L.S.) NORFF. (L.S.)

Certificat touchant la Protestation de Boüillon ou Extrait du Protocolle de la Médiation tenu au Château de Ryswick, le 31. *Octobre* 1697.

MOnsieur le Baron de Mean, Ambassadeur Extraordinaire de Son Altesse Electorale de Cologne, & son Plenipotentiaire Monsieur Norff ont aujourd'hui présenté à leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs Médiateurs une Protestation touchant les Droits de l'Eglise de Liége sur le Château, Ville & Duché de Boüillon, avec ses Dépendances, laquelle a été insérée dans

ANNO 1697. dans les Actes dudit Protocolle, & communiquée à leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de France. Fait à Ryswick comme dessus.

C. G. FRIESENDORFF Secretaire de l'Ambassade.

Extractus Protocolli Cancellariæ MOGUNTINÆ, *Subdelegato* NORFF *datus ad majorem conservationem Juris Serenissimi Electoris Coloniensis ut Episcopi Leodiensis in Ducatum* BULLIONENSEM. *Hagæ Comitis* 11. *Nov.* 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswich, Tom. IV. pag. 161.]

SErenitatis Suæ Electoralis Coloniensis Consiliarius & Plenipotentiarius Dominus Norff, produxit nomine Clementissimi Domini sui, ut Episcopi Leodiensis, Reservationem & Protestationem in scriptis ad Protocollum, vigore cujus declarat, Subscriptionem à se in Instrumento Pacis tanquam Subdelegato Imperii factam, Juribus, Serenissimo Domino Suo in Ducatum Bullionensem competentibus, nullatenus præjudicare, neque se hunc Articulum 28. Pacis Neomagiensis velle agnoscere, petendo desuper sibi nomine Deputationis Imperii, Attestationem quandam extradi. Cumque dicta Reservatio ad futuram rei memoriam Protocollo Imperii inserta, perque conclusum Deputatorum placitum sit prædictam Attestationem extradi; Extractus hic cum Sigillo Cancellariæ Electoralis Moguntinæ & Directorialis Imperii, præfato Domino Subdelegato Norff ad majorem conservationem Juris Serenissimi Electoris Coloniensis, ut Episcopi Leodiensis juxta prædictum Conclusum Deputationis Imperii in optimâ formâ concessus est, signatum Hagæ Comitis 11. Novemb. 1697.

Locus Sigilli Cancellariæ Moguntinæ.

Versionem hanc ex Idiomate Germanico factam cum Originali suo per omnia concordare attestor.

Erat signatum.

JOANNES CONRADUS NORFF, Serenissimi Electoris Coloniensis ad Tractatus Pacis Sub-Deputatus Plenipotentiarius.

Ratification du Serenissime Electeur de COLOGNE, *comme Evêque & Prince de* LIEGE *sur la Protestation faite en son nom pour la Conservation des Droits de son Eglise sur le Duché de* BOUILLON. *A Liége le* 10. *Decembre* 1697. *Avec celle du* CHAPITRE *de Liége du* 9. *Decembre* 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswich. Tom. IV. pag. 193.]

SOn Altesse Sérénissime Electorale déclare d'avoir ratifié, comme elle ratifie encore par cette, la Protestation que son Ambassadeur le Baron de Mean & son Plenipotentiaire Norff ont fait contre le Traité dernier de Ryswick pour la Conservation des Droits de son Eglise sur le Duché de Bouillon. Liége ce 10. de Décembre 1697.

Etoit signé,

JOSEPH CLEMENT.

Ratification du Chapitre de la Très-Illustre Cathédrale de Liége, touchant la Protestation faite touchant Bouillon.

MEssieigneurs les Doyen & Chapitre de la Très-Illustre Eglise Cathédrale de Liége déclarent de ratifier comme ils ratifient par cette, la Protestation faite au Château de Ryswick le 31. d'Octobre par Ordre exprès de son Altesse Sérénissime leur Evêque & Prince, pour la Conservation des Droits de Sadite Altesse Sérénissime & de l'Eglise de Liége, sur le Château, Ville & Duché de Bouillon, avec ses Dépendances; insérée dans les Actes du Protocolle de la Médiation, & communiquée à leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de France, dont la teneur s'ensuit.

* PROTESTATION.

Donnée à Liége au lieu Capitulaire ce 9. Decembr. 1697.

Par Ordonnance de mes Très-Révérendissimes, Très-Illustres & Généreux Seigneurs les Doyen & Chapitre susdits.

SCHEPERS.

* *On la trouve à la pag. precedente col.* 1.

Declaratio caussarum ob quas Legati & Plenipotentiarii Serenissimorum Electorum & Principum Imperii Protestantium noluerunt subscribere Pacem Imperialem cum Gallia factam. Datum Hagæ Comitis 25. *Octob.* 4. *Nov.* 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswich Tom. IV. pag. 143.] ANNO 1697.

SImul ac Illustrissimi & Excellentissimi Domini Legati Sacræ Cæsareæ Majestatis 29. mensis Octobris atque ita pridie ante conclusam signatamque pacem proposuerunt, Illustrissimos atque Excellentissimos Dominos Legatos Gallicos, sub conditione sine qua non, postulare, ut Articulo IV. Tractatus, qui de restituendis ex capite Reunionum agit, quique totus lectus relectusque, utrinque tandem approbatus fuit, sequens clausula annecteretur: *Religione tamen Catholica Romana in locis sic restitutis in statu quo nunc est remanente*, Electorum, Principum, ac Statuum Imperii Augustanæ Confessionis ad Tractatus Pacis deputatorum Legati ac Plenipotentiarii hic præsentes in unum convenerunt, & re bene perpensa unanimiter existimarunt dictam Clausulam adversari

I. Legibus Imperii Fundamentalibus, nimirum tam Paci religiosæ de Anno 1555, quâ definitum est quod Augustanæ Confessionis Consortes in quieta possessione bonorum Ecclesiasticorum & redituum ad ipsos appertinentium relinqui, & nullæ inde lites ab ipsis moveri debeant, quam etiam imprimis Paci Westphalicæ, quæ præsenti Tractatui, tanquam basis & fundamentum substernitur. Hujus enim verba expressa sunt: Quod unicum & solum restitutionis & observantiæ futuræ fundamentum in Ecclesiasticis esse debeat annus 1624. & respectivè in Palatinatu status, ante motus Bohemicos, donec controversiæ Religionis amicabili Partium compositione universali definiantur.

II. Capitulationibus Cæsareæ & Regis Romanorum, in quibus assertio Pacis Religiosæ, & eam insecutæ Westphalicæ solemniter confirmatur.

III. Instructioni ab Imperio Deputatis Ejus ad præsentes Pacis Tractatus datæ, quæ utriusque, tam Catholicis, quàm Evangelicis normam agendi præscribit. Eadem etiam Instructio à Sacra Cæsarea Majestate confirmata fuit, atque in hoc sensu Excellentissimam Legationem Cæsaream pariter obligat: tenor illius est, quod omnia tam in Ecclesiasticis, quam Politicis quocunque modo mutata, ad normam Pacis Westphalicæ in pristinum statum reponi debeant. Porro,

IV. Clausula illa contraria est Instructioni particulari, quam Deputati Augustanæ Confessionis à Corpore Evangelicorum acceperunt, uti etiam

V. Mandatis particularibus Principalium Ipsorum eò collimantibus.

VI. Ipsi Garantiæ Pacis Westphalicæ, quam Rex Christianissimus una suscepit.

VII. Præliminari hujus Pacis, quod fundamentum fuit Tractatuum inde secutorum, nec non

VIII. Projecto die 20. Julii & Declarationi die 1. Septembris ab Excellentissima Legatione Gallica extraditis, quæ de mutatione adeo periculosa Instrumenti Pacis Westphalicæ, ne minimam quidem mentionem faciunt. Et cum prædicta Legatio adhuc paucos ante signatam Pacem dies Cæsareæ Legationi optionem dederit, an Illud Projectum & Declarationem super Pace, prout jacent, signare vellet, vel exinde apparet, de dicta Clausula nullum tunc temporis adhuc à Rege Christianissimo mandatum adfuisse.

IX. Contrariatur quoque dicta Clausula Articulo præcedenti Tertio Pacis Ryswicensis, juxta quem Pax Westphalica & Neomagensis dictæ præsentis basis & fundamentum esse, & ut additum est, statim à commutatis Ratificationum formulis, in sacris & profanis plene executioni mandari, & posthac sartæ tectæ servari debent. Quod attinet ad Clausulam ibi adjunctam, nisi quatenus aliter conventum est, illam tantum de profanis, & nullo modo de Ecclesiasticis intelligi posse, ex superius allegato & multis aliis paribus Instrumentis Pacis Westphalicæ manifeste deprehenditur, Sancitum enim ibi est, & specialiter Articulo V. §. 9. Instrumenti Pacis Osnabrugensis, quod Augustanæ Confessioni addicti posthac in habita vel recuperata possessione nullo modo turbari, sed ab omni persecutione juris & facti perpetuo tuti esse debeant, donec Controversiæ Religionis compositæ fuerint.

X. Repugnat quoque allegata sæpius Clausula Articulis

ANNO 1697.

culis separatis Tractatuum cum Rege Magnæ Britanniæ, & Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, per quos Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio liberum manet, Pacem iis conditionibus quæ in supra memoratis Projecto & Declaratione Gallica stipulatæ sunt, intra terminum inire.

XI. Talis Clausula Unionem & Vinculum concordiæ inter Status Imperii nimium quantum lædit, & cum,

XII. Excellentissima Legatio Cæsarea commune Evangelicorum Monitum ad Articulum III. executionem Pacis in Imperio tantum concernens, ex hac ratione admittere recusaverit, quod dicta executio in Imperio nil quicquam Galliam tangat, sed unicè ad Cæsarem & Imperium spectet, cum insuper,

XIII. Excellentissima Legatio Gallica non tantum monitu particulari quorundam Evangelicorum, quibus restitutioni Religionis suæ in Provinciis ad Romanum Imperium redeuntibus cavere voluerunt, tanquam superflua, Regem Christianissimum non concernentia & sub generali dispositione Articuli Tertii jam comprehensa admittere noluerit, sed etiam illud commune Evangelicorum Monitum, quo conservationi Religionis Evangelicæ in Civitate Argentinensi ac in Alsatia ad normam Pacis Westphalicæ prospicere voluerunt, rejecerit, non apparet, quâ ratione eadem prætendere aut Legatio Cæsarea admittere possit, ut contra dictam Pacem mutatio circa statum Sacrorum in terris Imperii fiat. Deniquè,

XIV. Supradicti Legati & Plenipotentiarii hic præsentes in sæpius citatam Clausulam, contra Mandata quæ habent, & conscientias suas consentire haud potuerunt, ne eo ipso quoque Dominis suis Principalibus ut & reliquis Pacis Westphalicæ Assertoribus & Compaciscentibus insigne præjudicium afferrent, præsertim cum etiam in lectura Instrumenti Pacis Riswici in ipso Articulo signaturæ facta animadverterint in aliis quaque postibus ipsi insertis, quædam inserta alia quamvis jam placita, omissa tamen fuisse, quæ Evangelicos non leviter tangunt, de quibus etiam Relatio ad Comitia Imperii fiet, & quamvis,

XV. Pro expedienti propositum fuerit, ut Evangelici sub spe rati Instrumentum Pacis subscriberent, hæc tamen exceptio tribus ad id per speciales rationes motis, apud reliquos Legatos & Plenipotentiarios locum in casu præsenti invenire non potuit, ubi sicut dictum est, Instructiones expresiè contrarium injungunt, & ubi de mutatione status circa Sacra in Terris Imperii agitur, præsertim cùm Excellentissima Legatio Gallica durante Pacis Negotiatione in rebus etiam levioris momenti defectum Mandatorum Regis sui sæpius pro excusatione allegaverit, unde consultius habitum fuit,

XVI. Alterum expediens acceptare, subscriptionemque eo usque differre, donec Dominis Principalibus ea omnia referri, hique intra tempus Ratificationis hac super re, aut hic, aut Ratisbonnæ sese declarare possint.

Quo autem de rationibus in re tam ardui momenti eò melius apud Acta præsentis Negotiationis, nunc & imposterum constet, Legati ac Plenipotentiarii hic subscripti Illustrissimos & Excellentissimos Dominos Legatos Mediatores, ut Repræsentationem hanc in Protocollo suo inserant, atque ipsis Documentum insinuationis desuper extradant, enixè requirunt, & pariter testantur Principales suos non minore zelo, quàm reliquos Imperii Deputatos in Pacem ferri, & non nisi cum dolore perceptum esse, quod illa ipsorum nomine ob difficultatem minime prævisam signari non potuerit.

Declarationem hanc nomine Sacri Romani Imperii, Electorum, Principum & Statuum Augustanæ Confessionis ad Tractatus Pacis Deputatorum, Eorundem Legati & Plenipotentiarii hic præsentes subscripserunt & sigillis suis muniverunt. Hagæ Comitum die 25 Octobris. / 4 Novemb. 1697.

Nomine Serenissimi Electoris Saxoniæ.	Nomine Serenis. Electoris Brandenburgi.
CHRISTOPHORUS DIETECUS BOSE Junior, Legatus. (L. S.)	W. DE SCHMETTAU, N. B. DE DANCKELMAN, Legati Extraord. & Plenipot. (L. S.) (L. S.)
Nomine Ducatus Palatino-Bipontini.	Nomine Serenissimi Ducis Saxo-Coburgici.
GEORGIUS FRIDERICUS DE SNOLSKY. (L. S.)	HENRICUS RICHARDUS LIBER BARO AB HAGEN, Plenip. (L. S.)
Nomine Sereniss. Ducis Saxo-Gothani.	Nomine Serenissimi Marchionis Brandenburgici Culmbacensis.
ADOLF CHRISTIAN AVEMAN, Plenipotentiarius.	EZ. B. DE STEIN.
Nomine Serenis. Ducis Brunswico-Zellensis.	Nomine Serenis. Ducum Brunswico-Guelfferbitanorum.
EKLINCKGRAEF, Plenipotentiarius.	JOHAN WILHELM DE MANSBERGH.
Nomine Serenis. Landtgravii Hasso-Cassellani.	Nom. Ducatus Holsato-Gluchstadensis suo loco & ordine.
WILHELM VULTEJUS, Plenipotentiarius. (L. S.)	DETHLERUS NICOLAUS DE LEWENCROON, Plenipotentiarius. (L. S.)

ANNO 1697.

Certificatio Secretarii Legationis Mediatoriæ 4. *Nov.* 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswich Tom. IV. pag. 156.]

EXhibuerunt eodem die Domini Legati & Plenipotentiarii Sacri Romani Imperii, Deputati Electorum, Principum & Statuum, Augustanæ Confessioni addictorum demonstrationem scripto comprehensam de die 25 Octobr. / 4 Novemb. quâ exponuntur rationes, cur subscribere non potuerint Instrumento Pacis die 20/30. Octobris conclusæ, postquam Articulo quarto ejusdem sequens Clausula inserta fuisset: *Religione tamen Catholica Romana in locis sic restitutis in statu quo nunc est remanente*, hoc itaque scriptum ritè insinuatum esse attestor.

In fidem Protocolli.

C. G. FRIESENDORFF.

Protestatio Legatorum Suecicorum, quod Exitus Pacis Ryswicensis ille Osnabrugensi minime respondens Regi suo non debeat imputari, præsertim in Rebus Ecclesiasticis Majestatem suam ut Sponsorem tangentibus. Datum in Palatio Ryswicensi die [illegible]. *Octobris* 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. IV. pag. 8.]

CUm præsenti Pacis Tractatu, ubi Sacra Regia Majestas Sueciæ partes Mediatoris sustinuit, haud parva sit facta mutatio Pacificationum Westphalicæ & Neomagensis, quarum utriusque sua Regia Majestas juxta cum aliis supremis Potestatibus vindex est atque assertor, sua Regia Majestas necessarium existimavit per nos infra scriptos suos Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios declarare testatumque facere, quod altè memoratæ suæ Regiæ Majestati nihil magis cordi fuerit quàm supra dictarum Pacificationum conservatio, & quod Regia Majestas continuis in hunc finem studiis ejusmodi a parte Galliæ procuraverit promissa quæ suæ Regiæ Majestati omnem spem fecerant per Pacis futuræ Tractatus intentione sua potiundi, sicut & constat, Regem Christianissimum tales conditiones durante hoc Pacis negotio proposuisse, quarum virtute Urbs Argentinensis cum suis dependentiis Imperio relinqui ac servari potuisset, sed cum hæ propositiones intra præfixum tempus non acceptæ fuerint, & Gallia armorum suorum successu eas postmodum immutaverit, Pax quoque cum Fœderatis qui unà sponsores erant, subsecuta sit, ita ut Imperator & Imperium è re sua duxerint,

Anno 1697. rint, potius amore Pacis in dictas mutationes consentire, quàm grave incertumque prosequi bellum, Sacra sua Regia Majestas confidit, neque in præsens, neque inposterum vel Garantiæ vel Mediationis suæ officiis ex hoc capite culpæ quicquam imputatum iri. Porrò cùm in ipsa Tractatus conclusione novi quid circa Ecclesiastica in Instrumento Pacis Westphalicæ stabilita exortum sit, ea de re suæ Regiæ Majestatis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii expresse sibi reservant mentem suæ Regiæ Majestatis intra terminum commutandarum Ratihabitionum declarare. Actum in Palatio Ryswicensi die 20/30. Octobris 1697.

CAROLUS BONDE, N. LILLIEROOT.

Protestatio Comitis BALLIANI *Nuncii extraordinarii Ducis Mantuæ, contra Pacem Ryswicensem, quod, videlicet, quicquid in ea conclusum vel decretum fuerit, quod Juribus ejusdem Ducis contrariari posset, nullius præjudicii fuisse & esse deberet ipsi Domino Duci. Acta & Dominis Legatis Mediatoribus consignata die 4. Novembris* 1697. Cum CERTIFICATIONE *ejusdem Legationis Secretarii Baronis à* FRIESSENDORF. 4. *Novembris 1697.* [Actes & Memoires de la Paix de Ryswich Tom. IV. pag. 122.]

PErventus ad hunc Hagæ-Comitis Congressum infrascriptus Comes Camillus Ballianus à Serenissimo Domino Duce Mantuæ ex propria benignitate in Nuntium extraordinarium electus, pro illius pertractandis negotiis apud hunc præstantissimum Ryswicensem Congressum, petiit admitti coram celebratissima fide ad exempla Commissionis sibi à Clementissimo Domino suo, Domino Duce Mantuæ pro reparandis præjudiciis omnibus, si quæ sunt & obtinendis provisionibus opportunis atque necessariis super damnis occasione præsentis ultimi Belli passis in illius Statibus cum Mantuæ tum Montisferrati, nec non & super differentiis inter illum & Dominum Ducem Sabaudiæ jamdiu vertentibus, quæ nunquam debitum finem consecutæ fuere; qua super petitione, cùm haud exauditus fuerit. Volens propterea, omni quo potest meliori modo, dicti Domini Ducis indemnitati consulere, tenore præsentium declarat, atque protestatur, quidquid in præsentibus Pacis Tractatibus actum, conclusum vel decretum fuerit, quod Juribus ejusdem Domini Ducis contrariari posset, nullius præjudicii fuisse & esse debere ipsi Domino Duci, utpote quod nec illius Jura intellecta fuerint, nec infrascriptus tacitum vel expressum consensum præstiterit, minusque præstare potuerit, adeo ut Jura sæpe dicto Domino Duci Mantuæ quomodo & qualitercunque competentia ac competenda, ex causis præmissis & aliis suis loco & tempore exprimendis, illæsa semper & intacta, prout antea, perdurent temporibus quandocunque exercenda; & non aliter nec alio modo cunctanter usus, præsentis reverenter Protestationis & jurium reservationis scripturam unà cum edita in scriptis instantia, pro obtinenda enarrata audientia Illustrissimis atque Excellentissimis Dominis Legatis Extraordinariis Suedensibus Mediatoribus ad hanc Pacem generalem sub die 24. mox præteriti mensis Octobris consignata, in illarum Protocollo & relationibus dictæ Pacis, ad perpetuam rei memoriam inseri testimonialiaque opportuna & authentica infrascripto Comiti Balliano concedi, die 4. Novembris 1697.

Certificatio Secretarii Legationis Mediatoriæ, super hac Protestatione. Datum Ryswici 4. Novembris 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswich Tom. IV. pag. 125.]

EOdem die exhibuit Serenissimi Ducis Mantuæ Nuncius Dominus Comes Camillus Ballianus Protestationem scripto comprehensam super damnis Statibus Mantuæ & Montisferrati occasione præsentis Belli illatis, nec non differentiis inter laudatum Dominum Ducem & Dominum Ducem Sabaudiæ, jam diu vertentibus, quod ita actum esse attestor. Anno 1697.

In fidem Protocolli,

C G. FRIESENDORFF.
Secretarius Legationis & Mediationis Regiæ.

Protestatio nomine Ducis BRUNSWICO-LUNEBURGICI *ex Linea* GUELPHERBYTANA *contra Pacem Ryswicensem pro conservatione Juris sui in duas Præbendas Ecclesiæ Argentoratensis, juxte tenorem Instrumenti Pacis Westphalicæ. Actum Hagæ Comitis 4. Novembris 1697.* [Actes & Memoires de la Paix de Ryswich Tom. IV. pag. 126.]

ILlustrissimis & Excellentissimis Dominis Legatis Mediatoribus, tam ex Instrumento Pacis Osnabrugensis Art. XIII. §. 11. & 12., quam ex iteratis apud Excellentias suas factis repræsentationibus notum erit, quàm liquidum sit jus, quod Serenissimis Ducibus Brunswico-Luneburgicis, Lineæ Guelpherbytanæ in duas Præbendas seu Canonicatus in Episcopatu Argentoratensi competit, speraverant inde altè memorati Duces justum ipsorum petitum, ut scil. ipsis duæ Præbendæ per Instrumentum Pacis Westphalicæ collatæ & per Sententiam quandam à Consilio Brisacensi ablatæ juxta tenorem Præliminarium Pacis restituerentur, illum consecuturum effectum, ut per specialem Articulum Instrumento Pacis Cæsareo Gallico inserendum in possessionem dictorum Beneficiorum iterum immitterentur. Cùm verò infrascriptus altememoratorum Serenissimorum Ducum ad Conventum Pacis missus Plenipotentiarius, animadverterit, petiti hujus in Instrumento Pacis mentionem non fieri, hinc ex speciali Mandato Serenissimorum suorum Principalium declarare voluit, se Serenissimorum Ducum juri per Instrumentum Pacis Westphaliæ titulo satis oneroso quæsito renuntiare non posse, & cùm restitutio dictorum Canonicatuum obtineri non potuerit, hinc in omnes illos Actus, Conventiones aut Pacta, quibus Serenissimorum Ducum jus in dictas Præbendas lædi aut inverti ullo modo potest, se consentire non posse declarat, justasque altememoratorum Ducum prætensiones per Instrumentum Pacis Westphalicæ quæsitas & per Præliminaria Pacis Ryswicensis pro parte restauratas conservare, & quævis competunt altememoratis Ducibus expresse reservare voluit, donec illi ea de re mentem suam intra terminum Ratificationis amplius exponant; Illustrissimos atque Excellentissimos Dominos Legatos Extraordinarios Mediatores rogat, ut Protestationem hanc, per quam nihil aliud quàm Serenissimorum suorum Principalium jus ratione illarum Præbendarum competens, illæsum reservare intendit, Protocollo Mediatorio debito loco inseri & reponi jubeant. Hagæ-Comitis die 4. Novembris 1697.

FRIDERICUS à STEINBERG.

Arrêt (1) *du Conseil Souverain d'Alsace seant à Brisac, rendu par defaut en faveur du* Chapitre de Strasbourg *contre les Princes de la Maison Ducale de* Brunswich-Lunebourg Wolfembutel, *& contre le Prince* CHARLES GUSTAVE *de Bade-Dourlach, par lequel lesdits Princes sont depossedés de la moitié du Village de* Lampertsheim *& de la Maison communement nommée* Broudershof, *avec tous les Droits y appartenans. Donné à la Ville neuve de Brisac le* 11. *Juil-*

(1) Quoi que les deux Prebendes, qui font le sujet de la Protestation du Duc de *Brunswich-Wolfembutel*, ne soient pas denommees en cet Arrêt, c'est pourtant le même en vertu duquel il se plaint d'en avoir eté depossedés & comme il se trouve joint pour Annexe à ladite Protestation dans les Actes de Ryswich, on a crû ne devoir pas l'en separer. [D u M.]

Juillet 1687. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswich Tom. IV. pag. 130.]

Louïs par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre au premier nôtre Huissier ou Sergent Royal sur ce requis, faisons savoir que ce jourd'hui vû par nôtre Conseil Souverain d'Alsace, le deffaut fait de comparoir obtenu au Greffe des présentations d'icelui, par les Prévot, Doyens, Chanoines & Chapitre de l'Eglise Cathédrale de nôtre Ville de Strasbourg Demandeurs aux fins de la Commission par eux obtenuë en Chancellerie le 15. Janvier dernier d'une part, & les Princes Antoine Ulrich, Ferdinand Albert & Auguste Guillaume de Brunswyk, Fery, & Adolphe de Mecklenbourg, & Charles Gustave de Bade-Dourlach Deffendeurs & deffaillans d'autre part, ladite Commission tendante à ce qu'il leur soit permis de faire assigner les Deffendeurs pour se voir condamner, de se désister & départir à leur profit de l'occupation & jouïssance de la moitié du Village de Lampertsheim, située dans la basse Alsace, d'une Maison size dans nôtre Ville de Strasbourg appellée communément de Brouderhoff, ensemble de plusieurs autres Maisons situées audit Strasbourg & des Rentes & Revenus consistant en bled, argent, grains, poules appartenans & dépendans dudit Brouderhoff, à la restitution des fruits depuis leur injuste détention & leurs dommages & intérêts, & aux dépens, assignation donnée aux Deffendeurs en l'Hôtel de nôtre Procureur général, attendu leur qualité d'étrangers le dix huitiéme du même mois de Janvier, ledit deffaut obtenu contre les Deffendeurs & deffaillans le 2. d'Avril, suivant, demande en profit & celui avec huit piéces 7. attaches sous les Cottes A. B. C. D. E. F. G. H. savoir sous les Cottes A. deux Décrets ou Mandats de l'Empereur Rodolphe, le premier du 12. Septembre 1588. adressé à tous les Bourguemaîtres, Juges, Baillifs, & Officiers de l'Evêché de Strasbourg, le deuxieme du troisiéme Février, mil six cent, adressé aux Sieurs Herman Adolphe Comte de Solms, Ernest Comte de Mansfeld, Gulberhard Trucses & adhérans, portant injonction de rendre au Chapitre Catholique le Brouderhoff, & généralement tous les biens desquels ils s'étoient emparez, sous la Cotte B. un Extrait du Traité fait à Hagenau le douziéme Novembre mil six cent quatre au sujet de la moitié du Village de Lampertsheim & ledit Brouderhoff, sous la Cotte C. une spécification des Rentes & Revenus repetés par les Demandeurs, sous la Cotte D. & le Procès Verbal par lequel il paroît que l'onziéme Juin mil six cent trente trois des Députez de nôtredite Ville de Strasbourg dépossédérent les Doyens, Chanoines, & Chapitre dudit Strasbourg dudit Brouderhoff & de tous les biens en dépendans, en se saisissant de tous les titres, papiers, bled, ornemens d'Eglise, Argenterie & autres effets, qui y étoient, & deffendant au Receveur de plus administrer ni faire aucune recette, sous les Cottes E. & F. sont deux Missives des vingt un & vingt neuviéme Novembre 1648. la première du feu François Evêque de Verdun adressée à nôtredite Ville sous la Cotte G. & un ordre de l'Evêque de Worms, comme Prince Circulaire, du Rhin & Commissaire Deputé par Sa Majesté Impériale pour l'exécution de l'Edit à lui envoyé, concernant la restitution à faire au Chapitre de notredite Ville de Strasbourg, adressé aux Magistrats de la même Ville le quinziéme Decembre de la même année, sous la Cotte H. & un Acte en forme de Protestation faite aux Magistrats de Strasbourg en date du 3. Février, mille six cent quarante neuf, par le grand Chapitre de la même Ville, de leur rendre & restituer en conformité de l'Edit ci-dessus envoyé à l'Evêque de Worms la moitié du Village de Lampertsheim, du Brouderhoff, & biens en dependant, ensemble toutes les autres Piéces par eux produites & employées. Conclusions de nôtre Procureur Général, tout diligemment veu & examiné oüi, sur ce le raport de Monsieur Jean Mauri, Conseiller en nôtredit Conseil, a déclaré & déclare le deffaut bien & valablement obtenu, & adjugeant le profit des Demandeurs de la moitié du Village de Lampertsheim, d'une Maison size dans nôtre Ville de Strasbourg, vulgairement appellée de Brouderhoff, ensemble de plusieurs autres Maisons, situées audit Strasbourg, & de toutes les rentes & revenus en dépendans, à la restitution des fruits par eux perceus depuis leur injuste détention, aux dommages & intérêts des Demandeurs & aux dépens du deffaut & de tout ce qui s'en est ensuivi; si te mandons pour faire pour l'exécution du présent Arrêt tous exploits & autres Actes de justice requis & nécessaires, de ce faire te donnons Pouvoir: donné à la Ville Neuve de Brisack, en nôtre Conseil Souverain d'Alsace, l'onziême Juillet l'an de Grace mil six cent quatre vingt sept & de nôtre Regne le quarante cinquiême. Collationé par ordre & arrêt du Conseil, Jacquiret avec Paraphe & scellé.

Certificatio Secretarii Legationis Mediatoriæ. 4. *Novemb.* 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. IV. pag. 133.]

Serenissimorum Ducum Brunswico-Luneburgicorum Lineæ Guelpherbytanæ, Plenipotentiarium generosissimum Dominum Fridericum à Steinberg Scriptum quoddam pro reservando Principalibus suis jure, quod ipsis ex Instrumento Pacis Westphalicæ in duas Præbendas seu Canonicatus in Episcopatu Argentoratensi competere contendunt, hodie exhibuisse attestor.

In fidem Protocolli,

C. G. Friesendorff,
Secretarius Legationis & Mediationis Regiæ.

Declaratio Plenipotentiariorum Dominorum Comitum Scamni Wetteravici *de modo & sensu quo subscripserunt Pacem Imperialem, nimirum sub spe ratifieri. Datum Hagæ Comitum* 25. *Octobris* 4. *Novembris* 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswich Tom. IV. pag. 141.]

Cum nuper in signatione Instrumenti Pacis die $\frac{20}{30}$ Octobris in Palatio Ryswicensi facta, quorundam Sacri Romani Imperii Statuum Augustanæ Confessioni addictorum Plenipotentiarii qui ad subscriptionem ejusdem concurrere nomenque suum apponere voluerunt, expresse declaraverint, id propter Clausulam Religionem concernentem, quæ Art. IV. subjuncta fuit, & super qua nemo eorum instructus esse potuit, ad eum modum quem Illustrissima & Excellentissima Legatio Cæsarea, auctoribus ipsis Illustrissimis & Excellentissimis Legatis Gallicis, pro temperamento in medium attulit, nimirum sub spe & conditione ratifieri & hanc suam mentem scriptis insuper testari promiserint; Nos infrascripti Illustrissimorum Dominorum Comitum Scamni Wetteravici Plenipotentiarii, ad præsentibus hisce per Actum, & Illustrissimos ac Excellentissimos Dominos Legatos Mediatores, dignentur, hanc nostram declarationem ad Acta recipere, omni qua par est observantia rogatos volumus. Hagæ Comitum die $\frac{25 \text{ Octobr.}}{4 \text{ Novemb.}}$ 1697.

(L.S.) Carolus Otto,
Comes à Solms.

(L.S.) Frider: Christ: ab
Edelsheim Plenip.

Inclusio Cæsarea in favorem Regis Catholici, Regis Magnæ Britanniæ, & Ordinum Fœderati Belgii, in Pace cum Rege Christianissimo sancita. Dat. in Palatio Ryswicensi 9. *Novemb.* 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswich Tom. IV. pag. 158.]

Cum Articulo 58. Pacis 30. Octobris nuperi Imperatorem ac Imperium inter & Regem Christianissimum conclusæ convenerit, ut intra præfixum illud tempus ab utraque parte comprehensi nominentur; nomine Sacræ Cæsareæ Majestatis & Imperii Pace istâ speciatim comprehenduntur Rex Catholicus, Rex Magnæ Britanniæ, & Fœderatum Belgium, cum omnibus Regnis, Provinciis, Ditionibus, Juribus, Vasallis & Subditis: Salvâ ulteriore designatione includendorum

Anno 1697.

post hàc exhibenda. Actum in Palatio Ryſwicenſi 9. Novembris 1697.

D. A. C. à KAUNITZ. (L.S.)	H. C. DE STRAATMAN. (L.S.)	J. F. L. B. à SEILERN. (L.S.)	
Nom. Em. El. Mog.	Nom. Ser. Bav. El.	Nom. Ser. El. Saxon.	Nomine Sereniſ. El. Brandeb.
M. L. B. de SCHOND. Legatus. (L.S.)	DE PRIELMEYER Leg. Ext. & Pl. L. S.)	CHRIST. DIETER. BOSE, Legatus. (L.S.)	WILHELM DE SCHMETTAU. (L.S.) DE DANKELMAN. (L.S.)

(L.S.) IGNATIUS ANTON. OTTEN Plenip.

(L.S) GEORG. WILHELM MOLL Plenipot.

Nomine Domus Auſtriacæ. Franc.

(L.S.) RUD. AB HALDEN. I. B. DE TRATSBERG.

Nomine Seren. Magni Ordinis Teutonici Magiſtri.

(L.S.) CAROL. BARO à Loë Ord. Teuton. Eques.

Nomine Reverendiſſimi & Celſiſſimi Principis & Epiſcopi Herbipolenſis.

(L.S.) J. CONR. PHILIP. IGNAT. DE TASTUNGEN, Conſil. intimus & Aulæ Superior Mareſchallus.

Nomine Eminentiſſimi & Celſiſſimi Electoris Trevirenſis ut Epiſcopi Spirenſis.

(L.S.) JOHANNES HENRICUS DE KEYSERSFELDT.

Ulterior Incluſio Cæſarea in favorem ſummi PONTIFICIS, *cæterorum Principum* ITALIÆ, *& Regis* LUSITANIÆ. *Exhibita Hagæ Comitis die* 14. *Decembris* 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryſwich Tom. IV. pag. 243.]

NOmine Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Pace 30. Octobris 1697. cum Rege Chriſtianiſſimo concluſa, præter jam nominatos, ulterius comprehendantur, ſummus Pontifex omneſque Principes & Reſpublicæ Italiæ, tum & Rex Luſitaniæ, ſalva ampliore incluſione intra præfixum tempus indicanda. Hagæ Comitis 14. Decembris 1697.

(L.S.) HENR. C. DE STRAATMAN.
(L.S) J. F. L. B. A. SEILERN.

Reſervatio per Legatos & Plenipotentiarios nonnullorum Electorum & Principum Imperii apud Legationem Mediatoriam conſignata, pro Conſervatione Jurium ad ipſos in Tractationibus Pacificatoriis juxta Stylum Imperii pertinentium. Dat. Hagæ-Comitis die $\frac{11}{21}$ *Novembris* 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswich. Tom. IV. pag. 181.]

CUm ille tractandi modus, qui tàm ab initio quàm in progreſſu & fine præſentium Pacis Tractatuum, inter Sacram Cæſaream Majeſtatem Sacrumque Romanum Imperium ab una, & Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam ab altera Parte concluſorum ſervatus fuit, libero, quod Electoribus, Principibus, & Statibus Imperii competit, Suffragio, & conſenſui circa Fœdera cum exteris, Imperii nomine pangenda, in variis paſſibus adverſetur, ac Stylo Imperii, cujus exacta obſervantia ejus ad dictos Tractatus Deputatis in Inſtructione ſeriò commendatur, conſentaneus non ſit; dictorum Electorum, Principum, ac Statuum ad Tractatus Pacis Deputatorum Legati ac Plenipotentiarii, contra hujuſmodi tractandi modum, in quantum is Juribus Statuum, & in ſpecie Articulo 8. Inſtrumenti Pacis Oſnabrugenſis nec non Stylo Imperii repugnat, Dominis ſuis Principalibus & Univerſo Imperio, Jura ſua omni meliori modo ſarta tecta reſervant, ne ſcilicet ea, quæ, uti dictum, ob injuriam aut anguſtiam temporis, vel ob aliam quamvis rationem in præſenti Pacis Negotio, circa tractandi modum incongrue facta ſunt, nunc & futuris temporibus ullo modo in præjudicium Jurium Statibus Imperii competentium, allegari aut vergere poſſint aut debeant. Atque ut hujus Reſervationis eò major ſit effectus, infra ſubſcripti Legati ac Plenipotentiarii Illuſtriſſimos atque Excellentiſſimos Dominos Legatos Mediatores, quo illa Mediationis Protocollo inſeratur, decenter requirunt, eademque in Comitiis Imperii ad Acta hujus Negotiationis cum Expoſitione ſingularium inſinuabunt. Signatum Hagæ-Comitum die $\frac{11}{21}$ Novembris anni 1697.

Anno 1697.

Nomine Sereniſ. Electoris Saxoniæ.	Nomine Sereniſ. Electoris Brandeburgici.
CHRISTOPHORUS DIETERICUS BOSE Junior, Legatus.	W. DE SCHMETTAU, W. B. DE DANCKELMAN, Legati Ext. & Plenip.
Nomine Reverendiſſimi & Celſiſ. Epiſcopi ac Princip. Monaſt.	Nomine Sereniſſimi Marchionis Brandenburg. Culmbacenſis.
FERDINANDUS L. B. DE PLETTENBERG.	E. L. B, DE STEIN.
Nomine Sereniſſimi Ducis Sax-Goth.	Nomine Ducatus Holſat. Gluckſtadienſis.
ADOLFFUS CHRISTIAN AVEMAN.	DETHLERUS NICOLAS DE LEWENCROON.
Nomine Sereniſ. Landgr. Heſſen-Caſſel.	Nomine Sereniſ. Ducis Brunſwico-Luneburg-Cellenſis.
WILHELMUS VULTEJUS.	E. KLINCKGRAEFF.
Nomine Ducatus Palatino-Bipontini.	Nom. Ducum Brunſw. Luneburg. Welferbytanorum.
GEORGIUS FRIDERICUS à SNOILSKY.	M. DE MANSBERGEN.

Incluſion du Roi de FRANCE *dans le Traité de Paix avec l'Empereur & l'Empire en faveur de ſes Amis & Alliez. A Verſailles le* 15. *Novembre* 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. IV. pag. 257. & 258.]

COmme par l'Article LVII. du Traité de Paix conclu à Ryſwick par les Ambaſſadeurs Extraordinaires du Roi, & par ceux de l'Empereur & de l'Empire il eſt porté que Sa Majeſté pourra comprendre dans l'eſpace de ſix mois après l'échange des Ratifications tous ceux qu'Elle jugeroit à propos, Sa Majeſté a nommé le Pape & tous les Princes d'Italie, le Roi de Portugal & ſes Etats, les treize Cantons des Ligues Suiſſes & leurs Coalliez, ſavoir l'Abbé & Ville de St. Gal, la République de Valais, le Prince & les Etats de Neufchâtel, la Ville de Genéve & ſes Dépendances, les Villes de Mulhauſen & Bienne, & les trois Ligues des Griſons, & Elle les nomme & déclare qu'Elle a entendu les comprendre en effet dans ledit Traité qui a été conclu & ſigné à Ryſwick le 30. jour d'Octobre dernier en la meilleure forme & maniere que faire ſe peut. En témoin de quoi Sa Majeſté a ſigné ce préſent Acte de ſa main & y a fait apposer

ANNO 1697.

poser son scel secret. Fait à Versailles le 15. Novembre 1697.

LOUIS.

COLBERT.

Autre semblable (1) Inclusion du Roi de FRANCE *dans sa Paix avec le Roi de la Grande Bretagne. A Versailles le 15. Novemb. 1697.* [Actes & Memoires de la Paix de Ryswich Tom. IV. pag. 255. & 256.]

COmme par l'Article 16. du Traité de Paix, conclu à Ryswick par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi, & par ceux du Roi de la Grande Bretagne, il est porté que Sa Majesté pourra comprendre dans l'espace de six mois après l'échange des Ratifications tous ceux qu'Elle jugeroit à propos, Sa Majesté a nommé le Pape & tous les Princes d'Italie, le Roi de Portugal & ses Etats, les treize Cantons des Ligues Suisses & leurs Coalliez, savoir l'Abbé & la Ville de Saint Gall, la Republique de Valais, le Prince & l'Etat de Neufchâtel, la Ville de Genéve & ses Dépendances, les Villes de Mulhausen & Bienne, & les trois Ligues des Grisons, & Elle les nomme, & déclare qu'Elle a entendu les comprendre en effet dans ledit Traité qui a été conclu & signé à Ryswick le 20. jour de Septembre dernier en la meilleure forme & maniére, que faire se peut. En témoin de quoi Sa Majesté a signé le présent Acte de sa main & y a fait apposer son scel secret. Fait à Versailles le 15. Novembre 1697.

LOUIS.

COLBERT.

(1) Deux autres Inclusions de même forme & teneur furent délivrées en même tems aux Mediateurs, l'une pour *l'Espagne*, l'autre pour l'Etat des *Provinces-Unies*. [D U M.]

Extrait du Protocole de la Mediation au sujet de la NOBLESSE IMMEDIATE *de l'*EMPIRE *qui n'a pas été expressément nommée dans le Traité de Paix. A la Haye le 6. Decembre 1697.* [Actes & Memoires de la Paix de Ryswych Tom. IV. pag. 245.]

MOnsieur le Baron de Gortz, Plénipotentiaire de son Altesse Sérénissime d'Hesse-Cassel, a fait consigner aujourd'hui à leurs Excellences Messieurs les Médiateurs, 1. Une Deduction de ce que la Noblesse immédiate de l'Empire n'avoit pas été nommément comprise dans la Paix faite derniérement à Ryswick, encore qu'elle l'ait été dans celle de Westphalie. 2. Une Déclaration de l'Ambassade Impériale au sujet de la Paix ainsi concluë, dattée de la Haye le 10. de Novembre 1697. 3. Une pareille Déclaration de la part des Ministres Plénipotentiaires des Electeurs, Princes & Etats, & de la Députation de l'Empire assemblez ici, signée par le Seigneur Baron de Gortz. 4. Une Attestation de la Chancellerie Electorale de Mayence sur le même Point. Et tous ces Documens ont été mis aux Actes du Protocole. C'est ce que je déclare par celle-ci faite à la Haye le 6. Décembre 1697.

C. G. FRIESENDORFF, *Secretaire de l'Ambassade & de la Médiation Royale.*

CCI.

13. Dec. *Protestation generale des Ambassadeurs de* FRANCE *contre toutes les Protestations qui pourroient avoir été faites avant ou après la Conclusion de la Paix. A Ryswich le 13. Decembre 1697.* [Actes & Memoires de la Paix de Ryswich Tom. IV. pag. 226.]

NOus Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi Très-Chrêtien déclarons au nom & par ordre exprès de Sa Majesté que, comme son intention est d'exécuter ponctuellement le Traité de Paix, que nous avons signé au Château de Ryswick le 30. du mois d'Octobre dernier avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de l'Empereur & de l'Empire munis reciproquement des Pouvoirs nécessaires, Sa Majesté ne permettra pas qu'il soit fait aucun changement, omission, restriction ou reserve, à la teneur d'aucun des Articles dudit Traité, soit en tout ou en partie; qu'ainsi elle nous a ordonné de déclarer, comme nous déclarons par le présent Acte, que toutes Protestations, Conventions, Promesses, Lettres, ou autres Actes prétendus dérogatoires, soit publics, ou particuliers, soit avant ou depuis la conclusion dudit Traité de Paix, si aucun y en a, par où on prétendit abolir, diminuer, ou affoiblir le sens & l'effet d'aucun Article dudit Traité, ou d'aucunes Clauses desdits Articles, sont & demeureront nuls & de nulle valeur, comme étant contraires aux conditions convenuës, réglées & accordées pour le parfait rétablissement du repos de la Chrêtienté; & afin que personne ne puisse tirer à l'avenir aucun Droit ni induction de pareils Actes, ou Ecrits, nous avons remis nôtre présente Déclaration à Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi de Suéde Médiateurs pour les Traitez de la Paix générale, conjointement avec la Ratification pure & simple de sadite Majesté sans aucune restriction ni reserve, pour être échangée avec les Ratifications de l'Empereur & de l'Empire par les mains desdits Sieurs Ambassadeurs Médiateurs, & nous les avons requis d'insérer nôtredite Déclaration dans leur Protocole & de nous en donner Acte signé de leurs mains. Fait à Ryswick ce 13. Décembre 1697.

VERJUS DE CRECY. (L.S.) F. CALLIERES. (L.S.)

Extrait du Protocole de la Médiation sur la Protestation Générale des Ambassadeurs de France, tenu à la Haye ce 13. Décembre 1697.

MEssieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrêtienne ont aujourd'hui remis entre les mains de Messieurs les Ambassadeurs Médiateurs, une Déclaration par laquelle ils ont déclaré invalides & de nulle valeur toutes les Protestations (en cas qu'il y en eût) Conventions, Promesses, Lettres ou autres Actes prétendus dérogatoires, soit en tout ou en partie, au Traité conclu à Ryswyck le 30. d'Octobre dernier; ils ont désiré que cette Déclaration fût inserée au Protocole de la Médiation, & il leur en a été donné le présent Extrait.

C. G. FRIESENDORFF, *Secretaire de la Médiation.*

CCII.

1698. 11/21 Fevr. *Renovatio & Confirmatio Fœderum, inter* SUECIÆ *Coronam, & Rempublicam* BATAVAM, *ad mutuam Defensionem, & communis Securitatis Conservationem initorum. Holmiæ 11/21 Febr. 1698.* [Simple Copie, mais sûre.]

SAcra Regia Majestas Sueciæ, atque Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Uniti-Belgii, ritè reputantes, atque animo expendentes, quantum commodi atque utilitatis utrique Parti accesserit ex Fœderibus, quibus Corona Sueciæ, ad mutuam Defensionem, & communis Securitatis Conservationem invicem obstrictæ fuerunt, magni omninò ipsorum interesse existimarunt, ut in tàm salutari necessitudine, & sinceræ Amicitiæ vinculo perseverent, ideoque occasione mœstissimi decessus Regiæ Majestatis suæ Divi Parentis gloriosissimæ Memoriæ Potentissimi Domini Caroli XI. (tituli tot.) consultum & pernecessarium duxerunt, ad præcedentium omnium mutuæ Defensionis & Amicitiæ Fœderum Renovationem,

Anno 1698. nem, & Confirmationem utrimque certos ad id negotium Deputatos Plenipotentiarios nominare, & constituere, nimirum ex parte Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ - - - - -
& ex parte Dominorum Ordinum Generalium Nobilissimum & Generosissimum Dominum Walraven, Baronem de Heekeren (tituli tot.) qui congressi & collocuti, vi acceptorum Mandatorum, in sequentes reciprocæ Declarationis consensere Articulos.

I. PActa & Fœdera, quæ inter Sacræ Regiæ Majestatis Prædecessores Reges, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales inita & conclusa fuere, videlicet Holmiæ primo Septembris Anni 1640. Suderocræ die 15. Augusti Anni 1645. Elbingæ [illegible] Septembris Anni 1656. Hagæ Comitum 28. Julii Anni 1667. Noviomagi die [illegible] Octobris Anni 1679. & rursus Hagæ Comitum die [illegible] Januarii Anni 1686. ita stabilita & corroborata censebuntur, ac si hic cum suis Articulis separatis verbotenus repetita & inserta essent: sed quoad ultimum Anno 1679. Noviomagi conclusum Navigationum & Commerciorum Tractatum, cæteraque ad Commercia spectantia, & supranominatis Tractatibus inserta, ordinabuntur & constituentur, quemadmodum Articulo secundo sequenti continetur.

II. Cumque post conclusa Neomagi die [illegible] Octobris 1679. Navigationum & Commerciorum Pacta, plurimæ hinc inde exstiterint utriusque Partis Subditorum Querelæ, de dictis Pactis non satis accuratè observatis vel posthabitis, promittunt spondentque Partes contrahentes, se curaturas, ut id, quidquid sit, reciprocè, mediis congruis corrigatur & tollatur; atque iis, qui aliquid damni contra Pactorum tenorem perpessi sunt, debitè satisfiat, se quoque, quamprimùm possibile erit, certos utrimque Commissarios nominaturas, ac constituturas, qui Hagæ Comitum congregiantur, atque ea, quæ contra dicta Commerciorum Pacta admissa sunt, sub examen & disquisitionem revocent, eaque ordinent & statuant, quòd ratione Commerciorum in utriusque Nationis Civium commodum vergere, atque ad mutuæ inter eosdem Amicitiæ & bonæ Correspondentiæ incrementum conducere deprehendatur.

III. Proinde invicem spondent & pollicentur Regia Majestas, & Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii, se dicta Pacta & Fœdera, Articulo primo enumerata exactè & fideliter servaturos, nec passuros, quidquam contra eorundem tenorem innovari vel attentari; si verò præter spem quidquam à quoquam vel intendi vel patrari contingat, quod eorundem tenori & scopo repugnet, se utrinque effecturos, ut id avertatur, corrigatur & reparetur, omniaque ad normam & genuinum Tractatuum sensum redigantur.

IV. Hic Actus Confirmatorius idem durationis tempus sibi præfixum habebit, quod Pactis Anni 1686. definitum exstat, à signaturâ hujus Instrumenti computandorum, ratihabebitur autem quantocius, ità ùt Ratificationum reciproca commutatio, hic Holmiæ fieri possit intra tempus quinque mensium, vel etiam citiùs, si fieri potest, à dicta signaturâ vel Subscriptione, in cujus rei fidem & certitudinem, bina hujus Actus Instrumenta nominum & Sigillorum nostrorum Subscriptione & Appositione, firmata invicem commutavimus. Holmiæ die 12. Februarii 1698.

Articulus secretus.

SAcra Regia Majestas Sueciæ & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii, quàmprimùm apud Magnæ Britanniæ Regem, per utriusque Partis Ministros efficaciora sua officia adhibebunt, ut altememoratus Rex cum altememoratis Partibus contrahentibus, talem interioris Amicitiæ & bonæ Correspondentiæ necessitudinem, mutuæque Defensionis Confœderationem inire velit, qualem non tantum ipsorum Contrahentium Regnorum, Statuum & Ditionum Securitati convenire, sed & conservandæ Orbis Christiani tranquillitati, super fundamento Fœderum de Annis 1681. & 1683. necessariam existimabunt.

CCIII.

Anno 1698. [illegible] Maji.

Conventio inter Reges Angliæ *&* Sueciæ, *& Celsos ac Præpotentes Domini Ordines Generales* Foederati Belgii, *de ineundo Fœdere defensivo triplici & renovandis Fœderibus, inter altememoratos Reges anteà initis Hagæ Comitis die [illegible] Maji* 1698. [Simple Copie, mais sûre.]

CUm Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii vigore Articuli separati Renovationis Fœderum Holmiæ, die [illegible] Februarii nuperi conclusæ convenerint, de adhibendis utrimque efficacioribus officiis, ut Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ, cum altememoratis Partibus contrahentibus talem interioris Amicitiæ & bonæ Correspondentiæ necessitudinem, mutuæque Defensionis Confœderationem inire velit, qualem non tantum ipsorum contrahentium Regnorum, Statuum & Ditionum Securitati convenire, sed & conservandæ Orbis Christiani Tranquillitati necessariam existimaturi essent; Ad quam Confœderationem & reciprocam Obligationem ineundam altèmemoratus Magnæ Britanniæ Rex postmodum se accedere declaravit. Ministri itaque altèmemoratorum Regum & Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii plenâ Potestate ad id muniti, nimirum à parte Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Illustrissimus & Excellentissimus Dominus Josephus Williamson, Eques Auratus, prædictæ Sacræ Regiæ Majestatis à Consiliis intimis, ejusdemque Legatus Extraordinarius & Plenipotentiarius. A parte Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Illustrissimus Dominus, Nicolaus Liber Baro de Lillieroot, Ejusdem Regiæ Majestatis, atque ad Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, Legatus Extraordinarius & Plenipotentiarius, à parte Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Nobilissimus ac Generosissimus Dominus Walraven Baro de Heeckeren (totus tit.) - - - - - - - - - -
cum hic Hagæ Comitis institutis colloquiis atque post accuratam Deliberationem animadverterint, hanc Confœderationem ità comparatam esse, ut non facilè ex omni parte tàm brevi tempore, quòd sibi huic operi perficiendo proposuerant, absolvi possit, consultum proinde duxerunt vi acceptorum Mandatorum formulisque eorundem ritè commutatis, ad inchoandum opus tàm salutare atque pro Fundamento ejusdem, in præsens de tali Fœderis Actu Generali convenire, prout Articulis sequentibus constat.

I. SIt Amicitia fida sincera & constans inter Sacram Regiam Majestatem Sueciæ, Sacram Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ, nec non Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, qui vi hujus Fœderis defensivi, in mutuam securitatis assertionem consentiunt, ad Utilitatem, Honorem & Commoda invicem promovenda sese obstringunt, deque adversis aliorum Consiliis & Machinationibus tempestivè præmonere, & iis avertendis communi consilio atque auxilio se tueri promittunt.

II. Scopus hujus triplicis Fœderis erit, non tantum mutua illa, pro altememoratarum Partium Defensione & Securitate, Amicitia, sed & Pacis & Tranquillitatis contra quamcumque Aggressionem in Europâ Assertio atque Conservatio.

III. Ut autem altèmemorati Fœderati tantò meliùs convenire possint de modo & mediis ad obtinendum hunc Scopum spectantibus, statutum simul est, ùt quàmprimùm denominentur certi Plenipotentiarii, qui nomine altememoratorum Regum Emendationem & Renovationem Fœderum, quæ anteà inter Sueciæ & Magnæ Britanniæ Coronas, cùm pro stabilienda arctioris Amicitiæ necessitudine, tùm circà Commercia utriusque Subditorum inita sunt, adgrediantur atque conficiant. Quæ tamen Renovationes non impedient, quòminùs Ministri trium Fœderatorum quantociùs, & sine ullâ interpositâ morâ adsumant & promoveant Negotiationem de componendis omnibus & singulis requisitis, quæ triplici huic Fœderi integrè perficiendo inservire existimabuntur.

IV. Præsens autem Conventio Generalis, ceu basis solida

ANNO 1698.

solida atque incorrupta præfati Fœderis defensivi triplicis, nunc statim initium capiet, ità ùt si evenerit horum Fœderatorum aliquem in Regnis, Statibus, vel Provinciis suis in Europa sitis hostiliter invadi, eidem reliqui, absque ulla excusatione, morâ vel prætextu, præsenti auxilio succurrant, neque ab isto auxilio desistant, antequam Parti læsæ plenariè satisfactum sit.

V. Teneantur Partes contrahentes consilia sua communicare, atque illas potissimum rationes invicem inire, quibus Pax Generalis consolidari & corroborari queat; Adeòque promittunt reipsà atque efficaciter mutuis auxiliis sibi prospicere contrà quamcunque Aggressionem, quæ Tranquillitatem in Europa turbare possit.

VI. Nihil derogabitur hâc Conventione Tractatibus vel Fœderibus inter Partes contrahentes quovis tempore antehàc conclusis, sed eadem potiùs in integro vigore suo permaneant.

VII. Ratihabebitur hæc Conventio & fiet Commutatio formularum Hagæ Comitis intra tempus sex septimanarum, à die signaturæ computandarum, vel citiùs, si ità fieri poterit.

In quorum omnium fidem & robur altememoratorum Regum; uti & Celsorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium supradicti Plenipotentiarii hunc Actum Fœderis, cujus sex Instrumenta confecta sunt, subscripserunt, & Sigillis suis muniverunt. Actum Hagæ Comitis die $\frac{4}{14}$ Mensis Maji Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo octavo.

JOSEPH WILLIAMSON. (L. S.)

NICOLAUS BARO DE LILLIEROOT. (L. S.)

WALRAVEN BARO DE HEEKEREN. (L. S.)

CCIV.

9. Juillet. LA FRANCE ET LA SUEDE.

(a) *Traité d'une Ligue defensive entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* CHARLES XII. *Roi de Suede. Fait à Stockolme, le 9. Juillet,* 1698.

Au Nom de la tres-sainte Trinité, ainsi soit-il.

QU'il soit notoire à tous ceux à qui il apartient, ou pourra apartenir de quelque maniere que ce soit, & à chacun d'eux en particulier, qu'y ayant toûjours eu une ancienne amitié entre les Rois de France & de Suéde & leurs Etats, qui a encore été depuis selon la conjoncture des tems affermie & fortifiée par de nouveaux Traitez, & que desirant tous deux la renouveller & l'étendre encore davantage pour l'utilité & le bien public, afin de concourir ensemble mutuellement & sincerement (en vertu de l'étroite Alliance qui a été entre leurs glorieux Ancestres) à conserver dans l'Europe la Paix & la tranquillité qui y ont été rétablies par les soins & la Mediation du puissant Prince le feu Roi de Suede. Pour cet effet le puissant Prince Charles XII. Roi de Suede, des Goths & des Vandales, Prince de Finlande, &c. ayant nommé pour ses Ministres & ses Commissaires le tres-Illustre & Excellens Seigneurs & Senateurs, le Comte Benoit Oxenstiern, Chancelier Aulique, le Comte Nicolas de Guldenstolp, le Comte Thomas Polus, & le Baron Jean de Bergenhielm apres leur avoir donné les Pleins-pouvoirs à ce necessaires, il leur a ordonné de conferer & traiter sur cela avec le tres-Illustre & Excellent Seigneur Jean Antoine de Mêmes Comte d'Avaux Ambassadeur Extraordinaire du Roi tres-Chrétien, residant ici, Seigneur de Roissi & muni pareillement des Pleins-pouvoirs à ce requis, avec lequel apres plusieurs Conferences tenues à ce sujet & après s'estre donnés reciproquement leurs Pleins-pouvoirs, qui sont joints à la fin de ce Traité, ils sont convenus de part & d'autre des Articles suivants.

I. Le present Traité renouvelle & confirme l'ancienne amitié & union qui a été entre Sa Majesté T. C. & les glorieux Prédecesseurs de Sa Majesté Suedoise, & il y aura à l'avenir une sincere & inviolable amitié entre le trés-puissant Prince le Roi de France d'une part, & le trés-puissant Prince le Roi de Suede de l'autre & leurs Etats, en vertu de laquelle ils seront obligez d'embrasser mutuellement leurs intérêts comme les leurs propres, & de soûtenir leur dignité, comme aussi de repousser chacun selon ses forces les dommages & les préjudices qu'on voudroit leur faire.

II. Et d'autant que Sa Majesté Trés-Chrêtienne & Sa Majesté Suedoise n'ont rien tant à cœur que de maintenir une ferme & solide Paix dans la Chrêtienté, l'unique but & la principale fin de ce Traité sera aussi d'assûrer & de conserver le repos & la tranquillité publique; Et pour cet effet, ces deux Rois seront obligez de se communiquer chacun leurs desseins, & de songer uniquement aux moyens d'affermir & de fortifier le plus qu'il sera possible la Paix Generale, & de la soûtenir contre tout ce qui pourroit la troubler.

III. Comme le present Traité ne tend à rien qui puisse blesser & offenser personne, & qu'il ne regarde entierement que le bien public, & principalement la conservation de la tranquillité dont joüit à present la Chrêtienté, s'il arrive que la Paix soit violée ou rompuë par quelqu'un ou en contrevenant à ce dont on est convenu, par elle, ou par quelque autre acte d'hostilité, les deux Rois Alliez songeront aussi-tôt à prendre les mesures qui seront necessaires pour en obtenir une reparation convenable. Ils employeront pour cela leurs offices mutuels, & ils tâcheront à détourner par des remontrances celui qui la voudroit troubler, ou qui seroit l'Agresseur, de semblables entreprises, & mettront tous leurs soins à empêcher que la tranquillité publique ne soit ébranlée, ni alterée en aucune maniere.

IV. Mais si leurs remontrances & leurs soins étoient inutiles, alors d'un commun consentement ils concourront ensemble à la sûreté & conservation de celui qui sera offensé, & ils empêcheront qu'on ne lui fasse aucun tort, ni aucune violence dans ses Privileges, Droits & Dignitez, & tâcheront à réduire & faire executer toutes choses sur le pied, & selon la régle du Traité de Paix.

V. Et d'autant que le present Traité, comme on a déja dit ci-dessus, ne regarde que le maintien de la tranquillité & du repos public, on convient que si dans l'espace d'un an, quelque Prince ou quelque Etat desire d'entrer dans ce Traité, on l'y admettra du consentement mutuel des deux Rois.

VI. Quand l'un d'eux fera la Paix, ou une Tréve avec quelqu'un de ses ennemis, il aura soin de faire comprendre l'autre dans le Traité qu'il fera, afin qu'en vertu de l'Alliance qui les unit, il ne puisse recevoir aucun dommage.

VII. Les Traitez que l'un des deux Rois aura fait jusques ici avec d'autres Rois, Princes, & Nations étrangeres conserveront toûjours leur même force & vigueur, entant qu'ils ne seront pas contraires à aucun des Articles du present Traité.

VIII. En vertu de ce present Traité, il y aura toûjours un Commerce libre entre les Sujets des deux Rois, ainsi qu'il y en a eu par le passé, & il sera toûjours permis aux deux Nations de négocier & de commercer ensemble par Terre & par Mer, tant en temps de Paix qu'en temps de Guerre, sans aucun obstacle, & en payant les Droits ordinaires.

IX. Les Sujets des deux Rois pourront entrer librement dans tous les Ports, Villes, & Provinces des deux Royaumes, autant que cela ne sera pas contraire aux Loix & Coûtumes établies dans cesdits Royaumes; ils pourront y apporter, & vendre leurs Marchandises, & y en acheter semblablement & en emporter d'autres, en payant les Droits ordinaires, sans que personne puisse leur faire aucune peine.

X. Le present Traité durera l'espace de dix années, à compter du jour de la signature, & pourra encore être prolongé au delà, du commun consentement des deux Rois, s'ils le jugent à propos; & pendant ledit temps, ils se communiqueront exactement l'un & l'autre leurs desseins & leurs pensées, principalement en ce qui regardera le maintien & la conservation de la tranquillité publique, & prendront ensemble des mesures pour apporter les remedes necessaires & convena-

(a) Ce n'est ici que la Traduction de l'Original Latin.

ANNO 1698. bles contre tous les perils & les accidens dont elle pourroit être menacée.

XI. Les deux Rois ratifieront & confirmeront tout ce qui est contenu dans le present Traité dans l'espace de trois mois, à compter du jour de la signature, ou plûtôt encore, s'il est possible, & on fera l'échange des Ratifications.

En foi de quoi, & pour plus grande sûreté, nous nous sommes reciproquement donnez deux exemplaires de ce Traité, de la même teneur, & conçus dans les mêmes termes, signez de nôtre main, & où nous avons apposé le Cachet de nos Armes; à Stokolm le 9. Juillet vieux stile 1698.

(L.S.) J. A. DE MESMES Comte D'AVAUX.

(L.S.) B. OXENSTIERN.
(L.S.) N. GULDENSTOLP.
(L.S.) T. POLUS.
(L.S.) J. BERGENHIELM.

CCV.

11. Oct. *Premier Traité de Partage pour la Succession d'Espagne, fait & conclu entre* LOUIS XIV. *Roi de France*, GUILLAUME III. *Roi de la Grande Bretagne, les Seigneurs Estats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas; par lequel les Royaumes de Naples & de Sicile, les Estats de la Coste de Toscane, le Marquisat de Final, & la Province de Guipuscoa sont destinés à* LOUIS *Dauphin de France; la Couronne d'Espagne, avec les Indes & les Païs-Bas, au Prince* JOSEPH FERDINAND *Fils ainé de l'Electeur de Baviere; & le Duché de Milan au Prince* CHARLES, *Archi-Duc d'Autriche. A la Haye le 11. d'Octobre 1698. Avec les* ARTICLES SECRETS, *portant entr'autres que l'Electeur de Baviere pourra succeder au Prince son Fils en la Succession d'Espagne. A la Haye ledit jour 11. d'Octob. 1698. Et avec les Plein-pouvoirs du Dauphin; l'Autorisation & la Ratification du Roi T. C.* [Tiré & traduit d'une petite Collection Angloise, imprimée à Londres en 1701. On trouve aussi cette Pièce dans LUNIG *Teutsches Reichs*-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 115.]

QU'il soit notoire à tous ceux qui ces presentes verront; Que Très-haut & Très-puissant Prince Louïs XIV. par la grace de Dieu Roi T. C. de France & de Navarre; Très-haut & Très-puissant Prince Guillaume III. par la même grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne; & les Etats Généraux des Provinces-Unies, n'aiant rien plus à cœur que d'asseurer de plus en plus par de nouveaux engagements, la bonne Intelligence rétablie entre S. M. T. C. le Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux, par le dernier Traité conclu à Ryswick: & de prévenir par des mesures prises à tems, les evénements qui pourroient causer de nouvelles Guerres en Europe; Ils ont pour cet effet donné leurs Pleins-pouvoirs, pour faire un nouveau Traité; savoir de la part du Roi de France, au Comte de Tallard Lieutenant Général de ses Armées &c. de la part du Roi d'Angleterre, à Guillaume de Bentink, Comte de Portland, Chevalier de l'Ordre de la Jartiere, &c. & au Chevalier Joseph Williamson; & de la part des Etats Généraux aux Sieurs François Verbolt, Senateur & Bourguemaistre de la Ville de Nimegue, Maître Général des Postes du Duché de Gueldres, Comté de Zutphen & autres Places; Frideric Baron de Reede Seigneur de Lier, Saint Antoine, Berlée &c. Commandeur de Buren, & de l'Ordre de la Noblesse de Hollande & de Westfrise; Antoine Heinsius Conseiller Pensionnaire, Garde du Grand Sceau, & Sur-Intendant des Fiefs desdites Provinces de Hollande & de Westfrise; Jean Becker ancien Senateur & Bourguemaistre de la Ville de Middelbourg; Jean van-der Does Seigneur de Bergestein de l'Ordre de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Guillaume van Haeren Grietman du Wilt, Deputé pour la Noblesse des Etats de Frise & Curateur de l'Université de Franecker; Arnoult Lemker Bourguemaitre de la Ville de Deventer, & Jean de Drewes tous Deputés dans l'Assemblée desdits Etats Généraux pour les Provinces de Gueldre, Hollande, Frise, Zélande, Utrecht, Over-Issel, & Groningue & Ommelandes, lesquels en vertu des Pouvoirs à eux donnez sont demeurez d'accord des Articles suivants. ANNO 1698.

I. La Paix rétablie par le Traité de Ryswick entre le Très-haut & Très-puissant Prince Louis XIV. Roi de France & de Navarre, Très-haut & Très-puissant Prince Guillaume III. Roi de la Grand' Bretagne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies, leurs Heritiers & Successeurs, & leurs Royaumes & Sujets, sera toûjours ferme & constante; & leurs dites Majestez, & Etats Généraux, feront toûjours reciproquement tout ce qu'ils pourront pour contribuer à l'avantage l'un de l'autre.

II. Comme le principal objet de leurs Majestés Très-Chrêtienne & Britannique, & des Etats Généraux, est de maintenir la Tranquillité de l'Europe, ils n'ont pû voir, sans peine, que depuis quelque tems la santé du Roi d'Espagne devient si languissante qu'il y a toutes les raisons du monde d'aprehender que ce Prince ne vive pas long-tems; & quoi qu'à present ils ne puissent penser, qu'avec douleur, à la perte qui en pourroit arriver à cause de la veritable & sincere Amitié qu'ils ont pour lui: Ils ont néanmoins jugé necessaire d'en prévenir les suites, parce que Sa Majesté Catholique n'aiant point d'enfans, & la Succession venant à manquer, cela causeroit infailliblement une nouvelle Guerre, si le Roi T. C. vouloit soutenir ses Prétentions, ou celles du Dauphin, à toute la Succession d'Espagne, & si l'Empereur vouloit soutenir les siennes, celles du Roi des Romains, & de l'Archi-Duc son second Fils, & l'Electeur de Baviere, celles du Prince Electoral son Fils ainé, à ladite Succession.

III. Ainsi les deux Rois, & les Etats Généraux, souhaitant par dessus toutes choses la Conservation de la Tranquillité publique, & voulant empêcher une nouvelle Guerre en Europe, en accommodant les disputes & diferends qui pourroient arriver au sujet de ladite Succession, & sous l'ombrage de voir de si grands & vastes Etats être unis & possedez par un seul Prince, ont trouvé à propos de prendre par avance des mesures justes & raisonnables, pour prévenir les malheurs que l'accident de la mort du Roi Catholique pourroit produire, s'il mouroit sans enfans.

IV. C'est pourquoi il a été stipulé & agréé, que ledit cas arrivant, le Roi T. C. tant en son nom, qu'en celui du Dauphin, ses Enfans Mâles ou Femelles, leurs Heritiers, & Successeurs nez ou à naître, se trouveront satisfaits, comme ils le sont par ces presentes; Que ledit Dauphin ait pour sa part en pleine proprieté & joüissance, pour toutes les Prétentions qu'il peut avoir à la Succession d'Espagne & ses Heritiers & Successeurs, nez ou à naitre, pour toûjours, sans être inquieté sous quelque prétexte que ce soit, directement ou indirectement, soit par Cession, Appel, Revolte, ou autrement de la part de l'Empereur, le Roi des Romains, l'Archi-Duc Charles son deuxiéme Fils, ses autres Enfans Mâles ou Femelles, & descendants, leurs Heritiers & Successeurs nez ou à naître, ni pareillement de la part de l'Electeur de Baviere, au nom du Prince Electoral son fils aîné ou de ses Descendans, Heritiers & Successeurs, nez ou à naître; les Royaumes de Naples & de Sicile, les Places à present dependantes de la Monarchie d'Espagne, situées sur la Côte de Toscane, & les Isles joignantes comprises sous les noms de St. Etienne, Porto Hercole, Orbitello, Porto Longone & Piombino, de la même maniere aussi que les Espagnols les possedent à present; La Ville & Marquisat de Final aussi de la même maniere que les Espagnols les possedent; La Province de Guipuscoa, particulierement les Villes de Fontarabie, & de S. Sebastien, situées dans cette Province & specialement le Port du Passage qui y est compris; avec cette restriction seulement que s'il y a quelque autre Place de la Dependance de ladite Province, qu'on puisse trouver au delà des Pirenées ou des autres Montagnes de Navarre, Alava ou Biscaye du côté de l'Espagne, elles demeureront à l'Espagne, & de même s'il y a quelques Places de la Dependance des Provinces sujetes à l'Espagne qui soient en deça des Pirenées ou des autres Montagnes de Navarre, Alava ou

ANNO 1698. ou Biscaye du côté de la Province de Guipuscoa, elles demeureront à la France, & les Passages desdites Montagnes, & lesdites Montagnes qui sont entre ladite Province de Guipuscoa, Navarre, Alava ou Biscaye, à qui que ce soit qu'elles appartiennent, elles seront partagées entre la France & l'Espagne; de maniere qu'il restera autant desdits Passages, & Montagnes à la France de son côté, qu'il en restera à l'Espagne du sien; le tout avec les Fortifications, Ammunitions de Guerre, Poudres, Boulets, Galeres, & Galeasses qui se trouveront apartenir au Roi d'Espagne, au tems de son decès, sans aucuns Enfans, & seront annexés aux Royaumes, Places, Isles, & Provinces qui doivent composer la part du Dauphin. Bien entendu que les Galeres, Galeasses, & autres effets appartenants au Roi d'Espagne par son Royaume d'Espagne & autres Dependances qui écherront en partage au Prince Electoral de Baviere lui demeureront, & que ceux qui sont de la Dependance des Royaumes de Naples & de Sicile appartiendront au Dauphin comme il a été dit ci-dessus. En consideration desquels Royaumes, Isles, Provinces, & Places, le Roi T. C. tant en son nom qu'en celui du Dauphin (qui a aussi donné, à ce sujet, son Plein-pouvoir au Comte de Tallard,) pour eux-mêmes, leurs Enfans Mâles ou Femelles, Heritiers ou Successeurs, nez ou à naître, promet & s'engage de renoncer, au tems de la susdite Succession, comme ils renoncent dès à present par ces presentes, à tous leurs Droits & Prétentions qu'ils pourroient avoir à ladite Couronne d'Espagne, & autres Royaumes, Isles, Etats, Païs, & Places, qui en dependent à present, & qu'ils en feront expedier des Actes authentiques, pour cet effet, dans la plus forte & meilleure forme que faire se pourra, lesquels seront delivrez au tems de la Ratification de ce Traité.

V. La Couronne d'Espagne, & ses autres Royaumes, Isles, Etats, Provinces & Places, qui en dependent à present, seront donnez au Prince Fils aîné de l'Electeur de Baviere, excepté ce qui est declaré ci-dessus, être la Part & Portion du Dauphin, en pleine Proprieté & entiere Possession pour sa part, & pour toutes les Prétentions qu'il peut avoir à la Succession de la Couronne d'Espagne pour lui, ses Heritiers, & Successeurs, nez & à naître, de sorte qu'il ne puisse jamais être inquieté dans ses Droits, directement, ou indirectement, sous quel prétexte que ce puisse être, soit par Cession, Appel, Revolte, ou autrement, de la part du Roi T. C. du Dauphin, ou de ses Enfans Mâles, & Femelles, & descendans, leurs Heritiers, & Successeurs nez ou à naître; ni de la part de l'Empereur, du Roi des Romains, de l'Archi-Duc Charles son second Fils, ses autres Enfans Mâles & Femelles, ses Heritiers & Successeurs nez ou à naître. En consideration de laquelle Couronne d'Espagne, ses autres Royaumes, Isles, Etats, Provinces, & Places, en dependants, l'Electeur de Baviere, tant en qualité de Pere que de Tuteur legitime, & Administrateur du Prince Electoral son Fils aîné, qu'au nom dudit Prince Electoral, & qu'en celui de ses Enfans, Heritiers & Successeurs nez ou à naître, comme aussi ledit Prince Electoral de Baviere, si-tôt qu'il sera venu en âge pour lui-même, ses Enfans, Heritiers, Successeurs nez ou à naître, se tiendront contents, & satisfaits que ledit Prince Electoral ait pour sa Part & Portion ce qui a été accordé ci-dessus dans cet Article; & ledit Electeur de Baviere tant en Qualité de Pere que de Tuteur, & legitime Administrateur du Prince Electoral son Fils aîné, & aussi au nom dudit Prince & en celui de ses Enfans, Heritiers, & Successeurs, nez ou à naître, renoncera, au tems de la mort de Sa Majesté Catholique, & ledit Prince Electoral aussi, quand il sera parvenu en âge, en fera de même, à tous les Droits & Prétentions qui ont été donnez & accordez pour la Portion du Dauphin, & à ceux qui seront assignez par les Articles suivants à l'Archi-Duc Charles, & en feront expedier des Actes solemnels, dans la plus forte & meilleure forme que faire se pourra, savoir l'Electeur de Baviere en la qualité ci-dessus au tems de la mort du Roi Catholique sans Enfans, & ledit Prince Electoral si-tôt qu'il sera en âge.

VI. On excepte de ce qui a été accordé & assigné ci-dessus, le Duché de Milan; les deux Rois, & les Etats Généraux ayant trouvé à propos & étant demeurez d'accord, qu'il seroit donné à l'Archi-Duc Charles d'Autriche, second Fils du Très-Illustre & Très-Puissant Prince Leopold élu Empereur des Romains, pour la part & pour toutes les Prétentions & Droits que l'Empereur, le Roi des Romains, l'Archi-Duc Charles son second Fils, tous leurs Enfans Mâles & Femelles, & Successeurs nez ou à naître, pourroient avoir à ladite Succession d'Espagne, & ledit Archi-Duc en jouïra en pleine proprieté & puissance, ses Heritiers & Successeurs, nez ou à naître, pour le posseder pour toûjours sans y être troublé ni molesté en quelque tems que ce soit, sous prétexte de Prétentions, de Droits, directement ou indirectement, par le Roi T. C. ledit Dauphin, les autres Princes ses Enfans, leurs Heritiers & Successeurs, nez ou à naître, de même que de la part de l'Electeur de Baviere, au nom du Prince Electoral son Fils aîné, ou dudit Prince Electoral, leurs enfans, descendans, Heritiers, & Successeurs nez ou à naître. ANNO 1698.

VII. En consideration duquel Duché de Milan, l'Empereur aussi tant en son nom qu'en celui du Roi des Romains, de l'Archi-Duc Charles son second Fils, ses Enfans Mâles ou Femelles, leurs Enfans Heritiers ou Successeurs, nez ou à naître, & aussi le Roi des Romains, & l'Archi-Duc Charles, si-tôt qu'il sera en âge, tant pour lui que pour ses Enfans, Heritiers & Successeurs nez ou à naître, seront contents, & satisfaits que l'Archi-Duc Charles ait pour toutes Prétentions à la Couronne d'Espagne, le Duché de Milan, ainsi qu'il est dit ci-dessus, & que l'Empereur tant en son nom qu'en celui du Roi des Romains, de l'Archi-Duc Charles son second Fils, ses Enfans Mâles ou Femelles, & leurs Heritiers & Successeurs & aussi ledit Roi des Romains, renonceront au tems de la mort de Sa Majesté Catholique, & l'Archi-Duc Charles si-tôt qu'il sera en âge, à tous les Droits & Prétentions qu'ils pourroient avoir à ladite Succession d'Espagne & autres Royaumes, Isles, Etats, Provinces, & Places dependantes d'icelles, qui composent les Parts & Portions assignées, comme il est dit ci-dessus, au Dauphin & au Prince Electoral de Baviere: Et qu'ils feront expedier pour cela des Actes solemnels, dans la meilleure forme que faire se pourra: sçavoir l'Empereur & le Roi des Romains, au tems du decès de Sa Majesté Catholique sans Enfans, & l'Archi-Duc Charles si-tôt qu'il sera en âge.

VIII. Le present Traité sera communiqué à l'Empereur, & à l'Electeur de Baviere par le Roi de la Grande Bretagne & les Etats Généraux, incontinent après que l'on en aura signé & échangé les Ratifications, & S. M. I. le Roi des Romains, & ledit Electeur seront priez de l'aprouver au tems du decès de Sa Majesté Catholique sans Enfans, de même que l'Archi-Duc Charles & le Prince Electoral de Baviere si-tôt qu'ils seront parvenus en âge.

IX. Mais si l'Empereur, le Roi des Romains, ou le Duc de Baviere refusent d'y entrer, les deux Rois, & les Etats Généraux empêcheront le Prince, Fils, ou Frere de celui qui en aura fait refus, d'entrer en Possession & jouïssance de ce qui a été assigné, & sa Part & Portion demeurera en sequestre, entre les mains des Vice-Rois, Gouverneurs, & autres Regens qui gouverneront de la part du Roi d'Espagne, & qui ne s'en dessaisiront que du consentement des deux Rois & des Etats Généraux, jusques à ce qu'ils soient convenus desdits Partages & de ce Traité; Et en cas que nonobstant cela, il voulût par force prendre Possession de sa Part & Portion, ou de ce qui sera assigné à d'autres, les deux Rois, ainsi que ceux qui seront satisfaits & contents de leur Part & Portion, conformément à cet Accord, l'empêcheront autant qu'ils le pourront.

X. Le Roi d'Espagne venant à mourir sans Enfans, & le cas ci-dessus arrivant ainsi, les deux Rois & les Etats Généraux s'obligent de laisser toute la Succession, dans l'Etat qu'elle sera, sans en rien saisir, ni en tout ni en partie, directement ou indirectement, mais chaque Prince pourra se mettre en Possession de ce qui lui aura été assigné pour sa part, aussi-tôt qu'il aura accompli de son côté ce qui est mentionné dans les Articles 5. 6. 7. & 9. précedents; Et s'il s'y trouve quelque difficulté, les deux Rois & les Etats Généraux, feront leur possible pour que chacun d'eux puisse entrer en Possession de ce qui lui apartient suivant le present Traité, & qu'il ait son plein, & entier effet, s'engageant de donner par Terre & par Mer, toute l'Assistance, & le Secours qui seront necessaires pour réduire par force ceux qui s'opposeront à l'execution d'icelui.

ANNO 1698.

XI. Si lesdits Rois & les Etats Généraux ou aucun d'eux est attaqué par qui que ce puisse être, à l'occasion de cet Accord ou de l'execution d'icelui, ils s'assisteront reciproquement les uns les autres de tout leur pouvoir, & se rendront Garands eux-mêmes de l'Execution dudit Traité, & de la Renonciation qu'ils ont faite en consequence.

XII. Tous Rois, Princes & Etats qui voudront entrer dans le present Traité y seront admis, & les deux Rois & les Etats Généraux, ou chacun d'eux en particulier, pourra inviter tous ceux qu'il trouvera à propos d'y entrer, qui seront aussi, comme il est dit ci-dessus, Garands de l'Execution dudit Traité, & de la validité des Renonciations y contenües.

XIII. Et pour une plus grande seureté du Repos de l'Europe, lesdits Rois, Princes & Etats, ne seront pas seulement Garands de l'Execution dudit Traité, & de la validité des Renonciations y contenues. Mais si aucun des Princes, en faveur de qui ledit Partage est fait, vouloit ci-après troubler l'ordre établi par icelui, & s'agrandir aux dépens des autres, sous quel pretexte que ce soit, la même Garantie du Traité sera reputée s'étendre en ce cas, de maniere que les Rois, Princes & Etats qui l'ont fait seront obligés d'employer toutes leurs forces pour s'opposer à leurs entreprises & maintenir toutes choses dans l'état agréé par lesdits Articles.

XIV. Si aucun Prince, quel qu'il puisse être, s'oppose à la prise de Possession de la part qui a été assignée par ledit Traité, lesdits deux Rois, & Etats Généraux, seront obligez de s'assister l'un l'autre de tout leur Pouvoir, & si-tôt que ledit Traité sera signé, ils conviendront de ce que chacun d'eux devra contribuer tant par Mer, que par Terre.

XV. Le present Traité sera ratifié & approuvé par lesdits deux Rois & Etats Généraux, & les Ratifications en seront échangées dans le terme & espace de trois semaines, ou plûtôt s'il est possible, à compter du jour de la signature d'icelui. En foi dequoi nous avons signé le present Traité, & y avons mis le Sceau de nos armes. A la Haye, le 11. Octobre 1698.

Signé,

CAMILLE D'HOSTUN Comte de Tallard.
PORTLAND,
GUILLAUME FRANÇOIS VERBOLT.
F. B. DE REEDE.
A. HEINSIUS,
JEAN BECKER,
J. VAN DER DOES.
VAN HAREN.
AR. LEMKER ET J. DE DREWES.

Articles secrets.

LE Roi Très-Chrêtien, le Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux ayant agréé le Traité de Partage qui a été fait de la Succession à la Couronne d'Espagne, pour prévenir par ce moyen les malheurs qui pourroient arriver dans l'Europe par la mort du Roi d'Espagne sans Enfans, & la plus grande & meilleure partie de ladite Succession ayant été donnée au Prince Electoral de Baviere, sans avoir pris aucunes mesures pour resoudre & convenir à qui elle tombera après lui, s'il arrive qu'il meure aussi sans Enfans. Lesdits deux Rois & les Etats Généraux pour prévenir les disputes & les Guerres que cela pourroit produire, ont agréé par ces Articles secrets qui auront autant de force & de vertu que le Traité ci-dessus, auquel aussi il a relation, Que

I. S'il arrive que le Roi d'Espagne vienne à mourir sans Enfans, & que par conséquent les Royaumes d'Espagne, des Indes, & autres Païs & Etats qui ont été donnés en partage au Prince Electoral de Baviere viennent à lui écheoir, l'Electeur de Baviere d'apresent sera Tuteur & Curateur du Prince Electoral son Fils, durant sa minorité, pendant tout lequel tems il aura le Gouvernement desdits Royaumes, Isles, Places, & Etats, qui ont été donnez audit Prince Electoral son Fils par ledit Traité.

II. S'il arrive que ledit Prince vienne à mourir sans Enfans, Son Altesse Electorale lui succedera dans la Possession & jouïssance desdits Royaumes &c. qui lui ont été donnez pour sa part & les aura en pleine proprieté pour lui & pour ses Enfans Mâles & Femelles, Descendans, Successeurs, & Heritiers, nez ou à naître, de maniere que si l'Empereur, le Dauphin, leurs Enfans Mâles, ou Femelles, Descendans, Successeurs, & Heritiers, ou aucun autre prétend avoir la moindre Prétention à ladite Succession; le Roi T. C. le Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux, s'engagent eux-mêmes de nouveau d'employer toutes leurs forces par Mer & par Terre, pour maintenir l'Ordre établi dans cet Article, touchant la Monarchie d'Espagne, dont ils sont unanimement demeurez d'accord, esperant par cette précaution entretenir la tranquillité de l'Europe, qui est depuis peu si bien établie.

Tous Rois, Princes & Etats qui voudront bien entrer dans ce Traité y seront admis, si-tôt qu'il sera rendu public, au tems de la mort du Roi d'Espagne, en cas qu'il vienne à mourir sans Enfans, & lesdits deux Rois & Etats Généraux ou chacun d'eux en particulier, feront prier & inviter ceux qu'ils trouveront à propos d'y entrer, qui, de même que les autres, seront Garands de ce qui est contenu dans ledit Article secret. En temoin de quoi nous, qui avons signé le Traité qui a relation au present Article, avons aussi signé celui ci, & y avons apposé nos cachets. A la Haye le 11. Octobre 1698.

Signé

TALLARD.
PORTLAND, ET WILLIAMSON.

Article secret concernant le Sequestre du Duché de Milan.

LEsdits deux Rois & les Etats Généraux sont demeurez d'accord, qu'en cas que le Duché de Milan vint à être en sequestre, en vertu de la clause mentionnée au 9. Article du Traité conclu aujourd'hui, entre les mains du Prince de Vaudemont, qui en est à present Gouverneur, la chose sequestrée, & consequemment le Duché de Milan, sera administré & gouverné par le Prince Charles de Vaudemont son Fils.

Le present Article secret aura la même force que s'il étoit inseré dans le Traité auquel il a raport. A la Haye le 11. Octob. 1698.

Signé

TALLARD,
PORTLAND, ET WILLIAMSON.

Autre Article secret.

EN explication des Articles cinquiéme, septiéme, & dixiéme du Traité conclu ce jourd'hui à la Haye, on est convenu, que quoi que l'Archi-Duc Charles ne fit pas la Renonciation avant que d'être en âge; Pourvû que l'Empereur, & le Roi des Romains ayent fait les leurs, ledit Archi-Duc pourra entrer en Possession de sa part au tems de la mort du Roi d'Espagne, sans Enfans, quoi qu'il ne fût pas en âge; Et de même on est tombé d'accord que le Prince Electoral de Baviere, quand même il ne seroit pas en âge, pourvû que l'Electeur de Baviere en ladite Qualité de Pere, & comme Gardien legitime & Administrateur dudit Prince ait fait la sienne, ledit Prince Electoral de Baviere pourra aussi entrer en Possession de la Portion qui lui est échue, dans le tems de la mort de Sa Majesté Catholique sans Enfans, quoi qu'il ne fût pas en âge; bien entendu néanmoins que ledit Prince Electoral de Baviere fera sa Renonciation si-tôt qu'il sera en âge. Fait à la Haye le 11. Octobre 1698.

Signé,

TALLARD.
PORTLAND ET WILLIAMSON.

Plein-

ANNO 1698.

Plein-Pouvoir du Dauphin de France au Comte de Tallard; avec Renonciation expresse à la Couronne d'Espagne.

LOUIS Dauphin de France, Fils unique du Roi; à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. D'autant que nous nous sommes proposé de suivre en toutes choses l'exemple qui nous est donné par le Roi nôtre très-cher, & très-honoré Seigneur & Pere; & que nous voulons principalement l'imiter dans le desir sincere qu'il a de maintenir la Paix dont l'Europe jouït depuis la Conclusion du Traité de Ryswick, sa prudence lui faisant prevoir les évenemens capables de troubler le repos public, & employer les moyens necessaires pour en prévenir les efets; Nous sacrifions aussi, avec plaisir, nos Droits legitimes pour contribuer au succès d'un Dessein si conforme à l'Interêt de la Chrêtienté. C'est pourquoi nôtre dit très-cher & très-honoré Seigneur & Pere nous ayant communiqué les Ordres & Pouvoirs qu'il a donnés à nôtre Cher & Bien aimé le Comte de Tallard Lieutenant Général de ses Armées, & de sa Province de Dauphiné, & Son Ambassadeur extraordinaire vers nôtre très-cher & très-aimé Frere le Roi d'Angleterre, pour conclure & signer avec ledit Roi un Traité, dont l'objet principal est la Conservation de la Paix de l'Europe, si Dieu disposoit de nôtre très-cher & très-aimé Frere le Roi d'Espagne dans la conjoncture presente; nous avons, ensuite du Pouvoir, & de la Permission qui nous en a été donnée par nôtre très-cher, & très-honoré Seigneur & Pere, donné, comme nous donnons par ces presentes signées de nôtre main, Plein-pouvoir, Commission & Commandement special, audit Comte de Tallard, de renoncer en nôtre nom, & au nom de nos Enfans, Heritiers & Successeurs nez ou à naitre, à tous les Droits qui nous appartiendront, ou qui pourront nous apartenir legitimement sur la Monarchie d'Espagne, en cas du decès de nôtre dit Frere & Oncle le Roi Catholique, lesquels nous transferons à nôtre cher & très-aimé Neveu le Prince Fils ainé de nôtre Cher & très-aimé Frere & Beau-frere l'Electeur de Baviere, & à ses Descendants; Et nous consentons qu'en cas du decès de nôtre dit Frere & Oncle Roi Catholique, nôtre dit Neveu le Prince Electoral de Baviere, puisse exercer nôtre dit Droit, en nôtre Lieu & Place, sur tous les Royaumes, Provinces & Etats dependants de la Monarchie d'Espagne, excepté ceux qui seront reservés à nous, & à nôtre très-cher & très-aimé Frere & Cousin l'Archi-Duc Charles d'Autriche, second Fils de nôtre très-cher & très-aimé Frere l'Empereur, selon les Articles & Conditions, dont conviendra ledit Comte de Tallard avec les Commissaires qui seront nommés par nôtre dit Frere le Roi d'Angleterre: Autorisons ledit Comte de Tallard pour promettre en nôtre nom, que nous ratifierons & approuverons tout ce qui sera, par lui, stipulé & convenu de nôtre part, & pour stipuler effectivement, demander, conclure, & signer en nôtre nom de la même maniere que nous le pourrions faire si nous y étions presents en Personne: quand même le cas demanderoit un Ordre plus special que celui qui est contenu dans ces presentes. Donné à Versailles le 19. Août 1698.

Signé,
LOUIS.

Et sur le reply,

Par Monseigneur le Dauphin.

COLBERT.

Autre Pouvoir du Dauphin de France pour les Articles separes.

LOUIS Dauphin de France, Fils unique du Roi, à tous ceux qui les presentes verront, Salut. Ensuite du Pouvoir à nous donné par nôtre très-honoré Seigneur & Pere; Nous avons fait depêcher ce jourd'hui à nôtre très-cher & Bien aimé le Comte de Tallard Lieutenant Général &c. un Pouvoir de conclurre & signer, avec nôtre Très-Cher, & Très-aimé Frere le Roi d'Angleterre, un Traité dont l'objet principal est la Conservation de la Paix de l'Europe, si Dieu disposoit de nôtre Très-Cher & Très-Aimé Frere, & Oncle le Roi d'Espagne. Mais comme il pourra arriver dans la Negociation à faire sur ce sujet, qu'il sera aussi trouvé necessaire, de conclurre quelques Articles secrets & separés dudit Traité; nous avons de nouveau donné audit Comte de Tallard, & par ces presentes signées de nôtre main, nous lui donnons Plein-pouvoir, Commission & Commandement special de conferer, traiter, negotier, conclure & signer tels Articles & Conventions secretes & separées, qu'on jugera convenable, & de promettre en nôtre nom, que nous ratifierons & approuverons tous les Articles qui auront été signés par ledit Comte de Tallard, tout ainsi & en même maniere que s'ils avoient été inserés de mot à mot dans ledit Traité; Quand même le cas demanderoit un Ordre plus special, que celui qui est contenu en ces presentes. Donné à Versailles le 19. d'Août 1698.

ANNO 1698.

Signé,
LOUIS.

Et sur le repli,

Par Monseigneur le Dauphin.

COLBERT.

Pouvoir & Autorisation de Sa Majesté Très-Chrêtienne pour le Dauphin.

LOUIS par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces presentes verront; Salut. Nous avons envoyé à nôtre Cher & bien Aimé le Comte de Tallard Lieutenant Général de nos Armées, & de nôtre Province de Dauphiné, & notre Ambassadeur Extraordinaire en Angleterre, un Pouvoir de traiter, conclure, faire & signer, avec ceux qui seront munis de pareil Pouvoir de nôtre Très-Cher, & Très-Aimé Frere le Roi de la Grande Bretagne, & des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, tels Articles & Conventions qu'on jugera necessaires pour prévenir les Evenemens, qui pourroient troubler la tranquillité publique; Et afin de ne rien ômettre de ce qui dépendroit de nous, nous avons bien voulu en même tems, autoriser nôtre Très-Cher, & Très-Aimé Fils unique le Dauphin, à donner de sa part tous les Actes necessaires pour la même fin. A ces causes, & autres à ce nous mouvants, nous avons permis & par ces présentes permettons à nôtre dit Fils, de donner audit Comte de Tallard tous les Pouvoirs qui pourront lui être necessaires, pour traiter, & transiger, touchant son Droit & ses Pretentions, & en consequence de cela, de faire les Renonciations qui y seront stipulées, promettant en foi & Parole de Roi de les approuver, & de consentir qu'elles soient accomplies & executées, de la même maniere, & avec ce qui se fera en consequence du Pouvoir que nous avons donné audit Comte de Tallard. En foi de quoi nous avons signé ces presentes de nôtre main, & y avons fait apposer nôtre Sceau privé. Donné à Versailles le 19. Août de l'an 1698, & de nôtre Regne le 56.

Signé
LOUIS,

Et plus-bas,

Par le Roy.

COLBERT.
(L.S.)

Ratification du Roi Très-Chrêtien.

LOUIS par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Aiant vû & examiné le Traité, que nôtre Cher & Bien-aimé le Comte de Tallard, Lieutenant

ANNO 1698.

nant de nos Armées, & de nôtre Province de Dauphiné, & nôtre Ambassadeur Extraordinaire en Angleterre, a fait, conclu & signé en nôtre nom à la Haye le 11. d'Octobre dernier, en vertu du Plein-pouvoir que nous lui avions donné pour cela, avec Guillaume de Bentink Comte de Portland Chevalier de l'Ordre de la Jartiere, Conseiller privé de nôtre Très-Cher & Très-Aimé Frere le Roi de la Grande Bretagne, Premier Gentilhomme de sa Chambre, & Général de Sa Cavallerie; & le Chevalier Joseph Williamson aussi Conseiller privé de nôtre dit Frere, & Garde des Archives, munis aussi des Pleins-pouvoirs de nôtre dit Frere; duquel Traité la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

NOus agreant le susdit Traité, en tous ses Points & Articles, tels qu'ils y sont contenus & declarés, l'avons accepté, ratifié & confirmé; & par ces presentes nous l'acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons; promettant en foi & Parole de Roi de l'executer, observer, & faire observer, sincerement & de bonne foi, sans faire, ou souffrir qu'on fasse rien au contraire, directement ou indirectement, pour aucune cause, ou occasion que ce puisse être. En foi de quoi nous avons signé ces presentes de nôtre main, & y avons fait apposer nôtre Sceau privé. Donné à Fontainebleau le 24. Octobre l'An de nôtre Seigneur 1698. & de nôtre Regne le 56.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roy,

COLBERT.
(L.S.)

NB. Les Ratifications des Articles secrets & separés, étoient conçues dans les mêmes Termes, & de la même date; ce qui fait qu'on ne les met point ici.

CCVI.

25. Dec. LA TURQUIE ET LA MOSCOVIE.

Instrumentum Turcicum Armistitii ad duos annos inter MUSTAPHA HAN *Turcarum Sultanum &* PETRUM ALEXOVICIUM *magnum Czarum atque totius Russiæ Autocratorem initi &c. Anno Hegiræ* 1110. [Grund und umständlicher Bericht von denen Römischen Käyserlichen und Ottomanischen Groß-botschafften / wodurch der Karlowitzische Friede auf 25. Jahr beschlossen und darauf bestättiget worden. pag. 30. HERM. FRANC. FRIDER. AB ANDLERN Corpus Constit. Imp. Tom. I. in Append. pag. 150. *Theatrum Europæum* Tom. XV. pag. 528. en Allemand.]

Hic est Deus Maxime aperiens omnia, Potentissimus, Firmissimus.

IN Nomine Dei, misericordis, semper miserentis. Causa exarationis hujus veritate præcellentis scripti, & necessitas descriptionis hujus realitate insigniti Instrumenti hæc est; incorruptibilis Domini Creatoris, & Immortalis Opificis liberrimi arbitrii Domini Dei, cujus extollatur gloria extra omnem similitudinem & paritatem æternarum confirmationum, ubertatis concessione & gratia honoratissimæ Meccæ, & lucidissimæ Medinæ Servi, & Sanctæ Hierusalem, & aliorum benedictorum locorum Defensoris & Rectoris binarum Terrarum Sultani, & Regis binorum Marium, Dominatoris Potentis Ægypti, & Habitissimarum Provinciarum, ac felicis Arabiæ, & Adenensis Terræ, & Cæsareæ Africanæ, & Tripolis, & Tuneti, & Insulæ Cypri, & Rhodi, & Cretæ, & aliarum Albi Maris Insularum, atque Imperator Babylonis, & Bositræ, & Laxæ, & Bevani, & Carsiæ, & Erzerum, & Schresul, & Mussut, & Diarbechir, & Ricæ, & Damasci, & Halebi, & Sultani Persicæ, & Arabicæ Irachiensis Regionis, & Regis Ghiurdistaniæ, & Turchistaniæ, & Ghiurtsistaniæ, & Daghistaniæ, & Trapezuntis, & Imperatoris Provinciarum Rum, & Zulchadrie, & Maras, Imperatoris Regionum Tartariæ, Circassiæ, & Abassiorum, atque Crimeæ, ac Desti-Capsac, Imperatoris Orientis, & Occidentis, & Anatoliæ, & Rumeliæ, Possessoris Sedis Regiæ Constantinopolis, & protectæ Prussiæ, ac defensæ Adrianopolis, & præterea Imperatoris latissimarum tot Provinciarium, totque Climatum, & Urbium, ac Celeberrimi Dominatoris, Sultani Sultanorum, Regis Regum, Serenissimi, Potentissimi, Augustissimi Domini nostri Imperatoris Refugii Musselmanismi, Sultani Filii Sultanorum, Sultani Mustafa Regis, Filii Sultani Mechmet Regis, cujus Imperium Deus perenne faciat, ac Principatum stabiliat usque in diem Judicii, Majest. Excelsum Imperium inter, & Gloriosissimum inter eximios Principes Christianos, & Prælectissimum inter Magnos Dominatores Christianos, Directorem magnorum negotiorum Christianarum Rerumpublicarum, chlamyde Amplitudinis & Majest. Exornatissimum, argumentis Magnitudinis & Gloriæ condecoratissimum Czarum Moscoviticarum Regionum, & omnium Ruthenicarum Provinciarum Dominatorem & possessorem subjectarum illis Terrarum & Urbium, Sublimem Czarum Moscoviæ, Petrum Alexiovicium (cujus fines Deus salute & rectitudine coronet) cum intercedens ab aliquibus Annis dissidium fuerit in causa calamitatis subditorum, & subjectorum utriusque Partis, ea intentione, ut iterum in Amicitiam & benevolentiam commutetur ad bonam constitutionem rerum Civitatensium, & ad reducendum in meliorem conditionem statum servorum Dei, in Syrmio in confiniis Carlovitzii, facto Congressu cum Illustrissimo & Excellentissimo inter Christianos Magnates, Domino Procopio Bogdanovitz Vosnicin, alte memorati Czari Plenipotentiario Commissario, & Extraord. Legato, & intimo Consiliario, & Locum tenente Bulchoviæ, ab eodem Czaro ad Tractatus, & conclusionem Pacis negotii perfecta authoritate destinato & deputato, atque explentibus Mediationis munus bonis officiis, ac diligenti opera deputatis à Gloriosissimis inter Eximios Christianos Principes, & Refugiis Magnorum Dominatorum ejusdem Gentis, Angliæ & Scotiæ, & Hiberniæ Rege, Wilhelmo III. & Generalibus Statibus Nederlandensibus (quorum fines Deus salute & rectitudine coronet) ad exequendam Mediationis suæ functionem ad Tractatus Pacis, Illustrissimis, & Excellentissimis inter Magnates Christianos, Wilhelmo Lord Paget, Barone de Beaudesert; & Domino Jacob Coljer, etiam si ab utraque Parte adhibita sit ad Pacem & Conciliationem propensio atque inclinatio; cum tamen non esset facile brevi tempore, ut, ablatis difficultatibus, omnes res convenientes Amicitiæ & Vicinitati perfecte ac debite ad bonum ordinem redigerentur, ne interrumperetur continuatio istorum almorum Tractatuum, sed ut pertractentur atque ad finem perducantur, hac utrinque intentione per mutuum consensum à die (1) *vigesimo quinto Decembris Anni millesimi centesimi decimi, nempe a natalitio Domini Jesu Christi*, usque ad integros duos Annos terminus constitutus est, intra quem scilicet Almus iste Tractatus ad bonum ordinem reducatur, atque inter excelsum Imperium, Muscoviticum Czaretum, favente Deo Altissimo, Pax, sive per Inducias sive perpetua coalescat & vetus amicitia renovetur.

Itaque intra statutum unanimi consensu terminum cesset

(1) Cet endroit est brouillé & corrompu. Ce n'est point la coutume des Turcs d'admettre les Dates Chretiennes dans leurs Traitez; & s'ils le faisoient, ils auroient soin au moins de ne pas les confondre avec celles de l'Hegire comme elles le sont ici. La même faute se trouvant, sans aucune diference, dans tous les exemplaires imprimés qu'on a vus, on a lieu de croire qu'elle vient de la premiere copie qui en fut donnée au public, apres la Conclusion du Traité. On peut au reste la restituer & l'eclaircir en lisant *die vigesima tertia Mensis Gimaesil-achir Anni Millesimi centesimi decimi, & vigesima quinta Decembris Anni 1698. nempe a natalitio Domini Jesu-Christi.* [DUM.]

ANNO 1698. cesset omne prælium & bellum, & pugna, atque conflictus & utrinque amoveantur atque tollantur hostilitates.

Moscorum Czaro subjectis à Moscovitis & Cosaccis, & aliis in subjecta Excelso Imperio Mussulmanico confinia, sive alia, sive Crimensia & loca, & subditos, nulla fiat excursio & hostilitas, nullumque damnum inferatur, neque clam, neque palam, pariterque à parte Excelsi Imperii nullius conditionis exercitus, præsertim Crimensis Chanus, & omnia genera Tartarorum Hordæ, nullam penitus excursionem faciant, nullumque damnum inferant, neque clam, neque palam, in Civitates & Oppida, subditos, & subjectos Moscorum Czaro.

Atque si qui, sive clam, sive palam, motum aliquem atque dispositionem & hostilitatem, & incursionem fecerint contra hoc Pactum, & hanc conditionem, quæ inter nos confecta est, & sese contumaces, & minus obedientes reddiderint, ex cujuscunque parte sint, deprehendantur, incarcerentur, & sine remissione puniantur; proinde præfata ratione colendi & observandi hujus Armistitii tempore; conflictatio & hostilitas penitus amoveatur & tollatur, atque ab utraque parte perfecta propensio, & plena inclinatio adhibeatur ad conclusionem Pacis. Et Crimensis quoque Chanus juxta suam obedientiam & subjectionem ad Excelsum Imperium, adjungatur huic Paci.

Utque ab utraque parte acceptatum & observatum sit, cum alte memorati Czari Plenipotentiarius Legatus & Commissarius vigore suæ facultatis & authoritatis Moscovitico sermone descriptum, legitimum & validum instrumentum tradiderit, nos quoque Facultatis & vicariæ nostræ Deputationis vigore, nostris manibus subscriptum, & nostris sigillis firmatum, hoc scriptum, tanquam validum & legitimum Instrumentum tradidimus. Deus favens est æquitati.

Subscriptum erat,

MEHEMED RAMI, Magno Cancellario. (L.S.)	ALESSANDRO MAUROCORDATI DI SCARLATO. (L.S.)

CCVII.

25. Dec. *Instrumentum Moscoviticum ejusdem Armistitii ad duos Annos inter* PETRUM ALEXOVICIUM *Magnum Czarum totius Russiæ Autocratorem, &* MUSTAPHA HAN *Turcarum Sultanum initi, per Mediationem* WILHELMI III. *Regis Magnæ Britanniæ & Ordinum Generalium* FOEDERATI BELGII, *sub spe quod interim vetus Amicitia, sive per Pacem perpetuam sive per Inducias coalescat & renovetur. Actum in Congressu Carlowizii die 25. Decembris Anno Nativitatis Christi* 1698. [Grund- und umständlicher Bericht von denen Römisch-Käyserlichen und Ottomannischen Groß-Bottschafften/ wodurch der zu Carlowitz auf 25. Jahr aufgerichtete Frieden/ beschlossen worden. pag. 29. HERM. FRANC. FRID. Baronis AB ANDLERN. Corpus Constit. Imperialium Tom. I. in Append. pag. 151. *Theatrum Europæum* Tom. XV. pag. 529. en Allemand.]

IN Nomine Domini Dei Omnipotentis in Trinitate Sancta Unius; Ejusdem Gratia Serenissimum & Potentissimum Magnum Dominum Tzarum, & Magnum Ducem Petrum Alexievics, totius Magnæ & Parvæ & Albæ Russiæ Autocratorem, Moscoviæ, Kioviæ, Wolodimiriæ, Novogardiæ, Tzarum Casaniæ, Tzarum Astrachani, Tzarum Siberiæ, Dominum Plescoviæ, & Magnum Ducem Smolenici, Tveriæ, Ingoriæ, Permiæ, Viatkæ, Bolgariæ & aliorum Dominiorum, & Magnum Ducem Novogardiæ, Inferioris Terræ, Csernihoviæ, Resaniæ, Rottoviæ, Jaroslaviæ, Boleoroiæ, Valoriæ, Obdoriæ, Condiniæ, & totius Septentrionalis Plagæ Imperatorem, & Dominum Iveriensis Terræ, Cartalinensium & Gruzinensium Tzarum, & Kabardiensis Terræ, Csercassorum & Montanorum Ducem, ac aliorum multorum Dominiorum & Terrarum Orientalium, Occidentalium, Septentrionaliumque, Paternum Avitumque Hæredem, Successorem & Dominum ac Dominatorem, suam inter Majestatem, atque inter Serenissimum & Potentissimum Magnum Dominum Sultanum Mustafa Chanum, Filium Sultani Mechmet Chani, Dominum Constantinopoleos, Albi Maris, Nigri Maris, Anatoliæ, Vrumiæ, Romaniæ, honoratissimæ Meccæ & Medinæ, Sanctæ Hierusalem, Ægypti & Abyssinarum, Babylonis & Ricæ, & Damasci Dominatorem, Tartaricarum & Crimensium Ordarum, nec non aliorum multorum Dominiorum, Regnorum & Urbium, Insularum & Provinciarum Imperatorem; Ab aliquot annis intercedens dissidium causa fuit calamitatis subditorum & subjectorum utrique parti, ea intentione, ut rursus in amicitiam & benevolentiam ad bonam rerum civilium constitutionem, reducendumque in meliorem conditionem & statum transmutetur, in Syrmio ad Confinia Carlovitzii facto Congressu, cum Illustrissimis & Excellentissimis Selectissimo Domino Magno Cancellario, Reis Mechmet Effendi, & cum Selectissimo Domino ab intimis Secretis Alexandro ex Prosapia Scarlati Maurocordato, alte memoratæ suæ Sultanicæ Majestatis Plenipotentiariis, Commissariis & Extraordinariis Legatis, ad Tractatus, & constitutionem negotii Pacis, perfecta authoritate destinatis & deputatis, Mediatione vero Serenissimi & Potentissimi suæ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ; & Præpotentium Generalium Statuum Nederlandensium Hollandicorum, Illustrissimorum & Excellent: Plenipotentiariorum eorundem Extraord: Legatorum Domini Wilhelmi, Lord Paget, Baronis de Beaudesert, &c. & Domini Jacobi Colljer, &c. ab utraque autem parte ad Pacem, & Inducias propensio & inclinatio adhibita fuit, attamen non facile fuit intra breve tempus, sublatis difficultatibus, res universas convenientes Amicitiæ Vicinitati perfecte & debite in bonum ordinem redigere; sed ne interrumperetur continuatio horum almorum Tractatuum, quin imo deinceps perficiatur, ad finem deducatur, hac intentione utrinque per mutuum consensum, id est, à die vigesimo quinto Decembris, Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo octavo, à nativitate Domini Dei Jesu Christi, in futuros duos integros Annos, inter alte fatos ambos Magnos Dominos fiant Induciæ, in quibus almus hicce Tractatus in bonum ordinem reducatur, atque inter suam Tzaream Majestatem Moscoviticam, & Sultanicam Majestatem Turcicam, Deo Altissimo secundante, Pax perpetua, aut in sufficientes Annos Induciæ concludantur, & vetus Amicitia restauretur. Proinde in hoc constituto determinato unanimi consensu desinat omne prælium, bellum, pugna & conflictus, & utrobique amoveantur & tollantur hostilitates, & à Subditis suæ Tzareæ Majestatis Moscovitis & Cosaccis ac aliis Confiniis Mussulmanicis & Crimensibus atque reliquis suæ Sultanicæ Majestatis subjectis Locis, & Subditis nulla incursio & Hostilitas fiat, neque clam, neque palam ullum damnum inferatur; pariter ex parte suæ Sultanicæ Majestatis adversus partem suæ Tzareæ Majestatis nullius Ordinis exercitus, potissimum vero Crimensis Chanus, & omne genus Tartarorum & Ordarum penitus ullas incursiones faciant nec ullum damnum palam aut clam in Civitatibus & Oppidis, & Subditis subjectis suæ Tzareæ Majestati perpetrent; & si qui vel aperte motum aliquem & dispositionem, Hostilitatemque ac incursionem, contra hanc constitutionem & conditionem, quæ nos inter confecta est, fecerint, & ex quacunque demum Parte tales contumaces reperientur, apprehendantur, incarcerentur, & sine remissione indefense puniantur: Hac itaque præfata ratione, tempore colendi & observandi hujus Armistitii, conflictatio, & hostilitas absolute amoveatur & tollatur, ac ab utraque Parte ad concludendam Pacem perfecta propensio & plena inclinatio adhibeatur, & Crimensis Chanus, ex munere suæ erga Imperialem suam Majestatem Turcicam obedientiæ & subjectionis huic Paci adjungatur; quæ omnia, ut ab utraque Parte acceptentur & observentur, quoniam alte memoratæ suæ Sultanicæ Majestatis Plenipotentiarii Legati & Commissarii, vigore suæ facultatis & authoritatis, Turcico ANNO 1698.

ANNO 1698.

cico sermone scriptum legitimum & firmum Instrumentum, ex eoque Latino sermone, propriis manibus, sigillis firmatam Copiam dederunt; Pariter & ego Facultatis & Plenipotentiæ mihi datæ vigore manu propria subscriptum, & sigillo firmatum, hoc scriptum, Ruthenico, & Latino sermone Copiam tanquam firmum & legitimum Instrumentum tradidi. Scriptum in Carloviz, Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo Octavo, mense Decembris, vigesimo quinto die.

Subscriptum erat,

Procopio Bogdanoviz Vosnicin, alte memorati Czari Plenipotentiario, Commissario, & Extraordinario Legato, & intimo Consiliario, & Locum tenente Bulchoriæ.

Copia Plenipotentiæ Moscoviticæ.

NOtum facimus, ac testamur his præsentibus, quod cum inter nos, & nostros Confœderatos ex una, & Altam Portam Ottomannicam ex altera parte, ad Tractatus constituendæ Pacis via aperta sit, quod nos etiam hoc in negotio recusare nolumus; Ideo nos Illustri Magno Legato Domino nostro Consiliario, ac Locumtenenti Bolchiæ, Procopio Bogdanowitzo Wosnitzino plenam ac absolutam Facultatem & Potestatem dedimus in constituto Congressu subscribendi, ac Sigillo muniendi concessimus, cum Ottomannica Porta idoneam, ac nobis proficuam Pacem, ac de omnibus nostris utilitatibus ac commodis, simul cum Confœderatorum nostrorum Plenipotentiariis Legatis tractandi, quicquid illius reciproce confectum fuerit, & a Ministris Portæ, promittentes nostro Tzareæ Majestatis verbo, quod omne id per præfatum Plenipotentiarium nostrum Legatum conventum ac concordatum, firmum ac ratum habere velimus ac debeamus, quodve vigore harum Literarum Sigillo nostro munitarum testamur. Scriptæ Imperii nostri in Aula imperante Magna Urbe Moscoviæ, Anno à condito Mundo 7206. mensis Junii 19. die, Imperii nostri 16. Anno.

(L.S.)

CCVIII.

1699. 26. Janv. L'EMPEREUR, L'ALLEMAGNE ET CELUI DES TURCS.

Instrumentum Cæsareum Pacis ad viginti-quinque Annos inter LEOPOLDUM *Imperatorem Augustissimum &* MUSTAPHA HAN *Turcarum Sultanum inita*, GUILIELMO III. *Rege Britannico & Ordinibus* FOEDERATI BELGII *Generalibus Mediantibus; in Congressu Carlowizii in Sirmio die 26. Januarii 1699. Cum Cæsarea* PLENIPOTENTIA. *Dat. Viennæ 23. Junii 1698.* [Tiré des Archives de la Chancelerie Aulique de Guerre.]

AD perpetuam rei memoriam: Notum sit omnibus & singulis quorum interest: Posteaquam per sedecim hucusque annos sævum, exitiale & multâ humani Sanguinis effusione cruentum adeò Bellum cum plurimarum Provinciarum desolatione gestum esset inter Serenissimum & Potentissimum Principem & Dominum *Leopoldum* (plen. tit.) ab unâ: Et Serenissimum atque Potentissimum Principem & Dominum *Sultanum Mustaffa Han Ottomannorum* Imperatorem, ac Asiæ & Græciæ, ejusque gloriosos Prædecessores, ab alterâ Parte: Misertique tandem afflictæ Subditorum sortis summe dicti ambo Potentissimi Imperatores finem tantis in perniciem generis humani in dies augescentibus malis ponere, serio in animum induxissent, factum Divinâ Bonitate esse, ut annitentibus & conciliantibus Serenissimo & Potentissimo Principe & Domino *Guilielmo III.*, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rege, uti & Celsis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus Unitarum Belgii Provinciarum, solennes eâ de causa Tractatus Carlovicii in Sirmio, prope confinia utriusque Imperii instituti & ad finem perducti fuerint. Comparentes quippe dicto Loco utrimque legitime constituti Legati Plenipotentiarii: Nomine quidem Sacræ Cæsareæ & Romanorum Imperatoriæ Majestatis Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Wolfgangus, Sacri Romani Imperii Comes ab Ottingen, Sacræ Cæsareæ Majestatis Cubicularius, Consiliarius intimus & Consilii Imperialis aulici Præses, & Dominus *Leopoldus Schlik*, Sacri Romani Imperii Comes in Passaum & Weiskirchen, ejusdem Sacræ Cæsareæ Majestatis Cubicularius, Generalis Vigiliarum Præfectus & Legionis desultoriorum Equitum Tribunus, ambo ad Tractatus hosce Pacis cum Portâ Ottomannicâ Deputati Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii: Nomine vero Imperialis Ottomannicæ Majestatis Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus *Mehemmet Effendi*, Supremus Imperii Ottomannici Cancellarius, & Dominus *Alexander Maurocordato*, ex Nobili Stirpe de Scarlatti, intimus jam dicti Imperii Consiliarius & Secretarius, interventu & operâ Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini *Guilielmi Paget*, Baronis de Beaudesert, Serenissimi Magnæ Britanniæ Regis, & Domini *Jacobi Colyer*, Celsorum & Præpotentium Generalium Fœderati Belgii Ordinum, amborum apud Excelsam Portam Ottomannicam Oratorum & ad restabiliendam Pacem Universalem Legatorum Plenipotentiariorum, qui munere Mediatorio integrè, sedulò & prudenter perfuncti sunt, post invocatam æterni Numinis opem & commutatas rite Mandatorum Tabulas, ad Divini Nominis gloriam & utriusque Imperii salutem in sequentes viginti mutuas Pacis & Concordiæ Leges convenerunt.

ANNO 1699.

I. Regio Transylvaniæ, quemadmodum de præsenti est in Possessione & Potestate Cæsareæ Majestatis, ita maneat in ejusdem Dominio: Et à Podoliæ confinio usque ad extremum Valachiæ confinium suis Montibus, qui antiqui fuerunt limites inter præsens Bellum inter Transylvaniam, ex una parte, & Moldaviam atque Valachiam, ex aliâ parte, atque à confinio Valachiæ usque ad Flumen Marusium, pariter suis Montibus, qui antiqui fuerunt Limites, circumscribatur, & sic utrimque observatis antiquis Limitibus, nec ultra nec citra ab utroque Imperio fieri possit extensio.

II. Provincia subjecta Arci Temisvariensi cum omnibus suis Districtibus & Interfluentibus Fluviis maneat in Possessione & Potestate Excelsi Imperii Ottomannici. Atque à Parte Transylvaniæ fines ejus sint ab extremo confinio Vallachiæ usque ad Fluvium Marusium in superiori Articulo constituti Transylvaniæ antiqui Limites. Tum à parte Marusii usque ad Fluvium Tibiscum citerioribus ripis ejusdem Marusii, & à parte Tibisci usque ad Danubium citerioribus ripis Fluvii Tibisci fines ejus limitentur; quæ vero intra prædictos Limites sita sint Loca, nempe Caransebes, Lugas, Lippa, Csanad, Kiscanisia, Betsche, Betskerck & Sablia citerius, & intra præconstitutos ante præsens Bellum Limites antiquos Transylvaniæ, ac secundum prædeclaratam rationem intra Ripas Fluminum Marusii & Tibisci in Temisvariensibus Territoriis qualiscunque alius similis Locus reperiatur, eâ conditione destruantur per Cæsareos, ut vi Pactorum amplius reædificari non possint. Et prædicta Regio Temisvariensis omninò libera relinquatur; & imposterum neque in dictis hisce Locis, neque prope ripas Fluviorum Marusii atque Tibisci alia vel majora vel minora Loca, quæ possint speciem Fortificationis exhibere, extruantur.

Fluviorum Marusii ac Tibisci inter Provinciam Temisvariensem, & Provincias Cæsareæ Potestati & Possessioni subjectas, usus sit communis Subditis utriusque Imperii, tum ad potum Pecorum omnis generis, tum ad Piscationem & alias commoditates Subditis perquam necessarias.

Cùm verò onerariæ Naves à partibus superioribus subjectis Cæsareo Dominio, tum per Marusium Fluvium in Tibiscum, tum per Tibiscum in Danubium, sivè ascendendo, sivè descendendo ultro citroque meantes nullo obice præpediri debeant;

Navigatio Navium Germanicarum aut aliorum Subditorum Cæsareorum nullo modo possit in cursu suo ultro citroque incommodari, sed liberè atque commodissimè fiat ubique in prædictis duobus Fluviis; & siquidem reciprocæ Amicitiæ & mutuæ benevolentiæ convenientia id etiam requirat, ut Subditi Imperiali Ottomannicæ Potestati subjecti possint usus prædictorum Fluviorum esse participes, sine impedimento Navibus Piscatoriis etiam ac cymbis utantur. Molendinariæ

ANNO 1699.

nariæ autem Naves in Locis tantum quibus Navigationi alterius nempe Cæsarei Dominii nullatenus impedimento esse possint, communicatione Gubernatorum utriusque Dominii & consensu ponantur; quinimo, ne diversione aquarum in Marusio cursus Cæsarearum Navium incommodum aliquod patiatur, nullatenus permittetur, ut, sivè Molendinorum, sivè alia occasione ex Marusio aquæ aliò deriventur, seu diducantur.

Insulæ quæcunque in prædictis Fluviis, cum actu sint in Potestate Cæsarea, maneant, uti possidentur; & Subditi utriusque Dominii omninò pacifice atque tranquille vivant, severissimisque Edictis ab Insolentiis & Contraventione Pactorum contineantur.

III. Cum Regio inter Fluvios Tibiscum & Danubium, vulgò dicta Batska, sit in sola possessione & potestate Cæsareæ Majestatis, sic maneat deinceps etiam in præfata Potestate & Dominio Cæsareo; neque Titelium magis, quàm in præsenti est, fortificetur.

IV. Ab extrema ripa citeriore Tibisci opposita Tittelianæ ripæ & Angulo Terræ ibidem per conjunctionem Tibisci & Danubii terminato, deducatur linea recta usque in ripam Danubii. Item è Regione citerioris ripæ Tibuscanæ sitam, & ulterius protrahatur pariter recta ad Moravizii ripam citeriorem amnis Bossut; & inde ad Locum usque ubi prædictus amnis Bossut principali alveo in Savum elabitur; & Moravizio sine ulla Fortificatione relicto, & structisque tantum in opposita utrimque ripa apertis pagis separentur, per prædictam lineam firmatam atque distinctam sive fossis, sive lapidibus, sive palis, sive alia ratione, Imperia sequenti modo.

Regio versus Belgradinum intra modo dictos Limites permaneat sub sola Potestate Potentissimi Ottomannorum Imperatoris.

Regio verò extra prædictam Lineam sita maneat sub sola Possessione & Potestate Potentissimi Romanorum Imperatoris; & secundum prædictos Limites pariter possideantur Fluvii, qui sunt in Territoriis permanentibus in possessione utriusque Partis.

V. Ab ostio amnis Bossut in Savum effluentis usque item in Savum elabentis Unna Fluvii ostium, Savi altera quidem pars pertinens ad Ditionem Cæsaream possideatur ab ejus Majestate, altera vero pars possideatur ab Imperatore Ottomannorum.

Interfluens Fluvius Savus & Insulæ in hoc communi Tractatu sitæ, sint communes, & usus tum ad Navigationem ultrò citròque, tùm ad alias Commoditates utriusque Partis Subditis pariter communis sit, utrisque religiose observantibus pacificum & imperturbatum ultro citroque Commercium.

Usque ad Unnam Fluvium Regio pertinens ad Dominium Imperialis Ottomannicæ Majestatis, qua Bosniam spectat, citerioribus ripis Unnæ Fluvii definiatur atque terminetur, evacuatis Novi, Dubizza, Jessenovizza, Doboy & Brod, ex parte Bosnensi, & qualicunque alio simili Loco in hoc tractu existente; & deductis inde præsidiis Cæsareis ista pars omnimodo libera relinquatur.

Castanoviz autem & Insulæ infra Terram Novi, versus Savum, cum ulterioribus ripis ejusdem Unnæ, cum sint & maneant in Potestate Romanorum Imperatoris, prædictis Limitibus hinc distinguantur.

Loca demùm ultrà Unnam longè à Savo sita & ab utraque Parte præsidiis conservata atque possessa, cum Terris ante præsens Bellum ad eadem spectantibus, maneant iterum in Potestate utriusque possidentis Partis, ea conditione, ut Commissarii utrimque mox deputandi, Districtus atque Territoria singulatim deductis particularibus Lineis separantes, per fossas, lapides, palos, aut alia quacunque ratione ad evitandam confusionem posita signa, segregent atque disjungant in partibus Croatiæ usque ad ultimum confinium & terminum Locorum in utriusque Dominii Possessione permansurorum.

Et ex utraque Parte, si quis ausus fuerit alterare, mutare, evellere, tollere, aut quovis modo violare aliquod ex prædictis signis, ille per omnimodam inquisitionem deprehensus ad exemplum aliorum severissime puniatur.

Commissariis verò ad distinctionem & positionem Limitum in isto confinio, quoad fieri poterit, quàm celerrime deputandis, Regiis Edictis demandetur, ut ad tranquillitatem & securitatem Subditorum utriusque Dominii sedulò animum adhibentes, sine controversia & sine quacunque particulari complacentia Terras optime separent atque manifeste distinguant.

Cum siti in altera Savi Parte (qua Dominium Imperiale Ottomannicum respicit) munimenti Brod Fortificationes, utpote recenter à Militiis Cæsareis factæ, tempore educendi præsidii Cæsarei everti debeant, Locus autem ille sit commodissimus ad Mercaturam, poterit ibidem erigi cum honesto & commodo recinctu Civitas, ita tamen, ut in Arcis aut Munimenti formam non redigatur.

VI. Definiti tandem per hosce Tractatus & subsecuta, ubi opus fuerit, locali Deputatorum Commissariorum separatione stabiliti, sivè deinceps idoneo tempore per operam Commissariorum utrimque stabiliendi confiniorum Limites sanctè utrimque & religiosè observentur, ita ut sub nulla ratione aut prætextu extendi, transferri, aut mutari possint; Neque liceat alicui Paciscentium Parti in alterius Partis Territorium ultra statutos semel Terminos aut Lineas quidquam Juris aut Potestatis prætendere aut exercere, aut alterius Partis Subditos sivè ad Ditionem, sivè ad pendendum Tributum qualecumque, sivè præteritum, sivè futurum, sivè ad quamvis aliam humano ingenio excogitabilem exactionis aut vexationis speciem adigere aut molestare, sed omnis altercatio juste amoveatur.

VII. Licitum & liberum esto utrique Partium pro confiniorum suorum securitate, quocunque meliori visum fuerit modo, Arces, Munimenta & Loca per præsentes Tractatus pacificè possessa, quæcunque de facto extant, reparare, munire & fortificare, exceptis illis, de quibus utrimque nominatim superiùs cautum est.

Ad Incolarum vero commoda Habitationes in extremis confiniis ac apertos Pagos ædificare, ubique sine impedimento, & sine exceptione utrique Parti liceat; dummodo sub hoc prætextu nova Fortalitia non erigantur.

VIII. Incursiones hostiles & Occupationes, omnesque Insultus, clàm aut ex improviso facti, Devastationes & Depopulationes Territorii utriusque Dominii omnino & severissimis Mandatis prohibitæ sint ac illicitæ; Transgressores vero Articuli hujus, ubicunque deprehensi, statim incarcerentur, & per Jurisdictionem Loci, ubi captivati fuerint, pro merito puniantur absque ulla remissione, & rapta quæcunque sunt, diligentissime perquisita & adinventa, cum omni æquitate Dominis suis restituantur. Capitanei quoque ipsimet, Commendantes & Præfecti utriusque Partis ad Justitiam nulla admissa incuria integerrimè administrandam, sub amissione Officii non solum, sed etiam Vitæ & Honoris adstricti sint atque obligati.

IX. Maneat porrò etiam illicitum futuris quoque temporibus receptaculum vel fomentum dare malis Hominibus, rebellibus Subditis, aut male contentis, sed ejusmodi Homines & omnes Prædones, Raptores, etiamsi alterius Partis Subditi sint, quos in Ditione sua deprehenderint, merito supplicio afficere utraque Pars adstricta sit; qui, si deprehendi nequeant, Capitaneis aut Præfectis eorum, sicubi eos latitare compertum fuerit, indicentur, iique illos puniendi Mandatum habeant; quod, si nec hi Officio suo in punitione talium sceleratorum satisfecerint, indignationem Imperatoris sui incurrant, aut Officiis exuantur, aut ipsimet pœnas pro reis luant; quoque magis nefariorum hujusmodi petulantiis cautum sit, neutri Partium liceat intertenere & alere Haydones, quos liberos nuncupant Plagiarios, Pribeck dictos, atque id genus facinorosorum Hominum, qui non sunt alterutrius Principis stipendio conducti, sed rapto vivunt, tamque ii, quam qui eos aluerint, pro demerito puniantur; talesque nefarii, etiamsi consuetæ vitæ emendationem præ se ferant, nullam fidem mereantur, nec prope confinia tolerentur, sed ad alia remotiora Loca transferantur.

X. Cum tempore præsentis hujus Belli plures ex Hungaris & Transylvanis à subjectione Suæ Cæsareæ Majestatis secedentes ad confinia Excelsi Imperii sese receperint, atque hac in parte etiam conclusæ per Inducias inter utrumque Imperium almæ huic Paci, debitis modis, in futuram securitatem providendum sit, de prædictis ita pactum est, ut in Ditionibus antenominati Excelsi Imperii ad libitum possint locari & accommodari.

Ne tamen aliquo modo confiniorum tranquillitas & Subditorum quies perturbari queat, Loca ubi prædicti collocabuntur, remota sint ab omnibus limitaneis & confiniariis partibus; & Uxoribus illorum dabitur fa-

ANNO 1699. facultas sequendi maritos suos, iisque in Imperatorio assignato ad hoc Districtu cohabitandi.

Cumque imposterùm inter reliquos Subditos Potentissimi Ottomannorum Imperatoris annumerandi veniant; non liceat illis à subjectione ejusdem amplius recedere; & si qui recesserint, atque ad Patriam iterum reverti voluerint, in numero & conditione Malevolorum recenseantur, neque illis à Cæsareis fomentum aut receptaculum præbeatur, quin imò deprehensi Ottomannicis confiniorum Gubernatoribus extradantur; quò magis utrimque securitati Pacis prospiciatur.

XI. Ad tollendas penitus quascunque in confiniis super aliquo Articulorum Armistitii hujus, aut quavis de re imposterum enascentes Controversias, Differentias, aut Discordias, ubi prompto & maturo remedio opus sit, ordinentur utrimque in confiniis primo quoque tempore electi pari numero Commissarii, viri neutiquam avidi, sed graves, probi, prudentes, experti atque pacifici; hique loco opportuno convenientes sine Exercitu cum æquali pacificarum Personarum Comitiva omnes & singulas hujusmodi Controversias emergentes audiant, cognoscant, decidant, & amicabiliter componant, talem denique ordinem & modum constituant, quo utraque Pars suos Homines, & Subditos citra omnem tergiversationem, vel prætextum gravissimis pœnis ad sinceram ac firmam Pacis observantiam compellat; quòd si verò Negotia tanti momenti occurrerent, quæ per Commissarios utriusque Partis componi, & expediri non possent, tunc ad ambos Potentissimos Imperatores remittantur, ut ipsi complanandis iisdem, sedandis & extinguendis modum & rationem invenire, & adhibere valeant, ita ut tales Controversiæ, quàm fieri poterit, intra brevissimum temporis spatium componantur, nec earum resolutio ulla ratione negligatur aut protrahatur.

Cumque prætereà in antecedentibus Sacris Capitulationibus Duella & mutuæ ad certamen Provocationes fuerint vetitæ, imposterum etiam sint illicitæ, & si qui ad singulare certamen venire ausi fuerint, in illos ut Transgressores gravissimè animadvertatur.

XII. Captivi tempore præsentis Belli ex utraque Parte in Captivitatem abacti, & in publicis Carceribus adhuc superstites, cum occasione istius almæ Pacis eliberationem tandem aliquando merito sperent, nec possint sine læsione Pietatis Imperatoriæ & laudatæ Consuetudinis in eadem Captivitatis miseria & calamitate relinqui: Usitatis ab antiquo, vel honestioribus adhuc rationibus per Commutationem in Libertatem asserantur, & si plures aut melioris Conditionis in unâ, quàm in altera Parte invenirentur, pro reliquorum etiam eliberatione, quando solennes Legati instantias afferent, gratiosa & huic almæ Paci conveniens utriusque Imperatoris Pietas nequaquam denegetur.

Cæteris verò, qui in privatorum Potestate sunt, vel apud ipsos Tartaros, licitum sit eliberationem suam honesto, & quam fieri poterit mediocri lucro procurare; quod si cum captivi Domino honesta Accommodatio fieri non poterit, Judices Locorum Litem omnem per Compositionem dirimant. Sin autem prædictis viis id etiam confici haut posset, Captivi Pretiis eorum sivè per Testimonia, sivè per Juramenta probatis atque solutis eliberentur. Nec possint Domini aviditate majoris lucri sese Redemptioni eorundem opponere, & quandoquidem à Parte Excelsi Imperii Ottomannici Homines non emitterentur, qui taliter eliberandis Captivis operam adhibeant, spectabit ad probitatem Cæsareorum Præfectorum, ut ad dimittendum Ottomannos Captivos, quo empti sunt pretio sincerè liquidato, Dominos illorum adstringant, atque ita sanctum hoc Opus pari utrimque pietate promoveatur.

Quousque demùm Captivi utrimque prædicta ratione eliberentur, Legati Plenipotentiarii ex utraque Parte officia sua adhibebunt, ut intereà miseri Captivi benigne tractentur.

XIII. Pro Religiosis ac Religionis Christianæ Exercitio juxta Ritum Romano-Catholicæ Ecclesiæ quæcunque præcedentes Gloriosissimi Ottomannorum Imperatores in Regnis suis, sivè per antecedentes Sacras Capitulationes, sivè per Signa Imperialia, sivè per Edicta & Mandata specialia favorabiliter concesserunt, ea omnia Serenissimus & Potentissimus Ottomannorum Imperator imposterum etiam observanda confirmabit, ita ut Ecclesias suas præfati Religiosi reparare atque resarcire possint, functiones suas ab antiquo consuetas exerceant. Et nemini permissum sit contra Sacras Capitulationes & contra Leges Divinas aliquo genere molestiæ aut pecuniariæ Petitionis eosdem Religiosos cujuscunque Ordinis & Conditionis afficere, sed consueta Imperatoria Pietate gaudeant & fruantur. ANNO 1699.

Prætereà Serenissimi & Potentissimi Romanorum Imperatoris solenni ad fulgidam Portam Legato licitum sit commissa sibi circa Religionem & Loca Christianæ Visitationis in Sancta Civitate Jerusalem existentia exponere, atque Instantias suas ad Imperiale Solium afferre.

XIV. Commercia juxta antecedentes etiam Sacras Capitulationes libera sint utriusque Partis Subditis, in omnibus Imperiorum Regnis & Ditionibus, ut autem utrique Parti utili ratione & sine fraude & dolo peragantur, inter Deputatos Commissarios rem Mercatoriam bene intelligentes tempore solennium utrimque Legationum contractabitur, & sicuti cum aliis Excelsi Imperii Amicis Nationibus observatum est, ita etiam Subditi cujuscunque Nationis Cæsareæ Majestatis, securitate & utilitate Commerciorum in Regnis Excelsi Imperii idoneis modis & usitatis Privilegiis gaudebunt ac perfruentur.

XV. Quæcunque Conditiones in antiquis Sacris Capitulationibus expressæ sunt, nec prædictis Punctis hoc Tractatu stipulatis, aut liberrimo cujusque Possidentium Dominio & Usui ejusdem adversantur, aut præjudicant, posthac etiam colantur sancte, & observentur, cassatis & annullatis iis, quæ supradictis quocunque modo repugnant.

XVI. Ut quoque tantò magis Armistitium hoc bonaque inter ambos Potentissimos Imperatores Amicitia firmetur ac coalescat, mittentur solennes utrimque Legati ex æquo usitatis Cerimonialibus ab introitu in confinia usque ad reditum in Locum secundæ Permutationis excipiendi, honorandi, tractandi atque prosequendi, qui in Signum Amicitiæ spontaneum munus, conveniens tamen & utriusque Imperatoris Dignitati consentaneum afferent; Et prima æstate in mense Junio iter prævia mutua Correspondentia, uno eodemque tempore, suscipientes in Sirmiensi confinio, more jam pridem inter utrumque Imperium observato, permutabuntur.

Solennibus porrò Legatis in Imperatoriis Aulis, quidquid libuerit petere liceat ac permittatur.

XVII. Regula & norma Curialium in recipiendis receptisque pariter honorandis & tractandis Ministris ultrò citròque commeantibus & commorantibus juxta usitatam prioribus etiam temporibus modalitatem deinceps ab utrimque cum æquali decore secundum distinctam Caracteris Missorum prærogativam observetur.

Legatis Cæsareis & Residentibus & quibusvis eorundem Hominibus pro suo arbitrio, quibuscunque placuerit vestibus uti licitum sit, neve quisquam impedimento esse possit.

Ministri porrò Cæsarei, sivè Oratoris, sivè Ablegati, sivè Residentis, sivè Agentis munere fungantur, quibus reliquorum Principum fulgidæ Portæ Amicorum Legati & Agentes Immunitatibus & Privilegiis perfruuntur, eadem Libertate imò ad distinguendam Cæsareæ Dignitatis prærogativam usitatis melioribus modis fruantur, habeantque liberam potestatem conducendi Interpretes.

Cursores etiam & alii eorum Homines Vienna ad fulgidam Portam, atque iterum redeuntes, & ultrò citròque venientes salvo passu tuto & secure permeent, atque ut commode iter suum perficiant, omni favore coadjuventur.

XVIII. Pax ista quamvis secundum propositas Conditiones conclusa tùm demùm integrum omni ex parte robur Obligationis & debitæ Observantiæ vinculum accipiet & inducet, cum omnia ac singula, quæ de confiniis supra recensito modo ultrò citròque promissi & acceptata sunt, tàm de distinctionibus limitum, quàm de evacuationibus & demolitionibus plenariè in effectum & executionem deducta fuerint, ita ut absoluta designatione limitum in unoquoque confinio statim subsequatur demolitio aut evacuatio, quod ut quàm celerrimè succedat, designentur ad Limites & Terminos confiniorum ponendos & distinguendos ex utraque Parte Commissarii, qui die æquinoctii, scilicet vigesima secunda mensis Martii, aut duodecima secundum veterem stylum anni millesimi sexcentesimi nonagesimi noni in Locis inter Commissarios consensu Gubernatorum utriusque confinii deter-

ANNO 1699. terminandis mediocri & pacifico comitatu conveniant, atque intra spatium duorum mensium, si possibile sit, aut etiam citiùs, ubi fieri poterit, confinia Limitibus & Terminis manifestis per superiores Articulos constitutis distinguant, separent, determinent & Statuta inter Legatos Plenipotentiarios utriusque Imperii acuratissime & citissime exequantur.

XIX. Has verò Conditiones & Articulos ad formam hic mutuo placitam à Majestatibus utriusque Imperatoris ratihabitum iri, atque ut solennia Ratificationis Diplomata intra spatium triginta dierum à die Subscriptionis, vel citiùs in confiniis per Illustrissimos & Excellentissimos Legatos Plenipotentiarios Mediatores reciprocè rectèque commutentur, Legati Plenipotentiarii utriusque Imperii sese infallibiliter præstituros obligant atque compromittunt.

XX. Duret Armistitium hocce & extendatur favente Deo ad viginti quinque annos continue sequentes à die, qua ejusdem Subscriptio facta fuerit, quo annorum numero elapso, vel etiam medio tempore priusquam elabatur, liberum esto utrique Partium, si ita placuerit, Pacem hanc ad plures adhuc annos prorogare.

Itaque mutuo & libero consensu quæcunque stabilita sunt Pacta inter Majestatem Serenissimi & Potentissimi Romanorum Imperatoris, & Majestatem Serenissimi & Potentissimi Ottomannorum Imperatoris & Hæredes eorundem, Imperia quoque & Regna ipsorum, Terra item Marique sitas Regiones, Civitates, Urbes, Subditos & Clientes observentur sanctè, religiose ac inviolabiliter.

Et demandetur seriò omnibus utriusque Partis Gubernatoribus, Præfectis, Ducibus Exercituum, atque Militiis & quibusvis in eorundem clientela, obedientia & subjectione existentibus, ut illi quoque prædeclaratis Conditionibus, Clausulis, Pactis & Articulis sese adæquate conformantes, omnibus modis caveant, ne contra Pacem & Amicitiam hanc sub quocunque nomine aut prætextu se invicem offendant aut damnificent, sed quolibet prorsus Inimicitiæ genere abstinendo bonam colant Vicinitatem, certo scientes, quod si eatenus admoniti morem non gesserint, severissimis in se pœnis animadvertendum fore.

Ipse quoque Crimensis Chanus & omnes Tartarorum Gentes quovis nomine vocitatæ ad Pacis hujus & bonæ Vicinitatis & Reconciliationis Jura ritè observanda adstricti sint, nec iisdem contraveniendo Hostilitates qualescunque exerceant erga quasvis Cæsareas Provincias earumque Subditos aut Clientes. Porrò sivè ex aliis Exercituum generibus, sivè ex Nationibus Tartarorum, si quis contra Sacras Imperatorias hasce Capitulationes, & contra Pacta & Articulos earum quidpiam ausus fuerit, is pœnis rigorosissimis coerceatur.

Incipiat vero dicta modo Pax, Quies & Securitas Subditorum utriusque Imperii à supra fata die Subscriptionis, & cessent exinde atque sustollantur omnes utrimque Inimicitiæ, & Subditi utriusque Partis securitate & tranquillitate fruantur. Eoque fine & quò magis per summam curam ac sedulitatem Hostilitates inhiberi possint; transmittantur quàm celerrimè Mandata & Edicta publicandæ Pacis ad omnes confiniorum Præfectos; Cumque spatium aliquod temporis requiratur, intra quod Officiales in remotioribus præsertim confiniis istam conclusæ Pacis notitiam obtinere valeant, statuuntur viginti dies pro termino, post quem, si quis hostile quidpiam alterutra ex Parte admittere præsumpserit, pœnis superius declaratis irremissibiliter subjaceat.

Ut demùm Conditiones Pacis viginti hisce Articulis conclusæ, utrimque acceptatæ & debito summoque cum respectu inviolatæ observentur, siquidem Domini Plenipotentiarii Ottomannici vi concessæ iisdem Facultatis Imperatoriæ Instrumentum Turcico sermone exaratum & subscriptum legitimum & validum Nobis exhibuerint: Nos, quoque vi Mandati & Plenipotentiæ Nostræ propriis manibus & propriis Sigillis subscriptas hasce Pactorum Literas in Latino idiomate tanquam legitimum & validum vicissim Instrumentum extradidimus. Acta hæc sunt in Congressu Carlovizii in Sirmio sub tentoriis celebrato die vigesima sexta mensis Januarii anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo nono.

WOLFGANGUS Comes ab OTTINGEN. (L.S.)

LEOPOLDUS Comes SCHLIK. (L.S.)

LEopoldus Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, &c. Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wirtenbergæ & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habspurgi, Tyrolis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Slavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. Notum testatumque facimus tenore præsentium universis: Quod cum ad Tractatus Pacis Nos inter Nostrosque Fœderatos, ex una: Et Excelsam Portam Ottomanicam, ex altera partibus, conciliandæ per Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis, Ordinumque Generalium Fœderati Belgii Legatos, Mediationis causa in Turcia existentes, via patefacta sit, nos pro eo ac negotium tam salutare nostra ex parte promovere cupimus, Illustri & Magnifico fideli Nobis dilecto Francisco Udalrico, Comiti Kinsky, aurei Velleris Equiti, Consiliario Nostro intimo, Camerario, & supremo Regni Nostri Bohemiæ Cancellario, plenam & amplam Facultatem & Potestatem dederimus & concesserimus, prout hisce animo bene deliberato damus & concedimus ad subscribendum & Sigillo suo muniendum Declarationem, cui & Inclytæ Reipublicæ Venetæ in Aula Nostra Legatus, ad hunc actum speciali Mandato constitutus, chyrographum apposuit, & Sigillum suum impressit, quaque dictis Legatis Mediatoriis datur potestas declarandi pro accepto & stabilito Nostro & prædicta Reipublicæ Venetæ nomine cum Turcis Fundamento Universalis Pacti seu Regulæ: Uti possidetis: *Ejusdemque pro Fœderatis Nostris scilicet Serenissimis & Rege & Republica Polona: Nec non Tzaro & Magno Duce Moscoviæ utiliter stipulandæ, eo fine & adjecta Conditione, ut simul eodemque passu similem Declarationem acceptati Fundamenti prædicti:* Uti possidetis: *Pro Nobis, Nostrisque Fœderatis, Porta Ottomanna pro sua Parte faciat, & tradito pariter per Plenipotentiarios suos simili Declarationis Instrumento, quàmprimum Loco destinato ad Congressum procedatur, in quo sub auspiciis receptæ Mediationis ejusque Legatorum Officiis per Plenipotentiarios Partium Belligerantium sufficientibus Mandatis ab utrinque instructos de omnium & singulorum Fœderatorum rationibus seu interesse, ut vocant, agatur tractetur que. Promittentes in verbo Nostro Imperatorio & Regio, quod quicquid Declaratione ista per prædictum Plenipotentiarium Nostrum obsignata continetur, id omne ratum firmumque habere velimus & debeamus. Harum vigore Literarum manu Nostra subscriptarum & Sigilli Nostri Cæsarei appressione munitarum. Quæ dabantur in Civitate Nostra Viennæ die vigesima tertia Junii, Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo octavo, Regnorum Nostrorum Romani quadragesimo, Hungarici quadragesimo tertio, Bohemici vero quadragesimo secundo.* ANNO 1699.

LEOPOLDUS.
(L.S)

D. A. C. à KAUNITZ.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

LUTZO DOLBERG.

CCIX.

Instrumentum Pacis inter AUGUSTUM II. *Regem & Rempublicam Poloniæ ab una, &* MUSTAPHA HAN *Turcarum Sultanum ab altera Parte initæ; per Mediationem* WILHELMI III. *Magnæ Britanniæ Regis & Dominorum Ordinum* FOEDERATI BELGII *Generalium. In Congressu Carlowizii in Sirmio sub Tentorio celebrato die 26. Januarii 1699. Cum* PLENIPOTENTIA *Regis Poloniæ. Dat. die 5. Septembris 1698.* 26. Janv. LA POLOGNE ET LA TURQUIE.

[Tiré des Archives de la Chancelerie Imperiale Aulique de Guerre.]

cellentissimo Domino Mechmet Effendi, Magno Cancellario Excelsi Imperii, & Illustrissimo & Excellentissimo Domino Alexandro Maurocordato, de Nobili Stirpe Scharlati, ab intimis Secretis ejusdem Excelsi Imperii, ad tractandam Pacem Legatis Plenipotentiariis, post aliquot Sessiones, tandem, annuente Divina Clementia, Negotium hoc almæ Pacis feliciter in mutuas Leges coaluerit. Itaque integerrima iterum Amicitia & Pax inter Serenissimum & Potentissimum Musulmanorum Imperatorem Soltanum, Filium Soltani Mechmeti, Soltanum Mustafa, & Serenissimum ac Potentissimum Regem Augustum Secundum, Dominum meum Clementissimum, & Rempublicam Poloniarum, super undecim mutuo consensu compositis hisce Articulis perpetuo religiose inter utrumque Dominium observanda, perfecta, conclusa, restituta & renovata est. Qui Articuli subinde sigillatim describuntur

I. Cum Excelso perpetuitati subnixo Imperio, multo abhinc tempore intercedente ope & favore Dei Altissimi sublata Hostilitate Conciliationi & bonæ Vicinitati congrua cum sinceritate antiqua Amicitia iterum coalescente, ut Hostilitates utrinque amoveantur, & Subditi pristina securitate, quiete ac tranquillitate fruantur ac stabiliantur, & Confinia Provinciarum subditarum Poloniæ à Confiniis Imperialibus, tùm Moldaviæ, tùm aliorum Districtuum subjectorum Excelso Imperio, antiquis Limitibus separentur ac distinguantur, neve utrinque aut prætensio aut extensio deinceps fiat, sed Limites antiqui sine mutatione & perturbatione tanquam sacri religiose observentur atque colantur.

II. Quæcunque, sivè Munimenta, sivè Loca, vel

& Conciliationem atque Quietem, neve aut in Captivationibus aut Pecorum abactionibus, aut quacunque alia ratione damnis & molestiis afficiant Poloniæ Subditos, & severissimè inquirant in Perturbatores & Transgressores Conditionum Pacis, atque habita notitia, ad exemplum aliorum in illos animadvertant, & rapta adinventa propriis Dominis restituantur, & si qui hac de re negligenter ac oscitanter agant, sivè amissione Officiorum, sivè privatione vitæ, prout ex Divinis Legibus convenerit, juste puniantur, pariterque Poloni has Conditiones Pacis omninò & sedulò observent atque colant, & nemo in oppositum quidquid audeat.

V. Cum Regnum Poloniæ ab antiquo sit liberrimum, ab Excelso Imperio aut subjectis eidem Gentibus qualiscunque Prætensionis aut Expostulationis prætextu nulla penitus Hostilitate perturbetur; & conclusæ istius almæ Pacis Pactorum vi ad tales Prætensiones nequaquam adstringatur.

VI. Tempore hujusce Belli Budsiacenses & alii Tartari è propriis Locis exeuntes, atque in Terras Moldavorum ingressi, Hostilitates & Offensiones hac occasione in Moldavos & Moldaviam exercent, quod cum sit contrarium sacris Capitulationibus antehac concessis Regibus Poloniæ, atque proinde cessare ac sustolli debeat; à quibusque Locis & Possessionibus & Prædiis & Chyemalibus in Moldavia aut occupatis, aut de novo extructis, Tartari amoveantur, & nativis propriis Locis habitent atque pacificè vivant, & nullatenus in posterum Offensiones faciant.

VII. Religiosi Christiani Romano-Catholici, juxta concessa ab Excelso Imperio Edicta, ubicunque Ecclesias suas habent, consuetas suas functiones sine impedi-

Capitulationum hac de re Declarationem, eliberentur: Si verò tales Captivi multo tempore servierint, ex discretione Pretia Emptionum cum imminui debeant, si honesto & mediocri Pretio cum Domino Captivi conveniri non poterit, Judices Locorum legitimè procedentes tales Differentias componant. Si aliqua occasione post Conclusionem Pacis ex Regionibus Polonicis Captivi rapiantur, sine pretio dimittantur, & in Regnis Excelsi Imperii & inter Tartaros etiam ad eliberandos Polonos Captivos circumeuntes Homines quandocunque pacifice res suas agerent, prætextu operæ eliberationi Captivorum navatæ aut alia ratione neutiquam offendatur, quinimo offendentes & detrimentum inferentes puniantur. Captivi in publicis Carceribus detenti Permutatione utrinque in Libertatem asserantur, magnus verò Poloniarum Legatus de Captivis suis Instantias ad Solium Imperiale afferre poterit.

X. Quodcunque Serenissimus Rex Poloniæ in stabilita cum Excelso Imperio Pace obtinuit firmiter permanebit, sicuti in antecedentibus Capitulationibus declaratur, Moldaviæ Wojewoda etiam ea ratione, qua ab antiquo cum Rege Poloniarum sincerè sese præstitit, rursus consueta ratione sincere tractet, cæterum instar aliorum Subditorum Excelsi Imperii, uti priùs pacati sint, & è Moldaviæ atque Valaciæ Provinciis, si qui transfugerint, ne recipiantur: Si qui alia methodo in Poloniæ Dominium irrepserint, ac postea Provinciam suam perturbare ac corrumpere deprehensi fuerint, similes Homines, quando perquirentur, reddantur, & Conditio ista, cum in antecedentibus Capitulationibus clarè & manifestè posita sit, observetur. Pariter ex Subditis Polonis, sivè Poloni illi sint, sivè Kosacii, cujuscunque Nationis exstiterint, quando Perturbationem afferent, hinc etiam neque recipiantur neque protegan-

propria manu subscriptas, & Sigillo sigillatas à me Pactorum Literas, tanquam legitimum & validum Instrumentum tradidi. Acta hæc sunt in Congressu Carlovizii in Syrmio sub Tentoriis celebrato die vigesimo sexto mensis Januarii anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo nono.

(L.S.)

Copia Plenipotentiæ Polonicæ.

NOs *Augustus Secundus, Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Masoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhiniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolencia, Severiæ, Czerniechoviæque; nec non Hereditarius Dux Saxoniæ & Princeps Elector, &c. &c. Notum testatumque facimus, quorum interest, universis & singulis, quomodo recepta intra hosce ipsos dies amica ex nexu Fœderis sacri à Serenissimo & Potentissimo Romanorum Imperatore notificatione, de reassumendo rursus eundem inter Serenissimum Imperatorem, & Nos atque Rempublicam Nostram aliosque Christianos Fœderatos, ab una; & Fulgidam Portam Ottomannam, ab altera partibus, Pacis utiliter stipulandæ Tractatu, ea, qua potuimus, expedire celeritate, ad salutare hoc Populis diuturni Belli calamitate afflictis opus, in verum ac legitimum Plenipotentiarium & Magnum Legatum Nostrum destinavimus & ordinavimus Illustrem & Magnificum Comitem Stanislaum in Moszezenuicza Rækoray & Konskie Malachowski, Palatinum Posnaniensem, Terræ Lucoviensis Castrensem & Krecoviensem Gubernatorem, uti quidem præsentibus destinamus & ordinamus ex Senatus Consilio. Dantes & concedentes illi plenariam & omnimodam Fa-*

Anno 1699.

publicam VENETAM *initæ, non quidem Legato Veneto agente & paciscente, sed Legatis Cæsareis & Polonis Negotium sibi assumentibus, sub spe præfatæ Reipublicæ Acceptationis, ad quod certum temporis spatium datur & præfigitur. Actum in Congressu Carlowitii die 24. Mensis Reciep Anno Hegiræ* 1110. [Tiré de la Chancelerie Imperiale Aulique de Guerre.]

Hic est Deus omnia maxime aperiens Potentissimus Firmissimus.

In Nomine Dei misericordis, semper miserentis.

CAusa Descriptionis hujus Instrumenti, Veritate Præcellentis & necessitas exarationis hujus Scripti realitate insigniti hæc est: Cum occasione Inimicitiæ ac malevolentiæ, quæ ab aliquibus annis contigit cum Excelso Imperio inter Rempublicam Venetiarum, subjecti atque subditi patiantur, ut rursus in amicitiam, & benevolentiam convertatur, & Jura vicinitatis restaurentur, Mediatione & Insinuatione atque Commendatione gloriosissimorum inter Magnos Principes Christianos, & compositorum Magnorum Negotiorum Christianarum Rerumpublicarum, Exornatissimorum chlamyde amplitudinis & honoris condecoratissimorum argumentis Magnitudinis & Celsissimæ æstimationis Angliæ, Scotiæ, & Hiberniæ Regis *Gulielmi III.*, & Statuum Generalium Nederlandiæ, quorum fines salute & rectitudine coronentur; ex commiseratione subditorum servorum Dei, præstita Pacis propensione & inclinatione atque facto inter Plenipotentiarios utriusque Partis Carlovitzii prope confinia in Syrmio, & Illustrissimis & Excellentissimis inter Christianos Magnates Britannicæ Majestatis Extraordinario Legato *Guilielmo Domino Pages*, Barone de Beaudesert, & Legato Dominorum Statuum Generalium Nederlandiæ, Domino *Jacobo Colyer*, Mediatorii muneris functionem per omnes numeros bonis officiis explentibus, atque eorundem interventu; juxta veterem consuetudinem permutatis & consideratis Plenipotentiis, & initis Tractatibus & Conferentiis Pacis ex Imperiali Mandato & vigore authoritatis ac deputationis nostræ, cum præmemoratæ Reipublicæ Legatus Plenipotentiarius Illustrissimus inter Christianos Magnates Dominus Eques *Carolus Ruzzini*, in multis Sessionibus collatis de rebus Pacis Colloquiis, etiamsi ad considerationem sat temporis eidem superfuisset, nihilominus propter aliquarum difficultatum occursum in conclusione Articulorum Pacis hæsitaverit, eaque de causa Illustrissimi & Excellentissimi Majestatis Romanorum Imperatoris atque Poloniarum Plenipotentiarii Legati, ex respectu debito Præliminaribus Punctis, opera præmemoratorum Mediatorum Legatorum, & consensu omnium atque approbatione statutis, præsertim observata ratione per Art. III. eorundem declarata usque ad subscriptionem & permutationem Instrumentorum utriusque mutuo consensu quindecim iterum dierum data prorogationis terminus jamjam expiraturus esset, atque a prædicto Legato Veneto nulla resolutio data fuerit; ea intentione ut conclusæ per Divinum favorem Paci Venetiarum quoque Respublica includatur & comprehendatur, controversos Articulos pro Veneta etiam Republica meliore modo tractantes, atque habitis respectu & observatione, ad fundamentale Instrumentum adinstar Præliminaris huic Pacificationi antehac inter Excelsum Imperium & Cæsaream Majestatem & Rempublicam Venetiarum, tanquam validum & inviolabile statutum est; rursus eorundem Mediatorum Legatorum officiis & opera cum Excelso Imperio, inter toties memoratam Rempublicam sedecim ista Pacta vicissim observanda, mutuo tandem consensu nobiscum concluserunt, quæ de verbo ad verbum sequenti modo recensentur.

Anno 1699.

I. LA Morea colle sue Città, Fortezze, Castelli, Terre, Ville, Monti, Fiumi, Laghi, Boschi, Porti, & ogni altra cosa, che si ritrova dentro la circonferenza della medesima, hora possesso della Republica di Venetia, resti pacificamente nel possesso, & Dominio dell'istessa Republica, tra i suoi Limiti del Mare, e dell' Essamiglio, ove sono gli vestigi dell' antica muraglia, così che ne dal canto di Morea si faccia veruna estentione nella Terra ferma, ne dal canto della Terra ferma si faccia alcuna estentione oltre i Limiti della Morea.

I. LA Morée avec toutes ses Villes, Forteresses, Châteaux, Terres, Villages, Montagnes, Rivieres, Lacs, Bois, Ports & toutes choses généralement quelconques, qui se trouveront compris dans toute l'étendue de la même Province, & qui sont maintenant possedées par la République de Venise, demeureront en la possession & sous la domination de la même République, dans toute la circonference du Païs enfermé entre la Mer & l'Isthme à l'endroit où se voyent les vestiges de l'ancienne muraille, de maniere qu'il ne se pourra faire aucune extention du Continent de la Morée dans la Terre ferme ni au delà des Confins de cette Province.

II. La Terra ferma essendo nel possesso dell' Eccelso Imperio, restarà totalmente nel possesso, e Dominio dell'istesso Imperio per appunto nello stato che si trovava nel principio di questa ultima Guerra. La Fortezza di Lepanto restarà evacuata della Republica di Venetia; il Castello detto di Rumelia, nella parte di Lepanto si demolirà; si demolirà parimente la Fortezza di Prevesa, e si lasciarà in quella parte la Terra ferma nel suo primiero & intiero stato.

II. Comme la Terre ferme est sous la domination du haut Empire elle demeurera entiérement en la possession dudit Empire, dans l'état qu'elle étoit au commencement de la derniere Guerre. La Forteresse de Lepante sera évacuée par la République de Venise & le Château nommé Romelie sera démoli du côté de Lepante; on démolira pareillement la Forteresse de Prevesa & on laissera de ce côté-là la Terre ferme en son premier & entier état.

III. L'Isola di Santa Maura, colla sua Fortezza, Capo di Ponte detto Peraccia, senza veruna estentione maggiore in Terraferma, e l'Isola di Leucade, attaccata à Santa Maura, restaranno nel Possesso, e Dominio della Republica di Venetia.

III. L'Ile de Sainte Maure avec sa Forteresse, le Cap du Pont nommé Peraccia, sans qu'il puisse s'étendre plus avant dans la Terre ferme, & l'Ile de Leucate, attachée à Sainte Maure resteront en la possession & Seigneurie de la République de Venise.

IV. L'Evacuatione di Lepanto, e la demolitione del Castello detto di Rumelia, e di Prevesa, si esseguiranno subito doppo la distintione delli Limiti in Dalmatia, & in questo mentre, per levare tutte le hostilità, e anco l'occasioni di queste, li presidii delli detti tre luoghi si conteneranno dentro, ne faranno alcuna escur-

IV. L'Evacuation de Lepante, & la démolition du Château de Romelie & de Preveza, s'executeront incontinent après que les Limites de la Dalmatie auront été reglées; & cependant pour empêcher toutes sortes d'hostilitez, & même pour en retrancher toutes les occasions, les Garnisons des trois Places susdites n'en sortiront point. Elles se contiendront dans les Fortifications d'icelles, & ne feront aucunes courses dans la Terre ferme, & n'y pourront rien prétendre

ANNO 1699.

escursione nella Terraferma, ne veruna pretentione, per qualsivoglia pretesto; e gli abitanti delli sudetti luoghi possono restare, o partire secondo che vorranno, senza usarsi alcuna violenza.

V. Li Golfi che si trovano fra la Terraferma, e Morea restaranno all uso commune, obligandosi l'una, è l'altra parte di conservarli immuni e franchi, da qualsivoglia cattiva gente.

VI. L'Isole dell' Arcipelago, e di quelle Mari restaranno in quello stato ch'erano avant'il principio di questa ultima Guerra nel possesso dell' Eccelso Imperio; ne si prenderanno della Republica Carazzi, ò siano Contributioni, ò altro introdotto nel tempo della presente Guerra.

VII. Per l'auvenire l'Eccelso Imperio non pretenderà dalla Republica di Venetia per l'Isola di Zante, ne dalli suoi habitanti alcuna pensione passata, o futura. L'Isola di Egina con la sua Fortezza, come adjacente alla Morea e posseduta della Republica di Venezia rimanerà col suo presente stato nel possesso e Dominio dell' istessa Republica.

VIII. Nella Dalmatia le Fortezze di Chnin, e Sing, e Ciclut, e Gabella, essendo al presenti nel possesso e Dominio della Republica di Venetia restaranno nel pacifico possesso, e Dominio della medesima; ma poiche si devano porre li limiti in tale forma, che li possessi restino chiari, e li sudditi d'ambe le parti in quiete, e tranquilita, ne si possa venire à qualsivoglia imaginabile differenza, che possa in alcuna maniera disturbare la tranquilita delli confini, si è accordato, che dalla Fortezza di Chnin, alla Fortezza di Verlica, e da questa alla Fortezza di Sing, e da questa alla Fortezza di Duare, detta Zadvaria, e da questa alle Fortezza di Vergoraz, e parimente da questa, alla Fortezza di Ciclut e Gabella, si tirino linee rette, e si separino li confini, si che dentro le dette Linee verso il Dominio Veneto, e il Mare, tutte le Terre, e li Distritti, con i Castelli, Forti, Torri, e Luoghi chiusi restino nel solo possesso, e Dominio della prememorata Republica, e le Terre, e Distritti, che saranno fuori della detta linea restino nel possesso & Dominio dell Eccelso Imperio, con i Castelli, Forti, Torri, e Luoghi chiusi essistenti in quelli, e non si permetterà per l'auvenire alcuna estentione, e dilatatione, ò restrittione ne dall' una, ne dall' altra parte, e le dette Linee secondo l'habilità delli Luoghi si faranno chiare, e manifeste, con li termini ò di Colli e boschi ò di Fiumi, e aque correnti, e ove il luoco non darà l'evidenza, si poneranno segni di fosse, ò palli, ò Colonne, come fra li Commissarii d'ambe le Parti destinati a questa designatione di comun concerto, si trovarà a proposito; e perche dette Fortezze nel possesso della Republica habbiano anche in fronte conveniente spaccio di territorio, alle Fortezze di Chnin, Verlica, e Sing, e Duare, e Vergoraz, e Ciclut, s'assignarà dalli Commissarii lo spatio di un ora di Paese con rettitudine, ò linea semicircolare, conforme lo permetterà, ò lo richiederà la convenienza del terreno, la Fortezza di Chnin haverà il suo fianco verso le parti di Croatia fin al confine del Cesareo Dominio, senza verun pregiuditio delli tre Dominii, che haveranno in quella parte li termini delli loro confini, ma si

dre sous quelque prétexte que ce puisse être. Il sera aussi permis aux habitans desdits lieux d'y rester ou d'en sortir suivant qu'ils le jugeront à propos, sans qu'il leur soit fait la moindre violence.

V. L'usage des Golfes qui sont situez entre la Terre ferme & la Morée sera commun entre les deux Puissances, & l'une & l'autre des deux Parties s'oblige de les conserver francs & de les purger de toutes sortes de brigands & de personnes nuisibles.

VI. Les Iles de l'Archipel, & de ces Mers resteront sous la domination du haut Empire en l'état qu'elles étoient avant le commencement de cette derniere Guerre. On n'exigera des Sujets de la République aucuns Tributs nommez Caraches, & il ne s'y levera aucunes contributions, ni aucun des autres Impôts qui y ont été introduits durant la presente Guerre.

VII. Le haut Empire n'exigera à l'avenir de la République de Venise pour l'Ile de Zante, ni de ses habitans aucune pension ni pour le passé ni pour le futur. L'Ile d'Egina avec sa Forteresse, étant voisine & adjacente à la Morée, & présentement possedée par ladite République demeurera en la possession d'icelle en l'état qu'elle est présentement.

VIII. Les Forteresses de Chnin, de Sing, de Ciclut, & de Gabella situées dans la Dalmatie, étant presentement possédées par la République de Venise, elles demeurerons à l'avenir sous la domination de la même République pour en jouïr paisiblement: mais comme on doit fixer les Limites de cette Province si exactement, & si clairement qu'on ne puisse plus en douter à l'avenir, pour la conservation du repos & de la tranquillité des Sujets des deux Parties & pour prévenir tous les differens imaginables qui pourroient troubler de quelque maniere que ce pût être le repos des Frontières, on est convenu que depuis la Forteresse de Chnin, jusqu'à celle de Verlica, de celleci à la Forteresse de Sing, de cette dernière à celle de Duare autrement dite Zaduaria, de celle-ci à celle de Vergoraz, & semblablement de Vergoraz à la Forteresse de Ciclut & de Gabella, on tirera des lignes droites pour faire la séparation des confins, de manière qu'entre lesdites lignes en tirant vers les Terres de la Domination des Venitiens & du côté de la Mer, toutes les Terres, & les Cantons avec les Châteaux, Forts, Tours & lieux fermez seront seulement possedez par la République ci-dessus nommée; & à l'égard des Terres & Cantons qui seront hors de ladite ligne ils demeureront en la possession & sous la domination du haut Empire; avec tous les Châteaux, Forts, Tours & Lieux fermez qui y sont compris; & il ne sera permis en aucune maniere d'étendre, ni de diminuer les Frontières de part ni d'autre. Lesdites lignes seront marquées clairement & distinctement selon la disposition des lieux, par le moyen des Collines & des Bois, ou celles des Rivières & des Eaux Courantes; & lorsque le lieu ne fera pas connoître évidemment lesdites limites, elles seront marquées par des Fossez, des Pieux, & des Colonnes, ainsi que les Commissaires nommez par les Parties pour regler de concert lesdites Frontières, le jugeront à propos: & afin que lesdites Forteresses qui demeureront en la possession de la République ayent devant elles un espace de Territoire convenable, les Commissaires marqueront autour des Forteresses de Chnin, de Verlica, de Sing, de Duare, de Vergoras & de Ciclut une Banlieuë ou espace de Païs d'une heure de chemin en droite ligne, ou en demi-Cercle, selon que la disposition du terrain le permettra ou le demandera. La Forteresse de Chnin presentera son flanc du côté de la Croatie, jusques aux confins des Terres de l'Empereur, sans porter aucun préjudice aux trois Puissances dont les frontières confineront aux limites susdites; mais on sera toujours obligé de garder invio-

Anno 1699.

si haverà sempre da osservarsi il jus accordato a cadaun di questi tre Dominii per questa universale Pace.

La sudetta linea s'osservarà dell' una, e dell'altra parte; ma se vicino ò dentro di quella, venisse a restare qualche Fortezza dell' Eccelso Imperio, restando nelle spalle di questa il suo territorio intiero, nella fronte semicircolarmente, haverà da godere il terreno posto dentro la circonferenza, parimente dello spaccio d'un ora. E per la Fortezza di Ciclut parimente nella fronte si darà il territorio dello spaccio d'un ora, e nel fianco fuori della linea lo spaccio di due ore di terra, tirandosi una linea retta sin al Mare, in questa forma, e regola, essendo distinto il confine, e posti i termini, e separate le terre da possedarsi, si osservaranno inviolabilmente, & senza veruna mutatione, e se alcuno mai haverà l'ardire di violare qualche segno, ò di transgredire qualche termine, è gli Ufficiali ancora, che mancaranno nella dovuta cura, col meritato castigo, delli delinquenti, tanto dall' una, quanto dall' altra parte, saranno severamente puniti; è se à caso i Commissarii havessero, che incontro di qualche difficoltà, non potessero accordarsi, informaranno i loro Patroni sinceramente e realmente, à finche per gl' officii delli Rappresentanti della M. Ces. e Britannica, e degli altipotenti Stati Generali delle Provincie-Unite presenti alla fulgida Porta, si definisca amichevolmente, e per simil, ò altra qualsivoglia differenza di confine non si venirà à alcuna hostilità, ne si intorbiderà la quiete delli Sudditi, ne s'intenderà alterata la Pace conchiusa con l'Eccelso Imperio.

IX. Il Territorio, e li Distritti della Signoria di Ragusa saranno continuati con i Territorii, e Distritti dell' Eccelso Imperio, levandosi ogni ostacolo ch'inpedisce la continuatione, e la communicatione delle Terre, della detta Signoria con le Terre del medesimo Imperio.

X. Nella vicinanza di Cattaro, Castelnuovo, e Risano essendo attualmente nel possesso, e Dominio della Republica di Venetia, restino nel pacifico possesso, e Dominio della medesima Republica, con le loro Terre. E l'istesso s'intenda per qualcunque altra Fortezza in quella parte essistente, attualmente nel possesso della medesima; e li Commissarii che saranno distinati, dall' una, & l'altra parte, siano d'esperimentati probità, a finche senza alcuna propria passione, giudicando realmente questo importante affare; anco in quella parte separino li Territorii, e li distinguano con evidenti segni, si che si levi l'occasione d'ogni torbidezza, ma da quella parte ancora si avertisca, che non si interrompa la continuatione intiera delle Terre di Ragusa con quelle dell' Imperio.

XI. Dovendosi comminciare la designatione del confine d'ambe le parti in Dalmatia, e nella parte di Cattaro, al primo tempo, che sarà commodo; li Commissarii deputati à questa opera, corrispondendo con previi avisi; faranno la loro congiontione in luoco conveniente, con committiva di Gente Militare ben si; ma pacifica, e quieta d'ugual numero; e con l'ajuto d'Iddio comminciaranno la loro funtione dal giorno dell' Equinottio, cioè 21 di Marzo dell' anno corrente, ed

violablement le droit qui appartient à chacune des trois Puissances susdites, suivant les Conventions de cette Paix universelle.

Anno 1699.

Les deux Parties s'en tiendront également à la Ligne susdite; que s'il arrivoit que dans le voisinage de cette Ligne, ou dans la Ligne même, il y eut quelque Forteresse de la dépendance du haut Empire, le territoire situé derriere cette place lui restera tout entier, & on lui marquera de front en ligne circulaire un espace de terrain pris dans la circonference de ladite Ligne, & qui aura pareillement une heure d'étenduë. Pour ce qui regarde la Fortresse de Ciclut, on lui assignera semblablement de front une Banlieuë de l'espace d'une heure, & du côté du flanc un espace de deux heures de chemin hors de la Ligne, en tirant une Ligne droite jusqu'à la Mer; & lors que les limites auront été fixées, les bornes posées & les Territoires separez en la forme & maniere susdite pour demeurer de cette sorte en la possession de l'une & de l'autre des Parties, lesdites bornes seront observées inviolablement & sans y apporter le moindre changement; & si jamais il arrive à qui que ce soit d'avoir la hardiesse de violer les marques desdites frontiéres, ou de passer au delà des limites; & que les Officiers même manquent à remplir leur devoir & à apporter tout le soin nécessaire à cet égard, en châtiant les delinquans selon leur merite, ils seront punis sévérement tant d'une part que d'autre. Et au cas que les Commissaires trouvent quelques difficultez, & qu'ils ne puissent s'accorder entr'eux, ils en informeront fidélement & exactement leurs Maitres, afin que ces differens se puissent terminer à l'amiable par les bons offices & la Mediation de ceux qui representent Sa Majesté Impériale & les Seigneurs Mediateurs à la Porte Ottomanne.

IX. Le Territoire & les dépendances de la Seigneurie de Raguse seront joints aux Territoires & Cantons du Haut Empire, & on levera tous les obstacles qui empêchent la jonction & la communication des Terres de ladite Seigneurie avec les Terres du même Empire.

X. Castelnovo & Risano qui sont dans le voisinage de Cattaro étant actuellement en la possession & sous la Seigneurie de la République de Venise, elle demeurera dans la jouissance paisible desdites Places & de leurs Territoires. Ce qui doit s'entendre pareillement de quelque autre Forteresse que ce puisse être, située dans ce Canton, & dont la même République est actuellement en possession; & les Commissaires qui seront députez de part & d'autre doivent être choisis entre des personnes d'une probité reconnuë, afin que n'étant prévenus d'aucune passion ni d'aucun interêt particulier, ils puissent décider cette importante affaire avec toute l'équité possible, en faisant la séparation des Territoires de ce Païs, & en faisant connoitre leurs limites par des marques évidentes, de maniere qu'on puisse retrancher toutes sortes d'occasions de troubles & de démêlez entre les deux Parties; mais que l'on donne encore avis de ce côté-là que la proximité des Terres de Raguse avec celles de l'Empire Ottoman ne doit point être interrompuë.

XI. Et d'autant que la fixation des limites des deux Parties doit commencer par la Dalmatie, & du côté de Cattaro, d'abord que le tems sera favorable, les Commissaires députez pour cet effet, s'en donneront des avertissemens réciproques, & s'assembleront dans un lieu propre & convenable à une telle Action, accompagnez de part & d'autre d'un pareil nombre de gens armez, mais toutefois paisibles & nullement enclins à causer du trouble; lesdits Commissaires commenceront avec l'aide de Dieu leur fonction & leurs conferences le premier jour de l'Equinoxe, c'est-à-dire le 21 de Mars de l'année courante, & ils employe-

ANNO 1699. ed adopreranno ogni diligenza nella distintione dell' uno e dell' altro confine delle sudette Parti; a finche con prestezza finiscono nel termine di due mesi, ò piu presto se si puo fare.

XII. Quanto piu è desiderata la fermezza dell' amicitia e la quiete delli Sudditi d'ambe le Parti, tanto piu devano esser ugualmente abominati quelli che portati dal reprobo loro genio, ò costume anco nel tempo di Pace, con ladronezzi, & altri hostili essercitii, intorbidano la tranquilità del confine; perciò ne dall' una, ne dall' altra parte, si darà ricetto, ò fomento, à tali foruſciti, di qualsivoglia sorte, ma saranno perseguitati, presi, e consegnati, acioche ad essempio d'altri siino col meritato castigo puniti; e sarà, per l'avenire proibito l'appoggio, & il mantenimento di questi mali huomini.

XIII. A caduna delle Parti sia lecito di risarcire, riparare, & fortificare le possedute Fortezze, ma non gia di fabricarne di novo, altre Fortezze apresso il confine, ò le demolite Fortezze dalla Republica di Venetia nelle sponde della Terra ferma per la commodità; però alli Sudditi sia lecito di porre Borghi, e Villaggi per tutto; osservandosi tra di loro pacificamente ogni buona correspondenza, e vicinanza, e contenendosi nelle proprii termini; e se à caso succedesse frà loro alcuna differenza, subito convenendo li Prefetti del confine d'ambe le Parti amichevolmente, e con ogni giustitia levino l'occasione di qualsivoglia contrasto.

XIV. Tanto per la Religione, e per la Libertà, e permutta delli Schiavi, quanto per il Traffico, s'osservarà lo Stile, e tenore dell' antecedenti Capitulationi, e sarà lecito all' Ambasciatore della Republica di portarne le sue olteriori Instanze al Soglio Imperiale. In tanto circa il Traffico siano confirmati anco per questa Pace, li Sacri Commandamenti Imperiali concessi per avanti alla Republica, & il Traffico haverà da godere la sua forma, ch'haveva avanti questa ultima Guerra, li Mercanti della Natione Veneta tutti li Previleggi che le sono stati concessi.

XV. Sin al giorno dell' immediate sottoscrittioni fra li Plenipotentiarii dell' Eccelso Imperio, e della Republica di Venetia dal giorno della sottoscrittione delli Plenipotentiarii di S. M. Ces. & di Polonia dell' accordato per la Republica, deve cessare ogni Hostilità d'ambe le Parti tanto per Terra, quanto per Mare, ed osservarsi ogni buona Corrispondenza, & afinche li Rettori d'ogni confine habbiano la Notitia di questo Armistitio, si pone per le Parti di Bosnia, & Albania, & Dalmatia, il termine di 30. giorni, e per le Parti dell' Isola di Candia, e di Morea, e gl'altri confini di quelle Parti si pone il termine di giorni 40. doppo e dentro li quali termini al possibile dal canto dell' Eccelso Imperio, ò dal canto della Republica di Venetia, non si contravenirà ad alcuno di questi Articoli, che si potranno osservare; in oltre si concede alli Sudditi una vera & universale Amnestia e qualsivoglia loro fatto, ò delitto commesso in tempo di Guerra, passando in totale oblivione, nissuno d'essi, come delinquente, sarà per l'auvenire castigato, ò molestato.

XVI.

ployeront tout le soin & toute la diligence possible à faire la distinction des confins des deux Parties; en sorte qu'ils en puissent achever entierement la séparation dans le terme de deux mois, ou plûtôt s'il se peut. ANNO 1699.

XII. Et comme lesdites deux Parties ont témoigné réciproquement un desir ardent de lier entr'elles une amitié ferme & constante, & de procurer la tranquilité de leurs Sujets, elles doivent avoir d'autant plus d'aversion de cet sortes de personnes, lesquelles animées d'un esprit de troubler la tranquillité des frontiéres par des brigandages, & par d'autres espéces d'hostilitez: c'est la raison pour laquelle on ne donnera ni de part ni d'autre aucun azile, ni protection à pareils transfuges de quelque qualité qu'ils puissent être; au contraire ils seront poursuivis, arrêtez & emprisonnez, pour être punis selon leur merite, afin de servir d'exemple aux autres: & il sera défendu à l'avenir de donner aucun appuy ni protection à ces sortes de gens.

XIII. Il sera permis à chacune desdites Parties de rétablir, reparer & fortifier les Forteresses qui sont en leur possession; mais non pas d'en bâtir de nouvelles auprès des Frontiéres, ni de rebâtir celles qui ont été démolies par la République de Venise sur les confins de la Terre ferme pour sa commodité. Il sera permis aux Sujets desdites Parties de bâtir partout des Bourgs & des Villages, à condition de vivre entr'eux dans une parfaite correspondance, & comme bons voisins & amis, en se contenant exactement dans leurs propres limites: Que s'il arrive entr'eux quelque different, les Gouverneurs des Frontiéres tant d'une part que d'autre en seront informez amiablement, afin qu'ils retranchent le plus équitablement qu'il sera possible toute sorte d'occasion de Dispute.

XIV. Pour ce qui regarde la Religion, la Delivrance & l'Echange des Esclaves, & en ce qui concerne le Commerce, on observera les Conditions du dernier Traité selon leur forme & teneur, & il sera permis à l'Ambassadeur de la République de faire à cet égard de nouvelles Instances au Trône Impérial. Ainsi à l'égard de la Religion, de la Delivrance des Esclaves, & du Commerce, les sacrez Edits Imperiaux ci-devant accordez à la République, seront confirmez par le present Traité de Paix; & le Trafic s'exercera de la même maniére qu'il se pratiquoit avant cette derniére Guerre, & les Négocians de la Nation Venitienne jouiront de tous les Privileges qui leur ont été accordez ci-devant.

XV. Depuis le jour de la signature faite par les Plénipotentiaires de Sa Majesté Imperiale, & de Pologne, de ce dont on est convenu pour la République de Venise, jusques au jour de la signature immédiate du Traité conclu entre les Plénipotentiaires du Haut Empire & de la République, toutes Hostilitez cesseront tant par Terre que par Mer, & les Sujets des Parties vivront en bonne Amitié & Correspondance: & afin que tous les Gouverneurs des Frontiéres soient informez de cette suspension d'Armes, les Parties sont convenuës d'un Terme de 30. jours pour les Provinces de Bosnie, d'Albanie & de Dalmatie; & d'un Terme de 40. jours pour l'Ile de Candie & pour la Morée, & les autres Frontiéres qui sont du même côté; durant lequel espace de tems le Haut Empire & la République de Venise feront chacun de son côté tout leur possible, pour empêcher qu'on ne contrevienne à pas un desdits Articles qui seront exécutez autant qu'il sera possible. De plus on accorde à tous les Sujets tant d'un côté que d'autre une sincere & générale Amnistie quelque Action & Crime qu'ils puissent avoir commis en tems de Guerre, & qui sera entiérement mis en oubli; & aucun d'iceux ne sera recherché, inquieté ni châtié à l'avenir comme delinquant.

XVI.

 Mmm

ANNO 1699.

XVI. La Duratione della presente Pace con l'Eccelso Imperio della Republica di Venetia si determinarà, quando si venirà alla stesa degl'Instrumenti & alla immediata Sottoscrittione delli Plenipotentiarii d'ambe le Parti nella forma che si dichiarerà doppo questi Articoli; e parimente si tratterà degli Articoli ch'apparteranno all'maggiore stabilimento dell' Amicitia, e buona Correspondenza.

XVI. La durée de la présente Paix entre le Haut Empire & la République de Venise, se déterminera, lorsqu'on sera la Délivrance des Actes du present Traité, & que les Plénipotentiaires des deux Parties procederont à la signature immédiate dudit Traité, en la forme & maniere qui sera déclarée ensuite desdits Articles; & l'on conviendra semblablement des Conventions que l'on jugera nécessaires pour affermir de plus en plus l'amitié & la parfaite Correspondance des Parties.

ANNO 1699.

Post quæ omnia tandem jam inter nos ita conventum ac stipulatum est præsens hoc Instrumentum, ut si interea temporis quondam nos hic adfuerimus, prædictus Plenipotentiarius Venetus sese ad Acceptationem & Subscriptionem resolverit, possit ipsemet illico, & sine dilatione exarare tenorem totius Instrumenti, & propria Subscriptione, proprioque Sigillo firmare, ac nobis tradere, & compar à nobis Instrumentum nostris item Subscriptionibus & Sigillis munitum sibi traditum suscipere, ita tamen ne supra positi Articuli perturbentur aut permutentur aut restringantur, vel amplificentur, sed tantummodo quæ ad majora renovatæ Amicitiæ officia pertinere videntur, mutuo consensu addantur, Articulis Locorum & Limitum nequaquam immutatis.

Quod si prædictus Legatus Plenipotentiarius Reipublicæ Venetæ nobis hinc discedentibus, re sua quantum ad se, indeterminata, remaneret, permittitur vi istius Instrumenti præmemoratæ Reipublicæ, ut intra spatium triginta dierum à die conclusæ hujus almæ Pacis, possit ratificare hoc Instrumentum, & Ratificationem suam Mediatoribus Legatis transmittere, Articulos etiam ad Amicitiæ reciproca officia extendere, & præsentes Tractatus Viennæ à die adventus solennis Legati Excelsi Imperii, per Legatum suum Plenitentiarium ibidem commorantem intra spatium duorum mensium plene perficere, sin vero eadem Respublica Articulis supra recensitis minus acquieverit, item Viennæ eadem inclyta perseverante Mediatione, & præsente uno aut altero ex Cæsaris Ministris Plenipotentiariis, Legati utriusque Partis poterunt hosce Tractatus reassumere ac dirigere, his tamen Conditionibus, ut jam semel statutum mutuo consensu Partium fundamentale Instrumentum in omnibus, & per omnia ex æquo utriusque religiose & inviolabiliter observetur atque colatur (neque Articuli, in hoc præsenti Instrumento recensiti, in dubium revocentur, aut uni Parti magis, quàm alteri adjumento sint) præterea intra spatium sex mensium à die qua solennis Legatus Excelsi Imperii Viennam advenerit, juxta Conditiones toties fati præliminaris & fundamentalis vicissim acceptati Instrumenti, debeat Legatus Plenipotentiarius Venetus Viennæ Tractatus suos absolvere, perficere, & concludere, ac permutare valida ad hoc necessaria utrique Parti Instrumenta, atque ita Respublica etiam Veneta huic almæ Paci includi, observato interea juxta rationem in Articulis supra insertis declaratam utrinque Armistitio, amotisque vicissim Terra Marique quibusvis Hostilitatibus & Offensionibus & nulla admissa Articulorum hic stabilitorum Contraventione. Quod si neque hoc prænominatæ Reipublicæ placuerit, post supra statutum Terminum incumbat eidem, rem suam sivè Belli, sivè Pacis per se gerere, nec propriam hac in re culpam alii, quàm sibimetipsi imputare; atque cum prærepetiti Domini Extraordinarii & Plenipotentiarii Legati Cæsareæ Majestatis ac Poloniarum, Testibus etiam Legatis Plenipotentiariis Mediatoribus, Latino sermone descriptum validum & legitimum Instrumentum propriis Subscriptionibus & Sigillis firmatum, vigore Authoritatis & Facultatis sibi concessæ, ac Deputationis suæ nobis tradiderunt; nos quoque, vigore Facultatis, & Authoritatis, ac Plenipotentiæ, & Deputationis nostræ, validum & legitimum hocce Instrumentum propriis Subscriptionibus & Sigillis signatum extradidimus. Exaratum die vigesimo quarto mensis dicti Reciep anno 1110.

Subscriptum erat,

MEHEMET RAMI Magno Cancellario.	ALESSANDRO MAUROCORDATY di Scarlato.
(L.S.)	(L.S.)

CCXI.

26. Janv. *Instrumentum Cæsareum & Polonicum Pacis inter* MUSTAPHA HAN *Turcarum Sultanum & Serenissimam Rempublicam* VENETAM *stabiliendæ & servandæ; quô, ob defectum Legati Veneti, se excusantis, Legati Cæsarei & Poloni, Rerum Venetarum satagunt, ac nomine Serenissimæ Reipublicæ Conditiones Pacis ineunt, relicto eidem certo Temporis spatio, ad eas acceptandum vel rejiciendum. Actum in Congressu Carlovitii in Sirmio die 26. Januarii 1699. Cum* APPROBATIONE *& Subscriptione Mediatorum. Sequitur* ACCEPTATIO *& Ratificatio Serenissimæ Reipublicæ Venetæ; Data in Ducali Palatio die 7. Februarii 1699.* [Tiré de la Chancelerie Imperiale Aulique de Guerre.]

In Nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis.

NOtum sit omnibus, & singulis quorum interest, quod posteaquam ad reducendam Populorum tranquillitatem ab aliquot annis Bello turbatam & renovandam Amicitiam inter Excelsum Ottomannicum Imperatorem, & Serenissimam Venetorum Rempublicam, mediantibus & conciliantibus Serenissimo & Potentissimo Principe ac Domino Guilielmo Tertio Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rege, ut & Excelsis, ac Præpotentibus Generalibus Uniti Belgii Ordinibus Declaratio Pacis proposita sit, eumque in finem Congressus inter Plenipotentiarios utriusque Partis Carlowitz in Sirmio, interventu Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini Guilielmi Paget, Baronis de Beaudesert, Serenissimi Regis Britanniæ, & Domini Jacobi Coljer, Celsorum ac Præpotentium Fœderati Belgii Ordinum, amborum apud Portam Ottomannicam Oratorum, & ad Pacem hanc restabiliendam Legatorum Plenipotentiariorum Mediatorii muneris Officia, sedulò, ac integerrimè peragentium institutus permutatisque hinc inde Plenipotentiis continuatus fuerit. Illustrissimus vero & Excellentissimus Dominus Carolus Ruzini Eques supradictæ Reipublicæ Serenissimæ Legatus Plenipotentiarius, in multis Sessionibus collatis de rebus Pacis Colloquiis, etiam si ad considerationem sat temporis eidem superfuisset, nihilominus ob varias quæ sibi occurrerunt Difficultates post satis amplum etiam temporis spatium in Tractatu suo progredi non potuerit. Nos infrascripti Sacræ Cæsareæ Majestatis, & Suæ Regiæ Majestatis Poloniarum Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii extremum concessæ Prorogationis Terminum & absolvendi Tractatus necessitatem imminere videntes, ex Obligatione præliminaribus ad hunc Congressum punctis, opera antedictorum Dominorum Mediatorum, & omnium Nostrum consensu statutis, debita præsertim conservata ratione, per Articulum 3. declarata, Pacem Serenissimæ Venetorum Reipublicæ promovere cupientes, Tractatus pro modo fata Republica assumpsimus; & habito respectu, ad solenne Pacis hujus Fundamentum antehac inter Cæsaream Majestatem, Rempublicam Venetam, & Excelsum Imperium tanquam validum, & inviolabile statutum, meliori quo potuimus modo Tractatus cum Illustrissimis & Excellentissimis Portæ Ottomannicæ Legatis Plenipotentiariis Dominis, Domino Mehmet Effendi, Supremi Imperii Ottomannici Cancellario, & Domino Maurocordato, ex Nobili stirpe de Scarlati mox dicti Imperii Consiliario, & intimo Secretario, sexdecim Articulos, eò, quò sequitur tenore & conditionibus ad finem appositis servandos mutuo consensu conclusimus.

Fiat

ANNO 1699.

Fiat insertio.

POst quæ omnia cum supramemoratis Excelsi Imperii Ottomannici Legatis ulterius quoque ita conventum est, ut quamdiù jam dicti Domini Legati hic adfuerint, si Dominus Legatus Venetus sese ad Acceptationem insertorum superius Articulorum resolverit, possit illico eosdem in Instrumentum redigere, illudque propria Subscriptione Sigilloque munitum Dominis Plenipotentiariis Ottomannicis extradere, & compar vicissim ab eisdem subscriptum signatumque recipere, ea tamen lege, ne præterquam in illis quæ ad Amicitiæ majoris officia pertinere videbuntur, supra recensitos Articulos quoad Limites & Loca nec alia quapiam ratione immutare, restringere, ampliare, aut permutare liceat; Quod si discedentibus hinc Dominis Excelsi Imperii Ottomannici Legatis, eumdem Dominum Legatum Venetum quantum interest rebus adhuc suis indeterminatis remanere contigerit, permittitur sæpedictæ Venetorum Reipublicæ ut intra spatium triginta dierum, à die conclusæ hujus universalis almæ Pacis possit ratificare hoc Instrumentum & Ratificationem suam Dominis Legatis Mediatoribus transmittere, Articulos quoque ad renovandæ Amicitiæ reciproca officia extendere, & præsentes Tractatus Viennæ à die Adventus solennis Legati Excelsi Imperii Ottomannici per Legatum suum Plenipotentiarium ibidem commorantem, intra spatium duorum mensium plene perficere.

Sin vero eadem Respublica Articulis supra recensitis minùs acquieverit, iterum Viennæ eadem inclita perseverante Mediatione & præsente uno, aut altero ex Cæsareis Ministris Plenipotentiariis, Legati utriusque Partis poterunt hosce Tractatus reassumere, ac dirigere, his tamen Conditionibus, ut antehac statutum mutuo Partium consensu præliminare & fundamentale Instrumentum in omnibus, & per omnia ex æquo religiose, & inviolabiliter observetur, atque colatur, neque tum Articuli Pacis in hoc præsenti Instrumento recensiti uni Parti magis quàm alteri adjumento sint.

Præterea intra spatium sex mensium à die qua solemnis Legatus Excelsi Imperii Ottomannici Viennæ advenerit, juxta Conditiones toties fati præliminaris, & fundamentalis vicissim acceptati Instrumenti debeat Legatus Plenipotentiarius Venetus Viennæ Tractatus suos absolvere, ac valida desuper, & necessaria utrinque Instrumenta permutare, atque ita Respublica etiam Venetiarum huic almæ Paci includi, observato interea juxta rationem in Articulis hic suprapositis declaratam utrinque Armistitio, amotisque vicissim Terra, Marique quibusvis Hostilitatibus, & nulla admissa Articulorum hic stabilitorum Contraventione. Quod si neque intra supra statutos Terminos prænominata Respublica Tractatus suos potuerit ad finem perducere, incumbat soli Reipublicæ suis rebus ultro prospicere, super quibus omnibus hucusque declaratis, & concordatis ritè rectèque observandis, cum prærepetiti sæpius Domini Excelsi Imperii Ottomannici Legati Plenipotentiarii vigore suæ Facultatis & Auctoritatis, & Plenipotentiæ, & Deputationis, validum & legitimum Instrumentum propriis Subscriptionibus & Sigillis munitum nobis tradiderint: Nosque Sacræ Cæsareæ, & Regis Poloniæ Majestatis Legati extraordinarii & Plenipotentiarii vigore Cæsareæ Majestatis & Serenissimi Regis Poloniarum generalis nostræ Facultatis, assistentibus etiam, & attestantibus Dominis Legatis Plenipotentiariis Mediatoribus præsens Instrumentum in majorem fidem, & Conditionum Pacis pro inclita Venetorum Republica officiis nostris promotarum & supra enarrato modo conclusarum firmitatem Subscriptionibus pariter proprisque Sigillis nostris appositis corroboravimus.

Acta hæc sunt in Congressu Carlovitii in Sirmio sub tentoriis die 26. Januarii 1699.

WOLFGANGUS C. AB OTTINO. (L.S.) LEOPOLDUS C. SCHLIK. (L.S.)

S. MATACHOUSKI. (L.S.)

HÆc præmissa coram nobis & Subscriptione Mediatoris nostra ita acta conclusa & firmata esse, vigore publici muneris nostri pariter Subscriptione & Sigillorum nostrorum appositione attestamur & firmamus, anno & die ut supra.

GUILIELMO PAGET. (L.S.) J. COLJER. (L.S.)

Exemplar Formulæ adjunctæ à Serenissima Republica Veneta pro Ratificatione Instrumenti Pacis.

SYlvester Valerio Dei Gratiâ Dux Venetiarum, &c. Notum facimus & attestamur, quod die 26. Januarii 1699. more Imperii, in Congressu Pacis facto Carlovitz, sancitum est Instrumentum tenoris subsequentis.

Inseratur Instrumentum.

Conclusio.

NOs igitur Capitula sexdecim supradicta Pacis inter Serenissimum Mustapha Turcarum Imperatorem & Rempublicam Nostram à Senatu Nostro omnino rata & grata habemus, spondentes in verbo supradictæ Reipublicæ Articulos eosdem omnes & singulos inviolabiliter observare, nec pro viribus passuros ut à quopiam violentur. In quorum fidem hasce Nostras fieri jussimus, manuque nostra subscripsimus & Sigillo Nostro Ducali corroboravimus, in Ducali Palatio die 7. Februarii 1699. M. V.

SYLVESTER VALERIO Dux Venetiarum.

AGOSTINO BIANCHI *Secretario.*

Sigillum Ducale pensile est in argento.

CCXII.

6. Avril.

Succeſſions-Vergleich zwiſchen Albrecht zu Coburg / Bernhard zu Meinungen / Heinrich zu Römhild / Chriſtian zu Eiſenberg / Ernſt zu Hildburghauſen / Johann Ernſt zu Saalfeldt / und Friedrich zu Gotha / allerſeits Hertzogen zu Sachſen / Vermög deſſen der Hertzog von Gotha verſpricht / ſeinen an dem ſich erledigenden Fürſtenthum Coburg habenden Antheil / dem Hertzog Bernhard zu Meinungen gegen Geld oder Revenuen zu überlaſſen; welches auch Römhild / Eiſenberg / Hildburghauſen und Saalfeld thun ſollen; dargegen ſtipulirt ſich der Hertzog von Gotha / daß Jhm die auch auff dem Erledigungs-Fall ſtehende Eiſenbergiſche und Römhildiſche Portiones gegen Geld oder Revenuen unter gewiſſen Bedingungen überlaſſen werden ſollen; Zu Coburg den 6. April 1699. [LUNIG Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheilung IV. Abſatz II. pag. 239, *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 80.]

C'est-à-dire,

Pacte de Succession entre les Serenissimes Princes Ducs de Saxe, ALBERT de Coburg, BERNARD de Meinungen, HENRI de Romhild, CHRISTIAN d'Eisenberg, ERNEST de Hildburghausen, JEAN ERNEST de Saalfeld, *&* FREDERIC de Gotha, *par lequel le Duc*

ANNO 1699.

Duc de Gotha declare, qu'en cas de vacance de la Principauté de Coburg il cedera au Duc de Meinungen la Portion, qui lui en devroit revenir, moyennant une compensation en argent ou en Revenus, ce que feront aussi les Ducs de Römbild, d'Eisenberg, de Hildburghausen, & de Saalfeld; en consideration de quoi aussi le Duc de Gotha stipule, que si les Domaines de Römbild, & d'Eisenberg viennent vacans, les Portions des autres lui seront cedées, moyennant une semblable compensation en argent, ou en revenus. Fait à Coburg le 6. Avril 1699.

Zu wissen: Nachdeme der Durchlauchtigste Fürst und Herr / Herr Albrecht / Hertzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / auch Engern und Westphalen / Land-Graf in Thüringen / Marggraf zu Meissen / Gefürsteter Graf zu Henneberg / Graf zu der Marck und Ravensberg / Herr zu Ravenstein / rc. der Römisch Keyserlichen Majestät bestellter General-Feld-Marschal-Lieutenant, und Obrister über ein Regiment zu Fuß / rc. mit seiner Hochfürstlichen Durchläucht. freundl. geliebten Herren Brüdern / und respective Herren Vettern / denen auch Durchläuchtigsten Fürsten und Herren / Herren Bernharden zu Meinungen / Herren Heinrichen zu Römhild / Herren Christian zu Eisenberg / Herren Ernsten zu Hildburghausen / Herren Johann Ernsten zu Saalfeld / und Herren Friedrichen zu Gotha / allerseits Hertzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / auch Engern und Westphalen / Land-Grafen in Thüringen / Marckgrafen zu Meissen / Gefürsteten Grafen zu Henneberg / Grafen zu der Marck und Ravensberg / Herren zu Ravenstein und resp. Tonna / rc. aus tragender Sorgfalt für die Ruhe und Wohlfahrt dero gesamt Hochfürstlichen Hauses und Unterthanen / obliegenden Seniorats und Directorii wegen / sich Freund-brüderlich und vetterlich vernommen / ob derer in Gottes Händen stehenden Successions-Fälle halben / im Fürstlichen Hause bey dermaligen Zustand desselben / zu Verhütung aller besorgenden Thätlichkeiten und Beschwerden der Lande / in Zeiten gewisser Vergleich zu treffen seyn möchte / und dann solches nach dem Exempel derer höchstlöblichen Herren Vorfahrer auch im Reich üblichen Observantz einhellig vor gut und heilsam befunden / auch zu dem Ende eine besondere Conferenz anhero nacher Coburg veranlasset / und von sämtlichen vorhöchstgedachter Herren Hertzogen zu Sachsen Hochfürstlichen Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. durch dero vertraute hierzu mit Instruction und Creditiven behörig versehene Räthe und Deputirte beschicket worden; Als ist man im Namen Gottes zum Werck geschritten / und hat nach gepflogener mühsamer Handlung / wie es bey sich ereignenden Anfall und Erledigung derer Lande mit deren possessions-Ergreiffung / Administration und Division zu halten / biß auf Ratification derer hohen Herren Pincipalen / endlich folgende Abrede genommen: Und zwar wird es præliminariter nicht unbillig per unanimia dabey gelassen / was dißfalls die Fürst-väterliche Disposition und Verträge des Hauses pro norma an Hand geben / daß nehmlich die Fürstenthümer / Herrschafften und Aemter an deren Juribus und pertinentien / wo es sich wohl füget / unzertrennet beysammen behalten / und mit Zerreissung der Gräntze und Beschwerung der Lande mit fremden Oneribus keine so genaue peræqvation in der Theilung gesucht werde. Hiernächst ist vor jetzo auf drey Fälle / da keine Fürst-Männliche Descendenten vorhanden / als zu Coburg / Römhild / und Eisenberg / welche doch der Allerhöchste nach seiner Barmhertzigkeit noch lange abwenden wolle / reflectiret worden; Da dann so viel

I. Den Coburgischen Anfall betrifft / Sachsen-Römhild / Eisenberg / Hildburghausen und Gotha / sich hiermit dahin erkläret / daß sie dero Ratas an selbigem gantzen Fürstenthum / sambt allen dessen Ein- und Zugehörungen / insonderheit des Coburgischen Reichs- und Creyß-Voti cum ommi & pleno jure Regio Herren Hertzog Bernhards zu Sachsen-Meinungen Hochfürstlichen Durchl. für sich und Ihre Fürstliche Descendenten cediren / und so viel die Theilung der Lande anlanget / nach denen portions-Büchern überlassen wollen; jedoch daß nur bemeldtes Herren Hertzogs Durchleucht. und dessen Descendenten die Vestung Coburg / nach Innhalt derer / so wohl mit deroselben / als Herren Hertzog Albrechts Hochfürstlichen Durchleucht. getroffenen Erb-Theilungs-Recessen besitzen / auch vorbehaltlich der Concurrenz bey dem Privilegio, der zu Coburg binnen zweyen Jahren / mit gesammter Hand zu errichtenden Academien nach eines jeglichen Fürstlichen Hauses Befugnüssen. Welches alles und jedes Sachsen-Meinungen hiermit auch also vor sich und dero Fürstliche Descendenten acceptiret / und da hingegen

II. Sich erkläret und verspricht Sachsen-Römhild und Hildburghausen / wegen ihrer Recess-mässigen Portionen / mit Hennebergischen Landen cum omni onere & jure nach denen portions-Büchern / ausgenommen des Schleusingischen Creyß-Voti und der Conccurenz bey dem Gymnasio zu Schleußing / nicht weniger das gesammte Hennebergische Archiv zu Meinungen / den Krummenthal und dergleichen / so Sachsen-Meinungen sich reserviret / zu satisfaciren; Sachsen-Eisenberg und Gotha aber vor ihre gleichfalls Recess-mässige portiones gewisse nahe gelegene Revenüen oder Geld / welchen falls der Theilungs-Anschlag und Aembter wahrer Ertrag aus zwölff bey allen dreyen Fällen auf einerley Zeit einzurichtenden Jahrs-Rechnungen genommen würde / anzuweisen / und biß zu Abtrag des Capitals abzutreten. So lange nun biß diese satisfaction mit Land und Leuten / also auch mit Anweisung der Revenüen geschehen / bleibet jedem Theil sein jus Retentionis, und seynd obbemeldte Cedenten zu frieden. Dieweilen aber die Herren Hertzog Christians Durchl. des Coburgischen Anfalls wegen / zukommende Portionen-Revenüen / deroselben ziemlich entlegen / so wollen Herren Hertzog Fridrichs Hochfürstliche Durchlauchtigkeit solche aus Freund-Vetterlicher Affection von Sachsen-Meinungen übernehmen / und hingegen höchst-gedacht Herren Hertzog Christians Durchlauchtigkeit durch Abtretung gewisser nahe gelegener Land und Leute / so viel der Eisenbergische Antheil nach denen Coburgischen Portions-Bücheren / betragen möchte / annehmlich vergnügen.

III. Bey dem Römhildischen Anfall nehmen Herren Hertzog Albrechts Hochfürstl. Durchl. oder nach Deren Ableben Sachsen-Gotha die Possession, und wollen jetzt Höchsternmeldte Ihre Durchl. aus sonderbarer Begierde dem Fürstlichen Hause seine Beruhigung zu restabiliren gegen anderweite Satisfaction, woferne selbige besonders treffender Abrede nach præstiret wird / sich auf solchen erlebenden Fall dahin hiermit erklären / daß sie auf Dero daran zukommende Ratam, an Landen und Leuten / das Amt Themar mit allen seinen Pertinentien / Territorial- und anderen Gerechtigkeiten / nach dem Anschlag der Portions-Bücher / annehmen / zu Dero Coburgischen Landen schlagen / und sich das übrige / was an Dero Recess-mässigen Rata ermangelt / mit Abtretung wohl-gelegener Revenüen oder Gelde / nach obgemeldtem principio regulativo eines zwölffjährigen wahren Ertrags / vergnügen / die übrigen Lande aber dieser Römhildischen Portion cum omni & pleno jure regio Sachsen-Gotha zur freyen Administration überlassen wollen; Nach Dero in Gottes Handen stehenden Todes-Fall aber / fiele obiges Amt mit seinen Pertinentien und Juribus hinwieder an Sachsen-Gotha / dergestalt / daß selbiges denen übrigen Fürstlichen Interessenten / nach dessen wahren Ertrag / und obigem Principio regulativo mit Revenüen oder Gelde Satisfaction gebe. Sachsen-Meinungen / Eisenberg und Hildburghausen aber cediren und überlassen hiermit / für sich und Dero Successores, Dero Recess-mässige Ratas an denen sämtlichen hinterlassenen Landen cum omni & pleno jure regio an Sachsen Gotha / welches hingegen verspricht / sämmtliche Cedenten / nach eines jeden Befugniß / mit Revenüen oder Gelde / nach obbemeldetem Principio regulativo eines zwölffjährigen wahren Ertrags / zu satisfaciren. Was auch bey dem Coburgischen Anfall wegen des Administration- und Retention-Rechts / bedungen / solches wird nicht weniger bey diesem Fall unter ihnen allerseits hinc inde eingestanden / und respectivè vorbehalten. Solte denn der vorgeschlagene Umsatz zwischen Römhild und Saalfeld künfftig hin noch geschehen / solchenfalls wird zwar Sachsen-Gotha / nach Herren Hertzog Heinrichs Durchl. Ableben / die Saalfeldische Landes-portion cum omni & pleno jure regio überlassen / und werden hingegen die anderen Fürstlichen Interessenten auf ihre Recess-mässige Portiones mit Revenüen oder Gelde / nach dem wahren Ertrag derer obgemeldeten zwölff Jahres-Rechnungen / doch also / daß die Römhildische und nicht die Saalfeldische Landes-Portion in Anschlag gebracht / auch dasjenige / was wegen der gemeinschafftlichen Possessions-Ergreiffung / welche im Saalfeldischen Sachsen-Gotha zu thun / Administration und Retention, abgeredet / allhier gleichfals beobachtet werde / satisfaciret. Herren Hertzog Albrechts Fürstl. Durchl. aber bekommen auf Dero Ratam das Amt Grafenthal / mit gleichen Juribus und Conditionibus, auch bedungenen Rückfall an Sachsen-Gotha /

ANNO 1699.

Gotha / wie solches alles beym Amte Themar verabredet worden.

IV. An dem Eisenbergischen Anfall mag Sachsen-Gotha die Possession communi nomine nehmen / und erbietet sich Sachsen-Coburg gegen obbemeldete annehmliche Satisfaction, dafernt selbige würcklich præstiret wird / seine Recess-mäßige Ratam an nur gemeldeten Eisenbergischen Landen und Leuten mit dero Juribus an Sachsen-Gotha / vor sich und Ihre Fürstliche Successores, über- und sich dafür mit wohlgelegenen und abzutretenden Revenüen oder Geld / salvo jure retentionis biß dahin / vergnügen zu lassen. Sachsen-Meinungen / Römhield und Hildburghausen aber haben sich / krafft dieses / mit Sachsen-Gotha auch bey diesem Eisenbergischen Anfall auf eben die Maße verglichen / gleichwie es in vorhergehenden Puncten wegen des Römhildischen mit Cession der Lande / cum omni jure regio, dagegen bedungener Satisfaction und Retention, wie auch überlassener Administration verabredet worden.

V. Was die übrige Erbschaffts-Massam an Cammer-Gefällen / baarem Geld / Land- und Tranck-Steuren / Nachschuß-Gelderen / Activ- und Passiv-Schulden / und dergleichen anlanget / werden solche nach eines jeden hohen Interessenten Befugniß / vertheilet / jedoch / daß die Land- und Tranck-Steuer-Gerechtsam bey jeder Landes-Portion und Fürstenthum unzertrennet verbleiben.

VI. Die Verführung der Reichs-Votorum geschiehet alsdann / wie bißhero / in Gemeinschafft / und wil Sachsen-Gotha / so weit es darinnen die vier jungen Fürstlichen Herren Gebrüdere zu vertreten / in contextu der Vollmacht / mit der Formul: Vor Uns und Unsere freundlich-geliebte Herren Vetteren / ꝛc. Dero Namen hinführo exprimiren.

VII. Die jenigen / so wegen besagter dreyer Anfälle denen anderen / nach obigem Vergleich / an statt ihrer zugetheilten Revenüen das Capital heraus zu geben haben / sollen darzu ehender nicht anzuhalten seyn / biß vorhero / wohin sie wieder an Land und Leuten / dem Hause zum besten / nützlich angewendet werden / sattsame Versicherung geschehen; Das Capital aber wird nach dem Fuß auf 5. pro Cento determiniret und abgetragen. Und ob gleich in denen vorhandenen Erbtheilungs-Recessen verabredet / daß / ohne Consens aller Fürstlichen Interessenten / von Land und Leuten nichts veralienirt noch verpfändet werden soll / auch / bey denen künfftigen Anfällen an Landen und Leuten / oder deren Revenüen / ein gleichmäßiges vor jetzo besorget / und fest gesetzet worden / so würden jedoch dadurch demjenigen / so / dieser Successions-Fälle halber / obiger Abrede nach Geld heraus zu geben verbunden / unbenommen seyn müssen / zu mehrer des Wercks Facilitirung / durch Auffnahme gewisser Capitalien / so viel / als zu Abtragung solcher Posten nöthig seyn möchte / von Land und Leuten zu verpfänden; Zu welchem Ende dann bey begebenen Fall / auf vorher geschehene Notification allerseits Fürstliche Interessenten / den Consens zu ertheilen hierdurch sich anerklären.

VIII. Wann bey denen obigen Anfällen eine Fürstliche Frau Wittib hinterbliebe / so geschiehet demjenigen / in dessen angefallenen Landen sie sich befindet / zu dem gebührenden Dotalitio und Unterhaltung von allen Fürstlichen Interessenten / ein proportionirter Beytrag / und ist ihme deswegen sattsame Versicherung durch annehmliche Revenüen in Handen zu lassen.

IX. Gleichwie nun oben wegen Apprehendirung der Possession Abrede genommen; also soll die Obsignation der Verlassenschafft an allen Orten der apert gewordenen Lande von des verstorbenen Herren hinterlassenen respective Ministris und Bedienten / mit Zuziehung eines Notarii, verrichtet / und so dann die Resignir-Inventir- und Theilung von allerseits Fürstlichen Interessenten abzuordnenden Räthen bewerckstelliget werden. Und weilen auch der Billigkeit gemäß / daß treuer und wohlverdienter Räthe und Bedienten erwiesene nützliche Officia nicht unbelohnet bleiben; so haben sich die Fürstliche hohe Herren Paciscenten dahin gnädigst erkläret / daß sie / und zwar jeder nach seiner Rata, für diejenige Räthe und Ministros, so bey Abgang eines oder des anderen Fürsten Theils in dero Diensten sich würcklich befinden / und wohl meritiret gemacht / dergestaltige Sorge tragen wollen / damit entweder durch anderwärtige Accommodirung / oder nach Befindung / durch eine erkläckliche provision ihrem Unterhalt und Subsistentz so viel thunlich / prospiciret seyn könne.

X. Möchte sich nach GOttes Willen begeben / daß Fürstliche Männliche Descendenten zu Coburg / Römhild / und Eisenberg erzielet würden / stehet demjenigen / in dessen eventualiter zugetheilten Landen dieser Casus sich ereignet / frey / ob er bey vorgemeldten Successions-Vergleich dennoch bleiben wolle; Da denn die übrige Fürstliche Interessenten daran gleichfalls verbunden / widrigenfalls aber / und da jenen ein solches nicht gefällig / selbiger annulliret / und ratione successionis, alles in dem Stande / wie es vor diesen Tractaten gewesen / hergestellet und restituiret werden solle. Immassen auch

XI. Sachsen-Coburg ausdrücklich hiermit bedinget / daß ihme dieser Vergleich und was darinnen unter denen Herren Interessenten ratione Successionis paciscirret / an dem / was es sich mit Sachsen-Gotha Anno 1681. den 24. Sepembris getroffenen Haupt-Vergleich §. 19. wegen derer vier jüngeren Herren Brüder Landes-Antheilen mit mehreren vorbehalten und bedungen / allerdings ohne præjudiz und Abbruch sey / jedoch / daß bey denen oben §. 3. & 4. benannten Fällen die hohen Jura gegen andere annehmliche Satisfaction an Sachsen-Gotha durch diesen Recess überlassen worden.

XII. Letztlichen hat man / um mehrerer Festhaltung willen zu Ubernehmung einer Guarantie, die Fürstlichen Häuser / Weimar / Eisenach / Braunschweig-Wolffenbüttel / und Hessen-Cassel beliebet / und will dieselbige deswegen mit nächsten geziemend ersuchen / sich auch hiermit dahin erkläret haben / daß / weil Sachsen-Saalfeld diesen Recess mit zu unterschreiben angestanden / man hierdurch dero rechtmäßigen Befugnissen im geringsten zu præjudiciren nicht gemeynet sey.

Zu Urkund ist vorstehende Abrede in diesen Recess gebracht / und derselbe biß auf Ratification der hohen Herren Principalen / welche binnen vier Wochen / à dato an / beyzubringen / und gegen einander auszuwechseln / von denen darzu deputirten Sachsen-Coburg-Meinung-Römhild-Eisenberg-Hildburghauß- und Gothaischen geheimen und anderen Räthen geschrieben und besiegelt worden.

So geschehen Coburg / den 6. April. im Jahr unsers Heyls 1699.

Johann Burckhard Roßler.	(L.S.)
Ferd. Adam v. Pernau / Freyherr.	(L.S.)
Joh. Christ. Freyherr v. Wolzogen.	(L.S.)
Paul Heinrich Tilemann.	(L.S.)
Ephraim Wagner / Doct.	(L.S.)
Johann Georg Zangen.	(L.S.)
Tobias Sutoris, Doct.	(L.S.)
Christ. Hieronymus Mühlpfort.	(L.S.)

Erklärung und Versicherung im Namen Hertzog Friderichs von Sachsen-Gotha / Hertzog Christian zu Sachsen-Eisenberg gegeben / daß Sie demselben so wol als auch dem Hertzogen Von Saalfeld bey abgang der Gothaischen Linie das Fürstenthumb Altenburg gerne gönnen / auch der Personal-Rang nach Sachsen-Gotha ihme zugestanden werde etc. Geben Eisenberg den 21. Junii 1699. Mit Hertzog Fridrichs Von Sachsen-Gotha Ratification. Geben Friedenstein den 27. Junii 1699. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abtheilung IV. Absatz II. pag. 711.]

C'est-à-dire,

Declaration & Assurance donnée au Nom de FRIDERIC *Duc de Saxe-Gotha à* CHRISTIAN *Duc de Saxe-Eisenberg, portant qu'il n'empêche point qu'en cas d'extinction de la ligne de Gotha, le Duc d'Eisenberg & le Duc de Saalfelden puissent avoir la Principauté d'Altenbourg, & que l'Ordre ou Rang Personnel soit accordé audit* CHRISTIAN *Duc d'Eisenberg, aprés lui Duc de Gotha &c.*

ANNO 1699.

&c. *Faite à Eisenberg le* 21. *Juin* 1699. *Avec la* RATIFICATION *de* FRIDERICI *Duc de Gotha, faite à Friedenstein le* 27. *Juin* 1699.

Dem Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Christian/ Hertzogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ auch Engern und Westphalen/ rc. geschiehet auf dero gnädigstes Verlangen die Erklärung und Versicherung:

I. Daß deroselben sowohl/ als Herren Hertzog Johann Ernsts Fürstl. Durchl. und deren Descendenten/ wenn auch gleich diese letztere bereits den in Vorschlag gebrachten Umbsatz mit der Römhildischen Landes-Portion würden beliebet haben/ Herren Hertzog Friedrichs Hoch-Fürstl. Durchl. bey Abgang der jetzigen gäntzlichen Gothaischen Linie (welches doch der höchste GOtt in Gnaden verhüten wolle/) das Fürstenthum Altenburg cum omni & pleno Jure regio gerne gönnen/ auch darzu bey denen übrigen hohen Herren Interessenten alle mögliche Officia mit anzuwenden geneigt seyn werden.

II. Daß Herren Hertzog Christians Hoch-Fürstl. Durchl. der Personal-Rang nach dem Alter von Sachsen-Gotha/ in und ausser dem Hause zugestanden werde/ auch selbige dessen bey Weimar und Eisenach durch zwey mit Herren Hertzog Friedrichs Durchl. errichten Recesse sowohl als selbst eigenes beym Reichs-Directorio zu Regenspurg übereichtes Weimar- und Eisenachisches Schreiben/ worinnen das natürliche Alter zur Norm des personal-Rangs im Fürstl. Hause Sachsen expresse allegirt und agnoscirt werden/ zur Gnüge versichert.

III. Daß nach getroffenen Vergleich mit Hilperhausen und Saalfeldt wegen dieses Punctes/ dem Abgesandten zu Regenspurg eine neue/ und/ dem Succeßions-Recess. §. 5. gemäßte Vollmacht sämtlicher Herren Vettern/ mit der formul: Von GOttes Gnaden/ Wir Friedrich/ tot. tit. vor Uns und in Vollmacht Herren Albrechts/ Bernhardts/ Christians Hertzogen zu Sachsen rc. exprimirt/ werde überschicket/ und damit die vorige Vollmacht ausgewechselt werden.

IV. Daß vermöge des von Herren Hertzog Christians Hoch-Fürstl. Durchl. zu Coburg untern 28. Martii a. c. gethanen Vorschlags/ in denen Altenburgischen Landes-Angelegenheiten/ Landt-Tagen/ und Außschuß-Tagen/ dieser Stylus: Von GOttes Gnaden Wir Friedrich/ tot. tit. vor Uns/ und in Vollmacht des Durchleuchtigen Fürsten/ Unsers freundlich geliebten Vetters/ Herren Christians/ tot. tit. wegen dero in diesem Fürstenthumb habenden Landes-Antheils rc. sowohl in der Proposition, als auch denen Abschieden gebrauchet werden sollen/ worbey es zugleich de Meynung behält/ daß solcher Stylus Herren Hertzog Christians Fürstl. Durchl. weder an dero Senio noch an daran hangendem Directorio præjudicirlich seyn solle.

V. Daß/ wie das Haupt-Directorium mit zugehörigen Prærogativen und emolumento des Ambts Oldisleben denen Hoch-Fürstlichen Vier jüngern Herren Gebrüdern im Erb-Vertheilungs-Recesse de Anno 1680. vorbehalten und zugestanden worden; Also auch Herrn Hertzog Friedrichs Hoch-Fürstl. Durchl. hierinnen von sothanen Recesse und der Sachsen Gothaischen zu Eisenberg unterm 12. Maji 1696. geschehener Erklärung abzugehen/ so wenig gemeinet/ als Sie vielmehr dero sambtlichen Herren Vettern dißfalls bey aller Ungebühr/ und widerrechtlichen Beeinträchtigungen contra acta mit Beytritt des gesambten Fürstlichen Hauses/ zu assistiren/ nach wie vor entschlossen bleiben.

VI. Daß bey denen Landschafftlichen Conventen und würcklichen Deliberationen/ auch die Sachsen-Eisenbergischen Deputirten/ Inhalt des Saalfeldischen Recesses de anno 1695. ohne Widerspruch zu admittiren/ jedoch dargegen auch dadurch dem Sachsen Gothaischen Auftrag/ und deren darzugehörigen expeditionibus derer bey solcher Deliberation verabredeten negotien nichts zu entziehen seyn.

VII. Daß die von Hoch-Fürstl. Eisenbergischer Seite urgirte Communication forthin verlangter massen/ und wie es die Recesse buchstäblich sagen/ geschehen werde.

VIII. Daß Sachsen-Gotha/ wegen der Eisenbergischen Nachschuß-Gelder/ nach Anleitung des Haupt Recesses de anno 1680. zu Ablegung des Capitals, auf vorhergehende halbjährige Loßkündigung sich parat werde finden lassen/ und damit nach Gutbefinden Grund und Boden erkauffen zu können.

IX. Daß Sachsen-Gotha/ bey dem nach GOttes Willen sich begebenden Coburgischen Anfall die Sachsen-Eisenbergische Portion an Landen/ Vasallen und Steuern durch gewisse Revenuen von Sachsen-Meinungen/ vermöge des abgehandelten Succeßions Recesses/ anzunehmen/ und dargegen Sachsen-Eisenberg eben so viel Land und Vasallen/ nebst der Jurisdiction und Perception derer bewilligten Landt- und Tranck-Steuern aus dem Altenburgischen Fürstenthumb (jedoch mit Vorbehalt des Rückfalls an Sachsen-Gotha) abzutreten erböthig sey.

X. Daß wenn Herren Hertzog Christians Hoch-Fürstl. Durchl. durch mehrere Anfälle ein gantzes Reichs-Votum erhalten/ so dann dieselbe ratione derjenigen Lande/ worinnen Sie solches Votum haben/ von dem Sachsen-Gothaischen nexu liberiret seyn sollen.

XI. Daß die Sachsen-Eisenbergische aus freundvetterl. Affection und Begierde zu einem aufrechten und beständigen Vertrauen offerirte Mediation bey Sachsen-Saalfeldt Herren Hertzog Friedrichs Hoch-Fürstl. Durchl. soviel mehr angenehm und gefällig seyn werde/ als Sie Ihres hohen Orths Ihre grösseste Vergnügung in Friede/ Liebe und guter Harmonie des Fürstl. Hauses suchen/ auch in dero sämbtl. Angelegenheiten sich allezeit Fürstlich/ beständig/ gerecht und billig zu erweisen getrachtet/ noch selbige niemahls von dergleichen Christrühmlichsten Intention abweichen werden. Zu Uhrkundt dessen/ und biß auf Herren Hertzog Friedrichs Hoch-Fürstliche Durchl. gnädigste Ratification und Genehmhaltung/ habe ich gegenwertigen Schein eigenhändig unterschrieben und besiegelt/ So geschehen Eisenberg den 21. Junii 1699.

(L.S.)
Christianus Hieronymus
Mühlpfordt.

Fürstliche Sächsische Gothaische Resolution.

Von GOttes Gnaden/ Wir Friedrich Hertzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ auch Engern und Westphalen rc. Bekennen für Uns und unsere Fürstl. Successores.

Demnach dem Durchlauchtigsten Fürsten/ Herren Christianen/ Hertzogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ auch Engern und Westphalen/ in Unsern Nahmen Unser abgeordneter Hoff-Rath Mühlpfordt/ am 21ten Junii nechsthin zu Eisenberg/ in 11. unterschiedenen Puncten/ biß auf Unsere Ratification, eine schrifftliche Erklärung unter seiner Unterschrifft ausgestellt/ und Wir auf deren unterthänigsten Vortrag darbey kein Bedencken/ sondern dieselbe Unserer Intention und ertheilten Instruction gemäß befunden; Als wollen Wir besagte Erklärung in allen Puncten/ hiermit in Krafft dieses ratificiret haben/ Uhrkundlich Unserer eigenhändigen Unterschrifft und beygedruckten Fürstl. Secrets, So geschehen Friedenstein/ den 27. Junii 1699.

Friedrich.
(L.S.)

CCXIII.

Tarif arresté entre les Commissaires du Roi de FRANCE, *& le Commissaire des Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, en execution de l'Article XII. du Traité de Commerce conclu à Ryswick le* 20. *Septembre* 1697. *Contenant les Droits qui seront payés tant aux Entrées du Royaume, sur les Denrées & Marchandises du crû, pêche & fabrique des Sujets des Estats Generaux, qu'aux Entrées des Provinces-Unies sur les Denrées & Marchandises du cru & fabrique de France. A Paris le* 29. *Mai* 1699. Avec *les* RATIFICATIONS *de part & d'autre, & l'*ACTE *pour l'execution du Tarif.* [Sur l'Imprimé à la Haye chez Paul Scheltus Imprimeur ordinaire de L. H. P. Ann. 1699.] 29. Mai.

Le

ANNO 1699.

LE Roi Très-Chrêtien, & les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, desirant d'executer l'Article XII. du Traité de Commerce, conclu à Ryswik le 20. Septembre 1697., & conformément à la disposition de cet Article, faire un nouveau Tarif commun, suivant la convenance reciproque, auroient nommé des Commissaires pour y travailler, savoir, de la part de Sa Majesté, Jean Baptiste de Lagny, Conseiller Secretaire du Roi, & Directeur Général du Commerce, Jean Remy Henault, Conseiller Secretaire du Roi, Secretaire & Greffier du Conseil d'Etat & Privé, & Antoine Peletyer, Conseiller Secretaire du Roi: Et de la part des Etats Généraux, Guillaume Nieuport, lequel se seroit rendu pour cet effet dans la Ville de Paris, où lesdits Seigneurs Commissaires après diverses Conferences tenues pour satisfaire à l'Article douze dudit Traité, & achever de rétablir le Commerce & la Navigation reciproque entre les deux Nations, sont convenus unanimement que les Especes comprises dans les Articles suivans ne paieront, à commencer du premier jour de Juillet prochain, aux entrées du Roiaume, que les Droits ci-après reglés au lieu de ceux portés par le Tarif du 18. Avril 1667., & par les Arrêts posterieurs;

SAVOIR,

Baleine coupée & aprêtée, le cent pesant paiera neuf Livres, ci. . . . . . 9 Liv.
Baracans, la piece de vingt-deux aûnes paiera cinq Livres, ci. . . . . . 5 Liv.
Beurre d'Hollande, le cent pesant paiera douze Sols, ci. . . . . . 12 Sols
Bufles, Eslans & Cerfs passez en Bufles, Collets & Coltins de Bufles, le cent pesant payera vingt-six Livres, ci. . . . . . 26 Liv.
Camelots à ondes & demi soye & de toutes autres sortes, la piece de vingt aûnes payera huit Livres, ci. . . . . . 8 Liv.
Cire blanche, le cent pesant payera onze Livres, ci. . . . . . 11 Liv.
Cuirs de Bœuf tannez de toutes sortes, la douzaine payera quatorze Livres, ci. . . . 14 Liv.
Cuirs de Vache tannez, la douzaine payera sept Livres, ci. . . . . . 7 Liv.
Draps d'Hollande de toutes sortes & couleurs, la piece de vingt-cinq aûnes payera cinquante-cinq Livres, ci. . . . . . 55 Liv.
Et les pieces de plus grande ou moindre longueur, à proportion.
Fanons de Baleine, le cent en nombre tant grands que petits du poids de trois cens Livres ou environ payera vingt Livres, ci. . . . 20 Liv.
Fer blanc, le baril de quatre cens cinquante feuilles doubles payera vingt Livres, ci. . . 20 Liv.
Le Baril de simples feuilles payera dix Livres, ci. . . . . . 10 Liv.
Fromages d'Hollande de toutes sortes, le cent pesant payera une Livre dix Sols, ci. . 1 Liv. 10 Sols
Huile & graisse de Baleine & d'autres Poissons, la Barique du poids de cinq cens vingt Livres payera sept Livres dix Sols, ci. . 7 Liv. 10 Sols
Moruë verte ou Cabillaud salé, le Baril pesant trois cens Livres payera cinq Livres, ci. . 5 Liv.
Et les Barils pesans plus ou moins, payeront à proportion.
Maquereaux, le Lest de douze Barils payera douze Livres, ci. . . . . 12 Liv.
Plumes à écrire, le cent pesant payera quatre Livres, ci. . . . . . 4 Liv.
Pipes à Tabac, la grosse de douze douzaines payera cinq Sols, ci. . . . . 5 Sols
Porcelaine contrefaite ou Fayence d'Hollande, le cent pesant payera dix Livres, ci. . . 10 Liv.
Rubans de fil, le cent pesant payera huit Livres, ci. . . . . . 8 Liv.
Ratines Drapées ou aprêtées en drap de cinq quarts, ou quatre tiers de largeur, la piece de vingt-cinq aûnes payera cinquante-cinq Livres, ci. 55 Liv.
Et les pieces de plus grande ou de moindre longueur, à proportion.
Ratines Drapées de deux tiers de large, la piece de vingt-cinq aûnes payera vingt-sept Livres dix-sols, ci. . . . . 27 Liv. 10 Sols
Ratines Frisées de cinq aûnes payera quarante-deux Livres, ci. . . . . 42 Liv.
Ratines Frisées de deux tiers de largeur, la piece de vint-cinq aûnes payera vingt-une Livres, ci. 21 Liv.
Soyes de Porc, le cent pesant payera quatre Livres, ci. . . . . . 4 Liv.
Savon vert, noir, mol & liquide, le cent pesant payera deux Livres, ci. . . . 2 Liv.
Serges de Seigneur, & Serges façon d'Ascot, la piece de vingt aûnes payera huit Livres, ci. 8 Liv.
Serges Drapées façon de Florence, Angleterre & autres Païs, blanches & teintes, la piece depuis treize jusqu'à quinze aûnes payera onze Livres, ci. 11 Liv.
Sucre rafiné en pain ou en poudre, Candis, blanc & brun, le cent pesant payera vingt-deux Livres dix Sols, ci. . . . . 22 Liv. 10 Sols
Toiles d'Hollande fines & ouvrées, soit cruës, jaunes, blanches & bisettes, tant fines, moyennes que grosses, la piece de quinze aûnes payera deux Livres, ci. . . . . . 2 Liv.

I. Les Denrées & les Marchandises du Cru, des Pêches & de la Fabrique des Sujets des Etats Généraux, specifiées en la presente Convention payeront les Droits ci-devant expliqués, à toutes les entrées du Royaume, Terres & Païs de l'obeïssance du Roi.

II. Les Denrées & les Marchandises du Cru, des Pêches & de la Fabrique des Sujets des Etats Généraux, non comprises dans la presente Convention, ensemble toutes les Marchandises de leur Commerce contenües dans le Tarif du 18. Avril 1667., ou dans les Déclarations & Arrêts posterieurs payeront pareillement à toutes les entrées du Royaume, Terres & Païs de l'obeïssance du Roi les Droits ordonnés par ledit Tarif, & par lesdites Déclarations & Arrêts posterieurs.

III. Les Droits établis par la presente Convention, & ceux compris dans les deux Articles precedens, seront également payés dans le tems des Foires sur les Denrées & Marchandises du Cru, des Pêches, Fabrique & Commerce des Provinces-Unies, tant par les Sujets de Sa Majesté, que par ceux des Etats Généraux, ce qui sera pareillement executé, même à l'entrée des Ports des Villes de Dunkerque & de Marseille, le tout nonobstant toutes Franchises & Privileges, sans préjudice neanmoins de l'execution de l'Art. IX. du Traité de Commerce de Ryswick, pour les Marchandises de Levant.

IV. Toutes les autres Denrées & Marchandises du Cru, de la Pêche & Fabrique des Sujets des Etats Généraux, ensemble toutes les Marchandises de leur Commerce, qui ne sont point exprimées dans la presente Convention, ni dans le Tarif du 18. Avril 1667. ni dans les Déclarations & Arrêts posterieurs, payeront aux entrées & aux sorties les Droits portés par le Tarif du 18. Septembre 1664. par tout où il a cours, & dans les autres Provinces du Royaume, les Droits ordonnés par les differens Tarifs, qui y sont executés.

V. Les Denrées, & les Marchandises dont les Droits aux sorties & aux entrées ne sont point fixez par les Tarifs de 1664. & 1667. & par les Edits, Déclarations & Arrêts posterieurs, ni par cette Convention, payeront cinq pour cent à la sortie, & cinq ou dix pour cent à l'entrée, suivant les deux derniers Articles mis à la fin de l'état des entrées & des sorties qui composent le Tarif de 1664., dans les lieux où il a cours; & dans les autres Provinces du Royaume, suivant qu'il est reglé par les differens Tarifs qui y sont executez.

VI. Les Edits, Declarations & Arrêts qui fixent les Ports & les Bureaux, par lesquels certaines Denrées, & certaines Marchandises peuvent entrer dans le Royaume, Terres & Païs de l'obeïssance du Roi à l'exclusion de tous autres lieux & passages, ensemble les Edits, Déclarations & Arrêts qui défendent l'entrée dans l'étenduë des Païs de l'obeissance du Roi, de certaines Denrées & Marchandises, & ceux qui defendent la sortie de quelques autres, seront executez selon leur forme, & teneur.

VII. Comme aussi lesdits Srs. Commissaires sont convenus que les Denrées & Marchandises du crû & fabrique de France, Terres & Païs de l'obeissance du Roi, ci-après declarées, ne payeront, à commencer du premier jour de Juillet prochain, aux entrées des Païs, Terres & Seigneuries de l'obeïssance des Etats Ge-

ANNO 1699.

Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, que les Droits ci-après.

SAVOIR,

Beurre, le cent pesant payera dix Sols, ci. . . . . . . 10 Sols

Fromage, le cent pesant payera un florin quatre sols, ci. . . . . . . 1 fl. 4 s.

Jambons, le cent pesant payera un florin douze sols, ci. . . . . . . 1 fl. 12 s.

Melasse ou Sirop sortant du sucre, le cent pesant payera cinq florins, ci. . . . 5 flor.

Cidre & Poire, le Tonneau composé de quatre barriques, deux pipes, trois poinçons ou six tiersons, payera quatre florins, ci. . . . 4. flor.

Verre à faire vitres, le panier payera dix sols: ci. . . . . . 10 s.

Verres à boire payeront cinq pour cent de leur valeur.

Verjus, le Tonneau composé de quatre barriques, deux pipes, trois poinçons ou six tiersons, payera quatre florins, ci. . . . . . 4 flor.

Vinaigre, le Tonneau composé aussi de quatre barriques, deux pipes, trois poinçons ou six tiersons, payera deux florins, huit sols, ci. . 2 fl. 8 s.

Et pareillement lesdits Srs. Commissaires sont convenus que le Vif-argent ne payera à la Sortie des Païs, Terres & Seigneuries des Etats Généraux pour la France, Païs, Terres & Seigneuries de l'obéïssance du Roi, le cent pesant que quatre florins, ci. . . . . . 4 flor.

VIII. Les Denrées & les Marchandises ci-dessus ne payeront pour tous Droits que les sommes fixées par la presente Convention sur chacune espece: Et à l'égard des Denrées & Marchandises du crû, Fabrique & Commerce des Sujets du Roi, non comprises dans la presente Convention, elles payeront les Droits ordonnés par les Tarifs des Provinces-Unies des Païs-bas, & ceux qui y sont presentement établis & en pratique.

IX. Tous les Articles contenus en la presente Convention, seront executés pendant le tems porté par l'Article XLIV. du Traité de Commerce de Ryswick, & auront la même force & vigueur que s'ils y étoient inserés, sans au surplus déroger audit Traité; comme aussi les Ratifications en seront données en bonnes forme, & échangées, dans le tems de quinze jours, à compter de ce jourd'hui.

X. En foi de quoi, Nous Commissaires de Sa Majesté, & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Ordres & Pouvoirs, avons signé ces Presentes à Paris ce 29. jour de Mai 1699.

Etoit signé,

DE LAGNY. GUILL. NIEUPORT.
HENAULT.
PELETYER.

RATIFICATION.

De Sa Majesté Très-Chrétienne.

Louis, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné le Tarif du vingt-neuf Mai dernier, contenant les Droits qui seront payez tant aux entrées de nôtre Royaume sur les Denrées & Marchandises du crû, pêche & fabrique des Sujets de nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas; qu'aux entrées desdites Provinces-Unies, sur les Denrées & Marchandises du crû & fabrique de France, fait & arrêté en execution de l'Article XII. du Traité de Commerce conclu à Ryswick le 20. Septembre 1697. entre Nos amez & feaux Conseillers Secretaires, Maison, Couronne de France & de Nos Finances, Jean Baptiste de Lagni, Directeur Général du Commerce; Jean Remi Henault, Secretaire & Greffier du Conseil d'Etat & Privé; & Antoine Peletyer, tous trois Commissaires de Nôtre part: Et Guillaume Nieuport, Commissaire deputé pour cet effet de la part desdits Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas; duquel Tarif la teneur s'ensuit.

Fiat Insertio.

Nous ayant agréable ledit Tarif en tous les Points & Articles qui y sont contenus, avons icelui accepté, approuvé, ratifié & confirmé; & par ces Présentes signées de Nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons: promettant en foi & parole de Roi, de l'accomplir, observer & faire observer sincerement & de bonne foi, sans souffrir qu'il y soit allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause & occasion que ce puisse être. En témoin de quoi Nous avons fait mettre Nôtre Seel à ces Presentes. Donné à Versailles le trentiéme jour de Juillet, l'an de grace mil six cens quatre vingt dix neuf, & de nôtre Regne le cinquante septiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roy.

COLBERT.

Et scellé en cire jaune sur lacs de soye bleuë & or.

RATIFICATION

Des Seigneurs Etats Généraux.

Les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, A tous ceux qui ces presentes verront, Salut; Comme ainsi soit, que le vingt neuviéme jour de Mai de la presente année 1699. entre les Commissaires de Sa Majesté Très-Chrétienne & le Nôtre, est arrêté un Tarif, contenant les Droits qui seront payez tant aux entrées du Royaume de sadite Majesté sur les Denrées & Marchandises du crû, pêche & fabrique de Nos Sujets, qu'aux entrées de Nos Provinces sur les Denrées & Marchandises du crû & fabrique de France, duquel Tarif la teneur s'ensuit.

Fiat Insertio.

Si est ce qu'ayant pour agréable ledit Tarif, Nous l'avons approuvé & ratifié, l'agreons, approuvons & ratifions par ces presentes, promettant sincerement & de bonne foi, de le garder, entretenir & observer inviolablement en tous & chacun de ses Articles, sans aller ni venir au contraire, directement ou indirectement en quelque sorte ou maniere que ce soit. En foi de quoi Nous avons fait signer ces presentes par le Président de Nôtre Assemblée, contresigner par Nôtre Greffier, & y apposer Nôtre grand Seau. Fait à la Haye le 30. de Juillet l'an 1699.

Signé,

JEAN BECKER, Vt.

Plus-bas,

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux.

Contresigné,

F. FAGEL.

Scellé du grand Sceau en cire rouge sur lacs de soye rouge & or.

Acte

ANNO 1699.

Acte pour l'execution du Tarif avec le premier jour de Janvier 1700.

PAR le Tarif arrêté le vingt-neuviéme Mai mil six cens quatre vingt dix neuf, entre Nous Jean Baptiste de Lagni, Conseiller Secretaire du Roi, & Directeur Général du Commerce; Jean Remi Henault, Conseiller Secretaire du Roi, Secretaire du Conseil d'Etat & Privé; & Antoine Peletyer, aussi Conseiller Secretaire du Roi, Commissaires nommez à cet effet de la part de Sa Majesté: Et Guillaume Nieuport, aussi Commissaire nommé de la part des Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas; il a été convenu unanimement que les Especes comprises dans les Articles qui composent ledit Tarif, ne payeront, à commencer du premier jour de Juillet 1699. tant aux entrées du Royaume qu'aux entrées desdites Provinces-Unies, que les Droits specifiez par ledit Tarif, au lieu de ceux portez par le Tarif du dix-huit Avril 1667. Et par les Arrêts posterieurs, & par l'Article IX. dudit Tarif, il est porté que les Ratifications en seront échangées en bonne forme, dans le tems de quinze jours, à compter de celui de la Signature: Mais comme l'échange des Ratifications n'a pas été fait dans le tems prescrit par ledit Article, & qu'il n'a pû se faire que depuis l'expiration dudit jour premier Juillet; Nousdits Commissaires de Sa Majesté & desdits Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs & suffisans, sommes convenus que l'execution dudit Tarif qui devoit commencer ledit jour premier Juillet 1699. ne commencera que le premier Janvier 1700. & que la presente Déclaration aura la même force & vertu que ledit Tarif. En témoin de quoi, Nousdits Commissaires avons signé la Présente de Nôtre main. A Paris le septiéme Decembre mil six cens quatre vingt dix-neuf.

DE LAGNI. GUILL. NIEUPORT.
HENAULT.
PELETYER.

CCXIV.

5/15 Juillet. **Haupt-Vergleich zwischen Herrn Johann Adolph / Grafen zu Bentheim-Tecklenburg / und Herrn Wilhelm Moritz / Grafen zu Solms und Tecklenburg / wegen der Graffschafft Tecklenburg und Herrschafft Rheda. Geschehen Lengerich den 5/15 Julii 1699. Mit dem Neben-Vergleich sub eodem loco & die, wie auch der Final-Transaction zu Braunfelß den 14. Sept. 1699. unter eben dieselben geschlossen. Nebst der Käyserlichen und des Heiligen Reichs Cammergerichts Ratification sub dato die 4. Decembris 1699.** [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheilung VI. Absatz I. von Grafen von Bentheim pag. 18. d'où cette Pièce est tirée. On la trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 244.] ANNO 1699.

C'est-à-dire,

Transaction principale entre JEAN ADOLPHE *Comte de Bentheim-Tecklenbourg &* GUILLAUME MAURICE *Comte de Solms-Tecklenbourg, touchant le Comté de Tecklenbourg, & la Seigneurie de Rheda. Fait à Lengerich le 5/15 Juillet 1699. Avec un* RECES *particulier fait au même lieu & le même jour; Comme aussi une* TRANSACTION *finale faite à Braunfels le 14. Sept. 1699. Un* RECES D'ELUCIDATION *fait au même Lieu le 1. Decembre 1669. Et la* RATIFICATION *de la Chambre Imperiale de Justice du 4. Decembre 1699.*

WIr Leopold / von GOttes Gnaden erwehlter Römischer Kayser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs ꝛc. Bekennen und thun kund jedermänniglich mit diesem Unserem offenen Kayserlichen Brieff / bezeugend / nachdeme Unserem Kayserlichen Cammer-Gericht die Edele / Wohlgebohrne / Unsere und des Reichs liebe Getreue Johann Adolph / Graff zu Benthein / Steinfurth und Tecklenburg; so dan Wilhelm Moritz / Graff zu Solms und Tecklenburg / Herr zu Müntzenberg ꝛc. in Unterthänigkeit für-und anbringen lassen / wie daß in dem an diesem Unseren höchsten Gericht über ein hundert und zwantzig Jahr recht-hängig gewesen / und endlich nach denegirter Restitution und Revision zur Execution gebrachten Process, durch Vermittelung des Westphälischen Creyses hierzu subdelegirten Ausschreib-Ambts sie sich auff den Grund verglichen / wie die aufgerichtete von Wort zu Wort hernach geschriebene Neben-und Haupt-Recess sub Num. 1. 2. 3. 4. solches mit mehreren ausweisen.

Haupt-Vergleich.

KUnd und zu wissen sey hiemit / nachdeme eine geraume Zeit und über ein gantzes Seculum her zwischen dem Hochgräflichen Hauß Solms-Tecklenburg / itzo dem Hochgebohrnen Graffen und Herrn / Herrn Wilhelm Moritz / Graffen zu Solms-Tecklenburg und Crichingen / Herrn zu Müntzenberg / Rheda / Wildenfelß / Sonnenwald / Hüttingen Dorsweiler und Beaucourt, als Klägern an Einem / und dem Hochgräflichen Hause von Bentheim-Tecklenburg / itzo dem Hochgebohrnen Graffen und Herrn / Herrn Johann Adolphen / Grafen zu Bentheim / Tecklenburg / Steinfurth und Limpurg / Herrn zu Linge / Rheda / Weselinghofen / Hoya / Alpen und Helffenstein / Erbvogten zu Cölln ꝛc. als Beklagten an anderer Seiten / wegen der von Hochgedachten Gräflichen Solmischen Hauß prætendirter Erb-Quoten Weyland der Hochgebohrnen Gräffin und Frauen / Frauen Annen / gebohrner Gräfin von Tecklenburg / und vermählter Gräfin zu Solms / an der Graffschaft Tecklenburg und Herrschaft Rheda / schwere Stritigkeiten und Processen an dem Hochpreißlichen Kayserlichen Cammer-Gericht entstanden und gepflogen seynd / welche endlich den Ausgang gehabt / daß durch verschiedene Judicata obgedachte Frau Anna / vermählete Gräfin zu Solm / gebohrne von Tecklenburg / zu auch Weyland ihres Herrn Vattern / Grafen Otto des Aelteren / verlassenen Graf-und Herrschaft Tecklenburg und Rheda / eine rechte Mit-Erbin declarirt; und derowegen Herr Beklagter dem Herrn Kläger nicht allein gedachter Frau Gräfin Annen / davon gebührendes Kindes-Theil / sondern auch die Halbscheid ihrer ohne Leibes-Erben und ab intestato verstorbenen vier Geschwistrigen / benanntlich Graffen Otto des Jüngeren / Frau Elisabeth / Ermgard und Catharinen an gedachter Graf-und Herrschaft zugestandener Erb-Portionen mit allen denen An-und Zubehörungen / wie sich selbige zur Zeit Weyland Grafen Conraden von Tecklenburg Absterben befunden / sammt allen à tempore litis contestatæ daraus erhobenen Nutzungen / vermittelst Auflegung ordentlichen Inventarii, oder in Ermangelung dessen einer eydlichen Designation abzutreten / einzuräumen und gut zu machen schuldig erkennt und condemnirt, auch nach erfolgten verschiedenen Paritoriis und Mandatis de exequendo, an des Westphälischen Creyses hohes Directorium, endlich im Augusto und Septembri, des hingelegten 1698sten Jahres würckliche Immission in obgemelt dem Herrn Graffen von Solms / als nunmehro Erbfolgeren obgedachter Frauen Gräfin Anna zuerkennte Erb-Portiones in der Grafschaft Tecklenburg und Rheda / welche sich zusammen zu drey Achtheilen gedachter Graff-und Herrschafften ertragen / bewürcket und realisiret / zu fernerem Vergleichs-Versuch aber / oder bey dessen Entstehung / Anlegung der Liquidation ratione perceptorum, eine Zusammenkunfft auf den 19. Maji Styl. nov.

ANNO 1699.

nov. des lauffenden Jahrs in der Stadt Oßnabrug benahmet und veranlasset/hernacher aber selbige Conferenß anher in dem Dorf Lengering verlegt worden/ daß durch GOttes Seegen und Zwischen-Sprach und Unterhandlung allerseits vertraulicher Schieds-Leuthe/ insonderheit aber zu dieser Sach von einem hohen Directorio des Nieder-Rheinisch-Westphälischen Creyßes angeordneten Herren Subdelegirter/ nach vielfältig hinc inde geschehenen über ein oder andern Seits nicht annehmlich erachteten Vorschlägen/endlich obgedachte schwere Sache folgender gestalt verglichen und gütlich hingelegt worden.

Und zwar zuforderist und erstlich hat dieser Vergleich zum Grund und Haupt-Zweck die gäntzliche Hebung aller bisherigen occasione obgedachter Processen/ zwischen beeden Hochgräflichen Häuseren vorgewesener Unfreundschafft/ Widrigkeit und Differentz/und dahingegen die Stifftung eines beständigen und wahrhafften hochverantwortlichen Vertrauens und Vernehmens/ dergestalt/ daß hinführo jenes allerdings cessiren und aus dem Wege geraumt/ und hingegen dieses/ nehmlich eine beständige Vertranligkeit/und vereinigte/ zu beeder Hochgräflichen Häuser Aufnehmen zielende Correspondentz festgestellt/ auch von jetzigen und künfftigen Hochgräflichen Descendenten fortgesetzet/ und fleissig cultiviret werden solle.

Diesemnechst ist zweytens verglichen/daß Seine Hochgräfliche Gnaden von Solms wegen Ihres an der Grafschaft Tecklenburg und Herrschaft Rheda obgedachtermassen habenden Erb-Rechtens und Portionen / so dann dareb adjudicirter Abnutzung à die litis contestatæ bis ad datum der in Anno 1698. in Augusto & Septembri würcklich geschehener Immission respectivè erblich behalten/ und ihro ferner übergeben werden sollen/ nunmehro in allen drey Viertheil des Schlosses und Hauses Tecklenburg cum pertinentiis nebst drey Viertheilen der gantzen Grafschaft Tecklenburg/so dann einen Viertheil des Schlosses und Herrschafft Rheda/ (salvo consensu Seiner Fürstlichen Gnaden zu Münster/ als Lehn-Herrn / welcher man hierunter Bentheim-Tecklenburgischer Seiten vorzugreiffen / oder etwas gegen Dero Intention zu thun nicht gemeinet) cum pertinentiis in dem Stand/ wie sie ietzo ist/mit allen ihren hohen und niederen Rechten/ in Specie mit denen übrigen darin erfindlichen Schlösseren/ Städten/ Aembteren/ Kirchspielen/ Dörfferen/ Closteren/ Bauerschafften/ Höfen/ Meyereyen/ mit der Superiorität und Landes-Hoheit / und allem deme/so dem Dominio Territoriali an Geist-und Weltlicher Jurisdiction, Lehen-Rechten und sonsten anhängig seyn mag/ auch Renthen und Gefällen/ Land-und Wasser-Zollen/ Pfandt-und Lehenschafften / Vorwercken/ Güteren/ Landt und Leuthen/ Frohnen/ Diensten/ Jagten / Wälderen/ Wildfuhren/ Wasseren/ Teichen/ Contribution , ordinaire und extraordinaire Collecten/ Brüchen/ Straffen und allen anderen Nutzungen / wie solche die Graffen von Tecklenburg als ohnmittelbahre Stände des Reichs von ewigen Zeiten her eingehabt/ herbracht und genossen/ oder hätten nutzen und geniessen können oder mögen;

Drittens/dahingegen verspricht obgedachter Herr Graf von Solms-Tecklenburg hiermit vor sich und seine Erben und nachkommende Herrschafften wohlbedachtsam / daß er an dem übrigen Theil der Graffschaft Tecklenburg und Herrschafft Rheda und obgedachtes Herrn Graffen / Herrn Johann Adolph von Bentheim-Tecklenburg/ so viel selbigen/ seine Descendenten und deren Güter betrift/wegen obgedachter adjudicirten Fructuum perceptorum keine fernere Anspruch und Forderung thun wolle.

Vierdtens/ bleibts dabey/ daß/ gleichwie wegen der Reichs-und Creysses-und anderer gemeinen Landes-Anlagen bißhero gedachte Graff-und Herrschafften vereinigt gewesen/und eine jede darin das Ihrige nach hergebrachter Proportion abgetragen / also auch auf solchen Fuß continuirt und darunter keine Veränderung gemacht werden solle.

So viel aber Fünftens die künftige Regierung obgedachter Graffschaft Tecklenburg und Herrschaft Rheda belanget/von selbiger sollen beede Herrn Graffen und ihre Nachkommen den Titul und das Wapen führen / und gedachte Regierung / wiewohl zu obgedachter Theilen/ dennoch gesammter Hand und pro indiviso durch beliebende auf untenbeschriebene Weise anordnende Räthe und Bediente (jedoch daß auch einem jeden Herrn frey stehe/ auf seine eigene Kosten einen oder mehr Räthe auch Rentmeister und Empfänger/ die in seinen sonderbahren Pflichten stehen/ danebenst anzuordnen und zu gebrauchen) bestellt und verwaltet / die von der Landes-Regierung dependirende und selbiger anklebende lauffende Onera von einem jeden zu obgedachten Theilen getragen/ auch hernächst hierüber zu allerseits Nutzen und Menage und Beförderung des gemeinen Landes-Besten unter beyden regierenden Herren ein absonderliches gutes Reglement und Verfassung eingerichtet werden.

Die Executiones und zu der Regierung gehörige Verrichtungen dieser Graff-und Herrschaft sollen sechstens von wegen und im Nahmen beeder zur Zeit regierender Herren Grafen geschehen/ dergestalt/ daß der Aelteste in der Regierung und gemeinschafftlich ausser und inner Landes vorgehenden Verrichtungen den Vorgang und Rang haben; Auch damit die dißfalls oder sonst anderwerts herrührende die Herrschaft und Regierung dieses Landes betreffende Ausschreiben ins künftige an beede Herren Grafen eingerichtet werden mögen/ dieser Vergleich gehörigen Orts kund gemacht/ und daß man sich darnach richten wolle/ verlangt werden soll. Worbey dan durch Beförderung eines hohen Directorii dahin gearbeitet werden solle/ damit auf dem Creyß-Tag zwey Vota zugestanden werden mögen/ dergestalt/ daß alsdan beede obhochgedachte Herren Grafen jedesmahl in Führung des Voti von einem Creyß-Tag zum anderen/ bey währenden gedachten Creyß-Conventen aber von Tag zu Tag alterniren/ auch auf dem Reichs-Tag so wohl / als im Fall / da das zweyte Votum in Circulo obgedachter massen nicht zu erhalten wäre/ gedachte Alternation in Führung des hergebrachten Tecklenburgischen Voti zu observiren seyn wird.

Siebendens solle die Bestellung der gemeinschaftlichen Beambten/ wie auch Geistliche und Schul-Bedienten dergestalt beschehen/ daß ins künftige beede regierende Herren in der Graffschaft Tecklenburg und Rheda dieselbe alternando anordnen und vergeben / jedoch ein Herr so wohl als der ander communicato consilio mit seinem Mit-Herrn einher gehen/ und dahin/ daß keine incapable oder dem Mit-Herrn erheblich und kentlich wiedrige Personen angeordnet werde/ sehen wird.

Achtens / was die auf obgedachten Graff-und Herrschafften Tecklenburg und Rheda/ und deren Domainen noch stehende Schulden und Lasten betrift / solche trägt der Herr Graf von Solms/ als weit sie tempore mortis des Grafen Conrads von Tecklenburg vorhanden gewesen/ zu drey Achttheilen/ zu den übrigen aber/ welche hernach gemacht seynd/ ist er nicht verbunden / da hingegen auch gedachter Herr Graf von Solms sein Recht und Antheil an denen Prætensionen / welche gedachter Graf Conrad gehabt/ behält / die übrige aber hernacher dem Hauß Bentheim-Tecklenburg anerwachsene/ und zu dieser Erbschaft nicht gehörige Prætensiones dem Grafen von Bentheim-Tecklenburg alleine verbleiben ; Weilen aber die Herren Grafen von Bentheim sich beklaget/ daß/ man die gantze nach Graf Conradi Zeit aufgeschwellene Schulden-Last ihnen alleine aufgebürdet werden solte/ solche deren Antheil/ welchen sie noch behalten/ gar absorbiren und ihnen also die Subsistentz benommen werden dürffte ; So hat zwar der Herr Graf von Solms sich zu Bezeugung seiner Affection erklähret/ daß er zu Stand-mässiger Subsistentz der Frauen Gemahlin vom Herrn Grafen Johann Adolphen von Bentheim-Tecklenburg ad vitam, Dero Gräflichen Töchteren/ so lange sie unverheyrathet / des jungen Herrn Grafen Johann Augusten jährliches aus den Rhedaischen Gefällen zuzuwenden / dabeneben den Punct der Schulden dergestalt zu überlegen und einzurichten / damit der alte Herr Graf Johann Adolph zu seiner Stand-mässigen Subsistence ein sicheres frey hätte / auch zu allgemähliger Tilgung der Schulden/ durch Hülffe der Land-Stände auch sonsten diensame Mittel ausfinden zu helffen / und hierunter dergestalt/ ob wäre es seine eigene Sach/ beyräthig zu seyn. Dieweil aber dieses nicht/ als nach vorher untersuchten Statu der Schulden / geschehen kan/ als ist dißfalls verglichen und ausbedungen / daß der Status Creditorum sofort mit Zuziehung beederseits Bedienten untersucht und eingericht / demnächst auf bevorstehender Zusammenkunft dieser Punct reiflich überlegt/ beständig regulirt und verabschiedet werden solle.

Neuntens bleiben dem Herrn Grafen zu Solms die Gefälle à dato der Anno 1698. geschehenen Immission von den drey Achttheilen der Graffschaft Tecklenburg und Rheda/ als weit sie von Dero Bedienten noch nicht erhoben sind/ bevor/ und wird man in puncto dessen/ so der Herr Graf von Bentheim-Tecklenburg wegen der Executions-Kosten abzutragen hat/ sich bey bevorstehender Versammlung vereinbahren/ dergestalt/ daß der ge-

dach-

ANNO 1699.

dachte Herr Graf die vergleichende Summ baar erlegen/ oder aber davor eines der privat acquirirten Gräflichen Bentheim-Tecklenburgischen Güter zu verschreiben / und pro rata biß zur Zahlung einzuraumen schuldig seyn solle.

Zehendens ist verabschiedet / daß der Herr Graf von Solms bey Seiner Fürstlichen Durchleucht dem Herrn Landgraffen von Hessen-Cassel / falls dieselbe wegen Abgang eines Antheils der Graffschaft Tecklenburg die Aembter Ucht und Freudenberg in Anspruch nehmen wolte / alle Officia, um solches zu verhüten / anwenden / und in diesem Stück dem Hause Bentheim so / ob wäre es ihre eigene Sach / assistiren wolle und solle.

Falls aber über alle Zuversicht Seine Hochfürstliche Durchleucht von Hessen-Cassel hierunter durch vorstellende Rechts- und Billigkeits-Gründe und offerten nicht zu vermögen wären / sondern den Herrn Graffen von Bentheim-Tecklenburg über kurtz oder lang gedachte Aembter Ucht und Freudenberg deswegen würcklich entzogen werden solten / so ist abgeredt / daß man sich alsdann hierunter näher vergleichen / oder kein Theil an dieser Transaction verbunden seyn / sondern ein jeder in seinem Recht stehen soll.

Und da endlich einige obgedachter Puncten auf die bevorstehende Conferentz zu völliger Entrichtung verschoben seynd / so ist abgeredt / daß selbige Conferentz unausgestellt fortgesetzt / und des Ends beyderseits Herrschafften / nebst denen Mediatoribus und ihren Räthen / je eher je lieber in künfftiger Wochen nach Braunfels / oder wo man es des Orths gut finden wird / erheben / daselbst zusammen treten / und alles zur Perfection bringen wollen; Inzwischen aber dieser Vergleich aus bewegenden Ursachen noch nicht kund gemacht / sondern es biß dahin in jetzigem Stand gelassen werden solte. Zu Uhrkund dessen haben diesen Vergleich beyderseits Herren eigenhändig unterschrieben / und mit ihren Gräflichen Insiegelen bestärcket / so geschehen Lengerich den 27. (17.) Julii 1699.

(L. S.) Johann Adolph / Graff zu Bentheim-Tecklenburg.

(L. S.) Wilhelm Moritz / Graff zu Solms und Tecklenburg.

Neben-Vergleich.

Zu wissen sey hiermit / nachdeme heute dato zwischen den Herrn Graffen von Bentheim-Tecklenburg an einer / und dem Herrn Graffen von Solms-Tecklenburg an anderer Seiten ein beständiger Vergleich in ihrer so lange gewährter schwerer Streitigkeit durch GOttes Seegen getroffen / dabey dennoch zu Conservation der gestiffteten Harmonie und allerseits mehreren Auffnehmen und Commodität gut gefunden worden / in nachspecificirten Punctis ein und anders absonderlich näher zu berahmen und zu schliessen / inmassen dasselbe / ob wäre es dem Haupt-Contracte einverleibet / gehalten / eben solche Krafft / wie jener haben / ja gar demselben in denen hierin näher erläuterten und veränderten Punctis derogiren solle.

1. Weilen die Erfahrung lehret / daß die Gemeinschafft insonderheit in Wohnungen und Häuser leicht Gelegenheit zu allerhand Unlust geben / die Schlösser und Häuser auch dadurch zu verfallen / und deren Reparation versäumet zu werden pflegt / insonderheit aber das Schloß Tecklenburg einer Haupt-Reparation benöthiget ist; So ist darüber unterredet / und näher verglichen / daß der Herr Graf zu Solms das gantze Schloß Tecklenburg / nebenst der Vestung Groß-Geschütz / Hoffgarten / und was sonst darzu gehöret / vor sich alleine und privative behalten wolle / inmassen den hiermit einer dem anderen sein dißfalls habendes Recht übergiebt / und ihn in würcklichen Besitz desselben gesetzet haben will; Jedoch dergestalt / daß der Herr Graff Johann Adolph von Bentheim-Tecklenburg / als lange er lebet / auf dem Schloß Tecklenburg nach seinem Belieben die Wohnung jederzeit behalten / und inzwischen dem Herrn Graffen von Solms frey stehen solle / die nöthige Reparation und was er sonsten zu Conservation und Verbesserung des Schlosses gut findet / verrichten zu lassen / auch des Ends auff dem gedachten Schloß / da er es nöthig achtet / zu logiren; Wie dan auch dem Herrn Graffen Johann Augusto und dessen Erben / wan sie in der Graffschaft seynd / und es gut finden / zustehet / suo Jure auf das Hauß Tecklenburg zu kommen / und sich allda aufzuhalten / jedoch daß er daselbst seine veste und beständige Residentz nicht habe / und dieses dem Herrn Grafen zu Solms und dessen Erben / ratione des Hauses Rheda vice versa zustehe / von dem auf dem Hause Tecklenburg verhandenen Geschütz aber sechs kleinere metalline Stücke dem Herrn Grafen von Bentheim verbleiben.

2. Gleich auch zweytens in dem Haupt-Contract der Herr Graff von Solms auf seine Anspruch ratione perceptorum nicht anders als in favorem der Herrn Grafen von Bentheim-Tecklenburg / Herrn Graffen Johann Adolphs und Johannis Augusti renunciiret / sonsten aber Ihme deßfalls seine Anspruch an den übrigen Bentheimischen Häuseren bevor bleibt / inmassen er dieselbe sich jederzeit reserviret haben will / zu dem Ende die Herren Graffen von Bentheim-Tecklenburg an obgedachten übrigen Häuseren / ratione regressus & respective Portionis Hæreditariæ einen in Recht gegründeten Spruch haben; Als ist beschlossen und verglichen / daß der Graff von Solms diese beyde Sachen auf die best diensamste Weise in seinem oder der Herren Graffen von Bentheim Nahmen auf seine Kosten ein- und ausführen / das jenige aber / so dadurch künfftig gewonnen werden möchte / unter beyden ietzo verglichenen Partheyen / oder ihren Erben æqualiter vertheilt und dividirt werden soll.

3. Da auch drittens der eine Viertel der Herrschafft Rheda §. 2. des Haupt-Vergleichs unter Seiner Fürstlichen Gnaden zu Münster Consens, dem Herrn Grafen von Solms zugesagt / so wird man an Gräflicher Bentheimischer Seite zwar bona fide hierunter gehen / und nebst dem Herrn Grafen von Solms zu Erhaltung gemelten Consensus alle Officia anwenden / dieweilen aber solchen würcklich zu præstiren / nicht in des Herrn Grafen von Bentheim Macht stehet / als ist abgeredet / daß derselbe hierunter nicht gefährdet / noch weiter als ad omnia Officia verbunden / das übrige dem Herrn Grafen von Solms / welcher in so weit und wegen Rheda sein völlig Recht sich reservirt / anheim gelassen werden solle.

4. Ist vereinbahret / daß Falls über kurtz oder lang ein oder ander Theil gut finden solte / ihre Erb-Portiones an mehrgedachte Graff- und Herrschafften zu verkauffen / der andere gegen Verlegung des billigen Pretii der Nächste dazu seyn / auch kein Theil dem anderen durch Einlassung der Creditoren aus seinen Quoten zu setzen suchen / sondern eine gute hochvertrauliche Harmonie möglich conserviret werden solle. Uhrkundlichen allerseits Herren Unterschrift und vorgedruckten Gräflichen Insiegelen. So geschehen Lengerich den 27. (17.) Julii 1699.

(L. S.) Johann Adolph / Graff zu Bentheim-Tecklenburg.

(L. S.) Wilhelm Moritz / Graff zu Solms und Tecklenburg.

Final-Transaction.

Demnach zwischen denen hochgebohrnen Grafen und Herren / Herrn Johann Adolphen / Grafen zu Bentheim / Tecklenburg / Steinfurth und Limburg / Herrn zu Lingen / Rheda / Hoya / Alpen und Wevelinghoven an einem / und Herrn Wilhelm Moritzen / Grafen zu Solms / Braunfels / und Tecklenburg / auch zu Erichingen / Herrn zu

ANNO 1699.

zu Müntzenberg / Rheda / Lingen / Wildenfelsz / Sonnenwald / Püttingen / Dorschweyler Beaucourt &c. am andern Theil, über die Erbschafft und Succession an der Graffschaft Tecklenburg und Herrschaft Rheda / und Pertinentien / nach der im verwichenen 1698. Jahr / durch ein Nieder-Rheinisch-Westphälisches hohes Creysz-Directorium vollstreckten Execution und Einraumung der Erb-Portionen / ein Terminus zur Liquidation der gleichfalls adjudicirter fructuum perceptorum auf den 19. (20.) Maji jüngsthin nach Osznabrück benahmet / daselbsten durch hochermelten Directorii Herren Subdelegatos denen Hoch-gräflichen Partheyen die Güte vorgeschlagen / darinnen continuiret / auch ein und andere Offertes geschehen / endlich zu Lengerich durch einen Haupt- und Neben-Vergleich abgehandelt und geschlossen / und dardurch Seiner Hochgräflichen Gnaden zu Solms-Braunfelsz-Tecklenburg / zu denen durch vorerwehnte Immission allschon-erhaltene drey Achttheile in der Graffschaft Tecklenburg und Herrschafft Rheda noch drey Achttheile in der Graffschafft / also zusammen drey Quart, alles mit der Landes-Hoheit / und allen An- und Zubehörungen / Rechten und Gerechtigkeiten zugelegt und abgetreten worden / wie die darüber ausgefertigte Haupt- und Neben-Vergleiche sub dato Lengerich den 17. (27.) Julii 1699. mit mehreren besagen / darinnen aber abgeredet / dasz / weilen der Status Debitorum damahls nicht bey handen gewesen / man allhier nach dessen Untersuchung weiter zusammen kommen / und diesen Punct / auch was sonsten noch übrig seyn möchte / völlig abthun und adjustiren wolle; Als ist nach reiffer Uberleg- und Vermittelung aller anwesenden obbemelter Herren Creysz-Directorial-Subdelegatorum ferner hiemit verglichen und fest gestellet:

Erstlich thun obgemelte Herren Transigenten die nechst angezogene zu Lengerich aufgerichtete Haupt- und Neben-Vergleiche vom 17. (27.) Julii krafft dieses nochmahlen confirmiren und hiemit fest stellen / dergestalt / dasz solche in allen ihren Puncten und Clausulen (ausser deme / was in diesem Final Vergleich geändert / ab- und zugesetzet / und hernach folgen wird /) fest und kräfftig seyn und gehalten werden sollen / als wären selbige anhero wörtlich wiederholet / gestalten nunmehro hiemit und in Krafft dieses Seiner Hochgräflichen Gnaden zu Solms-Braunfelsz-Tecklenburg / die in denen Lengerichischen Vergleichen accordirte Portiones an die Graf- und Herrschafft Tecklenburg und Rheda abgetretten / und in würcklichen Besitz und Genusz übergeben und eingeräumet werden.

Dannenhero zweytens bey dem §. 8. Seiner Hochgräflichen Gnaden zu Solms-Braunfelsz-Tecklenburg sich zu drey Achttheilen der alten und Grosz-Elterlichen Schulden / und dabeneben zu einer Temporal-Alimentation der Fürstin / und einiger Gräflichen Kinder anheischig und verbündlich gemacht / solches dahin geändert / dasz nächst hochgedachte Seine Hochgräfliche Gnaden gegen die im nächstfolgenden §. 3. übernommene Præstation nicht allein von allen so wohl alten und vom Grafen Ottone seniore herrührigen- als auch anderen hernacher contrahirten neuen Schulden / die haben Nahmen / wie sie wollen / gantz frey und ledig seyn / und damit anders nicht zu thun haben / noch deswegen belästiget oder beschweret werden sollen / als alleine Seiner Hochgräflichen Gnaden zu Bentheim-Tecklenburg / und denen übrigen mit Rath und communibus Viribus & Juribus, welche sich ein jeder Theil contra quoscunque Creditores zum feyerlichsten vorbehält / zu assistiren und zu helffen / damit durch ersinnliche Wege ein guter und vertraulicher Vergleich mit denen Creditoribus getroffen werden möge / sondern auch die specificirte Alimentations-Gelder nunmehro aus Seiner Hochgräflichen Gnaden zu Bentheim-Tecklenburg verbleibenden Theilen an Tecklenburg und Rheda hergenommen werden / und Solms-Braunfelsz-Tecklenburg davon entlediget seyn sollen.

Dahingegen haben drittens Seine Hochgräfliche Gnaden zu Solms-Braunfelsz-Tecklenburg / zu Tilg- und allmähligen Abstossung der accordirenden und sonst auf den Domainen hafftenden liquiden Schulden eingewilliget / aus dero Antheil der Herrschafft Rheda jährlich ein tausend fünf hundert Reichsthaler / und aus der Grafschaft Tecklenburg so viel / zusammen drey tausend Rthalr. herzuschiessen / und damit zwantzig fünff Jahr zu continuiren / so und dergestalten / dasz selbige unter dero Direction und Anordnung denen Creditoren ausgezahlet / und dadurch die Schulden nach und nach abgetilget werden. Und gleichwie Seine Hochgräfliche Gnaden zu Solms-Braunfelsz-Tecklenburg von allen Schulden frey seyn und bleiben; also haben dieselbe mit denselben nach Verfliessung der bewilligten zwantzig fünff Jahren / welche den 1. Augusti dieses lauffenden 1699. Jahres den Anfang nehmen / wan schon zu selbiger Zeit gegen geschöpfte Zuversicht noch einige Schulden-Posten übrig seyn möchten / nichts zu thun / sondern seynd der jährlich anietzo bewilligten drey tausend Rthlr. wiederum los und ledig / und haben dero Renthen und Intraden in der Graffschaft Tecklenburg und Herrschaft Rheda völlig und frey zu geniessen.

So gar / dasz auch viertens / wan obgedachter massen vor Ablauff gedachter fünff und zwantzig Jahren sich befinden solte / dasz die Schulden abgetilget / alsdan wan schon die fünff und zwantzig Jahre noch nicht zum End / der jährliche Beytrag der drey tausent Reichsthaler cessiren solle.

Damit aber Fünfftens die grosse Schulden-Last / welche Seiner Hochgräflichen Gnaden zu Bentheim-Tecklenburg ohne das alleine obliegen / desto ehender getilget werden könne; so haben dieselbe gleichfalls gewilliget und sich verbunden / dasz aus dero Antheil Landen und Intraden jährlich zwey tausend Rthlr. mit Nutzen und Vortheil zu Tilgung der Schulden angewendet / und zahlt werden sollen.

Jngleichen ist Sechstens verglichen / und wollen Seine zu Bentheim-Tecklenburg Hochgräfliche Gnaden ausz dero Antheil Landes und Einkünfften nachfolgende Deputata und Alimentation reichen lassen / nemlich der Fürstlichen Frau Gemahlin / ein tausend Rthlr. / vor dero Sohn / Herrn Grafen August fünf hundert Rthrl. und vor die Gräfliche Töchter / ieder zwey hundert und funfftzig Rthlr. gestalten auch die ietztlebende Gräfliche Bentheim-Tecklenburgische Tochter aus denen gesamten-Tecklenburgischen und Rhedaischen Landen also dotirt und ausgesteuret werden sollen / als ob dieselbe ohnzertheilt / bey einem Herrn blieben wären.

Nachdeme auch Siebendens verglichen worden / dasz / wan über kurtz oder lang einer der transigirenden Theilen seine Erbtheile oder Erb-Portiones zum Theil oder gantz zu verkauffen resolviren würde / dasz der ander Theil den Näherkauf / gegen Erlegung des billigen Kauff-Schillings haben solle; Gestalten die durch den zu Lengerich getroffene und hierdurch nochmahlen / wie obgemelt / confirmirte Vergleiche Seiner Hochgräflichen Gnaden zu Solms-Braunfelsz-Tecklenburg erblich übergebene und abgetretene drey Quart an der Graffschaft Tecklenburg cum Pertinentiis, so dan einen Quart an der Herrschaft Rheda / keinem Pacto familiæ oder Fidei-commisso, wan schon dergleichen so vor gültig und verbindlich gehalten werden wolten / wie doch Seine Hochgräfliche Gnaden zu Solms-Braunfelsz-Tecklenburg keines weges einsehen / verhanden wären / unterworffen / sondern hiermit und Kraft dieses ausdrücklich davon ausgeschlossen seyn und bleiben sollen; Wobey den schlieszlichen von beyden Hochgräflichen Herren Paciscenten ausdrücklich verabredet und geschlossen worden / dasz keiner dem anderen in seinem ihme durch Vergleich zukommenden Landes-Portionen / deren Renthen und Gefällen im geringsten vorgreiffen oder præripiren / sondern die Empfang- und Rechnungs-Bediente jedem Herrn Grafen das Seinige sub Pœna Executionis in propriis zu liefferen und auszuzahlen schuldig und gehalten seyn sollen / immassen dan die gesambte Herrschafftliche Gefälle in der Graffschaft Tecklenburg und Herrschaft Rheda / wie auch die darauf hafftende Schulden-Last durch beyderseits zusammen deputirende Räthe und Bediente fordersambst aufs genaueste untersuchet / und daraus ein richtiger Status credituum & onerum formiret werden solle / womit also diese gantze Sache aus dem Grund verglichen / und haben beyde Herren Transigenten bey Gräflichen Ehren und wahren Worten einander gelobet / zugesagt und versprochen / alles / was in denen so wohl zu Lengerich errichteten / als diesem heutigen Vergleich / welche alle in vollkommenem Valor seyn und bleiben / verfaszt / treulich und ohnverbrüchlich zu halten und zu beobachten / mit Renunciation auf alle Beneficia und Exceptiones der Rechten / so diesen Vergleichen zuwider seynd / und erdacht werden möchten. Alles treulich und ohne Gefährde. Dessen zu Uhrkund haben beyde Herren Contrahenten diese Transaction eigenhändig unterschrieben / und Jhro Hochgräfliche Secret-Jnsiegel darunter drucken lassen. So geschehen Braunfelsz den 14. Sept. 1699.

(L. S.) Johann Adolph / Graff zu Bentheim-Tecklenburg.

(L. S.) Wilhelm Moritz / Graff zu Solms und Tecklenburg.

Er-

Erläuterungs-Recess.

ANNO 1699.

ANNO 1699.

Wir Johann Adolph / Graff zu Bentheim-Tecklenburg-Steinfurth und Limburg / Herr zu Rheda / Hoya / Alpen / Westinghoven / und Wir Wilhelm Moritz / Graf zu Solms-Braunfelß-Greiffenstein und Hungen / auch zu Tecklenburg und Crichingen / Herr zu Müntzenberg / Rheda / Püttingen / Dorschweiler und Beaucourt &c. Uhrkunden hiermit und bekennen vor Uns / Unsere Erben und Nachkömmlinge / demnach Wir in diesem noch lauffenden Jahr über den Punctum der adjudicirten Fructuum perceptorum von denen Solms-Braunfelsischen Erb-Portionen an der Graffschaft Tecklenburg und Herrschaft Rheda / durch Vermittelung und unter der Autorität einer löblichen Nieder-Rheinisch-Westphälischen Creyß-Sublegation uns gründlich auf ewig verglichen / auch zu dessen mehrer Festhaltung die Anfangs zu Lengerich den 27. (17.) Jul. errichtete Haupt-und Neben-Vergleiche / und hernach allhier zu Braunfelß unterm 24. (14.) Septembr. geschlossene Final-Transaction bey dem Käyserlichen und des Reichs Cammer-Gericht confirmiren lassen / und weiter nichts übrig / als daß Wir auf sothanes Fundament unsere gemeinschafftliche Regierung der Tecklenburgischen und Rhedaischen Landen / zu iedes in denen angeregten Vergleichen bemelten Antheilen bestellen und alles den Recessen gemäß einzurichten / auch sofort einander aufrichtig und treulich meynen / vor einen Mann gegen den oder diejenige / welche obangeregte Unsere sub Authoritate Cæsarea errichtete und darauf confirmirte Transaction und Vergleiche anzufechten sich anmassen wollen / einmüthig stehen.

Daß Wir heute dato dieses alles nochmahls fleissig miteinander erwogen / und darauf einer dem anderen treulich zugesagt und versprochen / alles verglichene ohne fernern Verzug respective zu vollziehen und zu halten / auch da es sich jetzund hervor thut / welchergestalt durch Widriggesinnete das Fürstliche Hauß Hessen-Cassel aufgeregt wird / wegen der Aembter Lingen und Freudenberg Anspruch zu machen / vermuthlich dadurch unsere Vergleiche und Transaction einiger massen zu schwächen / uns dadurch im geringsten nicht irre machen zu lassen / sonderen solchen Anspruch auf thunliche Wege zu begegnen / und daneben alles zu thun und vorzukehren / was zu beständiger Festhaltung mehrerwehnter unserer Transaction und Vergleichen gut seyn und gereichen mag / allermassen Wir dan hierdurch und in Kraft dieses nochmahlen erklähren / daß die offterwehnte Vergleiche und Transaction auf alle Fälle zu ewigen Tagen fest und unverrückt verbleiben / und auf keinerley Weise / es mag seyn / oder Nahmen haben / wie oder was es wolle / auch so gar nicht durch die obgemelte Hessische Ansprache oder auch die Vindication selbsten / infringirt oder geschwächt / noch annulliret werden sollen.

Schließlichen wollen Wir allen droben gemelten Widrigen auf alle Weise communibus consiliis dergestalt entgegen stehen / damit Wir beyderseits und unsere Erben und Successores bey diesem allen ruhiglich seyn und verbleiben mögen / alles getreulich und ohne Gefehrde. Dessen zu wahrer Uhrkund und steter Festhaltung haben Wir diesen unseren wohlbedächtlichen aufgerichteten Erläuterungs-Recessum eigenhändig unterschrieben / und mit unseren Gräflichen Secret-Insiegel bekräftiget. So geschehen Braunfelß den 1. Decembr. 1699.

(L.S.) Johann Adolph / Graff zu Bentheim-Tecklenburg.

(L.S.) Wilhelm Moritz / Graff zu Solms und Tecklenburg.

Wan nun gedachte Grafen deren Confirmation auch bey diesem Unserem höchsten Gericht zu suchen entschlossen / zu dem Ende dan der Ehrsam / Unser und des Reichs lieber Getreuer / Johann Friederich Hoffmann / der Rechten Doctor, berührten Unsers Käyserlichen Cammer-Gerichts Advocat un Procurator, als beyder transigirender Graffen vermög vorbrachten Original-Special-Gewalts constituirter Anwald / um sothane Confirmation und Ausfolgung Documenti, bey diesem Unserem Käyserlichen Cammer-Gericht unterthänigst Ansuchung gethan / auch erlanget / daß heut zu Ende bemelten dato nachfolgendes Decretum ertheilet worden:

Seynd obgemelte Transactiones den 7. Novembr. jüngsthin und respectivè heut zu unten bemelten dato, jedoch salvo Jure Tertii, hiermit confirmirt und bestätiget / auch darüber nothdürfftige Urkund erkannt in Consilio den 4. Decembr. 1699.

Als ist ihme dieser mit unserem anhangenden grösseren Käyserlichen Insiegel bekräfftigter Schein darüber ausfertiget / und mitgetheilet worden / so geschehen in Unser und des heiligen Reichs-Stadt Wetzlar / den vierdten Tag Monats Decembr. nach Christi Unsers lieben Herrn Geburt im sechszehen hundert neun und neuntzigsten / Unserer Reiche des Römischen im zwey und viertzigsten / des Hungarischen im fünff und viertzigsten / und des Böheimischen im vier und viertzigsten Jahren.

Ad Mandatum Domini Electi Imperatoris proprium.

Johann Adam Weickart / Käyserliche Cammer-Gerichts-Cantzley-Verwalter.

Jacobus Michael Lt. Judicii Imperialis Cameræ Protonotarius.

CCXV.

18. Août. **Vergleich zwischen denen Commissarien Ihro Römische Käyserliche Majestät Leopoldi, und des Türckischen Groß Sultans Mustapha II. von wegen der Gräntz-Scheidung besage dem Carlowitzischen Friedens-Schluß. Geschehen im Lager unweit Brod den 18. Augusti 1699.** [Lunig Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheilung I. pag. 184.]

C'est-à-dire;

Convention entre les Commissaires de Leopold *Empereur des Romains & de* Mustapha II. *Sultan des Turcs pour le Reglement des Limites conformement à la Paix de Carlovitz. Au Camp de Brod le 18. d'Août 1699.*

Zu wissen allen und ieden: Demnach dem ewigen und allmächtigen GOtt / als dem höchsten Stiffter des Friedens / gefallen hat / daß nach einem so langwierigen und blutigen Kriege / der Friede zwischen denen Großmächtigsten Fürsten und Herren / Herrn *Leopoldo I.* erwähltem Römischen Kayser / zu allen Zeiten Mehreren des Reichs / und dem Sultan Mustapha / der Türcken Han / wiederum aufgerichtet worden; Und auch bekannt ist / daß allerhöchstbesagter Römischer Kayser / da die Friedens-Conditiones auf dem Congreß zu Carlowitz fest gestellet worden / zu Bezeigung der mit dem Sultan aufrichtig-gemachten Freundschafft / alles / was er in dem Königreich Bosnia / durch seine siegreiche Waffen im jüngsten Kriege erobert / wiederum zu restituiren versprochen; Und nun durch die Gnade Gottes die Gräntze beyder Kayserthümer / diesseits der Donau / ausgenommen die Gegend Novi, nach der Richtschnur des Friedens-Instruments / sind aufgerichtet worden / wie solches in sei-

ANNO 1699.

seinem absonderlichen Instrumento noch klärer zu sehen; So ist der Thurn Sofock / die Vestung Dubitza und Doboy / samt der Palancka Jeszenowitz / von der Kayserlichen Besatzung evacuiret / und der Türckischen Pforte eingeräumet / auch endlich die Citadelle / so gegen Brod über / an dem Boßnischen Ufer des Sau-Flusses gelegen / samt zweyen auf der nechsten Insul gewesenen Dämmen / nieder gerissen und der Erde gleich gemachet worden.

Wird also hiermit allen und jeden Unterthanen der beyden Käyserthümer / im Nahmen des Allerdurchlauchtigsten Römischen Kaysers kund gemachet / und zu dessen ewigen Gedächtnüs / mit dreymahliger loßbrennung des Geschützes / Rührung der Trommelen / fliegenden Fahnen / und im Gewehr stehender Militz / in Gegenwart beyder Kayserlichen Commissarien / publicirt und vor männiglich ausgeruffen; daß verbesagte Vestungen / die Palancka und der Thurm / nicht allein von dem Commissario des Großmächtigsten Römischen Kaysers / Ludovico Ferdinando, Grafen von Marsigli, an den Türckischen Commissarium, Ibrahim Effendi / sondern auch alle und jede da herum liegende Landschafften / welche in Bosnia / nach Inhalt des Friedens-Instruments / dem Türckischen Kayserthum einzuräumen und demselben gantz frey zu lassen sind / wiederum abgetreten / übergeben und dero freyen Macht und Gewalt überlassen werden; Ausgenommen die Gegend des alten Novi, welches so lang in Kayserlicher Gewalt bleiben soll / biß die dieser Gegend concernirende und bekante Controversien von denen Kayserlichen Ministris und den Türckischen Gesandten gäntzlich werden gehoben und verglichen seyn; Die Gegend aber des Sau-Flusses / von dem diesseitigen Ufer des Unnæ-Flusses an / biß an den Ort / wo sich die Sau in den Fluß Bozut ergiesset / sollen mit allen darzwischen liegenden Insulen denen beyden Kayserthümeren gemein verbleiben.

Dieses wird also männiglich zu einem ewigen Zeugnüs publiciret und kund gemachet / also / daß sich niemand mit der Unwissenheit zu entschuldigen habe / weilen Ihro Kayserliche Majestät dero Treu und der gantzen Welt bekanten / beständigen / unbefleckten und aufrichtigen Glauben in diesem so grossen Friedens-Geschäffte heilig und unverbrüchlich halten wollen. Geschehen in dem Lager unweit Brod / den 18. Augusti 1799.

CCXVI.

10. Nov. **Abschied zwischen Bernhard Hertzog zu Sachßen-Meinungen eines / dan auch denen Hertzogen Ernst zu Sachßen-Hildburghausen / und Johan Ernst zu Sachßen-Saalfeldt / anderen Theils wegen der Posseß-Ergreiffung an denen von Weyl. Hertzog Albrecht zu Sachßen-Coburg hinterlassenen Landen beschehen; Worinn der erste diese zu Compossessoren der besagten Landen erkennet / diese aber hingegen sich erklären / nach Erforderung der Affairen wieder dahin zu kehren / und die Tractaten über der Theilung salvo Jure quovis anzutretten. Geschehen zu Coburg den 10ten Nov. 1699.** [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Absatz pag. 712.]

C'est-à-dire,

Recès entre BERNARD *Duc de Saxe-Meiningen*, ERNEST *Duc de Saxe-Hild-Burghausen*, *&* JEAN ERNEST *Duc de Saxe-Salfeld sur la Succession du feu Duc de Saxe-Cobourg. Le premier y reconnoit les deux autres pour legitimes & indubitables Compossesseurs; & ils s'y reservent le Droit, d'en revenir à une ulterieure Convention selon l'exigence de leurs affaires, & nommément à un Partage de ladite Succession. Fait à Cobourg le 18. Novembre 1699.*

ANNO 1699.

Zu wissen / Nachdem uff erfolgten tödtlichen Hintritt des Weyland Durchleucht. Fürsten und Herrn / Herrn Albrechts / Hertzogs zu Sachsen / zwischen denen Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Bernhardten / eines / und Herrn Ernsten / wie auch Herrn Johann Ernsten / allerseits Gebrüderen / Hertzogen zu Sachsen ꝛc. wegen der Posseß-Ergreiffung vor-hochgemelter Seiner Hochfürstlichen Durchleucht hinterlassener Lande und Erbschafft / sich einige Irrung darüber und Weitläufftigkeiten ereignen wollen; Als ist zu Vorkommung derselben / und hingegen zu Beybehaltung Freundbrüderlichen beständigen Vernehmens und Einigkeit / unter Ihren Hoch-Fürstlichen Durchleucht Durchleucht Durchleucht durch dero zusammen geordnete Räthe und Deputirte mit gleichmässiger Zuziehung und Vermittelung derer übrigen Hoch-Fürstl. Durchl. Herren Interessenten anwesenden Gevollmächtigten / auf unterthänigsten Vortrag und Genehmhaltung folgende Abrede genommen worden; Es erklären sich nehmlich höchstermelte Herrn Hertzog Bernhardts Hoch-Fürstliche Durchleucht hiermit und in Krafft dieses / daß gleichwie sie auch höchstbesagten dero freundlich geliebten Herrn Gebrüderen Hoch-Fürstliche Durchleucht an denen Ihro bey diesem Successions-Fall zukommenden Rechten etwas zu entziehen niemals gemeinet gewesen; Also auch dieselben samt und sonders pro veris & indubitatis Compossessoribus solcher Verlassenschafft / jedoch nach ihren ratis, und daran habenden Befugnüssen / agnosciren / und Ihnen der Effectus Possessionis dergestalt zugestanden seyn solle / als ob Sie dieselbe selbst in Persohn oder durch die Ihrige vollständig und überall ergriffen hätten / welche freundliche Erklährung mehr höchstgedachte Herrn Hertzog Ernsts und Herrn Hertzog Johann Ernsts Hoch-Fürstliche Durchleucht Durchleucht hiermit annehmen und dargegen sich hinwiederumb Freund-brüderlich dahin erklähret / daß nach dero Convenienz und zugestandener Freyheit / nach Erforderung der Affairen / wieder anhero zu kehren / und hierselbst in der Residenz in denen vorbehaltenen Gemächeren ohne Beschwerde der Communion und des tertii Nachtheil sich aufzuhalten und zu leben / oder die ihrige auf solche Weise hier zulassen / oder anhero zu schicken / und sich aufhalten zu lassen / sie sich von hinnen weg begeben / immittelst aber die von Herrn Hertzog Bernhardts Hoch-Fürstliche Durchleucht Ihnen offerirte gütliche Tractaten über der Theilung dieses Anfalls im Nahmen GOttes durch die Ihrige salvo Jure quovis antretten / und biß zur Ratification fortsetzen / im Fall aber durch solche / worzu doch von beyden Herren Theilen sich zu aller Billigkeit erbothen wird / wider Verhoffen der Zweck eines gütlichen Vergleiches nicht erreichet / noch diese Sache gehoben werden könte / alsdann ohne suchende / ohnnöthige Weitläufftigkeit wegen Erweisung der auff solchen Fall vorgeschlagenen Austrage des Fürstlichen Hauses sich weiter erklären wollen. Zu steter Festhaltung des allen haben beyderseits Fürstliche Hohe Interessenten bey Fürstlichen wahren Worten und treuen Versicherung gethan / und dieses eigenhändig unterschrieben auch dero Fürstliche Insiegel beydrucken lassen / So geschehen Coburg den 10. Novembr. 1699.

Bernhardt H. z. S. (L. S.) Ernst H. z. S. (L. S.) Johann Ernst H. z. S. (L. S.)

CCXVII.

3. Dec. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi T. C. de France, & CHARLES II. Roi Cath. des Espagnes, pour le reglement des Limites, & l'Echange de quelques Lieux, en execution du Traité de Ryswick. A l'Isle le 3. Decembre 1699.* [Tiré des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du tems du Roi Charles II.]

COMME par les Articles dix, & vingt trois du Traité de Paix conclu à Ryswick en Hollande le 20. Septembre 1697. entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne, & ceux de Sa Majesté Catholique, il a été convenu qu'il seroit nommé des Commis-

ANNO 1699.

missaires de part & d'autre, tant pour regler auquel des deux Seigneurs Rois, les Villes, Bourgs, Lieux ou Villages, ou aucuns d'iceux compris dans la Liste d'exception jointe audit Traité devront demeurer & appartenir, que pour faire échange des Lieux qui peuvent être enclavez dans le Païs de la Domination de l'une & de l'autre Couronne, & pour fixer la portion que chacun desdits Seigneurs Rois devra payer de Rentes affectées sur la Généralité des Provinces dont une partie est possedée par Sa Majesté Très-Chrétienne, & l'autre par Sa Majesté Catholique, les Commissaires nommez respectivement de leur part; savoir, de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne, Messire Dreux Louïs Dugué, Chevalier, Seigneur de Bagnols, Conseiller en son Conseil d'Etat, Intendant en Flandres; & Messire Daniel François Voisin, Chevalier, Seigneur du Mesnil, aussi Conseiller en son Conseil d'Etat: Et de la part de Sa Majesté Catholique, Messire Louïs Alexandre de Scockart, Comte de Tirimont, Conseiller d'Etat de Sadite Majesté Catholique; & Messire Hyacinte Marie de Brouchoven, Seigneur de Spy, Conseiller d'Etat de Sadite Majesté, & President en son grand Conseil, se sont assemblez en la Ville de Lille, & après plusieurs Conferences tenuës en vertu de leurs Pouvoirs, sont convenus des Articles & Conditions qui suivent.

I. Sa Majesté Catholique se desiste de la prétention qui avoit été formée de sa part lors du Traité de Ryswick; pour être remise en la possession des Villes, Bourgs, Villages & Lieux ci-après: Savoir, partie de la Bourgade d'Antoing, Veson, Bramesnil, Vernes Paroisse de Wieres, Bourgeon Paroisse de Fontenoi, Thiveecelles (à l'exception de 600. Bonniers ou environ de Prairies compris dans l'inondation de Condé qui sont dépendans des Villages d'Harchies, Preaux, Ville & Pommereuil, Bernissart, Neuville & Hensies;) la Ville de Loo, Rousselaer, Merville, Templemars, Vandeville, Billau, le Château de la Motte-aux-Bois avec ses tenances, le Bois de Nieppe, le Bois d'Ourhulst, Agimont, Givets, St. Hilaire, Givets Nôtre-Dame, Landrichamp, Aviette, Charneux, Flohimont, Formelaine, Felixpret Abbaye, Gauchenée, Her, Herlet, Rancenne, Vireux le Walrand, Hargnies, Hebbes, Ermeton sur Meuse, Mattignol, Romerée, y compris le Territoire de la Manisse, Cerfontaine, Rocq sur Sambre, Estrun, le Feron, la Roulie, Beaufort, Aumont Abbaie, Boussiere près d'Aumont, lesquels Lieux avoient été mentionnez dans la Liste des Réunions, & Sa Majesté Catholique abandonne tous Droits, & Prétensions qu'elle y pouvoit avoir sans en rien retenir ni reserver.

II. Sa Majesté Très-Chrétienne abandonne à Sa Majesté Catholique la possession des Villes, Bourgs, Villages & Lieux ci-après; Savoir, la Ville de Chievres, Mande, Pipaix, Guissinies dans Pipaix, Roucourt, Ogimont, Seigneurieul, petit Quesnoi à Pottes, Grandmets; Fremont Paroisse de Thieulain, le Breucq à Forêt, Wasmes, Lignettes, les Prairies dépendantes des Villages d'Hensies, Ville & Pommereuil, Neuville, Harchies, Bernissart, & Preaux qui sont des Prevôté de Mons & Châtelenie d'Ath (lesquelles Prairies se trouvent dans l'inondation de Condé & consistent en 600. & quelques Bonniers:) Renaix, le Bourg de Watervliet, Vonesche, Felaines, Dion le Mont, Dion le Val, Winenne, Finevaux, Feischeaux, Ferauche, Javigne, Ermeton, Surbierre, Sevry, Mahoux, Lisicourt, Maisoncelle, Maisnil St. Blaise, Villersies, Riennes, Boursoigne la vieille, Boursoigne la neuve, Vaulsor Abbaye, & les deux Hastieres, Bersée, Tirimont, Bersillies l'Abbaye, & le Val sous Beaumont, & Sa Majesté Très-Chrétienne se desiste de tous Droits, Actions ou Prétensions qu'elle y pouvoit avoir, sans en rien retenir ni reserver.

III. Le Ruisseau d'Ermeton qui tombe dans la Meuse au Village d'Ermeton sur Meuse demeurera commun & fera en cet endroit la separation des Terres de France & d'Espagne, en sorte que s'il se trouvoit quelques dépendances d'Ermeton, au-delà du Ruisseau du côté de Vaulsor, elles appartiendront à Sa Majesté Catholique, & tout ce qui se trouvera des dépendances dudit Village d'Ermeton de l'autre côté vers Charlemont appartiendra à Sa Majesté Très-Chrétienne.

IV. Les Commissaires de Sa Majesté Catholique aiant declaré que le Village de Fepin a été compris par inadvertence dans la Liste des Réunions, & que ce Village appartient à Monsieur l'Electeur de Trêves en toute Souveraineté, Sa Majesté Catholique n'y prétendant aucun Droit de Souveraineté, ni autres, & les Commissaires de Sa Majesté Très-Chrétienne aiant soutenu que Sadite Majesté a sur ce Village tous Droits de Souveraineté & autres dont elle est en possession, cette prétension n'aiant pû être terminée dans la presente Conference, elle sera réglée par les Commissaires de Sa Majesté Très-Chrétienne & ceux de Monsieur l'Electeur de Trêves.

ANNO 1699.

V. Sa Majesté Catholique cede & transporte dès maintenant & à toûjours à Sa Majesté Très-Chrétienne les Villages de Rousies, Fier le grand, & Fier le petit, avec leurs Territoires & Dependances, & tous Droits de Possession, Proprieté, Jurisdiction, Ressort, & Souveraineté, tels qu'ils ont ci-devant appartenu à Sa Majesté Catholique.

VI. Sa Majesté Très-Chrétienne fait pareillement toute cession & transport à Sa Majesté Catholique dès maintenant & à toûjours des Villages & Lieux de Gefvry, Montigny St. Christophle, Wiheries près la Sambre, Hante & Neuville sur Sambre, avec leurs Territoires, & Dépendances, & tous Droits de Possession, Proprieté, Jurisdiction, Ressort & Souveraineté, tels qu'ils ont ci-devant appartenu à Sa Majesté Très-Chrétienne, sans néanmoins que la presente cession fasse préjudice à la franchise prétenduë par les Habitans d'Hante.

VII. La perception des Droits du Domaine & autres dont Sa Majesté Très-Chrétienne a joui jusques à present tant dans les Villages & Lieux de Gefvry, Montigny, St. Christophle, Wiheries, Hante, & Neuville qui sont cedés à Sa Majesté Catholique, que dans ceux ci-dessus specifiés qui doivent demeurer à Sadite Majesté Catholique du nombre des quatre-vint deux compris dans la Liste d'exception jointe au Traité de Paix de Ryswick, sera continué au profit de Sa Majesté Très-Chrétienne, jusques au jour de l'échange des Ratifications du present Traité, ce qui sera lors dû desdits Droits sera payé à ceux qui en ont pris les Fermes & Adjudications de Sa Majesté Très-Chrétienne, & Sa Majesté Catholique entrera en possession immediatement après l'échange des Ratifications, & au plus tard huit jours sans autre Acte ou formalité que le present Traité, auquel effet seront envoyés tous Ordres necessaires aux Gouverneurs & Intendans de Sa Majesté Très-Chrétienne d'en abandonner la possession.

VIII. Sa Majesté Catholique joüira pareillement de tous Droits de Domaine & autres dans les Villages de Rousies, Fier le grand, Fier le petit, jusques au jour de l'échange des Ratifications du present Traité, ce qui en restera lors dû, sera payé à ceux qui en ont pris les Fermes, ou qui en ont fait la regie, soit pour Sa Majesté Catholique, ou pour les Etats de Haynaut, & Sa Majesté Très-Chrétienne entrera en possession immediatement après l'échange des Ratifications, & au plûtard huit jours après, sans autre Acte, permission ou formalité que le present Traité, auquel effet seront envoyés tous Ordres necessaires aux Gouverneur & Intendans de Sa Majesté Catholique d'en abandonner la possession.

IX. Au moyen du present Traité, les Villages & Lieux qui composent la Terre d'Agimont, se trouvant possedés partie par Sa Majesté Très-Chrétienne, partie par Sa Majesté Catholique, les Rentes affectées sur cette Terre seront payées par les deux Seigneurs Rois, à proportion de ce qu'ils posséderont des lieux qui la composent, tels qu'ils sont énoncés dans le Contract de l'acquisition qui en a été faite par l'Empereur Charles-Quint en 1555. & sera le partage des rentes qui devront être payées, reglé sur le pied du revenu, suivant les Comptes des trois dernieres années qui ont précedé l'évacuation de Charlemont faite en l'année 1680. desquelles il sera composé une année commune.

X. Pour ce qui concerne les Rentes perpetuelles & viageres affectées sur la Généralité de quelques Provinces desquelles une partie est possedée par Sa Majesté Très-Chrétienne, & l'autre par Sa Majesté Catholique, dont est fait mention au XXIII. Article du Traité de Paix concluë à Ryswick, les Commissaires de leurs Majestés ayant formé l'état des rentes que chacune desdites Provinces doit, il s'est trouvé que celle de Flandre suivant la verification qui en a été faite tant sur les Comptes, que sur les autres Pieces & Titres qui ont été representés, est chargée annuellement de 483317. flor. 2. pat. 2. den. savoir, sur la

Anno 1699.

Recette du vieil Impôt, 231262. flor. 15. pat. 1. den., sur la Recette du droit dit du Moulage, 200403. flor. 11. pat., sur celle dite des nouveaux Fouï. 42964. flor. 3. 2. pat. 1. den.; & pour les Rentes particulieres dûës au College de Milius à Louvain, & à l'Evêque de Bruge 8687. flor.; toutes lesquelles Parties reviennent ensemble à ladite somme de 483317. flor. 9. pat. 2. den. ci-dessus declarée, le tout monoye d'Espagne de 20. pat. au flor. qui valent 25. sols monoye de France: Sur laquelle somme de 483317. flor. 9. pat. 2. den. ayant été fait deduction de celle de 34029. flor. 9. pat. 2. den. pour les Parties ci-après declarées; savoir, 4000. flor. pour pareille somme que les Etats Généraux des Provinces-Unies contribuent annuellement pour leur quotte dans lesdites rentes, 548. flor. pour les rentes remboursées, 338. flor. 15. pat. 2. den. pour celles réputées prescrites, 17000. flor. pour le droit des Barques, 5000. flor. pour l'augmentation du revenu desdites Barques, 6542. flor. 14. pat. pour le droit de Vateghelt, & 600. flor. pour le revenu des Digues le long du Canal de Gand à Bruges & de Bruges à Ostende, revenant ensemble à celle de 34029. flor. 9. pat. 2. den., il s'est trouvé que la somme dont la repartition doit être faite, est reduite à celle de 449288. flor.

XI. La repartition de cette somme ayant été fixée selon le Transport de ladite Province de l'année 1631. qui sert de regle pour toutes les repartitions, il a été trouvé que la partie de ladite Province de Flandre qui reste sous la Domination d'Espagne doit être chargée de 296483. flor. 5. pat. 7. den. de Rente, à raison de 65. 19. pat. 9. den. & demi en 100. flor. & la partie possedée par Sa Majesté Très-Chrétienne, non compris Dunkerque qui n'entre point dans cette repartition, qui doit être chargé de 152804. flor. 14. pat. 5. den, à raison de 34. flor. 2. den. & demi en 100. flor. Sur laquelle somme de 152804. flor. 14. pat. 5. den. qui doit être payée par Sa Majesté Très-Chrétienne deduisant celle de 276. flor. 7. pat. 11. den. pour la quotte de la Ville & Châtelenie de Bourbourg, Gravelines & de Mardick dans les Rentes créées par la Province de Flandres, dites des nouveaux Fouïs, ausquelles ces Villes & Châtelenies ne doivent pas contribuer, attendu qu'elles avoient été cedées à Sa Majesté Très-Chrétienne par le Traité de Paix du 7. Novembre 1659. & que l'emprunt desdites Rentes, dites des nouveaux Fouïs, n'a été fait que depuis ledit Traité, la quotte part dûë par Sa Majesté Très-Chrétienne dans les Rentes affectées sur la Generalité de la Province de Flandres demeure fixée à la somme de 152528. flor. 6. pat. 6. den.; & celle duë par les Etats de Flandres demeure aussi fixée à 296759. flor. 13. pat. 6. den.

XII. Et pour ce qui concerne les Rentes dûës par la Province de Haynaut, il s'est trouvé suivant la verification qui en a été faite tant sur les Comptes, que sur les autres Pieces & Titres qui ont été representés, que ladite Province est chargée annuellement en Rentes heritieres ou perpetuelles sur les Recettes dites, Génerale, de deux Membres & des Feux, de la somme de 176944. flor. 3. pat. 8. den., même monoye, sur laquelle somme aiant fait deduction de 1252. flor. 6. pat. 3. den. d'une part, pour la diminution des Vingtiémes de quelques Parties de Rentes qui y sont sujettes: 4706. flor. 10 pat. 10. den. & demi d'autre part, pour la reduction au denier seize des Rentes qui se sont trouvées constituées au denier douze, douze & demi & quatorze, 135. flor. pour Parties de Rentes dont l'Etat de Haynaut jouït seul, & 99. flor. 10. pat. pour autres Parties de Rentes réputées prescrites, montant lesdites sommes ensemble à celle de 6193. flor. 7. pat. 1. den. & demi, la somme dont la repartition doit être faite est reduite à celle de 170750. flor. 16. pat. 6. den. & demi pour les Rentes Heritieres; & pour les Rentes Viageres subsistantes, dûës par la même Province, elles se sont trouvées monter annuellement à la somme de 166023. flor. 5. pat. 11. den. & demi.

XIII. La repartition de ces sommes aiant été reglée sur le pied du Cahier des deux Vingtiémes imposées sur ladite Province en 1604. dont on est convenu de se servir pour cette repartition, n'en aiant point été de plus certain, la partie de ladite Province qui reste sous la Domination d'Espagne doit être chargée de 113410. flor. 9. pat. 7. den. de Rentes Heritieres ou perpetuelles; & de 110270. flor. 12. pat. de Rentes Viageres, à raison de 66. flor. 8. pat. 4. den. & demi en 100. flor.; & la partie possedée par Sa Majesté Très-Chrétienne, non compris la Ville de Valenciennes que l'on est convenu de ne point comprendre dans la presente repartition, doit être chargée de 57340. flor. 6. pat. 11. den. & demi de Rentes Heritieres ou Perpetuelles, & de 55752. flor, 13. pat. 11. den. & demi de Rentes Viageres, à raison de 33. flor. 11. pat. 7. den. & demi en 100. flor.; sur lesquelles sommes de 57340. flor. 6. pat. 11. den. & demi de Rentes Heritieres, & 55752. flor. 13. pat. 11. den. & demi de Rentes Viageres, qui doivent être payées par Sa Majesté Très-Chrétienne, aiant été fait deduction, savoir de 538. flor. 17. pat. 4. den. sur les Rentes Heritieres ou Perpetuelles, & de 496. flor. 13. pat. 1. den. sur les Rentes Viageres, pour les quottes des Villes, Prevôtés & Châtelenies de Quesnoy, Avesnes, Landrecy, Condé, & Bouchain dans les Rentes créées depuis que chacune desdites Places, Prevôtés & Châtelenies ont été soûmises à l'Obéïssance de Sa Majesté Très-Chrétienne, ausquels lesdites Places, Prevôtés, Châtelenies ne doivent point contribuer, la quotte duë par Sa Majesté Très-Chrétienne dans les Rentes Heritieres ou Perpetuelles est demeurée fixée à 56801. flor. 9. pat. 7. den. & demi; & sa quotte dans les Rentes Viageres à 55256. flor. 10. den. & demi; & la quotte duë par les Etats de Haynaut dans les Rentes Heritieres demeure aussi fixée à 113949. flor. 6. pat. 11. den.; & dans les Rentes Viageres à 110767. flor. 5. pat. 1. den.

XIV. Il a été convenu que les Rentes affectées sur la Recette dite du Charbonnage, & celles affectées sur la Recette dite de la Navigation, ne seront point comprises dans le calcul des Rentes à partager, attendu que les Etats de Haynaut en doivent demeurer seuls chargés, comme jouïssans seuls de Droits sur le Charbon & ceux de la Navigation affectés au payement de ces Rentes.

XV. Pour satisfaire au payement de la somme de 152528. flor. 6. pat. 6. den. dûe par Sa Majesté Très-Chrétienne pour sa quotte dans les rentes de la Province de Flandres, il a été convenu que Sadite Majesté Très-Chrétienne continuera de payer la somme de 69429. flor. 2. pat. 10. den. & demi aux Creanciers qu'elle a ci-devant fait payer & employer dans l'état des charges de ses Domaines, dont l'extrait concernant lesdites rentes est demeuré annexé au present Traité. Plus elle se charge de payer 11571. flor. 19. pat. 1. den. de Rentes dûe par les Etats de Flandres à des Creanciers Sujets de Sadite Majesté, suivant l'état qui a été fourni de la part de Sa Majesté Catholique, & qui demeurera aussi annexé au present Traité; & d'autant que pour remplir ladite quotte de 152528. flor. 6. pat. 6. den., il manque encore la somme de 71527. flor. 4. pat. 6. den. & demi, Sa Majesté Très-Chrétienne en fera faire le payement chaque année en la Monoye ci-dessus déclarée en la Ville d'Ipres, ou en celle de Lille, entre les mains de celui qui sera pour ce preposé par les Etats de la Province de Flandres, & à cet effet Sadite Majesté Très-Chrétienne en assignera le payement sur les Droits & impôts appellés des quatre Membres de Flandres dont Sadite Majesté jouït, & sera ladite somme employée annuellement dans l'état des charges de ses Domaines.

XVI. Et pour satisfaire au payement de la somme de 56801. flor. 9. pat. 7. den. & demi d'une part, dûe par Sa Majesté Très-Chrétienne pour sa quotte dans les Rentes Heritieres ou perpetuelles de la Province de Haynaut, & de la somme de 55256. flor. 10. den. & demi d'autre part, pour sa quotte dans les Rentes viageres, il a été convenu que Sadite Majesté Très-Chrétienne se chargera de payer 13539. flor., demi denier de Rentes Heritieres ou perpetuelles, & 18844. flor. 5. pat. 10. den. & demi de Rentes viageres qui se trouvent dues par les Etats de Haynaut à des Creanciers Sujets de Sadite Majesté, suivant les deux états qui ont été fournis de la part de Sa Majesté Catholique, & qui demeurent annexez au present Traité; & d'autant que pour remplir lesdites quottes il manque encore la somme de 43262. flor. 9. pat. 7. den. & demi pour les Rentes heritieres ou perpetuelles, & celle de 36411. flor. 15. pat. pour les Rentes viageres, Sa Majesté Très-Chrétienne en fera faire le payement chaque année en la monoye ci-dessus declarée en la Ville de Maubeuge, ou en celle de Valenciennes entre les mains de celui qui sera pour ce préposé par les Etats de Haynaut, & à cet effet Sa Majesté Très-Chrétienne en assignera le payement sur les vingtiémes & Impôts dont

Sadite

ANNO 1699.

Sadite Majesté jouït dans le Haynaut, & sera ladite somme employée annuellement dans l'état des charges de ses Domaines.

XVII. En faisant par Sa Majesté Très-Chrétienne le payement de la somme de 36411. flor. 15. pat. qui doit être remise aux Etats de Haynaut, ou à celui qui sera par eux préposé pour supplément de la quotte-part de Sadite Majesté dans les Rentes viageres, ils seront tenus de justifier chaque année que les Creanciers auxquels lesdites Rentes viageres sont dues, & dont l'état est demeuré annexé au present Traité, seront encore vivans, ou le jour auquel ils seront decedez; sera en même tems donné connoissance à celui qui sera préposé par les Etats de Haynaut des Creanciers des Rentes viageres dont Sa Majesté Très-Chrétienne a pris le payement à sa charge, qui seront decedez, & du jour de leur decès, à proportion que lesdites Rentes viageres s'éteindront par le decès des Creanciers, l'extinction tournera au profit de Sadite Majesté & des Etats de Haynaut, à proportion de leurs quottes dans la totalité.

XVIII. Lorsque les sommes qui doivent être payées par Sa Majesté Très-Chrétienne aux Receveurs qui seront préposez par les Etats de Flandres & de Haynaut, seront remises chaque année entre les mains desdits Receveurs, ils seront tenus de justifier que celle qui aura été payée l'année précedente par Sa Majesté Très-Chrétienne aura été réellement distribuée aux Creanciers, & que les Etats de Flandres & de Haynaut auront payé leur quotte-part des Rentes de leur Province, à proportion de ce qu'ils en doivent, & s'il se trouve qu'ils n'aient pas payé leur quotte part entiere, Sadite Majesté retiendra pareille somme à proportion, en sorte que si lesdits Etats ont payé le tiers moins que leur quotte, Sa Majesté Très-Chrétienne pourra tenir en surseance pareillement le tiers de ce qu'elle doit payer ausdits Receveurs.

XIX. Le payement des sommes ci-dessus dont Sa Majesté Très-Chrétienne s'est chargée tant envers les Creanciers ses Sujets, qu'à fournir par supplément aux Etats de Flandres & de Haynaut, ou à ceux qui seront préposez de leur part, aura cours à commencer du 20. Septembre 1697. jour du Traité de Ryswick, & la premiere année échuë à pareil jour de l'année 1698. sera payée un mois après l'échange des Ratifications du present Traité pour les Rentes Heritieres ou perpetuelles, & pour les Rentes viageres dans le même tems, en satisfaisant à ce qui est porté par l'Article XVII. dudit présent Traité, & la seconde année échue au vingt Septembre de la presente, sera payée trois mois après que les Etats de Flandres & de Haynaut auront justifié chacun à leur égard que la somme payée par Sa Majesté Très-Chrétienne pour la premiere année aura été distribuée aux Creanciers, & que lesdits Etats auront payé la quotte-part des Rentes de leur Province de la même année à proportion de ce qu'ils en doivent.

XX. Au moyen de ce qui a été reglé par les Articles précedens pour le payement des Rentes dûes par la Generalité des Provinces de Flandres & de Haynaut, il ne restera aux Creanciers Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne aucune action pour raison desdites Rentes à la charge de Sa Majesté Catholique, ses Sujets de Communautez, non plus qu'à ceux de Sa Majesté Catholique à la charge de Sa Majesté Très-Chrétienne & ses Sujets, en sorte que les Actions demeureront absolument éteintes de part & d'autre à cet égard.

XXI. Les Commissaires d'Espagne aiant fortement insisté à ce que Sa Majesté Très-Chrétienne se chargeât de payer sa quotte-part des arrerages des Rentes qu'elle s'engage de payer tant Heritieres ou perpetuelles, que viageres subsistantes, & même des Rentes viageres éteintes, échûes avant le Traité de Ryswick, & les Commissaires de Sa Majesté Très-Chrétienne aiant soûtenu au contraire que Sadite Majesté n'en étoit point tenuë, il a été convenu pour terminer toutes difficultez, que Sa Majesté Très-Chrétienne payera lesdits arrerages du jour du Traité de Ryswick seulement, & en continuera le payement à l'avenir, comme il est ci-dessus expliqué; & quant aux arrerages échûs avant ledit Traité de Ryswick, il a été aussi expressément convenu que les Creanciers Sujets de France n'auront pour raison desdits arrerages, & ne pourront exercer aucune action, ni faire aucunes poursuites en Justice ou autrement contre Sa Majesté Catholique, ses Provinces, Communautez ou Sujets qui peuvent avoir été obligez au payement desdites Rentes, comme Membres de la Généralité desdites Provinces, que même Sa Majesté Très-Chrétienne ne leur donnera aucune aide à cet égard, de quelque maniere & en quelque tems que ce puisse être, soit de Paix ou de Guerre, quand même ils n'en seroient point payez, & que leur Action demeureroit toûjours sans effet, & qu'elle ne permettra pas qu'il soit usé à ce sujet de voye de retention, compensation, represaille, ou autres, à condition neanmoins que les Provinces ou Communautez de Flandre, & de Haynaut ne payeront aux Creanciers Sujets de Sa Majesté Catholique qu'une année d'arrerages par an échûe avant ou depuis le Traité de Ryswick. & s'il arrive qu'ils payent deux années en un an, il a été convenu expressément qu'en ce cas les Etats de Flandres & de Haynaut seront aussi tenus de payer aux Creanciers Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne une année à compte desdits arrerages qui leur sont dûs, échûs avant le Traité de Ryswick, mais si, comme il a été dit ci-devant, il ne se paye qu'une année par an aux Sujets de Sa Majesté Catholique, les Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne ne pourront rien prétendre de leurs arrerages échûs avant le Traité de Ryswick.

XX. Ce qui est expliqué dans l'Article précédent n'aura pas lieu pour les deux années d'arrerages échuës depuis le Traité de Ryswick qui pourront être payées en une seule année en consequence de ce qui est porté par l'Article IX. du present Traité, & en cas qu'elles fussent payées en un an, les Creanciers Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne ne pourront en consequence de ce payement prétendre d'être payez par les Etats de Flandres & de Haynaut d'une seconde année d'arrerage, outre celle qu'ils recevront de Sadite Majesté Très-Chrétienne.

XXIII. Il a été convenu que la prétention formée tant par le Receveur des Confiscations pour Sa Majesté Très-Chrétienne en Haynaut pendant la derniere Guerre, que par le Sr. de Sainte-Mons Donataire de Sadite Majesté, contre les Etats de Haynaut, & le Magistrat de Mons, pour raison des arrerages dus à des Sujets de Sa Majesté Catholique, dans le tems que la Ville & dependances de Mons étoient sous l'obeïssance de Sa Majesté Très-Chrétienne, demeurera éteinte & sans effet.

Ainsi fait & arrêté sous le bon plaisir de leurs Majestez Très-Chrétienne & Catholique. A Lille le 3. Decembre 1699.

DUGUÉ DE BAGNOLS. LE C. DE TIRIMONT.
VOISIN. BRUCHOVEN.

CCXVIII.

Decemb.

(1) *Acte de Reservation de Droit, touchant le harang, donné par Mr.* NIEUPOORT, *Commissaire de L. H. P. au Marquis de* TORCI, *Ministre & Secretaire d'Estat du Roi T. C. dans le tems de l'échange des Ratifications.* [Copie Manuscrite & Authentique.]

LE soussigné Commissaire des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, a ordre de déclarer, que l'Intention desdits Etats Généraux, en faisant la Convention sur le Tarif de convenance reciproque le 29. Mai 1699. n'a été nullement de faire aucun préjudice, ou innovation au Droit, que les Sujets desdits Etats Généraux peuvent ou prétendent avoir acquis par le Traité de Commerce de Ryswick au sujet du harang de la pêche des Sujets desdits Etats Généraux, mais au contraire qu'ils atendent de la justice, & de l'affection du Roi T. C. pour lesdits Etats Généraux, que ledit harang ne pourra pas être chargé au delà de ce que porte le Tarif de 1664. & que Sa Majesté aura la bonté de faire examiner, si selon le VII. Article dudit Traité, il peut être chargé en aucune façon, davantage que le harang de la pêche des Sujets de France. Fait à Versailles ce . . . Decembre 1699.

GUILL. NIEUPOORT.

Trac-

(1) Cet Acte apartient au Tarif arrêté entre le Roi de France & les Etats Generaux, & inseré ci-dessus sous le 29. Mai de cette Année 1699.

ANNO 1699.
12. Dec.

CCXIX.

Tractatus inter AUGUSTUM II. *Regem Poloniæ nomine suo atque totius Regni & Magni Ducatus Lithuaniæ ab unâ, &* FRIDERICUM III. *Electorem Brandenburgensem ab altera parte, de Retraditione per dictum Electorem ad Coronam Polonicam Civitatis Elbingæ, & solutione per dictam Coronam Serenissimo Electori 300. millium Thalerorum in vim reluitionis Hypotheca Elbingensis, sub certis conditionibus ibidem stipulatis. Varsaviæ die 12. Mensis Decembris 1699.* Cum *Regis* AUGUSTI RATIFICATIONE *data Dresdæ die 9. Januarii* 1700. [LUNIG Teutsch Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abs. III. pag. 249. & page 200.]

NOs Augustus secundus, DEI gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Massoviæ, Samogitiæ, Kiioviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolenscise, Severiæ, Czerniechoviæque, nec non Hæreditarius Saxoniæ, Juliæ, Cliviæ, Montium, Angriæ & Westphaliæ Dux, Sacri Romani Imperii Archi-Mareschallus & Elector, Landgravius Thuringiæ, Marchio Misniæ, tum superioris ac inferioris Lusatiæ, Burggravius Magdeburgensis, Comes Princeps Hennebergensis, Comes Marcæ, Ravensbergæ & Barby, Dominus in Ravenstein. Notum facimus universis & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit. Cum Populorum salus suprema lex sit, cui parere, regnare est, & a nobis merito censeatur: Salutis vero basis inconcussa stet publica pace atque inviolata, tum interna, tum externa tranquillitate; Hinc est ut ad Regimen Regni Nostri, Divino nutu ductuque evecti, nihil antiquius habeamus, quam pacato cœlesti ope intrinsecus regno, perpetuo Paci & quieti, ac mutuæ benevolentiæ cum vicinis Principibus, uti nominatim cum SERENITATE ELECTORALI BRANDENBUGICA servandæ, studeamus. Quapropter, nascentis nuper diffidii flammis, occasione occupatæ Elbingæ, propediem erupturis, opportune occurrentes, Nostris ac Reipublicæ, ex Consilio, per legem publicam designato, Commissariis Plenipotentiariis, omnimodam facultatem dedimus & concessimus, cum Ministris SUÆ SERENITATIS conveniendi, remque amicabiliter discutiendi, & pro Jure & dignitate, ut par est, componendi. Qui ad infra scriptas conditiones & puncta unanimiter devenerunt, omniaque & singula utrinque firmarunt, in hunc, qui sequitur modum.

Tractatus Retraditæ Elbingæ.

In Nomine Domini Amen.

Notum sit universis & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit. Fœdus perpetuum atque Amicitia Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum AUGUSTUM SECUNDUM, DEI gratia Regem Poloniæ, Magnum Ducem Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Masoviæ, Samogitiæ, Kiioviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolenscise, Severiæ, Czerniechoviæq; nec non Hereditarium Saxoniæ, Juliæ, Cliviæ, Montium, Angriæ & Westphaliæ Ducem, Sacri Romani Imperii Archi-Mareschallum & Electorem, Landgravium Thuringiæ, Marchionem Misniæ, tum superioris ac inferioris Lusatiæ, Burggravium Magdeburgensem, Comitem Marcæ, Ravensbergæ & Barby, Dominum in Ravenstein, atque Regnum Poloniæ & Magnum Ducatum Lithuaniæ inter, & Serenissimum Principem Dominum FRIDERICUM TERTIUM, Marchionem Brandenburgensem, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarium & Electorem, in Prussia, Magdeburgi, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiorum, Vandalorumque, nec non in Silesia, Crosnæ Ducem, Burggravium Norimbergensem, Principem Halberstadii, Mindæ & Camini, Comitem de Hohenzollern, Dominum in Lauenburg & Bütau: insperata nuper occasione, occupatæ per SUAM SERENITATEM Elbingæ, in tanto infensius proruperat diffidium, quanto minus hæc olim prævisa erant. Isset procul dubio ardens mali sensus in flammas atrocis Belli, ni divina bonitas, vicibus meriti vel demeriti Regnis pacem ac tranquillitatem adimens & restituens, prius mediatorias Vicinorum & Amicorum Principum auctoritates, mox Consilia generalia Regni Comitiorum interjecisset, iisque moderamen ad res amice assopiendas, permissum fuisset, ac tandem à sua Serenitate Electorali, admissio Ministrorum ejus, ad dandas rationes explicatorias, prætensæ læsæ Reipublicæ indemnitati constanter expetita fuisset. Ii demum, postquam assensu sacræ Regiæ Majestatis hic Varsaviæ, redintegrandæ Amicitiæ sincera declaratione, quod non animo lædendi, nec offendendi Rempublicam, præmissa facta fuerint, nomine Principalis Sui comparuissent, debite ad id instructi, Literisque Mandati muniti, atque ultimariam nuper congregati Reipublicæ Consilii declarationem, à SUA SERENITATE ELETCORALI acceptatam esse declarassent, Consilium Senatus & Ordinis Equestris Regni & Magni Ducatus Lithuaniæ, Lege publica generalium Regni Comitiorum, proxime præteritorum, designatum, facultateque à SACRA REGIA MAJESTATE præmunitum, in absentia ejusdem de Regno, sub felici directione Suæ Celsitudinis Primatialis, Illustrissimi & Reverendissimi in Christo Patris, Domini Michaelis Cardinalis Radzieiowski, Archi-Episcopi Gnesnensis, Primatis Regni Poloniæ, & Magni Ducatus Lithuaniæ, convocatum, cum iisdem Ministris, utpote, Illustri & Magnifico Joanne Dieterico, Libero Barone ab Hoverbeck, in Eichmedien, Baroneve, Damkau & Geyerwalde, Electoratus Brandenburgensis Dapifero Hereditario, Consiliario Status intimo, atque Ablegato Extraordinario, & Generoso ac Magnifico, Godefredo Werdero, Consiliario Aulico & Residente in Polonia SUÆ SERENITATIS ELECTORALIS, in sequentes descendit & concessit Tabulas.

ANNO 1699.

I. POst factam modo præmisso mutuæ amicitiæ redintegrationem, omnis apprehensæ Elbingæ emanatorumque quorumvis inde scriptorum & exacerbationum ab utrinque aboletur memoria; Fœdus verò perpetuum atque firma & sincera amicitia ad terminos tum veterum tum recentium Velaviensium Pactorum integrè ac inviolabiliter indissolubili nexu & vinculo conservanda reducitur & restituitur.

II. Civitas Elbingensis, prout recenter occupata, integrè, sine quavis Demolitione repertorum ibidem mœniorum ac fortificationum, quovis deinceps Jure & prætensione hypothecæ Elbingensis aliisque inde emergentibus in perpetuum abolitis, evacuato milite, retradenda erit, die prima Mensis Februarii Anno Domini 1700. præsentibus Commissariis ad id muneris designatis, sine ulla difficultate & sine quavis negotii exequendi protractione.

III. Præsidiarii Suæ Serenitatis Electoralis omnia tormenta, mortaria, sclopeta, bombardas, aliaque bellica Instrumenta, tam munitiones quascunque propriis in Civitatem importatas, liberè & absque cujusvis præpeditione asportabunt & avehent; quæcunque vero ad Civitatem pertinent, nullo prætextu inde amovebuntur.

IV. Vicissim à Sacra Regia Majestate & Regno Poloniæ & Magno Ducatu Lithuaniæ neglecta quovis casu summa Trecentorum millium Thalerorum Imperialium, in vim reluitionis hypothecæ Elbingensis Quadringentorum millium Thalerorum Imperialium, inde omnium emergentium, fide bona Suæ Serenitati Electorali post Comitia Deo dante immediatè proxima finita vel non finita, elabente Trimestri realiter hic Varsaviæ exsolvenda declaratur, atque in majorem fidei publicæ securitatem certa Clenodia ex Thesauro Regni, sub Sigillis ejusdem Consilii atque Ministrorum Registro, in vim Reversalium authenticè specificato, loco pignoris post evacuationem Elbingæ inchoatam, postera die in manus Commissarii Suæ Serenitatis Electoralis ad id Plenipotentiam habentis, jure solennis Depositi concedenda & tradenda erunt. Quæ quidem Clenodia integrè ac sub sigillis specificatis juxta Registrum Reversale, quamprimum summa prætacta exsoluta fuerit, absque omni mora, prætextu, vel quasi imaginabili pro se aut quapiam alia prætensione veluti solenne Reipubl. Depositum, totaliter restituenda erunt.

V. Quod si stato tempore ob aliquos casus summa prædicta exsoluta non fuerit, facultas permittitur Suæ Sere-

Anno 1699.

Serenitati Electorali, integrum Territorium *patronymicum* Civitatis Elbingensis, pacificè sine quovis impedimento unà cum ususfructu solito ejusdem Territorii occupandi, illudque, tamen sine quavis innovatione aut quocunque colore, Fortalitii exstructione, verum in statu quo, una cum Clenodiis tamdiu possidendi, donec summa sæpedicta 300000. Thalerorum exsoluta fuerit. Quamprimum verò eadem exsolvetur, tam dictum Territorium integrum, quam & memorata Clenodia sub eadem ut supra cautela, nullam sc. humanitus excogitandam injiciendo difficultatem, inviolabiliter restituenda & reddenda erunt ad manus ad id à Rep. Deputatorum.

VI. Trajectum super Vistulam uti & certa per suam Serenitatem Electoralem exactio *Stromgeld* dicta commissione mutua, si & in quantum contraria Pactis, examinanda & sopienda.

VII. In majorem affectus erga Regiam Majestatem & Remp. testificationem à sua Serenitate Electorali summa quævis, quocunque titulo apud Remp. ex Capite Serenissimi olim Domini Principis de Croje prætensa vel prætendenda indeque emergentia perpetuo cassantur & annihilantur, nil Juris inde sibi aut cuipiam, nunc & imposterum reservandi.

VIII. Testimoniales suæ Serenitatis Electoralis pro Hetschero valituræ ad ipsius debitam exculpationem & libertatem in proximis Deo favente Comitiis omni meliori respectu in manus Suæ Celsitudinis Primatialis depositæ acceptantur.

IX. Reliqua omnia sublatis ab utrinque prætensionibus, in vigore veterum & recentiorum Pactorum Velaviensium constituta firmiter permaneant, amicitia vera & indissolubilis ad mutua Partium utrarumque commoda perpetuò colatur & augeatur; Et super hæc omnia Ratificatoriæ tàm sacræ Regiæ Majestatis, quàm Suæ Serenitatis Electoralis mutuæ pro termino evacuationis comportabuntur, in quorum fidem duo Exemplaria ejusdem tenoris confecta & ad invicem commutata manibus propriis subscripta & Sigillis communita sunt. Varsaviæ die 12. Mens. Dec. 1699.

M. CARDINALIS RADZIEIOWSKI, Primas Regni & M. D. Lithuan. (L. S.)

NICOLAUS SWIEZICKI, Episcopus Posnaniens. (L. S.)

ANDREAS ZATUSKI, Episc. Varmiensis & Sambiensis. (L. S.)

GEORGIUS ALBRACHTUS à DENHOFF, Episcop. Præmysliensis, supremus Regni Cancellarius S. R. I. Princeps. (L. S.)

S. JABLONOWSKI, C. C. E. R. P. Dux supremus (L. S.)

JOSEPHUS BOGUSLAUS STUZKA, Castellanus Villnensis, M. D. Lith. Dux Campestris. (L. S.)

GEORGIUS JOVIANSKI, Castellanus Lanciensis. (L. S.)

FRANCISCUS GRZYBOWSKI, Castellanus Juniuladisl. (L. S.)

STEPHANUS DE RYCHTY HUMIECKI, Dapifer Podoliæ Colon. R. M. (L. S.)

LUBOMIRSKI, Supremus Regni Poloniæ Mareschalcus. (L. S.)

STANISLAUS SZUKA, Procancellarius M. D. L. (L. S.)

BENEDICTUS SAPIEHA, Thesaurarius Supremus, M. D. Lithan. (L. S.)

MICHAEL DE KOZIELSKO PUZYNA, Vilnensis Verbkovien. Capitaneus. (L. S.)

FRANCISCUS LOSKI POCILL. ZACZOCYM. Judex & Vice-Capitaneus Varsaviensis. (L. S.)

JOHANNES DIETERICUS Liber Baro ab HOVERBECK, Serenissimi Electoris Brandenburgici Ablegatus Plenipotentiarius. (L. S.)

GODOFREDUS WERNER, Serenissimi Electoris Brandenburgici Residens Plenipotentiarius. (L. S.)

Ad firmandam itaque eandem Pacem & tranquillitatem, inter NOS, *Regnumque nostrum ac Magnum Ducatum Lithuaniæ, atque Suam Serenitatem*, veteremque & sinceram Amicitiam stabiliendam, tum bonam Vicinitatem conservandam; hos omnes & singulos memoratos Articulos, in præinserto retradendæ Elbingæ Tractatu actos, conditos & conclusos, in omnibus & singulis eorum Punctis, Clausulis & Continentiis acceptamus, ratificamus, approbamus & confirmamus. Promittentes verbo nostro Regio, pro Nobis ac Successoribus nostris, Regibus Poloniæ ac Regno nostro, Magnoque Ducatu Lithuaniæ, NOS omnia suprascripta, in præinsertis Literis atque Articulis condictis & conclusis, expressa, firmiter & inviolabiliter observare, exequi & adimplere, neque illis quoquomodo contravenire, omni fraude & dolo penitus seclusis. In quorum omnium & singulorum fidem, majusque robur & testimonium, præsentes Literas manu nostra propria subscripsimus, illasque Sigillo Regni communiri mandavimus. Dabantur Dresdæ die IX. Mensis Januarii Anno Domini M. D. C. C. Regni vero nostri Anno III.

AUGUSTUS REX.

VENCESLAUS FRANCISCUS TRZEINSKI, *Pincerna Raven. S. R. M. Secretarius.*

CCXX.

1700. 11/22 Janv.

Fœdus inter GUILLIELMUM III. *Magnæ Britanniæ Regem*, CAROLUM XII. *Sueciæ Regem, & Ordines Generales* UNITI BELGII. *cum* ARTICULIS SEPARATIS *secretis. Hagæ-Comitum die 11/22. Januarii Ann.* 1700. [Feuille Volante.]

QUandoquidem Sacra Regia Majestas Sueciæ, Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ, & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii, eo Tractatu, qui 6/16 Maji 1698. Hagæ-Comitum conclusus & signatus fuit, mutuæ defensionis Confœderationem inierint, tàm ad præstandam Regnis, Statibus, & Ditionibus Partium contrahentium securitatem, quam ad conservandam in Orbe Christiano pacem & tranquillitatem; cumque vigore Articuli tertii ejusdem Tractatus nominandi fuerint ab unàquàque parte Ministri & Plenipotentiarii, ad promovenda & componenda omnia & singula, quæ integrè perficiendo eidem Fœderi inservire posse existimarentur. Propterea atque cum in finem Sereniss. & Potent. Princeps & Dominus Carolus XII., Dei Gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex &c. &c. &c. Sereniss. & Potent Princeps & Dominus Gulielmus III. eâdem Dei Gratiâ, Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex &c. &c.

ANNO 1700.

&c. &c. atque Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales Uniti Belgii, nominaverunt & constituerunt Plenipotentiarios suos; scilicet Rex Sueciæ Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Nicolaum Liberum Baronem de Lillienroth &c. Rex Magnæ Britanniæ Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Josephum Williamson, Equitem Auratum, &c. Et Domini Ordines Generales, Dominos Johannem ab Essen, &c. Franciscum de Breedenhof, &c. Antonium Heinsium, &c. Gulielmum de Nassau, &c. Everhardum de Weede, &c. Gulielmum de Haaren, &c. Arnoldum Lemker, &c. & Ludolphum Gockinga, omnes in Consessu eorundem Deputatos, qui, vi Potestatis ipsis concessæ, & Mandatorum suorum, in sequentes Fœderis Leges convenerunt.

I. Primò maneat in vigore suo Tractatus Confœderationis die $\frac{4}{14}$ Maji 1698. conclusus, & vi præsentium confirmetur, eodem modo ac si de verbo ad verbum hic insertus esset.

II. Itidem integra & in vigore suo maneant cuncta Fœdera, tam inter altissimè memoratos Reges invicem, quam inter singulos eorundem cum altissimè memoratis Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii inita, unum quodque secundum tempus durationis eidem præfixum.

III. Hæc autem Fœdera locum habeant, non solummodò in casibus inibi comprehensis & determinatis, verùm etiam speciatim si contingeret unum vel plures jam nominatorum Fœderatorum & Contrahentium invadi, occasione hujus Fœderis, sub quocumque colore vel prætextu id fieri possit.

IV. Ideòque suprà memorati Contrahentes sponsionem, & garantiam reciprocam in se suscipiunt Regnorum, Statuum, Provinciarum, Ditionum & Terrarum suarum in Europâ, seque invicem omni meliori modo contrà aggressiones, infestationes, vel oppressiones hostiles quascunque tueri promittunt; quamprimùm itaque unus Confœderatorum lacessitus fuerit, ambo reliqui concurrant ad eum defendendum, secundum Leges Tractatuum cum eodem initorum, ut & ex Lege hujus Fœderis communis; quod si auxilia per hosce Tractatûs promissa, non suffecerint, omnes vires possibiles & necessariæ adhibeantur ad defendendum eum, qui provocatus fuerit, & ad ei procurandum justam satisfactionem.

V. Quoniam autem altissimè memorati Fœderati existimaverunt securitatem Regnorum, Statuum, Provinciarum, Ditionum, & Terrarum suarum magnam partem constitutam esse in conservatione Pacis generalis inter Principes Christianos, & illorum magnoperè intersit, ne per oppressiones & aggressiones etiam alibi factas, eorum Regna, Status atque Provinciæ tractu temporis turbentur, & cum aliis bello involvantur, propterea sibi invicem promiserunt & hisce promittunt, se tuituros & vindicaturos speciatim Tractatûs sequentes.

VI. Scilicet Pacem Osnabrugensem, Monasteriensem, Ao. 1648. & Pacem Neomagensem, Ao. 1678. & 1679. ut & Tractatum Pacis inter Imperatorem & Imperium atque Regnum Galliæ, Ryswici die 20. Octobris Ao. 1697. conclusum, quatenùs hic non discrepat à Tractatibus Pacis Osnabrugensis, Monasteriensis & Neomagensis.

VII. Sicuti & Tractatus Pacis Ryswici conclusos 20. Septembris 1697. inter Regem Magnæ Britanniæ & Regem Galliæ, & Dominos Ordines Generales Uniti Belgii.

VIII. Ut autem hæc sponsio sive Garantia efficaciam & effectum suum sortiatur, altissimè memoratæ Partes contrahentes omnem operam impendent, ut Pacta superioribus Articulis recensita absque ullâ violatione sarta tecta maneant, sin autem quocunque modo infringi vel violari contigerit, separatim atque conjunctim, viâ & mediis amicabilibus annitentur ad obtinendam reparationem factæ violationis & infractionis eorundem Tractatuum Pacis; Verùm si hi conatus & Officia inutiles caderent, vel si bellum excitaretur, antequam Partes conciliari possent, singuli Fœderatorum ad præstandam modo dictam sponsionem sive Garantiam, & ad obtinendam reparationem violationis & infractionis memoratorum Tractatuum Pacis, dabunt sex mille Milites, quantociùs unus Fœderatorum eos postulaverit, vel id necessarium ductum fuerit, idque donec violationes & infractiones factæ, fuerint reparatæ, & Pax restituta fuerit.

IX. Ita tamen ut hi sex mille Milites non nisi semel à quovis Confœderatorum in auxilium exigi poterunt, adeò ut si uni Fœderatorum missi fuerint virtute hujus Fœderis communis, præterea alii mittendi non sint, sed Confœderati inter se convenient de loco ubi iis maximè necessarium erit.

ANNO 1700.

X. Quod si quis Fœderatorum, casu exigente, alteri præstiterit auxilia, Pactis peculiaribus stipulata, sive in totum, sive ex parte, tunc non tenebitur eidem Fœderato præstare auxilia ex capite hujus Fœderis communis, nisi residuum ejus, quod supererit numero auxiliorum ex Fœdere communi, numerum in Fœdere peculiari determinatum excedat.

XI. Sed si contigerit hæc auxilia non sufficere ad stabiliendam Pacem, vel si prænominati Fœderati, vel eorum aliquis Bello etiam involvatur, eò casu agent Fœderati inter se de augendis auxiliis, secundum ea quæ contenta sunt in Articulo quarto hujus Fœderis.

XII. Obstringunt etiam se Fœderati, se non daturos auxilia, vel opem laturos hostibus eorum, vel illius, qui Bello implicitus fuerit, sed è contrario se incubituros in hoc ut ejus vires diminuantur, eumque in finem Fœderati consilia conferent; an non Commercia cum hostibus Fœderatorum, vel Fœderati, prohiberi, vel alio modo tales hostes debilitari, & omnis accessio virium eorum impediri possit.

XIII. Casu eveniente, quo antedicta auxilia certum in locum mittenda sint, Fœderati simul operam navabunt ad facilem & securum reddendum Militum transitum, ad quem obtinendum officia adhibebunt apud Principes, quorum terræ transeundæ erunt.

XIV. Memoratæ Copiæ militares in auxilium missæ, quemadmodum jam dictum est, sint sub Imperio Ducis vel Generalis Fœderati requisiti, manebunt quoque in uno eodemque exercitu junctæ, quatenùs ratio belli tulerit, Dux autem jam dictus Præfecto vel Generali Requirentis parere tenebitur.

XV. Hi Confœderati, qui Bello implicabuntur, sincerè & fideliter omnia quæ geruntur invicem communicabunt, nec ullam Negociationem suscipient, nec Inducias aut Pacem facient, absque mutuo consensu.

XVI. Conferent itidem de omnibus cum eo Fœderatorum qui bello involutus non fuerit, eumque etiam comprehendent in Tractatu Pacis futuræ, & interea cum eo communicabunt de modo, quo auxilia missa maximè utilia effici queant.

XVII. Licitum sit aliis Regibus, Principibus & Statibus ad præsens Fœdus accedere, quatenùs illorum accessio ad promovendam & asserendam tranquillitatem publicam conducere, communi Confœderatorum consensu, utilis judicabitur.

XVIII. Duret hoc Fœdus in annos octodecim: & permutabuntur Tabulæ Ratificationum Hagæ-Comitum intra spatium duorum vel trium mensium, vel citiùs, si fieri poterit.

In quorum fidem Nos supramemorati Plenipotentiarii præsens Fœdus, cujus sex Instrumenta confecta sunt, subscriptionibus & sigillis Nostris munivimus, scilicet Ego Nicolaus Liber Baro de Lillienroth pro Rege Sueciæ, Hagæ-Comitum die $\frac{11}{21}$ Januarii Ao. 1700. Ego Josephus Williamson pro Rege Magnæ Britanniæ, Londini die $\frac{12}{23}$ Januarii Ao. 1700. & Nos Deputati Dominorum Ordinum Generalium pro iisdem, Hagæ-Comitum die $\frac{11}{21}$ Januarii Ao. 1700.

(L.S.) N. LILLIENROTH.
(L.S.) J. WILLIAMSON.

(L.S.) J. v. ESSEN.
(L.S) FR. v. BREEDENHOF VAN OOSTHUYSEN.
(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) W. DE NASSAU.
(L.S.) E. DE WEEDE.
(L.S.) W. VAN HAAREN.
(L.S.) AR. LEMKER.
(L.S.) S. L. GOCKINGA.

Articuli Separati Secreti.

QUandoquidem hodie Fœdus defensivum conclusum sit inter Sacram Regiam Majestatem Sueciæ, Sacram Majestatem Magnæ Britanniæ, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, atque è re communi visum fuerit, eidem quosdam addere Articulos, qui ejusdem sint valoris, ac si in ipso Tractatu expressi forent, itaque conventum est tenore sequenti.

I. Tuen-

ANNO 1700. I. Tueantur & vindicent altissimè memorati Fœderati non solum Pacem & Tractatus, quorum mentio facta in Articulis 6. & 7. Fœderis Principalis, sed etiam prætereà Tractatum Pacis inter Reges Galliæ & Hispaniarum die 20. Septembris 1697. Ryswici conclusum.

II. Si Rex Magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales adacti fuerint bellum suscipere pro vindicatione sive Garantiâ Pacis Ryswicensis, eo casu, Rex Sueciæ obligatus erit, loco sex mille Militum, in Articulo octavo Tractatûs Principalis memoratorum, iis auxilium præbere decem millia Militum, bene vestitorum, & benè armatorum, cum adjunctis Tormentis campestribus necessariis, nec quicquam Rex Magnæ Britanniæ aut Domini Ordines Generales solvent pro horum delectu & transmissione, sed is, qui has Copias auxiliares requisiverit, ab eo tempore, quo ex Stationibus Pomeraniæ & Brehmæ exierint, ad iter ingrediendum, eosdem sustentabit, & stipendia iisdem præbebit, secundùm normam & modum in solutione militiæ Dominorum Ordinum Generalium usitatum; & liberum erit his Copiis omni tempore supplementa legere in Regnis & Terris Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ subjectis.

III. Nullus Fœderatorum obligatus sit promissa auxilia mittere in Italiam, Hispaniam, vel in alia loca æquè aut longiùs remota, sed si requirens ibidem suppetiis opus habuerit, aliundè easdem accerset, interim autem uti poterit præfatis auxiliaribus Copiis in Terris magis vicinis vel propriis, tàm ad hostem divertendum, quàm ad sui & Fœderatorum suorum defensionem.

IV. Quemadmodum etiam altissimè memoratis quàm maximè cordi est tranquillitas in Septentrione, cumque eum in finem singuli separatim jam antehâc se Fidejussores & Vindices constituerint Tractatûs Altenoensis inter Regem Daniæ & Ducem Holsatiæ-Gottorpiensis conclusi, atque existiment ab observatione hujus Tractatûs magnâ ex parte pendere modò indigitatam tranquillitatem in Septentrione, itaque consultum esse duxerunt, hoc ipso de novo sese invicem obstringere ad Vindicationem sive Garantiam dicti Tractatus Altenoensis, & hæc Vindicatio sive Garantia pro statu præsenti locum habebit contrà quamcunque aggressionem & viam facti, remittatur autem Controversia inter Regem Daniæ & Ducem Holsatiæ-Gottorpiensem ad Negotiationem Pinnenbergensem, ut ibi terminetur quantociùs fieri possit.

V. Huic Fœderi accedere poterunt, si ita Ipsis visum fuerit, Imperator & Rex Hispaniæ, tanquam ii ad quos Vindicatio sive Garantia Pacis Ryswicensis non minimâ ex parte pertinet, & cum iis de conditionibus convenietur.

VI. Rex Magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales spondent, se omnem diligentiam & operam adhibituros, ut Rex Hispaniæ Regi Sueciæ solvat, quantum debebitur propter Naves Sueciæ, bellis præcedentibus, à Subditis Regis Hispaniæ injustè captas.

In quorum fidem Nos Infrascripti Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Regum Sueciæ & Magnæ Britanniæ, & Deputati Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, nominati in Tractatu Principali, Articulos hos separatos, quorum sex Instrumenta confecta sunt, subscriptionibus & Sigillis Nostris munivimus, scil. Ego Nicolaus Liber Baro de Lillienroth, pro Rege Sueciæ, Hagæ-Comitum die $\frac{11}{21}$ Janua A o 1700. Ego Joseph. Williamson pro Rege Magnæ Britanniæ. Londini die $\frac{11}{21}$ Januarii Ao. 1700. & Nos Deputati Dominorum Ordinum Generalium pro iisdem, etiam Hagæ-Comit. die $\frac{11}{21}$ Januarii 1700.

(L.S.) N. LILLIENROTH.
(L.S.) J. WILLIAMSON.

(L.S.) J. v. ESSEN.
(L.S.) FR. v. BREEDENHOF VAN OOSTHUYSEN.
(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) W. DE NASSAU.
(L.S.) E. DE WEEDE.
(L.S.) W. VAN HAAREN.
(L.S.) AR. LEMKER.
(L.S.) S. L. GOCKINGA.

CCXXI.

13. Mars. *Second Traité de Partage pour la Succession d'Espagne, fait & conclu entre* LOUIS XIV. *Roi de France*, GUILLAUME III. *Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Estats Generaux des* PROVINCES-UNIES *du Païs-bas; par lequel, les Royaumes de Naples & de Sicile, les Places situées sur la Coste de Toscane avec les Isles, le Marquisat de Final, & la Province de Guipuscoa, sont destinés à* LOUIS *Dauphin de France, avec les Duchés de Lorraine & de Bar; Le Duché de Milan, à* LEOPOLD JOSEPH CHARLES *Duc de Lorraine, en échange de ses Estats; & la Couronne d'Espagne avec les Indes & les Païs-bas au Serenissime Archi-Duc* CHARLES, *second Fils de l'Empereur* LEOPOLD. *A Londres le 13. Mars N. S. & a la Haye le 25. du même Mois 1700.* [Copie tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne, du tems du Roi Charles II.] ANNO 1700.

QU'IL soit notoire à tous ceux qui verront les presentes. Que le Serenissime & très-puissant Prince Louis XIV. par la grace de Dieu Roi de France &c., & le Serenissime & très-puissant Prince Guillaume III. aussi par la grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, n'ayant rien plus à cœur que de fortifier par de nouvelles liaisons la bonne intelligence rétablie entre Sa Majesté très-Chrétienne, Sa Majesté de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux, par le dernier Traité conclu à Ryswick, & de prévenir, par des mesures prises à temps, les évenemens qui pourroient exciter une nouvelle Guerre dans l'Europe; ont donné pour cet effet leurs Pouvoirs pour convenir d'un nouveau Traité; savoir Sa Majesté très-Chrétienne au Sieur Camille d'Hostun, Comte de Tallard, Lieutenant Général des Armées du Roi en sa Province de Dauphiné, Ambassadeur Extraordinaire de France en Angleterre, & au Sieur Gabriel Comte de Briord, Marquis de Senosan, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, & son Ambassadeur Extraordinaire auprès des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas; Sadite Majesté Britannique au Sieur Guillaume Comte de Portland, Vicomte de Cirencester, Baron de Woodstock, Chevalier de l'Ordre de la Jarretiere, & Conseiller du Roi en son Conseil Privé, & au Sieur Edoüard Comte de Jersey, Vicomte de Villers, Baron de Hoo, Chevalier Maréchal d'Angleterre, Premier Secretaire d'Etat, & Conseiller du Roi en son Conseil Privé, & les Seigneurs Etats Généraux à Jean van Essen Bourguemaître & Senateur de la Ville de Zutphen, Curateur de l'Université de Harderwic; Frid. Baron de Rheede St. Antoine &c., de l'Ordre de la Noblesse de Hollande & Westfrise, Antoine Heinsius, Conseiller Pensionnaire, Garde du Grand Seau, & Surintendant des Fiefs des mêmes Provinces; Guillaume de Nassau, Seigneur d'Odyck, Cortugene &c., & premier Noble, representant la Noblesse dans l'Assemblée des Etats de Zelande; Everard de Weede Seigneur de Dyckvelt, Rateles &c., Seigneur Foncier d'Oudewater, Scholastre du Chapitre Imperial de Ste. Marie à Utrecht, Dyck graef de la Riviére du Rhin dans la Province d'Utrecht, & President des Etats de la même Province; Guillaume van Haren, Deputé de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker. Arnold Lemker Bourguemaître de la Ville de Deventer, & Jean de Hekke, Senateur de la Ville de Groningne, tous Deputez dans l'Assemblée des Etats Généraux, de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de West-Frise, de Zelande, Utrecht, Frise, Over-Yssel, Groningen, & Ommelandes, lesquels, en vertu de leurs Pouvoirs, sont convenus des Articles suivants.

I. La paix rétablie par le Traité de Ryswick entre Sa Majesté très-Chrétienne, Sa Majesté Britannique, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, leurs Heritiers & Successeurs, leurs Royaumes, Etats & Sujets, sera ferme & constante, & leurs Majestés & les Etats Généraux feront reciproquement tout ce qui pourra contribuer à l'avantage & à l'utilité de l'un & de l'autre.

II. Comme le principal but que Sa Majesté très-Chrétienne, Sa Majesté de la Grande Bretagne, & lesdits Seigneurs Etats Généraux se proposent, est celui de maintenir la tranquilité generale de l'Europe, ils

 n'ont

ANNO 1700.

n'ont pû voir sans douleur que l'Etat de la santé du Roi d'Espagne soit depuis quelque tems venu si languissant, qu'il y a tout à craindre de la vie de ce Prince, quoi qu'ils ne puissent tourner leurs pensées du côté de cet évenement sans affliction, par l'amitié sincére & veritable qu'ils ont pour lui. Ils ont cependant estimé qu'il étoit d'autant plus necessaire de prevoir que Sa Majesté Catholique n'ayant point d'Enfans, l'ouverture de la Succession exciteroit infailliblement une nouvelle Guerre, si le Roi très-Chrétien soutenoit ses pretensions, & celles de Monseigneur le Dauphin ou de ses Descendants sur toute la Succession d'Espagne, & que l'Empereur vouloit aussi faire valoir ses prétentions, celles du Roi des Romains, & de l'Archi-Duc Charles, son second fils, ou de ses autres enfans, mâles ou femelles, sur ladite Succession.

III. Et comme les deux Seigneurs Rois, & les Seigneurs Etats Généraux, desirent sur toutes choses la conservation du repos public, & d'éviter une nouvelle guerre dans l'Europe, par un accommodement des disputes & differens qui pourroient survenir à cet effet de ladite Succession, ou par l'ombrage de trop d'Etats reünis sous un même Prince, ils ont trouvé bon de prendre par avance des mesures necessaires pour prevenir les malheurs que le triste évenement de la mort du Roi Catholique sans Enfans pourroit produire.

IV. Pour cét effet il a été accordé & convenu que si le susdit cas arrivoit, le Roi très-Chrétien, tant en son propre nom qu'en celui de Monseigneur le Dauphin, ses Enfans mâles ou femelles, Heritiers & Successeurs, nez & à naître, comme aussi mondit Seigneur le Dauphin, pour soi-même, ses Enfans, mâles ou femelles, Heritiers ou Successeurs, nez ou à naître, se tiendront satisfaits, comme ils se tiennent satisfaits par le present, Que Monseigneur le Dauphin ait pour son partage en toute proprieté possession & pleniere, en extinction de toutes ses pretensions sur la Succession d'Espagne, pour en jouïr, lui, ses Heritiers Successeurs, Descendants mâles ou femelles, nez & à naître à perpetuité, sans pouvoir jamais être troublé, sous quelque prétexte que ce soit, de droit ou de pretension, directement ou indirectement, même par Cession, Appel, Revolte ou autre voye que ce puisse être, de la part de l'Empereur, du Roi des Romains, du Serenissime Archi-Duc Charles, son second fils, des Archiduchesses, & de ses autres Enfans, mâles ou femelles, Descendants, ses Heritiers & Successeurs nez & à naître; les Royaumes de Naples & de Sicile en la maniére que les Espagnols les possédent presentement; Toutes les Places dependantes de la Monarchie d'Espagne, situées sur la côte de Toscane, & Isles adjacentes, comprises sous le nom de Santo Stefano, Porto Hercole, Orbitello, Talamone, Porto Longone, Piombino, en la maniére aussi que les Espagnols les tiennent presentement; la Ville & le Marquisat de Final, de la maniére pareillement que les Espagnols les tiennent, la Province de Guipuscoa, nommément la Ville de Fontarabie & de St. Sebastien, situées dans cette Province, & specialement le Port du Passage, avec ce qui y est compris, avec cette restriction seulement, que s'il y a quelques lieux dependans de ladite Province qui se trouvent situés au delà des Pirenées, & autres Montagnes de Navarre, d'Alava ou de Biscaye du côté d'Espagne, ils resteront à l'Espagne; & s'il y a quelques lieux pareillement dépendans des Provinces soumises à l'Espagne, qui soient en deça des Pirenées ou autres Montagnes de Navarre, d'Alava ou de Biscaye, dans la Province de Guipuscoa, ils resteront à la France; & les trajets desdites Montagnes, & lesdites Montagnes qui se trouveront entre lesdites Provinces de Guipuscoa, Navarre, Alava & de Biscaye, à qui elles appartiennent, seront partagées entre la France & l'Espagne; ensorte qu'il restera autant desdites Montagnes, & trajets à la France de son côté qu'il en restera à l'Espagne du sien. Le tout avec ses fortifications, munitions de guerre & de bouche, poudre, boulets, Canons, Galeres & Chiourmes qui se trouveront appartenir au Roi d'Espagne, lors de son decès sans enfans, & être attachez aux Royaumes, Places, Isles & Provinces qui doivent composer le partage de Monseigneur le Dauphin: bien entendu que les Galeres, Chiourmes, & autres effets appartenant au Roi d'Espagne par le Royaume d'Espagne, & autres Etats qui tombent dans le partage du Serenissime Archiduc, lui resteront; celles qui appartiennent au Royaume de Naples & de Sicile, devant revenir à Monseigneur le Dauphin, ainsi qu'il est dit ci-dessus. De plus les Etats de Monseigneur le Duc de Lorraine, assavoir les Duchez de Lorraine & de Bar, ainsi que le Duc Charles IV. de ce nom, les possédoit & tels qu'ils ont été rendus par le Traité de Ryswick, seront cedez & transportez à Monseigneur le Dauphin, ses Enfans & Heritiers & Successeurs mâles, nez & à naître, en toute proprieté & possession pleniere, en la place du Duché de Milan qui sera cedé & transporté en échange audit Duc de Lorraine, ses Enfans mâles & femelles, Heritiers, Descendants, Successeurs nez & à naître, en toute proprieté & pleniere possession, lequel ne refusera pas un parti si avantageux. Bien entendu que le Comté de Bitche appartiendra à Mr. le Prince de Vaudemont, qui rentrera dans la possession des Terres, dont il a joui ci-devant qui lui ont été, ou dû être rendus en execution du Traité de Ryswick. Moyennant lesquels Royaumes, Isles, Provinces & Places ledit Roi très Chrétien, tant en son propre nom qu'à celui de Monseigneur le Dauphin, ses Enfans mâles ou femelles, Heritiers & Successeurs nez & à naître, lequel a aussi donné son Pleinpouvoir pour cet effet au Sieur Comte de Tallard, & au Sieur Comte de Briord, promettent & s'engagent de renoncer, lors de l'ouverture de ladite Succession d'Espagne, comme en ce cas ils renoncent dès à present par celle-ci, à tous les Droits & Prétentions sur tous les autres Royaumes, Isles, Etats, & Places qui en dependent presentement, à l'exception de ce qui est énoncé ci-dessus pour son partage. Et de tout cela ils feront expedier des Actes solemnels dans la plus forte & la meilleure forme qu'il se pourra, qui seront délivrés au tems de l'échange de la Ratification de ce present Traité, au Roi de la Grande Bretagne & aux Seigneurs Etats Généraux.

V. Toutes les Villes, Places & Ports situez dans les Royaumes & Provinces qui doivent composer le partage dudit Seigneur Dauphin, seront conservées, sans pouvoir être demolies.

VI. Ladite Couronne d'Espagne & les autres Royaumes, Isles, Etats, Païs & Places que le Roi Catholique possède presentement tant dedans que dehors l'Europe, seront donnez & assignez au Serenissime Archi-Duc Charles, second fils de l'Empereur (à l'exception de ce qui a été énoncé dans l'Article IV. qui compose le partage de Monseigneur le Dauphin, & du Duché de Milan en conformité dudit Article IV.) en toute proprieté & possession pleniere, en partage & extinction de toutes ses prétensions sur ladite Succession d'Espagne, pour en jouir lui & ses Heritiers, Successeurs, nez & à naître à perpetuité, sans pouvoir jamais être troublé sous quelque prétexte que ce soit de Droits & Prétensions, directement ou indirectement, même par Cession, Appel, Revolte ou autre voye, de la part du Roi très-Chrétien, de mondit Seigneur le Dauphin ou de ses Enfans mâles ou femelles, ses Heritiers Successeurs, nez ou à naître. Moyennant laquelle Couronne d'Espagne & autres Royaumes, Isles & Etats, Païs & Places qui en dependent, l'Empereur tant en son propre nom, qu'en celui du Roi des Romains, du Serenissime Archiduc Charles, son second fils, des Archi-Duchesses ses Filles, ses Enfans, leurs Enfans, mâles ou femelles, leurs Heritiers, Descendants ou Successeurs nez ou à naître; comme aussi le Roi des Romains pour lui, & le Serenissime Archi-Duc Charles dès qu'il sera majeur pour lui-même, leurs Enfans Heritiers & Successeurs, mâles ou femelles, nez & à naître, se tiendront satisfaits que le Serenissime Archi-Duc Charles ait en extinction de toutes leurs prétensions sur la Succession d'Espagne, ladite Cession faite ci-dessus. Ledit Empereur tant en son propre nom qu'en celui du Roi des Romains, & du Serenissime Archi-Duc Charles, son second fils, des Archi-Duchesses ses Filles, ses Enfans mâles ou femelles & ses Heritiers & Successeurs; comme aussi le Roi des Romains en son propre nom, renonceront lors qu'ils entreront en ce present Traité & qu'ils le ratifieront, & l'Archi-Duc Charles dès qu'il sera majeur, à tous autres Droits & Prétensions sur les Royaumes, Isles, Etats, Païs & Places qui composent le partage & les portions assignées ci-dessus à Monseigneur le Dauphin & à celui qui aura le Duché de Milan par échange de ce qui sera donné à mondit Seigneur le Dauphin. Et que de tout cela ils feront expedier des Actes solemnels dans la plus forte & la meilleure forme qu'il se pourra; savoir l'Empereur & le Roi des Romains quand ils ratifieront le present Traité, & le Serenissime Archi-

ANNO 1700.

Archiduc dès qu'il sera majeur, lesquels seront delivrez à Sa Majesté Britannique & aux Seigneurs Etats Généraux.

VII. Immediatement après l'échange des Ratifications de ce present Traité, il sera communiqué à l'Empereur, lequel sera invité d'y entrer; mais si trois mois après, à compter du jour de ladite communication & de ladite invitation, ou le jour que Sadite Majesté Catholique viendra à mourir, si c'étoit avant ledit terme de trois Mois, Sa Majesté Imperiale ou le Roi des Romains refusoient d'y entrer & de convenir du partage assigné au Serenissime Archi-Duc; les deux Seigneurs Rois, & les Seigneurs Etats Généraux, conviendront d'un Prince, auquel ledit partage sera donné. Et en cas que nonobstant la presente Convention ledit Serenissime Archi-Duc voulut prendre possession de la portion qui lui sera échuë, avant qu'il eût accepté le present Traité, ou de celle qui seroit assignée à Monseigneur le Dauphin, ou à celui qui aura le Duché de Milan par échange, comme il est dit ci-dessus, lesdits Seigneurs Rois & les Seigneurs Etats Généraux, en vertu de cette Convention, l'empêcheront de toutes leurs forces.

VIII. Le Serenissime Archi-Duc ne pourra passer en Espagne, ni dans le Duché de Milan, du vivant de Sa Majesté Catholique, que d'un commun consentement & point autrement.

IX. Si le Serenissime Archi-Duc vient à mourir sans enfans, soit avant ou après la mort du Roi Catholique, le partage qui lui est assigné ci-dessus par l'Article VI. de ce Traité, passera à tel enfant de l'Empereur, mâle ou femelle, hors le Roi des Romains, que Sa Majesté Imperiale trouvera bon de designer: & en cas que Sa Majesté Imperiale vint à deceder sans avoir fait ladite designation, elle pourra être faite par le Roi des Romains; mais le tout à condition que ledit partage ne pourra jamais être réüni, ni demeurer à la personne qui sera Empereur ou Roi des Romains, ou qui sera devenu l'un & l'autre, soit par Succession, Testament, Contract de Mariage, Donation, Echange, Cession, Appel, Revolte ou autre voye; & de même le partage du Serenissime Archi-Duc ne pourra jamais revenir ni demeurer en la personne qui sera Roi de France ni Dauphin, ou qui sera devenu l'un & l'autre, soit par Succession, Testament, Contract de mariage, Donation, Echange, Cession, Appel, Revolte ou quelque autre voye que ce soit.

X. Le Roi d'Espagne venant à mourir sans Enfans, & aussi le susdit cas arrivant, lesdits Seigneurs Rois, & Etats Généraux, s'obligent de laisser toute la Succession dans l'état, comme alors elle se trouvera, sans s'en saisir en tout ni en partie, directement ni indirectement, mais chaque Prince pourra d'abord se mettre en possession de ce qui lui est assigné pour son partage, dès qu'il aura satisfait de sa part aux Articles IV. & VI. precedans celui-ci, & s'il y trouve de la dificulté, les deux Seigneurs Rois & les Seigneurs Etats Généraux feront tout leur devoir possible, afin que chacun soit mis en possession de sa portion selon cette Convention, & qu'elle puisse avoir son entier effet, s'engageant à donner par terre & par mer le secours & assistance d'hommes & de vaisseaux necessaires pour contraindre par la force ceux qui s'opposeront à ladite Convention.

XI. Si lesdits Seigneurs Rois ou les Seigneurs Etats Généraux étoient attaquez par qui que soit, à cause de cette Convention ou l'execution qu'on en fera, on s'assistera mutuellement l'un l'autre, avec toutes ses forces, & on se rendra Garand de la ponctuelle execution de ladite Convention, & Renonciation faite en consequence.

XII. Seront admis dans le present Traité tous Rois, Princes & Etats qui voudront y entrer, & il sera permis aux deux Seigneurs Rois & aux Seigneurs Etats Généraux & à chacun d'eux en particulier de requerir & inviter dans le present Traité, & d'être semblablement Garands de l'execution du Traité & des Renonciations qui y sont contenuës.

XIII. Et pour asseurer encore davantage le repos de l'Europe lesdits Rois, Princes & Etats, seront non seulement invitez d'être Garands de ladite execution du present Traité, & de la validité desdites Renonciations comme ci dessus; Mais si quelqu'un des Princes, en faveur desquels les partages sont faits, vouloient dans la suite troubler l'ordre établi par ce Traité, faire de nouvelles entreprises à icelui contraires, & ainsi s'aggrandir aux dépens les uns des autres, sous quelque prétexte que ce soit; la même Garantie du Traité sera censée devoir s'étendre aussi en ce cas; ensorte que les Rois, Princes & Etats qui la promettent, seront tenus d'employer leurs forces pour s'opposer aux dites entreprises, & pour maintenir toutes choses dans l'état convenu par lesdits Articles.

XIV. Que si quelque Prince que ce soit s'oppose à la prise de possession des partages convenus, lesdits Seigneurs Rois & les Etats Généraux seront obligez de s'entr'aider l'un l'autre contre cette opposition, & de l'empêcher de toutes leurs forces: & l'on conviendra d'abord après la signature du present Traité de la portion que chacun doit contribuer tant par Mer que par Terre.

XV. Le present Traité & tous les autres Actes faits en consequence ou qui y ont raport, & nommément les Actes solemnels que Sa Majesté Très-Chrétienne & Monseigneur le Dauphin sont obligez de donner en vertu de l'Article IV. ci-dessus, seront enregistrez au Parlement de Paris, suivant leur forme & teneur, & l'usage ordinaire, pour avoir lieu aux conditions qui y sont portées, dès que l'Empereur sera entré dans le present Traité, ou au bout des trois mois qui sont donnez pour cet effet, s'il n'y entre pas plûtôt. Et pareillement Sa Majesté Imperiale sera tenuë quand elle entrera dans le present Traité, de le faire approuver & enregistrer avec tous les Actes solemnels, que Sa Majesté Imperiale, le Roi des Romains, & le Serenissime Archi-Duc seront obligez de donner en vertu de l'Article VI. ci-dessus, en son Conseil d'Etat, ou ailleurs, suivant les formes les plus authentiques du Païs.

XVI. Les Ratifications des deux Seigneurs Rois, & des Seigneurs Etats Généraux seront toutes trois échangées en même tems à Londres, dans l'espace de trois semaines, à compter du jour que lesdits Seigneurs Etats Généraux auront signé, & plûtôt, si faire se peut. Fait & signé à Londres le 13. Mars nouveau stile 1700. & à la Haye le 25. dudit mois de Mars 1700. par nous Plenipotentiaires de France, d'Angleterre, & des Seigneurs Etats Généraux, étant convenu que la signature de ce present Traité se feroit de la sorte. En foi dequoi nous avons signé le present Traité de nôtre main, & fait apposer le Cachet de nos Armes.

Signé,

TALLARD. PORTLAND. JEAN VAN ESSEN.
ET BRIORD. ET JERSEY. F. B. VAN RHEEDE.
A. HEINSIUS,
W. DE NASSAU.
EV. DE WEEDE.
W. VAN HAREN.
A LEMKES.
VAN HEKKE.

CCXXII.

Articles preliminaires, conclus à Oldesloh le 18. Juillet 1700. pour procurer la Paix entre Sa Majesté DANOISE *& son Altesse S. de* HOLSTEIN GOTTORP. [Copie communiquée par un des Ministres de la Negociation.] 18. Juil.

I. SA Majesté le Roi de Dannemarc consent de faire traiter non seulement avec S. A. S. de Schleswig-Holstein-Gottorp, mais aussi avec Sa Majesté le Roi de Suede, & la Serenissime Maison de Brunswic-Lunebourg, Hanover & Zell, sur les differends qu'ils peuvent avoir ensemble.

II. Les Plenipotentiaires des Parties qui seront choisis pour travailler à la Paix seront nommés & se rendront à Hambourg (sans que le choix de ce lieu puisse tirer à conséquence) en deux jours après l'échange de la presente Convention, sauf pourtant qu'il sera libre aux deux Parties d'y ajouter ensuite tels autres Ministres qu'ils jugeront à propos.

III. On procedera sincerement & de bonne foi de tous côtez à l'ajustement des diferends, & sur tout on fera

des Alliez sera mise entre les mains de Mr. Fabricius Ministre d'Etat de S. A. S. de Brunswick-Lunebourg, à Hambourg, pour être échangée avec celle qui sera signée des Ministres de Sa Majesté le Roi de Dannemarc. Fait à Oldeslooh ce 18. Juillet 1700.

CCXXIII.

18. Août. **Friedens-Tractat zwischen Seiner Königlichen Majestät zu Dennemarck Friderico IV. und Seiner Hochfürstlichen Durchleucht Hertzog Friedrich zu Hollstein-Gottorff / durch Ihro Käyserlichen Majestät und Ihro Churfürstlichen Durchleucht Durchleucht zu Sachßen und Brandenburg Mediation geschlossen / wodurch die zwischen beyden Theilen entstandene Feindseeligkeiten beygeleget / und wegen der gemeinschafftlichen Regierung / Prærogativ-Defension, des Exercitii Juris Armorum & Fortalitiorum, Stiffts Lubeck / Ersetzung der Schäden / Zölle ꝛc. transigiret wird. Travendahl den 18. Aug. Anno 1700.** [Feuille volante imprimée, d'où l'on a tiré cette Pièce,

hohen Garands gedachten Altonaischen Vergleichs ... wandten vielfältigen Bemühungen darüber zu Thätlichkeiten und einen offentlichen Kriege zwischen beyderseits jetzo regierenden Ihro Königliche Majestät in Dennemarck / Norwegen ꝛc. und des Herrn Hertzogen zu Schleswig-Hollstein-Gottorff / ꝛc. Durchleucht und Dero Hohen Herren Alliirten und Garands ausgeschlagen. Man aber nicht allein von Seiten Ihro Käyserlichen Majestät und Seiner Churfürstlichen Durchleucht zu Brandenburg noch immerhin und biß ans Ende continuiret / allen möglichsten Fleiß und Bemühung dahin anzuwenden / daß solche entstandene Kriegs-Unruhe in Zeiten wieder gedämpffet / und der Ruhe- und Friedens-Stand in diesem Nieder-Sächsischen Crayß und denen benachbahrten Nordischen Quartieren / durch einen billig-mäßigen Frieden retabliret / mithin ein völliges auch beständiges gutes Vernehmen zwischen Ihro Königlichen Majestät in Dennemarck und des Herrn Hertzogen zu Hollstein-Gottorff Durchleucht wieder gestifftet werden möchte / sondern auch folglich andere Hohe Puissancen ihre Officia darunter mit angewandt. Daß demnach auf die zwischen beyder kriegenden Theilen und Dero respective Alliirten und Garands darzu bevollmächtigten Ministris gepflogene mühsame Tractaten und von Aller- und Höchst-erwehnter Herren Mediatoren Abgesandten und Ministris dabey angewandten emsigsten Bemüh- und Vermittelung / obwehnte Mißverstände / Differentien und Streitigkeiten / gütlich componiret / und darüber nachfolgender Tractat und Vergleich verabredet und geschlossen worden:

I. Soll alles dasjenige / was bey diesen Irrungen und Kriege von einem Theil gegen den anderen und dessen Angehörige zu Wasser und Lande widriges geschehen / durch diese Amnestie völlig aufgehoben und abgethan seyn / und nimmer weiter gedacht / vielweniger gegen ...

… Theil unter dem Prætext einiger Communion, oder was Vorwand sonst seyn möchte / zu keiner Zeit daran einige Behinderung noch Eintrag geschehen.

IV. Damit künftig allen Streitigkeiten und darzu findenden Prætexten umb so mehr vorgebauet werden möge / ist in genere damit nochmahls fest gestellet worden / daß / wie in denen beyden Fürstenthümeren beyde Theile vermöge der alten Verträge und Observantz allerdings in völliger Æqualität stehen / und Paria Jura geniessen / und geniessen sollen. Also auch Ihro Majestät in Dennemarck und dero Successores als regierende Hertzogen zu Schleßwig-Holstein in- und ratione der Fürstenthümer Schleßwig-Holstein / keinen Vorzug und Prærogative in einigen Jure, ausser was ratione ordinis hergebracht ist / vor Ihro Durchleucht zu Holstein-Gottorff und dero Successores, als auch regierenden Hertzogen zu Schleßwig-Holstein / sich annehmen noch prætendiren / sonderen bey der völligen Parität und gleichen Rechten unter beyden Theilen es unveränderlich bewenden lassen wollen.

V. Was die Defension des Schleßwig-Hollsteinischen Landes betrifft / so wird / wenn dem gantzen Lande / und also beyden paciscirenden Theilen von Auswärtigen einige Gefahr zustossen solte / von selbigen auch billig mit zusammen gesetzten Kräfften und communi consilio solche abzuwenden getrachtet werden / und die Nothdurfft und erforderte Mittel auf gemeinen Land-Tagen der alten Observantz nach zu besorgen seyn. Jedoch soll unter dem Vorwand solcher gemeinen Defension kein Theil schuldig seyn / sich in Sachen impliciren zu lassen / deren derselbe sich anzunehmen nicht nöthig hat / und worin der eine Theil etwa ohne des anderen Mit-Gutfinden und Bewilligung sich eingelassen hätte: Vielweniger soll in solchen Fällen ein Theil vor dem anderen von denen Landes-Collecten sich etwas arrogiren.

Was aber einem jeden Theil …

… te Zahl der 6000. Mann / zu Hochgedachter Seiner Durchleucht freyen Willen und Disposition: jedoch / daß von einer Puissance allein auch solcher gestalt keine grössere Anzahl als 3000. Mann zu übernehmen seyn wird.

Letzlich wird auch verwahret / daß bey denen Durchmarschen der Trouppen / kein Theil des anderen Angehörigen und Unterthanen mit Nacht-Lageren und Einquartierungen beschweren soll: Es wäre dan / daß im Nothfall / auf speciale Requisition, ein Nacht-Lager concediret würde / Welchen fals dan alles / so genossen wird / bezahlet / und gantz exacte disciplin gehalten werden soll. Der blosse Transitus aber soll auf behörige Requisition nicht verweigert werden.

VI. Der Altonaische Vergleich soll innerhalb 6. Wochen nach Auswechselung der Ratificationen ad literam, in specie auch mit Restitution des Gutes Gottes-Gabe an Ihro Durchleucht zu Holstein-Gottorff / zu völliger Execution gebracht werden; Jedoch in alle Wege dem Fürstlichen Hause Holstein-Plön sein Regreß in salvo bleiben.

VII. Als von wegen Ihro Durchleucht zu Holstein-Gottorff auch vorgestellet worden / wie aus der Vestung Christianpries oder Friederichsort / dero Aembteren und Angehörigen / insonderheit aber der Stadt Kiel / vielfältige Beschwerden und Schaden zugezogen würden / gegen den Inhalt des Glückstädtischen Recesses. Daher Seine Durchlauchtigkeit die Instances machen lassen / daß gesagte Vestung demoliret werden möchte.

So ist von wegen Ihro Königlichen Majestät zu Dennemarck versprochen / daß denen Gottorffischen Beschwerden auch in diesem Punct nachdrücklich und vollkommen remediret / dem Glückstädtischen Receß zu Kriegs- und Friedens-Zeiten auch darunter allerdings nachgegangen / die Gottorffische angehörige / in specie die Stadt Kiel / dagegen und überall aus gedachter Vestung künfftig nicht graviret werden sollen: Massen dan auch auf allen …

verbleiben? ... Augusti inclusivè an/ erhoben seyn würde/ solches bona fide innerhalb 4. Wochen restituiret werden soll.

Wie dan auch die von beyden Theilen in des anderen Landen/ Aempteren und Städten ausgeschriebene Contributiones, welche nicht gedachten 14 dieses oder vorher würcklich bezahlet seyn/ cessiren und nicht eingetrieben werden/ nicht weniger auch die von denen Städten wegen der ausgeschriebenen extraordinairen Schatzung extradirte Obligationes oder gegebene Cautiones hiemit cessiren und annulliret seyn sollen. Die bey Prælaten und Ritterschafft aber bereit ausgeschriebene und intimirte Contributiones sollen biß zu Ende dieses Monahts bezahlet und exequiret werden.

X. Weilen man befunden/ daß (1.) die im Ambte Gottorff nahe bey Schleßwig belegene zwey Königliche Voigteyen Breckel und Ulsenis/ dan auch (2.) das in Norder-Ditmarschen belegene Dorff Feddring/ zu allerhand Difficultäten und Irrungen offters Anlas gegeben; So haben Ihro Majestät auf beschehenes Ansuchen hiemit verwilliget und versprochen/ daß Sie solche Oerter gegen ein Æquivalent aus den Schleßwigschen Capitels-Güteren oder anderen Ihro bequemen Oerteren permutiren/ die Proportiones nach sechs-jährigen Registeren aussinden/ und diese Sache innerhalb 4. Monaten zum Stande bringen lassen wollen. Dafern dan in dem Königlichen Antheil sich Fürstliche Unterthanen oder Manck-Güter finden/ so Ihro Majestät gelegen wären/ werden Seine Durchlauchtigkeit mit dergleichen Permutation Deroselben auch gerne willfahren.

XI. Wegen des zu Lyst im Ampte Tunderen vor Jahren von Königlicher Seiten angelegten Zolles/ ist abgeredet worden/ daß selbiger von denen Fürstlichen Schleßwig-Hollstein-Gottorffischen Unterthanen überall nicht/

XIV. Die Römische Käyserliche Majestät und übrige hohe Puissances, so sich bißhero der Garantie des Altonaischen Vergleichs angenommen; nicht weniger auch Ihro Königliche Majestät in Franckreich/ und die Chur- und Fürsten des Reichs/ zu welchen ein oder ander Theil darunter ein Vertrauen haben möchte/ welche den innerhalb 2. Monaten zu benennen/ sollen invitiret werden/ beyden Theilen die Garantie dieses Tractats und der dabey errichteten Neben-Articulen zu leisten.

XV. Die Ratificationes über diesen Tractat sollen in 7. Tagen à dato, und eher da möglich/ gegen einander in Segeberg ausgewechselt werden.

Zur Uhrkund dessen seyn dieses Vergleichs zwey Instrumenta verfertiget/ von denen ab beyden Theilen dazu bevollmächtigten Ministris unterschrieben/ und mit ihren Pitschafften befestiget worden. So geschehen zu Travendahl den 18. Augusti, Anno 1700.

Johann Hugo von Lente. (L.S.)	Magnus von Wedderkop. (L.S.)
Christoph Blome. (L.S.)	Pincier von Königstein. (L.S.)

Sechs separirte Articul des vorhergehenden Travendahlischen Friedens/ deren jeder sub eodem Dato & Loco geschlossen/ und der erste von der Sicherheit des Hertzogen zu Holstein-Plön; der zweyte den Abmarsch der Schwedi-

XIV. Die [illegible] Kayserliche [illegible] Pl[illegible], so sich bishero [illegible] [illegible] Vergleichs [illegible]: [illegible] Königliche [illegible] und Fürsten des Reichs / zu [illegible] Vertrauen haben [illegible] 2. Monaten zu [illegible] / [illegible] beyden Theilen die Garantie dieses Tractats [illegible] Neben-Articuln zu [illegible].

XV. Die Ratificationes über diesen Tra[illegible] 7. Tagen à dato, und eher da möglich / zu Segeberg ausgewechselt werden.

Zur Uhrkund dessen seyn dieses [illegible] [illegible] / und [illegible] bevollmächtigten Ministris unterschrieben [illegible] Pettschafften besiegelt worden. So geschehen Travendahl den 18. Augusti, Anno 1700.

Johann Hugo von [illegible] (L.S.)	[illegible] von [illegible] (L.S.)
[illegible] (L.S.)	[illegible] von [illegible] (L.S.)

Sechs separirte Articul des [illegible] benden Travendahlischen Frieden[illegible] ren jeder sub eodem Dato & L[illegible] schrieben / und der erste von de[illegible] heit des Hertzogen zu Holstein [illegible]

geschehen zu Travendahl den 18ten Augustus Anno 1700.

Articulus separatus 2.

Es versprechen und übernehmen Ihre Durchleucht zu Schleszwich Holstein-Gottorff bey ihrer Königlichen Majestät zu Schweden / durch ihre Officia und Instantz zu erhalten und zu wege zu bringen / dasz Dieselbe sich gefallen lassen werden / dasz 1. in Seelande und denen Königlichen Dennemarckschen Insulen alle Hostilitäten / Contributiones und Exactiones den Tag hernach wan der von Seiner Durchleucht diesen Abend abzufertigender Courier, so Ihrer Königlichen Majestät in Schweden die Nachricht von dem Schlusz dieser Tractaten bringen solle / ankommen wird / gleich mögen aufhören / und was solchen Tag der Ankunfft des Couriers inclusivè nicht würcklich gehoben seyn wird / weiter nicht exigiret / denn auch 2. Die Königliche Schwedische Völcker so gleich und ohne Verzug / nachdem bey Ihrer Majestät oder dero Generalität in Seelandt die Nachricht einlauffen wird / dasz die Ratificationes über den Friedens-Tractat würcklich auszgewechselt seyn / aus dem Königreich Dennemarck wan nur Wind und Wetter nicht contrair seyn / abgeführet werden sollen. Zu Uhrkundt ist diese Declaration von Ihrer Durchleucht zu Schleszwig-Holstein unterschrieben und mit Dero Insiegel befestiget. So geschehen zu Segeberg den 11. Augusti Anno 1700.

Articulus separatus. 3.

MAn in denen unter dem Heutigen dato in dem 9.

der Königlichen Schwedischen / Chur-Brandenburgischen und Braunschweig-Lüneburgischen gevollmächtigten Herren Ministrorum beschehenes Anhalten / dasz ihre Majestät zu Dennemarck geruhen wolten / die an das Stifft und Capitul zu Lübeck aus gewissen Keyserlichen Assignationen gemachte Forderung auf ein hundert zwantzig tausend Reichsthaler denselben zu erlassen / ist von wegen Ihrer Majestät zu Dennemarck die Erklährung ertheilet / dasz sie an besagtes Stifft und Capitul ein mehres / als was nach denen Reichs und Kreysz-Gesetzen / und nach dem Fusz der Matricul selbigen obligen und zukommen / auch nach Abzug des bereits von Ihrer Majestät genossenen restiren kan / nicht forderen / auch nach der Liquidation innerhalb 6. Wochen die Sache zur Richtigkeit bringen / auch mit mehrgedachtem Stifft und Capitul nach aller Billigkeit handelen / und demselben was einigen anderen Ständen geschehen / wiederfahren lassen wollen.

Uhrkundlich ist dieser separat Articul von beyderseits bevollmächtigten Ministris signiret und eigenhändig unterschrieben / und soll mit dem Haupt-Tractat von gleichen Würden und Kräfften seyn. Actum Travendahl den 18. Augusti Anno 1700.

Articulus separatus 6.

AUf die bey gegenwärtigen Tractaten beschehene Instantz dasz Ihre Majestat zu Dennemarck Norwegen dem Elb-Commercio zum Besten / die in solchen Strohm belegene so genante Hintler-Schantze wegthun und demoliren zu lassen / sich gefallen lassen wolten / hat man an seithen Hochstgedachte Ihrer Königlichen Majestät sich dahin erklähret / dasz sie solchen Punct dem Arbitrio Ihrer Majestät von Grosz-Brittannien und Herrn General Staten der Vereinigten Niederlanden / als Guarants und darneben Ihrer Majestät von Franckreich / überlas-

Schwedischer Seithen also angenommen worden; So haben wir / zu Beförderung des Friedenschlusses nicht allein daß obiges alles vorgangen und geschehen / hiermit attestiren / und gegenwertige Acte darüber außstellen / sondern auch uns erbieten / und hiermit versprechen wollen / unserer allerseits Hohen Herrschafft und Principalen Guarantie in specie über diesen Punct, innerhalb 6. Wochen / die Ratification aber diese Acte innerhalb 4. Wochen zu wege zu bringen. So geschehen / Segeberg den 13. Augusti 1700.

JACOBUS CHRIST. (L.S.) Is. HAERSHOLTE. (L.S.)

NB. Die Braunschweig-Lüneburgische Ministri haben Ihre Acte gleiches lautes à part außgestellet.

Ihro Königlichen Majestät FRIDERICI IV. in Dännemarck Versicherung / der Hypothec auf die Landschafft Brettstadt oder Norgensharde / wegen der dem Herrn Hertzog von Holstein-Gottorff im Travendahlischen Frieden versprochener 260000. Thaler. Coldingen den 26. Aug. Anno 1700. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abtheilung IV. Absatz X. pag. 250.]

Hinderung geschehen / und Seiner Liebden und Dero Erben in den Besitz der Hypothec, den getroffenem Vergleich gemäß / bis zu præstirter richtiger Zahlung der offtged. 260000. Rthlr. ruhig verbleiben zu lassen / hiemit bey unseren Königlichen Worten versprechen. Uhrkundlich unter unserem Königlichen Handzeichen und vorgedrucktem Insiegel; So geschehen auff unserem Schloß Coldingen / den 26. Aug. 1700.

Friedrich Rex.

(L.S.) K. Thott, G. V. Breytenn.

Neben-Vergleich über den Travendahlischen Frieden zwischen Ihro Königlichen Majestät in Dännemarck FRIDERICO IV. und Hertzogs Friedrichs zu Schleßwig-Holstein Hochfürstliche Durchleucht / wegen Bezahlung derer im erwehnten Frieden von Ihro Königliche Majestät an gemelten Herrn Hertzogs Durchleucht versprochenen 260000. Rthlr. wobey sich dan Ihro Königliche Majestät verschiedenes stipuliret. Hamburg den 12. Julii 1701. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat.

[illegible] gesehen / und Sonne [illegible] den in den Besitz der Hypothec, [illegible] [illegible] / bis zu [illegible] [illegible] 260000. Rthlr. [illegible] der [illegible] Königlichen [illegible] unter unseren Königlichen [illegible] Insiegel; So geschehen auf [illegible] den 20 Aug. 1700.

Friderich

(L.S.) K. Thom. G. V.

Neben Vergleich über den Trav[endahl]schen Frieden zwischen Ihro K[önigli]chen Majestät in Dännemarck [FRI]DERICO IV. und Hertzogs [Fri]derichs zu Schleswig-Holstein [Hoch]fürstliche Durchleucht / wegen [Erfül]lung derer im erwehnten Fried[en] Ihro Königliche Majestät an [...] ten Herrn Hertzogs Durchleucht [ver]sprochenen 260000. Rthlr. welche dan Ihro Königliche Majestät [ver]schiedenes stipuliret. Hamburg [den 12.] Julii 1701. [LUNIG [...] Part. Spec. Con[t.] [...] des Archiv [...]

[illegible] ro Nachkommen keinen ferneren Anspruch führen / ohne was die Succession betrifft.

Zweytens: Weilen in dem Traventhalischen Tractat versehen / daß kein Theil dem anderen in den zugetheilten Landen / Aembteren und Städten zu keiner Zeit einige Behinderung oder Eintrag thun solle: So haben Ihre Durchleucht auch deshalben für sich und dero Successores de præterito & in futurum sich allen Anspruchs wegen des Halbscheids der gemeinschafftlichen Contributionen / die in der Landes-Matricul benante Aembter und Städte / und auf Arroë befindliche 4. Güter betreffend / so den Fürstlich-Sonderburg-Plön-Norburg-und Glücksburgischen Häuseren zugehören / begeben / weilen solche aus dem Königlichen Antheil hergekommen und abgegeben seyn. Ihre Durchleucht behalten sich aber eventualiter den in Gottes Handen stehenden auf diese Lande ledigen Anfall bevor / so weit sie alsdan darzu berechtigt seyn werden. Was aber alle übrige von denen Herren Hertzogen zu Sonderburg / Norburg und Glücksburg / auch anderen Particuliren daselbst anjetzo besitzende und in der Landes-Matricul sich befindende Adeliche Güter betrifft: so bleiben selbige unter gemeinsahmer Jurisdiction und Collectation. Hingegen renunciiren Ihre Königliche Majestät für sich und dero Successoren in der Regierung der Prætension von 103. Pflugen aus dem Peræquations-Receß de Anno 1663. welche deroselben zu Erhaltung einer durchgehenden Gleichheit in denen Pflugen beygeleget / also daß jeder Herr die Ihme darin zugelegte damahls besessene und angerechnete Güter eintzig und allein ohne des anderen Gegenrede collectire. Ingleichen renunciiren Ihre Königliche Majestät allen Prætensionen / welche sie vermög des Glückstädtischen Recessus und sonst auf die vormahls durch Wasserfluth überschwemmete / nachgehends aber von Jahren zu Jahren durch Legung neuer Deiche [illegible]

[illegible] und die gantze Summa der 260000. Rthlr. so fort nach Ratification gegenwertigen Recessus auszahlen lassen / jedoch mit Vorbehalt / daß sie wegen obgemeldter Hochfürstlichen Obligationen ihre Jura salva & integra behalten / und nicht gehalten seyn wollen / inzwischen / und biß es wegen vorgedachter Obligationen zur völligen Richtigkeit gesetzet / die vor einige Fürstliche Ministros und Bediente vermög des Altonaischen Vergleichs noch rückständige Capitalien zu bezahlen.

Obzwar auch im übrigen und fünfftens Ihre Königliche Majestät vermög des Glückstättischen Anno 1667. aufgerichteten Recessus die von denen Fürstlichen Unterthanen aus der Stadt und Ambt Husum, auch Eyderstätt restirende Verzollung einer starcken Anzahl Viehes möchte erleget werden / und deshalben vor Auszahlung der 260000. Rthlr. Vergnügung geschehen: so ist doch / zumahlen annoch einige Zeit erforderen würde / solche Sache zu völliger Richtigkeit zu sehen / beyderseits beliebet / daß sie ad Gravamina verwiesen / und daselbst Inhalts vorbesagten Recessus abgethan werde. Damit jedoch diese und andere mehr an beyden Theilen führende Gravamina in keine weitere Verzögerung gebracht / besonderen zu ihrer völligen Erledigung ehist gelangen mögen: Als ist Königlich-und Fürstlicher Seiten beliebet / sothane gesambte Gravamina, und was darzu noch möchte gesetzet werden / so fort nach Vollenziehung dieses Neben-Vergleichs ohne weiteren Auffschub durch beyderseits hierzu committirte gevollmächtigte Ministros und Räthe vornehmen / und innerhalb 2/ Monathen à dato Ratificationis gegenwertigen Recessus völlig erörteren und schliessen zu lassen.

Zu wahrer Urkund dessen seynd wegen dieses Neben-Vergleichs zwey gleichlautende Exemplaria auf beyderseits Herren Principalen erfolgender Ratification verfertiget / unterschrieben und besiegelt worden. So geschehen zu Hamburg den 12. Julii 1701.

ANNO 1700.

EN el nombre de la Santissima Trinidad, Padre, Hijo, y Espiritu Santo, Tres Personas distintas, y un solo Dios verdadero, y de la gloriosissima Virgen Maria, Madre del Hijo, y Verbo Eterno, y Señora nuestra, y de todos los Santos de la Corte Celestial. Yo Don Carlos por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Cerdeña, de Sevilla, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas, y Tierrafirme del Mar Occeano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Brabante, de Milàn, de Athenas, y de Neopatria, Conde de Aspurg, de Flandes, de Tyrol, y Barcelona, Señor de Vicaya, y de Molina. Conozco, que como mortal no puedo escapar de la muerte, pena en que todos incurrimos por el pecado de nuestro primer Padre; y hallandome, como me hallo enfermo en la cama, de enfermedad que Nuestro Señor ha sido servido de darme; Por tanto hago mi Testamento, ordeno, y declaro mi ultima voluntad, por esta Escritura, estando en mi libre, y sano juyzio, qual Nuestro Señor fue servido que le tuviesse.

1 Primeramente suplico à Jesu-Christo Nuestro Dios, y Señor verdadero, Dios, y Hombre, que por los meritos de su Passion, y Sangre use conmigo, el mayor de los pecadores, de su misericordia, y clemencia; y aunque le he sido tan desagradecido, que no le he servido como debo, ni reconocido los singulares beneficios, y mercedes que me ha hecho, espirituales, y temporales; obedeciendo, y cumpliendo en todo su Santa Ley, y amandole con el amor à que tan aventajados, y extradidarios favores me obligan, me dè su gracia, para que como he vivido siempre en su Santa Fè, muera en ella, y en la obediencia de la Iglesia Càtolica Romana, y assi lo protesto, y quiero hazer, como fiel hijo de ella.

2 Y para que me duela de mis pecados, con verdadero dolor que quisiera, y desearia tener para remedio de mis culpas, con la virtud, y gracia de los Sacramentos, que para bien, y remedio nuestro, con piedad de Dios instituyò en su Iglesia, suplico à la Santissima Virgen Maria su Madre, que como Abogada de los pecadores, y mia para todo el tiempo que me quedare de vida; y especialmente al fin de ella, me socorra, y ayude con su intercession, para que su precioso Hijo me conceda su divino favor, y gracia. Siempre la he tenido por Señora, y Abogada con especial devocion, quanta he podido con mi flogedad, y flaqueza; y espero en su misericordia, y clemencia la usarà conmigo en todos tiempos, y mayor en el aprieto de la muerte; y particularmente por la devocion, y afecto que siempre he tenido al Soberano, y extraordinario beneficio que recibiò de la poderesa mano de Dios, preservandola de toda culpa en su Inmaculada Concepcion, por cuya piedad he hecho con la Sede Apostolica todas las diligencias que he podido para que assi lo declare, y en mis Reynos he deseado, y procurado la devocion de este Misterio; y en conformidad de lo que ordenò el Rey mi Señor, y mi Padre, la he mandado llevar en mis Estandartes Reales, como empressa; y si en mis dias no pudiere conseguir de la Sede Apostolica esta decission, ruego muy afectuosamente à los Reyes que me sucedieren, contiǹuen las instancias que en mi nombre se huvieren hecho, con grande aprieto, hasta que lo alcancen de la Sede Apostolica. Tambien suplico à los Bienaventurados San Miguel Arcangel, y Angel, y Angeles Santos de mi guarda, y à los Santos Apostoles San Pedro, San Pablo, Santiago, Patron de España, San Carlos, y San Felipe, Santo Domingo, San Benico, San Francisco, Santa Teresa (de quien me he mostrado con tan particulares demostraciones devoto) Santos mis Abogados, y à todos los demàs de la Corte Celestial, intercedan por mi con mi Dios, y Señor al mismo fin; y para que me dè gracia eficaz para que yo me duela de mis pecados de todo coraçon, y con todas veras de èl, ame à este Señor, y Dios mio, que tanto merece ser amado.

3 Mando que despues de mi fallecimiento, mi cuerpo sea llevado con la menor pompa que mi estado Real permite, al Monasterio de San Lorenço el Real, y alli [illegible] sepultado en el Panteon deputado para los cuerpos [illegible] los Señores Reyes mis Predecessores, y para mis Sucessores; y el mio se ponga en el lugar que le corresponde, segun la orden que el Rey mi Señor, y mi Padre dexò dada para la colocacion de los cuerpos Reales quando feneciò esta obra.

ANNO 1700.

4 Y por quanto de mi orden se han hecho algunas fundaciones en dicho Monasterio, y para ello señalado algunas rentas, mando se conserve en la misma forma que lo he dispuesto en sus mismas fundaciones, y dotaciones.

5 Mando à los Reyes mis Sucessores, que tengan muy especial cuydado de la conservacion de este Real Monasterio, en la forma, y con la mayor grandeza que le fundò, y dotò el Señor Rey Don Felipe Segundo mi Visabuelo.

6 Mando que el dia de mi muerte todos los Clerigos, y Religiosos del Lugar donde muriere, digan Missa por mi alma; y en los Altares privilegiados se digan todas las que se pudieren dezir por tres dias; y quiero que demàs de esto se digan por mi alma, à cumplimiento de cien mil Missas; y es mi intencion, que las que por la misericordia de Dios no tuviere necessidad, se apliquen por mis Padres, y por los demàs Predecessores; y en caso que tampoco las ayan menester, se apliquen à las Animas del Purgatorio mas necessitadas, segun mi intencion; y mis Testamentarios encargaràn à los que las huvieren de dezir, las digan, y apliquen conforme à esta intencion, y ellos tambien señalaràn la limosna que por ellas se huviere de dar.

7 Y por quanto el Rey mi Señor, y mi Padre mandò situar tres mil ducados de renta (que con efecto se situaron) en el servicio de los ocho mil Soldados que el Reyno concediò por menor en esta Villa de Madrid, y su Provincia, con consentimiento de ella, para redimir Captivos, casar Huerfanas, y sacar pobres de la Carcel, y despues aumentò dichos tres mil ducados à seis mil de renta en cada un año, situados en el mismo servicio de los ocho mil soldados; y sino cupiessen en èl, se situassen en las rentas mas ciertas, y seguras que huviesse desembarazadas, y fuessen vacando, ò vacassen despues de sus dias; y que estos seis mil ducados de renta se empleassen, los dos mil de ellos en redimir Capitivos, prefiriendo los que huviessen servido en sus Exercitos, y Armadas; y en defecto de estos, se redimiessen otros sus Vasallos, prefiriendo los niños, y mugeres, y los que estuviessen en mayor peligro espiritual. *Otros dos mil ducados* de renta se empleassen en casar huerfanas, hijas de criados de las Casas Reales; y los dos mil ducados restantes, en sacar pobres de la Carcel, dexando la elecion de las personas en todos los dichos generos (en lo quo no fuesse contrario à lo dispuesto de los Capivos) al arbitrio, y voluntad de los Reyes sus sucessores, y de de su Confessor, y Limosnero Mayor, que avian de proponer las mas necessitadas, y en quien concurriessen las mayores causas para gozar de esta limosna, prefiriendo en todo sus Criados, y los de los Reyes, y Reynas, que por tiempo fuessen, y ante todas cosas el pagar las deudas de su Magestad. Declaro, y es mi voluntad, que esto se observe, cumpla, y execute, puntual, y literalmente, como està dispuesto.

8 Por lo mucho que debo à Dios Nuestro Señor, y por lo que deseo el bien espiritual del que me sucediere legitimamente en estos mis Reynos, y Señorios, le ruego, y ancargo afectuosamente, que como Principe Catolico, para bien suyo, y de sus Reynos, sea muy zeloso de la Fè, y obediente à la Sede Apostolica Romana, viva, y proceda en todas sus acciones, como temeroso de Dios, observante de su Santa Ley, y Mandamientos, procurando en todo la divina gloria, y exaltacion de su nombre, propagacion de su Fè, y aumento de su servicio; honre mucho à la Inquisicion, la ayude, y favorezca, por lo que zela, y guarda la Fè, cosa tan necessaria, especialmente en estos tiempos, en que tanto se han derramado las heregias; honre, y ampara el Estado Eclesiastico, y le guarde, y haga guardar sus exempciones, è inmunidades: honre, y favorezca las Religiones, y procure con veras su reformacion en lo que la huviere menester: administre en sus Reynos justicia con igualdad; ame à sus Vasallos, y con entrañas, y amor de Padre los procure relevar, y en todo cuyde de su bien, y prosperidad, y con esto tendrà el coraçon de todos; y nuestro Señor con particular providencia le assistirà, y ayudarà à la medida de la caridad con quemirare por ellos; y en par-

ANNO 1700. particular le encargo zele mucho ; y vele sobre los Ministros , no consintiendoles defecto alguno en la parte de la entereza, è incorruptibilidad, aun en las mas minimas cosas, por ser el daño mayor que puede padecer el govierno, y por aver sido, yo tan enemigo de semejante abuso.

9 En todos mis Reynos, Señorios, y Estados se ha guardado, y guarda la Religion Catolica Romana , y mis gloriosos Predecessores la han guardado , y mantenido, y gastado , y empeñado en defensa de ella el Patrimonio Real, anteponiendo la honra, y gloria de Dios, y de su Santa Ley à todas las cosas, y consideraciones temporales ; y porque esta es la primera obligacion de los Reyes, ruego, y encargo à mis Sucessores, que cumpliendo con ella, hagan, y executen lo mismo; y si (lo que Dios no quiera, ni permita) alguno de mis Sucessores professare alguna Secta , ò Heregia de las condenadas , y reprobadas por nuestra Santa Madre Iglesia Catolica Romana , y se apartare, y separare de esta unica, y verdadera Sagrada Religion; por el mismo hecho le doy , y declaro por incapaz, è inhabil para la governacion, y regimiento de todos los dichos Reynos, y Estados, y de qualquiera de ellos, y del Oficio, y Dignidad de Rey, y le privo de la sucession, possession, y derecho de ellos, abrogo , y derogo, y doy por ningunas qualesquier Leyes, Fueros, y Ordenanças que lo puedan impedir, y me conformo con las leyes Canonicas, y de los Santos Concilios, y disposiciones Pontificias , que privan à los Hereges, y Apostatas de los Dominios temporales, usando (como para esto uso) de la plenitud de potestad, con cierta Sciencia, y con todas las fuerças, y clausulas necessarias, para que lo que aqui contenido se cumpla, guarde, y execute, y tenga fuerça de ley , como si fuera hecha, y publicada en Cortes, con las Solemnidades que son necessarias en cada uno de mis Reynos, y Estados.

10 Tambien ruego , y encargo à mis Sucessores, que por tiempo fueren , goviernen mas las cosas por consideraciones de Religion , que no por respeto del Estado Politico. Que con esto obligaràn à Dios nuestro Señor à que con particularidad los ayude, y assista, posponiendo las comodidades proprias al servicio , y exaltacion de su Fè. Y yo en las cosas grandes que se han ofrecido, tuve por mejor, y mas conveniente, faltar à las razones de Estado, que dispensar, y dissimular un punto en materia que mire à la Religion.

11 Item, mando, y encargo à todos los Sucessores de esta Corona, que por quanto en reconocimiento, y obsequio de la suprema veneracion , que todo fiel Christiano debe tener al soberano Mysterio de el Santissimo Sacramento, y yo en especial , por la mas estrecha, y singular que le reconozco, y toda la Augustissima Casa de Austria, dispuse, que para merecer mayor favor suyo, y consuelo mio, se colocasse en la Real Capilla de Palacio, se continùe para siempre, como yo lo fio, y espero de mis Sucessores; y tambien les encargo, y mando se continùe la solemnidad de las Quarenta Horas que en cada principio de mes està fundada , haziendose con toda aquella devocion, y autoridad, que mas se pudiere executar; y que assimismo se continùen los Oficios Divinos en la dicha Capilla, con el mismo cuydado que hasta aqui lo he procurado, y mas, si mas puede ser; y para este fin se conserven todos los Ministros, y Oficiales de dicha mi Capilla Real, assi de Musica, como de Instrumentos, y de Vozes, y los demàs Assistentes que se hallan de presente, y fueren sucediendo en sus vacantes; para lo qual tengo hecha dotacion en diferentes medios, y rentas, que para este fin estàn aplicados.

12 Si Dios por su infinita misericordia me concediere hijos legitimos, declaro por mi universal heredero en todos mis Reynos, Estados, y Señorios, al hijo, varon mayor, y à todos los demàs, que por su orden deben suceder; y en falta de varones , las hijas, en conformidad de las Leyes de mis Reynos ; y no aviendose dignado Dios, al tiempo de hazer este Testamento, de hazerme esta merced; siendo mi primera obligacion mirar por el bien de mis Subditos, disponiendo se conserven todos mis Reynos en aquella union que les conviene, guardandose por ellos la debida fidelidad à su Rey, y Señor natural; no dudando de la que siempre han professado , se arreglaran à lo mas justo, corroborando con la suprema autoridad de mi disposicion.

13 Y reconociendo, conforme à diversas Consultas de Ministros de Estado, y Justicia, que la razon en que se funda la renuncia de las Señoras Doña Ana, y Doña Maria Teresa Reynas de Francia, mi Tia, y Hermana, à la sucession de estos Reynos, fue evitar el perjuyzio de unirse à la Corona de Francia ; y reconociendo, que viniendo à cessar este motivo fundamental, subsiste el derecho de la sucession , en el Pariente mas inmediato, conforme à las Leyes de estos Reynos; y que oy se verifica este caso en el hijo segundo del Delfin de Francia. Por tanto arreglandome à dichas Leyes, declaro ser mi Sucessor (en caso que Dios me lleve sin dexar hijos) el Duque de Anjou , hijo segundo del Delfin; y como à tal le llamo à la sucession de todos mis Reyos, y Dominios , sin excepcion de ninguna parte de ellos; y mando, y ordeno à todos mis Subditos, y Vasallos de todos mis Reynos, y Señorios, que en el caso referido de que Dios me lleve sin sucession legitima, le tengan, y reconozcan por su Rey, y Señor natural, y se le dè luego, y sin la menor dilacion la possession actual , precediendo el Juramento que debe hazer de observar las Leyes, fueros, y costumbres de dichos mis Reynos, y Señorios; y porque es mi intencion, y conviene assi à la Paz de la Christiandad, y de la Europa toda, y à la tranquilidad de estos mis Reynos, que se mantenga siempre desunida esta Monarquia de la Corona de Francia; declaro consiguientemente à lo referido, que en caso de morir dicho Duque de Anjou, ò en caso de heredar la Corona de Francia, y preferir el goze de ella al de esta Monarquia; en tal caso deba passar dicha sucession al Duque de Berri, su hermano, hijo tercero de el dicho Delfin, en la misma forma; y en caso de que muera tambien el dicho Duque de Berri, ò que venga à suceder tambien en la Corona de Francia; en tal caso declaro, y llamo à la dicha sucession al Archiduque, hijo segundo del Emperador mi Tio, excluyendo por la misma razon, è inconvenientes contrarios à la salud publica de mis Vassallos, al hijo primogenito del dicho Emperador mi Tio; y viniendo à faltar, dicho Archiduque, en tal caso declaro, y llamo à la dicha sucession al Duque de Saboya, y sus hijos; y en tal modo es mi voluntad que se execute por todos mis Vasallos, como se lo mando, y conviene à su misma salud, sin que permitan la menor desmembracion, y menoscabo de la Monarquia, fundada con tanta gloria de mis Progenitores. Y porque deseo vivamente que se conserve la Paz , y Union que tanto importa à la Christiandad entre el Emperador mi Tio, y el Rey Christianissimo; les pido, y exorto, que estrechando dicha Union, con el vinculo del Matrimonio del Duque de Anjou con la Archiduquesa , logre por este medio la Europa el sossiego que necessita.

14 Y en el caso de faltar yo sin Sucession , ha de suceder el dicho Duque de Anjou en todos mis Reynos, y Señorios, assi los pertenecientes à la Corona de Castilla, como la de Aragon, y Navarra, y todos los que tengo dentro, y fuera de España , señaladamente en quanto à la Corona de Castilla, Leon, Toledo, Galicia, Sevilla, Granada, Cordova , Murcia, Jaen, Algarves de Algecira , Gibraltar, Islas de Canaria, Indias, Islas, y Tierra-Firme del Mar Occeano, de el Norte, y del Sur, de las Filipinas, y otras qualesquiera Islas, y Tierras descubiertas, y que se descubrieren de aqui adelante, y todo lo demàs, en qualquier manera tocante à la Corona de Castilla. Y por lo que toca à la de Aragon en mis Reynos, y Estados de Aragon, Valencia, Cataluña, Napoles, Sicilia, Mallorca, Menorca, Cerdeña, y todos los otros Señorios, y derechos, como quiera que sean, pertenecientes à la Corona Real dèl; y assimismo en mi Estado de Milàn, Ducados de Brabante, Limbourg, Luxembourgh, Geldres, Flandes, y todas las demàs Provincias, Estados, Dominios, y Señorios, que me pertenezcan, y puedan pertenecer en los Payses Baxos, derechos, y demas acciones, que por la sucession de ellos en mi han recaìdo; y quiero que luego que Dios me llevare de esta presente vida, el dicho Duque de Anjou, se llame, y sea Rey , como *ipso facto* lo serà de todos ellos; no obstante qualesquiera renuncias, y actos que se ayan hecho en contrario, por carecer de justas razones, y fundamentos; y mando à los Prelados, Grandes, Duques, Marqueses, Condes, y Ricos Hombres; y à los Priores, y Comendadores, Alcaydes de las Casas Fuertes, y Llanas, y à los Cavalleros, Adelantados, y Merinos , y à todos los Concejos, y Justicias, Alcaldes, Alguaciles, Regidores, Oficiales, y Hom-

Anno 1700.

Hombres buenos de todas las Ciudades, Villas, y Lugares, y Tierras de mis Reynos, y Señorios, y à todos los Virreyes, y Governadores, Caſtellanos, Alcaydes, Capitanes, Guardas de las Fronteras de aquende, y allende el Mar, y à otros qualeſquiera Miniſtros nueſtros, y Oficiales, aſſi de la Governacion de la Paz, como de los Exercitos de la Guerra en Tierra, y en Mar, aſſi en todos nueſtros Reynos, y Eſtados de la Corona de Aragon, y Caſtilla, y Navarra, Napoles, y Sicilia, y Eſtado de Milàn, Payſes Baxos, y en otra qualquier parte à Nos perteneciente, y à todos los otros nueſtros Vaſſallos, Subditos naturales, de qualquiera calidad, y preheminencia que ſean, donde quiera que habitaren, y ſe halleren, por la fidelidad, lealtad, ſugecion, y vaſſallage que me deven, y ſon obligados, como à ſu Rey, y Señor natural, en virtud del Juramento de fidelidad, y omenage que me hizieron, y debieron hazer, que cada, y quando que pluguiere à Dios llevarme deſta preſente vida, los que ſe hallaren preſentes, luego que à ſu noticia viniere, conforme à lo que las Leyes deſtos dichos mis Reynos, Eſtados, y Señorios, en tal caſo diſponen, y en eſte mi Teſtamento eſtà eſtablecido, ayan, tengan, y reciban al dicho Duque de Anjou (en caſo de faltar yo ſin ſucceſſion legitima) por ſu Rey, y Señor natural proprietario de los dichos mis Reynos, Eſtados, y Señorios, en la forma que và diſpueſta. Alzen Pendones por èl, haziendo los actos, y ſolemnidades, que en tal caſo ſe ſuelen, y acoſtumbran hazer, ſegun el eſtilo, uſo, y coſtumbre de cada Reyno, y Provincia, preſten, exhivan, hagan preſtar, y exhibir toda la fidelidad, lealtad, y obediencia, que como Subditos, y Vaſſallos, ſon obligados à ſu Rey, y Señor natural; y mando à todos los Alcaydes de las Fortalezas, Caſtillos, y Caſas Llanas, y à ſus Lugares-Tenientes de qualeſquiera Ciudades, Villas, y Lugares, y deſpoblados, que hagan pleyto omenage, ſegun coſtumbre, y fuero de Eſpaña, Caſtilla, Aragon, y Navarra, y todo lo que à ello les toca, y en el Eſtado de Milàn, y à los otros Eſtados, y Señorios, ſegun los eſtilos de la Provincia, y parte donde ſeràn por ellos al dicho Duque de Anjou, y de los tener, y guardar para ſu ſervicio, durante el tiempo que ſe les mandare tener, y deſpues entregarlos à quien por èl les fuere mandado, de palabra, ò por eſcrito; lo qual todo lo que dicho es, cada una coſa, y parte della, les mando, que hagan, y cumplan realmente, y con efecto, sò aquellas penas, y caſos feos en que caen, è incurren los Rebeldes, è inobedientes à ſu Rey, y Señor natural, que violan, y quebrantan la lealtad, fee, y pleyto omenage.

15 Si al tiempo de mi fallecimiento no ſe hallare mi Sucesſor dentro deſtos Reynos, conviniendo la mayor, y mas autorizada providencia al govierno univerſal de todos ellos, y la mas conforme à ſus Leyes, Fueros, Conſtituciones, y Coſtumbres; ſegun lo conſiderò el Rey mi Señor, y mi Padre, mientras dicho Sucesſor pueda por ſi dar providencia al govierno; Mando, que luego que yo falte, ſe forme una Junta, en que concurran el Preſidente, ò Governador del Conſejo de Caſtilla, el Vice-Chanciller, ò Preſidente del de Aragon, el Arçobiſpo de Toledo, el Inquiſidor General; un Grande, y un Conſejero de Eſtado, los que yo dexare nombrados en eſte mi Teſtamento, ò Codicilo, que yo hiziere, ò papel firmado de mi mano; y el tiempo que la Reyna, mi muy cara, y amada muger ſe conſervare en eſtos Reynos, y Corte, ruego, y encargo à ſu Mageſtad aſſiſta, y autorize dicha Junta, la qual ſe tenga en ſu Real preſencia, en la Pieza, y parte que Su Mageſtad ſeñalare, tomando el trabajo de intervenir en los negocios, y en ellos tenga voto de calidad, de modo, que ſiendo iguales los votos prefiera la parte donde el voto de Su Mageſtad ſe arrimare, y en todo lo demàs ſe eſtè à la mayor parte; y que eſte govierno dure mientras mi Sucesſor, ſi eſtuviere en la mayor edad, pueda proveer de govierno ſabido mi fallecimiento.

16 Y en caſo que mi Sucesſor ſea de menor edad, tocandome (como me toca) por Padre univerſal de todos mis Vaſſallos, dar la mejor governacion que ſea poſſible à mis Reynos, y la mas conforme à ſus Leyes, Fueros, Conſtituciones, y Coſtumbres, nombrando Governadores, naturales de ellos, para que ſegun mi Alta, y Real diſpoſicion, y en nombre de mi Sucesſor, goviernen dichos mis Reynos, en toda Paz, y Juſticia, provean à ſu defenſa, de modo, que mis Subditos ſe conſerven en aquella quietud, è inmunidades, que por las Leyes, Fueros, Conſtituciones, y Coſtumbres de cada uno deben gozar, y en la lealtad à ſu Rey, y Señor natural, en que tanto ſe han eſmerado. Nombro por Tutores de dicho mi Sucesſor, durante ſu menor edad, haſta los catorze años, à los miſmos, que dexo nombrados en la dicha Junta, para que goviernen, en caſo que mi Sucesſor ſe hallare fuera deſtos Reynos, al tiempo de mi fallecimiento haſta que venga à ellos, à los quales nombro por tales Tutores, y Curadores, durante la menor edad de mi Sucesſor, uſando para ello de toda la Poteſtad, y arbitrio, para que en ſu nombre goviernen dichos Reynos, en la miſma forma que yo viviendo lo pudiera hazer, ò mi Sucesſor, llegando à la mayor edad, guardando la forma, que adelante ſe dirà en el modo de la Governacion, y à todos los dichos Tutores los relevo de la obligacion de dar fiança, y quiero que con ſolo eſte nombramiento, y Juramento que han de hazer, y preſtar, puedan governar, y goviernen, ſin otra Aprobacion, Confirmacion, ni diligencia; para cuyo nombramiento uſo de toda mi Real Poteſtad, lo mas ampliamente que puedo, diſpenſando, como diſpenſo, en caſo, que ſea neceſſario, qualeſquiera Leyes, Pragmaticas, Fueros, y Coſtumbres, como en caſo extraordinario, y neceſſario al mayor bien de mis Dominios, y Vaſſallos, y que eſto ſea por eſta vez, atendiendo à todas las Circunſtancias que occurren, y obligan à dar eſta Providencia, evitando los daños que de otras pudieran ſobrevenir.

Anno 1700.

17 El Vice-Chanciller à quien dexo nombrado por Tutor en la Junta, lo ha de ſer, y yo le nombro por Tutor eſpecial, y particular, por lo tocante al Reyno de Aragon, en aquellos caſos, y negocios que fuere neceſſario; y en conformidad de ſus Fueros, y Privilegios, para que adminiſtre la Tutela de mi Sucesſor en aquel Reyno; y ſi el que preſidiere en el Conſejo de Aragon, no pudiere ſerlo, conforme à ellos; deſeando (como deſeo) ajuſtar mi diſpoſicion à ſolo lo que puedo, como Señor natural de aquel Reyno, ſin derogar, ni alterar lo que no pudiere diſpenſar; y diſpenſando en todo lo que puedo, y cabe en mi ſuprema Poteſtad, nombro por Tutor de mi Sucesſor al Regente mas antiguo Togado de los dos Naturales de aquel Reyno, que al tiempo que yo muera, ù deſpues ſirviere en el Conſejo de Aragon, para que como tal Tutor, tenga la Adminiſtracion, y Autoridad que yo le puedo dar, y doy, en aquellas coſas, y caſos, que conforme à los Fueros, y Privilegios fueren neceſſarios; teniendo entendido, que en las materias, y negocios de Eſtado, Guerra, Govierno, Gracia, y Proviſion de Oficios, no ſe ha de hazer novedad, y han de correr por los Conſejos de Eſtado, Guerra, y Aragon, como haſta aqui ſe ha hecho, y haze; y las Conſultas que por los dichos Conſejos ſe hizieren, ſe llevaràn à la Junta de los Tutores, para que en ella ſe tome reſolucion, en la forma que ordeno en los demàs negocios; y en caſo de morir, ò faltar al exercicio el Regente mas antiguo del dicho Reyno, nombro por tal Tutor al que ſe le ſiguiere; y aſſi ſuceſſivamente iràn ſubintrando en la Tutela del dicho Reyno de Aragon, haſta qui mi Sucesſor govierne; y relevo al dicho Tutor de la obligacion de dar fianças, y de todo lo demàs que yo puedo diſpenſar, y fuere diſpenſable, en virtud de mi Soberania, y plenitud de Poteſtad, para que con eſte nombramiento, y Juramento pueda el Regente à quien tocare adminiſtrar la dicha Tutela por la forma que dexo.

18 El dicho Regente que fuere Tutor ha de reſidir en eſta Corte, y ſervir ſu plaça en el Conſejo, y aſſiſtir en la Junta de los demàs Tutores, por lo que conviene ſe halle con las noticias univerſales, y en la miſma Junta darà las particulares, por lo que tocare al Reyno de Aragon, para que oyendo à los demàs Tutores, y conformandoſe con la mayor parte, ſe encaminen, y diſpongan los negocios de aquel Reyno, como mas convenga al ſervicio de Dios, y de mi Sucesſor, mejor adminiſtracion de la Juſticia, Bien, Paz, y ſoſſiego de aquel Reyno.

19 A todos los Miniſtros, y perſonas que dexo, ò dexare nombrados, doy el poder, autoridad, y facultad, que como Padre, Rey, y Señor de mis Vaſſallos, les puedo dar, y el miſmo que les dà las Leyes, Fueros, Conſtituciones, y Coſtumbres de mis Reynos, ſin diminucion alguna, y toda la que fuere neceſſario, para que en el tiempo de la menor edad de mi Sucesſor, puedan governar en Paz, y en Guerra, hazer leyes,

pro-

Anno 1700.

proveer los Oficios, y Cargos menores, y mayores; assi en lo Politico, como en lo Militar, presentar las Prelacias, Obispados, Abadias, y demàs Dignidades Ecclesiasticas, en la forma que yo lo hago, y puedo hazer, exerciendo el Oficio de Tutores, y disponiendo en nombre de mi Sucessor todas las cosas, como èllas pudiera disponer, siendo mayor; y para el dicho efecto los discierno, y he por discernida la dicha Tutela, con que antes de exercer ayan de hazer todos, y cada uno de ellos el Juramento de fidelidad à mi Sucessor, y guardar su vida, procurar su provecho, y el bien de mis Reynos, y Vassallos, y apartar de mi Sucessor todo mal, y daño, y hazer todo lo que tales Tutores estàn obligados à hazer, y que en todos los negocios daràn su parecer, con atencion al mayor servicio de Dios, y exaltacion de su Santa Fè, execucion de la Justicia, y Administracion de ella, y de obedecer à mi Sucessor, y que guardaràn secreto de todo lo que se tratare en la Junta: y este Juramento ha de hazer el Presidente, ò Governador del Consejo, en manos de los demàs de la Junta, despues que cada uno de ellos lo aya hecho en manos del mismo Presidente, ò Governador.

20. Los dichos Tutores que nombro, y daxarè nombrados, han de administrar juntos, y no los unos sin los otros; y para esto se han de juntar en una Pieza de Palacio todos los dias, y horas que sea necessario à ver, y conferir las Consultas, y negocios, assi de oficio, como de partes, prefiriendo aquellos à estos, haziendo relacion de ellos el Secretario que me assistiere en el Despacho Universal, à quien nombro para que continùe en la misma ocupacion; y siempre que la Reyna mi muy cara, y amada Muger se mantuviere en estos Reynos, que (como va dicho) ha de intervenir en dicha Junta, se harà en la Pieza de Palacio que su Magestad señalare, y se votarà cada negocio, y se executarà lo que resolviere la mayor Parte; y à los enfermos, y ausentes se les ha de pedir su parecer en los casos arduos, si pareciere à la mayor Parte.

21 Todas las Consultas que hizieren los Consejos, se entregaràn en la Secretaria del Despacho Universal al Secretario que lo fuere de èl, las quales se abriràn en la Junta, dandose su parecer en ellas, en la forma dicha; apuntarà el Secretario de el Despacho la resolucion, que por la mayor parte quedare resuelta, y al dia siguiente las traerà puestas; sino es que necessite la brevedad de que baxe luego; y esta resolucion se rubricarà, assistiendo la Reyna mi muy cara, y amada Muger, como dicho es, por su Magestad en el lugar que yo lo hago, y mas abaxo por dos de la Junta; y en caso de no assistir Su Magestad, se rubricarà por todos los que assistieren en la Junta, segun las precedencias en que se hallaren, contando que à lo menos sean quatro los que rubriquen; y que por los que tocan al Consejo de Aragon, lleven siempre la rubrica del Vice-Chanciller, ò Regente mas antiguo, que assistiere en la Junta, y en la remission de los negocios, assi de oficio, como de parte à los Consejos, y Ministros, se executarà por Decretos rubricados en la misma conformidad, que las Resoluciones de las Consultas, ò por papeles firmados del Secretario del Despacho, uno, y otro, segun lo resolviere la Junta.

22 Y en los Despachos que yo firmo, assi de mi Real mano, como de estampa, se firmaràn por la Reyna, mi muy cara, y amada Muger, en el lugar que yo firmo, y por todos los demàs de la Junta, en inferior, lugar; y si estevieren impedidos algunos, firmaràn por lo menos quatro de ellos, con tal, que por los que toca à Aragon, lleven siempre la firma del Vice-Chanciller, ò Regente mas antiguo del Consejo de Aragon que assistiere en la Junta, y los Secretarios de Estado los refrendaràn en el lugar que lo executan; y los demàs pondràn. Por mandado de Su Magestad; pues todos los Despachos deben empezar con el nombre de mi Sucessor Reynante, ù de Su Real Dignidad; y todos ellos quiero con toda Potestad Real, que para el bien de mis Subditos debo, y puedo usar, sean obedecidos, como Cartas, y Cedula del Rey, y Señor natural destos Reynos, y los que no las obedecieren, sean castigados por ello, con las penas que corresponden, à quien no obedece las Cartas, Cedulas, y Despachos de su Rey, y Señor natural.

23 Y porque la Junta, no solo ha de despachar lo que viene representando por los Consejos; sino proveer à todo aquello que tuviere por mas conveniente à mi Sucessor, y al bien universal de mis Reynos, y Vassallos; si alguno de la Junta diere alguna noticia, ò hiziere alguna proposicion en orden à esto, se votarà tambien en la Junta, y resolverà lo que por mayor parte de votos se acordare.

24 En caso de aver igualdad de votos, por no assistir la Reyna mi muy cara, y amada Muger, ò por otro accidente, se ha de llamar al Presidente del Consejo à quien perteneciere la materia que se tratare, ù al Decano del mismo Consejo, en caso de no tener Presidente, ò que concurra en la Junta el que lo fuere. Y si el Decano fuere de la Junta, se ha de llamar al siguiente en grado.

25 La hora mas conveniente para la Junta, serà todas las mañanas à la que se sale de los Consejos; y los dias de Fiesta se continuarà, empezando una hora antes, y sino pareciere bastante para el despacho este tiempo, se señalarà alguna tarde menos ocupada entre semana; y ofreciendose à qualquiera hora negocio grave, de que se darà quenta inmediatamente al Secretario del Despacho, ò por los Ministros de la Junta, ò los Presidentes de los Consejos, subirà el Secretario à dar quenta à la Reyna mi muy cara, y amada Muger, que comunicando la al Presidente del Consejo, resolverà, si se necessita de convocar luego la Junta, para dar Providencia en la tal materia. Y en caso de ausencia de su Magestad, lo comunicarà el Secretario del Despacho al Presidente del Consejo, y al Vice-Chanciller, ò Presidente de Aragon, y resolviendo estos se convoque la Junta, se executarà; y en lo que pidiere prompta providencia dentro de la Corte, lo executarà el Presidente, ò Governador del Consejo, dando quenta despues à la Junta (si fuere caso que lo pida por su gravedad.)

26 Encargo à los de la dicha Junta conserven la mayor union por lo que esto importa al buen Govierno, y bien de estos Reynos, y aunque espero de la Reyna mi muy cara, y amada Muger, que por su parte los encaminarà à este buen fin dandoles exemplo, por cumplimiento de mi obligacion, ruego, y encargo à su Magestad que assi lo execute.

27 La mayor importancia para el bien de estos Reynos, es la presencia de mi Sucessor en ellos, y assi en caso de hallarse en mayor edad, le ruego, y encargo venga à ellos con la mayor brevedad possible; y en caso de estar en la menor edad, mando, y encargo à la Junta lo solicite, como cosa de tan grande consideracion, y conveniencia, atendiendo à la seguridad, y brevedad de que llegue à estos Reynos.

28 En caso que mi Sucessor estè en la mayor edad, luego que llegue à esta Corte se le darà por la Junta quenta del estado de todos los negocios, y de los que por su gravedad mereciere estàr noticioso de averse executado en su ausencia.

29 Y en caso que mi Sucessor sea de menor edad, quiero, y es mi voluntad, que segun la edad de mi Sucessor, se le dè quenta de los negocios que se trataren en la Junta, assi porque se reconozca reside en su persona la suprema Potestad, como para que se vaya instruyendo, dexando para mejor estimacion de la Junta la forma que en esto se deba guardar; y por los mismos fines, llegando à la bastante edad, segun la estimacion de la Junta, para oir la Consulta ordinaria del Consejo de Castilla, se la harà el Consejo en la misma forma que à mi, por ser acto de la suprema Regalia que deben reconocer mis Vassallos reside en su Real Persona, a unque por su menor edad la administren los Tutores, y Curadores que dexo nombrados; y mientras no pudiere executarse esto, se observarà por el Consejo de Castilla la Consulta ordinaria lo que se executa quando yo esto y ausente, ò por algun impedimento no la oygo.

30 Declaro, que en la Junta que dexo nombrada, assi tanto por la ausencia de mi Sucessor, estando en la mayor edad, como para su Tutoria, y govierno de estos Reynos, mientras no ha llegado à ella, deben suceder en los quatro puestos de Presidente, ò Governador del Consejo, Vice-Chanciller, ò Presidente de Aragon, Arçobispo de Toledo, y Inquisidor General, para entrar en dicha Junta, en caso de faltar alguno dellos por muerte, ò otra justa causa, los que entraren en sus mismos Oficios, y que sucediendo esto despues de mi fallecimiento, se deven proveer dichos Oficios en el tiempo de la menor edad de mi Su-

ANNO 1700. Sucessor, por los mismos de la Junta, y por la mayor parte de los votos. Y en quanto al Grande, y Consejero de Estado, si yo no dexare papel escrito de mi mano, declarando los que deben suceder, en falta de los primeros nombrados por mi; (que si esto yo dexare hecho, quiero que se observe inviolablemente tambien) se eligiràn por la Junta en caso de vacante, en la misma conformidad que và dicho, atendiendo mucho en el nombramiento del Grande à la gran representacion de la Nobleza de mis Reynos, por cuya estimacion, y aprecio, que siempre han hecho della mis Predecessores, y yo, he querido, y dispuesto, que este tan estimable Gremio, tenga parte tan principal en el govierno de todos mis Reynos; y por lo que mira al Consejero de Estado, se atenderà à que sea persona de toda intelligencia, y practica en los negocios de Estado, como conviene à quien en esta Junta representa aquel Consejo, de quien mis Predecessores, y yo hemos hecho tanta estimacion.

31 En los Lugares que deben ocupar en la Junta, siguiendo las ordenes que ay para esto, y lo que se observò en mi menor edad. Declaro deben sentarse en la forma que los nombro, y despues el Grande, y Consejero de Estado, conforme el que primero llegare entre los dos; y en caso de ser Cardenal de la S. Iglesia, precederà en el assiento solo el Presidente del Consejo, y Vice-Chanciller de Aragon; y hallandose presente la Reyna mi muy cara, y amada Muger, se le pondrà silla, y en el votar se observarà la forma de Junta, y no de Consejo de Estado.

32 Los Tribunales que yo dexo en mis Reynos se conservaràn indefectiblemente en la misma forma que oy tienen sus manejos, para lo qual les comunico de nuevo toda aquella autoridad que oy exercen, usando para ello de toda mi Regalia; y los Ministros que concurrieren en ellos al tiempo de mi fallecimiento, y todos los Virreyes, y Governadores, y otros qualesquiera que exercen Jurisdicion, se mantendràn en ella, hasta que por mi Sucessor, ò por la Junta, que dexo nombrada, segun los motivos, que tuvieren, hagan novedad, segun la Potestad que les dexo; y para que exerzan dichos Oficios, les doy toda la que debo, y puedo darles; y mando à mis Reynos, y Subditos les obedezcan en la misma conformidad, que lo hazian hasta dicho caso.

33 Por lo que conviene todo esto para el bien, y defensa de mis Vassallos, y que vivan en Paz, y Justicia, à lo qual deben atender tanto, assi la Junta, como à quien pertenecerà especialmente la Governacion de mis Reynos, como todos los Tribunales, y Ministros; y assi se lo encargo de nuevo, muy especialmente, y que cuyden mucho de que se observen todas las Leyes, Disposiciones, y Providencias que yo dexare dadas, para la mejor administracion, y autoridad de la Justicia, y buen govierno de mis Vassallos; y porque la forma, y distribucion de Tribunales que oy corre, y se conserva, se ha hallado la mas util por mucho tiempo para el govierno de esta Monarquia, por los grandes, y diversos Reynos, cuyo govierno se expide mas justa, y facilmente con esta planta, usando bien della, encargo à mis Sucessores la mantengan con los mismos Tribunales, y forma de Govierno, y muy especialmente guarden las Leyes, y Fueros de mis Reynos, en que todo su Govierno se administre por Naturales de ellos, sin dispensar en esto por ninguna causa, pues ademàs del derecho, que para esto tienen los mismos Reynos, se han hallado sumos inconvenientes en lo contrario.

34 Mando, que à la Reyna, Doña Maria-Ana, mi muy cara, y amada Muger, se restituya todo lo que huviere recibido de Dote, y se le pague por mi Sucessor, y Testamentarios todo lo demàs à que yo estuviere obligado, y demàs de esto, durante su Vida, y Viudedad, desde el dia en que yo falleciere, se la dèn quatrocientos mil Ducados cada año por sus alimentos.

35 Y por la voluntad que he tenido, y tengo à la Reyna mi muy cara, y amada Muger, la dexo todas las joyas, bienes, y alhajas que no quedaren vinculados, y otros qualesquiera derechos, que tenga, y puedan pertenecer me; y mando à todos mis Vassallos, respeten, veneren, y sirvan à la Reyna mi muy cara, y amada Muger, para que en el amor, y reverencia de todos, halle alguna parte del consuelo, que yo holgàra poder dexarla; y à mi Sucessor en estos Reynos, ruego muy afectuosa, y encarecidamente encargo, que en caso que la Reyna mi muy cara, y amada Muger por su voluntad, ò mayor retiro suyo, gustare de passarse à alguno de los Reynos de Italia, y por bien del que eligiere, se dedicare à governarle, lo disponga mi Sucessor, dandole los Ministros que para ello fueren mas condecorados, y de mayores experiencias; y si quisiere vivir en alguna Ciudad destos Reynos, se la darà el Govierno della, y de su tierra con la Jurisdicion; y esto lo cumpla qualquiera de los Sucessores. ANNO 1700.

36 Si al tiempo de mi fallecimiento se hallare mi Sucessor en la menor edad, mando que se conserve mi Real Casa, en la forma que oy està, para que sirva à mi Sucessor en los mismos Oficios que oy tiene, ò entonces tuviere, por la grande representacion, y servicios, que concurren en los de su primera Gerarquia, por lo que se debe atender à lo que han servido, y razones que concurren en los demàs que la componen; y si mi Sucessor se hallare en mayor edad, le encargo atienda à estas estimables, y dignas razones para elegirlos, y conservarlos en los Oficios que oy tienen los de primera Esfera, por el lustre que la misma Casa Real conservarà assi, y se servirà de los demàs, segun sus Oficios, por la satisfaccion que han dado en ellos.

37 Quiero que à los criados, assi de mi Real Casa, como de la Reyna mi muy cara, y amada Muger, y de la Serenissima Reyna mi Señora mi Madre (que està en gloria) se mantengan los gozes, raciones, y demàs emolumentes que les estuvieren señalados, con el empleo, y exercicio de cada uno per todos los dias de su vida; caso que alguno se hallare impossibilitado de continuar sirviendo en su empleo à mi Sucessor, quando llegue el caso de poderlo hazer, porque desde entonces ha de ser de su obligacion, y quenta satisfacerlos.

38 Por quanto mi noble Guarda de Corps, se formò con la precisa ordenança de servir à la Real Persona del Rey actual, y no à otra; mando, que si yo faltare sin dexar Sucession, la dicha Guarda se levante, y quite su Cuerpo de Guardia de Palacio, pero manteniendose en el mismo numero de Soldados con su Capitan, ò Governador, y demàs Oficiales que tuviere, hasta que pueda continùar el servir à mi Sucessor; y el Govierno de ella, y provision de sus plazas ha de correr en la misma forma que hasta aqui.

39 Las Guardas Españolas, y Alemana continuarà su Assistencia en Palacio como hasta aqui, para su mayor decoro, y servicio de la Reyna mi muy cara, y amada Muger, y llevar los Pliegos que se dirigieren por la Junta, y Secretaria del Despacho, como lo han observado viviendo yo.

40 Por quanto el Rey mi Señor, y mi Padre dexò vinculadas, y anexas à la Corona la Flor de Lis de Oro, con muchas Reliquias, que fue del Señor Emperador Carlos Quinto mi Revisabuelo, y sus antepassados, y el Lignum Crucis, que unas, y otras estàn en el Relicario de la Real Capilla, y en la Guardajoyas, conformandome con esta Disposicion, mando se observe, y cumpla en la misma conformidad que su Magestad lo mandò.

41 Por quanto el Rey mi Señor, y mi Padre dexò vinculadas otras alhajas, que assimismo estàn en la Guardajoyas de este Palacio de Madrid, y varios adornos de pinturas, y bufetes que ay en dicho Palacio, mandando, que à sus acreedores se les diesse satisfacion por la Corona, hasta la concurrente cantidad, por juzgar de la decencia de la misma Corona las dichas alhajas, conformandome en esta disposicion, mando se observe, y cumpla en la misma conformidad que su Magestad lo ordenò.

42 Por quanto assi en el dicho Palacio, que tengo en esta Corte, como en los demàs Alcazares Reales que estàn dentro, y fuera de ella, y en otras Ciudades, Villas, y Lugares, mando que todas las pinturas, Tapicerias, Espejos, y demàs menage con que estàn adornados, quede todo vinculado, como desde luego lo vinculo, con todas las fuerças, y firmezas, que dispone el Derecho, y de que para ello uso, para mi Sucessor, y Sucessores en esta Corona; y desde luego, y para siempre los privo de que puedan dar, ni enagenar en manera alguna los dichos Alcazares, y Casas Reales, ni ninguna de las cosas que quedaren en ellas; para cuyo cumplimiento, mando, que dichas alhajas se reconozcan por los inventarios que huviere en las mismas Casas, y se formen de nuevo, añadiendo las que en ellos no estuvieren puestas, y en sus Oficios de

Anno 1700. de Veeduria, y Contaduria, y en los de mi Real Casa, se pongan copias autorizados de ellos, con insercion de esta clausula, para que en todo tiempo conste estàn vinculados, y que no se han de dar, ni en manera alguna enagenar por mi Sucessor, y Sucessores, sino es que en caso de que para la defensa de nuestra Sagrada Religion, y de mis Reynos necessiten valerse de los medios que las dichas cosas puedan producir para tan principales fines; para cuyos casos dexo en la calidad de libres todas aquellas alhajas de que sea necessario valerse para los efectos referidos, y no otro alguno, por urgente, y grave que sea; esto por quanto he gastado por mi parte algunas sumas considerables en diferentes obras, y adornos, y porque tambien mis Reynos, y Vassallos me han dado muchas de ellas, por hazerme este servicio, y complacerme; y por quanto estas alhajas que he añadido, pueden ser afectas à mis deudas, mando se tassen, y pague su precio à mis acreedores por la Junta de Descargos.

43 El Rey mi Señor, y mi Padre, me dexo à mi, y à mis Sucessores en el Reyno, un Santo Crucifixo, que tiene muchas Indulgencias, y està en mi Guardaropa, con el qual muriò el Señor Emperador mi Revisabuelo, y los demàs Reyes hasta su Mageftad, y yo espero hazer lo mismo, conformandome con esta disposicion, le dexo à mi Sucessor, y Sucessores en la Corona, por esta tan piadosa devocion, y memoria.

44 Declaro, que yo he deseado hazer siempre Justicia à mis Vassallos, nunca he tenido animo, ni voluntad de agraviar à nadie; pero caso que alguno, ù algunos ayan tenido quexa, ò pretension, por resolucion, ò disposiciones mias, mando se les dè satisfaccion enteramente, y de la misma manera, se pague todo lo que pareciere que yo debo à mis Criados, como à otras Personas; y ruego, y encargo à mi Sucessor, y à los demàs que en su caso governaren en menor edad, suplan lo que faltare de mi Real hazienda, hasta la verdadera, y cumplida satisfaccion de mis deudas, y de los agravios, y daños que pareciere aver yo hecho.

45 Ruego, y encargo à mis Sucessores, segun que por tiempo tuvieren el Govierno de estos mis Reynos, procuren con todo cuydado escusar gastos superfluos, y relevar los Reynos de Tributos, è imposiciones, porque aunque voluntariamente sirven con ellos, el ruego, y voluntad de los Reyes, siempre aprieta à los Vassallos, y no se pondrian, ni pueden llevar si los Reyes tuvieran con que acudir al remedio, y socorro de sus necessidades, por urgentes, y precisas que fuessen; y segun esto, quando quiera que les cessaren las necessidades han de cessar los Tributos.

46 Igualmente encargo à mis Sucessores legitimos en mis Coronas, y Señorios, que por tiempo los posseveren, honren à sus Reynos, y se desvelen en su conservacion, y aumento; honren, favorezcan, y amparen à sus Vassallos, por lo que merecen, y aunque esto es general en todos los Reynos, en particular les encargo el amor, y cuydado de los Reynos de España, y muy especialmente de la Corona de Castilla, que es notorio las fuerças de gente, y dinero que hemos sacado de esta Corona, en tiempo de los Señores Reyes mis Abuelos, en el del Rey mi Señor, y mi Padre, y en el mio, para las Guerras de Flandes, Alemania, Francia, Italia, y otras partes, y los servicios, y derramamiento de sangre, que en todo han hecho, y hazen cada dia en defensa de la Religion Catolica.

47 Item, que à todos los dichos mis Reynos, y Señorios, Vassallos, y personas de ellos, les administren, y hagan administrar justicia con igualdad, sin respeto humano alguno, y que esto sean Padres, y amparo de los huerfanos, viudas, y personas necessitadas, y miserables, para que no sean oprimidas, ni bexadas de los poderosos, y ricos, que este es proprio Oficio de Rey, para que à cada uno se le guarde su derecho, y todos vivan en paz, y quietud, amor, y obediencia à su Rey.

48 Encomiendo muy particularmente à mi Sucessor, y Sucessores, el favorecer, y amparar à todos los Vassallos forasteros, y fiar de ellos, como de los mismos propios de Castilla, por ser este el medio eficàz para conservarlos en amor, donde falta nuestra presencia Real.

49 Y por quanto he hallado estos Reynos muy cargados de tributos, y aunque de algunos les he aliviado, no han permitido las Guerras, y necessidades de mi tiempo hazer en esto todo lo que quisiera en beneficio de mis Subditos, y ser muy conveniente à la misma Corona el darles estos alivios; Mando à mis Sucessores, que dando lugar à ello las necessidades publicas, procuren quitar lo mas que pudieren estos Tributos; y que de estos subsidios, y rentas, y del Patrimonio, no gasten, ni consuman en mercedes, ni rentas voluntarias, ni un solo real, que no se puede, ni se debe, por ser sangre de tales Vassallos, que solo la defensa, y causa de la Religion puede justificar la incomodidad que en esta parte se les haze; y para conseguirlo mejor, procuren por todos los medios possibles desempeñar las mismas rentas.

50 Conformandome con las Leyes de mis Reynos, que prohiben la enagenacion de los bienes de la Corona, y Señorios de ellos, ordeno, y mando à mi Sucessor, y à otro qualquier Sucessor, que por tiempo fuere, que no enagenen cosa alguna de dichos Reynos, Estados, y Señorios, ni les dividan, ni partan, aunque sea entre sus proprios hijos, ni en otras personas algunas; y quiero, que todos ellos, y lo que à ellos, y à cada uno de ellos pertenezca, ò pudiere pertenecer, y qualquiera otros Estados, y que por tiempo me tocare la sucession, y à mis herederos despues de mi, anden, y estèn siempre juntos, como bienes indivisos, è impartibles en esta Corona, y en las demàs de mis Reynos, Estados, y Señorios, segun que al presente lo estàn, y quando por grande, y urgente necessidad, grandes, y loables servicios, enagenaren algunos Vassallos, lo haràn de consejo, y voluntad de las personas interessadas, y contenida en la Ley que hizo el Señor Rey Don Juan el Segundo, porque de pacto, y concierto en las Cortes que tuvo en Valladolid, año de mil quatrocientos y quarenta y dos, que despues confirmaron, y mandaron guardar los Señores Reyes Catolicos Don Fernando, y Doña Isabel mis Predecessores, el Señor Emperador mi Revisabuelo en las Cortes que tuvo en Valladolid, año de mil quinientos y veinte y tres, y ultimamente mi Visabuelo, y Aubuelo, y el Rey mi Señor, y mi Padre por sus Testamentos, y yo de nuevo los confirmo, quiero, y mando se guarde, y cumpla.

51 Por quanto la Señora Reyna Doña Isabel, y despues de ella el Señor Emperador mi Revisabuelo, y los demàs Señores Reyes sus Sucessores hasta el Rey mi Señor, y mi Padre, dexaron dispuesto en sus Testamentos, que de todos los Grandes, y Cavalleros de estos Reynos, y Señorios, se cobren las alcavalas, tercias, pechos, y derechos pertenecientes à la Corona Real, y Patrimonio de mis Reynos, y Señorios, yo tambien lo dispongo, y mando en la misma manera.

52 Y porque por las grandes ocupaciones de Paz, y Guerra, y negocios graves, y arduos que me han ocurrido en tiempo de mi Reynado, no lo he podido executar por ende, porque los dichos Grandes, y otras personas, à causa de dicha tolerancia, y dissimulacion que avemos tenido, y tuvieremos de aqui adelante, en qualquiera manera, no puedan dezir, ni alegar que tienen uso, y costumbre, ni que se aya seguido, ni causado prescripcion alguna que pueda prejudicar al derecho de la Corona, y Patrimonio Real, ni à los Reyes que despues me sucedieren en los dichos mis Reynos, de mi proprio motu, cierta sciencia, y poderio Real absoluto, de que en esta parte quiero usar, y uso, como Rey, y Soberano Señor, no reconociendo en lo temporal superior en la tierra, revoco, caso, anulo, y doy por de ninguno, y de ningun valor, ni efecto la dicha tolerancia, y qualquiera dissimulacion, permiso, ò licencia que aya concedido, y concediere de palabra, y por escrito, y qualquiera transcurso de tiempo, aunque fuesse luengo, luenguissimo, y aunque sea de cien años, y tal que no huviesse memoria de hombres en contrario para que no les pueda aprovechar, y siempre quede el derecho de la Corona ileso, y puedayo, y los Reyes que despues me sucedieren en dichos mis Reynos, reincorporar en la Corona, y Patrimonio Real de ellos las dicha Alcavalas, Tercias, Pechos, y Derechos, como quiera à ellos pertenecientes, como cosa anexa à la dicha Corona, y que de ella no ha podido, ni puede, ni podrà apartarse, por alguna tolerancia, permiso, ò dissimulacion, ò trancurso del tiempo, ni por expressa licencia, ò concession que huviere de Nos, y de los Reyes nuestros Predecessores, en fuerça, y observancia de lo que dexaròn dispuesto la Señora Reyna Doña Isabel, el Señor Emperador mi Revisabuelo, y los demàs Señores Reyes sus sucessores hasta el Rey mi Señor, y mi Padre.

 53 De-

53 Declaro, que fiempre he tenido cuydado, que de mis Sotos, y Bosques que tengo en diferentes partes de mis Reynos, no reciban daño los Vassallos en sus haziendas, y heredades, mas si al tiempo de mi fallecimiento, no se huviere dado satisfacion à los lugares, que huvieren recibido daño con las Monterias; mando, que mi Montero Mayor ajuste el interès, y por lo que èl dixere, sin otra averiguacion, ni diligencia, se dè satisfacion luego.

54 Assimismo declaro, que las obras que he mandado hazer, assi en el Buen-Retiro, Palacio, y demàs Casas de Campo, que no corren por ordenes de la Junta de Obras, y Bosques, he consignado los gastos de ellas, por mis Reales gastos Secretos, distribuyendolo, por mano de Joseph del Olmo, Maestro mayor de las Obras Reales; y porque serà possible se continuen estas Obras por la misma mano, ù de el Maestro Mayor que le sucediere, quiero, y es mi voluntad se le satisfaga, lo que por sus relaciones juradas constare deberseles de las referidas obras, por aver sido para mayor adorno, y convenienca de las mismas Casas Reales; y pudiendo tambien por esta razon, tener suplidas algunas cantidades, assi Don Felipe de Terres, mi Secretario de Camara actual, como el que le sucediere; por entrar en su poder las mesadas del Bolsillo, y otras partidas, mando se estè à lo que dixeren, respecto de la confiança, y experiencia que tengo destos Criados.

55 Mando se paguen todas mis deudas, en la mejor, y mas breve forma que sea possible, concurriendo todos los Testamentarios que dexo nombrados en Junta, que para esto se tenga con el Secretario de Descargos, dandose las providencias convenientes, para lo que instare mas, y fuere con especialidad del cargo de mi Real conciencia.

56 Y porque en los Testamentos de los Señores Reyes mis predecessores, ay varias Clausulas, que se han ido repitiendo hasta el Rey mi Señor, y mi Padre, en orden al descargo de sus conciencias, que por los accidentes, y estrechezes de los tiempos no se han podido executar, y à este fin, desde el Señor Emperador, se han situado varias rentas de la Corona, que corren por la Junta de Descargos, mando que estas se administren en la misma forma, añadiendo à ellas, las que diputò el Rey mi Señor, y mi Padre, para que con su producto se vayan satisfaciendo estas deudas, sin que lo aplicado à la Testamentaria, se minore nunca, ni haga baxa, ni desquento, sino que sea integro, y efectivo, pagandose siempre muy puntualmente, en cuya disposicion son tan interessados los Reyes Sucessores en la Corona, para que se observe lo mismo con las que ellos dexaren.

57 Y en el remanente de todos mis bienes, derechos, y acciones que en qualquiera manera me puedan tocar, y pertenecer, cumplido, y pagado enteramente este mi Testamento en todo, y por todo, como en èl se contiene, y và expressado; dexo, y nombro por mi heredero al dicho Sucessor de mis Reynos, para que con la benedicion de Dios, y esta mi voluntad los herede.

58 Para la breve execucion de este mi Testamento, y ultima voluntad, nombro por mis Albaceas, y Testamentarios universalmente en todos mis Reynos, Estados, y Señorios, assi los que son dentro de España, como los que estàn fuera de ella, en qualquiera parte, y forma à la Reyna mi muy cara, y amada Muger; al que fuere Sumiller de Corps, y no le aviendo al Gentilhombre de Camara mas antiguo, hasta que le aya; al que fuere mi Mayordomo Mayor, y no le aviendo al Mayordomo mas antiguo, hasta que le aya; à mi Cavallerizo Mayor, el que lo fuere, ò hiziere su oficio; à mi Limosnero Mayor; à mi Confessor, y al que le sucediere en este empleo; al que fuere Presidente, ò Governador del Consejo del de Castilla, y no le aviendo, al que fuere mas antiguo, hasta que le aya; al que fuere Vice-Chanciller de Aragon, y no le aviendo, al que fuere mas antiguo, hasta que le aya; al que fuere Inquisidor General, y no le aviendo al mas antiguo del Consejo de Inquisicion, hasta que le aya; al que fuere Presidente de Indias, y en falta de èl al mas antiguo, hasta que le aya; al que fuere Prior de San Lorenço el Real: y quiero, y mando, que los dichos mis Testamentarios puedan hazerse informar, y cometer los que governaren en qualquier parte de mis Reynos, y Señorios, dentro, y fuera de España, y otros Ministros, y personas residentes en ellos, lo que vieren convenir para la buena execucion, y cumplimiento de este mi Testamento.

59 Es mi voluntad, y mando, que esta mi Escritura, y todo lo en ella contenido valga por mi Testamento, y ultima voluntad, en la mejor forma, y manera que pueda valer, y mas util, y proveehoso sea, y pueda ser, y si alguna mengua, ò defecto tuviere este mi Testamento, ò falta de solemnidad, por grande que sea, yo de mi proprio motu, cierta Sciencia, y poderio Real absoluto, de que en esta parte quiero usar, y uso, la suplo, y quiero, y es mi voluntad que se aya por suplido, alço, y quito dèl todo obstaculo, ò impedimento, assi de hecho, como de derecho; y quiero, y mando, que todo lo contenido en este mi Testamento, se guarde, y cumpla, sin embargo de qualesquier Leyes, Fueros, y Derechos comunes, y particulares de los dichos mis Reynos, Estados, y Señorios, que en contrario de esto sean, ò ser puedan, y cada cosa, y parte de lo en este mi Testamento contenido, y declarado; quiero, y mando, que sea avido, y tenido por Ley, y que tenga fuerça, y vigor de Ley, hecha, y promulgada en Cortes generales, con grande, y madura deliberacion, y no lo embarace Fuero, ni derecho, ni otra disposicion alguna; por que es mi voluntad, pue esta Ley que aqui hago, derogue, y abrogue, como postrera, qualesquiera Fueros, Leyes, y Derechos, Costumbres, Estilos, y otra disposicion, qualquiera que la pudiere contradecir en manera alguna: y por este mi Testamento, revoco, y doy por ninguno, y de ningun valor, ni efecto, qualquiera otro Testamento, Codicilo, ò Codicilos, ò otra qualquiera postrera voluntad que antes dèl aya hecho, y otorgado, con qualesquier Clausulas derogatorias, en qualquier forma que sea, los quales, y cada uno de ellos, que parezcan, quiero, y mando, que no hagan fee en juyzio, ni fuera dèl salvo este, que hago aora, y otorgo, qui es mi ultima voluntad, con la qual quiero morir, y và escrito en cinquenta y dos hojas, todas en papel de pliego entero de esta letra, y de pupel comun, y tres, y media en blanco, en testimonio de lo qual Yo el Rey Don Carlos le otorgo, y lo firmo en la Villa de Madrid à dos de Octubre de mil y setecientos años.

Yo el Rey.

COPIA DE EL CODICILO.

YO Don Carlos, por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, &c. Conde de Flandes, &c. Digo, que hallandome con la enfermedad, que Nuestro Señor fue servido de darme; pero con mi entendimiento natural, otorguè Testamento cerrado en tres de Octubre del año de mil y setecientos, ante Don Antonio de Ubilla y Medina, Cavallero de el Orden de Santiago, de mi Consejo, mi Secretario de Estado de la Negociacion de Italia, y del Despacho Universal, Notario publico en todos mis Reynos, y Señorios, y de los Testigos que en èl se expressan.

1 Y porque una de las Clausulas que contiene, es la de mandar que si la Reyna Doña Mariana mi muy cara, y amada Muger, despues de mi fallecimiento gustare por su voluntad, ò mayor retiro suyo, passarse à alguno de los Reynos de Italia, y por bien del que eligiere, se dedicare à governarle, lo disponga mi Sucessor, dandole los Ministros que para ello fueren mas condecorados, y de mayores experiencias; y si quisiere vivir en alguna Ciudad de estos Reynos, se la dè el govierno de ella, y de su tierra con la Jurisdicion; y aora para mas extension de la dicha clausula, y satisfacion de la Reyna, y à mayor abundamiento, quiero que si tuviere por de su mayor decoro, conveniencia, y gusto retirarse à vivir en los Estados que yo tengo en Flandes; y si tambien se dedicare à governarlos, se la dè por mi Sucessor en la misma forma el mando, y govierno de ellos, como se haria para qualquiera de los Reynos de Italia que eligiesse, en virtud de la clausula del dicho mi Testamento, señalandola los Ministros mas aproposito para ello.

2 Mando, que la obra que por mayor decencia, y culto al Santissimo Sacramento, se empezò en la Capilla de Palacio, que yo tengo en esta Villa de Madrid, y de quenta mia se pagavan los gastos de esta obra, y los adornos de ella, se concluya por mi Sucessor, hasta poner la en forma, siguiendo en todo las

plan-

ANNO 1700. plantas, y conciertos que estàn executados, y se adelante quanto fuere possible, para que buelva à colocarse en ella con la debida solemnidad el Santissimo Sacramento.

3 Mando à los Conventos Reales de las Descalças Franciscas, al de la Encarnacion, Agustinas Recoletas; al de Santa Teresa, y al de Santa Ana, Carmelitas Descalças, una alhaja à cada uno para su adorno, la que eligiere la Reyna mi muy cara, y amada Muger, à qui en ruego, y encargo lo cumpla assi.

4 Item, quiero, y es mi voluntad, que el Convento de Religiosas Carmelitas Descalças, intitulado San Joseph, en Avila, se incorpore, y agregue al Patronato Real, señalando para ello la cantidad, ò cantidades que se necessitaren, disponiendo se todo por la Camera de Castilla, en la forma que se acostumbra.

5 Ordeno, y mando, que quando se satisfagan las deudas que yo dexare, se pague tambien todo lo que estuviere debiendo, hasta el dia de mi fallecimiento la Reyna mi muy cara, y amada Muger, de cuya orden se presentarà relacion de ello.

6 Aviendo deseado toda mi vida terga el Compatronato de mis Reynos de España la Gloriosa Santa Teresa de Jesus, por la especial devocion que la tengo, encargo à mi Sucessor, y à mis Reynos, lo dispongan, como tan importante para sus mayores beneficios, que debe esperar por la interposicion de esta Santa.

7 Y para que assi tenga cumplimiento lo prevenido aqui, hago este Codicilo, que quiero que valga, como si todo ello se huviesse insertado en el dicho mi Testamento cerrado, el qual dexo en todo su vigor, y fuerça, en lo que no fuere contrario à lo que aqui ordeno, y mando, y quiero que valga; y que quando se abra, con la solemnidad del Derecho, se haga lo mismo con este Codicilo, y se ponga con el, para que tenga el mismo valor, y firmeza; y và escrito en quatro foxas con esta; y paro otorgarle cerrado, lo firmè en la Villa de Madrid a cinco dias del mes de Octubre de mil y setecientos.

YO EL REY.

COPIA DEL PAPEL QUE CITA EL Testamento.

NOmbro à Don Rodrigo Manuel Manrique de Lara, Conde de Frigiliana, Gentil Hombre de mi Camara, de mi Consejo de Estado, para que como Ministro de èl, concurra en la Junta que he diputado por mi Testamento, para el govierno de mis Reynos, en el interin que puede tenerle mi Sucessor en ellos; y aviendo de concurir tambien en la dicha Junta un Grande, por representacion de la Nobleza; nombro à Don Francisco Casimiro Pimentel, Conde de Benavente, mi Sumiller de Corps; y para que assi se execute, lo firmè en Madrid à dos de Octubre de mil y setecientos años.

YO EL REY.

CCXXIV.

23. Nov. **Heydenheimischer Associations-Recess derer beeden Löblichen Fränck-und Schwäbischen Creyße/ die Sicherheit und Conservation derselben betreffend/ geschehen Heydenheim den 23. Novembr. 1700.** [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheilung II. pag. 372. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 2. & dans THUCELIUS in *Actis Publicis* Part. I. pag. 640.]

C'est-à-dire,

Recès d'Association entre les Cercles de FRANCONIE *& de* SUABE *pour leur commune seureté & conservation. A Heydenheim le 23. Novembre 1700.* ANNO 1700.

ZU wissen: Nachdeme die beede löbliche Fränck-und Schwäbische Creyse nicht nur von geraumer Zeit in guter Correspondenz und Einverständniß mit einander gestanden/ sonderen auch solche durch gewisse Anno 1691. & Anno 1692. errichtete Tractaten mehrers stabiliret und sich in ein auf die Reichs-Satzungen und Executions-Ordnung gegründetes SpecialFœdus und Association mit der Condition eingelassen/ daß solches so lange dauren solle/ biß die damahlige hochbeschwerliche Conjuncturen sich milderten/ und zu einem sichern reputirlichen Frieden aulieffen/ da man so dann/ der utrinque befindenden Convenienz nach/ sich mit einander weiter zu vernehmen hätte/ und nun zwar durch GOttes Gnade noch in Anno 1697. und mit Außgang selbigen Jahrs der Frieden zu Ryßwick erfolgt/ dadurch aber diese obere Reichs-Creyse und Lande des währenden Kriegs erlittenen grossen Schadens und Ruins halber keines wegs ergötzet/ sondern mehrers als vorhin exponirt gelassen/ und zu äussersten Gräntzen des Reichs gemacht worden/ die damahlige Conjuncturen auch mißlich und weit aussehend/ daß man mehr als jemahln Ursache hat/ sich in beeden löblichen Fränck-und Schwäbischen Creysen/ zu Beybehaltung des so theuer erworbenen Reichs-Standes wohl mit einander zu verstehen/ und disfals treulich zusammen zu halten: als ist nach verschiedenen hinc & inde hierüber gepflogenen münd-und schrifftlichen Communicationen eine Zusammenschickung beeder löblichen Creyse Hoch-Fürstl. Außschreib-Aemter und der darzu bevollmächtigten Gesandtschaffe anhero nacher Heydenheim veranlasset/ und sich daselbst auf gesamter Fürsten und Stände bey der löblichen Creyse hiernechstige Ratification folgender Puncten mit einander verglichen worden. Und zwar wird

Primò hieher all dasjenige wiederhohlet/ was in denen beeden vormahligen Recessen von 29. Maji, (8. Jun.) 1691. und 29. Febr. (10. Martii) 1692. von mutueller Beförderung des gemeinsamen Nutzens und Bestens/ auch eines jeden Creyses Aufnehmen/ Sicherheit und Conservation enthalten/ und ist dasselbe/ als wann es hier verbotenus wieder inserirt worden wäre/ zu consideriren/ vornemlich aber alles dahin zu richten/ daß

Secundò der Ruhestand in diesen beeden Creysen durch nichts troublirt/ noch dessen Fürsten und Stände in neue Motus, welche/ die obschwebende Zeiten und Läuffte zeitlich nach sich ziehen dörfften/ eingeflochten/ sondern in ihrer Consistenz, ohne jemandes Hinderniß verbleiben/ und darbey ruhiglich gelassen werden mögen/ bannenhero

Tertiò zu Errichtung dieses gantz innocenten Abschieds haben beede löbliche Creyse sich vereinbahret/ einander mit Rath und That getreulich an Hand zu stehen/ und aller behörigen Orten mit Schicken und Schreiben das darzu dienliche conjunctim aufs nachdrücklichst-und beweglichste vorstellen zu lassen/ auch

Quartò zu dessen kräfftiger Manutenirung/ nicht aber zu einigen Menschens Offension, noch ferner beede löbl. Cräyse eine Proportionirte Militarische Verfassung von 14200. Mann dergestalt beyzubehalten/ daß

Quintò der löbl. Fränckische Cräyß seine dermahlige 5. Regimenter als Erffa/ Schneblin und Schönbeck zu Fuß/ jedes in 1600. und Bayreuth zu Pferd/ und Auffaß Dragoner/ jedes von 600. Köpffen/ also zu sammen 6000. Mann/ der löbliche Schwäbische Creyß aber seine 7. Regimenter/ als Baaden-Baaden/ Baaden-Durlach/ Fürstenberg und Würt zu Fuß/ jedes gleichfals von 1600. und Erb-Printz Würtenberg und Stauffenberg zu Pferd/ und Zollern Dragoner/ jedes von 600. Köpffen/ also zusammen 8200/ Mann/ an guten geworbenen Leuten/ effective auf den Beinen haben/ und was noch ein oder andern Orts daran abgehen möchte/ förderlichst ausstelle/ auch nach erstgedachter Proportion, bey ereignender Necessität/ dieselben augmentire/ und darinnen jedesmahl de concerto zwischen beeden löbl. Creysen verfahren werde. Allein

Sextò die Eintheilung der Compagnien/ wie auch die Verpflegung der Mannschafft/ und desfalls errichtende Ordonanec, bleibt eines jeden löbl. Creyses Convenienz an-

ANNO 1700.

anheim gestellet/ doch daß/ so viel möglich/ auch hierinnen eine Gleichheit gehalten/ und dadurch/ denen sonst bey erheischender gleichen Diensten/ aus der Ungleichheit entstehenden Klagen und Confusionen/ vorgebogen werden möge. So bleibt auch

Septimò die Justitia über seine Völcker einem jeden löbl. Creyß dergestalten bevor/ wie respectivè in dem Dritten und Fünfften §. vorerwehnten Recesses enthalten/ nach welcher sich auch

Octavò in dem Rang der Generalität/ Obristen und Regimenter/ dergleichen dem gemeinen Concerto beym Kriegs-Recht/ in allen wichtigen Vorfallenheiten zu reguliren. Belangend aber

Nonò das Commando, so hat ein jeder löbl. Creyß/ wann beyderley Trouppen nicht beysammen stehen/ solches durchaus allein und zu freyer Disposition, wann aber eine Conjunction beeder Creyß-Trouppen beschehe/ ist deme sich gemäß zu bezeigen/ was die Executions-Ordnung desfals mit sich führet: Nach Maßgab deren auch

Decimò bey sich eräusserender Gefahr/ dem nohtleidenden Creyse alle Assistenz mit zusammen gesetzten Kräfften zu leisten/ und alle der gemeinen Ruhe zu wider lauffende und schädliche Seqvelen nach sich ziehende Zumuthungen Conjunctis viribus abzuwenden/ welches auch

Undecimò auf die land-verderbliche March, Remarchen/ Still-Lager und Qvartier zu verstehen/ und hierinn denen respectivè 2. und 4ten §. mehrberührter Recesse nachzugehen/ und so wohl beeder löbl. Creyse eigenen/ als anderen Trouppen zu beobachten. Nicht weniger

Duodecimò bey benöthigter Conjunction und Mutuellen Succurrirung demjenigen nachzukommen/ welches in denen 5. 6. und 7ten §. des Franckfurtischen Associations-Recesses de Anno 1692. in passibus habilibus enthalten. Wie es dann

Tredecimò da bey würcklicher Conjunction noch ein und anders mehrere Erläuterung erforderte/ solle dasselbe durch gütliche Zusammentretung geschehen/ und auch sonsten in allen eine vertraute Correspondenz zwischen beeden löbl. Creysen gepflogen/ desgleichen sich von keinem Theil/ ohne Vorwissen des anderen/ in weitere Associations-Tractaten mit einander eingelassen/ noch einseitig hierinn etwas alterirt/ oder davon absqve præscitu & Consensu beeder Theilen abgewichen werden/ und ist dessen allen zu Urkund/ mit Vorbehalt Eingangs erwehnter beeder löbl. Creysen/ Fürsten und Stände Ratification gegenwärtiger Recess zu Pappier gebracht/ und von beederseitig Hochfürstl. ausschreibenden hier anwesenden Gesandschafften subscribirt und sigillirt/ auch jedem Theil davon ein Exemplar zugestellet worden. So geschehen Heydenheim den 23. Novembr. 1700.

J. L. Scharff.	J. C. Stand.
Fried. von Dixheim.	J. Backmeister.

CCXXV.

Decemb. *Letres Patentes de* LOUIS XIV. *Roi de France & de Navarre, pour conserver à* PHILIPPE *Duc d'Anjou son Petit-Fils, & tous ses Descendants Mâles, les Droits entiers de leur Naissance & particulierement celui de pouvoir succeder à leur tour à la Couronne de France, nonobstant leur élevation à celle d'Espagne, & leur residence actuelle hors du Royaume. Données a Versailles au Mois de Decembre* 1700. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 217. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans une Brochure in 4. imprimée à Londres en Anglois, & en François l'an 1723. chez *Benj. Tooke* par Authorité publique.]

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous présens & à venir, Salut: Les prosperitez dont il a plû à Dieu de Nous combler pendant le cours de nôtre Regne, sont pour Nous autant de motifs de Nous appliquer non seulement pour le tems présent, mais encore pour l'avenir, au bonheur & à la tranquilité des peuples dont sa divine Providence Nous a confié le gouvernement. Ses jugemens impénetrables Nous laissent seulement voir que nous ne devons établir nôtre confiance, ny dans nos forces, ny dans l'étenduë de nos Etats, ny dans une nombreuse posterité; & que ces avantages que nous recevons uniquement de sa bonté, n'ont de solidité que celle qu'il luy plaist de leur donner. Comme il veut cependant que les Rois qu'il choisit pour conduire ses peuples, prévoyent de loin les évenemens capables de produire les désordres & les guerres les plus sanglantes; qu'ils se servent pour y remedier, des lumiéres que sa divine sagesse répand sur eux; Nous accomplissons ses desseins, lors qu'au milieu des réjoüissances universelles de nôtre Royaume, Nous envisageons comme une chose possible, un triste avenir, que nous prions Dieu de détourner à jamais. En même tems que Nous acceptons le Testament du feu Roy d'Espagne, que nôtre très-cher & très-amé Fils le Dauphin rénonce à ses droits légitimes sur cette Couronne en faveur de son second Fils le Duc d'Anjou, nôtre très-cher & très-amé Petit-Fils, institué par le feu Roy d'Espagne son Héritier universel; Que ce Prince connu présentement sous le nom de Philippe V. Roy d'Espagne, est prest d'entrer dans son Royaume, & de répondre aux voeux empressez de ses nouveaux Sujets. Ce grand évenement ne nous empêche pas de porter nos vûës au de-là du tems présent; Et lorsque nôtre Succession paroît la mieux établie, Nous jugeons qu'il est également & du devoir de Roy & de celui de pére, de déclarer pour l'avenir nôtre volonté, conforme aux sentimens que ces deux qualitez Nous inspirent. Ainsi persuadez que le Roy d'Espagne nôtre Petit-Fils conservera toûjours pour Nous, pour sa Maison, pour le Royaume où il est né, la même tendresse & les mêmes sentimens, dont il nous a donné tant de marques; que son exemple unissant ses nouveaux Sujets aux nôtres, va former entr'eux une amitié perpétuelle, & la correspondance la plus parfaite; Nous croirions aussi lui faire une injustice, dont nous sommes incapables, & causer un préjudice irréparable à nôtre Royaume, si nous regardions désormais comme étranger, un Prince que nous accordons aux demandes unanimes de la Nation Espagnole. POUR CES CAUSES & autres grandes considérations, à ce Nous mouvans, *de nôtre grace spéciale, pleine puissance & autorité Royale*, Nous avons dit, déclaré & ordonné, & par ces Présentes signées de nôtre main, disons, déclarons & ordonnons, Voulons & Nous plaît, que Nôtre Très-Cher & Très-Amé Petit-Fils le Roy d'Espagne conserve toûjours les Droits de sa naissance, de la même maniére que s'il faisoit sa résidence actuelle dans nôtre Royaume; ainsi Nôtre Très-Cher & Très-Amé Fils unique le Dauphin étant le vray & légitime Successeur & Héritier de nôtre Couronne & de nos Etats, & après lui Nôtre Très-Cher & Très-Amé Petit-Fils le Duc de Bourgogne, s'il arrive, ce qu'à Dieu ne plaise, que nôtre dit Petit-Fils le Duc de Bourgogne vienne à mourir sans Enfans mâles, ou que ceux qu'il auroit en bon & loyal Mariage décedent avant luy, ou bien que lesdits Enfans mâles ne laissent après eux aucuns enfans mâles nez en légitime Mariage. En ce cas nôtre dit Petit-Fils le Roy d'Espagne, usant des Droits de sa naissance, soit le vray & légitime Successeur de nôtre Couronne & de nos Etats, nonobstant qu'il fût alors absent & résidant hors de nôtre Royaume; & immédiatement après son décès, ses Hoirs mâles procréez en loyal mariage, viendront à ladite Succession, nonobstant qu'ils soient nez & qu'ils habitent hors de nôtre dit Royaume: Voulant que pour les causes susdites, nôtre dit Petit-Fils le Roy d'Espagne ny ses Enfans mâles, ne soient censez & réputez moins habiles & capables de venir à ladite Succession, ny aux autres qui leur pourroient échoir dans nôtre dit Royaume. Entendons au contraire que tous Droits & autres choses généralement quelconques, qui leur pourroient à présent & à l'avenir competer & appartenir, soient & demeurent conservées saines & entieres, comme s'ils résidoient & habitoient continuellement dans nôtre Royaume jusques à leur trépas, & que leurs Hoirs fussent Originaires & Regnicoles, les ayant à cet effet en tant que besoin est ou seroit, habilité & dispensé, habilitons & dispensons par cesdites présentes. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Amez & Feaux Conseillers, les Gens tenans nôtre Cour de Parlement & Chambre de nos Comptes à Paris, Pré-

ANNO 1700. Préfidens & Tréforiers Généraux de France au Bureau de nos Finances étably audit lieu, & à tous autres nos Officiers & Jufticiers qu'il appartiendra, que ces Préfentes ils faffent regiftrer, & du contenu en icelles joüir & ufer Nôtre dit Petit-Fils le Roy d'Efpagne, fes Enfans & Defcendans mâles en loyal Mariage, pleinement & paifiblement, nonobftant toutes chofes à ce contraires, aufquelles de nos mêmes graces & autorité que deffus, nous avons dérogé & dérogeons. CAR TEL EST NOTRE PLAISIR; & afin que ce foit chofe ferme & ftable à toûjours Nous avons fait mettre nôtre fçel à cesdites Préfentes. DONNE' à Verfailles au mois de Décembre, l'an de grace mil fept cens, & de nôtre Regne le cinquante-huitiéme.

Signé,

LOUIS.

Et fur le reply:

Par le Roi.

PHELYPEAUX.

Et à côté, *Vifa* PHELYPEAUX.

Et fcellé du grand Sceau, en cire verte fur lacs de foye rouge & verte. ANNO 1700.

Regiftrées, ouy & ce réquerant le Procureur Général du Roy, pour être executées felon leur forme & teneur, fuivant l'Arreft de ce jour. A Paris en Parlement, le premier Fevrier mil fept cens-un.

Signé,

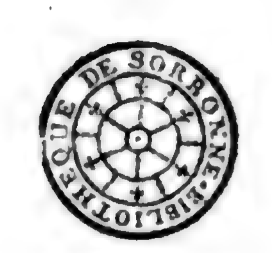
DONGOIS.

Regiftrées en la Chambre des Comptes, Ouy & ce requerant le Procureur Général du Roy, pour être executées felon leur forme & teneur, les Bureaux affemblez, le 1701.

Signé,

RICHER.

FIN DU TOME VII. PART. II.


BIBLIOTHEQUE DE SORBONNE

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google